

HISTOIRE DE L'HUMANITÉ

HISTOIRE DE L'HUMANITÉ

Volume I
De la préhistoire aux débuts de la civilisation
ISBN 978-92-3-202810-5

Volume II De 3000 av. J.-C. à 700 av. J.-C. ISBN 978-92-3-202811-2

Volume III Du vii^e siècle av. J.-C. au vii^e siècle de l'ère chrétienne ISBN 978-92-3-202812-9

> Volume IV 600 – 1492 978-92-3-202813-6

Volume V 1492 – 1789 ISBN 978-92-3-202814-3

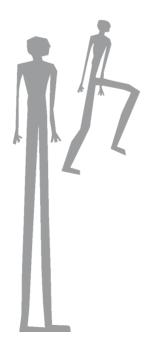
Volume VI 1789 – 1914 ISBN 978-92-3-202815-0

Volume VII Le xxe siècle de 1914 à nos jours ISBN 978-92-3-204083-1

Volume VII

♦ Le XX^e siècle: de 1914 à nos jours ♦

HISTOIRE DE L'HUMANITÉ





Publié par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) 7, place de Fontenoy, 75352 Paris 07 SP

Titre original: *History of Humanity* – Vol. VII: *The Twentieth Century* Publié par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), Paris, et Routledge, Londres. © UNESCO, 2008 pour l'édition anglaise

© UNESCO, 2009 ISBN 978-92-3-204083-1

Les idées et opinions exprimées dans cet ouvrage sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement les vues de l'UNESCO. Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'UNESCO aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé des frontières ou limites.

La Commission internationale de l'Histoire de l'humanité assume la responsabilité intellectuelle et scientifique pour la préparation de cet ouvrage.

L'UNESCO remercie l'Organisation internationnale de la Francophonie pour sa généreuse participation financière à la publication de cet ouvrage.

La réalisation du projet de l'*Histoire de l'humanité* a été rendue possible grâce au généreux soutien financier de la *World Islamic Call Society* (WICS).

Tous droits de traduction et d'adaptation réservés pour tous les pays.

Réalisation éditoriale: Ali Moussa Iye, Chef, Section du dialogue interculturel Avec la collaboration de Khadija Touré Traduction effectuée sous la coordination et la supervision de Albert Ollé-Martin et Violaine Decang

Photo de couverture : circuit imprimé d'ordinateur Mise en pages : Dergham, Beyrouth (Liban)

Impression: Jouve, Mayenne

Imprimé en France

Sommaire

Liste des tableaux VIII Liste des figures IX Liste des cartes X Liste des illustrations XI Liste des auteurs XVI	7. Les nouveaux Etats et les politiques
Avant-Propos XXIII Sergei L. Tikhvinsky	7.1. Les relations entre les pays industrialisés et les pays en développement
A. Introduction Le XX ^e siècle dans l'histoire mondiale 3 Georges-Henri Dumont	7.2. L'Afrique et le nouvel ordre mondial
B. Section thématique	7.3 Conclusion200 <i>Iba Der Thiam</i>
Le monde au début du XX ^e siècle : les crises de l'impérialisme	8. Les femmes
Charles S. Maier 2. Stabilité, crise et la Deuxième Guerre	9. La jeunesse
mondiale	10. Le troisième âge
La fin des empires coloniaux et les transformations du système international	11. Les personnes handicapées
Charles S. Maier	12. La science et le savoir traditionnels en Afrique de l'Est
Les mouvements de libération nationale et la chute du colonialisme . 134 Nodari A. Simonia	Judith Mbula Bahemuka et Wellington N. Ekaya
5. Les problèmes postcoloniaux: les anciennes puissances coloniales et les nouveaux États	La science moderne et les notions changeantes de temps, d'espace et de matière
6. Les réactions aux problèmes postcoloniaux	collaboration avec Michel Morange et Christian Houzel
Nodari A. Simonia et Sophie Le Callennec	Introduction

13.1. Les nouveaux concepts de matière, d'espace et de temps Michel Paty (coordinateur)	277	15. La science comme activité d'acquisition des connaissances (1950–2000)	403
13.1.1. La théorie de la relativité . <i>Michel Paty</i>	277	Ludmila A. Markova 16. La médecine et la santé publiques	424
13.1.2. La physique quantique <i>Michel Paty</i>	286	<i>Jean-Charles Sournia</i> 17. Technologie et sciences appliquées .	484
13.1.3. Les incertitudes dans l'exactitude: problèmes		17.1. Savoir et pratique Eriabu Lugujjo	484
d'interprétation	294	17.2. L'agriculture Eriabu Lugujjo	492
13.1.4. Structure atomique de la matière	300	17.3. Les océans : les ressources et la mariculture	503
13.1.5. La physique nucléaire et des particules élémentaires Michel Paty	308	17.4. L'électronique Eriabu Lugujjo	524
13.1.6. L'astrophysique et la cosmologie	322	17.5. L'astronomie appliquée et l'exploration spatiale et interplanétaire Eriabu Lugujjo	536
13.2. La biologie moléculaire <i>Michel Morange</i>	331	17.6. Les matériaux Eriabu Lugujjo	558
13.3. Les changements fondamentaux dans les sciences de la nature et dans les mathématiques		17.7. Les sources d'énergie et leurs applications	572
13.3.1. Les mathématiques au XX° siècle	344	17.8. Culture et communication: modes traditionnels et nouvelles technologies	582
13.3.2. Nouveaux objets et méthodes en physique	355	18. Les conséquences sociales du savoir et des pratiques scientifiques	
13.3.3. La biologie	367	et technologiques Dominique Ngoïe-Ngalla	596
13.3.4. Structure et dynamique de la Terre	371	19. Les disciplines des sciences sociales Peter Wagner et Björn Wittrock, (coordinateurs)	610
13.3.5. La recherche sur les origines de la vie	376	Introduction Peter Wagner et Björn Wittrock	610
Michel Paty 13.4. Conclusion	382	19.1. L'histoire	617
Michel Paty 14. La science comme système d'idées		19.2. L'anthropologie et l'ethnologie Heidrun Friese	644
(1900–1950)	387	19.3. L'archéologie	658

sommaire VII

	19.4. La démographie Tian Xueyuan	667	25.4. La culture et la production de masse: les «industries	
	19.5. La sociologie	675	culturelles» Elizabeth K. Jackson et Alemseghed Kebede	924
	19.6. L'économie	690	25.5. La culture et la politique Anne Legaré	934
Nic 19.8.	19.7. Les sciences juridiques Nicola Lacey	710	25.6. La culture, les arts et la société : questions de liberté	
	19.8. La science politique	719	et d'expression individuelles Anisuzzaman	944
	2 1	25.7. Haute culture et culture populaire	961	
	19.10. La géographie	746	Theotônio dos Santos 25.8. Culture, cultures nationales,	
20.	Les sciences sociales appliquées : développement et conséquences <i>Hellmut Wollmann</i>	756	interculturation, acculturation et inculturation	971
21.	La philosophie	779	26. La culture littéraire et artistique	983
	Ru Xin (coordinateur) en collaboration avec Ye Xiushan, Teng Shouyao, Jiang Yi et		26.1. La littérature	983
	Zhao Tingyang		26.2. Le nationalisme et	
22.	Les traditions religieuses Jean Lambert	812	l'internationalisme dans l'art moderne Caroline A. Jones et John Clark	1043
23.	L'éthique	844	27. La culture physique et sportive <i>Clarisse Pereira-Palhinhas</i>	1149
24.	La psychologie Hans Pols	863	28. L'éducation	1190
25.	La culture intellectuelle	890	29. L'information et la communication <i>Rafael Roncagliolo (coordinateur)</i>	1259
	Introduction	890	29.1. Un nouvel ordre de l'information internationale	1259
	25.1. Les hautes cultures et		José Antonio Mayobré	
Gananath Obeyes 25.2. Le conditionne l'orientation idéol l'évolution histori culturelle Geoffrey Hawthon 25.3. L'Influence de la technologie sur	les cultures dominées	893	29.2. La presse et les médias de masse	1272
	25.2. Le conditionnement social et		29.3. Information et patrimoine	
	l'évolution historico-		national	1288
	culturelle	905	29.3.1. Les archives dans le monde	1288
	25.3. L'Influence de la science et de		Michel Duchein	
	la technologie sur l'art et la	014	29.3.2. L'évolution des	1205
	culture intellectuelle Oumar Dioume	914	bibliothèques Pamela Spence Richards	1297

29.3.3. L'évolution des musées 1309 Sid Ahmed Baghli	34. L'Asie occidentale et le monde arabe
29.4. La révolution de l'information: technologie, méthodologie et industrie	Introduction
Michel Cartier 29.5. L'évolution des langues internationales	34.1. Iran (République islamique d') 1671 d' <i>Ali G. Dizboni</i>
29.6. La mobilité des hommes,	34.2. La Turquie 1677
échanges culturels et tourisme 1356 Miquel de Moragas et Carles Tudurí	34.2.1. Transformations dans la première moitié du XX° siècle
29.7. L'individu et les technologies de l'information	34.2.2. Évolutions dans la seconde moitié du XX° siècle
C. Section régionale	34.3. L'Afghanistan
30. L'Europe de l'Ouest	Roland Gilles 34.4. La Syrie, l'Iraq et le
31. L'Europe de l'Est et l'Europe	Liban 1698 Mahmoud O. Haddad
centrale	34.5. La Palestine et la Jordanie 1706
Introduction	Ali Mahafzah 34.6. Les pays du Conseil de
31.1. L'Union soviétique et la Fédération de Russie	coopération du Golfe: Arabie saoudite, Koweït, Bahreïn, Qatar, Émirats arabes unis, Oman 1716 Mariam Lootah
31.2. L'Europe centrale, de l'Est et du Sud-Est 1497	34.7. L'Égypte 1722 Anouar Abdel-Malek
Alexandre S. Stykalin, Victor A. Khorev, František Svátek,	34.8. Le Soudan
L. Nagy, Nikolai Todorov et A. Chojnowski	34.9. Le Maghreb : Libye, Tunisie, Algérie, Maroc, Mauritanie 1738
32. L'Amérique du Nord	Saidou Kane
33. L'Amérique latine et les Caraïbes	34.10 Conclusion et orienta- tions
Gregorio Weinberg (coordinateur)	35. L'Afrique subsaharienne
33.1. L'Amérique centrale et du Sud. 1595 Gregorio Weinberg, Luis Alberto Romero et Germán Carrera Damas	Iba Der Thiam (coordinateur) en collaboration avec J. F. Ade-Ajayi, Lameck K. H. Goma, Thierno Bah,
33.2. Les Caraïbes 1649	Joseph-Roger de Benoist, Pierre Kipré, Elisée Coulibaly, Penda
Hilary McDonald Beckles	M'Bow, G. B. Ogunmola et Arlindo

sommaire IX

Gonçalo Chilundo	36.6.2. Sciences et technologies
36. L'Asie du Sud et du Sud-Est 1805 Dhruv Raina et Syed Irfan Habib	au Sri Lanka 1886 Susantha Goonatilake
(coordinateurs)	36.6.3. Sciences et technologies
Introduction	en Asie du Sud-Est 1895 Suzanne Moon
36.1. La pensée occidentale, l'enseignement et les sciences en Inde	36.7. Conclusion
Aparna Basu	37. L'Asie de l'Est
36.2. Les pratiques scientifiques en Inde avant l'indépendance 1826 Kapil Raj	Tao Wenzhao (coordinateur) en collaboration avec Yang Tianshi, Shigeru Nakayama, Gao Zengjie, Cheng Chongde, Yao Kecheng,
36.3. Colonialisme, nationalisme et institutionnalisation de la	Shen Yilin et Bahodor Iskandorovitch Iskandarov
science en Inde 1837 Dhruv Raina et Syed Irfan Habib	38. L'Océanie
36.4. Le mouvement national en	Noy Mucleou
Inde et la création d'un système de recherche scientifique et	D. Postface
industrielle	39. Un monde interdépendant: la paix et le développement durable à travers
36.5. L'évolution du système	la coopération internationale 1997
scientifique et technologique en Inde depuis l'indépendance . 1862 <i>Vissid Siddharta</i> 36.6. L'évolution de la recherche scientifique et industrielle nationale	Georges-Henri Dumont en collaboration avec Sergueï L. Tikhvinsky, Gregorio Weinberg
	et Tao Wenzhao
	Table chronologique
36.6.1. Sciences et technologies au Pakistan	

Faheem Hussain

Liste des tableaux

- 1. Savoir écologique traditionnel et science occidentale.
- 2. Morbidité de la poliomyélite en Europe et en Océanie.
- 3. Éradication de la variole.
- Morbidité de la malaria dans quelques pays avant et à la fin du programme d'éradication.
- 5. Quatre catégories de savoir.
- 6. Cinq générations d'ordinateurs.
- 7. Matériaux employés communément.
- 8. Matières premières employées dans la création du ciment Portland.
- Comparaison entre le PNB par habitant de pays riches et de quelques pays pauvres.
- 10. Nombre d'hommes et de femmes participant aux jeux Olympiques d'été.
- 11. Pays vainqueurs de la Coupe du monde.
- Comparaison des pourcentages du PNB destinés à l'éducation dans les pays développés et en développement.
- Pourcentage net d'inscrits par sexe en Afrique subsaharienne, dans les États arabes et en Asie du Sud.
- 14. Nombres d'inscriptions et taux de croissance (1990–1997).
- 15. Taux bruts de scolarisation par niveaux et par sexe en 1997.

- 16. Pourcentage de la promotion 1985–1986 ayant atteint chacun des quatre niveaux d'enseignement.
- 17. Personnel et dépenses affectées à la recherche et au développement.
- 18. Dépenses en éducation supérieure.
- 19. Indicateurs culturels 1980-1990.
- Pourcentage de foyers équipés d'un magnétoscope dans divers pays du monde.
- 21. La consommation de médias par région du monde.
- 22. L'évolution des TIC.
- Nouvelles technologies et médias en Occident : trois phases de développement.
- 24. Agenda pour une affirmation progressive de la société de l'information.
- Arrivées internationales et recettes mondiales 1950–1998
- Dépenses en tourisme international par pays.
- Répercussions économiques du tourisme.
- 28. Activités menées par des agences de relations publiques en temps de guerre, 1967–1993.
- Le développement des «centres d'excellence».

Liste des figures

- 1. Histoire de la famille du transistor.
- Philosophie de recherche et développement de la science et de l'ingénierie des matériaux.
- 3. Progression de la participation féminine aux jeux Olympiques.
- Évolution du pourcentage net d'inscrits pour le groupe compris entre les six et les vingt-trois ans (période 1970–1990).
- 5. La surinformation ou le « mur de l'information ».
- 6. La structure des autoroutes de l'information
- 7. Organisation de l'industrie du contenu.
- 8. Évolution du nombre d'organismes de recherche et développement (R&D).

Liste des cartes

- 1. L'Europe après la Première Guerre mondiale.
- 2. Les empires coloniaux en 1914.
- 3. Le processus de décolonisation.
- 4. La décolonisation à partir de 1945.
- 5. La colonisation et l'indépendance de l'Afrique.
- 6. Le plan de partition des Nations Unies en 1947.
- 7. Les accords d'armistice de 1949.
- 8. Israël et les territoires occupés en 1999.
- 9. Les principaux mouvements migratoires de la fin du XX^e siècle.
- 10. L'effondrement de l'Union soviétique.

- 11. L'Europe de l'Est, 1945-1990.
- 12. L'Europe de l'Est, début 1994.
- 13. Les migrations régionales en Amérique du Nord, 1940–1960.
- 14. Les régimes militaires d'Amérique latine après 1945.
- 15. Le monde arabe.
- 16. Les colonies britanniques d'Afrique.
- 17. Les colonies françaises d'Afrique.
- 18. Les colonies portugaises d'Afrique.
- 19. La décolonisation et les nouveaux États de l'Asie orientale après 1945.
- 20. La décolonisation de l'Océanie.

Toutes les cartes ont été dessinées par Nicolas Merlet

Liste des illustrations

- Portrait de Lénine par Isaak Brodski, 1930.
- Rosa Luxemburg, entourée des dirigeants du Parti social-democrate indépendant allemand.
- 3. Un New Yorkais malchanceux, après le krach de Wall Street, en octobre 1929.
- 4. L'attaque japonaise de Pearl Harbor, le 7 décembre 1941.
- 5. Le colonel cosaque Reza Khān en 1921.
- 6. L'artiste espagnol Pablo Ruiz Picasso.
- 7. Le trompettiste noir-américain Dizzy Gillespie en 1986.
- 8. Charlie Chaplin dans *Les temps modernes* (1936).
- 9. L'actrice suédoise Greta Garbo dans *Mata-Hari* (1931).
- Notre-Dame-du-Haut à Ronchamp, en France, œuvre de Le Corbusier, 1950–1955.
- 11. Siège des Nations Unies à New York.
- 12. Réunion des membres de l'OTAN, en 1957.
- Patrice Lumumba, Premier ministre de la République démocratique du Congo.
- L'activiste contre l'apartheid et président sud-africain, Nelson Mandela.
- Cérémonie de signature des accords de Camp David, à Washington, en septembre 1978.
- 16. Affrontement entre Palestiniens et Israëliens à Bethléem, en 1988, durant la première *intifada*.
- 17. Le mur de Berlin en 1989.

- 18. Un système de fibre optique mis au point en 1993
- 19. L'astronaute américain Edwin «Buzz» Aldrin sur la Lune en 1969.
- 20. Dessin d'un satellite de communication.
- 21. L'un des premiers téléviseurs britanniques, en 1949.
- Illustration représentant l'attentat perpétré par Gravilo Princip, un étudiant serbe, qui coûta la vie à l'archiduc François-Ferdinand, à Sarajevo, en juin 1914.
- 23. Mohandas Karamchand Gandhi.
- 24. Benito Mussolini durant la marche sur Rome en 1922.
- Prisonniers au travail forcé dans un camp de concentration durant la Seconde Guerre mondiale.
- 26. Nazis allemands harcelant un juif.
- 27. Soldats des troupes nationalistes chinoises de Tchang Kaï-chek.
- L'empereur japonais Hirohito en costume traditionnel pour son couronnement en 1928.
- 29. Adolf Hitler à Dortmund, en Allemagne.
- Le général et dictateur espagnol Francisco Franco.
- 31. Entrée de troupes allemandes dans Varsovie en 1939.
- 32. Le président français Charles de Gaulle en Algérie en 1958.
- 33. Churchill, Roosevelt et Staline lors de la conférence de Yalta, en février 1945.
- 34. Une organisation de jeunes allemands de l'Est manifestant contre le plan Marshall en 1950.

- Le président américain John Kennedy et son homologue soviétique Nikita Khrouchtchev à Vienne, en 1961.
- 36. Manifestation antisoviétique à Prague, en 1968.
- 37. Le dirigeant soviétique Mikhaïl Gorbatchev, en 1985.
- Le président Samuel Nujoma lors de la cérémonie d'indépendance de la Namibie, en 1990.
- 39. Affiche de propagande figurant Mao Zedong.
- 40. Le président indonésien Ahmed Sukarno.
- 41. Jawaharlâl Nehru, le premier Premier ministre indien.
- Le dirigeant yougoslave Tito, la Premier ministre indienne Indira Gandhi et le président égyptien Gamal Abdel Nasser.
- Martin Luther King, chef de file du mouvement pour les droits civiques des Noirs aux Etats-Unis.
- 44. Panneaux de l'apartheid en Afrique du Sud, en 1956.
- 45. Enfants-soldats dans un camp soudanais, en 1971, lors des affrontements entre les rebelles du sud du pays et les troupes gouvernementales.
- 46. Bidonville de Hô Chí Minh-Ville, au Việt Nam.
- 47. Immigrante pakistanaise arrivant à l'aéroport londonien de Gatwick.
- 48. Festivités autour de la conférence de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), au Sierra Leone, en 1980.
- 49. Voisins mal à l'aise, luxe et misère noire dans une métropole moderne.
- La brebis Dolly, le premier mammifère cloné en 1996 à partir d'une cellule adulte.
- 51. Femmes pompiers à Pearl Harbor, en 1941.
- 52. Femmes afghanes sous le régimes des talibans, en 1997, portant la *burqa*.
- 53. Aung San Sou Kyi, chef de l'opposition birmane, en 1995.

- 54. Suffragettes lors d'une manifestation à Londres, en 1911.
- Groupe de femmes érythréennes s'apprêtant à voter lors d'un référendum, en 1993.
- 56. Golda Meir, une des fondatrices de l'État d'Israël
- 57. Les Beatles, en 1965.
- 58. Manifestations estudiantines dans le quartier latin, à Paris, en mai 1968.
- 59. Woodstock 1994, Bethel, New York.
- 60. Enfants dans une rue de Calcutta, en Inde.
- 61. Femme âgée chinoise et son petit-fils.
- 62. Femme âgée coréenne habillant une jeune fille avant un rituel shamanique.
- Centre de rééducation sierra-léonais financé par Médecins sans frontières et Handicap international.
- 64. La championne paralympique française Béatrice Hess.
- 65. Séchage de fibres de sisal en Tanzanie.
- 66. Femmes au travail dans une coopérative rizicole mozambicaine.
- 67. Jeunes Masaï au cours d'une cérémonie traditionnelle.
- 68. Les physiciens Max Planck et Albert Einstein, en 1930.
- 69. Le prix Nobel allemand Max Born.
- 70. Le scientifique britannique Paul Dirac, prix Nobel de physique en 1933.
- 71. Accélérateur de particules nucléaires.
- 72. L'astronome américain Edwin Hubble.
- 73. Un ordinateur central.
- 74. Le généticien et prix Nobel Thomas Hunt Morgan.
- Le biologiste américain Craig Venter, connu pour ses recherches sur le génome humain.
- 76. Symboles de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge.
- 77. Préparation de vaccins contre le choléra.
- Le biologiste américain Jonas Salk, qui mit au point le vaccin contre la poliomyélite.

- 79. Préparation d'antibiotiques, en 1956.
- 80. Machine à laver personnelle, fin des années 1940.
- 81. Affiche de planning familial, en 1967.
- Médecin vaccinant une petite fille africaine, en 1979.
- Modélisation du virus responsable du syndrome d'immunodéficience acquise (SIDA).
- 84. Vieil homme pratiquant la médecine traditionnelle à Manali, en Inde.
- 85. Les frères Wright, vers 1903.
- 86. Dépeçage d'une baleine.
- 87. Téléphone mural allemand, vers 1927.
- 88. Le cosmonaute soviétique Youri A. Gagarine.
- 89. L'astronaute américain Bruce McCandless, lors de la première sortie extravéhiculaire libre, en 1984.
- La station orbitale russe *Mir*, en attente de la navette américaine *Discovery*, en 1995.
- 91. Les tours jumelles Petronas de Kuala Lumpur, en Malaisie.
- 92. Panneaux solaires de la centrale d'Adrano, en Sicile.
- 93. Parc éolien à Hurghada, en Égypte.
- 94. Quai de chargement de pétrole au Koweït.
- 95. Centrale nucléaire de Didcot, en Grande-Bretagne.
- 96. L'anthropologue britannique d'origine polonaise Bronislaw Malinowski.
- 97. Le sociologue et anthropologue français Pierre Bourdieu.
- 98. Le Français Émile Durkheim, pionnier de la sociologie moderne.
- 99. L'Allemand Max Weber, pionnier de la sociologie moderne.
- 100. L'économiste britannique John Maynard Keynes lors d'une conférence à l'ONU.
- 101. Prévenus allemands durant le procès de Nuremberg, en 1945–1946.
- Le linguiste américain Noam Chomsky.

- 103. Le philosophe et activiste politique anglais Bertrand Russell.
- Le philosophe existentialiste et écrivain français Jean-Paul Sartre.
- L'anthropoloque français Claude Lévi-Strauss.
- Le poète et philosophe indien Rabindranath Tagore.
- 107. Mausolée de l'ancien président et philosophe politique chinois Sun Yat-sen.
- 108. La promenade des philosophes, à Kyoto, Japon.
- 109. L'homme d'État et intellectuel tanzanien Julius Nyerere.
- 110. L'écrivain, philosophe et homme politique mexicain José Vasconcelos, en 1929.
- 111. Le Rainbow Warrior, navire de Greenpeace, coulé par les services secrets français en 1985.
- Femme musulmane couverte d'un tchador à Téhéran, en Iran.
- 113. Adeptes coréens du néo-confusianisme durant une cérémonie commémorant la naissance de Confucius.
- 114. Jeune religieuse shintō.
- 115. Religieuses à San Salvador, où l'archevêque Óscar Romero fut assassiné en 1980
- 116. Jeunes moines bouddhistes birmans.
- 117. Moines novices dans le monastère de Ganden, en Mongolie.
- 118. Acharyas indiens priant sur le Gange.
- École juive du quartier ultra-orthodoxe de Mea Shearim, à Jérusalem.
- 120. Musulmans célébrant le ramadan à la Coupole du Rocher, à Jérusalem.
- Le pape Jean-Paul II bénissant la foule au Zaïre (aujourd'hui République démocratique du Congo), en 1980.
- 122. Mémorial de la paix à Hiroshima, Japan, en 1995.
- 123. Echantillons de sperme pour fécondation *in vitro*.
- Plants de maïs génétiquement modifiés.

- 125. Convoi de la Croix-Rouge internationale arrivant au Rwanda, en 1993, avec de l'aide humanitaire.
- 126. Le physiologiste russe Ivan Pavlov.
- 127. Jeune esquimaude et son enfant, en 1903.
- 128. Ligne d'assemblage automobile, introduite par Henry Ford.
- 129. Représentation d'une pièce de kabuki japonais.
- 130. Opérateur de linotype travaillant à la composition du *New York Times*, en 1970.
- 131. Le compositeur américain George Gershwin.
- 132. Les poètes André Breton, Paul Eluard, Tristan Tzara et Benjamin Péret, en 1932.
- 133. L'écrivain russe Ivan Bounine.
- 134. L'écrivain et dramaturge irlandais Samuel Beckett à Paris.
- 135. L'auteur française Marguerite Yourcenar.
- 136. L'auteur sud-africaine Nadine Gordimer (*centre*), entre l'écrivain indien né en Angleterre, Salman Rushdie (*à gauche*) et le romancier allemand Günter Grass (*à droite*).
- 137. L'auteur américain Francis Scott Fitzgerald avec sa femme Zelda et sa fille.
- 138. Le dramaturge américain Arthur Miller photographié en 1956 avec sa femme, l'actrice Marilyn Monroe.
- L'écrivain noir américain Richard Wright.
- Le poète et dramaturge antillais Derek Walcott.
- L'écrivain colombien Gabriel García Márquez.
- 142. L'auteur argentin Jorge Luis Borges.
- 143. L'auteur nigérian Wole Soyinka.
- 144. L'écrivain et anthropologue indien Amitav Ghosh.
- Le romancier japonais Yasunari Kawabata.

- 146. Buste de l'écrivain chinois Lu Xun.
- 147. Pablo Picasso, Les Demoiselles d'Avignon, 1907.
- 148. Pablo Picasso, Guitare, 1912.
- 149. Vladimir Tatline, Le Marin, 1911–1912.
- 150. Vladimir Tatline, maquette du *Monument* à la *Troisième Internationale*, 1920.
- 151. Carlo Carrà, Manifestation interventionniste, 1914.
- 152. Max Ernst, *Célèbes (Elephant Célèbes)*, 1921.
- 153. Vue de l'Exposition internationale des Arts et Techniques de la Vie, Paris, 1937.
- 154. Pablo Picasso, Guernica, 1937.
- 155. Kazuo Shiraga, sans titre, 1957.
- 156. Jackson Pollock, Numéro 1, 1948.
- 157. Robert Rauschenberg, Coca-Cola Plan, 1958
- 158. Robert Smithson, nº 7 des *Déplacements* de miroir dans le Yucatán, 1-9, 1969.
- 159. Pierre de Coubertin, père des jeux Olympiques modernes.
- 160. Affiche des premiers jeux Olympiques d'hiver, en 1924.
- Le champion olympique éthiopien Abebe Bikila.
- 162. Groupe de jeunes sans-emploi devant la porte de la Cité interdite, à Pékin.
- 163. Fillette soumise à un test inspiré par les travaux du psychologue suisse Jean Piaget.
- 164. Enfants regardant un épisode de Sesame Street dans une garderie, pendant les années 1970.
- 165. Siège de l'UNESCO à Paris.
- 166. Ségrégation raciale à l'université de l'Oklahoma, en 1948.
- 167. Affiche publicitaire américaine pour le phonographe «Triumph» de Thomas Edison.
- 168. Affiche de King Kong, film réalisé en 1933.

- 169. Paysans tarahumara, dans l'État mexicain de Chihuahua visionnant des cassettes vidéo, en 1991.
- 170. Ruines de la bibliothèque londonienne de Holland House (1605), après un bombardement en 1940.
- 171. Vue extérieure du centre Georges Pompidou, au cœur de Paris.
- 172. Caméra de sécurité dans une rue anglaise.

Liste des auteurs

Abdel-Malek, Anouar (Égypte). Spécialiste en sciences sociales. Directeur de recherche, École des hautes études en sciences sociales (EHESS), Paris, France.

Abu-Lughod, Ibrahim A. décédé (Palestine-États-Unis). Spécialiste en sciences sociales. Ancien président du département des sciences politiques, Northwestern University (Chicago); vice-président et professeur de relations internationales, université de Birzeit; cofondateur et rédacteur du Arab Studies Quarterly; membre du Conseil national palestinien.

Ade-Ajayi, Jacob Festus (Nigéria). Spécialiste de l'histoire du XIX^e siècle en Afrique occidentale. Ancien recteur de l'université de Lagos; membre du conseil scientifique de l'*Histoire générale de l'Afrique* de l'UNESCO; professeur émérite.

Anisuzzaman (Bangladesh). Spécialiste en littérature, culture, identité et histoire bengalis. Professeur, département de littérature bengali, université de Dhaka, Bangladesh; ancien président de la Bangla Academy (Académie de la langue bengali).

Baghli, Sid Ahmed (Algérie). Spécialiste en art, histoire de l'art et patrimoine culturel. Ancien directeur des musées algériens; membre de l'organisation consultative scientifique de l'Institut national du patrimoine maghrébin, Tunis; conseiller de la délégation algérienne auprès de l'UNESCO.

Bah, Thierno (Guinée-Cameroun). Spécialiste de l'histoire militaire de l'Afrique centrale. Membre fondateur de l'Association des historiens africains, université de Yaoundé, Cameroun. Bahemuka, Judith M. (Kenya). Spécialiste en sociologie. Enseignante auprès du département de sociologie et titulaire de la chaire UNESCO sur les femmes, la santé communautaire et le développement durable à l'université de Nairobi; ambassadrice du Kenya auprès des Nations Unies.

Basu, Aparna (Inde). Spécialiste de l'histoire indienne moderne, histoire de l'éducation, histoire des femmes. Ancien professeur d'histoire à l'université de Delhi; professeur/chercheur invitée, Wolfson College, Cambridge (Royaume-Uni); présidente de la All India Women's Conference, New Delhi.

Becker, Jörg (Allemagne). Spécialiste en communication, médias et technologies de l'information. Professeur de sciences politiques, université de Marburg; directeur général du KomTech-Institute (Solingen).

Beckles, Hilary Macdonald (Jamaïque). Spécialiste de l'histoire des Caraïbes. Vice-rectrice de l'université des Indes occidentales (UWI), Kingston, Jamaïque. Professeur d'histoire sociale et économique, département d'histoire, UWI. Membre du groupe de travail international du projet pédagogique de l'UNESCO du RéSEAU sur la traite négrière transatlantique.

De Benoist, Joseph-Roger (France). Spécialiste en histoire contemporaine de l'Afrique occidentale francophone; ancien directeur de recherche, Institut fondamental d'Afrique noire Cheikh Anta Diop, Dakar; membre de l'Académie des sciences de l'Outre-mer, Paris.

Bensimon, Marc (États-Unis d'Amérique). Spécialiste en littérature française (Renaissance, baroque, moderne, et littérature et art comparés). Professeur de français émérite, University of California Los Angeles.

Liste des auteurs XIX

Borissov, Yuri S. (Russie). Spécialiste en histoire culturelle de l'Europe centrale et du Sud-Est. Chercheur, Institut des études slaves et balkaniques de l'Académie des sciences de Russie.

Carrera Damas, Germán (Venezuela). Spécialiste en histoire. Fondateur de la chaire Théorie et méthode de l'histoire; professeur, université centrale du Venezuela.

Cartier, Michel (Canada). Spécialiste en communication. Membre de la faculté, université de Québec (Montréal); consultant en nouvelles technologies de l'information et de la communication.

Chilundo, Arlindo Gonçalo (Mozambique). Spécialiste en histoire économique et sociale d'Afrique; professeur agrégé d'histoire et directeur et chargé d'études, université d'Eduardo Mondlane, Mozambique.

Chojnowski, Andrzej (Pologne). Spécialiste en histoire. Enseigne à la faculté d'histoire de l'université de Varsovie et est également affilié au centre Mordechaj Anielewicz pour la recherche et l'enseignement de l'histoire et la culture et des Juifs en Pologne, fondé en 1990.

Chondge, Cheng (Chine). Spécialiste en histoire chinoise. Directeur et chercheur attaché, Institut d'histoire de la dynastie Qing, université populaire; vice-président du comité national de rédaction de l'histoire de la dynastie Qing; président de l'Association chinoise d'histoire mongole.

Clark, John (Australie). Spécialiste en art asiatique moderne. Professeur du département d'histoire de l'art et de théorie artistique, université de Sydney. Membre titulaire de l'Académie australienne des lettres; a reçu l'Australian Centenary Medal (2003).

Claval, Paul (France). Spécialiste en géographie humaine. Professeur à l'université de la Sorbonne, Paris. Membre de l'Académie européenne.

Coulibaly, Elisée (Burkina Faso). Spécialiste en histoire de l'archéologie. Chargé de mission, musée des arts d'Afrique et d'Océanie (MAAO), Paris; chargé de recherche principal sur l'histoire des mines et de la métallurgie, université de Paris I, Centre national de la recherche scientifique (CNRS), France.

Dalby, David (Royaume-Uni–France). Spécialiste en langues modernes. Maître de conférence en langues modernes, Fourah Bay College, Sierra Leone; professeur et chercheur en langues d'Afrique occidentale, School of Eastern and African Studies (SOAS) de l'université de Londres

Dhammaratana, Tampalawela (Sri Lanka). Spécialiste en philosophie comparée et études asiatiques. Membre du conseil de la World Buddhist University, Bangkok. Boursier postdoctoral de l'UNESCO, École Pratique des Hautes Études, université de la Sorbonne, Paris.

Dioume, Oumar (Canada–Sénégal). Spécialiste en économie mathématique et économétrie. Directeur de recherche et développement chez AirTel Com, Montréal; recherche en mathématiques d'ingénierie et réseaux de télécommunication; membre de l'ASSNET (African Summit for Science and New Technologies); ancien maître de conférence de l'École polytechnique, Montréal.

Dizboni, Ali Ghanbarpour (Canada–République islamique d'Iran). Spécialiste en relations internationales et politiques comparées (Moyen-Orient et Asie centrale). Maître-assistant, Royal Military College of Canada (Kingston).

Dubet, François (France). Spécialiste en sociologie. Auteur de plusieurs ouvrages sur les mouvements sociaux, la ville, la marginalité, la jeunesse, l'éducation, le travail et la théorie sociale. Sociologue, université de Bordeaux II; membre du CADIS (Centre d'analyse et d'interventions sociologiques, CNRS, EHESS); membre de l'Institut universitaire de France; directeur d'études, EHESS. Paris.

Duchein, Michel (France). Spécialiste en histoire des archives. Inspecteur général honoraire des Archives de France et ancien responsable du service technique de la Direction des Archives de France; ancien rédacteur en chef du journal du Conseil International des Archives, *Archivum*, et de la *Gazette des Archives*.

Dumont, Georges-Henri (Belgique). Spécialiste en histoire. Historien, université de Louvain; professeur émérite d'histoire économique et sociale, ICHEC de Bruxelles. Conservateur honoraire, musées royaux d'art et d'histoire; membre de l'Académie royale. Auteur de *Léopold II* (grand prix de la biographie de l'Académie française); membre du Conseil exécutif de l'UNESCO (1981–1989).

Ekaya, Wellington N. (Kenya). Spécialiste en écologie, aménagement pastoral, migration humaine. Maître de conférence, université de Nairobi, département de l'aménagement pastoral; membre du comité de rédaction du *Journal of Human Ecology*.

Fohlen, Claude (France). Spécialiste en histoire de l'économie et de l'Amérique du Nord. Professeur émérite; chaire du département d'histoire américaine de l'université de Paris I-la Sorbonne.

Friese, Heidrun (Royaume-Uni). Spécialiste en anthropologie des sciences. Enseigne auprès du département des sciences sociales et politiques, Institut universitaire européen, Florence (Italie).

Gilles, Roland (France). Spécialiste en art et culture islamiques. Expert UNESCO sur les textiles orientaux. Responsable de la collection et des expositions, Institut du monde arabe, Paris.

Goma, Lameck K. H. (Zambie). Spécialiste en zoologie. Ancien recteur, université de Zambie; ministre de l'Éducation, des Affaires étrangères, et de l'Éducation supérieure, des Sciences et de la Technologie (Zambie).

Goonatilake, Susantha (Sri Lanka). Spécialiste en sociologie de la culture et des sciences non occidentales. Société royale asiatique du Sri Lanka.

Gopal, Sarvepalli, décédé (Inde). Spécialiste en histoire moderne de l'Asie méridionale. Professeur émérite d'histoire contemporaine, université Jawaharlal Nehru (JNU), New Delhi

Guillaume, Astrid (France). Spécialiste en langue allemande, linguistique et littérature comparée. Professeur agrégée, université de Besançon (France).

Habib, Syed Irfan (Inde). Spécialiste en histoire socioculturelle et intellectuelle de la connaissance scientifique en Inde. Scientifique auprès du National Institute of Science, Technology and Development Studies, New Delhi.

Haddad, Mahmoud, O. (Liban). Spécialiste en histoire moderne du Moyen-Orient. Président du département d'histoire, université de Balamand (Liban); ancien professeur agrégé, département d'histoire, Columbia University (New York). Membre de la Middle East Studies Association (US).

Hawthorn, Geoffrey (Royaume-Uni). Spécialiste en politique internationale et économie politique. Professeur de politique internationale, faculté des sciences sociales et politiques, université de Cambridge.

Hegarty, Seamus (Royaume-Uni). Spécialiste de la recherche en éducation, handicap et besoins spéciaux en éducation; réforme scolaire. Directeur de la National Foundation for Educational Research en Angleterre et pays de Galles.

Houzel, Christian (France). Spécialiste en histoire des mathématiques, des nombres et de la symétrie. Professeur de mathématiques, IUFM (Institut universitaire de formation des maîtres), Paris; ancien directeur du Bulletin de la Société mathématique de France.

Hussain, Faheem (Pakistan). Spécialiste en physique. Ancien directeur du Bureau des Activités extérieures, du centre international Abdus Salam de physique théorique, Trieste (Italie). Enseigne la physique au Pakistan.

Iskandarov, Bahodor I. (Tadjikistan). Spécialiste de l'histoire du Tadjikistan. Docteur en histoire et académicien; directeur honoraire, institut d'histoire, archéologie et ethnographie, Académie des sciences de la république du Tadjikistan; lauréat du prix Avicenne.

Jackson, Elizabeth K. (États-Unis d'Amérique). Spécialiste en culture et production de masse, Afrique et Afro-Américains. Professeur du département de la Communication, California State University, Bakersfield.

Jones, Caroline A. (États-Unis d'Amérique). Spécialiste en arts visuels et culture du XX^e siècle. Professeur agrégée d'histoire de l'art, Liste des auteurs XXI

histoire, section théorie et critique, département d'architecture, Massachusetts Institute of Technology (MIT).

Kane, Saidou (Mauritanie). Spécialiste en histoire et relations internationales; intégration et aspects culturels du développement. Nombreux professorats: École nationale d'administration, Nouakchott, (Mauritanie); siège de l'UNITAR, Genève; Sorbonne (Paris); et institutions en Belgique et aux Pays-Bas. Défenseur des droits de l'homme et des langues africaines.

Kebede, Alemseghed (États-Unis d'Amérique). Spécialiste en théorie sociale, mouvements sociaux et rencontres interculturelles. Professeur de sociologie, département de sociologie et d'anthropologie, California State University, Bakersfield.

Khorev, Victor A. (Fédération de Russie). Spécialiste en littérature d'Europe de l'Est. Directeur adjoint de l'Institut des études slaves et balkaniques de l'Académie des sciences de Russie.

Kecheng, Yao (Chine). Spécialiste en langues orientales. Professeur agrégé, département des Études de langues orientales, université de Beijing; membre du conseil de l'Association de la langue et de la littérature mongoles; membre du conseil de l'Association des études de la République mongole.

Kipré, Pierre (Côte d'Ivoire). Spécialiste en histoire africaine moderne et contemporaine. Professeur, université d'Abidjan.

Kouassi Kwam Edmond (Togo). Spécialiste en politique internationale, étude de la paix et des conflits; organisations africaines internationales. Consultant auprès de diverses organisations internationales et ONG; vice-doyen de la faculté de droit et de sciences politiques, université du Bénin.

Lacey, Nicola (Royaume-Uni). Spécialiste en droit pénal et justice, théorie juridique et sociale. Professeur de droit pénal, London School of Economics; membre du Mannheim Centre for the Study of Criminology and Criminal Justice.

Lambert, Jean (France). Spécialiste en anthropologie comparée des religions monothéistes. Enseignant et chercheur, Centre d'études interdisciplinaires des faits religieux de l'EHESS. Paris et CNRS.

Le Callennec, Sophie (France). Spécialiste en histoire de la religion en Afrique sub-saharienne; université des réseaux d'expression française (UREF), Paris.

Legaré, Anne (Canada). Spécialiste en sociologie politique des relations modernes entre l'état et la société. Professeur de sciences politiques, université du Québec, Montréal.

Le Thanh Khoi (France). Spécialiste en enseignement comparé, développement social et économique. Professeur émérite, université de Paris V (Sorbonne).

Lootah, Mariam (Émirats Arabes Unis). Spécialiste en histoire contemporaine de la région du Golfe. Professeur de sciences appliquées, université d'Al Aïn, EAU.

Lugujjo, Eriabu (Ouganda). Spécialiste des matériaux d'ingénierie électrique. Consultant en enseignement technique et professionnel et en politique scientifique et technologique. Professeur à l'université de Makerere (faculté de technologie); ancien membre du Conseil exécutif de l'UNESCO; membre du Conseil national ougandais des sciences et technologies.

MacLeod, Roy (Australie). Spécialiste en histoire sociale de la science, de la médicine et de la technologie. Professeur d'histoire, université de Sydney.

Mączak, Antoni (Pologne). Spécialiste en histoire moderne de l'Europe; professeur, institut d'histoire, université de Varsovie.

Madelin, Henri, S. J. (France). Spécialiste en sciences politiques. Enseigne la philosophie politique et la sociologie aux facultés jésuites de Paris (centre Sèvres) et à l'Institut d'études politiques de Paris (IEP).

Mahafzah, **Ali** (Jordanie). Spécialiste de l'histoire et de la pensée arabes contemporaines. Ancien président de l'université Mu'tah et de l'université Yarmouk; professeur d'histoire, université de Jordanie (Amman).

Maier, Charles Steven (États-Unis d'Amérique). Spécialiste de l'Europe du XX^e siècle et les relations internationales. Professeur d'histoire à l'université de Harvard; mem-

bre de l'Académie américaine des arts et des sciences

Markova, Ludmila A. (Fédération de Russie). Spécialiste en histoire, historiographie des sciences, philosophie et sociologie des sciences. Chercheur, institut de philosophie de l'Académie des sciences de Russie.

Mayobre, José Antonio, décédé (Venezuela). Spécialiste en études des médias de masse internationaux. Directeur de l'International Centre for the Study of Communication and Development (CIEDESCO); professeur en communication de masse, Universidad Católica Andrés Bello, Caracas, Venezuela.

M'Bow, Penda (Sénégal). Spécialiste en histoire africaine médiévale, questions de genres et religion. Professeur, département d'histoire de la faculté des lettres et sciences sociales, université Cheikh Anta Diop, Dakar; ancien ministre de la Culture du Sénégal.

Moon, Suzanne (États-Unis d'Amérique). Spécialiste en histoire des sciences et des technologies, histoire du Sud-Est asiatique. Maître-assistant, Colorado School of Mines (États-Unis).

de Moragas, Miquel (Espagne). Spécialiste en communication, technologie et changement social. Professeur de sciences de la communication; directeur de l'institut de communication, Universitat Autonoma de Barcelona.

Morange, Michel (France). Spécialiste en biologie. Professeur à l'École normale supérieure, Paris et à l'université de Paris VI.

Muhidine, Timour (Turquie). Spécialiste en littérature turque contemporaine, littérature comparée (Europe et Moyen-Orient). Conférencier en littérature turque auprès de l'INALCO. Paris: écrivain et traducteur.

Nagy, Zsuzsa L. (Hongrie). Spécialiste en histoire hongroise du XX^e siècle. Professeur d'histoire à l'université de Debrecen dont les travaux de recherche portent sur les deux révolutions hongroises après la Première Guerre mondiale, la Conférence de paix de Paris de 1919; l'histoire urbaine, Budapest; et la franc-maçonnerie en Europe.

Nakayama, Shigeru (Japon). Spécialiste en histoire des sciences et de l'apprentissage en Asie de l'Est. Ancien professeur, Centre des sciences, des technologies et de la société civile, université Kanagawa. Professeur émérite, école de gestion internationale, université Kanagawa.

Ngoïe-Ngalla, Dominique (Congo). Spécialiste en histoire pré-coloniale du Congo et anthropologie. Professeur, université de Brazzaville

Obeyesekere, Gananath (Sri Lanka). Spécialiste en théorie sociale, anthropologie psychanalytique et histoire et pratique bouddhistes. Professeur émérite d'anthropologie, Princeton University (USA).

Ogunmola, Gabriel B. (Nigéria). Spécialiste en biochimie. Président de l'Académie nigériane des sciences; doyen de l'école d'étudiants de 2e et 3e cycle de l'université d'Ibadan (Nigeria).

Ory, **Pascal** (France). Spécialiste en histoire culturelle. Professeur, université de Paris I (Sorbonne).

Paty, Michel (France). Spécialiste en philosophie, épistémologie et histoire des sciences. Directeur de recherche émérite, CNRS; cofondateur et ancien directeur de l'équipe REHSEIS du CNRS et de l'université de Paris VII (D. Diderot).

Pereira-Palhinhas, Clarisse (Congo). Spécialiste en sciences philosophiques et linguistique. Faculté de lettres et sciences humaines, université M. Ngouabi, Brazzaville.

Pestre, Dominique (France). Spécialiste en histoire des sciences. Directeur d'études, EHESS, Paris; directeur du centre Alexandre Koyré du CNRS-EHESS.

Pols, Hans (Australie). Spécialiste en histoire des sciences, de la psychologie et de la médicine. Enseigne auprès de l'unité histoire et philosophie des sciences, université de Sydney.

Raina, Dhruv (Inde). Spécialiste en théorie sociale des sciences et des technologies. Professeur agrégé du département des sciences sociales, Zakir Hussain Centre for Educational Studies of Jawaharlal Nehru University, New Delhi.

Raj, Kapil (Inde). Spécialiste en histoire des sciences. Professeur, centre Koyré de

Liste des auteurs XXIII

l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS), Paris.

Renfrew, Andrew Colin (Royaume-Uni). Spécialiste en archéologie et archéogénétique. Ancien professeur d'archéologie, université de Cambridge; ancien directeur du McDonald Institute for Archaeological Research de Cambridge. A supervisé de nombreuses fouilles, notamment en Macédoine orientale et en Grèce

Romero, Luis Alberto (Argentine). Spécialiste en histoire sociale et culturelle de l'Argentine contemporaine. Professeur, université de Buenos Aires.

Roncagliolo, Rafael (Pérou). Spécialiste en sociologie, communication et journalisme. Professeur, Universidad Católica del Perú; ancien président, Association mondiale des radiodiffuseurs communautaires (AMARC); ancien vice-président de l'International Association for Mass Communication Research (IAMCR/AIERI); journaliste.

dos Santos, Theôtonio (Brésil). Spécialiste en économie politique. Professeur, Universidad Federal Fluminense et coordinateur de la chaire UNESCO-UNU/réseau sur l'économie mondiale et le développement durable.

Sardoni, Claudio (Italie). Spécialiste en macroéconomie et analyse économique du XX^e siècle. Rédacteur en chef adjoint de la *Review of Social Economy* et de la *Review of Political Economy*. Professeur d'économie, Università di Roma La Sapienza.

Shen, Yilin (République de Corée). Spécialiste en sciences sociales coréennes. Chercheur invité au centre de documentation et d'information de l'Académie chinoise des sciences sociales; ancien rédacteur en chef du Journal of Social Sciences Abroad; rédacteur en chef adjoint de The Republic of Korea Today; et superviseur de Koreana.

Shouyao, Teng (Chine). Spécialiste en études comparées de philosophie occidentale et orientale. Responsable de la section esthétique; professeur de philosophie, institut de l'Académie chinoise des sciences sociales.

Siddhartha, **Vissid** (Inde). Spécialiste en histoire des sciences et technologies. Conseiller

scientifique auprès du ministre indien de la Défense.

Simonia, Nodari, A. (Fédération de Russie). Spécialiste de l'histoire du Sud-Est asiatique, des problèmes socio-économiques et politiques des pays en voie de développement, et des mouvements de libération nationaux. Directeur adjoint de l'Institut d'économie mondiale et des relations internationales; membre de l'Académie des sciences de Russie.

Singer, Peter (Australie). Spécialiste en philosophie et bioéthique. Directeur adjoint du Centre for Human Bioethics; professeur de philosophie, Monash University, Melbourne, Victoria.

Sournia, Jean-Charles décédé (France). Spécialiste en chirurgie, santé publique, histoire de la médicine. Chirurgien, membre de la Société française d'histoire médicale; ancien président de la Société internationale d'histoire de la médicine.

Spence Richards, Pamela décédée (États-Unis d'Amérique). Spécialiste en histoire des bibliothèques. Ancien professeur en études sur les bibliothèques et sciences de l'information, université Rutgers, New-Jersey, États-Unis

Stykalin, Alexander S. (Fédération de Russie). Spécialiste en histoire culturelle d'Europe centrale et du Sud-Est. Chercheur, Institut des études slaves et balkaniques de l'Académie des sciences de Russie.

Svátek, František (République tchèque). Spécialiste en histoire politique. Chargé de recherche principal et membre du conseil scientifique de l'institut d'histoire contemporaine de l'Académie des sciences de la République tchèque, Prague.

Thébaud, Françoise (France). Spécialiste des études sur les femmes du XX^e siècle, professeur d'histoire contemporaine à l'université d'Avignon (France). Fondatrice du journal, *CLIO, Histoire, Femmes et Sociétés*.

Thiam, Iba Der (Sénégal). Spécialiste en histoire politique moderne et contemporaine de l'Afrique. Professeur d'histoire, université Cheikh Anta Diop, Dakar.

Tianshi, Yang (Chine). Spécialiste en histoire de la culture chinoise et de la Chine moderne. Professeur, institut d'histoire moderne de l'Académie chinoise des sciences sociales. Vice-président et secrétaire général de l'Association de la culture chinoise moderne.

Tikhvinsky, Sergeï L. (Fédération de Russie). Spécialiste en histoire. Président du Comité national des historiens de l'Académie des sciences de Russie, Moscou.

Tingyang, Zhao (Chine). Spécialiste en ontologie, épistémologie et logique philosophique. Professeur agrégé, institut de philosophie de l'Académie chinoise des sciences sociales.

Torstendahl, Rolf (Suède). Spécialiste en histoire et théorie d'historiographie; professeur émérite d'histoire, université d'Uppsala; professeur d'histoire, université de Mälardalen.

Tuduri, Carles (Espagne). Spécialiste en sciences de l'information, communication et développement du tourisme. Membre de la faculté du département de gestion et marketing de l'industrie touristique, Universitat Oberta de Catalunya; professeur agrégé pour la promotion du tourisme, Universitat de les Illes Balears.

Wagner, Peter (Royaume-Uni). Spécialiste en histoire et théorie des sciences sociales. Actuellement professeur auprès de l'Institut universitaire européen (Florence). A enseigné auprès d'universités au Royaume-Uni, en Californie, en Suède, à Paris et à Berlin. A collaboré au World Social Science Report de l'UNESCO et est l'auteur de nombreux ouvrages.

Weinberg, Gregorio (Argentine). Spécialiste en histoire de l'éducation et des sciences en Amérique latine. Professeur honoraire de la faculté de philosophie et littérature et *doctor honoris causa*, Universidad de Buenos Aires. Ancien directeur, Centro de Documentación Internacional; ancien directeur, Biblioteca Nacional de la República Argentina; vice-président, Consejo Nacional de Investigaciones Científicas y Técnicas.

Wenzhao, Tao (Chine). Spécialiste en his-

toire, relations sino-américaines. Professeur de recherche, institut d'études américaines de l'Académie chinoise des sciences sociales (CASS); ancien directeur adjoint et secrétaire général, Association chinoise d'études américaines.

Wittrock, Björn (Suède). Spécialiste en histoire et sociologie des sciences sociales. Professeur à l'université de Stockholm; directeur du Collège suédois des études avancées en sciences sociales, Uppsala.

Wollmann, Hellmut (Allemagne). Spécialiste en politique publique comparée. Professeur émérite, université Humboldt, Berlin.

Wurm, Stephen A. (Australie). Spécialiste en linguistique de la région Pacifique, Asie orientale, septentrionale et centrale, Proche-Orient ancien et moderne, et régions arctiques. Professeur de linguistique, Université nationale australienne; directeur de recherche, ancien président de l'Académie australienne des sciences humaines; ancien président du CIPSH-UNESCO.

Xin, Ru (Chine). Spécialiste en philosophie et esthétique. Vice-président, Académie chinoise des sciences sociales; vice-président, comité national chinois pour l'UNESCO.

Xiushan, Ye Xiushan (Chine). Spécialiste en philosophie et esthétique occidentales. Président du Comité académique; professeur de philosophie, institut de l'Académie chinoise des sciences sociales.

Xueyuan, Thian (Chine). Spécialiste en histoire moderne. Membre de l'Académie chinoise des sciences sociales, Beijing.

Yi, Jiang (Chine). Spécialiste en philosophie occidentale contemporaine. Directeur de la section de philosophie étrangère contemporaine; professeur agrégé, institut de philosophie de l'Académie chinoise des sciences sociales.

Zengjie, Gao (Chine). Spécialiste en histoire de la culture japonaise et culture comparée. Professeur et directeur adjoint, institut des études japonaises de l'Académie chinoise des sciences sociales.

Avant-Propos

Sergei L. Tikhvinsky

e septième et dernier volume de l'*Histoire du développement scientifique* et culturel de l'humanité vient enfin compléter cette collection exceptionnelle préparée sous la direction de la Commission internationale dont la création a été décidée par la résolution 4/1.2/6, adoptée lors de la vingtième session de la Conférence générale de l'UNESCO, en 1978. La rédaction de ce volume VII, consacré au XX^e siècle, a débuté en même temps que celle des six autres mais, en raison de difficultés financières et de changements de personnel au sein du secrétariat de l'UNESCO pendant la dernière décennie, sa conception (ainsi que celle du volume VI, dédié au XIX^e siècle) a été interrompue pendant plusieurs années. Comme le savent nos lecteurs, les précédents volumes de l'*Histoire de l'humanité* ont été publiés en anglais par l'UNESCO et l'éditeur britannique Routledge — le volume I en 1994, le volume II en 1996, le volume III en 1997, le volume IV en 2000, le volume V en 1999 et le volume VI en 2004.

La dernière réunion du comité éditorial du volume VII s'est tenue en juin 1996, au siège de l'UNESCO à Paris. À cette occasion, il a examiné et approuvé un plan détaillé et fixé un calendrier pour l'achèvement des processus de rédaction et d'édition. Au cours des neuf années suivantes, tous les contacts entre ses membres et le personnel du secrétariat de l'UNESCO se sont limités à l'envoi sporadique de colis ou de télécopies contenant des projets d'articles.

Le volume VII reflète l'immense variété des cultures présentes dans les différents pays du monde. En dépit d'une interdépendance croissante, chaque nation s'efforce encore de préserver son identité culturelle propre.

Lors de ladite réunion du comité éditorial, sous la direction du professeur belge Georges-Henri Dumont, président de la Commission internationale pour une Histoire du développement scientifique et culturel de l'humanité, des membres venus d'Argentine, de Chine, de l'Inde, de Russie, du Sénégal et des États-Unis ainsi qu'un représentant de l'Autorité nationale palestinienne ont commenté le texte provisoire du volume VII, proposé par le professeur américain Everett Mendelsohn.

Les participants à la réunion ont suggéré que les auteurs des divers chapitres consacrés au développement de la science et de la culture au cours du siècle soient invités à le situer dans le contexte des principaux processus politiques, économiques et sociaux à l'œuvre dans le monde pendant cette période plutôt que d'entreprendre une «analyse politique du siècle». Le professeur Dumont a souligné l'importance d'examiner l'influence du XX^e siècle sur la science et la culture, les conséquences de la guerre froide, la désintégration de l'Union soviétique, l'unité européenne, les enjeux ethniques, les problèmes postcoloniaux d'identité culturelle et les mouvements extrémistes religieux. D'autres intervenants ont insisté sur la nécessité de mettre en relief l'élargissement de la fracture entre les pays riches et les pays pauvres et de condamner le racisme, les apartheids et les génocides. Tous les participants ont mis l'accent sur le besoin d'explorer le processus de décolonisation et ses conséquences sur l'état de l'éducation, de la science et de la culture dans les pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine. Ils ont exhorté les auteurs à ne pas se focaliser sur les seuls processus négatifs qui se sont produits dans ces régions au cours du siècle, au détriment des évènements et des évolutions positives.

Les opinions et les remarques formulées par les membres du bureau de la Commission internationale lors de cette réunion ont été résumées par le secrétariat et transmises aux auteurs mandatés.

À bien des égards, cet ultime volume de l'*Histoire de l'humanité* est exceptionnel. Si les lecteurs des volumes précédents acceptent généralement les appréciations et les faits présentés par les divers auteurs, certains lecteurs du volume VII peuvent se trouver en désaccord avec les interprétations des évènements du XX^e siècle qui y sont proposées. Ceci peut s'expliquer par le fait que la plupart d'entre eux sont nés et ont passé la majeure partie de leur vie adulte au cours de ce siècle. Ainsi, nombre d'entre eux ont été non seulement contemporains mais également témoins et, parfois, acteurs des grands évènements de la période. En outre, maints aspects des premières décennies du siècle leur ont été transmis par leurs parents, leurs proches et leurs amis issus des générations précédentes. De nombreux lecteurs ont donc procédé à leurs propres évaluations subjectives de certains évènements et processus mentionnés dans ce volume. De même, s'étant instruits au cours du XX^e siècle, certains auteurs ont inévitablement été influencés par les évènements qui s'y sont déroulés ainsi que par ses idéologies et ses opinions dominantes. Nous manquons du recul nécessaire pour embrasser du regard

Avant-Propos XXVII

un si vaste objet d'étude. Davantage de temps sera requis pour bâtir une évaluation objective et complexe du chemin parcouru par l'humanité au fil du XX^e siècle. Lorsque l'on demanda à V. O. Klioutchevski, historien russe de la fin du XIX^e siècle, combien de temps devrait s'écouler avant que les hommes ne puissent comprendre le siècle qui s'achevait, il répondit «trois siècles».

On sait que l'histoire ne peut subir un découpage artificiel de type procustéen. Il en va de même de la mondialisation qui, amorcée il y a plusieurs centaines d'années, s'est vivement accélérée lors du XX^e siècle pour atteindre son apogée à l'ère de la cybercommunication.

Dans les divers domaines de l'économie, de la politique, de la science et de la culture, le XX^e siècle est l'héritier du siècle précédent et a connu des évolutions de plus en plus rapides.

De même, nombre d'évènements qui ont eu lieu au XIX^e siècle trouvent leur origine au XVIII^e siècle. C'est pourquoi les auteurs du volume VI, originaires de plus de quarante pays, ont choisi pour objet d'étude la période comprise entre la Révolution française (1789) et le début de la Première Guerre mondiale (1914).

Maints chapitres de ce volume s'ouvrent par une incursion à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e, même si cette époque a déjà été traitée par des auteurs du volume VI. Le découpage de l'histoire de l'humanité en siècles est parfois très arbitraire, le système chronologique en Chine, en Corée, au Japon et dans d'autres pays de l'Asie de l'Est, étant fondé sur le règne d'un roi ou d'un empereur particulier. Dans les régions rurales de ces pays, le calendrier lunaire, fonctionnant par cycles de soixante ans, est toujours en vigueur. Les pays à forte population musulmane observent le calendrier islamique qui commence en 622 apr. J.-C., année de l'hégire marquant l'émigration du prophète Mahomet de La Mecque à Médine.

Avant la révolution de 1917, les Russes utilisaient le calendrier julien qui compte treize jours de retard sur le calendrier grégorien, davantage répandu. En 1924, la Grèce a adopté le calendrier grégorien, suivie par la Turquie en 1927 et l'Égypte en 1928.

Le XX^e siècle peut également être divisé en fonction d'autres repères chronologiques, spécifiques non seulement à chaque pays mais aussi aux diverses branches de la science, de la culture, des arts, des sports, etc. Les auteurs de ce volume utilisent différentes méthodes pour dater les évènements et les processus qu'ils abordent. Certains considèrent les révolutions comme les principaux jalons du XX^e siècle, à l'image de la Révolution chinoise de 1911, qui mit un terme à deux mille ans de règne impérial et donna naissance à une République chinoise; des révolutions de février et d'octobre 1917 en Russie; ou de la révolution de 1949 qui mena à la proclamation de la République populaire de Chine. D'autres choisissent la Première et

la Seconde Guerre mondiale ainsi que la guerre froide comme points de repères. Nombre d'entre eux emploient des termes tels qu'«ère atomique», «ère spatiale», «ère de la radio et de la télévision», «ère de l'aviation à réaction», «ère de l'ADN», «ère de la transition et du laser», etc. Dans les anciennes colonies, la chronologie du XX^e siècle se divise nettement en périodes coloniale et postcoloniale. Plus qu'un repère temporel, cette limite marque une transformation de la perspective historique.

Comme les précédents, le volume VII se compose de deux parties : une section thématique et une section régionale. Les chapitres de la première sont consacrés aux principaux types de bouleversements observés au xxe siècle à travers le monde, aux changements affectant la vie quotidienne de différents groupes et couches de population (les femmes, les jeunes, les personnes âgées et handicapées, etc.) et aux évolutions de l'éducation, de la santé publique et des sports ainsi que de diverses branches de la culture et des sciences naturelles, sociales et humaines. Dans la seconde section, ces sujets sont illustrés par des exemples régionaux et nationaux.

Les auteurs de ce volume sont des spécialistes originaires de différents pays du monde et sont responsables des faits énoncés dans leurs contributions ainsi que de leur appréciation des évènements et des processus.

A Introduction

Le xx^e siècle dans l'histoire mondiale

Georges-Henri Dumont

uand commence le XX^e siècle? Si l'on s'en tient aux impératifs du calendrier, la réponse est évidemment indiscutable. Toutefois, comme le démontre Charles S. Maier dans le premier chapitre de ce volume, maints aspects qui caractérisent les années 1901–1914 sont la continuation du XIX^e siècle. C'est ainsi que dans les sociétés industrialisées, relativement peu nombreuses, se poursuit la stratification sociale intensifiée par les progrès de la technologie. N'ayant pas accès à ces progrès, la majorité de la population mondiale demeure au stade de l'agriculture et de la manufacture traditionnelles. L'ordre mondial impérialiste, qui prit la forme du colonialisme en Afrique et en Asie, se trouva consolidé par cette division. L'empire austro-hongrois de la monarchie habsbourgeoise et l'empire des tsars de Russie sont des formations pluriethniques qui survécurent à ce contexte politique et induisirent compétitions, crises et alliances dans lesquelles les rivalités coloniales jouèrent également un rôle.

Dans cette perspective, si l'on définit effectivement une césure avec le XIX^e siècle, celle-ci se situe à la Première Guerre mondiale. Alors commence vraiment ce qu'Éric Hobsbawm appelle «le court XX^e siècle».

LES PREMIÈRES ANNÉES DE L'APRÈS-GUERRE

Si l'on admet que le XIX^e siècle s'est achevé par les ultimes batailles de l'absurde guerre de 1914–1918, force est de constater que, dès 1919 et la signature des traités de Versailles, de Saint-Germain, de Trianon, de Neuilly et de Sèvres, les problèmes économiques et sociaux qui se poseront au cours du XX^e siècle émergent en vrac. Il en est de même du choix de ses orientations politiques. Après s'être saignée à blanc pendant plus de quatre ans, engloutissant ses réserves et s'endettant pour payer les obus des tirs de barrage, l'Europe a définitivement perdu la domination de l'économie mondiale dont elle avait joui pendant des siècles. De créancière elle était devenue débitrice, en particulier des États-Unis qui la remplacèrent au premier rang de l'économie mondiale.



Carte 1 L'Europe après la Première Guerre mondiale (d'après : J. Channon (dir. publ.), Atlas historique de la Russie, Paris, Autrement, 1977).

Les traités s'apparentent à un règlement de comptes imposé par les vainqueurs: Thomas Woodrow Wilson, Président des États-Unis dont l'intervention a constitué le facteur décisif de la guerre, veut davantage qu'un règlement diplomatique comme il y en eut tant au cours des siècles. Il propose d'unir les forces morales et spirituelles de la planète pour concevoir une organisation commune et permanente qui maintiendrait éternellement la paix. L'idéologie wilsonienne et son mysticisme démocratique sont à la base de la fondation de la Société des Nations (SDN)

Introduction 5

dont, paradoxalement, les États-Unis ne seront pas membres. Très vite, le Français Léon Bourgeois se laisse convaincre de la nécessité d'adioindre à l'Assemblée générale de la SDN une commission de coopération intellectuelle qui serait chargée d'étudier notamment les problèmes de coordination des bibliothèques scientifiques, des droits d'auteur, de la préservation du patrimoine architectural en Europe et en Asie, de l'organisation et du rôle des musées, du relevé des œuvres musicales et du cinéma éducatif. Douze personnalités de renommée internationale y sont nommées, parmi lesquelles Albert Einstein, Marie Curie, Henri Bergson, Gonzague de Reynold et Jules Destrée. S'y adjoindront, par la suite, notamment Salvator Madariaga, John Galsworthy, Félix Weingartner, Paul Valéry, Helen Vacaresco et Henri Focillon.

Mais hélas! Pendant ce temps-là les premiers maillons dans la chaîne d'une nouvelle catastrophe mondiale s'agençaient. Alors que, dans les pays où la tradition parlementaire a résisté à la tourmente, le partage ou l'alternance du pouvoir entre socialistes et conservateurs s'opère démocratiquement, dans d'autres pays où la misère s'est ajoutée soit aux humiliations de la défaite, soit aux déceptions de la victoire, les masses, pour peu qu'elles soient travaillées par des forces révolutionnaires ou nationalistes, sont prêtes à suivre des meneurs charismatiques tantôt de gauche, tantôt de droite.

En 1917 déjà, le tsarisme s'est effondré en Russie. Au cours des deux derniers mois de cette année et les deux premiers mois de 1918, avant la percée allemande en territoire russe, le Congrès pan-russe des soviets décide d'abandonner la guerre. Le 23 février 1918, alors que l'armée allemande occupe la majeure partie de la Russie occidentale et de l'Ukraine, le nouveau gouvernement soviétique, encouragé par Lénine, entame la formation de l'Armée rouge afin de repousser d'abord les troupes allemandes puis celles des quatorze états qui, aux côtés de l'Armée blanche, s'étaient joints à l'intervention militaire contre la Russie.

Ayant émergé victorieux du conflit l'opposant à l'Armée blanche et à ses alliés, la Russie se trouve confrontée à un déclin de sa production agricole et à une dépression économique. Avec l'aide de L. N. Krassin, Commissaire du Peuple pour le commerce et l'industrie, Lénine instaure la nouvelle politique économique (NPE), qui commence à produire ses premiers succès lorsque Lénine est frappé d'une crise d'hémiplégie. Il quitte la scène politique en mars 1923 et meurt en janvier 1924 (illustration 1).

La fascination de nombre d'intellectuels occidentaux pour le communisme, qu'ils regardèrent comme synonyme de démocratie, a été analysée par l'historien français François Furet.

À première vue et c'est ce qui explique son attrait, les objectifs du

communisme et ceux de la démocratie peuvent paraître se confondre. Elles

ont en commun l'espoir d'un monde délivré de toute domination et de toute exploitation. Mais, une fois devenu secrétaire général du Parti communiste en 1922, Staline joue l'homme contre l'homme, écarte ses adversaires et bâtit, pièce par pièce, son empire autocratique où s'imposent le parti au lieu de l'égalité, la délation au lieu de la fraternité, la contrainte au lieu de la liberté.

En Allemagne où la République de Weimar a succédé au Reich, séduite par l'apparente réussite des Soviétiques, l'aile gauche du mouvement ouvrier et les spartakistes tentent une révolte. Il leur manque un appui populaire et leurs chefs, Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg (illustration 2), sont brutalement assassinés sur les ordres de l'establishment militaire allemand. Les élections de juin 1920 révèlent le glissement de l'opinion vers la droite, en attendant l'extrême-droite... Les traités de paix n'avaient pas été négociés conformément à la tradition du droit public européen. Ils furent imposés à l'Allemagne et ressentis comme un *Diktat* par le peuple et l'armée. Hitler peut, dès lors, s'imposer aux masses par son aptitude à liquider en trois ans les conséquences du traité de Versailles. Il présente le communisme et le capitalisme comme étant, l'un et l'autre, des entreprises juives. C'est le fantasme du pouvoir invisible — les juifs, les jésuites, les francs-maçons qualifiés de *heimatlos* — qui conduit à l'antisémitisme et à l'usage pervers du darwinisme, aboutissant à l'idée d'une race supérieure. Six millions de personnes, dont une majorité de femmes, d'enfants et de vieillards sans aucune potentialité militaire, seront exterminées au nom de cette idéologie barbare.

L'Italie, elle, a gagné la guerre mais estime avoir perdu la paix. Les occupations d'usine par les travailleurs ont créé un mécontentement général aussitôt exploité par Benito Mussolini qui a fondé, en mars 1919, son parti, les *Fasci di Combattimento*. Il abandonne son programme de réformes sociales de nature révolutionnaire au profit du nationalisme, de la glorification du passé romain, de l'exaltation de la force et du chef, *il Duce*. Les classes moyennes — fonctionnaires, petits commerçants, agriculteurs, étudiants — sont séduites. Quelque 50 000 fascistes marchent sur Rome sans rencontrer aucune résistance et Mussolini devient Premier ministre.

De l'autre côté de l'Atlantique, grisés par une prospérité acquise grâce à l'adoption d'innovations techniques et de nouvelles méthodes de production, notamment dans l'industrie automobile, et fiers de l'exploit réalisé, en mai 1927, par l'aviateur Charles Lindbergh qui a relié New York à Paris d'un seul coup d'aile, les Américains achètent allégrement à crédit automobiles, radios, appareils électroménagers et meubles, et se laissent gagner par une fièvre boursière incontrôlée. La spéculation fait monter les actions à des hauteurs sans aucun rapport avec la valeur réelle des entreprises. En octobre 1929, tout le système s'effondre en quelques jours. En fait, le krach

Introduction 7

de Wall Street s'ajoute à une crise de conjoncture selon le cycle Kondratiev. Elle lui confère un caractère dramatique sans précédent (illustration 3).

L'interdépendance des économies se révèle au grand jour; la crise devient promptement mondiale et s'étend de pays en pays: des banques font faillite, des usines ferment leurs portes, des stocks de matières premières pourrissent dans les entrepôts. Au Brésil, on brûle même du café dans les chaudières des locomotives. Beaucoup d'États croient se tirer d'affaire par le recours au protectionnisme, en limitant leurs importations et en augmentant les droits de douane.

Aux États-Unis, le *New Deal* de F. D. Roosevelt, élu à la Maison Blanche le 8 novembre 1932, permet un redressement facilité par une reprise de la conjoncture mais en Allemagne, la misère accrue par la crise économique fait le jeu du NSDAP d'Adolphe Hitler. Aux élections législatives de septembre 1930, il obtient 6,4 millions de voix et 107 sièges. L'industrie lourde mise sur lui et remet à son parti quelque 2 millions de marks par an. En 1932, pour l'élection à la présidence, Hindenburg, figure demeurée emblématique, obtient la majorité. Mais Hitler, avec 13,6 millions de voix, remporte plus du double des voix recueillies en 1930, score confirmé aux élections législatives de la même année. Le 30 janvier 1933, il devient le chef du gouvernement. Mettant la légalité à son service, il va bâtir sa dictature en éliminant impitoyablement tous ses adversaires et rivaux, en particulier lors de la «Nuit des longs couteaux».

LE TEMPS DES CATASTROPHES

Le temps des catastrophes qui caractérisa les années 1930 s'ouvre en Asie, en 1931, par l'attaque japonaise contre la Mandchourie. À la condamnation par la SDN, Tokyo répond en quittant l'organisation en 1933. Les Occidentaux n'entendent pas courir le risque d'une guerre en Extrême-Orient et Pékin doit reconnaître le protectorat japonais sur la Mandchourie prétendument indépendante sous Pou-yu, dernier empereur déchu de la dynastie mandchoue depuis 1911.

En octobre 1933, l'Allemagne quitte à son tour la SDN, dans laquelle elle était entrée en 1926. La sécurité collective imaginée par Woodrow Wilson s'effrite. L'entente entre la France et la Grande-Bretagne s'avérant fragile, les dictateurs ont les coudées franches. Le 16 mars 1935, Hitler viole le traité de Versailles en rétablissant le service militaire obligatoire et dévoile son intention de reconstituer une armée de 500 000 à 600 000 hommes. La France réagit par la signature d'un pacte d'assistance mutuelle assez flou avec l'Union soviétique tandis que le Royaume-Uni, sans

consulter la France, autorise l'Allemagne à construire des navires de guerre de tous types à hauteur de 35 % du tonnage britannique.

La même année, voulant donner par des conquêtes militaires plus d'espace vital aux Italiens, Mussolini attaque l'Éthiopie de l'empereur Hailé Sélassié, qui se tourne alors vers la SDN. Celle-ci décide des sanctions économiques contre l'Italie, qui s'avèrent un fiasco. L'empire du négus ne tarde pas à passer sous domination italienne.

En mars 1936, les troupes allemandes entrent en Rhénanie démilitarisée. C'est l'occasion, la dernière, d'arrêter Hitler sans recourir à la guerre. Si l'armée française intervient pour empêcher l'occupation, les troupes allemandes ont l'ordre de se retirer. Mais la France n'ose pas prendre une telle décision au moment où l'Italie s'élève contre les sanctions et où l'Angleterre négocie avec Hitler. L'axe Rome-Berlin est fondé.

En 1936, des officiers des unités stationnées au Maroc espagnol se mutinent sous les ordres du général Francisco Franco. Le mouvement s'étend à plusieurs villes en Espagne. Le gouvernement républicain s'oppose au mouvement. C'est le prologue à la guerre civile européenne. Tandis que la France du Front populaire dirigé par Léon Blum et la Grande-Bretagne obnubilée par la crainte d'une implantation communiste en Espagne s'en tiennent à une position de non-intervention, l'Allemagne nazie et l'Italie fasciste envoient non seulement du matériel mais aussi des milliers de soldats qui affrontent des volontaires de toutes nationalités groupés dans les brigades internationales. La guerre civile est atroce. «On fusille comme on laboure», note l'aviateurécrivain français Saint-Exupéry. Le 26 avril 1937, la *Luftwaffe* bombarde la ville basque de Guernica. Deux ans plus tard, Franco triomphe et, après le *Duce* et le *Führer*, s'autoproclame *El Caudillo* (le chef).

Entre-temps, les nazis sont entrés en Autriche sans rencontrer de résistance. Plus encore, après une rencontre à Munich, le 30 septembre 1938, Chamberlain et Daladier consentent au dépeçage de la Tchécoslovaquie. Ils croient naïvement avoir réussi leur politique d'apaisement. L'illusion se dissipe rapidement: le 14 mars 1939, la Slovaquie pro-nazie proclame son indépendance, tandis que la Bohême et la Moravie sont déclarées protectorat allemand. La ville de Memel (Klaipeda) et le Memelland sont arrachés à la Lituanie. De son côté, Mussolini s'empare de l'Albanie.

Pour les démocraties, il est bien tard pour opérer enfin un renversement de leur politique. Ils s'y engagent cependant en garantissant l'indépendance et l'intégrité de la Pologne, de la Roumanie et de la Grèce. En fait, elles sont incapables de protéger qui que ce soit, comme l'a deviné Staline. Alors même que les négociations se poursuivent entre les Occidentaux et l'URSS, le pacte germano-soviétique est conclu. La Pologne est aussitôt envahie par l'Allemagne. La Russie ne prit pas part à la guerre avant son attaque par les Nazis le 21 juin 1941, date qui marque le véritable éclatement de

la Seconde Guerre mondiale. Celle-ci sera d'une plus grande magnitude que la première et s'étendra à un plus vaste territoire, répandant l'horreur de génocides systématiques et de l'Holocauste. Au-delà des revendications territoriales, le futur même de la civilisation était en jeu.

Charles S. Maier (chapitre 2) propose de subdiviser la Seconde Guerre mondiale en quatre conflits. Le premier a pour théâtre l'Europe occidentale. En avril-juin 1940, Hitler fait main basse sur la Norvège, le Danemark, les Pays-Bas, le Luxembourg, la Belgique et la France. La Grande-Bretagne se retrouve seule à se battre à la fois face à l'océan Atlantique et sur le front de l'Afrique du Nord. Le second conflit, plus idéologique, s'ouvre en juin 1941 par la décision du Führer d'envahir la Russie. La défaite de l'armée allemande à Stalingrad, le 2 février 1943, en marque le point culminant. Le troisième conflit voit la ruée japonaise sur tout le Sud-Est asiatique. Le bombardement de la base américaine de Pearl Harbour, le 7 décembre 1941, permet au président Roosevelt de juguler une opinion publique largement pacifiste et de mener les États-Unis à la guerre (illustration 4). Jusqu'alors, les Américains s'étaient contentés de fournir une aide matérielle aux Britanniques et aux Russes dans le cadre du programme Lend Lease. Malgré la supériorité en armement des États-Unis qui contribuent à la défaite allemande en mai 1945, le conflit avec le Japon promet d'être long. Pour l'abréger, ils recourent à l'arme atomique en août 1945. Le quatrième conflit, de moindre ampleur mais caractéristique, a pour acteurs les mouvements de résistance dans les territoires occupés de France, de Belgique, de Norvège, de Grèce, de Yougoslavie, de Pologne, de Russie et aussi dans le Sud-Est asiatique. On pourrait y ajouter un cinquième conflit: les batailles en Afrique du Nord qui se prolongent par les débarquements en Italie et l'effondrement de la dictature fasciste.

La Seconde Guerre mondiale se distingue également de la Première par la fin de la ligne de partage séparant les civils et les combattants. Les bombardements allemands sur Varsovie, Rotterdam, Londres et Coventry, les bombardements anglo-saxons sur Berlin, Hambourg et Dresde et, finalement, le lâcher des bombes atomiques sur Hiroshima et Nagasaki visaient tous des populations civiles. Si l'on y ajoute les effets de la famine, on pourrait évaluer les morts parmi les civils à quelque cinquante millions.

MOUVEMENTS ET AGITATION ANTICOLONIALISTES PENDANT L'ENTRE-DEUX-GUERRES

Cependant, alors qu'à partir de 1920 la contagion révolutionnaire gagne certains pays d'Europe, l'Asie et l'Afrique cherchent à se libérer du joug

occidental. D'une part, le communisme encourage la libération du régime colonial, autant par intérêt que par principe. D'autre part, les peuples ont en écho les paroles de Woodrow Wilson en faveur de l'autogouvernement. Mais, affranchis de la domination ottomane par la victoire des Alliés, les nations arabes se heurtent aux ambitions britanniques et françaises ainsi qu'aux aspirations des Juifs, encouragés par la déclaration Balfour (1917) en faveur de l'établissement d'un foyer national israélite en Palestine. Elles supportent de plus en plus difficilement la présence de troupes anglaises à Bagdad et à Jérusalem, et de troupes françaises à Beyrouth.

Tandis que Mustafa Kemal dit «Atatürk», le nouveau maître de la Turquie, bat les Grecs qui avaient débarqué à Smyrne, Abd el-Aziz Ibn Séoud, chef de la secte musulmane des Wahabites, chasse l'émir Hussein en 1924–1925 et se proclame roi de la future Arabie saoudite. Pour dédommager les deux fils d'Hussein, les Anglais offrent le royaume d'Iraq à Fayçal et l'émirat de Transjordanie à Abdallah. La poudrière se charge dangereusement dans le Moyen-Orient.

En Perse, théoriquement indépendante mais tributaire de l'Occident, un ancien officier de marine, Reza Chah Pahlavi, s'appuie sur un mouvement nationaliste pour s'emparer du pouvoir et se proclamer shah d'Iran (illustration 5). En Afghanistan, le roi Amanoullah s'efforce de s'affranchir de l'influence omniprésente de la Grande-Bretagne en s'ouvrant à la collaboration avec l'Union soviétique.

Pendant la Première Guerre mondiale, l'Inde avait envoyé un millier de soldats sur les champs de bataille européens et supporté une part considérable des frais de guerre britanniques. Ses intellectuels attendaient une récompense sous forme d'une autonomie assurée par un statut de dominion semblable à celui de l'Australie et du Canada. Cependant, la nouvelle constitution proposée par la Grande-Bretagne est très loin de répondre à leurs espérances. Des troubles éclatent, sévèrement réprimés par les troupes britanniques. Gandhi, un homme chétif d'apparence, doux de caractère et tenace par tempérament, ancien avocat à Bombay, se fait alors le porte-parole du mouvement indépendantiste. Figure bientôt emblématique, sinon mythique, il ne prône pas le recours à la violence mais la résistance passive, la désobéissance civile. Deux cultures se heurtent de front: celle de l'antique tradition hindoue et celle de l'impérialisme britannique. Répondant à ses nombreux emprisonnements par des grèves de la faim, le Mahatma — «la grande âme» — exerce sur les masses une fascination qui ne cesse de grandir.

La Chine n'a jamais été colonisée au sens strict du terme mais son indépendance nationale a été longtemps très limitée par des interventions occidentales successives. La collaboration de Sun Yat-sen avec Moscou s'avère décisive. L'URSS soutient le parti Kouo-min-tang dans sa lutte armée contre le gouvernement de Pékin, fournit des armes et détache des

spécialistes politiques et militaires. Elle organise une armée moderne dirigée par Tchiang Kaï-chek.

En Égypte, à la suite de troubles nationalistes, les Anglais renoncent à leur protectorat en 1923 puis reconnaissent avec une certaine réserve — notamment concernant la défense et les affaires étrangères — l'indépendance du pays. Ahmed Fouad est proclamé roi. Aux élections de 1924, le parti Wafd triomphe; il poursuit l'objectif de libérer complètement le pays de la domination camouflée de la Grande-Bretagne.

Dans le Maghreb se répand l'idée que l'Algérie, la Tunisie et le Maroc constituent les éléments essentiels de la communauté musulmane. La position de la France n'est pas encore menacée en Algérie mais en Tunisie, le parti de la *destour* (constitution) réclame la suppression du protectorat et provoque des incidents graves tandis qu'au Maroc, des tribus dissidentes du Rif infligent à l'Espagne une défaite humiliante. Un obscur caïd, Abd el-Krim, fonde une république des tribus confédérées du Rif. En 1925, il attaque le Maroc français mais, l'année suivante, les forces françaises et espagnoles commandées par le maréchal Pétain le contraignent à se rendre.

Au sud du Sahara, une certaine instabilité se fait également sentir: au Kenya, les meetings de Thuku qui lutte contre le travail forcé et revendique une nouvelle répartition des terres; au Congo belge, les prêches énigmatiques de l'anabaptiste Kimbangu; et des grèves soudaines au Sierra Leone et à la Côte-de-l'Or, ancienne partie du Togo.

L'ESSOR DES SCIENCES, DES ARTS ET DES LETTRES DE 1918 À 1940

Malgré ses avatars de toutes natures, l'entre-deux-guerres se distingue par une intense activité scientifique ainsi que par un foisonnement d'œuvres littéraires et artistiques.

La science, en particulier la physique dans les prolongements de la doctrine des quanta énoncée en 1900 par Max Planck, ne cesse d'élargir et d'approfondir ses champs d'investigation. Elle est contrainte de se sub-diviser en disciplines tellement spécialisées qu'une intime collaboration internationale s'impose aux chercheurs. Einstein n'aurait pu dresser sa théorie de la relativité sans les expériences de l'Américain Michelson, les acquisitions du physicien hollandais Lorentz et les travaux du mathématicien balte Minkowski. Louis de Broglie, le père de la mécanique ondulatoire, base ses travaux sur la synthèse de la théorie des quanta et de la théorie électromagnétique de Maxwell.

La chimie a fourni des explosifs et des gaz asphyxiants mais aussi des médicaments synthétiques et des matières plastiques qui permettent l'essor du cinéma et de la photographie. Sans compter l'insuline qui révolutionne le traitement du diabète. Pendant que les physiciens proclament l'existence des atomes, les biologistes affirment celle des gènes.

La génération littéraire et artistique est sortie de la guerre avec une hostilité envers l'autorité et un désir de rompre avec les traditions des générations précédentes, comme le démontrent les œuvres des cubistes en France, des futuristes en Italie, de De Stijl aux Pays-Bas et des constructivistes et des suprématistes en Russie, pour ne nommer que les mouvements avant-gardistes les plus connus. Certains membres de cette avant-garde littéraire et artistique reprennent à leur compte le dadaïsme, né en 1917, ainsi que l'expressionnisme allemand et le mouvement littéraire français d'avant 1914 connu sous le nom d'unanimisme.

John Willett écrit que le surréalisme surgit de Dada comme un plaidoyer pour un regain de l'imaginaire fondé sur l'inconscient tel que le révélait la psychanalyse de Sigmund Freud et assorti d'une insistance nouvelle sur la magie, le hasard, l'irrationnel, les symboles et les rêves. Sans la moindre médiation d'un contrôle rationnel, il fait naître une certaine cohérence de l'incohérent. En France, il marque des écrivains comme André Breton, Paul Éluard et Louis Aragon. En Espagne, il influence Federico García Lorca; en Amérique latine, il touche Cesar Vallejo et Pablo Neruda. Ses images ou ses visions rêvées, transformées dans un «réalisme magique», se retrouvent dans les tableaux de Max Ernst, René Magritte, voire dans ceux de Salvador Dalí, et dans les premiers films de Luis Buñuel, Jean Cocteau et Jacques Prévert.

Mais, parallèlement à la poussée de l'avant-garde, chez beaucoup s'affirme la volonté de retrouver des centres de gravité de l'esprit et un code moral qui maîtrise le déchaînement de l'instinct, tout en prêtant une attention aux thèmes sociaux de l'actualité. C'est le cas, en France, des catholiques Paul Claudel, François Mauriac, Georges Bernanos et de Paul Valéry, disciple de Mallarmé. En Italie, Giuseppe Ungaretti s'engage dans un néoclassicisme tandis qu'en langue allemande, Rainer Maria Rilke explore la vie secrète de l'âme, Thomas Mann se penche sur la bourgeoisie hanséate, Franz Kafka décrit l'absurde, Ernst Jünger dénonce à mots couverts le nazisme et Bertolt Brecht le combat ouvertement. En Angleterre, c'est le scepticisme, sinon le pessimisme et la tendance au sarcasme, qui caractérisent D. H. Lawrence, James Joyce et Bernard Shaw. Les poètes T. S. Eliot et Ezra Pound en exil font exception. Aux États-Unis, les écrivains prennent conscience des groupes sociaux du pays. Dans une langue parfois éloignée de l'anglais classique, ils les évoquent avec une vigueur volontiers brutale chez John Dos Passos, avec une force contenue chez Ernest Hemingway et avec raffinement chez William Faulkner.

Davantage qu'au XIX^e siècle, le cosmopolitisme favorise la circulation des œuvres et de leurs créateurs. Il imprègne les écrits de Paul Morand, André Malraux, Herman Keyserling ou Somerset Maugham et fait découvrir en Occident Rabindranath Tagore, poète indien. Si en peinture l'école de Paris rayonne jusqu'aux États-Unis, c'est parce qu'elle est composée du Hollandais Kees Van Dongen, de l'Espagnol Pablo Picasso (illustration 6), de l'Italien Amedeo Modigliani, du Russe Marc Chagall et du Japonais Tsuguji Fujita.

Durant les années suivant la création de l'Union soviétique, le nouveau régime toléra la présence de différentes tendances intellectuelles et artistiques essentiellement de gauche. Cependant, au début des années 1930, le Parti communiste proscrivit plusieurs mouvements avant-gardistes et proclama le «réalisme social» comme l'unique doctrine artistique acceptable.

Maxime Gorki s'est rallié au régime communiste, Wladimir Maiakovski se fait le chantre de la révolution, Michel Chololkhov qui s'apparente à Tolstoï évoque *Le Don paisible*. D'autres, comme Boris Pasternak, écrivent dans la clandestinité; on ne les connaîtra qu'après la Seconde Guerre mondiale.

L'avant-garde n'a guère effleuré l'opéra, sans doute parce que ce genre musical s'adresse à un public bourgeois qui ne désire pas être choqué. Son répertoire international ne dépasse pas Richard Strauss ou Leós Janáček et Giacomo Puccini demeure à l'affiche un peu partout. En revanche, le ballet, traditionnellement associé à l'opéra, va connaître une transformation totale et ce avant même la fin de la Première Guerre mondiale. En 1917, à Paris, l'imprésario russe Serguei Diaghilev monte *La Parade* sur une musique d'Éric Satie et un livret de Jean Cocteau, dans des décors et costumes de Pablo Picasso et avec une préface-programme de Guillaume Apollinaire. Plus tard, Diaghilev s'adjoindra Igor Stravinski, Serguei Prokoviev, Georges Auric, Darius Milhaud, Manuel de Falla et Francis Poulenc pour la musique, et Georges Braque, Juan Gris, André Derain et Georges Rouault pour les décors et costumes. Les ballets de Diaghilev conquièrent rapidement un vaste public et entraînent la reconnaissance des musiciens et peintres concernés.

Mais, venu d'Amérique, un autre style musical s'impose, connu sous le nom de jazz, né de la migration des Noirs des États du Sud vers les villes du Nord-Est et de plus en plus apprécié au-delà des frontières (illustration 7). Accueilli favorablement par les milieux d'avant-garde parce qu'il rompt avec les normes traditionnelles, il symbolise en quelque sorte la modernité. Duke Ellington en devint un personnage culte. Grâce à la technique et à l'industrie du disque, relayé par la radio, le jazz ne tarde pas à devenir

le langage universel de la culture des jeunes. En même temps, signe de cosmopolitisme, le tango argentin et la samba issue du Carnaval de Rio règnent en maître dans les lieux de divertissement entre les années 1920 et 1930.

Avant la Première Guerre mondiale, le cinéma était davantage une séduisante curiosité qu'un art. Tout change au cours et à la suite du conflit. Nul ne conteste le génie de Charlie Chaplin (illustration 8) et, dans l'Allemagne de Weimar comme en Russie soviétique, les créateurs d'avant-garde dominent une production de films d'art, parmi lesquels *Le cuirassé Potemkine* de Sergueï Eisenstein apparaît comme le chef-d'œuvre du cinéma muet. À partir des années 1930, le cinéma populiste de René Clair, Jean Renoir et Marcel Carné résiste avec talent à la vague déferlante d'Hollywood qui s'est assuré la collaboration d'exilés européens comme Fritz Lang, Ernest Lubitsch et Billy Wilder et porte à l'écran les actrices Greta Garbo (illustration 9) et Marlene Dietrich. À la veille de la Seconde Guerre mondiale, l'Inde produit 170 films par an, le Japon plus de 500 mais seul Hollywood qui produit plus de dix films par semaine bénéficie d'une diffusion mondiale.

L'avant-garde esthétique et politique marque également, pendant un certain temps, l'architecture et les arts décoratifs après l'essoufflement de l'Art nouveau. Mais la célèbre école du Bauhaus de W. Gropius est dissoute en 1933, dès la prise du pouvoir par Hitler. Celui-ci, de même que Staline et, dans une mesure plus limitée, Mussolini, combattent systématiquement toutes les formes de l'art moderne, jugé décadent. Ils encouragent au contraire une architecture monumentale néoclassique dénuée de toute originalité. Le souci de l'originalité tend, par contre, à l'emporter dans les démocraties, grâce au Suisse Le Corbusier (illustration 10), à la fois architecte et peintre, qui, en réaction contre l'usage intensif des ornements, veut engager l'architecture dans la voie rationaliste qui affectionne les lignes simples et nettes, dans une élégante sobriété.

L'ESPOIR D'UN NOUVEL ORDRE MONDIAL

La guerre terminée, l'horreur concentrationnaire apparaît au grand jour. Il ne s'agissait plus seulement de fusillades, de torturés et de famine organisée. Hitler avait littéralement industrialisé la mort. Dans les camps de concentration, les nazis avaient construit des chambres à gaz où le Zyklon B, un gaz contenant de l'acide prussique, étouffait les victimes. Les chambres à gaz d'Auschwitz pouvaient tuer 10 000 hommes, femmes et enfants par jour. Les fours crématoires fonctionnaient vingt-quatre heures sur vingt-quatre, les cendres et les débris d'ossements servaient d'engrais pour l'agriculture.

Conscients que l'état d'esprit que réclame le rétablissement de la paix diffère considérablement de celui qui assure la victoire des armes, les États qui s'étaient trouvés d'une manière directe ou lointaine dans le camp des Alliés, proclament dans la charte des Nations Unies leur volonté de «préserver les générations futures du fléau de la guerre qui, deux fois en l'espace d'une vie humaine, avait infligé à l'humanité d'indicibles souffrances». La conférence fondatrice de l'Organisation des Nations Unies (ONU) se tient à San Francisco, du 25 avril au 30 juin 1945. Les États membres s'engagent à prendre des mesures collectives efficaces pour le maintien de la paix, à entretenir des relations amicales fondées sur le respect du principe de l'égalité des droits des peuples et de leur droit à disposer d'euxmêmes, et à résoudre les problèmes internationaux d'ordre économique et social, intellectuel ou humanitaire, en développant le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion (illustration 11).

Les États-Unis n'avaient pas participé à la SDN. Cette fois, ils apparaissent comme l'élément moteur de l'ONU qui dispose, d'ailleurs, de moyens financiers et techniques de très loin supérieurs à ceux de la SDN et, surtout, d'institutions spécialisées. L'UNESCO traite des questions concernant l'éducation, la science et la culture, alors que l'Organisation internationale du travail (OIT) et l'Organisation mondiale de la santé (OMS) s'intéressent respectivement aux problèmes du travail et aux questions sanitaires. Sont également créées l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), le Fonds monétaire international (FMI), l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI), l'Organisation de la météorologie mondiale (OMM), l'Union postale universelle (UPU) et l'Union internationale des télécommunications (UIT). D'autres institutions se créeront par la suite, en fonction des nécessités, tels le Programme pour le développement et le Programme pour l'environnement.

En fondant l'UNESCO à Londres, le 16 novembre 1945, les vingt États membres entendent reprendre, en l'élargissant considérablement, la tâche d'un organe défunt de la SDN, la Commission internationale de coopération intellectuelle. Au milieu des ruines encore fumantes de la capitale britannique, ils sont convaincus que, selon les mots du poète américain Archibald MacLeish, «c'est dans l'esprit des hommes que doivent être élevées les défenses de la paix». Durant la seconde moitié du XX^e siècle, l'UNESCO accomplira une tâche considérable, principalement: en promouvant le droit à l'éducation; en contribuant efficacement à la sauvegarde et à la valorisation du patrimoine culturel et naturel de l'humanité; en soutenant la création culturelle, souvent menacée par un nouvel environnement technologique et économique qui tend à l'étouffer;

en mobilisant les responsables politiques au service de l'accroissement et du partage du savoir scientifique; en défendant la libre circulation des mots et des images; et en développant les actions incitant à réduire le déséquilibre flagrant entre les moyens d'information et communication dont disposent les pays en développement et ceux que détiennent les pays industrialisés.

Plus vulnérables que les institutions spécialisées, l'Assemblée générale et le Conseil de Sécurité de l'ONU s'avèrent souvent incapables de prendre position. Au début de 1947, on se bat en Chine, en Grèce, en Palestine, aux Indes, en Indonésie et en Indochine, pendant que l'expansion de l'URSS se développe en Europe orientale, une expansion que Staline estime indispensable à la sécurité du pays.

Réunis en conférence à Yalta, Roosevelt, Churchill et Staline coupent l'Europe selon la ligne de front atteint par les forces occidentales et les forces soviétiques. Ni Roosevelt ni Churchill n'avaient souhaité cette division mais les deux chefs d'État s'inclinent devant les faits. Les pays d'Europe centrale et orientale basculent, dès lors, dans le communisme: la Pologne et la Tchécoslovaquie après avoir vainement voulu sauver un régime parlementaire, et la Roumanie, la Bulgarie et l'Albanie grâce aux minorités communistes soutenues par l'URSS. Seule la Yougoslavie de Tito opte spontanément pour un régime de démocratie populaire, ce qui lui vaut une certaine liberté de mouvement par rapport au Kremlin.

Pourtant, le 10 décembre 1948, l'Assemblée générale des Nations Unies adopte la Déclaration universelle des Droits de l'Homme. Quarante-huit des États membres de l'époque ont voté en faveur de cette déclaration, aucun contre et il y a eu 8 abstentions. Le professeur Cachin, Prix Nobel, auteur principal du texte de la Déclaration, formulera un jour la distinction entre le document central que constitue le texte, et les mesures de mise en œuvre, celles-ci étant les plus importantes et les moins élaborées. Un diagnostic qui demeure, hélas toujours d'actualité au début du XXI^e siècle malgré une extension sous forme de nouvelles générations de droits: les droits économiques, les droits sociaux et culturels, le droit à l'éducation, au développement et à l'assistance humanitaire, les droits de l'enfant, etc.

LA GUERRE FROIDE

Dans l'Allemagne coupée en deux par la conférence de Potsdam (1945), Berlin bénéficie d'un statut particulier; elle est occupée par les Russes à l'Est, les Anglais au Nord-Ouest, les Américains au Sud et les Français au Sud-

Ouest. Les parties administrées par les Occidentaux deviennent promptement une bizone, noyau du futur État fédéral d'Allemagne de l'Ouest.

L'Europe centrale et orientale n'était pas le seul territoire de pénétration de l'idéologie communiste. La guerre civile sévissait en Grèce et, sans la présence de 40 000 soldats britanniques, le pays serait tombé sous la coupe des *andartes* de Markos, ce qui ferait de la Turquie un avant-poste indéfendable dans une mer de communisme. Plus menaçant encore, selon le président des États-Unis Harry Truman, le Parti communiste en France et surtout en Italie représentait une menace non négligeable. Il importait donc, à ses yeux, d'affronter les risques résultant d'une désintégration économique, sociale et politique en aidant l'Europe par l'octroi de ressources, abondantes aux États-Unis. Ce fut le plan Marshall, voté par le Congrès américain le 2 avril 1948 et mis en œuvre par les *Seize* de l'Organisation européenne de coopération économique (OECE).

En réponse à la fois à la fondation de l'OECE, à la création de la bizone et à l'introduction de nouveaux marks, Staline bloque les voies d'accès terrestre menant à Berlin-Ouest. Deux millions de Berlinois risquent de mourir de faim et de froid. Mais un pont aérien américain permet de ravitailler la population en vivres et charbon. Le blocus est levé le 12 mai 1949. Un mois auparavant, les premiers pas de la politique américaine de *containment* avaient été suivis du traité de l'Atlantique nord, signé le 4 avril, engageant les États-Unis dans le système de défense occidental (illustration 12).

Le monde divisé en deux camps, disposant l'un et l'autre de l'arme atomique, entre dans la voie de la guerre froide. Celle-ci s'engage d'abord en Extrême-Orient. Malgré l'aide américaine qui, de 1945 à 1949, peut être évaluée à plus de 2,2 milliards de dollars, les armées du gouvernement chinois discrédité de Tchiang Kaï-chek sont battues par les troupes communistes de Mao Zedong, mieux entraînées. Le 1^{er} octobre 1949, Mao Zedong proclame la république populaire en Chine tandis que Tchiang Kaï-chek se réfugie à Formose, île militarisée par les Américains.

La guerre civile chinoise à peine terminée à l'avantage des communistes, un nouveau conflit éclate. Le 25 juin 1950, les armées de la république de la Corée du Nord franchissent le 38° parallèle qui, en vertu de la conférence de Téhéran (1943), les sépare de la république conservatrice de la Corée du Sud. Celle-ci, dirigée par Syngman Rhee, est reconnue par Washington, tandis que la Corée du Nord, dirigée par Kim Il-Sung, est soutenue par l'URSS.

Le Conseil de Sécurité de l'ONU est immédiatement saisi de l'affaire. Or, à ce moment-là, pour protester contre la présence d'un représentant de la Chine de Tchang Kaï-chek, l'URSS refuse de siéger au Conseil de Sécurité. Ce dernier, ainsi libéré du risque de se heurter au fameux droit de veto,

décide d'appliquer le recours à la force contre l'agresseur et prie les États-Unis de désigner le commandant de l'armée d'intervention qui combattra sous le drapeau de l'ONU.

De nombreux contingents d'Europe occidentale répondent à l'appel de l'ONU mais c'est incontestablement les États-Unis qui dirigent et financent les opérations. Les forces d'intervention refoulent d'abord les envahisseurs jusqu'à la frontière de la Mandchourie mais l'aide massive et imprévue des communistes chinois, soutenus par l'URSS, remet tout en question. Grâce à l'habile stratégie du général MacArthur, les troupes de l'ONU reprennent l'avantage et rejettent les Sino-Coréens au-delà du 38° parallèle. Adepte d'une approche du tout-ou-rien, le général MacArthur espère poursuivre sur sa lancée et s'avancer jusqu'en Mandchourie. Refusant de prendre la responsabilité de déclencher un conflit mondial, le président Truman désavoue les propos du général et le remplace.

Lorsque les Sino-Coréens constatent qu'ils ne peuvent espérer la victoire, ils acceptent le recours à la négociation. Le 27 juillet 1953 à Panmunjon est signé un armistice qui rétablit la situation existant avant l'agression.

La guerre de Corée n'a fait qu'intensifier la guerre froide. Les États-Unis cherchent à s'assurer des alliés et poussent ainsi le Japon à se reconstituer des forces d'autodéfense. En 1954, les États-Unis sont à l'origine de l'Organisation du traité de l'Asie du Sud-Est. La même année, ils signent avec la Chine nationaliste de Taïwan (Formose) un pacte pour la protection de l'île. En 1955, ils s'associent au pacte de Bagdad (la future *Central Treaty Organization*, organisation du pacte central — CENTO) visant à contrer toute tentative de pénétration soviétique dans la région.

L'URSS détient l'arme atomique depuis 1949. Nikita Serguéievitch Kroutchev, successeur de Staline de 1953 à 1964, intègre la variable atomique dans sa doctrine stratégique mais il met l'accent sur le développement de missiles balistiques intercontinentaux. Et, le 14 mai 1955, est signé le pacte de Varsovie réunissant huit pays regroupés sous un commandement unifié contrôlé par Moscou. C'est la réplique de l'OTAN.

Aux États-Unis, le président John F. Kennedy et son secrétaire d'État Robert McNamara sont partisans de la doctrine de la riposte graduée (flexible response) qui prévoit la possibilité d'intervenir dans toutes sortes de conflit, sans recourir d'entrée de jeu au nucléaire. Le problème de Cuba est un des premiers qu'il doit affronter. En 1959, Fidel Castro s'était emparé du pouvoir dans l'île, mettant ainsi fin à la dictature sanglante et corrompue du sergent Batista. Les tendances gauchistes du nouveau régime avaient inquiété les grands intérêts industriels américains, engagés à fond en Amérique latine et fort influents à la Maison Blanche. En juillet 1960, le

président Eisenhower, espérant tuer dans l'œuf l'expérience communiste, réduit à sept cent mille tonnes le contingent d'importation de sucre alloué à Cuba. Il fallait s'y attendre: l'URSS achète alors le sucre que refuse Washington, fournit du pétrole à Fidel Castro et offre de mettre des fusées à sa disposition. Le castrisme renforce, dès lors, ses tendances révolutionnaires et rayonne dans toute l'Amérique latine, y trouvant un terrain tout préparé dans l'immense misère des masses.

Le président Kennedy refuse d'intervenir lors d'une tentative des forces anticastristes d'envahir Cuba en 1961. L'année suivante, cependant, ayant acquis la conviction que les Soviétiques construisent des rampes de lancement de missiles à Cuba et qu'ils acheminent vers l'île un matériel de guerre nucléaire important, il demande au Sénat l'autorisation de rappeler cent cinquante mille réservistes et prend un ensemble de mesures militaires qui ne laissent planer aucun doute sur sa volonté de ne pas céder devant la tentative d'intimidation soviétique. Le 22 octobre 1962, il lance un ultimatum à Nikita Kroutchev. Celui-ci accepte en fin de compte de retirer les fusées et de démanteler les bases dont Fidel Castro niait fermement l'existence, en échange du démantèlement des missiles américains le long de la frontière turco-soviétique.

LA DÉCOLONISATION

Datant déjà d'avant la guerre froide, le processus de décolonisation, menant à la fin des empires, est incontestablement un des événements majeurs du XX° siècle. Il se développe d'abord parmi les peuples asiatiques. Les raisons en sont multiples, dont la principale, pour l'Indochine et l'Indonésie, réside dans la tactique de l'armée japonaise qui avait attisé en territoire occupé la haine des Européens et qui, après la capitulation, avait abandonné ses armes aux mouvements nationalistes dans l'espoir qu'ils s'opposeraient au retour des colonisateurs

En Inde, c'est l'affaiblissement du Royaume-Uni par la guerre qui accélère le processus mais celui-ci se complique rapidement par la volonté de la Ligue musulmane d'obtenir la création d'un État musulman indépendant. Des émeutes éclatent, accompagnées de massacres au Bengale et à Calcutta. Malgré ses efforts et son prestige, Gandhi ne parvient pas à éviter la partition. À l'issue d'une table ronde, Lord Mountbatten annonce, en août 1947, la création de deux États: l'Inde et le Pakistan. Le désordre s'instaure en janvier 1948, alors que le vice-roi et les troupes britanniques sont à peine partis. Gandhi est assassiné par un partisan du régime des castes et la tension persiste entre les deux nouveaux États qui revendiquent, l'un et

l'autre, le Cachemire. L'ancien monolithe colonial britannique est désormais distribué en cinq États indépendants : l'Inde, le Pakistan, le Sri Lanka (Ceylan), le Bangladesh et, depuis 1947, la Birmanie (Myanmar), occupée par les Japonais jusqu'en 1945.

Durant la guerre, des Indonésiens comme Sukarno avaient collaboré avec les Japonais; ils ne peuvent s'accommoder du retour des Hollandais et réclament le pouvoir. Le gouvernement de La Haye accepte l'instauration d'une sorte de Commonwealth d'Indonésie dans le cadre d'une Union néerlando-indonésienne. En vain. Les Hollandais tentent alors de dompter les nationalistes par la force. L'Inde et l'Australie font appel au Conseil de Sécurité de l'ONU qui ordonne le «cessez-le-feu». Les combats continuent néanmoins mais les Hollandais ne disposent que d'une force militaire limitée. Ils finissent par reconnaître, le 27 décembre 1949, l'État unitaire de la république d'Indonésie.

En Îndochine aussi, le départ des Japonais déclenche un vaste mouvement nationaliste contre la puissance colonisatrice. Hô Chi Minh, chef du Parti communiste Viêt-minh, s'empare du palais du gouvernement à Hanoï et proclame l'indépendance du Viêt Nam. L'empereur d'Annam Bao-Daï ne peut qu'abdiquer. Les Français jouent alors un double jeu en reconnaissant la République du Viêt Nam comme État libre appartenant à l'Union française tout en voulant, simultanément, faire de la Cochinchine, au sud, une république autonome, en dehors du cadre du Viêt Nam. Le gouvernement de cette dernière est confié à Bao-Daï et la Cochinchine est reconnue par Londres et Washington, tandis que le gouvernement de Hô Chi Minh l'est par Moscou et Pékin. La guerre d'Indochine éclate et durera six ans et demi. La France y perdra 92 000 morts, 114 000 blessés et l'équivalent de plusieurs milliards de dollars avant de s'incliner devant la réalité des faits à la conférence de Genève. Le Viêt Nam est coupé en deux, le long du 17e parallèle. Le Nord devient la République populaire du Viêt Nam, le Sud constitue un État indépendant comme ses états voisins du Cambodge et du Laos.

Les Américains n'ont compris que tardivement que la guerre d'Indochine n'était pas simplement une guerre coloniale. Ils apprendront à leurs dépens que l'expulsion des Français n'arrangerait rien dans le Sud-Est asiatique.

En avril 1955, la conférence de Bandung en Indonésie marque un des tournants les plus décisifs dans l'histoire de la décolonisation. Pour la première fois, des peuples de couleur s'associent pour manifester publiquement leur refus d'être gouvernés longtemps encore par les grandes puissances blanches. Il y a là des délégués de vingt-neuf pays asiatiques et africains, représentant la moitié de la population du globe. Ils s'unissent pour condamner le racisme et le colonialisme, dénoncer les menaces de l'arme nucléaire et faire promotion de la paix. Ils refusent de s'aligner ni

sur Moscou ni sur Washington, un pari de non-alignement qu'ils ne pour-ront guère tenir.

«L'Asie veut aider l'Afrique», avait affirmé Nehru à Bandung. En Grande-Bretagne, il y a longtemps que le gouvernement a décidé de l'émancipation progressive de ses colonies africaines avec des mouvements nationalistes représentatifs. En 1954 déjà, Londres a mis fin aux droits que les traités avaient conférés aux Britanniques en Égypte, entraînant ainsi l'indépendance du Soudan alors sous l'autorité conjointe de l'Égypte et de la Grande-Bretagne. Suit de très près la décolonisation de la Côte de l'Or où Kwame Nkrumah a réussi à s'imposer à la population. Le 6 mars 1957, en présence de la duchesse de Kent, l'indépendance du Ghana est solennellement proclamée à Accra. Nkrumah se maintiendra au pouvoir jusqu'à son renversement par une junte militaire en 1966.

Après trois tables rondes de discussions, jalonnées par un voyage de la reine Elizabeth II, le Nigeria accède à l'indépendance en 1960. La paix civile ne résiste malheureusement pas à la guerre provoquée, sept ans plus tard, par la sécession du Biafra.

À partir de 1960, le rythme de la décolonisation s'accélère. Cette année-là, les Britanniques abandonnent successivement la Somalie britannique qui fusionne avec l'ancienne Somalie italienne. En 1961, c'est le tour de la Sierra Leone et du Tanganyika. L'Ouganda suit en 1962 et Zanzibar en 1963. Le cas du Kenya est plus malaisé à résoudre; il faut la recherche d'une conciliation par Londres pour qu'aboutisse un gouvernement multiracial, d'abord, et l'indépendance ensuite. En 1964, le Nyassaland devient le Malawi et la Rhodésie du Nord la Zambie. Cette même année, le Tanganyika et Zanzibar fusionnent et prennent le nom de Tanzanie.

À l'instar de la Grande-Bretagne, la France d'après-guerre admet le caractère inéluctable de l'émancipation de ses colonies africaines subsahariennes. Mais elle croit longtemps pouvoir réaliser cette émancipation dans le cadre d'une politique d'assimilation « dans la vie et les institutions de la Communauté française». La loi-cadre Deferre de 1956 garantit des institutions représentatives aux douze territoires ouest africains sous autorité française, ainsi qu'à l'île de Madagascar. Cela ne répond pas aux revendications de la plupart des chefs d'État africains. Réunis à Bamako, du 25 au 30 septembre 1957, ils proclament que « l'indépendance des peuples est un droit inaliénable leur permettant de disposer des attributs de leur souveraineté selon les intérêts des masses populaires ». C'est l'enterrement de la loi-cadre. Le général de Gaulle, rappelé au pouvoir en mars 1958, s'en rend compte. Dans une allocution prononcée le 24 août 1958 au stade de Brazzaville, il déclare que quiconque désire l'indépendance pourra la prendre aussitôt sans que la métropole ne s'y oppose. Au moment du référendum, seule la Guinée choisit l'indépendance, les autres pays se contentent de

l'autonomie au sein de la Communauté française, parce qu'elle leur permet de bénéficier de l'assistance économique et financière de la métropole. Cependant, le referendum s'est fait dans l'ambiguïté et l'autonomie n'a été acceptée que comme une étape vers l'indépendance. Celle-ci est rapidement acquise par le Congo de Brazzaville, la Côte-d'Ivoire, le Dahomey, la Haute-Volta, Madagascar, le Mali, la Mauritanie, le Niger, la République centrafricaine, le Sénégal et le Tchad. Quelques-uns de ces nouveaux États ont la chance d'avoir à leur tête des hommes de grande envergure comme Houphouët-Boigny en Côte-d'Ivoire et, surtout, Léopold Sédar Senghor au Sénégal qui, dans ses écrits, célèbre le concept culturel de «négritude».

La politique française en Afrique du Nord ne se posait pas dans les mêmes termes que celle menée en Afrique subsaharienne. Il y avait 200 000 Européens en Tunisie, 300 000 au Maroc et un million en Algérie. Si la France se résigne assez promptement à l'indépendance de la Tunisie et du Maroc, elle s'accroche au contraire à l'Algérie. De 1957 à 1960, le général Salan et son armée mènent une guerre où l'usage de la torture et de la répression collective indigne l'Église catholique et nombre d'intellectuels français. Cette guerre déstabilise la France et son armée est secouée par un putsch avorté de ses généraux. Le général de Gaulle revenu au pouvoir à la faveur de l'insurrection des Français extrémistes d'Algérie, met paradoxalement fin au conflit en mâtant ceux-ci et en accordant l'indépendance à l'Algérie par les accords d'Évian du 2 juillet 1962.

Entre-temps, le Congo belge s'est vu concéder une indépendance quelque peu précipitée après une table ronde en 1960, mais il devient rapidement le théâtre d'une succession de coups d'État, jalonnés par une tentative de sécession du Katanga et l'assassinat de Patrice Lumumba (illustration 13) et la montée au pouvoir du dictateur le général Mobutu.

Une deuxième vague de décolonisations tardives s'en suivit, à commencer en 1980 par celle de la Rhodésie désormais appelée Zimbabwe, après une proclamation unilatérale de Jan Smith initiant l'indépendance où le pouvoir était réservé aux seuls colons blancs. La décolonisation de la Guinée-Bissau suivit, ainsi que celles du Mozambique, des îles du Cap-Vert et de l'Angola, grâce à la «révolution des œillets» qui renverse le président Caetano au Portugal, successeur de Salazar. En 1977, Djibouti, l'ancien territoire des Afars et des Issas, devient à son tour indépendant. Enfin, la longue lutte contre le régime raciste en Afrique du Sud aboutit à l'abolition de l'apartheid en 1990, puis à la tenue d'élections multiraciales au terme desquelles Nelson Mandela, libéré de prison, devient le président noir du pays (illustration 14).

La décolonisation, à laquelle les professeurs N. A. Simonia et I. D. Thiam consacrent les chapitres 4, 5, 6 et 7 du présent ouvrage, a transformé de fond en comble la carte politique du globe. Le nombre

d'États indépendants en Asie a quintuplé. En Afrique, il passe de un (en 1939) à une cinquantaine. Mais la décolonisation ne résout pas tous les problèmes. L'Afrique nouvelle, aux prises avec les pires difficultés économiques, a négligé le développement agricole au profit de technologies industrielles, le plus souvent réalisées par des multinationales. C'est une des formes du néocolonialisme où les pays du tiers-monde se heurtent à un échange inégal. Une autre forme du néocolonialisme résulte d'un endettement exponentiel, accentué par le Fonds monétaire international (FMI) qui force les gouvernements à imposer à leur population des mesures de restrictions budgétaires draconiennes aux retombées dramatiques: chômage, effondrement des services publics, mauvais entretien des infrastructures, hausse des prix, dévaluation des monnaies, dégradation des soins de santé, détérioration des systèmes d'éducation. Enjeu des rivalités entre l'Est et l'Ouest jusqu'à l'effondrement de l'URSS, l'Afrique est, en outre, balkanisée: les frontières de ses États correspondent à celles des anciennes colonies et rarement à celles des ethnies. Quelque soixante-dix coups d'État se succèdent, sans compter d'affreux génocides dans la région des Grands Lacs.

La poudrière du Moyen-Orient

Le courant du neutralisme afro-asiatique, issu de la conférence de Bandung, s'est principalement affirmé le long de l'axe Djakarta-Tanger, qui est celui de la mouvance musulmane. Le Proche-Orient occupe le centre de gravité de cet axe: «Celui qui domine cette région sera le maître du monde» avait dit Lénine.

La Grande-Bretagne s'avérant incapable de régler à la satisfaction des Arabes et des Juifs le problème épineux du «foyer national juif» qu'elle avait elle-même suscité, le problème passe aux mains de l'ONU qui, en septembre 1947, recommande le partage de la Palestine en deux États, l'un juif et l'autre arabe, avec l'attribution d'un statut international à Jérusalem. Les sionistes saisissent la balle au bond. Dès le 16 mai 1948, c'est-à-dire le lendemain de la fin du mandat britannique sur la Palestine, Israël se proclame unilatéralement indépendant sous la présidence de Chaim Weizmann. La réaction armée des Arabes est immédiate mais, contre toute attente, leurs troupes sont battues par la jeune armée d'Israël qui, sur sa lancée, annexe le Negev et la Galilée occidentale. Envoyé en médiateur par l'ONU, le comte Bernadotte est assassiné par des terroristes juifs.

Tandis qu'une guerre tantôt larvée, tantôt ouverte, se poursuit entre les États de la Ligue arabe et Israël, la Grande-Bretagne, conjointement avec la France, les États-Unis et la Turquie proposent à l'Égypte de participer à la défense du Moyen-Orient en qualité de membre et garant. Mais cette proposition, qui mènera au pacte de Bagdad, est catégoriquement repoussée par le gouvernement égyptien qui exige, de surcroît, l'évacuation immédiate et totale des Britanniques encore présents sur son sol.

Le 23 juillet 1952, le coup d'État d'une junte militaire commandée par le général Neguib provoque l'abdication du roi Farouk. La République est proclamée. En 1954, l'année où le président de la Syrie 'Adib Šišakī est chassé par une révolution militaire, le général Neguib est relevé de toutes ses fonctions et remplacé par le colonel Gamal Abdel Nasser. Le 26 juillet 1956, après que les États-Unis se soient retractés d'une offre de prêts pour la construction du barrage d'Assouan sur le Nil, Nasser annonce la nationalisation de la Compagnie franco-britannique du canal de Suez. « Plus de la moitié des importations annuelles de pétrole de la Grande-Bretagne passe par le canal», rappelle le ministre des Affaires étrangères Anthony Eden dans ses Mémoires. La France, elle, connaît l'aide matérielle et morale de l'Égypte de Nasser à l'insurrection algérienne. De son côté, Israël ne demande qu'à profiter de l'occasion pour s'étendre. Le 26 octobre 1956, il déclenche une attaque contre les positions égyptiennes de la péninsule du Sinaï. Deux jours plus tard, l'aviation franco-britannique entre en activité dans la zone du canal et les parachutistes occupent Port-Saïd. Mais l'URSS, qui vient d'écraser une révolution en Hongrie, a les mains libres pour intervenir ailleurs et les États-Unis, à quelques jours des élections présidentielles, estiment que l'aventure risque d'exacerber les pays arabes et de pousser l'Égypte dans les bras des Soviétiques. Ils portent l'affaire à l'Assemblée générale de l'ONU qui condamne la France, le Royaume-Uni et Israël, ordonne le retrait de leurs forces et décide de l'envoi de casques bleus. Les forces étrangères retirent leurs troupes d'Égypte. C'est la fin d'une guerre coloniale qui ne résout pas pour autant les conflits du Moyen-Orient.

Après l'échec diplomatique de l'entreprise anglo-franco-israélienne du canal de Suez, le colonel Nasser fait figure de chef incontesté du nationalisme arabe, qui espère réaliser le vieux rêve d'une grande unité arabe. Il échoue en Jordanie, où le roi Hussein révoque son parlement jugé trop pro-Nasser et reçoit en échange une récompense américaine, mais il réussit en Syrie qui s'unit provisoirement à l'Égypte de 1958 à 1961 sous le nom de République arabe unie, et en Iraq où le général Qasim renverse la monarchie.

En 1967, Nasser interdit aux navires portant le pavillon israélien l'accès au golfe d'Aqaba. Israël lance alors une guerre préventive contre l'Égypte, la Syrie et la Jordanie. En six jours, ses troupes s'emparent de la bande de Gaza, du Sinaï, de la Cisjordanie et des Hauteurs du Golan. Une nouvelle

fois, l'ONU intervient. La résolution 242 du Conseil de Sécurité reconnaît *de facto* Israël mais lui impose de se retirer des territoires conquis pendant la guerre des Six Jours. Dans l'immédiat, cela ne résout pas la situation.

En 1969, Yasser Arafat prend le contrôle de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP). Il opte pour une stratégie à deux volets et donc ambiguë: d'une part, encourager les opérations de guérilla et, d'autre part, se faire entendre sur le plan international par la voie diplomatique.

La résistance palestinienne s'étant établie en Jordanie, le roi Hussein lance, en septembre 1970, une vaste campagne de répression: 5 000 membres de l'OLP doivent quitter la Jordanie pour le Liban ou la Syrie. L'événement incite certaines factions à utiliser l'arme du terrorisme international. C'est ainsi que, lors des Jeux olympiques de Munich en 1972, un commando palestinien — baptisé *Septembre noir* en mémoire de la répression de Jordanie —, massacre douze athlètes israéliens.

En 1970, Anwar al-Sadat a succédé au colonel Nasser. Deux ans plus tard, partisan du non-alignement comme Tito en Yougoslavie et Nehru en Inde, il exige et obtient de l'URSS le rappel de 20 000 conseillers militaires. Le 6 octobre 1973, jour du Yom Kippour, l'armée égyptienne franchit le canal de Suez et l'armée syrienne attaque dans le Golan. Surprises par cette attaque soudaine, les forces israéliennes frôlent la défaite pour la première fois. Au même moment, les représentants de dix États arabes, réunis au Koweït, recourent au pétrole comme à une arme en doublant, à deux reprises, le prix du baril, aggravant de ce fait la crise dans le monde industrialisé. Face à la reprise des hostilités, le Conseil de Sécurité de l'ONU vote la résolution 338 qui prévoit le cessez-le-feu, l'application de la résolution 246 et des négociations en vue de l'instauration d'une paix juste et durable au Moyen-Orient.

La guerre froide constitue la toile de fond des conflits successifs du Moyen-Orient. Le président des États-Unis Nixon, afin d'éviter que l'URSS n'exerce son influence sur la région, charge son secrétaire d'État Henry Kissinger de convaincre Israël — la guerre de Yom Kippour ayant tourné à son avantage — de modérer ses ardeurs et l'Égypte d'accepter un compromis. En 1977, les États-Unis et l'Égypte s'entendent pour demander au Premier ministre israélien Menahem Begin d'engager des négociations. Celles-ci aboutissent aux accords de Camp David, signés à Washington sous la présidence de Jimmy Carter (illustration 15), en vertu desquels l'Égypte reconnaît l'existence de l'État d'Israël qui, en échange, accepte d'évacuer le Sinaï.

Si le président Jimmy Carter croyait avoir ainsi jeté les bases d'un règlement global des problèmes du Moyen-Orient, il doit rapidement déchanter. La Syrie et l'Iraq reprochent à l'Égypte «une paix séparée». En 1981, Anwar al-Sadat est assassiné par des officiers islamistes.

Les accords de Camp David n'avaient, au demeurant, prévu aucune solution pour les Palestiniens vivant dans les territoires toujours occupés par Israël, ni pour les Palestiniens réfugiés dans les camps en Jordanie, au Liban et en Syrie. C'est d'ailleurs depuis ses bases au Liban que l'OLP lance de nombreux raids sur Israël. Espérant mettre fin à ces attaques, Israël envahit le Liban en juin 1982, sous les ordres du ministre de la Défense Ariel Sharon. Des massacres par le clan des phalangistes chrétiens sont perpétrés, notamment dans les camps de réfugiés de Sabra et Chatila. Devant l'indignation internationale, Israël conclut un traité de paix avec le Liban en 1983 et retire ses forces militaires, sauf dans la région sud du pays toujours divisée en factions. La Syrie, quant à elle, demeure aux aguets.

En Palestine aussi des clans et factions coexistent quand ils ne s'affrontent pas. L'OLP opte pour la modération et l'acceptation des résolutions 242 et 338 des Nations Unies. En revanche, les radicaux refusent de s'engager sur cette voie et se regroupent au sein du Fatah. En 1987, une première *intifada* (révolte des pierres) éclate à Gaza et en Cisjordanie mais l'OLP parvient à garder le contrôle de la situation (illustration 16). Lors d'une réunion à Alger, en novembre 1988, l'Organisation reconnaît l'existence de deux États — l'un juif, l'autre arabe —, ce qui lui vaut la reconnaissance des États-Unis.

Ajoutant à la confusion dans le Moyen-Orient, l'Iraq de Saddam Hussein, qui a déjà vaincu l'Iran, envahit le Koweït en 1990, tout en se faisant le champion de la cause et de l'identité arabes. Il bombarde l'État d'Israël de missiles Scud. En refusant de riposter, Israël empêche la formation de la ligue arabe qu'espérait Hussein. Celui-ci est battu par une coalition internationale, cautionnée par le Conseil de Sécurité, dirigée par les États-Unis, sans la participation de la Russie. Voulant respecter les limites du mandat que lui a donné l'ONU (la libération du Koweït), les troupes de la coalition ne marchent pas sur Bagdad, ni ne soutiennent un soulèvement des chiites que les Américains avaient encouragé dans l'espoir d'un renversement du régime dictatorial de Saddam Hussein.

La guerre du Golfe a, pendant un certain temps, des effets positifs sur l'évolution de la situation au Moyen-Orient. Parrainée par les États-Unis et la Russie, une rencontre à Madrid réunit autour d'une table de négociation Israël et des pays arabes: Égypte, Syrie et Liban. Des délégués de l'OLP participent à des discussions au titre de membres de la délégation jordanopalestinienne. Selon la lettre d'invitation à la conférence de Madrid, il est prévu qu'après une première phase de négociations bilatérales succédera une phase de négociations multilatérales qui porteront sur les questions d'intérêt régional, telles que le contrôle des armements, la sécurité régionale, l'eau, la question des réfugiés, l'environnement, le développement

économique et d'autres questions d'ordre général. Un beau programme qui reste assurément d'actualité à l'aube du XXI^e siècle!

Les premiers efforts sont encourageants. En août 1993, à Oslo, l'Israélien Shimon Peres rencontre secrètement des représentants de l'OLP et prépare avec eux le terrain pour un accord sur l'autonomie palestinienne. En septembre, une déclaration sur cette autonomie est signée à Washington. L'OLP reconnaît la légitimité de l'État d'Israël qui accepte l'OLP comme interlocuteur, et déclare son consentement à retirer ses troupes de la bande de Gaza et de Jericho. Le 28 septembre 1995, l'accord de Taba — dit Oslo II —, élargit l'autonomie palestinienne. Mais la signature des accords n'arrête pas les attentats et les opérations suicides des kamikazes, ni la continuation de l'implantation de colonies juives. Le fanatisme l'emporte sur la sagesse de part et d'autre. En novembre 1995, le premier ministre Itzhak Rabin est assassiné par un radical israélien. En juillet 2000 à Camp David, le Premier ministre Ehud Barak et Yasser Arafat campent sur leurs positions malgré la volonté d'accord du président Bill Clinton. C'est l'échec. Un échec salué par les radicaux des deux camps.

Le 28 septembre de la même année, Ariel Sharon, chef de l'opposition et futur Premier ministre, provoque l'indignation des musulmans en se rendant à Haram al-Sharif, lieu saint de l'islam à Jérusalem. Volontaire ou non, ce geste de défi marque le début de la seconde *intifada*. Celle-ci, plus violente que la première, s'intensifie à mesure que les Israéliens la répriment de plus en plus durement. Meurtrières opérations suicides, suivies de représailles non moins sanglantes, se succèdent. À la fin du XX° siècle, il n'est plus question de négociations, sinon dans les discours de quelques-uns.

L'EFFONDREMENT DE L'URSS

La guerre du Golfe a révélé au grand jour que les États-Unis sont désormais l'unique superpuissance. Avant que les États-Unis n'aient acquis, sous George Bush, cette position potentiellement génératrice d'impérialisme, le président Reagan, par sa politique de réarmement (7% du PNB), avait forcé l'URSS de Leonid Brejnev, soucieuse de maintenir un niveau de compétitivité avec les États-Unis dans ce domaine, à des dépenses militaires dépassant les possibilités de l'économie soviétique, dont les signes de faiblesse allaient croissant. L'arrivée au pouvoir de Mikhaïl Gorbatchev, en mars 1985, a ensuite modifié les donnes. Le maître du Kremlin veut conduire l'URSS à une libéralisation modérée du système communiste, ainsi qu'à une idéologie de transition entre le capitalisme pur et le socialisme orthodoxe. À la perestroïka (restructuration) économique, il joint une volonté de glasnost, c'est-à-dire de

transparence politique. La censure de la presse est abolie et le Soviet suprême condamne la période stalinienne. En matière de politique extérieure, Mikhaïl Gorbatchev met un terme définitif à la guerre froide en prenant l'initiative de pourparlers qui aboutissent en 1997 à la signature, à Washington, du traité FNS par lequel Américains et Soviétiques acceptent de limiter leur armement en général mais aussi de détruire progressivement leurs armes nucléaires.

Les phénomènes de la *perestroïka* et de la *glasnost* gagnent alors les satellites de l'Europe de l'Est comme une vague déferlante. En Pologne, la patrie du pape Jean-Paul II qui y exerça une influence considérable, l'agitation menée par le mouvement Solidarnosc de Lech Walesa a été continue de 1981 à 1988. Le président Jaruleski se voit contraint d'accepter la tenue d'élections libres en 1989. Le vote populaire porte massivement Solidar-nosc au pouvoir. C'est le début de la fin de l'emprise communiste. La Hongrie suit alors le mouvement et ouvre sa frontière avec l'Autriche. Il n'en faut pas davantage pour que des milliers d'Allemands de l'Est empruntent la brèche ainsi créée pour quitter leur pays et gagner l'Allemagne de l'Ouest. Remplaçant Erich Honecker forcé de quitter la présidence de la république, Egor Krentz décide, le 9 novembre 1989, de tenir des élections libres. Mais, le soir même, la foule s'attaque joyeusement à la destruction du mur de Berlin (illustration 17), symbole de la guerre froide. Moins d'un an plus tard, l'unité des deux Allemagnes est accomplie. Le renversement des régimes communistes en Bulgarie et en Tchécoslovaquie ne tarde pas. Plus mouvementé, il s'opère en Roumanie dans un bain de sang: arrêtés, le dictateur Nicolae Ceaucescu et sa femme sont exécutés sans semblant de légalité. En août 1991, Gorbatchev consent à l'indépendance des trois États baltes: Lituanie, Lettonie et Estonie.

La révolution dans la Yougoslavie fédérale, alors dirigée par le Serbe Slodoban Milosevic, tourne au drame. La Slovénie, la Croatie et la Bosnie-Herzégovine annoncent leur intention de quitter la fédération. La Slovénie parvient à obtenir son indépendance au bout de dix jours de conflit armé avec l'armée fédérale, mais les Serbes parviennent à occuper le tiers du territoire de la Croatie, dont l'armée n'a pas encore pu être formée, avant qu'un cessez-le-feu provisoire ne soit imposé par l'ONU. Les combats reprennent. Il faut attendre l'année 1995 pour que les Croates l'emportent. De part et d'autre, les milices se livrent à un nettoyage ethnique.

Les actes de «nettoyage ethnique» se multiplièrent durant la guerre d'indépendance en Bosnie-Herzégovine. L'ONU doit intervenir, puis l'OTAN. À Dayton, aux États-Unis, Serbes, Croates et musulmans s'accordent sur un partage entre, d'une part, la Fédération croato-musulmane, y compris la ville martyre de Sarajevo et, d'autre part, la république serbe (Republika Srpska). Le bilan se chiffre à 200 000 morts et plus de deux millions d'hommes, femmes et enfants sont contraints à l'exil.

Au Kosovo, partie intégrante de la république de Serbie, Milosevic arrête, en 1989, les leaders de la majorité albanaise et confie le contrôle de la province à la minorité serbe. La Ligue démocratique du Kosovo réagit en improvisant des élections qui portent à un pouvoir parallèle Ibrahim Rugova. Au début de 1997, la résistance albanaise s'organise en une Armée de libération du Kosovo, finissant de remplir les conditions d'une guerre civile. Les policiers et paramilitaires serbes traquent les rebelles et se livrent à des massacres dans les villages soupçonnés d'avoir servi d'abri aux rebelles. L'OTAN prend position dans le conflit en effectuant des manœuvres aériennes au dessus de l'Albanie, facilitant ainsi la tâche de l'ONU qui réussit à convaincre Milosevic et les Kosovars musulmans d'accepter un cessez-le-feu, le 13 octobre 1998. L'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE) envoie au Kosovo 1 380 observateurs qui découvrent un charnier où sont entassés les cadavres de Kosovars albanais exécutés. L'opinion internationale est indignée, comme elle l'a été par le comportement génocidaire des Serbes en Bosnie-Herzégovine. Milosevic réplique aux délégués de l'OTAN venus protester à Belgrade, en faisant expulser du Kosovo les observateurs de l'OSCE. Les pourparlers de Rambouillet en février 1999 se clôturent par un échec complet. Il ne reste plus qu'à bombarder les positions serbes au Kosovo et à y envoyer des troupes. Celles-ci, chargées de veiller à la reconstruction de la province et au maintien de l'ordre difficile, sont demeurées sur place. Mais la poudrière balkanique est toujours prête à exploser.

LA MARCHE VERS L'UNITÉ EUROPÉENNE

Dans l'imbroglio sanglant de la Bosnie-Herzégovine et du Kosovo, les États d'Europe occidentale ont assumé d'importantes missions dans le cadre de l'OTAN et de l'ONU mais, sur le plan diplomatique, ont préféré rester en retrait, laissant les États-Unis décider seuls des manœuvres et des décisions. Cette situation démontre que la longue marche vers l'unité européenne n'a pas encore atteint l'objectif d'une politique étrangère commune.

Au départ de cette marche, il y eut en 1951 la constitution d'une Communauté du charbon et de l'acier (CECA) par la France, l'Italie, l'Allemagne et les trois États du Benelux (Pays-Bas, Belgique, Luxembourg). Dans la pensée de ses promoteurs, la CECA devait introduire le ferment d'une communauté plus large et plus profonde. Toutefois, le projet d'une communauté européenne de Défense fut rejeté par l'Assemblée nationale française. Cet échec jeta un froid mais à la période de désarroi succéda celle de la réflexion. En 1955, les ministres des Affaires étrangères des Six se réunirent

à Messine et, sur la base d'un rapport de Paul-Henry Spaak, s'engagèrent à reprendre la construction de l'Europe sur le plan économique. Deux traités furent signés à Rome, le 21 mars 1957. L'un créait la Communauté économique européenne (CEE), l'autre instituait l'Euratom et concernait le développement du nucléaire civil. Les auteurs des traités de Rome se fixèrent aussi l'objectif d'entraîner l'Europe vers l'intégration mais, comme pour le projet de Communauté européenne de Défense, le général de Gaulle opposa à l'idée d'État européen une Europe des États. En 1961, le Royaume-Uni, l'Irlande et le Danemark posèrent leur candidature pour une entrée dans la CEE. La Norvège les suivit l'année suivante. Faisant une nouvelle fois cavalier seul, le général de Gaulle refusa l'élargissement. Il répéta à nouveau son refus en 1967. Deux ans plus tard, Georges Pompidou, ayant remplacé de Gaulle à la présidence de la République, la France se rallia enfin à l'avis de ses cinq partenaires. Le 1^{er} janvier 1973, le Royaume-Uni fit son entrée au sein de la Communauté économique européenne. Cette adhésion fut le signal d'un élargissement de plus en plus étendu par l'arrivée de l'Irlande et du Danemark, d'abord, puis de la Grèce en 1981 suivie à son tour par l'Espagne et le Portugal cinq ans plus tard. En 1986, l'Europe des Six était devenue l'Europe des Douze, puis celle des Quinze, en 1995, avec l'adhésion de l'Autriche, de la Finlande et de la Suède.

Entre-temps, le Sommet de Paris, en décembre 1974, avait décidé que l'Assemblée parlementaire de Strasbourg serait élue au suffrage universel et qu'un Conseil européen réunirait, trois fois par an, les chefs d'État et de gouvernement afin de renforcer la coopération entre les États membres. Par ailleurs, l'Acte unique, signé à Luxembourg en 1986, avait formulé le projet d'harmoniser les législations nationales notamment en matière de fiscalité, de reconnaissance de diplômes, de lois sociales et de droit d'asile. Il était aussi prévu, très timidement, que les contractants s'efforceraient de formuler et de mettre en œuvre en commun une politique étrangère européenne.

Le traité de Maastricht de février 1992 indique la volonté d'avancer plus résolument vers une «union encore plus étroite» à travers l'élargissement de l'Europe à un certain nombre de pays affranchis du communisme et de la domination soviétique, désormais candidats à l'entrée, en s'appuyant sur l'approfondissement des structures de l'administration à Bruxelles et le lancement d'une monnaie commune, nommée l'euro, en 2002. Toutefois, la Grande-Bretagne conservera sa monnaie nationale, la livre sterling. Dans la perspective de l'élargissement, l'Union européenne reconnaît, en mars 1999, comme membres associés la Hongrie, la Pologne et la République tchèque, ayant auparavant rejoint l'OTAN.

Bien qu'elle soit potentiellement plus puissante sur le plan économique que les États-Unis, l'Union européenne ne fait pas le poids par rapport à

cette superpuissance, désormais seule, depuis l'effondrement de l'URSS. De son côté, la Russie nouvelle, comme l'Union européenne d'ailleurs, peut à présent faire entendre sa voix. Cependant, même si elle est écoutée, voire sollicitée, la Russie ne connaît pas encore un impact décisif sur la politique des États-Unis dans le monde.

Cela vaut aussi pour la Chine, au tournant du siècle. Depuis les années 1970, sous la houlette de Deng Xiaoping, elle a repris les territoires de Hong-Kong et de Macao dont l'économie libérale conforte les réformes menant à une manière d'économie mixte, où coexistent les entreprises étatiques et les entreprises privées. Mais le futur de la Chine se voir confronté à nombre de problèmes tels que ceux des conditions sociales et la question des droits de l'homme, de l'indépendance de Taiwan, et de l'aspiration à l'autonomie du Tibet bouddhiste et du Xinjang musulman.

LES RÉVOLUTIONS SCIENTIFIQUES

Le chapitre 13, dédié à la science du XX^e siècle, montre que les apports d'après 1940 représentent le décuple de tout ce qui avait été acquis au cours de l'histoire de l'humanité. Les scientifiques ont non seulement révisé, voire abandonné, des centaines de postulats, mais ils ont également bousculé les conceptions rationnelles au profit de la relativité et de l'indéterminisme. Les modestes laboratoires d'antan où travaillaient deux ou trois chercheurs ont été remplacés par de vastes instituts disposant d'outils de pointe. La « big science » suppose un équipement lourd et coûteux, conforme aux techniques les plus avancées. Ainsi en est-il tout particulièrement en physique subatomique et en astrophysique.

En physique, les théories relativistes d'Albert Einstein et quantiques de Max Planck avaient déjà révolutionné les conceptions du rayonnement, de l'espace et du temps. Après eux, Rutherford, de Broglie, Lawrence, les Joliot-Curie, Hahn, Strassmann, Meitner et Kurchatov précisèrent les bases de la physique nucléaire dont l'utilisation militaire, y compris sous forme de menace dans la course aux armements pendant la «guerre froide», va de pair avec ses fins civiles et pacifiques (par exemple, le développement de réacteurs et de centrales nucléaires). Outre la production d'énergie nucléaire par la fission, on peut désormais recourir à la fusion thermonucléaire, qui est à la base de la bombe à hydrogène. Si le processus de la fusion pouvait être contrôlé, celle-ci pourrait devenir une source pratiquement inépuisable d'énergie.

Mis au point en 1968 grâce aux travaux des détenteurs du prix Nobel de la paix de 1964, Basov et Prokhorov (URSS) et de l'Américain Charles

Townes, le *laser* (un acronyme de «amplification lumineuse par émission simulée de radiation»), très intense et d'une haute directivité, a suscité d'importantes innovations en optique quantique comme en physique des solides (illustration 18). Ses applications sont nombreuses: il perce les matériaux, excise les tumeurs, fait éclater les pierres dans les reins et mesure les distances. Un faisceau laser lancé sur la lune éclaire une surface de moins de 2 kilomètres de diamètre.

En astrophysique précisément, les progrès de la radioastronomie ont permis d'affiner la connaissance des propriétés des étoiles, ainsi que l'identification, au cours des années 1960, des radiogalaxies (découvertes en 1953) aux *quasars* et aux *pulsars*.

À la fin du XX^e siècle sont érigés de grands télescopes terrestres, tels que celui pointé sur le sommet du volcan Marenu Kea (Hawaï) qui scrute l'hémisphère Nord du ciel, et l'Observatoire européen de l'hémisphère Sud (ESO) dans les Andes chiliennes. S'y ajoute le télescope *Hubble*, qui a enrichi la connaissance des galaxies lointaines ou des planètes extrasolaires. S'appuyant sur les théories de la relativité générale et à partir des observations astronomiques, la cosmologie a désormais pour objet unique l'Univers dans sa totalité, sa structure et son évolution. L'étude approfondie de la structure et de la dynamique de la Terre a remis en évidence des théories que l'on avait rejetées, telles que celle de la dérive des continents ou de la tectonique des plaques, émises par Alfred Wegener en 1912. Elles s'avèrent être, cinquante ans plus tard, une révolution de notre «image du monde».

Les diverses disciplines des sciences naturelles de l'homme — paléoanthropologie, anthropologie, ethnographie, préhistoire — combinées avec l'utilisation des techniques de la chimie, de la physique et des fouilles, ont permis de faire remonter l'apparition de l'homme à une date antérieure à celle que l'on supposait initiallement. Les restes de l'australopithèque découverte en Éthiopie, surnommée Lucy, ont été datés à 3,5 millions d'années.

Au XX^e siècle, les sciences biologiques rattrapent le retard qu'elles avaient pris sur les sciences physiques. L'histoire de la biologie moléculaire et de la génétique a d'ailleurs tous les traits d'une saga. Elles furent condamnées par l'URSS comme «sciences bourgeoises» et se heurtèrent à des oppositions aux États-Unis, en France et en Allemagne. Néanmoins, entre 1940 et 1965, les scientifiques mettent en évidence les mécanismes fondamentaux qui régissent le fonctionnement des êtres vivants et leur reproduction. En 1944, il est démontré que les gènes sont formés d'ADN dont on dévoile, en 1953, la structure à double hélice. Dès 1986, les biologistes envisagent de déterminer la structure complète du génome humain au XXI^e siècle.

Les progrès fulgurants de la génétique et de ses applications médicales effraient par la menace qu'ils semblent faire planer sur la liberté indivi-

duelle. Des problèmes d'éthique sont posés. Moins spectaculaires mais tout aussi importantes, les nouvelles technologies de l'Imagerie par résonance magnétique (IRM) permettent de voir le cerveau en fonctionnement. Quant à la biologie cellulaire, elle a bénéficié de la microscopie électronique qui a révélé la complexité de la cellule vivante.

Comme le note le professeur M. Morange, au chapitre 13, la synthèse entre les théories de l'évolution, la biologie du développement, la biologie moléculaire et la biologie cellulaire sera probablement l'un des objets et des succès de la biologie du XXI^e siècle. Tout comme les sciences dites exactes, les sciences dites humaines enregistrent des progrès et évolutions considérables au XX^e siècle concernant la philosophie, la psychologie, l'éthique, la sociologie, la pédagogie, les théologies, la problématique de la condition des femmes, des jeunes, des personnes âgées ou handicapées. Des spécialistes en ces différentes disciplines les traitent aux chapitres 8 à 11 et 21 à 24.

LA CONQUÊTE DE L'ESPACE

Le 4 octobre 1957, le premier satellite artificiel de la Terre prend son envol. Au petit «bip-bip» qu'envoie le *Spoutnik I* d'URSS succèdent rapidement les signaux beaucoup plus complexes émis par d'autres satellites américains et russes. Il y a le *Lunik 3*, lancé le 4 octobre 1959, qui photographie la face cachée de la Lune, puis le *Tiros* des Américains, l'ancêtre des satellites météorologiques. Au fur et à mesure que la liste s'allonge, celle-ci n'en vient plus qu'à intéresser les spécialistes.

L'homme de la rue ne se passionne plus que pour les exploits humains des Yuri Gagarine, Guerman Titov, Gordon Cooper, Valery Bykovski rejoint sur orbite par Valentina Tereshkova, le trio Komarov-Feoktystov-Yegórov, et Leónov et White flottant dans l'espace. Le monde entier attendait le moment historique de la conquête de la Lune. Le 20 juillet 1969 à 22h59, les deux cosmonautes d'*Apollo 11* marchent sur la Lune et, devant des millions de téléspectateurs, Armstrong et Aldrin s'avancent en titubant et plantent un drapeau américain dans le sol lunaire (illustration 19).

En 1976, *Viking I* et *Viking II* explorent Mars apparemment exempt de toute vie. Vénus n'est pas plus séduisante. La sonde *Voyager 2* fond sur Uranus après avoir photographié, au passage, les anneaux de Saturne.

Jalonnée d'accidents meurtriers, l'astronautique est de plus en plus internationale dans sa conception et dans ses équipages. L'interdépendance domine la construction de la station spatiale internationale habitée, réalisée avec des éléments transportés par des vaisseaux tantôt américains, tantôt russes.

Pendant ce temps, des centaines de satellites sont lancés: satellites d'espionnage, satellites d'observation météorologique, satellites de radio, de télévision et de télécommunication (illustration 20). À peine conquis, l'espace est menacé d'encombrement!

Une littérature qui privilégie l'individu

Plusieurs mouvements d'avant-garde littéraire et artistique se manifestent après la Première Guerre mondiale. Ce n'est pas le cas après la Seconde. Tout se passe comme si les atrocités du conflit, la révélation du génocide érigé en système et la menace d'une apocalypse atomique avaient imposé un autre regard sur la vie et le monde. Comme l'indiquent Marc Bensimon et Astrid Guillaume dans leur introduction au chapitre 26.1, plus que jamais les écrivains privilégient l'individu en tant que tel et dans ses relations avec les autres. Ce fait s'avérait confirmé dans le cadre national ou régional, y compris la lutte contre la colonisation, le racisme et toute autre forme d'oppression. En même temps, des aspirations semblables conduisent au franchissement des frontières et au jeu international des influences. Il arrive que, précisément pour cette raison, certains écrivains russes comme Ilia Ehrenbourg, Joseph Brodsky ou Boris Pasternak se voient accuser de «cosmopolitisme» par le régime en place.

Dans l'abondante production littéraire du second après-guerre, les œuvres des femmes sont particulièrement abondantes et significatives sur tous les continents. C'est en partie la conséquence de l'émergence et de l'affirmation des droits de la femme ou, plus exactement, des luttes toujours en cours pour l'égalité des sexes (chapitre 8). Nous ne citerons à titre d'exemples que les noms de Rina Lasnier et Marie-Claire Blais (Canada), Aïssa Khelladi (Algérie), Emma Bel Haj Yahia (Tunisie), Nadine Gordimer (Afrique du Sud), Anita Desai (Inde) et Yamada Eimi (Japon). Deux femmes tiennent, au côté d'Alain Robbe-Grillet, la vedette dans la tendance du Nouveau Roman en France: Nathalie Sarraute et Marguerite Duras. Après l'essoufflement de ce courant littéraire, ces auteurs, à l'image de Marguerite Yourcenar, s'orientent davantage vers des formes plus classiques du roman et de théâtre.

L'observation du déroulement de la vie et du comportement de l'individu conduit à la philosophie que Jean-Paul Sartre introduit dans ses romans et pièces de théâtre qui suggèrent la primauté du «pour soi-même», l'enfer étant les autres. Albert Camus n'est pas aussi pessimiste et croit possible le sauvetage de la cause de l'humanité.

Durant cette période, un nombre remarquable d'auteurs publient leur autobiographie plus ou moins déguisée. Parmi eux, on compte Günther Grass en Allemagne, Tâhâ Husayn en Égypte, et Nirad Chaudhury en Inde.

L'impact de la colonisation et de la décolonisation constitue un autre élément distinctif de cette mouvance littéraire, comme on le retrouve dans les œuvres de Tahar Ben Jelloun (Maroc), Albert Memmi (Tunisie), Léopold Sedar Senghor et Ousmane Sembene (Sénégal).

La libération sexuelle est parallèle au mouvement féministe, Henry Miller, Vladimir Nabokov et Yukio Mishima l'ont poussée jusqu'aux limites de la perversion. Le nom de l'Anglais George Orwell s'impose parce qu'il nous met en garde contre l'invasion de la vie de l'individu par le «Big Brother», l'État tout puissant qui surveille les individus jusque dans leur vie privée.

L'INTERNATIONALISATION DE LA CULTURE

À première vue, le trait le plus frappant de l'histoire de la culture après la Seconde Guerre mondiale est la tendance de la culture d'élite à s'éloigner des centres traditionnels. L'école de peinture de Paris, florissante durant l'entredeux-guerres, cède la prééminence à celle des expressionnistes abstraits de New York. Il n'est pas étonnant, observe Éric J. Hobsbawm dans L'Âge des extrêmes. Histoire du court XX^e siècle.

«que dans les années 1950, au cœur même de la démocratie de consommation, la principale école picturale ait abdiqué devant les faiseurs d'images tellement plus puissants que l'art à l'ancienne. Les tenants du pop art (Warhol, Lichtenstein, Rauschenberg, Oldenburg) ont reproduit, avec autant d'exactitude et de détachement que possible, l'apparat visuel du mercantilisme américain: boîtes de soupe, drapeaux, bouteilles de Coca-Cola ou Marilyn Monroe».

En 1957, commencent, sous la direction de l'architecte moderniste Oscar Niemeyer, les travaux de construction de la ville de Brasilia, qui devait remplacer Rio de Janeiro comme capitale du Brésil. À compter du début des années 1970, nombre d'artistes s'aventurent dans le courant du postmodernisme qui n'est pas, à proprement parler, un mouvement mais l'expression du refus des dogmes du modernisme international. En architecture, on n'hésite pas à coiffer les gratte-ciels de frontons «Chippendale» et d'autres éléments décoratifs traditionnels.

Les caractéristiques les plus remarquables de la culture de la seconde moitié du XX^e siècle, sous l'influence des médias anciens et nouveaux — disques, cassettes, radio, télévision (illustration 21), vidéo, câble, etc. —, ont été son internationalisation et sa transformation en un phénomène de masse. On peut en effet véritablement parler d'«industrie culturelle», lorsque les

biens et services culturels sont produits, reproduits et stockés ou diffusés selon des critères industriels ou commerciaux. Il s'agit donc d'une production en grande série, servie par une stratégie mercatique, prioritaire sur toute visée de développement culturel mais ne s'y opposant pas nécessairement et pouvant même la favoriser.

À ce propos, comment ne pas rappeler la formidable transformation de la vie culturelle de la très grande majorité de la population occidentale? Il y a moins d'un siècle, un mélomane, même très itinérant, n'avait la chance de pouvoir écouter, par exemple, la Neuvième Symphonie de Beethoven ou le Troisième Concerto brandebourgeois de J. S. Bach qu'une ou deux fois dans sa vie, dans une salle de quelques centaines de places. Aujourd'hui, les mêmes œuvres et celles de tout le répertoire musical peuvent avoir, le même soir, 250 millions d'auditeurs. Bien plus, il est loisible à chacun de ces auditeurs (et autres personnes) de réécouter ces œuvres, en les enregistrant, en achetant des CD ou des cassettes ou en les empruntant à une discothèque.

Toutefois, les industries culturelles ne sont pas nécessairement culturelles dans leurs objectifs. En fait les multinationales qui ont choisi ce créneau économique ne produisent qu'après une prospection globale du marché. Leur démarche initiale procède de la même technique de mercatique que celle concernant les machines à laver ou les motocyclettes. Inévitablement, elles produisent donc en fonction d'un goût moyen au niveau national et international.

À mesure que, sous l'effet de la publicité, la demande s'amplifie et se diversifie, ces industries recourent à des symboles, images, idées et mythes comme à des matériaux de fabrication qui forcément se ressemblent de plus en plus. On en est arrivé ainsi à ce que l'on appelle la culture mondiale. Ceci implique un «star system», qui stabilise la demande autour d'une vedette, et des «prototypes» à partir desquels on fabrique une série de produits culturels du même genre. Ceci est particulièrement sensible dans l'industrie cinématographique et dans celle du disque.

«Star systems», prototypes et standardisation supposent des capitaux abondants. Seul le marché international est susceptible de rentabiliser les multiples investissements qu'exigent les industries culturelles. Il en découle une généralisation mondiale de feuilletons pour la télévision comme «Dallas», dont le premier épisode sort en 1978.

Faut-il le dire? Plus un marché est restreint, moins il est tenu compte de ses aspirations; plus une identité est petite, plus elle est vulnérable.

LES JEUNES, LA CONTESTATION ET LA CONTRE-CULTURE

La jeunesse ne devient un objet de la sociologie que dans les années 1960. Comme le rappelle François Dubet au chapitre 9, les nouveaux comportements de la jeunesse en tant que catégorie s'insèrent dans les changements de sociétés au cours du XX^e siècle. À vrai dire et paradoxalement, ils se manifestent essentiellement dans le monde occidental là où les jeunes sont moins nombreux qu'ailleurs et jouissent d'une plus grande indépendance et d'un niveau intellectuel plus élevé.

En 1964, à l'université de Berkeley, aux États-Unis, éclate la première révolte sérieusement organisée. Cette fois, il ne s'agit plus de la contestation somme toute passive des beatniks rêvant de retrouver la sauvagerie originelle en s'enivrant de vitesse, d'alcool et de liaisons amoureuses éphémères, ou de hippies qui s'efforcent de se libérer des tabous bourgeois par l'extase que leur procure la drogue. Il s'agit d'un véritable mouvement.

Certes, les grands rassemblements hippies dans le genre de ceux de Woodstock n'étaient pas dépourvus de caractère politique. Les Bob Dylan, Peter Seeger, Joan Baez et autres vedettes du *protest song* y mettaient en accusation directe la guerre du Viêt Nam. Mais ils ne heurtaient pas de front l'ordre social établi. Celui-ci n'était guère gêné par les cheveux longs, les tuniques orientales ou les blue-jeans. Les jeans deviendront à force une mode pratique convenant aux deux sexes et assurant, du même coup, la prospérité de l'industrie cotonnière américaine.

Les contestataires de Berkeley eux, non contents de s'attaquer à l'absence de liberté politique à l'université, l'attribuent à la complicité entre la recherche scientifique et universitaire, d'une part, et entre l'État et l'industrie privée, d'autre part. Consciemment ou non, ils défendent ainsi les théories du philosophe Herbert Marcuse (*L'homme unidimensionnel*), pour qui le capitalisme bureaucratisé et plus ou moins étatisé aboutit à une société technocratique, vectrice d'un système d'oppression total.

En 1966, l'agitation estudiantine traverse l'Atlantique et secoue l'université libre de Berlin-Ouest. L'âme du mouvement, Rudi Dutschke, est un réfugié de l'Allemagne de l'Est insatisfait du régime de l'Allemagne de l'Ouest. En s'en prenant avec la même virulence au capitalisme libéral et au communisme stalinien, il devient un gauchiste typique de l'époque. L'action des révoltés ne tarde pas à se diversifier, dénonçant la famille en même temps que l'université. Le maître à penser est désormais Wilhelm Reich qui écrivait dans *La Révolution sexuelle*:

«La fonction publique de la famille est double. D'abord elle se reproduit en mutilant sexuellement les individus. En se perpétuant, la famille patriarcale perpétue le refoulement sexuel et tout ce qui en dérive: troubles sexuels, névroses, perversions et crimes sexuels. Ensuite, elle rend l'individu à jamais apeuré par la vie et par l'autorité, et renouvelle ainsi sans cesse la possibilité de soumettre des populations entières à la férule d'une poignée de dirigeants.»

En France, en 1968, le mouvement de contestation naît à l'université de Nanterre et est dirigé par Daniel Cohn-Bendit. Espérant pouvoir mieux faire qu'à Berkeley et Berlin-Ouest, les contestataires français adoptent une position politique et se considèrent comme un mouvement révolutionnaire français d'avant-garde, prêt à provoquer le renversement du pouvoir gaullien. Les contestataires ne se contentent pas d'occuper les salles de cours, les théâtres et centres culturels, dont ils entraînent d'ailleurs aisément le personnel artistique; ils dressent également des barricades et organisent la guérilla urbaine. Le 13 mai, la Confédération générale du travail (CGT), syndicat de gauche, appelle à une grève générale de 24 heures. Est-ce le signal de la révolution? Le désarroi du pouvoir est évident. Les ministres ne savent même pas où se trouve le général de Gaulle, alors président. Mais la classe ouvrière, qui s'est d'abord mobilisée dans un mouvement d'occupation d'usine, se désolidarise de ces jeunes bourgeois et se retire progressivement. Le Parti communiste et la CGT se méfient du gauchisme. Daniel Cohn-Bendit et ses amis se voient interdire l'accès des usines par les ouvriers eux-mêmes. C'est l'échec. Le général de Gaulle profite de la «grande peur» de mai 1968 pour renforcer les pouvoirs de la Ve République.

La contestation violente des années 1960 coïncide avec une période de prospérité d'une société de consommation débridée. Les années de récession en 1970 modifient les donnes. Le chômage touche durement les jeunes qui voient les portes se fermer devant eux. Se sentant marginalisés, nombre d'entre eux se réfugient dans une sous-culture, celle du rap et du reggae, et parfois dans la violence des *skinheads* et la tentation des idéologies de l'extrême-droite.

Parmi les autres phénomènes typiquement américains, on compte la révolution de Jésus (*Jésus-Christ Superstar*) et les adaptations du *zen* japonais. Par contre, les *Womens Liberation Movement* et le *Gay Liberation Front* n'ont pas tardé à s'installer en Europe et à y prospérer.

Mais de toutes les manifestations contemporaines du gauchisme, l'écologisme est la plus influente et la plus puissante. Les gauchistes ont toujours considéré comme un crime la prétention de l'homme de vouloir soumettre la nature à sa volonté arbitraire et illimitée et d'accorder la primauté de l'utilité économique aux dépens du respect de l'environnement.

Quoi qu'il en soit, le mouvement écologique américain, étroitement lié aux partis verts européens, s'est très largement répandu dans les pays industrialisés. N'étant plus la réserve des gauchistes, il est devenu un mouvement mondial et a provoqué une opportune prise de conscience générale de la responsabilité de l'homme à l'égard de la nature, des animaux, des végétaux, en somme, de la vie.

Ce dernier volume de la monumentale *Histoire de l'humanité* comporte, comme les six précédents, deux sections. La première est thématique. Les éminents universitaires qui ont répondu à l'appel de la Commission internationale y exposent l'évolution, les avancées et les significations des réalisations dans leurs domaines de compétence. La seconde section permet aux auteurs de concentrer les données recueillies sur des régions du monde bien délimitées présentant des problématiques propres. L'ensemble est complété par un tableau chronologique, un index et un choix d'illustrations.

Se situant au XX^e siècle qui vient de s'achever, les matières traitées, du moins pour la période d'après 1945, s'apparentent à ce qu'il est convenu d'appeler l'histoire immédiate. Les responsables du volume VII sont au fait des risques que le manque de recul représente pour les historiens et acceptent donc les critiques et discussions, parce qu'elles sont vecteurs d'un approfondissement des connaissances du savoir culturel et scientifique et de l'interdépendance de l'humanité.

B Section thématique

1

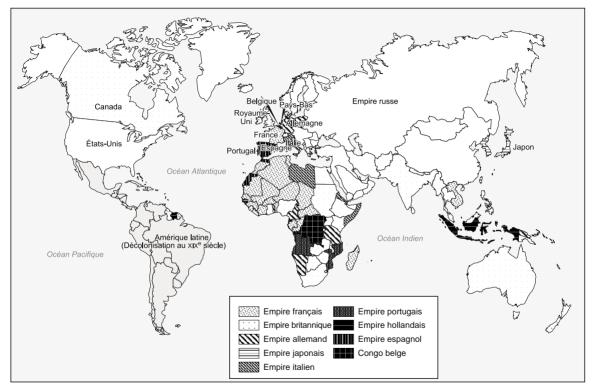
Le monde au début du xxe siècle: les crises de l'impérialisme

Charles S. Maier

ORIGINES ET CARACTÉRISTIQUES DE L'ORDRE IMPÉRIALISTE

L'histoire de l'humanité au XX^e siècle présente des faits saillants surprenants dont la plupart résultent de la généralisation de tendances apparues au XIX^e siècle. Parmi les traits les plus frappants figurent les progrès révolutionnaires constants de la technologie, principalement dans l'utilisation des sources d'énergie non humaines aux fins de production, de transport et de communication, mais aussi l'immense fossé qui s'établit entre ceux qui bénéficièrent de ces avancées et la multitude de ceux qui continuèrent à utiliser des techniques agricoles et de transformation ancestrales. Sur le plan de l'organisation politique mondiale, le début du XX^e siècle a avant tout été marqué par l'incroyable contrôle, généralement dénommé impérialisme, exercé par un nombre relativement faible de sociétés à la pointe de la technologie sur d'autres pays et, au moins jusque dans les années 1950, par l'âpre rivalité et les combats destructeurs qui opposèrent les puissances impérialistes.

Pourtant, l'impérialisme ne fut pas la seule inégalité profonde. Le progrès technologique transforma également les relations sociales au sein des États, créant ainsi une stratification des sociétés industrielles qui se fondait sur l'accès aux connaissances scientifiques, le contrôle des ressources financières et industrielles, et les plus traditionnelles possessions de terres ou positions politiques. Ainsi, cette époque, souvent appelée plus



Carte 2 Les empires coloniaux en 1914 (d'après: Chaliand et Rageau, Atlas du millénaire. La mort des empires, 1900-2015, Paris, Hachette, 1998).

simplement ère de l'impérialisme, se caractérise-t-elle par les avancées technologiques, l'extension du contrôle politique des civilisations les moins avancées techniquement par celles qui le sont davantage, l'inégalité sociale et la guerre mondiale. Néanmoins, cela ne signifie pas que l'impérialisme soit l'unique cause de l'inégalité dans le monde ou de l'impossibilité d'éviter les guerres mondiales. Les caractéristiques fondamentales de cette période apparaissent comme une constellation de forces et de relations, dont il est difficile de déterminer les interactions causales, et d'imaginer qu'elles n'ont pas eu de profondes influences les unes sur les autres. Les chapitres qui suivent examinent successivement ces influences réciproques ainsi que leur évolution au fil du temps.

La réorganisation des États territoriaux après 1850

En 1900 venait tout juste de s'achever le partage de l'Afrique, d'une bonne partie de l'Asie et des grands archipels de l'océan Indien et du Pacifique Sud entre les diverses puissances impérialistes. À la fin de la Première Guerre mondiale, les possessions de l'Empire ottoman en Asie Mineure et les colonies allemandes d'outre-mer allaient être redistribuées à d'autres grands pays. Pendant l'entre-deux-guerres, des mouvements contestataires apparus dans certaines zones depuis longtemps sous domination française ou britannique allaient de plus en plus remettre en question cet ordre colonial. Ce n'est pourtant qu'après la Seconde Guerre mondiale que la plupart des colonies des pays occidentaux obtiendront leur indépendance.

Afin de comprendre cet ordre impérialiste on ne peut simplement débuter en 1880 ou 1890. Il est nécessaire de prendre en compte la considérable mutation structurelle que connurent les États développés une ou deux générations avant ces événements, au cours des années 1850 à 1870. De nombreux pays unifièrent ou réunifièrent leurs structures étatiques à cette époque, tels que les États-Unis après la guerre de Sécession (1861–1865), les nations d'Europe centrale regroupées au sein de la Confédération de l'Allemagne du Nord (1864–1871), les États de la péninsule italienne (1859–1870), le Japon à l'aube de l'ère Meiji (1853–1868), la Grande-Bretagne en Inde après la Grande Mutinerie (1856–1857), le Mexique dans une certaine mesure après sa victoire sur l'expédition impériale française (1862–1867), le dominion du Canada réorganisé (1867) et bien d'autres encore. Une telle transition impliquait le passage, souvent imposé par la force, d'organisations confédérales à des fédérations plus centralisées.

Ces États réorganisés utilisèrent les nouvelles technologies que constituaient le chemin de fer et le télégraphe pour asseoir leur présence sur l'ensemble de leurs territoires et établirent un contrôle hiérarchique plus centralisé. Si cette transition s'appuya sur la technique, elle reposa aussi sur les catégories sociales qui œuvrèrent pour le progrès technologique: banquiers, industriels, bureaucrates ambitieux et ingénieurs. Les anciennes élites au pouvoir, en majorité des propriétaires terriens, durent ainsi partager leurs prérogatives avec les nouveaux notables que représentaient les commerçants, les industriels et les professions libérales.

Les classes dirigeantes et les élites intellectuelles de ces États-nations cohésifs adoptèrent rapidement les nouvelles doctrines du darwinisme social, qui inculquaient la notion de lutte incessante pour la survie, parmi les espèces animales aussi bien qu'entre les «races» et les «nations». Les nations entrèrent ainsi dans une nouvelle ère de rivalité et d'expansion. Après que la guerre de Crimée et les guerres d'unification italienne et allemande eurent donné naissance à un nouvel ordre européen, des systèmes d'alliance de grande ampleur, accompagnés d'une lutte stratégique revendiquant des possessions territoriales étrangères, firent rapidement leur apparition en Europe. Tout aussi remarquable fut l'ascension rapide des puissances noneuropéennes qui avaient subi la modernisation. Ainsi, moins de trente ans après l'avènement de l'ère Meiji, le Japon défit rapidement la Chine en 1895 et fit battre la Russie en retraite après avoir détruit sa flotte de façon spectaculaire. Trois décades après leur longue et coûteuse guerre civile, les États-Unis humilièrent les Espagnols par leurs victoires expéditives en 1898 et privèrent cet empire établi de longue date des dernières colonies qui lui restaient en sus des enclaves marocaines.

Les puissances européennes (Espagne, Portugal, Pays-Bas, Grande-Bretagne et France) possédaient des colonies depuis leurs campagnes d'exploration de la période de la Renaissance. La France avait annexé l'Algérie en 1830. Si pendant quelques décennies du milieu du XIX^e siècle les doctrines du libre-échange suscitèrent un certain désintérêt vis-à-vis des possessions territoriales d'outre-mer, les différences de pouvoir existant entre les sociétés les plus avancées sur le plan technologique et les pays d'Asie et d'Afrique, plus traditionnels et généralement dotés de structures plus fragmentées, constituèrent une invitation à l'expansion dans les années 1870 et 1880. Les Russes réalisèrent une multitude d'incursions dans les pays du Caucase et d'Asie centrale dans les années 1860 et 1870. Peu après 1882, la Grande-Bretagne affirma son contrôle financier et son influence politique sur l'Égypte. Au milieu des années 1880, Bismarck fut amené à soutenir la colonisation des actuelles Namibie et Tanzanie et du Cameroun. Mis devant le fait accompli par d'ambitieux impérialistes tels que Carl Peters en Afrique orientale, Cecil Rhodes en Afrique

du Sud et George Goldie dans ce qui allait devenir le Nigeria dans les années 1880, les dirigeants des États métropolitains tentèrent de résoudre leurs rivalités potentielles à l'occasion de la conférence de Berlin en 1884 pendant laquelle le roi des Belges Léopold II fut reconnu souverain des implantations africaines qu'il avait fait établir sous le nom d'État libre du Congo. En 1890, un traité signé avec les Français et un accord conclu avec les Allemands permît aux Britanniques de satisfaire leurs visées sur une colonisation et une exploitation plus extensives de la région des Grands Lacs (Ouganda). La rivalité franco-britannique dans la région du Haut Niger et partout au Tchad donna lieu à une nouvelle convention en 1898, par laquelle Londres consolida sa domination sur le Nigeria tandis que les Français conservaient le Tchad. Cependant, à peine les conflits en Afrique occidentale eurent-ils été résolus que de nouvelles rivalités surgirent dans le Haut Nil et en Afrique du Sud entre Rhodes et la république des Boers. Les Français renoncèrent à leurs revendications dans la région du Nil. Ils reçurent en échange la reconnaissance de leur prédominance en Tunisie et, de fait, l'approbation de la Grande-Bretagne quant à leur droit de pénétrer au Maroc, ainsi que la quasi-alliance de l'Entente cordiale, qui devint rapidement un outil stratégique pour limiter les ambitions des Allemands en Europe. Alfred Milner, l'ambitieux gouverneur de la colonie du Cap, qui soutint Rhodes et l'expansion dans le Transvaal, entraîna la Grande-Bretagne dans la guerre des Boers. Bien que les colons d'origine hollandaise fussent finalement obligés d'accepter leur défaite, ils obtinrent toutefois des garanties pour les politiques racistes de la jeune Union sud-africaine. Ce processus révèle la dynamique historique sous-jacente des politiques mondiales durant les quarante années précédant la Première Guerre mondiale. Tandis que la puissance accrue des États-nations débouchait sur des politiques d'expansion, de rivalité et d'annexion des territoires d'Asie et d'Afrique, les conflits d'influence dans ces régions aggravaient profondément l'esprit de concurrence entre les nations européennes.

À la même époque, les Britanniques étendirent leurs acquisitions en Birmanie alors que les Français élargissaient leur domination à l'Indochine. Les Hollandais renforcèrent leur contrôle sur Java, puis se déplacèrent vers le nord de Sumatra, Bali et les îles périphériques des «Indes». Bien que la Chine fût un État trop vaste et vénérable pour être colonisé, les puissances européennes forcèrent la dynastie des Qing affaiblie à céder ses possessions extraterritoriales situées le long de la côte et dans le Shandong. Le Japon devait lui arracher Taiwan (Formose) et ses enclaves extraterritoriales de Mandchourie en 1895 et établir la colonie de Chosen (Corée) en 1910. Les troupes internationales envoyées en Chine pour mater la révolte des Boxers en 1900 servirent implicitement à démontrer aux dirigeants et citoyens chinois la force des puissances occidentales, ainsi qu'à limiter les acquisitions

unilatérales des Européens et des Américains. Les États-Unis déclarèrent leur intérêt de préserver la Chine de la partition (politique de la «porte ouverte»), même si ce nouveau participant à l'ordre mondial allait s'emparer des possessions espagnoles dans les Philippines en venant à bout après plusieurs années d'un mouvement de résistance indigène. Durant cette même période les Américains établirent un protectorat masqué sur Cuba. Vers 1910, la seule possibilité d'expansion pour les puissances impérialistes se réduisit à l'échange de possessions, comme lors de la deuxième crise du Maroc, ou dans la prise de possession directe d'un territoire appartenant à une autre puissance. Ainsi, l'Empire ottoman, qui perdait des territoires en Europe et accusait un retard économique, parut être un candidat idéal pour un ultime partage (Aldrich, 1996; Lafeber, 1993; Matsusaka, 2001; Ninkovich, 2001; Riklefs, 2001; Wesseling, 1996).

«Expliquer» l'impérialisme

Les historiens débattent depuis longtemps des vastes questions que pose la création de cet ordre impérialiste. Quelles furent les motivations de cette soudaine vague de conquêtes coloniales? Comment purent-elles s'accomplir avec si peu d'hommes et d'armes? Ces interrogations se résument aux causes et aux modalités de l'impérialisme. Le troisième point est peut-être plus difficile à évaluer et à résoudre: quels furent les effets de cette conquête sur les colonisateurs et les colonisés? Nous ne répondrons pour l'instant qu'aux deux premières questions et mettrons de côté celle des répercussions de l'impérialisme.

Les causes de l'impérialisme

Les historiens traditionnels issus des pays impérialistes ont souvent interprété cette question sous l'angle de la motivation en se basant sur les récits et raisons avancées par les aventuriers colonisateurs, les ecclésiastiques évangélisateurs, catholiques romains et protestants, les soldats en quête d'avancement à la fin des guerres européennes et les décideurs politiques pensant que leur pays devait se mesurer aux autres ou accepter un déclin peu glorieux. Toutefois, ces motivations ne constituent pas des justifications. L'une des principales raisons avancées par les partisans du colonialisme est qu'il offre une solution au problème de la surpopulation. Cependant les colonies se trouvaient souvent dans des régions inhospitalières et peu d'Européens choisirent de s'y rendre, préférant les sociétés ouvertes de l'Amérique du Nord et du Sud.

Les études les plus intéressantes sur cette question ont porté sur les pressions subies par les décideurs politiques et qui surpassent les motivations individuelles. Il en ressort deux ou trois grandes interprétations qui se subdivisent chacune au moins en deux catégories. Les historiens politiques spécialistes des relations internationales, tel que l'universitaire William Langer (1951), avancent que les puissances européennes considéraient de fait l'expansion coloniale comme faisant partie intégrante de la lutte continuelle que les États engagèrent entre eux dès 1870. L'espace européen étant complètement occupé et surpeuplé et les moindres revendications déclenchant une guerre, il apparut tout naturel de déplacer cette rivalité vers des contrées plus faibles. Les conflits européens étant de nature hobbesienne, les États se ruèrent vers de nouveaux territoires, comme l'expliquèrent plus tard Robinson et Gallgher (1970), pour se protéger des engagements stratégiques déjà existants ou parce qu'ils étaient sans cesse défiés aux frontières les plus récemment atteintes. Un Premier ministre anti-impérialiste, William Gladstone, se trouva ainsi obligé d'intervenir en Égypte pour éviter que les Français ne le fissent et parce que le contrôle du canal de Suez paraissait nécessaire à la lueur des opérations impérialistes menées auparavant en Inde. Une fois les Britanniques établis au Caire, l'expansion le long du Nil se poursuivit sous prétexte d'une résistance continuelle aux frontières ou d'une faiblesse requérant une intervention supplémentaire. Ce point de vue avait l'avantage de permettre aux capitales européennes de réorganiser progressivement leurs politiques. Mais même alors qu'il rejetait toute prétention altruiste comme l'enseignement de l'autonomie, de l'Évangile ou des droits de l'homme aux peuples indigènes, il semblait toutefois vouloir se justifier en niant l'existence d'un programme impérialiste réel. D'une certaine manière, les actions impérialistes se produisirent toujours en réponse à des conditions posées par la périphérie et dont les solutions de remplacement étaient inacceptables. Les États-Unis s'emparèrent des Philippines avant que le Japon ne le fît.

L'autre grande explication s'est principalement attachée aux différences économiques entre ce que l'on nommerait plus tard le premier monde et le tiers-monde. Les radicaux non socialistes, Henry Wilshire, John Hobson et plus-tard les théoriciens d'inspiration marxiste suggérèrent que les économies avancées cherchaient des matières premières, une main-d'œuvre peu chère et de nouveaux marchés dans leurs colonies. Lorsqu'il s'avéra que ces colonies, à l'exception peut-être des immenses territoires de l'Inde, n'offriraient probablement aucun débouché, une autre explication néomarxiste fut avancée, notamment par Rosa Luxemburg (1913). Cette théorie démontrait que dans une économie capitaliste les taux de profits issus des investissements avaient tendance à baisser sur le long terme puisque les profits étaient générés par la main-d'œuvre et non par le capital et que les employeurs devant, pour rester

concurrentiels, investir pour améliorer leur productivité, se condamnaient également à des taux de profit décroissants.² De ce point de vue, les colonies devaient offrir les meilleurs profits. Cette conception fut argumentée de différentes manières. John Hobson (1902) suggéra que la recherche d'investissements rentables conduisait à l'expansion coloniale et résultait finalement des profonds écarts de richesse qui régnaient en Grande-Bretagne. Rosa Luxemburg affirma que la tendance des taux de profit à chuter avec la production capitaliste supposait la recherche d'activités d'investissement plus innovantes et profitables à l'étranger.

Rudolf Hilferding (1910), qui entreprit une carrière politique à Berlin après avoir fait des études de médecine en Autriche, expliqua que la nécessité de rechercher des profits croissants au début du XX^e siècle provenait du rapprochement structurel sans précédent, dénommé capital financier, établi entre les établissements bancaires et les groupes industriels. Lénine (1916) se servit des travaux de Rosa Luxemburg et d'Hilferding. Écrivant dans le contexte de la Première Guerre mondiale, il examina plus particulièrement les rivalités d'investissement en Europe centrale et suggéra que l'impérialisme devait être considéré comme une étape normale de l'essor économique qui conduirait inéluctablement à des conflits internationaux et, partant, ferait germer selon lui la possibilité d'une révolution (Hilferding, 1981; Hobson, 1902; Lénine, 1916; Luxemburg, 2003).

Une version plus tardive du concept marxiste de lutte des classes, bien qu'avancée par des théoriciens qui disaient s'inspirer du marxisme classique sans y adhérer (Wehler, 1969), expliqua que l'industrialisation avait déclenché un tel degré de lutte des classes que les autorités gouvernantes avaient décidé de s'engager dans des aventures en terre étrangère pour détourner l'esprit des masses des problèmes nationaux.

Selon toutes ces argumentations, l'impérialisme possédait une certaine logique ou était plus ou moins rationnel dans le cadre d'un système capitaliste. Cela signifiait donc que seule la transformation ultime du capitalisme pouvait y mettre un terme. Schumpeter (1915) fut le seul à déclarer que l'impérialisme représentait en fait une persistance irrationnelle et atavique d'aspirations précapitalistes (que les droits de douane protectionnistes mis en place en Europe centrale contribuaient à maintenir) et que le capitalisme finirait par mettre un terme à l'impérialisme. Une théorie similaire fut émise par l'économiste norvégien-américain Thorstein Veblen (Schumpeter, 1955; Veblen, 1916). Les historiens ont tenté de mettre ces théories à l'épreuve et, de manière générale, ont découvert que si l'impérialisme n'a pas réellement profité aux sociétés nationales dans leur ensemble, il profita, comme le firent remarquer Hobson (1902) ou Schumpeter (1915), aux élites gouver-

nantes responsables de la politique intérieure (Davis et Huttenback, 1988; De Cecco, 1974; Fieldhouse, 1973; Hynes, 1979; Marseille, 1984; O'Brien, 1988).

Plus récemment, des auteurs non-marxistes ont proposé que la longue histoire de l'impérialisme britannique pouvait s'expliquer comme le résultat d'un «capitalisme de gentilhomme», faisant référence aux efforts d'hommes de bien et de culture qui, moins versés dans la supervision industrielle que dans les banques et les services, financaient l'empire d'outremer, dans l'espoir d'intégrer l'élite patricienne de l'ordre social conservateur (Cain et Hopkins, 2002). Néanmoins, pour ces auteurs, les motivations politiques, la peur des rivalités politiques internationales, marquée par la course aux armements, aux alliances et à l'expansion outre-mer, semblent en avoir été l'élément prédominant.

Instauration de l'impérialisme

Comment l'impérialisme s'imposa-t-il? Pourquoi et où les Européens s'imposèrent-ils? Comment de si petites expéditions européennes purentelles conquérir de si vastes régions puis les gérer avec si peu de moyens financiers? Les théories en la matière sont moins approfondies. Les États européens bénéficiaient, il est vrai, d'avancées technologiques décisives telles que canonnières, navires et armement moderne. Cependant, les autochtones qui cherchaient à défendre leur autonomie pouvaient au moins se procurer eux aussi des armes légères grâce auxquelles il leur arriva effectivement de vaincre les Européens. Les Britanniques furent vaincus par les Zoulous lors de la bataille d'Isandlwana (1879) et les Italiens à Dogali (1887) et Adoua (1896). Toutefois, les Européens possédaient un atout d'une toute autre nature qui, de manière générale, peut aussi être considéré comme une technologie: un État moderne, doté d'une organisation bureaucratique fonctionnellement développée et d'une armée régulière, obsédé par les notions de frontière et de contrôle territorial que les États non encore structurés et les peuples nomades n'avaient pas développé.

Il est trop facile de séparer les États des tribus, dénomination restée longtemps péjorative (Tapper dans Khoury et Koistiner, 1990). Les Africains disposaient de toute évidence de structures politiques, parfois très étendues et fortement organisées, mais les États qui envoyèrent leurs troupes et leurs agents hors de leurs frontières possédaient une autre dimension. Les structures étatiques locales étaient rigides et souvent incapables de moderniser l'Europe ottomane, la Chine des Qing, les pays du centre du Maghreb et de l'Afrique noire. Les États que les Européens trouvèrent sur leur chemin

(comme ce fut le cas pour les Empires aztèque et inca au XVIe siècle ou pour les confédérations indiennes, notamment iroquoise, creek et cherokee, au XVIIIe et XIXe siècles) existaient depuis peu et n'étaient que des regroupements de tribus dont certaines espéraient retrouver leur indépendance en se liguant avec les Européens. Les États d'Europe étaient centralisés depuis les années 1860 et avaient mis les nouvelles ressources technologiques au service de l'expansion territoriale, alors que ceux qu'ils rencontrèrent n'étaient pas encore parvenus à cette étape. En revanche, les pays d'Asie ou d'Afrique qui avaient entamé des réformes similaires ne furent pas soumis. L'exemple le plus frappant est celui du Japon, qui devint lui aussi une puissance impériale. En Thaïlande, les souverains du milieu du XIX^e siècle avaient entrepris la construction d'un État, qui eut la chance de demeurer une zone tampon entre les colonies françaises et britanniques, tout comme la Perse (Iran) entre les territoires russes et britanniques. Ailleurs, le caractère ancestral de certaines dynasties et de certains États leur permit de résister aux envahisseurs comme l'Éthiopie jusqu'en 1935–1936 et, bien sûr, la Chine.

LES INÉGALITÉS MONDIALES À L'AUBE DU XIX^e SIÈCLE

Il en ressort toutefois que l'ordre mondial impérialiste témoignait d'un haut degré de distribution hiérarchique des ressources tant politiques qu'économiques. Si l'on considère cette organisation comme une phase de l'histoire mondiale, ce qui semble être justifié, le monde impérialiste de 1900 présentait, en termes de ressources économiques et de pouvoir politique, tant au niveau intranational qu'international, un degré élevé de distribution inégale des ressources, si ce n'est le plus haut degré que le monde ait connu jusqu'à cette date.

Aucun historien ne peut prétendre que de telles disparités n'existeraient pas sans l'impérialisme. La théorie léniniste affirme que ce sont justement les écarts de développement qui engendrent l'expansionnisme (lequel comprend également la pénétration économique et les investissements à l'étranger). Ce dernier a seulement perpétué les différences de développement. Dans l'ensemble, deux courants de pensée se sont efforcés d'expliquer les répercussions de l'impérialisme. Les héritiers des anciennes théories en la matière, en particulier celle de la dépendance, en vogue il y a trente ans, suggérèrent que l'enrichissement de l'Occident reposait sur la pauvreté du tiers-monde et qu'il existait un mécanisme selon lequel les pays pauvres étaient pauvres parce que les pays riches étaient riches et inversement. Il était tout à fait logique que les pays à revenus élevés main-

tiennent ceux à revenus faibles dans leur pauvreté (Amin, 1976 et 1977; Furtado, 1983; Gunder Frank, 1979; Hopkins et Wallerstein, 1982). Cette opinion était également partagée lors de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED).

Toutefois, depuis 1980 et le déclin général des théories de gauche et du marxisme, les explications plus culturelles prédominent. Ces dernières, pouvant peut-être se résumer aux récents travaux de David Landes (1998) et de Francis Fukuyama (1996), avancent que le dévouement à l'éducation, l'épargne et la thésaurisation, le règne de la loi, le respect des contrats et la présence de réseaux fiduciaires ont été cruciaux pour le développement économique. De toute évidence, la première théorie console les représentants des pays pauvres anciennement colonisés alors que la seconde réjouit ceux qui sont fiers de ce que le premier monde a accompli. Le postulat de départ selon lequel les pays riches bénéficiaient de la pauvreté du tiers-monde ne tient pas. En revanche, les pays riches ont souvent contribué à geler les niveaux de développement ou à encourager des activités que des élites autonomes auraient envisagées différemment. Alors que la part de la population active travaillant dans le secteur agricole était tombée à 5% en 1910 en Grande-Bretagne et en Belgique et à 25 % dans les pays en pleine industrialisation mais qui conservaient une forte activité agricole, tels que les États-Unis et l'Allemagne, elle stagnait entre 40 et 60 % dans les pays européens les moins développés, comme l'Espagne et l'Italie et les pays d'Europe de l'Est, les pays d'Afrique et d'Asie étaient encore majoritairement, à environ 65-75%, des sociétés paysannes (Bairoch, 1975). Nous ne pouvons toutefois pas connaître et analyser une situation hypothétique où l'impérialisme n'aurait pas existé. Aurait-on assisté à un développement national autonome comme dans le cas du Japon, ou à une absence de développement? Quel pourcentage du revenu des ressources minérales dont bénéficièrent les propriétaires européens aurait été considéré comme justifiable? Celui qui prédomine dans les pays développés, ou un autre, plus élevé encore, si autrement ces ressources étaient restées inexploitées? En fin de compte, nous devrons recourir à des critères moraux plutôt qu'à la recherche historique pour répondre à ces questions.

Les disparités entre nations n'avaient d'égal que celles qui régnaient à l'intérieur même de ces États. L'Europe était plus prospère que jamais mais les revenus, et plus encore la richesse, restaient fortement concentrés. Dans nombre de pays et de régions (États du Sud des États-Unis, Roumanie, Balkans, Italie du Sud, Andalousie), l'agriculture recourrait encore à des pratiques ancestrales où les propriétaires dirigeaient une main-d'œuvre paysanne pauvre qui, souvent, ayant perdu ses terres, restait perpétuellement endettée ou bien travaillait comme journalier sur les

grands domaines. La situation politique reflétait ce quasi-servage: les chefs d'exploitation pouvaient contrôler les votes des paysans et obtenir leur soutien électoral en l'échange de leur protection et de faveurs financières. Les grands propriétaires terriens tiraient d'importants bénéfices de leurs métairies et souvent aussi des taxes imposées sur le charbon et les autres minerais disponibles sur leurs terres. Dans certains pays, de tels écarts de richesse n'avaient aucune répercussion sur la représentation politique. En revanche, en Allemagne, la représentation politique était fonction des impôts acquittés, ce qui favorisait les plus aisés. En Grande-Bretagne, où aucune révolution n'avait permis la redistribution des biens, les inégalités étaient les plus marquées d'Europe, alors que les États-Unis commençaient à connaître une stratification sociale similaire. Ces disparités restaient parfaitement compatibles avec le progrès économique et souvent avec l'essor de la protection sociale.

Les pays d'Europe jetaient en effet les bases de ce que l'on désignerait par la suite État-providence. Au milieu des années 1880, Bismarck introduisit ainsi en Allemagne une assurance sociale couvrant la maladie et la vieillesse. Cette mesure d'inspiration conservatrice avait également pour objectif de limiter la progression des sociaux-démocrates dans les classes ouvrières de plus en plus nombreuses. En Grande-Bretagne, le gouvernement libéral prit des dispositions similaires en 1906. En France et dans les pays catholiques, des systèmes plus paternalistes d'assurance sociale liée à l'employeur commencèrent à voir le jour. Si le gouvernement fédéral des États-Unis n'intervint pas avant l'arrivée de Franklin D. Roosevelt au pouvoir, lors de la crise économique mondiale, certains États dirigés par un gouvernement progressiste firent passer des législations introduisant un salaire minimal et fixant un nombre d'heures de travail maximal. De fait, l'emploi des femmes était de plus en plus réglementé en Europe et aux États-Unis, de même que les métiers à risque comme celui de mineur. Enfin, le travail des enfants commençait à disparaître dans la plupart des secteurs.

Cependant, en dehors de l'Europe, le monde obéissait à d'autres règles. Tant au Congo, jusque dans les années 1880, que dans les projets d'exploitation minière en Amérique latine (le scandale du Putumayo éclata en 1910), les Européens n'eurent aucune difficulté à imposer les conditions de travail les plus pénibles. Joseph Conrad appréhenda l'étrangeté de l'expérience impériale: il comprit que presque tous les abus de pouvoirs étaient autorisés car invisibles (hormis lors des quelques terribles scandales, comme ceux du Congo léopoldien, ou des atrocités de l'Allemagne en guerre) et que les aventuriers militaires européens n'étaient soumis à aucun véritable contrôle. Néanmoins, les effets les plus pénétrants et les plus répandus de l'impérialisme furent

sans doute plus subtils que les histoires d'horreur d'Au cœur des ténèbres. Des distinctions furent faites entre ceux qui étaient prétendument nés pour dominer et ceux qui étaient destinés à servir : on supposait que les sujets coloniaux étaient comme des enfants, qu'ils ne pouvaient atteindre qu'un degré limité de réalisation intellectuelle ou administrative, et que le développement colonial devait servir les desseins, la richesse et la satisfaction égocentrique des lointaines races dominantes (Memmi, 2003). Pour s'en assurer, des milliers de missionnaires furent encouragés à créer des institutions d'éducation et de santé. Ils réalisèrent toutefois leur travail en symbiose avec les commerçants et les politiciens. Les défenseurs de l'impérialisme arguaient essentiellement que les grandes régions et populations devraient attendre indéfiniment avant de profiter de l'autonomie collective que les Européens avaient assimilée depuis le siècle des Lumières et la Révolution française. À une époque où l'indépendance nationale semblait triompher comme valeur suprême de l'humanité, les défenseurs de l'impérialisme soutenaient que la plupart des peuples n'étaient pas encore assez mûrs pour réclamer cette indépendance.

LES PUISSANCES IMPÉRIALISTES EN CRISE, 1900–1918

Deux types d'empires

Dans toute l'histoire de l'humanité, de l'Antiquité au XX^e siècle, les empires ont joué un rôle ambigu dans les relations internationales. En assujettissant les factions ethniques rivales ils contribuent à maintenir une paix régionale au sein de leurs territoires, mais leurs frontières restent toutefois des zones d'altercations régulières, et leur déclin rend les guerres endémiques. Au début du XX^e siècle, les structures internationales comprenaient deux types de système impérial, et chacun devînt plus une source potentielle de conflit qu'un garant de l'ordre régional.

La première catégorie d'empire, la plus ancienne, regroupe les vastes monarchies territoriales reposant sur un groupe ethnique dominant ayant assujetti les peuples installés à sa périphérie. Au XIX^e siècle, la construction nationale des pays d'Europe occidentale avait suscité de nombreuses ambitions chez les ethnies vivant au sein des empires multinationaux et les avait laissées en proie à l'agitation. L'Empire austro-hongrois comptait ainsi près de dix groupes ethniques ou linguistiques, subdivisés en deux entités: le

royaume de Hongrie et l'empire d'Autriche. Dans ce dernier, les Tchèques, les Polonais et les Italiens contestaient l'hégémonie allemande alors que la famille royale autrichienne s'efforçait de représenter tous les peuples. Dans la partie hongroise, les Slaves du Sud (Croates, Serbes) et les Roumains aspiraient à davantage de droits et les groupes nationaux implantés en dehors des frontières avaient pour ambition d'asseoir leur influence locale au sein du royaume des Habsbourg. À la fin du XIX^e siècle, des querelles sur les droits à la langue et à l'éducation éclataient régulièrement, paralysant la vie parlementaire.

L'effondrement de l'Empire ottoman était encore plus avancé. Les Grecs, les Serbes, les Roumains et les Bulgares avaient progressivement obtenu leur indépendance au cours du XIX^e siècle. Les Ottomans avaient tenté diverses réformes à cette époque en introduisant des institutions parlementaires. Cependant, les réformateurs partisans d'un parlementarisme renforcé, généralement aussi favorables à une application plus rigoureuse des politiques nationales turques, provoquaient des mécontentements ethniques.

L'Empire russe, né de l'expansion de la Moscovie, rassemblait des Polonais, des Ukrainiens, des Finnois et d'autres peuples baltes dans sa partie occidentale, des Géorgiens, des Arméniens et divers autres peuples du Caucase, les États et les anciens khanats d'Asie centrale et les Mongols à l'Est, ainsi que divers groupes ethniques au cœur même de la Russie, tels que des Allemands, des Tartares, des Bashkirs, des Udmurts et des Kalmiks, parmi d'autres. En 1900, l'empire subissait moins de forces centrifuges, mais était impliqué dans des conflits avec la Corée, à sa frontière orientale, et dans les Balkans, à sa périphérie sud-ouest. La Chine qui n'était pas *stricto sensu* un empire multinational ou pluriculturel, même si ses frontières avec l'Asie centrale incluaient des Turcs, des Ulghurs, des Mongols et d'autres peuples non-chinois, faisait face à des menaces d'éclatement de ses zones côtières où les Européens établissaient leurs propres enclaves, par le biais de cessions pures et simples, de concessions de territoires à bail ou de concessions extraterritoriales (Kann, 1974; Lieven, 2003; Quataert, 2000; Spence, 1999).

Le deuxième type d'empire rassemble les colonies et les protectorats d'outre-mer mentionnés au premier chapitre. Au début du XX^e siècle, le problème qu'ils posaient en termes de relations internationales venait davantage de la concurrence que les Européens se livraient entre eux que de l'agitation des peuples soumis et peu coopérants (même si d'importantes guerres eurent lieu, en particulier la campagne américaine destinée à mater un mouvement indépendantiste aux Philippines après 1898 et les campagnes allemandes dans le Sud-Ouest africain lors de la rébellion des Hereros). La rivalité suscitée par les empires d'outre-mer fut l'une des raisons qui

conduisit les Allemands à tenter de défier les Britanniques en se dotant d'une flotte de combat entre 1898 et 1910. Ainsi, colonialisme et puissance navale, à l'époque justifiés par les tracts de l'amiral Mahan (1890) aux États-Unis, allaient de pair. Si l'expansion coloniale constituait un enjeu dans le cadre plus large de la concurrence stratégique entre puissances européennes, elle menaçait de rendre cette rivalité encore plus dangereuse en raison de l'appropriation progressive des territoires pouvant encore être partagés hors d'Europe. En 1900, la majeure partie du globe avait été redistribuée, même si le Japon devait annexer la Corée en 1910 et la Mandchourie en 1931 et si l'Italie devait s'emparer de la Libye en 1911 et de l'Éthiopie en 1936.

Néanmoins, les conflits surgissant au sujet des empires coloniaux et les ambitions concurrentes suscitées par les colonies potentielles devenaient de plus en plus préoccupants. Comme nous l'avons déjà signalé ci-dessus, les rivalités impérialistes furent à l'origine de la formation d'alliances européennes. La confrontation de la France et de la Grande-Bretagne à Fachoda dans le Haut-Nil en 1898 leur permit de repenser leurs relations. Les deux puissances étaient de fait préoccupées par les ambitions allemandes. Par ailleurs, la Grande-Bretagne s'inquiétait d'une guerre imminente entre la Russie, alliée de la France, et le Japon, leur nouvel allié dans le Pacifique, qui tous deux cherchaient à contrôler la Corée. Dans un tel contexte, Londres et Paris œuvrèrent à la conclusion, en 1904, de l'Entente cordiale destinée à prévenir entre leurs deux pays toute querelle non désirée et à coordonner un plan de défense contre l'Allemagne. Les États-Unis arrachèrent les Philippines à l'Espagne en 1900 et l'Allemagne menaça la prépondérance française au Maroc, une colonie informelle, en 1905, puis à nouveau en 1910–1911. Cette dernière confrontation déboucha sur une modification des frontières entre les possessions allemandes et françaises au Cameroun.

Les alliances, les armements et les origines de la Première Guerre mondiale

Après l'unification allemande et italienne, les relations internationales furent caractérisées par l'apparition d'alliances militaires fixes en temps de paix : la Duplice conclue entre l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie en 1879 et élargie quelques années plus tard à l'Italie pour constituer la Triplice (mais au bon fonctionnement moins probable), et l'alliance franco-russe de 1894 formée en réponse à la première. Au cours des années 1890, les conservateurs au pouvoir en Grande-Bretagne crurent que leur suprématie maritime les autorisait à mener une politique de «splendide isolement». Cependant, la crise

de Fachoda, l'essor de la marine de guerre allemande et le fait que toutes les autres puissances ambitionnaient des possessions coloniales similaires, les incitèrent à rechercher des appuis avec la Russie en 1902 puis la France en 1904. En 1907, ils se rapprochèrent encore plus de leur ennemi ancestral d'Asie centrale, la Russie, afin de se prémunir contre un conflit sur la Perse, l'Inde ou l'Afghanistan. De fait, la Grande-Bretagne, sans l'admettre, s'était enfermée dans une logique de concurrence entre deux blocs.

Celle-ci se traduisait non seulement par des alliances mais aussi par une incroyable course à l'armement. Les effectifs de l'armée allemande furent augmentés en 1893 et 1913 (portant l'armée en temps de paix à 864 000 hommes) et la durée du service militaire obligatoire français passa de deux à trois ans en 1912. Étant donné que les jeunes gens restaient en réserve pendant plusieurs années après leur service dans l'armée active, et grâce à la technologie perfectionnée des chemins de fer (lors de la mobilisation française de 1914, seuls 20 trains sur 4 300 furent retardés), les grandes puissances du continent pouvaient réunir en quelques semaines environ 2 millions d'hommes aux points de conflit. Les programmes de guerre prévoyaient que près de la moitié des forces pouvait être déployée rapidement et, dans le cas de l'Allemagne, de manière préventive (Herrmann, 1996; Stevenson, 1996; Strachan, 2001).

Ces alliances militaires et cette course à l'armement auraient pu ne pas déboucher sur une guerre, après tout, le pacte de Varsovie et l'OTAN se firent face avec un niveau d'armement élevé entre les années 1950 et 1980. Le problème venait du fait que les Empires ottoman et austro-hongrois étaient menacés d'éclatement, et que les conflits qu'ils provoquaient impliquaient les nouvelles puissances coloniales. La Russie et le Japon se menèrent une guerre en Corée, objet de leurs aspirations respectives, puisque la Chine s'était montrée si faible face au Japon en 1895. L'Allemagne tenta de démontrer la faiblesse de l'Entente cordiale peu après sa formation en contestant de façon ostentatoire la prépondérance française au Maroc. Cependant, le *Reich* se retrouva isolé, ne disposant que de son allié habsbourgeois, et contribua de fait au renforcement de la coopération franco-anglaise. La scène européenne devint plus instable encore lorsque l'Autriche-Hongrie, préoccupée par son inaptitude à se procurer de nouvelles colonies, décida d'annexer la Bosnie voisine, territoire auparavant sous domination ottomane, et que le Congrès de Berlin avait placé sous la tutelle de Vienne trente ans plus tôt. La Russie fut outrée par cette expansion unilatérale, tout comme les cercles nationalistes serbes qui souhaitaient unifier les ethnies serbes de la région. L'Allemagne, alliée de l'Autriche, obligea la Russie à accepter ce fait accompli. Parallèlement, l'Italie, inquiète de l'annexion de la Bosnie par l'Autriche et désireuse de gagner l'opinion publique nationaliste de la population, profita de nouvelles

difficultés turques pour coloniser la Libye en 1911. La faiblesse continuelle de la Turquie, encouragea les États balkaniques, Serbie, Bulgarie, Grèce et Monténégro, à conquérir la Macédoine et une deuxième guerre surgit bientôt entre eux pour le partage des terres. L'Autriche, de plus en plus soucieuse du renforcement de la Serbie, créa un nouvel État avec l'aide de l'Angleterre, l'Albanie, censé empêcher la Serbie de s'ouvrir un débouché sur l'Adriatique. En 1914, le système international était donc très fragilisé.

Les suspicions réciproques entre la Russie et l'Allemagne étaient particulièrement inquiétantes, chacun se croyant de plus en plus vulnérable. À Berlin, les stratèges militaires étaient persuadés que la modernisation du chemin de fer entreprise par Saint-Pétersbourg vers 1917 faciliterait la mobilisation rapide de la gigantesque armée russe et entraverait ainsi leur plan de guerre en cas de double front. Des membres influents de l'état-major envisagèrent même une guerre préventive en 1912 et 1914. À l'inverse, la Russie était convaincue que l'Allemagne s'apprêtait à pénétrer dans les Balkans avec l'appui de l'Autriche afin de relever l'Empire ottoman. Les dirigeants politiques français réitérèrent leur soutien à leurs alliés russes en cas d'affrontement.

Lorsque des terroristes serbes assassinèrent l'héritier présomptif autrichien, François-Ferdinand, à Sarajevo le 28 juin 1914, il fallut du temps pour comprendre la gravité potentielle de la crise (illustration 22). Cependant, le chef de l'état-major autrichien était déterminé à mater les aspirations serbes et le nouvel héritier présomptif, plus prudent, ne put plus contester ses politiques audacieuses. Au début du mois de juillet, les ministres allemands crurent devoir témoigner leur soutien à leurs alliés autrichiens et les dirigeants militaires allemands se persuadèrent qu'il s'agissait peut-être de la dernière occasion de vaincre la gigantesque armée russe en pleine modernisation. La Russie, avec l'appui implicite de la France, était décidée à ne plus accepter aucun fait accompli. Le président et le gouvernement français étaient conscients qu'ils devaient se rallier complètement à la fermeté de leurs alliés. À la fin du mois, les dirigeants britanniques, véritablement alarmés, cherchèrent un terrain d'entente avec l'Allemagne mais celle-ci refusa de modérer son allié autrichien. Les puissances continentales entrèrent en guerre dès les premiers jours d'août et, à la consternation de Berlin, le gouvernement britannique de coalition libérale décida qu'il ne pouvait pas ignorer les engagements grandissants qu'il avait pris avec la France. Avec la Grande-Bretagne se rallièrent ses colonies de peuplement européen: le Canada, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et même la toute récente Union sud-africaine en dépit des hésitations des Boers. L'Inde et les autres colonies n'eurent guère d'autre choix. Les Ottomans se joignirent à l'Allemagne à la fin de l'année 1914; l'Italie attaqua l'Autriche au printemps de l'année suivante; la Bulgarie rejoignit les puissances centrales; la Roumanie, l'Entente et les États-Unis intervinrent finalement aux côtés de l'Entente en tant que puissance associée en avril 1917. D'autres pays, notamment le Portugal, le Brésil, le Japon et la Chine, se mirent rapidement du côté des Alliés pour faire bonne figure.

Les répercussions de la guerre sur l'impérialisme

Quelle fut la relation entre la guerre et l'ordre mondial impérialiste? Les empires d'outre-mer ont-ils exacerbé ou déplacé les conflits? Pendant la génération qui suivit 1870, les pays européens traduisirent leur rivalité par des conquêtes et une concurrence à la périphérie, soit en Asie et en Afrique, et cette concurrence exacerba tout naturellement le sentiment prépondérant de lutte darwinienne qui régnait dans ces pays. Le déclenchement de la guerre apparut comme le résultat des rivalités entre puissances européennes avec pour premier motif des questions européennes. Les aspirations nationalistes des peuples d'Europe de l'Est, dont un grand nombre dépendait toujours d'empires territoriaux européens, ainsi que la sclérose institutionnelle des Empires ottomans, austro-hongrois et russe, généraient des conflits incessants. Les vieux empires déclenchèrent la guerre pour résister à des pressions ethno-nationalistes mais ce fut cette guerre qui provoqua leur fin.

La guerre, qualifiée de «totale» par le général Ludendorff, nécessita une mobilisation sans précédent des ressources telle qu'en 1918 l'Allemagne, la Grande-Bretagne et la France consacrèrent probablement entre 40 et 50% de leur PIB à leurs besoins militaires. Sur le front occidental, l'Allemagne tenta une invasion rapide de la Belgique et de la France, mais après quatre mois de combats dévastateurs ne put atteindre Paris. Les deux camps s'enterrèrent alors dans des tranchées qui demeurèrent fixes, bien que très fortement et âprement attaquées, et ainsi jusqu'à la grande offensive allemande et la retraite qui s'ensuivit en 1918. Près d'un homme sur quatre âgé de 18 à 40 ans devait périr du côté français. Le coût payé par les allemands fut légèrement moindre, mais un nombre plus grand d'hommes fut tué (1.3 et 1.8 million d'hommes, respectivement). En Europe de l'Est (hormis en Serbie), les chiffres sont peut-être inférieurs, ce qui reflète seulement le fait que les troupes n'étaient pas fixées dans des tranchées stables mais qu'une multitude de soldats furent faits prisonniers.

L'Empire russe fut le premier à s'effondrer. Son armée colossale connut au début quelques semaines victorieuses en Prusse orientale, puis commit des erreurs stratégiques désastreuses et subit une lourde défaite à Tannenberg. Les victoires austro-allemandes obligèrent les Russes à reculer en Galicie (une région actuellement partagée entre la Pologne et l'Ukraine) en 1915, et l'armée, reconstituée sous le commandement du général Broussilov en 1916, ne put résister. Les troupes combattirent vaillamment mais avec un

équipement moindre compte tenu que l'effort industriel, amélioré en 1916, était resté insuffisant. La motivation s'envola au fil de la retraite et la possibilité d'une mutinerie de masse conduisit, curieusement sans grande résistance, à l'abdication du tsar et à la proclamation d'une république lors de la révolution de 1917. Face à la confusion provoquée à Petrograd par la guerre et par les soudaines rivalités politiques, le gouvernement provisoire perdit presque toute autorité. Sa décision de poursuivre son effort de guerre avec ses alliés lui fit perdre une grande partie de ses partisans. Rentrés d'exil, les dirigeants bolcheviques assirent leur autorité dans les conseils d'ouvriers (soviets) et de soldats alors que les socialistes réformateurs (mencheviks), les libéraux avec leur soutien limité dans la classe movenne et les cercles professionnels, et même les prétendus représentants de la paysannerie. les socialistes-révolutionnaires d'Alexandre Kerenski, ne parvenaient pas à asseoir leur pouvoir. Étant les plus farouchement opposés à la guerre, les bolcheviks, bien déterminés, prirent le pouvoir lors d'un coup d'État, appelé révolution d'Octobre, au cours duquel un parti jusqu'alors assez faible put installer un contrôle précaire de l'État russe. Avec la dissolution de l'Assemblée constituante créée depuis peu et dans laquelle ils n'avaient que près d'un quart de délégués, les dirigeants bolcheviques annoncèrent habilement une nouvelle Internationale afin d'obtenir le soutien d'autres pays et proposèrent un programme alléchant comprenant la cession immédiate de terres aux paysans et la paix sans annexions. Le nouveau régime accepta d'immenses cessions de l'ancien royaume du tsar en Europe de l'Est afin de faire la paix avec l'Allemagne, et mobilisa des partisans pour ce qui devint une violente guerre civile sur différents fronts. Malgré le soutien des Occidentaux à leurs adversaires, les bolcheviks l'emportèrent en 1921. En même temps que les promesses les plus exaltées d'une révolution prolétarienne mondiale s'instaura l'organisation d'une police secrète des plus efficaces, la Cheka. Les partis de l'opposition et finalement les factions concurrentes du front révolutionnaire furent successivement anéanties. Lénine était impitoyable avec l'opposition, mais il comprenait aussi qu'à une époque où la violence était devenue un phénomène international, la rhétorique des politiciens libéraux était limitée. Afin de remporter la guerre civile, il annonça le communisme de guerre, recourut au conflit des classes dans les campagnes, réquisitionna la propriété. Il promit ostensiblement l'autodétermination pour les différentes composantes ethniques et nationales de l'empire, qui devinrent ellesmêmes pendant plusieurs années le centre de conflits régionaux, avant d'être à nouveau centralisées au sein de l'Union des républiques soviétiques socialistes nouvellement réorganisée.

Les Empires ottoman et austro-hongrois s'effondrèrent également sur le plan institutionnel sous le poids de la guerre et des difficultés écono-

miques. L'armée austro-hongroise fit preuve d'une résistance remarquable tant qu'elle fut soutenue par le commandement allemand mais au fur à mesure que les puissances centrales reculèrent, l'empire se désintégra et plusieurs dirigeants nationaux déclarèrent des républiques indépendantes. En Turquie, le sultan se retrouva isolé à Constantinople lorsque les nationalistes turcs rassemblés par Mustafa Kemal prirent le contrôle de l'Anatolie et mirent fin, en 1922, au régime impérial. L'Empire allemand, plus proche d'un État-nation, s'effondra lui aussi lors de la défaite. Les empires territoriaux s'étaient de fait désintégrés.

La Première Guerre mondiale ne conduisit pas pour autant à l'indépendance formelle des domaines coloniaux d'outre-mer. La décolonisation ne devait s'achever qu'après la Seconde Guerre mondiale. Le maintien de vastes régions du monde très peuplées sous dépendance coloniale était plus que contradictoire après 1918. Ainsi, les pays vainqueurs mettaient en avant le concept d'autodétermination mais le destinaient aux Serbes, aux Polonais et aux Tchèques ou aux Belges et non aux peuples colonisés. Selon les doctrines impérialistes françaises et britanniques, ces derniers ne seraient prêts pour l'autonomie qu'au terme d'une longue période de préparation de durée indéterminée, soit sous l'administration indirecte d'élites indigènes coopératives et ayant bénéficié d'une éducation chrétienne et universitaire britannique, soit par l'assimilation des valeurs républicaines françaises diffusées par la capitale. Cette époque était toutefois encore bien lointaine.

Bien que très attachés aux idéaux wilsoniens, les États-Unis ne comprenaient pas davantage leur pertinence pour les Caraïbes ou l'Amérique centrale. De même, les dirigeants japonais, qui avaient entrepris un programme impérial de conquête, avec Formose (Taiwan) en 1895 et la Corée en 1910, tentèrent d'utiliser leur intervention aux côtés des Alliés pendant la Première Guerre mondiale pour asseoir leur domination en Mandchourie et dans la péninsule du Shandong, alors que la Chine du Nord se trouvait plongée dans une multitude de guerres de succession après l'effondrement de la dynastie des Quing. Bien que les objections des pays occidentaux aidèrent la Chine à résister aux vingt et une demandes du Japon, destinées à établir un protectorat de fait, et que Beijing réclama une place à la Conférence de la paix réunie à Paris en raison de son soutien à la coalition contre l'Allemagne, les quatre grands négociateurs attribuèrent au Japon le contrôle des anciens territoires allemands du Shandong. Exaspérés par cette négation des droits nationaux de leur propre pays, des étudiants et des manifestants chinois organisèrent une grande marche de protestation, le Mouvement du Quatre-Mai, contre les nations étrangères et la faiblesse du régime chinois divisé. Cependant, la reconnaissance, par les pays occidentaux, du Japon en tant que grande puissance navale du Pacifique permit aux pragmatiques dirigeants nippons de conserver une puissance décisive dans leur pays au cours des années 1920 et de retarder la guerre pour l'hégémonie dans le Pacifique Ouest (Iriye, 1965).

La Première Guerre mondiale avait de toute évidence ébranlé les fondements de la domination coloniale. La Grande-Bretagne et la France avaient fait appel à l'aide des peuples indigènes de leurs territoires africains et asiatiques au cours de la Grande Guerre. Ainsi, les troupes sénégalaises allaient faire partie des forces d'occupation en Allemagne, tout comme des unités indiennes avaient combattu en Mésopotamie contre les Turcs. L'effectif de l'armée indienne passa à deux millions d'hommes et le pays dut payer des impôts et des emprunts de guerre destinés à l'entretien des troupes. Des bataillons de travail furent recrutés en Égypte et aux Antilles ou engagés par contrat en Chine pour construire des voies ferrées, approvisionner des dépôts et décharger des navires dans les ports français. Les personnes colonisées qui se déplacèrent jusqu'au théâtre de la guerre, ou combattirent lors des campagnes africaines et ottomanes, furent plongées dans un monde où les Blancs ne faisaient plus front commun, comme pendant la révolte des Boxers, mais luttaient à mort. Les colonisés furent parfois initiés au concept marxiste de pacifisme et à d'autres formes latentes d'opposition à la guerre. Même lorsqu'ils n'adoptaient pas ces idées protestataires, ils devaient retourner à leurs fonctions humiliantes de subalternes dans les colonies (Kilson, 1990: Michel, 1982).

De plus, Woodrow Wilson et le rôle de l'Amérique cristallisèrent rapidement un sens messianique de l'expectative parmi de nombreux porte-parole des classes ouvrières et de l'indépendance dans le monde. La conférence de Paris pour la paix était porteuse d'une perspective de transformation de l'ordre mondial et les représentants de la Corée, de la Chine, de l'Égypte et d'autres nations jusqu'alors colonisées espéraient que la situation allait être améliorée (Manela, 2001). Les économies coloniales avaient recu un nouvel élan lorsque les belligérants avaient eu besoin de matières premières et d'usines. Les domaines coloniaux ne furent pas épargnés par les vagues de contestation prolétarienne et révolutionnaire qui naquirent aux quatre coins du monde entre 1917 et 1921. En Inde, en particulier, le parti du Congrès avait déjà inscrit l'autonomie interne à son programme et un mouvement ouvrier solide avait fait son apparition. Les manifestations et les grèves se multiplièrent. Cependant, les autorités coloniales étaient déterminées à maintenir l'«ordre». Le mouvement se continua, avec plusieurs incidents, le plus sanglant ayant lieu en avril 1919 dans la ville d'Amritsar au Pendjab, où le général britannique, fortement armé, fit tuer près de 400 manifestants indiens qui s'étaient rassemblés dans un stade de la ville et en blessa 1 200.

Les vainqueurs européens n'étaient en un mot pas prêts à renoncer à leurs territoires. La réussite du processus de paix en dehors de l'Europe ne passa pas

par le démantèlement des empires mais par la conclusion d'un certain nombre d'accords entre les puissances coloniales pour agir de concert et par le juste partage des possessions allemandes et ottomanes afin d'éviter tout futur conflit. En 1916, la Grande-Bretagne et la France s'étaient mises d'accord sur la répartition des territoires ottomans du Moyen-Orient en cas de victoire alliée. Les Français, qui détenaient depuis longtemps des intérêts commerciaux et religieux dans les communautés chrétiennes et druzes du Liban et dans la partie nord-ouest de la Mésopotamie, obtinrent les terres situées au sud de la Turquie qu'ils divisèrent en deux républiques sous mandat, le Liban et la Syrie. Plus au sud, le long de la Méditerranée et s'étendant au-delà de la rive est du Jourdain, les Britanniques s'approprièrent la Palestine et le royaume de Transjordanie nouvellement créé. Ils reçurent également la Mésopotamie (l'actuel Iraq), longue bande qui s'étend du golfe persique à la Syrie, en veillant bien à conserver la région de Mossoul, très riche en pétrole.

Afin de réconcilier en théorie les idéaux wilsoniens et les appétits

Afin de réconcilier en théorie les idéaux wilsoniens et les appétits coloniaux attisés par la guerre, la toute nouvelle Société des Nations fut officiellement chargée d'attribuer les colonies allemandes, redistribuées sous forme de mandats aux puissances impériales existantes: à la France et à la Grande-Bretagne pour l'Afrique; au Japon et aux États-Unis pour les îles de Micronésie. Uniquement convoquée pour ratifier les accords de partage conclus entre les principales puissances, l'organisation même qui promettait la paix mondiale fut utilisée pour maintenir en vie le colonialisme européen.

L'organisation du pouvoir politique dans ces régions comportait toujours une dose d'improvisation. Les Britanniques reconnurent l'indépendance des Bédouins du Hedjaz qui, sous la direction de Sharif Hussein, les avaient rejoint contre leur suzerain turc en titre. L'ambition d'Hussein, de devenir roi des Arabes, ne survécut pas longtemps à la guerre, toutefois l'un de ses fils fut nommé roi d'Iraq et l'autre reçut le royaume de Transjordanie. Londres conserva l'administration directe de la partie occidentale de la Palestine où elle se devait de concilier les intérêts des sionistes, à qui elle avait promis un foyer juif lors de la déclaration Balfour en 1917, et ceux des Arabes en place. Dans la péninsule arabique, où un mouvement de renouveau datant du XVIII^e siècle avait élevé la dynastie des Saoud au rang suprême, le dirigeant et héritier Ibn Saoud consolida les territoires de l'intérieur, conquit le Hedjaz en 1925–1926, et fit de ses terres le royaume d'Arabie Saoudite en 1932 (Fromkin, 1922). L'Égypte devait rester sous protection britannique car elle était devenue, à l'instar de l'Inde, un élément économique majeur de l'industrie textile de l'empire. Londres avait ainsi acquis un grand nombre de protectorats semi-autonomes, administrés en théorie par des monarchies nouvellement instituées, mais gouvernés dans la pratique

par de grandes familles alliées aux autorités britanniques en place. Les Pays-Bas conservèrent leurs riches colonies des «Indes» et l'Union sud-africaine imposa son mandat au Sud-Ouest africain allemand (Namibie). Les Français s'efforcèrent de consolider leur influence au Maroc, au Liban et en Syrie et de gagner à leur cause les élites syriennes. Pour la France comme pour la Grande-Bretagne, l'entraînement des unités militaires indigènes était une activité essentielle.

La Première Guerre mondiale avait révélé à quel point des troupes coloniales loyales pouvaient s'avérer être utiles. Ainsi, les forces indiennes avaient joué un rôle prépondérant dans les campagnes menées en Mésopotamie. De même, les Sénégalais firent partie des forces françaises occupant l'Allemagne après 1918. Ces armées permettaient également de former les élites clés pour qu'elles se sentent partie intégrante de la mission coloniale dans son ensemble, mais les postes de commandement restaient toutefois réservés aux Européens. Les loyautés ainsi créées parmi les élites coloniales pouvaient-elles avoir raison de la montée des idéologies en faveur de l'autodétermination? Après quatre ans d'une violence organisée sans précédent qui les avait opposé les uns aux autres, les Européens étaient-ils réellement capables de reconstruire un front unifié pour diriger de si nombreux non-Européens, surtout quand leurs rivalités avaient contribué à leur conflit sanguinaire? Et pouvaient-ils le faire après avoir dépensé tant de ressources fournies à cette fin par le monde colonial? Les hommes d'État visionnaires de l'Europe et les dirigeants nationalistes comprenaient que le système devait évoluer, mais la question pour les puissances coloniales était de savoir si les nouvelles formes d'association destinées à préserver leur légat culturel et économique pouvaient émerger sans causer de dommages. Si elles n'avaient pas été si brouillées les unes avec les autres à la suite de la Première Guerre mondiale, elles auraient sans doute connu un sort plus heureux. Néanmoins, une fois que les soulèvements de 1919 eurent été écrasés ou dissipés, l'ordre impérial semblait avoir acquis un nouveau lustre. Les empires avaient survécu malgré tout, mais cette idée allait finir par devenir intolérable pour ceux à qui l'on demandait d'attendre.

NOTES

- 1. Pour un débat sur les théories de l'impérialisme du marché libre, de la «porte ouverte» et de la frontière problématique voir Lewis, 1976.
- 2. À partir de 1914, cependant, les investissements étrangers affluaient pour 50% vers l'Europe et l'Amérique du Nord, 19% vers l'Amérique latine, 16% vers l'Asie, et seulement 9% vers l'Afrique et 5% vers l'Océanie (y compris l'Australie et la Nouvelle-Zélande). Voir Cameron, 1989.

BIBLIOGRAPHIE

- ALDRICH R. 1996. *Greater France: A History of French Expansion*, Basingstoke.
- AMIN S. 1976. Unequal Development: An Essay on the Social Formations of Peripheral Capitalism (trad. B. Pearce), New York.
- 1977. *Imperialism and Unequal Development*, New York.
- BAIROCH P. 1975. *The Economic Development of the Third World Since* 1900, Berkeley (Californie), University of California Press.
- BAYLY C. A. 2004. *The Birth of the Modern World 1780–1914: Global Connections and Comparisons*, Oxford, Blackwell Publishing Ltd. (Série: The Blackwell History of the World).
- JOHNSON G., RICHARDS J. F. 1988. Indian Society and the Making of the British Empire, Cambridge, Cambridge University Press (Série: The New Cambridge History of India).
- Brown J. M., Louis W. R. (dir. publ.) 1999. *The Oxford History of the British Empire: The Twentieth Century*, Oxford/New York, Oxford University Press.
- CAIN P. J., HOPKINS A. G. 2002. *British Imperialism 1688–2000*, Londres, Longman.
- CAMERON R. 1989. A Concise Economic History of the World from Paleolithic Times to the Present. New York.
- DAVIS L. E., HUTTENBACK R. A. 1988. *Mammon and the Pursuit of Empire: The Economics of British Imperialism*, Cambridge, Cambridge University Press.
- DE CECCO M. 1974. *Money and Empire: The International Gold Standard,* 1890–1914, Oxford, Oxford University Press.
- Duus P. 1995. *The Abacus and the Sword: The Japanese Penetration of Korea,* 1895–1910, Berkeley/Los Angeles, University of California Press (Série: Twentieth Century Japan: The Emergence of a World Power).
- FIELDHOUSE D. K. 1973. Economics and Empire, 1830–1914, Londres.
- FROMKIN D. 1922. A Peace to End All Peace: Creating the Modern Middle East, 1914–1922, New York.
- FUKUYAMA F. 1996. *Trust: The Social Virtues and the Creation of Prosperity*, New York.
- FURTADO C. 1983. Accumulation and Development: The Logic of Inductrial Civilization (trad. S. Macedo), Oxford, Oxford University Press.

- GALLAGHER J. A., ROBINSON R. 1961. *Africa and the Victorians: The Official Mind of Imperialism*, Wolverhampton, University of Wolverhampton.
- GUNDER FRANK A. 1979. Dependent Accumulation and Underdevelopment, New York.
- HERMANN D. 1996. *The Arming of Europe and the Making of the First World War*, Princeton (New Jersey).
- HILFERDING R. 1981. Das Finanzkapital. Londres/Boston.
- HOBSON J. 1902. Imperialism, Londres.
- HOCHSCHILD A. 1998. King Leopold's Ghost. A Story of Greed, Terror, and Heroism in Colonial Africa, New York, Houghton Mifflin.
- HOPKINS T. K., WALLERSTEIN I. M. 1982. World System Analysis: Theory and Methodology, Beverly Hills (Californie).
- HYNES W. G. 1979. The Economics of Empire, Londres.
- IRIYE A. 1965. After Imperialism: The Search for a New World Order in the Far East, 1921–1931, Cambridge (Massachussetts)
- KANN R. A. 1974. *A History of the Habsburg Empire*, 1526–1918, Berkeley/Los Angeles, University of California Press.
- Kennedy P. 1980. *The Rise of the Anglo-German Antagonism 1860–1914*, Londres, George Allen & Unwin.
- KHOURY P. S., KOISTINER J. (dir. publ.). 1990. *Tribes and State Formation in the Middle East*, Berkeley (Californie), University of California Press.
- Kilson R. W. 1990. *Calling up the Empire: The British Military Use of Non-White Labor in France*, 1916–1920, Cambridge (Massachussetts).
- Lafeber W. 1993. The Cambridge History of American Foreign Relations, vol. 2: The American Search for Opportunity, 1865–1913, New York.
- Landes D. S. 1998. The Wealth and Poverty of Nations. Why Some Are So Rich and Some Are So Poor, New York, W. W. Norton.
- Langer W. L. 1951. *The Diplomacy of Imperialism*, New York, Alfred A. Knopf.
- LÉNINE V. I. 1916. Imperialism: The Highest Stage of Capitalism.
- Lewis W. R. (dir. publ.). 1976. *Imperialism: The Robinson and Gallagher Controversy*, New York.
- LIEVEN D. 2003. *Empire. The Russian Empire and its Rivals*, Londres/New York, Random House.
- Luxemburg R. 2003. *The Accumulation of Capital* (trad. A. Schwarzschild), New York.

- MAHAN A. T. 1890. The Influence of Seapower on History, 1660–1783, Londres.
- MANELA E. 2001. The Wilsonian Moment and the Rise of Anticolonial Nationalism: The Case of Egypt. Dans: *Diplomacy & Statecraft*.
- MANNING P. 1998. Francophone Sub-Saharan Africa, 1880–1995, Cambridge, Cambridge University Press.
- MARSEILLE J. 1984. Empire colonial et capitalisme français: Histoire d'un divorce, Paris, Albin Michel.
- MATSUSAKA Y. T. 2001. *The Making of Japanese Manchuria, 1904–1932*, Cambridge (Massachusetts), Harvard University Press.
- MEMMI A. 2003. *The Colonizer and the Colonized* (trad. H. Greenfeld), Londres.
- MICHEL M. 1982. L'appel à l'Afrique: Contributions et réactions à l'effort de guerre en A.O.F. (1914–1919), Paris.
- NINKOVICH F. 2001. *The United States and Imperialism*, Oxford, Blackwell (Série: Problems in American History).
- O'BRIEN P. K. 1988. The Costs and Benefits of British Imperialism, 1846–1914. Dans: *Past and Present*, n° 120, août, p. 163–200.
- OSTERHAMMEL J. 1995. Kolonialismus, Munich, C. H. Beck.
- QUATAERT D. 2000. *The Ottoman Empire, 1700–1922*, Cambridge, Cambridge University Press (Série: New Approaches to European History).
- RIKLEFS M. C. 2001. *A History of Modern Indonesia since c. 1200*, Stanford (Californie), Stanford University Press.
- SCHUMPETER J. 1955. Imperialism. Dans: *Imperialism, Social Classes: Two Essays* (trad. H. Norden), New York.
- Spence J. D. 1999. *The Search for Modern China*, New York W. W. Norton & Co.
- STEVENSON D. 1996. Armaments and the Coming of War: Europe, 1904–1914, Oxford, Oxford University Press.
- STRACHAN H. 2001. *The First World War, vol. 1: To Arms*, Oxford, Oxford University Press.
- WEHLER H.-U. 1969. Bismarck und der Imperialismus, Cologne.
- Wesseling H. L. 1996. *Divide and Rule: The Partition of Africa, 1880–1914*, Westport (Connecticut), Praeger.

2

Stabilité, crise et la Deuxième Guerre mondiale

Charles S. Maier

LA PROLONGATION DE L'ORDRE COLONIAL

Comme à la veille de la Première Guerre mondiale, les événements survenant en Europe rejaillirent sur les empires coloniaux, plus vastes mais aussi plus fragiles. La domination européenne de l'entre-deux-guerres fut marquée par une course entre programmes de réforme et mouvements de révolte. Les réformistes espéraient que la cooptation progressive des élites locales permettrait d'instaurer une véritable indépendance mais durent faire face à l'impatience grandissante d'une nouvelle génération de chefs indigènes politisés, éduqués et mieux formés. À droite, les détracteurs de ces réformes prédirent avec justesse qu'en octroyer davantage ne ferait qu'accroître les velléités d'indépendance. Néanmoins, leur seule proposition était de recourir à la force. Les Britanniques allaient finalement reculer face à la violence qu'ils auraient dû déployer; les Français, en revanche y recoururent (après la Seconde Guerre mondiale) avec pour résultat de s'apercevoir que leur propre pays se trouvait alors au bord de la guerre civile.

Alors que la menace d'une agression allemande, italienne ou japonaise s'accroissait dans les années 1930, les ressources militaires anglaises (l'ultime sou de l'empire, bien que rarement épuisé), s'étaient considérablement amoindries. Des troupes avaient été requises pour la sécurité en Europe, à commencer par l'Irlande, en Palestine et au Moyen-Orient, mais aussi en Asie du Sud. La durée et les besoins de la Première Guerre mondiale avaient déjà rendu la Grande-Bretagne dépendante des richesses

et de la main-d'œuvre fournies par les dominions autonomes mais aussi de l'aide financière des États-Unis. Dans la principale colonie britannique, le sous-continent indien, l'octroi de pouvoirs supplémentaires au mouvement nationaliste semblait pratiquement inéluctable. Les réformes annoncées en 1917 et formalisées dans le *Government of India Act* de 1919 instituèrent les prémices de l'autonomie du *raj*. Cette loi instaurait une dyarchie, prévoyant la dévolution de l'éducation, de l'agriculture et de la santé aux conseillers provinciaux élus par la population indienne, et réservant l'impôt, la législation et l'ordre au gouvernement du vice-roi (Brown dans Brown et Louis, 1999).

Pendant l'entre-deux-guerres, les Britanniques n'étaient pas prêts à renoncer à l'Inde et les partisans locaux de l'autonomie, le Congrès national, pensaient que la prudence restait de mise. Au lendemain du massacre d'Amritsar, le remarquable chef de la résistance, ascète de cinquante ans, Mohandas Karamchand Gandhi, commença, à la fin de l'année 1920, à transformer le parti du Congrès en une organisation de masse plus efficace et à initier une campagne de désobéissance civile (non-coopération) au nom de l'autonomie et, à terme, de l'indépendance (illustration 23). Les demandes des nationalistes s'accompagnaient de revendications sociales. Les besoins d'approvisionnement de la grande armée indienne durant la guerre avaient dopé l'industrie textile du pays ainsi que d'autres activités notamment à Bombay, à Madras et au Bengale. L'immense mosaïque de communautés constituant l'Inde se fissurait sous la pression des conflits sociaux latents aussi bien en zone rurale qu'urbaine. La division régnait entre les hindous et les musulmans, dirigés au Congrès par Muhammad Ali Jinnah, et un fossé séparait les intouchables dont Gandhi réclamait la présence au Congrès et dont l'idée naturellement répugnait aux dirigeants des castes les plus élevées. Plus les demandes d'indépendance nationale se faisaient pressantes, plus le sous-continent apparaissait divisé. La Commission Simon ne réussit pas à imposer ses propositions de statut de dominion et la Grande-Bretagne refusa de poursuivre ses réformes, décision qui provoqua une campagne de désobéissance civile qui devait durer cinq ans. Commencé entre 1930 et 1931, notamment avec une spectaculaire «marche du sel» destinée à protester contre la gabelle, le mouvement reprit après 1932.

La naissance d'une nation indienne était inéluctable mais l'heure et le degré de cohésion restaient encore à déterminer. La dernière réponse de la Couronne avant la guerre fut le *Government of India Act* de 1935, aboutissement des Conférences de Tables rondes organisées avec les Indiens en 1931–1932. Cette loi britannique, à la base de la Constitution d'après-guerre, prévoyait la création d'une fédération autonome après ratification par la moitié des princes, sujets du *raj* et souverains d'un quart de la population.

En l'attente de la ratification, le vice-roi conserverait son autorité et les Britanniques dirigeraient la mosaïque d'États princiers, de sectes interdépendantes, de corporations et de communautés en gardant leur pouvoir de décision (Brown, 1989; Jalal, 1985; Nehru, 1936).

L'Inde était la plus grande possession britannique, mais les autres lui donnaient tout autant de difficultés. L'incapacité de réconcilier les Protestants de l'Ulster à l'idée d'une Irlande autonome conduisit à des violences continuelles entre la révolte de 1916 et le traité de partition de 1932. L'Égypte fut le siège d'émeutes nationalistes en 1930 et 1935 alors que le pays était nommément un royaume indépendant et un membre de la Ligue des Nations. L'Iraq obtint son indépendance en 1932 et les divisions entre Kurdes, Sunnites et Chiites qui défrayent la chronique depuis 2002 remontent au début des années 1930. Dans le mandat de Palestine, les Arabes se sont révoltés contre l'implantation juive dès 1936 et seules des politiques d'apaisement en Europe ont permis à Londres de déployer les troupes nécessaires pour apaiser les révoltes, bien que les Britanniques admirent la demande arabe de limiter l'immigration juive à un moment où la politique nazie avait rendu la situation des juifs allemands insupportable (Batatu, 1978; Bethell, 1979; Cohen, 1978; Slugett, 1976; Wasserstein, 1991).

Les avantages procurés par l'empire colonial étaient-ils à la hauteur des dépenses militaires et administratives engagées? Les Européens, hormis quelques contestataires de gauche, en étaient bien évidemment convaincus pour plusieurs raisons. L'empire témoignait de la suprématie stratégique de la métropole en dépit des forces armées qui devaient être postées à l'étranger sans même pour autant prendre effectivement part aux combats. Il récompensait un puissant réseau d'élites continentales. Il garantissait la sécurité de ressources vitales, c'est-à-dire le pétrole pour les Britanniques et le caoutchouc pour les Français. Les Hollandais continuaient à exploiter les richesses pétrolières et minérales de leur vaste archipel indonésien. Garantis à un faible prix, les trésors du tiers-monde (pétrole, caoutchouc, coton, tabac, cuivre et métaux précieux) compensaient les richesses dilapidées par le premier monde pendant la guerre. Le colonialisme réaffirmait également la mission culturelle ou «civilisatrice» des Européens après la terrible erreur que fut la Première Guerre mondiale. Les administrateurs européens formaient des fonctionnaires civils indigènes, organisaient le système scolaire et interprétaient de façon sélective des univers socioculturels qu'ils cherchaient moins à comprendre qu'à contrôler. L'exercice ordinaire du pouvoir dans l'empire influençait profondément le pays colonisé mais aussi les colons. Les jeunes hommes arrivant de la métropole se retrouvaient à la tête d'une autorité déconcertante qui leur faisait oublier la monotonie des tâches quotidiennes d'une administration rurale. Ils disposaient d'une multitude de serviteurs presque gratuitement et les

jeunes idéalistes pouvaient se forger une vocation humanitaire et éthique au milieu de leurs sujets étrangers.

Il reste à savoir si le capitalisme renforça ou finit par affaiblir le système de domination coloniale. Les échanges économiques internationaux se fondèrent sur, et contribuèrent à perpétuer, des relations inéquitables entre la métropole et les colonies, sources de produits de base et de maind'œuvre à bon marché. En fait, le colonialisme de l'entre-deux-guerres s'est caractérisé par une agitation prolétarienne quand les ouvriers indigènes, arrachés à une structure villageoise déclinante (comme cela avait été le cas en Europe au siècle précédent), continuèrent à migrer vers les mines du Katanga ou du Witwatersrand, le port de Mombasa (Kenya) ou les usines textiles du Caire ou de Bombay (Beinin et Lockman, 1987; Chandavarkar, 1998; Cooper, 1987).

La cause de la classe ouvrière étant devenue également un des principaux thèmes idéologiques des activistes politiques européens, ces événements suscitèrent un sentiment anticolonialiste en métropole. De même que la II° Internationale avait condamné le colonialisme avant la Première Guerre mondiale, les partis communistes reprirent ce credo après la guerre et ce fut l'un de leurs thèmes fondamentaux jusque dans les années 1980, lorsque l'armée soviétique se retrouva en difficulté en Afghanistan. En revanche, il semble que le contrôle exercé par Moscou sur les peuples d'Asie centrale, les Ukrainiens ou les Baltes ne fut jamais envisagé sous cet angle. Plus les colonies d'outre-mer étaient intégrées à l'économie mondiale, plus leur sort se confrontait aux divisions politiques nationales.

La domination coloniale n'aurait pas pu être maintenue indéfiniment. Les Français, les Britanniques et les Hollandais étaient divisés quant à savoir quel degré d'autonomie ils pouvaient encourager. Pour un administrateur colonial cultivé et avisé qui défendait l'extension de l'autonomie indigène, il y avait nombre de conservateurs dont la politique, selon les propres termes d'un Gouverneur Général français au Viêt Nam, se résumait à surveillance, punition, répression (Brocheux et Hémery, 2001). L'effondrement du système résulta de l'incapacité des puissances coloniales à instaurer une paix durable après la Première Guerre mondiale. Elles s'acheminèrent ainsi vers un nouveau conflit, plus destructeur encore. La reconstruction politique européenne de l'entre-deux-guerres reposait entièrement sur une prospérité fragile. Une fois celle-ci disparue et les régimes nationalistes et fascistes arrivés au pouvoir en Europe (et au Japon), il devenait difficile d'éviter une nouvelle guerre de grande envergure. Si la Première Guerre mondiale avait permis l'apparition des mouvements nationalistes dans les colonies, la Seconde allait jeter les bases de leur succès.

LA CRISE ÉCONOMIQUE MONDIALE ET LA VULNÉRABILITÉ DE LA DÉMOCRATIE

Les démocraties européennes les plus fragiles avaient éclaté avant même la grande dépression. La révolution hongroise de 1919 fut matée par une contre-révolution militaire qui institua un régime autoritaire (soi-disant parlementaire) dans ce pays, dont la taille fut réduite par le traité de Trianon. L'Espagne et l'Italie abandonnèrent leurs institutions libérales et démocratiques dans les années 1920. Enfin, l'armée polonaise commença à contrôler le pouvoir parlementaire.

La crise économique des années 1930 aggrava toutefois le sort des démocraties. Bien qu'en apparence prometteuse, la prospérité de la fin des années 1920 reposait sur des bases très fragiles et l'échec de politiques clés pouvait lui être fatal. En effet, elle s'efforçait de remettre sur pied l'économie mondiale d'avant-guerre mais en se fondant sur une interprétation trop simpliste de ses rouages. Avant 1914, les principaux pays du globe avaient adopté l'étalon-or, condition sine qua non de l'appartenance au monde civilisé. L'étalon-or entendait que les banques centrales des pays s'engageaient à convertir leur papier-monnaie en or. Ceci signifiait, en fait, qu'aucun pays participant ne pouvait accumuler de déficits conséquents sur la balance courante ni des surplus d'imports au-delà de la valeur de ce qu'il exportait ou empruntait à des investisseurs étrangers. S'il dépensait continuellement une somme supérieure à ses gains de l'étranger, les détenteurs de la monnaie et des obligations du pays s'inquièteraient de la valeur réelle de la monnaie qu'ils détenaient et épuiseraient les réserves en or du pays, induisant ainsi une hausse forcée des taux d'intérêt et un décalage par rapport à ses achats à l'étranger. L'ingéniosité du système était qu'il devait supposément automatiquement maintenir un équilibre international. La Banque d'Angleterre était la plaque-tournante d'une large partie des échanges internationaux (bien que le franc français et le mark allemand aient également joué un rôle important en Europe de l'Est), et malgré d'importantes dépenses étrangères, la Banque d'Angleterre réussit à maintenir la livre sterling à sa valeur d'or annoncée.

Le revenu généré par l'investissement étranger de la Grande-Bretagne et le bénéfice commercial avec ses biens coloniaux, particulièrement l'Inde, contrebalançaient son déficit commercial avec l'Europe. Les revenus étrangers minimisèrent les ajustements déflationnistes nationaux nécessaires au maintien des investissements étrangers du pays et à la confiance en la livre sterling. Par ailleurs, Londres pouvait transférer les coûts réels des ajustements monétaires aux pays détenant des livres anglaises. Cependant, la Première Guerre mondiale ébranla ce système qui semblait maintenir

l'équilibre financier international en douceur et si naturellement. En réalité, il fonctionnait de plus en plus mal en l'absence d'intervention des banques centrales pendant les quelques dernières années de paix avant 1914 (Bloomfield, 1959; De Cecco, 1974; Lindert, 1969).

La réorganisation du commerce mondial après la guerre ne se fit pas sans difficulté. La guerre civile et l'isolement plongèrent la Russie, auparavant l'un des principaux consommateurs de biens provenant d'Europe centrale et producteurs de céréales, de bois et d'autres matériaux, dans la misère. Les États nés de l'Empire austro-hongrois connurent également la dépression, les échanges effectués auparavant au sein de l'Empire étant désormais entravés par de nouvelles frontières et rivalités. La stagnation économique impliquait que les villes ne pouvaient plus absorber le surplus de main-d'œuvre en provenance des campagnes. Si un nombre record de paysans d'Europe centrale et orientale et d'Italie du Sud avaient choisi d'émigrer en Amérique du Nord ou du Sud entre 1890 et 1914, il ne leur fut plus possible de continuer une fois la guerre déclarée. Par ailleurs, les États-Unis, en proie à des réactions xénophobes, adoptèrent en 1924 le *Johnson Act*, qui ferma pratiquement les frontières aux immigrants d'Europe de l'Est.

Face à la baisse de la production de guerre, la plupart des pays connurent une brève mais brutale crise entre le milieu de l'année 1920 et 1921, provoquée pour certains par les brutales coupes budgétaires destinées à favoriser le retour à une situation financière normale. En 1922, la prospérité réapparut aux États-Unis, annonçant sept années de forte expansion. Néanmoins, tous les pays industriels restaient soumis aux cycles économiques. La vigueur des investissements et de la demande généralement ralentissent après sept années de croissance.

Or, la situation était aggravée par la dilapidation de l'épargne et du capital provoquée par la guerre. De fait, pendant cette période, les pays n'avaient pas renouvelé leurs infrastructures industrielles et avaient indirectement taxé l'épargne nationale par une inflation cumulée multipliée par trois. Ils s'étaient également fortement endettés. Une partie de cette dette était interne et liait entre eux banques ou particuliers. Elle pouvait donc être résorbée par simple redistribution des richesses au sein du pays, généralement au détriment des habitants percevant une pension, une rente ou tout autre revenu fixe. La Grande-Bretagne, la France et l'Italie devaient par ailleurs rembourser des dettes de guerre aux États-Unis alors que l'Allemagne devait verser des réparations à la Grande-Bretagne, à la France et à la Belgique. Chaque pays avait de surcroît perdu d'importants actifs étrangers dont les revenus permettaient de compenser le coût des importations; Londres en avait ainsi vendu 25 %. Les charges des règlements internationaux, relativement peu élevées avant 1914, étaient devenues plus oppressantes dans les années 1920.

Lorsque la Grande-Bretagne et d'autres pays rétablirent l'étalon-or entre 1925 et 1930, ou plus exactement adoptèrent l'étalon de change-or avec le dollar comme monnaie de réserve, la plupart d'entre eux furent contraints de relever les taux d'intérêt de base afin de ne pas voir leurs réserves disparaître. L'austérité des politiques monétaires de la fin des années 1920 freina l'investissement en Grande-Bretagne et durcit les conditions du travail en Allemagne. La Grande-Bretagne avait réévalué la livre à un taux qui impliquait que ses productions étaient relativement plus chères que celles disponibles aux et en provenance des États-Unis, produisant donc une charge sur sa balance des paiements. Les États-Unis possédant désormais un solde créditeur net, chaque défection américaine à recycler ses dollars en Europe allait renforcer les pressions déflationnistes. Les Américains investirent leur épargne à l'étranger dans toutes sortes d'emprunts européens, certains étant destinés à des investissements productifs, beaucoup aux équipements collectifs. Cependant, nombre de ces prêts étaient octroyés à court terme et devaient être souvent renouvelés. Or, une fois que la Bourse commença à grimper rapidement à la fin des années 1920, les investisseurs américains eurent tendance à emprunter pour acquérir des titres à Wall Street et non plus des obligations en Europe centrale. Par l'effondrement des cours américains en 1929–1930 et la forte baisse de la richesse américaine (puisque de nombreuses personnes et banques avaient placé leur argent en Bourse) les fonds américains vinrent à manquer (Eichengreen, 1992; Kindleberger, 1985: Rothermund, 1996).

Les régimes démocratiques institués dans les nouveaux pays d'Europe centrale reposaient sur la prospérité, or celle-ci touchait à sa fin. Pendant les trois années qui suivirent, le chômage atteignit des taux catastrophiques, touchant peut-être plus de 25 % de la population active aux États-Unis et en Allemagne. La production nationale chuta fortement. Ainsi, dans ces deux pays industrialisés, les plus durement frappés, et pour qui on dispose de données fiables, le PNB perdit près de 40 % entre 1929 et fin 1932. Cette année-là, les indicateurs économiques atteignirent un plancher en Grande-Bretagne et en Allemagne, puis la crise s'étendit à la France et à l'Espagne.

Si la grande dépression est souvent envisagée sous l'angle du chômage des classes ouvrières, elle apporta également son lot de misères aux communautés rurales. La demande soutenue de produits agricoles et partant la hausse des prix provoquèrent un fort accroissement de la production puis un effondrement des cours entre la fin des années 1920 et le début des années 1930. Suite aux années fastes, les prix des céréales dérapèrent en 1927 et 1928. La situation se prolongea en 1929. Les céréaliers, désireux de brader leurs stocks, firent descendre les cours. En 1932, ils étaient aux trois cinquièmes de ceux de 1913. Ce ne fut que dans les années 1930

que les gouvernements interventionnistes, tant de gauche que nationalistes, introduisirent des associations nationales de producteurs destinées à contrôler les ventes et à subventionner les agriculteurs afin de réduire la production.

Le sort des exploitants agricoles était donc aussi peu enviable que celui des ouvriers. La ferme familiale ne pouvant «licencier» ni ses aïeux ni ses nombreux enfants, ni envoyer ses jeunes travailleurs excédentaires dans des villes où les emplois manquaient, elle les laissait dans leur misère, privés de chaussures, de vêtements, d'éducation, de soins médicaux, de logement, de produits manufacturés et même d'eau salubre ou de nourriture correcte. Hormis la Grande-Bretagne et la Belgique, les pays industrialisés conservaient une forte population rurale: 50% des Américains vivaient dans des zones dites rurales et près de 25% des Allemands dans des fermes. En outre, la plupart des populations rurales hors d'Europe, dans le nord des États-Unis et le Canada, ou le littoral et la région des Grands Lacs américains, étaient surtout constituées d'agriculteurs, souvent obligés de contracter des emprunts coûteux entre la période des semis et de la récolte. Partout, les paysans en situation précaire changèrent de bord politique. Ainsi, nombre d'Américains votèrent pour les démocrates, et non les républicains, en 1932 et inversement les Allemands se tournèrent en masse vers les nationaux-socialistes en 1930. Le Parti démocrate proposait une politique de monnaie et de crédit faibles et les nazis la sécurité des bails fermiers, et des tarifs et une protection supérieurs à ceux déjà existants. Les nazis accusèrent également habilement les créanciers juifs d'être à l'origine de tous les maux des agriculteurs.

D'autres produits de base connurent le même revers de fortune que les céréales et les souffrances des paysans suscitèrent une agitation politique grandissante. Le cours du café perdit 75% entre 1927 et 1931, facilitant ainsi l'arrivée du dictateur brésilien, Getúlio Vargas. Les productions de caoutchouc qui avaient enregistré un essor rapide en Asie du Sud-Est, la demande de pneus étant soutenue par le nombre grandissant d'automobiles, virent leur prix s'effondrer ce qui favorisa l'apparition de mouvements de résistance nationaliste. Suite à l'écroulement des cours du sucre, la misère frappa l'Indonésie et les Caraïbes. La dégringolade des prix de la soie se traduisit par des pénuries encore plus graves pour deux cinquièmes des agriculteurs japonais et aggrava le mécontentement de maints paysans chinois qui allaient ébranler le fragile contrôle exercé par le gouvernement nationaliste. Certaines cultures virent leurs cours tomber extrêmement bas alors que la demande restait relativement stable; le prix du coton recula ainsi de deux tiers. Les réactions étaient variées: souffrance silencieuse ou acceptation d'un travail salarié, exode et immigration, parfois rébellion manifeste. Dans le sud des États-Unis, les fermiers, plus exactement les métayers, bénéficiaient chaque année d'un prêt octroyé par leur propriétaire, lequel contrôlait la part des récoltes qui leur était finalement restituée. Ils restaient donc dans la misère et furent de plus en plus souvent contraints de passer de cette servitude au travail salarié (Wright, 1986). L'immigration afro-américaine vers les centres industriels du Nord allait s'accélérer après la reprise de l'activité dans les usines des villes. Les paysans égyptiens, également dépendants de la monoculture du coton, réduisirent leur consommation de céréales vivrières d'un quart.

En Asie du Sud-Est et de l'Est, le prix du riz chuta de 50% alors que la consommation ne diminua presque pas. Il s'ensuivit la paupérisation des campagnes japonaises, la propagation de la prostitution, la naissance d'une certaine animosité à l'égard des villes et des récents efforts de libéralisation, le désarroi des paysans ainsi que la croyance dans le rôle salvateur de l'armée. Si les agriculteurs se tournèrent vers le national-socialisme en Allemagne, ceux du Japon s'orientèrent vers les valeurs militaristes. Lorsque les autorités coloniales blanches appuyaient les propriétaires locaux, les révoltes paysannes pouvaient éclater. Les paysans vietnamiens se soulevèrent ainsi, en vain toutefois, lorsque les autorités voulurent prélever des taxes en dépit de l'effondrement des cours du caoutchouc. À la fin des années 1930, les propriétaires du sud du Viêt Nam avaient organisé le passage généralisé du fermage au salariat, une évolution également observée dans les plantations de coton du sud des États-Unis, alors que les fermiers du Nord y étaient plus réfractaires et hostiles. En Birmanie, la poursuite de la collecte du cens électoral en période de chute des cours du riz déclencha une rébellion, en 1931-1932, à laquelle les autorités britanniques mirent fin avec difficulté. Le milieu des années 1930 devinrent le point d'inflexion de la suprématie coloniale européenne, autant en Asie du Sud-Est qu'en Afrique de l'Ouest, en Indonésie ou au Moyen-Orient. Ainsi, c'est durant ces années que les rouages de la mobilisation des forces ouvrières et paysannes et des intellectuels qui achèveraient la décolonisation après la Seconde Guerre mondiale, vinrent à se mettre en place (Brocheux et Hémery, 2001; Cooper, 1996; Khoury, 1987; Stockwell, 1999; Tarling, 1992).

DES ORIENTATIONS ET DES IDÉOLOGIES POLITIQUES OPPOSÉES

Ce désastre économique eut de profondes répercussions politiques. Il interrompit surtout la restauration du libéralisme et, dans nombre de pays, mit à mal les coalitions nécessaires au maintien des gouvernements démocratiques. Les États-Unis firent cependant figure d'exception. Les républicains étant

au pouvoir et s'obstinant dans leur politique déflationniste, les électeurs se tournèrent vers Franklin Delano Roosevelt. Ce dernier ne promettait pas de mesures radicales mais une «nouvelle donne» (New Deal) qui reposait principalement sur des projets de grande envergure. Ce programme modifia profondément la répartition des pouvoirs aux États-Unis en élargissant le rôle du gouvernement fédéral. Celui-ci se mit à intervenir dans maints domaines: attribution d'aides, organisation de travaux publics (Public Works Administration et Works Progress Administration), soutien des cours agricoles par la réduction des surfaces cultivées (Agricultural Adjustment Act), emploi des jeunes pour l'entretien des espaces publics, lancement d'un vaste projet de gestion des ressources naturelles et de construction de barrages hydroélectriques (*Tennessee Valley Association*), création d'un système fédéral d'assurance-vieillesse fondé sur des cotisations salariales et patronales obligatoires (Social Security Act) et autorisation des ouvriers à se syndiquer en cas de décision majoritaire dans une usine (Wagner Act). Les solutions proposées par Roosevelt manquaient souvent de cohérence et le Congrès restait plus conservateur. Néanmoins, en dépit de son incohérence et de son unilatéralisme initial, Roosevelt sut ébranler, grâce à son dynamisme et à ses talents oratoires, la passivité désarmante qui semblait affliger l'administration Hoover qui l'avait précédé. En 1936, les démocrates devinrent majoritaires, conservant le soutien des États du Sud dont ils bénéficiaient depuis la guerre de Sécession et bénéficiant pour la première fois des voix des Noirs installés dans les villes, de nombreux fermiers, de syndicats, de petits commerçants et d'un nombre non négligeable de grands banquiers et industriels. Cette diversité électorale allait les maintenir à la présidence pendant les vingt années à venir et faire de Roosevelt le premier président à remporter un troisième puis un quatrième mandat. D'autres gouvernements de coalition, en Suède ou, plus tard, le Front populaire en France, mirent en œuvre des programmes similaires. Néanmoins, Roosevelt devint le symbole par excellence d'une réponse populaire et démocratique à la crise économique tout d'abord, puis à la montée du fascisme et du nazisme (Gourevitch, 1986; Hall, 1989; Schlesinger, 1957–1960).

Les enjeux semblaient de taille. De fait, la plupart des gouvernements n'appartenaient pas à la gauche mais à une droite non libérale. L'attrait du fascisme se révéla après la Première Guerre mondiale, si ce n'est plus tôt. Les nationalistes soulignaient que la société moderne était par nature conflictuelle, que les pays étaient enfermés dans une rivalité perpétuelle et que, face aux discours incessants des dirigeants, c'était l'armée qui résolvait les problèmes. La notion de héros de guerre était encore très prégnante dans les années 1920 et les monarques pouvaient être contraints de nommer des dictateurs militaires. Ainsi, confronté à des dissensions grandissantes entre partis de gauche et de droite et à l'apparition de mouvements républicains,

le roi d'Espagne soutint, en 1923, l'arrivée au pouvoir d'un chef militaire, Primo de Rivera. Celui-ci gouverna le pays pendant huit ans selon une sorte de contrat social tacite avant d'être discrédité pour corruption, la poursuite de la guerre au Maroc et la stagnation économique grandissante. Avant cette perte de popularité, et à l'époque de l'entre-deux-guerres, Primo de Rivera avait été considéré comme un héros militaire de premier ordre, et ceci bien que ce type de personnage ait été si fréquent au XIX^e siècle en Espagne et en Amérique latine. Ce fut cependant en Italie, en Allemagne et en Autriche qu'eurent lieu les changements les plus spectaculaires.

En 1919, Mussolini fonda les Faisceaux de combat, organisation qui exploitait la camaraderie des anciens combattants et leur désir de radicalisme. Le mouvement prit de l'ampleur dans la vallée du Pô entre 1920 et 1922 en ralliant à ses côtés les propriétaires terriens afin de briser le militantisme des nouveaux syndicats paysans. Le parlement étant paralysé entre les anciens et les nouveaux partis, le roi nomma Mussolini à la tête du gouvernement à la fin du mois d'octobre 1922 (illustration 24). Pendant deux ans, ce dernier exerça le pouvoir en mêlant pratiques semidictatoriales et manipulations partisanes quasi clientélistes. Cependant, il opta dès 1925 – 1926 pour un parti unique et transforma l'idéologie fasciste en culte de la toute puissance de l'État et du parti. Le parti fut chargé d'organiser les syndicats et les corps de métiers en corporations appuyées par l'État. Les opposants furent contraints à l'exil, parfois emprisonnés ou condamnés à la réclusion dans des villages éloignés. La création d'une police secrète et de tribunaux politiques, la censure de la presse, la glorification du parti, la soumission du parlement et la volonté de créer un nouvel homme fasciste firent de l'expérience italienne un régime d'un caractère radicalement original que les fascistes se plaisaient eux-mêmes à qualifier de totalitaire (Lyttelton, 1987; voir aussi Gleason, 1995).

Par cet adjectif, Mussolini signifiait que le fascisme revendiquait la totalité du pouvoir politique. Aucun autre parti ne devait exister, même si certains continuèrent, de fait, à exercer difficilement une activité restreinte, avant d'être contraints à disparaître au milieu des années 1920. Lorsque le régime fut stabilisé et que ce qualificatif fut appliqué par la suite au IIIe Reich de Hitler et à l'Union soviétique de Staline, par les universitaires européens et américains, il désigna une réalité plus vaste encore, suggérant que le parti unique n'organisait pas seulement la vie politique mais la société dans son ensemble. Le parti était censé repenser l'économie, l'éducation et les sports et contrôler les médias, les théâtres et la culture. En un mot, il ne s'agissait pas uniquement de supprimer totalement l'opposition et les institutions démocratiques, mais aussi d'organiser un régime et une société dans lesquels les individus trouveraient leur accomplissement dans une sphère publique régimentée. Ce fut précisément cette volonté qui

bouleversa la politique de l'entre-deux-guerres et peut-être plus généralement du XX^e siècle. Elle rejetait fondamentalement la notion d'individu comme base de l'autorité. Elle devait reposer sur la nation ou la communauté raciale ou encore le prolétariat (et son représentant, le parti). Le libéralisme passait pour une doctrine dépourvue de fermeté, faite de discours, dépassée et dont l'échec avait été révélé par la crise.

Le régime de Mussolini n'avait presque rien de totalitaire face à celui de Hitler qui ne mit qu'un an à consolider le contrôle dictatorial que le premier avait construit en cinq ans. La stabilité de la République allemande, connue sous le nom de République de Weimar et instaurée après la défaite de 1918, restait tributaire de la prospérité. Le nouveau régime était largement, bien qu'injustement, tenu responsable des conditions du traité de Versailles et semblait ne reposer que sur des alliances politiques. Lorsque la dégradation de la conjoncture économique ne permit plus aux sociaux-démocrates, porte-parole de nombreux syndicats ouvriers, de trouver un terrain d'entente avec le patronat, le parlement se trouva être paralysé et le président allemand, Paul von Hindenburg, fut forcé de légiférer par décret. Les électeurs se tournèrent vers le Parti nationalsocialiste de Hitler, mouvement qui semblait voué à la disparition au milieu des années 1920, mais qui obtint 20 % des voix en septembre 1930, à l'élection du Reichstag. La paralysie continuelle du parlement accrut la popularité du parti qui, en été 1932, rassemblait près de 40 % de l'électorat. Face à la montée de la violence dans les rues et à l'impossibilité de trouver un chancelier qui fasse reculer le chômage et regagner des électeurs, les conservateurs et les hauts fonctionnaires peu clairvoyants persuadèrent Hindenburg de nommer Hitler à la tête d'un gouvernement de coalition le 30 janvier 1933. Deux mois plus tard, Hitler avait fait construire les premiers camps de concentration (illustration 25) et profitait de l'incendie du Reichstag (probablement un acte isolé) pour arrêter les députés communistes et restreindre la liberté de la presse. Il fit organiser le boycott des magasins juifs par ses troupes d'assaut, introduisit une loi destinée à «épurer» la fonction publique, c'est-à-dire à exclure les juifs de ces postes y compris dans le système scolaire (illustration 26), et força les députés du Reichstag à voter un amendement à la Constitution, la loi dite d'habilitation, qui lui conféra pratiquement les pleins pouvoirs pendant cinq ans. En un an, il supprima les instances législatives nationales ainsi que tous les partis à l'exception du sien. Il annonça le retrait de l'Allemagne de la Conférence du désarmement, tenue à Genève de longue date, et obtint un plébiscite retentissant approuvant ses politiques. À la mort du président Hindenburg à la fin du mois d'août 1934, l'armée autorisa Hitler à cumuler les fonctions de chancelier et de Président du Reich sous le titre auto-proclamé de Führer.

De nombreux points communs mais aussi de grandes différences existaient entre les fascistes italiens et les nazis allemands. Les deux mouvements soulignaient le rôle du parti dans l'exercice du pouvoir. La guerre avait permis la renaissance spirituelle des deux chefs politiques. Ainsi, Mussolini s'était éloigné du parti socialiste, où il avait commencé sa carrière avant 1915 en tant que rédacteur en chef radical, et qui lui avait fait envisager la guerre comme une révolution et la mise sur pied d'une force de combat extrémiste, les faisceaux, mouvement militant dont le nom suggérait l'unité d'éléments déterminés liés les uns aux autres. De même, Hitler avait compris qu'il trouverait sa vocation dans la guerre. En jeune autrichien qui vit ses aspirations d'artiste peintre frustrées, Hitler fut comblé, en fait exalté, par son service militaire en Allemagne. Gazé vers la fin de la guerre et ayant subi l'humiliation de la défaite, il comprit qu'il devait désormais se tourner vers la politique, une politique hostile aux gouvernements civils apathiques, aux socialistes et aux juifs qui avaient trahi le pays. Il existait toutefois des différences entre les deux mouvements. L'antisémitisme était au cœur du nazisme, même si les discours des années qui suivirent stigmatisèrent également les partis, l'incompétence de la République, son système parlementaire, et la lâcheté des compromis sur les réparations. Les deux hommes restaient convaincus que les nations n'existaient qu'à travers la guerre, qu'elles étaient enfermées dans une lutte darwinienne pour leur survie, que la politique devait à terme reposer sur un conflit permanent (une notion qui tenta nombre de théoriciens de l'entre-deux-guerres), et qu'en temps que meneurs ils avaient pour mission personnelle d'inspirer et organiser les masses. Néanmoins, les alliés de Mussolini provenaient de l'intelligentsia nationaliste, qui défendait l'autorité de la loi dans sa conception étatique et non libérale. Il conserva son titre de chef du gouvernement nommé par le roi et restaura les prérogatives de l'Église catholique. En revanche, Hitler avançait, soutenu par ses partisans, que le peuple allemand, était une réalité plus malléable et plus complète que la notion d'État et de dirigeants. Le droit devait donc à terme émaner de son porte-parole, le *Führer* (Bracher, 1970; Evans, 2004; Kershaw, 1998 et 2000).

LES POLITIQUES SOVIÉTIQUES ET LES MOUVEMENTS POPULISTES EN DEHORS DE L'EUROPE

Nombre d'intellectuels occidentaux, horrifiés par le spectacle d'une nation occidentale civilisée tournant délibérément le dos aux droits de l'homme, rejetant une république libérale et s'orientant vers des valeurs barbares, en

vinrent tout naturellement à penser que la démocratie libérale était impuissante, tant politiquement qu'économiquement. Certains activistes politiques et intellectuels pensaient que seul le communisme pourrait résoudre cette crise par la nationalisation des ressources économiques et la planification générale de l'économie. S'ils furent nombreux à rester dans les rangs des partis sociaux-démocrates, avec lesquels les communistes avaient rompu après l'arrivée de Lénine au pouvoir en Russie et qu'ils avaient critiqués dans les années 1920 à 1930 pour leur soutien manifeste aux fascistes, d'autres étaient persuadés que seule la discipline de fer du parti communiste pouvait changer les choses. La gauche semblait devoir faire preuve de rigueur et parfois agir en secret si elle ne voulait pas être vaincue par la droite. Le parti communiste avait consolidé son autorité en Russie en étouffant progressivement les autres partis puis les protestations isolées. Si le parti exerçait déjà un contrôle sans faille sous Lénine, le système devint plus répressif encore dans les années 1930.

Staline réussit à prendre la direction du parti grâce à d'habiles alliances en s'unissant à différentes tendances pour asseoir son pouvoir. Il s'opposa tout d'abord aux bolcheviks, trop radicaux et impatients à son goût. Puis il se retourna contre ses alliés de la première heure, trop favorables à des réformes graduelles et trop complaisants. Il accusa en particulier Léon Trotski, héros de la révolution à l'instar de Lénine, d'avoir trahi le projet bolchevique car il n'acceptait pas l'idée de subordonner le projet de la révolution internationale à la construction de l'ordre socialiste dans un pays. Si au milieu des années 1920, Staline s'opposait à une nationalisation trop ambitieuse des terres agricoles, il déclara en 1928 vouloir mettre un terme à la Nouvelle politique économique (la NPE était un pas en arrière par rapport au communisme en temps de guerre qui permettait la résurgence de petites entreprises privées, d'investissement étranger et du droit de propriété de terres cultivées) en obligeant les paysans à travailler dans des fermes collectives. Ceux-ci résistèrent au mouvement mais, en un an et demi, les communistes locaux les forcèrent à se présenter fidèlement aux autorités locales et à remettre leurs terres à une ferme d'État (sovkhoze) ou à une coopérative (kolkhoze). Le bétail, les tracteurs et le reste du matériel devaient également être mis en commun. Afin d'orchestrer cette renonciation générale à la propriété privée, le parti lança une campagne contre les paysans dits aisés, les koulaks, qui pouvaient employer des journaliers et passaient pour d'âpres contre-révolutionnaires. L'heure était à la «dékoulakisation», le koulak, avide créancier rural, devenant l'ennemi juré. Le parti passa à la vitesse supérieure notamment en Ukraine, où les paysans s'unissaient autour de la lutte contre le communisme, et bloqua l'arrivée de nourriture dans la province, contribuant ainsi à une gigantesque famine. Boukharine encourra plus tard la revanche de Staline pour avoir suggéré que les agriculteurs auraient davantage été motivés par des mécanismes de

marché, mais le parti aurait alors été constamment menacé par une opposition provenant de cette immense force sociale (Carr, 1985; Cohen, 1970; Deutscher; 1968; Pipes, 1997; Ulam, 1989).

Sitôt la campagne de collectivisation lancée, Staline introduisit le premier d'une série de plans quinquennaux, un effort ambitieux destiné à accroître rapidement l'industrialisation du pays. La NEP disparut alors des villes. La propriété fut confisquée et un grand nombre d'ouvriers agricoles furent chassés de leurs terres et envoyés dans les villes pour travailler sans relâche à la construction d'usines, du métro de Moscou, de centrales hydroélectriques, des installations sidérurgiques du Donbass et de nouveaux complexes industriels en Sibérie. Les projets gigantesques étaient à l'ordre du jour. Nombre de ces installations étaient peu productives et reposaient en grande partie sur le travail semi-forcé des organisations de jeunesse ou komsomol (Kotkin, 1995). À l'heure où la production économique en Europe occidentale était en chute libre et que la misère du chômage faisait rage, l'Union soviétique connaissait une transformation industrielle sans précédent. Les communistes et les intellectuels de l'Ouest pouvaient arguer que le capitalisme touchait à sa fin et que le communisme soviétique transformait la Russie, où le chômage était inconnu et l'économie progressait à grands pas.

Néanmoins, ces accomplissements furent obtenus au prix d'un contrôle politique total. Le parti incarnait la sagesse de l'histoire et dépendait de la sagesse du chef, son secrétaire général, le camarade Staline. Objet d'une adoration croissante, celui-ci menait un mouvement international, résistait au fascisme et donnait sa définition de la théorie et de la culture. Cet univers totalitaire attirait fortement certains intellectuels occidentaux très attachés à la notion d'histoire et de desseins supérieurs et représentait la seule force capable d'arrêter le nazisme. Cependant, il fut le siège de plusieurs soulèvements politiques marquants pendant lesquels le parti, sous la direction de Staline, s'en prit à tous ses membres. Découvrant complot sur prétendu complot, ce dernier les dénonça dans une série de procès exemplaires. Des milliers de personnes, parmi lesquelles les responsables présumés des conspirations ourdies contre l'organisation régionale du parti à Leningrad, puis les opposants durant les luttes internes des années 1920 (Boukharine et Trotski) et enfin la moitié de l'état-major de l'armée, accusée de s'être liée aux Allemands, furent jugés. Nul ne sait comment nombre de membres du parti furent exclus, arrêtés puis exécutés. Des millions de personnes furent envoyées dans les camps de travaux forcés, les goulags, où le prix payé au froid et à la maladie était très élevé.

Face à une telle nouveauté, les intellectuels occidentaux utilisèrent le concept de totalitarisme, créé par les Italiens eux-mêmes, pour expliquer les traits communs aux dictatures fasciste, national-socialiste et commu-

niste stalinienne des années 1930. Toutes reposent sur le rôle du parti, le culte du chef, l'utilisation de la terreur et des arrestations arbitraires pour détruire toute solidarité et «atomiser» la population, ainsi que sur la préparation de la guerre. Comme toutes les typologies, le «totalitarisme» et ses conséquences directes se déclinaient sous diverses formes selon les régions: l'extermination des juifs européens ne trouva aucun parallèle en Union soviétique, et ce régime ne partageait pas les mêmes ambitions de conquête qui motivaient Hitler. Les historiens des générations suivantes, peut-être en réaction contre cette notion de totalitarisme rendue célèbre par l'ouvrage d'Hannah Arendt, *Les origines du totalitarisme*, pendant la guerre froide, suggérèrent que ce type de régime n'était pas aussi totalitaire que sa description initiale ne le laissait penser, qu'il existait encore des traces de vie privée, d'opposition interne et de culture, et que l'autorité était fragmentée et parfois inefficace. Si ces observations sont justes et correspondent parfaitement à la situation italienne, elles s'appliquent probablement davantage à l'Allemagne qu'à la Russie. Néanmoins, l'expérience totalitaire des années 1930 fut l'un des moments clés de l'histoire du XX^e siècle, un concept extrême qui constitua, comme la révolution culturelle chinoise un peu plus tard, l'un des pires cauchemars de tous les temps.

En dehors de l'Europe, les expériences fascistes et soviétiques rencontrèrent des admirateurs qui décidèrent d'emprunter quelques éléments à ces nouveaux mouvements européens. La Chine connut une période de huit années d'anarchie après le renversement de la dynastie mandchoue et l'avènement de la république en 1911. Le pouvoir passa rapidement du chef de la révolution Sun Yat-sen aux mains du général Yuan Shikai qui manipula les derniers représentants de l'autorité impériale à Beijing et réclama les prérogatives de la nouvelle assemblée révolutionnaire avant de mourir en 1916. Lorsque les étudiants de Beijing, outrés de la faiblesse du régime, manifestèrent le 4 mai 1919, le pays qu'ils cherchaient à mobiliser se divisa sous l'effet de leur intervention. La Chine du Nord se désintégra entre les juridictions des seigneurs de guerre locaux tandis que le Japon conservait son emprise sur les anciennes colonies allemandes du Shandong ainsi que sur les centres ferroviaires de Mandchourie et, même pour un certain temps, sur le littoral d'une Russie qui volait en éclats. De retour en Chine et basé à Canton (Guangzhou) dans le Sud, Sun Yat-sen se tourna vers les conseillers soviétiques et réorganisa le Guomindang (parti nationaliste chinois, KMT) selon des directives fortement influencées par les pratiques du parti soviétique. Mais le KMT incluait diverses factions et intérêts. Après la mort de Sun, son successeur, l'organisateur de la nouvelle Académie militaire Whampoa, Tchang Kaï-chek, continua sa collaboration avec les communistes et réaffirma les «trois principes du peuple» de Sun, nationalisme, démocratie et socialisme. Entre 1925 et 1928, Tchang Kaïchek fut plus que jamais sur le point de transformer le KMT en un mouvement révolutionnaire national. Il parvint en effet à contrôler le littoral du sud et du centre du pays, établissant sa capitale à Nankin. Il finit par rompre avec ses propres collaborateurs communistes mal préparés (illustration 27). En 1928, le KMT chassa les seigneurs de guerre de Pékin et acheva la réunification du pays. Les derniers membres du parti communiste chinois (CCP) qui avaient, comme Staline l'avait toujours fait, collaboré avec Tchang jusqu'à la fin, furent dispersés. Ils finirent par se replier, au milieu des années 1930, vers une nouvelle base régionale dans le Yenan et réorganisèrent leur stratégie autour du concept de révolution paysanne lancé par Mao Zedong (Spence, 1999).

La mobilisation politique des nationalistes et des populistes au cours des années 1930 fut donc une expérience qui dépassa largement le cadre de l'Allemagne ou de l'Italie et ne fut pas toujours totalitaire. Ainsi, même au Japon, la violation des libertés civiles et les actes de dissidence ne reposaient pas tant sur une idéologie nationale bien formatée ou le pouvoir du parti que sur des actes d'intimidation perpétrés par des zélateurs et la lente suppression de l'opposition. Les dirigeants nationalistes s'embarquaient dans des projets de modernisation héroïques, comme en Turquie. En Amérique latine, les populistes, souvent issus de l'armée, attaquaient, au nom du peuple, les élites bien en place qui cumulaient richesses et privilèges. La révolution institutionnalisée fit peau neuve avec le président du Mexique, Lázaro Cárdenas, et son parti, le PRI, en prêtant attention à la base électorale, majoritairement rurale, et en nationalisant les compagnies pétrolières britanniques et américaines. Au Brésil, le gouverneur d'État Getúlio Vargas prit le pouvoir en 1930 lorsque le fragile partage du pouvoir entre les grands de l'État se brisa sous l'effet de l'effondrement catastrophique des cours du café. En 1938, Vargas, soutenu par les «intégralistes», fascistes brésiliens, put dissoudre le Congrès et déclarer l'Estado Novo, un titre inventé peu de temps avant par le chef militaire portugais Salazar pour décrire son propre coup d'État. La nouvelle Constitution de Vargas, bien que jamais vraiment mise en œuvre, lui confiait les pleins pouvoirs en tant que président de la République.

En Árgentine, les classes moyennes en pleine expansion réussirent à conserver un gouvernement libéral («radical») pendant plus de dix ans, au cours des années 1920. Les éléments oligarchiques de la veille (généraux, grands propriétaires terriens, banquiers et membres du clergé) prirent toutefois le pouvoir en 1930. Des officiers renversèrent ce gouvernement lors d'un coup d'État en 1943, et le plus talentueux d'entre eux, Juan Perón, établit un nouveau mouvement populiste avec le soutien des syndicats de Buenos Aires (Corsi, 1999; Halperin Donghi, 2003; Skidmore, 1967; Turner et Miguens, 1983). Ces leaders populistes mobilisèrent les classes

populaires (les *descamisados* ou «sans-chemises» d'Argentine), menaçant les journaux libéraux et les parlements et partis traditionnellement placés sous le contrôle des élites privilégiées solidement ancrées dans le pays. Les Sud-américains se disaient parfois les émules des fascistes et cherchèrent à se distancer des États-Unis. En effet, un mouvement similaire mené par le gouverneur Huey Long émergea en Louisiane durant les années 1930, mais prit fin avec l'assassinat du gouverneur. Partout où ils apparurent, ces mouvements témoignaient de l'écart entre les formes parlementaires, qui demeuraient sous le contrôle des riches élites au pouvoir, et la réalité d'une vaste carence sociale et économique. L'autoritarisme supposément au service du peuple demeurait ainsi (et demeure toujours) une tentation politique récurrente pour les leaders ambitieux et démagogues.

LES ORIGINES D'UNE SECONDE GUERRE MONDIALE

À la fin des années 1930, les plus grands espoirs de la Société des Nations (SDN) ainsi que les rêves d'internationalisme, de tolérance et de libéralisme s'envolaient. Une quinzaine d'années seulement séparaient les derniers retentissements de la Première Guerre mondiale en Méditerranée orientale (1922) et l'incident du pont Marco Polo (1937), qui ouvrit le front extrême oriental de la Seconde Guerre mondiale. Six ans à peine s'étaient écoulés entre le traité de Locarno (1925) qui devait semble-t-il assurer la paix en Europe et la conquête de la Mandchourie par les Japonais, déniant ainsi les principes de la SDN (1931). Pendant ce bref intervalle, plus court que les guerres survenues en ex-Yougoslavie, la sécurité collective, incarnée par la SDN, avait semblé fonctionner.

Si de 1949 à 1989, le concept de sécurité collective reposa sur une alliance militaire Atlantique permanente contre la menace soviétique et le Pacte de Varsovie, dans le cadre de l'OTAN, celui de l'entre-deux-guerres signifiait davantage que tous les pays membres de la SDN devaient s'unir si un État membre ou un autre tentait une agression. Ce système, plus souple et adaptable au cas par cas, représentait un merveilleux idéal mais fut difficile à mettre en œuvre. Au début des années 1930, certains pays, en particulier le Japon, l'Italie, et peu après l'Allemagne nazie, nourrissaient de toute évidence des aspirations expansionnistes. La première violation de la sécurité collective survint en Asie, où les militaires japonais, toujours désireux d'obtenir l'hégémonie en Chine du Nord, s'inquiétèrent de l'avancée de Tchang Kaï-chek vers Beijing. Les forces japonaises avaient établi leur domination en Mandchourie en 1910 et étaient restées impliquées dans les

relations entre seigneurs de guerre après 1911 et pendant les années 1920. Leur volonté réitérée de contrôler Beijing et la Chine du Nord se heurtant aux revendications similaires de Tchang Kaï-chek, les occupants japonais postés de l'autre côté de la Grande Muraille intervenaient continuellement. Ils finirent par profiter de conflits locaux qui menaçaient les voies ferrées pour prendre le pouvoir dans les provinces mandchoues en 1931. Ces vastes territoires, où étaient implantées de grandes installations de métallurgie lourde, devinrent un protectorat nippon, le Mandchoukouo. Le gouvernement chinois n'eut guère d'autre choix que d'accepter le fait accompli. La SDN commandita une mission chargée d'enquêter et condamna cette intervention mais ne prit aucune contre-mesure. Le Japon répondit à la sanction en se retirant simplement de l'instance internationale.

Cette intervention eut également des répercussions décisives sur le Japon. Le gouvernement nippon était divisé entre les libéraux, parmi lesquels se trouvaient quelques amiraux et militaires modérés, et les militaristes, dont les militaires, malgré quelques civils, formaient l'ossature. Le libéralisme japonais vécut ses heures les plus sombres après la mort de l'empereur Taisho (1912–1926) et le couronnement du jeune et inexpérimenté Hirohito (illustration 28), connu sous son nom de règne d'empereur Showa (1926–1989). Durant la deuxième moitié de la décennie, une série de cabinets et de dirigeants de partis opposés se succédèrent, incapables de bien organiser les nouvelles forces favorables à la démocratie de masse et favorisant avant tout la corruption et les délits d'initiés. Pendant la dépression. l'économie rurale souffrit de l'effondrement des cours du riz et de la soie, environ deux cinquièmes de la population élevant des vers. Ainsi la paupérisation des campagnes et la propagation de la prostitution, ultime ressource des familles les plus démunies dont les fils se trouvaient dans l'armée, suscitèrent une remise en cause du libéralisme et de la démocratisation de la décennie précédente ainsi qu'un engouement pour les valeurs patriotiques. L'expérience mandchoue donna aux mouvements militaristes japonais grandissants une emprise sur les territoires situés en dehors de la juridiction de Tokyo. Toute tentative civile de limiter le rôle de l'armée laissait désormais planer la menace d'un coup d'État à la périphérie. La tension monta et les officiers de droite se sentirent autorisés à recourir à l'assassinat, à l'instar des jeunes officiers samouraïs lors de la transition troublée des années 1850 et 1860 et du fanatique qui tua Hara en 1921. Deux Premiers ministres furent victimes d'attentats meurtriers en mai 1932 et en février 1936 (Bix, 2000; Iriye, 1987; Sun, 1993).

Le projet expansionniste fut remis à l'ordre du jour en 1937 lorsque les troupes japonaises profitèrent d'un incident avec les soldats chinois au pont Marco Polo, près de la frontière mandchoue, pour se lancer rapidement à la conquête du sud de la région. Les forces nippones furent promptes mais

n'obtinrent qu'un demi-succès. Elles prirent vite contrôle du littoral chinois et y instaurèrent une occupation cruelle. Une fois arrivées dans la capitale de Tchang Kaï-chek, Beijing dans le sud, elles massacrèrent nombre de prisonniers et de civils chinois, peut-être 300 000, pendant que les représentants des puissances occidentales observaient la scène depuis leurs enclaves extraterritoriales, héritage de leur statut privilégié. Néanmoins, le gouvernement de Tchang Kaï-chek se replia vers l'intérieur du pays, établit sa capitale à Chongqing et s'approvisionna dans les territoires sous contrôle britannique par la route de Birmanie (Myanmar). Les deux pays se trouvèrent dans une impasse et le Japon dut envisager une guerre plus longue et d'une plus grande envergure que celle initialement prévue.

Une telle guerre allait probablement impliquer un conflit avec l'Occident. Afin de justifier la politique expansionniste, la propagande nippone s'appuyait sur le rassemblement des Asiatiques contre le colonialisme dans une sphère de prospérité commune à une grande Asie orientale, même si les effets de la «libération» chinoise dénaturaient ce message. De toute évidence, les États-Unis, qui allaient posséder des bases dans les Philippines pendant encore au moins une décennie, et sympathisaient avec la Chine, allaient difficilement accepter l'hégémonie japonaise dans le Pacifique Ouest. De même, la Grande-Bretagne, avec ses colonies implantées à Hong Kong et Singapour et sa présence en Birmanie et en Inde, représentait un ennemi potentiel, même si Londres voyait d'un mauvais œil une guerre en Asie alors que la menace allemande grandissait en Europe. La Russie soviétique pouvait également devenir un ennemi en raison de sa longue frontière commune avec la Mandchourie, et des souvenirs de l'occupation japonaise dans ses territoires les plus à l'est au cours de la guerre civile russe et de la guerre de Corée en 1904–1905.

Face à la résistance chinoise et à l'hostilité des puissances occidentales, les Japonais durent prendre une décision délicate. Les rivalités internes revêtaient alors une importance capitale. L'armée nippone envisageait une confrontation avec la Russie comme un danger redoutable mais aussi une formidable opportunité. Il semblait judicieux de profiter des troubles que semblaient indiquer les vastes purges organisées en Union soviétique pour lancer une action préventive. Cependant, les missions de reconnaissance dans les régions frontalières avec l'Union soviétique et la Mongolie furent sévèrement repoussées par les Russes en 1939 à Nomonhan, ce qui suggérait qu'une attaque à grande échelle ne serait pas chose aisée. Par ailleurs, le pacte de non-agression d'août 1939 entre l'Allemagne et l'Union soviétique suggérait aux Japonais que l'on ne pouvait pas compter sur un front à l'ouest pour occuper les forces soviétiques. Suite à l'attaque de l'Allemagne hitlerienne à l'encontre de la Russie le 22 juin 1941, la situation connut un revers, mais Tokyo avait également commencé à réévaluer

ses priorités. Tokyo signa son propre pacte de neutralité avec Moscou en avril 1941 et les partisans d'une expansion vers le sud continuèrent à plaider leur cause. La marine impériale envisageait une guerre élargie vers le sud car le Japon qui avait accru sa flotte manquait de pétrole pour l'entretenir. En cas d'interruption des importations en provenance des États-Unis et des Indes néerlandaises, la conquête de ces dernières serait le dernier recours. Un tel projet impliquerait une guerre avec la Grande-Bretagne et les Pays-Bas et probablement aussi les États-Unis. En 1938–1939, la question n'était pas encore tranchée et restait quelque peu théorique. Les États-Unis, très fidèles à leur neutralité, n'étaient pas encore prêts à intervenir. Outrés par les atrocités perpétrées en Chine, ils ne disposaient toutefois que d'une poignée d'hommes sommairement armés, postés dans les Philippines ou les îles Hawaii, et ne semblaient pas constituer une grave menace. Cependant, l'heure de la décision approchait. Le pacte de non-agression germanosoviétique, le déclenchement de la guerre en Europe, les revers des Alliés lors de la conquête des Pays-Bas et de la France et pendant le siège de Londres, ainsi que le réarmement des États-Unis, l'expansion de leur flotte et leur maîtrise des ressources sidérurgiques et pétrolières allaient bientôt donner tout son poids au choix japonais. La décision qui aurait pu empêcher l'expansion du conflit, c'est-à-dire leur retrait de la Chine et le retour aux pactes régionaux des années 1920, fut précisément celle que rejetèrent les dirigeants militaires.

L'affaire de la Mandchourie et la faiblesse manifeste de la SDN devaient avoir d'importantes répercussions en Europe. La sécurité collective pliait facilement et le nouveau chancelier allemand décida qu'il ne se soumettrait pas à ses règles. Dans Mein Kampf, le livre qu'il rédigea pendant sa brève incarcération après l'échec de sa tentative de putsch à Munich en novembre 1923, Hitler définit un vaste «espace vital» (Lebensraum) en Europe centrale et orientale où le peuple allemand serait souverain de paysans slaves. Seules quelques personnes non allemandes pensaient que le chancelier conserverait une conception si barbare et mégalomaniaque. L'arrivée de Hitler au pouvoir ne sembla pas exacerber radicalement les aspirations allemandes. Néanmoins, en décembre 1933, il se retira avec ostentation de la conférence du désarmement lancée de longue date à Genève, sous prétexte que les Français refusaient l'égalité des armes. En mars 1935, il dénonça les clauses militaires du traité de Versailles. L'Allemagne allait rétablir le service militaire obligatoire, afin de soutenir les structures de commandement déjà organisées, et créer une flotte aérienne militaire.

Quelle allait être la réaction des puissances occidentales? Les dilemmes inhérents à l'ordre institué lors du traité de Versailles, visant à garantir le désarmement de l'Allemagne, apparurent brutalement au grand jour entre 1934 et 1936. Une déclaration de guerre reposant simplement sur

l'annonce de la remilitarisation de l'Allemagne était une réaction démesurée. Les Européens de gauche avaient toujours foi dans le désarmement et la nouvelle jeune génération semblait profondément pacifiste, désappointée par le sacrifice apparemment inutile de ceux qui avaient désormais entre trente et quarante ans. Si la France ne se désarmait pas, pourquoi l'Allemagne ne serait-elle pas autorisée à reconstituer son armée? Lors de la conférence de Stresa, la France, l'Italie et la Grande-Bretagne se mirent d'accord pour coopérer en cas d'agression allemande mais cette riposte était insignifiante. Pendant les quelques années qui suivirent 1935, les Français et les Britanniques conservèrent la supériorité des forces. Hitler possédait de vastes ambitions mais n'était pas fou. Il savait ce qui était réaliste et ce qui ne l'était pas. Une forte politique de dissuasion franco-anglaise aurait pu tempérer son comportement ou, selon les rapports secrets allemands établis pendant les années suivantes, inciter les généraux à évincer leur Führer plutôt que d'être forcés d'entrer prématurément dans une guerre dévastatrice. Cependant, ni Londres ni Paris ne souhaitaient mener une politique de fermeté.

La précarité de l'ordre institué par le traité de Versailles fut donc encore plus frappante lorsque Hitler annonça en mars 1936 qu'il ne respecterait plus l'interdiction de faire stationner des troupes dans la zone démilitarisée qui s'étendait sur près de 50 kilomètres à l'est du Rhin, le long de la frontière française (illustration 29). Il soutint, avec raison, devant ses généraux inquiets que Paris et Londres ne réagiraient pas. Les Britanniques opposés à la résistance avançaient que ces terres étaient finalement allemandes. De leur côté, les dirigeants français, voulant à tout prix éviter la guerre, étaient heureux de pouvoir s'en remettre à Londres. Les propos apaisants des uns obtenaient l'approbation des autres (Duroselle, 1979; Emmerson, 1977; Parker, 1993; Weinberg, 1980).

Face à Hitler, la diplomatie et les tentatives de dissuasion furent de plus en plus paralysées par les conflits idéologiques. Le 6 février 1934, des ligues de droite et des profascistes manifestèrent depuis la place de la Concorde jusqu'à l'Assemblée nationale et ne furent dispersés qu'à coups de feu. Leur mobilisation donna lieu, le lendemain, à un grand mouvement de protestation organisé par la gauche. Tout juste six jours plus tard, le Parti chrétien-social autrichien, de plus en plus autoritaire et soucieux de conserver ses adhérents face à son concurrent profasciste, le Front patriotique, supprima par la force le Parti social-démocrate en bombardant les immeubles hébergeant la classe ouvrière viennoise et en imposant un régime quasi dictatorial.

La nouvelle République espagnole, arrivée au pouvoir lors des élections de 1931 et porteuse de grands espoirs, était elle aussi déchirée entre la gauche et la droite. Après la victoire républicaine lors des élections muni-

cipales, Alphonse XIII, discrédité pour s'être longtemps reposé sur le dictateur militaire Primo de Rivera, décida de s'exiler. La coalition de gauche rassemblait les républicains, menés par le président nouvellement élu, Manuel Azaña, les socialistes et les représentants de la Catalogne et du Pays basque en quête de décentralisation. Elle vota une nouvelle Constitution, octroya le statut d'autonomie aux Catalans et aux Basques et sécularisa l'enseignement, s'attirant les foudres de l'Église catholique. En revanche, le gouvernement ne parvint pas à se mettre d'accord sur la réforme agraire, provoquant l'agitation des partisans radicaux du projet. Ceux-ci étaient organisés par les puissants syndicats anarcho-syndicalistes (CNT), opposés à toute coopération politique. Confrontée à des problèmes grandissants et minée de l'intérieur, la coalition de gauche fut renversée lors des élections de 1934. Le nouveau gouvernement de centre-droit remit à plus tard les réformes en cours et tenta de revenir sur les concessions accordées aux provinces autonomes. Il favorisa ainsi au plus mauvais moment un soulèvement mené par les socialistes, les mineurs du Nord, et les Basques et les Catalans qui craignaient de perdre l'autonomie promise. Il rapatria alors des troupes du Maroc espagnol, mata la révolte, arrêta des milliers d'insurgés et s'apprêta à lancer de sévères représailles. Cette décision encouragea le rassemblement d'une nouvelle gauche autour du thème de l'amnistie et de la lutte contre un mouvement qualifié de fasciste. Cette nouvelle coalition de gauche, regroupée sous le nom de Front populaire, qui émergeait à la fois en Espagne et en France avec la bénédiction, bien que distante, de Staline, incluait désormais les communistes, aux côtés des socialistes et de la gauche libérale. Le Front populaire répondait ainsi à la peur que le fascisme ne gagne du terrain au niveau national (voir ci-après) et à la perception soviétique du risque de guerre nazi.

La confrontation idéologique en Espagne participait également à la transformation des politiques internationales européennes, au même titre que les questions de politique impérialiste. En 1934 et au début de l'année 1935, Londres et Paris considéraient toujours Mussolini comme un allié potentiel contre l'Allemagne. Il avait en effet d'abord craint une attaque de Hitler contre l'Autriche indépendante. Cependant, la divergence entre les deux dictateurs ne dura pas. Mussolini voulait un empire. Dès l'automne il prétexta un incident de frontière entre l'Érythrée, sa colonie, et l'Empire éthiopien pour se lancer à sa conquête. Le jeune empereur Hailé Sélassié en appela à la SDN. Les gouvernements britannique et français tentèrent de trouver un accord de partage qui, une fois dévoilé, fut rejeté en bloc par les Éthiopiens. Quand l'invasion italienne commença réellement en automne, la France et la Grande Bretagne durent reconnaître le bien fondé des sanctions votées par la SDN. Ces sanctions furent sans effet, le pétrole ne figurant pas sur la liste des produits interdits à l'Italie. Mussolini

avança rapidement, bombardant et utilisant des gaz toxiques, contre les Éthiopiens qui bien que luttant avec bravoure furent rapidement écrasés. Mussolini apprit que Hitler allait soutenir ses projets et, pendant l'automne 1936, les deux dictateurs annoncèrent la formation de l'axe Rome-Berlin. En retour, Mussolini accepta l'annexion de l'Autriche par l'Allemagne un an et demi plus tard.

La France, la Grande-Bretagne et l'Italie auraient pu exercer un contrepoids suffisant face à l'Allemagne jusqu'en 1935. Les deux premiers pays auraient pu utiliser leur force de dissuasion même après l'occupation de la Rhénanie. Hitler avait déjà surpris ses adversaires potentiels en écartant tout danger d'une inclusion polonaise dans toute alliance anti-allemande en signant un pacte de non-agression avec Varsovie en 1934. Pour le ministre des Affaires étrangères français, Louis Barthou, homme, malheureusement assassiné en même temps que le roi de Yougoslavie en 1934, seule une alliance avec la Russie pouvait réellement arrêter Hitler. Le régime soviétique était haïssable, mais tel avait été le régime tsariste avant 1914. Staline devint lui aussi préoccupé par la montée d'une puissance dont l'idéologie désirait éradiquer le bolchevisme. Son commissaire du peuple aux Affaires étrangères, Maxime Litvinov, devint le plus éloquent champion de la sécurité collective au sein de la SDN au moment où l'Occident renonçait complètement à cette notion.

Lors du VII^e congrès de l'Internationale communiste en 1935, les Soviétiques annoncèrent un changement de politique majeur. Les partis communistes du monde entier étaient dorénavant encouragés à coopérer avec les éléments progressistes de la bourgeoisie et les sociaux-démocrates qu'ils avaient jusqu'alors taxés de valets du fascisme. Une vaste coalition de Front populaire promettait d'évincer les partis de droite et potentiellement profascistes lors des élections à venir en France et en Espagne.

Si la gauche dans son ensemble n'obtint pas beaucoup de voix supplémentaires, la nouvelle coalition permit aux Fronts populaires de triompher lors des élections parlementaires espagnoles de février 1936 et du scrutin organisé en juin en France. Dans ces deux pays, la situation politique semblait particulièrement tendue et la violence pouvait aisément embraser la nation. En France, les manifestations et les grèves qui suivirent les élections de juin finirent par convaincre les électeurs de droite que le pays était aux portes de la révolution.

En Espagne, les extrémistes des deux bords de la scène politique recouraient aux assassinats politiques. Suite à la montée de la violence dans les rues entre les ligues politiques de droite et les anarchistes, quatre généraux, et leurs confédérés de plusieurs villes de la péninsule, organisèrent des soulèvements le 18 juillet. Tous ne furent pas couronnés de succès. À l'exception du Pays basque et de la région minière des Asturies, Burgos

et la Castille du Nord passèrent aux mains des insurgés, les nationalistes. Si les loyalistes étaient maîtres de Madrid et de Barcelone ainsi que de l'Andalousie et de l'Aragon, l'envoi rapide de troupes postées au Maroc assura promptement aux nationalistes le contrôle de Séville et du sud de l'Andalousie. Dans les régions controlées par la gauche, un mouvement révolutionnaire éclata après le soulèvement nationaliste. Pendant l'été et l'automne, des comités révolutionnaires mirent en œuvre la collectivisation des campagnes et s'emparèrent du contrôle des usines. L'exubérance des collectifs anarchistes ne dura toutefois pas plus d'un an. Les communistes s'empressaient eux-mêmes d'éliminer leurs prétendus ennemis, les trotskistes, et avec l'appui des républicains centristes et des socialistes modérés s'attelèrent à la tâche que constituait la défense du territoire républicain. L'appel à l'aide internationale, lancé par le gouvernement, ne fut pratiquement pas entendu, si ce n'est par le Mexique et l'Union soviétique. La Russie offrit son assistance et aida à l'organisation des brigades internationales, une force importante de sympathisants volontaires, dont de nombreux communistes en exil ayant fuit l'Allemagne et l'Italie, d'autres les États-Unis, envoyés pour gonfler les rangs de l'armée de la République et qui se battirent jusqu'en 1938. En France, le nouveau dirigeant du Front populaire, Léon Blum, envisagea d'envoyer des secours mais en fut dissuadé par les Britanniques, qui ne voulaient pas voir la guerre s'étendre, or Blum refusa d'intervenir unilatéralement. Au contraire, la Grande-Bretagne commença à proposer un pacte de non-intervention censé empêcher toute intervention ou aide à l'étranger. Néanmoins, l'Italie fasciste et l'Allemagne étaient prêtes à apporter aux insurgés une force aérienne et des pilotes expérimentés. Madrid devint la première ville à subir un bombardement aérien de grande envergure en novembre 1936 et les escadrons allemands détruisirent la ville basque de Guernica l'année suivante. La guerre civile dura plus de trois ans et coûta la vie à près d'un demi-million des 25 millions d'Espagnols. Les nationalistes finirent par prendre le dessus, conquérant lentement de nouvelles terres, coupant Barcelone de Madrid et obligeant des centaines de milliers de personnes à passer les Pyrénées au début de l'année 1939. Franco prit le pouvoir au nom de la Phalange, composée de prétendus fascistes et de traditionalistes catholiques, et des carlistes de Navarre, parti d'extrême droite disposant d'une milice (illustration 30). En l'espace de deux décennies, l'Espagne tomba dans la répression et la stagnation. Son régime survécut à la défaite des puissances fascistes en 1945 car Franco réussit à tenir son pays à l'écart de la Seconde Guerre mondiale en dépit des pressions réitérées de Hitler.

Le Front populaire espagnol succomba à la guerre civile en Espagne et s'épuisa à force de contradictions en France. Dans ce pays, la gauche arriva triomphalement au pouvoir en juin, nommant à la tête du gouvernement

Léon Blum, un socialiste juif qui admirait F. D. Roosevelt et qui tenta de mettre en œuvre un programme d'augmentation des salaires, de congés payés et de mesures réformistes. L'opposition de droite haïssait cette coalition et ses jeunes intellectuels en vogue à Paris commencèrent à rêver de fascisme et de nazisme. Ce gouvernement d'union ne tarda pas à succomber à ses dissensions. Le parti radical-socialiste modéré représentant les classes moyennes provinciales s'était joint à la coalition pour remporter les élections. Cependant, ces fervents défenseurs de la classe moyenne, peu attachés aux causes socialistes, éprouvèrent des regrets lorsque les communistes se mirent à brandir le drapeau rouge ou à chanter l'Internationale.

Avec l'arrivée au pouvoir du nouveau gouvernement, une grande

vague de grèves accompagnées de l'occupation des lieux de travail secoua le pays. Blum convoqua les représentants du patronat et des syndicats pour signer un accord collectif relevant les salaires, reconnaissant le droit syndical et instituant la semaine de quarante heures et les congés payés. Le gouvernement nationalisa la Banque de France et se lança dans une bataille rhétorique contre le «féodalisme financier». Blum dut faire face à une version plus restreinte de la dépression européenne mais le chômage restait préoccupant et il chercha un plan keynésien de relance budgétaire. Néanmoins, le gouvernement continua à déployer ses efforts pour maintenir la valeur du franc par rapport à l'or, malgré le désengagement de la Grande-Bretagne et des États-Unis, et fut confronté à la fuite des capitaux. Blum se résolut à dévaluer le franc. Il annonça également une pause dans ses projets de réforme et recourut au contrôle des changes pour contenir l'hémorragie financière. Il démissionna en 1937 suite aux critiques du Sénat. Un nouveau cabinet de radicaux-socialistes, dénué d'inspiration réformatrice, obtint la majorité. Blum revint brièvement au pouvoir au printemps 1938 lors de l'annexion de l'Autriche par l'Allemagne. Il tenta alors de rallier un gouvernement moins partisan au nom du réarmement. Il avait en effet nationalisé l'industrie aéronautique auparavant morcelée et son vaillant ministre chargé de l'aviation encourageait la relance de la production. Cependant, les conservateurs refusèrent de coopérer tant que tous les acquis du Front populaire n'auraient pas été supprimés. Les conséquences dépassèrent les frontières de la France, et les projets d'une réforme coloniale en Algérie et en particulier en Indochine furent suspendus. Un autre radical-socialiste, Édouard Daladier, agissait pour éviter à son parti toute collaboration avec les partis et syndicats de la classe ouvrière.

En 1938, les coalitions gouvernementales des démocraties occidentales avaient abandonné depuis longtemps l'idée de sécurité collective et n'eurent d'autre choix que d'essayer de satisfaire les demandes de Hitler et d'espérer qu'il se contenterait de la réunification des peuples allemands d'Europe centrale au sein du Reich. La France refusait d'intervenir sans la Grande-Bretagne. La majorité conservatrice britannique, sous la direction de Neville Chamberlain, s'efforça de régler les différends allemands par la politique dite de l'apaisement. En mars 1938, le chef du parti chrétiensocial autrichien tenta d'organiser un plébiscite pour démontrer que son pays souhaitait conserver son indépendance. Hitler envahit alors son voisin sous les acclamations de la population et organisa des élections confirmant l'enthousiasme général face à l'Anschluss, c'est-à-dire le rattachement de l'Autriche à la Grande Allemagne. Hitler, conscient qu'il finirait par rentrer en guerre contre les puissances occidentales, poursuivit son plan quadriennal de reconstruction militaire. À la fin du printemps 1938, il porta son attention sur la Tchécoslovaquie, où le parti nazi national déchaînait l'enthousiasme des trois millions de germanophones provenant de l'empire d'Autriche, en soutenant que Prague imposait une intolérable restriction à leur identité ethnique. Hitler menaça de déclencher une guerre. Les émissaires britanniques et la presse suggérèrent alors de séparer les Sudètes germanophones de la Tchécoslovaquie et de permettre leur rattachement à l'Allemagne. Le gouvernement tchèque dirigé par Edvard Benes aurait pu forcer la France à honorer les engagements qu'elle avait contractés et à déclarer la guerre à l'Allemagne si celle-ci voulait vraiment prendre les armes. Craignant toutefois d'être abandonné, il finit par accepter l'accord que Chamberlain avait réussi à négocier avec Hitler à la fin du mois de septembre et en octobre 1938 lors des conférences de Bad Godesberg, Berchtesgaden et Munich. Staline lui-même comprenait que la Grande-Bretagne et la France hésitent fortement à se confronter à Hitler quand il retira ses brigades internationales d'Espagne.

Chamberlain présenta les accords de Munich comme une réussite triomphale. Il avait préservé la paix et Hitler l'avait assuré qu'il n'avait plus aucune visée en Europe. Pourtant, l'opposition travailliste tout comme les détracteurs de l'apaisement dans son propre parti n'en étaient pas aussi convaincus. Cependant, Hitler profita des ambitions des Polonais et des Hongrois sur les régions tchécoslovaques où vivaient leurs frères ainsi que des demandes d'autonomie des Slovaques pour entrer à Prague à la mimars 1939. Il annexa ainsi la Bohême et la Moravie en les plaçant sous la protection du Reich et reconnut l'indépendance de la Slovaquie. Chamberlain reconnut que l'on ne pouvait pas avoir confiance en Hitler et accorda de nouvelles garanties à la Pologne et à la Roumanie. Ses partisans avancèrent que la politique d'apaisement avait permis à l'Ouest de gagner un an pour se réarmer et, de fait, Paris et Londres accélérèrent leur réarmement. Cependant Hitler continuait lui aussi à s'armer et les ressources tchécoslovaques étaient désormais perdues pour toute coalition occidentale.

La grande inconnue restait la position de l'Union soviétique, toujours sujette à controverse parmi les spécialistes. À la fin de l'année 1938, Staline

s'était de toute évidence détourné de la sécurité collective du Front populaire. Staline pouvait ainsi conclure que les Français et les Britanniques n'entretenaient aucun intérêt sérieux dans une alliance militaire tacite avec Moscou. Au cœur de l'été 1939, ils ne firent preuve d'aucun empressement à la fois parce qu'ils considéraient que l'efficacité des forces militaires soviétiques anémiées par les purges s'était amoindrie, mais aussi sans doute à cause d'un aveuglement idéologique. Cependant, il renvoya Litvinov au printemps 1939, dont la confession juive offensait Berlin, et entama des négociations avec l'Allemagne. Il les poursuivit même au cours de l'été 1939 lorsque les Français et les Britanniques, qui se bornaient à sousestimer la capacité militaire soviétique, commencèrent à se rapprocher de lui par intermittence. Hitler avait cependant plus à offrir que les Alliés occidentaux : un tiers de la Pologne et peut-être la liberté de mouvement en Europe de l'Est. Ce fut sur cette base que fut conclu le Pacte de nonagression entre Ribbentrop et Molotov le 23 août 1939, permettant à Hitler d'attaquer la Pologne une semaine plus tard (illustration 31). La tension était visiblement montée en raison des mauvais traitements infligés par les Polonais aux Allemands vivant dans le corridor de Dantzig (Gdansk) mais l'objectif à court terme était de récupérer la ville et d'envahir la Pologne. Les Allemands déclenchèrent un incident militaire à la frontière, qu'ils prirent comme prétexte pour justifier leur invasion de la Pologne le ler septembre. La Grande-Bretagne et la France réagirent en déclarant la guerre le 3 septembre.

LA SECONDE GUERRE MONDIALE

La Seconde Guerre mondiale allait largement surpasser la Première par son ampleur et son caractère destructeur. La frontière entre civils et militaires, globalement respectée pendant la Première Guerre mondiale, disparut complètement. Les nazis eurent recours aux SS (police militaire nazie) et à certaines unités de l'armée pour organiser des politiques de génocide dans les pays conquis. Ils tentèrent ainsi de faire disparaître tous les juifs d'Europe et réussirent à en tuer près de six millions sur les onze existant, massacrèrent des centaines de milliers de Rom et de Sinti, de nombreux homosexuels et infirmes, des civils russes et polonais en grand nombre et des milliers de personnes furent victimes de représailles dans les pays occidentaux. Les combats aériens furent de plus en plus destructeurs. Les bombardiers allemands avaient été utilisés pour dévaster Madrid et Guernica pendant la guerre civile espagnole en 1936, puis Varsovie en 1939 et Rotterdam en 1940. Ils firent encore plus de ravages à Londres, à Coventry

et dans d'autres villes lors de la bataille d'Angleterre en 1940. De leur côté, les forces anglo-américaines, qui disposaient de centaines de bombardiers propulsés par quatre moteurs, lancèrent des offensives aériennes contre des cibles urbaines. Ces attaques firent des dizaines de milliers de victimes à Berlin, à Hambourg et dans d'autres villes allemandes et plus de 35 000 morts à Dresde en février 1945. Au Japon, près de 100 000 personnes périrent lors du grand bombardement incendiaire de Tokyo et peut-être 150 000 lors du largage des bombes nucléaires sur Hiroshima et Nagasaki. L'effort de guerre reposant sur les centres de production civils, ces pertes civiles pouvaient sembler justifiées. La famine fit des millions de morts en Chine de même qu'au Bengale sous mandat britannique.

La guerre totalisa ainsi près de 60 millions de victimes, laissant d'immenses agglomérations dévastées, freinant la production alimentaire et déplaçant des millions de réfugiés condamnés à errer à travers l'Europe. Les Russes payèrent le plus lourd tribut et près de vingt-cinq millions de personnes perdirent la vie, soldats et civils confondus. Les communautés juives d'Europe centrale et orientale furent décimées et, juste avant la fin de la guerre, douze à quinze millions d'Allemands furent expulsés des territoires sudètes reconquis en Tchécoslovaquie et des anciens territoires allemands de Prusse orientale, de Poméranie et de Silésie qui furent donnés aux Polonais qui avaient perdu leurs terres frontalières convoitées par la Russie depuis la Première Guerre mondiale. On estime que près de trois millions de personnes d'origine allemande furent tuées durant les soulèvements de 1945, que 600 000 autres furent tuées par les bombardements aériens sur les villes allemandes, et que quatre millions de soldats et deux millions et demi de personnes périrent dans les camps militaires — un bien lourd prix à payer pour leur soutien enthousiaste initial pour les politiques nazies. En Asie, jusqu'à quinze millions de Chinois furent victimes de la famine, des inondations et des événements militaires; les Japonais sacrifièrent près de deux millions de leurs soldats et environ 400 000 civils dans les bombardements, contre lesquels ils ne disposaient pas de protections adéquates. Un million d'Indiens perdirent la vie parmi les vagues de réfugiés qui déferlaient de la Birmanie occupée et un autre million moururent de faim au Bengale. Un demi million de Vietnamiens périrent durant la famine de 1944. Même si la guerre ne fit pas des millions de victimes de façon immédiate, la misère, le froid et la faim (tels aux Pays-Bas durant l'hiver de 1944-1945, ou pendant le siège de Léningrad) emportèrent les enfants en bas âge et les vieillards et instaurèrent une misère de masse. Les villes d'Allemagne, du Japon et de Russie occidentale, au même titre que Varsovie, Budapest, Manille et des douzaines d'autres centres urbains, étaient en ruines. Les voies ferrovières, les ponts, les ports et les usines en Italie et dans le nord de la France étaient dévastés.

Afin de mieux comprendre la guerre, il est possible de la diviser en quatre conflits interdépendants. Le premier réside dans la guerre anglo-française pour résister à l'hégémonie allemande en Europe de l'Est. Déclenchée par l'invasion de la Pologne par Hitler, il s'agit en fait d'une résurgence de la guerre de 1914–1918. Ce conflit s'acheva avec la conquête par Hitler de la Norvège, du Danemark, des Pays-Bas, de la Belgique et du Luxembourg en avril et en mai 1940, puis la capitulation et l'occupation de la France et enfin le retrait de toutes les forces britanniques du continent un mois plus tard. Elle fut qualifiée de « dernière guerre européenne » (Lukacs, 1976). La Grande-Bretagne dut poursuivre seule sa lutte anti-hitlérienne sur le front nord-africain et sur les mers, dans l'Atlantique Nord.

Le deuxième conflit fut la grande lutte idéologique de l'Union soviétique, alliée aux États-Unis et à la Grande-Bretagne, contre Hitler. Il débuta le 22 juin 1941 lorsque le Führer envahit la Russie, mettant fin à une difficile période de neutralité en Europe de l'Est. L'hostilité qu'il nourrissait depuis longtemps à l'égard du bolchevisme resurgit, de même que ses aspirations à un espace vital, le Lebensraum. De par le nombre d'hommes envoyés à la guerre, la sauvagerie des faits militaires, le manque de retenue allemand dans la violence et les tueries, l'intensité héroïque de l'effort militaire et industriel soviétique, cette guerre fut sans précédent. Les principaux tournants de cette guerre furent la défense russe lors du siège de Leningrad pendant presque trois ans, l'arrêt des Allemands aux portes de Moscou en décembre 1941 et la défaite allemande au terme d'une bataille de six mois pour Stalingrad (de juillet 1942 à février 1943). Ce conflit, pendant lequel se déroulèrent les plus vastes offensives terrestres le long d'un front de plus de 3 000 kilomètres, fit de nombreuses victimes civiles, parmi lesquelles figurent les juifs massacrés en Europe. Avant l'invasion de l'Italie par les Anglo-américains lors de l'été 1943 et leur débarquement en France, avec davantage de troupes encore en juin 1944, la quasi-totalité des combats s'étaient déroulés sur le front de l'Est. Les États-Unis fournirent toutefois de plus en plus de matériel à la Grande-Bretagne et à la Russie dans le cadre de la loi du prêt-bail (Overy, 1996, 1998; Weinberg, 1994).

La troisième guerre fut livrée en Asie de l'Est et débuta par l'invasion nippone de la Chine en 1931, si ce n'est par celle de la Mandchourie six ans plus tôt. Elle prit de l'ampleur lorsque le Japon décida de conquérir l'Asie du Sud-Est, y compris la Birmanie, le Siam, l'Indochine, les Indes néerlandaises et les Philippines, dans une série de frappes éclairs en décembre 1941 et au début de l'année 1942. L'attaque japonaise lancée le 7 décembre 1942 sur Pearl Harbor, la base navale américaine d'Hawaii, permit finalement au président Roosevelt de venir à bout des divisions de l'opinion publique nationale et de rentrer en guerre. Bien que les positions américaines en Extrême-Orient fussent occupées et perdues, la puissance

économique du pays, sa capacité à reconstruire sa flotte navale et sa vaste force aérienne signifiaient à long terme que le Japon ne pouvait plus tabler sur une conquête rapide.

Les prévisions de Tokyo restent surprenantes à certains égards car le déséquilibre des ressources matérielles vouait leur entreprise à l'échec si les États-Unis restaient déterminés. Les dirigeants nippons considérèrent toutefois inacceptables les demandes américaines de leur retrait de Chine. Ils espéraient, s'ils parvenaient à obtenir le pétrole nécessaire et à établir un périmètre de sécurité, que les États-Unis chercheraient à éviter le conflit (Willmott, 1982). Le Japon réussit à conquérir rapidement une grande partie de la région mais les Anglo-américains conservèrent le sud de la Nouvelle-Guinée. Au cours des années suivantes, ils reprirent les îles de Micronésie puis les Philippines ainsi que les bases insulaires qui leur permirent de lancer de vastes campagnes de bombardement aérien sur les îles japonaises. Le Japon se serait sûrement rendu sans l'utilisation des bombes atomiques en août 1945 mais il y eut de fortes pressions bureaucratiques pour recourir à cette nouvelle arme dès qu'elle fut au point alors que les Japonais essayaient de négocier pour une reddition honorable. Par ailleurs. les États-Unis attendaient cette reddition avec impatience. L'état-major américain restait convaincu que l'invasion de l'archipel était nécessaire et qu'il paierait très cher l'éventuelle prise de Honshu et de Tokyo par une offensive terrestre. La reddition divisa les Japonais jusqu'au dernier moment. Ils répondirent aux derniers ultimatums avec tant de réserves que les Américains, à bout de patience, décidèrent de mener à bien leurs projets. À cette époque, l'idée d'un bombardement massif d'une région pouvant occasionner de nombreuses victimes civiles était devenue naturelle. 1

Le quatrième conflit pourrait être considéré comme une guerre de succession menée dans les territoires occupés par l'Allemagne et le Japon. Il s'agissait en effet d'une guerre de résistance contre les forces d'occupation et les gouvernements collaborateurs ou contre les éléments favorables à l'Axe qui coopéraient avec eux en France, en Norvège, en Grèce, en Yougoslavie, en Pologne et dans la partie occupée de l'Union soviétique. Une lutte similaire se produisit dans les régions d'Asie du Sud-Est sous occupation japonaise. Ce conflit, livré par des armées partisanes, fut caractérisé par de sanglantes représailles, dont le nombre se multiplia entre 1944 et 1945, lorsque les défaites de l'Allemagne et du Japon devenaient inévitables. L'objectif était de savoir quelles forces dirigeraient les pays occupés après la reddition forcée de l'Allemagne et du Japon. En règle générale, les différentes tendances politiques au sein de la Résistance (communistes, catholiques, socialistes et démocrates de gauche non communistes et même traditionalistes et catholiques nationalistes) coopérèrent en France et en Italie. En revanche, en Grêce, en Yougoslavie et en Pologne, les

communistes et les non communistes se divisèrent (plus temporairement peut-être en Chine) pour se livrer une guerre civile en pleine guerre civile au sein des coalitions de résistants ou celles des collaborateurs avec les forces d'occupation.

Staline et Churchill, réunis en novembre 1944, décidèrent, du moins officieusement, que les pays occidentaux contrôleraient la majorité (90%) de la Grèce, que la Russie pourrait décider du sort de la Roumanie et que la Pologne et la Yougoslavie seraient divisées en deux zones d'influence égales. Peut-être en se fondant sur cette base, Churchill aida alors les résistants proroyalistes à désarmer les guérillas communistes, pendant que les groupes prosoviétiques étaient aidés dans leur accession au pouvoir dans une grande partie de l'Europe de l'Est. Dans cette région, en Chine et au Viêt Nam, les derniers combats de la Seconde Guerre mondiale se confondirent ainsi avec les débuts de la guerre froide et des luttes nationales anticoloniales (Coutouvidis et Nolds, 1986; Feis, 1957; Kédros, 1966; Mazower, 1993; McCoy, 1980; Pavone, 1991; Roberts, 1973; Thorne, 1985). Alors même que des millions de soldats et que les populations des pays occupés et combattants se trouvaient soulagés par la fin de cette gigantesque guerre, de nouveaux conflits politiques et militaires émergeaient dans le monde colonial et en Europe de l'Est.

Il était remarquable que les volontés de représailles et de vengeance, qui avaient tant empoisonné les politiques démocratiques et les relations internationales après la Première Guerre mondiale, étaient bien plus effacées après la Seconde Guerre mondiale. En ce sens, les anciennes aspirations exagérées de nationalisme et de domination parmi les pouvoirs européens et le Japon s'étaient épuisées d'elles-mêmes. Cependant, c'était désormais au tour des peuples coloniaux d'exprimer leurs ambitions nationalistes si longtemps réprimées. Ainsi, la victoire permit également la manifestation d'aspirations idéologiques pour une hégémonie régionale chez les plus grandes puissances de l'après-guerre: l'Union soviétique, la Chine, les États-Unis. Les luttes d'empires n'en étaient pas encore à leur fin.

Note

1. De nombreux auteurs ont écrit sur la décision américaine d'utiliser la bombe atomique. Les soi-disant «révisionnistes» des années 1960 et 1970 suggèrent que, toujours dans l'optique d'une rivalité américano-soviétique de l'après-guerre, Washington voulait faire démonstration de son pouvoir nucléaire aux soviétiques. Une discussion judicieuse de cette décision est offerte par Bundy (1988), dans divers articles de Bernstein et, plus récemment, par Frank (1999).

BIBLIOGRAPHIE

- Les livres déjà cités dans la bibliographie du chapitre 1 n'ont pas été répétés ci-dessous.
- BATATU H. 1978. The Old Social Classes and the Revolutionary Movements of Iraq, Princeton.
- BAUMONT M. 1967. *La Faillite de la Paix. Tome I: De Rethondes à Stresa*, Paris, Presses Universitaires de France.
- 1968. La Faillite de la Paix. Tome II: De l'affaire éthiopienne à la guerre, Paris, PUF.
- BEININ J., LOCKMAN Z. 1987. Workers on the Nile: Nationalism, Communism and the Egyptian Working Class, 1882–1954, Princeton.
- Bethell N. 1979. The Palestinian Triangle: The Struggle between the British, the Jews, and the Arabs, 1935–1948, Londres.
- Betts R. F. 1985. *Uncertain Dimensions: Western Overseas Empires in the Twentieth Century*, Minneapolis, University of Minnesota Press.
- Bix H. P. 2000. Hirohito and the Making of Modern Japan, New York.
- BLOOMFIELD A. L. 1959. Monetary Policy under the International Gold Standard, 1880–1914, New York.
- Bracher K. D. 1970. The German Dictatorship: The Origins, Structure, and Effects of National Socialism, New York.
- BROCHEUX P., HÉMERY D. 2001. *Indochine: la colonisation ambigüe,* 1858–1954, Paris.
- Brown J. M. 1989. Ghandi: Prisoner of Hope, New Haven.
- Louis W. R. (dir. publ.) 1999. *The Oxford History of the British Empire: The Twentieth Century*, Oxford/New York, Oxford University Press.
- BUNDY G. M. 1988. Danger and Survival, New York.
- CARR E. H. 1985. The Bolshevik Revolution, 1917–1923, 3 vols., New York.
- CHANDAVARKAR R., 1998. *Imperial Power and Popular Politics: Class, Resistance and the State in India, c.1850–1950*, Cambridge.
- COHEN M. J. 1978. Retreat from the Mandate: The Making of British Policy, 1936–1945. New York.
- COHEN S. 1970. Bukharin and the Bolshevik Revolution: A Political Biography, 1888–1938, Oxford.
- COOPER F. 1987. On the African Waterfront: Urban Disorder and the Transformation of Work in Colonial Mombasa, New Haven.

- 1996. Decolonization and African Society: The Labour Question in French and British Africa, Cambridge, Cambridge University Press (Série: African Studies Series).
- 2002. *Africa Since 1940: The Past of the Present*, Cambridge, Cambridge University Press (Série: New Approaches to African History).
- Corsi F. L. 1999. Estado Novo politica externa e projeto nacional, Sao Paolo.
- COUTOUVIDIS J., NOLDS J. R. 1986. Poland, 1939-1947, Leicester.
- DE CECCO M. 1974. Money and Empire: The International Gold Standard, 1890–1914, Oxford.
- DEUTSCHER I. 1968. Stalin: A Political Biography, Oxford.
- DUROSELLE J. B. 1979. La Décadence 1932–1939 : Politique étrangère en France, Paris.
- EICHENGREEN B. J. 1992. Golden Fetters: The Gold Standard and the Great Depression, New York, Oxford University Press.
- EMMERSON J. T. 1977. The Rhineland Crisis: March 7, 1936, Londres.
- EVANS R. J. 2004. *The Coming of the Third Reich*, New York, The New Penguin Press.
- FEIS H. 1957. Roosevelt, Churchill, Stalin, Princeton.
- Frank R. B. 1999. Downfall: The End of the Imperial Japanese Empire, New York.
- GERSHOVICH M. 2000. French Military Rule in Morocco: Colonialism and its Consequences, Londres.
- GLEASON A. 1995. Totalitarianism: The Inner History of the Cold War, New York.
- GOUREVITCH P. 1986. Politics in Hard Times: Comparative Responses to International Economic Crises, New York, Ithaca.
- GRAZIOSI A. (dir. publ.) 1991. Lettere da Kharkov: La carestia in Ucraina e nel Caucaso del nord nei rapporti diplomatici italiani 1923–1933, Turin (Italie), Einaudi.
- HALL P. (dir. publ.) 1989. *The Political Power of Economic Ideas: Keynesianism across Nations*, Princeton (New Jersey), Princeton University Press.
- HALPERIN DONGHI T. 2003. La Argentina y la tormenta del mundo: ideas e ideologies entre 1930 y 1945, Buenos Aires.
- HAWLEY E. 1964 *The New Deal and the Problem of Monopoly*, Princeton (New Jersey), Princeton University Press.

- IRIYE A. 1987. The Origins of the Second World War in Asia and the Pacific, Londres.
- JALAL A. 1985. The Sole Spokesman: Jinnah, the Muslim League and the Demand for Pakistan, Cambridge.
- KÉDROS A. 1966. La résistance grecque (1040-1944), Paris.
- KERSHAW I. 1998. *Hitler: 1889–1936 Hubris*, New York, W. W. Norton & Company.
- 2000. Hitler: 1936–1945 Nemesis, New York, W. W. Norton & Company.
- KHOURY P. S. 1987. Syria and the French Mandate: The Politics of Arab Nationalism, 1920–1945, Princeton, Princeton University Press.
- KINDLEBERGER C. P. 1985. *The World in Depression, 1929–1939*, Berkeley/Los Angeles, University of California Press (Série: History of the World Economy in the Twentieth Century).
- KOTKIN S. 1995. *Magnetic Mountain: Stalinism as a Civilization*, Berkeley (Californie), University of California Press.
- LAFEBER W. 1997. The Clash. New York.
- LINDERT P. 1969. *Key Currencies and Gold, 1900–1913*, Princeton (Série: Studies in International Finance).
- LOUIS W. R. 1977. *Imperialism at Bay, 1941–1945: The United States and the Decolonisation of the British Empire,* Oxford, Oxford University Press.
- LUKACS J. 1976. *The Last European War: September 1939–December 1945*, New York, Doubleday.
- Lyttelton A. 1987. *The Seizure of Power: Fascism in Italy, 1919–1929*, Princeton (New Jersey), Princeton University Press.
- MAZOWER M. 1993. *Inside Hitler's Greece: The Experience of Occupation*, 1941–1944. New Haven.
- McCoy A. W. (dir. publ.) 1980. Southeast Asia under Japanese Occupation, New Haven.
- NEHRU J. 1936. An Autobiography, Londres.
- OVERY R. 1996. Why the Allies Won, New York.
- 1998. Russia's War Effort, Londres.
- 2004. *The Dictators: Hitler's Germany, Stalin's Russia*, New York, W. W. Norton & Company.
- PARKER R. A. C. 1993. Chamberlain and Appeasement: British Policy and the Coming of the Second World War, New York.

- PAVONE C. 1991. Una guerra civile, Turin (Italie).
- PAXTON R. O. 2004. The Anatomy of Fascism, New York, Alfred A. Knopf.
- PIPES R. 1997. The Russian Revolution, 1899–1919, Londres.
- ROBERTS W. R. 1973. Tito, Mihailovic and the Allies, 1941–1945, Rutgers.
- ROTHERMUND D. 1996. *The Global Impact of the Great Depression*, 1929–1939, Londres/New York, Routledge.
- SCHLESINGER A. Jr. 1957–1960. The Age of Roosevelt, 3 vols.
- SKIDMORE T. E. 1967. Brazil 1930–1964: An Experiment in Democracy, New York.
- SLUGETT P. 1976. Britain in Iraq, 1914–1922, Londres.
- SPENCE J. D. 1999. *The Search for Modern China*, New York, W. W. Norton & Company.
- STOCKWELL A. J. 1999. Imperialism and Nationalism in South-East Asia. Dans: Brown J. M., Louis W. R. (dir. publ.) *The Oxford History of the British Empire: The Twentieth Century*, Oxford/New York, Oxford University Press.
- Sun Y. 1993. China and the Origins of the Pacific War, 1931–1941, New York.
- TARLING N. 1992. *The Cambridge History of Southeast Asia*, vol. II, Cambridge, Cambridge University Press.
- THORNE C. 1985. *The Issue of War: States, Societies and the Far Eastern Conflict of 1941–1945*, Londres, Hamish Hamilton.
- TURNER F. C., MIGUENS J. E. 1983. *Juan Peron and the Reshaping of Argentina*, Pittsburg (Pennsylvanie).
- ULAM A. 1989. Stalin: The Man and His Era, Boston.
- Walters F. P. 1960. *A History of the League of Nations*, Oxford/Londres, Oxford University Press/Royal Institute of International Affairs.
- WASSERSTEIN B. 1991. *The British in Palestine: The Mandatory Government and the Arab-Jewish Conflict, 1917–1929*, Oxford.
- Weinberg G. 1980. The Foreign Policy of Hitler's Germany: Starting World War II, 1937–1939, Chicago.
- 1994. A World at Arms: A Global History of World War II, Cambridge.
- WILLMOTT H. P. 1982. *Empires in the Balance: Japanese and Allied Pacific Strategies to April 1942*, Annapolis.
- WRIGHT G. 1986. Old South, New South: Revolutions in the Southern Economy since the Civil War, New York, Basic Books.

3

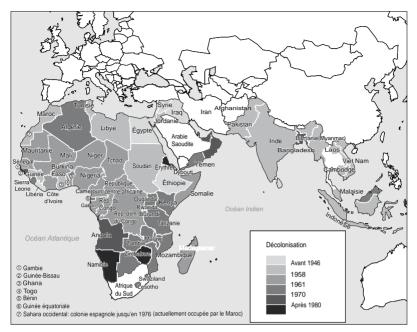
La fin des empires coloniaux et les transformations du système international

Charles S. Maier

LA DÉCOLONISATION

La fin de la Seconde Guerre mondiale acheva la transformation des systèmes impériaux. Les responsables politiques nationalistes, tels que de Gaulle et Churchill, espéraient garder le contrôle de leurs empires, mais ce rêve fut vain et les efforts déployés pour renouveler ou perpétuer la domination coloniale furent voués à l'échec. En Afrique, les Français réussirent bien à réprimer, dans un bain de sang, un soulèvement massif dans les Aurès et à retrouver leurs pouvoirs en Afrique du Nord et en Asie du Sud-Est. Mais la conquête par les Japonais des possessions européennes en Asie du Sud-Est fit prendre conscience aux peuples colonisés que leurs maîtres n'étaient pas invincibles.

Dans les conflits de l'après-guerre, ceux qui demeuraient loyaux envers les pouvoirs coloniaux se sentirent abandonnés aux forces révolutionnaires locales quand leurs leaders rendirent leurs armes à l'indépendance. La «traîtrise» de ceux qui étaient restés loyaux envers leurs leaders demeura un thème récurrent que les occidentaux, défendant leur rôle en Asie et en Afrique, continueraient d'évoquer de 1941 jusqu'au départ des derniers hélicoptères américains de Saigon en 1975. Les Japonais s'étaient eux-mêmes décrits comme les libérateurs du joug colonial dans les territoires qu'ils avaient occupés et en avaient tiré des alliés



Carte 3 Le processus de décolonisation (d'après : B. Delaveau et al., Décolonisation et problèmes de l'Afrique indépendante, Paris, Edicef, 1989).

aux Philippines, en Birmanie, et au sein de l'Armée nationale indienne. Mais des cas de cruauté et d'usage de la force par les autorités donnèrent également naissance à des mouvements de résistance. Par ailleurs, les mouvements nationalistes, tels que le Viêt-minh, qui se formèrent pour lutter contre les Japonais n'étaient pas du tout prêts à accepter de retomber sous le joug de la domination coloniale. En outre, les États-Unis étaient en principe favorables aux mouvements de décolonisation, tout au moins pendant la présidence de Franklin D. Roosevelt et avant l'apparition de la guerre froide (Thorne, 1978, 1985).

Le Premier ministre Churchill avait beau être un défenseur invétéré de l'utilité de l'empire britannique, les représentants permanents de la Couronne dans la capitale et le nouveau gouvernement travailliste élu en juillet 1945 pensaient qu'après le conflit le pays devait s'efforcer d'exercer son influence par des moyens détournés. En effet, les caisses de l'État avaient été mises à mal et nombre des actifs avaient dû être vendus pour financer la guerre. Londres avait de fait accordé de vastes crédits à ses colonies du Moyen-Orient et à l'Inde (les «balances sterling», qui en théorie

demeuraient des dettes) car la guerre du Pacifique épuisait leurs ressources. Après l'armistice et l'arrêt des envois de cargaisons dans le cadre du prêt-bail, les États-Unis ouvrirent une ligne de crédit de 3,75 milliards de dollars à la Grande-Bretagne pour la période de l'après-guerre, sur la simple promesse d'une déclaration de libre convertibilité de la livre sterling et d'abrogation des accords protectionnistes négociés avec les autres membres du Commonwealth britannique entre les deux guerres. La Couronne ne devait plus exercer son autorité, mais simplement une influence, pour que la domination coloniale se transforme en une forme d'arrangement plus associatif (Louis, 1977).

Néanmoins, les mélanges ethniques et religieux existant dans les zones sous administration britannique posaient problème, menaçant de dégénérer en violence intercommunautaire une fois l'autonomie accordée. Les émeutes et les tueries de la fin des années 1930 avaient donné un avant-goût de ce qui allait se produire. Le soulèvement arabe de 1936 avait conduit Londres à tenter de limiter les migrations des juifs à une époque où ils étaient chassés d'Europe. En Inde, le chef des musulmans au Congrès, Ali Jinnah, demandait avec insistance la création d'un État musulman séparé, et, malgré l'opposition de Gandhi, Nehru en prit la douloureuse décision. Une frontière fut dessinée à la hâte le 1er janvier 1947. Cependant, comme des membres des deux communautés vivaient de part et d'autre de cette ligne, la lutte pour l'indépendance s'accompagna d'innommables massacres, lorsqu'hindous et musulmans tentèrent de fuir vers leurs pays respectifs (Louis, 1984, 1999).

Les Britanniques, pris dans le conflit insoluble des aspirations zionistes et des intérêts arabes, rendirent la responsabilité du mandat palestinien aux Nations Unies qui, après que le Président Truman se soit finalement décidé à apporter son soutien, vota en automne 1947 en faveur d'une partition en deux états. Les représentants de la communauté juive acceptèrent cette décision. Les Arabes et les Palestiniens voulaient résister à tout prix, et la guerre entre Palestiniens et Juifs sur les territoires mandatés éclata, amenant dans un premier temps une victoire des armées juives sur les palestiniennes entre mars et mai 1948. Lorsqu'à la mi-mai, le mandat britannique sur la Palestine arriva à expiration et que les Israéliens déclarèrent l'indépendance de l'État juif d'Israël, les États arabes voisins envahirent le pays. Après avoir frôlé la catastrophe militaire, Israël défendit avec succès ses frontières et, suite aux trêves de la fin du printemps et de l'été, étendit même son territoire lors de l'armistice de 1949 au-delà des frontières originellement envisagées. Les phases suivantes de la guerre furent humiliantes et catastrophiques pour les 1,4 millions de Palestiniens vivant dans le nouvel État, qui s'enfuirent de chez eux sur les recommandations de la propagande arabe, ou furent expulsés par les armées d'Israël, pour des raisons encore contestées, durant les combats (Cohen, 1978, 1988; Morris, 1987; Rogan et Schlaim, 2001; Wasserstein, 1991).

Dans le même temps, la Grande-Bretagne renonça aux vestiges de son autorité en Égypte, en Iraq et en Transjordanie alors même que ses conseillers militaires et financiers y maintenaient une influence occulte. En revanche, elle n'était pas encore prête à renoncer à la Malaisie, où elle dut faire face à un mouvement indépendantiste déterminé pendant l'état d'urgence. Il fallut également quinze années supplémentaires pour que la Couronne se décide à se défaire de ses colonies d'Afrique centrale, où les minorités blanches comptaient toujours sur elle pour perpétuer leur domination (Kenya, Nigeria, Rhodésie). Elle dut finalement se préparer à quitter ses territoires d'Afrique occidentale, la Côte de l'Or et le Nigeria. Dans ce pays, elle laissa derrière elle des groupes ethniques hostiles, les Haoussa au nord, les Yoruba et les Ibo au sud, emprisonnés à l'intérieur de frontières que les groupes dominants souhaitaient conserver.

En dépit des problèmes occasionnés par le démantèlement de l'empire, le retrait des Britanniques fut aisé par rapport à celui des Français (Kahler, 1984; Lijphart, 1966). Entre les guerres, la droite française s'était penchée sur la possibilité d'une «valorisation» de l'empire comme moyen de conserver son statut désormais menacé de grande puissance et, à partir de 1940, le régime de Vichy mit en œuvre cette aspiration. De Gaulle. chef du mouvement de la France libre pendant la guerre, et depuis 1944 Président provisoire de la nouvelle IV^e République, souhaitait préserver autant que possible le rôle de la France en outre-mer. Fin janvier 1944, il rencontra à Brazzaville des officiels partisans de la France libre et ils envisagèrent ensemble la formation d'une Union française qui, selon ces réformateurs, fédèrerait les colonies et stimulerait leur développement industriel, mais qui, selon les administrateurs traditionalistes, assimilerait leurs populations, préservant ainsi la suprématie politique et culturelle de la métropole. Félix Eboué, un socialiste originaire des Antilles et gouverneur de la Guadeloupe, et Henri Laurentie, à l'origine d'un système complexe d'assemblée fédérale dans lequel les membres de l'Union française seraient représentés, furent les principaux défenseurs de ces nouvelles idées qui se heurtaient aux convictions de la plupart des fonctionnaires et militaires selon qui la «mission civilisatrice» de la France et l'objectif d'«assimilation» signifiaient le maintien d'un puissant contrôle. À Paris, des politiques changeantes et la résistance des officiers militaires et de quelques responsables des colonies excluaient l'adoption d'interprétations plus libérales, bien qu'il soit peu probable qu'à long terme celles-ci aient satisfait les nationalistes. La transition dans les États français d'Afrique de l'Ouest restèrent certainement l'exception la plus heureuse, due en partie à la stature et à l'intellect des leaders africains qui pouvaient marier les

idéaux de la «négritude» avec les aspirations universaliste offertes par la tradition républicaine française. Mais l'évolution à long terme de tous les États africains ferait face à de graves difficultés, et la responsabilité de l'État colonial au regard des revers économiques et de l'autoritarisme dans les décennies qui suivirent l'indépendance seront encore longtemps débattues (Benoist, 1982; Chafer, 2002; Gifford et Louis, 1982).

Dans les États de l'Indochine, les Japonais mirent fin aux résidus de

l'ancienne administration française en mars 1945, après que le régime de Vichy en métropole soit tombé, et encouragèrent l'émergence de régimes pseudo-indépendants. Les forces gaullistes, pressées d'asseoir à nouveau leur autorité, envisagèrent à nouveau une Union française chargée d'instaurer une autonomie interne «propre» mais conservant le contrôle des relations extérieures relevant directement de Paris et du Gouverneur général. Roosevelt ne partageait pas cet objectif, mais il quitta la scène politique un mois plus tard. En août et en septembre 1945, lorsque les autorités japonaises disparurent, le Viêt-minh prit le contrôle du Nord du pays et la France réoccupa la région de Saïgon. Les deux autorités entamèrent des négociations en 1946. Hô Chi Minh était prêt à accepter le retour des troupes françaises pour chasser l'armée chinoise qui pourrait s'éterniser dans le pays. Néanmoins, alors qu'une délégation du Viêt-minh se rendait à Paris pour les négociations, de violents affrontements, probablement déclenchés en partie par les troupes françaises postées sur place, éclatèrent à Haiphong en novembre et Hanoï en décembre. Le conflit qui s'ensuivit devait durer huit ans (Marr, 1995; Shipway, 1947; Tønneson, 1991).

Cette guerre fit découvrir aux Français, puis aux Américains qui prirent leur relais, un nouveau type de combat qualifié par les théoriciens des deux camps de guerre révolutionnaire ou de guérilla. L'ennemi pouvait disparaître ou se fondre dans la population à l'approche des soldats français, pour ressurgir et rétablir son emprise sur la population une fois les troupes étrangères parties (Tandrup, 1995). Comme en Grèce ou en Yougoslavie, pendant l'occupation allemande, l'objectif était de contrôler l'ensemble de la population locale. En Indochine, puis en Algérie, les officiers français pensèrent que les indigènes ne soutenaient pas les mouvements de libération et devaient au contraire en être protégés. Ils considérèrent le Viêt-minh, et ensuite le Front de libération nationale (FLN) dans le Sud, comme un mouvement extrémiste d'une violence sans merci. Les Français proposèrent donc d'instaurer dans le Sud un gouvernement loyal, dirigé par Bao-Dai, et qui choisirait de s'allier à la France. Ils en surestimèrent toutefois considérablement la légitimité. La droite française suggéra de plus en plus que tous ces mouvements faisaient partie intégrante d'un complot communiste destiné à saper l'Occident. De fait, Hô Chi Minh était un nationaliste mais aussi un marxiste qui luttait pour faire triompher

le communisme. L'arrivée des communistes chinois à la frontière du Viêt Nam en 1949 renforça cette apparence d'un conflit à la vie à la mort contre le communisme international. Malheureusement, les contre-mesures prises incitaient de plus en plus de jeunes à rejoindre le camp des forces nationalistes. Les Français finirent par perdre la guerre lorsque leurs troupes assiégées furent battues de façon conventionnelle à la bataille de Diên Biên Phu dans le Nord-Est du Viêt Nam. Le nouveau chef du gouvernement, Pierre Mendès-France, promit d'obtenir la paix en quarante jours ou d'envoyer, à défaut, une multitude de conscrits et de ne plus faire seulement appel aux militaires de carrière, trop peu nombreux. Un accord fut conclu à Genève en 1954, divisant le pays en deux le long du 17e parallèle. Mais déjà des deux côtés l'on se préparait pour l'étape suivante. La paix s'accompagna d'élections au Sud. Les communistes du Nord-Viêt Nam tentèrent d'infiltrer et de contrôler le scrutin alors que les Américains voulaient le retarder. Les combats prirent de l'ampleur dans le Sud jusqu'à ce que les États-Unis envoient un demi-million de soldats. La paix ne fut négociée qu'en 1973 (Tertrais, 2001; Thévenet, 2001; Valette, 1994).

La France s'était alors depuis longtemps retirée de l'Indochine et de ses

autres colonies. Mendès-France avait accordé l'autonomie à la Tunisie et le transfer de pouvoir à un ancien mouvement nationaliste, le Neo Destour de Habib Bourguiba. Les demandes d'indépendance pour l'Algérie furent considérées différemment. Ni Guy Mollet, le Président du Conseil socialiste arrivé au pouvoir après les nouvelles élections parlementaires, ni les autres forces centristes, n'étaient prêtes à capituler en Algérie. Ce pays comptait un million de colons français dans les villes côtières et était considéré comme partie intégrante de la République française. Mais alors même que la fin de la guerre était célébrée le 8 mai 1945, des manifestations nationalistes en Europe et en Algérie provoquèrent une répression massive par l'armée française à Sétif et dans la région de Constantine qui fit entre 15 000 et 40 000 victimes musulmanes et entama fortement toute chance d'un accord futur. Au début des années 1950, le Résident Général était déterminé à répondre aux insurrections par des mesures autoritaires telles que la destruction des villages abritant des rebelles. Comme en Indochine, les Français étaient persuadés que le Front de libération nationale (FLN, terme utilisé en Algérie puis par les insurgés du Sud-Viêt Nam après 1954) n'était pas représentatif de la population locale qu'ils croyaient fidèle. Le FLN commença à perpétrer des attentats à la bombe dans les lieux de rassemblement des Européens à Alger et, dans les deux camps, les civils devinrent les véritables victimes de ce conflit. Les Français eurent recours aux principes de la lutte contre le terrorisme, détruisirent les repaires des rebelles à Alger, reprirent en apparence le contrôle de la vieille ville (Kasbah) et torturèrent les membres du FLN faits prisonniers pendant leur interrogatoire. Ils remportèrent

la bataille d'Alger en 1957 mais ne purent gagner celle des frontières. En effet, le FLN, soutenu par le gouvernement égyptien de Gamal Abdel-Nasser et abrité de l'autre côté de la frontière dans des sanctuaires tunisiens, ne pouvait être poursuivi qu'au prix d'attaques aériennes non discriminatives, telle que celle de l'hôpital de Sakiet Sidi Yousef en février 1958, et d'un élargissement du conflit. Cette stratégie aurait signifié un débat à l'ONU et les États-Unis se seraient probablement ralliés à une condamnation des politiques françaises (Connelly, 2002; Horne, 1996; Stora, 1993).

Sans le soutien américain, les puissances coloniales ne pouvaient tout simplement pas continuer à lutter contre les soulèvements anticolonialistes. Lorsque les États-Unis considéraient les forces nationalistes comme de simples agents de Moscou, ils apportaient généralement leur aide, sauf si cela impliquait une éventuelle confrontation militaire directe avec la Russie ou la Chine. En 1954, le Président Eisenhower et son état-major militaire étudièrent l'éventualité d'utiliser l'arme nucléaire en Indochine pour aider les Français. Bien qu'ayant accepté de recourir à l'Agence centrale de renseignement, la CIA, pour renverser le dirigeant communiste du Guatemala, Eisenhower eut la sagesse de rejeter la requête désespérée de la France.

Par ailleurs, au milieu des années 1950, les anciens pays coloniaux émergents, aidés par la Chine soucieuse de se distancer de Moscou, guidés par l'Inde et l'Indonésie et rejoints par les pays arabes riches en pétrole, se réunirent à Bandung afin de coordonner leurs politiques pour former un groupe soudé de puissances dites non-alignées. Washington n'apprécia pas leur neutralisme mais le Département d'État ne souhaitait pas être accusé de mener une politique rétrograde procolonialiste. À l'automne 1956, Guy Mollet, exaspéré par l'aide égyptienne accordée au FLN, et le Premier ministre anglais, Anthony Eden, déterminé à renverser Nasser qui venait de privatiser le canal de Suez, se rapprochèrent des dirigeants israéliens. Leur objectif était de préparer l'invasion de la presqu'île du Sinaï, dans le dessein apparent d'arracher le canal à la mauvaise gestion égyptienne et de renverser l'ambitieux chef égyptien. Le gouvernement américain décida cependant que cette stratégie était inacceptable. Il renia ses alliés de l'OTAN et, au moment précis où Moscou menaçait d'utiliser, si nécessaire, ses missiles contre les Britanniques et les Français, Washington décida à son tour de faire pression en menaçant notamment la livre sterling et obligea Londres et Paris à faire machine arrière. La perte du canal de Suez décrédibilisa Eden en métropole et provoqua une profonde crise morale à Londres où les défenseurs des dernières traces de la puissance britannique se sentirent humiliés et trahis par leur principal allié. Ces événements firent également comprendre à la France qu'elle ne pourrait prolonger la guerre en Algérie en cas d'hostilité américaine, même si elle semblait s'acheminer alors vers la victoire (Kunz, 1989; Louis et Owen, 1989).

Ces difficultés provoquèrent l'éclatement du fragile gouvernement de coalition en France. Les conservateurs et les catholiques s'opposaient à la prise du pouvoir en Algérie par le FLN et un nombre croissant de représentants du centre-gauche et de socialistes refusaient d'intensifier les opérations. Dans un effort pour conserver la majorité, le gouvernement proposa des réformes partielles et le statut d'autonomie, concession bien trop grande pour la droite et insuffisante pour satisfaire les rebelles. En mai 1958, les colons et les généraux, craignant de voir Paris capituler, organisèrent un coup d'État à Alger. Ils créèrent un comité de salut public, parachutèrent des hommes sur la Corse, menacèrent de faire de même à Paris et obligèrent les députés, même socialistes, à accepter le retour au gouvernement du général de Gaulle qui s'était retiré des affaires publiques douze ans auparavant (illustration 32).

Son projet de nouvelle constitution reçut un soutien massif. Elle réduisait considérablement le pouvoir de destitution des ministres par l'Assemblée et dotait le président de la Ve République d'une autorité bien plus grande dans les relations internationales et la promulgation des lois. En tant que nouveau président, de Gaulle comprit toutefois rapidement que la France ne pouvait pas gagner la guerre d'Algérie. Après avoir été l'objet de l'adoration des colons, il suscita leur courroux et dut faire face à un nouveau coup d'État avorté en 1961 et aux tentatives d'assassinat qui s'ensuivirent perpétrées par des opposants séditieux. Il finit par signer les accords d'Évian en 1962, laissant ainsi le FLN diriger l'Algérie.

Les Hollandais, qui avaient espéré récupérer leurs «Indes» et renverser la république indonésienne que les leaders nationalistes A. Sukarno et M. Hatta avaient proclamée à la reddition des Japonais, abandonnèrent peu à peu leurs ambitions. Après s'être appuyé sur les forces britanniques et anglo-indiennes dans la région, ils se réétablirent dans les îles à l'Est. Une armistice ratifiée, bien que difficilement, en mars 1947, prévoyait des États-Unis d'Indonésie réunis sous la couronne des Pays-Bas, qui fédèreraient la république nationaliste basée à Java et à Sumatra avec un État indonésien à l'Est demeurant sous le contôle des Hollandais. L'armistice, qui dut faire face à une opposition dans les deux camps, se dénoua quelques mois plus tard quand les Hollandais décidèrent de faire usage de leurs quelques 100 000 soldats si loin de leur pays et entamèrent une action policière à la reconquête de Java. Un second accord, signé en janvier 1948 à bord du croiseur américain *USS Renville*, ne fut guère plus fructueux. Les événements semblaient vouloir se dégrader encore davantage lorsque des concurrents islamiques et communistes au régime Sukarno-Hatta firent leur apparition au sein même de la République, pendant que les forces néerlandaises tentaient d'établir un État fédéral à travers l'archipel. Sukarno gagna le soutien des États-Unis en supprimant les communistes. Lorsque les

Hollandais entamèrent une seconde action policière à la fin de 1948, occupèrent la capitale de la République et arrêtèrent les membres du gouvernement de Sukarno, les Américains perdirent patience et menacèrent de suspendre l'aide prévue par le plan Marshall. Il était plus aisé de contraindre ainsi Amsterdam que Paris, et le mouvement nationaliste de Sukarno — contrairement au Viêt-minh — s'était montré fermement anti-communiste à un moment où la guerre froide devenait inquiétante. Incapable de maintenir leurs positions en dehors des plus grandes villes, les Hollandais dépités cédèrent le contrôle de toutes les îles à l'exception de la Nouvelle Guinée occidentale, dont ils n'abandonnèrent le contrôle à l'Indonésie qu'en 1962 et qui devint la province d'Irian Jaya (Gouda et Zaalberg, 2002; Ricklefs, 2002).

Le début des années 1960 pourrait correspondre à la fin de l'histoire des empires coloniaux d'outre-mer. Les Indiens avaient annexé la petite enclave portuaire de Goa en 1961. Les Belges avaient abandonné la République du Congo face à la résistance nationaliste en 1960 non sans avoir essayé, avec l'aide de la CIA, de soutenir une tentative de sécession au Katanga, région où se trouvaient d'importantes mines de cuivre contrôlées par l'Union minière. La Grande-Bretagne avait donné son indépendance à la Côte-del'Or, désormais le Ghana, en 1957, puis au Nigéria en 1960. L'ambition de Londres de fédérer les colonies affranchies, aussi bien dans les États fédérés de Malaisie, que des Caraïbes, de la Fédération centrafricaine, d'Arabie du Sud, ne durèrent que quelques années: chacun se déclara un État national à l'indépendance ou immédiatement dans la foulée de cette dernière. Le Nigéria, une entité fédérée depuis 1914, fut l'objet d'une longue et cruelle guerre civile, mais n'en demeura pas moins un conglomérat. Seul le Portugal conservait quelques redoutes en Afrique et l'armée portugaise, lassée de mener de vaines batailles en Angola et au Mozambique, se résolut à renverser, en 1974, le régime autoritaire de la métropole et à mettre un terme à une guerre dénuée de sens (von Albertini, 1982; Stringhall, 2001).

Le démantèlement des empires coloniaux suscita souvent de nombreuses critiques en métropole, mais seule la France et le Portugal connurent des changements de régime suite aux guerres de décolonisation. Les Européens nationalistes éprouvèrent le sentiment que les notions de mission nationale et de statut historique perdaient de leur importance. Les soldats qui avaient essayé de gagner la confiance et l'amitié de collaborateurs fidèles se sentirent contraints de les trahir. Les colonialistes libéraux furent contrariés que leurs grands projets de développement économique et d'éducation politique soient interrompus. Dans le contexte de la guerre froide, beaucoup redoutaient une avancée du communisme. La situation des sociétés métroplitaines était toutefois loin d'être catastrophique. Les investissements dans les entreprises coloniales étaient parfois plus fructueux que les investissements

en métropole. Les avocats de la décolonisation comprirent que la Seconde Guerre mondiale (leur propre guerre civile) était en grande partie responsable des événements et que la domination de peuples si lointains ne pouvait être maintenue indéfiniment. De fait, les anciennes puissances coloniales apprirent souvent à garder une influence par des moyens détournés. Des accords conclus avec le nouveau gouvernement algérien autorisèrent ainsi la France à exploiter le pétrole du Sahara. L'Union minière conserva ses propriétés congolaises. Les Britanniques continuèrent à former les armées du Moyen-Orient. Les étudiants prometteurs d'Afrique occidentale vinrent à Paris et ceux d'Asie du Sud à Londres et dans toute la Grande-Bretagne. Les communautés des anciennes colonies vinrent elles aussi en métropole pour trouver du travail et former, de fait, leurs propres colonies du tiers-monde dans les villes du premier. L'Europe connut la prospérité la plus harmonieuse de toute son histoire. Ce fut pendant cette croissance économique d'après-guerre que naquit une nouvelle idée de l'Europe, face aux troubles idéologiques de la guerre froide et aux nouveaux exemples d'intégration, constitués par le plan Marshall, la Communauté européenne du charbon et de l'acier et la Communauté économique européenne. Mais ce ne serait que lentement et à force de persuasion que les citoyens de cette nouvelle Europe reconnaîtraient qu'il faudrait accepter comme voisins ceux qui autrefois étaient leurs sujets.

Les anciennes colonies acquirent quant à elles leur indépendance, condition nécessaire, pour la quasi-totalité des citoyens, au progrès de leur société. Les Occidentaux leur avaient expliqué que l'indépendance nationale ne leur serait d'aucune utilité si leurs nouveaux dirigeants indigènes supprimaient les droits de l'homme, mieux garantis par les puissances coloniales. Même à Washington, les hommes politiques avançaient que la sujétion des citoyens russes au Parti communiste était bien plus oppressante que la gouvernance de l'administration coloniale. Les peuples indigènes du Maghreb, d'Afrique centrale ou d'Asie trouvaient généralement ces observations hors de propos. À tort ou à raison, les intellectuels comme les simples membres de tribu pensaient que tous les droits découlaient du principe de l'autodétermination pour tous. Ils passèrent de la condition de sujet à celle de citoyen. Depuis le *Government of India Act* adopté en 1935 jusqu'à la loi-cadre Deferre sur l'Algérie de 1956, les mesures prises par Paris et Londres pour favoriser la représentation locale se heurtaient toujours à la concession fondamentale du droit à l'autodétermination nationale. Quant aux gouvernements indigènes qui prirent le pouvoir après l'indépendance, ils furent souvent en proie à d'âpres rivalités internes et à des conflits ethniques et tombèrent parfois sous la coupe de dictatures militaires. L'armée était en effet l'institution que les puissances coloniales avaient la mieux formée et leurs chefs avaient souvent l'impression qu'ils étaient

les seuls habilités à parler au nom des intérêts de leur nouveau pays ou qu'ils seraient les seuls à pouvoir échapper à la corruption et au clientélisme. L'ère de la domination coloniale laissa derrière elle des frontières nationales arbitraires qui ne coïncidaient pas avec les limites tribales. Les dirigeants refusèrent toutefois le moindre changement de peur que toutes les frontières ne soient contestées. Le Nigeria constitue l'un des exemples les plus problématiques. Son vaste territoire regroupait au moins trois grandes zones culturelles différentes, sources de rivalité suffisante pour déclencher une guerre civile tragique. Même lorsque l'indépendance s'accompagnait du partage de l'État, comme en Asie du Sud, la violence intercommunautaire demeura considérable. Les grands espoirs de développement économique restèrent souvent irréalisés car les gouvernements cherchaient à mettre en œuvre des projets de construction prestigieux, à implanter des industries ne disposant pas d'infrastructure de marché et à contrôler les prix alimentaires pour apaiser les contestations urbaines. Les modèles de socialisme d'État attirèrent nombre d'intellectuels africains et asiatiques dans les années 1960 même s'ils étaient inadaptés à l'économie de marché. Les entreprises étrangères continuaient à contrôler les richesses minérales ou pétrolières. *L'Afrique noire est mal partie* de René Dumont (1962) a été l'une des meilleures analyses de cette situation (Cooper, 2002). Les hommes politiques décurent de nombreux intellectuels. Les chefs arabes désiraient l'unité mais ne parvinrent généralement pas à instaurer de gouvernements pluralistes dans leur pays. L'Inde, vaste État aux voix multiples et divisé entre des communautés confessionnelles, sociales et régionales entrecroisées, réussit à maintenir son autorité grâce au dialogue mais demeura affligée d'immenses enclaves de pauvreté et de sous-développement rural. Les Britanniques avaient pourtant insufflé dans les multiples juridictions du pays l'idée qu'un État commun pouvait permettre à sa mosaïque de peuples de conserver leur identité politique (Khilnani, 1998).

Les historiens et les dirigeants politiques débattent du prétendu héritage du colonialisme. Ce phénomène a-t-il été exclusivement mauvais? S'agissait-il de la réalisation à grande échelle de l'ouvrage de Conrad, Au cœur des ténèbres, où la moindre initiative était corrompue par des autorités arbitraires? Les chefs des mouvements de libération étaient-ils tous des héros révolutionnaires, comme le revendiquaient les étudiants parisiens ou berlinois dans leur mobilisation tiers-mondiste des années 1960 et 1970, même lorsqu'ils tombaient dans le culte de la personnalité, concevaient des projets de développement démesurés semant la pauvreté et exerçaient un pouvoir arbitraire? Le pouvoir colonial avait gardé pour lui les grandes responsabilités politiques. Il n'avait pas permis aux assemblées locales de former une nouvelle classe parlementaire. Il avait autorisé les élites indigènes et les personnes les plus douées à étudier la philosophie

en métropole mais en leur refusant de prendre part à la politique. Il avait formé les officiers, les intellectuels et les fonctionnaires du mieux qu'il pût mais non les dirigeants des partis. Les défenseurs du système avaient toujours avancé que les colonies seraient, un jour, prêtes pour l'autonomie, mais cette date restait perpétuellement à venir, puis un jour elle fut à portée de main. L'émergence et le déclin du colonialisme d'outre-mer comptent parmi les faits historiques, s'ils ne sont pas l'événement essentiel de l'histoire de l'humanité pendant le siècle qui s'écoula entre 1870 et 1970. Ils ne furent cependant pas sans heurts.

Un monde divisé par la guerre froide

La décolonisation se déroula dans un contexte de guerre froide et de rigidité grandissante. Les États-Unis et la Grande-Bretagne d'un côté et l'Union soviétique de l'autre avaient un objectif commun, la défaite de l'Axe. Leur conception de l'avenir était toutefois différente même si chaque bloc invoquait la notion de démocratie. De profondes dissensions firent leur apparition au cours de la Seconde Guerre mondiale. Des divisions importantes commencèrent à émerger avant même la fin de la guerre. Les Russes commencèrent à se demander pourquoi l'Occident avait attendu si longtemps avant d'ouvrir un second front en Europe du Nord-Ouest. Les Américains et les Britanniques commencèrent à craindre que Moscou ne veuille imposer un gouvernement monopartite dans les régions européennes investies par ses armées.

Néanmoins, les mois qui avaient immédiatement précédé la victoire en 1945 avaient apporté un espoir d'un nouvel ordre mondial post-conflit culminant avec la conférence fondatrice d'une nouvelle organisation des Nations Unies tenue à San Francisco d'avril à juin 1945. Des négociations soutenues entre alliés avait donné vie au projet de création d'une Assemblée générale devant inclure les cinquante pays participants et d'un Conseil de sécurité devant adresser les questions urgentes de guerre et de paix et qui devait comprendre cinq membres permanents, les États-Unis et l'URSS, la France, la Grande-Bretagne et la Chine, chacun possédant un droit de véto, ainsi qu'une représentation rotative d'autres États dépourvus du droit de véto. La question de sécurité collective de l'après-guerre tenait particulièrement à cœur à Franklin Roosevelt; l'ONU émergeant était, en somme, son œuvre, et l'esprit qu'il défendait laissa son empreinte sur ses plus grandes agences (dont l'UNESCO), ainsi que sur la Déclaration des droits de l'Homme de 1947. Malgré les désillusions et divisions qui suivirent, l'idée d'une société civile internationale basée sur les droits politiques et civils demeura un rappel normatif des espoirs mondiaux de paix et de liberté.

Mais les difficiles problèmes de l'après-guerre étaient déjà présents. Confronté à une possible discorde après la victoire militaire, Roosevelt s'efforça de garantir les fondements d'une coopération d'après-guerre lors de la Conférence de Yalta tenue en février 1945 (illustration 33). Les Russes y obtinrent des concessions stratégiques dans les provinces Nord-Est de la Chine du Nord (Manchourie) jouxtant l'Union soviétique en récompense de la promesse d'intervenir dans la guerre du Pacifique trois mois après la fin de la guerre en Europe, promesse qu'ils tinrent en fait deux jours après la destruction d'Hiroshima. Un compromis fut échafaudé afin de résoudre le problème des gouvernements rivaux que les deux camps avaient soutenus dans la Pologne libérée. Le nouveau gouvernement polonais allait principalement s'appuyer sur le comité polonais de libération nationale soutenu par les Russes. Un quart de ses membres devait toutefois provenir du gouvernement polonais exilé qui s'était fermement opposé à Staline en refusant de satisfaire ses revendications frontalières et en accusant les Soviétiques d'avoir exécuté des milliers d'officiers polonais dans la forêt de Katyn. Cette accusation, réfutée avec indignation, s'avéra pourtant exacte. En Pologne comme dans les autres pays d'Europe de l'Est, des élections libres allaient décider des nouveaux pouvoirs. Les Européens de l'Est se plaignirent plus tard que la Conférence de Yalta instaura un condominium dans le cadre duquel Washington laissait carte blanche à Moscou dans la région en échange de sa liberté d'action en Europe de l'Ouest. De fait, Roosevelt et Churchill étaient conscients qu'ils n'auraient pu parvenir à un meilleur accord étant donné la présence des soldats russes jusque sur les rives de l'Elbe.

L'inquiétude de Washington et de Londres grandit entre 1945 et 1946 lorsque les éléments communistes eurent recours à l'intimidation et à la violence contre les pro-occidentaux roumains et polonais. L'accord conclu lors de la Conférence de Potsdam en juillet 1945 prévoyait d'occuper une Allemagne unifiée et de prélever des réparations sur sa production industrielle, mais il échoua lui aussi, si bien que la coopération interalliée fut pratiquement réduite à néant. La Grande-Bretagne et les États-Unis craignaient que la Russie subvertisse toute nouvelle institution exclusivement allemande. Ils étaient en effet effrayés par le modèle unique que la Russie imposait de toute évidence dans sa zone d'occupation à travers un nouveau Parti socialiste unifié. Les Russes et les Anglo-Américains se disputaient également au sujet de l'Iran — chaque parti étant supposé quitter le pays qu'ils avaient conjointement occupé pendant la guerre — mais les Russes soutenaient les sécessionistes communistes dans la province de l'Azerbaïjan et ne s'en retirèrent qu'après que Truman ait menacé de déclencher un conflit majeur. Les Russes se méfiaient aussi du contrôle de l'arme atomique par les Américains. La proposition américaine en faveur d'une internationalisation de la production nucléaire (le plan Acheson-Lilienthal) voulait que les États-Unis ne se défassent de l'arme atomique qu'à la fin d'un long processus durant lequel les autres pays placeraient leurs industries productrices sous contrôle international. Tel qu'il fut présenté devant les Nations Unies par le négotiateur américain Bernard Baruch, le plan prévoyait aussi que le veto du Conseil de sécurité soit écarté pour toute question de maintien de la paix. La recherche nucléaire russe en était à un stade trop avancé pour que Moscou considère la proposition asymétrique américaine. D'autre part, il était probablement utopien d'attendre des autorités américaines qu'elles se séparent de ce qu'elles considéraient comme la ressource ultime de la puissance américaine dans l'après-guerre (Bundy, 1988; Bernstein, 1976).

La tension grimpait également en Asie de l'Est. L'occupation du Japon ne donna pas lieu au même conflit entre les partenaires de la coalition puisque Washington avait rejeté la proposition russe de dernière minute pour une zone administrative d'après-guerre. Le futur du Japon en tant qu'allié non-militaire mais néanmoins crucial des États-Unis pour la sécurité, avec sa fusion unique de politiques parlementaires libérales et bureaucratiques, prit forme à travers le rôle que joua le général MacArthur dans la formation des institutions de l'après-guerre. Après une résurgence des protestations gauchistes et travaillistes en 1947, MacArthur mit un frein à la restructuration économique. Les syndicats négociaient des droits et avantages, mais uniquement au sein des entreprises et non au niveau national. Une culture intellectuelle marxiste demeura présente et les manifestations estudiantines contre un rapprochement avec les États-Unis marquèrent la scène politique en 1960, mais cette opposition ne demeura de fait qu'une opposition perpétuelle (Dower, 1979; Dower, 1999; Gordon, 1998).

Le futur de la Chine était inquiétant, mais ni Moscou ni Washington ne pouvaient prédire le dénouement de cette lutte gigantesque. Le conflit opposant les nationalistes aux communistes, à peine suspendu pour faire face à la menace japonaise, allait sans aucun doute reprendre. Alors que les japonais se préparaient à se rendre, Staline signa un traité avec le gouvernement de Chiang en échange de concessions stratégiques et ferrovières en Manchourie et une promesse chinoise que la Mongolie survivrait en tant qu'État indépendant. Un État fort mené par Mao Zedong (dont la mission révolutionaire menée par les forces paysannes s'était déjà heurtée avec le pari soviétique désastreux d'une collaboration avec Chinag dans le milieu des années 1920) n'était pas prêt à faire les mêmes concessions, et le leader soviétique choisit en priorité d'établir une sphère concrète de sécurité territoriale. Moscou continuerait à freiner Mao même après que la guerre civile ait repris et que les communistes aient étendu leur zone de contrôle. Entre temps, les États-Unis qui avaient encouragé en vain une résolution du conflit par la médiation à travers la mission Marshall de 1946, ne purent

que constater la désintégration du pouvoir de Chiang suite à sa tentative infructueuse de conquérir militairement et immédiatement la Manchourie et le Nord, à la corruption endémique et à l'hyperinflation galopante résultant de la destruction de l'économie monétaire. À partir de 1948, les forces communistes optèrent pour des batailles ouvertes et remportèrent une surprenante série de succès militaires en Chine centrale et du Sud.

Alors que les nationalistes fuyaient vers Taïwan et que Mao annonçait la naissance de la République populaire (RPC) le 1er octobre 1949 de la place Tienanmen, l'administration Truman semblait, du moins initialement, accepter le verdict de l'histoire et laisser «Formose» se défendre elle-même. Mais la détermination de la droite républicaine à «libérer» la Chine, l'intensité des politiques de la guerre froide et l'intervention de la RPC dans la guerre de Corée, excluaient toute possibilité de désengagement. Ainsi, la «perte de la Chine» devint un problème national et les experts de la Chine au sein du Département d'Etat devinrent les boucs émissaires du sénateur Joseph McCarthy et d'autres républicains, alors même que le général MacArthur demandait un élargissement de la guerre de Corée à la Chine elle-même, avec l'usage de la bombe atomique si cela s'avérait nécessaire.

Quant au régime japonais, l'isolation et la dévastation du pays dont il avait hérité mena Mao à solliciter un traité d'amitié et d'aide de trente ans à Moscou en février 1950 même si cela lui valait de renoncer à la Mongolie. Les Chinois obtinrent une aide conséquente et le soutien de conseillers techniques soviétiques. Mais le traité ne serait pas suffisant. Si la Yougos-lavie, plus petite bien que soutenue par les États-Unis, pouvait défier les soviétiques, la Chine immense ne pouvait pas être une alliée prévisible. Mais au cours des années suivantes, au paroxysme de la guerre froide et au cœur d'une guerre ouverte avec la Corée de juin 1950 à juillet 1953, les tensions latentes entre Moscou et Beijing furent masquées par un sentiment de cause idéologique commune (Spence, 1999; Tang, 1963).

Si Washington ne s'acheminait qu'avec hésitation vers une politique anticommuniste en Asie du Sud, les Américains défendaient déjà ardemment une politique d'«endiguement» (containment) en Europe. Tandis que Staline et ses conseillers trouvaient l'administration Truman moins encline à la conciliation et à la coopération que celle de Roosevelt n'avait semblé l'être, les Britanniques et les Américains percevaient une menace soviétique d'imposer un contrôle illimité par le parti communiste sur ce que Moscou décrivait comme les démocraties populaires d'Europe de l'Est et de dépourvoir tous les leaders pro-occidentaux de toute influence dans cette région. Le comportement de chacun ne faisait que confirmer les peurs de l'autre. Durant son fameux discours de remerciement pour un diplôme honoraire reçu de Westminster College à Fulton, dans le Missouri,

en mars 1946, Churchill déclara qu'un «rideau de fer» descendait sur l'Europe. Ceci devint la métaphore de l'Occident pour les quatre décennies qui suivirent.

L'ambiguïté des agendas politiques de 1945 et 1946 — lorsqu'en France et en Italie à l'Ouest, en Pologne, en Hongrie et en Tchécoslovaquie à l'Est, le partage du pouvoir entre les communistes et les non communistes semblait encore impossible — prit fin en 1947. Les communistes et leurs syndicats affiliés étaient soit chassés, soit sujets à une opposition ardue en Europe de l'Ouest. En Europe centrale et de l'Est, les membres des partis agraires et populaires furent jugés, emprisonnés et parfois exécutés, et les seuls partis socialistes d'importance se déchirèrent sur la question de la collaboration avec les fronts soi-disant populaires que leurs alliés communistes dominaient.

En Grèce, une véritable guerre civile éclata, en partie provoquée par un plebiscite douteux confirmant un statut de monarchie en 1946, puis encouragé, non pas réellement par Staline, mais par le leader communiste yougoslave Josep Brodz Tito, dont la résistance à la discipline imposée par Moscou fit de lui un hérétique aux yeux du Kremlin à partir de 1948 et un allié opportun pour Washington. Quand, en février 1947, les Britanniques informèrent Washington qu'ils ne pouvaient plus soutenir financièrement la lutte de la Grèce contre les guerrillas communistes, le président annonça ce qu'on vint à connaître sous le nom de doctrine Truman, qui prévoyait une assistance aux pays menacés d'une subversion armée. Néanmoins, l'Allemagne restait de fait le principal sujet de préoccupation. Sa situation économique continuait à se dégrader en raison du manque d'unification, de l'incertitude planant sur les réparations et de l'incapacité de parvenir à une réforme monétaire. Après un Conseil des ministres des Affaires étrangères infructueux tenu à Moscou, le Président américain Truman annonça qu'il prévoyait une assistance aux pays menacés de subversion armée. En juin 1947, Marshall, son secrétaire d'État, proposa donc d'octroyer aux pays européens coopérant un prêt de treize milliards de dollars sur quatre ans. Au moins aussi importante que l'aide elle-même (plus de 2% du PNB américain et initialement un pourcentage important de ce que les Européens dépensaient pour la reconstruction) était sa valeur d'encouragement pour une coopération accrue en Europe de l'Ouest — et la division claire qu'elle définissait entre les régimes communistes de l'Est et les partis communistes de l'Ouest (Mæier et Bischof, 1991; Bossuat, 1992; Gori et Pons, 1996; Hogan, 1987; Milward, 1984; Zubok et Pleshakov, 1996). L'automne 1947 et les événements survenus en 1948 divisèrent véri-

L'automne 1947 et les événements survenus en 1948 divisèrent véritablement l'Europe. Les Russes, conscients que la participation au plan Marshall impliquait une soumission trop importante, se retirèrent de la conférence et forcèrent les gouvernements d'Europe de l'Est à les suivre

(illustration 34). En septembre, ils convoquèrent les chefs des partis communistes en Pologne et leur annoncèrent qu'ils allaient désormais entrer dans une longue période non pas de coopération mais de conflit avec l'Occident. De fait, les communistes tchèques réalisèrent un coup d'État à Prague en février 1948. Néanmoins, deux mois plus tard des élections confirmèrent la défaite des communistes en Italie. L'Europe se divisait en deux camps opposés. Les alliés occidentaux, après avoir réussi à mettre en œuvre une réforme monétaire dans la moitié de l'Allemagne qu'ils contrôlaient, convoquèrent une assemblée constituante chargée de rédiger une constitution. La naissance de l'Allemagne de l'Ouest fut suivie par celle de l'Allemagne de l'Est en 1949 (Garton Ash, 1993; Eisenberg, 1996; Naimark, 1995; Trachtenberg, 1999).

La tension montait dangereusement. En 1948, les communistes yougoslaves rompirent leurs relations avec le pouvoir russe, suscitant une réponse massive de tous les pays restés fidèles qui se mirent à intenter des procès politiques aux titistes. Dans le cadre de cette réaction idéologique, les procès politiques devinrent malheureusement monnaie courante dans tous les pays d'Europe de l'Est entre 1950 et 1952. Les personnalités non communistes et les communistes désignés comme titistes furent contraints de se livrer à d'abjectes confessions, emprisonnés et parfois exécutés. Les pires persécutions eurent lieu en 1952 lorsque Staline fut à la veille d'organier un complot contre de prétendus conspirateurs juifs, parmi lesquels des intellectuels et même ses propres médecins. Seule sa mort, en mars 1953, en interrompit le cours. Entre temps, les États-Unis s'embourbaient dans ses propres rites de purification politique, connus sous le nom de «McCarthisme », tandis que des révélations d'espionnage et la pression de la guerre froide laissaient le champ libre au sénateur démagogue du Wisconsin (et à d'autres individus exploitant la réaction anti-communiste) pour imposer un climat de conformité politique (Griffith, 1987; Latham, 1966; Oshinsky, 1983).

Les deux camps se livrèrent à une course à l'armement. Les États-Unis contribuèrent à l'instauration de l'Alliance atlantique par le biais de l'OTAN à l'Ouest et encouragèrent leurs alliés à accepter le réarmement de l'Allemagne, ce qui finit par être approuvé en 1955. Les Soviétiques répondirent par le pacte de Varsovie. Craignant la prépondérance terrestre des Soviétiques, les alliés répliquèrent par leur force de dissuasion nucléaire. Lorsque les Russes firent exploser une arme atomique en 1949, Washington se lança dans un programme intensif destiné à mettre au point la bombe à hydrogène.

Entre 1950 et 1953, le risque de confrontation militaire fut extrêmement élevé. Staline accepta en effet les propositions de Kim Il-Sung visant à réunifier la Corée par la force, pensant que les États-Unis n'intervien-

draient pas. C'est pourtant ce qu'ils firent avec l'agrément du Conseil de sécurité des Nations Unies. Ils entrèrent ainsi dans une guerre dévastatrice qui ne s'acheva que par un armistice peu concluant en 1953. Sous-estimant les enjeux du conflit pour la Chine, les politiques et les généraux de Washington furent stupéfaits de l'entrée de ce pays dans le conflit en novembre 1950. Ils réussirent toutefois à stabiliser le front au printemps suivant (Stueck, 2002).

Dans un tel contexte, les États-Unis changèrent tout naturellement d'opinion sur les guerres de décolonisation. D'abord favorables à ces mouvements, ils encouragèrent les Britanniques à quitter l'Inde, puis la Palestine, incitèrent les Néerlandais à abandonner leurs combats d'arrièregarde pour se maintenir en Indonésie, et s'opposèrent aux Britanniques et aux Français lors de l'affaire du canal de Suez. Ils souhaitèrent même, au départ, que les Français quittent l'Indochine. Cependant, lorsque les troupes communistes chinoises furent postées à la frontière sud de la Chine, ils jugèrent plus important de soutenir la position française de lutte contre le Viêt-minh que d'encourager l'autonomie. Malgré tout, lorsque la France, la Grande-Bretagne et Israël se mirent d'accord pour reprendre le canal de Suez des mains de Nasser après sa nationalisation forcée, le Président Eisenhower déploya tous ses efforts pour obtenir le retrait des Britanniques. Les objectifs américains restaient ambigus. Favorables au tiers-monde en théorie, ils étaient de fait rarement prêts à admettre que les mouvements nationaux puissent être efficaces et compter des communistes loyaux.

Les puissances émergentes du tiers-monde tentèrent d'échapper à la protection américaine comme à l'idéologie soviétique. La proclamation de leur non-alignement vexa John Foster Dulles, le secrétaire d'État d'Eisenhower, qui concevait la guerre froide comme une confrontation morale manichéenne. Il y eut pourtant entre 1953 et 1955 des espoirs de détente de la politique communiste, suite à la mort de Staline et à l'arrivée au pouvoir d'une fragile direction collégiale. Les nouveaux dirigeants relâchèrent la poigne de fer de la police secrète et éliminèrent leur collègue. Lavrenti Beria, qui contrôlait cette institution redoutée. Ils mirent fin aux purges antisémites en cours de préparation et ralentirent le rythme de l'industrialisation forcée et de la collectivisation des pays satellites. Dès 1956, Khrouchtchev dénonça les crimes et les erreurs de Staline lors du vingtième congrès du Parti communiste soviétique, un discours qui contribua à saper l'idée d'un parti infaillible à travers les rangs communistes. L'armistice en Corée fut conclu durant l'été 1953. La guerre d'Indochine sembla trouver une solution l'année suivante. En 1955, les Russes acceptèrent de signer avec l'Autriche un traité d'État mettant fin à l'occupation du pays et instaurant un régime neutre mais de toute évidence non communiste. Après une multitude de notes sur la réunification de l'Allemagne, résultant

probablement de politiques opposées au sein du Kremlin, les deux camps reconnurent pleinement leur allié allemand et formalisèrent leurs alliances militaires respectives.

Une détente semblait envisageable: Eisenhower rencontra Khrouchtchev et Boulganine et les journalistes applaudirent l'esprit de Genève. Une fois sa suprématie consolidée en 1956, Khrouchtchev laissa espérer une nouvelle ouverture soviétique, mais il n'était pas suffisamment maître à bord pour desserrer l'étau refermé sur les États relevant de la sphère soviétique ou tout du moins était peu enclin à le faire. Lorsqu'en octobre 1956 les communistes hongrois réformateurs cédèrent dans un élan d'enthousiasme aux désirs populaires de retrait du pacte de Varsovie et de libéralisation du régime, les Soviétiques envahirent le pays pour en mater le soulèvement général. Le dégel poststalinien s'en trouva interrompu dans l'ensemble du monde socialiste. Khrouchtchev décida de renforcer le statut de l'Allemagne de l'Est, le protectorat russe le plus industrialisé mais aussi le plus vulnérable, et déclencha ce qui fut une longue crise sur le statut de Berlin-Est et de Berlin-Ouest en donnant à l'Allemagne de l'Est le droit de contrôler le trafic vers Berlin, encore officiellement sous le contrôle des quatre puissances occupantes.

La nouvelle menace sur Berlin reflétait ce qu'on peut maintenant comprendre comme une période d'écarts confus dans l'histoire de la guerre froide et certainement également dans la politique mondiale — des initiatives souvent contradictoires qui auraient pu mener à la détente, mais qui étaient toujours trop facilement réversibles. Pour la première fois depuis la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis devaient faire face à une balance des paiements potentiellement défavorable à compter de la fin des années 1950, que les Américains attribuaient au coût du maintien de troupes à l'étranger. Les efforts d'Eisenhower pour obtenir une percée diplomatique durant un nouveau sommet en 1960 avorta suite à la capture et l'exhibition d'un pilote de U-2 par l'Union soviétique après que celui-ci ait été abattu au cours d'une mission d'espionage dans l'espace aérien russe. Le président américain finit son mandat en 1961 sans qu'aucun accord réel n'ait été conclu mais avec de vagues menaces à l'encontre du rôle du «complexe militaro-industriel» dans la politique américaine. Son successeur, John F. Kennedy, paraissait jeune et innovateur mais entièrement dévoué à la continuation d'une guerre froide «encore plus soutenue » qui le porta bientôt à soutenir l'invasion désastreuse des exilés cubains aux États-Unis dans la baie des Cochons à Cuba.

De son côté, Krouchtchev restait préoccupé par le «grand bond en avant» de Mao et la collectivisation forcée (et l'immense famine qui l'accompagnait), et il rappela les conseillers soviétiques en 1960. La polémique qui en suivit et la division entre les deux grandes puissances soviétiques

devint un des thèmes principaux de l'histoire du monde socialiste. La grande révolution culturelle prolétaire de 1966, qui secoua la Chine pendant une décennie entière et semblait tendre vers la destruction de toute hiérarchie sociale et culturelle subsistante, était un spectacle effrayant, non seulement vu de l'Ouest mais également pour le communisme européen.

Cependant, Krouchtchev n'était guère cohérent dans sa politique soviétique nationale ni dans sa politique communiste européenne (ses collègues reconnurent ce fait lorsqu'ils décidèrent de l'écarter du pouvoir en 1964). Il sous-estima la capacité du président Kennedy à apprendre de ses erreurs lorsqu'ils se rencontrèrent à Vienne au printemps 1961 (illustration 35), bien qu'il ait justement deviné que l'OTAN accepterait le nouveau statu quo lorsqu'il permit aux allemands de l'Est, confrontés à l'exode croissant de ses forces productives vers l'Ouest par la frontière interne traversant Berlin, toujours ouverte, d'ériger le mur de Berlin. Et, après que les efforts déployés par le nouveau Président Kennedy pour renverser Fidel Castro par l'envoi de Cubains exilés soutenus par les États-Unis se soldèrent par l'échec de la baie des Cochons, Khrouchtchev se sentit conforté dans sa volonté de changer l'équilibre stratégique mondial et installa des missiles à Cuba. Ce pari fondé sur une aubaine conduisit le monde au bord de la guerre nucléaire à l'automne 1962.

Ayant évité de peu une catastrophe, les deux camps firent une pause et, au milieu de la décennie, la détente semblait pouvoir s'installer à nouveau. En République fédérale d'Allemagne, la politique étrangère passa des mains de l'Union chrétienne démocrate d'Adenauer à celles des réformateurs sociaux-démocrates de Willy Brandt qui élaborèrent une nouvelle politique, l'Ostpolitik, devant instaurer une coexistence négociée avec le régime est-allemand. Dans l'ensemble du bloc soviétique, les concepts de décentralisation économique modérée et les réformes favorisant les mécanismes de marché gagnaient en popularité. Les théoriciens socialistes suggéraient que les deux camps pourraient tendre vers un objectif commun, à savoir une économie mixte dans le cadre d'un État-providence. Cependant, cette demande croissante de réforme apparut trop risquée pour la prudente bureaucratie soviétique. Au printemps 1968, lorsque les réformateurs tchécoslovaques tentèrent de mettre en œuvre des réformes démocratiques et que, galvanisés par l'enthousiasme populaire, ils demandèrent leur retrait du pacte de Varsovie, le successeur de Khrouchtchev, Leonid Brejnev décida d'écraser le mouvement avant qu'il ne prenne de l'ampleur (illustration 36). La doctrine Brejnev autorisait de fait l'intervention des forces du pacte de Varsovie partout où le socialisme était menacé de contre-révolution. Cependant, tout comme lors de la répression de l'insurrection hongroise douze ans auparavant, cette intervention et l'élimination des réformateurs de Prague mirent fin aux illusions de nombreux communistes qui avaient misé sur l'accélération généralisée du processus de libéralisation. À l'inverse de 1956, où ce furent principalement les rangs communistes des pays occidentaux qui s'éclaircirent, en 1968 ce furent les intellectuels et les membres des partis de toute l'Europe de l'Est qui perdirent foi.

La fin d'une époque

Les historiens commencent tout juste à étudier la transformation radicale de la politique internationale qui eut lieu entre la fin des années 1960 et des années 1980. Au niveau de la politique internationale, les changements furent relativement logiques et prévisibles. Le Secrétaire d'Etat Henry Kissinger et le Président Nixon renversèrent le boycott américain de la Chine et firent une visite officielle en Chine en 1972. Bien que ce rapprochement n'ait eu qu'un effet direct minime sur la politique de Hanoi, les États-Unis se retirèrent du Viêt Nam, abandonant le Sud aux communistes du Nord en 1975. Mao lui-même suspendit la révolution culturelle et ses successeurs, en particulier Deng Xiaoping, optèrent prudemment mais résolument pour une politique économique combinant plannification et objectifs de marché. L'investissement étranger et l'esprit d'entreprise chinois sonna le début d'un processus de développement qui transforma le pays au cours des décennies qui suivirent. Le contrôle par le parti fut mis à mal par les grandes manifestations de la place Tienanmen en juillet 1989, réprimées avec succès, et le parti réussit à maintenir la sphère grandissante de débat politique et de soulèvement économique sous sa tutelle perpétuelle.

Le passage de Hong Kong de l'autorité britannique à la souveraineté chinoise fut un pas emblématique de cette ascension fulgurante. Mais il symbolisait également à quel point la relation entre les anciens maîtres et leurs sujets avait changé avec la fin du siècle. Le colonialisme formel prit fin lorsque les Portugais renoncèrent militairement à leurs dernières colonies au milieu des années 1970. Le dernier empire territorial ancestral qui existait encore s'éteignit avec l'effondrement de l'Union soviétique entre 1989 et 1991. Le système communiste avait conservé son empire après 1917 mais, pour les raisons mentionnées ci-dessous, ne put continuer à le faire après les années 1980. La domination des pays du tiers-monde par l'Occident, dénommée néocolonialisme par les critiques, ne disparut pas mais l'équilibre entre la puissance économique des pays occidentaux industrialisés et les autres régions du monde fut radicalement modifié.

Les théoriciens du tiers-mondisme et les intellectuels d'Amérique latine élaborèrent une théorie de la dépendance (voir le chapitre 1). Selon celle-ci, la prospérité des pays industriels se fondait véritablement sur le maintien du retard relatif des pays non industrialisés afin de pouvoir

bénéficier de main-d'œuvre peu chère et de produits de base vendus à un prix inférieur à leur valeur réelle. Cette analyse étayait les demandes de redistribution des ressources et des richesses lancées par la Conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement (CNUCED). Les opposants à une telle requête préféraient dénoncer la mauvaise conception des projets de mise en valeur des pays en développement, le gaspillage des ressources, les mesures dissuadant la production agricole, la corruption et la répression. Preuve de l'évolution des termes du débat, un des principaux théoriciens de la dépendance des années 1960 introduisit avec succès des réformes fondées sur le jeu du marché lorsqu'il devint président du Brésil dans les années 1990

Après environ trente ans de réelle croissance économique sans précédent, les pays occidentaux traversèrent eux aussi une décennie difficile dans les années 1970. Au début de l'année 1974, les pays producteurs de pétrole s'unirent pour multiplier par quatre le prix jusqu'alors peu élevé de cette matière première, provoquant ainsi à la fois une inflation et des pressions déflationnistes. La longue association entre le capital et le travail caractéristique de l'après-guerre et instaurée après la Seconde Guerre mondiale pour reconstruire l'économie européenne commença à céder sous la pression simultanée de l'inflation et du chômage. Les États-Unis qui avaient, depuis 1948 et jusqu'à leur entrée dans la guerre du Viêt Nam à la fin des années 1960, véritablement financé l'économie mondiale à l'aide du plan Marshall, de l'assistance militaire et des investissements privés, commencèrent à rencontrer des difficultés grandissantes pour maintenir le statut de monnaie de réserve du dollar. En août 1971, le président Nixon mit un terme à l'engagement pris de longue date par les États-Unis de maintenir la convertibilité du dollar et de l'or, imposa une renégociation des taux de change puis finit par renoncer à toute promesse de rachat de devises étrangères en échange de dollars à l'automne 1973 (Gavin, 2004).

Bien qu'il fût difficile de s'en rendre compte à l'époque, le système économique et territorial mondial entra, dans les années 1970, dans une nouvelle phase de développement qui ne fit que s'accélérer pendant le quart de siècle qui suivit. Tant les économies capitalistes que communistes furent mises à l'épreuve. La croissance d'un secteur technologique complètement nouveau, celui des technologies de l'information et de l'informatique, associée au déplacement des industries lourdes traditionnelles vers l'Asie de l'Est ou l'Amérique latine nécessita la réorganisation du mouvement ouvrier tant à l'Ouest qu'à l'Est. En effet, le premier monde, c'est-à-dire les pays occidentaux industrialisés, vit les rangs de ses mouvements prolétaires traditionnels se vider peu à peu. Le deuxième monde, c'est-à-dire les pays pratiquant le socialisme d'État du bloc soviétique, vola complètement en éclats. Enfin, ce qui était jadis connu sous le nom de tiers-monde se scinda

en deux, une partie entrant dans l'ère industrielle et l'autre accusant un retard toujours plus croissant par rapport au reste de la planète. Un nouvel exode rural massif frappa les grandes villes des pays en développement précaire et de fortes vagues de migration naquirent de l'Asie, des Caraïbes, de l'Afrique et du Moyen-Orient vers l'Europe et l'Amérique du Nord. Des institutions financières internationales contrôlant les capitaux et la production dans des régions du monde très éloignées offrirent un nouveau cadre économique, beaucoup moins lié aux autorités territoriales traditionnelles qu'auparavant. Les puissances nationales d'Europe de l'Ouest s'orientèrent vers une décentralisation au profit des régions de leur État-nation ou de la Communauté européenne, et plus tard de l'Union européenne. L'autorité de cette communauté s'en trouva renforcée sous l'égide remarquable de Jacques Delors dans les années 1980. Les États-Unis, qui s'étaient trop engagés financièrement au Viêt Nam et en Europe sous les mandats de Nixon et de Carter, bénéficièrent d'une incroyable reprise économique sous la présidence de Reagan et de ses successeurs. Cette croissance résulta en grande partie de l'avance prise par le pays dans le nouveau secteur des services liés à l'informatique et dans les produits populaires destinés à une société de consommation mondiale. Le centre névralgique du socialisme d'État international, l'Union soviétique, démantela lui-même ses propres institutions, faisant ainsi disparaître le dernier bastion de la domination impérialiste traditionnelle.

Quelles furent les causes de cet événement si remarquable et inattendu? Lorsque les initiatives réformatrices économiques et politiques semblèrent échapper au contrôle du Parti communiste, à la fin des années 1960, Brejney, le dirigeant soviétique, décida qu'il pourrait au moins maintenir l'équilibre des puissances par ses immenses capacités militaires, y compris ses missiles et sa force de frappe nucléaire. Il fit accepter aux États-Unis la négociation d'une série d'accords avec les membres de l'OTAN. Une assemblée multilatérale, la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), aboutit ainsi aux accords sur la limitation des armes stratégiques (SALT-I et SALT-II) et aux accords d'Helsinki et de Madrid. Celui d'Helsinki promit de reconnaître les frontières existantes, protégeant ainsi l'Allemagne de l'Est, mais obligea les Russes à garantir les droits de l'homme, promesse souvent désavouée mais qui offrait à la nouvelle génération d'intellectuels d'Europe de l'Est, opposés au régime, une base sur laquelle s'appuyer pour s'organiser et protester. En dépit de leur interdiction, la Charte 77 en Tchécoslovaquie et, dans une bien plus grande mesure, le syndicat Solidarnosc en 1980 en Pologne, témoignaient de la progression des dissensions au sein du bloc soviétique. À la même époque, la volonté de Brejnev de conserver l'équilibre des puissances grâce à sa puissance militaire échoua. L'armée soviétique perdit le moral et fut humiliée lors de ses tentatives pour reprendre le contrôle en Afghanistan. En dépit de nombreuses protestations dans leurs pays respectifs, les membres de l'OTAN décidèrent de répondre par la pareille au déploiement de missiles de moyenne portée par Moscou, manœuvre qui aurait pu lui permettre d'exercer un chantage nucléaire sur l'Europe. Le pourcentage du PNB russe nécessaire à l'entretien de son arsenal était largement supérieur à celui d'environ 4% imposé en l'Occident ce qui conduisait l'économie civile soviétique vers de sérieuses difficultés dans les années 1980. Après quelques brèves tentatives pour accroître la productivité de la planification centrale après la mort de Brejnev en 1982, sous les mandats éclairs de ses deux successeurs. Mikhaïl Gorbatchev (illustration 37) décida de desserrer l'étau du socialisme d'État et introduisit les politiques de la perestroïka (décentralisation et réformes fondées sur le jeu du marché) et de la *glasnost* (ouverture et transparence politique). Ces réformes, bien que nécessaires, eurent des conséquences à l'époque imprévisibles, notamment l'éclatement définitif du bloc communiste établi depuis la fin de la Première Guerre mondiale. La dissolution de l'Union soviétique, après l'échec d'un coup d'État fomenté par les opposants aux réformes en 1991, mit véritablement fin au dernier des vieux empires territoriaux et, avec lui, à l'ère de domination politique qui avait marqué cette époque depuis la fin du XIX^e siècle (Ash, 1990; Banac, 1992; Brown, 1996; Maier, 1997; Remnick, 1994).

Quelles forces de cohésion internationale allaient désormais garantir

l'ordre mondial? Pendant près d'un siècle, d'environ 1870 aux années 1960, l'impérialisme avait lié ce qu'il était courant d'appeler le premier et le tiers-monde. Cet impérialisme et l'économie mondiale avaient provoqué la confrontation des structures tribales d'Afrique de l'Ouest et du Sud et du Moyen-Orient avec les centres industriels et financiers d'Europe et d'Amérique du Nord. Ces deux forces avaient permis de faire perdurer, puis avaient détruit, les derniers empires territoriaux multinationaux, trois d'entre eux s'étant effondrés après la Première Guerre mondiale et le dernier ayant éclaté à la fin des années 1980. Si, en effet, il demeurait de nouvelles forces transnationales qui pouvaient aider les diverses populations du monde à préserver la paix et la prospérité ainsi qu'un sentiment de dignité humaine, ces forces dériveraient peut-être moins de leurs unités politiques respectives que de la prospérité continue et des ONG, qui servent de garants pour l'environnement, les droits de l'homme, et la lutte contre la maladie et la faim (Keane, 2003; Kouchner, 1991). En effet, les ONG concernées par l'environnement et les droits de l'homme furent les agents transnationaux qui contrebalancèrent les companies à but lucratif menant sans relâchement l'économie internationale. Il est possible que des structures politiques telles que l'Union européenne ou l'OTAN seraient aussi à même d'apporter cet équilibre international.

Les États-Unis demeuraient la première puissance mondiale au sens traditionnel, mais son programme politique se réduisait globalement à la promotion, à travers la planète, de la démocratie de marché, c'est-à-dire d'une forme de libéralisme favorable à l'avancée continue des forces vives de l'économie mondiale. Comme le vingtième siècle se terminait, il ne s'agissait pas tant d'un empire que d'un consortium de banques, de géants contrôlant les médias, d'une culture de masse, de sociétés informatiques innovantes et d'entreprenants prestataires de services financiers. Mais il devint de moins en moins clair si les États-Unis exerceraient un rôle stabilisateur ou perturbateur sur la base de sa primauté militaire, qu'elle soit ou non temporaire. L'attaque dévastatrice sur le World Trade Center et le Pentagone le 11 septembre 2001 fut un choc qui fit de la politique américaine l'hotage de sentiments imprévisibles et contradictoires de suprématie et de vulnérabilité. Bien que la plupart de ses alliés acceptèrent l'intervention militaire américaine en Afghanistan afin de dénicher les terrains d'entraînement du réseau «Al-Qaida» responsable de l'attaque, l'invasion anglo-américaine de l'Iraq qui s'en suivit au printemps 2003 attira les protestations d'alliés clef de l'OTAN, en particulier la France et l'Allemagne. L'engagement militaire continu dans la politique iraquienne divisait aussi les Américains eux-mêmes. Il était concevable que les États-Unis persévèrent dans leur effort d'adopter un rôle impérial plus large, mais il était également possible qu'une opinion publique volatile se dérobe d'un tel exercice de pouvoir qui, de toute manière, ne prévaudrait certainement pas dans un monde où le désir de l'ordre et de l'affluence devait coexister avec les revendications d'une foi militante. Quoi qu'il en soit, la communauté internationale dut apprendre à vivre sans ses empires. Cette perspective révolutionnaire ne fut pourtant pas sans provoquer de désordre.

BIBLIOGRAPHIE

- Albertini R. (von) 1982. *Decolonization: The Administration and Future of the Colonies, 1919–1960*, New York.
- ASH T. G. 1990. The Magic Lantern: The Revolution of 89 Witnessed in Warsaw, Budapest, Berlin, and Prague, New York.
- BANAC I. (dir. publ.) 1992. Eastern Europe in Revolution, New York, Ithaca.
- BENOIST J. R. 1982. L'Afrique occidentale française de la Conférence de Brazzaville (1944) à l'indépendance (1960), Dakar.
- BERSTEIN B. J. (dir. publ.) 1976. The Atomic Bomb: The Critical Issues, Boston.

- BETTS R. F. 1998. *Decolonization: Making of the Contemporary World*, Londres/New York, Routledge.
- Bose S., Jalal A. 1998. *Modern South Asia: History, Culture, and Political Economy*, Londres/New York, Routledge.
- BOSSUAT G. 1992. La France, l'aide américaine et la construction européenne, 1944–1954, 2 vols., Paris.
- Brown A. 1996. *The Gorbachev Factor*, Oxford, Oxford University Press.
- BUNDY G. M. 1988. Danger and Survival, New York.
- CHAFER T. 2002. The End of Empire in French West Africa: France's Successful Decolonization? Oxford, Oxford University Press.
- CHRISTIE C. J. 1996. A Modern History of Southeast Asia: Decolonization, Nationalism and Separatism, Londres, I. B. Tauris.
- COHEN M. J. 1978. Retreat from the Mandate: The Making of British Policy, 1936–1945, New York.
- 1988. Palestine to Israel: From Mandate to Independence, Londres.
- CONNELLY M. J. 2002. A Diplomatic Revolution: Algeria's Fight for Independence and the Origins of the Post-Cold War Era, New York.
- COOPER F. 1996. *Decolonization and African Society: The Labour Question in French and British Africa*, Cambridge, Cambridge University Press (Série: African Studies Series).
- 2002. *Africa Since 1940: The Past of the Present*, Cambridge, Cambridge University Press (Série: New Approaches to African History).
- DOWER J. 1979. *Empire and Aftermath: Yoshida Shigerua and the Japanese Experience, 1878–1954*, Cambridge (Massachussetts).
- 1999. Embracing Defeat: Japan in the Wake of World War II, New York.
- DUMONT R. 1962. L'Afrique noire est mal partie, Paris, Seuil.
- EISENBERG C. W. 1996. *Drawing the Line: The American Decision to Divide Germany, 1944–1949*, Cambridge.
- GARTON ASH T. 1993. In Europe's Name: Germany and the Divided Continent, London.
- GAVIN F. J. 2004. *Gold, Dollars, and Power: The Politics of International Monetary Relations, 1958–1971*, Chapel Hill (Caroline du Nord).
- GIFFORD P., LOUIS W. R. (dir. publ.) 1982. *The Transfer of Power in Africa:* Decolonization, 1940–1960, New Haven.
- GORDON A. 1998. The Wages of Affluence: Labor and Management in Postwar Japan, Cambridge (Massachussetts).

- GORI F., PONS S. (dir. publ.) 1996. *The Soviet Union and Europe in the Cold War, 1943–1953*, Basingstoke/New York.
- GOUDA F., ZAALBERG T. B. 2002. American Visions of the Netherlands East Indies/Indonesia, Amsterdam.
- GRIFFITH R. 1987. *The Politics of Fear: Joseph R. McCarthy and the Senate*, Amherst (Massachusetts).
- HOGAN M. 1987. *The Marshall Plan: America, Britain, and the Reconstruction of Western Europe, 1947–1952*, Cambridge and New York.
- HORNE A. 1996. A Savage War of Peace: Algeria, 1954–1962, Londres, Papermac.
- KAHLER M. 1984. Decolonization in Britain and France: The Domestic Consequences of International Relations, Princeton (New Jersey), Princeton University Press.
- KEANE J. 2003. *Global Civil Society?* Cambridge, Cambridge University Press.
- KHILNANI S. 1998. The Idea of India, New York, Farrar, Straus & Giroux.
- KOUCHNER B. 1991. Le Malheur des Autres, Paris, Seuil.
- KUNZ D. B. 1989. *The Economic Diplomacy of the Suez Crisis*, Chapel Hill (Caroline du Nord), University of North Carolina Press.
- LATHAM E. 1966. The Communist Controversy in Washington: From the New Deal to McCarthy, Cambridge (Massachusetts).
- LEWIS W. R. 1976. *Imperialism: The Robinson and Gallagher Controversy*, New York.
- LIJPHART A. 1966. The Trauma of Decolonization: The Dutch and West New Guinea, New Haven.
- LOGEVALL F. 1999. Choosing War: The Lost Chance for Peace and the Escalation of War in Vietnam, Berkeley/Los Angeles, University of California Press.
- LOUIS W. R. 1977. *Imperialism at Bay, 1941–1945: The United States and the Decolonisation of the British Empire*, Oxford, Oxford University Press.
- 1984. The British Empire in the Middle East, 1945–1951: Arab Nationalism, The United States, and Post–War Imperialism, Oxford, Oxford University Press.
- 1999. The Dissolution of the British Empire. Dans: Brown J. M., Louis W. R. (dir. publ.) *The Oxford History of the British Empire: The Twentieth Century*, Oxford/New York, Oxford University Press.

- OWEN R. (dir. publ.) 1989. Suez 1956: The Crisis and its Consequences, Oxford.
- MAIER C. S. 1997. Dissolution: The Crisis of Communism and the End of East Germany, Princeton (New Jersey).
- BISCHOF G. (dir. publ.) 1991. The Marshall Plan and Germany, New York and Oxford.
- MARR D. G. 1995. Vietnam 1945: The Quest for Power, Berkeley, University of California Press.
- MILWARD A. S. 1984. *The Reconstruction of Western Europe 1945–1951*, Berkeley, University of California Press.
- MORRIS B. 1987. *The Birth of the Palestinian Refugee Problem, 1947–1949*, Cambridge.
- NAIMARK N. 1995. The Russians in Germany: A History of the Soviet Zone of Occupation, 1945–1949, Cambridge.
- OSHINSKY M. 1983. A Conspiracy So Immense: The World of Joe McCarthy, New York.
- REMNICK D. 1994. Lenin's Tomb: The Last Days of the Soviet Empire, New York.
- RICKLEFS M. C. 2002. *A History of Modern Indonesia since c. 1200*, Stanford (Californie), Stanford University Press.
- ROGAN E. L., SCHLAIM A. (dir. publ.) 2001. *The War for Palestine: Rewriting the History of 1948*, Cambridge, Cambridge University Press.
- SHIPWAY M. 1947. The Road to War: France and Vietnam, 1944–1947, Providence.
- SPENCE J. D. 1999. *The Search for Modern China*, New York, W. W. Norton & Company.
- STORA B. 1993. *Histoire de la guerre d'Algérie, 1954–1962*, Paris, La Découverte.
- HARBI M. (dir. publ.) 2004. *La guerre d'Algérie, 1954–2004: La fin de l'amnésie*, Paris, Robert Lafont.
- STRINGHALL. 2001. Decolonization since 1945: The Collapse of European Overseas Empires, Basingstoke.
- STUECK W. 2002. Rethinking the Korean War: A New Diplomatic and Strategic History, Princeton (New Jersey).
- TANDRUP A. 1995. World War and Village War: Changing Patterns of Rural Conflict in Southeast Asia, 1945–1955. Dans: ANTLÖV A., TØNNESON S. (dir. publ.) *Imperial Policy and Southeast Asian Nationalism*, 1930–1957, Richmond (Surrey).

- TANG T. 1963. America's Failure in China, 1941-1950, Chicago.
- TERTRAIS H. 2001. L'émergence de la guerre civile dans le conflit d'Indochine (1945–1954). Dans: *Relations internationales*, n° 105, printemps 2001.
- THÉVENET A. 2001. La guerre d'Indochine racontée par ceux qui l'ont vécue, Paris, France Empire.
- THORNE C. 1978. Allies of a Kind: The United States, Britain and the War against Japan, 1941–1945, Londres.
- 1985. The Issue of War: States, Societies and the Far Eastern Conflict of 1941–1945, Londres, Hamish Hamilton.
- Tønneson S. 1991. The Vietnamese Revolution of 1954: Roosevelt, Ho Chi Minh, and De Gaulle in a World at War, Oslo.
- Trachtenberg M. 1999. A Constructed Peace: The Making of the European Settlement, 1945–1963, Princeton (New Jersey).
- VALETTE J. 1994, La guerre d'Indochine, 1945-1954, Paris, Plon.
- WASSERSTEIN B. 1991. *The British in Palestine: The Mandatory Government and the Arab-Jewish Conflict, 1917–1929*, Oxford.
- ZUBOK V., PLESHAKOV C. 1996. *Inside the Kremlin's Cold War: From Stalin to Khrushchev*, Cambridge (Massachussetts).

4

Les mouvements de libération nationale et la chute du colonialisme

Nodari A. Simonia

L'HISTOIRE DE LA FORMATION DES MOUVEMENTS DE LIBÉRATION NATIONALE

Les mouvements de libération nationale sont apparus au cours de la dernière étape du colonialisme lorsque l'Occident, qui avait atteint un stade supérieur de développement, commença à exporter du capital industriel vers ses colonies et semi-colonies. Ces flux de capitaux s'accompagnèrent de grands chantiers d'infrastructures, d'équipements de communication modernes et de la mise en place de nouvelles formes d'organisation administrative et bureaucratique. Les populations locales bénéficièrent alors d'un accès accru à l'éducation. Cette modernisation permit l'émergence de nouvelles classes sociales, de nouveaux intellectuels, de nouveaux médias et de nouvelles organisations politiques. En d'autres termes, les conditions historiques nécessaires à un réveil national et à la transformation progressive des manifestations de rébellion non coordonnées en un mouvement de libération anticolonial d'envergure nationale, se trouvèrent enfin réunies.

Certains événements internationaux d'envergure jouèrent également un rôle important, notamment les révolutions qui éclatèrent en Russie (1905–1917), en Iran (1905–1911), dans l'empire ottoman (1908), en Chine (1911–1913) et au Mexique (1911–1913), qui donnèrent une impulsion puissante aux mouvements de libération. L'effet de la Première Guerre mondiale et de la révolution de 1917 qui s'ensuivit en Russie fut plus profond encore sur les processus de prise de conscience nationale. Cependant,

c'est la Seconde Guerre mondiale qui représenta le réel tournant historique dans les destins des colonies et semi-colonies. Les mythes de l'invincibilité du pouvoir colonial et de l'«homme blanc» furent totalement dissipés par l'épreuve de cette guerre.

Après la guerre, les pays de l'Est et du Sud-Est asiatique formèrent le premier groupe de pays décolonisés. Entre 1945 et 1949, la quasi-totalité des pays de la région proclamèrent leur indépendance. Ils furent suivis par les États d'Afrique du Nord entre 1951 et 1956. Sur le 1,5 milliard d'habitants des anciennes colonies, environ 1,2 milliard retrouvèrent ainsi leur liberté au cours de la première décennie d'après-guerre. Le Ghana, décolonisé en 1957, et la Guinée en 1958 étaient aux avant-postes d'une nouvelle vague d'indépendantisme qui connut son apogée en 1960, l'« année de l'Afrique », au cours de laquelle pas moins de dix-sept États africains obtinrent leur indépendance. Enfin, à partir du milieu des années 1970, l'empire portugais commença à se disloquer et, plus tard, le Zimbabwe en 1980, le Sahara occidental en 1982 et la Namibie en 1990 se libérèrent de la dépendance coloniale (illustration 38). Avec la chute du régime raciste de la République d'Afrique du Sud en 1994, le système politique colonial toucha à sa fin.

Les caractéristiques du nationalisme anticolonial

Le nationalisme était la principale bannière idéologique de la lutte de libération des peuples des trois continents. Mais ici le phénomène se présente de façon totalement différente des nationalismes que connut l'Europe au cours de son histoire. Les origines du nationalisme en Europe à l'époque de l'absolutisme étaient majoritairement endogènes. En effet, identité et statut d'État national se fondaient sur l'essor du marché intérieur et les éléments de la société civile en voie de formation. La genèse du nationalisme en Asie, en Afrique et en Amérique latine est de caractère exogène. Il est né dans le contexte du système «métropole-colonie», en réaction à une situation inégalitaire et à une répartition injuste des richesses et du pouvoir. C'est pourquoi dès son origine ce nationalisme s'est fondé la plupart du temps sur la lutte contre une domination étrangère.

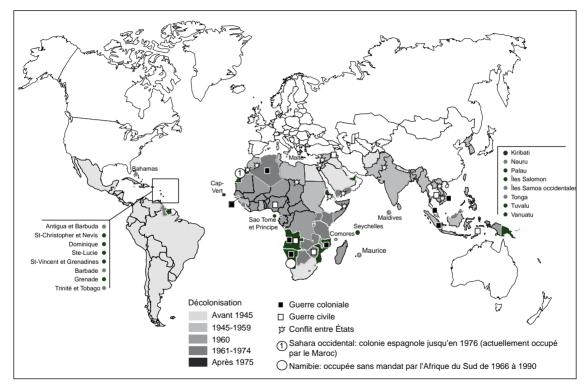
Aucun des pays d'une région n'est similaire à un autre, mais si nous comparons les conditions d'origine du nationalisme dans les différents continents, nous pourrons voir que l'Asie se caractérisait par une proportion plus importante de peuples ayant su conserver leur statut d'État traditionnel pendant la période coloniale (plus de quinze pays). La plupart d'entre eux (jusqu'à dix pays) restèrent de fait des semi-colonies. Une part considérable des États d'Asie est caractérisée, soit par une forte homogé-

néité ethnique (le Japon, les deux Corées, la Mongolie, le Bangladesh), soit par la présence d'un groupe national majoritaire formant le noyau de la nation (la Chine, la Thaïlande, la Turquie, l'Iraq, la Birmanie, le Kampuchea, le Laos, Singapour), ou par la prévalence de groupes ethniques étroitement liés et naturellement unis en un ethnos (l'Indonésie, les Philippines). Dans le même temps, une diversité ethnique considérable caractérise des pays comme l'Inde, le Pakistan, le Sri Lanka, l'Iran, la Malaisie et le Népal. Ces circonstances font que l'essor de la conscience nationale en Asie a été remarquable, un «individualisme national» particulier s'y est développé, et aucun mouvement panasiatique à l'échelle du continent ne s'est mis en place.

Un certain nombre de facteurs sont responsables du fait que la conscience nationale des masses africaines commença à s'éveiller plus tard. Là-bas (à l'exception de l'Afrique du Nord, à majorité arabe), les relations tribales et claniques prévalaient, même dans la plupart des cas quand les premières entités étatiques se formèrent. Dans son ensemble, l'Afrique a été colonisée bien plus tard. Jusqu'en 1876, plus de 90 % du territoire africain était libre. En conséquence, les idées anticolonialistes naquirent d'abord hors des frontières de l'Afrique et se fondèrent sur la prise de conscience d'une oppression raciale plutôt que nationale.

Le panafricanisme

L'idée de l'unité de l'Afrique fut conçue par Edward W. Blyden, originaire des Indes occidentales, et remonte au milieu du XIXe siècle. Il plaida pour une conscience de race et d'unité des nègres ou de la race africaine. À partir de la fin du XIX^e siècle, commença à se former un mouvement politique pour l'unification des hommes noirs contre l'oppression raciale. Il acquit un statut officiel en 1900 lors de la première Conférence panafricaine qui se tint à Londres sous les auspices d'un avocat de Trinidad, Sylvester William. Ainsi, le mouvement fut à l'origine une initiative de personnes d'origine africaine issues de la diaspora. Il se fondait sur les concepts d'indépendance culturelle et historique et sur des revendications d'un haut niveau de développement spirituel des peuples africains. Son principal objectif était de créer un État africain unique. En 1919, William E. B. Dubois, un sociologue diplômé d'Harvard, organisa le premier Congrès panafricain à Paris. Ce congrès permit aux Africains de faire connaître certaines de leurs préoccupations et leurs idées concernant le développement éducatif, social et économique de l'Afrique et l'administration des territoires sous mandat. Le IIe Congrès qui se tint à Londres, Bruxelles et Paris en 1921, et le IIIe, à Londres et à Lisbonne en 1923, attirèrent l'attention sur les maux du système colonial



Carte 4 La décolonisation à partir de 1945 (d'après: B. Delaveau et al., Décolonisation et problèmes de l'Afrique indépendante, Paris, Edicef, 1989).

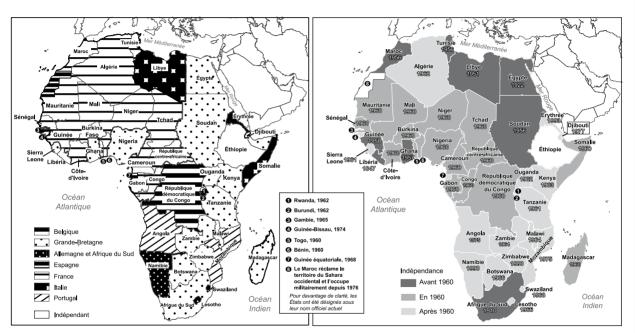
en Afrique et sur les méfaits de la discrimination raciale dans l'exil. Mais le vrai changement eut lieu à Manchester en 1945 lors du V° Congrès, marqué par la participation active de figures africaines dominantes telles que Kwame Nkrumah, Jomo Kenyatta et Peter Abraham, décidés à orienter le mouvement vers l'Afrique et à lutter activement pour l'indépendance et l'unité du continent africain. À partir de la fin des années 1950, le panafricanisme, qui fut d'abord un mouvement d'unification continentale, devint progressivement un mouvement pour une unité d'actions des États africains indépendants. L'idée d'une unité africaine fut interprétée de différentes façons par les différents chefs d'État africains. Les différentes tendances furent présentées au cours de différentes conférences qui se tinrent en Afrique en 1958, 1960 et 1961, et débouchèrent logiquement sur la création de l'Organisation de l'Unité africaine (OUA) en 1963. Depuis lors, tous les efforts pour raviver les idéaux du panafricanisme, notamment dans les années 1980 et la première moitié des années 1990, ont été voués à l'échec.

Le nationalisme arabe

La situation géographique du monde arabe, à la jonction de deux continents, ne pouvait pas ne pas influer sur les processus de réveil national. Les Arabes, conquis par l'Empire ottoman, en formèrent partie jusqu'à la fin de la Première Guerre mondiale. Si cet événement permit de renforcer l'idée d'unité arabe, il isola longtemps ce peuple de toute influence occidentale directe. Ces destinées historiques communes encouragèrent l'émergence d'un mouvement panarabe. Mais, à l'inverse du panafricanisme, le panarabisme se fonde également sur des paramètres religieux, linguistiques et ethnoculturels communs. Les partisans du panarabisme en usèrent pour interpréter le concept de «nation» dans son sens large et répandre l'idée d'une nation arabe unique.

Dans les années 1920 et 1930, le contexte était propice à l'émergence d'un nationalisme «régional» (c'est-à-dire à l'échelle du pays), notamment en Égypte, au Soudan, en Syrie, au Liban, en Tunisie et en Algérie. Des signes témoignaient du début de la coexistence d'un panarabisme parallèlement aux nationalismes «régionaux».

Le long et incessant combat pour la libération de l'Algérie (1954–1962) eut des conséquences profondes sur le nationalisme algérien. Cette lutte provoqua une radicalisation interne et servit de modèle à toute l'Afrique et même au «tiers-monde» (F. Fanon, un politicien français psychiatre, 1925–1961). Au cours de la lutte pour la libération, les intellectuels algériens gardèrent une attitude critique envers l'économie politique capitaliste coloniale et établirent les bases d'une future restauration de l'économie fondée sur la planification centralisée. Ses principes furent formulés en 1962 dans



Carte 5 La colonisation et l'indépendance de l'Afrique.

le programme de Tripoli du Front de libération nationale (FLN). Après l'indépendance, le gouvernement procéda à une nationalisation, établissant un secteur d'État et un contrôle sur les activités des capitaux étrangers. La fuite massive de la population européenne encouragea l'émergence d'un système d'autogouvernement populaire, et le premier congrès du FLN, qui se tint en 1964, approuva la mise en place de «réformes sociales» (réforme des terres, nationalisation des entreprises étrangères et des banques, etc.). Plus tard, le gouvernement de Houari Boumediene mit l'accent sur le nationalisme en lui-même. Dans la «Charte nationale» (1976), une importance encore plus grande est accordée au principe d'« autosuffisance» et l'islam est proclamé religion officielle. Dans la version révisée de la Charte (1986), un rôle plus important est donné aux capitaux privés nationaux.

Le nationalisme en Amérique latine

Les processus de réveil national de l'Amérique latine se caractérisent par de nombreux paramètres spécifiques. Au début du XIXe siècle, le colonialisme qu'on y pratiquait n'engendrait pas les conditions pour l'émergence du nationalisme. L'indépendance que la plupart des pays du continent obtinrent entre 1810 et 1926 était en premier lieu la conséquence d'événements européens comme l'occupation de l'Espagne et du Portugal par Napoléon ou la chute de la monarchie. En d'autres termes, l'indépendance ne signifiait pas l'émergence d'États nationaux et le processus de formation des nations dura parfois plusieurs siècles.

Au début du XX^e siècle, c'est un nationalisme culturel qui prédominait. Rapidement cependant, émergea une forme plus active de nationalisme étatique, le «nationalisme économique». Ce mouvement revendiquait l'appartenance des terres, de l'eau et des ressources naturelles à la nation (Constitution mexicaine de 1917). Dans la pratique actuelle, il se manifeste par l'établissement de grandes sociétés nationales et la nationalisation des industries de base, dans les politiques d'industrialisation, et par des limitations dans les activités des capitaux étrangers (Argentine, Mexique, Chili et Brésil). Ce nationalisme représente un compromis entre le cosmopolitisme semi-colonial des anciens dirigeants et les nationalistes radicaux qui considèrent les facteurs extérieurs comme sans importance. Ce nationalisme s'est orienté vers le marché domestique (la production et la consommation intérieures) mais, afin de permettre un développement économique durable, n'a pas rejeté l'usage rationnel des investissements étrangers et de l'aide extérieure.

Ce mouvement qui naquit au cours des luttes pour l'indépendance fut initialement dirigé contre l'Espagne et le Portugal. Mené par Simon Bolivar, il prônait l'unité du continent américain, l'*americanismo*. Plus tard,

le concept de continentalisme acquit un nouveau fondement, l'anti-yankisme (anti-nord-américanisme), notamment après la guerre du Mexique et, en conséquence, une interprétation large de la doctrine Monroe. Dans les années 1930 et 1940, les États-Unis tentèrent de modérer ces attitudes négatives et, avec l'aide du concept et de la politique du «multilatéralisme», cherchèrent à dissoudre le continentalisme latino-américain dans un système interaméricain.

LES DIFFÉRENTS MODÈLES DE SOCIALISME

La vague des mouvements de libération et la chute du système colonial eurent lieu dans un contexte de confrontation entre deux systèmes politiques. Dans certains pays, les partis communistes locaux tentèrent donc de prendre la tête des mouvements de libération et parvinrent ainsi au pouvoir.

La Chine

Après la création de la République populaire de Chine, les dirigeants du Parti communiste chinois (PCC) se trouvèrent divisés. Certains souhaitaient imiter le modèle stalinien alors que d'autres préféraient s'en tenir à la mise en place de la «nouvelle politique économique» de Lénine. La seule particularité du régime chinois était le traitement réservé à la bourgeoisie (création d'entreprises à capitaux mixtes, politique de rachat des capitaux privés, etc.). Ce n'est que par la suite que le développement de la société chinoise fut guidé par le maoïsme. En 1958–1959, Mao Zedong entreprit le «grand bond en avant» et lança le pays dans l'établissement de «communes populaires» et d'un vaste «programme d'industrialisation» (illustration 39). Le pays s'attela à la tâche pour parvenir à l'«autosuffisance» et atteindre le niveau des pays capitalistes les plus développés. Entre 1966 et 1976, ce fut la «grande révolution culturelle prolétarienne» contre «les vieilles idées, coutumes, cultures et habitudes». Cependant, après la mort de Mao en 1976 et le retour au pouvoir de Deng Xiaoping, une réforme économique radicale fut entamée, bien que le PCC conservât un rôle politique majeur. La Chine tente aujourd'hui de mettre en place une économie de marché socialiste.

Le Viêt Nam

Le socialisme vietnamien est né des cendres de la lutte de libération armée qui dura trente-cinq ans (cinq ans contre l'occupation japonaise, presque dix ans contre le colonialisme français et jusqu'en 1975 contre l'escalade de

l'intervention militaire des États-Unis). Dès le début, le parti communiste réussit à organiser un front national important, la Ligue pour l'indépendance du Viêt Nam (ou Viêt-minh). Noyau dur de ce front, le parti communiste ne diffusa aucun slogan socialiste et mit en place une politique sociale plutôt flexible qui lui valut un grand soutien populaire, notamment chez les paysans. Avant la réunification avec le Sud-Viêt Nam, le développement social du pays pouvait être décrit comme la synthèse du système politique soviétique et d'une économie de type «communisme de guerre». En 1979, les leaders du pays entreprirent la première révision profonde de leur stratégie de développement. L'accent fut mis sur les incitations matérielles, l'entreprise privée, l'expansion du marché des biens de consommation, etc. En 1986, un nouveau programme de libéralisation de l'économie fut adopté. L'objectif principal du programme était l'industrialisation et la modernisation de l'économie sur la base des relations du marché, l'octroi de privilèges au capital privé et la réduction drastique du secteur public. La loi sur les investissements étrangers adoptée en 1987 entraîna une ouverture économique encore plus importante.

Cuba

Le régime socialiste de Cuba se caractérise surtout par l'importance prédominante que prit la politique des États-Unis dans sa genèse et son développement. Fidel Castro, qui après avoir dirigé depuis 1956 la guerre de maquis contre le régime dictatorial de Batista, accéda au pouvoir le 1er janvier 1959, était un nationaliste radical et n'embrassait pas la doctrine communiste. Dès le début, les États-Unis adoptèrent une attitude extrêmement négative envers le régime de Castro. En janvier 1961, ils rompirent les relations diplomatiques avec Cuba et lui imposèrent un blocus diplomatique et économique. En avril, ils organisèrent un débarquement dans la baie des Cochons. Toutes ces actions poussèrent Castro à gauche et lui firent chercher des alliés dans le «camp socialiste». Le castrisme se distinguait tant du modèle soviétique, qui exigeait la reconnaissance du parti communiste et une organisation préliminaire du prolétariat pour s'emparer du pouvoir politique, que du modèle chinois, pour lequel le parti communiste doit organiser un front national uni incluant le prolétariat, les paysans et la petite bourgeoisie nationale. Castro et ses fidèles en Amérique latine (les Fidélistes) étaient convaincus que pour renverser un dictateur corrompu il suffisait d'organiser une guérilla rurale et urbaine.

Les spécificités de la voie cubaine vers le socialisme furent d'abord un mépris total des principes d'incitations matérielles et une emphase des principes moraux. Cependant, plus tard, les dirigeants cubains durent abandonner cette politique et, à partir de la fin des années 1960, les caractéristiques du modèle soviétique devinrent de plus en plus présentes dans le développement social du pays. Après la fin de la guerre froide, Cuba se trouva dans une situation de crise qui poussa les dirigeants du pays à rechercher un modèle mixte d'économie.

LES «SOCIALISMES NATIONAUX»

Nombreux furent les responsables nationaux de mouvements de libération qui se trouvèrent, dès le début de leurs actions, influencés par le socialisme. Mais pratiquement tous ont métissé le socialisme avec leur nationalisme et leur traditionalisme propres.

Le socialisme indonésien

L'idéologie et la pratique du socialisme indonésien sont étroitement liées au premier président du pays, Ahmed Sukarno (ou Soekarno, illustration 40). Ce socialisme est fondé sur cinq principes, le *pancasíla*: nationalisme, internationalisme, démocratie, justice sociale et foi en Dieu. Convaincu que la démocratie libérale occidentale était inapplicable en Indonésie, Sukarno proposa en 1957 le système de la «démocratie dirigée», sur la base de laquelle il forma un cabinet de «coopération mutuelle», le cabinet Gotong Royong. Bientôt, le concept de «socialisme indonésien» fut remplacé par le concept de front d'unité nationale, le NASACOM (acronyme pour nationalisme, religion et communisme). Les aspects extérieurs du «socialisme indonésien» étaient un anti-colonialisme, un anti-néocolonialisme et un anti-impérialisme radicaux.

Le socialisme arabe: le mouvement Baas

Ce mouvement naquit en Syrie en 1953 où il appelait au soutien des pauvres, notamment des paysans sans terre, contre l'influence étrangère et les grands propriétaires terriens. Il encourageait la nationalisation de l'industrie, mais aussi la propriété et l'entreprise privées dans l'espoir d'améliorer la condition sociale en général. Le mot d'ordre Baas était «Unité, Liberté, Socialisme». «Unité» se référait à un État arabe unique et centralisé, «Socialisme» était par essence nationaliste et destiné à servir la cause nationaliste arabe.

Bandung et le concept de «tiers-monde»

Dès leur émergence, les nouveaux États indépendants devinrent l'objet de confrontations entre les «deux blocs». Au départ, l'opinion dominante en Occident, notamment aux États-Unis, était que les anciennes colonies et les pays dépendants devaient suivre le chemin de la modernisation et s'occidentaliser (Edward Shils, Lucian W. Pye, David E. Apter, S. P. Huntington, S. N. Eisenstadt et d'autres). Les décideurs soviétiques estimaient quant à eux que les rébellions indépendantistes ne s'arrêteraient pas au stade du nationalisme et se transformeraient en révolutions sociales. Quant aux pays africains et asiatiques concernés, ils s'efforçaient de constituer un bloc à part au sein de la communauté internationale. La Conférence afroasiatique de Bandung (Indonésie) fut un tournant historique dans l'histoire de ces pays. Parmi les participants à la conférence, qui se tint en avril 1955 à l'initiative de l'Indonésie, de l'Inde, du Pakistan, du Sri Lanka et de la Birmanie, figuraient des personnalités aussi importantes que Sukarno, Nehru, Zhou Enlai, Pham Van Dong et Norodom Sihanouk. Les représentants de vingt-neuf pays asiatiques et africains approuvèrent dix principes de coopération internationale.

Le terme «tiers-monde», en référence à une population spécifique du globe, fut d'abord largement employé en France, notamment par A. Sauvy et G. Balandier, puis dans le monde entier pour distinguer les pays en développement de ceux du «premier monde» (les pays développés) et du «deuxième monde» (les pays socialistes). Plus tard, une alternative à l'expression «tiers-monde», le terme «Sud», en opposition au «Nord», fut introduit. Au cours des années 1960 et 1970, on tenta d'utiliser les critères du sous-développement et de la pauvreté pour classer les pays du «tiers-monde». Cependant, avec l'accélération du processus de différentiation entre les pays en développement, ces tentatives furent vouées à l'échec. Au sein des organismes de l'ONU est apparu le concept de «quart-monde» qui se réfère maintenent aux pays les moins avancés.

Le mouvement des pays non-alignés

L'idée du non-alignement prend racine dans les enseignements sociopolitiques et philosophico-religieux du Mahatma Gandhi. Le gandhisme se caractérise notamment par la nécessité d'une résistance non-violente de masse au colonialisme (la satyagraha ou «l'étreinte de la vérité») et l'usage du pouvoir de l'esprit contre la force matérielle. Jawaharlâl Nehru (illustration 41) appliqua les principes de base de cet enseignement à la politique étrangère. En juillet 1956, sur l'île de Brioni (ex-Yougoslavie), Tito,

Nehru et Nasser signèrent la déclaration qui proclamait les principes du mouvement des non-alignés (MNA). En 1961, à Belgrade, vingt-cinq chefs d'État et de gouvernements des pays non-alignés se réunirent à leur première conférence où ils établirent les trois principaux objectifs du mouvement: des relations internationales pacifiées, la lutte contre le colonialisme et le développement économique.

Le MNA naquit en réaction à la guerre froide et à la bipolarité stricte du monde des années 1950. À cette époque, même les principaux pays développés ne pouvaient contrecarrer la pression des superpuissances ou échapper à la logique des blocs politico-militaires (Pacte de Bagdad, Organisation du pacte central ou CENTO, Organistion du traité de l'Asie du Sud-Est ou OTASE, etc.). C'est pourquoi certains pays décidèrent d'avoir recours à la diplomatie collective sous la forme du MNA (illustration 42). La deuxième conférence du MNA, qui eut lieu au Caire en 1964, lança l'idée de la formation du Groupe des 77, établi à la conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement la même année (CNUCED). La quatrième conférence se tint en Algérie en 1973 et adopta la déclaration et le programme du Nouvel ordre économique international (NOEI). L'année suivante, une session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies approuva la déclaration, reconnaissant ainsi le NOEI.

Au début des années 1990 eurent lieu pas moins de dix conférences du MNA et ses membres atteignirent leur nombre maximal (111 pays en 1995). Cependant, après la fin de la guerre froide, le MNA se trouva dans un environnement entièrement nouveau. La décolonisation politique était achevée, les processus de différentiation entre les pays en développement et la fragmentation interne du MNA s'intensifiaient, la régionalisation et la formation d'une structure multipolaire du monde avaient commencé. Le MNA était confronté à la nécessité de reconsidérer ses tâches, sa stratégie et probablement jusqu'à son essence.

Suez et le golfe Persique

Tout au long du XX^e siècle, le Moyen-Orient a été de façon continue au centre de l'opinion publique internationale et l'objet d'un conflit d'intérêts géopolitiques, militaires et économiques. Déjà considérée comme stratégique en 1869, lors de l'ouverture du canal de Suez, la région le devint encore plus quand y furent découverts de nouveaux gisements de pétrole.

Le canal de Suez est l'un des quatre points de passages internationaux reliant deux mers. Après la révolution égyptienne de 1952, les troupes britanniques restèrent dans la zone du canal jusqu'en juillet 1956. Les relations de l'Égypte avec l'Occident s'étaient alors considérablement tendues. La course

à l'indépendance poursuivie par Gamal Abdel Nasser, son statut de leader incontesté du mouvement de libération dans le monde arabe, et sa coopération avec les pays socialistes, tout cela causait une réaction négative de l'Occident. En 1956, les États-Unis et l'Angleterre refusèrent, malgré leurs promesses antérieures, de financer la construction du barrage d'Assouan. En réponse, Nasser nationalisa le canal afin que ses bénéfices permettent d'en financer la construction. L'Angleterre, la France et Israël répondirent en occupant la zone du canal. Dans sa déclaration du 5 novembre 1956, le gouvernement de l'URSS exigea l'arrêt des opérations militaires et le retrait des troupes étrangères. Les États-Unis décidèrent également de ne pas soutenir leurs alliés. En mars 1957, les troupes étrangères quittèrent donc les territoires occupés.

Le golfe Persique est aujourd'hui l'itinéraire maritime le plus important au monde. Les deux tiers des exportations mondiales de pétrole y transitent vers les pays consommateurs. Au cours des vingt dernières années, au moins deux grands conflits régionaux déclenchés dans la région connurent un retentissement international immédiat.

La guerre entre l'Iran et l'Iraq dura 8 ans, de septembre 1980 à août 1988, et nombre de ses conséquences se font encore ressentir aujourd'hui. La rivalité dans le Golfe entre Iran et Iraq est très ancienne. Les luttes concernant le droit de l'Iran d'utiliser la voie navigable du Chatt al-Arab furent réglées en 1975 au bénéfice de ce dernier. Mais, après la révolution islamique d'Iran, l'Iraq décida de rompre les accords de 1975, et par le même temps de reconquérir le Khurzistan, province riche en pétrole annexée par l'Iran en 1925. En septembre 1980, les troupes iraquiennes envahirent le territoire iranien, en exprimant clairement que la guerre serait longue et féroce. Les deux parties mirent fin à la guerre en signant un cessez-le-feu en août 1988.

La seconde guerre du Golfe débuta en août 1990, peu de temps après ce premier conflit, mais dans un contexte international entièrement différent de celui de la guerre froide. C'est ce changement que Saddam Hussein ne prit pas en compte lorsqu'il envahit le Koweït et en fit la dix-neuvième province iraquienne. L'Union soviétique se joignit à la communauté internationale pour condamner fermement l'agression iraquienne et les États-Unis initièrent la constitution de forces alliées internationales majoritairement constituées de troupes américaines (532 000 soldats).

Le Conseil de sécurité de l'ONU condamna l'invasion et adopta une résolution imposant des sanctions économiques à l'Iraq. Ce texte exigeait un retrait inconditionnel des troupes d'occupation du Koweït, la reconnaissance de la souveraineté de ce dernier et la réparation des dommages causés. Les tentatives de Moscou de régler le conflit par un compromis politique se soldèrent par un échec. Le 24 février 1991, l'opération «Tempête du désert» était lancée et se solda par la déroute des troupes iraquiennes.

Carte 6 Le plan de partition des Nations Unies Carte 7 Les accords d'armistice de 1949. en 1947

Beyrouth

Haïfa

Nataniya

Tel-Aviv

Gaza

Al Arish

SINAÅ

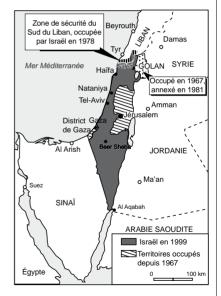
Égypte

Mer Méditerranée



100 km

Carte 8 Israël et les territoires occupés en 1999



(d'après: E. Barnavh, Israël au XX^e siècle, Paris, PUF, 1982, p. 318–319).

100 km

Damas

TRANSJORDANIE'

Amman Jérusalem

o Ma'an

ARABIE SAOUDITE

Territoire prévu pour

l'État arabe

Territoire prévu pour l'État jui

Al' Agabah

SYRIE

La Palestine et la création de l'État d'Israël

La question de la Palestine constitue sans doute le plus ancien problème du Moyen-Orient. En novembre 1917, la déclaration Balfour décrétait que la Grande-Bretagne devait veiller à l'établissement d'un «foyer national juif» en Palestine. Depuis lors, le flot d'immigrants juifs augmenta rapidement entre 1932 et 1938, sous l'effet de la persécution des juifs dans l'Allemagne fasciste. L'holocauste a été l'un des principaux facteurs de l'augmentation de l'immigration juive vers la Palestine. En 1945, quelque 564 000 juifs vivaient déjà en Palestine. En 1947, l'Assemblée générale de l'ONU adopta la résolution 181 du partage des terres, approuvée par les États-Unis et l'Union soviétique, selon laquelle la Palestine devait être divisée en deux États, l'un arabe et l'autre juif (carte 6). L'État arabe ne fut jamais constitué, alors que l'établissement de l'État juif fut proclamé en mai 1948 et fut immédiatement suivi de la première guerre israélo-palestinienne de 1948–1949 (carte 7). À la suite de cette guerre, Israël conserva l'ensemble de son territoire et s'empara également d'une partie du territoire qui devait été concédé à l'État arabe. Le territoire restant fut annexé par la Jordanie (la Cisjordanie et Jérusalem Est) et l'Égypte (la bande de Gaza). En 1964, l'Organisation de libération palestinienne (OLP) fut créée. En octobre 1974, l'Assemblée générale de l'ONU reconnut officiellement l'OLP comme unique représentant du peuple palestinien, avec une écrasante majorité (105 voix contre 4).

Peu après la signature des accords de Camp David (1978) et du traité de paix israélo-égyptien (1979), la Knesset (le parlement israélien), légitima officiellement l'annexion de Jérusalem Est. Durant l'été 1982, Israël envahit le Liban pour en chasser les dirigeants de l'OLP et leurs forces armées. Ce n'est qu'en septembre 1993 que les deux parties signèrent enfin les accords d'Oslo pour un transfert de pouvoirs aux Palestiniens sur la Cisjordanie et le territoire de Gaza. Cependant, pour des raisons variées ces accords ne furent pas appliqués et la fin du siècle ne vit pas de solutions apparaître (carte 8).

BIBLIOGRAPHIE

(Chapitres 4, 5 et 6)

ABDEL-MALEK A., BLUE G., PECUJLIC M. (dir. publ.) 1982. Science and Technology in the Transformation of the World, Londres, Palgrave Macmillan.

AKE C. 1978. Revolutionary Pressures in Africa, Londres, Zed Books.

ALATAS H. S. 1977. *Intellectuals in Developing Societies*, Londres, Frank Cass & Co.

- AMIN S. 1973. Neo-colonialism in West Africa, Londres, Penguin Books.
- 1976. Maldevelopment: Anatomy of a Global Failure, Londres, Zed Books.
- Asante M. K. 1987. *The Afrocentric Idea*, Philadelphie, Temple University Press.
- BAIROCH P., LÉVY-LEBOYER M. (dir. publ.). 1981. Disparities in Economic Development Since the Industrial Revolution, Londres, Macmillan.
- BARNAVI E. 1988. Une histoire moderne d'Israël, Paris, Flammarion.
- Brathwaite E. 1976. *Black* + *Blues*, La Havane.
- CARDOSO F. H., FALETTO E. 1979. *Dependency and Development in Latin America*, Berkeley/Los Angeles, University of California Press.
- CHAZAN N., MORTIMER R., RAVENHILL J., ROTHCHILD D. 1999. *Politics and Society in Contemporary Africa*, Boulder (Colorado), Lynne Rienner Publishers.
- COLLIER D. (dir. publ.). 1979. *The New Authoritarianism in Latin America*, Princeton (New Jersey), Princeton University Press.
- DASGUPTA A. K. 1974. Economic Theory and Developing Countries, New York, St. Martin's Press.
- DAWISHA A. 1986. *The Arab Radicals*, New York, Council on Foreign Relations.
- Ergas Z. (dir. publ.). 1987. *The African State in Transition*, Basingstoke, Macmillan.
- FISHLOW A., DIAZ-ALEJANDRO C., FAGEN R., HANSEN R. 1978. *Rich and Poor Nations in the World Economy*, New York, McGraw-Hill.
- FURTADO C. 1967. *Development and Underdevelopment*, Berkeley/Los Angeles, University of California Press.
- GRACIARENA J. 1967. Poder y clases sociales en el desarollo de América Latina, Buenos Aires, Piados.
- HARDOY J., SATTERTHWAITE D. (dir. publ.). 1986. Small and Intermediate Urban Centres: Their Role in Regional and National Development in the Third World, Londres, Hodder & Stoughton.
- HOURANI A. 1991. *A History of Arab Peoples*, Cambridge (Massachusetts), Harvard University Press.
- HUNTER G. 1969. *Modernizing Peasant Societies: A Comparative Study in Asia and Africa*, Oxford, Oxford University Press.

- JACKSON R. H., ROSBERG C. G. 1982. Personal Rule in Black Africa: Prince, Autocrat, Prophet, Tyrant, Berkeley/Los Angeles, University of California Press.
- JAGUARIBE H. 1968. Economic and Political Development: A Theoretical Approach and a Brazilan Case Study, Cambridge (Massachusetts), Harvard University Press.
- 1973. *Political Development: A General History and a Latin American Case Study*, New York, Harper & Row.
- LENTNER H. H. 1993. State Formation in Central America: The Struggle for Autonomy, Development, and Democracy, Westport (Connecticut), Greenwood Press.
- MAZRUI A. 1978. *Political Values and the Educated Class in Africa*, Londres, Heinemann.
- TIDY M. 1984. Nationalism and New States in Africa, Londres, Heinemann.
- ODETOLA T. 1982. Military Regimes and Development: A Comparative Analysis in African Societies, Londres, George Allen & Uwin.
- OLORUNTIMEHIN B. O., AWADA D. A. 1983. *Man and Society in Africa: An Introduction to Sociology*, Londres/New York, Longman.
- ROTBERG R. I. (dir. publ.). 1983. *Imperialism, Colonialism, and Hunger: East and Central Africa*, Lexington (Massachusetts), Lexington Books.
- SANDBROOK. R. 1982. The Politics of Basic Needs: Urban Aspects of Assaulting Poverty in Africa, Buffalo (Toronto), University of Toronto Press.
- SHAFER B. C. 1972. Faces of Nationalism: New Realities and Old Myths, New York, Harcourt Brace Jovanovich.
- TAYLOR R. H. (dir. publ.). 1991. *Asia and the Pacific* (série: Handbooks to the Modern World, vols. I et II) New York, Facts on File.
- THIAM A. 1987. Continents noirs, Paris, Tierce.
- THIAM D. 1965. *The Foreign Policy of African States: Ideological Bases, Present Realities, Future Prospects*, Londres, Phoenix House, Orion Publishing Group.
- Tibi B. 1990. *Arab Nationalism: A Critical Enquiry*, New York, St. Martin's Press.

5

Les problèmes postcoloniaux: les anciennes puissances coloniales et les nouveaux États

Nodari A. Simonia

LE RACISME, LE COLONIALISME ET LEURS CONSÉQUENCES

Le colonialisme a détruit l'intégrité fondamentale de la vie traditionnelle, de la relation naturelle entre les hommes et la nature. La main-d'œuvre sous-payée employée dans les plantations et les mines fut une autre forme d'esclavage. Jusqu'à dix millions de Noirs d'Afrique furent déplacés aux Antilles, en Amérique du Nord et du Sud, ce qui entraîna de nombreux problèmes dont certains ne sont pas encore réglés. L'Afrique elle-même a été divisée en trois zones (Amin, 1973, 1976): l'«Afrique des réserves de travail», l'«Afrique de l'économie d'échanges coloniaux» et l'«Afrique des compagnies propriétaires de concessions».

L'expansion européenne entraîna la formation de trois types de colonies : les colonies classiques, administrées par les mères patries européennes, les colonies existant au sein des mères patries (les États-Unis et certains pays d'Amérique latine) et les colonies abritant des fragments de mères patries (la République d'Afrique du Sud, la Rhodésie du Sud).

Partout, le colonialisme a suscité racisme, discrimination raciale et ségrégation. Les colonies classiques virent le problème se résoudre

automatiquement à leur indépendance. Le premier type de colonies résolut ce problème en accédant à l'indépendance. Les États-Unis, qui entamèrent leur processus de maîtrise du racisme dès la guerre de Sécession, entre 1861 et 1865, furent maintes fois le théâtre d'émeutes et de troubles raciaux pendant les décennies qui suivirent la Seconde Guerre mondiale. En 1968, l'assassinat du prix Nobel de la paix Martin Luther King (illustration 43) provoqua des troubles raciaux dans 125 villes de 29 États.

Mais c'est dans la République d'Afrique du Sud que la lutte contre le racisme fut la plus féroce et la plus sanglante. La légalisation du racisme, à la base du système étatique de l'apartheid, débuta avec la création de l'Union de l'Afrique du Sud, en 1910, et continua après qu'elle eut rejoint le Commonwealth britannique en 1931. L'arrivée au pouvoir de la coalition des nationalistes afrikaners en 1948 et la création du Parti national en 1951 achevèrent de légitimer le régime des Afrikaners, qui reposait sur la conviction de leur «mission divine» (illustration 44). Après l'adoption du projet de loi sur les bantoustans (réserves), en 1959, 73 % de la population noire africaine du pays se trouva parquée dans 10 bantoustans auxquels 13% de la terre la plus aride fut attribuée. C'est alors que la lutte de libération des Africains se radicalisa, avec notamment le massacre de Sharperville en 1960 et le soulèvement de Soweto en 1976. Depuis le milieu des années 1980, le pays a connu un état de guerre civile presque continuel. Le régime en place se vit finalement contraint d'entamer des négociations avec la principale force d'opposition, l'ANC (African National Congress) et son leader Nelson Rolihlahla Mandela, qui a passé vingt-sept ans et demi en prison. La tenue des premières élections libres générales en mai 1994 virent l'effondrement du régime de l'apartheid.

La fragmentation

L'une des conséquences les plus négatives du colonialisme est la fragmentation politique, sociale, ethnique, religieuse, économique et culturelle des sociétés en développement. Les frontières artificielles dessinées par les colons sont une des principales causes de cette fragmentation. Leur départ des colonies ne les empêcha pas de modifier les frontières à leur avantage, comme en témoignent la division de l'Inde sur le principe de la religion dominante de la région, les États-Unis d'Indonésie imposés par les Pays-Bas entre 1949 et 1951, la Fédération de Malaisie, et les manœuvres autour des multiples fédérations africaines qu'on tenta de créer. Les territoires africains furent divisés sans tenir compte des ethnies ni des États en formation. Les frontières des pays nouvellement formés inclurent donc des fragments de groupes ethniques différents comme les Bakongo, les Éwé, les Masaï et les Yoruba

en Afrique centrale, occidentale et orientale, et d'autres. Tout contribuait à créer des conflits, qu'ils soient interétatiques, comme ceux entre le Tchad et le Zaïre, le Burkina Faso et le Mali, la Somalie et le Kenya, la Somalie et l'Éthiopie, ou internes mais pouvant mener à la guerre civile, comme au Nigeria, en Côte d'Ivoire, au Soudan, au Zaïre et en Éthiopie. Ils tournèrent parfois à un véritable génocide, comme en 1959 et en 1994 entre les ethnies tutsi et hutu au Rwanda, ou au Burundi en 1972 et entre 1993 et 1994.

La diversité ethnique conduit à la fragmentation politique. Elle entraîne une lutte entre les ethnies pour l'obtention du pouvoir, du prestige ou des ressources économiques. L'existence d'une fidélité qui s'exerce à tous les niveaux, tant familial que clanique, tribal et national, complique les processus politiques, nuit à la bonne gestion du pays et déstabilise la société. Les facteurs mentionnés ci-dessus engendrent aussi la fragmentation sociale et contribuent au fait que la formation de classes et d'une société civile soit lente. La fragmentation ethnique est souvent associée à une fragmentation religieuse, ce qui crée des difficultés supplémentaires. Ces oppositions sont également amplifiées par le fait que, sous le colonialisme, beaucoup d'Africains vivaient dans la sphère d'influence de différentes cultures européennes, qu'elles soient anglophones, francophones ou hispanophones. Enfin, la formation d'une société moderne dans les anciens pays coloniaux se trouve également compromise par la fragmentation économique et l'absence ou la faiblesse du marché intérieur. Ces problèmes entravent le développement économique, entraînant ainsi une tension sociale et parfois même un séparatisme régional.

LE PROBLÈME DES MINORITÉS

La fragmentation ethnique devient un problème particulièrement sérieux lorsque le pays abrite des minorités dont la prise de conscience identitaire et politique est importante. En règle générale, leur assimilation par l'ethnie dominante (la nation), devient plutôt difficile, sinon impossible. Dès l'indépendance, ces minorités entameront un combat incessant pour leur autodétermination. Elles commenceront généralement par des revendications d'autonomie culturelle et administrative, mais ayant rencontré l'opposition du pouvoir central, elles radicaliseront leur lutte et exigeront la sécession (séparatisme).

Dans certains pays, le problème des minorités reste interne à l'État impliqué. Dans d'autres cas, la minorité se trouve dispersée entre deux ou même plusieurs pays limitrophes, ce qui mène à un problème non seulement interne mais aussi régional. Le Soudan illustre bien le premier cas de figure. Dans le

Sud, les tribus nilotes menèrent une lutte armée entre 1955 et 1972 et obtinrent finalement l'autonomie gouvernementale (illustration 45). Au Nigeria également, les Ibo décrétèrent l'indépendance du Biafra entre 1967 et 1970 Cette tentative fut finalement réprimée, mais elle incita le gouvernement nigérian à instaurer un fédéralisme afin de prévenir de nouvelles tentatives séparatistes. Le seul exemple de séparatisme mené à terme en Afrique est l'Erythrée, qui se sépara de l'Éthiopie en 1991 à la suite d'une longue lutte armée, entamée au début des années 1960.

Le problème des minorités fragmentées est encore plus complexe. Ces minorités font souvent l'objet de diverses manipulations par les pays concernés. La destinée du peuple kurde, divisé entre l'Iraq, la Turquie, l'Iran, la Syrie et l'Azerbaïdjan, en est un exemple classique. La promesse du traité de Sèvres de 1920 de fonder un État kurde après la Première Guerre mondiale ne fut jamais tenue. L'histoire du peuple bengali est également à noter. Après la partition de l'Inde coloniale, la majeure partie de la population musulmane se retrouva au Pakistan, et la population hindoue en Inde. Dès l'indépendance, les Bengalis du Pakistan furent maltraités et exploités par la population ourdophone de l'Ouest du pays. Cette situation déboucha sur une guerre civile au cours de laquelle périrent plus d'un million de personnes, et sur la création de l'État du Bangladesh.

La dépendance

La libération politique des pays en développement n'élimina en aucun cas leur dépendance économique, technologique, militaire et politique. D'une façon générale, le colonialisme altéra l'intégrité de leurs économies. Certaines structures maintinrent la division coloniale du travail en collaboration avec la mère patrie, tandis que d'autres perpétuèrent une forme stagnante d'agriculture traditionnelle. La production des plantations, l'agriculture commerciale et les activités minières furent toujours destinées à l'exportation et le sont encore aujourd'hui. Les infrastructures furent organisées de telle façon que le secteur colonial de l'économie soit toujours plus lié à leur mère patrie qu'aux autres régions de la colonie.

Une des manifestations les plus vivaces de la dépendance économique est la monoculture. Dans les années 1960, l'économie d'environ soixante-dix États indépendants reposait presque exclusivement sur l'exportation d'un seul, voire de deux à trois matières premières ou minéraux (huile, cuivre, bauxite, etc.), matières premières agricoles (coton, jute, caoutchouc, copra, etc.) ou produits alimentaires (café, cacahuètes, cacao, thé, bananes, riz, agrumes). Ce phénomène conduisit à la marginalisation de ces pays et entraîna la crise des années 1970 à 1990 qui fut aggravée par la chute des prix des matières premières et la hausse des prix des importations industrielles. Laissée-pour-

compte de la révolution technologique, la grande majorité de ces pays ne bénéficia pas des investissements occidentaux, opérés principalement dans leurs propres économies ou dans un nombre restreint de pays en développement. En conséquence, de 1980 à 1991, les quarante-deux pays les moins développés se caractérisèrent par une croissance annuelle négative du PNB par habitant (-5.4%). Dix autres pays à faible revenu et vingt autres pays au revenu moyen connurent également une croissance nulle ou négative. Les efforts du Fonds monétaire international (FMI) ou de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) pour faire appliquer des mesures d'«ajustement structurel» à ces pays se révélèrent inutiles puisque ces mesures ne comprenaient pas une restructuration complète de la production, l'élimination du dualisme de leurs économies et la conversion en économies nationales basées sur le marché intérieur.

Les pays qui ont eux-mêmes suivi la voie de l'industrialisation sont restés technologiquement dépendants pendant de nombreuses décennies pour l'importation de matériel, l'assistance technique, l'investissement de capital, et l'achat de brevets et de licences. En outre, dans le tiers-monde, le nombre de scientifiques et d'ingénieurs du secteur recherche et développement n'était que de 4 à 16 pour 100 000 personnes, entre 1970 et 1976, contre 124 à 240 dans les pays développés. Au milieu des années 1970, les pays en développement ne comptaient que pour 2 à 3 % des dépenses mondiales investies dans le secteur de la recherche et du développement.

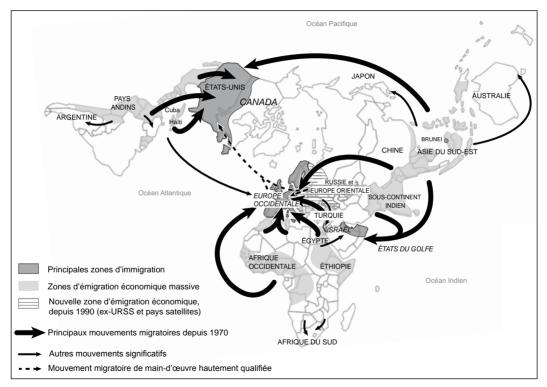
Les pays en développement souffrent également d'une dépendance militaire et politique. Nous pouvons observer ici la logique du «cercle vicieux ». Une situation économique difficile, une instabilité politique, des conflits locaux et régionaux qui conduisent à une hausse substantielle des dépenses militaires et à l'importation d'armes, ce qui à son tour réduit de façon drastique les possibilités d'investissement de production et entraîne une dégradation de la situation économique. Le montant des armes importées des pays développés par le tiers-monde représentait 4,2 milliards de dollars en 1960, et 16,5 milliards en 1991.

La pauvreté

Si le dénuement et la pauvreté existent également dans les pays occidentaux les plus développés, la nature de ces phénomènes est fondamentalement différente dans les pays en développement. En conséquence du dualisme socioéconomique imposé par le colonialisme, entre 70 et 75 % de la population se maintient dans le secteur agricole, traditionnellement exploité (taxes, approvisionnement en produits alimentaires à bas prix, travail forcé à la construction de projet public, etc.). Les premières décennies d'indépendance ont très peu perturbé cet état de fait, en partie à cause du concept occidental de privilégier l'industrialisation aux dépens du secteur agricole. La dégradation des zones rurales et la chute dramatique de la production de produits alimentaires par habitant n'ont dès lors rien d'étonnant. Alors qu'entre 1952 et 1962, la croissance moyenne annuelle de la production de produits alimentaires était de 0,7 %, entre 1962 et 1972 elle n'était plus que 0,2 %. Selon les données de la Banque mondiale, au milieu des années 1970, environ 85 % des personnes en dessous du seuil de pauvreté vivaient en zone rurale.

La paupérisation de la population rurale entraîna une émigration massive vers les zones urbaines. Ce processus peut être défini comme une «urbanisation galopante». Partout, des bidonvilles voient le jour dans les villes et les banlieues. Selon les données des Nations Unies, en 1950 la population urbaine de l'Afrique représentait 33 millions de personnes, soit 14,5% de la population totale, alors qu'en 1985 elle atteignait 174 millions de personnes, soit 31,1% de la population du continent. En Amérique latine, les chiffres étaient de 69 millions pour 1950, soit 41,5% de la population du continent, et de 279 millions pour 1985, soit 62,2% de la population. En Asie, ils étaient de 226 millions, soit 16,4% de la population du continent, et de 797 millions, soit 28,1% de la population du continent, pour les mêmes années. Plus d'une douzaine de mégapoles émergèrent au milieu des années 1980. Dans dix d'entre elles, la population dépassait les 3 millions de personnes et dix millions dans les quatre plus grandes. Ainsi, la pauvreté du tiers-monde entraîna également un problème urbain (illustration 46).

À la lumière des faits, la pauvreté dans le tiers-monde n'est pas en baisse mais en hausse, du moins dans l'absolu. Dans certains pays, elle croît également en termes relatifs. En 1971, la liste des pays les moins avancés publiée par les Nations Unies comprenait 25 pays. Dix ans après, 31 pays y figuraient, et en 1990 le quart-monde ne comptait pas moins de 42 pays, soit une population cumulée de 400 millions de personnes. Le nombre de pauvres dans les autres pays du «tiers-monde» était à peu près équivalent. La moitié d'entre eux vivaient en Asie du Sud et comptaient, en 1990, 560 millions de personnes, soit 49% de la population totale. En Amérique centrale, environ 60% de la population vivait en dessous du seuil de pauvreté. La situation était particulièrement critique en Afrique subsaharienne, la seule région au monde où la croissance de l'agriculture reste derrière celle de la population et où l'aide publique au développement (APD) couvre non seulement les besoins basiques des échanges avec l'étranger mais également la plupart des conditions de l'investissement interne et, de plus en plus, les coûts récurrents. Dans l'ensemble, selon les estimations de la Banque mondiale, le nombre de personnes incapables de satisfaire leurs besoins essentiels, c'est-à-dire la nourriture, l'eau potable, l'accès au réseau d'assainissement, la santé et l'éducation, dépassait les 1,1 milliard au début des années 1990.



Carte 9 Les principaux mouvements migratoires de la fin du XX^e siècle (source: Chaliand et Rageau, Atlas du millénaire. La mort des empires, 1900-2015, Paris, Hachette, 1998).

Les déplacements de population

Tous les facteurs présentés dans les paragraphes précédents donnèrent naissance à un phénomène de migration de population à grande échelle au cours du XX^e siècle. Deux types de causes peuvent être isolés : la violence politique et militaire et les besoins socio-économiques. La violence a conduit au problème des réfugiés et des populations déplacées de force à l'intérieur des pays. Au cours de la dernière décennie, le nombre de ces personnes a augmenté de façon exponentielle et le problème a acquis un caractère global. Selon les données fournies par le bureau du Haut-Commissariat aux réfugiés des Nations Unies, au milieu des années 1980 le nombre total de réfugiés dans le monde entier s'élevait à 10 millions de personnes. L'étude mondiale sur les réfugiés de 1991 estime un minimum de 20 millions de déplacés internes et de 16 millions de réfugiés. Ce processus a commencé en même temps que la décolonisation. Des flux importants de migrants forcés purent être observés au moment de la division de l'Inde coloniale (illustration 47) ou de la Palestine sous mandat. La guerre d'Indochine entraîna également une nouvelle vague de réfugiés, et ce furent environ 1,3 million de personnes qui émigrèrent vers le seul Viêt Nam. Lors de l'intervention armée de l'URSS en Afghanistan, pas moins de 6 millions d'Afghans durent quitter leur pays et encore 2 millions furent contraints de migrer à l'intérieur du pays. Dans les années 1990, l'Afrique comptait pour environ un quart du nombre total de migrants. Environ 1 million de personnes ont fui l'Éthiopie et encore 1 million a été déplacé. Au Mozambique, ces chiffres sont de 1,4 million et de 2 millions, respectivement. En 1994, 2 millions de réfugiés s'enfuirent du Rwanda. En Sierra Leone, 400 000 déplacés et 380 000 citoyens furent contraints de chercher refuge en Guinée et au Liberia. À leur tour, 400 000 Libériens s'installèrent en Sierra Leone, 600 000 en Guinée et 250 000 en Côte d'Ivoire.

BIBLIOGRAPHIE

Voir chapitre 4

Les réactions aux problèmes postcoloniaux

Nodari A. Simonia et Sophie le Callennec

LE GARVEYISME, LA «NÉGRITUDE» ET LE BLACK POWER

La prise de conscience raciale des Noirs fut la réponse naturelle à des siècles d'oppression coloniale et à la confiance des Blancs en la supériorité et en l'universalité de leur culture. Une des premières manifestations de cette réaction eut lieu au XXe siècle avec le garveyisme. Marcus Garvey, né en Jamaïque et héros national dans son pays natal, créa l'Universal Negro Improvement and Conservation Association (UNIA) en 1914. En 1917 il s'installa à Harlem, un quartier de New York, où il s'engagea dans la politique et fonda le mouvement de retour en Afrique «Back to Africa». Le garveyisme, qui symbolisait un anticolonialisme et un antiracisme radical, prônait la dignité de la race «nègre», sans toutefois éviter l'écueil d'une certaine idéalisation de son histoire et de sa culture. Garvey prêchait la pureté raciale et considérait les mulâtres comme des «traîtres à la race nègre». Il encourageait les Noirs à «acheter noir» pour soutenir les commerçants noirs. Il fonda également la compagnie de bateaux Black Star Line afin de promouvoir le commerce et l'émigration des Noirs d'Amérique du Nord vers le Liberia et l'Éthiopie, dans l'espoir de créer un État africain indépendant qui constituerait une base pour la libération du continent.

Alors que le garveyisme se diffusait en Afrique anglophone, c'est-àdire au Liberia, au Nigeria et en Sierra Leone, le concept de «négritude» se popularisait surtout dans les anciennes possessions françaises. Si l'expression «négritude» fut proposée par le Martiniquais Aimé Césaire, c'est Léopold Sédar Senghor, qui devint par la suite président du Sénégal, et un fonctionnaire important de l'Internationale socialiste, qui lui apporta son contenu théorique. La négritude était d'abord une réaction intellectuelle à la politique assimilatrice de la France. Senghor lui-même en définissait ainsi l'idée: «La négritude est un ensemble de valeurs de civilisation, culturelles, économiques, sociales et politiques, qui caractérisent les Noirs.» (L. S. Senghor, «What is Negritude», Negro Digest, avril 1962, p. 4). Selon la négritude, les particularismes raciaux et culturels des Noirs africains leur permettent de percevoir le monde d'une façon unique. De façon inconsciente, ils se transmettent d'une génération à l'autre le vécu psychologique des Noirs, ce dont aucune autre race n'est capable. L'intuition et la sensualité des Africains s'opposeraient donc au froid rationalisme occidental. Après la Seconde Guerre mondiale, ce courant de pensée se répandit parmi les écrivains africains, européens et caribéens.

La négritude a eu un effet marquant sur nombre des mouvements nationalistes noirs et de conscience noire qui virent le jour dans les années 1960 et 1970. En 1969, à Haïti, les intellectuels noirs obtinrent la reconnaissance de la langue du peuple, le créole, comme langue officielle à égalité avec la langue des élites, le français. Aux États-Unis, un certain nombre de mouvements modérés ou radicaux se rallièrent au concept de «black power». Il était utilisé par le mouvement «Nation of Islam» qui, fondé en 1931, fut dirigé de 1934 à 1975, date de sa mort, par Elijah Muhammad. En 1975, le mouvement comptait entre 150 000 et 200 000 membres (Black Muslims). Stokeley Carmichael, un autre partisan du Black Power et dirigeant d'une organisation étudiante extrémiste, prétendait que ce mouvement détruirait tout ce qu'avait créé la civilisation blanche. Une autre figure de ce mouvement radical, Floyd B. McKissick, voyait la prise de pouvoir comme étant la seule façon de réaliser des changements sérieux dans la société.

LE SOCIALISME AFRICAIN

Le socialisme africain se répandit à travers le continent après l'indépendance. Des dirigeants africains de la première génération, comme Julius Nyerere, Kwamé Nkrumah, Modibo Keita, Ahmed Sékou Touré et Kenneth Kaunda, considéraient que l'indépendance était une chance de bâtir une société nouvelle, libérée de l'héritage colonial. Ils associaient capitalisme et colonialisme et estimaient que certaines caractéristiques de la société africaine traditionnelle se rapprochaient de celles du socialisme. Parmi celles-ci figuraient l'appartenance des terres à la collectivité, les familles nombreuses, les liens de parenté, la conviction que nul ne doit connaître la faim si d'autres ont à manger, la primauté de la coopération sur la compétition

et de l'intérêt collectif sur l'individuel. Des conditions objectives expliquent la diffusion de ce courant de pensée. En effet, l'Afrique fut colonisée relativement tardivement, le capitalisme n'y prit pratiquement pas racine, la bourgeoisie et la classe ouvrière y étaient alors encore embryonnaires et une large part de la société traditionnelle vivait encore en zones rurales. Les dirigeants, qui luttaient pour l'accomplissement de leurs idées égalitaires, voyaient donc l'État comme la seule force capable de gérer l'économie et le processus de décolonisation socio-économique, de façonner la conscience du peuple et de garantir l'intégrité nationale. Le socialisme africain, qui ne reconnaît pas la lutte des classes, ni le marxisme ni l'athéisme, diffère donc du socialisme sociodémocrate occidental de L. Senghor et de J. Kenyatta, et des régimes marxistes léninistes comme ceux de S. Machel et de J. Chissano au Mozambique, de Mengistu Haile Mariam en Éthiopie, de A. Neto et E. dos Santos en Angola ou de M. Kerekou au Bénin.

LES MOUVEMENTS POPULISTES ET LES RÉGIMES DICTATORIAUX EN AMÉRIQUE LATINE

Au cours des premières décennies du XXe siècle, les changements socioéconomiques opérés dans les pays d'Amérique latine ont renforcé l'importance des villes et des industries, consolidé le rôle de la bourgeoisie et de la classe ouvrière et la prise de conscience des nouvelles classes sociales de la dépendance de leurs pays. Cette situation affaiblit la position dominante des latifundistes (les grands propriétaires fonciers) et fit exploser le consensus social traditionnel, déstabilisant ainsi la situation politique. Dans les années 1930 et 1940, une grave crise structurelle se développa en Argentine et au Brésil, faisant apparaître le populisme qui tenta de la surmonter. La révolution de 1930 affaiblit l'oligarchie parlementaire des latifundistes brésiliens et pendant les quinze années suivantes le pays fut dirigé par le populiste Cetulio Vargas. Le général Juan Domingo Perón, après avoir chassé la junte militaire, devint le dictateur absolu de l'Argentine entre 1946 et 1955. Ces deux régimes populistes reposaient sur le soutien des classes moyennes, des syndicats et des émigrants des zones rurales. Leur rôle était de mobiliser les masses contre la domination de l'oligarchie traditionnelle, de préparer le terrain pour le capitalisme et de supprimer les extrémismes politiques. Vargas écrasa ainsi une révolte gauchiste en 1935 et un putsch fasciste en 1938.

Après la Seconde Guerre mondiale, le populisme tenta d'opérer une industrialisation de substitution des importations en Amérique latine. Cependant, cette stratégie n'eut pas les effets attendus. Alors que les pays

d'Amérique latine s'efforçaient d'installer cette industrialisation d'ajustement, la révolution technologique permit aux pays développés d'atteindre un niveau postindustriel. La dépendance resta donc la même. En même temps, l'industrialisation donna naissance à de nouveaux affrontements sociaux et déçut un peuple bercé de promesses irréalistes, ce qui donna lieu à une nouvelle crise structurelle. Les coups d'État militaires perpétrés en réponse à cette situation permirent la mise en place de régimes bureaucratiques et autoritaires, que ce soit au Brésil en 1964, en Argentine en 1966, au Pérou en 1968, ou au Chili et en Uruguay en 1973. Ces régimes étaient différents tant du *Caudillo* traditionnel que des dictatures populistes, parce que l'armée y était arrivée au pouvoir en tant qu'institution, et non pour installer un nouveau dictateur. La principale distinction réside dans le fait que ces régimes étaient destinés à résoudre une tâche plus complexe, celle de combiner l'industrialisation ordinaire avec la révolution technologique postindustrielle. Il était également nécessaire de trouver une «troisième voie» entre le nationalisme économique antérieur, caractéristique de l'industrialisation d'ajustement, et la globalisation du transfert des forces productives de la révolution technologique. D'où la suppression du libéralisme et le maintien de la population loin de toute activité politique, entre autres

LES MOUVEMENTS RELIGIEUX ET LAÏQUES

Les mouvements politiques et religieux furent d'abord une forme de protestation et d'organisation du peuple africain. Le plus important d'entre eux, le kimbanguisme, émergea en 1921 au Congo belge, l'actuel Zaïre, sous la forme d'une branche dissidente du protestantisme. Ainsi nommé en hommage à son fondateur le prêtre Simon Kimbangu, le mouvement encourageait à la désobéissance passive envers les autorités. Cependant, quand ses membres refusèrent de travailler et de payer leurs impôts, les autorités mirent Kimbangu en prison, où il passa les trente dernières années de sa vie jusqu'à sa mort en 1951. Kimbangu acquit ainsi l'auréole du martyr et du «Sauveur du peuple noir» aux yeux de ses adeptes. On entreprit de le déifier en le comparant à Moïse, à Jésus, à Muhammad et à Bouddha. Le kimbanguisme contribua à l'émergence d'un autre mouvement anticolonial plus actif au Congo, le Kitawala, mouvement religieux tendant nettement à la contestation politique. Ces deux mouvements étaient dans une certaine mesure influencés par le «Watch Tower», né aux États-Unis mais transféré au Nyassaland, l'actuel Malawi, au début du XXe siècle, et qui s'étendit ensuite au Zaïre, à la Zambie et au Zimbabwe.

Il y eut également des mouvements anticolonialistes laïques. En Afrique du Sud, Robert Sobukwe, qui créa le Congrès panafricain en 1959, développa en 1960 la notion de «conscience noire». Sa position plus militante que celle du Congrès national africain (ANC), dont il s'était séparé, était celle des «Noirs» plutôt que d'une solidarité multiraciale et d'une nation «panafricaine» plutôt que «sud-africaine». Après son arrestation, le concept de «conscience noire» fut adopté en 1969 par l'association étudiante *South African Students Organization* dirigée par Steve Biko. Ce dernier éleva le concept à la dialectique hégélienne. Le «racisme noir» devait être opposé au «racisme blanc» et seule une interaction «conflit confluence» de ces deux opposés pouvait mener à une synthèse des idées viable et à un *modus vivendi*.

Dans l'ensemble, les mouvements de libération, principaux moteurs de l'indépendance des pays en développement, étaient toujours menés par des nationalistes. Cependant, l'indépendance ne conduisit pas forcément à une autosuffisance économique et sociale et, dans le domaine culturel, l'influence étrangère se fit plus forte encore. Les fondements traditionnels avaient été détruits sans pour autant que de nouveaux aient vu le jour. Ce manque entraîna un renouveau religieux, en particulier pendant les années 1970. Au Sénégal par exemple, les marabouts mourides devinrent les porte-parole des doléances du peuple. En Afrique de l'Ouest et au Sahel émergèrent des sectes religieuses par opposition aux élites dirigeantes. Dans les villes, la principale base sociale du renouveau religieux était formée par les immigrants provenant des zones rurales, notamment les jeunes chômeurs. Les nouveaux mouvements politiques et religieux reflétaient la quête de stratégies de survie alternatives. Certains d'entre eux lancèrent un véritable défi au pouvoir en place, comme le Front islamique du salut en Algérie.

L'INTÉGRATION CONTINENTALE ET RÉGIONALE POSTCOLONIALE

Pour un certain nombre de raisons historiques compréhensibles, l'Amérique latine fut la première à entamer des processus d'intégration. Après la guerre, les États-Unis tentèrent pourtant de réaffirmer leur position dominante dans la région et la division néocoloniale du travail qui existait à ce moment. Ils entreprirent donc de créer l'Organisation des États américains (OEA), en 1948. Cependant, cette organisation ne put convaincre de nombreux pays d'Amérique latine qui commencèrent à lutter pour leur intégration sans l'aide des pays occidentaux. En 1960, l'Argentine, le Brésil, le Chili, le Mexique, le Paraguay, le Pérou et l'Uruguay fondèrent l'Association

latino-américaine de libre-échange commercial (ALALE). Ils furent rejoints par la Bolivie en 1966 et le Venezuela en 1967. Comme les pays les plus développés se trouvaient avantagés par cette association, le Pacte andin fut conclu en son sein en 1969 par la Bolivie, le Chili, la Colombie, l'Équateur, le Pérou et le Venezuela.

En 1968, onze pays du bassin caribéen s'assemblèrent dans le *Caribbean Free Trade Association* (CARIFTA). En 1973, ils signèrent un accord pour l'organisation de la communauté et du marché commun des Caraïbes (CARICOM) et, pour la première fois dans le tiers-monde, le processus d'intégration passait d'une simple zone de libre-échange à une union douanière, suivant ainsi le modèle de la Communauté européenne. Au début des années 1990 fut également institué le Marché commun du cône sud, le MERCOSUR, dans le but de mettre en place un marché commun et une union douanière. Dans le même temps, le concept de «régionalisme ouvert» s'est récemment popularisé en Amérique latine. Ce phénomène s'est nettement reflété dans les résultats du Forum interaméricain de Miami de décembre 1994 où les trente-quatre États participant s'accordèrent sur la mise en place d'une zone de libre-échange dans l'hémisphère occidental d'ici 2005, en rejoignant petit à petit l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA).

Les processus d'intégration ont été encore plus complexes en Afrique. Dans une vague d'intégration, trente-deux pays africains indépendants approuvèrent en 1963, à Addis-Abeba, la charte de l'Organisation de l'unité africaine (OUA). Cette organisation contribua de façon importante aux processus de décolonisation, à la lutte contre l'apartheid et au développement économique. Elle traversa des périodes de crise, notamment au début des années 1980, mais sut les dépasser avec succès et rester le principal défenseur de la solidarité continentale (illustration 48).

Les processus d'intégration sous-régionaux étaient plutôt instables encore récemment, comme en témoignent l'Union douanière et économique de l'Afrique centrale (UDEAC) créée en 1966 ou la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC), créée en 1967, qui n'ont connu que dix années d'existence. Les tentatives pour consolider la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), créée en 1975 par seize pays anglophones et francophones, ne furent pas plus fructueuses. Sept pays francophones, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Sénégal et le Dahomey (l'actuel Bénin) fondèrent leur propre Communauté économique de l'Afrique de l'Ouest au sein du Cedeao. Récemment l'Union économique et monétaire ouest-africaine (Uemoa) fut enfin créée, mais c'est la Conférence de coordination pour le développement de l'Afrique australe (SADCC), créée en 1980 par l'Angola, le Botswana, le Lesotho, le Malawi, le Mozambique, la Tanzanie,

le Swaziland, la Zambie et le Zimbabwe, qui fut réellement efficace. La chute du régime de l'*apartheid* en République d'Afrique du Sud permit à cette dernière et à la Namibie d'intégrer l'organisation.

La première tentative d'intégration en Asie ne fut pas très fructueuse. En 1964, l'Iran, la Turquie et le Pakistan formèrent la Coopération régionale pour le développement. La révolution en Iran en bloqua l'activité et ce n'est qu'en 1985 qu'elle renaguit sous un nouveau nom, l'Organisation de coopération économique. En novembre 1992, les membres de l'organisation devinrent plus nombreux, grâce à l'entrée de l'Afghanistan et des anciennes républiques soviétiques, l'Azerbaïdjan, le Kazakhstan, le Kirghizistan, le Tadiikistan, la Turkménie et l'Ouzbékistan. En 1967, l'Indonésie, la Malaisie, le Singapour, la Thaïlande et les Philippines fondèrent l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE), rejoints par le Brunei en 1984. Si leur coopération réelle ne commença qu'en 1970, c'est aujourd'hui la communauté asiatique la plus efficace et dont le développement est le plus dynamique. Elle pourrait être prochainement intégrée par l'Indochine et la Birmanie. Enfin, en 1985, sept pays du Sud asiatique fondèrent officiellement l'Association de l'Asie du Sud pour la coopération régionale (SAARC). Cependant, l'opposition politique entre ses principaux participants constitue un obstacle important au succès de son activité. Mais en mars 1993 le cadre général de l'Accord sur les zones d'échange préférentielles du Sud asiatique fut signé.

LES ANCIENNES ET LES NOUVELLES FORMES DE VIOLENCE

Depuis toujours, la violence est une réalité quotidienne des pays du tiers-monde. Le colonialisme lui-même était synonyme de violence, et les processus de libération nationale débutèrent dans la violence révolutionnaire. Au cours des premières décennies d'après-guerre, la violence venait souvent «d'en haut», provoquée par les dirigeants belliqueux de certaines organisations. En Colombie, la guerre civile de 1948 à 1953, au cours de laquelle 2 % de la population périt la plupart du temps en zone rurale, fut la conséquence des affrontements entre les conservateurs et les libéraux de Bogota déclenchés par l'assassinat du chef de file des libéraux. En 1965, les conflits entre les forces de gauche et les généraux de droite indonésiens provoquèrent un massacre qui coûta la vie à un million de personnes. Au Kampuchéa, la lutte factionnelle entre les dirigeants entraîna l'anéantissement de classes sociales et de groupes de population entiers. Au Rwanda et au Burundi, les conflits ethniques entre

Hutu et Tutsi furent très souvent provoqués par des groupes nationalistes radicaux des deux camps. Rien qu'entre 1993 et 1995, environ un million de personnes furent massacrées au cours de ces affrontements.

Cependant, dans les années 1980 et 1990, le phénomène de violence de masse revêtit un nouveau visage, lié à des causes socio-économiques, démographiques et écologiques plutôt qu'à la fragmentation ethnique, confessionnelle et politique. La paupérisation paysanne, l'exode massif vers les villes et l'émergence conséquente de vastes zones de pauvreté urbaine, les forts taux de chômage, la marginalisation de classes sociales entières, le nombre croissant de personnes usant de la drogue, l'expansion de nombreuses épidémies, voici dressée la liste incomplète des causes des nouvelles formes de violence. Ces nouvelles violences résultent principalement de la formation de gangs de rue, de réseaux de drogue, de groupes de joueurs et de réseaux de crime organisé, de meurtres et de dégradation de propriété. Cette violence règne sur les routes et les autoroutes du Nigeria, de l'Ouganda, du Zaïre, du Liberia, du Sierra Leone, de l'Éthiopie et de la Somalie. Sa principale base sociale est constituée par les masses indigentes de migrants ayant perdu leur mode de vie traditionnel et habituel et n'ayant pas su s'adapter à l'environnement de villes en voie de modernisation. Ils considèrent leur implication dans la violence criminelle non comme un pas vers le «bas» de la société mais comme une hausse de leur statut. Ils perçoivent la violence comme la seule forme de liberté à leur portée.

Les nouvelles formes de violence sont particulièrement dangereuses par leur spontanéité et leur caractère imprévisible. Ici, ni slogan, ni programme, cette violence n'est pas un moyen mais une fin en soi, une anarchie criminelle. Dans de nombreux cas, cependant, anciennes et nouvelles formes de violence se superposent et s'imbriquent, ce qui produit un effet multiplicateur. Pour la première fois, un tel phénomène s'est manifesté à grande échelle en Iran, au cours de la lutte contre la monarchie. En Algérie, la confrontation traditionnelle entre les fondamentalistes islamiques et les autorités s'est trouvée renforcée ces dernières années par de nouvelles forces sociales, telles que les migrants et les jeunes chômeurs des zones urbaines, engendrant massacres et violence de masse quotidienne. Au Pakistan, les oppositions traditionnelles entre les Mouhadjirs, immigrants venant de l'Inde, et la population locale, comme celles entre les sunnites et les chiites, devinrent particulièrement explosives à cause des flux d'immigrants et de réfugiés d'Afghanistan arrivant massivement dans les villes, notamment Karachi.

Ces problèmes nationaux ethniques ou étatiques non résolus affectent aujourd'hui la communauté internationale sous la forme du terrorisme international, détournements d'avion, de bateau et d'autres véhicules, prises d'otages, attaques d'ambassades et de diplomates, attentats à la bombe dans les villes occidentales, etc. De plus, aujourd'hui, la violence a atteint un niveau technologique sans précédent. Les terroristes ne se contentent plus de kalachnikovs, ils sont désormais équipés d'armes chimiques et d'appareils électroniques. Les grandes puissances qui, durant les années de guerre froide, ont sans aucun contrôle alimenté le tiers-monde en armes, ont également une responsabilité dans le niveau technologique qu'a atteint la violence.

BIBLIOGRAPHIE

Voir chapitre 4

7

Les nouveaux États et les politiques mondiales

Iba Der Thiam (coordinateur)

Introduction

e XX^e siècle a été marqué dans l'histoire générale de l'humanité par une e XX^e siècle a été marque dans l'instance générale : succession d'événements, de faits et de mutations dont la dimension, la portée et les conséquences auront été, à tous égards, impressionnantes. Outre les deux guerres mondiales qui eurent lieu dans la première moitié du siècle, avec leurs cortèges de pertes en vies humaines, de destructions matérielles et de traumatismes psychologiques et moraux, guerres au cours desquelles l'humanité a atteint un niveau de barbarie jamais connu (gaz asphyxiant, holocauste juif, lâchage de bombes atomiques à Hiroshima et Nagasaki), le monde a assisté à la naissance du premier régime communiste lors de la révolution d'octobre 1917. Cet événement fut suivi de celui du mouvement communiste mondial culminant par le triomphe du marxisme-léninisme en Chine après la guerre contre le Kuomintang et la Longue Marche conduite par Mao Zedong et ses partisans d'une part, et l'avènement, d'autre part, du «New Deal» en Amérique et du Front populaire en France. La période fut aussi marquée par les «années folles», la naissance de la radio, les progrès de l'automobile et de l'aviation, la multiplication de la presse, l'émancipation de la femme, les progrès réalisés dans la construction d'un système mondial fondé sur la paix et la sécurité, la démocratie et la justice, illustrée par la création de la Société des Nations (SDN), et l'essor du nationalisme dans les pays arabes, asiatiques et latino-américains.

La science, la technologie, l'éducation, la culture, les modes de vie et les valeurs ont subi naturellement les contrecoups de toutes ces mutations.

C'est aussi au cours de cette période, après les années de relance économique ayant immédiatement suivi la Grande Guerre (1914–1918) et les projets de construction impériale lancés par les puissances coloniales, que le monde entra dans une phase de grande dépression économique, aux conséquences multiples, faillite, chômage, montée des dictatures en Pologne et en Turquie, développement du fascisme en Italie, du nazisme en Allemagne, du militarisme au Japon, du nationalisme au Moyen-Orient, en Asie et en Afrique.

La Seconde Guerre mondiale trouve certaines de ses origines les plus déterminantes dans ce climat général. Son déroulement et ses conséquences pesèrent si lourdement sur le cours des événements qu'ils modifièrent profondément l'ordre préexistant des choses et constituèrent une rupture nette avec le passé. Si la naissance de l'Organisation des Nations Unies (ONU) et l'adoption de la Déclaration universelle des droits de l'homme et du citoyen, la création des institutions de Bretton Woods, le lancement du plan Marshall, la tenue de la Conférence de Brazzaville suivie de celle de Bandung, l'indépendance de l'Inde, la naissance de la Yougoslavie et celle du mouvement des pays non-alignés représentent indubitablement des avancées décisives, la division du monde en deux blocs Est et Quest, la guerre froide, le blocus de Berlin, la guerre d'Indochine et celle de Corée, les mouvements armés de libération nationale en Asie et dans le monde arabe, l'institution de l'apartheid, les événements de Thiaroyel en novembre 1944, la répression des événements de Madagascar avec ses 100 000 morts, de Dimbokro et de Séguéla en Afrique occidentale, celle du mouvement Mau-Mau au Kenya, le déclenchement de l'insurrection algérienne le 1^{er} novembre 1954 constituent des points d'achoppement nombreux dans différentes aires géographiques.

La nouvelle période de tensions qui s'ouvrit fut d'autant plus difficile à gérer que les idées voyagèrent toujours plus vite avec les progrès de la communication (radio, télévision, presse). La science fit des progrès inédits avec la conquête de l'espace, les avancées de la médecine, de la biologie, de la physique et de la chimie, la révolution des transports terrestres, aériens et maritimes, l'amélioration du cadre de vie (postes de télévision, réfrigérateurs, voitures) et l'épanouissement d'une société de consommation.

L'agriculture, l'industrie, l'artisanat, les arts, les lettres, la musique, le disque, la chanson, le cinéma, le sport, les loisirs, le travail, la vie individuelle comme sociale et l'urbanisation connurent des changements d'une amplitude et d'une richesse extraordinaires qui modifièrent profondément les mœurs, les traditions, les coutumes, les mentalités, les comportements et les niveaux d'aspiration et d'espérance. L'arrivée sur la scène internationale des nouveaux États indépendants d'Afrique bouleversa l'ordre international préexistant et posa aux relations Nord-Sud de nouveaux défis

qui ont pour nom, échange inégal, détérioration des termes d'échange, dette, pauvreté, revendication d'un nouvel ordre économique international plus juste et plus équitable, démocratisation des relations internationales, nouvel ordre mondial de l'information et de la communication, création de mécanismes de régulation des échanges, du commerce et des tarifs douaniers (GATT, etc.).

Après les chocs pétroliers successifs relatifs surtout aux guerres du Golfe, la crise mondiale qui suivit avec le renchérissement du prix du baril de pétrole, la politique des taux d'intérêts américains, les variations erratiques de la monnaie de compte internationale, les économies du Sud, qui avaient connu la phase euphorique des années 1960, commencèrent à montrer à la fin des années 1970 des signes de faiblesse, croulèrent sous le poids de la dette et adoptèrent des plans d'ajustement structurel aux conséquences sociales terribles.

Toute la décennie des années 1980 en vint à être considérée comme perdue notamment pour l'Afrique. La croissance reculait. La population s'appauvrissait, la pauvreté se développait. Tous les indicateurs macroéconomiques étaient au rouge. L'éducation, la santé et l'emploi connurent des crises à la fois structurelles et conjoncturelles profondes et durables.

Il faudra attendre la chute du mur de Berlin, la fin du mouvement communiste mondial, la suprématie absolue des États-Unis pour qu'un ordre mondial nouveau fondé sur l'économie libérale, le pluralisme démocratique et médiatique, l'universalisme de l'idéologie des droits de l'homme, de la femme et de l'enfant, libère des forces nouvelles. Le nationalisme, le terrorisme, les guerres tribales, ethniques, religieuses de nature intra-étatiques ont fait leur apparition. Le monde entre dans une phase de recomposition totale comme pour préparer son entrée dans le XXI^e siècle. Les sciences, la révolution des communications avec l'Internet, les cédéroms, les progrès de la conquête de l'espace, les progrès de la médecine et de la génétique, la montée des préoccupations écologiques (couche d'ozone, rareté des ressources en eau) ont ouvert de nouveaux champs de recherche et d'activité. Les relations internationales deviennent de plus en plus déséquilibrées. Le décalage technologique, scientifique et économique Nord-Sud s'amplifie.

Certes, en Asie, de nouveaux pôles de croissance apparaissent. Certes en Amérique latine de nouveaux États émergent. Certes l'Afrique semble renouer depuis le milieu des années 1990 avec la croissance, mais ces signes sont encore trop fragiles pour permettre de dégager les lignes de forces ou des tendances lourdes et durables, comme la crise mexicaine et la tempête boursière qui a balayé récemment l'Asie en portent témoignage.

7.1

Les relations entre les pays industrialisés et les pays en développement

Nodari A. Simonia

Atteindre l'autonomie économique et participer pleinement et équitablement à l'économie mondiale, telles furent les missions les plus urgentes auxquelles les pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine ont dû se consacrer à partir de l'indépendance. Ce processus s'avéra difficile, long et inégal. Avec l'indépendance, les anciennes puissances coloniales et les nouveaux pays s'accordèrent sur un certain nombre d'exceptions aux principes du libreéchange. Mais progressivement, ces exceptions et les grandes espérances qu'elles engendrèrent s'évanouirent. Dans ce contexte, l'exemple de la Convention de Lomé, un partenariat entre un groupe de 70 pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (les pays ACP) et l'Union européenne, est remarquable. Un des aspects les plus importants du pilier «aide et commerce» de Lomé fut la clause d'accès privilégié pour les exportations ACP vers les marchés européens. En dépit de cet avantage, la plupart des pays ACP n'ont pas été capables de progresser en termes économiques, et leur part de marché s'est en réalité infléchie, passant de 6,7% en 1976, à 3,4% dans les années 1990.

Dans le cadre de la confrontation bipolaire entre «deux systèmes» et «deux superpuissances», la majorité des pays en voie de développement a choisi de rejoindre le mouvement de non-alignement afin de résoudre leurs problèmes de souveraineté politique et de réaliser leur autonomie économique. Ils passèrent par le stade du «romantisme révolutionnaire», caractérisé par l'espoir de résoudre les problèmes économiques et de créer un nouvel ordre économique mondial en menant des actions politiques radicales. Parallèlement on assista à l'élaboration de la stratégie de substitution des importations et à des accès d'isolationnisme dans certaines zones du tiers-monde. Même si, dans le cadre de cette lutte, plusieurs chocs pétroliers dans les années 1970 et au début des années 1980 apparurent comme des succès, ils révélèrent également leurs limites ainsi que l'indéniable interdépendance enchaînant pays développés et pays en voie de

développement. Une succession de difficultés (crises de la dette, menaces sur le système financier mondial, etc.) favorisa la prise de conscience que le bien-être de tout pays, quel que soit son niveau de développement, est étroitement dépendant des autres. Toutefois, cette interdépendance était et est finalement toujours asymétrique, puisque les pays en développement sont plus dépendants que les pays industrialisés.

Depuis les années 1980, on assiste à un glissement dans la stratégie économique des pays en développement qui deviennent plus pragmatiques. Cette évolution s'est accélérée à partir de la fin de la guerre froide. Nombre de pays en voie de développement adoptent des stratégies de développement économique axées sur le marché et l'exportation, ce qui représente un changement fondamental dans leur façon d'appréhender le développement et les conditions de participation à l'économie mondiale. Plus nombreux encore sont les pays qui s'engagent à participer pleinement à l'économie mondiale (outre l'Europe centrale et de l'Est, ils comprennent la Russie, les anciennes républiques soviétiques et les économies dynamiques d'Asie et d'Amérique latine). Cet engagement a pour conséquence de créer de nouveaux espaces et de nouvelles relations au sein de la division internationale du travail.

Dans les années 1990, le taux de croissance des pays en développement (6% en 1995) était manifestement plus élevé que celui des États industrialisés. Leurs importations et exportations croissaient plus rapidement que le commerce mondial en général. Cependant, les disparités se creusaient, dans ou entre les pays. Le tiers-monde qui offrait toutes les apparences de l'homogénéité dans les années 1960 présente actuellement des pays et des régions éclatées. Aujourd'hui, certains pays en développement atteignent des taux de croissance si spectaculaires et réduisent si considérablement leur pauvreté qu'ils sont sur le point de rejoindre les pays industrialisés les plus riches. Bien que la grande majorité des autres pays se soit développée plus lentement, ils ont pu réaliser de belles performances comparativement à ce que réalisèrent les pays développés au même stade de leur histoire, et ont fait progresser de façon significative la qualité de vie de leurs habitants.

En Asie particulièrement, l'émergence de la Chine et de l'Inde sur les marchés mondiaux des capitaux est un nouveau facteur, des plus importants. Elle repose sur l'engagement de ces pays à adopter des politiques axées sur l'international et le marché, ainsi que sur les espoirs que fondent les investisseurs sur ces économies au potentiel gigantesque. Les économies chinoise et indienne disposent d'un capital humain considérable mais nombre de leurs habitants vivent toujours dans la pauvreté ou dans des conditions inférieures à la normale, et de ce fait sont confrontées à des défis sociaux et environnementaux majeurs.

D'autres pays en développement sont de plus en plus en marge du système mondial et souffrent d'une détérioration continuelle de leurs conditions de vie, déjà déplorables. Ce groupe de pays en développement comprend la plupart des pays d'Afrique subsaharienne et certains pays d'Amérique latine et d'Asie du Sud. Ces pays les moins avancés resteront dépendants de l'aide libérale encore longtemps et reproduisent de dangereux schémas de dépendance à l'aide. En 1965, le revenu moyen par personne en Afrique subsaharienne correspondait à 60 % de celui des pays en développement. Aujourd'hui il n'atteint pas 35 %, en dépit des efforts importants souvent consentis depuis les années 1960 pour soutenir le développement africain.

Le contexte géopolitique s'est considérablement transformé depuis la chute du mur de Berlin en 1989. La désintégration de l'URSS et de la Yougoslavie, avec les conflits ethniques qui en résultèrent et la souffrance et les déplacements de populations qui suivirent, révèlent que le monde en voie de développement n'est pas le seul à souffrir de violences ethniques et à avoir besoin d'aide humanitaire, de réconciliation et de reconstruction. Il reste aujourd'hui à relever des défis importants, approfondir les réformes, maintenir la stabilité, adapter les institutions et le comportement en Europe de l'Est et centrale et dans la Communauté des États indépendants (CEI). Jusqu'à présent, seuls les pays d'Europe centrale et les pays baltes ayant rapidement appliqué des réformes ont atteint ou approché les 4 à 6% de croissance annuelle constante nécessaires à la réduction du fossé qui les sépare des autres pays industrialisés en termes de niveau de vie. Seule la Pologne est revenue à ses taux bruts de production d'avant 1989. Dans les républiques d'Asie centrale de l'ex-Union soviétique, que l'on considère actuellement comme des pays en développement, le système économique et politique passé a légué des problèmes environnementaux aigus dont la résolution ne sera ni facile ni rapide et qui sont un frein majeur aux perspectives pour le développement et la santé publique.

L'INTERDÉPENDANCE ET LA COOPÉRATION INTERNATIONALE

L'aide officielle au développement (AOD)

Le développement n'est pas un objectif isolé et la coopération pour le développement, par le biais d'une assistance technique et financière, n'est qu'un des nombreux facteurs influençant profondément les relations élémentaires entre pays développés et pays en voie de développement, facteurs qui peuvent améliorer considérablement les capacités économiques, institutionnelles et humaines de ces derniers. La coopération entre les Nations Unies, les institutions financières internationales, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et d'autres forums mondiaux ou régionaux a considérablement étayé ces efforts et a donné vie à un multi-latéralisme en évolution dans lequel tous les pays ont un rôle vital à jouer. Lorsque l'aide s'est accompagnée d'une stratégie de développement national constructive et appropriée, la croissance en a reçu les fruits. Dans l'ensemble cependant, selon une étude interne de la Banque mondiale, et depuis 1970, l'aide étrangère aux pays en développement n'a eu aucune conséquence nette, ni sur le taux de croissance des bénéficiaires des aides, ni sur la qualité de leurs politiques économiques (*Financial Times*, 14 avril 1997). Les réformes positives sont souvent le fait de forces internes aux pays.

Il semble clair que l'objectif commun d'une sécurité humaine collective, en combinaison avec un respect et un intérêt pour autrui, n'a pas encore hissé le développement durable à une position suffisamment importante de l'ordre du jour international. Les budgets ont été bien plus serrés dans les pays donateurs, résultant dans bien des cas par des coupures des crédits d'assistance au développement. La fin de la guerre froide a retiré à la coopération pour le développement son objectif de sécurité. Malgré la multiplication des opportunités pour une collaboration productive, celles-ci ont été mises à mal par une désinflation du sentiment d'urgence découlant d'une diminution de l'engagement politique et des ressources financières allouées. Le soi-disant « dividende de la paix » ne s'est pas matérialisé. Évidemment, rien ne garantit que la société profitera de l'intervention

Évidemment, rien ne garantit que la société profitera de l'intervention étatique. Certains pays en développement ne satisfont même pas aux exigences élémentaires d'une gestion économique saine. Les actes arbitraires de l'État, la corruption bureaucratique (pots-de-vin, clientélisme, etc.) et l'incompétence figurent parmi les principaux obstacles au développement. Certains pays ne disposent toujours pas des bases les plus essentielles pour une bureaucratie professionnelle et respectueuse des lois, et les prébendes et la corruption y sont toujours considérables. Selon un sondage à grande échelle commandité par la Banque mondiale pour le Rapport sur le développement humain de 1997, en Amérique latine et en Afrique subsaharienne ainsi que dans la CEI et l'Europe de l'Est et centrale, 80 % des entrepreneurs déclaraient ne pas faire confiance aux autorités pour protéger leur personne et leur propriété. Un autre sondage confirma que, pour les investisseurs, la corruption représentait un problème important et très répandu. Une bureaucratie corrompue, à qui l'on accorde trop de pouvoir discrétionnaire, incite à orienter les capitaux vers des investissements en rentes plutôt qu'à investir dans des activités de production. Les trois principaux obstacles au développement des pays en développement et des économies de marché

émergentes sont en général liés à l'incertitude des droits de propriété et à l'arbitraire (corruption et crime).

La conception des nouvelles raisons et des nouveaux objectifs de la coopération au développement a bénéficié, ces dernières années, d'un consensus croissant. Le nouveau cadre de cette coopération prévoit que les partenaires du développement doivent aider les pays à améliorer leur potentiel de participation à l'économie mondiale et soutenir les individus pour qu'ils améliorent leur capacité à vaincre la pauvreté et à participer pleinement à la vie de leurs sociétés. En 1996, les ministres du développement et les directeurs des agences humanitaires des pays membres du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE décidèrent qu'il était temps de consolider cet accord de principe. Ils adoptèrent une nouvelle stratégie, dans la perspective du XXI^e siècle. Cette dernière repose sur une proposition audacieuse, établir un partenariat mondial pour un développement durable axé sur les individus et qu'il appartient aux individus de faire prospérer. Toutefois, sa mise en application s'est heurtée à divers obstacles. Pendant plus de vingt ans, l'aide officielle au développement (AOD) accordée par les membres du CAD a correspondu à 0,35% de leur PNB. Elle est actuellement tombée à 0,27%, son niveau le plus bas depuis qu'en 1970 les Nations Unies ont adopté un objectif de 0,7%. En 1995, seuls le Danemark, les Pays-Bas, la Norvège et la Suède atteignirent l'objectif fixé par l'ONU. Le Japon et le Danemark sont par ailleurs les seuls pays à avoir augmenté leurs participations à l'AOD depuis 1992. En valeurs réelles l'AOD nette a chuté de 14% entre 1992 et 1995. Il s'agit de la chute la plus vertigineuse enregistrée sur une période de trois ans depuis le début des années 1970.

Les flux financiers privés

Au milieu des années 1990, la configuration générale des flux financiers vers les pays en développement fut radicalement modifiée par rapport aux décennies précédentes. Les flux privés vers les économies les plus fortes et les plus dynamiques augmentèrent plus rapidement que les autres. Cependant que les flux officiels en direction des pays les plus petits et les plus pauvres se tarissaient, alors que ce sont eux qui avaient le plus grand besoin de financements externes pour parvenir à la capacité nécessaire d'un développement durable. Ces tendances contradictoires jettent le discrédit sur la stratégie de partenariat pour le développement. Leur prolongement pourrait avoir de lourdes conséquences.

Mesurés en dollars constants, les flux totaux nets de l'AOD reçus par les pays en développement sont restés stables, de l'ordre de 55 à 60 milliards de dollars, depuis 1986. En dollars courants, l'AOD est

passée de 56,7 milliards de dollars en 1987 à 69,4 milliards de dollars en 1995. Mais en pourcentage des flux nets totaux vers les pays en développement, l'AOD a baissé, passant, dans le même laps de temps, de 66,1 % à 28,3 %! Parallèlement les flux privés ont augmenté entre 1987 et 1995, passant de 30,7 milliards de dollars (35,8%) à 158,9 milliards de dollars (67,4%). En conséquence, en 1996, les flux nets de capitaux privés ont connu une augmentation spectaculaire pour la sixième année consécutive et ont atteint le chiffre record de 243,8 milliards de dollars, sachant que la plupart des pays les plus pauvres n'ont pas bénéficié de cette manne. Ces flux sont extrêmement ciblés. Les douze destinations les plus prisées par les capitaux privés sont situées en Asie de l'Est (Chine, Malaisie, Indonésie, Thaïlande) et en Amérique latine (Mexique, Brésil, Argentine, Chili). À elles seules les douze destinations privilégiées reçoivent 72,5 % du flux du capital privé. Il n'est donc pas étonnant que la Banque mondiale ait admis (Rapport financier annuel sur le développement mondial, mars 1997) que le capital privé ne peut se substituer à l'AOD qui vise des programmes d'amélioration des systèmes de santé, d'éducation et de protection de l'environnement.

Les organisations non gouvernementales (ONG)

Dans certains pays en développement, et en particulier en Afrique, un des changements les plus frappants fut la prise de conscience du fait qu'en termes de développement, l'État ne peut être le seul interlocuteur des agences donatrices. De nombreux pays du tiers-monde mettent en place des processus de décentralisation qui ne pourront aboutir s'ils ne s'accompagnent pas d'un renforcement des capacités. Dans cette optique, les ONG peuvent jouer un rôle clé. En règle générale, les ONG sont flexibles et efficaces; elles travaillent sur place et connaissent les besoins des populations locales. Elles peuvent aider à fixer des normes, à contrôler les dégâts sociaux ou environnementaux et à en informer la communauté internationale. On s'accorde en général à dire que les ONG devraient jouer un rôle plus conséquent dans le domaine de l'éducation. Elles pourraient se faire avocats, sources de financement, intermédiaires pour la gestion de l'aide ou pour les maîtres d'œuvre des programmes locaux. La plupart des organisations locales et des programmes les plus efficaces se composent d'aide à la santé, à la nourriture et à d'autres secteurs en plus des aides à l'éducation. Lorsque les ONG lancent ou supervisent ces programmes, ils correspondent mieux aux besoins locaux et leurs coûts administratifs et leurs frais généraux sont plus faibles. Une des évolutions majeures est la maturité croissante acquise par les ONG des pays en développement. Elles ont tendance à jouer un rôle de

plus en plus important dans l'expression des besoins des pauvres de chaque communauté.

Les ONG ont gagné le statut de partenaire privilégié dans le domaine du développement. Au début des années 1980, presque tous les membres du CAD avaient adopté un système pour le cofinancement de projets mis en place par leurs ONG nationales. Les subventions prodiguées par les ONG (déboursements nets à prix et taux de changes courants) sont passées de 2,39 milliards de dollars (3 % des flux financiers totaux) en 1980 à 5,97 milliards de dollars (4% des flux financiers totaux) en 1999. Mais certaines ONG considèrent qu'elles sont utilisées comme des systèmes de distribution bon marché. Plutôt que de n'être que de simples «bouche-trous», elles veulent faire partie intégrante des décisions. En tant que secrétariat du Comité des institutions internationales de développement sur l'environnement, le programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) fait le lien entre le Groupe de travail du CAD et les principales organisations internationales actives dans le domaine de l'environnement. De plus, trois ONG – l'Institut international pour l'environnement et le développement (Londres), l'Union internationale pour la conservation de la nature (Gland, Suisse) et l'Institut des ressources mondiales (Washington, DC) – ont été régulièrement invitées à participer en tant qu'observateurs.

L'INTERDÉPENDANCE NÉGATIVE : LES PROBLÈMES MONDIAUX

La communauté mondiale connaît, en plus des phénomènes d'interdépendance et d'intégration économique, des problèmes d'interdépendance négative causés par des difficultés universelles qui mettent en péril les pays en développement comme les pays développés. Des pressions de plus en plus fortes mettent en péril la qualité de l'eau, du sol et de l'air. Les pluies acides, le changement climatique dû à l'effet de serre, la perte de biodiversité, la surexploitation des stocks de poissons, les schémas actuels de production et de consommation, etc., tous ces éléments remettent en question la capacité des ressources naturelles de la planète à continuer à nourrir et à soutenir une population croissante et de plus en plus urbanisée. Les pays industrialisés commencent à reconnaître que la solution à ces problèmes n'est pas de leur seul ressort et que la gestion des problèmes mondiaux du XXI^e siècle nécessitera la participation active de tous les membres de la communauté internationale.

Les problèmes liés à l'énergie

La disponibilité d'une énergie bon marché en quantité suffisante est indispensable à la croissance et au développement des pays en développement mais aussi des pays industrialisés. Dans un avenir proche, la politique devra faire face à des défis particulièrement épineux pour concilier les besoins énergétiques des différents groupes de pays. Les énergies fossiles représentent actuellement près de 80 % de la consommation d'énergie mondiale qui connaît un essor spectaculaire. La répartition géographique des sources d'énergie est très inégale. En 1995, les pays de l'OPEP possédaient une réserve de pétrole équivalente à 778,2 milliards de barils; les pays de l'OCDE possédaient l'équivalent de 103,9 milliards de barils; quant aux territoires de l'ex-URSS ils disposaient d'une réserve de 57 milliards de barils; les autres pays disposaient de 77,8 milliards de barils. Par ailleurs, en 1986, les pays de l'OCDE consommaient 50 % de l'énergie mondiale, les pays en développement 27 % et les économies à planification centralisée 23 %.

Deux problèmes sérieux se posent aujourd'hui: 1) la croissance de la demande est plus importante et plus rapide que prévu; 2) l'axe des marchés pétroliers du monde se déplace rapidement vers l'Est et jusqu'aux économies dynamiques de Chine et d'Asie du Sud-Est. Des études récentes indiquent que tous les pays d'Asie, le Brunei mis à part, seront des importateurs nets de pétrole dès 2015 (la Chine, qui est l'un des plus grands consommateurs d'énergie en Asie, vient tout juste de rejoindre le club des importateurs nets de pétrole). L'Inde consomme également beaucoup d'énergie; d'ailleurs, les économistes estiment que les pénuries d'énergie coûtent aux industries indiennes quelque 2,7 milliards de dollars par an soit 1,5% du PNB du pays.

Une des préoccupations majeures des pays en développement concerne donc l'avenir de la filière nucléaire qui deviendra sans doute un des principaux pourvoyeurs d'énergie. Actuellement, l'Argentine, le Brésil, l'Inde, le Pakistan et la Corée du Sud disposent déjà d'une capacité nucléaire qui fournit, ou sera appelée à fournir, une part importante de leur production d'électricité. Une question fondamentale se pose alors. Pourra-t-on produire suffisamment d'énergie de façon sûre, sans risquer de contaminer l'environnement ou de déclencher la guerre ou le terrorisme nucléaires? Certains experts affirment que soixante-dix ans seront nécessaires pour sécuriser le «sarcophage» de Tchernobyl. En tout état de cause, il faudra considérer avec attention les alternatives d'énergie propre et sûre que sont les énergies éolienne, solaire ou marémotrice.

L'écologie

Un certain nombre de détériorations de l'environnement à l'échelle de la planète sont de plus en plus inquiétantes. L'accumulation des gaz à effet de serre crée une barrière thermique unilatérale qui risque de bouleverser le climat à l'échelle mondiale et qui représente donc une des plus sérieuses menaces potentielles. Elle est principalement due à l'utilisation des énergies fossiles. À cause d'elle, les concentrations de dioxyde de carbone (CO₂) dans l'air ont augmenté d'environ 30% depuis deux siècles et la température moyenne à augmenté de 0,3 à 0,6°C au cours des cent dernières années. Les pays industrialisés ont été la principale source d'émission de gaz à effet de serre. En 1985, les pays de l'OCDE étaient responsables de 47% de l'émission mondiale de CO₂ (Amérique du Nord: 25%, Europe: 15%, Japon et pays de la région Pacifique: 6%). Les économies dirigées y contribuaient pour 26% et la totalité des pays en développement pour 27%. Depuis le Sommet de la Terre de Rio de Janeiro (1992), les traités pour protéger l'atmosphère sont partis en fumée et les émissions de CO₂ issues des combustibles fossiles ont atteint des records historiques, altérant la composition profonde de l'atmosphère.

Cette fois, les pays en développement sont eux aussi concernés, en tant que sources et en tant que victimes potentielles de la dégradation environnementale mondiale. D'après un rapport de l'Institut de surveillance mondiale (janvier 1997), aujourd'hui les États-Unis produisent 23 % des émissions mondiales de carbone. La Chine est à la deuxième place et en produit 13 % contre 7 % pour la Russie, 5 % pour le Japon, 4 % pour l'Allemagne et l'Inde, 1 % pour l'Indonésie et le Brésil.

L'abattage des arbres, les incendies de forêts et la déforestation en général sont des sources d'émission de CO₂. Les incendies produisent ponctuellement du CO₂, quant aux arbres détruits ils ne peuvent plus jouer le rôle de poumon de la planète et absorber le CO₂ produit. D'après une étude de l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) (mars 1997), la Terre a perdu en moyenne chaque année 15,5 millions d'hectares de forêt entre 1980 et 1990. Il ne reste plus que 20% des forêts vierges mondiales. Elles sont presque toutes situées à l'extrême nord de la Russie, au Canada et dans la région de l'Amazonie au Brésil (Institut des ressources mondiales, mars 1997). Une des autres conséquences néfastes de la déforestation est la désertification qui, en Afrique, relève de la catastrophe.

Des actions et des initiatives nationales et internationales d'envergure ont été lancées pour faire face aux problèmes environnementaux mondiaux. Le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), en association avec d'autres institutions internationales, a un rôle important à jouer dans l'organisation de cet effort. Il coordonne le plan d'action de l'ONU

pour combattre la désertification. Les pays du Sahel ont élaboré des plans qui servent de cadres à ses actions. Afin de protéger la couche d'ozone, dont la désintégration représente de graves dangers (cancer de la peau, maladies des yeux) le protocole de Montréal de 1987 a été renforcé par un accord soutenu par 80 pays lors de la conférence du PNUE à Helsinki en mai 1989. Cet accord visait à abolir la production et la consommation de chlorofluorocarbones (CFC) d'ici l'an 2000. La Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement de Rio en 1992 fut l'occasion de considérer le problème de l'environnement mondial dans toute sa complexité et donna l'opportunité de passer en revue les nombreuses initiatives déjà entreprises dans le cadre d'une stratégie mondiale. Selon la Convention adoptée sur le changement climatique au sommet de Rio, les pays développés se sont engagés à ramener leurs émissions de gaz à effet de serre au niveau de 1990 dès 2000. Afin de remédier à une faille existant dans la Convention, la conférence de Kyoto (Japon) institua en décembre 1997 des objectifs légalement contraignants pour que les pays industrialisés réduisent radicalement leurs émissions de gaz après 2000. Malheureusement, l'efficacité du protocole de Kyoto fut sérieusement minée lorsque le président américain George W. Bush refusa de signer cet accord en 2001.

Il est généralement admis que, pour nombre de pays en développement, des normes environnementales uniformes ne sont pas forcément praticables économiquement ni viables politiquement. Le programme Action 21, adopté lors de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement de Rio, reconnaissait que les normes environnementales valables pour les pays développés pourraient induire des coûts sociaux et économiques injustifiés dans les pays en développement. Le «Nord» doit en faire plus pour aider le «Sud» à utiliser des technologies, des pratiques et des produits qui respectent l'environnement, à savoir par exemple ceux qui intègrent des critères de contrôle de la pollution ou d'efficacité énergétique. Le «Nord» pourrait contribuer en instituant avec les pays en développement une coopération et un partenariat pour une technologie qui respecte l'environnement. L'AOD «verte» doit se généraliser.

L'explosion démographique

Dans plusieurs pays en développement, la lutte contre la pauvreté, et la résolution des problèmes environnementaux sont entravées par l'explosion démographique. Dans certains cas, les taux de croissance démographique sont bien trop élevés pour permettre le développement durable. On estime que la croissance démographique des pays en développement sera pratiquement seule responsable de l'augmentation de la population mondiale, qui passera

de 5 milliards en 1990 à environ 7,5 milliards en 2015. En un quart de siècle, la population augmentera de 2,5 milliards d'individus, soit l'équivalent de la population totale de 1950. L'explosion démographique est donc un des problèmes majeurs auxquels sont confrontés les pays en développement car elle pourrait exercer des pressions insupportables sur l'économie, l'environnement et dans les domaines sociaux et politiques. La plupart des pays en développement éprouveront beaucoup de difficultés à faire face au doublement voire au triplement de leur population au cours des prochaines décennies. On s'attend à des situations extrêmement graves en Afrique subsaharienne où la croissance de la population sera la plus importante et la capacité d'y faire face la plus faible. La plupart des pays islamiques sont confrontés à une explosion démographique qui entravera leur modernisation politique et économique. La population indienne devrait augmenter de 600 millions pour atteindre 1,45 milliard d'habitants en 2025 cependant que les populations du Pakistan et du Bangladesh pourraient plus que doubler et dépasser les 250 millions d'habitants chacun. Les pays en développement les plus avancés, comme le Brésil et le Mexique, doivent eux-mêmes absorber des augmentations démographiques spectaculaires. De plus en plus de mégalopoles apparaissent un peu partout dans le monde en voie de développement, apportant leur lot de problèmes sociaux, politiques et environnementaux (illustration 49).

À l'origine, le développement était discuté et planifié sans se soucier des facteurs démographiques. En 1974, lors de la Conférence mondiale sur la population de Bucarest, la communauté mondiale reconnaissait pour la première fois l'importance des facteurs démographiques pour le développement et l'urgence d'infléchir les taux de croissance démographique. Selon les estimations de l'OMS, à la fin des années 1980, 300 millions de couples ne souhaitant pas avoir d'autres enfants ne pratiquaient pas de méthode de contrôle des naissances. Comme il fut souligné lors des débats du sommet de Rio, tout délai dans l'adoption d'une politique démographique appropriée ne fera qu'aggraver les dommages qu'il faudra ensuite réparer. En 1994, la Conférence sur la population et le développement du Caire fit véritablement progresser le libre accès au planning familial volontaire pour un plus grand nombre de couples.

Parallèlement à leur forte croissance démographique, les pays pauvres font également état d'une urbanisation rapide et de pressions accrues sur le sol, l'eau, les forêts et l'air. Ces pressions sont évidentes dans toutes les régions, mais leurs manifestations spécifiques varient, ainsi que la capacité des pays et des régions à leur trouver des solutions. Ces tendances négatives trouvent un écho dans le problème de plus en plus préoccupant de la migration internationale. Les pays riches sont confrontés à un flux croissant de clandestins et de réfugiés qu'ils endiguent de plus en plus souvent avec l'aide des forces militaires.

L'approvisionnement en eau

Selon un rapport récent de l'ONU (mars 1997), les pénuries d'eau, qui affectent environ 40 % de la population mondiale, vont se faire de plus en plus chroniques au cours des 100 prochaines années et engendreront de véritables crises vers 2030 en raison de la croissance démographique et de la pollution. Quatre-vingts nations connaissent déjà aujourd'hui des pénuries graves. Environ un cinquième de la population mondiale ne dispose pas d'un accès à l'eau potable et approximativement la moitié de l'eau n'est pas assainie de façon adéquate. En Europe, continent relativement riche, environ 110 millions de personnes ne disposent pas d'un accès à l'eau potable. Les maladies dues à l'eau, telles que le choléra, que l'on pensait éradiqué, sont réapparues dans les anciennes républiques soviétiques. En Asie centrale, la mer d'Aral qui était autrefois le quatrième lac du monde disparaît. Il y a quatre décennies, environ 60 km³ d'eau pure se jetaient dans cette mer chaque année. Aujourd'hui, seuls 1 à 5 km³ se fraient un passage vers la mer d'Aral en fonction de la pluviométrie. Pour les experts, les ressources en eau seront le problème majeur du XXIe siècle, une affirmation reprise par le Conseil mondial de l'eau lorsqu'il organisa à Marrakech (Maroc) en 1997 un forum regroupant des scientifiques, des banquiers, des officiels de l'ONU et d'autres institutions des cinq continents. Au cours de ce Forum mondial de l'eau, le directeur général de l'UNESCO, Federico Mayor, a déclaré: «Afin de satisfaire les futurs besoins en eau, la gestion et la mise en valeur des ressources en eau doivent s'inscrire au cœur des politiques nationales et internationales dans le cadre d'une stratégie mondiale».

Environ trois cents bassins fluviaux transfrontaliers importants sont des sources potentielles de conflits. Certains représentants de l'ONU prévoient que c'est l'eau, et non plus le pétrole, qui sera la source de conflit majeur, dans les cinquante prochaines années, entre les peuples et les nations. En effet, dans la plupart des régions, l'approvisionnement en eau apparaît de plus en plus comme un facteur clé et par là même comme un enjeu politique crucial. En Afrique du Nord, où l'urbanisation attire la plupart de la population dans les régions côtières, et au Moyen-Orient, où la compétition pour ce qui n'est qu'un vaste système hydrique interconnecté s'intensifie, l'eau est d'ores et déjà un enjeu fondamental. Au Moyen-Orient, le problème de l'eau devient une urgence sur l'agenda politique de la région et pourrait se transformer en graine de conflit à moins qu'il ne cristallise une coopération économique et politique régionale.

LES OBSTACLES À LA QUÊTE D'UN NOUVEL ORDRE MONDIAL

Maintenant que la guerre froide n'est plus, la confusion semble régner dans les prévisions de ce qui adviendra au cours du prochain millénaire. Le monde est en transition depuis la chute du mur de Berlin. Mais une question se pose. Comment trouver de nouvelles façons de tisser l'économie mondiale? Trop nombreux sont ceux qui dans le monde occidental continuent de voir dans l'actuel processus de mondialisation la seule réponse possible. Ils considèrent que la mondialisation économique est inévitable et que rien ne peut être fait pour modifier ou atténuer ses conséquences sociales. Partant de cette hypothèse, ils insistent pour que les pays en développement démantèlent leurs barrières protectionnistes afin d'accélérer la libéralisation, et de permettre aux institutions étrangères de commercer dans un contexte de libre concurrence à l'intérieur de leurs frontières. Ils assurent que la mondialisation de l'économie accroît les richesses, oubliant l'autre aspect des choses, celui qui génère divisions et inégalités croissantes entre les sociétés mais aussi entre les différentes couches d'une même société. Les modèles actuels de coopération internationale provoquent l'incertitude et même le scepticisme. Aujourd'hui, les 350 plus grands nababs du commerce ont autant d'argent que les 3 milliards d'individus les plus pauvres. L'Indicateur sur le développement humain (IDH) publié par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) en août 1996 constatait que les 20% les plus pauvres de la population mondiale ont vu leur part du revenu mondial passer de 2,3 à 1,4% en trente ans alors que la part des 20% les plus riches passait de 70 à 85%. Ainsi apparaît la question suivante : la mondialisation est-elle la meilleure réponse aux problèmes liés au processus de transition vers un nouvel ordre économique et social mondial?

La mondialisation

Il est indéniable que la mondialisation a produit un certain nombre de réussites économiques et scientifiques. Toutefois, même dans les pays occidentaux les plus industrialisés, elle commence à irriter et à angoisser car on redoute que son coût économique et culturel soit trop élevé. Pour ces pays, le dilemme le plus prégnant est la défense de l'identité nationale. Dans la majorité des pays en développement, la mondialisation a rencontré une résistance acharnée car elle fait peser une pression extraordinaire sur les institutions locales et sur les traditions de ces sociétés. On reconnaît généralement que la mondialisation a eu quelques effets positifs sur certains pays en développement surtout sur les plus avancés, mais elle n'en est pas moins crainte. Les pays en développement sont, en général, conscients qu'ils ne sont qu'au bout de la chaîne de

la mondialisation. Ils craignent que la mondialisation devienne un processus entièrement dominé par les pays occidentaux, qu'elle annihile leurs efforts de construction d'un État-nation (construction qui n'est pas achevée dans la plupart des pays en développement), qu'elle ne soit pas forcément compatible avec les initiatives en faveur du régionalisme qui se sont révélées utiles pour les petits pays. On ne peut nier le fait que certains secteurs des sociétés et certains pays ont été marginalisés. Cela a été reconnu, en 1996, dans le communiqué final du sommet économique du Groupe des sept pays les plus industrialisés (G7). Les pays dont l'intégration est lente auront de plus en plus de mal à rattraper le reste du monde industrialisé puisque la mondialisation avance à pas de géant et que les produits et les marchés évoluent rapidement. La mondialisation représente donc clairement un risque de voir des régions et des pays entiers abandonnés en chemin. Le Secrétaire général des Nations Unies, Kofi Annan, a déclaré dans son discours au Forum économique de Davos en février 1997: «On ne peut considérer la mondialisation comme une panacée magique. Ses bénéfices ne sont pas toujours apparents pour les pauvres, pour ceux qui souffrent de la faim et de l'illettrisme».

Les économies émergentes et dynamiques, elles-mêmes, ont conscience que le but des industries occidentales est souvent de trouver un meilleur accès aux prometteuses économies asiatiques et latino-américaines. Et bien que ces pays aient réduit leurs barrières à l'importation et aux investissements étrangers dans les secteurs industriels et infrastructurels, ils restent réfractaires à une libéralisation des services financiers. Les pays qui admettent les raisons économiques de la libéralisation ne semblent de fait pas souhaiter céder à la pression étrangère, en particulier lorsque cette pression est générée par des institutions étrangères puissantes, avides de consolider leur positionnement sur leurs marchés. De plus, certains pays en développement se demandent pourquoi il leur faudrait accepter un marché qui ne leur apporte aucun avantage en termes d'exportations. Ils doutent que les principaux pays industrialisés souhaitent vraiment ouvrir, sans restriction, leurs marchés aux exportations en provenance des pays en développement comme il est requis auprès de tous les membres de l'Organisation mondiale du commerce. L'industrie des pays développés est-elle prête à accepter les changements structurels que cela apportera? Il est clair que la mondialisation soulève des questions sensibles dont les réponses détermineront la nature et la qualité de la société au XXIe siècle.

L'Organisation mondiale du commerce (OMC)

Les négociations commerciales du «cycle d'Uruguay» (1986–1994) furent l'occasion de débats houleux pour équilibrer des intérêts divergents sur un

grand nombre de problèmes. Cette réussite et la création de l'OMC en 1995 marquèrent une nouvelle avancée dans la mise en place d'un nouvel ordre commercial mondial. L'OMC présente des aspects innovateurs bien qu'elle perpétue certaines caractéristiques de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT). À la différence du GATT, l'OMC fut concue comme une institution internationale permanente bénéficiant d'une capacité renforcée à gérer les conflits commerciaux. Le mécanisme de résolution des conflits dont dispose l'OMC a été renforcé. Le processus peut se déclencher automatiquement et aucun pays, quelle que soit sa taille, ne peut plus opposer son veto à des réglementations qui desserviraient ses intérêts. Depuis qu'elle a commencé son travail, les règles et disciplines internationales ont été appliquées pour la première fois à l'agriculture, au commerce des services, aux textiles et à la protection des brevets, copyrights et marques déposées. L'OMC propose actuellement un forum multilatéral de négociations sur ces secteurs vitaux du commerce mondial. L'avènement de l'OMC a fondamentalement modifié la façon dont les nations abordent les préoccupations qu'engendrent les pratiques de leurs partenaires commerciaux. Les pays en développement ont participé particulièrement activement à l'élaboration de ces nouvelles normes pour un commerce en expansion. Les pays en développement sont impliqués dans les négociations mondiales et beaucoup adoptent des réformes en faveur de l'ouverture de leurs marchés. Ils ont donc acquis une nouvelle influence internationale ainsi qu'une nouvelle envergure dans le système économique mondial d'aujourd'hui.

L'inauguration de l'OMC n'est pas une fin en soi mais au contraire le début d'un processus long et controversé. L'OMC doit actuellement faire de vrais progrès dans la définition de priorités claires pour le système commercial mondial. Les pays en développement et les pays développés ne semblent avoir ni les mêmes ordres du jour ni les mêmes priorités. La difficulté de trouver un juste équilibre est mise en évidence par une controverse encore irrésolue, celle portant sur les propositions de confier l'harmonisation des réglementations nationales à l'OMC et qui pour le moment avait simplement pour fonction de faire tomber les barrières nationales. Ces polémiques apparurent lors de la conférence de l'OMC à Singapour de décembre 1996 à laquelle participaient 128 États membres et 30 observateurs. Les débats portèrent sur la possibilité de trouver un juste équilibre entre les deux principales préoccupations de l'OMC, la poursuite du libre-échange et le développement durable. Les nations industrialisées et les pays en développement ont partagé l'idée que l'investissement transfrontalier est une source fondamentale de la croissance économique à venir, mais ils ne se sont pas accordés sur l'établissement de règles pour promouvoir ce type d'investissement. On assista également à des débats enflammés au sujet des droits de l'homme et de l'expansion des règles protectrices du travail. L'opposition à ces réformes fut menée par l'Indonésie, la Malaisie, l'Égypte, la Tanzanie, le Brésil, l'Inde et le Pakistan. Les pays en développement considèrent que les propositions occidentales sont en fait une forme à peine voilée de protectionnisme et craignent que ces propositions, au cas où elles seraient acceptées, sapent leur principal atout dans le cadre du commerce international, à savoir leur main-d'œuvre à bon marché. Ils avancent que leurs économies comme leurs travailleurs pourraient pâtir de ces réglementations.

Bien entendu, la lutte acharnée pour définir l'orientation future de l'OMC est largement due à sa composition qui mêle pays en développement et pays développés aux politiques nationales diverses. Quoi qu'il en soit, il est urgent de mettre fin aux frictions internationales découlant de l'expansion et du progrès technique de l'industrialisation. Un certain degré de protectionnisme est inévitable et justifiable dans les économies en développement en phase de décollage, comme l'étaient des mesures similaires dans les pays développés aux prémices de leur propre industrialisation. Des efforts doivent donc être consentis pour bâtir un ordre économique libéral permettant la coexistence de différents types d'économies de marché. S'il est vrai que cette tâche est phénoménale, elle représente le seul moyen d'éviter la multiplication des guerres commerciales.

Le nouvel ordre mondial de l'information et de la communication

L'invention du transistor, dans les années 1940, a marqué le début de l'ère moderne de l'électronique à l'origine de nos ordinateurs personnels, de nos radios, de nos téléphones portables, de nos calculatrices de poche, de nos lecteurs de CD et d'une pléthore de gadgets pratiques qui, à l'âge de l'information, nous apparaissent comme des évidences. Autrefois, la compétitivité d'un pays dépendait principalement de la productivité de ses industries. Aujourd'hui, en cette ère de réseaux informatiques et de hautes technologies de l'information, la compétitivité nationale sera fonction de l'accessibilité à des informations de qualité. La tendance accélérée vers une économie mondiale intégrée, compétitive et interdépendante, est alimentée par une véritable révolution de l'efficacité des communications permettant une diffusion et de l'information et des technologies de plus en plus rapide et de moins en moins chère. Et, à l'aube du XXIe siècle, une révolution de l'information est en cours, largement provoquée par l'informatique et les nouvelles technologies. C'est la troisième révolution industrielle. Lorsque l'innovation technologique est laissée à la traîne, même un pays très industrialisé peut s'affaiblir en peu de temps. La production gérée par ordinateur,

par son extension et sa technologie innovante, conduira de plus en plus de pays à tisser des liens étroits. Les avancées réalisées dans le traitement de l'information, les communications et les transports ont permis à la mobilité et au savoir, de même qu'à l'interpénétration économique entre les nations, de s'étendre et de s'approfondir progressivement.

L'une des conséquences de la révolution de l'information est l'amélioration potentielle de la connaissance mutuelle des peuples. Bien entendu, le nombre de personnes qui utilisent activement les moyens qu'elle met à leur disposition demeure assez faible et, comme les nouvelles forces de l'économie mondiale, la mondialisation du savoir se heurte à des limites géographiques. Les outils les plus simples de la révolution de l'information ne sont eux-mêmes pas disponibles dans de nombreuses régions du tiers-monde. Les deux tiers de la population mondiale n'ont jamais passé un coup de téléphone et environ la moitié ne pourrait avoir accès à un téléphone si elle le souhaitait. En octobre 1996, l'International Data Corp. (États-Unis) a créé un index, l'Information Imperative Index, permettant de classer les pays en fonction de leur capacité technologique à obtenir des données, à les assimiler et à les exploiter efficacement. Selon cet index, les vingt premières places sont occupées par des pays tels que les États-Unis, la Suède, l'Australie, le Canada, la Nouvelle-Zélande, le Royaume-Uni, le Danemark, la Finlande, l'Allemagne, Singapour, le Japon et la France. La Corée du Sud se situe en 22^e position, tandis que la Chine et l'Inde arrivent entre la 45e et la 50e place.

Naturellement, il existe des signes encourageants. Par exemple, dans vingt-trois pays d'Afrique, les médecins utilisent l'Internet afin d'obtenir de l'aide pour le diagnostic et le traitement des pathologies de leurs patients, en s'adressant directement à des collègues œuvrant dans les meilleurs centres médicaux du monde. De même, en Inde, certains programmateurs travaillent pour de grandes sociétés américaines et utilisent Internet pour envoyer leurs travaux à leur maison-mère. Néanmoins, dans de nombreuses régions des pays en développement, le réseau est largement inaccessible, voire inconnu. Dans le domaine de la microélectronique et des technologies de l'information, aucun effort particulier ne semble être consenti par les pays de l'OCDE pour s'orienter vers des applications destinées aux pays en développement. Les exemples de tels efforts sont rares. Ainsi, en avril 1997, quatre des plus grands fabricants mondiaux de radios ont annoncé qu'ils allaient commencer à produire en masse une nouvelle radio révolutionnaire. Il s'agit d'une petite radio portable capable de recevoir des centaines de stations en qualité numérique, du texte et même des photographies, diffusés par satellite. Cet appareil est la clé de voûte d'un ambitieux plan conçu par Noah Samara, un Nord-Américain d'origine éthiopienne, pour fournir des services de radio numérique par satellite à plus de 4,6 milliards de gens dans le monde. Le premier satellite, AfriStar, dont la construction a été confiée à la société française Alcatel, a été lancé à la mi-1998, suivi d'AsiaStar en 2000.

L'avenir s'est quelque peu éclairci lorsque soixante-huit membres de l'OMC, en février 1997, sont parvenus à un accord visant à faire tomber les barrières des télécommunications. En ouvrant les sanctuaires nationaux traditionnels à la concurrence internationale, cet accord devrait bouleverser la structure du marché mondial. Il va sans dire que les pays développés en tireront la part du lion. Les avantages de l'accord sont évidents pour les pays développés mais l'arrangement profitera à tous. De nombreux pays en développement ont considéré qu'ils avaient été laissés en marge, mais ils semblent avoir admis qu'un pas avait été franchi, même s'il ne s'agit pas de l'avancée qu'ils avaient espérée. On estime que la concurrence réelle, permise par le nouvel accord pourrait réduire le coût d'une communication téléphonique internationale de presque 80%. Les économies totales pour les consommateurs pourraient s'élever à environ mille milliards de dollars au cours des dix prochaines années. Ceci pourrait permettre d'avoir un téléphone par village, pour beaucoup une question de vie ou de mort.

Un accord pour éliminer les droits de douane pour environ deux cents composants de la technologie de l'information, tels que les ordinateurs, les puces, les équipements de fabrication des puces, les logiciels et les équipements de télécommunication, a été passé en mars 1997 pour janvier 2000. Les pays en développement sont de plus en plus conscients qu'ils ont plus à perdre qu'à gagner à ne pas ouvrir leurs frontières. Traditionnellement, ces pays se sont préoccupés du danger que les grands prestataires de services de communication internationaux faisaient courir à leurs opérateurs nationaux. Ils savent cependant qu'ils ont besoin de 60 milliards de dollars par an pour simplement entretenir leurs services de télécommunication et de bien plus s'ils ont l'ambition de rattraper les pays les plus avancés. L'investissement étranger est leur seule chance de trouver les capitaux suffisants. Pour les pays les plus pauvres, ces deux accords offrent l'opportunité d'utiliser leur position de retardataire pour rattraper le reste du monde, en accélérant leur développement par une implantation plus rapide et à moindre coût des nouvelles technologies telles que les réseaux cellulaires.

Le génie génétique

La recherche scientifique et l'innovation technologique sont, en toute logique, essentielles pour soutenir et accélérer le développement des pays du tiersmonde. Mais la capacité de nombreux pays en développement à intégrer et à appliquer la science et la technologie modernes est actuellement très limitée

et doit être renforcée. Alors que dans la plupart des pays en développement, la recherche et le développement restent insuffisants et sous-financés, les pays de l'OCDE ne consacrent qu'une infime part de leurs efforts de recherche et de développement à la résolution des problèmes spécifiques aux pays du tiers-monde. La recherche biologique et biotechnologique, entre autres, gagnerait énormément à la mise en place d'une coopération internationale. La recherche et le développement devraient se focaliser sur l'amélioration des niveaux de production agricole dans le tiers-monde. Une avancée dans cette direction a eu lieu lors de l'établissement du Centre international pour le génie génétique et la biotechnologie des Nations Unies. Les travaux du Centre, conduits dans ses succursales de Trieste, en Italie, et de New Delhi, en Inde, en association avec ceux du réseau de recherche du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (GCRAI) profiteront à l'agriculture et à la santé dans les pays en développement.

Dans les pays de l'OCDE, la biotechnologie a connu une progres-

sion spectaculaire au cours des dernières années. Rien qu'en Europe il y avait, à la fin de 1996, 716 entreprises de biotechnologie employant 27 500 personnes. Les efforts scientifiques en termes de biotechnologie se caractérisent d'ores et déjà par des réussites spectaculaires. La découverte d'un moyen de changer l'identité d'une cellule en reprogrammant ses gênes est un résultat qui aura des implications scientifiques et médicales considérables. Des scientifiques ont récemment découvert une bactérie génétiquement modifiée qui pourrait dans le futur empêcher le triatome (Triatoma megista) de propager la maladie de Chagas, qui a infecté plus de 18 millions de personnes en Amérique latine et en tue 45 000 chaque année. L'importance de la biotechnologie pour la résolution des problèmes alimentaires ne doit pas être sous-estimée. Les pays de l'OCDE disposent déjà d'une industrie très dynamique produisant des aliments génétiquement modifiés. On est en droit d'espérer que, dans un avenir proche, le génie génétique permettra aux pays en développement d'élever du bétail hyperproductif, des vaches pouvant produire cinq à dix fois plus de lait que la normale, des poulets, des porcs ou des poissons plus gros, ou de cultiver des plantes particulièrement robustes et résistant mieux aux maladies. Aujourd'hui les scientifiques espèrent également pouvoir élever des animaux disposant de caractéristiques spécifiques telles que des organes compatibles avec le système immunitaire humain en prévision de greffes. L'expérience concluante dans le domaine du clonage animal réalisée en 1996 (la fameuse brebis «Dolly») est un événement marquant dans le domaine scientifique (illustration 50). Mais il nous rappelle également une nouvelle fois que ce qui est à notre portée peut nous échapper. Les effets à long terme sur l'humanité d'une innovation technologique débridée nous sont inconnus. L'espèce humaine, après avoir réussi à produire artificiellement des produits n'existant pas dans le monde naturel, est sur le point de pénétrer dans un royaume jusqu'à maintenant inconnu, la création de nouvelles formes de vie. Aujourd'hui, dans de nombreux pays de l'OCDE, les consommateurs se préoccupent des éventuels effets secondaires (nutritionnels, toxiques et allergiques) des gènes introduits dans les produits alimentaires transgéniques. Mais ces préoccupations légitimes ne sont rien à l'aune des vastes questions éthiques et morales posées par la perspective du clonage humain.

7.2 L'Afrique et le nouvel ordre mondial

Edmond Kwam Kouassi

«L'un des problèmes les plus complexes qui regarde l'humanité aujourd'hui est celui du développement, défini comme un processus dynamique et cumulatif de libération et de transformation des structures mentales, politiques, économiques, culturelles et sociales de tout groupe humain selon ses valeurs et un rythme qui lui sont propres» (Kamitatu dans Pellet, 1980).

Ainsi, la dimension politique et économique des relations entre les pays riches et les pays pauvres est longtemps restée au cœur des débats internationaux. Sous la période coloniale, les relations entre le « Nord » impérialiste et le « Sud » annexé se jouaient souvent sur le mode du souverain et de son sujet, du cavalier et de sa monture ou encore du renard dans le poulailler. En gagnant leur indépendance politique, les pays du Sud ont pourtant fini par nouer des relations plus complexes et ambiguës avec ceux du Nord. L'avènement d'une nouvelle ère, celle du négoce et du marchandage, interdit désormais de parler d'un équilibre des « forces de sujetion ». Dans la plupart des cas, les positions respectives du Nord et du Sud lors des négociations sont fondamentalement asymétriques, les États du Nord ayant généralement bien plus de poids que leurs partenaires du Sud. Habituellement, le dialogue commercial Nord-Sud pose concurremment un nombre de problèmes qui non seulement compliquent ces négociations mais leur donnent aussi davantage d'épaisseur.

Dans les années 1950 et 1960, la plupart des rencontres Nord-Sud, mettant en exergue les questions récurrentes de « sécurité » et d'assistance économique, étaient placées sous le signe de l'indépendance politique des anciennes colonies. À la fin des années 1960, beaucoup réalisèrent que cette indépendance politique n'existait qu'au sens juridique et avait en outre échoué à donner les fruits espérés par les leaders indépendantistes en matière de croissance économique et de développement. C'est pour cette raison qu'à la charnière des années 1960 et 1970, les questions économiques telles que l'amélioration des termes de l'échange, l'accès au

marché, les conditions de crédit et les relations monétaires furent mises en avant. Ces questions intéressaient tous les pays du Sud et en particulier le continent africain qui, en œuvrant au sein du Mouvement des pays non-alignés, a fait beaucoup pour mobiliser la communauté internationale à ce sujet.

La séance extraordinaire des Nations Unies sur les matières premières, qui eut lieu en 1974, fut sans conteste l'avancée la plus remarquable de cette période. Même si elle n'ouvrit la voie à aucun accord général entre les pays industrialisés et les pays en voie de développement, cette séance permit l'adoption par consensus de trois textes importants (sans vote formel, le consensus ayant été défini lors de la Conférence d'Helsinki sur la sécurité, la stabilité et la coopération en Europe comme «l'absence d'objection soulevée par une délégation»). Ces textes concernent la déclaration relative à l'instauration d'un nouvel ordre économique international, un «programme d'action» destiné à traduire dans les faits les principes de cette déclaration, et un programme d'assistance spécial aux pays du tiers-monde confrontés à de graves crises économiques et à des catastrophes naturelles. Néanmoins, les sérieuses réserves émises par les pays industrialisés sur un certain nombre de dispositions de ces textes, associées à la tentative du Groupe des 77, une coalition de plus de cent pays, de faire adopter son propre programme d'assistance au lieu de la proposition américaine, montrèrent que les clivages idéologiques, économiques et politiques entre pays riches et pauvres demeuraient entiers.

La séance n'en a pas moins marqué un tournant important dans les relations internationales. Sur fond de crise énergétique, elle a permis d'asseoir le poids politique et économique des pays en voie de développement. Pour la première fois dans l'histoire des Nations Unies, l'Assemblée générale travaillait sur la base de documents préparés par les pays du tiers-monde. La question du développement, saisie comme un tout et non plus réduite à celle de la transformation des matières premières, était portée devant les plus hautes instances internationales par les principaux intéressés eux-mêmes. Considéré par l'ensemble des nations comme l'une des priorités mondiales depuis environ vingt-cinq ans, le problème gagnait ainsi en acuité. L'échec de la stratégie de développement mondial était unanimement reconnu.

C'est le président algérien Boumédienne qui donna au problème son expression la plus pertinente, lors de son allocution à l'Assemblée générale. Il déclara « les marchés des matières premières, conjugués au quasi-monopole des biens manufacturés et des biens de production, et au monopole sur les capitaux et les services, ont permis aux pays développés de fixer à leur guise les prix des matières premières qu'ils se procurent dans les pays en voie de développement, tout comme les prix des biens et services qu'ils exportent vers ces mêmes pays. Ils sont ainsi en mesure d'obtenir, à leur

avantage, les ressources des pays du tiers-monde à travers une multitude de voies».² De fait, selon la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), les pays industrialisés, qui ont une population quatre fois moins élevée que celle des pays pauvres, consomment neuf dixièmes de la production totale de métaux non-ferreux, quatre cinquièmes de celle de pétrole et de caoutchouc naturel et la moitié du coton non transformé, des huiles végétales et du sucre. Cette consommation, qui devient parfois gaspillage, a été encouragée par les prix relativement bas des produits agricoles.

Une telle situation s'est perpétuée jusqu'à aujourd'hui car le rapport des forces en cours dans les affaires internationales est défavorable au tiersmonde. Au lieu d'occasionner un partage équitable et proportionné des responsabilités dans la conduite des affaires mondiales, la poursuite de la décolonisation n'a fait que réduire davantage le cercle fermé des puissances privilégiées détenant le pouvoir de décision, qu'elles exercent de fait de façon quasiment discrétionnaire dans le règlement des problèmes majeurs. Il en va de même des instances de la finance internationale. Concrètement, les enjeux sont : une répartition plus équitable des fruits de la croissance économique, la résorption des disparités de revenus, un meilleur partage des responsabilités et la dignité.

Le nouvel ordre économique international proposé vise ainsi à l'instauration d'un nouveau système, prônant non seulement «l'abolition des privilèges» réservés aux pays industrialisés, mais aussi l'adoption d'une constitution économique garantissant le droit des peuples du tiers-monde à établir un nouveau genre de relations économiques, fondées sur un bénéfice mutuel, sur la complémentarité et sur un développement commun.

Le monde en voie de développement revendique la constitution d'une communauté internationale qui, mue par une solidarité plus harmonieuse, et où l'habitant du tiers-monde, chez qui le professeur Gonidec découvre à tort «les yeux d'un enfant aux mains vides», cesserait d'être à la merci des puissants et des riches. Le monde en voie de développement souhaite l'avènement d'une communauté responsable et équilibrée où le tiers-monde cesserait d'être « cet enfant prostré loin des lumières de l'Histoire », comme le soutenait indûment Hegel à propos du continent africain.

Au travers d'une série de résolutions, de déclarations et de programmes d'action, les pays du tiers-monde ont formulé des stratégies, des «décennies du développement» et des sociétés modèles étayées par une idéologie cohérente, donnant ainsi un sens au nouvel ordre économique international. La pièce maîtresse de ce nouvel ordre consiste à amender les structures caractérisant les relations économiques internationales actuelles, afin de permettre aux pays du tiers-monde d'entamer ou d'accélérer un processus de croissance, de diversification et d'intégration endogène et

relativement autonome. Ce processus doit suivre une voie qui leur permette de combattre efficacement les fléaux qui les accablent, à savoir la pauvreté et le chômage endémiques, ainsi que le manque criant de nourriture. Une attention toute particulière a été portée aux moyens d'augmenter les flux nets de ressources leur parvenant, en premier lieu à travers le commerce et l'assistance.

Le problème des matières premières, la réforme du système monétaire international et du développement des investissements dans les pays pauvres, l'industrialisation, le transfert de technologie, la réglementation et le contrôle des sociétés transnationales ainsi que la promotion de la coopération entre les pays en développement sont également au cœur des questions abordées.

L'idée-force des textes évoqués ayant trait à la redistribution du pouvoir économique sur l'échiquier international plutôt qu'au transfert de ressources émanant de l'assistance internationale, les pays en développement se sont fixés trois objectifs:

- 1. le contrôle effectif de la richesse, des ressources naturelles et de l'activité économique;
- 2. la commercialisation des ressources et des services à des prix stables, équitables et rémunérateurs;
- la constitution d'un front commun lors des négociations internationales.

Forts de l'expérience de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) et travaillant au sein des instances des Nations Unies, où la majorité leur était acquise, les pays du tiers-monde visaient à permettre aux pays en voie de développement d'exercer un contrôle triple sur leurs produits, contrôle de la propriété, contrôle du marché et contrôle de la solidarité du groupe par le maintien d'un front commun. C'est pourquoi Mario Bettati a pu affirmer que les revendications d'un nouvel ordre économique international étaient formulées dans trois buts:

- le renforcement de la souveraineté économique des pays en développement;
- Î'avènement de changements institutionnels en matière de commerce;
- 3. la promotion d'un développement endogène.

L'Afrique a grandement contribué à la conception d'un tel projet. Néanmoins, son succès dépend d'une réelle et ferme volonté politique des protagonistes, et de la cohésion de l'ensemble des pays en voie de développement.

ORIGINE DE L'ORDRE ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL ACTUEL

On ne peut pas dire que la situation économique mondiale actuelle soit à proprement parler soumise à un ordre économique international. Il s'agit plus exactement d'une «interaction à l'échelle mondiale» et le résultat de forces économiques (et de l'action de forces nationales) et de situations historiques particulières.

Au XIX^e siècle et dans la première moitié du XX^e siècle, un grand nombre de pays dits aujourd'hui « en voie de développement » étaient en fait des dépendances des puissances européennes, lesquelles présidaient à leurs destinées, leur dictaient la politique économique à suivre et le rôle à tenir dans les relations économiques internationales. À cette époque, les pays placés sous la tutelle des puissances coloniales ne disposaient pas d'une pleine liberté politique et économique. Ils n'avaient pas de contrôle sur leurs ressources naturelles et ne recevaient pas une juste rémunération en échange de leur production. Ce mode de relations économiques et commerciales était exclusivement à l'avantage des puissances coloniales et les territoires dominés ne recevaient que le minimum indispensable pour assurer le fonctionnement d'une administration contrainte d'imposer l'ordre public jugé souhaitable par les pays européens.

L'actuel ordre économique a donc été institué à une époque où la grande majorité des pays en développement étaient des territoires colonisés. Se passant de leur participation active, cet ordre économique leur est extrêmement défavorable. Il est communément admis que les relations économiques et monétaires se fondent sur trois principes, la liberté, l'égalité et la réciprocité. Mais il s'agit là de gages de prospérité générale qu'à la condition que les différents pays disposent de ressources comparables. Or, dans le monde actuel, où les grandes puissances et les pays pauvres et faibles se coudoient, ces principes ne peuvent que desservir les seconds au bénéfice des premiers. De fait, la liberté favorise l'exploitation, l'égalité juridique engendre l'inégalité matérielle et la réciprocité des concessions creuse le fossé déjà béant entre pays riches et pays pauvres.

Il y aurait donc lieu de voir dans l'ordre existant un véritable « désordre ». Parler d'ordre nouveau supposerait qu'un autre ordre ait jamais existé, ce qui n'est pas le cas. L'ordre actuel est un obstacle majeur à l'accomplissement des droits de l'homme et des libertés fondamentales proclamés par la Déclaration universelle des droits de l'homme, en particulier à l'article 25, selon lequel « toute personne a droit à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé, son bien-être et ceux de sa famille ». L'ordre économique international est injuste essentiellement parce que les pays en

développement n'ont pas été associés à son instauration mais doivent néanmoins en accepter les règles. Il est donc nécessaire de faire évoluer cette situation dans l'intérêt de l'ensemble de la communauté internationale. Cet appel au changement trouve sa source dans plusieurs textes politiques et juridiques analysés dans la partie suivante.

LES ARGUMENTS EN FAVEUR D'UN NOUVEL ORDRE ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL

Deux types d'arguments plaident pour un nouvel ordre économique international, les uns sont de nature politique, les autres de nature juridique.

L'argument politique et la déclaration en faveur d'un nouvel ordre économique international

La crise rongeant l'économie internationale depuis 1973 imposait, pour y mettre fin, une action d'envergure internationale. C'est l'OPEP qui en fournit l'occasion en décidant d'augmenter le prix du pétrole le 16 octobre 1973.

Le 31 janvier 1974, Boumédienne, en sa qualité de président du Mouvement des pays non-alignés, réclama la tenue d'une Assemblée générale extraordinaire des Nations Unies afin d'examiner la question des matières premières dans les pays pauvres. Il obtint satisfaction et l'Assemblée générale, réunie du 9 avril au 2 mai à New York en session extraordinaire, adopta la résolution 3201 intitulée «Déclaration concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international» (NOEI). Cette déclaration stipule notamment que «Nous, les membres de l'Organisation des Nations Unies [...] proclamons solennellement notre détermination commune de travailler d'urgence à l'instauration d'un nouvel ordre économique international fondé sur l'équité, l'égalité souveraine, l'interdépendance, l'intérêt commun et la coopération entre tous les États, indépendamment de leur système économique et social, qui corrigera les inégalités et rectifiera les injustices actuelles, permettra d'éliminer le fossé croissant entre les pays développés et les pays en voie de développement et assurera dans la paix et la justice aux générations présentes et futures un développement économique et social qui ira en s'accélérant».

La déclaration condamne la situation actuelle et, dans l'article 9, pose les principes qui devraient régir le nouvel ordre économique international. Les points clés de ce document, décrits dans les paragraphes de l'introduction, sont les suivants:

- Le point 5 présente le principe de pleine souveraineté des États sur leurs ressources naturelles et leurs activités économiques, le droit d'exercer un contrôle efficace sur ces ressources et leur exploitation par les moyens appropriés à leur situation particulière, y compris le droit de nationaliser ou de transférer la propriété à ses ressortissants. L'article stipule également qu'aucun État ne peut être soumis à une coercition économique, politique ou autre, visant à empêcher le libre et complet exercice de ce droit inaliénable.
- Le point 6 affirme le droit de tous les États, territoires et peuples soumis à une domination étrangère et coloniale, ou à l'apartheid, d'obtenir une restitution et une indemnisation totale pour l'exploitation, la réduction et la dégradation de leurs ressources naturelles et de toutes les autres ressources leur appartenant.
- Le point 10 prône des rapports justes et équitables entre les prix des matières premières, des produits primaires, des articles manufacturés et semi-finis, exportés par les pays en développement, et ceux des matières premières, des produits primaires, des biens manufacturés, des biens d'équipement et du matériel, importés par les pays en voie de développement, dans le but de promouvoir une amélioration continue des termes de l'échange ainsi que l'expansion de la coopération économique mondiale.
- Le point 17 pose la nécessité de mettre fin au gaspillage des ressources naturelles, y compris des produits alimentaires.
- Le point 20, qui incite à la création de cartels sur le modèle de l'OPEP, recommande d'encourager le rôle joué par les associations de producteurs dans le cadre de la coopération internationale et, notamment, en vue de la réalisation de leurs objectifs, de contribuer à une croissance soutenue de l'économie mondiale et d'accélérer le développement des pays en voie de développement.

Il va sans dire que la mise en œuvre de cette déclaration a besoin d'une assise juridique.

Les fondements juridiques pour un nouvel ordre économique international

Conformément à la mise en œuvre des principes de la Déclaration du nouvel ordre économique international, l'Assemblée générale a également adopté un programme d'action. Une Charte des droits économiques et devoirs des États fut néanmoins adoptée quelques mois après.

Programme d'action

Le programme d'action esquisse les mesures visant à assurer un équilibre dans le marché des matières premières, le système monétaire international et le financement du développement économique. Il énumère également les mesures nécessaires à la promotion de l'industrialisation, aux procédures d'échanges de techniques et au contrôle des activités des sociétés transnationales.

Le programme veille à la promotion de la coopération entre pays en voie de développement, à l'aide de l'exercice de la souveraineté permanente des États sur leurs ressources naturelles, au renforcement du rôle des Nations Unies dans le domaine de la coopération économique internationale et des mesures spéciales d'urgence en faveur des pays les plus durement touchés par la crise économique. La résolution 3202 ajoutait que « les organismes, institutions et agences concernés dépendant des Nations Unies doivent tous présenter au Conseil économique et social, aussi souvent que nécessaire et au moins une fois par an, des rapports d'étape sur la mise en œuvre du programme d'action dans leurs champs de compétence respectifs».

Le programme d'action prône également l'adoption d'une Charte des droits économiques et devoirs des États.

La Charte des droits économiques et devoirs des États

La Charte des droits économiques et devoirs des États a été adoptée lors de la 29e session de l'Assemblée générale des Nations Unies en décembre 1974. Incluse dans la résolution 3281, cette charte pose les principes qui devraient régir les relations économiques entre États. Dans ses articles préliminaires, la Charte aborde le droit souverain et inaliénable de chaque État de se doter du système économique de son choix, de même que d'un système politique, social et culturel, conformément à la volonté de son peuple, sans aucune ingérence, pression ou menace extérieures de quelque sorte. La Charte pose aussi le principe du droit de chaque État à réglementer et superviser les activités des sociétés transnationales. Elle souligne nouvellement le droit de tous les États à participer pleinement et efficacement à l'adoption, à l'échelle internationale, des décisions visant au règlement des problèmes économiques, financiers et monétaires mondiaux et d'accéder de façon équitable aux bénéfices en découlant. Elle met aussi l'accent sur le devoir de tous les États de coopérer individuellement et collectivement, de façon à lever les obstacles entravant la mobilisation et la pleine utilisation des ressources pour la promotion du progrès économique, social et culturel de leurs peuples.

Le fondement juridique du nouvel ordre économique international soulève le problème de la légalité des normes émises par l'Assemblée générale des Nations Unies. Puisqu'il est généralement admis que la légalité d'une norme dépend de la compétence de l'instance dont elle émane, se posent les questions suivantes. Des normes telles que celles du Programme d'action et de la Charte des droits économiques et devoirs des États sont-elles les textes d'application d'une loi existante ou les textes constitutifs d'une loi en préparation? Et ont-elles force exécutoire? Un tel problème se ramène en dernière analyse à celui de la compétence de l'Assemblée générale. La question est complexe et controversée.

Les tenants d'une interprétation étroite de la compétence de l'Assemblée générale contestent la validité et la force exécutoire des résolutions de l'Assemblée générale. De fait, ces derniers objectent que les seules sources du droit international sont les coutumes des États, les traités internationaux et les décisions judiciaires. Objectivement, les résolutions de l'Assemblée générale ne relèvent d'aucune de ces catégories. Ils avancent ensuite que selon les articles 10 à 14 de la Charte de l'Organisation des Nations Unies, l'Assemblée générale est compétente pour organiser des discussions et émettre des recommandations mais pas pour légiférer au nom de la communauté internationale. Le professeur Georges Fisher a en particulier défendu cette opinion dans un article intitulé «La souveraineté des États sur leurs ressources naturelles» (Annuaire africain de droit international, 1962).

Dans le camp adverse, les défenseurs d'une interprétation extensive affirment la compétence de l'Assemblée générale et le caractère contraignant de ses résolutions. L'un de ses chefs de file, le juge Lautherpact, fait valoir que minimiser la valeur des résolutions de l'Assemblée générale, et ne leur reconnaître qu'une portée théorique et insignifiante n'ayant pas d'influence sur la conduite des États membres, serait en contradiction avec le fait que ses résolutions sont l'un des principaux instruments d'expression de la volonté collective et du jugement de la communauté des nations.³

Selon cette seconde opinion, toutes les normes émanant de l'Assemblée générale pour la création d'un nouvel ordre économique international ou pour le développement des États doivent être considérées comme des règles de droit relevant de la branche du droit public international baptisée droit du développement international. Ce n'est évidemment pas l'opinion des pays du Nord qui, dans leurs relations avec l'Afrique et le tiers-monde, n'ont guère cessé de piétiner ces réglementations.

LA RÉSURGENCE DE L'ANCIEN ORDRE

La dette de l'Afrique représentait 50% de son PNB en 1983 et son coût annuel 45% des recettes de ses exportations. Cette accablante charge de la dette a fini par éclipser les signes de décollage économique observés dans de nombreux pays africains au milieu des années 1970. Les plans d'ajustement structurel lancés par la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI), qui les ont précipités dans le surendettement, attestent du marasme économique. Le coût social de ces réformes a en effet sérieusement compromis les efforts de développement déployés par les États dans des secteurs prioritaires tels que l'éducation ou la santé, dès lors réduits à la portion congrue dans leur budget.

Si le but du nouvel ordre international était l'établissement d'un nouveau type de relations économiques mondiales, son échec est indéniable et le processus semble irrémédiablement compromis. Depuis la fin du XIX^e siècle, «nous avons assisté à l'épiphanie d'un libéralisme économique» relayé par la Banque mondiale et le FMI, qui ont forcé les États africains à accepter le principe de conditionnalité découlant de la mondialisation, les faisant «ainsi succomber avec infortune à la volonté de ces institutions, abdiquer toute souveraineté, renoncer à toute tentative pour se doter eux-mêmes [...] de projets de développement appropriés» (Hountodji, 1995).

De fait, «la mondialisation a remis en cause la souveraineté des États» (Charvin, 2000) comme jamais auparavant. «Les marchés monétaires règnent sans partage [...], imposant des règles qu'eux seuls contrôlent, leur permettant de dicter leurs lois aux États» (Hima, 1998). Même si nous ne considérons ces réformes qu'en termes de gestion saine et d'efficacité, des questions décisives se posent. Quel projet de développement mettre en œuvre et qui le définit? Faute de vigilance, dans l'avenir, l'État aura pour seule fonction d'assurer aux forces du marché des conditions de fonctionnement efficace. En attendant, le développement de l'Afrique ne peut se contenter d'un État à la marge (Vignon, 1996).

La souveraineté des États elle-même a été insidieusement sapée lors des tentatives des États-Unis pour étendre leur législation hors de leurs frontières (Charvin, 2000). La loi Helms-Burton et la loi Amato-Kennedy de 1996 en sont deux manifestations évidentes. La première interdit les relations d'import-export et d'investissement avec Cuba. Elle prévoit aussi la suspension des aides financières accordées aux États ou aux organisations internationales prêtant assistance à Cuba. La seconde inflige de graves sanctions à toute société investissant plus de 40 millions de dollars

américains dans les secteurs pétrolier et gazier d'Iran et de Libye. En conséquence, la législation adoptée par les États-Unis pénalise des ressortissants non-américains au titre d'activités exercées hors du territoire américain, au mépris des règles les plus élémentaires du droit international en matière de territorialité, de responsabilité, de non-rétroactivité et de droit des peuples à disposer de leurs richesses et ressources nationales. La dénonciation de ces visées extraterritoriales par l'Assemblée générale des Nations Unies (dans une résolution adoptée le 2 novembre 1995) et par l'Union européenne (dans une plainte déposée devant l'Organisation mondiale du commerce, en 1996) est restée lettre morte, témoignage éloquent d'une certaine inefficacité.

VERS LE XXI^e SIÈCLE

L'appel à un nouvel ordre économique, exprimé de façon particulièrement claire, ferme et responsable, était fondé sur des principes simples tels que la résorption de l'énorme fossé séparant les pays du Nord et du Sud, à travers l'abolition des inégalités et des injustices.

Après plus de trente ans de lutte pour la création d'un ordre nouveau et équitable fondé sur la solidarité, l'initiative s'est soldée par un échec, aucun des principes proclamés n'ayant été mis en œuvre. Son échec est aussi celui de l'Afrique et du reste du Groupe des 77, ainsi que l'attestent la détérioration des termes de l'échange, l'effondrement chronique du cours des matières premières, le bilan décevant du sommet de Cancún tenu en 2003 sur un enjeu décisif, le «coton équitable», et la relative faiblesse de l'activité industrielle dans les États du Sud. Il confirme les résistances opposées par les pays industrialisés à un véritable transfert de technolo gie.

Les solutions envisagées par défaut ont pris la forme d'accords de coopération bilatéraux qui n'ont malheureusement pas su livrer les mêmes promesses, bénéfices et perspectives que ceux contenus dans le Programme d'un nouvel ordre économique international, de telles coopérations n'étant souvent guidées que par des intérêts stratégiques plutôt que par la volonté d'instaurer un développement harmonieux, équitable et responsable, fondé sur la solidarité.

Quant au continent africain, son entrée dans le XXI^e siècle aura coïncidé avec l'adoption d'initiatives décisives pour sa marche vers le progrès. L'Organisation de l'unité africaine a ouvert la voie à l'Union africaine, dont l'acte constitutif a été signé à Lomé le 11 juillet 2000. L'Afrique dispose donc désormais d'une organisation continentale dotée d'instances diversifiées et

d'un agenda plus résolument « intégrationniste ». Lancé en 2000, le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NPDA), qui atteste de la volonté des Africains d'être les acteurs de leur devenir, entend affranchir le continent de sa dépendance exclusive à l'égard de l'aide internationale et y attirer les investisseurs. Ces avancées font paradoxalement contraste avec les signes de régression observés du côté des bases idéologiques et juridiques dont s'inspirait le nouvel ordre économique international.

En Europe centrale et orientale, l'éclatement de la zone d'influence soviétique, entamé en 1990, a marqué non seulement la fin de la guerre froide et le triomphe de l'économie de marché, mais également la remise en question des voies tierces tentée sans résultats tangibles.

La résolution A45/1999 du 21 décembre 1990, sur la «quatrième décade de développement» des Nations Unies, est un tournant politique décisif, puisqu'elle marque l'abandon de la terminologie de nouvel ordre économique international. Le déclin de ce nouvel ordre, défendu dans les résolutions historiques de 1974, a coïncidé avec l'essor de la mondialisation, qui trouve son expression institutionnelle dans la création, le 10 janvier 1995, de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Contrairement au nouvel ordre économique international, la mondialisation représente une voie possible, car elle n'exige pas de réformes autres que celles qu'impose la libéralisation des échanges. Elle repose sur le modèle défendu avec succès par le monde occidental et par les États-Unis en particulier.

Dans l'esprit du nouvel ordre économique international, l'égalité des États était redevable d'une analyse qui ne se contentait pas de programmer l'abolition des inégalités de pouvoir mais intégrait l'idée d'une égalité de développement et justifiait la reconnaissance d'une catégorie spécifique regroupant les pays en voie de développement. Cette analyse détonne désormais avec les règles fondamentales d'un marché planétaire, fondé sur une stricte obédience aux lois de la concurrence et supposant le renoncement aux règles discriminatoires, aux régimes préférentiels et à la politique des doubles standards.

L'OMC n'ignore certes pas les pays en voie de développement. De ce point de vue, elle n'introduit ni rupture ni innovation majeure au regard du fossé Nord-Sud. Son texte constitutif est toutefois empreint d'un esprit différent, lié au contexte libéral, et si les pays en développement peuvent espérer recevoir un traitement spécial, ce statut n'apparaît désormais plus comme une faveur temporaire justifiée par l'objectif d'accès rapide au marché.

Doit-on également révoquer les acquis du nouvel ordre économique international? En aucun cas. La plupart des textes sont de simples recommandations, et il suffira de les jeter aux oubliettes. Quant aux règles du droit positif faisant jouer des préférences, il fait peu de doute qu'elles

seront systématiquement écartées. On pourrait simplement en conclure qu'il est nécessaire de renouer avec la neutralité du positivisme. Il est toutefois légitime de se demander si ce retour au «réalisme politique» et à une «orthodoxie normative majeure» ne répond pas, de plus en plus, à la volonté des puissants de pénétrer de nouveaux marchés, plutôt qu'aux revendications de formalisme et d'une supposée «neutralité juridique»?

Il reste toutefois une certitude. La recherche d'un nouvel ordre économique international peut sembler dépassée dans son orientation initiale, interventionniste et contestataire. Elle reste pourtant une nécessité historique incontournable, quelle que soit la forme qu'elle puisse prendre.

NOTES

- 1. Assemblée générale des Nations Unies, document 3872, 1974.
- 2. Revue Europe Outremer, n° 5, avril 1974, p. 9–10.
- 3. Opinion dissidente dans l'affaire du Sud-Ouest africain, C.I.J. Recueils des arrêts, ordonnances et avis, 1950, p. 126 et 155.

BIBLIOGRAPHIE

- AUVERNY-BENNETOT P. 1991. La dette du Tiers-Monde: mécanismes et enjeux, Paris, La Documentation française.
- BEAUD M. 1989. L'Économie mondiale dans les années 80, Paris, La Découverte.
- BEDJAOUI M. 1979. Pour un nouvel ordre économique international, Paris, UNESCO.
- BENCHIKH M. 1983. Droit international du sous-développement: Nouvel ordre dans la dépendance (Collection Mondes en devenir) Paris, Berger-Levrault.
- Bennouna M. 1983. Droit international du développement, Paris, Berger-Levrault.
- BETTATI M. 1983. Le Nouvel ordre économique international (Collection Que sais-je?) Paris, PUF.
- CARFANTAN J. Y. 1993. Le grand désordre du monde, Paris, Seuil.
- CARREAU D. 1977. Le Nouvel ordre économique international, Paris, Clunet.
- CHARVIN R. 2000. Relations internationales, droit et mondialisation: Un monde à sens unique, Paris, L'Harmattan.

- COMELIAU C. 1990. Défis du Sud. Rapport de la commission-Sud, Paris, Economica.
- 1991. Les relations Nord-Sud (Collection Repères n° 101) Paris, La Découverte.
- Cour internationale de justice, Opinion dissidente dans l'affaire du Sud-Ouest africain 1950. Dans : *Cour internationale de justice, Recueils des arrêts, ordonnances et avis*, p. 126 et 155.
- DUPUY C., MELLELI C., SAVARY J. 1991. Atlas des multinationales, Vol. II: Stratégies des multinationales (Collection Dynamiques du territoire) Paris, La Documentation française.
- FLORY M. 1988. Droit international du développement, Paris, PUF.
- FOTTORINO E. 1988. Les années folles des matières premières, Paris, Hatier.
- HIMA B. 1998. Mondialisation et démocratie : les termes d'un double challenge pour l'Afrique. Dans : *Revue Nord-Sud*, vol. 11, n° 12, Paris, L'Harmattan.
- HOUNTODJI P. 1995. Processus démocratique et enseignement philosophique en Afrique. Dans : Pol R. (dir. publ.), *Droit, philosophie et démocratie dans le monde*, Paris, Librairie générale française.
- HUGON P. 1993. L'Europe et le Tiers-Monde: entre la mondialisation et la régionalisation. Dans: *Revue du Tiers-Monde*, n° 136, octobre-décembre, p. 721–959.
- Kouassi K. E. Une contribution africaine au nouvel ordre économique international: Le Plan d'action de Lagos pour le développement économique de l'Afrique, Mélanges offerts à P. M. Gonidec, Paris, LGDJ, p. 492 et suivantes.
- LAFAY G., HERZOG C. 1989. Commerce international: La fin des avantages acquis, Paris, Economica.
- LELART M. 1991. *Le Fonds monétaire international* (Collection Que saisje?), Paris, PUF.
- MERLOZ G. 1980. La CNUCED. Droit international et développement, Bruxelles, Bruylant.
- NATIONS UNIES 1974. Assemblée générale des Nations Unies 1974. Document officiel, n° 3872, juin 1974.
- PELLET A. 1980. Quelle Afrique en l'an 2000? Rapport du Colloque de Monrovia sur les perspectives du développement de l'Afrique à l'horizon 2000, Genève, IIES.
- 1987. Le droit international du développement (Collection Que saisje?), Paris, PUF.

- SAINT-GEOURS J. 1981. L'impératif de coopération Nord-Sud, Paris, Dunod.
- STERN B. 1983. Un nouvel ordre économique international? Paris, Economica.
- VIGNON Y. 1996. Réflexions sur la privatisation des entreprises publiques en Afrique, Annales de l'université de Lomé (série Droit-Économie-Gestion), Tome 16.

7.3 Conclusion

Iha Der Thiam

A près des années de guerres, de tensions internationales mais aussi de progrès économiques, scientifiques et technologiques, le monde a connu au cours du XX^e siècle des bouleversements sans précédent.

La dernière décennie du XX^e siècle a ouvert depuis 1994 de nouvelles espérances. Après la vague d'indépendance des années 1960, la chute du mur de Berlin, la disparition du mouvement communiste mondial, la fin de la guerre froide et de la course aux armements, le monde évolue vers l'avènement d'une nouvelle ère de paix bien que menacée dans certains États par des crises internes à caractère ethnique, tribal ou religieux. Le colonialisme vaincu, l'apartheid supprimé, l'équilibre de la terreur jugulé, un ordre international nouveau se met peu à peu en place. Cet ordre doit se fonder sur la promotion des droits humains, la démocratie, la liberté de la presse, l'économie de marché, la défense des droits de la femme et de l'enfant, et celle des minorités, du droit à la vie et à une meilleure qualité de vie grâce au respect et à la protection de l'environnement. Il devra aussi prendre en compte la nécessaire révision des relations internationales, instaurées au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, et une nouvelle définition des rapports économiques et commerciaux Nord-Sud, qui devront être plus équilibrés et mutuellement avantageux par l'ouverture des marchés occidentaux aux produits des pays du Sud, sans parler de la juste rémunération de leurs produits de base, de la correction des inégalités criardes qui perdurent et se creusent même, au lieu de se combler, dans les domaines scientifiques et technologiques, et dans ceux fondamentaux de l'information, de la communication, de l'informatique et de la culture.

La nomination d'un Africain à la tête de l'ONU et de la FAO, d'une part, le retour de la croissance suivie de l'amélioration des principaux agrégats macroéconomiques d'autre part, et le rôle joué par un Africain dans le succès de la mission interplanétaire américaine vers la planète Mars, en sont des signes encourageants. Si l'édification de nouveaux états de droit et si la lutte contre la corruption et les conflits internes et externes sont des avancées prometteuses, force est de reconnaître que beaucoup reste à faire dans les pays en développement. La pauvreté étend chaque

jour un peu plus son emprise, tandis que le chômage, le sous-emploi, la malnutrition se développent. Des maladies hier vaincues, comme la tuberculose par exemple, reviennent en force. Le sida continue d'être une préoccupation majeure. L'analphabétisme demeure toujours important. Les investissements, quoique constants, restent encore désespérément insuffisants dans certains pays du Sud, en Afrique notamment. La dette pèse toujours sur l'économie des pays du Sud et hypothèque constamment leur capacité de croissance optimale. La paix, chaînon manquant entre le développement et la démocratie, demeure toujours malmenée dans beaucoup de régions, ce qui entrave les perspectives d'un développement durable écologiquement viable. La conscience de la solidarité entre les hommes recule comme en atteste l'aide au développement qui opère un repli inquiétant. La montée des forces de droite en Occident renforce la peur de l'exclusion, de l'égoïsme et du racisme sournois. Les bases d'un partenariat nouveau plus équilibré entre pays riches et pays pauvres tardent toujours à voir le jour. De nombreux défis restent donc à relever dont les plus importants portent sur la libre circulation du savoir et des personnes, compléments indispensables à celle des capitaux, des biens et services et des idées, sur la démocratisation effective des relations internationales et sur la juste rémunération des matières premières provenant du Sud. La paix et l'avenir de la planète dépendront au cours du XXI^e siècle des justes solutions qui seront données à ces défis.

8

Les femmes

Françoise Thébaud

epuis la publication en 1969 sous l'égide de l'UNESCO de la première édition de l'Histoire de l'humanité, le monde a changé et la connaissance du monde a changé. Ceci est particulièrement vrai du statut et de la place des femmes dans les sociétés, femmes qui constituent la moitié de l'humanité et trois milliards d'individus à l'aube du XXIe siècle. Cela l'est plus encore des études sociologiques, anthropologiques et historiques sur les femmes et les rapports entre les sexes (communément appelés genres aujourd'hui). Très peu nombreuses avant la fin des années 1960 ou cantonnées à des descriptions statiques et pittoresques d'une condition féminine immuable, ces études ont émergé sous l'impulsion des mouvements féministes puis se sont développées depuis trois décennies, en Amérique du Nord et en Europe d'abord, puis dans d'autres continents, notamment dans les jeunes démocraties (d'Amérique latine, par exemple) où elles sont considérées comme des facteurs de démocratisation et de progrès social. Elles ont dénoncé des discours centrés sur le mythe ou la tradition. Elles ont critiqué des sciences humaines aveugles à la présence des femmes et à la différence des sexes. Elles ont fait du genre une catégorie d'analyse incontournable aux côtés d'autres plus classiques comme l'appartenance nationale, ethnique ou sociale notamment. À quelque niveau que ce soit, il est difficile aujourd'hui de parler au neutre de l'être humain et parmi les différences percues, sinon dénoncées, figure en bonne place la différence entre les hommes et les femmes. Ainsi, après une longue indifférence de la communauté des historiens, les trois derniers Congrès internationaux des sciences historiques (Madrid 1990, Montréal 1995, Oslo 2000) ont accordé une large place à l'histoire des femmes et aux approches de genre. 1

Ainsi légitimé, le chapitre sur les femmes n'en est pas pour autant évident ni facile à écrire. Inscrit dans un imposant volume qui porte avant tout sur le développement scientifique et culturel de l'humanité, il doit d'abord en respecter l'architecture et la philosophie. Comme les jeunes,

les personnes âgées ou les handicapés, les femmes constituent un sujet transversal à l'ensemble des approches présentées, chronologiques, thématiques et régionales. Synthèse thématique à l'exhaustivité impossible, le thème traité dans ce chapitre ne peut ignorer ni la chronologie ni la diversité des situations inscrites dans des espaces continentaux, nationaux ou régionaux. Écrit par une Française, il doit se garder dans la mesure du possible d'une vision européocentrique et ne pas privilégier les exemples occidentaux, soulignant à la fois des convergences internationales et les identités de nation et de groupe. Comme l'ensemble de la collection, il s'intéressera plus aux structures qu'aux événements, mais ces derniers ne peuvent être gommés dans une analyse historique du XXe siècle, siècle marqué de tant de guerres, dictatures, révolutions, découvertes scientifiques ou mutations techniques. S'il existe un sexe féminin biologique, il n'y a pas de condition féminine hors du temps et de l'espace. Comme l'ont souligné les recherches sur les femmes, avec une concision parfois perçue comme une provocation, «la» femme n'existe pas.

Présenter brièvement les débats qui ont traversé depuis trente ans les études sur les femmes et plus particulièrement l'histoire des femmes constitue un préalable utile à toute tentative de synthèse et de choix de son plan. L'histoire d'abord s'est développée en affirmant que la condition des femmes ne relève pas d'une nature féminine qui induirait un statut et des rôles intangibles et répétés de génération en génération, mais d'une construction sociale et culturelle historiquement déterminée. Préférant à la notion trop essentialiste de condition féminine celle de place des femmes dans la société puis de rapports sociaux de sexe ou genre, elle s'est parfois définie, notamment en histoire africaine,² contre une anthropologie considérée comme une «science coloniale» décrivant des sociétés qualifiées de traditionnelles ou d'immobiles. Les deux disciplines, en Europe du moins, ont aujourd'hui des rapports plus sereins, mais s'il est légitime d'étudier la construction et les significations du féminin, l'approche développée ici sera avant tout historique, privilégiant les processus et les évolutions.

Évolution ne signifie pas pour autant progrès linéaire conquis par l'action toujours renouvelée de militantes. Sans dénier que le mieux est mesurable pour des millions de femmes par l'acquisition de nouveaux droits ou l'amélioration des conditions de vie, l'histoire des femmes est sensible aujourd'hui aux retours en arrière, aux déplacements et recompositions des inégalités et il n'est pas facile de proposer une chronologie féminine fondée sur le genre du XX^e siècle. En Europe et en Amérique du Nord,³ les années 1960 et 1970, marquées par la paix et la prospérité, des découvertes techniques comme la découverte de la pilule contraceptive, la croissance du travail féminin, la multiplication des mouvements contestataires ou l'émergence d'un nouveau féminisme, amorcent une mutation fondamen-

tale des rapports entre les hommes et les femmes, mutation qui inscrit ces dernières dans une dynamique des droits individuels et leur confère progressivement une autonomie économique, juridique et symbolique par rapport aux pères et aux maris. Mais qu'en est-il dans d'autres continents où pèsent contraintes familiales, pauvreté et parfois la guerre? La réponse varie selon l'échelle considérée, du continent au pays, voire au village où la construction d'un puits ou d'une école transforme le quotidien. La plupart des rapports internationaux soulignent à la fois l'amélioration de la condition féminine depuis les années 1970 et sa détérioration ici et là dans les années 1990 à cause de la crise mondiale, du développement du libéralisme et de la globalisation de l'économie, de la montée de l'intégrisme, des ravages du sida ou de la multiplication des conflits locaux. Cette détérioration a d'ailleurs conduit l'ONU à prendre la décision d'une nouvelle conférence sur les femmes (Pékin, 1995) après les trois qui ont ponctué la « Décennie pour la Femme » (1975–1985).

La notion de progrès suppose aussi de s'entendre sur un modèle de développement. Après s'être divisées en un courant égalitariste et un courant différentialiste appuyé sur la valorisation du féminin, les féministes occidentales reconnaissent aujourd'hui que la différence n'est pas le contraire de l'égalité (mais de la similitude) et que les deux concepts peuvent coexister. De leur côté, des militantes des minorités nationales ou des féministes du tiers-monde ont critiqué dans les années 1980 l'impérialisme du modèle occidental (un modèle de femme riche et blanche), au nom de traditions culturelles différentes et d'autres réalités sociales et politiques. Comme le souligne le titre d'un ouvrage américain des années 1990 sur l'histoire des femmes des États-Unis (Dubois et Ruiz, 1990), cette critique légitime a fait prendre conscience des inégalités entre femmes d'un même pays et du monde et elle a réorienté les études sur les femmes vers une approche plus inclusive des différences. Mais la reconnaissance de la diversité ne doit pas masquer qu'il existe des lois oppressives et des lois émancipatrices pour les femmes, des statuts de mineures et des situations d'autonomie, ainsi que des mesures significatives de leur condition (taux d'alphabétisation ou de mortalité en couches par exemple). La liberté, la dignité, l'égalité sont des valeurs universelles, portées par la communauté internationale, mais contestées par les États les plus conservateurs de la planète qui ont tenté de leur opposer, lors des dernières conférences internationales (celle du Caire sur la population en 1994 ou celle de Pékin), les notions de complémentarité des sexes ou d'équité.

«Unequal sisters»: le monde des femmes est fait de points communs (être mère, assurer les soins et l'entretien de la famille, être vulnérable à la violence), de solidarités au moins partielles et temporaires et de différences qui, à l'échelle mondiale, sont souvent plus grandes que l'inégalité sexuelle

mesurée dans chaque pays. Résultat des inégalités entre sociétés, les inégalités entre femmes d'un endroit à l'autre (un État peut d'ailleurs être « en avance » sur un point et « en retard » sur un autre) peuvent être amplifiées par les questions d'appartenance sociale, de race, d'âge ou de religion comme par la persistance d'anciennes hiérarchies entre peuples (Afrique, ex-colonies blanches) ou castes (Inde). À défaut d'une cartographie tentée par exemple par la Canadienne Joni Seager (1997) pour la situation contemporaine, ce panorama mondial doit éviter toute généralisation ou du moins, lorsque l'information est disponible et que l'histoire des femmes a produit des travaux, la nuancer par des exemples contrastés. Malgré la litanie des malheurs féminins du siècle et du monde d'aujourd'hui, il doit enfin, dernière leçon des débats récents comme des politiques de développement, présenter les femmes non seulement comme des victimes de l'ordre établi mais aussi comme des actrices de leur vie et de leur histoire. Femmes anonymes tout autant que personnalités connues.

Ces préliminaires, à garder en mémoire pour lire les pages qui vont suivre, conduisent au choix du plan suivant. Après avoir souligné le poids persistant de la guerre et en contrepoint l'affirmation progressive des droits des femmes, le chapitre abordera, dans une perspective à la fois chronologique et géographique, les thèmes de la famille, de la maternité, du travail, de l'accès au savoir et au pouvoir.

LE POIDS PERSISTANT DE LA GUERRE

Le XX° siècle est sans doute le siècle le plus sanglant de l'histoire de l'humanité et la guerre, sous toutes ses formes, y est omniprésente, deux guerres mondiales, guerres coloniales et de libération nationale, guerres postcoloniales, sans oublier les guerres civiles qui déchirent de nombreuses sociétés. La question des rapports entre guerre et changement social et plus particulièrement de ses effets sur la place des femmes et le genre a souvent été posée par les contemporains de l'événement et les historiens. La guerre est-elle émancipatrice pour les femmes ? Avant d'envisager leur participation aux conflits et de répondre avec nuances, il faut souligner que la guerre est avant tout violence et que les femmes en sont d'abord des victimes.

Neuf millions de militaires tués entre 1914 et 1919, 50 millions de morts entre 1939 et 1945 dont 20 millions de Soviétiques et la moitié de civils, des millions d'autres depuis. La guerre est meurtrière. Elle prend les hommes (maris, fils, frères) qui ne reviennent pas toujours ou rentrent blessés et traumatisés. Diversement vécus selon les lieux et les cultures mais toujours présents, la solitude, l'angoisse et le deuil sont le lot des femmes

qui parfois organisent, au nom de la vie et de la maternité, des mouvements pour la paix, dénoncés alors comme traîtres à leur communauté (derniers en dates: les «Femmes en noir» d'Israël ou de Serbie). Perte du revenu ou du travail marital, pillage des richesses agricoles ou industrielles, la guerre aggrave aussi les conditions matérielles de vie et pèse particulièrement sur les femmes en charge de nourrir leur famille. En Europe, de graves pénuries qui contraignent à retrouver les gestes d'une économie de subsistance puis conduisent à des émeutes de la faim, n'ont touché que les empires centraux pendant la Première Guerre mondiale, mais l'ensemble de l'Europe occupée par l'Allemagne vingt-cinq ans plus tard. Ailleurs, dans des économies rurales, la destruction des récoltes par des armées ou des bombardements peut devenir catastrophique. Parfois, l'aggravation insupportable de la misère ou la non-séparation, de plus en plus fréquente dans les conflits contemporains, entre front et arrière poussent à l'exode femmes, enfants et vieillards qui fuient avec difficulté les combats et la famine. Aujourd'hui dans le monde, plus de 80% des réfugiés sont des femmes et des enfants, fuyant l'Afghanistan, le Rwanda, le Soudan, la Serbie, etc.

Les femmes sont de plus en plus touchées directement dans leur corps dont les «lois de la guerre» ont vainement tenté de faire un sanctuaire. Alors que la terrible notion de culpabilité familiale a été mise en œuvre par la plupart des régimes totalitaires, le génocide perpétré par les nazis contre les juifs et les Tsiganes et la barbarie exercée dans les territoires qu'ils ont occupés (à l'encontre des Slaves et des résistants notamment) ont fait reculer les limites de l'horreur. La mémoire des peuples retiendra les noms des camps de la mort (Auschwitz, Sobibor, Belzec, etc.) et ceux des massacres de civils (Guernica en Espagne, Baby Yar en URSS, Oradoursur-Glane en France, etc.). Les auteurs de génocide (le terme est employé aussi pour le Cambodge des Khmers rouges, le Rwanda et l'ex-Yougoslavie des années 1990) n'ont pas de pitié particulière pour le sexe féminin, bien au contraire puisque les femmes sont mères ou potentiellement mères d'une génération future. Dans toutes les guerres (à Nankin mise à sac par les Japonais en 1937, dans l'Espagne en guerre civile entre 1936 et 1939, dans l'Allemagne libérée par les soldats russes en 1945, au Bangladesh en 1971 et ailleurs), des femmes, considérées comme une part du butin et le juste repos du guerrier, ont été violées. D'autres, considérées comme traîtresses à leur nation, ont été tondues. 4 Mais la pratique systématique des viols (perpétrés notamment par les Serbes contre les femmes musulmanes de Bosnie)⁵ en a fait récemment une arme de la guerre et de « la purification ethnique», reconnue comme crime de guerre grâce à l'action des réseaux internationaux de femmes, et passible du Tribunal pénal international de La Haye constitué en 1993. Alors qu'une partie des hommes sont torturés et massacrés sauvagement, il s'agit par le viol d'humilier et de profaner

publiquement les valeurs sacrées de l'ennemi, de conquérir «ethniquement» (par matrice interposée assimilée à la terre), de détruire le lien de filiation de l'Autre. Victimes, les femmes violées sont souvent rejetées par leur famille, déshonorées par la souillure.

Les guerres du XX^e siècle sont des guerres d'hommes et de matériel. Elles ont besoin du soutien de l'arrière et du concours des femmes, mobilisées dans les œuvres de guerre pour soutenir le moral des troupes et des populations civiles, invitées (et souvent contraintes par le besoin) à remplacer les hommes aux champs, à l'usine ou au bureau pour faire tourner la machine de guerre et faire vivre le pays. Ce faisant, véritable subversion des rôles sexuels traditionnels, elles font croître la population active féminine (de 20 à 50 % chez les belligérants de la Première Guerre mondiale, plus encore aux États-Unis et au Royaume-Uni entre 1939 et 1945), pénètrent des métiers masculins (tourneuse d'obus ou conductrice de chemin de fer par exemple) et, à des postes de plus en plus divers, des corps d'armée. L'URSS recruta même à partir de 1943 des combattantes, y compris d'héroïques pilotes de chasse ou de bombardier. Les femmes des pays en guerre exercent ainsi de nouvelles responsabilités sociales et familiales, expérimentent leurs capacités, déploient leurs compétences, conquièrent l'espace public jusque-là occupé par les hommes.

Les femmes ont participé aussi aux résistances à l'occupant, aux guerres de décolonisation et de libération nationale. L'histoire retient par exemple, pour la France les noms de Berthie Albrecht (cofondatrice du mouvement Combat, fusillée par les Allemands en 1943) ou de la communiste Danielle Casanova morte en déportation, pour l'Algérie ceux de Hassiba ben Bouali (poseuse de bombes tuée en 1957 pendant la bataille d'Alger) ou de Djamila Boupacha, agent de liaison du FLN dont l'arrestation, les tortures et le procès devinrent en 1960 une affaire internationale. Mais le phénomène est plus large et mondial. Tandis qu'une minorité a rejoint les guérillas en transgressant avec courage les codes de conduite, un plus grand nombre a apporté son aide aux combattants de l'ombre (cacher, approvisionner, nourrir, soigner) ou s'est opposé aux effets de l'occupation. Durant des décennies, la lutte pour la liberté de mouvement (contre l'apartheid et le port d'un livret finalement imposé à toutes en 1963) fut pour les Noires sud-africaines un combat analogue à celui des femmes d'Afrique de l'Ouest contre l'impôt de capitation. Mené avec audace, pour défendre leur survie économique, il les fait entrer, malgré et à cause de la répression, dans le combat politique. De même, bien que soumises aux autorités patriarcales, les paysannes Kikuyu participèrent au soulèvement Mau-Mau au Kenya. À leur longue résistance qu'ils qualifièrent de «passive», les Britanniques ont répondu par la villagisation forcée et la création de «clubs de progrès pour les femmes », mais ils ont mal compris l'engagement de ces femmes dont

35 000 furent emprisonnées entre 1952 et 1958 et dont l'environnement mental et social fut bouleversé. Parmi ces femmes, citons Rebecca Njeri, la plus fameuse militante nationaliste (Presley, 1992). Autres exemples: des femmes furent actives en Chine dans le Mouvement du 4 mai 1919 (contre l'impérialisme étranger et le confucianisme des élites traditionnelles) et elles posèrent la question des droits des femmes; les femmes indiennes furent nombreuses dans la résistance non violente de Gandhi et y gagnèrent l'égalité politique et juridique dans l'Inde indépendante.

La guerre cependant est rarement favorable à l'évolution des rapports de genre, même si la conscience et les comportements individuels de certaines femmes ont été modifiés et que des acquis ont été gagnés: droit de vote dans de nombreux États occidentaux par exemple ou inscription du principe d'égalité dans des constitutions. Là, la mobilisation des femmes fut considérée comme un intérim, l'armistice signé, elles sont invitées à repeupler le pays et à s'effacer devant les anciens combattants (illustration 51). De leur côté, les États issus de la décolonisation veulent affirmer leur identité nationale. Ils ont souvent assigné aux femmes le rôle de gardiennes des valeurs traditionnelles ou mis en avant d'autres priorités que leur émancipation. Ainsi après 1962, les Algériennes doivent respecter les valeurs arabo-musulmanes, rester à la maison et porter le voile, tandis que les militantes palestiniennes d'aujourd'hui trouvent difficilement à se marier après la prison qui entache l'honneur de la famille. Malgré une littérature féminine de guerre de plus en plus abondante, peu de femmes ont pu ou peuvent donner un sens collectif à leur expérience, et surtout imposer leur vision des choses. Nationalisme et droits des femmes furent souvent antagonistes. Un des enseignements du XXe siècle est que, ouvertes à la circulation des idées et des personnes comme à l'organisation d'associations féminines et féministes, la paix et la démocratie sont plus favorables que la guerre à la promotion des droits des femmes.

L'ÉMERGENCE ET L'AFFIRMATION DES DROITS DES FEMMES

Les anthropologues structuralistes posent comme un invariant l'existence d'une «valence différentielle des sexes» marquée par la dominance du principe masculin sur le principe féminin et connotant le système binaire d'oppositions qui nous sert à penser (Héritier, 1996). À l'échelle de l'histoire et du monde, il n'existe pas de sociétés, même matrilinéaires, sans domination masculine et celle-ci peut s'expliquer par la volonté des hommes de renverser le privilège des femmes, de s'approprier leur capacité reproductrice

d'engendrer des fils. La force et la longévité de ce système de représentations (et bien souvent de violences réelles) expliquent la difficulté d'émergence de l'idée d'égalité sexuelle, de droits et d'autonomie des femmes. Sporadique et temporaire ici et là, stimulée par la contestation d'autres hiérarchies et oppressions comme l'esclavage, la persécution religieuse, les relations féodales ou les rapports de classe, cette idée s'est affirmée peu à peu en Occident au XIX^e siècle. La philosophie des Lumières, les idées de raison et de progrès puis le mouvement démocratique alimentent un courant égalitariste qui revendique l'égalité de tous les individus et l'extension aux femmes de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789. Le socialisme utopique y ajoute la valorisation du féminin maternel et la croyance en la supériorité morale des femmes, tandis que le socialisme marxiste tend à subordonner la question au triomphe de la Révolution, avant de s'incarner (après 1917) dans des États où, à l'encontre d'une réalité plus complexe, la question de l'inégalité sexuelle est considérée comme résolue.

La dissidence religieuse, notamment protestante, est aussi au XIXe siècle un terreau du féminisme (le terme prend son sens actuel à la fin du siècle), notamment dans son courant dualiste qui réclame des droits au nom de la différence des sexes. Elle pose à plus long terme la question incontournable du sexisme des grandes religions, dénoncé par de nombreuses féministes contemporaines comme l'Indienne Chandra Rami Chopra qui affirmait récemment, après les conférences du Caire et de Pékin, que «le point commun à toutes les lois religieuses, c'est la discrimination contre les femmes». Le taoïsme, qui attribue un égal pouvoir aux principes masculin et féminin du *yin* et du *yang*, est-il plus égalitaire que le confucianisme, le bouddhisme, le judaïsme, le christianisme ou l'islam, qui se prononcent plus sur les devoirs que sur les droits des femmes? S'il faut considérer l'évolution des doctrines (récemment s'est même développée une théologie féministe, notamment dans le monde protestant), s'il faut distinguer les textes de référence des pratiques ancrées dans des traditions et sujettes à des politiques d'États ou d'autorités ecclésiastiques, l'influence du facteur religieux semble déterminante⁶ et la laïcisation des États et des sociétés une condition favorable à l'affirmation des droits des femmes comme l'éducation, l'autonomie juridique et économique, la citoyenneté politique ou plus tard la contraception.

La formulation et la conquête de ces droits ont une histoire dont il faut reprendre le fil interrompu par la remarque précédente. Au début du XX^e siècle, des associations féministes sont présentes en Europe et aux États-Unis, fédérées au niveau national et international. Né en 1888 à l'initiative des Américaines, le Conseil international des femmes compte, en 1914, dix-sept sections européennes. Les voyages, les correspondances et les congrès internationaux permettent l'émergence d'une culture fémi-

niste transnationale et l'idée d'une «femme nouvelle» (indépendante et créatrice) traverse peu à peu les frontières, atteint les colonies et d'autres continents. L'écrivaine japonaise Hiratsuka Raîcho publie un essai qui porte ce titre après avoir fondé, pour libérer le génie des femmes, la revue Seitô («Bas bleu», 1911–1916) et avant d'obtenir en 1945 des autorités américaines les droits politiques pour les Japonaises et de se consacrer au mouvement antinucléaire (Fukumoto, 1997). Au Viêt Nam, c'est le titre d'une revue saïgonaise des années 1930, tandis qu'en Égypte paraît dans l'entre-deux-guerres le journal féministe L'Égyptienne. Limité par des rapports inégaux entre nations, ce mouvement international se brise à deux reprises sur la guerre, tandis que le féminisme semble marquer le pas en Occident après 1945, malgré l'impact à long terme de l'ouvrage de Simone de Beauvoir, Le deuxième sexe (1949).

Cependant dans la deuxième moitié du XXe siècle, les organisations issues des États (l'ONU notamment et à un moindre degré le Conseil de l'Europe ou la Communauté économique européenne) jouent un rôle important dans l'évolution de l'égalité entre hommes et femmes. Ce rôle évolue et s'affirme dans les dernières décennies, après la réponse de l'ONU aux questions soulevées par les nouvelles féministes des pays occidentaux (dénonciation du patriarcat, politisation du privé, revendication d'une autonomie sexuelle et d'un droit de maîtrise de la reproduction), en décrétant 1975 « année de la Femme » et en organisant à Mexico une première conférence sur la situation des femmes dans le monde, prélude d'une décennie sur les thèmes « égalité, développement et paix ». Sous l'impulsion des associations féminines et féministes (de plus en plus nombreuses en dehors du monde occidental), de femmes expertes des pays du Sud et d'organisations non-gouvernementales, le mérite de l'ONU, dont les membres se multiplient, est aussi de développer, dans le monde issu de la décolonisation, une réflexion sur les rapports entre femmes, genre et développement et d'engager des actions en ce sens.

Grâce à l'action d'organisations féminines réunies dans l'*Inter American Commission on the Status of Women* et à celle de femmes énergiques comme Eleanor Roosevelt (1884–1962), veuve du président américain, militante de toutes les causes et présidente de la Commission des droits de l'homme, la Charte de San Francisco comme la Déclaration universelle des droits de l'homme du 10 décembre 1948 interdisent la discrimination sexuelle comme toute distinction de race, couleur, langue, religion, opinion, origine nationale ou sociale dans la jouissance des droits (étendus aux droits économiques et sociaux) et libertés fondamentales. Charte et Déclaration constituent des textes de référence pour la promotion des droits des femmes dans le monde mais, en s'inscrivant dans la tradition juridique d'un sujet de droit abstrait et asexué, elles en limitent l'effectivité. Sans

autodétermination sexuelle et procréative, les droits à la vie, la liberté, la sécurité ou la dignité de la personne ne sont pas effectivement garantis à la moitié féminine de l'humanité (pas plus que l'égalité dans le mariage). Par ailleurs, la transformation de la Déclaration en pactes contraignants pour les États adhérents est tardive (deux pactes adoptés en 1966 n'entrent en vigueur qu'en 1976) et les mécanismes de contrôle faibles. Quant à la Commission sur le statut des femmes, elle a un mandat limité et aucun pouvoir d'enquête. Elle impulse toutefois la signature de traités spécifiques (sur les droits politiques des femmes, la nationalité des épouses, l'assentiment au mariage) et avance le projet, poussé par les pays communistes dans les années 1960, d'un instrument capable de traiter l'ensemble des droits des femmes.

Synthèse des politiques de trois décennies, la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (*CEDAW*: acronyme anglais), adoptée en 1979, est le premier traité international qui envisage la discrimination contre les femmes de façon autonome par rapport à d'autres types de discrimination et accorde une valeur juridique à la différence sexuelle. Dans ses trente articles, elle définit de façon large cette discrimination (incluant toutes les limitations, y compris familiales et sexuelles, à l'exercice égal des droits individuels) et prévoit des mesures positives transitoires (mesures ainsi légitimées) pour promouvoir l'égalité de fait. Acte le plus important de la «Décennie pour la Femme», la *CEDAW* a elle aussi une application limitée: ratifiée en 1995 par seulement 137 États, qui s'engagent à rendre compte tous les quatre ans des progrès accomplis, son contenu est soumis à des réserves de la part de plus de 40 États adhérents.

Mexico 1975, Copenhague 1980, Nairobi 1985, Pékin 1995, ces quatre conférences, doublées d'un forum des associations qui rassemble de 6 000 femmes à Mexico à 30 000 à Pékin, suscitent un ensemble de statistiques sexuées qui rendent visibles la question des femmes et du genre, constituent une opinion publique mondiale sur les thèmes d'égalité et de développement et indiquent, dans les déclarations et les programmes d'action, des lignes directrices aux organisations internationales et aux gouvernements nationaux. La plus importante est sans doute la reconnaissance du travail (rémunéré ou non) des femmes et de la nécessité de leur concours actif aux projets de développement, longtemps pensés au neutre et sans analyse des effets sur les femmes et le genre. Après une décennie de programmes spécifiques au bilan décevant, l'accent est mis à Nairobi sur le rôle central de l'égalité (juridique et des chances), fin ultime et instrument pour le développement et la paix. Tandis qu'émergent deux concepts et stratégies réaffirmés avec force à Pékin: d'une part, le mainstreaming ou intégration de la dimension genre et de l'égalité des chances entre les femmes et les

hommes dans les programmes et les politiques générales⁸; et d'autre part, l'*empowerment* qui désigne à la fois la stratégie de donner du pouvoir aux femmes à tous les niveaux de décision et le processus par lequel elles augmentent individuellement et collectivement leur pouvoir sur leur propre vie et dans la société.

Les changements survenus en un demi-siècle de législation internationale apparaissent clairement dans l'approche radicalement nouvelle des droits des femmes qui répond dans les années 1990 à la recrudescence, soulignée précédemment, des violences et des violations. La deuxième Conférence mondiale sur les droits de l'homme (tenue à Vienne en 1993) affirme que «les droits fondamentaux de la femme et de la fillette sont une part inaliénable, intégrale et indivisible des droits universels de la personne humaine». Elle ouvre la voie à l'identification de violations spécifiques (notamment les violences sexuelles incluses dans la Déclaration de décembre 1993 sur la violence contre les femmes) et à la reconnaissance d'une nouvelle génération de droits humains, les droits reproductifs et sexuels. Malgré de multiples oppositions, les premiers ont été reconnus à chaque individu par la Conférence du Caire sur «Population et développement», les seconds ont été reconnus aux femmes à Pékin, sans toutefois imposer aux États adhérents la légalisation de l'avortement. Grandes victoires pour les féministes du monde entier, ils ouvrent une ère nouvelle mais demandent pour devenir effectifs qu'on en tire toutes les conséquences quant aux droits civils, politiques, sociaux et culturels, et que les femmes s'en emparent.

Partout dans le monde aujourd'hui, tous les indicateurs socio-économiques, à l'exception de l'espérance de vie, sont moins favorables aux femmes qu'aux hommes et l'indice de développement doit être corrigé, comme l'a proposé, en 1995, le Programme des Nations Unies pour le développement, en fonction des disparités entre les sexes. À l'aune du GDI (Gender Development Index), l'Afrique subsaharienne, l'Afghanistan, une grande partie de l'Asie du Sud-Est sont très mal placés et l'Europe de l'Est de l'après-socialisme accuse un net recul, car l'égalité des sexes dépend tout autant des politiques mises en œuvre par l'État que des revenus d'une société. Presque partout, l'égalité formelle a progressé, mais les discriminations légales sont encore très nombreuses, notamment en ce qui concerne les droits civils dans les pays en voie de développement. La famille et ses traditions restent le noyau dur de la dépendance féminine, le lieu d'une division sexuelle du travail, d'un surtravail des femmes et de pratiques coercitives sur les corps.

FAMILLES: LE RECUL DU PATRIARCAT

Le patriarcat peut être défini comme un système où les hommes (pères ou maris) dominent les femmes, en utilisent le travail (notamment domestique), en contrôlent la sexualité et les capacités reproductives. Il s'exprime à la fois dans la formation et la composition de la famille, les relations intrafamiliales (juridiques et quotidiennes), la division sexuelle du travail. Présent partout à des degrés divers au début du XX^e siècle (en Afrique, la colonisation a détruit le prestige des femmes chefs et des reines mères ainsi que la vie associative des femmes), il s'effrite peu à peu ici et là mais le paysage familial reste très contrasté à l'échelle mondiale.

Fonction du niveau d'instruction et d'urbanisation, l'âge au mariage s'est en général accru au XXe siècle mais la proportion de très jeunes filles déjà mariées (15–19 ans) est encore forte, notamment en Afrique (au Mali et au Niger, elle dépasse 50%) et en Asie. En Inde, la loi combat difficilement la coutume pluriséculaire des mariages d'enfants, tandis qu'au Pakistan de très nombreuses jeunes filles sont mariées à des hommes de la famille, ce qui accroît leur dépendance. Le Pakistan est un pays musulman qui pratique peu la polygamie, à l'inverse de l'Afrique de l'Ouest musulmane. Au Nigeria, au Mali ou au Sénégal, elle concerne aujourd'hui plus de 40% des femmes mariées mais peu d'enquêtes antérieures permettent d'en mesurer l'évolution. Le Pakistan pratique aussi le système très contraignant de la dot qui s'oppose à la compensation matrimoniale encore versée par la plupart des hommes africains à leur belle famille pour «compenser» la perte d'une force de travail et de reproduction. Longtemps versée en biens (notamment en têtes de bétail) ou en travail, puis de plus en plus en argent dans le cadre de la monétarisation de l'économie, elle reste enracinée socialement, bien que parfois interdite par des gouvernements récents. Mais ici comme là, le mariage signifie bien souvent pour la jeune femme aller vivre dans la famille de son mari où coexistent plusieurs générations et parfois la fratrie.

En Europe, en Amérique du Nord et en Australie, l'institution du mariage s'est d'abord renforcée au XX^e siècle, alors que reculaient l'union libre et les naissances illégitimes dans les classes populaires et que se développait la famille nucléaire. Sa remise en cause à partir des années 1970 (par le féminisme notamment) s'est traduite par la multiplication des cohabitations juvéniles qui parfois se prolongent (en Suède et en France notamment), la croissance du célibat et la hausse de la divortialité (la très catholique Irlande n'a légalisé le divorce qu'en 1996). Cette remise en cause a suscité et accompagné un vent de réformes qui fait entrer tardivement dans le droit privé des pays de Code napoléonien, après ceux de la *Common*

Law, l'idée d'égalité du mari et de la femme, et disparaître la notion de chef de famille. Le droit civil autorise désormais une pluralité de rôles féminins et de modèles familiaux mais la liberté conquise se paie parfois de solitude (les hommes divorcés se remarient plus souvent et plus vite que les femmes) et d'une relative pauvreté, notamment pour les familles monoparentales. De même, les unions homosexuelles ne sont reconnues que dans quelques pays (là encore, les Scandinaves ont été les premiers) mais la tolérance à l'égard de l'homosexualité, tant féminine que masculine, est en Occident de plus en plus grande depuis vingt ans, alors que l'OMS ne l'a rayée du répertoire international des maladies qu'en 1991, et qu'elle est ignorée comme réalité sociale ou réprimée dans de nombreux États (voire passible de la peine de mort).

L'idée qu'une femme mariée appartient à son mari régit les rapports sociaux et, dans nombre de pays, la loi elle-même. La traduction la plus extrême est la coutume du suttee (suicide de l'épouse après le décès de l'époux), parfois encore pratiquée en Inde bien qu'interdite. Dans les pays arabes, le droit moderne, qui prédomine très largement sur le droit musulman *stricto sensu*, a «oublié» de s'appliquer à la famille, citadelle domestique, et aux femmes, enjeu d'un combat entre modernistes et traditionalistes. Celles-ci restent soumises à des codes de statut personnel directement inspirés de la charia, (shari'a, loi musulmane), parfois dans sa traduction la plus rétrograde (illustration 52). Là comme dans d'autres pays d'Afrique et d'Asie, elles subissent des entraves à la liberté de circulation (jusqu'à l'enfermement dans la maison) et doivent se plier à des codes vestimentaires qui soulignent leur clôture (voile, tchador). Ces contraintes, dont l'histoire est à faire (la poussée actuelle de l'intégrisme religieux souligne l'importance des conjonctures politiques tout autant que celle de la tradition culturelle), ne peuvent être comparées avec «l'empire de la beauté», même si celui-ci est en partie suscité par l'industrie des cosmétiques qui, née aux États-Unis dans les décennies 1920 et 1930, envahit l'Europe après 1945, se répand aujourd'hui dans les ex-pays de l'Est et aborde l'Asie.

Cause importante des blessures infligées aux femmes et des décès de femmes dans le monde, la violence domestique est universelle. Phénomène longtemps occulté, et qui a laissé peu de traces ou dont les traces (archives judiciaires ou policières notamment) commencent seulement à être interrogées sous cet angle, son histoire n'est pas écrite alors que commence à s'amorcer la prise de conscience de sa réalité multiforme. En Europe (en Suède toutefois, l'interdiction pour un mari de battre sa femme date de 1858), aux États-Unis, en Amérique latine où elle s'enracine dans une culture très machiste, il s'agit le plus souvent de coups, de viols conjugaux (notion récente et acte criminalisé dans certaines démocraties), parfois de

meurtres perpétrés par l'époux ou le partenaire ivre. Dans nombre de pays en voie de développement, la violence peut être exercée aussi par d'autres membres de la famille au sens large (la belle-mère par exemple) et prendre des formes extrêmes (crimes d'honneur souvent impunis au Pakistan, meurtres par le feu en Inde en raison de conflits liés à la dot). Elle se double d'une violence sociale exercée par les hommes contre les femmes seules ou au comportement jugé non conforme (femmes assimilées à des prostituées, et violence entretenue par maints gouvernements dans un climat politique général de répression).

Activité le plus souvent contrôlée par les hommes et qui survit par la violence, la prostitution n'est pas antagoniste au maintien de familles patriarcales. Pratique très ancienne et répandue avec des formes diverses sur tous les continents (la Chine d'avant 1949 était le plus grand marché d'êtres humains au monde), elle perdure aujourd'hui. Activité de survie pour les femmes à l'échelon local, elle alimente de plus en plus un marché international du sexe qui prospère grâce aux disparités économiques entre régions du monde (l'Europe de l'Est appauvrie dans les années 1990 fournit son contingent, aux côtés de l'Asie, du Brésil ou du Nigeria) ainsi qu'un tourisme sexuel. Le corps des femmes est une marchandise. Il est aussi soumis à une violence toute spécifique comme les mutilations génitales pratiquées sur 40 % des femmes d'Afrique appartenant à une trentaine d'États occupant un vaste arc de cercle de la Mauritanie à l'Égypte et la Somalie. Très nocives sur le plan physique et psychique, l'excision (ablation du clitoris et des petites lèvres) et l'infibulation, qui y ajoute l'ablation d'une partie des grandes lèvres et la couture d'une grande partie de l'orifice vaginal, répondent, selon les cas, à des traditions ethniques ou religieuses dont l'origine est mal connue. Ces mutilations doivent diminuer l'appétit sexuel des femmes, en «purifier» le corps soumis au seul plaisir sexuel de l'homme et garantir la virginité jusqu'au mariage. Parfois dénoncées, comme d'autres rites d'initiation, par les missionnaires ou le pouvoir colonial, ces pratiques qui sont effectuées par des femmes sur des fillettes ou des jeunes filles qu'elles veulent intégrer dans leur communauté (deux millions de victimes chaque année aujourd'hui) ont été le plus souvent tolérées, au nom du «respect des coutumes», ou ignorées. Pendant longtemps, les États indépendants n'ont rien fait et l'OMS a invoqué «le contexte social et culturel », avant de prendre position en 1982. La dénonciation par les féministes occidentales dans les années 1970 a irrité des mouvements africains de femmes, mais d'autres Africaines, comme la Sénégalaise Awa Thiam, ont travaillé et travaillent à leur éradication. Depuis les années 1980, de nombreux États ont adopté une législation répressive et certains, comme le Burkina Faso, mènent des campagnes efficaces jusque dans les villages, au nom de la santé des filles et des futures mères.

MATERNITÉ ET TRAVAIL DES FEMMES: VERS L'AUTONOMIE?

Toutes les sociétés ont valorisé et valorisent la maternité qui confère dignité aux femmes. Au nom de cette valorisation, les féministes occidentales du début du siècle ont réclamé des droits et une protection sociale. D'autres femmes l'ont utilisée pour résister à l'oppression comme les mères argentines qui ont défilé chaque jeudi sur la place de Mai, un lange blanc sur la tête, pour réclamer des nouvelles de leurs 30 000 enfants disparus et dénoncer la dictature du général Videla (1976–1983) (Fischer, 1989; Sarner, 2000). Mais la place de la maternité dans la vie et l'identité des femmes se sont beaucoup diversifiées au XXe siècle, opposant pays développés et pays en voie de développement, continents, voire États.

En Europe, qui a quasi achevé sa longue transition démographique⁹ au début du XXe siècle et connut tout au long du siècle (sauf pendant le baby-boom d'après-guerre) une natalité faible (d'ailleurs combattue par les régimes dictatoriaux et par une démocratie comme la France qui mirent en place des politiques natalistes faites de répression et d'incitation), ou comme en Amérique du Nord qui reste une terre d'immigration, la maternité est marquée pendant ces décennies par trois évolutions majeures qui ont favorisé l'autonomie des femmes par rapport à leur destin biologique et au lien conjugal. D'une part, l'amélioration de la protection médicale et sociale mise en place dans les États providence (moins protecteur cependant aux États-Unis) a fait reculer très fortement les mortalités maternelle et infantile (respectivement de 5 pour 1000 à moins de 10 pour 100 000 et de plus de 10% à moins de 10 pour 1 000) et a socialisé la fonction de reproduction (pédiatres, psychologues, crèches et écoles maternelles). D'autre part, le développement de la société de consommation (en Europe à partir des années 1950 et 1960, plus tardivement qu'aux États-Unis) a beaucoup allégé les tâches ménagères, et intellectualisé ce qui est parfois présenté comme le « métier » de mère, tant les activités sont devenues complexes. Enfin, les femmes ont conquis grâce à l'adoption, parfois tardive et difficile en terre catholique (années 1960 et 1970), de lois autorisant la contraception, l'avortement et la maîtrise de leur fécondité, révolution majeure qui les rend maîtres de leur corps et affaiblit le système ancien de domination et de représentations mentales. Il faut noter toutefois des disparités sociales et raciales dans la condition des mères (aux États-Unis notamment), une dégradation depuis dix ans des systèmes sociaux dans l'ancienne Europe communiste, ainsi que la difficulté actuelle dans certains pays comme l'Allemagne et le Japon, qui concilient mal travail et maternité, à faire des enfants (moins de 1,5 enfant par femme).

Dans d'autres continents, les changements ont été importants aussi et parfois plus rapides, notamment en ce qui concerne la fécondité. En Amérique latine, continent urbanisé, la transition, précoce dans les pays de peuplement blanc, s'est généralisée après la Seconde Guerre mondiale, où la fécondité (2,7 enfants par femme aujourd'hui) a partout baissé depuis les années 1960, conjonction d'une modernisation des milieux aisés et d'un « malthusianisme de pauvreté » qui utilise pilule et plus encore stérilisation féminine. Le cas du Brésil est à cet égard exemplaire. Ce malthusianisme, qui permet aux femmes d'échapper au risque et à la charge de grossesses à répétition et de mieux nourrir leurs enfants, s'est développé avec les encouragements des autorités et ceux des États-Unis qui craignaient les tensions sociales de «la bombe démographique». La question du consente-ment des femmes et des couples aux politiques nationales et internationales de planning familial doit d'ailleurs être posée, notamment pour l'Asie où la fécondité a beaucoup reculé depuis quatre décennies (en moyenne aujourd'hui 2,6 enfants par femme) et où la Chine tente d'imposer l'enfant unique. Là comme en Inde, au Pakistan ou en Corée du Sud, la réduction des naissances a mis en évidence de façon dramatique une préférence très ancienne (et partagée à des degrés divers par de nombreuses sociétés) pour les garçons. Par avortement de fœtus de sexe féminin (connu par amniocentèse et depuis deux décennies par échographie), infanticide de fillettes et mauvais traitements ou négligence de soins, il manquerait 100 millions de femmes parmi la population mondiale.

Mariage précoce et généralisé, faible recours à la contraception (même en ville où les bourgeoises disposent d'une domesticité bon marché ou du travail gratuit de petites parentes venues de la campagne), système de valeur nataliste, l'Afrique subsaharienne, où la fécondité dépasse encore cinq enfants par femme, a longtemps été présentée par les démographes comme une exception. Mais l'exemple récent du Kenya, où de nouvelles lois foncières et successorales ont considérablement accru les droits des femmes tandis que se développaient en milieu rural campagnes d'information et nouveaux services, a montré que la fécondité pouvait aussi y diminuer fortement. C'est là cependant que les risques liés à la maternité sont les plus grands, avec une très faible assistance médicale, des conséquences graves comme les fistules vésico-vaginales qui rendent les femmes incontinentes et honteuses (parfois répudiées), un taux de mortalité maternelle particulièrement élevé (de 0,5 à plus d'1%)¹⁰ et la douleur trop fréquente de perdre un enfant malade ou mal nourri. C'est là aussi que le sida, fléau de la fin du XX° siècle, fait le plus de ravages, parmi les hommes mais aussi de plus en plus parmi les femmes qui ne sont pas suffisamment en position de force pour refuser le rapport sexuel ou imposer aux hommes de mettre un préservatif. Mais partout dans le monde, l'amélioration de la santé et de

l'éducation sanitaire des femmes, dispensatrices de soin et agentes de la modernité, contribue à l'amélioration de la santé de toute la population.

Les maternités accroissent le travail domestique des femmes qui, dans les campagnes, s'ajoute traditionnellement au travail des champs (particulièrement en Afrique) et dévore temps et énergie : aller chercher l'eau ou le bois, moudre le grain, cuire. En Afrique où la colonisation et le développement des cultures d'exportation ont accru la charge des femmes et les ont dépouillé du fruit de leur travail (monétarisé par les hommes) la situation des paysannes des pays pauvres s'est plutôt détériorée au XX^e siècle. Il en est de même dans certains États indépendants où les formes de travail forcé (pour dette par exemple, au Pakistan ou en Inde) n'ont pas disparu. Partout, la ville a attiré et attire encore pour les possibilités qu'elle offre, même si elle détruit des solidarités et des modes de vie anciens et révèle des inégalités criantes. Plus que le service domestique, qui s'est féminisé en Afrique au XXe siècle (du boy à l'ayah) et signifie souvent la surexploitation de fillettes ou de jeunes filles venues des campagnes ou de pays lointains (bonnes philippines au Moyen-Orient par exemple), ce sont les activités dites «informelles» qui permettent aux femmes, nombreuses comme chefs de famille (jusqu'à 35% des ménages aux Caraïbes), de subsister et d'acquérir une certaine indépendance. Elles vendent sur les marchés ce qu'elles ont produit, fabriqué ou collecté. Elles tiennent le commerce local de produits vivriers ou artisanaux, parfois le commerce plus lointain comme c'est le cas depuis longtemps dans certaines villes d'Afrique de l'Ouest. Aujourd'hui, les grandes villes d'Afrique survivent grâce au travail féminin, inlassable et à peine rémunéré. En Amérique latine, plus urbanisée et plus industrialisée, comme en Asie du Sud-Est, les femmes travaillent aussi comme ouvrières, main-d'œuvre agile et bon marché de l'industrie textile ou électronique «délocalisée» (des pays riches) et parfois dans les métiers modernes du tertiaire. Dans l'indifférence des consommateurs des pays riches, les grandes marques d'habillement ou de sport sous-traitent pour un coût dérisoire (moins d'un centième du prix de vente) la fabrication par des jeunes femmes ou des enfants de leurs produits, notamment en Indonésie, Chine, Mexique.

Dans les pays développés où les femmes constituent aujourd'hui 41 % de la population active (parfois plus, comme en France), le travail a été et est une nécessité pour beaucoup. Comme travail salarié extérieur au foyer et source d'indépendance (les femmes ont toujours travaillé dans les sociétés agricoles et les plus pauvres ont participé à la révolution industrielle), il représente aussi une conquête du dernier tiers du XX^e siècle, après une lente démocratisation du modèle féminin bourgeois de mère au foyer qui a culminé après la Seconde Guerre mondiale (les pays communistes qui ont toujours favorisé l'activité féminine font toutefois exception). Parallèlement, les paysannes et les ouvrières du début du siècle sont devenues

majoritairement des employées du tertiaire, secteur en plein accroissement et très diversifié. Comme les hommes, ces femmes ont bénéficié des acquis sociaux du siècle (protection contre les risques de la vie et législation du travail) mais l'égalité professionnelle, toujours revendiquée, ne s'est pas réalisée. La crise économique, qui a succédé depuis la fin des années 1970 aux «trente glorieuses» de la croissance, a maintenu, recomposé ou accentué les disparités d'emploi et de salaire (les femmes sont plus sujettes au chômage et à la flexibilité), sauf pour les femmes les mieux dotées scolairement qui ont bénéficié d'une dynamique égalitaire en se heurtant toutefois à ce qui est appelé «le plafond de verre».

L'ACCÈS AU SAVOIR ET AU POUVOIR : UNE DYNAMIQUE POSITIVE

Historiquement, l'accès à l'instruction a été fondé sur une ségrégation de classe et de sexe. Pourquoi instruire les plus pauvres (condamnés aux travaux manuels les plus pénibles) ou les filles vouées aux tâches domestiques apprises des femmes de la famille? Pourquoi leur donner le même enseignement, dans les mêmes établissements? En Europe et en Amérique du Nord, l'analphabétisme a été vaincu plus ou moins précocement à la fin du XIX^e siècle par la généralisation d'un enseignement primaire de plusieurs années. Mais les filles ont été longtemps moins nombreuses dans le secondaire et le supérieur où certains établissements leur étaient fermés, ou bien cantonnées dans des cursus spécifiques qui n'offraient pas les mêmes débouchés professionnels. Depuis deux ou trois décennies, là comme dans le cône sud de l'Amérique latine, elles y sont plus nombreuses, y réussissent mieux et sont moins sujettes à l'illettrisme. Dans les pays en voie de développement par contre, la «révolution scolaire» a été plus tardive et très inégalement partagée, à l'exception des États socialistes comme la Chine ou Cuba qui ont scolarisé rapidement et massivement les deux sexes. Mal aimées de l'école coloniale, qui a souvent superposé sa propre conception de la dépendance féminine, les filles furent longtemps moins scolarisées que les garçons et le taux d'analphabétisme des femmes (qui constituent aujourd'hui les deux tiers du milliard d'adultes analphabètes) est encore très élevé dans la plupart des États d'Afrique (jusqu'à 90% parfois), en Inde, au Pakistan, en Afghanistan, au Laos, etc. Cependant l'éducation fait l'objet d'un large consensus dans la communauté internationale qui aide les États demandeurs, et la situation change vite pour les jeunes générations. À quelques exceptions, comme l'Afghanistan où les Talibans arrivés au pouvoir en 1996 ont fermé les écoles de filles, ou des États africains en guerre ou en forte récession économique, de plus en plus de filles (y compris dans les zones rurales) bénéficient de quelques années d'école. Les effets en sont multiples pour l'avenir: amélioration de la santé des familles, recul de la fécondité, plus grande indépendance des femmes.

Posée par les féministes depuis trente ans, la question des filières sexuées d'enseignement et plus encore celle du contenu sexiste des manuels et des programmes ne concerne pas seulement les pays riches. À tous les niveaux, les problèmes des femmes sont rarement abordés et leurs réalisations (artistiques, culturelles, politiques) sont passées sous silence, ce qui gêne la prise de conscience par les filles des inégalités de genre et leur identification à des modèles féminins. Peintres, musiciennes, écrivaines, découvreuses, militantes, femmes politiques, dans toutes les sociétés, la voix des femmes a toujours eu plus de mal à se faire entendre, à prétendre à l'universel et à être reconnue. Depuis la création du prix Nobel en 1901, moins de trente femmes ont été distinguées (Marie Curie par exemple) sur plus de 600 attributions personnelles. Des nominations récentes (le prix Nobel de la paix a été attribué en 1991 à la Birmane Aung San Sou Kyi (illustration 53) et en 1992 à la Guatémaltèque Rigoberta Menchu) sont comme l'affirmation culturelle des femmes, dans les pays riches mais aussi ailleurs, et démontrent une dynamique en cours. C'est aussi le cas en politique.

Dans les sociétés coutumières comme dans les États organisés, la politique, domaine public par excellence, est traditionnellement une affaire d'hommes. En Afrique occidentale, où des femmes comme les paysannes ibo ou les marchandes des villes bénéficiaient d'une certaine autonomie en gérant leurs propres affaires, elle l'est devenue plus encore avec la colonisation qui brisa leur unité et leur mode de vie et provoqua de graves révoltes. L'instauration, en Amérique du Nord et en Europe, de démocraties, qui ne voulurent pas accorder à toutes, les privilèges de quelques-unes, aggrava aussi le phénomène mais suscita en même temps des associations suffragistes qui réclamèrent droit de vote et d'éligibilité, au nom de l'égalité de tous les individus et des qualités spécifiques des femmes (illustration 54). Le premier État du monde à faire des femmes des citoyennes est la Nouvelle-Zélande en 1893, le premier État européen la Finlande en 1906. Presque partout et particulièrement en France, où les femmes obtiennent les droits politiques un siècle après les hommes (1848–1944), la résistance des hommes et des sphères du politique a été très forte, plus forte que pour l'intégration des plus pauvres mais souvent moins forte que pour celle de personnes d'autres origines ethniques. Et les expédients nombreux : suffrage par étapes, suffrage accordé à quelques catégories (veuves de soldats, femmes militaires, mères de plusieurs enfants...) ou interdit à d'autres.

C'est à la fin des années 1950, dans le sillage de la décolonisation, que le droit de vote et d'éligibilité s'est généralisé dans le monde (illus-

Les femmes 227

tration 55), pour les hommes comme pour les femmes. Ainsi, sage-femme et militante du rassemblement démocratique féminin, Aoua Keita est la première femme d'Afrique francophone à être élue en 1959 à l'Assemblée constituante de son pays (Mali) (Keita, 1975). À l'exception du Koweit, et à l'échelle mondiale qui ne correspond pas au modèle chronologique de T. H. Marshall, 11 l'égalité politique est réalisée dès les années 1970, avant l'égalité civile et l'obtention des droits sociaux. Mais outre l'absence de démocratie réelle dans nombre de pays, cette égalité est limitée par l'usage que les femmes font de leurs droits et leur difficulté à se faire une place au pouvoir, dans les instances législatives ou exécutives. D'une part, les femmes, longtemps plus abstentionnistes et plus conservatrices que les hommes ou suivant l'avis de l'autorité familiale, eurent besoin de temps (plusieurs décennies parfois) pour affirmer un vote autonome. Depuis les années 1980, en Allemagne, en France comme aux États-Unis, elles se montrent plus progressistes et hostiles à tout extrémisme. D'autre part, malgré le succès de femmes politiques d'exception, qui ont d'ailleurs rarement défendu la cause des femmes, les fonctions exécutives ou d'élus restent des bastions masculins. Citons toutefois les héritières politiques du père ou du mari: Sirimavo R. D. Bandaranaike, la première femme Premier ministre au monde de 1965 à 1970 au Sri Lanka; Indira Gandhi, Premier ministre de l'Inde de 1966 à 1977 puis de 1980 à son assassinat en 1984; Corazón Aquino, «la madone des Philippines» au pouvoir de 1986 à 1992; Benazir Bhutto, «la reine du Pakistan» Premier ministre de 1988 à 1990 puis de 1993 à 1996, et les *self-made women* : Golda Meir (illustration 56), «la grand-mère d'Israël» Premier ministre de 1969 à 1974 et Margaret Thatcher, «la dame de fer» qui dirigea le Royaume-Uni de 1979 à 1990. De fait, seule une politique volontariste de quotas, inaugurée dans les

De fait, seule une politique volontariste de quotas, inaugurée dans les années 1980 par les États scandinaves, qui leur ont aussi confié les plus hautes fonctions exécutives (l'ancienne Première ministre de Norvège Gro Harlem Brundtland est devenue en 1998 directrice de l'OMS), permet d'augmenter de façon significative la représentation des femmes dans les assemblées. L'exemple a été suivi dans la décennie suivante par plusieurs États d'Afrique et d'Asie dont l'Inde, où désormais un tiers des sièges aux conseils de villages et municipalités sont réservés aux femmes, et par la France qui s'est engagée sur la voie de la parité (égal accès des hommes et des femmes). Cette dynamique est positive mais au-delà de la politique électorale, c'est l'*empowerment* des femmes, leur prise de pouvoir sur leur vie qui construira le monde du XXI° siècle, un monde incertain mais peut-être plus égalitaire entre les sexes, plus sensible au partage des richesses, plus ouvert à la mixité des espaces, des pouvoirs et des cultures. Le XX° siècle a ouvert la voie ici et là et a montré que rien n'est jamais acquis. Aux femmes et aux hommes de demain de poursuivre dans cette voie avec obstination et vigilance.

NOTES

- 1. Voir les actes des XVII^e, XVIII^e et XIX^e Congrès internationaux des sciences historiques (Madrid, 1990, Montréal, 1995, Oslo, 2000).
- 2. Illustrée par exemple en France par Catherine Coquery-Vidrovitch, auteur de nombreux travaux sur l'Afrique en français et en anglais.
- 3. J'ai présenté cette théorie dans un ouvrage dédié au XX° siècle dans une collection portant le nom d'*Histoire des femmes en Occident*, Paris, Plon, 1992.
- 4. En France, par exemple, au moment de la libération de 1945. Voir: Virgili, 2000.
- 5. Il existe de nombreux rapports dressés par des ONG, l'UNESCO et l'ONU. Voir en français les articles de V. Nahum-Grappe.
- 6. Par exemple, l'Indonésie l'est, du point de vue de la population en général et de la condition des femmes en particulier, pas l'Iran ou l'Afghanistan, même si ces trois pays sont musulmans. De même, les pays catholiques connaissent des situations contrastées.
- 7. De nombreux articles parurent dans les journaux et revues au moment des conférences internationales sur les femmes. L'article suivant offre un aperçu de cette époque: Procacci et Rossili, 1997, p. 827–859.
- 8. Le principe de *mainstreaming* est mis en œuvre aussi par les institutions européennes.
- 9. La transition démographique est définie par les démographes comme une période charnière entre le régime démographique traditionnel (taux élevés de natalité et de mortalité) et le régime démographique moderne (les deux taux sont faibles); pendant cette période, la mortalité baisse avant la natalité et la croissance de la population est forte.
- 10. Chaque année dans le monde, plus de 500 000 femmes dont 30 % d'adolescentes décèdent à la suite d'une grossesse ou d'une maternité, plus de 100 000 à la suite d'avortements pratiqués dans de mauvaises conditions.
- 11. Voir Marshall, 1950. Selon le modèle de Marshall qui correspond à la situation britannique, les droits sont obtenus dans l'ordre suivant: civils, politiques, sociaux.

BIBLIOGRAPHIE

- BARRAK A., MULLER B. 1996. Femmes et guerres. Dans: *Confluences Méditerranée*, n° 17, Paris, L'Harmattan.
- BISILLIAT J., VERSCHUUR C. (dir. publ.). 2000. *Le Genre : un outil nécessaire. Introduction à une problématique* (Cahiers genre et développment, n° 1), Paris, L'Harmattan.
- Burguiere A., Klapisch-Zuber C., Segaln M., Zonabend F. (dir. publ.). 1986. *Histoire de la famille, vol. 2: Le choc des modernités*, Paris, Armand Colin.

Les femmes 229

CHARBIT Y. (dir. publ.). 2001. La population des pays en développement, Paris, La Documentation française.

- COQUERY-VIDROVITCH C. 1994. Le Africaines: Histoire des femmes d'Afrique noire du XIX^e au XX^e siècle, Paris, Desjonquères.
- Defossez A. C., Fassin D., Viveros M. (dir. publ.). 1992. *Mujeres de los Andes. Condiciones de vida y salud*, Bogota, Universidad Externado de Colombia/IFEA.
- Dubois E. C., Ruiz V. L. (dir. publ.). 1990. *Unequal Sisters: A Multicultural Reader in U.S. Women's History*, New York/Londres, Routledge.
- FAURE C. (dir. publ.). 1998. *Encyclopédie politique et historique des femmes*, Paris, PUF.
- FISCHER J. 1989. Mothers of the Disappeared, Londres, Zed Books.
- FUKUMOTO H. 1997. Femmes à l'aube du Japon moderne, Paris, Des Femmes.
- GREENSPAN K. 1994. The Timetables of Women's History: A Chronology of the Most Important People and Events in Women's History, New York, Simon & Schuster.
- HÉRITIER F. 1996. *Masculin/féminin, la pensée de la différence,* Paris, Odile Jacob.
- KARL M. 1995. Women and Empowerment: Participation and Decision-Making, Londres, Zed Books.
- KEITA A. 1975. La vie d'Aoua Keita racontée par elle-même, Paris, Présence Africaine.
- LANEYRIE-DAGEN N., MARSEILLE J. (dir. publ.). 1993. Les grands événements de l'histoire des femmes, Paris, Larousse.
- MARSHALL T. H. 1950. *Citizenship and Social Class*, Cambridge, Cambridge University Press.
- MONREYNAUD F. (dir. publ.). 1995. Le XX^e siècle des femmes, Paris, Nathan.
- NANDA B. R. (dir. publ.). 1976. *Indian Women: From Purdah to Modernity*, New Delhi, Vidas.
- ONU. 1955. From Nairobi to Beijing: Report of the Secretary-General, New York, ONU.
- ONU. 1996. The United Nations and the Advancement of Women, 1945–1995, New York, ONU.
- ONU. 1995. The World's Women 1995: Trends and Statistics, New York, ONU.

- PNUD. 1995. *Human Development Report*, Oxford, Oxford University Press.
- PRESLEY C. A. 1992. Kikuyu Women, the Mau Mau rebellion and Social Change in Kenya, Boulder (Colorado), Westview Press.
- Procacci G., Rossili M. G. 1997. La construction de l'égalité dans l'action des organisations internationales. Dans: Fauré C. (dir. publ.), *Encyclopédie politique et historique des femmes*, Paris, PUF.
- SARNER É. 2000. *Mères et «folles » sur la place de Mai. Argentine 1976–2000*, Paris, Desclée de Brouwer.
- SEAGER J. 1997. The State of Women in the World Atlas, Londres, Penguin Books.
- THEBAUD F. (dir. publ.). 1994. *Toward a Cultural Identity in the Twentieth Century*, vol. 5 (Série éditée par DUBY G. et PERROT M., traduction par GOLDHAMMER A.), Cambridge (Massachusetts), Harvard University Press.
- VERON J. 1997. Le monde des femmes. Inégalité des sexes, inégalité des sociétés, Paris, Seuil.
- VIRGILI F. 2000. La France « virile ». Des femmes tondues à la Libération, Paris, Payot.
- WANG Z. 1999. Women in the Chinese Enlightenment: Oral and Textual Histories, Berkeley/Los Angeles, University of California Press.
- Young M. B. (dir. publ.) 1973. Women in China: Studies in Social Change and Feminism (Michian Monographs in Chinese Studies, vol. 15), Ann Arbor (Michigan), Center for Chinese Studies at the University of Michigan.

François Dubet

Introduction

Bien que tout le monde ait été jeune un jour, cela ne signifie pas que la jeunesse a toujours été définie de la même manière dans toutes les sociétés et à tous les moments de l'histoire. La jeunesse n'est pas vécue de la même façon dans les différents contextes historiques et sociaux. Notre conception actuelle de la jeunesse est relativement récente: elle découle de l'allongement de la durée des études, du relâchement des structures sociales et de l'interaction entre une culture de masse jeune et un marché de masse jeune. Paradoxalement, c'est dans les sociétés occidentales, où ils sont peu nombreux, que les jeunes sont indépendants et mieux considérés, au point de jouer parfois un rôle déterminant au sein de la société.

L'avènement de l'ère moderne a donné à la jeunesse une importance toute particulière. Dans les sociétés dominées par les bouleversements sociaux, les jeunes ont été associés à l'idée d'un futur meilleur et à la fois à celle de la décadence. La définition que l'on donne de la jeunesse relève plus souvent de l'idéologie et de l'imagination que de la réalité. C'est dans la jeunesse que la plupart des peurs et des aspirations d'une société se projettent. C'est pourquoi la jeunesse, en tant que catégorie, doit être considérée selon une perspective historique; ses modes de conduite et de comportement doivent être examinés à la lumière des phases et des étapes du développement social.

L'adolescence et la jeunesse

La jeunesse est à la fois un fait biopsychologique, et dans ce cas il vaut mieux parler d'adolescence, et un fait social, c'est-à-dire la jeunesse à proprement parler.

L'adolescence est une période de maturation physique, psychologique, émotionnelle et cognitive. Il s'agit de la phase de transition entre l'enfance et l'âge adulte, entre l'âge de la dépendance et celui du passage au statut d'adulte autonome et responsable. Toutes les sociétés connues doivent faire face à l'adolescence; la plupart d'entre elles considèrent que c'est une période d'incertitude et de doute durant laquelle les individus sont confrontés à une crise identitaire, souvent due au contraste existant entre d'une part leurs capacités physiques et intellectuelles et d'autre part leur statut de mineur au sein de la société. Les individus se défont naturellement des liens de fidélité et d'obéissance qui les attachent à leurs aînés, tout en réclamant une nouvelle autonomie. À travers l'attachement à leurs pairs, ils découvrent leur pouvoir et leur indépendance. En termes psychanalytiques, cette étape de leur vie est censée correspondre à une résurgence du complexe d'Œdipe qui perturbe leur identité et l'image qu'ils ont d'eux-mêmes. Dans bien des sociétés traditionnelles, l'adolescence est donc entravée et limitée, ponctuée par des rites de passage marquant sa fin et le début de l'âge adulte. Les rites de passage sont des cérémonies qui, précisément, transforment les adolescents et les adolescentes en adultes. Le but des tournois de chevalerie au Moven Âge, des changements de noms de famille et des épreuves d'initiation lors desquelles les adolescents apprennent les secrets des adultes, est de réduire et de contrôler la période d'adolescence, tout en assurant un passage harmonieux à un état adulte, prévisible et déjà défini, porteur d'une image précise des comportements sexuel et professionnel. Bien souvent rassurés par la certitude qu'ils ne bouleversent pas l'ordre social, les sociétés traditionnelles tolèrent certains excès de la part des jeunes.

La notion de jeunesse, au sens strict du terme, apparaît lorsque l'étape intermédiaire entre l'enfance et l'âge adulte se prolonge et se dissocie de l'adolescence à proprement parler. Dans les sociétés modernes, où l'on est considéré comme un jeune jusqu'à l'âge de vingt-cinq ans environ, la jeunesse apparaît dans toute son ampleur car les individus ne sont plus envisagés selon leur situation psychobiologique mais seulement en fonction de leur situation sociale. Un jeune adulte vivant il y a cent ans, par exemple, serait aujourd'hui considéré comme un jeune. L'âge auquel une personne commence à travailler ou se marie augmente donc au fur et à mesure que les sociétés se développent. La jeunesse est née de la modernité, puisque cet allongement d'un âge intermédiaire dans le cycle de la vie est dû à des facteurs économiques et sociaux. Dans les sociétés modernes, la période de scolarité est devenue de plus en plus longue; dans un grand nombre d'entre elles, la moitié de la population poursuit ses études au-delà de l'âge de vingt ans. En réalité, dans bien des pays, toute personne de moins de trente ans est considérée comme «jeune». La période d'incertitude liée à la jeunesse ne cesse de s'allonger. En outre, les sociétés d'«ascription» ont cédé

la place à des sociétés de «réussite», le statut des individus n'étant plus entièrement hérité, déterminé par une destinée immuable, mais acquis par l'individu durant cette longue période de formation appelée jeunesse. Dans les sociétés modernes, les individus ne deviennent pas médecins ou hommes d'affaires parce qu'ils sont enfants de médecins ou d'hommes d'affaires, mais parce qu'ils ont acquis les qualifications nécessaires pour le devenir. Même si les chances d'obtenir un statut ou un autre sont largement inégalitaires, il n'en est pas moins vrai qu'un individu construit son propre statut d'adulte. Il en va de même pour le choix d'un mari ou d'une femme. Avec le déclin des mariages arrangés, chacun constitue sa famille dans un cadre social objectif. Ainsi, on distingue deux dimensions caractéristiques de la jeunesse: l'incertitude d'une part et le besoin de se projeter dans le futur d'autre part. Aujourd'hui, pour des raisons démographiques et sociales, la jeunesse est en constante évolution au sein de toutes les sociétés engagées dans un processus de développement, comme on peut le constater à travers l'internationalisation de la culture jeune et les manifestations étudiantes en Chine, en Corée, au Japon et en Amérique latine. La jeunesse commence donc à s'étendre au-delà des limites de son cadre moderne occidental.

L'histoire de la sociologie de la jeunesse coïncide assez précisément avec l'allongement de la jeunesse elle-même. Ce type de sociologie s'est développé et a évolué avec l'extension des périodes de jeunesse et de formation, le retardement de l'entrée dans la vie active et l'incertitude grandissante qui y est liée, ainsi qu'avec la prolifération des débats politiques sur la jeunesse et la formation. La sociologie de la jeunesse est, toutefois, très souvent liée à d'autres sujets: la jeunesse et la délinquance, la jeunesse et l'école, la jeunesse et le travail, la jeunesse et la culture, la jeunesse et la politique, la jeunesse et la famille, la jeunesse et la mobilité, etc.

Une étude générale (Galland, 2001) très détaillée, claire et documentée sur la sociologie de la jeunesse s'inscrit dans cette perspective, la jeunesse étant une expérience extrêmement variée. À une exception près, celle du problème anthropologique de l'adolescence, la sociologie de la jeunesse correspond à tous les domaines de la sociologie qui traitent de la jeunesse. La branche qui pourrait constituer l'objet spécifique de la sociologie de la jeunesse, c'est-à-dire les relations entre les générations, ne représente qu'une fraction de ces études. La jeunesse est plutôt perçue comme une «condition» définie par la nature des domaines, des institutions et des politiques au sein desquels elle peut être étudiée.

On peut dresser le tableau des différentes manifestations de la jeunesse ou des problèmes l'affectant selon le contexte général dans lequel ils se développent. Dans la mesure où la jeunesse est associée à la modernité et au développement, ces derniers sont les supports qui doivent être pris en compte.

L'avènement des sociétés industrielles

La jeunesse a longtemps été le privilège des classes dominantes, qui pouvaient différer leur entrée dans le monde du travail et se permettre une longue période de formation. La jeunesse a rencontré ses premiers problèmes avec l'avènement de la société industrielle et des nations modernes. Les années 1930 ont été marquées, tout particulièrement aux États-Unis, par des travaux majeurs qui n'étaient pas liés directement à la jeunesse mais plutôt aux gangs et à la marginalité urbaine. La jeunesse est ainsi devenue l'un des objets de la sociologie urbaine, autrement dit de la sociologie des processus de crise et de changement déclenchés par la modernisation. La jeunesse était le révélateur de ces mécanismes car c'est au cours de leur jeunesse que les groupes immigrants ont commencé à pénétrer la culture et la société américaines de plusieurs facons. Un grand nombre d'études célèbres (Thrasher, 1927; Whyte, 1943) ont élaboré des modèles pour l'interprétation du comportement des jeunes en termes de désorganisation sociale, de mutations migratoires et de vie urbaine. Les bandes (ou gangs) et la sociabilité des jeunes dans les grandes villes étaient des formes de solidarité; cette solidarité fournissait aux jeunes des ressources qui leur permettaient de survivre et de se forger une identité lorsqu'ils étaient coincés entre cultures traditionnelles et sociétés modernes. Beaucoup d'études sur la jeunesse immigrante reflètent souvent involontairement cette tradition et cette sensibilité. On doit bien garder à l'esprit le fait qu'aujourd'hui un grand nombre de jeunes doivent faire face aux épreuves de l'acculturation sociale. C'est le cas des jeunes Arabes, Africains, Jamaïcains et Mexicains en Europe et en Amérique du Nord, qui incarnent les problèmes sociaux les plus importants de la jeunesse. C'est en fonction d'eux que les capacités d'intégration des sociétés industrielles et de leurs institutions sont évaluées. C'est également au regard de la jeunesse que l'on s'interroge à présent sur la façon dont on devient anglais, américain, canadien ou français. C'est à travers eux que se pose aujourd'hui la question de savoir si les sociétés modernes sont des sociétés d'intégration ou des sociétés de minorités. En premier lieu, la bande est l'une des étapes menant à l'intégration; en second lieu, c'est l'expression d'une communauté qui vit en marge de la société majoritaire.

En général, les sociologues notent une forte tension entre une grande aptitude à l'assimilation culturelle, due au poids de la culture de masse, et une très faible intégration économique, due au maintien des pratiques ségrégationnistes. Dans les quartiers déshérités des pays anglophones ou dans les banlieues pauvres d'Amérique latine, la révolte gronde parmi les jeunes qui veulent être intégrés mais qui ne peuvent pas tous être absorbés par les puissances occidentales.

Parmi les problèmes que rencontre la jeunesse, beaucoup touchent au développement. On voit la jeunesse comme un groupe touché par les pro-

blèmes sociaux et frappé par le chômage, en raison des jeunes impliqués dans les émeutes urbaines et dans les égarements de la déviance et de la drogue. Dans la plupart des sociétés développées, les mesures en faveur de la jeunesse se sont transformées en politiques sociales et éducatives visant à montrer comment les jeunes peuvent être intégrés et formés pour produire, à l'heure où les anciennes cultures sont devenues inadaptées. La postmodernité des sociétés postindustrielles a beau fasciner, il ne faut pas oublier qu'une grande partie de l'humanité est confrontée aux problèmes de l'entrée dans la société urbaine industrielle.

La jeunesse, la société de masse et la société de la culture jeune

La jeunesse a seulement commencé à occuper le devant de la scène en tant qu'objet spécifique de la sociologie dans les années 1950 et 1960, années qui ont été marquées par «l'émergence de la jeunesse» et par l'apparition, dans tous les pays occidentaux, de jeunes d'un type totalement nouveau appartenant à la classe moyenne instruite. Plusieurs faits ont alors inévitablement attiré l'attention, tels que l'extension de la jeunesse à plusieurs groupes sociaux, l'allongement de la durée de la jeunesse et l'émergence de la culture jeune comme l'une des images de la modernité culturelle. Être moderne, c'était être «jeune». Les travaux de Parsons (1963) et d'Eisenstadt (1956) sont le reflet de cette période, de même que celui d'Erikson (1972) dans le domaine de la psychologie de la jeunesse. Ils ont insisté sur l'importance de cette période de la vie au cours de laquelle la personnalité devient plus autonome et se détache des anciennes valeurs. C'est pourquoi la jeunesse est toujours perçue comme «dangereuse» à différents degrés par de larges pans de la société. Une fois encore, on identifiait la jeunesse à la modernité, celle des classes moyennes avec leurs études à rallonge, qui étaient exposées aux médias et qui défendaient les valeurs de l'indépendance personnelle et de l'accomplissement de soi. La culture jeune est apparue comme un moyen de définir la «société adolescente » (Coleman, 1961). Elle a imposé sa propre identité collective et son conformisme, différent de celui des adultes, lors d'une période qui a frôlé un conflit des générations. Cette culture de la jeunesse était considérée comme une forme de socialisation à une période de la vie marquée par une ambiguïté dans la loi et le report des engagements de l'âge adulte. C'était une façon de gérer les tensions et les «crises» d'une jeunesse que la modernité était en train d'établir et de prolonger. L'image de la jeunesse a alors porté toute l'ambiguïté attribuée aux bouleversements sociaux. Toutefois dans les pays où la population diminuait, l'image de la jeunesse est demeurée dans l'ensemble positive.

Depuis le lancement du premier disque de *rock'n roll*, la culture jeune est devenue l'un des emblèmes du paysage culturel. La grande majorité des jeunes font partie de cette culture, qui permet aux individus de s'identifier par leur style, leurs goûts, leur habillement et le reste. Appartenir à une génération constitue un élément essentiel de l'identité. Dans une large mesure, cette culture jeune est véritablement la première culture mondiale. Elvis Presley, les Beatles (illustration 57), les Rolling Stones et bien d'autres sont devenus les stars d'une culture universelle répandue dans tous les pays occidentaux mais qui traverse aussi les frontières des anciens pays communistes et les barrières de la pauvreté du tiers-monde. Bien évidemment, cette culture n'est pas homogène. Elle prend des formes nationales à travers la création de styles musicaux spécifiques, comme le *raï* dans les pays arabes. Cette culture est aussi très différente d'un groupe social à l'autre, chacun d'entre eux se distinguant par ses goûts et ses préférences. Tous les jeunes ne s'habillent pas de la même façon, mais un style d'habillement et de consommation jeune s'est érigé en règle. En l'espace de quelques décennies, la mode jeune s'est développée jusqu'à devenir un large marché économique et culturel. Des dizaines de millions de jeunes écoutent de la musique rock, des centaines de milliers en jouent eux-mêmes, tandis que cette culture de masse est également devenue un moyen d'exprimer les sentiments et les expériences d'un groupe activement engagé dans la société. Il s'agit d'une culture optimiste et hédoniste dans les années 1960, marquée par un esprit de révolte dans les années 1970, désespérée et violente dans les années 1980. La culture jeune n'est pas seulement le résultat des stratégies commerciales de grandes entreprises. C'est aussi une forme d'expression autonome. Ce n'est donc pas sans raison que les régimes autoritaires l'ont toujours regardée avec méfiance. Elle a été associée à tous les événements majeurs des quarante dernières années.

La sociologie de la délinquance juvénile a également évolué sur la période durant laquelle la jeunesse s'est établie en tant que phénomène de masse collectif. C'est la théorie de R. Merton sur la déviance qui a prévalu parmi les interprétations des sociologues à cette époque. Il considérait la déviance juvénile comme le produit des tensions entre une culture de masse démocratique, qui exigeait de chacun l'épanouissement et la réussite, et une structure sociale qui bloquait les individus dans leurs environnements et ne leur offrait aucune chance de pouvoir changer de vie. Les problèmes de la jeunesse étaient donc la plus forte expression de la tension existant entre l'inégalité sociale et l'idéal démocratique. La sociologie de la jeunesse pourrait être définie dans ce contexte comme l'analyse des affrontements entre la jeunesse et les structures sociales conçues pour être des structures

d'opportunité (Cloward et Ohlin, 1960). La délinquance juvénile, telle qu'elle est incarnée par les Hell's Angels, les Rockers, les «Hooligans» soviétiques et les Teddy Boys, n'était pas vue comme un effet de désorganisation sociale mais comme le résultat de la rivalité entre une structure sociale rigide, et ce tout particulièrement pour la classe ouvrière, et une culture de masse qui a fait du mode de vie des classes moyennes l'aspiration de chacun. En France, l'avènement de la jeunesse en tant que phénomène de masse dans les années 1960 a débouché sur un certain nombre d'études, dont les articles bien connus de Morin sur la culture jeune (1966). Ces travaux doivent être mis en rapport avec des approches plus structurelles ayant remis en question l'image d'une culture jeune de masse étant donné les différences de classe qui ont continué à organiser la jeunesse. Ce débat se trouvait au cœur de la sociologie de la jeunesse durant ces années de modernisation culturelle, incarnée par les teenagers évoluant dans une structure sociale rigide héritée de la «vieille» société.

La jeunesse est-elle un mouvement social?

Mai 68 à Paris (illustration 58) et les mouvements de protestation dans les universités américaines ont marqué un tournant dans la sociologie de la jeunesse, en l'associant à la sociologie des mouvements et des bouleversements sociaux. Les jeunes étaient-ils de nouveaux acteurs sur la scène culturelle et sociale? L'image de jeunes consommateurs d'une culture de masse adulant la société de consommation a été remplacée par celle de la jeunesse critique et combative des grandes manifestations contre la guerre du Viêt Nam, de la jeunesse de la contre-culture de Woodstock appelant à la fraternité et à un retour à la nature (illustration 59), et de la jeunesse politisée et radicale en Allemagne, en France et en Italie qui a régné dans les universités, berceaux des nouveaux mouvements sociaux dans les années 1980. Il ne faut pas oublier tous les concerts de rock et les grands rassemblements qui ont parfois servi à exprimer l'opposition aux régimes autoritaires. Pendant quelques années, la sociologie de la jeunesse était celle de la contre-culture, la sociologie des essais plutôt que des études empiriques et la sociologie des mouvements étudiants. Des noms comme Margaret Mead (1971), K. Keniston (1965, 1968), A. Touraine (1968) et G. Vincent (1974) illustrent ce type de remise en cause. Deux grandes questions se posaient alors dans les sociétés occidentales. La jeunesse était-elle une force sociale capable de transformer la culture des sociétés industrielles? C'était l'hypothèse avancée par Margaret Mead, qui soutenait qu'étant donné son incertitude et son faible niveau d'intégration, la jeunesse était en train de construire de nouvelles utopies et de se développer en marge de la culture des économies et du travail dans les sociétés industrielles capitalistes. C'était ce qui mènerait aux valeurs postmatérialistes. Ou bien la jeunesse était-elle un nouvel acteur sur la scène politique, capable de reprendre le flambeau de la protestation abandonné par le mouvement des travailleurs, comme l'affirmait H. Marcuse? C'était l'avis des mouvements de gauche, dont certains en Allemagne et en Italie ont basculé vers le terrorisme.

Reste un paradoxe: alors que la jeunesse est devenue un élément essentiel des sociétés contemporaines, elle semble relativement désorganisée. Les plus grands mouvements de jeunesse, culturels, confessionnels ou politiques qui ont eu de fortes répercussions jusqu'aux années 1950 sont à présent incapables de rassembler les masses de jeunes, qui sont pourtant toujours prêts à agir. Doit-on le déplorer ou s'en réjouir? On peut le déplorer car, dans les sociétés contemporaines, un individu peut se sentir «seul au milieu d'une foule», et nombreux sont les jeunes à souffrir de l'absence de valeurs morales et de l'isolement. Le suicide est l'une des causes de décès les plus fréquentes parmi les jeunes. Or, on peut également s'en réjouir, car de nombreux mouvements jeunes étaient souvent liés à de grands partis autoritaires, sans être de véritables mouvements de jeunesse puisqu'ils étaient manipulés. Les jeunes ressentent, plus que les adultes, le poids et l'attrait de la modernité, la solitude étant le revers de la médaille de l'autonomie individuelle.

LES ANNÉES DE CRISE

Après les années de consumérisme et de critique viennent les années de crise, qui ont tout d'abord affecté les jeunes, ces derniers étant au cœur des changements se produisant dans les systèmes éducatifs et productifs.

Dans toutes les sociétés occidentales, la durée de la jeunesse a continué à s'allonger dans des proportions variables, selon l'importance accordée aux études supérieures tout particulièrement. Pour des raisons positives liées à la reconnaissance de l'autonomie des jeunes, et pour des raisons négatives liées à l'instabilité des premiers emplois, la jeunesse s'étend bien au-delà de la période de l'adolescence. À ce sujet, on peut parler d'une «juvénilisation» des sociétés modernes. L'allongement de la durée de la jeunesse n'est plus uniquement le privilège des classes moyennes et des étudiants. On n'a cessé d'accorder de plus en plus de valeur à la jeunesse, ce qui a affecté la définition des différents âges de la vie. L'évolution croissante du système éducatif est largement liée à ce phénomène. Historiquement, le développement de la jeunesse apparaît comme un phénomène de masse. On observe également un

relâchement des rites de passages ou une émergence de rites de substitution que l'on ne peut plus considérer comme de véritables rites à part entière. La jeunesse est précieuse. C'est l'époque de l'expérimentation personnelle, de la vie en couple, du passage par plusieurs emplois et d'une certaine liberté associée à l'«irresponsabilité» de la jeunesse. Cependant, en raison du chômage, de l'instabilité de l'emploi et de la dévalorisation des diplômes en termes de rentabilité, la jeunesse est également devenue plus longue parce qu'il est de plus en plus difficile de devenir adulte. La nouvelle sociologie de la jeunesse s'est penchée sur l'étude des manières dont on entre dans l'âge adulte, dont on trouve son premier travail et des moyens dont on dispose pour le faire. On a souvent associé les études aux politiques sociales sur la jeunesse, à leur intérêt en particulier pour les cohortes de jeunes qui ont enchaîné stages sur formations. De nombreux travaux ont mis en valeur les nouvelles étapes de ce moratoire de l'adolescence, avec les nouvelles phases de la cohabitation familiale et les fréquents changements d'emploi (Galland, 1984). Des stratégies de l'essai ou de l'erreur sont devenues un passage obligé de la cohabitation juvénile, précédant un mariage tardif et le retardement des naissances. Dans ce domaine également, les caractéristiques «traditionnelles» de la jeunesse moderne ont été renforcées. La dépendance par rapport aux institutions et à la famille s'est aussi affirmée, contribuant au «brouillage» des relations intergénérationnelles. Beaucoup de jeunes sont en fait des êtres qui n'arrivent pas à atteindre l'âge adulte. Ainsi, dans les pays où l'on a pu observer une très forte expansion de l'enseignement supérieur, comme aux États-Unis ou en France, on consacre de plus en plus de temps à ses études afin d'obtenir un diplôme universitaire assurant une protection face au chômage ou garantissant un statut doté d'une certaine respectabilité. Dans certains cas, une sorte de prolétariat étudiant se développe : pour eux l'université s'avère n'être qu'un passeport pour aller grossir les rangs de ceux qui pointent déjà au chômage. À cet égard, les situations varient beaucoup d'un pays à l'autre, même si, dans l'ensemble, le taux de chômage des jeunes, à l'image de celui des femmes et pour les filles plus que pour les garçons, est extrêmement élevé. Bien des jeunes ont la sensation que la société leur ferme ses portes en les forçant à rester jeunes.

On ne peut évoquer la sociologie de la jeunesse sans se référer aux travaux sur la socialisation politique des jeunes (Percheron, 1989). L'affiliation politique est loin d'être un processus qui se déclenche automatiquement. La nature de l'expérience de la jeunesse elle-même exerce une influence lorsque l'on a un choix politique à faire. On a remarqué que les jeunes changent de préférences électorales plusieurs fois avant de stabiliser leur choix. Bien évidemment, cela n'entraîne

pas une homogénéité du vote chez les jeunes. Les formes d'engagement ont changé et les jeunes constituent une masse d'individualités. Le retrait de la politique ne correspond en aucun cas à un recul de l'action collective, comme le met en évidence l'étude des mouvements lycéens et étudiants en France, toujours prêts à agir mais dont l'engagement semble se fonder beaucoup plus sur des valeurs que sur une idéologie (Dubet, 1991; Lapeyronnie et Marie, 1992). À l'heure où la jeunesse, moins engagée, échappe au contrôle d'une jeune intelligentsia hyperpolitisée, d'autres formes d'implication dans l'action collective semblent se développer sur la base de problèmes à la fois plus personnels et plus moraux. La sociologie de la jeunesse est liée à l'étude des cultures postmatérialistes, comme le montre la sensibilité des jeunes face à des causes humanitaires, écologiques et face à la lutte contre le sida. Par ailleurs, les jeunes peuvent parfois exprimer violemment leur peur de voir les communautés traditionnelles et nationales détruites par la modernisation et la mondialisation des échanges et de la communication. Certains se convertissent en skinheads et, avec des degrés de tolérance variables, adoptent une idéologie d'extrême droite.

La montée des problèmes de marginalisation a conduit à une profusion de recherches sur les jeunes les plus désavantagés, c'est-à-dire ceux qui appartiennent aux classes les plus démunies, en particulier les jeunes issus de l'immigration. Dans le cas présent, les jeunes sont au cœur du problème social. Dans les représentations collectives, ils incarnent les difficultés engendrées par la crise économique, les transformations urbaines et les effets de l'éducation de masse. En général, il y a deux manières de voir le problème. L'une, qui est une approche anthropologique, s'attache aux processus d'acculturation et à la crise culturelle traversée par les jeunes issus de l'immigration. Le thème de l'«ethnicité» et de l'affirmation des identités culturelles et sociales fondées sur la communauté au cœur même des sociétés modernes s'est donc développé. Comme ces jeunes ne peuvent devenir partie intégrante de la société, ils se retirent dans une sous-culture d'identité et de conflit dont le rap et le reggae sont les manifestations les plus connues. L'autre approche en revanche souligne les tensions créées par les «conflits» entre la très forte assimilation culturelle des jeunes immigrés et le haut degré d'exclusion sociale à laquelle ils sont soumis. Cette seconde vision insiste sur les aspects de colère et de révolte parmi les jeunes issus de l'immigration et sur la formation de la «marginalité», qui apparaît comme une nouvelle forme de conscience populaire à l'heure où la classe ouvrière traditionnelle est en déclin.

LA JEUNESSE DANS LE MONDE

La situation, telle qu'elle vient d'être présentée, ne se rencontre que dans les sociétés développées industrialisées ou postindustrialisées. Dans les autres régions du monde, les jeunes représentent la majorité de la population. Cependant, la jeunesse ne recouvre pas les mêmes réalités pour tous. Certains jeunes, appartenant aux classes moyennes et dominantes, s'identifient à la jeunesse occidentale. Ils essaient de lui ressembler et de se comporter comme elle, rencontrant souvent les mêmes problèmes, comme ceux ayant trait à l'allongement de la durée des études et au développement de l'enseignement supérieur. Les autres, plus nombreux, ont une expérience totalement différente de la jeunesse. Ils continuent à devoir travailler très tôt et sont entravés par des structures et des traditions qui limitent sérieusement leur autonomie, tout particulièrement en ce qui concerne le choix d'un conjoint, la liberté culturelle et leur capacité d'innovation. Ces jeunes, qui représentent sans doute une majorité, sont en réalité privés de leur jeunesse. Ils constituent souvent un prolétariat dans le prolétariat (illustration 60). Ils sont de plus en plus sujets à une exploitation économique débridée, luttent pour survivre et en arrivent parfois à des situations de dépendance et de pauvreté telles qu'ils n'ont que leur corps à vendre.

Ne perdons pas de vue le fait que l'émergence de la jeunesse en tant qu'expérience individuelle, crise et tension, demeure en grande partie le «privilège» de sociétés suffisamment développées. Pour les autres, la jeunesse est soit une brève étape dans leur vie, soit l'époque où l'exclusion de la société dont ils souffrent se trouve accentuée.

Conclusion

Depuis une vingtaine d'années, on assiste donc à un revirement au regard de l'optimisme des années de croissance et de libération personnelle et collective. Une jeunesse en crise supplante peu à peu la jeunesse «moderne» des années 1960 et la jeunesse postsoixante-huitarde «critique». La sociologie de la jeunesse est liée à la sociologie de la déviance et à la sociologie urbaine; beaucoup plus que la science des bouleversements culturels et sociaux, elle est en train de devenir celle des problèmes de la société elle-même.

La sociologie de la jeunesse a considérablement évolué, à tel point qu'un court résumé des travaux publiés dans ce domaine ne suffirait pas. Les mécanismes d'entrée dans la vie active et l'étude sociologique des différents groupes d'âge sont des sujets auxquels on a accordé la plus haute attention; peu à peu, on en sait plus. L'âge, le sexe et les définitions

culturelles de l'identité vont revêtir plus d'importance à mesure que les barrières juridiques traditionnelles vont s'ébranler et que la période de la jeunesse va continuer de s'allonger. Parallèlement toutefois, la jeunesse devient une sorte de figure centrale dans l'expérience sociale car, comme ses limites s'estompent, les caractéristiques de l'incertitude juridique et les particularités du «passage» à l'âge adulte transcendent l'expérience de la jeunesse elle-même. L'âge adulte n'est plus désormais la seule référence

BIBLIOGRAPHIE

BAUDELOT C., ESTABLET R. 1992. Allez les filles!, Paris, Seuil.

BAUDELOT C. 1998. La jeunesse n'est plus ce qu'elle était: les difficultés d'une description. Dans: *Revue Économique*, vol. 39, n° 1, janvier 1988, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, p. 189–224.

BOURDIEU P. et al. 1993. La misère du monde, Paris, Seuil.

- CHAMBOREDON J.-C. 1966. La société française et sa jeunesse. Dans: DARRAS J. P. (dir. publ.), *Le partage des bénéfices*, Paris, Éditions de Minuit, p. 156–175.
- 1985. Adolescence et post-adolescence : la «juvénilisation». Remarques sur les transformations récentes des limites et de la définition sociale de la jeunesse. Dans : ALLEON A. M., MORVAN O., LEBOVICI S. (dir. publ.), *Adolescence terminée, adolescence interminable*, Paris, PUF.
- CLOWARD R. A., OHLIN L. E. L. 1960. *Delinquency and Opportunity*, New York, The Free Press.

COLEMAN J. S. 1961. The Adolescent Society, New York, The Free Press.

DUBET F. 1987. La galère, jeunes en survie, Paris, Fayard.

— 1991. Les lycéens, Paris, Seuil.

EISENSTADT S. N. 1956. From Generation to Generation, Glencoe (Illinois), The Free Press.

ERIKSON E. H. 1972. Adolescence et crise, Paris, Flammarion.

- GALLAND O. 1983. Représentations du devenir et reproduction sociale : le cas des lycéens d'Elbeuf. Dans : *Sociologie du travail*, n° 3, France, Elsevier, p. 399–417.
- 1984. *Précarité et entrées dans la vie.* Dans : *Revue française de sociologie*, vol. 25, p. 49–66.

— 2001. Sociologie de la jeunesse : L'entrée dans la vie (Série : Sociologie), Paris, Armand Colin.

- GRIGNON C. 1971. L'ordre des choses, Paris, Éditions de Minuit.
- KENISTON K. 1965. *The Uncommitted: Alienated Youth in American Society*, New York, Harcourt Brace.
- 1968. Young Radicals, New York, Harcourt Brace.
- LAPASSADE G. 1965. L'entrée dans la vie, Paris, Éditions de Minuit.
- LAPEYRONNIE D. 1987. Assimilation, mobilisation et action collective chez les jeunes de la seconde génération de l'immigration maghrébine. Dans: *Revue française de sociologie*, vol. 28, n° 2, p. 287–318.
- MARIE J.-L. 1992. Campus blues, Paris, Seuil.
- MANNHEIM K. 1990. Le problème des générations, Paris, Nathan.
- MEAD M. 1971. Le fossé des générations, Paris, Denoël.
- MONOD J. 1971. Les barjots, Paris, UGE.
- MORIN E. 1966. Adolescents en transition. Dans: *Revue française de sociologie*, n° VII.
- MUXEL A. 1992. L'âge des choix politiques: une enquête longitudinale auprès des 18–25 ans. Dans: *Revue française de sociologie*, vol. 33, n° 2, p. 233–263.
- Parsons T. (dir. publ.) 1963. Youth in the Context of American Society. Dans: ERIKSON E. H. (dir. publ.), *Youth: Change and Challenge*, Londres/New York, Basic Books, p. 96–119.
- Percheron A. 1989. Peut-on encore parler d'héritage politique en 1989? Dans: Meny Y. (dir. publ.), Idéologies, partis politiques et groupes sociaux, Paris, PUF, p. 157–174.
- PROST A. 1987. Jeunesse et société dans la France de l'entre-deux-guerres. Dans: *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, n° 13, p. 35–43.
- THRASHER F. 1927. *The Gang*, Chicago (Illinois), University of Chicago Press.
- TOURAINE A. 1968. Le Mouvement de Mai ou le communisme utopique, Paris, Seuil.
- VINCENT G. 1974. Le peuple lycéen, Paris, Gallimard.
- WHYTE W. F. 1943. *Street Corner Society*, Chicago (Illinois), University of Chicago Press.

10 Le troisième âge

Tampalawela Dhammaratana

Introduction

Les deux guerres mondiales (1914-1918 et 1939-1945) ainsi que les multiples conflits régionaux et luttes armées internes de moindre envergure survenus au cours du XX^e siècle provoquèrent une misère humaine, des pertes, une dispersion de la population, un désastre économique et une hausse de la pauvreté sans précédent. La mort de plusieurs millions de jeunes créa un grave déséquilibre démographique, en particulier en Europe et au Japon. Alors que le taux de dépendance par rapport à la population économiquement active augmentait, les pays occidentaux encouragèrent l'immigration massive d'une main-d'œuvre active en provenance des pays en développement. Au milieu des années 1960 et 1970, cependant, la hausse de la productivité agricole, l'amélioration des transports, la stabilisation de la politique nationale, les bouleversements socio-économiques et les progrès extraordinaires des sciences et des techniques inaugurèrent une période de consolidation économique et sociale. Grâce aux améliorations corrélatives en matière de nutrition et de santé, l'espérance de vie augmenta et le taux de mortalité diminua sur toute la planète. Dans le même temps, les progrès de l'éducation et l'amélioration du sort des femmes, ainsi que d'autres facteurs tels que la modernisation, la hausse des coûts familiaux, l'urbanisation et l'industrialisation, firent considérablement chuter le taux de fécondité. Le monde entier enregistra un accroissement spectaculaire du « troisième âge », soit des seniors. Le vieillissement de la population et le troisième âge sont désormais des sujets de préoccupation universels.

Le présent chapitre aborde ces questions sous trois angles spécifiques: un phénomène social mondial, les personnes âgées et les systèmes de valeur et, enfin, une nouvelle perspective au sein de la communauté internationale.

Un phénomène social mondial

En 1950, 200 millions de personnes dans le monde avaient plus de soixante ans. En 1975, ce chiffre était passé à 350 millions pour atteindre 600 millions en 2002. Aujourd'hui, une personne sur dix a plus de soixante ans. Cette croissance rapide a des conséquences économiques, sociales, culturelles et politiques majeures. Elle touche aussi bien les pays les plus pauvres que les plus riches de la planète, quoique de façon inégale. Un Européen sur cinq a plus de soixante ans, contre un Africain sur vingt. Tous les mois, un million d'hommes et de femmes, dont 80 % vivent dans les pays en développement, atteignent cet âge. Quelque 53 % d'entre eux vivent en Asie, 25 % en Europe et 22% sur le reste du globe. Cette tranche d'âge a enregistré une croissance phénoménale au Japon. Elle est généralement constituée à 55 % de femmes. Celles-ci représentent par ailleurs 65% de la partie la plus âgée de cette tranche (ONU, 2001). Dans les pays industrialisés, 74% des personnes âgées résident en zone urbaine alors que dans les pays en développement ce chiffre atteint seulement 37 %, la majorité d'entre elles habitant dans des villages ou des lieux reculés. Les plus de quatre-vingts ans représentent 1 % de la population mondiale. Selon une étude récente des Nations Unies, 54 % d'entre eux vivent dans six pays : la Chine, les États-Unis, l'Inde, le Japon, l'Allemagne et la Fédération de Russie (ONU, 2002b). Le troisième segment de cette génération, soit les personnes âgées les plus vieilles, de cent ans et plus, a lui aussi globalement augmenté. La qualité de vie des personnes âgées s'est dégradée dans de nombreuses régions du globe au cours des quinze dernières années mais ce phénomène est plus marqué dans les pays en développement. Plusieurs millions de personnes âgées ne disposent pas de moyens économiques et sociaux suffisants pour satisfaire leurs besoins humains essentiels. La plupart d'entre elles vivent en dessous du seuil de pauvreté. Bon nombre souffrent d'exclusion sociale et sont délaissées par leur famille. Si au début des années 1950 la pyramide des âges des pays industrialisés s'est rajeunie, la chute vertigineuse du taux de fécondité a inversé la tendance démographique. Les politiques publiques favorables à la relance de la natalité n'ont pas réussi à modifier profondément la situation. Le taux de dépendance est devenu extrêmement élevé. Dans les pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et les autres États européens, les personnes âgées bénéficient de moyens considérables après leur retraite notamment en matière de pensions de retraite, de sécurité sociale, de santé et de logement. Elles souffrent néanmoins de problèmes psychologiques résultant de leur isolement et du manque d'affection témoignée par leur famille et sont plus nombreuses à se suicider que dans les pays en développement. Les nouveaux pays industrialisés tels que Hong Kong, Singapour, la République de Corée et Taïwan, certaines

régions d'Amérique latine et des Caraïbes ainsi que les pays exportateurs de pétrole comme les Émirats arabes unis, le Koweït, l'Arabie saoudite et la Libye, ont vu leur population âgée croître de façon substantielle (ONU, 2002a). Leur situation ressemble à de nombreux égards à celle des pays industrialisés. L'espérance de vie y a augmenté grâce à la modernisation des installations, des systèmes de santé et des autres structures de soutien, mais seule une faible proportion de personnes âgées y reçoit une aide économique versée par les régimes de retraite, les caisses de prévoyance et les autres programmes de sécurité sociale. Elles doivent pourtant continuer à aider leur famille en gardant les enfants et en s'occupant de la maison pendant que les plus jeunes travaillent. Si aucune valeur économique n'est attribuée à ces activités, les personnes âgées sont néanmoins considérées comme un atout pour leur famille.

La situation des personnes âgées est bien plus difficile dans les pays en développement que dans les pays développés. Ne recevant aucune pension de retraite ni aucune prestation de sécurité sociale, elles deviennent une charge pour leur famille, même si elles ont pendant longtemps contribué à la production agricole. L'urbanisation et les migrations internes grandissantes ont toutefois modifié la vie familiale traditionnelle. Les jeunes mariés, femmes et hommes, partent à la recherche d'un emploi dans les zones urbaines et les parents âgés sont condamnés à vivre seuls et sans personne pour s'occuper d'eux. Ce phénomène varie selon les cultures. En dépit de la modernisation rapide des pays d'Amérique latine, les relations familiales avec les personnes âgées y demeurent très fortes, même si le contact entre les différentes générations au sein d'un foyer ne satisfait guère les anciens (Gutiérrez Robledo, 1989). En Asie, le cas de l'Inde est unique car son système de famille élargie, dans lequel les enfants mâles et leur famille continuent à vivre avec leurs parents âgés en considérant leur père comme un patriarche, permet à ces derniers de contrôler les ressources familiales. Les nouveaux pays indépendants, en particulier ceux de l'ex-Union soviétique, connaissent d'énormes difficultés en termes de conjoncture économique, d'aide sociale, de politique, d'inflation, d'immigration et de démographie, y compris un accroissement rapide des anciennes générations. En raison de cette situation de transition, les chercheurs d'emploi quittent les zones rurales pour se rendre dans les principales villes. De nombreux autres chômeurs émigrent, de façon légale ou non, dans les pays développés pour trouver une sécurité économique qui leur permettra d'aider leur famille, y compris leurs parents âgés (OCDE, 2001). Ces migrations internes et externes ont créé des problèmes de logement et d'infrastructure considérables, en particulier dans les grandes villes. Les personnes âgées sont plus nombreuses à vivre avec leur famille dans les pays en transition que dans les pays industrialisés. Elles souffrent néanmoins de solitude, se sentent

abandonnées et se plaignent de leur situation économique. Elles disposent également d'un accès limité à la sécurité sociale et aux autres prestations sociales. La longévité sans précédent des pays du monde entier témoigne de leur prospérité. Elle a cependant des retombées, tout d'abord sur la croissance économique, l'épargne, l'investissement et la main-d'œuvre, puis sur les affaires sociales et enfin sur les questions politiques telles que l'immigration et les réfugiés. Les personnes âgées constituent une charge pour la main-d'œuvre active. Selon l'Organisation internationale du travail (OIT), le taux d'activité des travailleurs âgés est bien plus élevé dans les pays en développement d'Asie, d'Afrique, d'Amérique latine et des Caraïbes que dans les pays développés d'Europe et d'Amérique du Nord. Le déclin de ce taux affecte le revenu par habitant et alourdit les dépenses de sécurité sociale ainsi que les autres prestations sociales. La population des pays développés fait des études plus longues, commence sa carrière plus tard, a une vie active plus courte et perçoit une pension de retraite plus longtemps. Les principales répercussions socio-économiques du vieillissement de la population sont la dépendance économique et la non-reconnaissance de son potentiel comme source de développement.

Le XX^e siècle a été marqué par l'amélioration sensible de la mobilisation des personnes âgées comme richesse sociale. L'expérience des cultures anciennes, dans lesquelles elles jouaient un rôle éducatif, culturel et spirituel considérable, a été reconnue bénéfique. La participation des grands-parents aux soins et à l'éducation des jeunes enfants a par ailleurs été jugée souhaitable car elle déleste les parents économiquement actifs, qui peuvent ainsi se consacrer à des activités productives. Cette transformation des rôles a été prônée non seulement pour son efficacité économique mais aussi pour ses apports éthiques et spirituels inestimables lors de la transmission de la sagesse et des valeurs entre générations. La reconnaissance des générations âgées au XX^e siècle provient de la prise de conscience de l'importance de leur rôle dans l'ensemble du développement social. Dans les sociétés traditionnelles, la famille, reconnue comme l'unité sociale fondamentale, vivait dans le même bâtiment et était composée des grands-parents, des parents, des enfants, des petits-enfants et des arrières petits-enfants. Les membres de la famille respectaient leurs aînés, leur obéissaient et accomplissaient leurs devoirs envers eux. Le lien entre les anciennes et les nouvelles générations était le ciment de l'édifice social. Comme d'autres croyances, le bouddhisme enseigne que «celui qui honore et respecte régulièrement ses aînés obtient quatre récompenses terrestres qui ne cessent de croître : la longévité, la beauté, le bonheur et la force». La culture chinoise, influencée par les enseignements confucianistes, taoïstes et bouddhistes, vénère profondément les anciens (illustration 61). En Inde, au III^e siècle avant notre ère, l'empereur bouddhiste Asoka admirait vivement la préservation des valeurs éthiques, culturelles et

religieuses ainsi que le respect des anciens. Les édits d'Asoka soulignent les devoirs des enfants envers leurs parents. Ainsi, l'édit 3 (du Rocher) (Girnār) déclare que «l'obéissance envers le père et la mère est méritoire» (sādhu mātari ca pitari ca sūsūsa) et l'édit 13 conseille de «développer son obéissance envers ses aînés» (gurunā suśrusā). L'Aṅguttaranikāya rappelle que les familles dans lesquelles les parents sont très respectés méritent l'approbation. Ces familles sont élevées au rang brahmanique (sabrahmakāni), aux côtés des premiers grands maîtres (sapubbacariyakāni), et sont dignes d'offrandes (āhuṇeyya). Plus récemment, face au modernisme, à la mondialisation, à l'urbanisation et aux migrations, l'éthique familiale s'est dégradée, provoquant inévitablement un fossé entre les anciennes générations et les plus jeunes. Aux quatre coins du monde, la population est de plus en plus consciente que les anciens systèmes de valeur, qui encourageaient l'activité des personnes âgées, devraient être réinstaurés.

Les personnes agées et les systèmes de valeur

Toutes les générations révèrent les personnes âgées car elles transmettent à l'humanité un héritage culturel universel constitué d'expressions populaires et traditionnelles, de cérémonies, de langages, de coutumes, de musiques, de connaissances rituelles et traditionnelles, d'œuvres artistiques et artisanales et d'une sagesse particulière (illustration 62). La déférence envers les personnes âgées est dans nombre de cas attribuée non seulement à la révérence pour leur grand âge mais aussi au fait qu'elles ont toujours préservé différentes valeurs culturelles et incarnent des expériences retraçant des exploits inégalés au cours des siècles. Des efforts ont volontairement été déployés pour conserver ce que ces anciens nous ont transmis. Dans les années 1950, un programme phare de l'UNESCO sur l'étude et l'enregistrement de la sagesse nationale dans les pays de tradition orale reposait sur la prise de conscience qu'« un vieillard qui meurt est comme une bibliothèque qui brûle».

Ainsi en Russie, la tradition culturelle des vieux Semeiskié de la région transbaïkale provient d'un culte orthodoxe antérieur au XVII^e siècle. Cette culture semeiskié conserve, grâce à la participation directe des personnes âgées, des principes moraux, des costumes traditionnels, des chansons et des pratiques orales traditionnelles. Sur le continent africain, de nombreuses communautés ethniques sont engagées dans des activités culturelles majeures. Au Bénin, la fameuse cérémonie appelée *Gèlèdé* par les Yorubanago et d'autres groupes ethniques a été réinstaurée grâce à la prise de conscience du rôle des anciennes générations. Elle est célébrée tous les ans juste après les moissons ainsi qu'en cas de sécheresse et d'épidémie. Elle se caractérise par l'utilisation de masques et de chansons en langue

indigène qui retracent les mythes et l'histoire de la culture Yoruba-nago et de son peuple.

En Inde, le célèbre *Nāṭya-Śāstra*, transmis au fil des siècles par les anciennes générations, véhicule des valeurs culturelles, sociales, éducatives et religieuses incomparables. La tradition du *Rāma Līlā*, pièce classique renommée jouée chaque année dans presque tous les villages du nord du pays, est préservée par les personnes âgées. Il en va de même pour le théâtre sanskrit *Kūṭiyāṭṭam* dans le Kerala, au sud de l'Inde.

En Équateur et au Pérou, la culture orale des Zápara est particulièrement riche du point de vue de la connaissance du milieu naturel. Cette tradition culturelle spécifique s'exprime dans la cosmologie et la mythologie ainsi que dans les rituels, les pratiques artistiques et le langage.

Le rite royal ancestral de la République de Corée revêt une importance primordiale pour la diversité culturelle mondiale. Lors de cette pratique rituelle et culturelle, une place majeure est accordée aux chansons, à la danse et à la musique rituelle de style traditionnel.

En Espagne, *Le mystère d'Elche*, drame musical sacré sur la mort, l'assomption et le couronnement de la Vierge, est une célébration religieuse unique datant du milieu du XV^e siècle. Il constitue un témoignage vivant d'une valeur culturelle extraordinaire du théâtre religieux européen du Moyen Âge et du culte chrétien.

Au Sri Lanka, l'Esala Perahara de Kandy rappelle son héritage culturel bouddhiste et hindou, vieux de deux millénaires. Ce spectacle unique, animé par plusieurs centaines d'éléphants et des milliers de danseurs traditionnels, témoigne de l'héritage artistique de l'île. Les anciennes générations, libres de s'adonner aux activités culturelles, ont été les principaux chefs de file et instigateurs de toutes celles mentionnées ci-dessus. Le XXe siècle a également été marqué par la reconnaissance du rôle des personnes âgées dans la préservation et la transmission des savoirs indigènes que nos ancêtres ont sauvegardés pour le bien de l'humanité. Outre les coutumes éthiques et religieuses, ces connaissances révèlent des informations jusqu'alors non recensées sur la médecine, des techniques oubliées et de nombreux autres types de savoir-faire. En tant que gardiens de connaissances et de compétences si rares, les personnes âgées ont fourni des apports substantiels. Elles ont également joué un rôle primordial dans l'évolution des valeurs sociales lors de la transformation des sociétés traditionnelles en sociétés modernes. Leur expérience, leur savoir et leur modèle ont été précieux lors de ce processus. De même, elles ont exercé leur autorité de manière indiscutable dans les familles traditionnelles, en particulier en Asie, en Afrique et dans d'autres pays, lors de la prise de décisions clés sur les questions internes et externes à la famille. Elles ont été respectées par les membres de leur famille pour leurs conseils avisés. Elles ont dirigé des villages et ont toujours été les invités d'honneur de toutes les célébrations, fussent-elles religieuses, culturelles ou sociales. Aujourd'hui encore, elles jouent un rôle important en tant que chef de la vie communautaire. Il est apparu clairement aux agents de développement contemporains qu'aucun progrès en matière de modernisation n'était possible sans l'aide des anciennes générations. Il convient de souligner que les activités de développement menées en Asie, en Afrique et en Amérique latine ont été couronnées de succès grâce à cette prise de conscience.

Une nouvelle perspective au sein de la communauté internationale

La communauté internationale fut l'une des premières à sensibiliser les pays à l'importance des anciennes générations. Ainsi en 1948, l'Assemblée générale des Nations Unies adopta une résolution concernant un projet de déclaration sur les droits et la position des personnes âgées. En décembre 1969, elle inclut dans la Déclaration universelle des droits de l'homme le besoin de protéger et de garantir les droits et le bien-être social des personnes âgées. Elle poursuivit dans cette direction en 1973 en adoptant la résolution 3137 (XXVIII) intitulée « Questions des personnes âgées et des vieillards». À cette occasion, les agences spécialisées des Nations Unies, notamment l'Organisation internationale du travail (OIT), l'Organisation mondiale de la santé (OMS), l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), étudièrent ce sujet dans le cadre de leurs activités. En 1974, le Plan d'action mondial sur la population adopté lors de la Conférence mondiale sur la population invitait les États membres à tenir compte du vieillissement national dans leur politique de développement. En 1977, les Nations Unies, le Conseil économique et social et l'Assemblée générale se penchèrent sur la question des personnes âgées et adoptèrent une résolution invitant les pays membres à une « assemblée mondiale sur le vieillissement de la population ». Un an plus tard, lors de la trente-troisième session de l'Assemblée générale, la résolution 33/52 du 14 décembre 1978 convoqua cette Assemblée mondiale sur le vieillissement à Vienne pour l'année 1982. Cette réunion fut couronnée de succès et lança un Plan d'action international visant à garantir les chances des personnes âgées en termes d'activité économique, de culture, d'éducation, de santé et de sécurité ainsi qu'à leur donner la possibilité de participer au développement national. Grâce au Plan d'action décidé à Vienne, les États membres devinrent plus attentifs aux défis posés par le vieillissement de la population et aux problèmes connexes. L'engagement de la communauté internationale sur la question du vieillissement en 1982 est annoncé en ces termes : « Le Plan d'action devrait donc être considéré comme faisant partie intégrante des grandes stratégies et des programmes phares internationaux, régionaux et nationaux élaborés pour répondre aux principaux problèmes et besoins mondiaux. Il vise avant tout à renforcer la capacité des pays à faire face efficacement au vieillissement de leur population et aux problèmes et besoins spécifiques des personnes âgées, ainsi qu'à promouvoir une réponse internationale appropriée aux questions liées au vieillissement en prenant des mesures destinées à établir un nouvel ordre économique international et à accroître la coopération technique internationale, en particulier entre les pays en développement » (ONU, 1983).

Depuis l'assemblée de Vienne, les programmes nationaux destinés aux personnes âgées dans le monde entier se sont nettement améliorés. En 2002, à l'occasion du vingtième anniversaire du Plan d'action de Vienne, la II^e Assemblée mondiale sur le vieillissement, tenue à Madrid, en Espagne, adopta un nouveau Plan d'action international sur le vieillissement. Au terme des cinq jours de cette conférence très fructueuse, les États membres s'accordèrent sur une déclaration politique comprenant dix-sept articles. Leur engagement sur la question du vieillissement est affirmé en ces termes: «Nous, représentants des gouvernements réunis à la deuxième Assemblée mondiale sur le vieillissement à Madrid, avons décidé d'adopter un Plan d'action international sur le vieillissement, afin de faire face aux possibilités et aux défis du vieillissement de la population au XXIe siècle et de promouvoir le développement d'une société pour tous les âges. Dans la perspective de ce Plan d'action, nous nous sommes engagés à agir à tous les niveaux, notamment national et international, selon trois orientations prioritaires : les personnes âgées et le développement ; la promotion de la santé et du bien-être jusque dans le troisième âge; et la création d'environnements porteurs et favorables.» (ONU, 2002a). Le Plan d'action international sur le vieillissement de 2002 réitère la nécessité pour les États membres de modifier les politiques, les attitudes et les pratiques nécessaires eu égard au vieillissement dans tous les secteurs de leurs pays respectifs afin de permettre aux personnes âgées de contribuer au développement et d'être actives au sein de leur famille et de leur communauté en toute dignité et en toute sécurité. La mise en œuvre de ces décisions permettra, espérons-le, de faire face à tous les défis auxquels sont confrontées les anciennes générations et de créer une société dans laquelle elles pourront vieillir dans la dignité et participer aux activités de développement en tant que citoyennes à part entière à l'aube de ce nouveau millénaire.

CONCLUSION

Les personnes âgées occupent une place considérable dans la société moderne, le monde du travail ainsi que les agences gouvernementales et internationales. Elles sont politiquement engagées et agissent sur d'autres plans dans le cadre de la mondialisation de l'économie, de l'éducation, de la culture, de la communication et des technologies. Si l'accroissement du ratio de dépendance semblait en faire un fardeau pour la population active, la situation commence à s'améliorer depuis 1982. Les gouvernements et la population prennent peu à peu conscience que les personnes âgées constituent une richesse sociale. La valeur de leur savoir et de leur expérience est reconnue, notamment comme source potentielle d'activité. La situation des pays en développement et des pays les moins avancés reste cependant peu satisfaisante en termes d'associations familiales, d'infrastructures de santé, d'alimentation, de logement, de sécurité et de préservation du seuil de dignité des personnes âgées. Le vieillissement rapide de la population mondiale est confronté aux deux forces puissantes que sont la mondialisation et l'urbanisation. Les personnes âgées vivent plus longtemps et partent à la retraite plus tard. Le savoir et l'expérience pratique qu'elles ont accumulés ne sont peut-être pas pleinement mis à profit dans les activités de développement. Comme le souligne l'objectif de «société pour tous les âges » des Nations Unies, les personnes âgées pourraient participer à la société en tant que modèles, conseillers, enseignants et créateurs. Par ailleurs, l'éducation tout au long de la vie et la formation pour adultes faciliteront la création d'une société dynamique pour tous qui pourrait amener, soutenir et préserver le bon ordre social, encourager la productivité et enrichir une société pour tous sans discrimination fondée sur l'âge.

BIBLIOGRAPHIE

- CISSOKO S. M. 2000. Societies and Political Structures. Dans: AL-BAKHIT M. A., BAZIN L., CISSOKO S. M., GIEYSZTOR A., HABIB I., KARAYANNO-POULOS Y., LITVAKKING J., SCHMIDT P. (dir. publ.), *History of Humanity: Scientific and Cultural Development*, vol. 4, *From the Seventh to the Sixteenth Century*, Paris, Routledge, Londres, UNESCO.
- GURUGE ANANDA W. P. 1993. Asoka, The Righteous: A Definitive Biography, Colombo (Sri Lanka), The Central Cultural Fund, Ministry of Cultural Affairs and Information.
- GUTIÉRREZ ROBLEDO L. M. 1989. The Ageing Situation in Latin America. Dans: *Impact of Science on Society*, vol. 153, Paris, UNESCO, p. 65–80.

- HUGENOT-DIENER L. 1989. Ageing and the Evolution of Old Age. Dans: *Impact of Science on Society*, vol. 153, Paris, UNESCO, p. 1–98.
- MORRIS R. (dir. publ.). 1961. Anguttamnikāya, Londres, Pali Text Society.
- OCDE. 2001. Tendances des migrations internationales : Système d'observation permanente des migrations, Paris, OCDE.
- ONU. 1982. Report of the World Assembly on Ageing (Vienne, 26 juillet au 6 août 1982), New York, ONU.
- 2001. The World Ageing Situation: Exploring a Society for All Ages, New York, ONU, Département des affaires économiques et sociales, Division des populations.
- 1983. Vienna International Plan of Action for the Ageing, New York.
- 2002a. Madrid International Plan of Action on Ageing, New York.
- 2002b. World Population Ageing, 1950–2050, New York, ONU, Département des affaires économiques et sociales, Division des populations.
- TOFFLER A. 1971. Future Shock, New York, Bantam Books.

11

Les personnes handicapées

Seamus Hegarty

Introduction

Le XX^e siècle marquera l'histoire comme l'époque où les handicapés ont commencé à pouvoir vivre pour eux-mêmes. Au-delà de tout devoir de prise en charge, c'est la responsabilité civique de la société qui a été enfin reconnue vis-à-vis des personnes handicapées comme pour toutes les minorités défavorisées. Des aides en matière d'éducation, de médecine, de réhabilitation, de logement et d'emploi ont été mises en place, souvent pour la première fois. Même s'il y a encore beaucoup à faire pour faciliter l'accès aux services sociaux basiques encore extrêmement inégal, les personnes handicapées sont passées d'une totale marginalisation à une reconnaissance de leur droit aux services sociaux. Dans certains pays, une aide importante leur permet de vivre comme des membres à part entière de leur communauté.

Malgré les progrès effectués, des problèmes importants subsistent. Ils sont de deux ordres: l'accès limité aux aides, et l'inadaptation de certaines d'entre elles. Dans les pays en développement, particulièrement dans les communautés rurales, de nombreuses personnes handicapées qui pourraient bénéficier d'un soutien n'y ont pas accès. Cette situation peut être due à un manque de moyens techniques ou de personnel qualifié, ou à des services créés dans un contexte urbain et technocratique qu'on n'a pas su adapter à des situations totalement différentes dans d'autres communautés. Le deuxième type de problèmes découle de l'inadéquation de certaines aides et, en particulier, de leur non-respect de l'autonomie

individuelle, ou de leur incapacité à changer les attitudes discriminantes et les conventions sociales.

L'évaluation du nombre de personnes handicapées est compliquée par des problèmes de définition et par l'insuffisance des statistiques disponibles. Le fait que l'individu soit considéré ou non comme un handicapé dépend de l'approche des différences individuelles, de l'usage de définitions structurées et de l'accès aux aides. Les statistiques sur le handicap sont donc extrêmement variables et sont basées sur des systèmes de catégorisation différents

En 1993, E. Helander a étudié les statistiques disponibles et en a conclu que la moyenne globale pour la fréquence du handicap modéré ou sévère était d'environ 5,2%. Les estimations nationales varient de 0,2% à 21%, ce qui témoigne de la difficulté à obtenir des statistiques fiables. Ce qui est clair, en revanche, c'est l'importance numérique des personnes handicapées dans le monde.

LES ATTITUDES SOCIÉTALES ET LES AIDES

L'histoire des attitudes sociétales envers les personnes handicapées, et des aides qui leur incombent, peut être schématisée en cinq étapes: le rejet, la marginalisation, les soins, l'élaboration des aides et l'inclusion. Ceci ne vise pas à offrir un compte précis et linéaire: selon les pays, les étapes se mélangent ou s'imbriquent. Son but est plutôt de fournir un cadre explicatif à ces phénomènes très divers.

Le rejet

Dans la Sparte antique, les nouveau-nés difformes étaient exposés, livrés à la mort. D'autres sociétés ont également approuvé l'assassinat des enfants perçus comme représentant une charge excessive pour la communauté. Si cette attitude de rejet ultime a disparu au début du XX^e siècle, les personnes handicapées ont subi et subissent toujours le rejet de la société. Cela va de l'exclusion de la société à la négation des droits légaux. Pour certaines positions radicales vis-à-vis du handicap, des interventions médicales comme l'amniocentèse ou les implants cochléaires constituent un rejet du handicap: l'amniocentèse parce qu'elle est utilisée pour repérer et supprimer les fœtus défectueux, les implants parce qu'ils dévalorisent et menacent l'existence d'une langue des signes naturelle.

La marginalisation

Au cours du XXe siècle, les services sociaux et éducatifs se sont perfectionnés et répandus. Malheureusement, ces améliorations tiennent rarement compte des personnes handicapées, ou les y incluent bien après les autres groupes sociaux. Par exemple, si la scolarisation se répand, les enfants handicapés ont souvent été exclus de ce processus, étant considérés dans de nombreux pays comme inéducables. Là où l'éducation leur était dispensée, le ministère de l'Éducation n'était généralement pas impliqué: l'organisation de l'éducation de ces enfants est souvent confiée au ministère de la Santé ou à celui des Affaires sociales. Cette situation a changé ces dernières années; pour la plupart des pays, bien que ce soit loin d'être le cas de tous, l'éducation de l'ensemble des élèves est désormais gérée dans un seul cadre administratif. La même négligence peut être constatée dans la relation à l'emploi, au logement et aux loisirs: les personnes handicapées sont ignorées ou marginalisées dans ces domaines prévus pour d'autres gens.

Les soins

Les récentes améliorations de la situation des personnes handicapées sont dues au bénévolat, motivé par le souci humanitaire, la croyance religieuse ou le contact direct avec les personnes handicapées. La tradition séculaire de l'aide aux défavorisés a commencé à inclure les personnes handicapées à partir du XVIII^e siècle. Dans un premier temps, les initiatives caritatives ont permis la création d'écoles pour aveugles et pour sourds, puis au XIX^e siècle et au début du XX^e, celle d'écoles et d'autres institutions pour enfants et adultes présentant différents handicaps. De nombreuses institutions pour adultes handicapés mentaux négligeaient l'aspect humain, et leurs pensionnaires menaient des existences très réduites. Le souci humanitaire reste un stimulus puissant des initiatives en matière de réhabilitation, d'emploi et d'éducation des personnes handicapées. Leur prise en charge étant plus coûteuse, il est fréquent qu'elle soit financée en partie par des organisations bénévoles, caritatives ou humanitaires (illustration 63).

Certains types de prise en charge trouvant leur origine dans le bénévolat définissent les personnes handicapées comme des objets de la bonté plutôt que comme des bénéficiaires de programmes sociaux. Pour certaines critiques plus radicales, le bénévolat est une forme de contrôle social et les aides qui y sont associées sont négatives. Ainsi, les aides institutionnelles sont vues comme servant les intérêts personnels des professionnels et les préoccupations économiques de la société plutôt que le bien-être des clients.

L'élaboration des aides

La principale caractéristique du XX^e siècle en ce qui concerne les personnes handicapées est l'élaboration des aides et des services spécialisés. Les causes de ces progrès sont multiples: une expansion générale des services médicaux et sociaux, une nouvelle approche du handicap, les campagnes de groupes de pression, les résultats de la recherche, les avances technologiques, la hausse de la richesse et la législation. Le progrès s'est effectué de façon inégale entre les pays et au sein même des pays; les pays en développement n'en ont bénéficié que d'une façon très limitée, mais le résultat est tout de même important (illustration 64).

Les avancées en matière d'éducation sont déterminantes pour l'avenir des individus. Ces progrès sont notamment la scolarisation de tous ceux qui en étaient précédemment exclus, et la mise en place d'un enseignement fondé sur les besoins individuels. La réforme des écoles traditionnelles leur permet de dispenser une éducation adaptée et de qualité à un plus grand nombre d'élèves et de mettre en place une formation professionnelle qui prenne en compte les capacités individuelles et les exigences du marché du travail. La rééducation s'est développée dans la seconde moitié du siècle, grâce aux avancées médicales et chirurgicales et aux techniques de rééducation créées pour les blessés de guerre. Dans certains pays, les personnes handicapées se sont donc vues offrir l'accès à tout un faisceau d'interventions médicales et de services thérapeutiques et sont mieux équipées pour le monde du travail et pour la vie quotidienne.

La reconnaissance des droits, facteur déterminant dans ces améliorations, prit place dans de nombreuses législations nationales mais aussi dans des déclarations internationales. La Déclaration universelle des droits de l'homme des Nations Unies de 1948 et sa Déclaration des droits des personnes handicapées de 1975 furent deux étapes symboliques très importantes. Plus concrètement, l'Année internationale des personnes handicapées en 1981 marqua un tournant dans la défense des questions concernant le handicap. Elle stimula les activités au sein des agences des Nations Unies telles que l'Organisation internationale du travail ou l'UNESCO, au niveau de la Communauté européenne et au niveau national. Elle permit notamment la création du Programme d'action mondial des Nations Unies concernant les personnes handicapées en 1982 et de la Décennie des Nations Unies pour les personnes handicapées qui suivit. En 1993, les Nations Unies adoptèrent les Règles pour l'égalisation des chances des personnes handicapées, destinées à encourager les gouvernements à prendre les mesures nécessaires pour rendre les structures sociales accessibles aux personnes handicapées.

L'intégration

Vers la fin du siècle, l'inadaptation des aides fondées sur le bénévolat ou l'expertise technocratique commença à être reconnue. Plusieurs niveaux d'idéologie sociale s'y nourrissaient: la croyance scandinave que les personnes handicapées devraient vivre une vie aussi normale que possible, la notion émergeant du mouvement antipsychiatrique en Italie que les grandes institutions étaient un cadre de vie insatisfaisant, l'insistance dérivant spécialement des États-Unis sur les droits civils des personnes handicapées, et les exigences croissantes d'autoplaidoyer par lesquelles les personnes handicapées attendaient d'avoir un poids décisionnel important dans les domaines les concernant. Ces progrès étaient associés à une critique radicale des aides existantes qui, lorsqu'elles ne marginalisaient pas les personnes handicapées, étaient vues comme renforçant leur statut minoritaire.

Dans le domaine de l'école, le mouvement critique s'éloignait des enfants handicapés dans la vie scolaire normale et allait vers l'intégration. À partir des années 1970, une vague importante de campagnes de recherche et d'innovation encourageait l'intégration dans les écoles normales des élèves handicapés ou ayant des difficultés d'apprentissage. Si cette intégration permit généralement une éducation plus adaptée, il fallait effectuer des changements plus radicaux dans les établissements scolaires traditionnels. De nouvelles écoles furent donc créées, disposant de ressources suffisantes pour répondre aux besoins particuliers de chaque élève en tenant compte de ses handicaps ou difficultés d'apprentissage.

La réhabilitation fondée sur la communauté représente un autre défi aux modèles traditionnels et à leur confiance excessive dans les institutions et dans l'analyse des spécialistes. Les handicapés sont avant tout les membres d'une famille et d'une communauté, et le but doit être de situer les mesures de réhabilitation au sein de ces deux ensembles. Le but n'est pas de nier la compétence des experts mais d'exiger qu'elle soit déployée au niveau communautaire afin que les handicapés puissent bénéficier d'une vie normale au sein de leur communauté.

Les exigences plus générales sont l'inclusion des handicapés dans la vie quotidienne et la nécessité d'accorder priorité à la disparition des barrières sociales et institutionnelles qui les en empêchent. Ces barrières provenant de la société et des institutions discriminantes et non des handicapés, l'action devrait être dirigée vers ces premières. Vers la fin du siècle, ces idées gagnaient du terrain, mais étaient encore loin d'être partagées par tous. Une rhétorique importante en faveur de ces positions a été entendue, mais la plupart des aides visaient encore l'intégration des personnes handicapées dans la société plutôt que la réforme des institutions sociales afin d'inclure l'ensemble des individus, quel que soit leur handicap.

CONCLUSION

Le XX^e siècle a connu des avancées importantes dans la compréhension des questions du handicap, dans le statut légal attribué aux personnes handicapées, et dans la diversité et le perfectionnement des aides mises à leur disposition. Ces progrès sont cependant inégaux. Alors que la situation de certaines personnes handicapées s'est nettement améliorée, de nombreuses autres, notamment dans les pays en développement, continuent d'être marginalisées au sein de leur société et à connaître des existences appauvries.

Le défi des années à venir est double: comment démocratiser les meilleures aides existantes, et comment s'assurer que les personnes handicapées ont un pouvoir décisionnel sur les matières les affectant? De très nombreuses personnes handicapées sont toujours négligées et marginalisées dans leur communauté. L'amélioration exige des ressources plus importantes et le redéploiement des ressources disponibles. Ce ne sera possible que par un engagement des gouvernements et des institutions sociales, et un changement des attitudes, afin que les personnes handicapées soient considérées comme des membres à part entière de leur communauté. Tout ceci doit prendre place dans un contexte où la voix du handicap serait entendue, où les handicapés définiraient l'ordre du jour et dessineraient les décisions les concernant, et où le handicap ne serait perçu que comme une simple différence entre les personnes.

BIBLIOGRAPHIE

- DAUNT P. 1991. Meeting Disability: A European Response, Londres, Cassell.
- HELANDER E. 1993. *Prejudice and Dignity: An Introduction to Community-based Rehabilitation*, Genève, Programme des Nations Unies pour le Développement.
- ONU 1993. Standard Rules on the Equalisation of Opportunities for People with Disabilities, New York, Organisation des Nations Unies.
- PRITCHARD D. G. 1963. *Education and the Handicapped*, 1760–1960, Londres, Routledge & Kegan Paul.
- SARASON S. B., DORIS J. 1979. Educational Handicap, Public Policy, and Social History: A Broadened Perspective on Mental Retardation, New York, The Free Press.
- UNESCO 1995. World Conference on Special Needs Education: Final Report, Paris, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

12

La science et le savoir traditionnels en Afrique de l'Est

Judith Mbula Bahemuka et Wellington N. Ekaya

Introduction

En Afrique, le rôle potentiel des systèmes de connaissances traditionnelles en matière de développement durable commença à s'imposer dans les années 1970. Les spécialistes se mirent à exprimer leur inquiétude devant l'échec des efforts de développement et d'amélioration du niveau de vie des communautés locales, hâtant le besoin de révision des stratégies et des alternatives de développement. L'attention se porta principalement sur le développement des populations autochtones au regard de leurs conditions physiques prédominantes. Plus particulièrement, l'idée de préserver les ressources fondamentales des communautés indigènes tout en intégrant leur savoir dans un ensemble de mesures d'aide au développement se fit pressante; elle devint même un sujet d'actualité. Ainsi, l'identification des contraintes locales et des efforts de développement viable, nécessairement en adéquation avec les incidences sociales et environnementales du changement, devait-elle faire l'objet d'un examen.

Dans ce contexte, il faut admettre que, en vue de minimiser les effets adverses des dispositions entreprises en faveur du développement, les structures institutionnelles et idéologiques locales constituent d'importants tremplins. La logique sous-jacente à ce postulat est la suivante: la population locale dispose de mécanismes spécifiques de soutien à

leur propre développement. Il s'en suit que tout effort de développement échouera s'il se révèle, à l'égard du savoir local, culturellement offensif, insensible d'un point de vue social et irrespectueux sur le plan écologique.

Le principe fondamental du savoir et de la science traditionnels établit qu'il existe toujours, entre l'environnement physique et les activités humaines, un facteur médiateur, un ensemble d'objectifs et de valeurs spécifiques, ainsi qu'un ensemble de connaissances et de croyances constituant les principales structures culturelles. Ce savoir est caractéristique de certaines sociétés et localités. Il est le fait d'une génération, puis est transmis par l'intermédiaire de la socialisation aux générations suivantes. Le savoir et la science traditionnels constituent donc une importante composante de la culture qui est, elle-même, sujette à changement. Néanmoins, les communautés ont tendance à se raccrocher à certains éléments culturels qui persistent généralement même au cœur de bouleversements radicaux. Les premières études des systèmes de connaissances traditionnelles africains furent menées dans le cadre du processus décisionnel en matière agricole, en Tanzanie, par exemple, parmi les Sandawe et les Nyiha (illustration 65). Les études contemporaines dans le domaine des systèmes de connaissances traditionnelles visent à adapter les innovations modernes au savoir local afin d'entraîner un changement. Cette reconnaissance de l'existence de variations dans l'approche culturelle des ressources garantit le développement durable.

Ce chapitre aborde la question du savoir technique traditionnel en Afrique de l'Est. Les exemples cités proviennent de quelques communautés ethniques ayant perfectionné l'art de la phytothérapie et des moyens d'existence durables grâce à des systèmes d'irrigation traditionnels pour la petite culture.

D'un point de vue conceptuel, la notion de «savoir traditionnel» met en évidence l'originalité du savoir tel que perçu et pratiqué par des communautés spécifiques dans un lieu particulier. Le terme «savoir», employé dans ce contexte, fait alors référence aux perceptions, aux traditions et aux coutumes collectives et autres connaissances et pratiques connexes, qu'elles soient intentionnelles ou non. Le savoir traditionnel consiste donc en un vaste ensemble de perceptions, de traditions, de coutumes et de pratiques collectives produites par les communautés rurales au fil du temps à des fins diverses. Il est propre à chaque culture ou société et est réputé en accord avec des ensembles cohérents de techniques cognitives. Le savoir autochtone, la sagesse traditionnelle, le savoir technique, le savoir traditionnel et le savoir communautaire sont toutes des notions s'y rapportant. Il se compose de la totalité du système de connaissances et inclut les concepts, les croyances, les perceptions, le fonds de savoir et le processus par l'intermédiaire duquel il est acquis, augmenté, conservé et

transmis. Le savoir traditionnel se développe, au cours des générations, comme un produit des interactions du système environnemental humain. Grâce à la créativité et à l'innovation indigènes, celui-ci demeure dynamique et emprunte souvent aux autres systèmes de connaissances avec lesquels il entre en contact.

Les spécialistes de l'ethnoconnaissance n'acceptent pas l'hypothèse selon laquelle la société pourrait vivre dans une relation équivoque et non définie avec son environnement socioculturel, physique et technique. Cette position est clairement exposée, selon plusieurs perspectives, dans des travaux réalisés par différents érudits. D'une part, l'apprentissage ne peut avoir lieu que lorsque l'individu aspire à quelque chose (motivation par l'ambition) ou qu'il remarque quelque chose (conscience gouvernée par la perception sélective provenant du savoir existant). D'autre part, les êtres humains définissent constamment leur environnement afin de trouver une signification et un schéma d'action. Il est possible de se servir de ces deux arguments pour suggérer que les communautés réexaminent et organisent constamment les signaux émanant de l'environnement afin de présenter une définition unifiée de la situation. C'est cette pratique consistant à définir chaque situation qui offre aux collectivités un cadre de référence pour le processus décisionnel.

Les travaux élaborés dans le domaine de l'ethnoconnaissance et mentionnés antérieurement peuvent être étudiés avec, en toile de fond, les précédents arguments sur la théorie de l'apprentissage. Ceux de McClelland comportent une hypothèse fondamentale selon laquelle l'apprentissage et l'évaluation des idées et des technologies nouvelles sont liés à des arrangements existants et acceptés de relations, d'idées et de technologies. Le savoir traditionnel agit comme un catalyseur qui influence les innovations scientifiques modernes en partie par le biais de la communication, de l'interaction ou de la contrainte s'exerçant sur l'environnement.

En dépit des différences terminologiques entre les diverses collectivités, sociétés et professions, il est avéré que les communautés ethniques possèdent une grande connaissance des systèmes dans lesquels elles vivent, tout comme des composantes des systèmes avec lesquels elles se trouvent en contact. Par ailleurs, elles ont développé des moyens efficaces d'utilisation du savoir afin d'interagir durablement et prudemment avec leur espace global.

Le savoir traditionnel se transmet oralement de génération en génération au travers d'un système éducatif complexe. Cette technologie éducative est codifiée dans la structure du langage ainsi que dans les interactions sociales entre les membres des groupes ethniques. Ce type de structure mène à un savoir partagé, une sorte de science.

Par essence, le savoir traditionnel est puisé et enchâssé de façon interactive dans les cultures des communautés. Il se révèle adaptable, adéquat et technique (cette dernière caractéristique étant ancrée dans sa nature et sa capacité pratique). Il s'agit donc d'un savoir pratique basé sur l'expérience personnelle accumulée durant plusieurs générations. En définitive, il se trouve au cœur du processus du développement communautaire.

LE SAVOIR TRADITIONNEL

Le savoir et la science traditionnels comportent certaines caractéristiques uniques:

- a) Ils sont produits au sein de communautés spécifiques dans lesquelles ils forment la base pour, entre autres, le processus décisionnel et les stratégies concernant les moyens de subsistance.
- b) Ils sont spécifiques au lieu et à la culture tout en permettant quelques degrés de chevauchement du fait du contact entre les communautés ou les cultures
- c) Ils concernent les questions critiques relatives aux humains, à leur environnement et à la gestion des ressources.
- d) Ils sont, par nature, transmis oralement et ne font pas l'objet d'une documentation systématique.
- e) Ils sont dynamiques et basés sur l'innovation, l'adaptation et l'expérimentation.

Préalablement à la sensibilisation générale quant à la valeur du savoir traditionnel, certaines pratiques étaient assimilées à la superstition et à la sorcellerie. Petit à petit, au cours du dernier quart de siècle, l'applicabilité et l'utilité du savoir traditionnel ont été reconnues par les professionnels et par les praticiens dans plusieurs domaines. Le savoir traditionnel se révèle moins coûteux, facilement disponible, adapté d'un point de vue écologique et, plus important encore, son efficacité est avérée. Un des aspects rendant ce savoir peu familier aux yeux des professionnels est son caractère oral. Quel que soit le cas, il paraît essentiel que le savoir soit utilisé afin de favoriser la gestion et le développement durables des ressources naturelles.

Le rôle potentiel du savoir et de la science traditionnels dans le développement durable

La gestion des ressources naturelles dans les systèmes pastoraux d'Afrique a eu tendance à souligner les valeurs scientifiques internationales de la conservation des ressources et de la diversité biologique. Ces valeurs ont dicté le genre, le lieu et la méthode des efforts de conservation entrepris en Afrique. L'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), par exemple, a remarqué que de nombreuses stratégies de conservation de la biodiversité ne sont pas parvenues à aborder la question des valeurs, des priorités et des pratiques africaines d'une manière effective. La dépendance de l'Afrique à l'égard des ressources biologiques à des fins économiques et naturelles n'a pas été prise en compte à sa juste valeur.

Depuis longtemps, il existe un antagonisme entre le vaste choix de systèmes traditionnels de gestion des ressources pratiqués par les pasteurs africains et l'aménagement pastoral conventionnel ou dominant, perpétué par des institutions de développement, par des académiciens et par la société moderne en général. D'une part, l'aménagement des parcours conventionnels exclut la gestion traditionnelle des ressources considérée comme primitive, autodestructrice et, donc, trop improductive pour fournir les biens en réponse à la demande croissante. Elle a donc imposé son autorité *de facto* dans les domaines appartenant au développement pastoral. D'autre part, les bergers ont interagi et, parfois, accepté, avec défiance cependant, cette approche de la survie et du développement qui fonctionne souvent en opposition avec la tradition et la culture. Les conséquences de cette situation se traduisent par de nombreux échecs caractéristiques des interventions de développement en Afrique pastorale.

Le débat sur le développement durable souligne l'importance de l'harmonisation du savoir traditionnel et de la science occidentale. L'Agenda 21, par exemple, adopté par les Nations Unies au Sommet de Rio en 1992, remarque que les gouvernements devraient fournir aux communautés locales et aux utilisateurs des ressources les informations et le savoir-faire nécessaires à la gestion durable de leur environnement et de leurs ressources, tout en ayant recours au savoir et aux approches traditionnels et autochtones dès lors que cela est jugé opportun (illustration 66). Cependant, le défi est de savoir comment une telle intégration peut-être obtenue, en considérant les différences entre les deux épistémologies. Un tableau des deux systèmes de connaissances est présenté ci-dessous.

Tableau 1 Savoir écologique traditionnel et science occidentale

Savoir écologique traditionnel	Science occidentale
Tradition orale	Tradition écrite
Apprentissage par l'observation et par l'expérience pratique	Enseignement et apprentissage (en faisant abstraction du contexte appliqué)
Approche holistique	Approche réductionniste
Mode de réflexion intuitif	Raisonnement analytique et abstrait
Principalement qualitatif	Principalement quantitatif
Données produites par les utilisateurs des ressources	Données collectées par les spécia- listes et les experts (exclusivement)
Données diachroniques (séries à long terme sur un lieu unique)	Données synchroniques (séries à court terme sur une zone étendue)
Environnement faisant partie intégrante des relations sociales et spirituelles	Organisation hiérarchique et compartimentée
Fondement sur une expérience cumulative et collective	Fondement sur des lois et des théories générales

Adapté de Johnson, 1992.

Le passage précédent établit clairement que la science traditionnelle peut être employée en complément de la science moderne. Les deux exemples qui suivent, tirés des expériences de communautés d'Afrique de l'Est, en sont l'illustration.

Exemple d'aménagement pastoral en Afrique de l'Est chez les Masai

L'aménagement pastoral conventionnel consiste en un regroupement multidisciplinaire de scientifiques spécialistes des sciences biologiques et des sciences sociales, et de responsables des orientations politiques. Il dépend des sciences fondamentales et limite ses activités aux terrains incultes dans les régions subhumides, semi-arides et arides. Par ailleurs, il concentre ses activités sur les animaux de pâturage ainsi que sur le fourrage et s'intéresse à la production de produits d'origine animale, à l'eau, au bois d'œuvre, à la faune et aux loisirs utiles à l'homme. Contrairement à l'aménagement pastoral dominant, la gestion traditionnelle des ressources pastorales se base entièrement sur le savoir traditionnel qui a évolué au fil des générations tel un produit des interactions entre l'homme et son environnement. À l'instar d'autres sciences, l'ethnoconnaissance dispose d'une variété de systèmes de connaissances pour étudier les environnements biologiques et physiques (climatologie indigène et prévisions météorologiques, botanique, médecine, conservation, etc.), les environnements cognitifs et idéels (systèmes de valeur) et d'autres qui se concentrent sur l'environnement social. Par essence, le savoir local se distingue du savoir scientifique moderne en ce qu'il permet une plus grande compréhension de l'hétérogénéité des conditions locales par opposition au savoir scientifique qui peut être développé au sein d'une généralisation universelle dans de nombreuses situations. L'exploitation des plantes et des animaux indigènes à l'aide d'une technologie rudimentaire nécessite une connaissance des conditions écologiques locales.

Malgré les apparentes différences et dissemblances entre les deux systèmes de gestion des ressources tels qu'ils ont été conçus et pratiqués depuis longtemps dans le système pastoral africain, il demeure un certain nombre de similitudes non reconnues ou ignorées pouvant être combinées afin d'améliorer et de renforcer le développement pastoral à la manière africaine.

Depuis le début, les agences de développement ont élaboré et appliqué une industrie de l'élevage plutôt qu'un développement pastoral en Afrique. Cette interprétation erronée du développement pastoral tire son origine dans l'historique des agents du développement responsables de l'élaboration et de la mise en œuvre des projets pastoraux, particulièrement à la suite de la sécheresse dans les pays du Sahel au cours des années 1970. Premièrement, ces techniciens du développement étaient soit d'origine européenne, soit nord-américaine, régions d'où la production animale et l'aménagement pastoral conventionnel provenaient et où ils se développaient. Deuxièmement, leurs homologues africains ont principalement été formés dans ces pays et ont, par la suite, essayé de reproduire l'expérience acquise dans leur pays natal. Troisièmement, enfin, les succès enregistrés en matière de production animale dans ces pays ont poussé les décisionnaires africains à accepter avec empressement l'application du développement de l'élevage en Afrique pastorale.

La production animale commerciale telle qu'elle est pratiquée en Europe et en Amérique du Nord se propose essentiellement d'augmenter la production de viande bovine. Les objectifs économiques d'une telle production mettent l'accent sur des paramètres tels que la charge moyenne optimum et la capacité limite, le gain de poids, le poids au sevrage et la production de viande exploitable afin de maximiser la production animale par

tête. Il s'agit, en pratique, d'une production à forte intensité de capital dans un espace restreint. L'industrie de l'élevage est, en premier lieu, axée sur l'amélioration du bétail et des produits d'élevage et sur leur disponibilité pour la consommation humaine. Son application dans les zones pastorales, comme l'illustrent les *group ranches* en Afrique, s'est traduite par l'établissement d'unités de production dotées de services de contrôle des maladies, de développement de l'eau, de logistique et de commercialisation afin d'approvisionner l'économie nationale dans son ensemble, par l'augmentation de la production exploitable d'animaux d'embouche de pâture, et par le renforcement et le soutien des services de commercialisation du bétail.

Les programmes de production animale se sont soldés par un échec en Afrique pastorale. Ceci s'explique principalement par leurs approches conceptuelles et techniques limitées à l'égard du pastoralisme qui n'ont pas su correspondre correctement à la production animale et au développement pastoral. Ils se sont concentrés sur les animaux et sur les parcours naturels plutôt que sur les troupeaux, sur la population et sur les institutions. Ils ont littéralement négligé les particularités sociales, culturelles et écologiques des systèmes de production pastorale. Ils n'ont pas réussi à prendre en compte les complexités ainsi que les potentiels et les contraintes de développement des organisations pastorales traditionnelles et des systèmes de production du même type.

Il a été indiqué que le développement pastoral implique, en plus de la production animale, la reconnaissance et le soutien réel d'une entité pastorale au sein d'un plus vaste programme de développement national, ainsi que la gestion des populations. À ce dernier titre, il intègre des aspects anthropologiques ainsi que des croyances et des pratiques culturelles et sociologiques d'un peuple au cœur d'un plan de développement global. Ceci s'avère être conforme à la nature des systèmes de production pastorale où il existe une forte interdépendance entre les hommes, le bétail et les ressources du sol. Cela mène ainsi à une véritable collaboration avec la nature plutôt qu'à un contrôle de la nature, ce qui est moins pénible et moins destructeur.

Chaque culture possède sa propre ethnomédecine qui fait partie intégrante du savoir indigène. La connaissance de l'ethnomédecine livre un aperçu sur la maladie et sur les soins médicaux disponibles dans une communauté donnée et sert ainsi de base pour considérer les problèmes de santé contemporains dans cette même société. Chaque culture dispose d'une vision du monde, de traditions, de valeurs et d'institutions qui se sont développées dans le temps pour gérer l'affection et la maladie. De même, chaque culture possède ses propres étiologies des maladies, terminologies et classifications médicales, médecins et médicaments. Les croyances d'un groupe ainsi que sa réponse face à l'affection et à la maladie ne sont, bien

sûr, pas statiques. Elles évoluent avec le temps et également suivant les interactions avec les systèmes médicaux d'autres cultures. Dans ce sens, l'expression «médecine traditionnelle », ou le terme «ethnomédecine », est quelque peu trompeur. Le but de l'ethnomédecine est d'arriver à comprendre comment le système médical d'un groupe ou d'une société fonctionne, de présenter différents types de systèmes médicaux et, enfin, d'extraire des théories expliquant comment différents systèmes médicaux fonctionnent et évoluent. Tous les systèmes médicaux, y compris ceux qualifiés de «traditionnels » ou d'«ethno », évoluent sans cesse, sont adaptables et adaptatifs. Ce qui semble distinguer les systèmes médicaux entre eux sont les concepts clés et les fondements philosophiques propres à chacun.

La médecine traditionnelle est fortement développée dans la culture des Masai. Elle se base sur une connaissance intensive de l'ethnobotanique. C'est ce que l'on désigne sous le terme d'«ethnosystématique», c'est-à-dire le savoir populaire d'une communauté en matière de classification botanique. L'ethnosystématique désigne la connaissance des noms de plantes et la capacité d'identifier leur environnement naturel. Dans la société masai traditionnelle, les plantes médicinales ont été utilisées de manière intensive dans le traitement de l'homme comme du bétail. Les remèdes sont obtenus à base d'espèces arborées et arbustives. Les écorces ou les racines sont ainsi mélangées à de l'eau ou à un potage gras pour obtenir le médicament. Celui-ci est alors administré comme une soupe ou mélangé avec du lait, de la bouillie de flocons d'avoine, du miel, du sang et/ou de la bière traditionnelle. La médecine traditionnelle est employée pour guérir la gonorrhée, les problèmes gastriques, les affections laryngées, les douleurs thoraciques, les rages de dents, les troubles gravidiques, la stérilité, les maladies oculaires, la fièvre, les rhumes, les jambes lourdes, les articulations douloureuses, les vers et les désordres nerveux. Elle est également utilisée pour désaltérer ou pour donner du courage et de la force, ou pour apaiser la colère ou la mélancolie comme un purgatif ou un poison.

Pour les Masai, les arbres et arbustes possèdent une certaine signification rituelle. Seuls le bois, l'écorce et les feuilles des arbres peuvent être utilisés lors des cérémonies de purification pour écarter le malheur surnaturel (illustration 67). Cette valeur rituelle particulière conférée aux arbres et aux arbustes est étroitement liée à certaines notions des mythes de création. Les Masai pastoraux pensent que le «ciel» et la «terre» ne formaient autrefois qu'une seule et même chose. Ce n'est que quand ils se sont définitivement séparés, dit le mythe, que les Masai ont acquis leur bétail. Selon la légende, ce dernier aurait été porté aux Masai de l'enkaï (qui signifie tout à la fois «dieu», «pluie» et «ciel») par l'intermédiaire d'une corde faite à l'aide de l'écorce d'un arbre, le Ficus natalensis (figuier

servant à la production de tissu d'écorce) ou, selon d'autres versions du même mythe, à l'aide d'une baguette du même arbre.

La connaissance approfondie de l'ethnobotanique par les Masai est peutêtre liée à ces croyances cosmologiques concernant leurs origines et à celles relatives à leur principale ressource économique, le bétail. La croyance, ainsi que les aspects pratiques de la survie, peuvent expliquer le vaste répertoire masai de l'utilisation des plantes pour de nombreuses tâches quotidiennes, comme le fourrage pour les chèvres et la médecine. Il y a cependant d'autres raisons pouvant expliquer l'importance du développement du savoir médical indigène masai. Le mode de vie migratoire traditionnel des Masai, qui répondait à la disponibilité spatiale et saisonnière des pâturages et de l'eau, signifiait qu'ils devaient utiliser de multiples environnements écologiques, entre basses et hautes altitudes. À première vue, ces mouvements visaient à exploiter les ressources disponibles en différents endroits et à différents moments de l'année. La population devait disposer d'une connaissance locale détaillée des ressources présentes en chaque lieu et à chaque moment de l'année. Cet inventaire de la flore de chaque site devait être accompagné de son utilisation. En outre, les mouvements permettaient de ne pas surexploiter une quelconque partie du parcours naturel de peur de la croissance de certaines mauvaises herbes ou tout simplement de la colonisation d'excellents parcours. Cela pouvait également entraîner la colonisation par certains insectes nuisibles vecteurs de maladies comme la tique, et l'apparition de sa maladie associée, la théilériose bovine. La prolifération de cette fièvre de la côte orientale est fonction de l'écologie des tiques lui servant de vecteurs.

Ces conditions nécessitaient la familiarisation des Masai avec l'épidémiologie, c'est-à-dire avec l'étude de l'apparition spatiale et temporelle des maladies. Ce savoir influence fortement le schéma de la fréquentation ou de l'abandon de certaines régions par les bergers jusqu'à dissipation des signes d'une maladie. De surcroît, ils utilisent les plantes tant dans le domaine de la prophylaxie que du traitement. Ils sont capables d'émettre un diagnostic différentiel pour des maladies telles que la fièvre aphteuse, la péripneumonie contagieuse bovine/des caprins, la fièvre catarrhale maligne des bovins, la maladie de la peau bosselée, la maladie du charbon et la théilériose bovine, entre autres. Ils basent leur diagnostic sur les symptômes qui se sont manifestés et sur le profond savoir autochtone sur l'évolution et les vecteurs connus de la maladie.

Plusieurs compétences traditionnelles dans le traitement et/ou le contrôle des maladies du bétail ont été mises en évidence. En ce qui concerne des maladies telles que la théilériose bovine, les Masai cautérisent les glandes lymphatiques enflammées au fer rouge. L'efficacité de ce «remède» peut dépendre de l'habileté du praticien et du mode d'application sélectionné. De plus, des préparations spéciales à base de plantes médicinales

ont été utilisées avec plus ou moins de réussite. Les Masai ne sont donc pas complètement impuissants face à la théilériose bovine.

Les Masai refusent de donner de l'eau au bétail atteint de la maladie du charbon. La raison de cette pratique n'a pas été éclaircie avec précision. Cependant, on pense que lorsque l'eau est refusée au bétail dans les zones semi-arides, la température du corps augmente retardant le déclenchement de la maladie dont l'agent causal est la spore du *Bacillus anthracis*. La virulence de ce bacille peut varier en fonction des changements de température. Une expérience spectaculaire menée par le célèbre chimiste Louis Pasteur démontra que la réduction de la température du corps d'une volaille (poulet) en la plongeant dans l'eau froide augmente ses chances de contracter la maladie du charbon. Cet oiseau, du fait de sa température élevée, résiste, en temps normal, à cette maladie. La suppression de l'accès à l'eau ne permet pas de venir à bout de la maladie mais les Masai pensent que cela leur donne assez de temps pour parcourir de longues distances afin de se procurer l'antibiotique.

Les Masai n'ont pas de remède efficace pour le traitement de la fièvre catarrhale maligne des bovins et autres maladies virales. Cependant, grâce à leurs compétences en matière de diagnostic, ils savent, depuis des siècles, que le gnou est un réservoir d'infection inapparent pour cette maladie. Grâce à cette connaissance, ils ont pu mettre en place une procédure élaborée de contrôle de la maladie impliquant une séparation stricte du bétail et des gnous ainsi que le non-recours aux eaux de surface pour l'abreuvement des animaux pendant la période de reproduction des gnous. Le scientifique moderne n'a découvert que récemment que la fièvre catarrhale maligne des bovins, décrite dès 3600 av. J.-C. par un Égyptien nomade, guérisseur de bétail, était transmise par le gnou.

Cas d'étude: Le projet d'irrigation de Perkerra

Le fleuve Perkerra traverse le district de Koibatek au Kenya. Les habitants traditionnels de cette région étaient les Masai Ilchamus, mieux connus sous le nom de Njemps. Au XIX^e siècle, l'explorateur britannique Joseph Thompson et sa caravane se seraient arrêtés au bord de ce fleuve pour acheter des céréales aux Ilchamus. Comment la communauté locale, qui se consacrait à l'économie pastorale, a-t-elle pu se procurer des céréales? La réponse se trouve dans la capacité des Masai à comprendre leur environnement. Afin de survivre, la communauté avait mis au point un système d'irrigation complexe. Ce système se basait sur une gestion traditionnelle de l'eau où la communauté pratiquait l'irrigation par bassins. Les membres de la communauté construisaient des bassins de forme rectangulaire d'une surface

de 5 à 9 m². Ces bassins recueillaient par une ouverture les eaux de crue du canal. Une fois le bassin rempli, l'ouverture était bouchée et l'opération se répétait pour la rangée suivante de canaux. Jusqu'à présent, la communauté des Njemps a conservé sa connaissance de l'usage, du contrôle et de la distribution des eaux. Ce savoir peut être exploité afin de permettre à d'autres communautés de répondre à leurs besoins de croissance.

Les défis du savoir indigène

La conception spatiale et écologique de l'existence traditionnelle masai a fourni un fondement stable à leur économie et à leur bien-être. La médecine traditionnelle a connu un bel essor. De temps à autre, les risques de sécheresse et d'épidémies ont submergé les dispositions traditionnelles et ont mis leur médecine à rude épreuve. C'est ce qui arriva vers la fin du XIX^e siècle. En de telles circonstances, les interventions comme les systèmes d'irrigation deviennent décisifs.

L'intervention coloniale britannique sur les terres masai porta un coup aux écosystèmes traditionnels. De grandes parcelles de terre près des lacs Naivasha, Elmenteita, Nakuru et Baringo au Kenya ainsi que les rivières se jetant dans ces eaux furent aliénées. Ces terres restaient fondamentales à une gestion appropriée du système pastoral masai puisqu'elles fournissaient des ressources aux troupeaux pendant la saison sèche. Les réserves natives étaient créées dans les zones les plus arides du territoire.

Avec l'augmentation du bétail et de la population, la dégradation des ressources naturelles commença. Les terres masai ont ainsi connu une dramatique réduction de la diversité de leur végétation au cours des dernières décennies. On en voit la preuve par la colonisation croissante de *Tarchonanthus camphoratus* (Sindiga, 1984) et dans la destruction de la végétation forestière et des prairies observées pendant la période coloniale. Ce processus n'a laissé que de rares parcelles d'arbres et de brousse. Cette destruction s'est accompagnée de la disparition des plantes médicinales indigènes, affectant de ce fait l'approvisionnement en médicaments traditionnels masai.

Avec la destruction des plantes médicinales, le savoir médical indigène masai est sévèrement affecté. Ce savoir est rarement consigné, entraînant ainsi sa disparition rapide. Ceci s'explique par le fait que les dépositaires de ce savoir sont les membres les plus âgés de la communauté. Certains des plus grands scientifiques ont demandé de procéder, avec minutie et systématisme, à une étude, à une compilation, à une identification et à une documentation adéquate des herbes médicinales dans le but de réaliser une collection du matériel génétique. Dans cette optique, une information

ethnomédicale est nécessaire afin de créer des standards adéquats pour la médecine traditionnelle, permettant ainsi son utilisation dans la prestation générale des soins de santé. De telles informations peuvent être obtenues des médecins traditionnels, dans la documentation qui a fait l'objet d'une publication, ainsi que par l'intermédiaire de sources orales au sein de la communauté concernée. Les données permettront d'extraire des médicaments naturels des plantes et d'isoler leurs principes actifs identifiés. Dans le cas des systèmes d'irrigation, les Njemps ont démontré que le savoir traditionnel peut être amélioré et complété par la science moderne afin de fournir aux communautés des moyens d'existence durables. C'est un des défis auxquels doivent faire face les scientifiques du XXIe siècle.

BIBLIOGRAPHIE

- FARAH K. O. 1995. Management and Development of the Arid Communal Rangelands in North Eastern Kenya: A Critical Analysis of the Past and the Present (série: The African Pastoral Forum Working Papers), n° 7, Kabete (Kenya), University of Nairobi, Pastoral Information Network Programme.
- GOFFMAN E. 1959. *The Presentation of Self in Everyday Life*, New York, Double Day.
- JACOBS A. H. 1963. *The Pastoral Maasai of Kenya. Reports of Anthropological Field Research*, Londres, Ministry of Overseas Development.
- JOHNSON M. (dir. publ.). 1992. Lore: Capturing Traditional Environmental Knowledge, Ottawa (Ontario), International Development Research Centre.
- KNIGHT C. G. 1974. *Ecology and Change: Rural Modernization in an African Community*, New York, Academic Press.
- KOFI-TSEKPO W. M. (1995). Drug Research Priorities in Kenya with Special Emphasis on Traditional Medicines. Dans: SINDIGA I., NYAIGOTTI-CHACHA C. et KANUNAH M. P. (dir. publ.), *Traditional Medicine in Africa*, Nairobi, East African Educational Publishers.
- LAST M. 1986. The Professionalisation of African Medicine. Ambiguities and Definitions. Dans: LAST M. et CHAW NDUKA G. L. (dir. publ.). *The Professionalisation of African Medicine*, Manchester, Manchester University Press, p. 1–19.
- MBULA J. 1977. The Impact of Family Structure and Stability: The Case of the Akamba of Eastern Kenya, thèse de doctorat inédite, Nairobi, Université de Nairobi.

- McClelland D. 1996. *The Achieving Society*, Princeton (New Jersey), Van Nostrand.
- NEWMAN J. L. 1970. The Ecological Basis of Subsistence Change Among the Sandawe of Tanzania, Washington D.C., National Academy of Science.
- NIAMIR M. 1990. Herders' Decision-Making in Natural Resources Management in Arid and Semi-Arid Africa, Community forestry note 4, Rome, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).
- OGBURN W. F. 1964. *On Culture and Social Change: Selected Papers*, Chicago (Illinois), University of Chicago Press.
- PILLSBURY B. L. K. 1979. Reaching the Rural Poor: Indigenous Health Practitioners Are There Already. Dans: *AID Program Evaluation Discussion Paper n° 1*, Washington D.C., United States Agency for International Development, Center for Development Information and Evaluation.
- SANKAN S. S. 1971. The Maasai, Nairobi, East African Literature Bureau.
- SINDIGA I. 1984. Land and Population Problems in Kajiado and Narok, Kenya. Dans: *African Studies Review*, vol. 27, n° 1, p. 23–39. Amherst (Massachusetts), University of Massachusetts.
- 1994. Indigenous (Medical) Knowledge of the Maasai. Dans: *Indigenous Knowledge and Development Monitor*, vol. 2, n° 1, p. 16–18.
 La Haye, Nuffic.
- —, Burnett G. W. 1988. Geography and development in Kenya. Dans: *Professional Geographer*, vol. 40, n° 2, p. 232–237. Londres, Blackwell Publishing.
- THOMAS W. I., ZINANIECKI F., ZARETSKY E. 1974. *The Polish Peasant in Europe and America: A Classic Work in Immigration History*, Urbana and Chicago (Illinois), University of Illinois Press.
- TOLOUMBAYE T. 1994. Pastoral Development in Sub-Saharan Africa: The Role and Significance of Indigenous Technical Knowledge, *The African Pastoral Forum-Working Paper Series*, n° 2, Kabete (Kenya), PINEP, University of Nairobi.
- UICN, PNUE, WWF. 1991. Caring for the Earth: A Strategy for Sustainable Living, Gland, Suisse.

13

La science moderne et les notions changeantes de temps, d'espace et de matière

Michel Paty (coordinateur) en collaboration avec Michel Morange et Christian Houzel

Introduction

A u moment même où la Première Guerre mondiale faisait rage, témoignant de la folie des peuples, de nouvelles connaissances scientifiques prenaient forme, qui auraient comme effet de bouleverser, plus que ce ne fut jamais le cas avec une telle rapidité dans l'histoire de l'humanité, l'image que l'homme se fait du monde, celle qu'il se donne de lui-même, et celle de ses conceptions sur la connaissance. Lorsque les fumées du grand affrontement meurtrier se dissipèrent, ce fut par bien des aspects un nouveau paysage qui s'offrit à la vue, sur un horizon immensément élargi.

La modification la plus grandiose et la plus surprenante, qui suscita des débats passionnés et la fascination de beaucoup, concernait la vision du monde physique et de l'Univers. L'expédition scientifique menée en mai 1919 en Guinée et au Brésil, sous la direction de l'astronome Arthur Eddington et commanditée par la *Royal Society* et la *Royal Astronomical*

Society de Londres, pour observer une éclipse de Soleil à l'équateur, était en elle-même tout un symbole. Son enjeu dépassait de loin la seule connaissance astrophysique de la couronne et des éruptions solaires puisqu'il s'agissait surtout d'observer une éventuelle courbure des rayons lumineux stellaires lorsqu'ils passent à proximité du Soleil. Cette propriété équivalait à dire que l'espace est courbé par les grandes masses de matière qu'il contient, constituant ainsi l'une des principales conséquences de la théorie de la relativité générale, présentée par Albert Einstein à l'Académie des sciences de Berlin dès la fin de l'année 1915.

La théorie de la relativité d'Einstein modifiait en profondeur les concepts physiques d'espace et de temps et allait à l'encoutre, en même temps, de cette sorte d'assomptions intuitives sur la physique qui prévalait depuis plus de deux cents ans. En même temps, la cosmologie mettait pour ainsi dire l'Univers tout entier à portée de la main des savants, qui découvraient son immensité et, peu après, son mouvement d'expansion. Les années de la fin de la Grande Guerre de 1914–1918 connurent à nouveau une phase décisive préparatoire d'une autre révolution, plus radicale peut-être, parce qu'elle concernait la connaissance de la matière «commune» dans sa structure intime, atomique d'abord, subatomique ensuite (cette dernière surtout au cours des années 1930 et 1940 suite à l'impact de la physique quantique). Dans une autre direction, les mêmes années 1930 virent quelques savants commencer à explorer, en s'appuyant sur des résultats antérieurement obtenus par Henri Poincaré, la théorie mathématique des systèmes dynamiques. Cette théorie, considérée du point de vue physique, devait donner lieu, à partir des années 1960, aux conceptions sur le «chaos déterministe».

Tous les autres domaines de la science, et singulièrement des autres sciences exactes ou de la nature, connurent à cette époque des renouvellements considérables. Parmi les sciences dites formelles, telles que les diverses branches des mathématiques et de la logique, les transformations affectèrent jusqu'aux questions de leurs fondements mêmes, tandis que le calcul opérationnel et l'informatique commençaient à prendre leur essor. Tout comme la physique et la chimie, les sciences naturelles et particulièrement la biologie subissaient les contrecoups de la révolution quantique qui modifiait les interprétations de la théorie darwinienne de l'évolution. En même temps, les sciences naturelles développaient l'immunologie et la génétique et posaient bientôt les jalons de l'approche biomoléculaire qui triompherait dans les années 1950. La neurophysiologie, bénéficiant des techniques physico-chimiques les plus récentes, connaissait à partir des années 1980 un développement notable qui entraîna l'essor des sciences cognitives. En géologie, la théorie de la tectonique des plaques, confirmant les vues pionnières émises dès 1912 par Alfred Wegener sur la dérive des continents, mais alors rejetées, devait s'avérer cinquante ans après une autre révolution majeure de notre «image du monde». Ses leçons convergeaient avec celles d'autres disciplines (évolution de l'Univers, «vie et mort» des étoiles où s'élaborent les éléments chimiques, évolution de la vie), pour enseigner que l'étoffe de la nature cosmique, physique et biologique, est le siège d'un processus de genèse de formes et de modifications incessantes, que la matière et l'Univers sont une, et que tous ces processus s'enchaînent les uns aux autres.

Les nouvelles sciences frontières apparaissent dès lors, à l'instar de ces plaques continentales qui glissent et basculent l'une sous l'autre, en faisant surgir, dans la longue patience de centaines de milliers et de millions d'années, les nouvelles configurations du globe sous nos pieds, comme les lieux où se dévoilent les perspectives qui renouvellent nos connaissances.

13.1

Les nouveaux concepts de matière, d'espace et de temps

Michel Paty (coordinateur)

13.1.1 La théorie de la relativité

Michel Paty

La théorie de la relativité, développée au début du siècle, comporte deux étapes. La première, la *relativité restreinte*, est née de la nécessité de rendre compatibles entre elles deux sciences bien établies, la mécanique des corps matériels et la dynamique des champs électromagnétiques. Elle correspond, en exprimant l'invariance des lois physiques dans les mouvements rectilignes uniformes (ou d'*inertie*), à une modification des concepts d'espace et de temps par rapport à leur définition admise depuis Newton : ils ne sont plus indépendants et absolus mais seulement relatifs, tout comme la notion de *simultanéité*, au référentiel de coordonnées spatiales et de temps auquel on les rapporte. Leur relation étroite s'exprime sous la forme d'un nouveau concept physico-mathématique, l'*espace-temps* à quatre dimensions. La masse est une forme d'énergie, ce que traduit la formule $E=mc^2$, devenue célèbre par sa vérification et son utilisation dans les réactions nucléaires.

La deuxième étape, la *théorie de la relativité générale*, a résulté de deux considérations principales: le caractère arbitraire de la restriction des invariances physiques aux seuls mouvements d'inertie, qui suggérait leur extension possible aux mouvements accélérés les plus généraux, et l'égalité de l'accélération locale des corps dans un champ de gravitation — loi de Galilée de la chute des corps —, érigée par Albert Einstein en *principe d'équivalence* entre un champ de gravitation et un mouvement accéléré. La théorie, développée sur ces bases à l'aide du formalisme mathématique de l'espace-temps et du calcul différentiel absolu — calcul tensoriel —, permit d'exprimer une nouvelle théorie relativiste généralisée de la gravi-

tation donnant la structure de l'espace-temps, pour des espaces physiques désormais non-euclidiens et des temps non-uniformes. En d'autres termes, la courbure de l'espace est déterminée par les masses qu'il contient et les champs de gravitation dont elles sont les sources.

Ces deux étapes de la théorie de la relativité sont dues en premier lieu aux travaux d'Albert Einstein, dans la logique d'un mouvement de pensée axé autour de l'idée d'invariance des lois physiques dans les transformations dues aux mouvements relatifs, et de la critique dans cette perspective des théories physiques existantes et de leurs concepts. De cette manière, la théorie de la relativité restreinte est apparue, après coup, comme préparatoire à la théorie de la relativité générale. L'originalité foncière de la seconde, qui germa dans le seul cerveau d'Einstein, confirma et radicalisa l'idée forte déjà présente dans la première, à savoir la nécessité de modifier les concepts d'espace et de temps et de leur octroyer un contenu physique dicté par les propriétés générales de la matière, telles qu'elles s'expriment par l'énoncé des principes physiques des théories.

La relativité restreinte

Cependant, certains aspects de la relativité restreinte furent également acquis par d'autres travaux qui préparèrent ou accompagnèrent les recherches d'Einstein, au premier rang desquels ceux d'Hendryk A. Lorentz et d'Henri Poincaré, qui formulèrent les propriétés d'une dynamique électromagnétique dont les équations étaient semblables à celles d'Einstein, mais pour des contenus conceptuels sensiblement différents. Les formules de transformation des coordonnées d'espace et de temps (dénommées par Poincaré «transformations de Lorentz»), nécessitée selon eux par la dynamique électromagnétique, pouvaient encore coexister avec la conception d'un espace physique — l'éther au repos —, et d'un temps absolus, conformes à ceux de la mécanique classique newtonienne.

La théorie d'Einstein, publiée en 1905, portait également au départ sur «l'électrodynamique des corps en mouvement», théorie qu'elle se proposait de réformer pour la mettre en conformité avec le «principe de relativité», exprimant que les lois des phénomènes physiques ne dépendent pas du mouvement — rectiligne et uniforme, ou «d'inertie» — des corps qui sont le siège de ces phénomènes. Pour y parvenir, Einstein procéda en fait à une réforme plus vaste, dépassant le projet initial, parvenant à ce que l'on appellerait la *théorie de la relativité (restreinte)*, qui exprime une condition d'invariance (plus exactement de *covariance*) non-rattachée à une dynamique particulière, mais obligeant *toute dynamique*.

La validité du principe de relativité, considéré jusqu'alors pour la mécanique, lui paraissait devoir être étendue à l'optique et à l'électromagnétisme pour des raisons à la fois empiriques et théoriques. Les raisons « empiriques » étaient en fait des généralisations de résultats d'expérience portant sur des ensembles de *phénomènes avérés*, plutôt que sur des observations singulières. Elles concernaient les phénomènes optiques et électromagnétiques qui demeuraient les mêmes pour des systèmes en repos ou en mouvement relatif. Il était donc impossible, par exemple, de mettre en évidence à partir de ceux-ci le mouvement absolu de la Terre par rapport à l'éther, milieu supposé de la propagation des ondes. Cependant la théorie électromagnétique, formulée par James Clerk Maxwell quelques décennies auparavant, donnait au système de coordonnées de référence de l'éther, supposé au repos dans l'espace absolu de la mécanique newtonienne, un rôle privilégié, dissymétrique par rapport à l'ensemble des systèmes en mouvement rectiligne uniforme par rapport à lui.

Cette dissymétrie était contraire au principe de relativité, que les phénomènes semblaient par ailleurs respecter. Relevant cette contradiction, Einstein l'attribua à un défaut de la théorie électromagnétique (qui ne respectait pas le principe de relativité) mais aussi à l'insuffisance de la mécanique, qui pose les définitions et les lois générales du mouvement et les rapporte à un espace et à un temps absolu, indépendants des phénomènes physiques. Einstein fut amené à réformer ces deux théories l'une par l'autre, en gardant de chacune d'elle sa propriété la plus fondamentale correspondant à un principe physique de validité universelle: le principe de relativité pour la mécanique et celui de constance de la vitesse de la lumière dans le vide² pour la théorie électromagnétique. Ces deux principes étaient en apparence incompatibles. La vitesse de la lumière étant constante dans le système de l'éther (repos absolu), elle devait être différente dans tout système en mouvement par rapport à ce dernier, contrairement aux exigences du principe de relativité. Toutefois, comme Einstein s'en rendit compte, l'incompatibilité tenait à ce que l'on admettait implicitement que les vitesses de deux mouvements (ici, celui de la lumière et celui du référentiel) se composent suivant la loi galiléenne d'addition.³

Or cette règle pouvait (et même devait) être abandonnée pour peu que l'on redéfinisse la grandeur vitesse, c'est-à-dire la distance et la durée dont elle est le rapport, en les soumettant aux deux principes physiques énoncés, ce qui leur donnerait une signification physique. Einstein, inspiré par des réflexions antérieurement proposées par Ernst Mach et par Poincaré, commença par s'interroger sur la simultanéité, qui est absolue pour des actions instantanées (dans la physique de Newton) mais qui n'est que relative (à un référentiel particulier, et non à tous) pour des actions propagées à vitesse finie. Une nouvelle définition des concepts d'espace et de temps,

physiques, c'est-à-dire donnés dans des relations de phénomènes, s'ensuivait. Le passage d'un point de l'espace à un autre et d'un instant à un autre implique la considération de phénomènes physiques (par exemple, une transmission de signal lumineux) agissant entre ces espaces et ces temps, et répondant aux deux principes choisis.

Einstein déduisit directement de ces considérations les formules de transformations qui font passer d'un système de coordonnées et de temps à un autre en mouvement relatif (les transformations de Lorentz) faisant apparaître une dépendance mutuelle des coordonnées d'espace et du temps. De ces formules résultait une nouvelle loi (relativiste) de composition des vitesses, qui assurait la constance de la vitesse de la lumière quand on la composait avec toute autre vitesse, et en faisait désormais une limite absolue. Il en résultait aussi la symétrie des mouvements relatifs et la perte du privilège de l'éther en repos en tant que référentiel. La notion même d'un éther, conçu comme une sorte d'intermédiaire entre la matière et l'espace, était devenue inutile.

La théorie de la relativité restreinte issue de ces considérations correspond à une nouvelle cinématique, applicable à tous les systèmes physiques quelle que soit la nature de leur dynamique, et qui retrouve celle de la mécanique newtonienne dans l'approximation des faibles vitesses. ⁵ Dans la cinématique relativiste, les distances relatives se contractent dans la direction du mouvement et les durées relatives se dilatent. Cette relativité du temps et de l'espace fait qu'un corps en mouvement rapide paraît plus court quand il est vu d'un système en repos par rapport à lui, et que les battements d'horloges v sont plus lents. Paul Langevin en fit l'argument de son «expérience de pensée» de deux jumeaux se retrouvant, au terme d'un voyage cosmique, avec des âges différents. C'est par la même raison qu'une particule de courte durée de vie dans son système propre⁶, produite dans la haute atmosphère par l'interaction de rayons cosmiques, peut parvenir sur Terre avant d'être désintégrée. Son temps de vie dans le référentiel du laboratoire est dilaté en raison de la grande vitesse de son mouvement. De même, les particules de haute énergie produites dans des accélérateurs voient leur durée de vie allongée dans le système au repos relatif où elles sont détectées. De telles expériences ont été réalisées bien après la formulation de la théorie de la relativité restreinte, dont elles sont l'illustration directe. Elles sont d'usage courant aujourd'hui, ce qui a contribué à familiariser les physiciens avec ces notions qui leur sont désormais intuitives.

La relation entre la masse et l'énergie est une conséquence de la nouvelle cinématique et s'applique à tout élément de matière. Elle est plus sensible lorsque les énergies ou les échanges d'énergie sont élevés, comme dans les désintégrations radioactives ou les réactions nucléaires, mais elle est générale. On a pu l'observer même dans certaines réactions chimiques,

ces dernières années, pour des éléments situés très haut dans la classification périodique, dont les énergies de liaison des couches atomiques internes sont élevées.

L'essentiel de la théorie de la relativité restreinte d'Einstein est contenu dans ces propriétés. Elles concernent une nouvelle «cinématique», c'est-àdire une nouvelle façon de concevoir et de formuler les propriétés générales du mouvement des corps dans l'espace et dans le temps, ce qui a des effets de contrainte sur la forme de la dynamique par l'exigence de covariance, c'est à dire de transcription mathématique du principe de relativité sur la forme des grandeurs de la théorie physique et de ses équations.

Hermann Minkowski exprima peu après une théorie mathématique de l'espace-temps directement appropriée à la théorie de la relativité restreinte d'Einstein. Il reprit pour cela l'idée, initialement proposée par Poincaré, d'écrire le temps comme une quatrième coordonnée d'espace, mais imaginaire. Aux coordonnées spatiales et au temps se substituait donc l'espace-temps, continuum à quatre dimensions, trois d'espace et une pour le temps, liées entre elles par une constante de structure de l'espace-temps qui n'est autre que la vitesse de la lumière, invariante dans toutes les transformations. 8

La relativité générale

La théorie de la relativité générale porta plus loin la réflexion critique sur les concepts et la formulation des théories physiques en relation à la question de la relativité des mouvements, par une généralisation de l'invariance des lois physiques aux mouvements quelconques (accélérés). En relation avec cette exigence, Einstein eut l'idée d'exprimer le fait fondamental de la gravitation, à savoir la loi de la chute des corps de Galilée qui stipule l'égalité d'accélération pour tous les corps à égale hauteur de chute, sous la forme d'un « principe d'équivalence » locale — en un point donné d'espace-temps, entre un champ de gravitation homogène et un mouvement uniformément accéléré. À l'intérieur d'un ascenseur en chute libre, on ne se rend pas compte de la chute, annulée par l'entraînement du mouvement accéléré. Cette identification correspondait à la formulation d'une propriété fondamentale de tout champ de gravitation, rapporté à des mouvements accélérés. On pouvait alors obtenir la théorie (relativiste) du champ de gravitation par la seule considération de *covariance générale* — même forme de la loi dans des transformations de coordonnées pour des mouvements quelconques. La représentation mathématique de l'espace-temps de Minkowski permettait cette formulation, en faisant appel à une courbure non-euclidienne de l'espace (géométrie de Riemann). La forme de l'espace-temps est donnée par la métrique, déterminée physiquement par les champs de gravitation qui s'y trouvent, selon les équations d'Einstein, et à laquelle ce dernier aboutit à la fin de l'année 1915. La théorie de la relativité générale implique une modification encore plus radicale que la relativité restreinte de la pensée physique de l'espace et du temps. Ces derniers sont liés non seulement entre eux, mais à la matière elle-même, l'espace-temps ne constituant plus un cadre extérieur aux phénomènes qui s'y déroulent, mais étant physiquement affecté par ceux-ci. Les relations des distances et des durées étant en tout point soumises au champ de gravitation en ce point.

Trois conséquences physiques découlaient directement de la théorie d'Einstein: l'«avance séculaire» du périhélie de la planète Mercure, la plus rapide du système solaire, en accord avec l'observation faite au milieu du XIX° siècle par Urbain Le Verrier et inexpliquée par la théorie newtonienne de la gravitation¹¹; la déviation des rayons lumineux dans un champ de gravitation, qui correspond à la courbure de l'espace au voisinage des grandes masses, qui fut constatée en 1919 lors de l'observation de l'éclipse solaire dont on a parlé plus haut; et le déplacement de la longueur d'onde de la lumière vers le rouge dans un champ de gravitation, qui fut constatée quelque temps plus tard. La dilatation du temps, à laquelle elle correspond, fut observée ultérieurement avec les mesures de précision d'horloges atomiques placées près de masses montagneuses.

D'autres implications de la théorie de la relativité générale sont apparues par la suite d'une importance considérable, comme l'existence (proposée par Einstein dès 1916) d'ondes gravitationnelles (variations du champ de gravitation propagées dans l'espace, comme des rides de l'espace-temps), qui sont à la théorie relativiste de la gravitation d'Einstein ce que les ondes électromagnétiques sont à la théorie de Maxwell. Des preuves indirectes de l'existence de ces ondes ont été obtenues par l'observation des oscillations d'un pulsar binaire (le système 1916+17), par R. A. Hulse et J. H. Taylor. Leur vérification directe, extrêmement difficile en raison de la petitesse de la constante de gravitation et des grandes masses de matière nécessaires, est encore à l'état de projets au début du XXIe siècle: les projets Virgo en Europe et Ligo aux États-Unis, par la construction d'antennes géantes pour détecter des ondes de gravitation en provenance du cosmos (explosions de supernovae).

D'autres conséquences remarquables de la théorie de la relativité générale concernent des objets célestes de très haute densité tels que les trous noirs ou encore la reconnaissance de la cosmologie comme étant une science (voir plus loin). Mais la fécondité remarquable de la théorie de la relativité générale en ce qui concerne l'univers physique n'est apparue qu'à

partir des années 1960, avec les développements de l'astrophysique et de la cosmologie d'observation. Auparavant, la théorie avait surtout suscité l'intérêt d'un petit nombre de chercheurs (surtout des mathématiciens), qui la cultivaient pour sa beauté formelle. Elle est considérée désormais comme l'une des principales théories physiques, avec la physique quantique, et comme la théorie de la gravitation et de la cosmologie.

NOTES

- 1. «Dynamique» désigne l'action d'un type particulier de forces (par exemple : dynamique électromagnétique, gravitationnelle, etc.).
- 2. Indépendamment du mouvement de sa source. La vitesse de la lumière dans le vide est désignée habituellement par le symbole *c*, dont nous nous servirons dans la suite.
- 3. Addition vectorielle, suivant les trois coordonnées d'espace.
- 4. Pour deux vitesses colinéaires, u et v, leur composition est

$$V = \frac{u+v}{1+\frac{uv}{c^2}}$$

- Si l'une d'elles est la vitesse de la lumière u = c, cela donne V = 0.
- 5. Faibles par rapport à la vitesse de la lumière.
- 6. Un *muon*, particule instable se désintégrant avec une durée de vie de 1 microseconde (10⁻⁶ s) et devant parcourir quelques kilomètres (10³ m) avant de parvenir à la Terre.
- 7. $x_i = ict$, avec $i = \sqrt{-1}$.
- 8. Dans cet univers quadridimensionnel, les transformations de Lorentz correspondent à des rotations des quatre coordonnées, qui laissent invariantes les « distances ». La *métrique* de cet hyperespace (ou univers de Minkowski) est donc caractérisée par un élément invariant de « distance », $ds^2 = dx_1^2 + dx_2^2 + dx_3^2 c^2 dt^2$, et sa signature (+,+,+,-) est celle d'un espace *quasi euclidien*. Dans l'espace-temps, toute action propagée à la vitesse de la lumière franchit une distance spatiale x dans un intervalle de temps t tel que $x=\pm ct$. Cette équation définit le « cône de lumière ». La région d'espace-temps interne au cône de lumière dite du « genre temps » est celle des actions physiques entre deux de ses points, et la région externe, dite du « genre espace » est non-physique, car aucun couple de ses « quadripoints » ne peut être en relation causale.
- 9. La métrique d'espace-temps quasi euclidienne de la relativité restreinte (voir plus haut), est remplacée par une métrique de la forme la plus générale, $ds^2 = \sum g_{\mu\nu} dx_\mu dx_\nu$ dans laquelle x_μ sont x_ν des coordonnées généralisées d'espace-temps, et les fonctions $g_{\mu\nu}$ (de telles grandeurs à plusieurs indices sont des tenseurs) représentent la métrique en chaque point.
- 10. L'équation d'Einstein relie le tenseur métrique au tenseur d'énergie-impulsion de la matière.
- 11. Cette avance est de 43' d'arc par siècle.

BIBLIOGRAPHIE

- EDDINGTON, SIR A. S. 1918. Report on the Relativity Theory of Gravitation, Londres, Fleetway Press.
- 1933. The Expanding Universe, Cambridge, Cambridge University Press.
- EINSTEIN A. 1920. *Relativity, the Special and General Theory*, Londres, Methuen.
- 1972. Réflexions sur l'électrodynamique, l'éther, la géométrie et la relativité, Paris, Gauthier-Villars.
- 1987–2004. *The Collected Papers of Albert Einstein*, 9 vols., Princeton (New Jersey), Princeton University Press.
- 1996. *Œuvres choisies*, 6 vols., (trad. française ENS Fontenay Saint-Cloud), Paris, Éditions du Seuil/CNRS, Paris.
- Besso M. 1972. Correspondance 1903–1955, Paris, Hermann.
- EINSTEIN A., INFELD L. 1938. *The Evolution of Physics*, New York, Simon & Schuster.
- GLICK T. (dir. publ.) 1987. *The Comparative Reception of Relativity*, Dordrecht (Pays-Bas), Reidel.
- GRÜNBAUM A. 1973. *Philosophical Problems of Space and Time*, Dordrecht (Pays-Bas), Reidel.
- KLEIN E., SPIRO M. (dir. publ.). 1994. Le Temps et sa flèche, Gif-sur-Yvette (France), Éditions Frontières.
- KOUZNETSOV B. 1971. Essais sur la relativité, Moscou, Éditions MIR.
- Leite Lopes J. 1993. Théorie relativiste de la gravitation, Paris, Masson.
- MERLEAU-PONTY J. 1997. Einstein, Paris, Flammarion.
- MILLER A. I. 1981. *Albert Einstein's Special Theory of Relativity: Emergence* (1905) and Early Interpretation (1905–1911), Reading (Massachusetts), Addison-Wesley.
- PAIS A. 1982. Subtle is the Lord: The Science and Life of Albert Einstein, Oxford, Oxford University Press.
- Paty M. 1993. Einstein philosophe: La physique comme pratique philosophique, Paris, Presses Universitaires de France.
- 1997. Einstein, Paris, Les Belles Lettres.
- PAULI W. 1958. Theory of Relativity, Oxford, Pergamon Press.

- REICHENBACH H. 1950. The Philosophy of Space and Time, New York, Dover Publications.
- SCHILPP P. A. (dir. publ.). 1949. *Albert Einstein, Philosopher Scientist*, The Library of Living Philosophers, vol. 7, La Salle (Illinois), Open Court.
- SCHRÖDINGER E. 1985. *Space-Time Structure*, Cambridge (Massachusetts), Cambridge University Press (série: Cambridge Science Classics).
- STACHEL J. (dir. publ.). 1998. Einstein's Miraculous Year: Five Papers that Changed the Face of Physics, Princeton (New Jersey), Princeton University Press.
- TORETTI R. 1984. Relativity and Geometry, Oxford, Pergamon Press.
- WEYL H. 1922. *Temps, espace, matière. Leçons sur la théorie de la relativité générale*, Paris, Blanchard.
- ZAHAR E. 1989. *Einstein's Revolution: A Study in Heuristics*, La Salle (Illinois), Open Court.

13.1.2 LA PHYSIQUE QUANTIQUE

Michel Paty

La physique quantique est un domaine d'une étendue considérable, puisqu'elle concerne la structure profonde de la matière en général, des objets cosmiques aux corps de notre environnement et aux atomes dont nous sommes nous-mêmes constitués. Elle assure l'unité de la matière dans la diversité de ses formes d'organisation, des associations moléculaires d'atomes aux propriétés des noyaux atomiques et des particules élémentaires que recèlent effectivement ou «virtuellement» ces derniers. L'outil de compréhension théorique de ce domaine de la physique est constitué autour de la mécanique quantique, appliquée à des modèles théoriques particuliers (atomiques ou nucléaires), et prolongée, d'un point de vue fondamental, en théorie quantique des champs. Sous la forme de l'électrodynamique quantique, cette dernière permet de rendre compte avec une extrême précision des propriétés des atomes, déterminées par le champ d'interaction électromagnétique. Les extensions plus récentes de la «théorie quantique des champs» aux autres interactions qui agissent au niveau nucléaire, sous la forme des «champs de jauge», ont été effectuées dans le cadre conceptuel de la mécanique quantique, confirmant ainsi sa puissance heuristique.

Ce cadre conceptuel, tout en rompant avec plusieurs caractères attribués jusqu'alors à la représentation des phénomènes physiques, a suscité, depuis sa mise en place à la fin des années 1920, des problèmes d'interprétation tant physique que philosophique. De vifs débats ont opposé à ce propos les plus grands physiciens de l'époque qui ont contribué à fonder cette théorie.

LA QUANTIFICATION DU RAYONNEMENTET DES ATOMES

L'introduction des quanta en physique remonte aux travaux effectués en 1900 par Max Planck sur le rayonnement (hypothèse de la discontinuité ou « quantification » des échanges d'énergie dans l'émission et l'absorption d'un rayonnement lumineux de fréquence donnée)¹, prolongés par les premières recherches d'Einstein dans ce domaine, en 1905–1909 (quantification de l'énergie lumineuse elle-même², extension de l'hypothèse quantique aux

chaleurs spécifiques des atomes, première forme d'une dualité ondulatoirecorpusculaire de la lumière) (illustration 68). Cette discontinuité, devenue un caractère fondamental des phénomènes physiques concernant les atomes et le rayonnement, devait obliger à repenser la théorie physique dans son ensemble, qui était au contraire fondée sur l'approche continue des équations différentielles en mécanique comme en électromagnétisme.

Niels Bohr proposa en 1913 un modèle théorique de l'atome qui modifiait le modèle planétaire de Rutherford (électrons orbitant autour d'un noyau central porteur de presque toute la masse atomique et de charge positive) en quantifiant les orbites d'électrons, rendant ainsi compte de la stabilité de l'atome ainsi que des échanges d'énergie dans l'émission et l'absorption de rayonnement³ du noyau central. Peu après, en 1916, Einstein rassembla les données des phénomènes quantiques en une théorie synthétique mais encore marquée par les concepts classiques. Cette «première théorie des quanta» fut le point de départ des élaborations théoriques conduisant à la mécanique quantique. Einstein y calculait les amplitudes des transitions entre les niveaux atomiques et démontrait que le rayonnement émis ou absorbé dans ces transitions avait un comportement double, à la fois ondulatoire et corpusculaire (une quantité de mouvement correspond à la longueur d'onde, de même qu'une énergie correspond à la fréquence). 4 Ces deux traits devaient demeurer dans la mécanique quantique — mieux, ils seraient à la base de son élaboration. Louis de Broglie généralisa, en 1923, la dualité onde-corpuscule du rayonnement à tous les éléments de matière⁵, propriété vérifiée par la suite avec l'observation de la diffraction d'électrons puis d'autres particules.

Satyendra N. Bose et Einstein s'aperçurent, en 1924, que les propriétés quantiques des systèmes physiques, pour le rayonnement comme pour certains gaz monoatomiques⁶, étaient intrinsèquement reliées à une «indiscernabilité des particules identiques» telle que l'état physique reste inchangé si l'on échange deux de ces particules (symétriques dans l'échange mutuel), correspondant à un comportement statistique particulier.⁷ Ainsi, un nombre quelconque de particules d'un système peuvent se trouver dans le même état physique, et sont alors en cohérence de phase. Cela entraînait un certain nombre d'effets inexistants en physique classique dont nous reparlerons plus loin, à savoir la «condensation de Bose-Einstein» (Einstein, 1925), un premier exemple de description d'une «transition de phase», la superfluidité et la supraconductivité.

Parallèlement à ces résultats, Enrico Fermi et Paul A. M. Dirac signalèrent une autre statistique non classique pour une autre classe de particules indiscernables, antisymétriques dans leur échange mutuel. Cette statistique «de Fermi-Dirac», relative aux particules appelées «fermions»⁸, rendait compte d'une propriété générale, le «principe d'exclusion», formulé quelque temps auparavant par Wolfgang Pauli sur une base empirique: dans un système physique, deux électrons identiques ne peuvent être dans un même état quantique (par exemple, un niveau atomique donné). Cette règle rend compte de la composition des niveaux d'énergie des atomes et donc de la classification périodique des éléments.

Ces propriétés fondamentales ont été intégrées par la mécanique quantique dans le formalisme de la «fonction» d'onde (ou «vecteur d'état») représentative d'un système physique, symétrique ou antisymétrique pour l'échange des particules identiques (respectivement de bosons ou de fermions). Elles sont un des aspects du «principe de superposition».

LA MÉCANIQUE QUANTIQUE

Les bases de ce qui allait être la «mécanique quantique» étaient ainsi posées. Celle-ci fut établie en 1925–1926, par deux approches différentes, mais qui conduisirent à des résultats équivalents: la mécanique ondulatoire, développée par Erwin Schrödinger à partir de la notion d'onde de matière (les équations de la mécanique y sont appliquées à une «fonction d'onde» du système), et la mécanique quantique proprement dite, formulée par Werner Heisenberg, Max Born, Pascual Jordan, Paul Dirac, qui faisait un calcul des amplitudes de transitions entre niveaux atomiques sans faire appel à aucune image classique, comme des trajectoires d'électrons. Ce calcul de «grandeurs observables» correspondait au calcul matriciel pour des systèmes d'équations linéaires. Le formalisme de la mécanique quantique fut développé sur cette base, les grandeurs physiques étant représentées par des opérateurs linéaires (qui, à la différence des nombres, ne commutent pas quand on fait leur produit deux à deux)⁹ et l'état d'un système par un «vecteur d'état» sur lequel opèrent ces grandeurs.

Schrödinger établit alors l'équivalence des deux mécaniques, ondulatoire et quantique, et Max Born (illustration 69) proposa, la même année (1926), l'interprétation probabiliste de la fonction d'onde ou vecteur d'état représentant le système physique. Cette fonction ψ, donnée par une équation causale (l'équation de Schrödinger), fournit la probabilité pour que le système qu'elle décrit soit dans l'état caractérisé par les grandeurs physiques de valeurs données. La fonction ψ a donc la signification physique d'une «amplitude de probabilité», et l'onde de Schrödinger n'est pas une onde physique dans le sens usuel, mais une entité abstraite, une «onde de probabilité». La grandeur qui représente un système physique, la fonction d'état ψ, possède la propriété «de superposition» propre à de telles amplitudes: toute superposition linéaire de fonctions qui sont des

solutions de l'équation du système physique est aussi une solution et peut donc représenter le système.

Cette propriété s'avéra être l'une des plus fondamentales de la mécanique quantique, rendant compte de ses caractères les plus spécifiques comme la dualité onde-particule et la diffraction des particules quantiques (électrons, neutrons, etc.), l'indiscernabilité des particules identiques, ainsi que la non-séparabilité locale de systèmes de particules que nous évoquerons plus loin, et les «oscillations» de divers systèmes électriquement neutres de particules (par exemple les neutrinos), etc.

En 1927, Heisenberg démontra que les «grandeurs conjuguées», correspondant à des opérateurs ne commutant pas (par exemple, la position x et l'impulsion p), sont caractérisées par des relations d'inégalité entre leurs largeurs spectrales, du type $\Delta x.\Delta p \geq \hbar$, les inégalités de Heisenberg. De telles grandeurs, dites «incompatibles» ou «conjuguées», ne peuvent donc pas être l'objet d'une détermination conjointe avec une précision absolue.

La mécanique quantique fut alors exprimée dans un formalisme mathématique approprié, la fonction d'état d'un système physique, avec sa propriété (vectorielle) de superposition linéaire et sa signification physique d'amplitude de probabilité, est définie dans un espace de Hilbert (les éléments, ou vecteurs, d'un tel espace abstrait sont des « fonctions de carré sommable»). Les grandeurs physiques ne sont plus décrites par des nombres ou des fonctions numériques, mais par des opérateurs mathématiques, linéaires, agissant sur la fonction d'état du système. La détermination de l'état d'un système physique est obtenue à l'aide d'un « ensemble complet de grandeurs (observables) qui commutent ». 11

La mécanique quantique ainsi constituée (le terme désigne aussi bien, en général, la mécanique ondulatoire) se trouvait dès lors en mesure de décrire les propriétés de la matière et du rayonnement, ainsi que de leur interaction. Elle constitua un corps de doctrine, à partir de l'année 1927 où elle fut présentée lors du Conseil de physique Solvay, comme une théorie physique consistant en un formalisme mathématique, plus abstrait que d'ordinaire, muni d'interprétations le rendant apte à décrire des systèmes physiques. Audelà d'interprétations physiques telles que l'interprétation probabiliste de la fonction d'état, la mécanique quantique fit appel, lors de sa constitution et encore longtemps après, à une « interprétation philosophique », destinée, dans l'esprit de ses promoteurs, à permettre son usage rationnel malgré le caractère inhabituel de ses propositions principales, qui dérogeaient aux conceptions jusque-là en vigueur en physique, telles que la réalité des systèmes décrits indépendante de l'action de l'observateur, et le déterminisme des variables entrant dans la description.

LA THÉORIE QUANTIQUE DU CHAMP

La mécanique quantique se présentait dès lors comme un cadre conceptuel pour décrire les systèmes physiques, leur évolution et leurs interactions. Mais ces derniers demandaient l'établissement d'une dynamique qui en rende raison et qui permette, par exemple, de calculer les amplitudes de transitions atomiques, au lieu de les insérer à partir des données d'observation. L'une des directions privilégiées de l'élaboration d'une dynamique des systèmes quantiques fut la théorie quantique des champs, dont les premières approches furent proposées dès la fin des années 1920 par Paul Dirac (illustration 70), Oskar Klein, Pascual Jordan et Eugene Wigner. Dirac avait formulé, en 1927, l'équation quantique relativiste de l'électron, qui prédisait l'existence d'antiparticules associées aux particules connues (de charges opposées, mais à cela près identiques). Elle servit de base à l'élaboration de la théorie quantique du champ (il s'agissait alors du seul champ électromagnétique), qui repose sur l'idée d'une « seconde quantification» où la fonction d'état est remplacée par un opérateur agissant lui-même sur l'état. Il était possible de représenter de cette manière la création ou la destruction de particules ou d'antiparticules dans un système physique, et donc en principe de traiter directement les interactions entre les atomes, les noyaux, les particules et les champs.

Cette voie et d'autres furent explorées au long des décennies qui suivirent, avec des succès variés. Ces tentatives appartiennent à l'histoire de la physique nucléaire et à celle des particules élémentaires sur laquelle déboucha la première. Elle se révéla extrêmement fructueuse pour le champ d'interaction électromagnétique, avec l'établissement de l'électrodynamique quantique vers 1947. Il fallut attendre les années 1960 et 1970 pour que cette perspective devienne également celle des autres champs d'interaction découverts entre-temps, c'est-à-dire le champ fort de la liaison nucléaire et le champ faible de la désintégration β des noyaux et des particules. À travers ces transformations, le cadre conceptuel de la mécanique quantique s'est maintenu, et les physiciens s'habituèrent à travailler avec cet outil de pensée resté indispensable pour l'exploration des phénomènes quantiques, du niveau de l'atome à celui des particules élémentaires.

NOTES

- 1. L'énergie échangée (ΔE) est proportionnelle à la fréquence (v): $\Delta E = nhv$, n étant un nombre entier, et h, une constante de valeur numérique très petite ($h = 6,55 \times 10^{-27}$ erg. sec), est le «quantum d'action» ou «constante de Planck».
- 2. L'énergie du rayonnement est proportionnelle à sa fréquence : E = hv. Cette relation se vérifiait dans l'effet photoélectrique.
- 3. Ces particules porteuses d'énergie négative avaient été mises en évidence par Joseph J. Thomson en 1896.
- 4. La relation entre l'impulsion ou quantité de mouvements et la longueur d'onde est:

$$p = \frac{b}{\lambda}$$

Arthur Compton la confirma expérimentalement en 1923 en étudiant la collision d'un photon sur un électron atomique («effet Compton»). Les particules de rayonnement reçurent le nom de «photons».

5. Cela signifie que toute particule est caractérisée par une fréquence associée à son énergie

$$(v = \frac{b}{E})$$

et une longueur d'onde à sa quantité de mouvement

$$(\lambda = \frac{h}{p}),$$

selon les relations déjà connues pour le rayonnement.

6. Leur moment angulaire propre ou «spin» est entier ou nul (en unité de quantum d'action h)

$$(\hbar = \frac{h}{2\pi}),$$

celui de la lumière (photon) étant *l*: ce trait définit depuis lors, parmi les particules quantiques, la classe des «bosons».

- 7. Dans la mécanique statistique habituelle, les particules, mêmes identiques, sont discernables.
- 8. Les fermions sont des particules de «spin» demi-entier (en unité de quantum d'action): par exemple, les électrons ont un spin

$$\frac{1}{2}\hbar$$

lequel a deux orientations possibles dans un champ magnétique.

9. Deux nombres, x et y, commutent: xy-yx=0. Deux matrices A et B, ne commutent pas: AB-BA=0. Ψ , une matrice, ou tout opérateur linéaire approprié, opérant sur la fonction d'état, fournit une «équation aux valeurs propres», du type $A\Psi=a\Psi$, A étant l'opérateur (par exemple, l'hamiltonien H qui représente l'énergie), et a la valeur propre (c'est un nombre, réel ou complexe).

- 10. Cette probabilité est donnée par le carré du module (ou valeur absolue) de la fonction d'état, ($|\Psi|^2$).
- 11. Le même état peut être déterminé indépendamment à l'aide d'un autre ensemble de ce genre, dont les grandeurs ne commutent pas avec les premières (systèmes incompatibles ou complémentaires). Par ailleurs, on montra qu'il était possible de construire ces opérateurs à partir de grandeurs numériques classiques correspondantes prises comme générateurs de transformations infinitésimales.

BIBLIOGRAPHIE

- BOHM D. 1951. *Quantum Theory*, Englewood Cliffs (New Jersey), Prentice Hall.
- BROGLIE (DE) L. 1963 Recherches sur la théorie des quanta, Paris, Masson.
- DARRIGOL O. 1992. From C-Numbers to Q-Numbers: The Classical Analogy in the History of Quantum Theory, Berkeley et Los Angeles (Californie), University of California Press.
- DIRAC P. A. M. 1958. *The Principles of Quantum Mechanics*, Oxford, Clarendon Press.
- EINSTEIN A. 1987–2004. *The Collected Papers of Albert Einstein* (9 vols.), Princeton (New Jersey), Princeton University Press..
- 1996. Œuvres choisies, (6 vols.), (trad. française ENS Fontenay Saint-Cloud), Paris, Éditions du Seuil/CNRS, Paris.
- Infeld L. 1938. The Evolution of Physics, New York, Simon & Schuster
- HENDRY J. 1984. *The Creation of Quantum Mechanics and the Bohr-Pauli Dialogue*, Dordrecht (Pays-Bas), Reidel.
- Jammer M. 1966. The Conceptual Development of Quantum Mechanics, New York, Mc Graw-Hill.
- Kuhn T. S. 1978. Black-Body Theory and the Quantum Discontinuity, 1894–1912, New York, Clarendon Press.
- LEITE LOPES J., ESCOUBÈS B. 1995. Sources et évolution de la physique quantique. Textes fondateurs, Paris, Masson.
- PAIS A. 1986. *Inward Bound: Of Matter and Forces in the Physical World*, Oxford, Clarendon Press.
- PATY M. 1988. La matière dérobée: L'appropriation critique de l'objet de la physique contemporaine, Paris, Éditions des Archives contemporaines.

- PLANCK M. 1972. *Planck's Original Papers in Quantum Physics*, Londres, Taylor & Francis.
- Schrödinger E. 1926. Abhandlungen zur Wellenmechanik, Leipzig, J. A. Barth.
- WAERDEN B. L. (VAN DER) (dir. publ.). 1967. Sources of Quantum Mechanics, Amsterdam, Hollande.
- WEYL H. 1931. *The Theory of Groups and Quantum Mechanics*, Londres, Methuen.
- WHEATON B. R. 1983. *The Tiger and the Shark: Empirical Roots of Wave-Particle Dualism*, Cambridge, Cambridge University Press.

13.1.3

LES INCERTITUDES DANS L'EXACTITUDE: PROBLÈMES D'INTERPRÉTATION

Michel Paty

La mécanique quantique, tout en donnant à la théorie physique une grande puissance de description et de prédiction des phénomènes dans le domaine atomique, posait des problèmes d'interprétation d'une nature inhabituelle en physique. D'une part, son formalisme mathématique abstrait, auquel elle devait sa fécondité, paraissait éloigné d'un «sens physique intuitif», les propriétés mathématiques des grandeurs utilisées (la fonction d'état comme «amplitude de probabilité», le principe de superposition, etc.) n'entretenant qu'un lien apparemment indirect avec les propriétés physiques pourtant si exactement décrites ou prédites. La théorie quantique semblait inaugurer un nouveau type de théorie physique, consistant en un formalisme abstrait augmenté d'une interprétation physique de ses éléments, alors que, dans les théories physiques antérieures, la forme mathématique des grandeurs était directement imbriquée dans la constitution des relations théoriques qui donnaient le «contenu physique».

Mais, surtout, elle paraissait remettre en cause le déterminisme, par ses prédictions seulement probabilistes et par les relations «d'indétermination» de Heisenberg, et la causalité, par le «postulat de réduction du paquet d'onde», supposé rendre compte de ce qu'un état physique précis était observé parmi la superposition, ce qui était souvent conçu comme le résultat d'une interaction aléatoire entre l'instrument de mesure et le système quantique étudié. Une autre question dominait surtout les problèmes de l'interprétation, de nature immédiatement philosophique: celle de la réalité indépendante des systèmes matériels quantiques.

La philosophie de l'observation et la complémentarité

Pour justifier les procédures inhabituelles de la mécanique quantique, Niels Bohr développa une interprétation philosophique, connue comme l'«interprétation de Copenhague», qui constitua l'«orthodoxie» durant près de deux générations de physiciens. Selon cette philosophie observationaliste, les

propriétés d'un système physique ne peuvent être pensées indépendamment de ses conditions d'observation, ce qui implique la nécessité de continuer d'employer, dans le domaine microphysique des quanta, les concepts classiques, qui sont ceux des instruments de mesure. L'interaction de l'instrument de mesure avec le système quantique induit une perturbation de ce dernier qui ne peut être résorbée idéalement, et corrigée ou négligée comme en physique classique, à cause de l'irréductibilité du quantum d'action. 1 Cette perturbation dans le processus d'observation serait la raison profonde des inégalités de Heisenberg. Comme celles-ci expriment les conditions d'utilisation (et les limites de validité) des grandeurs conjuguées de type classique dans le domaine quantique, elles sont souvent dénommées pour cette raison «relations d'incertitude» ou «d'indétermination». Elles exprimeraient une limitation de principe de toute connaissance, puisque cette dernière ne peut éviter de recourir aux grandeurs classiques, du moins utilise-t-elle alternativement des points de vue complémentaires pour se donner une représentation complète.

Placer la référence première de la connaissance dans l'observation, c'était soumettre la pensée de toute réalité physique aux conditions de son observation, et abandonner, en fin de compte, la notion de réalité indépendante. Heisenberg, par exemple, déclarait que la physique ne concerne pas des «objets réels» mais le «couple inséparable objet-sujet», et qu'elle ne concerne pas la nature mais notre façon de la connaître. Dans ces conditions, la fonction d'état Ψ devait être comprise non pas comme représentant le système physique proprement dit, mais comme l'ensemble, ou le «catalogue», des connaissances acquises par observation et mesure sur ce système.

La réalité d'un système physique individuel

Cette conception, bien que longtemps dominante parmi les physiciens, n'était pas acceptée par tous les «pères fondateurs» de la physique quantique, notamment par Einstein, Schrödinger et Broglie. L'un des moments importants du débat entre Einstein et Bohr, que l'on peut qualifier de «débat du siècle», fut l'argument resté célèbre sous le sigle «EPR»², qui constitue le point de départ de la mise en évidence d'une propriété quantique restée jusqu'alors inaperçue, la «non-séparabilité locale». La théorie quantique, en raison du principe de superposition, ne permet pas de décrire séparément deux systèmes physiques (de particules) qui ont été unis antérieurement dans un même système, quelle que soit la distance dont ils sont présentement écartés et malgré l'absence d'interaction physique entre eux. Einstein voyait

dans cette absence de séparabilité locale, dont il montra qu'elle était inhérente à la théorie quantique, un indice de ce que cette dernière restait incapable de représenter des systèmes individuels, et qu'elle était donc «incomplète». À ses yeux, la non-séparabilité apparente des systèmes quantiques ne concernait pas des systèmes individuels et n'était qu'un effet de la description statistique par la fonction d'état Ψ .

Mais il apparut plus tard clairement³, à la suite des travaux théoriques de John S. Bell et d'expériences de haute précision sur les corrélations à distance effectuées notamment par Alain Aspect, que la non-séparabilité locale était bien une propriété effective de systèmes quantiques individuels. D'une manière générale, la physique quantique décrit des systèmes individuels, bien qu'elle le fasse de manière probabiliste, comme les développements expérimentaux l'ont montré en isolant de telles particules dans un faisceau sans les perturber⁴, à savoir qu'un photon, ou toute autre particule quantique (électron, neutron, et même un atome) n'interfère qu'avec luimême. La non-localité qui en est la cause semble indiquer que les systèmes quantiques échappent à une représentation spatiale au sens strict.

Ces avancées conceptuelles et expérimentales contribuent à éclairer la nature des grandeurs propres au domaine quantique et à les rendre directement intelligibles malgré leur caractère «contre-intuitif» par comparaison aux grandeurs de la physique classique. La familiarisation acquise à leur sujet, par l'adaptation de la pensée théorique à un «monde» de phénomènes et d'objets quantiques, laisse ouverte la question de la «réalité physique indépendante», comme on l'attend de toute question véritablement philosophique.

LA MESURE ET LA RÉDUCTION

Parmi les problèmes d'interprétation de la mécanique quantique, le plus préoccupant restait « le problème de la mesure » ou de « la réduction », qui est en même temps celui du rapport entre les systèmes quantiques et les systèmes physiques macroscopiques et classiques, et du transport d'information des premiers aux seconds. Une vaste littérature lui a été consacrée, toutes sortes de solutions étant proposées, de la réduction effective due à l'interaction du système quantique avec une partie microsystémique de l'appareil de mesure, à l'absence de toute réduction au sens physique comme dans l'«interprétation de l'état relatif» d'Hugh Everett.

Les développements expérimentaux récents sur la «décohérence» des états quantiques semblent avoir un effet décisif à cet égard, en permettant de «visualiser», dans le processus de mesure, un premier stade de superposition quantique, transféré à l'appareil de mesure, après quoi cet état perd très rapidement sa cohérence de phase par les interactions multiples avec les objets de l'environnement dans l'appareil macroscopique. L'état quantique mesuré se trouve à la fin projeté de manière aléatoire sur l'un des états de base de la préparation, selon la distribution statistique correspondant à la probabilité de cet état. L'important reste finalement la fonction d'état totale du système dans la forme de sa superposition, dont la connaissance est donnée par la reconstitution des coefficients à partir des observations statistiques. La «réduction» ne serait, en définitive, comme certains l'avaient déjà soupçonné, qu'une règle pratique pour exprimer cet ensemble d'opérations.

Si tel est le cas, une part importante du dispositif philosophique *ad hoc* inventé pour rationaliser la connaissance du domaine quantique aura perdu sa raison d'être.

NOTES

- 1. h est fini ou non nul.
- 2. EPR désignant les auteurs d'un article publié en 1935 dans la *Physical Review*: Einstein et ses collaborateurs Boris Podolski et Nathan Rosen.
- 3. Dans la période 1964-1981.
- 4. Il suffit, par exemple, de disposer d'un faisceau très raréfié et de distribution temporelle très bien définie. On sait que, dans un intervalle de temps donné, une seule particule est passée dans un dispositif d'interférences.

BIBLIOGRAPHIE

- ASPECT A. 1983. Trois tests expérimentaux des inégalités de Bell par mesure de polarisation de photons, thèse n° 2674, Orsay (France), Université de Paris-Sud.
- BELL J. S. 1987. *Speakable and Unspeakable in Quantum Mechanics*, Cambridge, Cambridge University Press, 1987.
- BITBOL M., DARRIGOL O. (dir. publ.). 1992. Erwin Schrödinger: Philosophy and the Birth of Quantum Mechanics, Paris, Éditions Frontières.
- BOHM D. 1957. Causality and Chance in Modern Physics, Londres, Routledge & Kegan Paul.
- HILEY B. J. 1993. *The Undivided Universe: An Ontological Interpretation of Quantum Theory*, Londres, Routledge.
- BOHR N. 1958. Atomic Physics and Human Knowledge, New York, Wiley & Son.

- 1961. Atomic Theory and the Description of Nature, Cambridge, Cambridge University Press.
- 1963. Essays 1958–1962 on Atomic Physics and Human Knowledge (dir. publ. A. Bohr), Londres, Interscience Publishers.
- BORN M. 1953. Scientific Papers Presented to Max Born on His Retirement from the Tait Chair of Natural Philosophy in the University of Edinburgh, Édimbourg, Oliver & Boyd.
- COHEN R. S., HORNE M., STACHEL J. (dir. publ.). 1997. Experimental Metaphysics: Quantum Mechanical Studies for Abner Shimony, Dordrecht (Pays-Bas), Kluwer.
- ESPAGNAT B. d' 1994. Le Réel voilé : Analyse des conceps quantiques, Paris, Fayard.
- ESPAGNAT B. d', KLEIN E. 1993. Regards sur la matière: Des quanta et des choses, Paris, Fayard.
- EINSTEIN A. 1996. *Œuvres choisies*, (6 vols.), (trad. française ENS Fontenay Saint-Cloud), Paris, Éditions du Seuil/CNRS, Paris.
- BORN M. 1971. The Born-Einstein Letters: Correspondence between Albert Einstein and Max and Hedwig Born from 1916 to 1955, with Commentaries by Max Born, New York, Walker.
- HEISENBERG W. 1971. *Physics and Beyond: Encounters and Conversations*, New York, Harper & Row.
- Jammer M. 1974. The Philosophy of Quantum Mechanics: The Interpretations of Quantum Mechanics in Historical Perspective, New York, Wiley & Sons.
- LEITE LOPES J., PATY M. (dir. publ.). 1977. *Quantum Mechanics, a Half Century Later*, Dordrecht (Pays-Bas), Reidel.
- OMNÈS R. 1994. *The Interpretation of Quantum Mechanics*, Princeton (New Jersey), Princeton University Press.
- 1994. Philosophie de la science contemporaine, Paris, Gallimard.
- PATY M. 1986. La Non-séparabilité quantique et l'objet de la théorie physique, Dans: *Fundamenta Scientiae*, vol. 7, p. 47–87.
- 1988. La matière dérobée, Paris, Archives contemporaines.
- PAULI W., ROSENFELD L., WEISSKOPF V. F. (dir. publ.). 1955. *Niels Bohr and the Development of Physics. Essays Dedicated to Niels Bohr on the Occasion of his Seventieth Birthday*, Londres, Pergamon Press.
- PENROSE R. 1988. *The Emperor's New Mind*, Oxford, Oxford University Press.

- POPPER K. 1982. Quantum Theory and the Schism in Physics, from the Postscript to the Logic of Scientific Discovery, Londres, Unwin Hyman Ltd.
- SHIMONY A. 1993. Search for a Naturalistic World View, (2 vols.), Cambridge, Cambridge University Press.
- WHEELER J. A., ZUREK W. H. (dir. publ.). 1983. *Quantum Theory of Measu- rement*, Princeton (New Jersey), Princeton University Press.

13.1.4 STRUCTURE ATOMIQUE DE LA MATIÈRE

Michel Paty

Sous l'influence des idées positivistes et des doctrines énergétiques, les physiciens ne s'étaient guère intéressés, vers la fin du XIXe siècle, à la structure atomique de la matière, qui avait cependant fait son chemin à travers la chimie et la cristallographie. Les premiers pas de la physique atomique du XXe siècle ont consisté dans l'établissement de la réalité physique des atomes, établie en «comptant» ces derniers et en déterminant leurs dimensions moléculaires et atomiques. Les prédictions théoriques de la théorie des mouvements moléculaires proposée en 1905 par Einstein, dans le cadre de la théorie cinétique des gaz et de la mécanique statistique, furent vérifiées expérimentalement par Jean Perrin entre 1908 et 1913, ce qui permit la détermination du nombre d'Avogadro¹ (nombre de molécules par molécule-gramme de matière) et celle des dimensions moléculaires, de l'ordre de 10^{-8} cm. Ces résultats, joints à d'autres, assurèrent définitivement le caractère physique de l'hypothèse moléculaire et la réalité des atomes.

La physique atomique concerne, en premier lieu, les propriétés des atomes, au niveau microscopique de l'atome individuel ou d'agrégats d'atomes en molécules, constituant ainsi le premier niveau de la physique de l'«infiniment petit». Née vers le début du siècle de l'étude des propriétés moléculaires, de la constitution électronique de la matière et des phénomènes de rayonnement (rayons X, radioactivité, quanta d'énergie, spectres atomiques), elle se développa d'abord comme physique de l'atome et de la constitution atomique interne. Elle concerne, d'autre part, les propriétés macroscopiques de la matière, formée d'atomes, qui tiennent à cette structure atomique et quantique sous-jacente, et qui constituent l'objet de la physique des solides ou de la matière condensée. Les propriétés des atomes et leurs possibilités de structuration en molécules, voire en chaînes complexes de molécules, concernent de toute évidence aussi la chimie.

RAYONNEMENT ET STRUCTURE ATOMIQUE

Plusieurs découvertes importantes survenues à la fin du XIX $^{\rm e}$ siècle et au début du XX $^{\rm e}$ siècle, comme celles de l'électron, des rayons X, de la décomposition des raies spectrales dans un champ magnétique ou « effet

Zeeman», de la radioactivité, tout en confortant la théorie atomique de la matière, furent autant d'indications permettant d'en pénétrer peu à peu la structure en montrant le caractère composite de l'atome. Du point de vue théorique, un premier pas décisif fut obtenu avec les travaux d'Einstein sur les chaleurs spécifiques des corps en1907, dans lesquels il étendait aux atomes l'hypothèse de la quantification des échanges d'énergie. L'annulation des chaleurs spécifiques au zéro absolu de température, prédite par ses calculs, fut vérifiée expérimentalement par Walter Nernst vers 1914, ce qui constitua un élément décisif pour l'acceptation du quantum d'action.

La structure interne de l'atome se révéla ensuite progressivement, d'abord par la mise en évidence du noyau atomique par Ernest Rutherford en 1911, qui conduisait à un modèle planétaire d'un noyau central de charge positive et de très petites dimensions (environ 10^{-13} cm), dans lequel la presque totalité de la masse était concentrée, entourée d'un cortège d'électrons orbitaux. Mais ce modèle mécanique était incompatible avec la stabilité de l'atome, dû à la loi classique du rayonnement électromagnétique selon laquelle les électrons perdraient de manière continue leur énergie en rayonnant sur leur orbite. Niels Bohr le modifia en 1913, en faisant l'hypothèse d'une quantification des énergies des orbites électroniques, les seules transitions d'électrons autorisées étant les sauts discontinus d'une orbite à une autre, avec émission ou absorption d'un rayonnement portant la différence des énergies orbitales.

La théorie de l'atome de Niels Bohr, modifiée pour tenir compte des effets relativistes, expliquait les spectres atomiques les plus simples. Les grandeurs caractéristiques des niveaux de l'atome furent par la suite précisées par la mécanique quantique en termes de quatre « nombres quantiques », représentant l'énergie, le moment cinétique, le moment magnétique et le spin ou moment cinétique intrinsèque.² Selon le «principe d'exclusion de Pauli» (1925), deux électrons ne peuvent occuper un même état, ce qui détermine l'arrangement des électrons atomiques et rend compte de la classification périodique des éléments (par la complétion des niveaux d'énergie successifs). On s'aperçut plus tard que les raies de l'atome peuvent encore être décomposées suivant une «structure hyperfine», due à l'effet d'un spin du noyau, ce qui détermina d'importantes applications en physique (la résonance magnétique nucléaire, observée dès 1937 par Isidor Rabi, et l'auto-oscillateur quantique «MASER», inventé en 1954, qui mesure des fréquences atomiques avec de très hautes précisions relatives, de l'ordre de 5.10⁻¹²), mais également en chimie et en médecine.

Physique de l'état solide et matière condensée

La physique de l'état solide prit son essor, au début du siècle, de la quantification de l'énergie des atomes et de l'étude de la structure des cristaux (en particulier les métaux), grâce à la cristallographie à rayons X, découverte par Max von Laue et développée de manière systématique par William Henry Bragg et son fils William Lawrence Bragg, permettant ainsi de déterminer la configuration des atomes dans des solides de toute nature, organiques et inorganiques.³

La théorie atomique de la matière, puis la théorie quantique, permit aussi de représenter les propriétés magnétiques des corps en termes d'orientations des moments magnétiques des atomes élémentaires, rendant ainsi compte du paramagnétisme (moments s'alignant dans un champ magnétique), du diamagnétisme (absence d'orientation, l'alignement étant contrecarré par l'agitation thermique), et du ferromagnétisme (états magnétiques ordonnés de corps paramagnétiques au-dessus d'une température dite «de Curie»). Paul Langevin, Pierre Weiss, Léon Brillouin et Louis Néel comptent parmi les pionniers de ce domaine. La statistique quantique des électrons dans les solides, établie par Dirac, Fermi et Pauli, rendit possible l'élaboration d'une théorie quantique des électrons libres dans les métaux. Dans un solide cristallin, les états électroniques sont répartis dans des bandes d'énergie déterminées selon les règles quantiques, et dont la disposition (états occupés complètement ou partiellement, déterminant la mobilité des électrons) fait la différence entre les isolants, les conducteurs et les semi-conducteurs (isolants à température absolue nulle, ces derniers se comportent comme des conducteurs à température non nulle, leur conductivité augmentant avec la température).

La constitution, à partir de 1933, d'une théorie quantique des corps solides⁴ détermina l'essor de la physique du solide, qui connut de grands développements pendant et après la Seconde Guerre mondiale, en relation aux applications techniques et industrielles. Le transistor fut ainsi conçu à la fin des années 1940, en liaison aux progrès des radars, et devait avoir la postérité que l'on connaît en électronique et en informatique.⁵

L'« effet Mössbauer» (1958), phénomène de résonance produit par l'absorption ou l'émission de rayonnement gamma par un réseau cristallin à très basse température s'est avéré d'une importance fondamentale pour l'étude des propriétés des solides, mais aussi pour des applications à de multiples autres domaines, de la physique atomique à l'astrophysique. Il permet de détecter des différences de fréquences extrêmement petites, comme les décalages produits par des champs gravitationnels, des mouvements accélérés, des variations de champ magnétique, etc.

Le laser (sigle anglais pour «amplification lumineuse par émission stimulée»), mis au point en 1968, fut à l'origine de nombreuses innovations en *optique quantique* comme en physique du solide et connut des applications qui ont contribué à modifier la vie quotidienne. Le principe de son fonctionnement est basé sur les propriétés des semi-conducteurs et sur l'«émission stimulée» de lumière, processus prévu par la théorie quantique semi-classique proposée par Einstein en 1916, et par lequel Alfred Kastler et Jean Brossel réalisèrent, en 1950, le «pompage optique» d'électrons atomiques en accumulant les atomes portés à l'état excité. Le laser produit des faisceaux intenses de lumière cohérente de longueur d'onde très précise à partir de l'excitation stimulée d'un dispositif à semi-conducteurs.

Le domaine de la physique des basses températures, enrichi par les grands progrès obtenus, à partir des années 1970, dans l'accès à des températures s'approchant de plus en plus près du zéro absolu⁶, permit d'étudier des phénomènes quantiques collectifs (dus à la cohérence des amplitudes de phase d'états physiques) se révélant au niveau macroscopique, comme la supraconductivité, la superfluidité et la condensation de Bose-Einstein. La supraconductivité, absence d'amortissement par effet Joule des courants électriques dans un solide donné par l'annulation de la résistance électrique, se produit dans certains métaux en dessous d'une température dite «critique». 7 La superfluidité est un «changement de phase» d'un état gazeux ou liquide, par exemple l'hélium, à un état «superfluide», de viscosité quasiment nulle, parfaitement homogène et sans aucune ébullition. Elle se produit à très basse température (2 K pour l'He-4) par la «condensation de Bose» d'une partie du fluide, selon le modèle élaboré en 1938 par Fritz London et Laszlo Tisza pour l'He-4. Elle a été également mise en évidence (en 1972) pour l'isotope He-3.

Quant à la «condensation de Bose-Einstein», dont la description théorique avait été donnée par Einstein dès 1925 comme une conséquence de l'indiscernabilité des particules quantiques⁸, mais qui avait longtemps paru une simple vue de l'esprit, elle dut attendre les dernières années du XX° siècle pour être observée expérimentalement. C'est qu'il fallait des températures plus basses qu'un millionième de degré Kelvin, extrêmement proches du zéro absolu. Les atomes de gaz ou de liquide, physiquement identiques et en phase, décrits par la même fonction d'état, peuvent s'accumuler dans l'état individuel d'énergie minimale, l'«énergie du point zéro», qui correspond à une température absolue nulle en moyenne, si du moins on réussit à les empêcher de se combiner en molécules et de se solidifier. Délocalisés et sans interaction, ayant perdu leur individualité au sein du système physique collectif qu'ils constituent, les atomes, qui peuvent être très nombreux (de plusieurs milliers à une fraction significative du nombre d'Avogadro) forment un condensat, comme une sorte de superatome repré-

senté par le même état. Cet état de «condensation» se manifeste au niveau macroscopique en se présentant comme un fluide parfaitement homogène et dénué de viscosité, prêt à occuper immédiatement tout l'espace qui s'offre à lui. Un condensat de Bose-Einstein a été réalisé expérimentalement pour la première fois en 1995 : quelques milliers d'atomes identiques d'un métal alcalin, refroidis à 0.4×10^{-6} K, furent accumulés dans le même état atomique individuel d'«énergie du point zéro» pendant une durée d'une dizaine de secondes. D'autres expériences ont été réalisées depuis, avec davantage d'atomes condensés.

Le zéro absolu de température est une valeur limite qui ne peut à strictement parler jamais être atteinte, et la difficulté croissante à s'en approcher trouve son expression dans le «troisième principe de la thermodynamique», formulé par Walter Nernst et par Max Planck, énonçant que l'entropie d'un système physique quel qu'il soit tend vers zéro avec la température absolue. Ce principe constitue aussi la définition d'une échelle absolue pour l'entropie (déterminée autrement de manière relative, par des différences d'entropie).

Ces développements, et d'autres qu'il n'est pas possible de mentionner ici, concernent les propriétés macroscopiques d'origine quantique de la matière atomique, qui déborde la seule physique de l'état solide et concerne tous les «phénomènes collectifs». Cette branche de la physique se dénomme désormais plus volontiers physique de la matière condensée.

CHIMIE QUANTIQUE

La connaissance des liaisons entre les atomes pour former des molécules, acquise depuis la seconde moitié du XIX^e siècle, en particulier la structure tétraédrique des valences de l'atome de carbone dans l'espace à trois dimensions (qui donnait l'explication de l'isomérisme optique observé par Louis Pasteur), fut confirmée et précisée grâce à la cristallographie à rayons X qui permit de déterminer les positions des atomes de nombreux cristaux, y compris, plus tard, de molécules complexes comme celles des protéines (par exemple, la pénicilline, en 1944).

Les premières synthèses de protéines, formées de chaînes de nombreux acides aminés (les polypeptides), obtenues en 1907, inaugurèrent un nouveau domaine conduisant à la chimie des macromolécules (l'existence de ces dernières fut établie en 1922 par Hermann Staudinger), qui devait révolutionner la chimie industrielle (notamment avec les «superpolymères» à la structure en fibre, ou matières plastiques, tels le nylon, produit industriellement à partir de 1938), renouveler la *biochimie* et engendrer une nouvelle discipline, la *biologie moléculaire*.

Du côté de la théorie, la constitution électronique de la matière avait permis de concevoir la liaison des atomes dans une molécule comme un partage d'électrons entre ces atomes. La physique quantique offrait la possibilité d'étudier la liaison chimique et de la comprendre en termes de covalence et d'électrovalence, termes proposés en 1919 par Irving Langmuir. En 1927, Walter Heitler et Fritz London donnèrent une description théorique de la molécule diatomique d'hydrogène (H₂) en termes d'une résonance des ondes électroniques pour les deux atomes, et appliquèrent ce résultat à la théorie de la valence chimique. Travaillant dans cette ligne, Linus Pauling et John C. Slater obtinrent ensuite, dans les années 1930, l'explication par la mécanique quantique de la liaison chimique de nombreuses molécules, en particulier de la structure tétraédrique de la liaison hydrogène de l'atome de carbone. La chimie théorique, identifiée à la chimie physique, était désormais la chimie quantique.

L'étude expérimentale de la structure des molécules bénéficia de toutes les ressources de la spectroscopie, enrichie à partir des années 1920 des infrarouges et de la spectroscopie de Raman. Les années 1950 virent naître la résonance magnétique nucléaire, sans oublier l'importance, dans la détermination des structures moléculaires, de la spectroscopie de masse pour les constituants des molécules. Les travaux de L. Pauling, à partir de 1937, sur la détermination de la structure moléculaire des protéines à l'aide de techniques de diffraction à rayons *X* et à électrons, ouvrirent la voie de la biologie moléculaire que pressentirent aussi d'autres physiciens, comme Schrödinger, mais de manière plus spéculative. Dans la lignée de Pauling, Franck Crick et James Watson devaient trouver, en 1953, la structure en double hélice de la molécule d'ADN.

NOTES

- 1. La valeur précise admise aujourd'hui du nombre d'Avogadro est $N=6.022\times 10^{23}$.
- 2. Les nombres quantiques correspondants sont désignés respectivement par n, l, m, s, dont les valeurs possibles sont déterminées par des règles quantiques précises. Le spin de l'électron peut être orienté suivant deux directions.
- 3. Les rayons *X* ont des longueurs d'ondes très courtes, de l'ordre de grandeur des distances atomiques, et produisent des interférences dans les réseaux cristallins.
- 4. Avec Hans Bethe, Eugen Wigner, John Slater, Nevill Mott et Harry Jones.
- 5. Les transistors sont utilisés dans les circuits intégrés, dont la miniaturisation, sans cesse croissante, atteint aujourd'hui quelques dixièmes de micromètres (les «puces»).
- 6. L'échelle absolue de température a son zéro à t=-273,16 °C. Autrement dit, la température de 0° C correspond à T=273,16 K.

- 7. La superconductivité a été découverte au début du XXe siècle par Kammerlingh Onnes pour le mercure et a reçu depuis lors son explication par la théorie quantique. Son intérêt pratique est considérable : employée dans la réalisation de circuits d'électroaimants, elle permet de produire des champs magnétiques intenses sans perte de courant et se trouve désormais utilisée dans les grands accélérateurs de particules. Les températures critiques actuellement connues sont relativement basses. Mais l'éventualité d'obtenir des matériaux qui seraient supraconducteurs plus près de la température ordinaire ouvrirait une gamme encore plus prodigieuse d'applications, comme par exemple des trains à lévitation magnétique circulant sans frottements.
- 8. Dans son travail théorique sur les gaz d'atomes monoatomiques (« gaz de bosons »), inspiré à l'origine par une idée de Bose.
- 9. L'accès aux très grands froids recourt à l'utilisation de lasers dont la lumière piège les atomes dans un champ magnétique, les empêchant de regagner de l'énergie cinétique.

BIBLIOGRAPHIE

- ALLEN, G. E. 1978. *Life Sciences in the Twentieth Century*, Cambridge University Press, Cambridge.
- Brown, L. M., Pais, A., Pippard, B. (dir. publ.). 1995. *Twentieth Century Physics*, New York, Philadelphia Institute of Physics.
- COHEN-TANNOUDJI, C. 1996. Atomes ultra-froids. Dans: *Bulletin de la Société Française de Physique*, n° 107.
- CORNELL, E. A., WIEMAN, C. E. 1998. La condensation de Bose-Einstein. Dans: *Pour la Science*, n° 247.
- DIU, B. 1997. Les atomes existent-ils vraiment?, Paris, Odile Jacob.
- ECKERT, M., SCHUBERT, H. 1996. Crystals, Electrons, Transitors: From Scholars to Indutrial Research, New York, American Institute of Physics.
- FURUKAWA, Y. 1998. *Inventing Polymer Science: Staudinger, Carothers, and the Emergence of Macromolecular Chemistry*, Philadelphia, University of Pennsylvania Press.
- GRIFFIN, A., SNOKE, D. W., STRINGARI, S. (dir. publ.). 1995. *Bose-Einstein Condensation*, Cambridge, Cambridge University Press.
- HODDESON, L., BRAUN, E., TEICHMANN, J., WEART, S. 1992. Out of the Crystal Maze: Chapters from the History of Solid State Physics, Oxford, Oxford University Press.
- Hudson, J. 1992. The History of Chemistry, New York, Chapman & Hade.
- JACOB, F. 1970. La Logique du vivant, Paris, Gallimard.

- KAY, L. E. 1993. The Molecular Vision of Life: Caltech, the Rockerfeller Foundation and the Rise of the New Biology, Oxford, Oxford University Press.
- KRIGE, J., PESTRE, D. (dir. publ.). 1997. *Science in the Twentieth Century*, Amsterdam, Horwood Academic Publishers.
- MARK, H. F. 1993. From Small Organic Molecules to Large: A Century of Progress, Washington, American Chemical Society.
- MATRICON, J., WAYSAND, G. 1994. La guerre du froid, Paris, Seuil.
- NYE, M. J. 1996. *Before Big Science: The Pursuit of Modern Chemistry and Physics:* 1800–1940, New York, Twayne-Mac Millian.
- PERRIN, J. 1913. Les Atomes, Paris, Librairie Félix Alcan.

13.1.5

LA PHYSIQUE NUCLÉAIRE ET DES PARTICULES ÉLÉMENTAIRES

Michel Paty

DANS LE NOYAU DE L'ATOME

Le second niveau de structuration de la matière atomique se situe dans les profondeurs de l'atome, dans son noyau. Les deux niveaux, atomique et nucléaire, sont nettement séparés (par cinq ordres de grandeur)¹, et la recherche dans le domaine des très petites dimensions de la matière ouvrit le domaine nouveau de la physique nucléaire. Cette dernière prit corps dans les années 1930 avec la découverte du neutron, partenaire électriquement neutre du proton dans le noyau (James Chadwick, 1932)², la radioactivité artificielle (Irène et Frédéric Joliot-Curie, 1934), la production et l'étude systématique des transmutations artificielles et des nouveaux isotopes radioactifs ainsi créés³ (notamment par Enrico Fermi, qui devait réaliser la première pile atomique en 1942), et l'exploration des propriétés des noyaux.

Celle-ci s'effectua selon deux voies guidées par des modèles théoriques, l'un d'approximation classique, le modèle thermodynamique « de la goutte d'eau» proposé par Bohr, l'autre de structure quantique, le modèle « en couches », décrivant le noyau en termes de niveaux d'énergie, comme l'atome, les différents états étant occupés par les protons et les neutrons. Cette voie ouvrait le chapitre important de la spectroscopie nucléaire, tandis que la première rendait compte du comportement des noyaux lourds à grand nombre de nucléons, comme la fission nucléaire, découverte en 1939 par Otto Hahn et Fritz Strassmann pour l'uranium.

Un noyau lourd (d'uranium), après avoir absorbé un neutron, se scinde en noyaux plus légers avec libération d'énergie. Lise Meitner et Otto Frisch expliquèrent ce phénomène à l'aide du modèle de la goutte d'eau. L'émission de neutrons dans la fission, mise en évidence par F. Joliot, Hans Halban et Lev Kowarski, ouvrait la possibilité de réactions en chaîne et fit concevoir l'idée de pile atomique pour des réactions contrôlées mais aussi de bombe, rendant effective cette prédiction de la théorie de la relativité restreinte que «la matière est un réservoir d'énergie». La libération de l'énergie nucléaire fut réalisée au cours de la Seconde Guerre mondiale, au laboratoire de Los Alamos aux États-Unis, dans le cadre du «programme Manhattan», face à la menace du nazisme allemand. Elle mobilisa les com-

pétences réunies de nombreux physiciens, parmi lesquels maints savants européens émigrés pour raisons politiques. À cet endroit se greffe l'histoire de l'énergie atomique, tant militaire, avec la course aux armements de la «guerre froide», que «pacifique», avec le développement des réacteurs et des centrales nucléaires et les problèmes qui leur sont attachés.

Parallèlement à la fission, une autre voie de production d'énergie nucléaire fut ouverte: celle de la «fusion thermonucléaire», effective dès la réalisation de la bombe à hydrogène. Du point de vue de son utilisation pacifique, elle fait toujours l'objet de recherches actives pour obtenir la «fusion contrôlée», c'est-à-dire la synthèse exothermique de noyaux légers comme le deutérium, le tritium et l'hélium, à partir de l'hydrogène, et qui serait une source inépuisable d'énergie.⁵

Indépendamment ou non de ces applications, l'exploration du noyau atomique requérait des moyens de pénétration puissants: des radiations d'énergie d'au moins quelques millions d'électronvolts $(MeV)^6$, soit l'ordre de grandeur des énergies de liaisons nucléaires⁷, fournies d'abord par les corps radioactifs et par l'accélération de protons et de noyaux légers dans des machines électrostatiques (accélérateurs Cockroft-Walton, 1930 et Van de Graaff, 1931). Des énergies supérieures, correspondant à la production de particules élémentaires, furent obtenues ensuite par des accélérateurs à protons (cyclotrons et synchrotrons) et à électrons (accélérateurs linéaires).

LES PARTICULES ÉLÉMENTAIRES

De la physique nucléaire et de l'étude du rayonnement cosmique (découvert en 1912 par Victor Hess), qui fournit des particules naturellement accélérées, émergea peu à peu la physique des particules élémentaires, avec la connaissance de nouvelles particules qui s'ajoutèrent, à partir des années 1930, à l'électron, au proton, et au photon. Il s'agissait, outre le *neutron*, du *positon*, anti-particule de l'électron prédite par la théorie de Dirac⁸, puis, de 1936 à la fin des années 1940, du *muon* (qui est une sorte d'électron lourd) et du *méson p* (prédit en 1935 par la théorie des forces nucléaires de Hideki Yukawa, observé en 1947), suivis des «particules étranges» et des premières «résonances». Après quoi les accélérateurs d'énergies de plus en plus élevées (cyclotron, synchrotron, jusqu'aux supersynchrotrons et aux grands anneaux de collisions à électrons et positons) produisirent un grand nombre de nouvelles particules en fouillant de manière de plus en plus fine la structure de la matière nucléaire.

La physique nucléaire et celle des particules élémentaires devinrent alors deux disciplines nettement distinctes. La première s'intéressait à la structure

des noyaux et à leurs forces de liaison, dans un domaine d'énergies relativement modestes. La seconde se proposait de rechercher les constituants élémentaires de la matière, de les identifier et d'analyser les dynamiques d'interaction de ces constituants entre eux. Du point de vue expérimental, elle se caractérisa par une montée vers des énergies sans cesse plus élevées 10, et reçut pour cela, dès les années 1950, l'appellation de physique des hautes énergies, équivalente à celles de physique subnucléaire ou des particules élémentaires

LES TROIS CHAMPS D'INTERACTION DES PARTICULES SUBATOMIQUES

L'étude des réactions nucléaires des noyaux et des particules révéla l'existence, dans le domaine des dimensions nucléaires, de dynamiques d'interaction autres que celle du champ électromagnétique 11 — la force d'« interaction forte », ou force nucléaire proprement dite, responsable notamment de la cohésion du noyau, agrégeant entre eux les protons et les neutrons, et la force d'« interaction faible », responsable des désintégrations β . Ces champs de force firent l'objet de travaux théoriques marquants dès le milieu des années 1930. Reprenant une hypothèse formulée par Pauli sur l'existence d'une particule neutre et de masse nulle ou quasi nulle (le « neutrino ») libérée dans la désintégration β , Fermi élabora une théorie de la radioactivité, première forme de ce qui serait la théorie des interactions faibles, en s'inspirant de la théorie quantique du champ mise au point pour l'électrodynamique quantique. 12 D'un autre côté, Hideki Yukawa proposa, en 1935, sa théorie des forces nucléaires dans laquelle une particule de masse intermédiaire entre l'électron et le proton, le « méson », est échangée entre les nucléons. La découverte du méson π en 1947 (cette particule existe sous trois états de charge) confirma le bien-fondé de cette approche. 13

Les propriétés des particules élémentaires recélées dans la matière nucléaire étaient caractérisées par leur comportement sous ces trois interactions fondamentales. Les «nombres quantiques» qui définissent les états correspondants à ces particules sont l'objet, dans les transitions entre des états différents, de règles de conservation ou de sélection, suivant le type d'interaction qui est en jeu. Dans l'ordre de l'intensité (mesure de la «force») et de l'invariance (ou de conservation) plus ou moins grande, les champs d'interaction suivent une hiérarchie dans les sens suivants — forte, électromagnétique et faible —, qui permet de distinguer les particules stables (et relativement stables) et les métastables ou «résonances». Ces dernières se désintégrèrent très rapidement par voie forte 14; ce sont des états

excités de hadrons, le terme «hadron» désignant toute particule soumise au champ d'interaction forte.

La découverte, en 1957, de la «non-conservation de la parité» 15 (dissymétrie gauche-droite) dans la désintégration β , comme également dans les désintégrations de particules dans le mode faible, suscita une adaptation et une généralisation de la théorie de Fermi, qui restait toujours valable dans sa structure. Les travaux dans cette direction permirent de préciser des notions comme celle de «courants» (de transformation de particules en interaction) qui préparèrent les approches ultérieures en termes de symétries.

Entre la fin des années 1940 et la fin des années 1960, plusieurs centaines de particules «hadroniques» furent découvertes, aussi bien des fermions (comme les nucléons, et génériquement appelés «baryons») que des bosons (génériquement appelés «mésons»). 16 L'établissement de leur spectroscopie en fonction de nombres quantiques caractéristiques (spin et parité, isospin, «étrangeté») révéla des régularités de leurs propriétés qui permirent de les classer en multiplets d'états, caractéristiques d'une loi de symétrie pour les hadrons: la «symétrie SU (3)». La théorie des groupes de représentations permit de les considérer, sous l'angle des propriétés mathématiques de leurs transformations d'états, comme des combinaisons d'autres états plus élémentaires, que l'on appela «quarks». 17 Chacun de ces quarks était porteur d'une grandeur propre (isospin «haut» et «bas» et «étrangeté»), plus tard appelée génériquement «saveur». ¹⁸ Pour rassembler les particules hadroniques connues, il fallait alors, en 1962, trois quarks de saveur. Leur nombre devait être augmenté dans les trois décennies suivantes, avec la découverte, à des énergies de masses plus élevées, de familles de particules de saveurs différentes. ¹⁹ Ils sont aujourd'hui stabilisés à six. ²⁰ Ces représentations ne correspondaient encore qu'à des propriétés mathématiques des états quantiques des particules, ce qui ne suffisait pas à en faire des particules physiques, du moins donnaient-elles une compréhension théorique simple des propriétés de «symétrie interne» des particules.

Aux hadrons s'ajoutaient, dans la classification des particules élémentaires, les leptons et le photon, les uns et les autres dénués d'interaction forte. Les leptons (des fermions, de spin 1/2) regroupaient l'électron (e) et le muon (μ , une sorte d'électron lourd, observé dès 1937 dans le rayonnement cosmique), et leurs neutrinos respectifs, v_e et v_π (qui sont des états électriquement neutres). Le neutrino-électron postulé en 1930 par Pauli avait été détecté par ses interactions en 1953–1956, par Frederick Reines et Clyde L. Cowan, auprès d'un réacteur nucléaire, et l'existence indépendante du neutrino-muon avait été constatée en 1962, auprès d'un accélérateur de particules. Un troisième couple de leptons se joignit à eux ultérieurement, en 1977, avec l'identification d'un «lepton lourd» τ (flanqué

de son neutrino- $tau v_{\pi}$). Quant au photon (γ , boson de masse nulle) il était le *quantum* échangé entre des particules chargées interagissant par la voie électromagnétique. Il allait bientôt s'accompagner d'autres «bosons d'échange» des autres champs d'interaction, dont nous allons reparler.

Des expériences de diffusion de leptons (électrons, muons, neutrinos) et de photons (toutes particules dénuées d'interaction forte, auxquelles la matière hadronique est relativement transparente) sur des protons et des neutrons révélèrent, entre 1967 et 1973, que ces *nucléons* avaient une structure interne en forme de grains durs ou *partons*, qu'il fut possible d'identifier aux quarks des groupes de symétrie. Ces quarks étaient donc les *constituants physiques élémentaires* des hadrons, ce qui simplifiait considérablement la physique hadronique, ramenée aux propriétés des quarks, liés ou en interaction. Néanmoins, il n'était pas possible de les extraire isolément de la matière nucléaire (on n'a jamais encore observé de particules de charge fractionnaire). Excités, ils se recombinent entre eux au sein de la matière nucléaire pour produire des particules hadroniques ordinaires.

Les dimensions spatiales qui concernent la physique des particules vont sans discontinuité notable de la taille des nucléons (quelque 10^{-13} cm) à la limite supérieure des particules considérées comme ponctuelles, les quarks et les leptons (10^{-18} cm), et le spectre de masse des particules élémentaires s'étage assez régulièrement à partir de zéro (cas du photon et limite longtemps admise pour le neutrino v_e) et de 0,5 MeV (l'électron), en passant par quelques GeV (pour les particules connues dans les années 1960), jusqu'à quelques centaines de GeV depuis les années 1980.

LA STRUCTURE DES NOYAUX ATOMIQUES

Entre-temps, la physique nucléaire poursuivait ses investigations des propriétés des noyaux atomiques suivant deux approches complémentaires susceptibles d'élucider leur structuration complexe, dans la suite des deux types de modèles précédemment évoqués. La première porte sur l'analyse globale du comportement de l'ensemble des nucléons, et la seconde voit les propriétés du noyau sous l'angle de la somme des comportements individuels de chacun des composants. La connexion entre le mouvement collectif et les mouvements individuels dans le noyau atomique, étudiée expérimentalement et de manière théorique, permit notamment de rendre compte de la déformation non-symétrique du noyau.²¹

L'utilisation des premiers faisceaux accélérés d'ions lourds, à partir de 1966, permit d'enrichir l'étude des réactions nucléaires en donnant accès à des niveaux de moments angulaires élevés, en augmentant les

possibilités de synthèse de nouveaux isotopes remarquables dits noyaux exotiques, très éloignés de la stabilité, et d'éléments superlourds, de numéros atomiques plus élevés que ceux connus jusqu'alors de la classification périodique (portés à Z = 112 en 1996). Les noyaux lourds comportent un nombre important de niveaux d'énergie resserrés et même se chevauchant pour les énergies élevées. L'effacement des discontinuités permet (comme pour le modèle « de la goutte liquide ») de leur appliquer la mécanique statistique et la thermodynamique classique. Cette analyse globale pour des phénomènes collectifs tels que la fission ou la formation d'un novau composé, développée à l'origine en chimie nucléaire, se vit généralisée en une «macrophysique nucléaire» par l'étude des collisions entre deux noyaux complexes. Les collisions d'ions lourds ouvrirent également l'accès à un autre état de la matière nucléaire dans lequel les frontières des nucléons individuels sont abolies, où elle est considérée comme constituée de quarks et de gluons libres et formant un plasma confiné dans des dimensions de l'ordre de la portée de l'interaction forte.

Nous reviendrons plus loin sur certains aspects de ces évolutions récentes et sur la notion de *matière nucléaire*.

LES CHAMPS À SYMÉTRIE DE JAUGE ET «MODÈLE STANDARD»

La connaissance des champs d'interaction des particules élémentaires connut également des avancées considérables. Il apparut, dès les années 1970, que les trois champs de force pouvaient être compris dans le cadre général de la théorie quantique des champs, qui avait paru jusqu'alors restreint au seul champ électromagnétique. La théorie de ce dernier, l'«électrodynamique quantique», formulée dès 1947 par Richard Feynman, Julian Schwinger, Shin Itiro Tomonaga et Juan José Giambiaggi, permettait de déterminer les grandeurs en jeu dans les phénomènes électromagnétiques grâce à un calcul de «perturbations» ramené à des séries convergentes, évaluées à l'approximation désirée. ²² La difficulté la plus grande, à savoir l'apparition de quantités infinies dans le développement en série, avait été résolue par une procédure de «renormalisation» qui permettait d'éliminer ces quantités par une transformation appropriée liée à la «symétrie de jauge» du champ électromagnétique, elle-même rattachée à la masse nulle du photon, quantum responsable du couplage électromagnétique. La théorie permettait ainsi d'obtenir la valeur de grandeurs physiques telles que la masse ou la charge électrique de l'électron avec une précision extrême, mais aussi d'expliquer des phénomènes nouveaux comme l'effet Lamb.²³ Le degré de précision théorique et expérimentale fournissait en même temps une limite de l'extension spatiale de l'électron et des autres particules « ponctuelles » chargées comme les leptons et les quarks.

Les propriétés des deux autres types d'interaction empêchèrent longtemps de concevoir qu'elles pouvaient faire l'objet d'un traitement théorique semblable. Le caractère ponctuel de l'interaction faible demandait un quantum transmetteur du champ de masse trop grand pour autoriser la renormalisation, et la «constante de couplage» élevée de l'interaction forte ne permettait pas d'espérer pour elle des développements en série limités. Chacun de son côté, ces deux types de dynamique des interactions entre particules nucléaires ou élémentaires restèrent longtemps l'objet d'études expérimentales et théoriques de nature «phénoménologique», qui enrichirent cependant de manière considérable les connaissances dans le domaine, préparant ainsi les chemins de nouvelles synthèses, survenues à partir des années 1970, qui les intégreraient.

Cette nouvelle approche fut rendue possible à la suite, d'une part, de travaux théoriques sur les champs «à symétrie de jauge» et, d'autre part, de la réduction des particules à interaction forte en des constituants plus élémentaires, les quarks, particules ponctuelles, ce qui simplifiait la forme des couplages des particules aux champs d'interaction. Le rôle que jouait la charge électrique dans l'interaction électromagnétique apparaissait être tenu, dans l'interaction faible, par des grandeurs conservées, les «charges faibles», caractéristiques des courants de leptons et de hadrons (ces derniers bientôt ramenés à ceux des quarks) en interaction, et génériquement dénommés «saveurs», comme nous l'avons vu. Pour l'interaction forte, ce rôle serait tenu par une grandeur qui devait apparaître comme constitutive des quarks et les liant entre eux, la «couleur».²⁴

L'idée fondamentale des théories des champs de jauge est que la dynamique des interactions est déterminée par une propriété d'invariance ou de symétrie des grandeurs qui les caractérisent. Pour l'interaction faible, cette symétrie est liée aux charges faibles ou saveurs. La «théorie de jauge électrofaible» proposée par Sheldon Glashow, Abdus Salam et Steven Weinberg en 1967–1968, considère que les champs électromagnétiques et faibles ne sont que les composantes d'un même champ unifié, dit «électrofaible», symétrique (ou invariant) à très haute énergie pour des transformations de jauge «locales» conçues comme une extension de celle, «globale», du champ électromagnétique. Quatre quanta (ou bosons) de champ sont requis, deux chargés et deux nuls, ces derniers faisant l'objet d'un mélange (au sens d'une superposition quantique), tous devant être, dans cet état de symétrie exacte, de masse nulle.

Dans les interactions faibles aux énergies étudiées, il ne pouvait en être ainsi, les bosons faibles, alors non observés, devant être de masses

très élevées. Il faisait alors appel à un mécanisme de brisure de la symétrie exacte, dit mécanisme de Higgs²⁵, qui, tout en séparant les interactions électromagnétiques et faibles, conférait une masse élevée aux trois bosons de l'interaction faible en gardant la masse nulle du photon. Il fut montré qu'au bout du compte, la renormalisation des composantes du champ d'interaction faible restait préservée dans ce processus, permettant des calculs finis de grandeurs physiques.

La théorie faisait plusieurs prédictions, dont les deux principales étaient l'existence de «courants neutres faibles», jusqu'alors inobservés (ce sont, en quelque sorte, le pendant faible des courants électromagnétiques, neutres, entre les particules) 26 , et l'existence de trois bosons intermédiaires de grande masse. La théorie fait intervenir un paramètre «de mélange» entre les champs faibles et électromagnétiques, qui entre dans les prédictions théoriques. Les courants neutres furent observés expérimentalement, en 1973, dans la chambre à bulles géantes Gargamelle placée dans un faisceau de neutrinos au CERN (illustration 71). 27 Leur taux, lié au paramètre électrofaible, laissait prévoir pour les «bosons intermédiaires» des masses très élevées, aux alentours de 80 GeV (plus de 80 fois la masse du proton). Les trois «bosons intermédiaires faibles», deux chargés ($W\pm$) et un neutre (z^0), furent produits et identifiés en 1982 grâce aux anneaux de collisions à protons-antiprotons mis au point à cet effet par le CERN.

Après le succès de la théorie de jauge électrofaible, l'interaction forte fut à son tour soumise à une approche en termes de champ de jauge, donnant lieu à la théorie de la chromodynamique quantique, développée à partir de 1974. Le caractère ponctuel des quarks et les propriétés qu'on leur connaissait faisaient apparaître sous un nouveau jour la structure du champ d'interactions fortes. Leur capacité d'interaction s'affaiblissait jusqu'à s'éteindre aux petites distances: cette «liberté asymptotique» offrait la possibilité de calculer des séries perturbatives. D'un autre côté, leur «confinement» ou impossibilité de les extraire était interprété en termes quantiques par une superposition d'états impossibles à dissocier ou libérer, attribuée à un nombre quantique à trois valeurs, la couleur, qu'il avait par ailleurs été nécessaire d'introduire. Chaque quark de saveur $(q)^{28}$ est lui-même une superposition de trois états de couleurs différentes, q_1 , q_2 , q_3 . La couleur ne joue de rôle que dans l'interaction forte, laquelle est, en revanche, invariante pour les saveurs. De fait, la couleur peut être comprise comme la «charge forte» du champ, portée par des bosons intermédiaires de masse nulle, électriquement neutres et au nombre de huit, les «gluons», quanta du «champ de couleur», échangés entre deux quarks dans leur interaction.²⁹ La chromodynamique s'imposa dès lors par ses succès expérimentaux dans la physique hadronique des hautes énergies.³⁰

LES PERSPECTIVES D'UNIFICATIONS SUPÉRIEURES

L'ensemble que constituent la théorie électrofaible et la chromodynamique recouvre pour l'essentiel la théorie de la physique des particules élémentaires et a reçu la dénomination de «modèle standard». Chacune de ces théories a considérablement simplifié les représentations de son domaine, réunissant en une même explication des phénomènes jusqu'alors séparés. Elles font toutefois intervenir des paramètres «libres», c'est-à-dire donnés seulement par l'expérience. Par ailleurs, tout en étant en relation, les deux théories restent fondamentalement indépendantes l'une de l'autre. Les idées de symétrie des champs, entraînant une fois encore la pensée physique, suscitent l'espoir d'une extension ou d'une unification en une symétrie plus forte, qui permettrait de dépasser ces limitations et de comprendre rationnellement des faits jusqu'ici seulement constatés, comme le parallélisme entre les trois familles de quarks et de leptons³¹, ou les valeurs de leurs masses.

Le programme d'unification des trois interactions est dès lors à l'ordre du jour. La symétrie de jauge, qui gouverne les équations du champ, est exacte du point de vue fondamental, tout en restant cachée dans la mesure où elle ne se manifeste pas de cette manière directe dans les phénomènes observés (par exemple, les particules ont des masses, toutes différentes, quand la symétrie parfaite qui les relie exige des masses nulles). Les symétries exactes sont vérifiées quand les masses (qui résultent des brisures de symétrie) peuvent être négligées. C'est donc vers le domaine des énergies plus élevées que la pensée théorique se dirige. Elle envisage la convergence dans une théorie de «grande unification» des trois champs dont nous avons parlé, qui confondrait, par exemple, les quarks et les leptons. Ceci pourrait nécessiter une retour à une idée de champ gravitationnel jusqu'ici délaissé mais qu'il y a aurait lieu de prendre en compte. La théorie générale de relativité céderait alors la place à une théorie quantifiée. Des théories de «supersymétrie» où fermions et bosons sont mêlés, ou de supercordes où les particules sont conçues non plus comme des points mais comme des objets dans un espace à plus de quatre dimensions dont les dimensions supplémentaires sont repliées, sont autant de tentatives dans cette direction.

LES NOUVELLES TENDANCES DE LA PHYSIQUE SUBATOMIQUE

Ces deux branches naguère divergentes issues de la physique atomique de la *physique nucléaire* et de la *physique des particules*, ont opéré à partir des années 1980 un mouvement de retour l'une vers l'autre,

tant par leurs techniques et leurs méthodes (production de faisceaux différenciés d'énergies élevées, détection d'interactions complexes) que par la nature de leurs objets. La frontière entre constituants des noyaux et particules perd de sa netteté si l'on songe, par exemple, à la structure de la matière en quarks. Les noyaux et les particules sont soumis aux mêmes interactions fondamentales, sous des régimes qui ne sont pas toujours très différents. Toutes deux étudient notamment les neutrinos avec le même souci de détecter d'éventuelles «oscillations» ou transformation spontanée d'une espèce à une autre. Les résultats combinent les données d'expériences faites des deux côtés. Les courants neutres de l'interaction faible existent aussi dans le domaine nucléaire (et d'ailleurs également dans la physique atomique). La physique des hadrons relève à la fois de la physique nucléaire et de la physique des particules. Ces communes préoccupations et ces chevauchements d'objets invitent à concevoir la physique nucléaire et celle des particules comme constituant essentiellement une même discipline, la physique subatomique. Dans leurs parts les plus différenciées, l'une se porte vers la recherche de l'élémentaire et du fondamental (comme nous l'avons vu avec la réduction des particules élémentaires et les champs de jauge), tandis que l'autre s'intéresse à la matière nucléaire dans sa complexité.

En physique nucléaire, le concept de noyau (avec ses niveaux discrets d'énergie et le comportement individuel des nucléons) se voit substitué par celui, plus général, de matière nucléaire avec une diversité de structures liées ou non liées, dans l'état fondamental ou excitées, et qui recouvre aussi bien les noyaux et fragments de noyaux étudiés sur Terre que des objets célestes compacts aussi gros que les étoiles à neutrons. On applique à cette matière nucléaire la thermodynamique de la matière ordinaire (adaptée aux conditions quantiques) pour rendre compte de ses propriétés à l'équilibre et hors d'équilibre. La théorie indique deux transitions de phase: la première, du genre de la transformation liquide-gaz, voit le noyau atomique perdre son identité en émettant simultanément les nucléons qui le composent; dans la seconde, à énergie très élevée, les nucléons eux-mêmes perdent leur identité dans un plasma de quarks et de gluons analogue au plasma d'ions et d'électrons des gaz d'atomes à haute température.

Nous évoquerons un peu plus loin une autre convergence de disciplines particulièrement significative, celle de la physique nucléaire et des particules avec l'astrophysique et la cosmologie.

NOTES

- 1. Les dimensions du noyau sont de l'ordre de 10^{-13} cm (1 fermi), quand les distances au niveau atomique sont de l'ordre de 10^{-8} cm.
- 2. La constitution du noyau était ainsi expliquée en termes de masses atomiques (A) et de numéros atomiques (Z). Un noyau comporte Z protons et A-Z neutrons, et sa masse est égale à la somme des masses des constituants diminuée de leur énergie de liaison

$$(m_N = Z.m_p + (A - Z).m_n - \frac{\Delta E}{c^2}).$$

Il était dès lors possible de faire simplement le bilan des énergies dépensées ou libérées dans des réactions nucléaires.

- 3. Des isotopes sont des atomes de mêmes propriétés chimiques et numéro atomique, mais de nombre de masse différent: leur noyau comporte le même nombre de protons et un nombre différent de neutrons. Pour un élément stable donné, il peut exister des isotopes radioactifs instables (en raison d'un excès de neutrons): l'hydrogène, le deutérium (tous deux stables) et le tritium (radioactif) sont des isotopes. Le carbone 14 (6 protons et 8 neutrons) est un isotope radioactif du carbone 12 stable (6 p et 6 n).
- 4. Dans ces réactions où la masse totale des produits est plus petite que la masse initiale, la différence de masse se transforme en énergie libérée.
- 5. La fusion thermonucléaire poserait toutefois des problèmes, comme il en est le cas de la fission dans les centrales nucléaires actuelles, en ce qui concerne la sécurité et l'élimination de déchets très radioactifs.
- 6. En physique atomique et subatomique, les énergies sont exprimées en multiples de l'électronvolt (eV): keV (kilo eV, soit mille keV), MeV (million d'eV), GeV (G pour «giga», milliard, 109 eV), TeV (1000 GeV, soit 1012 eV).
- Les énergies de liaison au niveau atomique sont de l'ordre de l'électronvolte au keV.
- 8. À chaque particule correspond potentiellement une antiparticule, de même masse et de charge opposée. L'excitation de matière nucléaire, à l'aide d'une énergie suffisante, peut produire une paire particule-antiparticule. L'antiproton (de masse proche de 1 GeV) fut produit et identifié en 1955 de cette manière par Owen Chamberlain avec le Bévatron de Berkeley (d'énergie 6 GeV).
- 9. De quelque MeV à plusieurs centaines de MeV.
- 10. À partir du GeV et au-dessus (le TeV à la fin du XX^e siècle).
- 11. La force gravitationnelle ne joue pas de rôle en physique atomique et subatomique, en raison de la petitesse de la constante de gravitation. Elle intervient cependant dans un domaine très spécifique, aux énergies très élevées des premiers instants de la cosmologie, dont nous reparlerons plus loin.
- 12. La radioactivité β s'écrit comme un processus élémentaire, dans un noyau: $n \rightarrow p + e^- + v^- e$. (Un neutron se désintègre en un proton, un électron et un antineutrino). L'idée générale est que la transformation d'un neutron en proton s'accompagne de la transformation d'un neutrino en électron (selon la théorie de Dirac et la théorique quantique du champ, un neutrino détruit est identique à un antineutrino formé).
- 13. Le méson p, présent à l'«état virtuel» dans le noyau, peut être créé dans des

interactions nucléaires par un apport de masse, c'est-à-dire d'énergie, suivant la relation masse-énergie $E=mc^2$. La notion de «particule virtuelle» provient de la *théorie quantique des champs* qui stipule que le vide physique est constitué de paires virtuelles particule-antiparticule, avec deux conséquences physiques: la «polarisation du vide», vérifiée par l'«effet Lamb», et la production endothermique de particules, également vérifiée par la possibilité de produire des particules avec un apport d'énergie suffisant.

- 14. Les temps de vie de ces résonances sont très petits: environ 10^{-22} s. Les désintégrations par voie électromagnétique correspondent à des temps de vie de 10^{-16} à 10^{-18} s et celles par voie faible à 10^{-13} s et inférieures.
- 15. Formulée par Tsung Dao Lee et Chen Nin Yang, elle fut vérifiée expérimentalement par Madame Chien Shiung Wu.
- 16. Les baryons sont de $spin \frac{1}{2}$ et $\frac{3}{2}$; les mésons, de spin 0, 1, 2 (en unités \hbar). 17. La symétrie SU(3) a été proposée en 1962 par Murray Gell-Mann et Abraham Pais, et l'idée de trois quarks est due à Murray Gell-Mann et George Zweig.
- 18. En anglais «flavour». Les saveurs des trois quarks sont l'isospin «up», l'isospin «down» et l'étrangeté («strangeness»), d'où leurs dénominations u, d et s. Les quarks sont des états de $spin \frac{1}{2}$, et de charges électriques et baryoniques fractionnaires $(\frac{1}{3}, \frac{2}{3})$. Dans cette représentation, les mésons sont des états de combinaisons d'un état de quark et d'un antiquark, les baryons sont des combinaisons de trois quarks (uud pour le proton, udd pour le neutron, etc.).
- 19. Chaque saveur, correspondant à un quark distinct, détermine une famille de particules caractéristique de sa «saveur»: au-delà des nucléons et des mésons p et de leurs états excités (distribués en multiplets de charge électrique, ramenés à l'isospin, et constitués des seuls quarks u et d), se tiennent les hadrons étranges (incorporant au moins un quark s), découverts et étudiés dans les années 1950 et 1960, les hadrons charmés (avec un quark s), dans les années 1970, puis les hadrons s0 et s1 (incorporant respectivement les quarks s2 et s3, identifiés dans les années 1980 et 1990. Ces hadrons vont en croissant sur l'échelle des masses, correspondant aux masses assignables aux quarks élémentaires, petites pour s3, s4, de plus en plus élevées pour s5, s6, et s7.
- 20. Les six quarks ont été dénommés de la manière suivante: u (isospin up), d (isospin down), s (étrange), c (charmé), b (beauté ou bottom), t (truth, vrai, vérité, ou top).
- 21. Travaux de Aage Bohr, Ben Roy Mottelson et L. James Rainwater.
- 22. Le développement en série de perturbation se fait suivant les puissances croissantes de la «constante de couplage» mesurant l'intensité, petite devant l'unité: la série décroît rapidement.
- 23. L'«effet Lamb», ou «déplacement de Lamb» est un décalage de certains niveaux de structure fine de l'atome d'hydrogène par rapport aux valeurs calculées (par l'équation de Dirac): il est dû, en fait, au «nuage de photons virtuels» ou «polarisation du vide», dont rend compte l'électrodynamique quantique par la renormalisation.
- 24. Cette dénomination n'est que métaphorique : la superposition des trois couleurs donne du neutre, sans couleur.
- 25. L'idée de ce mécanisme, très général désormais dans les considérations de symétrie, est en fait due à Brout, Englert et Higgs, qui la proposèrent en 1971.
- 26. Un «courant» de particules exprime la transition d'un état à un autre au moment

- de l'interaction avec le champ: un électron en interaction avec un champ électromagnétique ressort sans échange de charge (courant neutre), mais un neutrino se transformant en électron dans son couplage au champ faible engendre un courant chargé.
- 27. CERN: Laboratoire européen pour la physique des particules, à Genève (ex-Centre européen de recherche nucléaire). La première réaction observée, rare par sa faible probabilité, fut: $v_{\mu} + e^{-} \rightarrow v_{\mu} + e^{-}$. Une autre, plus fréquente: $v_{\mu} + p \rightarrow v_{\mu} + p$ (la réaction à courant chargé correspondante est $v_{\mu} + n \rightarrow e^{-} + p$).
- 28. q désignant les quarks u, d, s, c, b et t.
- 29. Deux quarks de couleur q_i et q_j échangent entre eux un gluon g_{ij} (i, j = 1, 2, 3). Les études sur la matière nucléaire et les propriétés des partons-quarks avaient révélé auparavant la présence à l'intérieur des hadrons de particules autres que les quarks, suscitant l'idée qu'elles pourraient «coller» les quarks entre eux, d'où leurs noms de «gluons».
- 30. Parmi les phénomènes les plus révélateurs de la chromodynamique quantique, et qui constituent les tests de ses prédictions, il faut mentionner les «jets» de quarks et de gluons, effets d'entraînement cinématique des particules émises dans des collisions par les particules de l'interaction élémentaire: la fusion quark-antiquark. Ces processus et d'autres de nature semblable révèlent la présence des *quarks de valence* et celle, sousjacente, de l'océan de paires virtuelles de quarks-antiquarks, ainsi que des *gluons*.
- 31. Si l'on associe les nombres leptoniques aux saveurs des quarks, chaque doublet de leptons est associé à un doublet de quarks (e, v_e , avec u, d; μ , v_μ , s, c; τ , v_τ) (voir le tableau des familles de leptons et de quarks). Cette structure des fermions élémentaires en trois familles, dont le couplage aux champs d'interaction est universel, est probablement due à une propriété fondamentale sous-jacente encore inconnue. Du point de vue fondamental, on connaît donc six leptons ponctuels qui se distribuent en trois familles ayant chacune un lepton chargé et un neutrino. Le nombre de ces familles se limite à trois à cause de quelques contraintes. Tous les quarks et les leptons sont désormais connus.

BIBLIOGRAPHIE

- AUDOUZE J., MUSSET, P., PATY M. 1990. Les Particules et l'Univers: la rencontre de la physique des particules, de l'astrophysique et de la cosmologie, Paris, Presses Universitaires de France.
- Brown L. M., Pais A., Pippard B. (dir. publ.). 1995. *Twentieth Century Physics*, New York, Philadelphia Institute of Physics.
- COHEN-TANNOUDJI G., SPIRO M. 1986. La Matière-espace-temps: La Logique des particules élémentaires, Paris, Fayard.
- DIU B. 1997. Les atomes existent-ils vraiment?, Paris, Odile Jacob.
- FEYNMAN R. 1985. *QED, The Strange Theory of Light and Matter*, Princeton (New Jersey), Princeton University Press.

- 1985. Surely, you're joking, Mr Feynman: Adventures of a Curious Character, New York, W. W. Norton & Co.
- GALISON P. 1987. *How Experiments End*, Chicago (Illinois), University of Chicago Press.
- HEVLY B. (dir. publ.). 1992. Big Science: The Growth of Large-Scale Research, Stanford (Californie), Stanford University Press.
- GUNZIG E., DINER S. (dir. publ.). 1998. Le Vide: Univers du tout et du rien. Dans: *Revue de l'Université de Bruxelles*, Bruxelles, Éditions Complexe.
- KRIGE J., PESTRE D. (dir. publ.). 1997. *Science in the Twentieth Century*, Amsterdam, Horwood Academic Publishers.
- Laberrigue-Frolow J. 1990. La Physique des particules élémentaires, Paris, Masson.
- LEITE LOPES J., ESCOUBÈS B. 1995. Sources et évolution de la physique quantique: Textes fondateurs, Paris, Masson.
- PAIS A. 1986. *Inward Bound: Of Matter and Forces in the Physical World*, Oxford, Clarendon Press.
- PATY M. 1988. La Matière dérobée: L'appropriation critique de l'objet de la physique contemporaine, Paris, Archives contemporaines.
- 1995. Les Neutrinos. Dans: Encyclopædia Universalis, vol. XII, Paris.
- SAKHAROV A. D. 1984. Œuvres scientifiques, Paris, Anthropos.
- SALAM A. 1990. *Unification of Fundamental Forces*, Cambridge, Cambridge University Press.
- SCHWEBER S. S. 1994. *QED and the Men Who Made It*, Princeton (New Jersey), Princeton University Press.
- WEINBERG S. 1977. The First Three Minutes: A Modern View of the Origin of the Universe, New York, Basic Books.
- 1992. Dreams of a Final Theory: the Search for the Fundamental Laws of Nature, New York, Pantheon.
- WIGNER E. 1967. *Symmetries and Reflexions*, Bloomington (Indiana), Indiana University Press.

13.1.6 L'ASTROPHYSIQUE ET LA COSMOLOGIE

Michel Paty

L'astrophysique, qui avait commencé au XIXe siècle avec l'observation des spectres lumineux des étoiles, permettant l'identification des éléments chimiques en leur sein, s'est enrichie au XXe siècle de tous les renouvellements de la connaissance de la structure de la matière. L'équivalence de la masse et de l'énergie suscita très tôt l'idée que les atomes des éléments pourraient avoir été produits par un processus de genèse à partir du plus simple d'entre eux, celui d'hydrogène. La physique nucléaire et la connaissance des propriétés des novaux confortèrent cette idée, et la source apparemment inépuisable de l'énergie du Soleil et des étoiles fut vite identifiée : elle n'était autre que les réactions nucléaires de fusion des novaux légers en novaux plus lourds. Les étoiles étaient en quelque sorte des fours où le cosmos pratiquait la synthèse des éléments chimiques. Elles étaient donc soumises à des changements au cours du temps : la vie et la mort des étoiles sont directement fonction d'une compétition en leur sein, entre leur tendance à l'effondrement par attraction gravitationnelle et la pression centrifuge due à l'énergie libérée par les réactions de nucléosynthèse. Les progrès de la radioastronomie (rayons radio, infrarouges, X et y permirent de mieux connaître les propriétés des étoiles et d'identifier de nouveaux objets célestes de nature variées, des radiogalaxies (découvertes en 1953) aux quasars, aux pulsars (dans les années 1960) et aux sources intenses de radiations.

Parallèlement, les observations astronomiques avaient, dans les premières décennies du siècle, précisé la connaissance des galaxies, la mesure de leur luminosité, l'estimation de leurs distances, et estimé leur population d'étoiles (cent milliards en moyenne pour une galaxie). La cosmologie, sous la double lancée de la théorie de la relativité générale et de l'observation des régions lointaines de l'Univers, s'était érigée en science à part entière, avec pour objet unique l'Univers, conçu dans sa totalité, sa structure et son évolution. Si dans ses grandes structures la cosmologie est concernée par le champ de gravitation, ses éléments et sous-structures locales sont les objets mêmes de l'astrophysique. Ce rapprochement s'est intensifié dans les dernières décennies, avec l'établissement d'un «modèle standard» de la matière et de l'Univers qui réunit celui de la physique des champs fondamentaux d'interaction dont nous venons de parler et celui de la cosmologie évolutionnaire du big-bang.

L'ASTROPHYSIQUE, LA MATIÈRE DES ÉTOILES ET LES NOUVEAUX OBJETS COSMIQUES

Sous l'action de leur champ de gravitation mutuel, des atomes rassemblés dans une région de l'espace s'agrègent et «tombent» les uns sur les autres: c'est ainsi que se forment les étoiles et les planètes. Pour une masse de matière en quantité suffisante (à partir d'un peu moins d'une masse solaire), le champ de gravitation élevé comprime les atomes qui perdent leurs électrons, formant un plasma dans lequel les noyaux (d'hydrogène ou d'hélium pour des étoiles de première génération), entrant en collision, commencent un régime de réactions nucléaires où des noyaux plus lourds sont formés, qui entrent à leur tour en collision. Dès 1939, Hans Bethe proposa sa théorie du cycle de la fusion dans les étoiles de l'hydrogène en hélium, accompagnée de production de neutrinos aboutissant à la synthèse du carbone puis de l'oxygène (cycles de Bethe et de Salpeter).

Les cycles des étoiles comprennent des phases stables où l'énergie de combustion s'équilibre avec l'attraction de gravitation, et des phases de compression gravitationnelle quand les étoiles se refroidissent après avoir épuisé leur combustible. Cet état de densité des novaux provoque de nouvelles réactions nucléaires produisant des noyaux plus lourds, et ainsi de suite, jusqu'à la synthèse du fer. La durée d'une étoile et ses états finaux dépendent de sa masse et de sa densité, et l'observation de nouveaux objets dans l'espace cosmique a permis de mieux comprendre les divers stades de l'évolution des étoiles, comprimées à des densités extrêmement élevées: naines blanches (la gravitation y est en équilibre avec la pression de dégénérescence des électrons, effet directement quantique), naines brunes 1 (très denses mais de masse trop faible pour que les réactions de combustion s'amorcent), pulsars ou étoiles à neutrons (observés pour la première en 1967, et dont 400 ont été identifiés dans notre galaxie)², novae (vive augmentation temporaire de l'éclat), supernovae ou explosions extrêmement violentes avec des éclats lumineux de l'ordre de dix milliards de fois celui du Soleil³ (telle que «1987A», observable à l'œil nu en 1987, dans le Grand Nuage de Magellan, et dont les neutrinos qu'elle émit furent détectés sur Terre), et trous noirs, si massifs et denses qu'ils emprisonnent la lumière.

Les explosions d'étoiles ensemencent l'espace en noyaux d'éléments moyens ou lourds qui, en se reconcentrant, donneront lieu à des étoiles de deuxième génération (et ainsi de suite). Dans l'espace se trouvent encore des rayons cosmiques (protons ou noyaux) et des rayons gamma provenant de sources localisables. Ces particules sont généralement produites dans

des phénomènes violents de l'Univers comme l'activité de centres galactiques ou l'explosion de supernovae.

À l'astronomie d'observation par télescopes optiques et radio-télescopes, s'est adjointe depuis plusieurs années la neutrino-astronomie, utilisant des détecteurs de neutrinos⁴ produits dans les étoiles (et en premier dans le Soleil) et dans les divers phénomènes cosmiques. La très grande transparence de la matière aux neutrinos, due à leur extrême pouvoir de pénétration, en fait des sondes privilégiées des objets opaques de l'Univers. Les neutrinos émis par le Soleil, détectés sur Terre, sont dans un taux trop faible par rapport aux prédictions. L'une des explications pourrait en être la transformation spontanée de ces neutrinos, dans leur parcours jusqu'à la Terre, en un neutrino d'une famille différente qui ne pourrait produire le lepton correspondant (plus lourd que l'électron) et resterait « stérile » au lieu d'interagir dans le détecteur.

D'autres objets célestes remarquables, de nature bien différente, sont les *planètes extrasolaires*, difficiles à détecter à mesure de leur éloignement. Les dernières années du siècle en ont détecté plusieurs par des moyens directs (visibilité) ou indirects (effets de gravitation sur leur étoile), ainsi que des *quasars*, sources lumineuses très intenses bien que lointaines, qui sont directement liés à la cosmologie.

LA COSMOLOGIE DE L'UNIVERS EN EXPANSION

En se préoccupant, dès l'élaboration de la relativité générale, du lien entre la masse d'inertie et les autres masses de l'Univers (principe de Mach), puis en établissant la dépendance de la structure métrique de l'espace en fonction des masses et des énergies qu'il contient (sources des champs de gravitation), Einstein avait introduit, en fait, l'idée cosmologique au soubassement de sa théorie physique. C'est la théorie de la relativité générale qui détermina les débuts de la cosmologie comme science. En 1917, Einstein posa la question des conditions aux limites pour l'espace-temps relativiste, c'est-à-dire de la nature de l'espace au-delà du domaine déterminé par les champs de gravitation. Pour éviter de réintroduire l'espace absolu dans des régions vides de matière étendues à l'infini, il fallait admettre, estimait-il, que l'espace courbe de l'Univers dans sa totalité est fermé. Riemann avait déjà dissocié, dans sa géométrie, la finitude d'un espace et ses limites: on peut concevoir des espaces finis dénués de limites, tel l'espace à deux dimensions de la surface d'une sphère.

Einstein conçut donc l'idée d'appliquer sa théorie à l'Univers entier, et d'en rechercher des solutions moyennant des hypothèses simplifica-

trices, selon des «modèles» d'Univers. Il fit l'hypothèse d'un «principe cosmologique», qui pose l'homogénéité et l'isotropie comme acquis de la répartition de la densité de matière dans l'Univers. Admettant que le rayon de l'Univers ne varie pas avec le temps, il introduisit un «terme cosmologique» qui contrebalançait l'action de la gravitation. À côté de ce modèle d'Univers «cylindrique» d'Einstein, Willem de Sitter proposa un modèle sphérique, et Alexander Friedman conçut en 1922 l'idée d'un Univers non statique, qui devait être confirmée quelque temps plus tard par les observations sur l'éloignement des galaxies, et à laquelle Einstein devait finalement se rallier.

Du point de vue observationnel, la cosmologie s'établit progressivement avec les déterminations précises des distances astronomiques, la conscience prise de ce que les autres galaxies se situent bien au-delà de la Voie lactée, l'observation du décalage vers le rouge de leurs raies spectrales (décrite par Slipher en 1920), la détermination de leurs distances (par Edwin Hubble entre 1920 et 1930) et la relation de proportionnalité entre le décalage spectral et la distance, formulée par Hubble en 1929 (illustration 72). La loi de Hubble (ou relation de Slipher-Hubble) indiquait un éloignement mutuel ou récession des galaxies. Arthur Eddington l'interpréta dans le cadre de la relativité générale, comme la preuve observationnelle de l'Univers en expansion, et Georges Lemaître proposa, dès 1930, son modèle de l'atome primitif dont l'explosion aurait engendré l'Univers actuel et déterminé la fuite des galaxies.

La théorie de l'Univers en expansion s'est vue confirmée de manière spectaculaire lorsque, en 1965, Arno Penzias et Robert W. Wilson ont détecté fortuitement le rayonnement centimétrique du fond du ciel, isotrope et correspondant au rayonnement d'un corps noir à la température de 3 kelvins. Un tel rayonnement avait en fait été prédit, de manière qualitative, par George Gamow dans l'hypothèse d'un état très chaud de l'Univers à l'origine de son expansion (modèle dit désormais du big-bang ou «explosion originelle»).

Aux deux grands «faits cosmologiques» que sont la récession des galaxies et la «radiation fossile», s'en ajouta un troisième, qui porte sur l'abondance des éléments légers (De, He-3, He-4, Li) dans l'Univers, emmagasinés dans les étoiles, par rapport à celle de l'hydrogène. La nucléosynthèse stellaire ne suffisait pas à elle seule à expliquer les valeurs observées, alors que celles-ci s'accordaient avec les prédictions tirées d'un état très chaud de l'Univers primordial («nucléosynthèse primordiale»). La période correspondante devait avoir été très courte en raison du refroidissement extrêmement rapide de la matière se dispersant dans l'Univers en expansion, la baisse de densité ne permettant pas la synthèse des éléments plus lourds.

La théorie de la relativité générale constitue le cadre nécessaire de toute théorie cosmologique, mais la forme exacte des équations et les valeurs des solutions dépendent d'une part des hypothèses simplificatrices raisonnables effectuées (comme le principe cosmologique) et, d'autre part, de paramètres uniquement donnés par l'observation. Les équations cosmologiques simplifiées de Friedman, qui expriment le rayon de courbure global de l'Univers en fonction du temps, admettent trois types de solutions suivant la valeur de la densité moyenne (ρ) par rapport à une «densité critique» (ρ_c). La densité critique correspond à une exacte compensation entre l'expansion et l'attraction gravitationnelle des constituants de l'Univers. Pour une densité moindre que la densité critique, l'Univers est «ouvert» et à expansion indéfinie. Pour une densité plus élevée que la densité critique, l'attraction de gravitation l'emportera à partir d'un certain moment sur l'expansion et l'Univers, fermé, se reconcentrera après être passé par un rayon maximum vers une «singularité» symétrique par rapport à celle de l'Univers primordial.

Les données de la cosmologie observationnelle nous informent sur l'âge de l'Univers et peuvent préciser le modèle théorique, permettant de prévoir l'évolution future de l'Univers. La valeur de la constante de Hubble permet d'estimer l'âge de l'Univers à, suivant la valeur adoptée⁹, entre 10 et 17 milliards d'années. 10 Si la valeur de la densité moyenne estimée à partir de l'Univers visible est très inférieure (d'environ dix fois) à la densité critique, on sait aussi qu'elle est en dessous de la valeur réelle observable par les effets d'attraction gravitationnelle (interaction des galaxies). En d'autres termes, l'Univers contient de la «matière noire» non visible et le problème de la détermination de cette « masse manquante » est désormais l'un des plus importants de la cosmologie et de l'astrophysique actuelles. Sa nature peut être diverse: trous noirs massifs, masse non nulle des neutrinos «fossiles» du fond du ciel produits pratiquement en même temps et en mêmes quantités¹¹ que le rayonnement électromagnétique isotrope, ou particules « exotiques » 12, créé au tout début de l'expansion du cosmos, avec une masse suffisante pour représenter une composante prépondérante de l'énergie et de la masse de l'Univers.

Cette cosmologie, forte de sa théorie fondamentale, la relativité générale, et des données d'observation qui dans leur ensemble l'appuient et la renforcent par rapport à des hypothèses alternatives à l'expansion et au bigbang, est assez établie à la fin du XX^e siècle pour avoir reçu le qualificatif de «modèle cosmologique standard».

LA QUESTION D'UNE «ORIGINE» DE L'UNIVERS

La cosmologie évolutionnaire comprend parmi ses toutes premières phases (ses «premiers instants») des conditions de dimensions spatiales très restreintes et de densité d'énergie et de température extrêmement élevées, qui correspondent à celles dont la physique subatomique (nucléaire et des particules) fait l'objet de ses recherches, notamment dans la région où les symétries des champs d'interaction sont de plus en plus exactes et où leur unification est effective. Les symétries se brisent, les champs se différencient et les masses des particules apparaissent en descendant le cours du temps de la cosmogénèse, chaque période étant dominée par un type d'unification ou de différenciation entre champs et plasma de matière et de rayonnement. ¹³ Puis, en continuant la descente du temps qui accompagne l'expansion de l'Univers, s'engendrent les formes d'organisation qui nous sont plus familières comme les galaxies (qui apparaissent vers un milliard d'années), formées de gaz, de poussières, d'étoiles qui se forment et se défont, et d'autres objets cosmiques.

La cosmologie propose ainsi une représentation globale et cohérente de la genèse de l'Univers et des objets qu'il contient. Il est vraisemblable de penser que l'Univers, tel que l'impliquent la théorie de la relativité générale, les cosmologies relativiste et quantique, ainsi que les observations astronomiques et astrophysiques, déploie son espace et son temps dans le mouvement de son expansion, puisqu'ils ne sont pas définis en dehors de la matière qui le constitue.

L'un des aspects les plus frappants de cette représentation théorique est l'imbrication de la cosmologie des premiers instants et de la physique des champs de jauge unifiés, et leur convergence. Cette rencontre s'est développée à partir des années 1960, quand ces deux disciplines se sont aperçues que les objets qu'elles visaient, l'une en direction du fond lointain du ciel, l'autre vers les profondeurs extrêmes du microcosme, étaient en fait le même. Cette convergence n'a fait que se renforcer depuis lors: le modèle standard dont parlent les cosmologues et les physiciens est désormais la juxtaposition de celui des champs à symétrie de jauge unifiés de la physique des particules et celui du big-bang de la cosmologie.

Que reste-t-il donc à la pointe extrême de la remontée du cours du temps? Ce serait une singularité mathématique (un point sans dimension, de densité infinie), si l'on s'en tenait à l'extrapolation du modèle issu de la théorie de la relativité générale. Mais cette dernière n'est pas seule dans ces régions où les autres champs qui expriment la structure quantique de la matière étaient en fait dominants. Cependant, au-delà de la phase où domine le champ de grande unification, c'est-à-dire aux temps inférieurs

à une valeur précise dite «temps de Planck» ($t_p=10^{-43}\,\mathrm{s}$), le champ de gravitation reprend son importance et joue un rôle égal aux autres champs, ceux de la matière quantique, avec lesquels on peut penser qu'il s'unifie. Mais la théorie du champ de gravitation demande, dans ces conditions d'espace et d'énergie, à être transformée pour obéir aux conditions quantiques. Une telle théorie de la gravitation quantique est restée encore hors d'atteinte des efforts théoriques. Cela signifie que l'on ne connaît pas les lois de la physique pour la période antérieure au temps de Planck, et donc que le concept de temps n'a pas, pour nous, de signification physique en dessous de cette valeur. Continuer d'y parler de temps, comme d'une grandeur continue, indéfiniment divisible, n'est alors que de pure convention, et rien n'indique que le même concept de temps sera maintenu dans une théorie quantique de la gravitation si l'on y parvient. Parler de temps zéro n'a, dans ces conditions, pas de sens, et l'on tient sans doute ici la limite de la notion d'origine pour ce qui concerne l'Univers.

Notes

- 1. En anglais: massive compact objects.
- 2. Ces radiophares astronomiques émettent des rayonnements de radiofréquences avec une périodicité de quelques dizaines de millisecondes, due à la rotation extrêmement rapide de l'étoile autour de son axe. Lors de l'effondrement de l'étoile sur elle-même, le moment cinétique initial est resté conservé, ce qui a eu pour effet, comme dans la rotation des patineurs, d'accroître considérablement la vitesse de rotation. L'un des pulsars les plus connus est celui de la Nébuleuse du Crabe, rémanent de la supernova de l'année 1054 enregistrée par les astronomes chinois de l'époque.
- 3. Une étoile donne en fin de vie une *supernova* si sa masse est environ dix fois celle du Soleil. Il se produit environ une supernova par galaxie et par siècle. Les supernovae émettent en outre des ondes gravitationnelles en principe détectables, qui le seront sans doute dans les toutes premières années du XXI^c siècle (voir plus haut, sur la relativité générale). Leur cœur de fer, au-delà d'une certaine limite («de Chandrasekhar»), s'effondre sur lui-même, et la matière qui lui est extérieure est éjectée avec violence.
- 4. De grand volume, en raison de la faible capacité d'interaction des neutrinos, ils sont situés sous d'épaisses couches de matière (dans des tunnels de montagnes ou au fond de puits de mines, voire sous-marins), pour filtrer sévèrement le bruit de fond.
- 5. La relation de Hubble est $z = \frac{\Delta \lambda}{\lambda} = H_0 L$, où λ est la longueur d'onde, $\Delta \lambda$ le décalage et Ho constante de Hubble réévaluée dans les années 1980 à 100 km/seconde et par mégaparsec (l parsec = 3,26 années-lumière). Le décalage spectral est interprété comme un effet Doppler-Fizeau dû à un mouvement d'éloignement à la vitesse v, $z = \frac{V}{L}$.

- 6. La proportion de deutérium est de 25 %.
- 7. Le principe cosmologique implique une forme particulière de la métrique, celle de Robertson-Walker.
- 8. Ces modèles sont mathématiques, et le terme «singularité» est à prendre dans ce sens.
- 9. Entre 50 et 100 km/seconde et par méga/seconde.
- 10. La valeur la plus couramment admise se situe autour de 15 milliards. Les télescopes de haute résolution ont permis, en 1998, de détecter la présence, aux «confins» de l'Univers, de deux galaxies très primitives, situées à 12 milliards d'années ou plus.
- 11. Soit 10⁹ fois le nombre de baryons (neutrons et protons) qui constituent la matière observable.
- 12. Elles devraient, en effet, différer des particules connues dont les interactions ont déterminé la formation de l'Univers telle que la décrit la «cosmologie des premiers instants».
- 13. Le champ de grande unification de 10^{-43} secondes à 10^{-35} secondes, les champs de chromodynamique et électrofaible dissociés de 10^{-35} secondes à 10^{-32} secondes, où dominent quarks et leptons, puis les trois champs séparés (fort, électromagnétique et faible) de 10^{-32} à 10^{-12} secondes, avec une «soupe» de particules et antiparticules, et ensuite, de 10^{-12} à 10^{-6} secondes (une microseconde), la matière est un brouet de particules et de rayonnement. Se refroidissant, elle se met alors vers trois minutes sous la forme de noyaux d'hydrogène, deutérium et hélium (c'est l'ère radiative où la matière et le rayonnement se découplent, avec la cosmogénèse des éléments légers). Vers $100\,000$ ans, les noyaux s'habillent d'électrons, formant les atomes, en émettant le rayonnement électromagnétique isotrope.

BIBLIOGRAPHIE

- AUDOUZE J. 1997. L'Univers (Collection: Que sais-je?), Paris, Presses Universitaires de France.
- AUDOUZE J., ISRAËL G. (dir. publ.). 1983. *Le Grand Atlas de l'astronomie universalis*, Encyclopaedia Universalis, Paris, Albin Michel.
- AUDOUZE J., MUSSET P., PATY M. 1990. Les Particules et l'Univers: la rencontre de la physique des particules, de l'astrophysique et de la cosmologie, Paris, Presses Universitaires de France.
- EDDINGTON SIR A. S. 1925. *The Internal Constitution of Stars*, Cambridge, Cambridge University Press.
- 1933. The Expanding Universe, Cambridge, Cambridge University Press.
- EINSTEIN A. 1989–1993. *Œuvres choisies* (trad. Française, ENS Fontenay Saint-Cloud), Paris, Seuil/CNRS.

- HAKIM R. 1993. La Science de l'Univers, Paris, Syros.
- HAWKING S. 1988. A Brief History of Time, New York, Bantam Book.
- HUBBLE E. 1936. *Realm of Nebulae*, New Haven (Connecticut), Yale University Press.
- KLEIN E., SPIRO M. (dir. publ.). 1994. *Le Temps et sa flèche*, Gif-sur-Yvette (France), Éditions Frontières.
- LEMAÎTRE G. 1946. L'Hypothèse de l'atome primitif: Essai de cosmogonie, Neuchatel (Suisse), Griffon.
- LUMINET J.-P. 1987. Les Trous noirs, Paris, Belfond.
- MERLEAU-PONTY J. 1965. Cosmologie du XX^e siècle: Étude épistémologique et historique des théories de la cosmologie contemporaine, Paris, Gallimard.
- 1988. Le Spectacle cosmique et ses secrets, Paris, Larousse.
- PECKER J. C. 1984. Sous l'étoile Soleil, Paris, Fayard.
- PEEBLES P. J. E. 1971. *Physical Cosmology*, Princeton (New Jersey), Princeton University Press.
- REEVES H. 1981. Patience dans l'azur: L'évolution cosmique, Paris, Seuil.
- SCHATZMAN E. (dir. publ.). 1962. *L'Astronomie*, Paris, Gallimard (La Pléiade).
- 1986. Les Enfants d'Uranie. À la recherche des civilisations extraterrestres, Paris, Seuil.
- SCIAMA D. W. 1981. *Modern Cosmology*, Cambridge, Cambridge University Press.
- SILK J. 1980. The Big Bang, New York, W. H. Freeman.
- THORNE K. S. 1994. Black Holes and Time Warps: Einstein's Outrageous Legacy, New York, Norton.
- WEINBERG S. 1977. The First Three Minutes: A Modern View of the Origin of the Universe, New York, Basic Books.
- 1992. Dreams of a Final Theory: The Search for the Fundamental Laws of Nature, New York, Pantheon.

13.2 La biologie moléculaire

Michel Morange

Une nouvelle définition de la nature des systèmes vivants

Le XX^e siècle aura connu trois révolutions scientifiques majeures. En physique, le paradigme classique est remis en cause et aux deux extrémités de l'échelle des grandeurs, deux nouvelles physiques, celle des quanta et la physique relativiste, se mettent en place. La deuxième révolution a pris place en biologie. Elle conduisit à une redéfinition de la nature des systèmes vivants. La troisième a été l'invention de l'ordinateur et la naissance des technologies de l'information (TI) (illustration 73). Ces trois révolutions n'ont pas été indépendantes. La révolution en physique a été l'inspiratrice des bouleversements en biologie. Les naissances de la tchnologie de l'information et de la biologie moléculaire ont été contemporaines et la deuxième a emprunté ses métaphores à la première.

On peut distinguer deux phases successives dans l'évolution des sciences du vivant pendant le XX^e siècle: les premières décennies du siècle permirent le développement de deux nouvelles disciplines — la génétique et la biochimie —, qui établirent les fondements pour la naissance de la nouvelle biologie à partir des années 1940. Comme en physique, cette révolution produisit aussi une maîtrise accrue du monde dont témoigne l'essor, en cette fin de siècle, aussi bien des biotechnologies que de la médecine moléculaire et des thérapies géniques. À cette nouvelle vision du monde vivant fut donné le nom de «biologie moléculaire».

LA NAISSANCE DE LA BIOLOGIE MOLÉCULAIRE

Les raisons données à ce développement exceptionnel de la biologie au XX^e siècle sont aussi diverses et nombreuses que les modèles proposés pour rendre compte du «phénomène» scientifique.

Dans une vision internaliste du développement scientifique, où ce dernier repose sur l'interaction entre les modèles élaborés par les scientifiques et les observations que les progrès techniques permettent sans cesse de déplacer et d'approfondir (ou, plus exactement de porter à un niveau toujours plus élémentaire d'organisation), l'essor de la biologie moléculaire n'est que l'aboutissement d'un mouvement entamé à la Renaissance, à l'aurore de la révolution scientifique. Ce mouvement, qui permit aux sciences du vivant de se constituer au XVIIIe et au XVIIIe siècles (le nom de biologie n'ayant été lui-même inventé qu'au début du XIXe siècle) a visé à expliquer les propriétés des êtres vivants en s'appuyant sur des sciences déjà avancées dans leur développement. Ceci revenait à analyser la complexité des phénomènes biologiques en les décomposant en éléments plus simples. De manière parallèle, ce mouvement conduisait à révéler l'organisation hiérarchique des structures formant les êtres vivants. C'est la physique qui, aux XVIIIe et XVIIIIe siècles, servit de modèle. Les difficultés rencontrées par une description trop mécaniste du vivant et l'essor de la chimie feront de cette dernière, à partir du milieu du XIXe siècle, le partenaire incontournable des biologistes. Parallèlement, les progrès de la microscopie pendant le XIXe siècle permettent le développement de la théorie cellulaire. Mais les biologistes ne s'arrêtent pas à ce niveau de complexité: ils mettent en évidence les propriétés remarquables du noyau cellulaire, puis des chromosomes qu'il abrite. Parallèlement, le lent dévoilement des propriétés catalytiques des enzymes explique les étonnantes propriétés chimiques du cytoplasme.

Le XX^e siècle ne fera qu'aller plus avant dans cette caractérisation des composants fondamentaux du vivant. Les chromosomes se révèlent être les réceptacles des gènes, dont la jeune génétique montre le rôle fondamental dans le déterminisme de l'hérédité. Cette science, dont le mérite de l'invention revient au moine Gregor Mendel, ne fut comprise et utilisée qu'après sa «redécouverte», au début du XX^e siècle. C'est le choix d'un organisme modèle, la drosophile, et le dynamisme d'une équipe de recherche, celle dirigée à l'Université Columbia de New York par Thomas Hunt Morgan, qui permirent l'essor de cette discipline. Thomas Hunt Morgan et ses collaborateurs démontrèrent la localisation des gènes sur les chromosomes (illustration 74) et établirent les premières cartes génétiques. Ces travaux furent étendus par d'autres groupes à des organismes différents, tant animaux que végétaux. La précision de l'analyse génétique était toujours plus grande, la localisation des gènes sur les chromosomes toujours plus grande, la localisation des gènes sur les chromosomes toujours plus grande, la localisation ne soient éclaircis. Parallèlement, les enzymes voient leurs caractéristiques précisées. Elles sont identifiées à des protéines et leur structure commence à être patiemment déterminée. La biologie moléculaire naît dans les années 1940, quand ces deux approches expérimentales joignent leurs techniques et

leurs questionnements et quand sont déterminés la nature chimique des gènes et leur rôle dans la synthèse des protéines.

Pour ceux qui pensent que le développement des sciences répond à des déterminismes externes qui contraignent et orientent les choix scientifiques, l'essor de la biologie moléculaire apparaît comme une réponse aux problèmes qui affectent la société industrialisée du début de ce siècle. Quel contraste alors entre le progrès scientifique, en physique en particulier, la maîtrise technique du monde inanimé, la croissance continue des forces productives (du moins dans les pays industrialisés) et la persistance des tares de la société avec un nombre toujours croissant d'individus faibles d'esprit, aux mœurs dépravés, rongés par la tuberculose et les maladies vénériennes, tares qu'ils transmettent à leurs enfants. Face à cette dégénérescence, il peut être tentant pour certains, les eugénistes, d'appliquer avec sévérité les résultats obtenus par l'étude des phénomènes héréditaires. et d'enrayer ainsi la dégradation du plasma germinatif humain. Une autre réponse possible est préconisée par les membres de la Fondation Rockefeller, par les libéraux qui souhaitent associer progrès industriel et progrès social. Pour ces esprits éclairés, il s'agit de faire rattraper aux sciences biologiques le retard qu'elles ont pris sur les sciences physiques. De l'approfondissement des connaissances du vivant ne pourra que résulter une meilleure maîtrise des problèmes qui affectent les fondements biologiques de la société humaine.

Le rôle de la Fondation Rockefeller dans l'essor de la nouvelle biologie a été beaucoup discuté. Pour certains, il fut fondamental: c'est l'action volontariste de cette fondation qui orienta, par une politique d'incitations financières, la biologie vers l'étude du niveau moléculaire, attira les physiciens vers la biologie, les incita à mettre au point de nouvelles technologies d'étude du vivant et aida les laboratoires à acheter ces nouveaux appareillages.

Cette vision est probablement beaucoup trop «régionaliste». Le même mouvement se retrouve dans tous les pays (États-Unis, France, Grande-Bretagne) dans lesquels la recherche biologique a atteint un niveau comparable de développement. Plutôt que le moteur, la Fondation Rockefeller ne fut-elle pas simplement à l'écoute de tous ceux qui voyaient le développement futur de la biologie dans l'utilisation des concepts et des outils de la physique?

En effet, par suite de son évolution interne, ou par un choix délibéré des responsables politiques et économiques, il est évident que c'est dans la physique, dans l'application de ses théories aussi bien que de ses techniques, dans une recherche orientée vers l'étude des constituants élémentaires du vivant, de ces macromolécules complexes qui le constituent, que tous voyaient le progrès futur des connaissances biologiques.

L'histoire que nous allons décrire est celle, victorieuse, de la biologie moléculaire, issue elle-même de la rencontre de disciplines diverses dont la biochimie et la génétique «morganienne». Si aujourd'hui nul ne s'oppose plus à la vision moléculaire, il n'en fut pas de même dans le passé. La génétique ne fut pas acceptée en URSS et dans les pays de l'Est européen et la biologie moléculaire ne put s'y développer, très lentement d'abord, qu'après la fin de l'ère stalinienne. T. D. Lyssenko avait en effet réussi à faire rejeter la génétique comme science bourgeoise, au profit d'une vague pseudo-théorie scientifique imprégnée de lamarckisme.

Des raisons de politique intérieure (et extérieure) soviétique expliquent en grande partie le succès de Lyssenko. Elles ne doivent pas masquer cependant le fait que des oppositions à la génétique morganienne existaient dans beaucoup d'autres pays, États-Unis, France ou Allemagne. S'opposant aux autres disciplines biologiques comme l'embryologie, la génétique ne fournissait cependant aucune explication du rôle des gènes dans le développement embryonnaire. Ce n'est qu'au début des années 1960 que la biologie moléculaire commença à proposer des modèles capables de répondre aux demandes des biologistes du développement.

QUELQUES ÉTAPES DANS LA RÉVOLUTION MOLÉCULAIRE

Les principales découvertes qui allaient permettre l'établissement de la nouvelle vision du vivant prirent place entre les années 1940 et 1965. Elles découlent du choix et de la construction de systèmes modèles pour l'étude des relations fondamentales existant entre les constituants du vivant. Si la mouche drosophile avait permis, dans la première moitié du XXe siècle, l'essor de la génétique, ce sont des micro-organismes, et en particulier la bactérie Escherichia coli, hôte normal de l'intestin, et même les virus de cette bactérie, les bactériophages, qui constituèrent l'outil de prédilection des biologistes moléculaires. Ce sont sur ces êtres élémentaires, dont on avait même longtemps douté qu'ils possèdent des gènes, que les mécanismes d'action de ces gènes et leur rôle dans le codage des protéines allaient être dévoilés. La révolution moléculaire reposa aussi sur l'utilisation de nouveaux outils : plus que la microscopie électronique dont les images étaient souvent difficiles à interpréter, ce furent aux techniques de la chimie physique et de la chimie organique, permettant d'isoler les macromolécules du vivant, et en particulier les protéines, d'en révéler le rôle essentiel de la composition et de la structure. La physique nucléaire apporta une aide importante en fournissant des isotopes des principaux atomes constituant les macromolécules du vivant,

permettant ainsi de suivre les transformations de ces molécules, aussi bien dans des extraits qu'à l'intérieur des cellules et des organismes vivants.

La conjonction de ces modèles d'étude et de ces techniques conduisit. entre 1940 et 1965, à la mise en évidence des mécanismes moléculaires fondamentaux qui permettent le fonctionnement des êtres vivants et leur reproduction. En 1940 fut établie la relation univoque qui, à un gène, fait correspondre une enzyme (une protéine), une relation pressentie depuis le début du siècle, mais que seule l'utilisation d'un micro-organisme (en l'occurrence un champignon, Neurospora crassa) permit de généraliser. En 1944, O. T. Avery et ses collaborateurs montrèrent que les gènes étaient formés d'acide désoxyribonucléique (ADN). Ce résultat heurta de front les idées alors admises. C'est aux protéines, dont on connaissait bien la diversité structurale et fonctionnelle, que l'on faisait appel lorsqu'on cherchait à imaginer quelle pourrait être la nature chimique des gènes, non aux acides nucléiques dont la structure, mal connue, semblait monotone. Cela explique que, huit années après l'expérience d'Avery, une deuxième expérience ait été réalisée avec le bactériophage pour démontrer que le matériel génétique était bien formé d'ADN, dont J. D. Watson et F. Crick dévoilèrent, en 1953, la structure en double hélice. Cette structure eut immédiatement un succès immense par sa «beauté», parce qu'elle expliquait simplement les propriétés autoréplicatives des gènes. Le code qui fait correspondre à un fragment particulier de la molécule d'ADN, appelé gène, une protéine, fut décrypté entre 1960 et 1965. Pendant les mêmes années, furent caractérisés les mécanismes qui permettent la régulation de l'activité des enzymes et des protéines, aussi bien que celle des gènes. Avec la construction de ces modèles régulateurs, les biologistes moléculaires pouvaient, en toute confiance dans leurs schémas explicatifs, quitter l'étude des micro-organismes pour aborder celle des organismes complexes, multicellulaires, et de leur développement, c'est-à-dire de leur formation progressive à partir d'une cellule unique.

LA BIOLOGIE MOLÉCULAIRE SE TOURNE VERS L'ÉTUDE DES ORGANISMES COMPLEXES

Pendant les dix années qui suivirent, les biologistes moléculaires se heurtèrent, sans beaucoup de succès, à la complexité de ces organismes multicellulaires. Les années 1940-1965 avaient donné aux biologistes un formidable cadre interprétatif des phénomènes fondamentaux du monde vivant. Cependant, les outils forgés par l'étude des micro-organismes se révélèrent inadaptés à celle des organismes complexes. Ce piétinement conduisit à une remise

en cause des modèles élaborés grâce à l'étude de ces micro-organismes. D'autres modèles, plus complexes, à l'image de ce que les premières analyses moléculaires des organismes supérieurs semblaient révéler, furent élaborés, sans beaucoup plus de succès. Cette période de doute et de remise en cause était sans doute nécessaire pour que les biologistes moléculaires prennent conscience de la complexité des niveaux d'organisation existant à l'intérieur des êtres vivants — molécules, organelles, cellules, tissus, organes et organismes —, complexité que l'étude des micro-organismes ne les avait pas préparés à affronter.

Les doutes et la remise en cause des modèles perdurèrent jusqu'à ce que les outils du génie génétique apportent enfin les moyens d'étude long-temps attendus. La découverte des enzymes de restriction qui permettent de couper l'ADN (les gènes) à des sites précis est souvent identifiée à l'acte de naissance du génie génétique. En réalité, celui-ci est un ensemble complexe de techniques permettant l'isolement des gènes, leur caractérisation fine (la détermination de la séquence des protéines pour lesquelles ils codent), leur transfert d'organisme à organisme (d'où la possibilité de fabriquer des animaux ou des plantes transgéniques, c'est-à-dire ayant intégré de nouveaux gènes), mais aussi leur modification ou mutation pour en changer la fonction ou la régulation.

L'apparition de ces nouveaux outils suscita des craintes parmi les biologistes d'abord, puis ensuite le grand public. Ne risquait-on pas de diffuser des gènes pathogènes dans la nature et l'espèce humaine? N'était-on pas en train de franchir une barrière naturelle qui avait séparé jusqu'alors les espèces vivantes? Un moratoire dans les recherches fut décidé. Il ne fut levé qu'après l'adoption de mesures très strictes visant à limiter le danger des manipulations. Ces mesures n'empêchèrent pas la polémique de durer et, même, de s'amplifier. Puis, peu à peu, les résultats s'accumulèrent sans qu'aucun accident ne soit à déplorer. Peu à peu la polémique retomba et les précautions prises furent considérablement allégées.

Ces nouveaux outils permirent une accumulation rapide de connaissances, qui parurent parfois, lors de leur présentation, remettre en cause les dogmes de la jeune discipline. On découvrit que les gènes d'organismes supérieurs étaient fragmentés en de multiples morceaux. Ceci expliquait l'augmentation considérable de taille des génomes au cours de l'évolution, mais l'intérêt d'une telle organisation génétique complexe n'apparaissait pas évident. Cette remise en cause ne fut que provisoire et la masse de résultats accumulés grâce aux outils du génie génétique conforta profondément la vision moléculaire du vivant établie entre 1940 et 1965.

L'importance des résultats, la rapidité toujours plus grande avec laquelle ils étaient obtenus, conduisit les biologistes, à partir de 1986, à envisager la possibilité de déterminer la structure complète du génome

humain. Ce projet pharaonique, comparable à ce qu'avait pu être le programme Apollo de conquête de la Lune, put faire craindre (ou espérer) que la biologie n'entrât dans l'ère de la *big science*. Depuis sa conception initiale, le programme s'est considérablement transformé, sinon dans son objectif final, du moins dans son organisation. Le séquençage du génome est devenu une étape ultime, qui est précédée par l'élaboration d'une carte précise du génome humain permettant de localiser (et d'identifier) rapidement les gènes impliqués dans les maladies. Surtout, au séquençage du seul génome humain, fut ajouté le séquençage de génomes plus simples, ceux de bactéries ou d'organismes monocellulaires nucléés (levures). Les premières séquences de génomes entiers furent déterminées en 1995 et 1996, annonçant sans doute l'entrée de la biologie dans une nouvelle phase de son développement (illustration 75).

LA BIOLOGIE AUJOURD'HUI

En même temps que la biologie moléculaire se développait, elle «redessinait» la vie. Les définitions du vivant qui avaient plus ou moins survécu depuis l'Antiquité s'effaçaient. La frontière entre le vivant et le non-vivant s'estompait. Le vivant ne se distingue plus du non-vivant par la nature de ses constituants ou de ses propriétés, mais simplement par la complexité des macromolécules dont il est formé. Au-delà de cette redéfinition de ce qu'est la vie, le fait le plus caractéristique de la révolution moléculaire est la profonde unification réalisée dans les sciences biologiques. Même si la biochimie, la génétique, la biologie du développement ou la biologie cellulaire conservent des spécificités qui leur sont propres, elles partagent toutes une même interprétation moléculaire des phénomènes observés, ainsi qu'un grand nombre de technologies. Les techniques de biologie moléculaire sont devenues des outils indispensables pour de nombreuses autres disciplines biologiques qui ne se sont pas, pour autant, molécularisées. La génétique des populations, la taxonomie, même la paléontologie ou l'écologie utilisent les techniques de la biologie moléculaire.

La nouvelle vision moléculaire a révélé une profonde unité du monde vivant, une unité dans la nature des constituants, mais aussi dans les règles de correspondance entre la structure des gènes et celle des protéines, des règles respectées par toutes les formes vivantes que nous connaissons. Cette unité fondamentale reflète l'origine unique de l'ensemble des êtres vivants. Elle s'étend cependant bien au-delà des constituants de base à l'origine des premières formes vivantes. Cette conservation se retrouve dans les outils moléculaires utilisés pour former les cellules ou, à partir

d'une cellule unique, les organismes complexes. Quoi de commun entre la construction d'une mouche et celle de l'organisme humain, entre l'œil à facettes de la première et celui de l'homme? Et pourtant ce sont les mêmes gènes qui ont été utilisés dans les deux situations. Pour expliquer cette étrange conservation, le biologiste français François Jacob a fait appel à la métaphore du bricolage. Au cours du temps, l'évolution a travaillé avec les outils dont elle disposait, les gènes qu'elle avait sous la main, les réutilisant pour construire, soit des structures analogues, soit, au contraire, des structures différentes responsables de nouvelles fonctions. Ces résultats montrent que pour comprendre le fonctionnement des êtres vivants, le biologiste ne doit pas seulement s'intéresser aux structures qu'il dévoile, mais à leur origine évolutive. Sans remettre en cause le modèle darwinien de l'évolution des êtres vivants, l'importance du «bricolage» de l'évolution s'oppose à une vision trop panglossienne de celle-ci, où la présence de toute structure devrait forcément s'expliquer par un avantage sélectif et, au contraire, montre l'importance des contraintes qui ont encadré l'invention des formes vivantes.

Cette unification provoquée par la biologie moléculaire lui est parfois reprochée, car elle aurait été obtenue en réduisant la description et la compréhension du fonctionnement des êtres vivants à un seul niveau, le plus élémentaire. Il est vrai que dans les années 1970, certains biologistes moléculaires ont peut-être oublié la complexité d'organisation des êtres vivants pour ne plus y voir que des interactions et des échanges moléculaires. La mémoire des faits individuels ne pouvait-elle pas être stockée dans le cerveau sous forme de molécules comme la mémoire génétique l'est sous forme d'ADN? Tel n'est plus le cas aujourd'hui. Les biologistes contemporains expliquent les phénomènes vivants au niveau moléculaire, non sans les avoir préalablement décrits à un niveau supramoléculaire, cellulaire ou organismal. Le «réductionnisme» de la biologie moléculaire n'est, en outre, que partiel. L'objectif des biologistes moléculaires n'est pas de décrire au niveau atomique ou électronique les interactions entre macromolécules, ou entre protéines et ADN. Dans la majorité des cas, une description mécanistique grossière est à la fois suffisante et même plus pertinente.

Ce réductionnisme partiel de la biologie moléculaire va de pair avec une influence, somme toute limitée, de la physique. Ceci est d'autant plus étonnant que, comme nous l'avons vu, la physique a joué un grand rôle dans la naissance de la biologie moléculaire, par la valeur de modèle qu'elle représentait, les techniques qu'elle a apportées, mais aussi les scientifiques qui ont participé à son essor et dont beaucoup avaient été formés en physique. Ceux-ci rêvaient dans les années 1940–1950 d'une vraie biochimie électronique, d'une science biologique aussi fondamentale que son aînée.

La cybernétique, science des systèmes régulés, fondée par une observation simultanée des êtres vivants et des machines, n'allait-elle pas ouvrir directement la voie à la conception de modèles théoriques permettant de rendre compte des propriétés physiologiques des cellules ou de l'organisme? Il est vrai que les biologistes moléculaires utilisent encore aujourd'hui les concepts de la théorie de l'information et de la cybernétique pour rendre compte des relations entre les gènes et les protéines. Cependant, cette utilisation reste métaphorique. Jamais la complexité des concepts de la théorie de l'information n'a trouvé d'usage en biologie moléculaire.

Comment expliquer qu'aujourd'hui encore les biologistes tentent de rendre compte des mécanismes de régulation les plus complexes avec des modèles mécaniques grossiers sans formalisme ni équations? N'v a-t-il pas là une faiblesse de la nouvelle biologie dont seule la correction pourra ouvrir aux chercheurs les portes de la complexité? À cette absence obstinée d'une biologie théorique, il faut ajouter l'évolution déconcertante des techniques que les biologistes avaient temporairement empruntées aux physiciens. Simplifiées et «démocratisées», leur utilisation ne nécessite plus aucune compétence, ni théorique, ni pratique en physique. Cette évolution de la biologie moderne pose aux philosophes des sciences et aux épistémologues, une énigme redoutable. Eux, qui avaient bâti leur modèle par l'étude de la physique et de ses développements historiques avaient fait de l'évolution de cette dernière un paradigme pour l'évolution de l'ensemble des sciences. La nouvelle biologie a, peut-être, simplement pris du retard dans cette évolution, retard qu'il serait grand temps de combler. Sa modélisation viendra «naturellement» de l'accumulation très rapide des connaissances induite par le développement des programmes de séquençage des génomes ou de l'utilisation toujours croissante, qui les accompagne, des outils informatiques. Mais il est possible aussi que le développement de la physique apparaisse, d'ici quelques années, limité à cette discipline (ou à quelques autres) et que l'histoire de la biologie révèle une autre forme d'évolution scientifique.

Mais si la biologie moderne ne s'est pas alignée sur la physique, elle lui a cependant emprunté une qualité spécifique, l'efficacité. Là où les anciens biologistes ne savaient qu'observer le vivant, les nouveaux biologistes sont capables d'agir sur ce dernier et de le transformer. Les applications peuvent encore paraître dérisoires. Faire fabriquer à une bactérie des hormones humaines, ou produire une plante résistante à des parasites ou des souris aussi grosses qu'un rat, restent des curiosités. Il est vrai que les biologistes ne maîtrisent pas encore toute la complexité du vivant. Mais leur connaissance est déjà opérationnelle et toute petite augmentation de celle-ci conduit à un accroissement important des moyens d'action.

AU-DELÀ DE LA BIOLOGIE MOLÉCULAIRE?

Le développement d'une science est toujours contingent. Rationnellement, il semblerait que deux chemins puissent s'ouvrir à la biologie moléculaire: une descente vers un niveau plus élémentaire de la matière vivante, ou un retour vers la complexité par l'intégration des observations moléculaires. La prudence s'impose — les deux développements sont, depuis plusieurs années, attendus, même espérés par certains. L'évolution récente de la biologie moléculaire (d'une certaine manière sa non-évolution) doit nous rendre prudents sur la valeur de telles anticipations.

Sans quitter son paradigme actuel, la biologie moléculaire est néanmoins en train de se transformer. Deux domaines de recherche qui lui sont liés sont en évolution rapide: la biologie du développement et la biologie de l'évolution. La première a caractérisé des (les?) gènes essentiels pour la construction des organismes multicellulaires et montré la conservation de ces gènes au cours de l'évolution des êtres vivants. La question qui est actuellement posée est de savoir si l'analyse de ces gènes révélera la «logique» de construction des organismes vivants complexes ou si ces gènes ne sont que les «outils» utilisés par les organismes supérieurs pour se construire, suivant des règles et une logique qui restent à comprendre et qui ne se dévoileront peut-être qu'à un autre niveau de complexité.

La découverte des «gènes du développement» conduira sans doute aussi rapidement à un bouleversement des théories de l'évolution. La théorie darwinienne ne pourra plus se limiter au jeu complexe de la variation de gènes multiples et non identifiés et de la sélection naturelle. Les seuls gènes dont les variations sont importantes pour l'évolution ne sont-ils pas précisément ces gènes du développement? Ne sont-ce pas eux dont l'apparition ou la modification a pu accompagner ou même expliquer les grands embranchements de l'arbre de l'évolution, comme par exemple l'explosion des formes vivantes observées au Cambrien? Pour définir un animal, plutôt que de tenter de décrire des propriétés (comme la motricité) vis-à-vis desquelles on peut toujours citer des organismes qui ne possèdent pas ces propriétés, ne serait-il pas plus sûr de caractériser l'ensemble des gènes du développement qu'il contient? Par leur rôle dans la structure de cet organisme, ce sont eux qui définiraient le «zootype».

Enfin, il existe un dernier domaine de recherche qui a résisté jusqu'ici aux assauts des biologistes, comme des spécialistes de l'intelligence artificielle: c'est celui du fonctionnement du cerveau et de la pensée. Dans les années 1960, après avoir mis en évidence les mécanismes fondamentaux de fonctionnement du vivant, beaucoup de biologistes moléculaires pensaient que la nouvelle frontière de la biologie était l'étude du cerveau et

que celle-ci devait s'appuyer sur ces connaissances récemment acquises. Un des fondateurs de la biologie moléculaire, Max Delbrück, n'avait-il pas donné l'exemple en abandonnant l'étude du bactériophage pour celle d'un champignon phototrope, pensant ainsi dévoiler les principes élémentaires de la sensibilité et du fonctionnement nerveux?

Les années ont passé. Les biologistes moléculaires ont contribué à révéler l'extraordinaire complexité des cellules nerveuses et du cerveau. Une grande partie du génome (70 à 80%) serait, chez l'homme, formée de gènes spécifiquement exprimés dans le système nerveux. Les petites molécules qui transmettent les signaux de cellules à cellules et les récepteurs membranaires sur lesquels se fixent ces petites molécules ont été caractérisées. Ouelques-unes des enzymes qui interviennent dans la stabilisation de ces voies de transduction des signaux, et donc dans la mémorisation, ont également été caractérisées. Grâce à la technique de recombinaison homologue qui permet, une fois qu'un gène a été identifié et caractérisé, de le remplacer par une copie non fonctionnelle, les neurobiologistes ont pu confirmer que les gènes codant pour ces récepteurs ou ces enzymes participaient au fonctionnement du cerveau et à la mémorisation. Cependant, il n'est pas bien certain que les progrès les plus importants en neurobiologie soient à attendre de ces études moléculaires. Ces dernières révèlent la nature des briques utilisées pour la construction du système nerveux central, mais n'en livrent pas l'organisation fonctionnelle. Ce ne sont probablement pas non plus les recherches sur l'intelligence artificielle ou les travaux, de qualités assez inégales, rassemblés sous le terme de sciences cognitives qui feront avancer les études sur le cerveau. Bien qu'importants pour les progrès de l'informatique, ils ne prennent que rarement en compte les connaissances précises déjà accumulées sur la structure du système nerveux. Leur objectif principal n'est pas, dans la plupart des cas, de décrire ce qui se passe dans le cerveau, mais de fournir de nouveaux outils pour l'élaboration de machines «intelligentes» toujours plus performantes. Par contre, les nouvelles technologies (IRM ou «imagerie par résonance magnétique» et TEP ou «tomographie par émission de positrons») qui permettent de «voir» le cerveau en fonctionnement et ainsi de décrire les structures impliquées dans chaque type de comportement, ont commencé, depuis quelques années, à révolutionner la connaissance du système nerveux central. En particulier, elles ont fourni des arguments très forts en faveur de l'existence des images mentales, dont les psychologues avaient, bien longtemps auparavant, postulé l'existence. Ce n'est donc peut-être pas au niveau le plus fondamental que progressera la connaissance de notre cerveau dans les années qui viennent. Si tel est le cas, le développement de ces travaux sonnera peut-être le glas de l'âge d'or de la biologie moléculaire.

BIBLIOGRAPHIE

- ALLEN G. E. 1978. *Life Sciences in the Twentieth Century*, New York, John Wiley and Sons, Inc.
- 1978. *Thomas Hunt Morgan: The Man and His Science*, Princeton (New Jersey), Princeton University Press.
- CAIRNS J., STENT G., WATSON J. D. (dir. publ.). 1966. *Phage and the Origins of Molecular Biology*, Cold Spring Harbor (New York), Cold Spring Harbor Laboratory Press.
- DAVIS J. 1990. Mapping the Code: The Human Genome Project and the Choices of Modern Science, New York, John Wiley & Sons, Inc.
- GOULD S. J. 1990. Wonderful Life: The Burgess Shale and the Nature of History, New York, Norton.
- HARWOOD J. 1993. Styles of Scientific Thought: The German Genetics Community 1900–1933, Chicago (Illinois), The University of Chicago Press.
- JACOB F. 1981. Le Jeu des possibles, Paris, Fayard.
- JUDSON H. F. 1979. The Eighth Day of Creation: The Makers of the Revolution in Biology, New York, Simon & Schuster.
- KAY L.E. 1993. The Molecular Vision of Life: Caltech, the Rockefeller Foundation and the Rise of the New Biology, Oxford, Oxford University Press.
- KELLER E. F. 1995. Refiguring Life: Metaphors of Twentieth-Century Biology, New York, Columbia University Press.
- KEVLES D. 1985. *In the Name of Eugenics: Genetics and the Uses of Human Heredity*, New York, Alfred A. Knopf.
- KOHLER R. E. 1994. Lords of the Fly: Drosophila Genetics and the Experimental Life, Chicago (Illinois), University of Chicago Press.
- KRIMSKY S. 1982. *Genetic Alchemy: The Social History of the Recombinant DNA Controversy*, Cambridge (Massachusetts), MIT Press.
- McCarty M. 1985. The Transforming Principle: Discovering that Genes Are Made of DNA, New York, W.W. Norton & Co.
- MEDVEDEV Z. A. 1971. *The Rise and Fall of T. D. Lysenko*, New York, Anchor-Doubleday.
- MORANGE M. 1998. *History of Molecular Biology*, Cambridge (Massachusetts), Harvard University Press.
- OLBY R. 1974. The Path to the Double Helix, Londres, MacMillan.

- SAPP J. 1987. Beyond the Gene: Cytoplasmic Inheritance and the Struggle for Authority in Genetics, Oxford, Oxford University Press.
- Toga A. W., Mazziotta J. C. (dir. publ.). 1996. *Brain Mapping: The Methods*, New York, Academic Press.
- WATSON J. D. 1968. *The Double Helix: A Personal Account of the Discovery of the Structure of DNA*, Londres, Weidenfeld & Nicolson.
- TOOZE J. 1981. *The DNA Story: A Documentary History of Gene Cloning*, San Francisco, W. H. Freeman & Co.

13.3

Les changements fondamentaux dans les sciences de la nature et dans les mathématiques

13.3.1 LES MATHÉMATIQUES AU XX^e SIÈCLE

Christian Houzel

Au II^e congrès international des mathématiciens, qui s'est tenu à Paris en 1900, le mathématicien allemand David Hilbert donna une conférence remarquable dans laquelle il posa vingt-trois problèmes dont il pensait qu'ils pourraient occuper les recherches des années à venir. Son but était de montrer la vitalité des mathématiques de son temps et de souligner que les progrès des mathématiques viennent de recherches sur des problèmes.

Les six premiers problèmes de Hilbert sont relatifs à des questions de fondement en théorie des ensembles, en arithmétique, en géométrie et en probabilité: 1) le problème du continu, posé par Georg Cantor à propos des nombres cardinaux possibles pour les sous-ensembles infinis de la droite; 2) la non-contradiction de l'arithmétique axiomatisée par Giuseppe Peano; 3) la nécessité des méthodes infinitésimales pour évaluer le volume d'une pyramide; 4) la classification des géométries où la droite est définie comme le plus court chemin d'un point à un autre; 5) l'analyticité des groupes de transformations dont on suppose seulement la continuité; et 6) l'axiomatisation du calcul des probabilités et de la mécanique.

Les six problèmes suivants concernent la théorie des nombres: 7) la transcendance des nombres de la forme $\alpha\beta$ où α et β sont algébriques, $\alpha \neq 0$, et 1 et β est irrationnel; 8) l'hypothèse de Riemann sur les zéros de la fonction $\zeta(s)$ et la répartition des nombres premiers; 9) les lois de réciprocité générales pour les restes de puissances ℓ -ièmes *modulo* un idéal premier d'un corps de nombre; 10) l'algorithme de décision pour l'existence de solutions entières d'une équation diophantienne; 11) la théorie des formes

quadratiques à un nombre quelconque de variables, à coefficients dans un corps de nombres; 12) la construction des extensions abéliennes d'un corps de nombres à l'aide de valeurs de fonctions spéciales.

Les deux problèmes qui suivent sont de nature algébrique: 13) peut-on résoudre l'équation générale de degré 7 par des formules qui ne font intervenir que des fonctions de 2 variables?; 14) l'existence d'un nombre fini de générateurs pour certains sous-anneaux d'un corps de fonctions rationnelles. Les problèmes 15 (fondement rigoureux de la géométrie énumérative de Schubert) et 16 (nombre et disposition des composantes connexes d'une courbe algébrique réelle plane, nombre des cycles limites d'une équation différentielle) touchent à la géométrie algébrique tandis que le problème 17 (toute forme définie positive est-elle représentable par une somme de carrés de formes?) est de nouveau un problème d'algèbre. Le problème 18 est relatif à la géométrie euclidienne en dimension supérieure; il s'agit essentiellement de la classification des groupes cristallographiques.

Les cinq derniers problèmes traitent de la théorie des fonctions et des équations différentielles: 19) l'analyticité des solutions de problèmes variationnels réguliers; 20) l'existence de solution pour les problèmes aux limites provenant de problèmes variationnels réguliers; 21) l'existence d'une équation différentielle linéaire du type de Fuchs avec des points singuliers et une monodromie donnés; 22) l'uniformisation des relations analytiques par les fonctions automorphes; 23) le développement des méthodes du calcul des variations.

Si certains de ces problèmes, comme le troisième et le quatrième, ont été rapidement résolus, d'autres ont effectivement alimenté la recherche pendant de nombreuses années. Ils ont ainsi conduit à élaborer de nouvelles théories qui marquent les mathématiques du XX^e siècle. Pour certains des problèmes de Hilbert, la solution est encore hors d'atteinte. C'est le cas, par exemple, pour les problèmes 8 et 12.

Les problèmes 1, 2 et 10 ont fait l'objet de recherches en *logique mathématique*. Cette discipline est née d'un programme de théorie de la démonstration formulé par Hilbert dans les années 1920 en vue de résoudre le problème 2. Ce programme met en œuvre une méthode formaliste dans laquelle les théories mathématiques étudiées sont codifiées au moyen d'un ensemble de signes assemblés selon des règles de syntaxe explicitées, pour écrire les propositions et les démonstrations de la théorie. On met de côté la signification des énoncés pour étudier seulement les assemblages de signes au moyen de raisonnements rigoureusement finitistes. En 1931, le logicien autrichien Kurt Gödel est parvenu à établir qu'il est impossible de démontrer la non-contradiction d'une théorie formalisée contenant l'arithmétique de Peano sans utiliser des moyens plus puissants que ceux de la théorie considérée. Une telle théorie contient nécessairement des énoncés indéci-

dables, c'est-à-dire qu'on ne peut pas démontrer et dont on ne peut pas non plus démontrer la négation. En 1938, Gödel a démontré que, si la théorie des ensembles axiomatisés est non contradictoire, on peut lui adjoindre l'hypothèse du continu (selon laquelle une partie infinie non dénombrable de la droite a la puissance du continu) sans introduire de contradiction. C'est seulement en 1963 que le mathématicien américain Paul Cohen a établi qu'on peut tout aussi bien adjoindre la négation de l'hypothèse du continu sans introduire de contradiction. Ainsi l'hypothèse du continu est indécidable dans la théorie des ensembles. Ces démonstrations de non-contradiction relative reposent sur la notion de modèle d'une théorie formalisée, dont la théorie a été développée à partir des années 1930 dans les travaux du logicien polonais Alfred Tarski. Un modèle associe aux symboles et aux propositions d'une théorie formalisée des objets et des énoncés d'une théorie supposée connue (comme la théorie des ensembles), de manière que les axiomes de la théorie formalisée correspondent à des énoncés vrais dans le modèle. Une théorie formalisée qui admet un modèle n'est pas contradictoire si la théorie servant à construire le modèle ne l'est pas.

La solution du dixième problème, obtenue en 1970 par Youri Matiyasevitch, est négative, c'est-à-dire que l'algorithme demandé par Hilbert n'existe pas. Les travaux des logiciens dans les années 1930 ont permis de préciser ce qu'il faut entendre par algorithme et par fonction calculable (citons la notion de fonction récursive due à Gödel et celle de machine de Turing, due au logicien anglais Alan Turing). D'après Gödel, il existe des ensembles de nombres entiers naturels qui sont récursivement énumérables (ensembles des valeurs de fonctions récursives) mais non décidables, c'està-dire qu'il n'y a pas d'algorithme permettant de décider si un nombre lui appartient ou non. Par ailleurs, on dit qu'un ensemble de nombres entiers naturels est diophantien si c'est la projection de l'ensemble des solutions d'une équation diophantienne, c'est-à-dire d'une équation polynomiale à coefficients entiers où les inconnues doivent être des nombres entiers. En 1952, la logicienne américaine Julia Robinson avait établi que, pour démontrer que tout ensemble récursivement énumérable est diophantien, il suffit de construire un prédicat diophantien «à croissance exponentielle». Un prédicat diophantien exprime l'appartenance à un ensemble diophantien. C'est précisément la construction effectuée par Matiyasevitch: il a démontré que la propriété «n est le 2m-ième nombre de Fibonacci» est un prédicat diophantien à croissance exponentielle.

L'axiomatisation du calcul des probabilités a fait l'objet de nombreuses recherches dans le premier tiers du XX^e siècle. En 1933, le mathématicien russe Andrei Kolmogoroff a publié une axiomatique qui a été acceptée comme fondement du calcul des probabilités. Elle se rattache à

la théorie de la mesure et de l'intégration développée au début du siècle par Émile Borel et par Henri Lebesgue. Les concepts de base sont ceux d'événement, de probabilité et de variable aléatoire. Les événements sont certaines parties d'un ensemble Ω ; ces parties forment une tribu, c'est-à-dire que le complémentaire d'un événement est un événement et que la réunion d'une suite d'événements est un événement. La probabilité associe à chaque événement A un nombre p(A) compris entre 0 et 1. La probabilité $p(\Omega)$ de l'événement certain Ω est égale à 1 et, si A_n 0 est une suite d'événements disjoints deux à deux, la probabilité de leur réunion est égale à la somme des $p(A_n)$. Il faut compléter cette définition par celle de probabilité conditionnelle: si B est un événement de probabilité non nulle, on définit la probabilité p(A|B) de A sachant que B a lieu comme le quotient $p(A_n)$;

$$\frac{p(A \cap B)}{p(B)}$$

lorsqu'elle est égale à p(A), c'est-à-dire lorsque $p(A \cap B) = p(A).p(B)$, on dit que les événements A et B sont indépendants. Une variable aléatoire numérique est une fonction $X \Omega$ à valeurs réelle et telle que, pour tout intervalle I de nombres réels, l'ensemble $\{\omega \mid X(\omega) \in I\}$ des éléments ω Ω dont l'image par X appartient à I est un événement. La loi de probabilité de X est la mesure qui associe $p(\{\omega \mid X(\omega) \in I\})$ à l'intervalle I; l'espérance mathématique de X est définie comme l'intégrale de X par rapport à la probabilité p ou encore l'intégrale de la fonction x par rapport à la loi de X. On a développé avec succès une théorie des processus stochastiques, comme celui du mouvement brownien. Un tel processus est défini par la donnée d'une famille $(X_t)_t$ de variables aléatoires, en interprétant l'indice t comme un temps, X représente le résultat aléatoire d'une mesure physique à l'instant t.

Dans les années 1950, les mathématiciens américains Joseph Doob et G. Hunt ont interprété la théorie du potentiel en termes de processus stochastiques. Par la suite, on a développé de multiples applications du calcul des probabilités en analyse et en géométrie différentielle. Citons par exemple la théorie ergodique, issue des idées de Boltzmann sur la mécanique statistique et où l'on étudie les systèmes dynamiques du point de vue de la mesure. En outre, les probabilités sont présentes dans de nombreuses applications au monde physique à travers la statistique mathématique.

La solution du cinquième problème de Hilbert relève de la théorie des groupes topologiques. Un tel groupe est un espace topologique muni d'une loi de composition interne continue qui en fait un groupe dans lequel l'inverse d'un élément dépend continûment de cet élément. Un groupe de Lie est une variété analytique munie d'une loi de composition analytique qui en fait un groupe. La théorie des groupes topologiques est une création du

XXe siècle qui vit le jour à partir des années 1930. Dans les mêmes années, la théorie globale des groupes de Lie a été abordée par Élie Cartan et par Hermann Weyl (la théorie de Lie était purement locale). En 1935, la solution positive du problème de Hilbert a été obtenue par John von Neumann et par Lev Pontryagin dans le cas d'un groupe compact de dimension finie ou d'un groupe commutatif localement compact, en utilisant la théorie de la représentation linéaire des groupes. L'outil essentiel est la mesure de Haar, mesure invariante par les translations (à droite par exemple) sur le groupe. L'existence d'une telle mesure, pratiquement évidente dans le cas des groupes de Lie, a été établie en 1933 par A. Haar. On peut alors construire une famille complète de représentations linéaires irréductibles de dimension finie d'un groupe compact donné. Les espaces de ces représentations sont formés des fonctions propres de certains opérateurs intégraux sur le groupe. Il en résulte que tout voisinage de l'élément neutre du groupe contient un sous-groupe distingué tel que le quotient correspondant soit un groupe de Lie; en particulier un groupe compact localement connexe et de dimension finie est un groupe de Lie. Les représentations irréductibles d'un groupe localement compact commutatif G sont toutes de dimension 1. Ce sont les homomorphismes continus de G dans le groupe multiplicatif U des nombres complexes de valeur absolue 1, ce qu'on appelle les *caractères* de G. L'ensemble G^* des caractères de G a une structure naturelle de groupe, héritée de celle de U, et une topologie qui en fait un groupe localement compact appelé le groupe dual de G. Le groupe G s'identifie naturellement au dual de G^* . Le dual d'un groupe compact est discret. Par exemple le dual de U s'identifie au groupe additif Z des entiers, ses caractères étant de la forme $\chi_n(e^{i\theta}) = e^{in\theta} (n \in \mathbb{Z})$, mais le dual du groupe additif R des nombres réels s'identifie à R, les caractères étant de la forme $\chi \lambda(x) = e^{i\lambda x}$. Cette théorie a permis à Pontryaguin de démontrer qu'un groupe localement compact commutatif engendré par un voisinage compact de son élément neutre est un produit fini de groupes de l'un des types U, R, Z, Z/nZ. Notons que la dualité de Pontryaguin donne le cadre naturel de l'analyse harmonique commutative, où l'on étudie la transformation de Fourier entre les fonctions sur G et les fonctions sur G^* .

Le cas général demande d'autres méthodes, car il existe des groupes topologiques localement compacts sans système complet de représentations linéaires. Il a été obtenu en 1952 par A. Gleason, Deane Montgomery et Leo Zippin. Ces auteurs ont établi qu'un groupe localement compact qui opère d'une manière effective et transitive sur un espace X localement connexe et localement compact de dimension finie est un groupe de Lie et que X en est un espace homogène (donc une variété analytique). Le résultat central est qu'un groupe localement compact G dans lequel il existe un voisinage

de l'élément neutre e ne contenant pas d'autre sous-groupe que $\{e\}$ est un groupe de Lie. On construit l'espace tangent en e à ce groupe au moyen des sous-groupes à un paramètre de G, c'est-à-dire des homomorphismes continus de R dans G. Si x et y sont deux tels sous-groupes à un paramètre, leur somme est définie comme la limite, pour m infini, de

$$\left(x\left(\frac{t}{m}\right)y\left(\frac{t}{m}\right)\right)^{m}(t\,\hat{\mathbf{l}}\,\mathbf{R}).$$

On peut alors définir une représentation «adjointe» de G dans cet espace tangent et le noyau de cette représentation est essentiellement commutatif.

La théorie des représentations linéaires des groupes de Lie a été le thème d'une recherche très active, en particulier à cause de son rôle dans la mécanique quantique (représentations du groupe de Lorentz). En 1939, le physicien E. Wigner a découvert que les représentations unitaires irréductibles pouvaient être de dimension infinie. On sait encore peu de chose dans le cas le plus général et la théorie n'est bien développée que pour les groupes réductifs réels (Harish Chandra) et pour les groupes nilpotents (A. Kirillov). Les coefficients des représentations linéaires sont des fonctions spéciales dont la théorie est ainsi profondément éclairée par celle des groupes.

Les nombres algébriques sont les nombres complexes qui vérifient une équation algébrique à coefficients entiers. Les autres s'appellent transcendants. L'existence de nombres transcendants avait été établie par Joseph Liouville au XIXe siècle. En dehors des nombres de Liouville (assez artificiels), les seuls nombres transcendants connus avant 1900 étaient e (Charles Hermite, 1873) et π (F. Lindemann, 1882). Des méthodes générales pour établir la transcendance de certains nombres ont été élaborées au XXe siècle et elles ont permis de résoudre le septième problème de Hilbert en 1934 (A. O. Gelfond et T. Schneider). Ces méthodes sont liées aux propriétés de certaines fonctions transcendantes dont on démontre que leurs valeurs sont des nombres transcendants lorsque la variable prend une valeur algébrique. Elles reposent d'autre part sur les propriétés d'approximation des nombres irrationnels par des nombres rationnels («approximations diophantiennes»). L'idée est que, si le nombre considéré est algébrique, cette approximation ne peut pas être très rapide. Après des théorèmes obtenus par Axel Thue (1909) et Carl Ludwig Siegel (1921, 1929), le meilleur résultat dans ce sens est celui de K. Roth (1955), selon lequel, si a est algébrique et $\varepsilon > 0$, il n'existe qu'un nombre fini de couples (p, q) de nombres entiers premiers entre eux tels que (p,q).

$$\left|\alpha - \frac{p}{q}\right| \leq q^{-2-\varepsilon}$$

De tels résultats ont des applications aux équations diophantiennes : c'est ainsi que Siegel a pu établir qu'une équation f(x, y) = 0 de genre = 1 ne peut avoir qu'un nombre fini de solutions en nombres entiers. Un renouveau d'intérêt pour les nombres transcendants a suivi les travaux d'Alan Baker (1966), qui établit des minorations de combinaisons linéaires à coefficients algébriques de logarithmes de nombres algébriques.

L'hypothèse de Riemann, qui constitue le huitième problème de Hilbert, dit que la fonction *zêta*, définie pour

Res > 1 par z (s) =
$$\sum_{s>1} \frac{1}{n^s}$$

ne s'annule, pour Res > 0, que sur la droite «critique» Ims = ½. Si cette propriété est vraie, elle permet de préciser, comme Riemann l'avait vu, l'ordre de grandeur de la différence entre la fonction de répartition des nombres premiers et la fonction logarithme-intégral qui lui est équivalente. En 1942, le mathématicien norvégien Atle Selberg a établi que, pour tout T > 0, la proportion des zéros s de ζ tels que $|\text{Ims}| \le T$ qui sont sur la droite critique reste supérieure à un certain nombre un peu plus petit que 1. Si l'hypothèse de Riemann est vraie, cette proportion doit être égale à 1. On sait par ailleurs que, pour tout zéro $s = \sigma + it$ avec t > 0, on a $\sigma \le 1 - A(\log t)^{-2/3}$, où A est une constante positive (Vinogradov et Korobov, 1958). Les calculs sur ordinateur, qui permettent de localiser un très grand nombre de zéros de ζ , confirment toujours l'hypothèse de Riemann, mais on n'a pas trouvé de voie pour attaquer sa démonstration et elle a été proposée par la Fondation Clay comme un des sept grands problèmes mathématiques pour le XXIe siècle.

Cependant, on a pu démontrer l'analogue de l'hypothèse de Riemann pour les fonctions zêtas attachées aux variétés algébriques sur les corps finis. La situation est alors plus simple car ces fonctions sont rationnelles par rapport à la variable q^{-S} , où q est le nombre d'éléments du corps de base. On rencontre ces fonctions à propos de l'évaluation du nombre de solutions de congruences polynomiales, les premières ayant été introduites par Emil Artin (1924) pour des congruences de la forme $y^2 \equiv P(x)$ (P étant un polynôme à coefficients entiers et p un nombre premier), définissant une courbe hyperelliptique sur le corps à p éléments. En 1935, Helmut Hasse a démontré l'hypothèse de Riemann pour la fonction ζ des courbes de genre 1 (courbes elliptiques) sur un corps fini, puis André Weil (1940, 1948) a pu la démontrer pour les courbes de genre quelconque. Pour cela, il a dû élaborer une géométrie algébrique abstraite (1946), où les coordonnées peuvent être prises dans un corps commutatif quelconque et non plus dans le corps des nombres complexes. En 1949, Weil a formulé ses célèbres conjectures sur la fonction zêta d'une variété algébrique de dimension quelconque sur un corps fini (rationalité, équation fonctionnelle, hypothèse de Riemann). Ces

conjectures, interprétées en termes de cohomologie des variétés algébriques, ont suscité un intense développement de la géométrie algébrique, en particulier entre les mains d'Alexandre Grothendieck à partir de 1957, qui est parvenu à construire la théorie cohomologique conduisant à la démonstration des conjectures de Weil par Pierre Deligne en 1973.

La loi de réciprocité quadratique dit que si p et q sont des nombres premiers impairs qui ne sont pas tous les deux de la forme 4n+3, les propriétés «p est congru à un carré $\operatorname{mod}.q$ » et «q est congru à un carré $\operatorname{mod}.p$ » sont équivalentes; dans le cas où p et q sont de la forme 4n+3, si l'une des deux propriétés est vraie, l'autre est fausse. Au XIXe siècle, des lois analogues pour les restes de puissances q et q (Jacobi, Eisenstein) puis le q premier impair (Kummer) avaient été obtenues. Dans son neuvième problème, Hilbert demande une loi plus générale, où le corps des nombres rationnels est remplacé par un corps de nombres algébriques, les nombres premiers étant remplacés par des idéaux premiers. Cette loi a été établie par T. Takagi (1920), Hasse (1926, 1930) et Artin (1928) dans le cadre de la théorie du corps de classes, où l'on étudie la structure des extensions abéliennes finies d'un corps de nombres q et la décomposition des idéaux premiers de q dans une telle extension. Hilbert lui-même avait traduit la loi de réciprocité quadratique au moyen de symboles «locaux»

$$\left(\frac{a,b}{p}\right)$$
,

égaux à 1 ou à -1 selon que les congruences x^2 - $ay^2 \equiv b \pmod{p^k}$ ont ou non une solution pour tout k; il faut ajouter un symbole

$$\left(\frac{a,b}{\infty}\right)$$

égal à 1 sauf si *a* et *b* sont négatifs, cas où il est égal à -1. La loi de réciprocité s'exprime alors en disant que le produit des

$$\left(\frac{a,b}{p}\right)$$

pour tous les nombres premiers p et pour la "place à l'infini" $p=\infty$ est égal à 1. La généralisation consiste à définir des symboles

$$\left(\frac{a,b}{P}\right)_{\ell}$$

pour toutes les «places» p d'un corps de nombres k. Ces places sont les plongements de k comme sous-corps d'un corps valué complet non discret : il y en a une infinité associée aux idéaux premiers de k et un nombre fini qui plongent k dans R ou dans C. Malheureusement, on ne sait pas complètement expliciter ces symboles locaux.

Le onzième problème fait encore appel à ces méthodes locales, car la théorie des formes quadratiques sur un corps de nombre k repose sur le principe de Hasse-Minkowski selon lequel, pour qu'une forme f puisse se transformer en une forme g par une substitution linéaire sur les variables (représentation de g par f), il faut et il suffit qu'il en soit ainsi sur chaque complété local k_p de k. Mais, dans le cas de formes à coefficients entiers, les conditions locales ne suffisent pas pour conclure que l'on peut passer de f à g par une substitution linéaire à coefficients entiers. On dit que deux formes f et f' appartiennent au même genre si, pour toute place p, on peut passer de l'une à l'autre par une substitution linéaire inversible à coefficients dans l'anneau des entiers de $k_{\rm p}$. Chaque genre contient un nombre fini de classes de formes équivalentes sur l'anneau des entiers de k. Siegel (1935, 1937) a montré comment obtenir la moyenne du nombre des représentations d'une forme g par les formes du genre auquel appartient f comme un produit de facteurs locaux relatifs aux diverses places. Par la suite, T. Tamagawa et M. Kneser (1961) ont interprété ces formules au moyen de l'adélisé du groupe orthogonal G. Il s'agit du sousgroupe G_A du produit

$$\prod_{p}G(k_{p})$$

formé des éléments dont toutes les composantes sauf un nombre fini d'entre elles sont entières. Ce sous-groupe est muni d'une topologie qui en fait un groupe localement compact dans lequel G(k) se plonge comme sous-groupe discret. Le quotient $G_{\rm A}/G(k)$ est de volume fini pour une mesure invariante. La formule de Siegel est équivalente au calcul de ce volume.

Leopold Kronecker savait, dans les années 1850, que toute extension abélienne du corps Q des nombres rationnels est contenue dans une extension engendrée par des racines de l'unité de la forme $e^{2\pi i l/n}$. Il avait conjecturé un énoncé analogue pour les extensions abéliennes d'un corps quadratique imaginaire k. Celles-ci sont contenues dans des extensions engendrées par des valeurs de fonctions elliptiques à multiplication complexe dans k et par les valeurs correspondantes de l'invariant modulaire. Cette conjecture a été prouvée par Takagi (1920). Le douzième problème de Hilbert demande de trouver des fonctions qui permettraient de décrire de la même facon les extensions abéliennes d'un corps de nombres quelconque. On peut décrire certaines extensions d'un corps quadratique imaginaire sur un corps de nombres totalement réel à l'aide de la multiplication complexe des variétés abéliennes, qui sont des analogues, en dimension supérieure, des courbes elliptiques (Goro Shimura et Yutaka Taniyama), mais il n'y a pas d'espoir d'obtenir ainsi toutes les extensions abéliennes. Une voie plus intéressante semble être contenue dans le programme formulé par R. Langlands

en 1967. Il s'agit d'une généralisation des travaux d'E. Hecke établissant une correspondance entre les formes automorphes (une variable) et les séries de Dirichlet. Langlands définit des formes automorphes généralisées associées à un groupe linéaire algébrique réductif G défini sur un corps de nombres k en considérant l'espace E des fonctions de carré intégrable sur le quotient de G_A par G(k). Une théorie parallèle existe où k est un corps de fonctions algébriques à une variable sur un corps fini. On considère la représentation naturelle de G dans le sous-espace E_0 des « formes paraboliques » et, à chaque représentation irréductible ρ de G intervenant dans cette représentation, est associée une fonction $L(\rho, s)$ produit infini de facteurs locaux associés aux places de k. Langlands conjecture que l'on obtient ainsi toutes les séries de Dirichlet qui interviennent en théorie des nombres ou en géométrie algébrique. Dans le cas où G est le groupe multiplicatif GL₁, la conjecture de Langlands est équivalente à la loi de réciprocité d'Artin. Le cas général a été démontré récemment par Laurent Lafforgue pour le cas d'un corps de fonctions. Dans le cas d'un corps de nombres, on est encore loin d'avoir des résultats complets qui donneraient une extension de la théorie du corps de classes au cas non abélien. La démonstration du dernier théorème de Fermat par Andrew Wiles (1994) consiste à établir une conjecture de Taniyama-Weil sur les courbes elliptiques qui serait une conséquence de la conjecture de Langlands.

Nous avons pu observer, sur un échantillon d'une dizaine de cas, la manière dont les problèmes de Hilbert ont inspiré la recherche du XXe siècle. Mais certaines théories se sont développées indépendamment de ces problèmes, comme la topologie algébrique, la théorie des équations aux dérivées partielles, la théorie des systèmes dynamiques ou la géométrie différentielle. Dans ces cas comme dans les précédents, on constate que le milieu des années 1930 est une charnière. C'est, en effet, l'époque où l'accumulation des difficultés contraint les mathématiciens à élaborer de nouveaux outils théoriques à portée générale, remettant en chantier les fondements mêmes de plusieurs secteurs.

On l'a vu pour la logique, avec la théorie des modèles et la notion précise de calculabilité et pour les probabilités, avec l'axiomatique de Kolmogoroff et la théorie des processus stochastiques. La théorie des représentations linéaires des groupes et la théorie des équations aux dérivées partielles ont conduit à développer une *analyse fonctionnelle* dans laquelle les objets sont des espaces de dimension infinie de fonctions qui peuvent éventuellement être généralisées. En particulier, l'étude des équations hyperboliques a imposé l'idée de solutions généralisées, qui ne sont plus nécessairement des fonctions (Sergei Sobolev, 1936; Laurent Schwartz, 1951). C'est ainsi qu'on a développé la théorie des distributions. La topologie algébrique, qui tente de classifier les espaces topologiques au moyen

d'invariants de nature algébrique, a été une des théories dominantes du XX° siècle. Son algébrisation s'est accentuée dans les années 1930 et elle a amené à inventer des techniques auxiliaires comme l'algèbre homologique (sorte d'extension de l'algèbre linéaire), la théorie des catégories (Samuel Eilenberg et S. MacLane, 1942) et la théorie des faisceaux (Jean Leray, 1945–1946). Cette dernière a servi de base au renouveau de la géométrie algébrique entre les mains de Jean-Pierre Serre (1955) et de Grothendieck. La géométrie algébrique et la théorie des nombres ont par ailleurs suscité un développement de l'algèbre commutative.

La période de remise en chantier s'est achevée vers le milieu des années 1960, époque à laquelle on a pu aborder avec succès un certain nombre de problèmes jusqu'alors hors d'atteinte. Notons que cette période de 1935 à 1965 s'est caractérisée par une activité de N. Bourbaki (nom d'un collectif de mathématiciens français) qui, en un effort commun, travaillait sur les aspets fondamentaux des mathématiques, se basant sur la méthode axiomatique de Hilbert et sur le concept de la structure mathématique. Cette période a également marqué un éloignement relatif des mathématiques et de la physique, contrairement aux années 1920 où la collaboration des physiciens et des mathématiciens dans l'élaboration de la relativité générale et de la mécanique quantique était étroite. La théorie de relativité générale a ravivé l'intérêt pour les recherches en géométrie différentielle, tandis que la mécanique quantique a été l'occasion de construire la théorie des algèbres d'opérateurs dans un espace de Hilbert. Par ailleurs, des mathématiciens comme Weyl ou Von Neumann ont fait œuvre de physiciens. La symbiose entre physique et mathématique revint dans les années 1970–1980 avec le développement de la théorie quantique des champs, des théories de jauge, de la supersymétrie, de la géométrie non commutative et des groupes quantiques. La médaille Fields a d'ailleurs été attribuée au physicien américain Edgar Witten en 1990.

En dehors de la physique fondamentale, les mathématiques sont très présentes dans de nombreuses applications comme la mécanique céleste, l'élasticité, l'hydrodynamique, l'imagerie médicale, la recherche pétro-lière, la cryptographie, les transmissions téléphoniques et les technologies de l'information (informatique). Mais les groupes de mathématiciens tournés vers ces applications se considèrent souvent comme séparés des autres mathématiciens, créant ainsi une scission sociologique entre «mathématiques pures» et «mathématiques appliquées» qui ne recouvre aucune différence fondamentale dans les méthodes. Il faut peut-être chercher l'origine de cette scission dans le développement très important de ces applications pendant la période de la guerre.

13.3.2 Nouveaux objets et méthodes en physique

Michel Paty

Bien des modifications importantes de nos connaissances en physique et des réalisations techniques qui ont contribué à changer notre vie quotidienne n'ont pu trouver place dans les évocations qui précèdent. Pensons, par exemple, aux développements de la physique des plasmas, dont on attend, en particulier, la possibilité de contrôler et d'utiliser la fusion thermonucléaire, ou ceux de la mécanique statistique et de la thermodynamique, concernant d'une part les transitions de phase et les phénomènes critiques, d'autre part les phénomènes loin de l'équilibre qui connaissent de nombreux prolongements, notamment en chimie où ils ont été illustrés par l'œuvre d'Ilya Prigogine et de son école. Un autre chapitre riche d'enseignements est celui de la physique « du quotidien », où des problèmes d'apparence aussi banale que l'équilibre d'un tas de sable ou le contact d'une goutte liquide en ébullition sur une plaque chauffante requièrent d'ingénieuses et savantes explications théoriques. Il faudrait parler, en chimie, de l'architecture complexe des molécules que, par exemple, Jean-Marie Lehn a su modeler à sa guise, pour des emboîtements riches d'applications. Et on compte de multiples autres avancées des connaissances, spectaculaires ou non, mais toujours d'un intérêt considérable.

Nous nous en tiendrons, dans ce qui suit, à indiquer quelques problèmes posés par les renouvellements survenus à partir de la physique : d'une part la question, de portée philosophique, de son rapport aux abstractions des mathématiques, prolongée dans celle de la dialectique du simple et du complexe, ensuite les changements de conception sur la nature de la théorie physique impliqués par la théorie des systèmes dynamiques (communément appelée théorie du chaos déterministe) et enfin divers aspects des techniques expérimentales et des mutations survenues dans ce que l'on appelle désormais la big science.

OBJETS ABSTRAITS, THÉORIES MATHÉMATISÉES, SIMPLICITÉ ET COMPLEXITÉ

La physique a subi des modifications théoriques importantes au cours du XX^e siècle, en ce qui concerne aussi bien la définition de son objet que la nature des théories qui la fondent et ses procédures expérimentales.

Du point de vue conceptuel et théorique, elle a connu les révolutions relativiste et quantique qui ont obligé à refonder, c'est-à-dire à comprendre autrement, les concepts de temps, d'espace, d'énergie et de particule matérielle, voire la notion de grandeur et de système physique en général. Ces concepts et grandeurs échappent désormais aux représentations antérieures «intuitives» ou absolues, et leur forme (mathématisée) ainsi que leur contenu sont constitués en fonction de phénomènes exprimés dans des principes physiques qui gouvernent leurs relations. Ces principes se présentent souvent comme des conditions d'invariance sur les transformations de ces grandeurs, caractéristiques des lois dynamiques pour un domaine donné.

En même temps, ces changements conceptuels et théoriques ont transformé nos conceptions générales sur la physique, sur la définition de son objet et sur l'élaboration de ses théories. L'un des traits les plus frappants des conceptions actuelles concerne le rapport, de plus en plus étroit, entre les théories physiques et les formalismes mathématiques. Au demeurant, cette imbrication ne fait qu'accentuer un trait de la logique des évolutions antérieures qui avaient vu la physique théorique se constituer à l'aide de l'analyse, avec le calcul différentiel et intégral pour la mécanique des points matériels et des corps solides, puis son extension aux équations aux dérivées partielles pour la mécanique des fluides et la théorie du champ.\(^1\)

Avec la relativité générale et la théorie quantique, la *formalisation mathématique* est devenue un moteur particulièrement puissant du travail théorique de la physique: c'est par son moyen que sont exprimées les propriétés physiques connues ou admises, aussi bien les propriétés générales ou *principes physiques* que les relations quantitatives entre les grandeurs. Les principes (invariances spatio-temporelles ou internes) étant posés, et les grandeurs servant à décrire les systèmes physiques (par exemple, états atomiques ou nucléaires, particules, champs, etc.) étant connues ou formulées, la théorie qui relie ces grandeurs sous le guide des principes est alors presque entièrement déductive.

Les représentations théoriques de la structure (quantique) de la matière portent ce caractère à un degré extrêmement poussé. Elles opèrent avec des grandeurs physiques de formulation abstraite pensées à partir de propriétés d'invariance: tels sont les «nombres quantiques» comme le *spin*, les charges de fermions ou «nombres baryonique» et «leptonique», et les «saveurs» et «couleurs» des quarks. Les relations entre ces grandeurs déterminent des propriétés de symétrie plus générales, qui sont alors portées au rang de principes et choisis pour gouverner la forme de la théorie dynamique. C'est ainsi qu'ont été formulées les théories «invariantes de jauge» des champs fondamentaux de la matière, électrofaible et de chromodynamique. L'idée d'*invariance* ou de *symétrie* appelle en même temps celle d'unification, comme les développements qui ont conduit à ces théories l'ont montré

de manière éloquente. Une part importante de la physique fondamentale, celle qui est la plus mathématisée, semble se diriger ainsi vers une théorie unitaire.

On retrouve, sous cette constatation, une nouvelle actualisation de l'idée que les mathématiques permettent d'exprimer de la manière la plus exacte le lien de structure, profond et caché, entre des éléments appartenant à une même réalité. Telle est, sans doute, la raison profonde du rapport privilégié (c'est, en vérité, un rapport de constitution) entre la pensée physique et la pensée mathématique.

Cependant, il convient de remarquer que cette direction de la physique théorique, concernant les structures internes de la matière, vers une plus grande abstraction et mathématisation, n'épuise pas, malgré son caractère fondamental, les représentations de la matière dans ses différents niveaux de structuration. La complexité de ces derniers, tout en étant ramenée dans le principe à la simplicité de l'élémentaire, ne s'y laisse pas dissoudre et requiert des concepts et modèles théoriques intermédiaires. La connaissance de la constitution profonde de la matière (champs et particules) ne donne pas, en général, par reconstruction des combinaisons élémentaires, une représentation directement utilisable de ses niveaux complexes d'organisation (par exemple, matière nucléaire des novaux atomiques, atomes et propriétés chimiques, grands ensembles de molécules et macromolécules, comportements macroscopiques de la matière, etc.). Des théories ou des modèles spécifiques, maniés de façon appropriée et au demeurant relativement simples, sont nécessaires pour chaque niveau où les grandeurs physiques pertinentes ne sont reliées que de manière de plus en plus lointaine à celles du niveau le plus «fondamental», pour des raisons tant conceptuelles que pratiques.

Le raccord entre les représentations des différents niveaux appartient au travail de recherche dans les diverses branches de la physique, de la chimie et d'autres disciplines. Mais les questions épistémologiques qu'il suscite se rattachent au problème général de la réduction à l'élémentaire et de la constitution de niveaux «complexes», ou niveaux d'«émergence». En passant du niveau posé comme fondamental à un niveau de structuration ou d'organisation supérieur en complexité, on doit tenir compte de propriétés qui se manifestent seulement à ce niveau et sont exprimables par des grandeurs spécifiques «émergentes» (par exemple, la notion de valence en chimie). Il s'agit ici davantage d'une tension entre deux approches, orientées différemment mais chacune nécessaire, que d'une dualité, en raison du caractère dynamique de la connaissance dans ces régions frontières qui sont aussi l'objet d'approches interdisciplinaires. De ces régions mouvantes surgissent souvent de nouvelles perspectives pour les représentations théoriques.

LES SYSTÈMES DYNAMIQUES ET LE CHAOS DÉTERMINISTE

Depuis les années 1970, l'étude des systèmes dynamiques, cantonnée jusqu'alors à un chapitre relativement limité des mathématiques, s'est constituée en une discipline qui est aujourd'hui l'une des plus importantes de la physique mathématique mais aussi de la physique théorique et expérimentale. L'idée centrale remonte aux travaux mathématiques de Henri Poincaré sur la théorie qualitative des équations différentielles de la dynamique, développés à partir de son étude sur le problème à trois corps en astronomie (1889). L'une des solutions de ces équations totalement déterministes était si compliquée et irrégulière pour une certaine configuration qu'elle semblait aller au hasard. Mais il était possible, sans avoir à écrire exactement les solutions, de décrire la nature de celles-ci, c'est-à-dire leur comportement structurel, d'équilibre stable ou instable. Poincaré introduisit alors la notion de «cycle limite».

En considérant ainsi que le problème fondamental de la dynamique de trouver les solutions quasi périodiques aux systèmes et de connaître leur comportement, il créait, selon les termes mêmes de l'Académie suédoise qui le couronna, «une nouvelle manière de penser». Il avait relevé, pour la première fois, que dans des événements parfaitement déterminés, «une cause très petite, qui nous échappe, détermine un effet considérable». Une très petite incertitude sur les conditions initiales interdit toute prévision exacte à partir d'un certain temps.

Vers 1892, Alexandre M. Lyapounov avait effectué des travaux dans la même direction sur la stabilité du mouvement. Entre 1930 et 1960, une école de mathématiques appliquées et de physique mathématique se développa en Union soviétique autour de l'étude des systèmes dynamiques non-linéaires et des processus stochastiques. Des problèmes de régulation des machines et de radiotechnique (sur les ondes électromagnétiques) focalisèrent l'attention sur les oscillations non-linéaires, en direction tant des systèmes conservatifs et de leur comportement qualitatif, que des systèmes dissipatifs.

A. M. Andronov, l'un des pionniers de l'école mathématique russe des systèmes dynamiques, reprit les résultats de Poincaré et de Lyapounov. Les appliquant à des situations physiques dans le domaine des systèmes physiques dissipatifs, il développa une théorie générale des oscillations non-linéaires centrée autour de l'idée de système auto-oscillant et de bifurcations. Son premier travail sur *Les cycles limites de Poincaré et les oscillations auto-entretenues* fut publié en 1929 par l'Académie des sciences de Paris. Les applications concernaient de nombreux domaines comme l'acoustique, la radiophysique, la chimie des réactions, et même la biologie.

Il fit paraître, en 1937, en collaboration avec A. A. Vitt et S. E. Khaïkin, l'ouvrage *La théorie des vibrations*, devenu un classique.

D'autres représentants majeurs de cette école furent L. I. Mandelstam, N. S. Krylov et N. N. Bogoliubov, qui développèrent la physique non-linéaire, ainsi que le grand mathématicien Andréi N. Kolmogórov, connu par ailleurs pour ses travaux remarquables sur la théorie et les applications des probabilités, qui s'attacha en 1940 aux phénomènes de turbulence, puis, en 1950, aux systèmes dynamiques.

Aux États-Unis, George David Birkhoff publiait dès 1927 le livre *Dynamical Systems*, et développait, avec son élève G. M. Morse, la «dynamique topologique», tandis que Salomon Lifischtz, reprenant les résultats des pionniers de l'école russe, poursuivait l'étude des équations différentielles de la dynamique à la fin des années 1940.

Au cours des années 1960, les travaux de Stephen Smale et de Valentin I. Arnold sur les systèmes dynamiques différentiables, attirèrent l'attention sur les résultats obtenus par l'école soviétique et marquèrent le début d'un engouement international pour ces problèmes. En 1963, le météorologiste Edward Lorenz, en calculant à l'aide d'un ordinateur les révisions d'un modèle mathématique simplifié des courants de convection de l'atmosphère, retrouva l'effet d'amplification considérable des petites différences de conditions initiales qu'avait indiqué Poincaré: de petites causes comme des orages localisés (ou, en exagérant un peu, un battement d'ailes de papillons) peuvent avoir de grands effets sur le temps au niveau de l'hémisphère, ou même de la planète entière. La sensibilité de tels systèmes, par ailleurs entièrement déterministes, à de très petits changements dans les conditions initiales, entraînait l'impossibilité de prédire leur comportement à terme. Le terme de «chaos» fut proposé peu après pour décrire ce genre de situation, en réalité extrêmement fréquente. Dans les années 1970, Lorenz appliqua ses considérations à la biologie des populations et l'on s'aperçut plus tard que les comportements chaotiques concernent de multiples phénomènes dans les domaines les plus divers comme le comportement du système scolaire, le fonctionnement des lasers, l'évolution d'écosystèmes ou la cinétique de réactions chimiques.

En 1971, David Ruelle et Floris Takens montrèrent que le comportement chaotique n'est pas intrinsèquement lié à un grand nombre de paramètres, et introduisirent la notion d'« attracteur étrange » pour désigner la courbe caractéristique des paramètres d'un système chaotique (en fait les états finals possibles des systèmes dissipatifs). Cette notion vient désormais se placer au centre de la théorie, se substituant aux paramètres : l'attracteur est la structure cachée sous le chaos apparent des trajectoires. Ce faisant, le local est délaissé pour le global, et le détail pour le générique et pour le type de stabilité des configurations. Il fut possible de mettre en évidence de tels attracteurs, d'abord par des simulations numériques, ensuite en laboratoire, notamment dans des phénomènes hydrodynamiques (voir les travaux de Pierre Bergé, un des pionniers de la physique du chaos considérée du point de vue phénoménologique, et de ses collaborateurs).

Pour qu'un système dynamique soit chaotique, il faut qu'il respecte certaines conditions: pour des systèmes complexes à très grand nombre de paramètres, il leur faut être décrits par des équations bien connues (par exemple, l'orbite future de la Terre), ou, si ce n'est pas le cas, avoir un petit nombre de paramètres (par exemple, certaines réactions chimiques). En biologie et en économie, il est plus difficile de déceler s'il s'agit vraiment de systèmes chaotiques en raison du caractère incertain de leur modélisation mathématique. Quoi qu'il en soit, le chaos peut être un puissant outil théorique pour étudier des propriétés nouvelles ou des types de comportement.

MÉTHODES ET TECHNIQUES EXPÉRIMENTALES À L'ÂGE DE LA *BIG SCIENCE*

Le lien étroit, dans certains domaines de la physique, comme la physique nucléaire et la physique du solide, entre le développement de la recherche scientifique et celui de l'industrie, consécutif à la Seconde Guerre mondiale (et notamment au «projet Manhattan» pour la construction de la première bombe atomique²) semble avoir donné le signal d'une mutation de la recherche dans ces disciplines et dans d'autres. Cette mutation concerne l'activité des chercheurs, les méthodes et les techniques d'expérimentation, les rapports aux pouvoirs publics et l'organisation d'un travail devenu plus collectif, effectué au sein de grands laboratoires, où chercheurs et ingénieurs sont en collaboration étroite dans la mise au point et l'utilisation d'appareillages inédits, complexes et de haute précision.

Ces machines, lourdes et coûteuses, relèvent de la haute technologie: elles bénéficient des techniques les plus avancées, telles que vides poussés, supraconductivité, électronique, traitement informatique, souvent mises au point dans les laboratoires de recherche bien avant leur utilisation industrielle, et fournissant autant de «retombées» utilisables dans d'autres domaines. Elles fonctionnent de plus en plus pour des collectivités déterminées autour de collaborations internationales, comme les grands accélérateurs de particules, les grands observatoires ou les laboratoires spatiaux.

La physique subatomique et l'astrophysique constituent deux exemples caractéristiques de cette forme de science, spécifique de la seconde moitié du XX^e siècle, qui a reçu le nom de *big science*, ou science à gros moyens (financiers, matériels, de haute technologie, et organisationnels), et qui

présente des différences assez considérables avec les formes de la recherche scientifique antérieure, plus individuelle. La recherche d'aujourd'hui est marquée par un lien étroit entre l'élaboration des idées théoriques et la réalisation des expériences, liées aux progrès techniques, qu'elle suscite souvent. C'est notamment le cas de la technologie des accélérateurs en physique nucléaire³ et en physique des particules⁴. Ceux-ci permettent la production et l'accélération de faisceaux intenses de noyaux et de particules ou radiations en tous genres⁵, ainsi que la mise au point de détecteurs variés analysant avec précision les produits des réactions⁶, le traitement en ligne de données complexes et statistiques élevées à l'aide de très grands calculateurs, et les reconnaissances de forme et la localisation de très haute définition. Ces techniques d'analyse mises au point pour la physique des particules ont également été adaptées à la collecte de données en astrophysique.

L'interaction entre les technologies de pointe et la recherche expérimentale en physique fondamentale est également de règle dans d'autres domaines que ceux qui viennent de nous servir d'exemple: tels les progrès dans la technologie des très basses températures et dans le refroidissement des atomes, évoqués plus haut à propos de la « condensation de Bose-Einstein », ou les prouesses techniques à surmonter dans la réalisation projetée d'appareils à détecter les ondes gravitationnelles. Les phénomènes de caractère nouveau impliqués par les progrès théoriques de la physique demandent, en règle générale, pour être mis en évidence, des progrès correspondants dans les possibilités expérimentales et les réalisations techniques.

Un autre trait digne d'être noté est la plasticité des applications de la physique moderne, dont les appareillages, mis au point pour la connaissance de phénomènes physiques fondamentaux, sont utilisés ensuite pour la recherche ou pour des applications dans des domaines très différents, en physique, en biologie et en médecine. Un exemple serait le rayonnement synchrotron des anneaux accélérateurs à électrons fournissant des faisceaux aussi intenses et finement définis que des lasers, sur une large gamme allant des rayons gamma et X à la lumière visible. Ceux-ci sont utilisés aussi bien pour l'étude de la structure des corps solides que pour des applications en biologie et en médecine. De même, naguère, les rayons X et la radioactivité furent utilisés presque immédiatement après leur découverte pour l'observation de l'intérieur du corps humain et comme traitement médical.

La liste de telles retombées serait longue. Mentionnons encore, à titre indicatif et sans aucune exhaustivité: la spectroscopie RMN en chimie; les techniques de datation par des éléments radioactifs, d'abord par le radiocarbone ou carbone 14; la bombe à cobalt, produit par radioactivité induite, pour le traitement des tumeurs cancéreuses; les progrès considérables dans l'imagerie cérébrale obtenus grâce à des éléments radioactifs et surtout à

la caméra à positrons, qui offre une localisation extrêmement précise de zones endommagées, et qui a permis récemment de grands progrès en neurophysiologie; le pouvoir de localisation très précise des chambres proportionnelles multifils qui les a rendues susceptibles des utilisations les plus variées au-delà de la détection des particules élémentaires, de la médecine à la détection des fraudes pour les marchandises en douane; etc.

Il faut également dire quelques mots des grands télescopes, l'astronomie-astrophysique rivalisant désormais avec la physique subatomique sur le plan des grands appareillages pour les recherches fondamentales. En fait, l'astronomie détenait déjà en la matière une expérience et une longue tradition de grands observatoires de la science classique (celui de Maragha dans l'Iran du XIII^e siècle et sa copie agrandie à Jaipur dans l'Inde du XVIII^e siècle, celui d'Uranienbourg au Danemark construit par Tycho Brahé au XVII^e siècle, puis, avec l'observation à l'aide de lunettes, les grands télescopes à miroirs construits par William Herschel dès la fin du XVIII^e siècle). La fin du XX^e siècle voit la construction de grands télescopes terrestres et spatiaux dont la résolution permet de scruter les systèmes d'astres éloignés et les galaxies les plus lointaines, premières formées, à la limite de l'Univers visible, vers 15 milliards d'années-lumière.

Parmi les grands télescopes terrestres, mentionnons Keck, le double télescope de dix mètres d'Hawaii, situé sur le sommet du volcan Mauna Kea, d'où il scrute l'hémisphère Nord du ciel (il a détecté, en 1997 et 1998, deux galaxies très primitives aux confins de l'Univers, vers 13 milliards d'années-lumière). A ceci s'ajoute l'Observatoire européen de l'hémisphère Sud (ESO) dans les Andes chiliennes, qui a installé pour l'an 2001 un «Très grand télescope» (VLT), concu pour jouir d'une exceptionnelle acuité visuelle grâce à ses quatre télescopes de 8,2 mètres.⁷ Parmi les instruments embarqués sur satellites, le télescope spatial Hubble restera justement célèbre pour avoir extraordinairement enrichi la connaissance des objets célestes, galaxies lointaines ou planètes extrasolaires. Dégagé des contraintes de l'atmosphère, il a pu explorer des régions et des phénomènes inaccessibles aux observatoires terrestres (par exemple, ceux qui se révèlent dans la lumière infrarouge).8 Une batterie d'autres observatoires à télescopes géants, terrestres ou embarqués sur satellite, ont prolongé dès les premières années du XXIe siècle ces explorations observationnelles de l'Univers (le successeur de Hubble, le NGST⁹, devrait être placé en orbite non pas terrestre, mais solaire).

NOTES

- 1. De la fin du XVII^e siècle, avec la mécanique des *Principia* d'Isaac Newton, à la fin du XIX^e, avec la théorie électromagnétique de James Clerk Maxwell, en passant par le XVIII^e siècle, avec les travaux de mécanique des fluides de Jean d'Alembert et de Leonhard Euler et la *Mécanique analytique* de Joseph Louis Lagrange.
- 2. Réalisée au laboratoire de Los Alamos, aux États-Unis, de 1942 à 1945. On y apprenait en même temps à maîtriser la production d'énergie nucléaire, avec la première pile atomique pour enrichir l'uranium en matière fissile et le transformer en plutonium: piles et réacteurs nucléaires seraient conçus ensuite pour la production d'énergie électrique. La physique nucléaire et celle des particules élémentaires telles que nous les connaissons sont directement issues de cette histoire étroitement liée à la conjoncture politique. Paradoxalement, elles fournissent aujourd'hui, avec la réalisation et le fonctionnement du CERN («Laboratoire européen pour la physique des particules», anciennement «Organisation européenne pour la recherche nucléaire»), situé près de Genève à la frontière franco-suisse, un modèle de collaboration scientifique internationale dans un esprit pacifique, tout en impliquant la participation directe des États, au niveau européen et désormais mondial. Mais la connaissance de la physique subatomique, en s'approfondissant, s'est déconnectée des utilisations pratiques, qui appartiennent désormais pour l'essentiel à la technologie industrielle.
- 3. Des accélérateurs électrostatiques à protons et noyaux légers à ceux à ions lourds, développés à partir de la fin des années 1960.
- 4. Des cyclotrons, et des accélérateurs linéaires d'électrons, aux synchrotrons à protons et aux anneaux de collisions à protons-antiprotons et électrons-positrons.
- 5. L'une des avancées considérables les plus récentes a été, dans ce domaine, la mise au point de la technique du «refroidissement stochastique », par Simon van der Meer, qui permit l'utilisation de faisceaux contrôlés d'antiprotons à l'anneau de collision $p-\bar{p}$ du CERN. Ce fut un outil essentiel pour la production et l'identification, au début des années 1980, des bosons intermédiaires évoqués plus haut.
- 6. Détecteurs visuels, des émulsions photographiques et des chambres de Wilson aux chambres à bulles, et détecteurs électroniques, des compteurs Geiger aux chambres proportionnelles à multifils de Georges Charpak, qui sont à l'origine des grandes chambres à fil «à dérive» et à projection tridimensionnelle, lesquelles ont supplanté, depuis les années 1980, les autres détecteurs de particules de haute énergie. Associées à des identificateurs de particules et à des «calorimètres» pour la mesure d'énergie, ces chambres permettent la reconstitution intégrale (en ligne sur ordinateur) des réactions les plus complexes, combinant ainsi les avantages de l'ancienne détection visuelle précise et de l'accumulation statistique des données de la détection électronique.
- 7. Cette acuité, qui équivaut, selon ses constructeurs, à distinguer un petit pois à 1 000 km de distance, est augmentée par les techniques d'interférométrie optique très développées depuis 1976.
- 8. Il existe aussi, pour cette dernière, des télescopes spécifiques.
- 9. NGST pour «Télescope spatial de nouvelle génération».

BIBLIOGRAPHIE

- AGAZZI E. (dir. publ.). 1997. Realism and Quantum Physics, Amsterdam, Rodopi.
- ARNOLD V. I. 1983. Teoria Katastrof, Moscou, MGU.
- AUDOUZE J., ISRAËL G. (dir. publ.). 1983. *Le Grand Atlas de l'astronomie universalis*, Encyclopaedia Universalis, Paris, Albin Michel.
- BACHELARD G. 1965. L'Activité rationaliste de la physique contemporaine, Paris, PUF.
- BERGÉ P., POMEAU Y., VIDAL C. 1984. L'ordre dans le chaos, Paris, Hermann.
- BUNGE M. 1973. Philosophy of Physics, Dordrecht (Pays-Bas), Reidel.
- COSTA N. C. A. DA 1997. O conhecimento científico, São Paolo, Discurso editorial.
- DAHAN-DALMELICO A., CHABERT J.-L., CHEMLA K. (dir. publ.). 1992. *Chaos et déterminisme*, Paris, Seuil.
- DILWORTH C. (dir. publ.). 1992. *Intelligibility in Science*, Amsterdam, Rodopi.
- ECKERT M., SCHUBERT H. 1986. Crystals, Electrons, Transistors: From Scholars' Study to Industrial Research, New York, American Institute of Physics.
- EINSTEIN A. 1960. Einstein on Peace (dir. publ. NATHAN O., NORDERN H.), New York, Simon & Schuster.
- EKELAND I. 1984. Le calcul, l'imprévu: Les figures du temps, de Képler à Thom, Paris, Seuil.
- GALISON P. 1987. *How Experiments End*, Chicago (Illinois), University of Chicago Press.
- HEVLY B. (dir. publ.). 1992. *Big Science: The Growth of Large-Scale Research*, Stanford (Californie), Stanford University Press.
- GLEICK J. 1987. Chaos: Making a New Science, New York, Viking Press.
- GRANGER G. G. 1988. Pour la connaissance philosophique, Paris, Odile Jacob.
- 1995. Le probable, le possible et le virtuel, Paris, Odile Jacob.
- GUYON E., TROADEC J.-P. 1994. Du sac de billes au tas de sable, Paris, Odile Jacob.
- HAO B.-L. 1984. Chaos, Singapour, World Scientific.

- 1990. Chaos II, Singapour, World Scientific.
- KRIGE J., PESTRE D. (dir. publ.) 1997. Science in the Twentieth Century, Amsterdam, Horwood Academic Publishers.
- Kuhn T. 1977. *The Essential Tension*, Chicago (Illinois), Chicago University Press.
- LAKATOS I., MUSGRAVE A. (dir. publ.). 1970. *Criticism and the Growth of Knowledge*, Cambridge, Cambridge University Press.
- LORENZ E. 1964. The Problem of Deducing the Climate from Covering Equations. Dans: *Tellus*, n° 16, p. 1–11.
- 1993. The Essence of Chaos, Washington, University of Washington Press.
- MANDELBROT B. 1975. Les objets fractals, Paris, Flammarion.
- MEYERSON E. 1921. De l'explication dans les sciences, Paris, Payot.
- MONATSTYRSKY M. 1998. *Modern Mathematics in the Light of the Fields Medals*, Wellesley (Massachusetts), A. K. Peters.
- NEBEKER F. 1995. Calculating the Weather: Meteorology in the Twentieth Century, San Diego (Californie), Academic Press.
- NYE M. J. 1996. Before Big Science: The Pursuit of Modern Chemistry and Physics: 1800–1940, New York, Twayne-MacMillan.
- OMNÈS R. 1994. Philosophie de la science contemporaine, Paris, Gallimard.
- PATY M. 1988. La matière dérobée: L'Appropriation critique de l'objet de la physique contemporaine, Paris, Archives contemporaines.
- 1990. L'analyse critique des sciences ou le Tétraèdre épistémologique: Science, philosophie, épistémologie, histoire des sciences, Paris, L'Harmattan.
- 1993. Einstein philosophe: La physique comme pratique philosophique, Paris, PUF.
- 1996. Remarques sur la production sociale des sciences et la question de la vérité. Dans : MALET E., Le BRAS H. (dir. publ.), *Science et démocratie : Penser le XXI^e siècle*, Paris, Éditions Passages, p. 185–219.
- 1998. Philosophie et physique. Dans: MATTÉI J.-F. (dir. publ.), *Encyclo-pédie philosophique universelle*, vol. 4, Paris, PUF.
- POINCARÉ H. 1892–1899. Les Méthodes mathématiques de la mécanique céleste, Paris, Gauthier-Villars.
- 1912. Science et méthode, Paris, Flammarion.
- POPPER K. R. 1973. La logique de la découverte scientifique, Paris, Payot.

— 1978. La connaissance objective, Bruxelles, Complexe.

PRIGOGINE I. 1983. Les lois du Chaos, Paris, Flammarion.

—, STENGERS I. 1979. La nouvelle alliance, Paris, Gallimard.

REICHENBACH H. 1938. Experience and Prediction, Chicago (Illinois), University Of Chicago Press.

RUELLE D. 1988. Hasard et chaos, Paris, Odile Jacob.

THOM R. 1974. Modèles mathématiques de la morphogenèse, Paris, Éditions 10/18.

- 1983. Paraboles et catastrophes, Paris, Flammarion.
- 1991. *Prédire n'est pas expliquer*, Paris, Flammarion.

WEYL H. 1964. La symétrie et mathématiques modernes, Paris, Flammarion.

ZHANG S. Y. 1991. Bibliography on Chaos, Singapour, World Scientific.

13.3.3 La biologie

Michel Morange

LES CHANGEMENTS FONDAMENTAUX EN BIOLOGIE

La biologie se présente aujourd'hui sous forme d'un ensemble de disciplines différentes, ayant des objets d'étude et des niveaux d'observation des phénomènes vivants distincts. Dans une première approche, on peut classer ces disciplines en fonction de l'échelle à laquelle elles étudient les phénomènes du vivant.

Un premier groupe est constitué par la génétique moléculaire, la biochimie et la biologie cellulaire. Ces trois disciplines analysent la complexité du vivant au niveau des macromolécules qui le constituent. Chacune d'entre elles a sa spécificité: pour la génétique, les objets étudiés sont les gènes et leur mécanisme d'action. La biochimie est plus orientée vers une étude structurale de l'ADN, mais plus encore des protéines, deuxième constituant essentiel des organismes vivants. La biologie cellulaire s'intéresse à l'organisation intracellulaire et aux mouvements des macromolécules à l'intérieur de cette structure. Le terme de biologie moléculaire, souvent utilisé pour désigner partie ou tout des expériences réalisées dans ces trois disciplines (ainsi que dans d'autres disciplines biologiques, voir *infra*) ne correspond pas à une discipline proprement dite, mais à une certaine vision des phénomènes vivants et à la volonté d'expliquer l'ensemble des propriétés et du fonctionnement des êtres vivants par l'étude des macromolécules qui les constituent.

Le deuxième groupe de disciplines étudie l'organisme entier, soit pour en décrire les propriétés et le classer dans l'échelle des organismes vivants (zoologie, botanique), soit pour en décrire le fonctionnement (la physiologie). Au sein de cette dernière science coexistent plusieurs spécialités concernant l'une ou l'autre des grandes fonctions des organismes vivants (endocrinologie, immunologie, neurophysiologie, etc.). Les liens de la physiologie avec la médecine sont évidents. Il en est de même d'autres disciplines (bactériologie, virologie, parasitologie) qui s'intéressent aux micro-organismes, dont beaucoup sont des agents pathogènes pour l'homme.

Enfin, dans le troisième groupe de disciplines biologiques sont rassemblées celles qui s'intéressent à l'ensemble des êtres vivants, soit pour étudier leur comportement social (éthologie), soit leurs interactions complexes avec le milieu (écologie) ou encore l'évolution de leur constitution génétique (génétique des populations).

Cette présentation disciplinaire masque cependant les profondes transformations que chacune de ces disciplines a pu connaître au cours du dernier siècle, ainsi que les vagues successives d'unification qui ont fait de la biologie la discipline forte et signifiante qu'elle est en cette fin de siècle (voir le chapitre 13.2 pour une description de ces transformations).

Une évolution profonde des disciplines biologiques

En 1914, la génétique venait de découvrir, avec les premiers travaux de Thomas H. Morgan sur la *drosophile*, l'organisme qui allait lui permettre de s'affirmer, mais aussi d'obtenir les résultats confirmant le lien entre les gènes et les chromosomes et permettant d'élaborer les premières cartes génétiques. Il faudra cependant près de vingt ans pour que les cartes génétiques viennent se confondre avec les cartes physiques des chromosomes. Le lent processus d'objectivisation, de réification des gènes, n'aboutit pleinement que lorsque ceux-ci furent identifiés avec la molécule d'ADN dont la structure fut révélée en 1953 par J. D. Watson et F. Crick. Ainsi était née la génétique moléculaire qui, dans les années qui suivirent, précisa le mécanisme d'action des gènes. À la fin du XX^e siècle, la génétique est devenue une science puissante, possédant, grâce en particulier aux techniques du génie génétique, tous les outils lui permettant de passer du caractère au gène, puis du gène à la molécule d'ADN qui le constitue, puis à nouveau aux caractères, et de les modifier. La génétique est une science importante, de par ses applications médicales toujours plus nombreuses, mais aussi une science qui effraie par les menaces qu'elle semble faire planer sur la liberté individuelle. La future médecine prédictive ne fixera-t-elle pas nos limites génétiques et ne prédira-t-elle pas notre avenir?

Depuis 1914, la biochimie aussi a connu des transformations profondes. Les seules molécules du vivant alors accessibles aux biologistes étaient les petites molécules du métabolisme. Les protéines étaient encore mal caractérisées, et leur structure inconnue. La biochimie a progressé grâce à la mise au point de technologies lui permettant de déterminer, avec une grande précision, la structure des macromolécules biologiques essentielles, protéines et acides nucléiques, telles que la technique de diffraction des rayons *X*, et, depuis peu, la résonance magnétique nucléaire.

La biologie cellulaire a connu son plein essor quand, à partir des années 1950, la microscopie électronique a progressivement révélé la com-

plexité de la cellule vivante. Son progrès n'a été possible qu'en association étroite avec la biochimie, puis, à partir des années 1970, avec la biologie moléculaire. La biologie cellulaire est aujourd'hui l'une des disciplines les plus actives car c'est au niveau de la cellule que les biologistes intègrent de plus en plus l'ensemble des observations moléculaires réalisées sur le vivant.

D'autres disciplines ont été, elles aussi, transformées par la révolution, biochimique d'abord, moléculaire ensuite. L'endocrinologie, par exemple, étudie le mécanisme d'action des hormones: celui-ci n'est accessible que grâce à la détermination de la structure des hormones elles-mêmes, et à la caractérisation des récepteurs sur lesquels elles se fixent et des voies qui transportent l'information de ce récepteur jusqu'au noyau cellulaire. Là, et dans la plupart des cas, la fixation de l'hormone conduit à une modification de l'activité des gènes dont les fonctions ne pourront être comprise que grâce aux outils et aux connaissances fournies par la génétique moléculaire.

Toutes les branches de la physiologie sont aussi molécularisées à des degrés divers comme l'immunologie ou la neurophysiologie. Cependant, la physiologie conserve à la fois son niveau spécifique de description des phénomènes vivants, et des techniques qui lui sont propres: que l'on pense, par exemple, aux techniques d'imagerie médicale dont la mise au point, depuis quelques années, a tant fait progresser la connaissance du cerveau. La bactériologie et la virologie ont été molécularisées, autant sinon plus que la physiologie. C'est au niveau moléculaire que l'on cherche à caractériser l'interaction entre l'organisme pathogène et son hôte. C'est aussi grâce aux outils moléculaires qu'est révélée la nature des micro-organismes pathogènes impliqués dans une maladie.

Les sciences de description et de classification, zoologie, botanique, se sont aussi beaucoup transformées. Dans les années 1960, leur devenir a semblé menacé par l'essor de la «biologie moderne», de la génétique, de la biochimie et de la biologie moléculaire. Cependant, il est progressivement apparu qu'aucune étude, même moléculaire, ne pouvait se passer de bonnes connaissances dans ces disciplines. Ces dernières profitent aussi des apports de la biochimie et de la biologie moléculaire car, depuis Darwin, la description et la classification des êtres vivants reposent sur l'établissement de relations phylogéniques entre ces organismes vivants, sur le dessin d'arbres évolutifs. Les critères morphologiques se sont vus remplacer par des critères biochimiques, puis moléculaires, plus neutres mais surtout infiniment plus riches.

Certaines disciplines biologiques de la troisième catégorie mentionnée plus haut utilisent aussi les outils moléculaires. C'est le cas, notamment, de la génétique des populations, qui a suivi et utilisé les progrès de la discipline mère, mais aussi de l'écologie.

Ce qui caractérise le plus la biologie contemporaine est cette profonde unification qui s'est produite autour des outils et des concepts de la biologie moléculaire. La première étape avait été l'union, dans les années 1930, de la zoologie, de la théorie darwinienne de l'évolution et de la génétique des populations. Ce mariage ne fut pas facile: en témoignent les trente années qui furent nécessaires pour cette fusion à laquelle on a donné le nom de néodarwinisme. Les darwiniens pensaient initialement que les variations sur lesquelles agissait la sélection naturelle étaient de très petite amplitude. Les généticiens, de leur côté, qui donnaient à ces variations le nom de mutations, les concevaient, dès les premiers pas de cette discipline, comme importantes. Seuls les outils mathématiques apportés par les généticiens des populations purent convaincre les généticiens que de très petites variations pouvaient, sous l'effet d'une pression de sélection constante et longue, entraîner de grandes modifications. Le néodarwinisme s'est beaucoup transformé depuis sa fondation. Pourtant, pendant de nombreuses années, l'essor de la biologie moléculaire ne l'affecta guère. Cette discipline n'apporta que très lentement les outils permettant de suivre l'évolution moléculaire des êtres vivants. Plus encore, ce n'est que depuis quelques années avec l'isolement des gènes du développement, dont les premiers découverts et encore les plus célèbres sont les gènes dits homéotiques, que les biologistes moléculaires ont «livré» aux spécialistes de l'évolution les gènes, dont les variations de structure et de fonction sont essentielles à la compréhension de l'évolution des êtres vivants. Sous l'influence aussi de la théorie neutraliste proposée par le généticien japonais Kimura, le néodarwinisme, sans être remis en cause dans ses principes mêmes, en sortira sans doute profondément transformé. Il sera moins «panglossien», c'est-à-dire moins prêt à attribuer à toute variation conservée au cours de l'évolution une valeur adaptative, et plus attentif aux contraintes génétiques (ou autres) qui limitent la diversité du vivant. Il tiendra compte des mécanismes récemment découverts qui, chez les êtres vivants, modulent la variabilité génétique en fonction des conditions du milieu. La synthèse entre les théories de l'évolution, la biologie du développement, la biologie moléculaire et la biologie cellulaire sera probablement l'un des objectifs et des succès de la biologie du XXIe siècle.

13.3.4 STRUCTURE ET DYNAMIQUE DE LA TERRE

Michel Paty

Des avancées de la géologie et de la géophysique, nous retiendrons ici ce qu'elles nous disent concernant la structure et la dynamique des mouvements internes de la Terre, dont la structure en couches concentriques successives, proposée dès la fin du XIX^e siècle, est maintenant un fait considéré comme établi. Le XX^e siècle y ajoutera, d'une part une connaissance précise de l'échelle des temps et des périodes (les «âges de la Terre») acquise dès le début des années 1920 et, d'autre part, à partir des années 1960, la mise au point d'une théorie, au sens plein du terme, de la dynamique des mouvements de la croûte et du manteau terrestre, la «tectonique des plaques».

L'ÂGE DE LA TERRE

Les estimations de l'âge de la Terre, faites à la fin du XIX^e siècle en se fondant sur la physique classique des échanges et des pertes de chaleur (voir les calculs du physicien William Thomson-Kelvin), donnaient pour la formation de la croûte terrestre, en considérant son refroidissement à partir d'une chaleur initiale, une centaine de millions d'années seulement. La connaissance de la radioactivité permit de lever ces sous-estimations, en faisant concevoir une source de production d'énergie au sein même de la Terre dans la radioactivité naturelle des roches. L'étude de la quantité d'hélium dégagé par la désintégration de l'uranium fournit, dès 1917, une évaluation plus vraisemblable des temps géologiques. Les techniques de radiodatation furent ensuite améliorées à l'aide de radio-isotopes variés comme l'argon, le potassium 40, puis, après la Seconde Guerre mondiale, le carbone 14.

Les développements de la géologie, d'une manière générale, sont toujours restés étroitement tributaires des progrès des connaissances voisines, comme l'étude des roches et l'analyse chimique, la minéralogie, la paléontologie, mais également la géophysique et la géochimie, qui ont toutes connu d'importantes avancées au cours du siècle.

DE L'HYPOTHÈSE DE LA DÉRIVE DES CONTINENTS À LA THÉORIE DE LA TECTONIQUE DES PLAQUES

Le progrès le plus considérable des sciences de la Terre a été l'avènement de la théorie de la tectonique des plaques, qui a constitué une véritable révolution scientifique, en montrant une Terre mobile et non plus fixe, en donnant un mécanisme pour ses mouvements et en réorganisant les connaissances les plus diverses autour de la dynamique des transformations de l'écorce terrestre, des mouvements continentaux, de l'activité séismique et de la formation des chaînes de montagnes.

Cette révolution théorique étayée par de nombreuses observations effectuées notamment lors de l'exploration des fonds océaniques, donnait corps à l'hypothèse déjà ancienne, formulée dès 1912 par Alfred Wegener, d'une dérive des continents. Selon cette hypothèse, les continents actuels seraient issus d'un unique continent austral originel, la Pangée, dont les parties scindées auraient migré sur le manteau au cours de centaines de millions d'années. Pour justifier sa théorie, Wegener invoquait des propriétés morphologiques comme la concordance des profils côtiers des continents qui paraissent s'emboîter, tels ceux du Brésil et de l'Afrique de l'Ouest, pourtant séparés par 4 000 km d'océan, mais aussi des rapprochements géologiques, paléontologiques et paléoclimatiques.

Cependant, l'absence d'une cause dynamique assignable à cette dérive, et le conservatisme des idées de la majorité des géologues de l'époque, répugnant à abandonner des conceptions fixistes, firent que la théorie de Wegener resta marginale jusqu'en 1960.

L'étude topographique et géologique des océans, entreprise dans les années 1950, révéla le caractère récent de leur sédimentation et leur partage par une ligne de montagnes sous-marines, les grandes dorsales ou rifts océaniques. Harry Hess proposa, vers 1960, l'idée d'expansion des fonds océaniques par des courants de convexion renouvelant le manteau. La séismologie, la mesure d'anomalies magnétiques dues à l'apparition de laves sous les couches sédimentaires, et les données du paléomagnétisme (étude des variations du magnétisme des roches au cours du temps) qui révélaient des inversions du magnétisme terrestre et des pôles magnétiques, renouvelèrent les perspectives concernant la dynamique de l'écorce terrestre et conduisirent à reprendre l'hypothèse de la dérive des continents pour en faire la théorie, désormais universellement acceptée, de la tectonique des plaques océaniques et continentales.

On doit à J. Tuzo Wilson les notions de «plaques» et de «failles transformantes», proposées en 1963, et à Jason W. Morgan, Dan MacKenzie et Xavier Le Pichon la description, en 1967–1968, du mécanisme de la

tectonique des plaques. Selon ce dernier, la croûte terrestre est constituée de plaques rigides en déplacement les unes par rapport aux autres, de nouvelles plaques se formant à partir de l'activité volcanique des dorsales et remplaçant les anciennes. Les plaques océaniques plongent sous les plaques continentales et ces dernières, en se heurtant, provoquent le soulèvement des montagnes. L'Himalaya surgi ainsi de la rencontre des plaques de l'Inde et de l'Asie, et les Alpes de la collision des plaques de l'Afrique et de l'Europe. Cette théorie cohérente des phénomènes géologiques et géophysiques entraînait, à la façon des théories physiques, plusieurs prédictions qui furent effectivement vérifiées par l'observation.

Il était désormais possible de reconstituer l'histoire des mouvements de l'écorce terrestre comme une vaste suite de fragmentations, de glissements, de retournements et de collisions de masses continentales, au gré des expansions océaniques. Un supercontinent primitif serait à l'origine des continents actuels, le *Rodinia*, assemblé autour de 1,2 milliard d'années, scindé ensuite en fragments qui se rassemblèrent en deux mégacontinents, le *Laurasia* septentrional et le *Gondwana* austral. Ce dernier, agrégé voici 600 millions d'années, se fondit entre 390 et 210 millions d'années dans le supercontinent de la *Pangée* agrégeant alors l'ensemble des continents et entouré d'un unique océan, le *Panthalassa*. Après la scission de la Pangée, le Gondwana se refragmenta il y a 170 millions d'années, à partir de l'ouverture des océans Atlantique, Indien et Antarctique, pour donner les sous-continents austraux : Afrique, Amérique du Sud, Inde, Australie et Antarctique.

LES SCIENCES DE LA TERRE ET LA PLANÉTOLOGIE

L'ensemble des sciences ayant trait à des propriétés de la Terre, telles que la météorologie, l'océanographie, la géologie, la géochimie et la géophysique, la séismologie, la volcanologie et l'étude du magnétisme terrestre, s'étaient peu à peu rapprochées au cours du siècle, se rejoignant dans une perspective synthétique, où les phénomènes étaient conçus comme étant liés de manière cohérente dans une même dynamique, celle de la planète Terre. Ces disciplines sont réunies dans l'entité que constituent désormais les «sciences de la Terre».

Les dernières décennies du XX^e siècle ont vu une autre évolution: l'interaction de la Terre avec l'espace. La connaissance des autres planètes du système solaire et leur exploration systématique par des missions spatiales ont permis des comparaisons entre leur constitution (notamment les planètes rocheuses comme Mars, Vénus, Mercure, sans oublier notre satellite, la Lune) et celle de la Terre. Les sciences de la Terre s'élargissaient ainsi

vers la planétologie. Par ailleurs, la connaissance acquise depuis quelques décennies sur l'importance des collisions de corps célestes a fait sentir l'importance du caractère ouvert de la dynamique planétaire. Les sciences de la Terre et la planétologie appartiennent elles-mêmes à un ensemble plus vaste de disciplines: les «sciences de la Terre et de l'Univers».

L'histoire de la formation de la Terre relève également de l'astronomie, dont les données, ainsi que celles de la datation des roches, concourent à une même valeur pour l'âge de la Terre et celui des autres corps du système solaire: 4,5 milliards d'années. La Terre, ainsi que les autres corps du système solaire, s'est formée, par le seul jeu de la gravitation universelle, à partir d'une nébuleuse de gaz et de poussières rejetées lors d'une explosion d'étoile (une supernova), aboutissement du processus de genèse des noyaux atomiques des éléments chimiques jusqu'aux plus lourds comme le fer ou l'uranium.

D'un autre côté, l'histoire astronomique et géologique de la Terre se prolonge dans une autre, celle de la biosphère, tout aussi naturelle et réglée pas des lois, dont il sera question plus loin.

NOTES

1. Alfred Wegener, 1915. Die Entstehung der Kontinente und Ozeane (et l'édition révisée de 1929). Eduard Suess (auteur de Das Antitz der Erde, 3 vols. 1883–1909) à qui l'on doit la description de la croûte terrestre et du manteau en termes de SIAL (silicate d'aluminium) et de SIMA (silicate de magnésium), avait proposé antérieurement à Wegener l'existence originelle d'un continent austral joignant l'Afrique et l'Inde, le Gondwana. Mais comme il se situait dans la perspective d'un refroidissement de la croûte causant une contraction, il interprétait la complémentarité morphologique des côtes en termes d'effondrements continentaux. Il faut mentionner aussi l'importance des travaux d'Émile Haug (Traité de géologie, Paris, 1907–1911) sur la géologie structurale et sur les géosynclinaux, ces fossés marins de sédimentation en enfoncement durant de longues périodes, qu'il voyait responsables, par leur soulèvement, de la formation des chaînes de montagnes.

BIBLIOGRAPHIE

ALLÈGRE C. 1987. Les Fureurs de la Terre, Paris, Odile Jacob.

— 1992. Introduction à une histoire naturelle : Du big bang à la disparition de l'Homme, Paris, Fayard.

HAUG É. 1907. Traité de géologie, Tome I: Les phénomènes géologiques. Tome II: Les périodes géologiques, Paris, Armand Colin.

- LEGRAND H. E. 1988. Drifting Continents and Shifting Theories: The Modern Revolution in Geology and Social Change, Cambridge, Cambridge University Press.
- PERRIER E. 1920. La Terre avant l'histoire, Paris, Albin Michel.
- PIRART J. 1994. Une histoire de la Terre, Paris, Syros.
- TATAREWICZ J. N. 1990. *Space Technology and Planetary Astronomy*, Bloomington (Indiana), Indiana University Press.
- TROMPETTE R. 1994. *Geology of Western Gondwana (2000–500 Ma)*, Rotterdam, Balkema Publishers.
- 1998. Le Gondwana. Dans: *Pour la Science*, n° 252, p. 64–70.
- WEGENER A. 1915. Die Entstehung der Kontinente und Ozeane, Berlin, Bornträger.

13.3.5 LA RECHERCHE SUR LES ORIGINES DE LA VIE

Michel Paty

Si l'humanité, dans la diversité de ses cultures, s'est toujours montrée préoccupée de ses origines et de celles du cosmos qui l'entoure, c'est généralement aux mythes qu'elle en confiait le récit, rapporté au poétique et au surnaturel. Le problème des origines n'est devenu un objet de connaissance scientifique que progressivement et encore sous des formes très différentes selon qu'il s'agisse des origines de l'homme (problème appartenant à la paléontologie humaine) de celles de l'Univers (préoccupation très récente pour la science. depuis la cosmologie de l'Univers en expansion) ou de celles de la vie. Le problème, pour cette dernière, dépend, pour sa formulation même, de la définition donnée au mot «vie». Celle-ci n'a été cernée de manière précise que dans la seconde moitié du XX^e siècle, avec la biologie moléculaire. La science des origines de la vie, dès lors légitimée, a reçu depuis un nom en propre: l'«exobiologie». Ces questions appartiennent désormais à la recherche scientifique contemporaine et se poursuivent aujourd'hui de front dans les disciplines concernées dès lors que les conceptions fixistes ont été abandonnées.

En objectivant la nature, l'homme concevait à la fois sa distance par rapport à elle et son insertion dans ce monde en tant qu'un élément de la nature. Le XX^e siècle a, dans ce sens, achevé le mouvement de décentration qui avait inauguré la science des temps modernes: non seulement l'homme et son habitat n'étaient plus le centre de l'Univers, mais rien de cet Univers ne restait fixe ni fini: ni les formes vivantes, ni la Terre, ni le cosmos. Tout était mouvement et transformations.

Et la pensée humaine, qui de nos jours en prend conscience à un degré inégalé, en sachant qu'elle n'est elle-même «qu'un éclair dans la nuit de l'Univers», n'en finit pas d'opposer à cette précarité inexorable de sa situation naturelle les significations partielles obtenues par ses questions et dont il se pourrait, d'une certaine façon, qu'elles la transcendent. Ou, en d'autres termes, tout en étant passées dans la science, ces questions gardent quelque chose de leur attache métaphysique, où elles se retrouvent d'ailleurs peut-être avec le pourquoi de la science elle-même.

L'HISTOIRE DE LA VIE SUR LA TERRE ET LES ORIGINES DE L'HOMME

L'histoire de la vie sur la Terre est aujourd'hui connue dans les grandes lignes de sa chronologie. Elle commence à suivre les traces fossiles les plus anciennes, datant de peu de temps après la formation de la Terre et du système solaire il y a 4,5 milliards d'années. Les premières bactéries sont apparues vers -3,5 milliards d'années, les premiers *eucaryotes* (cellules à noyaux) datent de -1.5 milliard d'années, et la conquête des continents par les plantes et les animaux, au fur et à mesure que ceux-ci acquéraient des poumons et des membres, a commencé voici 500 millions d'années (premières plantes terrestres vers -435 millions, premiers reptiles vers -345 millions, premiers mammifères vers –225 millions). Les mammifères sont devenus dominants après l'extinction des dinosaures, consécutive à des changements climatiques brutaux, à partir de 60 millions d'années. Les mammifères placentaires sont apparus vers -100 millions d'années, puis les primates il y a 70 millions d'années (augmentation du cerveau et réduction de la face, pouce opposable, développement de la vision, etc.), et les simiens en Afrique et en Amérique du Sud, vers –40 millions d'années. L'oréopithèque, à –15 millions d'années, possédait déjà la marche bipède, acquise en réponse à la pression écologique, et l'on voit, dans le *ramapithèque*, petit primate peut-être déjà utilisateur d'outils et présent de -20 à -7 millions d'années dans l'Ancien Monde (Europe, Afrique, Asie), l'ancêtre possible de la lignée des hominidés.

Quant à l'homme, son apparition est plus récente, quoiqu'elle remonte plus loin qu'on ne le pensait au début du siècle: elle date d'environ 3 millions d'années. Les découvertes nombreuses et décisives de la paléontologie ont permis de progresser considérablement vers une meilleure connaissance des débuts de l'humanité, ces avancées ayant été rendues possibles par l'interpénétration des diverses disciplines qui constituent les sciences naturelles de l'homme, à savoir, outre la paléontologie humaine (ou paléoanthropologie), l'anthropologie, l'ethnologie, la préhistoire et l'utilisation de techniques fournies par les sciences exactes comme la physique et la chimie. Le perfectionnement des méthodes de fouilles, celui des techniques de datation,² en particulier par les progrès de la géologie et de la stratigraphie, et la mise au jour de nombreux restes humains fossiles, ont fait reculer sensiblement l'estimation du passé de l'homme et précisé sa filiation dans la famille des primates ainsi que, en remontant plus haut, dans la série des espèces animales. La paléontologie animale et la palynologie (ou étude des pollens) ont concouru à la connaissance des contextes climatiques et écologiques, ce qui permet de mieux comprendre les modes de vie des premiers êtres humains.

La découverte, en 1934, de l'australopithèque en Afrique australe (Kenya), fait remonter les premiers hominidés à −1 million d'années. mais cette origine a été reculée à -3.5 millions d'années par l'identification en 1974, dans le gisement de l'Omo dans la dépression géologique de l'Afar éthiopien, en Afrique orientale, des restes de l'australopithèque gracile Lucy. Les premières structures d'habitations connues d'Homo habilis, socialisé et fabriquant des outils, passant du régime végétarien à un régime omnivore, datent d'environ 1,6 million d'années. Entre -1,9 et -1,5 million d'années, *Homo erectus* se répandit de l'Afrique à l'Asie et à l'Europe, laissant des vestiges de sa maîtrise du feu et de croyances «métaphysiques». On doit l'usage du feu au pithécanthrope (dont une variété est le *sinanthrope*, découvert en Chine dans les années 1930, qui remonte à -500 000 ans). L'homme de Néandertal, identifié au XIX^e siècle (en 1864), qui inhumait ses morts, apparut vers -400 000 ans pour disparaître vers -40 000 ans sans laisser de descendance directe, tandis qu'Homo sapiens, présent au début du paléolithique supérieur, vers -200 000 ans, donna *Homo sapiens sapiens*, identifié par les restes fossiles de l'homme de Cro-Magnon. Ce dernier ressemblait à l'homme moderne, peignait les grottes ornées et vivait à l'époque magdalénienne, époque marquée par le retrait progressif de la dernière calotte glaciaire du Würms et la lente migration de la faune froide, entre -35 000 et -10~000 ans. Le peuplement humain s'étendit dès lors aux cinq continents et les différenciations entre les humains furent désormais de nature culturelle bien plus que morphologique: l'homme constitue aujourd'hui une seule espèce et même une seule race humaine au sens strict du terme, avec différentes variétés et métissages. Le problème de son origine est celui simultané de ses transformations morphologiques et de l'accroissement de son cerveau et de ses capacités cérébrales, notamment avec l'acquisition de la parole.

LE PROBLÈME DE L'ORIGINE DE LA VIE

Le problème de l'origine de la vie s'est posé en science avec la théorie de l'évolution de Darwin, comme le point de fuite sur l'axe du temps des lignées des espèces dans leur évolution. L'unicité de la matière invite à considérer qu'il y a une continuité dans le passage du minéral au vivant et que la vie est une propriété «émergente» de l'organisation de la matière. Ce qui soulève en même temps la question de la définition du vivant, qui ne devait trouver sa solution qu'avec la biologie moléculaire. Mais des interrogations fécondes furent posées avant que la nature réelle du phénomène de «la vie» n'ait été comprise.

On savait que l'origine de la vie sur la Terre est liée à l'histoire et à l'origine de la planète. Les atomes qui la constituent, parmi lesquels ceux qui servent de matériaux aux molécules vivantes (les éléments chimiques prédominants: oxygène, hydrogène, carbone, soufre, phosphore, mais aussi les métaux plus lourds, le calcium ou le fer), ont été synthétisés dans une étoile, disséminés ensuite dans l'espace par son éruption en supernova, et regroupés ensuite en planète (la Terre) dans le système solaire par le jeu des forces de gravitation. L'atmosphère terrestre primitive qui s'est ensuite formée par le dégazage du manteau terrestre, résulte également de l'action du bombardement météoritique, du rayonnement ultraviolet, de la radioactivité naturelle élevée, dispensatrice d'énergie, de l'activité tellurique intense, des éruptions volcaniques ainsi que de l'effet de serre dû au gaz carbonique, d'où résulta la formation des premiers océans. On doute encore si la première atmosphère était réductrice (méthane) ou oxydante (dioxyde de carbone), mais l'atmosphère actuelle résulte pour une grande part de l'action des organismes vivants, et l'on peut supposer que les algues primitives microscopiques auront produit par photosynthèse chlorophyllienne de l'oxygène atmosphérique en abondance.

Le caractère ouvert des systèmes vivants les soumet dans leur constitution comme dans leur développement à l'influence des conditions physiques du milieu extérieur. Ces conditions ont été déterminantes pour l'origine de la vie elle-même. Selon toute vraisemblance, les premières structures vivantes se sont formées à partir d'interactions entre des molécules complexes dans certaines conditions chimiques et thermodynamiques, qui les ont polymérisées en chaînes de protéines.

On formula donc des hypothèses et des modèles, et l'on imagina des scénarios pour rendre compte, par des processus physico-chimiques à partir de la matière minérale inanimée, de la formation de la matière organique et des organismes vivants élémentaires. La chimie prébiotique s'intéressa aux conditions de la Terre minérale primitive, à ses océans et à son atmosphère, dont les constituants chimiques ont concouru à la synthèse de molécules organiques de plus en plus complexes jusqu'à l'apparition de la vie sous forme de micro-organismes.³

Des essais d'explications physico-chimiques proposés avant la connaissance des gènes et du mécanisme héréditaire, ont fourni des éléments que les théories génétiques récentes de la formation de la vie ont pu intégrer.⁴ Ces dernières sont fondées sur la trilogie de l'ADN porteur du code génétique, de l'ARN messager et de la synthèse des protéines.

Alexander Oparin proposa, dans les années 1930, une théorie pionnière de la synthèse naturelle d'acides aminés expliquant par un «métabolisme biochimique» l'apparition de la vie en l'absence d'oxygène, dans une atmosphère dominée par du méthane. Cette théorie fut reprise avec des

variantes par John Haldane (atmosphère de gaz carbonique) et John D. Bernal (production dans les océans ou dans les argiles du littoral).

La théorie génétique et la biologie moléculaire permettent de dépasser ce cadre simplement physico-chimique par la formulation de théories dynamiques capables de rendre compte de la formation d'un matériau héréditaire et d'un appareil génétique primitif. Telle est désormais la manière dont on formule le problème de l'origine de la vie. Son étude mobilise des disciplines très variées, de l'astrophysique et de la géologie à la physique et à la chimie, et de la biologie moléculaire à la théorie de l'évolution. Cette question frontière nous rappelle opportunément que les dissociations disciplinaires sont avant tout le résultat de conventions et qu'une unité fondamentale se tient au cœur des objets d'étude de la science.

NOTES

- 1. Ces changements furent, selon l'une des hypothèses les plus en faveur, provoqués par l'impact d'une météorite géante dont le cratère a été identifié au Mexique et dont on a retrouvé les traces caractéristiques d'iridium à la frontière de cette époque.
- 2. Datations relatives (contemporanéités), datations absolues par les substances radioactives, notamment le radiocarbone (carbone 14, méthode mise au point en 1949) pour la matière organique, permettant de dater jusqu'à –40 000 ans. Pour les périodes très anciennes, l'on a recours à d'autres substances radioactives des roches éruptives ou sédimentaires.
- 3. Cette synthèse aurait pu se réaliser dans d'autres milieux, comme les météorites de l'espace, qui sont les fossiles du matériau primitif du système solaire, porteuses de nombreuses molécules organiques, ou encore sur les autres planètes et leurs satellites qui peuvent aider à formuler les conditions physico-chimiques de la Terre primitive.
- 4. Voir la théorie de la relève génétique ou de l'usurpation (take-over) de Graham Cairns-Smith, selon laquelle une argile (un minéral), jouant le rôle d'enzyme primitive, aurait catalysé la polymérisation des molécules absorbées à la surface des lamelles de l'argile constituée en feuillets, située à la jonction de l'eau et de la terre. Les chaînes de polymères ainsi formées auraient acquis ensuite définitivement la capacité de se reproduire de manière autonome.

BIBLIOGRAPHIE

ALLEN G. 1978. *Life Sciences in the Twentieth Century*, Cambridge, Cambridge University Press.

CANGUILHEM G. 1952. La Connaissance de la vie, Paris, Vrin.

CHANGEUX J.-P. 1983. L'Homme neuronal, Paris, Fayard.

- CHANGEUX J.-P., CONNES A. 1989. Matière à pensée, Paris, Odile Jacob.
- COPPENS Y. 1983. Le Singe, l'Afrique et l'Homme, Paris, Fayard.
- DELBRÜCK M. 1986. *Mind from Matter: An Essay on Evolutionary Epistemology*, Oxford, Blackwell.
- Duris P., Gohau G. 1997. *Histoire des sciences de la vie*, Paris, Nathan Université.
- FURUKAWA Y. 1998. *Invention Polymer Science: Staudinger, Carothers, and the Emergence of Macromolecular Chemistry*, Philadelphie (Pennsylvanie), University of Pennsylvania Press.
- GOHAU G. 1983. Histoire de la géologie, Paris, La Découverte.
- HUBLIN J.-J., TILLIER A.-M. 1991. Aux origines d'Homo sapiens, Paris, PUF.
- JACOB F. 1970. La Logique du vivant, Paris, Gallimard.
- KAY L. E. 1993. The Molecular Vision of Life: Caltech, the Rockefeller Foundation and the Rise of the New Biology, Oxford, Oxford University Press.
- KLEIN É., SPIRO M. (dir. publ.). 1994. *Le Temps et sa flèche*, Gif-sur-Yvette (France), Éditions Frontières.
- MARK H. F. 1993. From Small Organic Molecules to Large: A Century of Progress, Washington, American Chemical Society.
- MAUREL M.-C. 1994. Les origines de la vie, Paris, Syros.
- 1997. La naissance de la vie, Paris, Diderot.
- MEDAWAR P. B. 1984. The Limits of Science, New York, Harper & Row.
- MORANGE M. 1994. Histoire de la biologie moléculaire, Paris, La Découverte.
- NYE M. J. 1996. Before Big Science: The Pursuit of Modern Chemistry and Physics: 1800–1940, New York, Twayne-Mac Millan.
- TESTART J. 1986. L'œuf transparent, Paris, Flammarion.

13.4 Conclusion

Michel Pathy

L es thèmes évoqués dans ce chapitre auront fait voir, malgré les lacunes inévitables du genre, quelques directions significatives de la science du XX^e siècle et auront montré des mutations et des ruptures, mais aussi des enchaînements et des continuités entre les différents domaines des sciences et entre les connaissances du passé et celles d'aujourd'hui. Insistons, pour conclure, sur quelques-unes des leçons générales qui dessinent peut-être les grands traits de la science de demain.

L'unité de la matière, principe qui se trouve en soubassement de toute la science contemporaine, s'illustre de manière particulièrement vive dans ces enchaînements et dépendances mutuelles des connaissances scientifiques. Celles-ci nous rappellent que les distinctions disciplinaires ne sont jamais à strictement parler imposées par la nature mais résultent du choix de la pensée et de décisions humaines en fonction d'exigences intellectuelles ou pratiques. Elles permettent aux problèmes d'être arrangés en série, définissant un objet ou un domaine cohérent d'objets, pour notre commodité dans les approches de niveaux différents d'organisation des formes du monde matériel. Les notions mêmes de niveau et d'organisation font partie des cadres généraux ou catégories de pensée sur lesquels la connaissance prend son appui.

La définition des disciplines et la délimitation de leurs frontières sont éminemment mouvantes: rencontres interdisciplinaires et diversifications, ainsi que la création de nouveaux champs disciplinaires paraissent une loi générale de l'organisation des sciences. Cependant, si la catégorie de totalité n'effraie plus les scientifiques du XXIe siècle, la prudence méthodologique reste de mise (scientificité oblige) et les rapprochements qu'ils s'autorisent leur sont le plus souvent comme imposés par une logique propre de leur travail ou de leurs objets d'études.

Une autre leçon que la science nous enseigne par son existence même et ses renouvellements incessants, est qu'elle ne se réduit pas au contenu de ses propositions fixées à un moment donné de l'histoire. Elle est assurément, avant tout, pensée, mais elle est aussi *pratique* et *travail*, intellectuel et matériel, mais également potentialité d'applications, et les problèmes qu'elle pose vont des questions de contenu de connaissance

les plus internes à la responsabilité sociale, à l'éthique et aux implications politiques. Ces questions, souvent, ne sont pas indépendantes, mais il faut pour les poser valablement, leur appliquer le même esprit de discernement et de raison critique qui est nécessaire en science (mais sans réduction à des objets de science) même si elles sont d'une autre sorte, reliée à des systèmes de valeurs qui ne sont pas dans la nature. Ces rapports varient selon les sciences et l'on peut, pour certaines d'entre elles (les mathématiques, les sciences dites «exactes» que nous avons évoquées ici, et aussi d'autres suivant des modulations) parler d'une «clôture épistémologique» qui, à partir d'un certain niveau de connaissance «assurée», permet de concevoir les contenus comme non-affectés par les autres circonstances.

En tant que *pensée*, la science (considérée régionalement, pour chaque discipline, mais aussi de manière plus globale) est prise dans un *mouvement* suscité par des problèmes posés mais aussi par des questionnements réflexifs sur les contenus et les significations des savoirs acquis. En se préoccupant de décrire et d'expliquer, la science invente de nouvelles formes de compréhension. Elle fait voir des éléments «positifs», descriptifs de *phénomènes* et explicatifs de leur raison d'être. Elle porte, par son mouvement, à tenter de comprendre les relations entre ces phénomènes et les fait se rapporter à un autre lien, plus profond et structurel, entre les objets que nous en induisons, par leur inscription dans un schéma d'intelligibilité. Ces éléments sont souvent riches d'implications au plan général des idées, tels les concepts d'espace et de temps ou les principes sous-jacents aux lois des phénomènes physiques ou biologiques.

Mais la science est aussi représentation du monde, par-delà le compte rendu des relations de phénomènes, les particularités de descriptions ou d'explications. Cette représentation correspond à des formes inédites de pensée et à des nouveautés conceptuelles: la science se manifeste par là comme travail de la pensée et somme d'actes de création intellectuelle. En outre, à côté de son caractère construit (au sens de la construction de représentations symboliques) la science est une pensée critique, soulevant des problèmes d'interprétation, de nature parfois directement philosophique. On s'en persuadera, par exemple, aussi bien avec la question de la « nature de la géométrie » à propos de la courbure de l'espace de la théorie de la relativité générale, qu'avec celle de la «réalité physique», objets de vifs débats sur la mécanique quantique, ou encore avec certains aspects de la cosmologie ou des sciences de la vie, comme le rapport du minéral et du vivant, l'évolution ou la question des origines, ou encore, plus généralement, avec la question de la nature de la pensée théorique et de son rapport à l'observation et à l'expérience.

Nous terminerons par cette dernière. Les transformations qui affectent l'expérience la montrent de plus en plus comme construite sur des élaborations théoriques préalables. Le rôle des mathématiques en physique n'est pas de simple application, mais les fait apparaître comme constitutives de la pensée physique, les mathématiques étant particulièrement aptes à manifester l'aspect structurel du monde physique réel, en raison de l'aspect qualitatif et relationnel, et non seulement quantitatif en un sens étroit, des grandeurs. La place plus importante prise depuis quelque temps en physique théorique par la topologie à côté de la métrique est peut-être significative à cet égard.

Une réflexion approfondie sur la nature du travail scientifique en tant qu'activité intellectuelle ne peut manquer de relever son rapport étroit avec l'attitude philosophique de pensée, à côté des énormes déploiements technologiques que ce travail nécessite désormais. Par-delà les changements de forme qu'ont connus, au cours du XX^e siècle, les activités liées à la connaissance, cette dimension de la science est celle qui est sans doute la plus propre à garantir sa pérennité, par son inaptitude à se satisfaire d'une représentation fermée et son besoin irrépressible de douter, de critiquer, et de recommencer.

BIBLIOGRAPHIE GÉNÉRALE

Brown L. M., Pais A., Pippard B. (dir. publ.). 1995. *Twentieth Century Physics*, New York, Philadelphia Institute of Physics.

CHANGEUX J.-P. 1983. L'Homme neuronal, Paris, Fayard.

- CONNES A. 1989. Matière à pensée, Paris, Odile Jacob.
- RICŒUR P. 1998. Ce qui nous fait penser: La nature et la règle, Paris, Odile Jacob.
- COSTA N. C. A. da 1993. Logiques classiques et non classiques: Essai sur les fondements de la logique, Paris, Masson.
- EINSTEIN, A. 1987–2004. *The Collected Papers of Albert Einstein* (9 vols.), Princeton (New Jersey), Princeton University Press.
- 1996. Œuvres choisies (Groupe de traduction de l'ENS /CNRS), Paris, Éditions du Seuil/CNR.
- INFELD L. 1938. L'évolution des idées en physique, Paris, Flammarion.

FEYNMAN R. 1980. La nature de la physique, Paris, Seuil.

GAYON J. 1992. Darwin et l'après-Darwin, Paris, Kimé.

- GRANGER G. G. 1988. Pour la connaissance philosophique, Paris, Odile Jacob.
- 1995. Le probable, le possible et le virtuel, Paris, Odile Jacob.
- HEINSENBERG W. 1990. La partie et le tout: Le monde de la physique atomique (Souvenirs, 1920–1965), Paris, Flammarion.
- JACOB F. 1970. La Logique du vivant, Paris, Gallimard.
- KAY L. E. 1993. The Molecular Vision of Life: Caltech, the Rockefeller Foundation and the Rise of the New Biology, Oxford, Oxford University Press.
- KLEIN É., SPIRO M. (dir. publ.). 1994. *Le Temps et sa flèche*, Gif-sur-Yvette, Éditions Frontières (rééd., Paris, Flammarion, 1996).
- KRIGE J., PESTRE D. (dir. publ.). 1997. *Science in the Twentieth Century*, Amsterdam, Horwood Academic Publishers.
- LASSÈGUE J. 1998. Turing, Paris, Les Belles Lettres.
- LWOFF A. 1962. *Biological Order*, Cambridge (Massachusetts), M.I.T. Press.
- MISES R. (VON). 1957. Probability, Statistics and Truth, New York, Dover.
- MONATSTYRSKY M. 1998. *Modern Mathematics in the Light of the Fields Medals*, Wellesley (Massachusetts), A. K. Peters.
- MONOD J. 1970. Le hasard et la nécessité, Paris, Éditions du Seuil.
- PATY M. 1988. La Matière dérobée: L'appropriation critique de l'objet de la physique contemporaine, Paris, Archives contemporaines.
- 1990. L'analyse critique des sciences ou le tétraèdre épistémologique : science, philosophie, épistémologie, histoire des sciences, Paris, L'Harmattan.
- 1993. Einstein philosophe: La physique comme pratique philosophique, Paris, PUF.
- PENROSE R. 1988. *The Emperor's New Mind*, Oxford, Oxford University Press.
- PETITOT J. (dir. publ.). 1988. Logos et théorie des catastrophes : À partir de l'œuvre de René Thom, Genève, Patiño.
- POINCARÉ H. 1913. Dernières pensées, Paris, Flammarion.
- SEGRÉ E. 1980. Modern Physicists and their Discoveries, San Francisco, Freeman.
- SINACEUR H., BOURGUIGNON J.-P. 1993. David Hilbert et les mathématiques du XX^e siècle. Dans: *La Recherche*, n° 257, p. 982–989.

- THOM R. 1974. *Modèles mathématiques de la morphogenèse*, Paris, Éditions 10/18.
- 1983. Paraboles et catastrophes, Paris, Flammarion.
- 1991. *Prédire n'est pas expliquer*, Paris, Flammarion.
- WEYL H. 1932. Das Kontinuum. Kritische Untersuschungen über die Gründlagen der Analysis, Leipzig, Verlag von Veit.
- 1949. Philosophy of Mathematics and Natural Science, Princeton (New Jersey), Princeton University Press.
- 1952. Symmetry, Princeton (New Jersey), Princeton University Press.
- WHITHROW G. J. 1980. *The Natural Philosophy of Time*, Oxford, Clarendon Press.

14

La science comme système d'idées (1900–1950)

Ludmila A. Markova

u XX^e siècle se constitua une communauté de savants, sociologues, A philosophes et historiens, engagés dans la recherche sur les sciences. Cette union n'était pas seulement fondée sur ce même objet d'étude, mais également sur des facteurs sociaux communs. Ces chercheurs partageaient un même langage (la majorité des travaux étant écrits en anglais), une origine commune (ils étaient presque tous originaires d'Europe de l'Ouest et d'Amérique du Nord), et avaient tous également la possibilité de se rencontrer et d'échanger des idées lors de conférences ou de séminaires, grâce à des échanges entre étudiants ou professeurs et à des préparations de publications communes. On peut donc parler d'une communauté intégrée de chercheurs qui ont, par leurs efforts conjoints, défini l'image de la science du XX^e siècle. Cette communauté ne peut bien évidemment exister de façon isolée. La discussion de tout sujet important a conduit les membres de cette communauté sur des voies diverses, comme l'histoire de leurs disciplines respectives, les sphères de la connaissance ou encore le champ de la dispute idéologique.

La recherche sur la science reflète donc également, d'une façon ou d'une autre, l'opinion des non-professionnels. Scientifiques, écrivains, hommes politiques et économistes expriment eux aussi leur point de vue sur la science. Même si cette opinion est souvent d'un grand intérêt, nous ne nous pencherons plus particulièrement que sur l'étude de la science par des professionnels.

Dans l'approche de la science par les chercheurs, deux écoles de pensée dominent: la science est appréhendée soit comme un système d'idées au

sein de la structure de la société, soit comme une activité destinée à acquérir des connaissances. Jusqu'au milieu du XX^e siècle, ce fut la première tendance qui fut largement suivie, la science étant très peu considérée comme une activité d'acquisition de connaissances.

Si la science est perçue comme un système d'idées, on admet que dans leur développement les idées scientifiques sont influencées d'une façon ou d'une autre par des facteurs sociaux externes, comme l'économie, la politique ou la religion. Dans son fonctionnement au sein de la société, la science n'a vraiment d'importance qu'à travers ses résultats et leur possible utilisation. On n'accorde que peu d'intérêt à l'étude de l'émergence de ces idées comme produit de l'activité créatrice du scientifique. Cependant, aucune analyse de la structure logique du savoir scientifique n'a été conduite sur la base de sa logique interne, indépendamment de son milieu social ou culturel. C'est précisément cette interprétation du savoir scientifique qui, au milieu du XX^e siècle, était à la base des deux écoles de pensée opposées dans l'historiographie de la science: l'internalisme et l'externalisme.

L'étude de la science en tant qu'institution sociale présente au sein de la société à travers ses universités, ses académies, ses instituts et ses groupes de recherche, suppose une étude des caractéristiques de cette institution, qui possède sa propre hiérarchie, son éthique, ses stimuli et motivations, ses systèmes d'encouragement et de censure. Par elle-même, l'institution sociale qu'est la science n'a pas plus d'influence directe sur le contenu des idées scientifiques que la société en général. Cette vision de la science au XX° siècle est née des conclusions de R. Merton, fondateur de la sociologie de la science.

Jusqu'au milieu du XX^e siècle, la philosophie des sciences était dominée par l'école positiviste, dont les partisans réduisaient l'analyse de la science à l'analyse du langage scientifique. Pour eux, le concept essentiel était celui de la démarcation, c'est-à-dire la séparation rigoureuse entre la science, la métaphysique et l'histoire. La science devrait être étudiée par des scientifiques à la lumière de méthodes strictement logiques, la méthode de recherche la plus efficace étant l'analyse des systèmes scientifiques modernes, sans référence à la métaphysique. Ces idées ont été clairement énoncées dans les travaux de R. Carnap, C. Hempel, E. Nagel et d'autres chercheurs, dont la majorité était membres du «cercle de Vienne» du positivisme logique. Les activités de ce cercle, créé à la suite d'un séminaire organisé par M. Schlick au Département de philosophie des sciences inductives de l'université de Vienne, cessèrent à la fin des années 1930, après l'annexion de l'Autriche par l'Allemagne (*Anschluss*).

Dans l'histoire des sciences, le concept d'évolution progressive et cumulative du savoir scientifique est central. Dans un tel processus cumulatif, chaque nouvelle réussite fournit une image plus complète et adaptée du monde naturel ainsi que des connaissances plus précises. Un nouveau concept naît du concept antérieur et permet une nouvelle avancée. Le partisan le plus remarquable de cette vision fut le Français Pierre Duhem, historien de la science du début du siècle.

LA SCIENCE ET LE SAVOIR EXPÉRIMENTAL : LES PRINCIPES DE L'ÉCONOMIE DE PENSÉE

Quand, au début du XX^e siècle, les savants débattaient des relations entre la science et la société, ils pensaient généralement non pas à la structure politique, sociale ou économique de la société, mais à l'expérience acquise par l'homme au cours de ses activités quotidiennes. Comment cette expérience est-elle liée au savoir scientifique? Dans quelle mesure leurs systèmes sont-ils interconnectés? Lequel est apparu en premier? Comment sont-ils liés dans l'histoire de l'humanité et dans la vie des individus? Au XIX^e siècle, ces questions faisaient l'objet de recherche des fondateurs du positivisme Auguste Comte et Herbert Spencer. Elles étaient également au cœur des travaux de Ernst Mach. Ces savants cherchaient à déterminer ce qui reliait la pensée scientifique et le bon sens, la science et l'expérience pratique.

Mach remarqua que, au cours de ses activités, l'homme établissait un lien entre les processus naturels et ses propres besoins (Mach, 1925). La satisfaction des besoins conduit à l'acquisition d'une connaissance instinctive et involontaire des phénomènes naturels, une connaissance qui semble toujours précéder le savoir scientifique délibérément acquis, l'étude du phénomène. Le développement de la science à partir du processus de fabrication est né du besoin de dépasser les résultats de l'expérience acquis au cours du processus de fabrication pour en obtenir d'autres hors de ce processus. C'est ainsi qu'apparut la science. Aujourd'hui pourtant, le savoir scientifique et logique est toujours basé sur le savoir expérimental.

Pour Mach, l'accumulation consciente ou instinctive de données expérimentales précède leur systématisation scientifique. Généralement, quand nous voulons expliquer à quelqu'un un phénomène naturel, nous n'obligeons pas la personne à l'observer. Nous le lui décrivons, de façon à lui épargner le travail qu'est l'acquisition de cette expérience par elle-même. Selon Mach, cette économie de pensée et de compréhension constitue l'essence de la science.

Historiquement, l'apparition de la science fut la conséquence d'une volonté de transmettre aux générations à venir le plus économiquement possible le savoir accumulé au cours d'activités comme la confection de vêtements, d'armes, d'habitations, etc. Cette économie fut atteinte par la

systématisation du savoir et donna ainsi progressivement naissance à une formulation scientifique et logique. Le savoir scientifique ne devient logique, rationnel, qu'«après» être né de l'expérience. Le processus d'émergence du savoir est exclu de la sphère rationnelle et logique.

Mach a introduit dans le savoir scientifique le concept de conditionnalité et de conventionalité, sur lequel Duhem portera plus tard son attention. Ce sont précisément ces éléments du conventionnalisme qui, dans la théorie de Mach, affaiblissent le postulat initial sur la similitude du savoir scientifique et du savoir quotidien. Nous acquérons le savoir quotidien au cours de nos activités pratiques. Or, ces activités n'obéissent pas aux lois logiques du développement du savoir scientifique, mais possèdent au contraire leurs propres lois de développement. Les caractéristiques spécifiques du développement de la science n'influent en rien sur la nature du phénomène naturel qui captera notre attention au cours de nos activités quotidiennes. Le lien entre la pratique et la science est fortuit, arbitraire et imprévisible. Bien que l'expérience et le savoir pratique soient à la source même du savoir scientifique, la naissance du savoir scientifique grâce à l'expérience ne peut être comprise de façon logique. Un «vide», un «fossé», sépare l'activité pratique de l'activité scientifique.

LE CONVENTIONNALISME DANS LA CONSTRUCTION DE LA THÉORIE PHYSIQUE

Le fossé qui sépare les activités scientifique et pratique est très bien décrit dans les travaux de P. Duhem. Ce dernier sépare la science du bon sens, de l'expérience acquise au cours de l'activité pratique, de la fabrication et de la production, et de l'histoire politique et civile (Duhem, 1962), et souligne ainsi l'aspect logique du savoir scientifique, l'une des caractéristiques qui le distinguent du savoir quotidien.

Duhem suit Mach dans la reconnaissance du principe de l'économie de pensée, et pour lui la théorie physique est construite en accord avec ce principe. La loi expérimentale remplace une grande quantité de faits concrets par l'abstraction, qui ignore l'aspect individuel ou spécifique de chacun de ces faits afin d'en extraire les points communs et la signification générale. La théorie est précisément cette présentation simplifiée des lois physiques et leur classification.

Les principes ou hypothèses formulés pour systématiser les faits concentrés dans les lois physiques sont exprimés de façon arbitraire et indépendamment de l'expérience. Les opérations mathématiques sont menées sur la base de ces principes, indépendamment de tout lien avec

l'expérience. Si la théorie physique correspond à la réalité c'est donc de façon presque fortuite ou involontaire. Croire qu'une théorie correspond à l'ordre naturel est un acte de foi.

Selon Duhem, la théorie physique n'est pas une explication mais plutôt une image de l'ordre naturel. Le physicien est incapable de prouver ce qu'il avance, mais il ne peut «se défaire de l'idée» qu'il en est ainsi, et une «conviction irrépressible» de la véracité de sa vision des choses s'élève en lui. Il n'est «pas conscient» de cette conviction, mais il «sent» que sa position est juste. Pour Duhem, croire dans le pouvoir prévisionnel des théories physiques c'est croire que la classification théorique est une part de l'ordre naturel. Selon lui, le résultat de l'expérience physique n'est pas un constat des faits, mais une interprétation de ces mêmes faits, transférés dans le monde idéal, abstrait et symbolique, créé par les théories que le physicien croit correctes.

C'est avant tout la nature symbolique des lois physiques qui les distingue des lois du sens commun. Ces dernières peuvent être vraies ou fausses. Mais les lois physiques, exprimées sous forme mathématique, sont toujours symboliques, et un symbole n'est ni correct ni incorrect.

Au cours de son élaboration, la théorie physique peut choisir une voie, du moment que cette voie ne conduit pas à une contradiction logique. Par exemple, comme l'affirme Duhem, elle peut ignorer complètement les faits acquis de façon expérimentale. Cependant, une fois la construction de la théorie complète, les propositions mathématiques acquises en conclusion de ces déductions doivent être comparées aux faits expérimentaux. Cette comparaison, s'appuyant sur des mesures, permet de s'assurer que les faits expérimentaux sont reflétés de façon adéquate dans les symboles mathématiques. Si on ne trouve aucune correspondance entre les conclusions de la théorie et les faits expérimentaux, la théorie doit être rejetée, et ce même si sa construction est parfaitement logique, puisqu'elle contredit l'observation et est physiquement fausse. Seules les conclusions de la théorie sont considérées comme le reflet de la réalité.

Le moment de passage d'une théorie ancienne à une nouvelle plus prometteuse n'est pas déterminé par la logique, mais par le sens commun. Selon Duhem, il est donc très important pour le physicien de toujours garder en mémoire ce sens commun. En évoquant l'émergence de nouvelles idées dans la pensée du scientifique, ou la décision de rejeter une théorie ancienne et d'en adopter une autre, Duhem a voulu souligner que tout processus de création se situe hors du développement logique et déductif des concepts scientifiques et est déterminé par des facteurs non logiques. Toutes les opérations logiques sont généralement menées sur la seule base d'un accord entre scientifiques.

LE PRINCIPE DE CONTINUITÉ

La tradition positiviste du XIX^e siècle, qui voyait le progrès de la science comme un processus continu et cumulatif, s'est maintenue jusque dans les années 1950. L'histoire des sciences reflète plus clairement que toute autre activité humaine le processus d'accumulation du savoir, et ce facteur est devenu la base de la formulation du modèle cumulatif du progrès scientifique. Le postulat de base de cette théorie est le suivant:

Chaque avancée de la science est rendue possible par les progrès précédents. Ainsi, un nouveau savoir est toujours plus complet et plus précis, et représente une amélioration par rapport au savoir précédent, un reflet plus réaliste de la réalité. L'ensemble des avancées obtenues jusqu'alors peut donc être considéré comme une simple préhistoire, comme une préparation pour la situation à venir. Dans ce sens l'histoire des sciences est progressive.

Seuls ces éléments du savoir scientifique passé qui correspondent aux théories scientifiques actuelles ont une importance. Les idées et les principes qui ne sont pas devenus partie du savoir scientifique actuel sont erronés et, pour parler de façon historique, représentent une incompréhension, des déviations de l'autoroute du développement scientifique.

Ces concepts de cumulativisme ont été développés par Mach et Duhem. Pour Mach, le renforcement de la méthode existante de compréhension pour inclure un nouveau groupe de faits est l'élément principal de la pensée du naturaliste. Le principe de cet élément, qu'il baptisa «principe de continuité», était de reconnaître l'uniformité d'un phénomène naturel et de présenter les nouveaux faits de façon à les placer sous des lois déjà connues. La découverte scientifique est la détermination de la similitude d'un phénomène inconnu inexplicable et d'un fait déjà connu, et de leur obéissance aux mêmes lois. Selon Mach, une découverte scientifique n'est ni une rupture dans la continuité, ni une révolution. Au contraire, elle n'est possible que si le naturaliste opère selon le principe de continuité.

«La science, comme la nature, ne fait pas de sauts abrupts» (P. Duhem)

Pour Mach, le problème de la découverte scientifique en tant que déviation par rapport à l'avancée continue du savoir scientifique n'existe pas. Duhem voit une difficulté, un problème, mais aussi sa solution. Tous ses arguments le conduisent à croire en un développement continu et progressif de la science. Le postulat de base qui étaie les raisonnements de Duhem

est que, si sans aucun doute l'histoire des sciences révèle des avancées majeures et des révolutions, celles-ci doivent être ramenées à la continuité et incluses dans une reconstruction rationnelle, historique et scientifique, pour être compréhensibles. C'est en développant cette idée que Duhem parvient à la «réhabilitation» du Moyen Âge. C'est le premier historien de la science à avoir montré, de façon convaincante et sur la base de faits, que la science médiévale a été d'une importance énorme dans la formation des sciences naturelles modernes. Dans ses travaux, le Moyen Âge cessa d'être une période obscure au cours de laquelle aucune pensée scientifique plus ou moins rationnelle n'a existé. Duhem a scrupuleusement établi les liens intellectuels fragiles entre les penseurs d'époques et de générations différentes. De ce point de vue, ses *Études sur Léonard de Vinci* sont particulièrement intéressantes (Duhem, 1955). Le sous-titre de cet ouvrage parle de lui-même : «Ceux qu'il a lus, et ceux qui l'ont lu». C'est-à-dire que Duhem étudie les prédécesseurs de Léonard et ceux qui ont ensuite mis à profit ses théories dans leurs travaux.

Selon Duhem, l'histoire des sciences est déformée par deux préjugés: l'idée que le progrès scientifique est le résultat de découvertes soudaines et inattendues et celle que ce progrès est le fruit du travail d'un génie qui n'a pas de prédécesseurs. En fait, l'histoire des sciences adhère rigoureusement à la loi de la continuité. Les grandes découvertes sont presque toujours le fruit d'un travail préparatoire lent et complexe étalé sur plusieurs siècles. Même ceux qu'on considère traditionnellement comme des scientifiques créatifs, tels que Galilée, Descartes ou Newton, n'ont formulé aucune thèse qui ne soit liée à l'enseignement de leurs prédécesseurs. Un compte rendu simplifié de l'histoire nous oblige à les admirer et à les voir comme des géants qui n'ont aucun lien avec le passé et sont incompréhensibles dans leur isolement. Cependant, des recherches plus détaillées permettent d'établir la longue ascension du développement scientifique dont ils furent le point culminant. Selon Duhem, la science, comme la nature, ne fait pas de sauts abrupts.

Duhem se réfère à ce principe de continuité et à la nature cumulative du développement scientifique dans tous ses travaux historiques, y compris dans son ouvrage monumental *Le système du monde* (Duhem, 1954), où il reconstitue l'histoire des concepts cosmologiques de l'Antiquité à Copernic. Duhem est convaincu qu'il n'y a pas de principe absolu dans la genèse d'une thèse scientifique. Cependant, aussi loin que l'on retrace l'enchaînement de pensée qui précéda et prépara la voie à cette thèse, on en vient toujours aux idées qui ont été à leur tour précédées et préparées. Si cette chaîne d'idées successives a une fin, ce n'est pas parce que nous avons trouvé le premier maillon, mais parce que la suite a disparu dans les profondeurs de l'histoire. En écrivant ainsi sur la théorie physique, Duhem

établit que celle-ci n'est pas le produit d'un moment de créativité mais au contraire le résultat d'un lent processus évolutif.

Duhem ne met plus l'accent sur l'interprétation de la nature cumulative de l'histoire des sciences mais sur le développement des idées scientifiques. Il sépare ainsi la science et la métaphysique plus radicalement que ses prédécesseurs positivistes, et différencie également la science de l'histoire sociale et politique, du sens commun et de l'expérience acquise au cours de la pratique d'une activité de fabrication. Quant au problème de la relation entre la science et la métaphysique. Duhem s'appuie ici sur l'affirmation commune à tous les positivistes que la science naturelle n'a pas pour but d'expliquer la réalité, c'est-à-dire de révéler ce qui se cache derrière un phénomène comme derrière un écran de fumée. Si le naturaliste tente d'offrir une explication, c'est-à-dire s'il engage une argumentation métaphysique, il n'approfondit en rien la pensée scientifique. Les arguments métaphysiques sur l'essence des phénomènes ne sont pas seulement inutiles au physicien, ils lui nuisent, et s'ils servent à fournir un stimulus externe dans l'obtention de résultats importants pour la science, c'est de facon purement fortuite.

Selon Duhem, afin de parvenir à une explication physique, il est essentiel de déterminer la nature de ces éléments dont la réalité matérielle est composée et qui ne sont pas directement accessibles à la perception humaine. Cependant, deux questions se posent alors: y a-t-il une réalité matérielle au-delà des phénomènes sensoriels? Si une telle réalité existe, quelle est sa nature? Cependant, ces questions relèvent de la métaphysique et non de la physique. La physique utilise la méthode expérimentale qui se limite aux phénomènes sensoriels. Duhem avertit qu'attribuer une fonction explicative à la théorie physique revient à subordonner la physique à la métaphysique et à priver ainsi la physique de son autonomie.

Duhem parvient ainsi à la nature cumulative et à la continuité du développement des idées physiques en n'incluant dans l'histoire des sciences naturelles que la partie descriptive de la théorie. Tous les éléments révolutionnaires sont attribués à l'histoire de la métaphysique.

LES INTERPRÉTATIONS INTERNALISTE ET EXTERNALISTE DE LA SCIENCE

Si l'on entend par science la totalité des idées scientifiques, alors le chercheur qui entreprend l'étude de la science fait face à la dualité de la science dans le sens suivant. D'un côté, les idées scientifiques existent indépendamment des individus et de la période historique de leur première apparition.

Elles dépendent avant tout de la nature spécifique de l'objet de l'étude, du monde naturel; les idées scientifiques se suivent l'une après l'autre, s'étayant mutuellement et formant un système de savoir intégré. D'un autre côté, on ne peut ignorer le fait que les idées scientifiques émergent dans la pensée d'un scientifique donné, et que leur apparition est facilitée ou gênée par différents événements et facteurs qui n'ont à première vue aucun lien avec la structure rigoureusement logique du savoir scientifique. De tels facteurs peuvent être liés à des relations sociales, culturelles ou politiques, à la vie privée du chercheur, etc.

La science semble être divisée en deux sciences: la science *objective*, dont les idées existent indépendamment du sujet, et la science *personnalisée*, liée à l'activité du scientifique engagé dans la production de savoir, production elle-même immergée dans les relations sociales, politiques ou religieuses. Cette dualité se retrouve dans l'émergence de deux écoles méthodologiques quant à l'historiographie de la science au milieu du XX° siècle: l'*internalisme*, dont les partisans voient l'histoire des sciences comme l'histoire des idées scientifiques dont le développement est régi par leurs propres lois internes, et l'*externalisme*, dont les adeptes voient l'histoire des idées scientifiques comme déterminée par le contexte social. Le milieu du XX° siècle a été marqué par des débats agités entre les

Le milieu du XX° siècle a été marqué par des débats agités entre les partisans de ces deux écoles lors de leurs rencontres dans les congrès et les conférences internationales et par publications interposées, articles dans les revues, livres, documents de congrès et de symposiums (Claggett, 1959; Crombie, 1963). Parmi les plus actifs participants à ces débats on peut citer des chercheurs comme A. Koyré, R. Hall et J. Agassi, ardents défenseurs de l'internalisme, et R. Merton, A. Crombie, G. Guerlac, E. Zilsel, J. Needham et S. Lilley, qui soutenaient l'interprétation sociologique de l'histoire des sciences.

L'analyse des commentaires des historiens révèle que les partisans de l'interprétation sociologique de l'histoire des sciences reprochent à leurs opposants leur «peu d'intérêt» pour l'aspect social du développement scientifique.

Crombie déclare que ces historiens de l'école internaliste n'étudient pas correctement ni les motivations et les buts de la science, ni la diffusion et l'application des découvertes scientifiques. Guerlac accuse les historiens internalistes d'ignorer le lien entre l'histoire des sciences et l'essor de la technologie, alors qu'il est évident que la science doit énormément aux métiers techniques et à l'art. De même, Needham est convaincu que les scientifiques se trouvent constamment confrontés à des problèmes pratiques qu'ils ne peuvent ignorer.

Pour leur part, les historiens internalistes voient la faiblesse de leurs opposants dans leur échec à prendre en compte le principal contenu de la

science, c'est-à-dire le développement des idées scientifiques, qui se fait, selon Koyré, de façon immanente et autonome.

Pour Hall, l'histoire des sciences est avant tout intellectuelle, et ne peut en aucun cas être explicitée par des facteurs externes. Il s'évertue notamment à souligner la différence énorme entre les deux approches de l'étude de l'histoire des sciences, et évoque de nombreuses fois leur différence fondamentale.

Souvent pourtant, si le débat est poursuivi de façon cohérente, comme celui sur les origines de la nouvelle science européenne qui oppose Merton et Hall, il apparaît finalement que l'on n'a pas affaire à deux approches incompatibles, mais à des sujets de recherche différents, et chacun poursuit donc son travail sans entraver celui de l'autre.

UN MÊME CONCEPT DE CONTEXTE SOCIAL

Pour les internalistes comme pour les externalistes, le contexte social de la science est exclusivement l'influence de facteurs sociaux externes (d'où le terme «externalisme»), qu'ils soient économiques, militaires, politiques ou juridiques, sur le développement du savoir scientifique, qui possède ses propres lois internes (d'où le terme «internalisme») déterminant le lien logique entre les concepts scientifiques et entre tous les éléments du contenu théorique de la science. Tous les chercheurs reconnaissent que le savoir scientifique, avec sa propre logique interne, est relativement libre de l'influence des facteurs sociaux externes.

Les facteurs sociaux peuvent soit accélérer, soit ralentir, le développement du savoir scientifique, ou en changer la direction, mais ils ne peuvent exercer une influence pratique sur la logique et le contenu internes des idées scientifiques. Ce fait est reconnu par tous. Les internalistes, en reconstruisant la logique du développement des idées scientifiques, ne ressentent pas le besoin d'en étudier les facteurs sociaux externes. Les externalistes, en conduisant la recherche sociologique dans l'histoire des sciences, ne prétendent pas analyser le savoir scientifique lui-même. Il existe une certaine division du travail entre les historiens des sciences.

Le concept de contexte social qui apparaît dans les écrits des internalistes et des externalistes comme accepté axiomatiquement et sans aucun doute, présuppose une division du travail au sein de la société et l'échange des «résultats de l'activité». Le savant, l'industriel, le commandant ou l'administrateur font leur travail et des relations sociales spécifiques existent entre ces actifs et les représentants d'autres domaines d'activité. La plupart du temps, ces relations revêtent la forme d'un échange des résultats d'activité.

Quand le processus de découverte ou d'invention est mené à terme, la tâche du scientifique consiste à présenter les résultats de sa créativité sous une forme propice à l'emploi. Le terme «emploi» se comprend ici au sens large, c'est-à-dire l'emploi par d'autres scientifiques et représentants d'autres domaines d'activité comme l'économie, la politique, la culture, etc., ce qui donne lieu à un ensemble de relations. Un scientifique qui a découvert quelque chose de nouveau en science est intéressant et reconnu par la société comme «quelqu'un possédant une information, un savoir qu'il peut transmettre aux autres». L'histoire de la découverte, et donc le scientifique en tant qu'individu et son histoire, n'a pas d'importance pour la société par rapport aux résultats scientifiques.

De telles exigences proviennent de ceux qui reçoivent l'information. On n'exige pas du scientifique des qualités personnelles qui pourraient l'aider à décoder cette information et à en comprendre la genèse. S'il possède de telles qualités, elles risquent même de compromettre l'exploitation fructueuse de l'information récemment obtenue. En fait, si le scientifique se pose pour chaque formule mathématique dont il a besoin pour son travail la question de l'«histoire» de cette formule, c'est-à-dire de sa genèse ou de sa découverte, il n'avancera jamais. L'assimilation de l'histoire des sciences et de ses réussites passées sous la forme de l'acquisition d'une information toute prête qui ne demande aucune vérification est un élément essentiel de tout travail scientifique. Cette méthode d'assimilation de l'histoire est encore plus nécessaire et plus inévitable dans la production matérielle, dans la vie de tous les jours, en particulier dans les cas où les résultats de l'activité scientifique sont utilisés.

Afin de pouvoir utiliser une télévision ou un réfrigérateur de façon efficace, il est suffisant d'être capable d'appuyer sur les bons boutons. Ce matériel est fait pour être utilisé par ceux qui ne savent rien de sa fabrication.

L'utilisation des découvertes scientifiques telle que nous l'avons décrite précédemment ne requiert que de simples pratiques habituelles. Les qualités personnelles sont inutiles et peuvent même constituer une gêne. Les possibilités d'alternance sont donc infinies: les mêmes fonctions au sein de la société peuvent être parfaitement remplies par n'importe qui, c'est-à-dire que le sujet de l'activité est constant, invariable. Il est impartial vis-à-vis de son activité qui, elle-même, n'a aucune influence sur lui. De la même façon, dans l'histoire des sciences, le savoir scientifique est impartial envers la personnalité du scientifique, comme envers les caractéristiques sociales et culturelles de la période au cours de laquelle le savoir est mis au jour. L'étude la plus détaillée et la plus soignée des conditions sociales qui accompagnent l'apparition des nouvelles idées scientifiques ne conduira pas l'historien au contenu ni à la logique du savoir scientifique

(externalisme), alors qu'une analyse scrupuleuse de la logique interne de la théorie scientifique n'exige aucune référence au contexte social de l'activité scientifique (internalisme).

L'activité de production du savoir scientifique sous toutes ses formes est séparée des résultats obtenus. Cette interprétation du contexte social de la science peut sembler sans défaut, mais elle a pourtant ses limites.

LE CONCEPT DE CONTEXTE SOCIAL ET LA PENSÉE NATURALISTE

Le type de contexte social qui domine l'âge moderne, surtout dans la production matérielle, et qui est fondé sur la division du travail et l'échange des résultats de l'activité, correspond également à certaines caractéristiques de théorisation dans les sciences naturelles classiques.

Dans l'attitude cognitive de l'homme, la tendance dominante est une vision de la nature comme opposée et externe. Cependant, si la cognition du monde externe, existant indépendamment de l'homme en tant qu'objet d'étude, d'assimilation et d'usage, n'est comprise que comme un processus dirigé «vers l'extérieur», pouvant mener à l'infini, et «non circonscrit» à l'homme, alors tout besoin de se référer aux facteurs sociaux afin d'expliquer la nature du savoir scientifique en tant que tel disparaît très rapidement. Le scalpel de la science naturelle découvre des couches de plus en plus profondes de nature et il est possible d'oublier le fait que le scalpel lui-même (le matériel technique de la science, ses ressources matérielles, son appareil expérimental, et les capacités intellectuelles et logiques du scientifique) évolue et s'améliore. L'important est que l'aide de ce dernier permet d'obtenir le savoir en tant que tel, un savoir dont le contenu et la structure internes dépendent de la nature des couches apparentes et non des caractéristiques du scalpel lui-même. L'histoire des relations humaines (voire même l'histoire de la société humaine) est la condition préalable et nécessaire de l'apparition du savoir scientifique. Cependant, aussi profondément qu'on étudiera l'histoire sociale, on ne se rapprochera jamais autant de la compréhension de la structure et du contenu du savoir qui reflète et reproduit un monde naturel existant objectivement et indépendamment de 1'homme

Le savoir scientifique ne peut être pensé de l'extérieur de la société humaine. Il est créé par l'homme mais, idéalement, plus il s'approche de la vérité absolue, plus il est lavé, libéré de tout ce qui est humain dans le sens de subjectif, fluctuant, illogique ou fortuit. Cependant, si le sujet est privé de toutes les caractéristiques particulières qui le distinguent de

tout autre sujet, alors le sujet en tant que cognitif devient un invariable, toujours le même. Le fait phénoménologique que l'humanité développe et modifie et que les caractéristiques personnelles du scientifique changent en conséquence, doit être pris en compte pour comprendre ce qui doit être exclu du processus de cognition afin de pouvoir parler d'acquisition du savoir scientifique vraiment objectif du monde réel.

Si nous partons de cette position, les relations sociales existant dans le processus d'obtention du savoir sur le monde naturel perdent de leur caractère historique. La communication entre les scientifiques ne dépend pas de leur appartenance à différentes périodes ou de leur contemporanéité, mais a lieu comme hors du temps dans une période quasi simultanée. Dans son développement, la science se libère progressivement des erreurs et des fautes liées à l'aspect subjectif de la cognition et préserve soigneusement le peu de vérité objective sur le monde qui ne soit pas sujette à l'influence d'événements et de facteurs historiques fortuits.

Le point de vue opposé, qui inclut la reconnaissance de l'influence du contenu sur le savoir scientifique de facteurs sociaux évoluant au cours de leur développement historique, est décrit comme le relativisme, qui justifie l'arbitraire et le chaotique dans l'histoire des idées scientifiques. Idéalement, le sujet devrait être libéré de toutes ses caractéristiques historiques, réduit à un «rien», incapable de «souiller» la perfection logique de la pensée scientifique objective. Dans ce sens, le social est complètement exclu du développement des idées scientifiques.

Cette interprétation du contexte social, appliquée axiomatiquement comme ne requérant pas de justification, est à la base à la fois des tendances méthodologiques internalistes et externalistes dans l'historiographie de la science. Les idées scientifiques se développent selon leurs propres lois, alors que les facteurs sociaux peuvent accélérer ou ralentir leur développement comme cause externe, mais ne peuvent en aucun cas envahir leur contenu, à savoir la structure interne, logique, du savoir.

LE MODUS OPERANDI DE L'EXIGENCE SOCIALE

La demande sociale est un stimulus puissant qui régule le progrès scientifique. Certaines exigences émergent au sein de la société comme résultat du développement politique, militaire et économique, et ces exigences peuvent être satisfaites par la science. Par exemple, le développement de l'agriculture entraîne un besoin de nouveaux types d'engrais et la société en fait la commande auprès de la science. La société se soucie peu des méthodes scientifiques utilisées pour répondre à cette demande. L'important est d'ob-

tenir des résultats scientifiques pouvant être utilisés économiquement. Le scientifique, pour sa part, n'a pas besoin de savoir comment cette commande a été formulée au sein de la société pour faire son travail correctement. L'important est un certain résultat de développement social qui doit être vu comme un signal pour l'action.

Dans le cas ci-dessus, l'influence sociale sur les fonctions scientifiques est une force externe qui stimule l'action, mais qui n'est pas responsable des lois gouvernant cette action). Ainsi, la carence d'une denrée dans l'agriculture qui oblige les chimistes à renforcer leur travail dans un domaine précis ne détermine pas les méthodes du raisonnement scientifique. La nature interne de la force externe n'est pas importante pour comprendre les lois qui gouvernent l'action qu'elle a générée. Le résultat de l'activité scientifique, transmis à la société pour l'exploitation agit également comme une force dont l'application génère une activité précise (par exemple, l'usage d'engrais accélère la croissance de la plante), mais les lois de cette activité ne sont pas déterminées par la force appliquée (une plante peut pousser plus vite ou plus lentement, mais elle pousse selon ses propres lois biologiques, qui ne peuvent être déterminées par de nouveaux engrais chimiques).

On peut détecter une correspondance entre ce type de relations sociales et la logique du raisonnement dans les sciences naturelles contemporaines. Dans la mécanique newtonienne, la nature des forces qui entraînent le mouvement est inconnue. Ces forces ne sont caractérisées que par le mouvement qu'elles entraînent. Les lois cinétiques du mouvement ne dépendent pas de la nature de la force qui entraîne le mouvement. Le mouvement de corps matériels dans cette théorie est réduit au mouvement de points matériels. Cela signifie que les lois cinétiques du mouvement ne tiennent pas compte de la structure interne, du contenu des corps en mouvement, ni des changements qui s'y opèrent suite au mouvement.

Le savoir scientifique concentré en un seul point mathématique (le contenu du savoir a une importance qui n'est révélée que dans son action sur un autre élément; en tant que force d'exploitation, il peut être comparé à un point) exerce une certaine influence sur les processus au sein de la société. De la même façon, les résultats du développement social exercent leur influence sur le progrès scientifique.

L'ESSENCE DE LA RÉVOLUTION SCIENTIFIQUE DU XVII^e SIÈCLE

Dans l'historiographie de la science au milieu du XX^e siècle, la position d'Alexandre Koyré, historien français des sciences, est double. D'un côté,

c'était un partisan énergique des internalistes qui défendait la nature autonome du développement des idées scientifiques. D'un autre côté, c'était le principal opposant de Duhem, dont il rejetait le concept de développement continu du savoir scientifique. Duhem et Koyré diffèrent fondamentalement dans leur interprétation de la révolution scientifique du XVIIe siècle, et c'était précisément cette analyse de la révolution scientifique du XVIIe siècle qui affinait leurs vues du développement des sciences naturelles. Au milieu du XX^e siècle, le réexamen de l'interprétation de l'histoire des sciences fondé sur le cumulativisme, la continuité et le progrès était lié à une crise générale de la philosophie positiviste, qui se trouvait alors reflétée dans l'historiographie de la science via l'introduction des concepts de développement discontinu, de particularité, de caractère unique et de changement révolutionnaire. Le premier changement majeur dans cette voie est apparu dans les travaux de Koyré. Koyré voit les XVII^e et XVII^e siècles comme une époque de changements révolutionnaires, fondamentaux dans l'histoire de la pensée scientifique. En étudiant cette période, Koyré est arrivé à la conclusion que la pensée européenne a accompli une profonde révolution industrielle qui a modifié la structure de la pensée et ses fondements mêmes. Cette révolution n'eut pas seulement lieu dans la science mais aussi dans la philosophie.

Koyré s'opposait à toute tentative de minimiser ou même de nier l'originalité et la nature révolutionnaire de la pensée de Galilée. Il montra que l'apparente continuité dans le développement de la physique moderne et médiévale, cette continuité constamment mise en valeur par Duhem, n'est qu'une illusion. Koyré ne niait pas qu'une tradition perdurait depuis les travaux des savants médiévaux jusqu'à ceux de Giordano Bruno, Galilée et Descartes. Cependant la conclusion tirée par Duhem était erronée. Une révolution bien préparée restait une révolution.

Koyré décrit ainsi l'essence de la révolution scientifique: d'abord et avant tout, elle conduit à l'effondrement du cosmos ainsi qu'à la géométrisation de l'espace. Avant cette révolution, le cosmos était vu comme parfait et ordonné, comme un monde dans lequel la structure spatiale contient une hiérarchie de valeurs et de degrés de perfection dans laquelle les sphères célestes «s'élevaient au-dessus» d'une terre lourde et insondable. Cette vision a été remplacée par celle d'un univers infini qui n'incorporait pas de hiérarchie naturelle et qui n'était maintenu que par des lois identiques. La deuxième caractéristique de cette révolution, la géométrisation de l'espace, était étroitement liée à la précédente. Le concept aristotélicien de l'espace comme totalité différentiée d'emplacements au sein de l'espace a ouvert la voie au concept géométrique euclidien de l'espace comme extension infinie et homogène.

Tout ceci, à son tour, a permis à la pensée scientifique de rejeter toutes les considérations fondées sur des concepts de valeur, de perfection,

d'harmonie, d'émotion et de buts, et finalement, a conduit à la dévaluation complète de Dieu et à une rupture complète entre le monde des valeurs et le monde des faits. Le travail fondamental de Koyré, où il a développé et argumenté son concept de révolution scientifique, se situe dans ses *Études galiléennes* publiées en 1939 (Koyré, 1966). À partir de ce moment, les recherches de Koyré devinrent l'étendard des opposants au positivisme dans l'histoire et la philosophie des sciences.

BIBLIOGRAPHIE

- CLAGGETT M. 1959. Critical Problems in the History of Science, Madison (Wisconsin), University of Wisconsin Press.
- CROMBIE A. 1963. Scientific change: Historical Studies in the Intellectual, Social and Technical Conditions for Scientific Discovery and Technical Invention, Londres, Heinemann.

DUHEM P. 1954. Le système du monde (10 vols.), Paris, A. Hermann.

- 1955. Études sur Léonard de Vinci (2 vols.), Paris, A. Hermann.
- 1962. The Aim and Structure of Physical Theory, New York, Atheneum.

Koyré A. 1966. Études galiléennes, Paris, A. Hermann.

MACH E. 1925. La mécanique: Exposé historique et critique de son développement, Paris, A. Hermann.

15

La science comme activité d'acquisition des connaissances (1950-2000)

Ludmila A. Markova

Introduction

Si, pendant la première moitié du XX^e siècle, la majorité des chercheurs scientifiques ont cherché à protéger le contenu du savoir scientifique de l'influence sociale, au cours des dernières décennies du XX^e siècle, l'accent a été mis sur le fait que le savoir n'existe pas de manière indépendante mais qu'il est façonné et déterminé par la société. L'une des raisons de ce changement de point de vue est que l'attention s'est tournée vers le processus d'«acquisition» du savoir: le savoir n'est pas un «résultat tout fait» existant indépendamment du processus par lequel il a été produit. Il renferme en luimême les moyens de son acquisition.

Dans les sciences de la nature, les différentes périodes historiques utilisent des méthodologies différentes, des méthodes de cognition différentes selon les particularités de la structure et de la culture sociales. Cependant, des méthodes différentes présupposent des résultats différents et le contenu du savoir scientifique change d'une époque à l'autre, ne contenant rien de stable ni de constant. Il perd son caractère objectif et le problème de la vérité perd sa signification. Si un tel point de vue est suivi jusqu'à sa conclusion logique, alors il apparaît que la structure et le contenu du savoir scientifique s'allient à l'activité de son acquisition et que cette activité est déterminée par la société. La conclusion finale est alors

que le savoir scientifique est façonné par la société et que son contenu ne dépend d'aucune manière du monde naturel appréhendé par la science. De plus, on considère que le plan de la théorisation scientifique est directement transmis de la société à la science. On ne tient pas compte du fait que le contenu social interne de la science lui-même intègre et idéalise les façons de penser d'un âge donné, et que ce n'est seulement qu'ensuite que les normes de pensée passent de la science et de la philosophie à la société. Il est évidemment vrai que des méthodologies différentes et des façons de penser différentes à diverses époques, donnent naissance à des formes de savoir différentes. Mais des façons de penser diverses réalisent ou actualisent différents aspects et différentes possibilités au sein de la réalité, cette même réalité naturelle qui reste toujours l'objet de l'étude scientifique. La structure logique d'une théorie scientifique est étudiée du point de vue de son aptitude à rivaliser avec des points de vue opposés et de son développement en une nouvelle théorie défendue par d'autres représentants de la communauté scientifique.

Au milieu du XXe siècle, les influences causales extérieures, qui étaient déterminées par la façon dont les résultats de l'activité scientifique fonctionnent au sein de la société, parvinrent à occuper la position dominante dans l'étude de la science comme phénomène social. Si certains phénomènes ou événements n'étaient pas en harmonie avec l'analyse sociologique traditionnelle, ils étaient presque automatiquement déclarés fondamentalement non-sociaux. Si la détermination extérieure n'est pas prise en compte alors le contexte social ne l'est pas non plus. Vers la fin du XX^e siècle, le tableau a considérablement changé. La détermination causale extérieure passe désormais au second plan et l'attention se porte alors sur les relations personnelles qui prennent forme au cours de l'acquisition d'un nouveau savoir. De plus, de nouvelles difficultés font leur apparition. Peut-on qualifier de telles relations de «sociales»? Devons-nous rejeter le concept traditionnel de contexte social, et quelles conséquences un tel rejet pourrait-il entraîner? Changeons-nous le concept même de contexte social de manière trop radicale?

La source de toutes ces difficultés dans l'interprétation du savoir scientifique venait du rôle premier accordé à la révolution scientifique comme étant le moment le plus important et le plus essentiel de l'évolution scientifique. Cela a entraîné une révision du modèle cumulatif de l'histoire des sciences, un modèle dans lequel la société et le savoir scientifique évoluent en parallèle, chacun en accord avec ses propres lois.

LA RÉVOLUTION SCIENTIFIQUE COMME FACTEUR DÉTERMINANT DE L'ÉVOLUTION ULTÉRIEURE DE LA SCIENCE

Il serait faux de penser que les historiens qui soutenaient les points de vue évolutionnistes rejetaient de ce fait l'idée que des révolutions avaient lieu dans l'histoire des sciences. Phénoménologiquement, ils reconnaissaient les situations révolutionnaires, mais présumaient qu'elles ne pouvaient être comprises qu'en étant incluses au sein du flux continu de l'évolution et qu'en étant considérées comme faisant partie d'un processus évolutionniste.

D'ordinaire, les révolutions scientifiques étaient considérées comme une avancée évolutionniste accélérée, comme des périodes dans le développement des sciences de la nature caractérisées par le fait qu'un laps de temps assez court comprenait un nombre particulièrement élevé de découvertes majeures liées aux noms d'éminents scientifiques.

Une autre façon de comprendre les révolutions scientifiques comme constituant une partie du processus évolutionniste est de repousser encore et encore la révolution elle-même dans le passé au cours de l'analyse de la situation révolutionnaire, en découvrant une chaîne sans fin de prédécesseurs préparant la voie pour les grands scientifiques qui, phénoménologiquement, apparaissent donc comme les révolutionnaires. Dans ce cas, la révolution est considérée non pas comme étant une transition d'une vérité à une autre vérité, mais comme une transition du faux au vrai, de concepts préscientifiques à des concepts scientifiques, comme un principe absolu.

Dans la seconde moitié du XX° siècle, un important facteur a été mis en avant dans l'interprétation des révolutions scientifiques. Il s'agit du fait que les périodes interrévolutionnaires dans le développement de la science, dont l'étude semblait prometteuse, sont difficiles à comprendre sans une interprétation correspondante des révolutions scientifiques, puisque la compréhension des périodes cumulatives dépend de cette interprétation. On présuppose que la nouvelle théorie qui émerge au cours d'une révolution scientifique diffère radicalement de l'ancienne et que cela entraîne une transition vers un type d'activité nouveau par essence. Après la révolution, l'évolution de la science part, pour ainsi dire, de zéro.

Cependant, si une théorie (ou paradigme, ou programme de recherche) émerge immédiatement dans sa forme intégrale, complète et achevée comme modèle et instrument de l'activité dans la période post-révolutionnaire, alors, au cours de cette période post-révolutionnaire, le scientifique n'aura pas besoin de s'engager dans une quelconque amélioration essentielle de la nouvelle théorie, puisqu'elle sera déjà achevée. Tout ce qui sera alors exigé

sera de perfectionner les détails en résolvant avec succès les questions émergeant légitimement dans le cadre de la nouvelle théorie. C'est précisément le point de vue exprimé dans le concept de T. S. Kuhn (1970).

Pendant les périodes interrévolutionnaires, le scientifique perfectionne constamment les qualités supérieures de la nouvelle théorie, ou transforme légèrement celle-ci en l'adaptant afin d'expliquer des faits additionnels. Dans ce cas, le travail du scientifique après la révolution est orienté, pour ainsi dire, vers le passé, vers une révolution qui a déjà eu lieu et vers une théorie qui a émergé en conséquence. La science évolue en regardant constamment en arrière: elle avance en reculant. Cette approche des révolutions scientifiques présuppose que toute créativité et tout effort pour découvrir quelque chose de nouveau sont concentrés dans les situations révolutionnaires.

En ce qui concerne l'activité pendant les périodes situées entre les révolutions, elle consiste exclusivement en la confirmation et le peaufinement du savoir existant et en l'utilisation de ce savoir comme un instrument et moyen de résoudre les problèmes dont la signification se trouve dans le cadre de la nouvelle théorie. La conséquence inévitable est la nature excessivement automatisée et algorithmique de l'activité scientifique pendant la période interrévolutionnaire.

LES POINTS FORTS ET LES POINTS FAIBLES DE L'INTERPRÉTATION DE KUHN DES RÉVOLUTIONS SCIENTIFIQUES

La position de Kuhn est à la fois sa force et sa faiblesse. Sa force, parce qu'il a identifié un aspect réellement existant de l'évolution scientifique. En effet, le nouveau paradigme, ou la nouvelle théorie, est confirmé au sein de la structure du savoir scientifique par un travail postérieur qui suit les lignes de cette nouvelle théorie (et son adaptation) dans le but d'expliquer un ensemble de nouveaux phénomènes. Dans l'histoire des sciences, l'illustration la plus frappante de ce type d'évolution est peut-être le système de Ptolémée, avec son nombre toujours plus élevé d'épicycles introduit afin d'expliquer les faits nouvellement découverts, qui rend la structure de la théorie excessivement complexe et lourde. En ce qui concerne l'activité formalisée à outrance, pratiquement algorithmique, qui suit les lignes d'un paradigme donné, c'est un fait; le point fort de la théorie de Kuhn est qu'il a analysé une telle activité en la reliant à une interprétation particulière de la révolution scientifique. La recherche scientifique de tous les jours n'est pas conduite seule, mais est façonnée par la révolution scientifique.

Par contre, la faiblesse de la théorie de Kuhn est qu'en orientant son attention précisément vers ces aspects de l'activité scientifique, il nous fait involontairement revenir, dans une certaine mesure, au raisonnement précédent concernant l'histoire des sciences, qui argumentait que l'évolution de la science d'un côté ou de l'autre exclut les moments de créativité, qui sont soit déplacés à la périphérie de la science, soit placés hors de ses frontières. Le concept de Kuhn révèle une tendance claire à voir la créativité scientifique comme une étincelle vive, exclusive et rare, qui détermine rigoureusement l'évolution ultérieure de la science et au cours de laquelle le savoir acquis précédemment est justifié sous forme d'un paradigme, développé et confirmé.

Ici, Kuhn s'oppose à K. Popper, qui met particulièrement l'accent sur la nature continue des révolutions scientifiques. Pour Popper, l'histoire des sciences est une chaîne sans fin de révolutions. Plus une nouvelle théorie peut être infirmée et annulée rapidement, plus elle est scientifique, et plus cela arrive fréquemment, plus l'évolution de la science est couronnée de succès (Popper, 1965).

Malgré le fait que le travail de Kuhn contient indubitablement différents aspects de cette idée, le postulat de base est néanmoins le suivant: l'évolution des sciences a lieu principalement *via* l'activité normale des scientifiques, dont le principal objectif est d'utiliser le paradigme sorti triomphant de la dernière révolution afin de résoudre les problèmes du moment et donc de confirmer la validité de ce paradigme et ses avantages par rapport au précédent.

L'activité au cours des révolutions scientifiques est extraordinaire, tandis que le travail des scientifiques pendant la période post-révolutionnaire est ordinaire, normal, et c'est précisément ce travail qui nous permet de distinguer la science des autres sphères de l'activité intellectuelle.

LE PROGRAMME (PARADIGME) COMME PROJET POUR DE NOUVELLES RECHERCHES

Une autre interprétation possible des périodes cumulatives est une interprétation dans laquelle, lorsqu'on interprète les théories scientifiques, on avance en partant du principe que la théorie qui émerge au cours d'une révolution est toujours incomplète. Ce point de vue est développé avec une cohérence minutieuse par I. Lakatos, en particulier dans son essai intitulé «Proofs and Refutations» («Preuves et réfutations») (Lakatos, 1963-1964).

À la différence de Kuhn, Lakatos ne croit pas que le programme de recherche scientifique qui émerge pendant une révolution soit complet ni

construit. La continuité de la recherche scientifique pendant la période postrévolutionnaire émerge, selon Lakatos, du manque de clarté du programme de recherche initial, qui apparaît comme un point de départ flou pour les recherches futures. Le programme fonctionne comme un projet pour de nouvelles recherches et comme un projet pour son propre développement futur et pour sa formulation finale. Pendant que le programme de recherche est mis au point, Lakatos parle de son développement progressif. Ce développement progressif aboutit à un «point de saturation» après lequel la régression s'installe.

Dans les années 1960 et 1970, des débats houleux eurent lieu pour définir ce qu'était une révolution scientifique et son rôle dans l'histoire des sciences (Lakatos, 1970). Malgré toutes leurs différences, les idées de Kuhn, de Popper et de Lakatos concernant les révolutions scientifiques avaient un point commun: elles constituaient une réaction face à la crise du positivisme et aux concepts positivistes de l'histoire des sciences.

LA COMMUNAUTÉ SCIENTIFIQUE

Le fait que Kuhn ait désigné les révolutions scientifiques comme des moments dans l'histoire des sciences pendant lesquels un savoir fondamentalement nouveau est fabriqué, a immanquablement suscité un intérêt de plus en plus prononcé pour l'activité scientifique, qu'elle soit menée par le scientifique seul, la communauté scientifique ou un laboratoire de recherches. Pour Kuhn lui-même, le concept de communauté scientifique était d'une importance particulière. C'est l'inclusion de ce concept dans sa théorie sur l'histoire des sciences qui a valu à Kuhn de s'attirer les foudres de ses opposants. Il a été accusé d'irrationalisme en raison du fait que, au lieu de fournir une explication logique à la question de savoir pourquoi la communauté scientifique rejette une ancienne théorie et en adopte une nouvelle, il a avancé des arguments sociaux et psychologiques.

En effet, son travail contient des affirmations selon lesquelles le passage à une nouvelle théorie pourrait être fondé uniquement sur la foi en sa future fertilité, ou sur une sensation esthétique indéfinie, et selon lesquelles le principal composant des convictions soutenues par la communauté scientifique à un moment donné est composé de facteurs personnels et historiques, c'est-à-dire d'éléments apparemment fortuits et arbitraires.

La critique lancée à l'égard de Kuhn à ce sujet n'est pas accidentelle. Il y a ici, en effet, le risque caché de se trouver hors des frontières de la logique et de la rationalité. La principale difficulté à laquelle se trouve confronté tout chercheur travaillant sur la communauté scientifique est

qu'il émerge à plusieurs reprises une ligne de démarcation insurmontable entre les relations sociales au sein de la communauté scientifique et le contenu des idées scientifiques.

En règle générale, les chercheurs ne prennent pas en compte le fait que des formes très diverses de relations sociales existent au sein de la communauté scientifique. Ces relations peuvent être celles qui lient un supérieur à un subalterne, un spécialiste à un non-spécialiste, un financier à un gestionnaire, etc. Ce sont le comportement des scientifiques, les motivations cachées derrière leur activité et les objectifs qui ont guidé leur choix de profession et de travail, qui sont soumis à une analyse détaillée.

Il est important de préciser que ce groupe de relations sociales, bien que spécifique à la communauté scientifique en tant que type précis de structure sociale, n'est néanmoins que très indirectement lié au contenu des idées scientifiques. Parallèlement à des relations de ce type, on trouve également la méthode de communication entre les scientifiques pendant la discussion et la résolution de problèmes purement scientifiques. Ici, le scientifique fonctionne non pas comme une personne occupant une position particulière dans la hiérarchie professionnelle, ni comme une personne guidée par des objectifs non-scientifiques, mais comme une personne représentant une position logique particulière dans une discussion scientifique donnée, comme un partisan d'une théorie ou d'un paradigme scientifique quelconque.

Si l'on analyse une situation propre au développement d'idées scientifiques (par exemple, la situation d'une révolution scientifique), alors, dans leurs débats les uns avec les autres, les scientifiques personnifient pour ainsi dire diverses méthodes d'interprétation logique. Ici, le test pour savoir si un scientifique donné exprime ou non dans son argumentation scientifique ce qui est en effet une position logique, et non pas des particularités subjectives de sa propre personnalité sans rapport avec l'évolution scientifique, est d'essayer de remplacer le scientifique par un personnage fictif, comme dans les «Dialogues» de Galilée ou dans « Preuves et réfutations » de Lakatos.

Si l'on ne considère pas sérieusement ces distinctions, il sera à peine possible de parvenir à une résolution du problème central qui apparaît dans le travail de Kuhn et de ses partisans, à savoir comment éviter le relativisme, c'est-à-dire les changements qui s'opèrent dans le savoir scientifique lorsque l'on passe d'une communauté scientifique à une autre, ou d'un ensemble de conditions sociales à un autre.

LES RECHERCHES MICROSOCIOLOGIQUES

La science sociologique des années 1970 et 1980 a absorbé de nombreuses idées de Kuhn et cela a conduit avant tout à rejeter les lignes de démarcation rigoureuses entre la société et le savoir. Les partisans de l'externalisme, en particulier R. Merton et son école, étaient d'avis que les historiens et les sociologistes des sciences ne devaient et ne pouvaient analyser les idées scientifiques. Ils reconnaissaient la nécessité d'une philosophie de la science, dont l'objet d'étude diffère de celui de la sociologie.

La nouvelle génération de sociologues, cependant, pense que seules des méthodes sociologiques peuvent être utilisées pour étudier le savoir scientifique sous tous ses angles, et que la sociologie inclut tous les problèmes de la philosophie et de la logique de la science. Ces idées sont largement soutenues par les représentants de la microsociologie. D'après ces derniers, les produits de l'activité scientifique ne devraient pas être considérés comme s'emparant de et reproduisant quelque chose qui existe dans le monde naturel. En fait, ils sont façonnés, construits et transformés dans le laboratoire à partir de tout ce qui se trouve à disposition.

K. Knorr-Cetina, l'une des représentantes les plus importantes du concept de microsociologie (Knorr-Cetina, 1981), décrit la relation entre la nature et le savoir scientifique comme extérieure à la science et sans importance quant à la compréhension de cette dernière, tandis que les relations sociales au sein du laboratoire seraient intérieures à la science et en exprimeraient l'essence. D'après Knorr-Cetina, la théorie en tant que produit de l'activité scientifique est une construction spécifique portant l'empreinte du caractère fortuit de la situation et la structure des intérêts impliqués dans le processus qui lui a donné naissance.

Les produits de la science ne peuvent être compris convenablement sans analyse de la procédure de leur construction. Cela signifie que ce qui a lieu dans le processus de leur construction a un rapport avec les résultats que nous obtenons. Cela signifie également que les produits de la science devraient être considérés comme construits intérieurement dans le processus de production, indépendamment de la question de leur structuration extérieure *via* la vérification de leur correspondance ou non-correspondance avec la réalité.

Ce postulat de départ exclut immédiatement de la discussion des sciences de Knorr-Cetina la relation cognitive entre l'homme et la réalité. L'activité des scientifiques dans le laboratoire, qui, pour Knorr-Cetina, est l'incarnation de toute la science, forme un cercle fermé sans ouverture sur le monde extérieur comme objet de cognition. Les résultats scientifiques, y compris les données empiriques, sont décrits comme étant avant

tout le résultat du processus de production. Les processus de production incluent des chaînes de décision et des discussions qui présupposent la nécessité d'un choix. Chaque choix est fait en se basant sur le précédent groupe de procédures de sélection et devient à son tour la base pour les choix suivants.

La complexité des constructions scientifiques qui apparaissent comme le résultat des divers choix faits par les scientifiques dans un laboratoire particulier nous entraîne, explique Knorr-Cetina, à considérer comme peu probable que les produits de l'activité scientifique aient été obtenus par une seule et même méthode utilisée dans diverses circonstances. Cela signifie qu'il est très peu probable que le processus de production du résultat puisse être répété. Cela ne deviendrait possible que si la majorité des procédures de sélection étaient rigoureusement établies ou mises en place d'une manière identique. Toute nouveauté dans la science est considérée par Knorr-Cetina comme le résultat d'une interaction et d'une discussion sociales. L'innovation et son acceptation sont donc des moments de stabilisation temporaires au sein du processus de construction du savoir, processus qui est avant tout un processus social. Contrairement à Merton, Knorr-Cetina ne reconnaît pas que les problèmes gnoséologiques aient le moindre droit d'exister en dehors du laboratoire. D'après elle, son analyse sociologique couvre de manière exhaustive tous les aspects de la science et est autosuffisante.

La « MINIATURISATION » DE LA RECHERCHE DANS LA SCIENCE

La tendance de la sociologie à absorber le sujet de la philosophie, de la gnoséologie et de la logique de la science est remarquablement apparente à la fin du XX° siècle. Par ailleurs, la consolidation de cette tendance est liée à la «miniaturisation» de l'objet des recherches. Comme nous l'avons vu précédemment avec Knorr-Cetina, l'objet des recherches n'est pas les relations entre, par exemple, la science en tant que telle et la culture d'une époque donnée, sa production, son système social, mais les relations entre les scientifiques eux-mêmes dans un laboratoire donné. Si cela est une question de discussions et d'arguments, le chercheur est intéressé non pas par les révolutions scientifiques fondamentales traitant du problème de changer la façon de penser et l'image du monde, mais par les situations plutôt banales qui impliquent la résolution de questions immédiates dans une branche donnée de la science. Les discussions qui émergent alors englobent la gamme complète des relations possibles au sein de la communauté scientifique.

Dans son article intitulé «The Political Anatomy of Controversy in the Sciences» (Mendelsohn, 1987), l'historien américain E. Mendelsohn tente de fournir des preuves à l'appui de la sociologisation de la controverse scientifique. D'après lui, ce n'est pas une question d'arbitraire social envahissant la sphère de la rationalité purement scientifique dans l'étude des contradictions et des discussions, mais une question d'activité scientifique normale et de procédure de sélection qui est structurée et organisée par une orientation fortuite. Dans une situation de discussion ou de conflit, les caractéristiques des procédures comportementales les plus ordinaires de l'activité scientifique deviennent plus perceptibles. D'après Mendelsohn, les auteurs de la reconstruction de nombreux débats scientifiques les réduisent à un contenu abstrait et ne font que des références occasionnelles aux personnalités scientifiques impliquées dans les discussions. Pour la majorité, seules les structures cognitives restent le centre d'attention. En réalité, cependant, la nature de la clôture de la discussion, si une telle clôture a en fait lieu, est façonnée dans le contexte d'intérêts concurrents.

Dans le titre d'un ensemble d'articles (Scientific Controversies Case Studies in the Resolution and Closure of Disputes in Sience and Technology) qui inclut celui de Mendelsohn, nous trouvons le concept d'«études de cas». Ce concept est très important pour comprendre la nature de l'évolution de la science à la fin du XXe siècle. Dans les années 1970, la recherche sous la forme d'études de cas est devenue courante. En 1971, un long article de P. Forman intitulé «Weimar Culture, Causality and Quantum Theory» fut publié. Cet article peut être considéré comme assez représentatif de ce type de recherche. En 1979, M. Mulkay publia l'ouvrage Science and the Sociology of Knowledge, dont une grande partie est consacrée à la description d'études de cas. Pendant les années 1980 et 1990, les études de cas sont devenues une forme de recherche assez courante.

Les nouvelles formes de recherche dans l'histoire des sciences et les perspectives d'avenir

Dans les études de cas, l'objectif est de comprendre un événement passé non pas comme quelque chose d'inscrit dans une seule ligne de développement, ni comme quelque chose possédant certaines caractéristiques en commun avec d'autres événements, mais comme quelque chose d'unique qui ne pourrait pas se reproduire dans des conditions différentes. Dans le premier type de travail historique, l'historien cherchait à étudier le plus grand nombre de faits possibles, afin de découvrir quelque chose qu'ils avaient tous en com-

mun et, sur cette base, d'identifier des lois communes de développement. Désormais, l'historien étudie un fait comme une occurrence et comme la concomitance de plusieurs caractéristiques spécifiques de l'évolution de la science se rencontrant à un point, afin de le distinguer des autres.

Ceci soulève la question de ce qu'il va advenir de l'aspect théorique des études historiques. Peut-on parler de la nature logique d'une reconstruction historique si le résultat du travail de l'historien est la reconstruction d'un événement unique? Comment devons nous comprendre le concept de l'universel dans l'histoire? Peut-on parler de la nature universelle d'une recherche historique de ce type? Dans la mesure où l'individuel et le spécifique ont toujours été considérés comme étant l'opposé du «logiquement universel», les études de cas ont généralement été considérées comme empiriques, et ce d'autant plus depuis que, en règle générale, les auteurs d'études de cas eux-mêmes ne portent que peu d'intérêt aux spécificités de leur propre travail. Les études de cas se sont répandues quelque peu spontanément et non comme le résultat d'une réorientation méthodologique délibérée de la part des historiens.

On ne peut cependant ignorer le fait que la reconstruction historique d'un événement passé comme quelque chose d'unique présuppose un travail théorique complexe de généralisation afin de construire un événement intégré, à trois dimensions, qui regroupe tous ses aspects les plus divers. Une simple photographie ne peut en aucun cas remplacer une telle reconstruction; à la fois logiquement et théoriquement, ce n'est pas une tâche moins complexe que l'universalisation de faits historiques et l'identification de leurs caractéristiques communes. L'objectif devrait être d'élaborer les principes devant être utilisés pour identifier l'universel dans l'histoire, via l'étude d'événements uniques, particuliers.

Néanmoins, on ne devrait pas considérer les études de cas comme une forme totalement nouvelle de reconstruction historique. Il a toujours existé une recherche de ce type. Ici, nous parlons de la prédominance d'un certain type de recherche, du fait que les études de cas sont maintenant mises en avant. La recherche de type cumulatif continuera également, car elle reflète d'importantes caractéristiques de l'évolution des sciences telles que le progrès, la dépendance de chaque nouveau progrès par rapport au précédent niveau de développement, l'accroissement du volume du savoir, etc. Simplement, ces caractéristiques du processus historique perdent peu à peu leur intérêt de départ et passent aujourd'hui au second plan en conséquence des modifications dans le type de théorisation.

Considérons quelques-unes des caractéristiques d'études de cas importantes sur le plan méthodologique.

Tout d'abord, de telles recherches ne se concentrent pas tant sur un certain fait, sur un certain résultat final de découverte scientifique, mais plutôt

sur l'événement lui-même et, dans la mesure du possible, sur sa nature unique et intégrée. Que les chercheurs eux-mêmes s'en rendent compte ou non, de tels événements sont des croisements facilement visualisables et clairement définis avec lesquels s'entrecoupent différentes lignes de recherches dans l'histoire des sciences, que ce soit l'analyse du processus créatif, des conditions sociales, la corrélation entre la société en général et la communauté scientifique en tant que telle, la structure du savoir scientifique, etc. Les études de cas conjuguent de manière importante la synthèse, le général et le particulier, et la nature concrète, facilement imaginable, de l'événement analysé.

Ensuite, il est très important pour les études de cas que l'événement, intégré et unique, soit très bien délimité: ce n'est pas, en règle générale, la culture de quelque interminable période de l'histoire, ni la culture d'une région étendue. L'objet de l'étude est un ensemble d'événements localisés, tels qu'un texte individuel, une discussion scientifique, des matériaux de conférence, la découverte scientifique d'un groupe particulier de scientifiques, etc.

Enfin, il est particulièrement important que les études de cas puissent être décrites comme étant, pour ainsi dire, un entonnoir par lequel passent à la fois les événements passés et futurs, bien que l'objet d'étude soit la science contemporaine, c'est-à-dire «maintenant», même si ce «maintenant» se rapporte chronologiquement à des temps passés.

Les historiens des sciences ont toujours voulu savoir comment la créativité individuelle (l'unique situation dans laquelle une nouvelle théorie voit le jour) peut être intégrée au sein des lois générales de l'évolution du savoir scientifique. Le chapitre précédent traitait de la façon dont cette question était résolue dans les concepts cumulatifs de l'histoire des sciences. Cependant, l'utilisation pratique de postulats théoriques généraux se révèle toujours loin d'être simple.

La crise de la méthodologie positiviste de la science, au milieu du XX^e siècle, a conduit à la formulation du concept de «système de pensée», ou la façon de penser d'une époque donnée (principalement dans les travaux de A. Koyré et de T. Kuhn). Ici, l'historien utilise de tels concepts comme étant particuliers et uniques. La pensée scientifique est intégrée dans le contexte de culture, par exemple, à l'Antiquité, au Moyen Âge ou dans l'histoire moderne. De plus, le Moyen Âge n'est plus considéré comme une période préparatoire pour les temps modernes, comme sa préhistoire ou sa cause, mais comme une époque ayant sa propre signification scientifique. C'est ici que la simple ligne de développement se brise. Les différentes

C'est ici que la simple ligne de développement se brise. Les différentes cultures sont mises en corrélation les unes avec les autres comme coexistant au même moment et comme illustrant (chacune) leur propre caractère unique et exceptionnel. Le fait que Shakespeare ait vécu après Eschyle ne

lui donne aucun avantage en ce qui concerne l'évaluation de son œuvre. Dans le domaine des sciences, il est plus difficile d'utiliser cette approche puisque le progrès dans le développement, et sa nature cumulative, sont particulièrement évidents dans ce domaine. Cependant, une telle méthodologie de recherche est possible si la science est considérée dans un contexte culturel. La recherche sur la science, du type de celle menée dans les études de cas, est une sérieuse tentative de faire avancer l'étude de la science précisément dans cette direction.

LA PHILOSOPHIE ET LA RELIGION ET LEUR RELATION AVEC LES SCIENCES

En élaborant le concept de révolution scientifique dans l'historiographie de la science (A. Koyré ou T. Kuhn), l'accent a été mis sur le fait que si la révolution scientifique est en effet radicale (telle que les révolutions scientifiques des XVIIe et XXe siècles), alors sa signification élémentaire se trouve dans l'élaboration de la base philosophique de la science. La philosophie du XVIIe siècle a formulé ce fondement de pensée qui a rendu la recherche scientifique possible: les concepts correspondants de cause, de mouvement, de temps, d'espace, etc. La pensée philosophique demande constamment comment la science est possible et essaie de trouver des raisons pour cette possibilité. La science de la science (la science normale, pour reprendre la terminologie de Kuhn) ne traite pas de questions en relation avec sa propre justification. Le naturaliste met de côté les discussions philosophiques concernant les principes fondateurs de la science et cherche des solutions à ses questions professionnelles. La résolution de questions strictement scientifiques est possible parce que les conditions fondamentales de l'activité scientifique comme élaborées par la philosophie sont acceptées sans question. Ainsi, la philosophie fournit l'impulsion interne au développement scientifique et ses principes sont invisiblement présents dans les idées et les théories scientifiques, devenant un objet de discussion uniquement lorsqu'ils cessent de fonctionner et lorsqu'ils deviennent un obstacle sur le chemin de l'évolution scientifique ultérieure. C'est ce qui est arrivé au début du XX^e siècle. La science philosophe et les principaux scientifiques naturalistes se plongent dans des discussions philosophiques sur la nature de la causalité, le temps, l'espace et l'élémentaire.

Ainsi, la science dans sa «forme pure» ne souhaite pas être impliquée dans la philosophie, qui est un obstacle. Et pourtant, parallèlement, l'activité scientifique n'est possible que parce que la philosophie a fait un certain travail préparatoire afin d'élaborer les principes de l'activité scientifique.

Cependant, l'activité scientifique elle-même, à mesure qu'elle évolue, entraîne une situation dans laquelle les principes philosophiques de départ cessent de fonctionner et requièrent un renouvellement, et la recherche scientifique nécessite une pensée philosophique. Ainsi, la science révèle son intérieur philosophique.

Pendant ces moments d'activité scientifique où le scientifique met la philosophie de côté, lorsque la philosophie le gêne, il se base souvent sur la religion ou sur une attitude religieuse par rapport au monde. Dans de tels cas, la religion sert de support et aide le scientifique à s'orienter dans le monde et à justifier son existence en tant que scientifique. La religion ne fournit pas de réponse à la question de la validité ou de la non-validité de théories scientifiques données cherchant à expliquer la construction du monde. Si la science voit le monde comme quelque chose d'éternel et d'invariable, sans aucun intérêt quant à la question de son but, la religion s'intéresse à la façon dont le monde a été créé et à quelles fins. C'est la ligne de démarcation entre la religion et la science. On pourrait dire qu'elles se « désintéressent » réciproquement des questions de l'autre.

Cependant, le scientifique ne peut complètement se désintéresser de la religion. Il a besoin de la religion à plusieurs niveaux.

- 1. La philosophie remet les principes originaux en question, les discutant sans fin. La philosophie est une occupation risquée qui met en doute l'esprit. Cependant, le scientifique ne peut pas travailler à partir d'une telle incertitude. Il a besoin de stabilité et c'est précisément la religion qui lui permet de croire en des principes éternels. Pour la recherche scientifique normale, une telle foi en la base est essentielle.
- 2. Le scientifique considère le monde comme quelque chose de préexistant. Le monde est perçu par le scientifique *via* ses sens et il est important pour lui d'être certain qu'il ne s'agit pas d'une illusion ou d'un mirage, que le monde n'existe pas seulement pour lui ni sa perception humaine. La vérité religieuse repose sur la création du monde et sur l'objectif de cette création. Le monde a été créé, donc il est. Ce type de croyance religieuse en l'existence du monde en tant que phénomène créé aide le scientifique dans son activité. Le monde existe non seulement pour lui, mais également pour Dieu, en d'autres termes, le monde existe en réalité.
- 3. L'homme appréhende le monde avec son esprit et il est important pour lui que le monde ne soit pas chaotique. Il a besoin d'une confiance intuitive en l'harmonie du monde. Le monde non seulement existe, mais est organisé, et organisé à partir de lois. Une telle foi

religieuse, immense, facilite le travail du scientifique. La confiance en l'existence du monde, en son harmonie et en la stabilité de ses principes fondateurs est importante pour l'existence même de la science.

Ceci, de manière générale, est l'attitude dominante au XX^e siècle face à la religion, à la fois parmi les chercheurs scientifiques et parmi les naturalistes eux-mêmes. L'idée d'hostilité de la science et de la religion ne jouit pas de popularité, et cela est vrai à la fois en ce qui concerne R. Merton et en ce qui concerne S. Jaki, qui ont effectué des recherches particulièrement détaillées sur le rôle de la religion dans l'histoire des sciences.

Le protestantisme et la science dans l'Angleterre du XVII^e siècle

R. Merton analyse la situation historique en Angleterre au XVII^e siècle, lorsque l'évolution de la science fut encouragée à la fois par l'industrie et par le nouveau mouvement religieux du protestantisme. Dans la préface de la seconde édition de son livre (Merton, 1970), Merton exprime une certaine perplexité face au fait que c'est précisément la relation entre la science et la religion, et non entre la science et l'industrie, qui a attiré la plus grande attention de la part des critiques. Merton explique cela comme le résultat du fait que sa méthode d'interprétation de la relation entre la science et la religion diffère considérablement de l'explication positiviste. Les positivistes (Merton fait référence à ce sujet à J. Draper et à A. White) croyaient indiscutablement que cette relation ne pouvait être qu'une relation de conflit et qu'un état de guerre entre la science et la religion était inévitable.

De telles conclusions étaient généralement faites à partir de deux types de faits. Tout d'abord, il y a des faits historiques qui confirment à plusieurs reprises l'hostilité entre la science et la religion: par exemple l'exécution de Giordano Bruno, brûlé vif, ou encore les déclarations ouvertement hostiles adressées à la science par des dirigeants religieux. Ensuite, il y a la nature opposée des postulats dogmatiques du savoir théologique et la tendance de la recherche scientifique à remettre tout en question. Merton ne rejette ni les faits historiques, ni la nature opposée de l'approche théologique et de l'approche scientifique du monde. La possibilité d'un contact entre la science et la religion se fonde, d'après Merton, sur la nature des normes éthiques. Le protestantisme a « involontairement » encouragé la consolidation de la science comme institution sociale malgré sa théologie comme façon particulière de percevoir le monde et malgré les avis de ses dirigeants.

Le protestantisme n'était nullement la seule institution sociale capable d'aider à l'émergence de la science moderne. Il s'est trouvé que le protestantisme était le soutien le plus important, mais pas le seul, de la science, à cette époque et à cet endroit. Cependant, dans un autre cas, une autre institution sociale aurait très bien pu jouer le même rôle. Ici, c'est une question de combinaison particulière de circonstances.

Les valeurs sociales caractéristiques du protestantisme montraient qu'il approuvait la science en raison de son orientation profondément utilitaire, dissimulée derrière une terminologie religieuse et approuvée par les autorités religieuses. Le salut n'est accordé qu'à celui qui s'est illustré par «de bonnes œuvres» et les valeurs sociales étaient fondées sur le désir d'être serviable avec son voisin et avec la société en général. Le principe utilitaire gouvernait l'activité pratique; cela a rapproché le protestantisme du reste de la culture. La tendance protestante à louer la faculté de raison était d'une importance particulière dans l'évaluation sociale de la science et de la technologie. La raison est digne de louange puisque l'homme seul, en possédant cette qualité, est fait à l'image de son Créateur. La raison est un moyen de mettre la volupté et les péchés sous contrôle. La raison permet aux hommes de louer Dieu en comprenant la grandeur de Sa création. Le protestantisme démontrait pour ainsi dire l'absence de toute incompatibilité entre les deux grandes valeurs que constituent la raison et la foi.

La principale condition préalable de la science moderne, du point de vue de Merton, est la conviction instinctive commune en l'existence d'un « ordre naturel ». Pour Galilée et Newton, le dernier critère de la vérité dans la science est l'expérience, mais le concept même d'expérience se révèle insoutenable sans le postulat de départ qu'il existe un ordre naturel et que si l'on pose les bonnes questions la nature fournira les réponses. Ce postulat est définitif et absolu et exprime la foi en la possibilité de l'existence de la science comme telle. Cependant, ce type de conviction, bien qu'il soit une condition préalable essentielle dans l'émergence de la science moderne, ne peut pas entraîner d'évolution scientifique. Ici, ce qui est nécessaire, c'est un intérêt permanent à chercher à découvrir cet ordre naturel, non seulement par des méthodes rationnelles, mais également par des méthodes empiriques, c'est-à-dire un intérêt actif pour le monde et pour ce qui s'y passe, ainsi qu'une approche particulièrement empirique. Sous la forme du protestantisme, la religion a créé les conditions nécessaires à l'émergence de cet intérêt. Le protestantisme mettait l'accent sur l'activité séculière active, ainsi que sur l'expérience et l'intelligence comme fondements de l'action et de la foi.

Le lien rationnel entre le christianisme et la science

Dans son analyse de la signification de la religion pour la science, S. Jaki, moine bénédictin et historien des sciences, met particulièrement l'accent sur le fait que le christianisme est lié à la croyance en l'individuel, le rationnel et absolument transcendantal Législateur ou Créateur (Jaki, 1980). C'est le concept chrétien de Dieu qui a donné naissance à la foi en la rationalité du monde, le progrès et la méthode quantitative, tous ces aspects étant les éléments constituants de la recherche scientifique. Dans la réflexion de Jaki, un rôle important est joué par le concept de «théologie naturelle», qu'il comprend comme suivant le chemin au long duquel l'esprit humain est confirmé dans sa connaissance de Dieu. D'un point de vue historique et scientifique, la science fournit un fondement logique à la compréhension du travail de Dieu. La science s'occupe d'un problème fondamental: quel type de monde est nécessaire si l'homme doit être capable de le percevoir? Ou: comment doit être la nature, y compris l'homme, dans un environnement où la science peut exister?

Lorsque S. Jaki exprime la nécessité de prêter attention en priorité aux principes de la science, il veut dire que ces principes ne peuvent pas être compris en dehors du contexte de la philosophie et de la religion. La science elle-même, en n'utilisant que ses propres moyens, n'est pas capable de répondre à la question de savoir pourquoi la science est possible. Parmi les concepts de l'histoire des sciences, le concept de Duhem est le plus proche de celui de Jaki. Duhem voit les origines de la science moderne comme découlant du Moyen Âge. Pour Jaki, il est important de souligner le fait que la science n'a pas commencé avec Galilée et que «médiéval» signifie «chrétien». Au Moyen Âge, on considérait comme indubitable que l'univers avait été créé librement et de manière rationnelle, et seul un tel univers est ouvert à la recherche scientifique.

Délimitant de façon plutôt rigoureuse la sphère de ce qui est démontrable dans la science (le scientifique ne devrait pas douter de la réalité de l'univers, de sa causalité et de son organisation rationnelle, ni de la création du monde par Dieu), Jaki étudie toutes les découvertes scientifiques du même point de vue, c'est-à-dire dans quelle mesure elles vont au-delà de ce qui est démontrable par la science. En conséquence, Jaki se trouve souvent dans une position ambiguë: d'un côté, il fait l'éloge de la science comme ayant la bénédiction divine, tandis que d'un autre, il est obligé de rejeter tout un ensemble d'idées et de théories scientifiques qui font partie presque fondamentalement de la structure du savoir scientifique, telle que l'idée d'infini, la théorie de Darwin, le principe d'incertitude, la théorie de l'effet tunnel des particules alpha, le principe d'anthropie, et plusieurs autres.

Les points de vue théologiques de Jaki sont extrêmement rationalisés. Il insiste constamment sur le fait que les chemins rationnels offerts par la science mènent à Dieu. Dieu a donné à l'homme ses facultés intellectuelles afin qu'il puisse garantir Son existence par des moyens purement rationnels. Ainsi, Jaki considère d'abord les réussites scientifiques en termes de leur degré de témoignage de l'existence de «Dieu le Créateur». Le plus important dans la science est la relation du savoir scientifique à Dieu et il est difficile de dire quelle ligne de pensée domine chez Jaki: est-ce le scientifique créé par Dieu à Sa propre image et ressemblance, ou bien est-ce Dieu, comme imaginé par Jaki, à l'image et ressemblance du scientifique?

Chez Jaki, la religion devient tellement rationalisée que le concept de foi disparaît quasiment. L'existence de «Dieu le Créateur» n'est pas une chose en laquelle quelqu'un a foi, mais plutôt quelque chose qui doit être démontré de façon logique à l'aide de la science.

CONCLUSION

Les principaux changements dans la philosophie, la sociologie et l'histoire des sciences au XX^e siècle sont liés à la crise de la philosophie positiviste du milieu du siècle. Les principes fondateurs mêmes du savoir concernant la science, qui jusqu'alors avaient été acceptés de façon axiomatique et non discutable, sont apparus sous un nouveau jour. Dans certains domaines, ces principes ont été clarifiés et formulés de manière plus précise et certaines caractéristiques sont devenues encore plus convaincantes sous ce nouvel angle. D'autres caractéristiques ont été réévaluées et mises en doute. D'autres encore se sont écroulées, entraînant un sentiment de désorientation et de confusion.

Pendant la période de crise, de nombreuses choses furent considérées différemment suivant une étude des aspects théoriques et sociaux des révolutions scientifiques, et le principal objet d'étude, c'est-à-dire la consistance et la continuité de l'évolution scientifique, est apparu sous une nouvelle perspective. En effet, la nature progressive et cumulative de l'évolution scientifique n'avait jamais été sujette à une discussion ni à une analyse aussi approfondies. Peu de chercheurs se risqueraient à nier le fait que la science moderne possède ces qualités. Cependant, certains problèmes voient le jour. Par exemple: comment la continuité de la science doit-elle être combinée avec l'inévitabilité des révolutions scientifiques, quand le savoir scientifique connaît un changement radical? Comment est réalisée la transition du savoir pré-révolutionnaire au savoir post-révolutionnaire?

Cette transition peut-elle être expliquée de manière rationnelle, ou est-ce que le simple fil de l'évolution scientifique est en fait divisé, chaque période de l'histoire des sciences ayant son morceau, aucunement connecté aux autres? Comment alors peut-on expliquer la nature vectorielle de l'évolution du savoir scientifique?

Ou plutôt, abordons la question du contexte social des sciences. On peut à peine douter (et pratiquement personne ne le fait) de l'influence massive des facteurs sociaux externes sur le développement des idées scientifiques. Une telle influence est indéniable. Cependant, peut-elle être considérée comme décisive pendant les périodes de révolutions scientifiques? Le processus d'émergence d'une nouvelle théorie scientifique peut-il être déterminé par des facteurs extérieurs économiques, politiques, militaires ou autres? La réponse donnée par la plupart des chercheurs, que ce soit directement ou indirectement, est «non». Le fait même d'ignorer les facteurs sociaux extérieurs lors de l'analyse des révolutions scientifiques, ou lors de l'analyse de tels facteurs tels que l'apparition d'anomalies dans le savoir théorique, ou l'émergence d'une théorie concurrente et ses conflits avec la précédente, etc., est déjà une réponse négative à cette question.

Ainsi, le concept précédent des mécanismes de base des influences sociales ayant lieu pendant les révolutions scientifiques ne tient plus, et cela nous oblige à les regarder d'un nouveau point de vue, à considérer les caractéristiques spécifiques de leur action dans la société, et à définir les limites de leur efficacité dans l'évolution du savoir scientifique. Par ailleurs, une interprétation plus claire, et certains diront même plus profonde, des facteurs sociaux extérieurs dans la science, se déduit inévitablement d'une comparaison avec les autres formes du contexte social au sein de la science. Avec les révolutions scientifiques, ce contexte social est devenu un objet direct de recherche, entraînant un intérêt particulier pour l'étude de la communauté scientifique, engagée à produire un nouveau savoir, et l'apparition d'un nouveau type de recherche, connu sous le nom d'études de cas.

Dans la mesure où, au XX^e siècle, la science est l'un des composants les plus importants de la vie sociale, publique et culturelle de toutes les régions du monde, les problèmes mentionnés ci-dessus sont activement discutés par les savants du monde entier. Cependant, il ne faudrait pas oublier que la science a ses propres caractéristiques spécifiques dans le contexte, par exemple, des cultures orientales, où la philosophie, la religion et l'ordre social ont façonné l'évolution traditionnelle des sciences de la nature au fil des siècles, et que ces traditions existent toujours et nécessitent maintenant une analyse particulière. Dans ce lien, on ne peut oublier de mentionner l'historien des sciences britannique J. Needham, qui a consacré de nombreuses années à étudier la science en Chine.

Au XXe siècle, en Europe orientale et en Union soviétique, les conditions sociales, politiques et idéologiques étaient telles que le contact libre avec les scientifiques occidentaux était très difficile. Les recherches scientifiques soviétiques ont continué de manière énergique, mais dans une large mesure, elles étaient menées isolément et les contacts avec les confrères occidentaux étaient souvent purement officiels. Les problèmes et les lignes de recherche étaient souvent déterminés par diverses considérations idéologiques. Les savants soviétiques ne pouvaient faire partie de la confraternité occidentale de sociologues, de philosophes et d'historiens des sciences. Le travail qu'ils effectuaient devait désormais devenir un objet d'étude spécial. Ici, nous dirons seulement que dans l'Union soviétique, il existait une école fortement présente d'interprétation philosophique de la science et de son histoire représentée, par exemple, par les travaux de V. S. Bibler, P. P. Gaidenko et M. K. Mamardashivili. Les recherches sur la logique et le système internes des sciences ont été entreprises par V. N. Sadovsky, V. A. Smirnov et d'autres, tandis que la méthodologie de la science et son histoire ont été étudiées par V. A. Lektorsky, S. R. Mikulinsky, V. S. Styopin et de nombreux autres.

La tendance à l'identification de caractères spécifiques à la science, tendance qui a fait son apparition vers la fin du XX^e siècle, nous oblige à éviter de normaliser l'énorme et diverse gamme d'approches à travers le monde pour comprendre la science comme un phénomène social et culturel.

Les progrès des méthodes de communication des savants, grâce aux évolutions technologiques et à l'automatisation de tous les domaines de la vie, conduisent à la création d'une plus grande équipe de savants originaires de différents pays et même de différents continents. La terminologie correspondante a également fait son apparition: désormais, nous ne parlons plus d'écoles, qui sont généralement associées à des universités, des instituts ou des laboratoires particuliers, mais de collèges invisibles, de groupes de travail, ou de communautés scientifiques. Les scientifiques sont unis par un problème donné, par un sujet donné, par des intérêts de recherche communs. La science s'internationalise.

BIBLIOGRAPHIE

- FORMAN P. 1971. Weimar Culture, Causality and Quantum Theory, 1918–1927: Adaptation by German Physicists and Mathematicians to a Hostile Intellectual Environment. Dans: McCormach R. (dir. publ.), *Historical Studies in the Physical Sciences*, vol. 5, Philadelphie (Pennsylvanie), University of Pennsylvania Press, p. 1–116.
- JAKI S. 1980. *The Road of Science and the Ways to God*, Édimbourg, Scottish Academy Press.
- 1988. *The savoir of science*, Washington, Gateway.
- KNORR-CETINA K. D. 1981. *The Manufacture of Knowledge*, Oxford, Pergamon Press.
- KUHN T. 1970. *The Structure of Scientific Revolutions*, Chicago, University of Chicago Press.
- LAKATOS I. 1963-1964. Proofs and Refutations (Preuves et réfutations). Dans: *British Journal for the Philosophy of Science* n° 14, p. 1–25, 120–139, 221–243, 296–342.
- 1970. Criticism and the Growth of Knowledge, Cambridge, Cambridge University Press.
- MENDELSOHN E. 1987. The Political Anatomy of Controversy in the Sciences. Dans: KAPLAN A. (dir. publ.), *Scientific Controversies: Case Studies in the Resolution and Closure of Disputes in Science and Technology*, Cambridge, Cambridge University Press, p. 93–124.
- MERTON R. 1970. Science, Technology and Society in Seventeenth Century England, New York, Howard Fertig.
- MULKAY M. 1979. Science and the Sociology of Knowledge, Londres, Allen & Uwin.
- POPPER K. 1965. *The Logic of Scientific Discovery*, New York, Harper & Pow (Harper Torchbooks).

16

La médecine et la santé publique

Jean-Charles Sournia

Les progrès spectaculaires réalisés au cours du XX^e siècle dans de nombreuses branches de la médecine, en termes d'outils diagnostiques et thérapeutiques et de nouvelles stratégies chirurgicales et pharmaceutiques, ne doivent pas nous faire sous-estimer l'ampleur du changement d'attitude qui a eu lieu vis-à-vis de la santé des nations.

Les notions de santé publique et de médecine sociale sont apparues pour la première fois pendant la première moitié du XIX^e siècle en Grande-Bretagne, puis en France, mais il a fallu du temps pour que ces idées soient mises en pratique. Aucune des doctrines inventées ne conduisit immédiatement à la mise en place d'un système visant à protéger la population de divers risques pour la santé. Les rares mesures plutôt injustes prises dans ce domaine concernaient majoritairement les villes (la campagne étant alors considérée comme un endroit sain) et les collectivités, telles que l'armée (en France, en 1852).

Malgré les travaux de Pasteur et de Koch, ce n'est qu'après le début du siècle que les administrations européennes reconnurent vraiment la contagiosité des maladies infectieuses. L'inauguration de l'Office international d'hygiène publique (OIHP) à Paris en 1907 fut un événement longtemps attendu, qui mit cinquante ans à prendre forme, mais qui démontra qu'il était enfin possible de mettre en place une coopération internationale entre les divers services de santé nationaux qui étaient créés petit à petit.

Malgré le nombre impressionnant d'aspects concernés, nous allons essayer d'exposer les grandes lignes de l'histoire de la santé publique dans le monde, Asie mise à part. Les progrès techniques en matière de médecine étant traités dans un autre chapitre de cet ouvrage, ils ne seront abordés que brièvement.

DE 1914 À 1940: UNE PÉRIODE DE STAGNATION

Les conséquences de la Grande Guerre

De nombreux pays participèrent au conflit mondial de 1914–1918 qui divisa le monde en deux. Néanmoins, l'esprit de solidarité internationale ne disparut pas complètement, les pays participant aux hostilités continuant, pendant la guerre, à soumettre des rapports de santé publique à l'OIHP.

Comme cela est souvent le cas en temps de guerre, les épidémies ont sévi au cours de cette période, et ce pour plusieurs raisons. Tout d'abord, des troupes se déplacèrent d'un endroit à un autre : les Alliés reçurent du renfort d'Afrique du Nord, d'Afrique continentale, d'Inde, d'Indochine, du Canada et d'Australie, et des troupes américaines furent envoyées en France. Ensuite, des peuples entiers migrèrent du nord au sud de l'Europe et de l'est à l'ouest. Et enfin, en temps de guerre, les structures administratives sont moins sévères et les règlements en matière de santé ne sont pas strictement appliqués. Pour des raisons pratiques, la population éprouve des difficultés à appliquer les règles d'hygiène de base. Cela explique comment la fièvre typhoïde a décimé l'armée austro-hongroise et s'est propagée dans les Balkans, alors que dans les contingents français et allemand, les hommes étaient plus nombreux à être vaccinés. Les pays de l'Europe de l'Est furent dévastés par le typhus jusque dans les années 1920, tout comme ils l'avaient déjà été un siècle plus tôt lors de l'invasion napoléonienne. Ils furent également balayés par des épidémies de typhoïde, de choléra, de dysenterie et de paludisme.

Sans doute à cause de l'arrivée des troupes nord-américaines en France, une vague de ce que les Français appellent «la grippe espagnole» commença à s'infiltrer en Europe occidentale à la fin de 1917. Elle s'étendit à toutes les armées et dans toutes les catégories sociales de la société civile, causant probablement la mort d'un million de personnes. Jusqu'à la fin des années 1930, ceux qui attrapaient la maladie mouraient de complications pleuro-pulmonaires ou continuaient à souffrir de pleurésie purulente secondaire. Lorsque les troupes furent démobilisées au moment de l'armistice de 1918, la grippe fut transportée jusqu'aux littoraux méridionaux de la Méditerranée. On sait maintenant que le virus responsable de la maladie était lié à celui de la grippe porcine, toujours endémique dans la partie occidentale du globe.

L'état de guerre permit aux autorités de prendre des mesures de santé publique de plus en plus sévères. Les efforts fournis par les administrations en Grande-Bretagne, en Allemagne et en France au cours du XIX^e siècle pour faire évoluer la santé publique s'étaient heurtés à une résistance de la part de personnes qui estimaient que cela allait à l'encontre de la liberté individuelle

humaine et du droit à l'autodétermination. Ces arguments devenaient moins convaincants en temps de guerre. Les lois de santé publique votées en France en 1902 et en 1905 furent appliquées avec rigueur et même les communes les plus récalcitrantes furent finalement obligées de créer des bureaux d'hygiène. À la fin de la guerre, l'État fit respecter son autorité à la fois en Grande-Bretagne, où un ministère de la Santé fut mis en place, et en France, où un sous-secrétaire à la Santé indépendant fut nommé en 1920.

Dans les différents pays, une multitude d'organisations caritatives privées furent créées au bénéfice des soldats blessés, des civils, des réfugiés provenant de régions sérieusement touchées par la guerre, des femmes ayant travaillé dans les usines, des orphelins en détresse, et d'autres groupes. Les sociétés de la Croix-Rouge connurent une période d'activité comme jamais elle n'en avait connu auparavant.

L'importance de l'entraide dont bénéficiaient les Alliés fit des progrès spectaculaires. Dans les pays des Balkans, le travail des services médicaux des corps expéditionnaires consistait principalement à aider les civils qui souffraient des épidémies et de la pénurie de vivres. Les petits pays péninsulaires étaient en effet indépendants depuis trop peu de temps et étaient trop impécunieux pour pouvoir mettre en place eux-mêmes et aussi rapidement les structures administratives et médicales nécessaires.

Les États-Unis, pour leur part, aidèrent les pays envahis. Sur le front français, ce sont eux qui financèrent l'équipement des ambulances; l'une de ces dernières était dirigée par Alexis Carrel, prix Nobel, qui mit au point des nouvelles méthodes de traitement des plaies de guerre infectées. Dès la fin des hostilités, la Fondation Rockefeller s'illustra en Europe dans la campagne menée contre la tuberculose et participa activement à l'information de la population en matière d'hygiène.

La lutte contre les maladies infectieuses

Le succès relatif de la lutte contre l'infection au sein des diverses armées étant plutôt encourageant, les premières mesures destinées à protéger les civils, prises avant le début du conflit, furent étendues. Comme ce fut le cas en France en 1902, les listes des maladies devant être déclarées furent publiées dans plusieurs pays et des inspecteurs médicaux furent chargés de vérifier les chiffres déclarés afin que les nations occidentales puissent peu à peu publier des statistiques cohérentes dans ce domaine. Des systèmes d'administration de santé publique furent progressivement mis en place sous l'égide de ministères spécialisés.

Ces mesures furent cependant plus radicales en France que dans la plupart des autres pays et la totalité de la population française fut

vaccinée contre la variole. La majorité des autres pays refusèrent de rendre la vaccination obligatoire au nom du libre choix individuel, mais utilisèrent néanmoins des méthodes persuasives pour faire en sorte que la vaccination soit largement adoptée, ou la rendirent obligatoire pour quelques collectivités, telles que les forces armées, les établissements d'enseignement, etc.

Plusieurs autres types de vaccins furent également utilisés à cette époque. Le vaccin antitétanique n'était pas très répandu mais deux autres, largement utilisés autant dans les régions peu développées du monde que dans les plus développées, eurent des effets décisifs sur la santé publique.

Le premier de ces vaccins est le vaccin antitypho-paratyphique. À cette époque, il était de notoriété publique que ces maladies se transmettaient par l'eau potable et d'importantes campagnes publiques furent organisées pour encourager les gens à se faire immuniser. Cependant, il était également nécessaire d'agir pour améliorer la qualité de l'approvisionnement en eau. Dans les villes, on commença à désinfecter l'eau potable au chlore (une méthode qui avait été testée dans la ville de Verdun pendant la guerre). La principale amélioration de l'alimentation en eau consista en l'élargissement du réseau d'approvisionnement. Malgré le remarquable exemple donné par la Grande-Bretagne et l'Allemagne depuis le siècle précédent, de nombreuses villes ne possédaient pas de systèmes d'alimentation en eau convenables. Les communes ne fournissaient en eau les logements ouvriers que par l'intermédiaire de points d'eau potable situés en extérieur.

Au fur et à mesure que le nombre de conduites publiques d'eau potable installées par des organismes publics ou privés augmenta, la qualité bactériologique de l'eau fut améliorée par les compagnies des eaux responsables, sous le contrôle des administrations. Le nombre de puits privés échappant à tout contrôle diminua.

Parallèlement aux progrès réalisés dans la distribution d'eau potable saine, le problème de l'évacuation des eaux usées s'accrût. D'importantes améliorations restaient à faire et de trop nombreuses agglomérations utilisaient les rivières avoisinantes comme égouts. Dans ce domaine, il fallut davantage de temps pour améliorer la situation. En 1940, un nombre important de villes européennes et américaines n'étaient toujours pas correctement équipées. C'était le cas par exemple de Lyon, deuxième plus grande ville de France, située sur les rives de deux importantes voies navigables au débit rapide et régulier.

Le second vaccin ayant joué un rôle décisif, en particulier sur les taux de mortalité infantile et de morbidité, fut le vaccin antidiphtérique. Ce type de vaccination fut largement adopté par les familles, même sans obligation

légale et l'incidence de cette maladie diminua considérablement dans les endroits où les enfants étaient rassemblés.

Le déclin de cette maladie est allé de pair avec une augmentation soudaine du nombre d'institutions publiques et privées consacrées à la protection des enfants. Cette tendance illustrait un changement d'attitude qui commença à la fin du XIX^e siècle et connut une recrudescence après la Première Guerre mondiale. La guerre avait conduit à l'extension des banlieues industrielles, ainsi qu'à celle des logements insalubres et surpeuplés qui l'accompagnent. Malgré le nombre croissant de jardins d'enfants et de dispensaires construits et en dépit du travail effectué par les organismes caritatifs, les nouveau-nés et les jeunes enfants furent particulièrement touchés par la pénurie alimentaire qui frappa l'Allemagne dans les années 1920 et par la famine qui ravagea l'Union soviétique.

Les soins de santé maternels commencèrent également à être davantage pris en compte. Contrairement à l'idée selon laquelle les femmes accouchaient à leur domicile, de nombreuses maternités furent construites à cette époque sous la forme soit de petits établissements privés, soit de services spécifiques dans les hôpitaux publics. L'accouchement devint plus sûr, grâce à un personnel médical expérimenté. Les conditions stériles et les antiseptiques ayant fait leur apparition, les épidémies de fièvre puerpérale n'étaient plus à craindre. Les maternités accueillaient les femmes dans le besoin et les mères célibataires. L'amélioration de l'hygiène familiale permit une large adoption de l'allaitement au biberon. Malgré une propagande intensive en faveur de l'allaitement au sein, les femmes venant d'accoucher ne pouvaient pas toujours subvenir aux besoins de leurs bébés. Les biberons stérilisés et les laits de substitution industriels de haute qualité devinrent rapidement chose commune. Pendant l'entredeux-guerres, dans la plupart des pays européens, les nourrissons ne mouraient plus d'insuffisance alimentaire et le métier de nourrice ainsi que les organisations en sa faveur disparurent. Beaucoup d'efforts furent faits pour protéger les femmes et les enfants. Dans le cadre de la scolarisation obligatoire et de l'évolution des écoles, des services de santé scolaire furent créés.

Les privations de la guerre entraînèrent une augmentation des cas de tuberculose. De nombreuses personnes contractèrent la maladie, principalement la tuberculose pulmonaire et, dans les villes, les habitants de toutes les couches sociales furent frappés. On estime généralement que l'épidémie a atteint un point culminant en Grande-Bretagne, suivie par la France et l'Allemagne au XIX^e siècle et au début du XX^e siècle, et que la tuberculose fut spontanément en déclin au milieu du XX^e siècle. Que cette description soit fidèle ou non, la contagion sévissait toujours à cette époque dans tous les pays d'Europe et d'Amérique du Nord.

Une vaste campagne internationale vit le jour pour promouvoir les règles d'hygiène élémentaires comme moyen de prévention contre la contagion. Les habitants étaient informés par de nombreux moyens: à l'école, à l'aide d'affiches placées sur les murs et dans les transports publics, et dans les conférences publiques organisées par les organismes caritatifs itinérants.

Dans certains pays, la stratégie adoptée était la vaccination pour tous, grâce au bacille de Calmette et Guérin (BCG), tandis que d'autres étaient plus prudents ou refusaient de faire de même sous prétexte que la vaccination n'offrait pas une protection absolue, ce qui était vrai. Le débat scientifique s'enflamma encore davantage lorsque plusieurs enfants moururent en 1930 dans l'accident de Lübeck, dû à l'utilisation d'un vaccin mal préparé. On créa des sanatoriums et des préventoriums de plein air pour les enfants vivant dans des zones insalubres et pour ceux montrant déjà des signes alarmants d'infection primaire. Les rayons X furent alors découverts, permettant de détecter les lésions pulmonaires à un stade précoce, et des campagnes intensives de dépistage furent organisées autour du thème «un dépistage précoce est la clé d'une guérison rapide». Certaines catégories de la population furent soumises à des radiographies systématiques des poumons, et des camions spécialement équipés se déplaçaient, faisant passer des examens sur les lieux de travail tels que les usines et les écoles. Ce fut la première fois dans l'histoire de la santé publique que des examens médicaux étaient effectués sur des groupes de personnes, sans distinction de leur état de santé.

En dernier lieu, pour les personnes dont les crachats contenaient des bacilles tuberculeux, des établissements spéciaux furent ouverts dans des endroits où l'air frais était réputé pour favoriser la guérison, à des altitudes hautes ou moyennes, en bord de mer ou dans des forêts de pins, pour diminuer le risque de contagion. Les patients atteints de tuberculose étaient donc déplacés depuis leur cadre habituel jusque dans ces sanatoriums afin de ne pas contaminer d'autres personnes. Ils étaient soignés à l'aide de médicaments stimulants, de pneumothorax intrapleuraux ou extrapleuraux et grâce à la thoracoplastie, des méthodes médicales et chirurgicales étaient destinées à reposer le poumon atteint.

Les services médicaux et la protection sociale

Le principe sur lequel les techniques précédentes reposaient n'était pas nouveau: il avait été inventé par Forlanini avant la Première Guerre mondiale. Le manque d'innovations thérapeutiques opportunes fut en fait l'une des particularités de cette période dans l'histoire de la médecine.

Les chirurgiens avaient certainement la possibilité de montrer leur habileté et leur savoir-faire technique, particulièrement lors des opérations des membres et de l'abdomen, grâce à l'asepsie et à l'anesthésie. En revanche, ils n'étaient pas aussi audacieux lorsqu'il s'agissait de chirurgie intrathoracique et de chirurgie du cerveau. Les médecins firent quant à eux relativement peu de progrès.

L'événement remarquable de l'époque fut la découverte par Wilhelm Röntgen en 1895 des rayons X, grâce auxquels le diagnostic médical fit des progrès spectaculaires. Jamais une découverte scientifique ne s'est diffusée à travers le monde aussi rapidement sans produire aucune controverse ni aucune querelle au sein des diverses écoles de pensée et en suscitant immanquablement admiration et enthousiasme pour ses nombreuses applications possibles. Il allait désormais être possible d'étudier de l'extérieur tous les organes du corps humain.

Dans le domaine de la chimie, de nouvelles vitamines et de nouvelles hormones furent découvertes dont on n'avait jamais soupçonné l'existence. Cela permit l'identification de maladies humaines résultant de l'insuffisance ou de l'excès de ces substances indispensables. Cependant, ce n'est pas avant la fin des années 1930 que quelques nouvelles molécules thérapeutiques furent découvertes grâce au principal objectif des chercheurs de l'époque, qui était de découvrir des moyens de combattre les maladies infectieuses. Les premiers sulfamides capables de détruire des germes dangereux chez les humains commencèrent à être fabriqués en Allemagne et en France. Au même moment, Alexander Fleming découvrait que la pénicilline, produite par un organisme vivant, était capable d'empêcher le développement d'autres organismes. Il fallut du temps, cependant, avant que cette découverte n'atteigne le stade de l'application pratique.

Des mesures furent prises par des chirurgiens et par des sociétés privées pour fonder des établissements médicaux, des maternités et des cliniques chirurgicales, telles que les cliniques spécialisées dans le traitement du cancer, dans lesquelles les chirurgiens renommés recevaient les visiteurs et soignaient des patients des quatre coins du monde. Les hôpitaux publics étaient fréquentés uniquement par les pauvres. Une nette distinction était également faite dans tous les pays entre ceux qui, lorsqu'ils étaient en mauvaise santé, pouvaient être soignés chez eux et les autres. Généralement, les pauvres allaient dans les établissements publics et les personnes aisées se rendaient dans des établissements privés qui étaient généralement plus confortables et mieux équipés.

Pour combattre cette tendance à la ségrégation, des efforts furent faits dans quelques pays pour mettre en place divers systèmes de protection sociale visant à protéger les personnes les moins privilégiées de la société. Les premières mesures dans ce domaine furent prises par Bismarck sous

l'Empire allemand dans les années 1880, lorsqu'un fonds d'assurance maladie fut créé pour les travailleurs industriels, ainsi qu'une couverture spéciale en cas d'accident du travail. Même si ces règlements ne concernaient alors que certaines catégories de travailleurs, ils furent par la suite adoptés par de nombreux pays européens et s'étendirent progressivement dans les années 1930 pour inclure d'autres catégories de bénéficiaires. Les États-Unis, eux, étaient plutôt opposés à une protection sociale de ce type. Des dispensaires furent ouverts où les personnes dans le besoin pouvaient subir des examens radiographiques ou être soignés contre la tuberculose, les maladies vénériennes, etc.

L'Union soviétique adopta une stratégie différente ne nécessitant pas d'assurance maladie. Un programme ambitieux offrait des soins médicaux à tous les peuples composant l'Union soviétique, y compris aux habitants des républiques pauvres d'Asie centrale. Les autres aspects traités par l'URSS incluaient des campagnes d'hygiène, diverses initiatives pour la santé au travail et des efforts d'éradication de la tuberculose.

Une autre forme d'aide familiale vit le jour. De nombreux jeunes hommes ayant trouvé la mort au cours de la guerre (en France, un million et demi d'hommes en âge de procréer furent tués) quelques gouvernements, à commencer par la France pour des raisons évidentes, suivie par l'Italie et l'Allemagne pour des raisons politiques, mirent en place des politiques encourageant la fécondité. Les familles ayant plusieurs enfants obtenaient une aide financière sous la forme d'allocations familiales. Ce système, entre-temps adopté et conservé par de nombreux pays, était supposé inciter les gens à avoir de grandes familles. Il reste à prouver que cet objectif ait été atteint. Néanmoins, ces allocations sont toujours bienvenues dans les foyers dans le besoin.

Des efforts à l'échelon international

Le XIX^e siècle avait montré combien la coopération internationale pouvait être efficace lorsqu'il s'agissait de combattre les maladies contagieuses graves. Le conflit mondial n'a pas atténué la vérité de ce constat. Les pays impliqués dans la Première Guerre mondiale ne furent affectés par aucune des trois terribles maladies qui avaient obsédé le XIX^e siècle: la peste, le choléra et la fièvre jaune.

Les toutes premières décennies du XX^e siècle furent cependant marquées par une épidémie de peste, qui ne s'étendit pas au-delà de l'Asie de l'Est. Plusieurs équipes médicales combattant la maladie se rencontrèrent en Mandchourie. L'Europe ne fut pas affectée par l'épidémie, malgré une vingtaine de cas isolés, tous localisés dans une banlieue parisienne dont

l'épidémie, connue sous le nom de «peste des chiffonniers», n'est jamais sortie. D'un autre côté, le choléra était toujours endémique dans le sous-continent indien.

Dans les milieux médicaux, les termes «hygiène» et «santé publique» étaient considérés comme synonymes. Garantir la santé de la population consistait à abolir les maladies épidémiques. Les futurs médecins devaient être formés à cette nouvelle discipline et deux solutions différentes furent adoptées dans ce but. En Italie, en Allemagne et en France, des chaires universitaires furent créées pour l'étude de l'hygiène dans les facultés de médecine. Les pays anglo-saxons optèrent plutôt pour la mise en place d'institutions spécialisées: la Johns Hopkins School of Hygiene fut créée à Baltimore en 1918, et la London School of Hygiene and Tropical Medicine à Londres en 1929

La guerre a également prouvé la solidité des empires coloniaux fondés par la Grande-Bretagne, la France, la Belgique, l'Italie, le Portugal et les Pays-Bas (les colonies allemandes ayant été partagées lors de la signature du traité de paix). Les services médicaux coloniaux n'étaient pas seulement de bons observateurs de l'état de santé des pays qu'ils occupaient (ce qui contribua à favoriser la communication internationale de l'information médicale); ils participèrent également très activement à l'amélioration de la santé des habitants de ces pays généralement peu développés. Ils utilisèrent toutes les mesures préventives à leur disposition, c'est-à-dire les campagnes de vaccination et d'information publique, la réduction de l'incidence des parasitoses et l'amélioration de l'hygiène dans les villes et dans les campements. À l'instigation des pays concernés, des écoles de médecine furent fondées en Afrique, en Inde et en Extrême Orient, qui fournissaient soit des médecins qualifiés, soit des inspecteurs de santé qui étaient en contact étroit avec les peuples autochtones et connaissaient les coutumes locales traditionnelles.

Ce fut en grande partie grâce aux régimes coloniaux que plusieurs douzaines d'institutions furent créés à travers le monde dans le but d'entreprendre des recherches sur l'identification et la prévention des maladies bactériologiques et parasitiques. En Amérique latine, en Afrique, en Extrême-Orient et en Union soviétique, certaines de ces institutions furent baptisées d'après le nom prestigieux de Pasteur et certaines étaient en effet sous l'égide de l'Institut Pasteur à Paris.

L'Office international d'hygiène publique (OIHP) continua à collecter et à répartir des renseignements épidémiologiques pendant les deux guerres mondiales jusqu'en 1946. La création de la Société des Nations (SDN), malgré son Bureau d'hygiène, ne diminua pas l'utilité de l'OIHP, et ce pour deux raisons. Tout d'abord, tous les pays n'entrèrent pas dans la Société des Nations. L'Union soviétique, notamment, ne prit part à ses activités

qu'occasionnellement. Après avoir été admise, non sans difficultés, comme membre l'Allemagne se retira en 1933, et l'Italie fut pratiquement expulsée après l'occupation de l'Éthiopie, le seul pays membre africain. Quant aux États-Unis, qui n'adhérèrent pas au programme du président Woodrow Wilson, ils ne devinrent jamais membres de la SDN. Ils s'appliquèrent à maintenir leur adhésion à l'OIHP et continuèrent à diriger le bureau panaméricain de la santé (Pan-American Health Office) de Washington, qu'ils contrôlaient.

La SDN commença ensuite à se charger de missions à une plus grande échelle que ne le faisait l'OIHP. La Commission des épidémies initiale devint le «Bureau d'hygiène», qui acquit progressivement des responsabilités internationales. Il fut décidé que les bureaux régionaux de Constantinople et de Téhéran ainsi que la Commission du Danube qui, avant la guerre, avaient été utilisés comme postes de surveillance pour l'est de la Méditerranée, seraient dorénavant gérés par leurs gouvernements respectifs, mais que la France resterait en charge du bureau de Tanger. Le Conseil sanitaire, maritime et quarantenaire, à Alexandrie, continua à assumer la responsabilité de la surveillance médicale des pèlerins se rendant à La Mecque.

La SDN mit en place une commission du paludisme et une commission du cancer et s'occupa de sujets tels que la nutrition, l'harmonisation de la pharmacopée, etc. La peur des épidémies n'ayant pas disparu, la SDN travailla à l'amélioration des règlements médicaux concernant les transports maritimes, les transports aériens, la quarantenaire et les patentes de santé nécessaires à l'accès aux ports, la dératisation des navires, etc. La SDN coopéra également avec le Bureau international du travail (BIT), récemment créé, sur des sujets concernant la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles, les deux organisations ayant leurs sièges à Genève.

Les sociétés de la Croix-Rouge avaient joué un rôle important pendant la guerre, aidant à la fois les forces armées et les civils. Les cinq sociétés installées dans les principaux pays alliés tinrent une réunion au cours de laquelle il fut décidé de mettre en place une organisation permanente, la Ligue des sociétés de la Croix-Rouge, dont le siège fut également installé à Genève. Dans certains pays, la Croix-Rouge avait le monopole de la transfusion sanguine, une pratique qui avait connu des améliorations techniques et était toujours largement utilisée après son développement pendant la guerre. La Croix-Rouge continua à combattre la tuberculose, le cancer et l'alcoolisme et à travailler, entre autres, pour la protection des enfants (illustration 76).

En plus de toutes ces organisations déjà en place depuis un certain temps, un nombre incalculable d'associations privées apparurent qui créèrent de plus en plus de contacts internationaux et échangèrent des informations et

des chercheurs. Il serait impossible d'en faire la liste mais celles qui agirent le plus pour la santé furent sans doute celles qui se spécialisèrent dans la recherche sur la tuberculose (qui sévissait depuis plusieurs décennies déjà) et sur le cancer.

Deux conférences internationales sur la santé organisées à Paris en 1926 et en 1938 par les gouvernements impliqués conduisirent à quelques comparaisons intéressantes sur l'état de santé des pays participants, mais l'atmosphère ne fut pas la même au cours des deux conférences. Alors qu'en 1926, la SDN mettait en place ses structures, en 1938, les divergences politiques rendirent toute réalisation concrète impossible. Bien que l'intervalle de douze ans entre les deux conférences ait été plus court que celui séparant des événements similaires au cours du siècle précédent, il y eut manifestement une perte d'intérêt due à l'existence d'organisations permanentes telles que l'OIHP à Paris, la SDN à Genève et l'Organisation panaméricaine à Washington. Les secrétariats des organisations pouvaient sans aucune aide dresser un portrait approximatif de la situation mondiale en matière de santé, et leur efficacité était assurée par la participation permanente des gouvernements.

DE 1940 À 1950: UNE PÉRIODE DIFFICILE POUR LE MONDE

Les maladies de la guerre

La SDN s'avéra incapable d'accomplir la mission qu'on lui avait fixée en 1919: celle de résoudre toute dissension entre les nations de manière à empêcher la situation de dégénérer en guerre. Le conflit déclenché en 1939 en Europe après les conflits préliminaires en Éthiopie et en Espagne dégénéra en un conflit mondial en 1941. Comme toujours dans l'histoire de l'humanité, la guerre dégrada l'état de santé de millions de personnes et des épidémies firent rage à de nombreux endroits. La caractéristique la plus singulière de cette guerre fut que celle-ci fit autant de victimes parmi les habitants civils non-combattants que parmi les forces armées.

Une fois encore, les mouvements des troupes et des civils entraînèrent en Europe orientale une épidémie de typhus. Cette maladie devint endémique dans les camps de prisonniers d'Allemagne, dont les occupants étaient entassés et sous-alimentés, et où les règles d'hygiène élémentaires indispensables dans des conditions de vie en communauté de ce type étaient négligées.

Les armées faisant des allers et venues sur la surface du globe étaient exposées à des conditions climatiques et environnementales très différentes de celles de leur pays d'origine et un nombre important de soldats contractèrent le paludisme. Les unités australiennes en Roumanie et dans les Balkans furent atteints de cette maladie, qui leur fut souvent fatale. Les Allemands, à Tripoli, furent moins sévèrement touchés par la maladie que les Américains dans les îles du Pacifique. Au Proche-Orient, le passage de troupes entre l'Asie et les champs de bataille nord-africains et européens, ainsi que le relâchement de la surveillance de la santé publique, entraînèrent une épidémie de choléra qui persista en Égypte dans les années 1940, même après la fin de la guerre (illustration 77).

Le rationnement et les restrictions alimentaires favorisèrent la propagation de la tuberculose. Les personnes vivant dans des communautés fermées, telles que les camps, les ghettos, les asiles psychiatriques et autres institutions, souffraient de la famine. Le taux de mortalité des patients tuberculeux des sanatoriums était incroyablement élevé. Comme toujours, les enfants en bas âge et les personnes âgées étaient les principales victimes. Chez les civils et dans les camps de prisonniers, les maladies résultant d'une insuffisance hormonale ou d'un manque de vitamine réapparurent, telles que les œdèmes nutritionnels, le rachitisme et l'aménorrhée, alors qu'elles avaient complètement disparu d'Europe depuis plusieurs décennies.

Tout comme la Première Guerre mondiale s'était terminée par une gigantesque épidémie de grippe, la Seconde Guerre mondiale se termina par la prolifération du virus de la poliomyélite, qui fit cependant moins de victimes. Ces circonstances conduisirent à un perfectionnement des techniques et du matériel de réadaptation (pour soigner les déficits respiratoires fonctionnels, par exemple) et les vaccins de type Salk (illustration 78) et de type Sabin, efficaces, furent rapidement mis au point (tableau 2). Il y eut également une épidémie assez importante d'hépatite virale.

Dans l'Europe occupée, les services de santé militaires et les administrations de santé publique travaillaient toujours avec des techniques d'avant-guerre, alors que les industriels et les chercheurs anglo-saxons perfectionnaient continuellement leurs méthodes thérapeutiques. Leurs soldats bénéficièrent donc assez rapidement de la pénicilline, découverte avant la guerre par Alexander Fleming et fabriquée aux États-Unis. Les spécialistes médicaux américains et britanniques mirent au point l'anesthésie en circuit fermé, une gamme complète d'instruments chirurgicaux, des méthodes de traitement des lésions artérielles des membres, et des méthodes de transport et d'emballage des prélèvements sanguins pour les transfusions. Les civils d'Europe durent attendre quelques années avant de pouvoir profiter à leur tour de ces innovations.

Tableau 2 Morbidité de la poliomyélite en Europe et en Océanie (nombre moyen de cas par an)

	1941–1945	1946–1950	1951–1955	1956–1960	1961–1965	1966–1970	1971–1975
Autriche	334	1,191	607	644	70	1	1
Belgique	225	164	475	395	79	3	1
Danemark	984	703	1,614	72	77	1	0
Finlande	302	227	342	306	7	0	0
Irlande	1,750	2,527	3,342	4,796	2,121	93	11
Norvège	743	574	981	140	36	8	5
Suède	1,766	1,432	1,526	213	28	1	1
Angleterre et pays de Galles	824	5,843	4,381	2,706	317	24	2
Australie	336	1,201	2,187	331	151	1	2
Nouvelle-Zélande	54	313	413	225	44	1	0

Sources: M. Paccaud. 1979. Poliomyelitis morbidity in Europe and Oceania.

Les bienfaits de la recherche et du développement industriels réalisés durant cette période se firent sentir pendant plusieurs années. En réponse à l'épidémie mondiale de poliomyélite, de nouvelles techniques d'urgence, notamment respiratoires, et de nouvelles prothèses furent mises au point immédiatement après la guerre. Dès que l'utilisation de matériaux métalliques et synthétiques biocompatibles devint possible, on put implanter des endoprothèses vasculaires et articulaires.

L'arrivée de la paix conduit les hommes à découvrir que des formes de cruauté humaine sans précédent avaient été perpétrées dans plusieurs des pays impliqués dans la guerre et que des millions de personnes avaient trouvé la mort dans les camps de concentration et d'extermination. Des médecins nazis et japonais avaient mené des expériences chirurgicales sans aucune justification scientifique sur des personnes en bonne santé, avec, la plupart du temps, une issue fatale. Ces atrocités conduirent à l'apparition de nouveaux concepts dans la loi internationale, tels que les «crimes de guerre» et les «crimes contre l'humanité».

Vers un nouveau bien-être

Partout dans le monde, des gouvernements, qu'ils aient ou non participé à la guerre et qu'ils aient ou non été occupés, avaient pris diverses mesures autoritaires pendant le conflit pour protéger la santé de leur nation. Lorsque la paix fut rétablie, ils ne relâchèrent pas leurs efforts. Un changement d'attitude avait eu lieu depuis la période d'avant-guerre. La santé de la population n'était plus considérée comme la somme des santés individuelles de chacun des habitants, dont chacun était seul responsable. Au contraire, elle était devenue un sujet relevant de l'État. Assurer le bien-être de chacun, autant du point de vue médical que social, était désormais une obligation pour l'État et un droit pour le citoyen. D'un autre côté, le fait que les civils aient autant souffert des bombardements et des privations que les membres des forces armées donna naissance partout dans le monde à un esprit de solidarité nationale qui favorisa le concept de santé collective. Dans de nombreux pays, les structures chargées de gérer la santé de la population furent donc, à cette époque, rénovées et gagnèrent une nouvelle vigueur. La reconstruction des villes, du matériel et des établissements collectifs détruits nécessita une surveillance administrative stricte et les habitants de la partie occidentale du monde admirent volontiers un degré d'autorité qu'ils n'auraient pas toléré un siècle plus tôt.

Pendant la guerre, le gouvernement britannique avait établi un vaste projet de sécurité sociale, presque totalement fonctionnel dès la fin de la guerre et qui fut pris comme modèle par le gouvernement français et par d'autres pays. Pratiquement tous les services médicaux devinrent gratuits pour toutes les classes sociales et professionnelles, et les personnes malades ne furent plus en manque de soins par faute de moyens. Un pacte d'engagement de solidarité fit se rencontrer les riches et les pauvres, les personnes malades et les personnes en bonne santé, les jeunes et les plus âgés.

Chaque pays conçut son propre système de soutien financier, d'administration et de gestion pour prendre des mesures en matière de protection sociale. Un unique corps dépendant de l'État fut créé en Grande-Bretagne. La Belgique opta pour des sociétés mutuelles multiples. L'Allemagne mit à jour son système de financement fondé sur les secteurs d'activité, qui avait déjà plusieurs années d'expérience. La France, quant à elle, conserva son système fondé sur l'activité professionnelle exercée. Ces systèmes étaient généralement financés par des cotisations déduites des salaires des citoyens. La couverture proposée par la plupart de ces organisations incluait l'assurance maladie et maternité, les risques du travail et les soins de santé, ainsi qu'un régime de retraite.

Aucun de ces systèmes ne disposa dès le début des fonds nécessaires pour couvrir les dépenses de toute la population et protéger tous ses membres de manière équitable, ni d'une administration cohérente, ni d'une gestion irréprochable. Dans tous les systèmes, des réajustements durent être faits, et ce jusqu'à la fin du siècle.

Pendant la guerre, les nations alliées avaient également déterminé les principes fondateurs de l'Organisation des Nations Unies (ONU), destinées à remplacer la SDN, désormais disparue. Cependant, cette fois-ci, Roosevelt, contrairement à Wilson qui n'avait pas été soutenu par le Congrès américain, élabora les règles de ses propres Nations Unies, dont les États-Unis devaient prendre le contrôle. Le mot «santé» fut glissé presque subrepticement dans la Charte des Nations Unies mais cela montrait tout de même que, lors de la conférence de San Francisco en 1945, l'idée d'une organisation sanitaire était admise. La structure de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) fut acceptée lors de la Conférence internationale de la santé à New York.

Son siège devait se situer à Genève et le premier directeur général nommé fut le Canadien Brock Chisholm. Des bureaux régionaux furent ouverts à plusieurs endroits au cours des années suivant sa création afin de faciliter la collecte d'informations et de s'assurer que les conditions locales étaient prises en compte. Copenhague fut choisie pour le bureau européen, Brazzaville pour le bureau africain, Alexandrie pour la Méditerranée orientale, Delhi pour le Sud-Est asiatique, Manille pour le Pacifique Ouest, et enfin Washington pour l'Amérique du Nord et du Sud.

Les États membres trouvaient les conditions de santé dans le monde tellement inquiétantes que les Nations Unies, jugeant l'OMS insuffisante,

créèrent le Fonds des Nations Unies de secours d'urgence à l'enfance (UNICEF), précurseur du Centre international de l'enfance (CIE) à Paris. L'état de santé précaire des « personnes déplacées », déracinées par les mouvements des frontières européennes, et des prisonniers de guerre libérés des camps de concentration, entraîna la création d'une section santé au sein de l'Administration des Nations Unies, afin de s'occuper spécifiquement des secours et de la reconstruction (UNRRA ou Administration des Nations Unies pour les secours et la reconstruction). Pour des raisons identiques, la création de l'État d'Israël donna naissance à la mise en place d'une aide pour les Palestiniens déplacés (UNRWA ou Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient).

Les puissances coloniales avaient continué à poursuivre leurs efforts pendant la guerre pour promouvoir la santé dans les pays qu'elles occupaient, mais elles n'étaient plus capables de satisfaire toutes les exigences en termes de personnel, de matériel et de soutien financier. Elles demandèrent donc la mise en place de moyens à l'échelon local. Des médecins et des administrateurs autochtones qualifiés furent formés et engagés afin de constituer le pivot des départements de santé de tous ces pays lorsqu'ils deviendraient indépendants.

DE 1950 À 1978: UNE PÉRIODE D'ENTHOUSIASME

Cette guerre, à laquelle peu de pays dans le monde ont échappé, fut suivie par trois décennies présentant deux caractéristiques particulières. D'un côté, les pays industrialisés connurent une période d'expansion économique qui conduisit à la croissance des villes et du potentiel industriel. D'un autre côté, de nombreuses nations qui avaient été colonisées devinrent indépendantes. Ces deux types d'événements ne pouvaient que conduire à une formidable amélioration de la santé des gens ainsi que, peut-être, à la disparition de certaines maladies.

Cette période devait s'achever en 1978, plus précisément pendant l'été, lorsque l'Assemblée mondiale de la santé organisée par l'OMS envoya au monde un message spectaculaire qui devait inspirer un espoir et un enthousiasme encore plus grands.

Les maladies contagieuses

De nombreux pays commencèrent à fabriquer la pénicilline par synthèse chimique et, en l'espace de quelques années, elle put ainsi être fabriquée à faible coût partout dans le monde. Ce médicament fut rapidement rejoint

par d'autres substances de la même famille, ainsi que par d'autres antibiotiques (illustration 79). La pénicilline détruisant les microbes les plus communs, une catégorie entière de lésions purulentes de toutes sortes disparut des hôpitaux. Ce fut le cas des infections pulmonaires et pleurales pourtant très répandues dans le passé, et des affections staphylococciques ostéo-articulaires qui avaient eu des effets dévastateurs sur les enfants.

La prescription systématique de pénicilline pour les infections de la gorge à streptocoques fit de la scarlatine une maladie bénigne. Non seulement les épidémies scolaires de scarlatine firent désormais partie du passé mais, de surcroît, les accès tant redoutés de rhumatisme articulaire aigu ne se produisirent plus que rarement.

Cette brusque diminution de l'incidence des maladies infectieuses les plus répandues n'eu évidemment lieu que dans les pays ayant les moyens de s'offrir des antibiotiques, ces derniers étant en effet difficiles à fabriquer et donc relativement chers. Au moment de la guerre froide opposant les pays ayant un régime économique de libre-échange à ceux ayant un régime socialiste, les pays non-alignés, qui n'étaient ralliés à aucun des deux partis, furent collectivement appelés «tiers-monde». Les différences flagrantes entre les ressources financières des deux ensembles de pays eurent des répercussions sur la santé, répercussions auxquelles nous ferons souvent référence plus bas.

La pénicilline s'avéra être un moyen efficace pour combattre le germe de la blennorragie mais son efficacité contre le tréponème de la syphilis fut surprenante, les deux agents infectieux n'appartenant pourtant pas à la même famille. Toutes les approches thérapeutiques utilisées pendant des siècles furent subitement dépassées et l'une des branches de la vénérologie fut totalement transformée. En particulier, les redoutables complications neurales et mentales de la syphilis firent désormais partie du passé et les théories sur la nature héréditaire de la syphilis durent être modifiées.

Dans la période qui suivit immédiatement la guerre, l'utilisation d'un autre antibiotique produit à l'échelle industrielle, la streptomycine, se répandit rapidement dans tous les pays occidentaux. Grâce à la prescription de streptomycine en association avec d'autres médicaments, la tuberculose (que son foyer soit pulmonaire, ostéo-articulaire ou méningé) pouvait désormais être rapidement guérie. Les patients atteints de tuberculose ne devaient être admis dans des hôpitaux que pendant la phase d'infection et le traitement pouvait ensuite se poursuivre à domicile. Les nombreux établissements qui avaient été ouverts dans chaque pays, à la fois pendant l'entre-deux-guerres et immédiatement après les guerres, et dont le rôle était de combattre la tuberculose, furent soudain en surnombre et durent être soit fermés, soit utilisés à d'autres fins.

Des campagnes d'information recommencèrent afin de promouvoir la vaccination par le B.C.G. Quelques pays indépendants depuis peu utilisèrent le vaccin à grande échelle. La tuberculose peut se propager facilement et toucher des personnes de tous âges vivant dans des endroits surpeuplés, ce qui est souvent le cas dans les cabanes, les habitations rudimentaires des *favelas* et les bidonvilles des banlieues. Cette période fut caractérisée par l'extension tentaculaire et souvent non contrôlée des villes, ainsi que de tous les risques médicaux, sociaux et moraux qui accompagnent des conditions de logement dans la promiscuité et un manque d'égard pour l'hygiène.

Si le choléra et la peste étaient toujours endémiques dans quelques pays d'Afrique et d'Asie, le monde n'était plus menacé par la variole. La vaccination contre cette maladie, facile à exécuter et peu coûteuse, fut généralisée. L'OMS, responsable du lancement de cette procédure, prédit que la variole serait éradiquée de la planète et il est vrai que depuis le dernier cas recensé en Somalie, la variole n'a plus fait parler d'elle. L'OMS, convaincue qu'elle n'avait rien à perdre, a déclaré qu'elle offrirait de l'argent à quiconque pourrait fournir une véritable preuve d'une nouvelle vague de variole.

La variole est le premier cas connu de maladie épidémique humaine disparue grâce aux efforts de l'homme (tableau 3). Malheureusement, elle constitue un exemple unique jusqu'à aujourd'hui. Pendant longtemps, les hommes ont espéré qu'il en serait de même avec la poliomyélite mais, dans ce cas, les difficultés à surmonter n'étaient pas du même ordre. En effet, la poliomyélite se propage par l'intermédiaire de virus de différents types, les vaccins ne se conservent pas bien et, contrairement au virus de la variole qui se transmet d'un individu à l'autre, les virus de la poliomyélite abondent dans l'eau douce.

Pendant ces années de grand espoir scientifique, on a espéré enrayer le paludisme de la même manière que la variole. Les recherches dans le domaine de l'industrie chimique, encouragées par la guerre, conduisirent à la mise au point du D.D.T. (dichloro-diphénil-trichloréthane), un puissant insecticide. Ce dernier fut donc utilisé à profusion dans les nombreuses régions marécageuses du globe où la maladie était endémique, et connut des résultats encourageants. Cependant, il s'avéra rapidement que l'insecticide n'était pas suffisant pour éradiquer les moustiques adultes et que les insectes commençaient à devenir résistants au D.D.T.

Après avoir travaillé avec autant d'acharnement pendant trois décennies, les gens commencèrent à se rendre compte qu'il était impossible de s'immiscer dans les écosystèmes sans quelques inconvénients. On découvrit d'autres méthodes pour combattre le paludisme, qui furent toutes utilisées simultanément. Dans les pays tropicaux, on prit soin d'éliminer jusqu'aux plus petites

Tableau 3 Éradication de la variole ((nombre de cas par an)

	1939	1955	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977– 1978
Afrique															
Bénin	58	16	165	490	815	367	58	_	_	_	_	_	_	_	_
Botswana	3	_	_	_	1	_	_	_	36	1,059	27	_	_	_	_
Éthiopie	201	2,662	124	358	466	426	197	722	26,329	16,999	5,414	4,439	3,935	915	_
Ouganda	_	101	1,351	614	365	55	9	2	19	16	_	_	_	_	_
Amérique du Sud															
Brésil	86	2,580	3,417	3,623	4,514	4,372	7,407	1,771	19	_	_	_	_	_	_
Asie															
Afghanistan		1,411	72	66	334	739	250	1,044	736	236	25	_	_	_	_
Bangladesh		1,926	316	3,207	6,648	9,039	1,925	1,473	_	10,754	32,711	16,485	13,798	_	_
Inde	133,616	41,837	33,402	32,616	84,902	35,179	19,281	12,773	16,190	27,407	88,114	188,003	1,436	_	_
Népal			70	164	110	249	163	76	215	399	277	1,549	95	_	_
Pakistan		3,330	1,285	2,936	6,084	1,836	3,520	3,192	5,808	7,053	9,258	7,859	_	_	_

aucun cas

Sources: OMS, 1980. L'éradication mondiale de la variole. Rapport final de la Commission mondiale pour la Certification de l'éradication, Genève.

^{....} non disponible

étendues d'eau stagnante dans lesquelles les larves d'anophèles risquaient de se développer. Des campagnes d'informations publiques intensives furent peu à peu organisées. Les larves furent encore visées par l'étalage d'une couche de pétrole à la surface des plans d'eau chaque fois que cela était possible. De gros efforts furent faits pour drainer et assécher les marais.

L'association de ces méthodes apporta un net progrès (tableau 4). Désormais, on ne trouve plus de cas de paludisme sur les littoraux nord et sud de la Méditerranée, ni en Europe occidentale, alors qu'il y a un siècle la maladie était présente dans tous les pays du monde. Les derniers cas connus datent de 1963, en Grèce. La nature a également aidé: en Laponie scandinave, les lacs sont beaucoup trop nombreux pour que l'on puisse les assécher, et il y a également énormément de moustiques. Cependant, les gens ne contractent plus le paludisme, probablement parce que les anophèles endogènes ont été remplacés par une autre variété de moustique qui ne porte pas l'hématozoaire responsable de la transmission du paludisme à l'homme.

Des vaccins offrant une protection contre deux autres maladies contagieuses, la rougeole et la rubéole, furent également commercialisées. Bien que ces maladies touchent principalement les enfants, elles peuvent entraîner des malformations embryonnaires lorsqu'une femme enceinte les contracte. Depuis la généralisation de la vaccination contre la rougeole, la broncho-pneumonie infantile n'est plus aussi répandue qu'auparavant.

En l'espace de trente ans, l'incidence des maladies infectieuses changea donc complètement dans la plupart des pays du monde. Cependant, il serait injuste d'imputer la totalité de cette amélioration au seul progrès médical, car d'autres facteurs sont aussi à prendre en compte. Dans les villes et dans les campagnes, les conditions de logement évoluèrent parallèlement au développement de l'économie. En Europe, les canalisations d'eau furent étendues jusqu'aux zones rurales. Ces dernières ne s'approvisionnaient donc plus dans les puits, qui échappaient à la surveillance des inspecteurs de la santé et étaient trop souvent situés à proximité des endroits où les animaux effectuaient leurs besoins.

Les appartements construits après la guerre furent équipés de salles de bains et de sanitaires. La consommation annuelle en eau par personne fut multipliée par dix dans les zones récemment construites, preuve incontestable d'un gaspillage irréfléchi. Grâce à la construction d'immeubles modernes, sans chercher à savoir si cela était la cause ou la conséquence des changements sociaux, les bâtiments plus anciens n'étaient plus surpeuplés par la cohabitation de plusieurs générations. L'achat de lave-linge (illustration 80) par la majorité des foyers permit d'améliorer l'hygiène des sous-vêtements et élimina les parasites corporels, tandis que l'utilisation de réfrigérateurs et de lave-vaisselle améliora l'hygiène alimentaire.

Tableau 4 Morbidité de la malaria dans quelques pays avant et à la fin du programme d'éradication.

Régions	Pays et phase* du programme	Année	Nombre de cas de malaria
Les Amériques	République dominicaine, E+C	1950 1973	17,310 418
	Jamaïque, E	1954 1969	4,417 0
	Venezuela, E+C+A	1943 1958	817,115 800
Afrique	Île Maurice, E	1948 1968	46,400 14 †
Asie	Taiwan, E	1954 1969	1,000,000 9 †
	Iraq, E+C+A	1950 1973	537,286 3,783
	Turquie, E+C+A	1950 1973	1,888,000 9,828
Europe	Bulgarie, E	1946 1969	144,631 10 †
	Roumanie, E	1948 1969	388,200 4 †
	Espagne, E	1950 1969	19,644 28 †
	Yougoslavie, E	1937 1969	169,545 15 †

^{*}Phase du programme au cours de la dernière année citée.

Source: P. Yekutiel, 1980. Eradication of Infectious Diseases: A Critical Study, p. 71. (avec l'autorisation de S. Karger AG, Bâle).

Bien évidemment, ces améliorations ne s'étendirent pas immédiatement à toutes les couches de la société, même dans les pays industrialisés, mais elles jouèrent un rôle important en participant à la diminution de la transmission d'affections microbiennes communes.

E = phase d'entretien; C = phase de consolidation; A = phase d'attaque.

[†] Tous les cas rapportés dans les pays en phase d'entretien ont été importés ou estimés

Les régimes d'assurance maladie

Les nations devenant prospères, les services médicaux, ou du moins une contribution de l'État pour les coûts des soins médicaux en cas de maladie, semblaient être à cette époque un objectif réaliste. Les généreux projets nourris par les gouvernements à la fin de la guerre pouvaient désormais être mis en pratique. Le principe était le suivant : les soins médicaux devaient être partiellement ou entièrement gratuits pour le plus de gens possible. Plusieurs moyens permettaient d'atteindre ce but.

La Grande-Bretagne adopta le type de système d'État appliqué en Union soviétique depuis les années 1920, qui fut par la suite pris comme modèle par les États socialistes créés après 1945, ainsi que par l'Australie et quelques provinces canadiennes, entre autres. Dans ce système, l'État finance et gère toutes les structures médicales nécessaires à la population, sans distinction du type de maladie concerné ni du type de soins requis. Ce système très large paraissait plutôt satisfaisant, puisqu'il a fait disparaître les inégalités résultant du lieu de résidence, des revenus ou de la condition sociale. La notion de soins médicaux gratuits pour tous paraissait fort attirante.

La France, l'Espagne et l'Allemagne, ainsi que quelques provinces canadiennes et Israël, continuèrent dans la lignée de Bismarck. Les fonds d'assurance mis en place par les diverses organisations professionnelles géraient les sommes déduites dans ce but des salaires des employés. Dans le cas du premier modèle cité ci-dessus, l'État acquérait ses ressources par le biais du système fiscal. Dans le second cas, les fonds spéciaux fonctionnaient comme des compagnies d'assurance avec les risques inhérents à toute assurance mais à une différence près: les cotisations devaient être payées par les employeurs et les employés n'avaient d'autre choix que d'être assurés et ne pouvaient choisir le montant de leurs cotisations, fixé par l'État.

Dans les deux cas, la faisabilité de l'assurance maladie dépendait de la prospérité de la nation. Dans les pays où la couverture était initialement limitée à quelques catégories seulement, elle fut peu à peu étendue aux autres catégories, telles que les artisans, les ouvriers agricoles et les professions libérales. Des types de soins et de méthodes thérapeutiques qui, au départ, n'étaient pas couverts, le furent progressivement. Dans tous les cas, dans cette période de plein emploi, le nombre d'employés augmentait et des sommes de plus en plus importantes pouvaient être consacrées à la santé. Les anciens hôpitaux furent rénovés et les établissements furent équipés du matériel de technologie médicale le plus récent.

Le principe égalitaire sur lequel l'assurance maladie était fondée impliquait la prise en charge des frais d'hospitalisation. Des personnes

de toutes les classes sociales choisirent donc de se faire soigner dans les hôpitaux publics, jusqu'alors fréquentés uniquement par les pauvres. Les établissements étant sûrs d'obtenir un soutien financier, proliféraient afin de satisfaire la demande populaire en installations médicales locales facilement accessibles. Par conséquent, le nombre d'hôpitaux réellement nécessaires fut parfois surestimé. Il aurait été contraire à la tradition américaine de mettre en place une organisation de ce type fondée sur un système de gestion collectif qui, à certains égards, pouvait ressembler davantage à de l'assistance qu'à de l'assurance. L'idéal de libre entreprise et une conception plutôt puritaine de la pauvreté comme châtiment divin empêchèrent l'institutionnalisation d'une assurance contre l'infortune à l'échelle nationale aux États-Unis. La structure fédérale des États-Unis constituait un obstacle supplémentaire. L'exemple de quelques provinces canadiennes qui, pas plus tard qu'en 1947, avaient adopté divers systèmes, démontrait que chaque État pouvait choisir, indépendamment des autres, le type de protection sociale qui lui convenait le mieux, les États les plus riches ayant tendance à se comporter différemment des plus pauvres, et les États industrialisés différemment des États agricoles, par exemple. Les grandes entreprises industrielles, qui tendaient à s'agglomérer à l'époque, conçurent leurs propres systèmes d'assurance pour leurs employés. On imagine facilement l'extrême diversité qui en résulta aussi bien en termes de coûts des primes d'assurance ou de montants déduits des salaires que de paiements revenant aux bénéficiaires. Des inégalités sociales persistaient entre les Blancs et les Noirs et les derniers immigrants, principalement d'origine hispanique, ne bénéficiaient ni d'un revenu régulier, ni d'une aide sociale. Le gouvernement fédéral prit donc des mesures grâce auxquelles l'aide aux personnes âgées et aux démunis devint obligatoire dans tous les États. Medicare et Medicaid vinrent au secours de millions de personnes.

Cette description de ce qui a été réalisé aux États-Unis, ainsi que des lacunes qui restent à combler, illustre les difficultés que rencontre tout système d'assurance maladie, que le pays concerné opte pour le libre-échange ou un régime socialiste et qu'il soit industrialisé, en développement ou semi-développé, comme cela est le cas pour certains pays d'Europe et d'Amérique latine.

Les ressources financières des pays en développement (dont la plupart n'étaient indépendants que depuis peu) ne leur permettaient pas d'élargir les prestations de l'assurance maladie à toute la population, à part pour quelques pays ayant une économie socialiste, comme Cuba et, pendant quelque temps, certains pays africains. Ces derniers étaient attirés par l'idée de soins médicaux gratuits pour tous. Ailleurs, là où la prospérité ne devait tarder, on ne dota d'abord immédiatement que quelques catégo-

ries socioprofessionnelles d'une couverture sociale et l'on programma un accroissement graduel du nombre de bénéficiaires.

Pour commencer, les sociétés étrangères furent obligées par les pays d'accueil de protéger leurs employés en les assurant contre les accidents du travail et les maladies professionnelles. Les bénéfices réalisés par ces sociétés étaient supposés tels qu'elles pouvaient se permettre d'être généreuses. Par la suite, l'État fit de même en assurant l'armée, les forces de police, le personnel du Trésor et, plus tard, les membres du corps enseignant. Les sociétés du pays furent ensuite tenues de participer, le nombre de leurs employés augmentant.

L'expansion du système hospitalier dans les pays les plus riches représentait aux yeux des plus pauvres un signe de prestige: certains d'entre eux construisirent des hôpitaux modernes qui administraient des soins médicaux et chirurgicaux de très haute qualité, même s'ils n'étaient pas toujours adaptés aux coutumes locales ou aux possibilités administratives et techniques du pays (par exemple, comment allaient-ils gérer l'entretien d'appareils sophistiqués?).

L'économie continuellement en expansion attira les habitants sousemployés de la campagne vers les villes. Les capitales de ces pays abritèrent rapidement un tiers de leur population et cette situation devint vite une des caractéristiques d'un pays pauvre. Les nouveaux venus ne trouvaient généralement que des emplois occasionnels et peu rémunérés, et le nombre de personnes vivant dans des banlieues pauvres et insalubres augmenta d'une manière alarmante.

Les nouvelles politiques en matière de santé ont peut-être bénéficié aux habitants des villes ayant déjà un emploi stable, mais elles ne firent rien pour les gens de la campagne. Malgré la tendance à l'urbanisation des pays en développement, la population restait essentiellement rurale. Au lieu de faire de la culture vivrière, les habitants des campagnes se consacraient à la culture commerciale et produisaient des minerais destinés à l'exportation, ce qui les rendait particulièrement vulnérables en raison des fluctuations du marché mondial auxquelles était sujet le prix de ces denrées.

La structure des systèmes de santé publique

L'application des soins constitue la partie la plus manifeste des activités d'un système de santé publique et est certainement celle à laquelle le public attache la plus grande importance. Les gouvernements lui prêtent également une attention particulière, surtout pour des raisons politiques et de prestige. Dans les pays socialistes d'Europe orientale ainsi que dans ceux où l'assurance maladie avait été «socialisée», tels que le Royaume-Uni et les pays

du Commonwealth, l'État et les autorités locales, à part quelques exceptions, prenaient toutes les décisions. Ainsi, l'État fixait certaines règles telles que l'endroit où les personnes malades d'une certaine zone devaient se rendre de préférence (voire obligatoirement) pour consulter un médecin, comment les membres du corps médical devaient être répartis et combien ils devaient être payés. Les autorités décidaient aussi de l'emplacement, de l'équipement et de la gestion des hôpitaux, ainsi que de la production et de la distribution des produits pharmaceutiques. Une structure administrative digne de confiance était indispensable pour gérer tous ces aspects.

Les différents pays du monde dont l'économie était fondée sur le libre-échange n'étaient pas attirés par ce type de gestion très simplifié qui donnait en fait au gouvernement une maîtrise totale sur l'application des soins aux niveaux financier, géographique et technique. Au nom de la libre entreprise, un système de santé à deux niveaux fut créé. Les gouvernements durent d'abord soutenir et développer les administrations de santé publique à la fois au niveau central et au niveau régional. Les techniciens engagés dans ce but ont dû surveiller l'application des lois relatives à la santé, le bon fonctionnement des bureaux de santé locaux, la discipline des professions de santé réglementées et le fonctionnement des établissements de santé publique. Ils étaient également chargés de rendre compte de toute épidémie humaine ou animale susceptible de représenter un risque pour la santé publique, d'organiser une aide d'urgence en cas de catastrophe et d'informer les autorités centrales. Un corps professionnel de ce type demande des personnes ayant reçu une formation dans diverses spécialités: des économistes, des dirigeants, des membres des professions de santé et des épidémiologistes. De nombreux pays mirent en place des écoles de santé publique. Le pouvoir central avait délégué l'autorité et la prise de décision au niveau local. Ces personnes, généralement compétentes, dévouées et peu rémunérées, étaient tellement attentives à l'état de santé des personnes dont elles s'occupaient qu'elles contribuèrent largement à l'amélioration de la santé dans le monde.

Parallèlement à ce réseau de santé publique apparurent des médecins d'exercice privé et des établissements de santé privés. Même soumis aux contrôles administratifs, ces médecins et leur clientèle bénéficiaient d'une certaine liberté à plusieurs niveaux : ils pouvaient s'installer où ils le souhaitaient, prescrire n'importe quel traitement qui leur semblait approprié et fixer eux-mêmes leurs honoraires tant qu'ils étaient compatibles avec les régimes d'assurance privés des patients. Ces derniers avaient la possibilité de choisir les médecins qu'ils souhaitaient consulter et le lieu de la consultation. De cette manière, deux séries de conditions furent satisfaites. D'un côté, l'organisation de santé publique était chargée de s'occuper du bien public et de protéger la communauté de tous les risques de santé qui

l'assaillaient. D'un autre côté, les praticiens d'exercice privé n'avaient pas à s'inquiéter des problèmes de santé collectifs mais étaient capables de s'attacher (à juste titre) à faire recouvrer la santé aux patients qui venaient les consulter.

Ce fut dans les pays pauvres que ce double système entraîna les plus importantes divergences. D'un côté, les structures de santé publiques étaient peu solides et manquaient de ressources en matière de personnel et de financement. D'un autre côté, les médecins formés aux méthodes occidentales ouvraient des cabinets privés dans les villes, laissant la campagne se débrouiller seule. Ils gagnaient bien leur vie en soignant des patients ayant des emplois stables et qui étaient donc assurés. Ces inégalités parmi les gens nécessitant des soins devinrent progressivement de plus en plus marquées.

Comparée à ces systèmes de soins, la prévention eut moins d'effets visibles, les accidents et maladies évités et les économies alors réalisées étant plus difficiles à prouver statistiquement. Comment montrer l'importance d'événements qui n'arrivent pas? La prévention prit donc moins de valeur au niveau politique, car elle est moins spectaculaire que la guérison de maladies et la construction de beaux hôpitaux. Néanmoins, peu de nations ont manqué l'occasion de profiter des avantages de la médecine préventive, comme nous le montrent les quelques exemples suivants.

L'utilisation croissante de la vaccination a déjà été mentionnée plus haut. Dans la majorité des pays développés, la médecine du travail, destinée à prévenir les accidents du travail et les maladies professionnelles en faisant examiner systématiquement toutes les personnes ayant un emploi, fut largement adoptée. Presque partout, des services de médecine préventive furent mis en place aux frais des employeurs, qui tentèrent de limiter leur portée et de faire ainsi des économies. En théorie, les médecins d'entreprise étaient payés pour s'assurer que les salariés étaient aptes à occuper leur poste; ils n'étaient pas autorisés à aller plus loin, ni même à faire passer un bilan de santé général aux personnes qu'ils examinaient.

Il en est de même des services médicaux dont le rôle est de surveiller la santé des enfants scolarisés et des étudiants. Même dans les pays les plus avancés, ces services sont à court de personnel et de matériel, sont peu rémunérés et ont une portée trop limitée. Les services de médecine sportive, qui sont chargés de vérifier si telle personne est apte à pratiquer tel sport ou à participer à telle compétition, sont en général plus compétents parce qu'ils sont financés par des contributions volontaires de sportifs et par des associations sportives.

Les pays dont les systèmes administratifs sont complexes ont de nombreuses possibilités de promouvoir la médecine préventive. La qualité des produits agricoles du pays et ceux importés sur le marché devait être contrôlée afin de s'assurer qu'ils étaient propres à la consommation. Les services douaniers devaient vérifier que les articles fabriqués à l'étranger étaient sans danger, comme les appareils ménagers, le matériel industriel, les jouets, les vêtements, les tissus et les matériaux de construction. Parfois, la santé des immigrants traversant les frontières était contrôlée afin d'empêcher l'importation de maladies contagieuses. La composition chimique des boissons fabriquées dans le pays et à l'étranger devait également être analysée.

Les dégâts causés à la santé par une expansion urbaine incontrôlée sont connus. Seuls quelques pays ont réussi à garder le contrôle sur l'habitat des nouveaux arrivants dans les grandes villes en construisant à l'avance des logements spéciaux sur des sites déjà aménagés (routes, eau courante, systèmes d'évacuation, etc.). Cette méthode de médecine préventive plutôt autoritaire n'était cependant pas compatible avec toutes les cultures nationales. Par ailleurs, tous les pays ne pouvaient pas se le permettre.

Tous les objets utilisés chaque jour par les consommateurs, même si ces derniers n'en avaient pas conscience, étaient vérifiés par les autorités publiques pour les protéger d'innombrables mésaventures. Il est impossible d'évaluer quels en ont été les avantages pour la santé des gens car seul les frais d'exploitation de ces services peuvent être calculés.

D'importantes campagnes d'hygiène furent menées par le biais de divers médias selon les antécédents culturels du pays concerné. La formulation d'un message ainsi que les objectifs annoncés peuvent susciter des réactions différentes selon les lieux. Les approches variaient (leçons apprises à l'école, slogans, médias, films, bandes dessinées, etc.) mais les thèmes étaient généralement partout les mêmes: enseigner les façons de faire et les précautions à prendre lors de l'utilisation d'ustensiles de cuisine, d'appareils de chauffage et d'outils, afin d'éviter les accidents domestiques (qui causent plus d'accidents graves que les transports), informer les gens sur les effets de l'alcool au volant, respecter les règles d'hygiène au quotidien, expliquer en quoi consiste un régime équilibré et quels sont les comportements à éviter lors des rapports sexuels.

Cependant, en ce qui concerne le tabac et l'alcool, aucun des gouvernements à l'échelle mondiale n'a résolu les contradictions dans l'éducation des citoyens. Bien que les effets toxiques du tabac et de l'alcool aient été clairement définis depuis longtemps, ils constituent une source de profits pour l'État. La plupart des pays qui sont devenus indépendants pendant cette période ont soit établi des monopoles d'État sur ces produits, soit les ont lourdement imposés, ce qui n'a pas empêché leur consommation d'augmenter dans tous les pays. Les façons de faire ayant tendance à être imitées, les pays pauvres indépendants depuis peu eurent tendance à copier le comportement des pays riches jusque dans leurs mauvaises habitudes.

Les États étant incapables de prendre des décisions plus raisonnables, ils préfèrent toujours subir les dépenses des soins prodigués aux personnes qui se sont intoxiquées pendant des années, plutôt que de réduire leurs revenus directs en prenant des mesures pour prévenir les dégâts. Aucun des États n'a honte de jouer le rôle de revendeur de drogue.

Le contrôle des naissances fut un problème de santé publique très controversé pendant la période qui nous intéresse. La planification familiale établit des factions au sein des cercles religieux, opposant les adeptes extrémistes aux personnes qui avaient une vision plus réaliste. Quelques-uns des pays les plus pauvres qui étaient parvenus à augmenter leur revenu national grâce aux efforts fournis dans les domaines de l'agriculture, de l'industrie et du commerce se rendirent compte que les profits diminuaient à cause du taux de natalité élevé. Il fut donc décidé de le diminuer. Dans d'autres pays, la quantité était considérée comme la seule source de richesse pour les gens. Dans de nombreuses cultures, le degré de fierté d'un père et d'une mère dépend du nombre de leurs enfants. Cette question amène celle du rôle des femmes dans une civilisation. Sont-elles destinées à être pour toujours le sexe faible ou ont-elles le droit de contrôler leur propre corps et leur propre fertilité? Le contrôle des naissances soulève des questions d'ordre médical, social, culturel, religieux et économique, entre autres (illustration 81).

C'était la première fois dans l'histoire de l'humanité que le contrôle des naissances était discuté ouvertement à travers le monde, et ceci en raison de la mise au point de deux méthodes complètement nouvelles de contraception. D'un côté, la contraception orale chez la femme nécessite une certaine autodiscipline et coûte relativement cher. De l'autre, les dispositifs intra-utérins doivent être mis en place par des spécialistes expérimentés. Les deux méthodes nécessitent un suivi médical régulier et leur coût les rend inaccessibles sur une grande échelle dans les pays économiquement faibles, là où elles sont pourtant le plus nécessaires.

En réponse à ces préoccupations, les gouvernements, conscients des risques associés à la surpopulation, prennent parfois des mesures autoritaires, comme cela est le cas en Chine où les couples trop féconds doivent payer des amendes ou perdent leur emploi ou leur maison. Bien que l'effet de ces mesures ne puisse pas encore être déterminé, la croissance démographique nationale a certainement ralenti.

En Inde, ce sont les hommes de la population qui sont visés, ces derniers pouvant être facilement stérilisés en effectuant une brève intervention chirurgicale ne nécessitant qu'une anesthésie locale. Des campagnes d'information ont été menées au cours desquelles des primes en espèces étaient offertes en guise d'incitation. Elles ont été néanmoins supprimées en raison des protestations qu'elles ont suscitées. Plusieurs milliers d'hommes furent

stérilisés mais, dans un pays dont la population comptait plus de 950 millions d'habitants, l'impact fut à peine perceptible.

Les effets du contrôle des naissances furent en fait plutôt limités pendant cette période, même dans les pays les plus nécessiteux et les plus surpeuplés. De trop nombreux intérêts étaient en jeu, et les opinions exprimées sur le sujet étaient trop contradictoires pour être fondées sur autre chose que sur des politiques à très court terme.

La croissance économique, mais aussi l'attachement des citoyens à leur système de santé et aux économies qu'ils permettaient, expliquent l'intérêt constant des gouvernements envers leur système de santé publique, même dans les pays très développés. Cependant, ces derniers n'ont jamais été une priorité première et les ministres de la santé n'ont jamais disposé d'une totale liberté de décision, leurs propositions étant toujours examinées en termes de coût et non en termes de valeur pour la santé de la nation. La médecine préventive et la qualité des services médicaux ne sont jamais considérées, dans quelque pays que ce soit, du point de vue des bénéfices pour la communauté, et la santé passe toujours après les considérations économiques.

Face aux demandes émanant du public et du corps médical en faveur de la construction d'hôpitaux un peu partout, tous équipés d'équipements coûteux (des scanners, par exemple), des efforts furent faits pour aborder une réflexion raisonnée. Le nouveau concept de planification de la santé publique vit le jour : dorénavant, tout devait être planifié à l'avance, depuis la répartition des médecins et des hôpitaux dans le pays, l'acquisition de matériel perfectionné et coûteux, la rénovation d'hôpitaux anciens et l'amortissement de matériels de diagnostic radiologique et thérapeutique, jusqu'au passage au traitement informatique dans la gestion du fonds d'assurance maladie.

Le *Planning programming budgeting system* (PPBS, rationalisation des choix budgétaires), en vogue dans la gestion d'entreprise dans les années 1960, fut également appliqué dans le secteur de l'administration de la santé. Le choix de l'emplacement des maternités constitue un bon exemple de son application en France. Ainsi, il fallait choisir entre avoir un nombre important de petites maternités, de telle sorte que les femmes enceintes puissent en trouver une facilement à proximité, ou faire des calculs précis pour qu'il y ait un nombre plus réduit de maternités, en permanence pourvues de personnel et équipées avec les appareils obstétriques les plus récents et les plus sûrs. En tenant compte des contraintes budgétaires, plusieurs mesures furent prises simultanément, entraînant une diminution remarquable de la morbidité et de la mortalité des nouveau-nés et de leurs mères en France.

La planification de la santé publique nécessitait une nouvelle façon de voir les questions médicales. Elle conduisit à la formation de statisticiens, d'épidémiologistes et de techniciens informatiques dans le domaine médical et introduisit dans le domaine de la médecine l'idée de s'intéresser à de grands nombres de patients. En effet, cela constitua une véritable innovation puisque, pendant des milliers d'années, la médecine ne s'était attachée qu'à trouver la solution à des problèmes individuels. Les personnes trop naïves ou trop enthousiastes au départ au sujet de la planification durent également reconnaître ses limites. Les problèmes de santé publique ne sont pas tous réductibles à des données quantifiables et il existe toujours un degré d'incertitude dû à la nature propre des choses. Souvent, des plans furent établis pour des périodes de cinq ans, au cours desquelles les souhaits et les besoins à satisfaire, les techniques médicales disponibles et le contexte politique étaient susceptible de changer, tous ces changements pouvant nécessiter la modification du plan initial. Rapidement, l'expérience enseigna aux nouveaux planificateurs de santé publique que les plans sont indispensables mais qu'ils ne sont jamais vraiment mis en application.

Ces efforts de planification montrent également combien les phénomènes de santé sont liés de façon complexe aux phénomènes sociaux. Au fil des siècles, une distinction s'était établie entre le corps médical, avec sa longue histoire, ses techniques et sa vision du monde fondée sur la science, et les travailleurs sociaux, avec leur expérience plus proche des situations et des comportements humains et leur habitude de l'imprévu, acquise en étudiant une toute nouvelle discipline, la sociologie. Des efforts furent faits pour que les deux professions travaillent côte à côte dans le contexte de la médecine générale.

Ici, l'idée était de rassembler les approches médicale et sociale de la population, afin que les problèmes rencontrés par les groupes et par les individus soient systématiquement étudiés des deux points de vue. Des chaires universitaires et des instituts de médecine générale furent créés partout dans le monde. Cette idée fut particulièrement populaire au Québec dans les CLSC (Centres locaux de services communautaires) créés spécialement à cet effet. Les gens purent y trouver tous les services dont ils avaient besoin réunis en un même endroit: des travailleurs sociaux formés et expérimentés, des dispensaires médicaux de tous types, des consultations externes, ainsi que des conseils pratiques et administratifs concernant la vie quotidienne.

C'était une bonne idée dont il existe d'intéressants exemples de mise en œuvre, particulièrement dans les pays en développement. Les nations européennes plus anciennes étaient trop ancrées dans leurs voies traditionnelles pour montrer beaucoup d'enthousiasme pour ce mouvement. Elles étaient trop attachées à la notion de médecin de famille et voulaient lui faire jouer un rôle plus dynamique.

Après la guerre, les Nations Unies créèrent l'OMS, spécialement dédiée au traitement des problèmes de santé à l'échelle mondiale, avec

une attention particulière portée à l'amélioration du système de santé affaibli des anciennes colonies (illustration 82). Non seulement elles manquaient de ressources et du personnel qualifié pour faire fonctionner une administration efficace, mais elles étaient également victimes de pénuries alimentaires, de régimes peu équilibrés, de déficiences en vitamines et de parasitoses impossibles à maîtriser.

Les efforts fournis par les pays industrialisés pour aider les pays en voie de développement augmentèrent régulièrement au cours de cette trentaine d'années. Les pays riches intensifièrent leurs programmes d'aide bilatérale. L'OMS ne pouvait s'occuper seule de tout et, pour plusieurs raisons, de nombreuses autres organisations durent intervenir. Sur le terrain, des missions spéciales s'occupaient de maladies particulières, telles que le paludisme, l'onchocercose et la bilharziose, pour n'en citer que quelquesunes. Les administrateurs contribuèrent à la mise en place des structures nécessaires à la bonne planification des projets et les directeurs s'assuraient que les fonds étaient utilisés à bon escient. Au fur et à mesure, l'aide commença à être fournie par des organisations telles que le Programmes des Nations Unies pour le développement (PNUD), la Banque mondiale, la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), qui ont donné à ces pays de nouvelles graines pour leurs cultures et ont amélioré leurs techniques agricoles, le Fonds de l'UNICEF, et le Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA), pour ne parler que des plus connues. Les activités de ces nombreuses organisations empiétaient les unes sur les autres, entraînant du gaspillage, mais leur spécificité rendait impossible tout fusionnement. Les pauvres tiraient profit du désordre semé par les riches et, dans leur diversité, toutes ces aides furent à la longue favorables à la santé des peuples autochtones.

Cependant, l'organisation la plus active sur le terrain restait l'OMS. Au fil du temps, ses structures et le nombre d'États membres changèrent. Quelques pays passèrent du bureau régional auquel ils étaient initialement affiliés à un autre. Après avoir été rattachée au bureau européen comme les autres États d'Afrique du Nord, la Tunisie rejoignit celui de la Méditerranée orientale, alors qu'Israël rejoignit l'Europe dès qu'elle devint membre des Nations Unies. L'URSS quitta brièvement l'Organisation avec quelques autres républiques soviétiques, puis revint par la suite. Un débat passionné eut lieu entre la Chine continentale et les autorités de Taiwan, pour savoir qui allait représenter la Chine, et une situation similaire se produisit entre les gouvernements adverses au Cambodge. La guerre froide entre les socialistes de l'Est et les économistes partisans du libre-échange à l'Ouest encouragea les deux camps à acquérir une clientèle parmi les pays nouvellement indépendants.

L'OMS, comme la plupart des autres organisations des Nations Unies, est financée par les cotisations des États membres, proportionnellement à leur richesse. L'OMS parvint à obtenir davantage de ressources grâce à des fonds spéciaux destinés à des projets de santé publique particuliers, tels que le contrôle des parasitoses ou l'aide aux victimes des catastrophes naturelles dans un pays donné ou dans une partie du monde, des fonds financés de manière volontaire par quelques États. Cette initiative ne fut pas unanimement appréciée parce que les pays dits riches ne sont pas aussi riches les uns que les autres et parce que les anciens colonisateurs, pour des raisons économiques et linguistiques, avaient maintenu leur influence dans certaines régions et souhaitaient qu'il en demeure ainsi. La santé publique à l'échelle mondiale ne peut pas être encadrée sans se heurter à des rivalités politiques.

Pour des raisons identiques, la réflexion scientifique des personnes à la tête de l'OMS n'était pas du goût de tous ses membres. Par exemple, elles tentèrent de manière légitime d'expliquer aux États membres qu'organiser la médecine préventive aurait des effets plus importants et à plus long terme que simplement soigner une liste de maladies. Mais l'OMS créa une terminologie particulière dans ce contexte, terminologie que le corps médical comprend difficilement. L'expression «prévention primaire» inclut par exemple la vaccination et la destruction des animaux nuisibles (tels que les rats et les moustiques). Le dépistage systématique de maladies telles que le cancer ou l'hypertension à un stade tellement précoce qu'aucun symptôme n'est encore apparu est désigné, par contre, par l'expression «prévention secondaire», bien que cela ne soit alors plus de la prévention, la maladie étant déjà présente dans certains cas. Pour finir, la «prévention tertiaire» désigne le traitement approprié de maladies afin de «prévenir» les répercussions, mais la différence entre ce type de prévention et la thérapie n'est pas très claire. L'OMS, qui rassemble presque deux cents nations parlant pratiquement autant de langues, a parfois travaillé sur des sujets scientifiques qui n'étaient alors pas complètement élucidés et a donc parfois rencontré des problèmes linguistiques et terminologiques difficiles au cours de ses activités.

Quoi qu'il en soit, elle a apporté une contribution unique à la santé des nations. Elle a pris, avec succès, la relève de ses prédécesseurs dans la bataille contre les maladies contagieuses. Elle a établi les premiers règlements sanitaires internationaux et collecté des renseignements épidémiologiques aux quatre coins du monde. Pour faire des descriptions plus précises des maladies, elle a mis au point et corrigé un système international de classification des maladies. Elle a fondé une pharmacopée universellement reconnue. Dans ses efforts pour améliorer l'alimentation des enfants sous-alimentés, elle est parvenue à réguler les ventes de lait industriel. Elle a

lancé de nombreuses missions sur le terrain et formé des gens à diverses professions médicales dans des pays où aucune structure de formation professionnelle n'existait alors.

La coopération internationale en matière de santé publique n'est pas seulement une aide accordée aux pauvres de la part des riches. Sans doute en raison des nombreux exemples dramatiques de conflits mortels qui auraient souvent pu être évités au cours des deux guerres mondiales, quelques pays firent des efforts remarquables à partir de 1950 pour collaborer en unissant leurs intérêts économiques, scientifiques, politiques et culturels communs. L'augmentation des communications et du commerce internationaux ainsi que l'assouplissement des restrictions transfrontalières facilitèrent la conclusion de nouvelles alliances entre les nations selon leur situation géographique.

L'Europe en fut le principal exemple avec ses nombreuses institutions créées à des fins diverses, mais des tendances similaires ont pu être observées dans d'autres régions telles que l'Amérique du Nord et du Sud, les pays arabes et l'Asie du Sud-Est. En Afrique, et plus particulièrement dans les pays francophones, les anciennes colonies ont bénéficié de l'assistance des services de santé de leurs anciens occupants dans la guerre contre les maladies endémiques et les pays d'Afrique centrale ont mis en place leurs propres structures de coordination. En Europe, l'Union européenne résultant du traité de Rome fut mise en place pour des raisons purement économiques. En revanche, le Conseil de l'Europe, qui compte plus de membres que l'Union européenne, a créé un Comité de la santé afin de traiter les problèmes en matière de santé. Il effectue des enquêtes et des rapports qui ne sont pas sujets à l'approbation ou au vote de tous les États membres, et certains d'entre eux peuvent formuler un soutien conditionnel en signant des accords partiels. Parmi les aspects traités dans ce cadre, on peut citer l'accord européen relatif à l'organisation des transfusions sanguines et à l'échange et à la vente de prélèvements sanguins entre les États membres.

Nous ne pouvons pas aborder en détail dans ce chapitre les progrès faits dans le domaine de la médecine pendant cette période, progrès réalisés grâce aux avancées de la biochimie, c'est-à-dire l'étude des organismes vivants et des modifications qu'ils subissent en cas de maladie. La découverte de l'acide désoxyribonucléique (ADN), composant essentiel des tissus vivants qui transmet les caractéristiques génétiquement héritées, fut d'une importance capitale, par exemple, pour les sciences biologiques. Nous ne mentionnerons ici que brièvement quelques-unes des innovations qui ont amélioré la santé publique.

Les progrès réalisés dans le domaine des maladies infectieuses, grâce à l'utilisation intensive de programmes préventifs et au nombre croissant d'antibiotiques disponibles, ont déjà été mentionnés. La sinistre arrivée de

la thalidomide sur le marché des antibiotiques illustre les difficultés associées à une pharmacopée universelle. Aucune des autorités internationales n'étant capable de garantir qu'une substance pharmaceutique diagnostique, préventive ou thérapeutique est à la fois inoffensive et efficace, chaque pays est libre d'autoriser ou d'interdire la commercialisation d'un médicament sur son territoire. Pendant les années 1960-1990, un accord scientifique a été établi concernant les tests qu'un médicament doit passer avant d'obtenir une autorisation de mise sur le marché (AMM). Ses effets sur l'organisme doivent être apparemment bien tolérés par les êtres humains, selon sa composition et les résultats des expériences menées sur plusieurs espèces animales, sur des humains en bonne santé et sur des patients atteints de maladies déterminées. La majorité des pays ont accepté d'adopter des tests standards dans ce domaine. Après avoir passé ces tests, la thalidomide fut autorisée et distribuée dans plusieurs pays occidentaux où elle était utilisée pour soigner les femmes enceintes souffrant de certains troubles. Cependant, en 1959, on observa en Allemagne et en Australie que des femmes qui avaient reçu ce traitement donnaient naissance à des enfants atteints de malformations des membres, et l'existence d'un lien de causalité fut catégoriquement démontrée en 1961. La vente de ce médicament fut donc interdite. Néanmoins, quelques années plus tard, cette même substance s'avéra être un bon remède pour soigner les femmes non enceintes et les hommes souffrant de la lèpre, maladie sur laquelle la thalidomide n'avait pas été testée. Ce triste exemple montre que toute innovation et toute décision de santé publique est toujours entourée d'un doute scientifique. Agir en faveur d'un groupe d'êtres humains peut être préjudiciable à un autre groupe, et détruire une espèce vivante qui nuit à l'humanité peut avoir des conséquences dommageables sur d'autres espèces plus utiles.

Des millions de personnes à travers le monde sont atteintes d'anomalies métaboliques et nutritionnelles pouvant entraîner, par exemple, certains types de maladies cardiovasculaires. Dans ce contexte, des enquêtes épidémiologiques ont été menées pendant plusieurs années sur des groupes déterminés aux États-Unis et en Finlande. Les résultats ont montré que de nombreuses personnes souffrent d'une hypertension qui a été négligée et qui est susceptible d'entraîner, entre autres, des lésions vasculaires cérébrales, une occlusion vasculaire (infarctus) au niveau du cerveau ou d'autres organes.

Les résultats de ces études et de quelques autres ont attiré l'attention sur les effets néfastes d'un déséquilibre alimentaire entre les lipides, les glucides et les protides. Auparavant, les connaissances dans ce domaine se concentraient principalement sur la sous-alimentation infantile dans les pays sous-développés au moment du sevrage des enfants, ainsi que sur certaines carences particulièrement connues. Mais après ces

décennies de prospérité, les pièges des régimes alimentaires trop riches ont commencé à devenir visibles. Des taux de cholestérol trop élevés dans le sang ou dans tout autre liquide biologique peuvent causer des maladies cardiovasculaires pouvant être évitées en suivant un régime alimentaire équilibré.

Sans vouloir exagérer le contraste entre les pays industrialisés suralimentés et les pays en développement sous-alimentés, il faut néanmoins rappeler que ce contraste existe. Être obsédé par son taux de cholestérol est une tendance à la mode, mais des millions de personnes ont vraiment amélioré leur état de santé en appliquant des mesures préventives simples et en prenant soin d'adopter des habitudes alimentaires plus raisonnables. Si l'on compare cela avec le coût des interventions spectaculaires de chirurgie cardiovasculaire et de chirurgie du cerveau, effectuées dans des centres hospitaliers magnifiquement équipés, ou avec les transplantations cardiaques qui sont maintenant possibles grâce à la découverte des groupes tissulaires antigènes (human leucocyte antigens, HLA), qui permettent de greffer des organes compatibles avec l'organisme du receveur, on se rend compte que toutes ces réussites n'ont sauvé la vie que de quelques milliers de patients, et à grands frais.

De la même manière, la vie des personnes atteintes de maladies chroniques telles que le diabète a été améliorée. Une distinction a été faite entre les personnes souffrant d'un déficit congénital de l'assimilation du sucre, qui doivent supporter des injections régulières d'insuline tout au long de leur vie, et les personnes atteintes de formes moins graves et moins permanentes de diabètes pour lesquelles un régime alimentaire approprié et des médicaments tels que les sulfamides peuvent être prescrits. Les diabétiques, qui sont plusieurs dizaines de milliers, sont donc débarrassés des complications habituelles, mènent une vie normale et vivent plus long-temps qu'auparavant.

Les progrès considérables effectués dans le domaine de l'électronique ont permis à la médecine d'acquérir quelques outils utiles. Les techniques échographiques sont utilisées pour explorer les divers conduits et organes et pour examiner les embryons et les fœtus en vue de détecter toute anomalie anatomique et de prévoir les problèmes obstétriques susceptibles de se produire. L'échographie est un moyen indolore et peu coûteux d'explorer le corps humain sans effets ionisants. Dans de nombreux cas, elle a remplacé les rayons X. Bien que l'échographie nécessite du personnel hautement qualifié pour interpréter les résultats, beaucoup de pays à faibles revenus ont trouvé cette méthode intéressante. Cependant, une enquête internationale menée par l'OMS a révélé que de nombreux équipements radiologiques étaient inutilisés dans ces pays en raison de pannes mécaniques pourtant facilement réparables.

Les recherches en matière de mécanismes biochimiques et cellulaires ont ensuite rendu possible le diagnostic prénatal d'anomalies chromosomiques (affectant la forme ou le nombre de chromosomes, comme pour la trisomie 21, également connue sous le nom de syndrome de Down ou mongolisme), ainsi que le diagnostic d'anomalies fonctionnelles (telles que la fibrose pancréatique, connue sous le nom de mucoviscidose) et d'anomalies sanguines (telles que les anomalies de l'hémoglobine). Ces méthodes d'examens *in utero*, ainsi que les examens effectués à la naissance, ont permis l'application de traitements correctifs à un âge précoce et justifient parfois une interruption de grossesse.

L'utilisation de plus en plus accrue des méthodes multidisciplinaires pour aborder les maladies a conduit à une révision complète des idées traditionnelles concernant leurs causes. En Afrique orientale, par exemple, des épidémiologistes ont découvert qu'une tumeur mandibulaire avait une incidence particulièrement élevée. Suite à cela, des études ont montré que plusieurs facteurs étaient responsables de cette tumeur maligne. En effet, cette dernière ne se développait que lorsqu'un virus particulier (le virus d'Epstein-Barr) était contracté par un patient atteint du paludisme et souffrant d'insuffisance alimentaire.

En fait, de nombreuses maladies semblent être le résultat de la combinaison de plusieurs facteurs. La reconnaissance de causes liées entre elles a certainement révolutionné le raisonnement simpliste fondé sur les modèles bactériologiques, selon lequel une cause entraîne un résultat, et un germe une maladie. Ces trois décennies de progrès dans la plupart des branches de la médecine ont montré que les organismes vivants étaient de plus en plus complexes, à la fois dans leur état sain et dans leur état malade. Imaginer qu'en augmentant le nombre de recherches biologiques de nombreux problèmes seraient résolus a été une erreur: cela ne fit qu'ajourner la découverte des solutions.

Une autre nouvelle découverte médicale fut le fait que les problèmes pathologiques chez les personnes soignées sont liés aux particularités morales, religieuses, culturelles et économiques de chaque société. Plus les groupes humains deviennent hétérogènes, plus ces problèmes sont difficiles à résoudre. C'est la raison pour laquelle des «comités d'éthique» (dans lesquels le terme «éthique» a été préféré à celui de «morale») ont été créés dans les hôpitaux et dans les universités, parfois à l'échelon national. Les thèmes qu'ils doivent aborder sont innombrables et ont parfois nécessité la mise en place de nouvelles lois. La lenteur pour y parvenir montre les difficultés en jeu.

1978: «SANTÉ POUR TOUS EN L'AN 2000»

En 1978, l'Assemblée mondiale de la santé, à laquelle assistèrent environ cinq cents participants, lança ce slogan, tel un cri de guerre contre la maladie, qui allait être le programme des deux décennies suivantes. C'était à Alma-Ata, capitale du Kazakhstan, en Union soviétique. Cet objectif louable, lancé officiellement d'un ton biblique, mélodramatique, par le directeur général de l'OMS, ressemblait à un rêve utopique pour bien des gens, ou à une incantation contre la mort, puisque triompher de la maladie, c'est abolir la mort. Des personnes plus sceptiques ou prudentes auraient sans doute préféré « un accès aux soins pour tous en l'an 2000 », ce qui aurait constitué un objectif à atteindre certes moins ambitieux mais toujours difficile.

La déclaration d'Alma-Ata, qui obtint bien évidemment l'assentiment de tous les participants, avait pour but de produire chez les dirigeants des États membres un choc psychologique les obligeant à porter un regard critique sur leurs systèmes de santé publique et sur les politiques adoptées au cours des décennies précédentes. La critique suggérée concernait principalement les façons dont les «soins de santé primaires» étaient organisés à travers le monde, c'est-à-dire les soins dispensés aux patients par des membres du corps médical, ou par les remplaçants disponibles les plus compétents, s'il en existait à portée. Le slogan d'Alma-Ata était donc d'abord destiné aux pays en développement, mais les nations industrialisées furent plutôt perplexes quant à la signification de «soins de santé primaires», expression du jargon de l'OMS. Ces pays n'avaient pas attendu Alma-Ata pour réfléchir sérieusement à leurs politiques sanitaires. Ils avaient fourni aux personnes en mauvaise santé un nombre suffisamment important de médecins (quand ce n'est pas plus que nécessaire) et toute personne nécessitant des soins n'avait qu'à appeler un docteur ou se rendre à l'hôpital. Les soins de santé primaires étaient donc correctement pris en compte et ils se demandaient ainsi ce que pouvait signifier l'expression soins de santé «secondaires».

Cependant, il était généralement reconnu que la critique des politiques du tiers-monde était justifiée. Les pays sous-développés, manquant à la fois de ressources et d'autorité, ne pouvaient que suivre les principes administratifs et de santé publique dont ils avaient hérité de leurs colonisateurs. En d'autres termes, ils ne pouvaient qu'imiter les pays riches. Les médecins formés aux méthodes occidentales étaient en nombre insuffisant et s'étaient installés dans les villes. De nouveaux hôpitaux coûteux avaient été construits dans lesquels la chirurgie cardiaque était possible. Parallèlement, aucune disposition n'avait été prise pour les personnes vivant dans le bush ou dans les montagnes, et les villages souffraient de pénuries alimentaires et du manque de systèmes sanitaires. Dans tous les pays, plus particulière-

ment dans les moins privilégiés, le besoin se fit de plus en plus pressant de mettre au point un nouveau système de formation professionnelle de santé publique s'adressant à tous les groupes de personnes. L'idée de former des inspecteurs de la santé qui ne soient pas forcément des médecins diplômés fut proposée. Former une catégorie inférieure de personnel ayant une bonne éducation de base pour enseigner les principes fondamentaux de l'hygiène dans les villages serait toujours mieux qu'avoir un niveau fatalement bas des soins médicaux.

L'OMS insista donc sur le besoin d'utiliser au mieux les conteurs et les sorciers de villages pour former des spécialistes sur le terrain, plutôt que de faire appel à des médecins qualifiés ignorant tout des antécédents du pays en matière de santé publique. L'Organisation proposa également d'accroître le nombre d'infirmières et de sages-femmes, et de dispenser une instruction élémentaire aux volontaires et aux chefs de villages sur les techniques de filtrage de l'eau des rivières et des marais et sur la construction de latrines à proximité de chaque petit groupe de cabanes.

La déclaration d'Alma-Ata fut donc un appel lancé à toute l'assemblée, aussi bien aux représentants des pays riches que des pays pauvres, les incitant à interroger leur propre conscience et à revoir leurs politiques à une échelle mondiale. Puisque tellement de nations prospéraient, l'état de santé de l'humanité tout entière pouvait réellement être amélioré si tous les pays concernés décidaient de s'engager à faire tous les efforts possibles.

En 1978, il était en effet possible d'être optimiste pour les trois décennies à venir, concernant la santé de l'humanité. Les principales causes d'épidémies avaient été enrayées. La mécanisation des processus de production avait rendu les usines très actives mais moins dangereuses. L'agriculture était devenue plus productive, rendant les famines moins fréquentes et moins désastreuses. Les membres du corps médical étaient si qualifiés qu'ils obtenaient toujours de meilleurs résultats et il n'y avait aucune raison d'imaginer qu'il n'en continuerait pas toujours ainsi.

Quelques pays devenus indépendants après la guerre commencèrent à lancer sur le marché mondial des produits qu'ils n'auraient jamais pensé être capables de fabriquer. Cela les enrichit à un tel point que le fossé économique entre les pays riches de l'hémisphère Nord et les pays pauvres du Sud semblait devoir diminuer. L'espérance de vie augmentait, la mortalité infantile diminuait, et la population croissait même dans les parties les plus désertes et les plus pauvres du globe.

Bien sûr, les gens se rendirent compte que le projet d'Alma-Alta ne provoquerait pas la révolution de la santé tant attendue, mais tout semblait indiquer que les êtres humains avançaient vers une vie plus saine impliquant moins de souffrance, puisque l'état de prospérité économique devait persister.

DE 1978 À 1997: UNE PÉRIODE DE DÉSILLUSION

Plusieurs raisons ont fait que le résultat des résolutions d'Alma-Ata n'a pas été aussi heureux que prévu. Les pays industrialisés du Nord ont senti que ces propositions, bien que raisonnables, faisaient une fois encore appel à leur générosité, et les pays en développement du Sud ne déployaient pas tous les efforts nécessaires pour aboutir aux changements escomptés. Les difficultés rencontrées des deux côtés ont été accentuées par le fait que l'expansion économique ralentissait considérablement, entraînant une réduction des budgets nationaux. Pendant les crises de ce genre, les dépenses de santé sont en effet toujours réduites. Jamais auparavant au cours de l'histoire la santé de l'humanité n'avait été si inexorablement sujette au pouvoir de l'argent. Enfin, quelques maladies sont apparues ou réapparues subitement, demandant de nouvelles mesures de santé publique et occupant une place de plus en plus importante sur la carte épidémiologique du monde. L'enthousiasme des décennies précédentes a donc laissé place à la désillusion, même si les réussites passées n'ont pas été sérieusement menacées

Infections et parasitoses

Les organisations internationales désormais bien installées et les méthodes statistiques au point, on parvint à obtenir des données épidémiologiques mondiales assez fiables. Cependant, elles n'étaient que la somme des données nationales individuelles et le degré de précision des chiffres déclarés par les différents pays n'était pas toujours très logique. Néanmoins, leur qualité augmentait et les classifications publiées étaient de plus en plus reconnues et utilisées, de telle sorte qu'un tableau toujours plus précis des maladies dans le monde commençait à apparaître.

On observa que les maladies avaient une tendance de plus en plus forte à s'étendre internationalement en raison de l'augmentation des échanges et du nombre de personnes voyageant à travers le monde pour affaires, pour des raisons politiques ou pour les loisirs. Cependant, les germes ignorant les frontières, les maladies ne tendent jamais à devenir identiques d'un endroit à l'autre. Les modes de contagion humaine varient d'une culture à l'autre et les insectes qui transportent certaines maladies ne s'adaptent pas à tous les climats ni à tous les écosystèmes. Pour les mêmes raisons, il est peu probable que le niveau de santé de la totalité de la population mondiale soit un jour complètement uniforme.

Nous ne pouvons, dans ce document, dresser une liste des principales maladies qui ont menacé l'humanité au cours de la période considérée.

Nous ne pouvons que passer brièvement en revue les principales réussites, les réussites un peu moins grandes et les échecs (en espérant que ces derniers ne soient que temporaires).

La bataille gagnée contre les terreurs du siècle précédent continua. La variole ne réapparut jamais. La fièvre jaune faillit refaire son apparition une fois en Afrique occidentale mais fut réprimée. Le choléra était toujours endémique en Asie et après avoir traversé le Pacifique, il fit acte de présence au Pérou et au Brésil avant de se diriger vers l'Afrique occidentale. Depuis, on n'en a plus jamais entendu parler. La peste, qui était toujours endémique en Asie, n'eut que quelques foyers en Afrique orientale.

Un nouvel espoir est apparu dans la lutte contre la lèpre qui, en 1995, touchait plus d'un million de personnes en Asie du Sud-Est, particulièrement en Inde. Un nouveau médicament prometteur, la dapsone, a été mis au point. *Mycobacterium leprae* n'affectant, comme le virus de la variole, que les humains, on espère pouvoir l'éradiquer de la même façon. Pour les cas les plus sérieux, la solution consiste en la prescription d'une combinaison de médicaments chimiques et une victoire totale est peut-être maintenant à notre portée.

Malgré tous les efforts déployés à travers le monde, deux terribles maladies existent toujours, la première étant le paludisme. Elle demeure la première cause de décès dans le monde, particulièrement chez les enfants. L'utilisation du D.D.T. pour détruire les moustiques a été interdite en de nombreux endroits, et les espèces de *Plasmodium* qui sont les plus résistantes aux médicaments antipaludiques paraissent proliférer aux dépens des espèces les plus sensibles. Au début de 1980, une épidémie mortelle toucha Madagascar. En termes du nombre de morts qu'il cause chaque année, le paludisme est la maladie qui pose à l'humanité son plus grand défi.

La guerre contre la tuberculose s'est également immobilisée. Après avoir été couronnée de succès dans les pays industrialisés au cours du XX° siècle, de trop nombreuses poches de résistance persistent encore. Dans chaque pays, il reste des endroits où les personnes dans le besoin vivent dans des habitations et des banlieues surpeuplées sans sanitaires, se contaminant les unes les autres et formant des foyers d'infection, où parfois le sida aggrave la situation. Pour diverses raisons immunologiques, les campagnes de vaccination B.C.G. ont été ralenties en Afrique et en Inde.

Même la lutte contre les agents infectieux sensibles à la vaccination (méningocoques, rougeole) ralentit. Les vaccins sont coûteux, et leur utilisation à très grande échelle nécessite l'existence de routes, de moyens de conservation et de transport qui ne sont pas disponibles partout. Les causes de la diarrhée, qui peut être mortelle chez les enfants, sont diverses et incluent l'insuffisance alimentaire, une mauvaise hygiène et les épidémies.

La déception que nous ressentons actuellement est principalement due au fait que le genre humain est toujours relativement impuissant face aux virus pathogènes. Les grandes victoires médicales du passé face aux microbes furent possibles grâce à des médicaments appropriés, alors que les virus sont des organismes naturellement labiles. Ainsi, par exemple, les virus de la grippe subissent des mutations d'une épidémie de grippe à l'autre.

L'événement le plus spectaculaire des dernières années a été l'invasion du virus de l'immunodéficience humaine (le virus VIH, responsable du sida) (illustration 83). Après avoir été tout d'abord suspecté au début des années 1980, puis identifié en 1985, ce virus s'est propagé dans le monde entier de deux manières: par transmission sanguine et sexuelle. Il a entraîné un nombre considérable de décès pendant la première décennie de son existence mais l'espérance de vie des patients séropositifs s'allonge chaque année. Le continent africain est le plus touché.

Grâce aux nouvelles méthodes d'identification utilisées par les laboratoires, les virus peuvent maintenant être détectés et classés avec plus de précision. Les virus les plus redoutables sont ceux de l'hépatite B et de l'hépatite C, qui causent des cirrhoses et des hépatocarcinomes graves. On observe également une augmentation de l'incidence des maladies sexuellement transmissibles. Bien que la pénicilline ait presque complètement éradiqué la syphilis et la blennorragie, du moins dans les pays les plus avancés, des maladies virales telles que l'herpès, le condylome et le papillome sont devenues assez communes.

L'une des récentes menaces pour la santé humaine implique des particules vivantes encore plus élémentaires que les virus, à savoir les prions. Après avoir été découverts en 1982, ils furent identifiés chez des bovins, chez lesquels ils sont responsables de l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB), maladie mortelle connue sous le nom de «maladie de la vache folle». À l'heure où nous écrivons ces lignes, le mode de transmission exact chez les bovins n'est pas encore connu et nous ignorons également dans quelle mesure cette maladie peut se transmettre à d'autres espèces, y compris les humains.

L'inquiétude étant naturelle chez les êtres humains, ces derniers espèrent que les victoires passées seront toujours valables. Mais en réalité, ce n'est plus certain. La plupart des maladies virales actuelles existaient déjà auparavant mais n'avaient pas été correctement identifiées, et leur présence contemporaine a provoqué une vague de panique, particulièrement lorsqu'il est impossible de les contrôler en raison du manque de connaissances concernant leur composition et leur mode de transmission.

Le coût des soins de santé

Les recherches sur le diagnostic et le traitement de ces maladies sont extrêmement coûteuses et ont alourdi le coût des soins de santé. Par ailleurs, il est important de noter que pour des raisons politiques et démagogiques, les gouvernements acceptent plus facilement d'investir beaucoup d'argent dans la recherche sur les nouvelles maladies que sur les maladies plus anciennes qui touchent plus de personnes et mériteraient plus d'attention.

Les pays dépensent plus d'argent pour la santé, et ceci pour plusieurs raisons. Les examens paracliniques nécessitent du matériel électronique, magnétique et informatique de pointe. La pharmacothérapie exige des années de recherche et de développement et les procédures chirurgicales deviennent de plus en plus ambitieuses et finement contrôlées. Les enfants sont soignés très tôt et un nombre toujours plus important de personnes âgées souffrent de plusieurs maladies à la fois, nécessitant alors un nombre important de traitements qui doivent tous être payés. Aucune disposition n'a été prise lors de la création des systèmes d'assurance maladie pour financer des problèmes de santé de ce type.

Les différents types de protection sociale sont actuellement dans une impasse. Les systèmes d'assurance maladie d'État semblent résister à l'inflation avec une efficacité acceptable, si l'on compare leur taux de morbidité et de mortalité à ceux des autres pays. Mais la façon strictement réglementée de dispenser les soins dans ces pays serait considérée comme inacceptable dans d'autres et provoque le mécontentement de certains, même parmi les habitants des pays concernés.

Les systèmes d'assurance maladie des pays industrialisés financés par des cotisations ou par un prélèvement sur les salaires ont gonflé les coûts de la production industrielle (en raison des augmentations répétées inévitables des primes d'assurance) et ont par conséquent entraîné une baisse de la consommation. Des fonds publics ont été déployés pour compenser ce processus.

Aux États-Unis où, comme nous l'avons vu, d'autres options furent choisies après la guerre, un esprit de solidarité s'est créé entre les professions médicales, les administrateurs de santé et les éventuels patients qui sont directement intéressés dans les organismes d'assurance maladie (OAM). Ici, il est dans l'intérêt des professionnels de la santé et des patients que les meilleurs soins possibles soient dispensés au coût le plus bas possible. Les risques couverts sont cependant précisément définis et les affections les plus coûteuses sont exclues. Le gouvernement fédéral a tenté de réduire les coûts de santé pour les habitants du pays via Medicare et Medicaid, comme nous l'avons décrit précédemment. Au fur

et à mesure, cependant, le nombre de personnes sans couverture médicale augmente, tandis que les personnes assurées doivent payer des primes de plus en plus élevées.

Les pays en développement sont encore moins à même d'étendre l'assurance maladie à d'autres catégories de personnes. Les idéaux adoptés par les gouvernements en 1945, c'est-à-dire d'étendre l'assurance maladie à toute la population et de fournir à tous la même couverture gratuite, sont désormais hors de portée. Les pays dans lesquels ces objectifs ont été presque atteints ont dû revenir prudemment en arrière, faisant appel à la loyauté civique des citoyens qui, après des années d'aide de l'État sur une grande échelle, pensaient que leurs droits étaient illimités. On a demandé aux membres du corps médical qui prescrivent trop de traitements, d'examens et de médicaments superflus sans se soucier du coût, de se conduire d'une manière plus responsable.

Chaque pays a dû chercher les solutions à la fois les moins risquées, au niveau politique, et les plus à même de conserver la santé de la nation à son niveau actuel. Il semble probable que, dans le contexte actuel, la part du budget total consacré par les nations à la santé publique continuera à diminuer, même si les sommes dépensées actuellement augmentent. Heureusement, les liens de causalité entre la prospérité économique, les dépenses nationales pour la santé et l'état de santé de la population, sont toujours plutôt incertains.

On peut certainement dire qu'en termes de morbidité, de mortalité et d'espérance de vie à la naissance, les populations des pays riches sont en bonne santé. Ainsi, la bonne santé dépend du développement économique et inversement, l'on peut difficilement s'attendre à ce que les personnes en mauvaise santé des pays pauvres puissent contribuer à intensifier la productivité. Quelques statistiques favorables sur la santé existent cependant dans quelques pays et régions à faibles revenus et population, tels que Cuba, le Sri Lanka, le Costa Rica et le Kerala (Inde).

L'industrie et la santé

L'industrialisation des sociétés modernes devait affecter la santé de la population, et ceci pour deux raisons. Tout d'abord, le matériel nécessaire à l'administration des soins de santé est fabriqué de manière industrielle. Ensuite, l'accès à certains instruments tend à devenir le privilège de consortiums, bien que l'efficacité et la qualité des soins de santé amenées par ces deux processus ne soient pas encore réellement prouvées. Par la suite, aux cours des dernières décennies, il devint évident que certaines industries peuvent en fait aggraver la santé de la population.

Les fusions commencèrent à avoir lieu dans le secteur de l'industrie de la santé dans les années 1970, en raison du coût élevé de la production des premiers scanners. Même l'entreprise qui inventa le procédé dut fermer. La situation s'aggrava lorsque les premiers modèles furent améliorés; les installations radiologiques devinrent automatisées, le magnétisme fut utilisé pour détruire les calculs rénaux et biliaires, des analyseurs automatiques furent mis au point pour effectuer les diagnostics biochimiques, et les équipements d'échographie, les appareils d'imagerie par résonance magnétique et les rayonnements ionisants furent utilisables à des fins diagnostiques et thérapeutiques. Toutes ces innovations étaient en accord avec le progrès médical mais en raison de leur coût de plus en plus élevé et de l'étendue limitée du marché, les entreprises industrielles décidèrent de fusionner et d'associer leurs activités de production et de commercialisation. Aujourd'hui, seule une demi-douzaine de sociétés vendent des appareils coûteux de ce type, ce qui signifie qu'elles ont monopolisé le marché et que les industriels peuvent désormais faire pression sur le corps médical.

Il s'est passé pratiquement la même chose pour l'industrie pharmaceutique, également née à cette époque et qui s'est rapidement élargie depuis. Le coût de la recherche-développement augmente certainement et il est également vrai qu'il faut une bonne dizaine d'années et énormément d'argent pour qu'une nouvelle molécule prometteuse puisse être mise sur le marché.

La mise en commun d'activités industrielles a eu des effets divers. Les coûts de production croissants ont entraîné une augmentation des prix de vente et, à chaque fois qu'une nouvelle substance réellement efficace arrive sur le marché, de vifs débats ont lieu entre ses fabricants et les gouvernements qui souhaitent l'acheter mais qui doivent également garder un œil sur l'opinion publique. Il n'est pas étonnant qu'ils préfèrent la prescription de médicaments génériques tombés dans le domaine public après expiration des brevets.

Par ailleurs, les fabricants sont libres de choisir leurs propres domaines de recherche. Par exemple, il n'apparait pas avantageux pour les fabricants d'approvisionner les pays du Sud incapables de régler leurs factures en médicaments destinés à traiter des maladies purement locales telles que les parasitoses, et pour lesquels il n'y a pas de demande ailleurs. Et pourquoi voudraient-ils s'inquièter de maladies que l'on ne rencontre que rarement dans les pays riches, puisque la faible demande ferait que l'amortissement de l'investissement de recherche prendrait trop de temps? Ces deux exemples de «médicaments orphelins» cités précédemment (même s'il serait plus juste de parler de «maladies orphelines», puisqu'elles sont privées de médicaments spécifiques), montrent clairement l'influence de l'industrie sur la santé des nations. Heureusement, les critères commerciaux utilisés

par les fabricants pour choisir les domaines dans lesquels leurs innovations seront produites sont contrebalancés par les effets de concurrence, puisqu'une nouvelle découverte occasionne toujours une publicité. Les pays économiquement faibles sont sans défense face à des puis-

Les pays économiquement faibles sont sans défense face à des puissances économiques de ce type. Ni leurs gouvernements, ni leurs habitants ne sont à même d'acquérir tous les médicaments dont ils ont besoin et dont les prix sont fixés sans qu'on les ait consultés. Afin d'empêcher les tendances à la mode de créer une demande de la part de la population et d'éviter les effets indésirables dus à un nombre trop élevé de substances ayant les mêmes effets mais des marques différentes, l'OMS a dressé une liste des médicaments essentiels afin de guider les personnes chargées de développer les marchés intérieurs des pays. Cependant, ces suggestions raisonnables n'ont eu que peu d'effet sur les politiques d'importation des pays concernés.

L'alimentation humaine a également été affectée par les modifications de l'économie mondiale. Des pratiques agricoles plus rationnelles ont remplacé les méthodes traditionnelles moins rentables et l'hybridation a amélioré le rendement à la fois des céréales et du bétail. Le nombre de pays capables de tirer de leur propre sol la nourriture dont ils ont besoin augmente d'année en année. Les pays qui auparavant étaient importateurs parviennent désormais à satisfaire leurs propres besoins et certains sont même devenus exportateurs. Les fluctuations des prix du cacao et du café sur le marché mondial ont conduit quelques pays à abandonner partiellement ces cultures au profit de produits davantage utilisés par leur propre population.

Néanmoins, certains endroits souffrent toujours de pénuries alimen-

Néanmoins, certains endroits souffrent toujours de pénuries alimentaires, voire de famines. Les pays riches ont stocké des quantités tellement importantes de céréales, de viande et de produits laitiers (glucides, protéines et lipides) qu'ils ont acquis des stocks excédentaires qu'ils ne peuvent utiliser et ne peuvent ou ne veulent pas vendre à ceux qui sont dans l'incapacité de payer leurs factures, même à bas prix, en raison du coût du transport. Comme dans le cas des médicaments mentionnés ci-dessus, on pourrait parler ici de «nourriture orpheline». Le processus de décision relative à l'industrie alimentaire revient à quelques grandes entreprises.

L'«anarchie» n'est pas le terme approprié pour décrire cette situation, puisque les producteurs dans le domaine de l'alimentation sont autorisés à prévoir des bénéfices corrects pour leur activité. Cependant, il aurait sûrement été possible pour l'industrie alimentaire de faire quelque chose pour contrer les carences en vitamines, particulièrement dangereuses pour les enfants, par exemple, en proposant des indemnités financières compensatoires sous l'égide des organisations sanitaires internationales.

Tout comme les entreprises industrielles, les établissements de santé ont montré une certaine tendance à fusionner au cours des dernières

décennies. Des entreprises internationales ont été créées: elles fondent et gèrent des établissements privés à but lucratif, particulièrement dans les pays développés. Malgré la surveillance effectuée par les organismes de régulation, le corps médical est enclin, dans ce contexte, à s'engager à suivre des objectifs à but lucratif. De plus, ces établissements privés n'étant pas obligés d'accepter tous les demandeurs, ils refusent les patients «à haut risque», c'est-à-dire ceux dont les soins reviendraient trop cher. Cette attitude s'apparente à celle adoptée dans certains OAM aux États-Unis. L'industrie des soins de santé décrite précédemment est bien loin des idéaux de santé publique et de soins pour tous, sans distinction de catégorie, de richesse ni de la maladie concernée.

Les industries dangereuses attirent l'attention des gouvernements occidentaux depuis plus de deux siècles et des règlements ont été mis en place pour protéger le public et les travailleurs. Aujourd'hui, la plupart des pays ont promulgué des lois sur la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles ainsi que sur le dédommagement des victimes. Cependant, il reste encore beaucoup à faire puisque beaucoup de ces lois ne sont pas encore strictement appliquées. Les employeurs, qui doivent presque toujours supporter le coût des mesures préventives, des dispositifs de sécurité et du dédommagement des travailleurs, font tout ce qui est en leur pouvoir pour nier les liens de cause à effet. On n'incite pas les inspecteurs, chargés de vérifier que la loi est bien appliquée, au zèle. L'exemple le plus dramatique est celui des enfants qui sont toujours exploités dans de nombreux pays, y compris dans certains pays dont le territoire n'est que peu étendu et le nombre d'habitants faible, et où le revenu par habitant est donc assez élevé. Employer des mineurs signifie exposer une partie non négligeable de l'humanité à des maladies, à des accidents, à du surmenage pendant les périodes de croissance physique, à une certaine promiscuité, à l'analphabétisme, etc. En ce qui concerne les accidents du travail dans l'agriculture, bien que la population des pays les plus au sud du globe soit constituée de gens de la campagne, les pays concernés n'y prêtent que très peu d'attention.

Au cours des dernières décennies, les gens se sont révélés enthousiastes à l'idée de préserver un «environnement naturel» dans lequel un équilibre constant serait maintenu entre les espèces. Cet empressement s'est surtout rencontré dans les pays riches, les pays pauvres ayant déjà trop à faire pour tenter d'assurer leur propre survie. La guerre contre la pollution dure depuis quelque temps mais elle ne sera pas terminée de sitôt. En effet, il est difficile d'identifier les processus d'intoxication à long terme. Par ailleurs, déterminer les effets pathologiques précis de certaines substances toxiques peut prendre plusieurs décennies.

Tous les déchets industriels, les effluents liquides et les gaz résiduaires peuvent nuire aux cours d'eau, aux nappes phréatiques et à l'atmosphère. La liste de tous les polluants reste à compléter. Le retentissement médiatique des catastrophes industrielles n'est pas forcément en accord avec les dégâts réellement causés. Bien que des centrales nucléaires soient apparues à travers le monde depuis Hiroshima et Nagasaki, le seul accident ayant eu des répercussions internationales jusqu'à aujourd'hui fut celui de Tchernobyl (1986). Comme il existe encore d'autres centrales de ce type, d'autres catastrophes du même genre sont à craindre. L'industrie chimique a probablement causé plus de pollution accidentelle et entraîné la mort de plus de victimes que l'industrie nucléaire. D'autre part, ses effets se font ressentir plus rapidement, comme ce fut le cas pour l'explosion de Bhopal, en Inde.

Cependant, l'obsession de la pollution et l'utilisation faite des problèmes environnementaux par les hommes politiques et les médias ne devraient pas entraîner l'apparition d'un état de panique universel, susceptible d'empêcher la poursuite des recherches dans le domaine de la santé. La pollution du Rhin par les industries chimiques de Bâle n'a pas eu d'effets nocifs sur les êtres humains. L'explosion qui a eu lieu à Seveso, en Italie, n'a eu de conséquences mortelles que pour certains moutons de la région, mais elle a donné au mot «dioxine» une connotation effrayante, bien que certaines dioxines soient à la fois utiles et inoffensives. Il faut également espérer qu'une écologie fondée sur une approche scientifique pourra s'installer durablement.

Les faiblesses humaines

Que les résolutions pour préserver ou rétablir la bonne santé chez les êtres humains soient établies du fond du cœur, que les lois et règlements soient votés de façon énergique, que les intentions et le désintéressement sous-jacents soient sincères, le résultat ne sera couronné de succès que si ces règlements sont correctement suivis, ce qui n'est pas le cas. L'obstacle à cette réussite est la nature humaine, laquelle allie à un penchant pour le plaisir, un goût du risque et un manque de volonté.

Les gens n'hésitent pas à prendre des risques plutôt inconsidérés avec leur propre santé en consommant des substances dangereuses. Si ces dernières peuvent permettre pendant quelques instants d'améliorer la perception de la vie et du monde extérieur, à long terme, elles nuisent à la santé. Bien que les dangers de l'alcool soient connus depuis des siècles, des millions de personnes en consomment des quantités beaucoup trop importantes. Le besoin d'alcool des hommes est tel qu'absolument aucun

pays n'a réussi à en supprimer totalement la consommation, quelles que soient les restrictions administratives ou religieuses appliquées.

Il en est de même pour le tabac puisque, depuis plus d'un siècle, le corps médical explique que le tabac nuit à la santé. Bien qu'il y ait eu dans les pays riches une légère diminution de la consommation chez les hommes, les femmes ont quant à elles tendance à fumer de plus en plus, dès le début de l'adolescence. Par conséquent, le cancer du poumon, qui était une maladie principalement masculine, atteint maintenant aussi les femmes. Les effets combinés de ces deux produits toxiques sont hautement létaux. En effet, même dans un pays particulièrement bien informé comme la France, l'alcoolisme seul et le mélange alcool/tabac ont causé la mort de trente mille personnes en 1995. C'est dix fois plus que le nombre de personnes mortes du sida.

La consommation d'alcool et de tabac a augmenté dans les pays en développement depuis leur indépendance, soit parce que les habitants de ces pays ont cherché à imiter les habitudes de leurs anciens colonisateurs, soit parce que ces pays ont succombé à une sorte de colonialisme industriel qui a persisté à certains égards. À en juger par les quantités consommées au cours des dernières décennies, il est peu probable que cette tendance soit contenue dans un futur proche.

Comparés aux dégâts causés par le tabac et l'alcool, les dégâts causés par l'abus de drogues toxiques telles que la cocaïne, l'opium ou les dérivés de cannabis, et par les accidents de la route dus à une conduite en vitesse excessive, ont à peine affecté l'histoire de l'humanité, quantitativement parlant. En prenant ces risques, les gens n'obéissent pas à un instinct de mort, qui est un phénomène plutôt rare malgré ce que peuvent en dire les psychanalystes, mais expriment plutôt le besoin d'être libre de prendre leurs propres décisions, même si celles-ci sont dangereuses. Il serait donc sûrement à la fois vain et risqué de prendre des mesures coercitives afin de limiter ce type particulier de liberté.

Il serait difficile de faire la liste de toutes les habitudes dangereuses adoptées par certains groupes de personnes sans souci des effets que cela pourrait avoir sur leur santé. On peut illustrer cette constatation en examinant certaines habitudes alimentaires: des erreurs par défaut peuvent être faites, par exemple, en suivant des régimes végétariens trop rigoureusement. En effet, ces derniers peuvent entraîner des carences en vitamines graves chez les nouveau-nés et chez les enfants, particulièrement dans les pays en développement.

Les erreurs par excès commises dans certains pays avancés peuvent être aussi dangereuses que les risques auxquels les pays pauvres et sousalimentés sont exposés. En 1997, en raison d'une habitude alimentaire ne tenant pas compte de la régularité ni des quantités, près de 58 millions d'Américains étaient en surpoids ou obèses et donc surexposés à des risques de maladies cardiovasculaires et d'hypertension artérielle.

Les autres mœurs nuisant à la santé incluent les traditions sociales qui impliquent des mutilations corporelles. Si le tatouage, la scarification et la circoncision des garçons ont peu de conséquences en matière de santé publique, la mutilation sexuelle des filles peut avoir des effets importants. Chaque année en Afrique, plus de deux millions de petites filles subissent l'excision, la clitoridectomie, l'infibulation et autres cruelles opérations qui peuvent causer des infections, rendre stérile, entraîner des complications obstétriques et être mortelles. Aucune raison hygiénique ou religieuse ne justifie ces mutilations. Elles font seulement partie de la tradition sociale d'une douzaine de pays environ, dans lesquels les femmes sont particulièrement opprimées. Les gouvernements en question savent que ces pratiques sont dangereuses et le fait qu'ils ne font rien contre montre qu'ils manquent soit de volonté, soit de structures administratives efficaces.

Les défauts des administrations

En fait, de nombreux gouvernements ont échoué lors de tentatives pour améliorer le bien-être physique de leur population. L'explication du manque d'efficacité peut être purement administrative puisque, dans de nombreux pays, il est impossible d'appliquer les règlements sanitaires pour des raisons démagogiques ou par manque de fonds. Il est également impossible, et cela est parfois remarqué à juste titre, de bien faire dans une communauté au sein de laquelle personne ne se sent impliqué. Des pays économiquement faibles n'ont pas encore les moyens de développer leurs administrations sanitaires. Comme nous l'avons vu, ceci constitue l'une des raisons pour lesquelles l'assurance maladie s'est développée aussi lentement à certains endroits.

D'un autre côté, l'expérience a montré que les effets des règlements sanitaires ne peuvent être complètement ressentis que si l'administration fonctionne de manière efficace et est respectée. Dès que les structures d'un pays deviennent branlantes et inefficaces, l'état de santé du pays concerné se détériore. Ceci a notamment été le cas lors de chaque conflit européen et, plus récemment encore, dans les pays de l'ex-Union soviétique, où la diminution de l'espérance de vie à la naissance est la conséquence de la confusion qui assaille l'ancien système de gestion et du retard dans la nomination des nouveaux administrateurs. Au cours des dernières années, plus de 100 000 cas de diphtérie ont été recensés dans les pays qui faisaient auparavant partie de l'Union soviétique.

Ici encore, les pays indépendants depuis peu n'ont pas de chance. L'instabilité politique ne contribue pas à rendre un État efficace. Par ailleurs, les bouleversements gouvernementaux ne font rien pour résoudre les crises sociales et économiques. Bien au contraire, ils en créent ou les aggravent de telle sorte que les mauvaises conditions de santé ne peuvent être améliorées. Malgré la différence entre l'état de santé des pays du Nord et celle des pays du Sud, les pays riches ne peuvent rétablir la santé des pays pauvres s'il n'y a pas d'auto-assistance.

Les défauts à l'échelle internationale sont également à blâmer. Les

espoirs apparus pour la santé de l'humanité lors de la création de l'OMS ont continué à croître au cours des premières décennies d'existence de l'Organisation, devant ses efforts pour aider les pays en développement. Cependant, au fur et à mesure, les pays donateurs ont commencé à exprimer leur déception. Bien que les disputes entre les pays partisans du libre-échange et les pays socialistes se soient apaisées, les contributions furent réduites et les délais de paiement allongés. Les effectifs des divers départements de l'OMS furent réduits et l'Organisation fut accusée de devenir moins efficace. Le recrutement du personnel de l'OMS étant soumis au système des quotas nationaux, les personnes engagées n'étaient pas nécessairement les plus compétentes, ni les plus expérimentées ou les plus à même de s'adapter au travail dans des pays qui leur étaient nouveaux. L'Organisation fut également critiquée pour cette raison. Les bénéficiaires n'utilisaient pas toujours l'aide accordée par l'OMS pour les objectifs prévus initialement par les donateurs (pour la formation de cadres dans le domaine de la santé, par exemple) et l'Organisation en fut tenue pour responsable. Les pays riches exprimèrent leur mécontentement en confiant à d'autres organisations internationales des missions de santé qui n'auraient pas dû relever de leur responsabilité. La santé mondiale n'a pas bénéficié de toutes les spécificités nationales et de tous les projets colonialistes (pour ne pas dire impérialistes), à la fois passés et présents, qui changeaient continuellement selon la situation économique et politique.

Les efforts coopératifs internationaux pour promouvoir la santé des

Les efforts coopératifs internationaux pour promouvoir la santé des pays dans le besoin se heurtèrent finalement à des obstacles tels que la rivalité entre les pays donateurs et entre les organisations distributrices, ou la susceptibilité des bénéficiaires. Le désaccord entre les pays socialistes de l'Europe orientale et les pays capitalistes de l'Europe occidentale donna lieu à une concurrence entre l'Europe, l'Extrême-Orient et les États-Unis.

Dans ce climat peu favorable créé par les pays cupides, quelques organisations non-gouvernementales désintéressées se sont développées au cours des dernières décennies du XX^e siècle afin de compenser les échecs des États indécis. Malgré leurs efforts dévoués pour aider les populations défavorisées, et malgré les risques qu'elles encourent en raison des nombreux conflits locaux, elles rendent des services que les organisations officielles ne peuvent fournir. Cependant, les ressources dont elles disposent sont trop

faibles et trop irrégulières et le bien qu'elles font semble insignifiant comparé aux besoins disproportionnés auxquels elles sont confrontées.

Chez les quinze pays membres de l'Union européenne, le souvenir de toutes les difficultés rencontrées dans le domaine de la santé devrait rappeler que la coopération internationale est très difficile à réaliser. L'Union, fondée par le traité de Rome, ayant été créée dans un but purement économique, les ministres de la santé n'avaient aucun motif légal de se rencontrer. Ce n'est qu'à la fin des années 1980 que ceci fut possible et, même alors, la rencontre ne pouvait qu'être qualifiée d'officielle.

Les directives imposées par l'Union européenne aux États membres se concentrèrent longtemps sur des sujets accessoires, tels que l'harmonisation des formations professionnelles et des diplômes dans quelques-unes des professions médicales. Cela a sans doute permis aux membres de ces professions de circuler et de travailler plus librement, mais la santé des patients n'était pas le problème central. Au début des années 1990, les États membres réussirent avec beaucoup de difficultés à harmoniser les formalités à accomplir avant le lancement de nouveaux médicaments sur le marché. La susceptibilité et la méfiance des pays européens entre eux furent d'autant plus exacerbées par le refus des ambitions des pays non-européens. C'est en 1993, à Maastricht, que les douze États membres introduisirent pour la première fois dans leurs instruments légaux le concept de «protection de la santé humaine», plus particulièrement la «sécurité et la santé des travailleurs». Cependant, cet objectif n'a bien évidemment pas été exprimé en des termes très directs.

Il y a certainement beaucoup de problèmes sur lesquels l'Union européenne aurait pu prendre une position autoritaire pour améliorer la santé en Europe. Le Conseil de l'Europe a émis des propositions, par exemple, sur la façon d'organiser les transfusions sanguines et sur les normes de sécurité biochimiques et immunologiques que les produits sanguins stables et labiles doivent respecter. Des règlements de ce type sont devenus de plus en plus indispensables depuis que des personnes transfusées ont accidentellement contracté le sida ou l'hépatite. Malgré cela, l'Union européenne ne les a même pas adoptés sous forme de directives. Cette dernière n'a rien fait non plus pour simplifier et harmoniser les mécanismes par lesquels les prix des médicaments sont fixés. De plus, les États membres ne sont parvenus à aucun accord sur la façon d'améliorer la médecine du travail comme moyen de surveiller la santé des travailleurs.

Dans certains des pays industrialisés et riches, les citoyens ne sont toujours pas aussi bien protégés qu'ailleurs et ce n'est pas en imposant des mesures isolées dans ces pays que l'on peut étendre jusqu'à eux les bénéfices de la médecine préventive. Les représentants de ces pays étant obsédés par leur indépendance et par leurs problèmes économiques, les

organisations internationales sont impuissantes pour fournir à ces personnes le niveau de protection sanitaire espéré.

Une médecine pour les riches, une médecine pour les pauvres

Jamais auparavant dans son histoire la médecine occidentale n'avait subi autant de bouleversements conceptuels et techniques qu'au cours des dernières décennies. De nouveaux vaccins ont été mis au point contre les virus toujours à l'origine de problèmes : un premier contre l'hépatite et un vaccin combiné contre la rougeole, les oreillons et la rubéole. La recherche médicale sur la base chimique de la transmission génétique a permis de voir sous un nouveau jour les lois de l'hérédité, ainsi que les maladies et risques transmis par les parents. Les dernières découvertes dans le domaine de la biologie moléculaire ont contribué à expliquer la façon dont les germes peuvent détruire les mécanismes de défense d'un organisme, ainsi que la façon dont un médicament peut détruire ces germes. La recherche dans ce domaine a également permis d'expliquer le processus impliqué dans le vieillissement et dans les maladies dégénératives telles que les rhumatismes, le cancer et les maladies cardiovasculaires.

La médecine continue à trouver de nouvelles possibilités et à soulever des questions sans précédent: réanimer de fragiles nouveau-nés et des personnes blessées dans des accidents, opérer des personnes âgées, prélever et greffer des organes vitaux, soigner la stérilité, traiter des grossesses anormales et faire des expériences sur des êtres humains sains ou malades. Les lois, les principes sociaux traditionnels, les préceptes religieux, la conscience individuelle des praticiens — rien de cela n'est suffisant pour guider les décisions au cas par cas qui doivent être prises, et parfois dans des cas d'extrême urgence.

Depuis 1980, des comités d'éthique se sont donc créés toujours plus rapidement et quelques pays, après plusieurs années de réflexion, sont même allés jusqu'à promulguer des «codes de déontologie». Cependant, aucune loi ne peut prévoir tous les cas possibles susceptibles de donner lieu à un problème d'ordre moral. Dans toute situation personnelle ou familiale grave, il y a des raisons parfaitement valables d'adopter une de ces deux solutions aussi draconiennes l'une que l'autre, tout comme les cours de justice sont susceptibles de rendre des jugements contradictoires, basés dans chacun des cas sur des arguments parfaitement solides.

Les comités d'éthique, exception faite de ceux de certains pays anglosaxons, prennent généralement des décisions collectives sans être rendus collectivement responsables en retour. Les médecins sont toujours face à face avec leur patient, ils sont seuls responsables des diagnostics et des décisions thérapeutiques et tout avis qu'ils peuvent demander ne pourra en aucun cas porter atteinte à l'importance ou à la noblesse de leur tâche. Étant donné l'existence de ces nouveaux problèmes techniques,

Étant donné l'existence de ces nouveaux problèmes techniques, moraux et sociaux, la médecine actuelle ne peut être infaillible, bien qu'elle soit solidement étayée par des bases rationnelles et scientifiques. Les gens trouvent ces principes complexes inquiétants et, même dans les pays soi-disant industrialisés, quelques membres de la population ne les approuvent pas complètement. Cela explique pourquoi quelques personnes ont toujours recours, sauf en cas d'urgence, à ces formes de médecine qui portent divers noms tels que médecine douce, médecine alternative, médecine complémentaire, médecine parallèle, ou médecine naturelle. Aucun de ces adjectifs n'a de réelle justification, la médecine scientifique étant souvent douce et aucune forme de médecine n'est «naturelle», puisqu'elles requièrent toutes l'intervention de l'homme. Quelle que soit leur étiquette, leur caractéristique commune est qu'elles n'ont aucune justification expérimentale, rationnelle ou scientifique.

Pour ne donner que quelques exemples, on peut mentionner dans ce contexte l'iridodiagnostic, la psychopuncture, le magnétisme, l'auriculothérapie, le pendule, l'homéopathie, la réflexologie, l'organothérapie, la naturopathie, l'ostéopathie, la mésothérapie et l'onirologie. Certaines de ces appellations sont en fait un affront au bon sens étymologique. Un patient atteint d'un cancer qui a été soigné à la fois dans un centre spécialisé et par un charlatan va attribuer sa guérison à la mystérieuse potion qu'il a ingérée à la pleine lune plutôt qu'aux méthodes thérapeutiques mises au point au cours d'un siècle de médecine scientifique. Les gens ont besoin de mystère et ont peur des choses trop évidentes. Certains gouvernements tolèrent ces pratiques qui ne sont soumises à aucun contrôle. Ils autorisent leur enseignement et elles sont couvertes par les assurances maladies. D'autres gouvernements, au contraire, les interdisent et engagent des poursuites judiciaires contre les praticiens non autorisés pour la pratique d'activités illégales. Les médecines de ce type existeront toujours, même dans les pays les plus méticuleux et pragmatiques, tant que la médecine dite scientifique ne s'intéressera qu'aux lésions organiques, dressant une barrière peu scientifique entre le corps et l'esprit.

barrière peu scientifique entre le corps et l'esprit.

N'ayant pas les moyens de s'offrir les techniques, les instruments et les ressources pharmaceutiques disponibles dans la médecine occidentale, beaucoup de pays en développement doivent compter sur d'autres méthodes. La médecine traditionnelle existe partout et est aussi ancienne que la médecine occidentale, les êtres humains s'étant toujours secourus à travers les âges (illustration 84). La médecine scientifique s'est développée sur la base de principes et de concepts originaux qui ont été perfectionnés pen-

dant des siècles grâce à une connaissance approfondie de l'anatomie et de la physiologie humaines.

Cependant, les anciennes pratiques fondées sur les traditions transmises d'une génération à la suivante n'ont jamais complètement disparu malgré la venue de la médecine moderne. En plus des docteurs en médecine titulaires de diplômes reconnus par l'État, chaque pays occidental a ses rebouteux, ses guérisseurs et gourous autoproclamés, sans parler des personnes qui pratiquent les formes de «médecine alternative» mentionnées précédemment, et qui sont l'équivalent des sorciers et guérisseurs que l'on trouve dans les pays en développement.

Les praticiens traditionnels dans les pays économiquement faibles savent comment considérer leurs patients dans le contexte de leur environnement social et physique naturel. Ils connaissent les antécédents culturels et les mythes ancestraux. Contrairement à l'école de médecine matérialiste, qui fait une distinction entre l'esprit et la matière et ne s'occupe souvent que du corps et des organes malades, le chaman considère les humains comme une partie d'un univers cohérent formant un tout, peuplé de plantes, d'animaux et parfois de puissances invisibles, où chaque élément exerce des effets parfois bénéfiques ou parfois nuisibles sur les autres. Dans ce contexte, la maladie résulte probablement d'un manque d'équilibre entre ces forces impénétrables. Le traitement, qui est destiné à restaurer l'état antérieur d'harmonie, doit inclure la chaîne naturelle complète d'éléments animaux, végétaux et minéraux, ainsi que le royaume des esprits.

Pendant des milliers d'années, la végétation locale a fourni aux êtres humains la majorité de ce dont ils avaient besoin en matière de médicaments. L'expérience empirique acquise par les générations a montré quelles plantes utiliser et dans quelles circonstances, comment les préparer en les faisant bouillir, infuser, macérer ou fermenter, quelle partie de la plante est la plus utile (tiges, fleurs, fruits, bourgeons ou racines), à quelle saison celle-ci est la plus efficace, et à quelles doses ses effets deviennent toxiques. Cette connaissance traditionnelle est irremplaçable. La médecine occidentale aurait eu tort de ne pas s'en servir et la pharmacopée actuelle inclut un grand nombre de produits phytopharmaceutiques.

Même après avoir intégré assez facilement le savoir-faire ancestral, tout indique que la science n'a pas terminé d'extraire de la flore mondiale, y compris des plantes communes des plaines européennes et des essences tropicales fragiles et rares, toutes les ressources médicinales possibles. L'ethnobotanique détient toujours de nombreux secrets qui restent à élucider. Malheureusement, les études pharmacologiques dans ce domaine sont de plus en plus coûteuses et n'attirent donc pas autant l'industrie pharmaceutique que la mise au point de nouvelles méthodes de synthèse des molécules.

Il est assez normal que la médecine traditionnelle utilise largement les plantes familières. Les patients réalisent qu'elles font partie de leur environnement naturel et, qu'en les ingérant, ils participent à la vie de l'univers et en tirent avantage. Puisque les esprits de la forêt les aident à guérir, ils suivent sans crainte le traitement prescrit par le sorcier. Chaque nation a sa propre phyto-pharmacopée et ses propres praticiens, dont les compétences en termes de qualifications médicales occidentales peuvent irriter les sceptiques. Cependant, personne ne peut nier que ces thérapeutes dits empiriques connaissent au moins la toxicité de leurs remèdes et les doses à partir desquelles ils deviennent dangereux.

Dans d'autres cultures, on s'est davantage concentré sur les ressources de l'esprit humain. D'autres techniques plus mentales ou spirituelles ont été utilisées, telles que la suggestion et la magie, associées à l'illusionnisme et à l'incantation. De nombreuses maladies mentales ont été guéries par des psychothérapeutes bochimans. Toutes les religions encouragent la croyance des mythes de «possession».

Des pratiques telles que la relaxation, la sophrologie, le relâchement mental et physique, l'autopersuasion, la méditation religieuse et le yoga soulagent indéniablement de nombreux patients de nombreuses façons. Non seulement la souffrance physique du patient est allégée, mais les troubles fonctionnels dont ils souffrent sont améliorés et, dans quelques cas particulièrement réceptifs (dont les caractéristiques restent à définir), les troubles fonctionnels autonomes résistants aux médicaments classiques (variations de pression artérielle, de fréquence cardiaque, de fréquence respiratoire, des fonctions d'élimination, etc.) réagissent à des traitements de ce type. Il n'est pas toujours possible de trouver une explication scientifique rationnelle pour ces résultats en termes de courbes et de doses médicales.

L'existence de formes de médecine traditionnelle ne peut être niée, puisque l'on en trouve partout dans le monde et qu'elles conviennent à des millions de patients. Aucune autorité ne pourrait remplacer ces pratiques par un autre genre de médecine qui, quel que soit le nom qu'on lui donne, ne réussit pas toujours et présente ses propres inconvénients. Cependant, ni leur base traditionnelle (qui les rend tellement à la mode actuellement) ni leur longue histoire ne signifie que ces méthodes empiriques sont tenues d'être efficaces. Elles ont guéri d'innombrables troubles psychosomatiques qui rendaient la vie difficile à certains patients, voire impossible, mais aucun lien causal direct n'a été établi jusqu'à aujourd'hui entre l'absorption d'une simple tisane et l'amélioration de lésions organiques visibles. De plus, il ne faut pas oublier que la grande majorité des personnes qui consultent le médecin local ou le sorcier de la tribu souffrent de maladies susceptibles de guérir spontanément. Ce constat devrait être pris en compte chaque fois qu'une méthode thérapeutique est évaluée d'un œil critique.

Les patients sont donc libres de choisir pour eux-mêmes et c'est en effet ce qu'ils font. Dans les pays industrialisés, soi-disant instruits et cultivés, autant que dans les pays peu avancés, illettrés, on observe deux types de comportements identiques, ce qui démontre que face à la maladie et à la peur de la mort, les humains sont partout les mêmes. Lorsqu'un symptôme inquiétant ou douloureux apparaît, ou une anomalie fonctionnelle, certaines personnes commencent par consulter un praticien dit «officiel», à condition qu'il soit à proximité et ne coûte pas trop cher. S'ils sont toujours inquiets ou que le problème n'a pas disparu assez rapidement, ils se demandent s'ils ont pris le bon médicament et consulté la bonne personne, et font alors appel à un praticien de médecine alternative. En combinant les deux types de traitements, ils espèrent augmenter leurs chances de guérir mais oublient qu'ils augmentent également les risques d'échec.

D'autres personnes font tout le contraire. Ne voulant pas déranger leur médecin, elles vont voir le rebouteux local qui soignait si bien leurs parents, et ce n'est que lorsque les résultats s'avèrent être décevants qu'elles décident de consulter un praticien qualifié. On observe partout ces attitudes.

Dans les pays riches où abondent les médecins correctement formés

Dans les pays riches où abondent les médecins correctement formés et les hôpitaux bien équipés, les conséquences ne sont pas trop graves. En revanche, il est vraiment dommage de voir des patients dans un état grave diagnostiqué trop tard parce qu'ils ont perdu du temps en essayant d'abord un type de traitement plus «doux».

La situation est différente dans les pays pauvres où les traditions médicales locales, en lesquelles les patients ont toute confiance, sont familières à tous et pratiquées partout à un prix très bas. Les pratiques médicales ethniques ne doivent être ni critiquées, ni supprimées. On doit, au contraire, en tirer parti. Les hommes et femmes qui les appliquent sont très respectés. Ils croient profondément en l'amour de leur prochain et sont souvent désintéressés et rarement dangereux. Ces personnes devraient être formées aux principes sûrs de la médecine occidentale. Elles contribueraient ainsi largement à l'amélioration de la santé de leur peuple si on leur enseignait comment garder les habitations propres, pourquoi l'allaitement est préférable, l'importance d'avoir une nourriture propre et variée, les principes d'un accouchement hygiénique, et éventuellement ce qui peut être fait en matière de contraception, par exemple.

Une intégration complète des deux approches de la médecine, des deux manières de considérer la maladie et la place de l'humanité dans l'environnement, sera nécessaire avant que de nombreuses personnes puissent être guéries. Mais les contraintes économiques qui pèsent sur les pays en développement ne laissent pas beaucoup de marge de manœuvre aux autorités en ce qui concerne leurs politiques sanitaires.

Au fil des siècles, les habitants des pays d'Afrique et d'Asie se sont construits une image de la maladie assez différente de celle communément acceptée en Occident. Leur pharmacopée étant constituée depuis longtemps, ils ont beaucoup moins d'estime pour les médicaments produits à grands frais par une industrie scientifique qui leur est complètement étrangère. Certains d'entre eux pensent que la vaccination est une tentative illusoire et dangereuse de s'opposer à la nature. Pour eux, être enfermé dans un hôpital est nocif par opposition au confort de son chez-soi.

Il a été dit que les nations ont traversé une période de «transition épidémiologique» au fil des siècles. Dans les pays pauvres, on s'attendait à ce que la période dite «de mortalité» prenne fin au XX^e siècle, tandis que les pays riches devaient être sur le point d'entrer dans une période dite «de morbidité». La situation change en effet rapidement. Les causes de la mortalité disparaissent dans les pays en développement du Sud et la morbidité augmente à mesure que de plus en plus de nouveau-nés survivent et que les gens vivent plus longtemps, d'où un vieillissement de la population. Le désir et le besoin de soins médicaux devraient continuer à croître et une demande de plus en plus importante devrait voir le jour en matière de médecine, quelle que soit la tradition à laquelle elle appartient et quelles que soient ses ressources.

Un inventaire de la population mondiale

Les organisations de santé publique s'étant développées tout au long du XX^e siècle, on pourrait être tenté de faire l'inventaire de leurs réussites afin de les améliorer encore et de les adapter dans le futur. Cependant, une évaluation générale de ce type est impossible pour plusieurs raisons.

Tout d'abord, même en supposant qu'il soit possible de définir des indicateurs de santé universels, c'est-à-dire des indicateurs prenant en compte tous les aspects de la vie d'une population, il serait difficile d'établir des relations de cause à effet entre l'activité d'un service de santé et un phénomène fondé sur la population, car l'existence de groupes humains et la qualité de vie dont ils jouissent dépendent d'un ensemble de facteurs complexes non encore définis.

Ensuite, il faudrait établir un ensemble de critères de santé qui conviendraient aux quelque deux cents États membres de l'OMS, ainsi qu'un ensemble de données sanitaires collectées au moyen d'une méthode entièrement fiable faite pour une utilisation universelle, ce qui, pour le moment, est impossible. Partout dans le monde, les résultats des outils statistiques sont considérés comme peu satisfaisants en raison des trop grandes différences entre les divers systèmes de santé publique. Même dans les pays

réputés comme bien équipés, la qualité des statistiques varie d'une région, d'une province ou d'un État à l'autre, et parfois même davantage d'une catégorie sociale à l'autre.

On ne peut donc faire que quelques commentaires pouvant être vus comme encourageants ou dérangeants selon leur interprétation et les conclusions qu'un gouvernement essaie d'en tirer en vue de réformer ses structures de santé publique.

La population mondiale augmente, malgré les épidémies, les guerres civiles, la famine, la misère omniprésente, et les peurs que peuvent inspirer les nouveaux virus. Les points noirs apparus à certains endroits, à la fin du régime des Khmers rouges au Cambodge, par exemple, et lors de la dissolution de l'Union soviétique, ne furent que temporaires et avaient des causes plus humaines qu'autres.

L'explosion de la population mondiale ralentit. Les couples ont moins d'enfants, soit à la suite d'incitations gouvernementales, soit grâce à la propagation de la contraception volontaire dans certains pays et certaines classes sociales qui en ignoraient les techniques quelques décennies auparavant. La mortalité infantile étant en déclin, les familles n'ont plus besoin d'avoir six ou sept enfants pour être sûres qu'il en survivra deux ou trois. Cependant, il est difficile de dire si cette tendance apparemment rationnelle est le résultat d'un processus spontané ou celui d'une décision délibérée prise par les personnes qui procréent. Dans certains pays, comme en Afrique, où les maladies virales endémiques, en particulier le sida, font de nombreuses victimes, le fait que la maladie touche les groupes en âge de procréer est susceptible d'avoir de graves conséquences. On ne sait que peu de chose quant à l'influence des revenus sur la fertilité des populations, mais on sait que les pays pauvres ont plus d'enfants que les pays riches. Le produit national brut (PNB) étant en augmentation partout, même dans les pays les plus pauvres, le revenu par personne augmente vraisemblablement. Ce raisonnement serait valable si le PNB était équitablement réparti entre les habitants, ce qui n'est pas le cas.

Le ralentissement de la croissance de la population mondiale devrait donc rassurer les alarmistes qui pensaient que l'humanité croissait trop rapidement et était sur le point de mourir de faim. La production agricole augmente également et il y a même trop de produits cultivés, des terres fertiles devant être laissées en jachère, faute d'un meilleur système de distribution sur le marché des produits agricoles. En 2000, le monde comptait un peu plus de 6 milliards d'habitants, moins que les chiffres inquiétants initialement prévus.

L'espérance de vie à la naissance augmente partout, même dans les pays les moins développés. On peut être tenté de conclure que l'humanité est en bonne santé puisque les gens vivent plus longtemps, et que les

autorités de santé ont donc des raisons d'être satisfaites d'elles-mêmes. Cette attitude narcissique serait justifiée si ce n'était pour les inégalités choquantes qui subsistent.

Chaque pays a ses pauvres et les riches bénéficient davantage des services de santé et des régimes d'assurance maladie que les autres. Les progrès de la médecine ont fait plus pour le bien-être des gens riches et en bonne santé que pour celui des personnes pauvres et malades. Aucun système de santé publique ou de soins n'a jamais réussi à supprimer les inégalités qui existent en matière de santé entre les nations. Les fossés s'élargissent au sein des pays d'une catégorie sociale à l'autre.

La situation est encore plus déplorable dans les pays en développement, où le PNB croissant améliore la santé et la qualité de vie des riches au détriment des pauvres, et où les différences sont encore plus flagrantes que dans les pays industrialisés. À cet égard, la situation de l'hémisphère Sud ressemble à celle de l'hémisphère Nord au XIXe siècle: l'espérance de vie moyenne à la naissance se situe autour de soixante-quinze ans dans les pays du Nord, contre cinquante ans seulement dans les pays du Sud.

Il existe des différences saisissantes entre la ville et la campagne. Les

Il existe des différences saisissantes entre la ville et la campagne. Les villes ont continué à se développer beaucoup plus rapidement que les campagnes depuis le milieu du XX^e siècle. Partout dans le monde, entre les deux guerres mondiales, les villes ont commencé à s'étendre. En Afrique et en Asie, l'extension a empiré après la Seconde Guerre mondiale. Néanmoins, contrairement aux tendances du XIX^e siècle, la santé est plutôt meilleure dans les villes, qui sont plus riches et où l'hygiène est meilleure et les systèmes sanitaires plus nombreux qu'à la campagne. En Grande-Bretagne, 90% de la population vit en ville. Dans les pays du tiers-monde, les habitants des capitales constituent un tiers ou plus (au Gabon, 50%) de la population totale, sauf au Kenya, où seulement 28% de la population vit à Nairobi.

La tendance des habitants à se concentrer ainsi n'est pas sans risque. Des conditions de logement surpeuplé et le manque d'équipements favorisent la propagation de la tuberculose par contagion. La promiscuité et la pauvreté sont des facteurs qui mènent à la prostitution et à la propagation des maladies sexuellement transmissibles telles que le sida. De telles conditions ont tendance à favoriser la dépendance à l'alcool, au tabac et aux substances psychotropes de toutes sortes.

La vue des taudis africains et des *favelas* d'Amérique latine ainsi que les conditions de vie qu'on y trouve inspirent à juste titre l'indignation, mais cette indignation est-elle réellement justifiée? Il y a de nombreuses explications à l'attirance que les villes ont exercée, pendant plus d'un demi-siècle, sur les habitants des campagnes affamés, mal nourris et sous-employés. Ils viennent rejoindre des membres de leur clan ou de leur tribu déjà installés. Même si le travail est irrégulier et mal payé, c'est toujours

du travail, et l'argent circule dans les villes. Le commerce de la ville et l'industrie laissent aux pauvres quelques miettes de richesse qui n'atteignent jamais les campagnes. Au fur et à mesure du temps, les cabanes faites de tôle et de carton sont renforcées à l'aide de parpaings et de ciment. L'eau des fontaines est finalement rendue potable, car dans les pays en développement on prête maintenant plus attention à la santé des villes qu'à celle des campagnes, sans doute parce que, contrairement à ce qui s'est passé au cours des siècles précédents, l'indignation et la révolte ont tendance à s'exprimer de manière plus véhémente dans les banlieues des villes que dans les villages.

Quelle que soit la situation, même si les pays les plus peuplés tels que la Chine, l'Inde et l'Indonésie ont veillé à ce que leurs habitants, de plus en plus nombreux, continuent à vivre majoritairement dans les campagnes, il semble peu probable que les gens soient sur le point de commencer à déserter les villes. En fait, on s'attend à ce que les grandes villes du monde deviennent encore plus densément peuplées au cours des prochaines décennies.

CONCLUSION

L'inventaire de l'activité de santé publique du XX^e siècle ne sera possible qu'avec du recul. Cependant, on peut tout de même dire que l'humanité est en meilleure santé actuellement qu'au début du XX^e siècle. Le fait que les simples règles d'hygiène soient de plus en plus suivies a autant contribué à cette amélioration que les découvertes médicales, bien que la vaccination préventive dont des dizaines de millions de personnes ont bénéficié ait été le principal progrès médical. L'amélioration du niveau de vie, une meilleure alimentation, et la mise au point d'outils permettant de simplifier à la fois le travail industriel et les simples tâches ménagères ont également fait une différence pour un quart de la population mondiale: celle qui vit dans les pays industrialisés.

Cependant, on ne peut que regretter que le savoir faire humain et les ressources de la planète n'aient pas été consacrés plus spécifiquement à l'amélioration de la santé de l'humanité. Nous avons tenté ici de fournir quelques explications partielles à ces circonstances, explications qui ne sont en aucun cas des excuses ou des justifications de ces erreurs. Les humains, c'est-à-dire à la fois les individus et les gouvernements, pourraient faire mieux. Les facteurs économiques vont influencer le monde pendant long-temps encore. La santé publique continuera à être négligée tant qu'on ne reconnaîtra pas que la santé des peuples et des nations n'est pas un bien calculable.

17

Technologie et sciences appliquées

17.1 Savoir et pratique

Eriabu Lugujjo

Introduction

Dans le dictionnaire, le verbe «savoir» a de nombreuses significations. On l'utilise dans le sens d'être familier avec, d'être conscient de quelque chose, ou encore d'appréhender ou de comprendre cette chose comme un fait ou une réalité. Dans son raisonnement sur le savoir et en réponse à la question «qu'est-ce que le savoir?», le philosophe anglais Alfred Jules Ayer pose à son tour les questions suivantes:

- Les différents cas pour lesquels nous parlons de savoir ont-ils tous au moins une chose en commun?
- Y a-t-il une quelconque différence entre savoir et croyance?
- Le savoir est-il différent de ce que l'on sait?
- Le savoir constitue-t-il une vérité?

Le verbe «savoir» est dispositionnel et les dispositions prises pour constituer ce savoir doivent être actualisées. Détenir un savoir confère le pouvoir de donner de brillantes représentations et non pas seulement d'y assister. Le savoir est un concept à plusieurs facettes doté de nombreuses nuances de sens. Depuis la Grèce antique, l'histoire de la philosophie peut être considérée comme l'éternelle recherche de la signification du savoir. Nous respecterons ici l'épistémologie traditionnelle et considérerons le savoir comme étant une croyance justifiée. Le savoir est un processus humain dynamique

de justification des croyances personnelles intégré dans la recherche de la vérité. Le savoir se constitue et s'organise selon le flux d'informations liées à l'engagement et aux croyances de son propriétaire. Ce constat renforce l'aspect essentiel du savoir relatif à l'activité humaine.

Les caractéristiques formelles du savoir peuvent être analysées en deux dimensions: épistémologique et ontologique. La première concerne les modes d'expression du savoir. Les dimensions épistémologiques: savoir explicite ou savoir tacite. Le savoir humain existe sous différentes formes; il peut être articulé de façon explicite ou bien manifesté de façon implicite (ou tacite). Polanyi (1962) soutient qu'une large part du savoir humain est tacite. Cela s'applique tout particulièrement aux connaissances tactiques et au savoir-faire acquis par des connaissances pratiques. Cette catégorie de savoir est orientée vers l'action.

Le savoir explicite peut provenir d'une déduction logique ou être acquis par des études formelles. Il peut être aisément transmis dans le temps et l'espace. Cependant, le savoir tacite peut lui aussi être transmis s'il existe une forte interaction et des relations harmonieuses entre l'élève et l'instructeur. Il peut se transmettre par une instruction professionnelle (avertie) dans quelque contexte donné que ce soit.

L'ouvrage La dimension ontologique: le savoir individuel et le savoir collectif (Lam, 2002) avance qu'au sein d'une organisation, le savoir peut exister au niveau individuel ou bien être partagé entre les membres de l'organisation. Le savoir tacite se rapproche du savoir individuel. De son côté, le savoir collectif est réparti et partagé entre les membres de la communauté selon des règles, des procédures et des usages connus de tous.

Ces dimensions de savoir explicite-tacite et individuel-collectif ont donné lieu à quatre nouvelles catégories de savoir : cognitif, relationnel, lié aux procédures *et* organisationnel (tableau 5).

T 1 1	_	O 1	., .	1	
Tableau	.)	Quatre	catégories	de	savoir
		Z			

	Individuel	Collectif	
Explicite	savoir cognitif	savoir lié aux procédures	
Tacite	savoir relationnel	savoir organisationnel	

- 1. Le savoir cognitif (individuel et explicite) dépend des connaissances conceptuelles de l'individu et de ses capacités cognitives. C'est un savoir formel, abstrait ou théorique. En règle générale, on l'acquiert par la lecture et l'éducation conventionnelle. Dans la culture occidentale, le savoir cognitif bénéficie d'un statut privilégié au sein de la société.
- 2. Le savoir relationnel (individuel et tacite) est orienté vers l'action. C'est la forme de savoir pratique et individuelle à laquelle s'intéresse Polanyi.

On l'acquiert par l'expérience et la formation reçue dans une relation d'apprentissage. Ce savoir est également lié au contexte. C'est un savoir particulier qui prend de l'ampleur à la lumière de l'expérience pratique en matière de résolution de problèmes. Le savoir relationnel a grandement contribué au développement de ce qu'on appelle le tiers-monde.

- 3. Le savoir lié aux procédures (collectif et explicite) est réparti au sein des organisations suivant des règles et des procédures écrites et des systèmes d'information formels. Il consiste à rendre un savoir tacite le plus explicite possible. Cela est bien illustré par les principes de l'organisation scientifique, qui essaie de codifier les expériences et les connaissances des chercheurs en savoir scientifique objectif.
- 4. Le savoir organisationnel (collectif et tacite) est constitué d'usages, de coutumes et de normes qui ne peuvent être aisément transformés en systèmes d'information. Il est issu de l'interaction sociale et soutenu par les normes culturelles communes. Ce savoir est lié à la relation et dispersé. C'est une nouvelle forme de savoir capable de supporter des schémas complexes d'interaction en l'absence de règles écrites. Il s'agit d'une réplique du savoir traditionnel.

La forme traditionnelle du savoir combine les cas 2 et 4, tandis que la forme moderne du savoir combine les cas 1 et 3.

L'ÉVOLUTION DU SAVOIR COMME MOTEUR DE CROISSANCE AU XX^e SIÈCLE

Même si la Première Guerre mondiale (1914–1918) a perturbé la continuité du progrès scientifique et technologique occidental, elle a cependant démontré le rôle et le pouvoir de la science, de l'innovation et de la technologie. À cette époque, la recherche se faisait dans les grandes universités européennes et américaines. Les vieux scientifiques et ingénieurs de l'URSS bénéficiaient d'affiliations à des associations et sociétés de renom comme la Société philosophique américaine, l'Académie américaine des arts et des sciences, l'Association des ingénieurs allemands, la Société royale de Londres, l'Académie des sciences de Russie, l'Académie royale des sciences en France, l'Accademia dei Lincei en Italie et l'Académie des sciences de Berlin et la Kungliga Ventenska Psakademien en Suède, pour n'en citer que quelques-unes. Ces organisations ont motivé les échanges d'idées ainsi que la volonté d'élaborer des produits utilisables à partir de cette recherche scientifique.

Les vingt premières années du XX^e siècle furent riches en événements : un nouveau monde émergea avec la découverte de l'électron, la théorie de

la relativité d'Albert Einstein, les recherches et les découvertes respectives de l'atome et de son noyau par Niels Bohr et Ernest Rutherford, la découverte de la nature ondulatoire de l'électron par Louis de Broglie, les travaux de Max Planck sur la radiation, la nouvelle caractérisation de l'électron par Erwin Schrödinger et le principe d'incertitude de Max Born (Asimov, 1969). La recherche fondamentale de cette nature a eu un profond impact sur la communauté scientifique et l'incita à élargir ses recherches au sens et à la vérité.

Cependant, le monde aspirait à la fois à la recherche fondamentale et à l'innovation de produit. En 1900 fut créé le *General Electric Research Laboratory* (GE) qui institutionnalisa formellement la recherche industrielle. Ce laboratoire, leader mondial de sa catégorie, servit de modèle à la recherche industrielle dans d'autres secteurs de haute technologie (Carlson, 1983).

Il est intéressant de constater que tandis que des instituts très organisés développaient des inventions, quelques inventeurs, dont tous n'étaient pas à proprement parler des universitaires, faisaient eux aussi leur apparition. Parmi les exemples les plus connus on retrouve R. Ruedenberg, un Allemand qui breveta en 1931 un microscope électronique, ou Laszlo Biro, un Hongrois qui inventa en 1938 un stylo à bille. Franck Whittle découvrit en 1937 le premier turboréacteur et l'inventeur allemand Karl Zuse déposa la même année un brevet pour un calculateur. Certaines de ces inventions n'ont pas été élaborées pour répondre à des besoins de société mais plutôt comme réactions spontanées d'esprits talentueux face à une absence totale de restrictions.

Tandis que l'Occident se consacrait pleinement à des activités scientifiques et innovatrices, les populations du tiers-monde (on parlait à l'époque des «colonies») vivaient de l'utilisation des inventions fondées sur le savoir et les pratiques indigènes, ainsi que de l'exploitation de leurs aptitudes naturelles. Ce savoir local, d'une grande valeur, reste propre à certaines cultures. Mais l'Occident ne semble pas être d'accord avec ces pratiques et leurs résultats. Il n'est donc pas étonnant que le XX^e siècle ait été témoin du refus et de l'abandon systématique du savoir indigène au profit du savoir et des innovations occidentales. Les premières innovations indigènes de ces régions ont été étouffées et les nouvelles générations des pays en développement endoctrinées à ne plus croire en leurs propres produits.

Certains pays font cependant exception à la règle. Ainsi, l'Inde a su trouver un compromis assez satisfaisant entre la recherche scientifique moderne et le savoir indigène. Entre les années 1920 et 1940, une véritable communauté scientifique indienne s'est développée parallèlement à la science coloniale et a acquis une identité particulière sur la scène scientifique internationale en consacrant le savoir des laboratoires aux besoins du pays.

La Chine, quant à elle, a joué un rôle important dans l'histoire des civilisations du monde antique et est à l'origine de plusieurs découvertes et inventions capitales dans les domaines de la science et de la technologie au commencement de l'histoire du monde. Cependant, du fait de nombreux facteurs socio-économiques et politiques, la science et la technologie chinoises ont pris du retard au moment de la fondation de la Chine nouvelle en 1949. Même à la suite de cette période, la Révolution culturelle désorganisa l'essentiel de la structure et des activités du pays. La construction économique et la planification commencèrent véritablement en 1978 lorsque la science, la technologie et l'innovation furent renforcées pour résoudre les problèmes concernant la population.

Les programmes d'innovation européens furent bouleversés en 1933 par l'arrivée de Hitler au pouvoir. Les scientifiques soit consacrèrent tous leurs efforts à l'armement de guerre, soit quittèrent leur pays d'origine. En Europe, la recherche active, non directement liée à la défense, reprit à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Cela illustre bien qu'un climat de paix, d'optimisme et d'espoir, de reconnaissance et de soutien financier est nécessaire à l'innovation.

Le savoir, la nécessité et l'innovation

La technologie et les inventions sont intimement liées à une vaste gamme de besoins humains, que ceux-ci soient dictés par les dures conditions physiques de vie ou par des facteurs «culturels» issus des spécificités historiques des différents groupes sociaux. Ces besoins culturels ou acquis peuvent être «naturels» et organiques lorsqu'ils sont hérités de l'histoire de la société, ou bien être induits et transformés soit par la publicité, soit par une manipulation centralisée des besoins.

La question du savoir, de l'invention et de la nécessité constitue parfois un dilemme. Dans le cas de certaines inventions, les inventeurs n'étaient pas intimement liés à l'utilisation faite de leurs travaux, ni inspirés par une nécessité précise. L'innovation nécessite un esprit libre, non pollué par un savoir antérieur, et une pensée indépendante. Pour citer quelques exemples, les inventeurs du Kodachrome étaient des musiciens, l'inventeur des photocopieurs Xerox était avocat en matière de brevets et l'inventeur du stylo à bille était un médecin généraliste, peintre, journaliste et sculpteur.

Le XX^e siècle a également été témoin d'inventions de travailleurs indépendants, non affiliés à des grandes sociétés. Les frères américains Wilbur et Orville Wright (illustration 85) déposèrent dès 1904 un brevet pour leur aéroplane. En 1934, le Français Frédéric Joliot-Curie breveta les applications de l'utilisation de la fission nucléaire et Robert Watson-Watt, le radar, en 1947.

Dans les pays développés, les inventions sont depuis longtemps enregistrées et homologuées selon un système rigoureux de brevets dans le cadre duquel l'inventeur et l'entrepreneur, voire l'industrie, peuvent négocier sans risque les conditions dans lesquelles l'invention sera transformée en produit. Le processus suivant lequel une invention devient un produit rentable a toujours été complexe étant donné qu'il implique de nombreux facteurs. Les questions techniques et socio-économiques doivent être prises en compte et une marge de rentabilité du produit fini déterminée.

Dans les pays en développement, de nombreuses innovations issues du savoir indigène ont vu le jour alors qu'aucun brevet international n'avait été émis. Pour n'en citer que quelques-unes, les innovations dans les domaines de l'agriculture, des plantes médicinales, de l'hydrologie traditionnelle et des herbicides sont bien documentées à l'échelle locale. Depuis toujours, le principal problème consiste en la transformation de ces inventions en produits. Cela s'explique par de nombreuses raisons, mais les plus courantes sont la taille limitée des marchés intérieurs, le coût relativement élevé des facteurs, la rareté des devises, le manque de ressources financières et le nombre restreint d'entrepreneurs industriels.

La dimension culturelle du changement et du développement technologiques

Les peuples et les sociétés sont au cœur du développement et du changement. L'organisation sociale et les cultures des peuples du monde influent sur le niveau de développement, l'assimilation et la durabilité des changements technologiques. Au tournant du XX^e siècle, le monde occidental a forgé une culture scientifique et inquisitrice fondée sur la volonté politique, la capacité intellectuelle et un fondement institutionnel organisé. La volonté politique exprimée à travers une culture politique a donné lieu à des politiques scientifiques cohérentes incarnant toutes les aspirations des différents pays de cette région du monde. Ces politiques scientifiques constituent le livre blanc du développement scientifique. Il n'est donc pas étonnant que le Royaume-Uni, les États-Unis, la France, et d'autres pays aient continué à allouer d'importants budgets à la science et à la technologie.

Les pays développés ont toujours considéré la capacité intellectuelle comme une précieuse ressource et ont par conséquent encouragé la collaboration entre chercheurs. Le degré de reconnaissance a sensiblement changé lorsque le savoir purement académique s'est orienté vers les marchés.

Les pays en développement qui ont reconnu le rôle moteur de la science et de la technologie dans le développement et les ont adoptées aux niveaux politique et technique ont fait des progrès remarquables au cours

des trente dernières années. Par exemple, l'Inde, l'Argentine, Taiwan, Singapour et la République de Corée consacrent plus de 0,5 % de leur PIB au développement scientifique et technologique. Ces pays ont essentiellement assimilé la science et la technologie par le biais de l'importation et d'une adaptation combinée à une recherche-développement basée sur la collaboration. D'autres régions, et notamment les pays les moins développés, ont accumulé du retard en matière de science et technologie, ce qui incita Rosenberg (1976) à déclarer: «Nombre des principales innovations de la technologie occidentale sont issues du secteur des biens d'équipement. Mais les pays moins développés, ne possédant au mieux qu'un petit secteur de biens d'équipement intérieur organisé, n'ont tout simplement pas pu innover en vue de réaliser des économies de capitaux puisqu'ils ne disposaient pas de l'industrie de biens d'équipement nécessaire. Par conséquent, ces pays ont réagi de façon classique en important leurs biens d'équipement de l'étranger, et n'ont donc pas développé les aptitudes, le savoir, les dispositifs ni l'organisation technologique fondamentale dont dépend tellement le progrès technologique à venir.»

Dans le climat de révolution du savoir de ce début de XXI^e siècle, les pays les moins développés peuvent participer aux affaires mondiales par le biais des technologies de l'information et de la communication. Cependant, le simple fait d'avoir accès au savoir n'aura pas un impact capital sur leur développement, à moins que les peuples, les gouvernements, les différents secteurs et les institutions d'enseignement ne soient encouragés et aient la possibilité d'utiliser ce savoir de façon utile. Cette possibilité dépend fortement de l'éducation et des connaissances de ces populations. Mais elle dépend plus encore des structures d'encouragement et institutionnelles de l'économie.

CONCLUSION

Le savoir et la technique ont provoqué des révolutions au cours de l'histoire de l'humanité. Les révolutions de la première moitié du XX^e siècle dans les secteurs des matériaux et de la production ont fait place à une révolution du savoir. Cette révolution du savoir débuta avec l'invention du transistor et le perfectionnement ultérieur de la fabrication des circuits intégrés. Il en résulta de nouvelles technologies permettant désormais de traiter et d'accéder à l'information à distance.

La façon dont les États ont utilisé le savoir afin d'innover a été déterminante en ce qui concerne leur progrès et leur bien-être économique, mais l'introduction d'une nouvelle forme de savoir a également provoqué un déséquilibre entre les pays développés et ceux en développement. L'avenir

de l'humanité exige de planifier prudemment des structures institutionnelles assez flexibles pour accéder au savoir, l'organiser et le mettre en pratique. C'est là le défi que nous devons tous relever.

NOTES

1. La présente discussion se base sur : «What is Knowledge?», National University of Singapore (NUS), University Scholars Programme (USP): http://www.scholars.nus.edu.sg/cpace/ht/thonglipfei/data info.html#referenceA

BIBLIOGRAPHIE

- ASIMOV I. 1969. *Understanding Physics: The Electron, Proton, and Neutron*, New York, The New American Library.
- AYER A. J. 1956. The Problem of Knowledge, Middlesex, Penguin Books.
- CARLSON W. B. 1983. *Elihu Thomson: Man of Many Facets*, New York, IEEE Spectrum.
- MACIOTI M. 1987. Inventions and the Developing Countries: Impact of Science on Society, Paris, UNESCO Publishing.
- NONAKA. I. et TAKEUCHI H. 1995. *The Knowledge Creating Company*, New York, Oxford University Press.
- POLANYI M. 1962. *Personal Knowledge: Towards a Post-Critical Philoso-phy*, New York, Harper Torch Books.
- ROSENBERG N. 1976. *Perspective on Technology*, Cambridge, Cambridge University Press.
- RYLE G. 1949. *The Concept of Mind*, Chicago, University of Chicago Press.

17.2 L'agriculture

Eriabu Lugujjo

LES PREMIÈRES PRATIQUES ET CONNAISSANCES AGRICOLES

La plupart des pratiques agricoles du début du XX^e siècle furent le résultat de la recherche, des techniques et des innovations de la révolution industrielle. Le texte présent fait mention de quelques inventions, pratiques et savoirs majeurs.

Introduite au XVIIIe siècle par Charles Townsend, la culture alternée des navets, du blé, de l'orge et du trèfle s'est répandue au cours du XXe siècle. Cette rotation des cultures fournissait à la fois du fourrage pour le bétail et des grains de céréales tout en permettant de contrôler les mauvaises herbes et de préserver la fertilité du sol. C'est le Français Nicolas Appert qui est à l'origine de la fabrication des conserves. Ce système consiste à préserver les aliments en les enfermant dans des récipients scellés, chauffés à des températures élevées afin de tuer les bactéries ou les germes. Dans le comté de Leicester en Angleterre, Robert Bakewell ouvrit la voie de l'élevage de sélection du bétail et notamment des moutons afin d'obtenir des bêtes plus charnues. Au début du XIXe siècle, une nouvelle forme d'agriculture apparut dans le Tennessee (États-Unis), appelée agriculture de plantation. Les plantations pouvaient alors se développer sur des terres plus vastes que celles des petites fermes. Il s'agissait très souvent de plantations de coton. Certains propriétaires de plantations s'enrichirent et firent construire de somptueuses maisons.

Dans les années 1880, le religieux et scientifique autrichien Gregor Mendel découvrit les principes fondamentaux de l'hérédité en observant attentivement les résultats de croisements expérimentaux entre races. Sa découverte ouvrit la voie aux processus d'amélioration des récoltes par la génétique. On appelle hybrides les petits issus de parents de différents élevages, de différentes variétés, ou d'espèces proches. Les hybrides sont souvent supérieurs à leurs géniteurs en bien des domaines, un phénomène nommé «vigueur hybride». Par exemple, les cochons hybrides se développent plus rapidement et offrent une plus grande quantité de viande maigre que les élevages précédents. Entre les années 1920 et 1930, les scienti-

fiques ont ainsi amélioré le développement de nombreuses cultures comme le maïs grâce à l'hybridation.

Outre le maïs, les principales cultures locales du début du XX^e siècle étaient le blé, l'avoine, le seigle, l'orge, les oignons et les pommes de terre, tandis qu'au niveau du bétail local, les porcs, les vaches laitières et les bestiaux à viande, les moutons et les poules pondeuses formaient la majeure partie du cheptel. Toujours au début du XX^e siècle, d'importants progrès furent réalisés en matière de culture et d'élevage, et de nouvelles techniques firent leur apparition permettant la réduction de l'acidité du sol avec de la chaux, le terrassement des flancs de coteaux, la construction de systèmes de drainage plus performants et l'installation de barrages de correction contre l'érosion. Les systèmes d'irrigation, l'exploitation agricole mixte et les pratiques d'élevage furent améliorés et intensifiés.

Dans les terres arides, on a recouru à la culture sèche ou «aridoculture». Dans les zones semi-arides, la productivité des exploitations agricoles dépend des disponibilités en eau et les confrontations avec les pâtres locaux ne se sont pas toujours déroulées sans heurts au cours de l'histoire. Ces exploitations impliquent la manipulation du sol, c'est-à-dire son travail superficiel et une réduction des pertes en eau (par le biais des herbes, etc.), un choix approprié de plantes (sélection), une récolte traditionnelle allant jusqu'à la diminution du rendement et l'abandon du champ pendant un certain temps. Ces régions regroupent le Sahel, une partie de l'Angola, la Tanzanie, l'Afrique du Nord, l'Arabie, l'Iraq, l'Iran, l'Afghanistan et le Pakistan.

Les premiers équipements agricoles

Au début du XIX^e siècle, les agriculteurs, forgerons et autres innovateurs apportèrent diverses modifications à la charrue, désormais dotée d'une lame plus tranchante et plus solide (le soc) et de surfaces plus lisses afin que la terre n'accroche plus ni au soc ni au versoir. Dans les années 1850, la charrue de John Deere était devenue le modèle par excellence, mais celui-ci ne fut ni l'inventeur ni l'unique fabricant des charrues en acier trempé. Sa contribution a consisté dans la fabrication de nombreuses charrues haut de gamme à un prix compétitif. Les charrues en acier trempé restaient néanmoins onéreuses et John Deere ainsi que d'autres fabricants vendirent beaucoup de charrues en métal moins coûteuses, élaborées à partir de divers procédés leur conférant la résistance et la régularité nécessaires aux travaux du nombre croissant d'agriculteurs.

A cette époque, la frontière occidentale des terres occupées traversa l'Illinois en Amérique du Nord. Nombre des premiers immigrants en Illinois apportèrent avec eux les outils relativement simples qu'ils utilisaient

dans l'Est: chariot, charrue, herse, hache, râteau, faux, fourche et pelle. La plupart de l'équipement utilisé au début du XX^e siècle provenait d'idées développées au cours des années précédentes. Quelques techniques, méthodes et outils employés avant le XX^e siècle furent conservés et utilisés bien après.

Le semoir en ligne, inventé par Jethro Tull, fut la première machine agricole. Elle permettait de tracer des sillons, de semer puis de recouvrir les graines. Ayant engendré des rendements croissants et une plus grande rentabilité des graines, le semoir en ligne a montré que la productivité agricole pouvait être accrue en remplaçant le travail manuel par l'utilisation de machines agricoles. James Watt breveta une version améliorée du moteur à vapeur, technique qui conduisit plus tard à l'élaboration de puissantes machines agricoles.

L'utilisation de la moissonneuse-batteuse, qui allie la coupe au battage du grain, se répandit dans la partie occidentale des États-Unis au début du XXe siècle. Il en résulta une réduction de plus de 80% de la quantité de travail nécessaire à l'exploitation d'un champ de blé. Puis apparurent les premiers tracteurs à essence et à moteur diesel. Plus efficaces et moins encombrants que les tracteurs à vapeur, ils devinrent peu à peu le principal instrument de labour aux quatre coins du monde. Le tracteur, apparu dans les années 1920, est à l'agriculteur d'aujourd'hui ce que le cheval était à l'agriculteur des années 1900. Par ailleurs, la mécanisation a fait naître d'autres pièces détachées plus spécialisées encore pour les machines comme la moissonneuse-batteuse et la planteuse, qui font désormais parfois appel aux technologies informatiques et satellites les plus avancées.

Les premiers aménagements agricoles

Au début du XX^e siècle, l'emploi d'engrais et d'engrais industriels n'aurait engendré dans certaines régions des États-Unis qu'une récolte minimale sur les sols utilisés pendant quinze années consécutives pour la production de maïs. Ces fertilisants furent améliorés et les récoltes augmentèrent dans les années suivantes. On commença à planter à la fois pour une consommation personnelle et pour le marché. Il était fréquent de trouver dans les fermes du blé, du maïs, de l'avoine, de l'orge, du seigle, du lin et des pommes de terre à côté de fruits et légumes cultivés pour la consommation personnelle. Certaines personnes tentèrent de pallier la rareté du bois de construction en plantant des arbres. Ces plantations eurent pour conséquence une légère expansion de la surface forestière. Avec l'émergence du transport ferroviaire, il fut possible d'importer du bois de construction et du carburant depuis d'autres régions du pays en échange de produits agricoles.

Les chevaux-vapeur avaient remplacé le travail des bœufs, des engrais industriels et des effluents d'élevage étaient utilisés pour assurer la fertilité du sol et la rotation des cultures avec des légumes était devenue une pratique courante dans certains pays. Chevaux et mules étaient utilisés pour leur force de trait et une bonne part de l'avoine récoltée servait à nourrir les chevaux, même si la majeure partie était vendue pour la consommation humaine. Les terres trop humides pour être cultivées étaient d'abord consacrées au pacage du bétail.

Un nouveau système d'industrie manufacturière agricole permettant d'accroître la production de masse, de réduire les frais et d'interchanger les parcelles apparut aux États-Unis et s'étendit rapidement à de nombreux pays européens. Ce système fit naître une multitude de produits dont certains furent utilisés dans les fermes pour accroître la productivité de chaque ouvrier agricole lors de la moisson, de la plantation et de la récolte. Les progrès réalisés dans l'équipement de l'industrie textile provoquèrent une hausse de la demande de coton. L'industrie manufacturière aboutit également à une demande de travail. Un pourcentage croissant de la population trouva un emploi dans le secteur manufacturier au détriment du secteur agricole.

Plus les fermes se mécanisaient, plus une famille pouvait exploiter de terres. En Illinois (États-Unis) par exemple, le nombre de fermes atteignit son maximum en 1900 avec 260 000 fermes de 50 hectares en moyenne. Le nombre de fermes diminua progressivement à 200 000 en 1950, puis s'effondra soudainement à 82 000 en 1990. En même temps, la taille moyenne d'une ferme passait de 60 hectares en 1950 à 136 hectares en 1990.

Précisons à nouveau que le développement ne se limitait pas au monde occidental. Au Burkina Faso, les Mossi inventèrent la délimitation en pierre dès le début du XX^e siècle. Les limites (des rangées de pierres) s'élevaient au fil des ans jusqu'à atteindre un mètre de haut, aménageant de fait les pentes en terrasses, généralement durant la saison sèche, sans que cela ne représente une masse considérable de travail. Plus tard, durant les périodes de troubles politiques et d'aliénation du territoire, ces terrassements furent abandonnés. Néanmoins, à la suite d'une série de sécheresses au cours des années 1970, les murets de pierres furent spontanément rénovés et associés à des «zay», ou trous de culture, permettant de conserver l'eau et dans lesquels l'introduction de matières organiques contribue à accroître la fertilité du sol. Grâce au développement de cette technique, les rendements de sorgho se sont accrus de plus de 40 % sur les terres dotées de terrasses.

La boîte de conserves pour la préservation des aliments ainsi que la première moissonneuse ou machine à récolter utilisable furent inventées au début des années 1900. Le chimiste allemand Justus von Liebig a fait œuvre de pionnier en contribuant considérablement à la chimie organique et aux principes fondamentaux de la chimie agricole. Il fut l'un des premiers

à suggérer l'utilisation d'engrais chimiques. Dans les années 1840, l'émergence de l'industrie des engrais chimiques résultant des travaux de von Liebig en Allemagne et de scientifiques agricoles précoces comme Lawes et Gilbert en Angleterre a eu une influence considérable sur la productivité agricole du début du XX^e siècle.

Les lignes de chemin de fer et de bateau à vapeur se développèrent, ouvrant ainsi de nouveaux marchés. L'amélioration des méthodes de réfrigération et de conserverie permit de commercialiser les produits agricoles périssables sur de longues distances. À la fin des années 1880, Louis Pasteur, microbiologiste et chimiste français, fit œuvre de pionnier dans l'étude des microbes. Il montra le rôle des micro-organismes dans la fermentation, inventa la pasteurisation pour empêcher la bière et le lait de tourner, popularisa la stérilisation et mit au point une forme de vaccin.

Introduit par les Suisses en 1939 comme insecticide synthétique chimique, le dichloro-diphénil-trichloréthane (D.D.T.) supprima de nombreuses maladies transmises par les insectes. Avant que l'on ne découvre ses effets nocifs, il était largement employé dans l'agriculture à travers le monde. Dans les années 1980, cet insecticide puissant était toujours utilisé dans les pays en développement. Dans les années 1940, du fait des progrès scientifiques et de l'amélioration des techniques de gestion, les agriculteurs produisirent plus de nourriture que jamais auparavant, utilisant moins de terre mais plus de produits chimiques, d'énergie et de capitaux.

En 1953, Francis Crick et James Watson découvrirent la structure de l'ADN, base génétique de tout être vivant. De là est né le génie génétique qui, dans le domaine de l'agriculture, ouvrit la voie à l'amélioration génétique de plantes et d'animaux visant à les rendre plus résistants aux maladies et plus productifs. L'insémination artificielle pour l'élevage de sélection fut introduite à la fin des années 1950 et ne tarda pas à se répandre. De nombreuses bêtes ont été issues de ce processus à partir de mâles sélectionnés.

LE DÉVELOPPEMENT DE L'AGRICULTURE

Le développement scientifique et technologique de l'agriculture

Le système agricole mondial se base en grande partie sur des instruments mécanisés permettant de défricher, de planter et de récolter. C'est là le résultat des progrès scientifiques et technologiques. Le système agricole actuel a pour objectif de réduire les dépenses de travail ainsi que les coûts de production.

Dans les pays en développement, les agriculteurs ont commencé au début des années 1980 à se servir d'ordinateurs pour tenir leurs comptes, surveiller le prix des récoltes et les conditions météorologiques et s'aider dans la gestion de la ferme.

Les intérêts des scientifiques qui travaillent aujourd'hui dans l'agriculture convergent avec ceux d'autres domaines de la science comme la médecine, la biochimie, la biophysique, l'informatique et les sciences sociales. Parmi les découvertes et innovations scientifiques réalisées, beaucoup ont un impact, direct ou indirect, sur l'agriculture et sur nos vies.

La biotechnologie est apparue au XX^e siècle, mais ce n'est qu'aujourd'hui qu'il devient possible de l'appliquer à l'agriculture. Dans ce domaine, elle est considérée comme le signe avant-coureur d'une nouvelle révolution verte qui constituerait une véritable solution au problème de la faim dans le monde.

Dans la pratique, la biotechnologie trouve des applications agricoles du fait de son fort potentiel à manipuler les gènes individuels à l'échelle moléculaire. Elle a supprimé la quasi-totalité des barrières biologiques qui interdisaient les croisements entre espèces. Les gènes peuvent être transplantés d'un organisme à un autre afin de véhiculer des fonctions biologiques spécifiques. Il est également possible de modifier les structures génétiques des micro-organismes puis de les intégrer à une espèce de plante donnée afin de changer la régulation génétique de l'hôte. Les gènes peuvent en outre être ajoutés ou supprimés par sélection. La biotechnologie a permis de renforcer la résistance à la maladie des plantes et d'accroître la tolérance environnementale comme la capacité à se développer dans des terres salées ou à supporter de longues périodes de sécheresse.

En matière d'élevage, les chercheurs étudient des moyens d'augmenter la production de vitamines et d'acides aminés dans les aliments pour le bétail. Parallèlement, des recherches sont en cours concernant l'exploitation de l'hormone de croissance animale en vue de stimuler la production de viande et de mettre au point des vaccins contre les maladies animales. Par conséquent, la biotechnologie permet une maîtrise totale de la production et de la reproduction des produits agricoles ainsi que des micro-organismes actifs du point de vue biologique.

Les conséquences du développement scientifique et technologique de l'agriculture

Les avancées technologiques, associées à la multitude d'engrais et de pesticides non organiques, ont rendu possible (et à vrai dire rentable)

l'agrandissement des fermes, tout en exigeant un investissement plus important pour faire des affaires. Des techniques propres au savoir indigène ont été introduites dans les pratiques agricoles. Cela s'explique par le fait que, dans nombre de pays en développement, la population est constituée d'une écrasante majorité de petits agriculteurs, exploitant chacun moins de deux hectares de terres. Ces agriculteurs rassemblent des centaines de dialectes et de groupes ethniques différents. La plupart des systèmes de connaissances de ces agriculteurs n'ont jamais été conservés de façon systématique sous forme écrite. Par conséquent, il n'est pas facile d'y accéder pour les chercheurs, les agents de vulgarisation ou les praticiens du développement. Bien que cela ne se ressente pas au niveau de la communauté de développement, de nombreuses organisations indigènes agissent dans les agglomérations rurales à la recherche de solutions à ces problèmes communautaires. Le savoir indigène est un savoir local propre à une culture ou une société donnée. Il constitue les connaissances de base d'une société nécessaires à la communication et à la prise de décisions. Ce savoir indigène représente l'organisation systématique de connaissances acquises par les locaux à force d'expériences informelles, ainsi que par la compréhension intime de l'environnement dans une culture donnée. L'intégration de la science et de la technologie à l'agriculture a, entre autres, permis d'accroître la mécanisation et par conséquent d'augmenter la productivité et la compétitivité agricoles.

L'agriculture moderne

Jusqu'en 1960 environ, le rendement des cultures dans les systèmes agricoles dépendait des ressources internes, du recyclage des matières organiques, de l'intégration de mécanismes de contrôle biologiques et de la formation des précipitations. Les rendements agricoles étaient modestes mais stables. On assurait la production en exploitant plus d'une culture ou d'une espèce à la fois sur un même champ pour se prémunir contre d'éventuelles invasions de parasites ou des catastrophes atmosphériques. L'alternance des principales cultures avec des légumes a permis de développer les ressources en azote. La rotation des cultures a contribué à supprimer les insectes, les mauvaises herbes et les maladies, en rompant les cycles de ces organismes nuisibles. L'agriculteur typique d'une zone de culture de maïs alternait cette culture avec beaucoup d'autres telles que le soja, et la production des céréales à petits grains alla de pair avec l'élevage de bétail. La famille effectuait la majorité du travail en embauchant occasionnellement une aide, sans acheter aucun équipement ou service spécialisé à l'extérieur de la ferme. Dans ce genre de système d'exploitation agricole, le lien entre l'agriculture et l'écologie était relativement solide et les signes de dégradation environnementale rarement apparents. Pour sa part, l'agriculture moderne a recours aux avancées scientifiques et technologiques pour améliorer les pratiques et méthodes traditionnelles.

En Afrique, le Zimbabwe illustre bien cette forme d'agriculture moderne, puisque récoltes et élevages sont tous deux fortement pratiqués dans les banlieues. Des projets sont en cours afin d'informer les responsables politiques locaux des principaux problèmes posés par l'agriculture urbaine, de leur offrir une formation adéquate, de faciliter le dialogue avec les agriculteurs urbains et de leur conseiller des modifications essentielles à l'amélioration de la gestion de l'agriculture urbaine dans le pays. On en attend, entre autres, l'introduction d'un système cartographique informatique, d'un manuel de prévision de l'agriculture urbaine et de documents de soutien au développement, ainsi que la prise de mesures de contrôle par les autorités locales.

Les conséquences sociales, économiques et environnementales du développement agricole

L'agriculture constitue la base de l'économie de nombreuses régions du monde. Dans certains pays, elle est l'industrie la plus représentée et assure une part considérable du produit intérieur brut (PIB) en employant une grande partie de la main-d'œuvre de façon directe et une plus grande partie encore de façon indirecte. L'agriculture est à la fois une importante source de matières premières pour de nombreuses industries manufacturières et un grand marché pour les biens manufacturés. Il est primordial de mesurer les conséquences du choix technologique sur la productivité afin de comprendre les facteurs déterminants de la croissance agricole. Les investissements réalisés en matière de technologie ont largement profité à l'agriculture et les avantages qui en ont découlé se sont répercutés sur les consommateurs sous forme d'une baisse des prix. L'histoire justifie donc les dépenses publiques allouées à la recherche agricole. Le développement agricole a permis d'exploiter des terres a priori infertiles et d'augmenter le rendement par hectare. Une bonne partie des terres étant consacrée à la culture commerciale, le nombre de propriétaires absentéistes s'accroît.

Cependant, à mesure que l'agriculture s'est modernisée, les principes écologiques ont souvent été ignorés ou négligés, rompant ainsi le lien avec l'environnement. De fait, plusieurs scientifiques agricoles sont parvenus à la conclusion que l'agriculture moderne posait un réel problème environnemental. De plus en plus de gens se sont sentis concernés par la durabilité sur le long terme des systèmes existants de production de denrées alimen-

taires. Il apparaissait de plus en plus évident que tout en étant extrêmement productifs et compétitifs, les systèmes agricoles actuels à haute intensité de capital et de technologie avaient également engendré divers problèmes économiques, environnementaux et sociaux.

L'agriculture conventionnelle a provoqué des problèmes économiques dus à une surproduction agricole, aux coûts élevés de l'alimentation en énergie et aux faibles revenus d'exploitation. Elle est également à l'origine de problèmes environnementaux comme l'appauvrissement de la diversité écologique, la pollution de la terre et de l'eau et l'érosion des sols.

La destruction du mollisol (couche fertile et riche en humus) a occasionné l'érosion du sol dans de nombreuses régions du monde et les méthodes de culture sèche n'ont fait qu'aggraver le problème dans les années 1900. En outre, l'emploi d'engrais dissimule l'appauvrissement du sol. La salinité du sol et la montée de la nappe d'eau souterraine constituent de nouveaux problèmes. L'érosion reste un véritable facteur aggravant, étant donné que les mesures de conservation du sol réduisent le potentiel de rendement des récoltes.

CONCLUSION

Le XX^e siècle a été le théâtre de nombreuses innovations dans le domaine agricole. Il a notamment été marqué par les gains de productivité réalisés dans ce secteur, au niveau du sol comme au niveau de la main-d'œuvre. Une étude exhaustive de données issues de nombreux pays montre que de 1967 à 1992, 81 % de la population mondiale vivaient dans des pays où la croissance agricole dépassait la croissance démographique. Il est cependant important de préciser que ce chiffre ne tient pas compte de la situation dans les pays en développement.

La principale question est de savoir quels types d'ajustements des politiques environnementales et de gestion des ressources permettraient de pallier la dégradation de ces richesses et de renforcer les perspectives à long terme du développement durable. Diverses solutions d'ordre politique (principe du pollueur/payeur, mesures fiscales, réglementations) ont été proposées, discutées et analysées du point de vue de leur impact sur l'environnement et sur la gestion des ressources dans les pays industrialisés et en développement.

Un nombre croissant de pays et d'instituts de recherche entreprennent désormais des recherches en matière de biotechnologie. Ce phénomène est cependant plus souvent motivé par une dynamique de la science que par une véritable demande. Les programmes et les projets de recherche individuels sont souvent entrepris avant même d'avoir défini des priorités nationales précises. Par ailleurs, la biotechnologie n'est pas forcément en accord avec l'ensemble de la politique nationale et de la structure institutionnelle. Une plus forte sélectivité s'est révélée nécessaire dans le domaine de la recherche en biotechnologie pour ne pas risquer de tourner en rond. Les efforts de recherche sont fortement concentrés dans le secteur public, parfois même dans des instituts de biotechnologie récemment mis en place. Le secteur privé est très peu impliqué quoique, comme nous le verrons par la suite, des efforts aient été accomplis dans un grand nombre de pays en vue de renforcer la collaboration entre le public et le privé. Les dernières avancées en la matière ont ouvert l'ère du clonage, avec ses nouvelles menaces et ses implications éthiques.

Dans les pays en développement, des efforts restent nécessaires pour accroître et diversifier l'agriculture en introduisant de nouvelles cultures, en développant l'élevage de bétail, de volailles et de vaches laitières, et en renforçant les industries locales de transformation des produits agricoles. Les institutions d'enseignement supérieur devraient elles aussi promouvoir la formation et le développement agricole en proposant de nouveaux programmes axés sur la pratique. Au niveau politique, il faudrait accorder plus de moyens au secteur agricole afin de soutenir les programmes à toutes les étapes du développement.

BIBLIOGRAPHIE

- ALTIERI M. A. 1995. *Agroecology: The Science of Sustainable Agriculture*, Boulder (Colorado), West View Press.
- BENTLEY C. F. 1990. World Agriculture in the 1990's, Ames (Iowa), Iowa State University.
- BOWDIN K. 1997. Socio-Economic and Ecological Impacts of Urban Agriculture, Harare (Zimbabwe), IDRC Projects.
- Brenner C. 1995. Biotechnology and Technological Change in Developing-Country Agriculture: An Overview of OECD Development Centre Research, Paris, OCDE.
- Durning A. B., Brough H. B. 1991. *Taking Stock: Animal Farming and the Environment*, Worldwatch paper n° 103, Washington DC, Worldwatch Institute.
- EDWARDS C. A. 1989. The Importance of Integration in Sustainable Agricultural Systems. Dans: *Agriculture Ecosystems and Environment*, n° 27, p. 25–35.

- FARUQUI A. M., HASSAN M. H. A. (dir. publ.). 1989. *The Future of Science in China and the Third World*, Singapour, World Scientific Publishing Co., p. 433–439.
- LUTZ E., YOUNG M. 1992. Integration of Environmental Concerns into Agricultural Policies of Industrial and Developing Countries. Dans: *World Development*, vol. 20, n° 2, p. 241–253.
- Warren D. M., Rjasekaran B. 1993. *Putting Local Knowledge to Good Use*. Dans: International Agricultural Development, vol. 13, n° 4, p. 8–10.

17.3

Les océans: les ressources et la mariculture

Eriabu Lugujjo

Introduction

La mariculture est l'élevage d'organismes alimentaires comme le poisson, les mollusques et les algues dans des conditions précises jusqu'à ce qu'ils puissent être récoltés puis commercialisés pour la consommation humaine. Industrie en pleine croissance, la mariculture reste un processus coûteux et ses produits ne sont donc pas accessibles aux populations pauvres.

L'histoire de la mariculture extensive est relativement longue. Dans l'Antiquité, les Romains pratiquaient déjà l'ostréiculture. Cependant, la production commerciale de fruits de mer ou de produits chimiques industriels par la mariculture est un phénomène récent. La mariculture occupe une large partie des zones côtières et son développement et ses opérations quotidiennes doivent être compatibles avec les activités existantes dans ces régions.

LES OCÉANS

Les océans se seraient formés au cours du processus de refroidissement de la Terre. Selon la théorie la plus répandue, notre planète était à l'origine une masse en fusion décrochée du Soleil par le passage d'une étoile. À mesure que la surface s'est refroidie, une croûte s'est formée. Tandis que cette croûte se rétractait en refroidissant, les fortes pressions exercées par les gaz et la masse bouillante internes fissurèrent la mince coquille. De la lave en fusion jaillit de ces failles et détruisit la croûte, réduisant cependant la température de la masse en fusion, de sorte que la surface du globe a pu se solidifier de nouveau. Cette scène se reproduisit nombre de fois, jusqu'à ce que la température de la roche en fusion ait suffisamment chuté pour permettre la formation d'une croûte relativement solide.

Alors que la Terre était encore presque aussi chaude que de la lave liquide, les gaz à température élevée se sont condensés en eau et ont rempli

les crevasses. Cette eau s'est probablement transformée en vapeur liquide à de nombreuses reprises au cours du refroidissement de la planète. Par la suite cependant, la croûte s'est durcie jusqu'à retenir l'eau dans des bassins permanents, faisant ainsi naître les océans (Douglas, 1953).

Les différentes zones des océans

De sa surface à ses profondeurs, un océan peut être divisé en trois zones définies par la quantité de lumière reçue.

- La zone ensoleillée: elle est également appelée zone euphotique. Il s'agit de la couche supérieure, la plus proche de la surface. La pénétration de la lumière y est suffisante pour permettre la photosynthèse. De ce fait, plus de 90 % de la vie marine se trouve dans cette zone. La zone ensoleillée descend jusqu'à environ 180 mètres. Elle est habitée par de nombreuses espèces animales comme la majorité des poissons et le plancton (organismes généralement microscopiques à la base de la chaîne alimentaire des océans).
- La zone crépusculaire: elle est également connue sous le nom de zone disphotique. C'est une partie obscure de l'océan qui commence à 180 mètres de profondeur et s'étend jusqu'à la partie la plus sombre, laquelle commence à 900 mètres. Seule une faible quantité de lumière peut filtrer jusqu'à cette profondeur. Plus la profondeur est importante et plus la pression augmente. Aucune plante ne s'y développe. Seules les espèces animales adaptées à une faible luminosité peuvent y survivre. Parmi les espèces animales qui y vivent, on trouve le poisson lanterne, le poisson queue de rat, le poisson hachette, le chauliode de sloane et la méduse pélagique. Certains calamars et poissons de cette zone peuvent eux-mêmes produire de la lumière par bioluminescence.
- La zone nocturne: cette dernière est également appelée zone aphotique. Elle représente 90% des océans. L'obscurité y est totale, la pression extrême et la température proche de zéro. Les créatures qui y vivent restent à proximité des failles de la croûte terrestre. Ces failles rejettent des matériaux riches en minéraux, issus de la Terre elle-même. Des formes particulières de bactéries utilisent le sulfure d'hydrogène rejeté par les failles afin de produire de l'énergie et de la nourriture. Ces bactéries sont la source d'alimentation de tous les autres organismes environnants. Parmi les organismes vivants de cette troisième zone se trouvent la baudroie, le poisson tripode, le concombre de mer, l'avocette ruban, la crevette opossum, le black swallower et le calmar-vampire.

On peut également considérer que les océans ont une dimension horizontale et une dimension verticale. La dimension verticale est la colonne d'eau. La dimension verticale a deux aspects: la haute mer et la zone côtière, système complexe dans lequel terre ferme, mer, eau douce et atmosphère interagissent. Les eaux océaniques côtières se caractérisent par leur température élevée et la variabilité de leurs propriétés biochimiques et biologiques.

La microcouche de surface (frontière entre l'eau et l'atmosphère) est responsable des processus biologique, chimique et physique qui influent sur la répartition des substances nutritives dans l'eau, sur l'assimilation par l'atmosphère des gaz à effet de serre et sur les mécanismes d'échange assurant les réserves d'oxygène nécessaires aux organismes marins. En formant une nappe, le pétrole déversé dans les océans détruit cette microcouche de surface.

Les océans sont en quelque sorte de gigantesques réservoirs à chaleur qui emmagasinent et retiennent l'énergie solaire dans la couche chaude située juste en dessous de la microcouche de surface. La profondeur de cette couche dépend de la situation géographique, des courants et autres facteurs physiques, mais dépasse cependant rarement vingt mètres. De par sa nature, cette couche accueille de nombreuses espèces et reste la préférée des humains pour leurs activités de loisir.

La thermocline est la couche située entre la couche de surface et les eaux plus profondes. La température y est plus basse d'au moins 5°C. Les plantes marines utiles à la mariculture ont leurs racines dans des eaux plus profondes et plus froides.

La profondeur abyssale est la partie la plus basse de l'océan, la température y oscille entre 4 et 6°C. Elle est riche en substances nutritives et est quasiment dépourvue d'agents pathogènes. Une multitude de formes biologiques appelées extrêmophiles habitent cette zone, ayant développé des mécanismes uniques pour pouvoir survivre dans cet environnement hostile. Elles vivent à proximité des nombreux évents hydrothermaux qui fissurent le fond de la mer et évacuent la chaleur provenant directement du cœur de la Terre.

La vie marine

Les océans abritent diverses formes biologiques, allant du plus petit connu, le virus, jusqu'au plus grand, la baleine bleue. Les animaux marins peuvent être subdivisés entre espèces à sang chaud et espèces à sang froid. Tous les mammifères marins qui remontent à la surface pour respirer, comme les baleines, les marsouins, les dauphins, les phoques, les morses, etc., appar-

tiennent à la classe des animaux à sang chaud. Notons également que les eaux marines tropicales et subtropicales permettent une plus grande diversité de vie que les eaux plus froides.

La majorité des eaux tropicales sont soumises à la juridiction des nations en développement, ce sont les pays les moins avancés qui possèdent les plus précieuses ressources marines latentes. À la surface, la vie animale dépend des quantités d'oxygène et de carbone.

Dans les profondeurs abyssales, des espèces se développent dans les eaux riches en sulfure d'hydrogène et en méthane issus des évents hydrothermaux. Le phénomène de symbiose existant entre des micro-organismes et des palourdes ou des moules (vers tubicoles) constitue un intéressant mécanisme de survie.

La mariculture

Les océans recouvrent environ 71 % de la surface du globe et reçoivent par conséquent plus du double de l'énergie solaire reçue par les continents. Cela incite à penser que la productivité potentielle des océans doit largement dépasser celle de la terre ferme. Les zones océaniques considérées comme fertiles se situent là où l'eau s'écoule du continent ou bien là où les zones de remontée des eaux profondes riches en substances nutritives fertilisent l'eau de surface. Cela stimule la croissance des plantes marines et des organismes photosynthétiques dont dépendent toute la flore et la faune marines. Plutôt que de rechercher des modes de pêches de plus en plus efficaces, il serait nécessaire d'apprendre à développer le potentiel des océans en les cultivant. L'ostréiculture est l'un des plus anciens modes de culture marine.

Les ressources océaniques

L'étude de l'histoire des populations vivant dans la zone située entre le fond et la surface des océans ne remonte qu'à 120 ans environ. Cela s'explique par la profondeur des grands fonds et par les difficultés engendrées au niveau de l'étude de cet environnement: les méthodes de recherche sont limitées par les besoins d'instrumentation et de chambres d'observation maintenant l'atmosphère de surface et résistant à l'énorme pression d'une colonne d'eau haute de plusieurs kilomètres.

Au milieu du XIX^e siècle, des recherches furent entreprises autour de la vie des fonds marins. Michaël Sars, pasteur et naturaliste norvégien, dénombra près de 160 espèces d'organismes invertébrés à une profondeur de plus de 600 mètres, et John Ross, explorateur britannique, découvrit la gorgonocéphale. À partir de ces expéditions, Wyville Thomson démontra

qu'une forme de vie existait au plus profond des océans, et cela constitua non seulement le fondement de nos connaissances actuelles des fonds marins, mais permit également de faire un bond gigantesque dans le domaine de la science naissante de l'océanographie (Gage et Tyler, 1991).

LES DÉBUTS DE LA PÊCHE ET DES TECHNIQUES DE MARICULTURE

La mariculture n'est pas un phénomène nouveau. De nombreux pays s'y intéressent depuis longtemps et ont développé diverses techniques pour récolter les produits des océans. Certaines des régions ayant un long passé dans la mariculture sont abordées ci-après.

L'aquaculture en Chine

L'aquaculture en eau douce y existe depuis plus de 3 100 ans. La mariculture de certains mollusques est apparue il y a 1 700 à 2 000 ans. L'aquaculture moderne a commencé au début des années 1950, résultant des avancées technologiques et des opérations promotionnelles du gouvernement. L'industrie aquacole chinoise a connu une croissance constante entre les années 1950 et la fin des années 1970. C'est au cours de cette période qu'ont eu lieu les principales avancées en matière de laboratoire d'alevinage. Pour des raisons sociales et économiques, les avancées techniques n'ont pas engendré de rapide augmentation de la production. À partir de 1978, la Chine commença à entreprendre une série de changements dans sa politique économique, remplaçant progressivement la planification centrale par une économie de marché. Au début des années 1980, l'industrie aquacole chinoise commença à se développer rapidement.

Les principales espèces sont la carpe argentée, la carpe herbivore, la carpe commune, la brème et la carpe noire. Les carpes chinoises sont généralement élevées dans le cadre de systèmes de polyculture dans des viviers en terre. Dans un système de polyculture classique, des espèces de carpes aux exigences alimentaires diverses sont mélangées dans des proportions données afin d'utiliser la totalité des ressources en nourriture du système. Les carpes herbivores se nourrissent d'herbe. Les déchets solides des carpes herbivores favorisent le développement du phytoplancton et du zooplancton nécessaires aux poissons filtreurs comme la carpe argentée et la carpe à grosse tête. La tendance est à l'élevage d'espèces chères comme le crabe de rivière, la crevette, l'écrevisse, l'anguille, la truite, les grenouilles et les tortues.

Dans les années 1970, l'élevage de mollusques en Chine commença à se développer au-delà des quatre espèces traditionnelles. La mytiliculture fut la première nouvelle industrie à émerger, suivie de l'élevage de la coquille Saint-Jacques puis de l'ormeau dans les années 1980. L'élevage de crevettes est l'une des principales industries commerciales depuis les années 1980 et a énormément profité à de nombreuses régions côtières. La majorité des activités de pisciculture marine sont apparues dans les années 1990.

La culture des algues, désormais l'une des principales industries maricoles, a émergé dans les années 1950 à la suite des avancées effectuées en technologie de la reproduction. Les semis d'algues sont exclusivement obtenus dans des appareils à éclosion, puis accrochés à une corde et cultivés en longs rangs suspendus. Cette méthode est utilisée pour la culture du varech, de la coquille Saint-Jacques, de l'ormeau, de la moule et des huîtres. Ces longues rangées couvrent souvent l'essentiel de la baie ou s'étirent sur de vastes étendues le long de la côte.

On compte parmi les poissons marins élevés en Chine le carrelet, la brème de mer, le mulet et le poisson-globe. Les systèmes terrestres de culture intensive ainsi que les enclos flottants en filets sont des méthodes courantes. En outre, les vastes bassins à crevettes sont également utilisés pour la pisciculture.

L'histoire de la chasse à la baleine

Les Japonais ont commencé à pratiquer la chasse à la baleine il y a environ 3 000 ans suivis par les Norvégiens installés sur les côtes nordiques et les Basques de France et d'Espagne entre le VIII^e et le X^e siècle de notre ère. Les Hollandais, les Britanniques et les Américains attendirent le XVII^e siècle.

Cette chasse consistait à approcher une baleine dans de petits bateaux puis à introduire dans le corps de l'animal des foënes métalliques reliées à des flotteurs en peau de phoque, et ce, à chaque fois que le cétacé remontait pour respirer. Celui-ci finissait par s'épuiser dans sa lutte contre les nombreux flotteurs et restait à la surface, facilitant ainsi la tache de ses agresseurs (Douglas, 1953).

Les Indiens de l'océan Pacifique utilisaient pour leurs attaques des flottes entières de canoës et lançaient de nombreuses lances sur la baleine lorsqu'elle venait chercher de l'air. Elle finissait par mourir puis par couler, mais en un jour ou deux, les gaz de décomposition faisaient remonter le cadavre qui venait s'échouer sur la rive.

La plupart des chasseurs recherchaient la lente et docile baleine franche boréale. Ces cétacés étaient chassés pour leur huile et leurs fanons. Les Japonais en mangent la viande et utilisent de nombreuses autres parties de l'animal. Une espèce cousine de la baleine franche, la baleine franche du Groënland, fut chassée jusqu'à sa disparition de l'océan Atlantique.

Les chasseurs de baleine américains poursuivaient également le cachalot, d'abord dans l'océan Atlantique depuis la Nouvelle-Angleterre, puis dans l'océan Pacifique depuis Hawaii. Les cachalots se nourrissent de calamars géants des grandes profondeurs, notamment d'espèces encore jamais observées vivantes.

La baleine grise de Californie est chassée dans les lagons de basse Californie où elle vient se reproduire et dans seize sites de la côte californienne. La baleine grise de Californie est une baleine mysticète particulière: elle suce la vase du fond de l'océan par un côté de sa bouche et filtre les crustacés dits amphipodes à l'aide de courts fanons. La baleine grise de Californie a été chassée jusqu'à sa quasi-extinction à la fin du XIX^e siècle avant de se repeupler, puis fut de nouveau menacée par les navires-usines dans les années 1930–1940 avant de se repeupler à nouveau. Aujourd'hui, l'espèce a dépassé sa population d'origine (environ 26 000 individus) et a été retirée de la liste des espèces menacées (illustration 86).

Le développement de la pêche de fond en Nouvelle-Angleterre

L'industrie de la pêche en Nouvelle-Angleterre a été pendant plus de quatre cents ans caractérisée économiquement et culturellement par la pêche de fond. Diverses espèces de poissons de grands fonds comme la morue, l'aiglefin, la perche de mer et le flet constituaient les principales ressources de cette pêche.¹

Au tournant du siècle, la révolution industrielle bouleversa le secteur de la pêche. L'introduction des chalutiers à vapeur venus d'Angleterre annonçait un changement des méthodes de pêche de fond. Ils eurent d'ailleurs vite fait de remplacer les goélettes de pêche. On commença alors à s'inquiéter que cette nouvelle et puissante technologie ne menace la productivité des stocks de poissons. Les enquêtes scientifiques de l'époque préconisèrent d'appliquer cette nouvelle technologie avec prudence.

En 1930, la flotte était devenue trop efficace par rapport au taux de renouvellement des stocks de poissons. Un nouveau cycle d'enquêtes scientifiques, commencé en 1930 à l'université de Harvard (Massachusetts), se concentra sur le degré de puissance de cette nouvelle technologie.

À la veille de la Seconde Guerre mondiale, la flotte était imposante mais peu rentable. Aux États-Unis, les descendants des immigrants avaient abandonné la consommation traditionnelle de poissons, entraînant ainsi son déclin. À cette époque, la flotte fut réduite, nombre des plus importants chalutiers ayant été réquisitionnés pour draguer les mines. Le retour de guerre de ces navires et la réduction de la demande engendrèrent une nouvelle période de troubles pour l'industrie. L'apparition de nouveaux marchés tels que la commercialisation de la perche de mer dans le Midwest à la place de la perche jaune des Grands Lacs permit à la flotte offshore de se maintenir.

C'est au début des années 1960 que la durabilité de la pêche fut la plus gravement menacée. Les pêcheries maritimes, y compris les navires de grande pêche «découvrirent» des ressources en aiglefin, merlu et hareng dans la zone de pêche autrefois productive au large de Georges Bank, située entre la Nouvelle-Angleterre et Newfoundland. Bientôt, les flottes d'Allemagne de l'Est, de Pologne, d'Espagne, du Japon et d'autres pays encore se joignirent à celle de l'URSS. Il fallut attendre la fin des années 1970 pour qu'une commission internationale parvienne à établir des restrictions en matière de pêche, trop tard pour éviter la quasi-disparition des principales espèces de poissons de grands fonds. Les États-Unis furent sollicités de toutes parts pour exercer un contrôle jusqu'à 320 kilomètres au large. Le Congrès élabora en 1976 le Magnuson Act, prenant ainsi le contrôle de la zone économique exclusive et instaurant un système de réglementation de l'industrie nationale. Mus par de grandes attentes et soutenus par des programmes d'aides mis en place à partir des années 1950, les États-Unis se lancèrent dans la construction de nouveaux navires de pêche plus modernes. Les chalutiers latéraux en bois jusqu'alors représentatifs de la flotte furent rapidement remplacés par les chalutiers à vapeur, versions miniatures des chalutiers usines utilisés dans les flottes de grande pêche.

Aujourd'hui, l'appel à une réglementation n'est plus seulement le fait des pêcheurs mais également celui de groupes environnementaux, de l'opinion publique ainsi que des grands électeurs. Du fait du soutien qu'il a apporté durant des années à la croissance industrielle, le gouvernement fédéral américain a été accusé de mener des politiques responsables de l'effondrement des réserves de poissons et nuisibles à l'environnement.

Étapes de développement de la pêche hauturière

L'histoire de la pêche de fond au XX^e siècle suit un schéma semblable à celui de la Nouvelle-Angleterre et peut être découpée en six périodes établies suivant une combinaison de facteurs comme le développement technologi-

que, les variations des stocks de poissons, la formation de marchés pour les nouvelles espèces, l'amélioration du marketing pour les variétés connues et des modifications majeures dans le régime de réglementation. Certains de ces facteurs se sont étendus sur plus d'une période, tandis que d'autres ne furent que des événements ponctuels, dominant la scène à tel point qu'ils ont nettement démarqué de nouvelles ères.

1. De la voile à la vapeur (1900–1920)

Avant l'introduction des chalutiers à vapeur en 1906, les poissons de fond étaient exclusivement pêchés au moyen de lignes appâtées, depuis des goélettes et des doris. Étant donné la longueur des trajets et l'absence de réfrigération ou de congélation, la plupart des morues pêchées étaient salées en mer.

2. De la morue au haddock (1920-1930)

Avec le passage des goélettes aux chalutiers, les objectifs de pêche changèrent à leur tour. Les progrès effectués en matière de réfrigération, de marketing et de distribution permirent de consommer du poisson dans des régions éloignées des ports. À la place de la morue salée, le secteur se tourna vers le haddock. Cette pêche se développa rapidement à mesure que la demande croissait. C'est à cette période que se développa l'industrie du poisson frais et que se firent ressentir les conséquences du récent intérêt pour les poissons de fond.

3. Périodes troubles pour la pêche (1930–1960)

La montée soudaine de la popularité du haddock ne tarda pas à se faire ressentir sur la population d'aiglefin et les prises s'effondrèrent. On fit appel à des scientifiques pour étudier les causes de cette chute et pour proposer des mesures de conservation. Les biologistes de l'époque recommandèrent d'augmenter le maillage des filets. La crise de 1929 diminua sensiblement la rentabilité de l'industrie de la pêche. Plus tard, la déclaration de la Seconde Guerre mondiale rendit le secteur prospère du fait de l'accroissement en temps de guerre de la demande de protéines et de la diminution du nombre de grands navires de pêche, réquisitionnés à des fins militaires. À la fin de la guerre, la demande retomba, le nombre de navires s'accrût et il en résulta une importante baisse de la rentabilité.

4. Les flottes des Grands bancs (1960–1976)

Les industries nationales des pays côtiers ont universellement dénoncé l'existence d'une flotte des Grands bancs au large de la côte nord-américaine. L'industrie de la pêche a soutenu la recherche visant à démontrer les effets néfastes de cette surexploitation. À l'époque, les industries de pêche américaines et canadiennes s'étaient alliées à des scientifiques contre toutes les factions étrangères afin de préserver les intérêts de l'État côtier. Mais certaines clauses du *Magnuson Act* consistaient plus à supprimer qu'à simplement réduire la pêche internationale. L'*Act* stipulait également que, pour la première fois, les pêcheries américaines seraient gérées dans l'intérêt maximum de la société.

5. La deuxième révolution industrielle (1977–1984)

L'adoption du *Magnuson Act* redonna l'optimisme au secteur de la pêche. De nouveaux navires plus modernes furent construits, certains à l'aide de financements à faibles taux dans le cadre de programmes de prêts gouvernementaux. Les Canadiens étendirent également leur juridiction territoriale jusqu'à 320 kilomètres de la côte, sauf pour les navires américains qui pêchaient, depuis des générations, au large de la plate-forme Scotian et des Grands bancs du Sud. En 1979, un avant-projet de traité sur la réciprocité des droits de pêche fut élaboré au niveau ministériel. Ce traité reconnaissait les pêches historiques des États-Unis au large du Canada et vice versa. Cependant, du fait du changement de gouvernement en 1980 et de l'opposition de certaines branches du secteur, le projet ne fut jamais adopté.

LES TECHNIQUES DE PÊCHE ET DE MARICULTURE

Il existe désormais deux modes d'aquaculture du saumon: l'élevage en eau douce et les cages d'élevage en mer.² Quelle que soit la méthode, on commence par prélever les œufs et la laitance des poissons reproducteurs. Les œufs fécondés sont ensuite incubés dans une couveuse d'eau douce (généralement entre 10 et 12°C), puis on élève les nouveaux alevins pendant encore 6 à 12 mois. Lors des opérations en eau douce ou en cage de mer, les jeunes poissons (ou saumoneaux) sont transférés vers de plus vastes cages ou étangs où ils passeront leur vie. Les poissons restent en captivité pendant deux ou trois ans puis sont généralement prélevés lorsqu'ils atteignent un poids de 2 à 4 kg.

Dans le pacage marin, un grand nombre de saumoneaux sont relâchés en mer et doivent se débrouiller seuls jusqu'à leur maturité. Leur légendaire instinct de retour les ramènera au point où ils ont été relâchés et c'est là qu'ils seront prélevés. Dans les années 1980, de nombreuses entreprises se sont essayées à ce mode d'élevage potentiellement efficace, mais l'abandonnèrent voyant que le taux de poissons survivants était trop faible et trop irrégulier pour garantir un rendement commercial acceptable.

La pêche à la palangrotte et la pêche à la dandinette

Il s'agit là de deux des plus anciennes techniques de pêche, toujours d'usage et pratiquées avec une seule ligne. Ces méthodes sont utilisées par beaucoup de pêcheurs côtiers de la côte Atlantique. La pêche à la palangrotte se pratique avec une ligne munie d'un plomb et d'un hameçon. La pêche à la dandinette nécessite l'emploi d'hameçons-leurres attachés à une ligne qui «se dandine», c'est-à-dire qui effectue des mouvements ascendants et descendants dans l'eau devant le poisson. Le va-et-vient attire le poisson qui s'approche du leurre et finit par mordre. On remonte alors la ligne avant de décrocher le poisson. Ces deux techniques sont principalement utilisées pour les poissons de fond, même s'il arrive d'attraper des poissons pélagiques et d'autres espèces encore.

Les machines à dandinette se sont beaucoup répandues dernièrement dans la pêche aux poissons de fond et aux calamars. Ces machines fonctionnent selon le même principe que la dandinette à main, mais allègent le travail en recourant à des moteurs électriques ou hydrauliques qui donnent automatiquement à la ligne ses mouvements ascendants et descendants et la remontent lorsqu'un poisson a mordu.

La pêche à la palangre

Cette technique implique l'utilisation d'une longue ligne de fond munie d'une série d'hameçons. D'abord pratiquée à la main, cette technique s'est aujourd'hui mécanisée et utilise des machines automatiques de relevage, d'appâtage et de lancer. Ces améliorations ont fait de la pêche à la palangre un mode de pêche de plus en plus populaire. Ces appareils sont capables d'une meilleure sélection et remontent une qualité supérieure de poisson. Ils nécessitent également une moindre quantité de carburant lors de leur fonctionnement. La pêche à la palangre est principalement pratiquée dans les provinces de l'Atlantique pour des poissons de fond comme le merlu, l'aiglefin et le flétan.

La pêche au thon rouge

Le thon rouge est à la fois cible de la pêche commerciale et de la pêche de loisir. Il s'agit la plupart du temps d'une prise accessoire lors d'opérations comme la pêche au maquereau. Lorsqu'ils sont capturés vivants, les thons sont parqués dans des enclos et sont nourris avec des maquereaux ou d'autres poissons jusqu'à atteindre un poids et une teneur en graisse convenables pour être vendus. La pêche au thon rouge se pratique également en tant que loisir. Le pêcheur se sert alors d'une canne à moulinet attachée à une chaise, elle-même fixée au pontage arrière. La résistance à la rupture de la ligne ne doit alors pas excéder 60 kg.

La pêche au filet maillant

Les filets maillants sont utilisés sur la côte Atlantique et servent à attraper de nombreuses espèces, notamment des poissons de fond, des pélagiques et des variétés anadromes telles le saumon, l'éperlan et le gaspareau. Ils sont essentiellement fabriqués à partir de toile en monofilament et peuvent être soit arrimés au fond de la mer avec des plombs, soit laissés à la dérive. Les poissons se font prendre lorsqu'ils essaient de traverser la nappe du filet et s'y emmêlent les branchies en tendant de s'échapper. Les filets ancrés au fond de la mer afin de rester immobiles sont munis à chacune de leur extrémité d'une bouée flottant à la surface. Celles-ci indiquent la position et l'appartenance du dispositif et déterminent la direction suivant laquelle le filet pourra être remonté à la surface pour récolter la prise. Ces filets peuvent être installés à différentes profondeurs selon l'habitat des espèces. Les pêcheurs assemblent souvent plusieurs filets ensemble afin d'accroître l'efficacité de l'opération. Le maillage peut lui aussi varier en fonction des espèces et de la taille des poissons recherchés.

La pêche au barrage

Cette méthode est utilisée dans la baie de Fundy, où les gigantesques marées empêchent d'employer d'autres pièges et également sur les deux rives du fleuve Saint-Laurent au Québec. Des pieux rigides sont fixés dans la vase suivant la forme d'un cœur, puis en une ligne droite reliant le barrage au littoral. Cette ligne constitue une barrière que les poissons suivent jusqu'au piège. Une fois à l'intérieur, ils perdent leur sens de l'orientation et nagent en cercles.

Les trappes à morue

Cette technique de pêche est assez proche de la pêche au barrage et est originaire de Terre-Neuve. Les nasses ou «trappes» se composent de filets ayant la forme d'une boîte ouverte sur le dessus, d'un périmètre de 11 à 22 mètres et munies d'un côté d'une ouverture verticale ou «porte». La nasse est mouillée sur le fond de l'océan, habituellement à proximité du rivage, la porte faisant face aux eaux peu profondes. Des bouées de surface et des ancres placées à chaque coin la maintiennent en place. Une longue barrière de filets, ou «conducteurs», est déployée depuis les eaux peu profondes jusqu'à l'entrée de la nasse. Lorsque la morue, à la recherche de poissons comme le capelan, rencontre le filet conducteur, elle le longe jusqu'à pénétrer dans la nasse. Une fois à l'intérieur, elle a tendance à nager en décrivant des cercles pour s'échapper et finit par ne plus retrouver la sortie.

Les casiers offshore à homards

Les casiers offshore à homards sont constitués d'un cadre de métal ou de bois lourd recouvert d'un grillage. Ces casiers sont considérablement plus grands et solides que les nasses côtières. Les navires offshore mesurent entre 18 et 34 mètres de long et sont basés au sud-ouest de la Nouvelle-Écosse. Ces navires ne sont pas habilités à pêcher les homards à moins de 80 km de la côte.

La pêche côtière au homard

Cette technique de pêche est pratiquée par des pêcheurs côtiers qui utilisent des pièges arrimés au fond de l'océan, soit individuellement, soit alignés en nombre. La taille et l'aspect de ces pièges varient quelque peu d'une région à l'autre mais ils sont en règle générale constitués de pièces de bois courbes, de lattes, de ficelles de coton ou de nylon et pèsent au maximum 40 kg. Chaque piège est doté d'une ou plusieurs ouvertures en ficelle de la forme d'une cheminée, permettant au homard de pénétrer dans le casier mais pas d'en sortir. Ils sont appâtés avec du poisson frais ou salé, généralement du hareng et du maquereau. Les pièges peuvent être installés à différentes profondeurs, mais la plupart du temps à proximité d'un sol rocailleux, apprécié des homards. Depuis quelques années, les pêcheurs utilisent de plus en plus d'équipements électroniques afin de déterminer la profondeur de l'eau et le type de fond. Les nasses sont lestées au moyen de pierres plates ou de dalles de béton afin de mieux couler et d'être plus stables au fond de l'eau. Des bouées marquées permettent de repérer et d'identifier facilement l'équi-

pement. Les nasses sont remontées sur le pont du bateau grâce à un treuil. Les petits homards doivent être remis à l'eau de même que les espèces non visées. Les homards pêchés sont gardés dans des caissons ou des réservoirs équipés de circuits d'eau en canstamment renouvelée.

Les casiers à crabes

Ces casiers diffèrent considérablement de ceux utilisés pour la pêche au homard. Ils sont entourés de cercles d'acier, recouverts de filets de cordes en polyéthylène et peuvent être triangulaires ou rectangulaires. Ces casiers sont beaucoup plus coûteux que les casiers à homard du fait des matériaux requis et sont un peu plus grands. En règle générale, ces casiers sont installés individuellement. Tandis que l'espèce principale de l'océan Atlantique est le crabe des neiges, la pêche exploratrice se concentre sur le crabe commun, le crabe nordique et le crabe rouge.

La pêche à senne coulissante

Une senne est un barrage de filets disposés en nappes utilisé pour encercler le poisson. C'est de cette fonction encerclante plus que du remorquage lui-même qu'elle tire toute son efficacité. À l'instar du filet maillant, la senne est dotée de flotteurs de surface et de plombs lestés assurant sa position verticale dans l'eau. La senne est également munie d'un câble métallique traversant des anneaux au fond du filet et permettant de le refermer pour attraper le poisson. Si la senne est employée pour pêcher une grande variété d'espèces, elle est idéale pour capturer les bancs de poissons au fond de l'océan. Une fois le banc de poissons repéré, on attache une extrémité de la senne à un petit bateau ou «skiff». Le navire de pêche et le skiff encerclent alors les poissons avec le filet. Après avoir récupéré l'extrémité du filet attachée au skiff, le navire commence à hisser le câble métallique à l'aide du treuil, refermant ainsi le fond de la senne jusqu'à ce que celle-ci forme comme un sac autour des poissons. Les autres lignes sont ensuite également remontées, réduisant de fait l'espace dans la senne, alors ramenée le long du navire. Le poisson est déversé dans des parcs, dans des caissons ou bien directement dans la cale du bateau

Les pièges à anguilles

Le principal instrument commercial de la pêche à l'anguille est le toboggan ou «verveux », constitué d'une série de cerceaux. Le verveux est placé dans

les rivières pour piéger les anguilles qui y pénètrent. Des guideaux installés à l'entrée du filet rabattent les anguilles dans le piège en forme d'entonnoir dont elles ont ensuite beaucoup de mal à s'échapper.

Le canadien biplace

La pêche à la senne en canadien biplace est une méthode de pêche récemment apparue et pratiquée par relativement peu de pêcheurs. Deux navires balayent une zone vaseuse du fond de la mer avec des câbles et des cordes, isolant ainsi les poissons dans un filet, puis le hissent à bord. Le filet est semblable à un chalut à panneaux à la différence que l'ouverture verticale y est bien plus large. Il est tenu et traîné par les deux navires qui coordonnent leurs positions en restant constamment en contact radio. Le succès de l'opération dépend de l'orientation des «funes» ou câbles. En se rejoignant, les navires réunissent les câbles et le filet est hissé depuis les deux bateaux.

Le chalut à panneaux

Ce sont des filets coniques que l'on tire au fond de l'océan afin d'attraper de nombreuses espèces de poissons de fond. Ils doivent leur nom aux portes rectangulaires ou «panneaux» fixés à des câbles entre le navire et le filet. Ces panneaux permettent de maintenir l'ouverture du filet à l'horizontale tout au long du remorquage. Des plombs accrochés au fond du filet, des flotteurs de surface et la pression de l'eau générée par le mouvement vers l'avant assurent quant à eux une ouverture verticale. Les poissons se retrouvent enfermés dans la poche extrême ou «cul» du filet, dont le maillage ne permet qu'aux plus petits poissons de s'échapper. Le filet roule au fond de la mer au moyen de bobines semblables à des roues. Après un temps de remorquage, le chalut est hissé à l'arrière du navire. Sur un chalutier latéral, le cul du filet est remonté, suspendu au-dessus du bateau puis ouvert pour déverser la pêche sur le pont où les poissons sont saignés, vidés puis stockés dans la cale. Sur un chalutier à rampe arrière, le filet est hissé sur une rampe située à l'arrière puis vidé.

Le chalutage pélagique

Les chaluts pélagiques peuvent servir pour de nombreuses espèces de poissons, les principaux étant le hareng, le maquereau, la perche de mer, le merlan, le capelan et pour la crevette. Les chaluts pélagiques ressemblent aux autres chaluts puisqu'ils sont coniques et constitués d'une nappe de filet. Cependant, ils sont dotés de moins de plombs et leur profondeur de remor-

quage peut donc être ajustée en variant la vitesse du navire ou la longueur du câble ou «fune» entre le navire et le filet.

Les chalutiers latéraux de l'Atlantique

Ils font partie des plus anciens modèles de chalutiers de pêche de fond et leur nombre est en forte baisse, la préférence allant aux chalutiers à rampe arrière, plus modernes. On parle de chalutiers latéraux car le chalut est remorqué depuis des potences fixées sur le côté des navires.

Les chalutiers à rampe arrière

La flotte de pêche de la côte atlantique canadienne en est essentiellement composée. Il s'agit de navires modernes en acier, d'une taille moyenne de 30 à 50 mètres. Les chalutiers à rampe arrière de l'Atlantique pêchent des espèces traditionnelles de poissons de fond comme la morue, l'aiglefin, le flet et le merlu. Le chalut est hissé sur le pont par l'arrière (ou «poupe») du bateau muni d'une large rampe inclinée. Les chalutiers à rampe arrière peuvent fonctionner dans presque toutes les eaux ou conditions atmosphériques. Ils naviguent souvent à 450 km de la côte canadienne et pêchent à plus de 100 mètres de profondeur. Ils peuvent contenir plus de 2,7 tonnes de poissons dans leurs cales. L'équipage compte environ 15 personnes et chaque voyage peut durer entre 10 et 15 jours.

Les pinces à huîtres

Les pinces sont le principal outil de la pêche aux huîtres. On les utilise dans les huîtrières naturelles et dans les petites zones affermées où il est interdit d'employer un autre équipement. La pince est formée de deux râteaux fixés à l'extrémité de deux longs manches en bois agencés comme une paire de ciseaux. Ces manches sont reliés l'un à l'autre environ au premier tiers de leur longueur en partant des râteaux. Les dents des râteaux sont tournées vers l'intérieur et certaines pinces sont munies de paniers à chacune de leur extrémité. La longueur des manches varie entre 3 et 8 mètres. Les huîtres sont décrochées du sol par de petits mouvements vers le haut, puis remontées sur le bateau. On utilise en général de petites embarcations, plus polyvalentes. Cette méthode de pêche prend beaucoup de temps, étant donné que les pinces ne peuvent servir qu'en eau calme et à 5 mètres de profondeur maximum.

De nouvelles méthodes scientifiques ont été appliquées à la mariculture afin d'en accroître la production. La biotechnologie marine est l'une

d'entre elles (Zilinskas et Lundin, 1993). Elle regroupe toutes les recherches scientifiques qui s'intéressent aux organismes marins et utilisent les nouvelles technologies relatives aux cellules, aux protéines et aux acides nucléiques comme l'ADN recombiné (ADNr), le génie protéique, l'hybridation de l'ADN, etc. Les techniques de biotechnologie sont intégrées à la biotechnologie marine dans la mesure où elles participent à la recherche dans certains domaines appliqués tels que l'aquaculture, les pêcheries et les produits marins naturels.

L'INCIDENCE DE LA PÊCHE MARITIME ET DE LA MARICULTURE SUR L'ENVIRONNEMENT

La mariculture a deux effets secondaires sur l'environnement côtier⁴: certaines formes de mariculture lui sont bénéfiques et accroissent les disponibilités alimentaires, d'autres réduisent les stocks de poissons sauvages et dégradent la côte. Les écosystèmes aquacoles peuvent être divisés en deux groupes suivant les facteurs essentiels des systèmes:

- a) Les systèmes autotrophiques ou systèmes trophiques naturels comme la culture du varech ou la culture sur radeau des coquilles Saint-Jacques qui captent l'énergie des radiations solaires et les substances nutritives de l'eau.
- b) Les systèmes hétérotrophes ou systèmes trophiques artificiels comme le système de culture en filet pour les poissons et la limniculture pour les crevettes, qui reçoivent l'essentiel de leur énergie de substances artificielles.

Il existe de nombreux aspects de compensation mutuelle écologique entre les deux types d'aquaculture. En Chine, par exemple, l'essentiel de la production maricole est issue de systèmes autotrophiques. Il ne faut cependant pas négliger dans le cadre de la recherche d'une mariculture durable les effets néfastes de certains types de mariculture sur l'environnement côtier.

La diffusion des antibiotiques

Les antibiotiques et autres substances chimiques thérapeutiques ajoutées aux aliments peuvent affecter des organismes auxquels ils n'étaient pas destinés: les médicaments se répandent lors de la décomposition des boulettes non ingurgitées.⁵ Néanmoins, il a été démontré que nombre des remèdes utilisés en pisciculture n'avaient qu'un effet délétère minimum (voire nul) sur l'environnement aquatique. Cependant, les additifs alimentaires ne sont pas l'unique source de composés potentiellement toxiques et toute une gamme de substances chimiques sert à entraver la croissance des organismes.

Les effluents aquacoles : la pollution des eaux intérieures et côtières

Bien qu'il ne soit pas toujours possible d'établir un lien entre la pisciculture et le déclin des stocks naturels de poissons, certains impacts sur l'environnement ne font aucun doute. Contrairement à la culture des mollusques, de nombreuses espèces de poissons sont nourries de boulettes d'aliments artificiels. Ces aliments sont répandus à la surface de l'eau et sont consommés par le poisson une fois dissout dans la colonne d'eau. La totalité des aliments n'étant pas ingurgitée, une quantité importante peut atteindre le fond et être absorbée par des micro-organismes. Cette modification de la structure alimentaire naturelle peut avoir des conséquences non négligeables sur l'environnement local.

L'eutrophisation

L'une des principales conséquences de la pisciculture intensive est l'eutrophisation (multiplication des substances nutritives minérales et organiques dans une masse d'eau entraînant une réduction de la quantité d'oxygène dissout et générant un environnement favorable à la flore au détriment de la faune) de l'eau des couveuses ou des rivières réceptrices des effluents aquacoles. Les excrétions et déjections des poissons s'associent aux substances nutritives rejetées lors de la décomposition de l'excès d'aliments et font passer la teneur en substances nutritives au-dessus de la normale, créant ainsi un environnement favorable à la création de fleurs d'eau. Pour ne rien arranger au problème, la majorité des aliments contiennent plus de substances nutritives que nécessaire à la plupart des applications. En Écosse, par exemple, on estime que 50 000 tonnes de déchets non traités et contaminés générés par l'élevage du saumon en cage sont directement rejetés dans la mer, soit l'équivalent des eaux d'égouts de plus des trois quarts d'une population comme celle de l'Écosse. Lorsque les fleurs d'eau meurent, elles coulent jusqu'au fond de l'eau où leur décomposition réduit la teneur en oxygène. Avant de mourir, il leur arrive cependant de produire des toxines.

Les conséquences de la pisciculture intensive

La pisciculture intensive en cages dans les zones marines protégées a un prix environnemental. Il arrive que les aliments non ingurgités par les poissons ainsi que les excrétions de ces derniers s'accumulent sous les cages au fond de l'océan à marée basse. Cette accumulation peut avoir un impact néfaste sur l'environnement. En s'amassant, la matière organique peut subir des modifications biochimiques et microbiennes. D'importantes quantités de sulfure d'hydrogène peuvent être émises dans les substrats marins, entraînant une diminution du niveau d'oxygène dans cet environnement. Ces modifications peuvent provoquer la mort d'organismes immobiles et chasser des formes de vie mobiles en dégradant leur habitat.

L'effet de la sédimentation

Les installations utilisées dans les processus culturaux peuvent altérer l'environnement.⁶ Par exemple, l'emploi de filets pour protéger les palourdes des crabes provoque un envasement et l'accumulation de sédiments. Les parcs à tréteaux peuvent changer de façon dramatique le régime d'écoulement de l'eau et entraîner des modifications du taux de sédimentation et des échanges d'oxygène à l'intérieur du système. Les stations culturales intertidales extensives peuvent priver certains oiseaux de leurs zones d'alimentation et les techniques d'élevage en question peuvent déranger la nidification des oiseaux. En outre, la dernière phase culturale comporte la récolte. Cela revient souvent simplement à prélever les lamellibranches des câbles de levage. Cependant, dans le cas d'espèces cultivées dans les sédiments ou au fond de l'océan, il est nécessaire de recourir à des techniques intrusives. Les dragues et les dispositifs d'aspiration perturbent la sédimentation et tuent ou prélèvent directement des espèces non visées.

La santé des animaux marins

Les bactérioses, mycoses, protozooses et viroses sont répandues au sein des populations naturelles de poissons. Les animaux élevés en aquaculture sont particulièrement sujets aux maladies. Les eaux polluées favorisent le développement de mycoses, l'agent le plus fréquent étant le saprolegnia. Mais la culture côtière des crustacés et mollusques a également des aspects positifs comme la création d'un substrat dur et d'abris dans des zones stériles ainsi que la possibilité d'utiliser des organismes cultivés comme témoins environnementaux.

CONCLUSION

Notre connaissance des océans s'est peu à peu approfondie avec l'apparition au siècle dernier de la recherche océanographique. Le potentiel de la mariculture s'est renforcé et a été marqué par les techniques modernes. Des méthodes scientifiques et techniques ont été mises au point et appliquées de sorte à maîtriser et à exploiter la culture marine du point de vue commercial. Les techniques d'exploitation de la mariculture changent d'une région à l'autre, mais le plus important a été la prise de conscience par l'homme que l'océan constitue une véritable ressource alimentaire, à condition de le préserver et de l'utiliser convenablement. La pisciculture a aujourd'hui quasiment atteint son potentiel maximum. De vastes régions du monde pourraient bien devenir des fermes marines intensives. Les progrès accomplis dans l'exploitation technologique de la mariculture représentent pour l'environnement une menace contre laquelle il faut lutter.

NOTES

- 1. La discussion qui suit s'appuie sur les parties 1 et 2 de «Brief History of the Groundfishing Industry of New England», US National Oceanic and Atmospheric Administration (NOAA), National Marine Fisheries Service, Northeast Fisheries Science Center: http://www.nefsc.noaa.gov/history/stories/groundfish/grndfsh1.html.
- 2. Sur ce point voir: «Salmon Aquaculture in New Zealand», New Zealand Salmon Farmers Association: http://www.salmon.org.nz/aboutsalmon.shtml.
- 3. La présente discussion s'appuie sur «Offshore/Inshore Fisheries Development: Fishing Methods», Marine Institute of Memorial University of Newfoundland: http://www.mi.mun.ca/mi-net/fishdeve/methods.htm.
- 4. Sur ce point voir: Dong Shuanglin, «Mariculture's Two Side Effects on Environment and Their Utilization in Practice», Aquaculture Ecology Laboratory, Fisheries College, Ocean University of Qindao, Chine: http/:www.aquachallenge.org/abstracts/shuanglin.html.
- 5. Cette discussion se base sur «Aquaculture Impacts on the Environment» de C. Emerson: http://www.csa.com/discoveryguides/aquacult/overview.php.
- 6. Voir: M. J. Kaiser *et al.*, «Environmental Impacts of Bivalve Mariculture», *Journal of Shellfish Research*, vol. 17, n° 1, 1998: http://www.seaweb.org/resources/citations/aqua/1998/98aqua.1.php.

BIBLIOGRAPHIE

- Douglas J. S. 1953. *The Story of the Oceans*, Westport (Conneticut), Greenwood Press.
- GAGE J. D., TYLER P. A. 1991. *Deep Sea Biology: A Natural History of Organisms at the Deep Sea Floor*, Cambridge, Cambridge University Press.
- ZILINSKAS R. A., LUNDIN G. G. 1993. *Marine Biotechnology and Developing Countries*, Washington DC, Banque mondiale.

http://www.aquachallenge.org/abstracts/shuanglin.html http://www.mi.mun.ca/mi-net/fishdeve/methods.htm http://www.nefsc.noaa.gov/library/groundfish/grndfsh2.html

17.4 L'électronique

Eriabu Lugujjo

L'ÈRE DE L'ÉLECTRONIQUE: LES DÉBUTS DE LA RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENTS

Au début du XX° siècle, on connaissait l'existence des électrons et on savait que de nombreux métaux émettaient des électrons par radiation. Cependant, il n'existait alors aucun appareil électronique fondé sur ce phénomène. La valve de J. A. Fleming, introduite en 1904, est généralement considérée comme le prototype de l'appareil électronique. Cette valve ou diode possédait deux électrodes, l'une était un filament de métal (la cathode) et l'autre une lamelle métallique (l'anode). La cathode pouvait être chauffée par un courant électrique. Les électrodes étaient enfermées sous vide dans une enveloppe de verre. La diode se comportait comme un conducteur électrique tant que l'anode était maintenue à un potentiel positif par rapport à la cathode. Les électrons émis de la cathode par radiation étaient capturés par l'anode positive, formant ainsi un flux de courant. En inversant la polarité, le courant disparaissait et la diode se comportait comme un isolant. Ce comportement non-linéaire fut exploité dans le développement et le perfectionnement d'autres dispositifs électroniques.

En 1906 et 1907, Lee De Forest inventa ce que l'on appelle aujourd'hui la lampe triode. Il ajouta une troisième électrode en forme de grille métal-lique entre la cathode et l'anode de la diode. Dans ce dispositif, le courant affluant vers chaque électrode dépend du potentiel de chacune des trois électrodes. Il est également intéressant de noter que, dans certaines circonstances, le potentiel de la grille exerce une véritable influence sur le courant affluant vers l'anode sans en prélever une quantité considérable. La triode est devenue un émetteur essentiel des ondes radio et a contribué de façon significative au développement de la radiophonie.

Après la découverte de la triode, d'autres valves dotées de quatre ou cinq électrodes, voire plus, furent mises au point, offrant évidemment de nouvelles possibilités. Leur fonctionnement dépendait cependant de leur non-linéarité ou du pouvoir amplifiant de la grille. Il fallait mettre en évidence le fait que les diodes fonctionnaient dans une zone de charge d'espace.

À températures très élevées, le taux d'émission d'électrons par la cathode est si important que le potentiel à proximité de la cathode est moins élevé que celui de la cathode elle-même. Pour qu'un électron atteigne l'électrode positive (l'anode), l'énergie contenue dans les électronvolts doit être plus importante que la diminution du potentiel. En pratique, cela signifie que les électrons émis par la cathode ont une distribution des vitesses. Les électrons dont l'énergie est insuffisante pour surmonter la barrière de potentiel sont renvoyés vers la cathode. Si la température augmente, le nombre d'électrons émis croît et le potentiel qui entoure la cathode se charge négativement. À température plus élevée, la part des électrons qui surmontent la barrière de potentiel diminue de sorte que le courant de l'anode ne change quasiment pas. Dans ces circonstances, l'opération est qualifiée de «limitée par la charge d'espace». Les diodes sont effectivement exploitées dans cette zone.

D'autres dispositifs multiélectrodes ont été inventés. Après la triode vint la tétrode. Elle fut améliorée par l'ajout d'une troisième grille (ou grille d'arrêt) entre la grille-écran et l'anode. Le tube électronique à cinq électrodes qui en est résulté fut nommé penthode.

De 1907 à 1912 environ, la radiotéléphonie se développa peu à peu en Europe. En 1915, des ingénieurs de l'*American Telephone and Telegraph Company* (AT&T) réussirent à entrer en contact radio avec Paris depuis la gigantesque station navale d'Arlington en Virginie et, à l'opposé, avec Honolulu. Ce grand exploit expérimental fut accompli avec des tubes à vide servant d'oscillateurs et avec des amplificateurs de voix.

Les années 1921–1923 marquent le début de la mise en place de la transmission radiophonique publique, permettant à quiconque d'écouter des programmes de musique, de lecture, les derniers communiqués ou des émissions éducatives et récréatives.

Dès 1920, on inséra des diodes dans des tubes à rayon X pour redresser le courant. Les triodes étaient en effet conçues pour l'amplification, l'oscillation, la commutation et le comptage. Les tubes multiélectrodes ont été développés aux mêmes fins mais sous une forme plus élaborée.

D'autres sortes de diodes à vide fonctionnant selon le principe d'émission secondaire furent mises au point. Cela incluait les multiplicateurs d'électrons et les photomultiplicateurs. Des photomultiplicateurs, fonctionnant selon le principe de photoémission, firent leur apparition et servirent à mesurer et à amplifier la lumière. Les cellules photoélectriques les ont suivis de près et servent aujourd'hui encore à mesurer et à réguler la lumière. Il est important d'expliquer certains nouveaux termes. Dans les tubes à vide, les électrons sont introduits dans du vide par la cathode. L'émission des électrons par la cathode nécessite un supplément d'énergie.

Lors d'une émission thermoïonique, le fait de chauffer la cathode envoie le surplus d'énergie vers les électrons. Au moment de l'émission, l'énergie peut également être fournie sous forme de radiation. Pour finir, les électrons peuvent être extraits de la cathode lors d'un choc avec des électrons ou des ions rapides. C'est ce que l'on appelle l'émission secondaire.

Les tubes à gaz furent introduits à leur tour. Les électrons conducteurs sont alors produits par l'ionisation des atomes gazeux par radiation des particules rapides. Ces tubes comprennent les diodes, les triodes et les tétrodes. Le thyratron, par exemple, est un tube triode à gaz doté d'une cathode chauffée de façon thermoïonique. De 1920 à 1930, on assista au développement de dispositifs dépendant du réglage du faisceau électronique entre les électrodes, alimentées soit en courant continu soit en courant alternatif. Les klystrons et les magnétrons ont été élaborés sur ce principe. Il s'agit de valves particulières utilisées à hautes fréquences. Le klystron est très utile pour convertir le courant continu (CC) en courant alternatif (CA). Les magnétrons sont des dispositifs à tubes à vide qui génèrent ou amplifient des ondes électromagnétiques hautes fréquences. Les années 1920–1930 marquent le début de la mécanique des

Les années 1920–1930 marquent le début de la mécanique des quanta et son application à la matière s'est révélée indispensable dans les années qui suvirent. En 1927, les concepts de base de la nouvelle théorie des quanta ayant été assimilés, les physiciens de l'époque se retrouvèrent en possession de puissants outils pour décrire les systèmes électroniques et atomiques et pour expliquer le regroupement des atomes en cristaux solides.

En 1931, Charles T. R. Wilson mit au point un modèle théorique de mécanique des quanta dans lequel il relata ses découvertes concernant le mouvement des électrons dans les métaux et expliqua le principe des isolants et des semi-conducteurs. La publication la même année du modèle théorique de Wilson sur les semi-conducteurs solides a coïncidé avec un intérêt croissant pour les semi-conducteurs dans les télécommunications. Les tubes s'étaient en effet répandus et améliorés au fil des ans. Cependant, ils n'étaient d'aucune utilité pour les ondes courtes exploitées dans les années 1930. Les propriétés de redressement des semi-conducteurs attirèrent beaucoup l'attention. Cependant, les implications de la théorie de Wilson n'étaient pas très claires pour les chercheurs de l'époque étant donné que celles-ci étaient décrites en termes de mécanique ondulatoire.

Il n'était pas simple de réaliser une étude expérimentale sur les semiconducteurs. Par exemple, on ne savait pas précisément si le comportement non-ohmique d'un contact entre un métal et un semi-conducteur était dû au semi-conducteur lui-même («propriété de volume») ou bien au contact entre le semi-conducteur et le métal («propriété de surface»). Cela constituait un véritable casse-tête pour quiconque d'étudier expérimentalement les propriétés électriques d'un semi-conducteur sans établir le moindre contact. En 1935, heureusement, une série d'expériences permit de démontrer que cette propriété non-ohmique était le fait du contact et non du simple semi-conducteur.

Lorsque la recherche reprit dans ce domaine après la Seconde Guerre mondiale (1945), elle fut orientée vers l'étude du silicium et de son voisin le germanium. Il s'agit là de deux éléments chimiques placés juste en dessous du carbone dans le groupe 4 du tableau périodique des éléments. Ils cristallisent par simple disposition atomique. Dans ces cristaux, les atomes sont reliés les uns aux autres par des liaisons covalentes. Le silicium et le germanium sont à vrai dire des prototypes, des semi-conducteurs « idéaux ». Leur conductivité se situe à mi-chemin entre celle des isolants et celle des métaux. Cependant, elle est électronique, comme celle des métaux.

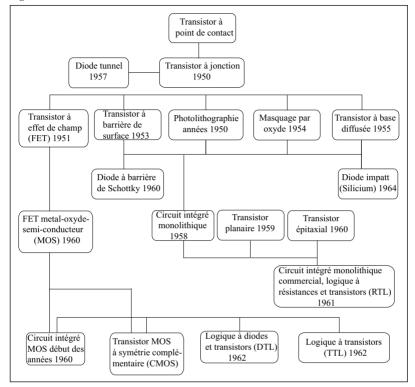
LA RÉVOLUTION DU TRANSISTOR ET SES DÉRIVÉS

À la fin des années 1930, un jeune physicien des laboratoires Bell, William B. Shockley, commença à s'intéresser à la possibilité de développer un équipement à semi-conducteurs capable de fournir un substitut électronique aux aiguillages électrochimiques universellement utilisés dans les centraux téléphoniques pour connecter un téléphone à un autre (Pearson et Brattain, 1955). Il n'était pas le seul à penser que l'aiguillage téléphonique électronique deviendrait un jour indispensable et que les tubes à vide risquaient d'être trop coûteux et de manquer de fiabilité.

Shockley trouva la théorie proposée par Walter Schottky prometteuse dans l'étude du redressement (conversion d'un courant alternatif en un courant continu) au niveau du contact entre le métal et un semi-conducteur. Shockley prédit la possibilité d'une action amplificatrice dans la zone située entre le métal et le semi-conducteur. Il croyait que cette zone agirait comme une espèce de soupape. En 1939, il essaya de fabriquer des appareils semblables à des valves en ajoutant de l'oxyde de cuivre, mais ce fut un échec.

À la fin de la Seconde Guerre mondiale, Shockley retourna aux laboratoires Bell. En 1948, avec Gerald L. Pearson, il étudia le comportement de l'effet de champ avec la structure de silicium appelée jonction *p-n*. La même année, John Bardeen et Walter Brattain annoncèrent la réalisation du transistor à pointes. Un an plus tard, Shockley publia un article sur les diodes et les transistors à jonction. Les trois reçurent le prix Nobel en 1956 pour la découverte du transistor à jonction. En 1952, Shockley publia la théorie du transistor à effet de champ et George C. Dacey et

Figure 1 Histoire de la famille du transistor



Source: Mayer, 1973

Ian M. Ross en fabriquèrent un modèle en 1953. Cet appareil utilisait le champ électrique pour réguler la conduction dans une structure semi-conductrice en germanium.

Le premier prototype de transistor à jonction fut construit en 1950. Cependant, le premier transistor à jonction alliée offrant un processus de fabrication plus économique entra sur le marché en 1951. La gamme de fréquence du transistor à barrière de surface créé en 1953 s'approcha du mégahertz (MHz). Le transistor à base diffusée, apparu en 1955, permit d'obtenir une qualité de son excellente à haute fréquence. Le premier circuit intégré monolithique fut fabriqué en 1958 par Jack St. Clair Kilby, mais il fallut attendre 1961 pour que les avancées en matière d'esthétique industrielle et de procédés ne le rendent commercialisable.

L'électronique et la science de l'état solide

Avec l'avènement du transistor et l'étude des semi-conducteurs, on put envisager d'enfermer un équipement électronique dans un boîtier solide, sans fil de connexion. Le boîtier devait être composé de couches de matériaux isolants, conducteurs, redresseurs et amplificateurs. En ôtant certaines zones des couches, on mettait directement en contact les fonctions électriques étant directement connectées en l'absence de ces différentes couches.

La figure 1 présente l'histoire de la famille du transistor jusqu'aux premiers circuits intégrés logiques à résistances et transistors (RTL) et à diodes et transistors (DTL).

La découverte du transistor bouleversa l'électronique. Pour qu'il puisse être universellement reconnu comme la nouvelle base des circuits électroniques, il fallut élaborer une nouvelle théorie des circuits, mettre au point de nouveaux processus scientifiques et techniques, et construire de nouvelles installations adaptées à la production de volumes importants. L'électronique de l'état solide fut alors progressivement acceptée et introduite sur le marché et dans la société.

En 1952, le transistor à jonction entrait dans sa quatrième année, la guerre de Corée était à son apogée et l'armée et les grandes entreprises réclamaient des composants plus fiables. Les militaires américains pensaient déjà à ce qu'ils appelaient grossièrement la miniaturisation, voire la micro-miniaturisation

L'intégration et la miniaturisation à grande échelle

Lorsque des milliers d'éléments de circuit sont intégrés en une seule et même puce, on parle d'une intégration à grande échelle (LSI, *large scale integration*). À l'origine de cette dernière se trouvent divers programmes de satellites et de missiles qui nécessitaient d'introduire des systèmes électroniques complexes dans des appareils en respectant des contraintes strictes de taille, de poids et de puissance. Cette innovation tombait à propos puisqu'au milieu des années 1950, des ingénieurs avaient appris à configurer la surface d'un transistor en recourant à la photolithographie et avaient mis au point une méthode de diffusion à l'état solide pour introduire les impuretés permettant de créer des régions p et n. À cette époque, le traitement des transistors par lots sur une plaquette de silicium et de germanium (wafer ou tranche) extraite d'un grand cristal de silicium et germanium était en train de remplacer l'ancienne technique de traitement individuel des transistors.

Dans le circuit électrique, la séparation et l'interconnexion des transistors et des autres éléments du circuit se font plutôt électriquement que physiquement. La séparation est achevée une fois les diodes *p-n* (redresseurs) introduites. Le courant ne pourra alors se déplacer que dans une seule direction. Un film conducteur de métal évaporé est photogravée pour conserver le schéma de connexion approprié et interconnecte les éléments du circuit. Une couche isolante sépare le matériel semi-conducteur sous-jacent du film métallique, excepté aux endroits où il doit y avoir contact. En 1958, les chercheurs de *Fairchild Semicoductors*, découvrirent le processus à l'origine de l'isolation en inventant le transistor *planar*. Dans ce transistor, une fine couche de dioxyde, le meilleur isolant connu, recouvre la surface de la tranche.

L'intégration à grande échelle, l'une des bases de la microélectronique, a permis d'élaborer des instruments de mesure capables non seulement de prendre des mesures, mais également de les analyser. Au cours de ces trente dernières années, des instruments de mesure et des dispositifs de contrôle complexes et puissants ont été conçus et mis au service de l'humanité. L'utilisation du microprocesseur et de la technologie numérique a rapidement évolué et le nombre d'erreurs de lecture ou dans les essais a diminué. Le traitement moderne de l'information et les systèmes de contrôle exigent un stockage rapide et un système de recherche de l'information numérique. La quantité d'informations pouvant être stockée va de moins de quelques centaines de bits pour une calculatrice de poche à un milliard de bits pour un ordinateur puissant.

L'ÉLECTRONIQUE ET QUELQUES-UNES DE SES DIVERSES APPLICATIONS

Dans les années 1920, les premières applications de l'électronique concernaient avant tout les communications radio, la technique des fusées, le téléphone, le radar et l'utilisation des tubes à vide dans la recherche et les instruments fonctionnels. À cette époque, les composants étaient de nature individuelle. Avec l'apparition de l'électronique à l'état solide et de la miniaturisation, l'électronique est devenue une «culture planétaire» et s'est immiscée dans chaque secteur de notre société.

Les pays développés consacrent des sommes de plus en plus importantes à l'électronique des semi-conducteurs. Les domaines auxquels sont alloués les plus gros budgets sont le développement informatique, l'électronique grand public, les circuits à l'état solide, les moyens de communication, la production d'électricité, l'électronique industrielle, l'armée, l'aérospatiale,

les diagnostics médicaux, les chemins de fer et la recherche fondamentale. Le tableau 6 ci-dessous présente les différentes générations d'ordinateurs depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale.

Certains pays comme le Japon et les États-Unis continuent de mettre au point des circuits et des systèmes fondés sur l'intégration à très grande échelle (VLSI), afin d'être plus compétitifs sur le marché mondial et de produire des biens fiables.

L'ÉLECTRONIQUE, LA SOCIÉTÉ ET L'INDUSTRIE

Le secteur de l'électronique a été fortement influencé par la recherche, le développement et la demande dans les pays développés. Jusqu'au début des années 1970, le secteur manufacturier électronique était nettement concentré en Europe et en Amérique du Nord. Cependant, du fait de la concurrence et de la course au profit, ce secteur s'est élargi aux pays en développement au cours des vingt-cinq dernières années.

Les exportations de composants électroniques depuis Taiwan, Hong Kong, Singapour, la République de Corée, la Malaisie et le Mexique représentent chaque année plusieurs milliards de dollars. Dans chacun de ces pays, l'expansion de ce secteur a suivi une tendance bien définie. Partout, la production s'est enclenchée puis a augmenté en réponse à la demande extérieure et le secteur s'est presque entièrement tourné vers l'exportation.

Les fabricants de composants électroniques japonais ou américains sont devenus les principaux financiers en implantant leurs propres filiales de productions ou en sous-traitant avec des entreprises indépendantes à faibles coûts de production, les produits finis portant le nom et la marque des financiers. Au cours des vingt dernières années, certaines multinationales ont exclusivement délocalisé leurs activités de production vers les pays d'Asie, d'Amérique centrale et d'Amérique du Sud. La principale motivation était la recherche de faibles coûts de production et d'une main-d'œuvre abondante et adaptable. La production de tous les produits nécessitant une main-d'œuvre importante a été délocalisée vers les pays en développement. Les pays dotés de moyens de transport et de communication développés, de structures d'enseignements appropriés et d'une main-d'œuvre abondante, disciplinée et fortement motivée, ont eux aussi attiré les multinationales du secteur électronique. En Chine, la Révolution culturelle de 1966 a provoqué un retard dans le secteur de l'électronique. En 1978, le pays avait environ quinze années de retard par rapport aux États-Unis et au Japon dans les domaines des circuits intégrés, des télécommunications, de l'ingénierie automobile, de l'informatique et de la transmission de données.

Tableau 6 Cinq générations d'ordinateurs

Générations	Première	Deuxième	Troisième	Quatrième	Cinquième
Années	1946-1956	1957-1963	1964-1981	1982-1989	1990-
Exemples d'ordinateurs	Eniac Edvac	NCR 501 IBM 7094	IBM 360, 370 PDP-11	Cray XMP IBM 308	
	Univac IBM 650	CDC-6600	Spectra-70 Honeywell 200	Amdahi 580	
			Cray I Illiac-IV Cyber-205		 Développement considérable de l'informatique distribuée Fusion des communications et des technologies de l'informatique Extrême modularité
Technologies de communication	Téléphone Télétype	Transmission numérique Modulation par impulsions codées	Communications satellites Micro-ondes Travail en réseau Fibres optiques Commutation de	Réseau numérique à intégration de services (RNIS)	
Matériels informatiques	Tubes à vide Tambour magnétique Cathode Tubes à rayon X	Transistors Mémoires à tores magnétiques	paquets Circuits intégrés Mémoires à semiconducteurs Disque magnétique Mini-ordinateurs Micro-ordinateurs	Systèmes informatiques distribués Intégration à très grande échelle (VLSI)	 Techniques avancées de conditionnement et d'interconnexion Intégration à ultragrande échelle Architecture parallèle Circuit intégré en 3-D

				Mémoires à bulles Disques optiques Micro-ordinateurs	Technologie des composants GaAsJonction JosephsonComposants optiques
Logiciels informatiques	Programmes enregistrés Code d'instruction des ordinateurs Autocode	Langages évolués COBOL ALGOL FORTRAN	Langages évolués Systèmes d'exploitation Pascal Programmation structurée	Ada Diffusion de paquets de programmes Système expert Langage orienté objets	Langages simultanés, Programmation fonctionnelle, Traitement symbolique (langages naturels image reconnaissance vocale planification)
			LISP Infographie		
Capacité de l'ordinateur	Mémoire de 2 Kilo-octets (Ko) 10 000 d'opérations par seconde	Mémoire de 32 Ko 200 000 d'opérations par seconde	Mémoire de 2 Mégaoctets (Mo) 5 Mo d'opérations par seconde	Mémoire de 8 Mo 30 Mo d'opérations par seconde	Gigaoctet (plus d'un milliard) d'opérations par seconde tétra d'opérations par seconde

Source: Kahn, 1983.

En Afrique, le secteur électronique est acceptable et pourrait entrer en concurrence avec l'Asie si les tarifs douaniers sur les composants et matériaux importés et les taxes européennes sur les importations de biens finis étaient supprimés dans le cadre de régimes préférentiels. Même si bon nombre de pays africains ont privatisé leurs économies, une certaine incertitude politique subsiste, les coûts de formation sont élevés et les infrastructures de transports et de télécommunications en retard. Tout cela décourage les investisseurs du secteur électronique.

En ce qui concerne la société, on ne peut négliger les contributions essentielles de l'électronique au bien-être de l'humanité. Les plus importantes de ces quarante dernières années ont été l'utilisation des satellites pour l'éducation, les services de santé et le maintien de la paix, et celle des microprocesseurs pour le développement des générations d'ordinateurs, l'amélioration de l'efficacité des dispositifs de stockage de l'énergie et les réseaux de transmission.

Plusieurs étapes ont marqué le développement de l'électronique au cours du XX° siècle, à savoir:

- La découverte de la triode (audion) en 1907 par De Forest et son utilisation comme amplificateur.
- La découverte de l'amplificateur à rétroalimentation en 1927 par Harold Black, invention qui joua un rôle majeur dans la téléphonie à longue distance, les réseaux télévisés, l'électronique militaire et les applications industrielles, et révolutionna complètement le domaine de la sécurité (illustration 87).
- La découverte du transistor à jonction en 1948 par W. B. Shockley,
 John Bardeen et Walter Brattain.
- La mise au point en 1958 du concept de circuit intégré par Jack Kilby et sa fabrication.
- L'intégration à grande échelle (LSI) et l'intégration à très grande échelle (VLSI), utilisant la technologie planar.

CONCLUSION

Avec l'émergence du secteur de l'électronique, le XX^e siècle a été le témoin d'une révolution des activités humaines. Ce secteur a été le vecteur de nouveaux modes de pensée et de travail. L'instrumentation a ouvert de nouvelles portes à la recherche (dans les domaines de la médecine, de la biologie, des télécommunications et de l'astronomie), offrant une nouvelle conception de l'Univers.

BIBLIOGRAPHIE

- HOGAN J. V. L. 1923. *The Outline of Radio*, Boston (Massachusetts), Little, Brown & Co..
- KAHN R. 1983. A New Generation in Computing. Dans: *IEEE Spectrum*, vol. 20, n° 11, p. 36–39.
- KLEEN W. J. 1958. *Electronics of Microwaves Tubes*, New York, Academic Press.
- PEARSON G. L., BRATTAIN W. H. 1955. History of Semiconductor Research. Dans: *Proceedings, IRE*, vol. 43, p. 1795–1806.
- PIERCE J. R. 1954. *Theory and Design of Electron Beams*, New York, D. Van Nostrand.
- TOCCI R. J., WIDMER N. S., MOSS G. L. 2003. *Digital Systems: Principals and Applications*, Upper Saddle River (New Jersey), Prentice Hall.
- VADASZ L. L., GROVE A. S., ROWE T. A., MOORE G. E. 1969. Silicon Gate Technology. Dans: *IEEE Spectrum*, p. 27–35.

17.5 L'astronomie appliquée et l'exploration spatiale et interplanétaire

Eriabu Lugujjo

HISTOIRE DE L'ASTRONOMIE

On peut difficilement expliquer le développement de l'astronomie au cours du siècle précédent sans faire allusion au rôle joué par les premiers chercheurs, véritables pionniers. Nicolas Copernic (1473-1543) a consacré une partie de sa vie à l'observation et aux calculs pour arriver à la conclusion que la Terre était une simple planète en orbite autour du Soleil. Cette théorie concordait avec toutes les observations et était merveilleusement simple, mais n'était cependant pas du goût de l'Église. L'astronome danois Tycho Brahe (1546–1601) a accumulé une incroyable quantité de données concernant les mouvements planétaires. Malheureusement, il était partisan de la théorie géocentrique et n'a jamais appréhendé son travail selon une autre approche. Johannes Kepler (1571–1630) commença à analyser les données de Tycho et se rendit compte qu'elles n'étaient compatibles qu'à la théorie copernicienne (héliocentrique). En 1609, il transcrivit les équations des orbites des planètes et des satellites. Il démontra notamment que le mouvement des planètes est elliptique et non circulaire. Galileo Galilei, dit Galilée (1564-1642), fit de nombreuses découvertes qui lui valurent également de rentrer en conflit avec l'Église. Il utilisa le tout premier télescope pour observer la Lune, Vénus, le Soleil et Jupiter. Il provogua sa perte en publiant des travaux en accord avec la théorie héliocentrique. Il fut jugé devant une cour religieuse et condamné à ne plus publier le moindre livre sur la théorie copernicienne. Les mots qu'il a prononcés lors du procès sont restés célèbres: Et pourtant, elle tourne!

Sir Isaac Newton (1642–1727) travailla dans de nombreux domaines, mais sa principale contribution à l'astronomie réside dans les lois de la gravitation. Ces lois restèrent une référence pendant trois cents ans, jusqu'à la théorie de la relativité d'Albert Einstein. Il établit les lois fondamentales de la force, du mouvement et de la gravitation et inventa de fait une nouvelle

branche des mathématiques (calculus). Tous ces travaux devaient montrer que c'est du fait de la force de gravité que les orbites des planètes correspondent aux équations de Kepler. À la fin des années 1800, le domaine de la science avait besoin d'une nouvelle théorie pour corriger l'ancienne physique newtonienne. Les principes de Newton commençaient en effet à laisser entrevoir des failles, comme le fait que la précession de l'orbite de Mercure ne pouvait être complètement justifiée. Albert Einstein (1879–1955) révolutionna tous les aspects de la science et de la pensée moderne grâce à ses théories de la relativité générale et spatiale et l'idée d'équivalence. Il ne fut pris au sérieux qu'une fois ses théories rigoureusement vérifiées. Citons l'exemple de la célèbre avance du périhélie de Mercure. La loi de Newton ne permettant pas de la prévoir correctement, la théorie d'Albert Einstein fut reconnue comme une nouvelle révolution de la science. Il aura fallu attendre le XX^e siècle et l'ère spatiale pour observer des progrès équivalents à ceux de la Grèce antique.

L'EXPLORATION DE L'ESPACE

«La Terre est le berceau de l'Humanité», dit un jour Konstantin Tsiolkovsky, ingénieur et enseignant russe, «mais on ne reste pas au berceau pour toujours».

Les pionniers de la conception d'engins spatiaux furent Johannes Kepler (1571–1630), Sir Isaac Newton (1642–1727) et Konstantin Tsiolkovsky (1857–1935) qui résolurent presque entièrement la question du vol spatial sur une période d'environ trois cents ans, de 1600 à 1900.

Tsiolkovsky était un enseignant russe qui, sans avoir lui-même jamais lancé la moindre fusée, fut le premier à poser, en 1903, les équations fondamentales de la fuséologie. Il anticipa et résolut nombre des problèmes associés aux vols spatiaux et élabora plusieurs plans de fusées. Il démontra qu'il faudrait des fusées à carburant liquide pour aller dans l'espace et que ces fusées devraient être conçues à plusieurs étages. Il conclut que l'oxygène et l'hydrogène constitueraient les meilleurs carburants.

Ce fut Robert Goddard qui conçut, construisit et lança les premières fusées. Professeur à l'université, il développa également une théorie de la fuséologie et, sans connaître les travaux de Tsiolkovsky, il parvint aux mêmes conclusions. Il mena des expériences en fuséologie au début du XXe siècle. Il voulait atteindre une altitude plus élevée que les aérostats. En 1919, il publia un opuscule intitulé «une méthode pour atteindre des altitudes extrêmes», analyse mathématique de ce qu'on appelle aujourd'hui la fusée-sonde météorologique.

En 1926, Goddard lança la première fusée à carburant liquide. Ce faisant, il développa virtuellement l'ensemble de la fuséologie. À lui seul, il élabora des composants et des plans identiques à ceux pour lesquels les Allemands, durant la Seconde Guerre mondiale, eurent besoin de centaines de scientifiques et d'ingénieurs et de millions de dollars. Goddard réalisa ses premières expériences avec des fusées à propergol solide. En 1915, il essaya divers types de carburants solides afin de mesurer la vitesse d'éjection des gaz en combustion. En travaillant sur les fusées à propergol solide, il parvint à la conclusion que le carburant liquide serait préférable. Le 16 mars 1926, il parvint à lancer la première fusée à propergol liquide. Alimentée en oxygène liquide et en essence, la fusée ne vola que 2,5 secondes, monta à 12.5 mètres et atterrit à 56 mètres de sa rampe de lancement.

Les fusées de Goddard s'agrandirent et montèrent de plus en plus haut. Il élabora un système à gyroscope pour contrôler le vol ainsi qu'un compartiment à charge utile pour les instruments scientifiques. Des systèmes de parachutes permettaient de récupérer les fusées et les instruments en bon état.

Un troisième grand pionnier de l'espace, Hermann Oberth (1894–1989)¹, allemand cette fois-ci, publia en 1923 un livre sur la navigation des fusées dans l'espace extra-atmosphérique. De nombreuses petites sociétés apparurent alors dans le secteur de la fusée aux quatre coins du monde. En Allemagne, la création de l'une d'entre elles, la *Verein für Raumschiffahrt* (Société pour la navigation spatiale), conduisit à l'élaboration de la fusée V2, employée lors du bombardement de Londres durant la Seconde Guerre mondiale. En 1937, des ingénieurs et scientifiques allemands, dont Oberth, se réunirent à Peenemunde, sur la mer Baltique, dans un laboratoire de recherche dédié aux fusées.

La fusée V2 (appelée A4 en Allemagne) était de petite taille par rapport aux fusées actuelles. Le fait qu'elle consomme un mélange d'oxygène liquide et d'alcool à une vitesse d'environ une tonne toutes les sept secondes fait qu'elle constitue une véritable avancée. Néanmoins, à la fin de la guerre, les scientifiques et ingénieurs allemands en fuséologie avaient déjà dessiné les plans de nouveaux missiles capables de survoler l'océan Atlantique et d'atterrir aux États-Unis. Après la défaite de l'Allemagne, de nombreuses fusées V2 et composants furent saisis par les Alliés. Beaucoup de scientifiques allemands en fuséologie migrèrent vers les États-Unis ou l'Union soviétique. Les États-Unis et l'Union soviétique prirent conscience du potentiel de la fuséologie comme arme militaire et entamèrent une série de programmes expérimentaux. Tout d'abord, les États-Unis lancèrent un programme avec des fusées sondes atmosphériques de haute altitude, revenant ainsi à l'une des premières idées de Goddard. Puis toute une gamme de missiles balistiques intercontinentaux à moyenne et longue portée furent

mis au point et devinrent le point de départ du programme spatial américain. Des missiles comme Redstone, Atlas et Titan allaient plus tard propulser des astronautes dans l'espace.

LES TENDANCES DE L'EXPLORATION SPATIALE

Sergei Korolev, d'abord «chef de bureau d'études» anonyme dans l'ex-URSS, fut inspiré par le travail et les visions de Tsiolkovsky. En 1954, il informa le Conseil des ministres de l'Union soviétique qu'un satellite de la Terre pourrait être lancé d'ici quelques années. Ce fut en effet le cas. Le 4 octobre 1957, *Spoutnik-1* fut lancé par l'ex-URSS et resta en orbite jusqu'au 4 janvier 1958. Ce fut là le premier objet créé par l'homme à décrire une orbite autour de la Terre.

La nouvelle du lancement de *Spoutnik-1* par les Soviétiques frappa l'Occident de plein fouet, notamment les États-Unis d'Amérique. Tandis que le monde observait les fusées américaines exploser avec une régularité gênante, l'Union soviétique lançait *Spoutnik-2* le 3 novembre 1957. Ce dernier transportait un chien qui survécut sept jours dans l'espace, jusqu'à ce qu'il manque d'oxygène. Les États-Unis parvinrent à mettre un satellite en orbite le 31 janvier 1958, lançant ainsi la «course à l'espace» dont le principal objectif était d'envoyer un être humain en orbite. Ces avancées scientifiques étaient fondées à la fois sur le prestige international et la sécurité nationale et constituaient un moyen de démontrer au monde entier la suprématie d'une idéologie politique en particulier (le communisme face au monde libre et démocratique).

Les États-Unis étaient si déterminés que la *National Aeronautics and Space Administration* (NASA) fut créée le 1^{er} octobre 1958 pour remplacer l'ancienne *National Advisory Committee on Aeronautics* (NACA). Quelques jours seulement après sa création, le «Projet Mercury» fut lancé, visant à envoyer un homme dans l'espace et à le faire revenir sur Terre sain et sauf. Pendant ce temps, l'ex-URSS réalisait d'importants progrès dans la mise en orbite de satellites autour du Soleil et y parvint en janvier 1959 avec *Luna-1*. En 1961, elle lança *Vostok-1* avec, à son bord, le cosmonaute Youri A. Gagarine, premier homme dans l'espace. Il fit un tour complet de la Terre (illustration 88).

La NASA se consacrait à des préparatifs à long terme, non seulement afin de décrire une orbite autour de la Terre, mais également en vue d'explorer l'espace en commençant par la Lune puis Mars. En janvier 1962, *Mercury Friendship-7* décolla avec à son bord John H. Glenn Jr., premier Américain à entrer en orbite. Il fit trois fois le tour de la Terre. La même année, le *Mariner-2* américain fut la première sonde planétaire à s'approcher

de Vénus et à entrer en orbite autour du Soleil. Mais les Soviétiques vont cependant aller encore plus loin. En 1963, *Vostok-6* décolle avec à son bord Valentina Terechkova, première femme dans l'espace, qui fait 48 fois le tour de la Terre.

Soviétiques comme Américains étaient déterminés à explorer l'espace essentiellement avec des vols habités et à envoyer un homme sur la Lune. De nombreux vols et expériences furent entrepris et la période allant de 1965 à 1969 peut être définie comme expérimentale et riche en événements comme en essais pour les deux pays. Ces efforts furent récompensés et aboutirent le 20 juillet 1969 au premier atterrissage en douceur sur la Lune d'un vaisseau habité, *Apollo-11*, avec à son bord Neil Armstrong et Edwin Aldrin. Le succès du programme Apollo déclencha une vague continue de lancements vers la Lune, Vénus et Mars. Le 17 novembre 1970, le *Luna-17* de l'ex-URSS atterrit sur la Lune avec le premier robot automatique, Lunokhod-1. La même année, *Verena-7* (Union soviétique) fut la première tentative concluante d'atterrissage en douceur sur Vénus. Depuis lors, de nombreux lancements ont réussi, rapportant des informations inestimables sur l'espace et les planètes. Une tentative de classement de ces événements a été entreprise et jointe à ce chapitre.

LA RADIOASTRONOMIE

La radioastronomie s'intéresse à l'étude des objets distants dans l'Univers à partir de l'enregistrement et de l'analyse des ondes radio émises par ces objets. La radioastronomie a fortement contribué à révolutionner notre conception de l'Univers et de son fonctionnement. Les observations radio ont changé notre approche des objets que nous connaissions déjà, comme les galaxies, et nous en ont révélé de nouveaux comme les pulsars et les quasars. Les radiotélescopes comptent aujourd'hui parmi les instruments les plus puissants dont disposent les astronomes pour étudier presque toutes les sortes d'objets connus dans l'Univers.

Après que Marconi fut parvenu, en 1901, à émettre un signal radio transatlantique, l'utilisation commerciale de la radio proliféra. On pensait alors que les seules fréquences utilisables pour les communications de longue portée étaient les très basses fréquences ou bien les très grandes longueurs d'onde. Ainsi, lorsqu'en 1912 le gouvernement établit les premières réglementations en matière de radio, les opérateurs amateurs, dont l'intérêt pour la radio était plus personnel et expérimental que commercial, reçurent la plus petite part du gâteau et se virent attribuer des longueurs d'onde inférieures ou égales à 200 mètres.

Comme on le sait désormais, les liaisons par ondes courtes sont sujettes à beaucoup de bruits et de parasites. Par conséquent, les sociétés utilisant ces ondes cherchèrent à identifier ces sons afin d'apprendre à les atténuer. Chez AT&T Bell Labs dans le New Jersey, un jeune ingénieur radio du nom de Karl Jansky fut chargé d'en identifier l'origine. Il fabriqua une antenne extrêmement directive pour travailler à environ 22 MHz et commença à effectuer des observations systématiques. L'essentiel des bruits trouvés provenaient d'orages ou d'autres causes terrestres. Cependant, il découvrit également une autre source de parasites semblant se manifester chaque jour quatre minutes plus tôt. Jansky venait de capter un son radio émis du centre de notre galaxie. Bien que le phénomène eu lieu en 1932, il ne fut annoncé qu'en 1933.

En 1937, Grote Reber construisit un réflecteur parabolique de plus de 9 mètres de diamètre destiné à rechercher les ondes cosmiques à fréquences radio. Il parvint à en détecter en 1939. En 1941, il réalisa sa première étude du ciel d'après les ondes radio.

L'astronomie et l'environnement

Comme toutes les autres activités humaines, l'exploration de l'Univers s'inclut dans le contexte de notre environnement terrestre. Du fait de l'impact de nos agissements sur cet environnement, les astronomes et ceux qui bénéficient du fruit de leurs recherches sont confrontés à un certain nombre de questions.²

Il s'agit par exemple des problèmes liés à l'éclairage incontrôlé des villes; de la question du rapport entre la nécessité de développer de nouveaux sites d'observation et la sauvegarde des espèces menacées; de la difficulté de protéger les fréquences nécessaires à la radioastronomie de celles des téléphones cellulaires et des autres formes de radiocommunication employées sur la planète; et, enfin, de la question de la protection des autres planètes face aux micro-organismes terrestres et celle de la Terre face aux éventuels microbes extraterrestres.

La pollution lumineuse

Peu d'endroits sur Terre sont plongés dans une réelle obscurité quand vient la nuit. L'éclairage électrique s'est répandu partout dans le monde. Pour les astronomes qui essaient de percevoir la faible lumière d'objets distants, cette «pollution lumineuse» constitue un véritable problème. Certaines lumières sont pires que d'autres suivant le nombre de longueurs d'onde d'objets célestes qu'elles bloquent. Il est nécessaire de prendre des

mesures afin d'équilibrer les besoins en lumière des villes avec l'utilisation qu'on en fait.

Les sites d'observation et l'environnement

Tandis que beaucoup de nouveaux observatoires doivent désormais déposer une notice d'impact environnemental, le plus célèbre différend ayant opposé des astronomes à des environnementalistes concernait un site en Arizona (États-Unis), nommé Mount Graham, où l'on s'inquiétait pour une espèce d'écureuils en voie de disparition.

La perturbation radioélectrique

Les radioastronomes cherchent les faibles parasites radioélectriques provenant d'objets cosmiques. Les signaux qui les intéressent sont de plus en plus noyés dans le bruit des communications radio terrestres, notamment du fait de l'utilisation de téléphones cellulaires et autres moyens de communication modernes utilisant les satellites.

Empêcher la contamination de la Terre ou d'autres planètes

Étant donné que des sondes robots atteignent d'autres éléments de notre système solaire et commencent même à en rapporter des échantillons, la question de la contamination planétaire se pose. Comment empêcher nos microbes de s'installer sur d'autres planètes et comment éviter que de possibles microbes célestes n'arrivent sur Terre et n'y nuisent éventuellement à la vie?

L'ASTRONOMIE INFRAROUGE

L'astronomie infrarouge s'intéresse à la détection et à l'étude des radiations infrarouges (énergie thermique) émises par les objets de l'Univers.³ Tout objet ayant une température non nulle rayonne dans l'infrarouge. En astronomie, la région infrarouge entre dans l'éventail de sensibilité des détecteurs infrarouges, soit à peu près entre 1 et 300 microns. L'œil humain ne détecte que 1% de la lumière à 0,69 micron et 0,01% à 0,75 micron. Il nous est donc impossible de voir, à l'œil nu, les longueurs d'onde supérieures à 0,75 micron, à moins que la source lumineuse ne soit extrêmement vive. Par conséquent, l'astronomie à infrarouge nous fournit une fenêtre par laquelle nous pouvons observer ce qui, sans elle, resterait invisible.

L'Univers nous envoie une incroyable quantité d'informations sous la forme de radiations électromagnétiques. Seule une petite partie de ces informations infrarouges atteignent la surface de la Terre. Pourtant, en étudiant cette mince palette de longueurs d'onde, les astronomes sont à même de découvrir une montagne de nouveaux renseignements.

Il a fallu attendre le début des années 1980 pour que des télescopes infrarouges soient envoyés en orbite autour de la Terre, au-delà de l'atmosphère qui nous cache la majorité des radiations électromagnétiques. Le premier de ces satellites, IRAS (*Infrared Astronomical Satellite*), a détecté près de 350 000 sources infrarouges, augmentant ainsi le nombre de sources astronomiques cataloguées d'environ 70%.

L'exploration de l'Univers

Dans l'infrarouge, les astronomes peuvent rassembler des informations sur l'Univers. Ils ont ainsi découvert que toutes les galaxies s'éloignent de nous et que plus elles sont distantes, plus elles accélèrent. Lorsqu'un objet s'éloigne de nous, la lumière qu'il émet est «décalée vers le rouge». Cela signifie que les longueurs d'onde augmentent et, ce faisant, se déplacent vers la partie rouge du spectre. Il résulte de ce phénomène, appelé «effet Doppler», que, lors d'importants décalages, tous les ultraviolets et la majorité de la lumière visible des sources lointaines se déplacent vers la zone infrarouge du spectre le temps d'atteindre nos télescopes. Le seul moyen d'étudier cette lumière est donc dans l'infrarouge.

La radiation infrarouge

La radiation infrarouge est une radiation électromagnétique avec une longueur d'onde supérieure à celle de la lumière visible et allant de 1 micromètre à 1 millimètre. La principale source de la radiation infrarouge est la chaleur, ou le rayonnement thermique. Tout objet ayant une température supérieure au zéro absolu (-459,67 F°, -273,15 C° ou 0 K°) rayonne dans l'infrarouge.

Lors d'observations infrarouges, un télescope capte les radiations exactement comme la région optique. La radiation entrante est composée des radiations de l'objet, des radiations de fond ainsi que de celles du télescope lui-même. La source et le fond doivent être mesurés en permanence, la différence correspondant à la radiation de l'objet.

Grâce aux analyses infrarouges, il est possible de déterminer les températures moyennes de surface des planètes, comprises entre -40 °C (pour Mars) et -175 °C (pour Saturne).

Le mode d'émission

Les objets sont cernés par de denses nuées de matière très froide formant des coquilles circumstellaires dont les grains et les particules de poussière absorbent les photons les plus chargés en énergie et rediffusent cette énergie en une multitude de photons infrarouges peu chargés, à des longueurs d'onde infrarouges correspondant à leurs températures. La radiation thermique joue un rôle particulièrement intéressant dans l'étude des objets extraterrestres dotés d'épaisses atmosphères, depuis que l'on sait qu'elle provient d'une couche plus profonde que la lumière optique. Dans l'espace, de nombreuses régions sont invisibles au télescope optique parce qu'elles se trouvent à l'intérieur de zones denses de gaz et de poussière. Cependant, les radiations infrarouges, dotées de longueurs d'onde plus longues que la lumière visible, peuvent traverser ces régions poussiéreuses sans se disperser. Autrement dit, l'infrarouge permet d'étudier des objets cachés par du gaz et de la poussière et imperceptibles à la lumière visible, comme le centre de notre galaxie et les zones de nouvelles étoiles. Les observatoires terrestres infrarouges doivent être construits sur des sommets élevés, au-dessus de la majorité de la vapeur d'eau atmosphérique, car cette vapeur absorbe sensiblement les radiations infrarouges. Mais les montagnes ne sont pas assez élevées pour les observations dans l'infrarouge lointain. Ces observations sont alors menées depuis des avions, des aérostats et des satellites.

La détection d'objets froids

Dans l'Univers, de nombreux objets beaucoup trop froids et ne pouvant pas être détectés à la lumière visible peuvent l'être dans l'infrarouge. Cela inclut les étoiles froides, les galaxies infrarouges, les nébuleuses, les molécules interstellaires, les planètes et les nuages de particules autour des étoiles. Par exemple, lorsqu'une planète tourne en orbite autour d'une étoile, sa lumière visible est cachée par l'éclat de l'étoile. Dans l'infrarouge, où l'on perçoit la brillance maximale des planètes, l'éclat de l'étoile s'amoindrit et il devient alors possible de détecter la planète.

La spectroscopie infrarouge

Afin de comprendre l'Univers, la formation des étoiles, des planètes et des galaxies, ainsi que l'éventualité d'une vie extraterrestre, il est crucial de déterminer les sortes d'atomes et de molécules présents dans l'Univers, leur distribution et leur quantité, ainsi que les environnements dans lesquels ils existent. Les raies d'émission et d'absorption de la quasi-totalité des molécules et de nombreux atomes et ions se situent dans la partie infrarouge du

spectre. Les spectromètres embarqués à bord de missions infrarouges comme le *Kuiper Airborne Observatory* (KAO) et l'*Infrared Space Observatory* (ISO), de même que les spectres du proche infrarouge d'observatoires terrestres ont permis de découvrir des centaines d'atomes et de molécules dans de nombreuses régions de l'espace.

CONCLUSION

Depuis ses origines, la science de l'astronomie devait se limiter aux observations des objets dans le spectre de la lumière visible. La détection des émissions radio a apporté une nouvelle dimension à notre perception. Depuis la modeste antenne d'arrière-cour de Reber en 1937 jusqu'au télescope de James Clerk Maxwell doté d'un système de réception de pointe, les radiotélescopes à antenne unique ont énormément contribué à la radioastronomie. L'arrivée des interféromètres n'a pas rendu obsolètes les radiotélescopes à antenne unique, mais s'y sont plutôt associés pour former un couple complémentaire, les antennes uniques donnant un aperçu de la vaste structure du cosmos et les interféromètres révélant les détails plus subtils. Les programmes de recherche astronomique menés au moyen de radiotélescopes à antenne unique ont approfondi notre connaissance du ciel, nous permettant de fait de mieux comprendre l'Univers. Les objets qui peuvent être observés à la lumière visible peuvent également être étudiés dans l'infrarouge. Outre la découverte de nouveaux objets et de régions de l'Univers jusqu'alors invisibles, l'astronomie peut renforcer notre connaissance des objets visibles. Pour obtenir une image complète d'un objet présent dans l'Univers, il est en effet nécessaire d'étudier l'ensemble des radiations qu'il émet.

NOTES

- 1. Voir l'article «Brief History of Rockets» de la NASA: http://www.grc.nasa.gov/WWW/K-12/TRC/Rockets/history_of_rockets.html.
- 2. Ce paragraphe s'appuie sur l'article d'A. Fraknoi, «Environmental Issues and Astronomy: An Introduction Resource Guide», Foothill College and the Astronomical Society of the Pacific: http://www.astrosociety.org/education/resources/environment.html.
- 3. Cette discussion s'appuie sur l'article «IR Astronomy: Overview» de l'Infrared Processing and Analysis Center (IPAC) de la NASA: http://www.ipac.caltech.edu/Outreach/Edu/importance.html.
- 4. Chronologie empruntée de «Time Line of Space Exploration»: http://my.execpc.com/-culp/space/timeline.html.

BIBLIOGRAPHIE

BOND P. 1987. Heroes in Space, Londres, Blackwell Publishing.

Brandt J. C., Maran S. P. 1979. *New Horizons in Astronomy*, San Francisco, W. H. Freeman and Co.

KARTTUNEN H., KRÖGER P., OJA H., POUTANEN M., DONNER K. J. (dir. publ.). 2003. Fundamental Astronomy, Berlin, Springer.

OSTER L. 1962. Modern Astronomy, San Francisco, Holden-Day.

STRUVE O., ZEBERGS V. 1962. Astronomy of the 20th Century, New York, Macmillan.

http://www.astrosociety.org/education/resources/environment.html

http://www.lerc.nasa.gov/WWW-12/TRC/Rockets/history of rockets.html

http://homepages.tcp.co.uk/~carling/astrhis.html

http://www.ipac.caltech.edu/Outreach/Edu/importance.html,

http://www.ipac.caltech.edu/Outreach/Edu/Spectra/irspec.html

http://www.ipac.caltech.edu/Outreach/Edu/orbit.html

http://www.ipac.caltech.edu/Outreach/Edu/irtech.html

http://www.aoc.nrao.edu/intro/ham.connection.html

http://nssdc.gsfc.nasa.gov/planetary/factsheet/venusfact.html

http://www.geocities.com/CapeCanaveral/Launchpad/4515/HISTORY.html

 $http://my.execpc.com/\!\!\sim\!\!culp/space/history.html$

http://my.execpc.com/~culp/space/timeline.html

http://www.solarviews.com/eng/rocket.htm

CHRONOLOGIE DE L'EXPLORATION SPATIALE⁴

- **1856:** Les astronomes se servent de thermocouples et de thermopiles pour déterminer la radiation de la Lune.
- **Début du XX^e siècle :** Une radiation infrarouge est détectée sur Jupiter et Saturne ainsi que sur quelques étoiles brillantes.
- 4 octobre 1957: Lancement par l'URSS de *Spoutnik-1*, premier objet créé par l'homme à tourner en orbite autour de la Terre, où il restera jusqu'au 4 janvier 1958.
- **3 novembre 1957:** Lancement par l'URSS de *Spoutnik-2* qui restera en orbite jusqu'au 13 avril 1958.
- **31 janvier 1958 :** Mise en orbite par le laboratoire de propulsion à réaction de l'ABMA d'*Explorer-1*, premier satellite américain, depuis le Cap Canaveral avec le lanceur *Jupiter-C*.

- **5 mars 1958:** Explorer-2 est lancé avec un Jupiter-C mais ne parvient pas à entrer en orbite.
- 17 mars 1958: Mise en orbite du satellite Vanguard-1.
- 15 mai 1958: Lancement de Spoutnik-3 par l'URSS.
- 1^{er} octobre 1958: Création de la NASA qui prend la suite du Comité consultatif national sur l'aéronautique (NACA).
- **11 octobre 1958:** *Pioneer-1*, sonde spatiale américaine de l'année internationale de géophysique (IGY), est lancée à 114 000 km.
- 2 janvier 1959: Lancement par l'URSS de *Luna-1*, premier satellite humain à décrire une orbite autour du Soleil.
- 3 mars 1959: Lancement de *Pioneer-4*, quatrième sonde spatiale américaine IGY, avec un lanceur *Juno-2*. Elle devait parcourir le trajet de la Terre à la Lune mais passa à 59 200 km de cette dernière.
- **12 septembre 1959 :** Lancement de *Luna-2* qui s'écrase sur la Lune le 13 septembre avec à son bord une copie des armoiries soviétiques.
- **4 octobre 1959 :** Lancement du satellite translunaire *Luna-3* qui parvient à décrire une orbite autour de la Lune.
- 1^{er} avril 1960: Lancement par les Américains de *Tiros-1*, premier satellite météorologique.
- **18 août 1960 :** *Discoverer-14* lance le premier satellite espion américain *Corona* équipé d'une caméra.
- **12 avril 1961 :** Lancement par l'URSS de *Vostok-1* avec à son bord le cosmonaute Youri A. Gagarine, premier homme dans l'espace. Il effectue un tour de la Terre.
- **5 mai 1961:** *Mercury Freedom-7* transporte Alan B. Shepard Jr, premier astronaute américain dans l'espace pour un vol suborbital.
- 6 août 1961: L'URSS lance Vostok-2.
- **1961 :** Le bolomètre germanium est mis au point. Il fonctionne mieux à une température extrêmement faible.
- **20 février 1962 :** *Mercury Friendship-7* décolle avec à son bord John H. Glenn Jr, premier Américain à être mis en orbite. Il fait trois fois le tour de la Terre.
- 24 mai 1962: Lancement de Mercury Aurora-7 qui décrivit trois orbites.
- **10 juillet 1962 :** *Telestar-1*, satellite américain, transmet la première émission de télévision transatlantique en direct.
- **14 décembre 1962 :** Le *Mariner-2* américain, premier vaisseau spatial planétaire lancé avec succès, dépasse Vénus et entre en orbite autour du Soleil.

- **16 juin 1963 :** *Vostok-6* transporte la cosmonaute soviétique Valentina Terechkova, première femme dans l'espace qui accomplit 48 tours de la Terre.
- **31 juillet 1964 :** *Le Ranger-7* américain transmet les premières photographies rapprochées de la Lune.
- **18 mars 1965:** Alexeï A. Leonov effectue la première sortie dans l'espace depuis *Voskhod-2*.
- 23 mars 1965: Gemini-3, premier vol habité du programme Gemini.
- **24 mars 1965:** *Ranger-9* transmet des images de haute qualité de la Lune.
- **3 juin 1965:** Edward White II effectue la première sortie américaine dans l'espace depuis *Gemini-4*.
- **14 juillet 1965:** *Mariner-4* américain envoie les premières images rapprochées de Mars.
- **16 novembre 1965:** Lancement soviétique de *Venus 3* qui se pose le sol vénusien le 1^{er} mars 1966
- **4 décembre 1965 :** Lancement de *Gemini-7* avec à son bord Frank Borman et James A. Lovell Jr, qui décrivent 206 orbites autour de la Terre et démontrent qu'il est possible de se rendre sur la Lune.
- **15 décembre 1965 :** À bord de *Gemini-6*, les astronautes américains Walter Schirra Jr et Thomas Stafford se rendent au premier rendez-vous spatial avec *Gemini-7*.
- **3 février 1966 :** *Luna-9* soviétique est le premier vaisseau spatial à atterrir en douceur sur la Lune.
- 1er mars 1966: Venera-3 soviétique s'écrase sur Vénus, c'est le premier vaisseau à atteindre une autre planète. Cependant, il ne parvient à transmettre aucune donnée.
- Mars 1966: Luna-10 soviétique est le premier vaisseau à entrer en orbite autour de la Lune.
- **2 juin 1966:** *Surveyor-1* est le premier vaisseau américain à atterrir sur la Lune en douceur.
- **14 août 1966:** *Lunar Orbiter-1* américain entre en orbite autour de la Lune et prend la première photo de la Terre depuis la Lune.
- **23 avril 1967 :** Lancement du *Soyouz-1* soviétique avec à son bord Vladimir M. Komarov. Il s'écrase le 24 avril entraînant la mort de Komarov. C'est le premier accident mortel lors d'un vol spatial.
- **18 octobre 1967:** *Venera-4* envoie une capsule dans l'atmosphère vénusienne et rapporte des informations sur sa composition.

- **15 septembre 1968:** Lancement du *Zond-5* soviétique, premier vaisseau spatial à entrer en orbite autour de la Lune et à revenir ensuite.
- **11 octobre 1968:** *Apollo-7* est la première mission *Apollo* habitée. Elle transporte Walter M. Schirra Jr, Donn F. Eisele et Walter Cunningham. Elle décrit une orbite autour de la Terre.
- **21 décembre 1968 :** Lancement de *Apollo-8* avec le lanceur *Saturn V*, premier vaisseau spatial habité à décrire une orbite autour de la Lune. Il effectue 10 orbites en 6 jours.
- **Janvier 1969:** *Soyouz-4* et *Soyouz-5* réalisent le premier arrimage entre vaisseaux et transfèrent les cosmonautes d'un véhicule à l'autre.
- **20 juillet 1969:** À bord d'*Apollo-11*, Neil Armstrong et Edwin Aldrin Jr accomplissent le premier atterrissage en douceur sur la Lune d'un vaisseau habité ainsi que le premier pas sur la Lune.
- **31 juillet 1969 :** *Mariner-6* envoie des images haute résolution de la surface de Mars, notamment de sa région équatoriale.
- **5 août 1969 :** *Mariner-7* envoie des images haute résolution de la surface de Mars, notamment de son hémisphère sud.
- 11 avril 1970: Lancement d'*Apollo-13* confronté à une explosion de ses réserves d'oxygène. L'atterrissage sur la Lune est annulé et l'équipage rentre sain et sauf.
- **12 septembre 1970:** Lancement du *Luna-16* soviétique qui parvient pour la première fois à prélever un échantillon du sol lunaire au moyen d'un engin automatique.
- 17 novembre 1970: *Luna-17* atterrit sur la Lune avec le premier robot automatique, *Lunokhod-1*. Guidé depuis la Terre par une équipe de 5 hommes, il parcourt la surface de la Lune durant 11 jours.
- **15 décembre 1970 :** *Venera-7* soviétique est la première sonde à atterrir en douceur sur Vénus.
- 31 janvier 1971: Les Américains lancent la mission lunaire Apollo-14.
- **19 avril 1971 :** Lancement de la station spatiale *Saliout-1* par l'URSS. Elle reste en orbite jusqu'au 28 mai 1973.
- **30 mai 1971 :** Les États-Unis lancent *Mariner-9*, premier vaisseau à étudier Mars depuis son orbite.
- **13 novembre 1971:** Le *Mariner-9* américain (lancé le 30 mai 1971) est le premier vaisseau à décrire une orbite autour d'une autre planète, Mars.
- 2 mars 1972: Les Américains lancent *Pioneer-10* avec une fusée *Atlas/Centaur/TE364-4* vers Jupiter afin de familiariser la vie extraterrestre avec les humains

- **15 juillet 1972 :** *Pioneer-10* est le premier objet créé par l'homme à traverser la ceinture d'astéroïdes.
- **5 avril 1973:** Lancement de *Pioneer-11* avec une fusée *Atlas/Centaur/TE364-4*. La sonde s'approchera de Jupiter en 1974 et de Saturne en 1979, et découvrira de nouveaux anneaux.
- **14 mai 1973 :** Lancement du programme *Skylab* par les Américains. Trois équipages se succéderont.
- **25 mai 1973 :** Envol du premier équipage, la mission *Skylab-2*, chargée de réparer des dommages survenus lors du lancement de *Skylab*.
- **3 novembre 1973 :** Lancement du *Mariner-10* américain, première mission vers deux planètes à la fois.
- 17 mai 1974: La NASA lance le premier satellite météorologique synchrone, *SMS-1*.
- **24 juin 1974:** Lancement de *Saliout-3*, première station spatiale militaire soviétique.
- **26 décembre 1974 :** Lancement de *Saliout-4*, station spatiale civile soviétique.
- **22 juin 1976 :** Lancement de *Saliout-5*, station spatiale militaire soviétique.
- **Août-septembre 1977:** *Voyager-1* et *Voyager-2* quittent la Terre pour atteindre Jupiter en 1979 et Saturne en 1980.
- **3 septembre 1976:** *Viking-2* atterrit sur Mars sur *Utopia Planetia*.
- **29 septembre 1977 :** Lancement de *Saliout-6*, station spatiale soviétique.
- 1977: Les Pays-Bas, les États-Unis et la Grande-Bretagne entreprennent une collaboration internationale et conçoivent l'*IRAS* (satellite d'astronomie infrarouge). L'*IRAS* est lancé le 25 janvier 1983 avec un dispositif de 62 capteurs. Il permet d'accroître le nombre de sources astronomiques cataloguées d'environ 70% en détectant près de 350 000 sources infrarouges. Grâce à l'*IRAS*, on découvre également un anneau de grains de poussière autour de Véga, six nouvelles comètes et de très puissantes émissions infrarouges en provenance de galaxies en interaction.

La majorité des avancées en matière de radiation infrarouge sont le fruit de la recherche effectuée dans les années 1980 par le ministère américain de la Défense sur la technologie infrarouge. À cette époque, la mise au point des capteurs infrarouges permit de faire un pas de géant dans la précision des observations infrarouges. Ces dispositifs

- permirent aux astronomes de réaliser des images composées de dizaines de milliers de pixels.
- Novembre 1978: L'observatoire Einstein entame sa mission de 30 jours.
- **Décembre 1978:** Deux vaisseaux *Pioneer* atteignent Vénus. La planète est à 38,2×10⁶ km (minimum), 261,0×10⁶ km (maximum) de la Terre (NSSDC, 2002).
- 1^{er} septembre 1979: *Pioneer-11* s'approche à 21 400 km de Saturne et prend des photographies de près.
- **12 avril 1981 :** Lancement de *Columbia*, première mission habitée du système de transport spatial STS-1.
- 19 juin 1981: L'Agence spatiale européenne lance sa 3e fusée Ariane.
- 1er mars 1982: *Venera-13* atterrit sur Vénus et fournit les premières analyses du sol vénusien.
- 19 avril 1982: Lancement de la station spatiale soviétique Saliout-7.
- **13 mai 1982 :** Des cosmonautes soviétiques s'envolent à bord de *Soyouz T-5* à la rencontre de *Saliout-7*. Ils rejoignent la Terre sur *Soyouz T-7*.
- Août 1982: Voyager-2 achève son tour de Saturne.
- 11 novembre 1982 : La cinquième mission de la navette spatiale *Columbia*, la première couronnée de succès, commence par le déploiement de deux satellites.
- **4 avril 1983 :** La navette spatiale *Challenger* décolle pour sa première mission (STS-6).
- **19 juin 1983:** Sally Ride est la première Américaine dans l'espace à bord de la mission *Challenger STS-7*.
- **10 octobre 1983 :** Le *Verena-15* soviétique rapporte des images de la région polaire de Vénus.
- **28 novembre 1983:** La navette spatiale *Columbia* met le laboratoire spatial *Spacelab-1* sur orbite (mission STS-9). Au sein de l'équipage se trouve l'Allemand Ulf Merbold, premier membre de l'ESA dans l'espace.
- **Janvier-novembre 1983:** Le Satellite astronomique infrarouge découvre d'autres astéroïdes, comètes et galaxies ainsi qu'un anneau de poussières autour de l'étoile Véga susceptibles d'être de nouvelles planètes.
- **3 février 1984:** Bruce McCandless effectue la première sortie non attachée depuis la navette *Challenger* (mission STS-41B) (illustration 89).
- **30 août 1984:** La troisième navette spatiale, *Discovery*, décolle pour son premier voyage (mission STS-41D).

- **5 octobre 1984:** Lancement de la navette spatiale *Challenger* de la mission STS-41G avec à son bord le premier équipage composé de deux femmes, Sally Ride et Katherine Sullivan.
- **Décembre 1984:** Lancement de *Véga-1* et *Véga-2* par une collaboration soviétique et internationale. Les engins larguent des sondes dans l'atmosphère vénusienne avant de se diriger vers la comète de Halley.
- **8 janvier 1985 :** L'Institut japonais de l'Espace et de la science aéronautique lance la sonde *Sakigake*.
- **29 avril 1985:** La navette spatiale *Challenger* met le laboratoire spatial *Spacelab-3* de l'ESA sur orbite (mission STS-51B).
- 2 juillet 1985: L'ESA lance l'astronef Giotto depuis un lanceur Ariane.
- **Juillet-août 1985:** Un télescope infrarouge est installé à bord de la navette spatiale *Spacelab-2* pour compléter les observations faites par la mission IRAS. Ce convoi permet d'établir une carte d'une grande qualité d'environ 60% de notre galaxie.
- **3 octobre 1985:** La quatrième navette spatiale, *Atlantis*, décolle pour sa première mission (STS-51J).
- **Octobre 1985:** Lancement de *Spacelab D-1*, première mission conjointe entre l'Allemagne et l'ESA.
- Janvier 1986: Voyager-2 dépasse Uranus.
- **28 janvier 1986 :** La navette spatiale *Challenger* explose quelques minutes après son décollage.
- **20 février 1986 :** Lancement de l'unité centrale de la station spatiale soviétique *Mir*.
- **Mars 1986:** Des astronomes découvrent une source de gravité invisible qui divise la lumière d'un quasar.
- **Avril 1986:** Des astronomes constatent que notre galaxie est plus petite qu'ils ne le pensaient et que le Soleil se trouve à 23 000 années-lumière de son centre.
- 29 septembre 1986: Reprise des vols habités avec la navette spatiale *Discovery*.
- **Décembre 1987:** Le cosmonaute Youri V. Romanenko rentre de la station spatiale *Mir* qu'il avait rejointe à bord de *Soyouz TM-2*.
- **4 mai 1989 :** Lancement de la navette spatiale *Atlantis* (mission STS-30) qui largue le vaisseau *Magellan*.
- 18 octobre 1989: Les Américains lancent le vaisseau Galileo depuis la

- navette *Atlantis* (mission STS-34) qui prend des images infrarouges de Vénus et de l'astéroïde Ida avant de continuer vers Jupiter.
- **Novembre 1989 :** La NASA lance le satellite *COBE* afin d'étudier les caractéristiques infrarouges et les micro-ondes des radiations de fonds cosmiques. *COBE* établit une carte de la brillance de l'ensemble du ciel avec plusieurs longueurs d'onde infrarouges et découvre que les radiations de fonds cosmiques ne sont pas totalement régulières.
- **4 avril 1990:** Le lanceur américain *Pégase* est largué depuis un bombardier B-52 et déploie lui-même le satellite *Pegsat* lors de sa première démonstration.
- **24 avril 1990:** La navette spatiale *Discovery* (mission STS-31) met sur orbite un observatoire astronomique doté du télescope spatial (HST) d'Edwin P. Hubble.
- Août 1990: Le vaisseau américain Magellan atteint Vénus.
- **6 octobre 1990 :** La navette spatiale *Discovery* (mission STS-41) lance le vaisseau *Ulysses* avec deux étages supplémentaires.
- 7 **février 1991**: *Saliout-7* quitte son orbite et se consume au-dessus de l'Argentine
- **5 avril 1991 :** La navette spatiale *Atlantis* met l'observatoire spatial *Compton Gamma-Ray* en orbite.
- **5 juin 1991 :** La navette spatiale *Columbia* met le *Spacelab SLS-1* en orbite afin d'étudier les effets de l'apesanteur sur l'être humain.
- **2 mai 1992 :** La navette spatiale *Endeavour* décolle pour sa première mission (STS-49) et répare le satellite *Intelsatv VI*.
- **25 septembre 1992:** *Mars Observer* décolle. Première sonde américaine sur Mars en 17 ans, depuis *Viking-2*.
- 2 décembre 1993 : La navette spatiale *Endeavour* (mission STS-61) effectue le premier service en orbite sur le télescope spatial *Hubble* (HST).
- 25 janvier 1994: Les Américains lancent *Clementine*, un nouveau satellite du ministère de la Défense qui exécute une mission cartographique lunaire au moyen de technologies avancées de défense anti-missiles.
- **Février 1994:** Un cosmonaute russe, Sergueï Krikalev, s'envole pour la première fois à bord de la navette américaine *Discovery* (mission STS-60).
- **12 octobre 1994 :** Le vaisseau spatial *Magellan* pénètre dans l'atmosphère de Vénus et se consume avec la totalité de son travail de cartographie.

- **6 février 1995:** La navette spatiale *Discovery* manœuvre à moins de 11 mètres de la station spatiale russe *Mir* en vue de l'amarrage d'une navette *Mir* (mission STS-63) (illustration 90).
- Mars 1995: Le Japon lance l'*IRTS*, télescope spatial infrarouge.
- **26 juin 1995:** La navette spatiale *Atlantis* rejoint la station *Mir* au cours d'une mission de 10 jours (STS-71).
- **Septembre 1995:** *Pioneer-11* met un terme à ses observations scientifiques, ses ressources en énergie étant presque épuisées.
- **12 novembre 1995:** La navette spatiale *Atlantis* décolle pour la mission STS-74 et effectue le deuxième amarrage à la station spatiale russe *Mir*.
- **Novembre 1995:** L'Agence spatiale européenne (ESA) lance l'*ISO*, observatoire spatial infrarouge qui scrute le ciel à des longueurs d'onde d'entre 2.5 et 240 microns.
- 7 décembre 1995: Le vaisseau spatial Galileo atteint Jupiter.
- **8 février 1996:** Thomas Reiter devient le premier astronaute de l'ESA à effectuer deux sorties dans l'espace (les deux depuis la station spatiale russe *Mir*).
- 17 février 1996: La NASA lance la première sonde du programme *Discovery*, NEAR (Near Earth Asteroid Rendez-vous), à bord d'un lanceur Delta II-7925-8.
- **Avril 1996 :** Lancement du *MSX (Midcourse space experiment)*. Son vol dura jusqu'à épuisement des réserves d'hélium liquide réfrigérant en février 1997. *MSX* rassembla une importante quantité de données entre 4,2 et 26 microns.
- **19 novembre 1996:** La navette spatiale *Columbia* décolle pour son vingtet-unième vol et bat le record d'endurance d'une navette dans l'espace en y restant 18 jours.
- **12 janvier 1997:** La navette spatiale *Atlantis* décolle pour son cinquième amarrage à la station *Mir*.
- 31 mars 1997: Après vingt-cinq ans de télémétrie systématique, *Pioneer-10* met un terme à son activité de contrôle du sol. La sonde est alors à 10,8 milliards de km de la Terre et se déplace à 45 000 km/h. Dans deux millions d'années, elle atteindra la géante rouge Aldébaran dans la constellation du Taureau.
- 1er juillet 1997: La navette spatiale Columbia décolle à nouveau pour terminer le vol interrompu en avril. La navette est équipée de Spacelab, installé comme laboratoire de microgravité.

- **4 juillet 1997:** *Mars Pathfinder* est la première sonde à atterrir sur Mars avec succès depuis *Viking-2* en 1976.
- **7 août 1997:** La navette spatiale *Discovery* décolle pour une mission de 12 jours pour larguer et récupérer le satellite *Crista-Spas-2*, chargé d'étudier l'atmosphère moyenne de la Terre.
- **27 septembre 1997:** La navette spatiale *Atlantis* effectue son septième amarrage à la station *Mir* en vue de permettre le processus de réparation et de mise à jour.
- **19 novembre 1997:** La navette spatiale *Columbia* décolle avec à son bord 3 astronautes américains, un japonais et le 1^{er} astronaute ukrainien, Leonid Kadenyuk.
- **7 janvier 1998:** *Lunar Prospector* est la 1^{ère} mission de la NASA vers la Lune en 25 ans, et la 1^{ère} dédiée à la recherche lunaire depuis *Apollo-17* en 1972.
- **22 janvier 1998:** La navette spatiale *Endeavour* décolle pour rejoindre la station *Mir*. C'est le 8° amarrage américain à la station russe et le premier impliquant une autre navette que *Atlantis*.
- **17 avril 1998 :** Le 25° vol de la navette spatiale *Columbia* décolle pour une mission de 16 jours.
- **2 juin 1998 :** La navette spatiale *Discovery* part pour une mission de 10 jours. C'est son vingt-quatrième et le dernier amarrage d'une navette à la station *Mir*.
- 3 juillet 1998: Le Japon lance la sonde Nozomi vers Mars.
- **3 octobre 1998 :** Lancé par le *National Reconnaissance Office* (NRO) américain, le satellite *STEX* (*Space technology experiment*) teste 29 nouveaux modèles de vaisseaux.
- **24 octobre 1998:** La NASA lance *Deep Space-1*. La sonde permet de tester et d'évaluer douze technologies avancées d'astronefs.
- **20 novembre 1998:** Lancement de *Zarya*, premier élément de la Station spatiale internationale (ISS), avec un lanceur russe.
- **4 décembre 1998 :** La navette spatiale *Endeavour* entame son treizième vol, emportant avec elle *Unity*, le 2^e module de la station spatiale internationale.
- 11 décembre 1998: La NASA lance *Mars Climate Orbiter* afin d'étudier le climat sur Mars. La sonde se perd en arrivant à proximité de Mars le 23 septembre 1999, à la suite d'une erreur dans le logiciel de propulsion qui utilisait le système anglais au lieu du système métrique.

- 3 janvier 1999: Mars Polar Lander décolle pour son ultime mission sur Mars. Cette sonde de la NASA doit atterrir à moins de 966 km du pôle sud de Mars. Le contact avec la sonde est perdu le 3 décembre 1999 et ne sera jamais rétabli.
- **7 février 1999 :** Le satellite de la NASA *Stardust* décolle pour un rendezvous avec la comète Wild-2, fixé en janvier 2004.
- **27 mai 1999 :** La navette spatiale *Discovery* part à la rencontre de la station spatiale internationale.
- **19 novembre 1999 :** La Chine lance *Shenzhou*, premier essai inhabité de leur capsule habitable.
- **19 décembre 1999 :** La navette spatiale *Discovery* décolle pour sa troisième mission de maintenance sur le télescope spatial Hubble.
- **3 janvier 2000 :** La sonde spatiale *Galileo* s'approche sans encombre à 343 km de la lune de glace de Jupiter, Europa.
- 11 février 2000: La navette spatiale *Endeavour* s'envole pour la mission SRTM (Shuttle Radar Topography Mission) sponsorisée conjointement par la NASA et la NIMA (National Imagery and Mapping Agency).
- **14 février 2000 :** La sonde NEAR *(Near Earth Asteroid Rendez-vous)* se met en orbite autour de l'astéroïde 433 Eros et prend une série d'incroyables photographies de près.
- **19 mai 2000:** La navette spatiale *Atlantis* décolle pour la Station spatiale internationale afin d'y vérifier l'état de la grue, d'y réparer une antenne défectueuse et d'y installer un bras articulé.
- **31 octobre 2000 :** L'équipage de l'*Expedition One* décolle à bord d'un *Soyouz* pour devenir le premier équipage de l'ISS.
- **1**er **décembre 2000 :** La navette spatiale *Endeavour* part pour une mission de 12 jours sur l'ISS.
- **9 janvier 2001 :** Le premier lancement du « véritable » millénaire est chinois. Il s'agit du deuxième vol d'essai du vaisseau habité *Shenzhou*.
- **8 mars 2001:** La navette spatiale *Discovery* part pour une mission de construction de 14 jours sur l'ISS.
- 23 mars 2001: Quinze ans après son premier lancement et après presque 10 ans d'occupation continue par des astronautes, la station spatiale *Mir* quitte son orbite, se désagrège dans l'atmosphère et finit sa course dans l'océan Pacifique.
- 7 avril 2001: La sonde 2001 Mars Odyssey est lancée pour une mise en orbite sur Mars programmée au mois d'octobre.

- **28 avril 2001 :** *Soyouz TM-32* décolle vers l'ISS avec à son bord le premier touriste spatial, l'homme d'affaires Dennis Tito, qui verse pour cela 20 millions de dollars aux Russes.
- **30 juin 2001 :** Lancement de la sonde MAP (*Microwave Anisotropy Probe*) de la NASA avec une assistance gravitationnelle de la Lune jusqu'à un point situé à 1,5 million de km de l'orbite de la Terre.
- **12 juillet 2001:** La navette spatiale *Atlantis* s'envole pour l'ISS avec le *Joint Airlock* qui permet d'effectuer des sorties depuis la station ellemême.
- **10 août 2001:** La navette spatiale *Discovery* part pour l'ISS chargée du module de laboratoire *Leonardo et SimpleSat*, télescope astronomique expérimental peu coûteux.

17.6 Les matériaux

Eriabu Lugujjo

Les matériaux peuvent être définis comme des substances qui, grâce à leurs propriétés, sont utiles aux machines, aux structures, aux appareils et aux produits, ou aux nombreuses activités humaines. Ils sont partout et il en existe des milliers. Le tableau 7 présente certains matériaux essentiels pour la société.

La plupart des produits sont constitués de différents types de matériaux répondant à des exigences spécifiques. Face à une telle diversité, il est possible d'étudier ces matériaux en distinguant les métaux et les non-métaux.

LES MÉTAUX ET LES NON-MÉTAUX

Les métaux sont des matériaux normalement constitués d'« éléments métalliques ». ¹ Ces éléments, une fois combinés, possèdent d'ordinaire des électrons libres et sont, par conséquent, dotés de propriétés génériques. Les métaux sont ainsi habituellement de bons conducteurs de chaleur et d'électricité. Ils sont également très résistants mais malléables (peuvent être pliés) et ont tendance à avoir un aspect lustré (brillant) lorsqu'ils sont polis.

Les non-métaux incluent les matériaux plastiques, semi-conducteurs, céramiques et composites. Les plastiques, ou polymères, sont le plus souvent des composés organiques à base de carbone et d'hydrogène et sont dotés de très grandes structures moléculaires. Ils possèdent d'ordinaire une faible densité et sont instables à des températures élevées. En général, les céramiques sont composées d'éléments métalliques et non métalliques, en particulier d'oxydes, de nitrures et de carbures. Elles sont habituellement isolantes et résistent aux températures élevées et aux environnements extrêmes. Les semi-conducteurs possèdent des propriétés électriques intermédiaires entre celles des conducteurs métalliques et des isolants céramiques. Ces propriétés électriques dépendent fortement des faibles quantités d'impuretés qu'ils contiennent. Les composites sont constitués de plusieurs types de matériaux. La fibre de verre est ainsi composée de verre et de polymère. Le béton et le contre-plaqué sont d'autres matériaux

Tableau 7. Matériaux employés communément

Classes	Exemples	Principales caractéristiques	Emplois Automobiles, avions, réservoirs à pression	
Métaux et alliages	Aciers, superalliages, alliages légers	Solidité, dureté		
Céramiques	Alumines, nitrites de silicium, carbures métalliques	Résistance à la température et à la corrosion, grande dureté	Fourneaux réfractaires, composants de moteurs	
Plastiques et élastomères	Polymères, gommes, polyuréthannes	Solidité, résistance à la corrosion, faible densité	Tuyaux, panneaux, installations de réaction	
Composites	Plastiques, métaux ou céramiques à fibres renforcées	Grande dureté et solidité, poids	Avions et autres moyens de transport	
Matériaux de construction	Pierre de construction, ciment	Durabilité, abondance, prix avantageux	Bâtiments, habitations, routes, ponts	
Bois	Bois, bois composites	Facilité de fabrication, solidité	Meubles, bâtiments	
Fibres	Coton, nylon, verre	Différentes qualités, faciles à Textiles, fibres et plastique composites		
Papier	Papier, carton	Différentes qualités	Impression, décoration	

Sources: Hondros, 1988.

composites courants. Il existe de multiples combinaisons nouvelles, telles que les fibres de céramique à matrice métallique ou polymérique. Il est également possible de classer les métaux et les non-métaux selon leurs différentes propriétés physiques et chimiques.

L'ÉVOLUTION DE LA SCIENCE ET DE L'INGÉNIERIE DES MATÉRIAUX

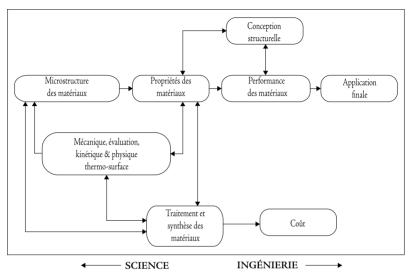
Si en 1900, il allait de soi qu'il existait deux types de sciences, l'une pure ou fondamentale et l'autre appliquée, aujourd'hui ce n'est plus le cas.² En poursuivant à la fois des intérêts cognitifs et pratiques, de nouvelles disciplines comme la science des matériaux ont mit un terme à cette distinction précise.

La science des matériaux est une matière hybride alliant la recherche fondamentale et les applications du produit fini en ingénierie. Le concept générique de matériau suppose un point commun entre des éléments aussi divers que les métaux, les polymères, le verre ou les semi-conducteurs.

Le rôle déterminant joué par le fer au cours des siècles ne provient pas en réalité de sa «solidité», comme on pourrait le croire, mais de sa nature «métallique». De fait, la possibilité de modifier ses propriétés en le réchauffant ou en le refroidissant en a fait un matériau clé. Il ne s'agit là que d'un aspect de la science et de l'ingénierie des matériaux.

La science et l'ingénierie des matériaux cherchent avant tout à créer des matériaux par conception, c'est-à-dire des structures répondant à des besoins spécifiques et dont les propriétés sont adaptées à diverses tâches prédéterminées. Cet objectif ne fut atteint que lorsque des instruments permirent d'accéder à la microstructure des matériaux. La diffraction des rayons X, première technique moderne à fournir des images microscopiques, favorisa l'émergence de la science et de la technologie des matériaux. Les microscopes optiques à transmission furent également utilisés à cet effet. En 1931, les Allemands Max Knoll et Ernst Ruska mirent au point le premier microscope électronique à transmission (MET). Le principe de fonctionnement du MET repose sur celui du microscope optique à transmission, à la différence près qu'un faisceau électronique focalisé remplace le faisceau lumineux pour voir «à travers» l'échantillon. Les microscopes électroniques sont des appareils scientifiques utilisant un faisceau d'électrons à haute énergie pour examiner des objets à une très petite échelle. Le premier microscope électronique à balayage (MEB) fut conçu en 1942 et commercialisé pour la première fois vers 1965. Sa mise au point tardive

Figure 2 Philosophie de recherche et développement de la science et de l'ingénierie des matériaux



Source: Rohatgi, 1998.

s'explique par les propriétés électroniques utilisées pour que le faisceau d'électrons traverse l'échantillon. En effet, lorsque ce faisceau d'électrons à haute énergie traverse l'échantillon, le courant créé par les électrons secondaires est transformé en un signal affiché sur un tube à rayons cathodiques (TRC). Chaque nouvelle technique offrait de nouvelles perspectives sur les microstructures.

L'histoire des plastiques connut un tournant majeur en 1939 avec la commercialisation du nylon. Le processus de purification par zone, déterminant pour l'émergence de la technologie du silicium, apparut également dans les années 1940. La puce électronique est l'un des matériaux dont la mise au point permit la révolution de l'information. Celle-ci repose en effet sur la radio, la télévision, les télécommunications de toutes sortes, la démocratisation des ordinateurs, l'Internet, les systèmes de suivi et de contrôle intelligents, ainsi que sur une multitude de services.

Une autre avancée majeure fut accomplie lors de l'introduction de l'aluminium tant pour des ustensiles domestiques simples et utiles que, chose bien plus délicate, pour les avions, ouvrant ainsi l'ère du transport aérien de masse à faible coût. Ce progrès repose principalement sur la réduction électrolytique du minerai à grande échelle à partir d'électricité peu chère, mais également sur l'amélioration du métal par alliage.

Les années 1950 furent marquées par les alliages à haute température. La mise au point d'alliages à base de nickel favorisa la conception du moteur à réaction. En 1955, les catalyseurs de polymérisation des polymères furent découverts, ouvrant ainsi la voie à de nouvelles gammes de plastiques, de polymères et de tissus synthétiques, mais également à la croissance spectaculaire de leur utilisation en ingénierie. La mise au point de technologies capables de produire des plaquettes de silicium de plus en plus petites fut la principale avancée des sciences et de l'ingénierie des années 1960.

Au cours des années 1970, de nouvelles industries fondées sur l'élaboration de matériaux à partir de déchets de fer virent le jour : les petites aciéries électriques étaient nées. La production massive et l'utilisation généralisée de l'acier profilé, fruit également d'une production à faible coût à une très grande échelle, fut moins spectaculaire mais peut-être plus importante encore. De fait, l'acier reste à ce jour le moyen le plus économique d'obtenir un matériau résistant au cisaillement et à la traction. Les techniques de frittage (mise en forme des matériaux à partir d'une poudre métallique) permirent également d'améliorer nombre de processus de fabrication. Les années 1980 furent en grande partie marquées par l'évolution rapide des techniques et la création de matériaux céramiques, en particulier des supraconducteurs céramiques haute température.

Un autre progrès essentiel, qui influença l'évolution postérieure de la science et de la technologie des matériaux, est la tendance, largement répandue, à créer des matériaux d'un plus grand «intrant de connaissances» par unité de poids. Ce fait dévoile, parmi les pays industrialisés concurrents, un important mouvement historique vers la création de produits d'une valeur ajoutée élevée. Les avancées récentes dans l'ingénierie des matériaux portent notamment sur les systèmes photoniques conçus pour le calcul optique, la fabrication de tôles par simulation numérique, les équipements électromécaniques résistants aux explosions destinés à la lutte contre le terrorisme et les nanotechnologies (la science de la conception de matériaux de l'ordre du nanomètre (10⁻⁹ m).

LES PROGRÈS DANS LES MATÉRIAUX ET LEURS APPLICATIONS DANS DIVERS DOMAINES

Des progrès dans les matériaux ont été réalisés dans divers domaines tels que la médecine, l'utilisation de l'énergie, les transports, l'information et les

communications. Ces avancées dans la science et l'ingénierie des matériaux proviennent des recherches interdisciplinaires menées en la matière.

La médecine

Les progrès dans l'ingénierie et la régénération de tissus et d'organes conduiront probablement à la réalisation de pièces de rechange organiques ou artificielles pour le corps humain. Le domaine de l'ingénierie tissulaire date d'environ une dizaine d'années. Outre les structures organiques, les avancées devraient également se poursuivre dans l'ingénierie de tissus et d'organes artificiels humains. Les matériaux multifonctionnels actuellement mis au point présentent des structures et des fonctions particulières ou possèdent des propriétés différentes selon leurs côtés, ce qui laisse entrevoir de nouvelles applications et ressources. Ainsi, des polymères possédant un noyau hydrophobe entouré d'une enveloppe hydrophile (biomimétique des micelles) peuvent être utilisés pour la libération progressive de molécules pharmaceutiques hydrophobes, comme porteurs de gènes thérapeutiques ou d'enzymes immobilisées, ou encore comme tissus artificiels. Les polymères stabilisés par stérilisation pourraient également servir à la libération de médicaments. Les céramiques telles que les verres bioactifs de phosphosilicate de calcium (élaborés selon le procédé gelglass), l'hydroxyapatite et les phosphates de calcium peuvent servir de base à la croissance et la régénération osseuse. La biomimétique consiste à concevoir des systèmes, des matériaux capables d'imiter la nature. Ainsi, à l'heure actuelle, les scientifiques superposent des matériaux pour obtenir la solidité d'une coquille d'ormeau ou tentent de comprendre pourquoi la soie d'araignée est plus résistante que l'acier.

La construction

La recherche sur les matériaux composites, la gestion des déchets et le recyclage est telle qu'il est désormais possible de construire des bâtiments à partir de matériaux contenant une quantité considérable de déchets locaux ou de matériaux recyclés. Ces approches trouvent un nombre grandissant d'applications rentables, en particulier dans les pays en développement. Ainsi, les tours Petronas à Kuala Lumpur en Malaisie (illustration 91), plus hauts gratte-ciel de la planète, sont constituées de béton renforcé et non d'acier. En Inde, certains toits sont réalisés à partir de fibres naturelles et de déchets agroalimentaires. Le tableau 8 présente les matières premières employées dans la fabrication du ciment, un élément essentiel de la construction.

Tableau 8 Matières premières employées dans la création du ciment Portland (pourcentages de la composition)

Matières premières	Chaux	Silice	Alumine	Oxyde de fer	Magnésium
Calcaire	52	3	1	0.5	0.5
Craie	54	1	0.3	0.2	0.3
Pierre de ciment	43	11	3	1	2
Argile	1	57	16	7	1
Lave	42	34	15	1	4

Sources: Tegart, 1988.

Aux États-Unis, des matériaux composites préfabriqués servent à présent à la construction de logements. Aux Pays-Bas, une entreprise a mis au point une méthode peu coûteuse pour bâtir des habitations théoriquement n'importe où, destinée principalement aux pays en développement. Cette technique repose sur l'atomisation par gaz de matériaux autour d'une enveloppe de bâtiment gonflable.

Les transports

Les millions de voitures, camions et autres moyens de transport produits, chaque année, consomment une grande quantité de matériaux. Ce domaine a été marqué par la mise au point de matériaux légers permettant d'accroître le rendement énergétique des automobiles tout en réduisant leurs émissions nocives. Le facteur déterminant est ici le lien entre le rapport poids-puissance et le coût. Les composites avancés à matrice polymérique, métallique ou céramique et à renforcement céramique sont utilisés dans l'aérospatiale et l'aéronautique, mais sont trop coûteux pour l'industrie automobile. Celle-ci met donc au point et utilise des alliages d'aluminium dans des modèles comme la Honda Insight, les Audi A8 et AL2 ainsi que la GM EV1. Si la généralisation des structures constituées uniquement d'aluminium nécessite des innovations en matière de conception et de fabrication, la proportion de ce métal dans les voitures haut de gamme et les véhicules utilitaires a augmenté ces dernières années. Les composites renforcés à matrice polymère et en fibres de carbone pourraient permettre de construire de voitures capables de parcourir de longues distances, mais la fibre de carbone coûte actuellement bien plus cher que l'acier. Encouragés par la réglementation californienne sur les véhicules à très faibles émissions, les constructeurs Honda et Toyota ont mis au point des modèles hybrides alliant une motorisation essence et électrique.

L'information et la communication

Les circuits intégrés sont au cœur des systèmes d'information et de communication modernes. Depuis les tubes à vide aux fibres optiques en passant par les transistors et les circuits intégrés, l'essor remarquable des systèmes de puissance qui traitent et transmettent l'information a reposé sur les progrès de la science des matériaux. La recherche sur les *nanomatériaux*, c'est-à-dire les matériaux dont les propriétés peuvent être contrôlées à une échelle inférieure au micromètre (10⁻⁶ mètres) ou au nanomètre (10⁻⁹ mètres), a permis de faire avancer le domaine de l'information et de la communication. Les propriétés de certains matériaux de telles dimensions, comme les nanotubes de carbone, les puits quantiques et les biomolécules, sont souvent fondamentalement différentes de celles des matériaux ordinaires. Ces matériaux peuvent être élaborés à partir de méthodes de purification ou fabriqués sur mesure.

La technologie de l'auto-assemblage

L'auto-assemblage désigne, dans le traitement ou la fabrication des matériaux, l'utilisation de la tendance de certains d'entre eux à s'organiser en réseaux ordonnées tels que des suspensions colloïdales (Antón, Silberglitt et Schneider, 2001). Parmi les matériaux à auto-assemblage figurent les cristaux colloïdaux dont les paramètres de réseau se situent entre 50 et 500 nanomètres et qui forment des réseaux de diffraction optique, les diodes électroluminescentes (à nanoéchelle), les métaux poreux (obtenus par dépôt puis retrait du substrat colloïdal) ainsi que les interrupteurs pour ordinateurs moléculaires.

La technologie du prototypage rapide

La technologie du prototypage rapide est une approche de fabrication qui allie la conception assistée par ordinateur (CAO) aux techniques de formation rapide. Elle permet de créer en peu de temps des prototypes, intégrant parfois des détecteurs embarqués, destinés à visualiser ou tester la pièce en question avant d'acheter les équipements nécessaires au cycle de production. À l'origine, les prototypes, réalisés en plastique ou en céramique, n'étaient pas des modèles de fonctionnement, mais il est désormais possible de fabriquer des pièces fonctionnelles, en titane par exemple.

Les systèmes énergétiques

Les matériaux possèdent des propriétés spécifiques utiles à la conversion, la transmission et la consommation de l'énergie. Les matériaux tels que le bois, l'eau, le charbon, le pétrole et le gaz ont été utilisés et le sont encore pour fournir de l'énergie dans différentes régions de la planète. L'objectif est de réduire les coûts énergétiques. Les progrès réalisés dans les matériaux ont fortement contribué à améliorer le rendement de l'énergie utilisée, par exemple, dans le chauffage ou le refroidissement des bâtiments, en améliorant la fiabilité et la sécurité et en permettant de modifier le rapport entre les sources d'énergie disponibles.

Outre les investissements réalisés dans l'énergie solaire, ceux actuellement engagés dans la technologie des batteries et des piles à combustible pourraient accroître la mobilité et la durée de fonctionnement des appareils et des systèmes. Les avancées dans la fusion et la fission des matériaux ont par ailleurs débouché sur l'utilisation de l'énergie nucléaire.

La réfrigération magnétique et d'autres avancées

La découverte à la fin des années 1990 d'un nouveau type de matériaux a représenté un pas en avant considérable dans les propriétés de refroidissement des matériaux aujourd'hui utilisés dans la réfrigération magnétique. Ces nouveaux matériaux, en alliage de gadolinium, de silicium et de germanium, présentent deux avantages sur les réfrigérants magnétiques utilisés jusqu'alors. Ils ont un effet magnétocalorique géant (capacité de certains matériaux à se réchauffer lorsqu'ils sont placés dans un champ magnétique et à se refroidir lorsqu'ils en sont retirés) ainsi qu'une large plage de températures d'utilisation.

Les progrès réalisés dans les matériaux verriers destinés aux fenêtres, notamment les vitrages sélectifs, absorbants et réfléchissants, offrent un rendement énergétique et un confort accrus.

D'autres avancées ont été mises en application telles que la lamination à chaud pour les matériaux de circuits imprimés, les composants passifs (ne produisant pas d'énergie) et autres composants mobiles en électronique, et les systèmes reposant sur la puce électronique (offrant une sécurité et une fiabilité accrues) ainsi qu'une technique d'analyse non destructive (garantissant la sécurité des produits et réduisant les risques de défaut des matériaux ou de dysfonctionnement).

Les matériaux et le développement socio-économique

Quelque 70% de la population des pays pauvres d'Afrique, d'Amérique latine, du Moyen-Orient et d'Asie du Sud-Est aspirent avant tout à de meilleures conditions de vie et à un niveau de vie supérieur. Or, le développement socio-économique est un moyen d'y parvenir. Dans le monde, on estime que deux milliards de personnes vivent en dessous du seuil de pauvreté. Cette situation est propice à l'agitation politique. Le désespoir conduit également ces personnes à émigrer vers les pays industrialisés en quête d'un avenir meilleur.

Les matériaux que sont les ressources minérales peuvent générer de grandes richesses mais elles s'épuisent et ne sont pas renouvelables. Afin de parvenir à un développement durable, ces ressources doivent être gérées de telle sorte que les richesses qu'elles procurent compensent réellement leur diminution. Cette gestion est primordiale dans les pays dont le développement économique dépend fortement des ressources minérales. Des millions de personnes travaillent à la production des matières premières, et davantage encore se vouent à la recherche et au développement de ces matériaux. Les matériaux servent à la production d'énergie essentielle au développement durable des ressources énergétiques. La pauvreté et les conditions de vie sont liées aux modes d'utilisation de l'énergie. Bien que cette utilisation diffère entre les pays industrialisés et ceux en développement, le lien entre l'énergie et le développement durable reste visible. Dans diverses régions du monde riches en ressources minérales métalliques, comme le manganèse ou le fer, et non métalliques, tels que les matériaux de construction, les céramiques et les minerais réfractaires. les activités minières ont permis d'élever le niveau de vie des personnes travaillant dans ce domaine.

La fabrication de céramique est devenue une industrie majeure en raison de la quantité infinie d'argile disponible dans certaines zones de la planète. La région d'Užice, en Serbie, possède ainsi de nombreuses carrières de pierre de construction et de pierre à chaux noire. Les progrès biomédicaux, alliés aux autres avancées accomplies dans la santé, utilisant des matériaux spécialisés permettent d'ores et déjà d'accroître l'espérance de vie dans les pays où ils sont mis en pratique. Ce phénomène a des répercussions sur la pyramide des âges et l'aide financière aux retraités, et augmente les dépenses de santé individuelles. Les matériaux avancés, qui ne sont d'ordinaire pas des produits finis, créent des emplois directs dans le domaine de la fabrication de produits primaires.

Les sociétés développées ont été marquées par une évolution remarquable au XX^e siècle: l'entrée dans l'ère de l'information, grâce à la radio,

la télévision, les télécommunications de toutes sortes, la démocratisation de l'ordinateur, l'Internet, les systèmes de suivi et de contrôle intelligents, et une multitude de services. Cette révolution repose sur la mise au point d'un matériau, la puce de silicium. La recherche et le développement intenses menés sur les semi-conducteurs au cours de la deuxième moitié du XXe siècle ont été un triomphe: les puces électroniques, désormais fabriquées par millions, sont au cœur des tous ces systèmes d'information. Les ordinateurs, d'abord conçus comme de simples machines à calculer, améliorent la productivité personnelle depuis l'avènement, grâce à des avancées dans les matériaux, du microprocesseur. Face à la croissance exponentielle de sa puissance, ce dernier est désormais utilisé dans les nouveaux outils médiatiques et de socialisation. La révolution technologique actuelle est souvent présentée, à tort, comme se limitant au progrès des technologies informatiques. Le rôle joué par les nouveaux matériaux devient toutefois de plus en plus évident et va bien au-delà des éléments électroniques et des supports informatiques. Par conséquent, de nombreux gouvernements ont entrepris de définir des stratégies et des lignes d'action prioritaires afin de stimuler la recherche en matériaux et d'exploiter de manière plus rentable les bénéfices économiques potentiels des matériaux modernes. Dans nombre de pays, ces efforts se sont traduits par l'encouragement à la recherche et au développement, par de vastes programmes de recherche partiellement financés par des fonds publics, ou par l'acquisition d'un marché spécifique. Les autorités sont également en train de créer un environnement concurrentiel en prêtant attention aux processus de standardisation et en réduisant les obstacles à la diffusion des matériaux grâce à des initiatives qui favorisent, par exemple, la distribution de l'information, l'éducation et la formation professionnelle.

LES DÉFIS DANS LE DÉVELOPPEMENT DES MATÉRIAUX ET LEURS APPLICATIONS : UNE PERSPECTIVE MONDIALE

La demande de nouveaux produits destinés à un emploi spécifique, le besoin d'une amélioration du fonctionnement et de la durée de vie de certains produits déjà existants, la disponibilité de nouvelles méthodes industrielles, l'exigence d'une réduction des prix et la concurrence internationale, représentent de nombreux défis pour le secteur des matériaux. La demande de nouveaux produits destinés à un emploi spécifique peut être observée dans l'industrie aérienne, qui met l'accent sur le besoin d'améliorer les qualités basiques telles que la portée, la charge payante, la vitesse et le prix de fonc-

tionnement. De nouvelles méthodes industrielles sont également requises dans l'industrie automobile, notamment à cause des réglementations et de la concurrence.

L'industrie minière pollue fortement l'environnement sur l'ensemble du globe. Les activités minières déplacent 28 milliards de tonnes de matériaux chaque année, soit davantage que la quantité charriée par tous les cours d'eau de la planète. Elles produisent 2,7 milliards de tonnes de déchets, en partie dangereux, un chiffre bien supérieur à la quantité d'ordures ménagères produites dans le monde entier. Les mines et les fonderies consomment chaque années près d'un dixième de l'énergie utilisée par la population mondiale et rejettent dans l'atmosphère six millions de tonnes de dioxyde de soufre, un des principaux responsable des pluies acides. L'industrie minière accentue également la dégradation des sols et nuit gravement à la santé des femmes et des enfants.

L'inquiétude quant aux ressources minérales non renouvelables

Le développement des matériaux et leurs applications doivent faire face à des défis : demande de nouveaux produits extrêmement performants, besoin de produits existants plus performants ou à durée de vie supérieure, mise au point de nouvelles méthodes de fabrication, exigences de réduction des coûts, concurrence internationale. La demande de nouveaux produits extrêmement performants vient notamment de l'industrie aéronautique: celle-ci cherche avant tout à améliorer des caractéristiques essentielles comme la portée, la charge utile, la vitesse et les coûts d'exploitation. Le secteur de l'automobile requiert tout particulièrement de nouvelles méthodes de fabrication du fait des nouvelles réglementations et de la concurrence. En matière de production énergétique, l'un des grands défis de la réaction de fusion porte sur la radiation neutronique dégagée lors de la production d'énergie nucléaire. Les neutrons produits pendant la fusion peuvent traverser les structures de confinement sur des dizaines de centimètres, altérant les matériaux qui les constituent. L'inhalation des fumées dégagées lors de la cuisson des aliments est également très nocive. Ce problème constitue un défi de taille pour le développement des matériaux dans le domaine des énergies renouvelables. Lors de l'introduction de la nouvelle monnaie européenne, l'euro, la presse a attiré l'attention sur l'utilisation du nickel dans la fabrication de certaines pièces: les allergies à ce métal pouvant provoquer des dermatites de contact. Quelle que soit l'issue du débat sur le lien entre les allergies au nickel et l'utilisation de ce métal dans la fabrication de pièces, le secteur du nickel doit faire face à ce problème.

Dans bien des cas, il pourrait être dit que l'évolution matérielle associée à l'informatisation et l'installation de systèmes de fabrication « intelligents », ont contribué au chômage massif. Ces effets socio-économiques doivent également être pris en compte. Le défi pour la science des matériaux, en ce qui concerne le développement international, sera d'accroître de 10 à 100 fois au cours des décennies à venir la disponibilité des matériaux nécessaires pour le logement, l'eau, l'alimentation, l'énergie et la santé, sans pour autant augmenter la pression sur les ressources, les besoins énergétiques, l'environnement et le marché du travail. La population de nombreux pays en développement aura plus que doublée d'ici 50 ans, et ces pays chercheront à atteindre le niveau de vie dont jouissent aujourd'hui les pays riches.

NOTES

- 1. Voir: «What are Materials?», Materials Science & Engineering Resource Center, The Minerals, Metals & Materials Society (TMS) Foundation: http://www.crc4mse.org/what/Index.html.
- 2. Voir: *Materials Science and Engineering: Forging Stronger Links to Users*, National Research Council, Washington DC, 1999, p. 8–10.

BIBLIOGRAPHIE

- Antón P.S., Silberglitt R., Schneider J. 2001. The Global Technology Revolution: Bio/Nano/Materials Trends and Their Synergies With Information Technology by 2015, Santa Monica (Californie), RAND Publication.
- BROPHY J. H., ROSE R. M., WULFF, J. 1964. *Thermodynamics of Structure*, New York, John Wiley & Sons.
- CLAASEN R. S., GIRIFALCO L. A. 1986. Materials for Energy Utilization. Dans: *Scientific American*, vol. 255, n° 4, p. 103–117.
- COMPTON D., GJOSTEIN, N. A. 1986. Materials for Ground Transportation. Dans: *Scientific American*, vol. 255, n° 4, p. 93–100.
- COTTRELL A. 2000. A Centennial Report. Dans: *MRS Bulletin*, vol. 25, n° 2, p. 125–132.
- FLINN R. A., TROJAN P. K. 1981. *Engineering Materials and their Applications*, Boston, Houghton Mifflin.
- GOLDEMBERG J., JOHANSON, T. B., REDDY A. K. N., WILLIAMS R. H. 1988, *Energy for a Sustainable World*, New Delhi, Wiley-Eastern.

- Granet, I. 1979. *Modern Materials Science*, Upper Saddle River (New Jersey), Prentice Hall.
- HIGGINS R. A. 1983. Engineering Metallurgy. Part I: Applied Physical Metallurgy, Londres, Hodder & Stoughton.
- MAYO J. S. 1986. Materials for Information and Communication. Dans: *Scientific American*, vol. 255, n° 4, p. 59–65.
- MCLEAN M. 1995, Nickel-based Alloys: Recent Developments for the Aerogas Turbine. Dans: FLOWER H. M. (dir. publ.), *High Performance Materials in Aerospace*, Londres, Chapman & Hall, p. 135–154.
- RAYMOND R. 1984. Out of the Fiery Furnace: The Impact of Metals on the History of Mankind, University Park (Pennsylvania), Pennsylvania State University Press.
- SMITH C. O. 1977. *The Science of Engineering Materials*, Upper Saddle River (New Jersey), Prentice Hall.
- STARKE E. A. Jr., WILLIAMS J. C. 1999. Structural Materials: Challenges and Opportunities. Dans: *The Bridge*, vol. 29, n° 3.
- WERT C.A. 1973. Opportunities in Materials Science and Engineering: Metallurgy, Ceramics, Plastics, Solid State Sciences, New York, Universal Publishing, Educational Books Division.

17.7 Les sources d'énergie et leurs applications

Eriabu Lugujjo

L'énergie est le premier besoin de l'homme depuis son apparition sur Terre. Sans elle, il ne peut mener à bien ses activités quotidiennes. Il l'a donc maîtrisée afin de favoriser son développement politique, économique et social. Pourtant le rôle de l'énergie dans le bien-être économique d'une société est souvent mal compris. En terme d'énergie totale, la principale source utilisée par une société est le Soleil, qui, grâce au cycle de la photosynthèse, produit la nourriture, principale le source énergétique assurant la survie de la population de cette société.

Les sources d'énergie sont généralement divisées en deux catégories : renouvelables et non renouvelables. Les premières peuvent durer si long-temps qu'elles sont considérées comme infinies, telles que les énergies solaire, éolienne, hydroélectrique et celles provenant du bois, de la biomasse et de l'hydrogène. En revanche, les sources d'énergie non renouvelables s'épuisent au fur et à mesure de leur utilisation, comme le charbon, le pétrole, le gaz naturel et l'énergie nucléaire issue des éléments radioactifs.

LES SOURCES D'ÉNERGIE RENOUVELABLES

L'énergie solaire

La Terre reçoit d'immenses quantités d'énergie solaire. Le Soleil, étoile moyenne, est un réacteur à fusion nucléaire qui fonctionne depuis plus de quatre milliards d'années. L'énergie solaire est la plus ancienne source d'énergie; elle est transformée en énergie chimique par les végétaux et toutes les formes de vie en dépendent. L'être humain l'a toujours utilisée de façon directe, notamment pour faire sécher ses vêtements et sa nourriture, et indirecte pour mener à biens ses activités agricoles, source de son alimentation.

L'histoire de la technologie solaire remonte à plus de cent cinquante ans: Edmond Becquerel observa en 1839 que « certaines réactions chimi-

ques provoquées par la lumière généraient des courants électriques». Ce phénomène fut ensuite expliqué par la théorique quantique au début du XX^e siècle. La mise au point des premiers dispositifs à semi-conducteurs à la fin des années 1940 donna naissance à la première photopile au silicium, dont le rendement énergétique atteignait 6% (inventée par Chapin, Fuller et Pearson en 1954). Cette pile solaire trouva sa première application dans *Vanguard-1*, premier satellite à tirer son électricité du soleil. Aujourd'hui, l'énergie solaire sert au chauffage, domestique ou industriel, et à la production d'électricité (illustration 92).

L'énergie éolienne

Les hommes ont dompté l'énergie du vent il y a plus de 2 000 ans. Les premiers moulins à vent furent en effet construits en Perse. Transformant l'énergie éolienne en énergie mécanique, ils furent, jusqu'à la révolution industrielle, couramment utilisés pour fournir de l'énergie à diverses activités, notamment pour pomper de l'eau et moudre des céréales. Le vent n'était cependant que la deuxième source d'énergie après le bois. Les aérogénérateurs servent désormais à transformer l'énergie éolienne en électricité. Les vents proviennent des différences de température que provoque le Soleil à la surface de la Terre; le vent est donc dérivé de l'énergie solaire et par conséquent renouvelable. Il souffle en tout point de la planète mais le niveau absolu de vent de chaque région est très variable. Sa vitesse moyenne en un point donné est un facteur déterminant du coût de l'électricité produite par les éoliennes. En effet, la quantité d'énergie captée par une éolienne est proportionnelle au cube de la vitesse du vent (illustration 93).

La biomasse

La biomasse est une source d'énergie renouvelable qui provient des déchets carbonés issus de diverses activités humaines et naturelles. Parmi les nombreuses sources de biomasse figurent les produits dérivés de l'industrie du bois, les résidus de cultures agricoles et les déchets urbains et industriels. La biomasse est une source d'énergie importante et le combustible le plus utilisé dans le monde après le charbon, le pétrole et le gaz naturel.

Le bois

Pendant des milliers d'années, depuis l'Âge de pierre et la maîtrise du feu, le bois a été la source d'énergie la plus souvent utilisée pour la cuisine, le

chauffage et la fabrication d'objets. De fait, ce n'est qu'au cours des derniers siècles, depuis la révolution industrielle, que l'homme utilise d'autres sources d'énergie comme les combustibles fossiles. Nombre de pays en développement utilisent toujours le bois comme combustible principal. La moitié de l'énergie consommée en Afrique provient du bois de chauffage. Le bois est un matériau ligno-cellulosique résultant des réactions de photosynthèse qui ont lieu dans les feuilles ou les aiguilles des arbres. La photosynthèse utilise l'énergie solaire pour absorber le dioxyde de carbone (CO₂) de l'air et le transformer en matière organique en relâchant de l'oxygène (O₂). Le Soleil étant à l'origine de l'énergie dégagée par le bois (et toutes les autres formes de biomasse), ce dernier est une source d'énergie essentiellement renouvelable qui sera disponible aussi longtemps que le Soleil brillera. Le bois utilisé pour la production d'énergie provient de trois grandes sources : les forêts existantes, les déchets de l'industrie des produits forestiers et les plantations de bois de chauffage.

L'énergie hydroélectrique

Les centrales hydroélectriques convertissent en électricité, l'énergie libérée par la chute de l'eau. L'énergie contenue dans l'eau qui s'écoule provient elle-même du Soleil et est donc constamment renouvelée. L'énergie de la lumière du Soleil fait évaporer l'eau des océans et la redépose sur Terre sous forme de pluie. Les différences d'altitude provoquent l'écoulement des eaux de pluie et permettent de capturer une partie de l'énergie solaire initiale sous forme d'énergie hydroélectrique.

L'énergie hydroélectrique est actuellement la plus importante source d'électricité renouvelable de la planète et représente 6% de l'approvisionnement énergétique mondial et près de 15% de l'électricité produite sur Terre. Les centrales hydroélectriques sont généralement considérées comme une source d'électricité peu chère et propre, mais la plupart des grands projets conçus aujourd'hui rencontrent une forte opposition de la part des écologistes et des populations locales.

Les centrales hydroélectriques capturent l'énergie produite par l'eau qui tombe à la verticale et la transforment en électricité utile. En règle générale, cette eau est acheminée vers une turbine qui convertit l'énergie hydraulique et énergie mécanique. La rotation des turbines hydrauliques est transmise à un générateur qui produit de l'électricité. La quantité d'électricité ainsi obtenue est proportionnelle au produit de deux facteurs: la distance verticale de la chute d'eau, appelée hauteur de chute, et le débit de l'eau, mesuré en volume par unité de temps.

L'énergie géothermique

L'énergie géothermique provient de la chaleur du noyau terrestre. Dans la nature, on rencontre la chaleur géothermique dans les volcans, les sources chaudes et les geysers. Pendant des milliers d'années, les hommes se sont baignés dans les sources d'eau chaude naturelles. Depuis quelques années, l'énergie géothermique sert à la production d'électricité et au chauffage domestique et industriel. C'est une source de chaleur et d'électricité polyvalente et sûre qui ne produit en général aucun des gaz à effet de serre associés à la combustion des énergies fossiles. Les températures élevées qui règnent dans le novau terrestre proviennent de la chaleur emprisonnée lors de la formation de la planète il y a près de 4,7 milliards d'années, ainsi que de la désintégration des éléments radioactifs naturels qu'il renferme. L'énergie géothermique est souvent considérée comme une source renouvelable, or cela est faux au sens strict: les hommes utilisent généralement cette chaleur plus vite qu'elle n'est remplacée. Néanmoins, l'ampleur de l'énergie géothermique est telle qu'à l'échelle humaine elle peut être qualifiée de renouvelable

L'hydrogène

L'hydrogène est le troisième élément le plus abondant à la surface de la Terre et se trouve principalement dans l'eau (H₂O) et dans les composés organiques. Il est généralement produit à partir des hydrocarbures ou de l'eau et, lorsqu'il est brûlé en tant que source d'énergie ou transformé en électricité, il se combine à l'oxygène pour former de nouveau de l'eau. L'hydrogène peut être obtenu par chauffage du gaz naturel, du charbon, de l'essence, du méthanol ou de la biomasse, dégagé par des bactéries ou des algues lors de la photosynthèse ou encore séparé de l'oxygène de l'eau sous l'action de l'électricité ou de la lumière.

LES SOURCES D'ÉNERGIE NON RENOUVELABLES

Le charbon

Le charbon est utilisé comme combustible depuis le premier siècle avant notre ère. Bien qu'il soit abondant dans la plupart des régions du monde, il ne devint largement utilisé comme combustible que lors de la révolution industrielle. Il remplaça alors le bois comme premier combustible en raison de son contenu énergétique supérieur et de la diminution des réserves de bois de chauffage. Depuis cette époque jusqu'à la fin du XIX^e siècle, période où le pétrole et le gaz naturel firent leur entrée en scène, le charbon fut le combustible moteur de la révolution industrielle. Le charbon était brûlé à diverses fins, notamment le chauffage dans les procédés de fabrication, la cuisson, la puissance mécanique et les transports (trains et bateaux à vapeur). Le charbon est une roche sédimentaire noire, combustible, composée principalement de carbone. Il résulte de l'accumulation de matière végétale au fond des marais il y a des millions d'années, pendant le carbonifère. Les méthodes d'extraction de la houille varient en fonction de la profondeur des veines par rapport au sol. Les États-Unis, l'ex-URSS, la Chine et l'Inde possèdent les plus grandes réserves mondiales de charbon.

Le pétrole

Le pétrole brut est devenu la source d'énergie la plus importante dans le monde et le nerf de la société industrielle depuis sa découverte en 1859, près de Titusville en Pennsylvanie, par un homme creusant un puits. Le pétrole représente 38% de l'énergie utilisée dans le monde (illustration 94). Sa forme liquide, sa forte densité énergétique et sa combustion relativement propre en font le combustible le plus polyvalent. Dans les premiers temps, il fut utilisé sous forme de kérosène pour les lampes et les poêles. Depuis lors, des centaines de nouvelles utilisations ont été mises au point, la plus importante étant le moteur à combustion interne. Le pétrole brut est un mélange complexe de carbone et d'hydrogène (hydrocarbure) présent à l'état liquide dans la croûte terrestre. Il est en moyenne composé à 83 % de carbone et à 12% d'hydrogène, ainsi que de soufre, d'oxygène et d'azote. Le carbone et l'hydrogène du pétrole proviendraient des restes d'organismes marins microscopiques déposés au fond des mers et des océans. Le pétrole brut est extrait en forant un trou dans la roche réservoir (grès, calcaire, etc.). Souvent, il est sous pression et gît naturellement de ce forage. Une fois extrait du sol, il est raffiné en différents produits, tels que l'essence, le mazout et les lubrifiants.

Le gaz naturel

Le gaz naturel est un mélange gazeux d'hydrocarbures légers (dont le méthane, l'éthane, le propane, les butanes et les pentanes) présent dans le sous-sol des formations rocheuses sédimentaires, souvent dans les mêmes zones que le pétrole. Le gaz naturel, combustible fossile le plus propre, est aujourd'hui très répandu pour le chauffage et la production d'électricité. Jusqu'aux dernières décennies, le gaz naturel découvert lors des forages

pétroliers était simplement brûlé faute d'infrastructure pour le capturer et le transporter à ses usagers potentiels. Désormais, des gazoducs desservent une grande partie des pays industrialisés. Le gaz naturel fournit 20% de l'énergie commercialisée dans le monde.

L'énergie nucléaire

Conçue à l'origine pour l'armement, la fission nucléaire a été maîtrisée au cours des quarante dernières années pour produire de l'électricité. En 1956, la première centrale nucléaire commença à produire de l'électricité à une échelle industrielle au Royaume-Uni et les réacteurs de première génération fonctionnent toujours parfaitement. Ces centrales nucléaires peuvent être considérées comme une source d'électricité « propre » parce qu'elles n'émettent pas les polluants atmosphériques rejetés par les centrales alimentées par les énergies fossiles (illustration 95). L'industrie nucléaire a également engendré de nombreuses technologies différentes qui ont trouvé des applications médicales et industrielles. Source de bénéfices considérables, cette industrie comporte cependant des risques car toute utilisation d'énergie nucléaire produit des déchets radioactifs dangereux pour les êtres vivants. Les dommages causés par la radiation sur les tissus humains dépendent des parties de l'organisme exposées ainsi que de l'intensité et de la durée du rayonnement émis.

LA STRUCTURE DE LA CONSOMMATION D'ÉNERGIE

La structure de la consommation énergétique indique une transition générale des ressources limitées vers celles dont l'existence est plus durable, c'est à dire les énergies renouvelables. La hausse de la demande énergétique a également accru les besoins en sources d'énergie renouvelables. Avant l'invention du moteur à combustion interne par August Otto en 1876, les transports mécanisés reposaient sur le moteur à vapeur. Les moteurs à vapeur utilisant le charbon ou le bois comme combustible servaient ainsi à la propulsion des bateaux et des trains mais étaient trop grands et encombrants pour les applications de taille plus réduite. Le moteur à combustion interne à essence, compact et beaucoup plus puissant, était donc idéal pour nombre de véhicules tels que l'automobile et, plus tard, l'avion. À l'heure actuelle, le pétrole représente plus de 95 % de l'énergie alimentant les moyens de transport dans le monde. Lorsque son prix était faible, le pétrole servait souvent à produire de l'électricité, en particulier dans les zones reculées, comme les îles, qui ne disposaient pas de centrales hydroélectriques ou

de charbon. Facile à transporter et à stocker, le pétrole était parfaitement adapté à la production d'électricité dans ces situations. Aujourd'hui, il est encore utilisé à cet effet dans nombre de ces zones tout simplement parce que les infrastructures existent déjà. Les centrales électriques alimentées au pétrole fonctionnent de la même manière que celles utilisant le charbon. Le pétrole est brûlé et dégage de la chaleur qui fait bouillir de l'eau, la vapeur ainsi produite actionne une turbine. Dans ce type de centrale, seuls quelque 35 % de l'énergie contenue au départ dans le pétrole sont transformés en électricité. Le reste s'échappe sous forme de chaleur.

Le pétrole, ressource abondante et peu chère pendant une grande partie du XX^e siècle, favorisa l'émergence de systèmes de transport et une occupation des sols fondés sur la voiture particulière. Ce combustible servait également souvent au chauffage domestique et à la production d'électricité. Il n'était pas utilisé de manière très rentable en raison de son très faible coût. Cette situation idyllique tourna au tragique en 1973 lorsque l'organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) augmenta ses prix et réduisit sa production unilatéralement. Les cours flambèrent, des files d'attente interminables se dessinèrent devant les stations-service aux États-Unis et le pétrole devint soudain une question politique. Ces dernières années, la réduction des approvisionnements dans les pays industrialisés et les craintes de réchauffement climatique ont également commencé à faire évoluer la structure de la consommation mondiale de pétrole.

Les sources d'énergie renouvelables prennent rapidement le pas sur les sources non renouvelables en raison de leur caractère durable et écologique. En effet, ces sources d'énergie ne produisent pas de gaz à effet de serre tels que le dioxyde de carbone et absorbent ceux présents dans l'atmosphère.

Les sources d'énergie renouvelables sont immédiatement disponibles à un coût relativement faible. Grâce à certaines inventions technologiques comme les cellules photovoltaïques ou les turbines éoliennes et à vapeur, l'énergie contenue dans ces sources peut être transformée, notamment en électricité. Les coûts d'exploitation et d'entretien de tels équipements sont généralement peu élevés. Le pétrole est une source d'énergie non renouvelable mais est aussi le combustible le plus polyvalent. Il a ainsi trouvé un grand nombre d'applications dans le secteur des transports en raison de sa forme liquide, de sa forte densité énergétique et de sa combustion relativement propre. Son utilisation dans ce domaine a été précipitée par l'invention du moteur à combustion interne et la démocratisation de la voiture particulière.

L'ÉNERGIE, L'ENVIRONNEMENT ET LE DÉVELOPPEMENT: UNE PERSPECTIVE MONDIALE

L'utilisation désormais efficace de l'énergie provenant des diverses sources a provoqué l'industrialisation rapide et le développement de nombreuses régions de la planète. Néanmoins, l'énergie produite à partir des différentes sources a eu des répercussions à la fois positives et négatives sur l'environnement. L'énergie issue des sources renouvelables, comme la biomasse et le bois, ne provoque pas d'augmentation nette de la quantité de dioxyde de carbone (CO₂), un gaz à effet de serre, dans l'atmosphère. Ce phénomène repose sur le postulat que tout le CO₂ rejeté lors de l'utilisation de la biomasse et du bois avait été puisé dans l'atmosphère par photosynthèse. Le remplacement plus fréquent des combustibles fossiles par ceux fondés sur la biomasse et le bois permettrait donc de réduire le risque de réchauffement climatique provoqué par la concentration accrue de CO₂ dans l'atmosphère.

La production mondiale de bois et de résidus de culture destinés à la biomasse est actuellement abondante et favorise l'utilisation accrue de la biomasse et du bois comme combustible. Cette situation a de vastes répercussions sur l'environnement, dont les plus graves sont la baisse de la fertilité et l'érosion des sols, ainsi que la désertification des zones où la déforestation est pratiquée. Les poêles à bois émettent des particules et du monoxyde de carbone (CO) et peuvent être nocifs tant en intérieur qu'à l'extérieur. Les teneurs élevées en CO sont associées à un certain nombre de problèmes de santé, tels qu'une baisse de la capacité de concentration, une aggravation des pathologies cardiaques et pulmonaires et un retard de la croissance fœtale.

Le recours aux combustibles fossiles a deux types de répercussions sur l'environnement. Les premières surviennent lors de leur production et les secondes pendant leur utilisation finale. L'exploration pétrolière ainsi que la production et le transport du pétrole ont des conséquences négatives sur l'environnement. Les équipements lourds nécessaires à ces activités dégradent souvent les écosystèmes des zones d'exploration et de production pétrolières. En brûlant, les combustibles fossiles rejettent du dioxyde de carbone (CO₂), ainsi que du dioxyde de soufre (SO₂) et des oxydes d'azote (NO_x), provoquant des pluies acides. À l'heure actuelle, 25 % des émissions mondiales de CO₂ proviennent du pétrole utilisé directement pour les transports. Par ailleurs, la combustion incomplète du pétrole, du charbon et du bois augmente les taux de monoxyde de carbone (CO), d'hydrocarbures non brûlés et d'ozone troposphérique, tous dangereux pour la santé humaine et l'environne-

ment. La production pétrolière a une dernière répercussion, indirecte, sur l'environnement qui tient au rôle clé du pétrole dans l'économie mondiale. Ainsi, il est indéniable que les tensions existant au Moyen-Orient proviennent en partie de la valeur de ses réserves pétrolières. Le besoin mondial de sources de pétrole fiables et peu chères est considéré comme la principale cause de la guerre du Golfe de 1991. Cette guerre dégrada l'environnement marin du golfe Persique, les puits de pétrole en feu polluèrent l'atmosphère et les chars et autres équipements lourds ravagèrent les écosystèmes désertiques.

CONCLUSION

Les problèmes indissociables que posent l'énergie et l'environnement pourraient représenter, à terme, pour l'homme, la meilleure chance de remettre en question ses «vieux» modèles de consommation énergétique et de changer ses priorités afin d'œuvrer pour une vie plus sûre et plus agréable. Les technologies en cours d'élaboration cherchent à garantir l'intégrité écologique ainsi que la production et l'utilisation rentables de l'énergie avant que ces problèmes environnementaux et sanitaires n'atteignent des proportions catastrophiques. Néanmoins, on ne peut attendre de la seule technologie qu'elle apporte une solution à des problèmes qui exigent également une implication politique et un changement dans les valeurs et le comportement de la société. C'est donc une approche combinée qui sera nécessaire, comprenant de nouvelles stratégies, une technologie innovante et un désir d'assurer un progrès durable.

BIBLIOGRAPHIE

- GOUGH W. C., EASTLUND B. J. 1971. The Prospects of Fusion Power. Dans: *Scientific American*, février 1971, p. 50–54.
- KAPLAN G. 1976. Europe: Tilting Towards Fusion. Dans: *IEEE Spectrum*, décembre 1976, p. 37–40.
- MARKVART T. 2000. *Solar electricity*, New York, John Wiley & Sons, p. 1–3.

Annexe — Les technologies énergétiques et leurs applications

L'émergence des technologies énergétiques fut précipitée par la crainte de l'épuisement des sources d'énergie existantes et le besoin d'accroître les rendements énergétiques. La technologie solaire, dont la chronologie suivante retrace l'histoire, fit son apparition en 1839 lors de la découverte de l'effet photovoltaïque:

1839 Becquerel découvre l'effet photovoltaïque.

1876 Adams et Day observent l'effet photovoltaïque du sélénium.

1900 Planck postule la nature quantique de la lumière.

1930 Wilson propose la théorie quantique des solides.

1940 Mott et Schottky élaborent la théorie du redresseur à semi-conducteur (diode).

1949 Bardeen, Brattain et Schottky inventent le transistor.

1954 Chapin, Fuller et Pearson annoncent la création d'une photopile au silicium dont le rendement atteint 6%.

1954 Reynolds et ses collaborateurs rapportent la mise au point d'une pile solaire au sulfure de cadmium.

1958 Première utilisation des photopiles dans le satellite orbital Vanguard-1.

L'énergie solaire a trouvé une multitude d'applications dans l'électrification des zones rurales, la production d'électricité pour les satellites, les télécommunications et le contrôle à distance. L'énergie provenant d'autres sources telles que le vent, la biomasse, le pétrole, le gaz naturel et l'hydrogène est souvent utilisée pour produire de l'électricité, notamment à partir de turbines et de générateurs éoliens, hydrauliques et à vapeur. L'électricité ainsi obtenue est ensuite distribuée aux différents usagers par le biais de réseaux électriques.

17.8

Culture et communication: modes traditionnels et nouvelles technologies

Judith Mbula Bahemuka

Introduction

À l'aube du XX^e siècle, l'Afrique a été en proie à une rapide mutation culturelle qui a trouvé son expression dans différentes formes de communication. Les moyens traditionnels d'expression personnelle, les identités et les images culturelles ont été immergés dans de nouveaux modes de réalisation de soi, de nouvelles voies de communication et une quête nouvelle de technologie, susceptible de répondre aux besoins quotidiens du peuple africain. L'image traditionnelle du jeune coureur masai apportant un message télégraphique dans un village reculé est devenue un puissant outil de cohésion entre l'ancien et le nouveau, le télégramme figurant le nouveau mode de communication et le coureur masai le mode traditionnel.

«Culture et communication», tout comme «tradition et modernité», sont de vastes champs de recherche. Les quatre concepts clés dont traite ce chapitre, *culture, communication, technologie* et *modernité*, font l'objet de nombreuses controverses en sciences sociales et humaines. Pour éviter de nous perdre dans le débat, nous nous limiterons à une discussion qui analyse de manière critique ces concepts dans leurs relations à la théorie des sciences sociales et humaines contemporaines ainsi qu'aux pratiques socioculturelles présentes en Afrique et, en particulier, en Afrique orientale.

Kress (1988) conteste la démarche obstinée qui tend à séparer l'étude de la communication de celle de la culture. Selon lui, il est difficile de parler de communication en dehors de tout contexte culturel. Il définit ces concepts ainsi: «la culture est le champ de l'activité humaine signifiante, de ses effets et ses produits; la communication est le champ des échanges de significations, voulus ou non, entre agents sociaux et culturels». Le processus de communication produit des significations tandis que la

production culturelle engendre des objets signifiants. D'après lui, ces deux concepts sont inextricablement liés par la notion de signification.

Bradford (Bradford *et al.*, 2001) apporte un autre argument en réaffirmant que la communication est le «fondement de toutes communautés». Cette idée semble mettre communication et culture sur un même plan, puisque l'on peut raisonnablement dire que la culture est également le fondement de toutes les communautés. Ces notions jumelées de culture et de communication seront débattues ici au regard de la tradition et des technologies modernes. Nous aborderons, dans un second temps, la controverse soulevée par ce que l'on peut rattacher à l'Afrique et ce qui est universel dans les domaines de la culture et de la technologie.

ARGUMENT THÉORIQUE

Les modèles rendant compte des évolutions culturelles, de la communication et de l'adoption des technologies s'accordent à ne faire aucune distinction précise entre l'«African way of life» et le «monde moderne» (Greenberg, 1971). Les études de Van Tate (1973), Mbula (1977) et Gyekye (1995) montrent qu'il existe différents niveaux d'interactions culturelles et que chacun de ces niveaux appelle un mode défini de communication et d'expression. Selon eux, la communication est au cœur de la «persona» africaine. Les changements culturels, au mieux, se rencontrent à la périphérie, là où la communication est verbale, passant à travers une chanson, une danse, un art ou simplement une gestuelle. À ce niveau, ils surviennent sans répercussions profondes. La question devient plus complexe lorsque l'on l'étend aux institutions et thèmes africains. Mbiti soutient que l'individu africain est la personnification du passé (les ancêtres), du présent et du futur (la descendance à venir), ces trois dimensions étant en communication constante (Mbiti, 1969). Il cite en exemple la pratique culturelle des libations effectuées dans les rituels culturels africains. Cette forme de communication touche à la philosophie et aux systèmes de croyance des communautés africaines ainsi qu'aux individus qui y sont associés.

Le rôle du *zamani* (le passé survivant) dans la compréhension africaine de la culture et de la communication fournit un autre argument. Ngugi wa Thiong'o franchit la frontière ténue entre ce qui relève de la tradition et le moderne (Thiong'o, 1965 et 1993). La dichotomie entre le passé et le *sasa* (présent) dément la quête profondément enracinée d'une compréhension des deux dimensions dans le transfert de technologie.

Bretton a fait de semblables observations en 1973 en présentant les villages ruraux et les centres urbains africains comme deux mondes différents, sans

connexion. Il est maintenant largement admis qu'aucune frontière nette ne peut être établie entre tradition et modernité. Parmi les groupes indigènes tels que les Masai d'Afrique orientale ou les San du désert du Kalahari, le mode de vie contemporain est un mélange de pratiques culturelles traditionnelles transmises de génération en génération et de formes de vie «modernes», tels que les systèmes publics d'enseignement et de transport.

COMMUNICATION ET CULTURE EN AFRIQUE

Kunczik (1993) définit la culture comme «un ensemble complexe qui inclut le savoir, les croyances, l'art, la morale, la loi, les coutumes et toutes les autres facultés et habitudes acquises par l'homme en tant que membre d'une société». Cette définition omet toutefois de signaler que la culture est en grande partie fonction de la technologie et des changements sociaux. C'est un mode de vie dynamique qui a pour constante son perpétuel changement, se chargeant de certains aspects sociaux à mesure qu'elle en abandonne d'autres. Une analyse des sociétés africaines des années 1950 à nos jours montre qu'en dépit de la persistance de frontières et de distinctions culturelles entre leurs différents groupes, des processus d'échange soutenus ont eu lieu à différents niveaux.

Culture et communication sont indispensables à l'Afrique, le développement humain s'exprimant essentiellement dans ces deux dimensions. Le développement socio-économique et politique est le résultat de changements sociaux, qui sont eux-mêmes l'aboutissement de la diffusion de l'information et de la technologie. Cela a toutefois pour corollaire certains aspects négatifs qui dénaturent les cultures africaines. La célébration des valeurs occidentales tend ainsi à déposséder les Africains de leur culture, les réduisant à l'impuissance. Car dans communication, il y a pouvoir. Celui qui sait a du pouvoir sur celui à qui il transmet son message.

Les universitaires, poètes et hommes d'État africains ont répondu avec véhémence à ce jeu du pouvoir. La diversité même et la force des idées suivantes montrent clairement que la culture africaine peut répondre à tous types de jeux de pouvoir, des quatre coins du monde : l'African Personality ou «négritude» (Leopold Sedor Senghor), l'humanisme (Kenneth Kaunda), l'Ujamaa (Julius Nyerere), la «Charte de l'homme ordinaire» (Milton Obote), Harambee (Jomo Kenyatta) ou le pan-africanisme (Kwame Nkrumah). Les écrits des africanistes Chinua Achebe, Okot p'Bitek, Ngugi wa Thiong'o et Bolaji Idowu font tous remarquer que communication et culture en Afrique se retrouvent jusque dans les valeurs clés du continent.

Culture et communication sont confrontées en Afrique à un autre problème. Il est possible de rétorquer aux spécialistes affirmant que la culture africaine a entravé le développement économique, social et politique du continent, qu'avoir ignorer les valeurs et les systèmes de croyances africains et s'être ralliés sans réserve aux paradigmes de la modernisation a conduit le développement socio-économique à l'échec. Une analyse critique des problèmes économiques et politiques de l'Afrique montre que ses pratiques culturelles ne sont guère en cause. Si, selon Fraser et Restrepo-Estrada, la réussite de toute forme de développement passe par une transformation des comportements et des attitudes, dont la communication peut être le ferment, ils soulignent que les initiatives de développement menées en ignorant les pratiques et les valeurs culturelles d'un peuple vont droit à l'échec (Fraser et Restrepo-Estrada, 1998).

Les vecteurs de la communication sont étroitement liés à la communication et à la culture. Les premiers vecteurs de la communication sont les parents et la famille. Au fil des ans, les pairs, l'école et les institutions religieuses entrent en jeu et étayent le travail de la famille dans la transmission des compétences. D'après Delanty, bien que les écoles et les universités soient considérées comme des vecteurs de la modernité, elles n'en sont pas moins propices aux modèles culturels de société dominants et émergents. Les festivals de musique annuels organisés en Afrique en donnent une expression saisissante: écoles, collèges et universités concourent à articuler les valeurs culturelles à travers la musique moderne. À travers la musique, la danse et la poésie, de puissants messages sont transmis sur la façon dont le passé continue d'être présent dans la vie africaine de tous les jours.

Sutton (1998) affirme que dans la mesure où chaque individu a un passé différent, l'interprétation du présent est également différente. C'est ce qui rend les vecteurs de la communication indispensables pour aider à comprendre et interpréter chaque situation changeante.

TENDANCES TENACES

La théorie du retard culturel sert souvent à expliquer la persistance de pratiques passées. Le retard plonge ses racines dans la propension des sociétés à encourager chaque génération nouvelle à rester fidèle aux valeurs et schémas comportementaux qui ont jusque-là servi ces sociétés. Selon d'autres hypothèses, ce retard culturel se retrouve également dans les sphères morales et émotionnelles, freinant par conséquent le développement technique, scientifique, social et économique. Ce retard peut alors compromettre la volonté de modernisation des systèmes de communication d'une communauté.

La thèse «spéculaire» rejoint la théorie du retard culturel. Selon elle, les institutions d'une société sont le reflet de sa culture. Cela signifie que le type et le niveau de communication devraient être le reflet de la culture dominante. Il peut arriver parfois qu'une conjonction particulière d'éléments, s'ils sont utilisés de manière organisée, amène une évolution culturelle (Nimkoff, 1955; Mbula, 1977).

Lerner et Schramm (1969) ont mis en évidence la complexité de la transmission de la culture et de la technologie. À l'aide d'un modèle simple représentant les différentes voies de communication, ils ont insisté sur le rôle primordial de la source, du message et de l'effet de la communication. Quelles valeurs clés la source du message véhicule-t-elle et ces valeurs sont-elles conformes à celles du destinataire? Quelle issue la communauté attend-elle d'un conflit d'intérêt entre la source et le destinataire?

Le modèle de communication de Lerner a aidé les stratèges de la communication à encourager un transfert de technologie des pays industrialisés vers l'Afrique, notamment vers les communautés rurales. Ce modèle ne peut cependant être appliqué que si l'importance de la communication et de la technologie est bien comprise et soutenue par une opinion publique favorable, libre de toute influence. La légitimité culturelle de la communication, la valeur que la communauté reconnaît à la réalisation de soi, et la reconnaissance des initiatives personnelles et de l'autonomie sont autant de facteurs déterminants.

Le retard culturel et les modèles de communication ne sauraient être appréhendés sans être mis en perspective avec l'adoption des technologies et la diffusion des idées. D'après l'école diffusionniste, l'adoption de la technologie se fait en plusieurs temps. Les pionniers sont essentiellement des individus et des groupes qui y ont été familiarisés par les médias ou autres voies de communication. Ce sont généralement des personnes douées, souvent mues par leurs besoins personnels. Ceux qui s'y rallient en dernier, généralement le plus grand nombre, restent à la traîne, pénalisés par le manque d'information, la complexité de la technologie en question, son coût, son applicabilité ou la méthode utilisée pour sa présentation.

Plusieurs théories sur la diffusion des innovations ont été mises en avant au fil des ans pour expliquer le retard de l'Afrique dans l'adoption des technologies. Il semble cependant que l'on ait omis de replacer communication et innovation dans un contexte culturel. Les Africains qui adoptent les technologies répondent à leurs besoins immédiats. Ils ont des valeurs, des normes, des aspirations, des attentes et des priorités qui guident leurs perceptions et donnent un fondement à leurs choix.

L'incidence de pandémies telles que le VIH/sida, de conflits politiques, de rivalités ethniques, du terrorisme international et de l'extrême pauvreté, ne peut pas être ignorée lorsque l'on parle de culture et de communica-

tion. Les principales dimensions de la culture sont la distance du pouvoir, l'aversion pour l'incertitude et le collectivisme. Or, ces dimensions posent problème. Dans le cas de la pandémie du VIH/sida, la pléthore de croyances et la stigmatisation des malades sont enracinées dans la culture. Toutes ces questions sont déterminantes pour la communication interet intra-personnelle lorsqu'il s'agit de définir des stratégies de lutte contre la pandémie en Afrique.

La prise de risque est un autre aspect de la culture, de la communication et de l'adoption des technologies. Schouten (1995) affirme que l'aversion pour l'incertitude est un phénomène complexe reflétant le besoin de certitudes des populations et les limites du goût du risque des hommes et des communautés.

Pour qu'un individu se risque à adopter une technologie nouvelle, des facteurs incitatifs — environnement propice, avantages tangibles et promotion sociale — doivent être présents. Rien dans les réalités sociales de l'Afrique ni dans le comportement des Africains ne permet de dire que ces derniers sont hermétiques au risque. La technologie de la communication dépasse toutefois ces avantages manifestes et atteint des sphères où la valeur intrinsèque de l'information entre en jeu.

TRANSPORT ET COMMUNICATION¹

Les systèmes de transport en Afrique sub-saharienne sont en proie à de lourdes entraves administratives et structurelles et souffrent d'un manque d'entretien adéquat, ainsi que d'une absence de politiques de gestion et de réglementation des services. Ces problèmes limitent leur efficacité, leur productivité économique et la circulation des biens et des services. De fait, l'Afrique est le continent où coûts de transport et retards sont les plus élevés au monde. Pour les pays sans façade maritime, ces coûts sont encore davantage acrus et représenteraient plus de 70% du coût des marchandises en transit.

Transports et communication se distinguent également par leur piètre inter-connectivité au sein et entre pays africains, en raison de l'absence d'infrastructures transfrontalières, de la coexistence de systèmes structurels et réglementaires différents, du manque de contacts entre pays et des disparités résultant de l'histoire coloniale de l'Afrique.

L'insuffisance en matière d'infrastructures représente un sérieux handicap à la croissance économique et à la réduction de la pauvreté. En Afrique orientale, les puissances coloniales ont construit des infrastructures destinées à faciliter l'exploitation des matières premières et leur exportation, ainsi que l'importation des biens de consommation. Mais certaines

d'entre elles ne répondent pas aux conditions ni aux aspirations actuelles du peuple africain.

L'amélioration des infrastructures de communication pourrait conduire à la libre circulation des biens, des services et des personnes. Pour que la communication joue son rôle et produise l'effet escompté sur le développement de l'Afrique, une intégration physique et opérationnelle des réseaux est nécessaire, tout comme un alignement des politiques réglementaires, une harmonisation des normes et des mesures, des initiatives et des investissements transfrontaliers et une volonté politique du leadership africain.

Les entreprises semi-publiques, créées à l'indépendance pour gérer les infrastructures de communication, ont été un obstacle au développement. Elles sont, pour la plupart, sous le coup de lourdes contraintes financières, d'une gestion corrompue et d'un manque de coordination stratégique et de ressources humaines. Pour surmonter ces obstacles, il faut d'une part davantage de ressources, notamment financières, et d'autre part que de nouvelles initiatives soient explorées. Le secteur privé, tout comme la communauté, pourraient être invités à y prendre part, les échanges et contacts entre pays à travers une intégration régionale pourraient être promus et une gestion des infrastructures fondée sur un principe de rentabilité pourrait être mise en œuvre.

Ces dernières années, des améliorations ont été apportées aux infrastructures de communication dans le cadre de l'intégration régionale. Citons, entre autres initiatives, une coopération en matière de réseaux routiers et ferrés ainsi qu'en matière de réglementations et de normes, ou encore la création d'organismes de télécommunications régionaux et la libéralisation du transport aérien. Ces réalisations restent cependant modestes et d'autres accomplissements sont encore nécessaires pour atteindre les niveaux souhaités. Cependant, sans réelle volonté continentale pour relier les réseaux entre eux, ces projets d'intégration régionale risquent d'être stoppés dans leur élan. Si les efforts déployés dans le passé par l'Organisation de l'unité africaine (OUA) à travers divers plans d'action n'ont pas porté leurs fruits, le lancement de l'Union africaine (UA) et le Nouveau partenariat pour le développement africain (NPDA) ont redonné espoir en un développement de la communication et de nouveaux modèles technologiques.

LA DIMENSION MONDIALE

La mondialisation est perçue comme une réalité socio-économique, politique et culturelle irréversible qui n'engendre pas de culture mondiale unifiée mais souligne plutôt les différences mondiales (Featherstone, 1995). Cependant, le

caractère irréversible du processus de mondialisation a un impact sur la relation entre communication et culture au niveau local, abolissant les distances et encourageant l'émergence d'un «village planétaire» (Reynolds, 2003). La mondialisation suppose que l'on passe d'un mode de compréhension local traditionnel, via une optique nationale, à une vision mondiale plus ouverte. Dans l'anthropologie orthodoxe et la sociologie rurale, la vision du monde traditionnel se caractérise par des idées archaïques, une indigénisation du savoir, une étroitesse de vues et un attachement aux coutumes et normes culturelles. S'inspirant de cette approche, Robert Redfield a concrétisé l'idée d'une dichotomie ruralité-urbanisme (Giddens, 1989). Cette distinction signifierait que la mondialisation est le passage d'une mentalité de communication propre au village traditionnel à la pensée mondiale.

La polarisation des technologies de communication entre formes traditionnelles et nouvelles n'est pas défendable puisque certaines caractéristiques des voies traditionnelles se transmettent aux voies de communication modernes. En revanche, on peut parler d'un continuum dans ce passage du traditionnel au mondial, le long duquel les individus, les communautés et les nations en route sur la voie de la technologie prennent place à différents niveaux. Sur cette route de la technologie, les pays africains se trouvent derrière les nouveaux pays industrialisés, les pays développés menant la course. Il y a, dans cette différenciation, une interdépendance entre les différents acteurs comme le souligne la théorie du système mondial où, inévitablement, le noyau ne peut se passer de sa périphérie.

Nouvelles technologies et communication, instruments du changement

Savoir si les Africains peuvent prendre part à la création du savoir et l'utiliser pour répondre aux besoins technologiques de l'Afrique est une question décisive, pressante. Parler de «nouvelles technologies» soulève toutefois des problèmes fondamentaux, notamment celui du temps et de l'espace ou du contexte. Certaines technologies tenues pour «nouvelles» en Afrique sont vieilles ou dépassées ailleurs. En outre, les Africains ne sont pas que de simples consommateurs de technologies étrangères. Ils peuvent également rejeter ce qui est nouveau ou le remodeler pour l'adapter à leurs besoins. Le «secteur informel» africain, qui produit toutes sortes de gadgets métalliques bon marché, témoigne d'une culture technologique solidement ancrée dans les mœurs. Comme les forgerons d'autrefois, les artisans africains modernes sont inventifs. Ils gèrent leurs ateliers sous le *jua Kali* (soleil implacable) et fabriquent des outils de communication accessibles et abordables pour les

communautés locales. Si nécessaire, ils transforment un équipement mécanique et électrique ou l'utilisent comme modèle pour produire un article qui correspond aux besoins et aux revenus locaux. Dans d'autres cas, certaines techniques indigènes d'Afrique, comme la sculpture sur bois «makonde», venue de Tanzanie, ou les productions artisanales du Kenya et du Bénin, ont trouvé une place dans de nombreux intérieurs, à travers le monde entier.

Les sociétés du savoir émergeantes ne sont pas un phénomène nouveau. Le savoir technique indigène en Afrique a servi les communautés au fil des ans. L'enseignement à distance par Internet dont ont bénéficié les Masai du Kenya ou les populations rurales du Sénégal (Projet 2002 de l'université du Massachusetts) répond à un besoin d'apprentissage permanent. Internet offre aux populations la possibilité d'accéder au village planétaire. Répondre à l'explosion de ce média est le défi auquel sont confrontées les communautés rurales. Les infrastructures sont insuffisantes et pourtant l'ancien secrétaire général des Nations Unies, Kofi Annan, affirmait que c'est précisément là où les infrastructures font défaut que le wi-fi peut aider les pays à rattraper à pas de géant leur retard en matière d'infrastructures de télécommunications et à émanciper leurs populations.

Le sentiment de Kofi Annan souligne le rôle central des technologies de l'information pour la construction des sociétés du savoir. Mais les nouvelles technologies doivent être suffisamment souples pour avancer main dans la main avec le savoir traditionnel.

Dans ce domaine, l'Afrique sub-saharienne est faite de pays en transition. D'un point de vue économique, ces pays aspirent à l'industrialisation et d'un point de vue politique, ils évoluent vers des institutions et pratiques plus démocratiques. Ils sont à la croisée des chemins, pris entre la «culture occidentale» et ce qui a pris le nom de «perspectives africaines» (Mutie, 2003). L'idée profondément enracinée selon laquelle ce qui est étranger ou occidental est meilleur pousse de nombreux Africains à ne pas considérer «nouvelles» les innovations indigènes. Les herboristes africains en font l'expérience lorsqu'ils découvent de nouveaux médicaments que seuls peu de compatriotes adoptent; ceux qui acceptent ce nouveau remède y sont généralement contraints, ne pouvant pas acheter les produits jugés plus efficaces vendus par les pharmaciens.

L'ADOPTION DES TECHNOLOGIES

Si l'on regarde de plus près les sociétés africaines ces cinquante dernières années, on constate qu'au fil des progrès de la société et de l'apparition de nouvelles technologies, les modes de communication et de transmission de l'information ont évolué. Un nombre certain de citadins africains possède aujourd'hui une adresse électronique et l'on trouve des cybercafés dans de nombreux quartiers. Communiquer par courriel en Afrique et vers l'extérieur est devenu une banalité, au point que le nombre de télécopies envoyées a considérablement diminué et que, comme en Occident, le fax est devenu presque obsolète. Si seuls quelques Africains ont accès à ces services, il serait naïf de penser que la culture de la technologie n'est ouverte qu'à une petite minorité. Dans une grande mesure, les Africains n'ont pas simplement troqué leurs modes de communication et technologies traditionnels contre de nouveaux. Abstraction faite des disparités en termes de degré d'adoption, la plupart des acteurs se situent à divers stades de transition; il n'y a pas de traditionalistes ni de modernistes «purs». Et bien souvent, la modernité met en valeur la tradition et par voie de fait, le savoir indigène. Les réseaux de transport public et de téléphonie mobile sont par exemple devenus très utiles aux groupes de bergers africains, les aidant à localiser les points d'eau et les pâturages, ou le bétail volé ou égaré. Des interventions externes ont souvent eu recours aux pratiques existantes pour améliorer l'efficacité et la viabilité des projets mis en œuvre. Des établissements de microfinance exerçant en Afrique avec le soutien de la Banque mondiale et d'agences bilatérales préfèrent souvent accorder un crédit à des groupes dont les membres se portent garants les uns des autres, assurant ainsi un mécanisme de contrôle social (citons en exemple le Kenya Rural Enterprise Programme, devenu une banque). Ce genre d'arrangement, qui fonctionne relativement bien, s'enracine dans les valeurs traditionnelles de réciprocité et de responsabilité sociale mutuelle.

La réhabilitation de barrages en terre dans l'Est du Kenya, un programme financé par l'UNESCO, est un autre exemple où tradition et modernité se côtoient. Les communautés riveraines reçoivent des informations sur les normes internationales en matière d'eau et d'assainissement. Les groupes de femmes locaux continuent cependant de croire que la déesse de l'eau Kathambi protège les collines qui alimentent les cours d'eau lorsqu'il pleut. De plus, les adeptes de Kathambi exigent que la paroi imperméable du barrage de terre soit percée d'un petit trou pour que l'eau puisse continuer de couler. Si l'eau ne peut plus couler, disent-ils, les populations, les animaux et la nature en aval vont souffrir.

Ainsi, tandis que la technologie moderne employée dans la construction de barrages se préoccupe de l'alimentation latérale et en amont du lit de la rivière, les populations indigènes s'inquiètent des valeurs communautaires fondées sur le partage de l'eau et des technologies. Les dichotomies entre nouveau et ancien, traditionnel et moderne, mondial et local sont des sujets de débats théoriques. La réalité, dans la majeure partie de l'Afrique, est celle d'un continuum enrichi par l'interaction entre l'organisation et la source d'information, et la voie de communication et l'adoption des technologies.

REVISITER LES TECHNOLOGIES AFRICAINES

Ce chapitre est à verser au débat sur le transfert de technologies vers Afrique. Il est pensé comme un continuum qui part de la communication traditionnelle et aboutit aux systèmes modernes. Paradoxalement, on peut se demander s'il existe une technologie moderne et jusqu'à quand celle-ci conserve son caractère nouveau. Au début des années 1950, tandis que la majeure partie de l'Afrique luttait pour son indépendance politique, le transfert des technologies était limité mais réel et efficace. C'est à cette époque que l'Afrique a fait, contre toutes attentes, de réels progrès sur la voie de la démocratie, comme en atteste son indépendance politique. Technologies simples, infrastructures et voies de communication ont harmonieusement œuvré pour le bien de tous. Les nouvelles technologies, bien que plus performantes et rapides que les techniques traditionnelles, n'ont ni soulagé l'Afrique de la pauvreté ni répondu de manière adéquate à ses besoins de développement. C'est pourquoi il est urgent de revisiter les technologies traditionnelles qui ont rendu de grands services aux populations au fil des siècles. Un pas a été fait en ce sens vers la fin du XXe siècle, lorsque les dirigeants africains, sous la houlette du président sud-africain Thabo Mbeki, ont commencé à défendre l'idée d'une Renaissance africaine. La revendication des valeurs africaines. la redécouverte des valeurs des populations, leurs contributions artistiques, la résilience des communautés et la capacité des hommes à s'adapter à des environnements difficiles offrent aux africanistes autant de défis que de raisons d'espérer. La radio, le fax et aujourd'hui les systèmes de télécommunications sans fil ont pris l'Afrique d'assaut, mais ne sont plus nouveaux. La radio fait partie des modes de communication qui ont pénétré dans les communautés rurales d'Afrique et c'est un des supports qu'empruntent les pouvoirs publics pour s'adresser aux citoyens. Dans un village africain, chaque «nouvelle» a vraisemblablement transité par ce média avant d'être colportée par monts et par vaux par le bouche à oreille, pointant de nouveau l'interaction entre le «nouveau» et l'«ancien».

Revisiter les technologies suppose que l'Afrique examine ce qui a réellement servi les communautés. L'exemple précédemment évoqué de la microfinance en milieu rural peut être repris pour montrer la façon dont le système bancaire international pourrait s'enraciner dans les systèmes d'épargne africains, ainsi que la nécessité de soutenir les initiatives des communautés. La gestion des banques rurales, le niveau de communication et l'articulation cohérente des besoins financiers des villageois, constituent un argument pour redéfinir l'épargne traditionnelle et les technologies.

Le contexte mondial place cette volonté de revisiter tradition et nouveauté devant un défi. L'Afrique ne fait pas cavalier seul. Toute évolution

dans la partie orientale se répercutera sur le reste du continent. Face à cette intégration des pays, il importe de sortir du strict cadre domestique: situer les transactions commerciales entre producteur, vendeur et acheteur de produits agricoles, établir d'un commun accord le niveau de communication établi, et s'assurer que le type de technologie présenté aura un coût abordable.

Les nouvelles technologies «étrangères» peuvent parfois rebuter la population africaine. La fracture numérique est déjà un problème de taille dont le monde doit venir à bout. Alors qu'elle concerne toute une part de la société, il est impératif que nous prenions conscience des priorités des populations. Ces priorités permettront à la majorité des Africains de s'organiser pour adopter les nouvelles technologies ou inventer les leurs. L'enjeu réside dans la conjugaison des stratégies de communication traditionnelles et nouvelles, afin d'accompagner les initiatives naissantes et de créer des synergies qui permettront aux Africains de devenir acteurs sur la scène mondiale.

NOTE

1. L'auteur souhaite remercier Patrick Nzusi (Nations Unies, New York) pour sa contribution à la section suivante.

BIBLIOGRAPHIE

- BADSHAH A. K. S., GARRIDO M. (dir. publ.). 2003. Connected for Development: Information Kiosks and Sustainability, New York, Organisation des Nations Unies, United Nations Information and Communication Technologies Taskforce.
- BATES B. 1992. Telecommunication Policy and Cultural Lag. Dans: *Hong Kong Economic Journal*.
- BRADFORD L., LEEMEYERS J., RENEE A. 2001. Cultural and Parental Communicative Influences on the Career Success of White and Black Women. Dans: *Women's Studies in Communication*, vol. 24.
- FEATHERSTONE M. 1995. *Undoing Culture: Globalization, Post-modernism and Identity*, Londres, Sage Publications, Ltd.
- Fraser C., Restrepo-Estrada S. 1998. Communicating for Development: Human Change for Survival, Londres/New York, I. B. Tauris Publishers

- GIDDENS A. 1989. Sociology, Londres, Polity Press.
- GREENBERG J. 1971. *Language, Culture and Communication*, Stanford (Californie), Stanford University Press.
- GYEKYE K. 1995. An Essay on African Philosophical Thought: The Akan Conceptual Scheme, Philadelphie (Pennsylvanie), Temple University Press.
- 1997. *Tradition and Modernity: Philosophical Reflections on the African Experience*, New York, Oxford University Press.
- HALL B. J. 1997. Culture, Ethics and Communication. Dans: CASMIR F. L. (dir. publ.), *Ethics in Intercultural and International Communication*, Hillsdale (New Jersey), Lawrence Erlbaum Associates.
- HELLER P. 2002. Management of Cultural Change in Tourism Regions and Communities. Dans: *Report of the International Colloquium on Regional Governance and Sustainable Development in Tourism-driven Economies*. (Cancun, Mexique, 20–22 février 2002). New York, Organisation des Nations Unies.
- KRESS G. (dir. publ.). 1988. *Communication and Culture: An Introduction*, Sydney, University of New South Wales Press.
- Kunczik M. 1993. Communication and Social Change: A Summary of Theories, Policies and Experiences for Media Practitioners in the Third World, Bonn, Friedrich-Ebert-Stiftung.
- LERNER D., SCHRAMM W. (dir. publ.) 1969. *Communication and Change in Developing Countries*, Honolulu, The University Press of Hawaii.
- MAZRUI A. 1997. Islamic and Western Values. Dans: *Foreign Affairs*, n° 76, p. 118–132.
- MBITI J. S. 1969. African Religions and Philosophy, Londres, Heinemann.
- MBULA J. 1974. Penetration of Christianity into the Akamba Traditional Family, mémoire de maîtrise, Nairobi, Université de Nairobi.
- 1977. The Impact of Christianity on the Structure and Stability of the African Family, thèse de doctorat, Nairobi, Université de Nairobi.
- MUTIE P. M. 2003. 'In Spite of Difference': Making Sense of the Coexistence Between the Kamba and the Masai Peoples of Kenya, thèse de doctorat (non publiée), Bielefeld, Université de Bielefeld.
- NIMKOFF M. F. 1955. *Technology and the Changing Family*, Boston, Houghton Miffin.
- P'BITEK O. 1984. Song of Lawino: Song of Ocol, Londres, Heinemann.
- REYNOLDS P. D. 2003. Entrepreneurship and Development. Dans: Report of the Internationl Colloquium on Regional Governance and Sustainable

- Development in Tourism-driven Economies (Cancun, Mexique, 20–22 février 2002) New York, Organisation des Nations Unies.
- ROGERS E. 1995. Diffusion of Innovations, 4° éd., New York, The Free Press.
- Schneider L. 1976. *Classical Theories of Social Change*, Morristown (New Jersey), General Learning Press.
- Schouten F. F. J. 1995. Heritage as Historical Reality. Dans: Herbert D. T. (dir. publ.), *Heritage, Tourism and Society*, Londres, Mansell.
- SCHRAMM W. 1997. *The Beginnings of Communication Study in America: A Personal Memoir*, Thousand Oaks (Californie), Sage Publications.
- SHAPIRO M. A., LANG A. 1991. Making Television Reality: Unconscious Processes in the Construction of Social Reality. Dans: *Communication Research*, n° 18, p. 685–705.
- SOROKIN P. 1941. The Present Phase of American Culture. Dans: *The Crisis of Our Age*, New York, E. P. Dutton & Co, p. 272–297.
- SUTTON D. E. 1998. *Memories Cast in Stone: The Relevance of the Past in Everyday Life*, Oxford, Berg Publishers Ltd.
- TATE F. VAN 1973. Kangemi: The Impact of Rapid Culture Change on Community and Family, thèse de doctorat (non publiée), Nairobi, Université de Nairobi.
- THIONG'O N. W. 1965. The River Between, Londres, Heinemann.
- 1993. Moving the Centre: The Struggle for Cultural Freedom, Londres, Heinemann.
- WIRELESS INTERNET INSTITUTE. 2003. The Wireless Internet Opportunity for Developing Countries, New York, Organisation des Nations Unies.

18

Les conséquences sociales du savoir et des pratiques scientifiques et technologiques

Dominique Ngoïe-Ngalla

nraciné dans les profondeurs de cet étonnant XVIIIe siècle en proie à une nracine dans les profondeurs de cet comman.

soif inextinguible de savoir et de découverte, l'effort de l'Occident pour connaître et transformer la nature ne devait recevoir sa pleine récompense qu'au XXe siècle, singulièrement après la Seconde Guerre mondiale. Dans certains domaines de la recherche — génétique, transports ou information —, les progrès ont été d'une rapidité saisissante. Les chercheurs et les savants récapitulent les théories et les conclusions des deux siècles précédents et les soumettent aux exigences d'une épistémologie et d'une rationalité nouvelles. S'ouvre alors une ère de progrès scientifique et d'innovations technologiques sans précédent dont les conséquences sociales et économiques, politiques et culturelles sont immenses. À tous les niveaux de la réalité sociale, une dynamique irréversible est à l'œuvre qui pousse, d'un même mouvement, à une destruction et à une restructuration de fond. De toute évidence, une civilisation disparaît et une nouvelle se lève sur ses cendres, avec un tel rythme accéléré de développement, qu'en quelques décennies, celle sur laquelle elle a pris appui paraît son ancêtre de plusieurs millénaires en arrière. Et tout laisse penser que, qu'elles soient magnifiques et comblant nos attentes, ou proprement obscures et inquiétantes, les transformations qui s'opèrent sous nos yeux étonnés n'en sont qu'à leurs débuts.

Cet avenir presque déjà là et dont, pendant des millénaires, l'homme avait rêvé, s'annonce d'une complexité bien redoutable, tant les scien-

ces et les techniques qui les incarnent posent des questions troublantes auxquelles, pour beaucoup d'entre elles, il n'existe pas de réponses rassurantes pour le moment. Dans un monde plus que jamais politiquement instable, l'homme saura-t-il se saisir d'un tel avenir pour en devenir le maître? Face aux incertitudes d'un monde totalement acquis à la science, qui semble poser plus de problèmes qu'elle n'en résout, un optimisme tranquille relèverait de l'inconscience, tout autant que d'un sombre pessimisme. La science est l'unique arme dont l'homme dispose pour affronter le destin dans ses multiples incarnations, aussi bien démographiques qu'économiques, politiques, culturelles ou sociales. Elle peut faire son salut, comme elle peut le mener à sa perte. Et aussi longtemps que l'histoire de l'humanité ne sera pas close, il en sera ainsi.

Avec une telle accumulation de savoir et de connaissances scientifiques extraordinaires, d'innovations technologiques prodigieuses produites à un rythme d'accélération effarant, il semblerait que le XXº siècle soit le siècle de l'accomplissement de la prophétie de Descartes: «l'homme comme maître et possesseur de la nature». Il n'est pas en effet un seul domaine de la connaissance et de la praxis humaines que les sciences et les techniques n'aient à ce jour exploré, bouleversant du coup nos idéologies, nos vieilles représentations du monde et notre relation à lui. La révolution épistémologique du XXº siècle qui a traversé tous les champs du savoir (physique, chimie, mathématiques, agronomie, sciences de la vie, transports, communications) a induit des mutations sociales et sociologiques d'une ampleur insoupçonnée.

Un exemple dans l'ordre du social: la politique qui est, dit-on, le moyen le plus efficace pour changer la vie, mais qui par nature résiste au changement, est entrée au XX^e siècle dans un processus accéléré de mutations profondes, en réponse aux mutations économiques et sociales induites par la science et ses applications technologiques. L'exemple le plus saisissant reste sans doute le terrible affrontement du capitalisme et du communisme, qui se termine par la déroute du second, sous la pression croissante des arguments de l'économie et de la démocratie libérales. Dans les pays mêmes de démocratie libérale, sous la pression constante d'une opinion publique toujours plus éclairée et d'un corps de citoyens mieux organisé, la démocratie n'a cessé de se redéfinir et de se restructurer. À la recherche, toujours, d'une nouvelle rationalité politique, économique, culturelle et sociale capable de répondre aux exigences sans cesse croissantes de la modernité. Son impact sur l'ensemble de la planète est indéniable. Sous son impulsion, un véritable vent de liberté souffle sur toute la planète, que la différence de régime politique n'empêche pas d'être progressivement prise dans les maillages du système économique des démocraties libérales.

La pression et les exigences des nouvelles logiques économiques et commerciales ont progressivement eu raison des résistances des États, même totalitaires, et entraîné l'interconnexion des intérêts économiques et commerciaux du monde entier. C'est ce que l'on appelle, d'un terme simple mais qui fait référence à un phénomène à la vérité bien complexe, la mondialisation, qu'au fond le progrès des communications rendait inévitable. C'est l'économie du village planétaire qui n'est pas sans conséquences politiques à l'échelle de la planète, l'économique n'étant jamais sans sa part de politique. Les sociétés transnationales qui n'obéissent qu'à elles-mêmes et peuvent s'opposer à n'importe quel gouvernement sur des questions de politique ont pesé ici de tout leur poids. La perestroïka soviétique et l'effondrement du mur de Berlin restent inexplicables sans la pression des régimes capitalistes de l'Ouest et des sociétés transnationales.

L'économique fait tout bouger. La souveraineté des États (l'exercice et le droit au monopole du pouvoir sur leur territoire) est désormais remise en question du fait de l'existence d'une Organisation mondiale du commerce (OMC) qui, en matière de commerce dispose, au-dessus des États, de pouvoirs étendus. À l'OMC viennent s'ajouter, pour limiter la souveraineté des États, le droit international et la justice internationale dont les décisions ont prévalence sur celles des tribunaux locaux. À quoi s'ajoute aussi la législation internationale légiférant en matière des droits de l'homme. Enfin, parallèlement, les traités internationaux et les Nations Unies (ONU) interdisent aux États de disposer à leur guise de la vie de leurs ressortissants, comdamnant les génocides, les tortures et les massacres. Ainsi, la mondialisation des intérêts économiques de la planète, qui n'est pas imaginable sans le progrès des sciences et des techniques, impose à tous les États du monde d'avoir, au-delà de leurs divergences idéologiques ou politiques, des rapports fondés sur un consensus de valeurs non négociables et universelles telles que l'égalité des sexes et des races, une nécessité qui se justifie par la fraternité entre tous les hommes, nés égaux et liés par un destin commun. Le vieil ordre du monde, on le voit, est entré dans un processus de profondes mutations. Ce n'est pas, semble-t-il, le réveil identitaire qui, sur le plan culturel et politique, l'accompagne comme une ombre portée qui l'arrêterait. Le retour à l'identitaire est simplement l'arme, le signal que, dans ce branlebas général qui traduit la volonté farouche d'un mieux être, on a souvent sacrifié la justice à la loi.

LE CHAMP STRICTEMENT SOCIAL

Les changements survenus dans le champ relevant strictement du politique, cette sphère particulière de la société, ne sont à la vérité que la conséquence des bouleversements du système économique et de l'ordre social induits par la science. S'agissant de la société entendue comme le mode de vie d'un ensemble organisé d'individus, les mutations économiques l'ont entraînée dans un processus de changements d'une telle ampleur qu'il faut parler de révolution, une révolution qui met en totale rupture avec l'époque précédente, normes et systèmes des valeurs, mœurs et mentalités de plus en plus attentives au vécu corporel valorisé, au plaisir sensuel. Une nouvelle civilisation s'ouvre qui célèbre le corps et oriente son effort vers l'amélioration de l'environnement social et matériel.

Rêve de l'homme depuis des millénaires, voici que, dans les pays et les régions du monde qui s'en sont donné les moyens, le développement est entré dans l'ordre des faits. La civilisation comme cadre d'équipement technique, où désormais l'homme peut trouver solution à tous ses besoins de santé, de logement, de vêtement, de nourriture et de loisir, est devenue une réalité vivante. En quelques décennies, le paysage social s'est totalement métamorphosé: dans une société de plus en plus urbanisée, les hommes sont mieux nourris, mieux logés, ils bénéficient de soins de meilleure qualité, et ils ont plus facilement accès à l'instruction et à la culture, d'autant plus que les pouvoirs publics s'efforcent d'agir pour que la chance en soit laissée à tous, riches et pauvres, citadins ou paysans, grâce au développement prodigieux des communications et des moyens d'information, dont le volume d'échanges et d'interaction entre les hommes grossit sans cesse. La Terre, aux distances désormais singulièrement raccourcies, est ramenée aux dimensions d'un grand village où tout le monde connaît tout le monde. En somme et pour toutes, les hommes mènent une existence incomparablement plus facile que leurs ancêtres au cours des derniers millénaires. Dotés de moyens toujours plus puissants, que ne réaliseraient-ils pas? Où n'iraientils pas? L'exploration du cosmos et l'atterrissage sur la Lune confirment la puissance illimitée du génie humain, et laissent présager pour l'avenir des exploits plus grands encore. C'est le destin des pays dits «du Nord», c'est-à-dire les pays les plus fortement industrialisés du monde et donc les plus riches: États-Unis, Europe occidentale, Australie, Japon, Taiwan, Chine, Singapour dont l'indicateur du développement humain (IDH), le produit national brut (PNB), indicateur de la richesse produite par un pays, et le produit intérieur brut (PIB) sont incomparablement plus élevés que ceux des pays du Sud, ou du tiers-monde, pas ou très peu industrialisés. L'étude par continent révèle, par exemple, que 92 % du produit intérieur brut mondial sont concentrés en Europe, aux États-Unis et dans certains pays d'Asie: Chine, Japon, Taiwan et Singapour.

Les contrastes entre les deux pôles de civilisations ne sont pas moins saisissants lorsque le pouvoir d'achat et le revenu personnel moyens servent de critères d'analyse. Il est clair qu'à nos jours seule une petite partie de la planète a bénéficié des progrès de la science et de la technologie. Celles-ci sont donc encore bien loin d'avoir résolu tous les problèmes que l'humanité se pose (en fait, elles paraissent en poser bien d'autres). Il y a un envers du progrès qui sollicite plus de prudence et un meilleur emploi de la science et de la technologie si l'homme ne veut pas courir à sa perte. Si nous ne recherchons que les instruments surprenants du progrès, la science et la technologie pourraient bien se transformer en une terrifiante boîte de Pandore.

L'ENVERS DU PROGRÈS

Une telle concentration presque subite de pouvoir et de moyens d'action dans les mains d'hommes peu préparés à en user, de plus libérés des entraves morales ou religieuses, ne va pas sans de grands risques, sans dérives, le sens du devoir face aux codes sociaux nouveaux n'ayant pas progressé au même rythme que les sciences et les innovations technologiques. Devenu un véritable démiurge et conscient de l'être, l'homme a commencé à montrer qu'il ne sera pas toujours respectueux des limites à franchir, d'autant qu'il lui appartient désormais de définir le licite et l'illicite en matière d'éthique et de morale.

En biologie, pour prendre un champ de connaissances et de leurs applications technologiques, en dehors de ses applications bénéfiques en médecine, dans la police et la justice, etc., la découverte de l'ADN expose le savant libéré des tabous et des interdits de type métaphysiques ou religieux, à la tentation d'une certaine catégorie de manipulations génétiques aux conséquences sociales et humaines funestes. Pour s'en tenir à un secteur où la manipulation des gènes est en apparence et au prime abord peu susceptible de soulever des questions philosophiques ou d'éthique, la modification génétique des aliments et des organismes vivants, y compris des plantes et animaux transgéniques (ceux modifié par des méthodes recombinantes de l'ADN) est désormais, dans divers domaines, sujet à controverse, à laquelle s'attachent des répercussions économiques, sociales et politiques à long terme. Cette question et la controverse qui s'y rapporte montrent que les organismes génétiquement modifiés exposent l'humanité à bien des dérives et à bien des risques si des garde-fous ne sont pas pris dès maintenant. Mais, maintenant que la science est devenue en quelque sorte une divinité, un moyen d'action devenu un absolu recherché pour lui-même, malgré les risques qu'elle fait courir à l'humanité, elle exerce un tel pouvoir de séduction et d'attraction sur l'homme qu'il est difficile à celui-ci de ne pas transgresser les tabous, de respecter les interdits moraux ou religieux dont, depuis que Dieu est mort, à lui seul appartient de justifier le fondement. Livré à la seule lumière de sa raison, qui interdira désormais au savant athée d'aller jusqu'au bout des implications scientifiques d'une découverte dont l'intérêt humain est peu profitable? Avec l'omniscience, ou l'illusion arrogante de la détenir, la tentation d'arriver à tout prix à ses fins est très forte. C'est maintenant le scientifique à lui tout seul qui détermine les limites du possible, car celles-ci ne sont plus posées par Dieu ou la morale. «N'aspire pas à l'éternel, ô homme, mais épuise le champ du possible»: cette invitation à se surpasser, formulée par un poète athée libéré de tous les tabous, est parfois le seul conseil que suivent certains scientifiques modernes.

Or, justement, de nouvelles connaissances et de nouvelles innovations technologiques viennent sans cesse épuiser le champ du possible et relancent la quête lancinante de science et de savoir devant un horizon d'inconnu qui recule toujours. Au rythme accéléré actuel du progrès scientifique, l'innovation technologique la plus bouleversante est très vite supplantée par une nouvelle innovation. Qu'on pense à l'explosion des technologies des moyens de communication entre les années 1970 et 1990 avec l'ordinateur, la puce électronique puis l'Internet. Tout est allé si vite! Il naît de ce progrès interminable et en accélération constante de nouvelles logiques, de nouvelles rationalités, de nouveaux référentiels économiques, sociaux, culturels et politiques. Il n'est plus rien de stable. Au fond, l'homme se trouve aujourd'hui confronté à une crise de civilisation sans précédent qui remet en question systématiquement les principes et les normes sur lesquels le monde qui s'achève s'était appuyé. Sa survie dépend donc désormais de sa capacité à inventer d'autres principes et d'autres normes, d'autres rites de passage pour une transition qui s'annonce tumultueuse. S'il ne se cramponne pas à une sagesse et à des valeurs (qui restent à inventer), pour se protéger de la menace et des risques auxquels l'exposent ses propres industries, il n'est pas de salut pour lui dans un monde que le progrès vertigineux des sciences et des techniques laisse dubitatif sur son évolution. Bien des catastrophes naturelles et perturbations écologiques néfastes pour l'environnement (le fameux trou d'ozone et l'effet de serre) sont apparues et l'atmosphère contiendrait aujourd'hui 25 % de gaz carbonique de plus qu'à l'époque préindustrielle. Sans solution réaliste et sans contre-mesure efficace, les conséquences de tels changements pourraient être de grande ampleur: par exemple, changement climatique, avec augmentation de la température de un à quatre degrés centigrades et une élévation du niveau

des océans. Ces phénomènes sont autant de réponses brutales de la nature au non-respect par l'homme des normes qui le lient à elle. Ils sont autant de réponses à sa lenteur à s'éveiller à l'intelligence de périls que pourtant la science aujourd'hui lui permet de prédire. Moment de déséquilibre et de rupture, une crise a ceci de redoutable qu'elle peut, si l'homme n'intervient avec toute sa capacité de réflexion, conduire à la régression. La sagesse pour l'homme, qui dispose de moyens d'action démultipliés, consisterait en cas de crise du type de celle que nous traversons, à s'éveiller à sa vocation d'homme et à y répondre, la mesure en toute chose restant le grand principe normatif sur lequel l'individu règle son existence et son action.

Malheureusement, le flot et l'encombrement du matériel qui caractérisent la société industrielle de la postmodernité éloignent de cette rude visée d'éthique pour installer une société de consommation tapageuse qui a érigé en devoir le plaisir et la jouissance physiques, en réaction violente à l'ascèse chrétienne qui fut, pendant deux millénaires, un terrible instrument de répression des désirs naturels de l'homme. C'est à une véritable subversion de l'ordre établi que travaille désormais la société de consommation. La nouvelle éthique et le nouveau mot d'ordre sont «à mort l'ennui, vivre sans temps mort, et jouir sans entraves». Dans l'ordre de la faim et de la soif, pourvu qu'on soit solvable, toutes choses sont devenues immédiatement accessibles. Et dans le domaine de la libido comme dans celui de la marchandise, il n'y a plus d'interdits ni de tabous. En quelque sorte, l'homme réinvente le monde, un monde placé sous son entière responsabilité. Dieu en effet est mort.

Référentiel du nouveau système économique et social, la croissance dont l'objectif prioritaire est l'augmentation soutenue, et à tout prix, de la production, du revenu, de l'emploi et de l'investissement, donne naissance à une société hédoniste dans laquelle, à l'impératif de la création de besoins toujours nouveaux répond l'impératif de la jouissance et de la consommation. Un capitalisme de la dépense et du gaspillage remplace le capitalisme du travail et de l'épargne de la bourgeoisie du XIXe siècle. Une société de la frivolité et du divertissement est née qui ignore les tabous. Le résultat en est un terrible attiédissement des convictions, et cette étonnante inaptitude à mettre ses actes en accord avec ses valeurs : la haine de la servitude, l'émancipation de l'humanité tout entière, la solidarité avec les plus démunis. Citoyens jouisseurs et infantiles, les ressortissants de la société développée qui se sont assigné comme mission de civiliser le monde (c'est le fardeau de l'homme blanc) se dérobent constamment à leur tâche. On ne les voit pas tellement accourir au chevet du tiers-monde qui meurt de faim, de maladies et de guerres civiles interminables. Et lorsqu'ils consentent à lui apporter de l'aide, qu'elle est dérisoire! On ne les voit pas, si ce n'est avec des mots, partir en croisade contre leurs gouvernements qui apportent leur soutien aux despotes du tiers-monde dont ils ont fini par faire leurs meilleurs auxiliaires et leurs hommes de main, dans l'exploitation des peuples qui mènent une existence de survie. Près de 1,3 milliard d'hommes vivent dans la pauvreté absolue et, chaque année, 40 millions de décès sont dus à des pathologies liées à la faim dont on viendrait certainement vite à bout pour peu qu'on y consacre de la bonne volonté. Au niveau mondial, en effet, il ne s'agit pas d'une production insuffisante, mais d'une mauvaise répartition des ressources alimentaires. Voilà pourquoi la malnutrition dans le monde est l'une des injustices les moins excusables.

Tableau 9 Comparaison entre le PNB par habitant de pays riches et de quelques pays pauvres

(PNB par habitant (1995) en \$ (E-U))

Pays	PNB par habitant
Luxembourg	41 866
Éthiopie	105
Suisse	41 411
Mozambique	100
Danemark	29 890
Soudan	270
Norvège	31 250
Tchad	179
France	24 990
Burundi	160
États-Unis	27 647
Malawi	189

DES DISPARITÉS GRANDISSANTES ENTRE NORD ET SUD

La comparaison de l'indice de développement humain (IDH), du produit national brut (PNB) et du produit intérieur brut (PIB) des pays développés et des pays du tiers-monde, révèle des écarts qui laissent perplexes. Vu le désordre récurrent dans lequel barbotent la plupart des pays du Sud, par ailleurs lourdement endettés auprès des pays du Nord (le total des sommes dues à ces pays du Nord par les pays du Sud reste supérieur au montant de l'aide octroyée aux pays du Sud par les pays du Nord), il est probable que

cet écart ne soit jamais comblé. Pour qu'il en soit autrement, il faudrait que les pays du tiers-monde bénéficient d'une assistance soutenue et plus significative de la part des pays du Nord par des manières de plans Marshall qui ne seront pas facilement mis en place avant longtemps. Les pays du Nord ont déjà du mal à suivre les Nations Unies qui leur demandent de prélever seulement 0,7 % de leur produit national brut (PNB) pour l'aide au développement des pays pauvres.

Par ailleurs les IDH, PNB et PIB des pays riches ne seraient probablement pas à leur niveau actuel si les pays pauvres ne leur fournissaient pas des matières premières, et à un si bas prix. C'est pourquoi ces pays riches veillent (à leur façon) sur les pays pauvres détenteurs des matières premières stratégiques tels que le gaz, le pétrole, le manganèse ou l'uranium.

Le développement et le confort véhiculés par la science et la technologie n'ont pas tellement élevé l'esprit de l'homme à plus d'humanité. Partout dans le monde on constate une immense misère, y compris celle qui se développe à l'intérieur même de l'Occident, où l'existence de poches de richesse et d'accumulation matérielle inouïe n'empêche pas que plus de 10 % de la population souffre de la pauvreté. C'est également en Occident que des gens, devenus chômeurs à la suite de la robotisation croissante de certains secteurs de l'industrie et du déclin du secteur agricole au profit du secteur industriel, se voient chassés de chez eux, abandonnés à eux-mêmes et se retrouvent dans une situation de dégradation morale et physique que ne connaissent même pas les personnes les plus pauvres des bidonvilles du tiers-monde. Tout compte fait, la pauvreté dans les pays riches est négligeable et bien moins alarmante que celle des pays en voie de développement. Dans les pays du tiers-monde soumis à l'exploitation irrégulière des nations plus riches et plus puissantes, la pauvreté et l'indigence, aveuglantes et infinies, sont incommensurables. Bien sûr, il n'y a rien de nouveau à cela, mais l'avènement de la globalisation et du tourisme de masse leur ont donné une dimension planétaire hors du commun. C'est de la pauvreté et de l'indigence que sont nés le trafic de drogues et la prostitution, contrôlés par de puissants réseaux de crime organisé. Les pays concernés sont, évidemment, les pays pauvres d'Afrique, d'Asie, des Caraïbes et des anciennes républiques soviétiques européennes.

Le desserrement des liens de solidarité propre aux sociétés d'ordres, hiérarchisées et englobantes, est l'expression du rejet par la société moderne des valeurs sur lesquelles s'était fondé le monde qui s'achève. Égalitariste, valorisant le travail et le bien-être matériel, affranchissant l'individu des liens qui l'attachaient à des codes moraux contraignants, la société moderne met en son centre l'affirmation de l'individu et le souci de soi. Les répercussions sociales d'un tel choix sont considérables: la

montée de l'individualisme, l'éclatement du modèle familial traditionnel, la quête d'une éthique et d'une morale nouvelles en réponse au cadre socio-économique nouveau.

L'individualisme

Sur un plan strictement individuel et personnel, en mettant en place une société à forte tendance hédoniste, les nouvelles mutations économiques provoquent chez l'individu un désir parfaitement légitime d'accomplissement personnel qui menace toutefois de basculer dans l'individualisme. Loin de se soumettre à des lois et à des normes extérieures, chacun est pour soi-même sa propre norme et son propre but dans la vie. La montée de valeurs individualistes qui mettent l'accent sur la liberté et l'autonomie de chacun fait sauter les barrières des normes rigides et cette croissance de l'individualisme représente une vraie menace pour la famille, le fondement même de l'ordre social. La pression exercée par une combinaison de changements économiques, démographiques, scientifiques et culturels en fragmente le cadre et les modèles traditionnels. L'individu, apparu au terme d'une longue histoire de conquêtes sociales, morales, religieuses et juridiques, savoure enfin le plaisir de la «propriété de soi». Mais cette autonomie à un prix : la solitude et la perte des perspectives pleines de sens qui jusque-là gouvernaient la vie. Comme chacun le sait, une vie dénuée de rapports avec autrui perd tout son sens. Il n'y a pas de vie sans relations humaines, comme l'a parfaitement démontré Durkheim dans sa thèse sur le suicide.

La famille

La démocratisation de la famille, la demande d'autonomie et la libération généralisée de mœurs conduisent à la redéfinition et la restructuration des liens de la famille où l'ombre du patriarche s'estompe peu à peu, tandis qu'une plus grande place est laissée à l'expression et au choix de chaque individu. La conséquence directe en est le taux élevé des divorces, la prévalence des unions libres où on est libre ensemble, les mariages tardifs et l'avènement de la famille recomposée. La science s'en mêlant, le processus de complexification des nouvelles familles semble n'en être qu'à ses débuts, notamment en ce qui concerne, par exemple, la procréation assistée ou le don de sperme avec possibilité d'indication du géniteur. Dans tous les cas de figure, le lien biologique ne coïncide plus avec le lien affectif. Du fait du brouillage dans l'affiliation, les manipulations génétiques peuvent porter les familles devant les tribunaux. Plus loin, l'éclatement des modèles familiaux traditionnels a

des répercutions sur les rapports de pouvoir à l'école, à l'entreprise et dans toutes les institutions centralisées où il sonne le glas des hiérarchies établies et rigides.

La morale et la religion: l'écroulement des fondations

Dans la société du ludique, de la dépense frivole et du gaspillage, où désormais seuls comptent le corps, le plaisir et la jouissance physique, les convictions morales fléchissent, tandis que sous la poussée des progrès scientifiques la foi se met à hésiter. Il s'ensuit une baisse de la pratique religieuse sur fond d'indifférence religieuse rampante compensée certes par la multiplication des sectes, où la liberté d'expression, la ferveur et l'exubérance des rites aident à évacuer les angoisses nées des questions que la science a laissées sans réponses. C'est sur ce fond de débâcle du christianisme et des métaphysiques dérivées de lui que se lève la religion *New Age*, qui travaille à réconcilier science et foi, subjectivité et rationalité, quoique avec des résultats peu convaincants.

Sur le plan de la morale et du droit, la révolution génétique, qui ouvre tant de voies nouvelles à la médecine, à la justice et aux tribunaux (par exemple, par la recherche de l'ADN), inquiète cependant du fait qu'elle permet une manipulation consciente de la vie. En tout cas, elle appelle à l'élaboration des règles d'une nouvelle éthique, de nouvelles règles de droit. Et où nous conduiront les indiscrétions auxquelles peut mener l'Internet? Comment protéger les enfants et les jeunes de ses contenus choquants ou illégaux? Sur le plan stratégique mondial, la localisation dans les pays du tiers-monde des principes sources d'énergie non renouvelable (pétrole, gaz) dont les industries des grandes puissances ont besoin ouvre entre celles-ci une compétition impitoyable pour le contrôle de ces énergies, multipliant ainsi les guerres locales et les risques d'une confrontation à l'échelle de la planète.

Ce dont les pays pauvres ont besoin, ce sont des encouragements à des politiques endogènes qui, en stimulant aux industries locales, éviteraient que la mondialisation ne devienne synonyme d'une expansion masquée du patrimoine culturel et technologique des pays du Nord. Par ailleurs, une telle aide éviterait aux pays pauvres la dramatique fuite des cerveaux qu'on observe et qui, de façon paradoxale, inverse le sens et le processus d'aide, puisque sur le plan culturel et scientifique du moins, celle-ci va des pays pauvres vers les pays riches!

CONCLUSION

Nous vivons à une époque de crise caractérisée par l'irruption de valeurs nouvelles, génératrices de profondes mutations sociales. Nous assistons à des changements dans les domaines fondamentaux du quotidien comme le vêtement (l'épopée du jeans américain), l'alimentation (le destin du hamburger et de McDonald's), la famille, les relations entre les sexes, la sociabilité et l'éducation des enfants. Les avantages de la modernité sont indéniables. De toute évidence, le progrès scientifique a amélioré nos conditions d'existence. Cependant, les inventions scientifiques et les innovations technologiques, précieux moyens de bonheur, portent en même temps en eux de graves questions et de lourdes angoisses face à un devenir de l'humanité qui est encore loin de se laisser totalement déchiffrer. Si tant est qu'il le soit jamais!

En effet, la souffrance à grande échelle et l'injustice subsistent, d'autant plus terrible que cette dernière peut désormais mobiliser des moyens techniques puissants. Encouragées par les progrès de la science, les ambitions démesurées de l'homme, pas toujours conscient des périls, font peur. Faut-il donc renoncer? Mais l'on sait que l'on ne peut pas arrêter le progrès. Il nous reste alors à nous efforcer de l'humaniser en lui donnant toujours plus de sens et un contenu qui assoit l'espoir de l'espèce en une alliance bénéfique du savoir, de la science et de la justice, de sorte que le progrès et le développement ne soient pas seulement un processus d'accumulation de biens matériels, mais aussi un processus de spiritualisation de la geste humaine qui donne sens et signification à la notion de progrès, et la justifie.

Hors de cette visée d'éthique, le progrès, qui n'aurait pour seul objectif que la satisfaction des besoins du corps, n'aurait pas véritablement de sens, et plutôt que le bonheur, projetterait à son horizon l'enfer sur Terre: l'injustice, le chômage, la guerre, le stress, la pauvreté et l'angoisse permanente au vu des risques d'autodestruction que représente l'utilisation d'une technologie sans garde-fous.

BIBLIOGRAPHIE

Beaudrillard J. 1970. La société de consommation, ses mystères, ses structures, Paris, Éditions Gallimard.

Brown L. R., Flavin C., Renner M. 1998. *Vital Signs 1998: The Environmental Trends That Are Shaping Our Future*, New York, W. W. Norton & Company.

BRUCKNER P. 1990. La mélancolie démocratique, Paris, Éditions du Seuil.

- 2000. L'euphorie perpétuelle: Essai sur le devoir de bonheur, Paris, Éditions Grasset.
- CASTELLS M. 1998. La société en réseaux, Paris, Fayard.
- CHALIAND G. 1984. L'enjeu africain: Géostratégie des puissances, Paris, Éditions Complexe.
- 1987. Repenser le tiers-monde, Paris, Éditions Complexe.
- CNUCED. 1997. Rapport sur l'investissement dans le monde 1997: Les sociétés transnationales, la structure des marchés et la politique de concurrence, New York, Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement.
- CORDELLIER S. 1999. Le nouvel état du monde : 80 idées-force pour entrer dans le XXI^e siècle, Paris, La Découverte.
- DECLOUX S. 1998. Les enjeux de la mondialisation pour l'Afrique. Dans : *Actes des journées philosophiques de Canisius*, Kinshasa-Gombe, Éditions Loyola, Publications Canisius, p. 7–10.
- Dome-Mbutu A. 1998. La mondialisation, une chance pour l'Afrique? Dans: *Actes des journées philosophiques de Canisius*, Kinshasa-Gombe, Éditions Loyola, Publications Canisius, p. 95–107.
- DORTIER F. 2001. Changement: Le nouveau monde est arrivé. Dans: Le magazine des sciences de l'homme, n° 34 (Hors-série: Sciences Humaines), p. 8-21.
- ENGELHARD P. 2001. La violence de l'histoire, Paris, Arléa.
- FOURNIER M. 2001. Famille: L'éclatement des modèles familiaux. Dans: *Questions de notre temps*, n° 34 (Hors série: Sciences Humaines), p. 38-41.
- GEORGE S. 1989. La dette et le fin mot de l'histoire. Dans : *Raison présente* 90, Paris, Nouvelles Éditions Rationalistes.
- INSTITUT DES RESSOURCES MONDIALES. 1998. Ressources mondiales 1998–1999: Guide de l'environnement global, New York/Oxford, Oxford University Press.
- LATOUCHE S. 1989. Faut-il souhaiter un monde éclaté? Dans: *Raison présente 90*, Paris, Nouvelles Éditions Rationalistes.
- MALIKA N. 2001. La prostitution, Paris, Le Cavalier bleu.
- METENA S. P. 1998. La mondialisation en Afrique: mythe ou réalité? Dans: *Actes des journées philosophiques de Canisius*, Kinshasa-Gombe, Éditions Loyola, Publications Canisius, p. 11–23.
- OMC. 1997. Rapport annuel 1997, Genève, OMC.

- OMC. 1998. Rapport annuel 1998, Genève, OMC.
- OMS. 1998. Rapport sur la santé dans le monde 1998, Genève, OMS.
- PACOT F. 1989. L'incontournable développement. Dans : *Raison présente 90*, Paris, Nouvelles Éditions Rationalistes.
- PNUD. 1998. *Rapport mondial sur le développement humain*. New York/Oxford, Oxford University Press.
- POINCARÉ H. 1968. La science et l'hypothèse, Paris, Flammarion.
- QUÉRÉ Y. 2000. La science institutrice, Paris, Odile Jacob.
- RAVENEL B., LABERTTI G. 1989. Europe et tiers-monde: Des relations conflictuelles. Dans: *Raison présente 90*, Paris, Nouvelles Éditions Rationalistes.
- ROBERTS J. M. 2000. Les nouvelles puissances et le monde contemporain, vol. 9, Paris, France Loisirs.
- ROUSSET A. 2001. Faut-il brûler la science? Paris, Éditions Ellipses.
- SMITH D. (dir. publ.). 2000. Atlas du nouvel état du monde, Paris, Éditions Autrement.
- SORMAN G. 1987. La nouvelle richesse des nations, Paris, Éditions Fayard.
- UNESCO. 1998. L'inscription sociale de la science, colloque européen, novembre 1988, Paris, UNESCO.
- Union internationale de télécommunications. 1995. Rapport sur le développement des télécommunications dans le monde, Genève, ITU.
- VALADIER P. 2002. La morale après l'individualisme. Dans : *Projet*, n° 271, p. 63–70.

19

Les disciplines des sciences sociales

Peter Wagner et Björn Wittrock (coordinateurs)

Introduction

Peter Wagner et Björn Wittrock

L'ÉMERGENCE DES DISCIPLINES DU XX^e SIÈCLE

Les sciences sociales (plus exactement les disciplines aujourd'hui appelées sciences sociales, puisque l'ensemble des approches intellectuelles évoquées par ce chapitre n'avait alors pas encore entériné ce terme) subirent, à l'orée du XX^e siècle, une restructuration drastique. Dans certains cas, la forme contemporaine de la discipline émergea des transformations radicales des approches. Tout comme la révolution marginaliste établit l'ordre du jour de la majorité des sciences économiques du XX^e siècle, l'approche structuraliste fixa celui de la linguistique. L'introduction de l'observation participante dota l'anthropologie d'une spécificité méthodologique comparable à celle fournie à l'archéologie par les fouilles stratigraphiques, même si ces dernières furent introduites dans la discipline plus avant dans le XIX^e siècle. Dans le domaine de la sociologie, on appelle actuellement période «classique» le début du siècle, une période caractérisée par un ensemble de réflexions épistémologiques, méthodologiques et politiques dont l'association formait une discipline qui avait, jusqu'alors, des difficultés à se faire accepter dans les institutions académiques.

Les transformations subies par certains domaines ne manquèrent pas d'ébranler les autres champs de recherche. Elles entraînèrent souvent la spécialisation ou la définition plus précise du domaine de spécialité qui, à son tour, exigea une nouvelle division de l'ensemble de l'espace intellectuel alloué à l'étude de la vie sociale.

Certaines des disciplines les plus anciennes ont été définies clairement et sans problèmes, au cours du XIXe siècle, par leur relation aux pratiques et aux institutions sociales. L'histoire rendait compte du développement des États-nations et se montrait, en général, passablement patriotique ou nationaliste. Le droit interprétait et systématisait les ordres juridiques nationaux. Il les justifiait et instruisait leurs praticiens. Les sciences de l'État (que l'on considère souvent actuellement comme les précurseurs de la science politique actuelle) avaient pour finalité d'embrasser de façon exhaustive les problèmes de gouvernance et de prise de décision dans le cadre des politiques existantes et pour celles-ci. Enfin, la géographie et la démographie représentaient l'état du territoire et de sa population.

Au début du XX° siècle, ce type de tâches pratiques persistait cependant que les universitaires de ces disciplines commençaient à ressentir le besoin de définir leur travail plus précisément en termes académiques. Suivant, d'une part, le modèle des sciences naturelles qui s'était considérablement développé au cours du XIX° siècle et faisant, d'autre part, écho aux mutations générales du monde de l'université qui apparaît à nouveau comme le point de convergence institutionnel de la recherche systématique, les sociologues consacrèrent une grande partie de leur énergie à l'élaboration de la définition universitaire et dans la délimitation de leurs champs, que ce soit par le biais de traités fondateurs, comme ce fut le cas pour l'histoire ou la géographie, ou du choix de fondations théoriques telles que le positivisme légal pour le droit ou le théorème de l'optimum démographique pour la démographie. Significativement, les politologues ne réussirent pas, en dépit de tentatives similaires, à consolider leur discipline à un degré comparable (à l'exception des États-Unis) et le domaine souffrit d'une perte d'influence en faveur d'autres disciplines, en particulier l'économie et l'histoire, mais aussi la sociologie, jusqu'à son renouveau après la Seconde Guerre mondiale.

En somme, il est possible d'affirmer, malgré quelques réserves, que les disciplines des sciences sociales existant à la fin du XX° siècle, étaient foncièrement en place à son début. Elles présentaient pourtant alors un certain nombre de caractéristiques qui seront critiquées au cours de ce siècle. Tout d'abord, l'organisation des sciences sociales se présentait comme un modèle «local» élaboré principalement en Europe et en Amérique du Nord. Ensuite, les sciences sociales apparurent sous la forme d'un ensemble de disciplines académiques, c'est-à-dire qui intègrent le concept d'un ordre cognitif (qui

ne fut cependant jamais cohérent ou convaincant) pour l'étude approfondie du monde social. Enfin, la naissance de cet ensemble de sciences, eu lieu au moment même où la science était en proie à des critiques et à une crise auxquelles le nouveau domaine tenta d'apporter des réponses. Dans la suite de cette introduction, nous passerons rapidement en revue l'évolution et la transformation de ces trois caractéristiques au cours du XX^e siècle.

LES RÉTICENCES À LA MONDIALISATION ET À LA PLURALISATION

Vers 1900, des efforts considérables furent consentis pour établir les sciences sociales en tant que sciences internationales. Un institut international de sociologie fut fondé, les historiens commencèrent à convoquer des congrès mondiaux et, dans certains domaines comme l'économie ou l'archéologie, le débat universitaire avait déjà acquis une dimension réellement transnationale. De plus, les traditions nationales européennes dans le domaine des sciences sociales étaient diffusées partout dans le monde par le biais de tentatives conscientes d'adaptation (au Japon par exemple), de la domination coloniale ou de rencontres migratoires ou commerciales.

Toutefois, ces évolutions vers la mondialisation s'inscrivent dans le cadre de structures du travail scientifique profondément nationales. Au cours du XIX^e siècle, les traditions intellectuelles nationales se consolidèrent comme des forteresses en Europe, principalement créées et soutenues par les systèmes universitaires nationaux et par les idéologies du nationalisme. Des dénominations telles qu'«école française de sociologie», pour la pensée durkheimienne, ou «école économique allemande» pour l'analyse économique historico-institutionnelle, étaient très courantes. Enfin, les tentatives sincères d'internationalisation furent largement contrariées par l'éclatement de la Première Guerre mondiale.

Pendant l'entre-deux-guerres, la situation caractéristique de la fin du XIX^e siècle, à savoir une multitude d'approches intellectuelles nationales en concurrence, principalement confinées à l'Europe et à l'Amérique du Nord, fut restaurée. La différence essentielle résidait dans le fait que le prestige des institutions académiques allemandes se ternissait progressivement alors que la science sociale américaine commençait à poindre avec vigueur. Ces tendances furent renforcées par l'avènement du fascisme, du totalitarisme et de la guerre. De nombreux scientifiques d'Allemagne ou d'Europe centrale, souvent d'origine juive, parvinrent parfois à fuir vers la France, l'Union soviétique ou la Turquie, mais le plus souvent trouvèrent un refuge temporaire et, pour certains, per-

manent aux États-Unis ou encore en Grande-Bretagne. Par conséquent ce qui apparaissait au moins superficiellement comme une hégémonie américaine succéda, dans l'entre-deux-guerres, à la diversité limitée des sciences sociales européennes.

Cependant, on a plus récemment observé un nouveau changement, une fois de plus radical, dans la structure intellectuelle mondiale. À partir des années 1960, les approches, alors dominantes, des sciences sociales (souvent considérées comme américaines, surtout par les non-Américains) furent de plus en plus remises en question. Un nouveau contexte caractérisé par l'affirmation plus vigoureuse des traditions intellectuelles des cultures non occidentales dans le cadre de rencontres mondiales multiculturelles et par la redynamisation des traditions européennes apparut. Comme exemples de cette évolution, on peut citer le retour du regard anthropologique sur les sociétés occidentales, l'adieu définitif de l'archéologie aux théories racistes sur l'évolution humaine, la focalisation sur le pluralisme linguistique ou la critique du positivisme juridique par les théories juridiques postcoloniales.

LES DISCIPLINES ET L'INTERDISCIPLINARITÉ

Le processus de formation des disciplines, au sens large, eut lieu au XIX^e siècle et s'accompagna d'un renouveau de l'enseignement supérieur. Au début du XX^e siècle, les disciplines étaient devenues un concept essentiel d'organisation pour les instituts universitaires. Universités et disciplines avaient désormais acquis un certain degré d'autonomie institutionnelle et de consolidation intellectuelle (qui toutefois variait considérablement d'une discipline à l'autre). Cependant, la structure disciplinaire était inégale et inconstante dans les sciences sociales comme dans les sciences naturelles.

Les disciplines des sciences sociales se définissent-elles par le domaine, la méthodologie, la perspective théorique ou par référence à un domaine de pratique ou à une profession? Cette question n'a jamais été réglée de façon univoque. On peut considérer, par exemple, que l'anthropologie se distingue de la sociologie par son domaine c'est-à-dire l'étude des sociétés non occidentales. Toutefois cette distinction n'est possible qu'en faisant une différence fondamentale entre sociétés occidentales et sociétés non occidentales, ce que personne, dans quelque domaine que ce soit, ne veut plus avancer. La spécificité de l'anthropologie peut aussi être attribuée à sa méthodologie: l'observation participante extensive. Dans ce cas, cependant, l'application de cette méthode aux phénomènes politiques ou économiques des sociétés postindustrielles, par exemple, impliquerait une expansion de l'anthropologie aux dépens de l'économie ou des sciences

politiques. Il serait possible de donner le même type d'illustrations pour toutes les disciplines et pour tous les critères de définition.

Par conséquent, les centres d'intérêts transdisciplinaires ont infiltré chaque discipline presque immédiatement après la constitution disciplinaire. Il existe des approches sociologiques du droit, des approches économiques de la démographie, des approches linguistiques de l'histoire, etc. À la fin du XXe siècle, la configuration disciplinaire montrait des signes manifestes d'érosion. L'énergie intellectuelle se focalisait de plus en plus sur des questions n'ayant pas d'origine disciplinaire et qui souvent ne pouvaient être appréhendées par le biais des théories disciplinaires. En outre, on attendait de plus en plus de la recherche sociale qu'elle contribue à la résolution de problèmes sociaux. On introduisit donc de nouveaux éléments institutionnels dans les universités ou autour des universités qui exigeaient que la recherche se focalise sur des problèmes de sociopolitique pratique, souvent centrés sur des questions de politique d'état plutôt que sur des questions de théorie disciplinaire. Dans certains domaines, notamment celui de l'économie, cette tendance a conduit à des distinctions marquées entre l'analyse sociale «pure» et «appliquée», la première demeurant disciplinaire cependant que la seconde se révèle soit empirique, soit orientée vers une théorisation ad hoc sans lien avec les centres d'intérêts de la discipline.

La situation actuelle se définit le mieux comme la combinaison de traditions disciplinaires toujours importantes pour la reproduction intellectuelle des sciences de la société dans les universités, particulièrement en termes d'enseignement ou de formation, et du déplacement de la vitalité intellectuelle vers des domaines où les raisonnements disciplinaires se mêlent, quand ils ne sont pas tout bonnement supplantés.

L'ANALYSE SOCIALE EN TANT QUE SCIENCE

Au cours de la constitution disciplinaire, au tournant du siècle, la question primordiale portait sur la possibilité de l'analyse sociale en tant que science. À cette époque, les sciences naturelles subissaient une crise, souvent ouverte, en raison de leur succès au XIX^e siècle. La réorientation consécutive les fit passer d'une compréhension réaliste et représentationnelle de la science à une compréhension relativiste et pragmatique. Les sciences sociales naissantes étaient confrontées à une alternative: soit elles suivaient, si elles le pouvaient, le (vieux) modèle des sciences naturelles du XIX^e siècle, soit elles se consacraient aux nouvelles réalités de la société, nécessitant ainsi, par là même, une approche différente mais néanmoins scientifique.

Presque tous les débats constitutifs de la discipline à l'orée du XX^e siècle font état de réflexions sur ces sujets. Pour donner un exemple significatif, le «débat sur la méthode», initié dans les années 1880, touchait directement à l'histoire, l'économie et la sociologie et incluait des problèmes épistémologiques, ontologiques et méthodologiques. D'origine allemande et autrichienne, il n'en fut pas moins suivi et repris dans d'autres pays.

À cette époque, pour que l'analyse sociale soit reconnue comme une science, il était important de trouver un accord sur des fondations philosophiques essentielles pour ces projets ou de limiter fortement, voire de se soustraire, à de tels problèmes en se focalisant sur la méthodologie. Il était évident que les sciences sociales contenaient au moins quelques éléments des philosophies de l'histoire et des anthropologies de la vie sociale humaine. La question était de savoir si ces éléments pouvaient être formalisés au point de créer des programmes de recherche théorique (ce qui se passa pour l'économie néoclassique), ou s'ils pouvaient être négligés en faveur de stratégies de recherche empirique. La deuxième alternative se réalisa, au moins en partie, pour l'histoire avec la focalisation sur les recherches archivistiques, pour l'anthropologie avec l'invention de l'observation participante ou pour l'archéologie avec l'invention de la datation au carbone 14.

Pour la plupart des autres sciences sociales (mais aussi pour certains aspects des sciences nommées précédemment), la quantification des données sociales sembla proposer la solution modèle pour cette problématique. Les données qui se prêtaient à la quantification pouvaient soit être trouvées, pratiquement prêtes à l'emploi, dans les statistiques fournies par l'État, soit être obtenues par le biais d'études. D'importants efforts méthodologiques furent consentis pour développer des techniques de plus en plus sophistiquées pour traiter ces données. Initiées pendant l'entre-deux-guerres, les sciences sociales quantitatives atteignirent leur apogée dans les années 1960, époque à laquelle elles étaient appliquées pratiquement à toutes les disciplines et parfois assimilées, de façon discutable, à l'approche américaine des sciences sociales.

Les questions virulentes du début du XXe siècle, qui, un temps, semblèrent avoir trouvé des solutions, réapparurent toutes à la fin du siècle. D'un côté, l'anthropologie implicite des sciences sociales «modernes» était remise en question d'un point de vue humaniste dans le but de souligner les différences entre le monde naturel et le monde social et de promouvoir un renouveau des approches interprétatives. D'autre part, la philosophie des principales sciences sociales (et des sciences en général) était critiquée pour sa prétention à travailler à partir de fondations sûres dont l'existence n'a jamais pu être prouvée. Le résultat n'est pas une négation de la possibilité d'une science sociale (ou de la science en général), bien que certains

observateurs actuels s'inquiètent de telles implications, mais plutôt un renouveau du mélange de scepticisme et de pluralisme qui marqua la fin du siècle précédent. À tout le moins, ces développements récents ont démontré que des débats animés et créatifs ont lieu au sein des sciences sociales et ne sont pas prêts de se tarir.

BIBLIOGRAPHIE

- CHARLE C., SCHRIEWER J., WAGNER P. (dir. publ.). 1998. *Transnational Intellectual Networks and the Cultural Logics of Nations*, Londres/New York, Berghahn Books.
- DEUTSCH K. W., MARKOVITS A. S., PLATT J. (dir. publ.). 1986. *Advances in the Social Sciences*, 1900–1980: What, Who, Where, How? Lanham (Massachusetts), University Press of America.
- DIERKES M., BIERVERT B. (dir. publ.). 1992. European Social Science in Transition, Francfort/Boulder (Colorado), Campus/Westview Press.
- GIBBONS M., LIMOGES C., NOWOTNY H. 1994. The New Production of Knowledge: The Dynamics of Science and Research in Contemporary Society, Londres, Sage.
- MANICAS P. T. 1987. A History and Philosophy of the Social Sciences, Oxford, Basic Blackwell.
- Ross D. (dir. publ.). 1994. *Modernist Impulses in the Human Sciences* 1870–1930, Baltimore, Johns Hopkins University Press.
- WAGNER P., HIRSCHON WEISS C., WITTROCK B, WOLLMANN H. (dir. publ.). 1991. Social Sciences and Modern States: National Experiences and Theoretical Crossroads (IPSA Series: Advances in Political Science, vol. 9), Cambridge, Cambridge University Press.
- WAGNER P., WITTROCK B., WHITLEY R. (dir. publ.). 1991. *Discourses on Society: The Shaping of the Social Science Disciplines*, Kluwer, Academic Dordrecht.

19.1 L'histoire

Rolf Torstendahl

Une structure intellectuelle mondiale en changement

L'écriture de l'histoire

Le fait que la structure interne de la discipline historique est moins internationale que celle de la physique, ou même que celle de la sociologie, fait l'objet d'un consensus quasi unanime. Elle est, en effet, consubstantielle aux langues, aux cultures et au passé lui-même. À certains égards, elle est plus proche du droit que des sciences naturelles.

Cette assertion n'équivaut cependant pas à dire que l'histoire est nécessairement moins « objective » que d'autres activités scientifiques. Il est, de fait, inéluctable de connaître la langue et les coutumes des protagonistes du passé si l'on veut comprendre ce qu'ils ont dit, écrit ou fait, ce qui n'implique pas non plus que l'historien adopte une vision partiale de leurs actes. Nombreux, pourtant, sont ceux qui l'ont fait et qui ont ainsi transformé le sens de perspective en affirmation de soi, formation de l'identité de groupe et restriction du point de vue, attisant ainsi les sentiments d'animosité et de colère.

Dès ses débuts, la fonction de la discipline historique a combiné politique et érudition. Cette association a perduré au XX° siècle. Maints historiens ont accepté le fait qu'il ne puisse exister d'histoire impartiale. Ils furent cependant nombreux à s'évertuer à concevoir des règles visant à restreindre l'influence de la subjectivité et de la partialité. Par conséquent, le «problème de l'objectivité» est un des thèmes fondamentaux de la philosophie de l'histoire et de l'étude de l'historiographie.

Au XX^e siècle, l'histoire ne faisait plus autant figure de discipline avant-gardiste au sein de la communauté universitaire des sciences sociales et humaines. Influencée par d'autres spécialités, dont la plupart étaient de toutes nouvelles disciplines académiques, elle a acquis de nouvelles facettes. Sa convergence avec l'économie, les sciences politiques, la sociologie et l'anthropologie a donné naissance à des hybrides, chacun portant la

marque de la vision de la science et de la société adoptée par les disciplines croisées avec l'histoire.

Cette dernière s'est quelque peu détournée de la politique. Ses formes modernes ont donné lieu à de nouvelles ambitions d'observation et d'interprétation de la société et de ses changements. Ces nouveaux objectifs ne sont pas universellement acceptés et, à la diversité de cultures et de langages, s'est ajoutée une différence dans les perspectives fondamentales adoptées par les historiens (à savoir, leur théorie de l'histoire). Cette dernière n'a pas toujours existé même si l'on peut faire remonter ses origines bien avant le XX^e siècle.

Les perspectives nationales avant et après la Première Guerre mondiale

La discipline historique se ressentit de l'héritage du XIX^e siècle bien après la Première Guerre mondiale. Ce legs eut plusieurs implications en Europe. Premièrement, l'histoire fut une des premières disciplines pour laquelle les chercheurs professionnels mirent au point un code clairement défini au sein de leur propre communauté. Hofstadter écrit: «Jusque vers 1890, alors qu'Henry Adams finit d'écrire son histoire, les principaux historiens des États-Unis travaillaient toujours dans la tradition des grands amateurs. Ils n'étaient pas formellement exercés pour écrire l'histoire [...]» (Hofstadter, 1969). De ce point de vue, la professionnalisation des historiens était en avance d'une génération dans la plupart des pays européens. Des principes pour l'étude des documents furent rapidement instaurés en France. Au XIXe siècle, Ranke, Waitz et Droysen fondèrent une norme allemande pour la formation d'érudits dans la discipline. Une «méthode historique» fut élaborée qui permit d'établir des «faits» historiques sur lesquels les historiens purent s'accorder. Il existait, au Japon et en Chine, une longue tradition d'écrits historiques érudits. Vers le début du siècle, pourtant, les savants de ces pays conjuguèrent consciemment et explicitement les traditions nationales et les normes européennes d'avant-garde. De par le monde, les communautés académiques de nombreux pays suivirent leur exemple. La discipline académique «histoire» s'est professionnalisée de façon constante depuis le début du siècle. Cependant, elle a continué à être considérée également comme un sujet de loisir culturel pouvant être abordé par toute personne intéressée. Par conséquent, deux façons d'écrire l'histoire qui ne se recoupent que partiellement se sont développées.

Le contenu thématique de l'histoire nous provient également du XIX^e siècle et du début du XX^e siècle. On considérait alors que la discipline historique devait se pencher, en premier lieu, sur l'État et ses conflits.

C'est pourquoi le nationalisme ou une forme plus modérée de patriotisme étaient les éléments essentiels des principales interprétations de l'histoire. L'histoire politique variait, mais ce thème était commun à la plupart des régions du monde.

Sato a souligné qu'en Chine et au Japon, un autre changement intervint dans la discipline historique. Les historiens n'étaient plus des porte-parole officiels et n'écrivaient plus sur la commande de l'empereur. On assista à la privatisation du point de vue, une modification que l'Europe avait vécu depuis les Lumières. Les spécialistes érudits n'étaient plus responsables que devant leurs pairs et devant le public.

L'héritage historique européen du XIX^e siècle était fortement national dans les deux sens du terme. Très souvent, l'intérêt académique restait confiné à l'histoire politique d'un seul pays, une restriction qui engendra fréquemment une interprétation nationaliste des relations avec les autres pays. Le radicalisme et le naturalisme de la fin du XIX^e siècle eurent des avatars dans le domaine de l'écriture de l'histoire, mais ils ne furent que des courants sous-jacents. Le paradigme principal était strictement national; il était simplement plus marqué en Allemagne (Sybel, Treitschke) et en France (Lavisse) qu'en Grande-Bretagne ou dans les États mineurs d'Europe centrale et du Nord.

Les héritiers de cet arsenal idéologique et scientifique réagirent de façon différente. Certains cultivèrent le thème national, se rapprochèrent du totalitarisme ou devinrent des fascistes. D'autres prirent conscience de la gageure consistant à formuler une alternative et à considérer d'autres aspects de l'histoire. À partir de l'entre-deux-guerres, dans tous les pays européens, l'interprétation nationale n'était plus la seule conception académique de l'histoire communément admise, quel que soit le pays étudié. Les aspects culturels, sociaux et économiques faisaient concurrence aux idées nationales pour occuper la première place dans les explications des historiens.

Les historiens aidèrent les politiciens à définir un héritage national. La colonne de Nelson sur Trafalgar Square, tout comme la Siefessäule de Berlin et de nombreux autres monuments, glorifiaient les victoires nationales d'antan. Après la Première Guerre mondiale, tous les pays belligérants honorèrent leurs soldats et commémorèrent leur passé national. Les historiens européens avaient tendance à écrire sur ces événements récents ou, si l'héroïsme faisait défaut dans ce passé proche, à glorifier des guerres nationales plus anciennes, comme ce fut le cas en Suède avec le regain d'intérêt pour le mythe du roi Charles XII (Hildebrand, 1955). L'histoire nationale en Europe était, dans les premières années du siècle et pendant l'entredeux-guerres, dominée par la conception agressive de la concurrence entre les pays, étroitement liée au fascisme qui se développait alors. Même s'il

s'agit d'un aspect important de l'écriture de l'histoire européenne, il est crucial de souligner l'affinement des thèmes nationaux et politiques qui eut également lieu. Friedrich Meinecke, auteur d'évaluations importantes de la politique allemande, de l'État national, de la politique de l'État et du pouvoir dans l'histoire, était remarquable, mais n'était pas seul.

Il existait d'autres façons de donner une connotation nationale à l'histoire. En Allemagne, l'opposition au traité de paix de Versailles stimula les recherches locales combinant l'histoire et l'anthropologie et qui visaient à montrer l'héritage culturel des provinces limitrophes. Cette recherche, dite *völkische*, devint également un terrain fertile pour l'idéologie nazie.

Au début du XX° siècle, les historiens des États-Unis disposaient d'un héritage culturel différent de celui des Européens. Les historiens les plus renommés de la nouvelle génération réagirent contre les études historiques de leurs prédécesseurs centrées sur l'État et conservatrices. Il s'agit des historiens «progressistes», dont les figures dominantes étaient Frederick Jackson Turner et Charles A. Beard. La «thèse de la frontière» de Turner, qui visait à expliquer l'esprit américain, comme l'interprétation économique de la Constitution de Beard, s'accompagnent d'une prise de position isolationniste. Par ailleurs, les historiens de la même génération envisageaient l'histoire à la lumière des sciences sociales et sous l'angle du témoignage. Dans l'entre-deux-guerres, ils commencèrent par émettre des hypothèses sur les témoignages de l'histoire et les tendances contemporaines des sciences sociales et étayèrent ultérieurement ces points de vue. Le paradigme était réaliste. À cet égard, les historiens américains différaient de la plupart des historiens européens qui tendaient à se complaire dans un idéalisme épistémologique et qui étaient moins enclins à considérer l'histoire comme une science sociale. Le «problème de l'objectivité» avait une autre tonalité aux États-Unis qu'en Europe.

Au cours de la période coloniale, dans les régions subsahariennes, il n'existait pas de cursus local en histoire de l'Afrique au sens européen du terme. Certes, les colonisateurs cherchaient à conserver les traces de leurs propres actions, mais il manquait une histoire écrite par des auteurs indigènes, selon une perspective nationale. Les traditions nationales ont été transmises dans une certaine mesure, mais la communication entre les colons et les colonisés était largement déficiente. Certains souvenirs d'expériences d'esclaves ont été enregistrés et d'autres traditions orales ont été sauvegardées, qui concernent principalement les conditions des administrateurs et des missionnaires.

Durant l'entre-deux-guerres, la plupart des historiens d'Amérique latine furent nourris de tradition positiviste, leur principal objet de recherche étant la modernisation de chaque pays. Lorsque, après la Seconde Guerre mondiale, les Européens et les Américains du Nord commencèrent à s'intéresser plus assidûment à l'histoire de l'Amérique latine, un problème l'emporta amplement sur les autres : pourquoi, dans la période qui a suivi l'arrivée des Européens, le continent s'est-il développé si lentement comparativement à la période précédente? Le sous-développement et la théorie de la dépendance, dont le principal initiateur est André Gunder Franck, devinrent, pour longtemps, un instrument essentiel à toutes les explications appliquées à l'histoire du destin économique du continent et des pays sud-américains. Toutefois, toute histoire des pays d'Amérique latine n'a pas forcément été rattachée au sous-développement et à sa théorie. Il apparaît que l'influence du groupe français des *Annales* et des approches historiques connexes a été profonde dans de nombreux pays d'Amérique latine et sans doute surtout au Brésil. Dès les années 1930, Lucien Febvre et Marc Bloch établirent un lien entre le Brésil et la France. Après la Seconde Guerre mondiale, les Annales consacrèrent plusieurs numéros à l'histoire du Brésil et Frédéric Mauro, élève de Fernand Braudel, devint professeur d'histoire à São Paulo, pendant que d'autres historiens français, travaillant au Brésil, contribuèrent à relier étroitement les cultures historiques du Brésil et de la France.

Il fut facile de combiner le régionalisme et les perspectives économiques dans l'histoire du continent et de ses pays sous l'influence du groupe des *Annales* et des chercheurs français qui y étaient apparentés. L'intérêt anthropologique pour les Indiens et leur histoire était un des bastions des Européens travaillant sur l'histoire de l'Amérique latine.

Comparée aux autres pays qui furent des colonies des pouvoirs européens jusqu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'Inde disposait d'un riche éventail d'historiens indigènes. Au cours de la période coloniale ils furent nombreux, à l'instar de Jadunath Sarkar et Govind S. Sardesai à dédier leurs recherches, en premier lieu, à des périodes antérieures à l'installation du pouvoir britannique en Inde. Cependant, certains historiens comme Dababhai Naroji et Romesh Chandra Dutt se servirent de l'analyse historique pour imputer aux Britanniques la pauvreté et le sous-développement de l'Inde. Ainsi, l'idée d'une histoire nationale de l'Inde commença à être formulée dès ces temps de dépendance.

Comme l'écrit Ying-Shi Yü, «le concept d'histoire nationale fut introduit dans l'historiographie chinoise au cours des premières années du XIX° siècle». Auparavant, la Chine était considérée comme étant «le monde entier» ce qui, selon Yü, peut être interprété au mieux comme un ordre sino-centrique du monde (Yü, 1994). L'histoire de la Chine, censée représenter tout ce qui dans le monde valait la peine d'être connu, n'était pas conçue comme un tout. Les histoires étaient basées sur les dynasties et avaient pour centre la personne de l'empereur.

Les activités de Zhang Binglin et de Liang Qichao dotèrent la Chine d'une école historique qui mettait l'accent sur la « quintessence nationale »,

un terme emprunté au Japon. Ce concept suppose que la Chine (comme toute autre nation) a un esprit propre, qui ne peut être imité et qui doit être préservé. Ainsi, le message national s'est teinté de moralisme au moment même où cette école commençait à écrire une histoire nationale. L'influence occidentale parvint en Chine par le biais des érudits japonais qui avaient déjà fait leur le thème national.

À partir du début des années 1920, le mouvement de la quintessence nationale commença à représenter une nouvelle force intellectuelle en Chine. En 1922, Gu Jiegang débuta une étude critique des traditions historiques chinoises et de leur évolution à travers les romans classiques. Il montra comment les légendes naquirent et de nouveaux éléments fictifs furent ajoutés afin d'accroître l'honneur des empereurs défunts. Fu Ssunien approfondit encore la perspective critique mais il introduisit également un nouvel élément. Il pensait que l'historien doit s'approprier les sources de façon à percevoir les données essentielles qu'elles contiennent et qu'il pourra ensuite utiliser pour sa présentation du passé national. Avec d'autres membres du groupe de la «quintessence nationale», il souhaitait faire de l'histoire une discipline scientifique et objective et il considérait l'examen minutieux des sources comme le moyen d'atteindre ce but. Ils réussirent à détruire les conceptions traditionnelles, mais ils ne purent remplacer l'ancienne image par une nouvelle.

Bien que le travail du groupe de la «quintessence nationale» soit basé sur la conception d'une culture nationale chinoise, ses écrits n'en eurent pas moins majoritairement des conséquences antinationalistes. Lorsque la Chine fut attaquée par le Japon en 1937, les sentiments nationalistes apparurent plus ouvertement dans la société chinoise. Fu Ssu-nien lui-même y contribua aussi par ses travaux. D'autres allèrent plus loin. Ch'ien Mu écrivit un résumé narratif de l'histoire chinoise qui assurait le lecteur du passé glorieux de la Chine et de ses possibilités pour l'avenir. Les marxistes comme les «scientifiques» le condamnèrent, même si ce nationalisme fut plus culturel que militariste.

Les historiens japonais, de la toute fin du XIX^e siècle au début du XX^e siècle, comparaient souvent leur histoire à l'historiographie européenne. Avec la montée de la puissance militaire japonaise, un aspect supplanta les autres, celui de l'héritage national caractérisé par la ligne dynastique ininterrompue de la famille impériale. Au cours des quatre premières décennies du XX^e siècle, le Kokoku-shikan, qui décrit le Japon comme le pays du Tenno (relation entre l'empereur et le divin), devint une importante vision historique partagée par de nombreux historiens. Les autres perspectives ne disparurent pas pour autant. Les historiens marxistes furent nombreux à exprimer leurs points de vue pendant l'entre-deux-guerres.

Après la Seconde Guerre mondiale, le marxisme resta très influent chez les historiens japonais, mais il fut complété par d'autres théories. L'histoire économique, et en particulier l'histoire des affaires, rayonnait fortement au Japon et l'histoire sociale du type des *Annales* était largement reconnue et pratiquée.

Les congrès internationaux

Les congrès mondiaux des sciences historiques débutèrent avec le XXe siècle. Une réunion préparatoire se tint quelques années plus tôt, mais le premier congrès prétendument mondial n'eut lieu qu'en 1900 à Paris. Parmi les nations non-européennes inscrites, on trouve l'Algérie, l'Argentine, l'Australie, le Brésil, le Canada, le Chili, Cuba, la République dominicaine, l'Iran, la Libye, le Mexique, l'Afrique du Sud, la Turquie et le Venezuela. Chacune avait inscrit un participant, à l'exception de Cuba et du Mexique, qui en avaient inscrit deux. Pourtant, sachant qu'entre 100 et 200 des 864 participants inscrits se sont présentés au congrès, il est raisonnable de penser que certains des historiens venant de pays éloignés, déjà peu nombreux sur les listes d'inscrits, ne se présentèrent pas.

Erdmann a analysé de façon minutieuse tous les congrès jusqu'à la Seconde Guerre mondiale et son étude démontre clairement la domination flagrante des Européens et plus particulièrement des historiens d'un petit nombre de nations, notamment les Allemands et les Français en premier lieu, suivis par les Anglais, les Italiens, les Belges et les Polonais. Seuls les représentants des États-Unis étaient en mesure de disputer les premières places aux Européens.

Les congrès de Paris, Rome, Berlin et Londres, qui eurent lieu entre 1900 et 1913, furent donc plus des congrès unissant plusieurs nations européennes que des congrès mondiaux dans le vrai sens du terme. Après la Première Guerre mondiale, lorsque les réunions de congrès reprirent à Bruxelles en 1923, les lignes de front de la guerre mondiale étaient évidentes (aucun Allemand n'y participa ou n'y fut invité). Des pays non-européens, seuls le Canada, l'Égypte, le Japon, le Liban, la Rhodésie, l'Afrique du Sud, la Turquie et les États-Unis avaient inscrit des participants. Seule la moitié des inscrits se présentèrent effectivement au congrès.

En 1926, la formation du Comité international des sciences historiques (CISH), organisme désormais responsable de l'organisation des congrès, ranima les ambitions. L'Américain Waldo Leland joua un rôle primordial dans la formation du CISH, sans toutefois que l'institution soit plus réellement internationale que les congrès précédents. L'Argentine, le Brésil,

le Chili et le Japon semblent avoir été les seuls pays non européens au côté des États-Unis à bénéficier d'une invitation à participer au CISH dès l'origine. À partir des années 1930, les représentants soviétiques furent intégrés dans le Comité international et les pays européens mineurs virent leur représentation s'améliorer. Le cercle était ainsi agrandi, mais n'en demeurait pas moins limité.

Le premier effort pour réellement impliquer les grandes nations asiatiques dans les travaux du CISH fut réalisé par son président d'alors Harold Temperley. En 1937, il voyagea au Japon, en Chine et en Inde où il réussit à susciter l'intérêt de ces pays pour une adhésion active au CISH. Il demanda, par ailleurs, aux membres du bureau de l'organisation de trouver des formes de coopération devant prendre effet immédiatement afin de prévenir toute déception. Au congrès suivant, en 1938, le Japon ne fut pas représenté du tout, alors que la Chine et l'Inde avaient respectivement un et cinq représentants. Ce congrès fut dominé par les tensions politiques et idéologiques en Europe et l'initiative de Temperley eut peu d'effets.

Le CISH n'est jamais devenu une institution réellement internationale. Lorsque, en 1995, il fut pour la première fois sérieusement proposé que le prochain congrès se tienne en dehors de l'axe Europe-Amérique du Nord, la proposition ne fut pas suivie et le congrès eut lieu en Europe. Le bureau élu à Montréal en 1995 était constitué de représentants de six pays différents d'Europe et d'un président d'origine hongroise vivant aux États-Unis. Le bureau comprenait également des représentants des États-Unis, du Canada, de l'Inde et du Japon. La Chine et l'Asie du Sud-Est n'étaient pas représentées, pas plus que l'Afrique ou l'Amérique du Sud. Cette situation était l'illustration de la participation et des centres d'intérêts qui gouvernaient le travail des congrès par le passé. Les questions formulées en Europe et aux États-Unis étaient considérées comme les problèmes principaux de la discipline historique, qu'ils concernent les questions essentielles d'une histoire spécifique ou la théorie de l'histoire.

Quelques tentatives d'intégrer les chercheurs d'Asie, d'Amérique latine et d'Afrique dans les discussions du congrès ont eu lieu, surtout à partir de 1965. Quelques scientifiques de ces régions du monde ont pu mettre en avant leurs interprétations de thèmes importants. Il leur fut souvent difficile d'exprimer leurs idées clairement en raison de problèmes de langue. En effet, les présentations orales se font traditionnellement en français ou en anglais, avec éventuellement le secours d'une ou deux langues européennes. Les langues non européennes n'ont jamais été acceptées comme base de communication dans cette communauté internationale.

Les évolutions postérieures à la Seconde Guerre mondiale

La perspective nationale sur l'histoire est de nouveau d'actualité ces dernières années. L'histoire prend part à la nouvelle formation d'identités nationales en Europe de l'Est, en Afrique et dans de vastes régions de l'Asie. La Seconde Guerre mondiale, les sentiments qu'elle a suscités et surtout le processus de décolonisation ont contribué à la mutation de la perception de l'histoire. Ce processus a en effet vitalisé et transformé l'histoire nationale.

De nombreux pays, et même de vastes régions du monde, ont été confrontés à une nouvelle situation politique après la Seconde Guerre mondiale. En Chine, dans les années 1930, les historiens communistes avaient déjà tenté de combiner les visions de Marx sur les sociétés asiatiques avec l'histoire chinoise. On s'interrogea sur la signification du terme de Marx, «mode de production asiatique». Le capitalisme chinois, que le système féodal avait affaibli, devint également un sujet de débat entre historiens. Pouvait-on considérer la révolution chinoise comme une révolution socialiste? Telle fut l'interrogation suscitée par les écrits de Marx au lendemain de la révolution chinoise. Les historiens chinois d'après 1949 s'efforcèrent de combiner, d'une part, l'évaluation des effets progressifs relatifs des événements et des chiffres sociaux et, d'autre part, un point de vue de classe évaluant la progression de la lutte des classes. Cependant, ils firent preuve d'un intérêt constant pour l'historiographie occidentale et, mis à part l'interlude de la révolution culturelle, le lien avec l'évolution de la discipline dans les autres pays ne fut jamais rompu.

En Inde, l'indépendance fut synonyme de nouveau départ dans de nombreux domaines, y compris pour la discipline historique. L'histoire indienne ancienne et médiévale fit de grands progrès. D. D. Kosambi, Romila Thapar et d'autres ont éclairé d'un jour nouveau les structures agraires créées à cette époque par les relations entre la religion, le système de castes et la famille. L'histoire sociale et économique progressa rapidement et devint très féconde dans l'Inde de l'indépendance, son champ de compétence principal était l'analyse des conséquences sociales des grandes entreprises économiques. Cependant, du point de vue politique, l'intérêt essentiel s'est concentré sur la lutte pour l'indépendance. Bipan Chandra, entre autres, a démontré comment la lutte anti-impérialiste a donné naissance à une nouvelle identité nationale dans un pays profondément divisé entre groupes ethniques, linguistiques et religieux.

Selon Ade Ajayi, le Nigeria en tant que nation fut une construction de la Grande-Bretagne coloniale motivée par des facteurs ethnologiques, géographiques et historiques. Une fois le pays libéré de la domination britannique, les historiens nationaux nigérians cherchèrent dans un premier temps à évaluer cette dernière. Les historiens marxistes critiquèrent les bases de

l'historiographie nationale et exprimèrent le désir que l'histoire du Nigeria soit considérée à la lumière du développement. Ajayi affirme que ces critiques ne modifièrent en rien le consensus parmi les historiens nationalistes qui rejetaient la théorie du sous-développement qu'ils considéraient plutôt adaptée à l'Amérique latine et à son long passé colonial, qu'au Nigeria dont la colonisation ne remontait qu'à cinquante ou cent ans. L'historiographie nationaliste insistait sur la continuité du passé précolonial dans la situation postcoloniale, expliquant cet état de fait par la modernisation.

Au Zaïre, les universitaires européens et les historiens formés en Europe jouèrent un rôle primordial dans les premières étapes. Ce n'est que progressivement, et avec l'aide de ces compétences, qu'un certain nombre d'universitaires furent formés à exprimer leurs résultats selon une perspective nationale. L'instauration de l'université nationale du Zaïre en 1971 inaugura une nouvelle organisation de l'éducation supérieure et du savoir dans le pays. Ainsi, après 1970, l'histoire et les historiens du Zaïre occupèrent une position fermement établie. Ils puisèrent les thèmes de leurs recherches principalement dans les périodes coloniale et précoloniale, et leurs objets d'étude des populations locales. C'est pourquoi ces études devaient souvent faire fi des frontières des États dans la mesure où les populations vivent de part et d'autre des frontières. L'historiographie ethnographique, comme, par exemple, l'utilisation de la technologie, a fait l'objet d'une attention particulière.

En ex-République démocratique d'Allemagne comme en ex-République fédérale d'Allemagne, les historiens s'efforcèrent de s'attribuer le passé allemand. Tant qu'il y eut deux Allemagnes, leurs historiens respectifs s'occupèrent fondamentalement de la même histoire nationale avant 1945. L'ex-RDA, étroitement liée à l'Union soviétique, exigeait une vision marxiste de ses universitaires et à bien des égards, les historiens de l'ex-RDA étaient plus doctrinaires que ceux des autres pays du bloc de l'Est. Il semble cependant que cette orthodoxie dans l'utilisation du matérialisme historique s'atténua après 1970.

Les historiens de l'ex-Allemagne de l'Est contribuèrent de façon importante à l'histoire européenne et à l'histoire allemande en utilisant un matérialisme historique qui fut, dans un premier temps, rigide. À partir des années 1970, des historiens débutants et confirmés adoptèrent un point de vue plus libre à l'égard de l'interprétation matérialiste (dont les biographies de Bismarck par Engelberg et de Frédéric le Grand par Ingrid Mittenzwei en sont des exemples), mais ils ne l'utilisaient pas moins pour garder leurs distances vis-à-vis de l'héritage de l'historicisme allemand et des recherches en ex-Allemagne de l'Ouest. À l'ouest, la critique de l'histoire de l'ex-RDA était sévère et après la chute du mur de Berlin en 1989, certains ex-Allemands de l'Est se joignirent aux critiques.

En Hongrie, sous la domination communiste, le matérialisme historique n'était pas aussi strict qu'en ex-RDA et le passé national pesait moins sur le travail des historiens hongrois que sur celui des historiens allemands. Ces deux facteurs se révélèrent importants pour la relative prospérité du cursus historique hongrois après 1945. Les historiens hongrois, emmenés par les figures prépondérantes de György Ranki et Ivan Berend, jouèrent un rôle important dans le renouveau de la conception de l'histoire internationale et européenne, grâce à la combinaison de données économiques et culturelles.

L'histoire de la révolution russe a inspiré de nombreuses études détaillées des acteurs et des événements de cette époque. L'Union soviétique présentait un intérêt particulier pour les spécialistes de sciences politiques, mais les historiens russes ou occidentaux ont apporté des contributions majeures relatives au rôle et à la composition de l'État dans ce système hypercentralisé. Toutefois, il y a une différence entre expliquer une structure, supposée être durable, et expliquer le changement structurel. Après la *perestroïka*, le problème primordial fut d'identifier les causes du changement politique et social. Dans ce contexte, les historiens russes préférèrent généralement choisir l'approche civilisationnelle afin d'associer l'analyse de classe et l'organisation économique avec les phénomènes culturels. Une nouvelle fois, certaines explications tendent à se focaliser sur les acteurs principaux, alors que d'autres se basent sur des modèles économiques théoriques.

L'ouverture des frontières nationales

La plupart des historiens choisissent, naturellement, d'étudier leur histoire nationale. Cette affirmation s'applique également aux historiens juifs explorant l'histoire juive, même si l'observation de Max Beloff sur la difficulté de définir l'objet de cette dernière est pertinente. Les historiens étudiant l'histoire de leur nation en connaissent normalement la langue et disposent d'une base tacite de connaissance sociale sur laquelle ils peuvent s'appuyer. Ces atouts s'ajoutent au fait qu'ils savent probablement où trouver les sources pour leurs recherches et qu'ils y ont un accès plus facile que les étrangers. Ainsi, lorsque les historiens donnent la priorité à l'histoire qu'ils considèrent comme la leur, ils font une utilisation pertinente des ressources de recherche. Pourtant ce modèle fait l'objet d'un rejet par des tendances récentes non négligeables. Une nouvelle fois, il s'agit d'un phénomène postérieur à la Seconde Guerre mondiale encore qu'il soit possible de trouver des exemples antérieurs.

Un des effets positifs des congrès internationaux d'histoire est l'établissement d'un grand nombre de commissions et d'associations visant des champs de recherche spécifiques. Nombre de ces commissions sont autonomes par rapport aux congrès, ce qui signifie qu'elles organisent des rencontres et des conférences pour leurs membres. Certaines commissions existent depuis longtemps. Les Européens et les Nord-Américains y jouent toujours un rôle prépondérant et leur participation est, dans de nombreux cas, plus importante que par le passé. Les participants originaires d'autres régions du monde restent rares.

Les universitaires des années 1990 sont bien plus mobiles que ceux des années 1900. Il serait faux de prétendre que le marché du travail des historiens est devenu parfaitement international, puisque la plupart des postes sont toujours réservés aux autochtones ou aux individus adaptés au pays dans lequel un poste est proposé. Toutefois, le marché du travail académique était auparavant encore plus fermé. D'ailleurs, l'histoire est bien plus confinée à un milieu culturel que toutes les sciences et que de nombreuses disciplines artistiques et scientifiques.

En dépit de ces restrictions, le changement a bel et bien eu lieu. En Europe et en Amérique du Nord, il est courant de trouver des historiens qui enseignent où font leurs recherches dans des pays dont ils ne sont pas originaires. Afin d'obtenir leurs postes, ils ont dû s'adapter aux règlements de l'institution les employant. Pour la plupart, ils se sont installés de façon permanente dans le pays et ont une bonne connaissance de sa langue. Certains viennent d'autres pays de la zone Europe-Amérique et d'autres viennent du tiers-monde, un cas plus fréquent aux États-Unis qu'en Europe. Lorsque les Européens ou les Américains s'établissent dans un pays du tiers-monde, c'est souvent pour des missions temporaires assignées par des fondations de recherche ou des associations caritatives. Même s'ils cherchent à établir des contacts avec les chercheurs du pays dans lequel ils travaillent, leur chance d'y réussir est moindre par rapport à celle dont disposent les titulaires d'universités ou d'académies.

La recherche internationale et la question de la perspective

Les universitaires européens et américains se sont beaucoup intéressés à l'étude du passé des anciennes colonies. Ils ont parfois étendu leur champ d'intérêt à d'autres pays et il existe actuellement des centres importants aux États-Unis, en Russie, en France, en Allemagne et au Japon (entre autres) pour l'étude et la recherche fondamentale portant sur l'histoire d'autres parties du monde. Les ex-puissances coloniales, en particulier, se sont intéressées à l'histoire de leurs anciennes colonies, comme l'illustre par exemple la série de manuels portant sur plusieurs pays publiés par les presses universitaires

d'Oxford et de Cambridge. Cette tendance a vu le jour pendant la période coloniale et s'est étendue à d'autres pays que les anciennes colonies.

Au cours de la période coloniale, de nombreux historiens européens étudièrent l'histoire des colonies. Ils ne cantonnèrent pas forcément leurs thèmes de recherche à la période de domination européenne et le travail de certains demeure une référence. Les plus zélés ont fourni un travail de recherche et d'éducation, estimé par tous, après la dissolution de la puissance coloniale, en particulier Jan Vansina spécialiste belge installé aux États-Unis, mais aussi de nombreux autres chercheurs français (Catherine Coqery-Vidrovich par exemple), belges, portugais, américains et britanniques ayant étudié dans l'ancien Congo et en Angola. Dans les anciennes colonies françaises d'Afrique de l'Ouest, les chercheurs français ont réalisé un travail important. En Indonésie, les historiens hollandais ont eu un rôle clé et en Inde de nombreux chercheurs américains et britanniques ont contribué à la connaissance historique.

LA DISCIPLINE HISTORIQUE

La pérennité de la tradition historique

La tradition de l'écriture de l'histoire et des études historiques est antérieure à l'instauration de l'éducation supérieure. Ainsi l'histoire, contrairement à de nombreuses autres disciplines, n'a pas été le fruit de la réaction contre d'autres perspectives dominantes du savoir, mais est à l'inverse l'origine de plusieurs autres spécialités. À l'instar de presque tous les autres domaines, l'histoire a traversé au cours du dernier siècle une phase de spécialisation forcenée. Sa cohésion s'est alors avérée solide et la plupart des spécialistes ont continué à vouloir être considérés comme des historiens et à contribuer à la discipline historique générale plutôt que de former leur propre branche indépendante.

La spécialisation et l'antispécialisation dans une perspective historique

La première grande vague de spécialisation au sein de la discipline s'est formée au tournant du siècle. L'histoire économique et l'histoire culturelle étaient alors au cœur d'âpres débats. On constate qu'au premier congrès d'histoire, en 1898, le sujet débattu était l'histoire diplomatique. Le champ fut élargi en 1900. Le président Boissier, qui supervisait le congrès de 1900, considérait que c'était à la « méthode historique » et non au topique de décider de l'amplitude de l'histoire.

Une nouvelle vague et un nouveau type de spécialisation firent leur apparition après la Seconde Guerre mondiale. L'intérêt premier des scientifiques était thématique, et allait de sujet en sujet. La cohésion au sens large fut sauvée par le caractère temporaire de la plupart de ces centres d'intérêt. Plusieurs thèmes ont complètement disparu et d'autres ont survécu, quoique faisant l'objet d'une attention beaucoup plus modérée. L'histoire économique s'est amplement diversifiée au cours du XX^e siècle. En 1960, une organisation indépendante et internationale d'histoire économique fut créée. Cette discipline empiète souvent sur l'histoire sociale. L'un de ses sous-domaines est l'histoire et l'évolution des économies nationales, une vision de l'histoire qui est étroitement liée à la théorie économique. De fait, la perspective théorique détermine sa pertinence. Cette spécialisation aborde des sujets portant sur l'histoire de l'industrie et des affaires et les conditions de leur évolution, ainsi que sur le rôle de la technologie. La plupart de ces interprétations sont originaires des États-Unis, bien qu'elles aient parfois été appliquées à d'autres régions du monde.

L'organisation industrielle ainsi que le rôle de la gestion ont fait l'objet d'études spécifiques par un groupe de scientifiques, inspirés principalement par l'Américain Alfred D. Chandler. Les Européens de différents pays se sont joints à cette recherche et lui ont appliqué de nouveaux angles. Cette branche de l'histoire économique est étroitement liée à l'histoire individuelle des entreprises, un genre très prisé par les groupes industriels et d'affaires. L'investissement et les activités bancaires ainsi que leur évolution historique sont connexes à ce domaine et ont fait l'objet d'études minutieuses. Les autres champs de recherche de l'histoire économique comptent la nutrition et la nourriture dans l'histoire, le développement agraire au cours des siècles, les conditions économiques du commerce caravanier et du transport en haute mer. Ainsi, l'histoire économique s'est-elle développée dans plusieurs directions, s'établissant en tant que discipline à part entière dans de nombreux pays. Elle est devenue aussi multiforme que l'histoire elle-même.

L'histoire sociale devint bientôt multiple et pratiquement universelle. Très tôt elle présenta un aspect à la fois politique et sociologique. L'histoire de la politique sociale reçut une attention particulière dès le début du siècle, lorsque différentes mesures de politique sociale furent comparées systématiquement pour la première fois. Ce point de départ conduisit à l'examen minutieux de l'État providence d'une part et, au cours des dernières années, à l'analyse de la discipline d'un État absolu bien réglé et de la politique sociale des siècles antérieurs. Le crime, la violence et la pratique judiciaire sont alors également venus s'inscrire au premier plan.

Le matérialisme historique, dans la forme qui lui fut donnée par Karl Marx et Friedrich Engels, fut une clé importante pour de nombreux histo-

riens de ce siècle à l'Est et à l'Ouest pour la compréhension et l'explication de l'histoire. L'histoire sociale et l'histoire économique sont restées sous son influence pendant de longues périodes et dans de nombreux pays. Il y eut plusieurs écoles de matérialisme historique, différenciées principalement par leur adoption de l'interprétation structurelle ou de l'interprétation culturelle et intellectuelle. Georg Lukacs et, dans une autre veine, E. P. Thompson sont les principaux représentants de la seconde tendance tandis que la première était professée principalement par des théoriciens tels qu'Althusser et ses disciples.

L'analyse de classe, issue habituellement du matérialisme historique, fut une branche capitale de l'histoire sociale tout au long du XX^e siècle. La révolution russe en fit l'approche dominante en Union soviétique. Sous la direction de Pokrovsky à la fin des années 1920, l'interprétation dogmatique de gauche prévalait. Mais, au début des années 1930, l'histoire fut contrainte à l'obéissance envers Staline. La terreur instaurée par ce dernier, dévastatrice pour plusieurs travaux universitaires en histoire russe et dans d'autres disciplines, semble ne pas avoir affecté l'étude historique des pays occidentaux: cette branche ne fut pas obligée d'assimiler les points de vue de Staline et plusieurs chercheurs purent travailler relativement librement à partir du matérialisme historique. Après la Seconde Guerre mondiale, une perspective marxiste formalisée devint obligatoire dans les pays communistes d'Europe de l'Est, en Chine et en Corée du Nord. L'analyse des classes de la société devint un des courants principaux de la recherche historique.

À l'ouest, plusieurs historiens de gauche se concentraient depuis long-temps sur l'histoire sociale et le renouveau marxiste des années 1960 et 1970 multiplia les contributions. Eric J. Hobsbawm (qui produisit plusieurs études importantes sur les mouvements de la classe ouvrière en relation avec les conditions sociales ainsi que diverses autres études considérables) et E. P. Thompson, auteur de *La Formation de la classe ouvrière anglaise* (1963) illustrent différentes directions prises par la tradition britannique. La Révolution française que les marxistes russes, et en particulier les trotskistes, chérissent en tant qu'exemple historique inspira les analyses sociohistoriques plus ou moins marxistes d'Albert Mathiez, d'Albert Soboul et de Georges Lefebvre. Witold Kula, un Polonais, fit d'importantes nouvelles analyses de l'économie agraire dans l'Europe des XVIe et XVIIe siècles, qui encouragèrent les historiens d'Europe de l'Ouest à poursuivre les recherches. Pour leur analyse de l'esclavage, les Américains Eugene Genovese et Elizabeth Fox Genovese se battirent contre les économètres afin de proposer une perspective plus inspirée par le marxisme.

La mobilité sociale et la migration ont inspiré une série d'études

La mobilité sociale et la migration ont inspiré une série d'études importantes portant en particulier sur l'Europe et les États-Unis, alors que

l'histoire de l'émigration chinoise, si importante en Asie et en Amérique, a été bien moins étudiée. La mobilité sociale et la mobilité géographique ont été considérées comme des sujets partiellement liés et ont souvent été traitées ensemble sous l'impulsion des théories géographiques et sociologiques. Les spécialistes des sciences politiques ont, pour leur part, stimulé l'étude des institutions et de la bureaucratie ainsi que de la relation qui unit l'État et la société. La ligne de démarcation séparant des perspectives différentes a encore perdu de son ampleur récemment entre l'histoire politique et l'histoire sociale.

À l'orée du siècle, en Allemagne, un vif débat s'est déclenché à propos du statut de l'histoire culturelle. L'étincelle qui mit le feu aux poudres fut l'histoire de l'Allemagne de Karl Lamprecht et ses idées concernant l'histoire politique. De façon démonstrative, il relégua l'histoire politique à une seconde place et donna la part belle à l'histoire économique et à l'histoire du droit, des idées et des arts. Les idées de Lamprecht se répandirent principalement en France et dans certaines parties de l'Europe du Nord.

Le cadre de l'histoire culturelle est ambivalent. Ses partisans voulaient qu'elle soit, d'une part, la synthèse de toute l'histoire et, d'autre part, qu'elle mette en lumière des fractions de la vie humaine (coutumes, idées, art) qui étaient marginalisées dans la plupart des autres travaux. Ces thèmes devinrent rapidement des spécialités à part entière. L'histoire intellectuelle, comme par exemple l'histoire de la pensée et des idées, était présente depuis longtemps dans le monde des historiens, mais ce n'est que pendant l'entre-deux-guerres que s'épanouirent les spécialités la rattachant aux idées érudites de l'antiquité ou de la science moderne.

La relation entre les concepts scientifiques et les idées populaires devint un thème central de l'histoire après la Seconde Guerre mondiale et fut suivie par un intérêt pour la pseudoscience, comme l'illustrent Carlo Ginzburg dans *Le Fromage et les vers* et, secondairement, Emmanuel Le Roy Ladurie dans le paradigmatique *Montaillou*. Natalie Zemon Davies utilisa le genre dans le domaine des valeurs et de l'identité avec l'histoire de Martin Guerre. Quant à Robert Darnton, Jacques Le Goff et Aaron J. Gurevich, ils ont analysé d'autres aspects des conceptualisations populaires et de leurs formations. Peter Burke et d'autres ont apporté des contributions similaires à la culture politique. Tous ces auteurs ont travaillé dans le genre souvent appelé « histoire des mentalités ».

Il est probablement inutile d'y revenir mais, bien évidemment, un des principaux types de spécialisation a été de segmenter en périodes l'histoire d'un pays. Ceux qui avaient choisi pour objet d'étude un roi ou une séquence d'événements révolutionnaires, suivaient l'axe majeur de la première moitié du siècle. Ce n'est qu'après la Seconde Guerre mondiale que cet axe fut remis en question sans pour autant être aboli ou supplanté. Rares sont les

spécialités qui ont connu plus de succès que la Révolution française. Les spécialistes de cette période ont eu non seulement une société mais aussi leur propre journal, les *Annales historiques de la Révolution française*. La plupart des autres spécialités nationales sur une période n'ont créé que des réseaux de chercheurs qui connaissaient les œuvres des uns et des autres et se rencontraient parfois, mais étaient en compétition pour les sources et les points de vue.

Les théories de Marx et de Weber sont applicables à l'ensemble de la vie humaine. D'autres grandes théories ont été avancées bien que ne couvrant qu'une partie des activités des hommes. La portée des théories économiques varie et leur impact s'est plutôt fait ressentir sur l'histoire économique au sens strict.

Il en va différemment pour la démographie car elle s'est étendue dans des directions différentes entraînant à sa suite de nombreux historiens. Ce qui était à l'origine une histoire générale des populations, des migrations et des familles a évolué et est devenu, entre autres choses, une histoire spécifique de la famille. Ce type de recherche a été lancé par Peter Laslett, de l'université de Cambridge, tandis que d'autres études plus anthropologiques sur les anciens modes de mariage se sont inspirées des travaux du Hongrois J. Hajnal.

L'histoire des femmes entretient une étroite relation avec l'histoire de la famille, car beaucoup de femmes furent recrutées dans ce domaine et y virent la possibilité de montrer le rôle des femmes dans l'histoire. Louise Tilly et Joan Scott, des États-Unis, écrivirent une étude désormais célèbre sur les femmes dans l'histoire. Les féministes du début des années 1980 désiraient souvent transformer l'histoire au masculin en histoire au féminin et mettre en lumière le rôle des femmes dans l'histoire. Une idéologie complète fut ainsi créée.

Les études sur les femmes ont donné naissance à une nouvelle voie d'étude vers la fin des années 1980 avec la création de la «théorie des genres», dont l'histoire des genres est issue. Celle-ci représente une branche importante de l'histoire et aborde différentes approches qui ont toutes en commun l'hypothèse que, parallèlement au sexe biologique, il existe une construction sociale de genre qui régule les hommes et les femmes dans la société. En tant que système de régulation sociale, elle évolue et les comparaisons de l'histoire des genres se sont révélées productives. Une des interprètes les plus influentes de l'histoire des genres la relie au relativisme linguistique postmoderne (Scott, 1988), mais cette hypothèse ne fait pas l'unanimité dans le domaine de l'histoire des genres. Cette dernière semble être une branche particulièrement dynamique de l'histoire depuis ces dernières décennies si l'on considère le nombre d'historiens en activité qui adhèrent à ce domaine.

Les centres de recherche et l'interdisciplinarité

Le XIX^e siècle assista à la naissance des séminaires historiques, caractérisés par l'examen consciencieux des raisonnements, de l'interprétation des sources et de leur valeur testimoniale. Au XX^e siècle, on vit apparaître des instituts de recherche de pointe, dont les centres d'intérêts thématiques étaient globaux ou très restreints. La stabilité institutionnelle s'est renforcée. Dans la plupart des pays où il existait très peu de départements (ou instituts) d'histoire au début du siècle, ils sont maintenant fréquents dans les universités. Cette croissance institutionnelle a doté les scientifiques d'un environnement où ils peuvent tester leurs idées de manière informelle, ce qui a certainement fait beaucoup pour la formation des nouvelles générations d'historiens. L'inconvénient des formes institutionnelles est une certaine standardisation de la recherche académique. L'individualisme joue un rôle moins important dans la recherche historique qu'au siècle dernier.

Parmi ces institutions, certains grands instituts ont joué un rôle important, surtout après la Seconde Guerre mondiale. La Maison des sciences de l'homme de Paris, fondée en 1963 et légèrement modifiée ultérieurement, est un centre de recherche extraordinairement large et, à cet égard, se distingue des nombreux autres instituts français. La Maison privilégie en particulier la sociologie et l'histoire, mais la plupart des sciences sociales y sont étudiées. Depuis sa création, elle a été le pôle du groupe des *Annales* qui, avec ses ambitions de briser les limites de l'histoire et de découvrir de nouveaux domaines pour la recherche historique, évolue particulièrement à son aise dans cet environnement interdisciplinaire.

L'Institute of Advanced Study de Princeton, dont la structure et l'objectif diffèrent, présente à cet égard des similarités avec la Maison. Comme ce fut le cas dans d'autres instituts des hautes études (le Wissenschaftskolleg de Berlin, le Netherlands Institute of Advanced Study de Wassenaar, le National Humanities Center du Research Traingle Park en Caroline du Nord et le Swedish Collegium for Advanced Study in Social Sciences pour ne mentionner que les instituts où les historiens ont été le plus fréquemment invités) des historiens y ont été accueillis pour une période limitée afin de poursuivre leurs recherches. Il en va de même pour l'Indian Institute of Advanced Study de Simla.

Dans ces cadres, les historiens participent à des discussions de recherche et, parfois, à des projets de recherche communs avec d'autres universitaires spécialistes des sciences sociales ou des arts. Le ZIF (Centre de recherche interdisciplinaire) de Bielefeld a choisi une autre approche et reçoit régulièrement des historiens dans les groupes thématiques qui y poursuivent leurs recherches.

Dans les instituts d'histoire de l'Académie russe des sciences (on trouve à Moscou les deux plus importants, l'un pour l'histoire mondiale, l'autre pour l'histoire russe), les historiens ont également coopéré avec des chercheurs d'autres disciplines, en particulier l'anthropologie et l'archéologie. Dans d'autres États communistes ou anciennement communistes, il existe ou il a existé des instituts similaires, souvent spécifiques à l'histoire mais ouverts aux contacts avec les autres disciplines.

La croissance des instituts de recherche interdisciplinaire est une évolution postérieure à la Seconde Guerre mondiale, même si les prémices se firent sentir dans l'entre-deux-guerres. Grâce à eux et à d'autres réseaux universitaires moins formels, les historiens ont participé à la création d'une culture interdisciplinaire en pleine expansion, où l'interdépendance des résultats des différentes disciplines est devenue une problématique qu'il est urgent de traiter.

L'histoire comme fondement de la formation des identités nationales

L'héritage des histoires nationales à tendance nationaliste était frappant dans les premières décennies du XX° siècle. La Première Guerre mondiale attisa de nouveau les émotions, mais engendra aussi un scepticisme nouveau à l'égard des accès nationalistes des ouvrages universitaires. De nombreux travaux sur l'histoire nationale de la fin du XIX° siècle, admirés à leur époque, n'auraient pas pu être écrits après 1918. Ils furent remplacés par un autre type d'écrits, composés par des universitaires de renom au service des idéologies d'État. Le national-socialisme en Allemagne est bien connu pour avoir exigé que ses universitaires s'y prêtent, mais l'Allemagne n'était pas le seul exemple. Ce genre a persisté et existe toujours. Dans les années 1990, il était plus fréquent de trouver des écrits affichant un parti pris idéologique et utilisant la théorie de l'histoire (le postmodernisme ou autre relativisme total) pour proclamer des interprétations utopiques de l'histoire au profit d'une idéologie.

Les historiens d'université, qui ne furent pas pressés par l'État pour défendre sa cause, sont devenus de plus en plus méfiants vis-à-vis de l'utilisation du symbolisme national. Maints historiens ont utilisé leur savoir-faire pour dévoiler les dangers et la vacuité des symboles nationaux. L'Historikerstreit allemand, apparu en 1986, montre pourtant que les objectifs des universitaires n'étaient pas tous les mêmes. Certains voulaient restaurer une interprétation nationale de l'histoire afin d'inspirer au peuple une fierté nationale. D'autres désiraient l'édification du peuple en lieu et place de cette fierté nationale. «Donner du sens à l'histoire» (Sinnstiftung)

et «recréer l'identité» (*Identitätsstiftung*) signifiaient, pour les partisans de la fierté nationale, donner aux Allemands la possibilité d'être fiers de leur passé en dépit du «kaiserisme» et du nazisme. Pour ses opposants, la formation identitaire promue par ces termes était un jeu dangereux que jouaient les politiques plutôt que les universitaires. Livres et articles résumant ce débat et y participant se multiplièrent vers la fin des années 1980.

Intégrer et accepter un passé empli de contradictions dans les valeurs et les idéaux, ou établir une distinction entre eux et clarifier son point de vue, sont des choix de plus en plus pressants pour de nombreux historiens de nationalités différentes à travers le monde. Seuls quelques pays ont vécu de façon pacifique en ce siècle. Pour la plupart des peuples, les cent dernières années ont été synonymes d'occupation, de violence et de troubles, pendant lesquelles les peuples n'ont pas forcément été du côté des bons, des proies et des victimes. L'histoire européenne des juifs et les recherches sur l'holocauste sont des cas spéciaux. Souvent les atrocités font partie de ce que le peuple reçoit en héritage. Éviter le Charybde du racisme et le Scylla du nationalisme, tout en donnant un poids équitable à l'héritage biologique et à l'identité, est un défi académique lancé aux historiens de tous pays. L'identité nationale à travers l'histoire n'est pas un bastion facile à conquérir.

La théorie de l'histoire en tant que construction philosophique de l'identité

Rares sont les historiens (au sens d'individus travaillant sur les problèmes empiriques du passé) à avoir pris part au débat sur la philosophie de l'histoire (ou plus modestement sur la théorie de l'histoire) au cours du XX^e siècle. En cela, cette période diffère peu des précédentes. En effet, quelques historiens écrivirent auparavant sur les problèmes philosophiques relatifs à l'histoire, mais ils furent des exceptions. En Union soviétique, la théorie de l'histoire joua un rôle important pour l'identité des membres de la profession et dans les années 1960 et 1980, les différences d'interprétation du matérialisme historique ont progressé. *History and Theory*, le seul journal spécialisé dans ce domaine, permet, depuis sa première publication en 1960, de suivre la majorité des débats sur le sujet. Il est frappant de constater que la plupart de ses collaborateurs sont des philosophes ou des théoriciens de l'histoire, professionnels qui ont fait de ce domaine leur spécialité.

Toutefois, comme le montrent les récents congrès internationaux et la tendance générale, le débat et l'enseignement de la théorie de l'histoire intéressent les historiens dans leur ensemble. Ils sont nombreux, si ce n'est la majorité, à avoir une opinion sur la théorie de l'histoire, le passé ou la

nature de la compréhension historique. Il semble que la tendance linguistique de la théorie de l'histoire et le postmodernisme ont contribué à diffuser cet intérêt.

Les historiens n'en sont toutefois pas devenus plus unanimes dans leur vision théorique, un consensus qui, s'il existait, serait de toute façon difficile à prouver. En dépit d'une certaine variation des points de vue et probablement d'une grande fluctuation dans les convictions, la théorie de l'histoire semble, de plus en plus, servir de moyen d'identification pour les historiens des différentes spécialités. Plus les spécialisations deviennent pointues, plus le besoin d'établir une base identitaire globale se fait sentir quand bien même elle n'a pas la vertu de faire de la communauté des historiens une communauté unitaire.

L'histoire de l'historiographie

Contrairement à la théorie de l'histoire, l'histoire de l'historiographie a suscité un large intérêt parmi les historiens. Ils sont nombreux à avoir contribué au moins par un ouvrage à l'histoire de cette discipline, mais en revanche leur degré de spécialisation demeure limité. Ceux qui travaillent exclusivement ou principalement sur la question de l'histoire de l'historiographie sont une minorité.

Immanquablement, les historiens pensent qu'ils appartiennent à une tradition de recherche ou qu'ils s'en détachent. En ce sens, l'histoire de l'historiographie donne un héritage commun à tous les historiens. Ce legs s'est internationalisé au fur et à mesure que l'historiographie de l'Est se faisait connaître en Occident et que les idéaux de professionnalisation de la recherche s'étendaient de l'Europe au monde entier.

L'essor de l'unité et de la diversité

En dépit des mauvais augures, l'histoire en tant que discipline académique et que champ de recherche est devenue de plus en plus uniforme et semblable à l'échelle mondiale. Des forces ont freiné la formation d'une communauté académique unique. L'histoire ne peut être verbalisée que par le biais d'une connaissance intime des règles culturelles et linguistiques qui ont défini le matériau qui lui sert de base. De plus, l'histoire, comme de nombreuses autres disciplines académiques, s'est fortement spécialisée au cours du XX^e siècle. Ces deux facteurs empêchent ou limitent la compréhension entre les historiens.

Ce frein a été combattu de manière virulente. Une organisation générale d'historiens a mené à bien des congrès internationaux qui ont doucement

mais sûrement acquis une dimension plus réellement internationale. La spécialisation antérieure dans les histoires nationales a été concurrencée par les spécialisations thématiques au cours du XXe siècle, ce qui signifie qu'il existe à présent de nombreux réseaux entre les historiens de pays différents ayant un intérêt commun dans l'un ou l'autre des domaines de recherche historique. Par ailleurs, les historiens du XXe siècle se sont habitués à rechercher l'aide des autres disciplines sous la forme de théories sociales ou de méthodes de recherche. Les travaux interdisciplinaires sous la forme de recherches connexes ou de travail d'équipe organisé constituent un nouveau lien entre les historiens et une communauté académique plus large. L'histoire «universelle», qui tente d'embrasser toutes les facettes de l'évolution, a eu ses partisans et ses pratiquants, mais ils furent peu nombreux. L'ambition d'écrire une histoire globale a surtout engendré de nouveaux aspects de l'histoire et l'inclusion continuelle de nouveaux domaines dans le royaume de l'histoire plutôt que des perspectives globales nouvelles.

La théorie de l'histoire et l'histoire de l'historiographie sont des spécialités à part entière. Pourtant, pour les historiens, elles ont une autre fonction plus importante et plus significative. Elles sont des outils pour la propre compréhension des historiens en tant que membres d'une communauté universitaire. Plus les historiens de pays différents se rencontrent, plus ils ont besoin de quelque chose qui transcende la spécialisation pour clarifier leur identité d'historiens, de peur que la communauté se dissolve en une infinité de spécialités. Au cours du dernier demi-siècle, ce besoin s'est avéré parmi les historiens et ils ont eu la chance (en comparaison avec les cas d'autres sciences sociales) de disposer des deux possibilités mentionnées pour canaliser leur incertitude croissante quant à l'universalité de l'histoire et de l'évidence de la communauté historique. Les historiens se considèrent toujours comme des historiens en dépit de la spécialisation en cours.

L'internationalisation rapide de ces évolutions est un phénomène particulièrement frappant. Ce qui n'était qu'une communauté partielle et à la croissance faible au sein des chercheurs en histoire pendant la première moitié du siècle s'est rapidement étendu en intensité et en largeur. Les méthodologies et les règles fondamentales sont connues dans l'ensemble du monde universitaire des historiens et, quand bien même les normes établies ne sont pas toujours respectées, cela ne s'applique pas à certains pays en particulier. Paradoxalement, le relativisme postmoderne a facilité l'acceptation de normes communes au moment où l'idéal d'une vraie histoire commune objective a été abandonné (si l'on admet qu'il a jamais existé). La communauté universitaire mondiale des historiens, qui n'était pas désirée par de nombreux historiens des générations précédentes, est en bonne voie.

BIBLIOGRAPHIE

- AJAYI J. F. A. 1994. National History in the Context of Decolonisation: The Nigerian Example. Dans: LÖNNROTH E., MOLIN K., BJORK R. (dir. publ.). *Conceptions of National History*, Berlin/New York, Walter de Gruyter, p. 64–78.
- ALAGOA E. J. 1991. The Encounter Between African and Western Historiography Before 1800. Dans: *Storia Della Storiografia*, n° 19, p. 73–87.
- BANERJEE T. (dir. publ.). 1987. *Indian Historical Research Since Independ*ance, Calcutta (Inde), Naya Prakash.
- BARRACLOUGH G. 1955. History in a Changing World, Oxford, Blackwell.
- 1978. History. Dans: *Main Trends of Research in the Social Sciences and the Humanities*, La Haye, UNESCO.
- BELOFF M. 1992. The Jewish Experience. Dans: BELOFF M., *An Historian in the Twentieth Century*, New Haven/Londres, Yale University Press.
- Berthold W. 1989. Zur Geschichte der Geschichtswissenschaft in der DDR. Vorgeschichte, Konfrontationen und Kooperationen. Dans: Schulin W. (dir. publ.). *Deutsche Geschichtswissenschaft nach dem Zweiten Weltkrieg (1945–1965)*, Munich, R. Oldenbourg.
- BILLINGTON R. A. 1973. Frederick Jackson Turner: Historian, Scholar, Teacher, New York, Oxford University Press.
- BLASCHKE K. 1992. Geschichtswissenschaft im SED-Staat. Erfahrungen eines bürgerlichen Historikers in der DDR. Dans: *Aus Politik und Zeitgeschichte*, n° 17–18, p. 14–27.
- BOURDÉ G., MARTIN H. 1983. Les écoles historiques, Paris, Éditions du Seuil.
- BURKE P. 1990. The French Historical Revolution: The Annales School 1929–1989, Cambridge, Polity Press.
- CHANDRA B. 1994. Colonial History: A Case-Study of India. Dans: LÖNNROTH E., MOLIN K., BJORK R. (dir. publ.). *Conceptions of National History*, Berlin/New York, Walter de Gruyter, p. 79–97.
- ENGEL-JANOSI F. 1973. Die Wahrheit der Geschichte. Versuche zur Geschichtsschreibung in der Neuzeit, Munich, Oldenbourg.
- ERDMANN K. D. 1985. Die Ökumene der Historiker. Geschichte der internationalen Historikerkongresse und des Comité international des sciences historiques, Göttingen (Allemagne), Vandenhoeck & Ruprecht.

- FOGEL R. W., ENGERMAN S. L. (dir. publ.). 1971. The Reinterpretation of American Economic History, New York, Harper & Row.
- FURET F. 1983. Beyond the Annales. Dans: *Journal of Modern History*, n° 55, p. 389–410.
- GENTILE E. 1986. Fascism in Italian Historiography: In Search of an Individual Historical Identity. Dans: *Journal of Contemporary History*, n° 21, p. 179–208.
- GOLDMAN H. 1990. Max Weber in German History and Political Thought. Dans: *Journal of Modern History*, n° 62, p. 346–352.
- HARWICH VALLENILLA N. 1991. National Identities and Social Projects: Spanish American Historiography in the Nineteenth and Twentieth Centuries. Dans: *Storia della storiografia*, n° 19, p. 147–156.
- HIGHAM J. 1965. *History: The Development of Historical Studies in the United States*, Englewood Cliffs (New Jersey), Prentice-Hall.
- HILDEBRAND K. G. 1954–1955. Till Karl XII-uppfattningens historia. Dans: *Historisk tidskrift*, 1954, p. 353–392, et 1955, p. 1–46.
- 1987. Historikerstreit: Die Dokumentation über die Kontroverse um die Einzigartikeit der Nationalsozialistischen Judenvernichtung, Munich (Allemagne), Piper.
- HOBSBAWM E. J. 1964. Labouring Men, Londres, Weidenfeld & Nicolson.
- HOFER W. 1986. Fifty Years On: Historians and the Third Reich. Dans: *Journal of Contemporary History*, n° 21, p. 225–251.
- HOFSTADTER R. 1969. *The Progressive Historians: Turner, Beard, Par-rington*, Londres, Jonathan Cape.
- HUBBARD W. H., MYHRE J. E., NORDBY T, SOGNER S. (dir. publ.). 1995. *Making a Historical Culture: Historiography in Norway*, Oslo, Norwegian University Press.
- HUNT L. 1986. French History in the Last Twenty Years: The Rise and Fall of the Annales Paradigm. Dans: *Journal of Contemporary History*, n° 21, p. 209–224.
- IGGERS G. G. 1983. The German Conception of History: The National Tradition of Historical Thought from Herder to the Present, Middletown (Connecticut), Wesleyan University Press.
- 1984. New Directions in European Historiography, Middletown (Connecticut), Wesleyan University Press.
- 1994. Changing Conceptions of National History Since the French Revolution. Dans: LÖNNROTH E., MOLIN K., BJORK R. (dir. publ.), Conceptions of National History, Berlin/New York, Walter de Gruyter, p. 132–150.

- KAHK J., KOVALCHENKO I. 1976. Quantitative Methods in Historical Research. Dans: *Social Sciences*, p. 102–117.
- KAN A. 1988. *I påvente av frigjeringa. Sovjetisk historieteori mellom Stalin og Gorbatsjov*, Oslo, Det Norske Samlaget.
- 1992. Soviet Historiography of the West Under Stalin's Pre-war Dictatorship. Dans: *Storia della storiographia*, n° 21, p. 45–63.
- KOCKA J. 1977. Sozialgeschichte, Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht.
- 1981. Otto Hintze, Max Weber und das Problem der Bürokratie. Dans: *Historische Zeitschrift*, n° 233, p. 65–105.
- 1986. Max Webers Bedeutung für die Geschichtswissenschaft. Dans: Kocka J. (dir. publ.). Max Weber, der Historiker, Göttingen (Allemagne), Vandenhoeck & Ruprecht.
- Krill H.-H. 1962. *Die Rankerenaissance: Max Lenz und Erich Marcks. Ein Beitrag zum historisch-politischen Denken in Deutschland 1880–1935*, Berlin, Walter de Gruyter.
- KÜTTLER W. 1992. Neubeginn in der ostdeutschen Geschichtswissenschaft. Dans: *Aus Politik und Zeitgeschichte*, n° 17–18, p. 3–13.
- Lieven D. 1994. Western Scholarship on the Rise and Fall of the Soviet Regime: The View from 1993. Dans: *Journal of Contemporary History*, n° 29, p. 195–227.
- MARRUS M. 1994. Reflections on the Historiography of the Holocaust. Dans: *Journal of Modern History*, n° 66, p. 92–116.
- MARTINIÈRE G. 1991. Problèmes du développement de l'historiographie brésilienne. Dans: *Storia della storiografia*, n° 19, p. 117–146.
- MEIER C. S. 1993, Accounting for the Achievements of Capitalism: Alfred Chandler's Business History. Dans: *Journal of Modern History*, n° 65, p. 771–782.
- MOMMSEN W. J. 1992. Die Geschichtswissenschaft in der DDR. Kritische Reflexionen. Dans: *Aus Politik und Zeitgeschichte*, n° 17–18, p. 35–43.
- 1992. Geschichte und Geschichten: Über die Möglichkeiten und Grenzen der Universalgeschichtsschreibung. Dans: *Saeculum*, n° 43, p. 124–135.
- MUKHOPADHYAY S. K. 1981, Evolution of Historiography in Modern India: 1900–1960: A Study of the Writing of Indian History By Her Own Historians, Calcutta/New Delhi, K. P. Bagchi.
- NANDA B. R. 1980. Essays in Modern Indian History, Delhi, Oxford University Press.

- NOVICK P. 1988. That Noble Dream: The 'Objectivity Question' and the American Historical Profession, Cambridge/New York, Cambridge University Press.
- OBERKROME W. 1993. Volksgeschichte. Methodische Innovation und völkische Ideologisierung in der deutschen Geschichtswissenschaft 1918–1945, Göttingen (Allemagne), Vandenhoeck & Ruprecht.
- POMPER P. (dir. publ.) 1995. World Historians and Their Critics. Dans: *History and Theory*, Theme Issue 34, Middletown (Connecticut), Wesleyland University Press.
- POPPER K. R. 1945. *The Open Society and Its Enemies* (vols. 1 et 2), Londres, Routledge.
- 1957. The Poverty of Historicism, Londres, Routledge & Kegan Paul.
- SACHAROV A. N. 1996. A New Politicised History or Intellectual Pluralism? Tendencies in International Historiography of Russian Twentieth Century History. Dans: R. TORSTENDAHL, I. VEIT-BRAUSE (dir. publ.). History-Making. Intellectual and Social Conditions for the Study of the Discipline of History, Proceedings of an International Conference, Uppsala, September 1994, Stockholm, Royal Academy of Letters, History and Antiquities, p. 141–150.
- SARKAR S. 1991. The Construction of History in Modern India. Dans: *Storia della storiografia*, n° 19, p. 61–72.
- SATO M. 1991. Historiographical Encounters: The Chinese and Western Traditions in Turn-of-the-Century Japan. Dans: *Storia della storiografia*, n° 19, p. 13–21.
- SCOTT J. W. 1988. *Gender and the Politics of History*, New York, Columbia University Press.
- SHARMA R. C., SINGH A. K., ANAND S., CHATURVEDI G., CHATURVEDI J. 1991. *Historiography and Historians in India Since Independence*, Agra (Inde), M. G. Publishers.
- VEIT-BRAUSE I. 1994. Werner Conze (1910–1986): The Measure of History and the Historian's Measures. Dans: Lehmann H., Horn Melton J. van (dir. publ.). *Paths of Continuity: Central European Historiography from the 1930s to the 1950s*, Cambridge, Cambridge University Press, p. 299–343.
- 1996. The Disciplining of History: Perspectives on a Configurational Analysis of its Disciplinary History. Dans: TORSTENDAHL R., VEIT-BRAUSE I. (dir. publ.). *History-Making. The Intellectual and Social Conditions for the Study of the Discipline of History*, Stockholm, Royal Academy of Letters, History and Antiquities, p. 7–29.

- VIKARI M. 1977. Die Krise der « historistischen » Geschichtsschreibung und die Geschichtsmethodologie Karl Lamprechts, Helsinki, Suomalainen Tiedeakatemia.
- WATANABE H. 1994. Historiography as a Magic Mirror: the Image of 'Nation' in Japan, 1600–1990. Dans: LÖNNROTH E., MOLIN K., BJORK R. (dir. publ.). 1994. *Conceptions of National History*, Berlin/New York, Walter de Gruyter, p. 175–187.
- WEHLER H. U. 1980. *Historische Sozialwissenschaft und Geschichtsschreibung*, Göttingen (Allemagne), Vandehoeck & Ruprecht.
- YÜ Y. S. 1994. Changing Conceptions of National History in Twentieth-Century China. Dans: LÖNNROTH E., MOLIN K., BJORK R. (dir. publ.). 1994. *Conceptions of National History*, Berlin/New York, Walter de Gruyter, p. 155–174.
- ZAPPONI N. 1994. Fascism in Italian Historiography, 1986–1993: A Fading National Identity. Dans: *Journal of Contemporary History*, n° 29, p. 547–568.

19.2 L'anthropologie et l'ethnologie

Heidrun Friese

Bonislav Malinowski embarque vers l'objet de ses futures études, échappant aux champs de bataille européens et dans l'espoir d'être accueilli par les administrateurs de la puissance coloniale en Nouvelle-Guinée (illustration 96). Il emporte avec lui, dans ses pensées, les romans de Conrad, de la morphine et des «pensées impures» et, dans ses bagages, les directives de recherche de « Notes and Queries ». Sa vision du monde « exotique » vers lequel il navigue est entremêlée d'images mythologiques et critiques de sa culture, conçues par une communauté unitaire repliée sur elle-même. Ce monde, il se le représente comme une version brouillée de sa propre «civilisation occidentale». Et pourtant, cet homme larguant bravement les amarres est un des premiers «héros» de la nouvelle anthropologie (Stocking, 1983) qui rompt avec les systèmes de classification universalistes et évolutionnistes des « anthropologistes de cabinet» du XIXe siècle (tels que James Frazer et Edward Burnett Tylor) et qui, avec Reginald Radcliffe-Brown, Margaret Mead et Marcel Griaule, prône l'observation participante de la recherche sur le terrain comme méthodologie de recherche professionnelle. Actuellement encore, la recherche prolongée sur le terrain est une condition sine qua non de l'analyse anthropologique. Elle a donc nanti la discipline d'une méthode et d'une norme commune et scientifiquement reconnue sans lesquelles elle ne serait restée qu'une variété de perspectives anthropologiques. L'observation participante ne fut pas la moindre innovation à permettre à la discipline de se distinguer (pour ce qui est de la méthodologie) de la sociologie des sociétés occidentales, une discipline elle-même émergente à cette période.

En termes d'orientation fondamentale, le discours anthropologique élabora des moyens spécifiques pour mettre en place des frontières d'exclusion et d'empathie dans la création de ses objets en isolant «l'autre» du «nous» qu'il lui restait à construire. Le fait que l'anthropologie et la sociologie aient évolué comme des disciplines distinctes étudiant toutes deux les sociétés contemporaines présupposait une distinction fondamentale entre «nous» et «les autres». La façon de construire l'autre constitue donc une problématique implicite et constante de l'anthropologie. Elle

n'est devenue centrale et explicite que dans les débats plus récents, lorsque l'anthropologie a tourné son attention vers les sociétés d'origine de la discipline. La problématique a également joué un rôle clé dans les débats épistémologiques communs à toutes les sciences sociales et humaines (voir le sous-chapitre 19.5). Ces récentes évolutions ont également provoqué la dissolution relative de la frontière entre anthropologie et sociologie, frontière qui, en termes théoriques, n'a jamais été très stable ni claire. Certains auteurs évoqués dans ce chapitre sont également réclamés par la tradition sociologique (voir, plus loin, le sous-chapitre relatif à la sociologie). Les critiques opposées à la définition de l'objet de la recherche anthropologique reposant sur l'interprétation eurocentrique d'un soi «moderne» et d'un autre «primitif-traditionel», ont également conduit à la mise en place de domaines de recherche appelés « sociologie/ sociologie comparative» dans des sociétés qui, du point de vue occidental, étaient considérées comme «autres» (Akiwowo, 1980; Oommen et Mukherji, 1986).

En 1871, E B. Tylor définit la culture comme « ce tout complexe qui comprend la connaissance, la croyance, l'art, les règles morales, juridiques, les coutumes et toutes autres aptitudes et habitudes acquises par l'homme comme membre de la société». Donc, les points de vue de l'anthropologie sociale britannique, qui mettait l'accent sur «la société», et de l'anthropologie culturelle américaine, qui soulignait les aspects historico-culturels de la vie sociale humaine étaient plus complémentaires que contradictoires (Lévi-Strauss, 1967). La différenciation et la pluralisation de la discipline d'une part, la diffusion transnationale des concepts théoriques et des aires de recherche d'autre part, ainsi que l'ouverture vers d'autres disciplines (sociologie, histoire, psychologie, théorie littéraire, théorie et histoire de l'art) ont encore affaibli la portée de ces frontières conceptuelles au cours du XXe siècle. La subdivision terminologique persiste plus à cause de l'inertie des structures académiques qui tendent à pérenniser les terminologies traditionnelles qu'en raison de l'existence de frontières théoriques précises.

Plutôt que de réitérer les distinctions traditionnelles, je m'efforcerai d'identifier les points communs entre les différentes approches, leurs présuppositions fondatrices, matrices de concepts et topiques clés. Je tenterai également de montrer comment elles ont tâché de répondre à certaines des questions primordiales de la pensée culturelle et sociale comme par exemple la relation entre l'individu et l'espace social ou la temporalité de la vie sociale humaine et sa représentation.

INTÉGRATION, NORME ET FONCTION

Depuis Malinowski, la méthodologie de la recherche sur le terrain a été normalisée. Elle n'est plus tributaire des comptes rendus de voyageurs, de missionnaires ou d'officiers coloniaux, mais de l'expérience et de la participation de l'anthropologue à la vie sociale. La méthodologie ne servait pas seulement à garantir l'autorité du chercheur ou de la chercheuse qualifiés, son initiation à la corporation académique, ni sa réputation. La dialectique ainsi instituée du sujet observant et de l'objet observé, de la «vision de l'intérieur» privilégiée et de la «distance» vis-à-vis de l'objet, qui considérait l'expérience directe et contemporaine de «l'autre» comme la condition préalable à une analyse et une interprétation valides, visait également à exposer un tableau d'ensemble objectif et théoriquement intégré de la société examinée et à permettre les généralisations, c'est-à-dire l'identification des régularités observables dans la vie sociale et ses institutions, valeurs, normes, règles et lois.

Toutefois, le nouveau genre ethnographique et son mode de rédaction naturaliste/réaliste n'étaient pas seulement caractérisés par l'accent placé sur l'autorité de ses propres observations dans la représentation textuelle de «l'autre». Synchroniquement prisonnières du présent ethnographique, les sociétés observées étaient construites comme des ensembles statiques et anhistoriques de formes de comportement et de représentations collectives caractéristiques qui formaient un tout cohérent et homogène (Émile Durkheim, Marcel Mauss, Lucien Lévy-Bruhl). Des sujets de recherche cruciaux dans les deux traditions de l'anthropologie sociale et culturelle touchaient, en conséquence, à l'intégration fonctionnelle d'une société gouvernée par la subdivision analytique du tout social en domaines socioculturels harmonieusement dépendants, comme l'organisation sociale, l'économie, la religion et la loi (des domaines qui, dans le même temps, devinrent des catégories de spécialisations intradisciplinaires). Les études ethnopsychanalytiques nord-américaines qui se basaient sur le postulat commun des «interdépendances fonctionnelles et des orientations axiologiques dotant la culture d'une structure et régule ses processus systémiques» (Voget, 1975), considéraient que la «stylisation émotionnelle de base», les «modèles culturels» ou les «types psychologiques» (Margaret Mead, Ruth Benedict), les «intérêts de la culture dominante» (Ralph Linton) ou les «valeurs et la vision du monde» (Clyde Kluckhohn, Robert Redfield) intervenaient dans l'intégration culturelle des individus. En revanche, la perspective européenne considérait que l'intégration de domaines sociétaux partiels et d'institutions (Émile Durkheim) permettaient d'atteindre la stabilité et, par conséquent, insista sur l'étude des relations et des structures

sociales (Reginald Radcliffe-Brown, Edward Evans-Pritchard). Dans les deux cas, néanmoins, les paradigmes théoriques principaux visaient les catégories de l'intégration, de la norme et de la fonction en dépit de toutes les divergences entre les concepts et des généalogies intellectuelles des écoles.

Ce programme théorique commun était fondé sur deux hypothèses sous-jacentes essentielles. En premier lien, la réalité de la société était conçue comme étant d'une manière ou d'une autre derrière, sous ou hors des notions et des autoexplications données par un groupe ou une société. Il ne serait donc possible d'appréhender son essence qu'au moyen d'une construction théorique (Karl Marx, Émile Durkheim, Talcott Parsons). Par ailleurs, la société pouvait être considérée comme une unité relativement stable et harmonieuse dont la dynamique interne et l'évolution sociale sont principalement créées par des facteurs exogènes, comme par exemple l'assujettissement colonial (même si Max Gluckman a déjà fait remarquer que, exceptionnellement, les sociétés ne restent pas dans un état d'équilibre harmonieux, mais se constituent par le conflit et la contradiction). La procédure d'analyse et de comparaison transculturelle était donc la construction d'entités ségréguées, homogènes et bien intégrées. Elle était basée sur les prémisses d'une rupture épistémologique entre «sujet» et «objet» et d'une congruence entre distance historique et différence culturelle.

DIVISION, OPPOSITION ET MÉDIATION

Ces assomptions et ces procédures analytiques de l'école structuro-fonctionnelle et ses discours intenses, qui régnèrent également dans les institutions académiques des pays assujettis par le colonialisme, comme par exemple le Rhodes-Livingston Institute (Rhodésie du Nord), l'East African Institute of Social Research (Uganda) et le West African Institute of Social and Economic Research (Nigeria; voir Mair, 1960), trouvèrent leur prolongement dans l'épistème du structuralisme français, liant l'héritage linguistique saussurien à l'anthropologie (voir les quatre volumes d'interprétation textuelle des mythes des deux Amériques par Claude Lévi-Strauss). Les divers phénomènes sociaux et culturels «peuvent être rendus intelligibles par la démonstration des relations de ces phénomènes avec quelques principes sous-jacents simples» et par le recours aux oppositions binaires, valables universellement, de l'esprit humain. Les cultures étaient principalement comprises comme des systèmes de classification et «une des moindres opérations de la culture relativement à ses propres taxinomies est précisément d'interférer ou de réconcilier les oppositions qui sont, à l'origine, les bases de ces taxinomies » (Ortner, 1984).

Selon Lévi-Strauss, les structures mythiques s'identifient à des structures sociales, non pas parce que le mythe reflète la société, mais car le mythe et la société partagent une structure qui les sous-tend tous les deux.

Cette perspective a structuré plusieurs travaux d'anthropologie sociale

Cette perspective a structuré plusieurs travaux d'anthropologie sociale (Raymond Firth, Edmund Leach, Rodney Needham), qui ne partageaient pas nécessairement l'universalisme de Lévi-Strauss, mais analysaient, dans de nombreuses études détaillées, les processus de médiation symbolique de divisions fondamentales telles que celles qui opposent la nature et la culture, le féminin et le masculin, le pur et l'impur, ou la structure et l'antistructure (Mary Douglas, Victor Turner). Les approches dominantes de l'anthropologie culturelle, en revanche, furent moins influencées par les paradigmes structuralistes car leur intérêt portait plutôt sur les éthos et les valeurs ainsi que sur la relation entre la forme et le fond des symbolisations culturelles (Orter, 1984).

En dépit de l'insistance sur la scientificité et l'objectivité, les éléments de critique culturelle étaient explicitement ou implicitement inhérents à ces perspectives anthropologiques. La critique de Lévi-Strauss sur le postulat hégélien d'un cours de l'histoire qui s'appliquerait universellement et sur la nécessité de l'évolution vers un «état moderne», de même que sa distinction entre sociétés «chaudes» et «froides», par exemple, sont bien connues à cet égard. Toutefois, au cours des mouvements de libération anticoloniaux et des mouvements sociaux occidentaux des années 1960, les implications colonialistes de la discipline devinrent un sujet de débat anthropologique (Asad, 1973). Cette critique eut pour conséquence, d'une part, que l'anthropologie se tourna vers les «autres» au sein de ses propres sociétés, c'est-à-dire vers les communautés périphériques et les groupes marginalisés dans les «sociétés occidentales» (Blok, 1992). D'autre part, l'étude critique en tant que mise en question des implications politicoéthiques de la recherche sur le terrain (Huizer et Mannheim, 1979) et de la position de l'anthropologie dans les configurations mondiales du pouvoir, ainsi que la critique de sa propre société, trouvèrent leur cadre théorique dans le marxisme structurel, en particulier sous l'influence de Louis Althusser.

Contrairement aux approches matérialistes de l'écologie culturelle, qui analysaient l'adaptation des cultures à leur environnement naturel et matériel (Marvin Harris, Roy A. Rappaport, Elman R. Service), les perspectives marxistes insistaient sur l'analyse des relations sociales en termes de structure et cherchaient à hiérarchiser les causes déterminant le fonctionnement et l'évolution des sociétés. Ainsi, les hiérarchies du point de vue anthropologique furent déplacées. La valeur explicative privilégiée n'était plus assignée à l'organisation parentale, mais spécifiquement aux structures économiques et aux modes de production. Les théories du sous-développement (Frantz Fanon), les analyses politico-sociologiques

(Immanuel Wallerstein) et la découverte de la paysannerie (Henri Medras, Teodor Shanin, Eric Wolf) affichèrent la relation entre centre et périphérie (Jane Schneider, Peter Schneider), les liens entre les macrostructures politico-économiques et les microstructures locales et régionales, ainsi que les conséquences de la pénétration capitaliste des sociétés et des communautés. Dans cette perspective, la compréhension du microcosme particulier comme une entité isolée du contexte social général est donc abandonnée. Simultanément, il devint évident que les sociétés pouvaient difficilement être considérées comme des entités isolées et homogènes avec des identités délimitées mais, au contraire, qu'elles étaient historiquement constituées par l'interaction mutuelle (Wolf, 1982).

Malgré les divergences qui opposent le fonctionnalisme, le structuralisme et le marxisme (Claude Meillassoux, par exemple, critiqua l'«idéalisme» de la réduction de la réalité sociale à des abstractions, opérée par Lévi-Strauss), ces approches avaient en commun le principe d'une construction de structures précédant l'analyse et le désintérêt pour l'origine et l'évolution de ces structures. Les catégories (dialectiques) analytiques de la division, l'opposition et la médiation gouvernaient ces constellations théoriques. La critique de ces modèles structurels, dans lesquels les individus sont inextricablement enfermés dans des structures objectivées et insurmontables qui déterminent leurs actions, a alors donné naissance à deux branches qui visaient, d'une part, à une compréhension de l'autre prodiguée par l'herméneutique et à la renaissance des approches interprétatives, et entendaient, d'autre part, rendre le sujet actant à nouveau visible.

SYMBOLE, SENS ET INTERPRÉTATION

La tendance herméneutique-interprétative dans la tentative de compréhension des différents univers de vie (représentée particulièrement par Clifford Geertz) bouleversa l'équilibre entre les concepts anthropologiques familiers. Dans un retour à la notion de «culture», dont l'utilisation diffuse fut néanmoins critiquée (par Kluckhohn, par exemple), les dimensions symboliques de l'action sociale et l'interprétation des systèmes de symboles, grâce auxquelles les êtres humains perçoivent et définissent leurs univers, vinrent occuper le centre d'attention. Geertz, «convaincu avec Max Weber que l'homme est un animal pris dans des réseaux de significations qu'il a lui-même tissés», considère la culture comme un de ces réseaux et en déduit que «son analyse relève par conséquent non d'une science expérimentale en quête de lois, mais d'une démarche interprétative à la recherche de sens» (Geertz, 1973). La culture n'est donc pas conçue comme un système de

structures cachées ordonné cognitivement et abstraitement. Au contraire, «sa logique [...] découle plutôt de la logique d'organisation de l'action, de l'évolution des individus au sein de certains ordres institutionnels, interprétant leur situation afin d'agir de façon cohérente » (Ortner, 1984). Dans cette perspective, le monde a toujours auparavant fait l'objet d'une interprétation et la notion de réseau ne se réfère pas aux structures ou systèmes dans le sens structuralo-fonctionnaliste; il ne s'agit pas d'une sphère autonome déterminant la réalité, mais d'un système de significations symboliques auxquelles l'homme a recours dans ses actions. Contrairement, par exemple, à l'anthropologie symbolique de Victor Turner, dans laquelle les symboles fonctionnent comme des opérateurs dans les processus de transformation sociale (par exemple, un changement de statut), ils dissolvent les contradictions sociales et familiarisent les individus avec les catégories et les normes de la société. Dans cette perspective, les symboles publics sont plutôt considérés comme des vecteurs de sens qui configurent la culture en question, ses gestes, ses actions, ses événements, etc.

Ce revirement vers une herméneutique assimilant les théories du langage et du sens nécessita au même moment une redéfinition de la méthode anthropologique abandonnant la séparation entre «compréhension» et «explication», et entre «empathie subjective» et «analyse objective», et joignant les deux moments du processus de recherche dans le concept de «description dense». Malinowski appelait déjà de ses vœux la considération des cultures du point de vue indigène, ce qui nécessite que l'on interprète les formes symboliques (concepts, institutions, actions, modes de comportement) par lesquelles l'homme se représente et communique avec ses semblables. Selon l'analogie entre texte et action, inspirée par Paul Ricœur, l'activité du chercheur consiste à lire le texte culturel respectif: «La culture d'un peuple est un ensemble de textes, qui sont eux-même des ensembles, que l'anthropologie s'efforce de lire par-dessus l'épaule de ceux à qui ils appartiennent en propre» (Geertz, 1973). D'autre part, la suite de la procédure ethnographique consiste à textualiser les actions et les actes de langage des êtres humains.

Dans le sillage de cette mise au point des aspects cruciaux de la compréhension de la culture (*symbole*, *sens*, *interprétation*) on assista à l'élaboration d'une nouvelle perspective qui, elle aussi, rejetait une vision de la société niant l'existence de sujets actants.

ACTION, INTERACTION ET NÉGOCIATION

L'interactionnisme symbolique (George Herbert Mead, Herbert Blumer, Erving Goffman) et le transactionalisme (Bruce Kapferer) et leurs critiques

des paradigmes durkheimiens et parsoniens de la sociologie, avaient déjà porté l'accent sur l'analyse de l'action sociale, de l'orientation de l'action et de son sens, et des interactions et de leurs motivations. Les effets déterminants des institutions, des normes et des valeurs n'occupaient plus le devant de la problématisation, désormais remplacés par le choix et la prise de décision individuels par les êtres humains actant concrètement dans leurs propres réseaux de relations (Jack Goody, Frederick George Bailey, Fredrik Barth, Jeremy Boissevain).

De la même manière, la «théorie de la pratique» de Pierre Bourdieu, élaborée comme une critique du structuralisme, ne se concentre plus sur des structures objectivées, mais sur l'action humaine et sur l'utilisation stratégique des normes, des valeurs et des relations permettant leur manipulation, leur légitimation et leur reproduction, se dirigeant ainsi vers une liaison entre la microanalyse des interactions et la macroanalyse des sociétés (illustration 97). Dans la perspective de Bourdieu, l'action sociale n'est pas indéterminée dans la mesure où les expériences sont inscrites dans les organismes et les institutions, de sorte qu'un «habitus» se constitue en tant que disposition spécifique pour l'action. Toutefois, l'habitus ne propose pas de schéma directeur du comportement mais plutôt une série de ressources permettant de comprendre les situations et de juger de l'applicabilité des règles. Les stratégies individuelles disposent donc toujours d'une certaine latitude. La «logique de la pratique», contrairement à un modèle structurel, évolue dans le temps et est déterminée par l'évaluation des situations dans des conditions d'incertitude quant à l'application des règles.

Le passage des approches systémiques et du postulat de l'atemporalité des structures objectivées à des théories de l'action exigea que l'on passe de l'analyse synchronique (statique) à l'analyse diachronique (processuelle). Par ailleurs, l'accent porté sur l'être humain en tant qu'actant spécifique fit ressortir les questions de l'organisation temporelle des actions, de la structuration temporelle du cours de la vie et des conceptions sociales du temps et de l'histoire. Ou, selon les propres mots de Bourdieu (1990): « la pratique se déroule dans le temps et elle a toutes les caractéristiques corrélatives comme l'irréversibilité. [...] Sa structure temporelle, c'est-à-dire son rythme, son tempo et surtout son orientation, est constitutive de son sens [...] Réintroduire l'incertitude signifie réintroduire le temps, substituer à la mécanique du modèle la dialectique des stratégies.»

L'accent porté sur la temporalité exigeait que l'on reconsidère l'historicité en anthropologie. Jusqu'alors, dans les considérations anthropologiques de l'«histoire», les contextes historiques n'avaient en général pas été conceptualisés en tant que processus internes, mais comme facteurs externes. Ainsi, l'analyse ne portait pas sur les pratiques historiques de la société étudiée, mais sur l'impact de l'histoire occidentale coloniale sur

cette société. Dans le même temps, les sociétés contemporaines ou les groupes sociaux étaient souvent situés sur une échelle de développement et sur une ligne de progrès unilinéaire comme «peuple sans histoire», caractérisé par les adjectifs «tribal», «féodal», «précapitaliste» ou «traditionnel». Ils étaient ainsi placés dans «un autre temps» et distancés comme s'ils n'étaient pas contemporains. Des travaux historiques plus récents ont, cependant, mis en évidence les interdépendances mutuelles, ainsi que les trajectoires historiques propres aux différentes sociétés qui peuvent difficilement être assujetties à un modèle universellement valable du cours de l'histoire dans sa conception occidentale (Sahlins, 1981; Price, 1983; Rosaldo, 1980).

Quand bien même action, interaction et négociation occupaient le cœur de l'analyse de la culture et de la société dans ces constellations théoriques, l'opposition de l'objectivité et de la subjectivité, du chercheur et de l'«observé», de «nous» et de «l'autre», ne faisait l'objet d'aucune remise en question. Toutefois, la reconnaissance de l'autre en tant qu'acteur historique dans la «théorie de la pratique» et l'aperçu de la construction sociale du savoir ont été un pas décisif vers une réflexion critique sur la constitution ethnographique et sur la représentation de l'autre, mais aussi vers la remise en cause de la position privilégiée du sujet chercheur par rapport à l'«objet».

DISCOURS, TEXTE ET REPRÉSENTATION

Les mouvements de libération et « la critique du colonialisme dans l'aprèsguerre, qui sapa l'autorité de l'Occident à représenter d'autres sociétés, ont été renforcés par un important processus de remise en question épistémologique et de théorisation implicite des limites de la représentation ellemême» (Clifford et Marcus, 1986). Ce mouvement réflexif initié à la fin des années 1960, adopta, pour topique des études herméneutiques-interprétatives et linguistiques-philosophiques mais aussi des critiques du discours poststructuralistes, les pratiques de recherches anthropologiques elles-mêmes (Clifford et Marcus, 1986; Manganaro, 1990; Marcus et Cushmann, 1982; Ruby, 1982; Tedlock, 1991; Tylor, 1978; Webster, 1986).

Edward Said a proposé une étude critique et sur le savoir occidental concernant la représentation de l'exotique, et sur l'«orientalisme». Elle démontrait que la reconnaissance de l'autre en tant qu'objet de connaissance est intrinsèquement liée au pouvoir. Les études de genre à tendance féministe (Rosaldo et Lamphere, 1974) contribuèrent à l'abandon de certitudes épistémologiques en montrant que les discours anthropologiques

ont pris leurs propres présuppositions et représentations (masculines) pour des caractéristiques des sociétés respectives. Ainsi, ces institutions et relations de production sociales qui concentrent le pouvoir et l'influence sont souvent conceptualisées comme «la» société. Elles excluent et effacent la femme, considérée comme «autre» et prisonnière d'un «tout» masculin.

L'anthropologie de l'anthropologie tenta également de clarifier, dans tous leurs aspects, les processus d'acquisition de la connaissance et d'écriture, mais aussi de problématiser les réseaux de relations entre le chercheur et l'autre en tant que membres de cultures différentes. D'après Michel Foucault, les relations entre chercheurs, «objets observés» et destinataires de la recherche, font partie d'une relation générique entre les formes de la pratique, la puissante «politique de l'interprétation» (Paul Rabinow) et les «formations et stratégies discursives» (Michel Foucault). La quête de la connaissance est comprise comme une forme historique spécifique à la pratique sociale, représentant des forces particulières dans la société.

Dans ce contexte, les processus de construction et de caractérisation de l'autre dans le temps et dans l'espace, le passage de la contemporanéité dans le travail sur le terrain, à la distanciation dans l'analyse, la conceptualisation et le texte (Fabian, 1983), les différentes stratégies d'établissement de l'autorité ethnographique ainsi que les procédures et les tropes littéraires (Hayden White) focalisent l'attention dans les représentations ethnographiques. Cette accentuation de la construction de l'autre («altérisation») reflète manifestement un des problèmes cruciaux de l'anthropologie mais aussi des pratiques scientifiques en général: la division du sujet et de l'objet considérés comme des entités distinctes, cohérentes, stables et homogènes et la tentative d'obvier à cette dichotomie en insistant sur le caractère dialogique de l'interaction dans le processus de recherche et dans la construction commune de la réalité. Dans ces approches, les interprétations culturelles et les interprétations de la culture sont situées dans plusieurs contextes réciproques, ce qui oblige les auteurs à trouver différentes manières de traduire le fait que les réalités négociées sont multisubjectives, contestées, chargées de pouvoir et discordantes. C'est pourquoi la littérature sur la culture et la société sont considérées comme relationnelles, comme les inscriptions des interactions exécutées lors de processus de communication qui s'établissent historiquement entre les sujets en relations de pouvoir.

Dans ces approches qui s'organisent autour du *discours*, du *texte* et de la *représentation*, la réflexion anthropologique et la révision de ses modes de génération de savoir semblent, à nouveau, être réservées à ceux qui appartiennent à cette tradition discursive. Le monde, semble-t-il, reste

ordonné du point de vue des anthropologues occidentaux et les systèmes de connaissance particuliers restent subordonnés aux exigences de la métathéorie critique.

Les membres des différentes sociétés ont cependant depuis longtemps analysé leurs «propres» cultures (Altorki, 1986; Arkush, 1981; Kenyatta, 1979; Yang, 1945). Bien que les paradigmes épistémologiques que Lévi-Strauss recommanda dans un geste hégémonique «lorsque les populations restent physiquement fortes alors que leur culture s'infléchit vers la nôtre, l'anthropologie, progressivement appropriée par les chercheurs locaux, doit adopter des objectifs et des méthodes identiques à ceux qui, depuis la Renaissance, se sont avérés féconds pour l'étude de notre propre culture» (Lévi-Strauss, 1966), soient remis en cause, l'influence dominante des disciplines occidentales et de leurs catégories conceptuelles (qui sont considérés comme des outils universels de cognition et d'explication de la vie sociale) sur les systèmes de connaissance respectifs n'est que depuis peu devenu un sujet d'attention.

«Les autres cultures ne sont légitimées que comme objets de pensée — jamais comme outils de réflexion. [...] La participation de l'anthropologue non occidental au discours sociologique est conditionnée par sa renonciation active au potentiel présent de sa culture.» (Das, 1993; Oommen, 1995). «Pourquoi les concepts africains de société, de groupe social, de processus sociaux et autres, tirés des modes africains de codification de la réalité, ne peuvent-ils être utilisés pour attirer notre attention sur d'autres éléments distinctifs de la matrice disciplinaire de la sociologie?» (Akiwowo, 1980). La description de leur culture exige-t-elle que ses membres prennent leurs distances par rapport à leurs propres traditions de savoir et qu'ils ne se meuvent que dans les représentations et les modes d'écriture qui ont été utilisées pour les décrire? Ainsi, la question fondamentale de l'anthropologie: la relation entre «soi» et «l'autre», est-elle posée à nouveau et l'exploration de cette relation défie à son tour un mode de pensée qui refuse la construction d'identités homogènes et de différences catégorielles entre «nous» et «eux», «l'Occident» et le «reste», de même que l'intégration et l'annihilation des différences. La culture «n'est pas un objet à décrire, ni un corpus unifié de symboles et de sens qui peut être interprété une fois pour toutes. Elle est contestée, temporelle et émergente. La représentation et l'explication, par des individus extérieurs ou intérieurs, sont impliquées par cette émergence» (Clifford et Marcus, 1986). Toutefois, si l'anthropologie est à l'œuvre lors de la création et de la conservation des interprétations, de la construction d'archive et d'une bibliothèque des sens, il est alors grand temps que ces sens et ces interprétations ne soient plus simplement catalogués, mais aussi mis en œuvre.

BIBLIOGRAPHIE

- AKIWOWO A. A. (dir. publ.). 1980. Sociology in Africa Today. Dans: *Current Sociology*, vol. 28, n° 2, p. 3–77.
- ALTORKI S. 1986. Women in Saudi Arabia: Ideology and Behaviour Among the Elite, New York, Columbia University Press.
- ARKUSH D. R. 1981. Fei Xiaokong and Sociology in Revolutionary China, Cambridge (Massachusetts), Harvard University Press.
- ASAD T. (dir. publ.). 1973. Anthropology and the Colonial Encounter, Londres, Ithaca Press.
- BLOCH M. (dir. publ.). 1975. *Marxist Analyses and Social Anthropology*, Londres, Malaby Press.
- BLOK A. 1992. Anthropology in Western Europe: Recent Trends and Perspectives. Dans: DIERKES M., BIERVERT B. (dir. publ.). 1992. *European Social Science in Transition: Assessment and Outlook*, Francfort/Boulder (Colorado), Campus Verlag/Westview Press, p. 123–142.
- BOURDIEU P. 1990. The Logic of Practice, Cambridge, Polity Press.
- CHU D. S. K. (dir. publ.). 1983–1984. Sociology and Society in Contemporary China 1979–1989. Dans: *Chinese Sociology and Anthropology*, vol. 16, n° 1–2.
- CLIFFORD J., MARCUS G. (dir. publ.). 1986. Writing Culture: The Poetics and Politics of Ethnography, Berkeley, University of California Press.
- DAS V. 1993. Der anthropologische Diskurs über Indien. Die Vernunft und ihr Anderes. Dans: BERG Z., FUCHS M. (dir. publ.). 1993. *Kultur, soziale Praxis, Text Die Krise der ethnographiscen Repräsentation*, Francfort, Suhrkamp, p. 402–425.
- DIAMOND S. (dir. publ.). 1979. *Toward a Marxist Anthropology: Problems and Perspectives*, La Haye/Paris/New York, Mouton.
- Fabian J. 1983. *Time and the Other: How Anthropology Makes Its Object*, New York, Columbia University Press.
- GEERTZ C. C. 1973. *The Interpretation of Cultures, Selected Essays*, New York, Basic Books.
- GELLNER E.(dir. publ.). 1980. *Soviet and Western Anthropology*, New York Columbia University Press.
- GUHA R. (dir. publ.). 1989. Writings on South Asian History and Society, vol. 6, Delhi, Oxford University Press.

- Huizer G., Mannheim B. (dir. publ.). 1979. *The Politics of Anthropology: From Colonialism and Sexism Toward a View from Below*, La Haye/Paris, Mouton.
- KENYATTA J. 1979. Facing Mount Kenya: The Tribal Life of the Gikuyu, Londres, Heinemann.
- LÉVI-STRAUSS C. 1966. Anthropology: Its Achievements and Future. Dans: *Current Anthropology*, vol. 7, n° 2, avril.
- 1967. Du miel aux cendres, Paris, P.U.F.
- MAIR L. 1960. The Social Sciences in Africa South of the Sahara: The British Contribution. Dans: *Human Organization*, vol. 19, n° 3, p. 97–107.
- MALINOWSKI B. 1967. A Diary in the Strict Sense of the Term, Londres, Routledge.
- MANGANARO M.(dir. publ.). 1990. *Modernist Anthropology: From Fieldwork to Text*, Princeton (New Jersey), Princeton University Press.
- MARCUS G. E., CUSHMANN D. 1982. Ethnographies as Texts. Dans: *Annual Review of Anthropology*, n° 11, p. 25–69.
- OOMMEN T. K. 1995. Alien Concepts and South Asian Reality: Responses and Reformulations, New Delhi/Thousand Oaks (California), Sage.
- MUKHERJI P. N. (dir. publ.). 1986. *Indian Sociology: Reflections and Introspections*, Bombay, Popular Prakashan.
- ORTNER S. B. 1984. Theory in Anthropology Since the Sixties. Dans: *Comparative Studies in Society and History*, n° 26, p. 126–160.
- PRICE R. 1983. First-Time: The Historical Vision of an Afro-American People, Baltimore, John Hopkins University Press.
- ROSALDO R. 1980. *Ilongot Headhunting, 1883–1974: A Study in Society and History*, Stanford, Stanford University Press.
- ROSALDO M. Z., LAMPHERE L. (dir. publ.). 1974. Women, Culture and Society, Palo Alto (Californie), Stanford University Press.
- RUBY J. (dir. publ.). 1982. A Crack in the Mirror: Reflexive Perspectives in Anthropology, Philadelphie, University of Pennsylvania Press.
- Sahlins M. 1981. *Historical Metaphors and Mythical Realities: Structure in the Early History of the Sandwich Islands Kingdom*, Ann Arbor (Michigan), The University of Michigan Press.
- SAID E. W. 1979. Orientalism, New York, Vintage.
- STOCKING G. W. (dir. publ.), 1983. Observers Observed: Essays on Ethnographic Fieldwork, Madison (Wisconsin), University of Wisconsin Press

- TEDLOCK B. 1991. From Participant Observation to the Observation of Participation: The Emergence of Narrative Ethnography. Dans: *Journal of Anthropological Research*, vol. 47, n° 1, p. 69–94.
- TYLOR S. 1978. The Said and the Unsaid, New York, Academic Press.
- VOGET F.W. 1975. A History of Ethnology, New York, Holt, Rinehart & Winston.
- WEBSTER S. 1986. Realism and Reification in the Ethnographic Genre. Dans: *Critique of Anthropology*, vol. 6, n° l, p. 39–62.
- WOLF E. R. 1982. *Europe and the People Without History*, Berkeley (Californie), University of California Press.
- YANG M. C. 1945. *A Chinese Village, Taikou, Shantung Province*, New York, Columbia University Press.

19.3 L'archéologie

Andrew Colin Renfrew

Au cours du XX^e siècle, il est enfin devenu possible de rendre compte de façon cohérente de l'histoire de l'humanité, depuis ses origines, il y a plusieurs millions d'années, parmi les singes anthropoïdes, jusqu'à nos jours. Pour la majeure partie de cette période, les méthodes archéologiques sont la seule source d'information accessible, les traces écrites n'étant pas antérieures à 3000 av. J.-C. L'évolution de la discipline a été, bien évidemment, stimulée par le succès des fouilles les plus importantes et les plus spectaculaires comme celles des tombes royales d'Ur, en Iraq (qui ont révélé une source d'information foisonnante sur la civilisation la plus ancienne du monde), ou la découverte des richesses du tombeau du pharaon égyptien Toutankhamon, qui eurent, toutes deux, lieu dans les années 1920 (Daniel, 1975), mais surtout par la découverte des plus anciens fossiles d'hominidés dans la gorge d'Olduvai en Tanzanie ainsi que dans d'autres sites en Afrique de l'Est.

Toutefois, ce que le travail sur le terrain permet de découvrir ne représente qu'une partie de l'histoire de la discipline qui est peut-être, finalement, moins significative que les avancés théoriques et méthodologiques. L'application de nouvelles techniques de recherche, notamment la datation au carbone 14, a. en effet, révolutionné l'archéologie en permettant la découverte et l'exploration performante de sites d'occupation partout dans le monde. Des approches intellectuelles originales ont transformé notre conception du passé et notre perception de la place qu'y occupe l'homme. Ces avancées ont permis l'émergence de ce que nous pourrions appeler un panorama global grâce auquel les changements et les évolutions sur un continent peuvent être comparés avec les événements contemporains sur un autre continent. L'histoire du peuplement de la Terre se fait de plus en plus précise et il devient possible de considérer les processus qui ont conduit à des évolutions significatives telles que l'origine de l'agriculture ou l'expansion des villes dans différents lieux et à différentes dates. En 1961, l'archéologue britannique Grahame Clark publie la première édition de son ouvrage World Prehistory. Cette publication fait date car elle marque le début d'une époque où il devient possible, principalement grâce à la datation au carbone 14, de dresser un panorama mondial. Toutefois, ces

réalisations procédaient des fondations solides bâties au XIX^e siècle par les balbutiements de l'archéologie.

LES FONDATIONS

L'archéologie moderne est basée sur un éventail de techniques. Certaines d'entre elles, comme la datation au carbone 14, ont été inventées au XX^e siècle. Pourtant, la technique primordiale (les fouilles stratigraphiques systématiques) fut conçue au XIX^e siècle, de sorte qu'en 1914 une prospection archéologique significative avait cours dans de nombreuses régions du monde (Daniel et Renfrew, 1988). Deux principes fondamentaux sont établis dès 1859: Charles Darwin dans *L'origine des espèces* énonce systématiquement la théorie de l'évolution qui est rapidement appliquée à la culture et à la société humaines ainsi qu'à l'apparition de notre espèce. L'ancienneté de l'humanité est établie la même année, quand l'origine humaine des artefacts de silex découverts dans une carrière de graviers de la vallée de la Somme est établie et prouve que l'histoire humaine remonte à l'âge glaciaire, une date bien antérieure à la traditionnelle date de la création (4004 av. J.-C.) avancée par les théologiens.

L'ASCENSION DE LA SCIENCE ARCHÉOLOGIQUE

La datation a toujours été le problème crucial de l'archéologie. La méthode des fouilles stratigraphiques est utile pour établir une chronologie des découvertes archéologiques, ce que l'on appelle la « datation relative ». Toutefois, assigner une date en années de calendrier, à savoir une « datation absolue », demeura longtemps problématique. Différentes techniques, basées sur les radiations solaires, sur le taux de dépôt des sédiments ou sur les durées présumées des périodes glaciaires et interglaciaires furent soigneusement élaborées. Mais ce n'est qu'avec la découverte de la datation radiométrique, utilisant des méthodes basées sur le taux constant de désintégration radioactive d'isotopes appropriés, que des méthodes fiables firent leur apparition. Pour les périodes les plus éloignées dans le temps, calculées en millions d'années, on privilégie des isotopes dont la désintégration est lente. La principale méthode utilisée est celle du potassium-argon. Cependant, pour les périodes remontant à environ 40 000 ans, la datation par le radiocarbone, mise au point en 1949 par Willard Libby (Libby, 1955) occupe la place d'honneur. Pour la première fois, il fut possible d'utiliser une méthode de laboratoire, relativement indépendante des présuppositions historiques sur les échantillons archéologiques étudiés, pour dater des matières organiques (os, bois ou graines par exemple) trouvées pendant les fouilles. Les découvertes aux Amériques ou en Australie pouvaient être datées selon les mêmes principes que celles exhumées sur le vieux continent. Il fut également possible d'élaborer des chronologies fiables pour des zones où les traces écrites n'apparurent que bien ultérieurement. Notre vision de la préhistoire du monde en fut profondément modifiée au cours des années 1960 et 1970 et la «révolution du radiocarbone» établit, par exemple, que les impressionnantes tombes «mégalithiques» du nord-ouest de l'Europe étaient bien antérieures aux pyramides d'Égypte dont on croyait pourtant qu'elles leur avaient servi d'inspiration.

Grâce aux méthodes de prospection et en particulier à l'utilisation de photographies aériennes et d'images satellites, l'identification des sites archéologiques est plus efficace. Lors de leur fouille une série de techniques, pour certaines déjà mises en place au XIX^e siècle, participent à la reconstitution de l'environnement et du régime alimentaire des premières populations. Une toute nouvelle discipline archéologique a pris son essor, en particulier depuis la Seconde Guerre mondiale, et propose des sous-domaines tels que l'archéologie environnementale, la géoarchéologie et l'archéométallurgie. Dans ces champs, la recherche est maintenant publiée dans des périodiques spécialisés comme *Archaeometry* ou le *Journal of Archaeological Science*. Il convient également de mentionner l'application de la biologie moléculaire qui offre de nouvelles opportunités prometteuses pour l'archéologie (Cavalli-Sforza *et al.*, 1994).

LES ÉVOLUTIONS INTELLECTUELLES

L'Australien Vere Gordon Childe (1892–1957) est probablement celui qui opéra la synthèse la plus satisfaisante de l'archéologie au XXe siècle. Il contribua en premier lieu (Green, 1981) à la production d'une vue d'ensemble de l'évolution de l'Europe préhistorique (Childe, 1925), basée sur les succès de ses prédécesseurs tels que le suédois Oscar Montelius. Ainsi, il formula et définit le concept de «culture» archéologique. Pour lui, l'Europe préhistorique était fondamentalement influencée par l'Asie de l'Ouest à travers un processus qu'il nomma «l'irradiation du barbarisme européen par la civilisation orientale». Sa seconde grande contribution fut d'acquérir une compréhension inégalée de l'agriculture, dont il fut le premier à souligner l'importance et qu'il désigne par une expression de son invention, «la révolution néolithique». Plus tard, décrivant l'ascension d'une société et d'une civilisation complexe, il définit la notion de «révolution urbaine» (Childe, 1936).

Son premier apport, fondé sur une vision globale de la diffusion de la culture du nord-est vers l'Europe, n'a pas résisté à l'épreuve du temps, et plus particulièrement à la révolution du radiocarbone, sans toutefois que l'importance considérable de la synthèse européenne réalisée par Childe soit affaiblie. Son second, à savoir la vision de Childe sur l'évolution humaine de la préhistoire à l'histoire (Childe, 1942), fut décisif. Il inspira certains des projets de recherche sur le terrain les plus importants de l'après-guerre sur les origines de l'agriculture, comme par exemple celui conduit par Robert J. Braidwood au Kurdistan iraquien. De même, il aida à motiver la recherche des origines de la civilisation non seulement au Proche-Orient mais aussi aux Amériques (Adams, 1966).

Une réévaluation radicale des traditions de la pensée archéologique fut inaugurée dans les années 1960 par Lewis Binford dans une série d'articles publiés dans American Antiquity (Binford, 1971). La «nouvelle archéologie» ou «archéologie processuelle» initiée par Binford et ses collègues (Binford et Binford, 1968) aux États-Unis, ainsi que par des universitaires britanniques et scandinaves (Clarke, 1968), critiquait la pensée diffusionniste et l'accent porté sur la classification en faveur auprès des archéologues traditionnels. Ils préférèrent insister sur les processus de changement à l'œuvre au sein des sociétés, à savoir, entre autres, les processus démographiques, sociaux et technologiques. Ils adoptèrent l'approche environnementale suggérée par les évolutions de la science archéologique et cherchèrent, dans la philosophie de la science, un cadre intellectuel moins subjectif que ce qu'ils qualifiaient parfois de «pseudo-histoire» utilisée par leurs prédécesseurs. L'analyse, plus rigoureuse, souvent assistée par ordinateur, était un de leurs objectifs. Ils insistaient sur la méthode de recherche et l'expérimentation des hypothèses. Controversées, ces méthodes firent néanmoins souffler un vent de fraîcheur. Toutefois, l'application prosaïque de certains de ces principes (voir par exemple Watson *et al.*, 1971) fit objecter à certains que cette approche était «scientiste» et sousévaluait le rôle de l'individu humain (Hodder, 1982). La critique émise sur le fait que la nouvelle archéologie avait surestimé l'importance du symbolique dans la pensée et l'action humaines n'était pas injustifiée et les deux dernières décennies du siècle ont assisté à la naissance des archéologies «postprocessuelles» ou interprétatives (Hodder, 1992). Leur approche est plus subjective et évite ce qui est considéré comme la fausse objectivité des sciences, tout en avançant, parfois, que la recherche archéologique devrait avoir une motivation ouvertement politique (Shanks et Tilley, 1987).

La critique «interprétative» de l'archéologie processuelle a certainement ranimé les débats théoriques qui avaient caractérisé l'archéologie au cours du dernier tiers du XX^e siècle. Mais pour certains (Bell, 1994), son hostilité à l'égard de la méthode scientifique et l'importance qu'elle

accorde à la subjectivité de l'interprétation peuvent conduire à un relativisme dangereux où «tout est bon». Parallèlement, de nombreux chercheurs, travaillant toujours dans le cadre des traditions de ce que l'on peut nommer l'archéologie cognitive et processuelle, ont cherché à explorer les dispositifs symboliques et cognitifs des sociétés primitives (Flannery et Marcus, 1983; Renfrew et Zubrow, 1994). Une des particularités les plus remarquables de l'archéologie à la fin du XX° siècle est la nature enflammée de ces débats et l'apparition de différentes nouvelles perspectives comprenant entre autres l'archéologie féministe.

Ces débats ont été particulièrement virulents en Grande-Bretagne et aux États-Unis, mais il faut noter que la tradition marxiste en archéologie était de nature processuelle plutôt que diffusionniste et que les penseurs néomarxistes en France au Danemark et au Mexique ont conduit leur propre nouvelle analyse des archéologies traditionnelles.

LA NAISSANCE DE L'ARCHÉOLOGIE MONDIALE

Avec la chute des empires coloniaux, la dernière partie du XXe siècle fut le théâtre de l'expansion d'un renouveau dans l'intérêt pour le passé et en particulier pour le passé indigène, donnant ainsi naissance à une nouvelle conscience nationale dans de nombreuses régions du monde. En Afrique, par exemple, les réalisations artistiques des royaumes d'Ifé et du Bénin, au Nigeria actuel, sont maintenant généralement considérées comme des œuvres sophistiquées pouvant soutenir la comparaison avec les œuvres raffinées de l'Antiquité classique ou d'Asie occidentale. L'État-nation du Zimbabwe tire son nom actuel d'un monument exceptionnel antérieur à la période d'influence européenne. Avant l'indépendance, les origines du Zimbabwe, que Gertrude Caton Thompson avait déjà attestées en 1931, étaient officiellement niées et remplacées par une origine européenne proclamée sur la base de ce que l'on ne peut que qualifier d'assomptions racistes. Avec la disparition de la pensée colonialiste, l'importance et l'intérêt des archéologies locales furent plus largement reconnus et des zones autrefois peu explorées archéologiquement, comme par exemple l'Asie du Sud-Est ou les îles du Pacifique, font maintenant l'objet de fouilles plus extensives.

L'intérêt pour l'Antiquité dans certaines zones, dont la Chine, remonte à plusieurs siècles. Pourtant, l'archéologie moderne, fondée sur le travail sur le terrain systématique et utilisant des fouilles stratigraphiques, ne commença dans ces régions qu'avec les recherches d'Andersson en 1934 et a fait depuis des avancées significatives. Sous la domination socialiste, l'archéologie chinoise prospéra. En effet, les régimes marxistes ont géné-

ralement suivi l'exemple donné par Marx et Engels eux-mêmes puisque ces derniers insistaient sur l'importance de l'archéologie dans la compréhension des fondements de la société. En Union soviétique, des ressources considérables ont été investies dans ce domaine, pendant et après l'ère stalinienne. Il ne faut toutefois pas négliger de dire que le débat intellectuel était quelque peu restreint malgré la prospérité du travail sur le terrain et de la science archéologique.

L'archéologie contribue de plus en plus à notre compréhension de ces périodes pour lesquelles on dispose également de traces écrites. Cela a toujours été le cas pour les civilisations antiques d'Égypte et d'Asie occidentale. Toutefois, l'archéologie du monde classique (Grèce et Rome antiques) se développe au point que de nombreuses conclusions sont émises en se fondant autant sur des preuves archéologiques qu'écrites. Il en va de même pour la période médiévale en Europe et l'archéologie industrielle est dorénavant un domaine incontournable sur le vieux continent comme aux États-Unis.

La recherche dans le domaine de la révolution agricole et urbaine, que nous avons déjà mentionné dans cet article, apparut indépendamment dans de nombreuses parties du monde. Ici, la problématique découlant des nouvelles questions posées par les considérations théoriques est aussi importante que les nouvelles techniques de recherche proposées par la science archéologique.

Néanmoins, au cours de ce siècle, les contributions les plus importantes de l'archéologie furent relatives à la compréhension des origines de l'humanité. Nombre des premiers fossiles humains furent découverts en Europe au XIXe siècle: la distinction entre les deux hominidés du paléolithique supérieur, l'homme de Neandertal et l'homme de Cro-Magnon (appartenant à notre espèce, *Homo sapiens sapiens*) était alors bien établie et comme nous le savons maintenant, ils s'étaient installés en Europe il y a 40 000 ans. Cependant, les premiers exemples de leur forme ancestrale, dénommée dans un premier temps Pithecanthropus («homme de Java») puis Homo erectus, furent mis au jour à Java à l'orée du siècle, puis l'«homme de Pékin» fut découvert dans les années trente dans les fouilles de Zhoukoudian, en Chine. On sait maintenant que la période de prospérité d'Homo erectus, attesté par d'autres découvertes en Afrique, se situe entre -1.5 et -0.5 millions d'années. De plus, en 1925, Raymond Dart annonça la découverte, en Afrique du Sud, de fossiles d'*Australopithecus*, c'est-àdire un hominidé encore plus ancien et ancestral dont on peut retracer les origines jusqu'en Éthiopie (sous la forme du fameux fossile «Lucy»), il y a 3,5 millions d'années (Johanson et Edey, 1981). Les importantes fouilles entreprises par Louis et Mary Leakey dans la Gorge d'Olduvai (Leakey, 1981) ont apporté de nombreux témoignages de l'évolution d'Australopi-

thecus en Homo erectus. Il semble maintenant évident que les premières étapes de l'évolution humaine eurent lieu en Afrique d'où Homo erectus migra vers l'Asie occidentale, l'Asie de l'Est et du Sud-Ouest et l'Europe. Notre propre espèce est issue d'*Homo erectus* et le même processus semble avoir eu lieu en Afrique il y a environ 100 000 ans. Toutefois déterminer dans quelle mesure des évolutions parallèles ou liées ont eu lieu en Europe et en Asie, est une question toujours ouverte. (Mellars et Stringer, 1989). Avec le début du paléolithique supérieur, il y a 40 000 ans, l'image devient plus nette et il est actuellement possible d'élaborer une carte relativement détaillée de la colonisation du globe par l'espèce humaine (Gamble, 1995). Ce plan qui est constamment corrigé et affiné et auquel la biologie moléculaire commence à apporter sa contribution, est une des réussites fondamentales de plus d'un siècle de recherches archéologiques. Il nous permet d'affirmer sereinement l'unité essentielle de l'ensemble de l'espèce humaine et de démontrer de façon détaillée comment furent peuplés chaque continent et chaque pays du monde.

BIBLIOGRAPHIE

- ADAMS R. M. 1966. *The Evolution of Urban Society*, Londres, Weidenfeld & Nicolson.
- Andersson J. G. 1934. Children of the Yellow Earth, Londres, Kegan Paul.
- BAHN P. 1996. *The Cambridge Illustrated History of Archaeology*, Cambridge, Cambridge University Press.
- BELL J. A. 1994. *Reconstructing Prehistory: Scientific Method in Archaeology*, Philadelphie, Temple University Press.
- BINFORD L. R. 1972. An Archaeological Perspective, New York, Academic Press.
- BINFORD S. R. (dir. publ.). 1968. *New Perspectives in Archaeology*, Chicago (Illinois), Aldine.
- CATON-THOMPSON G. 1931. The Zimbabwe Culture, Oxford, Clarendon Press
- CAVALLI-SFORZA L. L., MENOZZI P., PIAZZA A. 1994. *The History and Geography of Human Genes*, Princeton (New Jersey), Princeton University Press.
- CHILDE V. G. 1925. *The Dawn of European Civilisation*, Londres, Routledge & Kegan Paul.

- 1936. Man Makes Himself, Londres, Watts & Co.
- 1942. What Happened in History, Harmondsworth, Pelican Books.
- CLARK J. G. D. 1961. World Prehistory, Cambridge, Cambridge University Press.
- CLARKE D. L. 1968. Analytical Archaeology, Londres, Methuen.
- DANIEL G. E. 1975. A Hundred and Fifty Years of Archaeology, Londres, Duckworth.
- RENFREW C. 1988. *The Idea of Prehistory*, Édimbourg, Edinburgh University Press.
- FAGAN B. M. 1990. *The Journey from Eden: The Peopling of Our World*, Londres, Thames & Hudson.
- 1995. People of the Earth: An Introduction to World Prehistory, New York, Harper Collins.
- FLANNERY K. V., MARCUS J. (dir. publ.). 1983. *The Cloud People: Divergent Evolution of the Zapotec and Mixtex Civilisations*, New York, Academic Press.
- GALLAY A. 1993. La conquête du passé: Aux origines de l'archéologie, Paris, Carré.
- GAMBLE C. 1995. *Timewalkers*, Harmondsworth, Penguin Books.
- GOWLETT J. 1993. Ascent to Civilisation: The Archaeology of Early Man, New York, McGraw-Hill.
- GREEN S. 1981. *Prehistorian: A Biography of V. Gordon Childe*, Bradfordon-Avon, Moonraker Press.
- HODDER I. (dir. publ.). 1982. *Symbolic and Structural Archaeology*, Cambridge, Cambridge University Press.
- 1992. *Theory and Practice in Archaeology*, Londres, Routledge.
- JOHANSON D. C., EDEY M. 1981. *Lucy: The Beginnings of Humankind*, Londres, Granada Publishing.
- KLEIN L. 1977. A Panorama of Theoretical Archaeology. Dans: *Current Anthropology*, vol. 18, p. 12.
- LEAKEY R. E. 1981. The Making of Mankind, Londres, Michael Joseph.
- LIBBY W. F. 1955. *Radiocarbon Dating*, Chicago (Illinois), University of Chicago Press.
- MELLARS P. A., STRINGER C. (dir. publ.). 1989. *The Human Revolution: Behavioural and Biological Perspectives on the Origins of Modern Humans*, Édimbourg, Edinburgh University Press.

- RENFREW C., BAHN P. 1996. Archaeology, Theories, Methods and Practice, Londres, Thames & Hudson.
- ZUBROW E. B. W. (dir. publ.). 1994. *The Ancient Mind: Elements of Cognitive Archaeology*, Cambridge, Cambridge University Press.
- SHANKS M., TILLEY C. 1987. *Social Theory and Archaeology*, Cambridge, Polity Press.
- TRIGGER B. G. 1989. A History of Archaeological Thought, Cambridge, Cambridge University Press.
- WATSON P. J. et al. 1971. Explanation in Archaeology: An Explicitly Scientific Approach, New York, Columbia University Press.
- WILLEY G. R., SABLOFF J. A. 1993. A History of American Archaeology, New York, W. H. Freeman.

19.4 La démographie

Tian Xueyuan

Il est possible de faire remonter les origines de l'histoire de la démographie à John Graunt dont la renommée en tant que «père de la démographie» est due à sa publication en 1662 sur les études politiques et naturelles des statistiques de mortalité. Depuis lors, la démographie se distingue en tant que discipline indépendante. Cependant, au cours des deux derniers siècle, la démographie a prospéré dans l'étude de la population, d'un point de vue sociologique et économique plutôt que dans son sens originel de statistique. L'évolution de la démographie a en particulier été fortement influencée par l'œuvre polémique de Thomas Robert Malthus Essai sur le principe de population, qui fit l'objet de six rééditions au cours des vingt-huit années qui suivirent sa première publication en 1798. Le débat soulevé par le Principe alimenta à la fois l'anti-malthusianisme, qui réfute la théorie malthusienne, et le néomalthusianisme, qui s'emploie activement à adapter la théorie du Principe aux nouvelles réalités. Suite au débat sur le Principe et aux percées consécutives des études démographiques, l'évolution de la démographie entra dans une nouvelle ère.

L'évolution de la démographie au XX° siècle peut être divisée en deux périodes, celle qui précède la Seconde Guerre mondiale et celle qui la suit, en d'autres termes, les périodes avant et après 1950. La période antérieure à 1950 est caractérisée par des avancées significatives dans le domaine de la démographie et la suivante par une mutation en profondeur de la démographie.

LES AVANCÉES MAJEURES DE LA DÉMOGRAPHIE AVANT LA SECONDE GUERRE MONDIALE

La sensation considérable provoquée par la publication du *Principe* aux temps de Malthus est principalement attribuée à la croissance démographique galopante en Europe après la révolution industrielle. La donne changea sensiblement à l'entrée dans le XX^e siècle. Même si, en général, la population continua de s'accroître à une vitesse jamais connue jusque-là, les taux

de natalité et les taux de croissance naturelle de la population en Europe, et plus particulièrement en Europe de l'Ouest et du Nord, commencèrent à décliner, d'où l'avènement d'une croissance démographique faible qui servit de toile de fond à la création de la théorie de la transition démographique. Dans son article sur les principales théories démographiques, publié en 1909, comme dans son ouvrage *La révolution démographique* publié vingt ans plus tard, le Français Adolphe Landry fut le premier à évoquer et à explorer la transition démographique, théorie élaborée en se basant sur trois différentes étapes de l'évolution démographique. Aux États-Unis, Warren Thompson échafauda les mêmes conclusions en partant d'un groupement du monde en trois types régionaux ayant des degrés différents de fertilité et de mortalité correspondant à des étapes transitionnelles spécifiques.

La théorie de l'optimum démographique

Dans le sillage du débat sur la théorie démographique de Malthus, économistes et démographes commencèrent à se demander quelle serait la taille optimale de la population. On considère généralement que *The Wealth*, publié par Edwin Cannan en 1914, fut le premier écrit sur la question de l'optimum démographique. Dans cet ouvrage, il définit la population optimale comme celle permettant le meilleur rendement industriel et agricole. Plus tard, dans *Population Problems*, Carr Saunders continua d'élaborer le concept d'optimum démographique et contribua à la théorie en le définissant comme le point auquel la population acquiert un maximum de bénéfices individuels ou comme la densité de la population qui a le niveau de vie le plus élevé. Parce qu'elle n'a insisté ni sur la surpopulation ni sur la sous-population, la théorie de l'optimum démographique est devenue populaire dans le domaine de la démographie pendant les années 1920 et 1930.

La perspective économique en démographie

En général, les théories économiques classiques ou dominantes traitaient les facteurs démographiques comme des variables subordonnées. Ce n'est qu'au début de ce siècle que certains économistes commencèrent à concevoir les facteurs démographiques comme des variables indépendantes de la croissance économique, ce qui constitue un progrès considérable. John Maynard Keynes fut certainement une des personnalités les plus influentes de cette période. Son œuvre académique la plus représentative et la plus importante *La théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie* fut publiée en 1936. Il avance que la crise économique et la dépression des années 1929–1933 furent la conséquence d'une demande effective insuffi-

sante, sachant que la demande effective était déterminée par des facteurs tels que la démographie, la consommation et la composition technologique du capital, et que des taux de croissance démographique négatifs sont essentiels pour atteindre une demande effective suffisante. Ainsi Keynes explique-t-il le rôle déterminant des facteurs démographiques dans le développement économique, leur imputant en partie la responsabilité de ce qu'il désigne sous le nom d' «économie stagnante». À la suite de Keynes, l'économiste américain A. B. Hansen et l'économiste britannique R. F. Harrod développèrent la pensée keynésienne pour former la très influente école économique de démographie.

La perspective sociologique en démographie

Les études démographiques dans la perspective sociologique firent également des avancées considérables à cette époque. Le sociologue français A. Dumont proposa au début du siècle sa «théorie de la capillarité sociale». Par cette théorie, il explique que l'action de capillarité sociale de la poursuite individuelle de l'épanouissement personnel est liée au désir de chacun et que l'action de capillarité sociale contribue ainsi au déclin de la fertilité. À cette période, les sociologues insistent sur divers points de vue dans leurs analyses des questions démographiques, ce qui stimula fortement les études sur les thèmes de la fertilité, de la transition et de l'optimum démographique.

La perspective mathématique en démographie

La démographie, dans le sens originel de statistiques, n'avait fait aucune avancée révolutionnaire depuis environ deux cents ans quand, au début du XX^e siècle, A. J. Lotka élabora sa théorie de la population stable et Raymond Pearl et Lowell J. Reed redécouvrirent la «courbe logistique». Par déduction mathématique, Lotka élabora l'équation fondamentale du modèle de la population stable et démontra qu'il est nécessaire, dans une population fermée, que la structure par âge soit stable si les taux de fécondité et de mortalité résiduels restent invariables à tout âge et si la période reproductive est suffisamment longue. En expliquant la courbe en forme de S de l'évolution de la population, d'une croissance faible à une croissance forte puis à nouveau faible, Pearl et Reed ressuscitèrent le concept de «courbe logistique» énoncé au XIX^e siècle et donnèrent ainsi une nouvelle méthodologie pour l'étude mathématique et statistique de la transition démographique.

La mutation profonde de la démographie après la Seconde Guerre mondiale

L'évolution de la démographie après la Seconde Guerre mondiale est définie par sa nature interdisciplinaire et sa mutation profonde sur la base des avancées démographiques réalisées dans la première moitié du siècle. Après la Seconde Guerre mondiale, la croissance démographique mondiale s'accéléra en raison du baby-boom. Les questions de la pauvreté, du chômage, de la famine et de la pollution devinrent si pressantes que la théorie démographique malthusienne refit son apparition. Des représentants du néomalthusianisme, F. A. Pearson et F. A. Harber publièrent, entre le milieu et la fin des années 1940, une série d'articles sur les thèmes de la faim dans le monde et de la crise démographique mondiale. Dans les années 1970, la théorie pessimiste de la population, représentée par *La fin du monde* de G. Taylor et *Les limites de la croissance* de D. H. Meadows, était très influente.

Le parachèvement de la théorie de la transition démographique

Partant du travail de A. Landry et de W. Thompson, le démographe américain F. W. Notestein construisit le modèle théorique de la transition démographique qui dénote la perfection et la systématisation de la théorie de la transition démographique représentées par ses publications: *Population: The Long View* et *Economic Problems of Population Change*. Ultérieurement, A. J. Coale et E. Hoover, grâce à leur ouvrage *Population Growth and Economic Development in Low-Income Countries*, propagèrent la théorie de la transition démographique dans le monde conséquemment à leur contribution à l'applicabilité de la théorie aux sociétés en voie de développement.

Les progrès de l'économie démographique

Les relations entre le changement démographique et le développement économique sont au cœur de la démographie depuis ses origines. Les récents progrès dans ce domaine depuis la Seconde Guerre mondiale se situent tant au niveau macroéconomique que microéconomique. J. J. Spengler, un des remarquables spécialistes contemporains de l'économie démographique, contribua au niveau macroéconomique en publiant, dans les années 1950, *Economics and Demography*, dans lequel il analyse les relations entre la population et l'approvisionnement alimentaire. Il établit qu'il est nécessaire de contrôler la croissance démographique en avançant qu'une population croissante causerait de sérieux problèmes relatifs à l'alimentation, la terre, l'eau et les ressources minérales étant donné une élasticité positive des revenus (rapport du pourcentage de variation de la demande/pourcentage de variation des revenus) due à la pression exercée par l'augmentation des revenus sur la demande alimentaire. La combinaison de l'économie du développement et de la démographie inaugura un nouveau champ d'investigation dans l'économie démographique. Dans son étude sur les relations entre population et croissance économique dans les pays en voie de développement, Coale explique l'influence de la population sur la croissance économique par le fait qu'épargne et investissement doivent croître à un taux de 3 % si les taux de croissance démographique restent à 1 %, étant donné un coefficient de capital de 3 à 1. W. A. Lewis développa la macroéconomie démographique en intégrant certains facteurs tels que la population et le travail dans le système de l'économie du développement moderne dans son analyse du déplacement du travail en dehors des industries traditionnelles et de la capacité d'absorption des industries modernes.

À l'échelle microéconomique, Harvey Leibenstein élabora sa théorie des «coûts et bénéfices des enfants» en classant le coût des enfants en coûts directs et indirects et les bénéfices des enfants en six types de bénéfices, tels que bénéfice travail-économie ou le bénéfice consommation-jouissance. En étudiant les coûts et les bénéfices des enfants dans des familles provenant de contextes sociaux différents, il explique le processus de prise de décision reproductive. Dans son analyse, G. S. Becker introduisit les concepts de coûts invariables (ou coûts quantité) et de coûts variables (ou coûts qualité) et prouva la substitution entre les coûts quantité et les coûts qualité ainsi que les limites du désir d'enfants et la loi générale sur l'accroissement de l'élasticité de la demande de qualité. C'est cette loi qui établit le nécessaire passage de l'investissement dans les coûts quantité à l'investissement dans les coûts qualité, qui détermina le déclin de la fertilité. En microéconomie de la démographie, il nous faut également mentionner la théorie de l'offre et de la demande d'enfants par R. A. Easterline, les «flux intergénérationnels de richesses» de J. C. Caldwell et le «fonctionnement économique des ménages» de T. W. Schultz.

La création et l'évolution de la sociologie démographique

Les études démographiques d'un point de vue sociologique, telles que la «théorie de la capillarité sociale», n'ont pas abouti à la formation de la sociologie démographique dans la période précédant la Seconde Guerre mondiale. Après celle-ci, de nombreux sociologues comme K. Davis et P. Hauser, intéressés par la démographie, cherchèrent à établir une explication sociologique de la quantité, de la qualité et de la structure de la popu-

lation. Dans les années 1960 et 1970, Davis s'attacha au problème de la population et de la stabilité et aux relations entre population et urbanisation dans son analyse de «l'urbanisation de la population» et de la «crise de la population mondiale».

Le développement de la démographie mathématique

Grâce à l'application extensive de la méthodologie mathématique, les démographes améliorèrent leur méthodologie traditionnelle par le biais des ordinateurs. Par ailleurs, certains mathématiciens et scientifiques spécialistes de la dynamique systématique investirent le domaine de la démographie ou coopérèrent avec des démographes. La démographie mathématique en tant que sujet interdisciplinaire vit ainsi le jour. Grâce à la révolution méthodologique dans les domaines de la collecte et de la modification des données démographiques, des projections démographiques et des analyses démographiques quantitatives, la démographie mathématique favorisa considérablement le développement général de la démographie et la formation d'un système démographique.

Les études sur la population et le développement durable

Les études démographiques et le développement durable ont une longue histoire commune. Dans la seconde moitié de ce siècle, de nombreux modèles théoriques sur la population, l'alimentation, les ressources, l'environnement, et le développement social et économique furent construits en utilisant les méthodes quantitatives des dynamiques systématiques. Les Limites de la croissance, de D. H. Meadows et al., en est un exemple. Ce rapport fut publié en 1972, année où la Conférence mondiale sur l'environnement de Stockholm avança le concept de développement durable. Le rapport de la Commission mondiale sur l'environnement et le développement Notre avenir à tous (1987) popularisa l'idée que le développement est durable seulement s'il « satisfait les besoins de la génération présente sans compromettre les intérêts des générations futures». À la suite de la Conférence mondiale sur l'environnement et le développement de Rio de Janeiro en 1992, de la Conférence internationale sur la population du Caire en 1994 et de la Conférence internationale sur le développement social de Copenhague en 1995, le développement durable est devenu le sujet le plus important de cette fin du XX^e siècle. En raison du rôle décisif de la population dans le développement durable, les études portant sur la démographie et le développement durable sont fortement encouragées dans de nombreux pays.

Au XX^e siècle, la démographie est progressivement devenue une discipline disposant de ses propres objets, méthodologie et champ d'application. Le système de la démographie incluant des sous-domaines indépendants tels que les statistiques démographiques, la démographie économique, la sociologie démographique, la démographie géographique, la démographie du développement, la démographie mathématique, etc. s'est d'ores et déjà formé. Le développement est infini et il ne fait donc aucun doute que la démographie va continuer de se développer au XXI^e siècle, parallèlement au développement économique et social, et au progrès de la science et de la technologie.

BIBLIOGRAPHIE

- BECKER G. S. 1965. A Theory of the Allocation of Time. Dans: *Economic Journal*, n° 75, p. 493–517.
- CANNAN E. 1920. Wealth: A Brief Explanation of the Causes of Economic Welfare, Londres, King.
- COALE A. J., HOOVER E. M. 1958. *Population Growth and Economic Development in Low-Income Countries*, Princeton (New Jersey), Princeton University Press.
- DUMONT A. 1990. Dépopulation et civilisation : Étude démographique, Paris, Economica.
- EASTERLIN R. A., CRIMMINS E. M. 1985. Fertility Revolution: A Supply-Demand Analysis, Chicago, University of Chicago Press.
- HANSEN A. H. 1939. Economic Progress and Declining Population Growth. Dans: *The American Economic Review*, vol. 29.
- HAUSER P. M., DUNCAN O. D. 1959. *The Study of Population*, Chicago (Illinois), The University of Chicago Press.
- KEYNES J. M. 1936. *The General Theory of Employment, Interest and Money*, Londres, Macmillan.
- LANDRY A. 1934. La Révolution Démographique, Paris, Recueil Sirey.
- Leibenstein H. 1975. The Economic Theory of Fertility Decline. Dans: *Quartely Journal of Economics*, vol. 89, n° 1, février.
- Li J. 1992. *Contemporary Demographic Theories in the West*, Xian (Chine), Shanxi People's Press.
- LOTKA A. J. 1907. Relation Between Birth Rates and Death Rates. Dans: *Sciences, New Series*, n° 26, p. 21–22.

- MAOJIE ZHIFENG. 1995. Optimum Population and Control, Xian, Shanxi People's Press.
- MEADOWS D. H., MEADOWS D. L., RANDERS J., BEHRENS W. W. 1972. *Limits to Growth*, Xian, Sichuan People's Press.
- NOTESTEIN F. W. 1945. *Population: The Long View, Food for the World*, Chicago, University of Chicago Press.
- OVERBEEK J. 1988. *History of Population Theories*, Rotterdam, Rotterdam University Press.
- PAN J., ZHU G. 1991. World Population, Beijing, China Population Press.
- PEARL R., REED L. J. 1920. On the Rate of Growth of the Population of the United States since 1790 and its Mathematical Representation. Dans: *Proceedings of the National Academy of Sciences*, n° 6, p. 275–288.
- PENG S.. 1987. *Outline of Economics of Demography in the West*, Beijing, Beijing University Press.
- SIMON J. L. 1977. *The Economics of Population Growth*, Princeton (New Jersey), Princeton University Press.
- Spengler J. J. 1978. *Facing Zero Population Growth*, Durham (Caroline du Nord), Duke University Press.
- Thompson W. S. 1929. Population. Dans: American Journal of Sociology, vol. 34, n° 6.
- TIAN X. 1991. Selection of Works of Tian Xueyuan, Beijing, China Economic Press.
- 1995. Selection of Works of Tian Xueyuan, Beijing, China Economic Press.

19.5 La sociologie

Peter Wagner

LA SOCIOLOGIE AU DÉBUT DU XX^e SIÈCLE: UNE NAISSANCE DIFFICILE

La sociologie occupe une place particulière parmi les sciences sociales du fait qu'il n'existe aucun domaine ou aspect de la vie sociale pour l'étude duquel les sociologues pourraient prétendre à une compétence particulière. Au début du XX^e siècle, alors que la plupart des autres disciplines des sciences sociales étudiées dans ce chapitre étaient relativement bien établies, la sociologie luttait encore pour exister.

Certes, l'Institut international de sociologie (IIS) avait été fondé à Paris en 1893 et, à peu près à la même époque, Émile Durkheim publiait ses Règles de la méthode sociologique (illustration 98). Les dernières décennies du XIX^e siècle virent la publication, en plusieurs langues européennes, de traités pragmatiques comparables bien que moins prospères pour la nouvelle discipline ainsi que, déjà, des vues d'ensemble sur son évolution. Des associations nationales furent créées peu de temps après le début du siècle : la Société américaine de sociologie en 1905, la Société allemande de sociologie en 1909, la Société japonaise de sociologie en 1912 (et son homologue plus libéral, la Société sociologique du Japon en 1923), ou encore la première Société sociologique russe, fondée à Petrograd en 1916. Toutefois, cette activité effrénée ne peut cacher que la nouvelle venue était souvent qualifiée de parvenue dans les institutions académiques et que son arrivée, souvent entravée, n'était certainement pas la bienvenue. L'université d'Oxford, par exemple, considérait (et considère toujours, pour les étudiants du premier cycle) que l'étude de la philosophie, de la politique et de l'économie suffisait à couvrir l'enseignement de ce que l'on finira par appeler les sciences sociales. En Italie, Benedetto Croce exprimait l'opinion de nombreux philosophes lorsqu'en 1906 il qualifia la sociologie de «mélange chaotique des sciences naturelles et des sciences morales [...] une «nouvelle science» qui, en tant que science philosophique est injustifiable et en tant que science empirique est tout sauf novatrice. Elle n'est nouvelle qu'en tant que «sociologie», c'est-à-dire une incursion positiviste barbare dans les domaines de la philosophie et de l'histoire».

Quel était l'enjeu de la définition du domaine sociologique? La sociologie étudiait la société occidentale contemporaine. Elle ne revendiquait pas, comme l'histoire, une expertise dans l'étude du passé ou, comme l'anthropologie, dans l'étude des autres sociétés. Les domaines d'analyse de l'économie, des sciences politiques et de la psychologie étaient, respectivement, les relations de production et d'échange, les modes d'établissement et de mise en application de règles communes, et le fonctionnement de l'esprit. Or il était impossible d'identifier, pour la sociologie, un domaine d'analyse comparable. En conséquence, certains sociologues prétendaient, à l'instar du français Émile Durkheim, qu'ils donnaient l'étude la plus exhaustive et subordonnant tous les autres domaines de l'ensemble des relations sociales. Plus modestement, comme Leopold von Wiese en Allemagne, d'autres sociologues cherchaient à apporter un complément nécessaire aux domaines d'investigation indépendants en étudiant simplement la forme des relations sociales. La première attitude suscita l'opposition d'universitaires spécialisés dans des domaines pour la plupart mieux établis, alors que la seconde, tout en restant plus acceptable, ne pouvait raisonnablement pas être considérée comme très attravante.

Les caractérisations de la sociologie de Durkheim et de von Wiese abordaient déjà le problème en termes d'institutions et de disciplines académiques et ils formulèrent des demandes d'adhésion aux universités. Pour comprendre la nature controversée de la sociologie, les attentes et les craintes qu'elle déclencha à la fin du XIXe siècle, il faut toutefois que l'on considère le projet sociologique en termes plus vastes. Bien qu'il s'agisse principalement d'une discipline du XXe siècle, la formulation de ses ambitions remonte au début du XIXe siècle, à l'immédiate période postrévolutionnaire.

La promesse de la sociologie : la compréhension de la société moderne

La sociologie apparut immédiatement après les révolutions américaine et française. Cette étude de la vie sociale est marquée de façon décisive par la pensée libérale: elle ne considère pas que l'ordre social est acquis, déterminé par une autorité supérieure voire surhumaine. Corrélativement, toutefois, elle rompt avec la philosophie politique libérale des XVIIIe et XVIIIe siècles en insistant sur l'existence d'une réalité sociale entre les individus et le régime. D'un point de vue sociologique, l'ordre politique ne peut être le fruit d'un accord passé entre individus atomisés. Sa forme et sa substance sont plutôt reliées à une structure de relations sociales que la sociologie est chargée d'identifier et d'analyser.

Ainsi, la sociologie exprime-t-elle sa différence par rapport à l'économie et la psychologie, d'une part, aux sciences politiques et au droit, d'autre part, non pas tant en décrivant un domaine spécifique de la vie sociale, mais plutôt en développant un point de vue particulier. Elle se focalise sur la socialité en tant que caractéristique des êtres humains et, en raison de cette socialité, sur l'émergence d'une série structurée de relations sociales entre êtres humains, autrement appelée société. Ce phénomène n'est ni le résultat, par inadvertance, des multiples préférences indépendantes des individus, ni identique à la série formelle de règles communes connues sous le nom de lois et institutionnalisées dans l'État.

Poser le problème en de tels termes marquait la «modernité» de la sociologie en ce sens qu'elle acceptait les affirmations et les conséquences des révolutions; à savoir qu'il existe une part d'autonomie dans l'action humaine qui ne peut être assujettie par des lois imposées. En conséquence, la vie sociale humaine suivit de nouvelles voies, marquant une rupture avec les sociétés humaines antérieures. Toutefois, cela n'impliquait pas que le libéralisme individualiste appréhendait convenablement la nouvelle situation ou que celle-ci soit en principe inconnaissable en raison de la nature imprévisible de l'action autonome. Au contraire, la sociologie proposait de rendre intelligible la nouvelle série de relations sociales en les étudiant et en scrutant l'ordre social émergent. Dans ce sens, la sociologie se présentait comme la science de la société moderne en soi, avec son propre programme distinctif.

À ce stade, il nous faut également noter que la sociologie, ainsi comprise, est en effet une discipline «occidentale», tout au moins dans la perspective historique. Elle apparut originellement en Europe de l'Ouest et aux États-Unis. Les premiers disciples d'autres régions du monde, telles que la Russie ou le Japon, se référaient à des exemples occidentaux. Toutefois, dans certains domaines, des formes de pensée sociologiques surgirent avec force qui jetaient un regard critique sur l'héritage libéral et proposaient des visions organismiques ou holistiques de la société. Cela fut notamment le cas en Allemagne, au sud des États-Unis et au Japon, où d'authentiques réponses à la modernité occidentale étaient explorées. De plus, le programme originel lui-même fut transformé au cours du XXe siècle et cette transformation entraîna la mitigation de sa problématique originelle. Toutefois, toutes ces évolutions ne peuvent être comprises à moins d'être restituées par rapport au contexte du projet historique de la sociologie.

Dès le début du XIXe siècle, il est possible d'identifier des ébauches de

Dès le début du XIX^e siècle, il est possible d'identifier des ébauches de ce programme (bien que sous un autre nom que sociologie puisque Auguste Comte n'inventa ce mot qu'en 1838), la plus claire de ces ébauches étant probablement les *Principes de la philosophie du droit* de Georg Friedrich Wilhelm Hegel. Pourtant, pendant la première moitié du siècle, le pro-

gramme eut du mal à s'affirmer face aux «vénérables sciences» d'État et à la «nouvelle» économie politique. À l'inverse, plusieurs des questions posées par la sociologie semblent avoir déjà trouvé leurs réponses dans une perspective largement déterministe du progrès historique dans la seconde moitié du XIX^e siècle, sous l'influence de la pensée évolutionniste. Le travail de Herbert Spencer est le cas d'espèce le plus important ici. Le projet de la sociologie en tant que programme de recherche et discipline ne refit son apparition qu'à la frontière avec le XX^e siècle.

LA SOCIOLOGIE CLASSIQUE: UN PROJET ÉPISTÉ-MOLOGIQUE, POLITIQUE ET INSTITUTIONNEL

L'orée du siècle ne vit pas seulement la création d'associations sociologiques ou la publication de traités concevant le plan de la discipline, elle fut aussi l'âge classique de la sociologie, l'ère des fondateurs de la discipline avec, en tête, Émile Durkheim et Max Weber (illustration 99), mais aussi Vilfredo Pareto, Georg Simmel, Charles Horton Cooley, George Herbert Mead, entre autres. Tous ces auteurs ne furent pas considérés à leur époque comme des interlocuteurs clés de la discipline. Par ailleurs, et dans une certaine mesure, la construction de la période classique n'eut lieu que plus tard, principalement avec l'ouvrage de Talcott Parsons publié en 1937, *Structure de l'action sociale*, qui reliait les théoriciens les uns aux autres et affirmait que leurs théories convergeaient à l'insu des auteurs vers une théorie sociologique de l'action humaine. Toutefois, que cette affirmation soit juste ou non, les travaux de la période classique avaient au moins deux points communs: la problématique épistémologique et la problématique politique.

Aux alentours de 1900, le débat académique était caractérisé par la conscience aiguë d'une crise profonde de la science, en dépit, ou peut-être à cause, de l'avancée spectaculaire des sciences au XIXe siècle. Les expressions européennes les plus profondes de ces doutes furent le renoncement de Ernst Mach à l'ambition explicative, la séparation des modèles des sciences humaines et des sciences naturelles opérée par Wilhelm Dilthey et la critique radicale de la science par Friedrich Nietzsche. Aux États-Unis, William James et Charles Peirce mirent au point une réponse pragmatique à des doutes comparables; réponse qui semble laisser la porte ouverte à une autre activité scientifique. Nonobstant le contexte particulier et la position choisie, les futurs «classiques» de la sociologie traitèrent, dans leurs écrits sur l'épistémologie, l'ontologie et la méthodologie, de la question même de la possibilité d'une connaissance sociale. Ces travaux donnèrent naissance aux principales approches sociologiques existant encore aujourd'hui.

Tout d'abord, on peut faire remonter l'approche statistique quantitative de la causalité sociale à l'étude de Durkheim sur le suicide et au travail de durkheimiens, comme François Simiand. Ensuite, les analyses interactionnistes qualitatives des relations sociales trouvent leur origine dans les observations de Georg Simmel sur la vie sociale en Allemagne et dans la psychologie et les théories sociales du «moi» dans les écrits de George Herbert Mead et les travaux ultérieurs de l'école de Chicago. Enfin, les études historiques et comparatives des constellations et des évolutions institutionnelles et culturelles doivent beaucoup au travail de Max Weber.

En ce sens, on peut, de façon justifiée, considérer que les «fondateurs» ont élaboré une base pour l'évolution de la sociologie en tant que discipline des sciences sociales. Leurs efforts furent récompensés par quelques succès institutionnels modestes dans l'acceptation de la sociologie dans les universités. Aux États-Unis, les premiers travaux sociologiques apparurent alors que les universités déjà existantes s'étendaient et que de nouvelles universités étaient créées. Il était ainsi comparativement plus facile de faire une place à un nouveau domaine. En France, les efforts entrepris par Durkheim, pourtant bien averti du problème, se soldèrent par un demi-échec. Il réussit à établir l'hégémonie de son «école française de sociologie», telle qu'elle fut nommée plus tard, sur les approches concurrentes de la science sociale. Mais après sa mort, la domination de la philosophie dans les universités françaises se réaffirma au détriment de la sociologie, qui dut attendre les années 1950 avant d'être reconnue comme un sujet d'étude. En Allemagne, des auteurs tels que Weber étaient réticents à l'utilisation du terme sociologie, teinté pour eux de la pensée abstraite des Lumières souvent considérée comme étrangère à l'esprit allemand. La rupture politique de la Première Guerre mondiale et la chute de l'Allemagne impériale ouvrirent pourtant la voie à l'étude de la société contemporaine et de ses problèmes, même si ce n'était que dans le cadre d'une fonction complémentaire comme celle conçue par von Wiese, dans des universités dont certaines étaient nouvellement créées (par exemple, Hambourg et Cologne). Dans l'entre-deux-guerres, le même type d'institutionnalisation rapide eut lieu en Pologne.

Il y a encore bien plus à observer dans ce processus de fondation d'une discipline. Comme nous l'avons dit précédemment, les premiers sociologues n'avaient pas en commun qu'un contexte intellectuel où la science était remise en question, mais aussi un contexte politique qui peut sommairement être défini comme une crise de la pensée libérale dans une société industrielle de masse émergente. Au cours de la majeure partie du XIX^e siècle, juste après les révolutions démocratiques aux États-Unis et en France, le libéralisme et la théorisation libérale avaient été au cœur des débats intellectuels sur la politique. Pourtant, à la fin du siècle, les intellectuels étaient en général bien conscients de l'échec de la théorie libérale

dans le domaine politique comme dans le domaine économique, pour ce qui est de la compréhension des changements dans les pratiques sociétales ou de la fourniture de critères pour leur régulation.

Dans ces débats de fin de siècle, les sociologues classiques prenaient position. Ils étaient d'accord sur le fait que les développements sociétaux avaient supplanté le libéralisme classique, mais insistaient sur la nécessité de procéder à des réajustements de la tradition politique. Leurs auteurs considéraient que la situation contemporaine était le théâtre d'une restructuration politique majeure sans objectif clair ou vision directrice. Ils firent de cette constatation leur thème principal. Incapables d'adhérer à l'idée d'une régulation quasi automatique des conflits sociaux, mais également non désireux de se détacher complètement des principes du libéralisme bourgeois, ils utilisèrent leur capacité d'analyse pour la recherche des phénomènes qui pourraient présider à une évolution durable de la société.

Les théories de la «solidarité organique» et de la relation entre religion et moralité chez Durkheim, celle des formes de domination légitime et du «charisme» chez Weber ou encore celle de la classe politique et de la «circulation des élites» chez Pareto, furent les fruits de ces tentatives de reconsidération des relations somme toute ordonnées entre pratiques sociales étendues, identités sociales déracinées et politiques nécessitant une adaptation. La sociologie «classique» procurait d'importants éléments de diagnostic de la principale transformation sociale de son temps.

Enfin, il nous faut noter que cette volonté de la sociologie d'apporter une contribution intellectuelle à la restructuration politique eut un prix. Ce que l'on connaît sous le nom de sociologie n'était qu'une partie d'un milieu intellectuel plus large qui traitait des crises de la connaissance, du moi et de la politique contemporaine de diverses façons. Nombre de sociologues étaient parfaitement conscients que la frontière n'était pas claire entre leur nouveau domaine et, d'autre part, les discours littéraires, les débats critiques en philosophie et en psychologie et plus particulièrement la réflexion sur la connaissance autour de Henri Bergson, Friedrich Nietzsche et Sigmund Freud, pour ne citer que les plus saillants.

Bien qu'ils connaissaient et, souvent, appréciaient ces discours connexes, les premiers sociologues eurent la tâche colossale de couper le cordon reliant leur discipline émergente à ces discours. À des degrés divers, ils adoptèrent dans leurs ouvrages un point de vue obligeant à ériger une frontière. En termes épistémologiques, il s'agissait d'écarter les doutes puissants sur la possibilité d'une science sociale. En termes politiques, il convenait de se concentrer sur une possible restructuration de la politique afin de barrer la route ne serait-ce qu'à l'éventualité d'un résultat alternatif non désiré de la mutation sociale en cours. Enfin, en termes institutionnels, il s'agissait de garantir une place dans les universités

pour les nouveaux domaines plutôt que de laisser leurs propres pensées se mêler avec d'autres approches sous l'égide de domaines plus vastes tels que la philosophie ou l'histoire.

La divergence de l'entre-deux-guerres

Comme dans de nombreux autres aspects de la vie sociale, au moins en Europe, la Première Guerre mondiale marqua une rupture majeure dans l'évolution de la sociologie. Durkheim meurt en 1917, Weber en 1920 et Pareto en 1923. La coïncidence de ces dates suggère un changement intellectuel plus vaste. Quand bien même les «fondateurs» furent très souvent cités après leurs morts, leurs travaux ne laissèrent pas une forte empreinte sur les débats intellectuels entre les deux grandes guerres. Ce fait peut être partiellement interprété en termes politiques, puisque les révisions de la tradition libérale par la sociologie classique avaient perdu leur force de persuasion. Dans le contexte d'une crise générale de l'utopie libérale, l'intelligibilité de la société par les moyens de la sociologie classique et la maniabilité de l'ordre social grâce aux conclusions tirées de tels moyens furent mis en doute de façon plus radicale que jamais. Il existait cependant d'importantes divergences qui découlaient de l'utilisation de différentes ressources intellectuelles pour traiter la nouvelle incertitude. La sociologie avait suivi une évolution relativement similaire en Europe et en Amérique du Nord au cours de la période classique, mais, pendant l'entre-deux-guerres, on assista à une scission intellectuelle entre ces deux régions et, en Europe uniquement, à la disparition temporaire du projet sociologique tel qu'il avait été conçu par les fondateurs.

Sur le vieux continent, le discours sociologique se désintégrait. Les «philosophies de l'action», hautement volontaristes, s'emparèrent de ses considérations sur la théorie de l'action. Ce qui fut, plus tard, dénommé «recherche sociale empirique» prit une orientation pratique pour l'utilisation des informations sur les opinions et les comportements des individus. Cette branche se trouva toujours en marge, voire complètement à l'extérieur, du domaine universitaire. Ces deux parties du discours désintégré prospérèrent sous les régimes fascistes et totalitaires. Les philosophies de l'action soutenaient l'idée d'un homme fort (ou d'une classe forte), de la volonté et de la jeunesse comme sources de jouvence de la nation. La recherche sociale empirique était souvent organisée spécifiquement pour acquérir des connaissances stratégiquement utiles sur l'état de la population. Mais ces deux branches prospérèrent séparément. Ensemble, elles auraient pu donner naissance à une théorie sociale de l'action collective soutenue empiriquement qui aurait pu s'inscrire dans une théorie normative de la démocratie.

Certains éléments de ce discours existaient aux États-Unis. Si l'on relie la philosophie politique de John Dewey à la théorie sociale de George Herbert Mead et à la sociologie empirique de l'école de Chicago, alors se dessine une connaissance théorique et empirique qui met l'accent sur la capacité humaine à créer et recréer sa propre vie de façon collective et individuelle. Cette sociologie pragmatique et interactionniste ne devint pas non plus l'approche dominante aux États-Unis. La sociologie américaine connut un schisme intellectuel comparable à celui qui eut lieu en Europe, quoique moins profond et moins déstabilisant pour l'ensemble du domaine.

La recherche sociologique américaine fut dominée, tout d'abord, par l'école de Chicago dans les années 1920 et 1930, puis par celle de Columbia lors des décennies suivantes et enfin, dans les années 1960, par la recherche sur la politique sociale. Cette évolution démontre la croissance de l'influence des facteurs extérieurs au domaine universitaire. La sociologie urbaine de l'école de Chicago était orientée vers des problèmes sociaux locaux définis par les chercheurs eux-mêmes. La sociologie de Columbia, dans les années 1940, fut principalement motivée par la demande émanant de personnes morales, principalement des compagnies de radiodiffusion demandant des sondages de leurs auditeurs. Le Bureau de recherche sociale appliquée de Columbia, créé par un émigré et réfugié australien, Paul F. Lazarsfeld, fut une innovation scientifique et institutionnelle majeure. Il s'agissait d'un institut de recherche commissionnée, de «recherche administrative», selon les termes de Lazarsfeld, qui se concentrait sur des enquêtes d'envergure destinées à être analysées par des outils statistiques de plus en plus sophistiqués. Pendant les années 1960, la recherche sur la politique sociale transposa ce modèle de recherche à la science de la nation, l'État fédéral occupant le rôle de puissant mécène. L'évolution vers une recherche commissionnée impliqua la modification des critères pour la conception et les sujets de la recherche connue sous le nom de «dérive épistémique».

La théorie sociologique aux États-Unis a, en revanche, relativement

La théorie sociologique aux États-Unis a, en revanche, relativement évolué à l'écart des mutations de la recherche. Talcott Parsons devint la figure de proue de la modernisation théorique des sciences sociales. Il a tout d'abord cherché à se réapproprier l'héritage classique européen en démontrant que dans ces travaux existaient des éléments pour une nécessaire convergence. Puis Parsons développa progressivement les idées qu'il avait choisies et s'était appropriées pour former une théorie selon laquelle les sociétés modernes seraient des systèmes qui se seraient divisés en soussystèmes fonctionnellement interdépendants et qui, s'ils fonctionnent de façon combinée, sauvegardent l'intégration du système. Il affirma ainsi avoir résolu un problème clé de la théorie sociologique, à savoir être capable de traiter des formations sociales entières tout en réussissant à rendre compte des raisonnements de l'action humaine.

En un sens, la théorie sociologique et la recherche sociologique empirique s'étaient scindées aux États-Unis tout autant qu'en Europe. Toutefois, contrairement à la situation européenne caractérisée par une institution-nalisation très limitée de la discipline, aux États-Unis, les deux domaines restèrent sous l'égide de la sociologie. Ce fait fut nécessaire à la formulation d'un nouveau lien entre théorie sociologique et recherche sociologique empirique, par Robert Merton, par exemple, dans les années 1950. Il appela de ses vœux des théories intermédiaires, qui, moins compréhensives que la théorie parsonienne des systèmes, mais compatibles avec cette dernière, pourraient être réfutées ou étayées par la recherche empirique.

La «mondialisation» et l'«américanisation» après la Seconde Guerre mondiale

Les différences d'évolution entre les deux régions d'origine de la sociologie formèrent la toile de fond du renouveau de la sociologie après la Seconde Guerre mondiale sous le signe fort de l'hégémonie américaine. À nouveau, cette situation ne peut être comprise sans connaître le contexte politique. L'échec des Européens à sauvegarder la démocratie pourrait être lié à leur manque de connaissance adéquate des structures et des problèmes de leurs sociétés. Leurs propres philosophies sociales se sont révélées insuffisantes et une connaissance plus étendue et plus fiable basées sur la recherche sociologique empirique aurait pu les aider à reconnaître les tensions sociales plus précocement.

Telle était la vision des fondations américaines pour le financement de la recherche qui avaient déjà soutenu la recherche entre les deux guerres, à l'instar des fondations Rockefeller et Ford. Cette dernière, en particulier, intensifia ses activités après la Seconde Guerre mondiale, activités qui impliquaient partiellement des réfugiés, tels que Paul Lazarsfeld, dans le projet de construction d'une infrastructure et d'un concept fort pour la recherche empirique dans leurs pays d'origine. Avec le soutien de l'UNESCO, la diffusion d'une compréhension moderne de la sociologie devint l'objectif à l'échelle mondiale. La création de l'Association internationale de sociologie (AIS), en 1949, fut un pas important dans cette direction. L'AIS devint la seconde association internationale de sociologues. L'IIS continuait d'exercer ses activités, mais avait perdu de sa crédibilité à la fin de la guerre en raison des penchants de certains de ses porte-parole envers le fascisme.

Robert Merton réalisa une synthèse de la recherche empirique quantitative prédominante telle qu'elle avait été conçue par Lazarsfeld et de la

théorie sociale parsonienne des sociétés en tant que systèmes en corrélation fonctionnelle. Autour de cette synthèse se forma un consensus mou, mais relativement répandu (même s'il ne fait pas l'unanimité), sur une certaine définition moderne de la sociologie. Pendant les années 1950 et 1960, de nombreuses communautés sociologiques nationales alignèrent leurs propres méthodologistes quantitatifs et théoriciens fonctionnalistes. Cette conception de la sociologie faisait preuve, d'une part, d'un optimisme épistémologique considérable quant à l'intelligibilité du monde social et, d'autre part, de confiance dans la nature ordonnée de la société. À cet égard, elle a fourni une conception forte de la sociologie qui, toutefois, devait bientôt avoir ses détracteurs. Au même moment, cette double caractéristique ajouta de l'attrait à la sociologie aux yeux d'un milieu intellectuel plus vaste, ainsi qu'au sein des élites politiques.

L'attrait de la sociologie a eu deux effets. Tout d'abord, la discipline s'est considérablement diffusée dans les universités qui, au même moment, traversaient une période de croissance rapide dans de nombreux pays. Sous les auspices théoriques et méthodologiques décrits auparavant, nombre de sous-disciplines virent le jour, traitant d'aspects ou de domaines spécifiques de la société: sociologie industrielle, sociologie de la famille, sociologie de la science et sociologie de la religion, entre autres. Par ailleurs, comme nous l'avons déjà dit, le potentiel de la sociologie pour la contribution à la résolution des problèmes sociaux conduisit à la croissance rapide de la recherche commissionnée, visant souvent les problèmes d'élaboration de lignes d'action nationales.

Le terme «théorie critique» désigne maintenant un mode de philosophie sociale, largement inspiré par l'idéalisme allemand, qui rejette l'empirisme sous prétexte que ce dernier accepte les apparences du monde réel en tant que totalité du réel, sans considérer la possibilité d'un univers plus vaste d'un monde actualisable. Même si cet argument est valable, les théoriciens critiques semblent avoir accepté le fait que l'image sociologique dominante soit une représentation adéquate de la société administrée de l'époque. De même, le structuralisme et la théorie des systèmes néomarxistes s'accordent fondamentalement avec le fonctionnalisme au sujet de la nature ordonnée et intelligible de la société et ajoutent simplement l'idée de contradictions et de tensions au sein de la structure, à une représentation sans cela préétablie.

Dans un premier temps, immédiatement après la révolution, l'Union soviétique accepta la sociologie avant de la considérer officiellement comme une idéologie bourgeoise cachant le fait que les sociétés capitalistes étaient divisées en classes. De plus, le point de vue officiel la considérait comme inférieure au marxisme-léninisme pour expliquer les évolutions de la société. Jusqu'aux congrès du Parti communiste de 1956 et 1963,

l'Union soviétique campa sur ses positions. Par la suite, des instituts et des départements de sociologie furent créés en URSS, en RDA et dans d'autres pays socialistes. En Amérique latine, entre autres, l'œuvre sociologique des années 1950 et 1960 fut dominée par des théories du développement en tant que sous-domaine particulier de la sociologie de la modernisation. En ce sens, la théorie et la recherche sociales des États-Unis n'eurent aucun concurrent important dans les années 1960.

LA PLURALISATION, LA PERSPECTIVE AXÉE SUR LES AGENTS ET LE CONSTRUCTIVISME APRÈS LES ANNÉES 1960

Les années 1960 marquèrent l'acmé historique de l'expansion quantitative et de l'importance sociale de la sociologie, mais elles virent également s'opérer des changements majeurs. Étant donné les structures de la sociologie d'aprèsguerre que nous avons décrites précédemment, ces changements s'annoncèrent sous la forme de contestations, parfois sous la forme de rébellions pures et simples contre les hiérarchies intellectuelles, institutionnelles et politiques de cet ordre. Elles marquèrent la fin de toute hégémonie intellectuelle et l'émergence progressive d'un projet sociologique révisé sous le signe de la pluralité et de la réflexivité. Ces évolutions peuvent être décrites selon trois rubriques (qui sont toutes en corrélation).

Premièrement, la prétention à l'universalité de la théorisation structurelle fonctionnaliste hégémonique laissait dubitatif. Il était possible de dire qu'il s'agissait d'une approche occidentale, si ce n'est complètement américaine, qui ne devait et ne pouvait être appliquée directement à d'autres sociétés. Même si l'on ne doutait pas directement de l'objectif de connaissance universelle (elle était même parfois revendiquée contre des parties de la tradition sociologique), la connaissance sociologique devait être placée dans les divers contextes culturels dont elle était issue et qu'elle étudiait. En conséquence, la diversité du projet sociologique fut soulignée, y compris dans quelques régions dont elle était originaire, comme certaines parties de l'Europe.

Deuxièmement, une critique non sans rapport avec la rubrique précédente fut dirigée contre l'accent porté sur l'ordre et la reproduction systémique par l'école de sociologie dominante. Initialement, ce débat fut posé en termes de rivalité entre les deux approches de la théorie sociale que l'on désignait alors sous le nom d'approche du consensus et d'approche du conflit. À la fin des années 1960, certains sociologues alléguaient que le trouble croissant dans la société prouverait l'échec de la

théorie fonctionnaliste et annoncerait une crise de la sociologie (Alvin W. Gouldner, Franco Ferrarotti). Ainsi, pendant les années 1970, un certain nombre d'approches furent élaborées qui, pour ne nommer que les plus importantes, se focalisèrent sur l'interaction communicative plutôt que sur la régulation systémique (Jürgen Habermas), sur la structuration dans l'action plutôt que sur la contrainte structurelle (Anthony Giddens), sur les logiques de pratique plutôt que sur les modèles structuraux (Pierre Bourdieu), ou sur les mouvements sociaux plutôt que sur les sociétés (Alain Touraine). En somme, elles se déclaraient en faveur d'une accentuation nouvelle sur l'action et la communication plutôt que sur la structure et la fonction en sociologie.

Troisièmement, par force de nécessité, l'accentuation de la pluralité et de l'agencement impliquait également la mise en question de toute assomption, a priori, de la supériorité de la connaissance sociologique sur la connaissance profane. L'argument que les êtres humains construisent le monde social grâce à l'interaction est suivi de l'affirmation que la connaissance sociale est également une construction sociale, créée en recourant, de façon réflexive, à la connaissance quotidienne détenue par les acteurs sociaux eux-mêmes. Une telle position épistémologique sur la réflexivité ou sur l'inévitable «double herméneutique» peut être retrouvée dans toutes les principales déclarations théoriques des années 1970 et 1980. La philosophie de la sociologie, même si elle n'a commencé à exercer une forte influence directe que très récemment, a suivi un chemin parallèle au «programme fort» de la sociologie de la science, qui demande la symétrie dans l'étude de la science et d'autres pratiques sociales, et au «tournant linguistique» en philosophie, qui porte l'accent sur l'analyse de la philosophie et de la science en tant que jeux de langage, indistinct a priori d'autres langages sociaux.

La «fin du social» et de la sociologie?

À la fin du XX^e siècle cette période de contestation semble être révolue. Les exigences des concurrents n'ont pas été acceptées unanimement. Rien n'a changé pour la plupart des travaux empiriques des sous-domaines de la discipline. La recherche sociologique orientée vers la politique est toujours commissionnée, même si la demande pour une telle connaissance sociale a fortement diminué, l'État ayant cessé de se comprendre comme fortement interventionniste. En sociologie théorique, les nouvelles perspectives se sont ajoutées à la série existante d'approches sans pour autant les avoir remplacées. Certains partisans des approches plus conventionnelles ne se sont pas laissés convaincre par les critiques alors que d'autres les acceptent du moins en partie, tout en avançant que toute conclusion forte que l'on

pourrait en tirer annulerait la capacité de la sociologie à établir un diagnostic de la société.

Néanmoins, les approches critiques eurent, dans leur ensemble, pour effet d'intensifier les doutes légitimes sur la possibilité même de la représentation de la société par tout moyen sociologique simple. En conséquence (bien que de nombreux autres facteurs devraient être également pris en compte), la sociologie a perdu la majeure partie de l'attrait intellectuel qu'elle possédait dans les années 1960 et 1970. Son propre objectif, la compréhension de la socialité humaine et de la société, court le risque d'être phagocyté par les approches concurrentes, à savoir, la philosophie politique, la théorisation individualiste (théories du choix rationnel et en particulier économie néo-classique) et les études culturelles. La situation est comparable à celle observée au début du XXe siècle, lorsque la sociologie émergente se battait pour une place intellectuelle légitime.

Il nous faut donc maintenant rappeler l'ambition originelle de la sociologie qui consistait à promouvoir l'étude exhaustive de la société contemporaine. Ce projet en lui-même était de nature historique. Son point de référence initial remontait aux révolutions politiques de la modernité au début du XVIII^e siècle et il prit sa forme «classique» lorsque les configurations sociales prenant alors naissance se transformèrent en sociétés industrielles et en État-nations. L'accent récent porté sur la réflexivité et sur la nature linguistique des représentations sociologiques ne doit pas être considéré comme l'abdication de ce projet, mais plutôt comme l'examen critique minutieux des assomptions fondatrices de la sociologie, à savoir, celles qui remontent au début du XIX^e siècle et celles de l'âge classique au début du XX^e siècle.

Cette perspective met en avant les analyses des discours des sciences humaines et de la construction des catégories, y compris des catégories sociales clés. D'autres ouvrages se sont focalisés explicitement sur l'invention du social au XIX^e siècle et la construction du point de vue sociologique (Pierre Manent). De tels ouvrages ne détruisent pas l'entreprise sociologique. Au contraire, ils sont absolument nécessaires, en particulier lors de périodes de transformations sociales majeures. Tout comme la littérature sur la philosophie et la méthodologie de la sociologie de la période classique, il s'agit de prolégomènes pour la reconstruction du projet sociologique dans le contexte contemporain de socialité et de structures des relations sociales.

BIBLIOGRAPHIE

- CARROL W. K., CHRISTIANSEN-RUFFTNAN L., CURRIE R. F., HARRISON D. (dir. publ.). 1992. *Fragile Truths: Twenty-Five Years of Sociology and Anthropology in Canada*, Ottawa, Carleton University Press.
- CHEKKI D. A. 1987. *American Sociological Hegemony*. Transnational Explorations, New York/Londres, University Press of America.
- COLEMAN J. 1980. The Structure of Society and the Nature of Social Research. Dans: *Knowledge*, vol. 1, p. 333–350.
- ELZINGA A. 1985. Research, Bureaucracy, and the Drift of Epistemic Criteria. Dans: WITTROCK B., ELZINGA A. (dir. publ.), *The University Research System*, Stockholm, Almqvist & Wiksell, p. 191–220.
- JOAS H. 1993. Pragmatism in American Sociology. Dans: JOAS H., Pragmatism and Social Theory, Chicago (Illinois), University of Chicago Press.
- KARADY V. 1976. Durkheim, les sciences sociales et l'Université: Bilan d'un semi-échec. Dans: *Revue française de sociologie*, vol. 17, p. 267–311.
- KAWAMURA N. 1994. *Sociology and Society of Japan*, Londres/New York, Kegan Paul International.
- LEPENIES W. 1988. *Between Literature and Science: The Rise of Sociology*, Cambridge, Cambridge University Press.
- LEVINE D. N. 1995. *Visions of the Sociological Tradition*, Chicago (Illinois), University of Chicago Press.
- MANICAS P. T. 1987. A History and Philosophy of the Social Sciences, Oxford, Blackwell.
- MIRES F. 1993. El discurso de la miseria o la crisis de la sociologia en America Latina, Caracas, Editorial Nueva Sociedad.
- NEDELMANN B., SZTOMPKA P. (dir. publ.). 1993. *Sociology in Europe: In Search of Identity*, Berlin, Walter de Gruyter.
- POLLAK M. 1979. Paul F. Lazarsfeld, fondateur d'une multinationale scientifique. Dans: *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 25, p. 45–59.
- PORTER T. M., Ross D. (dir. publ.). 2003. *The Cambridge History of the Social and Behavioral Sciences*, Cambridge, Cambridge University Press.
- Ross D. 1991. *The Origins of American Social Science*, Cambridge, Cambridge University Press.

- (dir. publ.). 1994. Modernist Impulses in the Human Sciences 1870–1930, Baltimore, Johns Hopkins University Press.
- SEIDMAN S. 1983. *Liberalism and the Origins of European Social Theory*, Oxford, Blackwell.
- SHLAPENTOKH V. 1987. *The Politics of Sociology in the Soviet Union*, Boulder (Colorado), Westview Press.
- SIMIRENKO A. (dir. publ.). 1966. *Soviet Sociology: Historical Antecedents and Current Appraisals*, Londres, Routledge and Kegan Paul.
- VILAKAZI H. W. 1989. When Sociology Comes to Africa. An Inaugural Address Delivered on 18 May 1989 at the University of Zululand. Dans: *Publication Series of the University of Zululand*, n° 39.
- Wagner P. 1980. Sozialwissenschaften und Staat. Frankreich, Italien, Deutschland 1870–1980, Francfort/New York, Campus.
- HIRSCHON WEISS C., WITTROCK B., WOLLMANN H. (dir. publ.). 1991.
 Social Sciences and Modern States: National Experiences and Theoretical Crossroads, Cambridge, Cambridge University Press.
- WITTROCK B., WHITLEY R. (dir. publ.). 1991. Discourses on Society: The Shaping of the Social Science Disciplines, Dordrecht (Pays-Bas), Kluwer.
- WEINBERG E. A. 1974. The Development of Sociology in the Soviet Union, Londres, Routledge and Kegan Paul.

19.6 L'économie

Claudio Sardoni

La période allant du milieu des années 1920 au déclenchement de la Seconde Guerre mondiale fut si intensément créative et novatrice que George Shackle (1967) y apposa le qualificatif d'« années de haute théorie». Pendant ce laps de temps, L. Robbins élabora et énonça dans sa totalité la méthodologie marginaliste, qui insiste sur le caractère positif plutôt que normatif de l'économie en tant que science. Cette période vit également la mise au point de nombreuses innovations analytiques éminentes. Ces quelques années furent si riches et créatives qu'il est possible d'affirmer sans exagération qu'elles anticipèrent pratiquement l'intégralité des thèmes et des questions traités par l'économie dans la seconde moitié du siècle. Dans ce chapitre, nous étudierons l'évolution d'un certain nombre de domaines, à commencer par les contributions initiales les plus significatives, antérieures à la Seconde Guerre mondiale.

DE LA CONCURRENCE PARFAITE À L'OLIGOPOLE

Vers 1925, Sraffa entreprend une critique radicale des fondements de la théorie de la valeur marshallienne, dont toutes les implications ne furent cependant perçues que dans les années 1960. Au moment où Sraffa énonce sa critique, la profession s'intéresse plus à certaines de ses considérations relatives aux types de marchés dans lesquels les entreprises sont censées fonctionner (Sraffa, 1926). Sraffa suggère que pour mener une analyse réaliste du comportement des entreprises, il est nécessaire de poser que ces dernières opèrent dans des marchés qui ne sont pas parfaitement concurrentiels. Il existe des « imperfections » qui différencient chaque firme et chaque bien qu'elles produisent des autres (par exemple, les différences attribuables aux différentes localisations des entreprises). Dans cette situation, chaque entreprise, même lorsque sa taille paraît dérisoire comparée à celle de l'ensemble de l'industrie, est une sorte de producteur monopolistique capable d'influencer les prix.

Les suggestions de Sraffa furent reprises par de nombreux économistes qui entreprirent de développer l'analyse de la concurrence imparfaite de

façon plus systématique et formalisée. Harrod, Robinson et Chamberlin furent les principaux acteurs du débat sur la concurrence imparfaite, dont l'analyse se déplaça de l'industrie dans son ensemble à l'entreprise individuelle dans son processus de prise de décision. La discussion eut également pour conséquence l'accroissement du degré de formalisation de l'analyse économique.

L'intérêt de la profession pour le problème des types de marché dans les années 1930 fut rapidement supplanté par d'autres considérations. Il connut un renouveau après la Seconde Guerre mondiale, mais cette fois il fut recentré sur la notion d'oligopole au détriment de la concurrence imparfaite. Les industries oligopolistiques sont caractérisées par l'existence de barrières conséquentes empêchant l'entrée de nouvelles entreprises et par un degré non négligeable d'interdépendance stratégique au sein des entreprises existantes. Un des axes de recherche (Bain, 1956; Baumol, 1982; Sylos Labini, 1967) se penche essentiellement sur la structure industrielle et le problème des barrières. D'autres se consacrent avant tout à l'interdépendance stratégique en utilisant intensivement la technique de la théorie des jeux (Shubik, 1980). Un certain nombre d'économistes, influencés par le marxisme et par Kalecki, ont avancé que les économies industrielles oligopolistiques tendent à stagner lorsque croissance et progrès technique sont freinés par le manque de concurrence.

La mesure de l'utilité et l'économie du bien-être

La théorie de la consommation de Marshall était basée sur l'hypothèse que l'utilité peut être mesurée en termes cardinaux. Au milieu des années 1930, cette supposition fut abandonnée au profit d'une nouvelle approche de l'analyse du comportement des consommateurs. À partir des contributions antérieures d'Edgeworth, de Pareto et de Slustky, R. Allen et J. Hicks présentèrent une nouvelle théorie de la consommation qui n'impliquait pas la mesurabilité de l'utilité en termes cardinaux, mais simplement que les individus soient capables d'échelonner différents niveaux d'utilité par des nombres ordinaux. Cette assomption est suffisante pour assurer, à quelques exceptions près, l'existence d'une relation fonctionnelle inverse entre la quantité demandée d'un certain bien et son prix.

La théorie du consommateur se rapporte aux individus qui cherchent à maximiser leur bien-être, mais elle a également des implications pour ce qui est de la notion du bien-être de la société dans son ensemble. Du moment que l'on suppose que l'utilité est mesurable par des nombres cardinaux, le

problème de maximisation du bien-être social est relativement simple. La somme des utilités individuelles correspond au bien-être social qui doit être maximisé. Cependant, lorsque l'utilité ne peut se mesurer qu'en nombres ordinaux, la notion de bien-être social devient moins claire. Pareto, qui rejetait la notion d'utilité cardinale, proposa une notion alternative du bien-être social optimal: une économie atteint cette position optimale si, en s'en écartant, il est impossible d'accroître le bien-être d'un individu sans réduire celui d'un autre. Pareto démontra également la correspondance entre équilibre économique et maximisation du bien-être.

Dans les années 1930 et 1940, la démarche de Pareto fut poursuivie par d'autres économistes, tels que Bergson, Hicks, Kaldor, Scitovsky, Lange et Allais. Certains introduisirent une définition plus générale de l'optimum de Pareto: afin d'atteindre une position optimum il n'est pas nécessaire que quiconque voit sa situation détériorée; il suffit que ceux dont la situation s'est améliorée aient assez de ressources pour compenser la perte subie par les autres. D'autres traitent le bien-être social en utilisant une « fonction de bien-être social» qui, en termes ordinaux, spécifie les préférences de la société. Après la Seconde Guerre mondiale, la théorie du consommateur progressa grâce à l'introduction de l'incertitude dans la considération des décisions des consommateurs et à l'adoption d'une approche qui n'était plus basée sur les courbes d'indifférence mais sur la notion de préférences révélées, qui évitait les aspects psychologiques de la prise de décisions des consommateurs.

Il n'existe pas un optimum mais des optima de Pareto, ce qui pose le problème en termes de choix social. La société doit en effet décider quelle configuration elle préfère. En démocratie, ces décisions sont généralement prises par le biais du vote. Toutefois, il a été démontré que le principe de majorité ne garantit pas une définition unique de la préférence de la société. Arrow et Sen ont contribué de manière importante à ce domaine en montrant, avec rigueur, qu'il n'existe pas de façon logique d'arriver à une définition univoque du bien-être social optimum.

LA PLANIFICATION ET LE SOCIALISME

Le marxisme affirme la supériorité du socialisme sur le capitalisme. L'expérience socialiste de l'URSS était censée construire une société plus efficace et plus juste, fondée sur la planification plutôt que sur le marché. Dans les années 1920 et 1930, des économistes tels que Mises, Hayek et Robbins, entre autres, affirmaient à l'inverse que les économies planifiées fonctionnent de façon irrationnelle en raison du manque de marché, ou que la planification

est impossible car elle requiert une somme considérable de connaissances et de comptabilité. Seuls les marchés libres, par le mécanisme des prix, peuvent assurer le fonctionnement rationnel et efficace d'un système complexe en fournissant toutes les informations nécessaires à l'utilisation optimale de ressources rares.

D'autres économistes répondirent à ces critiques en argumentant soit que les problèmes corrélatifs à la détermination des prix pour une allocation optimale des ressources peuvent, en fait, être résolus par les économies socialistes (Lange, 1936–1937), soit que le problème de l'allocation rationnelle n'est pas une question cruciale des économies planifiées qui se consacrent principalement à la promotion de l'accumulation et de l'accroissement (Dobb, 1955).

Les problèmes et difficultés de la planification ont donc, naturellement, occupé le coeur de la théorie économique dans les pays socialistes. Dans les premières phases de l'expérience socialiste, l'accent était principalement posé sur l'accumulation et l'accroissement planifiés. Puis, conséquemment aux tentatives de réforme des économies socialistes, l'attention s'attacha aux problèmes de l'allocation efficace des ressources en donnant plus de poids au marché.

KEYNES ET LA RÉVOLUTION KEYNÉSIENNE

Tout économiste marginaliste partage la foi envers la capacité de l'économie à assurer le plein-emploi de la main-d'œuvre et du capital par le biais du fonctionnement libre de marchés concurrentiels. Le chômage ne peut être qu'un phénomène temporaire, dû à des facteurs qui empêchent l'économie d'employer tous ceux qui désirent travailler. Des salaires réels trop élevés sont, en général, considérés comme une cause de chômage typique. La dépression des années 1920 et 1930 démontra que les économies de marché peuvent subir le chômage de masse sans montrer de signes apparents de reprise. Dans ce contexte, Keynes s'attacha à élaborer une théorie qu'il souhaitait en rupture radicale avec la tradition passée (illustration 100).

Le *Traité sur la monnaie* de Keynes (1930) marqua une première scission avec le paradigme dominant. L'auteur y arrive à des résultats originaux qui, à plus d'un titre, représentent une anticipation de sa *Théorie générale*. Le centre analytique de l'ouvrage est occupé par les décisions d'épargne et d'investissement réalisés par différentes séries d'agents et qui, donc, peuvent diverger d'un agent à l'autre. Plus que la fluctuation dans la quantité de monnaie, c'est le rapport entre l'épargne et l'investissement qui font changer les prix. Si un accroissement de la propension à différer

la consommation (épargne) ne s'accompagne pas d'un accroissement égal de la propension à investir des entrepreneurs, alors l'économie traverse un processus de crise économique et de déflation.

Après sa publication, le Traité sur la monnaie fit l'objet de plusieurs critiques, en particulier par certains des collègues et des disciples les plus proches de Keynes à Cambridge. Ces critiques initièrent un débat enflammé qui aboutit à la rédaction et à la publication de la *Théorie générale de l'em*ploi, de l'intérêt et de la monnaie en 1936. Le groupe, qui se réunissait régulièrement à Cambridge pour discuter des questions connexes au travail de Keynes, était connu sous le nom de «Cirque». Le principe keynésien de la demande effective peut être expliqué comme suit. Toute augmentation de l'emploi crée une augmentation de la production globale et, donc, du revenu. L'augmentation de la consommation engendrée par la croissance du revenu est moins que proportionnelle car les individus épargnent normalement une part de leurs revenus. Donc, pour que l'intégralité de la production soit vendue, il est nécessaire de trouver une source de demande complémentaire. Cette dernière est une somme d'investissement courant égale à l'épargne et qui absorbe la part de la production que la communauté ne consomme pas. Ainsi, l'équilibre entre l'offre et la demande globales dépend fondamentalement de l'investissement. Le volume de l'investissement dépend de ce que Keynes appelle l'incitation à investir, qui est elle-même déterminée par le rendement prévisionnel de l'investissement (efficacité marginale du capital) et le taux d'intérêt courant. L'investissement est poussé jusqu'au point où l'efficacité marginale du capital égale le taux d'intérêt. La relation entre le taux d'investissement global, le taux de production global et l'emploi a été établie par Keynes par le biais du multiplicateur. Toute modification dans le taux d'investissement détermine une modification plus que proportionnelle du taux de productivité. Il n'existe qu'un seul taux d'investissement pour lequel la demande globale (consommation plus investissement) est égale à l'offre globale.

Ce degré d'équilibre du revenu ne peut pas être supérieur à celui associé au plein-emploi, mais rien n'empêche qu'il y soit égal. En d'autres termes, l'économie peut trouver un équilibre caractérisé par l'existence du chômage. Il y a chômage chaque fois que les entreprises dans leur ensemble n'investissent pas suffisamment pour absorber l'épargne du revenu due au plein-emploi et justifier l'emploi de ceux qui souhaitent travailler au taux de salaire courant.

Les deux facteurs cruciaux déterminant l'investissement, à savoir l'efficacité marginale du capital et le taux d'intérêt, sont affectés essentiellement par le contexte fondamentalement incertain dans lequel fonctionne l'économie. Pour Keynes, l'incertitude du système économique et social ne peut être traitée en utilisant les outils traditionnels de la théorie de la probabilité.

Les décisions prises dans le présent pour le futur reposent sur des conventions bâties sur des fondations instables et sont donc sujettes à des «changements soudains et violents». L'investissement, exemple typique de décision prise dans le présent qui affecte les événements d'un futur relativement lointain, varie en provoquant des fluctuations dans les taux globaux de production et d'emploi. Dans le monde de Keynes, la monnaie n'est pas simplement un moyen d'échange, elle est aussi une réserve de valeur. La demande de monnaie en tant que réserve de valeur (réserve liquide) est une forme de défense contre l'incertitude du futur, lorsque les individus commencent à douter des conventions sur lesquelles ils se basent pour prendre des décisions. Ainsi, pour une quantité donnée de monnaie, plus le désir d'épargner cet argent est fort plus le taux d'intérêt courant est élevé et, donc, plus le taux d'investissement est bas.

Dans ce contexte, il semblait évident à Keynes que la propension à investir des entrepreneurs et la préférence du public pour les liquidités se combinaient pour maintenir l'économie dans un état de chômage chronique. Cela représentait une rupture nette avec le passé. L'abandon, par Keynes, du paradigme alors dominant eut pour conséquence directe l'avènement de la conviction que l'économie ne peut être amenée à une situation de pleinemploi que par une intervention externe sous la forme de mesures gouvernementales pour stimuler la propension à dépenser de l'économie. Keynes s'exprima en faveur des interventions du gouvernement visant à modifier le comportement spontané des économies de marché alors qu'apparaissait le débat sur la planification et le socialisme. Toutefois, Keynes ne montra pas de sympathie particulière pour ce dernier. Il réitéra son aversion pour cette doctrine et son désir de réformer plutôt que de révolutionner le système existant.

Des économistes appartenant à des traditions théoriques différentes obtinrent sensiblement les mêmes résultats que Keynes à la même époque. À cet égard, les contributions de certains économistes suédois et de l'économiste marxiste et polonais Kalecki sont particulièrement importantes. L'école d'économie suédoise s'établit dans le sillage de Wicksell qui avait déjà déterminé un glissement de l'axe de recherche vers l'offre et la demande globales et les effets des changements monétaires sur le secteur réel de l'économie. Cet aspect de la théorie de Wicksell fut repris par la génération qui mit au point une nouvelle approche de l'économie. Le souci de l'étude de la production dans son ensemble et l'insistance sur le rôle des anticipations dans le processus économique sont caractéristiques de cette approche. Dans ce sens, l'ouvrage de Myrdal, *L'Équilibre monétaire*, publié en suédois en 1931 et traduit en anglais en 1939, est particulièrement important. Kalecki partageait l'analyse de Keynes selon laquelle le fonctionne-

Kalecki partageait l'analyse de Keynes selon laquelle le fonctionnement spontané de l'économie peut donner lieu à un chômage chronique. Cependant, il suivit un chemin différent pour aboutir, de façon indépendante, à ses conclusions puisque sa théorie était influencée par Marx et l'économie marxiste. Kalecki démontra que l'investissement est le facteur clé de la dynamique de l'économie et qu'il peut rester inférieur au niveau qui assure le plein-emploi. De plus, Kalecki abandonna explicitement les assomptions de la concurrence parfaite et poursuivit son analyse dans un environnement oligopolistique.

L'ÈRE KEYNÉSIENNE

De la fin de la Seconde Guerre mondiale au début des années 1970, la macroéconomie keynésienne resta le paradigme dominant dans la plupart des universités et des centres de recherche dans les pays occidentaux. Elle inspira également largement les politiques de plusieurs gouvernements européens et nord-américains. Toutefois, la macroéconomie d'après-guerre ne reflétait pas directement la théorie originale de Keynes. Elle mêlait vision prékeynésienne du fonctionnement de l'économie au niveau microéconomique et reconnaissance de l'existence d'un chômage global pouvant être réduit par l'application des «recettes keynésiennes», une version du keynésianisme baptisée «synthèse néoclassique».

En 1937, Hicks publia un article visant à présenter la théorie de Keynes d'une façon synthétique et à la comparer à la doctrine classique (Hicks, 1937). L'interprétation de Hicks découle de l'idée que la théorie de Keynes n'est pas aussi générale qu'elle le prétend, mais qu'elle représente plutôt un cas particulier de la théorie classique. Le chômage dépend de facteurs particuliers, notamment de la rigidité des salaires en espèces. Bien que Keynes ait considéré sa théorie comme une alternative aux classiques, et insistait sur le fait que le chômage ne dépendait pas de la rigidité des salaires, il n'opposait qu'une résistance modérée à la version de la théorie keynésienne de Hicks. D'ailleurs, en quelques années, cette dernière devint la représentation standard de la macroéconomie keynésienne sous le nom de modèle IS-LM.

Les modèles IS-LM sont des modèles d'équilibre général analysant les interdépendances entre les secteurs des biens et de la monnaie dans une économie. Les modèles IS-LM ont été largement utilisés pour étudier les effets des politiques fiscales et monétaires. Samuelson, Modigliani et Tobin ont fourni des contributions capitales au développement de cette version du keynésianisme connue sous le nom de synthèse néoclassique. L'application du keynésianisme à l'économie réelle a nécessité une connaissance empirique vaste et détaillée, afin de mettre en place et de tester des politiques monétaires et fiscales efficaces. Cela a favorisé l'approfondissement de la

comptabilité nationale et la construction d'amples modèles économétriques. La gestion des économies de guerre avait déjà donné un élan à la comptabilité nationale moderne avec les travaux d'avant-garde de Meade et Stone. Le développement des premiers grands modèles économétriques, qui bénéficia de la collaboration cruciale de Klein (Klein et Goldberger, 1955), eut lieu principalement aux États-Unis. Dès les années 1930, J. Tinbergen avait contribué de façon significative à la formation de l'économétrie.

La synthèse néoclassique a été affectée par un certain nombre de faiblesses théoriques, parmi lesquelles on trouve sa difficulté à traiter correctement l'inflation et l'hiatus, largement inexpliqué, entre le comportement optimisateur assumé des individus et les résultats non optimaux atteints par l'économie dans son ensemble. Cette dernière faiblesse eut finalement raison de la synthèse néoclassique.

LE CHÔMAGE ET L'INFLATION

Au début des années 1970, il devint urgent de résoudre l'inflation, mais la théorie macroéconomique dominante ne disposait pas d'une explication satisfaisante de ce phénomène. On le disait typique des économies en pleinemploi, alors que le monde réel était affecté simultanément par une inflation élevée et par le chômage.

Il fut tenté de donner une explication de l'inflation plus satisfaisante, basée sur le travail de A. W. Phillips qui avait établi une relation statistique entre le taux de chômage et le taux de hausse nominale des salaires. Lorsque le chômage baisse, on enregistre une hausse nominale des salaires. Ceux-ci ne restent stables qu'à un taux de chômage donné. La synthèse néoclassique utilisa les conclusions de Phillips pour expliquer l'inflation en établissant un lien direct entre l'augmentation nominale des salaires et l'augmentation du niveau général des prix, quand bien même les salaires en espèces étaient censés croître plus lentement de sorte qu'un accroissement de l'emploi était associé à des salaires réels moins importants.

Dans la conception basée sur la courbe de Phillips, les travailleurs sont constamment «dupés». Les salaires plus élevés ne sont qu'une «illusion» car l'augmentation de l'inflation fait chuter le taux salarial réel. Friedman objecta qu'en réalité les travailleurs s'inquiètent de leur taux de salaire réel plutôt que de leur taux de salaire nominal et donc que, lors des négociations, ils prennent en compte l'inflation, plus ou moins parfaitement. L'alternative proposée par Friedman est la suivante. Supposons une inflation zéro à un certain taux de chômage (associée à un équilibre du marché de l'emploi) et que le gouvernement accroît la demande générale par le biais

d'une politique monétaire pour réduire le chômage. Alors, les entreprises fixent des prix plus élevés et sont donc prêtes à payer des salaires nominaux plus importants pour embaucher la force de travail disponible. Comme les travailleurs n'anticipent pas correctement l'inflation, ils pensent que le taux salarial réel a augmenté, et l'offre de travail et l'emploi augmentent. Toutefois, lorsque les travailleurs réalisent que leur taux salarial réel a, en fait, baissé, ils demandent des salaires nominaux plus élevés, ce qui implique une augmentation des prix et du chômage. Ce processus prend fin lorsque les travailleurs n'attendent plus de nouvelle inflation et, donc, ne demandent plus de salaires plus élevés. Il n'existe qu'un seul point où l'on peut rationnellement s'attendre à une inflation zéro: il s'agit du taux initial de chômage. Ainsi, en longue période, malgré les tentatives du gouvernement, l'économie atteint à nouveau ce taux de chômage que Friedman appelle «taux de chômage naturel». L'économie connaît actuellement un niveau de prix élevé.

L'analyse de Friedman a des répercussions politiques conséquentes. Le gouvernement ne peut en permanence influer sur le comportement de l'économie en modifiant le niveau de chômage. Il ne peut réduire ce dernier que temporairement au cours de la période où les travailleurs apprennent à mieux anticiper l'inflation.

DU MONÉTARISME À LA MACROÉCONOMIE CLASSIQUE

La critique de la courbe de Phillips par Friedman ainsi que l'explication de l'inflation étaient incluses dans une critique plus générale du keynésianisme qui progressait depuis les années 1950 (Friedman, 1956). Friedman est le plus célèbre des représentants du monétarisme moderne. Les monétaristes contemporains, tout en critiquant les keynésiens pour le peu d'attention qu'ils ont porté à la monnaie, ont argué en faveur de la neutralité de la monnaie en se basant sur la théorie quantitative de la monnaie prékeynésienne. En longue période, les changements dans la quantité de monnaie n'affectent que le niveau général des prix. L'interprétation monétariste de la courbe de Phillips est une illustration de cette neutralité. L'approche monétariste a également été appliquée à la théorie de la balance des paiements et à la détermination des taux de change. Ces deux dernières notions économiques sont interprétées comme des phénomènes monétaires expliqués par la demande et l'offre de monnaie.

Le monétarisme marqua le retour de l'économie prékeynésienne, retour parachevé par la «nouvelle macroéconomie classique», dont les

principaux représentants sont R. E. Lucas Jr. et T. Sargent. Les économistes de la nouvelle macroéconomie classique adhèrent tous à la théorie des anticipations rationnelles que Muth a introduite en microéconomie. D'après cette théorie, les agents se comportent de manière totalement rationnelle et anticipent en utilisant correctement toutes les informations disponibles. Cette hypothèse est la base de la critique de la courbe de Phillips par la nouvelle macroéconomie classique.

Dans l'interprétation monétariste, les travailleurs, même s'ils prennent en compte l'inflation, ne l'anticipent pas correctement. Les politiques monétaires expansionnistes ont donc des effets positifs temporaires sur le chômage. Pour la nouvelle macroéconomie classique, en revanche, les travailleurs anticipent l'inflation correctement, de sorte que les politiques monétaires expansionnistes ont immédiatement des effets inflationnistes sur l'économie, sans toutefois influer sur le chômage qui reste à son taux naturel. Ce que la nouvelle macroéconomie classique suggère est plus fort que ce qu'implique le monétarisme et les interventions des gouvernements ne peuvent pas, même temporairement, modifier les variables réelles et sont donc inutiles voire néfastes.

La macroéconomie keynésienne et l'approche marginaliste de la microéconomie fusionnent dans la synthèse néoclassique. Ainsi, au niveau microéconomique, on postule des agents optimisateurs rationnels et des marchés qui fonctionnent de façon à assurer un équilibre grâce aux changements de prix. Mais si les individus agissent rationnellement et optimisent leurs objectifs, comment est-il possible que le système n'atteigne pas, lui aussi, des résultats optimums? La synthèse néoclassique a résolu cette ambiguïté en prenant en compte des obstacles qui empêchent l'économie, dans son ensemble, d'obtenir des résultats optimums. Elle considère la rigidité des salaires comme le facteur principal du chômage. Si les salaires nominaux sont flexibles, le marché du travail sera toujours en équilibre et sans chômage. Au contraire, la nouvelle macroéconomie classique refuse toute notion de rigidité et affirme que tous les marchés sont constamment en équilibre. Seuls des chocs aléatoires peuvent faire dévier l'économie de sa «position naturelle». Ces chocs peuvent être provoqués par des changements de politique. Les agents peuvent ne pas les anticiper immédiatement s'ils sont pris par surprise. De ces considérations fut issue la «théorie du cycle d'équilibre» (Lucas, 1975).

La nouvelle macroéconomie classique a exercé une influence remarquable sur l'économétrie par le biais de sa critique des modèles économétriques keynésiens. Lucas nota que ces modèles ne peuvent pas prévoir de façon satisfaisante les effets d'une politique car ils sont incapables de prendre en compte la façon dont les agents modifient leur comportement en conséquence des mesures politiques elles-mêmes.

Récemment, un groupe d'économistes, habituellement appelés néokeynésiens, ont procédé à la critique de la nouvelle macroéconomie classique, lui reprochant l'irréalisme de certaines de ses assomptions et indications politiques. Pour les néokeynésiens, la nouvelle macroéconomie classique ne peut ni expliquer ni résoudre les problèmes qui affectent les économies actuelles, à commencer par la persistance du chômage. Ils utilisent le cadre analytique de la nouvelle macroéconomie classique et, en y introduisant de nouvelles hypothèses, tentent d'obtenir des «résultats keynésiens». Les hypothèses caractéristiques introduites par les néokeynésiens sont les imperfections du marché, la connaissance et l'information imparfaites. Contrairement à la synthèse néoclassique, le néokeynésianisme tente d'expliquer ces imperfections par le biais de l'analyse microéconomique. Nombre de néokeynésiens ont axé leurs recherches sur le fonctionnement du marché du travail et ont tenté de trouver une explication à la rigidité des salaires nominaux. D'autres se sont focalisés sur les marchés financiers caractérisés par une information imparfaite (pour une vue d'ensemble des principales contributions du néokeynésianisme, voir Mankiw et Romer, 1991).

L'ÉQUILIBRE ÉCONOMIQUE GÉNÉRAL ET LA FORMALISATION DE L'ÉCONOMIE

Léon Walras publia ses Éléments d'économie politique pure en 1870, mais ce n'est qu'avec le temps que son approche de l'économie, fondée sur l'idée d'un équilibre économique général, recueillit l'assentiment général. Dans les années 1930, en Europe continentale, on assista à des avancées significatives vers la formalisation moderne du modèle de l'équilibre général (voir, par exemple, von Neumann, 1945-1946). Après la guerre, cette approche prit un nouvel essor. Arrow et Debreu démontrèrent de façon rigoureuse que, pour une économie dont les agents opèrent au sein de marchés parfaitement concurrentiels, il existe une position d'équilibre général. D'autres, tels que Hicks et Samuelson, axèrent leur travail sur le problème de la stabilité de l'équilibre général. L'œuvre d'Arrow et Hahn représente une autre contribution importante à l'étude de l'équilibre économique général.

Cette théorie, étendue et affinée, est à présent la norme et fait presque l'unanimité au sein de la profession. La nature hautement formelle de cette approche a naturellement conduit à une utilisation croissante des mathématiques. Toutefois, l'étude de l'équilibre général n'est pas le seul domaine où l'on assiste à la progression de la formalisation. Les techniques mathématiques de pointe sont de plus en plus utilisées dans tous les domaines de la recherche économique. L'avènement et la domination du marginalisme

marquèrent une augmentation significative du degré de formalisation de l'économie en ce qui concerne l'économie politique classique, mais ce n'est qu'après la Seconde Guerre mondiale que la formalisation s'accéléra dans le domaine économique.

LES AUTRES ÉCOLES D'ÉCONOMIE

La synthèse néoclassique puis le monétarisme et la nouvelle macroéconomie classique ont largement dominé l'économie, mais n'ont pas manqué néanmoins de susciter des oppositions. Un certain nombre d'économistes, connus sous le nom de postkeynésiens, se sont largement opposés à l'école économique dominante et ont proposé une approche alternative plus proche des idées de Keynes et, parfois, du travail de Kalecki. Parmi les fondateurs de l'école postkeynésienne, se trouvaient, naturellement, certains économistes proches collaborateurs de Keynes, comme Robinson, Kahn et Kaldor. Ce courant de pensée économique est essentiellement caractérisé par l'accent qu'il porte sur l'instabilité de l'économie et sa tendance au chômage chronique. D'autres personnalités marquantes des postkeynésiens sont Weintraub, Minski, Davidson, Pasinetti et Harcourt.

Depuis les années 1960, dans leurs critiques du paradigme dominant, certains postkeynésiens ont joint leurs forces à celles d'un autre courant d'économistes inspirés par Sraffa. Sraffa avait commencé sa critique du marginalisme dans les années 1920, puis l'avait négligée dans ses publications jusqu'en 1960. Il s'était focalisé sur deux sujets étroitement liés l'un à l'autre : la publication de son œuvre *Production de marchandises* par des marchandises (1960) et l'édition critique (avec Dobb) de l'œuvre de Ricardo. Dans son livre, Sraffa résout certains problèmes de la théorie de la valeur de l'économie politique classique et, en se focalisant sur les conditions sous lesquelles l'économie est capable de donner lieu à un processus de reproduction et de croissance plutôt que sur les choix individuels d'allocation des ressources rares, il propose également une alternative au marginalisme. Inspirés par Sraffa, Robinson, Pasinetti, Garegnani, Harcourt et d'autres se sont livrés à une critique de la théorie marginaliste de la distribution, une critique fondée sur l'utilisation de fonctions de production globale et, en particulier, de la notion de capital global qu'ils considèrent comme un concept déficient logiquement. La critique provoqua un vaste débat avec Samuelson et Solow, les principaux partisans du camp marginaliste.

Parmi les écoles non orthodoxes du domaine économique, les deux plus anciennes sont les économies marxiste et institutionnaliste. L'institutionnalisme, fondé par T. Veblen, W. Mitchell et R. Common, se caractérise par

une approche plus empirique et historique de l'économie et par l'importance du rôle des institutions dans le processus économique. L'institutionnalisme moderne, tout en considérant le rôle des institutions, tend vers une
approche plus formalisée et analytique. En général, R. Coase, J. Galbraith
et G. Myrdal sont classés parmi les économistes institutionnalistes. Par
ailleurs, l'économie marxiste moderne, après avoir développé la critique
marxiste du capitalisme, s'est largement focalisée sur les problèmes du
tiers-monde, que nous aborderons dans la section suivante.

LA CROISSANCE ET LE DÉVELOPPEMENT

L'économie politique classique du XIX^e siècle était essentiellement axée sur les problèmes de distribution, d'accumulation et de croissance économique. L'économie marginaliste, avec son insistance sur la notion de rareté, ne se préoccupait pas vraiment de croissance. Schumpeter était la principale exception à la règle et, à cet égard, se rapprochait des classiques et de Marx. Selon Schumpeter (1912, 1942), les économies capitalistes connaissent un processus de croissance cyclique motivé par des entrepreneurs innovants. Ces derniers introduisent de nouvelles méthodes de production dont ils espèrent tirer de meilleurs profits.

Schumpeter n'atteignit pas une position dominante dans la profession. La révolution keynésienne fut suivie d'un nouvel intérêt pour la croissance dont Harrod fut le pionnier. En utilisant quelques éléments de base de la théorie de Keynes, il étudia les conditions d'un processus équilibré de croissance et montra sa haute instabilité: aucune force ne peut rééquilibrer l'économie si celle-ci dévie de sa trajectoire d'équilibre. Domar obtint indépendamment des résultats similaires à ceux de Harrod. Les contributions de Robinson, Kaldor et Solow furent également importantes pour la théorie moderne de la croissance.

Harrod ne s'intéressait pas à la distribution des revenus. Ce fut Kaldor (1955–1956), inspiré également par Kalecki, qui introduisit cette notion dans un modèle de croissance en longue période et initia un vaste débat sur la relation entre croissance et distribution, connexe au débat sur la théorie du capital. Pasinetti enchérit sur la contribution de Kaldor et analysa la relation fonctionnelle entre investissement global et profits.

Les modèles postkeynésiens de la croissance économique, à quelques exceptions près (Pasinetti, 1981), sont typiquement des modèles globaux. De nombreux modèles multisectoriels de la croissance économique furent fondés au cours de l'après-guerre par Leontief (1941), qui étaient basés sur l'analyse, des flux interindustriels de biens et de services (analyse

«input-output») et sur le modèle de l'équilibre général de von Neumann. Dans leur ouvrage *The Theory of Economic Growth* (1964), Hahn et Matthews ont proposé une étude brillante de la littérature concernant la croissance économique depuis les années 1960.

Plus récemment, le problème de la croissance a été principalement analysé par le biais de l'utilisation des « modèles de croissance endogène ». Cette approche considère que de nombreux facteurs importants favorisant la croissance économique, tels que le progrès technique ou l'éducation, sont dépendants du taux de croissance. Cette notion est relativement ancienne puisqu'on la trouve déjà chez Smith et plus récemment dans les ouvrages de Kaldor. De plus, d'importants modèles de croissance endogène furent apportés par Romer et Lucas.

L'intérêt pour la croissance fut également ranimé, après-guerre, par les problèmes pratiques posés par les économies des nombreux pays en passe d'obtenir leur indépendance politique. Les théories et les politiques originaires des pays occidentaux plus industrialisés n'étaient pas utilisables dans ces pays, ni même adaptables immédiatement à leurs besoins. Une branche autonome de l'économie du développement vit donc le jour afin de proposer une approche originale des problèmes des pays commençant leur processus de croissance presque deux siècles après la révolution industrielle en Europe.

Initialement, la tendance dominante fut de considérer que les pays en voie de développement ne pouvaient pas enclencher un processus de croissance sans interventions externes importantes, provenant de l'État ou de l'aide étrangère. L'État était censé stimuler l'investissement et la production puisque les marchés internationaux et domestiques ne pouvaient pas le faire spontanément. Dans les pays moins développés, la croissance n'était pas freinée par la rareté de la main-d'œuvre qui, de fait, était pléthorique. La rareté des capitaux était un obstacle autrement plus infranchissable. L'aide provenant des pays développés était censée résoudre la pénurie de ce facteur de production. L'intervention de l'État se présentait généralement sous la forme d'une série de mesures visant à engendrer un processus de croissance équilibrée exploitant efficacement tous les bénéfices des complémentarités interdisciplinaires. La position de Hirschman fait figure d'exception puisqu'il préconisait une croissance non équilibrée en favorisant les secteurs les plus dynamiques de l'économie qui, à leur tour, favoriseraient et créeraient un processus plus général de développement.

La persistance et, parfois, l'accroissement du fossé entre les pays développés et ceux qui le sont moins produisirent également des visions pessimistes du développement. Beaucoup considèrent que des termes d'échange non favorables entre pays industrialisés et pays en développement empêchent ou retardent le développement de ces derniers. L'écart entre le prix des biens manufacturés et celui des biens agricoles

s'accroît progressivement en raison des différences structurelles entre pays industrialisés et pays en développement, essentiellement agricoles. Les importations, indispensables à la croissance des pays en voie de développement, leur coûtent donc de plus en plus cher. Les différences structurelles ne sont pas le seul facteur invoqué pour expliquer les termes de l'échange. De nombreux économistes ont élaboré des analyses qui expliquent la carence du développement par l'existence d'un certain nombre de rigidités structurelles qui affectent les économies moins développées (Taylor, 1983).

Les économistes marxistes et radicaux se sont largement penchés sur les pays en développement. Un des traits essentiels de l'approche marxiste est l'idée que le manque de développement est une conséquence du développement lui-même. Dans une large mesure, les pays capitalistes industriels tirent leur richesse de l'exploitation des pays plus pauvres par le biais du commerce international ou en bénéficiant directement de la disponibilité d'une main-d'œuvre à bas prix (Baran, 1957).

Plus récemment, l'économie générale a eu tendance à se réapproprier l'économie du développement. Cette évolution a deux conséquences. D'une part, le développement est de plus en plus traité avec les outils standards de la discipline économique. D'autre part, on semble considérer que les solutions aux problèmes des pays moins développés sont exclusivement de nature politique. Contrairement aux années précédentes, la plupart des économistes sont partisans d'un désengagement de l'État. Ils préconisent également de se fier aux vertus des marchés libres. D'autres économistes, également concernés par le développement, ont réagi contre ces tendances en affirmant que l'économie seule est un instrument trop imprécis pour régler ce problème. Pour eux, le développement doit bénéficier d'un point de vue plus global prenant en compte les aspects historiques, sociaux et culturels.

BIBLIOGRAPHIE

- ALLAIS M. 1949. Rendement social et productivité sociale. Dans: *Econometrica*, vol. 17, p. 129–135.
- ALLEN R. G. D., HICKS J. R. 1934. A Reconsideration of the Theory of Value. Dans: *Economica*, vol. 4, p. 52–76.
- ARROW K. J. 1963. *Social Choice and Individual Values*, New Haven (Connecticut), Yale University Press.
- Debreu G. 1954. Existence of an Equilibrium for a Competitive Economy. Dans: *Econometrica*, n° 22, p. 265–290.

- HAHN F. H. 1 971. General Competitive Analysis, San Francisco, Holden-Day.
- BAIN J. S. 1956. *Barriers to New Competition*, Cambridge (Massachusetts), Harvard University Press.
- BARAN P. A. 1957. *The Political Economy of Growth*, New York, Monthly Review Press.
- BAUMOL W. J. 1982. Contestable Markets: An Uprising in the Theory of Industry Structure. Dans: *American Economic Review*, vol. 72, p. 1–15.
- BERGSON A. 1938. A Reformulation of Certain Aspects of Welfare Economics. Dans: *Quarterly Journal of Economics*, vol. 52, p. 310–334.
- CHAMBERLIN E. H. 1933. *The Theory of Monopolistic Competition*, Cambridge (Massachusetts), Harvard University Press.
- DAVIDSON P. 1972. Money and the Real World, Londres, Macmillan.
- DOBB M. H. (dir. publ.). 1955. *On Economic Theory and Socialism*, Londres, Routledge.
- DOMAR E. 1946. Capital Expansion, Rate of Growth and Employment. Dans: *Econometrica*, vol. 14, p. 137–147.
- FRIEDMAN M. 1956. The Quantity Theory of Money: A Restatement. Dans: FRIEDMAN M. (dir. publ.). *Studies in the Quantity Theory of Money*, Chicago (Illinois), University of Chicago Press.
- 1968. The Role of Monetary Policy. Dans: *American Economic Review*, vol. 58, p. 1–17.
- GAREGNANI P. 1970. Heterogeneous Capital, the Production Function and the Theory of Distribution. Dans: *Review of Economic Studies*, vol. 37, p. 407–436.
- HAHN F. H., MATTHEWS R. C. O. 1964. The Theory of Economic Growth: A Survey. Dans: *Economic Journal*, vol. 74, p. 779–902.
- HARCOURT G. C. 1972. Some Cambridge Controversies in the Theory of Capital, Cambridge, Cambridge University Press.
- 1995. Capitalism, Socialism and Post-Keynesianism: Selected Essays of G. C. Harcourt, Aldershot, Edward Elgar.
- HARROD R. F. 1934. Doctrines of Imperfect Competition. Dans: *Quarterly Journal of Economics*, vol. 48, p. 442–470.
- 1939. An Essay in Dynamic Theory. Dans: *Economic Journal*, vol. 48, p. 14–33.
- 1973. Economic Dynamics, Londres, Macmillan.

- HAYEK F. A. (VON) 1935. Collectivist Economic Planning, Londres, Routledge.
- HICKS J. R. 1937. Mr. Keynes and the Classics: A Suggested Interpretation. Dans: *Econometrica*, vol. 5, p. 147–159.
- 1939 a. Value and Capital: An Inquiry into Some Fundamental Principles of Economic Theory, Oxford, Clarendon Press.
- 1939 *b*. The Foundations of Welfare Economics. Dans: *Economic Journal*, vol. 49, p. 696–712.
- HIRSCHMAN A. O. 1958. *The Strategy of Economic Development*, New Haven (Connecticut), Yale University Press.
- KAHN R. F. 1931. The Relation of Home Investment to Unemployment. Dans: *Economic Journal*, vol. 41, p. 173–198.
- KALDOR N. 1939. Welfare Propositions of Economics and Interpersonal Comparisons of Utility. Dans: *Economic Journal*, vol. 49, p. 549–552.
- 1955–1956. Alternative Theories of Distribution. Dans: *Review of Economic Studies*, vol. 23, p. 94–100.
- 1957. A Model of Economic Growth. Dans: *Economic Journal*, vol. 67, p. 591–624.
- KALECKI M. 1933. Essay on the Business Cycle Theory. Reprinted in KALECKI M. 1990. *Collected works*, vol. I., Oxford, Clarendon Press, p. 66–108.
- 1939. Essays in the Theory of Economic Fluctuations. Londres, Allen & Unwin.
- 1954. Theory of Economic Dynamics: An Essay on Cyclical and Long-run Changes in Capitalist Economy, New York, Monthly Review Press.
- KEYNES J. M. 1971–1989. *The Collected Writings of John Maynard Keynes*, vols. 1–30, Londres, Macmillan.
- KLEIN L. R., GOLDBERGER A. S. 1955. *Econometric Model of the United States* 1929–1952, New York, John Wiley.
- KNIGHT F. H. 1921. *Risk, Uncertainty and Profit*, Boston (Massachusetts), Houghton-Mifflin.
- LANGE O. 1936–1937. On the Economic Theory of Socialism. Dans: *Review of Economic Studies*, vol. 4, p. 53–71; 123–142.
- 1942. The Foundations of Welfare Economics. Dans: *Econometrica*, vol. 10, p. 215–228.
- LEONTIEF W. 1941. *The Structure of the American Economy, 1919–1929*, Cambridge (Massachusetts), Harvard University Press.

- Lewis W. A. 1954. Economic Development with Unlimited Supplies of Labour. Dans: *The Manchester School of Economics and Social Studies*, vol. 22, p. 139–191.
- Lucas R. E. 1975. An Equilibrium Model of the Business Cycle. Dans: *Journal of Political Economy*, vol. 83, p. 113–1144.
- 1976. Econometric Policy Evaluation: A Critique. Dans: *Carnegie-Rochester Conference Series on Public Policy*, vol. 1, p. 19–46.
- 1988. On the Mechanics of Economic Development. Dans: Journal of Monetary Economics, vol. 22, p. 3–42.
- SARGENT T. J. 1978. After Keynesian Macroeconomics. Dans: After the Phillips Curve: Persistence of High Inflation and High Unemployment, chapitre 19, Boston (Massachusetts), Federal Reserve Bank of Boston.
- MANKIW N. G., ROMER D. (dir. publ.). 1991. New Keynesian Economics, Cambridge (Massachusetts), MIT Press.
- MEADE J. E., STONE R. N. 1944. *National Income and Expenditure*, Oxford, Oxford University Press.
- MINSKY H. P. 1975. *John Maynard Keynes*, New York, Columbia University Press.
- MODIGLIANI F. 1944. Liquidity Preference and the Theory of Interest and Money. Dans: *Econometrica*, vol. 12, p. 45–88.
- MYRDAL G. 1939. Monetary Equilibrium, New York, A. Kelley.
- NEUMANN J. (VON). 1945–1946. A Model of General Economic Equilibrium. Dans: *Review of Economic Studies*, vol. 13.
- PARETO V. 1927. Manuel d'économie politique, Paris, Giard.
- PASINETTI L. L. 1962. Rate of Profit and Income Distribution in Relation to the Rate of Economic Growth. Dans: *Review of Economic Studies*, vol. 29, p. 267–279.
- 1969. Switches of Technique and the 'Rate of Return' in Capital Theory. Dans: *Economic Journal*, vol. 80, p. 428–431.
- 1974. Growth and Income Distribution, Cambridge, Cambridge University Press.
- 1981. Structural Change and Economic Growth: A Theoretical Essay on the Dynamics of the Wealth of Nations, Cambridge, Cambridge University Press.
- PIGOU A. C. 1920. The Economics of Welfare, Londres, Macmillan.
- ROBBINS L. 1935. *The Nature and Significance of Economic Science*, Londres, Macmillan.

- ROBINSON J. 1933. *The Economics of Imperfect Competition*, Londres, Macmillan.
- 1953–1954. The Production Function and the Theory of Capital. Dans: *Review of Economic Studies*, vol. 21, p. 81–106.
- 1956. The Accumulation of Capital, Londres, Macmillan.
- ROMER P. M. 1986. Increasing Returns and Long-Run Growth. Dans: *Journal of Political Economy*, vol. 94, p. 1002–1037.
- SAMUELSON P. A. 1941–1942. The Stability of Equilibrium: Comparative Statics and Dynamics. Dans: *Econometrica*, vol. 9, p. 97–120.
- 1947. *Foundations of Economic Analysis*, Cambridge (Massachusetts), Harvard University Press.
- 1948. Economics, New York, McGraw-Hill.
- 1962. Parable and Realism in Capital Theory: The Surrogate Production Function. Dans: *Review of Economic Studies*, vol. 39, p. 193–206.
- SCHUMPETER J. 1912. *Theory of Economic Development*, Nouveau Brunswick (Canada), Transaction Books.
- 1942. Capitalism, Socialism and Democracy, New York, Harper & Row.
- Scitovsky T. 1941. A Note on Welfare Propositions in Economics. Dans: *Review of Economic Studies*, vol. 9, p. 77–88.
- SEN A. K. 1970. Collective Choice and Social Welfare, San Francisco, Holden-Day.
- SHACKLE G. L. S. 1967. *The Years of High Theory*, Cambridge, Cambridge University Press.
- Shubik M. 1980. *Market Structure and Behavior*, Cambridge (Massachusetts), Harvard University Press.
- Solow R. M. 1957. Technical Change and the Aggregate Production Function. Dans: *Review of Economics and Statistics*, vol. 39, p. 312–320.
- 1967. The Interest Rate and Transition Between Techniques. Dans: FEIN-STEIN C. H. (dir. publ.). *Socialism, Capitalism and Economic Growth*, Cambridge, Cambridge University Press.
- 1970. *Growth Theory: An Exposition*, Oxford, Oxford University Press.
- SRAFFA P. 1926. The Laws of Return Under Competitive Conditions. Dans: *Economic Journal*, vol. 36, p. 535–550.
- 1960. Production of Commodities by Means of Commodities: Prelude to a Critique of Economic Theory, Cambridge, Cambridge University Press.

- STEINDL J. 1952. Maturity and Stagnation in American Capitalism, Oxford, Blackwell.
- SYLOS LABINI P. 1967. Oligopolio e progresso tecnico, Turin, Einaudi.
- TAYLOR L. 1983. Structuralist Macroeconomics, New York, Basic Books.
- TOBIN J. 1971. Essays in Economics, Vol. I, Macroeconomics, Amsterdam, North-Holland.
- WEINTRAUB S. 1966. A Keynesian Theory of Employment, Growth and Income Distribution, Philadelphie, Chilton.

19.7 Les sciences juridiques

Nicola Lacey

Aujourd'hui, tout examen de l'évolution des sciences juridiques doit faire face à plusieurs défis. Certains des débats les plus influents de la théorie sociale, née dans la seconde partie du siècle dernier, ont émis un doute sur l'idée même que le droit (comme d'autres disciplines) puisse revendiquer le statut de «science», c'est-à-dire de discipline produisant un savoir et/ou une vérité validés de façon objective. Le droit se distingue plus particulièrement des autres disciplines évoquées dans ce chapitre par sa relation avec des institutions et des pratiques professionnelles distinctes. De fait, l'étroitesse de ce lien et ses conséquences sur le statut du droit en tant que discipline universitaire sont uniques parmi les dix disciplines qu'étudie ce volume.

Lorsque l'on considère l'évolution des sciences juridiques, on est confronté à au moins deux conceptions qui réclament notre attention. La première est l'évolution des sciences juridiques ou théorie du droit. La deuxième est la «science juridique» pratique qui est un des objets de la discipline intellectuelle du droit et de la pédagogie juridique. J'axerai cette analyse sur l'évolution du savoir juridique au XXe siècle, sans toutefois oublier qu'une entreprise telle que la mienne doit également envisager la relation entre les évolutions de la science juridique et les domaines de la formation et de la pratique juridiques.

Vers 1900, le droit est d'ores et déjà une discipline bien établie dans la plupart des régions du monde. L'institutionnalisation académique du droit fait écho à l'importance particulière qu'il revêt par son statut d'instrument de gouvernance dans les sociétés modernes. Il va de soi que la relation entre le droit et l'État-nation s'articule de façons bien différentes d'une région à l'autre du monde. Dans les sociétés européennes plus séculières, on considère que le droit est relativement indépendant de la politique et qu'il a une fonction distinctive dans la négociation de la relation entre le citoyen et le domaine politique. Dans les sociétés plus traditionnelles, la relation entre le droit et les institutions religieuses et politiques est plus étroite, alors que, dans le monde socialiste alors émergent, le droit est explicitement mis au service de l'idéologie d'État. L'idéal occidental et moderne du principe de la primauté du droit, et sa conception de la séparation des pouvoirs entre les

branches législative, exécutive et juridique du gouvernement, a cependant un impact mondial important, puisqu'il fut exporté par le biais de pratiques coloniales et mis en œuvre, de façon atténuée certes, dans le tout nouvel ordre juridique international représenté par la Société des Nations, puis par les Nations Unies. Pendant la première moitié du XX^e siècle, la prédominance de systèmes juridiques modernes et relativement autonomes pose donc le contexte pratique à partir duquel l'étude intellectuelle du droit prospérera et se répandra sur le globe.

La recherche juridique et donc le domaine intellectuel de la science juridique n'ont jamais, rappelons-le, été confinés aux écoles de droit. La rhétorique, la théologie, l'histoire et la philosophie, par exemple, ont toujours été relatives à l'étude du droit. L'expansion des sciences sociales s'accélérant au début du XXe siècle, les nouvelles disciplines, sociologie, anthropologie, sciences politiques et économie politique, commencent également à s'intéresser au droit. Au XX^e siècle, fruits de la corrélation entre le droit et les disciplines les plus récentes, deux tendances apparurent. D'une part la conception du droit en tant que science humaine fut abandonnée et le droit fut transféré au domaine des sciences sociales. D'autre part, la colonisation disciplinaire du droit entra en conflit avec l'idée, promue par les professionnels du droit, que le droit est une discipline distincte. Toutefois, la colonisation du droit par les sciences sociales ne s'est pas faite sans à-coups et, à la fin du siècle, on constate des signes de renouveau de la conception du droit en tant que science humaine. Ces signes émanent, en partie, de l'intégration de différentes traditions philosophiques européennes dans les débats portant sur la nature du droit.

Au XXe siècle, la tendance générale était à la fragmentation des disciplines et à l'altération des frontières les séparant. La pensée juridique universitaire y était particulièrement sensible. Par réaction à ce contexte disciplinaire, la théorie juridique, comme nous le verrons, tenta à plusieurs reprises de décrire et de conceptualiser la spécificité du raisonnement et des institutions juridiques. Au cours du XX^e siècle, la relation difficile entre l'étude du droit dans le milieu universitaire et la formation professionnelle juridique a tout à la fois étayé et mis en danger la construction du droit en tant que discipline intellectuelle autonome. Les changements institutionnels dans la forme, la variété et la localisation des pratiques juridiques ou juridiquement pertinentes ont encore fragilisé le statut du droit en tant que discipline distincte. Les principales revendications à la spécificité des sciences juridiques proviennent de l'existence pratique du droit : les sciences juridiques sont concernées par l'étude d'une série spécifique de pratiques sociales. Il est déterminant de constater que la précarité de l'autonomie du droit au niveau disciplinaire s'est accompagnée, au XX^e siècle, de changements importants au niveau institutionnel qui ont fragmenté la pratique du droit et ont produit une multiplicité d'arrangements institutionnels et d'ordres normatifs qui réclament d'être étudiés par les sciences juridiques.

Pratiquement parlant, la croissance des fonctions de l'État et du domaine de la régulation juridique dans les pays industriels et postindustriels brouille les frontières séparant les domaines publics et privés, mais aussi la gouvernance juridique et administrative et la gouvernance politique. Alors que le droit s'affirme en tant qu'instrument essentiel de l'application de la politique gouvernementale, la distinction entre politique et droit commence à s'affaiblir et remet donc en cause avec insistance l'intégrité de l'interprétation juridique et l'indépendance du rôle judiciaire. Au même moment, la diversification de la régulation juridique éloigne de plus en plus le droit de son cadre institutionnel traditionnel, créant une myriade de nouvelles institutions dont les fonctions sont tout à la fois juridiques, administratives et thérapeutiques.

À l'expansion et la diversification du domaine du droit au sein de l'État-nation correspond la prolifération d'ordres juridiques non-étatiques qui, en raison de l'influence croissante des interventions sociologiques et anthropologiques dans la théorie juridique, finirent par attirer l'attention de la science juridique. La question de la relation entre les systèmes juridiques indigènes et impériaux dans les pays colonisés est probablement à l'origine de ce phénomène. Les points de vue produits par la recherche universitaire dans les pays en voie de développement, épaulés par deux domaines en pleine ascension, l'anthropologie et la sociologie du droit, ont cependant gagné progressivement du terrain dans les économies avancées. Ils conçoivent les systèmes juridiques comme des entités coexistantes et plurielles nationales ou transfrontalières, ce qui a compliqué l'association moderne et forte entre le droit et l'État-nation. Elle a aussi posé en termes nouveaux les anciennes questions relatives à la relation entre le droit et les autres systèmes normatifs, tels que l'éthique, la politique et la religion. Enfin, au cours du XX^e siècle, l'expansion de nouvelles technologies (communication électronique, transport aérien) ainsi que l'internationalisation des marchés ont produit de nouveaux phénomènes juridiques qui ne correspondent plus à la conception traditionnelle du droit en tant que prérogative de l'État-nation. Les ordres juridiques internationaux et transnationaux se développent progressivement dans plusieurs cadres institutionnels plus ou moins étroitement articulés aux États-nations. Le système de droit public international, comme les structures régionales telles que l'Union européenne ou les cadres privés comme la *lex mercatoria* commerciale, posent de nouvelles questions que les sciences juridiques s'efforcent de traiter.

Il y eut quatre courants de pensée juridique influents au XX^e siècle. Chacun a généré une conception originale de la science juridique et une compréhension particulière de la légitimation de l'autorité juridique. La

première est la doctrine du positivisme juridique qui considère que le droit est le produit de la décision humaine : c'est un système de pouvoir institutionnalisé de façon distincte dont le contenu est entièrement déterminé par les actes législatifs d'autorités politiques constituées. Ceci engendre une approche essentiellement formelle de la validité des lois. La validité et donc l'existence de toute loi doit être comprise en termes de sa généalogie et de son mode de mise en application. Au tournant du siècle dans les pays occidentaux, le positivisme juridique était sans aucun doute le courant dominant. Sa compréhension du droit est fortement apparentée à la conception moderne de la science juridique. Le juriste possède les compétences techniques nécessaires à l'identification et à l'analyse des lois, il n'est pas concerné par leur analyse politique ou éthique, mais par leur analvse discrétionnaire et par l'exercice de la rationalité juridique. Le milieu universitaire, suivant la tradition positiviste, se focalise essentiellement sur l'analyse dogmatique et doctrinale, sur la description spécifique, exhaustive, précise et scientifique du contenu des ordres juridiques spécifiques, sur la connaissance scientifique des systèmes juridiques particuliers et sur certains domaines de la régulation juridique tels que le droit commercial, le droit des contrats et le droit criminel. C'est donc dans leur conception positiviste que la notion de science juridique autonome et ses institutions académiques trouvent leur plus parfaite expression.

Malgré sa prédominance en Occident au début du siècle, la conception positiviste du droit et de la science juridique ne jouissait pas d'une compétence exclusive. Il n'est pas possible, en particulier, de faire fi de la pérennité, au XX^e siècle, de l'ancienne tradition du droit naturel. Toutes les différentes variantes du naturalisme du droit situent les sources de l'autorité et de la validité du droit dans des normes extra-juridiques issues de doctrines éthiques ou religieuses. Dans le monde occidental, la sécularisation croissante des États-nations provoqua probablement le déclin de la tradition naturaliste aux XVIII^e et XIX^e siècles. Cependant, il est possible de répondre que la conception moderne des droits de l'homme partout institutionnalisée par différentes déclarations et chartes des droits et des libertés nationales ou internationales, constitue une expression particulière du sentiment naturaliste. De plus, la dernière partie du siècle fut le témoin, y compris dans le cadre de régimes laïcs, d'un important renouveau du droit naturel. Ce dernier répondait partiellement à la crise de l'autorité et de la légitimité des États-nations et était plus particulièrement une réaction contre l'abus du droit officiel par les régimes totalitaires, tels que le gouvernement national socialiste en Allemagne dans les années 1930 et 1940. Ce renouveau s'exprime avec vigueur, par exemple, dans le concept de crime contre l'humanité appliqué rétrospectivement au procès pour crimes de guerre du tribunal de Nuremberg, après la Seconde Guerre mondiale

(illustration 101). Intellectuellement parlant, le renouveau du droit naturel est corrélatif aux difficultés éprouvées par le positivisme à proposer une légitimation pertinente de l'autorité juridique. Si, comme l'implique le positivisme, le droit est simplement une institutionnalisation particulière du pouvoir, comment expliquer son autorité, sa revendication de l'allégeance et de l'obéissance de ses sujets? Le problème crucial devient donc l'autonomie même des conceptions positivistes du droit, qui étaye l'idée que les sciences juridiques sont indépendantes. Si l'autorité du droit et, donc, sa validité ne peuvent être appréhendées qu'en termes de ses relations avec les normes extra-juridiques, comment exclure de l'interprétation et de la gestion du droit ainsi que de l'étude de ses pratiques, ces normes extra-juridiques (éthiques ou religieuses) dont l'importance et l'influence ne se démentent pas? Par conséquent, la tradition du droit naturel adopte une conception du domaine des sciences juridiques plus large que celle de la tradition positiviste, puisqu'elle ne se concentre pas seulement sur les complexités de la doctrine et du raisonnement juridique, mais aussi sur les principes sous-jacents qui informent et légitiment certains domaines du droit. Par rapport au positivisme juridique, la conception du droit naturel réduit considérablement l'autonomie du droit à l'égard de l'éthique ou de la théorie politique.

Dans la pensée du droit naturel, il n'existe donc aucune division absolue entre le droit valide et les normes extra-juridiques. Le droit est identifié en termes de congruence avec des normes éthiques et il n'existe aucune distinction claire entre ce qu'est la loi et ce qu'elle devrait être. Alors que l'expression «droit naturel» est associée à une tradition remontant à Aristote et qui fut étoffée par les théologiens catholiques tels que Thomas d'Aquin, le cadre général de la pensée du droit naturel peut inclure tout système de science juridique dans lequel la question de la validité juridique est inextricable des questions portant sur l'autorité éthique, religieuse ou autre. C'est pourquoi les systèmes islamiques, qui font aujourd'hui autorité dans une grande partie du monde, peuvent être vus comme exprimant une version de l'approche naturaliste, en ce sens que les autorités juridique, politique et religieuse y sont explicitement considérées comme indissociables. Dans de tels systèmes, l'idée du droit en tant que science indépendante est évidemment plus fragile, ou tout au moins d'un autre ordre, que dans les sociétés occidentales. Par ailleurs, dans les sociétés socialistes, l'idéologie s'exprime de façon explicite en termes juridiques. On peut donc estimer leur approche à celle du droit naturel. En démocratie libérale, également, on peut estimer que le pouvoir constant de l'appel au rôle de la loi pour soutenir la démocratie et les droits de l'homme est une prolongation de la tradition du droit naturel. En effet, une des affirmations essentielles de la théorie critique du droit (voir ci-après) est que la perspective positiviste est

elle-même idéologique dans la mesure où elle dissimule les problèmes de légitimation de l'autorité juridique en grimant les décisions politiques en vérités scientifiques et en présentant, subtilement, la domination politique d'une conception du droit comme le résultat d'un processus historique d'évolution vers un idéal.

La conception positiviste de la science juridique technique autonome a donc toujours dû faire face à une critique vigoureuse de la part de la tra-dition naturaliste. Au XX^e siècle, toutefois, elle a également été confrontée à une troisième conception de la science juridique, suite à l'accroissement rapide des sciences sociales qui la considèrent comme une science sociale. À certains égards, la compréhension positiviste de la science juridique a été justement victime de son succès. Alors que l'amplification des fonctions de l'État-nation renforçait le rôle du droit en tant qu'instrument prééminent de gouvernement, le droit lui-même subissait l'influence croissante de la politique et de l'économie. La loi était utilisée en tant qu'instrument de régulation politique et économique, mais le droit semblait de plus en plus formel, un espace vide à remplir en fonction des impératifs de la puissance économique ou politique. Dans les milieux universitaires de plusieurs pays occidentaux, les pratiques pédagogiques les plus fréquentes dans le domaine de l'analyse conceptuelle et doctrinale commencèrent à être concurrencées par les approches sociologiques, peu concernées par la spécificité du droit. Au lieu d'observer les formes et les institutions juridiques comme des éléments sociologiques donnés, on utilisa des techniques permettant d'approcher le droit comme une pratique sociale à analyser en termes extra-juridiques, mais néanmoins scientifiques. On commença à poser des questions sur les fonctions sociales, économiques et politiques du droit, ses conditions d'existence institutionnelle, culturelle et économique, ses formes et la signification de ses variations, ainsi que sur les modèles de la création, de l'interprétation et de la mise en application de la loi par le biais de différents agents dépassant largement le cadre orthodoxe des corps législatifs et des cours. L'apparition de la sociologie du droit mettra l'emphase sur les études juridiques comparatives. Comme les sciences politiques étudient les systèmes politiques, les études juridiques comparatives font des analyses comparatives politiques, sociologiques et culturelles des systèmes juridiques. Un mouvement «réaliste» important apparut alors dans la théorie juridique. Il se distingue par son scepticisme envers la signification fondamentale des doctrines juridiques et par sa focalisation, non plus sur les normes articulées du droit, mais sur les effets matériels et sur les causes, politiques ou autres, sous-tendant ces effets.

Dans tous ces domaines, se détache une tendance à la réduction de la spécificité du droit et de la rationalité juridique d'une part, et d'autre part, à l'affirmation que les phénomènes et les raisonnements juridiques peuvent

être expliqués, scientifiquement, en tant qu'instruments des autres disciplines au sein des sciences sociales. Il n'est probablement pas surprenant que ces concepts des sciences sociales aient mis quelque temps avant d'imprégner le courant dominant de la formation et du milieu universitaire juridique, n'atteignant un statut à peu près équivalent à celui de l'analyse doctrinale que dans certaines régions du monde (notamment l'Amérique du Nord) et seulement dans la dernière partie du siècle. La tension dans le milieu universitaire, entre la science juridique en tant qu'étude des phénomènes juridiques, et la science sociale en tant que connaissance pratique qu'il faut inculquer aux étudiants, est de nouveau partiellement responsable de cet état de fait. De façon tout aussi significative, les approches sociologiques du droit ont également été aux prises avec la question de la spécificité et de l'autonomie du droit. L'exemple le plus limpide est probablement la conception du droit en tant que sous-système «autopoétique» ou autoréférentiel dans un monde social composé de nombreux systèmes comparables. Cette approche a marqué de son influence la théorie juridique européenne de la fin du XXe siècle.

À la fin du XX^e siècle, la science juridique, qui comptait déjà trois conceptions, fut de nouveau fragmentée avec la création d'une quatrième famille d'approches de la théorie juridique. Cette dernière famille, hétérogène, est composée d'approches « critiques » qui mêlent les perspectives des sciences humaines et des sciences sociales. Parmi d'autres exemples, citons la mise au point des théories féministes du droit, les théories critiques des races, les théories juridiques postcoloniales et la théorie critique du droit psychanalytique et déconstructionniste. Comme les sciences sociales, ces approches (résultant, en partie, de l'apparition de nouveaux mouvements sociaux, tels que le mouvement féministe ou différents mouvements antiracistes, mais qui sont également profondément enracinées dans la pensée marxiste et socialiste) mettent en doute et analysent le droit en termes de normes et d'influences dépassant le cadre du droit lui-même. Elles s'intéressent non seulement aux règles, aux doctrines et aux institutions juridiques, mais aussi aux effets concrets de ces institutions et aux lois telles qu'elles sont interprétées et mises en application dans la pratique. Elles diffèrent à de nombreux égards des approches courantes des sciences sociales, comme, par exemple, la sociologie du droit. Elles sont tout d'abord plus enclines à prendre au sérieux la rationalité spécifique du droit et donc à porter attention aux intrications de la doctrine juridique (tout en s'intéressant à ce que le cadre doctrinal peut dissimuler de façon systématique), ainsi qu'aux conditions historiques de l'existence de cadres doctrinaux particuliers. Par ailleurs, elles participent au nouveau scepticisme quant à l'idée même d'une connaissance scientifique objective, en préférant insister sur la façon dont les théories du droit et les arguments juridiques eux-mêmes sont constitués à partir de points de vue individuels.

Les approches critiques du droit, plus que les sciences sociales, ont donc combiné leurs forces avec certaines anciennes ressources des sciences humaines s'attachant à l'analyse du droit en tant que discours ou rhétorique et aux thèmes philosophiques, telles que les questions épistémologiques relatives au fondement des assertions de la connaissance ou de la vérité juridiques. Toutefois, comme les approches du droit liées aux sciences sociales, ces approches critiques ont été relativement lentes à s'assurer un empiètement dans le milieu universitaire juridique. Une fois encore, cet état de fait est imputable à la tension issue du fait que ce milieu universitaire est à la fois un espace intellectuel ouvert aux idées qui remettent en cause son propre statut et une institution sociale dont l'existence est fondée sur l'élaboration d'une discipline séparée qui possède une relation particulière avec la formation à un savoir-faire pratique.

Chacune des quatre familles de sciences juridiques trouve aujourd'hui à s'exprimer dans de nombreuses parties du monde. Au début du XXI^e siècle, il est donc impossible d'identifier une conception dominante des sciences juridiques. Au contraire, nous sommes confrontés à un domaine qui, nonobstant ses particularités, est caractérisé, à l'instar des autres sciences de la société, par les influences globalisantes et l'érosion progressive des frontières séparant les disciplines. Aujourd'hui, comme il y a un siècle, le droit reste l'une des plus importantes sciences de la gouvernance. Dans le futur, la tension entre les impératifs de reproduction des castes juridiques professionnelles et les tendances interdisciplinaires de plus en plus présentes dans le domaine des sciences humaines et des sciences sociales ne manquera pas de créer une discipline encore plus fragmentée, mais néanmoins en effervescence. Sa forme hybride ne saurait en aucun cas saper son pouvoir institutionnel.

BIBLIOGRAPHIE

BARTLETT K., KENNEDY R. (dir. publ.). 1991. Feminist Legal Theory, Boulder (Colorado), Westview Press.

BERMAN H. J. 1963. Justice in the USSR, New York, Vintage.

CHIBA M. 1989. Legal Pluralism: Toward a General Theory Through Japanese Legal Culture, Tokyo, Tokai University Press.

COLLINS H. 1983. Marxism and Law, Oxford, Clarendon Press.

COMAROFF J., ROBERTS S. 1981. Rules and Processes: The Cultural Logic of Disputing in an African Context, Chicago (Illinois), University of Chicago Press.

- COTTERRELL R. 1992. The Sociology of Law: An Introduction, Londres, Butterworths.
- DAMASKA M. 1986. The Faces of Justice and State Authority: A Comparative Approach to the Legal Process, New Haven (Connecticut), Yale University Press.
- DAVID R., BRIERLY J. 1978. *Major Legal Systems of the World Today*, Londres, Stevens & Sons.
- DERRIDA J. 1992. Force of Law: The 'Mystical Foundation of Authority. Dans: CORNELL D., GRAY CARLSON D., ROSENFELD M. (dir. publ.). *Deconstruction and the Possibility of Justice*, New York, Routledge.
- FINNIS J. 1980. Natural Law and Natural Rights, Oxford, Clarendon Press.
- FITZPATRICK P. 1992. The Mythology of Modern Law, Londres, Routledge.
- HART H. L. A. 1961. The Concept of Law, Oxford, Clarendon Press.
- KELSEN H. 1945. *The General Theory of Law and State*, New York, Russell & Russell.
- MACKINNON C. 1989. *Toward a Feminist Theory of the State*, Cambridge, Harvard University Press.
- SOUSA SANTOS B. de 1995. *Toward a New Common Sense*, Londres/New York, Routledge.
- SYPNOWICH C. 1990. *The Concept of Socialist Law*, Oxford, Clarendon Press.
- TEUBNER G. 1993. Law as an Autopoetic System, Londres, Blackwell.
- UNGER R. M. 1976. Law in Modern Society, New York, Free Press.
- 1983. The Critical Legal Studies Movement. Dans: *Harvard Law Review*, vol. 96, p. 563–675.

19.8 La science politique

Björn Wittrock

Introduction: perspective historique de la science politique

Probablement plus que toute autre science sociale, la science politique a pour objet des problèmes qui peuvent paraître immuables. La pensée et la philosophie politiques ne sont pas associées qu'aux préoccupations les plus contemporaines ou ne remontant qu'à un siècle ou deux. Elles traitent des questions essentielles inhérentes à toute communauté d'individus, obligée de trouver un compromis sur la poursuite du bien public, les dirigeants choisis et la règle mise en application. C'est tout du moins ce que l'on veut nous amener à croire. Il est donc aisé d'imaginer pourquoi les partisans de la discipline invoquent souvent Aristote pour qui la science politique est la «science souveraine».

Les sciences sociales, comme elles sont appelées aujourd'hui, furent toutefois institutionnalisées à la fin du XIXe et au début du XXe siècle et façonnées par leurs contextes politique, intellectuel et institutionnel. Les nouvelles sciences sociales sont des formes de réflexion sur les grands processus sociaux de modernisation et de différenciation de la vie professionnelle et quotidienne qui, au XIXe siècle, transformèrent de façon radicale les sociétés d'Europe et d'Amérique du Nord. De rurales, agricoles et localisées, ces dernières devinrent de plus en plus industrielles, urbaines et centralisées autour de l'État-nation. Ces transformations et l'avènement de la «modernité» affectèrent profondément les discours relatifs à la «question sociale», c'est-à-dire à l'adaptation des masses plus ou moins déracinées de la société industrielle moderne. Elles modifièrent également les discours portant sur la constitution d'une identité culturelle et nationale et sur l'État-nation moderne, deux éléments qui devaient servir de vecteur aux processus d'adaptation susmentionnés.

Les projets intellectuels ébauchés pour permettre une compréhension du rôle de l'État et de la politique dans ce nouvel univers social variaient considérablement en fonction des contextes nationaux. Ils prirent parfois la forme d'une réflexion intellectuelle sur les processus d'édification de l'État et des institutions qui représentaient une part prépondérante des aspirations

et des convictions sociales du XIX^e siècle. Dans d'autres cas (voir, par exemple, les analyses d'Andrews, Furner, Haskell, Ross, Silva et Slaughter ou Manicas) l'on considère que la formation d'une profession de politologues fait partie intégrante d'un effort consenti par certaines anciennes élites pour préparer la scène, par des moyens intellectuels, pour des réformes conçues pour sauver ce qui pouvait l'être dans la position et le style de ces élites vétustes et retranchées confrontées aux assauts de la modernité. Parfois, enfin, la formation des nouveaux États-nations signifiait que la constitution d'un nouvel ordre politique, administratif et juridique était une urgence à l'ordre du jour. On attendait donc de certaines «sciences d'État» qu'elles fournissent des réponses à ces préoccupations.

L'ÉVOLUTION ET CONSOLIDATION DE LA SCIENCE POLITIQUE : QUATRE TRADITIONS

Les différentes orientations suivies par l'évolution de la science politique au cours de son histoire peuvent être divisées en quatre grandes traditions intellectuelles qui ont influencé la discipline à des degrés divers selon les pays et les régions.

Tout d'abord, l'Europe du XVIIIe siècle connaissait un domaine du discours historique et philosophique sur la politique qui comprenait alors des discours sur l'économie politique. Ce champ discursif historique et philosophique est clairement à l'origine de la discipline politique en Grande-Bretagne et dans quelques pays ayant appartenu à l'Empire britannique. Plusieurs universitaires ont avancé que la notion de science politique procéda de la volonté de réfréner tout «enthousiasme» excessif et toute passion. Éthiciens et économistes politiques étaient les principaux adeptes de cette nouvelle science qui bénéficiait d'un appui particulier au sein des lumières écossaises à la fin du XVIIIe siècle.

Hume, Smith, Ferguson, Millar ou Stewart contribuèrent à esquisser les grandes lignes d'une étude des constitutions et des institutions politiques favorables à la mesure et à la modération dans la gouvernance. Ce type d'étude était conçu pour transcender la perspective historique purement descriptive et pour articuler les exemples historiques à une compréhension scientifique de la nature humaine, mais aussi des conditions de libéralisation des marchés, du commerce et des échanges.

On peut considérer ce projet global de discours éthique et historique sur la politique et la gouvernance comme le prolongement de l'importante tradition intellectuelle des « sciences morales ». Il est même possible, dans le contexte de la littérature britannique sur l'étude de la politique, de qualifier

cette tradition intellectuelle de métaphore fondatrice de ce discours. De ce point de vue, la «tragédie de la science politique» (pour reprendre les termes de Ricci) peut être ainsi énoncée : la science politique s'est désengagée de son intérêt sérieux pour l'argument moral et a donc perdu sa capacité à éclairer les problèmes réellement cruciaux pour la sauvegarde de la sagesse et de la prudence dans le gouvernement. Curieusement, toutefois, l'intérêt pour la théorie normative et pour l'histoire intellectuelle et institutionnelle, au cœur de ce courant, n'a pas semblé s'affaiblir mais au contraire «renforcer son influence avec le temps» (Norris, 1997). Néanmoins, malgré le lent processus de spécialisation professionnelle et technique qui finit par fixer des normes de compétence technique menaçant de compliquer progressivement le dialogue entre les représentants de ces disciplines et les universitaires enseignant et étudiant la politique. Toutefois, ces craintes apparaissent bien exagérées au vu du renouveau de l'histoire intellectuelle et de la philosophie politique normative, par exemple, provoqué, ces dernières décennies, particulièrement par les universitaires en science politique. res décennies, particulierement par les universitaires en science pontique. De fait, la tradition historique et philosophique générale, qu'on a pu craindre de voir supplanter définitivement par les réalisations de la «révolution comportementaliste» des années 1950 et 1960, est actuellement plus vitale et capitale que jamais pour l'avenir de la discipline. Il faut également noter que, ces dernières décennies, la science politique s'est ouverte de façon spectaculaire non seulement aux différents courants internes à la discipline mais aussi aux autres disciplines.

La «tragédie de la science politique» a une autre conséquence: certains discours se désolidarisent du domaine général auparavant partagé par les étudiants en politique, en histoire, en éthique et en économie politique. Dans cette perspective, l'étude de la politique n'est pas tant une nouvelle discipline de la «science» politique que ce qui reste d'un projet autrefois global une fois que d'autres types d'étude systématique ont bifurqué et se sont établis en tant que modes d'analyses bien implantés et essentiellement indépendants.

L'économie politique fut le premier type de discours spécialisé issu de ce vaste domaine à se constituer en tant que discipline intellectuellement distincte des autres. Dès le début du XIX^e siècle, elle constitua un domaine de discours clairement délimité, conservant cependant des liens étroits avec l'histoire tout au long du XIX^e siècle. Ce n'est que bien plus tard que les changements engendrés par la spécialisation technique compromirent sérieusement l'idée que l'histoire et la philosophie pourraient servir de « piliers » (pour reprendre le terme de David Held) au discours académique sur la politique. Cependant, la tradition du raisonnement sur la politique s'inspirant de la théorisation déductive et rationaliste a toujours existé. La régénération du dialogue entre l'économie contemporaine et la théorie du

choix rationnel, d'une part, et la science politique au sens large, d'autre part, a souvent été capable de faire appel à cette tradition et de la ranimer de façon significative.

La nouvelle discipline d'étude de la politique et du gouvernement fut profondément affectée par un troisième domaine discursif que l'on pourrait qualifier d'administratif et juridique. Dans les États princiers d'Allemagne et d'Autriche, voire de Russie et de Scandinavie, il était fréquent, à la fin du XVIIIe et au début du XIXe siècle, d'utiliser la science de la police et la science camérale pour soutenir l'administration et le gouvernement. Cette tradition pourrait être décrite comme le précurseur des sciences politiques modernes. Ce serait commettre une simplification grossière que de dire explicitement qu'il existe une continuité claire en termes universitaires entre ces premières tentatives et l'orientation de plus en plus politique des sciences sociales et politiques modernes. Cependant, pour les pratiques administratives, comme, par exemple, la production de statistiques détaillées par l'État, ainsi que pour l'établissement d'institutions pour la formation du personnel administratif, on constate des influences durables sur la formation des disciplines des sciences sociales modernes.

En Europe continentale, à la fin du XIXe siècle, le discours administratif et juridique, dans la tradition des «sciences de l'État», eut tendance à devenir plus abstrait et général. Il s'orienta essentiellement sur le projet global d'élaboration d'un système juridique cohérent destiné à servir, à la fois, de justification et de principe directeur pour le gouvernement bureaucratique des nouveaux États-nations d'Europe ou des anciens États-nations modernisés. Le programme du «positivisme juridique» devint un élément crucial de la version moderne des sciences de l'État, mais il servit également de référence pour les critiques qui s'efforçaient d'expliquer une théorie prêtant plus de poids aux pratiques contemporaines et aux luttes de pouvoir dans des États rendus, souvent involontairement, de plus en plus interventionnistes.

Ce discours administratif et juridique étendit son influence bien au-delà de l'Europe continentale. Cela a permis à certains (notamment Gunnell) d'affirmer qu'il a aussi profondément influencé les débuts de la science politique américaine et qu'il a servi à lier l'étude des problèmes empiriques à celle des problèmes normatifs en utilisant une entité hypothétique représentant un consensus social supposé et transcendant les simples manœuvres de l'appareil gouvernemental ou les luttes des différentes factions populaires. La théorie de l'État devint un instrument intellectuel permettant de rétablir le lien manquant entre, d'une part, l'entité idéalisée, «nous le peuple» de la constitution américaine et, d'autre part, l'extraordinaire multiplicité des factions et des groupes sociaux, ethniques et religieux qui constituent la population réelle de ce vaste nouveau continent. La tradition

juridique et administrative fut également déterminante pour l'évolution du raisonnement politique en Europe de l'Est, en Amérique latine et dans de nombreux pays asiatiques.

Outre le discours purement juridique et les études statistiques, il existe un autre courant de recherche et de pratique d'une importance capitale pour la nouvelle discipline de la science politique: il s'agit des efforts consentis par des individus entreprenants pour moderniser et professionnaliser la formation des administrateurs tout en l'annexant à un programme universitaire de recherche. Ce projet était principalement celui d'Émile Boutmy, qui conduisit à la création de l'École libre des sciences politiques de Paris, au même moment où des projets équivalents étaient entrepris, en d'autres lieux, toutefois avec beaucoup moins de succès, comme ce fut le cas en Italie. Nombre de ces tentatives furent marquées, tout comme les écoles actuelles d'administration publique et de politique publique, par une tension entre les impératifs inhérents au programme de formation professionnelle et les exigences d'une démarche intellectuelle universitaire, une tension où le dernier composant tend à se laisser facilement supplanter.

L'école de Columbia, inspirée en partie par celle de Boutmy, vit le jour en 1880. Bien que dominée, intellectuellement parlant, par des universitaires formés en Allemagne tels que Burgess, elle insista sur l'aspect universitaire plus que sur la formation professionnelle et constitue, en ce sens, une exception. Dans une certaine mesure, on peut dire que l'expansion mondiale et hautement significative des écoles de politique publique, des écoles d'administration publique et des écoles de gestion publique, découle de la tradition antérieure des sciences politiques et qu'elle la perpétue. Elle n'en est pas moins fortement influencée, également, par un type de raisonnement plutôt économique et rationaliste, et notamment microéconomique.

Pendant la première moitié du XX° siècle, en Europe continentale, la tradition des «sciences de l'État» conserva son orientation juridique. Après la Seconde Guerre mondiale, elle apparut souvent stérile et sans issue aux partisans d'une forme de science politique plus empiriste et comportementaliste. Toutefois, il est intéressant de noter que trois champs de recherche généraux, qui revêtent aujourd'hui une importance cruciale, réclament la réhabilitation d'un type de discours fondamental pour cette ancienne génération d'universitaires. Il s'agit des champs de recherche liés à la constitution d'ordres politiques supérieurs, tels que l'Union européenne, à l'établissement de fondations constitutionnelles pour les nouveaux régimes d'Europe de l'Est ou du tiers-monde et, finalement, à l'analyse de la nature des régimes et de l'ordre international. Ces nouveaux champs de recherche ont motivé un regain d'intérêt pour le discours juridique et constitutionnel, souvent dans le cadre d'un échange fructueux avec le discours rationaliste et déductif et le discours historique et philosophique. Ils sollicitèrent

également des compétences, auparavant essentielles, mais que la science

politique a eu tendance à négliger pendant une partie de l'après-guerre.

La quatrième tradition intellectuelle majeure, à savoir la tradition sociologique et comportementaliste, a eu l'influence la plus marquée sur l'évolution de la science politique au XX^e siècle. Certaines de ses origines remontent au discours sur les contraintes systématiques et sociales qui apparut dans le sillage de la Révolution française. Toutefois, alors qu'en Europe continentale la pensée avait tendance à être systémique et structurelle, dans le contexte américain, elle s'articula à la philosophie pragmatique et à l'épistémologie empiriste et donna naissance à une nouvelle forme de science du comportement politique et social. C'est l'émergence de ce courant en Amérique du Nord pendant l'entre-deux-guerres qui prépara la scène pour la «révolution comportementale» de la science politique internationale dans les décennies qui suivirent la Seconde Guerre mondiale.

La principale personnalité faisant figure de transition est Charles Merriam qui connaissait aussi bien le courant américain antérieur représenté par une science politique axée sur l'État (de Lieber à son enseignant, Dunning, en passant par Burgess, Adams et Willoughby) que le domaine universitaire européen de la même période. Merriam symbolise de façon remarquable la continuité et l'innovation, la délimitation disciplinaire et l'interdisciplinarité. On fait généralement de lui l'ancêtre de la science politique moderne à orientation empirique, tout au moins dans le contexte américain. Mais il était aussi, comme nombre de sociologues du comportement qui lui succédèrent, un partisan de la collaboration transdisciplinaire.

Aux États-Unis, le lien entre les différents domaines de discours discernés précédemment fut établi plus tôt et avec plus de succès qu'en Europe. Ce facteur important contribua à faciliter l'évolution rapide de la science politique sur le nouveau continent. Il est vrai que les changements les plus significatifs dans ces différents domaines continuaient d'apparaître dans les universités européennes. Ces dernières, à la différence des universités de Chicago ou de Columbia, n'offraient pas ou peu de cadres pouvant servir de catalyseur pour les nouveaux types d'étude des questions politiques, y compris pour la recherche de nature principalement comportementale.

Dès 1924, Charles Merriam insista sur la pertinence de la nouvelle expansion de la science politique et sociale à orientation comportementale et signala l'importance de l'opinion publique et du comportement électoral pour les partis politiques et les groupes d'intérêt. Il remarqua également qu'il était possible de réaliser une étude empirique de ces fondations et éléments de base du gouvernement formellement organisé. La tendance à l'inductivisme classificateur dans l'étude des institutions avait des motivations interdisciplinaires et sociopolitiques. Il coïncidait avec une profonde aversion pour le raisonnement strictement formaliste qui expose la raison

d'État en termes juridiques et positivistes. Le triomphe tardif, et finalement temporaire, de la démocratie parlementaire dans les nations européennes nouvelles ou anciennes à la suite de la Première Guerre mondiale fut parfois considéré comme la cause de la répudiation du raisonnement abstrait fondé sur l'existence supposée d'un intérêt et d'une raison d'État transcendant le domaine du raisonnement critique.

À cet égard, au cours de l'entre-deux-guerres, il y eut une rupture intellectuelle nette dans la science politique américaine. Toutefois, les carrières américaines d'universitaires européens ou formés en Europe, tels que Kelsen ou Morgenthau, témoignent du fait que, finalement, certaines parties des traditions antérieures du discours juridique influencèrent également la science politique et sociale américaine dans les décennies suivantes, de façon indirecte et parfois involontaire. Cette influence était largement déracinée du contexte intellectuel dans lequel ces modes de théorisation avaient été formés.

L'EXPANSION ET L'INTERNATIONALISATION DE LA SCIENCE POLITIQUE PROFESSIONNELLE

La science politique moderne est, dans une large mesure, un phénomène postérieur à la Seconde Guerre mondiale et existant tant au niveau national qu'international (Trent, 1982). La création, en 1949, de l'Association internationale des sciences politiques (IPSA) sous les auspices de l'UNESCO, s'accompagna d'un processus progressif d'introduction ou de redéfinition fondamentale de la science politique dans différents cadres nationaux, dont les Pays-Bas, la Norvège et l'Allemagne de l'Est, mais aussi l'Amérique latine, l'Australie, l'Inde, le Japon et plusieurs autres pays asiatiques. Ces évolutions signifièrent souvent que des éléments de l'approche sociocomportementaliste affectèrent la recherche en science politique, mais rarement au point de marginaliser totalement les approches précédentes. Le processus de professionnalisation fut déclenché et en vint à exercer une influence réellement profonde dans le monde entier à la suite de l'expansion des systèmes d'éducation supérieure dans un certain nombre de pays dans les années 1960 et au début des années 1970.

L'explosion des systèmes d'éducation supérieure et les processus connexes de réforme administrative établirent, définitivement et fermement, la science politique en tant que discipline académique dans le contexte universitaire. Dans de nombreux pays, la prise de pouvoir de nouvelles majorités politiques et le lancement de nouveaux programmes de politique publique importants vinrent renforcer cette évolution. En ces temps de grands programmes de politique publique, la science politique fut capable de s'assurer une base solide dans quelques pays européens, pour la première fois, comme au Danemark, ou sous une forme renouvelée et fortement étendue, comme en Grande-Bretagne, en Allemagne et en Suède. Cette expansion s'accompagna d'une progression de la discipline au niveau mondial: pour la première fois l'IPSA justifiait son épithète «internationale».

Sur tous les continents, l'ensemble des sous-disciplines comprenait les études institutionnelles et comportementales axées sur un seul pays, l'analyse comparative, l'administration publique et le domaine connexe et florissant des études politiques, le gouvernement local, les relations internationales, la sociologie politique, l'histoire et le droit constitutionnels, l'économie politique et, enfin, la théorie et la philosophie politiques, ces derniers n'étant plus actuellement des éléments essentiels mais plutôt des spécialités parmi d'autres.

Les méthodes de recherche utilisées progressèrent parallèlement à cette expansion spectaculaire. L'intérêt pour les institutions et les processus politiques au niveau national auparavant prédominant (plus particulièrement en Amérique latine, en Europe, en Australie, au Japon, en Inde et aux États-Unis), fut progressivement complété par une orientation de recherche plus fortement axée sur les relations et les organisations internationales et sur les niveaux locaux ou régionaux de politique et de gouvernement. En termes de méthodes de recherche, les années 1960 furent témoin d'une percée de la révolution comportementale partiellement issue des efforts des universitaires européens de l'entre-deux-guerres. Les raisonnements, qu'ils soient historiques, juridiques ou philosophiques, ne peuvent plus, seuls ou combinés, suffirent à l'analyse des phénomènes politiques. Les méthodes et les techniques précédemment élaborées par les statistiques, la sociologie, la psychologie et l'économie sont largement mises à contribution par les politologues.

Ce changement dans la méthodologie de la recherche coïncidait avec un accroissement quantitatif de la discipline et, en Europe, était souvent complété par la formalisation de l'éducation supérieure qui comprenait fréquemment des cours obligatoires de méthodologie de la recherche. Le Consortium européen pour la recherche en sciences politiques donne régulièrement l'impulsion. Créé à la même période, le consortium exercera, par le biais de la réunion annuelle de groupes de travail, de ses groupes de recherches et de ses universités d'été, une influence durable sur plusieurs générations de jeunes politologues européens en créant un «collège invisible» de jeunes universitaires. Il est arrivé quelquefois, dans les universités et les pays où le changement fut imposé avec vigueur, que les compétences juridiques, historiques ou philosophiques plus anciennes se perdent, ou tout du moins ne progressent pas aussi bien que ces disciplines adjacentes.

Elles ont alors vieilli prématurément et ont perdu le contact avec la raison première de l'utilisation de ces méthodes traditionnelles.

En dehors des raisons sociopolitiques externes pouvant expliquer la prépondérance d'un mode particulier d'identité disciplinaire, le facteur déterminant de la période précédant immédiatement la guerre est que seuls les États-Unis possédait les structures dédiées à la science politique de taille et d'envergure suffisantes pour engendrer l'émulation internationale. Au début des années 1950, les associations américaines pour cette discipline comptent plus de 5 000 membres, alors que le chiffre européen pour cette même période est de l'ordre tout au plus de 50. Même actuellement, on n'arrive pas à 5 000 membres en joignant les associations européennes de science politique, alors que les associations américaines comptent environ 15 000 membres. De plus, seule la version américaine de la science politique était claire-

De plus, seule la version américaine de la science politique était clairement affiliée aux intérêts intellectuels des précurseurs qui avaient rencontré un succès institutionnel à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle. À cet égard, les cas de la Grande-Bretagne, de la France et peut-être de l'Allemagne et de la Suède ne sont des exceptions que dans le sens faible du terme. Pour la période qui va de l'allocution du président alors en exercice de l'Association américaine de science politique, Charles Merriam, en 1923, à celle de Pendelton Herring, trente ans plus tard (et à celle de Samuel Huntington, encore un quart de siècle plus tard), Bernard Crick remarque qu'il y a une continuité dans l'idée que la science politique est intimement liée à l'histoire intellectuelle et institutionnelle des États-Unis et constitue une science originellement conçue par les Américains qui s'est répandue avec succès dans un certain nombre de pays qui, en vertu de leur acceptation efficace bien que tardive d'un système politique pluraliste, se sont qualifiés pour servir de réceptacle à cet héritage intellectuel.

Même si cette perspective est compréhensible, elle repose sur une mauvaise perception fondée sur l'identification de l'étude de la science politique avec une des formes particulières de cette étude, liée aux intérêts de l'individualisme libéral. Cette dernière joua un rôle prépondérant dans la communauté américaine de la science politique, qui fut la première à se professionnaliser selon un schéma considéré depuis comme un exemple essentiel pour de nombreuses autres communautés de science politique dans le monde. Toutefois, dans la perspective historique et du point de vue des évolutions contemporaines de la science sociale théorique en général, cette identification simpliste est difficile à soutenir. En fait, il se peut que la science politique américaine montre à nouveau des signes de dépendance vis-à-vis du discours théorique tel qu'il a évolué sur les autres continents au cours des dernières décennies du XX^e siècle.

Les principales sous-disciplines de la science politique continuent de porter l'accent et de se focaliser sur des éléments différents. Ainsi, pour la

théorie et la philosophie politique, l'individualisme libéral semble avoir, dans une large mesure, servi de point de départ tacite à toute, ou presque, la philosophie politique américaine. Il ne fait aucun doute que ces types de théorisation, illustrés par exemple par la théorie du choix rationnel, continuent d'exercer une influence importante en Asie, en Afrique, en Amérique latine et même en Europe. Toutefois, parallèlement à cela, il existe d'autres modes de philosophie politique qui paraissent au moins aussi forts. Une des importantes évolutions actuelles consiste à unir des champs de recherche théorique auparavant séparés. La tendance à lier l'analyse institutionnelle des conditions de préparation et d'application des politiques avec l'analyse normative des implications de ces politiques pour la justice sociale est indubitablement fondamentale.

Dans tous les pays, la science politique continue, en général, à se focaliser sur les fonctionnements réels des systèmes politiques nationaux. Les études portant sur les corps législatifs ou exécutifs, les partis politiques, les groupes d'intérêt et le comportement électoral tendent à avoir un axe national par nécessité. Cela est en tout état de cause vrai en ce qui concerne l'analyse purement institutionnelle. Il existe donc depuis longtemps une forte communauté de recherche à tendance internationale et comparative dans des domaines tels que le comportement électoral ou l'étude du rôle des médias dans le processus politique. L'érosion apparemment séculaire de l'identité et des affiliations des partis traditionnels en Europe de l'Ouest, pour ne pas mentionner les transformations radicales subies par l'Europe de l'Est, a également fortement incité aux études comparatives.

Il en va de même pour un autre sous-domaine de la science politique, à savoir l'étude de l'administration et de la politique publiques. Ces dernières décennies, une tradition forte et vitale a poussé ce type de recherche bien au-delà du simple intérêt pour les fonctionnements formels de l'administration gouvernementale ou pour l'étude comparative des attitudes des bureaucrates et des politiciens, au niveau national, régional ou local. Au contraire, la recherche actuelle se focalise principalement sur les processus réels de prise de décision politique et de mise en œuvre des politiques. L'étude de l'administration et de la politique publiques a souvent été stimulée par l'expansion des activités et des politiques du gouvernement et par l'échec embarrassant des programmes gouvernementaux en termes de «déficits de transposition». Un important corps de recherche a essayé d'examiner dans quelle mesure et sous quelles conditions les forces politiques peuvent, de quelque manière que ce soit, affecter non seulement les décisions du gouvernement mais aussi les résultats politiques effectifs. Ces centres d'intérêts de la recherche se sont développés pour tenter de résoudre des problèmes immémoriaux ou insolubles, tels que les conditions de l'environnement humain et la nature de la politique économique dans une période d'interdépendance internationale croissante.

On observe actuellement une tendance intéressante qui implique des efforts pour lier l'analyse du fonctionnement des organisations publiques et privées avec une compréhension des circonstances d'un changement institutionnel à long terme (March et Olsen, 1989). Le rôle du gouvernement change lentement mais fondamentalement. De nouvelles entités politiques de nature fédérale apparaissent sous la forme de l'Union européenne et de ses conséquences organisationnelles corollaires. Ces évolutions sont un nouveau défi majeur à relever pour l'analyse de l'évolution des dispositions politiques et administratives.

Dans le sous-domaine des relations internationales, les sujets les plus traités sont longtemps restés le conflit Est-Ouest, les dilemmes de l'interaction entre les pays développés et en voie de développement et le fonctionnement des grandes organisations internationales. De nouveaux objets de recherche sont apparus dernièrement afin de faire face à la mutation rapide de la scène internationale. En parallèle, l'étude des relations internationales s'est elle aussi restructurée fondamentalement, une restructuration intéressante qui remet en question le type d'analyse considérant l'approche de pure *Realpolitik* plus ou moins acquise. Ainsi, l'étude des relations internationales, comme son objet d'analyse, subit actuellement un processus de changement extrêmement intéressant.

LA SCIENCE POLITIQUE AUJOURD'HUI: DIALOGUE ET DIVERSITÉ

Deux observations résument succinctement la situation actuelle. Tout d'abord, ces dernières décennies ont été marquées par des avancées réellement spectaculaires dans l'expansion de la méthodologie de la recherche et dans la connaissance du monde réel de la politique. À plusieurs égards, l'histoire de la science politique au XX^e siècle doit distinguer les évolutions antérieures et postérieures à la grande percée professionnelle de la discipline dans les années 1950 et 1960. Elle doit également analyser la façon dont cette percée a produit, si ce n'est un consensus, du moins des axes pour les débats sur des textes considérés depuis comme des «classiques modernes», sans toutefois empêcher l'émergence d'un seul canon méthodologique strict.

À cet égard, la phase «postcomportementale» de l'évolution de la discipline, des années 1970 jusqu'à nos jours, a été marquée par la coexistence de plusieurs éléments: une forte tradition de recherche empirique et par sondage, l'analyse de la politique publique, la recherche comparative systématique à orientation empirique sur la politique et les relations internationales, un intérêt renouvelé pour la philosophie politique normative

et la redécouverte des institutions. Ce dernier élément comprend l'étude macrohistorique des institutions d'État et des systèmes d'État, mais aussi l'introduction de différents types d'analyses rhétoriques et linguistiques. Dans cette dernière période, en dépit de la coexistence de ce que l'on reconnaît parfois comme des sous-disciplines distinctes, il existe un quasi-consensus lorsqu'il s'agit de désigner les ouvrages qui apparaissent suffisamment importants pour mériter l'attention des politistes de toute spécialisation et ainsi servir de focalisation aux débats intellectuels.

Par ailleurs, des divergences persistent dans les intérêts et le style de recherche en science politique et ne sont pas près de s'atténuer. Ces différences doivent, comme nous l'avons déjà dit, être comprises par rapport à la conjoncture des différences substantielles dans le rôle et la conception des activités publiques et de l'État dans les différentes parties du monde, et particulièrement des différences entre les États-Unis et un certain nombre de pays européens. Ces différences reflètent le fait que l'évolution des sciences sociales doit être analysée par rapport à l'héritage des traditions intellectuelles, mais aussi des legs institutionnels et des grands centres d'intérêt sociétaux.

Il est important de reconnaître la nature fondatrice et réflexive de la recherche politique. Les politistes doivent accentuer, pour eux-mêmes et pour leurs interlocuteurs, la double histoire de la discipline fondée d'une part sur les problèmes d'une recherche qui se situe au cœur des questions d'argumentation et de puissance, de discours et de force, de sens et de domination et, d'autre part, sur un éventail de pratiques professionnelles relativement récentes.

Au début des années 1990, des politologues américains se réunirent autour d'une table ronde et discutèrent de la nature de la science politique contemporaine. Ils aboutirent aux mêmes conclusions concernant l'état actuel de la discipline. Un des objectifs de l'examen de l'évolution de la science politique doit être de rendre compte de la spécificité de la science politique en tant que discipline. D'une part, il s'agit d'une science sociale moderne parmi d'autres. À cet égard, elle a prouvé sa vitalité même si, dans certains pays, cela fait peu de temps qu'elle a revêtu sa forme contemporaine. D'autre part, elle est largement et essentiellement concentrée autour d'une série de préoccupations clés portant sur la légitimité des dirigeants et la création des règles de base et des institutions sociales, en d'autres termes, sur les problèmes de constitution de l'ordre politique. Ces préoccupations ne sont pas éphémères, mais elles réapparaissent d'une génération à l'autre. Les transformations fondamentales de l'Europe centrale et de l'Est ont à nouveau imposé ces questions de base de la recherche politique aux ordres du jour politiques et universitaires.

Cela signifie également que la quête d'une solution à ces problèmes essentiels de la politique et de l'ordre doit passer par une étude approfondie étayée par des connaissances issues d'autres domaines. Toute étude politique

réellement novatrice doit se laisser imprégner par son contexte et doit reposer sur le savoir disponible dans différentes sciences sociales ou culturelles. Cette position particulière est généralement reconnue par la plupart des observateurs. Toutefois, pour rendre compte de cette position particulière de la science et de la recherche politiques, l'analyse de la formation et de l'évolution de la discipline dans différents contextes nationaux doit être poursuivie non comme un passe-temps visant à l'enregistrement des réalisations récentes mais en tant que composant essentiel de l'évolution intellectuelle.

L'AVENIR DE LA SCIENCE POLITIQUE

Dans une certaine mesure, la science politique est apparue et a évolué en tant que confédération de différentes pratiques soudées par un consensus institutionnel plutôt que par une conception commune d'un programme de recherche théorique et d'une tradition universitaire. Cela permettra peutêtre de sauvegarder une bonne part du pluralisme intellectuel qui pourra, à son tour, garantir la vitalité et la croissance universitaires. Toutefois, cet état de fait a probablement aussi ouvert le domaine aux influences sociales et administratives et l'a donc rendu systématiquement moins capable de s'inspirer des avancées théoriques des domaines intellectuels connexes. Cette observation était une prémisse clé du classique de David Easton, Le système politique (1953), dont les préoccupations se retrouvent dans le discours d'un universitaire de la génération suivante, David Held. (1989) Ce dernier préconise une discipline qui confronterait systématiquement le raisonnement normatif abstrait de la philosophie politique avec une compréhension aiguë des contraintes et des potentiels actuels en termes de pouvoirs des différents groupes sociaux et de processus de distribution de ces pouvoirs. Ce besoin se fait moins pressant quand les préférences sont estimées en termes de coûts et de bénéfices des procédés d'action, et plus important quand les préférences sont formées au préalable. Cette argumentation est conforme au type de vaste étude comparative et historique de la politique et de la société envisagée dans les écrits de Weber et de Durkheim et dont l'absence au sein de la nouvelle discipline de la science politique était la cause immédiate des réflexions méprisantes qu'elle inspirait à Durkheim.

Actuellement, les sociologues doivent à nouveau remettre en question la forme même de l'organisation politique sur laquelle reposent la plupart de leurs théorisations, à savoir l'État-nation archétypal qui présuppose que les ressources naturelles sont amplement disponibles et que la technologie ne cesse de progresser. Dans ce contexte, les mises en garde de Held contre la complaisance et la cécité disciplinaire doivent être interprétées comme un défi et non comme une menace.

Les macro-institutions politiques et sociales essentielles (l'État-nation moderne, la grande corporation moderne, l'université moderne orientée vers la recherche et la science moderne elle-même), considérées comme acquises depuis plus d'un siècle et demi, connaissent actuellement des transformations fondamentales. C'est pourquoi l'ouverture universitaire devrait sembler non seulement naturelle, mais aussi nécessaire. Il est évident que certaines assomptions ayant un rapport avec nos identités culturelles et nationales les plus profondes et avec leur relation aux formes fondamentales de l'organisation politique et sociale doivent être examinées à nouveau avec la même ouverture pour l'étude fondamentale que celle démontrée par les philosophes politiques et les étudiants lors des périodes de changement fondamental précédentes.

À cet égard, la nature spécifique de la science politique caractérisée par sa modernité et par sa préoccupation pour les éternelles questions sur la nature de l'ordre politique et la légitimité de la règle et du pouvoir, doit être considérée comme un atout et non comme un handicap. Toutefois, cela suppose que les politologues assument leur histoire et son héritage. Ceci n'est pas tant important pour l'avenir de la science politique en tant que profession (la persistance d'une confédération active axée sur les préoccupations professionnelles semblant passablement assurée) mais, surtout, simplement parce qu'il est impératif, pour comprendre la position de l'humanité en cette période moderne, d'aborder de front des questions très difficiles sur notre identité et sur la manière dont nos discours et nos actions sont liés à des règles et à des ressources sociales. Telles sont les questions qui ont toujours été au cœur de la recherche politique lorsqu'elle est au mieux, c'est à dire, lorsque la science politique se concentre sur les problèmes d'argumentation et de domination, de discours, d'institutions et d'histoire en manifestant une grande ouverture d'esprit envers les autres disciplines. Ce domaine d'érudition pourrait se révéler d'une importance cruciale pour la possibilité d'une communauté civilisée d'êtres humains dans un avenir caractérisé par un besoin encore plus pressant d'apprentissage institutionnel et de sensibilité environnementale et humaine. Ainsi, l'importance des perspectives de la science politique transcende-t-elle les confins de la discipline.

BIBLIOGRAPHIE

Andrews W. G. (dir. publ.). 1982. *International Handbook of Political Science*, Westport (Connecticut), Greenwood Press.

BLONDEL J. 1981. The Discipline of Politics, Londres, Butterworths.

- COLLINI S., WINCH D., BURROW J. 1983. *That Noble Science of Politics: A Study of a Nineteenth-century Intellectual History*, Cambridge, Cambridge University Press.
- DIERKES M., BIERVERT B. 1992. European Social Science in Transition: Assessment and Outlook, Francfort/Boulder (Colorado), Campus/Westview Press.
- EASTON D. 1953. *The Political System: An Inquiry into the State of Political Science*, New York, Alfred A. Knopf.
- FURNER. M. O. 1975. Advocacy and Objectivity: A Crisis in the Professionalization of American Social Science 1865–1905, Lexington (Kentucky), University Press of Kentucky.
- GOODIN R. E., KLINGEMANN H. D. 1996. Political Science: The Discipline. Dans: GOODIN R. E., KLINGEMANN H. D. (dir. publ.). *A New Handbook of Political Science*, Oxford, Oxford University Press, p. 3–49.
- Graziano L. 1987. The Development and Institutionalization of Political Science in Italy. Dans: *International Political Science Review*, vol. 8, p. 41–57.
- GUNNELL J.G. 1997. In Search of the State: Political Science as an Emerging Discipline in the U. S. Dans: WAGNER P., WITTROCK B., WHITLEY R. (dir. publ.), *Discourses on Society: The Shaping of the Social Science Disciplines*, Dordrecht (Pays-Bas), Kluwer, p. 123–161.
- Heilbron J. Magnusson L., Wittrock B., 1997. *The Rise of the Social Sciences: Conceptual Change in Context*, 1750–1850, Dordrecht (Allemagne), Kluwer.
- HELD D. 1989. *Political Theory and the Modern State: Essays on State, Power and Democracy*, Cambridge, Polity Press.
- KARL B. D. 1974. *Charles E. Merriam and the Study of Politics*, Chicago (Illinois), The University of Chicago Press.
- LINDBLOM C. E. 1997. Political Science in the 1940s and 1950s. Dans: *Daedalus*, vol. 126, p. 225–252.
- Lowi T. J. The State in Political Science: How We Became What We Study. Dans: *American Political Science Review*, vol. 86, p. 1–7.
- MACKENZIE W. J. M. 1967. *Politics and Social Science*, Harmondsworth, Penguin Books.
- MANICAS P. T. 1987. A History and Philosophy of the Social Sciences, Oxford, Basil Blackwell.
- MARCH J. G., OLSEN J. P. 1989. *Rediscovering Institutions: The Organizational Basis of Politics*, New York, The Free Press.

- MERRIAM C. E. 1924. Recent Tendencies in Political Thought. Dans: MERRIAM C. E., BARNES H. E. (dir. publ.). A History of Political Theories: Recent Times; Essays on Contemporary Developments in Political Theory, New York, Macmillan.
- NORRIS P. 1997. Towards a More Cosmopolitan Political Science? Dans: *European Journal of Political Research*, vol. 30, p. 17–34.
- PHILLIPSON N. 1974. Culture and Society in the Eighteenth Century: The Case of Edinburgh and the Scottish Enlightenment. Dans: STONE L. (dir. publ.), *The University in Society: Europe, Scotland, and the United States from the Sixteenth to the Twentieth Century*, vol. II, Princeton, Princeton University Press.
- RAEFF M. 1983. The Well-Ordered Police State: Social and Institutional Changes Through Law in the Germanies and Russia, 1600–1800, New Haven (Connecticut), Yale University Press.
- RICCI D. M. 1984. *The Tragedy of Political Science: Politics, Scholarship and Democracy*, New Haven (Connecticut), Yale University Press.
- Ross D. 1991. *The Origins of American Social Science*, Cambridge, Cambridge University Press.
- SILVA E. T., SLAUGHTER S. A. 1984. Serving Power: The Making of the Academic Social Science Expert, Westport (Connecticut), Greenwood Press.
- SMITH R. M. 1997. Still Blowing in the Wind: The American Quest for a Democratic, Scientific Political Science. Dans: *Daedalus*, vol. 126, p. 253–287.
- TRENT J. E. 1982. Institutional Development. Dans: Andrews W. G. (dir. publ.), *International Handbook of Political Science*, Westport (Connecticut), Greenwood Press, p. 34–46.
- WAGNER P., WEISS C., WITTROCK B., WOLLMANN H. (dir. publ.). 1991. Social Science and the Modern State: National Experiences and Theoretical Crossroads, Cambridge, Cambridge University Press.
- WITTROCK B, WHITLEY R. (dir. publ.). 1991. Discourses on Society: The Shaping of the Social Science Disciplines, Dordrecht (Pays-Bas), Kluwer.
- Wallerstein I. et al. 1996. Open the Social Sciences: Report of the Gulbenkian Commission on the Restructuring of the Social Sciences, Palo Alto (Californie), Stanford University Press.

19.9 La linguistique

Stephen A. Wurm

Au début du XX^e siècle, la linguistique comparative historique qui avait dominé le XIX^e siècle a continué d'être largement pratiquée, quoique de plus en plus éclipsée par l'approche structuraliste et d'autres théories qui ont formé le courant principal de cette discipline durant la plus grande partie du siècle. C'est pour cette raison que l'on ignore généralement que les travaux en linguistique comparative historique ont conservé une grande importance, pendant une bonne partie du siècle, en ce qui concerne les langues les moins étudiées comme les langues austronésiennes (Dempwolff, 1934–1938), les langues du Sud-Est asiatique (Benedict, 1975), les langues ouraliennes (Rédei), altaïques (Poppe, 1965), africaines (Greenberg, 1963) et amérindiennes (Campbell et Mithun, 1979). À la fin du siècle en particulier, l'approche comparative historique a produit des résultats spectaculaires dans des domaines où elle était jusqu'alors passée inaperçue. L'un des exemples les plus frappants de ce phénomène est le postulat du grand phylum de Papouasie-Nouvelle-Guinée formulé par McElhanon et Voorhoeve et Wurm, qui regroupe environ cinq cents des quelque sept cent cinquante langues papoues, et dont l'existence est aujourd'hui attestée par de nombreux travaux. Il convient également de mentionner les travaux de Foley portant sur la comparaison de certaines familles de langues papoues. Parmi les autres exemples récents témoignant du dynamisme de la linguistique comparative historique, citons aussi le travail de grande ampleur entrepris par Ross sur un grand nombre de langues austronésiennes de Mélanésie, dans le sud-ouest du Pacifique. Des travaux similaires sont en cours dans d'autres régions du monde comme l'Australie, l'Asie du Sud-Est et les Amériques. De même, T. Gamkrelidse et V. V. Ivanov, linguistes originaires de l'ex-URSS, ont fait des découvertes fondamentales concernant le système des langues indo-européennes. Une nouvelle branche de la linguistique est apparue: la paléolinguistique, qui tente de reconstruire la phonétique et de la sémantique des langues anciennes. Dans ce domaine, on peut citer notamment les travaux de B. Karlgren, G. Malmquist, E. Pulleyblank et S. Egerod pour le chinois, N. Marr pour les langues caucasiques et J. Mechtchaninov pour les langues de l'Arctique.

Cependant, ce que l'on désigne généralement comme l'approche structuraliste de la langue a été au cœur des préoccupations des linguistes,

en Europe comme en Amérique, dès le début du XXe siècle. En Europe, c'est le linguiste suisse Ferdinand de Saussure qui a été le chef de file de cette théorie. Ses contributions ont été publiées seulement à titre posthume, après sa mort en 1913, notamment par Charles Bally et Albert Séchehaye en 1916. Il a, entre autres, légué durablement à la linguistique du XXe siècle la distinction fondamentale entre les démarches synchronique (état actuel de la langue) et diachronique (historique) dans l'étude linguistique. Un autre apport essentiel de Saussure à la linguistique moderne a consisté à dégager l'opposition entre l'aspect social et systématique de la langue en tant que modèle abstrait (ce qu'il appelle langue) et les actes de parole individuels qui en sont les manifestations concrètes (parole). Saussure souhaitait aussi que la linguistique s'inscrive dans une étude plus large de la fonction des systèmes de signes dans la société, qu'il appelait sémiologie et qui a ensuite été baptisée sémiotique. Enfin, il considérait que la langue n'était pas une substance, mais une forme.

Les idées de Saussure et, en particulier, l'attention qu'il accordait aux aspects abstraits et systématiques de la langue, ont été reprises par Louis Hjelmslev, principal membre du Cercle linguistique de Copenhague et créateur de la théorie de la glossématique. Pour lui, la linguistique peut seulement décrire des relations, c'est-à-dire des relations fonctionnelles ou de dépendance entre les éléments, et non les éléments eux-mêmes. L'une des caractéristiques essentielles de la glossématique était qu'elle étudiait le contenu et la forme afin de parvenir à une description structurelle de la sémantique. L'analyse componentielle y est apparentée. La glossématique a inspiré d'autres écoles linguistiques, telles que la grammaire stratificationnelle et, par son étude des concepts sémiotiques généraux, a influencé les théories sémiotiques.

L'une des autres écoles linguistiques déterminantes du milieu du xx^e siècle s'appelle le Cercle de Prague. Ses membres ont été les premiers à reconnaître la fonction du phonème comme unité phonologique de base dont les caractéristiques phonétiques permettent de distinguer des mots de significations différentes au sein d'une langue, pour reprendre la définition de Jakobson, l'un des principaux membres de l'école de Prague. Ils ont découvert des oppositions binaires, ou «paires» de phonèmes, dont les deux membres différaient par un seul trait distinctif (par exemple, le caractère sonore ou sourd, comme dans b et p). Les éléments de l'opposition ont été appelés marqués ou non-marqués, deux notions qui sont réapparues dans d'autres théories de la fin du siècle. Pour l'école de Prague, le système phonologique de la langue se composait donc d'oppositions binaires entre phonèmes. Ses partisans ont tenté de formuler des règles phonologiques générales universelles en examinant la fréquence d'utilisation des phonè-

mes dans telle ou telle langue. Cette démarche, qui a beaucoup apporté à l'enseignement des langues, annonçait des recherches ultérieures en linguistique contrastive et dans le domaine de la planification linguistique. Les membres du Cercle de Prague se sont aperçus que le système phonologique n'était qu'un des aspects du système d'une langue, la phonologie étant indissociable de la morphologie. C'est ce qui a conduit Nicolai Trubetzkoy, l'une des figures emblématiques de l'école de Prague, à introduire le concept de morphème, encore valable aujourd'hui. La diachronie des langues a également éveillé l'intérêt des linguistes du Cercle de Prague, tout comme la question de la langue écrite en tant que système indépendant de la langue parlée.

L'école de Londres constitue un autre courant linguistique important du milieu du XX^e siècle. C'est son fondateur et principal représentant, John Rupert Firth, qui a institué l'enseignement de la linguistique comme discipline universitaire au Royaume-Uni, dans les années qui suivirent la Seconde Guerre mondiale. Les thèmes auxquels Firth s'intéressait particulièrement étaient la phonologie prosodique, qui remettait en question les théories phonologiques alors en vigueur, et la théorie sémantique. L'ambition de la phonologie prosodique n'était pas de produire une description d'ensemble la plus simple possible du système phonologique d'une langue, mais d'en rendre compte d'une manière claire, plus cohérente, et spécifique aux données étudiées, dans le cadre d'une approche plurisystémique. Cette phonologie prosodique, appelée par Firth «analyse prosodique», ne présuppose pas de relation nécessaire entre les éléments phonétiques et phonologiques. Elle postule une interdépendance entre la phonologie et la grammaire, ce qui rend inutile l'existence d'un niveau morphophonologique intermédiaire entre elles. L'approche plurisystémique a permis d'établir des systèmes phonologiques à part pour les structures grammaticales ainsi que pour les emprunts. Firth s'est également attaché à l'étude du sens linguistique dans le cadre de la sémantique contextuelle, ou «théorie du contexte de situation». Il considérait que la sémantique était un aspect essentiel de la linguistique, ce qui allait à l'encontre de l'opinion de beaucoup de linguistes de son époque, surtout aux États-Unis. Firth est parti du principe qu'une langue et son usage étaient ancrés dans la culture de ses locuteurs. Cette hypothèse l'a également conduit à s'intéresser particulièrement à ce qu'il a appelé les «langues restreintes» (restricted languages), qui possèdent un vocabulaire, mais aussi des traits grammaticaux, voire phonétiques propres, et sont utilisées dans des contextes spécifiques (par exemple, la langue technique professionnelle, les discours rhétoriques et la correspondance officielle). Les théories de Firth ont ensuite été reprises par la grammaire systémique de Halliday, qui présente la théorie et les analyses linguistiques globales que Firth avait eu l'intention de formuler. D'autres

théories phonologiques post-phonémiques récentes, comme la phonologie autosegmentale, sont également apparentées aux principes phonologiques de Firth. La phonologie autosegmentale est née de recherches en phonologie générative au cours des années 1970, au moment où cette théorie phonologique commençait à rencontrer des difficultés patentes. Jusqu'alors, l'idée qui dominait était que le discours était linéaire et se composait d'une seule séquence de phonèmes séparés par des limites discrètes. Mais les descriptions de langues asiatiques et africaines à tons ont mis en évidence un grand nombre de chevauchements entre les sons formant le discours, les caractéristiques tonales n'étant que vaguement liées aux segments de phonèmes auxquels elles correspondaient. Ce problème, s'ajoutant à d'autres difficultés rencontrées dans l'analyse de segments complexes, a fait prendre conscience à un nombre grandissant de linguistes qu'une révision de la théorie phonologique segmentale était nécessaire, ce qui a conduit à l'élaboration de la phonologie autosegmentale.

La linguistique structurale américaine occupe une place à part, et une place de choix, dans l'histoire de la linguistique du XX^e siècle. Son postulat de base, auquel de nombreux linguistes ont adhéré, était que les éléments discrets de la langue s'organisaient en structures. Ce courant linguistique attribuait à la langue parlée une importance particulière, et reconnaissait l'existence de grandes affinités entre la linguistique et l'anthropologie. Ses premiers balbutiements remontent à la fin du XIX^e siècle, avec certains travaux sur les langues amérindiennes. L'anthropologue Franz Boas a observé que les erreurs commises dans la transcription des mots de ces langues permettaient de déterminer la nationalité du transcripteur, ce qui a permis d'expliquer, par des facteurs culturels, certaines considérations sur la structure de la langue qui résultaient de l'observation des interactions verbales. L'un des étudiants de Boas, Edward Sapir, a modifié ce modèle descriptif. Ses remarques sur les associations entre forme et sens le rapprochent du structuralisme moderne. Leonard Bloomfield a considérablement marqué la linguistique américaine durant les premières décennies du XX^e siècle. Il a exhorté les linguistes à travailler sans idées préconçues et à observer les formes de chaque langue pour déterminer les fonctions qui lui sont propres. Il a rejeté la croyance, traditionnellement répandue chez les linguistes, selon laquelle certaines catégories grammaticales universelles étaient présentes dans toutes les langues. Dans leurs travaux, Sapir comme Bloomfield ont mis l'accent sur les sonorités et les formes distinctives de chaque langue et sur les schémas de distribution pertinents. Cette attention portée aux formes propres à chaque langue a été approfondie après 1940 par d'autres linguistes américains comme Bernard Bloch, Charles Hockett, Zellig Harris, George Trager et bien d'autres représentants du distributionnalisme. Cette théorie évacue presque totalement la question du sens, et

repose sur l'analyse exclusivement distributionnelle d'un corpus, c'est-àdire un ensemble de données linguistiques écrites. La sémantique passait pour une science trop vague, et la synonymie, uniquement abordée sous l'angle de l'identité de distribution, était considérée comme inexistante. Dans les travaux de ces linguistes, l'analyse était centrée sur la distribution contrastive ou non-contrastive des éléments.

La grammaire générative a été créée par Noam Chomsky (illustration 102). Ses fondements théoriques s'appuyaient sur la syntaxe générative et sur le rejet de la linguistique structurale, bien que Chomsky et ses disciples aient utilisé, et utilisent encore, des techniques distribution-nalistes héritées du structuralisme américain. Depuis sa création, la théorie de Chomsky a évolué dans plusieurs directions, qui ont toutes plus ou moins en commun deux objectifs. Le premier est de décrire en détail les caractéristiques universelles de la grammaire des langues, et le second est de décrire la connaissance intime, ou compétence, des locuteurs natifs en ce qui concerne les schémas syntaxiques, phonologiques, morphologiques et sémantiques de leur langue. Les générativistes et les structuralistes partagent l'idée que la grammaire est une description des relations structurelles entre les éléments d'une langue donnée. En fait, la compétence des générativistes et ce qu'ils appellent « performance » sont de nouvelles interprétations de la langue et de la parole saussuriennes. L'une des principales différences entre les démarches générative et structuraliste est la visée de la théorie linguistique. Les structuralistes ont établi des listes d'éléments linguistiques qui composent une langue et en ont indiqué la distribution, alors que la théorie de Chomsky avait pour ambition de décrire les types de processus grammaticaux, qui peuvent se produire dans la langue, en termes de grammaire universelle, et qu'ils considéraient comme une faculté innée de l'esprit humain exercée par l'enfant lors de l'acquisition d'une langue. L'idée, formulée par les successeurs de Bloomfield, selon laquelle la syntaxe ne pouvait pas être dérivée de l'étude du sens, a été reprise par les générativistes qui ont formulé l'autonomie de la syntaxe.

L'école de Prague a également influencé la pensée générativiste, surtout en phonologie, mais également dans sa recherche des universaux linguistiques. La syntaxe générative s'est nourrie des théories d'Otto Jespersen, et la grammaire générative a bénéficié des études réalisées en logique mathématique dans les années 1940 et 1950, des changements intervenus dans la philosophie des sciences et des évolutions de la psychologie cognitive. La théorie chomskyenne de 1957 se fondait sur les règles et les transformations syntagmatiques, ces dernières modifiant les relations grammaticales et produisant des phrases complexes à partir de phrases simples. En 1965, Chomsky a présenté la théorie standard de la syntaxe générative, dans laquelle les règles syntagmatiques rendaient superflues les

transformations dites «d'enchâssement», où le lexique occupe une place à part. Dès lors, il était possible de postuler un niveau de structure profonde, qui serait également le siège de l'interprétation sémantique, tandis que les règles transformationnelles feraient correspondre les structures profondes à des structures de surface.

Une théorie standard élargie (extended standard theory) a été publiée après 1965, suite à l'échec de la sémantique générative et sa scission en deux courants qui existent toujours aujourd'hui. L'un d'eux, créé par Chomsky lui-même, la théorie du gouvernement et du liage (GB), se caractérise par le remplacement progressif des règles propres à la langue par des principes généraux universels extrêmement abstraits et reposant sur des raisonnements fort complexes. L'autre courant se divise en deux branches, la grammaire syntagmatique générale (GPSG) et la grammaire lexicale fonctionnelle (LFG), qui sont intimement liées et que l'on utilise en analyse linguistique automatique. Ces disciplines sont plutôt tournées vers les structures de surface et exigent davantage d'interprétations sémantiques formelles des structures que le GB.

Parallèlement à la grammaire générative, il convient d'évoquer la phonologie générative qui fonctionnait comme une série de règles phonologiques. La présentation des processus phonologiques était très abstraite et segmentale. Cette abstraction même a posé des difficultés, ce qui a conduit à des représentations phonologiques plus complexes que ce qui avait été annoncé à l'origine. Parmi ces dernières, nous avons déjà cité la phonologie autosegmentale, qui s'inspirait aussi de l'œuvre de Firth au sein de l'école de Londres. On peut également mentionner la phonologie lexicale, qui traite du rapport entre la phonologie, la morphologie et le lexique, et affirme que tous les processus morphologiques et un grand nombre de phénomènes phonologiques se produisent dans le lexique par le biais de règles phonologiques lexicales et postlexicales.

Jusqu'en 1970, la morphologie n'était pas traitée à part dans la grammaire générative, mais comme une partie de la phonologie et de la syntaxe. Chomsky a été le premier à lui reconnaître un rôle spécifique en 1970, et Halle a produit en 1973 le premier modèle de morphologie générative qui prend le morphème pour unité de base et analyse la composante lexicale de la grammaire. D'autres travaux ont ensuite été élaborés à partir de ce modèle.

Parmi les autres courants linguistiques du XX° siècle, nous avons évoqué la grammaire systémique de Halliday comme un complément des travaux de Firth. Elle s'inspire également de Hjelmslev, du cercle de Prague, et d'autres linguistes. Il s'agit d'une sorte de grammaire fonctionnelle qui décrit la façon dont la grammaire est organisée pour faire émerger le sens. Cet aspect a permis une large utilisation de cette grammaire dans

l'enseignement de la linguistique, en analyse linguistique automatique et en linguistique textuelle.

La grammaire stratificationnelle de Makkai et Lockwood a été élaborée dès la fin des années 1950 par Sydney M. Lamb, qui se fondait sur les théories postbloomfeldiennes et la glossématique de Hjelmslev. Il reprenait la distinction effectuée par ce dernier entre (a) les combinaisons possibles entre morphèmes et entre phonèmes, et (b) le système décrivant la réalisation des morphèmes à l'aide de phonèmes. Le modèle produit était donc à double niveau et permettait de traiter les morphèmes (grammaire) et les phonèmes (phonologie) dans un système morphophonologique. Le souci du contenu et de l'expression était issu de la glossématique, tout comme l'attention portée aux textes plutôt qu'aux phrases, le rapport entre la linguistique et la sémiotique, et la conception du langage comme réseau de relations. Le modèle à deux niveaux a été remanié en système à quatre ou six niveaux, le modèle à six niveaux comportant des sémèmes (combinatoire sémantique), des lexèmes (lexicologie combinatoire), des morphèmes (morphologie combinatoire) et des phonèmes (phonotaxe). Inspirée en partie par la grammaire systémique de Halliday, une notation a été créée pour représenter la structure des langues comme un réseau de nœuds et de lignes. L'ambition de la grammaire stratificationnelle est de proposer une description de la langue qui puisse servir de base à un modèle de performance.

Une théorie générale de la tagmémique a été proposée par Kenneth L. Pike. La tagmémique utilise la notion de points de substitution (positions) au sein d'une structure, où viennent se placer certaines catégories d'éléments. L'aboutissement de la tagmémique est un tagmème à quatre cellules qui englobe plusieurs niveaux hiérarchiques, de celui de la conversation à celui de la phonologie, voire à des événements ou situations. La sémantique (comme intention et compréhension) est présente dans toutes les hiérarchies et l'informateur natif fait partie de la base de données. La tagmémique suppose que la langue se structure à l'intérieur d'une culture ou d'une société, et soit composée d'associations forme/signification. Les concepts émique (comme dans phonémique) et étique (comme dans phonétique) servent à décrire la réaction des locuteurs natifs devant les éléments. Le schéma se veut simple plus que logique. L'importance particulière de la tagmémique tient au fait que des membres du Summer Institute of Linguistics l'utilisent dans leurs très nombreuses descriptions de langues exotiques des Amériques, d'Afrique, d'Asie du Sud-Est continentale et insulaire, des Philippines et de Taiwan, de Nouvelle-Guinée, d'Australie et d'autres régions du Pacifique. Ainsi, une grande partie du matériel disponible et des travaux effectués sur ces langues sont accessibles sous forme de description tagmémique.

Bien qu'elle ne fasse pas partie des préoccupations dominantes de la linguistique du XX^e siècle, compte tenu de certains facteurs et principes linguistiques internes, il convient de mentionner l'étude des *pidgins* et créoles (Mühlhäusler, 1986), qui s'est largement répandue durant le dernier tiers du siècle, après avoir été marginale et dénigrée. L'étude de ces langues a beaucoup apporté à la linguistique en général ainsi qu'à l'étude des modifications de la langue. Elle a également contribué à faire découvrir la présence d'un nombre considérable de langues mélangées, dont l'existence même était contestée par un grand nombre de linguistes. Dans les langues pidgins et créoles, les modifications se sont produites à une vitesse fulgurante, ce qui remet en question certains postulats de base de la linguistique historique comparative, notamment l'idée que toutes les langues peuvent faire l'objet d'un classement génétique et que le mélange des langues est un phénomène limité dans l'espace et extrêmement rare. Les pidgins et les créoles sont issus d'une évolution non génétique et ne se prêtent pas à des classifications ou des reconstitutions de ce genre. Ces langues sont la preuve manifeste de l'importance du contexte social dans la modification des langues. Les travaux réalisés ces dernières années se sont intéressés de plus en plus à l'étude des pidgins, créoles et langues très mélangées issues de langues exotiques et ont abouti à des conclusions intéressantes.

La mise en valeur du contexte social évoquée ci-dessous nous amène à la sociolinguistique. Pendant le dernier tiers du XX° siècle, les diverses formes possibles de cette discipline ont donné lieu à un essor spectaculaire des recherches, en particulier sur le rôle des langues dans les communautés qui utilisent deux ou plusieurs langues et dans le domaine de ce que Haugen nomme la «planification linguistique», qui apporte une réponse systématique aux problèmes linguistiques. Elle recouvre la création de nouveaux alphabets, la standardisation, la codification de la morphologie, la modernisation et l'entretien de la langue, les questions liées à l'utilisation conjointe de deux ou plusieurs langues dans un pays ou une région donnée et la place accordée aux langues des minorités. Depuis les années 1970, par exemple, l'Australie a réorienté sa politique concernant les langues des minorités et est passée de l'assimilation au multiculturalisme. Dans de nombreuses sociétés industrialisées, de plus en plus de voix s'élèvent en faveur du pluralisme linguistique et pour l'émergence de nouvelles fonctions sociales des langues minoritaires.

Au cours des dernières décennies, l'étude des langues exotiques a fait l'objet d'un intérêt croissant dans de nombreuses régions du monde. Par exemple, des chercheurs de l'ex-URSS, comme B. Serebrennikov, ont publié une multitude de contributions sur les langues minoritaires de l'ex-URSS. V. Solntsev et Huantue se sont penchés sur dix-huit langues minoritaires au Viêt Nam, auparavant inconnues. Des linguistes collabo-

rant à la revue Pacific Linguistics de Canberra, très largement diffusée, ont publié de nombreuses descriptions de langues du Pacifique et d'Asie du Sud-Est. Les langues amazoniennes d'Amérique du Sud ont également été étudiées en détail. Cette dynamique a été fortement favorisée par le nombre croissant de linguistes qui considèrent la langue comme intimement liée à la culture et à la société de ses locuteurs, et qui s'aperçoivent que chaque langue est la représentation d'une culture et d'une vision du monde qui reflète la manière dont une communauté de locuteurs formule sa pensée et sa compréhension du monde qui l'entoure. Ceci transparaît dans la sémantique et les structures de chaque langue (système de temps verbaux, expression du lieu et des relations spatiales, etc.), chaque langue apportant de nouvelles solutions. Cette évolution a largement favorisé l'intérêt des chercheurs pour l'étude des langues en péril (Robins et Uhlenbeck, 1991), car la mort d'une langue sonne la perte irrémédiable d'une portion irremplaçable de notre connaissance de la pensée humaine et l'extinction d'une source de compréhension de la langue. En 1993, l'UNESCO a pris l'initiative d'un programme d'étude de langues en péril portant le nom de Livre rouge des langues menacées d'extinction (Red Book of Languages in Danger of Disappearing) et a financé la publication en anglais, en français et en espagnol d'un petit guide intitulé Atlas des langues en péril dans le monde. Enfin, le Comité international permanent des linguistes (CIPL) a apporté son aide, en collaboration avec l'UNESCO et son Conseil international de la philosophie et des sciences humaines (CIPSH), à un certain nombre de projets d'études des langues en péril. Les résultats de ces projets ont commencé à être publiés. De plus, à l'UNESCO et parmi les linguistes, on s'intéresse aujourd'hui de plus en plus à la préservation et à l'entretien des langues en péril et au rétablissement de celles qui sont presque éteintes. Des méthodes pour y parvenir ont été proposées par l'auteur de cet article.

Une avancée considérable a été réalisée dans l'écriture d'une langue, le chinois, grâce à la simplification de nombreux caractères chinois, ce qui a véritablement relancé l'alphabétisation en Chine. Cette évolution s'est doublée d'une diffusion rapide de la forme la plus utilisée de cette langue, connue hors de Chine sous le nom de «mandarin», ce qui a largement accru les possibilités de communication entre les locuteurs de différentes formes de chinois inintelligibles les unes aux autres.

Enfin, au cours des vingt dernières années du XX^e siècle, on a assisté à un essor de la production de grands atlas de langues, destinés non seulement aux linguistes mais à tous les professionnels des disciplines apparentées, portant sur la Chine, la plus grande partie de l'Asie, du Pacifique et des Amériques, mais aussi sur le reste du monde.

BIBLIOGRAPHIE

- BAKKER P., Mous M. (dir. publ.). 1994. *Mixed Languages*, Amsterdam, Institute for Functional Research into Language and Language Use.
- BENEDICT P. K. 1975. *Austro-Thai Language and Culture, with a Glossary of Roots*, New Haven (Connecticut), Human Relations Area Files Press.
- BLOOMFIELD L. 1933. Language, New York, Holt.
- BRIGHT W. (dir. publ.). 1992. *International Encyclopedia of Linguistics* (4 vols.), New York/Oxford, Oxford University Press.
- CAMPBELL L., MITHUN M. (dir. publ.). 1979. *The Languages of Native America: Historical and Comparative Assessment*, Austin, University of Texas Press.
- CHOMSKY N. 1957. Syntactic Structures, La Haye, Mouton.
- HALLE M. 1968. The Sound Pattern of English, New York, Harper and Row.
- DEMPWOLFF O. 1934–1938. Vergleichende Lautlehre des Austronesischen Wortschatzes [Phonologie comparative du vocabulaire austronésien], (3 vols.), Berlin, Reimer.
- FIRTH J. R. 1957. A Synopsis of Linguistic Theory, 1930–1955. Dans: *Studies in Linguistic Analysis* (Philological Society, Special Volume), Oxford, Blackwell, p. 1–52.
- FISHMAN J. A. 1972. The Sociology of Language: An Interdisciplinary Social Science Approach to Language in Society, Rowley (Massachusetts), Newbury House.
- FOLEY W. A. 1986. *The Papuan Languages of New Guinea*, Cambridge/New York, Cambridge University Press.
- GREENBERG J. H. 1963. The Languages of Africa, La Haye, Mouton.
- HALLIDAY M. A. K., FAWCETT R. P. (dir. publ.). 1987. New Developments in Systemic Linguistics, Londres, Frances Pinter.
- HAUGEN E. 1987. *The Blessings of Babel: Bilingualism and Language Planning*, Berlin, Mouton de Gruyter.
- HJELMSEV L. 1943. Omkring Sprogteoriens Grundloeggelse, Copenhague, Lunos.
- JAKOBSON R. 1962. Selected Writings, Vol. 1, Phonological Studies, La Haye, Mouton.
- MCELHANON K. A., VOORHOEVE C. L. 1970. *The Trans-New Guinea Phylum:* Explorations in Deep-Level Genetic Relationships (Pacific Linguistics series, B–16), Canberra, The Australian National University.

- MAKKAI A., LOCKWOOD D. G. (dir. publ.). 1973. *Readings in Stratificational Linguistics*, Alabama, University of Alabama Press.
- MÜHLHÄUSLER P. 1986. Pidgin and Creole Linguistics, Oxford, Blackwell.
- PAWLEY A. 1995. C. L. Voorhoeve and the Trans-New-Guinea Phylum Hypothesis. Dans: BAAK C., BAKKER M., MEIJ D. VON DER (dir. publ.), *Tales from a Concave World*, Leiden, Leiden University, p. 83–123.
- PIKE K. L. 1954–1960. Language in Relation to a Unified Theory of the Structure of Human Behavior (3 vols.), Glendale (Californie), Summer Institute of Linguistics (éd. révisée, 1967, La Haye, Mouton).
- POPPE N. 1965. *Introduction to Altaic Linguistics*, (Ural-Altaische Bibliothek, vol. 14), Wiesbaden (Allemagne), Harrassowitz.
- RÉDEI K. (dir. publ.). 1986–1991. *Uralisches Etymologisches Wörterbuch*, Dictionnaire étymologique de l'ouralien (3 vols.), Wiesbaden (Allemagne), Harrassowitz.
- ROBINS R. M., UHLENBECK E. M. (dir. publ.). 1991. *Endangered Languages*, Oxford/New York, Berg.
- Ross M. D. 1988. *Proto-Oceanic and the Austronesian Languages of Western Melanesia* (Pacific Linguistics series, C–98), Canberra, The Australian National University.
- SAUSSURE F. (DE) 1916. Cours de linguistique générale, Paris, Payot.
- TRUBETZKOY N. S. 1939. *Grundzüge der Phonologie* [Principles of Phonology] (Travaux du Cercle linguistique de Prague, vol. 7), Prague.
- Wurm S. A. 1982. *Papuan Languages of Oceania*, Tübingen (Allemagne), Narr.
- MÜHLHÄUSLER P., TRYON D. T. (dir. publ.). 1996. *Atlas of Languages of Intercultural Communication in Asia, the Pacific, and the Americas* (3 vols.), Berlin, Mouton de Gruyter.

19.10 La géographie

Paul Claval

La GÉOGRAPHIE EN 1914

La géographie diffère des autres sciences sociales dans la façon dont elle s'est formellement constituée en tant que discipline. Les cartes, les recensements et les informations sur les milieux étant indispensables au fonctionnement des États modernes, les services cartographiques, hydrographiques et statistiques, les relevés cadastraux et les stations d'observation météorologique firent leur apparition en Europe et aux États-Unis à partir de la fin du XVIII^e siècle ou de la première moitié du XIX^e siècle. L'enseignement ne joua un rôle décisif qu'à partir des années 1860 en Allemagne, des années 1870 en France et des années 1880 ou 1890 dans les autres pays européens, à un moment où, dans un contexte d'exacerbation des tensions nationalistes et des rivalités entre puissances coloniales liées au partage du monde, il parut essentiel de dispenser aux futurs citoyens un enseignement sur leur pays et ses colonies, ainsi que sur l'état du monde. Dès lors, la géographie occupa une place de choix dans les programmes de l'école primaire à l'université.

La géographie universitaire voulait satisfaire aux exigences de la rigueur scientifique. Elle fut modelée sur les sciences naturelles même lorsqu'elle traitait de réalités sociales. Cette tradition remontait aux philosophies naturalistes du début du XIX^e siècle et le succès des théories évolutionnistes accentua la tendance.

La géographie physique, qui regroupe la géomorphologie, la climatologie, l'hydrologie, la phytogéographie et la géographie des sols, occupa partout une position prépondérante. En Allemagne et en Russie, l'idée de mettre l'accent sur l'étude globale des milieux commença à faire son chemin.

Les géographes qui se concentraient sur les phénomènes sociaux cherchèrent à répondre à trois questions: (a) Quelle répartition des hommes peut-on observer à la surface de la Terre? (b) Comment peut-on expliquer la diversité des paysages formés par les groupes sociaux? (c) Comment interagissent les hommes et les milieux? L'importance accordée à l'une ou l'autre question différait d'un pays à l'autre. La géographie allemande, l'école la plus ancienne et la plus prestigieuse grâce aux travaux d'Alexander von Humboldt (1769–1859), Carl Ritter (1779–1859) et

Friedrich Ratzel (1844–1904), s'intéressait plus particulièrement aux paysages et aux distributions régionales. La géographie française, qui se développa rapidement à partir des années 1890 sous l'impulsion de Paul Vidal de la Blache (1845–1918), prit également les structures régionales comme point de départ, mais les associa aux interactions hommes/milieu, qu'elle décrivit en termes de modes de vie. Aux États-Unis, où l'institutionnalisation fut assez tardive, Carl Sauer (1890–1975) développa une école entre les deux guerres qui utilisa l'analyse des paysages pour étudier les liens tissés par les groupes culturels avec le milieu qu'ils habitent et exploitent.

D'autres pays empruntèrent à l'Allemagne (Russie, Europe de l'Est) la France (Grande-Bretagne, Pays-Bas, pays latino-américains) ou au deux (Roumanie, Italie, pays scandinaves). En dehors de l'Europe et des États-Unis, la géographie ne s'était réellement développée qu'au Japon, qui s'inspira principalement de l'école allemande.

La géographie de la fin du XIXe siècle et du début du XXe siècle était également engagée dans la poursuite de l'inventaire de la Terre. Cette tâche est particulièrement importante dans les pays où la connaissance des richesses et des possibilités restait très incomplète (États-Unis, Canada, Australie, Brésil, Russie, etc.). Elle s'est continuée après la Première Guerre mondiale et joue encore un rôle considérable en URSS. Les résultats de ces recherches sont considérables en particulier dans les régions froides des deux hémisphères: le développement des connaissances sur l'Antarctique grâce à des équipes internationales de chercheurs et la reconnaissance détaillée de la région du pôle Nord au Canada, au Groenland et en Russie ont permis une meilleure compréhension de la vie dans des conditions extrêmes et les processus par lesquels ces environnements prennent forme.

LE DÉVELOPPEMENT DE LA GÉOGRAPHIE JUSQU'AU MILIEU DU XX^e SIÈCLE

La fin de la Première Guerre mondiale marqua la disparition d'une partie des facteurs qui avait favorisé un développement rapide de la géographie en tant que discipline formelle à la fin du XIX^e siècle. Le nationalisme avait perdu de sa virulence en Europe. L'expansion impérialiste était terminée et beaucoup pressentaient que la décolonisation ne tarderait pas à commencer. Le mouvement communiste, qui avait transformé l'Empire russe en URSS, fut hostile au nationalisme jusque dans les années 1930.

Les géographes universitaires étaient moins intéressés par l'actualité qu'ils ne l'avaient été avant la Première Guerre mondiale. Leur principale

préoccupation était d'assurer l'essor de leur discipline. La géographie développée entre 1920 et 1940 en Europe de l'Est et entre 1930 et 1940 aux États-Unis mit à l'honneur le travail de terrain. Les géographes rassemblèrent les ressources fournies par les services cartographiques et statistiques officiels, effectuèrent des observations précises et menèrent des enquêtes et des entretiens. Leurs travaux visaient principalement à décrire les paysages et à identifier les structures régionales. Les publications portaient généralement sur des territoires de faible superficie, des zones urbaines ou des régions. Les géographes étaient plus enclins à étudier les combinaisons d'éléments provenant d'études approfondies d'un point de vue régional synoptique qu'à procéder à des études comparatives. Les géographes français étaient admirés par beaucoup et imités car ils étaient les maîtres incontestés de l'art de décrire et d'interpréter les structures régionales, comme on peut le voir dans le travail d'Emmanuel de Martonne (1873-1955) et d'Albert Demangeon (1872-1940), influencés par leur formation d'historiens qui les avait sensibilisés à la lenteur du changement. Ils ont ainsi ouvert la voie à l'école historique des Annales.

Dans l'ensemble, la géographie universitaire a eu peu de contacts avec les autres sciences sociales, mais ses axes de recherche n'étaient pas différents de ceux de l'histoire ou de l'anthropologie de cette époque. Il existait un parallèle entre l'approche régionale des géographes et l'accent mis sur des aspects particuliers de chaque période ou culture étudiée dans d'autres disciplines.

De nouveaux domaines d'intérêt apparurent. Avant la Première Guerre mondiale, les pays non-européens menèrent des études évaluant leur potentiel de pénétration coloniale. On ne prêtait quasiment aucune attention aux problèmes de l'exploitation de milieux très différents de ceux rencontrés en Europe ou aux États-Unis.

L'orientation changea entre les deux guerres. Les régions sous domination coloniale étaient bien établies et le problème était désormais de les développer. Les planteurs découvrirent que le sol dans les pays chauds et humides était souvent pauvre et subissait une érosion rapide après défrichage. La robustesse de la végétation naturelle était trompeuse: elle se développait en circuit quasiment fermé et ne nécessitait pratiquement pas d'apports minéraux pour sa reproduction. On commença à comprendre les méthodes conçues par les communautés locales pour exploiter au mieux ces milieux difficiles. C'est ainsi que la géographie tropicale vit le jour.

Dans les pays industrialisés, les zones rurales avaient focalisé l'attention jusqu'à la Première Guerre mondiale. La géographie urbaine prit ensuite le pas sur la géographie rurale. Les villes ainsi que leur zone d'influence furent classées en fonction de leur taille et de leurs fonctions. Walter Christaller (1893–1969) jeta les bases de la théorie des lieux centraux en

Allemagne. L'analyse du rôle des zones urbaines permit d'envisager les problèmes de la division spatiale régionale sous un nouvel angle : celui des zones de polarisation.

Le monde de l'entre-deux-guerres était instable. L'Allemagne jugeait que le traité de Versailles était injuste tandis que l'Italie et le Japon se sentaient mal armés face à la compétition internationale, faute de s'être lancés suffisamment tôt dans la conquête d'un empire colonial. Ces États remettaient en cause l'ordre économique et politique mondial. Cela explique le succès de la géographie politique ainsi que les efforts menés en Allemagne pour la mettre en pratique sous le nom de géopolitique.

La géographie donna ainsi naissance à de nouveaux champs de recherche pour prouver son utilité aux sociétés dans lesquelles elle était enseignée. Le principal centre d'intérêt était économique: le monde était préoccupé par l'inégalité de la répartition des ressources depuis que des tensions internationales étaient nées de la course aux matières premières. Les géographes se lancèrent avec enthousiasme dans l'analyse de ces problèmes, mais, faute de fondements analytiques solides, les études qu'ils menèrent restèrent descriptives et eurent peu de répercussions sur les prises de décision politiques et économiques.

Ainsi, au cours de l'époque classique de son développement, la géographie a été indiscutablement enrichie par de nouveaux champs d'étude. Elle ne parvint toutefois pas à répondre aux besoins les plus urgents de la société. En Grande-Bretagne et dans d'autres pays où le charbon avait été à la base du développement industriel au XIX^e siècle, des pans entiers de l'économie commençaient à s'effondrer et nécessitaient une restructuration. Aux États-Unis, l'exploitation trop brutale des ressources entraîna une crise écologique si aiguë que le gouvernement fédéral dut intervenir notamment en lançant le programme de la *Tennessee Valley Authority*. En ex-URSS, l'accent fut mis sur le développement rapide de nouveaux centres industriels situés de plus en plus à l'est, souvent dans des conditions de vie extrêmes.

À partir des années 1930, on fit appel aux géographes pour l'élaboration de plans d'occupation des sols et pour la planification régionale puisqu'ils étaient, par définition, les spécialistes de l'organisation spatiale, mais on sollicita également les compétences de naturalistes, d'économistes, de sociologues, d'architectes et d'urbanistes. La nécessité d'aménager le territoire se fit plus pressante dans les années 1940. Après la fin de la guerre, l'opinion publique n'acceptait plus l'idée que certaines régions des pays industrialisés ne bénéficient pas de la prospérité générale et que, dans le tiers-monde, des nations entières s'enfoncent dans la pauvreté alors que, dans le même temps, les capacités de production technique ne cessaient de progresser.

Entre 1914 et le milieu du XX^e siècle, la géographie a joué un rôle plus modeste qu'au cours des périodes antérieures et postérieures. Cela ne signifie pas pour autant qu'elle n'ait pas enregistré quelques succès. Des études régionales de premier plan furent portées à la connaissance du public cultivé. Tout le monde avait entendu parler des théories géopolitiques ou des analyses des ressources effectuées en grand nombre par les spécialistes de la géographie économique. La carte d'occupation des sols, établie en Grande-Bretagne entre les deux guerres sous la direction de Dudley Stamp (1898–1966), se révéla un outil précieux lorsqu'il fallut organiser l'économie de guerre.

Dans l'ensemble, les géographes étaient toutefois gagnés par un sentiment d'insatisfaction. Leur savoir ne permettait pas de répondre aux besoins des sociétés contemporaines en matière d'aménagement du territoire. La géographie traditionnelle semblait plus à même d'étudier les unités rurales qui existaient avant la révolution industrielle que les sociétés complexes qui ont suivi.

La géographie restait une discipline occidentale: elle était désormais établie dans l'ensemble des pays européens. Elle rencontra un succès considérable dans les dominions et se développa en Amérique du Sud, en particulier au Brésil. Le Japon continuait à s'inspirer largement du modèle allemand mais se forgea sa propre vision des relations entre les groupes humains et leur environnement. En ex-URSS, l'influence écrasante de l'orthodoxie marxiste détourna de nombreux chercheurs des problèmes humains et économiques. Dans le domaine de la géographie physique, la place dévolue à l'étude des milieux, déjà privilégiée dans la Russie tsariste, devint encore plus prépondérante.

LA RESTRUCTURATION ET L'ESSOR DE LA DISCIPLINE

Cette phase de repli fut suivie, à partir des années 1950, par un mouvement de reconstruction et de développement. La géographie en sortit radicalement modifiée puisqu'elle cessa désormais d'être modelée sur les sciences naturelles et devint une science sociale.

Jusque-là, la discipline s'attachait principalement à décrire et élaborer des typologies plutôt qu'à formuler des hypothèses théoriques en cherchant des régularités et en établissant un corpus général de connaissances. Les études d'économie spatiale et les travaux de recherche menés par Walter Christaller dans les années 1930 attirèrent l'attention pour la première fois. La nouvelle géographie, qui se développa à partir du milieu des années 1950

aux États-Unis, étudia l'incidence de la distance sur la répartition des activités humaines. Elle se servit également des recherches conduites avant la Seconde Guerre mondiale par l'école d'écologie urbaine de Chicago pour étudier les structures sociales des villes. Le changement vint enfin du recours systématique aux méthodes statistiques sophistiquées. L'analyse factorielle permit de traiter efficacement une grande quantité des données souvent accessibles aux géographes. L'interprétation des répartitions ne reposait plus uniquement sur la cartographie et les cartes qui étaient certes de puissants outils analytiques mais dont la lecture était trop subjective. La télédétection fournit une représentation directe de la Terre.

Même si les nouvelles recherches géographiques ont débuté à la même époque en Europe continentale, en Europe du Nord et en Amérique du Nord, le courant fut perçu comme étant anglo-saxon et plus spécifiquement américain. Les nouveaux objectifs assignés à la géographie étaient trop éloignés de ceux des écoles française et allemande pour que ces dernières acceptent les nouvelles tendances sans résistance.

Dans le domaine international, la reconnaissance dont jouit la géographie apparaît dans la place qui lui est faite pour régler un certain nombre de litiges ou de problèmes internationaux. Les géographes avaient été abondamment consultés lors de la négociation du traité de Versailles, en 1919. Ils intervinrent aussi, par la suite, dans la fixation de frontières en Asie, la découpe des zones économiques maritimes en Amérique du Sud et la protection de l'environnement. Les géographes ont été également consultés par leurs gouvernements en matière stratégique pour la détermination des coordonnées exactes des villes et des objectifs importants pour les fusées.

La nouvelle géographie des années 1960 apporta des réponses satisfaisantes aux problèmes liés à l'aménagement urbain et régional, et les géographes furent volontiers admis dans les équipes d'aménagement de l'espace. Ils travaillèrent beaucoup dans les pays en développement où leurs efforts sur le terrain furent très appréciés.

Grâce aux changements qu'elle avait engagés, la géographie devint applicable à plusieurs questions d'actualité. Cependant, ce succès détourna les chercheurs de domaines tels que la géographie historique, la géographie culturelle et la géographie politique. Le nouvel accent mis sur l'économie était considéré par beaucoup comme une erreur d'autant plus préjudiciable que l'opinion publique prenait conscience de la nécessité de protéger la nature. L'écologie s'établissait solidement, mais la géographie physique, qui avait annoncé nombre de ses évolutions, notamment en Allemagne et en Union soviétique, ne parvint pas à tirer pleinement parti de ces nouvelles tendances.

La nouvelle géographie fut vite remplacée par d'autres courants. L'importance accordée à l'économie dans les travaux des années 1960 fut jugée

excessive, ayant, en outre, omis de remettre en cause ne serait-ce que les situations sociales les plus injustes. Un courant radical inspiré du marxisme (David Harvey, né en 1935) se développa dans les pays anglo-saxons et se répandit dans le reste du monde. Il se consacra à la géographie de la pauvreté, de l'exclusion et de la marginalité, négligée jusque-là, et dénonça le rôle que jouait la discipline dans les formes traditionnelles et nouvelles d'impérialisme.

On regretta que la géographie ne s'intéressât plus à ce qui faisait la diversité spatiale et cela suscita un nouvel intérêt pour l'expérience humaine et ses relations avec l'environnement. Les nouvelles approches furent tirées de la phénoménologie et la géographie devint humaniste. On assista à l'essor de la recherche historique et des études sur la diversité des cultures et leurs associations spatiales.

La critique faite à la nouvelle géographie mettait en avant la dimension humaine et sociale de la discipline, mais l'accent n'était pas mis, comme cela avait été le cas lors des générations précédentes, sur la recherche d'une structure unitaire pour la discipline. Dans le climat de scepticisme qui prévaut à l'ère postmoderne, le fait d'être confronté à un grand nombre de paradigmes différents n'est plus considéré comme un handicap.

Les années 1960 et 1970 virent un regain d'intérêt pour les axes de recherche négligés et un nombre croissant de recherches furent consacrées à l'avenir politique du monde. Le système bipolaire qui avait prévalu après 1945 avait disparu, mais personne ne pouvait prédire avec certitude comment serait façonné le nouvel ordre mondial. Les États, dont le nombre avait augmenté après la décolonisation, n'étaient pas capables de répondre aux besoins des sociétés contemporaines. Les régions et les villes devaient se charger de responsabilités de plus en plus lourdes et les organisations supranationales, comme l'Union européenne, l'Accord de libre-échange nord-américain (Nafta) et le Mercosur, jouaient un rôle de plus en plus déterminant dans la vie économique.

Les géographes s'intéressent à nouveau vivement à l'environnement. Ils analysent la manière dont les sociétés traditionnelles utilisaient et géraient les ressources, observent les déséquilibres causés par la modernisation de l'agriculture et l'urbanisation au niveau local et attirent l'attention sur les dégradations environnementales touchant des régions entières. Ils sont de plus en plus préoccupés par les conséquences mondiales de la destruction de la couche d'ozone, des émissions massives de carbone et de l'effet de serre qui en résulte.

Ces sujets impliquent une trop grande diversité de connaissances et techniques pour être couverts par une seule discipline. Tandis que les problèmes de géographie naturelle attirent plus que jamais l'attention, il n'est pas possible de définir les paramètres d'une discipline spécialisée sur ces questions.

La géographie a cessé d'être essentiellement européenne, même si la majorité des recherches scientifiques continuent à être menées en Europe, en Amérique du Nord et dans les anciens dominions britanniques (Australie, Canada et Nouvelle-Zélande). La géographie japonaise est une des plus fécondes et couvre tous les champs de recherche.

Ailleurs, on privilégie les axes de recherche de la géographie française dans l'ancien empire colonial français, de la géographie britannique dans le Commonwealth et de la géographie soviétique dans les pays qui ont connu des régimes socialistes. La diversité des orientations retenues explique les difficultés rencontrées dans les pays arabes, notamment pour unifier une discipline divisée entre ces différentes traditions.

L'influence des États-Unis s'est fait sentir quasiment partout dans les années 1960 et 1970 et cela s'est traduit par une américanisation des concepts et des méthodes. La nouvelle géographie puis les tendances radicales ou humanistes se sont ainsi répandues en Union soviétique, en Europe de l'Est ainsi qu'en Europe occidentale. De nombreux étudiants chinois ont effectué leur doctorat aux États-Unis et l'Afrique et l'Amérique du Sud connaissent le même phénomène.

L'américanisation va-t-elle se poursuivre? C'est peu probable, tout d'abord parce que les pays d'Asie de l'Est et du Sud-Est cherchent aujourd'hui à diversifier leurs sources d'inspiration et ensuite parce que l'essor du courant humaniste a souligné la pertinence de certaines approches adoptées par le passé par les écoles nationales.

La géographie est une des premières sciences à s'être constituée en tant que discipline indépendante, mais elle n'est apparue sous sa forme moderne que relativement tardivement, au XIXe siècle. Elle doit davantage son succès aux services qu'elle a rendus au nationalisme et à l'impérialisme qu'à son contenu scientifique.

La géographie du début du XX^e siècle a fourni une somme de connaissances rationnelles et concrètes. La géographie pratiquée aujourd'hui laisse plus de place à l'expérience que les individus ont de la région qu'ils habitent. Elle nous parle de racines et de quête d'identité. Elle nous aide à comprendre pourquoi des conflits naissent, non seulement de différends liés à l'accès aux ressources, mais aussi de problèmes relatifs aux langues, à l'idéologie et au territoire. Elle nous permet de saisir quelques-uns des principaux enjeux du monde actuel.

Les philosophies du progrès qui prédominèrent en Occident à partir du XVIII^e siècle accordèrent une place privilégiée à l'histoire. La géographie ne jouit pas d'un prestige similaire.

La récente remise en question de la pensée occidentale a ébranlé les philosophies historicistes et nous sommes entrés dans l'ère postmoderne. Dans le monde désenchanté dans lequel nous vivons, on ne rêve plus d'un

avenir meilleur. Chacun de nous s'efforce de vivre du mieux qu'il peut ici et maintenant. L'accent est désormais mis sur la diversité du monde et sur les manières d'y vivre et de le développer. La géographie a ainsi bénéficié des changements radicaux qui ont affecté les philosophies dominantes et cela a amélioré son statut.

BIBLIOGRAPHIE

- Antonsich M. 1996. *Geografia Politica e Geopolitica in Italia dal 1945 ad Oggi*, Trieste (Italie), Université de Trieste, Dipartimento di Scienze Politiche.
- Bibliothèque nationale de France (dir. publ.). 1975. *Les géographes français*, Paris, Bibliothèque nationale de France, Comité des travaux historiques, Bulletin de la Section de Géographie.
- BLOUET B. W. (dir. publ.). 1981. *The Origins of Academic Geography in the United States*, Hamden (Connecticut), The Shoe String Press/Archon Books.
- BUTTIMER A. 1983. *The Practice of Geography*, Londres/New York, Longman.
- CELANT A., VALLEGA A. (dir. publ.). 1984. *Il Pensiero Geografico in Italia*, Milan, Franco Angeli Editor.
- CLAVAL P. 1984. Géographie humaine et économique contemporaine, Paris, PUF.
- SANGUIN A.-L. (dir. pub.). 1996. *La géographie française à l'époque classique (1918–1968)*, Paris, L'Harmattan.
- CORNA-PELLEGRINI G., BRUSA C. (dir. publ.). 1981. *Italian Geography* 1960–1980, Rome/Varese, ASK Edizione.
- EISEL U. 1980. Die Entwicklung der Antropogeographie von einer Raumwissenschaft zur Gesellschaftswissenschaft, Kassel (Allemagne), Kasseler Schfriften zur Géographie und Plannung.
- FREEMAN T. W. 1980. A History of Modern British Geography, Londres, Longman.
- GOMEZ MENDOZA J., ORTEGA CANTERO N. (dir. Publ.) 1992. *Naturalismo y Geografia en Espana*, Madrid, Fundacion Banco Exterior.
- Hooson D. J. M. 1959. Some Recent Developments in the Content and Theory of Soviet Geography. Dans: *Annals of the Association of American Geographers*, vol. 49, p. 73–82.

- JOHNSTON R. J.. 1979. Geography and Geographers: Anglo-American Human Geography since 1945, Londres, Edward Arnold.
- CLAVEL P. (dir. publ.). 1984. *Geography since the Second World War*, Londres, Croom Helm.
- LIVINGSTON D. N. 1992. The Geographical Tradition, Oxford, Blackwell.
- MEYNIER A. 1969. Histoire de la géographie humaine en France, Paris, PUF.
- Nozawa H. (dir. publ.). 1986. Cosmology, Epistemology and the History of Geography. Japanese Contributions to the History of Geographical Thought (vol. 3), Fukuoka (Japon), Kyushu University.
- 1989. Indigenous and Foreign Influences in the Development of Japanese Geographical Thought. Japanese Contributions to the History of Geographical Thought (vol. 4), Fukuoka (Japon), Kyushu University.
- RÖSSLER M. 1990. 'Wissenschaft und Lebenstraum'. Geographische Ostforschung im National-Sozialismus. Ein Beitrag zur Disciplingeschichte der Geographie. Berlin/Hamburg (Allemagne), Dietrich Reimer Verlag.
- SAUSHKIN Y. G., KOSMACHEV K. P., BYKOV V. I. 1980. The Scientific School of Baransky-Kolossovsky and its Role in the Development of Soviet Geography. Dans: *Organon*, vol. 14, p. 83–89.
- SCHULTZ H.-D. 1980. *Die deutschsprachige Geographie von 1800 zu 1970*, Berlin, Selbstverlag des Geographischen Instituts der Freien Universität Berlin.
- STORKEBAUM W. (dir. publ.). 1967. Zur Gegenstand un zur Methode der Geographie, Darmstadt (Allemagne), Wissenschaflisches Buchgesellschaft.
- Takeuchi K. (dir. publ.). 1984. Languages, Paradigms and Schools in Geography. Japanese Contributions to the History of Geographical Thought (vol. 2), Tokyo, Hitotsubashi University.

20

Les sciences sociales appliquées : développement et conséquences

Hellmut Wollmann

ans ce chapitre, nous emploierons l'expression «sciences sociales» dans une large acception interdisciplinaire comprenant des aspects de l'économie, de la psychologie, de la sociologie et de la science politique. Par opposition à ce que l'on appelle communément les sciences sociales «fondamentales», tournées vers la «vérité», qui cherchent à produire un discours valable tant du point de vue empirique que théorique sur la réalité sociale, l'approche «appliquée» des sciences sociales correspond surtout à une intention de produire un savoir en sciences sociales qui soit adéquat et applicable du point de vue sociétal et politique. Le présent article considère le terme de sciences sociales appliquées comme un quasi-synonyme des sciences tournées vers l'élaboration de politiques publiques. Bien qu'il soit centré sur l'évolution des sciences sociales appliquées depuis 1945, le présent article retracera brièvement leur histoire, puisqu'un tel aperçu, il est vrai nécessairement sommaire, apparaît indispensable pour présenter et interpréter les évolutions les plus récentes.

Tout en analysant et en «expliquant» l'évolution des sciences sociales appliquées à travers le temps et dans différents pays, le présent article ne reprendra pas le débat ample et complexe qui a été mené par les historiens des sciences sociales. La contraire, en s'en tenant aux évolutions et aux bouleversements du champ épistémologique, intellectuel et méthodologique des sciences sociales appliquées, ainsi qu'aux facteurs qui l'ont façonné, cet essai prendra pour point de départ un schéma conceptuel quelque peu simplifié, où seront seulement distingués les facteurs endogènes et exogènes. Les premiers opèrent au sein de la communauté scientifique en modifiant

éventuellement le champ d'étude des sciences sociales appliquées et leur faculté à «produire» un savoir appliqué. Les seconds, quant à eux, sont des facteurs extérieurs au monde scientifique, c'est-à-dire relevant de l'environnement sociétal et politique, et ont une influence extérieure sur le programme des sciences sociales. Une fois cette distinction posée, nous évoquerons les aspects de l'offre et de la demande en sciences sociales.

LES SCIENCES SOCIALES APPLIQUÉES AVANT LE XX^e SIÈCLE

On retrouve un précurseur précoce de la démarche des sciences sociales appliquées dans l'Europe continentale du XVIIIe siècle, et en particulier dans les différents États allemands quasi-souverains dirigés par des monarques absolutistes désireux de faire usage de l'ensemble des connaissances scientifiques de l'époque pour régir leurs États naissants et former leurs fonctionnaires à cette fin. C'est alors que s'est formé un savoir, désigné par différents termes synonymes: «sciences camérales», (Kameralwissenschaften), «sciences de la police» (Polizeiwissenschaften), ou «sciences de l'État» (Staatswissenschaften), et regroupant dans un premier temps les connaissances de l'époque en économie, agriculture, finance, statistiques, techniques, sciences naturelles, etc. Dès le milieu du XVIIIe siècle, dans certaines universités d'État, de nouvelles chaires de sciences camérales ont été créées.² Jusqu'aux dernières décennies du XIX^e siècle, cette discipline a occupé une place de choix dans les universités. Du point de vue universitaire, c'était une tentative reconnue de systématiser scientifiquement et d'enrichir empiriquement les connaissances existantes sur l'État et l'art politique contemporains³, et son orientation était en même temps délibérément pratique. Cependant, à la fin du XIX^e siècle, les sciences de l'État ont disparu assez brusquement des universités lors de l'avènement du libéralisme de l'époque, dont l'ambition était de rétablir l'État encore semi-autoritaire dans sa fonction de garant du «droit et de l'ordre» et de l'associer au règne de la loi (pour en faire un Rechtsstaat, ou État de droit). Ainsi, la formation universitaire des futurs fonctionnaires a surtout été marquée à cette époque par le légalisme et le positivisme juridique. Les sciences de la politique camérales, préfigurant d'une certaine manière les «sciences de la politique» dont Harold Lasswell a été le porte-parole plus d'un demi-siècle plus tard, ont donc progressivement disparu sans influencer par la suite de manière notable l'évolution des sciences sociales appliquées.

Au XIX^e siècle, aux débuts de l'industrialisation capitaliste et de l'urbanisation, la misère sans précédent de la classe ouvrière urbaine a incité

les réformateurs bourgeois, universitaires et techniciens, à s'associer en dehors des universités pour mener des enquêtes empiriques sur la question sociale, afin de persuader les gouvernements et les parlements, mais aussi le grand public, d'engager une politique sociale. En Grande-Bretagne, des réformateurs souvent issus des classes dirigeantes de l'Angleterre victorienne se sont réunis au sein de sociétés réformatrices comme la Fabian Society, la plus célèbre et la plus influente d'entre elles (Bulmer, 1991). En Allemagne, des historiens et théoriciens de l'économie ont fondé l'Association de politique sociale (Verein für Socialpolitik) en 1873, dans la perspective d'inciter le gouvernement, à travers des études empiriques sur la pression sociale et le caractère potentiellement révolutionnaire de la question sociale, à entreprendre une politique sociale. Puisque le Verein, à ses débuts, regroupait les plus éminents chercheurs en sciences sociales du pays (et parmi eux Max Weber), un bon nombre d'enquêtes effectuées dans ce cadre se sont avérées explicitement tournées vers l'élaboration de politiques publiques, tout en étant innovantes et d'excellente qualité du point de vue tant conceptuel que méthodologique. C'est pourquoi le Verein a été pris pour modèle par de nombreux universitaires étrangers, dont certains pionniers des sciences sociales dans les universités américaines.

Aux États-Unis, la recherche en sciences sociales a été aussi marquée à l'origine par un désir de réformes et d'amélioration. L'Americain Social Science Association, créée en 1865, qui a eu un rôle moteur dans ce processus, considérait que le spécialiste des sciences sociales devait être un citoyen modèle contribuant à améliorer la vie de la communauté, et non un chercheur professionnel, coupé des réalités et dépendant d'une hiérarchie.

LES SCIENCES SOCIALES APPLIQUÉES AUX ÉTATS-UNIS ET EN EUROPE PENDANT LA PREMIÈRE MOITIÉ DU XX^e SIÈCLE

Aux États-Unis, l'approche appliquée a été adoptée à la fin du XIX^e siècle et intégrée ensuite à l'évolution des sciences sociales pratiquées surtout à l'université. Ce choix est dû à une combinaison de facteurs endogènes et exogènes qui ont conduit les sciences sociales américaines à suivre des voies résolument différentes des disciplines équivalentes en Europe.

Les différentes disciplines des sciences sociales ont bénéficié très tôt d'une assise institutionnelle et d'une reconnaissance au sein du système universitaire américain naissant, sans doute en grande partie parce que, dans un nombre croissant d'universités, elles formaient des départements

indépendants (de sociologie, science politique, etc.). Ceci constitue sans doute la principale innovation institutionnelle de l'histoire universitaire américaine. De plus, chaque discipline des sciences sociales s'est rapidement dotée d'une revue professionnelle de diffusion nationale.⁴ Protégées et légitimées par des institutions, les nouvelles disciplines n'ont pas eu, comme en Europe, à couper les liens entre le volet scientifique et le volet appliqué des sciences sociales pour être reconnues à l'université. En outre, l'orientation appliquée a été favorisée par le pragmatisme philosophique qui prévalait aux États-Unis.⁵

Dans les années 1920, l'aspect appliqué des sciences sociales s'est ancré davantage dans la tradition américaine de recherche, notamment grâce au rôle de l'université de Chicago. C'est là que, durant cette période, Charles Merriam en sciences politiques et Robert Park en sociologie ont proposé de définir les sciences sociales, d'une part, comme cherchant à remplir les plus hautes exigences scientifiques, c'est-à-dire avant tout méthodologiques et, d'autre part, comme destinées à conserver une orientation pratique, afin de proposer des «techniques plus intelligentes et scientifiques pour l'étude et l'exercice du pouvoir».

Dans les années 1920, le gouvernement fédéral américain a de plus en plus sollicité l'avis des sciences sociales, mais c'est l'administration Roosevelt, au moment des réformes du *New Deal*, qui a fait entrer pour la première fois dans la sphère gouvernementale un nombre conséquent de spécialistes de sciences sociales, ce qui a modifié la configuration et l'intensité des relations entre le pouvoir et les sciences sociales.

En Europe, le volet appliqué des sciences sociales a suivi une évolution tout autre, en s'éloignant durablement des sciences sociales universitaires en raison d'un ensemble de facteurs endogènes et exogènes radicalement différents de ceux qui étaient à l'œuvre aux États-Unis. En effet, les disciplines des sciences sociales ne progressaient que lentement dans l'institution. Seul un petit nombre de chaires individuelles de sociologie furent créées, dépendant toujours étroitement des facultés traditionnelles de philosophie ou de droit.⁶ Si les sciences sociales européennes émergentes ont sans aucun doute produit des chercheurs de tout premier plan (Emile Durkheim en France et Max Weber en Allemagne), la précarité de leur statut au sein de l'institution et l'insuffisante reconnaissance dont ils jouissaient, s'ajoutant à leur volonté de voir l'université et la science en général accorder à leurs disciplines la place qu'elles méritaient, ont conduit les universitaires spécialistes des sciences sociales à privilégier la prétention à une «véritable scientificité», c'est-à-dire à une science sociale dépourvue de jugements de valeur et reposant sur des théories, ainsi qu'à renier toute perspective appliquée au nom de sa prétendue connotation «ascientifique» et «moralisatrice». Le débat sur «l'absence de jugement de valeur», lancé par Max Weber, et la création de la Société allemande de sociologie en 1909, destinés à contrer la «moralisante» Association de politique sociale, ont fait date. À l'exception des économistes, dont les gouvernements européens sollicitaient de plus en plus les connaissances et les conseils dans la tourmente que traversait l'économie de l'entre-deux-guerres, en Europe, les sciences sociales universitaires se sont globalement abstenues de toute recherche dans la sphère appliquée jusqu'aux années 1930.⁷

LES SCIENCES SOCIALES APPLIQUÉES APRÈS LA SECONDE GUERRE MONDIALE

De 1945 jusqu'aux années 1960 : recul du courant appliqué des sciences sociales ?

Aux États-Unis, à partir de 1945, l'approche appliquée des sciences sociales semblait devoir prendre chaque fois plus d'importance, notamment parce que, comme durant la Première Guerre mondiale, les économistes, psychologues et sociologues avaient été impliqués dans la conduite de la guerre par le biais d'activités d'analyse, de logistique et d'encouragement des troupes, ce qui avait favorisé la reconnaissance de ces sciences dans leurs applications. Faisant explicitement référence à cette période, Harold Lasswell et ses collègues publièrent, au début des années 1950, un plaidoyer en faveur des «sciences de la politique» à «vocation politique», censées combiner l'étude des processus politiques menée à l'aide des méthodes les plus avancées, avec l'accumulation de toutes les connaissances disponibles pertinentes dans toutes les disciplines d'une part, et l'application de cette expertise scientifique synthétique aux processus politiques décisionnels d'autre part. En s'attachant aux «problèmes fondamentaux de l'homme dans la société plutôt qu'à [...] l'actualité du moment», et en évitant, par là même, d'être entravés et absorbés par des questions politiques insignifiantes, ils visaient finalement les «sciences politiques de la démocratie, dont le but ultime est la réalisation de la dignité humaine en théorie et en pratique».

À peine ce grand dessein d'une orientation plus politique avait-il été formulé qu'il fut contré, et bientôt submergé, par le puissant courant de la «révolution béhavioriste» qui avait touché les sciences sociales américaines dans les années 1950. En un sens, la révolution béhavioriste, qui prescrivait l'emploi de méthodes avant tout quantitatives, fondées sur les nouveaux outils informatiques de l'époque, et qui faisaient partie du crédo béhavioriste, prônait un mode «véritablement scientifique» de recherche

en sciences sociales qui était tout à fait dans la tradition des approches de Charles Merriam et Harold Lasswell. Mais en même temps, la révolution béhavioriste, qui a en cela littéralement révolutionné la tradition des sciences sociales américaines, a progressivement distendu puis rompu le lien entre la rigueur scientifique des sciences sociales et leur versant appliqué. Ainsi, un «quasi-rempart» conceptuel s'est établi pour «contrer le courant lasswellien en sciences de la politique». Durant les années 1950, le principal courant américain en sciences sociales, dominé par la doctrine béhavioriste, a suivi un programme de recherche ayant pour maître mot l'exclusion des jugements de valeur et donc l'absence de recherche appliquée.

Comme aux États-Unis, dans les pays d'Europe occidentale et au Japon, les conditions semblaient réunies dès 1945 pour que les sciences sociales acquièrent un rôle prépondérant. On attendait de ces disciplines, qui recelaient une «promesse mythique de renouvellement de la société grâce aux sciences sociales», qu'elles contribuent de manière décisive à la reconstruction et à la revitalisation intellectuelle et morale des pays éprouvés par la guerre, y compris l'Allemagne et le Japon, où les sciences sociales étaient perçues comme jouant un rôle essentiel dans le rétablissement et la reconstruction d'une société démocratique.8

Au sein de l'institution, il est vrai que dans tous les pays d'Europe occidentale et au Japon, les sciences sociales en tant que disciplines universitaires ont progressé après 1945 grâce à la création de nouveaux postes dans les facultés. Toutefois, les nouvelles ressources humaines et financières dont jouissaient les sciences sociales étaient toujours restreintes. Le principe de la «chaire unique» a été maintenu et les sciences sociales sont restées intégrées aux départements traditionnels de philosophie ou de droit.

Fait plus marquant encore: les disciplines universitaires des sciences

Fait plus marquant encore: les disciplines universitaires des sciences sociales, qui étaient encore en formation et dont le statut au sein de l'institution était précaire, restaient influencées par le béhaviorisme américain et son rejet des recherches appliquées, dont toute une génération de chercheurs européens et japonais, ayant fait leurs études aux États-Unis dans l'après-guerre, s'étaient fait l'écho. De plus, dans l'immédiat après-guerre, les gouvernements européens ont, dans l'ensemble, très rarement pris conseil auprès des sciences sociales (excepté l'économie, une fois encore). Ceci s'explique peut-être par la rapidité foudroyante du rétablissement des États après la guerre, ce que l'on a appelé les «miracles économiques», ou par le conservatisme fondamental des gouvernements qui, comme au Japon, portaient un regard sceptique, voire hostile, sur les sciences sociales universitaires.

Au cours des années 1960, les sciences sociales ont connu un net rééquilibrage en faveur des disciplines appliquées par un processus inédit d'expansion au niveau institutionnel et de réorientation sur le plan cognitif. On peut à nouveau distinguer les facteurs «endogènes» des facteurs «exogènes» qui ont provoqué cette évolution. Premièrement, il faut citer l'augmentation considérable des moyens humains et financiers dont ont bénéficié les sciences sociales universitaires dans les années 1960, au même titre que l'université dans son ensemble, lorsque les pays occidentaux, après le retentissement du lancement du *Spoutnik* en 1957, ont procédé à des réformes de grande ampleur de leur système éducatif et universitaire afin de rattraper l'Union soviétique qu'ils croyaient en avance dans ce domaine. La nouvelle impulsion donnée dans les années 1960 a créé des conditions institutionnelles favorables à un bond des sciences sociales appliquées, en particulier dans les pays européens où l'essor institutionnel des sciences sociales après 1945 avait été marqué, mais limité.

Parmi les facteurs «endogènes» ayant influencé les préoccupations des sciences sociales, le plus manifeste était à nouveau un changement dans le discours dominant des sciences sociales américaines. Ce virage, au cours duquel la neutralité béhavioriste du jugement a été abandonnée au profit d'un retour à la tradition américaine d'une science sociale traitant de problèmes concrets, a eu lieu dans les années 1960. À l'époque, face à une actualité nationale de plus en plus saturée de problèmes (pauvreté, émeutes raciales, guerre du Viet Nam), un nombre croissant de chercheurs en sciences sociales a prôné l'abandon de l'orthodoxie béhavioriste bannissant tout jugement de valeur et toute application politique, pour choisir des objets de recherche en lien avec l'actualité sociale et politique. 9 De ce mouvement est née toute une série de méthodes et de courants de recherche, le plus souvent à l'initiative de chercheurs universitaires, abordant les politiques publiques selon des angles conceptuels différents, par exemple la recherche (quantitative) sur le résultat des politiques et la recherche (casuistique) sur leur mise en œuvre. Bientôt, cette réorientation cognitive du discours et de l'objet des sciences sociales a été relayée par les chercheurs européens en sciences sociales qui l'ont reprise à leur compte.

Tandis que les débats internes aux communautés de chercheurs en sciences sociales, dominés par le discours des sciences sociales américaines, étaient avides de «redécouvrir» et de mettre à nouveau l'accent sur les programmes de recherches appliquées «pertinents», de profondes modifications intervenues dans le contexte politique et la prise de décision ont provoqué et influencé le développement institutionnel et cognitif des sciences sociales appliquées, avec une intensité et à une échelle sans précédent.

L'avènement d'un nouveau modèle politique et ses répercussions sur l'activité des sciences sociales ont été révélés, notamment, par deux phénomènes interdépendants. Le premier est le passage d'un État fonctionnant sur le principe du *laisser-faire*, modèle dominant dans l'immédiat après-

guerre, à un type d'État-providence extrêmement interventionniste ayant pour objectif ambitieux de maintenir constante la croissance de l'économie et de la prospérité commune. La croyance dominante, fondée sur la situation alors réelle de croissance économique et d'abondance des revenus fiscaux, était qu'il était souhaitable (et possible) d'atteindre ces deux objectifs par le biais d'une politique économique keynésienne: gestion de la demande d'une part, et politique sociale (et politique des infrastructures) interventionniste fondée sur des outils de planification et d'information d'autre part.

Cette conception interventionniste de l'État allait de pair avec un second facteur: la conviction que le recours aux sciences sociales (appliquées) et leur utilisation appropriée ouvriraient la voie à un nouveau modèle rationnel de prise de décision politique dans lequel l'analyse scientifique des évolutions économiques et sociales conduirait à des choix et décisions politiques singuliers fondés sur la science. En proclamant la «fin de l'idéologie», on affirmait que le développement des connaissances scientifiques et l'éducation croissante des acteurs politiques et sociaux (mais aussi de toutes les personnes impliquées) à la réalité «objective» de la société et des problèmes contemporains les inciteraient à renoncer à la logique politique qui prévalait jusque-là et qui fondait la prise de décision sur une résolution de conflit où étaient en jeu des idéologies et des intérêts. On espérait ainsi avoir plus de chances d'atteindre un consensus dépourvu d'idéologie, fondé sur l'expertise en sciences sociales et la logique scientifique sous-jacente. Cette vision d'un modèle politique construit sur la science et d'une «scientifisation» ou d'une «scientificité» des processus décisionnels s'est incarnée sous des traits tout sauf idéaux, dans le célèbre manifeste de Donald Campbell pour une société expérimentale, où les réformes seraient des expériences, ayant pour fondement épistémologique le modèle scientifique néopositiviste et de l'idée de Karl Popper, selon laquelle les avancées d'une société sont le résultat d'un travail (social) progressif.

Aux États-Unis, on peut dire que son apparition coïncide avec l'accroissement du nombre de programmes fédéraux en matière de politique sociale tels que la «guerre contre la pauvreté» (War on Poverty) mis en place durant le mandat du président Johnson, à partir de 1964. Dans des domaines tels que l'éducation, les droits civiques et la politique sociale, l'assise conceptuelle des réformes procède des théories des sciences sociales. Les travaux évaluatifs sur l'application et les répercussions des programmes sociaux d'intervention (social action programmes), souvent commandés par les autorités fédérales, ont bientôt fait partie intégrante des politiques fédérales. Le gouvernement américain a investi des sommes considérables dans le financement de ces recherches et les évaluations sont presque devenues un secteur florissant. C'était le début de l'expérimenta-

tion à grande échelle en sciences sociales. 10

Parmi les pays européens, en ex-Allemagne de l'Ouest à la fin des années 1960, le passage à l'État-providence florissant et au modèle scientifique de prise de décision, initié par les sociaux-démocrates, a été particulièrement spectaculaire. Plus que jamais, les chercheurs en sciences sociales ont été impliqués dans la prise de décision politique et ont formé avec les personnalités réformatrices du monde politique et administratif de véritables «coalitions de la réforme». La recherche évaluative s'est imposée très tôt, plaçant l'ex-Allemagne de l'Ouest parmi les pionniers de la discipline en Europe (Levine, 1981). C'est dans ce pays que l'expérimentation sociale a été la plus pratiquée en dehors des États-Unis. Dans certains autres pays européens, l'évolution des sciences sociales appliquées a été plus régulière. En Suède, par exemple, les décisionnaires côtoyaient depuis longtemps les chercheurs en sciences sociales. Toutefois, la Suède a elle aussi traversé une sorte de «révolution rationaliste». De nouveaux modes d'analyse des systèmes, de financement des programmes, d'élaboration d'indicateurs sociaux, des recherches sectorielles de commande et même des études à venir ont été mis à profit pour la prise de décision dans tous les domaines d'activité du gouvernement.11

On peut globalement identifier trois phénomènes témoignant de la nouvelle et forte demande des autorités politiques pour l'expertise des sciences sociales appliquées:

- 1. Les ressources budgétaires allouées au financement de travaux analytiques, en particuliers évaluatifs, ont fortement augmenté, ce qui a conduit à la création et à l'alimentation d'un vaste «marché des fonds destinés à la recherche contractuelle». En même temps, les financements traditionnels de la recherche universitaire de base (comme ceux qu'attribue la National Science Foundation) ont encouragé la recherche fondamentale à s'orienter de plus en plus vers des applications («recherche appliquée de base», ou angewandte Grundlagenforschung, pour reprendre un terme hybride utilisé à l'époque en Allemagne dans le jargon des sciences sociales).
- 2. De plus en plus de commissions et d'organismes de conseil ont été créés afin d'exploiter le savoir des sciences sociales pour la prise de décision et l'application des mesures politiques.
- 3. Au sein des institutions administratives et gouvernementales, de nouveaux départements et du personnel supplémentaire ont été chargés de commander, de surveiller et d'appliquer des recherches en sciences sociales, ou de réaliser eux-mêmes ce type d'analyse (en particulier par évaluation interne). De même, des institutions de recherche gouvernementales ou semi-gouvernementales ont été

fondées ou agrandies afin de renforcer les capacités d'analyse des autorités politiques.

Les travaux entrepris à cette époque dans le domaine des sciences sociales orientées vers la prise de décision politique reflètent le consensus réformateur partagé par les acteurs du monde politique et administratif d'une part, et les spécialistes des sciences sociales d'autre part. On peut dire que ces études acceptaient largement les mesures qu'elles prenaient pour objet, voire les approuvaient explicitement, et qu'elles étaient vouées à «optimiser les bénéfices» et les résultats de ces mesures et programmes.

À cette époque, les sciences sociales appliquées utilisaient une large palette de partis pris conceptuels et d'outils d'analyse, dont certains méritent d'être brièvement exposés:

- L'analyse systémique, qui est essentiellement de la compétence des économistes, utilise les critères de décision, des hypothèses et des modèles principalement issus de la théorie économique, afin de préparer en amont (ex ante) la prise de décision des autorités sur des mesures et des programmes complexes. On utilise aussi souvent, pour désigner ces méthodes et techniques «d'anticipation», le terme générique un peu vague d' «analyse des politiques publiques». L'analyse des coûts et des bénéfices, sous une forme ou sous une autre, en est un des modes de réalisation les plus courants. Le concept de Programming Planning Budgeting Systems (systèmes de programmation, planification et financement ou PPBS), introduit dans les ministères civils américains au milieu des années 1960, en est l'un des exemples classiques. Cet ensemble d'outils, qui promettait de fournir une analyse transparente, sinon d'apporter des certitudes pour la prise de décisions, a été au cœur de la révolution rationaliste des années 1960.
- La recherche opérationnelle (OR) est principalement liée aux mathématiques et à l'ingénierie. Comme elle était à l'origine une méthode ex ante, elle utilise des modèles et des simulations sophistiqués pour optimiser les solutions dans des situations complexes et incertaines.
- L'évaluation est devenue un champ de recherche très fructueux pour les sciences sociales appliquées, les pouvoirs publics se tournant de plus en plus vers l'évaluation des politiques publiques dans le cadre du processus décisionnel habituel. L'évaluation, dans sa version rétrospective (ex post), a le plus souvent pour objectif de déterminer avec précision si, et à quel point, le but d'une mesure ou d'un ensemble de mesures politiques a été atteint et si le changement observé était dû à ces mesures. L'évaluation rétrospective

est donc effectuée après l'achèvement du programme. Comme les études évaluatives, qui visent à mesurer les effets d'une mesure et à identifier des relations causales, se heurtent surtout à des difficultés conceptuelles et méthodologiques propres aux sciences sociales empiriques en général, elles s'inspirent largement de la psychologie et de la sociologie, du point de vue tant conceptuel que méthodologique. C'est le cas pour leur prétention à la rigueur méthodologique dans le domaine quasi expérimental ou expérimental. ¹² Ce dernier a été particulièrement illustré par les expériences et évaluations sociales de grande ampleur entreprises à la fin des années 1960 et au début des années 1970. Dans l'ensemble, la recherche évaluative a surtout été le fait d'institutions de recherche privées (à but lucratif) en dehors des universités. ¹³

- Les études politiques: cette dénomination vague s'applique à une grande variété de travaux portant sur les politiques publiques, par exemple l'étude comparative (à l'échelle nationale ou internationale) des politiques et de leurs résultats, ainsi que l'étude de phases isolées du processus politique, tels que la budgétisation et la mise en oeuvre (Jann, 1991). Ces recherches sont le plus souvent menées par des universitaires spécialistes des sciences politiques et financées par des fonds universitaires ou par des crédits tels que ceux qu'accorde la National Science Foundation. Ce type de recherches, étant donné leur orientation explicite vers la politique, peut être considéré comme la plus importante catégorie de sciences sociales appliquées universitaires.
- Il convient enfin de mentionner l'administration publique (AP) ou science administrative. Aux États-Unis, on considérait à l'origine que cette discipline était organisée autour de principes normatifs sur la conduite de l'administration publique et que, par conséquent, elle n'avait guère besoin de l'appui des sciences sociales. Après avoir été touchée par la révolution béhavioriste des années 1950, l'évolution de l'administration publique a été fortement marquée par l'établissement, dans des universités renommées, de cursus d'analyse et de gestion des politiques publiques, en réponse à la demande de formation émanant du secteur public comme du secteur privé. En Europe, du moins dans les pays d'Europe continentale à forte tradition légaliste, la science administrative était essentiellement subordonnée, depuis la fin du XIXe siècle, au droit administratif. Dans le cadre de l'essor des sciences sociales appliquées, une forte progression de la science administrative fondée sur les sciences sociales s'est produite dans les années 1960.

L'évolution des sciences sociales à partir des années 1970

L'âge d'or des mesures interventionnistes de l'État-providence n'a pas duré. Après le premier choc pétrolier de 1973, l'économie mondiale s'est enfoncée de plus en plus dans la récession et les budgets nationaux sont devenus de plus en plus serrés, ce qui mit un terme à la plupart des coûteuses politiques réformistes. Les deux hypothèses clés sur lesquelles reposaient les États-providence (démocratiques) et l'essor des sciences sociales appliquées semblaient radicalement remis en question: premièrement, la conviction que des politiques adaptées, fondées sur la planification et l'information, permettraient de garantir les conditions d'une croissance économique continue, et, deuxièmement, l'idée que la création et le maintien de ces conditions ne pouvaient passer que par un processus décisionnel plus scientifique.

Sur la scène politique, la critique par les conservateurs et des néolibéraux de ce qu'on a appelé les excès et la crise de l'État-providence s'est intensifiée au cours des années 1970 et a rassemblé des majorités électorales, provoquant bientôt l'arrivée au pouvoir de gouvernements conservateurs, notamment au Royaume-Uni (1979), aux États-Unis (1980) et en ex-Allemagne de l'Ouest (1982). Face à de tels «revirements conservateurs» dans des pays importants, la tendance et le contexte politique semblaient propices non seulement à rejeter l'État-providence démocratique et social pour le remplacer par un État minimaliste néolibéral, mais également à abandonner le modèle d'élaboration des politiques qui lui était lié, y compris le rôle croissant qu'y jouaient les sciences sociales appliquées.

Nous laisserons de côté la question de savoir jusqu'à quel point, à la faveur des pressions budgétaires constantes et des aléas économiques, des politiques essentielles nées à l'apogée de l'État-providence des années 1960 ont été abandonnées au profit de mesures de type néolibéral. Signalons, toutefois, qu'au-delà de certaines rivalités d'ordre politique la apparues dans un premier temps, les gouvernements entrants ont, presque sans aucune considération liée à l'alternance politique, continué à financer et à exploiter l'expertise en sciences sociales et la recherche en sciences sociales appliquées. 15

Depuis la fin des années 1970, dans certains pays, dont le Royaume-Uni (sous le gouvernement Thatcher), les dépenses liées à l'évaluation des politiques ont même augmenté: c'est ce qu'on a appelé la «deuxième vague» d'évaluation. Dans l'Union européenne, depuis la fin des années 1980, l'évaluation des fonds structurels accordés par l'UE aux pays membres a pris une ampleur considérable. Le modèle décisionnel sous-jacent, où l'importance donnée à la science conduit à vouloir donner une base scientifique à l'élaboration des politiques, a certainement été remis en cause depuis le milieu des années 1970 (nous y reviendrons dans la conclusion). Mais au

milieu de la tourmente socio-économique et budgétaire, les gouvernements avaient sans doute plus que jamais besoin des conseils et des analyses proposés par les sciences sociales. Edward Shils avait prédit en 1965 qu'il n'était « guère probable » que l'intégration du savoir des sciences sociales à l'élaboration de politiques publiques soit réversible, et l'histoire ne l'a pas contredit (Shils, 1965).

En revanche, il est certain que l'ordre du jour cognitif des sciences sociales appliquées s'est considérablement modifié depuis le milieu des années 1970. La recherche évaluative et les méthodes apparentées en sont emblématiques. Tandis que, durant les réformes de 1960, la recherche évaluative avait essentiellement pour mission d'optimiser les résultats et les performances d'une mesure ou d'un ensemble de mesures, elle est aujourd'hui chargée d'étudier l'efficacité d'une politique publique dans le but plus ou moins avoué de rendre son coût inférieur, voire nul. Afin de moderniser le secteur public en y appliquant les principes du secteur privé, l'accent a été mis sur le «retour sur investissement» et la théorie managériale, qui sont devenus les maîtres mots de l'évaluation au Royaume-Uni après 1979.

CONCLUSION

Après que la recherche en sciences sociales eut émergé au XIXe siècle, surtout sous forme d'étude en dehors du cercle des universités, elle s'établit en Amérique en tant que discipline universitaire au cours des premières décennies du XXe siècle. Depuis les années 1960, les sciences sociales appliquées ont connu une expansion internationale spectaculaire qui a bouleversé le paysage institutionnel de ces disciplines, y compris la place de la recherche universitaire, qui était jusqu'alors le lieu privilégié de la recherche en sciences sociales. Depuis les années 1960, on dénombre quatre secteurs engagés dans la recherche en sciences sociales. En premier lieu, les universités demeurent un lieu traditionnel de la recherche, où la recherche appliquée est surtout financée par des institutions traditionnelles telles que la National Science Foundation. La recherche universitaire, limitée par ses moyens et sa vocation, ne participe qu'épisodiquement au nouveau «marché de la recherche pour le compte des autorités ». Deuxièmement, dans la plupart des pays, il existe aujourd'hui un secteur non négligeable formé de sociétés privées de recherche à but commercial et de bureaux d'études qui se sont taillé la part du lion de ce nouveau marché des recherches commanditées. À ce propos, il convient de mentionner un nouveau type d'instituts de recherche hybrides fondés par des universitaires « en marge » des institutions de la faculté, dans une « zone trouble » quelque peu périlleuse entre la recherche commerciale et la recherche à but non lucratif. Troisièmement, des instituts de recherche publics ou semi-publics réalisent des études indépendantes pour les autorités. Enfin, quatrièmement, des équipes formées aux sciences sociales, le plus souvent dans le cadre des infrastructures d'analyse et de planification au sein même de l'administration, ont été formées pour commanditer et surveiller des études ou réaliser elles-mêmes des analyses, notamment évaluatives (évaluations internes).

Si la communauté des chercheurs en sciences sociales appliquées s'est étendue pour atteindre des effectifs sans précédent, elle a également connu une différenciation et une spécialisation selon les institutions, les partis pris d'analyse et les secteurs concernés par les politiques. Aux États-Unis, ce processus continu de spécialisation de la profession est rendu visible par la création de nombreuses associations professionnelles¹⁷ et revues spécialisées, alors que l'Europe est à la traîne dans ce domaine. Une conséquence de cette différenciation en secteurs selon différents critères est que le discours des communautés spécialisées respectives tend, dans une large mesure, à se limiter aux questions et aux angles qu'elles traitent au sein d'une «communauté» ad hoc qui se focalise sur un type particulier de politique ou de question. Formée de chercheurs, d'organismes finançant des recherches, et des gestionnaires ou des bénéficiaires du programme, ces communautés peuvent servir de «triangles de fer» susceptibles d'encadrer du point de vue conceptuel, méthodologique et financier une orientation de recherche donnée.

Ainsi, l'évolution des sciences sociales appliquée semble s'être heurtée à un paradoxe. Tandis que, compte tenu de la progression continue, voire exponentielle, des résultats de leurs recherches, les connaissances disponibles et le «savoir sociétal» s'accroissaient à une vitesse inédite, la communauté des sciences sociales ne cessait de se scinder en sous-communautés professionnelles spécialisées ayant tendance à se diviser plutôt qu'à se rapprocher lorsqu'il s'agissait d'exploiter et de synthétiser le savoir de toutes les disciplines des sciences sociales. De même, la capacité des sciences sociales appliquées à participer à l'accumulation de savoir et à la construction théorique des sciences sociales dans leur ensemble reste le plus souvent sous-exploitée.

Il convient de rappeler ici que l'ambition, certes herculéenne, des sciences de la politique telles que les concevaient Harold Lasswell et ses disciples au début des années 1950 (Lasswell, 1951) était essentiellement d'alimenter et d'exploiter le savoir de toutes les disciplines des sciences sociales d'une part, et, d'autre part, de les mettre en pratique dans le domaine politique et social. Malgré les progrès gigantesques que les chercheurs en sciences sociales ont faits depuis au sein de leurs divers groupements

professionnels et sous-communautés, la réalisation du vœu formulé par Lasswell d'intégrer et de synthétiser un savoir sociétal au potentiel progressiste n'est encore qu'une chimère.

Le «glissement épistémologique» des sciences sociales appliquées vers une perspective politique et administrative au détriment du «savoir sociétal»

Les sciences sociales classiques universitaires sont fondées sur trois exigences: premièrement, un choix autonome du contenu et des méthodes de recherche; deuxièmement, un financement indépendant, soit par des ressources de l'université, soit par des crédits alloués par la communauté scientifique tels que ceux de la *National Science Foundation*; troisièmement, l'exposition de la nature et des résultats de la recherche à un débat scientifique ouvert à l'appréciation des autres chercheurs.

La recherche en sciences sociales appliquées, surtout lorsqu'elle est commandée et financée par les pouvoirs publics, est susceptible de voir ces trois piliers ébranlés. Le contenu, les problématiques, voire les méthodes des recherches, sont en effet souvent largement fixés par l'organisme gouvernemental lorsqu'il commande une étude. Celui-ci apportant également les fonds nécessaires, l'autonomie des chercheurs est moins assurée («Qui paie les violons choisit la musique»). Enfin, les résultats des études réalisées sur commande sont souvent tenus secrets, ou du moins ne sont pas publiés, ce qui les soustrait au débat public et au jugement de la communauté scientifique. C'est pourquoi les sciences sociales appliquées, surtout dans le cas des études de commande, sont exposées à un «glissement épistémologique» qui peut les amener à succomber à un «processus de colonisation au cours duquel le point de vue et le cadre conceptuel de la bureaucratie» prennent le dessus (Elzinga, 1985).

On a également reproché à la recherche universitaire en sciences sociales appliquées, en particulier au sein même des disciplines, d'avoir cédé à un tel glissement épistémologique. En effet, dans les sciences à vocation politique notamment, le chercheur peut être tenté, sans doute inconsciemment, d'adopter la problématique, le cadre cognitif et l'horizon temporel de l'acteur et du contexte politiques qu'il étudie, perdant ainsi la distance analytique indispensable à un travail véritablement universitaire. 19

La perte d'autonomie cognitive et l'absence de débat ouvert sur les méthodes et résultats des recherches font naître le risque que ces travaux, pour adopter un point de vue normatif en sciences sociales, soient conduits sur la base de méthodes erronées («vite fait, mal fait») et tombent sous la coupe des instituts de recherche (Weiss et Wittrock,

1991), qui cherchent à tirer de la recherche un profit rapide, au détriment des méthodes et de la qualité de la recherche. Mais même du point de vue des intérêts de la société dans son ensemble, une recherche souffrant de faiblesses méthodologiques et dont les analyses refléteraient une obédience politique n'aurait que peu de valeur, puisqu'elle se contenterait de reproduire ce que les acteurs politiques savent déjà et encore mieux. En revanche, une recherche en sciences sociales appliquées dotée de moyens institutionnels et résolue à dépasser le cadre des politiques à court terme souvent imposé par les acteurs du pouvoir, mais aussi celui des «sujets brûlants» (pour reprendre les mots d'Harold Lasswell), est susceptible de renseigner sur les conditions, problèmes et solutions de l'action politique à long terme, contribuant ainsi plus largement à la connaissance de la société et de la politique.

Les sciences sociales appliquées et l'action politique : des liens de plus en plus étroits

En dehors des précédents historiques importants des sciences sociales appliquées et de leur interaction avec leur environnement social et politique, la progression spectaculaire des sciences sociales appliquées dans les années 1960 s'inscrivait dans un modèle scientiste d'élaboration des politiques, fondé sur une idée force: le savoir produit par les sciences sociales, par essence, supérieur (du point de vue épistémologique) aux autres sources de connaissances sur la société, était à même de guider la prise de décision politique. Ce modèle rejetait, voire remplaçait, les idéologies et les intérêts inhérents à la logique politique de l'élaboration traditionnelle des politiques publiques. Cette croyance en une «scientifisation» du processus de décision politique a été exprimée de manière révélatrice par Donald Campbell qui appelait à conduire les «réformes comme des expériences». Pendant une courte période, ce point de vue a été partagé par des membres éminents de l'élite politique et universitaire.

Cette foi en une « scientifisation » de l'élaboration des politiques a été déçue sur deux plans. D'une part, il est apparu que la logique politique, distincte de la logique scientifique, restait profondément ancrée dans le processus politique, non seulement empiriquement, c'est-à-dire dans le monde politique tel qu'il est, qui n'est guère susceptible de changer fondamentalement et restera lié au conflit d'intérêts, par nature politique, qui vise à déterminer « qui reçoit quoi, quand et comment » (Lasswell, 1936), mais aussi du point de vue normatif, car remplacer la logique politique par une logique scientifique irait à l'encontre des principes normatifs de base de la société démocratique pluraliste et ouvrirait la voie à une certaine techno-

cratie scientifique. Si la foi optimiste en une «scientifisation» du processus politique, matérialisée par la conduite temporaire d'expériences sociales à large échelle, a rapidement perdu de son aura, en revanche, elle laissa place à une autre idée que les intérêts socio-économiques et politiques, s'ils aspirent à être pris en compte dans le processus décisionnel, doivent «expliquer», voire «prouver», leurs exigences propres et les exposer au débat public et à la polémique.

D'autre part, il est apparu qu'au-delà de l'incapacité avérée des sciences sociales, dans un contexte socio-économique, social et politique de plus en plus complexe et mouvant, à produire les analyses et prévisions attendues, le fondement épistémologique même des sciences sociales, c'est-à-dire le modèle positiviste (calqué sur les sciences de la nature) sous-jacent, a été remis en question, ainsi que sa prétention à une élaboration scientifique des politiques publiques. Dans la mesure où la recherche en sciences sociales, quoique vouée à l'objectivité et à l'absence de jugement de valeur, est susceptible de se fonder sur des prémisses normatives impliquant un jugement qui guident le choix de l'objet, mais aussi les hypothèses et méthodes de la recherche, les chercheurs en sciences sociales doivent avoir conscience que leurs conclusions peuvent être influencées par le cadre normatif de leur étude. Sans souscrire à l'orthodoxie cognitive du positivisme d'un côté, ni au relativisme cognitif du constructivisme²⁰ de l'autre, mais en suivant le scientisme «réaliste» proposé par Imre Lakatos, la recherche scientifique, dans sa quête de vérité, peut être considérée comme un processus constant d'approximation et de validation progressant vers la «vérité», avant tout par le biais du débat et de la controverse universitaire.

Cette controverse même, qui se joue dans le monde politique entre les acteurs rivaux et les parties prenantes au sujet de la légitimité politique de leurs intérêts, ainsi que dans la sphère scientifique (et des sciences sociales) entre scientifiques au sujet de la valeur et de la validité scientifique de leurs travaux, est le lieu où se rencontrent les deux mondes de la politique et de la science et leurs deux logiques propres. Admises, ou attirées, dans l'arène politique et administrative, les sciences sociales appliquées se sont mises à jouer un rôle essentiel dans la prise de décision politique, en particulier à deux égards. Premièrement, elles ont apporté une contribution significative à la pluralisation du discours et du débat politique. En effet, le savoir issu des sciences sociales vient s'ajouter aux informations apportées par d'autres sources dans la société (par exemple les groupes d'intérêts) et est en concurrence avec elles pour être intégré au processus politique. Deuxièmement, si l'on abandonne l'idée première d'un processus politique fondé sur la science et de la supériorité (épistémologique) naturelle du savoir produit par les sciences sociales, l'interface de communication entre le politique et les sciences sociales peut être décrite au mieux par le modèle «pragmatique» ou «de

dialogue» de Jürgen Habermas, dans lequel les politiques et les chercheurs en sciences sociales se parlent et s'écoutent dans un processus d'apprentissage réciproque. Les chercheurs en sciences sociales peuvent faire confiance à leurs querelles (Weiss, 1991) en particulier du type complexe, contextuel et s'inscrivant dans le long terme, par opposition aux problématiques brûlantes à court terme (Lasswell, 1951) pour trouver une place dans le processus d'apprentissage politique et sociétal, ce qui pourrait finalement entraîner une «scientifisation» de la prise de décision politique, suivant une progression dont l'inversion serait peu probable.

NOTES

- 1. Pour un résumé détaillé de ce débat, voir : Wittrock et al., 1991, p. 28 sq.
- 2. Voir: Maier, 1965. La compétence généraliste que les étudiants de ces universités étaient censés acquérir est clairement définie dans un document administratif prussien de 1808, selon lequel un étudiant de sciences camérales «doit avoir étudié les sciences de l'État et les disciplines connexes, en particulier les sciences «de la politique» (Polizeiwissenschaften), la technologie, la statistique, la physique et la chimie expérimentales, la botanique et l'économie» (cité d'après Friedrich, 1970, p. 36).
- 3. Les sciences de l'État ont d'ailleurs profondément marqué les jeunes chercheurs américains en sciences sociales, qui étaient alors nombreux à faire leurs études dans des universités allemandes. « Pour eux, la *Staatswissenschaft* était comme une bouffée d'air frais printanier. Elle se distinguait par des concepts soigneusement définis et une analyse comparative, systématique et extrêmement professionnelle des données. Se différenciant nettement des sciences politiques didactiques, tournées vers l'éthique, qu'ils avaient connue au début de leurs études, la *Staatswissenschaft* les encourageait à croire qu'une recherche similaire à celle des sciences de la nature pourrait aboutir à la découverte des lois qui sous-tendent l'évolution et le développement politiques. » (Somit et Tanenhaus, 1982, p. 8).
- 4. American Historical Association (1884), American Economic Association (1885), American Statistical Association (1888), American Academy of Political and Social Science (1889), American Sociological Society (1903), American Political Science Association (1903) (Somit et Tanenhaus, 1982, p. 22 sq.).
- 5. Comme l'a noté le sociologue allemand contemporain Karl Mannheim, «la plupart des problématiques traitées par la sociologie américaine [sont issues] des besoins immédiats du quotidien. Le chercheur américain n'est pas un rat de bibliothèque; il est en contact avec les cours pénales et les institutions d'aide sociale, il vit avec les gangs, dans les ghettos et les quartiers pauvres» (Mannheim, 1932, p. 186 sq.).
- 6. En Allemagne, par exemple, il n'existait aucune chaire universitaire expressément dédiée à la sociologie avant 1914, et très peu ont été créées avant 1933. Aucune chaire de sciences politiques n'existait en Allemagne jusqu'en 1933 (Wagner et Wollmann, 1991, p. 62 sq.). De même, au Royaume-Uni, avant 1945, la sociologie n'était que rarement considérée comme une discipline universitaire à part entière,

et les sciences politiques étaient surtout philosophiques et institutionnelles (Bulmer, 1991, p. 152).

- 7. Pour un compte rendu plus détaillé pour chaque pays, voir : Wittrock *et al.*, 1991, et Wagner, 1991.
- 8. Pour l'Allemagne, voir Wagner et Wollmann, 1991, p. 69 sq.; pour le Japon, voir Watanuki, 1991, p. 223 sq.
- 9. Voir Ranney, 1968. Notons que Davin Easton, qui avait été l'un des fers de lance d'un béhaviorisme «purement scientifique», exempt de tout jugement de valeur, a par la suite radicalement récusé cette approche et revu sa position: «Nous ne pouvons plus accepter le principe scientifique idéaliste du béhaviorisme qui veut qu'en raison des limites de notre compréhension, toute application soit prématurée et nécessite des recherches fondamentales supplémentaires.» (Easton, 1969, p. 1055–1056).
- 10. Sur l'expérience d'impôt négatif sur le revenu menée dans le New Jersey, qui a coûté 8 millions de dollars, voir: Rossi et Lyall, 1978.
- 11. Voir: Wittrock *et al.*, 1991, p. 46 *sq.* et Wagner et Wollmann, 1986*b* pour d'autres exemples de développements dans des pays spécifiques.
- 12. Pour un ouvrage de référence, voir : Campbell et Stanley, 1963. Les deux auteurs sont psychologues.
- 13. Pour une analyse comparée de l'évolution de l'évaluation, voir Levine, 1981; Levine *et al.*, 1981; Wagner et Wollmann, 1986*a*; Derlien 1991. Sur ses fondements méthodologiques, voir le «classique»: Campbell et Stanley, 1963. Pour une récente discussion rafraîchissante des problèmes méthodologiques de la recherche évaluative, voir: Pawson et Tilley, 1997.
- 14. Certes, dans le cas du Royaume-Uni et des États-Unis, où le changement de régime a été particulièrement marqué, notamment du point de vue idéologique, les gouvernements Thatcher et Reagan associaient étroitement les spécialistes des sciences sociales (appliquées) au gouvernement sortant et étaient d'abord disposés à les «punir» en diminuant leurs subventions. Mais ces mesures punitives n'eurent qu'un temps.
- 15. Pour une analyse comparée de l'importance du revirement politique dans l'évolution de l'évaluation, voir: Wagner et Wollmann, 1986a.
- 16. Pour le Royaume-Uni spécifiquement, voir: Jenkins et Gray, 1991. Pour l'Allemagne, voir: Wollmann, 1989.
- 17. Operations Research Society of America (1952), Policy Studies Organization (1972), Association for Public Policy Analysis and Management (1979), Evaluation Research Society (1977) et Evaluation Network (1979). Ces deux dernières ont fusionné au sein de l'American Evaluation Association en 1987.
- 18. Dans le secteur de l'évaluation par exemple, les premières associations nationales n'ont été créées que récemment au Royaume-Uni, en Italie, en Suisse et en Allemagne.
- 19. Pour un exemple d'un tel débat interne à la discipline entre les «traditionalistes» et les chercheurs en sciences politiques, voir: Wagner et Wollmann, 1991, p. 85 sq.; Hartwich, 1985.
- 20. Sur ce débat de philosophie des sciences, voir: Wittrock, 1991, p. 344 sq.; Pawson et Tilley, 1997, p. 17 sq. et leur bibliographie. Sur la thèse «constructiviste», voir: Rein et Schon, 1991.

BIBLIOGRAPHIE

- BEN-DAVID J. 1971. *The Scientist's Role in Society: A Comparative Study*, Englewood Cliffs (New Jersey), Prentice Hall.
- Blume S. S., Hagendijk R. P., Prins A. A. M. (dir. publ.) 1991. Political Culture and the Policy Orientation in Dutch Social Science. Dans: Wagner P., Weiss C. H., Wittrock B., Wollmann H. (dir. publ.), *Social Science and Modern States*, Cambridge, Cambridge University Press.
- Brewer G. D., DeLeon P. 1988. *The Foundations of Policy Analysis*, Homewood (Illinois), Dorsey Press.
- BULMER M. 1991. National Contexts for the Development of Social-Policy Research: British and American Research on Poverty and Social Welfare Compared. Dans: WAGNER P., WEISS C. H., WITTROCK B., WOLLMANN H. (dir. publ.). Social Science and Modern States, Cambridge, Cambridge University Press.
- CAMPBELL D. T. 1969. Reforms as Experiments. Dans: *American Psychologist*, vol. 24, p. 409–429.
- STANLEY J. 1963. Experimental and Quasi-Experimental Evaluations in Social Research, Chicago (Illinois), Rand McNally.
- DELEON P. 1991. Political Events and Policy Sciences. Dans: WAGNER P., WEISS C. H., WITTROCK B., WOLLMANN H. (dir. publ.). Social Science and Modern States, Cambridge, Cambridge University Press.
- Derlien H.-U. 1990. Genesis and Structure of Evaluation Efforts in Comparative Perspective. Dans: RIST R. C. (dir. publ.), *Program Evaluation and the Management of Government*, New Brunswick (New Jersey), Transaction, p. 147–177.
- DROR Y. 1971. Design for Policy Sciences, New York, American Elsevier.
- DYE T. 1978. *Policy Analysis*, Tuscaloosa (Alabama), University of Alabama Press.
- EASTON D. 1991. The New Revolution in Political Science. Dans: *American Political Science Review*, vol. 63, p. 1051–1960.
- ELZINGA A. 1985. Research, Bureaucracy and the Drift of Epistemic Criteria. Dans: WITTROCK B., ELZINGA A. (dir. publ.). *The University Research System*, Stockholm, Almqvist et Wiksell, p. 191–217.
- FRIEDRICH H. 1970. Staatliche Verwaltung und Wissenschaft, Francfort (Allemagne), Europäische Verlagsanstalt.
- HABERMAS J. 1968. Verwissenschaftlichte Politik und Öffentliche Meinung. Dans: HABERMAS J., *Technik und Wissenschaft als Ideologie*, Francfort (Allemagne), Suhrkamp.

- Jann W. 1991. From Policy Analysis to Political Management: An Outside Look at Public-Policy Training in the United States. Dans: Wagner P., Weiss C. H., Wittrock B., Wollmann H. (dir. publ.). Social Science and Modern States, Cambridge, Cambridge University Press.
- LAKATOS I. 1970. Falsification and the Methodology of Scientific Research Programmes. Dans: LAKATOS I., MUSGRAVE A. (dir. publ.). *Criticism and the Growth of Knowledge*, Cambridge, Cambridge University Press.
- LASSWELL H. D. 1936. Politics: Who Gets What, When, How, New York.
- 1951. The Policy Orientation. Dans: LERNER D., LASSWELL H. D. (dir. publ.). *The Policy Sciences*, Stanford (Californie), Stanford University Press, p. 3–15.
- 1970. The Emerging Conception of the Policy Sciences. Dans: *Policy Sciences*, vol. 1, p. 3–14.
- LERNER D., LASSWELL H. D. (dir. publ.). 1991. *The Policy Sciences*, Stanford (Californie), Stanford University Press.
- LEVINE R. A. 1981. Program Evaluation and Policy Analysis in Western Nations: An Overview. Dans: Levine R. A., Solomon M. A., Hellstern G.-M., Wollmann H. (dir. publ.). *Evaluation Research and Practice*, Beverly Hills/Londres, Sage, p. 27–60.
- SOLOMON M. A., HELLSTERN G.-M., WOLLMANN H. (dir. publ.). 1981. *Evaluation Research and Practice*, Beverly Hills/Londres, Sage.
- MAIER H. 1966. *Die Ältere Deutsche Staats und Verwaltungslehre*, Munich (Allemagne), Piper.
- MERRIAM C. E. 1995. *New Aspects of Politics*, Chicago (Illinois), University of Chiocago Press.
- MAJONE G. 1991. Research Programmes and Action Programmes, or Can Policy Research Learn from the Philosophy of Science. Dans: WAGNER P., WEISS C. H., WITTROCK B., WOLLMANN H. (dir. publ.). Social Science and Modern States: National Experiences and Theoretical Crossroads, Cambridge, Cambridge University Press, p. 290–306.
- PAWSON R., TILLEY N. 1997. Realistic Evaluation, Londres, Sage.
- POPPER K. 1945. *The Open Society and its Enemies*, Londres, Routledge and Kegan Paul.
- RANNEY A. (dir. publ.). 1968. *Political Science and Public Policy*, Chicago (Illinois), Markham.

- REIN M., SCHON D. 1991. Frame-Reflective Policy Discourse. Dans: WAGNER P., WEISS C. H., WITTROCK B., WOLLMANN H. (dir. publ.). Social Science and Modern States: National Experiences and Theoretical Crossroads, Cambridge, Cambridge University Press, p. 262–289.
- RIST R. C. (dir. publ.). 1990. Program Evaluation and the Management of Government, Patterns and Prospects Across Eight Nations, New Brunswick (New Jersey), Transaction Publishers.
- ROSSI P., FREEMAN H. 1985. *Evaluation: A Systematic Approach*, Beverly Hills, Sage.
- SHILS E. 1965. The Calling of Sociology. Dans: PARSONS T., SHILS E. (dir. publ.). *Theories of Society*, New York, The Free Press.
- Somit A., Tanenhaus J. 1982. The Development of American Political Science from Burgess to Behaviorism, Boston (Massachusetts), Allyn and Bacon.
- Wagner P. 1990. Sozialwissenschaften und Staat: Frankreich, Italien, Deutschland 1870–1980, Francfort/New York, Campus.
- WOLLMANN H. 1986a. Fluctuations in the Development of Evaluation Research: Do 'Regime Shifts' Matter? Dans: *International Science Journal*, nº 108, p. 205–218.
- 1986b. Social Scientists in Policy Research and Consulting: Some Cross-National Comparisons. Dans: *International Science Journal*, n° 110, p. 601–617.
- 1991. Beyond Serving State and Bureaucracy: Problem-oriented Social Science in (West) Germany. Dans: Knowledge and Policy, vol. 4, p. 46–88.
- WAGNER P., WEISS C. H., WITTROCK B., WOLLMANN H. (dir. publ.). 1991. Social Science and Modern States, Cambridge, Cambridge University Press.
- Weiss H. C. 1991. Policy Research: Data, Ideas or Arguments? Dans: WAGNER P., Weiss C. H., Wittrock B., Wollmann H. (dir. publ.). *Social Science and Modern States*, Cambridge, Cambridge University Press.
- WITTROCK B. 1991. Summing Up: Social Sciences and Modern States.
 Dans: WAGNER P., WEISS C. H., WITTROCK B., WOLLMANN H. (dir. publ.). Social Science and Modern States, Cambridge, Cambridge University Press.
- WITTROCK B. 1991. Social Knowledge and Public Policy: Eight Models of Interaction. Dans: WAGNER P., WEISS C. H., WITTROCK B., WOLL-MANN H. (dir. publ.). *Social Science and Modern States*, Cambridge, Cambridge University Press.

- WAGNER P., WOLLMANN H. 1991. Social Science and the Modern State: Policy Knowledge and Political Institutions in Western Europe and the United States. Dans: WAGNER P., WEISS C. H., WITTROCK B., WOLLMANN H. (dir. publ.). Social Science and Modern States, Cambridge, Cambridge University Press.
- WOLLMANN H. 1989. Policy Analysis in West Germany's Federal Government. Dans: *Governance*, vol. 2, p. 233–266.
- (dir. publ.) 2003. *Evaluation in Public-Sector Reform*, Cheltenham/ Northampton, Edward Elgar.

21

La philosophie

Ru Xin (coordinateur) en collaboration avec Ye Xiushan, Teng Shouyao, Jiang Yi et Zhao Tingyang

Introduction

Au XX° siècle, période au cours de laquelle l'humanité a fait d'extraordinaires progrès en matière de civilisation et traversé de multiples conflits et crises socioculturels, d'énormes changements ont affecté la société et le domaine des sciences et techniques. Par voie de conséquence, la philosophie, reflet de l'esprit régnant à chaque époque, a aussi subi de profondes transformations. De nombreuses théories et écoles philosophiques nouvellement apparues offrent un tableau bigarré, reflétant la diversité de la culture humaine.

Ce chapitre vise à donner un aperçu des principales caractéristiques de la philosophie au XX° siècle. Premièrement, un certain nombre de grands courants philosophiques, qui ont vu le jour de l'Europe aux États-Unis et qui ont eu de profondes répercussions, ont donné lieu, en se penchant sur le monde scientifique, culturel et social, à tout un éventail de doctrines et de principes. Parallèlement, les différents types de philosophies se sont, d'une certaine manière, influencés mutuellement les uns les autres. Deuxièmement, les différentes traditions philosophiques ancestrales, régionales et nationales, ont conservé leur vitalité, tout en se renouvelant dans un souci de s'adapter à la société et à la culture modernes, sous l'influence des philosophies «exotiques» et en interaction avec celles-ci. En outre, elles ont apporté une contribution importante au développement de la philosophie et de la culture mondiales. Troisièmement, enfin, les principaux problèmes universels posés par la philosophie contemporaine ont, de par leur nature

même, déterminé le rôle actuel de la philosophie dans le développement culturel et social. Par ailleurs, alors que s'achevait le siècle dernier, ces questions ont porté à réfléchir aux perspectives de la philosophie et de la civilisation humaine.

LES GRANDES ÉCOLES PHILOSOPHIQUES DU XX^e SIÈCLE

La philosophie analytique

La philosophie analytique étudie les problèmes philosophiques tels que la réalité et le savoir par le biais d'analyses linguistiques et logiques. Le fait qu'elle soit en concurrence avec le courant humaniste d'Europe est l'un des traits dominants de la philosophie au XX^e siècle. La philosophie analytique est née de la critique de la philosophie spéculative du néohégélianisme par le réalisme au début du XX^e siècle. Historiquement, elle se rapproche des traditions philosophiques du positivisme et de l'empirisme de Hume. La logique moderne de ce siècle a doté la philosophie analytique d'un puissant outil de pensée. À l'origine, son objectif était d'arriver à la certitude de la science et du savoir, ainsi qu'à la transparence du langage. À cette fin, elle s'est tout d'abord appuyée sur les travaux du philosophe allemand Gottlob Frege. Ce dernier a critiqué le psychologisme, a fait la distinction entre Sinn et Bedeutung (sens et dénotation), a établi le système de calculs fondé sur les propositions et les prédicats, caractérisé par une quantification précise de la pensée et a affirmé que la logique est le principe de base sur lequel se fondent les études philosophiques, encourageant ainsi le «tournant linguistique» de la philosophie moderne. Les philosophes britanniques Bertrand Russell (illustration 103), George Edward Moore et le penseur autrichien Ludwig Wittgenstein ont été les véritables fondateurs du mouvement de la philosophie analytique. En utilisant son propre système logique de symboles, Russell a créé la méthode analytique de l'école du langage idéal et s'est distingué par son «atomisme logique». Sa «théorie de la description» s'est érigée en modèle de la philosophie analytique. Moore quant à lui a défendu le retour à un réalisme qui confirme le «sens commun» et a fortement attaqué l'idéalisme. Il a fondé la méthode de l'analyse conceptuelle du langage ordinaire. Enfin, au cours de sa vie, Wittgenstein a avancé deux différentes théories philosophiques qui ont exercé une influence directe à la fois sur l'école du langage idéal et sur l'école du langage ordinaire. Son Tractatus Logico-Philosophicus (Traité logico-philosophique, 1921) illustre La philosophie 781

sa première doctrine: il y développe « la théorie de l'image », selon laquelle le langage et le monde ont la même structure logique, et il enrichit l'atomisme logique de la théorie de la fonction de la vérité. En revanche, son dernier ouvrage, *Recherches philosophiques* (1952), met en avant la « théorie du jeu de langage », à propos de l'usage et des règles de la langue ordinaire, tout en considérant le langage comme une « forme de vie ».

L'empirisme logique et la philosophie du langage ordinaire

Dans les années 1920, le positivisme logique (plus tard appelé empirisme logique), en tant qu'école du langage idéal représenté par le Cercle de Vienne, a poussé le mouvement de la philosophie analytique à son extrême. Les principaux membres de cette école étaient Moritz Schlick, Rudolf Carnap, Herbert Feigl, Otto Neurath, Friedrich Waismann, Hans Hahn et Kurt Gödel. Il a eu pour manifeste inaugural La conception scientifique du monde : le Cercle de Vienne. L'école de Berlin, dont les représentants étaient Hans Reichenbach et Carl Gustav Hempel, ainsi que celle de Varsovie, représentée par Alfred Tarski, ont développé des idéologies similaires à celles du Cercle de Vienne. Plus tard, Alfred Jules Ayer et Frank Plumpton Ramsey, entre autres, ont introduit la philosophie du Cercle de Vienne en Angleterre, permettant ainsi à l'empirisme logique de se répandre largement dans le monde anglophone. Elle a également exercé une forte influence dans les pays nordiques. Ses principes de base sont les suivants: premièrement, il convient d'établir une nette distinction entre les propositions analytiques et synthétiques, et seules ces deux propositions ont un sens et constituent un savoir scientifique. Par conséquent, toute forme de métaphysique devrait être rejetée. Deuxièmement, la vérifiabilité du sens prépositionnel a été établie sur la base du réductionnisme empirique. Troisièmement, la philosophie n'est pas une science, mais plutôt une activité d'analyse logique de la langue visant à clarifier le sens des propositions. Quatrièmement, le principe défendu du physicalisme a pour but d'établir un système scientifique unifié fondé sur le langage physique.

La philosophie du langage ordinaire s'est construite en s'inspirant tour à tour des pensées de Moore et de Wittgenstein. Après les années 1950, elle est devenue le principe de base des écoles de Cambridge et d'Oxford. Elle s'oppose à la re-création d'un langage artificiel idéal et plaide pour l'élimination des confusions et des malentendus dans l'utilisation du langage par les philosophies classiques, à travers une analyse minutieuse de l'emploi de la langue ordinaire. La «théorie de la force illocutionnaire», créée par John Langshaw Austin, a initié le développement de la pragmatique. La philosophie du langage ordinaire soutient que l'analyse des langues est

étroitement liée à l'expérience comportementale humaine et qu'elle peut s'étendre aux champs éthique et socioculturel sans pour autant rejeter totalement la métaphysique. Peter Frederick Strawson a créé la «métaphysique descriptive» en se fondant sur sa conception performative de la vérité. Il a mis l'accent sur l'étude des structures de pensée actuelles afin d'offrir un cadre conceptuel au savoir et à l'éthique.

Le développement de la philosophie analytique aux États-Unis

À la veille de la Seconde Guerre mondiale, certains des principaux membres du Cercle de Vienne ont émigré aux États-Unis, d'où une rapide diffusion de l'empirisme logique dans le pays, qui a peu à peu remplacé le pragmatisme régnant alors. La philosophie pragmatique américaine, fondée par Charles Sanders Peirce et William James à la fin du XIX^e siècle, s'est étendue à différents domaines des sciences humaines et sociales sous l'influence de John Dewey au tout début du siècle suivant, jusqu'à former un système théorique complet. Celui-ci affirme la continuité et l'intégralité de l'expérience et soutient que la vérité plurielle et relative est utile lorsque l'on prend en compte l'environnement. Certes, l'empirisme et le béhaviorisme de cette doctrine diffèrent de l'empirisme logique, mais les deux se sont pourtant influencés mutuellement. L'empirisme logique a connu un nouvel essor en s'inspirant de l'analyse logique aux États-Unis. Les études menées par Reichenbach, Hempel et d'autres sur la rationalité de la science ont encouragé le développement de la philosophie des sciences.

Depuis les années 1950, l'empirisme logique a connu un déclin progressif en raison de problèmes à la fois inhérents et extérieurs à la philosophie analytique et à cause de ses propres difficultés théoriques internes. Au Royaume-Uni, il a dû s'effacer face au rationalisme critique et à la doctrine de la falsifiabilité de Karl Raimund Popper. Aux États-Unis, Willard van Orman Quine a critiqué la distinction stricte faite entre la vérité analytique et synthétique et le réductionnisme à propos de la vérification du sens, les deux postulats de l'empirisme. Il a mis en avant le principe de l'engagement ontologique et de la philosophie naturaliste du langage, transformant ainsi la philosophie analytique en pragmatisme logique. Il a également mis au point l'holisme du savoir scientifique et la doctrine de la relativité ontologique. La percée qu'il a effectuée dans le paysage théorique élémentaire de l'empirisme logique a permis de faire avancer la philosophie américaine post-analytique ainsi que la philosophie des sciences, dont les théories sur le sens de la vérité, ses interprétations et le monisme anomal de Donald Herbert Davidson, l'essentialisme et la doctrine du monde possible de Saul

Kripke, la théorie des actes de langage (*speech acts*) de John R. Searle, le réalisme interne de Hilary Putnam, l'historicisme sur la base de la révolution scientifique et la théorie du paradigme de Thomas Samual Kuhn, le pluralisme de Paul Karl Feyerabend et le néohistoricisme de Dudley Shapere. Le néopragmatisme et la doctrine de la culture de la postphilosophie de Richard McKay Rorty représentent un courant qui rejette radicalement les traditions de la philosophie analytique et correspondent à une tentative de faire émerger le scientisme et les tendances humanistes sur le continent européen.

La phénoménologie et ses courants de pensée

La phénoménologie est un grand courant philosophique qui a pour objet l'étude des actes de la conscience humaine. Elle prône l'analyse de la conscience, c'est-à-dire la description du phénomène. La phénoménologie a exercé une grande influence sur le développement de la philosophie en Europe au XX° siècle, ses techniques de description phénoménologique ayant été mises en œuvre à différents niveaux par d'autres écoles, telles que l'existentialisme, la philosophie herméneutique et l'anthropologie philosophique. Toutes ces applications sont considérées dans leur ensemble comme un vaste mouvement phénoménologique qui s'est développé tout au long du XX° siècle.

La phénoménologie de Husserl

Edmund Husserl est le fondateur de la phénoménologie, dont la philosophie consistait à chercher un fondement défini, nécessaire et absolu à la connaissance. Il prônait le «retour aux choses mêmes» et défendait la méthode de l'épochè dans l'élaboration de jugements sur l'existence du monde. Cette attitude consiste à décrire et à étudier chaque phénomène qui apparaît dans la conscience du moi empirique par l'intuition essentielle, à prouver la signification et la structure du savoir empirique, à étudier en profondeur la structure intentionnelle de l'ego transcendantal et ses actes de construction d'objets conscients ainsi que le monde par la réduction essentielle et la réduction transcendantale, afin d'établir une sorte de théorie stricte et nécessaire de la connaissance et, enfin, à obtenir un résidu phénoménologique dans la réduction transcendantale, qui est pure conscience, c'est-à-dire un ego transcendantal en tant que sujet de la phénoménologie transcendantale et ultime fondement de tout savoir. Vers la fin de sa vie, Husserl a avancé l'idée du Lebenswelt (le « monde de la vie »), théorie qui affirme que, selon une explication téléologique de l'histoire, la science en Europe au XX^e siècle, longtemps dominée par le positivisme et l'objectivisme, a perdu la subjectivité humaine et le sens de la vie, ce qui a permis à l'irrationalisme de l'envahir, d'où une crise totale de l'humanité. Husserl pensait que la philosophie devait étudier le monde humain de la vie afin de redonner un fondement rationnel au sens et à la valeur de la science et de la vie humaine. Cette doctrine a exercé une profonde influence sur la philosophie humaniste de l'Europe contemporaine.

L'existentialisme et la psychanalyse

L'existentialisme trouve sa source théorique dans l'irrationalisme de Soren Aabye Kierkegaard et de Friedrich Wilhelm Nietzsche au milieu et à la fin du XIX^e siècle et dans la méthode phénoménologique de Husserl. L'existentialisme vise à révéler l'existence authentique des êtres humains et à explorer la structure et le sens de l'existence humaine. Il a vu le jour en Allemagne dans les années 1920, s'est imposé en France durant et après la Seconde Guerre mondiale et s'est ensuite étendu à d'autres pays. Ses principaux représentants sont les philosophes allemands Martin Heidegger et Karl Jaspers, ainsi que le Français Jean-Paul Sartre (illustration 104). Heidegger était l'un des disciples de Husserl, mais s'est sensiblement démarqué de l'orientation théorique de son maître pour être le premier à étudier de près l'existence des êtres humains et à inventer une toute nouvelle idée du Sein (l'Être) se distinguant de la conception classique. Dans son ouvrage Sein und Zeit (Être et Temps, 1927), Heidegger critique l'ontologie traditionnelle et expose son ontologie fondamentale, enquêtant sur le sens de l'«Être» et de l'«être-là» (Dasein) par la phénoménologie. Il met également en lumière la réalisation de l'existence humaine et de l'historicité dans le temps à travers la compréhension du sens de l'«Être». Il remarque, en outre, que la crise des êtres humains contemporains repose sur le fait qu'ils ont perdu le sens de l'«Être» pour eux-mêmes en conquérant et en contrôlant les choses extérieures. Dans ses derniers travaux, tels que Über den Humanismus (Lettre sur l'humanisme, 1947), Holzwege (Chemins qui ne mènent nulle part, 1949) et Hinterwegs zur Sprache (Le chemin de la langue, 1959), Heidegger expose des idées clefs telles que : la vérité est le « dévoilement » du sens de l'« Être », le langage est «la demeure de l'Être» et le fondement de l'existence humaine. Il y critique aussi la conscience cybernétique et la civilisation technologique dans une conception non-anthropocentrique.

Jaspers quant à lui est un existentialiste théologique. Dans *Philosophie* (1932), *Der philosophische glaube angesichts der Offenbarung (La foi philosophique face à la révélation*, 1926) et d'autres travaux, il soutient que l'existence est liberté et compréhension. De plus, selon lui, en ayant

découvert les limites de leur propre existence en situation marginale, les êtres humains pourraient approcher un Dieu transcendantal. Dans L'Être et le Néant (1943) et La critique de la raison dialectique (1960) entre autres, Sartre met en valeur le fait que l'humanisme est au centre de la philosophie existentialiste, expose le principe de «l'être qui précède l'essence» et décrit la relation dialectique entre «l'en-soi» et «le pour-soi» et entre l'individu et la société. Il défend, en outre, le libre-arbitre et insiste sur la responsabilité engagée lorsqu'on l'exerce. Il tente de redonner, avec l'existentialisme, une place à l'humanisme au sein du marxisme. Sa pensée philosophique a eu d'énormes répercussions grâce à ses travaux littéraires et sa participation aux activités politiques de gauche.

La psychanalyse, inventée par Sigmund Freud au début du XX^e siècle, vise à découvrir les secrets de l'état mental irrationnel de l'inconscient humain. Elle décrit les instincts humains d'autoconservation et de désir sexuel en tant que force interne sous-tendant le comportement humain et voit en la suppression de la «libido» (désir et amour sexuels) l'origine des maladies mentales. La psychanalyse affirme que la créativité de la conscience humaine est capable de transformer les instincts réfrénés en une force spirituelle, la pierre angulaire de l'évolution et de la civilisation humaines. Des néofreudiens tels Carl Gustav Jung se sont ensuite consacrés aux études sur l'inconscient collectif et ont utilisé une sorte de psychanalyse sociale pour expliquer les processus sociaux et culturels. La psychanalyse a exercé une influence considérable sur le mouvement phénoménologique et sur les autres écoles philosophiques contemporaines.

L'herméneutique philosophique contemporaine

À l'origine, en grec, herméneutique signifie transmission et interprétation des ordres divins. Cette discipline a évolué de l'herméneutique classique à la méthodologie des sciences humaines. L'étude de Heidegger sur la compréhension et le langage comme fondements de l'existence humaine a permis à l'herméneutique de prendre un tour ontologique. Hans-Georg Gadamer, disciple de Heidegger, a fait paraître dès 1960 une série de travaux dont Wahrheit und Methode (Vérité et méthode), établissant ainsi l'herméneutique philosophique en tant qu'ontologie existentielle. Voici les idées principales qu'il développe: la compréhension est l'attribut essentiel de l'être et comprend le jugement, l'histoire et le langage, ce qui fait de la vérité de Heidegger en tant que «dévoilement» le principal contenu de l'herméneutique. La compréhension, en tant qu'existence historique, est présentée comme l'interaction dialectique du préjudice et de la tradition, qui sont élaborés dans des activités créatives pour constituer la conscience de

l'histoire effective. Le langage est le point central de la philosophie, l'être compréhensible est le langage qui est la conception du monde. En absorbant et en transformant la théorie du «jeu du langage», l'ontologie existentielle soutient que l'universalité linguistique de l'expérience du monde est une forme de vie, bien qu'elle revête une priorité ontologique. Le philosophe français Paul Ricœur, dans ses travaux tels que *Le conflit des interprétations* (1969) et *Hermeneutics and the Human Sciences* (1981), a créé l'herméneutique phénoménologique, qui associe sémiologie structuraliste, psychanalyse et théorie de l'acte de langage. Il affirme que la doctrine sur le monde de la vie, la phénoménologie transcendantale et l'ontologie existentialiste peuvent être combinées les unes avec les autres, mais il faut ajouter des liens cognitifs, ce qui peut être obtenu grâce à l'analyse de la structure sémantique du texte, axe de l'herméneutique. L'herméneutique philosophique contemporaine s'est largement répandue et a été amplement étudiée en Europe, aux États-Unis et dans bien d'autres pays.

Le structuralisme et le poststructuralisme

Le structuralisme est né de la théorie de la linguistique structurale. Il s'agit d'un courant philosophique qui applique la méthode de l'analyse structurale à l'étude des phénomènes sociaux, historiques et culturels. Il a été prédominant sur le continent européen dès les années 1950, rivalisant avec la phénoménologie et l'existentialisme. Le Suisse Ferdinand de Saussure en a été le pionnier, tandis que dans les années 1950, le fameux anthropologue français Claude Lévi-Strauss (illustration 105) utilisait les modèles de l'analyse structurale afin d'étudier les phénomènes socioculturels.

Les premiers pas du structuralisme

Dans ses ouvrages Anthropologie structurale (1958), La pensée sauvage (1962) et les quatre volumes des Mythologiques (1964–1971), Lévi-Strauss considère toutes les formes d'actes sociaux humains comme des phénomènes culturels caractérisés par des codes linguistiques. Il utilise les modèles de l'analyse structurale linguistique pour étudier les structures sociales et les cultures des sociétés primitives et, de là, définit la théorie philosophique du structuralisme. Il a mené des études sur le mariage et le système familial dans les sociétés primitives et soutient que les structures sociales et les phénomènes culturels résultent de la capacité structurelle innée de l'inconscient du plus profond de l'esprit humain. Cet inconscient n'est pas la pulsion instinctive irrationnelle décrite par Freud, mais une fonction intellectuelle inhérente à toute la race humaine lui permettant de construire des phénomè-

nes culturels consciemment et de disposer de structures aux niveaux à la fois naturel et culturel. Lévi-Strauss défend l'idée que la tâche de l'anthropologie structurelle est de chercher, à travers les activités conscientes des peuples, la structure intégrale de l'inconscient qui joue un rôle de conditionnalité dans la société et la culture, ce qui rend les études des sciences sociales et humaines aussi précises que les sciences naturelles.

Le psychologue et philosophe suisse Jean Piaget a commencé à publier dans les années 1950 son ouvrage en trois volumes *Introduction à l'épisté-mologie génétique*, dans lequel il se penche sur l'origine et sur le processus de développement de la cognition et sa structure, en utilisant la méthode de l'analyse structurale. Il définit la «structure» comme un système de conservation dynamique en intégralité, qui consiste en un certain nombre de règles de transformation et qui est capable de s'autoréguler. Il explique que la cognition est issue de l'interaction entre le sujet et l'objet et représente en elle-même un processus de construction créatif, passant d'une structure simple de bas niveau à une structure complexe de haut niveau. Ce faisant, à travers l'action homéostatique d'assimilation et d'accommodation, les modèles de cognition du patient peuvent graduellement approcher la structure de l'objet. Un tel processus de construction est sans fin.

Le poststructuralisme

Le poststructuralisme, critiquant la métaphysique traditionnelle, oppose les idées de structures fixes et de centres de structure. L'un de ses représentants, le philosophe français Jacques Derrida, a établi la théorie de la déconstruction dans une série de travaux dont *La grammatologie* (1967), *La dissémination* (1972) et Marges de la philosophie (1972). Il remarque que l'erreur du logocentrisme a parcouru différents types de métaphysique et que le fait que le structuralisme prenne la phonétique comme thème central relève en réalité aussi de la tradition métaphysique. Il soutient qu'il est nécessaire de déconstruire tous les systèmes philosophiques tournant autour de la structure et de les débarrasser de tous leurs éléments socioculturels. Il insiste sur le fait que le langage écrit, à savoir les symboles visuels que sont les lettres dans l'espace, est supérieur au langage oral. La différence entre les symboles linguistiques, selon Derrida, serait une sorte de «différence diachronique» (temporisation), exposée de façon dynamique dans «l'expérience de la vie» décrite par la phénoménologie. La signification du langage est une trace qui peut être effacée et renouvelée sans cesse et tout langage écrit est l'inscription de la «trace». La théorie de la déconstruction de Derrida s'étend à la littérature, à l'art et aux questions socioculturelles, c'est pourquoi elle a exercé une influence particulière sur les théories littéraires et esthétiques en Europe et aux États-Unis.

La diversité du structuralisme

Le structuralisme relève lui-même de plusieurs autres théories. Le philosophe français Jacques Lacan a fait évoluer la psychanalyse grâce au structuralisme. Il pensait que l'inconscient possédait une structure linguistique et que la théorie de l'inconscient de Freud pouvait être décrite dans des termes précis selon la règle du signifiant et appliquée aux sciences humaines de façon plus souple et plus efficace. Selon lui, l'inconscient est le fruit des échanges entre le sujet et l'autre (les autres, les autres êtres et plus particulièrement l'ordre du langage). Ainsi, l'inconscient est le discours de l'autre et sa structure linguistique est la structure physique commune à tous. Michel Foucault, autre philosophe français, s'est intéressé à la psychiatrie, à l'histoire des idées et des problèmes socioculturels de manière inédite dans certains de ses ouvrages, dont Les mots et les choses (1966), établissant une théorie du discours et de l'«archéologie du savoir». Selon lui, toutes les choses et tous les comportements humains dépendent du lien entre les mots, pour leur structure interne, et entre les choses, pour les phénomènes extérieurs. Leur structure dans l'espace du savoir est l'«épistémè». Les trois types d'épistémès qu'ont connus l'intelligence et la culture en Europe depuis la Renaissance reposent chacun sur ses propres principes respectifs pour l'organisation du savoir, même s'ils relèvent tous de l'anthropocentrisme. Le but des sciences humaines contemporaines est de créer, par l'analyse de l'exploration humaine de la nature de la vie et du travail, une épistéme qui ne place pas les hommes au centre de la réflexion, mais qui se contente de décrire l'ordre du discours, de confirmer l'unité de la rationalité et de l'irrationalité et de permettre de croire aux changements brusques et accidentels de l'épistémè et à la discontinuité de l'histoire, ce qui fait des études sur l'histoire de la civilisation une sorte d'« archéologie du savoir ».

L'Américain Noam Chomsky, pour sa part, a créé la théorie inédite de la grammaire transformationnelle et générative. Il a mis en évidence les structures superficielles et profondes du langage, ainsi que toute une série de systèmes de règles pour leur production et leur transformation. Sa théorie est reconnue comme un bouleversement de la linguistique théorique contemporaine et peut s'appliquer à de nombreux domaines. Cette grammaire universelle ou philosophique qui lui est propre est fondée sur la philosophie de l'esprit, qui conjugue rationalisme et naturalisme biologique. Selon Chomsky, la compétence et la structure linguistique innées sont le miroir de l'aptitude et de la structure internes de l'esprit humain. Il s'agit donc d'un don génétique naturel inhérent au cerveau humain.

La philosophie marxiste

Apparue au milieu du XIX^e siècle, la philosophie marxiste n'a cessé de se développer avec un dynamisme durable et a exercé une grande influence sur le siècle suivant. Toujours perceptible dans les différentes versions du matérialisme dialectique et du matérialisme historique, elle prône la pratique en tant que source du savoir et en tant que critère permettant d'accéder à la vérité. Selon le marxisme, l'être social détermine la conscience sociale et finit par expliquer tout phénomène historique à la lumière de l'économie et des relations sociopolitiques. Le marxisme a développé cette théorie en ne cessant de commenter les progrès du savoir naturel et social. Avec la volonté théorique de transformer le monde, la philosophie marxiste a défendu la révolution et l'instauration du socialisme dans un grand nombre de pays, devenant la théorie dominante dans l'idéologie sociale de ces nations. Entretemps, certains penseurs en Europe et aux États-Unis ont étudié, révisé et «complété» la philosophie marxiste de différentes façons, en la faisant entre autres choses concorder avec les idées d'autres écoles philosophiques et en effectuant de nouveaux travaux et de nouvelles critiques du processus social du capitalisme contemporain. Le résultat en a été l'émergence d'un certain nombre de doctrines de ce que l'on a appelé le «marxisme occidental».

Le développement de la philosophie marxiste dans les pays socialistes

G. V. Plekhanov diffusa la philosophie marxiste en Russie. Avec le matérialisme historique, il a en outre apporté de nouvelles contributions aux études sur la structure de la société. Lénine a ensuite développé les principes élémentaires du marxisme. Il a étudié les nouvelles découvertes ainsi que la crise théorique des sciences naturelles au début du XXe siècle, le matérialisme scientifique poussé et le réflexionnisme, en mettant en évidence les catégories fondamentales du problème, de l'expérience, de la vérité et de la pratique. Il a également avancé l'idée de l'unité entre la dialectique, la logique et l'épistémologie, en menant des études pointues sur les lois élémentaires et les catégories de la dialectique matérialiste. Il a développé la doctrine marxiste de l'État, étudié la structure socio-économique pour la période de transition socialiste, dont la nécessité d'utiliser des moyens tels que le «capitalisme d'État», et révélé la loi spécifique de la construction socialiste et culturelle. Selon lui, cette dernière doit impérativement hériter des traditions et des progrès de la culture mondiale et les prolonger. Cependant, Staline a parfois interprété de manière dogmatique la philosophie marxiste et fait des déclarations erronées sur la réalité sociale, ce qui a eu des répercussions négatives

sur la cause socialiste. Mao Tsê-Tung, à la lumière de l'éclairage actuel de la révolution chinoise, a développé une philosophie marxiste originale imprégnée de la culture de son pays, dont le credo est de « chercher la vérité dans les faits». À travers la critique du dogmatisme, il a fondé les doctrines de la pratique et de la contradiction. Il s'est intéressé de près à l'extrême importance de la pratique dans l'épistémologie active et dialectique. En outre, il a beaucoup étudié la loi de l'unité des opposés, qui se trouve au cœur de la dialectique matérialiste. Sa théorie sur la bonne façon d'appréhender les conflits intérieurs parmi les peuples prend en compte les contradictions élémentaires de la société socialiste et les principes permettant de traiter les différents types de contradictions. Sa pensée joue encore un grand rôle dans la construction du socialisme chinois. Dans les pays socialistes, les philosophes ont travaillé à intégrer cette nouvelle expérience de la pratique sociale, ainsi que les avancées en matière de sciences et techniques et de culture, tout en attachant une importance certaine au dialogue avec leurs homologues issus d'autres pays dans un souci d'enrichir et de développer la philosophie marxiste dans plusieurs branches du savoir pour en faire un système théorique précis et ouvert.

La philosophie humaniste de la praxis

Alors qu'il était incarcéré par le gouvernement fasciste, l'Italien Antonio Gramsci a rédigé ses Quaderni dal carcere (Cahiers de prison, 1929–1935), ouvrage dans lequel il aborde longuement des problèmes philosophiques, historiques, politiques et culturels. Il met en évidence le monisme de la praxis. Conformément au «principe de totalité» de l'historicisme, il affirme que le sujet et l'objet, ainsi que la théorie et la pratique, s'assemblent dans les activités sociales et spirituelles des peuples. Il s'oppose au déterminisme mécanique en économie et pense que l'histoire sociale est un processus au cours duquel la base économique, la politique et l'idéologie sociale interagissent de manière dialectique. Il critique les contrôles de l'idéologie et de la culture dans la société capitaliste, prône la démocratie sociale, souligne l'importance du rôle de l'idéologie et de la culture sociale dans le combat révolutionnaire et incite les intellectuels à former une alliance historique avec les masses populaires afin de mettre en place un nouveau système qui permettra la libération de l'homme et restaurera la moralité. Le philosophe hongrois Georges Lukacs, dans son ouvrage Histoire et conscience de classe (1923) notamment, définit la praxis comme la catégorie philosophique centrale selon le principe de totalité et considère l'«aliénation» comme la principale catégorie permettant de critiquer le capitalisme. Il soutient que le prolétariat doit acquérir une conscience de classe lui permettant de rechercher

la totalité, de dépasser l'aliénation et de réaliser sa propre libération, ainsi que celle de l'humanité entière, dans les activités de réforme de l'histoire afin d'atteindre l'unité du sujet et de l'objet, de la liberté et de la nécessité, de la théorie et de la pratique. En conséquence, l'histoire acquiert également sa propre conscience. Lukacs a même été plus loin en appliquant sa philosophie aux études sur l'esthétique et aux théories de la littérature et de l'art. Sa philosophie a exercé une forte influence sur les théories du «marxisme occidental» et les courants humanistes du mouvement socialiste.

La théorie critique de la société par l'école de Francfort

Parmi toutes les écoles du «marxisme occidental», l'école de Francfort a été la plus influente et celle qui a eu la plus longue histoire. Elle s'est formée en 1923 lorsque l'Institut de recherche sociale de l'université de Francfort a été créé en Allemagne. Ses plus illustres défenseurs étaient Max Horkheimer, Herbert Marcuse, Theodor W. Adorno, Jürgen Habermas et Alfred Schmidt. En 1924, l'Institut a été déplacé aux États-Unis, où il est demeuré jusqu'à 1950, date à laquelle il s'est réinstallé en Allemagne. Après les années 1970, il a cessé d'exister en tant qu'école unifiée en raison de fortes divergences entre ses membres.

À l'origine, les membres de l'école de Francfort dénonçaient la dictature fasciste du fait qu'elle détruisait la rationalité. Par la suite, ils ont essentiellement mené des études sur les caractéristiques et les crises des sociétés industrielles développées du capitalisme contemporain, créant la théorie critique de la société. Ils affirmaient accepter certains des principes de Marx, dont la doctrine sur l'aliénation du travail en réaction contre le capitalisme. Dans le même temps, certains éléments de l'existentialisme, de la psychanalyse, de la philosophie du langage ordinaire et de l'herméneutique ont pénétré leur théorie. Ils critiquaient la technocratie, l'aliénation humaine et ont modifié les dimensions économiques, politiques et culturelles de l'idéologie. La Dialectique de la raison de Horkheimer et Adorno dénonce la «théorie traditionnelle», fondée sur la rationalité instrumentale, qui a entraîné les effets négatifs de la transposition des êtres humains en choses dans la civilisation technologique. Marcuse souligne que la société industrielle développée est une société technocratique unidimensionnelle, qui débouche sur une pensée unidimensionnelle visant à contrôler l'idéologie. Selon Marcuse, l'homme unidimensionnel perd son sens critique de la raison et se voit réduit à être l'esclave des choses matérielles.

Habermas a avancé la théorie de la «rationalité de la communication» et tenté d'éliminer la «crise de la législation», de réformer la structure de la société et d'élaborer un style de vie en exposant la nature humaine par le

biais d'une structure de communication libre. Selon l'école de Francfort, dans les sociétés industrielles développées contemporaines, les sciences et techniques sont extrêmement développées, l'État joue un grand rôle dans l'intervention sociale et la composition des classes a subi d'énormes changements: c'est pourquoi la transformation de la société devrait concerner en priorité le domaine de l'idéologie.

LES TRADITIONS PHILOSOPHIQUES NATIONALES ET CULTURELLES

La philosophie indienne

Au XX° siècle, la philosophie indienne est entrée dans une ère où la philosophie traditionnelle a rejoint la philosophie occidentale, s'inspirant tout particulièrement de la philosophie analytique et des courants existentialiste et phénoménologique. Bien des grands philosophes de l'Inde moderne, tels que Rabindranath Tagore (illustration 106), Mohandas K. Gandhi, Aurobindo Ghose, Krishnachandra Bhattacharya et Sarvepalli Radhakrishnan, n'étaient pas seulement des spécialistes de la philosophie indienne mais avaient également une bonne connaissance des philosophies et des cultures d'Europe et des États-Unis. La plupart d'entre eux ont vérifié par eux-mêmes les nombreux «faits scientifiques» et méthodes empiriques dans le monde moderne et ont tenté d'expliquer leurs propres traditions selon une nouvelle perspective. Certains d'entre eux sont même revenus à la tradition après des études poussées sur les sciences occidentales, pensant que les principes de la philosophie indienne traditionnelle sont, en quelque sorte, liés à ceux de la philosophie contemporaine.

La philosophie indienne traditionnelle remonte aux anciennes conceptions religieuses décrites dans les *Upanishad*. Elle est à la recherche d'une valeur surnaturelle ou d'une valeur de l'autre monde par le moyen d'une attitude méditative dépassant la raison. Influencée par cette tradition védique, la philosophie indienne moderne est fondamentalement moniste, tandis que sous l'impact de la pensée occidentale, la philosophie religieuse a acquis des caractéristiques séculaires. Radhakrishnan, principal interprète d'une *advaita* reconstruite, pensait que lorsque la «réalité» est liée à ellemême ou considérée comme une possibilité infinie, c'est l'«Absolu» en tant qu'objectif recherché par la philosophie. Lorsqu'elle est liée à la création ou à la possibilité apparaissant en fait sous forme de création, l'«Absolu» devient le créateur, la sagesse, l'amour, le bien et le divin, les buts de la

religion. Quelques philosophes indiens soutiennent que bien que le monde ne soit pas la priorité divine, il est réel et non illusoire parce qu'il est déterminé par la volonté de Dieu, d'où la preuve de l'existence de ce dernier. Cela signifie que l'homme et le monde empirique de son existence sont étroitement liés à la réalité transcendantale. L'ordre de développement de la corporéité n'est pas mécanique, mais il a cherché à atteindre un certain but. Ainsi, la répression de la nature corporéiste détruirait la réalité spirituelle suprême. Tout en essayant de redéfinir les idées védiques, Ghose souligne que seule la corporéité peut permettre à l'ego de se développer et d'interagir avec les «êtres universels», ou avec l'ego de tous les autres individus, et à la conscience humaine et à l'existence de ne cesser de se développer jusqu'à ce que leur identité soit révélée grâce à Dieu. Cette évolution dans leur position d'origine a mené au fait que les philosophes indiens modernes ne prêtent plus seulement attention au niveau transcendantal, au rejet de l'expérience et au déni des considérations séculaires. Au contraire, ils réconcilient ces deux visions et appellent à l'éducation des êtres humains par la philosophie, une attitude tournée vers le monde et une méthode d'observation des choses différentes de celle de l'homme de la rue. Certains pensent qu'une fois que les gens seront amenés, par le savoir philosophique, à comprendre qu'ils sont unifiés avec toute autre chose, leur conception de la possession changera immédiatement. On a donné des explications modernes à un certain nombre de concepts essentiels de la philosophie indienne, tels que *karma*, «renaissance», «vie éternelle» et «délivrance». Ghose et d'autres ont expliqué le karma d'un point de vue existentialiste: il s'agit d'un obstacle posé par les hommes à leur propre liberté. Bien qu'ils aient été limités par le *karma*, les hommes sont également capables de créer un avenir et d'atteindre la liberté totale en supprimant l'obstacle.

Tagore et Radhakrishnan, quant à eux, ont analysé les différentes situations de l'existence humaine en décrivant les souffrances, les anxiétés, les peurs et les inquiétudes de la vie. Selon eux, les êtres humains découvriront le vrai sens de la vie s'ils vivent en eux-mêmes et s'ils ne se plaignent pas. Gandhi, enfin, prône une philosophie de la non-violence. Il condamne la violence qu'il qualifie de loi des brutes parce qu'elle provoque la douleur dans toute vie par la colère ou l'égoïsme. Il défend au contraire la non-violence, loi de notre espèce, car ses principes élémentaires reposent sur ce qu'il y a de bon dans le respect de soi, qui s'applique également à l'univers entier. Il explique que la non-violence ne signifie pas capituler devant le mal. Cela ne signifie pas non plus établir un compromis avec la violence. Cette compréhension activiste de la non-violence a donné une nouvelle naissance à la pensée indienne, traditionnellement partisane de la quiétude et de la négation. La philosophie indienne antique se préoccupait seulement

d'une vie permettant d'échapper à la réalité, tandis que les philosophes indiens modernes soulignent le lien existant entre la philosophie et la vie séculaire. La pensée indienne moderne insiste sur le fait que la philosophie est capable de promouvoir une vision du monde. Elle relève donc à la fois d'une analyse traditionnelle et d'inspirations positives pour le comportement et le style de vie.

Au niveau épistémologique, les philosophes indiens modernes ont été à la fois influencés par les théories occidentales du savoir et par leurs propres traditions. Cependant, la plupart d'entre eux sont incapables d'accepter entièrement la méthodologie dominée par la raison scientifique occidentale. Ils soulignent le fait que l'homme finit par devoir saisir la réalité en comprenant les esprits et le soi supérieurs, bien que l'expérience sensorielle et la cognition rationnelle soient utiles en tant que source de connaissance dans la vie réelle. Radhakrishnan a mis en évidence le fait que la pensée rationnelle prend pour prémisses la dualité du sujet et de l'objet et que, pour comprendre la réalité moniste, ce processus cognitif qui sépare toujours le sujet et l'objet de la cognition ne peut être utilisé. Bhattacharya note cependant que la «cognition» n'a jamais été un état passif, mais plutôt une intense activité exposant la libre association du sujet avec l'objet. Selon lui, on peut donc en déduire que la science n'est pas la cognition, car elle coupe toujours ses liens avec le sujet et ne souligne que la factualité et l'objectivité. D'autres philosophes contemporains, sous l'influence d'Henri Bergson, ont cessé de voir l'intuition comme une sorte de capacité mystique, mais la considèrent comme le type parfait de l'activité mentale qui peut s'étendre et approfondir le processus de perception à des régions inaccessibles pour les organes sensoriels. Dans la compréhension intuitive, la différence entre le sujet et l'objet s'efface à mesure que leur dualité disparaît.

La philosophie chinoise

En 1911, la dernière dynastie féodale de Chine fut renversée et remplacée par une république en février 1912. La philosophie de la Chine du XX^e siècle a donné lieu à un processus de fusion ou de dialogue entre la philosophie occidentale moderne et la philosophie chinoise elle-même. La philosophie occidentale moderne a été introduite pour la première fois en Chine en 1897, avec la traduction de l'ouvrage d'Huxley, *Évolution et éthique*, qui a été rapidement suivie de la traduction des travaux de Spencer, de Darwin et bien d'autres. Au tout début du XX^e siècle, Schopenhauer, Kant, Nietzsche et Rousseau ont fait leur apparition en Chine. Lors de la décennie suivante, d'importants ouvrages de Bacon, Descartes, Spinoza, Berkeley, Hume, James, Bergson, Russell, Dewey, Marx, Bakounine et Kropotkine (le défenseur de la

philosophie anarchiste) étaient disponibles en Chine. Lorsque le mouvement commença à gagner en ampleur, Dewey fut invité à donner des conférences en 1919 et 1920. Il en fut de même pour Russell en 1920 et chacun avait ses défenseurs et ses opposants.

Une partie de la pensée occidentale a fortement influencé la révolution de 1911 ainsi que le Nouveau mouvement culturel. À titre d'exemple, Sun Yat-sen (illustration 107), père de la révolution de 1911, prônait la théorie de l'évolution de Darwin. Ses principes du *Tienhsia Weigong* (le monde appartient à ses peuples) et du *Tienhsia Datong* (la grande unité du monde) étaient de toute évidence un mélange d'évolutionnisme et de confucianisme. Hu Shi, disciple de Dewey et l'un des initiateurs du Nouveau mouvement culturel, a fidèlement suivi la conviction de Dewey selon laquelle la vérité est un instrument permettant de supporter les situations réelles. Sa devise était la suivante : «Cherchons plus à comprendre les problèmes qu'à nous perdre en théorie». Li Dazhao, cofondateur du Nouveau mouvement culturel, a été le premier à initier les jeunes chinois au marxisme et a largement défendu ce courant de pensée.

Le matérialisme de Marx et l'interprétation matérialiste de l'histoire sont devenus à la mode vers la fin des années 1920. À partir de la seconde moitié du XX^e siècle, cette conception était le principal courant philosophique en Chine. En tant que système ouvert, le marxisme, tout en s'adaptant aux caractéristiques locales de la Chine, a absorbé la crème de la philosophie traditionnelle chinoise et les plus grandes avancées des civilisations étrangères. Parallèlement, lors de la première partie du XX^e siècle, la philosophie traditionnelle chinoise, qui comprenait principalement le confucianisme, le bouddhisme et le taoïsme, s'est renouvelée dans son contenu et sa forme au contact de la philosophie occidentale. Après avoir mené des études comparatives sur les philosophies orientale et occidentale, plusieurs érudits, qui connaissaient bien à la fois la philosophie confucianiste et la philosophie occidentale, ont dit que cette dernière avait ses défauts et ne devait pas être considérée comme évidente. Il convenait d'y apporter certains changements. Ils ont fondé de nombreuses théories néoconfucianistes modernes en ajoutant leurs propres caractéristiques respectives à la philosophie traditionnelle, tout en y intégrant le rationalisme de la culture et de la philosophie occidentales.

Liang Suming, en assimilant la philosophie sur la vie de Bergson, a créé son propre «néoconfucianisme». Sa conférence intitulée «Les civilisations de l'Orient et de l'Occident et leurs philosophies» a fortement attiré l'attention. Son «néoconfucianisme» souligne le fait que l'idéal chinois du «Milieu» (l'harmonisation des passions) hérite à la fois des philosophies occidentale et indienne. Xiong Shili a fondé la «nouvelle doctrine de la seule conscience». En réalité, sa philosophie est un mélange de l'idéa-

lisme bouddhiste, du mentalisme de Wang Yangming et de la pensée de Bergson. Les nombreux termes philosophiques qu'il a employés viennent soit du *Livre des changements*, soit de la seule école bouddhiste de la conscience, tandis que certains de ses concepts philosophiques de base, tels que l'«unité de la substance et de la fonction» et la «primauté de l'esprit original» sont issus du néoconfucianisme des dynasties Song et Ming. Sa philosophie évite tant la bifurcation de Zhu Xi sur le principe et la force matérielle, que la soumission de la force matérielle à l'esprit, prônée par Wang Yangming, introduisant ainsi une vision du changement dynamique dans le néoconfucianisme. Feng Youlan, qui avait étudié la philosophie à l'université de Columbia, a établi le nouveau confucianisme rationaliste qui transforme les principes philosophiques du confucianisme en concepts logiques et formels. Il mêle réalisme et logique occidentaux, négativisme et transcendantalisme taoïstes, et affirme que les piliers théoriques de sa philosophie sont les quatre catégories métaphysiques de base: (1) le «principe», qui appartient au domaine de la réalité plutôt qu'à l'actualité; (2) la force matérielle, qui est le fondement du concept d'existence; (3) le *Tao*, qui est une opération universelle et un univers changeant en amélioration constante; et (4) le Grand Tout, dans lequel chacun est tout et tout est chacun, qui est la réalité transcendante suprême. He Lin, quant à lui, a apporté d'importantes contributions à la diffusion et l'étude de la philosophie occidentale, en particulier l'hégélianisme, en Chine. Entre les années 1930 et 1940, il a défendu un programme de «néoconfucianisme» dans lequel il soulignait la nécessité de réformer le vieux confucianisme. de le dépoussiérer et de le remplacer par un nouveau en lui faisant intégrer les éléments positifs de la philosophie et de la culture occidentales afin de répondre aux besoins de l'époque et de faire revivre la culture nationale. Il a avancé la théorie du sujet en tant qu'«esprit logique» et a réclamé l'intégration de la cognition, de la moralité et du sentiment de l'esthétisme chez le sujet logique, ainsi que l'unification dynamique de la connaissance et de la pratique. Il voyait l'intelligence et la moralité comme l'essentiel, l'entreprise économique comme l'utilisable.

Le néoconfucianisme moderne, mentionné ci-dessus, présente les trois évidentes caractéristiques théoriques suivantes: (1) il s'inscrit dans la lignée du holisme et du monisme de la philosophie traditionnelle chinoise, dans un souci de contrer le dualisme de la philosophie occidentale et du bouddhisme; (2) il met en valeur la cognition intuitive de la philosophie traditionnelle chinoise et souligne l'importance de la capacité d'intuition et de toute la cognition; et (3) il prône que la nature, l'existence et la vie humaines, en tant que parties intégrantes de la réalité fluide et changeante, bougent et se modifient. Par conséquent, les codes éthiques et les principes moraux du confucianisme traditionnel devraient également être révisés et

adaptés afin de permettre aux hommes de sans cesse améliorer leur vie spirituelle intérieure et d'être ainsi prêts à relever les défis du monde extérieur et de la vie moderne en société.

À la fin du XXe siècle, un plus grand nombre de philosophes chinois ont obligatoirement et systématiquement classé et étudié la philosophie chinoise traditionnelle, c'est-à-dire le confucianisme, le taoïsme, le bouddhisme et les autres écoles de pensée selon les conceptions marxistes. Hou Wailu, qui avait largement contribué à la diffusion du marxisme en Chine avec sa traduction du Capital (vol. I) de Marx, a publié son ouvrage en cinq volumes intitulé L'Histoire des idées en Chine (en collaboration avec Du Guoyang), qui est souvent cité comme une remarquable application de l'interprétation marxiste de la philosophie chinoise. À travers l'analyse, ils ont séparé le bon grain de l'ivraie et retenu l'essence de la philosophie traditionnelle. Ils ont également attaché une certaine importance à deux études en particulier. Tout d'abord, ils ont étudié les relations entre la philosophie chinoise traditionnelle et la modernité dans un souci de découvrir la voie rationnelle permettant de poursuivre les extraordinaires découvertes de la pensée traditionnelle, en l'intégrant au système culturel socialiste et lui permettant ainsi de jouer un rôle positif dans la construction de la modernité. Par ailleurs, ils ont également mené des études comparatives sur la philosophie traditionnelle chinoise et les philosophies étrangères afin de trouver la signification et la valeur de la philosophie traditionnelle depuis la vaste perspective du processus de civilisation du monde.

La philosophie japonaise

Dès 1914, la philosophie japonaise a emprunté deux voies différentes et pourtant liées. La première est venue de l'attitude adoptée par l'université de Tokyo. Dès l'origine, ce courant visait à réfléchir à la lumière de l'expérience historique de l'Europe. Cette école de pensée était principalement représentée par Tetsujiro Inoue. Son successeur, Genyoku Kuwaki, a essentiellement étudié Kant et c'est sur ses encouragements que le néokantisme s'est largement répandu, exerçant une grande influence sous le régime de Taisho (1912–1926). Parallèlement, la phénoménologie de Husserl était introduite au Japon dès 1921. La seconde voie de la philosophie japonaise est née de l'attitude adoptée par l'université de Tokyo sous la houlette de Nishida Kitaro (illustration 108). Ce courant de pensée a tenté de fonder une philosophie japonaise qui reposerait sur la propre expérience du Japon et non sur celle de l'Europe. La première école philosophique a, dans un premier temps, acquis une excellente connaissance de la philosophie du continent européen, tandis que la seconde a essayé d'intégrer la philosophie européenne en utilisant la

propre expérience historique du Japon. Il est tout particulièrement intéressant de noter que Nishida avait une très bonne connaissance de la culture chinoise, notamment du confucianisme de la dynastie précédant les Qing, de la pensée de Zhuang Zi et de la doctrine de Wang Yangming. Dans *Une étude sur le bien*, Nishida recherche une «logique du lieu». La logique orientale qu'il a créée reprenait l'idée de Wang Yangming de l'«unité du savoir et de l'action» et la doctrine confucianiste du «Milieu». Selon sa logique, le bien signifie non seulement la satisfaction d'un certain besoin à un certain moment, mais aussi l'harmonie entre plusieurs activités. La création de Nishida mêle étroitement les philosophies orientale et occidentale pour former la structure de la «philosophie de Nishida».

Outre les deux principales écoles philosophiques mentionnées précédemment, il existait également l'école de Kyoto, représentée par Hajime Tanabe. Ce dernier était un remarquable expert en philosophie des mathématiques et des sciences et était connu pour ses études sur la «logique des espèces», les espèces correspondant aux nations situées entre les individus et l'humanité et qui relient les deux. Après la Seconde Guerre mondiale, Tanabe était à la tête d'un mouvement d'intellectuels qui exigeaient une révision minutieuse des théories de l'ultranationalisme. La deuxième école philosophique la plus active après la guerre fut la philosophie marxiste, introduite pour la première fois au Japon par Sen Katayama en 1903, puis par Hajime Kawakami en 1922. Le défenseur le plus fervent du marxisme après la guerre fut Kiyoshi Miki et son principal représentant Jun Tosaka. Dans un premier temps, ces penseurs marxistes avaient été de farouches opposants à la vague de l'ultranationalisme précédant la guerre. Au cours de la décennie qui suivit, la force de la philosophie marxiste a éclos dans les publications universitaires et lors des réunions consacrées à la philosophie. La troisième école la plus importante fut l'existentialisme, qui a étudié et utilisé tous les courants correspondants, de Heidegger à Jaspers, en passant par Sartre et Gabriel Marcel. Son principal représentant, Goichi Miyake, est célèbre pour ses études sur la pensée d'Heidegger. Enfin, la quatrième école la plus dynamique après la guerre fut le pragmatisme, dont les activités ont été menées par l'Association pour l'étude de la philosophie américaine. Seiji Ueda, un érudit faisant depuis longtemps autorité en matière de pensée anglo-américaine dans les années 1950, en est le principal représentant.

La philosophie islamique

La philosophie islamique est en réalité le fruit de différentes civilisations dont les pensées se sont combinées dans un processus auquel ont participé plusieurs peuples, comme les Syriens, les Arabes, les Berbères, les Perses et les Indiens. Elle s'est développée parallèlement à la montée de l'islam, débouchant sur une conception hautement cohérente du monde. La philosophie islamique a vu le jour au milieu du VIII^e siècle, avant de connaître un développement et une diffusion rapides grâce à l'apport de la pensée grecque. Le grand nombre d'études menées sur les travaux philosophiques et culturels grecs par les érudits arabes, qui en ont donné de multiples interprétations, a exercé une forte influence sur la Renaissance européenne. L'évolution de la tradition philosophique islamique a illustré l'idée que le statut des hommes doit être rehaussé, que ces derniers disposent de l'inépuisable pouvoir de la raison, qu'ils peuvent se sauver et qu'ils ne dépendent d'aucune intelligence surnaturelle. La pensée islamique reconnaît la double vérité de la raison et de la révélation conformément à la philosophie et affirme que les êtres humains vivent à la fois dans les sphères spirituelle et réelle. Selon certains principes du Coran, ils devraient jouir du droit à la vie séculaire. La philosophie islamique du XX^e siècle, tout en subissant l'influence des traditions philosophiques et culturelles de l'Occident, a gardé toute son intégrité, sa stabilité et sa force critique théoriques. Elle a joué un rôle important dans la vie religieuse et a permis de normaliser la vie sociale.

Le philosophe islamique indien Mohammad Iqbal a étudié la pensée occidentale, en particulier les travaux d'Hegel, de Whitehead et de Bergson, et a présenté une nouvelle interprétation de la philosophie islamique à la lumière de concepts philosophiques modernes. Il soutenait que la religion est la manifestation de l'intégrité des êtres humains et que c'est une expérience importante de la «réalité» étudiée par la philosophie. Le concept du monde concret évoqué dans le Coran renvoie essentiellement à une réalité créée qui offre une manière rationnelle d'intégrer la vérité et l'idéal. Cependant, la réalité n'est pas devenue un univers stagnant, ni le tout dernier produit d'Allah, mais plutôt un univers qui continue à chercher son autoréalisation dans un vaste espace-temps. Les êtres humains, en tant que la force la plus active de l'univers, servent d'agent et de collaborateur principal à Allah dans le processus de réalisation de l'infini potentiel de la «réalité». L'expérience religieuse a des caractéristiques extrinsèques ou empiriques et des propriétés intrinsèques et mystiques, permettant ainsi aux êtres humains de révéler sans cesse la facette complexe de leur propre réalité active. La vérification de la réalité est atteinte non seulement par la pratique, mais aussi par la spéculation philosophique. Igbal a fait siennes quelques idées de la philosophie et de la science occidentales. Il a rejeté les hypothèses de la réalité matérielle et a donné une nouvelle explication de l'atomisme en utilisant les termes «monadologie» ou «pluralisme spirituel». Il pensait que chaque molécule ou élément est spirituel et constitue un ego. Plus le degré de l'ego ou de la conscience est élevé, plus la «réalité» qu'il montre est grande et

plus il est proche d'Allah. L'ego spirituel, en tant qu'âme individuelle et éternelle, est le cœur de l'état ou de l'émotion spirituels, tandis qu'un ego limité n'est qu'un aspect de l'ego suprême inhérent à la nature.

D'autres philosophes musulmans tels que Al-Afghani et Amir Ali ont imité Iqbal dans la mesure où, bien qu'ils aient étudié la philosophie occidentale et subi l'influence de cette dernière, ils ont gardé une conception essentiellement islamique de la vie. Sayyed Qutb, un moderniste d'une génération suivante, a souligné, dans L'islam et les problèmes de civilisation (1963), que les conceptions islamiques à caractère obligatoire et spécifique sur la vie ont pour mission de sauver l'homme moderne. Muhammad Al-Bahi va même plus loin dans le radicalisme. Avec La pensée islamique et sa relation avec l'impérialisme occidental, il affirme que la principale raison pour laquelle la civilisation occidentale n'a pas réussi à résoudre les problèmes des sociétés modernes réside dans les abus de l'esprit scientifique médical aux temps modernes dans l'industrie, la technologie, l'économie et la biologie. Abbas Mahmud Al-Aqqad, quant à lui, a adopté une attitude relativement modérée et a critiqué les rationalistes qui considèrent la foi religieuse comme superficielle ou illusoire.

D'autres penseurs arabes modernes, tels que l'Égyptien A. R. Badawi et le Libanais René Habachi sont connus pour leurs études sur l'existentialisme dans le monde arabe contemporain. Dans *Temps existentiel* (1941) et *Études sur la philosophie existentielle* (1961), Badawi a souligné que l'être humain ferait mieux d'accepter le fait que sa vie est courte et de faire face à son destin avec le pouvoir de la vraie liberté. Habachi, en revanche, n'acceptait pas l'athéisme existentialiste et la philosophie individualiste de l'illusion, mais encourageait à transcender les limites des individus et à rechercher une réalité d'un niveau plus élevé, qui est l'expérience existentielle des êtres humains. Enfin, le philosophe égyptien Zaki Nagib Muhmud s'est consacré à l'étude du positivisme occidental. Parmi ses principaux ouvrages citons *La logique positiviste* (1957) et *Vers une philosophie scientifique* (1958).

Le philosophe Yusuf Karam a été un pionnier en matière de philosophie systématique moderne dans le monde arabe. Dans *Raison et être* (1956) et dans *Physique et métaphysique* (1959), publié peu après sa mort en 1959, il soutenait que l'empirisme et le rationalisme sont intenables et que c'est seulement en s'inspirant des philosophes païens, musulmans et chrétiens que l'on peut développer une vision du monde complète et globale. Ses méthodes philosophiques ont représenté un nouveau courant dans la pensée arabe contemporaine, consistant à essayer de réconcilier plusieurs pensées philosophiques et théologiques en conflit.

La philosophie africaine

Depuis le début du XXe siècle, l'intelligentsia africaine a étudié les traditions philosophiques véritablement issues de son continent, ainsi que des questions telles que «Existe-t-il une philosophie africaine? Et si oui, quelle est cette philosophie?». Au cours des débats, une réponse affirmative a été apportée à la première interrogation, mais les discussions sont toujours en cours à propos de la seconde. Beaucoup de philosophes africains pensent qu'une tradition philosophique érudite suffisamment solide existe en Afrique depuis les temps anciens. Cette vue a été essentiellement défendue par Lancinay Keita, qui a défini les trois étapes de la tradition philosophique africaine: (1) la philosophie classique, qui comprend principalement la pensée égyptienne antique et qui a eu de fortes répercussions sur le monde hellénique avant que l'influence de celui-ci ne s'étende à son tour en Europe durant la Renaissance; (2) la philosophie médiévale, qui correspond pour l'essentiel aux interprétations africaines de la pensée islamique et qui était active lorsque les États africains médiévaux du Ghana, du Mali et du Songhay existaient; et (3) la philosophie moderne, qui comprend: a) la philosophie peu développée qui existait en Afrique lors de la période coloniale (aux contenus politiques et littéraires hérités de l'expérience coloniale); et b) la philosophie de la période postcoloniale. Keita a décrit les principales caractéristiques de la philosophie africaine de la façon suivante: la pensée africaine est essentiellement holistique dans la mesure où elle accepte le monde matériel, rendant ainsi possible la science empirique et reconnaissant pourtant à la fois que les éléments métaphysiques constituent le support ontologique et la force motrice du mouvement dans le monde.

Un autre théoricien important de la philosophie africaine est Henry Odera Oruka, qui a réparti la philosophie africaine en six écoles de pensée: (1) L'ethnophilosophie, qui considère la conception du monde, tous les mythes, les folklores et la sagesse de toutes les ethnies d'Afrique comme une philosophie africaine; (2) La philosophie de la sagacité, qui fait du discernement de certains sages respectés de la société africaine (dont la compréhension et la maturité viennent de leur capacité à raisonner et de leur perspicacité innée plutôt que de l'autorité du consensus de la communauté) une pensée philosophique. Le principal représentant de ce courant est Marcel Griaule; (3) La philosophie nationaliste idéologique, selon laquelle la véritable liberté s'accompagne inévitablement d'une vraie libération idéologique et d'un retour à l'humanisme traditionnel africain. Cette philosophie a surtout été défendue par Kwame Nkrumah, Julius Nyerere (illustration 109) et Léopold Sédar Senghor. La philosophie de la «négritude» de Senghor a rencontré beaucoup de

succès dans les années 1960. Il soutenait que la raison est hellénique et que l'émotion est noire. Selon lui, le raisonnement africain étant intuitif, on ne peut pas faire la distinction entre la pensée africaine rationnelle, irrationnelle ou prérationnelle; (4) La philosophie professionnelle, qui rejette les hypothèses de l'ethnophilosophie et défend une vision universaliste de la philosophie. Selon elle, la véritable philosophie africaine est celle des philosophes africains professionnels. Elle est à la fois critique et sévère et ne se contente pas d'interpréter et de décrire les traditions africaines de la philosophie. Les plus grands défenseurs de cette philosophie sont Kwasi Wiredu, Paulin Houtondji, Henry Odera Oruka et Peter O. Bodunrin; (5) La philosophie herméneutique, qui fait l'analyse philosophique de certains concepts spécifiques en utilisant les langues africaines existantes afin d'en éclaireir les significations générale et logique. Kwami Gyekye, Barry Hallen et Olubi Sodipo en sont les principaux représentants; (6) La philosophie artistique ou littéraire, défendue par certains écrivains africains tels que Chinua Achebe, Wole Soyinka, Ngugiwa Thiongo et bien d'autres. Cette philosophie n'est pas à prendre au sens professionnel. Elle est plutôt liée aux profondes pensées philosophiques exprimées par ces auteurs dans leurs articles et discours

La philosophie latino-américaine

Les principales philosophies latino-américaines du XX^e siècle ont vu le jour en réaction au positivisme d'Auguste Comte et d'Herbert Spencer. Dans l'ensemble, Comte a exercé une influence au Brésil, au Mexique et au Chili, tandis que Spencer a eu plus d'impact en Argentine, en Uruguay et à Cuba. Le positivisme prônait que son savoir avait été vérifié, qu'il était logiquement absolu et qu'il pouvait être appliqué aux actions et aider à résoudre les problèmes sociaux existants. Les promesses qu'il faisait soulevaient l'enthousiasme de l'intelligentsia latino-américaine. On espérait trouver des solutions aux graves problèmes sociaux que traversait l'Amérique latine en diffusant cette philosophie et en permettant ainsi aux pays et aux nations de se débarrasser rapidement de la pauvreté et de rajeunir. Cependant, la réalité ne cadrait pas avec les promesses et les aspirations du positivisme. Lorsque l'on s'est aperçu que le progrès promis par le positivisme ne se concrétiserait jamais, les intellectuels d'Amérique latine se sont retournés contre ce courant de pensée. C'est au Mexique que ce mécontentement s'est d'abord manifesté, à travers une série inédite d'événements. Après la chute de Porfirio Díaz en 1911, l'influence du positivisme s'est peu à peu émoussée au Mexique puis dans les autres pays latino-américains.

Dans le même temps, la philosophie latino-américaine se tournait vers l'étude de Bergson, de Croce, de Nietzsche et de Schopenhauer. qui s'étaient imposés de tout leur poids face à l'étroite diffusion scientifique du positivisme. Depuis lors, le continent a vu défiler quatre générations de philosophes. Parmi les représentants de la première génération, on compte Antonio Caso et José Vasconcelos (illustration 110) au Mexique, Alejandro Korn en Argentine, Vaz Ferreira en Uruguay et Farias Brito au Brésil, pays qui resta sous l'influence du positivisme pendant un certain temps. Ces philosophes ont développé une nouvelle pensée philosophique en Amérique latine en empruntant massivement aux philosophes européens tels que Husserl, Dilthey, Heidegger et Jaspers. Bien qu'ils n'aient pas constitué une véritable école de pensée. ils ont créé une nouvelle attitude et une nouvelle méthode philosophique. Le plus grand représentant de la deuxième génération est sans conteste Francisco Romero, qui poursuivit les traditions de la première génération, mais sans entrer dans la polémique sur le positivisme qui avait influencé la formation de celle-ci. Romero et sa génération se caractérisent par un profond intérêt pour les problèmes de l'homme, sous la forte influence de l'historicisme, de la phénoménologie et de l'existentialisme. La plupart des philosophes de la troisième génération, dont les principaux représentants sont García Maynez et Llambias de Acevedo, sont nés autour de 1910 et ont étudié la philosophie dans les universités allemandes. Par conséquent, ils s'appuyaient sur une plus grande rigueur professionnelle et s'intéressaient à un plus large éventail de sujets, même si aucun d'entre eux n'avait l'intention de fonder un nouveau système philosophique. La quatrième génération était quant à elle plus importante en nombre et plus active. Augusto Salazar Bony et Arturo Roig sont les membres les plus éminents de cette génération et sont toujours très actifs dans les cercles philosophiques actuels d'Amérique latine. Ils ont conservé leur intérêt pour la philosophie allemande et accordent une grande importance aux philosophies britannique et américaine, tout particulièrement pour leurs avancées en philosophie analytique. Grâce à l'enthousiasme de Mario Bunge, la génération actuelle a mené des études sur la philosophie des sciences avec la participation de nombreux scientifiques professionnels. Dans le même temps, la philosophie marxiste a également été étudiée et diffusée sur le continent. À l'heure actuelle, la philosophie latino-américaine se développe sainement en prenant racine dans les cultures de différents pays et va sans doute ouvrir de nouvelles voies.

LES QUESTIONS CRITIQUES DES PHILOSOPHIES CONTEMPORAINES

Les philosophies contemporaines ont soulevé, dans leur processus de diversification, un certain nombre d'importants problèmes d'une portée universelle concernant la paix dans le monde et le développement tout comme l'avenir de la philosophie et de la civilisation humaine.

Les objectifs et la mission de la philosophie

La plupart des grands courants philosophiques contemporains ont reproché à la philosophie traditionnelle ses études sur les problèmes élémentaires. Cependant, leurs interprétations de la notion même de philosophie, du sujet et de la méthode de recherche adoptée varient beaucoup. Avec l'évolution des sciences et de la vie sociale, les philosophies contemporaines étudient l'homme ainsi que toutes les facettes de la réalité selon différentes perspectives et en donnent leurs explications universelles respectives. Les courants philosophiques tendant au matérialisme ou au réalisme scientifique essaient d'intégrer les systèmes de savoir et de brosser un tableau général du monde. Ils ont même atteint une variété et une profondeur sans précédent dans leur exploration de l'ordre du macrocosme, des propriétés du microcosme et des relations entre corps et esprit. Les philosophies humanistes expliquent le monde créé par les hommes et leur culture en explorant la conscience et l'existence historique des hommes. Dans le même temps, la philosophie postanalytique a appréhendé sous un autre angle la métaphysique, méthode autrefois rejetée, et explique la relation entre langage et réalité en termes d'expérience intégrale ou de cadre conceptuel. On recherche en effet de nouvelles façons de «philosopher». La «manière de philosopher» elle-même est devenue un enjeu philosophique. La philosophie analytique ainsi que les différentes philosophies européennes mettent ainsi l'accent sur le rôle essentiel du langage.

L'ontologie linguistique de la philosophie analytique actuelle consiste à étudier en profondeur les problèmes tels que l'être, la réalité, la vérité, la nature et la structure de l'esprit, tandis que la philosophie continentale européenne considère le langage comme le mode élémentaire de l'être humain ou de la construction culturelle, afin d'étudier de près le sens et la valeur de la société, de la culture et de la vie modernes.

Les différentes philosophies contemporaines se sont fixé des objectifs divers et précis, chacune s'attelant à les atteindre. La pensée analytique considère la philosophie comme une activité permettant de déceler les confusions linguistiques et intellectuelles et d'y remédier. Elle recherche

l'exactitude du savoir et la rationalité des sciences. Certaines philosophies humanistes visent à décrire la structure transcendantale de la conscience, à expliquer la vérité et la valeur du monde de la vie, à promouvoir une méthode permettant à l'homme et à la culture de se développer sainement et à surmonter la crise d'aliénation de la nature humaine moderne. Le marxisme défend une vision du monde scientifique qui explique non seulement le monde mais le transforme également dans sa pratique afin de permettre à l'homme de quitter le domaine de la nécessité pour pénétrer dans le royaume de la liberté, réalisant ainsi l'idéal social du développement total de l'homme. Cependant, malgré leurs divergences d'orientation théorique, les philosophies contemporaines, à travers leur dialogue, ont médité sur la mission historique commune que les hommes doivent accomplir. En effet, face à la menace nucléaire, la crise écologique, l'injustice et l'inégalité, les disparités entre riches et pauvres, les conflits ethniques et sociaux, les contradictions culturelles et la confusion morale qui menacent la civilisation et le progrès historique, la philosophie devrait offrir un nouveau sens et une nouvelle sagesse aux multiples développements culturels et sociaux, ainsi que l'établissement d'un ordre mondial raisonnable de coopération mutuelle. Grâce à sa seule fonction de réflexion, elle devrait aussi tenter de résoudre les plus grands problèmes nés des avancées scientifiques, culturelles et sociales, et d'offrir une orientation valable qui pourrait permettre aux comportements humains d'atteindre le bien. La philosophie aujourd'hui, tel l'oiseau de Minerve étendant ses ailes au crépuscule du XX^e siècle, devrait non seulement reconsidérer son voyage dans le passé mais aussi, grâce à sa grande perspicacité historique, étudier les différentes contradictions qu'elle devra affronter au début de ce nouveau millénaire et proposer un idéal conforme à la nature humaine.

La raison scientifique et la conscience humaniste

La théorie de la connaissance et de la méthodologie joue un rôle important dans la philosophie contemporaine. La philosophie peut non seulement reprendre et encourager la croissance du formidable savoir contemporain, qui évolue de jour en jour, mais également permettre à la connaissance de jouer un véritable rôle dans le développement social et culturel. Les études philosophiques sur le savoir et la méthode au XX^e siècle ont mis en valeur les divergences entre scientisme et humanisme. Le scientisme défend une raison hautement analytique et applique les méthodes et modes de pensée des sciences naturelles à l'étude de toutes les branches du savoir. Il attache une grande importance aux études sur la vérité des faits ou des événements par le recours à une linguistique précise et à l'analyse logique, souligne

l'utilité et le rôle considérable du savoir dans le développement et soutient que la rationalisation de l'ordre social et de la civilisation industrielle peut être atteinte en faisant intervenir l'intelligence humaine. L'humanisme, en revanche, affirme que tout savoir appartient à la création culturelle de l'homme, que les fondements et le développement culturels devraient être étudiés à travers la description et l'interprétation des actes constructifs de la conscience intérieure de l'homme et que toutes les cultures, y compris le savoir scientifique, dérivent de l'existence humaine et du monde de la vie. Ainsi l'humanisme souligne-t-il la fonction sociale des valeurs culturelles et critique-t-il la variété des maladies et des problèmes sociaux résultant d'une surenchère excessive de la raison instrumentale au sein de la civilisation technologique.

De même, la raison scientifique et la conscience humaniste s'incarnent respectivement dans les théories du savoir et les méthodologies des sciences naturelles et sociales. Les premières se concentrent sur l'analyse logique intellectuelle et la preuve. Les secondes mettent l'accent sur la compréhension et l'interprétation des phénomènes socioculturels. Le scientisme et l'humanisme ont non seulement tous deux fait avancer les études sur les deux catégories du savoir en ayant recours à leurs différentes méthodes, mais s'intéressent aussi à certains sujets importants plus vastes qui demandent une interconnexion de la raison scientifique et de la conscience humaniste. Le développement du savoir contemporain se caractérise par la multiplicité des disciplines, par l'esprit de synthèse avec lequel elles sont organisées et par l'influence mutuelle de la connaissance et des sciences naturelles et sociales. Naturellement, il faudrait également intégrer la raison scientifique et la conscience humaniste, ce qui permettrait ainsi aux différentes branches du savoir de s'infiltrer mutuellement et de se coordonner les unes par rapport aux autres. Par exemple, les philosophies contemporaines ont accordé la priorité à l'intégration du développement et de l'application des sciences et techniques dans le cercle des valeurs culturelles rationnelles, afin d'éviter les effets négatifs du mauvais usage et de l'abus des sciences et d'assurer la sécurité de l'humanité elle-même et le développement soutenu de la société. Le développement rapide de l'éthique écologique et de la bioéthique au cours des trente dernières années est le reflet de cette volonté.

La compréhension philosophique des êtres humains

Les êtres humains eux-mêmes constituent un sujet de réflexion important pour les philosophies contemporaines. Cependant, il existe de grandes différences dans la compréhension de la nature humaine et du sens de l'existence. Le marxisme soutient que l'essence humaine résume les relations sociales et appelle à une émancipation du pouvoir essentiel de l'homme en faisant disparaître l'*aliénation par le travail* (autrement dit, l'esclavage lié à des relations sociales irrationnelles). La philosophie analytique étudie généralement la nature humaine à travers les études menées sur l'expérience du comportement linguistique et de l'esprit. D'autres, en revanche, expliquent la nature humaine à partir de l'émotion irrationnelle, de la volonté ou de la passion instinctive. Certains humanistes contemporains soulignent la place centrale de l'homme en tant que sujet, enquêtent sur la conscience du sujet transcendantal ou pratique et donnent à la nature humaine des connotations différentes de celles employées par l'humanisme traditionnel. En outre, ils critiquent fortement le fait que l'éclairage moderne considère la raison abstraite comme la nature humaine éternelle. Heidegger a attaqué avec véhémence cette conception abstraite de la nature humaine et a insisté sur la nature temporelle, historique et mortelle de l'existence humaine. La position structuraliste de l'antihumanisme consiste, en réalité, à renier la place centrale du sujet dans les défaillances culturelles, bien qu'elle ait toujours découlé de l'humanisme d'Europe continentale. Historiquement, l'être humain offre une image aux multiples facettes qui ne cesse de changer. Les divergences dans la compréhension philosophique de l'homme demeurent donc inévitablement. Toutefois, dans la réalité, l'homme doit se libérer de toutes les contraintes et de toutes les souffrances qui l'accablent afin d'atteindre un développement sain qui lui permette de laisser libre cours à son potentiel et ainsi de construire sa propre patrie dans le monde réel.

Vérité et valeur ne font qu'un. En explorant la vérité, l'homme prouve également qu'il possède une caractéristique élémentaire de recherche de la valeur, qui est essentielle à la compréhension des êtres humains et de leurs activités. En raison de conditions, de traditions et de systèmes sociaux différents selon les pays, les diverses sociétés ont des systèmes de valeurs divergents et il est impossible de les faire tous obéir à un système de valeurs qui ne serait pas le leur. Les philosophies contemporaines ont poussé en avant leur exploration de l'axiologie. Si l'on part de leurs propres principes philosophiques et de leurs origines socioculturelles, elles se distinguent naturellement par des positions différentes sur les valeurs élémentaires telles que le bien, la justice, l'égalité, la liberté et la responsabilité, le droit et l'obligation, l'équité et l'efficacité, et par les critères leur permettant de choisir ces valeurs. Au regard des évolutions et des contradictions de la vie sociale, et afin de réformer ou d'améliorer le système social et la vie morale, les philosophes contemporains accordent une importance particulière aux réflexions sur l'adaptation des systèmes de valeurs actuels et sur le renouvellement de la conception des valeurs. Le philosophe américain John Bordley Rawls par exemple, dans son ouvrage Théorie de la justice (1971), qui a eu de fortes répercussions, critique l'erreur théorique du système de valeurs utilitaires prévalant dans certains pays industrialisés et les maladies qui en ont résulté. Selon lui, une société de justice au système de valeurs morales correspondant devrait s'établir à la lumière du principe de justice équitable choisi par l'homme rationnel. Dans une telle société, la liberté individuelle est intégrée à la coopération sociale, tandis que la répartition des richesses et des droits est relativement égalitaire.

Dans leurs études sur l'être humain, les philosophies contemporaines ont aussi mis l'accent sur deux autres sujets d'une signification pratique:

- Les êtres humains et le développement social. La théorie qui prévalait autrefois et qui n'attribuait le développement qu'à une croissance linéaire de l'économie et de la consommation matérielle s'est heurtée à la suspicion et à la critique car elle a également mené à l'irrationalité et à d'autres reculs en matière de processus social. Les nouvelles conceptions du développement prennent l'homme comme objectif et soulignent la nécessité d'atteindre un développement physique et mental complet des êtres humains dans le progrès social général. La civilisation spirituelle, permettant d'atteindre une valeur culturelle, revêt donc une importance capitale. Depuis les années 1970, l'UNESCO a largement contribué à promouvoir les études sur le grand rôle que joue la culture dans le développement social.
- L'homme et l'environnement. La crise écologique et la pollution de l'environnement, qui ont émergé du processus d'industrialisation moderne, ont amené une fois de plus les philosophes contemporains à se pencher sur la relation entre l'homme et la nature. Rejetant l'idée moderne que le pouvoir rationnel de l'homme est démontré dans la conquête de la nature extérieure, ils affirment que la Terre est la patrie de l'homme et que si les êtres humains, poussés uniquement par des motifs instrumentaux et utilitaires, exploitent trop les ressources naturelles, ils seront punis par la nature, mettant ainsi en danger leur propre existence et leur propre développement et détruisant eux-mêmes cette instrumentalisation et cette utilité. Entre les années 1920 et 1940, le Russe V. I. Verdnasky et le Français Pierre Teilhard de Chardin ont élaboré la fameuse théorie de la «noosphère», qui souligne que la raison humaine, l'environnement et l'univers forment une unité organique et vitale. Par conséquent, la société et la nature, et l'humanité et la biosphère devraient évoluer en harmonie. Cette doctrine a encouragé les études en cours de la philosophie contemporaine sur la protection de l'environnement. Bien que leurs orientations théoriques diffèrent, les philosophies contemporaines sou-

tiennent généralement que l'harmonie et l'équilibre entre l'homme et la nature devraient obéir à des valeurs conformes aux intérêts de l'humanité entière. Selon elles, en outre, les hommes devraient se charger des responsabilités morales concernant l'environnement et l'écologie afin d'assurer leur existence et de garantir un développement social durable ainsi que les intérêts des générations à venir sur le long terme (illustration 111).

Les traditions philosophiques et culturelles et leur diffusion

La philosophie en tant que cœur théorique des traditions culturelles n'est pas coupée de l'histoire telle un courant sans source. Au contraire, c'est en partant des traditions qu'elle innove. Le fondement d'un certain nombre de philosophies au XX^e siècle reflète un esprit fortement critique des traditions. Plusieurs philosophies ont affiché une tendance à s'appuyer sur les traditions de facon constructive en reconnaissant leur vitalité, tout en étant pour leur renouvellement. Selon la théorie de la vertu du philosophe américain Alasdair MacIntyre, pour vaincre les crises de relativisme moral et de scepticisme dans la vie sociale moderne, il faut accorder de l'importance aux études menées sur la construction des traditions, absorber et poursuivre l'essence de la tradition aristotélicienne et explorer le thème de la «rationalité de la pratique moderne» afin de reconstruire les vertus individuelles et sociales. Les cercles philosophiques de divers pays, en particulier dans les nations en développement, mettent l'accent sur les travaux consacrés aux traditions indigènes philosophiques et culturelles. La plupart des philosophes sont d'avis que les traditions ne constituent pas seulement des obstacles au progrès historique. Leurs contenus vitaux peuvent également se teinter de nouvelles significations à travers les modifications nécessaires et se mettre à jouer un rôle positif dans le développement social aujourd'hui. Ainsi, contrairement au système de valeurs individualistes dominant dans certains pays industrialisés d'Europe et d'Amérique, les systèmes de valeurs collectivistes et d'autres systèmes rationnels inscrits dans les traditions culturelles et philosophiques de certains pays de l'Asie de l'Est constituent une caractéristique du développement socio-économique réussi de ces pays. Ce phénomène a largement attiré l'attention et a suscité de nombreuses études.

Dans le monde d'aujourd'hui, la communication s'est accrue quotidiennement et les échanges entre les différentes traditions culturelles et philosophiques ont atteint une ampleur sans précédent. Les philosophes contemporains se préoccupent à présent de la grande question de savoir comment comprendre de tels échanges et les gérer afin de bénéficier à la fois du développement socioculturel autochtone et de la paix et de la culture mondiales. Des études sur le sujet ont abouti à un consensus sur plusieurs principes de communication:

- Le respect de la diversité des traditions philosophiques et culturelles de chaque nation. En raison des différences de conditions historiques et de mode de vie, les différentes nations ont naturellement des traditions divergentes. Elles devraient donc comprendre et respecter les traditions des autres et reconnaître le rôle important qu'elles ont à jouer pour le maintien de l'identité de la culture nationale.
- La complémentarité entre les différentes traditions philosophiques et culturelles dans la communication rationnelle. Les traditions autochtones devraient s'enrichir en intégrant les grandes réussites des philosophies et des cultures étrangères, à la lumière de leurs propres conditions. Cependant, une telle intégration ne doit pas être une transplantation ou une greffe mécanique et rigide, car cela entraînerait un bouleversement ou une stagnation de la société et une rupture des cultures indigènes. Les philosophes contemporains accordent une grande importance aux études comparatives menées sur les différentes traditions philosophiques, dont les traditions philosophiques occidentales et orientales, afin de tirer profit des points forts des unes et des autres et de compenser leurs faiblesses respectives.
- L'encouragement au dialogue entre les différentes traditions philosophiques et culturelles pour rechercher leurs points communs tout en préservant leurs particularités, dans un souci de sauvegarder la paix et le développement sur la planète. Le monde doit aujourd'hui relever le défi de la multiculture. Il pourrait y avoir des heurts dans la communication entre les différentes cultures, communication qui, si elle n'est pas gérée correctement, pourrait engendrer des conflits ethniques ou régionaux. Cependant, il n'est guère tenable d'affirmer que, dans le monde de l'après-guerre froide, les chocs entres les différentes civilisations sont inévitables et qu'ils finiront par dominer les politiques mondiales. Il faudrait plutôt se persuader qu'aussi longtemps qu'elles communiquent raisonnablement entre elles dans un esprit d'égalité, de compréhension et de bénéfice mutuels, les diverses cultures peuvent certainement contribuer à la paix dans le monde et au maintien de la civilisation humaine.

BIBLIOGRAPHIE

- FAKHRY M. 1970. A History of Islamic Philosophy, New York, Columbia University Press.
- FENG YOULAN. 1947. The Spirit of Chinese philosophy, Londres, Kegan Paul.
- GARVEY M. 1986. *The Course of African Philosophy*, Dover (Massachusetts), The Majority Press.
- GRACIA J. J. E. 1986. *Latin American Philosophy in the Twentieth Century*, New York, Prometheus Books.
- GUY A. 1989. Panorama de la philosophie ibéro-américaine, du XIV^e siècle à nos jours, Genève, Patiño.
- Hou Wai-Lu. 1959. *A Short History of Chinese Philosophy*, Beijing, Foreign Languages Press.
- ORUKA H. O. 1990. Sage Philosophy, Leiden (Pays-Bas), E. J. Brill.
- PASSMORE J. 1984. A Hundred Years of Philosophy, Harmondsworth (Royaume-Uni), Penguin Books.
- RADHAKRISHNAN S., MUIRHEAD J. H. (dir. publ.), 1952. *Contemporary Indian Philosophy*, Londres, George Allen & Unwin Ltd.
- RAY B. G. 1947. *Contemporary Indian Philosophers*, Londres, Allen and Unwin Ltd.
- RICŒUR P. 1979. *Main Trends in Philosophy*, New York, Holmes and Meier Publishers Inc.
- SENGHOR L. S. 1973. The Negritude: A Humanism of the Twentieth Century. Dans: Chrisman L., Williams P. (dir. publ.). *Colonial Discourse and Post-Colonial Theory: A Reader*, Londres, Harvester Wheatsheaf, p. 27–35.
- SHARIF M. M. 1962. *History of Muslim Philosophy*, Wiesbaden (Allemagne), Harrassowitz.
- STEGMÜLLER W. (dir. publ.) 1986. *Hauptströmugen der Gegenwartsphilosophie* [Principaux courants de la philosophie contemporaine], Stuttgart (Allemagne), Alfred Kröner.
- TSUNODA R., DE BARY W. T., KEENE D. 1958. Sources of Japanese Tradition, New York, Columbia University Press.

22

Les traditions religieuses

Jean Lambert

L'ÉTUDE COMPARATIVE DES RELIGIONS

L'idée est apparue au XX^e siècle, que les religions fonctionnaient sur le même mode que les langues et qu'il n'existait aucun autre moyen de s'exprimer que par une langue naturelle. Face à cette irréductible pluralité des «langages religieux», et étant donné qu'aucun langage ne prévaut sur les autres, notre seule ressource est par conséquent la traduction. Seuls des «accents régionaux» ou de «nouveaux dialectes» apparaissent ou disparaissent, dans lesquels ne figure pas nécessairement le mot «dieu». La notion d'«hindouisme», par exemple, est une invention britannique datant de 1830. De même, le terme «confucianisme» n'existe pas en Chine. En arabe, *jihad* implique l'idée d'effort ou de lutte, les formes de monothéisme sont aussi vieilles que l'Afrique, et le bouddhisme ignore la notion du «moi». Cela a donné lieu en plein XX^e siècle à l'idée de comparaison théorétique.

La méthode comparative est la seule approche expérimentale capable de faire la lumière sur l'étude historique et anthropologique de la religion. L'histoire de la religion n'est pas un savoir en soi mais plutôt une description. L'histoire de la religion, qui à l'origine était soit confessionnelle, soit prenait la forme d'une apologétique, a engendré, il est vrai, une forme d'histoire plus neutre. Cette sécularisation de l'étude des religions est directement issue de la crise des institutions ainsi que de l'émergence ou de la découverte de groupes dissidents, cela ayant, en effet, permis aux historiens de déceler des divergences et des tensions entre la norme et son acceptation, et de s'interroger sur les convictions décisives à une époque où les institutions elles-mêmes sont en train de disparaître.

De nombreux courants de pensée contribuent à l'exploration de nouvelles voies. La *sociologie des religions* étudie la dynamique actuelle de l'effondrement puis de la re-formation du phénomène religieux dans le monde moderne. L'*ethnologie*, combinée à une histoire des religions découplée de l'hypothèse évolutionniste, détermine la fonction spécifique des religions dans nos types de sociétés. En couvrant de vastes champs linguistiques, la sémiotique des récits mythologiques, des rituels et des panthéons contribue à identifier les configurations idéologiques fondamentales que chaque peuple réinterprète et s'approprie. L'histoire des religions met les formes déviantes et les attitudes religieuses marginales en corrélation avec les structures sociales de périodes particulières. Une longue période de temps est nécessaire avant de pouvoir établir des liens entre des rituels depuis longtemps oubliés puis redécouverts par l'ethnologie et les manifestations apparemment dues au hasard décrites de nos jours par la sociologie. La modernité ne constitue en aucun cas une «renaissance» de la religion, mais en nous permettant d'avoir une idée plus précise de ce que dissimule le passé, elle fait la lumière sur l'inaltérable vigueur du phénomène religieux dont tout groupe social semble avoir besoin.

Ce vaste déploiement de sciences sociales de la religion doit beaucoup au développement de l'anthropologie comparative et, plus spécialement, à l'anthropologie des mythes. En effet, cette forme de comparaison montre bien la façon dont les religions sont organisées en systèmes, en une structure architecturale cohérente, et la façon dont les changements qu'elles subissent dans certains domaines obéissent à des règles transformationnelles spécifiques. Le Français Georges Dumézil a franchi une étape décisive dans le domaine de la comparaison en associant la philologie comparative d'Antoine Meillet et Émile Benveniste à la sociologie historique de Marcel Mauss et Marcel Granet. Une collaboration méticuleuse entre ces deux disciplines a permis de réunir les différents systèmes religieux indoeuropéens en un seul et même champ d'études, dans lequel les domaines idéologiques, en dépit de leurs divergences significatives, témoignent d'analogies structurelles fondées sur des relations fonctionnelles. En tant qu'approche globale de la science de la religion, la méthode comparative a été officiellement reconnue en 1935 par l'École pratique des hautes études de Paris. Le modèle fonctionnel tripartite a une signification intellectuelle. La concordance entre un système religieux et un autre n'est pas seulement linguistique ou théologique, pas plus qu'il ne concerne uniquement les rituels et les mythes, mais il détermine également l'ordre des textes (poésie, annales, littérature, loi, etc.). Le comparatiste trouve les structures de pensée de cette idéologie en suivant les transformations et les transpositions d'un même modèle à travers toutes ses variations historiques. Dumézil fait d'un corpus religieux un univers objectif et transculturel devant être étudié en soi, sans être réduit à un ordre de réalités externes, telles des pulsions affectives, des pratiques rituelles, des faits historiques, des structures sociales ou expériences de l'absolu. Le phénomène religieux dans sa constance structurelle, reconsidéré d'un point de vue comparatif général, peut s'avérer un instrument très utile pour interpréter les variations imprévisibles des sociétés en se fondant sur ce qui les unit.

En complétant l'analyse structurelle avec une étude du contexte social et historique dans lequel apparaissent les mythes, on peut aboutir à une connaissance plus approfondie des processus diachroniques qui affectent les sociétés traditionnelles, tandis qu'une analyse générale poststructurelle des religions traditionnelles des sociétés historiques peut nous donner un aperçu plus systématique de la cohérence entre ces religions. C'est en combinant ces deux approches qu'est désormais apparue une science des religions largement comparative, traitant toutes les religions sur un pied d'égalité et respectant leurs différences. Si, un jour, une paix entre les religions devient possible, ce sera en partie grâce à cet effort intellectuel dans lequel le respect des autres n'est pas un geste conciliant accordé à contrecœur, mais un objectif recherché et un principe fondamental.

LES PRINCIPALES TENDANCES RELIGIEUSES

Le fondamentalisme islamique

Le fondamentalisme n'est pas propre à l'islam, il existe également dans le catholicisme, le protestantisme, le judaïsme, et le bouddhisme à différents niveaux et sous différentes formes comme nous le verrons plus tard. Néanmoins, dans les années 1970 et 1980, on a assisté à une montée en force de l'islam, comme en témoigne le renversement du gouvernement pakistanais en 1977, la révolution islamique en Iran en 1979 (illustration 112), l'assassinat du président égyptien Anwar El-Sadat en 1981 ou encore l'éclatement du Liban sous la pression du Hezbollah et du Jihad islamique. Partout, du Soudan à l'Indonésie, l'islam semble alors être utilisé à des fins politiques, comme l'attestent notamment l'écrasante victoire du Front islamique du salut (FIS) en Algérie en 1990 et l'attentat perpétré contre le régime de Moubarak en Égypte. Les défis imposés par la modernité (progression de l'éducation et des sciences, développement du raisonnement individuel, désir d'indépendance et implication dans la vie politique) ont été aggravés, en ce qui concerne l'islam, par le fait que la plupart des pays musulmans ont été colonisés, et que le comportement occidental prétendument «humaniste» a porté atteinte à la dignité de peuples nostalgiques de leur ancien régime. D'un autre côté, bâillonnée par des régimes forts et soumise aux lois du marché international, l'indépendance retrouvée n'a pu leur apporter ce qu'ils attendaient. Né dans les années 1950 à 1970, le postulat de la supériorité du modèle de développement occidental n'est plus toléré par des peuples dont les autorités politiques ont, en outre, manifesté leur inaptitude à la démocratie.

L'émergence de différentes formes d'islamisme est fondée sur des mouvements de réforme internes apparus récemment. Les Frères musulmans, créés en Égypte en 1929, aspirent à un retour total à l'islam d'origine. Dirigés par un guide suprême et systématiquement installés à proximité des villes, les Frères musulmans se consacrent à l'interprétation littérale du Coran, prônent l'application des lois de la *shari a* et rejettent toute contamination étrangère de l'islam, considéré comme l'unique moyen de résoudre les problèmes individuels et de société. En se répandant rapidement au-delà des frontières égyptiennes sous diverses formes, allant du piétisme à l'intégrisme et au terrorisme, les Frères musulmans se sont écartés de leur origine réformiste pour inciter l'*umma* (la communauté des croyants) humiliée à ne se fier qu'à la loi islamique.

Le mouvement Tabligh, fondé en Inde et connu par la suite sous le nom de Faith and Works, entraîne des équipes de missionnaires qui rejettent la violence et travaillent au sein des populations d'immigrants. Le chiisme iranien a trouvé, dans la manifestation sociale et nationale contre la modernisation brutale et profane du pays, un creuset dont est émergée la puissance cléricale désireuse de révolutionner la tradition shiite elle-même. L'avatollah Khomeini, détenteur à la fois des pouvoirs religieux et profane, a redonné naissance à une communauté musulmane, à l'intérieur comme à l'extérieur de l'Iran, faisant appel aux grands principes islamiques afin de combattre l'Occident diabolique par les armes ou tout autre moyen. L'Arabie saoudite, gardienne des lieux saints de l'islam, a longtemps financé les communautés musulmanes des pays arabes ainsi que les populations musulmanes immigrantes par le biais de la Ligue islamique mondiale, mais sa prédominance s'est vue compromise par la montée de l'Iran et par sa «trahison» au cours de la guerre du Golfe de 1990. Ce recul a accéléré la radicalisation de l'islam et la déstabilisation des régimes les plus modérés, tandis que le Soudan, ravagé par la guerre civile et la famine, renforçait son régime sur la base d'une loi islamique rejetant les minorités animistes et chrétiennes. Par conséquent, la renaissance de l'islamisme s'est déroulée en trois phases. La montée du chiisme iranien à la fin des années 1970 et le soulèvement populiste contre un ennemi diabolisé par un islam intransigeant ont marqué l'arrivée au pouvoir d'une forme politique de l'islam qui espère, par sa force et son pouvoir, instaurer une société islamique. Cette instrumentalisation de l'islam par des mouvements de résistance et d'opposition a également pu être observée au Pakistan, en Afghanistan, en Égypte, en Syrie et jusqu'en Indonésie, pendant que les dirigeants en place en Libye, au Soudan, en Arabie saoudite et au Maroc ont tenté d'utiliser le nom d'islam pour légitimer leur régime et leurs politiques.

Le succès de cette forme d'islamisme dépend, cependant, d'une alliance rare entre des intellectuels, de jeunes militants, le clergé et la masse de la population. C'est par conséquent en prenant une direction opposée que le monde musulman, y compris les populations immigrantes, a obtenu des résultats favorables: en élaborant un réseau d'associations, en organisant des activités religieuses centrées autour des mosquées et en développant la vie en communauté. En infiltrant la société civile afin d'occuper des positions influentes et en introduisant une dimension morale dans l'éducation et les activités sociales, le Front islamique du salut algérien représente bien cette seconde phase, notamment par sa participation au processus électoral, avant que les autorités n'y mettent un terme en 1992 et ne provoquent de ce fait une montée du radicalisme et une effusion de sang. Fondée à l'origine sur la montée de la conscience islamique, cette seconde forme est tout aussi antidémocratique que la première. Son relatif échec a conduit à l'instauration des régimes actuellement en place, caractérisés par la violence armée, constante en Algérie, occasionnelle en Égypte, ou en Palestine avec le Hamas, et où provocation et répression s'alternent au point que l'islamisme, désormais armé, inquiète les pays voisins.

Ainsi, du fait de ses tensions internes, l'islam se retrouve limité à une idéologie de libération sociale et de conquête politique, étayée par une observance religieuse stricte, et à une organisation islamique de la société, fragmentée par des mouvements révolutionnaires de guérilla qui la divisent en l'opposant à ses principaux objectifs, tout en se montrant incapables d'offrir autre chose qu'un néoconservatisme puritain, aussi restrictif que décevant.

Les efforts du Vatican pour éviter un déclin du catholicisme

Le catholicisme du pape est un paradigme mondial de la crise de la religion à la fin du XX° siècle. Le XIX° siècle avait été témoin de la perte du pouvoir temporel du pape et le XX° siècle pourrait bien confirmer la perte de son pouvoir spirituel (Hervieu-Léger, 1986), puisque la stratégie de compensation prophétique du pape doit faire face au processus complexe de démantèlement de la structure institutionnelle de la croyance. Le pontificat de Jean-Paul II (1978–2005) est passé par deux phases. Jusqu'en 1989, il fut le pape des droits de l'homme, le porte-drapeau du processus de sortie du communisme et de l'instauration de la politique démocratique. Ce fut grâce à lui qu'en Pologne, les trois composantes du mouvement de résistance Solidarnosc, la classe ouvrière, les milieux intellectuels et l'Église catholique purent se réunir, comme dans les autres pays d'Europe de l'Est. Le contenu de ces «droits de l'homme» est apparu comme très ambigu, mais la liberté reli-

gieuse, inacceptable aux yeux des autorités communistes, créa un semblant de consensus.

La situation s'est pourtant compliquée pour Jean-Paul II. Les sociétés censées annoncer le rétablissement de la «nouvelle évangélisation» rencontrèrent les mêmes obstacles que leurs homologues occidentaux. Pour Jean-Paul II, la victoire de l'Église sur le communisme athée représentait la victoire de la religion sur la modernité à l'origine du communisme. La nouvelle évangélisation mentionnée dans *Entrez dans l'espérance (Varcare la Soglia Della Speranza)* (1994) considère que les modes de vie et de pensée occidentaux ont été, depuis trois siècles, fortement dominés par la lutte menée contre Dieu et que le collectivisme marxiste n'est qu'une version renforcée du programme visant à éradiquer le christianisme. Les encycliques *Centesimus annus* (1991) et *Veritatis splendor* (1993) déplorent ce projet pervers de créer un monde sans dieu qu'encourage le relativisme en obscurcissant le sens moral. L'encyclique *Evangelium vitae* (1995) est une sombre dénonciation de la «culture de la mort» avec des relents d'apocalypse.

Cependant, le débat public qui a émergé dans la Pologne d'après 1989 s'est centré sur des questions telles que l'avortement, le divorce et l'instruction religieuse dans un contexte où le Concordat était la garantie que la société polonaise construirait son propre pluralisme démocratique. Ce ne fut non plus grâce à l'Église, mais en dépit de son opposition que la Pologne adopta un régime démocratique. Le pape ne dénonça pas la démocratie, mais continua à invectiver contre un monde moderne privé de l'autorité de l'Église. Libérée d'un système par lequel l'opinion est organisée collectivement et imposée à l'individu, la société postcommuniste, et d'autres sociétés peut-être plus encore, devint réceptive aux idées du pluralisme et du relativisme mis en avant par la mondialisation. Le pouvoir spirituel de l'Église considéra cela comme une négation de l'universel. Le projet d'un catéchisme universel vit le jour en réponse au développement mondial, à l'individualisation, la rationalisation et la différenciation, comme ce fut le cas au XVIe siècle. Le catholicisme refusa ainsi la position dans laquelle il se trouvait alors, à savoir de n'être qu'une simple option parmi toute la gamme des croyances tolérées par la démocratie.

En réaffirmant l'universalisme au cours de ses nombreux voyages à travers le monde, Jean-Paul II est allé à l'encontre du maintien des normes et de la continuité, puisque toutes les tragédies du XX^e siècle sont liées à un tout unique, présenté comme une incontournable vérité. Cela explique le profond désaccord concernant une réalité démocratique, dont le relativisme éthique semble faire une démocratie dépourvue de valeurs. Cependant, la démocratie appartient clairement à un domaine distinct de celui des valeurs. Elle ne prétend pas juger de ce qui est bien

ou mal, mais s'efforce simplement de proposer un espace dans lequel un tel arbitrage est possible et d'en définir les règles. La démocratie diffère du relativisme et ne considère pas que toutes les opinions se valent. Elle permet et rend légitime l'expression de toutes les opinions et s'abstient d'en interdire aucune, à condition qu'elles soient exprimées au sein du forum qu'elle a créé et dont elle se porte garante. Un système qui se veut arbitre de la vérité et dont il tire sa légitimité est un système antidémocratique: ce qui reviendrait, par exemple, à soumettre la loi civile à la loi morale et à remplacer la légitimité démocratique par celle d'un État chrétien dans lequel l'Église garantirait que l'action de l'État est conforme à la vérité et dans lequel la place des non-chrétiens deviendrait problématique.

En 1995, le pape, alors âgé de soixante-quinze ans, s'est rendu sur les cinq continents et y a rencontré des succès variés pendant les Journées mondiales de la jeunesse (JMJ) qui ont rassemblé trois millions de personnes à Manille, les rencontres au Sri Lanka pour tenter de résoudre certains malentendus au sujet du bouddhisme (que l'Église considérait comme une doctrine de salut athée et négative) et le dialogue difficile avec les catholiques dissidents de Chine. Après son voyage, le pape modifia son approche, passant d'un prosélytisme évident à un point de vue moral qui devait, selon lui, fournir une force unificatrice capable de transcender les différences culturelles. À la grande surprise de l'Organisation des Nations Unies (ONU), qui célébrait alors son cinquantième anniversaire, le pape proposa un «Compte-rendu des droits des nations» ou une «Charte des nations» afin de déterminer clairement les droits et les devoirs des nations, de contenir les nationalismes agressifs et de promouvoir le droit à la liberté des peuples du monde.

L'émergence de l'œcuménisme

Deux courants distincts se sont unis en 1948 pour donner naissance au mouvement œcuménique chrétien. Faith and Order (« foi et ordre »), le plus théologique des deux, considérait la convergence doctrinale comme primordiale, tandis que Life and Work (« vie et travail »), plus pastoral, aspirait à une collaboration visant à soulager la souffrance humaine. Ces deux composantes, liées par une relation fondée sur la compréhension mutuelle, furent rejointes par une troisième, l'International Missionary Council (Conseil international des missions) qui compliqua quelque peu la donne en plaçant la question des missions à mi-chemin entre l'abstrait et le pratique. Ce ménage à trois a surmonté, jusqu'ici, ses différentes crises internes sans difficultés majeures. En 1961, à New Delhi, il s'associa à l'Église orthodoxe

et au patriarcat moscovite pour former le Conseil œcuménique des Églises (World Council of Churches, WCC). Du fait de sa prise de position en faveur des réfugiés à la fin de la guerre, le mouvement œcuménique fut jugé trop politique, tandis que le catholicisme, qui considérait l'unité comme acquise, accordait la priorité à la communion dans la foi plutôt qu'à la charité, et ouvrait un secrétariat pour l'unité des chrétiens lors du deuxième concile du Vatican. Il existe donc deux mouvements œcuméniques chrétiens : le WCC, basé à Genève (qui fait concurrence à l'International Council of Christian Churches, ICCC), et le mouvement basé à Rome.

La branche *Life and Work* du mouvement œcuménique, avec l'attention qu'elle porte aux réfugiés, son sens de la culpabilité face à l'antisémitisme chrétien et l'aide qu'elle apporte aux Églises d'Europe de l'Est, se fonde sur la Déclaration universelle des droits de l'homme. L'agitation de mai 1968 a accru l'influence du tiers-monde et de la jeunesse, qui réclament que l'on prête attention aux thèmes de la liberté, de la révolution, de l'impérialisme et du racisme. Cela s'est accompagné d'une politisation et d'un glissement à gauche du WCC. Les Églises d'Asie et d'Afrique ayant acquis leur autonomie, un «tiers-mondisme» politique et ecclésiastique répondait à leur besoin d'affirmer leur caractère nationaliste. En même temps, la critique du régime soviétique fut modérée par des considérations de *Realpolitik* visant à éviter de nuire aux Églises qui collaboraient avec les partis communistes.

Trois thèmes furent abordés dans les années 1970: la lutte contre l'apartheid qui, combinée à l'aide apportée à l'Asie, a absorbé un tiers du budget, le soutien pour la libération des groupes de théologie en Amérique latine, et la question des femmes qui, en passant de simple question politique de représentation à une question sociétale de participation, a évincé le problème du tiers-monde pour devenir, avec la question de la jeunesse, le sujet le plus important.

Après 1989 et l'effondrement de l'Union soviétique, une véritable «gauche nouvelle» au sein du WCC s'est intéressée à des idées différentes et pacifistes de sociétés utopiques, visant à atténuer les conflits entre nations, des idées écologiques de respect de la nature et des idées féministes prônant un juste équilibre entre les sexes. Ces préoccupations, issues d'Allemagne et des États-Unis, n'éveillèrent que peu d'intérêt dans les pays de l'hémisphère Sud, où le thème des droits de l'homme était de plus en plus présent.

La troisième branche tenta en vain de parvenir à une synthèse entre engagement politique et unité doctrinale sur la question des missions. Sa priorité n'était pas non plus une mission de déstabilisation des Églises, mais un dialogue avec les autres religions centré sur l'action divine et respectueux de l'indépendance nationale récemment acquise. Dans la seconde moitié des années 1970, d'aucuns se demandèrent s'il fallait abandonner

la christologie en faveur du pluralisme observé en matière de démocratie politique. Mais ils se heurtèrent à une certaine opposition concernant la perception du statut des autres religions, notamment dans la façon dont Karl Barth considérait la «théologie des religions» comme une quête humaine. En outre, l'islam semblait empreint de prémodernisme, moins rapide à se développer que le christianisme et même opposé à la modernité.

Pendant vingt ans, les défenseurs du dialogue ont été mal vus. Ils tentèrent de démontrer qu'il existait une autre solution que l'approche missionnaire et ils provoquèrent ce qui fut tout d'abord un conflit interne au christianisme. Ils eurent, par conséquent, des problèmes à la fois avec le *Faith and Order*, pour qui le syncrétisme religieux représentait un danger, et avec la gauche politique concernant la reconnaissance des autres religions. Que fallait-il faire, par exemple, du problème des castes dans le dialogue avec l'hindouisme, ou de la situation de la femme dans le dialogue avec l'islam? Pour la gauche, il ne pouvait y avoir de conditions préalables aux droits de l'homme.

La question des droits de l'homme face à l'islam pourrait ici servir d'exemple. Les principes des droits de l'homme proviennent, dans leur universalité, d'un conflit humaniste séculaire avec les héritages des cultures individuelles. Mais, tandis que ces principes peuvent concerner un musulman, ils ne sont pas issus de la révélation divine ni de la loi de Dieu. Le croyant les considère plus comme des devoirs auxquels l'être humain doit se conformer, plutôt que comme des droits établis pour l'être humain. Autrement dit, ils s'écartent de la définition des droits de l'individu en vertu de l'appartenance à une communauté, comme dans l'affaire du foulard, controverse survenue en France en 1989 lorsqu'une école publique a interdit à des jeunes filles musulmanes de porter le *tchador* ou *hijâb* à l'école.

L'objectif devient alors de créer une base de dialogue commune. Mais, tandis que des progrès ont été faits en matière d'œcuménisme bilatéral, le dialogue multilatéral de son côté s'est essoufflé, notamment du fait de la prolifération de nouveaux mouvements religieux. Quelque cent organisations interreligieuses internationales sont apparues, rassemblant des mouvements sectaires sur plusieurs fronts à la fois, au point de devenir une véritable industrie florissante, uniquement concernée dans certains cas par des problèmes d'environnement. Le WCC a, par conséquent, proposé un nouveau discours œcuménique: l'œcuménisme n'est pas une simple question d'Églises, mais représente une quête d'unité de l'humanité, en tant que service devant être rendu à l'espèce humaine. Ainsi, le WCC ne peut pas continuer à être une organisation parafédérale d'Églises, mais doit devenir un réseau d'agents stimulants et de mouvements de relance.

En outre, les Églises chrétiennes se sont organisées en fonction du monde politique, si ce n'est du milieu des affaires et des multinationales,

tandis que c'est la société civile, avec son pouvoir normatif vis-à-vis de l'État, qui a besoin d'être reconstruite. Cela implique de ramener la politique à sa place initiale et de recréer des associations civiles. C'est ce qu'ont tenté de faire le nouveau mouvement humanitaire, considéré comme fortement interventionniste en ce qui concerne l'autorité législative de l'État, et le mouvement activiste féministe, rallié au mouvement pour les droits des homosexuels, qui dénonce la violence et la propagation des hostilités. La position du christianisme étant stable (le pentecôtisme a gagné du terrain et le nombre d'Églises orthodoxes a été multiplié par trois) et l'islam étant de son côté en pleine expansion, le WCC cherche à se constituer en forum afin d'examiner les questions concernant l'avenir. Il ne s'exprime plus désormais en terme de mobilisation, mais semble plutôt vouloir agir à présent comme une organisation de remplacement, pour riches protestants par exemple, pouvant agir en cas d'absence d'une autre institution, et jouant précisément le rôle envisagé par les États-Unis pour les Nations Unies.

Depuis le deuxième concile œcuménique du Vatican (Vatican II, 1962–1965), l'Église catholique est parvenue à entretenir un dialogue constant avec le WCC. Le projet œcuménique s'est élargi jusqu'à inclure un dialogue entre chrétiens et athées et, finalement, un dialogue interreligieux, comme lors de l'organisation de la Conférence islamique (1969) ou du Concile bouddhiste (1984). Quasiment tous les dignitaires religieux du monde se sont réunis en 1986, à Assise, pour prier pour la paix.

Pour les protestants et les orthodoxes ainsi que pour les catholiques, le mouvement actuel pour l'unité signifie une réintégration totale dans un monde en pleine mutation. De tels bouleversements sociaux étaient autrefois supposés ne pouvoir engendrer que des sectes dans la mesure où ils n'aspiraient à l'intégration que d'une partie d'une communauté. Aujourd'hui, on pourrait voir l'œcuménisme comme une volonté de réintégration totale, même dans ses formes non-chrétiennes et interreligieuses, difficilement compatibles avec la politique d'un front commun contre l'athéisme.

Un œcuménisme non-religieux permet d'établir des typologies plus universelles que celles offertes par la théologie. Ceci peut ouvrir de nouvelles voies pour examiner le dialogue avec l'athéisme d'un point de vue non-confessionnel. Un œcuménisme général permettrait de repenser quelques-uns des points essentiels en matière de science et de religion. Il étudierait l'ensemble du problème des relations interreligieuses et intrareligieuses dans le temps et l'espace, c'est-à-dire les relations de tous les corps religieux vis-à-vis d'un autre, qu'ils appartiennent ou non à des groupes plus larges, et les relations qu'entretiennent au sein de chaque corps religieux les différentes tendances, entre elles et avec celles d'autres confessions. Les confessions qui refusent cette forme d'œcuménisme ont leur propre conception de ce qui constitue une œcuménicité souhaitable, parfois sous

la forme idéologique de la «nuée de témoins», chaînon mythique entre les croyants de différentes époques et de différents endroits.

De nombreuses sectes, les quakers par exemple, se sont imposées le devoir de reconstituer l'unité perdue, mais on trouve dans ce domaine autant de pensées utopiques que pragmatiques. Qu'elles soient religieuses, parareligieuses ou antireligieuses, comme dans le cas de l'œcuménisme laïque qui considère la religion comme un obstacle à l'unification de la race humaine, les diverses écoles de pensée et les nouvelles religions sont toutes des formes, laïques ou autres, d'un projet œcuménique dont la gestation dure, dans certains cas, depuis des siècles. Idéologies et institutions y ont leur place, non pas seulement des institutions officielles (comme le WCC, la Conférence panislamique, etc.), mais également des congrès, des symposiums et les innombrables groupes au sein desquels se rassemblent des dissidents internes et externes qui mettent au point de nouvelles liturgies officielles, semi-officielles ou clandestines, et les autorités responsables en cas de désunions ou de conflits religieux. C'est donc là qu'est l'origine des relations entre institutions religieuses et non-religieuses.

On peut ainsi constater la façon dont le comparatisme (à l'origine historique et même textuel) ethnologique et plus précisément anthropologique, ouvre, là où se rejoignent l'observation généalogique de la croyance et celle des transformations structurelles, un vaste terrain favorable à un œcuménisme visant à modifier radicalement notre perception des phénomènes religieux. Dans ce sens, l'initiative même de l'UNESCO d'inclure les développements religieux du XX° siècle à cette *Histoire de l'humanité* entre tout à fait dans le domaine de l'œcuménisme.

L'émergence du néoconfucianisme

Comme il est mêlé de façon imperceptible à la culture traditionnelle chinoise et ne renferme aucune croyance ou structure sociale données, exceptées celles que la société génère pour elle-même, on ne peut pas vraiment définir le confucianisme comme une religion. En ce qui concerne ses pratiques, le dernier sacrifice remonte à 1945. Totalement privé de son autorité juridique, le confucianisme est devenu une institution d'ordre privé. Cependant, de nombreuses familles restent attachées au culte des ancêtres, au culte de la mort, voire au culte d'un dieu du foyer, ainsi qu'à la pratique des festivals traditionnels (le nouvel an lunaire, la fête des Lanternes, la fête des Bateaux-Dragons, la légende de Tanabata et la fête des Lanternes de la mi-automne), qui offrent aujourd'hui encore un cadre cosmologique à la vie en société. Le néoconfucianisme des années 1950, dont l'objectif était de réconcilier la démocratie et les sciences modernes avec les valeurs de

la tradition chinoise, en constitua une renaissance, en particulier à Hong Kong où il fleurit.

Le succès des pays d'influence chinoise qui sont parvenus à la modernisation sans pour autant balayer leurs propres traditions (le Japon, Taiwan, la Corée du Sud, Hong Kong et Singapour) a prêté une nouvelle crédibilité au néoconfucianisme. Il a montré que modernisation ne rime pas nécessairement avec occidentalisation (illustration 113). Depuis les années 1980, la Chine a assisté à une réévaluation du confucianisme, libéré de ses obligations liturgiques désormais considérées comme de simples options, mais toujours très attaché au respect des valeurs spirituelles et morales. Le confucianisme rejette l'idée peu fondée du juriste occidental Max Weber selon laquelle, sans transcendance, l'action morale manque d'un puissant levier. Les néoconfucianistes, admirateurs de Kant, pensent que leur métaéthique, dégagée de toute théologie (et, par conséquent, immunisée contre les critiques rationnelles), pourrait bien être la source d'une spiritualité respectueuse des droits de l'homme et d'une certaine forme de démocratie et serait opposée au principe d'une hiérarchie sociale naturelle et conservatrice. Religion de la culture humaniste et doctrine philosophique de la sainteté, le néoconfucianisme porte peut-être en lui l'avenir d'une Chine nouvelle ainsi que d'une partie de l'Asie du Sud-Est et, plus généralement, l'espoir d'un nouvel humanisme non occidental.

La prolifération des mouvements sectaires

Les mouvements sectaires prêtent allégeance à un leader ou à une doctrine. On pourrait dire qu'une Église renommée n'est rien de plus qu'une secte qui s'est montrée à la hauteur et continue à produire des ramifications. Depuis la Seconde Guerre mondiale, par exemple, le protestantisme a offert dans le monde anglophone un terrain propice aux sectes, particulièrement enclines au prosélytisme. Mais la nouveauté réside dans la prolifération de ces sectes à l'échelle planétaire (180 000 rien qu'au Japon), leur succès en Occident depuis l'échec du mouvement de protestation de mai 1968, leurs sources d'inspiration orientales et leur passage par les États-Unis. Les premières sectes issues du protestantisme recrutaient des femmes adultes provenant de milieux sociaux relativement défavorisés. Les nouvelles sectes recrutent de jeunes gens instruits des classes moyennes, manifestent un anti-intellectualisme extrême, comme dans les cas de la scientologie ou de la méditation transcendantale, et attachent une importance exagérée à l'affectivité. Elles professent généralement un rejet total de la politique et développent, parallèlement, comme dans le cas des Enfants de Dieu (rebaptisée depuis «Famille d'amour») ou des «moonistes», leur propre conception de l'histoire ou du salut.

Les sectes ont en commun la pratique de la méditation sous l'autorité d'un meneur afin d'atteindre le pouvoir «spirituel» et placent l'amélioration personnelle, la conversion idéologique et la transformation du comportement au-dessus de l'action collective dans le monde. Il leur arrive parfois d'aspirer à l'union de religions ou de peuples, mais il ne s'agit pas tant d'œcuménisme que de prosélytisme, leur mode de vie en communauté ayant pour but d'enseigner les solutions aux problèmes de l'homme en coupant tout lien avec le monde extérieur. L'organisation pyramidale de ces sectes qui consiste à éviter tout contact entre les adhérents et le leader et à soumettre la volonté des disciples à une organisation totalitaire, fournit un cadre régulier n'offrant pas tant une vie d'ascétisme qu'une vie d'activité et de travail constants, profitant exclusivement à la secte pour subvenir à ses besoins de pouvoir politique et financier. Derrière le masque de l'authenticité, les sectes fonctionnent souvent comme des entreprises bien structurées, exploitant la crédulité de leurs membres. Dans quasiment tous les cas, il s'agit d'organisations d'esprits manipulateurs, allant à l'encontre des droits de l'homme et pouvant collaborer à de dangereuses entreprises criminelles.

Au Japon, par exemple, la secte *Aum Shinrikyo* a lancé en 1965 une attaque au gaz dans le métro de Tokyo, faisant dix morts et empoisonnant cinq mille personnes. Qu'advient-il d'un message religieux apocalyptique dans une société de nantis, quand la peur, la maladie et la pauvreté ne suffisent pas à fournir un nombre correct de recrues? Il appelle à la reconstruction de ce monde après que le monde, qu'il qualifie de diabolique, ait été préalablement détruit par des actes criminels. C'est ainsi, également, que l'Ordre du temple solaire a poussé une partie de ses disciples franco-suisses à un « suicide » collectif dans le Vercors et au Canada.

La Société internationale pour la conscience de Krishna, créée en 1966 aux États-Unis afin de propager un mode de vie fondé sur des principes védiques, a dû se séparer de nombreux de ses meneurs. Elle est présente dans le monde entier et ses disciples mènent des vies austères, récitant la grande prière (*mahanantra*) 1 728 fois par jour et obéissant à un maître spirituel, convaincus que le modèle védique de la société peut conduire au progrès spirituel universel.

La Nichiren Shoshu, branche du bouddhisme japonais, a renié la secte Soka Gakkai qui possède également son propre parti politique. Désireux de faire contrepoids face à un communautarisme qu'il juge excessif, ce mouvement, à l'instar du mouvement Agonshu, déclare comme légitime l'expression du désir personnel et soutient que les individus doivent trouver leur propre voie, renforcer l'élément personnel de leur foi et assumer un certain degré d'indépendance dans leurs choix.

Après avoir remporté plusieurs succès au Japon et aux États-Unis, l'Association de l'Esprit saint pour l'unification du christianisme mondial (ou Église de l'unification) créée en 1974 par Sun Myung Moon et à l'origine violemment anticommuniste, s'est finalement alliée à la Corée du Nord. Ce groupe messianique se veut le précurseur d'une nouvelle humanité qui gouvernera un jour ce monde. Il considère le mariage comme la seconde naissance de l'homme et de la femme et dans le cadre de l'instauration du royaume de Dieu sur Terre et de l'unification prochaine des nations et des religions, Moon choisit et offre des épouses à ses disciples qui vivent en communauté.

La Mission de la lumière divine, fondée en 1960 en Inde par le gourou Mahara Ji, offre à ses disciples le savoir spirituel par la méditation. La confiance en la perfection du maître y est essentielle, que les méditants vivent dans des *ashrams* ou chez eux. La méditation transcendantale, introduite en 1960 en Occident depuis l'Inde, consiste à se concentrer sur une formule rituelle afin d'atteindre un simple état de conscience. La pratique, utilisée comme technique de relaxation dans des institutions américaines comme l'armée, les universités, les prisons et quelques monastères, aurait été testée scientifiquement.

L'Église de scientologie, fondée par l'Américain L. Ron Hubbart, propose également un moyen de transcender l'état ordinaire de la conscience de soi. Elle recourt pour cela à une théorie explicative du monde et à des techniques de contact psychologique que les membres apprennent lors de séances gratuites d'apprentissage. Bien que souvent accusée par ses anciens membres de recourir à des méthodes d'endoctrinement en désaccord avec les droits de l'homme, l'Église de scientologie est en train d'accroître son influence tout en essayant de se faire reconnaître légalement comme Église à part entière.

Les diverses sectes d'Amérique latine se sont développées à partir de leurs propres religions syncrétiques, s'inspirant de composantes afroindiennes, chrétiennes ou spirites et du renouveau du catholicisme et du protestantisme. La tradition brésilienne du *candomblé*, pratiquement disparue aujourd'hui, se servait du culte des saints catholiques comme couverture de l'ancien culte secret des esprits yoruba, connus à l'origine sous le nom d'*orixás*. Les sacrifices d'animaux exécutés dans la langue *nagô* permettaient de contacter directement les esprits en entrant dans un état de transe. L'authenticité africaine, étendue ici aux Caraïbes, est revendiquée par l'affirmation du lien de parenté avec des groupes ethniques africains. Le rite de l'*umbanda*, qui a des répercussions sur les classes moyennes blanches installées en ville, emprunte l'élément de la transe collective au *candomblé* et celui de la possession par les esprits de la nature aux cultes originaires de l'Inde. Il existe d'autres emprunts au spiritisme comme la

communication avec les esprits des morts, l'idée de progrès spirituel par la réincarnation, le devoir d'accomplir des actions charitables et l'idée que les esprits évoluent suivant une raison historique.

En 1992, le Conseil de l'Europe a publié un document important concernant les mesures destinées à lutter contre les activités abusives des sectes, non pas en recommandant une nouvelle législation qu'il aurait été difficile de mettre en place à l'échelle internationale tout en respectant la liberté et la conscience, mais en suggérant que toutes les ressources des lois locales existantes soient utilisées à cette fin.

La renaissance de l'Église russe orthodoxe

Avec 90% de ses membres réunis dans les pays de l'ex-URSS, l'Église orthodoxe a mené un long combat avant de connaître une véritable renaissance après 1988. Ses églises autocéphales organisées en cinq patriarcats (celui d'Istanbul bénéficiant d'une prééminence symbolique et historique) sont fédérées d'un point de vue théologique et s'autogèrent collectivement par le biais de conciles. La portée de ces églises, souvent territoriale, peut parfois s'étendre à l'échelle nationale, comme en Grèce, ou encore à des limites nationales particulières, comme dans les cas de la Russie, de la Bélarus ou de l'Ukraine.

L'Église russe, persécutée par la propagande athée après la révolution de 1917, mais tolérée sous Staline, a toujours agi d'une façon relativement docile. Ce fut le prix à payer pour survivre à l'échelle internationale pendant sa persécution et aux poursuites dont elle fut l'objet sur son propre territoire, notamment après la nouvelle offensive athée de 1959. Bien qu'ayant ses propres sources de revenu, elle ne pouvait fonctionner que selon un mode liturgique et se trouvait ainsi sujette à un grave problème de transmission, étant incapable de fournir une éducation religieuse à son clergé et à ses membres laïques.

L'effondrement du régime en 1989 laissa l'Église russe dans une situation sans précédent. Pour la première fois, elle se retrouva libérée du contrôle d'État et face à une situation plus apparentée au style laïque français qu'à sa propre tradition historique. Elle fit restaurer des églises et ouvrir des monastères et des écoles théologiques, et obtint même l'autorisation de construire de nouvelles églises. Ayant dû gérer ce patrimoine, elle s'est finalement appauvrie et a même demandé qu'on lui rende ses anciennes propriétés et rentes afin de pouvoir faire face à ces frais. Elle s'est également lancée dans la mise en place d'organisations sociales et charitables, mais ses membres sont trop peu nombreux, et sa tradition intellectuelle, après avoir été coupée de tout enseignement religieux pendant

quatre-vingts ans, a besoin d'être modernisée. Elle ne dispose pas encore pour cela d'organisations capables d'introduire des idées nouvelles dans ses sermons, ses publications ou ses activités pour les jeunes comme le mouvement religieux grec *zoe*. Elle reçoit une aide, souvent controversée, des missions des églises uniates, qui souhaitent récupérer certaines places consacrées au culte, ou bien de riches missions protestantes américaines.

Le patriarche Alexis II, élu en 1990, est confronté, au sein de son Église, à des tendances ultranationalistes (voire monarchistes), fondamentalistes, antisémites et anti-œcuméniques. L'œcuménisme, à vrai dire, se heurte à la forte détermination missionnaire de l'orthodoxie qui a, par exemple, implanté un comptoir en Alaska pour y développer une Église américaine, utilisant la puissance de la diaspora russe, ainsi qu'une Église de taille non négligeable en Ouganda. L'Église orthodoxe des États-Unis, virtuellement autocéphale depuis 1970, est reconnue comme la quatrième religion de ce pays, responsable d'un retour à la théologie et à la liturgie. Mais l'orthodoxie américaine n'a pas accepté que le patriarche parle de repentance pour les «erreurs» du passé. Cependant l'Église russe, nationaliste, conservatrice et fortement influencée par sa diaspora, joue un rôle actif au sein du WCC, notamment dans le courant *Faith and Order*, où elle fait le lien avec le catholicisme en transcendant les divisions par sa forte théologie trinitaire.

RELIGIONS MONDIALES ET RELIGIONS INDIGÈNES

Se pourrait-il qu'un jour nous soyons amenés à classer les courants religieux éclatés, fondamentalistes, charismatiques, syncrétiques et sectaires comme des formes de religion mondiale et les grandes traditions religieuses institutionnelles comme des religions indigènes, localisées? La fin du XXe siècle a, de fait, été marquée par une double évolution (une fragmentation des grandes confessions accompagnée d'une prolifération des nouvelles formes religieuses), alors que se généralisait une croyance dénuée d'appartenance. Par ailleurs, les frontières géographiques des diverses religions deviennent plus floues au fur et à mesure que ces dernières trouvent un écho bien au-delà de leur berceau originel. Les religions mondiales deviennent des religions indigènes culturellement marquées, tandis que les religions indigènes s'exportent dans le monde entier. Il est désormais impossible, dans un panorama général des religions, de réserver la première place aux grandes traditions, jadis unies, tant elles éclatent aujourd'hui en groupes épars ne partageant presque aucun dogme. Cette fragmentation contraste avec l'effervescence œcuménique des grandes religions organisées, que, paradoxalement, elle renforce. Les institutions établies de longue date se rassurent mutuellement dans leur méfiance commune envers les dissensions ou les sectes sans comprendre toujours qu'à travers elles toute une communauté tente de retrouver un sentiment de plénitude et de découvrir une perspective globale lui permettant de dépasser ses relations contradictoires avec le monde (Luneau et Michel, 1996).

Au cours de la seconde moitié du XXe siècle, toutes les religions du monde se sont retrouvées dans une impasse face à la modernité démocratique, qui, en dépit de sa difficile progression, devient une norme incontestable. Toutes s'épuisent à tenter de suivre ou d'anticiper le lent mais inéluctable établissement d'un principe universel fondé sur un sécularisme ouvert, tolérant, fraternel et humaniste, qu'elles doivent adopter pour coexister en respectant l'authenticité des différentes cultures contemporaines. En ce sens, et bien qu'il soit plus fragile et complexe, sur le plan constitutionnel, que les autres mouvements religieux, le protestantisme, ou plus exactement la branche réformée de la croyance, devient une sorte de source d'inspiration commune à toutes les évolutions actuelles, grâce à laquelle chaque fidèle découvre une vie intérieure plus riche et développe un sens aigu de sa responsabilité civique. En perdant leur caractère institutionnel, les religions laissent la voie libre à un cosmopolitisme civil, éthique et séculier presque confucianiste, dans lequel les sentiments identitaires deviennent une question purement personnelle. Ce contexte permet de mieux comprendre les divers mouvements qui en découlent.

Le retour à la «vraie» religion: le fondamentalisme sous ses diverses formes

Si aucune définition ne couvre parfaitement toutes les formes d'extrémisme religieux qui sont devenues omniprésentes sur la scène internationale, celles-ci partagent une réaction vigoureuse contre la modernité, le rejet d'un modèle séculier imposé et l'affirmation d'une transcendance dans un monde désenchanté. Elles accordent une importance religieuse à l'action politique, destinent leur message aux jeunes déplacés dans des zones qui ne méritent pas le nom de ville et sont dirigées par les élites de la classe moyenne qui utilisent massivement les méthodes de communication modernes.

Tous ces mouvements s'opposent à la société contemporaine sur trois points. En premier lieu, cet extrémisme religieux affiche une hostilité partagée face à la modernité, qu'il considère comme impie et inséparable de la sécularisation et de la laïcité. Il remet en cause le modèle de civilisation occidental et ses prétentions universalistes et souhaite reconstruire des identités communautaires non compromises. Deuxièmement, face à l'échec des

idéologies séculières de la libération et du progrès, il propose une solution à l'évolution matérialiste néolibérale et au socialisme actuel, en particulier de la trilogie État-nation-parti, dont l'échec en Europe de l'Est et dans les pays arabes a suscité des tensions sur les questions identitaires et a forcé les États à remédier rapidement aux problèmes économiques. Enfin, en dernier lieu, les fédérations et les blocs politiques s'étant effondrés en laissant derrière eux un grand nombre de revendications nationalistes et ethniques trop longtemps passées sous silence, les conflits séculaires refont surface et ravivent ces tensions. Ces diverses formes de résistance contestent ouvertement le relativisme tolérant, respectueux de l'altérité et proposent de le remplacer par une version mythifiée des origines de la société religieuse. Néanmoins, en dépit de leurs excès, elles ouvrent peut-être la voie à une modernisation non-occidentale.

Le judaïsme, le christianisme, l'islam, l'hindouisme ou le shintoïsme enregistrent une nette montée des mouvements fondamentalistes favorables à la préservation ou à la restauration du système religieux dans son intégralité. Le shintoïsme, généralement considéré comme la religion naturelle de la tradition japonaise, voit apparaître de nouvelles branches adaptant à un milieu urbain les notions de pureté, d'harmonie entre les dieux, les hommes et la nature ainsi que de protection, tout en gardant en vue une promesse de récompenses terrestres (illustration 114). Le mouvement juif des Loubavitch proclame l'arrivée imminente du Messie et prêche la stricte observance des 813 mitsvoth de la Torah. Ce mouvement, influent aux États-Unis et en France, critique le sionisme selon lui trop séculier de l'État d'Israël, qu'il aimerait voir devenir un État exclusivement juif sans aucun non-croyant. La Jama'ah Tabligh, association pour la propagation de l'islam créée en Inde en 1927 et destinée à supprimer toute contamination culturelle chez la minorité musulmane, est très répandue dans tous les pays d'Europe où vivent de telles minorités. Elle prêche l'imitation du prophète dans toutes les sphères de la vie et organise des réseaux aidant les communautés.

Aux États-Unis, le mouvement revivaliste est diffusé par les sermons des télé-évangélistes lors de gigantesques assemblées au cours desquelles l'audience est appelée à se convertir, à témoigner d'une guérison ou à se faire baptiser. Manifestant une tendance fondamentaliste à l'interprétation littérale de la Bible comme expression directe de la vérité divine, les mouvements revivalistes défendent le concept de «majorité morale» en politique et s'opposent à l'humanisme séculier, au darwinisme, à l'avortement, au divorce et à la pornographie. Influents aux États-Unis, ils rencontrent également un franc succès en Amérique latine, où ils sont soutenus par les cercles conservateurs. Un autre mouvement, le Renouveau charismatique, né aux États-Unis en 1967, se répandit peu après en Europe, notamment en France. Les commu-

nautés qui s'en réclament se caractérisent par une forte affirmation identitaire, une invitation à la conversion intérieure, une vie de groupe avec implication émotionnelle, un détachement de la sécularisation environnante et un désir de retour à une socialisation chrétienne. De même, le mouvement Communion et Libération, né en Italie, rejette radicalement la modernité séculière, condamnée pour son totalitarisme et son impérialisme occidental. Il avance que seul le retour à la vérité universelle contenue dans l'Écriture sainte permettra la réorganisation complète de la société. Sur ce point, les fondamentalistes chrétiens se distinguent de leurs homologues juifs, musulmans et hindous, aspirant à une société régie par la loi religieuse, en ce qu'ils semblent accepter la séparation de facto des pouvoirs temporels et spirituels. Ce mouvement compte des communautés ainsi qu'une multitude d'associations et d'organismes caritatifs et publie un magazine traduit en six langues.

Le «recours» à la religion : les théologies de la libération

Gustavo Gutiérrez définit les théologies de la libération comme «des discours sur la foi adaptés au contexte latino-américain», lequel se caractérise par l'instabilité politique des années 1960, la dépendance face aux capitaux américains, la présence de structures sociales héritées de la période coloniale, une croissance démographique débridée et la pauvreté des zones rurales et des bidonvilles. L'Église latino-américaine était à la fois très conservatrice et populaire. Dans les années 1960, une nouvelle pratique ecclésiastique naquit dans les communautés populaires (le Brésil en compte plus d'une centaine de milliers). Offrant une assistance mutuelle, des cours d'alphabétisation, une formation professionnelle et un engagement politique, cette pratique s'accompagna d'une nouvelle interprétation de la Bible. En 1968, le conseil épiscopal latino-américain de Medellín (Colombie) dénonça la «violence institutionnelle» et prêcha «l'option préférentielle pour les pauvres». Cette rencontre entre la réalité historique et les porte-parole de la foi marqua la naissance des théologies de la libération qui recourent sans hésiter à l'analyse marxiste pour dénoncer les injustices. Les classes dirigeantes et possédantes matèrent brutalement cette Église des pauvres, dont des milliers d'activistes, de prêtres et de sœurs furent tués, comme l'archevêque Romero de San Salvador en 1980 (illustration 115). Les théologies de la libération furent condamnées en 1983 par la Congrégation pour la doctrine de la foi et furent attaquées par les évêques très conservateurs nommés par la suite en Amérique latine. Lors de l'effondrement du communisme, la théologie de la libération adopta un discours plus écologique. Ailleurs, cependant, d'autres mouvements religieux luttèrent pour la libération des plus démunis, comme ce fut le cas de l'hindouisme dans les mégapoles indiennes.

Sources de sens dans un monde en crise, les religions divisent plus aujourd'hui les hommes et les femmes qu'elles ne créent une fraternité, contrairement à ce qu'elles revendiquent. Désormais, les conflits reflètent cependant davantage la crise que provoque dans les religions la nécessité d'accepter l'état de droit et le pluralisme religieux. Reste à savoir si les dissensions actuelles permettront à terme leur intégration au modèle démocratique.

LES FORMES DU BOUDDHISME

Au début du XX^e siècle, la religion bouddhiste perdait de son prestige et de sa puissance sur presque toute la planète. En Corée, au Viêt Nam et au Japon, elle reculait au profit du shintoïsme et, en Chine, elle était supplantée par les études confucianistes. Elle résistait mieux dans certaines régions d'Asie du Sud-Est, comme au Cambodge, au Laos et au Siam. La célébration du deux mille cinq centième anniversaire de la mort de Bouddha en 1956 traduisit un réveil de la foi provoqué par l'alliance avec les mouvements nationalistes, comme en Birmanie (aujourd'hui Myanmar) (illustration 116), et par les recherches des érudits occidentaux sur les textes classiques transmis par les Japonais. Au Sri Lanka, de nombreux jeunes convertis au christianisme s'en retournèrent aux croyances de leurs ancêtres. En Inde, le bouddhisme cessa d'être considéré comme une secte hérétique. Le renouveau fut plus puissant dans les pays suivant la tradition du Mahayana que du Theravada, mais la religion connut un déclin manifeste en Chine et au Tibet suite aux persécutions. Le bouddhisme mongol (illustration 117) disparut également et la République démocratique de Corée proclama l'éradication complète de cette religion.

Au début des années 1970, l'histoire du bouddhisme semblait toucher à sa fin en Asie. Cependant, en 1980, la Chine tenta de se faire pardonner les crimes qu'elle avait commis au Tibet. Ses relations avec le dalaï-lama, aujourd'hui chef incontesté du peuple tibétain, restent toutefois problématiques. L'effondrement du régime soviétique offrit de nouvelles perspectives au bouddhisme mongol et des monastères rouvrirent dans le pays en 1990. En Chine, des instituts d'études bouddhiques ont été créés et la pratique populaire du pèlerinage a été ravivée, tandis qu'un nombre grandissant d'ouvrages savants, de vulgarisation et d'art sont publiés. De manière générale, l'expansion des études bouddhiques dans d'autres régions du monde, y compris en Occident, où le tantrisme zen et tibétain font des adeptes, semble avoir joué un rôle majeur dans le renouveau que cette religion a connu à la fin du XXe siècle. Néanmoins, l'orientation vers

des formes syncrétiques du bouddhisme, comme au Japon avec le groupe *Agonshu* ou la secte *Soka Gakkai*, témoigne d'une adaptation à certaines valeurs occidentales telles que l'individualisme et l'universalisme.

LES FORMES DE L'HINDOUISME

Dans l'univers symbolique hindou, en équilibre entre la confusion que provoquent les impressions sensorielles et les signes abstraits que donne la raison métaphysique, la religion est un moyen de réguler les tensions affectives. Se situant symboliquement juste entre ces deux mondes, l'hindouisme assure une autoprotection en compensant la nécessaire répression sociale du désir par une projection idéale de la vie empirique. La vie humaine prend tout son sens sur scène. Ainsi, tous les festivals et les rituels hindouistes permettent de réajuster les récompenses accordées à un individu pour ses actes (illustration 118). La république de l'Inde est un État laïc où se mêlent les communautés, les langues et les religions (nées dans la mère patrie, comme les religions hindouiste, jaïn, bouddhiste ou sikh, ou importées, comme l'islam ou le christianisme), c'est pourquoi la partition, ayant trahi l'espoir d'unité, demeure une pomme de discorde. La république a créé son propre système séculier dans lequel les fonctions de brahman et de roi sont dissociées, mais où chaque communauté partageant un certain nombre de règles et de codes, souvent intériorisés, tend à réagir automatiquement de façon défensive ou agressive.

Voilà pourquoi la non-violence est l'idéal de cette société multiculturelle, même si la violence contenue dans cette coexistence difficile éclate parfois. Ce fut notamment le cas lors des affrontements mémorables survenus en 1949, puis en 1992, à la mosquée d'Ayodhya. Présumée avoir été construite sur le lieu de naissance de Rama, monarque idéal et incarnation divine, elle cristallise les conflits politiques et religieux. Dans l'ensemble, cependant, le renouveau de l'hindouisme transforma une doctrine de la renonciation en un fort discours de réforme sociale à l'origine de la renaissance que connut l'Inde au XXe siècle. Dans une société étouffée par la tradition, la théorie selon laquelle les soulèvements sociaux émanaient de la volonté divine dans une société décadente constitua une révélation rassurante. Tilak, Gandhi et Aurobindo interprétèrent tous la Gita à leur manière dans leurs actes quotidiens. L'Occident joua également un rôle considérable dans cette réforme et certains commentaires, par leur version anglaise, eurent une influence dans toute l'Inde. À l'instar de l'unification politique, l'existence d'une langue nationale fut un élément moteur de la renaissance hindoue.

Le sectarisme connut alors un déclin tandis que de nouveaux saints apparurent. S'inspirant de la vie exemplaire de ces hommes et de ces femmes et disposant, grâce à la *Bhagavad Gita*, l'un des épisodes du *Mahabarata*, d'un livre saint faisant autorité et interprété à la lueur des problèmes sociaux contemporains, l'hindouisme, contrairement aux autres religions, sut s'adapter aux bouleversements mondiaux majeurs et même débarrasser le culte populaire de son caractère autrefois conservateur. La fin du XX^e siècle fut cependant marquée par un renouveau des mouvements sectaires, tels que Rashtriya Swayamsevak Sangh ou Shiv Sena, qui s'insurgent contre la suppression des sanctions religieuses dans les institutions sociales et tentent de mettre un terme aux réformes politiques modernes fondées sur la constitution. Ces mouvements extrémistes, faisant renaître le vieux rêve de nation hindoue, l'*Hindutva*, se servent de la religion à des fins idéologiques et nationalistes, menaçant ainsi ce fragile modèle d'État laïc.

LES RELIGIONS DE L'AFRIQUE NOIRE

Les religions de l'Afrique noire, soucieuses de retracer les origines de toute chose à l'exception de l'Être suprême, semblent ne pas avoir changé depuis la nuit des temps. Suite à leur rencontre avec l'islam et le christianisme à travers l'Afrique, elles ont cependant adopté une stratégie complexe de survie qui, par la résistance à la colonisation, a permis de maintenir la cohésion de leurs sociétés. Si, en 1965, la moitié des Africains était animistes, en 1985 un tiers de la population était chrétienne, un tiers musulmane et un tiers restait fidèle aux croyances traditionnelles. Ce déclin relatif cache néanmoins une vigueur renouvelée reposant sans doute sur une croissance démographique exceptionnelle. La foi africaine eut raison de l'«islam noir» et menaça le christianisme, provoquant une acculturation théologique. Les pratiques ancestrales liées à la naissance, à la circoncision, au mariage, à la voyance, à la protection contre le mauvais œil, à la sorcellerie et à la mort se perpétuèrent sous couvert des cinq piliers de l'islam. Elles furent néanmoins confinées à une vie individuelle compatible avec l'appartenance aux fraternités transnationales et furent ravivées par des prophètes locaux, donnant ainsi un caractère universel à l'authenticité négro-africaine.

Le nombre des disciples des Églises africaines indépendantes a triplé en vingt ans et devrait poursuivre au XXI^e siècle sa très forte expansion. La réinterprétation de la Bible comme thérapie a ouvert la voie à un réveil politique. Les sermons des messies ou des prophètes noirs offrent aux fidèles et à leurs ecclésiastiques la possibilité de soigner les malades, de prédire

l'avenir et de se protéger contre le mauvais sort, l'adversité et la sorcellerie. Cette prédication repose avant tout sur la possession, car l'état de transe atteint lors des thérapies collectives apporte le don de double vue qui permet de diagnostiquer les causes des maladies ou des malheurs et de prescrire les remèdes et les attitudes correspondants, plus ou moins conformes au message biblique. Au Zaïre, Simon Kimbangu commença en tant que faiseur de miracles et fut condamné à trente ans de prison (Desroches et Clevenot, 1992). Il prédit une apocalypse qui libérerait le peuple noir et amènerait la prospérité. L'Église organisée par ses disciples était opposée au fétichisme et à la sorcellerie, mais donna un nouvel élan au culte des ancêtres et à un certain ordre moral et ses longues messes ferventes célébraient une foi dans l'avenir qui allait faire naître les chefs et les partisans populaires de la marche vers l'indépendance. Ces Églises indépendantes servirent d'intermédiaires entre les religions traditionnelles et le christianisme. Elles transformèrent le cadre des croyances ancestrales et leur message de salut, en adaptant ce dernier aux soulèvements qui suivirent l'indépendance politique, au vent de liberté qui souffla sur toutes les couches sociales et aux difficultés économiques, notamment celles qui frappèrent les plus démunis, capables, grâce à leur aide, de résister à une adversité grandissante.

LES FORMES DU JUDAÏSME

En 1900, la plupart des centres d'enseignement judaïque et des chefs des communautés spirituelles juives se trouvaient en Europe de l'Est. L'extermination systématique programmée par les nazis fit disparaître presque tous les juifs d'Europe centrale et orientale. Au milieu du siècle, les survivants émigrèrent aux États-Unis, où ils devinrent membres à part entière d'une société moderne majoritairement chrétienne, ou rejoignirent le nouvel État d'Israël, où se présenta le problème de la relation entre l'État et la religion juive. Les communautés juives d'Europe de l'Ouest avaient déjà, dans une certaine mesure, été laïcisées et intégrées à la société moderne. La même tendance se dessinait aux États-Unis dans le mouvement réformé, opposé au sionisme, et même les congrégations orthodoxes furent de plus en plus américanisées. L'unité de la communauté juive fut encore renforcée par les services et les réseaux d'assistance mutuelle créés en dehors des synagogues. Vers 1950, la tentative de donner à ces réseaux d'assistance mutuelle un contenu judaïque se heurta à la tradition qui, se considérant comme le garant de la responsabilité morale de l'esprit humain, n'acceptait d'autre autorité que la conscience individuelle. Cette unité consolida néanmoins la vague d'enthousiasme religieux qui suivit la Seconde Guerre mondiale et ne visait pas tant l'intégration et l'assimilation que le renforcement des liens communautaires.

Le problème de la confrontation entre le judaïsme et la vie industrielle moderne se posa également à l'État d'Israël. Les conceptions religieuses y étaient très variées et allaient de la stricte orthodoxie à l'athéisme. L'arrivée de juifs pratiquants des pays arabes grossit les rangs des familles pieuses, mais la transition vers la vie laïque israélienne provoqua un choc entre les cultures orientale et occidentale. Face au conflit opposant orthodoxes conservateurs et gauchistes laïcs, la majorité de la population, ni religieuse, ni athée, se situait quelque part entre les deux extrêmes. Au milieu du XXe siècle, les États-Unis comme Israël achoppèrent sur l'ampleur de la composante religieuse nécessaire à la survie du peuple juif.

Cette question même révèle l'importance des problèmes de sécularisation. Le conflit avec la Palestine réveilla la fibre religieuse qui allait justifier les colonies. Après la guerre des Six Jours de 1967, l'annexion de Jérusalem-Est, de la Judée et de la Samarie libéra les sentiments religieux réprimés tant en Israël que dans la diaspora et favorisa la montée des ultra-orthodoxes (illustration 119). Le *Gush Emunim*, mouvement sioniste religieux messianique et activiste, né en 1974, se prononça contre l'opinion internationale en faveur de l'occupation des territoires palestiniens par les colons juifs. La volonté de ses fondateurs de faire d'Israël un État normal se heurte à l'accent qu'ils mettent sur le caractère unique de la shoah. Si, pour des raisons démographiques et sociales, les partis religieux ont un rôle d'arbitre dans la politique israélienne, il n'y a aucunement lieu de conclure que le fondamentalisme juif triomphe de la tolérance bien connue du judaïsme séfarade, tradition toujours majoritaire.

LES FORMES DE L'ISLAM

Déterminant à la fois le cadre législatif et le mode de vie de ses disciples, l'islam joua au XX^e siècle un rôle moteur dans les mouvements de libération des peuples musulmans, ainsi que dans les soulèvements sociaux qui survinrent dans les sociétés musulmanes. En dépit d'un degré de sécularisation marqué dans certains cas, l'allégeance religieuse s'est généralement renforcée (illustration 120). Source politique et culturelle du nationalisme, l'islam conféra un caractère religieux tout d'abord à la lutte contre la domination occidentale, puis au combat contre les autorités locales plus ou moins considérées comme illégitimes. La dissolution de l'Empire ottoman et l'abolition du califat en 1924 contribuèrent à la montée du nationalisme arabe et à la création de nouvelles nations, de l'Indonésie au Maroc, qui rejetèrent le joug colonial. Tandis qu'un certain nombre d'États islamiques obtenaient leur indépendance,

le véritable pouvoir religieux resta entre les mains des docteurs de la loi. Cependant, l'islam se renouvelle comme il naquit, c'est-à-dire lorsqu'un message religieux remettant en cause l'ordre établi rallie les masses autour d'une élite intellectuelle. La sédition, ou *fitna*, la plus grande peur de l'islam, explique également sa perpétuelle nature révolutionnaire.

Les Arabes ne représentent qu'un cinquième des musulmans, dont la plupart vivent désormais en Inde, au Pakistan, en Malaisie et en Indonésie. La notion de communauté islamique mondiale se heurte ainsi à la réalité géographique des États et à des mouvements tels que celui des musulmans noirs en Afrique et aux États-Unis. En dépit des travaux marginaux de chrétiens et de musulmans, l'exégèse coranique est restée en retrait des études comparatives. Les réformateurs, tant progressistes que réactionnaires, ont appelé à un retour aux sources dans lequel la loi islamique, la *shari'a*, se heurte au monde moderne.

Si au début du XX^e siècle les apports occidentaux tendaient à être incorporés à la pensée islamique, le mouvement général consista, à la fin du siècle, à imposer l'islamisme et son harmonie avec la nature et la science, à la pensée occidentale. Au lieu d'aboutir à la renaissance moderniste du siècle précédent, cette tendance déboucha le plus souvent sur l'expression populaire d'un islam radical cherchant à supplanter l'orthodoxie par une forme pratique de loyauté, la solidarité active et la lutte acharnée. Les idées réformistes et modernistes sont supposées mener uniquement à l'irreligion et les mouvements activistes, tels que celui des Frères musulmans, sont prêts à tout pour libérer les peuples des idées étrangères et du joug occidental. L'anti-intellectualisme des réformateurs est en partie responsable de cet état de fait, car ils n'ont pas relié les priorités politiques que représentaient les réformes sociales et le réveil spirituel aux avancées théologiques.

L'augmentation significative du nombre de pèlerins se rendant à La Mecque, suite à la multiplication des moyens de transport de masse, a renforcé le pouvoir des conservateurs dans tout le monde musulman. La foi en tant que telle semble plus libératrice que son contenu en lui-même. Le doute, la discussion et la remise en cause sont considérés comme des signes de défection dans le combat quotidien. La virulence des extrémistes germe donc toujours dans l'ignorance. Paradoxalement, ce sont pourtant les personnes cultivées, ayant même une formation universitaire, qui, contre toute attente, soutiennent le fondamentalisme, en avançant que l'obtention de l'indépendance complète est un acte religieux.

Les fondamentalistes ont forcé tous les autres groupes musulmans à se mettre sur la défensive en expliquant que le seul choix résidait entre le fondamentalisme et le sécularisme. Au XIX^e siècle, la *shari'a* servait de norme juridique officielle uniquement en Afghanistan, en Arabie saoudite et au Yémen, tandis qu'ailleurs les principes islamiques étaient intégrés dans un

État moderne ou, comme en Turquie et en Inde, étaient l'expression d'une minorité dans une société laïque. Au XX^e siècle cependant, le mouvement de sécularisation s'est inversé. La famille, la religion et les relations humaines sont de nouveau considérées comme le ciment des communautés, au détriment de la notion de citoyenneté. En ex-Union soviétique et en Chine, les minorités religieuses musulmanes, qui avaient été obligées d'intégrer l'État communiste, se sont insurgées et luttent pour leur libération, en particulier depuis l'effondrement du communisme.

À la fin du XX^e siècle, l'islam était divisé, déchiré entre sa volonté de simplifier la foi, qui n'a pas été traduite en termes contemporains, et les pressions exercées par le monde moderne. Sur toute la planète, que ce soit dans les communautés émigrées en Occident, dans les pays arabes ou dans l'archipel indonésien, la question est de savoir comment une foi politique et religieuse révélée mais modérée peut s'exprimer en respectant le contexte, les mentalités et les impératifs de la modernité et de l'internationalisme.

LES FORMES DU CHRISTIANISME

Les formes occidentales du christianisme, nées dans les sociétés rurales, furent toutes affectées par leur urbanisation et leur industrialisation massives. Ainsi, l'Europe enregistra tout d'abord un déclin religieux, tandis que les États-Unis connaissaient un certain renouveau. Les Églises tentèrent d'adapter leur langage à cette société inhabituelle, sans réellement y parvenir. Les nouvelles classes de cols bleus et de cols blancs leur échappaient. Néanmoins, le christianisme se défendit et admit même, dans une logique protestante, que l'affirmation moderne de l'individu était en accord avec la dignité chrétienne de la personne humaine. Tandis que le catholicisme existait principalement à travers sa hiérarchie active, les différentes branches du protestantisme, qui se ramifièrent encore à cette époque, furent avant tout influencées par les tendances au renouveau religieux, allant du fondamentalisme extrémiste à la vague association de croyances mal définies, alors que d'autres mouvements au sein de la chrétienté revenaient à des positions férocement traditionalistes.

Le deuxième concile du Vatican

Le deuxième concile du Vatican, dont la réunion avait été décidée en 1959 par le pape Jean XXIII, se déroula de 1962 à 1965 sous son successeur, Paul VI. Trois points étaient à l'ordre du jour de l'aggiornamento de l'Église: 1) le mouvement biblique, cherchant à intégrer les avancées de l'exégèse critique;

2) le mouvement liturgique, désireux de permettre aux congrégations de comprendre les rituels et d'y prendre part; et 3) le mouvement œcuménique, exprimant le désir commun d'œuvrer pour l'unité de l'Église universelle. Cependant, ces questions cachaient une volonté plus générale et plus profonde de réadapter l'Église aux évolutions du monde moderne. Ce souhait existait avant le conflit qui éclata au sein des mouvements d'action catholique, suite notamment à l'octroi de responsabilités à des laïcs. Vatican II ne se réduit pas simplement aux documents qui y furent élaborés. Cet événement ébranla l'Église et les chrétiens. Cependant, certaines décisions représentent un profond bouleversement, telles que l'affirmation de la liberté religieuse, la reconnaissance timide de l'appartenance réelle à la chrétienté des Églises non catholiques, la reconnaissance de la responsabilité des laïcs, la responsabilité chrétienne dans la détermination des valeurs de l'humanité et la réforme de la liturgie, délaissant le latin au profit des langues vernaculaires.

La rapidité de ces changements majeurs explique, a posteriori, en partie le caractère ambigu de leurs résultats. Les craintes suscitées par les crises politique, économique, technologique et culturelle que traversait la société, semblent avoir donné raison aux opposants du concile au sein de l'Église. La controverse autour de monseigneur Marcel Lefebvre, cardinal traditionaliste français qui, dans les années 1970, défia Paul VI en créant une communauté dissidente, est un cas d'espèce, mais cette ambiguïté se manifesta encore plus nettement dans l'attitude paradoxale du pape Jean-Paul II (illustration 121). Si celui-ci a défendu les droits de l'homme et la justice dans le monde entier, il a néanmoins utilisé les institutions du Vatican pour ralentir le développement et a récupéré son autorité en limitant les prérogatives des évêchés locaux en matière de théologie morale et de relations œcuméniques. L'opposition résolue de Rome à la modernité s'est surtout révélée dans son attitude envers les événements survenus en Europe de l'Est.

Conclusion

Le XX^e siècle a connu un essor majeur des sciences religieuses, de nature non théologique et évoluant progressivement de la description de la pratique sociale et des interprétations textuelles vers l'anthropologie. La religion n'est pas tant considérée en termes de messages, ni de relation à une réalité transcendantale, qu'en tant qu'ensemble d'observances rituelles par lesquelles la société règle ses problèmes, comme si l'analyse naissait de l'évolution du sujet étudié. L'une des principales conséquences de cette évolution, qui s'explique également par d'autres raisons sous-jacentes, tient à la toute nouvelle position

du christianisme qui occupe une place ordinaire au sein des religions mondiales comme une expression culturelle parmi d'autres. Ce nivellement progressif du champ religieux crée les conditions nécessaires à un échange culturel plus équitable entre les peuples, dans lequel les modes non occidentaux de modernité et de citoyenneté démocratique sont réhabilités ou inventés.

modernité et de citoyenneté démocratique sont réhabilités ou inventés.

La production d'écrits théologiques enregistre un déclin progressif manifeste. Les grandes voix de la première moitié du XXº siècle se sont tues lors de la seconde moitié, à l'exception des voix, étouffées, des théologies de la libération, sans qu'aucune théologie œcuménique n'apparaisse véritablement. Faut-il y voir l'effet de la paix retrouvée, de l'oubli rapide des problèmes du tiers-monde et de la crise économique mondiale? Ou bien serait-ce une conséquence de l'expansion subtile d'un mode de croyance réformé et laïc, qui confie les institutions à la société civile tandis que le lien spirituel devient intérieur? Les voix qui se font entendre sont davantage celles de la compassion humaine ou de la conscience écologique et expriment un mouvement vers le soi mystique ou une dissidence politico-religieuse. La pensée religieuse, en particulier celle des croyances monothéistes davantage liée à la critique historique, semble céder le pas à des spiritualités en quête d'un bonheur intérieur ou exprimant une révolte naissante dans un monde de plus en plus divisé entre une petite minorité riche jouissant des bienfaits de la modernité et une immense majorité pauvre rassemblant les fragments d'une mémoire enkystée pour dénoncer l'injustice ou trouver la libération dans le règne de l'imaginaire.

Il en résulte une prolifération des observances répondant au besoin de croire, qui, pour des raisons souvent contradictoires, est devenu plus pressant, comme si la pauvreté, l'oppression et la peur créaient un besoin de libération passant par le partage des émotions avec une communauté. Qu'elles soient spontanées (rassemblant des groupes ou des sectes) ou institutionnelles (nées au sein d'institutions ou cooptées par elles-mêmes), ces communautés reposent sur des jalons particuliers: les traditions religieuses, les croyants non affiliés, le «marché» de la liberté de croyance pour tous et les personnes cherchant la foi. Lorsque la religion traditionnelle est encore très influente, ces pratiques sont soumises à une discipline ou une réglementation stricte, même si elles font de nombreuses concessions aux conditions de vie modernes. Dans le cas contraire, les mouvements apocalyptiques, millénaristes ou simplement tournés vers la santé cachent souvent un conservatisme fondamentaliste sous couvert d'authenticité.

La science et la religion, deux grandes approches du mystère du monde, ne se livrent plus une lutte aussi acharnée que par le passé. La science, ayant bouleversé nos vies au cours des trois derniers siècles, appelle le respect et abandonne ce faisant la prétention d'avoir le dernier mot et de percer tous les mystères de l'humanité et de l'univers. L'essor de la science des religions

n'entrave pas l'existence des formes religieuses, auxquelles elle apporte ses enseignements et ses explications. Cette discipline montre clairement que la tolérance n'est pas une concession arrachée aux religions mais découle de leur organisation logique. Elle signale que les grandes religions du monde, en raison de leurs différences profondes, ne peuvent qu'accueillir avec bienveillance et comprendre les richesses que toutes les autres religions ont à offrir si elles sont pleinement conscientes du pluralisme intellectuel et culturel, et en particulier de la diversité des modes de pensée et de croyance.

À l'heure actuelle, où semblent régner la confusion et une logique douteuse, un nouveau sens émerge. Il se fonde sur la mixité et la pluralité et sur le fait que nous vivons, au moins par la communication, dans de nombreuses sphères à la fois et que nous nous déplaçons entre elles. De fait, cette pluralité est l'une des conditions de l'humanité et de sa créativité et les représentations du divin qui en découlent sont désormais définitivement acceptées comme partiales et relatives.

Cette reconnaissance du pluralisme pourrait conduire les religions à abandonner discrètement la sphère de la domination. Les Grecs avaient compris que la démocratie impliquait un affaiblissement de la position des dieux en tant que souverains d'un monde supérieur dominant l'humanité. Si la lente disparition des fausses images du divin au XX^e siècle a libéré les êtres humains en renforçant leurs liens, les atrocités sans précédent qui ont marqué ce siècle laissent entrevoir la possibilité que l'humanité, enfin sortie de l'âge de pierre, tente d'ajouter un nouveau chapitre humaniste à l'histoire, comme une «renaissance» espérée par les plus démunis.

BIBLIOGRAPHIE

AHMAD A., GRUNEBAUM G. E. (VON) (dir. publ.) 1970. *Muslim Self-statement in India and Pakistan*, Wiesbaden (Allemagne), Otto Harrassowitz.

Alberigo G., Jossua J. P. 1985. La réception de Vatican II, Paris, Le Cerf.

ARKOUN M., GARDET L. 1978. L'Islam hier, demain, Paris, Buchet-Chastel.

ASHBY P. H. 1974. *Modern Trends in Hinduism*, New York, Columbia University Press.

AUGÉ M. 1982. Le génie du paganisme, Paris, Gallimard.

BAECK L. 1993. L'essence du judaïsme, Paris, PUF.

BARRETT D. 1968. Schism and Renewal in Africa, Nairobi, Oxford University Press.

BASHAM A. L. 1961. *The Wonder That Was India*, Londres, Sidgwick & Jackson.

- Bastide R. 1972. *African Civilizations in the New World*, New York, Harper & Row.
- BECHERT H., GOMBRICH R. 1964. *The World of Buddhism*, Londres, Thames & Hudson.
- BECKFORD J. A. 1975. Religious Organization: A Trend Report and Bibliography, La Haye (Pays-Bas), Mouton.
- 1986. New Religious Movements and Social Change, Londres, Sage.
- BERGER P. L. 1979. *The Heretical Imperative: Contemporary Possibilities of Religious Affirmation*, New York, Doubleday.
- BERGSON H. 1977. *The Two sources of Morality and Religion*, Notre Dame (Indiana), University of Notre Dame Press.
- Bruce S. 1990. *A House Divided: Protestantism, Schism and Secularization*, London/New York, Routledge.
- CARRÉ O., MICHAUD G. 1983. Les frères musulmans, Paris, Gallimard.
- CERTEAU M. (DE). 1987. La faiblesse de croire, Paris, Éditions du Seuil.
- DOMENACH J.-M. 1974. Le christianisme éclaté, Paris, Éditions du Seuil.
- CH'EN K. 1964. *Buddhism in China*, Princeton (New Jersey), Princeton University Press.
- CLEVENOT M. 1987. L'état des religions dans le monde, Paris, La Découverte/Le Cerf.
- DANIÉLOU A. 1985. *The Gods of India: Hindu Polytheism*, New York, Inner Traditions International.
- DELUMEAU J. 1993. Le fait religieux, Paris, Fayard.
- DESPLAND J. M. 1980. La religion en Occident, Montréal, Fides.
- DESROCHES H. 1968. Sociologies religieuses, Paris, PUF.
- 1969. Dieux d'hommes : Dictionnaire des messianismes et millénarismes de l'ère chrétienne, Paris, Mouton.
- CLEVENOT M. 1992. Hommes et religions, Paris, Quai Voltaire.
- EARHART H. B. 1970. *The New Religions of Japan*, Tokyo, Université Sophia.
- ENAYAT E. 1982. Modern Islamic Political Thought, Londres, Macmillan.
- FUJISHIMA R. 1982. Les douze sectes bouddhiques du Japon, Paris, Trismégiste.
- GAUCHET M. 1985. Le désenchantement du monde, Paris, Gallimard.

- GISEL P. (dir. publ.) 1995. *Encyclopédie du protestantisme*, Genève, Le Cerf/Labour et Fides.
- GUTIERREZ G. 1983. *The Power of the Poor in History: Selected Writings*, Maryknoll (New York), Orbis Books.
- HERVIEU-LÉGER D. 1986. Vers un nouveau christianisme? Paris, Le Cerf.
- HOWELL L. 1975. La foi en acte : Le Conseil œcuménique des églises depuis 1975, Genève, WCC.
- ISAMBERT F. 1981. Le sens du sacré: Fête et religion populaire, Paris, Minuit.
- KUNG H. 1993. A Global Ethic, Londres, SCM Press.
- LAMBERT J. 1995. Le Dieu distribué, une anthropologie comparée des monothéismes, Paris, Le Cerf.
- LENOIR F., MASQUELIER Y. 1997. Encyclopédie des religions, Paris, Bayard.
- LEWIS I. M. 1989. *Ecstatic Religion: A Study of Shamanism and Spirit Possession*, Londres, Routledge.
- Löwy M. 1996. *The War of Gods: Religion and Politics in Latin America*, Londres/New York, Verso.
- LUNEAU R., MICHEL P. 1996. Tous les chemins ne mènent plus à Rome, Paris, Albin Michel.
- MALAMOUD C., VERNANT J.-P. 1986. Corps des dieux, Paris, Gallimard.
- MARCONDES DE MOURA C. E., MOTA R. 1982. Bandeira De Alaira: Outros Escritos Sobre a Religao Dos Orixas, São Paulo (Brésil), Livraria Nobel.
- MARSDEN G. M. 1980. Fundamentalism and American Culture: The Shaping of Twentieth-Century Evangelicalism, 1870–1925, Oxford/New York, Oxford University Press.
- MARTIN D. 1978. A General Theory of Secularisation, Oxford, Blackwell.
- MASQUELIER Y. 1994. Les spiritualités au carrefour du monde moderne. Traditions, transmissions, Paris, Centurion.
- MERAD A. 1967. Le réformisme musulman en Algérie de 1925 à 1940, Paris, Mouton.
- MEYENDORFF J. 1996. *The Orthodox Church: Its Past and its Role in the World Today*, Crestwood (New York), St. Vladimir's Seminary Press.
- MEYER M. A. 1990. Response to Modernity: A History of the Reform Movement in Judaism, New York, Oxford University Press.
- MICHEL P. 1990. La société retrouvée: Politique et religion dans l'Europe soviétisée, Paris, Albin Michel.

- NEEDHAM R. 1981. *Circumstantial Deliveries*, Berkeley/Los Angeles, University of California Press.
- RICŒUR P. 1998. *Critique and Conviction*, New York, Columbia University Press.
- ROBERTI J.-C., STRUVE N., POSPIELOVSKY D, ZIELINSKY W. 1989. *Histoire de l'église russe*, Paris, Nouvelle Cité.
- Roof W. C. 1985. *Religion in America Today*, Philadelphie (Pennsylvanie), American Academy of Political and Social Science.
- SIVAN E. 1985. *Radical Islam, Medieval Theology and Modern Politics*, New Haven (Connecticut), Yale University Press.
- TARDAN-MASQUELIER Y. 1994. Les spiritualités au carrefour du monde moderne: Traditions, transmissions. Paris, Bayard-Centurion.
- TAYLOR R. L. 1990. *The Religious Dimension of Confucianism*, Albany (New York), State University of New York Press.
- THOMAS L. V., LUNEAU R. 1992. La terre africaine et ses religions, Paris, L'Harmattan.
- Tu Wei-Ming. 1993. Way, Learning and Politics: Essays on the Confucian Intellectual, Albany (New York), State University of New York Press.
- VANDERMEERSCH L. 1991. Le nouveau confucianisme. Dans: *Le débat*, n° 66, p. 7–16.
- WARDER A. K. 1980. *Indian Buddhism*, Delhi, Motilal Banarsidass Publishers.
- WEEKES R. V. 1978. *Muslim Peoples: A World Ethnographic Survey*, Westport (Connecticut), Greenwood Press.
- WILSON. B. R. 1990. The Social Dimensions of Sectarianism: Sects and New Religious Movements in Contemporary Society, Oxford, Clarendon Press.
- WOODROW A. 1977. Les nouvelles sectes, Paris, Seuil.
- ZARETSKY I. I., LEONE M. P. 1974. *Religious Movements in Contemporary America*, Princeton (New Jersey), Princeton University Press.

Peter Singer

Introduction

Le terme «éthique» peut être pris au sens large ou au sens strict. Au sens le plus large, l'éthique renvoie à la manière dont on devrait vivre. Tout débat concernant les valeurs, le bien et le mal, ainsi que les choix émanant de telles interrogations peuvent donc être considérés comme propres à l'éthique. Si l'on prend en compte ce sens, l'histoire de l'éthique au XX^e siècle pourrait presque se résumer à l'histoire du siècle lui-même, c'est-à-dire à l'évolution des grandes idées politiques, religieuses et culturelles du XX^e siècle, comme l'essor puis le déclin du fascisme et du communisme ou les rivalités entre croyance religieuse et laïcité, ou entre la vie dans les communautés rurales traditionnelles et celle des sociétés urbaines modernes.

Cependant, on peut aussi prendre le mot «éthique» dans un sens plus restreint, qui renvoie à la tentative de mieux comprendre le phénomène évoqué dans le paragraphe précédent. Autrement dit, l'éthique au sens strict n'est pas seulement une affirmation ou une opinion à propos de la manière dont on devrait vivre, mais l'étude systématique des valeurs et des théories sur le bien et le mal ou de ce qui relève des valeurs fondamentales. Cette étude systématique est, en outre, généralement comprise dans un sens philosophique. Ce n'est pas du ressort de l'anthropologue ou du sociologue d'étudier la façon dont les gens font des choix moraux. C'est plutôt le rôle du philosophe que d'essayer de justifier le principe ou la série de principes qui guident nos actions. Ou bien peut-être, étant donné que les sceptiques en matière d'éthique sont nombreux, sa tâche consiste-t-elle à tenter de répondre à la question suivante: pourquoi est-il impossible de trouver une justification au choix d'une action plutôt que d'une autre?

Il sera tenu compte, tout au long de ce chapitre, des deux sens du mot éthique. On s'intéressera tout d'abord à la façon dont le XX^e siècle a assisté à l'émergence de nouveaux problèmes éthiques mondiaux, pour analyser

ensuite l'évolution de l'étude systématique des valeurs et des théories sur le bien et le mal. D'ailleurs, ces deux orientations se rejoignent, car lors du dernier quart du XX^e siècle, les philosophes et autres spécialistes de l'éthique ont attaché de plus en plus d'importance aux problèmes éthiques pratiques auxquels nous sommes confrontés, aussi bien en tant qu'individus qu'en tant que membres d'une communauté mondiale.

L'éthique a une longue histoire. Elle est présente dans toutes les cultures et on dit même parfois qu'elle est toujours propre à une culture. Or, si cela était vrai, s'il n'y avait effectivement aucun rapport entre l'éthique en Chine et en France, ou au Nigeria et en Argentine, alors l'histoire de l'éthique au XX^e siècle serait l'histoire d'un grand nombre d'éthiques différentes, sans aucune structure commune ou aucune compréhension mutuelle. Pourtant, on retrouve des aspects éthiques qui restent les mêmes dans toutes les sociétés. En effet, notre nature commune nous fait partager certaines dispositions; ainsi, nous sommes tous des mammifères sociaux, vivant en groupe et tout particulièrement soucieux du bien-être de notre famille.

Tout cela fournit une toile de fond à la première manifestation de l'éthique au XX^e siècle, c'est à dire le conflit chronique existant entre l'intérêt personnel et les intérêts du groupe ou ceux des autres. Il s'agit d'un conflit qui a été ressenti d'autant plus fortement que la société a mis l'accent sur l'idéal de l'individu atteignant son but en compétition ouverte avec les autres. Ainsi, tout au long de l'histoire de l'éthique, certains penseurs ont cherché à montrer que l'individu peut gagner en bonté uniquement lorsqu'il fait ce qui est également bon dans un contexte plus large, pour la communauté ou pour tout le monde. D'autres penseurs en revanche, plus sceptiques, ont douté que l'on pouvait justifier ce raisonnement et ont même accusé la moralité d'imposture lorsqu'elle se présente comme les intérêts de l'individu. L'éclatement des cultures traditionnelles au XX^e siècle et leur remplacement par une société individualiste orientée vers la consommation ont donné à ce débat une intensité jusque-là inédite. Le XXe siècle a vu naître des sociétés urbaines plus grandes et plus anonymes que jamais et, dans de nombreux pays, l'accumulation individuelle et sans bornes de richesses est devenue une ambition acceptable, si ce n'est la seule possible. Dans ces circonstances, tandis que les difficultés à vivre dans une telle société ont prouvé à quel point une approche éthique était nécessaire, la capacité même de toute norme éthique à subsister a été remise en question.

Un autre aspect, présent depuis longtemps dans l'histoire de l'éthique et réapparu avec une nouvelle vigueur au XX^e siècle, est la question de savoir s'il faut considérer l'éthique comme objective ou subjective. Les notions d'objectivité et de subjectivité s'utilisent dans différents sens, mais on peut globalement les définir de la manière suivante: les objectivistes soutiennent

que l'éthique est une question de connaissance et que l'on peut démontrer la vérité de certains jugements éthiques, ou bien prouver qu'ils sont conformes à la raison. Les subjectivistes, pour leur part, ne voient en l'éthique qu'une affaire de comportements ou de sentiments, lesquels ne peuvent être plus vrais ou faux, plus rationnels ou irrationnels, qu'une préférence.

Historiquement, la religion, en soutenant que les bonnes règles d'éthique sont élaborées par Dieu ou par les dieux, a été le vecteur d'une forme d'objectivisme. La religion étant aujourd'hui remise en question plus que jamais et un nombre croissant de fidèles étant devenus indifférents à son égard, il n'est pas étonnant que le XX^e siècle ait donné lieu à une multitude de pensées subjectivistes. Cependant, les défenseurs de l'objectivité en éthique ne manquent pas, même parmi les non-croyants, ce qui a engendré d'âpres débats.

Un troisième volet concerne le développement technologique et les défis qu'il suppose pour certaines pensées éthiques. Au XX^e siècle, la science et la technologie ont soulevé une kyrielle de nouveaux problèmes qu'une éthique plus traditionnelle ne se posait pas. Doit-on tolérer les nouvelles techniques de reproduction permettant aux couples stériles d'avoir des enfants? Peut-on autoriser le transfert d'un embryon dans l'utérus d'une mère porteuse qui donnera naissance à un enfant dont elle n'est pas la mère génétique? Est-il éthiquement acceptable de modifier le code génétique d'organismes vivants? Si oui, cela s'applique-t-il seulement aux modifications du code génétique d'organismes non humains, ou cela concerne-t-il également notre propre code génétique? Devons-nous mettre en œuvre toutes les ressources technologiques à notre disposition pour maintenir en vie un être humain dont nous savons qu'il ne reprendra jamais conscience? La science et la technologie remettent ainsi en cause nos vieilles convictions concernant le lien entre reproduction et rapports sexuels, le hasard de la reproduction naturelle et en fin de compte le caractère sacré de toute vie humaine.

Le quatrième et dernier aspect évoqué dans cette introduction est l'extension de la communauté morale. L'historien britannique du XIX^e siècle W. E. H. Lecky a décrit comment, dès ses origines, l'éthique se limitait à la famille ou à la tribu, puis comment elle s'est peu à peu étendue pour englober «une classe, une nation, un ensemble de nations, puis l'humanité tout entière et finalement son influence s'en est même ressentie dans les rapports de l'homme avec le monde animal». Il y a eu, au XX^e siècle, des périodes où l'idée a semblé candidement optimiste. Les opposants à toute idée d'une égalité morale au-delà de leur propre race ont dû mener un rude combat pour conserver leur supériorité. Toutefois, au cours de la seconde moitié du XX^e siècle, la défaite des gouvernements affichant ouvertement leur racisme a permis à ce «cercle en expansion» de l'éthique de reprendre

l'idée de progrès décrite par Lecky. La communauté mondiale devenant de plus en plus interdépendante et la race et la classe cessant d'être des critères permettant d'exclure quelqu'un de la sphère de la moralité, il semble que l'on se rapproche de l'avant-dernière étape décrite par Lecky, c'est-à-dire une moralité englobant la totalité des êtres humains. Nous en sommes même aux premières tentatives d'évolution vers une éthique plus large, qui inclurait les animaux et l'environnement.

Tout au long du XX^e siècle, ces quatre aspects sont intimement mêlés. L'évolution de chacun d'entre eux est reprise dans les pages qui suivent.

DE 1914 À 1945: SCEPTICISME ET ENGAGEMENT

Au crépuscule du XIX^e siècle, il était possible de croire que l'industrialisation et le déploiement de l'enseignement et de la science entraîneraient des progrès réguliers non seulement en matière de richesse matérielle et d'avancées scientifiques, mais aussi en matière d'éthique. Un grand nombre de ceux qui pensaient l'éthique en termes de philosophie croyaient également au progrès. Ils se devaient donc d'être objectivistes, du moins dans la mesure où ils définissaient le changement comme un progrès, une évolution vers quelque chose de meilleur. Parmi ces penseurs on trouve, dans la tradition allemande, Hegel et ses successeurs, dont les «hégéliens de gauche» comme Karl Marx, pour qui la transition vers le communisme constituait une évolution vers une société meilleure. En Grande-Bretagne, les grands utilitaristes anglais, tels Jeremy Bentham, John Stuart Mill et Henry Sidgwick, croyaient tous à la vérité objective du principe visant à rechercher à tout prix le plaisir ou le bonheur et à fuir la souffrance. La théorie de l'évolution de Darwin a également contribué à cette définition du progrès. Bien que Darwin lui-même ait déclaré que le cours de l'évolution était éthiquement neutre, la plupart de ses disciples n'étaient pas aussi scrupuleux. Le «darwinisme social» s'est surtout développé aux États-Unis, où ses tenants ont démontré que la compétition accrue déclenchée par le capitalisme était un processus naturel qui, aussi cruel qu'il puisse paraître, mènerait en fin de compte à une forme d'existence humaine supérieure.

En même temps qu'elles décimaient les jeunes gens dans les tranchées, les mitrailleuses de la Première Guerre mondiale tuèrent la confiance que la société européenne avait placée dans le progrès et l'objectivité en éthique. Une fois le massacre terminé, les gens revirent leur comportement éthique. Dans les cercles philosophiques en Europe, le positivisme logique, né du cercle de Vienne, s'affirma comme la nouvelle façon de penser le monde. Les positivistes logiques pensaient que seules les propositions qui pou-

vaient être vérifiées par l'observation étaient recevables, sinon il s'agissait de tautologies. Les jugements éthiques, cela coulait de source, n'étaient ni vérifiables ni tautologiques. Ils étaient donc rejetés, parce qu'il s'agissait soit littéralement de non-sens, soit de simples exclamations, soit encore de l'expression de sentiments subjectifs. Le philosophe britannique d'origine autrichienne Ludwig Wittgenstein, sans doute le plus brillant de sa génération, était proche de cette conception, même s'il a cherché à se détacher des positivistes logiques, et a clairement manifesté son grand respect pour l'éthique. Pourtant, à la même époque, il insistait sur le fait que l'on ne pouvait pas avoir un discours sensé sur l'éthique. Dès que l'on essaie de le faire, dit-il, on se heurte aux limites du langage.

La conception de Wittgenstein ainsi que l'influence du positivisme ont renforcé la conviction que l'éthique n'offrait pas matière à réflexion. L'inquiétante montée du fascisme en Europe semble l'avoir confirmé, car les fascistes avaient plutôt tendance à afficher leur mépris pour les intellectuels et leur préférence pour les instincts du « Volk » (le peuple en allemand), en ayant recours à la force pure et simple lorsque ceci s'avérait nécessaire. Cependant, dans les années 1930, tandis que les idéologies en conflit s'affrontaient en Europe, les pensées centristes et de gauche, ayant constitué un front commun contre le fascisme, ont développé un sens de l'engagement qui a balayé les arguments théoriques pour ou contre le subjectivisme. Même si le fascisme a eu son cercle de défenseurs intellectuels, dont le philosophe Martin Heidegger en Allemagne, il ne disposait d'aucun corpus théorique comparable aux écrits de Marx et des autres socialistes. Même des dirigeants politiques comme Lénine et Staline ont énormément écrit et étaient présentés par le mouvement communiste comme de très grands penseurs. En Europe, en Amérique du Nord et en Asie de nombreux intellectuels se tournaient vers la gauche et, un certain nombre, vers le communisme.

L'attitude du communisme face à l'éthique était un paradoxe dont l'origine reposait dans les propres écrits de Marx. D'une part, la conception matérialiste marxiste de l'histoire impliquait l'appartenance de l'éthique à la «superstructure» de la société et sa dépendance par rapport aux évolutions de la base économique. L'«éthique bourgeoise» ne devait donc pas être prise au sérieux du fait qu'elle disparaîtrait à la chute du capitalisme, exactement de la même façon que l'éthique du Moyen Âge avait disparu avec la fin de l'économie féodale. Mais qu'en est-il alors de l'«éthique communiste»? S'agissait-il seulement d'une autre éthique relative à une forme particulière de société, pas vraiment supérieure à une autre? Si tel était le cas, pourquoi les travailleurs lutteraient-ils pour une révolution censée installer le communisme?

La réaction de Marx lui-même face à ce paradoxe, dans ses derniers écrits du moins, était de se présenter comme un scientifique décrivant les

lois selon lesquelles l'histoire fonctionne, pressentant que l'effondrement du capitalisme et sa substitution par le communisme étaient inévitables. Sur ce point, Marx et ses disciples du XXe siècle ont blâmé les socialistes non marxistes qui parlaient beaucoup de l'éthique socialiste. Pour les marxistes, se demander si une société communiste représentait une société éthiquement supérieure était hors de propos. Toutefois, pour la plupart des lecteurs du Capital, la dénonciation du capitalisme qui y était faite par Marx, dans les chapitres consacrés à l'exploitation des enfants travaillant en usine notamment, résultait d'une indignation morale face à l'emprise des lois du marché sur les êtres humains. Marx lui-même, certes incidemment, il faut en convenir, avait remarqué que la société communiste à venir serait fondée sur le principe suivant: «de chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins». Cela ressemblait d'ailleurs fort à un principe de justice (de nombreux observateurs sympathisants ont fermé les yeux pendant très longtemps sur le fait que la réalité du communisme soviétique était tout autre). Cette contradiction entre un fort engagement moral et une position officielle défendant le fait que le communisme était fondé sur la science, et non sur l'éthique, a perduré tout au long des années 1930 et bien au-delà.

L'égalité et les droits de l'homme

La défaite du nazisme a conduit à une redéfinition du subjectivisme. Les journalistes ayant suivi les armées alliées dans les camps de la mort et le monde ayant commencé à se rendre compte de l'ampleur des atrocités commises par les nazis, la théorie des subjectivistes selon laquelle la moralité nazie ne peut pas être considérée comme pire que toute autre moralité (tout ce que l'on peut dire, c'est que l'on désapprouve ce qu'ils ont fait) a soudain sonné faux. Cependant, différents types de subjectivisme ont survécu à l'Holocauste. Sur le continent européen, et dans une certaine mesure aux États-Unis, l'existentialisme a fleuri dans les cercles littéraires et philosophiques. Ses figures de proue étaient des écrivains français tels que Jean-Paul Sartre, dont la pensée est dominée par l'absence de Dieu. Parce qu'il n'y a aucun dieu, Sartre pensait que l'on doit renoncer à l'idée que les êtres humains ont été créés dans un but précis. Ainsi, nous n'avons pas d'essence: pour les hommes, l'existence précède l'essence, d'où le terme «existentialisme». Parce que personne ne nous a attribué aucun but, nous sommes libres de faire nos propres choix, la seule contrainte pesant sur nous étant que nous devons choisir de façon «authentique». Or qu'en est-il, ont demandé de nombreux critiques de l'existentialisme, si l'on fait le choix «authentique» de se tourner vers le nazisme? Si l'on se réfère à l'exemple de Martin Heidegger, la question n'est pas dénuée d'intérêt.

Afin de prouver pourquoi un choix éthique doit dépasser le simple choix authentique, les philosophes ont commencé à prendre en compte des raisonnements éthiques capables de mettre en évidence de réelles différences entre ceux qui ont agi comme les nazis et ceux qui ont respecté également tous les hommes. Les tentatives les plus prometteuses semblaient toutes se fonder, d'une certaine façon, sur la recherche de jugements moraux universels. Il s'agit d'une vieille idée, mise en avant dans bien des cultures, comme dans la Chine antique et l'Inde ancienne, dans les pensées juive et chrétienne, chez les stoïciens de l'Empire romain et, bien évidemment, au XIX^e siècle chez le philosophe allemand Emmanuel Kant. Au XX^e siècle, c'est sans doute le philosophe britannique R. M. Hare qui illustre le mieux cette conception, en soutenant que les jugements moraux sont des prescriptions universalisables.

Chez Hare en effet, la notion de prescriptivisme universel correspond au fait que, lorsque je dis, par exemple: «Nous devrions faire la guerre», il s'agit d'un jugement moral sincère uniquement si je suis prêt à me mettre à la place des personnes affectées par la décision de faire la guerre, pour le meilleur comme pour le pire. En me mettant à leur place, je dois assumer leurs volontés et leurs désirs. Ensuite seulement, si, après avoir imaginé tous les désirs de toutes ces personnes et comparé leur volonté à la mienne, je veux toujours que l'on fasse la guerre, je peux prétendre émettre un jugement moral lorsque je dis que nous devrions faire la guerre. Bien qu'il y ait de nombreuses différences sur le fond et sur la forme entre la pensée de Hare et celle d'autres grands philosophes contemporains, il est frappant de constater le nombre de moralistes ayant adopté des systèmes de pensée limitant nos jugements moraux d'une manière semblable à celle dont Hare applique le prescriptivisme universel. Jean-Paul Sartre lui-même, dans son essai *L'existentialisme est un humanisme* (1948), est revenu sur le subjectivisme qu'il avait défendu et s'est inspiré de l'idée kantienne selon laquelle les jugements moraux doivent être universels dans leur formulation.

Dans *Théorie de la justice* (1971), l'ouvrage sur l'éthique américaine le plus controversé de la seconde moitié du XX^e siècle, John Rawls lance l'idée d'un «voile d'ignorance» qui permettrait aux individus, ne sachant pas quelle position ils vont occuper dans la société, de choisir les principes de justice. Le théoricien critique Jürgen Habermas, quant à lui, soutient que les jugements doivent être acceptables pour une «communauté idéale de communication». Pour les utilitaristes, il est évident que «chacun compte pour un et ne compte que pour un». L'idée d'un choix est commune à tous ces systèmes, pas seulement pour vous ou pour ceux qui vous sont proches ou vous ressemblent d'une certaine façon, mais pour tout le monde, peu importe les différences ou l'éloignement.

Il est aisé de faire le lien entre cette approche de l'éthique et le mouvement mondial visant à combattre le racisme (et, plus tard, d'autres formes de discrimination, comme celle exercée contre les femmes). Les racistes ne souhaitent pas se mettre à la place de ceux qu'ils exploitent ou contre lesquels s'exerce la discrimination. Toute l'idéologie du racisme (et du sexisme, ou de toute autre tentative d'asseoir la supériorité d'un groupe) repose sur l'identification du groupe auquel on appartient et consiste à le définir comme moralement supérieur ou plus important. Se mettre à la place de ses victimes ne permet pas une telle attitude.

Ces pensées philosophiques avaient leur pendant aux niveaux national et international. La défaite du nazisme, la reconstitution de la Société des Nations et l'Organisation des Nations Unies ont donné l'impulsion initiale au mouvement des droits de l'homme. À Nuremberg, le tribunal chargé de juger les criminels de guerre allemands a rejeté l'argument selon lequel les nazis avaient agi légalement, conformément aux lois en vigueur en Allemagne à l'époque. Au contraire, on en a appelé à une loi supérieure, universelle ou naturelle, qui ne pourrait être abrogée par aucun État ou aucun gouvernement. Il est alors devenu urgent de préciser quels devaient être les principes d'une telle loi. La *Déclaration universelle des droits de l'homme*, adoptée et proclamée par l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies en décembre 1948, même si elle n'avait aucun poids légal, a fait peser une obligation morale sur tous les membres des Nations Unies, les engageant à faire respecter les droits de leurs citoyens mentionnés dans la déclaration (par la suite, la Convention internationale sur les droits économiques, sociaux et culturels, adoptée en 1966, a tenté de donner davantage de légitimité à des droits plus spécifiques).

Le critère éthique sans doute le plus largement reconnu était le rejet du racisme. Après le nazisme, le fléau que constituait le racisme était si évident qu'il était relativement facile d'obtenir un accord quasiment universel sur le principe de non-discrimination raciale. Les mouvements d'indépendance nationaux ayant mis fin à la domination coloniale des Blancs dans les pays en voie de développement ont renforcé cette lutte contre le racisme. En Inde, Gandhi était le chef de file du mouvement pour l'indépendance. Sa conception de la résistance non-violente, fondée sur les valeurs hindoues traditionnelles, est devenue un modèle pour le mouvement américain des droits civils et pour bien d'autres mouvements de protestation par la suite. À la fin des années 1960, seule l'Afrique du Sud demeurait une société ouvertement et officiellement raciste. Son exclusion des forums internationaux a d'ailleurs prouvé le fort consensus régnant dans le reste du monde à ce sujet. Du moins, ce consensus existait-il à un niveau officiel. En réalité, les problèmes de racisme n'avaient pas disparu. Y compris dans des pays comme les États-Unis, les lois de discrimination raciale n'ont pas

été abolies dans les États du sud avant le mouvement pour les droits civils dans les années 1960.

Quant au critère de l'égalité, il s'est avéré impossible de le limiter à la lutte contre la discrimination raciale et religieuse, reconnue par les principaux organismes nationaux et internationaux. Au cours des années 1960, des femmes telles que Betty Friedan et Germaine Greer ont commencé à dénoncer à quel point toutes les sociétés, à l'encontre de leurs cultures et de leurs traditions religieuses, étaient dominées par les hommes. Le féminisme, latent depuis le début du XX^e siècle, a connu une seconde naissance lorsque les femmes ont obtenu le droit de vote dans la plupart des pays démocratiques. Dans les sociétés où les idées féministes avaient la possibilité d'avancer, l'égalité des femmes est devenue un problème éthique non seulement au niveau gouvernemental, mais aussi dans la vie de tous les jours, les femmes remettant de plus en plus en question leur affectation à des tâches ménagères et leur subordination aux hommes. À l'aube du nouveau siècle, les différentes manifestations de cette évolution ne cessent de se multiplier. Ainsi, de nombreuses femmes accèdent à des postes à haute responsabilité au gouvernement et dans les milieux d'affaires (bien que partout ces chiffres soient toujours très faibles par rapport à la proportion de femmes constituant la population totale) et une nouvelle génération de femmes grandit avec des idées sur les rôles attribués aux sexes très différentes de celles qui avaient bercé l'éducation de leurs mères.

D'autres groupes ont également revendiqué l'égalité des droits. Face à l'opposition de nombreuses formations religieuses et autres moralismes conservateurs, des penseurs homosexuels tels que Dennis Altman ont plaidé la cause de la libération homosexuelle, en mettant l'accent non seulement sur le droit à ne pas s'exposer à des poursuites en cas de relations sexuelles entre adultes consentants, mais aussi sur leur volonté de ne pas subir de discrimination en raison de leur sexualité. De même, en 1971, l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies a reconnu l'accès aux droits de l'homme pour les handicapées mentaux avec la *Déclaration des droits des personnes handicapées mentales* et, de manière plus générale, en 1975, avec la *Déclaration des droits des personnes handicapées*.

Finalement, la question a été soulevée de savoir s'il n'était pas arbitraire de défendre les droits et l'égalité de tous les êtres humains, mais de ne pas reconnaître ces droits ou de ne pas accorder les mêmes considérations à tous les autres êtres doués de sensations ne faisant pas partie de notre espèce, comme les animaux de laboratoire ou élevés en batteries. De la fin des années 1970 aux années 1980, on a assisté à une vague sans précédent de ralliements à la cause de la libération des animaux, ou de la défense de leurs droits, tout particulièrement en Europe, en Amérique du Nord et en Australie. Cela a entraîné un certain nombre d'évolutions, en particulier

dans les réglementations en matière d'expérimentation sur les animaux, et a abouti, dans certains pays, à l'interdiction des façons les plus oppressantes de traiter les animaux. On a également pu observer une augmentation notable du nombre de végétariens dans les pays développés. Lors de la dernière décennie du XX° siècle, un groupe international d'éminents scientifiques, philosophes et autres spécialistes ont proposé d'étendre les droits à la vie, à la liberté et à la protection de la torture au-delà des frontières de notre espèce, du moins à nos parents les plus proches, les grands singes.

L'ÂGE NUCLÉAIRE

Les bombes atomiques lâchées sur Hiroshima et Nagasaki ont soulevé une question éthique évidente pour toutes les futures générations d'êtres humains (illustration 122). Certes, les bombardements sur Hambourg et Dresde, sans utiliser d'armes nucléaires, ont tué plus de civils que les deux premières bombes atomiques. Cependant, il est apparu peu à peu que ces deux bombes n'étaient qu'un début et que les armes nucléaires se développaient jusqu'à pouvoir venir à bout de toute la civilisation humaine. Albert Einstein, qui avait tout d'abord soutenu la mise au point de la bombe atomique, craignant qu'Hitler ne l'obtînt le premier, est par la suite devenu un des plus fervents opposants aux armes nucléaires. Bien d'autres scientifiques ont manifesté leur soutien au mouvement *Pugwash* qui, à travers une série de conférences internationales dans les milieux de la science et des affaires, a averti le monde de la menace d'une catastrophe nucléaire. Jamais auparavant les hommes n'avaient détenu un tel pouvoir ou vécu sous une telle menace. Une question éthique se posait alors: était-il justifié d'utiliser de si redoutables armes de destruction?

La philosophe anglaise Elizabeth Anscombe a répondu très clairement à cette interrogation. Selon elle, tout recours à une arme dans le but de tuer des civils et toute utilisation de la mort de ces civils pour forcer l'ennemi à capituler est un crime. Quand le Président Truman s'est vu accorder une distinction honorifique par l'université d'Oxford, Anscombe a fait paraître un article l'accusant d'être un tueur en série. Cependant, son point de vue n'a pas fait beaucoup d'émules parmi la communauté des philosophes anglophones, peut-être parce qu'à l'époque, ces derniers, sous l'influence des derniers travaux de Ludwig Wittgenstein, s'intéressaient plus à l'analyse linguistique qu'aux grandes questions éthiques. Certes, Bertrand Russel, qui figure parmi les plus grands penseurs, s'est consacré au mouvement antinucléaire. Toutefois, pour la plupart des philosophes de l'époque, cela signifiait simplement que Russel ne faisait plus de philosophie, mais qu'il était devenu un activiste politique.

Petit à petit, on s'est mis à penser que la «première utilisation» de l'arme nucléaire, même si elle s'était produite dans le cadre d'une guerre dominée par les armes conventionnelles, était condamnable car, si limitée qu'elle soit, elle entraînait le risque d'une escalade vers un échange nucléaire mondial. Cependant, ce n'est qu'à partir des années 1970, quand les autorités de l'OTAN et de l'Union soviétique eurent mis au point leurs formidables arsenaux de missiles à ogive nucléaire, que s'est initié un véritable débat autour de la stratégie consistant à fonder la défense d'une nation sur la menace de ce que l'on appelait «la destruction mutuelle assurée». Certes, aucun pays n'aurait intérêt à être le premier à lancer une attaque nucléaire. Mais une question demeurait: qu'en était-il des représailles? Supposons, avançait-on aux États-Unis, que l'Union soviétique lâche ses missiles nucléaires lors d'une attaque surprise et que cette attaque soit détectée par le système d'alerte avancée américain. Il n'existerait aucun moyen de défense contre la destruction des villes américaines et la mort de plusieurs dizaines de millions d'Américains. Cela justifierait-il le déclenchement des armes nucléaires américaines, avec pour conséquence les mêmes ravages sur les civils soviétiques, qui n'avaient pas eu leur mot à dire sur le lancement des missiles de l'Union soviétique? Et même si l'on devait ignorer la mort de millions de citoyens soviétiques, le rayonnement nucléaire émis par les missiles américains ne ferait qu'aggraver la crise mondiale, en déclenchant peut-être cet «hiver nucléaire» que certains scientifiques prévoyaient en cas de tout échange nucléaire mondial. La réponse semblait donc être claire : l'utilisation des missiles nucléaires américains ne pouvait pas se justifier même si elle venait en représailles d'une première attaque lancée par l'adversaire. Or, s'il était condamnable d'utiliser ces missiles, pouvait-il être acceptable de fonder la stratégie américaine sur la menace de leur utilisation? Les parties en opposition étaient toujours enlisées dans ce débat quand la guerre froide prit fin dans les années 1980. La suprématie de la pensée éthique à la fin du XX^e siècle a sans doute été consacrée par l'attribution du prix Nobel de la paix en 1995 au professeur militant antinucléaire Joseph Rotblat, suivie en 1996 par la décision de la Cour internationale de Justice que l'utilisation des armes nucléaires était contraire à la loi internationale. Malgré cette décision juridique et la fin de la guerre froide, les arsenaux possédés aux États-Unis et en Russie prouvent que la menace d'un ravage nucléaire n'a pas disparu. Toutefois, si cette menace occupait alors une place centrale sur la scène publique, elle est aujourd'hui relayée par d'autres dangers mondiaux, moins terrifiants, mais à long terme sûrement tout aussi menaçants pour l'avenir de notre planète, et qui nécessitent certainement une solution coordonnée et éthiquement pertinente.

L'éthique environnementale

On considère en général l'ouvrage de Rachel Carson Silent Spring (Le printemps silencieux) comme le point de départ du mouvement de défense de l'environnement, également appelé « vert ». Carson s'est principalement attachée à dénoncer la pollution du sol et de l'eau par les insecticides ayant une longue durée de vie, mais les problèmes environnementaux ont vite évolué vers des thèmes tels que la préservation des espaces naturels et des espèces, la croissance de la population, le trou de la couche d'ozone et le réchauffement de la planète causé par les activités humaines. Chacun de ces problèmes soulève d'importantes questions éthiques qui touchent l'humanité entière et ne peuvent être résolues sans une mobilisation mondiale, encourageant ainsi davantage les différentes nations du monde à constituer une communauté éthique mondiale.

Au cœur du débat sur la préservation des espaces naturels et des espèces en danger, beaucoup d'intervenants étaient demandeurs d'une nouvelle éthique environnementale. Les éthiques traditionnelles, disait-on, sont toujours tournées vers l'homme. Si l'on vise à préserver une forêt ou une zone marécageuse, de façon conforme à l'éthique traditionnelle, il faut mettre en valeur le fait qu'elles sont essentielles pour les êtres humains, car on pourrait y trouver, par exemple, des plantes aux propriétés médicinales spécifiques, ou aller s'y ressourcer en communiant avec la nature. Or les défenseurs d'une nouvelle éthique environnementale insistent sur le fait que certaines choses sont précieuses en elles-mêmes, indépendamment du fait que les hommes les utilisent ou puissent un jour s'en servir. Selon ces défenseurs de l'environnement, notre éthique ne doit pas être centrée sur l'homme ni n'être valable qu'à court terme. Si notre planète est vouée à survivre, nous avons besoin d'une éthique écologique orientée vers le long terme. C'est de ce type de débats qu'est née une toute nouvelle sous-discipline en matière d'éthique : l'éthique environnementale. Elle vise à s'occuper de questions telles que l'intérêt de préserver une espèce de poisson vivant dans une rivière sur laquelle le gouvernement ou d'autres autorités souhaiteraient construire un barrage, ou la valeur d'une forêt naturelle si on la compare à la valeur économique du bois que l'on pourrait obtenir en coupant les arbres qui la constituent.

Bien que la menace d'une surpopulation mondiale ait déjà été évoquée par Thomas Malthus au XVIII^e siècle, ce n'est qu'au XX^e siècle que celle-ci a commencé à être sérieusement prise en compte par les gouvernements, même si, au cours de la première moitié du siècle, de nombreux pays cherchaient à accroître leur population, pensant que cela décuplerait leur puissance militaire et économique. Cette tendance s'est inversée à partir du dernier quart du XX^e siècle, lorsque la population

mondiale est passée à 5 milliards d'habitants. Beaucoup de pays ayant un taux de natalité élevé ont alors entrepris des démarches actives pour tenter d'enrayer la croissance de leur population. Les mesures les plus drastiques ont été prises par la Chine, le pays le plus peuplé au monde, qui a mis en place une «politique de l'enfant unique». Inévitablement, les tentatives de réduction de la croissance démographique ont rencontré l'opposition de ceux dont l'éthique se fonde sur certaines convictions religieuses. L'Église catholique romaine, par exemple, s'est opposée à la contraception et à l'avortement, recommandant l'abstinence durant la période d'ovulation de la femme. Certains pays musulmans ont adopté la même attitude. Ainsi, la Conférence internationale des Nations Unies sur la population et le développement, qui s'est tenue au Caire en 1994, a donné lieu à un grand débat entre les nations qui défendaient la laïcité ou une conception libérale de la religion, et celles dont la vision se fondait sur une croyance religieuse traditionnelle. Des États catholiques d'Amérique du Sud et des pays musulmans se sont regroupés pour s'opposer à ce que figurent, dans le compte rendu de la conférence, des références à l'avortement notamment. Cependant, l'écrasante majorité des nations du monde s'est accordée à exiger des mesures fermes visant à réduire la croissance démographique mondiale et plus particulièrement à éduquer les femmes pour leur donner les moyens de contrôler leur fécondité.

Quant au réchauffement de la planète, il est plus difficile de savoir si la possibilité d'un vaste accord sur les mesures à prendre afin de le combattre est envisageable. En 1992, à l'occasion de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, des commissions de scientifiques ont annoncé que la production croissante de dioxyde de carbone, associée à une consommation accrue d'énergie, liée en particulier à la combustion du charbon et du pétrole, provoque ce réchauffement. Ce dernier entraîne des changements climatiques considérables, tels que des sécheresses et des famines dans certaines régions et des inondations dans d'autres. Ceci provoque également une montée du niveau des eaux, ce qui pourrait rayer de la carte certaines îles du Pacifique situées à basse altitude et inonder les régions deltaïques du Bangladesh et de l'Égypte, où vivent plus de 40 millions de personnes. Cette menace a conduit à la signature d'une Convention sur les changements climatiques, qui a proposé une réduction des émissions de dioxyde de carbone. Dans certains pays toutefois, aux États-Unis, en Australie, au Canada, dans les nations d'Europe du Nord et en Russie, les émissions de gaz à effet de serre par habitant sont près de six fois supérieures à celles que l'on observe dans d'autres pays, comme l'Inde ou la Chine. Il semblerait donc juste que les pays en cause travaillent à réduire rapidement leurs émissions de gaz nocifs, tandis que les pays en développement seraient autorisés à augmenter les leurs. Pourtant, les

pays développés éprouvent une certaine réticence à se rallier à une solution qui perturberait, même si c'est de manière temporaire, leur économie. De toute évidence, le monde doit trouver une solution juste à un problème jusqu'alors inédit. La capacité de l'atmosphère, par exemple, à absorber les gaz à effet de serre tout en restant stable du point de vue climatique, est une ressource commune. Les océans, également, sont une autre ressource commune soumise à la pollution des particuliers et des entreprises de bien des pays. Si la communauté mondiale ne réussit pas à s'entendre sur des règles éthiques essentielles pour gérer ces ressources, les conséquences risquent d'être catastrophiques.

Les problèmes éthiques soulevés par la médecine et les sciences biologiques

Le XX^e siècle a vu s'accroître considérablement nos connaissances en matière de progrès scientifique et celles ayant trait à la capacité de la médecine à prolonger la vie, mais cette évolution a aussi engendré toute une série de nouveaux problèmes éthiques, remettant sérieusement en cause les approches traditionnelles sur la question de la vie et de la mort. L'étude de ces problèmes éthiques, connue sous le nom de bioéthique, s'est rapidement développée. Dans les années 1950, il n'existait presque aucune étude systématique portant sur les nouveaux problèmes éthiques liés à la médecine ou aux sciences biologiques. Dès les années 1990, en revanche, on comptait des centaines de centres ou de départements de bioéthique, non seulement en Europe et en Amérique du Nord, mais dans le monde entier, tout particulièrement en Asie de l'Est, en Amérique du Sud et en Australie.

L'un des premiers problèmes qui a conduit à une telle évolution est la définition de la mort. Traditionnellement, la mort se définissait par l'arrêt des battements du cœur et de la circulation sanguine. Or, au cours des années 1960, l'utilisation d'un respirateur artificiel pour permettre aux patients, qui autrement seraient morts, de respirer, est devenu une pratique courante. Certains de ces patients ont bien évidemment guéri, mais on trouvait parmi eux des personnes qui avaient subi des blessures telles que le cerveau avait définitivement cessé de fonctionner. Les médecins se sont alors demandés s'ils étaient autorisés à débrancher le respirateur de ces patients. Cette question était elle-même liée à une nouvelle forme d'urgence née d'une autre innovation médicale: la transplantation d'organes d'une personne à une autre. Des organes tels que le cœur sont endommagés si la circulation sanguine est stoppée. Or, si la mort pouvait être redéfinie comme l'arrêt définitif de toutes les fonctions du cerveau, ces organes pourraient être prélevés chez des patients dont le sang continue à circuler et

être utilisés pour sauver la vie d'autres patients. C'est ce qui s'est effectivement produit et, dans les années 1990, la plupart des pays du monde ont accepté cette nouvelle définition de la mort.

Preuve de l'incessante fluctuation des frontières dans ce domaine, des questions se sont alors posées au sujet des patients qui ne pourraient plus jamais se réveiller, mais dont une partie du cerveau continuait à fonctionner. Dans certains hôpitaux, en particulier aux États-Unis, des patients de ce type pouvaient être maintenus en vie des années durant, tandis que dans d'autres nations on omettait volontairement de soigner leurs infections, ou on leur ôtait les sondes gastriques permettant de les nourrir, et les patients ne tardaient pas à mourir. Ce mode de prise en charge des malades se fonde sur la distinction entre le fait d'ôter la vie de manière active et le fait de ne pas la préserver. Certains éthiciens considèrent que la deuxième option est acceptable, mais que la première ne l'est pas, tandis que d'autres pensent que cette distinction n'a pas d'intérêt en éthique.

Le fait qu'ôter la vie soit universellement condamnable a également été remis en question par une idée, de plus en plus défendue, que lorsqu'un patient en est au stade terminal de sa maladie et demande à un médecin de l'aider à mourir, l'assistance fournie par ce dernier se trouve justifiée. Tout au long du XXe siècle, il y a eu des partisans de la légalisation de l'euthanasie mais, jusqu'à la fin des années 1970, cette théorie était loin d'être populaire. Au cours de la décennie suivante, en revanche, les tribunaux des Pays-Bas ont commencé à défendre le droit des médecins à aider à mourir un malade en stade terminal qui ne supporte plus son état et qui a des raisons fondées, réfléchies et sérieuses de souhaiter être euthanasié. On a estimé, de source sûre, à environ 2 300 le nombre de décès dus chaque année dans ce pays à l'euthanasie. L'immense soutien populaire et médical aux Pays-Bas en faveur de cette pratique a conduit d'autres pays à envisager des propositions allant dans le même sens. Ainsi, en 1995, en Australie, l'Assemblée législative du Territoire du Nord est devenue le premier parlement au monde à voter la légalisation de l'euthanasie.

Quant à l'autre extrême de la vie, la naissance, d'autres débats éthiques passionnés se sont tenus au sujet des nouvelles techniques de reproduction. En 1978, Robert Edwards et Patrick Steptoe ont réussi à féconder un ovule en dehors du corps humain et à transférer l'embryon dans l'utérus de la femme infertile dont provenait l'ovule. Le «bébé-éprouvette» qui en est né a fait la une de tous les journaux du monde. Cette technique était éthiquement discutable pour plusieurs raisons. Tout d'abord, elle reposait sur une expérimentation pratiquée sur des embryons humains que certains considéraient comme des êtres doués de vie. Ensuite, on craignait qu'elle ne donne lieu à des bébés anormaux. Par ailleurs, cela a ouvert la voie à la

mise au point de procédés allant plus loin encore, comme le don d'ovules d'une femme à une autre et le stockage sur le long terme d'embryons congelés. Enfin, cette technique pourrait enfin mener à la sélection ou à la manipulation génétique des embryons et donc des enfants.

De nombreux gouvernements ont mis en place des comités d'investigation sur les aspects éthique, social et juridique de ce que l'on a appelé la « fécondation in vitro » (illustration 123). Ces comités acceptaient généralement cette méthode sous certaines conditions, comme l'imposition d'une limite de quatorze jours après la fécondation pour pratiquer des expériences sur l'embryon humain. En une décennie, la fécondation in vitro est devenue un procédé clinique courant pour assister les couples stériles. Les craintes d'un taux élevé de bébés anormaux se sont atténuées, mais le débat n'est pas clos, surtout lorsque la technique est utilisée pour aider les femmes de cinquante ou soixante ans à avoir des enfants.

Néanmoins, certaines inquiétudes demeurent quant aux éventuelles utilisations des nouvelles techniques de reproduction à des fins d'eugénisme. La célèbre découverte de la structure de l'ADN par Crick et Watson a conduit, en l'espace de trente ans, à permettre certaines manipulations du code génétique des organismes vivants. Cette nouvelle maîtrise de la reproduction a elle-même fait l'objet d'un débat éthique acharné, bien qu'elle ne s'applique qu'aux micro-organismes. Dans les années 1980, les premières expériences sur des plantes et des animaux génétiquement modifiés ont été menées (illustration 124), malgré que des voix se soient élevées objectant que cela pourrait créer de nouveaux organismes «échappant» aux lois de la nature et dangereux pour l'environnement. On craignait également que les techniques de modification génétique puissent ensuite être appliquées aux êtres humains. Ces conjectures se sont amplifiées avec le lancement du Projet génome humain, un programme international décrit comme l'équivalent, dans le domaine de la biologie, de l'envoi d'un astronaute sur la Lune, mis en place dans le but d'établir la carte de tout le patrimoine génétique humain, puis de le séquencer. Les connaissances obtenues, espérait-on, serviraient de base pour remédier aux causes, et non aux symptômes, de bien des maladies. Mais les détracteurs de ces techniques ont souligné que s'il en était ainsi, les dérives liées à ce savoir, comme les interventions génétiques destinées à créer des êtres humains «supérieurs», seraient impossibles à éviter. Autre abus possible, certains employeurs ou assureurs pourraient se servir de cette technique pour refuser d'éventuels candidats ou de futurs clients sous prétexte qu'ils ne possèdent pas les caractéristiques génétiques requises.

Une communauté éthique mondiale?

Alors que le XX^e siècle s'est achevé, les problèmes éthiques auxquels nous sommes confrontés semblent bien plus inquiétants qu'ils ne l'étaient il y a cent ans. La guerre et la pauvreté n'ont pas disparu. En outre, les nouvelles techniques que nous avons mises au point induisent déjà des menaces que l'on n'aurait jamais imaginées pour le futur de tous les êtres vivant sur la planète.

Heureusement, il existe aussi des signes d'espoir. Les pays du monde ne sont plus divisés en deux camps opposés, comme l'étaient la plupart des puissances dirigeantes durant la majeure partie du XX^e siècle. Le mouvement des droits de l'homme demeure fort, même si les divergences culturelles persistent lorsqu'il s'agit de déterminer dans quelle mesure les droits des individus doivent primer sur les intérêts de la communauté. Aux États-Unis par exemple, la Constitution se fonde sur le *Bill of Rights* (la Déclaration des droits) qui provient elle-même de la conception de John Locke selon laquelle la légitimité du gouvernement peut seulement émaner d'un contrat social en vertu duquel les individus consentent à former un gouvernement tout en conservant certains droits. Au contraire, selon l'éthique confucianiste, qui a influencé la Chine, le Japon, la Corée et Singapour, l'individu ne représente qu'une partie d'un tout supérieur, qui est initialement la famille, mais dans lequel il faut voir la société entière.

L'évolution récente la plus encourageante est sans doute la volonté croissante de s'attaquer aux problèmes humanitaires, où qu'ils se trouvent. Au début des années 1990, les pays développés ont essayé d'apporter une aide humanitaire en Bosnie, en Somalie et au Rwanda (illustration 125). Bien que l'on ne puisse considérer aucune de ces tentatives comme un franc succès, elles ont néanmoins prouvé qu'il existait une détermination à ne pas laisser des milliers de personnes mourir de faim ou d'épidémies lorsqu'une aide peut être fournie. Ces interventions peuvent être vues comme la conséquence du «village mondial» créé par le développement des moyens de télécommunication modernes permettant la retransmission de l'image de la détresse de ces êtres humains sur les écrans du monde entier. Le défi de ce village mondial est à présent d'évoluer vers une communauté éthique internationale, indispensable si nous voulons résoudre les problèmes mondiaux du XXI^e siècle.

BIBLIOGRAPHIE

ALTMAN D. 1972. *Homosexual: Oppression and Liberation*, Sidney (Australie), Angus & Robertson.

- Anscombe G. E. M. 1939. *Mr Truman's Degree*, Oxford, impression privée.
- BEAUCHAMP T., CHILDRESS J. 1994. *Principles of Biomedical Ethics*, New York, Oxford University Press.
- CARSON R. 1962. Silent Spring, Boston (Massachusetts), Houghton-Mifflin.
- CAVALIERI P., SINGER P. (dir. publ.) 1993. *The Great Ape Project: Equality Beyond Humanity*, Londres, Fourth Estate.
- ELLIOT R. 1995. *Environmental Ethics* (Série: Oxford Readings in Philosophy), Oxford, Oxford University Press.
- FRIEDAN B. 1963. The Feminine Mystique, Londres, Victor Gollancz.
- GHANDI M. K. 1927. The Story of my Experiments With Truth: An Autobiography, Boston (Massachusetts), Beacon Press.
- GREER G. 1970. The Female Eunuch, Londres, McGibbon & Kee.
- GRUEN L., JAMIESON D. (dir. publ.) 1994. *Reflecting on Nature: Readings in Environmental Philosophy*, New York, Oxford University Press.
- HABERMAS J. 1990. Moral Consciousness and Communicative Action, Cambridge (Massachusetts), MIT Press.
- HARE R. M. 1963. Freedom and Reason, Oxford, Oxford University Press.
- 1981. Moral Thinking: Its Levels, Method, and Point, Oxford, Oxford University Press.
- LECKY W. E. H. 1892. A History of European Morals from Augustus to Charlemagne, Londres, Fisher Unwin.
- LOCKE J., LASLETT P. (dir publ.) 1960. Two Treaties of Government: A Critical Edition with an Introduction and Apparatus Criticus by Peter Laslett, Cambridge, Cambridge University Press.
- MARX K. 1867. *Capital: A Critical Analysis of Capitalist Production*, vol. I, Chicago, Charles Kerr.
- 1938. *Critique of the Gotha Programme*, New York, International Publishers.
- Pence G. E. (dir. publ.) 1995. Classic Cases in Medical Ethics: Accounts of Cases That Have Shaped Medical Ethics, with Philosophical, Legal, and Historical Backgrounds, New York, McGraw-Hill.

- RAWLS J. 1971. *A Theory of Justice*, Cambridge (Massachusetts), Harvard University Press.
- SARTRE J.-P. 1948. Existentialism and Humanism, Londres, Methuen.
- 1957. Being and Nothingness: An Essay on Phenomenological Ontology, Londres, Methuen.
- SCHELL J. 1982. The Fate of the Earth, New York, Alfred A. Knopf.
- SINGER P. 1995. Rethinking Life and Death, New York, St Martin's Press.
- THOMPSON J. 1992. *Justice and World Order: A Philosophical Inquiry*, Londres, Routledge.
- WITTGENSTEIN L. 1968. Philosophical Investigations, Oxford, Blackwell.
- 1994. A Lecture on Ethics. Dans: The Philosophical Review, vol. 74, p. 3-12.

24

La psychologie

Hans Pols

a psychologie est la science de la nature humaine. Aujourd'hui, beaucoup de gens attendent de la psychologie qu'elle donne les orientations d'un comportement normal et acceptable, ou expliquent leur expérience en faisant appel à des concepts psychologiques. Les psychologues aiment à déclarer que leur science a supplanté les points de vue philosophique, religieux et moral sur la nature humaine. En réalité, les psychologues ont toujours repris ces idées pour se les approprier, une tendance qui a parfois mis cette discipline au centre de controverses politiques et sociales. Par exemple, on a reproché à la psychologie de rendre la nature humaine trop abstraite, faute de prendre en compte des facteurs sociaux, culturels et environnementaux. Ces explications sont davantage acceptables dans les sociétés occidentales, qui présentent un haut niveau d'individualisme, mais elles paraissent inappropriées dans les sociétés dont les individus calquent leur comportement sur la tradition, le patrimoine culturel ou leurs liens familiaux ou sociaux au sens large du terme.

La psychologie est une discipline fragmentée dont les origines historiques sont très diverses. Elle utilise différents modèles de représentation de la nature humaine et des méthodes de recherches variées. Trois facettes principales de la discipline seront présentées ici: la psychologie expérimentale, la psychométrie et la psychothérapie. Ces approches ont toujours entretenu des relations distantes car elles correspondent à des visions différentes de la psychologie comme discipline scientifique, de son rôle dans la société et de ses applications. La psychologie expérimentale se pratique dans les laboratoires universitaires et industriels, la psychométrie est généralement exploitée dans les écoles, alors que la psychothérapie est menée dans un contexte clinique. Pour des raisons de contiguïté historique, ces trois approches principales ont été regroupées au sein d'une seule discipline universitaire.

LA PSYCHOLOGIE EXPÉRIMENTALE

La psychologie expérimentale est née dans les universités allemandes dans la seconde moitié du XIX^e siècle. À cette époque, les premiers psychologues étaient convaincus que leur discipline devait répondre aux mêmes exigences scientifiques que la physique et la chimie, ce qui explique la raison pour laquelle ils menaient leurs recherches dans des laboratoires. Pour ces psychologues, la rigueur méthodologique importait plus que l'utilité pratique. C'est la psychologie allemande qui a posé les jalons de la nouvelle discipline, en particulier en Amérique du Nord. La psychologie expérimentale se caractérisait toutefois par son attachement à des méthodes de recherches spécifiques plutôt qu'à des théories ou modèles précis. Ce principe découlait des efforts des psychologues pour différencier leur discipline de la philosophie avec laquelle elle partageait certains fondements théoriques.

La psychologie physiologique de Wilhelm Wundt

On fait généralement remonter la naissance de la psychologie expérimentale à l'ouverture, par Wilhelm Wundt (1832–1920), du laboratoire psychologique de Leipzig, en Allemagne, en 1879. Dans son programme, Wundt a synthétisé toutes les recherches de l'époque dans le domaine de la psychologie. En 1874, il a rédigé *Principes de psychologie physiologique*, le premier manuel global de la nouvelle discipline et a fondé, en 1881, une revue consacrée à la recherche en psychologie, *Philosophische Studien*. Des scientifiques du monde entier ont visité le laboratoire de Wundt, qu'ils ont ensuite utilisé comme modèle pour créer leurs propres laboratoires de psychologie dans leurs pays d'origine.

Wundt a donné à sa démarche le nom de «psychologie physiologique» parce qu'il adaptait à l'étude de la psyché des techniques de recherche empruntées à la physiologie. Son programme s'appuyait sur deux éléments de base: la psychophysique et la chronométrie mentale. La psychophysique étudiait la relation entre le monde objectif de la physique et le monde subjectif de l'expérience humaine. Les physiciens du XIX^e siècle avaient décrit la lumière et le son comme des longueurs d'onde de fréquences données, ce qui a conduit les physiologistes à étudier la manière dont le système sensoriel transformait les stimuli physiques externes en expérience consciente. Il est ainsi apparu que la faculté transformatrice de l'esprit est régie par des lois générales. Par exemple, des expériences ont démontré que, lorsque l'intensité lumineuse augmentait selon une progression géométrique, l'intensité de sa perception suivait une progression arithmétique, le même principe étant valable pour la perception du son et du poids. La chronométrie mentale

correspondait à des expériences sur les temps de réaction. Au cours d'une expérience, par exemple, on demandait à une personne d'appuyer sur un bouton dès qu'elle percevait un signal lumineux. Wundt pensait que le délai entre l'apparition de la lumière et la réaction de la personne correspondait au temps nécessaire à la réalisation des processus mentaux intervenant dans la réaction à une perception donnée. Ensuite, Wundt compliqua la procédure en ajoutant des facteurs de distinction et de décision qui augmentent le temps de réaction. En proposant une large gamme d'opérations mentales à réaliser, Wundt espérait déterminer les temps de réaction nécessaires aux divers processus mentaux intervenant dans leur réalisation.

Edward B. Titchener (1867–1927) s'est présenté comme le seul disciple fidèle de Wundt en Amérique du Nord, même si son approche était plus limitée. Le programme de Titchener, appelé «structuralisme», visait à remplacer l'analyse systématique des éléments constitutifs de la conscience par l'introspection, dans des conditions de laboratoire rigoureusement contrôlées. Wundt et Titchener ont tout deux reconnu que les apports de la recherche en laboratoire étaient très limités car seuls des processus mentaux relativement élémentaires pouvaient être soumis à la recherche expérimentale.

Un groupe de psychologues allemands de l'école *Gestalt* et influencés par divers concepts philosophiques ont critiqué cette approche atomiste des phénomènes mentaux (Ash, 1995). Ils récusaient l'idée de Titchener selon laquelle l'expérience humaine se compose de milliers d'éléments de base synthétisés par l'esprit, puisque l'expérience apparaît toujours comme un tout. Ils ont démontré, par exemple, que lorsqu'on montrait deux flashes successifs représentant deux lignes, celles-ci étaient perçues comme une seule ligne qui se déplace. C'est ce phénomène de mouvement apparent qui intervient dans la perception des films comme image en mouvement. D'autres alternatives à la psychologie expérimentale de Wundt ont été construites pour étudier les processus mentaux supérieurs comme la pensée, la résolution de problèmes et la mémoire. Certains psychologues d'Amérique du Nord réagirent à l'encontre des théories de Wundt et de Titchener, considérant leurs paramètres trop restrictifs et n'offrant pas de base pour des applications pratiques.

LE FONCTIONNALISME

Un certain nombre de psychologues nord-américains s'opposèrent à la démarche de Wundt et Titchener car ils considéraient que leurs paramètres étaient trop vagues ou n'offraient aucune perspective d'application et, à la fin du XIX^e siècle, formulèrent une doctrine nouvelle appelée « fonction-

nalisme». Les principaux représentants de cette approche, avec laquelle un grand nombre de psychologues se reconnaissaient des affinités, étaient John Dewey (1859–1952) et James Rowland Angell (1869–1949). Les psychologues fonctionnalistes ne s'intéressaient guère à la structure de la psyché ou aux éléments constitutifs de la conscience. S'inspirant de la théorie de l'évolution de Charles Darwin (1809–1882), ils avaient pour ambition d'étudier la fonction de l'activité mentale à la fois dans l'évolution de l'espèce humaine et dans la relation d'adaptation de la personne à son environnement social. Largement influencés par la philosophie pragmatique américaine, les fonctionnalistes portaient un immense intérêt aux applications pratiques de la recherche en psychologie, comme la psychométrie et la psychopédagogie.

Les psychologues fonctionnalistes qui s'intéressaient au développement de l'enfant ont concentré leur étude sur la manière dont les enfants apprennent à s'adapter à leur environnement au fur et à mesure de leur croissance. Cette approche a permis aux chercheurs d'étudier l'origine de plusieurs aspects du développement mental et comportemental de la personnalité humaine. Les recherches en psychologie du développement ont été conduites par Granville Stanley Hall (1844–1924) et James Mark Baldwin (1861–1934), puis poursuivies par le psychologue suisse Jean Piaget (1896–1980). D'un point de vue de l'évolution, les recherches sur les animaux étaient considérées comme utiles à la psychologie car l'apprentissage chez certaines espèces d'animaux (souris blanches, chats, chiens et pigeons, par exemple) présente certaines caractéristiques élémentaires que l'on retrouve dans le comportement humain. Au cours des années 1910 et 1920, les psychologues multiplièrent leurs recherches sur l'apprentissage chez les humains et les animaux.

LE BÉHAVIORISME

L'école béhavioriste, ou comportementaliste, fondée par John B. Watson (1878–1958) a régné sur la psychologie nord-américaine entre 1920 et 1960. Selon Watson (1919, 1930), qui avait étudié auprès de Dewey et Angell, l'ambition de la psychologie en tant que science naturelle purement objective était de prédire et de contrôler le comportement, qu'il considérait comme entièrement déterminé par des éléments de l'environnement. Selon lui, puisque les psychologues ne pouvaient étudier objectivement que le comportement observable, la conscience, dont l'étude avait recours à la méthode introspective, ne relevait pas de leur discipline. Watson était convaincu que les principes qui régissent le comportement des humains et celui des animaux

étaient sensiblement identiques. Ses disciples et lui menèrent ainsi l'essentiel de leurs recherches sur les animaux, dont l'étude devait prendre en compte moins de facteurs de complication.

Watson a été influencé par les expériences d'Ivan Pavlov (1849–1936), prix Nobel de médecine, sur le comportement animal, et s'est appuyé sur ses travaux pour fonder ses propres théories. En faisant sonner une cloche à plusieurs reprises juste avant de présenter de la nourriture à des chiens de laboratoire, Pavlov les avait conditionnés de façon qu'ils se mettent à saliver dès que la cloche tintait (illustration 126). Pavlov a donné à cette réaction digestive innée et automatique de salivation le nom de «réflexe direct» et à la réaction acquise par la répétition d'une expérience celui de «réflexe conditionné». Il a recherché les conditions nécessaires pour créer des réflexes conditionnés et étudié leur intensité et le temps nécessaire à leur disparition (extinction). Selon Watson, les réflexes conditionnés sont les éléments de base des habitudes, qui sont à leur tour les composantes du comportement humain. De ce point de vue, la formation des habitudes et la mise en place de réflexes conditionnés sont susceptibles d'expliquer tous les comportements humains.

Watson a affirmé que toutes les réactions émotionnelles se fondent sur trois émotions innées et primaires: la crainte, la colère et l'amour, et que les nuances subtiles des émotions à l'âge adulte s'étaient formées à partir de ces émotions de base au cours de processus complexes de conditionnement. Watson est devenu célèbre pour avoir illustré cette théorie par des expériences de conditionnement menées sur un petit garçon de onze mois, que l'on a appelé plus tard le petit Albert, chez qui il a conditionné une phobie des rats blancs en frappant une barre de métal avec un marteau lorsque le bébé manifestait de l'intérêt pour l'un d'eux. En associant plusieurs fois de suite la présentation du rat à un bruit assourdissant, le petit Albert développa une réaction de peur dès qu'on lui montrait le rat, même en l'absence de bruit. Cette réactive de peur intense du petit Albert s'étendit à d'autres objets ou animaux au pelage blanc: lapins, chiens, boules de coton et un manteau en peau de phoque.

L'école comportementaliste a donné naissance à plusieurs courants expérimentaux que l'on regroupe généralement sous l'appellation de « néobéhaviorisme ». L'un de ses plus illustres représentants de l'après-guerre était Burrhus Frederic Skinner (1904–1990), qui a modifié la théorie de Watson sur les réflexes conditionnés en introduisant les récompenses comme force motrice du comportement. Selon Skinner, le modèle de Watson faisait l'hypothèse d'un organisme passif qui se contente de réagir aux modifications de son environnement. Skinner a déclaré au contraire que les organismes apprennent activement à contrôler leur environnement en recherchant des récompenses. Pour mettre ses théories à l'épreuve, il a inventé la boîte de

Skinner. Les animaux placés dans ces boîtes apprenaient au hasard de leur exploration que certaines actions, comme appuyer sur une barre ou toucher avec le museau une tache de couleur sur le mur, étaient récompensées (par une portion de nourriture, par exemple). Après avoir appris les mécanismes spécifiques de la boîte de Skinner dans laquelle ils avaient été placés, les animaux réitéraient le comportement qui s'était précédemment soldé par une récompense. Skinner a nommé «conditionnement opérant» ce processus de modification du comportement à l'aide de récompenses. Dans d'autres expériences, il cherchait à savoir quelles étaient les conséquences de différents modes d'encouragement sur la vitesse d'apprentissage et dans quelle mesure les comportements acquis perduraient.

Le comportementalisme a été accueilli favorablement, en raison de l'optimisme qu'il véhiculait, c'est à dire qu'en supposant que presque tous les comportements sont acquis, ils peuvent donc être modifiés à l'aide d'entraînements et de récompenses appropriés. En revanche, il a été décrié pour avoir encouragé une manipulation des êtres humains où les psychologues se trouvent en situation de contrôle absolu. On lui a également reproché d'exclure du champ d'étude un grand nombre de phénomènes psychologiques comme la cognition et l'expérience humaine. Bien que le béhaviorisme ait dominé la psychologie pendant une quarantaine d'années, les théories concurrentes sont restées viables. Les psychologues gestaltistes, par exemple, ont élaboré une méthode expérimentale démontrant l'importance de l'intuition dans l'apprentissage. Dans les années 1960, les psychologues expérimentaux ont transgressé certaines limites imposées à la discipline par le comportementalisme en retournant à l'étude des processus psychiques.

LA PSYCHOLOGIE COGNITIVE

À la fin des années 1950, le linguiste Noam Chomsky, convaincu que les capacités linguistiques des hommes ne pouvaient pas être expliquées par les principes béhavioristes de la récompense et de l'extinction sélective, a élaboré la théorie de la *Grammaire générative transformationnelle*, qui suppose qu'il existe des règles et principes innés qui commandent au fonctionnement de l'esprit. Les hypothèses de Chomsky ont donné naissance en psychologie au *cognitivisme*, qui étudie des phénomènes comme la perception, l'attention, le raisonnement, la résolution des problèmes, le traitement de la langue et l'organisation de la mémoire.

Les psychologues cognitivistes voient les êtres humains comme des systèmes de traitement de l'information et étudient les analogies entre la cognition humaine et la technologie informatique (Gardner, 1985). Ils définissent la pensée comme une manipulation systématique des symboles et explorent les similarités entre la pensée humaine et l'intelligence artificielle. Les ordinateurs traitent l'information en transformant les données de départ à l'aide de procédés d'encodage, de stockage et de restitution, afin de produire un résultat spécifique. Au cours de leurs recherches, les psychologues cognitivistes ont distingué la mémoire sensorielle, la mémoire à court terme et la mémoire à long terme, chacune fonctionnant selon ses propres principes. Chez les humains, l'encodage se produit dans la mémoire sensitive (par exemple, la reconnaissance d'un motif), tandis que le stockage et la restitution sont des processus qui ont lieu dans l'interaction entre les mémoires à court et à long terme.

Les psychologues cognitivistes ont mis au point de nombreuses simulations par ordinateur du mécanisme cognitif. Récemment, ils se sont mis à utiliser des méthodes de recherche relevant de la neurophysiologie, par exemple les techniques d'Imagerie par résonance magnétique (IRM), afin d'étudier les processus neurologiques à l'œuvre dans des processus cognitifs donnés.

LA PSYCHOLOGIE SOCIALE

Les psychologues sociaux, qui étudient la façon dont les êtres humains se comportent en petits groupes, ont mis au point une manière totalement nouvelle d'utiliser les laboratoires pour mener à bien leurs recherches. Solomon Asch (1907-1996) a réalisé plusieurs expériences afin de déterminer les effets de la pression exercée par les autres membres du groupe et les conséquences du conformisme social. Lors d'une expérience présentée à un groupe d'individus comme un exercice d'acuité visuelle, Asch demandait aux participants d'identifier la plus longue de deux lignes présentées sur un écran, tous les participants sauf un étant en réalité ses complices. Lorsqu'ils optaient tous pour la réponse qui était indubitablement fausse, la plupart des personnes testées avaient tendance à voter comme le groupe, bien qu'elles aient été conscientes que la réponse n'était pas la bonne. Si un seul des autres individus du groupe donnait la bonne réponse, les participants étaient en majorité capables de faire valoir leur propre opinion. Asch a tiré de cette expérience des conclusions troublantes sur le pouvoir de la pression sociale, par exemple dans les régimes politiques répressifs.

Dans une expérience restée célèbre, Stanley Milgram (1933–1985) a demandé à des volontaires de participer à une expérience d'apprentissage comportemental durant laquelle elles devaient infliger des décharges

électriques à un élève lorsqu'il se trompait dans une tâche d'apprentissage simple. L'élève, situé dans une autre pièce afin que les sujets puissent seulement l'entendre, était un complice du chercheur. En réalité, l'élève ne recevait aucun choc électrique et se contentait de mimer les décharges. Milgram a raconté que lorsqu'il demandait aux participants d'augmenter la puissance des décharges, la plupart d'entre eux le faisaient. Un grand nombre acceptait même d'administrer des décharges létales si on le leur demandait. Les conclusions de ces expériences, profondément choquantes, ont suscité de nombreux débats sur la nature de la moralité et de la responsabilité humaines.

Si la psychologie expérimentale, née en Allemagne, a été florissante aux États-Unis, seul un nombre restreint de psychologues ont fait ou font actuellement des recherches en laboratoire. La majorité des psychologues choisissent comme spécialité l'élaboration et la mise en œuvre des tests psychologiques, ou la psychothérapie.

LA PSYCHOMÉTRIE ET LA PSYCHOLOGIE DES DIFFÉRENCES INDIVIDUELLES

À ce jour, le test psychologique est sans conteste l'outil inventé par les psychologues le plus utilisé. Les psychologues ont mis au point des tests pour mesurer l'intelligence, les traits de la personnalité, ainsi que certaines facultés et dispositions. Nombreux sont les gens qui ont été confrontés à ces tests durant leur scolarité primaire ou lors d'une procédure d'embauche. Les psychologues qui élaborent des tests et les exploitent pour la recherche s'intéressent à certaines caractéristiques individuelles plutôt qu'aux principes généraux qui régissent la nature humaine comme le font les psychologues expérimentaux. Les psychologues spécialistes des tests sont généralement tournés vers la pratique et ils élaborent des tests utilisables pour l'orientation professionnelle, la sélection et l'affectation des candidats à un emploi, ainsi que pour orienter les enfants en âge scolaire vers les filières appropriées. Rapprochés par leur intérêt pour les différences individuelles et les applications pratiques, ces psychologues forment un second groupe au sein de la psychologie.

Les tests d'intelligence sont extrêmement controversés, puisque certains psychologues affirment que l'intelligence est une qualité individuelle, mesurable, innée et stable qui détermine la capacité potentielle d'un individu à réussir dans la vie. Plusieurs théoriciens ont affirmé que les groupes raciaux et ethniques d'ascendance non-européenne font preuve d'une moindre intelligence, et d'autres ont formulé des théories similaires sur les individus issus

de milieux sociaux défavorisés. Les critiques des tests d'intelligence se fondent sur le fait que ces tests sont faussés par des facteurs culturels et raciaux. Au lieu de mesurer l'intelligence, ils mesurent le niveau d'instruction, la position sociale et le degré de conformité avec des normes spécifiquement euro-américaines

Les tests d'intelligence

Au début du XX° siècle, plusieurs pays d'Europe et d'Amérique du Nord ont promulgué des lois sur l'instruction primaire rendant obligatoire la scolarisation des enfants pendant une durée minimum. À partir de là, des enfants de différents milieux sociaux et de divers niveaux d'aptitudes ont fréquenté les mêmes classes, et les élèves souffrant de difficultés d'apprentissage ou de handicaps mentaux ont été identifiés. En 1905, en réponse à une demande du ministère de l'Instruction publique à Paris, Alfred Binet (1857–1911) et son collègue Théodore Simon (1873–1961) ont élaboré le premier test d'intelligence pour repérer les élèves ayant besoin d'une éducation spécialisée. Ce test, auquel ont été soumis individuellement des élèves ayant des difficultés à suivre les cours, permettait de déterminer un nombre correspondant à l'âge mental des écoliers par rapport à leur âge chronologique. Bientôt, le concept d'âge mental a été remplacé par celui du quotient intellectuel (QI), correspondant à l'âge mental divisé par l'âge chronologique et multiplié par cent, l'intelligence moyenne étant égale à 100.

Les recherches sur la nature de l'intelligence ont occupé toute la vie de Charles Spearman (1863–1945), premier psychologue à avoir exercé dans une université britannique. Spearman a analysé les résultats obtenus par un grand nombre d'individus lors de divers tests psychologiques à l'aide d'un outil statistique: l'*analyse factorielle*. Selon lui, tous les tests d'intelligence, bien qu'ils mesurent différentes facultés mentales, aboutissent à des résultats comparables. Les individus ayant obtenu des résultats élevés dans l'un des tests avaient tendance à bien réussir tous les autres tests, et à l'inverse, ceux dont les résultats à un test étaient médiocres avaient tendance à obtenir de faibles scores dans tous les autres. Spearman a conclu de ces données statistiques que les tests d'intelligence mesuraient tous une qualité intrinsèque de l'intelligence en général, conçue comme une qualité indépendante mesurable se confondant avec l'énergie mentale générale.

La théorie de Spearman a été développée par son successeur Cyril Burt (1883–1971), qui a traduit en anglais le test de Binet-Simon, le mettant ainsi à la disposition du système éducatif britannique. Burt a défini l'intelligence comme une faculté cognitive générale innée, une caractéristique stable chez les individus, expliquant les différences de classe sociale,

de niveau d'instruction et de revenu. Comme il considérait que le degré d'intelligence des individus était quasiment inaltérable, la qualité de l'éducation reçue ne jouait aucun rôle. D'après Burt, les capacités innées d'un enfant posaient des limites précises à ce qu'il pourrait accomplir. À la lumière de ce principe, il a affirmé que le système éducatif avait pour tâche de découvrir l'intelligence des enfants qu'il prenait en charge afin de leur fournir une éducation compatible avec leurs capacités. Burt préconisait le regroupement des écoliers dans différents établissements d'enseignement secondaire en fonction de leur score aux tests d'intelligence, pratique institutionnalisée au Royaume-Uni jusque dans les années 1960. Afin d'étayer ses théories, Burt entama un ambitieux projet de recherche afin de tester l'intelligence de jumeaux ayant été élevés séparément. Pour Burt, ces jumeaux, bien qu'ayant grandi dans des environnements différents, avaient exactement les mêmes dispositions génétiques. Les résultats de cette étude ont confirmé l'intuition de Burt. Cependant, une enquête postérieure a révélé que certaines des données avaient été fabriquées de toutes pièces.

Un certainnes des données avaient ete habitquees de toutes pieces.

Un certain nombre de psychologues américains ont adapté les tests d'intelligence pour les utiliser dans l'armée lorsque les États-Unis sont intervenus dans la Première guerre mondiale en 1917. Les psychologues ont contribué à la sélection et à l'affectation des recrues en testant leurs capacités mentales. À cette fin, ils ont mis au point des tests écrits que l'on pouvait faire passer à des groupes. Jamais un aussi grand nombre d'individus, soit environ 1,75 million de recrues de l'armée américaine, n'avait pris part à des tests d'intelligence. Les psychologues ont pressenti que ce projet allait les aider à faire reconnaître leur travail par le public, bien que les officiers de l'armée n'aient guère prêté d'attention aux résultats des tests. De plus, il a fallu plusieurs années pour analyser les données, qui ont conduit à des conclusions de nature assez polémique. Selon le psychologue Carl C. Brigham, les résultats ont prouvé que la grande majorité des soldats américains disposaient de l'intelligence d'un enfant de treize ou quatorze ans tout au plus. En outre, les hommes d'origine anglo-saxonne obtenaient les quotients intellectuels les plus élevés alors que les groupes d'immigrants récents et les Américains d'origine africaine parvenaient en moyenne à des scores plus bas. Les psychologues de cette époque n'envisageaient pas qu'il soit possible que les différences culturelles et linguistiques, s'ajoutant au niveau d'instruction atteint, aient pu être à l'origine de ces disparités.

Se fondant sur son expérience dans le projet de l'armée, Lewis

Se fondant sur son expérience dans le projet de l'armée, Lewis M. Terman (1877–1956) a transformé le test d'intelligence pour le rendre utilisable dans le système éducatif américain. Terman n'avait pas particulièrement l'intention de diagnostiquer le retard mental ou les anomalies du développement. Il était plutôt d'avis que toute la population en âge scolaire devait être testée et répartie dans différents cursus en fonction

des résultats. Sous l'influence de Terman, des tests ont été mis au point pour chaque groupe d'âge. La version de Terman du test d'intelligence de Stanford-Binet est aujourd'hui le test d'intelligence le plus utilisé en Amérique du Nord et a également servi de prototype aux tests d'intelligence dans le monde entier. Comme Terman estimait que l'intelligence était innée, il préconisait une restriction de l'immigration afin de limiter les entrées aux États-Unis de populations issues de groupes ethniques considérés par lui comme inférieurs.

Les psychologues qui défendent les tests psychométriques se fondent sur l'argument que les tests d'intelligence mesurent les facultés cognitives générales, qui sont largement innées. Selon eux, l'utilisation de ces tests à l'école ferait reculer les préjugés et rendrait l'administration scolaire plus objective, les élèves étant répartis dans les écoles selon leurs capacités plutôt que d'après leur milieu d'origine. Mais le psychologue Louis Leon Thurstone (1887–1955), à l'aide de techniques statistiques tout à fait analogues à celles de Spearman et Burt, a découvert qu'il existait plusieurs sortes de facultés mentales primaires et non une seule intelligence générale. Thurstone en a donc conclu que l'utilisation du résultat d'un seul test, comme indication de l'intelligence d'un sujet, était extrêmement trompeuse.

D'autres psychologues ont mis en avant la nature discutable de certaines recherches ayant servi de base aux théories psychologiques de l'intelligence les plus controversées. Kamin, Lewontin, Rose et Gould ont exprimé l'idée que les tests d'intelligence mesurent simplement la position sociale et le niveau d'instruction, et que le recours généralisé à ces tests n'avaient fait que renforcer les inégalités dans le domaine de l'accès à l'éducation. Les tests psychologiques sont généralement constitués d'éléments bien connus de ceux qui ont été élevés selon les traditions d'Europe occidentale ou d'Amérique du Nord, et sont rédigés en anglais, ce qui favorise ceux dont l'anglais est la langue maternelle. Les individus d'ascendance euro-américaine obtiennent donc naturellement les scores les plus élevés. Ces résultats ne reflètent en rien l'infériorité raciale ou ethnique des personnes qui ne sont pas d'origine euro-américaine, mais montrent bien la manière dont les tests d'intelligence étaient conçus. Ainsi, en traduisant ces tests pour les utiliser dans d'autres pays sans vraiment les modifier, les résultats peuvent être faussés. Récemment, certains psychologues ont tenté d'élaborer des tests d'intelligence « culturellement justes» qui ne favorisent pas les individus de nationalités ou de milieux culturels particuliers.

Les tests de personnalité

Les psychologues ont également inventé des tests pour mesurer les caractéristiques de la personnalité. Les travaux du psychologue britannique Hans J. Eysenck (1916–1997) ont eu une influence notable dans ce domaine. Eysenck estimait que la plupart des traits de la personnalité présentaient une grande stabilité au cours de la vie. Analysant les résultats de divers types de tests de personnalité à l'aide des outils statistiques mis au point par Spearman et Thorndike, il est parvenu à la conclusion que tous ces tests revenaient à mesurer les traits de personnalité selon quatre critères: l'intelligence, l'introversion ou l'extraversion, le caractère névrotique et le caractère psychotique. Eysenck a mis au point plusieurs types de tests de personnalité pour mesurer ces caractéristiques. Plusieurs autres psychologues, utilisant des méthodes statistiques légèrement différentes ou adoptant un autre point de vue théorique, ont défini d'autres dimensions de la personnalité.

Aux États-Unis, le test multiphasique MMPI (Minnesota Multiphasic Personality Inventory) a vu le jour en 1943 après plus de dix années de recherche. Ce test a été mis au point dans l'intention d'identifier la présence de troubles psychologiques afin d'aider les psychologues cliniciens à conduire des psychothérapies. Aujourd'hui encore, il sert d'outil diagnostique. Le MMPI se compose de 550 questions qui, une fois analysées statistiquement, produisent un résultat chiffré sur des échelles mesurant la dépression, la paranoïa, la déviance psychopathique et d'autres syndromes cliniques, ainsi que sur deux échelles mesurant la masculinité ou la féminité et l'introversion sociale. Plusieurs variantes de ces tests cliniques, chacune étant destinée à mesurer des syndromes cliniques particuliers, ont ensuite vu le jour. En raison de sa popularité et de sa grande fréquence d'utilisation, le test de Rorschach, composé de reproductions de taches d'encre, mérite d'être cité. Les résultats de ce test sont censés révéler les processus mentaux inconscients qui ont été projetés sur les formes présentées.

LA PSYCHOLOGIE DU DÉVELOPPEMENT

Le psychologue suisse Jean Piaget (1896–1980) a commencé sa carrière à Paris en normalisant avec Simon la traduction en français de l'un des tests de Burt. Piaget trouvait les tests psychologiques superficiels car ils mesuraient l'intelligence quantitativement, alors que lui s'intéressait davantage à la nature des processus cognitifs dont résultent les réponses données à certaines questions lors des tests. Ses recherches ont montré

que la façon de penser de l'enfant subit des modifications qualitatives au fur et à mesure de son développement. L'épistémologie du développement proposée par Piaget décrit l'épanouissement progressif des capacités cognitives des enfants en quatre étapes principales: le stade sensorimoteur, le stade pré-opérationnel, le stade des opérations concrètes et le stade des opérations formelles (Piaget et Inhelder, 1955). Chacune de ces étapes se caractérise par des structures cognitives spécifiques et pourrait être définie par les tâches que l'enfant parvient à réaliser. L'enfant arrive au stade pré-opérationnel à l'âge de deux ans environ, en acquérant la notion de permanence des objets. Il se rend alors compte qu'un objet existe toujours même lorsqu'il ne peut plus l'observer. Vers l'âge de cinq ans, l'enfant passe au stade des opérations concrètes lorsqu'il assimile la conservation des quantités, alors qu'il affirmait auparavant que la quantité de liquide augmentait lorsque celui-ci était versé dans un récipient plus haut et plus étroit, puisque le niveau de liquide était plus élevé. Vers l'âge de onze ans, l'enfant est généralement capable de penser logiquement sans se référer à des situations ou événements précis.

Les travaux de Piaget ont été d'une immense utilité pour les psychopédagogues, qui ont recommandé une adaptation des cycles scolaires au développement cognitif de l'enfant. Son œuvre fait partie des programmes de formation des professeurs dans le monde entier. Ses théories ont été éprouvées dans de multiples contextes culturels, mais ces expériences ont conduit à mettre sérieusement en doute l'universalité des étapes du développement proposées par Piaget.

LA PSYCHOLOGIE CLINIQUE ET LA PSYCHOTHÉRAPIE

Aujourd'hui, la plupart des psychologues professionnels sont des psychologues cliniciens qui proposent des psychothérapies aux personnes, aux couples et aux familles qui ont besoin de l'aide d'un spécialiste. Les psychothérapeutes amènent les individus à mieux se comprendre euxmêmes, ce qui leur fournit des armes pour mieux faire face aux épreuves de la vie. Les psychologues cliniciens forment le troisième et le plus récent des groupes de praticiens de la psychologie. À l'origine, la psychothérapie était l'apanage des médecins, qui s'inspiraient souvent des théories psychanalytiques de Sigmund Freud et de ses successeurs. Ce n'est qu'après la Seconde Guerre mondiale que les psychologues ont commencé à pratiquer la psychothérapie.

LA PSYCHOPATHOLOGIE

Les premiers psychologues français étaient fascinés par les états mentaux anormaux, dont le plus étonnant était sans doute le dédoublement de personnalité. En France, la psychologie s'est constituée au contact de la médecine, et en particulier de la psychiatrie. Les théories sur la psyché anormale étaient calquées sur les conceptions médicales du trouble mental. Pierre Janet (1859–1947) a donné à cette approche, fondée sur des études de cas cliniques et d'individus représentatifs de l'anormalité psychologique, le nom de «psychopathologie». Janet a défini la psychologie comme la science de la conscience et des lois qui la régissent, et s'intéressait particulièrement aux états subliminaux et altérés qui englobent les phénomènes comme l'hypnose, les hallucinations, le somnambulisme, l'hystérie, la rêverie, les rêves et le délire. Il était convaincu que les états de conscience altérés permettaient d'avoir une vision plus pénétrante de la nature humaine que celle que l'individu conscient peut atteindre par introspection. Selon lui, la dimension inconsciente de la psyché humaine jouait un rôle plus important que ses autres facettes plus accessibles. Janet est célèbre pour ses recherches sur le refoulement des souvenirs liés aux événements traumatiques. Dans ce contexte, l'hypnose s'est révélée un moyen efficace d'accéder aux souvenirs qui étaient devenus inconscients sous l'effet du processus de dissociation.

SIGMUND FREUD ET LA PSYCHANALYSE

Sigmund Freud (1856–1939), fondateur de la psychanalyse, est sans conteste l'un des penseurs les plus influents du XX^e siècle. On a dit de l'œuvre de Freud qu'elle constituait la dernière des trois révolutions intellectuelles qui ont irrémédiablement bouleversé la pensée humaine moderne. D'abord, Copernic a affirmé que la Terre n'était pas le centre de l'Univers, puis Darwin a situé l'homme au bout d'un processus d'évolution, soulignant par là la ressemblance de l'homme avec l'animal. Enfin, Freud a balayé la croyance dominante en une supériorité de la raison en révélant que les êtres humains étaient mus par des forces inconscientes. Plus que celles de tout autre penseur, les idées de Freud ont modifié les notions de personnalité et d'identité telles qu'elles étaient couramment admises, et ont été intégrées au savoir commun.

Lorsque Freud a ouvert son cabinet en 1886 à Vienne, en Autriche, il s'est spécialisé dans le traitement des patients souffrant de troubles nerveux, en particulier d'hystérie. L'hystérie avait été traitée sans véritable succès par les médecins, puisqu'elle trouve son origine dans un déséquilibre psy-

chologique plutôt que physiologique. En 1885, Freud a rencontré le maître de Janet, le médecin français Jean-Martin Charcot, devenu célèbre pour ses tentatives d'étude de l'hystérie à l'aide de l'hypnose, l'une et l'autre étant considérées par lui comme des états pathologiques particuliers du système nerveux central. En rentrant en Autriche, Freud a appris que, par l'hypnose, l'on pouvait souvent faire retrouver aux patients des souvenirs refoulés d'événements traumatiques. Cette expérience l'a convaincu que la souffrance des hystériques était essentiellement liée aux réminiscences. Bientôt, il a remplacé l'hypnose par la méthode de l'association libre, qui consistait à faire parler les patients librement, sans autocensure, afin de faire remonter à la surface les souvenirs chargés d'émotions. Freud a ensuite pratiqué ce qu'on appelle la *talking cure* (littéralement: traitement par la parole). Lorsque ses patients racontaient et revivaient ainsi leurs souvenirs de traumatismes refoulés, leurs symptômes s'estompaient.

Se fondant sur son expérience clinique, Freud a élaboré une théorie complexe de la personnalité humaine qu'il n'a cessé d'affiner tout au long de sa vie. De ses toutes premières expériences de psychothérapies, il a déduit l'existence de l'inconscient et du mécanisme de refoulement, dont le rôle était essentiel dans la dynamique de la personnalité. Plus tard, Freud a affirmé que la plupart des conflits émotionnels étaient liés à la volonté de combler des désirs enfantins de satisfaction sexuelle ou de mort d'un rival. Du fait que ces désirs étaient socialement inacceptables, ils faisaient naître d'intenses angoisses presque aussitôt refoulées. Par conséquent, ces désirs ne pouvaient être exprimés qu'indirectement, par des rêves, des symptômes névrotiques, des comportements étranges ou certains traits de caractère. Les émotions et les désirs refoulés étaient découverts par l'association libre, l'analyse des rêves et l'examen attentif des symptômes névrotiques ou des lapsus (également nommés, en anglais, «glissements freudiens»).

Freud a proposé un modèle structurel de la personnalité humaine. Il a appelé le «ça» la partie irrationnelle de la personnalité humaine, celle qui recherche la satisfaction des besoins primaires et dont il pensait qu'elle existait dès la naissance et était régie par le principe de plaisir. La seconde composante de la personnalité, le «moi», apparaissant plus tard, servait d'intermédiaire entre les désirs du ça et la réalité extérieure, et pouvait inhiber temporairement le principe de plaisir en retardant la satisfaction. Le troisième tiers de la personnalité humaine, ou «surmoi», était le dernier à se former et représentait les normes et valeurs que la société avait inculquées à l'enfant par l'intermédiaire de l'autorité parentale, à l'aide d'encouragements et de punitions. Le surmoi inculquait aussi à l'enfant le désir de perfection. Lorsque le surmoi arrivait à sa pleine maturité, le moi servait de médiateur entre ses exigences, les besoins primaires du ça et la réalité extérieure.

Freud a également élaboré un modèle du développement humain selon lequel l'enfant, au cours de sa croissance, passe par un certain nombre d'étapes pendant lesquelles certaines parties du corps servent de zones érogènes privilégiées. Chez le nouveau-né, le plaisir est lié à la zone orale et ses désirs sont comblés lorsqu'il tète. Lorsque l'enfant s'exerce à être propre, il tire du plaisir du contrôle conscient de ses fonctions corporelles et une importance particulière est accordée à la zone anale. À l'âge de cinq ans, la stimulation de la zone génitale devient une source de plaisir sensuel. D'après les conjectures de Freud, au cours de cette phase, l'enfant était attiré par le parent du sexe opposé et se sentait en franche rivalité avec le parent de son sexe. Après l'identification de l'enfant au parent du même sexe, il entre dans la période de latence, suivie à l'adolescence par la phase génitale, dont l'aboutissement est la maturité de l'identité sexuelle et la capacité de s'unir aux représentants du sexe opposé. Pour Freud, si les conflits survenant durant l'une ou l'autre de ces phases n'étaient pas résolus de manière satisfaisante, la personnalité adulte était atteinte par certaines névroses.

À partir des années 1910 s'est formé autour de Freud un groupe de fidèles disciples, se réunissant régulièrement, qui a fini par donner naissance au mouvement psychanalytique. Les successeurs de Freud ont produit une multitude de théories psychanalytiques et de méthodes de psychothérapie qui s'éloignaient souvent des principes de Freud. Alfred Adler (1870–1937), par exemple, a reconnu au moi davantage de pouvoir sur l'inconscient. Pour lui, le moi compensait son sentiment d'infériorité en cherchant à atteindre des buts idéalistes afin de rétablir l'équilibre de la personne. Adler estimait que les relations avec les autres personnes étaient capitales pour l'épanouissement du moi.

Carl Gustav Jung (1875–1961), qui était à l'origine le plus proche collaborateur de Freud, a fini par rejeter le poids qu'accordait celui-ci au désir sexuel dans l'explication des névroses. Jung s'intéressait à la spiritualité, dont il estimait qu'elle ne pouvait pas être réduite à un besoin de satisfaire des désirs inconscients. Il était convaincu que tous les hommes partageaient un inconscient collectif chargé des souvenirs de l'histoire de l'humanité et commun à toutes les cultures et à toutes les sociétés. Par l'analyse des mythes, rituels, symboles et folklores de cultures très diverses, on pouvait découvrir des éléments de l'inconscient collectif. D'autres néofreudiens, dont Karen Horney (1885–1952), Erich Fromm (1900–1980), Erik H. Erikson (1902–1993) et Harry Stack Sullivan (1892–1949), ont également mis en valeur le rôle du moi par rapport à l'inconscient et l'importance de l'interaction sociale chez l'enfant en cours de croissance ainsi que chez les adultes sains. Ils ont donné à leur branche de la psychanalyse le nom de «psychologie du moi». Certains anthropologues (dont les plus remarqua-

bles sont sans doute Margaret Mead et Ruth Benedict) ont déduit de leurs propres recherches que les théories de Freud ne trouvent qu'une application limitée dans les autres cultures.

LA PSYCHOLOGIE HUMANISTE

Avant la Seconde Guerre mondiale, très peu de psychologues pratiquaient la psychothérapie. Les médecins étaient généralement opposés à l'intervention de non-spécialistes dans la sphère de la psychothérapie qu'ils considéraient comme une spécialité relevant de la médecine. Cette situation changea après la Seconde Guerre mondiale, lorsque la demande de psychothérapies, émanant à l'origine des anciens combattants revenant de la guerre, puis du public en général, excéda largement la capacité que pouvaient offrir les psychiatres. C'est ainsi que des psychologues furent autorisés à diriger des psychothérapies, et cette pratique finit par constituer l'essentiel de leur discipline.

À l'origine, les psychologues cliniciens se sont approprié la théorie et les pratiques des psychanalystes et des néofreudiens. Toutefois, au cours des années 1960, ils ont formulé leur propre conception de la psychothérapie. Abraham H. Maslow (1908–1970) et Carl Rogers (1902–1987) ont défini la psychologie humaniste comme la troisième force de la psychologie. Pour eux, les psychologues s'étaient jusqu'alors inspirés du comportementalisme, auquel ils reprochaient son côté mécanique, et de la psychanalyse, qu'ils trouvaient pessimiste et déterministe. Les psychologues humanistes insistaient sur la dignité et la valeur intrinsèque des êtres humains et affirmaient que tout individu portait en lui la possibilité d'une croissance saine et créative. Dans la pensée optimiste de Maslow, l'homme s'efforce constamment de réaliser son potentiel. Pour lui, le but premier de la psychothérapie n'était donc pas de guérir une maladie ou de fournir un diagnostic, mais d'aider les individus à atteindre un niveau plus élevé d'épanouissement et de réalisation de soi. Pour découvrir les principes du développement humain et de la réalisation de soi, Maslow a étudié un groupe d'individus remarquables par leur réussite et leur niveau élevé d'accomplissement personnel.

La psychothérapie centrée sur le patient pratiquée par Rogers a eu une influence considérable dans le domaine de la psychologie clinique. Selon Rogers, l'homme est naturellement enclin à l'évolution, à la différenciation et à la maturation, qui se réalisent lorsqu'il s'investit dans des relations de nature ouverte et empathique, sans a priori, caractérisées par une attention positive non conditionnée. La méthode thérapeutique de Rogers préconisait

la création d'une telle relation entre le thérapeute et le patient. La relation thérapeutique idéale était extrêmement personnelle et subjective, et les thérapeutes exprimaient un intérêt positif inconditionnel vis-à-vis de leurs patients afin de les stimuler dans l'exploration de leurs propres sentiments. Les thérapeutes encourageaient les patients à prendre leur vie en charge, en se gardant de proposer des conseils, des interprétations ou des diagnostics. Rogers demandait aux thérapeutes d'écouter attentivement leurs patients et de résumer l'essentiel de ce qu'ils avaient entendu. Les thérapeutes devaient accepter les sentiments de leurs patients et les considérer comme pleinement légitimes afin de rétablir leur confiance en eux, condition indispensable à une bonne santé mentale et à la recherche d'un plus grand épanouissement dans la vie.

LES THÉRAPIES COMPORTEMENTALES ET COGNITIVES

Plus récemment, les psychologues formés au béhaviorisme ont proposé des méthodes de psychothérapie visant à la modification du comportement et non à l'intuition ou à l'introspection. Joseph Wolpe (1915–1997), psychologue expérimental américain, avait mené des expériences pavloviennes de conditionnement sur des chats avant de s'intéresser à la psychothérapie. Il a été l'un des premiers à mettre au point des techniques béhavioristes pour guérir les phobies (comme le vertige ou la peur des serpents) par une désensibilisation progressive. Il estimait que l'angoisse naissait lorsqu'un individu rencontrait une situation rappelant un événement qui avait un jour provoqué de l'angoisse. Selon lui, cette réaction pouvait être combattue par un processus de reconditionnement. Dans un premier temps, Wolpe encourageait les individus à surmonter leurs angoisses dans les situations qui ne faisaient naître qu'une angoisse modérée, puis il procédait par étapes pour amener graduellement le patient à gérer correctement des situations sources d'angoisses plus importantes, jusqu'à ce que le problème d'origine soit résolu.

Inspirés par les évolutions de la psychologie cognitive, un certain nombre de psychologues cliniciens ont récemment élaboré une thérapie cognitive. Selon Albert Ellis (né en 1913) et Aaron T. Beck (né en 1921), les problèmes émotionnels résultent de processus de raisonnement erronés. En analysant ces processus cognitifs et en en apprenant de nouveaux, les problèmes émotionnels s'estompent. Beck (1976) a proposé une approche cognitive de l'angoisse et de la dépression.

Des recherches de grande ampleur ont été menées sur les effets de la psychothérapie. En se fondant sur de nombreuses études, Eysenck a constaté que presque aucun effet mesurable n'était avéré. Il a émis l'hypothèse qu'être inscrit sur une liste d'attente avait la même efficacité qu'une véritable psychothérapie. Seuls les effets de la thérapie béhavioriste semblaient quelque peu mesurables. En réponse au défi posé par Eysenck, une multitude de recherches ont vu le jour sur l'efficacité de la psychothérapie, que Lester Luborsky a résumées en concluant que la plupart des psychothérapies ont un effet modéré. Il a en outre avancé que les différents types de psychothérapies ne se distinguaient les uns des autres que de manière marginale. Les profondes dissensions entre les différentes approches psychothérapeutiques ne semblent pas jouer de rôle déterminant dans le succès de la psychothérapie. D'importantes recherches sont actuellement en cours sur les processus psychothérapeutiques. Ces études soulignent généralement à quel point l'analyse de ces processus est complexe.

CONCLUSION

Comme nous l'avons dit plus haut, la psychologie est une discipline fragmentée. Les psychologues ont des points de vue différents sur la nature humaine, le rôle de leur discipline au sein de la société et la nature de ses applications. Nous avons décrit trois volets de la psychologie : la recherche expérimentale, la psychométrie et la psychothérapie. Les relations entre ces trois approches ont toujours été assez subtiles. Les psychologues expérimentaux ont pour ambition d'étudier les lois fondamentales de la nature humaine, tandis que les psychologues, qui s'occupent de mettre au point et de pratiquer les tests, s'intéressent aux différences entre individus. Les psychologues cliniciens, quant à eux, considèrent leurs patients comme des êtres uniques et leur apportent une aide individualisée. Ces différences d'orientations et de pratiques font obstacle à l'unification de la discipline.

La psychologie dans les pays développés

La psychologie est aujourd'hui florissante dans de nombreux pays du monde. Aux États-Unis, elle a produit une quantité exceptionnelle de recherches expérimentales sans application pratique directe. Dans beaucoup d'autres pays, l'essor de cette discipline est lié à des considérations pratiques touchant à l'élaboration de systèmes éducatifs et de santé. C'est pourquoi, en dehors des États-Unis, ce sont la psychopédagogie, la psychométrie et la psychothérapie qui dominent. Les différences entre les pays dans le domaine de la psychologie se sont largement estompées à la fin du XX^e siècle en raison d'une intensification des échanges internationaux entre chercheurs.

En général, les psychologues issus de différents pays ont assimilé de manière sélective certains éléments issus de la recherche expérimentale, de la psychométrie et de la psychothérapie. Les évolutions de la psychologie sont souvent dues à des universitaires formés par les meilleurs spécialistes de la discipline, autrefois en Allemagne, au Royaume-Uni, en France, et, aujourd'hui, aux États-Unis (pour un état des lieux de la psychologie dans différents pays, voir: Sexton et Misiak, 1976; Gilgen et Gilgen, 1987; Sexton et Hogan, 1992).

La psychologie a acquis une immense importance aux États-Unis, son essor ayant été favorisé depuis la Seconde Guerre mondiale par de généreux financements de l'armée et par la diffusion de la psychologie clinique. Bien que les psychologues cliniciens dépassent largement en nombre les psychologues expérimentaux, ces derniers ne sont guère disposés à renoncer à leur position de force et à leur influence au sein de l'Association américaine de psychologie (American Psychological Association). Ceci engendre une situation singulière où une poignée de psychologues expérimentaux contrôlent une profession majoritairement constituée de praticiens s'occupant de psychothérapie et de psychométrie.

Depuis 1945, la psychologie mondiale est fortement marquée par ce qui se passe aux États-Unis, pays où résident et travaillent, d'après une estimation, 80% des psychologues du monde. Il existe donc un déséquilibre assez marqué entre les psychologues américains et les praticiens du reste du monde. Les manuels américains sont utilisés presque partout pour l'enseignement. Les psychologues du monde entier lisent les publications américaines, alors que leurs propres travaux, même s'ils sont publiés en anglais, ne trouvent guère d'écho aux États-Unis. De ce fait, les progrès de la discipline sont freinés et les psychologues américains ont bien du mal à corriger les préjugés culturels dont leurs travaux sont imprégnés. De même, les psychologues de plusieurs pays ont appliqué les théories, les modèles et les techniques élaborés aux États-Unis sans modification significative, ce qui est en soi problématique.

On situe généralement l'origine de la psychologie expérimentale en Allemagne au XIX^e siècle, âge d'or de l'activité universitaire. Plusieurs courants de la psychologie ont vu le jour dans le premier tiers du XX^e siècle : la psychologie physiologique de Wundt, les recherches sur les processus mentaux supérieurs (école de Würzburg), le gestaltisme (école *Gestalt*) et la psychologie phénoménologique. À l'avènement du national-socialisme, de nombreux psychologues juifs ont fui le pays pour poursuivre leur carrière à l'étranger. À cette époque, on explorait l'aspect pratique de la psychologie et, en particulier, ses applications militaires. Après la guerre, les théories américaines ont fortement influencé l'évolution de la discipline

en ex-République fédérale d'Allemagne. L'ex-République démocratique allemande, quant à elle, s'est alignée sur la psychologie russe, qui étudiait les effets des structures sociales sur les individus afin de contribuer à la formation d'une société industrielle socialiste.

Au Royaume-Uni, la psychologie a toujours eu une importante tradition psychométrique et l'accent a été mis sur les applications pratiques. L'utilisation des tests psychologiques dans le système éducatif était notamment très répandue. Après la Seconde Guerre mondiale, il n'existait encore qu'un très petit nombre de chaires de psychologie à l'université. C'est pourquoi la psychologie britannique se distinguait par ses applications, principalement dans le système éducatif, mais aussi dans l'industrie et en médecine. Ceci est également le cas pour un certain nombre de pays du Commonwealth, notamment le Canada, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et l'Afrique du Sud, dont les systèmes universitaires sont calqués sur le modèle britannique.

En France, la psychologie était à l'origine fortement imprégnée par la psychopathologie de Janet et ses condisciples. Après la Seconde Guerre mondiale, Daniel Lagache (1903–1972), philosophe, médecin et psychanalyste, a défini et introduit à l'université la psychologie clinique, contribuant ainsi à l'insertion professionnelle des psychologues dans le monde médical. La psychologie française, qui a toujours été très orientée vers la psychothérapie, a pris une teinte fortement psychanalytique sous l'influence de Jacques Lacan (1901–1981). La vision lacanienne de la psychanalyse s'organisait autour de l'entrée de l'enfant dans l'ordre symbolique avec l'acquisition du langage. Jusque dans les années 1960, il existait aussi en France des courants existentialistes et phénoménologiques, alors qu'en même temps une petite tradition expérimentale continuait de s'épanouir.

En Espagne, la psychologie a toujours été fortement orientée vers la pratique et s'est développée en étroite corrélation avec la médecine et l'éducation. Ses liens avec le système éducatif ont favorisé l'intérêt pour la psychologie du développement, particulièrement marquée par les théories de Piaget. Le médecin Emilio Mira y López (1896–1964), l'une des premières figures de ce mouvement, a joué un rôle clé dans la promotion de la psychanalyse en Espagne. Il s'intéressait également à l'adaptation et à la création de tests psychométriques facilitant le recrutement, l'orientation professionnelle et l'administration scolaire. Comme de nombreux autres psychologues influents, Mira y López a été contraint de quitter l'Espagne à l'issue de la guerre civile. Installé au Brésil, il a eu une grande influence sur la diffusion de la discipline en Amérique latine.

En Russie, la psychologie s'est répandue sous l'influence des autorités politiques de l'Union soviétique. Pendant la période communiste, adoptant une approche résolument théorique, la discipline a traité principalement des problèmes ayant trait à l'éducation et au développement. Du début des

années 1930 à la fin des années 1950, la psychanalyse, la psychométrie et les théories des phénomènes mentaux ont été interdites en raison de leur nature bourgeoise, tandis que la réflexologie de Pavlov était présentée comme la doctrine marxiste officielle. L'une des tentatives les plus intéressantes de réconcilier la psychologie de la conscience avec la doctrine officielle du matérialisme dialectique a été l'école historico-culturelle de Lev S. Vygotsky (1896–1934), qui s'est penché sur la relation existant entre l'évolution culturelle et le développement de l'enfant. Les idées de Vygotsky ont été ensuite reprises par son collaborateur, Alexei N. Leontiev (1903–1979), qui a élaboré la théorie de l'activité, devenue ensuite la doctrine soviétique officielle en psychologie dans les années 1960. Actuellement, les psychologues russes redéfinissent leur identité dans le monde postcommuniste.

Au Japon, la psychologie, largement centrée sur la recherche, a suivi presque trait pour trait l'évolution de la discipline en Europe et aux États-Unis. Au début du XX^e siècle, la psychologie expérimentale de Wundt a donné le ton. Après 1930, la *Gestalt* a pris le pas sur les autres courants et, après la Seconde Guerre mondiale, le néobéhaviorisme a pris de l'importance. La recherche en psychologie a été généreusement financée par le gouvernement japonais et de grands groupes industriels. De nombreux tests psychologiques ont été importés, traduits et adaptés à la population japonaise. Actuellement, le Japon s'intéresse de près à l'intelligence artificielle et à la psychologie cognitive. Des recherches ont aussi été menées dans le domaine de la psychologie traditionnelle japonaise, en particulier du bouddhisme zen.

La psychologie dans les pays en développement

La pénétration de la psychologie dans les continents autres que l'Europe et l'Amérique du Nord a été lente et semée d'embûches. Dans la plupart des pays en développement, la psychologie a été importée par les puissances coloniales. Lorsque ces nations ont obtenu l'indépendance, il a fallu que les universités redéfinissent leurs programmes. De nombreux pays industrialisés estimaient que les pays en développement devaient connaître le même processus de modernisation qu'eux. Par conséquent, la transition socio-économique serait guidée par une élite intellectuelle formée dans les universités européennes et américaines. Les psychologues qui, dans les pays en développement, partageaient ce point de vue, ont tenté de diffuser les approches euro-américaines, le plus souvent en important sans discernement des théories et des techniques. C'est pourquoi, dans ces pays, la psychologie manque souvent d'originalité.

Simple calque de ce qui se pratique ailleurs, elle n'est pas en phase avec les évolutions individuelles de ces pays. Il est rare que la discipline se soit développée en réponse à des besoins locaux, c'est pourquoi elle est souvent en porte-à-faux avec les traditions culturelles et locales. Dans certains pays en développement, les psychologues conduisent depuis peu des projets de recherche centrés sur les besoins locaux, en tenant compte des pratiques traditionnelles. Ils restent néanmoins confrontés à un dilemme de taille: soit leurs recherches suivent la tradition euro-américaine qui est inapplicable au contexte local, soit ils mettent en place des projets ancrés dans la réalité locale et ils sont alors ignorés par leurs collègues du monde entier.

En Amérique latine, la psychologie jouit d'une large diffusion et présente des applications dans le domaine scolaire, clinique et industriel. Les émigrés allemands et espagnols installés sur le continent dans les années 1930 sont à l'origine de son essor. Au Brésil, la psychologie s'est épanouie au contact de la philosophie, de l'éducation et des sciences médicales. Surtout tournés vers l'Europe jusque dans les années 1960, les psychologues brésiliens se sont ensuite intéressés de plus en plus aux évolutions de la discipline en Amérique du Nord. Au Brésil, l'accent est mis sur la psychologie clinique et industrielle ainsi que sur la psychologie de l'éducation. La psychanalyse est le mode thérapeutique le plus répandu. Aujourd'hui, les méthodes qualitatives font l'objet d'un intérêt particulier car elles permettent de mieux répondre à certains problèmes spécifiques au Brésil. Certains psychologues préfèrent effectuer leurs recherches en environnement naturel plutôt qu'en laboratoire. Au Mexique, la psychologie a subi l'influence de James Mark Baldwin et Erich Fromm, qui ont tous deux résidé dans ce pays.

En Inde, la psychologie est apparue au début du XX° siècle et consistait alors en une série d'imitations et de répliques de programmes de recherche menés en Allemagne et au Royaume-Uni, où la plupart des psychologues avaient été formés. Après l'indépendance en 1947, la psychologie a connu un essor rapide. La recherche psychologique a d'abord eu pour objectif de traiter les problèmes psychologiques liés à l'industrie, à l'orientation professionnelle, à l'éducation et au service public. À l'origine, les psychologues importaient sans discernement les théories et outils venus d'Europe et d'Amérique sans s'interroger sur leur pertinence pour le contexte indien. Cette situation, qui a été l'objet de nombreuses critiques, a changé dans les années 1960. Une conversion rapide de la discipline aux réalités locales a donc été opérée afin de la faire sortir du carcan des théories étrangères. Les chercheurs se sont mis à élaborer des théories, des concepts et des modèles propres au contexte indien. Les psychologues ont ressenti le besoin d'orienter leur discipline vers la multitude de tensions socio-économiques typiques des pays qui connaissent un développement économique rapide. Les projets

de recherche s'intéresse donc à la vie rurale et aux conséquences de la pauvreté. À l'aide de méthodes ethnographiques, le développement de l'enfant dans différents groupes culturels et religieux a pu être étudié. Les psychologues cliniciens étudient les caractéristiques culturelles et contingentes de la personnalité et du comportement plutôt que de se fonder sur les modèles textuels et individuels privilégiés dans d'autres pays. L'étude des techniques thérapeutiques indigènes comme l'*Ayurveda* a aussi permis l'émergence de nouveaux modes de psychothérapie spécifiquement indiens.

Dans divers pays d'Afrique subsaharienne, la psychologie est surtout intégrée aux programmes de formation des professeurs, dans lesquels on insiste sur le développement de la personne, l'apprentissage et les applications de la psychologie dans l'enseignement. Les Africains ont souvent fait l'objets de recherches en anthropologie et en psychologie menées par des chercheurs des pays colonisateurs. Il n'est donc pas surprenant que l'essentiel de ces recherches n'ait guère eu d'utilité pour les Africains. Aujourd'hui, les chercheurs essaient résolument de faire de la psychologie une discipline ancrée dans le contexte local et qui tienne compte des évolutions nationales. Malheureusement, les barrières linguistiques rendent encore difficile la communication entre les psychologues africains de pays voisins, ce qui retarde l'émergence d'une approche africaine unifiée de la discipline.

Les recherches menées au cours des trente dernières années en-dehors d'Amérique du Nord ont remis en question l'universalité des théories euro-américaines en psychologie, ce qui a conduit à l'apparition de la psychologie interculturelle, qui étudie les interactions entre la culture, le comportement individuel et les modes d'expérience (Triandis et Lambert, 1980). Toutefois, jusqu'à présent, la psychologie interculturelle a surtout été pratiquée en Europe et en Amérique pour tester l'universalité de concepts en majorité occidentaux. Dans l'idéal, il faudrait que les spécialistes issus des pays en développement soient associés à cette recherche dans un esprit de dialogue visant à un enrichissement réciproque. Les psychologues du monde entier doivent être attentifs aux conditions locales lorsqu'ils reprennent à leur compte les approches euro-américaines. Cependant, s'ils doivent transformer les principaux modèles, théories et techniques afin de les rendre utilisables dans leur propre contexte national, il leur faut également édifier une discipline qui tienne compte des normes et des exigences culturelles de leur pays. Ce n'est qu'une fois ce travail effectué que les échanges seront possibles entre les psychologues issus de différents pays et différentes cultures. Peut-être cela permettrat-il de corriger le manque d'attention accordé par la majorité des théories psychologiques aux facteurs socioculturels, et profitera, à terme, à l'ensemble de la discipline.

BIBLIOGRAPHIE

- ASCH S. E. 1956. Studies of Independence and Conformity: A Minority of One against a Unanimous Majority. Dans: *Psychological Monographs: General and Applied*, Washington D. C., American Psychological Association, vol. 70, n° 9, p. 1–70.
- ASH M. G. 1995. Gestalt Psychology in German Culture, 1890–1967: Holism and the Quest for Objectivity, New York, Cambridge University Press.
- BINET A., SIMON T. 1908. Le développement de l'intelligence chez les enfants. Dans: *L'année psychologique*, Paris, vol. 14, p. 1–94.
- BRIGHAM C. C. 1923. *A Study of American Intelligence*, Princeton (New Jersey), Princeton University Press.
- BURT C. L. 1937. The Backward Hild, Londres, London University Press.
- CHOMSKY N. 1957. Syntactic Structures, La Haye, Mouton.
- DANZIGER K. 1991. Constructing the Subject: Historical Origins of Psychological Research, Cambridge, Cambridge University Press.
- EYSENCK H. J. 1952. *The Scientific Study of Personality*, Londres, Routledge & Kegan Paul.
- 1957. The Effects of Psychotherapy: An Evaluation. Dans: *Journal of Consulting Psychology*, New York, International Science Press, vol. 16, p. 319–324.
- Freud S. 1933. *Neue Folge der Vorlesungen zur Einführung in die Psychoanalyse*, Gesammelte Werke, vols. 11, 15, Francfort-sur-le-Main (Allemagne), Fisher Verlag.
- GARDNER H. 1985. The Mind's New Science: A History of the Cognitive Revolution, New York, Basic Books.
- GAY P. 1988. Freud: A Life of Our Time, New York, W. W. Norton & Co.
- GEUTER U. 1984. *Die Professionalisierung der Deutschen Psychologie im Nationalsozialismus*, Francfort-sur-le-Main (Allemagne), Suhrkamp.
- GILGEN A. R., GILGEN C. K. (dir. publ.) 1987. *International Handbook of Psychology*, Londres, Aldwych Press.
- GOULD S. J. 1996. *The Mismeasure of Man*, New York, W. W. Norton & Co.
- HEARNSHAW L. S. 1964. A Short History of British Psychology, 1840–1940, Londres, Methuen.
- 1979. Cyril Burt: Psychologist, Londres, Hodder & Stoughton.

- HERMAN E. 1995. *The Romance of American Psychology: Political Culture in the Age of Experts*, Berkeley/Los Angeles, University of California Press.
- Janet P. 1919. Les médications psychologiques: études historiques, psychologiques et cliniques sur les méthodes de la psychothérapie, Paris, F. Alcan.
- JORAVSKY D. 1989. Russian Psychology: A Critical History, Oxford, Basil Blackwell.
- JUNG C. G. 2001. Modern Man in Search of a Soul, Londres, Routledge.
- KAMIN L. J. 1974. *The Science and Politics of IQ*, Potomac (Maryland), Lawrence Erlbaum & Associates.
- KOZULIN A. 1984. *Psychology in Utopia: Toward a Social History of Soviet Psychology*, Cambridge (Massachusetts), MIT Press.
- LEWONTIN R. C., ROSE S., KAMIN L. J. 1984. *Not in Our Genes: Biology, Ideology, and Human Nature*, New York, Pantheon.
- LUBORSKY L., SINGER B., LUBORSKY L. 1975. Comparative Studies of Psychotherapies: Is It True That 'Everyone Has Won and All Must Have Prizes'? Dans: *Archives of General Psychiatry*, vol. 32, n° 8, p. 995–1008.
- MASLOW A. H. 1970. *Motivation and Personality*, New York, Harper & Row.
- MILGRAM S. 1974. Obedience to Authority: An Experimental View, New York, Harper & Row.
- NANDY A. 1974. The Non-paradigmatic Crisis in Indian Psychology: Reflections on a Recipient Culture of Science. Dans: *Indian Journal of Psychology*, vol. 49, n° 1, p. 1–20.
- PIAGET J., INHELDER B. 1955. De la logique de l'enfant à la logique de l'adolescent: Essai sur la construction des structures opératoires formelles, Paris, PUF.
- REISMAN J. M. 1991. *A History of Clinical Psychology*, New York, Hemisphere Publishing.
- REUCHLIN M. 1980. Histoire de la psychologie, Paris, PUF.
- ROGERS C. R. 1951. *Client-Centered Therapy: Its Current Practice, Implications, and Theory*, Boston (Massachusetts), Houghton Mifflin.
- SCHOLNICK E. K. (dir. publ.). 1983. New Trends in Conceptual Representation: Challenges to Piaget's Theory? Hillsdale (New Jersey), Erlbaum.

- SEXTON V. S., HOGAN J. D. (dir. publ.). 1992. *International Psychology:* Views from Around the World, Lincoln (Nebraska), University of Nebraska Press.
- MISIAK H. (dir. publ.). 1976. Psychology Around the World, Monterey (California), Brooks/Cole.
- SPEARMAN C. 1923. The Nature of 'Intelligence' and the Principles of Cognition, Londres, Macmillan.
- TERMAN L. M. 1919. *The Intelligence of School Children*, Boston (Massachusetts), Houghton Mifflin.
- THURSTONE L. L. 1924. *The Nature of Intelligence*, Londres, Kegan Paul, Trench, Trubner.
- TITCHENER E. B. 1901–1905. Experimental Psychology: A Manual of Laboratory Practice (2 vols.), New York, Macmillan.
- TRIANDIS H. C., LAMBERT W. W. (dir. publ.). 1980. *Handbook of Cross-Cultural Psychology* (6 vols.), Boston (Massachusetts), Allyn & Bacon.
- WATSON J. B. 1919. *Psychology from the Standpoint of a Behaviourist*, Philadelphie (Pennsylvannie), Lippincott.
- 1930. Behaviourism, New York, W. W. Norton & Co.
- WOLPE J., LAZARUS A. A. 1966. Behaviour Therapy Techniques: A Guide to the Treatment of Neuroses, New York, Pergamon Press.
- WUNDT W. 1896. *Grundriss der Psychologie*, Leipzig, Wilhelm Engelmann.

25

La culture intellectuelle

Anouar Abdel-Malek (coordinateur)

Introduction

Anouar Abdel-Malek

a notion de culture intellectuelle pose dès le premier abord une double interrogation. S'agit-il d'un terme différent, synonyme du concept habituel de culture? Ou bien est-il nécessaire d'affiner l'analyse fondamentale du domaine culturel pour mieux préciser l'objet de notre étude?

La culture désigne généralement la sphère de la vie et des activités sociales, distincte de celle de la production des nécessités de la vie, qui reposait traditionnellement avant même les débuts de notre histoire, et repose aujourd'hui encore dans de nombreuses régions sous-développées, sur l'agriculture. Le terme de culture est communément utilisé pour désigner le niveau situé au-dessus de la culture matérielle, soit la superstructure de la vie et des activités sociales.

En ce sens, la culture englobe tous les facteurs de formation et les processus d'action qui composent la superstructure, soit les idées et l'esthétique, la science et la religion, la philosophie et la technologie, le pouvoir ainsi que tout l'éventail des sciences humaines et sociales. La notion de culture intellectuelle s'intéresse donc surtout au règne des idées et de la pensée tandis que d'autres branches de la culture se penchent sur les sciences naturelles et physiques et sur l'esthétique (art, littérature, musique). Cette distinction ne sert toutefois qu'à des fins analytiques, étant entendu que tous les facteurs et les processus constituant la superstructure sont interdépendants et reliés à toutes les structures économiques et sociales.

L'étude de la culture intellectuelle peut donc être entendue comme l'étude du *Zeitgeist* (l'esprit du temps) qui règne dans le monde à un moment donné de l'histoire. Cette notion a pourtant été utilisée jusqu'à présent pour explorer l'esprit de l'aire centrale, de la civilisation occidentale, synonyme du monde contemporain dans la plupart des études, aussi bien générales que spécialisées.

Il nous faut donc faire preuve de circonspection. L'état des connaissances, pour ainsi dire, dans l'étude de l'esprit du temps de notre époque peut servir de point de départ face au besoin urgent et vital de faire le point sur l'éventail des civilisations, des cultures et des spécificités nationales de notre monde en mutation.

Dans un tel contexte, tout effort sérieux déployé pour étudier la culture intellectuelle de notre époque doit avoir conscience de trois principes fondamentaux.

- En premier lieu, les grands ensembles de facteurs de formation, à savoir la science, la technologie et les processus de pensée, doivent être perçus comme faisant partie des principaux apports formateurs du secteur dominant des sociétés avancées. Selon cette conception, ces facteurs doivent être considérés comme autant de cercles globaux de notre monde contemporain. Nous devons les envisager dans leur interaction dialectique avec la dimension endogène, c'est-à-dire les multiples spécificités qui constituent le monde réel des sociétés contemporaines. Pendant ce temps, cette dimension endogène joue un rôle croissant dans la sphère plus générale tandis que grandit l'hégémonisme de l'aire centrale.
- En deuxième lieu, afin de bien étudier la culture intellectuelle de notre monde en mutation, il convient de suivre simultanément deux voies. Les principaux facteurs de formation et processus d'action qui la composent constituent la dimension générale exogène, la plus apte à explorer la superstructure mondiale. L'étude de l'ensemble des facteurs mondiaux dans les sections thématiques de l'Histoire de l'Humanité de l'UNESCO, y compris de la culture intellectuelle, est donc pertinente. L'examen de ce niveau exogène fera sens s'il s'appuie en même temps sur l'analyse des cercles endogènes menée dans les études régionales concernées de ce projet.
- Finalement, il faut faire preuve de circonspection dans l'exploration de la dimension exogène, dont la culture intellectuelle est l'un des éléments majeurs. Si le cercle/niveau exogène aborde la dimension universelle plus générale, il devrait être ancré dans les processus historiques et vivants à l'œuvre dans les différentes parties du

cercle endogène et dans leurs prospectives, au lieu d'être relégué aux études régionales de la dimension endogène. Les études locales doivent toujours être privilégiées. C'est ainsi que la tonalité de chaque section du cercle/niveau exogène exprimera sa nature composite en tant que spécificité générale et produit des multiples aires distinctes de notre monde en mutation.

25.1 Les hautes cultures et les cultures dominées

Gananath Obeyesekere

L'ÉMERGENCE D'AUTRES CULTURES ET UNE NOUVELLE FAÇON D'ÉCRIRE L'HISTOIRE

L'un des phénomènes culturels les plus fascinants dans l'histoire du début du XX^e siècle a été l'avènement d'une façon unique d'écrire l'histoire, qui consiste à établir une description et des analyses de sociétés qui n'avaient encore jamais fait partie de l'histoire officielle des nations. Les grands historiens autochtones d'Europe de l'Ouest, du Moven-Orient, de la Chine et d'Asie du Sud se sont intéressés essentiellement à l'histoire des dynasties et aux histoires de guerres et de conquêtes qui ont abouti à l'autoglorification de ces nations ou empires. Les histoires de moindre importance ont rarement tenu un rôle sur la scène internationale et leurs sociétés jouaient au mieux un second rôle. Toutefois, au début du XXe siècle et avec les balbutiements de l'ethnographie, sont apparues les premières descriptions et analyses de sociétés et de cultures que l'histoire officielle n'avait jusqu'alors jamais pris en compte. Si nous avions pris conscience plus tôt de l'existence de ces sociétés de petite taille, notre connaissance de l'histoire et de la culture humaines aurait été largement enrichie et nous aurions sûrement eu une image du monde tout à fait différente. Pourtant, l'existence de ces sociétés de petite taille n'a pas été complètement ignorée jusqu'au XXe siècle. Les archives coloniales fournissent de nombreuses informations, certes biaisées, sur les cultures dominées par les mouvements coloniaux et impériaux, en particulier après la découverte des Amériques et d'autant plus après les voyages du capitaine Cook en Polynésie que finança la Royal Society de Grande-Bretagne. Au XIX^e siècle, différentes associations scientifiques, vouées à l'étude des sociétés «primitives», firent leur apparition dans les principales capitales européennes. La stratégie employée pour étudier ces groupes fut d'abord fortement influencée par le darwinisme, paradigme scientifique dominant cette période, avant de commencer à prendre en considération l'évolution d'une pratique culturelle spécifique de l'être humain ou d'une culture humaine dans son ensemble. Ainsi les premiers théoriciens des sciences humaines se sont-ils intéressés à des sujets tels que l'évolution des formes spécifiques du mariage ou des liens de parenté. L'une de leurs préoccupations communes fut le passage du matriarcat au patriarcat ou l'évolution contraire, les deux formes avaient peut-être été précédées par une promiscuité primitive, une idée qui obsédait les penseurs de l'ère victorienne. Un autre sujet fut l'évolution séquentielle de la religion, animatisme (maná), animisme, polythéisme, hénothéisme et monothéisme. Il a été également supposé que les sociétés humaines avaient évolué de la sauvagerie à la barbarie et de la barbarie à la civilisation, trois vastes périodes de temps qui ont ensuite été divisées en trois phases dites «initiale», «intermédiaire» et «finale», chacune d'entre elles se définissant par un type spécifique d'innovation technologique. Ainsi la période «finale», ou troisième phase de la sauvagerie, a-t-elle commencé avec l'invention de l'arc et des flèches pour conduire à la période initiale du barbarisme, qui débuta avec l'invention de la poterie, et ainsi de suite. Au risque de simplifier les choses à l'excès, on peut dire que ces doctrines ont été largement défendues par des penseurs du XIX^e siècle comme James Frazer, Edward Tylor, Herbert Spencer, Auguste Comte et Lewis Henry Morgan.² Selon une théorie intéressante formulée par l'ethnologue Adolf Bastian, une telle évolution systémique a été possible grâce à l'«unité psychique de l'humanité». Malgré leurs différences, les êtres humains sont psychiquement identiques. Il s'agit là d'une notion bien plus intéressante et plus productive que celle de Levy-Bruhl, qui a émis l'idée d'une mentalité primitive, une sorte de pensée mystique propre aux peuples illettrés (Bastian, 1895; Levy-Bruhl, 1983).

Le paradigme de l'évolution et les visions simplistes des sociétés de petite taille conservés dans les archives coloniales, qui sont aussi des mécanismes de domination (voir Arjun Appadurai, Nicholas Dirks et les travaux d'autres universitaires), ont été fortement ébranlés avec le développement des enquêtes de terrain menées aux États-Unis par l'immigré allemand Franz Boas.³ Ce courant a permis de créer une anthropologie historique de la plupart des cultures amérindienne et inuit (esquimaude) (illustration 127), ainsi qu'une taxonomie élaborée pour classifier les cultures selon des critères tels que les caractéristiques, les coutumes et les complexes, et qui peuvent alors être regroupées en catégories culturelles plus larges.⁴ Au début du XIXe siècle, deux anthropologues britanniques renommés, W. H. R. Rivers et C. G. Seligmann, lors de leurs expéditions en Nouvelle-Guinée et en Afrique, ont effectué d'importantes enquêtes de terrain parmi deux sociétés «primitives», aujourd'hui bien connues, les Toda d'Inde du Sud et les Veddah du Sri Lanka (Ceylan) (Rivers, 1906;

Seligmann et Seligmann, 1911). Ce sont leurs élèves, A. R. Radcliffe-Brown et Bronislav Malinowski, qui ont introduit véritablement la tradition de l'enquête de terrain approfondie, laquelle provoqua une révolution dans la description et l'analyse de ces petites sociétés que l'on nommait généralement «tribus ».⁵ Les historiens de la culture américaine et les ethnographes britanniques, ainsi que ceux qui adhéraient à leur pensée dans le monde entier, s'intéressaient aux sociétés de petite taille, dont l'organisation reposait sur les liens de parenté, le lignage et les clans. La théorie de la parenté est ainsi devenue l'un des paradigmes clés pour l'étude de ces sociétés qui, comme évoqué précédemment, ont été coupées des formes d'organisation politique et sociale plus vastes qui dépassaient les limites locales. Bien que l'accent ait par la suite été mis sur l'étude de villages situés au sein de civilisations complexes, le modèle analytique est resté le même. Au cours des années 1960, le monde universitaire découvrit la richesse et la diversité des sociétés humaines et s'engagea dans des discussions théoriques sur ce qui unissait toutes les sociétés, à savoir, l'idée de culture.

Les tentatives pour comprendre la «culture» ont abouti à une multiplicité de définitions contradictoires, dont la plus influente est peut-être celle qui fut d'abord formulée par Max Weber, puis développée par le sociologue Talcott Parsons, et finalement adaptée au domaine de l'anthropologie par leurs héritiers, en particulier Clifford Geertz. Max Weber (1949) a fait remarquer que la réalité du monde naturel est essentiellement dénuée de sens. Les êtres humains imposent un sens à cette réalité du monde, intrinsèquement dénuée de forme et de signification, et c'est de cette manière que la culture devient ce segment du monde «auquel les êtres humains confèrent sens et signification». Lorsque des sens partagés publiquement sont ainsi attribués, la culture elle-même finit par devenir la réalité par laquelle le monde est perçu, défini et structuré. Il s'ensuit que si les sociétés animales peuvent être divisées en espèces, les sociétés humaines peuvent être divisées en cultures, ce qui mène finalement à la thèse plus controversée du relativisme culturel.

Le modèle de la société «primitive» ou de petite taille, contenue dans un cadre de valeurs établies ou de culture, a été sérieusement ébranlé par la création, après la Seconde Guerre mondiale, de nouveaux États indépendants. Le rapprochement entre les différentes parties du monde, grâce au commerce mondial et aux communications, a été également particulièrement significatif. Ces deux éléments ont rendu obsolète la notion de société primitive isolée. Et rétrospectivement, l'on se demande si ce modèle a pu établir le moindre témoignage empirique qui prouve sa réalité. Même les sociétés les plus éloignées étaient directement et indirectement liées les unes aux autres par le commerce et d'autres types de réseaux comme cela a été confirmé par l'étude du réseau *kula* (qui rapprochait de nombreu-

ses sociétés de Nouvelle-Guinée par l'intermédiaire du commerce et de l'échange de cadeaux) menée par Bronislaw Malinowski en Mélanésie (Young, 1979; Firth, 1960). Mais il est vrai que, tandis que le modèle de la communauté isolée avait une sorte de validité heuristique, le concept de «monde primitif et ses transformations» évoluait déjà depuis quelque temps, et que cette évolution s'est accélérée à partir de la seconde moitié du XIX^e siècle.

L'ÉMERGENCE DE LA «HAUTE CULTURE» ET SA NATURE PROBLÉMATIQUE

Robert Redfield est l'un des premiers à avoir répandu le modèle de la société dite «de petite taille», qualifiée ainsi en raison de son incapacité à traiter avec les sociétés complexes et les «civilisations», c'est-à-dire avec les sociétés qui disposent d'un haut degré de développement culturel, d'un corpus doctrinaire en matière de religion et d'une littérature écrite. 7 C'est là que la notion ancienne de culture en tant que raffinement et accomplissement littéraire et artistique croise la notion weberienne de culture, de nature plus sociale. Redfield soutenait non seulement que le monde primitif connaissait des transformations, mais également que ses traditions culturelles étaient multiples dans les civilisations contemporaines telles que l'Inde et la Chine, ainsi que dans leur passé historique. À partir de sa connaissance des Indiens et des Amériques, Redfield a établi un modèle permettant d'étudier la société de petite taille au sein de la grande civilisation qui possède ce que l'on appelle la haute culture. Il propose deux distinctions clés, la «grande tradition» de la civilisation et la «petite tradition» du village. Ce modèle a été repris par ses pairs et ses étudiants de l'université de Chicago qui devinrent les chefs de file dans l'étude des « sociétés complexes ». Si les termes de « grande » et de «petite» tradition ont été popularisés par Redfield, des idées similaires existaient sûrement déjà depuis le tournant du siècle, tout au moins dans les travaux des universitaires qui étudiaient des textes bouddhistes et étaient confrontés au fait que les gens ordinaires dans les sociétés bouddhistes avaient une connaissance réduite du corpus doctrinaire ou de la haute culture. Par conséquent, ils étaient qualifiés de véritables «animistes», de même que ceux qui possédaient des croyances culturelles qui n'étaient pas, ou pas vraiment, reconnues par la doctrine. C'est la tentative louable de Redfield pour résoudre ce dilemme, je pense, qui a conduit au développement de ces deux termes. Malheureusement, cette solution, similaire à d'autres proposées antérieurement, a amené ses propres dilemmes. La petite tradition du «peuple ordinaire » est-elle si différente de la grande tradition de quelques érudits?

N'y a-t-il pas entre les deux des interconnexions complexes, de telle sorte que la grande tradition a influencé la petite et la petite tradition, la grande? Il suffit de regarder le corpus doctrinaire du bouddhisme primitif pour se rendre compte qu'il comportait de nombreux éléments populaires et folkloriques associés à des spéculations philosophiques. Par la suite, l'idée de grande et de petite tradition a été intrinsèque aux préoccupations des sciences sociales occidentales, fondées sur des oppositions binaires telles que tradition et modernité, primitif et civilisé, centre et périphérie, société avec ou sans classes, et bien d'autres encore qui nient l'existence d'un espace intermédiaire, d'une zone d'ombre où les distinctions s'estompent. Rapidement les enquêtes de terrain menées dans les villages de ces civilisations et l'étude des traditions doctrinaires ont cessé de soutenir la distinction entre grande et petite tradition. Mais cette érosion des conceptions binaires n'a pas été seulement le résultat des enquêtes de terrain en elles-mêmes, elle est venue également de l'impact des disciplines théoriques émergentes sur la scène culturelle mondiale à la fin des années 1970 et dans le prolongement du structuralisme de Claude Lévi-Strauss.⁸ La pensée poststructuraliste de Foucault, qui liait la génération du savoir avec ses relations au pouvoir, et prolongée par *Orientalism* d'Edward Said (qui développe l'œuvre d'Anouar Abdel-Malek) a été particulièrement significative. ⁹ Puis il y a eu ceux qui sont partis du principe que les traditions sont en fait inventées de toutes pièces, même si elles paraissent souvent fondées sur des événements anciens, et qu'il est facile de prouver qu'elles sont en réalité récentes (Hobsbawm et Ranger, 1983). Non seulement de nouvelles traditions sont constamment inventées, mais les anciennes sont réinventées selon les valeurs nouvelles de la modernité et de la postmodernité. Cette dernière hypothèse repose sur l'influence directe ou indirecte de la pensée postmoderne qui semble remettre en question de façon radicale les anciennes théories élaborées dans les sciences humaines. La pensée de Foucault en particulier devrait rendre sensible à l'interrogation suivante: les concepts utilisés par les premiers ethnographes dans le but de décrire d'autres cultures ont-ils servi directement ou indirectement la domination coloniale de ces mêmes cultures? Enfin, on ne peut ignorer la nouvelle recherche émergente sur la mondialisation qui envisage la possibilité de rompre avec l'idée des formes culturelles séparées qui a occupé les esprits des savants par le passé.

Néanmoins, l'idée de haute culture ne va pas disparaître comme ça, car le phénomène historique d'une culture écrite et instruite par les grandes civilisations existe encore clairement. Karl Jaspers a ainsi défini historiquement la Chine ancienne, la Grèce, le Proche-Orient, l'Iran et l'Inde comme étant des civilisations de «l'âge axial» (Jaspers, 1949; Eisenstadt, 1982). Ces civilisations se considèrent volontairement comme les héritières de la « grande tradition » ou d'une haute culture. Il serait vain de nier cette image

qu'elles ont d'elles-mêmes, même en voulant résister contre cette pensée binaire et en refusant d'opposer la haute culture à une «basse culture». d'où le titre du livre de Sherry Ortner, *High Religion*, qui traite en effet de la récente implantation, parmi les Sherpas du Népal, des traditions doctrinaires du monachisme des bouddhistes tibétains, avec pour objectif le remplacement de la religion populaire ou folklorique qui prévalait jusqu'à présent (Ortner, 1989). Mais, alors qu'Ortner évite d'opposer haute et basse religion, le problème du statut épistémologique des religions haute et folklorique demeure. Quelle est la «hauteur» véritable de cette nouvelle «haute religion»? Les traditions folkloriques des Sherpas sont-elles vraiment si éloignées de la «haute religion»? Une autre question est celle de la domination. La haute religion domine-t-elle les traditions populaires déjà existantes? La domination est toujours une question de degré et, alors qu'il n'y a aucun doute sur le fait que les traditions doctrinaires du bouddhisme ont transformé les croyances locales, y compris celles du prébouddhisme, il est peu probable que la domination ait entraîné l'élimination volontaire de ce dernier. L'intolérance envers les croyances locales est en fait une fonction des grands monothéismes, où les traditions préexistantes sont considérées comme les cultes d'adoration pour des bâtons, des pierres ou des idoles. Elles peuvent donc être détruites, sinon avec impunité, tout au moins avec bonne conscience. D'une manière générale, il semble que dans la plupart des États prémodernes concernés, il n'y a eu que peu, voire pas de tentatives pour forcer les traditions locales, tribales ou villageoises, à s'adapter au moule défini par l'État, quelle qu'en ait été sa forme. Par exemple, dans les États bouddhistes de l'Asie du Sud et du Sud-Est, il y avait peu de contrôle idéologique de la part du pouvoir. Il était autorisé de poursuivre une multitude de pratiques locales, tant qu'elles ne violaient pas de façon flagrante les principes fondamentaux de la doctrine bouddhiste. Ainsi, la plupart des sociétés bouddhistes theravadas ont-elles en effet aboli avec le temps les sacrifices animaux, alors que certaines ont continué à les pratiquer localement, hors de vue ou de portée des centres monastiques (Obeyesekere, 2002). Toutefois, avec l'arrivée de la modernité et le développement de l'État nation sur le modèle européen, les nations bouddhistes sont devenues idéologiquement moins tolérantes et ont tenté un peu partout de s'homogénéiser au niveau des valeurs réelles ou imaginées de la haute religion. Cela est aussi vrai pour les sociétés de petite taille ou «tribus». Partout dans le monde elles ont été vulnérables à l'idéologie imposée par l'État nation. De récentes recherches indiquent d'ailleurs que cela a aussi été le cas en Europe. Ainsi Eugen Weber (1976), dans son livre au titre provocateur *Peasants into Frenchmen*, explique-t-il en détail comment les langues et traditions locales ont été balayées par le pouvoir de l'État, non pas nécessairement directement par la force, mais par divers moyens

que l'on pourrait qualifier de coercition symbolique. En particulier lorsque l'élite parisienne a imposé le français comme langue nationale aux dépens des diverses langues régionales ou des patois, et de même lorsque le système éducatif national s'est lentement mais inévitablement étendu à presque toutes les régions de l'État nation. Dans les nouveaux États d'Afrique et d'Asie, cette caractéristique idéologique de l'État nation a été totalement adoptée, même si toutefois les processus de domination de certaines régions, communautés et cultures locales sont encore loin d'être achevés. Dans certains cas, il existe des contre-mouvements idéologiques qui reposent sur les valeurs des traditions et systèmes de croyance locaux, ainsi que sur les avantages de l'hétérogénéité et du pluralisme culturels. Une fois encore, ces mouvements idéologiques tardifs ne sont pas simplement une résurgence des traditions du passé, dirigée par les élites politiques et littéraires; ils sont une fonction des théories sociales modernes, mentionnées précédemment, qui valorisent la différence et la diversité culturelles, et assurent l'impact de ces théories sur la connaissance populaire et sur les politiques gouvernementales par différents canaux directs ou indirects.

LES HAUTES CULTURES, LES TRADITIONS ORALES ET ÉCRITES

Certains érudits pensent que l'une des distinctions majeures entre les hautes religions et cultures et les «petites traditions» relève de la culture de l'écriture ou de l'oralité. Cette distinction, dépouillée de ses caractéristiques d'opposition binaire, pourrait avoir une valeur heuristique. Le plus grand partisan de cette vision d'opposition entre l'oral et l'écrit est Jack Goody (Goody, 1968; pour une critique de Goody et la signification des traditions orales dans l'histoire, voir Vansina, 1975). Selon Paul Ricœur (1981a et 1981b), cela provient certainement du fait qu'un texte écrit implique une sorte de distance ou de «distanciation» du lecteur, ainsi qu'une autorité et une fixité que ne possède pas la tradition orale. D'un point de vue général, cela est correct, mais ce n'est sûrement pas vrai de toutes les traditions orales. Les textes védiques, par exemple, ont en effet été mémorisés avec une précision remarquable et «fixés» par les prêtres brahmanes jusqu'à ce qu'ils soient mis par écrit autour du XIIIe siècle. De plus, Goody, de même que d'autres érudits, revendique le fait que les cultures écrites produisent davantage de formes de pensées complexes que les cultures orales. Le contraire peut être toutefois facilement prouvé. Tout un chacun s'accordera à dire que les textes du bouddhisme primitif comportent des discours philosophiques complexes; or il est pratiquement certain que le Bouddha ne les a pas mis par écrit. De fait, il n'est pas démontré que l'écriture était connue ou pratiquée à cette époque. Ainsi, jusqu'au I^{er} siècle av. J.-C. au moins, ces textes étaient transmis oralement. Lorsque les textes bouddhistes ont été mis par écrit, ils ont alors pris une certaine fixité textuelle. Ces textes écrits ont aussi facilité l'extension de la religion jusqu'à la Chine, une culture lettrée par excellence. La distinction entre l'oral et l'écrit est rendue encore moins évidente par le fait que les écrits bouddhistes ont été « opérationnels » dans un contexte oral.

Jusqu'à l'émergence de l'imprimerie moderne, les textes bouddhistes étaient rédigés sur des feuilles de palmier, comme dans de nombreuses sociétés d'Asie du Sud et du Sud-Est, ou imprimés dans les zones sous influence chinoise. En effet, les textes écrits facilitent la mémorisation. Au Sri Lanka par exemple, les moines psalmodiaient ces textes, même ceux en prose, car le chant permettait de retrouver les signes de ponctuation qui n'étaient généralement pas inscrits. De plus, les écrits mémorisés étaient récités à l'occasion de rassemblements publics ou de sermons. Un certain « fétichisme textuel » pouvait parfois apparaître. Ainsi, la grande histoire bouddhiste du Sri Lanka, le Mahavamsa, n'était-elle pas seulement lue mais, comme la Bible en Europe médiévale, traitée avec vénération et présentée lors des processions. Ce qui amène à se demander si les textes écrits provoquaient vraiment cette «distanciation» qu'évoque Ricœur, bien que toutefois une certaine fixité ait été respectée, même pour les textes anciens. Cela était également vrai pour les textes bouddhistes, appelés parita, et récités lors des cérémonies de bénédiction. Amenés en procession et placés dans un lieu particulier, ils étaient récités de mémoire par les moines. Il faut dont reconnaître que les textes doctrinaires ont créé un véritable genre de littérature écrite, et ce, de façon édifiante, aussi bien dans le bouddhisme que dans le christianisme, et qui ont tout simplement été modelés à partir de leur propre répertoire de légendes folkloriques. Ces «textes intermédiaires», comme les histoires de Bouddha dans ses vies antérieures, étaient récités en public. Les auditeurs, illettrés, s'appropriaient alors ces textes et les retransmettaient dans la tradition orale. De plus, comme dans d'autres sociétés bouddhistes, le Sri Lanka comptait un nombre considérable de personnes instruites, même dans les villages. Depuis le XVIe siècle au moins, nous savons que les chants et textes traditionnels récités lors des rituels d'actions de grâce ou lors des exorcismes, qui étaient jusqu'alors transmis oralement, ont été mis par écrit pour, là encore, en faciliter la mémorisation. Dans de nombreux endroits reculés, situés en dehors des limites de la civilisation bouddhiste, ces mêmes textes, ainsi que des textes similaires, ont été transmis sans interruption par la tradition orale. Ainsi le domaine de l'oralité englobait souvent celui de l'écriture, de même que le domaine de l'écriture

englobait celui de l'oralité en un processus complexe d'interpénétration. Ce n'est qu'avec l'avènement du «capitalisme de l'imprimerie», défini comme la prévalence et la préoccupation universelles apparues au XIX^e et XX^e siècles pour les textes imprimés, qu'une séparation plus radicale entre les deux domaines a conduit à l'éviction du domaine de l'oralité par celui de l'écriture, mais sans toutefois conduire à sa totale disparition.

NOTES

- 1. Ces auteurs ne sont guère lus aujourd'hui. Parmi les plus connus, citons McLennan (1865); Marett (1909); Haddon (1895); Bachofen (1861).
- 2. Le lecteur peut se faire une idée de l'évolutionnisme culturel via le titre de Morgan (1877). Ce thème peut être exploré grâce à une bonne introduction à l'anthropologie telle que celle de Voget (1973).
- 3. Pour une critique de la classification coloniale en Asie du Sud, voir A. Appadurai (1997) et N. Dirks (2001). «Subaltern Studies», lancé par des érudits indiens dans le dessein de mettre en lumière des acteurs et des événements occultés par les courants historiques dominants, s'inspire largement de E. Said (1978). Franz Boas (1966) a produit d'abondants écrits sur les Indiens de la côte nord-occidentale, son œuvre peut être abordée par la lecture d'une partie de la littérature secondaire mais peut aussi l'être aisément par le biais de son ouvrage posthume.
- 4. Pour une vue d'ensemble de l'ethnographie historique américaine, voir A.L. Kroeber (1952).
- 5. Pour une source claire sur le développement des enquêtes de terrain, voir G.W. Stocking (1985). Pour Radcliffe-Brown, voir Stocking (1984). Pour Malinowski, voir le recueil commode de Young (1979) et l'étude de Firth (1960).
- 6. Pour les multiples définitions du mot «culture», voir le texte de référence de Kroeber et Kluckhohn (1963). Weber en livre une définition classique dans Weber (1949). Pour son usage moderne, voir les essais majeurs de Geertz (1973).
- 7. Les ouvrages de Redfield (1953 et 1955) sont très accessibles. Pour une première application de ces idées à l'Inde, voir Marriott (1960).
- 8. L'œuvre de Claude Lévi-Strauss n'est pas aisée à comprendre mais, comme celle de Foucault, elle a été explicitée dans d'autres ouvrages. *La pensée sauvage* devrait néanmoins être lue (Lévi-Strauss, 1966). Le non-spécialiste curieux peut approfondir sa lecture avec Penner (1998).
- 9. L'œuvre de Michel Foucault, quoique considérable, doit impérativement être lue par tous ceux qui s'intéressent à la pensée moderne. En particulier, la lecture de *L'archéologie du savoir* (1972) et de *Naissance de la clinique* (1973) est indispensable. Voir également Said (1978) et Malek (1963).

BIBLIOGRAPHIE

- APPADURAI A. 1997. *Modernity at Large: Cultural Dimensions of Globalization*, Minneapolis, University of Minnesota Press.
- BACHOFEN J. 1861. Das Mutterrecht: Eine Untersuchung über die Gynaikokratie der alten Welt nach ihrer religiösen und rechtlichen Natur, Stuttgart, Krais & Hoffman.
- BASTIAN A. 1895. *Ethnische Elementargedanken in der Lehre von Menschen*, Berlin, Weidemannsche Buchhandlung.
- Boas F. 1966. *Kwakiutl Ethnography*, Chicago, University of Chicago Press.
- DIRKS N. 2001. Castes of Mind: Colonialism and the Making of Modern India, Princeton (New Jersey), Princeton University Press.
- EISENSTADT S. 1982. The Axial Age: The Emergence of Transcendental Visions and the Rise of Clerics. Dans: *European Journal of Sociology*, n° 23.
- FIRTH R. 1960. *Man and Culture: An Evaluation of the Work of Malinowski*, Londres, Routledge.
- FOUCAULT M. 1972. The Archaeology of Knowledge, New York, Harper Books.
- 1973. *The Birth of the Clinic*, New York, Random House.
- GEERTZ C. 1973. The Interpretation of Cultures, New York, Basic Books.
- GOODY J. (dir. publ.) 1968. *Literacy in Traditional Societies*, Cambridge, Cambridge University Press.
- HADDON A. C. 1895. Evolution In Art: As Illustrated by the Life Histories of Designs, Londres, Walter Scott.
- HOBSBAWM E., RANGER T. (dir. publ.) 1983. *The Invention of Tradition*, New York, Columbia University Press.
- JASPERS K. 1949. *Vom Ursprung und Ziel der Geschichte*, Zurich, Artemiss-Verlag.
- Kroeber A. L. 1952. *The Nature of Culture*, Chicago, University of Chicago Press.
- Kluckhohn C. 1963. *Culture: A Critical Review of Concepts and Definitions*, New York, Knopf.
- LÉVI-STRAUSS C. 1966. *The Savage Mind*, Chicago, University of Chicago Press.

- LEVY-BRUHL L. 1983. *Primitive Mythology: The Mythic World of the Australian and Papuan Natives*, (trad. B. ELLIOTT), Sainte-Lucie/Londres, University of Queensland Press.
- MALEK A. A. 1963. Orientalism in Crises. Dans: Diogenes, n° 44, (hiver).
- MARETT R. R. 1909. The Threshold of Religion, Londres, Metheun.
- MARRIOTT M. (dir. publ.). 1960. *Village India: Studies in the Little Community*, Chicago, University of Chicago Press.
- MCLENNAN J. F. 1865. Primitive Marriage: An Inquiry into the Origin of the Form of Capture in Marriage, Édimbourg, Adam & Charles Black.
- MORGAN L. H. 1877. Ancient Society, or Researches in the Lines of Progress From Savagery Through Barbarism to Civilization, New York, Holt.
- OBEYESEKERE G. 2002. *Imagining Karma: Ethical Transformation in Ameridian Buddhist and Greek Rebirth*, Berkeley/Londres, University of California Press.
- ORTNER S. B. 1989. *High Religion: A Cultural and Political History of Sherpa Buddhism*, Princeton (New Jersey), Princeton University Press.
- PENNER H. H. 1998. Teaching Lévi-Strauss, Atlanta, Scholars Press.
- REDFIELD R. 1953. *The Primitive World and Its Transformations*, Ithaca (New York), Cornell University Press.
- 1955. *The Little Community*, Chicago, University of Chicago Press.
- RICEUR P. 1981a. The Hermeneutical Function of Distanciation. Dans: THOMPSON J. B. (dir. publ.), *Hermeneutics and the Human Sciences*, Cambridge, Cambridge University Press.
- 1981b. The Model of the Text: Meaningful Action Considered as a Text.
 Dans: THOMPSON J. B. (dir. publ.), Hermeneutics and the Human Sciences, Cambridge, Cambridge University Press.
- RIVERS W. H. R. 1906. The Todas, Londres, Macmillan.
- SAID E. 1978. Orientalism, New York, Random House.
- SELIGMANN C. G., SELIGMANN Z. 1911. *The Veddahs*, Cambridge, Cambridge University Press.
- STOCKING G. W. (dir. publ.). 1984. Functionalism Historicized: Essays on British Social Anthropology, Madison, University of Wisconsin Press.
- 1985. Observers Observed: Essays on Ethnographic Fieldwork, Madison, University of Wisconsin Press.
- VANSINA J. 1975. Oral Tradition as History, Madison, University of Wisconsin Press.

- VOGET F. W. 1973. The History of Cultural Anthropology. Dans: HONIG-MANN J. J. (dir. publ.), *Handbook of Social and Cultural Anthropology*, Chicago, Rand McNally.
- WEBER E. 1976. Peasants into Frenchmen: The modernization of Rural France, 1870–1914, Stanford (Californie), Stanford University Press.
- Weber M. 1949. Objectivity in Social Science and Social Policy. Dans: Weber M., *The Methodology of the Social Sciences*, New York, The Free Press.
- Young M. W. 1979. *The Ethnography of Malinowski*, Londres, Routledge.

25.2

Le conditionnement social et l'orientation idéologique dans l'évolution historico-culturelle

Geoffrey Hawthorn

L'HÉRITAGE

En 1914, trois idéologies se voulaient progressistes: le nationalisme, le libéralisme et le socialisme. Le nationalisme bravait l'autorité étrangère en affirmant que les peuples qui partagent une histoire, une patrie ou une culture, ou les trois à la fois, devraient être libres de se gouverner eux-mêmes. Quant au libéralisme, il défiait les préceptes et pratiques de l'absolutisme, et même, d'après certains, ceux de l'impérialisme, en soutenant que les hommes, en tant qu'individus, étaient titulaires de droits communs, civils et politiques. Le socialisme, lui, attaquait ces deux premières idéologies en prétendant que tous les êtres humains avaient le droit de vivre au sein d'un *commonwealth* (terme ancien désignant une communauté). Pour les socialistes, le nationalisme remettrait en cause les perspectives d'ouverture sur le monde du XVIII^e siècle tandis que le libéralisme ne tiendrait pas sa promesse d'égalité.

Les nationalistes insistaient sur l'authenticité qu'ils trouvaient dans la langue, les coutumes et le courage des personnes ordinaires, tout particulièrement celles qui, pensaient-ils, n'étaient pas rentrées dans la nouvelle «société mercantile», comme l'avaient qualifiée les commentateurs du XVIIIe siècle. Ils la célébraient dans des histoires idéalisées et dans l'art romantique. Les libéraux mettaient l'accent sur une indépendance du jugement individuel qui, d'après eux, se développerait plus facilement dans une société mercantile. Ils glorifiaient cette indépendance dans des histoires où la liberté triomphait de l'oppression et dans l'art d'un genre plus réaliste. Les socialistes revendiquaient la disparition des contraintes matérielles et des divisions sociales de la société mercantile. Ils présageaient d'un avenir plus communautaire dans des histoires se déroulant tantôt d'une manière

évolutionniste, tantôt, d'une manière révolutionnaire et plus théâtrale. Leur art était également réaliste et s'adressait dayantage aux personnes ordinaires.

Certains nationalistes étaient libéraux, d'autres conservateurs. Par ailleurs, une partie des libéraux prédisaient une évolution vers le socialisme, et bon nombre de socialistes partageaient l'opinion des libéraux sur l'importance des changements économiques. Cependant, au cours de la Première Guerre mondiale, et ce fut l'une des conséquences de ce conflit, toutes ces convictions allaient se modifier. En effet, en raison de l'effondrement de la deuxième Internationale socialiste au début de la guerre puis, à la fin des affrontements, face à l'incapacité des bolcheviks russes à propager la révolution en Europe pour libérer les «peuples de l'Est» (comme les appelait Lénine) de leurs maîtres impériaux, les socialistes durent remettre à plus tard leurs ambitions internationalistes et se concentrer sur le projet du «socialisme dans un seul pays». Les nationalistes, auparavant méprisés par les socialistes, se rallièrent à ce projet. Quant aux libéraux d'Europe, ils étaient consternés par la guerre elle-même, par la révolution bolchevik russe et par la plus grande vulnérabilité de leurs économies. Tout était remis en question.

Les militants des nouveaux mouvements en faveur de l'indépendance de l'Asie et de l'Afrique vis-à-vis de l'autorité coloniale furent cependant encouragés par le démantèlement des Empires austro-hongrois et ottoman, et par le succés qui s'en suivit des ambitions nationalistes d'Europe centrale et d'Europe orientale, et par le refus des États-Unis d'autoriser les pouvoirs impériaux victorieux à recoloniser les territoires allemands et ottomans d'Afrique et dans les pays arabes. En Inde et en Asie du Sud-Est, tout comme en Chine après l'abolition de l'autorité impériale en 1911, ils fondaient leurs arguments sur des éléments à la fois nationalistes et socialistes. Au sein même des pays arabes, l'islam scripturaliste avait commencé à conférer une identité et à fournir une charte morale et constitutionnelle en faveur d'un nationalisme qui était moins localement défini. Seuls les intellectuels d'Amérique latine étaient épargnés par les bouleversements de la guerre, et là-bas (y compris au Mexique, dont l'interminable révolution fut influencée par les idées du socialisme agraire) les arguments idéologiques continuaient comme ils l'avaient fait tout au long du XIX^e siècle à polémiquer sur les vertus de l'«ancienne» et de la « nouvelle » liberté.

1918 - 1939

C'est en Europe que les changements furent au départ les plus manifestes, et ce pour les quatre raisons suivantes. Premièrement, c'est en Europe qu'avaient eu lieu les transformations sociales les plus profondes, la plus difficile d'entre elles étant la reconversion de millions de paysans en travailleurs de l'industrie. Deuxièmement, c'est en Europe que les peuples avaient souffert le plus directement des effets de la guerre. Troisièmement, c'est aux frontières de l'Europe que les bolcheviks avaient mené leur révolution. Enfin, c'est en Europe, mais également en Amérique du Nord de ce point de vue, que les personnes commençaient à découvrir une culture populaire qui, à la fin du siècle, serait sur le point de se propager dans le monde entier par l'intermédiaire de la presse écrite, de la radio, de la télévision et grâce à la mise en œuvre d'autres technologies de l'information.

Dans le domaine de la politique, les anciennes idéologies des conservateurs, fondées sur un ordre agraire établi, commençaient à s'essouffler. Désormais, le Parti libéral national livrait bataille au Parti national socialiste (ainsi qu'à l'Église catholique, dans le Sud) pour l'allégeance et le contrôle des nouvelles classes ouvrières urbaines. Ainsi, dans ces pays où l'industrialisation avait été particulièrement rapide et où la guerre avait laissé de graves séquelles, ce phénomène conduisit à ce que les Italiens baptisèrent les alliances «fascistes», opposées à la fois aux libéraux et à la menace potentielle du communisme. Sur le plan culturel, les écrivains, les peintres et les compositeurs les plus courageux se détournaient du romantisme et du réalisme pour bien rendre compte de l'évolution et du bouleversement engendrés par les changements sociaux et techniques dans des formes timidement «modernistes» de construction esthétique. En ce qui concerne la philosophie sociale et politique, il semblait beaucoup moins facile que cela ne l'avait été avant 1914 de voir une continuité entre le présent et le passé. En outre, excepté parmi les marxistes et quelques libéraux encore confiants, la compréhension historique donnait lieu à des «positivismes logiques» ou à des «phénoménologies» perplexes et non historiques en philosophie, à des «sciences sociales» ahistoriques, et à un regain d'enthousiasme pour les réalisations et les méthodes des sciences de la nature.

Toutefois, ces mutations n'étaient pas spécifiques à l'Europe. En effet, aux États-Unis, où il n'y avait pas de tradition conservatrice et où le socialisme dans le sens européen du terme avait rencontré peu de succès, la politique restait libérale. La culture américaine s'avérait néanmoins passionnément démocratique. La nouvelle culture de masse déferlait sur le pays, stimulée par une alphabétisation massive, une musique populaire vivante qui s'était développée en raison de la migration des travailleurs

noirs du Sud vers les grandes villes de l'Est et du Middle West, et par l'essor rapide de la radio et du cinéma commercial. Dans les universités américaines, qui étaient plus ouvertes que les européennes et, en conséquence, plus sensibles aux changements sociaux, les sciences naturelles et sociales gagnaient du terrain encore plus rapidement. De surcroît, l'intervention du gouvernement dans l'économie au cours des années 1930, dans le cadre de laquelle il battit le rappel des écrivains et des artistes pour rassembler des informations sur la société américaine, permettait de mieux prendre conscience des conditions de vie des personnes ordinaires. En Amérique latine, où pour faire face à la menace pesant sur leurs exportations agricoles pendant la crise économique de 1929 (la Grande dépression) les gouvernements des pays les plus grands avaient encouragé une économie industrielle, et où les classes moyennes alphabétisées conservaient des goûts européens, on observait un regain d'enthousiasme pour les nouvelles politiques et la culture venant d'Europe. Au Japon, où le gouvernement avait entrepris une industrialisation forcée à la fin du XIXe siècle et où la population urbaine augmentait, le degré d'alphabétisation accru et les nouvelles technologies donnaient naissance à une culture populaire qui trouvait sa source dans des idées, de plus en plus stylisées, puisées dans la propre histoire du Japon.

Dans les sociétés coloniales, en revanche, l'industrialisation et son urbanisation concomitante (à l'exception de la Corée sous l'occupation japonaise) étaient beaucoup moins évidentes. L'alphabétisation restait très limitée et les populations autochtones n'étaient pas encouragées à célébrer leur propre passé. De surcroît, l'autorité demeurait entre les mains du pouvoir impérial. Seuls les pays arabes voyaient un certain nombre d'intellectuels occidentalisés s'engager dans la modernité mais, dans ces pays, la conception de la modernité était complètement différente.

1945 - 1991

Les guerres amènent les sociétés à reconsidérer leur passé, souvent pour lui tourner le dos, et à créer de nouvelles opportunités et pratiques pour l'avenir. Le monde de la Première Guerre mondiale n'avait pas dépassé les frontières de l'Europe. Cette guerre donna aux nationalistes un nouvel espoir, permit aux libéraux de réfléchir et aux socialistes de prendre de l'assurance. Parce qu'elle mobilisa un grand nombre de travailleurs, elle accéléra également les répercussions culturelles des changements sociaux et technologiques. À l'exception encore une fois du monde arabe, cependant, ses effets furent largement ressentis au sein même de l'Europe

ainsi qu'aux États-Unis. Le monde de la Seconde Guerre mondiale, a contrario, englobait l'ensemble de la planète. Tous les pays furent impliqués dans la guerre, sauf l'Amérique latine, et, par conséquent, subirent tous de plein fouet ses conséquences, y compris les sociétés arabes. Toutefois, elle eut également pour effet de diviser le monde. La défaite de l'Allemagne, de l'Italie et du Japon face à l'Union soviétique et aux alliés conduisit par la suite non seulement à une « guerre froide » entre les deux blocs victorieux mais par la même occasion à un antagonisme politique et culturel sans précédent. Par ailleurs, les anciens territoires coloniaux devinrent eux aussi des États souverains. Ils étaient en ce sens liés au nouveau monde divisé du Nord, en particulier par l'intermédiaire de l'Organisation des Nations Unies qui avait une plus grande envergure et était plus ambitieuse, mais également (comme la suite l'a démontré) plus pérenne que la Société des Nations qui l'avait précédée. Toutefois, alors même que les nouveaux États-nations faisaient partie intégrante de ce monde, leurs handicaps financiers engendraient une barrière d'un autre ordre.

Les relations entre l'idéologie et la culture se modifiaient donc à nouveau. Dans les économies industrialisées en Amérique du Nord et dans certaines régions du Sud, dans toute l'Europe centrale, l'Europe orientale et l'Asie soviétique, en Australasie, et rapidement, en Asie orientale, la culture se démarquait plus radicalement de la politique. La majeure partie des démocraties libérales dans la sphère d'influence américaine adoptaient désormais l'un ou l'autre modèle de démocratie sociale et s'inspiraient des préceptes d'un libéralisme et d'un socialisme plus modérés. Cette tendance s'accompagnait d'un relâchement perceptible dans leur littérature, leurs arts plastiques et leur musique (sauf chez les intellectuels intentionnellement politiques). Le modernisme de l'entre-deux-guerres, aventureux, souvent péremptoire, parfois même offensif, était adouci dans les nouveaux compromis politiques.

Il n'en était rien dans le nouveau tiers-monde des États postcoloniaux. En effet, ayant été libérés d'un certain nombre de contraintes, beaucoup d'intellectuels de ces pays se retrouvaient confrontés à d'autres difficultés. Ils étaient arrivés dans un monde défini par les États-Unis et l'Union soviétique. Ces deux pays exerçaient néanmoins une influence différente. Dans leur libéralisme idéologique, leur pouvoir économique et une culture populaire qui en était la manifestation, les États-Unis étaient perçus par beaucoup comme le prolongement de l'impérialisme européen sous un autre drapeau. Dans son socialisme idéologique, sa capacité clairement avérée de résister au pouvoir des capitaux internationaux et son hostilité non dissimulée envers les États-Unis, l'Union soviétique semblait offrir une alternative.

Il n'était donc pas surprenant qu'en voulant affirmer leur nouvelle indépendance et proposer une vision de l'avenir qui leur appartenait enfin, beaucoup de politiciens et d'intellectuels du tiers-monde conjuguaient l'enthousiasme nationaliste avec la conviction socialiste, à cet égard à l'instar de nombreux pays européens après la Première Guerre mondiale. Ces nouvelles sociétés postcoloniales étaient cependant plus hétérogènes que les sociétés européennes, et accédaient à l'indépendance au travers d'une série d'influences héritées des métropoles. Leurs idéologies étaient par conséquent diverses. Dans les anciens territoires britanniques d'Afrique et d'Asie du Sud, les principaux protagonistes avaient suivi une formation juridique et politique en Grande-Bretagne et défendaient leur position dans la langue d'un socialisme réformiste. Dans les anciens territoires français d'Afrique, dont les principaux protagonistes avaient reçu, en France, une éducation plus humaniste, au sens large du terme, et avaient été influencés par l'enthousiasme local pour la musique et la danse d'Amérique noire, la langue utilisée, par exemple, pour défendre la «*négritude*», était plus littéraire. Dans les anciens territoires français d'Asie du Sud-Est également, dans les anciennes colonies espagnoles et portugaises en Afrique qui obtinrent leur indépendance un peu plus tard, et dans les anciennes colonies hollandaises d'Indonésie, l'influence des partis communistes européens et de leur sympathie envers la cause anticoloniale était manifeste. En revanche, dans les plus grands pays d'Amérique latine, où l'indépendance vis-à-vis de l'Espagne et du Portugal avait été obtenue au début du XIXe siècle, où le désir de construire une nouvelle identité politique et culturelle était moins prononcé, où les socialismes européens ne s'étaient pas enracinés, mais où l'influence de la culture populaire américaine était plus omniprésente, les intellectuels se bornaient à regretter ce qu'ils considéraient comme la «dépendance» culturelle et économique de plus en plus importante du continent envers les États-Unis. Seuls les pays les plus petits d'Amérique centrale, où une révolution nationaliste à Cuba en 1959 allait susciter l'intérêt et le soutien de l'Union soviétique, exprimaient leur colère envers la dépendance d'une manière plus ouvertement socialiste.

Les sociétés d'Asie de l'Est et le monde arabe se distinguaient encore une fois, mais chacun avec ses propres particularités. Dans les Républiques populaires de Chine et de Corée du Nord, en dépit de leur attachement aux principes du marxiste-léninisme, les gouvernements s'éloignaient de l'Union soviétique et encourageaient un syncrétisme des principes et préceptes socialistes avec ceux tirés d'une tradition confucéenne plus ancienne. Dans les États asiatiques (Japon, Corée du Sud, Taïwan, Philippines, Malaisie, Singapour et Indonésie) qui s'étaient alignés, politiquement, sur l'Occident, les gouvernements étaient hostiles au communisme

et ne résistaient pas à la large diffusion de la culture populaire américaine. Néanmoins, dans tous les États d'Asie du Sud-Est, quelle que soit leur inclination politique, les intellectuels se tenaient à l'écart. Dans le monde arabe, en revanche, l'islam scripturaliste, qui avait conféré une toute nouvelle identité pan-nationaliste après la fin de la domination ottomane en 1919 et avait jeté les bases de la loi, renforçait la dépendance entre l'État, les intellectuels et le peuple. Il tenait ainsi à distance les libéralismes et les socialismes laïcs du Nord et donnait lieu à une culture remarquable par son influence, son omniprésence et sa cohérence.

DE 1991 À NOS JOURS

Entre les deux guerres mondiales et pendant la guerre froide qui suivit, les intellectuels du monde entier avaient prétendu qu'il y avait un choix, politique et culturel, entre le passé et le présent. Toutefois, avec la chute de l'Union soviétique, en 1991, l'une des deux grandes alternatives politiques qui s'était présentée à eux au début du siècle, le choix entre un passé conservateur et peut-être libéral et un futur libéral ou socialiste, semblait avoir été supplantée. Les régimes véritablement conservateurs avaient disparu presque partout et maintenant, le socialisme, semblait-il, n'avait plus d'avenir nulle part. Il ne restait plus qu'une économie libérale internationale, un enthousiasme, en principe tout au moins, pour la démocratie et le nationalisme. En Occident, on avait même proclamé la «fin de l'histoire» quand l'Union soviétique s'est effondrée. Les alternatives au libéralisme avaient été mises à l'épreuve et jugées insuffisantes. La démocratie répondait à l'aspiration de tous les peuples du monde, à leur reconnaissance, et la science satisfaisait à leurs besoins matériels. C'était exagéré. Il y avait tout de même eu des changements. Des transformations d'ordre technique mais également d'ordre politique avaient libéré les marchés financiers internationaux et les États-Unis étaient les premiers à réclamer avec beaucoup d'insistance une plus grande liberté de mouvement en matière de commerce international. Les autres gouvernements ne pouvaient que protéger leurs devises en réduisant l'inflation et ses causes présumées, à savoir leurs propres dépenses, et ils avaient moins de contrôle sur leurs économies qu'auparavant. En Amérique latine et en Afrique ainsi que dans certaines parties d'Asie, cette difficulté avait été aggravée par des accumulations de dettes. Le projet postcolonial de reconstruction et de défense d'une économie nationale était fortement remis en cause. Ceux qui avaient attendu avec impatience la mise en place d'un modèle ou l'autre de «socialisme dans un seul pays» ne pouvaient plus le faire d'une manière convaincante. Sur le plan international, et dans le nouvel enthousiasme pour la démocratie libérale, mais également au niveau national, il semblait n'y avoir qu'une seule possibilité.

Tout au moins, il n'y avait apparemment qu'un seul choix possible en matière d'économie politique. En revanche, dans le domaine de la culture, l'effondrement de ce qui était perçu, à l'extérieur de la Russie, comme une autorité étrangère exercée par Moscou, et les incidences de la nouvelle économie internationale et de sa technologie d'information sur les pouvoirs de tous les autres États-nations, y compris les plus établis, généraient de nouvelles énergies. Dans certaines parties d'Europe du Sud-Est et d'Asie occidentale, les anciens nationalismes refaisaient surface et plusieurs d'entre eux qui n'avaient pas été écoutés auparavant commençaient à s'imposer. Dans les États-nations plus établis, on assistait à un regain d'enthousiasme pour la différence culturelle.

En insistant sur la nouveauté du nouveau, le «modernisme» du début du XX^e siècle était resté lié au passé. Dans ce qui avait fini par être baptisé «postmodernisme» dans les années 1980, ce lien était rompu. En effet, les intellectuels «postmodernes» rejetaient les «grands discours» de progrès qui avait inspiré et guidé leurs prédécesseurs et ils affirmaient que la connaissance de soi-même de la fin du XX^e siècle devait être différente. Dans le domaine de la haute culture, de la philosophie, de la littérature, de la musique et des arts plastiques ainsi que dans la culture populaire, dans les styles de nourriture, de vêtements et de loisirs, l'ancien et le nouveau coexistaient maintenant dans un kaléidoscope qui n'avait aucune signification en dehors de lui-même, et peut-être même aucune signification du tout. Le «postmodernisme», en tant que doctrine, était un produit du Nord et de l'Ouest, de la culture intellectuelle des États-Unis et de l'Europe occidentale. Toutefois, en tant qu'état d'esprit, il affectait également les sociétés du Sud et de l'Est. Au début du XXe siècle, ces sociétés avaient été dans une large mesure rurales. À la fin de ce siècle, elles s'urbanisèrent très rapidement. Les villes d'Amérique latine, d'Afrique et d'Asie, dont certaines étaient aussi prospères que les villes du Nord tandis que d'autres n'étaient qu'un rassemblement de villages urbains et pauvres étaient également désormais des kaléidoscopes de styles. Rapidement, cette nouvelle culture métropolitaine devint réellement «globale» et «multiculturelle».

CONCLUSION

En 1914, les représentations de l'avenir politique et culturel étaient celles qui avaient pris forme dans la compréhension que l'Europe occidentale et les États-Unis avaient d'eux-mêmes. Pour les Européens et les Américains timidement progressistes, malgré les tensions manifestes et même parfois les

contradictions entre eux, les idées qu'ils défendaient s'imposaient comme une évidence. Pour ceux du reste du monde qui en étaient conscients, cela pouvait également être le cas. Ces personnes avaient été qualifiées par l'Europe de rétrogrades et, en règle générale, étaient disposées à accepter les points de vue de l'Europe sur ce qui devait être fait pour aller de l'avant. Au cours des années 1990, cette situation avait changé. Même si la réalité fut un moment occultée par le triomphe de l'Occident à la fin de la guerre froide, et même si dans le domaine de l'économie, le libéralisme occidental semblait avoir assuré une victoire plus durable, les intellectuels politiques et culturels du Nord perdaient confiance en ce qui avait été considéré auparavant comme les conséquences inévitables et universelles de leur propre histoire intellectuelle. Une nouvelle histoire était en train de se dessiner en Asie de l'Est. Une histoire alternative guidait le monde islamique. Malgré la propagation d'une nouvelle culture populaire véritablement mondiale, dans aucune région du Sud l'avenir n'allait être construit à partir de l'un ou l'autre des modèles du Nord. À la fin d'un siècle qui avait été régi par la guerre, en matière de philosophie et de sentiments, personne n'avait remporté la victoire.

25.3

L'influence de la science et de la technologie sur l'art et la culture intellectuelle

Oumar Dioume

Une investigation sur l'impact de la science et de la technologie sur les activités de l'esprit requiert une réflexion sur l'impact exercé réciproquement sur elles par la philosophie, la culture et l'éthique. Il s'agit ici d'apporter un éclairage sur l'empreinte laissée par la science et la technologie sur l'évolution et l'état de la culture et des arts au XX^e siècle. Les effets de la science et de la technologie agissent sur nos vies quotidiennes, influencent la culture comme les cultures et pèsent sur notre devenir. En l'opposant à la nature, on inclut dans la culture, et plus particulièrement dans l'art, tout ce qui est l'œuvre de l'homme. Il est donc légitime de faire refléter, sur le paradigme de l'interaction des cultures, les cultures et les progrès appartenant au domaine de la science et de la technologie.

Le progrès scientifique et technique a pénétré, à des degrés divers certes, toutes les régions du monde, sans distinction de niveaux de développement. De là se dégage une grande diversité des effets quantitatifs et qualitatifs, négatifs ou positifs selon les critères adoptés, subis ou voulus, dans notre vie quotidiene. L'impact économico-financier n'est pas toujours compatible avec l'impact culturel quand il s'agit d'assurer la préservation et la pérennité de la diversité des cultures. Cette diversité étant le nécessaire contrepoids à l'uniformisation engendrée par la mondialisation, mouvement irréversible de vagues d'une puissance prodigieuse déferlant sur tous les secteurs d'activités et de pensées de tous les pays. L'humanité bénéficie aujourd'hui de l'extraordinaire accessibilité aux autres cultures, favorisée par les développements phénoménaux des possibilités offertes par le transport aérien (tourisme et voyages organisés), par les télécommunications, par la télévision et toutes les nouvelles technologies de l'information et de la communication (TIC).

Malgré cette richesse inestimable que constitue l'accessibilité aux autres cultures, il convient de garder à l'esprit ce rappel de Claude Lévi-Strauss:

«Chaque culture représente un capital de richesse humaine considérable. Chaque peuple a un capital de croyance et d'institutions qui représente dans l'ensemble de l'humanité une expérience irremplaçable. Alors que l'humanité se sent menacée d'uniformisation et de monotonie, elle reprend conscience de l'importance des valeurs différentielles. Il nous faudrait renoncer totalement à l'idée de vouloir comprendre ce que signifie «être humain», si nous n'admettions pas que des centaines ou plutôt des milliers de peuples ont inventé des manières différentes et originales d'être humain. Chacune d'entre elles nous offre un exemple de la condition humaine, différente de la nôtre. Si nous n'essayons pas de la comprendre, nous ne pouvons nous comprendre nous-mêmes.»

Ces propos réactualisent, à l'ère des TIC, la réflexion du poète Térence, dans l'Antiquité romaine : «Je suis homme, rien de ce qui est humain ne m'est étranger» (*Homo sum, nihil homini a me alienum puto*).

On donne la priorité (et non la primauté!) dans l'analyse, aux effets des sciences et technologies du savoir les plus nouvelles, les plus récentes, car elles prolongent, recouvrent, influencent et engendrent un effet accélérateur des performances et de l'efficacité des sciences et technologies traditionnelles de la première moitié du XX^e siècle. Le développement prodigieux des industries culturelles sert à illustrer ce point.

De nos jours la mondialisation des moyens de communication permet d'échanger du savoir, des techniques, et des valeurs à la vitesse de la lumière. Les échanges générés par les industries culturelles véhiculent aussi bien un potentiel de dialogue interculturel fécond qu'un mercantilisme multiculturel qui juxtapose des cultures s'ignorant réciproquement.

Les industries culturelles couvrent des secteurs d'activités où interagissent la création, la production et l'échange de biens et de services. Leur spécificité est définie par l'intangibilité de leurs contenus à caractères culturels, contenus généralement protégés (plus aisément dans les pays du Nord!) par le droit d'auteur. Plus précisément, les industries culturelles peuvent inclure aussi bien l'artisanat, le design, l'édition imprimée, le multimédia, la production cinématographique, audiovisuelle et phonographique auxquels on peut ajouter les arts plastiques, l'architecture, les arts du spectacle (musique, danse, théâtre, etc.), la fabrication d'instruments de musique, les sports, la publicité et le tourisme culturel. Le champ d'activité ainsi couvert permet d'arrimer le concept d'industries culturelles à la quasitotalité des sociétés actuelles, aussi disparates que soient leurs niveaux de développement économique. Les industries culturelles favorisent en effet la créativité qui est leur matière première, créativité stimulée elle-même par l'imagination. Einstein disait d'ailleurs que «l'imagination est plus importante que la connaissance».

Un impact des industries culturelles, plus déterminant encore au XX° siècle sur toutes les sociétés, est leur faculté d'ajouter aux œuvres de l'esprit une plus-value économique générant des valeurs nouvelles, pour les individus et pour les sociétés. Le cas des États-Unis est une illustration non négligeable de cette assertion. L'émergence dans ce pays d'une culture «brown» résultant de l'expansion de la musique hip-hop, dérivée du rap des ghettos noirs, à toutes les catégories de la jeunesse américaine, est en train de bouleverser les relations interraciales dans le sens d'une convergence vers une culture plus partagée pour les générations à venir.

Le trait caractéristique principal des industries culturelles est leur caractère dual, culturel et économique. En effet, les industries culturelles contribuent d'une part à la préservation et à la promotion de la diversité culturelle tout en démocratisant l'accès à la culture et d'autre part à la croissance de l'emploi, à la génération de richesse, à l'innovation en termes de production et de distribution. Une illustration intéressante de ce phénomène est le marché des jeux électroniques, au développement prodigieux dans la dernière décennie du XX^e siècle. Il en résulte une croissance exponentielle en termes de création d'emplois pour les pays riches. Cette croissance est aussi un catalyseur de la fameuse querelle commerciale entre pays riches sur la question de «l'exception culturelle». L'enjeu porte non seulement sur des centaines de milliards de dollars américains, mais aussi sur les répercussions socioculturelles de la globalisation de toutes sortes d'échanges.

La notion de «village global» du sociologue canadien Marshall McLuhan évoque et résume implicitement l'imbrication entre les industries culturelles et les TIC. Ces nouvelles technologies posent en soi la question des influences mutuelles entre culture, technique, technologie et philosophie, et celle de l'omniprésence de la technique et des technologies dans notre vécu quotidien. Cette omniprésence et même cette omnipotence incitent à s'interroger sur des concepts comme les notions de «technoculture» ou de «philosophie de la technologie».

De telles interrogations portent bien entendu sur la relation entre technique et culture. La technologie est en effet reconnue comme l'un des facteurs d'évolution les plus importants de l'histoire de l'humanité. Le XX^e siècle l'illustre encore plus que les précédents. Il est donc tout à fait naturel pour ce siècle, nettement plus prolifique en termes d'accélérations inouïes des progrès scientifiques et technologiques, de chercher le lien entre la technique et la philosophie et entre la technologie et la culture. Cette investigation conduit bien au-delà des effets des produits matériels générés.

Par «technoculture » nous entendons la culture immergée dans la technique omniprésente et aux effets omnipotents dans lesquels nous baignons

au quotidien. La question se pose de relever le défi de penser l'impact de la production de l'immatériel dont la technologie informatique (TI) est aujourd'hui le reflet quotidien. La technologie informatique influence de nos jours tous les domaines du processus de création de richesses, de diffusion du savoir, d'échanges d'informations, d'accélération du progrès dans le domaine de la santé, de l'éducation à distance et de résorption du fossé technologique entre pays avancés et pays en voie de développement. Ces derniers y trouvent la possibilité, le tremplin des innovations aidant, de sauts technologiques équivalents à ceux des pays du Nord, dans des délais et à des coûts bien moindres. La prodigieuse progression de la télédensité dans maints pays pauvres et la Silicon Valley de l'Inde, Bangalore, en témoignent tous deux. Avec ces succès, la prépondérance de la technoculture dans nos manières de penser engendre le défi de mesurer l'impact des technologies tributaires de l'informatique.

Même les profanes en technologies de l'information vivent l'impact de la révolution causée par l'extension du rôle de l'ordinateur comme outil, aux possibilités insoupçonnées à l'origine, capable d'exécuter des tâches multiples et à la puissance prodigieuse dans le traitement de l'information. La transmission et le traitement de l'information, composantes importantes de la culture et vecteurs d'une nouvelle culture, sont l'objet de bouleversements permanents et d'accélérations novatrices. L'ordinateur et les autres outils techniques des sciences de l'information donnent, comme objets techniques d'intermédiation, un autre sens à l'interaction entre l'homme et son environnement. De la biotechnologie à la télémédecine en passant par l'enseignement à distance, l'audiovisuel, la robotique, l'Internet, le commerce électronique, les autres applications de l'intelligence artificielle, les communications sans fil interpersonnelles et plusieurs types d'échanges s'appuyant sur l'électronique et la technologie informatique, c'est plus le coût du progrès dans l'usage du savoir et du savoir-faire qui fixe la valeur de nos consommations que le coût propre des marchandises échangées. Tel est le visage de la nouvelle économie qui a éclos au XX^e siècle, avec un effet accélérateur prodigieux dans sa dernière moitié sinon sa dernière décennie. Cette économie est fondée sur la production, la distribution et la consommation de biens immatériels, du savoir, du savoir-faire et de l'information.

L'impact le plus caractéristique de cette révolution peut être décrit comme :

la «réappropriation de ce savoir dont l'industrialisation nous avait dépossédés [...] Après plusieurs siècles de divorce entre la technique hautement spécialisée et la culture, non spécialisée, voici que la technopole apporte sa médiation entre le savoir des uns et le faire des autres.

Elle entreprend ainsi un retour à la culture technique qui a marqué chaque étape du développement de l'humanité [...] Dans cet effort de réappropriation, nous bénéficions d'une technologie au second degré dont la perfection consiste à rendre l'accès de plus en plus simple à des technologies de plus en plus complexes [...] Ce sont des technologies de facilitation. Et ces technologies nous redonnent l'accès au savoir, mais elles rétablissent aussi le contact avec les autres hommes: ce sont des technologies de l'intercession. Supprimant l'espace, les télécommunications nous offrent à parler à toute la Terre. Supprimant le temps, les enregistrements sonores et visuels fournissent la mémoire vivante de l'humanité d'hier et de demain» (Scardigli, 1983).

Il y a lieu de souligner aussi le revers de la médaille du bénéfice tiré de ces technologies « dont la perfection consiste à rendre l'accès de plus en plus simple à des technologies de plus en plus complexes ». Albert Einstein a pu dire à propos de la bombe atomique : «La bombe atomique a tout changé chez l'homme sauf sa façon de penser [...] la solution à ce problème réside dans le cœur de chaque homme. Si seulement j'avais su, je serai devenu horloger ». Par-delà l'impact moral de la confusion entre tueries réelles et virtuelles et l'incitation subliminale à la violence que véhiculent beaucoup de jeux électroniques chez des adolescents et des adultes, il se pose un autre problème en terme d'effets pervers de ces «technologies de facilitation». Quel est le rôle du jeu dans la promotion de l'esprit de création technologique?

L'impact de l'emprise croissante exercée par la technologie sur la philosophie est une réalité permanente dont des cas extrêmes, comme le débat sur le clonage humain, la reproduction humaine par insémination artificielle, l'euthanasie, la mise sur pied de bases de données contenant des informations sur les individus avec des risques d'atteintes aux libertés et à la vie privée, en sont des manifestations très révélatrices. Toutes ces découvertes et réalisations s'effectuent dans un contexte de développement fulgurant de l'ingénierie génétique, de l'ingénierie des protéines, de l'ingénierie moléculaire et des systèmes et équipements informatiques toujours plus sophistiqués.

À cause des implications éthiques et morales des conséquences de la mise en œuvre de ces technologies, on est fondé à articuler une réflexion sur l'avenir de l'humanité comme enjeu. La dépendance vis-à-vis de la technoculture risque de s'accentuer davantage dans l'avenir quand on pense aux commodités offertes par le développement continu des «technologies de facilitation». La technologie, science et ingénierie à la fois, se présente comme un instrument de l'élaboration du futur et particulièrement de l'avenir de la société et de la conscience. La technologie joue aujourd'hui plus que jamais un rôle existentiel et elle s'inscrit dans les tendances générales

du devenir. De nos jours, le caractère philosophique de la technologie se perçoit d'autant plus aisément que s'accentue l'imbrication de la technologie dans les sciences de l'information et dans la biologie.

La question peut être posée en termes de finalités et de préservation des cultures les plus fragilisées actuellement et peut se situer naturellement

La question peut être posée en termes de finalités et de préservation des cultures les plus fragilisées actuellement et peut se situer naturellement dans le contexte d'une réflexion sur les rapports entre philosophie et technologie. Mais alors serait-il pertinent et opératoire de se référer à la notion de philosophie de la technologie? Si la technologie est entendue comme une science de la concrétisation aussi efficace que possible des moyens requis pour la mise en œuvre des fonctions nécessaires à la société, il est alors naturel de rappeler que l'évolution de la technologie est un processus à caractère sociohistorique qu'on ne saurait appréhender séparément de la réalité socioculturelle et de la philosophie selon le milieu considéré. Même ainsi formulée, il n'est pas évident que cette vision de la technologie facilite l'émergence d'un consensus quant au sens à attribuer à la notion de philosophie de la technologie.

Il ne faut pas non plus perdre de vue que les rapports entre la technologie et la philosophie ont longtemps été traités à travers le prisme de la technologie classique fondée sur la mécanique, même après l'émergence et l'amorce de la propagation des technologies de l'information. Une telle approche qui, dans la réflexion sur les rapports entre la technologie et la philosophie, négligeait encore les technologies de l'information et leur impact sur la technologie en général est certainement inadéquate aujourd'hui. Cet impact est déterminant dans l'élaboration actuelle de notre vison du monde.

Nous nous interrogeons ainsi toujours plus sur la finalité ou les finalités de la technologie. Les débats entre d'une part les écologistes, les environnementalistes et d'autre part les partisans d'une autonomie énergétique, d'un développement économique exploitant intensivement les ressources naturelles même au péril de la survie de la planète sont des débats fondamentaux de choix de société, de mode de vie, de philosophie de vie. L'impact de ces choix est non seulement économique et culturel mais encore politique dans la mesure où de nos jours des pays influents du Nord sont gouvernés par des majorités dans lesquelles les partis des Verts pèsent de manière décisive.

Les interrogations existentielles sur la question de la survie et de la continuité de l'espèce humaine résultent directement des conséquences possibles de l'activité technologique de l'homme. Certains effets pervers comme les désastres nucléaires ou écologiques pourraient mutiler ou anéantir l'homme. D'autre part les stratégies de prévention face à la nécessité d'assurer la préservation et la continuité de l'espèce humaine se fonderont aussi dans une très large mesure sur un support technologique, le

réel se manifestant aussi sous une forme technologique. Un impact majeur dans notre paradigme est la propagation dans toutes les sociétés actuelles, à des degrés divers bien entendu, du débat sur la finalité de la technologie et des conséquences concrètes de ce débat.

Apprécier l'impact des TIC sur la culture suppose et requiert une capacité effective d'appréhender dans toute leur complexité les enjeux et défis intrinsèques de cette culture. Ainsi donc la culture se retrouverait juge et partie. Le premier défi à appréhender en soi est inhérent aux profondes différences entre les TIC et les réseaux matériels de communication sur lesquels s'est fondé le développement engendré par la révolution industrielle. Les TIC transcendent les frontières contrairement aux réseaux traditionnels conçus sur des bases nationales ou régionales. Par l'image et par le son toute information pertinente ou non, nuisible ou non, mirage ou réalité peut aujourd'hui être répercutée en temps réel (quasi instantanément), à n'importe quelle communauté humaine quel que soit son éloignement géographique, pourvu que cette communauté soit connectée à un réseau adéquat de TIC. La toile dont les TIC recouvrent, à des degrés inégaux certes, tous les pays, est peut-être le reflet le plus achevé de ce phénomène de mondialisation des échanges immatériels qui a donné une impulsion décisive à la restructuration de pans entiers de l'économie mondiale.

Cette restructuration reflète une déréglementation, une dérégulation qui, des télécommunications à l'audiovisuel, est en train de façonner et de modifier les rapports entre l'État, les entreprises, les individus et les nations. L'impact de l'Internet, né de la rencontre entre l'ordinateur et les telecommunications, est une belle illustration de ces bouleversements. Seule une minorité de pays, donc une infime minorité de la population du globe, a un accès assuré à un ordinateur en cas de besoin. L'Internet est-il un facteur tendant à accentuer, à creuser l'écart entre les pays riches et les pays pauvres? L'Internet a la faculté de transporter une immense quantité d'informations en temps réel, tout en étant un facteur déterminant de l'expansion de l'échange de marchandises à l'échelle de la planète, de l'échange d'informations de toutes natures et de la configuration actuelle des poids respectifs des régions du monde dans leurs interactions culturelles. Les facultés de téléchargement de fichiers, le courrier électronique et le commerce électronique sont des manifestations concrètes qui ont des conséquences économico-culturelles déterminantes pour l'avenir.

Jamais l'information n'a été échangée aussi rapidement et sur un espace aussi vaste dans l'histoire de l'humanité. L'Internet a bouleversé les modalités d'accès à la culture. José Saramago, prix Nobel de littérature en 1998, a écrit:

«L'information ne nous rend plus sage et plus savant que si elle nous rapproche des autres humains. Maintenant que nous pouvons accéder, à distance, à tous les documents dont nous avons besoin, le risque de déshumanisation et d'ignorance est de plus en plus fort. Aujourd'hui, la clé d'accès à la culture ne réside pas dans l'expérience et le savoir, mais dans l'aptitude à chercher l'information sur Internet. On peut tout ignorer sur le monde, à savoir, sur le vrai monde social, économique et politique dans lequel on vit, mais accumuler toutes sortes d'informations. La communication cesse d'être une forme de communion. Nous assistons, malheureusement, à la fin de la communication de personne à personne.». ¹

Ainsi, un impact marquant de l'Internet est d'enlever à la communication son caractère d'échange convivial d'informations.

Selon Marc Augé «les nouvelles techniques de la communication et de l'image rendent le rapport à l'autre de plus en plus abstrait; nous nous habituons à tout voir, mais il n'est pas certain que nous regardions encore. La substitution des médias aux médiations contient ainsi en elle-même une possibilité de violence» (Augé, 1997). Qu'en est-il alors, dans ces conditions, de l'art face à ces défis des nouvelles technologies qui rayonnent sur la quasi-totalité, si ce n'est sur la totalité des activités de l'homme à notre époque?

Entre l'art et la technologie, une corrélation se manifeste par les besoins de la recherche artistique. L'expression artistique reflète aussi, en général, les acquis scientifiques et technologiques de son époque. Il est évident que ce n'est pas par hasard que les impressionnistes et leurs réalisations apparaissent à la fin du XIX^e siècle plutôt qu'à l'époque de Rembrandt. Parmi les facteurs qui influencent l'art (littérature, contextes historique, philosophique, psychologique, scientifique et politique entre autres), la technologie est toujours l'une des plus importantes et des plus durables. Il suffit de constater la place privilégiée des arts visuels et audiovisuels, de la musique, de la sculpture comme de la chorégraphie dans les nouvelles pistes de création et de communication dégagées par les nouvelles technologies du XX^e siècle.

Les exigences de l'art et le *modus operandi* des artistes ont stimulé et stimulent encore la recherche scientifique, l'innovation technologique et les arts alimentent l'éducation, les loisirs et les industries culturelles au potentiel économique immense. La confrontation entre l'exigence et la capacité créatrice d'une part et la puissance analytique et technique d'autre part recèle des possibilités innovatrices considérables. Des exemples issus de la musique illustrent bien comment la science et la technologie trouvent leur inspiration dans les arts. Le plus récent dans ce domaine est le disque

compact, résultat des prodigieuses applications de l'informatique et de la technologie informatique dans l'industrie musicale.

Nous vivons une étape dans la fantastique progression de l'époque préélectronique vers la lutherie informatique actuelle. La synthèse des sons par ordinateur, réalisée par des scientifiques et des musiciens, a modifié notre conception du son musical. La recherche en informatique musicale y joue un rôle essentiel. Le développement de la microélectronique rend les techniques numériques plus accessibles. Les synthétiseurs, pour la plupart numériques, sont des ordinateurs spécialisés qui tirent parti de logiciels, fruits du savoir-faire tiré de l'investissement intellectuel de la pratique, de l'expérience et de la recherche.

À propos de la pratique et de l'expérience notons que, parfois, les exigences techniques de la musique n'ont pu être réalisées que par des musiciens usagers de la technologie informatique, comme dans le cas du problème de la notation musicale assistée par ordinateur. Ce problème a été résolu par Leland Smith, compositeur et instrumentaliste, en mettant au point un langage informatique spécifique. En robotique aussi, on s'est inspiré aux États-Unis d'une chorégraphie mise au point par un chorégraphe pour conférer à des robots pour handicapés plus d'humanité et de grâce.

Les progrès et performances atteints par les réalisations artistiques dont les sources d'inspiration sont la science et la technologie passent presque comme allant de soi de nos jours, tellement leur impact est ancré. Il faut tout de même se souvenir de l'importance de ces processus dans le développement des arts. Pour les arts plastiques en deux ou trois dimensions, peinture et sculpture, l'ordinateur est devenu un outil de création par l'infographie et la photographie numérique. Il faut noter aussi le rôle des sciences physiques (lithographie, galvanoplastie). Pour les architectes, les programmes numériques se substituent aux dessins exécutés à la main. Même pour la danse qui est un art utilisant le corps, l'ordinateur se révèle un puissant outil de technologie scénique. Quant au théâtre, le développement de la lumière scénique a permis de nouvelles techniques de scène aux effets prodigieux. Les films ont permis la création d'une industrie cinématographique puissante. La technologie informatique y est présente, pour les effets spéciaux comme pour la restauration des films anciens. La technologie du cinéma exerce une telle influence que, de nos jours, on ne regarde plus un film et une pièce de théâtre de la même façon.

Une économie de la culture est née des effets de la science et de la technologie sur la culture et l'art au XX° siècle. D'ailleurs, plus que d'effets, il s'agit d'une imbrication qui, à cette étape du développement de l'humanité, a engendré une culture économique fondée sur le fétichisme de l'efficacité en soi. Cette imbrication riche de potentialités extraordinaires en créations culturelles et artistiques comporte cependant, si l'on n'y prend garde, un

risque d'accélération d'un processus d'uniformisation antinomique à la nécessaire diversité des cultures qui se doit de rester une des richesses de l'humanité. Préserver cet équilibre des cultures, nécessite une vision éthique de l'impact de l'usage de ces outils sophistiqués avec lesquels nous développons quotidiennement culture intellectuelle et art de notre époque, où que nous soyons sur notre planète.

NOTES

1. J. Saramago, d'après un discours à Alicante, en Espagne, en mars 1995, à un séminaire sur «Les nouvelles technologies et l'information du futur», Fondation pour la Culture de la Caja de Ahorros del Mediterraneo (CAM); dans *Le Monde Dipomatique*, édition anglaise, décembre 1998.

BIBLIOGRAPHIE

ADORNO T. W. 1984. Modèles critiques: Interventions, répliques, Paris, Payot.

AUGÉ M. 1997. La guerre des rêves, Paris, Seuil.

CHIROLLET J.-C. 1999. *Philosophie et société de l'information*: *Pour une philosophie fractaliste*, Paris, Ellipses.

COUCHOT E. 1998. La technologie dans l'art, Nîmes, Jacqueline Chambon.

Landsdown J., Earnshaw R. A. (dir. publ.). 1989. Computers in Art, Design and Animation, New York, Springer-Verlag.

LÉVY P. 1997. Cyberculture, Paris, Odile Jacob.

SCARDIGLI V. 1983. La consommation, culture du quotition, Paris, PUF.

25.4 La culture et la production de masse: les « industries culturelles »

Elizabeth K. Jackson et Alemseghed Kebede

Comme Karl Marx l'a constaté, dès que le capitalisme est apparu comme une formation socio-économique viable, il n'a jamais cessé de révolutionner les instruments de production. Malgré son intérêt pour une société postcapitaliste, Marx a reconnu que le capitalisme était un système social hautement dynamique et productif. «La bourgeoisie, au cours de sa domination de classe à peine séculaire, a créé des forces productives plus nombreuses et plus colossales que l'avaient fait toutes les générations passées prises ensemble.» (Marx et Engels, 1988). Cependant, l'évolution du capitalisme a prospéré d'une façon démesurée, plus que même l'auteur du Capital ne l'avait prévu. Le capitalisme a duré, malgré les prévisions selon lesquelles il disparaîtrait rapidement. Les relations de production capitalistes n'ont pas entravé l'évolution des forces productives comme cela avait été envisagé par Marx. Au lieu de cela, les progrès technologiques ont eu une avancée phénoménale. Dans l'ensemble, en réaction aux nouvelles évolutions, le capitalisme s'est réajusté, ce qui a entraîné de multiples changements dans le cadre du système capitaliste, sans que ses attributs de base soient radicalement modifiés

LE FORDISME

L'une des caractéristiques les plus frappantes du capitalisme au début du XX° siècle a peut-être été le développement du fordisme (Gramsci, 1971). Le fordisme a été un mode de régulation économique et sociale qui a conduit à une série de résultats étroitement liés. La technique des chaînes d'assemblage semi-automatiques introduite par Henry Ford, fondée sur le travail collectif déqualifié dans lequel chaque ouvrier accomplit une tâche bien définie, a conduit à la production de masse (illustration 128). Cependant, il faut que la production de masse soit accompagnée d'une consommation de masse,

car il serait insensé d'avoir la première sans la seconde. Afin de maintenir le continuum production-consommation, deux choses étaient nécessaires. Les ouvriers devaient développer un nouveau personnage en accord avec le processus productif émergent. Chaque facette de la vie de l'ouvrier devait être rationalisée de telle façon qu'une défaillance n'affecte pas le dynamisme de l'action d'ensemble. Ensuite, les ouvriers devaient être des consommateurs disposant d'un certain revenu. Dans la mesure où le marché s'accroissait et où le rythme d'accumulation du capital s'intensifiait, le pouvoir d'achat de l'ouvrier devait être augmenté au moyen de revenus plus élevés. De plus, pour que ce processus soit facilité, le rôle de l'État devait être remanié. L'État, en conséquence, devînt «l'État interventionniste» dont la responsabilité, entre autres, était de faciliter la demande réelle du peuple. Cela a été rendu possible par l'introduction du salaire minimum et des prestations sociales.

L'INDUSTRIE DE LA CULTURE

Le fordisme ne se limitait pas à l'économie. Il s'est également étendu au domaine de la culture. Theodor Adorno et Max Horkheimer (1979) ont décrit ce processus dans leur concept d'« industrie culturelle ». L'industrie culturelle fait référence à un équilibre industrie-culture dans lequel tout ce qui est social cède devant la logique du capital. En conséquence, les objets perdent leur valeur intrinsèque et n'ont un sens que lorsqu'ils sont échangeables. Dans un contexte où l'industrie culturelle règne en maître absolu, les objectifs considérés comme valables d'être poursuivis par les puissants sont recherchés par tous les moyens sans prendre en considération les répercussions éthiques qu'ils pourraient avoir. Même l'art, qui revendique la forme la plus accomplie d'autodétermination, devient la proie de ce processus.

En contestant l'idée selon laquelle les arts sont d'une façon ou d'une autre parfaits, originaux et indépendants des forces qui dictent à la fois la nature et le nombre des matériels culturels, ils soutiennent que les prétendus arts « traditionnels » d'autrefois ont été repoussés par une machine de masse à but lucratif, industrialisée et capitaliste. Si en apparence elles offrent des représentations artistiques ou culturelles uniques, les industries culturelles fabriquent en fait un produit qui n'est pas authentique, qui est uniforme, prévisible et fabriqué de manière identique par une chaîne d'assemblage afin que le maximum d'unités culturelles (de biens) possibles soient vendues au consommateur. «Ce qui est nouveau, ce n'est pas que l'art soit un bien, mais plutôt qu'aujourd'hui, il admette délibérément qu'il en est un; que l'art renonce à sa propre autonomie et prenne fièrement sa place parmi les biens de consommation constitue le charme de la nouveauté. » (Adorno

et Horkheimer, 1979). L'idée selon laquelle le but de l'art est l'absence de but, que l'art a de la valeur par lui-même, perd son sens. Le marché a proclamé son triomphe absolu sur l'absence de but.

Deux caractéristiques, à savoir la standardisation et la pseudo-individualité, caractérisent précisément l'industrie culturelle (Negus, 1997). La standardisation désigne la ligne de conduite dans laquelle la production culturelle est effectuée conformément à un ensemble de principes rigoureusement définis. Adorno et Horkheimer suggèrent que la standardisation fait disparaître l'impromptu et le non-prémédité, en faisant proliférer l'uniformité:

«Le degré de formalisation d'une procédure peut se voir lorsque les produits mécaniquement différenciés s'avèrent être tous identiques à la fin. La différence entre la gamme Chrysler et les produits General Motors est en fait illusoire, et cela frappe n'importe quel enfant doté d'un vif intérêt pour la diversité. Ce que les connaisseurs discutent comme étant de bons points ou de mauvais points ne sert qu'à perpétuer un semblant de concurrence [...]» (Adorno et Horkheimer, 1979).

Par conséquent, les auteurs suggèrent que la culture est séparée de sa caractéristique critique, la spontanéité. Cet écran d'uniformité couvre tous les aspects de la collectivité capitaliste, y compris les industries artistiques et culturelles. La radio, par exemple, se trouve étroitement liée à divers concepts : rhythm and blues, jazz, soul, rock, rap, musique classique, et discours parlé. Toute configuration s'éloignant de cette construction prédéterminée échoue. De la même manière, le film adhère avec opiniâtreté aux caractéristiques de certains genres (horreur, comédie, etc.), des modèles formels qui guident virtuellement chaque mouvement de l'intrigue, de la première séquence au dernier plan. De fait, on attend des étudiants de cinéma qu'ils mémorisent les particularités de chaque genre, et on les encourage à créer des produits qui correspondent exactement à une ligne directrice spécifique. Avec les oscars, l'industrie culturelle d'Hollywood récompense les réalisateurs qui parviennent le mieux à jouer avec les dictats du genre, ce qui renforce encore davantage la redondance des produits filmiques.

La pseudo-individualité est en rapport avec le concept de standardisation. L'idée suggère qu'il n'y a rien de nouveau (ou d'original) sous le soleil, malgré les efforts de l'industrie culturelle pour vendre de la «fraîcheur» et une croyance en la nature particulière d'un produit ou d'un talent créatif. Adorno dénonce le fait que la pseudo-individualité est tout aussi applicable aux «vedettes de cinéma». Chacune d'entre elles est le clone virtuel des autres: cheveux, yeux, voix, personnage... tout ce qui est vaguement différent dans sa manière d'être représente un produit de monopole déterminé par la société et strictement contrôlé, «chaque personne [étant] transformée par le pouvoir de la majorité» (Adorno et Horkheimer, 1979)

Avec la pseudo-individualité, nous avons ce que nous pourrions appeler la colonisation de l'artiste. L'artiste, l'individu créatif, succombe aux forces des puissants et perd son identité de producteur auto-dépendant. D'un processus d'auto-actualisation, l'art devient un simple moyen pour atteindre un but, notamment celui du profit. Dans l'analyse finale, «l'artiste talentueux » et «l'attitude du public » forment un tout unifié au sein de l'industrie culturelle. La culture perd ainsi sa signification esthétique.

L'empreinte de la pseudo-individualité et de la standardisation tend vers un composant psychologique complexe. La suggestion d'une telle familiarité avec la forme et le contenu a fait naître une sorte de manque d'intérêt du destinataire. Ainsi, elle crée un consommateur culturel (lecteur, téléspectateur, auditeur) passif et plutôt peu inspiré. Cette passivité, qu'Adorno (1991) appelle «écoute dégressive», vraisemblablement endort les gens dans un état d'esprit leur permettant d'accepter le *statu quo* et de succomber à l'autoritarisme. Ce peuple devient donc une «masse» indifférente capable d'être trompée et exploitée par les collectivités capitalistes ou par les systèmes d'administration autocratiques.

LES NOUVEAUX MOUVEMENTS SOCIAUX

La culture industrielle n'a cependant pas complètement vaincu la société, comme Adorno et Horkheimer nous l'ont fait croire. L'une des conséquences involontaires de l'industrie culturelle a été la prolifération des actions collectives qui ont émergé suite aux conflits au sein des «domaines de la reproduction culturelle, de l'intégration sociale et de la socialisation» (Habermas, 1987). Ces actions collectives (dont le mouvement écologique, le mouvement pour les droits des homosexuels et le mouvement des femmes) défient principalement la «colonisation du quotidien», les interventions menées par des structures sociales redoutables, telles que l'État, sur les actions de la vie de tous les jours. Ces actions collectives se souciant avant tout de la perte de signification et de la perte de liberté, les sociologues les désignent comme des «nouveaux mouvements sociaux». Les «anciens» mouvements sociaux, dont le mouvement syndical, s'intéressaient principalement aux problèmes politiques et économiques. Contrairement aux anciens mouvements sociaux, les nouveaux mouvements sont déterminés par des «valeurs postmatérialistes» qui ont été la conséquence des modifications structurelles engendrées par le fordisme et, plus tard, le postfordisme (Buechler, 2000).

LE POSTFORDISME

Le postfordisme est un nouveau régime d'accumulation qui a fait son apparition suite aux faiblesses du fordisme (Clarke, 1990; Wigfield, 2001). La dissonance entre la demande réelle et la production de masse, l'augmentation du coût du travail et les modifications dans le comportement du consommateur sont quelques-uns des problèmes majeurs que le fordisme n'a pas réussi à aborder. Le postfordisme est donc apparu comme un système ayant des caractéristiques qui lui sont propres. Par essence, par contraste avec son prédécesseur, le postfordisme était très souple. Cela s'est manifesté à plusieurs niveaux. Tout d'abord, le nouveau système était adapté à la production de produits hautement spécialisés. Il fallait dépasser le système de production de masse qui se concentrait sur la fabrication de produits standardisés. Cela a ensuite donné naissance à un mode d'organisation qui permettait l'existence même de différents styles de production. Ensuite, pour s'adapter à la flexibilité de la production, la flexibilité du travail fut nécessaire. Comme le travail à faire était très flexible, les travailleurs devaient posséder plus d'aptitudes que dans le système fordiste. Le travailleur postfordiste devait être d'esprit assez vif pour effectuer les réglages jugés nécessaires n'importe quand et n'importe où. Enfin, en conséquence des nouveaux ajustements qui avaient lieu, le postfordisme était capable de répondre aux demandes du marché. La prolifération de différents types de produits répondait aux besoins de la nouvelle société de consommation, dont le comportement des membres était cultivé et régulièrement renforcé par diverses méthodes publicitaires.

LA MONDIALISATION ET LA PRODUCTION

Le consommateurisme croissant qui a fait son apparition suite au postfordisme s'est trouvé étayé par la mondialisation. Cela s'est produit d'au moins trois façons différentes (Scholte, 2000). Tout d'abord, la mondialisation a engendré l'existence même de produits internationaux. Les produits de grande consommation, tels que ceux de Coca-Cola et de Sony, ont pénétré pratiquement toutes les régions du globe. Ensuite, la technologie moderne a créé un comportement international du consommateur, si l'on peut dire. Les voyages aériens, les médias électroniques de masse et les communications en ligne ont contribué à ouvrir la voie à des consommations hédonistes dans des proportions colossales. Enfin, les contextes mondiaux ont préparé le terrain pour l'amplification de la marchandisation. Des événements internationaux, tels que la Coupe du monde de football et les Jeux olympiques, grâce aux médias internationaux, permettent aux consuméristes de prospérer

considérablement. De manière générale, la mondialisation est un phénomène nouveau dans la mesure où le développement du capitalisme international a apporté un changement qualitatif «dans les échanges et les transferts de capitaux, de travail, de production, de consommation, d'information et de technologie» (Miyoshi, 1998). Cependant, la mondialisation n'a pas modifié les caractéristiques fondamentales du capitalisme. Au lieu de cela, son impact s'est limité à approfondir les relations supraterritoriales à un degré remarquable. David Harvey (1989) décrit ce processus comme une «compression spatio-temporelle» avec «un impact désorientant et perturbateur sur les pratiques politico-économiques, l'équilibre du pouvoir des classes ainsi que sur la vie culturelle et sociale».

LA MONDIALISATION ET LA CULTURE

Les spécialistes, cependant, ne sont pas du même avis concernant la nature de l'impact de la mondialisation sur la vie culturelle et sociale des populations du monde. Les deux points de vue diamétralement opposés sur l'effet de la mondialisation sur la culture se concentrent sur les notions de « synchronisation culturelle» et de « décentralisation de l'économie mondiale » (Scholte, 2000). La synchronisation culturelle fait référence à l'impact universalisant de la mondialisation. La mondialisation est considérée comme ayant introduit «une culture universelle unique centrée sur le consumérisme, les médias, l'américanisation et la langue anglaise» (Scholte, 2000). D'un autre côté, ceux qui soutiennent la mondialisation discutent son impact universalisant. Selon ce point de vue, la mondialisation, loin de créer un système social international uniforme, a ouvert la voie à l'amélioration du pluralisme culturel. Différentes sociétés se sont adaptées aux processus mondiaux en respectant les conditions spécifiques de leurs situations respectives. Assurément, «de nombreux groupes ont défendu les particularismes nationaux, religieux et autres en réaction face à et en défense contre un McWorld universalisant» (Scholte, 2000).

LES VOIX DU DISCOURS

Jensen (1984) affirme qu'il est impossible d'étudier la culture comme un produit de forces non interprétatives. Ces forces, qui composent le caractère et la nature des matériels culturels, sont définies par les suppositions, les préjugés et les opinions des producteurs concernant leur travail, les affaires, le public, les époques, le genre. «Le matériel culturel n'est pas

«traité» comme du savon par des «facteurs» organisationnels, techniques et économiques». De plus, Collins (1989) contrecarre le point de vue des théoriciens critiques selon lequel la culture est essentiellement contrôlée par l'élite au pouvoir. En effet, le contraire semble être vrai. La production et la consommation de culture ont lieu d'une façon décentralisée et imprévisible, en raison d'une multitude de discours culturels. Il est donc impossible, selon Bjorkegren (1996) de parvenir à un contrôle totalitaire sur la production et la consommation d'arts. Hebdige (1979) voit la consommation de la musique comme un lieu de créativité et de résistance à l'ordre social dominant.

Si la musique «New Age» des deux dernières décennies du siècle fut effectivement créée à seule fin d'apaiser et de bercer l'auditeur et de le mener à une sorte d'état de méditation, le rap, par contre, d'abord créé pour agiter, a radicalisé l'industrie. S'exprimant au nom d'une communauté dont on niait les droits et s'adressant à elle, le rap a été créé par une jeunesse noire-américaine marginalisée qui se sentait rejetée et ignorée par le reste de la société, et apparaît comme une menace critique, subversive et musicale pour la société. Implacable dans son mépris des représentants des autorités, notamment des agents de police, la sensibilité du rap va à l'encontre de tout ce que défendait chèrement Adorno. Les messages que transportent ses paroles acerbes sont si poignants et universels que le rap en est venu à être considéré comme la musique mondiale de la protestation.

C'est surtout en observant la prolifération du rap à l'échelle planétaire que de nombreux historiens ont rejeté fermement l'opinion d'Adorno selon laquelle la musique apaise voire hypnotise l'auditeur, de façon à ce qu'il accepte l'autoritarisme. L'essayiste américain Cornel West (1999) affirme que la musique afro-américaine est, avant tout, une pratique «contre-culturelle» avec de profondes racines dans l'opposition politique. En tant que telle, elle sert à donner la parole à des « jeunes déracinés et étrangers [...], mécontents du statu quo ». Les chercheurs Basu et Werbner (2001) se font l'écho des idées de West, et insistent sur le fait que les racines initiales de la musique hip-hop en tant que forme artistique sont en étroite relation avec la diffusion des voix des dissidents noirs. Ce n'est que plus tard que le phénomène de prolifération internationale de la musique a fait de ses créateurs des chefs d'entreprises prospères. Ils sont d'accord sur le fait que, pour la jeunesse afro-américaine, le hiphop est une forme artistique de protestation et qu'en tant que tel, il « est devenu une nouvelle forme de culture expressive qui a été adaptée aux circonstances historiques et aux aspirations existentielles des habitants des ghettos noirs» (Basu et Werbner, 2001).

Vers la fin du XX^e siècle, d'autres historiens ont sévèrement critiqué l'idéologie d'Adorno. Gendron (1986) affirme que son analyse ne tient

pas compte des différences inhérentes entre les textes écrits ou oraux et les objets fonctionnels tels que les journaux, les enregistreurs, les disques compacts. Tandis qu'un texte est un «universel», un objet fonctionnel est un «particulier» et, pour être commercialisé et possédé, chaque texte universel doit être incarné dans un objet fonctionnel. S'il reconnaît que le fonctionnel se prête à la production de masse sur ligne d'assemblage, «on ne peut tout simplement pas produire en série des universels [...]. Ainsi, quel que soit l'état technologique de l'industrie culturelle, la ligne d'assemblage est simplement un modèle inapproprié pour la production de textes en tant qu'universels» (Gendron, 1986).

De nouvelles voix continuent à discuter les principes originaux d'Adorno et Horkheimer, un débat qui pourrait bien évoluer au cours des prochaines décennies. Pour Protherough, vif détracteur d'Adorno, la question finale reste: «La culture est-elle une industrie?» Il insiste sur le fait qu'elle ne l'est pas. Être artiste est un mouvement individuel. La plupart des artistes sont sous-payés, employés en intérimaire ou à temps partiel, mais indépendants. Ce qu'ils font est fondamentalement individuel, et non produit en masse. Les travaux artistiques ne sont pas fabriqués mécaniquement et vendus comme d'autres produits manufacturés, et les producteurs d'art vendent des expériences en puissance plutôt que des « produits » matériels. Finalement, il ajoute : « Dix personnes qui achètent une marque particulière de dentifrice ont tous le même produit au même prix; dix personnes qui voient une pièce de théâtre ou une sculpture reçoivent toutes des impressions différentes et leur répondent différemment. Les publics sont actifs et sélectifs dans la façon dont ils réagissent face aux livres, à la musique et aux peintures, dans la façon dont ils les interprètent. Les «biens» artistiques n'ont donc pas de «valeur» avant que les réactions personnelles et les débats critiques ne lui en accordent». (Protherough, 1999)

BIBLIOGRAPHIE

ADORNO T. 1991. The Culture Industry, Londres, Routledge.

- HORKHEIMER M. 1979. *Dialectic of Enlightenment*, Londres, Verso. (1ère éd., 1947).
- BASU D., WERBNER P. 2001. Bootstrap Capitalism and the Culture Industries: A Critique of Invidious Comparisons in the Study of Ethnic Entrepreneurship. Dans: *Ethnic and Racial Studies*, vol. 24, n° 2, p. 236–262.

BJORKEGREN D. 1996. The Culture Business, New York, Routledge.

- BUECHLER S. M. 2000. Social Movements in Advanced Capitalism: The Political Economy and Cultural Construction of Social Activism, New York, Oxford University Press.
- CLARKE S. 1990. The Crisis of Fordism or the Crisis of Social Democracy? Dans: *Telos*, vol. 83, p. 71–98.
- CLEGG S. R. 1989. Frameworks of Power, Londres, Sage Publications.
- COLLINS J. 1989. *Uncommon Cultures: Popular Cultures and Post-Modernism*, Londres, Routledge.
- Du Gay P. (dir. publ.). 1997. *Production of Culture/Culture of Production*, Londres, Sage Publications.
- FROSH P. 1999. Inside the Image Factory: Stock Photography and Cultural Production, Dans: *Media, Culture and Society*, vol. 23, n° 5, p. 625–646.
- GENDRON B. 1986. Theodore Adorno Meets the Cadillacs. Dans: MODLESKI T. (dir. publ.). *Studies in Entertainement: Critical Approaches to Mass Culture*, Bloomington (Indiana), Indiana University.
- GRAMSCI A. 1971. Selections from the Prison Notebooks, New York, International Publishers.
- HABERMAS J. 1987. The Theory of Communicative Action, vol. 2, Life World and System: A Critique of Functionalist Reason, Boston (Massachussetts), Beacon Press.
- HARVEY D. 1989. The Conditions of Post-modernity: An Inquiry into the Origins of Cultural Change, Oxford, Basil Blackwell.
- HEBDIGE D. 1979. Subculture: The Meaning of Style, Londres, Methuen.
- JENSEN J. 1984. An Interpretive Approach to Culture Production. Dans: ROWLAND W. D., WATKINS B. (dir. publ.). *Interpreting Television: Current Research Perspectives*, vol. 12, Berverly Hills, Sage Publications.
- MARX K., ENGELS F. 1988. *The Communist Manifesto*, New York, W. W. Norton & Company (1ère éd., 1848).
- MILLS C. W. 1956. The Power Elite, Oxford, Oxford University Press.
- MIYOSHI M. 1998. Globalization, Culture, and the University. Dans: JAMESON F., MIYOSHI M. (dir. publ.). *The Culture of Globalization*, Durham/Londres, Duke University Press.
- NEGUS K. 1997. The Production of Culture. Dans: Du GAY P. (dir. publ.). *Production of Culture/Culture of Production*, Thousand Oaks (Californie), Londres, Sage Publications.
- PROTHEROUGH R. 1999. Is Culture an Industry? Dans: *The Kenyon Review*, vol. 21, n° 4, p. 3, 135–147.

- RYAN B. 1992. Making Capital from Culture, New York, Walter de Gruyter.
- SCHOLTE J. A. 2000. *Globalization: A Critical Introduction*, New York, St Martin's Press. Londres, Palgrave.
- UNESCO. 1982. Cultural Industries, Paris, UNESCO.
- WEST C. 1999. The Cornel West Reader, New York, Basic Books.
- WIGFIELD A. 2001. *Post-Fordism, Gender and Work*, Aldershot (Royaume-Uni), Ashgate Publishing.

25.5 La culture et la politique

Anne Legaré

Les liens entre culture et politique peuvent être étudiés sous plusieurs angles. Le politique, pris dans un sens moderne, fait surtout référence à l'État et à ses interventions, quoique l'on sache que l'État est lui-même le produit de luttes issues de la sphère privée. Le culturel renvoie à deux champs qui s'opposent, l'un appartenant à la société civile et inscrit dans la diversité et l'autre recherchant la cohésion dont se porte garant le champ étatique.

Le culturel peut être enchâssé dans la logique de l'État à travers des processus de légitimation des cultures dominantes, obtenus par des interventions directes dans le domaine privé, des aides, des soutiens financiers, des modes sélectifs de valorisation des productions culturelles ou au contraire par le refus de la reconnaissance, par l'exclusion du champ de la légitimité ou encore par la censure, par des interdits et des formes de répression de toutes sortes. Ainsi, d'un côté, la culture désigne les représentations du monde traduites dans des structures, dans des pratiques, dans des codes ou incarnées dans des comportements qui distinguent les lieux, les époques et les peuples entre eux comme résultats d'une série de processus sociohistoriques. D'un autre côté, la culture englobe un ensemble de pratiques qui, par nature, échappent au politique ou à l'État. En effet, l'art, parce qu'il est création et invention se déploie dans un espace imaginaire dont la liberté et le rapport de non-identité au réel sont la condition. Le politique et le culturel peuvent alors se trouver en conflit. Les liens entre culture et politique peuvent être à la fois intégrés, harmonieux ou conflictuels.

Au XX^e siècle, c'est l'apparition du primat de la raison dans le champ du politique, à travers l'action de rationalisation du réel par l'État, qui deviendra la forme principale du lien entre culture et politique. L'importance fondatrice accordée à la raison repose sur la croyance, introduite par les modernes au XVIII^e siècle, dans la possibilité d'extraire du réel une rationalité qui lui serait inhérente. La science sera le recours permettant de démontrer que le réel est rationalisable et, partant de là, qu'il est transformable par le pouvoir que lui donne l'extériorité de la raison. La croyance dans la capacité inépuisable de rationaliser le réel deviendra la forme culturelle de domination de l'État sur la société. La conquête du réel par la raison, du social par le politique, telle que formulée par le rationalisme

du siècle des Lumières, ainsi que la puissance corrosive du capitalisme et l'accroissement des inégalités auront marqué le XXe siècle. Les relations entre les États, puis entre les États et les cultures, seront traversées par ce nouveau dogme. Le pouvoir de la raison sur le réel et la conscience critique qui découle de cette extériorité produiront les conditions de l'indépendance relative de l'État par rapport à la société. C'est sur cette autonomie relative de l'État que les pays libéraux s'appuieront pour instituer les conditions de la liberté et de l'égalité de droit. C'est aussi cette autonomie relative qui sera invoquée pour faire de l'État un instrument soumis à une rationalité de classe ou à une logique de domination. Ainsi, une nouvelle culture du politique apparaît à l'échelle des États pour lesquels la rupture avec la tradition est la marque de cette foi définitive dans le pouvoir de l'esprit humain.

Les États dominants, dépositaires de cette nouvelle culture hégémonique, voudront étendre sa normativité à l'ensemble des rapports politiques, culturels et sociaux, en visant la réalisation à l'échelle universelle de la rupture introduite au XVIII^e siècle en Europe par la modernité. Ces États voudront imposer une conception du droit qui le situe en position d'extériorité, supervisant les religions, les cultures et les intérêts particuliers, regardés comme relevant de la sphère privée. Cette nouvelle culture philosophique et cette vision de la domination imprégneront les rapports entre l'État et les sociétés dans les pays dominants et tenteront également de s'imposer dans toutes les relations politiques internationales. Les tensions qui existaient auparavant entre centre et périphérie, créées par des inégalités économiques et politiques, seront accentuées par les volontés d'imposer une culture de la raison et de la rationalité étatique, dépouillée de toute croyance et de toute tradition, celles-ci étant reléguées à l'extérieur du champ politique.

Issu de la pensée philosophique des modernes, de Kant, de Hegel, de Fichte, le primat de la raison se définit comme une volonté ou une action sur la société, représentée dans une relative indépendance et extériorité. Le politique est vu comme l'expression d'un pouvoir susceptible de changer la société, au lieu d'être un élément interne sanctionnant, que ce soit au nom de Dieu ou d'une autorité supérieure, une communauté de liens autour d'une croyance ou d'une appartenance. En retour, la société moderne brise avec l'unanimisme recherché par la communauté des anciens pour devenir un espace de division et de conflits entre des rationalités multiples et une rationalité commune, celle de l'État. La transcendance de la raison, signe de son extériorité et d'une position critique ou d'un pouvoir de transformation du réel, marquera les représentations dont le XXe siècle a consacré le triomphe. Ce produit de la modernité occidentale aura sa résonance dans le reste du monde où, sous couvert d'un libéralisme proclamé, la volonté de maîtriser le réel sera étroitement articulée à des rapports de pouvoir entre des forces inégales.

Les cultures des régions soumises à cette forme de domination seront confrontées à la nécessité de combiner leurs différents modes d'organisation et de représentation du réel à la prédominance de la culture occidentale de la rationalité, instituée dans la prédominance du droit et dans des ensembles de pratiques de gestion du social où prévaut le pouvoir modulateur de la technique. Ainsi, en Occident, les régimes moulés sur une conception libérale du politique auront de plus en plus recours au savoir alors qu'ailleurs, le lien politique demeure calqué sur une communauté religieuse de croyances. Dans ces sociétés, c'est le culturel qui prime sur le politique. À titre d'exemple, les pays arabo-musulmans se verront enclavés dans une profonde différence, tirée d'un ordre détenant sa légitimité d'une tradition inclinée devant une source supérieure d'explication acquise par le recours à la foi. Cette culture de l'obéissance sera confrontée à la rupture civilisationnelle introduite au XXe siècle par la conscience de l'autonomie de l'esprit face au réel et à ses représentations. Alors qu'il existe dans d'autres parties du monde des modèles différents de civilisation, comme en Afrique, en Asie ou en Océanie, la culture de la modernité qui s'est implantée en Occident au cours de cette période a jeté les bases d'une hégémonie politico-culturelle qui s'est donnée pour vocation de s'étendre à toutes les régions et à toutes les cultures, aussi bien orientales qu'occidentales.

Cette nouvelle culture du politique, généralisée à l'Ouest, provoquera des heurts avec et au sein d'autres régions, en creusant davantage l'incompréhension entre centre et périphérie, entre des régions du monde opposées par des visions de plus en plus éloignées et entre des civilisations toutes aussi légitimes que différentes. Le développement inégal entre le Nord et le Sud, entre l'Est et l'Ouest, sera désormais greffé à des divisions culturelles profondes s'ajoutant à ces inégalités et rendant difficile le dialogue pourtant proclamé entre des modèles de civilisation différents. Attirés par la prospérité des pays dominants et voulant surmonter leurs inégalités, des États encore liés par la tradition tenteront d'harmoniser leurs pratiques avec les exigences de cette modernité, créant ainsi des tensions avec leurs propres populations.

En même temps, la culture politique des États modernes sera traversée par différents clivages. Ce type de société, capable de rationaliser ses propres volontés, est d'abord au fondement de trois formes de culture politique qui ont accompagné l'extension de la démocratie moderne dans les pays dominants et ses prétentions à l'universel, clairement énoncées dans un projet civilisationnel. L'importance accordée aux droits de l'homme en Angleterre, à l'institutionnalisation de la citoyenneté aux États-Unis puis à l'égalité républicaine en France, à l'universel et au particulier, réuniront les composantes inséparables d'une même conception du politique comme processus de rationalisation des rapports sociaux. Chacune des formes

culturelles de cette rationalité adoptée par les États libéraux recoupe à sa manière et à des degrés divers les éléments constitutifs de la démocratie, liberté, égalité et solidarité. Mais cette modernisation n'a pas été exclusive aux pays investis dès l'origine par l'imaginaire démocratique. D'autres États comme le Japon, la Turquie, le Brésil ou l'Inde, par exemple, ont fait appel au rôle régulateur de l'État dans la volonté de moderniser et de rationaliser les rapports avec ces sociétés.

Une autre forme de différenciation de la culture politique des pays dominants sera notée. Dans ces pays soumis au règne exclusif de l'indépendance de la raison, le combat pour la reconnaissance de la diversité culturelle opposera libéraux et républicains, les uns, libéraux, défenseurs de l'uniformisation du monde à travers la construction d'une égalité abstraite produite par le droit, et les autres, républicains, défenseurs des intérêts qui définissent des ensembles revendiquant leur spécificité culturelle et une relative différenciation. Le XX^e siècle aura été à la fois modernisation et développement, mais aussi origine d'une crise profonde entre civilisations, de telle sorte que la diversité et l'opposition des cultures seront désormais un enjeu décisif au cœur du conflit politique.

Par ailleurs, pendant les deux tiers de ce siècle, une autre conception du rôle de la raison et de l'État a tenté de s'étendre aux régions du monde qui échappaient encore au modèle libéral de rationalisation du politique et qui faisaient l'objet des visées impérialistes. Autant Marx que Kant ou Hegel ont reconnu, quoique de manière différente, la puissance qui peut découler de l'autonomie relative de l'esprit. Ainsi, on a vu s'imposer dans la partie orientale de l'Europe une vision héritière du rationalisme du XIX^e siècle, sous le visage d'une conception marxiste autoritaire et centralisatrice du rôle de l'État, issue de la rupture introduite par les Lumières et par le rejet de la tradition. Cette culture de domination, reposant sur la volonté de rendre identiques la société et l'État, s'est répandue en Asie du Sud-Est, principalement en Chine, puis au cours des luttes de décolonisation des pays du Sud. Une forme inédite de culture de la rationalité a ainsi été mise au service d'une vision voulant révolutionner les rapports sociaux par l'abolition des classes sociales et la suppression de leurs luttes. Le rationalisme des Lumières atteignait ainsi une expression nouvelle à travers cette forme de totalitarisme. Le «principe d'identité» entre le réel (la société) et la raison (l'État), inscrivait dans la nécessaire dictature de la classe révolutionnaire, le prolétariat, un principe supérieur de rationalisation. Voulant «transformer» le monde, le matérialisme historique, qui prônait le primat de la lutte des classes sur toute autre représentation du réel, conduisait à la dictature de cette nouvelle forme théorique. Le centralisme démocratique créait ainsi en Europe ce qui fut appelé le goulag, forme extrême de cette culture de la raison.

La dictature de la raison a aussi trouvé son point ultime dans cette autre forme de totalitarisme qu'a été le fascisme. La recherche de l'identité entre la nation politique et la société réelle, conduisant au fantasme de pureté «nationale» promue par des régimes comme ceux de Mussolini ou de Hitler, voilà autant de dérives «scientistes» qui ont hanté le désir de rationalisation et exprimé autant son potentiel destructeur que sa perte. La succession d'exemples extrêmes au cours du XXe siècle, comme les actes de génocide, l'extermination des Juifs européens, le nazisme et l'hitlérisme, les camps de concentration, la répression des Kurdes par la Turquie au nom de l'unité de la nation turque, l'enfermement des opposants en Sibérie, et l'usage de la prison ou de l'hôpital psychiatrique sous prétexte abusif de folie ou de non-raison, ces abus de scientificité ont fait éclater l'illusion moderne de l'intérêt général. Ces extrêmes, décrits par l'école de Francfort comme «éclipse de la raison», ont annoncé la crise des conditions mêmes de la modernité.

L'autorité ultime du peuple (en Argentine), du prolétariat (en Russie) ou de la nation (en Allemagne), fut invoquée comme dernier recours pour imposer à la société ou à des groupes différenciés, culturels et sociaux, des diktats répressifs, que ce soit au nom de l'unité, de la cohésion nationale ou de la révolution. Ces excès de croyance abusifs dans la suprématie de la volonté et de la raison s'opposaient à la liberté de l'individu et au pluralisme de la société civile face à l'État. Le rejet de toute prétention à la vérité instituée, qu'elle soit incarnée par le fascisme, par la révolution culturelle chinoise ou par le centralisme démocratique à la manière soviétique, devait marquer cette dernière phase de la modernité.

Mais le siècle fut en même temps marqué par des manifestations de censure dans le champ culturel qui devaient illustrer les tendances totalitaires inscrites dans le recours sans frein à la volonté de rationaliser et de maîtriser le réel. Deux principaux enjeux ont pu être identifiés. On peut voir tout d'abord que l'expression culturelle peut être définie comme un mode de reconnaissance de soi inscrit dans des rapports immanents, c'est-à-dire libres et indépendants de la hiérarchie institutionnelle. Sur un autre plan, la primauté de la raison sur le réel, de l'État sur la société, veut que le savoir et la science soient extérieurs au réel et donc capables de le saisir, de le former et de l'informer. C'est pourquoi, dans certains cas, la subordination de l'art et des pratiques artistiques aux visées de l'État a entraîné des interventions contraires au principe d'autonomie et de pluralisme de la société civile. Alors que la culture, expression par excellence du principe de liberté, aurait dû être un domaine protégé contre l'autorité du pouvoir, certains États ont exprimé une volonté de censure, de contrôle et d'interdit à l'endroit de l'imagination créatrice.

On notera plusieurs exemples typiques de ces dérives. Le régime nazi fut sans doute celui qui donna l'extension la plus systématique, quoique le soviétisme ne fût pas en reste, aux structures répressives de l'État à l'endroit de la culture et de la création. La persécution des écrivains et des compositeurs de gauche, la destruction des livres, furent autant de formes d'oppression des créateurs au nom d'une rationalisation suprême, et d'une volonté de purification ethnique de l'Allemagne et d'extermination des juifs, inspirée par un antisémitisme de fond, pourtant irrationnel. Au cours des dernières décennies du XX^e siècle, l'apparition des politiques de *Berufsverbot* à l'endroit des intellectuels et des artistes de l'Allemagne de l'Est laissèrent ceux-ci sans emploi. Dans l'ancienne Union soviétique, les gestes répressifs de l'État à l'endroit de la pensée et de la création caractérisèrent un régime qui visait à réduire l'ensemble des citoyens soviétiques à des rouages de la classe révolutionnaire, le prolétariat. Après la révolution de 1917, ce prétexte servit, en 1922, à expulser de nombreux intellectuels. Le Parti communiste de Leningrad persécuta des écrivains comme Zoschenko, et Akhmatova, et la revue littéraire *Zvezda* fut interdite.

C'est la menace communiste qui, selon une vision politique contraire, fut l'argument de raison invoqué pour justifier la chasse aux sorcières qui caractérisa la période du maccarthysme, du nom de son législateur, le sénateur républicain Joseph Raymond McCarthy, au début des années 1950. Des acteurs d'Hollywood, des écrivains célèbres, des créateurs comme Charlie Chaplin, soupçonnés de sympathie à l'égard du communisme, furent bannis ou persécutés. Curieusement, la protection des valeurs de liberté servait d'argument à ces gestes de censure. En fait, la fin du siècle verra apparaître un discours sur la sécurité qui culminera, après la tragédie du 11 septembre 2001, dans l'apparition de mesures de contrôle et de surveillance de la pensée et de multiples formes d'expression culturelle (le *Patriot Act*), des mesures plus ou moins visibles ou manifestes, mises au service de l'idéalisation d'un modèle politique exclusif.

Enfin, on ne pourra ignorer la destruction des sculptures de bouddhas bamayan, en Afghanistan, figures de l'altérité et d'une religion intolérable pour les extrémistes talibans. La démolition temporelle, par des hommes, d'œuvres humaines en tant que purs symboles a illustré jusqu'où peut aller l'absolutisme de la volonté pour soumettre le domaine des représentations à des interdits rationalisés par l'homme. Le cas de la *fatwa* (menace de peine de mort) qui fut prononcée par le pouvoir religieux des mollahs en Iran contre l'écrivain Salman Rushdie constitue un autre exemple du pouvoir que le politique attribue à la culture et à la création, de crainte que celles-ci expriment une liberté incontrôlée, perçue comme subversive.

D'un côté, pendant la première moitié de ce siècle, le totalitarisme avait usurpé les principes à l'origine du rationalisme. D'un autre côté, les valeurs positives de liberté qui avaient commandé l'autonomie de l'activité économique conduisirent à la mondialisation, c'est-à-dire à la création

d'une économie mondiale de plus en plus indépendante des États. Le progrès économique et social, la confiance dans un pouvoir politique voué à la consolidation du lien social dans le respect de la diversité, guidaient le désir de refondation d'une nouvelle ère moderne. Or, cette dernière illusion vit plutôt se dessiner en Occident, au cours du dernier tiers de siècle, un écart de plus en plus profond entre la logique d'un marché mondialisé, entre la raison instrumentale et les mondes de la culture faits de représentations des identités individuelles et collectives revendiquant d'être reconnues. Une crise culturelle profonde était amorcée.

Un des premiers produits de cette croissance a été l'explosion de la culture de masse, fruit d'une conception hypertrophiée de la libre satisfaction des besoins et des goûts. Désabusée devant l'inflation des échanges et des ressources offerts en proie à des appétits insatiables et à des égoïsmes sans horizon, la société est entrée dans la première étape de la crise contemporaine de la rationalité moderne par l'expression d'un profond désenchantement. Cette crise a été suivie par une angoisse, liée à la perte des repères et provoquée par le pouvoir pris par la technique au détriment des valeurs humaines et sociales. La modernité radicale a engendré un relativisme absolu. Cette dernière forme de la contre-culture occidentale s'oppose avec l'idée même d'une société représentée comme un ensemble formant une totalité. Cette société ne sera qu'addition de volontés et d'intérêts sans centre discernable. On assistera à la décomposition des paramètres d'une culture ayant perdu toute trace d'unité triomphante. En conséquence, les forces sociales susceptibles de refonder la modernité sur de nouvelles bases seront de plus en plus effritées.

Un recours de plus en plus fréquent à la nature de l'homme et à la valorisation de ses pulsions sera représenté dans l'art, dans la littérature et dans le cinéma, à la fois comme excès ou dérive, mais aussi comme une sorte de fatalité inéluctable. Les religions, aux États-Unis, seront offertes comme des produits du marché, alors que partout, en France, en Italie, en Grande-Bretagne ou dans les Pays-Bas, la sexualité deviendra objet de commercialisation. Cette forme de régression sera accompagnée par la réédification d'une conception illimitée de la consommation, sur la base de la notion de marché en tant que nouveau régulateur social. La rationalité devient ainsi subordonnée à la demande de consommation des attributs symboliques de la différenciation individuelle et collective.

Le culturel et le politique se fondent dans une libéralisation soutenue par la seule logique marchande. À l'échelle du savoir, la capacité organisationnelle et les sciences de la gestion, privée ou publique, accapareront de plus en plus le champ de l'imaginaire scientifique et social, préoccupé par un souci d'adaptation et de maîtrise des nouvelles exigences d'une société confondue avec le libre commerce et rivée à la satisfaction des besoins.

C'est donc le milieu de travail ou l'entreprise qui seront donnés comme nouveaux centres de savoir. Les sciences du management ont fait leur apparition aux États-Unis dans la nomenclature des universités avant que cet exemple ne soit suivi par toutes les sociétés occidentales, faisant de la pratique de la gestion commerciale un modèle organisationnel pour l'État aussi bien que pour la société dans son ensemble. À côté de cette conception managériale de l'universel, la souveraineté des nations et des États servira de référence sans contenu. Le XX^e siècle aura tendance à devenir le siècle de l'hétérogénéité dans lequel les aspirations individuelles s'opposeront de plus en plus à tout principe intégrateur. Le monde représenté comme globalité unifiée par le marché sera cette nouvelle construction imaginaire servant à occulter des différences sociales et culturelles réelles de plus en plus profondes entre peuples et identités.

De nouvelles conditions de différenciation et de dialogue tenteront de se mettre en place entre les cultures de l'hypermodernité et les cultures de la tradition. La tragédie du 11 septembre 2001 aura illustré l'impossibilité éprouvée par certaines formes de cultures antimodernes à s'exprimer dans le langage des institutions de la modernité démocratique. L'apparition sur la scène internationale de fanatismes comme celui des Talibans en Afghanistan, comme le wahhabisme provenant de l'Arabie saoudite et prolongeant son influence jusqu'en Occident, comme celui des kamikazes croyant dans l'idéalisation de certains versets du Coran, tenteront d'exprimer ce qui est ressenti comme inexprimable dans le langage de la modernité. Ces courants extrémistes au sein des cultures prémodernes choisiront la violence, la haine et le sacrifice plutôt que la recherche d'un compromis dont la représentation leur semble même impossible.

Le XX^e siècle aura été, dans sa phase ultime, la mise au jour de ce profond divorce entre des civilisations, annonçant le recul des valeurs universelles d'égalité, de liberté et de solidarité. À l'intérieur des États modernes, l'extension des droits et libertés sera confrontée à un relativisme banalisant toute conquête démocratique. Les tensions identifiées auront permis en effet de cerner les différences entre une modernité ayant échoué à faire triompher ses prémisses et les limites d'une modernisation imposée de l'extérieur à des sociétés fondées sur le culte de l'ancien et pour lesquelles la rationalité réside dans la cohérence de vérités révélées.

La liberté de pensée, de conscience et d'action et le respect de ces valeurs chez autrui, dans un monde où la communication pourrait lier ce qui était étranger, a introduit les conditions d'une tolérance réciproque, indispensable à la cohabitation harmonieuse de cultures éloignées. Afin de réussir ce dialogue, la liberté de conscience et d'action ne pourront pas être laissées à l'ordre de l'intemporel par la voix du théologien, mais demande-

ront de plus en plus à être garanties par le politique. Le sujet de l'islam pour qui la subjectivité est instituée dans l'obéissance, ce qui le définit donc comme interdit de subjectivité, se rapprochera de la culture de la critique, par les voies de la modernisation, par l'alphabétisation, par le contrôle des femmes sur la natalité ou encore par l'éducation généralisée. Cette identité réflexive, partagée avec l'Occident, permettra de redonner à la conscience du pouvoir de la raison sur les conditions réelles de l'existence, une autorité éclatée. La sortie du XX^e siècle comptera sur ces rapprochements.

L'exigence de progrès d'une démocratie libérale inachevée sera aussi nettement identifiée dans les autres parties du monde. La subjectivité demandera donc d'être située dans la relativité d'une crise partagée par tous mais de manières multiples. Le sujet occidental, favorisé par la liberté mais limité par la réification de l'imaginaire dans la puissance matérialiste de l'offre et de la demande, devra à nouveau conquérir sa liberté. Il devra retrouver la conscience d'être l'auteur des institutions qui modulent son rapport à la liberté, à l'égalité et à la solidarité. Des mouvements sociaux comme le féminisme et la promotion de la diversité des identités culturelles, les mouvements défenseurs de visions altermondialistes, porteront, en cette fin de siècle, la bannière d'une liberté susceptible de recommencement.

Les oppositions entre deux principales cultures du rapport au politique, l'une fondée sur la transcendance de la raison, dans le modèle libéral, et l'autre, formée dans l'immanence de la communauté de croyance et de tradition, se feront face dans la mesure où elles continueront d'être articulées à de fortes inégalités de développement social au détriment des plus faibles. Elles demanderont à être transposées sur le plan politique dans un nouvel universalisme issu du dialogue plutôt que réduites à des conflits de pouvoir entre modèles de civilisations. D'un côté, la crise interne de la modernité verra ainsi s'esquisser la généralisation d'une remise en cause des déterminismes rationalistes. Le doute et l'identité réflexive de l'esprit moderne auront favorisé l'ouverture à une conscience critique axée sur le mouvement des choses plutôt que sur la vénération d'un ordre social figé dans la permanence ou dans la révélation. De l'autre côté, la nécessité d'un dialogue intersubjectif entre les cultures de la tradition et celles qui ont introduit la sécularisation et la séparation du politique s'imposera, comme sortie de cette tension entre culture et politique, portée à sa dimension internationale. La conscience de la diversité culturelle, faite de croyances, de religions, de représentations philosophiques et de soif de domination, aura été l'enjeu central des transformations sociales et politiques du XXe siècle.

BIBLIOGRAPHIE

- ARENDT H. 1972. *La crise de la culture : Huit exercices de pensée politique* (trad. française P. LÉVY), Paris, Gallimard.
- BARRET-KRIEGEL B. 1979. L'État et les esclaves, Paris, Calmann-Lévy.
- BARTH F. (dir. publ.). 1995. Les groupes ethniques et leurs frontières, Paris, PUF.
- BOBBIO N. 1996. Libéralisme et démocratie, Paris, Cerf.
- CHEBEL M. 2002. Le sujet en islam, Paris, Seuil.
- DELACAMPAGNE C. 2003. Islam et Occident : Les raisons d'un conflit, Paris, PUF.
- DUMONT L. 1983. Essais sur l'individualisme: Une perspective anthropologique sur l'idéologie moderne, Paris, Seuil.
- FOUCAULT M. 1971. L'ordre du discours, Paris, Gallimard.
- 2001. Omnes et singulatim: Vers une critique de la raison politique.
 Dans: Dits et Écrits, vol. 4, Paris, Gallimard.
- FURET F. 1995. Le passé d'une illusion: Essai sur l'idée communiste au XXI^e siècle, Paris, Robert Laffont/Calmann-Lévy.
- GIDDENS A. 1991. *Modernity and Self-Identity: Self and Society in the Late Modern Age*, Cambridge (UK Massachusetts), Polity Press.
- LEFORT C. 1981. L'invention démocratique : Les limites de la domination totalitaire, Paris, Fayard.
- LIPOVETSKY G. 1987. L'empire de l'éphémère : La mode et son destin dans les sociétés modernes, Paris, Gallimard.
- RENAUT A. 1989. L'ère de l'individu, Paris, Gallimard.
- TAYLOR C. 1992. *Le malaise de la modernité*, Montréal, Bellarmin. 1991. *The Malaise of Modernity*, Concord (Ontario) Anansi Press.
- TODD E. 2002. Après l'empire: Essai sur la décomposition du système américain, Paris, Gallimard.
- TOURAINE A. 1992. Critique de la modernité, Paris, Fayard.
- 1997. Pourrons-nous vivre ensemble? Égaux et différents, Paris, Fayard.

25.6

La culture, les arts et la société: questions de liberté et d'expression individuelles

Anisuzzaman

LA CENSURE ET LE CONTRÔLE SOCIAL

La question de la liberté et de l'expression individuelles dans les domaines culturels et artistiques, face à la société dans laquelle ces individus vivent, est un sujet complexe. Tout d'abord, elle est intimement liée à la question politique, clé de la liberté de l'individu, et de parole. Par ailleurs, des privilèges particuliers furent réclamés pour les artistes et les personnes travaillant dans la sphère culturelle au motif que les formes artistiques ne peuvent s'épanouir si le créateur n'est pas libéré de toute contrainte. Cependant, l'État jugea opportun de se prémunir et de défendre ses institutions, telles que l'Église, contre les assauts d'individus et de groupes et se sentit le devoir de protéger ses citoyens contre ce qu'il considérait obscène, violent et horrible.

Des tentatives furent très longtemps mises en œuvre pour d'une part imposer des restrictions et d'autre part se libérer de tels contrôles. En Grande-Bretagne, cette lutte fut marquée par la décision du parlement, sous Henry VIII en 1534, qu'un acte de trahison pouvait être commis « en paroles ou par écrit». Un quart de siècle plus tard, l'Église catholique publia un catalogue des ouvrages interdits à ses fidèles, l'Index librorum prohibitorum, pratique plus ou moins habituelle depuis le Ve siècle. En 1642, Lord Chamberlain prit la relève en tant que censeur du théâtre. Deux ans plus tard, John Milton publiait l'Areopagitica, plaidoyer passionné pour la liberté de parole et argument convaincant contre la censure préalable à la publication. La Grande-Bretagne abandonna ce type de censure en 1695. Depuis l'époque de Milton toutefois, plusieurs penseurs, en particulier les philosophes britanniques et français du XVIIIe siècle, s'intéressèrent à la liberté de pensée et de parole. Ce fut dans ce contexte que fut voté en 1791, le premier amendement de la Constitution des États-Unis garantissant la liberté de parole, sur le modèle du privilège accordé au parlement britannique, et la liberté de la presse au peuple souverain. Bien que visant la

liberté politique, ce principe s'étendit à toutes sortes de formes culturelles par diverses décisions judiciaires au cours des deux derniers siècles. Cependant, la Déclaration universelle des droits de l'homme, adoptée par les Nations Unies en 1948, rassembla toutes ces libertés sous la mention «liberté d'opinion et d'expression» et obligea les États signataires à accorder cette dernière à tous leurs citoyens.

L'argument en faveur de la liberté intellectuelle repose principalement sur la primauté de l'individu. Ce concept ne fait pas l'unanimité. Une société est constituée d'individus qui doivent s'y soumettre pour son bon fonctionnement. Cependant l'individu peut vouloir et dans bien des cas veut se libérer de certaines ou de toutes les contraintes imposées par la société. Si cette dernière vise son maintien et la perpétuation des valeurs traditionnelles, les individus s'y opposent. Pour mettre un terme à cette contradiction, il suffit simplement de trouver l'équilibre entre les droits et les devoirs de chacune des parties, chose plus facile à dire qu'à faire. Dans la plupart des cas, le conflit se dénoue par la destruction de l'individu ou l'évolution progressive des normes sociales. La meilleure chose qui puisse se produire est que «cette dichotomie entre la société et l'individu, la tension entre la multiplicité et l'unité, favorisent, indépendamment de leur issue, les évolutions qui interviendront à l'avenir, comme elles le firent par le passé» (Oboler, 1980).

La société dispose de divers moyens pour contrôler ces individus récalcitrants ou les expressions culturelles remettant en cause les valeurs traditionnelles. Abstraction faite de l'État qui impose la censure d'une manière ou d'une autre, et de l'Église qui émet des ordres ou des interdictions, des groupes privés se constituent souvent pour devenir les gardiens de la moralité publique. Aux États-Unis, la radiodiffusion est particulièrement confrontée aux pressions privées. Dans ce pays, des groupes comme Citizens for Decent Literature, Daughters of the American Revolution, General Federation of Women's Clubs, la John Birch Society et la National Legion of Decency se sont arrogés le rôle de gardiens de la conscience de la communauté. Ils ont manifesté leur désaccord en brûlant des livres et en faisant le piquet devant des cinémas. En Grande-Bretagne, il existe des groupes similaires, comme la Catholic Teachers' Federation et le Public Morality Council, mais ils ne sont pas aussi puissants que leurs homologues américains. Certaines personnes plus éloquentes, comme Mary Whitehouse, remportent en revanche plus de succès. Souvent, les foules expriment elles-mêmes publiquement leur désaccord. Au Bangladesh, en Inde et au Pakistan, des foules hétéroclites ont à plusieurs reprises manifesté vigoureusement contre un auteur ou la publication d'un ouvrage. L'annonce de l'entrée de Pablo Picasso au Parti communiste donna elle aussi lieu à des manifestations d'hostilité à Paris en 1944. Les autorités locales, tant américaines que britanniques, ont

utilisé leurs prérogatives pour censurer les théâtres et les films et identifier les documents répréhensibles dans les bibliothèques publiques ou scolaires et les retirer. L'autorisation accordée aux manuels scolaires est considérée par un grand nombre comme un moyen de contrôler la pensée. Les partisans de l'évaluation de la littérature et des autres formes artistiques à l'aune des «normes communautaires contemporaines» et non des normes «nationales» sont légion. Le pouvoir judiciaire américain a cependant débouté de telles réclamations. D'autres groupes sont opposés à ceux mentionnés ci-dessus, comme l'American Civil Liberties Union, l'American Library Association, en particulier son Office for Intellectual Freedom Committee, et la Freedom to Read Foundation. Ils ont mené des campagnes vigoureuses en faveur de la liberté de lire, d'écouter ou de regarder des documents sur n'importe quel sujet.

Ce système est soumis à divers types de pressions internes. Les éditeurs peuvent exercer des pressions économiques sur un auteur. Certains craignent parfois que les pressions financières auxquelles sont exposés les auteurs américains «affectent gravement le contenu de leurs écrits». En Grande-Bretagne, il est de notoriété publique que les libraires et la fédération des marchands de journaux, la *Newsagents' Federation*, ont refusé de distribuer certaines publications ou empêché le lancement d'un nouveau journal.

La pression infligée aux médias semble encore plus forte. Tout comme les propriétaires de journaux peuvent exercer des pressions économiques sur leurs journalistes, les annonceurs publicitaires, privés ou publics, sont en mesure de forcer les journaux, et cela s'est déjà produit, à faillir par action ou par omission. Les médias ont souvent été soumis à des pressions externes, bien qu'informelles. Il existe par ailleurs des contrôles internes et une autocensure.

On prétend que la BBC a interdit un album de Petula Clark en raison d'une référence cachée à Dieu, rayé Malcolm Muggeridge et Lord Altrincham de ses programmes parce qu'ils avaient critiqué la monarchie à une autre occasion et interdit la diffusion des comédies musicales de Noel Coward. La BBC est également soupçonnée d'avoir parfois compilé pour ses producteurs des listes de sujets interdits. L'ITA (*Independent Television Authority*), en revanche, est connu pour avoir refusé la parution de publicités dans le *Daily Worker* car ce journal avait des desseins politiques, la télédiffusion de films par l'*Institute of Directors* parce qu'ils avaient une fin politique (Street, 1963).

On constate que «le principal système de valeur social de l'entreprise privée crée ses propres contraintes. Si les médias britanniques se plient à un vaste contrôle social, leurs confrères américains sont soumis à de puissants mécanismes de contrôle économique influençant fortement tant l'organi-

sation que la nature de la production médiatique» (Gallagher, 1982). La liberté d'expression et de jugement, d'éducation et d'information butte le plus souvent sur la censure gouvernementale exercée non seulement en temps de guerre, lorsque la vérité est l'une des premières à en souffrir, mais aussi en temps de paix, lorsque l'idéologie sociale, politique et morale dominante façonne l'esprit du censeur. Il existe trois grands types de censure: la censure préventive, la censure répressive et la censure à la source. La plus courante est la censure préventive, le censeur élimine ce qui lui semble répréhensible dans une œuvre avant sa diffusion. La censure répressive n'empêche pas la diffusion de tels éléments mais l'auteur, jugé responsable de ses actes, peut être traduit en justice par un individu ou les autorités. La censure à la source s'applique généralement aux médias lorsqu'une personne dotée d'une autorité politique ou militaire s'assure que les faits sont cachés à des fins politiques ou stratégiques.

Les opinions en matière de liberté d'expression et de censure, fait inté-

Les opinions en matière de liberté d'expression et de censure, fait intéressant, sont très variées. Selon l'approche freudienne par exemple, la censure est à la fois immuable et implacable, profondément ancrée, pour ainsi dire, dans la psyché humaine tout en étant fondamentalement opposée aux désirs et aux besoins de l'individu. Selon cette théorie, la censure détient, grâce à son contrôle, un pouvoir créateur. Herbert Marcuse considère la liberté d'expression comme une construction idéologique qui possède des fonctions spécifiques dans les sociétés et les cultures occidentales démocratiques et peut être efficacement contrecarrée par une censure créative et non répressive. Michel Foucault maintient que, dans le domaine de la sexualité, la censure joue un rôle plus subtil et paradoxal que prohibitif en ce sens qu'elle incite plus qu'elle n'interdit. Une étude récente avance que la littérature est le résultat, et non simplement l'objectif, de la pression exercée par la censure, et que nous devons donc en partie à cette dernière notre conception de la «littérature» comme type de discours aux règles spécifiques. Un autre chercheur a constaté que la censure incitait l'auteur à utiliser l'implicite et non la formulation directe, contribuant à la délicatesse et la finesse de son œuvre qui, à leur tour, exaltaient l'imagination du lecteur ou du spectateur. D'autres sources en la matière soulignent trois éléments: que la censure s'inscrit même dans les textes qui cherchent à l'éviter, que cette notion est extraordinairement puissante et que c'est par son biais que nous nous définissons comme lecteurs, écrivains et citoyens (Hyland et Sammells, 1992).

Les partisans de la censure proviennent parfois de rangs inhabituels. Un certain nombre de gauchistes, par exemple, ont soutenu la censure d'écrits racistes tandis qu'un plaidoyer était rédigé pour expurger les ouvrages pour enfants de toute idée raciste et sexiste. De nombreuses féministes sont favorables à la suppression de la pornographie, notion difficile à définir,

jugée dégradante pour les femmes. Certaines d'entre elles se sont alliées aux campagnes menées contre la pornographie par des conservateurs soucieux de protéger «la famille» non seulement de la pornographie mais aussi des attaques féministes.

Certains affirment que la censure «recevra un soutien universel dans sa réglementation de l'obscénité, de l'horreur et de la violence et non dans son interprétation de l'«offense», qui semble excessivement respectueuse envers la monarchie, l'Église et les institutions de même nature» (Street, 1963). Des attentes similaires reposent sur la censure des films: «nombre de personnes raisonnables souhaitent raisonnablement protéger le public, les spectateurs, de l'excès d'érotisme ou de violence» (Randall, 1968). D'autres semblent davantage convaincus par les arguments optimistes et sont favorables à ce que certains (Hyland et Sammells, 1992) ont appelé la «censure des Lumières»: «la société s'accorde à reconnaître que les manifestations de violence et de sexe, la publication d'attaques personnelles, certaines informations sur les politiques nationales, etc. devraient être dissimulées au public» et que «les lois interdisant l'incitation à la violence par la publication ou l'énonciation de propos racistes sont une bonne chose» (Wolmer, 1990).

Cependant le fait est que les opposants à cette conception sont particulièrement virulents. Ils prétendent que « la philosophie démocratique repose sur la capacité de l'homme à raisonner et à décider lui-même quels sont ses intérêts supérieurs pour son éducation et sa conscience», que « la censure l'empêche de toute évidence d'agir de la sorte» et que rien ne devrait être dissimulé « combien même cette idée serait détestable ou néfaste pour certains individus ou groupes» (Oboler, 1980). Selon la déclaration portant sur la liberté de lecture (*Freedom to Read Statement*) émise en 1972 par l'*American Library Association* et l'*Association of American Publishers*, « les parents et les enseignants ont le devoir de préparer les jeunes à faire face à la diversité des expériences auxquelles ils seront confrontés au cours de leur vie et de les aider à apprendre à se forger leur propre pensée critique» et « ces devoirs sont positifs et ne doivent pas être simplement accomplis en les empêchant de lire des ouvrages pour lesquels ils ne sont pas préparés. Dans ce domaine, les goûts diffèrent, or il est impossible de légiférer en matière de goûts. Il n'est pas non plus possible de concevoir un système qui satisfasse les demandes d'un groupe sans limiter la liberté des autres» (Oboler, 1980).

Peut-être n'est-il pas déplacé de terminer ce débat par la controverse sur la relation entre la représentation de la violence et du sexe dans les arts et médias et les crimes de nature similaire perpétrés dans la société. Une étude britannique tend à montrer que «l'annonce d'actes terroristes a engendré des actes similaires» et que «les "films violents" ont conduit à des

actes de violence de même nature» (March, 1988). À l'inverse, la *National Commission on Obscenity and Pornography* nommée par le président des États-Unis en 1967 a constaté que l'«analyse des taux de criminalité et de naissances illégitimes aux États-Unis n'étaye pas la thèse d'un lien fortuit entre la disponibilité d'œuvres érotiques et les crimes sexuels ou les naissances illégitimes» (Oboler, 1980). Les deux parties s'accordent en revanche à dire qu'une éventuelle corrélation est «probablement impossible à évaluer» et que «les données ne réfutent cependant absolument pas l'existence d'une telle relation »

LA CENSURE ET LA PERSÉCUTION DES CONVICTIONS PERSONNELLES

Il est impossible pour un seul auteur et dans un espace aussi limité de retracer l'évolution de la censure dans le monde de 1914 à nos jours. Nous proposons donc de nous pencher dans les pages suivantes sur le cas de plusieurs pays à différentes époques. Nous dégagerons ainsi une idée générale de la manière dont les autorités imposaient des restrictions à tout un éventail de formes culturelles et aux médias, ainsi qu'aux personnes travaillant dans ces domaines, pour analyser la réaction de ces dernières face à de telles pressions.

Prenons pour commencer le cas du Royaume-Uni. Pendant la Première Guerre mondiale, les autorités possédaient deux armes pour «empêcher concrètement les éditeurs de publier des documents portant une certaine désignation restrictive» (*The New Encyclopedia Britannica*, 2003). Il s'agissait de l'*Official Secrets Act* de 1911, loi mise à jour et durcie en 1920, 1939 et 1988, et du système des *D-notice*. Cette loi et ce système auraient été utilisés pour des affaires sans aucun lien avec la divulgation de secrets officiels ou la mise en péril de la sécurité nationale. En 1935, Sotheby's ne put mettre aux enchères les lettres originales de Lord Nelson au duc de Wellington sous prétexte qu'elles contenaient des «secrets officiels» (Wolmer, 1990). En vertu de cette loi, un journaliste du *Daily Dispatch* fut condamné en 1938, le *Daily Worker* fut supprimé en 1941 et le *Daily* Mirror fut officiellement menacé de suppression en 1942. La censure disparut à la fin de la guerre mais le comité mis en place pour gérer la presse pendant la guerre survécut à cette période. Néanmoins, cette époque fut suivie par une guerre froide et les autorités durent introduire des mesures spéciales. Ces dernières furent à l'origine du renvoi et de la suspension de fonctionnaires et forcèrent notamment un grand groupe à se passer des services de l'assistant de son avocat car le passé communiste de sa femme avait été découvert.

Rappelons que les activités pacifistes de Bertrand Russell pendant la Première Guerre mondiale lui valurent une amende en 1916, le renvoi des cours donnés au Trinity College de Cambridge et six mois d'emprisonnement en 1918 ainsi qu'une nouvelle incarcération en 1961, cette fois-ci pour avoir participé à une manifestation antinucléaire.

En 1923, le Royaume-Uni signa un traité international pour la suppression de la circulation et du trafic de publications obscènes, provoquant une hausse des procès pour obscénité. Lors d'un procès en 1928, le gouvernement requit l'ordre de détruire les exemplaires du roman de Radclyffe Hall, *The Well of Loneliness (Le puits de solitude)*, décrit par le procureur général comme une propagande lesbienne. L'auteur ayant refusé de reconnaître le témoignage d'experts, le magistrat ordonna la destruction de l'ouvrage. Le nombre de procès intentés à des œuvres littéraires déclina progressivement au cours du quart de siècle qui suivit mais remonta en 1954. Le *Décaméron* de Boccace, auteur et érudit italien du XIV^e siècle, fut curieusement condamné à être détruit. La même année, des poursuites furent engagées, avec plus ou moins de succès, contre *Julia* de Margot Bland, *The Philanderer* de Stanley Kauffman, *The Image and the Search* de Walter Baxter, *The Man in Control* d'Hugh McGraw ainsi que d'autres ouvrages.

Cette attaque constante envers la littérature conduisit la *Society of Authors* à mettre en place un comité présidé par Sir Alan Herbert. Ce comité proposa un projet de réforme législative qui fut présenté à la Chambre des communes, mais sans aucun résultat. Deux nouvelles lois, le *Children and Young Persons (Harmful Publications) Act* et l'*Obscene Publications Act*, furent respectivement adoptées en 1955 et 1959. La seconde tentait de différencier la littérature de la pornographie.

En application du *Post Office Act* de 1953, les autorités postales saisissaient les exemplaires du roman de D. H. Lawrence, *Lady Chatterley's Lover* (*L'amant de Lady Chatterley*), interdit au Royaume-Uni depuis 1930. Conformément au nouveau *Obscene Publications Act*, un procès fut intenté pour la première fois contre cet ouvrage en 1960. Cependant, après audition des experts par le jury, le roman fut acquitté. En 1964, *Fanny Hill* de John Cleland, roman anglais du XVIII^e siècle, fut interdit. Le gouvernement tenta en vain de persuader les autorités françaises d'arrêter la publication en France de la version originale anglaise de *Lolita* de Vladimir Nabokov, roman originellement paru aux États-Unis, bien qu'aucun procès ne fût jamais intenté contre lui au Royaume-Uni. Une librairie londonienne fut poursuivie en 1988, conformément au *Customs and Excise Act* de 1876, pour avoir fourni des documents obscènes au public. Parmi les documents répréhensibles figuraient des ouvrages médicaux ainsi que les œuvres d'Oscar Wilde et de Kate Millet. De même, les douanes saisirent la version originale française des livres de Jean Genet, criminel français devenu

un grand romancier et dramaturge (et, aux yeux de Jean-Paul Sartre, un saint), ainsi que la deuxième édition d'*Ulysse* de James Joyce. Notons également que les douaniers irlandais saisirent l'*Observer* car il contenait un article sur le planning familial et que leurs confrères australiens saisirent des exemplaires du roman comique de J. P. Donleavy, *The Ginger Man* (*L'homme de gingembre*).

En 1988, la publication à Londres des *Versets sataniques* de Salman Rushdie, auteur britannique né en Inde, déclencha un scandale international. Considéré par beaucoup comme une injure au prophète Muhammad, le livre fut interdit dans un certain nombre de pays à forte population musulmane et brûlé par des musulmans en Grande-Bretagne et ailleurs. La réaction la plus vive fut celle de l'ayatollah Khomeyni d'Iran, qui condamna immédiatement l'auteur et ses éditeurs à la peine capitale et appela «tous les musulmans vaillants, où qu'ils se trouvent, à exécuter immédiatement cette sentence». Rushdie dut se cacher et abandonner l'idée de faire paraître son roman en format de poche. Son traducteur japonais fut assassiné à coups de poignard en 1991. Des protestations s'élevèrent contre l'interdiction du livre mais plus encore contre la *fatwa* lancée par l'imam Khomeyni, qui avait condamné à mort un citoyen d'un autre pays sans véritable procès. Un recueil de cent textes d'intellectuels arabes et musulmans, *Pour Rushdie*, fut publié à Paris en 1993, ne défendant pas nécessairement le roman mais le droit de l'auteur à la liberté de parole et critiquant le caractère «inhumain» et selon certains «anti-islamique» de la *fatwa*.

Certains éléments témoignaient également d'une évolution contraire. L'Index librorum prohibitorum, dont la vingtième édition parut en 1948, et qui proscrivit notamment toutes les œuvres de Balzac, Stendhal et Émile Zola, le roman Pamela de Richardson, Le prince de Machiavel ainsi que Decline and Fall of the Roman Empire (Histoire de la décadence et de la chute de l'Empire romain) d'Edward Gibbon mais aucun livre de Marx, de Lénine et de Freud, fut supprimé en 1966. La censure théâtrale disparut l'année suivante. En 1984, Clive Ponting fut acquitté des accusations de violation de l'Official Secrets Act.

Aux États-Unis, pendant une grande partie du XX^e siècle, le gouvernement fédéral contrôla un grand nombre d'auteurs et de dramaturges américains parmi les plus appréciés et surveilla des auteurs étrangers connus, lus et admirés ici. Les auteurs américains pouvaient être suspectés en fonction des thèmes qu'ils choisissaient dans leurs ouvrages, des groupes d'écrivains professionnels auxquels ils appartenaient, des réunions littéraires auxquelles ils participaient, des pétitions qu'ils signaient, des publications auxquelles ils souscrivaient et des endroits qu'ils visitaient dans leur pays ou à l'étranger. Le FBI conserva ainsi des dossiers sur au moins 150 personnes entre 1911 et 1968. La liste, dont voici quelques noms plus ou

moins dans l'ordre chronologique d'ouverture des dossiers, ressemble au bottin mondain des écrivains américains: Ezra Pound, Walter Lippman, Jack London, Archibald MacLeish, Eugene O'Neill, John Reed, Robert Sherwood, Carl Sandburg, Sinclair Lewis, Edna St. Vincent Millay, Lewis Mumford, Upton Sinclair, Langston Hughes, Theodore Dreiser, Thomas Mann, Dorothy Parker, Edgar Snow, Erskine Caldwell, Howard Fast, Lillian Hellman, Thornton Wilder, Van Wycke Brooks, Ernest Hemingway, Irwin Shaw, Dale Carnegie, John Steinbeck, Lionel Trilling, Stephen Vincent Benet, Moss Hart, Arthur Miller, Quenton Reynolds, William Faulkner, Jessica Mitford, John O'Hara, William Dean Howells, Ogden Nash, Grace Paley, Robert Frost, Erle Stanley Gardner, Robert Lowell, Anaïs Nin, Henry Miller, Edmund Wilson, Tennessee Williams, Gore Vidal, T. S. Eliot, Norman Mailer, F. Scott Fitzgerald, E. E. Cummings, Truman Capote, Allen Tate et Allen Ginsberg. Les carnets et les manuscrits de Carl Sandburg furent confisqués par les autorités en 1918 et, en 1959, alors qu'il avait 81 ans, elles tentèrent de l'empêcher de se rendre en Russie car elles considéraient cette visite comme «extrêmement indésirable». Howard Fast, Jessica Mitford et Grace Paley furent unanimes lorsqu'ils se plaignirent du fait que les activités du FBI détruisaient l'«écriture sociale» dans le pays, marque de tous les grands auteurs américains jusqu'à la Seconde Guerre mondiale et pendant les années qui suivirent.

D'autres auteurs s'attirèrent la méfiance des autorités, comme le poète W. H. Auden, le sculpteur Henry Moore et l'auteur de romans policiers Rex Stout. L'éditeur Alfred A. Knopf fut l'un des suspects privilégiés. Parmi les écrivains étrangers qui préoccupaient le gouvernement se trouvaient Stephen Spender, Graham Greene et Aldous Huxley. Bertolt Brecht, qui souffrit beaucoup en Allemagne, comme nous le verrons par la suite, quitta les États-Unis, après y avoir vécu six ans, lorsqu'il lui fut demandé de témoigner devant le *House Un-American Activities Committee* (HUAC) en 1948.

Les œuvres d'auteurs tels que Walt Whitman, Theodore Dreiser, William Faulkner, Upton Sinclair, James Cabal, Erskine Caldwell, Lillian Hellman, Edmund Wilson et John O'Hara furent censurées aux États-Unis. Cabal, Dreiser, Henry Miller, Schnitzler et, bien évidemment, D. H. Lawrence triomphèrent de la censure grâce aux décisions judiciaires rendues entre 1917 et 1925. L'importation aux États-Unis d'*Ulysses* de James Joyce, auparavant brûlé par les douaniers, fut autorisée en 1931. Dans les années 1930 et 1940, une foule d'auteurs, parmi lesquels James Farrell, William Faulkner, Erskine Caldwell et James Cain furent confrontés à la censure. L'histoire de la censure fut marquée par les procès intentés contre *Lady Chatterley's Lover* de D. H. Lawrence, *Fanny Hill* de John Cleland, *Tropic of Cancer (Tropique du Cancer*) de Norman Mailer, *Memories of*

Hecate County (Mémoires du comté d'Hécate) d'Edmund Wilson, Ten North Frederick (Dix rue Frederick) de John O'Hara et End as a Man de Calder Willingham.

Pendant la Première Guerre mondiale, une loi interdisait «les propos séditieux, anarchistes ou constituant une trahison» dans les courriers américains. D'aucuns pensent que le ministre des postes et des télécommunications a joui de pouvoirs illimités entre 1917 et 1927, plus que pendant toute autre période de l'histoire américaine. Un bureau de la censure fut créé pendant la Seconde Guerre mondiale, visant principalement les informations d'origine étrangère «hostiles à l'effort de guerre américain ou contraires aux intérêts des États-Unis et de leurs alliés». Dans les années 1950 et 1960, nombre de tentatives de censure des postes et des télécommunications furent déboutées ou modifiées par décision judiciaire.

Pendant la guerre froide, des dirigeants du Parti communiste furent confrontés à des cas de censure ultérieure à la publication entre 1948 et 1961. Les tentatives de restrictions préalables à la publication lancées par les autorités pour supprimer des informations, comme les documents du Pentagone (*Pentagon Papers*) pendant la guerre du Viet Nam, furent rejetées par les tribunaux. Une victoire encore plus grande fut remportée lors de l'adoption du *Freedom of Information Act* (1966, 1974). Cette loi oblige en effet un représentant du gouvernement à expliquer pourquoi une information ne devrait pas être divulguée (Wolmer, 1990).

Par suite des efforts combinés des bureaux de censure gouvernementaux et locaux, des groupes religieux organisés et des réglementations propres à l'industrie cinématographique, toute une génération d'Américains grandit en regardant des «films familiaux», considérés par certains comme un «divertissement artistiquement immature, moralement sans danger et financièrement très intéressant». Pendant la Seconde Guerre mondiale, l'industrie cinématographique jouit des mêmes privilèges que la presse et la radio et ne fut pas soumise à la censure de guerre. L'avènement de la télévision dans les années 1950, néfaste à ce secteur, ainsi que l'extension du premier amendement aux films, donnant une nouvelle liberté au secteur, rendirent le film «plus libre d'un point de vue légal et provocateur en termes de contenu» (Randall, 1968). Néanmoins, l'après-guerre fut également marquée par la guerre froide et la peur du communisme fut portée à son paroxysme par la commission HUAC. Celle-ci décida d'enquêter sur l'influence communiste dans le milieu cinématographique et demanda à une centaine de personnes, dont un grand nombre d'artistes parmi les plus talentueux et populaires d'Hollywood, de témoigner de leurs prétendus liens communistes et de ceux de leurs associés. Huit scénaristes et deux réalisateurs (Alvah Bessie, Herbert Biberman, Lester Cole, Edward Dmytryk, Ring Lardner Jr., John Howard Lawson, Albert Maltz, Samuel Omitz, Adrian Scott et Dalton Trumbo) refusèrent de répondre et furent condamnés à des peines d'emprisonnement. Les membres de l'*Association of Motion Picture Producers* publièrent la déclaration du Waldorf le soir même, licenciant ces dix personnes et exprimant leur soutien à l'HUAC. Les personnes condamnées, connues sous le nom des «Dix d'Hollywood», furent inscrites sur une liste noire par les studios et des centaines d'autres furent bannies du secteur. Pendant cette période, les cinéastes produisirent principalement des œuvres conservatrices, ne faisant ainsi preuve d'aucune créativité. La liste noire fut cependant supprimée dans les années 1960. En 1965, un tribunal déclara la censure préalable des films anticonstitutionnelle. Ce fut le point culminant d'une longue bataille entre l'industrie du cinéma et les censeurs. La suppression de la quasi-totalité des règles en matière de censure, à l'exclusion de celles sur l'obscénité, et la libéralisation du concept même d'obscénité modifièrent profondément la donne du cinéma américain.

En Allemagne, la montée du nazisme inaugura une période de persécution des arts et des artistes. L'idéologie du racisme nazi fut entièrement appliquée au domaine culturel, excluant tous ses éléments non aryens et attaquant la culture dite «nègre» dans son ensemble. La censure de tous les arts plastiques, des films et de la musique fut portée à son paroxysme. Les compositions d'Igor Stravinsky, le célèbre compositeur né en Russie et vivant alors en France, ainsi que celles de Paul Hindemith, l'un des principaux compositeurs allemands et un grand musicologue, furent bannies. Il fut interdit à Wilhelm Furtwängler, qui dirigeait une version orchestrale d'une œuvre d'Hindemith considérée comme l'une des plus grandes, *Mathis der Maler (Mathis le peintre)*, avec l'orchestre philharmonique de Berlin en 1934 et qui soutenait l'opéra dans la presse, de diriger cet orchestre. Il quitta alors l'Allemagne pour la Turquie. Les nazis lancèrent une bombe puante dans un théâtre de Francfort pendant la représentation de Mahagony de Bertolt Brecht, et Kurt Weill, qui dirigeait Die Dreigroschenoper (L'opéra de quat'sous) de Brecht, fut également banni. L'adaptation cinématographique du roman d'Erich Maria Remarque, Im Westen nichts Neues (À l'Ouest rien de nouveau), fut interdite pour des «raisons de prestige national» et le romancier dut lui aussi fuir l'Allemagne. Les œuvres d'Ernest Barlach, Wassily Kandinsky, Paul Klee et Lyonel Feininger furent retirées d'une exposition en 1930. Les travaux de Käthe Kollwitz furent également retirés de deux expositions en 1934 et 1936 et la police détruisit les planches de certaines œuvres graphiques de George Grosz, qui dut quitter l'Allemagne en 1934. L'architecte et enseignant Walter Gropius s'exila secrètement en Angleterre après que le gouvernement eut fermé le Bauhaus de Weimar, où il enseignait et qu'il avait fondé en 1919. Les fresques réalisées dans le Bauhaus par Oskar Schlemmer durent être détruites. Max Pechstein, peintre et graveur, fut forcé de démissionner de

son poste de professeur à l'académie de Berlin lorsque les nazis déclarèrent ses travaux «décadents». Après l'arrivée au pouvoir d'Adolf Hitler, l'art moderne fut pratiquement jugé hors la loi en Allemagne et le but de l'art fut réduit à la glorification du nazisme et du führer. À cause du racisme nazi, les études sur les races et l'intelligence furent déclarées illégales en République démocratique allemande.

La censure formelle fut suggérée en Afrique du Sud pour restreindre les attaques de la presse, en particulier étrangère, contre Hitler et Mussolini. Il devint clair que la République d'Afrique du Sud cherchait à éliminer le personnel «antinational» et «non national» de la presse et à «discipliner» la radio. La censure en Afrique du Sud avant 1950 reposait sur trois principes interdépendants: la perpétuation de l'économie politique du colonialisme et de ses mœurs sociales, l'adoption d'une législation conçue pour contrôler les zones à population africaine et la répression des mouvements syndicaux et des communistes. Après 1950, une série de lois fut votée, instituant une énorme structure destinée à la censure et l'autocensure. L'Afrique du Sud mena une politique d'apartheid et refusa la moindre liberté à la population noire majoritaire. Conformément à la loi supprimant le communisme (Suppression of Communism Act, 1950), quiconque suspecté de ne pas respecter la politique du régime était poursuivi pour différents chefs d'accusation. v compris celui de sédition. Pendant les premières années qui suivirent la Seconde Guerre mondiale, le pouvoir judiciaire était encore indépendant et l'acquittement de nombreuses personnes accusées de sédition incommodait le gouvernement. Le parlement retira alors de la compétence ordinaire des tribunaux certains cas de sédition.

Entre 1950 et 1990, des milliers de livres, de journaux et d'autres publications furent bannis sur ordre du ministère de l'Intérieur, dont les pouvoirs furent par la suite renforcés par le Publications and Entertainments Act de 1963. Le classique pour enfants Black Beauty fut saisi par la douane, peut-être à cause de son titre. Le Suppression of Communism Act de 1950 ainsi que nombre de ses amendements ultérieurs et, plus tard, l'Internal Security Act, de 1982 autorisèrent le gouvernement à bannir des organisations et des individus. Parmi les organisations interdites figuraient le Congrès national africain, le Parti communiste d'Afrique du Sud et le Congrès panafricain. Plus de 2 000 personnes furent bannies. Parmi elles se trouvait Stephen Biko, banni pour activisme noir en 1973 alors qu'il n'avait que 17 ans, arrêté quatre fois entre 1975 et 1977, emprisonné à Port Elizabeth et mort en captivité à la suite de lésions cérébrales en 1977. Même une telle brutalité ne put saper la volonté des Noirs de lutter. Leur chef incontesté, Nelson Mandela, accusé de trahison en 1956, fut emprisonné pendant vingt-huit ans (1962-1990), mais réussit finalement à obtenir l'émancipation de la majorité noire.

La révolution russe de 1917 fit naître le premier État socialiste, l'URSS. Peu de jours après la révolution, la censure fut établie afin de contrôler une presse hostile. Cette mesure, censée être temporaire, devait être retirée après la normalisation de la situation. Cependant, en 1922, un bureau central de la censure doté de l'autorité suprême pour les documents imprimés et les arts du spectacle fut mis en place. Il allait devenir l'un des systèmes de censure les plus efficaces du monde jusqu'à la disparition de l'idéologie communiste en 1991. Sous Lénine, le domaine culturel jouissait d'une certaine tolérance, inexistante dans les autres sphères de la vie soviétique. Les écrivains et les artistes bénéficiaient d'un degré de liberté créative mais aucune dissension politique n'était tolérée. Les premiers jours de pouvoir de Staline furent également moins dogmatiques en matière culturelle. La doctrine du réalisme socialiste, obligeant tous les créateurs à servir la cause de la révolution prolétarienne, fut cependant adoptée en 1934 et une forte censure s'ensuivit.

La censure soviétique imposait le suivi des manuscrits avant leur publication. Le censeur devait s'appuyer sur un énorme volume, le *Perechen* ou la *Liste des informations à ne pas publier dans la presse ouverte*. Il devait s'assurer qu'aucun secret d'État ne serait divulgué et qu'aucun élément contraire à l'idéologie communiste ne serait diffusé. Il n'empêchait aucune publication mais, lorsqu'il notait un élément contraire aux directives idéologiques, faisait des recommandations à l'éditeur qui avait soumis le texte. Seul l'éditeur était autorisé à effectuer des changements dans le manuscrit mais il suivait invariablement les conseils du censeur, leur non-respect étant rapporté aux autorités compétentes du Parti communiste.

Ce système ne rendait pas seulement le rôle du censeur important, il

Ce système ne rendait pas seulement le rôle du censeur important, il conduisait également à une vaste autocensure de la part des auteurs car leurs publications étaient refusées lorsqu'ils étaient jugés « non fiables ». Khrouchtchev sanctionna la suppression du *Docteur Jivago* de Boris Pasternak, publié à l'Ouest en 1957 mais en interdit de parution en Union soviétique jusqu'en 1980, et l'auteur fut forcé de refuser son prix Nobel de littérature en 1958. Ce fut également Khrouchtchev qui autorisa la publication d'*Une journée d'Ivan Denissovitch* d'Alexandre Soljenitsyne. Néanmoins des vingtaines d'autres auteurs et artistes n'eurent pas une telle liberté et furent réprimandés ou persécutés. Afin d'échapper au censeur, quelques auteurs, comme Pasternak, avaient coutume de faire publier leurs manuscrits à l'étranger avec les risques que cela comportait. Certains ouvrages ou des versions non censurées de certains livres étaient diffusés en privé.

Afin d'étouffer toute opposition, le gouvernement roumain adopta une technique inhabituelle de contrôle de la liberté d'expression. Par un décret de 1963, le gouvernement fut autorisé à décider qui pouvait posséder une machine à écrire. Le droit de posséder un tel appareil pouvait être refusé

pour diverses raisons, notamment le fait d'avoir un casier judiciaire ou une conduite menaçant la sécurité publique. Le ministère des Affaires intérieures conservait, grâce à la milice locale, des dossiers sur la production, l'utilisation et l'entretien des machines à écrire, des rubans de machine à écrire, des duplicateurs, de l'encre et de tout autre matériel utilisé pour la reproduction de documents imprimés. Même la réparation des machines à écrire ne pouvait être effectuée que dans des ateliers spécifiques.

Israël, qui possédait un système de censure rigoureux, interdit en 1989 l'utilisation des télécopieurs dans la bande de Gaza, confisqua tous les télécopieurs trouvés en possession de journalistes et rendit obligatoire l'obtention d'une licence pour les acheter ou les utiliser. Tout élément encourageant le nationalisme palestinien ou louant l'histoire palestinienne y fut interdit. Une exposition de livres organisée par les Palestiniens en 1986 fut assaillie, certains des organisateurs arrêtés et un millier de titres confisqués. Des milliers d'ouvrages sont encore bannis dans les territoires occupés par Israël. Les journalistes sont soumis à de sévères restrictions (allant du contrôle de leur accès à la rive Ouest et à la bande de Gaza, à leur assignation à résidence ou leur obligation de rester dans leur ville) tandis que les écrivains qui ne suivent pas la ligne définie par le gouvernement sont détenus, avec ou sans jugement.

Après la révolution de 1949, la Chine suivit la même voie que l'Union soviétique pendant les premières années postérieures à la révolution. Le discours de Mao Zedong prononcé à Yan'an en 1941 fut considéré comme un manifeste pour les écrivains et les artistes. Il érigeait le principe que le créateur devait se rapprocher du peuple et refléter dans son œuvre son esprit révolutionnaire. À cette fin, il devait obéir aux diktats du Parti communiste. Une censure stricte fut imposée dans les années 1950 mais se relâcha quelque peu au début des années 1960. Cette baisse d'intensité fut toutefois largement compensée par l'avènement de la grande révolution culturelle prolétarienne, qui dura de 1966 à 1976. Le système culturel chinois était alors considéré comme élitiste et proche des «valeurs bourgeoises» et Mao s'efforça de remédier à cette situation. Sa femme, Jiang Qing, une des chefs de la révolution culturelle, plus tard accusée d'avoir dirigé la «Bande des Quatre», était par conviction opposée aux intellectuels. Elle rassembla néanmoins un groupe d'intellectuels radicaux afin de mettre en pratique la nouvelle politique culturelle. Selon une déclaration officielle, «ils niaient complètement les avancées culturelles réalisées dans le cadre des politiques culturelles socialistes pendant les dix-sept années écoulées depuis la naissance de la République populaire, attaquaient et persécutaient sans pitié les auteurs d'œuvres littéraires et artistiques, et bannissaient les magnifiques cultures chinoise et étrangères, tant anciennes que contemporaines.» De nombreux intellectuels furent verbalement insultés et physiquement agressés par les Gardes rouges, les groupes urbains mobilisés pour assurer la réussite de la révolution, et furent contraints aux travaux forcés, à l'emprisonnement et, parfois, à des traitements conduisant à leur mort. Parmi eux figuraient l'historien Wu Han, maire adjoint de Beijing, ainsi que des créateurs estimés, comme Peng Zhen, Lu Dingyi et Zhou Yang.

La fin de la révolution culturelle marqua le retour de la vieille politique selon laquelle «servir le peuple, c'est servir le socialisme». Cela signifie servir «tous ceux qui soutiennent le socialisme», «faire l'éloge des idées et des valeurs morales communistes», faire naître «une nouvelle génération de jeunes gens à l'esprit socialiste et élever les niveaux idéologiques, culturels et moraux de la société» (Bai, 1983). Le rôle spécial que peuvent jouer la littérature et les arts dans cette quête est reconnu et la rigidité culturelle ambiante semble se relâcher.

En Inde britannique, la presse ne fut jamais libre, seule l'étendue des restrictions varia au fil du temps. La Première Guerre mondiale coïncida avec l'émergence des aspirations nationalistes en Inde et l'intensification des activités des révolutionnaires indiens en Allemagne et aux États-Unis. Le gouvernement, disposant déjà du *Press Act* de 1910, obtint davantage de pouvoirs grâce à l'adoption d'une nouvelle loi, le *Defence of India Act* de 1914, et imposa une censure sévère. La sécurité était exigée de la presse. Les instances de sécurité placèrent près de 10% des imprimeries et des journaux indiens sous contrôle fiscal. Les journalistes furent harcelés, muselés ou emprisonnés et le gouvernement mit sur pied un bureau central de la publicité afin d'informer le public de la situation nationale et étrangère. Pendant la guerre, plus d'un millier de titres furent bannis.

Tandis que le mouvement pour la liberté prenait de l'ampleur pendant l'après-guerre, le gouvernement utilisa l'arsenal législatif à sa disposition. Il estima peu après que l'octroi de certaines concessions à l'opinion publique pouvait être fructueux. En 1922, il abrogea donc le *Press Act* de 1910 et le *Newspaper (Incitement to Offences) Act* de 1908.

Face à l'émergence de la désobéissance civile, le gouvernement eut besoin d'obtenir davantage d'autorité afin de supprimer la presse. Ces pouvoirs furent octroyés par l'Indian Press (Emergency Powers) Act de 1931 et le Foreign Relations Bill de 1932, lois largement utilisées. Entre mars et juin, les Britanniques donnèrent des avertissements officiels à 150 éditeurs et bannirent près de 400 livres et tracts, 40 affiches et 50 numéros de journaux. Les auteurs d'écrits nationalistes étaient poursuivis en justice et souvent incarcérés. Les journalistes indiens fondèrent leur propre agence de presse, la Free Press of India, tandis que les imprimeries clandestines tournaient et que des textes potentiellement dangereux étaient diffusés à grand tirage.

La Seconde Guerre mondiale fut marquée par la répétition du scénario des années précédentes. Une censure élargie fut imposée en 1942 et se perpétua jusqu'en 1945. Un grand nombre de journaux et de périodiques suspendirent leur publication et le nombre d'ouvrages censurés augmenta. L'Inde et le Pakistan héritèrent du système législatif et administratif des Britanniques, y compris celui supervisant la presse. Bien que l'Inde maintînt dans ce domaine des lois sévères en termes de sécurité nationale ou de l'État, de sédition, d'obscénité, d'hérésie ou de blasphème et de crimes similaires, le pouvoir judiciaire et les associations de presse réussirent à contrecarrer les excès de l'exécutif.

Au Pakistan, le pouvoir officiel de contrôler la presse et les publications fut renforcé par le *Public Safety Act* de 1949, le *Security Act* de 1953 et le *Defence of Pakistan Rules* de 1965. Dans un contexte ambiant de troubles politiques, les journaux furent censurés, contraints à l'inactivité et soumis à de strictes dispositions en matière de sécurité. Après l'adoption de la première constitution du Pakistan en 1956, l'atmosphère sembla se détendre mais le recours fréquent à la loi martiale restreignit de nouveau la liberté d'expression. L'islamisation progressive du pays depuis les années 1970 facilita l'imposition de plus amples restrictions par l'amendement d'anciennes lois ou l'adoption de nouvelles, comme la *Blasphemy Law* dont le champ d'application fut élargi. Dans leur volonté de contrôler la liberté d'expression, les autorités soumirent les journalistes à des châtiments corporels, les auteurs à des harcèlements et des arrestations, et les ouvrages au bannissement.

Les longues périodes de gouvernement militaire au Bangladesh entravèrent la liberté d'expression en général, en outre la partie conservatrice de la population et des législateurs tenta sans succès de faire adopter une loi sur le blasphème similaire à celle existant au Pakistan.

L'histoire de la censure et de la lutte pour la liberté d'expression au XX° siècle a été marquée par des avancées et des retours en arrière. En ce début de XXI° siècle, nous devons espérer en un monde plus libre pour l'humanité.

BIBLIOGRAPHIE

- ABDALLAH A. (dir. publ.). 1993. For Rushdie: Essays by Arab and Muslim Writers in Defence of Free Speech, New York, George Braziller.
- BAI L. 1983. Cultural Policy in the People's Republic of China: Letting a Hundred Flowers Blossom, Paris, UNESCO.
- BARNS M. 1940. The Indian Press: A History of the Growth of Public Opinion in India, Londres, George Allen and Unwin Ltd.

- BARRIER N. G. 1976. Banned: Controversial Literature and Political Control in British India, 1907–1947, Columbia (Missouri), University of Lissouri Press.
- BRUCKER. H. 1949. Freedom of Information, New York, Macmillan.
- CARMEILLY-WEINBARGER. M. W. 1986. Fear of Art: Censorship and Freedom of Expression in Art, New York/Londres, R. R. Bowker Company.
- CHOLDIN M. T., FRIEDBERG M. 1989. *The Red Pencil: Artists, Scholars and Censors in the USSR*, Boston (Massachussetts), Unwin Hyman.
- Gallagher M. 1982. Negotiation of Control in Media Organizations and Occupations. Dans: Gurevitch M., Bennett T., Curran J., Wollacott J. et al. (dir. publ.), Culture, Society and the Media, Londres, Routledge.
- HYLAND P., SAMMELLS N. 1992. Writing and Censorship in Britain, Londres/ New York, Routledge.
- MARCH R. J. 1988. The Arts as Forces in Shaping Cultural Norms Relating to War and the Environment. Dans: Westing A. H. (dir. publ.), *Cultural Norms, War and the Environment*, Oxford (Royaume-Uni), Oxford University Press.
- MERRETT C. 1994. A Culture of Censorship: Secrecy and Intellectual Repression in South Africa, Le Cap (Afrique du Sud), David Philip.
- MITGANG H. 1988. Dangerous Dossiers: Exposing the Secret War against America's Greatest Authors, New York, Donald I. Fine Inc.
- OBOLER E. M. 1980. Defending Intellectual Freedom: The Library and the Censor, Westport (Connecticut) Londres, Greenwood Press.
- RANDALL R. S. 1968. Censorship of the Movies: The Social and Political Control of a Mass Medium, Madison (Michigan)/Londres, University of Wisconsin Press.
- ROBINS N. 1992. *Alien Ink: The FBI's War on Freedom of Expression*, New York, William Morrow & Company Ltd.
- STREET H. 1963. *Freedom, the Intellectual and the Law*, Harmondsworth (Royaume-Uni), Penguin Books Ltd.
- WOLMER C. 1990. Censorship, Hove (Royaume-Uni), Hare, Wayland Ltd.

25.7 Haute culture et culture populaire

Theotônio dos Santos

La notion de «haute culture», ou «culture savante» est née de l'individualisation progressive du producteur culturel à partir de la Renaissance européenne. Le producteur culturel (un artisan, un savant, un religieux ou autres) faisait généralement partie de la communauté et agissait rarement comme un producteur indépendant et reconnu en tant qu'individu. Pendant le XVIe et le XVIIe siècle, l'évolution des cours monarchiques et la richesse accrue des familles bourgeoises grâce au commerce mondial permirent l'émergence de peintres, de sculpteurs, de chanteurs et de musiciens, d'acteurs de théâtre, de dramaturges, de poètes et d'écrivains qui devinrent de grandes personnalités, reconnues et glorifiées par leurs mécènes ou par leurs clients (l'État monarchique, les églises et les couvents, les maisons bourgeoises, etc.). Cette activité se professionnalisa progressivement et fut à l'origine de l'œuvre d'art unique et originale, comme partie d'un monde culturel bien défini.

Ce monde culturel fut consacré aux XVIII^e et XIX^e siècles par les styles baroque et classique où s'illustrèrent les génies fondateurs de l'art et de la culture occidentale, qui est considérée comme le sommet de la culture et de la civilisation. Un patrimoine culturel est né en Occident, indépendant et différent de toute la production culturelle précédente et se présentant comme la «haute culture»: la musique polyphonique avec le concert, le théâtre moderne avec le drame et la comédie, l'opéra, la danse comme spectacle, le tableau et la sculpture en tant qu'éléments indépendants de l'architecture, la poésie pure et le roman. Sans oublier l'évolution de la science en tant qu'activité professionnelle et systématique, dont les avancées eurent des répercussions sur le langage et les instruments utilisés par les manifestations culturelles autonomes citées. Cette culture devait s'inspirer principalement de l'Antiquité classique gréco-romaine.

L'accès à la haute culture requérait une initiation et une formation spécifique qui fut de plus en plus dispensée dans les écoles, les universités, les académies et les conservatoires. En effet, il fallait être initié afin d'être en mesure de recevoir et d'apprécier cette production culturelle parce qu'elle ne se produisait pas et ne se consommait pas dans la vie quotidienne mais dans des endroits spécifiques qui furent progressivement créés à cet effet. C'était le monde des Lumières, un modèle culturel philosophique, scientifique, moral et esthétique qui devait conquérir l'ensemble de l'humanité car il était le fruit de la raison pure et de la correspondance entre l'ordre social et les besoins découlant de la nature humaine. C'est tout au moins ainsi qu'était perçue l'Europe du XVIII^e siècle jusqu'à la Seconde Guerre mondiale.

LA CULTURE TRADITIONNELLE ET LA CULTURE POPULAIRE

La haute culture est née, d'une part, en opposition à une culture traditionnelle d'origine rurale et, d'autre part, en opposition à l'appareil culturel religieux qui avait acquis une importance particulière au Moyen Âge européen. Toutefois, au cours de ces années, une culture urbaine nouvelle et de plus en plus significative s'était développée. Nous avons ici la source d'une culture populaire qui ne se fonde pas sur le folklore, ce dernier tendant à se reproduire sans changement et reposant sur le travail collectif, anonyme et amateur.

On doit la culture populaire aux avancées de la presse et de la typographie, à l'utilisation généralisée des encres et des toiles, aux progrès de l'acoustique et des instruments de musique, à la construction de salles de spectacle et aux nouvelles techniques de communication. C'est la naissance d'une opinion publique bourgeoise et d'une société civile de plus en plus complexe et différenciée qui, au cours de plusieurs vagues révolutionnaires, s'empara des jardins et des parcs de la noblesse et de la monarchie, et établit progressivement son propre monde culturel, où les loisirs, l'émotion et la sensualité jouaient un rôle beaucoup plus manifeste que dans la « haute culture », éclairée et rationaliste.

Ce monde bourgeois en constitution a souvent emprunté la tradition de groupes ethniques plus spécialisés dans la réalisation des arts du divertissement, notamment la musique gitane qui a inspiré les chansons de l'Europe centrale et de la Russie, le flamenco espagnol (qui a également inspiré les musiciens savants des écoles romantiques et nationalistes), ou bien encore les chansons du sud de l'Italie ou la valse de Vienne qui naquirent dans les milieux populaires avant d'arriver dans les salons et sur les scènes. Aux États-Unis, la riche tradition culturelle des esclaves africains donna naissance aux spirituals et au jazz. Elle se mêla ensuite à de nombreuses reprises avec la musique savante. Curieusement, ce monde artistique, incluant

des poésies lyriques parfois d'essence populaire, parfois réservées à l'élite, s'associait au théâtre, imitant l'opéra et le ballet des cours et, par la suite, les théâtres nationaux, avec des versions plus légères comme le vaudeville, les zarzuelas, la comédie musicale américaine et plusieurs autres manifestations semblables comme le théâtre japonais *kabuki* (illustration 129) qui vulgarisa la discipline théâtrale classique du théâtre *nô*, ou même l'opéra de Beijing qui eut sa veine populaire.

Le monde de la bohème engendra également une grande partie de la production esthétique qui se différencia de la haute culture classique sans rompre pour autant avec son caractère élitiste et fermé de l'art pour l'art, de l'œuvre artistique ou littéraire pure, autonome et indépendante. En effet, l'art nouveau de la fin du siècle, l'impressionnisme et l'expressionnisme, l'art abstrait, l'art concret, le futurisme et même les surréalistes du mouvement Dada ne rompirent pas avec la haute culture, malgré la recherche d'un contenu et surtout de quelques techniques, plus variées et plus accessibles, qui se distinguaient de la forme et du contenu du classicisme mais également du romantisme et du réalisme du XIX^e siècle.

Sans abandonner la technique et les formes de production du classicisme, ils cherchèrent à innover avec de nouveaux contenus artistiques et esthétiques plus proches du peuple en général (autrement dit, le paysan européen, l'Amérindien ou encore le paysan japonais, tous idéalisés comme source de pureté et de spontanéité humaines que la civilisation tentait de détruire) ou même dans le cas des États socialistes, la classe ouvrière moderne.

L'INTERACTION DE LA HAUTE CULTURE ET DE LA CULTURE POPULAIRE

Parallèlement à l'essor de la haute culture au sein des institutions dépendant de l'État, notamment son système d'enseignement de l'école primaire à l'université, les écoles religieuses ou les associations idéologiques, les musées, les galeries d'art et les théâtres nationaux ou autres théâtres pour les classes moyennes ou supérieures, le jeune appareil culturel populaire connaissait un dynamisme inégalé. En outre, il se propageait dans les maisons closes, dans les théâtres populaires, dans les colonnes des journaux, dans les revues et dans les éditoriaux populaires qui produisaient de plus en plus pour un public non officiel. Parmi la nouvelle audience potentielle se trouvaient les femmes qui, ne pouvant accéder à la haute culture (exclues des écoles, surtout secondaires et universitaires), s'instruisaient grâce aux romans-feuilletons et aux revues féminines de mode et activités parallèles.

L'apparition de produits culturels pouvant augmenter la capacité de reproduction des mots eut beaucoup moins d'incidence que l'émergence de nouvelles techniques, telles que la typographie par linotypie (illustration 130). Dans le domaine des images, ce fut la photographie puis le cinéma; dans le domaine du son, la radio apparut et, plus tard, l'association du son à l'image en mouvement au cinéma parlant et à la télévision. Dans le même temps, les objets produits par l'industrie se laissèrent influencer par des principes esthétiques nouveaux issus du dépassement du style classique dans les arts plastiques. Cette révolution si profonde allait affecter la culture savante. En effet, sous la pression des luttes sociales à la fin du XIX^e siècle et au début du XXe siècle, cette «haute culture» s'ouvrit aux importants changements dans les instruments de production esthétique et dans leur nature même. La possibilité de produire en masse avec un souci esthétique et de reproduire les œuvres d'art pour des publics beaucoup plus larges mena aux propositions futuristes sur l'art des masses. La victoire de la révolution russe et la vague révolutionnaire qui suivit la Première Guerre mondiale incitèrent à rechercher de plus en plus rigoureusement une manière d'appliquer le potentiel de l'art pur à la production en masse. Les futuristes russes et, par la suite, le Bauhaus (qui accueillit une partie des futuristes russes, mécontents de l'évolution de la révolution soviétique) essayèrent de modifier le concept de l'art en le mettant au service de la fonctionnalité.

L'objet artistique s'affranchissait totalement de ses fonctions représentatives de toute réalité pour devenir un objet de valeur en soi s'intégrant de plus en plus à la révolution industrielle, dans la mesure où il pouvait être reproduit à plus ou moins grande échelle ou être adapté aux arts appliqués communs à tous les arts industriels de masse. Cette période correspond à la mise en place de l'organisation scientifique de la production, appelée taylorisme ou fordisme, la production en masse reposant sur les sphères de production, sur la division des tâches productives effectuées par les machines et par les ouvriers. La productivité augmentait fortement grâce aux importants progrès de la mécanique et à une meilleure exploitation de l'énergie électrique et fossile. La production artistique exigeait l'utilisation conjointe des nouveaux matériaux, de la mécanisation, des mathématiques et de l'ingénierie. Il était nécessaire de réintégrer l'art dans la vie quotidienne. Pour amener l'art dans les rues, il fallait rompre avec le scénario théâtral traditionnel, avec les musées et toute notion habituelle du spectacle. Il fallait également en finir avec l'opposition entre la culture savante et la culture populaire, en transformant cette dernière en forme appliquée de la haute culture.

Toutefois, au début, le résultat ne fut pas encourageant. La révolution esthétique des futuristes russes ne s'étendit pas au peuple et fut aisément maîtrisée par l'État stalinien. Il faut néanmoins prendre en compte le fait que l'ex-URSS demeurait un pays essentiellement paysan. Il était donc très

difficile de faire en sorte que les masses rurales, qui s'étaient déplacées vers les centres urbains, s'identifient aux propositions futuristes qui retiraient toute leur sensibilité du monde industriel abstrait et mécanique. L'Allemagne nazie connut une oppression et une censure similaires concernant le Bauhaus. Aucun gouvernement n'était prêt à soutenir le contenu anarchiste des projets surréalistes. Cependant, il est intéressant de signaler que la révolution mexicaine resta fidèle à ses artistes. Les muralistes mexicains, les musiciens nationalistes, les écrivains «réalistes imaginaires» et même la production surréaliste furent préservés et encouragés par l'État révolutionnaire. Il va de soi que le Mexique ne put résister à l'offensive qui suivit la Seconde Guerre mondiale en faveur de la culture industrielle américaine.

À partir de la Seconde Guerre, l'appareil culturel de l'élite entra en forte compétition avec l'industrie culturelle naissante. En effet, le cinéma, la photographie, la radio et la télévision constituaient de nouvelles activités reposant sur la production en masse. Le cinéma créa sa propre esthétique qui l'inscrivit dans le domaine de l'art en qualité de septième art. La photographie rencontra également une importante reconnaissance esthétique. La radio et la télévision ne réussirent jamais à atteindre une telle reconnaissance mais elles attirèrent des romanciers, des dramaturges, des réalisateurs et scénaristes de cinéma ainsi que d'autres professionnels qui coquetaient avec les arts purs ou supérieurs. Le roman écrit et le théâtre finirent par intégrer d'importantes ressources esthétiques propres au cinéma et aux moyens de communication de masse. Les scientifiques purs se rapprochèrent également de ces médias. Dans certains cas, comme pour la BBC londonienne, d'importantes écoles de documentaires furent créées.

Parallèlement à ces nouveaux moyens de communication, la typographie progressait très rapidement par l'offset et offrait de nouvelles opportunités de publication. Les fameuses revues *comics* (bandes dessinées) firent leur apparition, avec une nouvelle littérature illustrée, autrement dit des images avec du texte. L'illustration reproduite en masse devenait de plus en plus sophistiquée sous l'influence de l'expressionnisme et d'autres courants esthétiques. Au début, les bandes dessinées furent réservées aux enfants et aux jeunes mais, par la suite, cette littérature s'adressa à un public adulte. Les mangas japonais sont un exemple de cette évolution qui eut de grands précédents au XIX^e siècle. Plus tard, les bandes dessinées influenceront le pop'art des années 1960 et 1970.

La musique populaire se développa considérablement à cette époque s'appuyant peu à peu sur de grands orchestres et donnant naissance aux *big band* de jazz et autres rythmes. Par ailleurs, dans les années 1920 et 1930, l'influence du jazz sur la musique savante fut extrêmement forte. George Gershwin (illustration 131) et Cole Porter amenèrent le jazz sur les scènes avec des comédies musicales et des opéras à grand succès. L'évolution des

nouveaux instruments électroniques permit de réaliser des spectacles toujours plus grandioses et une nouvelle réalité s'imposa dans les années 1960. Les Beatles étaient nés des quartiers prolétaires et placèrent le rock'n roll (considéré à l'origine comme une version blanche du jazz) sur un piédestal. Les gigantesques concerts de rock, associés aux luttes contre la guerre du Viêt Nam et à d'autres objets programmatiques, attirèrent des centaines de milliers de spectateurs. Généralement très actifs, les spectateurs accompagnaient les musiques, dansaient, affichaient leurs convictions politiques, et par-dessus tout arboraient de nouvelles pratiques souvent interdites en d'autres circonstances, tout particulièrement la consommation de drogues. Ce phénomène ouvrit la voie aux bandes de jeunes associés aux différentes mouvances du rock, au rap et autres tendances d'un phénomène social et culturel nouveau, en tant que sous-produit du chômage et de l'exclusion sociale, et en même temps reflet de l'essor de la technologie et de l'augmentation du temps libre, dans une structure démographique où le jeune acquérait un rôle prédominant.

L'appropriation par les médias de cet important dynamisme culturel a parfois été hésitante mais, en règle générale, ils cherchèrent à s'associer à ces phénomènes. Le monde des jeunes et du rock influença le langage des systèmes audiovisuels. En effet, l'élocution rapide de ces jeunes, leurs phrases inachevées, leur jargon et leurs blagues sarcastiques furent à l'origine des clips dont le nombre ne cesse d'augmenter sur les chaînes télévisées, notamment celles s'adressant aux jeunes. Face à ces changements, la pensée esthétique, sociale et politique devint de plus en plus perplexe. Pour beaucoup, il existait une opposition de plus en plus grande entre les différents éléments de cette révolution technologique. La haute culture était menacée par l'industrie culturelle, la lecture par l'audiovisuel et le cinéma par la télévision et les vidéos, qui étaient elles-mêmes mises en péril par les multimédias, etc. Il faudrait revoir ces tentatives de théoriser sur ces phénomènes. Toutefois, il est regrettable de constater qu'elles sont plus le reflet des préjugés des auteurs que d'une étude approfondie sur l'évolution ou la révolution culturelle que l'humanité est en train de réaliser.

LES THÉORIES SUR LA HAUTE CULTURE ET LA CULTURE POPULAIRE

Alors que les Lumières étaient convaincues de la supériorité de leur projet culturel, le romantisme faisait part de ses doutes en exigeant la présence thématique de l'univers des paysans, des indigènes et autres peuples. Quant aux réalistes et aux naturalistes, ils revendiquaient la représentation des couches populaires. Toutefois, il s'agissait d'aborder et d'intégrer de nouvelles réalités comme composantes de la modernité. Les affrontements de la fin du XIX^e siècle révélaient déjà des mouvements sociaux alternatifs. Les ouvriers revendiquaient une nouvelle organisation économique, politique et culturelle. Pendant la révolution russe, le prolétariat culturel préconisait la supériorité de la culture prolétaire mais ne se considérait pas comme l'héritier de la culture savante, réclamant bien évidemment que cette dernière s'ouvre au monde de la production industrielle et à la production en série. Le Bauhaus souhaitait également voir triompher l'utilité et le fonctionnel engendrés par la production en masse mais il aspirait aussi à la réforme de la haute culture. Des auteurs marxistes comme Walter Benjamin tentèrent une synthèse entre la culture savante et la culture populaire urbaine naissante. Bertold Brecht essaya de les réunir dans le domaine du spectacle théâtral. Les nazis semblaient néanmoins avoir gagné cette bataille en incorporant les masses elles-mêmes dans leur propre spectacle, et en instaurant ainsi une identification apparemment sans limites entre elles et le pouvoir politique dictatorial. B. Brecht prétendait éduquer les masses par le spectacle, les nazis réussirent à mobiliser les masses en les utilisant pour le spectacle. Par ailleurs, des auteurs comme Gabriel Tarde, à la fin du XIXe siècle, et José Ortega y Gasset, dans les années 1920 et 1930, virent dans l'émergence des masses une menace contre la haute culture et contre les valeurs humaines en général. Ils redoutaient la force totalitaire qui semblait naître de l'utilisation politique des masses.

Theodor W. Adorno et Max Horkheimer furent peut-être les premiers à percevoir cette culture populaire et de masse comme une nouvelle industrie: l'industrie culturelle. En effet, elle n'était pas qu'une manifestation du tempérament des masses mais reflétait une manipulation politique, et une proposition civilisationnelle, une menace totalitaire qui prétendait bannir la modernité rationaliste que représentait la haute culture. La défense de la raison, y compris quand la raison critique pouvait controverser son absolutisation réalisée par les Lumières, symbolisait la défense de la civilisation contre la menace totalitaire du nazisme, de la bureaucratisation stalinienne et, postérieurement, de l'industrie culturelle dominée par le système de production capitaliste. La critique de T. Adorno et de M. Horkheimer ne cherchait pas à comprendre la dialectique proposée par cette industrie culturelle. Ils la considéraient comme une manifestation soit du mercantilisme capitaliste, soit du totalitarisme. Ils demandaient que la culture savante soit correctement défendue, malgré son contenu de classe, dans la mesure où elle permettait un progrès de la pensée humaine face aux objectifs purement soumis au mercantilisme, au divertissement, à l'utilitarisme. à la manipulation des émotions et des sentiments de la culture de masse

convertie en industrie. En outre, si leur critique s'adressait en réalité aux Lumières (qu'ils prétendaient dépasser dans une version positive), les lecteurs de leur essai sur l'industrie culturelle eurent tendance à l'enrichir et à prôner une négation complète de l'industrie culturelle, accusée d'être le monstre à l'origine de l'aliénation. La notion développée par Louis Althusser, bien plus tard, des appareils idéologiques d'État, venait renforcer cette approche en lui ajoutant une méthodologie structuraliste qui considérait le capitalisme comme un système s'auto-alimentant et dont les composantes étaient toujours fonctionnelles à son autoreproduction. La culture de masse et la haute culture bourgeoise apparaissaient comme des instruments constitutifs du système et de son reproducteur. Herbert Marcuse apporta la médiation pour ce discours unidimensionnel en voyant dans le capitalisme moderne un système unidimensionnel. Il n'existait plus de contradiction interne entre les composantes du système, et ce dernier ne pourrait être nié que par un élément externe. La dialectique avait disparu et le marxisme devenait une modalité de plus de la pensée formaliste non-dialectique. De nombreux travaux réalisés dans les années 1960 et 1970 adoptèrent une approche voisine.

Sans rompre totalement avec ces problèmes méthodologiques, il convient de souligner une autre ligne critique formulée à l'égard de l'industrie culturelle qui fut mentionnée par les études sur la domination exercée par les grands groupes économiques et les États impérialistes sur les moyens de communication. Des auteurs comme Herbert I. Schiller, Armand Mattelart et Ariel Dorfman intégrèrent sur le plan culturel les critiques de la théorie de dépendance envers le système de domination mondiale. Dans les années 1970, ces critiques furent abordées à l'UNESCO et débouchèrent sur la proposition d'un Nouvel ordre informatif international. En réalité, il s'agissait de transformer en processus réel la réaffirmation historique des peuples soumis à l'expansion du capitalisme européen à partir des années 1500 jusqu'à la Seconde Guerre mondiale. Il fallait démontrer que le système mondial (dominé par certains pays européens et par les États-Unis) avait engendré, d'une part, un eurocentrisme culturel qui s'imprégnait des caractéristiques intrinsèques aux sociétés et cultures européennes et, d'autre part, un processus d'accumulation primitive d'expansion capitaliste qui s'identifiait à la civilisation, à la modernité et à l'humanité en général. Parmi ces éléments idiosyncrasiques européens figurait la supériorité raciale de l'homme blanc. Le racisme européen était le fruit de la victoire des peuples blancs sur d'autres peuples et, plus particulièrement, à partir du XIX^e siècle, celui des peuples anglo-saxons que l'on voulut différencier par des caractéristiques raciales. Ceci induisit une discrimination parmi les Blancs dont certains passèrent du statut de dominants à celui de dégénérés (peut-être en raison de leurs métissages

avec les peuples africains, etc.). Les anciens esclaves étaient également victimes de cette exclusion en raison de leur passé qui les excluait de la civilisation occidentale.

À la critique émise par les peuples émergents contre l'eurocentrisme intrinsèque au monde culturel occidental et à sa vision de la modernité s'ajoutait celle issue du mouvement féminin qui commençait à faire des parallèles entre certaines valeurs éthiques et esthétiques et la position dominatrice et hégémonique du patriarche qui s'était consolidée en Occident depuis l'Antiquité gréco-romaine. La culture savante se voyait donc attaquée sur de nouveaux fronts. En effet, si auparavant, on l'accusait d'être élitiste et discriminant l'univers ouvrier et, plus généralement, les pauvres, on lui reprochait désormais son contenu eurocentriste, raciste et sexiste. Toutefois, la culture de masse et l'industrie culturelle n'étaient pas en mesure de résoudre ces problèmes controversés par l'émergence de nouvelles forces sociales à partir de la fin du XIX^e siècle. Les efforts pour mettre en place une contre-culture, une culture alternative ou *underground*, dans les années 1960 et 1970 ou même un Nouvel ordre informatif international s'achevèrent dans les années 1980, soit parce que l'industrie culturelle de l'establishment avait assimilé ses mythes et ses propositions, soit parce que le processus de mondialisation culturelle, dominé par les grands groupes économiques, l'avait supplanté.

En conséquence, il se produisit un important ralliement à l'approche structuraliste et pessimiste qui se développa à cette époque grâce à des auteurs comme Jacques Derrida, Michel Foucault et d'autres qui ouvrirent la voie vers l'idée d'une postmodernité dans laquelle les formes culturelles se dispersent dans un flux de changements permanents et où l'histoire se subsume également. Dans ce nouveau contexte, tant la culture savante que la culture de masse, appelée aussi culture populaire ou industrie culturelle, se mêlent dans une dynamique indéterminée. Le rapport de la Commission mondiale sur la culture de l'UNESCO s'avéra très utile dans cet environnement pessimiste. Il chercha à redéfinir le rôle de la culture, haute et basse, dans un monde mondialisé où le pluralisme, la créativité et le renforcement des mouvements sociaux, de la femme, de l'enfant, des jeunes et autres minorités pourraient se manifester à travers la défense de l'héritage culturel de l'humanité, la défense de l'environnement et de politiques culturelles conscientes des changements de notre temps.

BIBLIOGRAPHIE

- ADORNO T., HORKHEIMER M. 1979. *Dialectic of Enlightenment*, Londres, Verso (1^{ère} éd., *Dialectik der Aufklärung: Philosophische Fragmente*, Francfort (Allemagne), Suhrkamp (1944)).
- BENJAMIN W. 1969. Theses on the Philosophy of History. Dans: ARENDT H. (dir. publ.), *Illuminations*, New York, Schocken Books.
- Commission mondiale sur la culture et le développement. 1996. Our Creative Diversity: Report of the World Commission on Culture and Development, Paris, UNESCO.
- FEATHERSTONE M. (dir. publ.). 1990. *Global Culture: Nationalism, Globalization and Modernity*, Londres, Sage Publications.
- HUYSSEN A. 1996. Memórias do Modernismo, Rio de Janeiro (Brésil) UFRJ [After the Great Divide: Modernism, Mass Culture, Postmodernism, Bloomington (Indiana), Indiana University Press].
- MATTELART A. 1999. La communication-monde: Histoire des idées et des stratégies, Paris, La Découverte.
- SANTOS T. (DOS). 1984. Cultura y dependencia en América Latina: Algunos apuntes metodológicos y históricos. Dans: P. G. CASANOVA (dir. publ.), Cultura y creación intelectual en América Latina, Mexico, Siglo XXI Editores.
- SCHILLER H. I. 1973. *The Mind Managers*, Boston (Massachusetts), Beacon Press.
- 1976. Communication and Cultural Domination, White Plains (New York), Arts and Sciences Press Inc.

25.8

Culture, cultures nationales, interculturation, acculturation et inculturation

Henri Madelin

Introduction

Selon les vues de l'anthropologue américain A. L. Kroeber (1950), « la réalisation la plus significative de l'anthropologie dans la première partie du XX^e siècle a été d'avoir amplifié et clarifié le concept de culture ». Cette réflexion abrupte semble pertinente dans sa première affirmation d'amplification du concept de culture, mais beaucoup plus discutable pour sa clarification. Le concept de culture a connu une fortune considérable au siècle précédent, s'est annexé de nombreux cantons du savoir et est venu camper au cœur de plusieurs disciplines des sciences humaines. Mais ce qui a été gagné en extension a souvent été perdu en précision. À force d'abuser du concept de culture, les chercheurs se sont quelque peu égarés dans la construction d'une sorte de mosaïque, riche en couleurs mais pauvre en compréhension d'une réalité complexe. Au point que le scepticisme a grandi dans les énoncés des spécialistes lorsqu'ils parlent de «culture».

Nous nous proposons donc, dans ce chapitre, de tenter de mettre un peu d'ordre dans le champ de ce qui est communément appelé «culture» et d'opérer certaines distinctions nécessaires permettant d'affiner sa compréhension dans les réalités de notre temps. Comme aimait à le souligner le philosophe Jacques Maritain, il importe de savoir «distinguer pour unir», de décomposer pour rassembler. La verrière de la culture antérieure s'est brisée et s'est éparpillée en mille morceaux gisant à terre. Il s'agit de les retrouver pour les assembler afin de reconstituer une nouvelle voûte de lumière capable de chanter à nouveau au soleil de la connaissance. Nous évoquerons donc ce qu'il faut entendre par culture, cultures, cultures nationales, enculturation, interculturation, acculturation et inculturation.

LA CULTURE, PORCHE DE L'HUMANISATION

En commençant par le plus simple, nous pouvons dire que la personne humaine ne peut accéder en vérité à l'humanité que par la *culture*, c'est-à-dire en mettant en valeur les biens ou les richesses de la nature. Nature et culture sont totalement imbriquées dans les processus de l'humanisation. C'est avec la révolution du néolithique que se manifeste la mise en valeur du sol par l'homme. Les techniques permettent de transformer la terre, de la cultiver pour la rendre propice à celui qui devient capable de se nourrir des fruits de la terre. C'est le sens du mot *agriculture*.

En un sens plus large, selon les expressions du concile Vatican II:

«Le mot *culture* désigne tout ce par quoi l'homme affirme et développe les multiples aspects de son esprit et de son corps; s'efforce de soumettre l'univers par la connaissance et le travail, humanise la vie sociale, aussi bien la vie familiale que l'ensemble de la vie civile, grâce aux progrès des mœurs ou des institutions; enfin traduit, communique et conserve dans des œuvres, au cours des temps, les grandes expériences spirituelles et les aspirations majeures de l'homme, afin qu'elles servent au progrès d'un grand nombre et même de tout le genre humain».

Les rédacteurs des textes du concile Vatican II ne se contentent pas de recenser les significations du mot *culture* dans l'histoire personnelle de chacun et dans la genèse des sociétés humaines. Ils notent que le mot culture prend souvent un sens sociologique et même ethnologique qui permet d'analyser la *pluralité des cultures*. C'est comme une échelle qui permet de passer du plan individuel au collectif, des cultures au pluriel à la culture nationale en s'élevant jusqu'à la notion de patrimoine commun de l'humanité.

«Des styles de vie divers et des échelles de valeurs différentes trouvent leur source dans la façon particulière que l'on a de se servir des choses, de travailler, de s'exprimer, de pratiquer sa religion, de conclure, de légiférer, d'établir des institutions juridiques, d'enrichir les sciences et les arts et de cultiver le beau. Ainsi, à partir des usages hérités, se forme un patrimoine propre à chaque communauté humaine. De même, par là se constitue un milieu déterminé et historique dans lequel tout homme est inséré, quels que soient sa nation ou son siècle, et d'où il tire les valeurs qui lui permettront de promouvoir la civilisation. ».²

En tous temps, styles de vie, systèmes de valeurs, codes juridiques, législations, travail, sciences et techniques, religions, arts et esthétiques forment un tissu culturel. Celui-ci est repérable dans les expressions de la base, les habitudes ethniques, les coutumes nationales. Notre époque voit même

poindre de nouvelles aspirations pour se hisser au niveau de la totalité et à la recherche d'une civilisation de l'humanité tout entière.

CULTURES NATIONALES ET INTERCULTURATION

Le constat établi par Max Weber au sortir de la guerre de 1914—1918 demeure: la culture nationale se constitue sous la pression de la violence. Car l'État moderne confisque à son profit la violence légitime ou légitimée, en la retirant aux groupements intermédiaires, aux clans, aux ordres qui en ont été historiquement les détenteurs. S'il n'existait que des structures sociales d'où toute violence serait absente, le concept d'État aurait disparu et il ne subsisterait au sens propre que «l'anarchie». État et violence entretiennent une relation intime que l'on peut voir se manifester sur toute la surface de la Terre et d'autant plus fortement qu'un nationalisme ombrageux et centralisé se constitue au plan interne et cherche agressivement à se répandre vers les autres nations.

«Aujourd'hui, il faut concevoir l'État contemporain, explique Max Weber (1958), comme une communauté humaine, qui, dans les limites d'un territoire déterminé — la notion de territoire étant une de ses caractéristiques — revendique avec succès pour son propre compte le monopole de la violence légitime». L'État national ne se résume pas tout entier dans l'utilisation privilégiée de la violence mais il s'en sert, à des moments décisifs, comme d'un «moyen spécifique». Plus le nationalisme culturel d'un pays se veut puissant, plus la politisation du pays est nécessaire.

Une culture nationale a besoin pour exister dans l'espace et dans le temps d'un outil de gestion qui exige des moyens financiers, un corps spécialisé de fonctionnaires de tous rangs et une bureaucratie à tous les échelons. Car, pour faire fructifier une culture nationale, il faut agréger ensemble des mentalités disparates, des résistances corporatistes, des traitements spécifiques à accorder aux minorités répandues sur le territoire et disséminées à l'extérieur. Cela suppose un travail de longue haleine sur les mythes constitutifs d'une histoire collective, le maniement d'un ordre symbolique, l'ouverture à un imaginaire libéré, les secours d'une idéologie d'affirmation identitaire (Schemeil, 1985).

Mais, derrière le paravent collectif, la montée de l'individualisme parmi les simples citoyens et au sein des groupes est partout constatée. Il favorise la venue et le brassage de réseaux interculturalistes. Il peut favoriser l'apparition de «contre-cultures» en désaccord ou en conflit avec la ligne officielle ou le caractère agressif de la culture nationale. On le remarque en tous lieux de la planète. On n'est jamais l'homme d'une seule chose,

d'une seule nation, d'un seul système, d'une seule culture. Le politologue britannique Derek Urwin a bien noté qu'en chacun, fut-il migrant, coexistent deux droits antagonistes: le *right to roots* et le *right to choose*, le droit aux racines en même temps que le droit au changement. L'enracinement constitue l'essence de l'identité puisqu'il aide à répondre à ces questions cruciales: Qui suis-je? Que suis-je? Où suis-je? Mais d'autres questions surgissent: Que vais-je devenir? Comment progresser? Ce droit d'opter et de changer est tout aussi important puisque tout individu peut souhaiter ne pas rester enfermé au sein d'une communauté qui limiterait son horizon. Des cultures individuelles ou parcellaires peuvent donc remettre en question l'ordre symbolique d'une nation, passer des compromis avec des institutions étatiques, faire pression sur les dirigeants de pays, séduire par de nouvelles figures imaginaires.

Désormais, également, aucune nation ne peut rester figée dans son statut culturel hérité. L'éducation, les voyages, les nouveaux moyens de communication développent l'esprit critique et contournent les aspects répétitifs d'une culture nationale. L'État national, comme l'a souligné Daniel Bell, est trop gros pour repérer et apprécier les réseaux qui se déploient dans le microculturel et trop faible pour faire face à la pression du macroculturel capable désormais d'enjamber des frontières. Langues, musiques, films, échanges économiques, programmes de télévisions et de radios, tissage de nouvelles relations par l'accès à Internet, fraternités à base religieuse, jumelages divers se liguent pour pousser à une interculturation. Elle mélange les apports venant des voisins et de l'environnement mondial. La culture nationale s'élargit, change ses hiérarchies dans l'échelle des valeurs, se gonfle d'apports nouveaux qui authentifient un jour des rapprochements, des alliances, des conventions, entre nations jadis antagonistes. L'intérêt grandit soudain pour se mettre en quête de gisements situés hors des frontières nationales et jusqu'ici superbement ignorés. Alors se vérifie la pertinence du titre d'un ouvrage écrit par un sage sénégalais, Hamidou Khane: « Comme si nous nous étions donné rendez-vous». L'interculturel acquiert droit de cité.

LE SYMBOLIQUE, L'INCONSCIENT ET L'ENCULTURATION

Les ethnologues ont tendance à se focaliser sur les cultures passées. Ils déchiffrent les textes et les monuments, les productions artistiques qui ont précédé les cultures actuelles. Au contraire, les anthropologues sont tournés vers l'observation du présent. Ils cherchent à saisir la manière dont les gens vivent ici et maintenant, se comprennent, s'expriment, et donnent significa-

tion à leur propre vie et à celle des autres. C'est pourquoi les distinctions trop appuyées entre culture des «élites» et cultures «populaires» méconnaissent le terreau culturel qui nourrit dès l'origine tous les membres d'une société. De même, la séparation entre arts «primitifs» et arts «modernes» est regrettable. Car une œuvre d'art, si elle est telle, vaut par elle-même, qu'elle que soit la période de son apparition.

Si le travail scientifique est lié au progrès, il n'en est pas de même pour l'œuvre d'art qui s'impose par elle-même comme une création libre et novatrice dans les conditions que la technique de son époque permettait. Comme le remarque Max Weber (1958), «une œuvre d'art vraiment *achevée* ne sera jamais surpassée et ne vieillira jamais».

Un anthropologue américain a exercé une influence profonde sur la définition de la culture d'une société donnée. Il s'agit de Clifford Geertz qui insiste (1973) sur le rôle de la symbolique qui est la clé de la dimension cognitive. Pour lui, la culture est: «un système transmis historiquement, de significations incarnées dans des symboles, des conceptions reçues en héritage et exprimées sous des formes symboliques grâce auxquelles les gens communiquent, perpétuent et développent leur connaissance de la vie et leurs attitudes envers elle.»

Il ne convient pas cependant d'exagérer la dimension cognitive. Les symboles contribuent à informer et à structurer les êtres humains dans une société donnée, mais le rôle des valeurs reste indispensable pour donner des finalités à des entreprises et permettre des décisions en conséquence. Or l'imprégnation des valeurs en chacun comporte une face cachée, où l'inconscient fournit un travail aussi important que le conscient. C'est ce que met en valeur le concept d'enculturation. C'est par l'enculturation, autre usage de la socialisation, que la personne devient un être culturel aux contours bien dessinés et selon des processus qui s'étalent continuellement dans le temps. Depuis sa naissance, la personne entre en possession, intériorise et développe les aspects de la culture qui l'intègrent à la société: habitudes, valeurs, réflexes, langages, normes. L'enculturation est donc une sorte d'imprégnation longue et efficace. Elle dote l'être humain, au fil du temps, d'une panoplie de modèles qui orientent sa vie dans une direction précise, tout en excluant d'autres orientations potentielles. C'est un processus conscient et inconscient qui envahit toute une existence et, de facon subtile, l'atteint en profondeur. Il suppose au départ des temps longs d'apprentissage et d'initiation à partir du milieu familial, de l'environnement et de l'intégration scolaire. Chacun adopte un langage culturel et baigne dans une culture comme un poisson dans l'eau. La passivité se mêle à l'activité, le donné avec l'acquis. Ce n'est d'ailleurs que lorsque nous sommes exposés à d'autres expériences culturelles que nous devenons davantage conscients de notre propre enculturation.

ACCULTURATION TOTALE OU SÉLECTIVE

C'est quand une culture évolue et change au contact d'une autre culture que nous parlons d'acculturation. Dans le monde contemporain, peu de sociétés vivent dans une autarcie culturelle. L'acculturation revêt souvent d'ailleurs un caractère agressif puisqu'elle est souvent un chemin à sens unique qui va des sociétés dominantes aux sociétés dominées qui subissent cette forme d'envahissement trop unilatéral. On parle de déculturation quand la violence exercée durablement par le plus puissant détruit les cultures des plus faibles. Après le déracinement de ceux qui connaissent cette contrainte prolongée, peut venir la mort collective (le génocide culturel ou l'ethnocide systématique). Contre de tels processus mortifères, apparaissent des entreprises de reculturation ou de contre-acculturation qui cherchent à rétablir l'identité culturelle d'un groupe menacé par une force de frappe culturelle venue d'ailleurs. Ces phénomènes d'acculturation et les réactions qu'ils suscitent se produisent actuellement surtout dans toutes les formes d'expansion d'une communication planétaire: télévision et radios, musiques envahissantes, langues dominantes, fascination pour l'Internet, publicités, exportation de techniques et de technologies qui se revêtent faussement du masque de la neutralité, stimulations de consommations nouvelles exacerbées et de styles de vie ostentatoires, développement d'un tourisme planétaire, guerres, etc.

Généralement un certain nombre de variables tempèrent les processus d'acculturation à sens unique. Selon les sociologues, il convient de distinguer l'ampleur des modifications culturelles selon les groupes en contact. Il faut observer aussi les circonstances des contacts selon qu'il s'agit d'une imprégnation idéologique (la souveraineté limitée des pays socialistes au temps de l'ex-URSS), du colonialisme avec occupation des lieux et de la terre (Maghreb, Rhodésie), de la guerre tribale ou internationale, ou des migrations professionnelles. Les actions et réactions varient effectivement selon la taille et le poids respectif des cultures considérées, le type d'urbanisation et de ruralité, le poids démographique et l'espace des ensembles en conflit réciproque. Il convient d'ajouter que, malgré une sourde opposition entre la culture native et la culture conquérante, se produit, en général, un processus de sélection et d'acceptation partielle des traits importés. Mais le choc subi entre les cultures peut entraîner une réorganisation, ainsi qu'une réinterprétation de la culture qui emprunte des éléments acceptés (Akoun et Ansart, 1999).

L'INCULTURATION À BASE RELIGIEUSE

Selon la définition de J. Scheuer (1984), l'inculturation « est le processus par lequel la vie et le message chrétien s'insèrent dans une communauté culturelle, une société donnée, et y prennent si bien racine qu'ils produisent de nouvelles richesses, des formes inédites de pensée, d'action, de célébration ». L'inculturation vise à naturaliser l'Église dans chaque pays ou secteur social dans le respect du caractère propre de chaque entité collective. Il peut s'agir aussi bien d'une région, d'une ethnie, ou d'un groupe social.

Le mot a été forgé dans le contexte théologique de l'Église catholique au moment du concile Vatican II, car, par sa racine «culture», le mot inculturation met l'accent sur la consistance des cultures et peut en appeler aux acquis récents de l'anthropologie. Par son préfixe «in», le mot évoque spontanément le mystère du «Verbe fait chair» dont parle le Prologue de l'Évangile de saint Jean. Le terme a été forgé récemment, pour parler de l'expansion planétaire de l'Église dans le souci du respect des cultures approchées. Il permet une relecture des déficits constatés dans les comportements passés, pour inaugurer une nouvelle manière de se situer dans le concert des cultures diverses qui emplissent la Terre. Il est relu aujourd'hui comme une clé d'interprétation de l'histoire du catholicisme, de son expansion missionnaire depuis l'Occident. Il ouvre à de nouvelles perspectives pour le dialogue à venir entre cultures différentes, spécialement en Asie et en Afrique. Le pape Jean-Paul II a parlé en termes renouvelés de ce choc des cultures actuelles au plan religieux dans une lettre encyclique, Fides et ratio, rendue publique le 15 octobre 1998, dont nous nous inspirons ici.³

Une tradition culturelle ne peut se refermer sur sa différence. Il serait contraire à la nature même de l'esprit humain que de se croire capable de grandir en s'opposant aux autres traditions. Parler de la foi et de la raison, c'est donc déboucher sur le lien entre cultures et foi et sur les enjeux de la rencontre entre cultures différentes. La leçon vaut aussi pour l'Europe.

Aucun avenir n'est possible si chaque culture s'enferme dans son splendide isolement. L'annonce de la foi, de son côté, ne peut que s'étioler si elle ignore superbement la «réalité» du terrain où elle s'implante. Au terme de ce chapitre, il importe de ne pas jeter un regard trop pessimiste sur la globalisation du monde qui caractérise notre époque et qui atteint désormais les cultures et les religions. La transversalité ou les communications par osmose de valeurs culturelles, religieuses, poétiques, philosophiques et théologiques n'aboutissent pas inéluctablement à une uniformisation insupportable. Ce qui a lieu dans ces sphères contredit plutôt ce qu'il y a de semblable dans l'expansion planétaire des sciences et des techniques.

Une option reste toujours ouverte en effet dans la confrontation universelle des cultures, c'est la possibilité de se comprendre au travers de nos propres différences.

Ici se révèlent l'identité de la condition humaine et la solidarité de cette condition confrontée aux mêmes exigences existentielles: se nourrir, s'abriter, communiquer, engendrer, souffrir, prier, vivre avec courage une vie toujours précaire mais exaltante. C'est par leur enracinement dans les richesses de leurs cultures que les humains découvrent ce qui leur est commun et comment ils répondent à cette exigence universelle de manière si diverse. «Comme si nous nous étions donné rendez-vous», osait dire le cheik Hamidou Khane.

NOTES

- 1. Vatican II: Gaudium et Spes: Pastoral Constitution on the Church in the Modern World, Chapter 2, n° 53, para. 2, 1965.
- 2. Ibid.
- 3. Lettre encyclique, Fides et ratio, Libreria Editrice Vaticana.

BIBLIOGRAPHIE

- AAREBROT F., URWIN D. W. 1979. The Politics of Cultural Dissent: Religion, Language and Demonstrative Effect in Norway. Dans: *Scandinavian Political Studies*, vol. 2, n° 2, p. 75–98.
- ABOU S. 1981. L'identité culturelle. Relations interethniques et problèmes d'acculturation, Paris, Anthropos.
- AKOUN A., ANSART P. (dir. publ.). 1999. *Dictionnaire de sociologie*. Paris, Le Robert/Seuil, p. 2–3, 590.
- Alford R. R., Scoble H. M. 1969. *Bureaucracy and Participation: Political Cultures in Four Wisconsin Cities*, Chicago, Rand McNally.
- ALMOND G., VERBA S. 1965. The Civic Culture, Political Attitudes in Five Countries, XI, Princeton (New Jersey), Princeton University Press; (éd. abrégée, The Civic Culture, Political Attitudes and Democracy in Five Nations, Boston (Massachusetts), Little Brown & Co.
- (dir. publ.). 1980. The Civic Culture Revisited, Boston, Little Brown.
- AMALADOOS M. 1981. Letter of Inculturation. Dans: AIXALA J. (dir. publ.), Other Apostolates Today: Selected Letters and Addresses of Pedro Arrupe, s. j., Anand (Inde), Gujarat Sahitya Prakash.

- 1994. Inculturation in India: Historical Perspectives and Questions. Dans: *Yearbook of Contextual Theologies* 1994, p. 42–58.
- 1998. Beyond Inculturation: Can the Many be One? Indian Society for Promoting Christian Knowledge/Vidyajyoti Education and Welfare Society, Delhi
- BADIE B. 1983. Culture et politique. Paris, Economica.
- BAKER K. L., DALTON R. J., HILDEBRANDT K. 1981. *Germany Transformed, Political Culture and the New Politics*, Cambridge (Massachusetts), Harvard University Press.
- BASTIDE R. 1971. Anthropologie appliquée. Paris, Payot.
- BAUMAN S. 1973. Culture as Praxis. Londres, Routledge/Kegan Paul.
- Bell D. V., Tepperman L. 1979. *The Roots of Disunity, a Study of Canadian Political Culture*, (Series: Canada in Transition), Toronto, McClelland/Steward.
- BENEDICT R. 1950. Échantillons de civilisations, Paris, Gallimard.
- BERGER P., LUCKMANN T. 1967. *The Social Construction of Reality, a Treatise in the Sociology of Knowledge*, Harmondsworth (Royaume Uni), Penguin.
- BOURDIEU P. 1984. *Distinction: A Social Critique of the Judgement of Taste*, Cambridge (Massachusetts) Harvard University Press
- 1990. Photography: A Middle-Brow Art, Palo Alto (Californie), Stanford University Press
- 1990. The Logic of Practice, Palo Alto (Californie), Stanford University Press
- Brown A. 1979. Introduction. Dans: Brown A., Gray J. (dir. publ.). *Political Culture and Political Change in Communist States*, 2° éd., New York, Holmes & Meier.
- Buchanan W. 1968. Identification, Political. Dans: Sills D. L. (dir. publ.). *International Encyclopedia of the Social Sciences*, vol. VII, New York, Macmillan.
- CLARKE M. 1974. On the Concept of Sub-Culture. Dans: *British journal of Sociology* (Londres), vol. 25.
- Congar Y. 1982. Diversités et communion : Dossier historique et conclusion théologique, Paris, Cerf.
- DOUGLAS M. 1970. Natural Symbols, New York, Pantheon.
- DUMONT L. 1983. Essais sur l'individualisme, Paris, Seuil.

- EBOUSSI BOULAGA F. 1981. Christianisme sans fétiche, révélation et domination, Paris, Présence africaine.
- ELA J.-M. 1980. Le cri de l'homme africain. Questions aux chrétiens et aux Églises d'Afrique, Paris, L'Harmattan.
- LUNEAU R., NGENDAKURIYO C., COSMAO V. 1981. Voici le temps des héritiers. Églises d'Afrique et voies nouvelles, Paris, Kathala.
- GEERTZ C. 1973. The Interpretation of Cultures, New York, Basic Books.
- 1983. Local Knowledge. Further Essays in Interpretive Anthropology, New York, Basic Books.
- GEFFRÉ C. 1988. Le christianisme au risque de l'interprétation, Paris, Cerf.
- GODELIER M. 1982. La production des grands hommes. Pouvoir et domination masculine chez les Baruya de Nouvelle-Guinée, Paris, Fayard.
- GRAY J. 1979. China: Communism and Confucianism. Dans: Brown A., GRAY J. (dir. publ.). *Political Culture and Political Change in Communist States*, 2^e éd., New York, Holmes & Meier.
- HABERMAS J. 1976. Connaissance et intérêt, Paris, Gallimard.
- HÉRITIER F. 1977. L'identité Samo. Dans : *L'identité interdisciplinaire*, séminaire dirigé par Claude Lévi-Strauss, Paris, Grasset.
- HERSKOVITS M. J. 1955. *Cultural Anthropology*, New York, Alfred A. Knopf.
- REDFIELD R., LINTON R. 1936. Outline for the Study of Acculturation. Dans: *American Anthropologist*, n° 38, p. 149–152.
- JAULIN R. (dir. publ.). 1974. *La décivilisation, politique et pratique de l'eth-nocide*, Paris, PUF.
- KARDINER A. 1969. *The Individual and His Society: The Psychodynamics of Primitive Social Organization*, vol. 30, New York, Colombia University Press.
- KROEBER A. L. 1950. Anthropology. Dans: Scientific American, vol. 183, septembre.
- LANE R. E. 1962. *Political Ideology*, New York, The Free Press.
- LECA J., SCHEMEIL Y. 1983. Clientélisme et patrimonialisme dans le monde arabe, Dans: *International Political Science Review*, vol. 4, n° 4, p. 455–494.
- LEWIS O. 1959. Five families: Mexican Case Studies in the Culture of Poverty, New York, Basic Books.

- 1969. La Vida, A Puerto Rican Family in the Culture of Poverty, San Juan and New York, vol. 55, New York, Random House.
- LINTON R. 1968. Le fondement culturel de la personnalité, Paris, Dunod.
- MALINOWSKI B. 1976. Culture. Dans: SILLS D. L. (dir. publ.). *International Encyclopedia of the Social Sciences*, vol. 4, New York, Macmillan.
- MANNHEIM K. 1936. *Ideology and Utopia*, vol. 22, Londres, Routledge and Kegan Paul.
- MAUSS M. 1980. Essai sur le don. Forme et raison de l'échange dans les sociétés archaïques. Dans: *Sociologie et anthropologie*, Paris, PUF. p. 143–279.
- MEAD M. 1935. Sex and Temperament in Three Primitive Societies, New York, William Morrow & Company.
- 1963. Mœurs et sexualité en Océanie, Paris, Plon.
- MESSI METOGO E. 1985. Théologie africaine et ethnophilosophie, problèmes de méthode en théologie africaine (séries: Points de vue), Paris, L'Harmattan.
- PARK R. E. 1950. *Race and Culture*, vol. 22, Glencoe (Illinois), The Free Press.
- PAUL D. W. 1973. *Nationalism, Pluralism, and Schweikism in Czechoslovakia's Political Culture*, thèse de doctorat, University of Princeton, Princeton (New Jersey).
- PEELMAN A. 1988. L'inculturation, l'Église et les cultures, Paris/Novalis (Ottawa), Desclée.
- PÉNOUKOU E. J. 1984. Églises d'Afrique: Propositions pour l'avenir, Paris, Karthala.
- PITTS J. R. 1981. Les Français et l'autorité. La vision d'un Américain. Dans : REYNAUD J. D., GRAFMEYER Y. (dir. publ.). *Français, qui êtes-vous?* Paris, La Documentation Française, p. 285–300.
- POUPARD P. 1989. L'Église au défi des cultures. Inculturation et évangélisation, Paris, Desclée.
- Pye L. W. 1962. *Politics, Personality and Nation Building. Burma's Search for Identity*, New Haven (Massachusetts), Yale University Press.
- RAUSCH H. 1980. Politische Kultur in der Bundesrepublik Deutschland, Berlin, Colloquium Verlag.
- ROSANVALLON P., VIVERET P. 1977. Pour une nouvelle culture politique, Paris, Seuil.

- SALES M. 1980–1981. Le christianisme, la culture et les cultures. Dans: *Axes*, octobre 1980– janvier 1981, p. 3–40.
- Schemeil Y. 1985. Les cultures politiques. Dans: Grawitz M., Leca J. (dir. publ.). *Traité de science politique*, vol. 3, L'action politique, Paris, PUF.
- SCHEUER J. 1984. L'inculturation, présentation du thème, Lumen Vitae, vol. 39.
- TYLOR E. B. 1876. La civilisation primitive, 2 vols., Paris, Reinwald.
- Weber M. 1958. Politics as a Vocation. Dans: Gerth H. H., Wright C. (dir. publ.). *From Max Weber: Essays in Sociology*, New York Oxford University Press.
- WYLIE L. 1981. Joindre le geste à la parole. Dans: REYNAUD J. D., GRAFMEYER Y. (dir. publ.). *Français, qui êtes-vous?* Paris, La Documentation Française.

26

La culture littéraire et artistique

26.1 La littérature

Marc Bensimon et Astrid Guillaume

la littérature mondiale de 1914 à 1999, n'est pas de couvrir chaque mouvement littéraire, auteur, langue ou pays, ni d'en présenter toutes les spécificités. Les tentatives allant dans ce sens n'aboutiraient que sur une longue liste ou un catalogue de genres. Les limites d'espace et de temps ont exclu un exposé complet sur la littérature de chaque pays ainsi que sur tous les grands écrivains. Il y aura donc forcément des omissions à ne pas prendre pour de la censure. Ce chapitre souligne cependant que, malgré la diversité et la profusion des formes littéraires et quel que soit le continent, la littérature partage les mêmes aspirations fondamentales.

Introduction

Les découvertes les plus récentes des scientifiques sur l'origine des atomes, formés à partir de poussière d'étoiles il y a des milliards d'années, leur ont permis d'évoquer un être humain composé de ces éléments et en constante évolution. De la même façon, la conscience humaine change de façon permanente et, dans les limites de sa perspective, cherche constamment à améliorer l'image qu'elle perçoit d'elle-même.

La littérature n'a eu de cesse d'enregistrer le questionnement perpétuel de l'humanité sur sa propre image traditionnelle. Elle s'est interrogée sur les relations que les êtres humains entretenaient avec eux-mêmes, entre eux ou avec le monde dans son ensemble et, par voie de conséquence, elle a fini par réfléchir sur la littérature même comme l'un des principaux moyens d'expression de l'humanité. Cette constatation n'a, qui plus est, jamais été aussi vraie qu'au XX^e siècle.

Au XIX^e siècle, la littérature, comme les autres disciplines appartenant aux sciences humaines, a cherché à ancrer des êtres humains donnés dans une histoire et une chronologie particulières. Un héritage national était revendiqué sous la forme d'un passé idéalisé avec lequel une solidarité profonde était requise et mise en avant. La littérature du XX^e siècle, quant à elle, s'est plutôt intéressée au synchronisme et au partage de l'espace. De telles aspirations, simultanément en jeu dans différents pays, ont entraîné la dissolution des frontières traditionnelles; les relations entre différentes formes d'art ont été explorées et la perspective est devenue essentiellement internationale. Même les écrits les plus modernes découlant de revendications révolutionnaires, nationales ou régionales particulières (au nom d'une certaine lutte menée contre le colonialisme, le racisme ou d'autres formes d'oppression), ne pouvaient espérer durer et être reconnus comme œuvre littéraire de premier plan, que si leur portée englobait l'ensemble de l'humanité ou s'ils avaient une signification pour tous les habitants de la planète.

Les écrivains du début du XX^e siècle ont senti qu'ils devaient franchir les limites traditionnelles pour découvrir et explorer l'être et le monde qui l'entoure. Les liens avec le passé ont été délibérément rompus afin de trouver une nouvelle plénitude. Même aux yeux de ces auteurs, qui croyaient encore à la transcendance religieuse, les œuvres d'art étaient perçues comme le moyen de rétablir une signification alors perdue de l'être et du monde.

Le cataclysme de la Première Guerre mondiale a profondément affecté l'idée jusqu'alors largement répandue d'une suprématie européenne inébranlable. Le conflit a précipité une crise imminente dont toutes les conséquences ne se sont pourtant fait pleinement sentir à l'Ouest qu'après l'armistice. Comme par contrecoup, les écrits des Amériques et de l'Est se sont détournés des modèles d'Europe occidentale ou les ont assimilés, à leur façon, pour exprimer leur propre vision de la modernité.

En s'efforçant d'exprimer la réalité, peu d'écrivains ont montré un

En s'efforçant d'exprimer la réalité, peu d'écrivains ont montré un grand enthousiasme pour les avancées techniques et le déclin des valeurs traditionnelles. En fait, leurs écrits laissaient plutôt présager une catastrophe sur un fond d'angoisse, d'agression, voire de nihilisme. Même avant la fin des hostilités, l'horreur et un dégoût profond de la guerre ont poussé certains auteurs à adopter une attitude provocante et iconoclaste

pour dénoncer les limites de la raison et de la culture ainsi que tous les tabous moraux, idéologiques et esthétiques qui y sont associés. Bien que de nombreux écrivains aient dénoncé la guerre et les sociétés qui en étaient responsables, peu d'entre eux ont choisi le conflit comme sujet à part entière. Ils ont préféré s'en détourner comme pour tourner la page. Si le rejet des valeurs traditionnelles a favorisé le culte du non-sens, la disparition de l'ancien joug européen a également permis l'expression d'un nouvel idéalisme particulièrement dynamique, d'une pure joie de vivre, d'un langage rajeuni et de nouvelles valeurs éthiques, culturelles, sociales et philosophiques.

Toutefois, la crise économique et la désillusion politique engendrées par les nouveaux États totalitaires ont vite fait d'assombrir, une fois encore, l'horizon des écrivains. Les œuvres littéraires sont devenues les cadres de conflits où les personnages se retrouvent dans les situations les plus extrêmes. Les convictions ont été ébranlées au plus profond et l'identité, le rôle et le but même de chacun dans l'existence ont été remis en question dans un monde dès lors considéré comme absurde. De nombreux écrivains se sont engagés dans des luttes acharnées au nom de la paix ou contre l'idéologie fasciste, non seulement dans leurs œuvres mais aussi, dans plusieurs cas, aux dépens de leur liberté, voire de leur vie.

Avec ses incroyables atrocités et ses actes sadiques et cruels défiant tout entendement, la Seconde Guerre mondiale a déchiré la planète, renforçant un peu plus la confusion intellectuelle et émotionnelle. L'angoisse a atteint son apogée avec la menace d'une catastrophe nucléaire. Toutefois, même dans les romans les plus sombres et les plus nihilistes, de nombreux personnages vivent des moments de plénitude ou de paix, qu'ils soient destinés ou non à mourir dans des circonstances tragiques. Une telle tendance, même dans les œuvres les plus anti-artistiques, semblait affirmer qu'au-delà des formes prétendument humanistes de démagogie, ainsi que des conflits et du désespoir qui y sont associés, une foi de l'individu en la valeur humaine, consacrée par l'acte esthétique, pouvait perdurer sur toute la planète. Cette foi en l'individu a également été exprimée dans les œuvres de femmes qui ont défendu leurs droits, et ont été écoutées et reconnues en tant qu'égales par la communauté intellectuelle du monde entier.

L'apparition du *nouveau roman* en France dans les années 1960 a permis de regrouper toute une série d'expérimentations dans ce genre littéraire précis. Même si la tendance n'a apparemment pas touché de la même manière les autres pays, les traductions vers de nombreuses langues attestent bien d'une certaine popularité. Dans le nouveau roman, le sujet central est exclu et les personnages dépeints sont dépourvus de mémoire. Une telle approche a trahi le renoncement à toute tentative de recherche de sens, bien que cette attitude puisse être compensée par des explorations en

matière de forme et de langage. Les écrivains invitent le lecteur à participer à la création de significations fictives et gratuites en proposant plusieurs possibilités de mises en scène ou de fins de roman.

Au cours des dernières décennies, avec le retour des œuvres figuratives, les autobiographies, parfois sur un ton ironique, ont proliféré comme tant d'écrits qui portent le témoignage d'une qualité d'expérience dont la valeur réside dans la propre unité du narrateur-témoin, quels que soient son point de vue ou l'endroit d'où il vient. Cette tendance était le signe que l'individu, en tant que citoyen de cette planète, exprimait plus que jamais son être à travers la littérature. Des œuvres florissantes se sont affranchies de plusieurs contraintes ainsi que des frontières traditionnelles entre les genres (prose, poésie, essais), tout en utilisant des éléments inspirés du roman policier, du roman d'aventure ou de la science-fiction. Les écrivains ont laissé libre cours à leur imagination, parcourant à leur gré les sphères de la vie quotidienne, de la fantaisie, du mythe ou de la parodie. Les périodes et les lieux peuvent se multiplier et s'entremêler dans un même texte; les prétendus narrateurs eux-mêmes peuvent proliférer. Quoi qu'il en soit, bien que de tels écrits remettent en question toute signification établie, voire revendiquent leur totale gratuité, ils dévoilent de nouvelles vérités aux tournures inattendues. Par ailleurs, l'essor des moyens de communication planétaires offre de nouvelles perspectives aux écrivains et à leurs lecteurs, ces derniers devant être amenés à jouer un rôle croissant dans l'acte de création des œuvres, voire dans leur diffusion.

L'EUROPE

Peu d'auteurs ont choisi la Première Guerre mondiale comme sujet de leurs œuvres, bien que le poète anglais Isaac Rosenberg ait essayé d'exprimer cette expérience sous une forme apocalyptique et que le Français Henri Barbusse ait permis de familiariser le public à la vie méconnue des tranchées dans un journal original et poignant (*Le feu*, 1916). H. Barbusse est devenu membre du groupe pacifiste Clarté aux côtés du romancier Romain Rolland (1915*). R. Rolland a publié des articles condamnant la guerre (*Au-dessus de la mêlée*, 1915), s'attirant les foudres des cercles allemands comme français. Si, malgré un prix Nobel décerné la même année, R. Rolland n'a cessé d'être accusé de trahison, en tant que *citoyen du monde*, il a poursuivi son travail au nom de l'indépendance, de la générosité et de la paix universelle. Le sentiment de catastrophe et la crise profonde engendrés par l'horreur de la guerre ont plongé de nombreux écrivains dans un désarroi émotionnel. En 1916, un violent désir de faire table rase de toutes les formes traditionnelles d'art et

de croyances a surgi simultanément en Europe et aux États-Unis. Née d'un malaise profond ressenti à travers le monde, cette tendance s'est cristallisée dans le mouvement dada à Zurich (1916), où plusieurs jeunes Européens, conduits par le poète roumain Tristan Tzara, se sont délibérément exposés au scandale. Ce mouvement nihiliste s'est immédiatement répercuté dans de nombreux pays.

Ce fut notamment le cas en Allemagne où l'expressionnisme offrait un terrain propice. Malgré des différences notables, les œuvres de l'école expressionniste, inspirées à la fois de la philosophie protestataire de Friedrich Nietzsche et des idées de Sigmund Freud, avaient toutes pour but de faire tomber les masques de la bourgeoisie et de se révolter contre l'image du père et les autres formes d'autorité sociale ou hiérarchique. Les manifestations absurdes ou grotesques de la réalité ont souvent été dépeintes sous une forme et dans un langage burlesques. La poésie macabre de Gottfried Benn évoque la déchéance et la médiocrité urbaines. Dans l'une de ses nouvelles, le personnage principal est un chirurgien qui perd sa propre lucidité après avoir opéré le cerveau de plus de deux cents cadavres (Gehirne, 1916). Lui-même confronté à la boucherie, le poète Georg Trakl a cherché à exprimer la destruction à travers des images apocalyptiques (Sebastian im Traum — Sébastien en rêve, 1914), puis s'est suicidé peu de temps après. Les expressionnistes se sont efforcés de verbaliser leurs angoisses les plus profondes face à la menace du monde moderne ainsi que leurs espoirs d'une humanité et d'un monde meilleurs. La plupart de leurs œuvres ont par la suite été brûlées par les nazis qui les ont qualifiées de dégénérées. Ce fut le cas du roman d'Alfred Döblin, Berlin Alexanderplatz (1929), qui fait table rase de toutes les conventions et qui se révèle aussi incohérent que la réalité qu'il cherche à décrire. Un sort identique a frappé les écrits de Leon Feuchtwanger, dont les romans sur le destin du peuple juif (Jud Süss — Le Juif Süss, 1925; et Der jüdische Krieg — La guerre des Juifs, 1932) ont vu leur signification d'origine complètement pervertie par la propagande nazie. Franz Kafka passerait pour un précurseur si la connaissance de plus en plus précise de son œuvre n'en avait pas fait le fruit de toute l'approche expressionniste. Cette dernière, dont l'objectif était de sonder les limites de la communication traditionnelle, a essayé, à travers un langage nouveau, d'exprimer des cris, des gestes, voire la conversion à une nouvelle foi. même si cette conversion n'a pu à son tour qu'aboutir à l'échec. En effet, d'après Franz Kafka, tout écrit ne débouche que sur du non-sens. Les textes de Kafka continuent d'exercer une influence dans le monde entier: de Die Verwandlung (La métamorphose) (1912-1915), dont le protagoniste est subitement métamorphosé en énorme insecte, à Das Schloss (Le château) (1921–1922), dans lequel l'ensemble du château n'est qu'une illusion, tout comme la tentative de trouver un sens à travers l'écriture.

Tristan Tzara a été accueilli à Paris comme un messie. Le caractère destructeur du mouvement dada a aussi eu son côté positif puisqu'il a engendré de nouvelles approches. Le recours à la spontanéité et à la libre association a ouvert les portes de l'inconscient, encourageant une plus grande liberté d'écriture et l'exploitation de la moindre coïncidence de la vie. C'était là tout le programme surréaliste défendu par André Breton dans Champs magnétiques (1920) et Manifeste du surréalisme (1924): l'écriture automatique, l'utilisation du langage des rêves et la quête de coïncidences objectives dans des créations collégiales mi-sérieuses, mi-ironiques, connues sous le nom de «Cadavre exquis» (illustration 132). Breton s'est par la suite embarqué dans une quête mystique virtuelle, un point suprême où le rêve et la réalité deviendraient compatibles (*Les vases communicants*, 1932). Plusieurs poètes ont continué d'expérimenter la forme des vers libres aux côtés de Breton. Ainsi, Robert Desnos a exploré les rêves (Deuil pour deuil, 1924; La liberté ou l'amour, 1927). Exprimées sobrement avec les moyens les plus limités, les images surréalistes de Pierre Reverdy parcourent toute la gamme d'émotions du lecteur (Les épaves du ciel, 1924; Main-d'œuvre, 1949). Les vers de Paul Eluard, le poète de l'amour surréaliste, expriment l'univers à travers le point de vue des femmes ainsi que son désir pour ces dernières (*La vie immédiate*, 1932). Eluard est par la suite devenu un symbole de la résistance avec *Poésie et vérité* (1942) et *Au* rendez-vous allemand (1944).

Pour en revenir aux années 1920, si le terme *via negativa* peut être appliqué à la quête d'un poète, l'œuvre de Paul Valéry en est la meilleure illustration. Ainsi le résultat épuré d'un besoin irrésistible d'atteindre la perfection n'est qu'un simple exercice, un jeu, l'application du travail mental qui est lui-même une nécessité. C'est l'aptitude de l'esprit à être n'importe quoi — son exploration ou la connaissance objective du grand œuvre, comme il nomme les chemins de l'esprit — qui intéresse Paul Valéry (*La jeune Parque*, 1917; *Le cimetière marin*, 1920; *Variété*, 1924–1944).

À la recherche du temps perdu (1913 – 1922) de Marcel Proust s'élève au-dessus des querelles politiques, idéologiques ou littéraires de l'époque comme une cathédrale domine une ville. L'écrivain fait resurgir les souvenirs enfouis du plus profond de l'inconscient, reconstruisant et capturant une réalité mouvante et insaisissable perçue si habilement qu'elle devient plus réelle que ce que nous voyons vraiment. Le narrateur redonne ainsi vie à toute une société décrite, souvent non sans ironie, avec tous ses fondements, ses valeurs et ses changements illusoires. Il expose également le rôle joué par l'imagination dans le désir à travers les intermittences du cœur. L'écriture de Proust atteint des sommets d'extase lorsque tous les liens temporels semblent se dénouer: le présent est nié et l'intemporalité mise en avant. L'œuvre de Proust a marqué tout le XXe siècle.

Ce fut également le cas des livres de l'écrivain irlandais James Joyce, dont le roman, *Ulysses (Ulysse)* (1922), tente de tisser vingt-quatre heures d'une existence homérique, quoique très peu héroïque, en ayant recours au monologue intérieur et en reproduisant le libre flux de la conscience. Le texte qui en résulte mêle les pensées, les sensations, les désirs et les rêves, tandis que le fil traditionnel de l'intrigue disparaît. Quoi qu'il en soit, en terme de structure artistique, cette odyssée de la conscience suit fidèlement son modèle, *L'odyssée* d'Homère. Dans *Finnegan's Wake* (1939), Joyce, alors semblable à un dieu-créateur platonicien, a élaboré un poème dont le personnage central évolue constamment, tel Protée, tandis que les mots changent de place et incluent des lettres et des syllabes supplémentaires, prenant sans cesse de nouvelles formes en fonction des besoins du texte. Même aujourd'hui, dans les coins les plus retirés du monde, écrivains et poètes extorquent au langage de nouvelles significations selon la technique initialement établie par Joyce.

En Angleterre, John Galsworthy (1932*), qui écrivait toujours de façon traditionnelle, a poursuivi la satire de la société victorienne et édouardienne, de l'avidité et de l'hypocrisie, dans sa grande saga des Forsyte (*The Forsyte Dynasty* — *La dynastie des Forsyte*, 1888–1922). L'influence de Proust et de Joyce se fait sentir dans les écrits vibrants de poésie et de musicalité de Virginia Woolf qui a tenté de s'emparer des émotions les plus insaisissables (*Mrs Dalloway*, 1925; *The Waves* — *Les vagues*, 1931). D. H. Lawrence a lui cherché à briser les chaînes du christianisme puritain et d'une civilisation aliénante et absurde, afin de rétablir une relation naturelle avec le cosmos (*Women in Love (Femmes amoureuses)*, 1921; *The Plumed Serpent* — *Le serpent à plumes*, 1926). En France, le poète et dramaturge Paul Claudel voyait la nature comme un tout devant «se finir» et pensait que le monde ne pouvait prendre sens qu'à travers un épanouissement total (*Le soulier de satin*, 1924). La renonciation procure sa propre joie spirituelle et donne le sentiment de posséder l'univers.

Avec Siddhartha (1922), l'écrivain suisse Herman Hesse (1946*) s'est tourné vers les modèles bouddhistes dans sa quête de fusion avec le cosmos. En 1943, il a évoqué une abbaye séculaire de l'année 2200 dont les moines se prêteraient gratuitement à un jeu mystique (Das Glasperlenspiel). Au contraire, l'Autrichien Robert Musil voyait un amour incestueux et la dissolution de la quête de l'unité dans l'échec d'un empire austro-hongrois en plein déclin (Der Mann ohne Eigenschaften — L'homme sans qualités, 1930 – 1942). L'Allemand Thomas Mann (1929*) (Der Zauberberg — La montagne magique, 1924) a fait d'un sanatorium la demeure symbolique de la civilisation occidentale mourante. Avec un réalisme ironique, il dépeint la fête mondiale de la mort, de laquelle il souhaite malgré tout voir jaillir l'amour. En exil en Californie, Mann a

poursuivi sa lutte contre le nazisme ainsi que son œuvre (*Doktor Faustus* — *Docteur Faustus*, 1947).

T. S. Eliot (1948*), poète américain puis britannique, dans un poème long et obscur, *The Waste Land (La terre vaine)* (1922), diagnostique le mal du monde moderne comme étant un manque de conscience religieuse. Entre autres, le poème qualifie de vains les multiples tentatives destinées à trouver une quelconque forme de salut. Les poètes des années 1930 ont suivi T. S. Eliot dans sa conversion mais W. H. Auden s'est détourné de la métaphysique pour poser un regard empli de colère sur les conditions sociales de la classe ouvrière.

En Union soviétique, les écrivains ont exprimé à leur façon le malaise général ressenti par les autres auteurs de l'époque. La révolution d'Octobre est à l'origine d'une littérature du prolétariat exprimant l'exploitation des travailleurs et l'esprit de la patrie. Cependant, en raison de la censure imposée en 1917, les grands écrivains se sont consacrés à la défense de la liberté de création, devenant alors des dissidents. Mikhaïl Boulgakov a écrit une satire amère de la bureaucratie dans *D'yavoliada* — *Diablerie* (1925), ouvrage annonçant son chef-d'œuvre, *Master i Margarita* — *Le Maître et* Marguerite. Dans ce roman, finalement publié en 1966, Satan descend sur Moscou où il sème la discorde et la panique parmi les Ponce Pilate et autres flagorneurs du système. L'auteur a mélangé deux périodes en réécrivant l'histoire du Christ, réalisant ainsi l'œuvre que Dostoïevski aurait souhaité écrire. Sur le thème de la guerre, la mise en scène de Stanislavski, en 1926, de l'œuvre de Boulgakov, Beg (La fuite), a scandalisé les milieux littéraires. Boris Pasternak (1958*), considéré comme l'un des plus grands poètes russes, a composé des vers lyriques, intemporels et imagistes semblant s'élever au-dessus des tracas quotidiens, ce qui lui a été reproché. Pourtant, B. Pasternak a composé des vers sur les horreurs de la Seconde Guerre mondiale. Son roman, Doktor Jivago — Le docteur Jivago, qui n'était pas vraiment conforme aux critères officiels, a déplu aux autorités et a dû être publié en Italie (1957). Il y raconte les vies et passions de personnages pris dans la spirale chaotique de l'histoire russe depuis 1905. Ce n'est qu'en 1987 que l'œuvre de Pasternak a été réhabilitée. Au contraire, *Tikhii Don* (Le Don paisible) (1928–1940), de Mikhaïl Cholokhov, chaleureusement approuvé et érigé en modèle du réalisme socialiste, évoque, à travers une narration fluide à la Tolstoï, la guerre civile entre les Rouges et les Blancs dans la région cosaque, décrit le monde paysan et rapporte même une tendre histoire d'amour. Un groupe de jeunes écrivains connu sous le nom de Serapion Brethren (Frères de Sérapion), sous l'aile protectrice de Maxim Gorki, plus tard promu critique officiel, a essayé de réformer la prose dès 1922 en prenant du recul par rapport à l'imitation conventionnelle et en offrant une place de choix au langage parlé. Mikhaïl Zochtchenko a eu recours au

skaz, un mélange d'argot, de formes anciennes et d'expressions modernes toutes faites, pour façonner ses contes (Koza la chèvre, 1924). Isaac Babel décrit la guerre civile à travers des images originales dans Konarmiya (La cavalerie rouge, 1926) ainsi que les bas-fonds du ghetto d'Odessa à travers l'histoire d'un bandit quasi légendaire (Benja Krik, 1927).

La poésie a été modernisée dans les vers du poète révolutionnaire Vladimir Maïakovski *Pro Eto* (À propos de cela, 1923). Ce dernier a vite été anéanti par les contradictions entre les contraintes politiques d'une part (méthode du matérialisme dialectique), et la quête d'une liberté formelle, d'autre part. Sa vie privée était tout autant déchirée par le conflit. Ces deux aspects ont bénéficié du meilleur de sa sensibilité en tant qu'homme et que poète. Il s'est suicidé peu de temps après avoir achevé *Vo Vies Golos (At the Top of My Voice)*, en 1930, œuvre dans laquelle il a porté l'exploration de la poésie vers de nouveaux sommets. Le poète Ossip Mandelstam, très grand érudit, a remis en question l'essence même des êtres humains dans Tristia (1922) et Voronejskie tetradi (Cahiers de Voronej) (1935–1937). Critiqué, recherché et finalement emprisonné, Mandelstam est mort dans un camp de concentration et ce n'est que bien plus tard que sa contribution a été reconnue. La grande poétesse Anna Akhmatova, autre victime d'attaques virulentes, n'a jamais été publiée après son recueil Anno Domini MCMXXI (1921). Ce n'est pas avant 1956 que la revue Moscou littéraire a fait connaître ses chefs-d'œuvre tels que Rekviem (Requiem) (1935–1940), dans lequel les souffrances d'une épouse et d'une mère sont en même temps celles de tout un peuple. De jeunes poètes tels qu'Yevgeny Yevtushenko, Andrei Voznesensky et Boulat Okoudjava ont ensuite embrassé la même cause, exprimant un désir de liberté et de changement dans des poèmes passionnément lyriques, tout en aspirant à une renaissance littéraire. Constantin Fédine, dans un roman particulièrement élaboré, a dépeint le sort tragique d'un intellectuel révolutionnaire aveuglé par l'idéologie dominante (*Goroda* i Gody — Les villes et les années, 1924). En rejetant le psychologisme et en revenant à l'«homme vivant» de Léon Tolstoï, Alexandre Fadeïev (Razgrom — La débâcle, 1927) a aussi décrit l'angoisse des intellectuels qui ont tenté de combattre le système. En 1927, Andreï Platonov a dénoncé le travail forcé dans un recueil de contes, *Epifanovy Slyuzy* (*Les écluses d'Épiphane*). Son roman *Chevengur* (*Tchevengour*) (1928–1929) décrit une famille de travailleurs dont l'idéalisme révolutionnaire est amèrement entouré par la réalité stalinienne. Ce n'est qu'en 1980 que l'œuvre de Platonov a été vraiment reconnue en Union soviétique comme l'une des créations littéraires les plus riches, subtiles et originales de notre temps.

Le régime soviétique s'est de nouveau durci en 1946. Ilia Ehrenbourg, au nom de la paix, a osé dénoncer les sociétés capitalistes dans des romans tels que *Padenia Parija* (*La chute de Paris*, 1941–1942) et *Ottepel* (*La*

tempête, 1947). Cependant, son Livre noir (Chernaja Kniga), un document sur l'Holocauste auquel il a contribué avec un Comité juif antifasciste, n'a jamais été autorisé à voir le jour et le Comité même a été dissout en 1948 dans une atmosphère de persécution à l'encontre de tous ceux considérés comme «cosmopolites», d'où les critiques du parti envers les auteurs juifs, même ceux jusqu'alors admirés, comme Zochtchenko ou Anna Akhmatova.

Parmi les écrivains russes en exil, Ivan Bounine (1933*) a publié un grand roman autobiographique dans un style proustien, Jisn Arseneva (La vie d'Arseniev, 1930), qui offre un questionnement philosophique d'une grande profondeur et qui est considéré comme l'un des chefs-d'œuvre de la prose russe (illustration 133). Vladimir Nabokov, écrivain russe empreint de culture européenne et qui s'est ensuite installé aux États-Unis. est devenu un grand écrivain, aussi bien en anglais que dans sa propre langue maternelle. Son chef-d'œuvre en russe, Dar (The Gift, 1937-1938), exprime sa volonté d'évoquer son héritage russe et de définir ainsi une identité, non sans observer une certaine distance ironique par rapport à son sujet, ne serait-ce qu'à travers une touche d'esprit et une critique acérée de la littérature. Même en exil, Joseph Brodski (1987*) a écrit des œuvres d'une virtuosité digne de la tradition de Saint-Pétersbourg de Mandelstam et d'Akhmatova, explorant le moindre registre et la moindre voie possibles de l'écriture poétique. Emprisonné pour parasitisme social en 1964, il a finalement été relâché avant d'émigrer aux États-Unis en 1972. Il est considéré comme l'un des plus grands poètes de sa génération (Ostanovka v pustyne — Halte dans le désert, 1970; Uraniia — Uranie, 1987; Primechaniia k paportniku — The Fern's Remarks, 1990).

En France, un écrivain catholique, Georges Bernanos, a décrit des personnages symbolisant le bien et se mesurant au mal dans des combats quasi manichéens (*Sous le soleil de Satan*, 1926). Le style poétique et dramatique de l'écrivain jette un voile surnaturel sur ce sombre roman, comme sur *Les grands cimetières sous la lune* (1938) dans lequel le narrateur, témoin de la guerre civile espagnole, s'évertue à comprendre la nature du mal. L'échec des valeurs traditionnelles, la crise économique et la montée des régimes totalitaires ont profondément perturbé les écrivains occidentaux. Ils se sont engagés dans des luttes sociales ou ont cherché désespérément, dans la solitude, soit à donner un nouveau sens à la vie, soit à nier la possibilité qu'elle en ait un.

En Espagne, parmi les poètes issus de la génération dite de 1898, Antonio Machado a permis de libérer la poésie lyrique d'une rhétorique pompeuse et a sondé les profondeurs de l'âme à travers l'amour, la vie, la mort et le temps (*Campos de Castilla*, 1912–1917). Machado a ainsi ouvert la voie à la poésie étonnamment simple de Federico García Lorca (*Romancero gitano*, 1928), qui trahit toutefois des influences surréalistes, tout comme

les vers de Vicente Aleixandre (1977*) (*La destrucción y el amor*, 1935), dans lesquels le langage semble s'élever des abysses des rêves. Après une période symboliste et moderniste, Juan Ramón Jiménez (1956*) a tenté, à travers la poésie, de chercher le caractère unique, l'essence, le nom exact des êtres et des choses au-delà de leurs apparences. Sa poésie a ensuite évolué pour exprimer une joie extatique (Animal de fondo — Animal de fond, 1947), notamment dans sa dernière époque, *Dios deseado y deseante* (*Dieu désiré et désirant*, 1949). C'est toutefois le théâtre direct, libérateur et innovant de Lorca qui lui a valu sa renommée internationale. Ses trois tragédies, Bodas de sangre (Noces de sang, 1933), Yerma (1934) et La casa de Bernarda Alba (La maison de Bernarda Alba, 1936), trois allégories puissantes qui vont chercher leurs racines au plus profond de la terre andalouse, expriment la révolte de la vie contre toute forme d'oppression. Les meurtriers de Lorca, des membres des forces franquistes, l'ont bien compris. Ils ont tué le poète peu après la parution de sa dernière pièce en 1936. Miguel de Unamuno est également mort en 1936 alors qu'il était en résidence surveillée. Ses œuvres essentiellement philosophiques explorent les contradictions de l'homme face au destin. Dès 1914, avec Niebla (Brouillard), il a abordé des sujets qui l'ont préoccupé tout au long de sa carrière d'écrivain, tels que les relations entre un personnage et son auteur et la facon dont elles peuvent conduire à des considérations sur la valeur de la révolte contre le destin. Tres novelas ejemplares (1920) utilise ainsi l'écriture comme moyen de spéculation sur les liens entre les différentes facettes d'une même personnalité.

Les romanciers espagnols de la génération suivante ont critiqué la société. Camilo José Cela (1989*), dans La familia de Pascal Duarte (La famille de Pascal Duarte, 1942), décrit, dans la bouche d'un jeune délinquant comment, en cédant à ses instincts, il en est venu à commettre des crimes que ni sa famille ni sa propre conscience ne pourront jamais pardonner. Dans un style nouveau et à travers plus de deux cents personnages (La colmena — La ruche, 1951), Cela a ensuite comparé le fourmillement d'un Madrid d'après-guerre avec celui des abeilles dans une ruche. Les romans de Miguel Delibes, qui décrit la vie d'un village castillan dans Las ratas (1962) à travers le monologue d'une paysanne à une veillée mortuaire, prennent une dimension universelle. Juan Goytisolo, quant à lui, déconstruit la version officielle des événements historiques et fait la satire de la jeunesse moderne dans Juegos de manos (Jeux de mains, 1954). Luis Martín Santos raconte un seul jour à Madrid en 1949 avec un esprit corrosif (Tiempo de silencio — Les demeures de silence).

Au Portugal, Miguel Torga s'est toujours opposé à la dictature de Salazar. Déjà célèbre dans les années 1930 pour sa grande œuvre d'inspiration biblique, *A criação do mundo*, il a acquis une renommée internationale pour

sa poésie en 1977. Le poète portugais, Fernando Pessoa a été nettement influencé par le symbolisme français, Walt Whitman, la langue anglaise et la littérature anglaise en général. Son œuvre, publiée dans des revues sous de nombreux pseudonymes, exprime des points de vue idéologiques différents, parfois contradictoires. C'est ainsi que Pessoa a cherché une certaine forme de sagesse dépourvue de toute contrainte religieuse ou de toute revendication métaphysique. Ses œuvres complètes remplissent huit volumes (*Obras completas*, 1942–1956). Extrêmement connues dans les cercles littéraires européens sur lesquels elles ont par la suite exercé une certaine influence, ses *Poesias* (1942) ont été publiées sous le nom d'Álvaro de Campos.

Plus tard, beaucoup de jeunes poètes très actifs ont été exposés aux influences européennes (surréalisme, existentialisme, nouveau roman, structuralisme) mais ont malgré tout gardé un œil sur l'Afrique et aussi sur le Brésil, comme Alexandre Cabral (*Historias do Zaire*, 1956). José Saramago (1998*) est probablement l'écrivain portugais le plus connu encore en activité, à la fin du XX^e siècle, dans les domaines du théâtre, de la poésie, du roman et même du journalisme. Depuis son premier livre en 1925, *Terra do pecado*, jusqu'à ses derniers romans comme *Memorial do convento* (1982) et *Evangelho segundo Jesus Cristo* (1991, probablement la plus polémique de ses œuvres) ainsi qu'à la publication de la dernière partie de son journal (*Diario III de cadernos de Lanzarote*, 1996), sa réputation dans les lettres internationales n'a jamais cessé de croître.

En France, l'antihéros de Céline est un personnage lucide mais sans merci qui cultive la haine de lui-même et des autres jusqu'à sombrer cyniquement dans sa propre bassesse morale (*Voyage au bout de la nuit*, 1932). En 1933, André Malraux a juxtaposé des scènes dramatiques et sanglantes dans le récit quasi journalistique d'une insurrection communiste à Shanghai avec une galerie de personnages nombreux et variés recherchant le sens de la vie dans *La condition humaine*. Dans un geste de communion fraternelle et sacrificielle, un jeune révolutionnaire aide l'un de ses camarades, condamné comme lui à être brûlé vif, à mourir plus facilement en lui donnant son propre cyanure. Sur le seuil de la mort, l'être peut ainsi fusionner avec le réel et même être projeté dans l'éternité. De tels moments quasi extatiques marquent l'apogée d'un bon nombre d'œuvres de la période, même si celles-là ont aussi cherché à exclure tout discours totalitaire ou toute visée métaphysique. Au-delà du désespoir et de l'absurde, Malraux a exprimé sa foi en la capacité de l'humanité à constamment affirmer sa présence à travers l'art ou l'action. Les êtres humains doivent ainsi toujours être attentifs au message de la vie perçu comme une « possibilité infinie du destin » (*L'Espoir*, 1937).

Les romans, qui ont progressivement cherché à illustrer les écrits philosophiques antérieurs de leur auteur, se sont avérés très proches de l'angoisse existentielle d'André Malraux. Jean-Paul Sartre a repris les

thèses philosophiques contenues dans son essai *L'Être et le Néant* (1943) en les poussant à l'extrême dans des situations concrètes illustrées par un roman comme *La nausée* (1938), par un recueil de nouvelles tel que *Le mur* (1939) et notamment par la pièce *Huis clos* (1944). *Huis clos* enferme trois personnages en enfer. La conscience entièrement vide de chacune de ces trois créatures, toutes trois mortes et oubliées des personnes restées sur Terre, sombre dans une bassesse comme il n'en existe que dans le regard funeste et diabolique des deux autres occupants. Plutôt que de se risquer à franchir la porte et à entrer dans l'inconnu ou dans le néant total, les trois personnages préfèrent s'affronter en toute mauvaise foi, l'«en-soi». Il existe toutefois une alternative: la liberté insaisissable du «pour-soi» et ce, malgré le hasard, le non-sens ou l'absurdité des choses. Il incombe à tout être humain lucide de rechercher cette alternative, tout en se méfiant constamment des tendances à mythologiser la réalité. Chacun de ses mots étant un acte, l'écrivain engage sa propre responsabilité.

D'après Albert Camus (1957*), les êtres humains pourraient dépasser leurs limites dans la révolte (*L'homme révolté*, 1951), malgré un sentiment dévorant d'absurde provoqué par des actes voués à ressembler à ceux d'un Sisyphe, héros de la mythologie grecque condamné pour toujours à rouler sa lourde pierre jusqu'au sommet d'une colline pour la voir lui échapper et rouler de nouveau tout en bas. Néanmoins, dans *L'étranger* (1942), comme dans les romans antérieurs d'André Malraux et de Jean-Paul Sartre, les moments les plus sombres, au seuil même de la mort, voire au bord du suicide, peuvent paradoxalement produire une vision d'extase, aussi négative et désespérée que puisse être l'expérience révélatrice. De plus, même au paroxysme de leur pessimisme et de leur antihéroïsme, les œuvres de Camus ne laissent jamais la cause de l'humanité sombrer jusqu'au fond.

L'existentialisme s'est répandu dans le monde entier. En Roumanie, le poète Marin Sorescu considérait la révolte comme le seul moyen d'échapper à l'absurdité du destin (*La jeunesse de Don Quichotte*, 1968). Pour Marin Preda, perçu comme un romancier de premier ordre, le paysan est un philosophe qui cultive son jardin avec humour (*Morometii*, 1955). Sa satire du régime et de ses institutions a débouché sur les méditations de *Cel ai iubit dintre paminteni* (*The Most Beloved of All Mortals*, 1960). La distance ironique de Preda se retrouve également dans les œuvres de l'ancien philosophe Émile Cioran, exilé en France, qui voyait l'histoire comme une «cacophonie» et percevait l'agitation illusoire avec un dégoût cynique mais aussi avec une empathie humaniste (*L'inconvénient d'être né*, 1974). La lutte au nom des droits de l'homme menée par Paul Goma, également exilé en France, est devenue symbolique. Les œuvres de Goma évoquent le monde absurde des prisons, de la répression et de la torture (*Le tremblement des hommes*, 1979). Le théâtre de l'absurde d'un autre

exilé roumain, Eugène Ionesco, puisant son esprit dans son pays natal, a remporté un succès considérable sur la scène française.

La littérature tchécoslovaque a souffert de l'occupation nazie puis soviétique du pays et beaucoup d'intellectuels se sont exilés. Avant 1938, Karel Capek était célèbre pour une œuvre de science-fiction Valka s mloky (La guerre des salamandres, 1935) et notamment pour une trilogie romanesque: Horduba, Le météorite et Une vie ordinaire (1934–1937). Dès 1919, Capek a traduit Apollinaire et ouvert la voie du poétisme, mouvement surréaliste qui a trouvé sa meilleure expression dans les images puissantes de Vitezslav Nezval (Edison, 1928) et dans le lyrisme de Jaroslav Seifert (1984*) (Habillée de lumière, 1940). Seifert est rapidement devenu le symbole de la résistance contre les nazis et l'occupation soviétique. Dès 1948, les écrivains officiels, ou du moins tolérés, ont pu rester en bons termes avec le régime, mais d'autres ont dû publier clandestinement ou s'exiler, notamment après le printemps de Prague en 1968. Ainsi, Bohumil Hrabal, l'auteur le plus connu de ceux restés en Tchécoslovaquie, a été obligé de publier à l'étranger (Une trop bruyante solitude, 1976). Milan Kundera, probablement le plus célèbre de tous les écrivains tchèques de l'époque, a tout d'abord publié en tchèque, sa langue maternelle, Valcik na rozlouecenou (La valse aux adieux, 1973), conte tragique narré sur un ton ironique et délibérément détaché, avec une certaine distance, privant ainsi l'histoire de la grandeur normalement accordée aux thèmes tragiques. Après s'être installé en France en 1975, Kundera a publié, dès lors en français, L'insoutenable légèreté de l'être (1984) et L'identité (1977). Kundera cherche à exprimer la complexité du monde moderne tout en restant clair, hypothétique, enjoué et ironique, se rangeant ainsi dans la catégorie du postmodernisme.

Lorsqu'ils ne puisaient pas dans leur folklore ou dans leur histoire nationale, les écrivains bulgares d'avant-guerre s'efforçaient de libérer leur poésie de ses contraintes traditionnelles. Après la Seconde Guerre mondiale, un amour de la vie, associé à des préoccupations métaphysiques, a hanté les œuvres qui exprimaient alors la crise des valeurs traditionnelles et le rejet des nouvelles valeurs. Paul Vejinov dénonce la décadence de l'humanisme et définit l'homme moderne comme un «eunuque spirituel» dans *The White Lizard* (1977).

En Hongrie, Lajos Kassák, dans *La vie d'un homme*, œuvre en huit volumes présentée sous la forme d'une autobiographie (1927–1935), raconte l'histoire de l'ascension sociale d'un mécanicien autodidacte. Dans la même veine socialiste, les vers d'Attila Jozsef, poésie hongroise de l'entre-deuxguerres des plus remarquables, choisissent d'exprimer le point de vue de la classe ouvrière, en mêlant des réminiscences littéraires à des fragments de chansons populaires. Après 1945, l'élite intellectuelle saignée à blanc sous l'autorité nazie n'a guère été en mesure de renaître sous le régime soviétique

qui a suivi. Tibor Déry (*La phrase inachevée*, 1966) a dénoncé la dictature et József Lengyel, les camps de concentration (*Pain amer*, 1966). Beaucoup d'écrivains postmodernes ont choisi comme modèle les romans sardoniques d'István Ôrkény (*Tótek* — *la famille Tót*, 1968; et *Mini-mythes*, 1970), qui trahissent l'influence de Beckett et de Ionesco.

Les œuvres les plus modernes de la littérature polonaise se sont principalement inspiré des romanciers français classiques ou des deux pères fondateurs des lettres du XX^e siècle: Marcel Proust et James Joyce. Witold Gombrowicz est considéré comme l'un des plus grands écrivains contemporains de Pologne (*Ferdyduke*, 1937; *Journal*, 1957—1966). Dans les années 1990, la poésie de Wislawa Szymborska (1996*) a été reconnue comme une œuvre majeure par le monde littéraire (*De la mort sans exagérer*, 1997).

En Italie, les aventures futuristes et modernistes de poètes tels que F. Tommaso Marinetti ont quelque peu bouleversé la littérature pendant la Première Guerre mondiale. Le théâtre et les romans de Luigi Pirandello (1934*) expriment un nihilisme teinté d'ironie à travers la représentation de la désintégration identitaire de ses personnages (*Sei personaggi in cerca d'autore*, 1923). Le théâtre de Pirandello a influencé de nombreux dramaturges modernes. Le premier roman d'Alberto Moravia, Gli indifferenti (Les indifférents, 1929) s'en prend à la société bourgeoise décadente, c'est tout du moins ainsi que l'œuvre est généralement comprise. Ses derniers écrits l'ont rapproché du style des surréalistes. Après une période littéraire creuse pendant les années fascistes, le roman néoréaliste s'est de nouveau imposé et les écrivains ont cherché à rejeter une approche hermétique de la littérature accusée de se détourner des réalités sociales. Les romans de Carlo Cassona et de Giorgio Bassani (Le storie Ferraresi — Le roman de Ferrare, 1960) évoquent la réalité accablante de l'exclusion et de la solitude dans des thèmes inspirés non seulement de la résistance, du racisme et de la déportation, mais aussi du régionalisme, tandis que l'éternelle influence de Proust et de Joyce continue à se faire sentir. Se questo è un uomo (Si c'est un homme, 1958), autobiographie de Primo Levi, survivant des camps de la mort nazis, est l'un des témoignages les plus passionnants de l'esclavage totalement dégradant de cette horreur quotidienne, évoqué avec un courage peu commun, de la modestie et une véritable grandeur d'âme. Dans les années 1960, les écrivains italiens se sont principalement intéressés au monde du travail et de l'industrialisation, à tel point que leur œuvre a fini par être appelée «la littérature de l'industrie». Le néoréalisme de Pier Paolo Pasolini, associé à son engagement politique, a donné un résultat proche de l'hédonisme dans son dernier recueil de poésie (*Trasu*manar ed organizzar, 1971). L'approche fantastique de Dino Buzzati est à l'origine de réflexions sur l'amour, l'absurdité du destin et la mort dans des romans tels que Il deserto dei Tartari (Le désert des Tartares, 1940)

et enfin Il bestiario (1991), dans lequel la fable de l'auteur a recours à des animaux pour montrer notre chute progressive dans une réalité totalement invraisemblable. Les fables d'Italo Calvino sont également fantastiques. Un personnage de sa grande trilogie, noble excentrique dans un XVIII^e siècle imaginaire, escalade un arbre et refuse d'en descendre en raison de l'absurdité du monde d'en bas (*Il barone rampante — Le baron perché*, 1957). Italo Clavino a aussi placé des personnages dans des situations parfois hilarantes dans des contes moins philosophiques et plus réalistes, sans révéler leurs pensées les plus profondes mais toujours avec grand art (*Palomar*, 1983). Les rêves se mêlent souvent à la réalité dans les romans d'Elsa Morante. Ainsi dans *La storia* (1979), des victimes de guerre se révoltent contre des atrocités vieilles comme le monde. Umberto Eco a d'abord été connu des milieux universitaires pour ses essais de sémiotique, puis a acquis une renommée internationale avec un premier roman mi-historique, mi-policier: Il nome della rosa (Le nom de la rose, 1981). Non sans esprit, Eco décrit des moines médiévaux durement mis à l'épreuve par les limites de la connaissance humaine qu'ils combattent dans une abbaye du XIV^e siècle, en soulignant la primauté de la sagesse, de la raison et de la liberté sur la folie et la superstition.

En Grèce, les deux écrivains qui ont donné le ton de la littérature contemporaine furent Nikos Kazantzakis et Constantin Cavafis. Kazantzakis était ouvert à toute sorte d'influence littéraire, politique et spirituelle et ses romans ont été applaudis sur le plan universel. Ils expriment un sentiment d'angoisse et d'aliénation que l'auteur s'efforce de surmonter dans des œuvres telles qu'Alexis Zorba (Zorba le Grec, 1948) et Anaphora ston Greko: mythistorema (Lettre au Greco, 1961). Dans sa poésie, Cavafis mêle langage populaire et savant et lie le monde antique au monde moderne dans une dimension mythique et ironique. À partir de 1945, une génération dite «des vaincus» est apparue, vouée au combat moral contre l'oppression politique. Parmi les auteurs de cette génération, Georges Séféris (1963*) a exprimé le désespoir et la souffrance ainsi que sa foi en l'humanité et en son avenir (Tria krypha poiemata — Trois poèmes secrets), tandis qu'Odysseus Elytis (1979*) (L'arbre lucide et la quatorzième beauté, 1971) a placé ses espoirs dans la mer comme symbole même de l'hellénisme. Dans les années 1970, l'esprit sarcastique a pu se mêler à l'opposition politique. Stratis Tsirkas a composé une trilogie aujourd'hui considérée comme le plus grand roman de la Grèce moderne. Cette œuvre en prose poétique, qui rassemble de nombreux personnages et mêle inspiration stendhalienne et innovations stylistiques, raconte l'histoire de réfugiés grecs de gauche pendant la Seconde Guerre mondiale à Jérusalem, au Caire et à Alexandrie (Akybernates politeias — Cités à la dérive, 1960 – 1965). Taki Theodorakis rapporte la quête d'un peintre grec à la recherche d'un paysage qu'il finit

par découvrir en lui-même, tout comme la Grèce peut renfermer ce paysage en elle-même, symbolisant l'identité même du pays moderne (*Paysage de l'absolu*, 1992).

L'écrivain albanais Ismail Kadaré a publié de nombreuses œuvres. Koncert në fund të dimrit (Le concert, 1988), roman à la fois tragique, burlesque, poétique et métaphysique fondé sur les relations entre Beijing et l'Albanie, est considéré comme son chef-d'œuvre. Le pont aux trois arches, chronique médiévale sur la construction d'un pont sous le coup d'une malédiction, a remporté un succès international en 1981. Un autre pont symbolique a fait l'objet d'un conte sanglant sur le choc des cultures à la fois liées et séparées au fil des siècles dans le roman de l'écrivain bosniaque Ivo Andrič (1961*), Na drini cuprija (Il est un pont sur la Drina, 1945).

En France, l'œuvre de Louis Aragon, en poésie comme en prose, s'étend sur plus de soixante ans, de son roman surréaliste *Paysan de Paris* (1926), en passant par un cycle de romans marxistes dans les années 1930 qui dénoncent inlassablement la montée du fascisme et par une autobiographie moins politisée en 1956, jusqu'à ses derniers poèmes, *Les adieux* et autres poèmes (1982), dans lesquels il continue de clamer l'«amour absolu». Principalement soucieux de communiquer une expérience, les écrivains ne se sont alors plus limités à un genre précis. Michel Leiris, ancien surréaliste, a eu recours à des formes telles que le journalisme, la poésie, l'essai, etc., pour créer une œuvre autobiographique vaste et complexe (*La règle du jeu*, 1939–1976). Georges Bataille, autre ancien surréaliste à l'influence considérable, a composé des œuvres dures à classer, telles que Somme athéologique (1943-1945) ou Madame Edwarda (1942), nouvelle dont l'érotisme violent a provoqué un scandale. Bataille était en quête d'une sorte d'illumination, voire de perfection, à travers la contemplation de la douleur, le plaisir renforcé par un érotisme ardent ou la transgression des tabous. La littérature n'est acceptable pour Bataille que si elle refuse de s'accepter elle-même: «Qui ne meurt pas de n'être qu'un homme», affirmait-il, «ne sera jamais qu'un homme.» À travers la poésie et la prose de l'ancien surréaliste René Char, d'étranges métaphores s'abattent comme des éclairs, portant son œuvre, en dépit de sa brièveté, au sommet de la poésie moderne, difficile d'accès mais «synonyme de vérité» et menant le lecteur à une jouissance extrême de la nature et de la beauté au nom de la paix et de notre vie bien trop courte (Retour amont, 1966; Dans la pluie giboveuse, 1968).

Le théâtre du XX^e siècle a tout d'abord eu moins d'importance que le roman mais a bénéficié d'un regain d'intérêt après la Seconde Guerre mondiale. En 1950, *La cantatrice chauve* de Ionesco a porté le non-sens à la scène, montrant l'échec de la rencontre entre la réalité et le langage

et marquant ainsi la naissance du nouveau théâtre. D'après les praticiens du nouveau théâtre, Strindberg, Joyce, Brecht et surtout Antonin Artaud (*Le théâtre et son double*), ont été leurs principales sources d'inspiration. Dès 1930, Artaud a voulu faire de la scène un espace physique servant de lieu de rencontre entre les forces du bien et du mal, un miroir de la vie. D'après lui, un «théâtre de la cruauté» devrait, comme pour les victimes de la peste, «vider les abcès».

En Belgique, entre 1930 et 1939, Michel de Ghelderode, avec *Don Juan* (1928), *Magie rouge* (1931) et *Mademoiselle Jaïre* (1934), a créé un théâtre vraiment digne de ce nom. Ces pièces brutales, agressives et frappantes ont suivi la tradition des vieux marionnettistes flamands, en mettant en scène des bouffons, des bourreaux et d'autres personnages semblant sortir tout droit des tableaux de Bosch ou de Breughel. Les pièces de Michel de Ghelderode ont à l'origine été écrites en français mais ont été jouées pour la première fois en 1920 en flamand au *Vlaamse Volkstonel*, théâtre d'avant-garde, avant d'être mises en scène à Paris puis à travers l'Europe à partir de 1950.

Le théâtre de l'absurde d'Ionesco montre par exemple des êtres humains se transformer en rhinocéros égotistes, bestiaux et féroces (Rhinocéros, 1960). On peut voir la scène se remplir d'objets, puis se vider (Les chaises, 1952) ou un cadavre gonfler jusqu'à faire exploser les fenêtres, à la mesure des meurtriers (Amédée ou comment s'en débarrasser, 1954). Arthur Adamov exprime également la défaite morale de ses personnages à travers leurs activités physiques; on peut ainsi les voir traverser la scène en boitant (*La parodie*, 1952; *Off Limits*, 1969). Bertolt Brecht souhaitait en effet priver ses spectateurs de toute possibilité de catharsis et cette influence s'est fait sentir parmi les praticiens de l'antithéâtre. Ainsi, Jean Genet s'est essentiellement inspiré de cette approche pour des pièces réalisées avec beaucoup de brio telles que Le balcon (1957) et Les nègres (1959). Armand Gatti a cultivé la notion brechtienne du théâtre épique pour ébranler les conceptions fondamentales du théâtre en explorant tous les moi possibles de ses personnages (*Chant public devant deux chaises électriques*, 1966). Samuel Beckett (1969*), natif d'Irlande qui a écrit à la fois en anglais et en français, peuplait sa scène de personnages pittoresques, des vagabonds à la fois dépourvus d'identité, de conviction, de volonté ou de tout Dieu en qui croire (illustration 134). En effet, l'absence de Dieu est, en quelque sorte, ce qui remplit son «théâtre du vide», mise en scène d'un monde vidé de toute signification (En attendant Godot, 1953; Fin de partie, 1957). Le nouveau théâtre n'a été que vraiment consacré par le chef-d'œuvre visible et littéraliste de Beckett, En attendant Godot. Ce genre théâtral a révélé une réalité impossible à discerner qui peut se cacher derrière ce qui est montré sur scène, ouvrant paradoxalement la voie à une nouvelle forme

de littérature, le nouveau roman, qui a remporté un succès extraordinaire durant les vingt années suivantes.

Alain Robbe-Grillet, chef de file du nouveau roman, a été imité dans de nombreux pays. Le terme plutôt vague de «nouveau roman» suggère des textes autoconstruits qui excluent toute référence à la réalité existant avant le texte, dans les limites du langage. Certains écrits de cette école sont totalement hermétiques. Les lecteurs sont invités à déchiffrer des histoires dont seul l'auteur détient la clé. Des fantasmes obsessionnels, tels que le viol ou d'autres crimes sexuels, et des images délirantes ont pu être exploités, entraînant ainsi le lecteur perplexe en quête de sens dans un tourbillon de spéculations. Une telle approche littéraire est certes à l'origine de quelques réussites. Quoi qu'il en soit, la plupart des œuvres de cette école restent axées sur les mots et sont bidimensionnelles, marquant la fin du droit de l'art, tout du moins de la littérature, de dévoiler les vérités sur le monde extérieur ou sur la condition humaine. Dans ses puzzles verbaux, Claude Simon (1985*) mélange des fragments de plusieurs images et des bribes d'histoire ou de géographie auxquels il ajoute des adjectifs de couleur (*Triptyque*, 1973; *Les géorgiques*, 1981; *L'invitation*, 1988). Simon a dit de ses romans qu'ils devaient être percus comme «une mayonnaise réussie» (Orion aveugle, 1970).

D'autres poètes et romanciers ont expérimenté les formes et contraintes arbitraires du langage afin d'en faire des outils d'une créativité infiniment variée. Dans *Exercices de style* (1947), Raymond Queneau et son groupe baptisé Oulipo (Ouvroir de littérature potentielle) ont développé cette tendance lancée par les surréalistes et des écrivains tels que Raymond Roussel (*Les nouvelles impressions d'Afrique*, 1932). Georges Perec est devenu l'un des principaux représentants de cette école. Dans *La disparition* (1969), Perec supprime entièrement la lettre *e* de son texte et, dans *La vie, mode d'emploi* (1978), il soumet au lecteur une série d'histoires à composer et à combiner de différentes façons.

S'il peut paraître erroné de classer Nathalie Sarraute et Marguerite Duras dans l'école du nouveau roman, elles ont pourtant largement contribué au renouvellement du genre romanesque en tant que tel. Sarraute a attiré l'attention sur ces petits signes caractéristiques qui montrent et révèlent la vie d'une façon beaucoup plus authentique que le discours traditionnel ou la représentation classique de l'action. Ainsi, la trame sous-jacente à ses histoires tend à devenir invisible (*Portrait d'un inconnu*, 1948; *Les fruits d'or*, 1963). Dans ses dialogues aux tournures frappantes, Duras, quant à elle, réussit à suggérer l'indicible et l'inaccessible, tel que la séparation, la perte, la solitude ou l'abandon à la folie, au crime et à l'amnésie. Dans *India Song* (1976), les personnages de Duras disparaissent complètement pour ne laisser que des voix. En 1980, Duras s'est remise à traiter des sujets dans

des textes construits de manière plus classique (*Agatha*, 1981; *L'amant*, 1982), tandis que Sarraute a divisé sa propre personnalité en deux dans *Enfance* (1983), conte autobiographique. Éternel mystificateur, Robbe-Grillet a également écrit certaines œuvres autobiographiques qui se veulent indirectes: *Le miroir qui revient* (1985) et *Angélique ou l'enchantement* (1988).

D'autres romanciers ont décrit des expériences personnelles parfois très dures dans leurs propres œuvres fictionnelles. Élie Wiesel (1986*), survivant des camps de la mort nazis, a érigé un « monument invisible » à son peuple, dont il exprime l'agonie à travers l'évocation du « pouvoir mystique de la mémoire » et par la même la souffrance de tous les peuples privés de liberté (*Silence et mémoire d'homme*, 1989; *L'oublié*, 1989), tandis que Marguerite Yourcenar a utilisé la projection normale du roman historique dans une période différente pour aborder des préoccupations de portée universelle sous un angle nouveau. L'œuvre intitulée *Mémoires d'Hadrien* (1951), explore les méditations d'un empereur romain sur la fin de la civilisation et l'approche de la mort, alors que dans *L'œuvre au noir* (1968), Yourcenar retrace la quête philosophique d'un médecin imaginaire pendant l'effervescence de la Renaissance (illustration 135). Edmond Jabès (1965*), dans de courts poèmes en prose comparables à des essais philosophiques, s'interroge sur l'existence et sur sa relation avec Dieu (*Le livre des questions*, 1963–1973; *Le livre de l'hospitalité*, 1991).

Depuis 1980, un nombre croissant d'écrivains ont tenté de libérer le roman, genre alors perçu avec méfiance, même si sa capacité à recevoir tout ce qu'un écrivain souhaite y apporter est encore reconnue. De plus en plus d'auteurs ont eu recours aux nouvelles et aux autres écrits courts, dans lesquels la fiction, les rêveries, la poésie et l'histoire se mêlent pour permettre au narrateur de saisir à la source des éléments totalement imprévisibles, notamment lorsque les coins et recoins de la pensée jusqu'alors négligés peuvent être subitement capturés.

En Angleterre, des écrivains tels qu'Aldous Huxley, George Orwell et William Golding (1983*) ont dénoncé, dans les anti-utopies les plus sombres, les défauts des individus et de la société dans son ensemble. Dans Brave New World (Le meilleur des mondes) (1932), Huxley offre une vision pessimiste d'un futur dominé par l'américanisation et le scientisme. Sous le couvert d'une fable swiftienne, Orwell fait la satire d'un monde d'animaux se rebellant contre l'exploitation des hommes. Les animaux finissent par proclamer l'égalité entre eux mais leur triomphe est de courte durée: les cochons trahissent la révolution (allusion au stalinisme) tandis que les chiens (la police) font régner la terreur (Animal Farm, 1945). Dans 1984 (1949), Orwell décrit un État faisant, loin de ses frontières, une guerre qui lui apporte une certaine prospérité. Cependant, les citoyens de l'État sont

constamment surveillés par l'œil de *Big Brother* et ne sont pas autorisés à aimer ni même à penser. Le héros du roman tente en vain d'organiser une révolte dont il raconte l'issue. Golding revient sur la source même des conflits où le mal est perçu de façon quasi métaphysique. Dans *Lord of the Flies (Sa majesté des mouches)* (1954), il porte un regard sévère sur la bête qui dort en tout être humain et tire des conclusions pessimistes illustrées par la drôle d'organisation politique mise en place par un groupe d'enfants échoués sur une île déserte et par toute la tragédie qui s'ensuit. Dans les pièces d'Harold Pinter, les personnages sont particulièrement peu disposés à exprimer leurs propres pensées pour des raisons ambiguës dont eux-mêmes ne sont presque pas, voire pas du tout, conscients (*The Homecoming — Le retour*, 1965; *Betrayal*, 1980). Certains romans proposent différentes fins (tels que ceux de John Fowles) ou s'autodéconstruisent (comme les œuvres de Graham Swift); d'autres deviennent des parodies complexes d'eux-mêmes, comme les écrits de David Lodge (*Nice Work, Parlour Games — Jeu de société*, 1988).

Pendant la période nazie, les écrivains allemands en exil étaient politiquement actifs. Bertold Brecht, d'abord dans les pays scandinaves puis en Californie, a continué d'appliquer sa théorie esthétique de l'efficacité à ses pièces révolutionnaires, rejetant toute notion de catharsis (Mutter Courage und Ihre Kinder — Mère Courage, 1939; La bonne âme de Setchouan, 1938—1940; La résistible ascension d'Arturo Ui, 1941). Après la guerre, des écrivains réalistes comme Heinrich Böll (1972*) (Haus ohne Hüter — Les enfants des morts, 1954; Ansichten eines Clowns — La grimace, 1963) ont décrit une Allemagne qui renaît de ses cendres et ont cherché à expliquer son drame de l'intérieur. Günter Grass (illustration 136) raconte l'histoire d'un enfant symbole de tout le peuple allemand dont le passé a retardé la croissance (Die Blechtrommel, 1959). Dans Mein Jahrhundert (1999), œuvre en partie autobiographique, Grass met en scène l'histoire de sa propre vie, avec son mordant habituel, résumant chaque année de son siècle sur fond d'événements et de personnages.

En Suisse, Max Frisch a montré comment les préjugés et le mensonge de masse pouvaient entraîner toute une société dans le piège de l'antisémitisme (Andorra, 1961). Quelque part entre les tragédies de Brecht et d'Ionesco, les pièces de Friedrich Dürrenmatt mettent en scène des personnages grotesques dépourvus de certitudes, abandonnés dans un monde où les idéologies se sont révélées de simples farces (Die Physiker — Les physiciens, 1962; Der Meteor — Le météore, 1966). Les années 1970 et 1980 ont donné naissance à une littérature plus personnelle et autobiographique axée sur la souffrance et la mort. Fritz Zorn pensait que le cancer était la maladie caractéristique d'un environnement morbide, la bourgeoisie de Zurich en étant la cause même (Mars, 1981).

Les écrivains d'ex-Allemagne de l'Est qui se sont opposés à leur régime ont fui à l'Ouest ou, tout du moins, y ont publié leurs œuvres. Günter Kunert a quitté l'Allemagne de l'Est en 1979. En 1980, Christa Wolf a été le premier écrivain est-allemand à être apprécié en Allemagne de l'Ouest. Après la chute du mur de Berlin en 1989, les deux littératures allemandes ont fusionné. Les écrivains de langue allemande se sont progressivement engagés sur les questions de paix et de menaces à l'environnement de la planète. En 1984, Kunert a plaidé pour la connaissance de soi à travers la méditation; ce qui le motive à écrire, a-t-il un jour affirmé, c'est de «supporter ce monde qui sombre perpétuellement dans le néant» (Zurück ins Paradies). Comme beaucoup d'autres écrivains postmodernes européens, quoique de façon encore plus marquée, les jeunes auteurs allemands ont exprimé un sentiment de dépersonnalisation, de désintégration de l'être, de solitude et de peur face au vide de la vie moderne. Dans l'œuvre de Peter Handke, l'aliénation et la douleur de l'individu ont été exprimées à travers des romans, des nouvelles (Versuch Über die Jukebox — Essai sur le jukebox, 1990) et des pièces qui ébranlent le public, déconstruisent les modèles rhétoriques et révèlent les contraintes du langage dont l'auteur a tenté de se démarquer. Handke a même essayé de supprimer les gestes qui, pour lui, entravent la communication, allant jusqu'à mettre en scène une tragédie complètement muette (Der Mündel und sein Vormund — Le pupille veut être tuteur, 1969). Les œuvres autobiographiques en allemand d'Elias Canetti (1991*), né en Autriche-Hongrie mais naturalisé sujet britannique, renferment les réflexions et les aphorismes d'un individu qui, malgré une enfance et une adolescence tourmentées, pensait toujours que la vie était un bien précieux à préserver, souhaitant, comme il le fit, «vivre comme si la mort n'existait même pas» (Die Provinz des Menschen — Le territoire de l'homme, 1942–1972; Aufzeichnungen — réflexions, 1976–1978).

Concernant la littérature poststalinienne en Russie, Alexandre Soljénitsyne (1970*) a écrit des œuvres réalistes et classiques, quoique rédigées dans un langage nouveau, pour transmettre son expérience en tant que détenu du goulag et combattant de l'oppression. V kruge pervom (Le premier cercle, 1955–1958) raconte la castration spirituelle d'intellectuels emprisonnés dans un «camp de luxe» et montre également la manière dont les camps de concentration pouvaient forger et tempérer l'esprit. L'immense fresque de son œuvre, Krasnoe koleso (La roue rouge, 1971–1983), explore les causes de la révolution. Son histoire Odin den'iz zhizni Ivana Denisovich (Une journée d'Ivan Denissovitch, 1962), fait part de l'horreur de la vie au goulag, jouant sur l'émotion et l'indignation du lecteur et suscitant une nostalgie des valeurs traditionnelles. Les thèmes de la campagne, de la beauté de la nature, des valeurs morales et religieuses, voire du nationalisme, se sont répandus

pour donner naissance à une littérature rurale abondante. V. Belov décrit comment un paysan réussi à triompher des tribulations du kolkhoze grâce à sa foi en ces valeurs dans *Privychnoe delo (Affaire d'habitude*, 1966). Valentin Raspoutine raconte l'histoire d'une vieille femme sur son lit de mort, entourée par ses quatre enfants; dans Matushka (Matouchka, 1970), œuvre à grand succès, il va jusqu'à rejeter tout ce qui fait partie du monde moderne. Dans Pechal'nyi detektiv (Triste polar, 1986), de Victor Astafiev, la nostalgie pour la campagne est doublée de xénophobie, voire d'antisémitisme. La crise des réformes agraires, une soif de liberté et l'opposition à la course à l'armement nucléaire sont autant de sujets traités par l'écrivain kirguize très populaire Tchinguiz Aïtmatov (*Prosh*chay, Gulsary — Adieu, Goulsary, 1966; I bolshe veka dlitsia den — Une journée plus longue qu'un siècle, 1980). Dans cette dernière histoire aux allures de science-fiction, l'auteur parle d'un androïde souffrant d'amnésie au milieu des ruines de son pays dans un monde de folie. La guerre, qui lors de la période stalinienne a donné l'occasion à la littérature officielle de chanter les louanges du patriotisme et de l'héroïsme soviétique, a été décrite avec amertume et réalisme par Victor Nekrassov (Vokopakh Stalingrada — Dans les tranchées de Stalingrad, 1946) ainsi que par Constantin Simonov dans ses romans (Dni I nochi — Les jours et les nuits de Stalingrad, 1944; Jivye I Mertvye — Les vivants et les morts, 1960) et dans sa poésie. Les réalités de la guerre et de l'après-guerre ont été décrites par de jeunes romanciers tels que Iouri Bondarev, qui a dénoncé la répression stalinienne de ceux qui ont lutté pour leur pays et leurs familles (*Poslednie zalpy — Dernières salves*, 1959; *Tchina — Silence*, 1964). V. Bykov (*Mertvym ne bolno — Les morts ne souffrent pas*, 1966) montre la façon dont la guerre pousse les individus à dépasser leurs limites et les force à se poser des questions fondamentales sur leur condition. En 1961, Vassili Grossman a achevé Jizn i Sudba (Vie et destin), dernière partie d'un long tableau très controversé publié en 1952. Toutefois, cette œuvre, son dernier roman, a été publiée à l'étranger et pas avant 1980. Elle traite de la société soviétique après Stalingrad et compare le nazisme au stalinisme.

À la fin des années 1950, pendant l'ère Spoutnik, la science-fiction est devenue un genre très populaire, permettant aux auteurs, dont les œuvres circulaient souvent clandestinement, de condamner plus librement l'oppression dans des satires, comme *Tumannost Andromedy (La nébuleuse d'Andromède)* (1957) d'Ivan Efremov ou *Lezvie britvy (La lame du rasoir)* (1963) et *Ulitka na sklone (L'escargot sur la pente)* (1966) des deux frères A. et B. Strougatski. D'autres écrivains qui considéraient la révolte, la liberté et le renouveau de la littérature comme des éléments clairement indissociables se sont tournés vers le réalisme satirique, produisant

des écrits d'un expressionnisme fantastique, pour ne pas dire grotesque, comme André Siniavsky (Gololëd — The Hoarfrost, 1962) ou malmenant le langage comme Vénédict Erofeiev (Moskva-Petuski — Moscou-sur-Vodka, 1977). Toutefois, à partir de 1985, dans les années qui suivirent la libération de l'expression, la prose postmoderne s'est vite adaptée au monde du roman. Réalité et fantasmagorie se mélangent dans une sorte de réalisme mythologique capable de conduire les textes à l'autodestruction totale, comme dans une nouvelle de Sergueï Kalédine où un intellectuel devient entrepreneur des pompes funèbres (Smirennoe kladbishche — L'humble cimetière, 1991).

Aux Pays-Bas, le *Vlaamse Volsktonnel* a mis en scène des pièces avant-gardistes tandis que des aspirations humanistes et expressionnistes sont résumées dans *Celbrieven* (1920) de Wies Moens et que Paul Van Ostaijen recherche la «poésie pure» dans *Het eerste boek van Schmoll* (1928). La littérature hollandaise a lutté pour se libérer du joug moral et religieux. Gérard Walschap rejette violemment le catholicisme et exprime, le plus intensément possible, le souhait de vivre comme un païen dans son roman, *Houtekiet* (1940). Willem Elsschot a écrit des contes marqués par la désillusion et l'ironie (*Het Dwallicht*, 1946). À partir de 1950, une poésie, inspirée des surréalistes et d'Antonin Artaud, a été qualifiée d'atonale et a cherché à s'exprimer dans un langage viscéral. Johan Daisne a recours au réalisme magique dans sa prose et Hugo Claus (*Le Chagrin des Belges*, 1985) ainsi que d'autres écrivains de fiction reflètent l'influence des romanciers expérimentaux allemands et français.

Si la littérature suédoise reflète pour sa part l'influence de l'expressionnisme allemand, notamment pendant l'entre-deux-guerres, elle est restée empreinte d'une sorte de religiosité avec des écrivains recherchant la foi ou confessant l'inspiration d'un mysticisme séculaire et libre d'esprit. Dans les années 1930, les écrivains suédois ont commencé à se soucier des menaces de guerre et ont exprimé l'inquiétude suscitée par la neutralité de leur pays. Dès 1915, Pär Lagerkvist (1951*) a décrit avec angoisse les horreurs de la guerre (*Fer et hommes*, 1915), puis a poursuivi par une condamnation de toute forme de dictature (*Le bourreau*, 1933; *Victoire dans les ténèbres*, 1936). Eyvind Johnson (1974*) a exhorté ses contemporains à opposer une résistance morale au nazisme (*Krilon*, 1941–1943) et a écrit de nombreux romans et nouvelles (*De rose et de feu*, 1949; *Le temps de sa grâce*, 1960). Harry Martinson (1974*) a produit *Anaria*, poème qui a plus tard inspiré un opéra célèbre, ainsi que plusieurs romans dont *Le chemin de Klockrike* (1948). Après la guerre, Stig Dagerman a décrit l'angoisse des soldats suédois neutres en 1942 (*Le serpent*, 1945). Dans sa pièce, *Condamné à mort* (1947), Dagerman affiche une angoisse existentielle non sans ressemblance avec celle qui se dégage de l'œuvre de Kafka et des

existentialistes français. Les années 1950 ont annoncé un regain d'intérêt pour la littérature régionale avec les romans de Sara Lidman qui explore le Nord, pauvre et sauvage, dans *The Country of Mulberries and Thorns* (1955), tandis que Lagerkvist concentre son attention sur des sujets plus religieux (*Barabbas*, 1950). *Opening Gambits* (1964), de Tørsten Ekböms, trahit les influences du nouveau roman.

En Norvège, pendant la résistance à l'occupation nazie, les écrivains ont fui ou ont fait grève, tandis que la population a revisité les classiques en détail pour opposer un barrage symbolique au nazisme. La poésie de guerre, *Krigslyrikken*, entre 1940 et 1945, a été publiée à la fois en Norvège et en exil, mais ce n'est qu'après la guerre que l'essentiel de ces œuvres ont vu le jour. Deux poètes, Arnulf Overland et Nordahl Grieg, dont les œuvres ont fait appel à la résistance des Norvégiens, ont fini par passer pour des héros. Dans les années d'après-guerre, les romans ont reconnu l'importance de l'individu dans ses choix existentiels, comme *Det store veiskillet (The Great Crossroads)* de Kare Holt. Tarjei Vesaas a été considéré comme l'un des romanciers les plus importants de tous les pays scandinaves pour ses œuvres expressionnistes tournant le dos au traditionnel roman réaliste afin de décrire les ressorts cachés et fondamentaux des personnages. Les meilleures créations de Vesaas comprennent son recueil de nouvelles *Vindane (Le vent du nord*, 1952) ainsi que ses romans *Huset i Morkret (La maison des ténèbres*, 1945) et *Bleikepassen (La Blanchisserie*, 1946).

Au Danemark, la grande romance historique de Nis Petersen sur la Rome antique est considérée, avec les romans réalistes écrits pendant l'entredeux-guerres par Martin Andersen Nexo et Leck Fischer, comme l'une des productions littéraires les plus remarquables sur cette période en particulier. L'œuvre de Karen Blixen, si pleine d'allusions littéraires et si riche en mystère, a été applaudie sur la scène internationale (*Anecdotes of Fate — Anecdotes du destin*, 1958). Les pièces de Klaus Rifbjerg, *Evolutions* et *That Which a Man Needs*, ont remporté un franc succès mais les critiques sont mitigées concernant *Camouflage* (1961), poème long et plutôt ésotérique.

En Finlande, un roman social, Sainte misère (1919) puis un roman vitaliste, Des êtres humains dans la vie d'été (1934), tous deux de Frans Sillanpää (1939*), ont immédiatement suivi le mouvement d'inspiration surréaliste appelé Tulenkantajat (Porteurs de feu). L'écrivain d'après-guerre Väinö Linna a conquis une renommée mondiale avec un premier roman, Tuntematon sotilas (Soldats inconnus, 1954), puis avec une trilogie à grand succès, Taella Pohjantaehden alla (Ici sous l'étoile polaire, 1959–1962). Les coups portés par Linna aux structures sociales et politiques de son pays ont déclenché de vives protestations mais ont fait de l'auteur une sorte de leader spirituel de la Finlande de l'époque.

L'AMÉRIQUE

Les États-Unis

La littérature anglo-américaine n'a pris son indépendance que lorsque les écrivains se sont détournés d'une inspiration essentiellement livresque pour prendre conscience de leur propre environnement immédiat, soit pour idéaliser le conservatisme, soit pour sérieusement le critiquer. À la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e siècle, Henry James avait déjà dépeint, de façon particulièrement détaillée, une classe américaine oisive, riche et décadente qui hantait les salons de la haute société européenne. Les préoccupations de James étaient cependant principalement esthétiques. Avec Theodore Dreiser, les histoires sont alors devenues des démonstrations minutieuses, parfois longues, de situations déterminant inexorablement le sort de leurs personnages. Néanmoins, le roman en tant que forme littéraire a eu tendance à en souffrir. Les fictions de Dreiser, The Financier (1912) et The Titan (1914), décrivent la spéculation et la corruption en haut lieu, sans interférence apparente avec les propres opinions de l'auteur. Dans An American Tragedy (1925), Dreiser montre un personnage poussé au meurtre par pure solitude, par besoin de plaire et par le contexte social environnant, reportant ainsi la responsabilité du crime sur la société elle-même. À travers une série d'épitaphes imaginaires dans The Spoon River Anthology (L'anthologie de Spoon River, 1915), E. L. Masters critique la vie d'une petite ville américaine. Son œuvre marque les premiers pas d'une poésie moderne d'inspiration de plus en plus réaliste comparable à la vision sombre de Dreiser et met en avant un sentiment de malaise déjà exprimé par Mark Twain et Henry James au tout début du siècle

Après la Première Guerre mondiale, les romanciers américains n'ont constaté aucune amélioration. Les valeurs s'effondraient. L'argent régnait en maître. Une religion peu enracinée prenait la forme de manifestations stériles sous une apparente hypocrisie afin de faciliter l'ascension sociale. Le puritanisme dominant masquait à peine l'horrible luxure et la violence effrénée. La prohibition n'a fait qu'accroître l'envie d'alcool et renforcer le pouvoir des truands. L'émancipation des esclaves noirs a exacerbé le racisme des Blancs, avant tout jaloux des prouesses musicales des Noirs. La foi en un rêve démocratique de portes ouvertes sur un Nouveau Monde s'est dissipée pour certains et elle a été cultivée de manière cynique par d'autres.

La trilogie de James T. Farrell (*Studs Lonigan*, 1932–1935) traite de la pauvreté urbaine des catholiques irlandais vivant dans les bas quartiers. Faisant la fête de bar en bar, le personnage principal de Farrell se lance ainsi dans une quête nostalgique et désespérée de sa propre image, ne

serait-ce que pour se racheter à ses yeux. Comme pour l'écriture de Dreiser, l'approche de Farrell est naturaliste et abonde de détails. Si Francis Scott Fitzgerald préfère pour sa part les allusions, il a aussi décrit des arrivistes riches mais désespérés, pris dans les méandres de leurs propres créateurs (*This Side of Paradise — L'envers du paradis*, 1920) ou corrompus par la boisson et l'inceste, et complètement paralysés par la lâcheté (*The Great Gatsby — Gatsby le magnifique*, 1925) (illustration 137).

Pareil désespoir hante les romans autobiographiques de Thomas Wolfe, autre écrivain réaliste de la veine de Dreiser mais dont le style est également emprunt d'une forte note de lyrisme (Of Time and the River — Au fil du temps, 1935). Sherwood Anderson décrit de manière cinglante les rêves réprimés de jeunesse et de liberté dans la vie d'une petite ville, comme dans The Middle West et Winesburg, Ohio (Winesburg-en-Ohio, 1919). La petite ville anonyme et stéréotypée avec son lot de personnages sans relief est aussi dépeinte dans les romans satiriques de Sinclair Lewis (1930*), comme Main Street (1920) et surtout Babbitt (1922), dont le personnage éponyme est devenu un symbole universel de l'Américain moyen. Lewis a aussi dénoncé le charlatanisme religieux (*Elmer Gantry*, 1927), l'essor du fascisme (It Can't Happen Here — Impossible ici, 1935) et le racisme (King's Blood Royal — De sang royal, 1947). Les écrits du sudiste William Faulkner (1949*) appartiennent à la tradition du réalisme mais sont teintés d'une sombre allégorie venant noircir sa fiction quasi macabre (The Sound and the Fury — Le bruit et la fureur, 1930). Faulkner dénonce l'héritage de l'esclavage, pensant que la solution devrait venir d'un acte d'amour de la part du Sud. Seule la souffrance pourrait racheter la douleur infligée par le passé (*Intruder in the Dust — Étendards dans la poussière*, 1948). Le style de la fiction de Faulkner a remporté un succès universel, voire influencé le nouveau roman par sa multiplicité des narrateurs, des lieux, des trames temporelles et des personnages. Peut-être un peu comme André Malraux en France, Ernest Hemingway (1954*) a-t-il cultivé l'image du mâle héroïque à travers le journalisme de guerre, image susceptible de donner un sens à la vie au-delà du désespoir existentiel. Toujours à l'instar de Malraux, Hemingway a décrit l'Espagne républicaine ainsi que sa lutte contre le fascisme (For Whom the Bell Tolls — Pour qui sonne le glas, 1940). Dans The Old Man and the Sea (Le vieil homme et la mer, 1952), Hemingway se tourne vers une écriture plus symbolique. En général, Hemingway visait la phrase juste et purifiée qui se dresse comme un iceberg à la surface de l'eau et laisse deviner la masse qui se trouve dessous, pour utiliser sa propre métaphore.

La trilogie fictionnelle de John Dos Passos, *U.S.A.* (1930–1936), rassemble, dans un immense tableau, des coupures de journaux, des fragments de chanson populaire et des bribes de biographie et de poésie. Dos Passos a

dénoncé la guerre et ses rouages et a déploré la société moderne en général. Sa vision quasi photographique dépersonnalise les protagonistes, les réduisant presque à des jouets mécaniques manipulés par des forces chaotiques. *U.S.A.* a plus tard inspiré une trilogie de Jean-Paul Sartre qui pensait que Dos Passos était l'écrivain le plus important du siècle. Henry Miller, autre critique de la société moderne, notamment de la société américaine qui est plus moderne que les autres, a composé une œuvre expressionniste et lyrique très différente des écrits de Dos Passos. Miller s'est attaqué à toutes les valeurs occidentales, dont il a condamné l'hypocrisie et le puritanisme au nom de la liberté. Il a néanmoins nié être à l'origine de la révolution sexuelle qui a ébranlé l'Amérique par la suite. Force est cependant de constater que ses œuvres maîtresses, dont *Tropic of Cancer (Tropique du cancer*, 1934), *The Air-Conditioned Nightmare (Cauchemar climatisé*, 1945), et la trilogie *The Rosy Crucifixion (Crucifixion en Rose)*, composée de *Sexus, Plexus et Nexus* (1949–1960), ont toutes été censurées aux États-Unis jusqu'en 1961.

La poésie moderne américaine a connu un essor soudain à Chicago à partir de 1912 avec la revue *Poetry Review* qui, au cours des cinquante années suivantes, a publié une grande variété d'œuvres. La poésie américaine du XX^e siècle ne présente pas la moindre homogénéité. Elle a reflété, à distance, l'influence d'Erza Pound, expatriée en Europe dès 1908. Les leçons de Pound prônent notamment l'économie du langage, l'approche directe et une attention particulière au rythme. Ces leçons ont pu être associées aux attitudes les plus diverses. Certains poètes ont rompu avec la tradition, d'autres ont souhaité la préserver. Alors que certains n'ont évoqué qu'une ville ou qu'une région, d'autres ont cherché à restituer l'esprit de toute une nation ou à traiter des thèmes de portée universelle. Carl Sandburg a parlé de Chicago, puis des États-Unis (*Chicago Poems*, 1916; *The People, Yes*, 1936) et Robert Frost a exploré les paysages de la Nouvelle-Angleterre. Vers 1955, une nouvelle école de poésie d'inspiration surréaliste, voire dadaïste, est née. On y lisait généralement à voix haute sur fond de musique jazz dans les bars de la *beat generation* de San Francisco. Les incantations d'Allen Ginsberg (*Howl*, 1956) reproduisent le langage, la violence ainsi que la déchéance morale et physique de la culture de la drogue.

Eugene O'Neill (1936*) était certainement le représentant le plus éminent, si ce n'est le seul, d'un théâtre américain. Dès 1916, il a joué un grand rôle en libérant la scène de la dimension commerciale de Broadway. À partir de l'influence pleinement assimilée de la tragédie grecque, de Shakespeare, de Strindberg, de l'expressionnisme allemand, de Nietzsche et de Freud, O'Neill a créé un théâtre particulièrement original. Ses personnages, des créatures faibles malmenées par un monde aveugle et cruel, ne peuvent ni changer ni communiquer les unes avec les autres (*The Emperor*

Jones — L'empereur Jones, 1920; Anna Christie, 1921). Vers la fin de sa vie, O'Neill s'est davantage dévoilé dans des pièces d'inspiration autobiographique (A Long Day's Journey Into the Night — Le long voyage vers la nuit, 1956). Après la Seconde Guerre mondiale, Tennessee Williams a mis en scène des névroses érotiques et violentes (A Streetcar Named Desire — Un tramway nommé Désir, 1947). Les pièces d'Arthur Miller symbolisent la persécution politique en présentant des personnages victimes de leurs convictions dans un environnement américain cruel (Death of a Salesman — Mort d'un commis voyageur, 1949; The Crucible — Les sorcières de Salem, 1953) (illustration 138). En réaction à la suprématie, tout d'abord de Broadway, puis d'Off Broadway, un nouveau théâtre est apparu, Off-Off Broadway. Ce théâtre s'insère dans la continuité du mouvement beat et trahit des inspirations du mouvement dada, d'Artaud, voire du bouddhisme zen, dont des traces peuvent être décelées dans les pièces de Bob Wilson qui incluent également une grande part de musique et de danse (Einstein on the Beach, 1976). Le théâtre expérimental de David Mamet se déroule dans la ville de Chicago en présence de deux ou trois personnages (Duck Variations — Variations sur le canard, 1971; Edmund — Edmond, 1983). Les dernières pièces de Sam Shepard, qui s'insèrent parfaitement dans la tradition américaine, marquent le retour aux problèmes familiaux (Curse of the Starving Class, 1976; True West, 1980; Fool for Love, 1983).

La période suivant la Seconde Guerre mondiale a vu l'apparition de

La période suivant la Seconde Guerre mondiale a vu l'apparition de nombreux romans à tendance clairement autobiographique. Les romanciers noirs ont tenu à témoigner de l'expérience des Noirs en Amérique. Black Boy (1945) de Richard Wright présente la délinquance juvénile comme le seul choix laissé par les Blancs à un jeune Noir, même si la grand-mère de ce dernier se trouve être blanche (illustration 139). Dans The Invisible Man (Homme invisible, pour qui chantes-tu?, 1952), Ralph Ellison retrace le parcours fulgurant d'un individu anonyme littéralement remisé sous terre par la société. Toutefois, lorsqu'un individu noir donné témoigne d'une condition particulière, il ou elle parle au nom d'une vision humaine plus large; c'est le cas des écrits d'Ellison et, une fois encore, de James Baldwin. Les écrivains ultérieurs, dans des œuvres encore plus symboliques que celles d'Ellison, ont exploré les problèmes de l'art littéraire en tant que tel ou des sujets moins directement liés à l'activisme politique, comme Toni Morrison (1933*) avec Tar Baby (1981) qui traite du sort d'une femme noire.

Un tel tournant a, en effet, été constaté dans la littérature américaine en général. Progressivement, le réalisme social est partout remplacé par l'imagination, par une dimension purement fantastique, pleine de symbolisme, de réflexions philosophiques ou morales, ou par la quête de l'amour. Une tradition urbaine mêlée d'humour juif transparaît dans les grands romans de Saul Bellow (1976*) tels que *The Adventures of*

Augie March (Les aventures d'Augie March, 1953) et Herzog (1964) ou de Jerome David Salinger (Catcher in the Rye — L'attrape-cœurs, 1951; Franny and Zooey, 1961). Dans cette même tradition, les œuvres profondément humaines d'Isaac Bashevis Singer (1979*) ont été écrites directement en yiddish. Singer a évoqué les légendes juives des ghettos polonais, puis la vague d'immigration juive aux États-Unis qui a suivi (Shosha, 1978). Pour sa part, Vladimir Nabokov, écrivain d'abord russe puis anglo-américain, mais ayant toujours fait preuve d'un style européen bien à lui, a dépeint les réalités américaines avec un esprit détaché et ironique (Lolita, 1955; Pale Fire, 1962). Dans Ada or Ardor: A Family Chronicle (Ada ou l'ardeur : chronique familiale, 1969), Nabokov raconte les aventures amoureuses d'un couple à la dérive dans un monde de rêve et d'imagination. William Gath et John Barth (Lost in the Funhouse -Perdu dans le labyrinthe, 1968) ont tous deux joué ironiquement avec les schémas narratifs, les divisant de manière déroutante en différents fragments qui incluent des réflexions sur l'écriture même. Sur cet aspect, une certaine influence du nouveau roman français s'est fait sentir. Cependant, les tendances du postmodernisme américain ont été essentiellement motivées par le dégoût des réalités d'alors entièrement falsifiées par la politique et les médias, d'où la réaction de tant d'écrivains qui ont eu recours à une satire irréelle, surréaliste, voire dadaïste. Un tel discrédit jeté sur la réalité extérieure a poussé des auteurs tels que Robert Coover à présenter à tour de rôle au lecteur différentes fins possibles pour la même scène érotique. Dans l'un de ses romans, Pinocchio in Venice (Pinocchio à Venise, 1991), les différents niveaux de sens de l'intrigue suivent les aventures de la célèbre marionnette à moitié vivante, à moitié fantastique, tel un conte d'initiation où les ficelles et les tentations de la société ne cessent de retarder la pauvre créature dans l'accomplissement de toutes ses facultés d'homme. À l'aube du XXIe siècle, plusieurs écrivains utilisent les réseaux électroniques mondiaux. Ainsi, le poète et romancier John Updike (Midprint, 1969; Hugging the Shore - Serrant la côte, 1983) a opté pour la littérature interactive et a lancé un cadavre exquis en partenariat avec 18 000 internautes.

Le Canada

Les auteurs canadiens anglophones sont restés marqués par leur relation particulière avec un environnement naturel si vaste qu'il en devient presque oppressant, tandis qu'ils luttent en quête d'identité. L'un des poètes canadiens les plus célèbres, E. J. Pratt, a fait de la construction du chemin de fer transcontinental un chant aux tonalités épiques (*Towards the Last Spike*,

1952). Les nombreux poètes qui l'ont suivi (plus d'un millier de recueils ont été publiés rien que dans les années 1960) ont souvent exprimé, sous des formes modernes, leur attachement à leur région et notamment aux prairies et aux grands espaces. Dans son autobiographie, In Search of Myself (1921) ainsi que dans son roman, Over Prairie Trails (1922), Frederick Grove évoque les vastes étendues du Saskatchewan tout en menant une réflexion sur la condition humaine. Emily Carr a écrit sur sa vie chez les Indiens, sur les villages de la Colombie-Britannique frappés par la pauvreté (*The House of Small*, 1942) puis sur son enfance victorienne (*The House* of All Sorts, 1945). Sheila Watson a également décrit les montagnes de l'Ouest du Canada, abordant les mêmes thèmes que Carr mais avec un art qui transcende le régionalisme (The Double Hook, 1959). De nombreux écrivains, notamment Michael Ondaatje avec son roman très poétique *In* the Skin of the Lion (1987), ont pris pour thème l'Ontario et la grande ville de Toronto. Dans *Two Solitudes* (1945), Hugh MacLennan déplore le fossé qui existe entre les Canadiens français et anglais et, dans un style qui tient plutôt de la science-fiction, suggère un avenir plus brillant: un mariage entre les deux communautés (Voices in Time, 1980). Les personnages de Margaret Laurence tentent de faire le point sur leur vie afin d'y trouver un sens (*The Stone Angel — L'ange de pierre*, 1964). Malcolm Lowry, dans son très célèbre roman *Under the Volcano* (Au-dessous du volcan, 1947), qui se déroule au Mexique, parle du Canada (Colombie-Britannique) comme d'un paradis sur Terre. Dans The Piano Man's Daughter (La fille de l'homme au piano, 1995), Timothy Findley peint le portrait d'une famille canadienne de l'Ontario, du XIX^e siècle à la Seconde Guerre mondiale. Il montre avec une extrême sensibilité de quelle manière ses membres ont progressivement été détruits par l'héritage de la folie. Auteur de nombreux romans, dont The Wars (Guerres, 1977) et Famous Last Words (1981), il est largement reconnu comme l'un des plus grands écrivains canadiens.

La poésie lyrique de Fernand Ouellette a été très appréciée au Canada comme en Europe (*Tu regardais intensément Geneviève*, 1978). Les auteurs québécois francophones se sont toujours sentis à la fois proches et loin des trois cultures, française, canadienne et nord-américaine en général, ce que reflète la littérature québécoise. La poésie de Rina Lasnier exprime la solitude étouffante ressentie en tant qu'enfant doué de talents artistiques (*Madonnes canadiennes*, 1944; *Les gisants*, 1963). La révolution culturelle, qui a balayé le Québec dans les années 1960, est à l'origine de toute une génération d'écrivains parmi lesquels de nombreuses femmes qui ont dénoncé toute forme d'aliénation, y compris celles découlant d'un langage machiste. Les auteurs québécois ont revendiqué la libération totale du corps, perçu comme le lieu d'une expérience quotidienne des sens, susceptible d'ouvrir la voie aux dimensions métaphysiques. Le rejet des

structures et contraintes politiques et sociales a pu être exprimé à travers un large éventail d'activités littéraires : création de romans dans le roman, exploration de la forme, écritures marginales et manipulation totale du langage duquel jaillissent des parodies et des jeux de mots comme dans Les douze coups de mes nuits (1979) de Jean Daunais et œuvre de Réajean Ducharme, qui révolutionne le langage dans ses romans (Le nez qui voque, 1967; Les enfantômes, 1976). Ses dernières œuvres (Dévadée, 1990; Va savoir, 1994) le confortent au rang des meilleurs romanciers québécois. Le rejet des structures politiques et sociales ainsi que de toute contrainte est un thème récurrent dans l'ensemble de ses œuvres. Un style comparable a pu être décelé dans les vers de nombreux poètes. Tout comme leurs semblables européens, les auteurs québécois des années 1980 ont réintroduit le thème des problèmes d'identité et ont davantage centré leur attention sur ce dernier. Par exemple, dans Volkswagen Blues (1989) de Jacques Poulin, le personnage principal parcourt les États-Unis de long en large en quête de ses racines. Dans les romans d'Anne Hébert, la révolte, la violence et la mort ne sont jamais loin et l'inceste, symbole d'une Église oppressive et d'une colonisation inacceptable, est un thème majeur de son œuvre dès 1975 comme dans Les enfants du sabbat, dans lequel une religieuse devient l'incarnation même de la sorcellerie ecclésiastique. Marie-Claire Blais a décrit la pauvreté matérielle et le vide spirituel des êtres humains. Elle a également abordé le thème de l'amour, de la communication impossible et, comme tant d'auteurs, de la mort, souvent la seule issue à l'existence (Une saison dans la vie d'Emmanuel, 1965; Vision d'Anna ou le vertige, 1982). La production de Michel Tremblay comprend plus de quarante œuvres (Chroniques du plateau Mont-Royal, 1989-1995) et ses pièces font partie des meilleures du théâtre mondial de la fin des années 1990 (Les anciennes odeurs, 1981; Albertine en cinq temps, 1984). Tout comme les auteurs hispano-américains, les écrivains canadiens-français de romans et de nouvelles ont puisé dans leurs racines culturelles afin d'ajouter une dimension magique au réalisme de leur fiction.

Les Caraïbes

Le Martiniquais Aimé Césaire pousse un cri poétique en trois actes dans Cahier d'un retour au pays natal (1939), dénonçant la misère à la fois physique et morale des îles et la raison tant glorifiée de l'Occident qui a poussé le poète à préférer et à s'identifier à la folie des misérables. Le poète haïtien Jacques Roumain (Gouverneurs de la rosée, 1944) a déploré la misère des paysans oppressés de son île mais a glorifié les Noirs en général, thème repris par son compatriote Jacques Stephen Alexis (Compère

général Soleil, 1955), plus tard assassiné par le régime haïtien. Ce thème a aussi été traité par René Depestre (Étincelles, 1945; Bonjour et adieu à la négritude, 1980). Dans un langage saccadé mêlant rêves et réalité, un autre poète martiniquais, Édouard Glissant (La lézarde, 1958; Malemort, 1975), parle de l'esclavage et des révoltes avortées (L'Inde, 1956). Dans les îles caribéennes anglophones voisines, Dereck Walcott (1992*), né à Sainte-Lucie, a fondé un théâtre sur l'île de Trinidad dans lequel ses pièces, réflexions brillantes sur la diversité culturelle des Caraïbes, ont été jouées jusqu'en 1988 (Dream on Monkey Mountain — Rêve sur la montagne au singe, 1970; The Odyssey — L'odyssée, 1992) (illustration 140). Ses très célèbres poèmes (In a Green Night, 1962; The Arkansas Testament, 1987; Omeros, 1990) mélangent brillamment l'anglais et le créole.

La littérature hispanophone en Amérique latine

Le poète nicaraguayen Rubén Darío, l'âme même du modernisme ibérique, a renouvelé la puissance expressive de la langue espagnole et a immortalisé la contribution latino-américaine à la littérature mondiale. Après la parution de la dernière œuvre de R. Diarío, *Canto a la Argentina y otros poemas* (1914), la littérature hispanophone s'est adressée à un public plus large et s'est attaquée aux problèmes sociaux. Avec des écrivains de la stature de l'Argentin Jorge Luis Borges, la renommée des lettres hispano-américaines est devenue internationale (illustration 142).

Comme ses poèmes lyriques sur Buenos Aires et l'Argentine présentés dans Cuadernos de San Martin (Cahiers de San Martin, 1929), l'œuvre de J. L. Borges reste profondément ancrée dans sa propre réalité et sa propre culture hispano-américaines, paradoxalement complexes. Borges, toujours plus cosmopolite et universaliste, a contribué à enrichir sa propre culture de nombreux emprunts étrangers (Discussión — Discussion, 1932), notamment en s'inspirant de plus en plus de la mythologie et de la littérature germaniques. Borges, solitaire et aveugle, sollicité pour des conférences partout dans le monde après la Seconde Guerre mondiale, a rejeté toute appartenance et tout culte, sauf celui de la littérature dont il a exploré tous les genres sans hésiter à les mélanger. À travers sa fiction qu'il définit lui-même de polyphonique, Borges a cherché à changer la faculté d'imagination. El Aleph (L'Aleph, 1949) lui a valu la réputation de métaphysicien. Ses romans troublants, ponctués d'éléments fantastiques, n'ont jamais laissé les lecteurs indifférents (Ficciones — Fictions, 1941–1944; El libro de arena — Le livre de sable, 1975). Sa distance ironique et son scepticisme vis-à-vis de tous les systèmes lui ont valu l'hostilité de certains critiques mais la plupart ont reconnu Borges comme un humaniste engagé et authentique.

Dans le Chili voisin, Gabriela Mistral (1945*) a écrit des vers pleins de compassion sur la condition des enfants dans la détresse, tandis que son compatriote, Pablo Neruda (1975*), a atteint une renommée mondiale. Dans des textes d'inspiration surréaliste mais aussi très personnelle, Neruda exprime l'angoisse et la solitude (Veinte poemas de amor y una canción desesperada — Vingt poèmes d'amour et une chanson désespérée, 1924), recherche le sens de la vie (Residencia en la tierra — Résidence sur la terre, 1933 – 1937) et s'engage dans la lutte contre Franco et la dictature en général (España en el corazón — L'Espagne au cœur, 1938). Son Canto general (Le chant général) est une évocation puissante de la Terre, des êtres humains qui la peuplent, de ses animaux et de la vie sur le nouveau continent, ainsi qu'une dénonciation de l'oppression et de l'exploitation de ses populations par les conquistadors. Le Cubain Nicolás Guillén a également milité contre le régime franquiste et est retourné vivre dans son pays natal après la révolution castriste. Dans Heraldos negros (Les hérauts noirs, 1918), le poète péruvien César Vallejo attire l'attention sur la confusion des Noirs face à un univers hostile qui les a oubliés et exclus, alors que dans *Nada*, un individu désabusé appréhende le panthéisme en transcendant la douleur. Poemas humanos (Poèmes humains, 1939), compositions d'inspiration marxiste et surréaliste, exprime l'amour de l'auteur pour les êtres et les choses. Le poète chilien Vicente Huidobro, quant à lui, a rejeté l'imitation de la nature pour «créer» (creacionism — créationnisme). Il a également puisé dans les influences avant-gardistes européennes qu'il a mêlées aux éléments narratifs hispano-américains dans son roman *Mio Cid campeador* (1929). En 1931, Huidobro a publié son plus grand poème, Altazor o el viaje en paracaídas (Altazor). Le Mexicain José Gorostiza s'interroge sur les problèmes existentiels et sur l'alternance de la vie et de la mort dans *Muerte sin fin* (1939), disloquant le langage jusqu'à ce que sa poésie entame un processus d'autodestruction.

Les romanciers hispano-américains de la période ont axé leur attention sur les grands mythes amérindiens et sur les principaux problèmes sociaux. Dans La vorágine (1924), le Colombien José Eustaquio Rivera décrit les forêts majestueuses et violentes de son pays natal contre lesquelles les êtres humains ont toujours dû lutter. Cette œuvre a ensuite inspiré le roman à grand succès, Doña Bárbara (1929), de celui qui est devenu le président du Venezuela en 1948, Rómulo Gallegos. Riche en couleurs locales, Doña Bárbara, qui se déroule dans la pampa vénézuélienne, dresse le portrait d'un individu féroce dévorant toutes les créatures corrompues qui l'entourent, symbolisant la vengeance de la justice sur la barbarie. Le Guatémaltèque Miguel Angel Asturias (1967*) a également exploré la mythologie maya ou des individus en quête de leur identité, tout en critiquant les dictateurs et en dénonçant l'exploitation des firmes étrangères (El señor presidente—

Monsieur le Président, 1946; Hombres de maiz — Hommes de mais, 1949; El papa verde — Le Pape vert, 1954). Maladrón (Le Larron qui ne croyait pas au ciel, 1969), œuvre emprunte de réalisme magique, raconte la quête ancestrale d'une confluence des océans Atlantique et Pacifique, prétexte à un discours religieux et humaniste ponctué de passages de pur délire. Le Cubain Alejo Carpentier, tout comme Asturias, a donné un coup de baguette magique à toutes les réalités qu'il a décrites sous différentes perspectives et avec de nombreuses digressions (paysages, personnages, etc.). Ce fut le cas de son chef-d'œuvre *El siglo de las luces (Le siècle des Lumières*, 1962). Il a également eu le courage de faire une caricature mordante d'un dictateur dans El recurso del método (Le recours de la méthode, 1974). Le poète mexicain Octavio Paz (1990*) s'est d'abord inspiré des surréalistes puis s'est tourné vers l'Orient. L'amour et la liberté sont les thèmes de Piedra de sol (Pierre de soleil, 1957) et de Ladera este (Versant est, 1962-1968). Selon Paz, la force des images poétiques devrait pouvoir laisser ses impressions déroutantes dans de nombreux contextes, même celui de la révolution sociale la plus souhaitable, point souligné dans ses poèmes Libertad bajo palabra (Liberté sur parole, 1949) et ses essais (El arco y la lira — L'arc et la lyre, 1956; Las peras del olmo — Les poires de l'orme, 1965; Conjunciónes y disyunciónes — Conjonctions et disjonctions, 1969). Les méditations sur la condition humaine et le monde de *Laberinto de soledad (Le labyrinthe de la solitude*, 1950) ont établi la réputation internationale de Paz. Ses derniers recueils de poèmes, tels que Corriente alterna (Courant alternatif, 1967) et El fuego de cada día (Le feu de chaque jour), continuent de refléter les préoccupations de Paz sur le Mexique et l'identité mexicaine.

Alors que le père dominicain Pedro Henríquez Ureña a permis de saisir ce qui pourrait constituer une identité latino-américaine (*Ensayos en busca de muestra expresión*, 1928–1952), le Mexique, une fois encore, ainsi que son esprit et son peuple en proie à la pauvreté et à la révolution, constituent les principaux thèmes des fictions de Mariano Azuela (*Los de abajo* — *Ceux d'en bas*, 1916; *Los caciques* — *Les tyranneaux*; *Pedro Moreno*; *El insurgente*), de l'auteur, philosophe et homme d'État José Vasconcelos (*La raza cósmica* — *La race cosmique*, 1925) et de Juan Rulfo (*El Llano en llamas* — *Le Llano en flammes*, 1953; *Pedro Páramo*, 1955). Avec encore plus de force, le Mexicain Carlos Fuentes a fait tomber le masque d'une société hypocrite (*Los días enmascarados* — *Les Jours masqués*, 1954), a dénoncé les révolutionnaires intéressés qui ont trahi leur cause (*La muerte de Artemio Cruz* — *La mort d'Artemio Cruz*, 1962) et a aussi exploré la question de l'identité dans un autre grand roman, *Terra nostra* (1975). Soucieux de révéler ce que l'histoire masque le plus souvent, C. Fuentes a expérimenté le langage et les techniques de la fiction, dont le nouveau roman, à grand renfort de monologue intérieur, approches expliquées dans

son essai, La nueva novela hispano-americana (Le nouveau roman hispano-américain).

Au Pérou, l'identité nationale a été définie par José Carlos Mariátegui dans de nombreuses œuvres telles que celles rassemblées dans Siete ensayos de interpretación de la realidad peruana (Sept essais d'interprétation de la réalité péruvienne), livre influent publié pour la première fois en 1928 et toujours célèbre (dernière édition: 1963). José María Arguedas a décrit le fossé existant entre les propriétaires blancs et les Indiens dont il a évoqué la culture avec tendresse (Yawar fiesta — La fête du sang, 1941). L'œuvre Los ríos profundos (Les rivières profondes, 1958) raconte la révolte des Indiens suivie de la répression sauvage des Blancs, tandis que le Pérou moderne semble dépassé par ses problèmes dans Todas los sangres (Tous sangs mêlés, 1964). Désespéré par la lutte sans fin entre les dominateurs blancs et les Indiens opprimés, Arguedas s'est suicidé en 1969. Mario Vargas Llosa révèle les secrets de la haute bourgeoisie de Lima sous la dictature d'Odria dans Conversación en la catedral (Conversation à la cathédrale, 1970), puis, après La guerra del fin del mundo (La guerre de la fin du monde, 1983), a cherché à résumer les problèmes les plus importants d'Amérique latine vus de l'intérieur dans son recueil d'essais, Contra viento y marea III (Contre vents et marées, 1990).

En Argentine, Julio Cortázar a eu recours au réalisme magique pour des aventures cosmopolites et des événements du quotidien à la fois troublants, déroutants et enfin fantastiques, posant ainsi toute la question du mystère de la nature humaine (*Libro de Manuel — Livre de Manuel*, 1973). *Rayuela* (*Marelle*, 1963) de Cortázar avait déjà offert un labyrinthe fictionnel misérieux, mi-ironique, dans lequel l'auteur invitait le lecteur à établir l'ordre des chapitres, ainsi qu'un mélange d'essais, de poèmes et de nouvelles. Manuel Puig explore l'imaginaire et la sensibilité de deux prisonniers homosexuels dans *El beso de la mujer arana* (*Le baiser de la femme araignée*, 1979).

Enfin, dans un extraordinaire roman épique, *Cien anos de soledad* (*Cent ans de solitude*, 1967), le Colombien Gabriel García Marquéz (1982*) exploite toutes les tendances de la littérature hispano-américaine, alliant mythe ancestral et réalité sociale brutale de l'époque, à travers la quête solitaire, merveilleuse et magique d'un individu pour le paradis perdu (illustration 141).

La littérature brésilienne

Au Brésil, la Semaine d'art moderne de São Paulo a déclenché une très grande effervescence de l'activité littéraire. À partir d'un éventail d'innovations d'inspiration européenne, les poètes et les romanciers ont progressivement

mis au point une littérature spécifiquement brésilienne. Écrivain de premier plan, Oswald de Andrade s'est inspiré de la prose des premiers chroniqueurs portugais pour le contenu de son recueil de poèmes *Pau Brasil* (1925). Un autre poète moderniste, Mário de Andrade, a dépeint un Brésil multiracial où les mythologies indienne et africaine se sont mélangées à travers les âges dans une langue aussi composite que le pays multiculturel même (Macunaíma — Macunaïma ou le héros sans aucun caractère, 1928). Ce poème a ensuite beaucoup influencé Jão Guimarães Rosa, dont les évocations régionalistes du sertão (l'intérieur Nord-Est désertique du pays), à travers le langage poétique de *Grande sertão*: Veredas (1956), ont une fois encore mis en avant un thème fondamental de la littérature brésilienne. L'œuvre de Guimarães Rosa met en scène des habitants du sertão, des enfants, des paysans, de vieux hommes aveugles qui racontent l'histoire de leur vie à un narrateur invisible. Le sertão était déjà le principal objet de Vidas secas (Sécheresse, 1938) de Garciliano Ramos, dans lequel des familles frappées par la pauvreté fuient l'intérieur aride, attirées par l'apparente opulence de la côte. *Cobra Norato* (1928–1931) de Raul Bopp, fable en vers libres emprunte de mythe, définit un peu plus la réalité brésilienne émergente. La satire a trouvé sa meilleure expression avec Alcántara Machado (Brás Bexiga e Barrafunda, 1927) et encore avec G. Ramos qui a dressé un portrait cinglant des cannibales de la nouvelle classe bourgeoise (Caetés, 1933). À partir de 1930, les deux tendances, la fable et la satire, ont fusionné chez Jorge Amado, poète profondément enraciné dans le passé de sa région d'origine, le Nord-Est, passé emprunt de la souffrance de sa population mulâtre (Cacau — Cacao, 1933; Mar morto — Mer morte, 1936). Non sans esprit, Amado a aussi décrit son pays avec une grande tendresse (Teresa Batista cansada de guerra — Teresa Batista, 1975; A America descoberta pelos Turcos — La découverte de l'Amérique par les Turcs, 1992), tout en envisageant le futur avec optimisme (Camisola de dormir, 1980). L'urbanisation rapide a poussé des auteurs de fiction tels que Rubem Fonseca (Zona sul; Feliz año novo, 1975) et plus tard Marcelo Rubens Paiva (Agosto, 1990; O selvagem da opera, 1994), à jeter un regard plutôt sinistre sur les possibilités d'aventures picaresques dans la nouvelle jungle urbaine de Rio de Janeiro.

L'Afrique et le Proche-Orient

L'Afrique du Nord

De nombreux auteurs algériens, tels que Jean Amrouche et Kateb Yacine (Nedjma, 1956) ont écrit en français, bien que le personnage principal du

roman de Yacine rejette symboliquement son épouse étrangère pour rechercher une Algérie ancestrale et vierge. L'œuvre remarquable de Mohammed Dib s'étend sur un demi-siècle. Comme les livres de Amrouche et de Yacine, la trilogie de M. Dib, Algérie (La grande maison, 1952; L'incendie, 1954; Le métier à tisser, 1957) revendique, au nom des nombreuses classes sociales composant la population colonisée d'Algérie, le droit à une «nouvelle âme». En 1962, Dib a changé d'approche fictionnelle pour évoquer, sur des notes poétiques, la mer comme symbole de renouveau et de constance. L'indépendance a mis en avant de nouveaux problèmes. En 1968, Dib s'est élevé contre le conformisme officiel et le mensonge, tandis que Rachid Boudjedra a dénoncé la structure de la famille traditionnelle d'Afrique du Nord (*La répudiation*, 1969) et que Nabile Farès a déploré «l'exil dans nos propres âmes» (*L'exil et le désarroi*, 1976). Rachid Mimouni a condamné une bourgeoisie et une démocratie dominantes et corrompues (Le fleuve détourné, 1982). Les pièces de Noureddine Aba mettent en scène un théâtre de protestation et Aïssa Khellabi a décrit une atmosphère répressive de terreur, de soupçon et d'informateurs secrets dans l'Algérie de l'époque (Peur et mensonge, 1996). La dernière œuvre de Dib décrit de manière similaire un village de l'arrière-pays — ses bosquets, ses collines, ses souvenirs, ses aspirations et ses troubles — assiégé par des chiens fous assoiffés de sang et assassins (*Si Diable veut*, 1998). Par ailleurs, plus de trente-quatre femmes écrivains d'Algérie ont traité le thème de la place des femmes dans leur société depuis 1947. Comme tant d'autres femmes instruites d'Afrique du Nord, Assia Djebar considérait la langue étrangère, le français, comme un moyen de libération et de séduction (Les alouettes naïves, 1967; Ombre sultane, 1985).

Les auteurs marocains francophones se sont aussi attaqués au contraste entre tradition et modernisme, avec de multiples revendications, protestations et quêtes d'identité. En 1954, Driss Chraïbi s'est dressé contre l'autorité du père et une tradition islamique figée (Le passé simple). Il a également dénoncé la condition des travailleurs immigrés marocains en France (*Les boucs*, 1955) et a ensuite exploré la dichotomie entre Orient et Occident et entre tradition et modernité dans sa quête de valeurs absolues (Naissance à l'aube, 1986). Les romans de Mohammed Khaïr-Eddine constituent un mélange remarquable de prose, de poésie et de théâtre (Le déterreur, 1973), tandis qu'Abdellatif Laābi, considérant le passé comme une source tarie, a recherché une nouvelle identité et de nouveaux objectifs (L'œil et la nuit, 1969; Le chemin des Ordalies, 1975). Driss Chraïbi a abordé des thèmes comparables (Mort au Canada, 1975). Les romans particulièrement poétiques de Tahar Ben Jelloun ont mis en lumière la sexualité ambiguë des âmes perdues (*La nuit sacrée*, 1987) ou se sont fait l'écho des pensées les plus intimes d'un vieil homme abandonné de tous

(Jour de silence à Tanger, 1990).

À partir de 1950, les grands écrits francophones de Tunisie furent essentiellement représentés par les œuvres autobiographiques de l'écrivain juif Albert Memmi. Dans *Statue de sel* (1953) et *Le scor*pion (1969), Memmi oppose le sujet colonisé au colon mais souligne par ailleurs la nécessité pour le sujet colonisé de subir, lui aussi, une autocritique approfondie: l'autosatisfaction est inutile et le rejet de soi est une condition supplémentaire à la libération. En fait, de nombreux auteurs nord-africains, dans un état de frustration permanente, ont conclu que leur ennemi n'était pas seulement l'autorité coloniale mais aussi eux-mêmes, d'où le regard neuf que les romanciers, auteurs de nouvelles et poètes des années 1980 ont porté sur les bouleversements sociaux, sur eux-mêmes et sur l'autre, tout en élargissant leur exploration pour soulever des questions de portée universelle. La jeune tunisienne Emma Bel Haj Yahia a raconté les efforts de deux femmes pour trouver leur place dans une société prétendument moderne mais toujours gouvernée par les lois du coran (*Chronique frontalière*, 1991). Parallèlement aux productions en français, le nombre de romans voyant le jour en arabe dans les pays indépendants d'Afrique du Nord a commencé à augmenter progressivement malgré les critiques de la religion et l'utilisation du pronom «je» dans l'écriture que certains percevaient comme un tabou religieux, d'où l'impossibilité théorique d'écrire une autobiographie en arabe.

Quoi qu'il en soit, en Égypte, l'arabe était bel et bien utilisé pour une littérature fictionnelle réaliste dans le sillage de Zaynab (1914) de Muḥammad Ḥusayn Haykal. Tāhā Husayn a aussi publié une autobiographie en 1930, al-Ayyâm (Livre des jours), et qui plus est, dans un arabe des plus classiques. Haykal est considéré comme l'un des plus grands écrivains de langue arabe de l'époque. Dans son roman, Les damnés de la terre (1949), il décrit le malheur des pauvres hommes qui voient l'arbre de la pauvreté pousser dans leurs champs. Tawfiq al-Ḥakīm a écrit des pièces de théâtre sur des thèmes inspirés de la mythologie de la Grèce antique, puis s'est tourné vers des thèmes plus modernes, fuyant toutefois le rêve et l'irrationnel. Il est devenu célèbre avec son roman Journal d'un substitut de campagne en 1937. En 1955, Haykal a pris fait et cause pour les droits des femmes. Le roman en tant que tel, sortant alors de l'ombre des influences européennes, s'est solidement enraciné en Égypte. Le conte réaliste d'Abd ar-Rahmān ash-Šarqāwī, *La terre* (1954), décrit l'oppression et la misère des enfants de la terre d'Égypte. Nagīb Maḥfūz (1988*) a donné vie à la capitale égyptienne et aux principaux problèmes du pays dans une trilogie (1956–1957) qui lui valut une renommée mondiale et a établi l'originalité et l'importance universelle de la littérature arabe de l'époque. Mahfūz a écrit plus de quarante romans et nouvelles. *Les enfants de notre quartier* (1959) souligne le lien entre les trois grandes fois monothéistes. Il explore de nouvelles voies dans *Miramar* (1987). Edouard al-Kharrāt, Sawnallāh Ibrāhīm et Nabīl Na'um ont compté parmi les jeunes romanciers ayant suivi le chemin littéraire ouvert par Mahfūz, quoique tous avec leur propre sensibilité et appréhension pour de nouvelles formes.

Le Proche-Orient

Au Liban, le poète Adonis (ʿAlī Saʿīd) s'est nettement démarqué de la tradition poétique du Proche-Orient avec des vers de style surréaliste puisant dans une tradition relativement récente en partie inspirée de la poésie de Walt Whitman. Cette poésie particulièrement nostalgique est connue comme la poésie de l'exil (*Mahjar*) car elle a été principalement écrite par des Libanais réfugiés en Égypte, comme Mīkhāʾīl Nuʿaima et Gibrān Khalīl Gibrān. La grande poétesse iraquienne Nāzik al-Malāʾika n'a, quant à elle, gardé que ce dont elle avait besoin dans les mètres arabes classiques, pour le rythme et la musique de ses propres vers, tout en abordant de nouveaux thèmes, tels que l'espoir d'améliorer la condition des femmes.

Après le roman politiquement engagé de l'écrivain palestinien Ghassān Kanafānī, Des hommes sous le soleil (1963), Les aventures extraordinaires de Sa^cīd le pessimiste (1974) d'Émile Ḥabibi retrace avec une ironie amère la vie d'un Arabe vivant en Israël qui ne trouve que des extraterrestres pour l'écouter. Le célèbre poète palestinien Maḥmūd Darwīsh a, quant à lui, décrit les préoccupations politiques d'alors. Dans Au dernier soir sur cette terre (1994) et Pourquoi as-tu laissé le cheval à sa solitude? (1994), Darwīsh recherche une identité nationale à travers l'écriture. Il évoque les malheurs d'un vagabond dans une terre dont l'histoire et les différents peuples remontent à l'aube des temps.

Dans le territoire qui allait devenir Israël, les écrivains qui ont publié en hébreu après 1920 étaient pour la plupart des immigrants. Samuel Joseph Agnon (1966*) est considéré comme le premier grand auteur classique de la littérature israélienne moderne pour ses contes spirituels et doux-amers sur Jérusalem, ainsi que pour son évocation de l'Holocauste (*Ha-Esh ve-ha-Etsim — Le feu et le bois*, 1962). Une nouvelle génération d'auteurs a renouvelé les styles d'écriture pour aborder les changements et les problèmes psychologiques, économiques et politiques de la société israélienne. Le portrait de cette société dressé par Abraham B. Yehoshua dans *Molkho* (1989), est à la fois réaliste et ironique. Dans *Mr Mani* (*Monsieur Mani*, 1990), Yehoshua a inventé une série de dialogues d'un père à son fils de 1880 aux années 1990 à travers une succession de lieux et des circonstan-

ces variés. Amos Oz a montré comment la proximité entre voisins pouvait engendrer le conflit mais aussi créer les liens nécessaires à la paix (Po Vesham be-Eretz Israel Be-Stav — Les voix d'Israël, 1982). Son œuvre La boîte noire (1987) explore les sentiments contradictoires d'amour et de haine entre deux êtres humains. La génération d'écrivains israéliens de cette période, parfois appelée la «génération de la normalisation», s'est concentrée sur les problèmes de l'État israélien, en particulier sur la cohabitation, tandis qu'en Israël comme partout ailleurs, la plupart des auteurs suivaient les tendances littéraires internationales. Les personnages de David Grossman, exaspérés par une réalité corrompue et dominée par la violence, s'échappent dans des mondes imaginaires (Hiyukh ha-Gedi — Le sourire de l'agneau, 1983). Dans Voir ci-dessous amour (1986), deux parents ayant survécu aux camps de la mort nazis refusent totalement d'en parler et leur fils poursuit une enquête obsessionnelle dans le pays nazi mythique d'où ils viennent.

En Turquie, après la libération du langage par la poésie de Nazim Hikmet, elle-même influencée par celle de Maïakovski, de nombreux écrivains d'origine paysanne ont raconté, à partir de 1950, l'évolution et la modernisation des structures sociales en Anatolie. Les seigneurs de l'Aktchasaz, œuvre de Yashar Kemal en deux volumes, en est le meilleur exemple. Dans Kara Kitap (Le livre noir, 1990) Orhan Pamuk emprunte à James Joyce sa forme pour décrire un individu en quête de son identité à Istanbul, ville de neige et de boue, mystérieuse et lourde de son passé, pourtant si proche de l'Europe. En Iran, succédant à la prose militante d'Hejāzi qui reflète la lutte pour un système politique, aux romans d'amour et de mœurs ou encore aux histoires de famille de Jamālzāde, les nouvelles réalistes de Sādeq Hedāyat décrivent la vie et les problèmes de la Perse après 1941. On retrouve l'emprunte d'Hedāyat dans toutes les œuvres littéraires qui ont suivi.

L'AFRIQUE SUBSAHARIENNE

Les tendances littéraires au sud du Sahara ressemblent beaucoup à celles du Maghreb, plus au Nord. Elles cherchent à exorciser l'héritage du colonialisme et du racisme, à réaffirmer et occasionnellement à idéaliser une identité culturelle parfois volontairement tournée contre celle de l'Occident, à dénoncer l'oppression politique et économique du pays et aussi à trouver un nouveau langage. Tous ces éléments pourraient tout simplement permettre de définir la négritude, terme générique recouvrant les revendications éthiques et culturelles des premiers poètes noirs francophones sur le sol africain, dans

les Caraïbes et dans les îles de l'Océan Indien. Léon Damas, de Guyane française, a publié en 1937 le premier recueil de poèmes sur la négritude, *Pigments*, préfacé par Robert Desnos. La poésie de Damas chante la révolte des Noirs contre l'exploitation et le rôle humiliant imposé par la société, avec des touches d'esprit, de tendresse et de nostalgie profondes pour une Afrique mythique. Jean-Joseph Rabearivelo, de Madagascar, s'est inspiré de sources orales pour exprimer l'angoisse de son peuple en des termes modernes (*Traduit de la nuit*, 1935), tandis que son journal intime, *Cahiers bleus*, témoigne des conditions des Malgaches à la veille de la Seconde Guerre mondiale.

Le Sénégalais Léopold Sedar Senghor a ressenti moins d'amertume envers la France qu'Aimé Césaire et a exploré des souvenirs d'enfance transfigurés par un passé de légendes et de magie (*Chant d'ombre*, 1945). Parmi les autres écrivains africains francophones, Birago Diop s'est inspiré des griots, ou conteurs traditionnels, pour décrire les réalités et les valeurs de la vie des villages soudanais d'Afrique occidentale (*Les contes d'Amadou Koumba*, 1942; *Le maître et la parole*, 1978). Djibril Tamsir Niane en a fait de même avec le peuple mandingue (*Soundjata ou l'épopée mandingue*, 1960), tandis qu'Amadou Hampaté Bā a sauvegardé et retranscrit l'héritage du peuple fulani ou du peuple peul (*Ankoullel, l'enfant peul*, 1991) et que Sory Camara a rapporté les contes des griots malinkés (*Gens de la parole*, 1976). Le Nigérien John Pepper Clark a procédé de manière similaire pour retranscrire en anglais les exploits mythiques du héros du peuple ijo dans *The Ozidi Saga* (1977).

D'autres poètes protestataires ont succédé à Senghor et à Césaire. Le Sénégalais Sembene Ousmane a décrit une grève contre le racisme colonial et la corruption de l'administration (Les bouts de bois de Dieu, 1960). Le Camerounais Ferdinand Oyono a fait voler en éclat le mythe de la gratitude de la puissance colonisatrice envers les sujets colonisés (Le vieux nègre et la médaille, 1956). Également du Cameroun, Mongo Beti s'attaque, avec un esprit corrosif, à la gangrène incurable du colonialisme et à l'absence de perspective du Cameroun dans Le pauvre Christ de Bomba (1956). Il a ensuite poursuivi son œuvre en ridiculisant, sur un ton tout aussi acéré, les détenteurs du pouvoir de l'époque en Afrique (La ruine presque cocasse d'un polichinelle, 1979; Les deux mères de G. I. Dzewatana, futur camionneur, 1983; La revanche de G. I. Dzewatana, 1984). Succédant à Senghor et à Césaire, le brillant poète mauricien Édouard Maunick a filtré les idées comme de la poussière d'or à travers le crible du créole français de sa luxuriante île natale (Paroles pour solder la mer, 1988; Anthologie personnelle, 1989). Des vers très différents ont été écrits par l'un des principaux poètes africains, Tchicaya U'Tamsi du Congo-Brazzaville (Mauvais sang, 1955; Le ventre, 1978), avec une

syntaxe et une musique discordantes ainsi que des images violentes et extrêmement physiques. L'enfant noir (1953) du Guinéen Camara Laye, histoire d'une enfance idéalisée, pourrait être comparé à Chants d'ombre de Senghor. L'Aventure ambiguë (1961) du Sénégalais Cheikh Hamidou Kane, est une méditation profonde sur les phases successives de l'acculturation européanisante de son peuple, les Diallobé, à travers le choc de deux civilisations, d'où la défaite, le désarroi et une volonté de s'approprier les valeurs occidentales. À son retour dans sa terre natale, le personnage de Kane se trouve déchiré entre des choix impossibles et ne peut plus vivre. Kane a aussi dénoncé l'aliénation des êtres humains de son époque comme étant le résultat de la société de consommation et a annoncé l'autodestruction de l'Occident.

The Palm-Wine Drinkard (L'ivrogne dans la brousse, 1952) du Nigérien Amos Tutuola, jongle étonnamment avec l'anglais. Sur les traces de Tutuola, l'œuvre de Chinua Achebe montre avec brio comment l'anglais peut totalement servir la cause de l'Afrique et jouir ainsi d'une grande influence. Les fictions de Achebe, Things Fall Apart (Le monde s'effondre, 1958), No Longer at Ease (Le malaise, 1960), A Man of the People (Le démagogue, 1966) et sa poésie (Beware, Soul Brother, 1972) décrivent la fin de la société villageoise envahie par les missionnaires puis par des politiciens corrompus. Dans Anthills of the Savannah (Les termitières de la savane, 1987), Achebe relance la réflexion sur l'histoire de son pays à la lumière de son rapport à la langue, les proverbes du peuple igbo étant opposés aux slogans des politiciens. Wole Soyinka (1986*) (illustration 143) a lui aussi utilisé l'anglais dans ses poèmes. Cependant, dans ses pièces, il a mélangé le yoruba avec l'anglais le plus raffiné (Death and the King's Horsemen — La mort de l'écuyer du roi, 1975).

Les romans du Kényan Ngugi wa Thiong'o (A Grain of Wheat — Et le blé jaillira, 1967; Petals of Blood — Pétales de sang, 1977) s'attaquent à l'implantation de firmes étrangères dans son pays d'origine que le gouvernement leur vend, et cela dans un anglais parfait ponctué de chants en kikuyu et en kiswahili. Sa pièce parlée en kikuyu, Ngaahika Ndeenda (1982), a touché un point sensible et a été interdite par les autorités. En Somalie, après l'interdiction du roman de Nurudin Farah dans sa propre langue, l'auteur s'est exilé et a eu recours à l'anglais pour exprimer ses idées. Le Nigérian Ken Saro-Wiva, leader activiste pour les droits de l'homme qui fut executé en 1995, a utilisé un langage qu'il qualifiait de corrompu, alliant le pidgin et l'anglais pour mieux refléter la société désorganisée et discordante à laquelle son personnage appartient (Sozaboy, 1987). Le kiswahili a totalement remplacé l'anglais dans Kusadikika (1951) et Insha ya Mashairi (1967) de Shaaban Robert. Lorsque le kiswahili est devenu langue officielle de la Tanzanie, la plupart des écrivains ont alors

abandonné l'anglais. Euphrase Kezilahabi a déploré l'émigration rurale, la pauvreté et les problèmes des jeunes de son pays (*Dunja Uwanja wa Fujo*, 1975). Pourtant, une telle tentative destinée à restaurer la langue nationale s'est parfois retournée contre les auteurs: presque sans aucune garantie d'un lectorat étranger, ces derniers ont dénoncé les défauts de leur nouvelle classe sociale dominante qui, en retour, a fait la sourde oreille. Au Zimbabwe, Chenjerai Hove a publié *Bones* (1988) en anglais mais a fait l'éloge du pouvoir du peuple dans *Masimba Avanhu* (1986) dans sa propre langue shona. David Yali-Manis a présenté des textes (1977) en xhosa afin de transcrire la poésie orale spontanée connue sous le nom d'*isibongo*. Le poète zoulou B. W. Vilakazi a mélangé l'isibongo et des vers d'inspiration occidentale. Quant à la prose, après la publication en 1925 de *Chaka*, œuvre en langue souto, par l'un des premiers romanciers africains Thomas Mofolo, le conflit entre les Zoulous et les Britanniques a de nouveau été décrit dans la même langue par B. M. Khaketla.

La sud-africaine Nadine Gordimer (1991*) (illustration 136) a décrit la souffrance des individus impliqués dans les affrontements de l'apartheid. Elle a choisi de lutter contre l'oppression raciste et au nom de la réconciliation entre les groupes ethniques de son pays (*July's people* — *Ceux de July*, 1981). L'un de ses romans dénonce la violence d'une société moderne où il est possible de se procurer des armes à feu à volonté. Les descriptions particulièrement pénétrantes de violence de J. M. Coetzee (2003*) tournent véritablement au cauchemar et à l'hallucination (*Waiting for the Barbarians* — *En attendant les barbares*, 1980). D. M. Zwelonke, quant à lui, a exploré la dichotomie entre la réalité extérieure inévitable et la fiction qui a pour objectif de la retranscrire. Le genre littéraire le plus répandu en Afrique du Sud est la nouvelle et, l'un des principaux auteurs en la matière, Es'kia Mphalele, a souligné que l'écriture devait créer une musique permanente, au travers, en dépit et au-delà de la violence et du chaos extérieurs (*The Unbroken Song*, 1981).

Dans Soleil des indépendances (1968), Ahmadou Kourouma, de Côte d'Ivoire, a poursuivi les expérimentations de Achebe avec la langue française, mettant en cause les illusions de ceux qui ont pensé que l'indépendance dissiperait tous les problèmes. Il a dénoncé le culte du français et a introduit le malinké dans ses écrits, en réalisant l'exploit d'africaniser le vocabulaire, ce qu'il refit dans Monné, outrages et défis (1990). Cependant, S. L. Tansi du Congo-Brazzaville, a reproduit la langue populaire de sa propre capitale, langue qui, à Brazzaville, se trouve être le français (Les sept solitudes de Lorsa Lopez, 1985).

L'ASIE

L'Inde

Rabindranath Tagore (1913*), écrivain, romancier, dramaturge, poète mais aussi musicien et peintre bengali, est l'une des personnalités les plus prestigieuses et les plus connues de la littérature indienne mais aussi certainement l'une des plus controversées. Les vers de *Gītānjali* (*Offrande lyrique*, 1912), traduits vers l'anglais et le français, lui ont valu le prix Nobel. Alors que ses très nombreuses œuvres datent du début du XX^e siècle, son humanisme, son optimisme et son message d'amour ont continué d'exercer leur influence même après sa mort, jusqu'à la fin du siècle.

Héritier des deux grands auteurs de langue urdu, A. K. Ghalib et A. H. Hali, et considéré comme le principal poète de l'Inde musulmane, Sir Muḥammad Iqbāl a composé sa poésie à la fois en urdu et en persan, inspiré par un fervent mysticisme soufi. Il croyait que, à travers l'écriture, les écrivains pouvaient atteindre une renaissance personnelle et ensuite la partager avec le reste de la communauté (L'aile de Gabriel). Sir Igbāl est également connu pour ses œuvres philosophiques et pour avoir conçu l'idée à l'origine de la création du Pakistan en 1947. M. K. Mahatma Gandhi, autre figure emblématique, a composé de nombreux textes dans sa langue natale, le gujurati, ses mémoires, ainsi qu'une autobiographie traduite en anglais *The* Story of My Experiments with Truth, (Expériences de vérité ou Autobiographie, 1929) qui est passée largement inaperçue. Ses idées ont plus tard bénéficié d'un lectorat plus large grâce aux romans sur les coutumes des villages indiens de l'écrivain tamoul K. S. Venkataramani (Murugan the Tiller, 1927; Kandan, the Patriot, 1932), d'abord publiés en anglais, puis traduits en tamoul. Jawaharlal Nehru est connu pour son autobiographie rédigée en anglais lors de son séjour en prison et acclamée comme un chefd'œuvre (An Autobiography — Une autobiographie, 1936). Dhan Gopal Mukerji, ami de Nehru et activiste politique luttant pour l'indépendance, a également publié une autobiographie (Caste and Outcast, 1923). L'écrivain du Pendjab, Mulk Raj Anand, a écrit plusieurs romans et œuvres politiques inspirées du marxisme sur le Pendjab. Untouchable (1935), qui retrace une journée dans la vie d'un balayeur, a été très applaudi. Les romans de Khwaja Ahmad Abbas, écrivain de gauche, appartiennent au même courant réaliste et progressiste et décrivent également une société changeante. Comme beaucoup d'autres auteurs, Abbas a écrit son autobiographie (I Write as I Feel, 1948). Krisan Candar, romancier très populaire, a également créé une œuvre réaliste au parfum socialiste, parfois teintée de mélancolie poétique. Tout comme l'œuvre de Rajindar Singh Bedi, celle-ci évoque la vie d'un village du Pendjab. Le brahmane Raja Rao considérait la littérature comme un acte religieux et a dressé le portrait détaillé d'un village indien se métamorphosant grâce à l'inspiration donnée par Gandhi (*Kanthapura*, 1938). Il a souvent voyagé à l'étranger et a décrit les problèmes rencontrés dans d'autres pays par les intellectuels indiens (*The Chessmaster and his Moves*, 1988). A Passage to India (Route des Indes, 1924) de l'auteur britannique E. M. Foster est resté un classique, même après l'indépendance. Dans son œuvre assez tardive, Autobiography of an Unknown Indian (1951), Nirad C. Chaudhuri, né en 1897, raconte son expérience quotidienne au Bengale et retrace l'histoire de l'Inde. En Angleterre à partir de 1970, Chaudhuri a vivement critiqué les deux pays dans la seconde partie de son autobiographie, Thy Hand, Great Anarch (1990).

Les romans réalistes de Prem Chand (de son vrai nom Dhanpat Rai Srivastava), écrits en hindi, quoique dépendant étroitement de la tradition romanesque du XIX^e siècle. Dans ces romans, notamment dans *The Gift of a Cow* (1936), ainsi que dans près de trois cents nouvelles, il parle des gens ordinaires plutôt que de l'élite. Si la tradition poétique hindi, connue sous le nom de *chayavad*, est aussi profondément enracinée dans la révolte littéraire et sociale, elle est avant tout romantique et mystique. Elle a introduit le vers libre, la musicalité et, en particulier, un mode d'expression plus significatif. Parmi les quatre poètes adeptes du *chayavad*, Mahadevi Varma est le plus connu (*Nihar*, *Rasmi* et *Dipsikha*). *A Time to Change* (1952) est le recueil de l'un des meilleurs poètes et dramaturges anglophones en Inde, Nissim Ezekiel.

Écrivant en urdu, Faïz Ahmed Faïz a enrichi sa poésie de prosodie occidentale, élargissant le registre des images et des techniques traditionnelles (*Daste Saba*, 1952). Ses poèmes ont été fréquemment réédités et traduits vers plusieurs langues. Après l'autobiographie (1950) d'U. V. Swaminatha Iyer, considérée comme l'une des meilleures œuvres en tamoul, *Vati va cal* de Cellapa explore de nouvelles possibilités en matière d'écriture tout en décrivant la vie d'un village tamoul, tandis que Jeyakantan rapporte l'extrême pauvreté des grandes villes. Parmi les poètes écrivant en malayalam, trois auteurs ont été remarqués dans les années avant 1970, l'âge d'or de la poésie malayalam: Vallathol Narayana Menon, Kumaran Asan et Ullor S. Parameshwar Iyer.

Après la phase romantique du *chayavad*, la littérature hindi a adopté un style plus socialiste et progressiste influencé par Marx et Gandhi (*pragativad*). Un autre courant prétendument expérimental porte essentiellement sur les individus n'hésitant pas à se regarder d'un œil critique, à s'engager sur le plan existentiel ou à explorer leur ego à la lumière de la psychanalyse. Les romans de Jainendr Kumar, *Tyag Patr*, *Sunita* et *Parakh* sont considérés comme des chefs-d'œuvre.

La plupart des romans publiés après 1950 abordent les mêmes sujets: les difficultés sociales ou la confrontation entre les valeurs occidentales et indiennes. R. K. Narayan jouissait déjà d'une très grande réputation d'écrivain avec ses portraits des classes moyennes d'une ville imaginaire de l'Inde du Sud lorsqu'il a repris ces thèmes dans Waiting for the Mahatma (1955). D'autres auteurs se sont attaqués à un sujet plus délicat : la partition du Pendjab. Attia Hosain a raconté sa vie de musulman en Inde pendant cette période (Sunlight on a Broken Column, 1961). La nièce de Nehru, Nayantara Saghal, a également évoqué le Pendjab pendant la partition dans ses écrits autobiographiques, ainsi que dans Storm in Chandigarh (1969). Le thème a été repris par Chaman Nahal qui raconte la fuite d'une famille hindoue (Azadi, 1975). L'écrivain sikh, Khushwant Singh, est célèbre pour son œuvre tragique Train to Pakistan (Train pour le Pakistan, 1956), ainsi que pour beaucoup d'autres œuvres mises en valeur par des passages d'un esprit irrévérencieux et sardonique. Anita Desai jouit d'une renommée mondiale; ses œuvres explorent principalement la solitude et l'inadaptation des ieunes femmes dans des situations dominées par le conflit (*Bye-bye* Blackbird, 1968; Baumgartner's Bombay — Le Bombay de Baumgartner, 1988).

Mahadevi Varma est célèbre, non seulement pour avoir participé à la transformation de la poésie, mais aussi pour avoir dénoncé les injustices subies par les démunis, les enfants et les femmes dont elle a pris la défense en tant qu'ardente féministe. Dans ses mémoires (*Sketches from my Past: Encounters with India's Oppressed*, 1989), elle dresse un portrait des opprimés dont elle a pu constater les souffrances. Derrière les apparences se cache néanmoins un sentiment de désespoir face aux injustices qu'elle a vu de ses propres yeux. Mahasveta Devi, l'une des romancières les plus connues écrivant en bengali et lauréate du célèbre prix Sahitya Akademi en 1979 (*Jhansir Rani*, 1956; *Putra, The Son*, 1986) a écrit sur les difficultés des communautés tribales.

Le postmodernisme innovant de Farrakhan Hendy (*Poona Company*, 1980; *Bombay Duck*, 1990) s'inscrit dans la tradition de l'humour angloindien. Salman Rushdie (illustration 136), musulman installé à Londres, a fait la satire du Pakistan dans *Shame* (1983). Il a aussi suscité la colère et reçu des menaces de mort de religieux shi'ites et d'autres fondamentalistes islamiques avec son roman, *The Satanic Verses (Les versets sataniques)*, qui lui a également valu une renommée mondiale (1989). Cette œuvre associe des éléments sociaux et politiques réels et fantastiques au réalisme magique. Après avoir raconté l'histoire récente du Sri Lanka dans *Reef* (1994), Romesh Gunesekera s'est exilé. Shashi Thapoor confronte hindous et musulmans dans une drôle de parodie postmoderne du Mahâbhârata (*The Great Indian Novel* — *Le grand roman indien*, 1989). Les romans de

l'anthropologiste polyglotte Amitav Ghosh font pénétrer le lecteur dans un monde plein de créatures difformes et grotesques où le quotidien prosaïque s'emplit de magie et le passé se mêle au futur (*The Shadow Lines — Lignes d'ombre*, 1988; *The Calcutta Chromosome — Le chromosome de Calcutta*, 1998) (illustration 144).

L'Indonésie

Le mouvement littéraire initié en 1928 par l'adoption d'une langue écrite unique a été freiné par l'invasion japonaise. Pramoedya Ananta Toer a été le seul auteur important ayant émergé de ce que les Indonésiens appellent «la génération de 1945». Toer s'est battu au nom de l'indépendance et a pris la guerre et l'activité de guérilla comme thèmes de ses livres (*Partisan Family*, 1950). L'une de ses dernières œuvres raconte la déchéance morale d'un petit fonctionnaire que la soif de richesse et de luxe fait sombrer dans la corruption (*Korupsi — Corruption*, 1961). Putu Wijaya dresse le portrait d'un jeune de Bali qui reçoit un télégramme bouleversant totalement sa vie quotidienne, avec un mélange de réalité et de rêves (*Telegram — Télégramme*, 1973).

Le Viet Nam

Vers 1925, Hoang Ngoc Phách a publié le premier roman moderne de son pays en décrivant les tentatives d'un individu pour se défaire des liens familiaux traditionnels. En 1935, une rupture totale avec le passé s'est produite. Alors que les idées d'indépendance et d'unité s'imposaient, les écrivains ont affiché une totale liberté artistique et se sont inspirés de tous les courants de la littérature française de l'époque. La libération de l'individu et une société en plein bouleversement ont inspiré les thèmes de la fiction de Hō Biēu Chánh (dans le Sud) et de Nhāt Linh (dans le Nord). La poésie, les romans et les nouvelles se sont multipliés à la fin des années 1990. Ninh Bao exprime la profonde douleur du personnage de son roman de retour de la guerre (*Le chagrin de la guerre*, 1922).

Le Japon

L'ère Taisho, qui correspond plus ou moins avec la Première Guerre mondiale, a été marquée par l'exécution de «dangereux» intellectuels. Des écrivains comme Ogai Mori ont abandonné le naturalisme, ont pris du recul et ont réfléchi sur les valeurs des traditions perdues de leur pays qu'un monde moderne a si mal remplacé (*Shibue Chusai*, 1916). L'auto-

biographie de Soseki Natsume (Michikusa — Détours, 1915) traite des conflits alimentés par la passion et des exigences des règles éthiques du Japon traditionnel. Néanmoins, de jeunes et riches écrivains se sont ouverts aux influences européennes, notamment Ibsen et Strindberg et les romanciers russes. Le pessimisme et les préoccupations sociales ont permis à Takeo Arishima (*Aru Onna — A Certain Woman*, 1919) de se démarquer de ce groupe. Avec ses contes médiévaux, Ryunosuke Akutagawa semble à part; pourtant, ses histoires posent d'importantes questions propres à l'artiste et, plus généralement, aux êtres humains dans les temps modernes (*Rashomon*, 1915; *Igokuhen* — *The Hell Screen*, 1918). Avant de se suicider, il a analysé la folie qui le menaçait ainsi que les raisons qui l'ont poussé à mettre fin à ses jours dans *Haguruma* (*Engrenages*, 1927). Dans les années 1920, de jeunes artistes ont été tentés par divers courants politiques et littéraires: internationalisme, expressionnisme, dadaïsme, communisme, surréalisme. etc. Les œuvres prolétaires comprennent Kani Kosen (Le bateau-usine, 1929) de Kobayashi Takiji, œuvre d'une grande qualité littéraire qui dénonce les conditions dégradantes des pêcheurs. Torturé par les autorités, l'auteur est mort en 1933. Shimazaki Toson a rapporté les effets des réformes modernes sur les provinciaux (Yoakemae — Avant l'aube, 1929–1935). En 1937, Naoya Shiga a terminé un long roman d'inspiration autobiographique abordant les problèmes d'un ieune artiste entrant en conflit avec lui-même et décrivant les relations avec sa famille (An Ya Koro — Cheminement dans les ténèbres).

Junichiro Tanizaki a publié ses deux grands romans, Tade Kuu Mushi (Le goût des orties) et Shunkinsho (Fragments de la vie de Shunkin) respectivement en 1929 et en 1933, mais a dû attendre la Seconde Guerre mondiale pour que l'interdiction de publication de son chef-d'œuvre, Sasameyuki (Quatre sœurs), soit levée en 1947-1948 malgré la dimension apolitique de l'œuvre. Les romans de Tanizaki, Kagi (La confession impudique, 1956) et Futen Rojin Nikki (Journal d'un vieux fou, 1961-1962), analysent, sous une forme et dans un langage parfaits, les ambiguïtés et les manifestations du désir dans des situations inhabituelles. Autre grand roman de Yasunari Kawabata (illustration 145) paru en 1948, Yukiguni (Pays de neige) explore, toujours dans un langage très pur et poétique, les sentiments de ses personnages avec subtilité et profondeur. Kawabata évoque la solitude et le froid hivernal au seuil de la mort et décrit l'amour d'un citadin pour une femme irréelle dans le pays de neige. Le charme se rompt néanmoins à la fin du roman avec un feu, symbole de désespoir. L'aspect esthétique de cette œuvre, l'un des chefs-d'œuvre de la littérature japonaise de l'époque, stylise le réalisme et conduit une histoire aux limites mêmes du pouvoir d'expression du langage, levant les masques pour révéler les vérités les plus profondes. Senbazuru (Nuée d'oiseaux blancs, 1949–1951) de Kawabata est un «roman miniature» plongeant le

lecteur dans l'ambiance d'une cérémonie traditionnelle du thé écrit avec un réalisme psychologique intense. Yama no Oto (Le grondement de la montagne, 1949-1951) explore un quotidien monotone qui tourne progressivement à la catastrophe, tandis que son œuvre étrange, Nemureru Bijo (Les belles endormies, 1960-1961), reflète les sentiments d'un vieil homme contemplant les corps de prostituées endormies. Anshitsu (Chambre noire, 1969), de Yoshiyuki Junnosuke, suit un personnage marginal en quête de sa propre humanité qui s'interroge sur l'homosexualité, la vie et la mort. Yukio Mishima a exploré avec attention différentes perversions, comme dans Kinkakuji (Le pavillon d'or, 1956), dans lequel il décrit la descente dans la folie d'un jeune moine qui finit par mettre le feu à un célèbre temple, ou dans Utage no Ato (Après le banquet, 1960) qui raconte la vie et les problèmes conjugaux d'une femme d'affaires. Kobo Abe a révélé les problèmes d'identité de ses personnages en les plaçant dans des situations déroutantes. Un citadin, par exemple, tombe entre les griffes d'une tribu de sauvages dans Suna no Onna (La femme des sables, 1962). Dans le reste de son œuvre, Kobo Abe a eu recours à la science-fiction, aux récits d'aventure ou au roman policier pour mettre davantage en lumière l'aspect psychologique de ses personnages. Kenzaburo Oe (1994*) décrit, sur un ton humoristique et grotesque, le combat d'un individu tourmenté contre un environnement hostile (Manen Gannen no Futtoboru - Football en l'an 1 de l'ère Man'en, 1967). Jun Ishikawa a fondé sa réputation sur ses nouvelles des années 1950 mais s'est véritablement révélé avec un roman d'une originalité extraordinaire, une œuvre des plus postmodernes, Kyofuki (Chronique du vent fou, 1980), qui mêle du langage parlé à des références érudites et explore les nombreuses facettes de la société contemporaine.

Parmi les jeunes écrivains, Kenji Nakagami se démarque par la qualité de sa fiction avec *Sen nen no Yuraku* (*Plaisir millénaire*, 1982) et *Nichirin no Tsubasa* (*Sur les ailes du soleil*, 1984). Yuko Tsushima, avec *Yoru no Hikari ni Owarete* (*Poursuivie par la lumière de la nuit*, 1987) et Eimi Yamada, avec *Bedtime Eyes* (1985) ont acquis une très grande renommée pour leur touche personnelle, leur grande fraîcheur et leur imagination débordante.

La Corée

Après le rattachement de la Corée au Japon en 1910, Li Koang-su a perpétué la tradition des «nouveaux romans» de son pays avec une œuvre didactique qui prend la défense du bien contre le mal, *Mujong* (*Impitoyable*, 1917). Avec la montée en puissance des mouvements indépendantistes, les romans sont devenus plus naturalistes. Yom Sang-sôp a dressé un tableau triste et brutal de

la société coréenne (*Une grenouille dans la chambre aux spécimens*, 1921). Au cours des années 1920, les intellectuels ont pris position en faveur des travailleurs et des paysans de leur pays. En 1930, Li Ki-yong a ainsi publié un roman violent, *Sô-hoa*. Des auteurs aux préoccupations plus esthétiques se sont de nouveau intéressés à la nature dans les années 1930. Quoi qu'il en soit, les mesures draconiennes des forces d'occupation japonaises ont réduit les écrivains au silence jusqu'en 1945. En 1953, après la guerre de Corée, certains ont dénoncé la division du pays et d'autres, l'expansionnisme du Nord. Les écrivains ont par la suite eu tendance à se révolter contre le régime autoritaire de Syngman Rhee. Le poète Pak Tu-jin (*Sa-wôl man-bal — April Flowers*, 1966) a célébré le renouveau de la littérature de la révolte. Dès 1980, de plus jeunes écrivains ont décrit dans leurs nouvelles les bouleversements économiques et sociaux des villes, les traditions du passé s'effaçant devant les conditions modernes. Kim Sung-dong (*Mandala*, 1990) raconte avec esprit les aventures de deux moines bouddhistes dans le monde moderne.

La Chine

Bien que la Chine ait connu des bouleversements politiques, sociaux et économiques de toutes sortes, la production littéraire est restée considérable. Le manifeste d'Hu Shi (1917) plaide en faveur d'une expression sincère des sentiments dans un langage plus proche du discours moderne, tandis que le monde littéraire s'est mis à accueillir les influences étrangères, notamment russes et françaises. Le réalisme et l'introspection ont dominé le roman, particulièrement la nouvelle, genre de prédilection. Poètes et écrivains ont fondé des revues littéraires, telles que la célèbre revue *Chuangzao* (*Création*, 1922) dont les deux collaborateurs les plus connus ont été le dramaturge Tian Han et le poète Guo Moruo. Ce dernier a dominé la littérature jusqu'à sa mort en 1978 grâce à la publication de poèmes romantiques et panthéistes comme Nüchen (Déesses, 1921), dans lequel il exprime son souhait de voir le monde éclairé par un «nouveau soleil», de poèmes d'amour (Le vase, 1925), de romans, de nouvelles et de fictions autobiographiques (Feuilles mortes, 1936). Tian Han a eu plus de difficultés à obtenir une très large adhésion populaire avec ses pièces d'inspiration européenne face à un théâtre traditionnel encore très vivant. Cependant, ses pièces de plus en plus complexes, telles que Nangui (1929), ont fait de lui un dramaturge respecté et très apprécié.

Lu Xun est considéré par beaucoup comme le père de la littérature moderne en Chine (illustration 146). *Journal d'un fou* (1918), inspiré du conte de Gogol, dénonce une société prise au piège «dans une cage en fer», vouée à la suffocation et s'il existe une lueur d'espoir, elle provient

des enfants qui eux, ne sont pas des «cannibales». Le recueil Na-han (L'appel aux armes, 1923) renferme son chef-d'œuvre, la nouvelle Ah Q Zheng-Zhuan (La véritable histoire d'Ah Q). Un jeune homme se rebellant contre les coutumes de son village est tourmenté par les autres villageois qui finissent par l'exclure et l'exécuter. Le village décide que leur bouc émissaire devait être coupable simplement parce qu'il a été puni. Lu Xun a aussi bien condamné la lâcheté des victimes que celle de leurs bourreaux. Il a exploré les recoins les plus profonds de son ego dans des poèmes en prose aux accents nietzschéens (Ye Cao — Les herbes sauvages, 1927) et a critiqué et déploré, dans de courts essais particulièrement appréciés à l'époque, les injustices de la guerre civile et les troubles auxquels les intellectuels se sont trouvés mêlés. Yu Dafu décrit sous un angle quelque peu autobiographique les malheurs d'un étudiant exilé au Japon et poussé au suicide par l'exclusion et le désespoir (*Naufrage*, 1921). La nouvelle de Ye Shengtao, *Gemo (Barriers*, 1922), raconte, dans un style laconique, le mariage forcé d'une jeune femme ordinaire (pratique très courante), son exploitation dans une ferme, sa répudiation, le deuil qui a suivi et sa mise en vente en tant qu'esclave par sa propre belle-famille. Un des autres romans de Ye Shengtao, Ni Huanzhi (1928), raconte la perte d'illusions d'un professeur face au comportement des notables locaux et à la violence de la répression nationaliste à Shanghai. La trilogie de Mao Dun (1927-1928) décrit aussi des personnages désespérés inquiets pour leur futur après l'échec de Shanghai. *Hong (L'arc-en-ciel*, 1929), inspiré par Ibsen alors en vue dans le monde intellectuel, explore la difficile émancipation d'une jeune femme de classe moyenne qui finit par adhérer à un groupe de jeunes communistes. *Ziye* (*Minuit*, 1933) décrit le déclin industriel, les grèves des travailleurs et le tableau social à Shanghai, principalement pendant la crise de 1930. Cependant, après Fushi (Putréfaction, 1941), journal d'une jeune femme forcée d'espionner pour les nationalistes, Mao Dun a disparu de la scène littéraire jusqu'à la fin de la déculturation en 1978. Les personnages de Ba Jin, confrontés à l'oppression et à l'injustice, dépassent leurs limites en se sacrifiant pour leurs camarades ou luttent pour la liberté contre leurs clans familiaux. Dans *Anye* (*Nuit glacée*, 1947), une jeune femme fuit ainsi l'invasion japonaise, laissant derrière elle son mari pour mourir lentement de tuberculose.

Lao She a écrit des romans satiriques et humoristiques comme *Luotuo Xiangzi (Le pousse-pousse*, 1936), puis a raconté la fable d'un paysan de Beijing auquel le sort a souri à trois reprises et qui s'est à chaque fois retrouvé plus pauvre qu'avant. *Sishi Tong Tang (Quatre générations sous un même toit)* de Lao She (1943) décrit la vie de la société dans la capitale chinoise sous l'occupation japonaise. En 1946, Lao She a quitté la Chine pour les États-Unis. Autre personnalité à avoir rejoint les États-Unis, le dramaturge

Cao Yu, bien connu pour ses pièces allant de Leiyu (L'orage, 1933), dont le thème rappelle celui de *Phèdre* de Racine, à sa dramatisation de la lutte de l'humanité contre les forces du destin (Qiao — Le pont, 1939). À son retour en Chine, Cao Yu a commencé une autobiographie mais, comme beaucoup d'autres écrivains, fut humilié en 1966. Le langage raffiné et poétique de Wu Zuguang classe ses pièces parmi les meilleures du théâtre chinois moderne (Fengxue Yegui Ren — Retour de nuit par une tempête de neige, 1942). Guo Moruo a écrit plusieurs tragédies historiques (*Hufu — Le Sceau* du Tigre, 1942; Kongque Dan — Galle de paon, 1942) puis a produit des pièces populaires dans le respect des consignes du régime de Mao Zedong. En 1961, Wu Han, professeur d'histoire, a écrit une pièce appelée *Hai Rui* Longuan (Le congédiement de Hai Rui) qui présente un mandarin soucieux de la justice et de l'intégrité. Cependant, à cause de son engagement contre le régime, la pièce a été durement attaquée en 1965 par un jeune critique de Shanghai qui l'a qualifiée d'«herbe vénéneuse». Des auteurs comme Tian Han et Mao Dun ont progressivement été autorisés à réécrire mais, malgré les promesses officielles de libéralisation, la liberté d'expression est souvent restée limitée et le printemps de Beijing de 1978–1979 a été de courte durée. Les influences étrangères se sont pourtant fait sentir dans le domaine de la critique littéraire et les auteurs de prose ainsi que les poètes ont continué à être entendus. Zhang Xinxin a publié une autobiographie en 1981 ainsi que des centaines de reportages enregistrés dans tout le pays et regroupés dans Beijingren (L'homme de Beijing, 1986). La romancière Wang Anyi a été remarquée pour Huangshan Zhi Lian (Amour sur une montagne déserte, 1986), tandis que Yu Hua a montré comment le sens de l'honneur et de la dignité pouvaient encourager les individus à survivre et à s'accrocher à la vie malgré la pauvreté et la misère infligées par les bouleversements politiques (Xu Sanguan Mai Xue Ji — Chronique d'un marchant de sang, 1996).

L'OCÉANIE

L'Australie

La trilogie d'Ethel (Henry Handel) Richardson, roman qui raconte les tribulations d'un immigrant au XIX^e siècle (*The Fortunes of Richardson Mahony*, 1930), est considérée comme un chef-d'œuvre de la littérature australienne du début du XX^e siècle. La poésie de Judith Wright, aux accents modernes malgré une forme traditionnelle, souligne sa foi en la vie (*The Moving Image*, 1946) tandis que les vers plus pessimistes d'A. D. Hope présentent

un individu désabusé et pris au piège dans un monde dénué de sens. L'intérêt pour le passé et la campagne ainsi que les préoccupations métaphysiques ont eu tendance à masquer le réalisme urbain de ces romans. Xavier Herbert oppose les Blancs et les Aborigènes pour évoquer les énergies cosmiques dans *Capricornia* (1938). Patrick White (1973*) a de nouveau raconté, dans l'un de ses propres romans, l'histoire de l'explorateur Leichart, transfiguré dans cette œuvre en un personnage extraordinaire poussé par la soif divine de créer et de posséder tout un continent (*Voss*, 1957).

Après la Seconde Guerre mondiale, les écrivains se sont concentrés

Après la Seconde Guerre mondiale, les écrivains se sont concentrés sur les problèmes sociaux : opposition entre riches et pauvres, conflits entre colons de longue date et nouveaux immigrants, et inégalité entre hommes et femmes. Dans *The Fat Man in History* (1974) de Peter Carey le réalisme se mêle au fantastique et certains personnages sont vaincus et exploités par les autres. Dans *Bliss* (1981), H. Joy meurt d'une crise cardiaque mais revient de l'au-delà avec une vision totalement modifiée : il fuit le mode de vie hypocrite qu'il avait jusqu'alors et part dans la jungle avec une jeune femme en quête de bonheur. *True Love and How to Get It* (1982) de Gerard Lee décrit toutes sortes de hippies, de punks et de groupes de lesbiennes de Brisbane, tandis que *Monkey Grip* (1977) d'Helen Garner dépeint une banlieue austère de Melbourne où règnent la drogue et la pauvreté. Dans *The Children's Beach* (1984), l'auteur porte un regard sur le monde des adolescents.

Le dramaturge aborigène Jack Davis retrace 150 ans de confrontation entre son peuple et les Blancs dans *Kullark* (1972). Cette pièce intègre de la danse, de la musique, de la pantomime et des passages de dialogue en pidgin, mélange d'anglais et de langues aborigènes. Sa poésie (Poems from Aboriginal Australia, 1978) exprime la nostalgie du passé à la lumière de l'injustice présente. Jack Davis ainsi que le romancier aborigène le plus prestigieux du pays, Colin Johnson, ont tout autant critiqué les Blancs que les Noirs. Le roman historique de Johnson, *Doctor Wooreddy's Pres*cription for Enduring the Ending of the World (L'ordonnance du docteur Wooreddy, 1983), raconte la manière dont un aborigène de Tasmanie en transe a interprété la venue d'hommes blancs et fantomatiques massacrant tout sur leur passage comme un signe de l'apocalypse. Avec son personnage qui vole, tue et échappe à la police, la violence prédomine encore dans Wild Cat Falling (La chute du chat sauvage, 1975), tout comme dans les romans de nombreux écrivains qui lui ont succédé. L'œuvre en partie autobiographique d'Archie Weller, *The Day of the Dog* (1981), décrit le chômage, l'apathie et le désespoir des aborigènes poursuivis par la police à Perth. Le personnage principal et ses compagnons, pris dans un tourbillon d'événements qui se termine en meurtre, se tuent pour ne pas tomber dans les mains de la police.

La Nouvelle-Zélande

Ce n'est qu'au milieu des années 1930 qu'un roman vraiment néozélandais a vu le jour avec Spur of the Morning (1934) d'Alan Mulgan, auteur à la vieille mentalité coloniale. À peine cinq ans plus tard, son fils John est devenu célèbre avec Man Alone qui a marqué les débuts de la sensibilité dite « provinciale » caractérisant le courant romanesque du pays jusqu'en 1930. Une telle rupture est symbolisée par un thème dès lors repris par une majorité d'écrivains : un enfant ou un adolescent aliéné est poussé à la violence, au meurtre ou à la folie sous la pression de la structure familiale puritaine, brutale ou insidieuse, imposée par ses parents, comme dans le roman d'Ian Cross, The God Boy (1957). The Cunninghams (1947) de David Ballantyne dresse le portrait d'une famille non pratiquante mais puritaine, hypocrite, ignorante et dépourvue de toute conscience politique ou de perspective d'avenir dans les années 1930. Une telle critique atteint son apogée dans Coal flat (1963) de Pearson. Le dramaturge, poète et essayiste Frank Sargeson a aussi exploré un tel sujet dans I Saw in My Dream (1949) avant de passer à d'autres thèmes. Tandis que les problèmes sociaux sont restés la principale toile de fond de tous ses écrits, l'exploration de sa vie intérieure est devenue prépondérante, tout comme les expérimentations en matière de forme : Memoirs of a Peon (1965) and Joy of the Worm (1969) dissipent toute notion de temps et d'espace grâce au monologue intérieur, aux mythes et aux symboles. La trilogie *Plumb* de Maurice Gee (1978) donne vie à trois narrateurs ayant trois perspectives différentes d'eux-mêmes alors qu'ils progressent dans un monde incertain et absurde.

De plus en plus de romans et poèmes d'écrivains maoris ont commencé à paraître dans les dernières décennies. Plusieurs écrivains de fiction ont mis en avant leur propre identité de manière agressive, comme dans *Through the Eye of the Thorn* (1984) de Robert Roo ou *The Log of the Superfluous Son* (1975) de Michael Henderson. *The Bone People* (1983) de Keri Hulme est finalement pris au sérieux après avoir été qualifié par certains de simple document anthropologique ou sociologique. En fin de compte, tel a été le sort de la poésie maorie en général, et ce malgré sa grande richesse.

Les prix Nobel de littérature sont indiqués dans le texte par le signe «*», année de la remise du prix.

BIBLIOGRAPHIE

- ABREU E. (dir. publ.). 1994. Ouvrages brésiliens traduits en France/Livros brasileiros traduzidos na França, Rio de Janeiro.
- ALDRIDGE A. O. 1986. *The Re-emergence of World Literature: A Study of Asia and the West*, Newark (Delaware)/Londres, University of Delaware Press/Associated University Press.
- ALGULIN I. 1989. A History of Swedish Literature, Stockholm, Swedish Institute.
- ANDERSON IMBERT E. 1974. *Historia de la literatura hispano-americana*, México, Colección Brevarios del Fondo de Cultura Económica.
- BADY P. 1993. La littérature chinoise moderne, Paris, PUF.
- BIRKETT J., KEARNS J. 1997. A guide to French Literature: Early Modern to Post-modern, Londres, Macmillan.
- BISHOP T. 1997. From the Left Bank: Reflections on the Modern French Theatre and the Novel, New York, New York University Press.
- BLAGOI D. D. 1967. *Istorija russkoj sovietskoj literatury [Histoire de la littérature soviétique]*, (4 vols.), Moscou/Leningrad, Akademiâ nauk SSSR.
- BONAMOUR J. 1996. La littérature russe, Paris, PUF.
- Bradbury M. 1993. *The Modern American Novel*, Oxford, Oxford University Press.
- Brown J. 1954. *Panorama de la littérature contemporaine aux États-Unis*, Paris, Gallimard.
- CHANDLER R. 1991. *A New History of Spanish Literature*, Bâton Rouge, (Louisiane) State University Press.
- CHEVRIER J. 1984. Littérature nègre, Paris, Armand Colin.
- Coulon V. 1994. Bibliographie francophone de littérature africaine, Paris, EDICEF/AUPELF.
- Coussy D, Labbe E., Fabre G., Fabre M. 1988. Les littératures de langue anglaise depuis 1945, Paris, Nathan.
- COUTINHO A., SOUSA J. G. (DE) (dir. publ.). 1989. Encyclopédia de literatura brasileira (2 vols.), Rio de Janeiro (Brésil), Oficina Literária Afránio Coutinho/FAE.
- DEJEUX J. 1977. Mohammed Dib, écrivain algérien, Sherbrooke (Québec), Naama.
- 1992. Maghreb. Littératures de langue française, Paris, La Boîte à documents.

- Demougin J. (dir. publ.). 1988. *Dictionnaire de la littérature française et francophone*, (3 vols.), Paris, Larousse.
- De Torre G. (dir. publ.). 1959. Claves de la literatura hispanoamericana, Madrid, Taurus.
- Diccionario de la literatura latinoamericana. 1957–1963 (8 vols.), Washington (DC)/Buenos Aires, Union Panamericana
- DIDIER B. (dir. publ.). 1994. *Dictionnaire universel des littératures*, (3 vols.), Paris, PUF.
- DORION G. (dir. publ.). 1994. *Dictionnaire des œuvres littéraires du Québec*, vol. 4, 1976–1980, Saint-Laurent (Canada), Fides.
- DOWNS R. B. 1978. *Books That Changed the World: Encyclopedia of World Literature in the XXth Century*, Chicago (Illinois), American Library Association.
- DUKE M. 1985. *Blooming and Contending: Chinese Literature in the Post-Mao Era*, Bloomington (Indiana), Indiana University Press.
- DURAND M., TRÂN HUÂN N. 1969. *Introduction à la littérature vietnamienne*, Paris, Maisonneuve et Larose.
- ELAM D. 1992. *Romancing the Post-Modern*, Londres/New York, Routledge.
- EVANS P. 1990. *The Penguin History of New Zealand Literature*, Harmondsworth, Penguin Books.
- Franco J. 1995. *An Introduction to Spanish-American Literature*, Cambridge/New York, Cambridge University Press.
- GAGNON M. 1986. *The French Novel of Québec*, Boston (Massachussetts), Twayne.
- GIAFFERRI-HUANG 1991. Le roman chinois depuis 1949, Paris, PUF.
- GOODWIN K. 1986. A History of Australian Literature, Londres, Macmillan.
- GRYGAR U. M. (dir. publ.). 1990. *Czech Studies: Literature, Language, Culture*, Amsterdam/Atlanta (Georgie), Rodopi.
- HSIA C. T. 1971. *A History of Modern Chinese Fiction*, New Haven (Connecticut), Yale University Press.
- Institute for literary and linguistic studies. 1959. *Mun-hak t'ong-sa [Histoire générale de la littérature coréenne]*, (2 vols.), P'yongyang.
- Japan Pen Club 1990. *Japanese Literature in Foreign Languages*, 1945–1990, Tokyo, Japanese Book Publishers.
- JOUBERT J. 1991. Littératures de l'Océan Indien. Histoire littéraire de la francophonie, Paris, EDICEF/AUPELF.

- KAYAM U. 1991. *Literature of Indonesia*, New York, Festival of Indonesia Foundation.
- KEENE D. 1984. Dawn to the West, Japanese Literature of the Modern Era, (2 vols.), New York, Holt/Reinhart-Winston.
- KLEIN L. S. 1986. *Latin American Literature in the XXth Century, A Guide*, New York, Ungar.
- KOHLER D. 1985. La Littérature grecque moderne, Paris, PUF.
- LAITINEN K. 1985. *Literature of Finland: An Outline* (trad. P. BINHAM) Helsinki, Otava Publishing Company.
- LEGOUIS E., CAZAMIAN L. 1964. *Histoire de la littérature anglaise*, Paris, Hachette.
- LILAR S. 1952. Soixante ans de théâtre belge, Bruxelles, Renaissance du livre.
- MENTON S. 1993. *Latin America's New Historical Novel*, Austin (Texas), Texas University Press
- MOSES E., NAGY M. (dir. publ.). 1990. A Journey into History: Essays on Hungarian Literature, New York, Peter Lang.
- NAESS H. S. 1993. A History of Norwegian Literature, Lincoln (Nebraska), University of Nebraska Press.
- NGANDU NKASHAMA P. 1992. Littératures et écritures en langues africaines, Paris, L'Harmattan.
- NISHIKAWA N. 1988. Le roman japonais depuis 1945, Paris, PUF.
- OWOMOYELA O. 1993. *A History of Twentieth-Century African Literatures*, Lincoln (Nebraska), University of Nebraska Press.
- PATERSON J. 1994. *Postmodernism and the Québec Novel*, Toronto, Toronto University Press.
- PICON G. 1958. Panorama de la nouvelle littérature française, Paris, Gallimard.
- PIGEOT J., TSCHUDIN J. 1995. La littérature japonaise depuis 1945, Paris, PUF.
- PIZARRO A. (dir. publ.). 1993. *America latina, palabra, literatura e cultura*, São Paulo (Brésil), UNICAMP/Memorial de América Latina.
- POLITIS L. 1975. A History of Modern Greek Literature, Oxford, Clarendon Press.
- QUAGUEBEUR M., BALBERGHE E. van (dir. publ.). 1992. Papier blanc, encre noire, cent ans de culture francophone en Afrique centrale, Zaire, Rwanda et Burundi, Bruxelles, Labor.

- QUENEAU R. (dir. publ.). 1958. *Histoire des littératures*, vol. 3, Paris, Gallimard.
- REMENYI J. 1989. *Hungarian Writers and Literature: Modern Novelists, Critics and Poets*, New Brunswick (New Jersey), Rutgers University Press.
- RENOUARD M. 1997. La littérature de langue indienne, Paris, PUF.
- RICARD A. 1995. Littératures d'Afrique noire. Des langues aux livres, Paris, CNRS/Karthala.
- ROGERS P. (dir. publ.). 2001. *The Oxford Illustrated History of English Literature*, Oxford (Royaume-Uni), Oxford University Press.
- ROMEIN-VERSCHOOR A. 1947. Alluvions et nuages, courants et figures de la littérature hollandaise contemporaine (trad. W. F. C. TIMMERMANS), Amsterdam, Querido.
- ROSSELS S. H. (dir. publ.). 1992. *A History of Danish Literature*, Lincoln (Nebraska), University of Nebraska Press.
- Rubin D. 1986. *After the Raj: British Novels of India since 1947*, Hanover (New Hampshire), University Press of New England.
- SCHATT S. 1977. *Understanding Modern American Literature: Cultural and Historical Perspectives*, Hiroshima (Japon), Bunka Hyoron.
- Schlosser H. D. 1983. *Atlas zur Deutschen Literatur*, Munich (Allemagne) Detscher Taschenbuch Verlag.
- Schopp J. C. 1990. Ausbruch aus der Mimesis: der amerikanische Roman im Zeichen der Postmoderne, Munich (Allemagne), W. Fink.
- SENGHOR L. S. 1948. Anthologie de la nouvelle poésie nègre et malgache de langue française, précédée de Orphée noir par Jean-Paul Sartre, Paris, PUF.
- SERGIO P. 1979. *The Modern Italian Novel*, Carbondale (Illinois), Southern Illinois University Press.
- SLAVOV A. 1981. *The «Thaw» in Bulgarian Literature*, East European Monographs, Boulder (Colorado) Columbia University Press
- STEGAGNO PICCHIO L. 1972. *La letteratura brasiliana*, Sansoni Academia, Florence/Milan,
- STURM T. (dir. publ.). 1991. *The Oxford History of New Zealand Literature in English*, Auckland (Nouvelle Zélande), Oxford University Press.
- TSAI M. 1979. Contemporary Chinese Novels and Short Stories, 1949–1974: An Annotated Bibliography, Council on East Indian Studies, Harvard (Massachussetts), Harvard University Press.

- Unión Panamericana. 1957–1963. *Diccionario de la literatura latinoamericana*, (8 vols.), Washington D. C., Unión Panamericana.
- WALSH W. 1990. Indian Literature in English, Londres, Longman.
- WEINBERGER-THOMAS C. (dir. publ.). 1988. L'Inde et l'imaginaire, Paris, Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales (Purusartha).
- WILLIAMS R. 1995. The Post-Modern Novel in Latin America: Politics, Culture, and the Crisis of Truth, New York, St. Martin's Press.
- XU NAIXIANG et al. (dir. publ.). 1990. Zhongguo xiandai wenxue cidian (Dictionary of Modern Chinese Literature). Nanning (Chine), Guangxi renmin chubansche.

26.2 Le nationalisme et l'internationalisme dans l'art moderne

Caroline A. Jones et John Clark

LES NATIONS ET LES AUTRES

Ces demoiselles

Tout commence aux alentours de 1907, par une toile tendue sur un cadre de bois et recouverte de pigments à l'huile, à la manière de la plupart des tableaux européens, à ceci près que l'arrangement particulier de ces pigments ne ressemble à rien de connu et va laisser l'Europe stupéfaite. Au début, le titre de la toile n'est guère qu'une désignation commode qui circule parmi les amis et connaissances de son auteur, le peintre moderniste espagnol Pablo Ruiz Picasso qui, une fois le vaste tableau achevé, se contentera de l'adosser au mur de son atelier parisien. Elle n'en sortira guère pendant les prochaines décennies mais restera pourtant gravée dans la mémoire de tous ceux qui la voient. Aujourd'hui, malgré le secret qui entoura ses débuts, ce tableau de près de 2,5 mètres de haut trône au Musée d'art moderne de New York (MOMA), où des millions de visiteurs se penchent sur l'inscription authentifiant ce qui est devenu l'un des tableaux les plus connus du modernisme: Les demoiselles d'Avignon (illustration 147).

Il n'est pas meilleure entrée en matière pour ce panorama des tensions entre nationalisme et internationalisme dans l'art moderne que de nous imaginer dans ce musée, devant ce tableau-ci, créé par cet artiste précis. Le Musée d'art moderne de New York, fondé en 1929, est l'une des premières institutions à avoir conceptualisé et donné forme à la notion de «modernisme» en rassemblant une collection d'objets tenus pour représentatifs des activités humaines les plus variées du XX° siècle: non seulement des peintures et des sculptures, des gravures et des dessins, mais aussi des films, des photographies, des voitures de course, des chaises, des hélices et des moulins à café. La démarche pédagogique, implicitement et explicitement

mise en œuvre dans les collections du musée, fait du précédent créé par les *Demoiselles* de Picasso un moment charnière dans l'histoire du modernisme. Tout ce qui précède peut être rattaché à une tradition antérieure et tout ce qui vient après s'inscrit dans un nouvel univers de formes et de significations. Ce que révèle en outre cette peinture, ce sont les discours du nationalisme et de l'internationalisme, eux-mêmes constitutifs de la modernité — pour autant qu'on entende cette notion dans la perspective historique forgée par les nouvelles nations d'Europe occidentale. Une analyse des *Demoiselles* va nous permettre d'introduire le propos de ce chapitre. Les tentatives pour atteindre la «modernité» dans les arts visuels du XX^e siècle ont été modelées et canalisées par le discours rampant du nationalisme; dans le même temps, le modernisme a remis en cause, ébranlé et sapé tout ce qui dans la notion de «nation» pouvait semblait acquis.

Les demoiselles d'Avignon ont été perçues dès le début comme une peinture sur les ébranlements et ruptures des temps modernes. Picasso s'était établi à Paris, la capitale culturelle du monde occidental. Il y peignait des tableaux où le récent passé européen du modernisme dialoguait avec les traditions anciennes du classicisme et en tirait une légitimité. Avec les Demoiselles, Picasso se livrait également à une exploration du désir moderne des nations européennes de déborder leurs frontières, de se constituer en puissances mondiales par la colonisation de l'«autre». Les confrères du peintre, ainsi que les critiques d'art, virent notamment dans cette toile un acte d'allégeance stylistique inéluctablement tiraillé entre les peintres français du XIXe siècle tel que Paul Cézanne d'un côté et les formes de la sculpture africaine «anonyme» de l'autre. À l'époque, les objets d'art africain commençaient à jouir de la faveur des collectionneurs à Paris. Quant aux toiles de Cézanne, elles venaient d'être consacrées chefs-d'œuvre de l'art moderne français. On ne considérait pas comme de l'art les objets ethnographiques auxquels faisait écho la peinture de Picasso, mais bien comme les échantillons d'un passé «primitif» prémoderne découvert par le peintre espagnol dans les sous-sols du musée du Trocadéro (Musée d'ethnographie du Trocadéro de la France coloniale, transformé depuis en musée de l'Homme). Si l'on jugeait alors que les deux fils conducteurs suivis par Picasso — Cézanne et l'Afrique, la France et ses colonies menaient à des univers conceptuels distincts, chacun allait pourtant se révéler indispensable au devenir du modernisme dans les arts visuels.

En s'ouvrant sur ce monument reconnu de la peinture occidentale du XX^e siècle que sont les *Demoiselles* de Picasso, ce chapitre va examiner les nombreuses formes se réclamant du modernisme, dans leurs rapports aux idéologies de la «nation», à travers un choix d'œuvres représentatives des arts visuels. Examinons d'abord l'ambition, alors caressée par le modernisme, de représenter un idéal de «progrès» neutre, exempt de jugements

de valeur (et qui engloberait le développement économique, l'innovation scientifique, la technologie et l'industrie) tout en admettant que de telles aspirations puissent être l'expression d'un inévitable eurocentrisme. Nous récuserons cependant les approches simplistes faisant du modernisme l'apanage d'un capitalisme occidental hégémonique, en nous penchant sur des expressions modernistes à la fois autres et hybrides, décelables hors du monde occidental ou capitaliste ou bien dans des niches logées au sein même du monde artistique occidental. Nous montrerons comment certains mouvements artistiques particuliers, certaines œuvres spécifiques incarnaient la «voix de la nation», tandis que d'autres s'employaient à contrecarrer les nationalismes des pays et cultures qui les avaient vus naître. Enfin, nous nous pencherons sur l'émergence du «postmodernisme» à la fin du XXe siècle et nous interrogerons les formes artistiques répondant à ce nom sont parvenues à échapper à l'écheveau discursif mêlant nationalisme et internationalisme, en atteignant l'«universel».

Pour commencer, il faut signaler que les deux termes du titre de cet essai — «nation» et «moderne» — ont fait l'objet de déconstruction féconde de la part d'une série de penseurs postcoloniaux. « International » renferme manifestement le présupposé selon lequel la « nation » est l'unité de mesure, le principe organisationnel de base sans lequel les peuples du monde ne pourraient être conceptualisés ou compris. Et pourtant bien que ces termes puissent être déconstruits, l'un et l'autre se révélant inscrits dans leur supposé contraire (chargés l'un et l'autre d'une série de significations culturellement marquées et déterminées socialement), tous deux restent indispensables. Les axes jumeaux qu'ils présentent (certes ancrés dans les contextes précis que nous cherchons à comprendre) restent des lieux nodaux du discours qui traverse le XX^e siècle, en particulier dans les arts visuels. La «nation» n'est autre que l'expression moderne d'un pouvoir étatique centralisé. Depuis l'Antiquité égyptienne, sinon davantage, la culture visuelle constitue le moyen le plus direct de «donner voix» à ce genre de pouvoir. Les canons égyptiens, étonnamment constants, démontrent de façon magistrale combien le pharaon avait la haute main sur les voies de sa propre représentation (et sur les possibilités, canalisées, qu'avait la population d'accéder et d'interagir avec ces représentations). Il va sans dire qu'à l'époque moderne, les relations de pouvoir sont moins lisibles et les artistes de moins en moins tributaires du mécénat ou d'autres formes de soutien émanant d'une source centralisée. Pourtant, peut-être en raison même de cette émancipation (ou, selon le point de vue, de cet isolement nouveau) qui érigea «l'artiste marginal d'avant-garde» en archétype du modernisme, on peut juger que la production artistique du XX^e siècle en dit d'autant plus sur les interactions entre la nation, le sujet et la modernité.

Les cinq demoiselles du tableau de Picasso illustrent cette dynamique ambivalente. Exerçant le «plus vieux métier du monde», elles sont tout sauf classiquement distantes. Comme l'indiquait le titre original du tableau, ce sont les pensionnaires d'un «bordel philosophique» et malgré tout, elles nous mettent en présence de corps plus que d'esprits. La nudité tranchée de leurs corps et leur attitude provocante ne sont sans doute pas étrangères au choix définitif du titre du tableau, qui renvoie à une rue de Barcelone — la rue d'Avignon — célèbre pour ses prostituées et ses maisons closes, d'où le titre initial du tableau. Picasso situe le bordel dans son Espagne natale mais réalise son œuvre à Paris, métropole moderne où les prostituées sont légion. Pour le peintre, cette «singulière institution» a une signification à la fois personnelle et intellectuelle.

Les historiens de l'art ont reconstruit en détail la genèse de cette œuvre maîtresse de la carrière de Picasso. Lui-même la décrira plus tard comme un « exorcisme » et les ébauches de l'œuvre nous apprennent qu'il songea d'abord à se représenter sur sa toile, tantôt en marin prenant du bon temps auprès des prostituées, tantôt en étudiant en médecine, que l'on aurait vu rentrer sur la gauche (les études montrent que l'un comme l'autre étaient des autoportraits déguisés). Le tableau d'origine était donc bâti autour de la confrontation du sexe et de la mort, de la maladie et de la connaissance, mais le choix de Picasso de projeter une facette de son identité dans la figure d'un marin est significatif. À un premier niveau, ce choix est dicté par l'ambition: à son retour des colonies françaises d'Afrique du Nord où il avait passé l'été 1906, le peintre français Henri Matisse, fauviste et rival de Picasso, avait lui-même réalisé plusieurs versions d'un Jeune marin. À un autre niveau, le marin indique l'état transnational de Picasso lui-même. Les études préparatoires qu'il réalisa pour ce tableau le montrent en train de rouler une cigarette (le vice par excellence du Nouveau Monde), vêtu d'un béret noir à pompon blanc et de la traditionnelle vareuse des marins. Cette tenue a deux particularités: c'est celle d'un simple matelot et elle n'est a priori foncièrement ni française ni espagnole (ni même anglaise, russe ou américaine). Cet anonymat même, passe-partout, ancre le matelot dans une hiérarchie maritime plus large, fondée sur un pouvoir auquel il est soumis mais qu'il incarne également. Les marins sont itinérants mais ils sont aussi les représentants de leur pavillon. Ils échappent au système économique centralisé de l'État-nation, mais en sont aussi les ambassadeurs. Enfin, ils incarnent à la fois la confrontation avec l'«autre», l'autochtone, et l'expérience sexuelle censée découler de cette rencontre. L'iconographie du marin est donc liée à l'expansionnisme de la nation européenne, engagée à cette époque précise dans une lutte pour étendre son empire sur l'Afrique subsaharienne.

Le marin (pour Picasso comme pour Matisse) est une figure liminale. Écarté de la version définitive des *Demoiselles*, le marin de Picasso était un personnage-frontière, représentant la volonté impériale et l'ambition de la nation, incarnées dans une figure masculine érotique, impétueuse et juvénile. Son évolution vers une figure féminine au fil des centaines d'études préparatoires exécutées par Picasso confirme la malléabilité notionnelle des demoiselles elles-mêmes. Dans ce va-et-vient incertain des sexes, les figures finissent par perdre tout attribut explicitement masculin, pour ne conserver de viril que leurs regards directs et les figures de voyeur que postule le tableau. C'est de la place de ces hommes modernes imaginaires que nous observons les femmes de ce tableau.

L'espace pictural se lisant de gauche à droite dans la tradition occidentale, l'agencement des cinq demoiselles et leur entourage suit un ordre implicite (et, de fait, Picasso les a peintes et retouchées en procédant de gauche à droite). Suivant cette logique, la première figure en partant de la gauche arbore un visage sans expression, comme un masque, à la façon des œuvres que l'Océanie inspira au français Paul Gauguin. À l'époque, on qualifia sa pose d'«égyptienne». De même que les deux figures centrales, son visage évoque également la sculpture ibérique antique (la statuaire préchrétienne de l'actuelle Espagne), dont Picasso vient d'acquérir deux exemplaires avec l'aide de son agent. La référence à la sculpture ibérique est intéressante, car ce style espagnol «autochtone» n'était autre qu'une variante locale des traditions classiques de la sculpture qui faisaient la mode «internationale» de l'époque. Placées dans le contexte pictural français, encore dominé par les salons académiques qui se positionnaient comme les véritables héritiers de la Grèce antique, ces diverses affirmations du «primitif» et du local (Océanie, Égypte, Ibérie) se voulaient, non sans succès, des électrochocs. Le jeune Picasso ambitionnait alors de se faire une place dans le milieu artistique parisien et, chose significative, il emprunte pour ce faire le plus vieil art qui apparaisse commun à l'Espagne et à l'Occident classique. Dans un même mouvement, l'artiste endosse donc le titre de «primitif espagnol» en France, tout en proclamant l'appartenance du primitif à une tradition menant à un monde moderne transnational.

La première demoiselle ibérique de Picasso soulève une tenture sombre rouge orangé, faisant écho à son symétrique, sur la droite, qui écarte une paire de draperies bleu cristallin. Ce jeu d'étoffes encadre l'image et traverse tout le tableau (lequel, bien sûr, est lui-même une sorte d'étoffe héraldique). Contrairement à l'habitude en France, l'atmosphère est confinée et l'espace saturé. Il est même plus chargé que dans l'imaginaire mauresque fait de harems et de bains orientaux des peintres académiques. Chacune des demoiselles s'accroupit, retient ou se drape dans des étoffes rouges, blanches ou bleues. Ces couleurs précises (étendards de la France, du Royaume-Uni ou des États-Unis) connotent un discours des nations et, de fait, forment de larges bandes verticales, à l'instar du drapeau tricolore

français, à l'ordre des couleurs près. Cet ordre est en effet inversé, comme si le tableau était sens dessus dessous ou devant derrière — invitant à conjecturer que si d'aventure Picasso a sciemment recouru à cette imagerie patriotique, il fixa son choix sur une vue renversée, de dos, pour que les primitifs espagnols s'y détachent plus nettement.

Il nous reste à examiner les deux figures situées à droite. Elles se démarquent à la fois du modèle égyptien et du modèle ibérique. Leurs visages sont zébrés de stries sombres discordantes, leurs nez violemment distordus. Comme mentionné plus haut, les traits magistraux de ces demoiselles sont inspirés de la sculpture africaine appréhendée de façon globale et indifférenciée (et avant tout de masques du Congo français appartenant aux amis de Picasso ou aperçus au musée du Trocadéro). L'Afrique subsaharienne est ainsi le second axe sur lequel Picasso projette sa vision du modernisme, amalgamée sur un mode syncrétique à l'art européen. Contrairement aux œuvres de contemporains comme Matisse ou André Derain, aucun masque ni aucune sculpture africaine ne sont figurés ici. Il ne s'agit pas non plus de la reproduction soignée de formes artistiques africaines telles qu'elles prendront corps quelques décennies plus tard à New York, dans le mouvement artistique du «New Negro» (représenté notamment par l'Afro-Américain Lois Mailou Jones). Les demoiselles masquées de Picasso sont «néo-africaines», ce sont des fictions composites sorties de l'imagination de Picasso. Ce n'est pas nous, mais ses consœurs, que regarde la «néo-Africaine» du haut du tableau, qui se fraie insolemment un passage à travers le bleu troisième couleur — des draperies. Son œil «frontal» est noir et absent (un masque que personne n'habite) et seul l'œil de profil scrute en coin les autres demoiselles. Comme celles d'entre elles qui ont remplacé le marin et l'étudiant en médecine de Picasso, cette créature angulaire compte aussi dans son passé brumeux un double de Picasso précurseur avec qui elle s'est maintenant fondue. Dans un carnet à dessins où figurent plusieurs ébauches préparatoires des *Demoiselles*, Picasso croqua cette figure maintes et maintes fois, en lui prêtant parfois ses propres traits. Ainsi, tout comme les Ibériques/Égyptiennes, cette Africaine qui leur fait écho remplace Picasso, à la fois métaphoriquement et psychologiquement. Si elle représente l'altérité d'Afrique, elle fonctionne également comme une projection du propre désir de Picasso, un intercesseur magique («exorciste») qui va lui permettre de réaliser son ambition, d'être le grand peintre des temps modernes.

Par contraste, la figure accroupie fut d'entrée de jeu une femme, quoique son cou «torturé» n'apparaisse que dans les dernières phases, violentes, de production du tableau. Sous cette tête aux torsions saisissantes, le corps plonge certaines de ses racines dans la grande tradition des odalisques et en particulier dans les scènes orientales de harems du grand peintre néoclassique français Dominique Ingres (les spécialistes ont mis au jour de nombreuses études de Picasso consacrées aux odalisques d'Ingres, placées dans des décors fantasmés de style turc ou marocain). Comme dans les figures d'Ingres, le corps privilégié des odalisques du tableau de Picasso a la peau «blanche». Mais à tous les autres égards, Picasso tourne le dos à la tradition européenne. Son «odalisque» ne détourne pas pudiquement la tête, comme le voudrait la loi du genre, dont l'effet était d'offrir sans restriction au regard de l'observateur masculin le corps dénudé. Ici au contraire, le peintre fait violemment pivoter l'axe de la tête, qu'il peint en teintes plus sombres que le corps (de même que les «Égyptiennes/Ibériques» et l'autre néo-Africaine du tableau), jusqu'à ce qu'elle croise notre regard. Dans le même temps, il couvre sa tête d'un masque, accentuant l'étrangeté de ce regard frontal.

Il est plus difficile de soutenir que Picasso se soit à aucun moment identifié avec cette sibylle scarifiée, dont le visage est tout aussi étranger au corps que le serait un heaume reposant sur ses épaules fortes et musclées. Cette référence suggestive rappelle l'iconographie des masques-heaumes au cou épais de la société gelede, de l'ethnie des Yoruba, où l'on coiffait les hommes de masques-heaumes féminins, une manière de les investir de l'esprit des femmes. Un exemple typique de masque-heaume de la société gelede, exposé au musée de l'Homme et dont Picasso tira son inspiration pour sa peinture « exorciste », arbore des stries faciales, un front scarifié, des pupilles en pointes d'épingle au milieu d'yeux en amande, des oreilles saillantes et un large collier que l'on retrouve ici, dans la seconde des demoiselles néo-africaines de Picasso. Cette tête, à la fonction de masque, suggère un écheveau complexe d'identifications croisées (entre la personne cachée et son identité arborée ou entre le peintre et le masque peint) qui fait écho au thème de l'ambivalence sexuelle des autres demoiselles. Les spécialistes du modernisme primitiviste de Picasso ont passé sous silence cette ambivalence sexuelle typique des masques que le peintre retint de sa visite au musée. Or les études préparatoires des *Demoiselles* en attestent, les recherches de Picasso étaient orientées dans cette voie. Il semble donc que ces traditions androgynes aient leur importance quant au modernisme du tableau, puisqu'elles confirment l'intention de choquer, de déstabiliser et de remodeler l'art occidental en outrepassant les frontières de la nation et du sexe.

Picasso était assurément loin de songer à importer telles quelles les significations sociales de ces masques (que ses compagnons et lui ne soupçonnaient guère). Mais il était tout aussi réfractaire à l'idée de simplement
«plaquer» leur exotisme sur un milieu parisien. Au contraire, son entreprise
a consisté à s'en approprier les formes, reconnues comme étrangères, pour
construire une identité hybride, endossée «délibérément» dans son tableau
et «malgré lui» dans un contexte social plus vaste, à travers la stigmatisation de sa condition d'étranger parmi les Français. Le désir d'identification

est ici d'une infinie complexité car il met en scène l'artiste en qui l'on voit un homme blanc, désireux de s'identifier au corps d'une femme blanche, elle-même masquée à la façon d'une femme africaine noire (par le biais de masques initialement conçus pour être endossés par des Africains, hommes). Cet écheveau complexe se manifeste dans toute sa puissance à travers cette dernière figure accroupie et distordue, en bas à droite du tableau, la plus transgressive des demoiselles et réputée être la plus moderniste.

Les *Demoiselles* ont de profondes implications pour le discours de la nation. Picasso peut se faire une place dans une tradition moderniste française par la simple mise en scène de sa stigmatisation d'Espagnol peint sous les traits d'un Maure et d'un Africain, hypothétique sujet de l'empire colonial français. Ses *Demoiselles* déclinent leur «primitivisme» dans plusieurs registres: ibérique, pensionnaires mauresques d'un harem des temps modernes, travailleuses sexuelles nues placées dans le contexte national français (drapées dans un étendard aux couleurs inversées). Cet axe complexe, où oscillent identités nationales et ethniques, est suggéré sur l'une des pages du carnet à croquis que Picasso utilisait lors de la conclusion des *Demoiselles*, au verso d'une étude consacrée à la figure «néoafricaine». Cette petite page portait les mots suivants, tracés dans un style ornemental: «Barcelone... 1 France... Málaga... Madrid... Ravignan» et à la suite, probablement en hommage à l'écrivain anarchiste français Alfred Jarry, de la main du peintre figurait la signature « Monsieur ARRRRRR ». 1 L'Espagne (Barcelone où il grandit, Málaga où il naquit, Madrid où se trouve le Prado) devient ici l'«autre» pour la France primordiale (cadre de l'atelier de Picasso, rue Ravignan). L'Espagne n'est ici rien de moins que l'antichambre mauresque de l'Afrique, l'allée sombre menant aux peuples colonisés, aux peuples «abjectifiés» du soleil. Mais aux yeux du pouvoir impérial, l'autre assujetti menace toujours de devenir le futur. Et les Demoiselles de Picasso affichent cette position.

La couleur, présente à travers les hachures vertes et bleues des têtes de ces néo-Africaines montre qu'il ne s'agit pas, pour Picasso, de réels masques africains (dont on ne possédait pas encore d'exemples colorés), mais des masques de personnes de «couleur» en général. Ni simplement kota ou baga, fang ou bambara, masques de la société gelede ou dieux guerriers dahomiens, les visages disloqués des demoiselles associent les styles sculpturaux de nombreuses cultures africaines distinctes, pour accéder à une identité picturale (ou autant dire occidentale) syncrétique. Mais le coup de maître de Picasso, c'est qu'ils le font pour opérer, de l'intérieur, la critique artistique du pictorialisme occidental, pour faire irruption tels des envahisseurs tapis derrière les drapés, pivotant leur tête pour nous dévoiler leur regard maléfique et provocant. Le modernisme des Demoiselles d'Avignon est conçu pour subvertir toute notion de culture nationale, tout

en empruntant les symboles mêmes (de race, d'ethnie, de sexe et de politique) de l'identité nationale pour donner force à sa critique. Il se peut que la néo-Africaine torde et déchire le drapeau tricolore, mais le fait qu'elle (et que Picasso) ait choisi ce terrain a aussi pour fonction de réinvestir la culture française de son statut de territoire à conquérir. La culture africaine — figure de l'autre jusque dans le pays natal de Picasso — est mise en scène ici de facon ostentatoire dans sa différence radicale la retranchant de la civilisation française et offrant pourtant à celle-ci la clé possible de son futur moderniste. Le mélange transgressif qu'opère Picasso entre nations et identités fait éclater la contribution de l'Afrique à la modernité — pas seulement formelle (les qualités sculpturales tant vantées des formes africaines qu'allait s'approprier le cubisme) mais économique, politique et érotique, comme figures asservies du désir. Les *Demoiselles* rompent avec le passé, mais ne le font que pour reprendre au tout début les vieux récits du modernisme et de la nation. Les légendes françaises de nobles primitifs et de révolutions, à la fois nationales et à la portée de l'homme universel, allaient devenir résolument hybrides dans le creuset désarticulant et syncrétique de cet admirable tableau «exorciste».

La métaphore phare: l'avant-garde

La consécration culturelle des grandes œuvres modernistes, qui prend forme dans le contexte français et fait de tableaux comme Les demoiselles d'Avignon l'emblème de l'avant-garde, culmine dans la première moitié du XX^e siècle. C'était une formule toute trouvée que ce titre aux connotations militaires, en des temps marqués par une succession d'escarmouches et de révolutions dont le point d'orgue est atteint avec la Première Guerre mondiale. Dans la réalité tonitruante des affrontements du début du XX^e siècle, où des phalanges d'hommes et de machines massées les uns contre les autres se déplaçaient en vastes formations — l'avant-garde s'apparentait aux éclaireurs marchant en avant du gros des troupes, envoyés reconnaître le danger et les possibilités de progression, aux environs et au lointain. Mais dans la métaphore de l'artiste en éclaireur, un fait avéré est passé inaperçu: l'avant-garde militaire (tout comme le marin de Picasso) agit au nom et pour le compte du roi ou de l'État. Le détachement d'éclaireurs, en avance sur le savoir des troupes, évoluant en solitaire dans les fourrées aux avant-postes de la campagne, obéit à une tactique destinée à assurer sa victoire à la nation promotrice, son triomphe sur la scène politique (et culturelle) mondiale.

Picasso fut l'un des premiers à saisir les périls et les délices de cette logique des pionniers: la victoire, dans le modernisme, revient à celui qui semble avoir le premier foulé un sol. En dépit d'une intense collaboration

avec le peintre français Georges Braque, l'artiste espagnol était connu pour sa réticence à dévoiler ses dernières recherches devant trop de jeunes talents, jaloux de préserver sa solitude au pinacle du modernisme. Et pourtant. vers la fin de 1913, Picasso permit au sculpteur d'origine lithuanienne Jacques Lipchitz d'introduire dans son atelier, alors installé boulevard Raspail, un inconnu de nationalité russe, frais émoulu d'une école de beaux-arts. Le lieu, immortalisé dans des photos d'époque, formait un ensemble moderniste où s'entassaient à l'envie les masques africains, les toiles cubistes et les collages, ainsi qu'un genre absolument nouveau de constructions cubistes. Ces dernières étaient particulièrement frappantes: assemblages de papier, de tôle de fer ou de bois, où les modèles tridimensionnels étaient juxtaposés à des signes visuels d'une abstraction radicale tridimensionnels et bidimensionnels, le tout adossé au mur et oscillant sur un mode dynamique entre les catégories autrefois bien établies de «relief» et «d'image». Guitare, crée en 1912 (illustration 148), est peut-être le plus important de ces objets à voir le jour dans l'atelier de Picasso (et le seul ensemble qui ait été conservé). Venu à connaissance d'un masque africain grebo où le sculpteur avait remplacé la cavité des yeux et de la bouche par des protubérances géométriques, Picasso construisit un simulacre d'instrument de musique, où l'illusion figurative, convaincante, reposait sur la transformation d'un espace creux (la caisse de résonance de la guitare) en forme géométrique pleine (le cylindre saillant au centre de la guitare). Les perspectives ouvertes par l'art africain eurent un rôle déterminant dans la genèse du cubisme, et la sculpture et la peinture conjuguèrent ces leçons aux traditions de souche française touchant la caricature et les philosophies de la durée (notamment les notions de flux et de simultanéité de Bergson). Picasso et Braque avaient déjà acquis la maîtrise de cette approche hybride de la représentation, à travers la pratique des peintures et collages cubistes; dans Guitare, Picasso ne fit qu'appliquer ces découvertes à la sculpture. Les recherches hermétiques de la première période cubiste, baptisée cubisme analytique, marquèrent une formidable rupture dans le langage formel de l'art moderne — rupture permise par l'abandon, au profit de la «signification», du principe d'imitation-mimésis aux fondements de la tradition académique de la peinture à l'huile — et consacrent le libre maniement des signes représentant les objets et les idées du monde. Une bouche pouvait dès lors être un cylindre, une incision, une ligne, une cavité ou un mot; un objet pouvait être placé sur le même plan pictural et conceptuel qu'une formule mathématique.

Bouleversé par le spectacle des créations ondoyantes suspendues aux murs de l'atelier de Picasso, le jeune ami russe de Lipchitz supplia le peintre de l'engager comme domestique. On raconte que l'aspirant apprenti, éconduit, sortit et se mit à errer, puis «soudain s'assit sur le trottoir [...]

et grommela entre ses dents «Il y a quelque chose là-dessous. [...] Je lui tordrai le cou», s'imaginant mettre hors d'état de nuire un rival plus aguerri (Lodder, 1983). Renonçant finalement à ses rêves de violence, après maintes autres visites, notre éclaireur avant-gardiste Vladimir Tatline rentra chez lui, où il devint le fondateur et le représentant le plus important du courant moderniste de son pays, le constructivisme russe.

Ainsi commence le second moment emblématique dans notre histoire du modernisme, du nationalisme et de l'internationalisme. Un Juif d'Europe de l'Est introduit un étudiant de l'iconographie russe dans l'atelier parisien d'un artiste espagnol, où des formes nées de la rencontre entre la sculpture ibérique, les masques africains, la philosophie et l'art français avaient engendré une conception nouvelle et moderniste de l'espace. Si, comme nous l'avons défendu. Picasso demeura un acteur écartelé dans ce champ complexe de signes et symboles géopolitiques, les intentions de Tatline, elles, furent sans équivoque dès la fin de la Révolution russe : «[...] l'occasion nous était donnée d'unir des formes artistiquement pures à des visées utilitaires [...] qui, dans notre aspiration à créer un monde nouveau, offraient un stimulant à notre inventivité [...]» (Tatline, 1920 dans Bowlt, 1988). On ne pouvait imaginer meilleure métaphore que celle d'avant-garde pour décrire le rôle que briguaient les artistes russes. Lors de ses voyages prométhéens, Tatline avait dérobé le feu du modernisme, lequel allait être utilisé pour forger le nouveau citoven-sujet de l'état collectiviste.

Naturellement, Tatline avait une petite idée de ce qu'il allait découvrir dans l'atelier de Picasso — sinon, pourquoi souhaiter s'y rendre? Une enfance malheureuse et chaotique l'avait poussé avec raison à s'engager très tôt comme marin; puis, son travail de peintre d'icônes et la fréquentation avortée de divers cours de beaux-arts le placèrent sur le chemin du groupe des «perdvizkhniki» (les «ambulants»), qui s'était fixé de créer «un art en phase avec la réalité russe [et] l'époque actuelle» (Lodder, 1983). Le climat d'effervescence nécessaire, nourri des aspirations du modernisme à prendre part à l'avènement d'un nouveau style national, était donc déjà dans l'air quand Tatline fut initié aux idées du cubisme par Mikhail Larionov et Natalia Goncharova, figures de proue du milieu artistique de la Moscou d'alors. Des œuvres cubistes commençaient même finalement à circuler, dans la collection Shchukin, ainsi que dans d'autres expositions de tableaux prêtés, qui parvinrent à Moscou avant le départ de Tatline pour Paris.

Avant la révélation qu'allait opérer en lui la sculpture de Picasso, Tatline avait déjà connaissance de certaines techniques cubistes de collage et de papier collé, où des matériaux de bric et de broc (papier, mais aussi tissu, papier peint, papier d'aluminium, corde) étaient fixés à un support plat, produisant une surface où les fragments sémiotiques ainsi importés

étaient à la fois utilisés et pris à contre-emploi. Pourtant, l'autoportrait de Tatline réalisé en 1911 qui, comme un fait exprès, le représente en marin, ne fait appel à aucune de ces techniques. Il porte davantage la trace du style graphique et curviligne des icônes russes que des ruptures novatrices du cubisme (illustration 149) et préfigure fort peu les constructions radicales que Tatline allait créer après ses visites fatidiques à l'atelier de Picasso. Ses futurs *Reliefs d'angle* et *Contre-reliefs* allaient en revanche incorporer des tôles ondulées, des fils de fer, des tessons et des surfaces de bois formant des plans incidents, le tout agencé de façon à être suspendu dans l'encoignure d'une pièce, libéré de l'apesanteur, telle une machine volante en équilibre.

Tout comme Picasso avait mêlé un héritage reconnu, issu de l'Antiquité (sculpture ibérique) ou de l'art «primitif» (masques africains) aux courants culturels les plus influents du moment (Cézanne, la philosophie française), Tatline et ses pairs firent confluer ces constructions novatrices rattachées au modernisme avec le passé iconographique de Tatline et avec le futur international de l'art russe. Dans sa description de l'icône traditionnelle — une image pieuse de la Vierge Marie peinte sur un panneau de bois rehaussé de métaux précieux, de bijoux, de charnières, de vis et autres — un critique contemporain a mis au jour les liens unissant l'objet de culte russe et l'art cubiste du collage : «Le monde réel ne s'introduit dans la création [de l'icône] qu'à travers l'assemblage et l'incrustation d'objets réels, tangibles. Et cela semble produire un combat entre deux mondes, intérieur [...] et extérieur» (Markov, 1914 dans Lodder, 1983). Aucun besoin ne pouvait être plus pressant pour les jeunes artistes établis en Russie que de rattacher le «monde intérieur» de l'Église orthodoxe russe, source dominante du style populaire national, à un «monde extérieur» émergent, porteur d'urbanisme moderne et de changement politique, dont le cubisme français pouvait sembler emblématique. Tatline et son école empruntèrent certaines idées — et en inspirèrent d'autres — aux futuristes italiens (abordés ci-dessous), eux-mêmes en quête d'une modernisation de l'héritage de l'art religieux par l'évocation du progrès technologique. On les rangeait parfois sous l'étiquette de «futuristes», mais les Russes cherchaient un nom à eux pour désigner le travail de Tatline et le nouveau mouvement russe dans son ensemble. Certains étaient partisans du mot de racine russe postroenie (édifié) plutôt que du vocable d'origine étrangère konstruktsiya (construction). Aucun des deux ne supplanta l'autre jusqu'à ce qu'au lendemain de la Révolution, l'Occident baptise du nom de «constructivisme» les extraordinaires expériences menées dans les arts et l'architecture sous l'ancien Empire russe.

Tout en assurant à la métaphore de l'avant-garde sa fortune internationale, les désastres et le chaos causés par la Première Guerre mondiale marquèrent la chute de nombreux règnes, à commencer par l'empire

russe. Remplacé tout d'abord par une démocratie lors de la révolution de Février, le régime fut de nouveau brutalement renversé pendant la révolution d'Octobre et ne recouvra un semblant de stabilité qu'après la prise de pouvoir du parti bolchevik, en novembre 1917. Mais même alors, un climat de guerre civile et d'insurrection continuait à régner. En cette période de convulsions, Tatline et ses pairs se virent investis d'une lourde responsabilité, celle de mettre leur art au service de l'avènement d'une conscience nationale et politique neuve, avec l'appui de nouvelles institutions culturelles d'État, telles que le Commissariat du peuple à l'instruction publique (*Narkompros*). Pour diverses raisons — dont la plus vraisemblable semble être la solide tradition de gauche de la plupart des artistes russes se réclamant de l'avant-garde —, le jeune groupe novateur représenté par Larionov, Goncharova, Tatline et d'autres passa pour avoir préfiguré un futur qu'on les invitait maintenant à guider. L'expression d'«avant-garde» devenait plus qu'une simple métaphore: il revenait à ces hommes qui avaient apparemment ouvert la marche d'indiquer aux troupes la voie à suivre. Revenant sur les événements qui préludèrent à ce moment extraordinaire, Kasimir Malevitch pouvait en convenir aisément que : «Le cubisme et le futurisme furent des moments de révolution artistique annonçant la révolution économique et politique de 1917 » (Malevich dans Bowlt, 1988). Certains artistes endossèrent le rôle de meneurs et d'agitateurs activistes (ainsi que le déclame le poète Vladimir Maïakovski, «Les rues sont nos pinceaux, les places nos palettes» (Maïakovski, 1918 dans Lodder; 1983). D'autres rejoignirent les rangs des nouveaux appareils d'État pour v donner forme à un modernisme plus classique, de chevalet et d'atelier. Les jeunes artistes moscovites les plus ambitieux, les militants les plus fervents de l'avènement d'une nouvelle subjectivité collectiviste créèrent la revue Lef (Levvi front iskussty — Front gauche des arts). Par certains aspects, le programme du *Lef* paraissait se penser à l'échelle de la nation, mais à d'autres égards il semblait appeler sans détour à la dissolution de toute forme de nationalisme étriqué au profit d'une révolution internationale du prolétariat. En témoignent ces extraits de «Déclaration: camarades, organisateurs de la vie!» parus dans Lef: «Vous qu'on appelle artistes! [...] Employez votre force artistique pour enceindre les villes tant que vous pouvez prendre part à la construction mondiale! Donnez au monde de nouvelles couleurs et de nouveaux contours! Nous appelons les «militants de gauche», les *futuristes* révolutionnaires, ceux qui ont donné leur art aux rues et aux places, les productivistes qui ont fait un sort à l'inspiration en la puisant dans les dynamos d'usines, les *constructivistes* qui ont troqué le mysticisme de la création pour le traitement du matériau. [...] À bas les frontières des pays et des ateliers!» (Lef, 1923 dans Bowlt, 1988).

Mais si les poètes, les écrivains, les dramaturges et les artistes plasti-

ques du Lef s'enthousiasmaient à la perspective d'une unité transnationale étendue aux autres «avant-gardes» et «expérimentateurs» artistiques (ce rêve qui informe le modernisme plonge ses racines dans la notion d'«universalité des droits de l'homme » de la philosophie des Lumières), pour les dirigeants politiques, les problèmes survenant à l'intérieur des frontières mal assurées de la nouvelle Union des républiques étaient d'une actualité plus brûlante. Une ligne de démarcation passa ainsi dès les débuts entre modernisme et modernisation: le premier, confluence des styles d'avantgarde, était associé à l'internationalisme et aux artistes soucieux de déborder les frontières de l'union; la seconde, par opposition, pouvait passer par un art figuratif plus classique (et de fait ne pouvait s'en passer) qui puisait dans le répertoire des formes reconnaissables d'un passé prérévolutionnaire, dont les vestiges pouvaient servir à forger un nouveau présent national. La question de savoir si le modernisme pouvait, ou devait, demeurer distinct de la modernisation restait pendante. Mais la vieille accointance de l'avant-garde avec la bohème, l'anarchisme, le socialisme et autres idées et pratiques antibourgeoises donna aux artistes d'avant-garde en activité un avantage idéologique, quand le vent tourna aux dépens de l'ancien régime tsariste.

Ainsi les internationalistes comme Léon Trotski (que nous pourrions appeler modernistes) attendaient-ils des intellectuels et des artistes l'avènement de nouvelles subjectivités, à travers des formes artistiques susceptibles d'apparaître au premier abord outrageusement nouvelles. Dans le même temps, le pouvoir commençait à passer aux mains d'autres personnalités (que nous pourrions baptiser modernisateurs); ainsi de Vladimir Lénine, qui jugera que seul un petit nombre des poèmes expérimentaux de Maïakovski pouvait être publié «à l'usage des bibliothèques et des excentriques ». Déjà, dans l'appel de Lef pour l'abolition du mysticisme et du travail d'atelier, une ligne de démarcation était anxieusement tracée entre l'artiste (moderniste), respecté mais de plus en plus isolé, et le nouvel artiste (modernisant) collectif, matérialiste et manufacturier de la Russie postrévolutionnaire. L'avant-gardisme n'était pas suffisant, avançait-on, s'il restait isolé dans l'enceinte d'un atelier, selon la tradition de l'art pour l'art prônée par le modernisme. Des artistes tels que Tatline avaient beau vouloir ouvrir la marche, tout le monde ne voyait pas d'un bon œil sa conception de la création d'un monde nouveau dans l'enceinte d'un atelier. Tatline lui-même se vit contraint de présenter ces expérimentations sous un jour productif et matériel et non seulement formel et esthétique. Ironie du sort, le plus productif et le plus matériel de ses projets, son œuvre de propagande la plus connue et la plus puissante, ne fut jamais construite.

Le fameux Modèle de monument pour la IIIe Internationale (illustra-

tion 150) reste le trait d'union le plus visionnaire de l'artiste entre l'aspiration moderniste de création d'un monde nouveau et ses sujets collectivistes («organiser la vie», comme le disait le rédacteur de *Lef*). Les maquettes et les plans de cet édifice comportent, complexes, toutes les visées que nous avons présentées comme caractéristiques du modernisme et du clivage entre desseins nationaux et internationaux. D'une hauteur de quatre cents mètres, avec des travées enjambant la Neva, à Petrograd, la tour de Tatline aurait été le plus grand édifice d'Europe et l'emblème orgueilleux du communisme international et de l'industrialisation. Elle serait en outre nécessairement devenue l'image cardinale, l'emblème de la jeune nation. Quoique vouée à être le monument le plus marquant de la période «héroïque» du constructivisme russe, la «tour de Tatline», ainsi qu'on la baptisa, fut victime de ses tensions symboliques irrésolues. Elle restera le fantôme du passé déchu d'un modernisme visionnaire.

On peut rechercher les sources d'inspiration premières les plus évidentes de la tour de Tatline dans les fleurons de l'ingénierie d'alors, tels que ceux employés à Paris par l'ingénieur Gustave Eiffel, lors de la commémoration de la Révolution française, quelque vingt ans plus tôt. De fait, lorsqu'elle fut dévoilée, la maquette de Tatline était assortie de la mention «Ingénieurs, créez de nouvelles formes!». Cependant, la tour constituait également une référence biblique, pleine d'à-propos de la part d'un ancien peintre d'icônes s'adressant à une nation auparavant unie (ne serait-ce que lâchement) autour de la religion. Sa forme légèrement inclinée en spirale évoque de précédentes représentations de la tour de Babel, en particulier la version vrillée et oblique qu'en donne le maître néerlandais du XVI^e siècle, Pieter Brueghel. L'amalgame réalisé ici entre les formes de la machine et la Babel biblique est éloquent, résumant les aspirations modernistes de l'Europe à un futur universel et ses inévitables intrications avec des réalités particulières, antérieures et multilingues. Dans le mythe biblique et dans les légendes qui en ont découlé, Babel était connue pour les milliers de langues disparates qui s'y épanouissaient, métropole avant l'heure dont les dirigeants ambitieux entendaient imposer leur autorité par une architecture impressionnante. Dieu finit par les punir pour leur démesure. Or, la tour Eiffel semblait aux révolutionnaires russes l'expression d'un orgueil semblable et leur inspirait un mélange d'envie et de scandale. Dans un poème intitulé *Paris*, Maïakovski exhorte la tour Eiffel à regagner le véritable berceau de la révolution.

Ici — tu es bien plus nécessaire Métal étincelant, Perçant la fumée Nous te saluons.

Le projet de Tatline porte la marque de semblables sentiments mêlés, la tech-

nique d'Eiffel lui apparaissant en affinité avec le communisme international qu'il défendait: à la fois Babel et merveille de technologie, la tour de Tatline était prête à tomber dans la démesure réprouvée par Dieu (elle mesurait cent mètres de plus que la tour Eiffel et était également plus fonctionnelle). Il est peu surprenant que la tour de Tatline ait suscité l'enthousiasme de Maïakovski et qu'il l'ait salué comme «[...] le premier monument sans barbe» et «le premier objet d'Octobre»! (Maïakovski cité dans Roman, 1992; Lodder, 1983).

Les objectifs poursuivis par Tatline à travers la tour évoluèrent peu à peu de la sphère nationale à une échelle internationale — fait intéressant pour notre propos. Initialement conçue comme un monument dédié à la révolution russe, elle devint une déclaration audacieuse de solidarité, à laquelle étaient assignées les visées internationales du Parti communiste. La commande de la tour de Tatline s'inscrivait dans le cadre du décret sur la propagande monumentale pris par Lénine en 1918, lequel prévoyait l'érection de monuments révolutionnaires à la place des édifices tsaristes. Des effigies barbues furent installées à la hâte sur toutes les places de l'Union soviétique, mais Tatline, au titre de directeur de la section moscovite chargée de l'application du décret avança une proposition fort différente. Il suggéra qu'au lieu de s'en remettre aux voies internes du jury de l'appareil d'État, l'on nomme une «commission internationale» de personnalités extérieures pour désigner les candidats appelés à construire «des monuments libres dans un État socialiste». Il appela à la constitution d'une médiation d'étrangers qui aurait servi de courroie de transmission entre la «nation» (à savoir l'union des républiques) et une communauté d'avant-garde artistique «internationale». Dans l'esprit de Tatline, les monuments ainsi commissionnés auraient non seulement célébré la révolution russe (selon le souhait de Lénine) mais, au-delà, auraient promu un nouveau modèle d'adjudication résolument international. Ils auraient constitué des «monuments en l'honneur d'un lien jusque-là inexistant entre l'État et l'art» (Tatline, 1918 dans Lodder, 1983).

Ce lien — resté lettre morte, car ni tour ni commission internationale ne virent jamais le jour — doit être interprété comme un renversement de la relation de pouvoir traditionnelle entre le patron (l'État) et l'artiste commissionné (tout comme le projet de Tatline renverse le langage moderniste dominant, fondé sur une structure gainée de verre). Bardé de technologies de télécommunication et de salles de verre en mouvement perpétuel en guise d'antennes d'agit-prop, l'édifice de Tatline aurait sans conteste ouvert une voie nouvelle. Plus que le porte-parole de la nation, l'artiste moderne indépendant, dans l'esprit de Tatline, s'adressait à la fois à la nation (à travers la propagande en langue russe) et au monde, au moyen d'un vocabulaire international de formes et de technologies de pointe. Choisissant

de faire place au futur plutôt que de commémorer le passé, de célébrer la signifiance de la Russie dans le monde plutôt que sa signification en soi, Tatline infléchit le sens de son projet, au cours de l'année 1920. Il serait désormais érigé en *Monument pour la IIIe Internationale communiste*: la rupture ainsi consommée avec le projet léniniste de commémoration rétrospective, il serait à la place un signe du futur, la caisse de résonance de la révolution, dont la forme et le programme franchiraient les frontières de l'Union pour irradier le monde entier.

Étendant sa Babel à l'univers, Tatline prévoyait que les différents étages de la tour tournent à des vitesses cosmologiques et historiques distinctes. Le dernier, «accomplissant une révolution par jour», aurait été réservé à des projections aériennes, à la transmission de télégrammes internationaux, à la radiodiffusion et à l'émission de «proclamations, pamphlets et manifestes — autrement dit à tous les moyens d'informations du prolétariat international» (Pounine, 1922 dans Lodder, 1983). Il allait de soi aux yeux de Tatline et de ses compagnons visionnaires, autoproclamés «avant-gardiste», que le seul langage véritablement international, le seul système sémiotique capable de dépasser la malédiction de Babel et de contrevenir à la pluralité des langues ne résidait pas dans la peinture à l'huile mais dans le ronron impersonnel d'une dynamo ou d'un derrick, réglé sur une fréquence universelle.

Il est maintenant possible de découvrir la marque d'une sensibilité euro-américaine dans les précédents que créèrent la tour, à travers ses trésors d'ingénierie et ses antennes radio, qui faisaient sans conteste écho aux mâts «rotatifs et hyperboloïdes» que Tatline avait dû voir lors de son service dans la marine marchande, de 1902 à 1908 (ces structures en vogue, de facture américaine, comportant des claires-voies en spirales coniques pour les gréements et l'équipement, avaient été intégrées en grande pompe à deux cuirassés russes en 1911). À l'époque, ces formes issues de l'ingénierie apparaissaient dénuées de tout «style national». Neutres, fonctionnelles et «scientifiques», elles ne portaient apparemment aucune marque susceptible de les inscrire dans un contexte régional ou national particulier. Leur origine «américaine» n'allait pourtant pas tarder à insinuer un doute persistant dans l'esprit des artistes-ingénieurs. Et partout, jusqu'à la tour de Tatline, il devint clair que ces formes mécaniques étaient porteuses d'un certain symbolisme, national ou autre. Leur neutralité même devint symbolique. Le modernisme technoscientifique qu'étaient censées incarner les formes de la machine, s'il ne pouvait à lui seul assurer à Tatline l'avènement «d'un art libre dans un État socialiste», apparaissait clairement à ses partisans, comme dans ce commentaire de Victor Chklovski, faisant de la tour de Tatline une construction de «fer, de verre et de révolution» (Chklovski cité dans Roman, 1992).

Quand, en 1920, les avant-gardistes allemands mirent à l'honneur la

tour de Tatline, lors de la foire internationale dada de Berlin, ils arrivèrent à pareilles conclusions quant aux implications artistiques de l'édifice, proclamant sur un écriteau : «Die Kunst ist tot — Es lebe die neue Maschinenkunst TATLINS [...] — L'art est mort, vive le nouvel art de la machine de Tatline». Mais comme en convinrent les dadaïstes eux-mêmes, cette interprétation révolutionnaire de l'art de la machine revenait à apposer l'estampille «révolution» sur des formes qui pouvaient tout aussi bien être perçues comme les fers de lance de systèmes économiques fort éloignés (la démocratie parlementaire ou le capitalisme industriel, par exemple). Ces formes célébrant la machine et l'ingénierie étaient déjà, dans le meilleur des cas. étroitement associées aux États-Unis, figure montante du capitalisme, désormais réglée à l'heure du taylorisme et du fordisme, et suscitant un sentiment mitigé en URSS. Le problème se fit immédiatement jour après la révolution russe et reçut sa formulation dans ces termes nationalistes précis: comment moderniser l'Union soviétique sans l'américaniser? Le vocabulaire de l'ingénierie choisi par Tatline n'échappait pas au problème. Tout particulièrement lorsqu'ils étaient imprégnés d'abstraction, les thèmes de l'industrialisation s'émancipaient des orientations de production et des programmes d'électrification de Lénine (modernisation) et pénétraient des royaumes plus symboliques (modernisme). Aussi un détracteur de Tatline ironisait-il sur ses «projets urbanistiques super-américains, où toutes les maisons seraient remplacées par des tours de Tatline» (Lounatcharski, 1927 dans Roman, 1992). Maïakovski tenta d'immuniser les symboles de la modernisation contre ces représentations, en «primitivisant» leurs sources américaines reconnues (posture typique du modernisme, nous l'avons vu). Tout comme Picasso, il transforma l'art africain en «sauvagerie» et en «exorcisme» pour minimiser sa dette esthétique et conceptuelle envers ses formes, Maïakovski infantilise le modernisme technologique américain, de façon à permettre au communisme bien plus évolué de se l'approprier: « Non, New York n'est pas moderne [...] De simples machines, des métros, des gratte-ciel et autres formes n'en font pas une vraie civilisation industrielle [...] [New York] est un accident gigantesque sorti à leur insu des mains d'enfants, ce n'est pas le produit abouti et mûri par des hommes qui comprennent ce qu'ils ont voulu et y ont réfléchi comme des artistes. Quand l'ère industrielle viendra en Russie, ce sera différent: elle sera mûrie et elle le sera sciemment.» (Maïakovski, 1925 dans Roman, 1992).

Sans doute le recours «abouti et mûri» aux outils industriels pouvait-il paraître scientifique, progressif et neutre, mais l'emploi de formes industrielles symboliques (quand bien même «réfléchies [...] comme venant d'artistes») continuait de susciter la crainte que ne s'y immiscent des influences extérieures, non seulement en Russie mais dans toute l'Europe. En France, on parla d'américanisme, en Allemagne de Machinenkunst.

Partout, l'enthousiasme suscité par ce langage de la machine était tempéré par la crainte que toute forme d'identité (nationale, culturelle, ethnique, individuelle) ne finisse par sombrer tout bonnement dans les hauts-fourneaux de l'ingénierie — alors essentiellement américaine. Le célèbre manifeste de Maïakovski enjoignant de «jeter par-dessus bord les classiques russes pour que voguent les paquebots de la modernité » faisait écho à des appels lancés d'autres coins du monde, dans lesquels les artistes disaient le fardeau qu'étaient les traditions européennes. Or, chacun de ces appels pouvait dans le même temps révéler une anxiété nationaliste croissante. La métaphore des paquebots modernistes pouvait-elle être dissociée de l'ascendant grandissant de l'Amérique sur les luxueuses flottes d'embarcations «titanesques»? En se débarrassant des «classiques», les cultures concernées ne feraient-elles pas que troquer un particularisme pour un autre (quand bien même plus technologique)? Les futuristes italiens, les vorticistes britanniques, les Allemands du Bauhaus et les dadaïstes internationaux attendaient tous de la machine qu'elle démolisse un passé encombrant et les déleste de leurs traditions nationales les plus honnies. En même temps, ces traditions conspuées ressurgissaient souvent en passagères clandestines, telles des langues vernaculaires tenaces qui semblaient constituer le discours «prêt à l'emploi» de la nation, tapi derrière la Babel d'un langage moderniste que l'on supposait international.

Le modernisme technoscientifique et l'État nation

Comme ce fut le cas du *Monument pour la IIIe Internationale* de Tatline, la multitude des mouvements qui se sont penchés sur les différentes facettes de la machine dans les années 1920 et 1930 ont été la proie de nombreuses craintes quant au rôle du modernisme dans la modernisation de l'État nation. L'adoption de nouvelles technologies nécessitait-elle l'avènement d'une nouvelle subjectivité? Aurait-on besoin d'un nouveau vocabulaire formel et d'un nouveau rapport à la matière pour construire une nouvelle société industrialisée? Les entrepreneurs capitalistes américains qui avaient construit les technologies de l'Europe en marche vers l'industrialisation étaient-ils juste des enfants ignorants (comme le laissait entendre Maïakovski)? Leur «jeu» technologique ne cachait-il pas quelque chose de dangereusement complexe, d'endémique et de pernicieux, logé dans la systématisation, la normalisation et la mécanisation du fordisme et de la taylorisation?

Cette question mobilisa assez vite les artistes. Souvent reléguée dans les franges sociales et géographiques des grandes agglomérations urbaines, notre prestigieuse avant-garde cultivait une marginalité qui s'enracinait surtout dans son intérêt pour la frontière entre nature et culture, ville et campagne, homme et machine — autant d'antagonismes exacerbés à l'extrême dans les faubourgs et à partir de la révolution industrielle. Bien sûr, l'entrée inexorable dans l'âge de la machine n'était pas du goût de tous les artistes. Même ceux qui souhaitaient se rassembler sous la bannière d'une avant-garde internationale étaient loin de tomber d'accord sur les avantages ultimes à attendre de ce mariage de la modernité avec la technologie.

Se constitua ainsi, en particulier hors de France, une avant-garde en franche rupture avec le modernisme technologique mais qui prit néanmoins part aux expérimentations formelles radicales de son temps. Le contemporain de Tatline, Wassily Kandinsky, lui aussi de souche russe, fut par exemple à l'origine d'une peinture non objective. Enseignant à Munich, il conçut une théorie du «spirituel» autour de certaines formes et couleurs, réputées faire accéder l'esprit à un niveau d'existence supérieur. Rassemblés sous des bannières telles que Die Blaue Reiter («le cavalier bleu») et Die Brücke («le pont»), d'autres artistes (du nom générique d'«expressionnistes allemands») transportèrent le goût du modernisme pour l'art primitif sur un nouveau terrain, où l'art enfantin et l'art africain étaient tous deux perçus comme les jalons d'une quête de pureté et les antidotes à un système urbain placé sous le signe de la technologie. «L'Africain considère son idole comme la forme compréhensible [...] d'un concept abstrait » écrit le peintre munichois Auguste Macke. «Partout, les formes parlent un langage sublime à la barbe des esthétiques européennes. [...] Les plaisirs, les chagrins de l'homme, des nations se cachent derrière les inscriptions, les peintures, les temples, les cathédrales et les masques [...]» (Macke, 1912 dans Harrison et Wood, 1992).

«Les plaisirs et chagrins [...] des nations» constituaient un thème de prédilection pour les artistes établis dans la toute jeune nation allemande, en mal, semblait-il, d'une symbolique qui la cimente. Les expressionnistes allemands trouvèrent un écho à leur résistance au technomodernisme dans les traditions philosophiques de l'idéalisme allemand, qui les encourageaient dans leur quête de pureté menée auprès de la nature et des «primitifs». Ces thématiques entraient également en résonance avec la montée en puissance de l'idée de nationalisme culturel, formulée au XVIIIe siècle dans les écrits de Johann Gottfried von Herder. L'ascendant intellectuel de la France nourrissait depuis des siècles le dialogue des différents pays germanophones avec le rationalisme des Lumières. En réaction, les intellectuels de la jeune Allemagne rejetèrent l'idée de rationalité «descendante» incarnée dans la technologie et l'ingénierie (présumée dominante en France) et les artistes célébrèrent le primitivisme «ascendant» de cet «autre», originaire des colonies françaises (l'Africain) et de l'Un, natif d'Allemagne (das Volk). Ce revirement n'allait pas sans tension, car les formes recherchées par les expressionnistes allemands s'avéraient parfois être des emprunts

à la culture plastique d'autres peuples (en particulier africains), plutôt que la redécouverte de formes d'expression nées en Allemagne. Ainsi que le conjecture le peintre Emil Nolde, en 1912, «l'originalité absolue, l'expression intense et souvent grotesque du pouvoir et de la vie dans des formes très simples: c'est peut-être pourquoi nous aimons ces œuvres d'art indigènes» (Nolde, 1912 dans Harrison et Wood, 1992). Mais l'intérêt témoigné aux formes artistiques d'Afrique (un passage obligé, en cette première moitié du XXe siècle, pour quiconque se réclamait du modernisme) allait s'avérer délétère dans l'Allemagne de l'entre-deux-guerres. Dans les années 1930, les nazis politisèrent cette quête de formes d'expression propres au nationalisme culturel en censurant et bannissant le modernisme primitivisant. Bien qu'il ait adhéré de bonne foi au parti nazi, Nolde, et comme lui d'autres artistes du mouvement expressionniste allemand, vit ses tableaux rejoindre la célèbre exposition de 1937 consacrée à l'«art dégénéré» (Entartete Kunst). Si Nolde demeura en Allemagne, d'autres furent contraints d'émigrer, perpétuant la tradition de nomadisme qui semble alors être le lot de très nombreux modernistes.

Les artistes orientés vers un modernisme plus technologique ne furent pas mieux lotis sous la botte de plus en plus menaçante du fascisme allemand. Les membres de l'école progressiste abstraite d'architecture et de design du Bauhaus furent eux aussi chassés par les nazis. Les expressionnistes avaient été taxés de dégénérés, le Bauhaus était traité de bolchevique. Les premiers avaient été couverts de ridicule; le second connut la terreur. C'est l'internationalisme même du Bauhaus qui lui attira les foudres des dirigeants fascistes, donnant prise à des attaques de nature politique. La technologie machiniste moderne n'était pas contestée. En revanche, tout l'enjeu idéologique était de parvenir à l'annexer à une idéologie chauvine prônant un retour aux sources nationales.

L'emprunt nazi à l'imagerie de la machine fut ainsi complexe. D'un côté, les nazis militarisaient des corps placés dans des machines et représentaient des régiments en manœuvres ainsi que des troupes en marche, exaltant des physiques virils, aguerris et bien réglés, comme autant de machines de guerre. De l'autre, ils méprisaient le caractère pansémitique et non-aryen qu'ils percevaient dans le fonctionnalisme dépouillé des formes mécaniques du Bauhaus. Un équilibre précaire fut finalement atteint, qui conciliait la revendication nationaliste (raciste) de la primauté technique aryenne avec la mise en œuvre d'un programme artistique fondé sur une esthétique figurative passéiste. Ailleurs en Europe, les styles inspirés de la machine allaient s'épanouir de façon plus cohérente, guidant les courants nationaux/internationaux du modernisme; ils devraient même souvent composer avec la culture de masse hybride des États-Unis.

La New York de l'ère industrielle inspira de nombreux styles machi-

nistes, en particulier lorsqu'elle devint la terre d'accueil d'étrangers jetés sur les routes par les bouleversements de la guerre mondiale (et plus tard du fascisme). Voici comment le peintre franco-cubain Francis Picabia raconte son premier voyage à New York (où, désertant l'armée française, il choisirait plus tard de se réfugier): «J'ai eu cette révélation presque dès mon arrivée en Amérique. [...] La machine est devenue plus qu'un simple accessoire de la vie. Elle fait réellement partie intégrante de la vie humaine. [...] Cela en est peut-être l'essence même [...] Je me suis emparé de la machinerie du monde moderne et l'ai introduite dans mon atelier.» (Picabia, 1915 dans Jones, 1998).

Avec l'artiste français Marcel Duchamp (qui avait offert à Picabia l'un de ses premiers tableaux-machines: un portrait d'inspiration cubiste fait d'instruments d'alchimie et de pistons, baptisé *La mariée*), Picabia ouvrit la voie à une sensibilité moderniste nouvelle et plus radicale. À l'origine ressentie comme américaine, cette nouvelle veine charriait néanmoins un érotisme piquant. Un dessin réalisé en 1915 par Picabia représente une bougie d'auto en jeune américaine dénudée; la fameuse «déclaration» de Duchamp, en 1917, consistait en une pièce de plomberie renversée, à savoir un urinoir rebaptisé *Fontaine*. Une autre création du groupe, fruit de la collaboration de la baronne expatriée Elsa von Freitag Loringhoven et du peintre américain Morton Schamberg, représentait un tuyau de plomberie en coude, enfoncé dans une boîte à onglets, intitulé *God*. En profonde affinité avec les groupes d'artistes anarchistes de Zurich et Berlin, le cercle d'amis de Manhattan fut par la suite honoré du titre de «dadaïsme new-yor-kais», étant donné, nous l'avons vu, la prédilection du dadaïsme européen pour les implications «anti-artistiques» de la Machinenkunst. Comme l'ont noté les spécialistes, la plupart des Américains de souche restèrent en revanche en marge de ces manipulations métaphoriques et, dans leur représentation d'objets industriels, reprirent à leur compte les traits enlevés et les effets grossissants de la publicité, mais sans toute la dose d'ironie, de ieux d'ambivalence sexuelle ou d'intention subversive des Européens. Les étrangers animant le dadaïsme new-yorkais et, ailleurs, les artistes ralliés au mouvement dadaïste, allaient chacun immanquablement donner forme à des variations particulières sur le thème de la machine, à rebours ou dans l'esprit de leurs affiliations nationales et de leur engagement présent antinationaliste. La plupart entretenaient un rapport fort ambivalent avec les avatars de la machine et avec les Américains mais, à l'instar du surréalisme plus tardif (abordé ci-dessous), leur production artistique semble avoir en grande partie désamorcé toute revendication nationale au travers d'un érotisme débordant et d'une critique anarchiste directe et féroce. Certains dadaïstes mêlèrent le primitivisme de la première période moderniste à l'imagerie de la machine, davantage dans l'air du temps. Ainsi des collages

de la dadaïste berlinoise Hannah Höch, où des photos ethnographiques de masques africains côtoient des logos de grandes entreprises en des montages très critiques. Plutôt que de renverser le pouvoir en place ou de façonner le citoyen de demain, les modernistes anarchistes rassemblés sous la bannière du dadaïsme cherchaient à révolutionner l'imagination de l'individu et à l'armer contre les prétentions de l'État-nation bureaucratique.

Une approche moins critique de la machine et de la nation vit le jour avec les futuristes italiens, qui embrassèrent sans réserve les formes machinistes et la rhétorique nationaliste. L'ancien poète symboliste Filippo Tommaso Marinetti avait lancé ce mouvement dans son extraordinaire Manifeste du futurisme, publié en 1909 dans le journal parisien Le Figaro. À la fois chantre de la machine et pourfendeur de l'héritage classique, Marinetti écrivait: «Nous déclarons que la splendeur du monde s'est enrichie d'une beauté nouvelle : la beauté de la vitesse. [...] Une automobile rugissante qui a l'air de courir sur de la mitraille est plus belle que la Victoire de Samothrace. Nous voulons démolir les musées, les bibliothèques, les académies en tous genres [...] Musées: cimetières!» (Marinetti, 1909 dans Harrison et Wood, 1992). Comme Picasso, Marinetti lança son offensive depuis la capitale française, dans cette ville où, précisément, était exposée la statue hellénistique de Samothrace (au Louvre). Et tout comme son devancier espagnol (Picasso) et ses contemporains allemands (Nolde, Höch), Marinetti convoquait l'Afrique dans sa course au futur du modernisme. Décrivant l'excursion en voiture qui le propulsa vers la révélation — quand bien même il échoua dans un fossé — ce futuriste en puissance conjuguait un éloge des effluents d'usine au souvenir de sa nourrice africaine: «Ô fossé maternel, presque entièrement empli de boue! Bel égout d'usine! J'avalai goulûment tes effluents nourriciers : et ie me remémorai le sein noir béni de ma nourrice soudanaise.»

L'Italie, comme la Russie et dans une certaine mesure l'Allemagne, était restée en marge du développement rapide des métropoles européennes et s'était «ethnicisée», en comparaison des ambitions coloniales de ses voisins français ou anglais et du passé impérial fastueux du Portugal, de l'Espagne ou des Pays-Bas. Elle tentait maintenant de rentrer dans la danse impérialiste, grâce à ses percées en Libye et en Éthiopie. À l'époque où Marinetti écrit, l'Italie était déjà modestement implantée dans le condominium anglo-égyptien exercé au Soudan, sous l'action des missionnaires catholiques établis dans le sud du pays (principalement peuplé de tribus d'Afrique noire, contrairement au nord, où les musulmans arabes, plus urbanisés, étaient majoritaires). Ces missions avaient œuvré au maintien de la poignée d'écoles et d'organisations qui assuraient les quelques contacts de l'Europe avec cette région, par ailleurs coupée du commerce et des voies de communication par la Grande-Bretagne. C'est vraisemblablement par

ces missions que la nourrice de Marinetti arriva en Italie. Dans le récit exalté du «baptême» qui suivit son accident de voiture, Marinetti télescope mères, machines et frontières, conjuguant à la personne de l'Autre, «bénie» mais colonisée (degré zéro de l'être non moderne), le flux sombre de la modernisation tâtonnante de l'Italie (les effluents d'usine). Contrairement à l'anarchisme critique et antiétatique des dadaïstes d'Europe du Nord, Marinetti et les tenants du futurisme prenaient la parole au nom d'une Italie aux visées expansionnistes. D'abord anarchistes, ils évoluèrent vers le fascisme. Mais même en cette première épiphanie futuriste (et supposée anarchiste), les aspirations nationales étaient mitigées par les appréhensions qu'inspiraient les habitants frontaliers (Italiens ou Soudanais) et les rêves de transcendance (ici technologique). Comme nous l'avons avancé, le modernisme est fait de ce flux et reflux autour de l'idée de cohérence nationale — un balancement qui se révélait, avec le futurisme italien, d'une acuité violente.

Les formes plastiques issues du futurisme de Marinetti eurent une grande influence sur le constructivisme russe et contribuèrent même à la diffusion du cubisme. Marinetti avait écrit: «Nous chanterons les ressacs multicolores et polyphoniques des révolutions dans les capitales modernes; la vibration nocturne des arsenaux et des chantiers sous leurs violentes lunes électriques [...] et le vol glissant des aéroplanes, dont l'hélice a des claquements de drapeau» (Marinetti, 1909 dans Harrison et Wood, 1992). Le travail des futuristes (comme Carlo Carrà et Umberto Boccioni) témoignait de l'attention accordée à ces directives: on y voyait des scènes urbaines et des objets aux formes heurtées dont les surfaces semblaient fouettées par le vent ou transpercées de rayons analytiques. Souvent bâtie autour de lignes de force courbes et diagonales, la peinture futuriste empruntait au goût pour les formes abstraites, rationnelles et répétitives des arts décoratifs, qu'elle inspirait à son tour. Les événements et forces dynamiques y étaient pulvérisés sous les coups de pinceaux en mouchetures de couleurs scintillantes et des moments différents du quotidien étaient représentés simultanément — deux particularités marquées au coin d'influences françaises (la première provenait du divisionnisme et du pointillisme français, la seconde illustrait les théories du philosophe Henri Bergson sur le flux et le devenir). Toutefois, dans l'Italie en marche vers la modernité, ces prises de position artistiques et philosophiques se teintaient d'un discours nationaliste à la gloire de la technologie. «Qui peut encore croire à l'opacité des corps», interrogeaient Boccioni et les autres futuristes, «puisque notre sensibilité, affûtée et démultipliée, a déjà pénétré les manifestations obscures du matériau?» (Boccioni et al., 1910 dans Harrison et Wood, 1992). Cette sensibilité affûtée et démultipliée était initialement mobilisée à des fins anarchistes, bien que la guerre, dès l'origine, fût célébrée comme la « seule hygiène du monde » et qu'entre autres activités artistiques, certains futuristes manifestaient contre les alliances non-interventionnistes. Quand leur appel à entrer en guerre fut entendu et que l'Italie rallia les adversaires de l'Allemagne, les futuristes embrassèrent la cause d'un nationalisme farouche — comme il apparaît sans voile dans la revue *Lacerba* à laquelle ils collaboraient, et qui en 1915 conclut son dernier numéro par ses mots : «À partir de maintenant, nous ne sommes rien d'autres qu'italiens ».

C'est dans la peinture de Carlo Carrà des années 1914–1915 que le récent engagement de l'Italie sur la scène internationale est le plus présent, notamment dans son dessin intitulé After the Marne, Joffre visited the Front in an Automobile (paru en mars 1915 dans son livre belliciste Guerrapittura) et dans une composition complexe baptisée *Manifestazione interventista* (*Manifestation interventiste*) (illustration 151). Dans le dessin tiré de *Guer*rapittura, Carrà célèbre les victoires du maréchal français Joseph Joffre, qui triompha des Allemands lors de la bataille de la Marne, en 1914. On y voit un cône de facture futuriste (l'«angle pénétrant» de Joffre) pointé sur deux austères parallélépipèdes eux-mêmes reliés à une sinistre croix de fer noire par une ligne pointillée. Dans le second tableau, complexe et légèrement plus grand, Carrà recourt abondamment à la nouvelle technique du collage cubiste, qu'il vient de découvrir au printemps dernier, lors de sa visite à Paris (chez Picasso). Cependant, au lieu des compositions triangulaires statiques du cubisme analytique qui se rapportaient au bord du cadre, les petits collages de Carrà semblent exploser dans un mouvement centrifuge (comme le retable du Bernin, *L'extase of Sainte Thérèse*, à la grande époque du baroque italien), menaçant de faire voler en éclat les frontières de son support. De fait, cette stratégie formelle se retrouve à l'identique dans la production d'autres futuristes (spécialement, les œuvres Vitesse abstraite + Bruit de Giacomo Balla, datant de 1913-1914 et Rythme plastique du 14 juillet de Gino Severini, réalisé en 1913): la composition interne de ces toiles futuristes se prolonge hors du cadre en lignes diagonales et traînées de peinture. Dans le collage *Interventiste*, Carra cesse de sortir du cadre. Mais le tableau n'en dégage pas moins l'énergie expansive et propulsive caractéristique de la peinture futuriste. Les quelques bribes de texte visibles (on distingue nettement les mots «piazza» et «strada», plus difficilement «geometriche città moderne» et «rumori») semblent se perdre dans un mouvement d'hélice tourbillonnant, qui monte en puissance comme le grondement d'un mégaphone, les hélices tournoyantes d'un avion ou un train lancé à toute vitesse.

Malgré un séjour fécond à Paris, qui allait exercer sur Severini, son ami et compagnon de route futuriste, un attrait impérieux («nous devrions [...] planter nos tentes dans cette capitale du monde»), l'appel du front était pour Carrà tout aussi pressant, comme en témoigne le *Manifeste interven*-

tiste, achevé à son retour, en juillet. Plus résolument futuriste et nationaliste que la plupart de sa production passée et à venir, le collage de Carrà semble anticiper la future injonction de Marinetti, lancée la même année, où il invitait à «s'efforcer de vivre la guerre en images» (Tisdall et Bozzola, 1978). Le mot «Italie» est au centre de ce collage tourbillonnant, directement surplombé par les mots «audacia» et «evviva» («hourrah!»), écrit en grandes lettres blanches sur fond noir, qui forme des cercles concentriques autour de ce centre audacieux. Surgissent des drapeaux italiens et un motif tricolore, qui semble revenir incessamment.

Mais le tableau est autre chose que la somme de ces traits d'orgueil nationaliste. Tout d'abord, le motif tricolore d'ensemble ne reproduit pas les deux drapeaux italiens, petits mais inaltérés, faits de rectangles verts, blancs et rouges. Dans la composition dynamique qui entoure et, en un sens, submerge ces emblèmes nationaux, les couleurs dominantes sont le noir, le jaune et le rouge, autrement dit les signifiants du drapeau allemand. Le mot allemand «TOT», figurant en majuscules exactement à l'opposé d'un des drapeaux italiens conforte cette lecture. À l'autre drapeau est accolé le mot anglais «SPORTS». De petites coupures de journaux arborant qui une fleur, qui une botte, qui un saladier de fruits ou un tambour de fanfare, peuvent sembler d'insignifiantes notes d'agrément. Pourtant, elles renforcent le rythme visuel de l'ensemble, constituant une explosion de lettres, de formes et de couleurs en contrepoint, qui subvertissent la «lecture» linéaire. Ce tourbillon verbal/formel est à la peinture ce que les poèmes et manifestes bellicistes sont au volet littéraire du futurisme.

Dans son *Manifeste interventiste*, Carrà fait explicitement référence à ces poèmes et s'efforce de créer la contrepartie visuelle de leurs formes verbales onomatopéiques, en particulier le *Zang Tumb Tuum* de Marinetti, œuvre de guerre épique datant de 1912, dont le titre devait évoquer le bruit des obus. Parus dans une édition à la composition audacieuse, ainsi que sous forme d'extraits dans la revue futuriste *Lacerba* (titre qui figure en haut à gauche de la composition de Carrà), les mots *Zang Tumb Tuum* se déploient le long d'une des diagonales en haut à gauche du collage. Ce que nous savons de la poétique de Marinetti et de la façon dont elle devait construire le nouveau sujet futuriste peut éclairer certaines des visées poursuivies par ce collage incendiaire. À l'instar du manifeste futuriste, le *Zang Tumb Tuum* de Marinetti fut écrit en français, puisqu'il s'adressait implicitement à la tradition moderniste française, qui avait alors pour chef de file le poète Stéphane Mallarmé. Marinetti s'était explicitement attaqué à Mallarmé dans son ouvrage pamphlétaire de 1913, *La destruction de la syntaxe*. Contre l'engagement inconditionnel de Mallarmé pour une approche privée du livre, Marinetti appelait à des récitations de poésie publiques théâtralisées. Et, de fait, après avoir traduit ses poèmes tapageurs

en italien, il donna au moins vingt représentations publiques entre 1913 et 1914 (Schnapp, 1985). La thématique esquissée dans l'antagonisme entre modernisme et modernisation se rejouait une fois de plus dans ce mouvement du privé au public. Marinetti rejetait ce qu'il percevait comme une esthétique symboliste fortement individualiste et intériorisée propre au modernisme français et cherchait à exercer sur sa culture une influence immédiate et publique, aussi irréfutable que la modernisation, aussi directe que la guerre. Lors de la publication de ses poèmes, Marinetti tenta de restituer par la typographie le chaos et la cacophonie de ses lectures publiques, à travers une organisation chaotique de la page et des yeux de caractère hybride. Suivant les préceptes de son propre manifeste pour *La destruction* de la syntaxe, il n'utilisait que des verbes à l'infinitif, séparait les adjectifs des noms, mélangeait les tailles de police et dispersait sur la page les mots et vocables. À travers ces décrochages mettant au défi le lecteur, Marinetti cherchait à nier ce qu'il nommait le «moi littéraire» et à le remplacer par un nouveau sujet futuriste, un «homme démultiplié» à l'attention insatiable et mobile, pas un ego mais un «ago» (une aiguille de cadran).

Le petit collage de Carrà ne pouvait être porté à la scène comme l'avait été le poème de Marinetti mais il aspirait au même pouvoir d'exhortation. Carrà et les autres futuristes, à l'instar des Soviétiques, brûlaient d'exploiter le pouvoir grandissant des médias — les journaux, les affiches et les publicités qui auraient véhiculé plus qu'une simple réclame. Mais pour l'heure, ils ne disposaient d'aucune bannière politique internationale sous laquelle placer leurs ambitieuses expérimentations formelles — aucune internationale communiste n'offrait de hisser leurs formes au-delà de la Babel des nations rivales et des langues étrangères, aucune tour pointant vers le ciel ne devait être érigée pour les faire accéder à la perspective stratosphérique depuis laquelle le monde devient globe. Le modèle futuriste devait donc rester nietzschéen: un théâtre sur terre (peut-être aux acteurs embourbés dans le fossé d'usine de Marinetti) où l'alternative agonique se formulait en «marche ou crève» (ainsi que le dirait Mussolini). Le déséquilibre des forces, presque désespérant, entre les Italiens aux velléités nationalistes et leurs grands frères d'outre-Rhin se manifestait jusque dans le collage de Carrà, dont la composition d'ensemble, comme nous l'avons vu, s'organise autour d'un tourbillon aux couleurs de l'Allemagne, où le petit drapeau italien se doit de surnager (ou de sombrer). S'y dégage un sentiment de fatalité nationale qui, rétrospectivement, semble prémonitoire. Nombre de peintres et de poètes qui s'étaient enrôlés de tout cœur dans cette grande conflagration «hygiénique» trouvèrent en effet la mort dans les ignobles tranchées, à commencer par le grand sculpteur Umberto Boccioni et l'architecte visionnaire Antonio Sant'Elia. Pour beaucoup d'historiens d'art moderne, la ferveur fasciste, dont témoignèrent de nombreux rescapés de la Grande Guerre, teinte aujourd'hui l'héritage futuriste de couleurs troubles

En un sens, pourtant, leur engagement fasciste n'a pas de quoi surprendre. Le fascisme italien, qui précède de dix ans la montée du régime nazi en Allemagne, était à la fois plus tolérant envers la diversité esthétique et mieux accepté par les intellectuels et les artistes de tous bords. Comme l'ont montré les spécialistes de l'art moderne italien, la culture fasciste s'est confondue avec la culture italienne pendant les deux décennies qu'a duré le régime fasciste (ventennio). Elle dominait l'ensemble du discours public et encourageait des styles aussi variés que l'abstraction géométrique, le futurisme, l'expressionnisme et la peinture académique néoclassique. Même le peintre de natures mortes Giorgio Morandi, célébré pour son «étude zélée des déplacements subtils et néanmoins essentiels se jouant dans la pondération de formes en équilibre mutuel», aura placé son modeste art au service du mouvement littéraire et artistique du S*trapaese* (de *stra* et *paese*, soit «super-pays»), un des courants ruraux les plus importants du fascisme. Strapaese s'était fixé pour objectif de protéger les «expressions traditionnelles de la race», selon les mots de Mino Maccari, en immunisant ces traditions raciales contre la corruption de la mode, de la pensée étrangère et de la civilisation moderne » (Braun, 1995). Mais la compromission fasciste ne peut être invoquée pour condamner tous les modernistes et antimodernistes italiens. Il importe pour cela de récuser une fois pour toutes l'équation entre le modernisme en arts plastiques (ou en l'occurrence l'antimodernisme) et l'internationalisme, le progressisme ou l'avant-garde de gauche. L'ancrage politique du modernisme comme des courants opposés a toujours été le fruit de contingences et d'interactions locales. Nous pouvons seulement répéter pour les besoins de cet essai que partout où il apparaît, le modernisme est imprégné des problématiques locales et spécifiques du nationalisme, ce discours dominant du XX^e siècle face auquel tous les artistes ont pris position de façon plus ou moins consciente et/ou heureuse.

Qu'ils aient poussé sur le terreau du nationalisme ou aspiré à l'internationalisme, les modernistes virent leurs espérances contrariées durant toute cette période. Consciemment ou non, Tatline avait inscrit l'image de Babel dans la forme de son monument «international»; de même Carrà introduisit-il la cacophonie linguistique et les luttes d'ambitions nationales dans son manifeste visuel. La seule généralisation capable de rendre compte de l'évolution historique qui mène de l'époque des *Demoiselles* au *Manifeste* de Carrà, sous la Première Guerre mondiale, puis, dans l'après-guerre, au *Monument* de Tatline est le mouvement qui, semble-t-il, fait passer de la théâtralité individualisée de Picasso — sa représentation d'identités tour à tour placées sous le signe du sexe, de la race et de la nation —, aux aspirations plus collectives de Tatline et de Carrà. Imaginer une Babel ou

un théâtre d'affrontements suppose une collection de voix, dont aucune ne peut être tenue pour la représentante des sujets multiples et assemblés de la ville moderne ou de la nation qui propose de les rassembler.

Exils intérieurs : le surréalisme et l'esprit public

En 1929, un groupe d'artistes, d'écrivains et d'intellectuels publia la «carte surréaliste du monde » dans une revue intitulée Variétés. Les surréalistes tentaient par là de subvertir cette entreprise foncièrement nationaliste qu'est la cartographie. De grands cercles imaginaires coïncidant avec la circonférence de la Terre, l'équateur s'y changeait en chemin sinueux, décrivant une courbe sous «Hawaï» (sic) et au-dessus de «l'archipel Bismarck». L'hémisphère Nord continuait à occuper une place dominante (et demeurait «au-dessus»); en revanche les États-Unis disparaissaient complètement, comprimés entre Mexico, le Labrador et la surface démesurément étendue de l'Alaska. Seules deux villes apparaissaient — Paris et Constantinople —, mais leurs pays étaient absents, éclipsés par l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie dans un cas, par la Russie et l'Afrique dans l'autre. Même cette dernière figurait en petit sur la carte des surréalistes, étonnamment si l'on considère son importance aux yeux des premiers peintres cubistes (et son apparition dans le manifeste futuriste, sous les traits de la nourrice soudanaise de Marinetti). Bien que les expressions d'« art primitif » et d'« art nègre » aient continué à être employées à peu près indifféremment (et les objets originaires d'Afrique ou d'Océanie à être mis dans le même sac), le goût des artistes occidentaux s'était clairement infléchi. Les cultures d'Océanie revêtaient maintenant une bien plus grande importance. Les surréalistes dédaignaient ce qu'avaient découvert les cubistes dans les traditions plastiques, essentiellement monochromatiques, d'Afrique. En revanche, les artistes et intellectuels occupant le haut du pavé dans les années 1920 s'étaient épris des ornements symboliques, allégoriques et polychromes du pourtour du Pacifique.

Reflétant cet attachement quasi obsessionnel pour ce qu'on nommait des «fétiches» (objets d'échanges, de culte et d'usage quotidien produits dans des sociétés soi-disant «primitives»), la carte du monde surréaliste ménageait l'espace le plus grand aux terres d'origine de ces peuples et objets inouïs (qui semblaient tels pour les Européens). L'univers des surréalistes gravitait autour des îles Marquises, des îles Salomon, des îles Hébrides, des Philippines et de la Nouvelle-Guinée (autant de régions ainsi baptisées non par leurs habitants mais par les colons qui en dressèrent la carte) mais aussi autour d'îles connues sous des noms plus exotiques telles que Timor, Bali, Java, Sumatra, Bornéo et Célèbes.

Le lecteur contemporain jugera sans doute le nom de Célèbes peu

évocateur ou tout au moins peu usité de nos jours. Mieux connue par ses habitants sous le nom de Sulawesi (qui n'est sans doute que la déformation du nom européen intégré au pidgin local), l'île des Célèbes fut ainsi baptisée par des commerçants portugais, qui désignaient par là la partie orientale de l'archipel malais (aujourd'hui rattachée à la république d'Indonésie). Ce nom est probablement formé sur une racine latine (cele) signifiant «secret», mais il évoque également un nom obscur du vieil anglais (cele/ceil/seal) qui signifiait «bonheur». Le secret et le bonheur étaient les deux attributs de la vie tropicale en lesquels les modernistes (de Paul Gauguin et d'Emil Nolde aux surréalistes) croyaient le plus fermement. Certains s'étaient rendus en personne dans ces îles, derrière tout un cortège de soldats et de fonctionnaires coloniaux, de missionnaires, d'anthropologues européens, d'aventuriers et de négociants mandatés par les pouvoirs publics. Mais la plupart des artistes ne les avaient jamais vues de leurs propres yeux. Leur expérience se limitait aux saveurs exotiques des noms et objets rapportés à la «métropole» (qu'elle ait pour nom Paris, Berlin, Amsterdam, Vienne ou Zürich) — des objets lointains tels que des masques, des ornements architecturaux et navals, des massues, des bâtons, des ustensiles de cuisine et d'occasionnelles figures en pied, précédées d'une nuée de rumeurs, de théories anthropologiques et d'images imprimées de peuples et de croyances. Les Célèbes étaient donc pour la plupart des Européens un archétype, celui d'un lieu éloigné d'abord, enfermant un échantillon de peuples et de rituels exotiques, ensuite et enfin (dans le meilleur des cas) un répertoire de styles ou un vocabulaire formel particulier à un peuple, dans lequel un artiste aurait pu puiser.

Max Ernst n'avait sans doute jamais mis les pieds dans la véritable île des Célèbes (Sulawesi) et n'avait probablement guère idée des objets qui y étaient produits quand, en 1921, il intitula l'un de ses tableaux *L'éléphant Célèbes (Der Elefant von Celebes)* (illustration 152). En cette époque charnière, où le déclin des forces anarchiques du dadaïsme avait commencé sans que les objectifs du surréalisme aient encore trouvé leur formulation, où l'absurdité apparente des ravages de la guerre commençait à peine à céder le pas à un désespoir exsangue appelé paix, ce tableau représentait un monde imaginaire tournant le dos à la collectivité politique en faveur d'un autre genre de collectivité, purement psychologique: le rêve.

Le rêve revêtait alors un statut particulier, non seulement pour les protosurréalistes comme Ernst, mais aussi pour des légions d'anthropologues, de psychologues et de philosophes de l'Occident industrialisé (ceux-là mêmes qui consacraient des études à ces cultures lointaines qu'ils nommaient «primitives»). Des écrivains tels que James Frazer (*The Golden Bough*, 1890 — *Le rameau d'or*) et des anthropologues comme Lucien Lévy-Bruhl (*Les fonctions mentales dans les sociétés inférieures*, 1910)

partageaient la conviction que les rêves ouvraient une fenêtre sur un univers spirituel autrefois commun à toute l'humanité (et avec lequel les «primitifs» conservaient un lien, qui s'était au contraire perdu dans la marche vers la modernité). Sigmund Freud, dans *L'interprétation des rêves* (1905) et dans *Totem et tabou* (1913), s'inspirait de ces ouvrages (dont les révisions ultérieures, à leur tour, allaient porter la marque des travaux de Freud). Conjuguant les acquis anthropologiques à sa propre formation médicale, il énonçait l'existence de relations entre les structures de l'esprit humain récemment mises au jour (l'inconscient et le subconscient) et les mettait en relation avec une «mentalité» primitive antérieure se révélant, jugeait-il, dans le rêve. Dans le prolongement non autorisé donné aux théories de Freud par son apôtre (et futur apostat) Carl Jung, les récits construits par le rêveur étaient liés à un «inconscient collectif» qui, en un sens, pouvait être partagé et compris par tout le genre humain. La tension entre ces deux conceptions du rêve — activité foncièrement intime ou langage universel à base d'images —, traverse le surréalisme depuis ses débuts et renforce son ambivalence à l'égard de cet autre universalisme partial: la nation.

Ernst, qui avant la guerre avait étudié la psychologie et la philosophie

à l'université de Bonn, était familier de ces théories rivales de la culture et de l'esprit. Il était porté vers les sciences de l'esprit parce qu'elles ambitionnaient de comprendre le rêve et, contrairement aux romantiques et aux symbolistes, il ne les concevait plus comme une source d'imaginaire poétique mais les appréhendait d'une façon inédite et rationnelle. Peut-être le jeune Ernst espérait-il aussi résoudre certains problèmes personnels, qui remontaient à une enfance malheureuse assombrie par un père tyrannique et par la mort d'une sœur, comme il l'écrira ensuite dans ses mémoires. Pendant toute la durée de ses études universitaires, le jeune rationaliste Ernst se consacra également à la peinture, écrivit dans des revues d'art et établit des contacts avec d'autres jeunes artistes qui publiaient dans la revue berlinoise *Der Sturm*. Puis, son univers s'écroula. La guerre était déclarée: «Max doit s'enrôler. Artillerie de campagne. Quatre mois en [caserne], avant d'être envoyé dans le merdier». L'impression que gardera Ernst de complète capitulation du rationalisme face à la folie de la guerre mondiale est restituée par ces méditations autobiographiques postérieures: «Max Ernst est mort le 1er août 1914. Il est revenu à la vie le 11 novembre 1918, jeune homme qui voulait devenir magicien et découvrir les mythes de son temps» (Ernst, 1951 dans Schneede, 1972). Pour un ancien lieutenant sorti des rangs du «Totenhopt Husaren» (les «hussards à têtes de mort»), la magie et le mythe se trouvaient être de beaucoup préférables à la réalité, qu'il s'agisse de la réalité remémorée de la guerre ou celle de l'après-guerre à Cologne, sous l'occupation britannique.

Ainsi érigés en objectifs, la magie et le mythe portaient la marque du

dadaïsme, mouvement nouveau dont Ernst avait fréquenté les fondateurs avant la guerre et qu'il rejoignait maintenant sous la bannière du Dadafex Maximus (ou plus simplement Dadamax). Le nihilisme gauchiste et véhément du dadaïsme avait vu le jour en 1916 dans la Suisse neutre, il avait plongé Berlin dans l'effervescence (où, durant la guerre, ses membres s'exposèrent à l'emprisonnement et à la mort) et connut son heure de gloire à New York. Quoique très engagé au début, l'ancien soldat Ernst a tempéré la hantise virulente de Dada pour la folie du monde réel en y substituant la recherche plus intériorisée d'un autre monde. Quand, pour la première fois, il exposa ses nouveaux tableaux à Paris, parmi lesquels Célèbes, il décrivit sa nouvelle stratégie d'intériorité comme une «mise sous whisky marin», regardant le monde comme immergé dans une mer enivrante le désorientant (Camfield, 1993). Une telle approche pouvait continuer à entrer en résonance avec la déclaration de son vieil ami Hans Arp, pour qui Dada souhaitait « se débarrasser du caractère trompeur de la raison et y substituer un ordre naturel, non raisonnable » (Arp, 1939 dans Russell, 1967). Mais la déraison chez Ernst ne visait ni la nature ni le «réel». C'est la réalité même qui, dans sa conception postfreudienne, constituait le problème. Célèbes entendait donner une forme visuelle aux actes manqués et décrochages narratifs que le psychanalyste sonde sous l'illusion de réel, afin de remonter avec le patient jusqu'à la pathologie latente qui l'affecte. C'est Ernst qui le premier conféra au vocabulaire naissant de la psychanalyse une place centrale dans ce qui deviendra le canon de la peinture surréaliste. Or dans l'écart ménagé entre la signifiance psychologique de la sphère privée et l'art public, le discours nationaliste allait refaire surface.

Ernst peignit *Célèbes* trois ans avant la parution du manifeste surréaliste «officiel» d'André Breton et son tableau allait avoir une incidence déterminante sur la formation de la sensibilité des écrivains et penseurs ralliés au mouvement (ses collages avaient d'ailleurs fait l'objet du premier essai sur l'art de Breton, au printemps 1921). Dans son manifeste de 1924, celui-ci appelait à un «automatisme psychique pur [...] [à une] dictée de la pensée, en l'absence de tout contrôle exercé par la raison, en dehors de toute préoccupation esthétique ou morale» (Breton, 1924 dans Breton, 1969). La peinture d'Ernst ne mit jamais en œuvre cet automatisme en roue libre et, conséquemment, Ernst se vit assigner dans le manifeste de Breton au rôle subalterne de précurseur parmi tant d'autres, qui eurent «un certain nombre d'idées préconçues» et ne surent pas «*[entendre] la voix du surréalisme*» (Breton, 1924 dans Breton, 1969). Reste que son tableau entrait si profondément en résonance avec les principes balbutiants du surréalisme que lorsque le jeune poète français Paul Éluard le vit, à sa première rencontre avec Ernst, il l'acheta aussitôt. Éluard fut ainsi le premier acquéreur d'une œuvre du *Dadamax* de Cologne, ramenant à Paris une preuve tangible de la

vision privée/publique d'Ernst.

Bien qu'Éluard ait salué en Ernst un peintre du futur, Célèbes tournait le dos aux principales innovations modernistes héritées des cubo-futuristes. Le tableau renouait avec les procédés du réalisme académique, où tous les éléments concourent à la construction d'une manière de paysage. C'est là une rupture surprenante pour toute histoire de l'art moderne conçue comme une suite de progrès. Dans cette perspective, l'espace, fragmenté et aplati chez les cubistes était tout bonnement pulvérisé chez les futuristes italiens jusqu'à ce que la surface du tableau, comme dans l'assemblage de papiers collés de Carrà, devienne une métaphore explosive et centrifuge du théâtre de la guerre elle-même. Suivant le mouvement ascendant d'une spirale torsadée dans la tour de Tatline ou débordant à l'extérieur dans la surface compressée et aplatie du futurisme, l'espace moderniste précédant le surréalisme était privé de profondeur, agité et dynamique. Soudain, dans les peintures d'Ernst de 1921, il se faisait glacé et immobile. Dans le calme sombre de ces toiles d'après-guerre, Ernst ne s'efforçait pas de ressusciter un héros déchu ni même de le pleurer dans un élan nostalgique. De fait, au premier abord, l'éléphant *Célèbes* offre à la vue un postérieur obscène, énorme et énigmatique. Quelle que soit la signification que nous y découvrions aujourd'hui, en 1921, ce tableau apparaissait à Paul Éluard comme le parfait emblème du seul futur s'offrant encore à la culture européenne: derrière la dérision (« mon cul! »), le spectateur entrevoyait un voyage intérieur équivoque, semblant mener au tréfonds de la folie et de l'obscurité.

Dans le régiment grotesque des «hussards à têtes de mort», Ernst s'était trouvé face à Éluard, de l'autre côté du front de Verdun. Pourtant, dans la rencontre qui allait suivre, les deux hommes ne ressentirent pas le besoin d'une « détente », d'une amélioration négociée du conflit opposant «Frosch» et «Boches». Le temps de la guerre était pour chacun d'eux le rappel des nationalismes exacerbés que le dadaïsme et, après lui, le surréalisme aspiraient à éradiquer. Ainsi qu'Ernst put le constater, l'unité imaginée de l'Allemagne de Bismarck, dont la puissance militaire passait pour la meilleure expression, était déjà définitivement lézardée par les fractures culturelles ouvertes sur le front entre Prussiens et Rhénans, puis entre patriotes restés dans leurs pénates et anarchistes frais émoulus de retour des tranchées. De même, dans la France d'Éluard, le monolithe imaginé du modernisme français était-il traversé d'hiatus sociaux et rhétoriques, avec, d'un côté, les artistes immigrés formant les supposés «déracinés» de l'école de Paris, acquis à l'abstraction «folle» et au style expressionniste et, de l'autre, les artistes de souche française, «le terroir», peintres réalistes consacrés héritiers légitimes de l'École française (Golan, 1995). Célèbes jetait des ponts entre les deux bords de plus d'une façon. Son antimodernisme même peut lui avoir servi à prendre pied dans la culture plastique d'Éluard (et de la France), car ses dehors de réalisme sobre (quand bien même au service d'un surréalisme qu'on ne nommait pas encore) s'inscrivaient dans l'esprit du «retour à l'ordre» général qui régnait à Paris sur la peinture d'après-guerre, dans un rejet des styles abstraits et expressionnistes qu'animaient les peintres immigrés et que beaucoup de Français jugeaient être «allés trop loin». Outre-Rhin, la sobriété stylistique d'Ernst témoignait d'une mise à l'écart des questionnements politiques caractéristiques du dadaïsme de la guerre, au profit d'une Neue Sachlichkeit («nouvelle objectivité») qui se profilait alors comme la version allemande du retour à l'ordre (même si cet ordre ne suivait que la logique des rêves).

Les États-Unis assistèrent eux aussi à un infléchissement vers un style plus modéré et, dans l'immédiat après-guerre, l'Italie vit émerger un nouveau «réalisme métaphysique», à travers l'œuvre de Giorgio De Chirico. Bien sûr, un examen un tant soit peu poussé pouvait révéler que *Célèbes* était loin de se réduire au vérisme glacialement ordinaire de la *Neue Sachlichkeit*, qu'il prenait le contre-pied de la foi en la machine du précisionnisme américain et qu'il était en rupture avec les valeurs nationalistes incarnées par l'École française (les tableaux de Chirico, qu'Ernst découvrit en 1919, sont les seules œuvres «réalistes» à qui il reconnut une influence profonde). Mais à s'en tenir au vernis de surface, le tableau d'Ernst cadrait avec le récent retour en force du figuratif pur et dur et facilitait la pénétration de ses intentions plus subversives.

Le chemin d'Ernst vers l'autre monde de Célèbes (et vers la scène internationale parisienne) était pavé de semblables négociations stylistiques, qui reflétaient l'expérience amère d'une terrible carrière militaire au service de la *Deutsch Kultur*. Blessé à deux reprises, l'artiste avait échappé miraculeusement à la mort. Il réalisa une série de petites aquarelles abstraites qui évoquaient la Grande Guerre (Combat de poissons et Spindle's victory, tous deux de 1917). Mais, devant le constat désenchanté de l'échec de cet art à s'atteler à la «réalité», passée ou présente, Ernst passa à un militantisme en acte, le temps de quelques rares épisodes politiques, comme cette fois où, en 1919, il distribua le périodique de son ami socialiste Johannes Barrgeld, *Der Ventilator*, à la sortie d'une usine de Cologne, la fois où il mit fin à une pièce de théâtre au patriotisme réactionnaire, ou encore celle où il organisa une exposition derrière les urinoirs d'un bar, présentant ses propres œuvres équipées d'une hache pour en faciliter la destruction. Les restrictions imposées par la puissance d'occupation britannique à Cologne (qui fit interdire la publication de Der Ventilator) et les activités de la police allemande locale (qui mit fin à l'exposition) eurent raison de ces énergies dadaïstes. Pour Baargeld et Ernst, la raison d'être de ces provocations, inspirées par un communisme activiste, était de faire des remous. Sans surprise, la répression s'abattit et Ernst retourna à son «sous

whisky marin». Le silence glacé de *Célèbes* recèle donc aussi une certaine dose d'autocensure. Le tableau marque sans conteste le début de la fin de la période dadaïste d'Ernst. En s'en portant acquéreur, Éluard consacrait le passage d'Ernst à l'heure française, bientôt parachevé par l'emménagement du peintre à Paris.

Pour l'historien de l'art, le retour d'Ernst à des modes de représentation académiques constituait un rejet de l'héritage cubo-futuriste du dadaïsme, une rupture avec la surface radicalement plane, antirenaissance, inaugurée par le cubisme et enfin, une façon de renouer avec des modes de composition et de figuration auxquels l'art occidental avait formé les esprits par des siècles de pratique du point de fuite. Comme indiqué précédemment, l'œuvre de De Chirico, de 1912 à 1918, qui fut pour Ernst une révélation, consommait ce renversement de tendance de façon décisive. Avec ses perspectives distordues, ses peintures urbaines de places étrangement désertes, éclairées par une lumière déclinante et élégiaque, l'italien De Chirico revisitait la pensée allemande consacrée à l'architecture italienne classique — et tout spécialement les descriptions des vastes piazza désertes de Turin auxquelles se livrait Friedrich Nietzsche dans *Ecce Homo*. Cependant, là où De Chirico semblait remonter aux paysages urbains pré-Renaissance de Lorenzetti pour saisir le sentiment de Nietzsche, Ernst conservait judicieusement les décrochages narratifs caractéristiques du cubisme, sans doute pour accéder à une réalité plus moderne. Pétri des techniques dadaïstes du collage et du photomontage, Ernst trouva l'inspiration de tableaux tels que *Célèbes* dans des coupures et des images recueillies au fil de catalogues, de revues scientifiques et de textes d'anthropologie. Nombre de ces sources sont maintenant associées à l'image subconsciente que nous retenons de son tableau et, de fait, on peut sans doute dire que ce n'est qu'en vertu du fini du tableau — du lissage et des gommages liés à la réappropriation, par Ernst, des techniques de la «belle peinture» — que ces sources passent du côté du subconscient (autrement dit de «l'invisibilité»).

Juste avant *Célèbes*, Ernst créa *Fiat Modes*, une série de lithographies réalisées en hommage direct à De Chirico. Le vétéran allemand remettait à l'honneur les mannequins et les perspectives triangulaires du peintre italien, tout en y projetant des angoisses freudiennes. L'ensemble de la série posait une question et une injonction: «Que les modes soient» ou, implicitement, Quel sera le futur de l'art? À l'image des magistrales méditations sur le modernisme auxquelles s'était livré Walter Benjamin dans les galeries marchandes parisiennes du XIX^e siècle, la série d'estampes d'Ernst donne à voir des paysages urbains disloqués, faits de vitrines transparentes et de sols chavirés. Les costumes pour homme sont façonnés sur des patrons féminins, symptôme d'un changement dans la perception des genres et dans les modes artistiques. Les patrons et les couturiers côtoient des bribes

recomposées de mannequins d'étalage (ou de figurines d'artistes), offrant à la vue un assemblage grotesque de protubérances et de moignons, en résonance avec d'autres œuvres de la même période, où Ernst s'approprie les images médicales d'appareils orthopédiques et de prothèses. La planche peut-être la plus éloquente de la série des *Fiat modes* montre une silhouette menue, que l'on devine être une femme, à l'intérieur d'une énorme structure (la vitrine d'un grand magasin?). Un personnage à la corpulence clownesque, les pieds nus, exhibant ses parties génitales flasques l'observe de loin. L'image du sexe réapparaît à la place du nez de cet homme manchot, évoquant la fameuse étude de Freud sur les associations d'idées entre le phallus et le nez chez un de ses patients souffrant d'une angoisse de castration. L'homme porte son regard dans une direction d'abord indiquée par son phallus-nez avachi, puis par une main pointée, sous une bannière où est écrit (à rebours, comme s'il s'agissait de l'enseigne d'un magasin vu de l'intérieur): « zur neuenkunst? D D» (Schneede, 1972).

S'il faut voir dans cet homme mutilé et pourtant doté de multiples attributs virils, un message de portée générale, c'est bien le futur de l'art allemand (D) et peut-être aussi de l'art dadaïste (D). Cette image de virilité flétrie hantée par un complexe de castration évoque la défaite de la puissance militaire allemande lors de la récente guerre et figure la crise de la culture nationale. C'est la couverture de Fiat Modes, représentant une grande tour mécanique surmontée d'un drapeau, qui en dit le plus long sur la critique qu'Ernst adresse au regain de nationalisme (critique à laquelle il s'était déjà livré en compagnie de Baargeld, en interrompant la pièce de théâtre monarchiste). Nous retombons ainsi sur la thématique des drapeaux altérés, puisque ce n'est pas l'étendard allemand qui coiffe ici la tour, mais une bannière arborant une étoile et un croissant, évoquant les symboles musulmans des drapeaux nationaux turc, pakistanais, tunisien, singapourien et malais. La tour industrielle, d'apparence fragile, est convertie symboliquement en minaret. Loin de la fugue dans le colonialisme maternel-paternel d'un Marinetti (qui avait associé aux sombres effluents d'une usine italienne le sein de sa nourrice soudanaise), Ernst semble tout simplement avoir porté son choix sur un drapeau différent, sous lequel réunir les troupes démobilisées de l'avant-garde européenne, un drapeau qui ne porte les couleurs ni de l'Allemagne, ni de la France ou du Royaume-Uni, ni même de l'Italie ou des États-Unis, dont les étendards avaient récemment peuplé le dernier cataclysme moderne. On ne peut voir dans cette figure de l'autre islamique, ni même dans les éléphants et Célèbes, un choix fortuit, quand bien même leur signification précise peut nous échapper. Tout se passe comme si l'évocation d'une figure tierce (la culture monothéiste la moins engagée dans la Grande Guerre) lui permettait d'échapper au retour cyclique de l'histoire. Mais cette échappatoire reste imaginaire en cette année 1919. La tour est

un fin entrelacs de fer, placé à une certaine distance du regard. Avant son départ tant désiré pour Paris (puis pour le sud-ouest des États-Unis, sous la Seconde Guerre mondiale), Ernst ne pouvait projeter ici que l'image d'un exil intérieur. Confiné à Cologne, tout juste pouvait-il imaginer les prémisses d'un nouvel art (allemand? dadaïste international?).

Bien qu'en l'acquérant pour son appartement parisien, Éluard ait consacré l'internationalisme de *Célèbes*, l'œuvre d'Ernst se borne à mettre en scène le conflit des nations, plus qu'elle ne le résout ou ne le transcende. «L'éléphant» central, mécanique, évoque un spectre militaire, une force aveugle étrangère et pourtant parée d'attributs allemands/wagnériens, sous des espèces de cornes teutonnes. La structure malveillante qui le coiffe fait songer à un orchestre au redoutable agencement (piano rouge? harpe? tuyau d'orgue?) conjugué aux symboles correspondants d'une tour de guet circulaire (palanquin, kiosque et superstructure de sous-marin). La monstruosité de l'éléphant réside dans les différents appendices de cette métaphore militaire composite: sa trompe phallique aux allures de bras télescopique strié, l'œil/poitrine d'apparence charnue à l'embouchure de cette trompe et enfin, le vêtement qui recouvre l'horrible sonde.

Dans l'alchimie de la peinture, l'accessoire blanc en dents de scie, près de l'extrémité retroussée de la trompe, est simultanément jupe et/ou collerette, tissu et/ou acier, dentelle empesée et/ou mandrin métallique. Version jupe, il joue le rôle du tablier de soubrette de la pornographie, ce tissu blanc désinvolte qui voile à peine (et donc dévoile) le lieu prohibé, objet de désir et de répulsion. Version collerette, il revisite l'âge d'or du portrait néerlandais, où des peintres virtuoses représentaient les hiérarques de la bourgeoisie, le visage ceint par des fraises de dentelle blanche, fibreuses et vaporeuses, empesées et plissées en de luxueux bourrelets filigranés. Version mandrin métallique, il achève la conversion de cette femme phallique en ultime spectre militaire, trépan blindé et renforcé dont la sonde télescopique et la noirceur préfigurent à peine le trou effroyablement béant qui la transperce en son cœur.

Nous avons circonscrit notre analyse à ce que donne à voir l'imagerie du tableau et à ce que connote son titre (tous deux présentés comme «en surface») — à travers un examen de ses procédés picturaux, du contenu de son imagerie, de l'évocation de l'altérité par le nom et le lieu — pour les rapporter à une configuration du «réel» propre au moment de sa production. Les commentateurs d'Ernst et du surréalisme sont allés plus loin, rapprochant l'«éléphant» des masques à gaz français, où un tuyau de respiration en caoutchouc est relié à un compartiment en acier brillant filtrant l'air (Legge, 1989). La bête reproduit également la figure biblique de Behemoth (représenté sous forme d'éléphant dans la tradition française): «Ses vertèbres sont des tubes d'airain; ses os sont durs comme du fer forgé»

(Job, 40.18). Dans les récits contemporains consacrés à Behemoth (en particulier, celui du poète et critique français Guillaume Apollinaire, dont Éluard avait certainement connaissance) Behemoth n'est pas le premier être de la création; il est son propre créateur: «Je suis dictateur. Écoutez la voix du Behemoth [...] sans origine, unique, immobile et [...] immortel» (Legge, 1989). Dans son analyse, le Behemoth d'Ernst va au-devant de l'ascension d'Hitler, laisse derrière lui les abus du Kaiser et côtoie le chauvinisme des temps de guerre d'Apollinaire lui-même (Apollinaire cité dans Legge, 1989). Les conflits qui déchirèrent l'Europe ne constituent cependant pas le seul arrière-plan de l'animal Célèbes. Il est significatif que ce dictateur mécanique, androgyne, autocréé ait nécessairement cette noirceur, que son pouvoir, ridicule mais inspirant encore la terreur, soit mis en relief par le pâle salut d'une femme blanche décapitée, dont les charmes ivoirins sont semblables à ceux de tant d'autres chefs-d'œuvre de l'orientalisme européen (de l'Othello de Shakespeare au Sardanapale de Delacroix et aux *Odalisques* d'Ingres).

La couleur noire de l'animal est un signifiant surdéterminé valant pour cet autre que proclame déjà le titre Célèbes. Hormis une allusion à de graveleux vers de mirlitons allemands (Der Elefant von Celebes/ hat Hinten etwas gelbes — «L'éléphant Célèbes a de la crasse gluante et jaune au derrière»), les commentateurs ont finalement découvert que l'éléphant d'Ernst avait pour modèle un énorme silo à grains collectif en argile, monté sur deux pieds, de l'ethnie konkombwa du sud du Soudan, en Afrique. Ernst en avait trouvé une illustration dans une revue britannique d'anthropologie, encadrée de ces reportages scientifiques auréolés de prestige de l'époque coloniale, consacrés aux nouveaux avant-postes de l'empire. Il procéda à de nombreux transferts dans le passage de la photolithographie à la peinture: le métal pour la terre, l'acier pour la paille, le lustre pour le clayonnage et le noir pour l'argile claire. Sur la photographie, le silo à grains des Konkombwa se fond sans démarcation avec le sol poussiéreux (dont il procède), mais dans la peinture d'Ernst, la structure est foncée et se détache violemment sur un sol ocre désolé. L'Afrique des silos d'argile ne suffisait pas ; il fallait l'Afrique noire. Un tableau plus petit exécuté immédiatement avant Célèbes pourrait éclairer notre propos.

Der Kaiser von Wahaua (L'empereur de Wahaua) fut achevé en 1920 et se trouve actuellement au Folkwang Museum d'Essen. Il s'agit d'un tableau peu commenté, qui n'avait jamais été explicitement rapproché de Célèbes et qu'une série de caractéristiques désigne pourtant clairement comme le patron symbolique de ce tableau ultérieur, plus grand et plus connu. L'empereur (que l'on se souvienne de Behemoth, « dictateur [...] sans origine ») a ici les traits frêles d'un Africain à la peau couleur acajou,

emmailloté dans une énorme étoffe noire ourlée de revers blancs raides ainsi que d'une collerette empesée rappelant la jupe/collerette/mandrin de *Célèbes*. Sa tête est coiffée d'une grande couronne ou d'un turban. Il tient un sceptre avec lequel il manie un globe doré. Une autre sphère bleutée gît à proximité. À sa gauche, dans la moitié droite du tableau, une surface bancale et tricolore (rouge, blanche et bleue) conserve un miraculeux point d'appui. Un étrange assemblage repose sur cette table branlante, fait de composants biomécaniques rouges et bleu gris, le tout couronné par un œil bleu sans paupières (version plus organique de la tour d'observation de *Célèbes*). Loin derrière, à l'horizon, se profile une montagne enneigée. Juste au-dessus de la coiffe ouvragée de l'empereur, une bulle semble émerger d'un orifice, à la surface supérieure de la structure (ou bien de la tête de l'empereur); elle renferme une femme blanche, souriante, occupée à se poudrer le visage. L'empereur africain tourne le dos à tout ce spectacle, soutenant notre regard de ses yeux calmes et insondables.

Cet empereur s'inscrit dans la filiation du plus renommé des souverains africains, le roi mage ou le saint homme sage dont l'histoire veut que les reliques soient conservées dans la cathédrale de l'enfance d'Ernst. Ce «sauvage», qui avait aperçu la lumière du Christ et, tout roi qu'il était, s'était rendu près de lui pour l'adorer, plonge la forme noire de *Célèbes* dans un écheveau herméneutique de significations mouvantes: à la fois nature et culture, animal et divin, despote sexué et pieu pèlerin, figure de l'autre de l'Orient et vénéré berceau du culte de l'Église nationale, enraciné dans l'intimité la plus familière. Max Ernst, revenu à la vie dans l'Allemagne austère et guindée de l'après-guerre, se frayant un chemin à travers un entrelacs d'influences souhaitées ou accidentelles (De Chirico, les publications médicales, les catalogues de prothèses, les textes d'anthropologie, la poésie, les rêves, la religion, le collage dadaïste), accomplissait le paradoxe du surréalisme avant la lettre: une vision intérieure communiquant (quand bien même sombrement) avec un esprit public. D'un côté, l'Afrique noire et l'Indonésie cadraient avec le rôle habituellement dévolu à la figure de l'autre dans la peinture d'Europe occidentale, donnant un ancrage à la vision étrangère et désolée d'Ernst, à son cauchemar peuplé de femmes blafardes et de spectateurs menaçants aux allures martiales. D'un autre côté, comme ce fut le cas pour Picasso plus tôt dans le siècle, l'autre, exotique et puissant, était également une expiation et/ou une variante identitaire valant pour la nation/moi, en particulier ce moi pour qui la création artistique devait permettre d'échapper à la culture corrompue de la modernité, à travers un pèlerinage vers un ailleurs.

Comme il ressort clairement des tableaux d'Ernst, dans l'Allemagne

de l'entre-deux-guerres, l'Africain n'incarnait pas juste une quelconque figure de l'autre. Ce roi africain n'était pas seulement le saint homme qu'on disait enterré à Cologne; il figurait aussi l'habitant des colonies convoitées, synonymes de l'expansion nationale de l'Europe occidentale (l'Angleterre, la France, l'Italie et même le Portugal). Il convient ici de rappeler que les visées impérialistes de l'Allemagne sur l'est de l'Afrique avaient été une fois pour toutes réduites à néant par le traité de Versailles. Il est donc significatif que l'exemplaire de Der Ventilator distribué par Ernst et son ami Baargeld à la sortie de l'usine ait contenu ce soliloque attribué à un certain «Macchab» («esprit» biblique qui apparaissait occasionnellement à l'un des amis occultistes d'Ernst à Cologne): «Prudence, de faux cadavres suivent. Les routes de Nubie, ainsi que les caravansérails du Soudan occidental et oriental, sont déjà contaminés. La révélation annuelle de La Mecque contestée cette année [...] autocastration répétée du Négus, effets incroyables: des milliers de faux dévots chrétiens de tous les coins de l'empire d'Abyssinie fanatisés. » (cité dans Spies, 1991).

C'est le même lien angoissé entre dominé (Africain) et dominant (empereur) qui anime les différents tableaux, le même nœud d'ambivalences qui, lors du vernissage de la deuxième exposition d'Ernst à Paris, poussa un des dadaïstes français à organiser des simulacres de visite guidée, « déguisé en nègre figurant le président du Liberia [...]» (Camfield, 1993). Il est requis du sous-fifre qu'il terrifie, ridiculise, déstabilise, instruise, fasse honte et même avilisse les personnes présentes. Et au passage, la nation s'en trouve égratignée.

Les vérités essentielles de la nation conçue comme *Heimat* ne résisteront pas et les efforts pour soumettre le colonisé dans le but d'exprimer l'essence de la nation seront menacés par le retour du refoulé, l'irruption du « natif » dans la *Kultur*, la découverte de l'Allemand Kurtz au cœur des ténèbres (pour citer le roman capital de Joseph Conrad). Le retour de la figure refoulée de l'autre pouvait se manifester en termes politiques concrets ou dans un imaginaire culturel constamment troublé. C'est cette dernière modalité que choisirent les surréalistes pour champ d'investigation. Le pouvoir vivace du surréalisme tient à cette position paradoxale, ce poste d'observation privilégié depuis lequel l'artiste pouvait devenir un exilé intérieur, un commentateur des relations entre la psyché et les nations en marche vers la modernisation dans un monde devenu plus étroit.

LA POLITIQUE ET L'ABSTRACTION

La guerre et Guernica: les paroxysmes du nationalisme

Comme nous l'avons vu dans un cas particulier (Max Ernst) et dans l'infléchissement stylistique plus général qui mène du dadaïsme au surréalisme, l'art mécanomorphique et plus largement l'abstraction perdirent la faveur des modernistes européens au lendemain de la Première Guerre mondiale. Une certaine expression du «retour à l'ordre» se manifesta en France, en Italie, en Allemagne, en Angleterre et aux États-Unis. Le maître mot n'était plus «expressionnisme» mais «objectivité»: les peintres allemands de la *Neue Sachlichkeit* produisaient des représentations sobres et réalistes de la vie urbaine; les Italiens du Strapaese («super-pays») vantaient les images de la vie paysanne reflétées par les tableaux de Morandi, simples compositions de bouteilles et de coupes (censées incarner la «poussière de Toscane » si chère aux fascistes ruraux); et la France, gardienne du flambeau des avant-gardes du monde entier, produisait une forme de modernisme réactionnaire représentée par les artistes de l'«École française», soucieuse de prendre ses distances avec la production de l'école «pansémitique» de Paris et son surréalisme naissant. Les surréalistes eux-mêmes furent sensibles à ce «rappel à l'ordre» (comme en témoigne l'orientation de Max Ernst vers les images figuratives d'un monde imaginaire) mais n'en vinrent jamais aux extrémités auxquelles se portèrent certains artistes de droite, qui n'hésitèrent pas à prêcher au sein de leurs diverses écoles nationales les soi-disant vérités intangibles « du sang et du sol ». Ces réalistes conservateurs étaient accueillis comme les figures de proue d'une entreprise visant à conserver aux Français de souche les gloires de la peinture française, aux «vrais» Allemands celles de la peinture teutonne/aryenne, aux «authentiques» Italiens les vérités toscanes, aux Américains le «régionalisme» pur et dur, et ainsi de suite. Non sans tragique, l'autodiscipline réclamée par ces formes de nationalisme impérieuses de l'entre-deux-guerres se changea pour beaucoup en haine de soi. Ainsi est-ce un Juif allemand assimilé (Waldemar George) qui, prenant la plume dans un journal parisien, donna à la politique nataliste des années 1930 son expression la plus virulente : «L'heure est venue pour la France de rentrer en elle et de trouver dans son propre sol les semences de son salut». Semblables auteurs se réclamaient du chancelier Hitler pour analyser le mal dont souffrait l'art français et expliquer comment celui-ci avait «perdu sa capacité à communiquer au grand public» (George, 1931 dans Golan, 1995).

Le temps d'une «parenthèse» dans la montée du fascisme, ainsi qu'en jugent les spécialistes de cette sinistre confluence entre nationalisme et art

moderne, un sursaut en faveur du Front populaire porta Léon Blum, alsacien d'origine juive, à la tête du gouvernement français (de même en Espagne, la victoire électorale du Front populaire allait-elle porter les républicains au pouvoir). C'est durant le mandat de Blum que se tint à Paris le dernier grand rassemblement mondial, au moment même où l'exposition nazie *Entartete* Kunst faisait le tour de l'Allemagne. L'Exposition universelle de Paris en 1937 s'avérerait la dernière occasion de rassemblement des nations du prétendu monde «civilisé» avant la Seconde Guerre mondiale. Mais même alors, l'univers fictif créé par l'exposition apparaissait mettre en scène la montée des tensions vers une «der des ders» recommencée. Le site de l'exposition de 1937 se présentait au visiteur déjà chargé des témoignages d'un passé fastueux. En son temps, Napoléon s'était approprié le lieu pour v construire le palais de son fils, transformant le Champ de Mars de terrain d'entraînement militaire en domaine affecté à des démonstrations rituelles de puissance. Il s'ouvrait sur le Palais du Trocadéro, construit pour l'exposition de 1878 (avant d'être le décor de la rencontre de Picasso avec les «mannequins poussiéreux» de l'art rituel africain, en 1907), modernisé et rebaptisé Palais de Chaillot, à l'occasion de ces nouvelles pompes de 1937. À l'autre extrémité du site se dressait l'édifice du XVIIIe siècle de l'École militaire et, au milieu, barycentre du champ de foire, la tour Eiffel de l'exposition de 1889, qui avait fait passer le Tout-Paris (et le monde entier) sous ce signe nouveau représentant la France en temple du modernisme mondial. Les trésors d'ingénierie d'Eiffel étaient immédiatement parvenus à exprimer la primauté de la France en matière de civilisation et de modernisme (et, comme nous l'avons vu, furent une source d'inspiration explicite pour la tour de Tatline). À dessein étendait-elle alors son ombre, en un contraste technologique criant, sur les villages de torchis éphémères construits à ses pieds par les «indigènes» introduits à titre de figurants, dans cette foire du XIXe siècle.

En 1937, de telles relations de pouvoir colonial n'étaient plus exhibées aussi crûment. Les pavillons des colonies avaient été relégués en marge (à proprement parler, puisqu'une section retirée leur était réservée, répondant au nom de «France d'outre-mer» et non pas d'«Empire»). Les socialistes en place n'avaient donc pas supprimé la section coloniale mais s'étaient contentés de la confiner dans un espace réduit et écarté. Les colonies n'étaient plus les locomotives de la prospérité économique de la France (quoique le marché de son Empire ait sans nul doute contribué à retarder les effets de la récession mondiale). Elles n'étaient, en 1937, que de simples destinations touristiques. Par contraste avec le tracé spectaculairement hiérarchisé du XIXe siècle, où une structure d'acier titanesque surplombait des édifices de torchis, il fallait, en 1937, passer sous la tour Eiffel pour se rendre aux pavillons d'outre-mer et couper à travers les produits artisanaux

de la France rurale présentés au «Centre régional» pour atteindre la France « de l'ailleurs ». Le visiteur se déplaçait physiquement du cœur de la France à la France périphérique. Dans l'autre direction, il évoluait au contraire à travers les trophées du monde industriel pour parvenir, passé le fleuve, au summum de la modernité technologique : l'art moderne.

Le drame des pavillons des nations étrangères se jouait sur une toute autre scène. De nombreux pavillons européens se dressaient non pas au bord du fleuve mais le long de l'esplanade partant du Trocadéro. Les autres étaient situés sous la tour Eiffel et s'étendaient en direction du sud-est. tout le long du Champ de Mars jusqu'à l'École militaire. Les édifices les plus accrocheurs de l'Exposition s'alignaient au bout de cette trajectoire, de l'autre côté du fleuve, dans les jardins du Trocadéro (près de la rue aujourd'hui dénommée avenue des Nations-Unies). Sur la photographie la plus connue de l'Exposition (illustration 153), se dresse d'un côté le gratteciel néoclassique d'Albert Speer, couronné de l'emblème de l'Allemagne nazie (conçu pour souder la nation autour de son parti politique, par le biais d'un aigle perché sur un swastika géant). Le pavillon soviétique lui fait face: l'avancée au style vaguement déco de Boris Iofan, faite de masses ascendantes en pierre, culmine avec la sculpture flamboyante en acier inoxydable de Vera Moukhina (*L'ouvrier et la kolkhozienne*) dont les deux personnages joignent la faucille et le marteau en un geste triomphant. Le face-à-face manifeste des deux édifices avait été voulu par les Français, qui avaient attribué à chaque pays son emplacement, mais Speer renchérit dans cette bataille esthétique, lui qui avait eu entre les mains le plan secret du pavillon soviétique et était déterminé à l'éclipser avec son propre projet. Le peintre cubiste André Lhote dénonçait dans cette bataille architecturale et idéologique le heurt de «dragons de pierre prétentieux». Un commentateur de la revue Architectural Record remarquait abruptement: «C'est cette paire de pavillons militants que l'on voit à chaque instant obscurcir les modestes efforts de la masse des démocraties » (Oppler, 1988).

Plusieurs mois après l'inauguration de l'Exposition débuta l'un de ces «modestes efforts» démocratiques, dans l'ombre du monolithe nazi et presque entièrement hors de vue du passant non averti. Le bloc surbaissé et peu coûteux dessiné par Jósé Lluís Sert pour la République espagnole en lutte était constitué d'une structure moderniste gainée de verre. Sa construction ouverte faite d'une armature métallique préfabriquée (qui affleurait à la vue et était peinte en rouge profond ou en blanc) était bardée de contre-plaqué, de plaques en ciment brut et de nattes de paille. L'édifice était tellement aux antipodes du luxe que certains visiteurs le supposèrent inachevé. Il va de soi que les guides rédigés pour l'Exposition ne faisaient pas mention des effets économiques de la guerre civile déchirant l'Espagne et restaient muets sur l'état de cette nation, réduite à une minorité assiégée,

dans un pays où le pouvoir avait été usurpé par les fascistes avec l'appui des nazis. Les républicains espagnols étaient des socialistes rassemblés en un front populaire élu démocratiquement seulement un an plus tôt, mais qui se battaient maintenant pour résister au coup d'État militaire appuyé par l'armée, la classe possédante, le clergé et le reste de monarchistes présents en Espagne, mais aussi, à l'étranger, par les fascistes italiens et allemands. L'«Espagne» était déchirée et en lutte: les seuls bastions encore républicains étaient la partie méditerranéenne, au sud, et le minuscule Pays basque, au nord. Les nationalistes fascistes avaient récupéré jusqu'à l'idéologie de la «nation» (ne laissant aux républicains guère d'autres partis que de se proclamer les «loyalistes» de la véritable Espagne). Le mutisme des guides de l'Exposition reflétait les tensions politiques du moment — le gouvernement socialiste de Léon Blum ayant retiré son soutien aux républicains espagnols durant l'été 1936, en apposant sa signature avec vingt-cinq autres nations sur un pacte de non-intervention. À travers ce pavillon, l'Exposition donnait officiellement droit de cité aux républicains espagnols, mais elle fit très peu pour les doter en terrain et en visibilité. Officieusement, en revanche, les artistes et intellectuels de gauche présents en France menèrent une campagne de ralliement international à la cause des républicains espagnols. Même des artistes non espagnols (comme le sculpteur américain Alexander Calder) se mobilisèrent pour décorer le pavillon vide, tandis que d'autres modernistes d'avant-garde en faisaient l'icône la plus connue de l'Exposition.

Les artistes espagnols installés en France de longue date furent les premiers à rallier l'appel de Sert à participer à l'habillage du pavillon espagnol, à faire entendre au monde la voix d'une Espagne à la modernité héroïque. Plus que les centaines de curiosités de l'Exposition — artisanat régional, inventions technologiques, photographies murales, sculptures monumentales, architectures imposantes — c'est la commande de l'État faite à Picasso, *Guernica*, qui devint l'emblème du moment (illustration 154). Mais le second atout de *Guernica* fut de pouvoir survivre à l'Exposition et de s'affirmer ainsi à travers tout le XX^e siècle, jouant un rôle actif sur le théâtre géopolitique, même une fois relégué dans un passé bien documenté. Au-delà de ses qualités proprement artistiques, *Guernica* doit sa renommée immédiate et durable au concours de trois circonstances : c'était à l'époque l'œuvre la plus grande de l'artiste moderne le plus connu du monde, elle prenait pour thème le premier bombardement aérien de civils du monde et allait soulever une lame de fond d'indignation parmi les forces de gauche devant l'abandon de la République espagnole par l'Europe. Mais si le contexte politique qui lui donnait naissance lui assura un début de notoriété, sa forme semi-abstraite et ses thématiques généralisées permirent à *Guernica* de transcender les circonstances historiques

de sa naissance, en juin 1937, pour devenir une icône de l'« inhumanité de l'homme envers l'homme». En un sens dépolitisé par son auteur, *Guernica* finit par échapper au strict contexte espagnol et par être érigé en symbole d'une opposition de principe aux violences étatiques en tout genre.

La possibilité de cette évolutivité interprétative est un aspect essentiel du tableau et de son modernisme. La signification de Guernica a toujours été mouvante, oscillant avec fécondité entre une protestation ouvertement propagandiste contre le bombardement d'un village basque par des forces fascistes étrangères et une œuvre d'art complexe et ambiguë, mobilisant une imagerie personnelle enracinée dans plusieurs dizaines d'années de carrière pour Picasso (et dans des siècles de tradition mis à contribution). La portée extraordinaire de Guernica, dans l'optique de ce chapitre, tient au fait que le tableau, plus que toute autre œuvre du XXe siècle. met en scène le conflit entre un modernisme international par nature et nécessairement «au-dessus du politique» et un contexte nationaliste déterminant la signification de l'œuvre d'art de plusieurs façons foncièrement locales. Le contexte «nationaliste» de Guernica se jouait en d'autres lieux mais était doublement marqué: d'abord par le statut d'expatrié de Picasso, expliquant son empressement à faire allégeance à une Espagne «essentielle», ensuite par une autre forme de revendication répondant au nom de « nationalisme », celle des phalangistes de Franco, contre laquelle Picasso et les républicains érigeaient le tableau. Pour ajouter à la complexité, l'hispanisme «essentiel» de l'imagerie de Picasso était construit dans la lingua franca du modernisme international, alors même qu'il se dressait sciemment contre la collusion internationale des fascistes de trois pays dont un seul était l'Espagne. Finalement, étant donné l'absence quasi totale de signes ancrant spécifiquement le tableau dans le XX^e siècle, le parti pris moderniste de Picasso demeure crypté bien plus qu'explicite, véhiculé par le style et les formes plus que par le « contenu ».

Étant donné ce jeu complexe, on pourrait avancer que *Guernica* ne faisait que redessiner les contours du nationalisme, s'efforçant de contester le nationalisme artificiel de Franco (qui, après tout, était intimement lié à des forces fascistes étrangères) en l'opposant à une Espagne « essentielle », exprimée dans des images comme la corrida, le classicisme agraire des chevaux, les lampes à huile ou les toits en tuiles. Mais l'on peut aussi soutenir qu'en passant sa principale commande à Picasso, l'Espagne républicaine aspirait à un cosmopolitisme international plutôt qu'à l'affirmation d'une essence nationaliste. L'architecte Sert, instigateur de la commande passée à Picasso, voulait que l'Espagne apparaisse explicitement moderne contre les forces réactionnaires du bloc monarchiste et fasciste de Franco. Quant à dire si ce collègue de le Corbusier obtint ce qu'il voulait, c'est là une autre question. Tout comme la production

d'autres nomades que nous avons examinée, le tableau de Picasso illustrait le curieux caractère hybride qui donne au modernisme son attrait poignant et charrie un rêve persistant d'internationalisme. Picasso était un personnage à facettes: en partie «primitif» (cherchant en Afrique et ailleurs un langage qui diffère de la modernité), en partie «à la pointe» (suivant les théories de l'espace-temps de scientifiques et de philosophes profondément influencés par l'emprise disciplinaire et les innovations technologiques des temps modernes), en partie «national» (comme Tatline, Carrà et Ernst, chargé d'un passé linguistique et politique spécifique) mais cherchant par ailleurs désespérément à fuir des origines provinciales (dans une «internationale» communiste, un surréalisme international ou un «modernisme stylistique international» global). *Guernica* révélait les fruits de cette hybridité et l'entrée dans l'âge adulte de la peinture moderniste elle-même. Cette fresque marque en effet un moment historique, celui où il devient possible de percevoir la fécondité fondamentale des ambiguïtés formelles et intentionnelles d'un tableau, ainsi que la place maîtresse faite au spectateur grâce à l'ambiguïté et l'abstraction (dans une peinture politique «publique») — un spectateur qui voit ici le jour en tant que sujet public d'un style moderne essentiellement privé.

En janvier 1937, les architectes du pavillon espagnol se rendirent auprès de Picasso comme en pèlerinage, s'adressant à lui en sa qualité de nouveau directeur désigné du musée du Prado, pour le prier d'accepter la commande d'une œuvre murale. Celui-ci leur présenta une série d'eaux-fortes entamées à la suite des attaques fascistes contre sa ville natale de Málaga, intitulée Songe et mensonge de Franco (Sueño y mentira de Franco) et leur lut son poème d'accompagnement. La délégation examina les eaux-fortes et y vit les taureaux et les chevaux qui allaient éclore dans Guernica, mais qui n'étaient encore que les simples victimes d'un agent maléfique (Franco) dominant presque chaque vignette (alors qu'il disparaîtra tout bonnement de la peinture). Le poème surréaliste, en forme de monologue intérieur, renforçait le conflit entre un Franco crûment phallique, «fandango [...] d'épées d'hydres de mauvais augure [...] sa bouche pleine de punaises gelée de ses mots » et la multitude innocente : «Cris d'enfant cris de femmes cris d'oiseaux cris de fleurs cris des poutres et des pierres cris des briques cris des meubles». Quand Picasso lut son poème avec «une force et un enthousiasme si prodigieux», les architectes et les autres délégués surent qu'ils avaient son accord; leur espace serait doté d'un spectacle vibrant et saisissant. Ils trouvèrent même de quoi le rémunérer, faisant de ce panneau aux dimensions murales la propriété de la République espagnole. Malgré tout, c'est le peintre qui conservera la main haute sur le destin de *Guernica*, même après sa mort, lorsque Franco tentera une récupération du tableau en témoignage d'une Espagne «unifiée».

Il va sans dire que Franco n'aurait pas déployé tant d'efforts si l'imagerie de Songe et mensonge de Franco s'était perpétuée. Comment et pourquoi donc la figure de Franco disparaît-elle de Guernica? Pour une part, cette absence traduit éloquemment l'adresse avec laquelle le dirigeant fasciste a su se défausser du bombardement de Guernica; pour une autre part, c'est peut-être le fait de Picasso lui-même, se faisant l'interprète des exigences du modernisme international. Lorsque Picasso entama Songe et mensonge de Franco, le chef de junte était un personnage sans carrure, au pouvoir de nuisance encore négligeable et temporaire, isolé et dérisoire. Comme Hitler avant son coup d'État, Franco, en janvier, pouvait être dépeint sous les traits ridicules d'un putschiste déjanté polycéphale, d'un Don Quichotte grotesque affublé de pathétiques petites couronnes, d'épées d'un autre âge, d'étendards moyenâgeux (brandis dans l'une des vignettes par un phallus en érection) et de vaines montures (chevaux dégoûtés, laminés, mutilés et, en une occasion, transformés en porc immobile). Mais ce fantoche ne pouvait incarner le mal monumental, transcendant et impersonnel inspiré par Guernica. En fait, l'imagerie de Franco avait commencé à s'étioler avant même que ne soit achevé Songe et mensonge. À l'arrivée de la délégation, en janvier, les quatre dernières planches d'eau-forte restaient inachevées. Jusqu'en avril, Picasso se consacra à d'autres œuvres, lut les journaux, s'entretint avec des amis et s'isola. Comme tétanisé sous le poids de sa commande, le peintre n'a laissé de ces premiers mois que quelques ébauches. Elles montrent les plans d'une large fresque sur le thème de l'artiste dans son atelier: rien qui puisse faire date dans la peinture moderne.

C'est alors que se produisit l'événement catalyseur: le bombardement du village basque de Guernica par des escadrilles nazies et italiennes, le 26 avril 1937. Avec cette collusion d'ennemis à la pointe de la technologie (une démonstration de puissance de l'Axe adressée à la France autant qu'à l'Espagne), le mal franquiste était à la fois magnifié et amplifié, hors de contrôle d'un seul despote. Les 28 et 29 avril, à mesure que parviennent les dépêches, le scandale, l'information et la désinformation montent en puissance. Picasso réalise sa première étude le 1^{er} mai et au terme de cinq semaines d'un travail frénétique, achève *Guernica*.

Le tableau une fois en place dans le pavillon espagnol, le poème et les récits qui l'accompagnent contribuèrent à envenimer les difficultés de «relations publiques» auxquelles commençaient à se heurter les fascistes, à la suite du bombardement tactique de civils perpétré en ce jour de marché ensoleillé. Ignorant apparemment l'importance symbolique attachée à la ville de Guernica, noyau d'une longue tradition basque de démocratie et de souveraineté, les Allemands de la légion Condor (avec l'aide d'un avion italien) avaient lancé leurs Junkers dans une série d'assauts, qui avaient débuté par le lâcher à basse altitude de bombes lourdes et de grenades à main, suivi

d'un deuxième passage bas où les civils en fuite avaient été pilonnés, avant que les avions ne regagnent de l'altitude et, n'effectuent une série de survols pour déverser des bombes incendiaires. Bien qu'aucun objectif militaire ne fût détruit (la gare ferroviaire et le pont furent d'emblée masqués par la poussière soulevée lors du premier pilonnage; la petite usine d'armement située hors de la ville demeura intacte). Freiherr von Richthofen nota dans son journal que l'incursion avait remporté un «succès technique complet». Par la suite, lors de sa déposition à Nuremberg, Hermann Göring déclarera que l'état-major allemand était satisfait, le but premier de l'opération étant de tester « les unités de chasse expérimentales, les bombardiers et les armes antiaériennes en situation de combat» (von Richthofen, 1937 et Göring, 1946 dans Oppler, 1988). Un prêtre basque, qui réchappa de l'attaque en se réfugiant sous des arbres, se rappellera: «Même alors, je réalisai la visée atroce [de ce bombardement]. Ils lâchaient des bombes incendiaires pour tenter de convaincre le monde que les Basques avaient mis le feu à leur propre ville» (de Onaindía, 1937 dans Oppler, 1988). Ce témoin dut se rendre à la terrible évidence quand les escadrilles allemandes revinrent ramasser, parmi les ruines encore fumantes, les pièces de leurs appareils et les bombes non explosées, qui auraient permis de remonter jusqu'à eux. De son côté, Franco se chargea d'accréditer l'explication nationaliste suivante : les Basques avaient incendié leur propre capitale d'antan pour rallier des suffrages à leur cause, détruisant leur propre mairie et ses archives séculaires, saccageant ce berceau de la démocratie libre depuis longtemps symbolisé par leur chêne historique, siège où les maîtres du lieu, señores de Biscaye — et non pas rois — vinrent pendant des siècles prêter serment.

Picasso eut un autre son de cloche dans le journal communiste français

Picasso eut un autre son de cloche dans le journal communiste français *L'Humanité*. Sous une photo montrant des cadavres au milieu de la ville carbonisée, la légende suivante était bien dans le ton sarcastique et acerbe du quotidien: «Rien n'est laissé au hasard dans l'atroce extermination par les fascistes de la population civile. [...] Ci-dessus [...] des femmes — sans doute des mères — massacrées lors du bombardement.» (Oppler, 1988). L'artiste se détacha pourtant de la spécificité de la nouvelle et des sons de cloches contradictoires rendus sur les responsables et leurs motivations politiques, pour se concentrer sur le récit de la tragédie. Le passage de *Songe et mensonge* à *Guernica* suggère la sinuosité du cheminement moral de Picasso, jugeant la guerre: d'abord focalisé sur un dirigeant grotesque, l'artiste passe à un récit plus général qui apparaît ne traiter que des victimes. Si Franco en tant que tel a disparu, le cheval et le taureau subissent eux aussi de subtiles transformations.

Dans l'ancien culte mithriaque rendu à la corrida, qui est aux sources de l'imaginaire national espagnol, le cheval seconde l'homme et tous deux encourent le même sort, si le taureau se braque. Mais à son tour, le taureau

peut se changer en victime — l'animal est le totem sacrificiel de la bestialité de l'homme, en même temps que le symbole de la force vitale éternelle (un autre taureau est toujours prêt à pénétrer dans l'arène). Dans *Songe et mensonge de Franco*, ces rôles sont particulièrement stables: le taureau est dans tous les cas un «esprit d'Espagne» vengeur, tenant tête à l'hydre-Franco et au cheval, lui aussi polycéphale, des deux dernières images de la série d'eaux-fortes (réalisées en janvier, donc avant le bombardement et la mise en route du tableau). Le cheval est au service de Franco et, plus généralement, de l'homme, ployant sous les exigences de Franco dans la première planche de la série, nourrissant un poète barbu dans une autre, victime de Franco touchée à la jambe et, finalement, fondu avec Franco dans une seule figure dans la dernière vignette.

Ces détails ont disparu de *Guernica*. Les figures du cheval et du taureau jouent un rôle décisif et pourtant, leur signification exacte reste flottante. Le cheval occupe la pyramide centrale qui structure le tableau, au côté de la femme qui s'avance une lampe à la main (parfois interprétée comme la «Vérité», elle est le seul élément de la composition présent dès la première ébauche à n'avoir subi aucune transformation). Curieusement, les cheveux qui coiffaient l'horrible hydre-Franco dans la série d'eaux-fortes sont maintenant éparpillés sur la surface de la peau du cheval, comme pour perpétuer l'équivalence cheval/Franco de Songe et mensonge. Or le cheval est également construit (et compris) comme une victime universelle. Déchiré par une entaille qui se prolonge au-delà de son corps (apparaissant vers le centre du tableau, elle domine la composition et se lit, sur le plan optique, comme une balafre traversant la toile elle-même) le cheval est également transpercé par une lance qui le pénètre derrière le cou et ressort grotesquement à travers son ventre détendu. À cette lance fait métaphoriquement écho la langue de l'animal hurlant, pareille à un poignard. À sa peur aveugle, exprimée par ses minuscules yeux ronds, fait pendant l'oiseau qui râle, sur une table derrière lui (table de cuisine? étal de marché? ou autel sacrificiel?). La jeune femme qui s'approche en chancelant a les mêmes yeux stupéfaits, ses jambes sont lourdes et ankylosées comme en rêve, son châle et son écharpe se soulèvent tous deux et ses fesses sont nues comme si elles venaient de quitter les cabinets — une référence, dira Picasso, à l'expression de la peur la plus commune et la plus primitive» (Oppler, 1988).

Deux autres femmes flanquent la pyramide centrale, renforçant l'impression de triptyque de la composition d'ensemble. Celle de droite tombe d'un édifice en feu, le dos hérissé de flammes; à gauche, une mère se penche sur son enfant mort, *pietà* moderniste qui ne peut se résoudre à son sort. Le corps démembré d'un combattant gît au premier plan: un bras droit musclé (dont la main a été modelée sur celle de Picasso), une tête aussi chauve et glacée que celle d'une statue classique et une autre main droite,

empoignant cette fois le reste d'une lance brisée, où a germé une fleur fantomatique à hauteur du manche. Surplombant ce tableau monochromatique, cauchemardesque, se trouve un unique détail propre au XX^e siècle : une ampoule, ajoutée au tableau peu avant la fin, version parodique de l'œil omniscient de Dieu.

À l'inverse de Songe et mensonge de Franco, Guernica ne possède donc, hormis son titre, que peu d'éléments qui rappellent les forces réelles en présence ou les formes modernes de la guerre. Nous pouvons observer, à travers les différentes phases d'exécution du tableau immortalisées par la photographe Dora Maar, que tout symbole national et politique explicite fait l'objet d'une éradication systématique. À la place de l'ampoule figurait antérieurement le poing brandi d'un guerrier, empli de blé, qui se détachait sur l'astre solaire — salut du parti anarchiste. Des larmes rouges étaient auparavant suspendues aux visages des femmes, susceptibles d'être interprétées comme la couleur de la république (rouge), par opposition au blanc du fascisme. Davantage de victimes jonchaient alors le sol; elles furent finalement supprimées et une clarté classique permet aux figures préservées de se détacher nettement du reste (à l'exception du cheval et du combattant à terre, dont les membres se mélangent et s'enchevêtrent). Le seul détail à avoir réchappé à cette éradication systématique est une flèche, symbole du parti phalangiste de Franco, glissée entre les jambes arrières du cheval, comme pour préserver une discrète référence à la spécificité du conflit. Mais ce n'est guère ici qu'une ombre, un fragment fantomatique égaré au milieu de l'échauffourée.

Le taureau est une figure clé de l'indétermination sémantique choisie par Picasso et des ambiguïtés fécondes des acteurs de Guernica. Comme l'a noté l'historien de l'art William Rubin, Guernica représente au moins trois thèmes majeurs de la vie et de l'art de Picasso: la crucifixion, le rite national de la corrida et la tradition mythologique du Minotaure (Rubin, 1968). Le taureau de *Guernica* emprunte à ces deux derniers thèmes, mais quoiqu'il ait toujours été rapproché du mythe du Minotaure (en particulier pour son analogie de composition avec l'eau-forte *Minotauromachie* réalisée par Picasso en 1935), ses yeux ourlés en amande révèlent que c'est le taureau à tête d'homme (et non le contraire, comme avec la brute Minotaure) qu'évoque ici Picasso (Oppler, 1988, fig. 21 et 23). Si le Minotaure était pour Picasso l'emblème de sa propre sexualité de satyre, le taureau à tête d'homme puise dans une mythologie différente, à savoir l'incarnation de Zeus en taureau blanc, lors de la création mythologique de l'Europe. Le mythe d'Europa est tout aussi sexuel, mais il est également divin et sa portée historique grandiose correspond mieux à la stature du présent tableau. Ce taureau à tête blanche et aux yeux d'amande pourrait bien être un Picasso fécondateur, mais c'est aussi un Picasso dépositaire d'un futur pour l'Europe. Il est présent dans *Guernica* mais est épargné, forcé de constater son détachement olympien, qui le retranche de cette scène de massacre absurde, éclairée simplement par l'ampoule de flash d'un reporter-photographe et par les flammes vacillantes de la guerre.

Comme nous l'avons vu, au-delà de l'éloignement physique, la distance de Picasso face au conflit est également rhétorique. Picasso faisait preuve d'une certaine réserve quant aux organisations politiques en général (malgré son adhésion notoire au Parti communiste, dans l'après-guerre). Mais il se peut que le ton apolitique de *Guernica* ait été endémique dans un pays déchiré par la guerre civile, où la «nation» est une idéologie échouant à l'évidence à apaiser la fureur et la haine nourrie entre voisins. Lors du vernissage de Guernica, l'un des allocutaires citera le commentaire du président de la République espagnole Manuel Azaña, évoquant «ce peuple terrible que le peuple espagnol, terrible avant tout pour lui-même, puisque seul peuple d'Europe capable de se piquer avec son propre dard» (Aub, 1937 dans Oppler, 1988). Il semble que Picasso en soit arrivé à la conviction qu'il était trop simple de se contenter de stigmatiser Franco ou de fustiger les fascistes. Au cœur de l'identité espagnole telle qu'il l'a luimême construite, la culture compose avec la violence, ce qui transparaît dans le fait (souvent commenté par Picasso) que le spectacle national de la corrida se tient toujours immédiatement après la messe catholique. Par la suite, méditant cette question lors des bombardements alliés intensifs qui s'abattent sur l'Europe en 1944, Picasso percevra chez les deux camps la même soif sanguinaire. Mais même alors, il réservera aux Espagnols un statut à part : «Les Espagnols sont seuls avec leur amour de la violence et de la cruauté. Ils aiment le voir se déverser, couler; le sang des chevaux, le sang des taureaux, le sang des hommes. Qu'ils soient «blancs» ou «rouges», que ceux qu'on torture ou qu'on brûle soient des prêtres ou des communistes, le même plaisir à la vue du sang qui coule se répète toujours. Dans ce royaume particulier, personne ne surpasse les Espagnols» (Picasso cité dans Oppler, 1988). Guernica était donc pour le moins complexe: Picasso et Zeus, animal insensible et témoin pareil à un dieu, esprit distant européen et esprit tragique espagnol, sacrifice mithriaque et symbole de vie éternelle, noblesse paysanne et noirceur fasciste — et même un signe du zodiaque (le taureau, signe d'Hitler). En 1947, enjoint d'établir un lien explicite entre le taureau et la régression bestiale du fascisme, Picasso protesta: «Mais ce taureau est un taureau et ce cheval est un cheval. Il y a aussi une espèce d'oiseau, une poule ou un pigeon, je ne me rappelle plus exactement, sur une table. Et cette poule est une poule. Bien sûr, ce sont des symboles. Mais il ne dépend pas du peintre de créer des symboles; autrement, il vaudrait mieux qu'il les mette en mots plutôt que de les peindre. Le public qui regarde le tableau doit voir dans le cheval et le taureau

des symboles qu'il interprète à sa façon. [...] il dépend du public d'y voir ce qu'il veut.» (Picasso, 1947 dans Oppler, 1988). Comme nous l'avons suggéré, l'ouverture sémantique ménagée au spectateur par Picasso faisait partie de son modernisme et contribua de façon décisive à la notoriété de *Guernica*. Il s'agissait là d'une stratégie complexe dont la réussite (fatalement peut-être?) allait être compromise tant sur le front artistique que sur le front géopolitique.

Les intellectuels de gauche cherchèrent à en fixer la signification (en parlant du tableau comme du Massacre de Guernica) ou dénoncèrent son abstraction étrange, «foncièrement étrangère à la saine mentalité du prolétariat». Dans l'une des rares revues de la presse à gros tirage, l'architecte Le Corbusier affichait son dédain: «[Guernica] n'a vu que le dos du public, car il s'éloignait rebuté». Le guide allemand de l'exposition évoquait la présence, dans le pavillon «rouge» espagnol, d'une peinture sans titre semblant «représenter le rêve d'un fou, un fatras de corps démembrés qu'un enfant de quatre ans aurait pu peindre» (Oppler, 1988; Le Corbusier, 1947, et pamphlet allemand dans Chipp, 1988). Il fut question de décrocher le tableau pour le remplacer par une œuvre du réalisme socialiste compréhensible. Après tout, dans le pavillon français voisin, un autre cubiste, Fernand Léger, avait visé à la clarté dans son hymne joyeux à la *Transmission de l'énergie*, en assemblant des photos en un montage utopique réunissant la ville et la campagne sous le poing brandi et l'arc-en-ciel du Front populaire. La fronde lancée à gauche comme à droite contre *Guernica* galvanisa un groupe d'artistes et d'écrivains qui prirent la défense du tableau. Ils trouvèrent un allié en Christian Zervos, Grec expatrié, et en sa femme Yvonne, qui, en cet été 1937, mobilisèrent un double numéro de Cahiers d'art, organe international central de l'art contemporain (édité par C. Zervos), pour le consacrer à la peinture de Picasso et à la cause républicaine. L'enjeu était de taille et *Guernica* incarnait le nouveau visage de l'actualité moderniste internationale.

En novembre, lorsque le pavillon espagnol fut démonté, la République qui en avait passé commande se trouvait dans une posture désastreuse. *Guernica* demeura à Paris avec Picasso et la chute du gouvernement républicain, en mars 1939, fit de lui le dépositaire d'un tableau qu'il ne possédait pas légalement. Pourtant, avant même la défaite, Picasso ne prit pas la peine de demander au gouvernement républicain ce qu'il devait faire du tableau. En qualité de directeur honoraire du Prado, il agissait d'une certaine façon en représentant du gouvernement lorsqu'il accepta que l'énorme toile entamât une tournée mondiale trépidante. Pendant le conflit, *Guernica* mobilisa une collecte de fonds de première importance pour la reconstruction de l'Espagne. Non sans raison, le tableau fit également ses preuves comme instrument de prosélytisme au service du modernisme international et de l'abstraction dans l'art public.

C'est Franco, âgé, qui ouvrira le chapitre le plus étrange de la vie publique de Guernica en lançant « Operación Retorno », campagne en faveur du «retour» du tableau dans une Espagne où il n'avait jamais été. Le sentiment espagnol de Picasso était si prégnant (même après avoir passé la plus grande partie de sa vie et de sa carrière artistique à Paris, où est conservé l'essentiel de ses biens) et si malléable la distance esthétique qu'il avait construite autour de l'épisode Guernica et du tableau Guernica, qu'à la fin des années 1960, Franco pouvait faire valoir les qualités de «trésors nationaux » espagnols de l'œuvre et son auteur. L'opération pour le «retour » de Guernica reçut même en Espagne l'appui de modernistes internationaux, désireux de rompre leur isolement avec le reste du monde. Mais le lancement de l'Operación Retorno sur la scène internationale ne traduisait pas le ralliement de Franco aux beautés du modernisme surréaliste; il constituait simplement la réaction tardive d'une nation cherchant à tirer tout le parti de son patrimoine culturel. Il entrait aussi, à dessein, dans un plan destiné à conjurer les démons du passé — un passé que les historiens de l'art espagnols, sous le fascisme, avaient déjà pris soin d'aplanir, en déclarant que «le tableau de Picasso n'illustrait plus un bombardement spécifique, mais était l'image de toutes les villes bombardées» (Marrero, 1956 dans Oppler, 1988). La complexité prodigieuse soulevée par le départ de Guernica vers l'Espagne à la mort de Picasso fut lentement résolue quelques années plus tard à la mort du caudillo Franco. En 1981, Roland Dumas, mandataire de Picasso, finit par convenir que le régime espagnol — bien qu'étant une monarchie constitutionnelle et non une république — était suffisamment stable pour satisfaire aux conditions posées par Picasso lui-même: que le tableau rejoigne le Prado lorsque le peuple espagnol aurait recouvré ses libertés civiles. Même s'il devait rejoindre une super-vitrine construite à la mesure de l'œuvre, surveillée en continu par un gardien armé, sa première entrée en Espagne signifiait avec force, comme le clama le journal El País dans sa manchette: «LA GUERRE EST FINIE». Lors de l'inauguration de Guernica à Madrid, l'internationalisme apparent du tableau fut un baume pour la réconciliation et la cicatrisation des blessures passées, puisque l'oratrice communiste Dolores Ibarruri (La Pasionaria) y coudoya la duchesse d'Albe. Mais la déclaration du Ministre de la Culture Cavero - «Personne ne devrait interpréter cette œuvre comme l'étendard d'un parti quelconque; considérons Guernica comme le rejet pur et simple de la force brutale.» (Chipp, 1988) — révélait par sa formulation («devrait») que le public avait encore besoin qu'on lui dise quoi penser de l'œuvre. Les ambiguïtés fécondes de Guernica ne sont toujours ni pures ni simples. Elles seules prévaudront.

Traumatisme et transcendance

La balafre, qui dans *Guernica* déchire le corps du cheval, (et ses implications pour la toile) n'était que le prélude à un art de l'abjection qui allait s'épanouir après la Seconde Guerre mondiale. L'art, pris dans un corps social plus large, était blessé, en un sens métaphorique profond. Des corps morcelés, des toiles éventrées et des sculptures aux allures d'excréments ou de décombres : tout mettait en scène un traumatisme, en Europe comme au Japon. À gauche, les réalistes d'inspiration sociale et, à droite, les fascistes avaient milité pour une peinture figurative héroïque, de sorte que l'abstraction moderniste apparaissait comme un antidote; mais il allait lui falloir évoluer pour que ses formes expressives s'ajustent à la réalité de l'après-guerre. Cette gestation donna le jour à de curieux hybrides où le corps (dans l'œuvre elle-même ou dans sa production) eut à jouer un rôle majeur.

Giuseppe Panza di Biumo, un collectionneur d'art italien qui fit ses premières acquisitions à Paris au milieu des années 1950 déclarera par la suite: «D'une certaine façon, la Seconde Guerre mondiale marqua la fin de l'Europe.» Il commentera ainsi le sentiment de crise qui imprègne tout l'après-guerre:

« Je ressentis très profondément les changements apportés par la guerre. La vision rationaliste de la vie et la philosophie idéaliste de la culture avaient été populaires en Italie. Mais [la guerre] heurtait profondément la croyance dans les capacités rationnelles de l'homme. [...] Le constat du complet échec de la raison pendant le conflit plongea la culture européenne dans une grave crise. » (Knight *et al.*, 1999).

Si la Première Guerre mondiale avait laissé intactes les aspirations à un modernisme géométrique et technocratique (rappelons-nous que le «style international» en architecture avait fleuri sur les décombres de la Grande Guerre et était célébré au Musée d'art moderne au plus fort de la grande dépression), la seconde conflagration mondiale avait sérieusement ébranlé cette foi. La gauche enregistrait d'importantes victoires sur la scène politique, mais dans les arts, la production paraissait charrier un désespoir et un antirationalisme plus profond que jamais. Le primitivisme colonialiste finit par reculer, mais à sa place l'Europe du Nord se tourna vers l'art de l'enfance, l'art des malades mentaux et vers d'autres solutions susceptibles de rompre radicalement avec la civilisation et le «bel art». Pareillement, les jeunes peintres espagnols et italiens cherchèrent dans la matière elle-même une sorte de « degré zéro » (une métaphore qui allait connaître une grande fortune au Japon). Ce parti pris en faveur de matières informes brutes (poussière, sable, boue) se conjuguait à des blessures et signes de traumatismes corporels infligés à la peinture elle-même : toiles déchirées, incisions dans l'épaisseur de la peinture et surfaces criblées de gravillon. Les productions figuratives et abstraites s'attelaient toutes deux à l'état général d'abjection; les tableaux étaient des objets meurtris, en mal de sépulture ou de raccommodage.

Parmi les artistes qui sortirent alors de l'ombre, certains étaient de

Parmi les artistes qui sortirent alors de l'ombre, certains étaient de jeunes gens absents du front, qui avaient grandi dans ce qui semblait un théâtre sinistré fait de décombres et de défaite. D'autres puisaient depuis des dizaines d'années dans une veine antirationnelle et découvraient que le monde s'accordait tout à coup à leurs visions pessimistes. La philosophie continentale était dominée par une morbidité autoréférentielle qui cristallisa autour de l'existentialisme animant Paris et New York dans les années 1950. Les artistes japonais recherchaient des options rompant avec la religion shintoîste d'État (dévoyée pendant la guerre en un culte nationaliste de l'empereur), qu'ils trouvèrent notamment dans un bouddhisme zen remanié, qui composait avec l'individualisme farouche de la culture d'occupation américaine. La tendance esthétique presque mondiale à une expression agonistique, au choix de surfaces rugueuses et au rejet du bel art, fut habilement cataloguée par Michel Tapié, en 1952, dans son livre *Un art autre*, sous le nom de « mouvement informel ». Au lieu du cubisme et de l'ordre géométrique allait donc prévaloir « l'informe ».

L'œuvre de Jean Fautrier, peintre figuratif mineur qui, passé le règne de l'abstraction, après les années 1950, tombera presque dans l'oubli, permet de mettre en lumière la complexité de ce modernisme abject, tel qu'il voit le jour à Paris dans l'immédiat après-guerre. Les œuvres les plus connues de Fautrier datent du milieu des années 1940, alors que la vision noire qu'a l'artiste de la dépravation humaine entre en résonance avec l'humiliation publique de la France de Vichy pro-germanique. Conçus dans un relatif isolement, les tableaux de Fautrier réalisés pendant la guerre ne furent exposés qu'après l'armistice de 1945, lorsqu'ils servirent de modèles aux présentations publiques de la France en victime de la montée fasciste.

Un bœuf écorché, des peaux de lapin pendantes et un cadavre aux intestins exhibés devant notre regard fasciné sont quelques-uns des sujets déjà morbides qui occupaient Fautrier à la fin des années 1920. Les longues traditions septentrionales du *vanitas* et du *memento mori*, dont s'autorisent les artistes depuis Rembrandt pour immortaliser semblables images de tripes et de boyaux, se conjuguent dans les œuvres de Fautrier au surréalisme et à la vision crépusculaire de symbolistes tels qu'Odilon Redon. Paradoxalement, la palette de Fautrier s'éclaircit pendant la guerre, alors qu'il entame la série rétrospectivement baptisée *Les otages*. Ce groupe de tableaux aux épais empâtements débute en 1942 par des représentations de visages à peine humains entourés d'incrustations monochromatiques de plâtre et de poussière minérale pigmentée. Au lendemain de la Libération, le public vit dans lesdits « otages » les résistants français (et les spectateurs

impuissants) qui avaient été enlevés par les soldats allemands (essentiellement dans le village d'Oradour-sur-Glane, sous Vichy, où le 10 juin 1944, les troupes nazies massacrèrent plus de six cents villageois). Certains des tableaux de Fautrier précèdent donc la réalité politisée à laquelle ils seront identifiés (comme dans le cas du *Guernica* de Picasso). Comme nous l'avons vu, le parti pris par le modernisme, de plus en plus clairement, de faire du spectateur lui-même la source du sens invitait à la projection dans l'œuvre de significations politiques anachroniques. Tout se passe comme si les sujets de Fautrier s'étaient confondus avec les otages au moment même où le public parisien avait découvert la nécessité historique de cette signification et de ce rapprochement — et pas avant.

La séduction horrible des corps abjects de Fautrier nous parvient lentement et par vagues, en partie suscitée par l'oscillation entre le mot (du titre) et l'image (flottant dans l'œil de l'esprit, mais également matérialisée). Le sexe et la poitrine d'un nu semi-abstrait qu'il peint par exemple en 1943 a d'abord l'aspect de voiles chatoyants d'oxydes brun-roux, rose et lilas, saupoudrés sur des monticules rugueux de plâtre blanc (particulièrement réfléchissants et semblables au glaçage d'une pâtisserie locale). Mais le monosyllabe Nu du titre revient alors à l'esprit et le spectateur tâche de découvrir un corps dans ces formes — ses efforts rapprochant les ondulations calcaires colorées des odalisques langoureuses de la grande tradition française (Boucher, Fragonard ou encore Matisse, son maître le plus proche). Mais le corps en question se révèle être un torse horriblement amputé. Rappelant les œuvres ouvertement fétichistes de Fautrier, dans les années 1920, ce nu de 1943 n'est guère plus qu'une poitrine, un ventre et un sexe, sans même les vestiges d'un corps qui permettrait d'y lire, selon le lexique des violences esthétiques endurées par le corps féminin, une « vénus classique ». L'abjection de ce corps, son morcellement, le désordre, la bassesse obstinément crue rappellent ce que des théoriciens comme Georges Bataille (contemporain de Fautrier et l'un de ses collaborateurs) ont utilisé pour illustrer l'informe : le refus de la «belle peinture» (prédilection du bourgeois, dans la grande tradition académique française). Bataille concevait la bassesse et l'informe en des termes sociaux et psychologiques, « affirmant que l'univers ne ressemble à rien et est dénué de formes [...] une chose semblable à une araignée ou un crachat [...]» (Bataille, 1929 dans Bataille, 1985). Loin de servir de prétexte à une composition ordonnée (ainsi que l'affirmait André Breton), l'informe se posait comme un défi radical au rationalisme cartésien et à la subjectivité humaniste (Bataille remplace le *cogito* de la culture classique par un *excreto* animal et muet). Fautrier avait certes tâté de ces associations, mais c'était avant tout un artiste, et ses petits tableaux d'atelier s'encadraient et se vendaient. Quand l'Europe les découvrit, qu'ils soient groupés sous le titre d'*Otages* ou exposés avec des

œuvres contemporaines telles que *Dépouille*, leur dualité indéniable (entre le voile rose du pigment et une base rugueuse, fécale) fut perçue comme l'expression de l'indicible — dialectique introduite par la guerre.

Les fameux *Otages* sont-ils différents par un quelconque aspect? Peut-

être ne sont-ils pas aussi cruels, car la sensualité de leurs surfaces n'est ni exhibée (comme dans Nu) ni soutenue. Elle est immédiatement oblitérée par la violence de la facture : les balafres et incisions effectuées sur cette image expressive entre toutes, le visage humain. Les figures mutilées de ces portraits évoquent immédiatement des monstres: les cyclopes, dont les yeux (siège de l'esprit) se fondent en une monstrueuse singularité (*Otage* yeux (siege de l'espiri) se fondent en une monstrucuse singularite (Otage n° 1, 1944) ou agneaux apocalyptiques, où ils se multiplient en hordes visionnaires (Otage n° 14, 1944). En abordant ces visages comme des portraits anonymes (portraits d'individus plongés dans l'anonymat par la violence), nous nous attendons à les installer à travers l'art dans un récit héroïque de résistance, de mort et d'immortalité. Or un tel héroïsme ne se produit pas. Si ce sont des portraits, ils sont dépouillés jusqu'à l'os même de l'être. Pas de toque Renaissance, de cannes ou de vignes en arrière-fond. Nous ne voyons que des têtes décapitées, aux yeux fixement ouverts pour l'éternité, ou crevés et aveugles. Ce sont là des peintures qui exigent de faire de nous les témoins d'un moi s'effaçant, d'un individu dont les attributs sociaux ont été balayés (et donc subsumés dans une nuée de «déportés» se massant dans le Paris d'après-guerre, au moment de leur exposition). Les figures d'otages de Fautrier répétées à l'infini déstabilisent par leur intimité, tout comme les nus, mais leur portée éthique est radicalement différente. D'aucuns verront dans cette réitération une marchandisation du meurtre nazi. Nous suggérerons que la massification même de ces figures évoque l'horreur technologique de morts exécutés à la chaîne.

Fautrier voulait que le public pense qu'il peignait en témoin extérieur au traumatisme de l'autre. Le travail de Jean Dubuffet et celui de Wols (l'Allemand expatrié Wolfgang Schultz, peut-être le moins connu mais le plus important du groupe informel) pouvaient être perçus en des termes semblables. D'autres artistes encore, plus jeunes, semblaient avoir ressenti le déchirement de l'Europe d'une façon plus viscérale et traitaient la toile elle-même comme un corps abject ou la sculpture comme un excrément métaphorique, indigne d'être constitué en un tout «artistique». Dans l'immédiat après-guerre (et bien avant les toiles déchirées mieux connues du *Concetto Spaziale*, dans les années 1960), Lucio Fontana créait des concrétions bosselées vaguement cubiques de céramique iridescentes noires, noueuses et quelque peu répugnantes (ainsi de son œuvre *Ceramica spaziale*, datant de 1949). Vers la même époque, à la fin des années 1940, un autre italien, Alberto Burri présentait des lambeaux de tissus fragilement cousus les uns aux autres mais échouant invariablement à couvrir la surface

accidentée du tableau, révélant des zones rouges et brunes semblant « filtrer» à travers les interstices des suaires. Piero Manzoni était le troisième membre de ce groupe italien réuni brièvement en un collectif artistique. Il exprima parfaitement la transition entre l'esthétique de l'abjection de la fin des années 1940–1950 et le discours de la société de consommation des années 1960, produisant, en 1961, ses scandaleuses conserves en série intitulées *Merda d'artista* (*Les Merdes d'artiste*). Confirmant cette prédilection de l'Europe méridionale pour le bas matérialisme, l'Espagnol Antoni Tàpies produisit des tableaux de «matière» construits à l'horizontal, à terre, faits de couches de ciment, d'huile, de marbre, de poussière, de latex, de sable, de gravier, de cheveux et/ou de pigment (qui n'est jamais, traditionnellement, qu'une autre forme de terre pulvérisée). Ces *tablas* denses étaient ensuite incisées, éraflées, creusées et érodées à la façon des «murs» verticaux qu'ils rejoignaient dès qu'ils se retrouvaient suspendus à la verticale dans une galerie ou un musée.

Entamés peu après son retour d'une visite dans le Paris d'après-guerre, les tableaux «murs» de Tàpies furent pour lui une révélation irradiant toutes les années 1950. Ils accomplissaient ce qu'il en vint à considérer comme son destin et son identité (*tàpies* signifiant murailles en catalan): «chaque toile [était] un champ de bataille sur lequel les blessures étaient vouées à se multiplier encore et encore, à l'infini. Puis vint la surprise. Tout ce mouvement frénétique, toute cette gesticulation se ramassa [soudain] en une masse uniforme. Ce qui était auparavant ardent bouillonnement se transforma de soi-même en silence statique» (Tàpies dans Giménez, 1995). Des blessures frénétiques changées en silence: voilà qui ressemble à la trajectoire voulue pour *Guernica* (encore que le silence ne soit toujours pas totalement fait), mais aussi au silencieux travail de cicatrisation mené par les plaquettes et les cellules de la peau, pour recoudre le tégument des corps malmenés par la violence et la guerre.

L'attitude de Tàpies face au nationalisme et à l'internationalisme était encore plus complexe que celle de Picasso. Il vivait sous le gouvernement de Franco, et quelle que soit la forme de patronage qu'ait pu alors lui offrir l'Espagne, c'était dans les limites de la réalité étriquée du régime. Il parvint pourtant à s'assurer une grande mobilité, organisant des expositions à travers le monde, afin de créer les rencontres internationales où montrer son œuvre. Louvoyant entre l'austérité politique d'un pays isolé et un modernisme international transcendant les particularismes, Tàpies devait logiquement faire le choix de l'abstraction, elle qui lui offrait un sauf-conduit pour exporter son œuvre. Le «champ de bataille», comme dit Tàpies, avait beau être neutralisé, sa portée politique silencieuse pouvait s'exprimer en sourdine, à travers le discours du modernisme international et de l'avant-gardisme présent à l'état de nébuleuse autour de ces formes

non figuratives. Comme Picasso en avait fait la preuve, la notoriété internationale pouvait conférer à l'artiste un ascendant, objet de convoitise aux yeux même d'un despote fasciste, mais la conquête de la notoriété exigeait de déployer des trésors rhétoriques et artistiques des plus subtils. Un article d'ouverture dans une revue d'art, célébrant Tàpies comme le maître de l'«école d'Altamira» (de l'Espagne préhistorique, et non pas moderne) et citant sa prose incantatoire, pouvait y contribuer utilement:

«Ainsi qu'ils l'ont affirmé dans leur manifeste, pour eux, l'art retrouvé dans la grotte magdalénienne du nord-ouest de leur pays était un symbole "d'art vivant, d'art étranger au temps historique, d'art au-dessus de tout nationalisme, représentatif d'une peinture mêlant formes et expérience et témoignant d'une extraordinaire capacité de synthèse".»²

On peut imaginer en quoi, pour un artiste exerçant dans l'Espagne de Franco dans les années 1950, il peut être essentiel d'atteindre à un art «au-dessus de tout nationalisme», enraciné dans l'art chtonien de troglodytes (voilà le genre de cadre préhistorique invariablement mobilisé dès qu'il est question de «nation véritable»). Comme avec *Guernica*, l'abstraction et la généralisation pouvaient être des façons d'éviter l'écueil d'idéologies particulières et de questions politiques locales. Sans surprise, Tàpies formule des idées tout à fait semblables à celles de Picasso lorsqu'il pose que le sens s'est déplacé du côté du spectateur — un spectateur situé à la fois hors du tableau et, de plus en plus, hors du pays. La toile moderniste était une cause nécessaire mais non suffisante: «La peinture est un simple «support» invitant le spectateur à participer [...] Ainsi, le «thème» peut-il être découvert dans la peinture elle-même, ou se situer uniquement dans l'esprit du spectateur.» (Tàpies dans Giménez, 1995).

En Europe septentrionale, la trajectoire était semblable, mais le résultat fort différent. Comme nous l'avons vu, le déplacement du sens depuis le tableau vers le spectateur était un principe opérant chez Fautrier, sans que l'interprétation des *Otages* peints en 1942 à la lumière de l'épisode d'Oradour advenu en 1944 ne nécessite le niveau d'abstraction semble-t-il requis chez Tàpies. De même, chez l'allemand Georg Kern, une abstraction aussi scrupuleuse ne s'imposait-elle pas, lui qui, en 1958, allait redécouvrir l'héritage avorté de l'expressionnisme allemand (figuratif), après avoir vu le travail des expressionnistes abstraits américains, alors présenté dans l'exposition itinérante «La nouvelle peinture américaine». Inspiré par le coup de patte déferlant et pourtant absolument non figuratif des artistes de New York, le jeune Kern troqua son nom pour Baselitz (renouant avec la «terre chtonienne» qui l'avait vu naître) et se mit à chercher ses racines dans un passé allemand redécouvert. L'expressionnisme allemand ayant toujours été obstinément figuratif (la peinture non objective de Kandinsky

y a parfois été associée, à tort), le néo-expressionnisme de Baselitz prit la forme de portraits d'hommes mais, à l'instar de Fautrier, il s'agissait de corps abjects, totalement vulnérables et couverts de blessures (que l'on songe aux *Partisans* de Baselitz, réalisés au milieu des années 1960, déguenillés, pathétiques et à moitié nus). D'autres peintres d'Europe septentrionale semblaient pareillement puiser dans cette veine figurative. Même les ambitions radicales du groupe CoBrA (au nom formé par les initiales des villes natales de ses membres: Copenhague, Bruxelles et Amsterdam) exprimées dans un manifeste vibrant dans un café parisien, en novembre 1948, se concrétisèrent par des tableaux figuratifs devant révéler une grande ressemblance avec les figures granitées, proches du graffiti, de l'«art brut» de Jean Dubuffet.

Les Corps de dame aplatis de Dubuffet (1950), ainsi que sa tournée de conférences américaines sur ce qu'il nommait ses «positions anticulturelles», lui valurent la réputation de porte-parole en titre de l'art abject, «bas», non cultivé, réfractaire à tout nationalisme, car situé en decà du radar de la civilisation elle-même. Mais même cet extrémiste farouche continuait à s'exprimer dans des genres figuratifs traditionnels: le nu, la nature morte et le paysage. Et curieusement, le clivage abstrait/figuratif semblait organiser la carte géographique de l'Europe esthétique d'après-guerre. Ainsi, une frontière apparente pouvait-elle être tracée entre les peintres figuratifs informels tels que Dubuffet, Fautrier, Wols et le CoBrA au nord, et les tendances plus abstraites rencontrées chez des artistes méridionaux tels que Tàpies, Fontana et Burri. Une analyse d'ensemble replaçant ces tendances dans leur contexte, celui d'un ancien théâtre de guerre, suggère que cette partition correspond en réalité plus à une modulation qu'à une réelle ligne de partage. La toile pouvait être une forme abstraite valant pour un corps abject (suturé chez Burri, meurtri mais réduit au silence chez Tàpies) ou la représentation impérieuse d'une figure de l'autre devant être à la fois approchée de plus près et tenue à distance (écorchée chez Dubuffet, plongée dans l'anonymat chez Fautrier). Si les moyens divergeaient, le programme était le même, ici et là. Il importait par-dessus tout que le traumatisme soit enregistré à même le corps pictural.

Comme nous l'avons vu, la plupart des artistes européens approchaient le traumatisme de la pointe de leurs pinceaux et tenaient l'informe à une distance décente, produisant des œuvres qui pouvaient continuer à être encadrées et accrochées au mur (ou placées derrière une vitrine et sur un piédestal).

Les Asiatiques réagirent de façon profondément différente et bien plus viscérale à l'onde de choc de la guerre, tout particulièrement dans l'ancienne puissance impériale de l'Axe, le Japon. Dès 1951, les calligraphes prirent les rênes de la réflexion japonaise sur les soubresauts et le traumatisme de

la guerre (avec bonheur, puisque la calligraphie se situait au pinacle de la culture artistique et littéraire d'Asie). Tout comme Ernst avait uni après la guerre sa destinée à celle du surréalisme parisien, les calligraphes japonais se tournèrent vers les dissidents de la culture victorieuse pour en retirer une légitimation. Ils s'empressèrent ainsi de publier les abstractions en noir et blanc de Franz Kline dans leur nouvelle revue d'avant-garde, et plaidèrent pour un nouveau modernisme international qui unirait Orient et Occident (et, présume-t-on, conjurerait les démons nationalistes qui les avaient tout récemment séparés). Un mélange encore plus audacieux d'approches expérimentales vit le jour dans un obscur avant-poste du monde artistique japonais d'après-guerre, autour d'un groupe connu sous le nom d'association artistique « Gutai » (qui signifie «concret»), rassemblé sous la houlette de Yoshihara Jiro, professeur d'art près d'Osaka. L'homme avait côtoyé le mouvement surréaliste dans les années 1930 et témoignait donc d'une sensibilité de plain-pied avec les courants du modernisme international (ou autant dire, occidental). Il fut l'auteur, dans l'immédiat après-guerre, de toiles enfantines et figuratives comparables à celles de Dubuffet. Les futurs élèves du Gutai étaient quant à eux beaucoup plus radicaux. Ils en vinrent à habiter l'abjection, à travers leurs propres pratiques corporelles. Leur activité ne fait aujourd'hui que gagner en importance, depuis que les historiens d'art et critiques de la fin du XX^e siècle ont obtenu l'accès aux documents et théories sous-tendant ce chapitre déterminant de l'art d'après-guerre. En réaction directe et en geste de défi à l'encontre de ce qu'ils apprenaient des tentatives de l'avant-garde américaine, les artistes du Gutai utilisaient leur propre expérience de l'abjection (une abjection nationale, devrait-on dire) pour produire leur propre degré zéro (parmi les groupes d'avant-garde, l'un se baptisait «Groupe zéro», un autre «Dimension zéro»), destiné à l'édification d'un nouvel art moderne international.

Yoshihara, mentor — ou sensei — du groupe Gutai, attira à lui un groupe d'étudiants radicaux qu'il exhortait à produire «une idée absolument nouvelle, historique [...] une idée étrangère aux conceptions d'avant-guerre» (Jiro, 1967 dans Schimmel et al., 1998). Lorsque les membres du Groupe zéro (Shiraga Kazuo, Murakami Saburo, Tanaka Atsuko et Kanayama Akira) rejoignirent Yoshihara en 1955, le collectif prit le parti d'une action éphémère, où les objets à exposer ne prenaient naissance, tels des précipités, qu'au gré de ces événements. La première exposition Gutai, organisée à Tokyo en octobre 1955, comptait l'œuvre de Murakami Papier déchiré, dans laquelle l'artiste précipitait son corps à travers une enfilade d'écrans de papier tendus (par la suite exposés pour eux-mêmes), et Doro ni idomu («lutter dans la boue»), de Shiraga, où les visiteurs pouvaient voir l'artiste se contorsionner dans un amas d'argile jonchant la cour de la salle d'exposition (là encore, les formes torturées ainsi créées étaient

érigées en œuvres d'art). L'action de Murakami avait une résonance toute particulière. En effet, d'après le système de croyances centré sur la nature du shintoïsme (devenu pendant la guerre, religion d'État organisée autour du culte de l'empereur), toute substance ou toute forme possède un *kami* spécifique, à savoir un «esprit de la matière» (le respect révérencieux du *kami* s'exprime notamment lors de la confection du kimono traditionnel, où la pièce de tissu qui sert à tailler le vêtement doit être aussi petite que possible). Le spectacle du corps de Murakami crevant dans sa course des écrans de papier soigneusement tendus devait éveiller chez le public japonais un vif sentiment de transgression — sans doute bien plus retentissant que les élégantes incisions de Fontana ou les éraflures cruciformes de Tàpies.

Les critiques japonais n'étaient absolument pas préparés aux actions du Gutai: «Nous étions perplexes, comme si nous nous retrouvions face à des visiteurs venus de Mars.» (Ichiro, 1979, cité dans Schimmel *et al.*, 1998). De fait, si certains artistes continuèrent à orienter leurs recherches vers des matières brutes et concrètes, d'autres (Tanaka et Kanayama) se tournèrent vers la technologie pour réaliser un art mécanisé, qui faisait réellement figure de martien dans le contexte artistique japonais, dominé par des traditions artisanales (cérémonie du thé, poterie *raku*, calligraphie lettrée, architecture de bambous, *ikebana*, art du jardin). La *Robe électrique* de Tanaka et les tableaux «automatiques» de Kanayama (réalisés par de petits robots crachotant de la peinture à mesure qu'ils sillonnaient une toile horizontale) étaient caractéristiques de cette esthétique «martienne». D'un autre ordre étaient en revanche les pinces à linge motorisées, en acier, tournant sur un tissu brûlé, de Nakanishi Natsuyuki. En effet, dans toute cette frénésie novatrice (en 1955 le groupe Gutai fut l'auteur de trois expositions-événements différentes), le «caractère concret» des réalisations du Gutai résidait essentiellement dans les peintures et objets subsistant après l'action, quand les spectateurs avaient quitté les lieux. Les gigantesques toiles de Shiraga étaient tout particulièrement emblématiques du dialogue entre avilissement et transcendance dans l'art Gutai.

Dans sa déclaration intitulée *Only action*, Shiraga s'explique sur le nivellement de forme recherché à travers les séries de grandes œuvres abstraites entamées autour de 1955 et poursuivies dans les années 1960 (illustration 155). Ces tableaux, tout comme sa déclaration, exposent sa conception de l'action du corps dans l'avènement d'un nouvel art: «Lorsque j'ai décidé d'être nu, de me dépouiller de toute idée conventionnelle, les formes se sont échappées par la fenêtre et les techniques ont quitté mon couteau de peintre et ont volé en éclat. Devant moi se déroulait une route austère menant à l'originalité [...] allons-y avec les mains, les doigts. C'est alors que [...] l'idée s'est fait jour: pourquoi pas les pieds? Pourquoi ne pas peindre avec les pieds?» (Shiraga Kazuo, 1955 dans Munroe *et al.*,

1994). Le Doro ni idomu (« lutter dans la boue ») de Shiraga était une façon parmi d'autres de répondre à l'impératif de «mise à nu», au pied de la lettre, puisqu'en ce jour d'octobre 1955, l'artiste aux prises avec la terre visqueuse ne portait que des sous-vêtements. Les actions peintes, sans titre, mises en scène lors de la deuxième exposition Gutai l'année suivante obéissaient, elles, au second impératif. À l'instar des méthodes de Jackson Pollock, illustrées par les photographies de l'artiste américain réalisant ses fameux tableaux d'entrelacs (pratiques dont le groupe Gutai était familier, et auxquelles il comparait explicitement ses propres activités), Shiraga travaillait sur une énorme surface horizontale, maintenu en équilibre par une corde et étalant avec ses pieds nus un pigment couleur terre. L'horizontalité (certains parlent de «bassesse») de cette méthode, mise en pratique devant le visiteur, en dit long sur l'adresse nécessaire, d'autant que Shiraga réalisait son travail sur le support déjà implicitement horizontal du papier (songeons aux rouleaux asiatiques traditionnels mais aussi aux journaux, aux livres, aux lettres et autres). Lorsqu'en revanche seul le fruit de ce travail était exposé, une empreinte de pied servait souvent à rappeler l'horizontalité à l'origine de l'œuvre (elle était parfois placée dans le coin supérieur droit du tableau, là où, dans les objets d'art asiatique plus traditionnels, on attendrait un titre ou le sceau d'un calligraphe).

L'empreinte de pied signifiait instantanément aux spectateurs que la surface picturale était autrefois horizontale et intimement liée à l'homme. Mais elle était aussi la marque d'une série d'interactions insaisissables avec une matière visqueuse, couleur sang (mais, le doute s'immisçant, était-ce seulement de la *peinture*?). C'est avec le tableau de Jackson Pollock Number 1A, 1948 (illustration 156), qui porte les empreintes de mains du peintre, apposées dans le coin supérieur droit du tableau, que la comparaison est la plus saisissante. Émergeant d'un orage de coulures et de lignes à l'apparence chaotique, ces empreintes affirment l'identité et la volition du peintre. Elles servent également d'évocations talismaniques d'un pouvoir paléolithique. Si Shiraga avait eu connaissance du tableau (ce qui est fort probable), il aurait compris que Pollock s'était servi de mouvements rythmiques projetés autour d'un plan horizontal. Le passage de la main au pied est la marque de l'abjection qui rapproche le travail de Shiraga, membre du Gutai, de celui d'Européens comme Tàpies, Burri et Dubuffet (autant d'artistes que des expositions et publications dirigées par des critiques français tels que Michel Tapié ne tardèrent pas à ranger sous la même bannière que les Japonais). Mais au lieu de régressions trébuchantes vers un état abject ou infantile, les artistes du Gutai manifestent sur les photographies prises au cours de leurs performances une assurance physique, une vigueur et une maîtrise extraordinaires. Aux yeux d'un occidental non initié à ses techniques corporelles, ils ne semblaient pas Martiens mais

martiaux — la discipline modelant le corps à moitié nu de Shiraga tenant du judo ou du tai-chi: chaque force a son pendant dans une autre force, chaque mouvement d'un membre est contrebalancé par un autre mouvement. Confirmant la volonté d'ancrage dans une sémiotique orientale, l'empreinte de pied de Shiraga contient même une référence bouddhiste — allusion à l'interprétation classique du pied de Bouddha, au moment où il connaît l'illumination, également présente dans la «route austère» que mentionne Shiraga. Ainsi la bassesse des performances picturales de Shiraga était-elle catapultée vers la transcendance: à travers la grâce et la maîtrise qu'il conservait sur le tableau couché et par son basculement en position verticale, au nom de l'opération artistique.

Le «triomphe» de la peinture américaine

Les fragments d'histoire d'après-guerre rapportés jusqu'ici ont mentionné le rôle joué en Europe et au Japon par la nouvelle peinture d'origine newyorkaise de la fin des années 1940 et du début des années 1950, sous les appellatifs divers de peinture de l'École new-yorkaise (référence explicite à l'Ecole de Paris) ou d'expressionnisme abstrait (empruntant à un autre héritage, celui de l'expressionnisme allemand du début du XXe siècle, ou à sa variante incarnée par le peintre abstrait russe Wassili Kandinsky). S'il était important tactiquement d'aborder la peinture européenne et japonaise avant d'évoquer un avant-gardisme américain antécédent, dans les faits, l'écheveau des influences interculturelles était très dense et noué à peu près simultanément. Sous l'occupation et ensuite, l'information s'échangeait à travers les revues, les expositions et les voyages des artistes. En termes de stricte priorité d'histoire de l'art, Pollock est souvent salué comme le principal pionnier de l'abstraction. Ses méthodes de travail étaient relayées par les médias (dans des revues artistiques mais aussi dans la grande presse comme Time ou Life), diffusées en Europe et au Japon et elles faisaient immédiatement sensation. (Naturellement, l'abstraction n'était pas l'apanage de la peinture occidentale moderne et des précédents existaient, parmi les premiers modernistes américains ainsi que dans l'art russe). L'ascendant qu'on reconnaît à Pollock vient de son goût pour les peintures murales, inspiré à son tour par des Européens comme Picasso (dont le Guernica était exposé à Manhattan pendant la guerre). Aucune génération avant Pollock et ses compatriotes de l'École de New York n'avait été aussi étroitement liée au modernisme européen. Les soubresauts et les persécutions fascistes advenus en Europe avaient amené jusqu'à New York Ernst et André Breton, sans compter Piet Mondrian, Fernand Léger, le grand surréaliste André Masson (qui s'était essayé à l'automatisme en art dès 1924), une série de surréalistes

mineurs et le muraliste mexicain David Siquieros (virulent détracteur de la peinture de chevalet bourgeoise, insistant pour peindre à terre ou à même le mur). Mais plutôt que de simplement «imiter» ces modèles influents, les peintres new-yorkais entretenaient avec eux un dialogue enfiévré, avides qu'ils étaient de reconnaissance internationale, alors même qu'ils se voulaient uniquement «américains» et donc sans aucun devancier sur la scène internationale.

Des années avant de réaliser ses fameuses toiles non objectives faites de coulures de peinture laque, Jackson Pollock résumait en un mot piquant l'esthétique de l'expressionnisme abstrait. En 1942, enjoint par le moderniste allemand Hans Hofmann de prendre la nature pour modèle, Pollock eut cette réplique restée fameuse : «Je suis la nature». Dans ces paroles se lit le savant entrelacs de discours où baignait alors la peinture de l'École américaine: la psychanalyse de Jung, le primitivisme moderniste, l'existentialisme, le nationalisme et le sublime romantique. Comme la plupart des mouvements artistiques, l'expressionnisme abstrait n'a pas de frontière historique ou stylistique très nette et n'a été baptisé ainsi qu'après-coup, par des personnes extérieures au mouvement. Il paraît ne se constituer en un style sans nom qu'après la Seconde Guerre mondiale, lorsqu'un groupe d'artistes fauchés, d'âge moyen, se fait remarquer pour l'évidente rupture qu'ils proposent avec le réalisme provincial; leurs abstractions conquises de haute lutte sortent victorieuses du difficile affrontement devant décider quelle forme visuelle donner à la présence américaine sur la scène internationale d'après-guerre. À l'époque, la visibilité de ce mouvement qui se fait connaître (à partir de 1954) sous le nom d'expressionnisme abstrait est donnée pour preuve de la supériorité formelle et psychologique de cet art (un ouvrage avait alors pour titre Le triomphe de la peinture américaine). Depuis, pour expliquer le succès du mouvement, les historiens revisitant cette période invoquent, au lieu de supériorité esthétique, l'ascendant éco-nomique et géopolitique des États-Unis. Mais aussi modeste soit le décor campé jusqu'ici, il permet de voir que l'expressionnisme abstrait proposait aux artistes, spectateurs et promoteurs d'après-guerre une puissante synthèse. Comme *Guernica* d'un côté, ou les tableaux de Tàpies et Shiraga de l'autre, leur style produisait des tableaux de plus en plus abstraits et non objectifs qui portaient néanmoins les marques d'une expression cathartique. Une telle solution de compromis était extrêmement séduisante dans le contexte de la guerre froide. Il n'y avait à cela rien de programmatique (sauf *a posteriori*). Les systèmes individuels étaient élaborés par des artistes au passé de militant de gauche, exerçant à New York dans un relatif isolement, qui cherchaient à se frayer une voie exempte d'engagement, affranchie, à gauche, des impératifs de plus en plus rigides du communisme et, à droite. de l'horrible montée du maccarthysme. Leurs œuvres étaient purgées de

tout contenu reconnaissable au profit de systèmes symboliques personnels et de formes abstraites, mais, tout comme dans le cas de leurs modèles européens (Pollock en particulier était obsédé par l'ascendant de Picasso), leur parti pris d'abstraction ne se voulait pas moins universellement accessible, et ce au travers d'une variété de moyens pulvérisant le langage et la nation au profit de modèles primitivistes «d'inconscience collective» (l'idée, introduite par le psychanalyste suisse Carl Gustave Jung, qu'il y aurait un système universel et inné de formes symboliques) ou de réaction intuitive émotionnelle. Ces modalités avaient des précédents en art moderne, mais leur confluence dans l'expressionnisme abstrait aboutissait à un style pictural si inédit que peu de chose pouvait y apparaître découler de mouvements artistiques passés. Peut-être la peur de se découvrir des dettes était-elle derrière les efforts déployés par les tenants de New York pour minimiser l'influence de l'expressionnisme allemand (et sa recherche des racines primitives de l'expression) d'un côté, et celle de l'abstraction utopique géométrique du suprématisme russe et de De Stijl (et leurs théories sur l'expressivité intrinsèque de la couleur et de la forme) de l'autre.

La fragile identité collective qui prit corps parmi les expressionnis-

tes abstraits doit beaucoup à la réponse étonnamment socialiste apportée à la dépression mondiale par les pouvoirs publics américains dans les années 1930. En 1935, était mis sur pied dans le cadre de la *Works Pro*gress Administration (WPA) un projet — le Federal Art Project — grâce auquel les professions artistiques obtinrent une reconnaissance pécuniaire (fait inédit dans la culture américaine). La WPA employa alors des artistes immigrés (Arshile Gorky, Willem de Kooning), des peintres américains (Lee Krasner, Pollock et Philip Guston) et même des critiques (Harold Rosenberg) qui tous allaient contribuer à la genèse et à la codification de ce nouveau style abstrait. Quoique la plupart des fresques subventionnées par l'État fédéral se soient inscrites dans la lignée des styles figuratifs d'alors (représentant des travailleurs héroïques qui actionnent des chaînes de montage et sillonnent des champs), l'abstraction avait droit de cité dans le projet. Les œuvres d'Européens, tels que de Kooning ou Gorky, révélaient déjà un penchant sophistiqué pour le modernisme européen, de la conquête cubiste d'un espace écrasé, pratiquement purgé d'illusion figurative, aux abstractions biomorphiques novatrices du surréalisme. La présence physique, à New York, de surréalistes expatriés renforçait encore l'importance de l'inconscient et le rôle de l'automatisme dans la stimulation de la créativité. Mais alors que les surréalistes voyaient dans l'automatisme une forme de suggestion préludant à un processus plus conscient de création poétique et picturale, les expressionnistes abstraits, dans leur pratique, l'appréciaient comme une fin en soi (c'est le sens du «Je suis la nature» de Pollock). Le rôle dévolu à l'inconscient se justifiait par le continuum reliant le ça à

l'expression fondamentale; les premiers tableaux de Pollock recourant aux coulures (à partir de 1947) se réclamaient à la fois de la nature et de l'automatisme, au travers de titres comme *Galaxy*, *Phosphorescence* et *Vortex*. Se voulant une illustration de la «fièvre de la création», contre le cliché de l'artiste à la palette, les photographies qui ont fixé la méthode radicale de Pollock montrent l'artiste en train de se déplacer de tout son corps autour d'une toile horizontale, non apprêtée, y projetant des méandres et des traînées de peinture en une danse rythmique, répétitive, comme en transe.

Le sujet qui se construisait dans l'expressionnisme abstrait était donc un individu visionnaire, solitaire et possédé, dans un monde dominé par des logiques de groupe. Mais les entrelacs aux rythmes récurrents des tableaux de Pollock pouvaient aussi évoquer des systèmes de travail automatisé (c'est l'interprétation que le critique Clement Greenberg donne de la modernité de Pollock). Le retranchement de l'artiste et son angoisse tant vantés devaient lui offrir un rempart contre tous les maux — du totalitarisme fasciste à la société de consommation naissante; et pourtant, le tableau irait avec bonheur décorer l'appartement d'un homme d'affaires moderne. Le peintre des gestes, solitaire, répondait au signalement d'un homme blanc et avant tout d'un homme libre (un portrait qui s'avérait problématique pour des artistes féminins, comme Krasner, ou de couleur, comme Norman Lewis ou Wilfredo Lam). Les productions volcaniques de l'*Action painting* pouvaient dès lors être données pour preuve — et pour gage — du libéralisme démocratique et de la liberté d'expression.

Cet individualisme poussé se mariait en effet parfaitement avec l'idéologie de libre-échange du capitalisme mondial, obéissant aux logiques de groupe contre lesquelles il entendait s'immuniser. Une telle ironie trouve une illustration dans la concomitance de deux événements qui se tinrent en 1958: l'exposition de Michel Tapié intitulée *L'art international d'une nouvelle ère: informel et Gutai*, présentée à Paris, Osaka et New York, où se côtoyaient les œuvres de Pollock, Yoshihara et Dubuffet et l'exposition itinérante consacrée à *La nouvelle peinture américaine* qui envoyait Pollock et ses compatriotes représenter les valeurs démocratiques américaines à travers les capitales européennes. Dans la première, Pollock était un opposant déclaré à la mainmise bureaucratique, dans le second un fervent ambassadeur de la liberté d'expression démocratique, plongé dans le contexte de la guerre froide culturelle. Dans l'exposition de Tapié, Pollock était un rebelle international (ouvertement, tout comme les autres artistes); dans l'exposition américaine, il était un parfait cowboy incarnant la bravoure nationale. Comme nous l'avons vu, ce genre de dérapage était la rançon de l'abstraction moderne et de la place qu'elle ménageait au spectateur. Même Picasso ne put pas totalement maîtriser les interprétations données de *Guernica*, ni sa valeur potentielle pour

des idéologies antagonistes, en dépit de l'ancrage symbolique et du titre géopolitique que conservait le tableau.

Dans le New York des temps de guerre, les artistes retranchés dans un isolement bohème entretenu ne pouvaient pas pressentir ce genre d'évolution. L'automatisme se justifiait par la révélation d'un monde intérieur profondément intime, et les artistes américains enfonçaient le clou au travers de leurs déclarations et de leurs «touches personnelles» jalousement protégées. L'optimisme des années 1930 et sa vision d'un art proche de son public (affiché par des étrangers comme le muraliste mexicain Siquieros et par l'organe des pouvoirs publics américains lui-même, le WPA) ne s'étaient cependant pas entièrement évanouis. Les artistes comme les critiques faisaient des rapprochements entre un «ça» intime et un système sémiotique plus large, qui s'appuyait sur les anthropologies structurales en vogue (Franz Boas, Ruth Benedict et Sir James Frazer) et sur la psychanalyse (Freud et Jung). Le sublime romantique allait être déterminant pour concrétiser ces rapprochements, mais c'est le primitivisme qui fit le premier son entrée. Le tableau de Pollock (1948), *Number 1A*, réunissait les deux.

Pendant toutes les années 1940, les peintres new-vorkais abstraits ont insisté sur la continuité que leurs œuvres établissaient d'une part avec la mythologie grecque et, de l'autre, avec les systèmes de croyance des Américains de souche (Freud montrait la voie avec son analyse du complexe d'Œdipe et avec Totem et tabou, comme le reflètent certains titres d'œuvre, ainsi des deux *Totems* de Pollock, entamés en 1947). La longue tradition du primitivisme moderniste prit ainsi une tournure légèrement différente dans le contexte américain. Les peintres new-yorkais avaient le sentiment de vivre à une époque de barbarie et se sentaient en communion d'esprit avec les supposés «primitifs» — non pas tant ces prétendus «primitifs» de contrées coloniales éloignées, mais ceux-là mêmes qui étaient au cœur de la mythologie américaine (depuis l'influence des Algonquins sur la Constitution américaine jusqu'aux racines africaines du jazz). Les artistes étaient tous disposés favorablement envers les thématiques propres aux Amérindiens ou aux Africains, mais ils s'appuyaient sur des théories anthropologiques souvent profondément racistes. Pour ne citer qu'un exemple, Carl Jung avançait l'idée, dans un article de 1930 intitulé *Your* Negroid and Indian Behaviour: The Primitive Elements in the American Mind, d'un processus d'assimilation soi-disant subconscient, par lequel les traits de certaines ethnies pouvaient être intégrés à une culture nationale blanche dominante (Jung, 1930 dans Leja, 1993). Dans cette optique, la méthode de l'automatisme, d'origine européenne, devait révéler aux peintres américaines ou indiennes. Quand Picasso pouvait «mettre en scène» son identification avec l'Afrique, dans le but de provoquer l'establishment

artistique et colonial français, le tropisme «primitif» des expressionnistes abstraits pouvait être érigé en source même de leur identité nationale. C'est ainsi que le peintre abstrait américain Barnett Newman, s'identifiant avec passion à des tribus côtières telles que les Kwakiutl, écrivait en 1947: «Pour [l'artiste kwakiutl], une forme était un objet vivant, le véhicule d'un contenu de pensée abstrait, le vecteur de la crainte respectueuse ressentie face à la terreur de l'inconnaissable. [Maintenant] une nouvelle force dans la peinture américaine [...] est la contrepartie moderne de l'impulsion artistique primitive.» Soutenant que leur peinture non objective offrait l'équivalent accessible de ces signifiants idéographiques fort complexes, Newman poursuivait: «Car voilà un groupe d'artistes qui sans être des peintres abstraits n'en pratiquent pas moins un style connu sous le nom d'art abstrait» (Newman, 1992). Comme l'ambitionnait Tàpies en Espagne avec son «école d'Altamira», le modernisme international de Newman allait être américain en un sens primordial construit.

Dans la droite ligne de la subjectivité moderniste esquissée dans cet essai, la remarque de Newman soulignait que les spectateurs pouvaient se livrer à des interprétations variées, les tableaux étaient non objectifs mais pas sans sujets. Pour paraphraser des peintres comme Franz Kline ou Jackson Pollock, l'expressionnisme abstrait avait pour sujet le grand récit de l'acte existentiel ou, en d'autres termes, le moi moderne. Dans le tableau Number 1A, les empreintes de main de Pollock le disent de facon éloquente, faisant à la fois écho aux traces de main estompées récemment découvertes dans des grottes paléolithiques et à l'acte existentialiste symbolique de l'écrivain André Malraux et son plongeon spectaculaire (allait-il faire surface ou couler?) dans la mer Méditerranée. Même l'emplacement de ces empreintes est significatif: en haut à droite des volutes tournovantes des dripping de Pollock, soit au dernier endroit où se posent les yeux (ceux d'un spectateur occidental, qui aborde généralement un tableau comme il lirait un livre, de gauche à droite). Ces empreintes recréent, littéralement, la réunification du moi à travers la représentation, au terme d'un harassant voyage fait de désintégration picturale et de chaos, constitutif de la rhétorique du sublime.

Pollock a peu parlé et encore moins écrit. De leur côté, Newman et d'autres se trouvaient bien en peine d'expliquer la différence séparant ce qu'ils décrivaient comme une abstraction géométrique «dénuée de sens» chez les modernistes d'Europe septentrionale comme Mondrian et Kandinsky, de leur propre projet (américain). Explorant des styles picturaux aussi bien figuratifs que non objectifs (le premier connu sous le nom d'Action painting ou «peinture gestuelle», le second de Color field painting — champ coloré), les artistes de l'École de New York délaissèrent peu à peu les totems primitifs au profit d'un discours de l'action existentialiste isolée,

menant jusqu'à cette ultime étape de maîtrise culturelle via le sublime. Les périodiques de l'époque, animés par des artistes, s'autorisaient des méditations d'Edmund Burke, intimement liées au contexte du XVIIIe siècle, pour établir une démarcation essentielle entre une recherche de beauté spécieuse (soi-disant européenne) et une noble quête du sublime (Newman *et al.*, 1948 dans Gibson, 1990) (soi-disant américaine). Ne puisant que dans ses émotions intimes torturées, l'artiste américain devait créer des objets enclenchant une trajectoire où l'ego expérimentait la terreur et la dissolution avant d'atteindre en bout de parcours son unification esthétique. Cette trajectoire sublime se fondait sur les mêmes procédés de mythification, d'individuation et d'expression personnelle que dans les formes antérieures du mouvement. Newman le résumait en ces mots: «Au lieu de faire des cathédrales inspirées par le Christ, l'homme ou la "vie", nous les tirons de nous-mêmes, de nos propres sentiments.»

En l'occurrence, le mot homme n'est pas qu'un «faux générique»

En l'occurrence, le mot homme n'est pas qu'un «faux générique» désignant l'espèce humaine. Newman (citant Kant à ce sujet) concevait le sublime comme une visée strictement masculine, par opposition à la quête «féminine» de la beauté. C'est peut-être dans le tableau de style Color field, Vir Heroicus Sublimis, première de ses œuvres de grand format (près de 2,50 sur 5,40 mètres) qu'il porte ses conceptions à leur paroxysme, en 1950. Toile horizontale tendue faite d'une surface délicatement recouverte au pinceau d'un rouge saturé, Vir est scandée par de trop rares traits verticaux roses et bruns plus prononcés, ainsi que par une étroite bande de toile non peinte. Newman baptisa du nom de zip ces ruptures du champ chromatique, qui s'inspirent, ainsi que l'ont établi les spécialistes, des silhouettes chétives et cadavériques du sculpteur suisse Alberto Giacometti — ces hommes existentiels esseulés et perdus dans le vide — exposées à New York dans l'après-guerre. Comme tant d'autres expressionnistes abstraits (hommes ou femmes), Newman peignait en «héros sublime», cherchant à mettre en acte plutôt qu'à dépeindre son existence en cours. «Le moi, terrible et constant, est à mon sens le sujet de la peinture et de la sculpture.» (Newman, 1948, dans Gibson, 1990).

Le sublime n'était pas seulement évoqué dans ces tableaux à travers leurs titres ou leurs formes (ou absence de formes); il se produisait chez le spectateur à travers son identification implicite et explicite avec le puissant processus de création des artistes, tout particulièrement dans le cas de Pollock. Comme le remarqua De Kooning, Jackson a brisé la glace en affirmant dans ses rares déclarations et dans ses interviews plus rares encore: «Au sol, je me sens plus près, plus constitutif du tableau, de cette façon, je peux [...] littéralement être *dans* le tableau.», ou encore: «Quand je suis dans mon tableau, je n'ai pas conscience de ce que je fais.» (Pollock, 1947 dans Jones, 1996). Se perdre dans l'acte de peindre revenait au même que

se perdre dans l'acte de regarder le tableau, le spectateur étant finalement ramené à la réalité par les effets vaguement civilisateurs du titre, ou par les conventions culturelles de la galerie et du musée. Les denses écheveaux de peinture laque de Pollock, imprégnant tour à tour la toile ou flottant légèrement à sa surface en un tissu de peinture tendu, offraient au regard des champs chatoyants semblant s'estomper en arrière-fond (les premières couches, imbibées) et se détacher nettement au premier plan (les dernières couches, non imprégnées).

Les peintres du *color field* s'orientèrent vers une autre voie pour atteindre au sublime. Mark Rothko et Newman orientaient tous deux la posture du spectateur de façon à décupler l'état d'absorption recherché, Rothko en regroupant ses toiles par gammes chromatiques tendres; Newman, en demandant aux visiteurs de son exposition de 1951 de se tenir si près devant ses énormes toiles que la totalité de leur champ de vision était saturée par leur intense chromie. Les spectateurs se retrouvaient ainsi privés de tout point de focalisation, dissous dans une expérience océanique. Ils ne recouvraient leur identité que plus tard, à travers une réflexion menée sur cette rencontre esthétique bouleversante.

De la masse des approches critiques consacrées à l'expressionnisme abstrait à son apogée, deux interprétations divergentes s'imposèrent, issues l'une et l'autre de la culture marxiste du New York des années 1930, mais adoptant des points de vue fort contrastés. C'est Harold Rosenberg qui formula la première et fut à l'origine de l'expression *Action painting*, forgée pour décrire le processus audacieux et existentiel dont témoignaient les photographies montrant Pollock à l'œuvre en 1951. En 1952, décrivant le tableau comme «une arène où passer à l'action», Rosenberg concluait: «Ce qui se tramait dans les toiles n'était pas un tableau mais un événement» (Rosenberg, 1952 dans Rosenberg, 1959). Cette position existentielle préfigurait clairement ce que les artistes du Gutai allaient entreprendre sous peu. Elle eut aussi un profond retentissement sur les jeunes générations d'artistes américains. Allan Kaprow, par exemple, influencé par Pollock, peut-être familier du Gutai et élève du compositeur aléatoire John Cage, allait introduire un art imprégné d'action qui se concrétiserait en 1958 par les *happenings* et se poursuivrait à travers l'«art performance», encore actif jusqu'à la fin du XXe siècle. Le nouveau genre introduit par Kaprow mettait en lumière ce qu'il appelait l'«héritage de Jackson Pollock»: «Non contents de la suggestion produite par la peinture pour nos quatre autres sens, nous devrions utiliser les substances propres à la vue, au son, aux mouvements, aux gens, aux odeurs, au toucher» (Kaprow, 1958).

C'est précisément en réaction à ce mélange confus d'expériences sensorielles que la seconde interprétation de la peinture de Pollock vit le jour. Clement Greenberg avait revisité en 1940 le *Laocoon* de Gotthold Lessing,

une diatribe du XVIIIe siècle contre le mélange des arts, et il publia les fruits de cette relecture en 1941 sous le titre *Vers un nouveau Laocoon*, premier d'une longue série d'articles polémiques où il soutient que le modernisme s'oppose lui aussi à cette confusion, puisqu'il participerait d'une purification progressive, voire téléologique, des arts. S'opposant à la célébration de «l'action» existentielle que fera ensuite Rosenberg, les conceptions de Greenberg assignaient au modernisme la tâche de produire des sujets modernes appropriés. Le modernisme devait accompagner les spectateurs dans leur expérience d'une société fortement urbanisée et industrielle et non pas les ramener au temps de grottes imaginaires. Dans la conception formaliste de Greenberg, la peinture avait un travail à accomplir. Ce travail était déterminé et exacerbé par sa dimension uniquement visuelle — et c'est dans cette optique qu'il célébrait Pollock, qu'il dépeint en 1947, dans un magazine culturel britannique, comme le plus «grand artiste vivant» d'Amérique.

La vision téléologique du modernisme de Greenberg entrait en résonance avec les technocrates d'après-guerre menant la guerre froide côté américain. Le modernisme, comme la démocratie, représentait le progrès. Il avançait dans une direction, en quête d'opticalité et de surfaces planes et en vue de la reconnaissance de son statut esthétique, conçu comme «réservé à la vue». Cette stricte mise à l'écart des domaines sensoriels des arts donna de curieux fruits aux États-Unis, favorisant l'émergence, dans les années 1960, des minimalistes et des artistes conceptuels. Ceux-ci poussèrent la logique des sens ordonnés de Greenberg jusqu'à l'extrême, produisant ce qu'on a appelé une «esthétique de l'administration» — soit une bureaucratisation des sens en résonance particulièrement profonde avec l'appareil d'après-guerre de la *pax americana* (Buchloh dans Alberro et Blake, 1999; Jones, 2004).

LE MODERNISME GLOBAL

La modernité en Asie

À la fin des années 1990, un Euraméricain³ pouvait se convaincre assez aisément qu'une variété d'artistes et d'œuvres d'art moderne non euraméricains avaient obtenu la reconnaissance de l'Euramérique, ou en prenaient le chemin. Cela semblait tout particulièrement vrai des artistes asiatiques, présents lors des expositions les *Magiciens de la Terre* (Martin, 1989) aux biennales de Venise et de São Paulo, et qui étaient de plus en plus souvent pris pour thème pour des expositions consacrées à un pays ou une région

particulière, et mis à l'honneur dans les autres.⁴ On pouvait aussi voir dans cette ouverture le signe de l'incorporation de l'art asiatique moderne aux paradigmes intellectuels bornés de la modernité et de son histoire, prétendument inventés en Euramérique: le centre avait beau s'être déplacé, il restait au centre.

Le présent essai ne souscrit à aucune de ces prémisses. Deux artistes asiatiques d'origine indienne ainsi que les constructions intellectuelles éla-borées autour d'eux vont être l'occasion d'aborder brièvement mais de front des approches différentes. Anish Kapoor est un artiste d'origine indienne installé à Londres, exposé lors de la Biennale de Venise dans le pavillon britannique, et auquel d'importants auteurs et commissaires d'expositions euraméricains ont consacré des ouvrages critiques « majeurs ». N. N. Rimzon est un artiste indien résidant en Inde, qui a exposé à l'étranger mais n'a pas fait l'objet de semblables publications bien que son travail soit lié à ce que l'on considère ordinairement comme «indien».⁵ Il a pourtant exposé non seulement hors d'Inde mais hors d'Euramérique, par exemple en Australie. Entre l'un et l'autre passe une ligne de partage, marquée d'un côté par un modèle vertical et unicentré d'assimilation artistique aux canons européens et, de l'autre, par un discours horizontal et polycentré autour de noyaux aux ascendances diverses et dont aucun ne prétend assimiler ni même récréer de canon. En dernière analyse, on peut expliquer ce clivage par le fait que l'Euramérique revendique l'invention de la modernité et, à ce titre, le droit d'exercer sur elle une exclusivité. Cette prétention, qui aurait toutes les apparences de vérité dans une histoire du développement simpliste, ne résiste pas si l'on accepte l'idée que la modernité s'invente chaque fois que s'impose dans une culture ou un groupe de cultures le besoin d'une nouvelle relativisation de ses formes passées. La principale condition de la modernité est donc le besoin et la capacité des cultures à mener à bien cette relativisation. Il n'y a ensuite qu'un pas de là à la relativisation, projetée dans l'avenir, du modernisme ou, au-delà, à la re-relativisation intriquée et éclectique de la modernité, parfois nommée postmodernisme. Dans le langage tout à fait heureux de la mode et de la rue, le postmodernisme se nomme également «rétro».⁶ Dans cette perspective, la modernité appartient aux artistes asiatiques, car ceux-ci travaillent au sein de sociétés et de discours culturels où existe un tel besoin. La modernité n'est pas un legs acquis par une concession euraméricaine ou par la consécration d'artistes et d'œuvres d'art moderne asiatiques ayant été adoubés en Euramérique. Avant même d'en venir au phénomène de la mondialisation, il faut donc bien saisir ce que cette différence d'approche a de fondamentale ainsi que tout ce qui la sépare d'un modèle situant en Euramérique l'origine de la modernité

La filiation

Mais si la modernité appartient aux cultures artistiques d'Asie en vertu d'un besoin propre, de quel genre de modernité s'agit-il? Comment est-elle venue à l'existence? Comment advient sa reconnaissance, de l'intérieur d'une quelconque culture artistique d'Asie, ou de l'extérieur? Si la modernité n'est pas l'apanage de «l'Occident», alors les formes de modernité rencontrées, notamment dans certaines cultures artistiques d'Asie sont-elles différentes, nouvelles, voire radicalement autres?

La filiation d'une telle modernité peut se construire d'au moins trois façons, dont toutes les implications n'ont pas encore été explorées. L'une d'elle est conçue comme une forme contestataire, en relation dialectique avec l'entité ayant occasionné ou imposé la modernité, à savoir l'«Occident». C'est la dimension coloniale/postcoloniale de la modernité, où celle-ci voit le jour comme le fruit d'une appropriation subalterne antagoniste ou d'un rejet et d'une révolte. Ce modèle sous-entend, au moins en théorie, un manque d'authenticité ou une absence de demande endogène motivant la modernité asiatique, dans la mesure où un stimulus externe est ici nécessaire.

La seconde filiation revient à rassembler les modernités dans une famille d'espèces dérivant d'une souche originelle. Ce modèle se conçoit comme un arbre dont les branches tirent toutes leur origine d'ancêtres communs et où (selon le modèle de développement de la théorie de l'évolution darwinienne) les différents rameaux correspondent à autant de solutions adoptées par les espèces pour s'adapter aux conditions offertes sous diverses latitudes. Une variante de ce modèle (proposée par Stephen J. Gould) accueille l'idée de rameaux d'espèces, mais au lieu de les concevoir dans un rapport hiérarchique, y voit autant de floraisons distinctes, dérivant d'un même groupe d'espèces se développant en parallèle, et non pas à partir d'une «souche» ou d'un «tronc» communs.⁷

Un troisième modèle de filiation conçoit la modernité en art à la façon de différentes langues en situation d'hétéroglossie, entretenant entre elles un dialogue (comme chez Mikhaïl Bakhtine). Selon ce modèle, la relation dialogique entre ces discours artistiques (c'est-à-dire leur perpétuelle relativisation mutuelle) peut être interprétée comme une condition fondamentale de la modernité. Il y a filiation en raison de cette relativisation réciproque, bien que le dialogue soit mené à bien. La relativisation peut donc emprunter au modèle de la domination coloniale (Inde), à celui de l'autodéveloppement interne (Japon) et à celui de différentes formes de quasi-souveraineté, cherchant à préserver une identité discursive unitaire quand bien même leurs discours ne résistent pas au contact de l'extérieur (Chine).

En histoire de l'art, il est assez aisé d'embrasser les différentes implications de ces modèles de filiation, en raison du transfert supposé s'accomplir de l'«Occident vers l'Asie», en matière de styles et de représentations idéologiques. Or ce transfert et l'adoption de valeurs techniques et symboliques autres ont occulté la signification que revêt un tel transfert — ou une telle appropriation par l'intérieur — ainsi que la façon dont se crée une authenticité à cette interface, laquelle donne naissance à une «tradition» construite entièrement nouvelle. On a souvent opposé de façon herméneutique la «tradition» à la «modernité», quand le «traditionnel» n'est en réalité possible que là où il y a du «moderne». S'il est vrai que le moderne se trouve relativisé du fait de son transfert depuis l'Occident, de même le néotraditionnel est-il dans un second temps relativisé par la construction discursive de sa différence avec le moderne. Ainsi les discours de l'art asiatique moderne se sont-ils construits non pas sur le modèle du clivage Orient/Occident mais par le biais d'une première puis d'une seconde relativisation — que nous choisissons de baptiser «double altérisation». Ce processus peut agir comme une relativisation, ou altérisation, entre, par exemple, la distanciation du passé japonais qui se joue dans le néotraditionnel *Kannon la mère compatissante* de Kano Hôgai, réalisé en 1888, puis par sa démarcation d'avec une œuvre quasiment contemporaine mais de style occidental, telle que Kannon chevauchant un dragon de Harada Naojirô, réalisée en 1890.9

Les histoires

La relativisation du passé peut sembler coïncider dans l'histoire avec ces formes de modernité qui se manifestent de façon particulièrement évidente dans la césure que provoque au sein des discours autochtones l'adoption généralisée du réalisme académique à l'occidentale. Cette idée conduit le discours interprétatif à représenter les débuts de la modernité comme une rupture historique radicale. Or un examen plus attentif du discours des œuvres d'art elles-mêmes permet aisément de montrer que dans plusieurs cultures artistiques d'Asie, comme au Japon ou en Inde, la modernité ne naît pas du transfert du réalisme occidental, mais a au contraire derrière elle une longue histoire, visible à travers de nombreuses caractéristiques protomodernes propres aux structures et discours artistiques autochtones du monde artistique. ¹⁰ On ne peut pas non plus ignorer l'ancienneté des liens noués entre les formes préhistoriques de la modernité en Asie et en Euramérique. Il n'existe donc ni césure dans les relations culturelles ni rupture radicale dans la relation des discours artistiques à leur passé. Il semble que cette tendance à créer des ruptures interprétatives s'explique en partie par la possibilité qu'elles permettent de démultiplier ou de reproduire des structures binaires familières au monde euraméricain, telle que les oppositions empire/métropole et colonial/indigène. Ce monde manichéen ne s'est pas fait remarquer pour sa création d'espaces discursifs organisés autour de noyaux et d'histoires multiples.

En outre, ce que l'on pourrait appeler le mode interprétatif typique d'Euramérique tend à représenter le réalisme académique selon une série linéaire de phases intermédiaires telles que le transfert, l'assimilation et la transformation. Or cette vision dissimule ou néglige les différentes formes de relativisation qui sous-tendent ces évolutions et elle occulte le dynamisme de l'appropriation elle-même. Elle empêche de mesurer le nombre de particularités caractéristiques de l'évolution discursive moderne déjà présentes dans ces transferts. C'est peut-être l'art moderne asiatique qui réclame à cet égard le changement de cap le plus radical du discours de l'histoire de l'art, au détriment de la notion de transfert attachée à l'essaimage des modèles stylistiques. Qu'elle soit inhérente à un discours artistique ou au contraire exogène, l'interprétation devrait s'interroger sur la portée des processus de relativisation tels qu'on les trouve enchevêtrés sous les termes épineux de modernité, de modernisme et de postmodernisme. Dans ce tout, les références à un modèle stylistique donné ou les ressemblances de style constituent probablement l'élément le moins significatif pour les discours artistiques endogènes considérés. Il arrive en revanche plus souvent que les mouvements locaux procèdent par cooptation de mouvements internationaux, phénomène qui, d'après nous, intervient même très tôt dans le transfert du réalisme. Cette cooptation n'opère pas nécessairement du central en direction du local, comme le voudrait l'approche classique (là encore coloniale). La complexité de cet échange est peut-être ce qui rend compte des plaisirs pervers de la fin du modernisme ou du postmodernisme, dérivant de façon endogène et exogène du pop'art chinois des années 1990, tel qu'il se manifeste par exemple dans les œuvres de Zhang Xiaogang, dont le discours manipule avec cynisme un conventionnalisme de façade pour, soutenons-nous, y inscrire plus sûrement en son cœur une parodie subversive (Clark dans Murray et al., 1996).

Les nations

Pour la plupart des discours culturels asiatiques, le moderne est né de la relativisation du passé, apportée par la rupture historique qui s'amorce sous le régime colonial et néocolonial. Mais l'émergence immédiate d'un militantisme anticolonial et de luttes indépendantistes menant à la création

d'un nouvel État a été un facteur d'égale importance. Quelle que soit l'hégémonie acquise par le nouvel État dans sa mainmise sur la société et les nombreux discours culturels la traversant, il pouvait légitimement se targuer d'avoir fondé la nation, d'en avoir fédéré les nombreux discours et, dans la plupart des cas, d'avoir donné un meneur à la population. La militance moderniste pour un futur articulé entre un peuple et son meneur est alors devenue un thème fréquent de représentation picturale. L'histoire en offre tant d'exemples que l'on peut postuler que toute la thématique de l'art moderne asiatique est bâtie sur l'allégorisation de la nouvelle nation, au travers des représentations du nouveau dirigeant et bien souvent du peuple engagé à ses côtés. Ces figures masculines (peintes par des hommes) visent sans contexte à signifier le privilège viril qu'il y a à servir la nation (Andrews, 1994). À leur côté se tient la figure féminine de la mère, ou divers archétypes féminins dépositaires d'une série de valeurs nationales, ou encore une femme meneuse de foule, figure du dévouement de l'intellectuelle en lutte. Ce contrepoint allégorique fonctionne comme la contrepartie féminine de l'image virile de l'artisan de la nation, même s'il est rare qu'on puisse déceler dans ces allégories une intention féministe 11

Deux circonstances semblent avoir permis l'émergence de ce type d'allégorie nationale. L'une d'elle est le succès remporté par les mouvements constitués sous le colonialisme et en réaction à lui, où le nationalisme (suivant dans la plupart des cas les découpages géographiques coloniaux) se survit dans une stratégie de création d'un répertoire de figures idéales, nourrissant un imaginaire national plongé dans un monde en voie de décolonisation rapide. Cela a pu aboutir à une sorte de tarissement du sens, lorsque le recours incessant à une métaphore donnée, par exemple celle du président Mao en grand timonier, se change en poncif éculé, telle l'effigie d'une pièce dont la valeur réside dans le système monétaire où elle prend place et non dans une quelconque image. La seconde circonstance, généralement consécutive, se vérifie lorsque le colonial ou la réaction soulevée contre lui ne se perpétue qu'en un écho affaibli, dans un imaginaire national désormais engagé dans la négociation postcoloniale de sa relation à un monde en marche vers la globalisation. Les visages récurrents des paysans philippins à l'agonie, peints par Alvorado Nunelucio, dont le regard ne sort pas du cadre individualisé de chaque tableau, s'inscrivent dans cette optique. 12 À travers l'effet légèrement hallucinatoire de leurs contours noirs et des couleurs primaires, ils vacillent, d'une certaine façon comme des images de télévision militantes, œuvrant à subvertir les forces fractionnistes mêmes qui les plongent dans une économie mondiale et les arrachent à la solidarité passée exercée entre pairs, constitutive d'une nation philippine.

Les médiateurs

L'histoire de l'art, ou tout au moins les histoires consacrées à l'art moderne, n'échappe pas toujours au risque d'une récupération culturelle, même quand leur propos initial se situe ailleurs. Toute construction exogène ou endogène d'un art moderne, moderniste, post-moderniste ou simplement contemporain en Asie va privilégier certaines formes d'art aux dépens des autres. Mais dans un monde où passe désormais une étroite communication au sein des cultures artistiques et entre elles, les figures qui rendent normalement ces jugements sur l'art, quel que soit leur champ d'intervention — critiques d'arts, commissaires d'exposition, journalistes, historiens d'art — servent toujours à repositionner la «nouveauté». Elles exercent une fonction exogène de médiation et de consécration, que favorisent les nouveaux modèles d'échange et de communication internationaux.

Le rôle endogène du critique, du commissaire ou du négociant, qui agit en médiateur et parfois fédère autour d'une ligne conceptuelle un groupe d'artistes travaillant jusque-là en ordre dispersé, est bien connu en Euramérique. Cette fonction est aussi une composante significative de la modernité asiatique, qu'ont assurée à différentes époques Geeta Kapur en Inde, Li Xianting en Chine ou Nakahara Yfsuke au Japon. 13 La particularité de ces critiques est d'évoluer à l'intérieur d'une série de discours culturels qu'ils construisent autour de centres qui leur sont propres, sans égard à l'expérience personnelle ou à la connaissance qu'ils peuvent avoir par ailleurs des mouvements artistiques internationaux exogènes. Mais le XXe siècle finissant a également vu l'avènement de critiques, commissaires et négociants d'art assurant plus spécifiquement une interface, une médiation de l'endogène vers l'exogène, offerte à des connaissances et des œuvres prétendument rares. Ces médiateurs ont sans conteste joué un rôle significatif dans la réception des cultures artistiques d'Asie orientale, en particulier par les expositions artistiques internationales — un rôle dans lequel Nanjô Fumio (et plus récemment en Chine, Hou Hanru) s'est distingué. ¹⁴ Mais si ces « passeurs » ont fait beaucoup pour la reconnaissance de diverses formes d'art asiatiques par des discours euraméricains qui, à défaut, continueraient peut-être de les méconnaître, ils ne laissent pourtant filtrer qu'une opinion minoritaire, une représentation sélective cachant la complexité même des discours endogènes qu'ils prétendent introduire dans les discours exogènes (Clark, 1997 et 1998). En d'autres termes, il serait fallacieux de supposer qu'une histoire de l'art moderne faisant place à l'Asie comme exemple de pratiques non euraméricaines, puisse se fonder, même partiellement, sur les formes artistiques introduites par ces médiateurs dans la sphère internationale, serait-ce sous la rubrique mouvante de «pratique contemporaine». 15 Le travail exigeant mais fécond consistant à examiner de l'intérieur chaque

discours endogène est aux fondements d'une histoire de l'art des modernités autres, et non pas l'hypothèse *a posteriori* d'une histoire se fondant sur des œuvres introduites à des niveaux exogènes.

D'aucuns avanceront que le niveau mondial et exogène de pratiques, de la répartition des œuvres et du cheminement des artistes a depuis longtemps pénétré l'endogène. C'est là une objection irréfutable. De nombreux artistes, parfois profondément ancrés dans leurs discours endogènes, à l'image de Rabindranath Tagore, portent une attention constante aux niveaux internationaux, même si ceux-ci furent précisément structurés par le colonialisme mondial auquel ils ont cherché à soustraire leurs cultures. Si le moderne implique la relativisation du passé et le modernisme une sorte de réflexivité qui élève une orientation vers différents futurs au niveau d'une subjectivité formelle, et si nous devions attribuer une souveraineté herméneutique au niveau mondial, alors cette relativisation disparaîtrait ou se réduirait à un simulacre d'elle-même. Se trouverait reproduite, même dans une perspective soi-disant progressiste, la subordination du local au central — désormais subsumé au niveau «mondial» — face auquel l'importante variété de pratiques permises par le modernisme avait une faculté de résistance, de subversion ou du moins de contournement. Quel que soit le rôle que nous décidions d'assigner aux forces de la mondialisation du début du XXIe siècle, une histoire de l'art moderne asiatique devra d'abord construire ce qui lie conceptuellement et pragmatiquement ses propres discours au local.

L'ART, LES MARCHANDISES ET LA CULTURE «GLOBALE»

John Clark a établi que tout comme le mouvement d'autorelativisation baptisé «modernisme», les dialogues complexes noués entre la modernité internationale et les cultures locales ont leur origine temporelle dans le colonialisme. C'est là une dynamique qui a traversé en filigrane bonne part de ce chapitre. De retour dans la sphère du modernisme euraméricain (ainsi nommé par J. Clark), il apparaît que l'exportation des valeurs occidentales, pas plus que l'hybridation, n'ont pris fin avec la décolonisation entamée au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Au contraire, Américains et Européens, dans leur volonté d'étendre la sphère d'influence capitaliste, ont déplacé leurs efforts du front militaire et politique à la scène culturelle et économique. L'expressionnisme abstrait américain incarnait le visage officiel de la tolérance démocratique libérale, mais les marchandises brillamment conditionnées prêtes à inonder les années 1960, ainsi que leur transposition

en art, allaient exercer sur cette époque charnière une influence comparable, encore que plus officieuse.

Lorsqu'en 1958, l'artiste Robert Rauschenberg, installé à New York, fit entrer trois bouteilles de soda estampillées dans son *Coca-Cola plan*, leurs formes étaient déjà familières à une bonne partie de la population mondiale (illustration 157). Flanquées de part et d'autre d'ailes en argent, elles formaient un alignement classique de caryatides cannelées de l'ère marchande, parcourues de dégoulinades de peinture. Elles surplombaient en outre un ornement sphérique en bois, légèrement incliné, à la façon d'un astre en orbite où apparaîtraient les parallèles d'une mappemonde. *Coca-Cola plan* semblait mettre en scène sa propre ambition de conquérir le monde en surfant sur la vague d'une culture marchande de plus en plus planétaire (et fierté nationale de l'économie américaine d'après-guerre).

Les visées mondiales de Rauchenberg furent presque aussitôt exaucées, son assemblage ne tardant pas à intégrer la collection du comte italien Giuseppe Panza di Biumo. L'espace culturel ainsi tracé, au travers de ces échanges, se laisse décrire comme une «communauté imaginaire» où les nations et, de fait, la notion même d'«international» pouvaient être produites. Particulièrement prégnante, la culture visuelle iconique et non narrative née dans les années 1960 faisait entrevoir aux artistes qui y recouraient la possibilité, aussi fugace fût-elle, d'évoluer dans un monde moderne sans frontière, au-delà des limites du langage, un monde réuni autour des fantasmes d'abondance irradiant des États-Unis et prenant corps à travers tout le monde libre capitaliste.

Un élément nouveau de l'organisation du monde artistique allait favoriser ces fantasmes: New York s'était hissé, presque en un jour, au rang de marché artistique majeur. Le négociant d'art italo-américain Leo Castelli était une figure caractéristique du nouvel ordre mondial représenté par ce marché. Sa galerie new-yorkaise devint un moteur de l'économie locale et internationale, dont allaient s'inspirer d'autres négociants désireux de nouer des liens avec les collectionneurs européens. Castelli apporta la preuve du rôle qu'un négociant pouvait jouer dans la constitution d'une communauté internationale imaginaire, en aidant Rauschenberg et les États-Unis (peu après que Panza eut acheté *Coca Cola plan*) à remporter le premier prix de la Biennale de Venise, en 1964. Comme esquissé tout au long de cet essai, l'internationalisme potentiel de l'œuvre de Rauschenberg prenait place dans un théâtre de politique et d'idéologie nationalistes (les pavillons des nations, à la Biennale). La victoire de Rauschenberg souleva en Europe une réaction qui frisait le scandale, mais ce n'était sans doute qu'un retour de bâton, après la provocation ouverte des publicités placées par Castelli dans des revues d'art, l'année de la Biennale. Celles-ci représentaient une carte d'Europe couverte des noms d'artistes de sa galerie, se groupant

autour de hauts lieux artistiques censés indiquer les villes où leurs œuvres étaient en vue. Mais dans le contexte de la guerre froide, cette carte faisait plutôt figure de plan de conquête de l'Europe par la cohorte des artistes américains de Castelli.

Jeune (39 ans) et inconnu en Europe, Rauschenberg était de ce fait un lauréat controversé. Dès 1955, pourtant, la thématique de son œuvre laissait entrevoir ses visées mondiales. Contre l'individualisme intransigeant et le sublime des précédentes générations de peintres euraméricains, Rauschenberg offrait une esthétique *flatbed*, ou «esthétique-plateau», dans laquelle la toile servait à fixer des objets éphémères, des images, des fragments de réclame, et autres épaves d'un monde frénétique. À l'instar des productions dadaïstes dont ils ont pu être rapprochés, mais avec un entrain sans commune mesure, les assemblages de Rauschenberg ressemblaient à des prototypes, à des *bricolages* de dilettante. Peut-être est-ce «l'innocence» même de ces ensembles qui séduisit les hauts fonctionnaires soucieux de promouvoir la culture de leur pays, sans se couper à l'étranger d'une audience cosmopolite friande de bel esprit. L'icône ambiguë de Rauschenberg ouvrait ainsi la voie à un art de la culture marchande, qui narguait l'Amérique industrieuse mais fonctionnait dans le même temps comme un amical ex-voto dédié à la religion nouvellement «planétaire» de cette même Amérique.

Coca-Coca plan avait des précurseurs dans cette thématique de la conquête culturelle du monde. Dans Small rebus, par exemple, que Rauschenberg signa en 1956, deux cartes étaient enchâssées et se toisaient au milieu du tableau. Le fragment de gauche représentait une partie des États-Unis (de façon éloquente, il s'agissait du berceau du pays, si souvent présenté dans des constructions idéologiques comme la «véritable» Amérique), rapprochée visuellement de dégoulinades et traces de pinceaux grises, éparses. À sa droite (ou à l'Est) apparaissait un fragment d'Europe: les pays du pacte de Varsovie, dissimulés derrière un carré de gaze rayée. Rauschenberg offrait là avec finesse un condensé visuel de thèmes plus largement brassés par le discours culturel américain. Les coups de pinceaux estampillés «expressionnisme abstrait» à gauche n'éclipsaient pas le berceau, mais le complétaient et le structuraient, attirant le regard sur ce terrain. L'heureux mariage de la démocratie et de l'art abstrait, célébré dans la rhétorique des hommes politiques, trouvait forme dans la peinture et le collage, dressés contre le sombre embrigadement des artistes à la botte du bloc soviétique (figuré ici par un «bloc» de tissu représentant une prison visuelle de barreaux noirs). Avec des degrés de raffinement divers, les tenants de l'expressionnisme abstrait soutenaient depuis longtemps que ces écheveaux de peinture apparemment chaotiques n'étaient ni fous ni communistes, mais les marques viriles d'un individualisme généreusement

toléré. Le message que livrait Rauschenberg dans *Small rebus* était plus ambivalent: ses coups de pinceaux «nationaux» étaient des dégoulinades d'apparence aléatoire, peintes dans un gris intermédiaire d'apparence industrielle.

Dans la même veine, l'un des confrères de Rauschenberg, Jasper Johns (qui exécutait alors ses tableaux «cartographiques» à partir d'un patron donné par Rauschenberg) livrait une lecture ambiguë de la liberté américaine. On y voyait le style national qu'était l'expressionnisme abstrait épouser le territoire national, dans des transcriptions simples, à l'apparence, de cartes d'écolier représentant le continent américain. Pareillement, la série Flag de Johns présentait le drapeau américain d'avant 1950: résolument frontal, c'était un drapeau de peinture autant qu'une peinture de drapeau. Ces tableaux étaient clairement nationalistes et, de fait, le nom du journal La Nation (dans lequel Greenberg publiait ses critiques modernistes) apparaissait nettement sous l'encaustique. Mais l'utilisation de ce support translucide avait aussi pour effet de « pétrifier » le coup de pinceau de l'expressionnisme abstrait, cet élément décisif du cher style national. La liberté du geste se transformait en une série de traits solides — déplaçables, répétables, véritables unités picturales «mises en boîte», qui pouvaient sembler tout aussi empaquetées que les marchandises assemblées et érigées en art de Rauschenberg. La répétition même de ces sujets nationaux devenus objets (dans de nombreuses versions peintes et imprimées) semblait confirmer la vacuité glacante de leur iconicité.

Ironie ou premier degré? La place faite par le modernisme au spectateur en interprète du sens ouvrait la porte à de nombreuses lectures. Dans le climat de la guerre froide, ces œuvres baignaient dans un tourbillon de discours nationalistes intervenant dans les sphères les plus subtiles et les plus complexes de la communauté intellectuelle va-t-en-guerre des États-Unis. En 1957, par exemple, dans sa tentative pour définir «la qualité libératoire de l'art abstrait» devant un groupe de professionnels de l'art, l'historien de l'art médiéval Meyer Schapiro en livrait une vision où l'abstraction se confondait fortement avec l'expressionnisme abstrait (plutôt qu'avec le collage, le montage, la géométrie, etc.) — et il situait son modèle d'individualisme héroïque dans le tableau lui-même:

«D'où la grande importance de la marque, du trait, du pinceau, de la coulure, de la qualité de la substance du tableau lui-même et de la surface de la toile, à la fois texture et champ d'opération — autant de [...] moyens d'affirmer l'individu, par opposition aux qualités contraires de l'expérience ordinaire du travail et du faire.» (Schapiro, 1957 dans Schapiro, 1978).

Il allait sans dire que les artistes du pacte de Varsovie, enfermés dans la carte du *Small rebus* de Rauschenberg et dissimulés par leurs barreaux, passaient pour emprisonnés par une telle «expérience ordinaire», là où l'art se construisait seulement comme «du travail et du faire».

Pourtant, en dehors de l'individualisme héroïque, la culture américaine exportait également un autre modèle investi d'un pouvoir économique bien plus porteur en ces années 1950, et capable d'enflammer les débats culturels de la guerre froide bien souvent jusqu'à l'hystérie: la culture marchande. L'expressionnisme abstrait était censé faire la preuve, sur la scène internationale, du véritable sens de la démocratie libre, dialoguant de plain-pied avec l'art «noble» et aspirant à se hisser au rang des grandes traditions de la peinture européenne. Les mouvements successifs — le néodadaïsme d'abord, puis le pop'art, éclos en Angleterre, en Allemagne, en Italie et en France tout comme aux États-Unis — dérangeaient les vues d'intellectuels soucieux de voir leurs styles nationaux propres s'homogénéiser, et qui voyaient d'un plus mauvais œil encore l'influence subversive exercée sur l'art «noble» par la culture de masse (excepté peut-être en URSS, où le pop'art américain était salué comme une preuve péremptoire de la décadence bourgeoise). Même aux États-Unis, les critiques éreintaient le pop'art, coupable de se faire l'écho de «la grossièreté, la vulgarité [et] le mauvais goût affligeant de l'art publicitaire moderne [...]» (Loran 1963 dans Jones *et al.*, 1999). À travers la virulence des critiques, les observateurs faisaient entendre leur véritable crainte: que l'art marchand émergeant en cette fin des années 1950 braque malencontreusement les projecteurs sur cette autre exportation américaine, la marchandise elle-même, désormais acquise comme un trait décisif de l'économie mondiale d'après-guerre mais impossible vecteur des aspirations américaines à une culture noble. Rauschenberg était l'un des coupables désignés, pour avoir préparé le terrain à la relève de l'individualisme héroïque (propre à la nation «américaine») par les poussées internationalistes basses et dangereusement affranchies soustendant la culture marchande capitaliste. Aux yeux de beaucoup d'artistes, au contraire, l'universalité incarnée par la marchandise sixties était juste un sésame — et tout faisait partie du plan (le Coca-Cola plan).

Rauschenberg avait baptisé ses objets énigmatiques combine paintings («peintures mixtes») comme si (à l'instar de ces croisements inédits qui font les révolutions techniques), il s'était emparé des recherches françaises (en l'occurrence le collage et l'assemblage cubistes) et les avait introduites dans une filière de production. Braque et Picasso étaient clairement les devanciers de Rauschenberg, avec les collages et assemblages utilisés par exemple dans Guitare ou chez les surréalistes, avec leurs peintures et constructions expérimentales, conjuguant images et objets sur des modes mystérieux. Mais Rauschenberg dépouillait ces précédents de leur portée

évidente — érotisme poétique et évocation du «primitif». Il conservait intacte la crudité terre à terre de ses objets. Tout, dans son assemblage, était du préfabriqué, à l'exception du dessin du «plan» lui-même. Or cette «maquette» ressemblait à la reproduction de quelque image toute faite. *Coca-Cola plan* donnait la mesure de ses ambitions: les dimensions reportées sur l'ébauche en haut étaient comparables à celles d'une toile de Pollock, Rothko et Kline, alors en tournée à travers l'Europe dans l'exposition sur la «Nouvelle peinture américaine». Le tableau ainsi ébauché demeure inconnu (il se peut même qu'il fût vide, comme l'un des tableaux précédents de Rauschenberg, de la série *White paintings*) mais nous pouvons voir son plan mis à exécution dans n'importe quel tableau *Coca-Cola* signé par Warhol au début des années 1960, avec ses silhouettes de bouteilles à moitié vides, imprimées en sérigraphie sur la toile, en long et en large, telle une armée de marchandises.

Coca-Cola (et son concurrent direct, Pepsi) avait conquis la culture visuelle de la génération de Rauschenberg et les bulletins économiques des années 1960 débattaient de la façon dont les deux entreprises de soda s'étaient partagé le globe, l'un se taillant un empire en Chine, l'autre en Russie. Dans un mot resté célèbre, Warhol reconnaissait à Coca-Cola le pouvoir de nivellement des classes refusé au communisme : «cela se produit ici, spontanément, sans le contrôle d'aucun pouvoir autoritaire, alors pourquoi cela ne pourrait-il pas marcher sans communisme?» et encore, «le Président boit du Coca, Liz Taylor boit du Coca, et songez-y, vous-même pouvez boire du Coca». ¹⁶ En 1961, Coca-Cola était vendu dans 115 pays, à raison de plus de 65 millions de bouteilles par jour. En 1951, les rédacteurs de Time magazine créaient un précédent en consacrant leur couverture à la boisson, arguant du fait que «plus que le Plan Marshall ou qu'une émission de Voice of America, [Coca-Cola était] la preuve, claire et nette, que les États-Unis ont investi le monde et entendent s'y maintenir» (Stich, 1987). Dans l'immédiat après-guerre, l'un des slogans de la boisson clamait que Coca-Cola était sur l'autoroute de toutes les destinations («Coca-Cola... along the highway to anywhere»). Dans le contexte d'après-guerre, il était de plus en plus manifeste que ces destinations couvraient la terre entière.

Les artistes et critiques d'autres pays n'étaient bien sûr pas aussi enthousiasmés par le *Coca-Cola plan*. Marisol, sculptrice vénézuélienne installée à New York, donnait forme à une critique simple mais ravageuse à travers le moulage d'une bouche et d'un nez féminin, offert à la vue, une bouteille de Coca-Cola inclinée et enfoncée au tiers dans la bouche. Le titre de l'œuvre, *Love*, véhiculait une profonde ironie, étant donné le pouvoir sexuel explicite et inéquitable figuré par cet échange consommateur/objet de consommation. L'assemblage *Drink more* (*Bois plus*) signé en 1964 par l'artiste japonais Ushio Shinohara (aujourd'hui exposé au Musée d'art de

Yokohama) était tout aussi explicite. Les couleurs complémentaires d'un drapeau américain (le rouge, le blanc et le bleu étaient remplacés par des bandes vertes et des étoiles orange) apparaissaient à l'arrière-plan alors qu'une main en plâtre enfonçait à travers la toile une bouteille de Coca-Cola. Des lettres grossièrement tracées au pochoir enjoignant les spectateurs à «boire plus» relayaient la voix impérative de l'anglais impérialiste, révélant l'économie nationaliste à l'œuvre derrière la vitrine mondiale de la culture marchande. On peut trouver des continuateurs à cette forme de critique, dans les années 1990, en particulier autour de l'universalisme thématique de Coca-Cola, chez des artistes comme Wang Guangyi. Dans sa Série grand châtiment (Great castigation series) du début des années 1990 (et notamment dans la Série grand châtiment: Coca-Cola — Great castigation series: Coca-Cola, 1993), Wang fait un rapprochement entre l'appareil idéologique et les usines à images de la culture marchande. Ses toiles montrent les icônes de révolutionnaires chinois communistes dans une pose héroïque, entre le drapeau rouge de la révolution et le fond rouge du logo de Coca-Cola.

On pourrait multiplier à l'envie semblables exemples d'obsessions, cristallisées autour d'une icône marchande universelle, formant la partie émergée de nombreux icebergs. Mais Coca-Cola était peut-être l'emblème dominant du capitalisme (américain) mondial. En 1964, un critique d'art britannique, peignant l'hégémonie de Coca-Cola dans les termes classiques d'une confrontation avec la civilisation européenne (bien que la boisson, comme on l'a vu, ait étendu son empire bien au-delà), l'exprimait en ces mots, dans un article du *Times* de Londres intitulé *Art in a Coke Climate* («L'art à l'heure du Coca»):

«La question n'est pas de savoir si la culture du Coca-Cola est préférable ou plus agréable que la culture du vin: le fait est que c'est une culture — un ensemble de préférences et d'habitudes de groupes qui implique certaines valeurs, certaines attitudes et une conception du sens idéal à donner à la vie. [...] Une vie agréable accessible à plus de monde que jamais. Un penchant pour le plaisir et la cuisine par procuration. L'omniprésence de la publicité. [...] Une foi prométhéenne en la possibilité de dominer la nature. [...] Le jetable [...] La standardisation» (Sylvester, 1964 dans Jones *et al.*, 1999).

Dans le mythe de Prométhée rejoué par Rauschenberg, aucun Zeus n'était là pour contrer ce fol orgueil de secourir l'humanité. Son heure de gloire, à la fin des années 1950, était visionnaire et naïve; au milieu des années 1960, des artistes comme Marisol ou Shinohara donnaient une lecture plus nuancée de l'ambivalence de l'imagerie marchande. La *combine painting* de Rauschenberg, avec ses ailes déployées, se présentait comme l'équivalent moral

de la victoire de la guerre — une allusion ironique du *junk art* à la Victoire de Samothrace, triomphante, hellénistique, ornant l'un des points de vue les plus nobles du Louvre. Il était logique d'atteler la «victoire » à l'irrésistible poussée marketing de Coca-Cola. La forme même de la bouteille fut brevetée en 1960, comme en reconnaissance du fait qu'une identité d'entreprise avait de plus en plus besoin de s'incarner dans une forme visuelle et iconique pour fonctionner dans un monde polyglotte. Avant même les artistes du pop'art, les minimalistes américains avaient été amenés à la culture visuelle du logotype d'entreprise, recherchant, dans leurs formes épurées découpées à l'emporte-pièce, la même reconnaissance instantanée et la même identité de marque commerciale.

Il est un trait intéressant de cette utilisation continue des icônes empruntées à la culture commerciale américaine tout au long de cette période (et du tropisme que provoque couramment l'iconicité elle-même) qui a échappé à la plupart des artistes (Marisol, Shinohara et Wang compris): l'art, dans une proportion toujours croissante, obéissait lui aussi à une logique marchande. À l'importance accordée, dans le modernisme, à l'originalité individuelle et à un style artistique reconnaissable entre tous faisait pendant, dans la société marchande, l'impératif de posséder des parts de marché; pour prospérer, des artistes comme Picasso devaient forger leur propre marque de fabrique.

Alors que les autorités américaines s'efforçaient de promouvoir l'expressionnisme abstrait, dans le même mouvement, un ensemble de styles fort divers se virent promus au rang de marques nationales. Rauschenberg avait fait allusion à cette aporie en désignant l'expressionnisme abstrait comme une marchandise de plus, qui pouvait, tout autant que Coca-Cola, être exportée et promue à une carrière internationale. Il en apportait la preuve avec brio et concision, à travers les traits de peinture appliqués aux bouteilles du *Coca-Cola plan*, au-dessus du globe: couleur primaire s'attelant au génie publicitaire de Coca-Cola, mais s'annonçant également comme la forme publicitaire du génie. À l'heure où Rauschenberg présentait son plan ironique, presque impérial, marchandise et culture s'étaient mêlées de façon plus intime encore que ne le redoutaient les détracteurs les plus sévères du pop'art. Comme semblait en convenir l'acquéreur du *Plan*, Giuseppe Panza, sans doute cette nouvelle entité — la culture marchandisée — avait-elle dorénavant le premier rôle dans la production d'un nouvel imaginaire international.

En se portant acquéreur du *Coca-Cola plan*, Panza suggérait qu'au moins un avocat et homme d'affaires italien pouvait se reconnaître dans la vocation internationaliste de la culture marchande américaine et de la culture érigée en objet de consommation, ne serait-ce qu'en se ralliant à l'ironie ambivalente que la situation inspirait à l'artiste. Comment Panza

en vint-il à conclure que son futur culturel était entre les mains d'artistes américains? La question constitue une étude de cas, engageant les composantes nationales et internationales d'un corpus d'art moderne en constante évolution. En faisant entrer en jeu le *Plan* de Rauschenberg, Panza tournait le dos aux recherches austères de la peinture européenne (Fautrier et Tàpies faisaient déjà partie de ses collections); en adhérant à la vision du triomphe mondial de Rauschenberg, il contribuait à le faire advenir.

Panza était loin d'ignorer que lors de la Première Guerre mondiale et ensuite, les futuristes italiens avaient eu semblables visées pour la culture européenne (thème abordé dans la première partie). Après 1945, le modernisme italien semblait plus défait encore. Séduits par les velléités impériales du Duce et mortifiés de n'avoir pas su conserver la moindre colonie, les modernistes italiens semblaient n'avoir que peu de voies légitimes pour rejoindre un futur international. Le marxisme d'après-guerre n'offrait aucun style artistique d'envergure et le sobre réalisme d'avant-guerre d'un artiste comme Giorgio Morandi était entaché par son engagement fasciste. Même les futuristes en étaient réduits à peindre des paysages et des madones. Orienté par le tropisme du progrès, Panza était fermé à ces *pietà* rurales et au futur qu'elles semblaient proposer à l'Italie, dans le prolongement de son passé agraire.

On peut pressentir à quel point les perspectives culturelles étaient bouchées pour un modernisme tourné vers le progrès industriel, à en juger par le nom du premier mouvement italien d'après-guerre à aspirer de nouveau à une portée internationale : Arte povera. Des artistes comme Giuseppe Penone, Jannis Kounellis et Mario Merz cherchaient explicitement à travailler sur des matériaux pauvres ou naturels. En dépit du succès de ce groupe d'avant-gardistes, leurs œuvres semblaient véhiculer une sensibilité de réfugiés, plus en consonance avec l'abjection de la génération précédente (comme Fautrier, Burri ou Tàpies). L'humilité des œuvres de l'*Arte Povera* (pommes de terre sculptées, arbres écorchés, laitues, igloos en terre) semblait se tourner vers quelque substrat italien primordial plutôt que vers le futur imaginé par la nouvelle élite d'entrepreneurs italiens. Du moins était-ce la conclusion de Panza: «J'ai vu beaucoup d'œuvres d'artistes de l'Arte Povera», se souvient-il. «Elles m'ont paru intéressantes [...] elles avaient une valeur internationale. [...] Mais [...] j'ai décidé de rester concentré sur les Américains, et non les Italiens.» (Panza dans Knight, 1989).

Les magazines érudits à thématique industrielle publiés en Italie, comme *Civiltà delle Macchine* (la civilisation des machines) encourageaient Panza dans sa vision d'un futur plus technocratique. C'est là que Panza vit son premier exemple de toile de l'expressionnisme abstrait américain, qu'il acheta immédiatement. Se remémorant le choc ressenti à la vue des

reproductions de la peinture de Franz Kline, au milieu de réclames de turbines et de projets d'équipements industriels, Panza a pu noter que l'œuvre ressemblait à une «structure d'acier, mais cassée». Dans notre optique, le rapprochement explicite qu'effectuait Panza entre Kline et les calligraphes japonais modernes dans l'essai qu'il a consacré au peintre de l'école de New York a ceci de significatif qu'il établissait à travers la planète un lien entre ces formes gestuelles, et qu'il proclamait: «il est peut-être trop tôt pour dire jusqu'où peuvent aller ces images en noir et blanc, dans quelle mesure elles peuvent être les symboles et les modes de notre réalité, mais nous pouvons sans nous avancer les saluer comme notre époque, notre vie, notre poésie» (Perilli, 1957 dans Jones *et al.*, 1999). Ce n'est pas le citoyen italien en lui-même qui parle à travers ce «notre», mais le lecteur de *Civiltà*, un homme du monde faisant des affaires aux quatre coins de la planète, en quête d'un imaginaire culturel porteur d'une universalité nouvelle plutôt que de formes spécifiquement nationales.

À ses débuts, la critique pugnace adressée à l'hégémonie américaine par des artistes que nous n'avons qu'effleurés — Marisol, Shinohara et d'autres — était écrasée par la vision américaine de l'art de la culture marchande et de l'art érigé en marchandise, de portée universelle (ce que, à la suite de Rauschenberg, nous avons nommé le Coca-Cola plan). Mais avec le temps, il devint impossible d'ignorer ces critiques, qui montèrent en puissance tout au long des années 1960, se cristallisant précisément sur deux fronts contigus, celui de la culture marchande et celui des opérations militaires (à commencer par les manœuvres qui s'intensifiaient alors au Viêt Nam, où les États-Unis avaient pris la suite des administrateurs coloniaux français). Si Panza pouvait expliquer son américanophilie en observant «qu'en un sens, la Seconde Guerre mondiale marquait la fin de l'Europe» (Panza, 1985 dans Jones et al., 1999) et si Rauschenberg meublait de son icône cet imaginaire culturel, la régularité des échanges entre les deux hommes tourna court. Sur deux fronts solidaires, l'art et la théorie postmoderne et postcoloniale commençaient à vider la nation du pouvoir catalyseur qu'elle avait exercé sur l'art moderne.

POSTCOLONIAL, POSTMODERNE

Les spécialistes et critiques culturels ont souvent conçu les valeurs occidentales et la culture marchande comme irradiant depuis le centre du monde libre capitaliste vers sa circonférence néocoloniale. Or l'approche actuelle appréhende ces dynamiques de façon bien plus complexe et en retrace l'histoire. Dans les années 1960, les images et les objets ont acquis une autonomie inaccoutumée et les idéologies dont on les pensait pétries sont apparues potentiellement isolables, malléables et susceptibles d'être arrachées à leur logique instrumentale. Certains penseurs français trouvèrent un sens utopique à ce changement: Guy Debord mettant au jour et essayant ainsi de manipuler la notion de «société du spectacle»; Michel Foucault, Gilles Deleuze et d'autres personnalités marquées par Mai 68, théorisant sur la façon de retourner le pouvoir contre lui-même en en manipulant les représentations; et Frantz Fanon analysant l'esprit colonial et libérant les sujets de son emprise. Les artistes furent solidaires de cette critique des «grands récits» (ainsi que les baptisa le théoricien François Lyotard) et le nationalisme et l'internationalisme sous-tendant l'art moderne commencèrent eux aussi à se lézarder. Dans notre conclusion, les artistes Robert Smithson (nomade américain) et Hélio Oiticica (nomade brésilien) seront pris pour figures représentatives de cette évolution, eux qui ont définitivement désorienté le regard transcendant du modernisme et le nationalisme qu'il pouvait nourrir.

Smithson et Oiticica ont exercé dans l'ignorance l'un de l'autre, tous deux vers la fin des années 1960, et ont tous deux abordé les questions de la nation, du lieu, de la culture marchande planétaire que les artistes de la génération de Rauschenberg avaient mis au jour dix ans plus tôt. Les œuvres qu'à partir de 1969 Smithson intitule *Déplacements de miroirs* (illustration 158) seront notre angle d'attaque pour aborder ces réflexions postmodernistes sur l'espace, le lieu et la nation. La même année, l'artiste Oiticica transplantait pour la première fois son installation *Tropicália* dans la galerie d'art de Whitechapel, à Londres, et s'attelait à la tâche de rendre lisible la culture tropicale sans le filtre du tourisme. Ces deux transplantations avaient pour objectif la désorientation du spectateur, elles visaient, au pied de la lettre, à le détourner de toute idée reçue complaisante, des certitudes de tous genres produites pour asseoir les conceptions de la nation et des vérités culturelles d'usage, véhiculées par le tourisme à travers la consommation, et via l'art. Oiticica et Smithson prirent part aux transformations qui, à la fin des années 1960, amenèrent les artistes à renoncer aux promesses de l'internationalisme, désormais perçues comme illusoires, et à se tourner vers la quête d'un universalisme planétaire, contre le langage, contre la stabilité de la Terre et contre certains paradigmes primordiaux, tels que l'ethnicité, la race et même le temps.

Smithson, tout d'abord: originaire de la campagne profonde du New Jersey et non pas de la capitale artistique new-yorkaise, il a mis sa connaissance de la périphérie au service d'une critique mordante du centre. Ses œuvres les plus célèbres, qu'il baptisa *Earthworks*, ont inauguré un mouvement où les artistes se livrent à des incursions, monumentales ou éphémères, dans des régions éloignées que ne pouvaient contenir les gale-

ries et musées du monde artistique. Créées dans des déserts, des carrières abandonnées, des rivières gelées et des terres en jachère, ces œuvres in situ participaient de ce tournant décisif des années 1960, où l'objet fit place au discours.

S'inscrivant dans cette montée en puissance de la conceptualisation et de la documentation (aux dépens de l'objet), les essais de Smithson étaient constitutifs de son art. Sa composition sur le Yucatan comporte des images mais aussi des mots qui s'en prennent directement à l'acte de dénomination du colonialisme: une activité impérialiste présentée comme un faux miroir, même lorsque Smithson met en scène ses propres compositions de miroirs, devenues vecteurs de déplacement et de fiction. Concernant « The Tourist Guide and Directory of Yucatan-Campech», il écrit:

«Sur la couverture figurait un dessin grossièrement exécuté, représentant les Espagnols à la rencontre les Mayas... [avec ces mots] "uy u tan a kin pech", (soit: "écoute comme ils parlent") s'exclament les Mayas en entendant la langue espagnole, [...] "yucatan campeche", répétèrent les Espagnols», (Smithson, 1969 dans Flam, 1996).

À la première invocation des «Yucatan» (une expression maya translittérée qui signifie également "Je ne comprends pas"), Smithson recrée les ambiguïtés caractéristiques de sa série Site/Non site entamée un an plus tôt dans des essais de revues d'art et des expositions de galerie. Il y désignait les Sites d'une périphérie construite (une carrière d'ardoise près de Bangor, par exemple, en Pennsylvanie) et en présentait les vestiges mis en boîte, cartographiés ou photographiés, qui étaient autant d'éléments d'un Nonsite, décrit comme «soustrait» à son site et réimplanté dans la galerie d'art centralisée. Ce faisant, le travail de Smithson questionnait la dialectique du centre et de la périphérie, trop classique des pays riches: la périphérie absente était hissée au rang de Site (jeu de mots sur l'anglais site/sight, le site/la vue); quant au locus de l'information et de la «présence» du monde artistique, il était ravalé au rang de non-site (absent ou dissimulé à la vue). Initialement conçus comme des projets discursifs, les œuvres Site/Non site furent refondues dans l'essai du Yucatan comme les éléments d'un imaginaire géographique et transnational, un tout fait d'actes conceptuels.

Les descriptions de déplacements de miroirs signées par Smithson, installations éphémères photographiées dans la péninsule d'Amérique centrale du Yucatan et publiées dans la revue d'art d'Amérique du Nord *Artforum*, faisaient apparaître combien les tentatives pour cartographier, représenter, «revendiquer» la figure périphérique de l'autre étaient vouées à l'échec. Le texte de Smithson accompagnant les miroirs, vus comme inversions et réfractions chatoyantes et évanescentes du lieu, pouvaient faire croire à une glose explicative. Mais de fait, le texte lui-même était voilé par le mystère

des miroirs et de certaines voix indistinctes: *Tezcatlipoca* (qui n'était pas maya, comme l'affirme Smithson, mais aztèque), présenté par l'artiste comme le «démiurge du miroir fumant», apparaît dans le rétroviseur de son *Dodge Dart* de location pour avertir: «tous ces guides touristiques sont inutiles [...] tu dois partir à l'aventure [...] au risque de te perdre dans les fourrés, c'est la seule façon de faire de l'art».

Ainsi que le suggèrent semblables mises en scène divinatoires, les *Incidents of mirror-travel* de Smithson peuvent être interprétés comme un classique pèlerinage primitiviste auprès de la figure primordiale de l'Autre, tout à fait à la manière des récits romantiques écrits par John Lloyd Stephens en 1843, *Incidents of travel in Yucatan* (et à qui Smithson, qui connaissait ses classiques, emprunte son titre). Seulement, les sites du Yucatan choisis par Smithson sont loin d'être des édens originels. Ainsi qu'il l'explique, le premier «déplacement» prend place sur un terrain qui a été réduit en cendres pour en permettre la culture; le second se déploie dans une carrière sans profondeur découverte dans un «faubourg de Uxmal»; le sixième va de pair avec une pochette d'allumettes mexicaines où figure d'un côté l'objet d'art marchand qu'est la *Vénus de Milo*, de l'autre la *Parabole des aveugles* de Breughel... Le dernier déplacement, où les épais carreaux de miroir argenté sont plantés de guingois entre les racines d'un palétuvier, évoque le commentaire que fait Smithson au sujet de la nature:

«D'aucuns disent "ça se rapproche de la nature". Mais ce qu'on entend par "nature" est tout sauf naturel. Quand l'artiste lucide perçoit la "nature" partout, il commence à discerner la fausseté dans les apparents fourrés, dans l'apparence du réel. [...] Ce qui fait vivre [l'art], ce n'est pas la différentiation mais la dédifférenciation, non pas la création mais la décréation, non pas la nature mais la dénaturalisation.» (Smithson, 1969 dans Flam, 1996).

On pourrait lire, au lieu de ce paradigme primordial de la nature, le mot «nation». La vision dédifférenciée de Smithson était conçue pour questionner le regard impérieux, focalisé, qui nomme et revendique, traditionnellement déployé pour suturer et fixer le sujet national ou colonial.

Ignorant les langues et théologies d'Amérique centrale, Smithson avait tout du touriste américain. Mais un simple survol du projet *Yucatan* montre qu'il emmenait le spectateur à mille lieux des certitudes suffisantes, quoique ironiques, d'un Rauschenberg. Loin d'une Amérique se représentant au centre d'un nouvel ordre mondial, en maîtresse de sa culture, dompteuse de sa sauvagerie et messagère porteuse de la bonne nouvelle au monde entier, le travail de Smithson évoquait une nation désorientée, déplacée, de plus en plus consciente de l'imaginaire poreux qui la constituait. Ici, les miroirs sont «les rectangles de l'incertitude au Yucatan», comme le

dit Smithson, des réfractions de faubourgs et de tas de cendre, qui n'ont pas la maîtrise des représentations d'une «nature» pure mais colonisée, ou d'un «autre» stable, auquel ancrer la «nation» utopique. Dans une ultime globalisation de ses propres errances, l'artiste remarque que d'autres sites du nord de l'État de New York et de Floride pourraient être rapprochés, au moyen de lignes tracées sur une carte, de celui du déplacement au Yucatan. Mais ce geste moderne par excellence, avide de savoir et de possession, est immédiatement ébranlé par le doute de l'artiste:

«S'agit-il de totems du déracinement rapprochés les uns des autres? Retracent-ils le parcours vertigineux menant d'un point incertain à un autre? Est-ce une façon de voyager qui ne tente pas le moins du monde d'établir un va-et-vient cohérent entre l'ici et l'ailleurs? Peut-être dessinent-ils des "pôles Nord et Sud" disloqués, indices de lieux périphériques, de régions polaires de l'esprit [...] qui auraient largué les amarres géographiques de l'axe du monde. Des points centraux fuyant le centre. [...] Si vous visitez ces sites, [...] vous ne trouverez que des traces de mémoire, car [...] les miroirs sont [maintenant] quelque part à New York. [...] C'est la dimension de l'absence qu'il reste à découvrir. Le Yucatan est ailleurs.» (Smithson, 1969 dans Flam, 1996).

Ainsi qu'il fallait en convenir avec les œuvres de Smithson, les notions révérées de lieu, de racines, de race et de nation n'étaient autre que des projections fantasmagoriques s'étendant sur une carte dont les coordonnées fluctuaient et se brouillaient. «Voyez comme ils parlent» et « je ne comprends pas » étaient devenus des noms de l'« autre »; mais, parvenu à la fin des années 1960, l'artiste savait déjà pouvoir en faire meilleur usage, dans la description de sa propre incertitude et de son doute fécond.

Le Brésilien Hélio Oiticica était tout aussi heurté, intelligent et complexe. En 1965, alors que Smithson poursuivait son flirt avec l'art minimal abstrait, Oiticica commençait tout juste à théoriser son extraordinaire *Parangolés* de chair, cinétique et éphémère, fait des réappropriations de la samba et des spectacles de rues où, comme le décrit Oiticica, «l'action est pure manifestation expressive de l'œuvre» (Oiticica, vers 1970, dans Oiticica *et al.*, 1992). Fils d'un éminent scientifique et petit-fils d'anarchiste, Oiticica avait des antécédents riches et complexes, de même qu'une relation clairement critique à la fondation coloniale de son propre État national. Ses principales œuvres spectacles, et son installation *Tropicália*, périodiquement recréée, avaient pour cadre de référence la construction inégale du monde en développement (dont Oiticica connaissait intimement les faiblesses). Elles tiraient leur inspiration des danseurs de samba afrobrésiliens, et des architectures délabrées de leurs *favelas*. Transformé par l'école de samba et par les ouvrages de fortune du bidonville de Rio où il

vivait alors, Oiticica créa l'installation *Tropicália* et les œuvres-spectacles *Parangolé* en réaction contre le mythe universaliste de la culture métissée brésilienne et contre l'imaginaire trompeur distillé par l'État brésilien. Tout comme l'avait fait Smithson, Oiticica ambitionnait de faire émerger l'infinité de différences recouvertes par les relations du modernisme à ses figures de l'Autre, et de faire éclater au grand jour l'échec de certaines antinomies fécondes (nation/Autre, moderniste/primitif, pays riches/tiersmonde) à se maintenir en place.

Rebaptisée *Éden*, la *Tropicália* d'Oiticica fut installée à Londres quelques années après avoir pris corps à São Paulo. Tout comme les édifices anonymes éclos spontanément que l'artiste photographiait dans les agglomérations urbaines du Brésil, *Tropicália* était conçue pour offrir un site à ce qu'Oiticica nommait le «*Cre-lazer*» (ou *Cre-loisir*, du portugais *crer* signifiant «croyance», mais aussi «créer», et de l'anglais *leisure*, loisirs). La drôle de maison d'Oiticica suscitait le rire des visiteurs, qui passaient, pieds nus, de la paille au sable, de tentures noires emplies de bossa-nova à des toiles de jute translucides, le tout dans l'humide atmosphère parfumée de frondaisons feuillues. «Va et vient, arrête-toi, reste, erre, joue»: telles étaient les directives de l'artiste. Mais, au terme du voyage dans le ventre de Tropicália, au centre du labyrinthe, trônait une télévision que l'artiste dépeignait en cannibale « dévorant le participant, car déployant une activité supérieure à sa création sensorielle [...]». Au cœur des ténèbres, donc, Oiticica ne plaçait pas le sauvage (noble ou tout autre), mais la sinistre lucarne de la culture marchande des pays riches, déjà là, proposant son marché de dupe d'échange culturel. Cependant, l'élément essentiel dans cette métaphore de la télé en cannibale, c'est le cadre théorique dans lequel l'inscrit Oiticica, l'extraordinaire attitude adoptée par le Brésil en réaction au colonialisme: l'*anthropophagie*. Cette théorie a laissé son empreinte dans le modernisme sous l'étiquette désormais plus connue d'«hybridation». Mais dans les années 1960, au Brésil, il n'y avait dans ce processus rien de doux ni de progressif: l'anthropophagie faisait référence à un processus de cannibalisme culturel où le colonisé dévorait des éléments de la culture du colonisé, en les tuant et en les incorporant tout à la fois, au cours d'un mystérieux mouvement de transsubstantiation dionvsiaque.

La transsubstantiation anthropophage impliquait également le transnational. Car si la nation se constituait à travers la relation à ses figures imaginaires de l'Autre, qu'il s'agisse des Indiens en son sein ou des barbares à ses portes, consommer et être consommé tour à tour mettaient en branle un métabolisme moins contrôlable. Remplaçant l'image du *melting-pot*, Oiticica et d'autres artistes de la fin des années 1960 modelèrent une dynamique d'échange moléculaire dans laquelle la polarité du jeu des différences devenait fructueusement ambiguë. Lorsque, par exemple, il assimilait un bloc d'asphalte brésilien à un «objet brutaliste semi-trouvé de Manhattan» ou qu'il dessinait des lignes de cocaïne sur le portrait de certaines icônes de la culture de masse américaine (dans *Cosmococa*), Oiticica dérangeait des pans entiers de signifiants culturels et de locus imaginaires. *Manhattan, USA*, installé dans sa salle de bain de Rio, au côté de *Kyoto, Japon* constituaient la riposte d'Oiticica à la surenchère des nations à laquelle se livrait alors la biennale de São Paulo, l'une de ces grand-messes du chauvinisme que Robert Smithson avait lui aussi décidé de boycotter quelque dix ans plus tôt. Oiticica poussait encore plus loin l'appréhension des échanges spatiaux et de la transvaluation de l'objet de consommation dans *Cosmococa*, œuvrespectacle interactive de la série des *Quasi-cinéma*, conçue en collaboration avec le réalisateur brésilien Neville d'Almeida au début des années 1970. On y voyait des images de Marilyn Monroe et de la rock star afro-américaine Jimi Hendrix, parés de masques faits de lignes de cocaïne. Ces images étaient projetées dans des galeries garnies de hamacs destinés au «cre-loisir» des visiteurs. Pour Oiticica, le télescopage anthropophage et profondément personnel ainsi opéré entre les narcotiques sud-américains et ces célèbres icônes masquées nord-américaines embrassait pleinement les questions de consommation et de marchandise. L'image marchandisée devait être contemplée et consommée en même temps que la ligne de cocaïne, chacune se renouvelant à l'infini en vue d'une nouvelle consommation.

À peu près au même moment, d'autres artistes d'Amérique latine exploraient ce genre de dynamique: le Colombien Antonio Caro, à partir d'une toile traditionnelle et de la graphie du logo Coca-Cola, peignait le nom de sa nation, empruntant au vocabulaire du pop'art pour révéler cet autre «coca» illégal, qui sous-tendait l'économie de son pays et le rapprochait de la première puissance économique mondiale prospérant plus au nord. En 1970, un autre Brésilien, Cildo Meireles, mit au point un projet conceptuellement plus intrigant, à l'aide de véritables bouteilles de Coca-Cola *Insertes em circuitos ideológicos (Insertions dans les circuits idéologiques)*. Ce projet majeur d'«insertion» constituait à la fois un modèle puissant d'appropriation postmoderne, bien antérieur aux créations de même veine qui naîtraient ensuite aux États-Unis, ainsi qu'un exemple recherché d'art conceptuel. Au lieu de simplement emprunter les messages, les objets ou les icônes de la culture marchande américaine (ainsi que le feraient les «artistes de l'appropriation» de New York, dans les années 1980), l'artiste y insérait momentanément sa critique idéologique en tant que message, imprimé en sérigraphie sur le cylindre clos d'un Coca-Cola mis en bouteille sur place, mais drainant des capitaux du monde entier. À proprement parler réorientés, le produit et son message étaient alors réinsérés dans les circuits d'échanges commerciaux — marchandise cannibale envoyée «manger» des parts d'une idéologie qui à

défaut l'embaumerait.

Sans doute les Brésiliens Meireles et Oiticica étaient-ils appelés à devenir d'importantes figures de l'art et de la théorie postmodernes, contraints qu'ils étaient à réagir à l'effondrement du modernisme urbain rationalisé qui avait tant bien que mal régné sur leur pays entre les années 1950 et le début des années 1970 (la capitale utopique Brasilia incarnant le visage public de cette modernité). L'ingérence des États-Unis (ainsi que ses marchandises) en faisait une cible toute trouvée; quant au «postmodernisme» alors naissant, il offrait ses codes et son assise à ces approches critiques des formes de culture hégémoniques.

Le terme «postmodernisme» apparaît pour la première fois dans son acception théorique chez Federigo de Onís et Arnold Toynbee, auteurs d'une des premières théories de l'histoire moderne (même si le mot est attesté dès 1870 hors de ce cadre théorique, pour distinguer le postimpressionnisme des styles «modernes» qui le précèdent). Chez Onis et Toynbbe, l'expression se charge de l'idée implicite que l'industrialisation a atteint un seuil de saturation, marquant l'avènement d'une nouvelle phase, ce que Daniel Bell, décrivant les États-Unis de la fin du XX^e siècle, nomme la société postindustrielle. À partir du théoricien de la littérature Frederic Jameson, le terme se trouve de plus en plus associé au tournant postcolonial. Comme il le souligne, la critique des «grands récits» à laquelle le postmodernisme apparaissait donner forme et sa périodisation sur la décennie 1960 étaient corrélées au démantèlement des grands empires coloniaux (indépendance de l'Indochine franco-américaine, de l'Algérie française et de toute une série de pays africains). On peut soutenir que c'est l'émergence de cultures postcoloniales qui a provoqué la principale rupture dans le paradigme occidental «d'art moderne». Il convient maintenant, en guise de conclusion, de dire un mot de l'émergence du «planétaire» en lieu et place des aspirations internationales, et d'aborder le rôle du fossé digital et d'Internet dans cette nouvelle donne.

LES LOCALISATIONS VIRTUELLES

Internet a sans conteste fourni aux circuits d'échange une nouvelle plateforme culturelle et un nouveau code qui fascinent depuis longtemps les artistes modernes. Entravée par le «fossé numérique», l'idéologie du Web (la toile d'araignée mondiale) prônant l'interactivité et l'universalité n'est pas encore une réalité achevée. Il y a pourtant un parallèle frappant entre l'apparent effondrement des frontières géopolitiques de la guerre froide (même s'il a enfanté une myriade de microfrontières nouvelles) et l'effervescence géoculturelle des festivals et biennales artistiques, ainsi que de l'activité fébrile qu'elle occasionne sur Internet. D'un côté, la toile fait entrevoir aux faiseurs de culture visuelle un univers de possibles utopiques, d'où se dégage le sentiment qu'une information suffisamment percutante pourrait grâce à lui se frayer un chemin direct auprès de milliards de spectateurs (quand bien même plus sollicités que jamais). D'un autre côté, le marché de l'art et de son information continue à reposer sur la même élite autorisée et prospère qui demande encore de l'exotisme, lequel reste construit en termes d'étrangeté, de lointainement local, de figure nationale (de l'Autre). La visite d'un site Internet n'est qu'un pan d'une expérience artistique pensée à l'échelle mondiale, où il est plus nécessaire que jamais de se rendre à Guadalajara ou Singapour, à Sydney ou Séoul. Les moyens pour «acquérir» cette expérience du monde, pour saisir ce sentiment qu'on est face à un authentique Autre, resté hors d'atteinte du modernisme, mobilisent depuis toujours la culture inlassable et avide de possessions de l'art moderne.

Les artistes, au contact des nouveaux médias, ont pris conscience de leurs exigences spécifiques par des voies nouvelles et intrigantes. Perry Hoberman, artiste du multimédia qui produit aussi bien des cédéroms que des installations électroniques, possède une adresse postale à New York, mais c'est rarement depuis ce port d'attache qu'il envoie ses courriels. Il se trouvera plus vraisemblablement à Espoo (Finlande), Tokyo (Japon), Hull (Angleterre), Karlsruhe (Allemagne) ou Barcelone (Espagne), occupé à monter le matériel *hardware*, logiciel et sculptural d'une installation, et à rechercher sur place les techniciens et collaborateurs susceptibles d'en assurer le fonctionnement. Ses commanditaires se réclament d'une communauté électronique active, constituée sur le modèle de l'internationalisme mais pressentant la gestation d'une nouvelle identité transnationale. Tout comme le «village planétaire» imaginé dans les années 1960 par le gourou des médias Marshall McLuhan, les rendez-vous de l'art électronique ont entre eux plus en commun qu'avec les communautés locales, les entreprises ou les autorités publiques qui les financent.

Dans son installation El Ball del Fanalet (Lightpool), par exemple, l'artiste n'avait guère à son arrivée qu'un ordinateur portable, comptant impliquer les artistes et informaticiens locaux dans son installation in situ, commanditée par la Fondation Joan Miró (Barcelone). Il savait qu'il voulait y intégrer de la musique, un programme informatique captant le mouvement par le biais de signaux infrarouges, et un plan de sol virtuel visuel avec lequel les visiteurs interagiraient. Le concept d'arrivée et le titre de l'œuvre tirent leur nom d'une pratique locale dont lui ont parlé ses hôtes : un concours de danse catalane (ball del fanalet), dans lequel les couples valsent, une toute petite lanterne de couleur à la main. Les danseurs peuvent rester sur la piste tant que la bougie de leur lanterne résiste; le couple qui reste jusqu'au bout remporte la victoire. Hoberman imaginait sans aucun

doute qu'une référence locale de ce genre séduirait son public espagnol et l'inviterait aimablement à découvrir son œuvre. Mais avant de pouvoir en faire l'expérience, ses hôtes cédèrent à une profonde anxiété: l'installation serait-elle perçue comme une affirmation de nationalisme catalan, qui embraserait les tensions politiques traversant l'Espagne contemporaine (le projet multinational tapageur du musée Guggenheim à Bilbao ayant déjà envenimé la délicate question basque, au nord du pays)? Autrement dit, les commanditaires d'Hoberman, qui souhaitaient se rapprocher de la culture électronique planétaire et transnationale, se retrouvaient pris de court par l'insistance de leur artiste à introduire une dimension locale dans ce que celui-ci nommait son «environnement sensoriel», peuplé de créatures dansantes et de lumières colorées. 17

Comme dans toutes les biennales mondiales qui ont fleuri à la fin de la guerre froide, il existe une profonde tension entre la sémiotique du local et le désir de s'en émanciper et de s'évader dans le «planétaire». C'est là la dernière forme prise par la dynamique auparavant à l'œuvre entre le nationalisme et l'internationalisme en art moderne, à ceci près que le «local» de la pratique artistique postmoderne a plus de chance d'être conçu à l'échelle de communautés urbaines minoritaire qu'à celle d'États fédéraux massifs, et que le «planétaire» oscille entre une image, positive, de fiction féconde, et une autre négative, de dernier avatar du capitalisme marchand. Les artistes les plus appréciés du nouveau millénaire sont, en proportion croissante, ceux qui affrontent et questionnent résolument ces frontières, recourant à des références profondément ancrées à un signifié précis dans leurs pays d'origine, mais se voyant assigner, dans le monde nomade des biennales et des expositions itinérantes, un tout autre signifié.

Prenons l'exemple de l'artiste chinois Xu Bing (maintenant installé à New York), qui a baigné toute sa jeunesse dans le monde exclusif et lettré de la calligraphie. Son installation la plus extraordinaire à ce jour est *Livre du ciel* (autrement traduit par *Livre du paradis*, qu'il a réalisée en 1995. Référence à la culture asiatique de la calligraphie, elle occupe un espace énorme, chargée de livres et de papiers déroulés sur lesquels figurent des idéogrammes tracés à la main, dans la tradition xylographique. Les spectateurs ne maîtrisant pas le chinois s'émerveillent devant le déploiement d'érudition de ces piles de livres et de rouleaux manuscrits, évoquant les splendeurs passées de la Chine (l'invention du papier, de l'idéogramme, de la xylographie). Le lecteur chinois ressort avec une toute autre expérience. Entraîné par l'écrit, qui lui promet à chaque instant de se résoudre en une série de mots et de phrases, le «natif» échoue totalement à discerner un sens sous ces caractères séduisants et élégamment formés. Ces semblants d'idéogramme manifestent une remarquable habileté d'exécution, plus érudite encore que s'ils étaient réels (éviter de signifier, tout en se mimant

une si parfaite apparence de sens, est un tour de force sans pareille dans une écriture de plus de cinq mille caractères composés d'un nombre de traits limité). La logique postmoderne de «double code» est ici poussée à l'extrême, l'installation procurant aux lettrés natifs et aux illettrés étrangers des expériences incommensurables.

Le travail de Wenda Gu, qui, en 1987, proclamait son ambition de «transcender l'Orient et l'Occident» (Gu, 1987 dans Gao, 1998) est traversé par le même internationalisme conflictuel que chez Xu Bing. Les installations faites d'idéogrammes et de phrases alphabétiques de sa série Nations unies, en cours depuis 1993, sont composées d'écrans de gaze translucides où des lettres et caractères apparemment lisibles sont entrelacés de cheveux. Le lecteur occidental recherche des mots reconnaissables à l'intérieur du texte, tandis que la prolifération de l'écriture cursive arabe et de diverses écritures orientales à idéogrammes le force à constater combien l'alphabet latin reste minoritaire à la surface du globe. Même lorsqu'elles sont romaines, les lettres ne parviennent pas à se souder en mots (tout au moins pour un lecteur ne disposant que de l'anglais, de l'allemand et de quelques langues romanes). Gu et Bing, présents tous deux dans des expositions récentes spéculant sur l'avènement d'une «modernité transnationale», matérialisent, opiniâtres, la texture de l'intraduisible local, afin d'apporter la preuve de l'irréductible absence d'universalité dans le monde. Invoquant Babel, tout comme l'avait fait Tatline à l'aube du dernier siècle révolutionnaire, ces artistes évoluent dans le monde artistique transnational en attirant inlassablement l'attention sur l'aveuglement et l'impossible communication, par-delà les frontières linguistiques et culturelles. Gu y joignait la dimension des cheveux, à la fois touchante et instillant un certain sentiment d'interdit, cheveux «glanés» sur place, au sol, au gré des coiffeurs rencontrés sur l'itinéraire de ses installations. La gaze translucide du langage « organique » ne parle que d'un ancrage essentiel dans le corps, ancrage que le langage prétend transcender mais qu'il ne parvient qu'à illustrer. Les artistes postmodernes sur lesquels nous concluons donnent donc vie à la distance à l'Autre, mais ils veillent à ce que l'opération d'« altérisation » advienne de part et d'autre d'une ligne de partage mouvante.

La mise en représentation ou l'invocation de la figure de l'Autre et de ses imbrications avec la nation renferme de nombreux paradoxes, explorés dans cet essai. Telle une hydre, l'interaction avec l'Autre est polycéphale, ses nombreuses têtes planant sur toute l'histoire du modernisme. Les énumérer, c'est récapituler les lignes de force de ce texte:

1. L'internationalisme est condamné à réécrire (et donc à réinscrire) le nationalisme et la nation, définissant les figures de l'Autre comme

- étant non pas internationales mais locales (corollaire: investir une autre nation, c'est découvrir sa propre nationalité et, dans le même mouvement, l'hybrider).
- 2. Le primitivisme moderniste construit ses figures de l'Autre à partir de substrats bien souvent d'ores et déjà modernes, comme l'a déjà suggéré l'esthétique performative des formes sculpturales raffinées caractérisant les masques africains. Ainsi que le remarque John Clark, la relativisation de sa propre histoire, qui est une des approches du moderne, peut être apportée par la plupart des cultures, «primitives» mais colonisées.
- 3. Paradoxalement, c'est souvent en s'ancrant dans un discours profondément attaché à un retour aux sources nationales que les objets modernistes sont parvenus à communiquer par-delà les frontières (ce fut le cas de *Guernica*, qui réussit à représenter une Espagne ressourcée dans ses propres attributs culturels devant un public de sympathisants républicains internationaux).
- 4. La globalisation de la culture marchande emprunte des voies propres à chaque lieu (comme nous l'avons vu avec *Coca-Cola plan* et son collectionneur italien, ainsi qu'avec la compréhension conceptualiste des Brésiliens quant à leur cadre théorique local).
- 5. Le pragmatisme de l'Internet va modifier les structures discursives du monde de l'art, mais probablement pas le statut matériel des hauts lieux artistiques locaux (ainsi que le suggère la multiplication continue des biennales nationales).
- 6. Le rêve éternel d'internationalisme (rebaptisé «transnationalisme» ou «culture planétaire») crée un nouveau vocabulaire et de nouvelles institutions pour des discours partagés (l'exposition itinérante, la biennale, le postmoderne, le postcolonial, le postoriental), mais ces discours sont toujours infléchis et compris à travers le filtre de situations et sujets spécifiques à des cultures locales.

Bien que nous soyons passés du modernisme au postmodernisme, nous n'échappons pas au paradoxe. La nation est tapie au plus profond des aspirations internationales, et le planétaire flotte, fantasmagorique, au-dessus du site particulier où l'art s'expose. Le postmodernisme ne fait que prolonger les antinomies modernistes sur lesquelles il a débuté. L'évolution peut-être la plus curieuse que l'on ait pu observer, c'est la primauté accordée dans l'art du nouveau millénaire aux relations hybrides et anthropophages, où l'art cherche à dévorer les altérités de façon à transformer chacun des termes. Il faudra attendre d'être engagé bien plus avant dans le nouveau millénaire pour observer les résultats de cet échange moléculaire. Une chose est sûre : les artistes seront parmi les premiers à en faire l'expérience.

NOTES

- 1. Page 16 du carnet à croquis n° 14, dans Seckel (1994), p. 295.
- 2. Manuscrit dactylographié extrait de la correspondance de Tàpies, *Getty Research Institute Special Collections*, Panza Papers, boîte 148, dossier 15.
- 3. Cette terminologie, peut-être atypique, est néanmoins nécessaire. À partir du moment où les produits culturels non technologiques d'Occident ont été adoptés, adaptés et transformés hors d'Occident, leur lieu de provenance a cessé de constituer une entité de civilisation privilégiée. Le legs du colonialisme direct a ceci de pernicieux que les produits culturels transmis au monde par l'Occident se voient toujours dénier leur authenticité, une fois aux mains de ceux qui les ont adoptés sous le joug colonial, dans des contrées non occidentales, ou du moins considérées comme telles du point de vue que nous situerons maintenant en Euramérique ou que nous qualifierons d'euraméricain. Pour davantage de détails, voir Clark (1998).
- 4. Voir par exemple Gao Minglu (1998), pour une approche par pays. Pour des expositions consacrées à des régions, voir Poshyananda *et al.* (1996). Pour des expositions où domine une approche par pays ou région, voir Hanru et Olbrich (1997).
- 5. Pour un aperçu des débuts de Rimzon, voir l'essai de Dube dans *Seven Young Sculptors*, New Delhi, Kasauli Art Center, 1985. Voir également Lynn (1996).
- 6. En histoire de l'art, la modernité, le modernisme et le postmodernisme ne forment pas une succession en trois temps d'étapes clairement délimitées. Ils ont au contraire tendance à se chevaucher, tout particulièrement lorsqu'il existe une relative liberté de mélange de styles dont les sources n'ont pas encore exercé d'hégémonie délimitatrice, comme dans l'architecture syncrétique du début de l'ère Meiji au Japon.
- 7. La position de Darwin se résume ainsi: «Les formes modernes devraient donc, selon la théorie de la sélection naturelle, se hisser plus haut que les formes anciennes. Est-ce le cas? Il semble que l'on doive l'admettre, encore qu'il soit difficile de le démontrer.» Pour celle de Gould, voir (The Wonderful Life 1989, p. 47): «L'éventail maximal de possibilités anatomiques est atteint durant la phase initiale de diversification. Après quoi, l'histoire n'est plus qu'une suite de restrictions, puisque la plupart des expérimentations des premiers temps succombent, la vie se mettant à produire d'infinies variations sur les quelques modèles qui ont survécu.»
- 8. Étant donné sa pertinence pour les problèmes abordés ici, je me permets une citation un peu longue du *Discours du roman* de Bakhtine: «Or la dialoguisation interne ne peut devenir une force aussi déterminante pour la création de forme que là où les différences individuelles et les contradictions sont enrichies par l'hétéroglossie sociale, là où les échos dialogiques ne résonnent pas dans les hauteurs sémantiques du discours (comme il arrive dans les genres rhétoriques) mais pénètrent la couche profonde du discours, dialoguise le langage lui-même et la vision qu'une langue particulière a du monde. [...] » (Bakthine, *The Dialogic Imagination* 1981, p. 284–285).

- 9. Pour un débat sur la «double altérisation», voir Clark (1995). Pour la relativisation de l'«altérisation», voir l'article de John Clarke «Gendai Ajia no Bijutsu gensetsu ni okeru 'Taka'» (L'altérisation dans le discours de l'art asiatique moderne) traduit en japonais dans un volume édité par Shimoto Kan paru en 1999 suite à une conférence sur Tezukayama Gakuin en 1996.
- 10. Voir le chapitre «Prehistories» dans Clark (1998).
- 11. Pour une interprétation féministe de Ravi Varma, voir Geeta Kapur, «Ravi Varma's Unframed Allegory» dans Sharma (1993).
- 12. Voir son œuvre « Duta Indi Bala » [de la terre et non des balles]dans le catalogue de *First Asia-Pacific Biennale*, Brisbane, 1993, p. 31.
- 13. Parmi les premiers écrits les plus connus de Geeta Kapur on compte: *Pictorial Space: A Point of View on Contemporary Indian Art*, New Delhi, Lalit Kala Akademi, 1977; *Contemporary Indian Artists*, New Delhi, Vikas Publishing House, 1978 [Souza, Kumar, Padamsee, Husain, Khakhar, Swaminathan]; et *Place for People*, [texte pour une exposition], Bombay, JehangirArt Gallery, New Delhi, Rabindra Bhavan, 1981. Un aperçu des activités de Li Xianting peut être trouvée en langue anglaise dans son essai publié dans un ouvrage édité par V. C. Doran: *China's New Art post-1989*, Hong Kong, Hanart TZ Ltd., 1993, et l'article «The Imprisoned Heart», dans: Art & Asia Pacific, vol. 1, no. 2, 1994. Pour le point de vue de Nakahara Yûsuke voir Nakahare Yûsuke *et al.*, *Europalia 89: Japan in Belgium*, Gent, Museum van Hedenndaagse Kunst, 1989.
- 14. Voir Nanjô Fumio et Friis-Hansen, Dana, *Transculture*, Tokyo, The Japan Foundation & Fukutake Science and Culture Foundation, 1995. Nanjô a joué un rôle très actif dans les années 1980 pour l'introduction à l'étranger de l'art contemporain japonais. Voir en particulier Halbreich *et al.* (1981) et Kondô *et al.* (1990). Hou Hanru a été le consultant chinois de l'exposition *Les magiciens de la terre* et exerce depuis Paris en tant que commissaire d'art moderne chinois en Europe. Voir ses essais: «Departure Lounge Art», dans *Art & Asia Pacific*, vol. 3, nº 1, 1996; «Towards an 'Un-Unofficial Art': de-ideologicalisation of China's Contemporary Art in the 1990s», dans *Third Text*, no. 34, printemps 1996; «Entropy; Chinese Artists, Western Art Institutions: A New Internationalism» dans J. Fisher (dir. publ.), *Global Visions: Towards a new internationalism in the Visual Arts*, Londres, Kala Press, 1994; «De 'décrire la réalité' au 'théâtre du monde': L'art chinois depuis 1979» (traduit par J. Lacoste) dans H. Belleter (dir. publ.) Face à l'Histoire, Paris, Centre Georges Pompidou, 1996. Voir aussi Cities on the move, note 5, et sa conversation avec Gao Minglu dans *Inside Out (supra)*.
- 15. Ainsi des catalogues d'exposition tels que *Cities on the Move (supra)* affirmant une tendance reprise par le récent catalogue *Cream* de G. Williams, Londres, Phaidon, 1998 (s'autodéfinit comme une «exposition au format poche») ressemblent de plus en plus à des annuaires où chaque œuvre serait une sorte d'adresse conceptuelle et le nom des artistes un numéro, fantastique et insondable.
- 16. Warhol interviewé par Gene Swenson, «What is Pop Art?» dans *Art News* vol. 52, n° 7 (Novembre 1963), p. 26. Voir aussi Warhol (1975).
- 17. Présentation de Perry Hoberman (Center for Advanced Visual Studies, MIT) le 4 novembre 1999.

BIBLIOGRAPHIE

- ALBERRO A., BLAKE S. (dir. publ.) 1999. *Conceptual Art: A Critical Anthology*, Cambridge (Massachussetts), MIT Press.
- Andersen W. 2002. *Picasso's Brothel: Les Demoiselles d'Avignon*, New York, Other Press.
- Anderson B. 1991. *Imagined Communities: Reflections on the Origin and Spread of Nationalism*, New York, Verso.
- Andrews J. 1994. *Painters and Politics in the People's Republic of China:* 1949–1979, Berkeley, University of California Press.
- APPADURAI A. 1996. Modernism at Large: Cultural Dimensions of Globalization, Minneapolis (Minnesota), University of Minnesota Press.
- BATAILLE G. 1985. *Visions of Excess: Selected Writings, 1927–1939*, Minneapolis (Minnesota), University of Minnesota Press.
- Внавна Н. 1994. The Location of Culture, Londres, Routledge.
- Bois Y.-A., Krauss R. E. 1996. L'Informé, mode d'emploi, Paris, Centre Georges Pompidou.
- BOWLT J. (dir. publ. et trad.). 1988. *Russian Art of the Avant-Garde, Theory and Criticism*, 1902–1934, Londres, Thames & Hudson.
- Braun E. 1995. Speaking Volumes: Giorgio Morandi and the Cultural Politics of Strapaese. Dans: *Modernism/Modernity*, vol. 2, n° 3.
- Breton A. 1969. *Manifestoes of Surrealism* (trad. R. Seaver, H. Lane), Ann Arbor (Michigan), UMI Research Press.
- BÜRGER P. 1984. *Theory of the Avant-Garde* (trad. M. SHAW), Minneapolis (Minnesota), University of Minnesota Press.
- CAMERON D. 1992. Anxieties of Influence: Regionalism, *Arte Povera*, and the Cold War. Dans: *Flash Art*, vol. 164.
- CAMFIELD W. A. 1993. *Max Ernst, Dada and the Dawn of Surrealism*, Munich (Allemagne), Prestel-Verlag.
- CHIPP H. B. 1988. *Picasso's Guernica: History, Transformations, Meanings*, Londres, Thames & Hudson.
- 1998. Modern Asian Art, Sydney/Honolulu, Craftsman House/University of Hawaii Press.
- CLARK J. 1995. Yôga in Japan: Model or Exception? Modernity in Japanese Art, 1850s–1940s: An International Comparison. Dans: *Art History*, vol. 18, n° 2.

- 1996. Histories in the Modern. Dans: MURRAY G., SYME M., KNIGHT J.
 Reckoning with the Past: Contemporary Chinese Painting, Édimbourg (Ecosse), Fruitmarket Gallery.
- 1997. Art and its "others" recent Australian-Asian visual exchanges.
 Dans: Denver M. (dir. publ.) Australia and Asia: Cultural Transactions,
 Surrey, Curzon Press.
- 1998. *Modern Asian Art*, Sydney/Honolulu, Craftsman House/University of Hawaii Press.
- DORAN V. C. (dir. publ.) 1993. *China's New Art Post-1989*, Hong Kong, Hanart TZ Ltd.
- ELDERFIELD J. 1969. The Line of Free Men: Tatlin's "Towers" and the Age of Invention. Dans: *Studio International*, vol. 916.
- Ernst M., Baargeld J. T. 1909. Der Ventilator. Dans: Spies W., *Max Ernst Collages: The Invention of the Surrealist Universe*, Londres, Thames & Hudson, 1991.
- ETLIN R. A. (dir. publ.) 1991. *Nationalism in the Visual Arts*, Washington D. C., National Gallery of Art.
- FISHER J. 1994. (dir. publ.) *Global Visions: Towards a New Internationalism in the Visual Arts*, Londres, Institute of International Visual Arts, Kala Press.
- FLAM J. (dir. publ.) 1996. *Robert Smithson: The Collected Writings*, Berkeley/Los Angeles (Californie), University of California Press.
- FLEISHMAN L. 1989. *Poetry and Revolution in Russia, 1905–1930*, Stanford (Californie), Stanford University Libraries.
- GAO M. (dir. publ.) 1998. *Inside Out: New Chinese Art*, Berkeley/Los Angeles (Californie), University of California Press.
- GIBSON A. E. 1990. *Issues in Abstract Expressionism: The Artist-run Periodicals*, Ann Arbor (Michigan), UMI Research Press.
- 1997. Abstract Expressionism: Other Politics, Londres/New Haven (Connecticut), Yale University Press.
- GIMÉNEZ C. 1995. *Tápies*, New York, Solomon R. Guggenheim Museum. p. 46–47.
- GOLAN R. 1995. *Modernity and Nostalgia: Art and Politics in France between the Wars*, New Haven (Connecticut), Yale University Press.
- GREENHALGH P. 1988. Ephemeral Vistas: The Expositions Universelles, Great Exhibitions and World's Fairs, 1851–1939, Manchester, Manchester University Press.

- GUGGENHEIM S. R. 1992. *The Great Utopia: The Russian and Soviet Avant-Garde, 1915–1932*, New York, Musée Solomon R. Guggenheim.
- GUILBAUT S. 1984. *How New York Stole the Idea of Modern Art*, Chicago (Illinois), University of Chicago Press.
- (dir. publ.) 1990. *Reconstructing Modernism: Art in New York, Paris, and Montreal*, 1945–1964, Chicago (Illinois), University of Chicago Press.
- HALBREICH K. et al. 1981. Against Nature: Japanese Art in the 1980s, New York, New York University Grey Art Gallery.
- HARRISON C., WOOD P. (dir. publ.) 1992. Art in Theory, 1900–1990: An Anthology of Changing Ideas, Oxford, Basil Blackwell.
- HANRU H., OLBRICH H. U. 1997. *Cities on the Move*, Ostfildern-Ruit, Verlag Gerd Hatje.
- JONES C. A. 1996. *Machine in the Studio: Constructing the Post-war Ameri*can Artist, Chicago (Illinois), University of Chicago Press.
- 1998. The Sex of the Machine: Mechanomorphic Art, New Women, and Francis Picabia's Neurasthenic Cure. Dans: Jones C. A., Galison P. (dir. publ.). *Picturing Science, Producing Art*, New York, Routledge.
- 2004. Eyesight Alone: Clement Greenberg's Modernism and the Bureaucratization of the Senses, Chicago (Illinois), University of Chicago Press.
- JONES C. A. et al. 1999. Panza: Legacy of a Collection, Los Angeles (Californie), Museum of Contemporary Art.
- KAPROW A. 1958. The legacy of Jackson Pollock. Dans: *Art News*, vol. 57, p. 24–26, 55–57.
- KAPUR G. 1978. *Contemporary Indian Artists*, New Delhi, Vikas Publishing House.
- KNIGHT C. 1999. Art of the Fifties, Sixties and Seventies: The Panza Collection, New York/Los Angeles, Rizzoli and Museum of Contemporary Art of Los Angeles.
- KONDÔ Y., NANJÔ F., WEIERMAIER P. 1990. *Japansicher Kunst der Achziger Jahre*, Francfort, Stemmle.
- LAFARGUE J. et al. 1989. Fautrier 1898–1964, Paris, Musée d'art moderne de la ville de Paris.
- LEGGE E. M. 1989. *Max Ernst: The Psychoanalytic Sources*, Ann Arbor (Michigan), UMI Research Press.
- LEIGHTEN P. 1990. The White Peril and l'*Art Nègre*: Picasso, Primitivism, and Anticolonialism. Dans: *Art Bulletin*, vol. 72, n° 4, p. 609–630.

- LEJA M. 1993. *Reframing Abstract Expressionism*, New Haven (Connecticut), Yale University Press.
- LEMKE S. 1998. Primitivist Modernism: Black Culture and the Origins of Transatlantic Modernism, Oxford, Oxford University Press.
- LODDER C. 1983. *Russian Constructivism*, New Haven (Connecticut), Yale University Press.
- Lynn V. 1996. The Art of N. N. Rimzon. Dans: *Art & Asia Pacific Journal*, vol. 3, n° 2.
- MARTIN J.-H. (dir. publ.). 1989. Les magiciens de la Terre, Paris, Centre Georges Pompidou.
- MUNROE A. et al. 1994. Japanese Art after 1945: Scream Against the Sky, New York, Harry N. Abrams.
- MURRAY G., SYME M., KNIGHT J. 1996. Reckoning with the Past: Contemporary Chinese Painting, Édimbourg (Ecosse), Fruitmarket Gallery.
- NAKAHARA Y. *et al.* 1989. *Europalia 89: Japan in Belgium*, Gand (Belgique), Museum van Hedenndaagse Kunst.
- NANJÔ F., FRIIS-HANSEN D. 1995. *Transculture*, Tokyo, The Japan Foundation & Fukutake Science and Culture Foundation.
- NEWMAN B. 1992. *Selected Writings and Interviews*, Berkeley/Los Angeles (Californie), University of California Press.
- et al. 1948. What is Sublime in Art? Dans: GIBSON A. E., *Issues in Abstract Expressionism: The Artist-run Periodicals*, Ann Arbor (Michigan), UMI Research Press, 1990.
- OITICICA H. *et al.* 1992. *Hélio Oiticica*, Rotterdam/Minneapolis (Minnesota), Witte de With Center for Contemporary Art/Walker Art Center.
- OPPLER E. C. (dir. publ.). 1988. Picasso's Guernica: Illustrations, Introductory Essay, Documents, Poetry, Criticism, Analysis, New York, W. W. Norton & Company.
- POGGIOLI R 1968. *The Theory of the Avant-Garde* (trad. G. Fitzgerald), Cambridge (MA), Harvard University Press.
- Poshyananda A. et al. 1996. *Traditions/Tensions: Contemporary Art in Asia*, New York/Sydney, Asia Society Galleries/The Fine Arts Press.
- ROMAN G. H. 1992. Tatlin's Tower: Revolutionary Symbol and Aesthetic. Dans: ROMAN G. H., HAGELSTEIN MARQUARDT V., (dir. publ.) *The Avant-Garde Frontier, Russia Meets the West, 1910–1930*, Gainesville (Floride), University Press of Florida.
- ROSENBERG H. 1959. The American Action Painters. Dans: Art News, vol. 51,

- nº 8, (décembre 1952). Dans: ROSENBERG H. 1959. *The Tradition of the New*, Chicago (Illinois), University of Chicago Press.
- RUBIN W. S. 1968. Dada and Surrealist Art, New York, Harry N. Abrams.
- 1989. *Picasso and Braque: Pioneering Cubism*, New York, Harry N. Abrams.
- SECKEL H., COUSINS J. (dir. publ.). Les Demoiselles d'Avignon. Series:
 Studies in Modern Art, Museum of Modern Art, New York
- et al. 1984. "Primitivism" in Twentieth-Century Art: Affinity of the Tribal and the Modern, New York/Boston (Massachussetts), Museum of Modern Art/New York Society Graphic Books.
- RUSSELL J. 1967. Max Ernst Life and Work, New York, Harry N. Abrams, Inc.
- SCHAPIRO M. 1978. *Modern Art: Nineteenth and Twentieth Centuries*, Selected Papers, New York, Georges Braziller.
- SCHIMMEL P. et al. 1998. Out of Actions: Between Performance and the Object, 1949–1979, Los Angeles/New York, Museum of Contemporary Art/Harry N. Abrams.
- SCHNAPP J. T. 1985. Politics and Poetics in Marinetti's Zang Tumb Tuuum. Dans: *Stanford Italian Review*, vol. 5, no 1.
- SCHNEEDE U. M. 1972. Max Ernst, Londres, Praeger.
- SECKEL H. (dir. publ.). 1994. Les Demoiselles d'Avignon: Special Issue, New York, MOMA, (Issues in Modern Art).
- SHARMA R. C. (dir publ.) 1993. *Raja Ravi Varma: New Perspectives*, New Delhi, National Museum.
- Spies W. 1991. Max Ernst Collages: The Invention of the Surrealist Universe, Londres, Thames & Hudson.
- STALLER N. 2001. A Sum of Destructions: Picasso's Cultures and the Creation of Cubism, New Haven (Connecticut), Yale University Press.
- STICH S. 1987. *Made in USA: An Americanization of Modern Art*, Berkeley/Los Angeles (Californie), University of California Press.
- TAPIÉ M. (dir. publ.). 1952. Un art autre, Paris, Gabriel Giraud & Fils.
- TAPIES A. 1970. La pràctica de l'art, Barcelone (Espagne), Edicions Ariel.
- TATLINE V. E. 1920. The Work Ahead of Us. Dans: BOWLT J. (dir. publ. et trad.). 1988. *Russian Art of the Avant-Garde, Theory and Criticism,* 1902–1934, New York, Thames & Hudson.
- TISDALL C., BOZZOLA A. 1978. Futurism, Londres, Thames & Hudson.
- WARHOL A. et al. 1975. The Philosophy of Andy Warhol: From A to B and Back Again, New York, Harcourt Brace Jovanovich.

27

La culture physique et sportive

Clarisse Pereira-Palhinhas

Introduction

Les expressions «culture physique», «éducation physique», «exercice physique», «activités physiques et sportives» désignent toutes des occupations très proches les unes des autres, pour ne pas dire intimement liées. Jean-Marie Brohm (1992) remarque que «lorsque l'on étudie les sports, la première difficulté à laquelle on se retrouve confronté concerne la nature même du sujet. En effet, qu'est-ce que le sport?». Il signale que le sens courant de ce mot répond à une très large définition.

L'augmentation du nombre de termes associés à des activités physiques et sportives découle d'une évolution et d'un développement souvent complexes de ces activités, ce tout au long de l'histoire culturelle de l'humanité. Comme elles font partie intégrante de la vie sociale, elles reflètent la société dans son ensemble et jouent un rôle important dans les changements et les transformations que celle-ci subit. Leur signification varie d'une région ou d'une société à une autre; leur essence et les valeurs qu'elles transportent dépendent de facteurs idéologiques, philosophiques, anthropologiques, économiques et techniques qui varient également d'une période historique ou d'un environnement social à un autre. Selon certains historiens, les activités physiques et les sports trouvent leur origine dans un lointain passé, et correspondaient à des activités nécessaires à la survie, telles que la chasse et le combat. Ainsi, l'historien allemand des sports Gerhard Lukas, qui considère que l'homme est essentiellement un travailleur, pense-t-il que le premier sport a été le «lancer du javelot».

L'histoire de la culture physique dépend de l'histoire de l'éducation physique et ne peut donc pas être séparée de l'histoire de l'éducation, qui

se trouve elle-même en rapport direct avec des présuppositions philosophiques et pédagogiques. La culture physique a semble-t-il toujours fait partie intégrante de la vie de différents peuples. Robert Parienté (1995) écrit:

«Ainsi, l'instinct sportif fut sans doute aussi vieux que les premiers loisirs de l'homme, et l'émulation se perd dans la nuit des temps: les rivalités de clan à clan, de peuplade à peuplade, constituèrent vraisemblablement le contexte originel dans lequel une activité physique préfigurant le sport a pu naître. Le sport apparut dès que la notion de jeu s'intégra à l'activité quotidienne et se dégagea progressivement des contraintes et des difficultés matérielles. [...] Il faudra en fait des millénaires pour que l'on sorte des limbes et que l'on passe de l'effort entièrement consacré à la discipline militaire, que pratiquaient les Égyptiens ou les Chinois, à la participation à une activité sportive autonome et individualisée. Les traces palpables les plus anciennes que nous possédions, hormis celles des chasseurs de la grotte de Lascaux, remontent à 3500 av. J.-C.: des bas-reliefs de la vallée du Nil représentent, en effet, des hommes effectuant des exercices de course et de saut et pratiquant la natation et l'équitation».

De nombreux auteurs partagent l'avis de Robert Parienté selon lequel le sport est né dans l'Antiquité et provient de rituels religieux, essentiellement des rituels funéraires, bien qu'également des rites d'initiation et des cérémonies hiérogamiques. Bernard Jeu (1979), auteur de différents livres traitant de la nature du sport, pense que dès les origines de la société le sport a été lié à la vie tribale, dans laquelle le groupe exerçait un contrôle culturel sur les trois principales étapes de la vie, l'entrée dans l'âge adulte, le mariage et la mort. « Pour des raisons socio-économiques évidentes, les valeurs physiques sont devenues des valeurs sociales. Et pour des raisons non moins évidentes — nous parlons là de sociétés indifférenciées avec une culture universelle — les valeurs sociales sont des valeurs sacrées ».

Deux auteurs distingués, qui prennent les jeux de l'Antiquité, y compris les sports d'Homère, comme point de départ des activités sportives, ont remarquablement traité les notions de jeu et de sport: Johan Huizinga, dans son ouvrage *Homo ludens* (1951), et Roger Caillois, dans *Les jeux et les hommes* (1958). Ces deux auteurs proposent des idées et des analyses qui cherchent à mieux comprendre le phénomène du sport, et démontrent le lien existant entre la culture et le jeu. Caillois soutient que la civilisation moderne est née avec l'avènement de l'agôn (compétition), et que c'est la compétition organisée qui a établi la méritocratie. Il soutient également que, parmi les civilisations anciennes basées sur le double concept de *mimicry-ilinx* (simulacre et vertige), la Grèce antique a subi une transition pour devenir une civilisation basée sur la pair agôn-alea (compétition et chance).

Huizinga observe qu'il existe un lien entre *agôn* et *agônia*, qui signifiait à l'origine «compétition» et a acquis plus tard le sens additionnel de «lutte» ou «angoisse», un aspect important du sport vu l'incertitude de la victoire. On dit du sport qu'il aide à diminuer les angoisses que provoquent la vie quotidienne et le questionnement sur le but de l'existence et le sens de la mort. Des auteurs tels que G. R. Luschen et P. Seppanen considèrent que le sport peut diminuer les angoisses de nos sociétés modernes, comme il le faisait dans les sociétés antiques.

Selon Raymond Thomas (1999), «dans la Grèce antique, de nombreux temples se spécialisaient dans la divination. On consultait les oracles. Les gens voulaient connaître l'avenir pour pouvoir diminuer le rôle de la chance. [...] Dans les temps modernes, les compétitions sont encore associées au jeu, comme les concours de pronostics des courses hippiques et du football. Les sports les plus populaires, le football en particulier, sont ceux qui laissent une place à la chance. Par ailleurs, à travers l'entraînement, l'athlète tente de diminuer le rôle de la chance dans ses performances». Le souci des effets chanceux ou malchanceux des impondérables au cours d'un événement sportif et la peur de l'imprévisible sont présents dans différentes cultures.

D'après Bernard Jeu, auteur de *De la vraie nature du sport*, il existe un fil conducteur entre les cérémonies païennes (le culte des dieux grecs, incas ou égyptiens, par exemple), les jeux populaires qui en sont dérivés et la pratique des sports modernes. En effet, parmi les jeux ruraux de l'Europe médiévale, nombreux sont ceux qui sont considérés comme des reliques de cérémonies païennes, et l'on pense que les jeux tels que la soule, ou cholle, en France et le *calcio* en Italie sont les ancêtres du rugby et du football. Dans son ouvrage *From Ritual to Record: The Nature of Modern Sport*, Allen Guttmann affirme que le sport, d'abord rituel des sociétés antiques, est devenu un système compétitif avec l'avènement des sociétés modernes basées sur l'efficacité.

Il existerait donc un lien de parenté entre le sport antique et le sport moderne, une continuité, un fil conducteur traversant différentes époques. En analysant le sport dans les pays de l'ancien bloc soviétique, James Riordan (1987) remarque: «Le sport a la même fonction qu'un rituel religieux car il sert à développer ce que Durkheim appelle la cohésion, la solidarité, l'intégration, la discipline et l'euphorie émotionnelle».

Pour d'autres théoriciens, cette continuité est aujourd'hui rompue par le sport moderne, qui leur semble être lié au système industriel et aux lois le gouvernant. Dans ce sens, le sport moderne apparaît comme une catégorie à part entière. Citons en exemple les propos de P. Laguillaumie (1972): «L'émergence du sport moderne — c'est-à-dire, le sport pratiqué dans certains types de situations organisées radicalement différentes de celles

de l'Antiquité — est un phénomène historique datant de l'avènement de la mécanisation industrielle bourgeoise, pendant la phase ascendante du capitalisme. Aussi, l'essor mondial du sport a-t-il suivi l'essor mondial du capitalisme. Mais le fait le plus important est que l'organisation interne, la structure, la forme et le contenu du sport moderne soient désormais essentiellement bourgeois ». Ces auteurs pensent que le principe de la productivité est triomphant dans le sport moderne; le mesurage, la quantification, la réalisation de nouveaux records et la vitesse en sont les principales caractéristiques et reflètent le système industriel dont il est le produit.

Par ailleurs, certains spécialistes des sports modernes refusent d'y voir autre chose qu'un simple phénomène de transition historique. Selon leur point de vue, l'exercice physique a toujours existé et le sport moderne ne diffère pas de celui du passé.

Allen Guttmann signale sept caractéristiques spécifiques des sports de la société moderne, en comparaison avec les sports du monde antique: a) la laïcité, étant donné que les sports ne sont plus associés à des cérémonies religeuses; b) l'égalité des opportunités, car les jeux sont accessibles à tous; c) la spécialisation des rôles; d) la rationalisation, le sport étant soumis à des règles strictes; e) la bureaucratisation; f) la quantification, car les performances sportives modernes sont mesurées; g) la réalisation de nouveaux records, avec des gagnants et de nouveaux records.

LES ORIGINES DES ACTIVITÉS PHYSIQUES, DE L'ANTIQUITÉ JUSQU'AUX XIX^e ET XX^e SIÈCLES

La Grèce antique

Pour l'école américaine d'anthropologie culturelle, la culture est un modèle imprimé dans la mentalité de toute personne appartenant à une sphère culturelle donnée au moyen de l'éducation et de l'apprentissage. Il existe par conséquent une «base culturelle pour la personnalité» ou une «personnalité basique», qui représente la configuration psychologique distinctive des membres d'une société déterminée et se manifeste par un certain mode de vie. Comme la culture physique fait partie intégrante de la culture générale de toute société, ses caractéristiques et la manière dont elle se développe changent d'une période ou d'un peuple à un autre.

L'éducation est généralement définie comme «une série de mesures prises dans le but de développer les qualités physiques, intellectuelles et morales d'un enfant, d'un adolescent ou d'un adulte, et de le préparer à la

vie sociale. [...] Les institutions et les pratiques éducatives sont étroitement liées aux systèmes sociaux, leur rôle étant de transmettre une culture et des connaissances, ainsi que de subvenir aux besoins du développement social et économique» (Nouvelle Encyclopédie Bordas, 1988).

À peine la civilisation grecque était-elle née que nous trouvons le premier témoignage, concret et théorique, d'un véritable système éducatif, pour lequel une approche méthodologique et pédagogique a été adoptée. La Grèce antique accordait une grande importance à la forme de l'éducation par laquelle les idéaux de la société étaient inculqués à l'enfant: la discipline et la force dans la Sparte guerrière, un sens de la beauté et de la rhétorique dans la ville démocratique d'Athènes.

C'est au IVe siècle av. J.-C. que les premières institutions éducatives furent établies, avec la palestre et le gymnase, où l'adolescent entraînait son corps et son esprit. Il entreprenait ensuite le «service de l'éphèbe», c'est-àdire, le service militaire et l'éducation civique. Dans L'Iliade et L'Odyssée, le poète épique décrit les exploits guerriers et athlétiques d'Ulysse avec nombre de détails très intéressants. Le chant XXIII de L'Iliade décrit les jeux organisés à l'occasion des funérailles de Patrocle: «Le programme comporte des courses de char, des pugilats, du pancrace, de la course à pied, de l'escrime, du lancer de disque et du tir à l'arc. Il s'agit bien là d'une préfiguration du programme olympique, tel qu'il se développera à partir de la Ie Olympiade» (Parienté, 1995). Celle-ci fut organisée en 776 av. J.-C., année où le nom de Koroebos, l'athlète grec vainqueur de la course allant du stade à Olympie, fut gravé dans la pierre. Ainsi, l'an 776 av. J.-C. est la date de naissance officielle du sport en Grèce.

Le mot «athlète» provient du grec athlôn, qui désigne «à la fois le combat et l'enjeu du combat», la récompense étant à l'origine une couronne d'olivier sauvage (Parienté, 1995). Signalons toutefois que les sports athlôn sont nés dans le monde méditerranéen vers le XVIe siècle av. J.-C., et que les Crétois se divertissaient avec la course, le pancrace et la tauromachie depuis cette époque. «Les bas-reliefs de Cnossos et les vases sculptés d'Aghia Triada révèlent de nombreux détails sur la vie athlétique en Crète» (Parienté, 1995). Les épreuves sportives à Olympie étaient des cérémonies religieuses et patriotiques. Elles étaient dédiées aux dieux, à Zeus, Poséidon, Héraclès, Apollon, et à la déesse Héra. Bertrand During explique: «Les Grecs ne parlaient pas de "jeux" mais d'"olympiennes", expression qui touche au sacré et illustre le sérieux de compétitions par lesquelles on tentait de se rapprocher de la perfection des dieux. Le courage était la valeur principale et permettait aux concurrents d'atteindre le statut de héros: si l'on ne pouvait être éternel, du moins pouvait-on être glorieux» (During, 2000).

L'Empire romain et le Moyen Âge

Dans l'Empire romain, où toute l'éducation était initialement prise en charge par la famille, le modèle grec fut adopté pour l'entraînement de l'esprit : lecture, écriture, arithmétiques, littératures grecque et latine, et initiation à l'art de parler en public. Mais l'éducation physique était quelque peu négligée, car les Romains préféraient les jeux barbares du cirque, au cours desquels on poussait les esclaves à se massacrer les uns les autres. Les jeux Olympiques, considérés comme une tradition païenne, furent abolis par l'empereur Théodose, qui s'était converti au christianisme. La nouvelle théocratie est donc l'une des raisons pour lesquelles les jeux Olympiques disparurent pendant plusieurs siècles.

L'Europe médiévale, héritière de l'Empire romain, perpétua le vieux modèle éducatif tout en christianisant son contenu, en suivant l'exemple de saint Augustin et en fournissant une structure systématique aux arts libéraux d'origine hellénistique.

«Fossoyeur du sport antique, c'est paradoxalement le christianisme qui va inventer le sport moderne. [...] L'élan du Moyen Âge, en effet, sera fondamental. [...] Le grand souci du Moyen Âge, il est vrai, n'était point tant d'être savant que d'être fort. Il fallait d'abord se défendre; on vivait l'épée au côté et le bâton au poing; on mourait jeune et l'on s'attachait moins à l'existence qu'aujourd'hui. On la risquait pour le plaisir; dans les tournois, le véritable enjeu était la vie. De là, les nombreux décrets des rois et des papes interdisant les joutes en raison des morts inutiles que ces affrontements provoquaient. [...] Les jeux ressemblaient à la guerre et la guerre ressemblait aux jeux : l'escrime à la lance. l'escrime à l'épée étaient pratiquées à une large échelle par les nobles» (Parienté, 1995). La passion médiévale pour les jeux et les exercices violents se prolongera à partir du XIe siècle. Les lances, javelots, masses, arcs, arbalètes et hallebardes étaient tous employés lors de rencontres sanglantes. De nombreux duels sont décrits dans les narrations épiques. Au XIe siècle, en France, le jeu de la soule devient extrêmement populaire. On y joue avec une balle en bois ou en cuir remplie de paille, de son ou d'air: c'est là l'ancêtre du football et du rugby. La soule — un jeu populaire bien qu'également exercé par des membres du clergé, des nobles et même des rois — voyait des villages entiers se mesurer les uns contre les autres durant plusieurs jours, provoquant des scènes d'une extrême violence. De nombreux jeunes gens mouraient pendant ces jeux, car tous les coups étaient permis. «Au XIIe siècle, la soule règne ainsi en France; l'Angleterre l'a importée du continent et l'appellera bientôt football » (Parienté, 1995). Le Moyen Âge assista à la naissance d'autres ancêtres des jeux modernes. C'est notamment le cas du jeu de paume, dont la relation avec le tennis est évidente, car il implique le

même genre d'espace. À la fin du XVIe siècle, Paris comptait 250 courts de jeu de paume. Le calcio ou calcio florentino était un jeu de balle florentin (Lejeune, 2001). Ainsi la fédération italienne de football, fondée en 1898, s'appelait-elle la Federazione Italiana Gioco Calcio ou Federcalcio. La transformation des jeux traditionnels en sports modernes révèle le lien existant entre les notions de jeu et de sport. «On suppose que le mot "sport" provient du vieux français *desport* (amusement ou divertissement) et l'on sait que le verbe *desporter* employé par Rabelais signifie "s'amuser" ou "se divertir". [...] Le mot "sport" apparaît dans la langue française en 1821 et se réfère au départ à des activités telles que les courses et les paris, la pêche, la chasse, le polo, l'escrime, le golf, le criquet ou le canotage, c'est-à-dire, aux nombreux loisirs qui étaient à la mode dans les stations balnéaires et dont la plupart imitaient des modèles britanniques» (Lejeune, 2001). De fait, le point de vue le plus amplement répandu, proposé entre autres par le sociologue Norbert Elias, est que le sport est né au Royaume-Uni, qu'il est le fruit de la révolution industrielle et de l'urbanisation, et qu'il fait partie d'un long processus visant à développer un comportement civilisé et à contrôler la violence. Cependant, la discussion entre Français et Anglais au sujet de l'invention du mot «sport» dure jusqu'à nos jours. Une autre tradition prend en considération le mot anglais *sport* dans le sens de «chasse», ce qui le fait remonter au XVI^e siècle. Ce n'est qu'en 1878 que l'Académie française reconnaît le mot dans son sens moderne.

Michel Bouet (1995) décrit la fin du système médiéval des jeux guerriers de la manière suivante:

«Ce ne furent que les joutes chevaleresques qui disparurent. Les jeux populaires de corps à corps comme la soule et la crosse étaient toujours pratiqués, surtout par la paysannerie. Et dans les villes en pleine expansion, la nécessité d'entraîner les citoyens pour la défense fit apparaître une sorte de milice d'archers. De plus, les citadins s'exerçant au jeu de paume étaient de plus en plus nombreux, car ce sport leur procurait l'exercice dont ils commençaient à ressentir le besoin et pouvait être pratiqué dans un espace limité».

Du XVIe au XVIIIe siècle, et les écoles de gymnastique

La période allant du XVII^e au XVIII^e siècle comprend la Renaissance. De nombreux penseurs se joignent à Montaigne pour insister sur la relation nécessaire entre l'instruction et le pragmatisme, où le voyage apparaît comme un moyen d'éduquer. C'est avec l'avènement des écoles jésuites que les premières « méthodes » éducatives furent créées. Dans les pays de la Réforme, l'accès à la Bible en langue vernaculaire permettait que les classes

les plus basses de la société fussent éduquées. Dans les pays catholiques, la mission d'éduquer le peuple chrétien fut entreprise par Jean-Baptiste de La Salle et les Frères des écoles chrétiennes, avec l'établissement des «petites écoles», des écoles primaires gratuites.

En Grande-Bretagne, les écoles protestantes se mirent à défendre une forme d'éducation destinée à produire le «chrétien musculaire», un homme fort et en bonne santé physique. Cette tendance allait continuer de se développer jusqu'au XIXe siècle, époque à laquelle les pratiques sportives des écoles britanniques se répandirent dans d'autres pays. Au XVIII^e siècle, avec l'âge des Lumières, on assiste à une remise en question systématique de l'éducation, symbolisée par l'Émile de Jean-Jacques Rousseau, qui prône les mérites d'une enfance et d'une adolescence saines grâce à un exercice physique en plein air. Entre-temps, en Europe continentale, on accorde de plus en plus d'importance au rôle de l'école dans le développement des qualités physiques des futurs citoyens. L'exercice physique dans l'espace restreint et souvent fermé des écoles encourage l'institutionnalisation de la «gymnastique». Pour les armées européennes, la gymnastique représentait une part essentielle de l'entraînement d'un individu, qui était avant tout considéré comme un citoyen devant être prêt à défendre sa patrie; ainsi le statut officiel qu'elles donnèrent à la gymnastique contrastait fortement avec le caractère libéral, récréationnel et social du sport anglais. En réaction à la Révolution française et à l'Empire napoléonien, la gymnastique prit un tournant particulier en Allemagne. En 1793, Johann Gutsmuth écrivit un premier traité sur la gymnastique pour les jeunes; en 1811, Friedrich Ludwig Jahn fonda un club de gymnastique, le *Turnplatz*, dans le but de combattre la «dégénérescence de la race» et de développer un sens du patriotisme.

Nombreuses sont les raisons pour lesquelles la gymnastique parvint avec peine à se libérer de la conscription, car le climat social de l'Europe continentale était décidément nationaliste et militariste. À cette époque, la culture de la gymnastique était dominée par deux grandes écoles de pensée:

- 1. d'un côté, la gymnastique suédoise conçue par Per Henrick Ling (1776-1839), qui devait contribuer au développement simultané du corps et de l'esprit et présentait quatre objectifs, instructif, militaire, médical et esthétique
- 2. de l'autre, la gymnastique allemande, proposée par Jahn, qui donnait beaucoup d'importance à l'emploi d'équipements.

Le débat sur les mérites relatifs de la gymnastique suédoise ou allemande durera jusqu'en 1920.

En France, la gymnastique connaît une évolution particulière avec les expériences du colonel Francisco Amoros, Français d'origine espagnole

qui fut considéré comme le successeur du Suisse Pestalozzi et de l'Allemand Jahn. Le vif intérêt qu'il portait à la médecine et à la mécanique humaine le conduisit à utiliser des méthodes scientifiques, y compris les cartes physiologiques du docteur Verdier — pourtant invérifiables — et le dynamomètre pour mesurer l'effort musculaire. Amoros établit plusieurs gymnases, dont le «gymnase normal» de Grenelle en 1819, un établissement civil et militaire, surchargé d'appareils. L'armée française adopta la méthode d'Amoros pour l'école normale de gymnastique militaire de Joinville-le-Pont, qui fut fondée en 1852. En 1869, un décret rendit la gymnastique obligatoire dans les écoles publiques et dans les écoles normales. En 1902, les règlements militaires introduisirent la gymnastique suédoise dans les camps. Ainsi se dessinèrent en France les modèles et les normes de la gymnastique, exemplifiés dans la gymnastique scolaire, qui représentait une synthèse harmonieuse des méthodes suédoise et allemande.

La Grande-Bretagne et la révolution du sport au XIXe siècle

Le XIX° siècle assiste à la démocratisation générale de l'éducation en Europe occidentale. En effet, c'est durant ce siècle, bien qu'à des dates très différentes selon les pays, que les systèmes d'éducation de l'État sont introduits. En France, cette démocratisation date de la loi Jules Ferry, émise en 1882, qui rend l'éducation obligatoire et gratuite dans toute la République. Ensuite, avec la scolarisation massive et l'augmentation du nombre d'associations, le sport se diffuse et se démocratise rapidement dans l'ensemble du pays. Les Britanniques ont joué un rôle essentiel dans l'invention des sports modernes. Ils les ont fait connaître et adopter en Europe occidentale, et ont transformé la manière dont était considérée la culture physique.

Vers le milieu du XIX^e siècle, l'industrie du divertissement fait son apparition en Grande-Bretagne et aux États-Unis, et propose des sports de spectacle et de nouveaux loisirs accessibles à tous. On voit se développer un goût pour les vacances, le voyage, les loisirs et les sports d'amateur.

«De 1828 à 1842, le directeur de l'école de Rugby, Thomas Arnold, modela l'esprit sportif de la jeunesse anglaise. Son originalité fut de faire de l'activité sportive un élément de la formation du caractère. Par le sport, l'élève connaissait la nécessité de la libre discipline; le sport devenait ainsi une pièce capitale de l'éducation morale et, associé étroitement à l'étude, il devint rapidement la pierre angulaire de toute l'éducation britannique sur laquelle reposa en grande partie la puissance du Royaume et de l'Empire» (Parienté, 1995).

En 1841, le Britannique Thomas Cook organisait son premier voyage, tandis que l'écrivain et caricaturiste suisse Rodolphe Töpffer publiait son livre *Voyages en Zig-Zag*: «Dans les écoles anglaises, les jeux scolaires ont été codifiés par des enseignants tels que Thomas Arnold: le football, le rugby, le polo, la boxe, la natation et l'athlétisme en sont les principaux représentants et, selon les propos de J. P. Bodis, le rugby est le grand sport éducationnel de la Grande-Bretagne» (Lejeune, 2001). La légende raconte qu'en 1823, un élève de l'école de Rugby, William Webb Ellis, lança la balle dans le but de l'adversaire avec sa main et inventa ce qui allait bientôt être connu comme le «football-rugby», d'après le nom de la ville où il naquit.

À partir de 1850, les écoles publiques, les universités et les grandes villes s'équipèrent de gymnases. Les premières fédérations sportives britanniques furent établies: la Rugby Football Union en 1871, la Scottish Football Union en 1873, l'Amateur Athletic Association en 1880 et la Northern Rugby Union en 1895. D'autres pays européens décidèrent de suivre l'exemple de la Grande-Bretagne et de créer leurs propres fédérations. Ainsi furent fondées l'«Union des sociétés françaises de course à pied» en 1870, la Federcalcio italienne en 1898 et la Deutscher Fussball-Bund en Allemagne en 1900.

Le vocabulaire sportif anglais gagna également du terrain, avec des mots tels que jockey, turf, pedigree ou sportsman (dans son sens chevaleresque), empruntés par différentes langues. Les ingénieurs britanniques travaillant dans la construction des lignes de chemins de fer et les employés commerciaux furent à l'origine de la création des premiers clubs sportifs en Europe et sur la route de l'Inde. L'île Maurice possédait déjà son club en 1812, puis ce fut au tour de la Belgique, des Pays-Bas, de la France, de la Suisse et de la Russie entre 1855 et 1892. Le club de la Juventus fut créé à Turin en 1897, tandis qu'en France, les élèves du lycée Michelet de Vanves fondèrent l'«Olympique» en 1870, ceux du lycée Condorcet établirent le «Racing-Club de France» en 1882, et ceux du lycée Saint-Louis créèrent le «Stade français» au jardin des Tuileries en 1883. Le sport moderne était désormais considéré comme un moyen d'instiller de la discipline et des valeurs morales; il reflétait la détermination de «civiliser» les jeux traditionnels, en imposant des règles et des régulations afin de canaliser l'agressivité et la violence, en rassemblant les joueurs dans des fédérations et des clubs, en organisant des compétitions et des championats régionaux, puis internationaux. C'est en 1885 qu'apparaît le football professionnel en Angleterre.

L'émergence des sports américains et la naissance du handball en Europe

Nation décolonisée désirant affirmer son individualité, les États-Unis créèrent leurs propres sports, dont le football américain et le base-ball; ce dernier allait de fait devenir le sport symbole du pays. Le basket-ball, un jeu d'intérieur, fut inventé en décembre 1891 par James Naismith, professeur d'éducation physique à la *Young Men's Christian Association* (YMCA) de Springfield (Massachusetts), afin d'occuper les jeunes étudiants durant les longs mois d'hiver. Ce jeu se répandit rapidement dans d'autres pays grâce au réseau mondial de la YMCA, et les jeunes gens jouaient déjà au basket-ball au Canada en 1892, en France en 1893, en Bohème en 1897, en Turquie en 1904 et en Russie en 1905. Aux États-Unis, la première ligue professionnelle de basket-ball fut fondée en 1949. La *Dream Team*, l'«équipe de rêve» formée en 1992 avec Michael Jordan pour capitaine, comptait toutes les *stars* du basket-ball américain; elle eut un immense impact international.

À l'occasion d'une rencontre organisée par la YMCA en 1895, le révérend William G. Morgan, ancien élève de James Naismith et directeur du département d'éducation physique à l'université de Holyoke (Massachusetts), présenta un jeu de balle où l'on devait reprendre la balle de volée et la renvoyer en arrière ou en avant, sport qui prit le nom de «volley-ball». Le volley-ball, qui se diffusa également grâce au réseau de la YMCA, connut un franc succès aux États-Unis et dans d'autres pays du Nouveau Monde, au Canada, au Brésil et à Cuba, ainsi que dans les pays plus lointains de l'Asie, notamment en Chine, au Japon et en Inde. Le basket-ball et le volley-ball se répandirent en Europe pendant la Première Guerre mondiale et s'implantèrent progressivement sur les cinq continents tout au long du XX^e siècle. La Fédération internationale de basket-ball (FIVB) et la Fédération internationale de volley-ball (FIVB) furent créées en 1932 et en 1947 respectivement.

Le base-ball et le football américain ne se sont pas véritablement ancrés dans d'autres pays, excepté à Cuba et au Japon à partir de 1945, avec la diffusion de la culture américaine dans l'empire du Soleil-Levant. Le base-ball, pratiqué dans de nombreux camps militaires lors de la Guerre civile américaine, « est devenu le sport national parce qu'il reflète parfaitement la structure de la civilisation américaine; il s'agit d'un sport d'extérieur dans lequel les performances peuvent être mesurées » (Thomas, 1999).

Le handball fut inventé en 1892 par le Tchèque J. Klenker, qui conçut un jeu nommé *Česka Hazena*, semblable à la version moderne du handball à sept, mais joué en plein air. En 1898, au Danemark, H.

Nielsen lança un type de handball à sept qui était pratiqué à l'intérieur, à cause du froid. L'Allemagne développa le handball à onze, selon le modèle du rugby et du football. En 1919, Karl Schllenz en établit des règles: la zone du but était interdite aux joueurs autres que le gardien, le mouvement avec la balle était limité et certains contacts autorisés. D'abord adopté comme sport complémentaire par des fédérations de basket-ball et d'athlétisme, le handball acquit sa propre fédération d'amateurs en 1928 lors des jeux Olympiques d'Amsterdam. En 1946, cette fédération devint la Fédération internationale de handball (FIH) et établit ses quartiers à Stockholm.

LA RENAISSANCE DES JEUX OLYMPIQUES

Le baron de Coubertin pour l'internationalisme sportif

Le XIX^e siècle finissant, et le XX^e siècle sont marqués dans le domaine des sports en France puis dans le monde par la personnalité fascinante et passionnée de Pierre de Fredi, baron de Coubertin (illustration 159), né le 1er janvier 1863. En 1883, Pierre de Coubertin découvre l'Angleterre. après s'être nourri d'ouvrages sur les méthodes pédagogiques de ce pays d'outre-Manche, notamment des Notes sur l'Angleterre de Taine. «Il y visite de nombreuses écoles, rencontre beaucoup de personnalités et rentre en France ébloui, désormais, son esprit tout entier est braqué sur le phénomène du sport dans l'éducation» (Lagorce et Parienté, 1988). En 1886, totalement gagné par l'anglophilie, il prend la plume dans La réforme sociale et propose la réforme de l'enseignement français. En 1888, à vingt-cinq ans, il est secrétaire du Comité pour la préparation des exercices physiques dans l'éducation. Il est alors reçu par le président Sadi Carnot qui l'écoute attentivement. Cette même année, un journaliste, Pascal Grousset, crée la Ligue nationale de l'éducation physique dont le but avoué serait de combattre l'« anglomanie » dudit Comité dont Pierre de Coubertin est le secrétaire général et surnommé le «Comité Jules Simon » (du nom du ministre de l'Éducation). De nombreuses personnalités sont membres de cette ligue dont Marcellin Berthelot, Clemenceau, Pasteur, Jules Verne. Cependant, en 1889, Pierre de Coubertin est désigné pour représenter la France au Congrès des exercices physiques dans le Massachusetts, à Boston.

À son retour, il travaille avec encore plus d'acharnement à son projet de réforme de tout le système d'enseignement français puis, en 1889, il envoie son mémoire sur la *Portée morale de l'athlétisme* à l'Association

pour l'avancement des sciences. À la fin de 1889 Georges Saint-Clair transforme l'Union des sociétés françaises de course à pied en Union des sociétés françaises de sports athlétiques (USFSA) à laquelle il veut affilier les associations scolaires dont Pierre de Coubertin est l'inspirateur et souvent le créateur. Enfin en 1890, la réforme de l'enseignement français est enfin décrétée et l'éducation physique et sportive intégrée dans les programmes scolaires.

En 1891, Pierre de Coubertin transforme le Comité Jules Simon en Conseil supérieur de l'éducation physique. Le Père Didon, prieur d'Arcueil, un de ses admirateurs et disciples, fait broder sur le fanion de son club scolaire: Citius, Altius, Fortius (plus vite, plus haut, plus fort). Cette formule va devenir la plus célèbre de toutes, puisque c'est elle qui sera retenue par Pierre de Coubertin pour la devise des jeux Olympiques. Le 25 novembre 1892, à Paris, dans le grand amphithéâtre de l'ancienne Sorbonne, lors d'une cérémonie officielle présidée par le président de la République, le baron Pierre de Coubertin lance l'idée d'établir les «jeux Olympiques de l'ère moderne». L'idée n'était pas nouvelle, il est vrai. Dès 1834, furent organisés des Jeux scandinaves sous l'égide de Gustav Schartau, inspirés des Jeux de la Grèce antique. En 1850, tentative malheureuse d'un riche commercant grec, Evangelios Zappas qui, rêvant d'une «Renaissance grecque», organise des «concours Olympiques» à Athènes. Il y perd beaucoup d'argent sans grand succès. En 1869, en Grande-Bretagne, sont joués les Olympic Games de Muchwenlock. Mais toutes ces initiatives restèrent sans suite. Entre 1874 et 1881 des fouilles archéologiques menées par Ernst Curtius, un Allemand, à Olympie, avaient à nouveau attiré l'attention sur l'antique site des Jeux en Grèce. Une série d'articles signés de Philippe Daryl, pseudonyme de Pascal Grousset participèrent également à la diffusion de l'idée des jeux Olympiques modernes.

Ouvert sur le pacifisme face aux tensions internationales, Pierre de Coubertin écrit dans *Pédagogie sportive*: «L'effort est la joie suprême; le succès n'est pas un but, mais un moyen pour viser plus haut; l'individu n'a de valeur que par rapport à l'humanité» (Parienté, 1995). La voix de Coubertin sera très rapidement perçue bien au-delà des frontières de la France, car il prônait: «L'heure a sonné où l'internationalisme sportif est appelé à jouer un nouveau rôle dans le monde. L'Allemagne a exhumé ce qui reste d'Olympie, pourquoi la France ne réussirait-elle pas à en reconstituer les splendeurs?» (Parienté, 1995).

Le rétablissement des jeux Olympiques : création du CIO

Enfin le rétablissement des jeux Olympiques est prononcé solennellement le 23 juin 1894, dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne nouvelle, par le Congrès international universitaire et sportif convoqué à cet effet. Un Comité international olympique (CIO) est mis en place et composé de six membres: Pierre de Coubertin en sera le président de 1896 à 1925. « Pourquoi j'ai rétabli les jeux Olympiques? dira plus tard Pierre de Coubertin, pour ennoblir et fortifier les sports, pour en assurer l'indépendance et la durée, et les mettre ainsi à même de mieux remplir le rôle éducatif qui leur incombe dans le monde moderne. Pour l'exaltation de l'athlète individuel dont l'existence est nécessaire à l'activité musculaire de la collectivité, et les prouesses au maintien de l'émulation générale » (Lagorce et Parienté, 1988).

Pierre de Coubertin se considérait comme un «révolté» contre «la philosophie vermoulue» de l'édifice social et scolaire, décidé à bâtir un système d'éducation pour son propre pays et à créer un moyen d'échange, par le sport, entre tous les pays du monde. Il émit le vœu que les premiers jeux Olympiques de notre ère moderne réellement internationalisés, aient lieu à Paris en 1901. Mais il céda au gouvernement grec qui eut l'honneur d'accueillir les premiers Jeux internationaux à Athènes, du 5 au 13 avril 1896 sur le site des Jeux antiques. Un mécène grec d'Alexandrie, G. Averoff, finança la reconstruction du stade construit au IVe siècle av. J.-C., le reste étant subventionné par l'État grec, aidé par une souscription publique et la vente de timbres commémoratifs. Adossé au flanc du mont Hymette, le stade est tout en marbre et en forme de U.

Première épreuve nouvelle: le marathon

À ces Jeux d'Athènes vont concourir 230 athlètes grecs et 81 athlètes étrangers. Au programme 9 disciplines et 43 épreuves, dont celle, nouvelle, de marathon. Cette dernière fut imaginée et proposée par le philologue français Michel Bréal, en l'honneur de l'exploit du vaillant soldat Philipides, qui avait couru 42 kilomètres en partant de la ville de Marathon pour apporter à Athènes la nouvelle de la victoire sur les Perses (490 av. J.-C.) et devint le symbole d'une nation et d'une mission sublime. En 1895, Bréal écrivit à Pierre de Coubertin pour lui dire qu' «il offrait une coupe en argent au coureur qui, parti de Marathon, arriverait le premier à Athènes» (Lagorce et Parienté, 1988).

Après les abandons du Français Albin Lermusiaux et de l'Australien Edwin Flack, qui avaient mené la course l'un après l'autre, Spiridon Louys, le porteur d'eau d'Amaroussi, un faubourg d'Athènes, triompha le 10 avril au marathon, provoquant une explosion de nationalisme (Lejeune, 2001). «Un coup de canon retentit, 60 000 cœurs battant à l'unisson. C'est d'abord un grand silence blanc, puis un cri d'allégresse : Louys a pénétré dans le stade; son tour de piste est à la fois enfer et paradis. Deux Grecs le soulèvent de terre, le hissent sur leurs épaules et le conduisent auprès du roi : la Grèce renaît » (Lagorce et Parienté, 1988). Pierre de Coubertin, faisant de la «psychologie de sport» avant la lettre, analysa le succès du héros en ces termes: «Spiridon était un magnifique berger vêtu de la fustanelle populaire et étranger à toutes les pratiques de l'entraînement scientifique. Il se prépara par le jeûne et la prière et passa, dit-on, la dernière nuit devant les icônes, à la clarté des cierges. Dès lors je fus persuadé que les forces psychiques jouaient en sport un rôle bien plus effectif qu'on ne leur attribue» (Lagorce et Parienté, 1988).

Ainsi commence la légende des Jeux modernes qui connaîtront l'avènement de nombreuses autres épreuves créées tout au long du XX^e siècle. Le premier champion de l'ère moderne fut l'américain James Connolly (lauréat de l'université d'Harvard) qui franchit 13,71 mètres au triple saut, devançant de plus d'un mètre le Français Alexandre Tuffere (12,70 mètres).

LES JEUX OLYMPIQUES DE 1900 À NOS JOURS

Il fut décidé de respecter la même périodicité pour les jeux Olympiques (JO) modernes que celle des jeux de la Grèce antique: ils se tiendraient tous les quatre ans. Pendant ces premiers Jeux à Athènes se développa l'idée de faire de la Grèce le siège de tous les futurs JO, mais Pierre de Coubertin craignait qu'Athènes ne puisse soutenir tous les quatre ans un tel effort financier et organisationnel. «Aussi proposa-t-il lors du banquet de clôture de 1896, à Athènes, de faire se succéder tous les quatre ans les grandes villes du monde entier» (Lejeune, 2001). Mais la tentation fut grande, à plusieurs reprises, de fixer le siège des JO de façon permanente en raison du coût exorbitant de la mise en place des structures à la hauteur des exigences: Hitler proposa l'Allemagne après les JO de Berlin de 1936; puis, après ceux de Montréal en 1976, l'on repensa à un site permanent à proximité d'Olympie, mais sans concrétisation à nos jours; les enjeux économiques, et le prestige des Jeux étant importants, de nombreuses villes

candidates continuent de se disputer ce privilège. Seule la ville de Rome demanda la réattribution des jeux de la IV^e Olympiade pour des raisons matérielles (dues à l'éruption du Vésuve en 1906), lesquels furent confiés à Londres pour l'édition de 1908.

Les deuxièmes JO se tinrent à Paris en 1900, dans le site de l'Exposition universelle, avec la participation de 24 comités olympiques nationaux, de 1 225 athlètes dont 19 femmes qui firent alors leur première apparition aux Jeux modernes. La première à obtenir un titre de championne fut la Britannique Charlotte Cooper, au tennis. Les organisateurs de l'exposition répartirent les compétitions sur cinq mois, ce qui contraria le caractère olympique des épreuves.

Les mêmes erreurs se répétèrent, aux États-Unis d'Amérique aux jeux de la III^e Olympiade de 1904 à Saint-Louis, où les compétitions furent dispersées sur plus de quatre mois et demi, perdues dans le chaos d'une Exposition universelle. Ces Jeux connurent la participation de 11 nations seulement et 496 athlètes. En 1908, les Jeux de Londres devinrent véritablement internationaux avec 2 059 athlètes de 22 nations, où les archers Willy et Lottie Dod devinrent les premiers médaillés frère et sœur, et où fut prononcée la première disqualification pour dopage du marathonien de Capri: Drando Pietri.

En 1912 à Stockholm, les JO confirment leur attrait grandissant: présence de 28 nations et de 2 541 athlètes (dont 57 femmes) et 102 épreuves. Ces Jeux furent un modèle d'efficacité, les hôtes suédois ayant introduit officiellement l'usage du chronomètre électronique, ainsi que le premier système de haut-parleurs. La Suède refusa que des tournois de boxe aient lieu sur son territoire, ce qui décida le Comité international olympique à limiter les pouvoirs du pays hôte dans l'élaboration du programme des Jeux. Le héros le plus populaire des Jeux de 1912: l'Indien de l'Oklahoma, Jim Thorpe, s'attribua les cinq épreuves du pentathlon et le record du monde dans les dix épreuves du décathlon.

Le protocole olympique s'étoffe

Les Jeux de 1920 à Anvers, en Belgique, furent les premiers à arborer le drapeau olympique à cinq anneaux (représentant les cinq continents), et à demander aux athlètes de prêter serment. Le tireur suédois Oscar Swahn, à 72 ans, gagna une médaille d'argent dans l'épreuve du tir à deux coups sur cible mobile. Il devint ainsi et reste le médaillé le plus âgé de l'histoire olympique. Participèrent aux Jeux 29 nations, 2 669 athlètes, dont 78 femmes seulement, pour 154 épreuves. La devise olympique, *Citius, Altius, Fortius*

(«plus vite, plus haut, plus fort») fit son apparition aux jeux Olympiques de 1924 à Paris, proposée par Pierre de Coubertin. L'internationalisation et la médiatisation de ces rencontres sportives s'accélérèrent puisque l'on vit le nombre de pays participant passer de 29 en 1920 à 44 en 1924 à Paris, avec la présence de plus de mille journalistes. La solennisation s'accentuait également au fur et à mesure: lors de cette Olympiade fut introduit le rituel du lever des trois drapeaux lors de la cérémonie de clôture, celui du Comité international olympique, celui du pays hôte et celui du prochain pays à accueillir les Jeux.

La flamme olympique fut allumée pour la première fois aux Jeux d'Amsterdam en 1928, à l'occasion de la cérémonie d'ouverture, la délégation grecque conduisant le défilé des athlètes et celle des Pays-Bas, le pays hôte, le fermant. La Grèce en premier et le pays hôte en dernier font ainsi désormais partie du protocole olympique. Il est alors aisé de constater combien le cérémonial olympique s'étoffe et s'imprègne de symbolismes: ouverture officielle des Jeux par un politique, roi ou président de la République; parcours de la flamme qui embrase solennellement la vasque olympique; serment olympique prononcé par un athlète choisi pour ses exploits; défilé d'ouverture des comités olympiques nationaux avec les drapeaux de leurs pays respectifs, la Grèce en tête. En 1972 à Munich, l'on assiste au premier serment des officiels en cérémonie d'ouverture.

Les jeux Olympiques d'hiver

Le CIO institua les premiers jeux Olympiques d'hiver qui se tinrent à Chamonix en France, en 1924 (illustration 160). Ces Jeux concernent les sports de glisse sur neige et sur glace dont les principaux sont: le ski de fond, de vitesse et de saut, le slalom géant (depuis Oslo, 1952), et le patinage artistique individuel ou par couple, le patinage de vitesse, le snowboard (1964, invention américaine), le bobsleigh, et le hockey en jeu collectif. La première usine de fabrication de skis fut créée à Christiana, ancien nom de la ville d'Oslo, en 1886. En 1892 est créée la Fédération internationale de patinage à Scheveningen, aux Pays-Bas, et puis le premier championnat du monde de patinage artistique a lieu à Saint-Pétersbourg, en Russie, en 1896. Le rôle des stations touristiques hivernales telles celles de Saint-Moritz (Suisse), Briançon (Hautes-Alpes, France), et Chamonix (France) a été très important depuis le début du siècle dans le développement des sports d'hiver et la mise en place des championnats. Les XIX^e Jeux d'hiver de Salt Lake City (Utah, États-Unis), en février 2002, accueillirent près de 2 400 athlètes avec 78 épreuves, des chiffres jusque-là inégalés, pour les Jeux d'hiver. Mais les premiers Jeux du nouveau millénaire furent entachés d'un scandale ayant entraîné la démission ou la radiation des membres du CIO sur la dénonciation de corruption, par la presse, lors du vote de désignation des villes de Sydney (pour les JO de 2000) et Salt Lake City pour les JO d'hiver. Il est ici donné la mesure d'un des aspects les plus négatifs de la mercantilisation des sports.

Les jeux Paralympiques

Des jeux Paralympiques furent également institués, les premiers se tenant à Rome en 1960, donnant ainsi l'opportunité à des milliers de sportifs handicapés physiques ou mentaux de participer à des compétitions internationales, le XX^e siècle inaugurant ainsi un nouveau rapport au sport. Le grand initiateur fut le neurochirurgien Ludwig Guttmann, qui, depuis l'hôpital de Stoke Mondeville près de Londres, eut la fantastique idée d'organiser, parallèlement avec les jeux Olympiques de Londres, en 1948, des jeux sportifs pour ses pensionnaires paraplégiques, d'anciens aviateurs de la Royal Air Force, blessés au combat pendant la Seconde Guerre mondiale. Le jour de l'ouverture des Jeux de Londres, et à la même heure, il organisait, dans son centre médical, la première rencontre sportive pour handicapés en fauteuil roulant. Il a fallu cependant attendre 1960 et les Jeux de Rome pour voir accueillis 300 sportifs handicapés.

Les jeux Paralympiques se tiennent après les JO d'été et sont de nos jours la deuxième manifestation sportive au monde par le nombre de ses participants, soit 5 000 aux Jeux de Sydney, exprimant de ce fait la nécessité dans la société contemporaine d'une meilleure intégration de toutes ses composantes, toutes ayant un même besoin de joie de vivre et d'autovalorisation par la reconnaissance des autres. Différents types d'handicapés participent aux Jeux: les sportifs amputés (des membres inférieurs ou supérieurs), les tétraplégiques ou paraplégiques en fauteuil roulant, les déficients visuels, les déficients mentaux, certains types de déficients moteurs. Les épreuves sportives sont très diversifiées: tir, tir à l'arc, athlétisme, natation, cyclisme, tennis de table, judo, haltérophilie, voile, etc. Les exploits réalisés sont impressionnants et nécessiteraient une meilleure médiatisation afin de continuer à dissiper les stéréotypes, et modifier les comportements.

La participation féminine aux jeux Olympiques

Après les jeux Olympiques d'Amsterdam en 1928, le nombre de femmes partcipant activement augmenta. Elles furent finalement autorisées à participer aux épreuves de gymnastique et d'athlétisme, après n'avoir jusque-là pu participer qu'au tennis, golf, patinage artistique, voile, natation, escrime et tir à l'arc. À Helsinki en 1952, l'Union soviétique participa pour la première fois et ses gymnastes féminines se révélèrent particulièrement impressionnantes. Elles dominèrent les compétitions pendant quarante ans jusqu'au moment de la désintégration de l'Union soviétique.

Le problème de la place de la femme dans le sport fut rapidement posé par des organismes internationaux tels l'Internationale sportive ouvrière socialiste (ISOS), créée en 1913, l'Union internationale d'éducation physique et sportive du travail, fondée en 1920, (plus couramment appelée Internationale sportive de Lucerne, ISL), l'Internationale rouge sportive (IRS), établie en 1921, et leurs ramifications nationales, ainsi que le vaste réseau de sociétés sportives et culturelles de gauche non marxiste. Les femmes ont obtenu le droit de vote aux États-Unis en 1914, en Allemagne en 1919, en Grande-Bretagne en 1918 (à trente ans, puis à la majorité en 1928). Des sociétés omnisports féminines sont créées. En France, la Fédération sportive et gymnique du travail (FSGT), créée en 1934, participa activement à un vaste mouvement d'intensification rapide de la pratique sportive aussi bien masculine que féminine. L'action conjuguée de la démocratisation de l'instruction publique, de l'émancipation politique des femmes, des fédérations et associations sportives diverses a donné au sport féminin des pays industrialisés une impulsion considérable.

Il faudra attendre la décolonisation et les indépendances nationales pour voir émerger et briller aux jeux Olympiques les athlètes africaines et du Moyen-Orient. De dix-neuf participantes aux Jeux de Paris en 1900, les femmes étaient 4 069 à concourir en l'an 2000 aux Jeux de Sydney, pour 6 582 hommes, soit un pourcentage de près de 40 %. L'ex-entraîneur de l'équipe nationale de football français, Aimé Jacquet, déclara lors des Assises nationales «Femmes et sport», en mai 1999, à Paris: «Au-delà de la pratique, voire de la compétition, la femme a encore sa place à trouver dans les structures administratives. Sa sensibilité, son intuition et son sens des responsabilités doivent lui permettre de donner sa pleine mesure dans les organes de décision et d'organisation. Ce qui demeure encore insuffisant» (Thomas, 1999).

Le tableau 10 et la figure 3 montrent l'augmentation du nombre de femmes participant aux jeux Olympiques à partir de la fin du XIX^e siècle.

Tableau 10 Nombre d'hommes et de femmes participant aux jeux Olympiques d'été

Année	Ville	Pays	Athlètes	Hommes	Femmes	Épreuves
1896	Athènes	14	245	245	0	43
1900	Paris	24	1,225	1,206	19	87
1904	Saint-Louis	13	689	681	8	94
1908	Londres	22	2,035	1,999	36	109
1912	Stockholm	28	547	2,490	57	102
1920	Anvers	29	2,669	2,591	78	154
1924	Paris	44	3,092	2,956	136	126
1928	Amsterdam	46	3,014	2,724	290	109
1932	Los Angeles	37	1,408	1,280	127	116
1936	Berlin	49	4,066	3,738	328	129
1948	Londres	59	4,099	3,714	385	136
1952	Helsinki	69	4,925	4,407	518	149
1956	Melbourne	67	3,184	2,813	371	145
1960	Rome	83	5,348	4,738	610	150
1964	Tokyo	93	5,140	4,457	683	163
1968	Mexico	112	5,530	4,750	780	172
1972	Munich	121	7,123	6,065	1,058	195
1976	Montréal	92	6,028	4,781	1,247	198
1980	Moscou	80	5,217	4,093	1,124	203
1984	Los Angeles	140	6,797	5,230	1,567	221
1988	Séoul	159	8,465	6,279	2,186	237
1992	Barcelone	169	9,367	6,659	2,708	257
1996	Atlanta	197	10,320	6,797	3,523	271
2000	Sydney	199	10,651	6,582	4,069	300

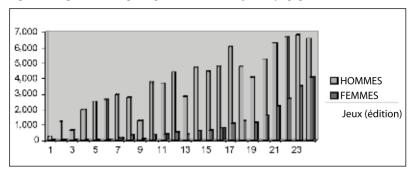


Figure 3 Progression de la participation féminine aux jeux Olympiques.

Les premiers Jeux africains de Brazzaville

Les premiers Jeux africains se tinrent à Brazzaville (Congo) en 1965. Un stade omnisports, un bijou de 800 millions de francs CFA, l'un des tout premiers de cette envergure en Afrique avait été inauguré en juin 1964, permettant la tenue des Jeux au niveau continental. «Brazzaville» fut une étape décisive pour le sport africain, et conduisit à la fondation du Conseil supérieur du sport en Afrique (CSSA), malgré l'impossibilité pour les pays encore sous l'emprise coloniale de participer aux rencontres internationales (Mozambique, Angola, Guinée-Bissau, Cap-Vert, et l'Afrique du Sud de l'apartheid rejetée des Africains). Le secrétaire général du CSSA était le Congolais Jean-Claude Ganga, qui travaillait sous le patronage du président de la République, Alphonse Massambat Débat, et d'Avery Brundage, membre du CIO. L'objectif du CSSA consistait à encourager le développement et la diversification du sport africain, lequel allait par la suite enrichir de sa participation les jeux Olympiques, comme l'avait tant appelé de ses vœux Pierre de Coubertin, mort en 1937 avant de voir se réaliser ses espoirs.

Aux JO de Rome déjà, en 1960, les premiers Noirs africains (représentant leur pays) avaient fait leur apparition: le Ghanéen Ike Quartley décrocha la médaille d'argent en boxe dans la catégorie poids welter léger, et l'Éthiopien Abebe Bikila, créant la «légende du coureur aux pieds nus», distança le Marocain Rhadi Ben Abdesselem pour devenir le premier Noir africain champion olympique. Puis, en 1964, à Tokyo, Abebe Bikila devint le premier athlète à répéter une victoire au marathon (illustration 161). Les premiers Jeux africains suscitèrent un grand enthousiasme et donnèrent un puissant élan au sport des jeunes États du continent. Des athlètes nordafricains battirent tous leurs adversaires aux épreuves de natation et de tennis. Les deuxièmes Jeux africains eurent lieu à Lagos, au Nigeria, et en

l'an 2000, les VII^e Jeux africains se tinrent à Johannesburg, en Afrique du Sud, libérée de l'apartheid. À ces Jeux, la seule délégation du Cameroun comprenait 200 participants.

APERÇU DE QUELQUES SPORTS

Le football

Considéré comme le «roi des sports» et connu également sous le nom de *soccer* (aux États-Unis), ce sport est, de nos jours, le plus populaire de la planète, pratiqué sur les cinq continents sans exclusive de pays, par plusieurs millions de sportifs. Nul événement ne suscite autant de «passion partagée» et d'engouement par les habitants du monde entier que la Coupe du monde de football. Cette dernière, organisée tous les quatre ans, constitue la manifestation sportive la plus renommée sur le plan international, tous les pays exprimant leur désir et leur empressement à participer à la grande « fête sportive ». Dominique Lejeune nous le confirme: «Parmi les premières manifestations de volonté des nouveaux États indépendants, a figuré souvent la demande d'adhésion à la FIFA (Fédération internationale de football association), qui tient une place éminente dans l'affirmation nationale de pays nouvellement indépendants» (Comité Olympique. Association française femmes et sport).

Organisée pour la première fois en 1930, en Uruguay, la Coupe du monde fut le point de départ d'une opposition de style entre la virtuosité du football sud-américain et la puissance doublée de rigueur du football européen. Le Brésil, la République fédérale Allemande, l'Italie, l'Argentine et l'Uruguay ont souvent été au palmarès de la Coupe du monde. En 1960 apparaît la Coupe des clubs champions du monde, coupe intercontinentale qui réunit les meilleurs clubs des différents continents. En Europe on dénombre trois coupes: la Coupe des clubs champions ou Ligue des champions, créée en 1956; la Coupe de l'UEFA, créée en 1957; la Coupe des vainqueurs de coupe, créée en 1960, et qui oppose les vainqueurs des Coupes nationales de chaque pays européen.

L'Amérique du Sud, a été particulièrement bien représentée à la Coupe du monde par le Brésil qui est à ce jour le seul pays ayant remporté cinq fois le prestigieux trophée (en 1958, 1962, 1970, 1994, 2002). Les meilleurs buteurs de la Coupe du monde ont laissé leur marque: Gerd Muller (ex-RFA) avec 14 buts de 1970 à 1974; Just Fontaine (France) 13 buts en 1958; Pelé (Brésil) 12 buts de 1958 à 1970; Ronaldo (Brésil) 12 buts de 1998 à 2002. La Coupe du monde féminine s'est tenue pour la première fois en 1991 en Chine, remportée par les États-Unis; en 1995 en

Suède, remportée par la Norvège, puis en 1999 aux États-Unis, remportée par les Américaines, ces dernières confirmant leur suprématie mondiale. La Coupe du monde féminine suivante s'est tenue en 2003 et fut gagnée par l'Allemagne. Elle devait au départ être tenue en Chine, mais fut déplacée aux États-Unis à cause de l'épidémie de grippe aviaire (SRAS) frappant la Chine à ce moment.

La discipline footballistique connaît deux autres variantes également très populaires dans leurs zones d'évolution: le «football américain» et le «football australien». Le premier a franchi les frontières américaines; la *National Football League*, avec 30 équipes professionnelles, en est le championnat le plus important.

Année	Lieu	Vainqueur	Année	Lieu	Vainqueur
1930	Uruguay	Uruguay	1974	ex-RFA	ex-RFA
1934	Italie	Italie	1978	Argentine	Argentine
1938	France	Italie	1982	Espagne	Italie
1950	Brésil	Uruguay	1986	Mexique	Argentine
1954	Suisse	ex-RFA	1990	Italie	ex-RFA
1958	Suède	Brésil	1994	États-Unis	Brésil
1962	Chili	Brésil	1998	France	France
1966	Angleterre	Angleterre	2002	Corée-Japon	Brésil
1970	Mexique	Brésil	2006	Allemagne	Italie

Tableau 11 Pays vainqueurs de la Coupe du monde

Le football, la médiatisation et la violence

Le football a connu une rapide professionnalisation du fait de son urbanisation et de sa surmédiatisation. Il est devenu un produit de grande consommation radiophonique et télévisuelle, pratiqué par une minorité de professionnels et suivi par une masse colossale d'auditeurs et téléspectateurs. La retransmission d'un match de football, aussi bien en national qu'en international, constitue un véritable «spectacle» haut en couleurs, mis en scène par les moyens techniques audiovisuels les plus sophistiqués. Le football apparaît comme un amplificateur de sentiments nationalistes, et souvent chauvins, dérapant rapidement vers la violence. Il mobilise les foules et exaspère les passions et les antagonismes. «Le sport se présente comme un miroir, exact ou déformant, de nos sociétés contemporaines et la littérature sportive a toutes les chances de manifester le fonctionnement de ce miroir. [...] Les compétitions sportives mettent en jeu des ressorts dramatiques profondément

incrustés dans une culture. Les sentiments de patriotisme local ou national y trouvent un exutoire particulièrement efficace. » (Gritti, 1975).

Le phénomène du hooliganisme (comportement de voyous), lui, est récent et quelques analyses sociologiques avancent l'idée selon laquelle il serait dû, pour beaucoup, à la désintégration de la cellule familiale, entraînant la disparition du contrôle des parents sur les jeunes et les incitant à s'intégrer dans des groupes victimes du chômage et de la délinquance urbaine. Pour Manuel Comeron et Serge Govaert, le hooliganisme est un phénomène qui «se caractérise par la production de comportements agressifs par un (des) individu(s) dans le contexte du spectacle sportif. Les médias commencèrent à faire état de ce phénomène dans les années 1960 avec la multiplication des scènes de violence entre les spectateurs des matchs de football en Grande-Bretagne.» (Comeron et Govaert, 1995). Ils remarquent que les siders sont friands de la «publicité» et de l'affichage social que les médias leur procurent.

Christian Pociello estime que la médiatisation à outrance des hooligans et des skinheads contribue à la continuation, voire au développement du phénomène: «Devenant, en quelque sorte, spectacle dans le spectacle, les hooligans peuvent y manifester cette «rage de paraître», s'agiter sur les gradins, y composer de vastes figures collectives «pour être vus», se battre violemment entre bandes pour se sentir exister. [...] C'est bien la télévision qui prête à cette volonté, son involontaire puis sa complaisante tribune.» (Pociello, 1995). J. M. Brohm a un point de vue plus radical considérant que le sport-spectacle est par nature responsable de la violence qu'il engendre: «le football-vandalisme, le supporteurisme, le hooliganisme sont aujourd'hui aussi indissolubles au football-spectacle que la mousse l'est à la bière ingurgitée en quantité industrielle par les fanatiques du ballon rond [...] Le massacre du Heysel en mai 1985 [...] a révélé à des millions de téléspectateurs européens la barbarie enfouie au plus profond du spectacle sportif.» (Brohm, 1993).

En Irlande du Nord, comme dans la vie politique, le clivage confessionnel entre catholiques et protestants se poursuit dans les stades. «À Glasgow, le football est plus qu'une passion. C'est une guerre de religion. Entre le Celtic catholique et les Rangers protestants, les tensions sont permanentes.» (Courrier international, hors série, mai-juin-juillet 2002). Les supporteurs violents rivalisent d'«originalité» d'un pays à l'autre: hooligans en Grande-Bretagne, skinheads en Allemagne, tifosi en Italie. Au Mondial de football de 1998 les hooligans britanniques se firent particulièrement remarquer par leur capacité d'«exportation» de la violence gratuite. Mais le recours au football comme transfert de conflits politiques couvant sous la braise est également une pratique courante de par le monde: telle «la guerre du football» ayant opposé le Salvador au Honduras en 1969, les déchaînements dans les stades en Algérie, en Chine (ville de Nanchong, 1988), dans les pays de l'Afrique subsaharienne, provoquant de violents affrontements physiques, des expulsions et des déplacements de populations.

Selon un tableau établi par le Conseil de l'Europe sur la violence dans les stades de football depuis le début du siècle il y aurait eu 965 décès et plus de 5 600 blessés. «S'agissant de tous les stades de la planète et étant donné la très grande fréquence des compétitions nationales et internationales, ce bilan n'est pas très élevé même s'il est fort regrettable. Il est sans comparaison avec celui des victimes des autres sources de violences pendant la même période. Sans parler des guerres et des révolutions, il suffit de citer la criminalité, les accidents du travail et la circulation routière.» (Lassalle, 1997). Il est à remarquer que le bilan des décès et des blessés est également imputable à l'état vétuste de certains stades ou à leur insalubrité, provoquant l'effondrement des gradins (Glasgow en 1902 et Bastia en 1992), l'écroulement des barrières, la rupture d'une grille (Le Caire en 1974), l'incendie d'une tribune en bois à Bradford en 1985, ou encore aux mouvements de panique entraînant l'entassement d'un grand nombre de spectateurs comme à Bukavu (Congo Zaïre) en 1974.

Il apparaît donc, que malgré ces manifestations de violence sporadiques, le football reste, parmi les sports, le plus grand stimulus de fraternité et d'amitié entre les individus et les peuples, en faisant tomber les barrières raciales.

Le cyclisme

Dès 1896 le cyclisme était au programme des JO à Athènes. L'épreuve féminine ne fut homologuée qu'en 1984. Les épreuves de cyclisme vont du sprint de mille mètres aux courses par étapes. La discipline cycliste connaît une longue et belle histoire. L'épreuve cycliste la plus renommée en est le « Tour de France », qui a lieu tous les ans en été et attire des équipes de coureurs du monde entier, durant les trois semaines de l'épreuve. Son origine remonte au Français Henri Desgrange, ancien champion cycliste des années 1890, qui fonda en 1900 le journal *L'Auto-Vélo*, quotidien paraissant sur papier jaune (couleur qui donnera, après la Première Guerre mondiale la couleur du maillot du vainqueur provisoire, puis définitif) et finança le lancement en 1903 d'un « Tour de France de 2 500 kilomètres en six étapes, venant supplanter les anciens Paris-Roubaix et Paris-Rouen. Les journaux italiens créèrent le Tour de Lombardie en 1905, le Milan-San Remo en 1907 et le Tour d'Italie (Giro) en 1909. Les Belges lancèrent le Tour de Belgique en 1907.

Mais, le cyclisme est aussi le sport par lequel le «scandale du dopage sportif» a fait couler le plus d'encre, depuis l'interpellation par des doua-

niers du masseur attitré de l'équipe Festina, emmenée par Richard Virenque lors du Tour de France 1998. Le «masseur-passeur», Willy Voet, transportait dans sa voiture de nombreux produits anabolisants classés parmi les dopants sportifs ainsi qu'un flacon d'amphétamines liquides. C'est alors que commencent une polémique et un énorme tapage médiatique sur la question du dopage sportif révélant au monde la surprenante hypocrisie des journalistes et experts évoluant dans le monde des sports à grand spectacle dont le cyclisme fait partie. Les sportifs clament leur innocence. Il semble pourtant n'être plus un secret pour personne que «100% des coureurs qui finissent un Tour de France utilisent des substances interdites, et que les pauvres naïfs qui ne se dopent pas à ce niveau ne voient jamais le bout du Tour, car ils n'arrivent jamais dans les temps» (Nadim, 1998). Longtemps le dopage s'est dissimulé derrière quelques sports boucs émissaires tels que le body-building, l'haltérophilie et l'athlétisme en général, afin de blanchir les autres sports. Ce qui a coûté cher à Ben Johnson c'est la trop grande visibilité de ses muscles. Mais déjà, pendant les années 1970, âge d'or de la domination des nageuses d'Allemagne de l'Est, c'est sur la natation que se sont portés «les premiers soupçons d'utilisation de produits pharmaceutiques pour créer en laboratoire de véritables machines sportives » (Pivato, 1994). De nos jours les records tombent de plus en plus vite et, au lieu de susciter le doute, on vante les techniques nouvelles d'entraînement et le perfectionnement du matériel. Un sportif entraîné au niveau exigé, pour satisfaire des enjeux toujours plus importants, ne peut suivre le rythme compte tenu de la trop grande fréquence des compétitions et des matchs, surtout si l'on y ajoute le handicap des décalages horaires et du stress.

La sprinteuse américaine Florence Griffith-Joyner est décédée le 21 septembre 1998 à trente-huit ans. Elle avait été triple championne olympique à Séoul (100 mètres, 200 mètres et 4 × 100 mètres) et lors de sa mort, était détentrice des records mondiaux des 100 et 200 mètres. Elle avait souhaité pulvériser le record féminin du 100 mètre en passant sous la barre des 10,5 secondes et cela lui a coûté la vie. En pleine gloire elle avait arrêté sa carrière, pensant préserver sa santé après des années de dopage, mais ce dernier a eu raison d'elle. Les effets du dopage nuisent gravement à la santé à court terme, entraînant des fractures d'effort et des ruptures tendineuses ou musculaires, et à long terme, provoquant des cancers et des troubles cardiaques.

À présent l'on parle du «couple maudit» cyclisme-dopage, mais tous les sports semblent concernés par le dopage devenu une composante quasi permanente des sports de haute compétition. Il permet de fabriquer des champions en de très brefs délais. Mais il explique également (de manière inavouée) le raccourcissement de la limite d'âge des footballeurs professionnels, par exemple, passant de 36 ans à 32 ans. La pratique du

dopage est en contradiction flagrante avec les objectifs et idéaux proclamés par l'olympisme, tout comme avec la nécessaire démocratisation du sport dans la société. En contradiction également avec la représentation contemporaine du corps qui se veut scientifique, feignant d'ignorer les effets néfastes, toxiques et destructeurs des produits absorbés. Les contraintes mercantiles, la recherche du record, de la performance à tous les prix, allant jusqu'au risque, supposé mesuré, de réduire l'espérance de vie, font prévaloir l'artifice sur la vie. Il serait souhaitable d'arriver à triompher de rapports conflictuels entre des théories à prétention scientifique et l'idéologie dominante d'un système économique où prévaut la recherche du profit par la performance maximale.

La boxe

La boxe est un sport de combat parmi les plus anciens du monde. Il est régi par des règles strictes destinées à protéger les boxeurs. Néanmoins, des accidents parfois mortels se produisent, lui faisant la réputation d'être le sport le plus violent du XXe siècle. Nombreux sont ceux qui souhaiteraient que ce sport soit interdit, telle la Suède qui s'opposa à le mettre au programme des JO de Stockholm, en 1912. La boxe, à l'instar du football, fait partie des sports rois, des plus populaires parce qu'à l'origine considéré comme le «sport des pauvres», et à très forte médiatisation. La télévision américaine avait commercialisé des galas de boxe dès 1941 et imposé un style en diffusant les combats en grands spectacles sur écrans géants. Mais les satellites (Relay I, en décembre 1962, Telstar, puis Relay II) conquirent le monde. De nos jours, par ce pouvoir des médias, la boxe est entrée dans le concert des sports brassant le plus d'argent dans les pays occidentaux, les États-Unis en tête, la télévision américaine sélectionnant les meilleurs boxeurs toutes catégories et rendant le public extrêmement exigeant.

C'est à Rome que Cassius Clay, jeune boxeur noir américain de dixhuit ans, fait ses débuts en remportant la médaille d'or dans la catégorie des mi-lourds «De tous les boxeurs, Cassius Clay est sans doute celui qui offre le plus admirable visage-objet. [...] Ses insultes détruisent, audelà du corps de l'adversaire son ego. Dans toutes les salles de boxe du monde "Mohamed Ali" (surnom pris après sa conversion à l'islam en 1964) devient l'idole [...] Face à lui les autres boxeurs, noirs ou pas, apparaissent comme des barbares: ils ne boxent que pour un titre; Mohamed Ali défend un style, celui d'une cause. Il occulte de la sorte la montée en flèche des boxeurs américains, génération nouvelle qui menace de faire basculer dans l'establishment la présence des boxeurs noirs américains sur les rings et les intérêts de leurs sponsors. Joe Louis

était devenu l'idole des soldats noirs américains engagés dans la Seconde Guerre mondiale. Ali, le rebelle, devient l'expression aux États-Unis de la révolution des peuples du tiers-monde que seule peut sauver la foi» (Rauch, 1992). «Jamais un poids lourd n'a exercé son pouvoir de manière aussi écrasante et absolue, jamais un boxeur noir n'a autant célébré les retrouvailles avec le continent africain. [...] Défenseur des faibles et des opprimés refusant de participer à la guerre du Viêt Nam, doté de stupéfiantes qualités d'encaisseur, Clay ne pouvait que gagner à Kinshasa» où il battit George Foreman (Lejeune, 2001).

Par le système des droits de retransmission, les enjeux financiers aujourd'hui dans le domaine de la boxe sont les plus importants du monde sportif. Le match de boxe, du 9 juin 2002, à Memphis, dans le Tennessee, disputé entre Mike Tyson et Lennox Lewis, tenant du titre de Champion du monde poids-lourd, a généré des revenus globaux de l'ordre de 300 millions de dollars américains. Le «Pyramid Arena» a vendu 19 000 tickets à partir de 2 400 dollars américains et les hôtels à Memphis, Shelby County et Tunica County, plus de 24 000 nuitées relatives au spectacle du match.

LE SPORT ET LA POLITIQUE

Le sport et les classes sociales

La politique a toujours été présente sur les stades, et ce depuis Olympie. Il suffit de savoir que les Jeux panhelléniques servaient de trêve aux guerres interminables et de moyen d'unification des peuples helléniques. Déjà à cette époque l'idéologie dominante faisait la loi puisque ces Jeux étaient interdits aux étrangers et aux esclaves. Par la suite, tout au long de l'histoire des activités physiques la pratique des différentes disciplines s'est répartie selon les classes sociales: les chevaliers s'affrontaient dans les tournois et duels chevaleresques, les paysans de campagnes voisines dans la dispute des jeux de *soule* ou de *calcio*.

Le sport britannique resta aristocratique et bourgeois jusqu'au milieu du XIX^e siècle où il connut une rapide démocratisation. Toutefois des séparations de classes subsistèrent selon les domaines: la boxe et le football restèrent longtemps le lot des ouvriers; le rugby, l'aviron, le tennis, l'athlétisme étaient «réservés» principalement aux universitaires. Cependant, la grande médiatisation du sport a accentué la politisation de ce dernier. Le sport, en ce début de XXI^e siècle, est vite devenu un canal idéal de transmission de valeurs politiques, voire raciales, devenant objet de propagande incarnant emblématiquement une nation, sa puissance économique, sociale

et militaire. Historiquement, l'organisation des grandes épreuves sportives a répondu à des présupposés idéologiques. Au niveau international, c'est à partir des années 1919–1920 que le sport devient un instrument politique d'exclusion, de boycottage, brandi par les pays dits démocratiques. Les pays vainqueurs refusent de rencontrer les pays vaincus sur le «terrain neutre» du sport. La reprise des rencontres sportives internationales avec les pays vaincus et neutres était subordonnée à leur adhésion à la Société des Nations (SDN).

Le sport et les relations internationales

En Europe, les rencontres sportives internationales furent érigées en instrument de politique étrangère. «La reprise du calendrier sportif international est inaugurée par les Jeux interalliés en 1919. Les anciens vaincus et la Russie bolchevique — qui devient à la fin de 1922 l'URSS et qui est mise au ban des nations — sont pendant plusieurs années exclus des compétitions internationales. Fait remarquable, parmi les anciens belligérants du camp des Empires centraux, c'est plus spécialement l'Allemagne et la Hongrie qui sont visées, car aux JO de Paris (1924), Autriche, Bulgarie et Turquie sont admises, alors qu'elles étaient absentes à Anvers en 1920» (Lejeune, 2001).

Une deuxième caractéristique fondamentale de cette période de l'histoire en matière de relations internationales est la constitution d'une pluralité d'internationales sportives, la révolution d'Octobre de 1917 provoquant l'éclatement du sport ouvrier international. Depuis 1913 il existait une Internationale sportive ouvrière socialiste (ISOS), son ancêtre étant l'Association socialiste internationale d'éducation physique. En 1920 fut créée, en France, l'Union internationale d'éducation physique et sportive du travail (plus couramment appelée Internationale sportive de Lucerne, ISL), en 1921 à Moscou, l'Internationale rouge sportive (IRS). La création de l'IRS, sous tutelle de l'Internationale communiste, s'inscrivait dans un contexte de révolution mondiale: il fallait « aller aux masses », se consacrer à la conquête à long terme de la majorité ouvrière, afin de la détacher des organisations bourgeoises.

«Le gouvernement français adopte, dès 1920, un certain nombre de dispositions à l'égard du sport de haut niveau qui indiquent clairement que le sport est devenu une affaire d'État.» (Arnaud, 1994). L'URSS avait très peu de contacts sportifs avec les pays du monde capitaliste, à l'époque du NEP surtout, où la culture physique prolétarienne, élément du « Proletkult » (culture prolétarienne), devait surpasser la culture physique et sportive bourgeoise considérée comme dépassée, voire dégénérée. L'IRS organisa

à Paris, en 1934, un rassemblement international des sportifs «contre le fascisme et la guerre», manifestation politico-sportive qui remplaça la *Spartakiade* de Moscou.

Dans l'entre-deux-guerres, pour les fascistes italiens l'entraînement sportif est une préparation à la guerre et le sportif est un combattant avant tout. Le *duce* favorise le développement de la boxe, de la lutte et a une nette préférence pour les sports militaires d'aviation et l'escrime. En 1931, Barcelone perd, peu de temps après la proclamation de la République espagnole, le droit d'organiser les jeux Olympiques de 1936. «La ville de Berlin a (donc) été choisie comme ville organisatrice des JO de 1936 avant l'avènement des nazis. À l'approche de la date fatidique, une campagne de boycott a été organisée par les milieux de gauche et certaines communautés juives parce que la politique de discrimination raciale menée en Allemagne était contraire aux principes des Jeux. L'influence des questions politiques sur le mouvement sportif était patente.» (Arnaud, 1994).

Le sport et le racisme

Le régime nazi de Hitler décida d'utiliser délibérément le sport à des fins politiques. Il accepta donc d'organiser les JO de 1936 et Walther Funk déclarait lui-même que les Jeux étaient une occasion de propagande qui n'avait jamais connu d'équivalent dans l'histoire du monde. Ainsi, dès 1933, le principe du «nouvel ordre» fut introduit dans les associations et les clubs sportifs; les juifs (non aryens) furent exclus de toutes les organisations sportives. Cependant c'est lors des jeux Olympiques de 1936 à Berlin que l'athlète noir américain, Jesse Owens, entra dans la légende avec quatre victoires olympiques: saut en longueur, 100 mètres, 200 mètres et 4 x 100 mètres, faisant un pied de nez aux théories racistes du nazisme. La rumeur journalistique raconta que Hitler avait quitté volontairement la tribune pour éviter de serrer la main de Jesse Owens.

Sur la question du racisme en politique d'éducation physique, l'histoire nous apprend que les coloniaux éprouvaient de «grandes peurs à l'idée que des autochtones partagent avec eux les mêmes activités physiques». «La séparation des races» est une recommandation explicite du pouvoir central français dans la loi sur «l'éducation physique aux colonies (1930)». «À cette peur affichée de voir se renverser le rapport dominant/dominé, s'ajoute la peur de la contamination. L'éducation physique coloniale porte elle aussi son lot d'imaginaire en matière d'hygiène. Il paraît donc utile de maintenir l'éloignement entre les communautés européennes et les communautés autochtones, d'autant plus que les colonies sont particulièrement exposées aux épidémies de peste, de choléra, de typhus. [...] Argument fort

pour développer les exclusions au sein de la jeunesse notamment» (Gleyse, 2001). Les stratégies d'apartheid plus ou moins fines, adaptées à chaque territoire, sont caractéristiques de la «pensée coloniale».

B. Deville-Danthu évoque la tentative incongrue du maréchal Lyautey, résident général au Maroc, de faire participer les nationaux marocains aux jeux Olympiques de 1924, cherchant à utiliser le sport pour illustrer la politique de semi-autonomie qu'il entendait mener dans ce protectorat. «Sa demande resta sans suite auprès des autorités métropolitaines françaises» (Gleyse, 2001). En 1925, toujours au Maroc sera fait interdiction d'organiser des matches de boxe entre Européens et indigènes, «les Européens n'ayant probablement pas pu se faire à l'idée que le Sénégalais Battling Siki ait pu ravir le titre de champion du monde de boxe mi-lourd au champion Français Georges Carpentier, en 1922» (Gleyse, 2001).

Le terrorisme et les jeux Olympiques

C'est à Munich, en 1972, que les jeux Olympiques connurent leurs heures les plus sombres sous l'effet du terrorisme politique. Au matin du 5 septembre, huit terroristes palestiniens s'introduisirent dans le village olympique, tuèrent deux membres de l'équipe israélienne et en prirent neuf en otage, lesquels furent assassinés par la suite ainsi que cinq des terroristes et un policier. Après une pause de vingt-quatre heures, en signe de deuil, les Jeux reprirent sous le regard consterné de millions de téléspectateurs encore sous le choc. La rencontre sportive qui se voulait festive et fraternelle fit pleurer le monde entier terriblement attristé et endeuillé. Ainsi arrive-t-on à la contradiction totale avec les idéaux de paix et de solidarité internationales à la base de la création des jeux Olympiques par Pierre de Coubertin.

MÉDIAS, MARCHANDISATION ET INTERNATIONALISATION DU SPORT

Si, comme nous l'avons vu, les premières compétitions modernes remontent au XIX^e siècle, il est aisé de constater que c'est avec le XX^e siècle que le sport s'est engagé dans la voie de la marchandisation, de la professionnalisation et de l'internationalisation. Le rôle des médias dans ces différents développements semble essentiel et la relation «médias-sports» peut être considérée à la fois comme un mariage d'amour (selon Juan Antonio Samaranch) et de raison

Les médias et les financiers du sport

Historiquement, la médiatisation des activités physiques et du sport se fait assez lentement à partir du XVIII^e siècle par la simple presse journalistique, pour s'accélérer vertigineusement au XX^e siècle, par une multitude de revues et magazines, puis par la radio et enfin la télévision. Cette dernière va participer activement à la mutation de certains sports, dits aujourd'hui «sports rois», en favorisant leur spectacularisation et leur «planétarisation» par une contribution financière, organisationnelle et multidimensionnelle sur le plan technique. L'informatisation de la communication à la fin du XX^e siècle et l'arrivée de l'Internet promettent encore bien des surprises dans le domaine de la diffusion et de la mondialisation de l'«industrie du sport».

En Europe, les premiers articles sportifs se situent vers le milieu du XVIIIe siècle. En 1733, The Boston Gazette décrit le combat de boxe professionnel opposant John Faulconer et Bob Russel. Mais il fallut attendre 1838 pour voir paraître le premier journal spécialisé en sport: le *Bell's* Life, créé en Angleterre par des coureurs professionnels. En France, paraît, en 1854, le bimensuel Le Sport adressé à un public aristocratique, puis Le Vélo, fondé en 1891 par Pierre Giffard et Paul Rousset et L'Auto-Vélo d'Henri Desgrange en 1900, lequel se rebaptisera L'Auto en 1903, après un procès pour usurpation de titre. C'est à l'initiative de Geo Lefèvre, jeune collaborateur d'Henri Desgrange, que ce dernier va organiser le premier Tour de France en 1903, créant de ce fait une relation nouvelle entre les médias et les compétitions sportives. L'Équipe créa et organisa la course automobile des 24 heures du Mans en 1923. La presse sportive depuis, a connu des évolutions diverses et de nombreux soubresauts. Les revues spécialisées envahissent de plus en plus les kiosques, dont quelques-unes très éphémères, particulièrement de nos jours.

Médiatisation et internationalisation des sports de masse

Avec l'apparition de la radio, l'événement sportif peut être vécu en direct. Le temps et la distance sont abolis. Le sport profite donc pleinement de ce moyen de communication de masse. La radio se développe au cours des années 1920. La boxe constitue l'une des disciplines qui bénéficient de ce média. En 1921, le match Dempsey-Carpentier, dont la recette dépasse le million de dollars, est retransmis aux États-Unis par KDKA, radio qui commente aussi les matchs de base-ball» (Lejeune, 2001). L'arrivée du poste à transistor peu de temps après va décupler l'influence de la radio, et c'est bien grâce à cette innovation que, depuis, des millions d'auditeurs dans les campagnes en Afrique, et dans la majorité des pays en voie de

développement, peuvent suivre les retransmissions des matchs de football. Avec la radio, se développe «l'art du direct» et du «multiplex», donnant aux auditeurs la possibilité de suivre «à chaud» et en même temps, plusieurs matchs de football ou différentes compétitions sportives. Mais la télévision apparaît alors et va rapidement occuper une place des plus importantes dans la couverture des événements sportifs de par le monde, amplifiant ainsi le mouvement d'internationalisation déjà commencé par la radio.

Commerce et télé-spectacles des sports rois

La télévision va faire ses premiers pas et grandir, en perfectionnant ses moyens techniques, avec et par les événements sportifs. Dès 1948 la télévision est là pour l'arrivée du Tour de France « en direct » au Parc des Princes ; utilisation du «zoom» en 1954, de la caméra HF en 1957, du ralenti en 1967, de la superposition d'images, de l'automobile, de l'hélicoptère et des motos pour les prises de vues (tours cyclistes), de la couleur et de la haute définition (TVHD). Elle met tout en œuvre pour la spectacularisation des sports rois.

L'évolution et le développement des sports modernes sont souvent liés aux médias qui en organisent les compétitions et en assurent la promotion. À l'instar du journal *Le Vélo* (pour l'organisation du premier Tour de France cycliste) et de *L'Équipe* (premières 24 heures du Mans) à la fin du XIX^e siècle, la télévision se mêle d'organisation et de financement des événements sportifs. En 1986, aux États-Unis Ted Turner, PDG du groupe multinational de communication TBS, crée les *Goodwill Games*. Le sport envahit les écrans, les droits de retransmission explosent et certaines organisations sportives sont devenues de véritables entreprises de spectacles sportifs.

«De nombreuses firmes veulent associer leur nom à une compétition, un club ou un athlète. Le sport intéresse au plus haut degré la télévision générale et il existe des chaînes thématiques dédiées au sport. Les droits de retransmission télévisée constituent pour les jeux Olympiques l'essentiel des ressources. Ils se montèrent à 907 millions de dollars à Atlanta, dont le Comité d'organisation ne perçut que 559 millions, le reste allant au CIO! Cela provoqua une inflation des droits de télévision qui se haussèrent à 77% des recettes des Jeux d'hiver de 1994, et, bien sûr, des affrontements rudes entre sociétés pour participer au marché des jeux Olympiques. Les annonceurs fournissent une part importante des recettes aux organisateurs: 38% pour les jeux Olympiques de Los Angeles, 31% pour le Mondial de football en 1986, 60% pour le Paris-Dakar de 1988.» (Lejeune, 2001).

Débordant le cadre strict de la compétition, le match de football est l'objet d'une mise en scène où les différentes dimensions politiques, logistiques, sécuritaires, esthétiques, émotives, passionnelles, morales et promotionnelles sont prises en compte. Le jeu, les moyens audiovisuels et les spectateurs sont en osmose.

«L'événement sportif et sa restitution, le spectacle télévisuel et sa consommation sont intimement liés, au point qu'ils ne semblent plus pouvoir se satisfaire de la moindre notion de gratuité et d'indépendance. Quadrature d'un cercle beaucoup plus vicieux qu'on ne l'imagine, cette chaîne d'intérêts, longtemps supposés contradictoires, se perpétue avec tant d'évidence que l'amateur du récit sportif ne sait plus très bien aujourd'hui s'il est témoin ou moteur de la douce folie qui s'installe.» (L'Équipe Magazine, 18 septembre 1999).

La télévision adapte le sport à ses besoins

La télévision modèle ou « formate » le sport en fonction de ses besoins. Elle a ainsi amené les fédérations de nombreux sports à modeler leur règlement, leur déroulement, leur dispositif afin de les faire entrer dans les formats télévisuels tant du point de vue technique et temporel que commercial (insertions écrans publicitaires).

Les chaînes de télévision s'arrachent à prix d'or les droits exclusifs de retransmission des rencontres les plus prestigieuses. Le football et les jeux Olympiques sont devenus des arguments de vente d'importance pour les programmes de télévision, pour les magnétoscopes, la location de téléviseurs, de vêtements sportifs (des annonceurs publicitaires), particulièrement au moment des JO et de la Coupe du monde de football.

La gestion des affaires des clubs et des fédérations est parfois «cédée» à des entreprises de marketing sportif, comme nous l'explique Philippe Bughin à propos du football international: «Curieux, mais aussi révélateur: en matière de marketing sportif, ce que la toute puissante entreprise privée NBA est capable de gérer en interne, la FIFA, voire l'UEFA ne l'ont encore jamais pris en charge.»

«Depuis 1982, les fédérations internationales de football ont en effet confié leurs affaires à la ISL Worldwide. Cette société suisse de dimension mondiale, fondée en 1982, est détenue à 90% par le puissant groupe ISMM (International Sport Media & Marketing), leader planétaire dans son créneau. Sur sa carte de visite, on relève la direction commerciale de près de trois cents événements sportifs internationaux. Parmi ceux-ci, pas moins de cinq coupes du monde, quatre championnats européens et six jeux Olympiques.» (Dereze, 2000).

Les chaînes de télévision européennes s'investissent de plus en plus dans les grands clubs de football. En France, Canal+ est à la tête du Paris-Saint-Germain (PSG), M6 à celle de Bordeaux. En Angleterre « les groupes de télévision et de médias britanniques sont en train d'acquérir des pans entiers de clubs de *Premier League*, la D1 anglaise dans l'espoir de s'assurer, plus facilement, les droits de retransmission des matchs du XXI^e siècle. Pour les clubs, l'intérêt est évident : la vente d'une part minoritaire permet de récolter des millions de livres sterling, d'acheter des joueurs et de faire monter le cours du club en bourse» (Dereze, 2000).

La professionnalisation de sports tels que le football et le rugby entraîne un important mouvement de sportifs des pays économiquement les plus faibles vers les pays industrialisés d'Europe où ils viennent chercher une brillante carrière et de bien meilleurs revenus. Ainsi des sportifs venant des pays de l'Europe de l'Est, d'Afrique et d'Amérique du Sud se pressent aux portes de l'Europe occidentale et proposent leurs talents aux divers clubs, obéissant souvent aux règles d'un marché impitoyable. Ceux qui ont la chance d'être retenus dans les mailles des filets du nouvel eldorado peuvent espérer une brillante carrière. Pour de nombreux autres ce ne sera qu'un rêve inaccessible. À la Coupe du monde 2002 (en Corée-Japon) l'on vit participer une équipe nationale du Sénégal dont 20 joueurs sur 23 évoluaient en professionnels dans des clubs en Europe. Ce sont là des paradoxes du monde professionnel sportif contemporain. Les clubs sportifs les plus riches ont à leur disposition un immense marché de sportifs du monde entier prêts à «se vendre» pour une place au soleil, les conditions de travail et de vie dans leurs différents pays étant très difficiles.

LA CULTURE PHYSIQUE ET SPORTIVE : NOUVEAU MODE DE VIE

Industrie du sport, mondialisation et métissage culturel

L'Europe occidentale, partie des jeux traditionnels, rituels et festifs, en passant par une révolution sportive, corollaire de la révolution industrielle, est arrivée aux jeux modernes, spectacularisés et supermédiatisés, accédant à tous les recoins de la planète.

Des espaces universitaires et scolaires des *high schools*, le football et le rugby, puis des lointaines contrées américaines, le basket-ball, le volley-ball font leur apparition puis s'imposent, d'abord en Europe, puis progressivement dans le reste du monde. Aujourd'hui, dans les pays industrialisés, pris

dans le courant des turbulences culturelles de l'époque actuelle, le rapport au corps a phénoménalement changé, sous l'effet conjugué de l'évolution technique des moyens d'entraînement, du perfectionnement des moyens audiovisuels et de la commercialisation outrancière des services dans le domaine des sports et des soins du corps en général.

Force est de constater que le sport envahit progressivement la vie quotidienne des citoyens aussi bien dans les pays industrialisés du Nord, dits «riches», que dans les pays du Sud en développement, dits «pauvres», et qu'il existe une nette évolution de la «société mondiale» (à quelques exceptions près) vers une société des loisirs sportifs. Aspiration suscitée par l'exportation des «industries culturelles».

Le changement des mentalités dû au contact et au frottement de multiples cultures, l'influence grandissante du Nord sur le Sud et l'Orient concernant l'individualisation, le rôle des médias, la professionnalisation, la mercantilisation, etc., induisent un rapport nouveau à soi-même, une attention nouvelle à son bien-être, à sa santé, à une nouvelle hygiène de vie, à une nouvelle «culture du corps». Cette exportation des loisirs sportifs, et des pratiques s'y référant participent à un métissage culturel observable de par le monde, «métissage inéluctable», comme l'avait si bien prédit l'écrivain et président sénégalais Léopold Sedar Senghor. Car le mouvement est réciproque. Il est en effet intéressant de constater que malgré leur toute-puissance économique et médiatique, les pays industrialisés ont laissé pénétrer des «cultures du corps» venant d'autres continents tels que les arts martiaux (le *judo* et le *karaté* du Japon, le *kung-fu* et le *tai-chi* de Chine, le *tae kwon do* de Corée, la *capoeira* du Brésil). Le monde industrialisé connaît un engouement impressionnant pour les pratiques sportives orientales (créations de nombreuses fédérations d'arts martiaux) ces dernières décennies, participant ainsi à leur découverte dans le reste du monde. En Afrique, l'épreuve de judo était déjà au programme des premiers Jeux africains, en 1965, où de nombreux judokas africains entrèrent en compétition, alors qu'elle venait à peine de faire son entrée aux jeux Olympiques de Tokyo en 1964, premiers JO d'Asie. La pratique des arts martiaux s'accompagne souvent d'initiation à une philosophie, à la «sagesse» orientale. Ce qui semble un atout d'importance dans un monde de plus en plus violent et égoïste.

Il ne faut pas désespérer de voir un jour au programme des épreuves olympiques la *capoeira* brésilienne, art martial aux origines africaines, déjà bien connu et pratiqué en Europe et dans le monde. Son originalité réside dans le fait que c'est une lutte traditionnelle qui se pratique comme une danse avec un fond musical aux instruments spécifiques. La lutte traditionnelle est une discipline très prisée en Afrique subsaharienne, prenant de plus en plus d'ampleur par la multiplication des tournois.

La globalisation culturelle sportive effective se réalisera en accordant une place à des disciplines provenant de tous les continents, participant à l'internationalisation d'une culture sportive métissée, multiple et diversifiée.

Démocratisation et nouveaux métiers du sport

Depuis la Seconde Guerre mondiale, les activités physiques et sportives sont devenues un moyen de socialisation. Il est important de souligner combien les institutions scolaires ont pris une part importante dans la démocratisation des pratiques sportives. L'éducation physique entre dans les programmes scolaires de la majorité des États. Aux États-Unis la télévision participe à la diffusion intensive de trois sports: le football américain, le base-ball et la boxe; en Europe et en Amérique latine le football, en France le cyclisme avec le Tour de France.

Le «sport pour tous» devient presque une réalité. Le XXe siècle a vu naître et se développer de nouveaux métiers liés à l'éducation physique et au sport. Le système éducatif dans le monde entier, et même dans les pays à obédience musulmane, étant le plus grand recruteur dans le domaine et naturellement le plus important formateur des enseignants et encadreurs. Les moniteurs, instituteurs et professeurs en éducation physique se comptent par milliers. Les sciences et techniques relatives aux activités physiques connaissent une grande diversification et un engouement certain. Les besoins en entraîneurs et encadreurs dans de nombreuses disciplines sont allés grandissant.

Tout au long du XX^e siècle des spécialités nouvelles se sont imposées: le journalisme sportif (presse, radio, télévision), la médecine sportive (kinésithérapie, cardiologie, etc.), la sociologie, la psychologie, l'histoire et le droit du sport, l'entraînement et le management des sportifs professionnels, l'animation sportive dans les milieux de centres sportifs et parcs de loisirs.

Culture du sport, culture du corps: nouveau mode de vie

Le rapport au corps dans les sociétés industrialisées répond à un système de valeurs, fruits d'une longue histoire économique et culturelle complexe. L'époque des tabous religieux, réputée avoir opprimé le corps, semble avoir contribué, contre toute attente, à son irrésistible ascension, par une recherche de libération. Pour des raisons diverses, les religieux d'abord, puis les militaires, ensuite les médecins, les pédagogues, les professionnels des activités physiques et les experts de nombreuses disciplines (alimentation, vêtement, spectacle) prennent le corps pour objet de leur étude. Ils semblent, de nos

jours, que le quotidien s'organise autour de ce souci du corps. Bernard Xavier René, maître de conférence en sciences de l'éducation fait l'observation suivante:

«Parmi les phénomènes qui ont marqué le siècle, il faut compter la majoration exceptionnelle du fait corporel. Non seulement il a pris une place sans précédent dans notre civilisation, mais, si l'on peut dire, nous avons plus de corps qu'on n'en a jamais eu. [...] Il s'est essentiellement imposé à partir d'une préoccupation multiforme, indéfiniment ramifiée et amplifiée qui n'a cessé de s'étendre à toutes les couches de la population et d'augmenter, parfois jusqu'à l'exagération, à travers les générations, à mesure que ce siècle s'est avancé. Avoir un corps en ce sens, c'est se soucier de son corps, lui donner une importance, une valeur qui dépasse sa matérialité et en métamorphose le sens et l'existence» (Gleyse, 2001).

Du point de vue psychologique et individuel, le corps est objet et sujet, et à travers lui, ce sont les sensations, les émotions, les désirs, les plaisirs, qui sont en jeu. Chaque individu se perçoit à travers son propre regard et à travers le regard des autres. Ainsi, des humiliations volontaires ou non et des marginalisations latentes attendent l'obèse, le maladroit, le lymphatique ou l'albinos, la perception du corps étant plus psychologique que biologique et faisant une large place à l'hédonisme.

Par ailleurs, les rapports extrêmement complexes entre l'individu, le corps et l'image participent de comportements contradictoires et pathologiques.

Individualisme et narcissisme se côtoient, mais étrangement, c'est dans les pays où le corps est le plus magnifié qu'il est le plus malmené par l'ampleur que prend l'obésité dans toute sa dangerosité. L'exemple des États-Unis, la plus grande puissance économique du monde, où les individus sont censés pratiquer le plus le sport individuel ou collectif, est également le pays où il existe le plus d'obèses (soit trois personnes sur dix). Obésité et santé se trouvent alors aux antipodes d'une culture du corps des plus complexes.

Y a-t-il démission de l'individu face à l'extrême diversité des propositions et possibilités offertes à lui — de la simple marche à pied, au yoga et aux pratiques «zen», en passant par la gymnastique classique et tous les sports modernes mécanisés ou non, d'hiver ou d'été. La chirurgie esthétique et ses bistouris, les anneaux pour réguler l'appétit vont-ils à leur tour s'imposer comme nouveau mode de vie? Quand l'exercice physique suffirait largement à apporter les solutions nécessaires à une bonne hygiène et à une bonne image de soi. Comment alors ne pas poser la question d'une possible dérive des choix? D'une meilleure gestion du corps?

BIBLIOGRAPHIE

- Andrieu G. 1993. L'éducation physique au XX^e siècle, une histoire des pratiques, Collection: Cahiers Actio, Paris, Actio.
- ARNAUD P., 1994. Des jeux de la guerre aux jeux de la paix, sport et relations internationales, 1920–1924, Paris.
- ARNAUD L. 1996. *Le sport. Jeu et enjeu de société*, Collection : Problèmes politiques et sociaux, Paris, La Documentation.
- ATHERTON J., SIBLET R. (dir. publ.). 1988. Le sport en Grande-Bretagne et aux États-Unis. Faits, signes et métamorphoses, Nancy, Presses universitaires de Nancy.
- BONIFACE P. (dir. publ.). 1998. Géopolitique du football, Paris, Complexe.
- BOUET M. 1969. Signification du sport, Paris, Editions Universitaires.
- 1995. *Signification du sport*, Collection: Espaces et temps du sport Paris, L'Harmattan.
- Bourg J.-F. 1994. L'argent fou du sport, Paris, La Table Ronde.
- Brohm J.-M. 1992. *Sociologie politique du sport*, Nancy (France), Presses universitaires de Nancy.
- 1993. Les meutes sportives, Paris, L'Harmattan.
- 1998. Les shootés du stade, Paris, Paris-Méditerranée.
- Bromberger C. 1998. Football, la bagatelle la plus sérieuse du monde, Paris, Bayard.
- CAILLAT M. 1996. Sport et civilisation. Histoire et critique d'un phénomène social de masse, Collection: Espaces et Temps du sport. Paris, L'Harmattan
- CAILLOIS R. 1958. Les jeux et les hommes, Paris, Gallimard.
- CLÉMENT J.-P., DEFRANCE J., POCIELLO C. 1994. Sport et pouvoirs au XX^e siècle, Grenoble (France), Presses Universitaires de Grenoble.
- COMERON M., GOVAERT S. 1995. Foot et violence. Politique, stades et hooligans. Heysel 85, Bruxelles, De Boeck Université.
- CORREA I. 2002. L'origine du Judo, Paris, Association des actions physiques et mentales.
- CUSTODIO MAGALHAES I., LEPRIEUR B., FORET E. 1998. La capoceira: Origines et techniques illustrées, Paris, Tredaniel.
- Dereze G. 2000. Société et sport, sports et médias, Bruxelles, Fondation Roi Baudoin.

- DEVILLE-DANTHU B. 1992. La participation des sportifs indigènes à l'Exposition coloniale internationale de Paris de 1931: Polémique autour du rôle du sport aux colonies. Dans: *Sport et histoire. Revue internationale des Sports et des Jeux*, nº 2. Toulouse, Privat p. 9–26.
- DURING B. (dir. publ.). 1984. Des jeux aux sports, Paris, Vigot.
- 2000. Histoire culturelle des activités physiques. XIX^e et XX^e siècles Paris, Vigot.
- ELIAS N., DUNNING E. 1994. Sport et civilisation, la violence maîtrisée, Paris, Fayard.
- GLEYSE J. 2001. L'éducation physique au XX^e siècle. Approches historique et culturelle, Collection Sport et Enseignement, Paris, Vigot.
- GRITTI J. 1975. Sport à la une, Paris, Armand Colin.
- GUTTMANN A. 1978. From Ritual to Record: The Nature of Modern Sport, New-York, Columbia University Press.
- HUIZINGA J. 1951. Homo ludens, Paris, Gallimard.
- JEU B. 1979. Histoire du sport, histoire de la culture. Dans : THOMAS R. (dir. publ.). 1979. *Sports et sciences*, Paris, Vigot.
- 1985. De la vraie nature du sport. Essai de déduction générale des catégories sportives, Paris, Vigot.
- LAGORCE G., PARIENTÉ R. 1988. *La fabuleuse histoire des jeux Olympiques*, Paris, Nathan.
- LAGUILLAUMIE P. 1972. Pour une critique fondamentale du sport. Dans: *Partisans sport, culture et répression,* nº 43, Paris, Maspero.
- LASSALLE J.-Y. 1990. Le football, sport du siècle. Dans: Le vingtième siècle, Revue d'histoire, numéro spécial 26 (avril-juin) Paris, Presse de Sciences Po.
- 1997. La violence dans le sport, Paris, PUF.
- 1998. Le spectacle du sport, Dans: Communications, nº 67, Paris, Seuil
- LEJEUNE D. 2001. *Histoire du sport. XIX^e–XX^e siècles*, Collection: Vivre l'Histoire, Paris, Christian Bourgois.
- MELIK-Chakhnazarov A. 1970. Le sport en Afrique, Paris, Présence Africaine.
- NADIM N. 1998. *Le dopage dans le sport*. Sur: tiscali.fr, consulté le 1^{er} mai 1998.
- NTONFO A. 1994. Football et politique du football au Cameroun, Yaoundé, CRAC.

- PARIENTÉ R. 1995. Dans: Encyclopaedia Universalis, vol. 21, Paris.
- PIVATO S. 1994. Les enjeux du sport, Paris, Casterman-Giunti.
- POCIELLO C. 1995. Les cultures sportives. Pratiques, représentations et mythes sportifs, Paris, PUF.
- RAUCH A. 1992. Boxe. L'Amérique exporte sa violence. Dans: *Sport-histoire*, vol. 2.
- RIORDAN J. 1987. Soviet Muscular Socialism. A Durkheimian Analysis, Dans: Sociology of Sport Journal, vol. 4, nº 4, Champaign (Illinois), Human Kinetics.
- THOMAS R. 1999. Histoire du sport, Paris, PUF.
- WARNIER J.-P. 1999. *La mondialisation de la culture*, Collection: Repères, Paris, La Découverte.

28 L'éducation

Lê Thành Khôi

u XX^e siècle, un certain nombre d'évolutions politiques majeures ont T exercé des influences plus ou moins marquées sur l'éducation : il s'agit des révolutions en Europe, en Asie, en Amérique latine et aux Caraïbes, de la libération des anciens pays coloniaux et de la défaite de l'hydre fasciste. Au cours des vingt-cinq ans qui suivent la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'Ouest connaît une expansion économique sans précédent qui lui permet d'élever durablement ses niveaux de vie et de démocratiser ses systèmes éducatifs. C'est également au XX^e siècle qu'apparaissent les sciences et les technologies qui devaient révolutionner les théories de l'éducation ainsi que ses contenus, ses méthodes et ses moyens de diffusion. Les disparités ne s'estompent pas pour autant et progressent même lors de la période de stagnation, voire de régression, qui suit la période de croissance. De nombreux pays sont handicapés par des systèmes éducatifs inappropriés, dont les conséquences négatives sur les potentiels de développement sont accentuées par la croissance démographique. À l'aube du III^e millénaire, la désintégration des valeurs morales, familiales, religieuses et communautaires, sous l'effet de la «modernisation», a sonné l'avènement de la confusion et de l'incertitude.

LES FACTEURS DU CHANGEMENT

Le contexte politique

Il n'est pas possible de dissocier le domaine social du domaine politique, puisque ce dernier implique des conflits entre des groupes sociaux, économiques, religieux et autres et, selon la nature du pouvoir en place, produit des changements favorables ou défavorables à telle ou telle classe.

L'éducation 1191

Le XX^e siècle s'ouvre sur la révolution mexicaine, c'est-à-dire la révolte de millions de paysans que la dictature de Porfirio Díaz avait spoliés de leurs terres. José Vasconcelos, ministre de l'Éducation de 1921 à 1924, lance une «croisade culturelle» dont les objectifs sont: l'enseignement de la lecture et de l'écriture aux jeunes et aux adultes, la diffusion de l'espagnol dans les populations indiennes, la publication de livres élémentaires et de manuels de lecture et la multiplication des bibliothèques. En 1928, la proportion d'enfants recevant une instruction primaire s'élevait à 46%, contre 27,4% en 1907. Le Mexique doit également à Vasconcelos la mise en place d'une «matrice d'images mythiques de la nation pour l'édification des cadres sociaux»: les peintres José Clemente Orozco, Diego Rivera et David Alfaro Siqueiros décorent les écoles et les édifices publics de peintures murales adressées au peuple avec pour objectif de l'éduquer dans l'esprit de la révolution, tout en lui permettant de découvrir ses racines dans ses origines indiennes. «L'éducation socialiste», inscrite dans la Constitution de 1934, rencontre néanmoins une farouche opposition de la part de l'Église et de certains intellectuels et est abandonnée en 1946 au moment même où le parti politique officiel devient le Parti révolutionnaire institutionnel, marquant ainsi la fin de la révolution.

Les révolutions marxistes-léninistes ont eu des impacts plus durables. La révolution russe de 1917 nourrit, pendant des décennies, les espoirs de millions d'hommes et de femmes du monde entier. En matière d'éducation et de politique, elle inspire d'autres révolutions qui à leur tour adoptent les principes qu'elle fut la première à établir en Europe (les États-Unis les ayant déjà appliqués). Ces principes sont les suivants: instruction publique, polytechnique, mixte et sans interruption depuis le primaire jusqu'au supérieur, égalité des sexes et des peuples qui ont le droit d'utiliser leur propre langue. La révolution culturelle fait partie intégrante de la révolution politique. Lénine déclare: «La victoire de la révolution sera parachevée par l'école et par elle seule. [...] Notre tâche dans le domaine éducatif consiste à renverser la bourgeoisie et nous déclarons haut et clair qu'une école détournée de la vie et de la politique est un mensonge et une hypocrisie.» Il cherche cependant à préserver les aspects «positifs» de la culture bourgeoise et en particulier la science et la technologie. Des illettrés ne sauraient construire l'agriculture et l'industrie. «On ne peut devenir communiste qu'après avoir doté sa mémoire de toutes les richesses créées par l'humanité.» Les facultés ouvrières (rabfak) sont créées pour former les jeunes ouvriers et paysans. Simultanément on lance une vaste campagne d'alphabétisation dont le but est d'apprendre à lire et à écrire en russe ou dans leur langue maternelle à toutes les personnes de huit à cinquante ans. On invente des graphies pour les peuples dont les langues étaient exclusivement orales. Le taux d'analphabétisme passe de

66% en 1917 à 43% en 1926 puis à 11% en 1939. L'éducation obligatoire et gratuite est instaurée en 1930 pour une durée minimum de quatre ans (sept ans dans les villes et les régions industrialisées).

Le premier plan quinquennal (1928–1932) innove en ajustant la formation de spécialistes aux prévisions économiques. La planification qui peu à peu devint plus élaborée, adopte une double approche : planification de l'enseignement général en fonction des prévisions démographiques et de la durée de la scolarité obligatoire (qui passe à onze ans en 1984) et planification de l'enseignement supérieur et de l'enseignement secondaire spécialisé en fonction des besoins en personnel qualifié. Tous les niveaux d'enseignement connaissent une expansion rapide stimulée par l'incitation et la planification politiques. En 1914, l'Empire russe comptait 9,7 millions d'écoliers et 127 400 étudiants pour une population de 265 millions, soit 48 étudiants (russes pour la plupart) pour 100 000 habitants. En 1990, ce ratio était passé à 1867 étudiants pour 100 000 habitants et les taux de scolarisation étaient de 89% pour les 6–11 ans, de 96% pour celui des 12–16 ans et de 27% pour celui des 20–24 ans. Dans certains domaines la science et la technologie progressent de façon remarquable, comme le démontrent le lancement du satellite Spoutnik en 1957 et le voyage dans l'espace de Youri Gagarine en 1961.

Toutes les révolutions qui se réclament de l'idéal socialiste partagent une caractéristique majeure: elles jettent leurs forces dans l'enseignement et l'alphabétisation. Cette dernière n'a d'ailleurs pas qu'une mission sociale; elle représente surtout un moyen de mobiliser la population pour la révolution et la construction nationale en lui apprenant à écrire et à lire des mots d'ordre politiques.

Au Viêt Nam, immédiatement après la révolution d'août 1945, Hô Chi Minh exhorta la population à réaliser trois objectifs fondamentaux : triompher de la famine, de l'agression étrangère et de l'ignorance. Ces objectifs sont interdépendants : tant que la nation est sous-développée et mal éduquée elle représente une proie facile pour l'impérialisme. À l'inverse, l'impérialisme est responsable de la perpétuation du sous-développement et du manque d'éducation. Un pays ne peut accomplir sa révolution économique et sociale sans promouvoir la révolution culturelle. La révolution nationale et sociale est la force motrice du développement de l'éducation qui à son tour la renforce, dans la mesure où l'éducation traduit le degré de conscience politique du peuple et sa participation à la révolution. Les paysans apprennent à lire à partir de directives et d'explications politiques et militaires. Lorsque la réforme agraire est lancée en 1953, l'alphabétisation faisait corps avec la lutte des classes dans les zones rurales. Elle entreprit d'instiller chez les paysans l'idée que la structure économique et sociale était à l'origine de leur pauvreté et de leur faire appréhender les avantages

L'éducation 1193

qu'ils pourraient tirer du renversement de leurs propriétaires terriens. Au nord du pays, l'analphabétisme est pratiquement éradiqué depuis 1958 dans les plaines et depuis 1961 en altitude où vivent les minorités. La révolution a apporté à la plupart d'entre eux une connaissance de l'écrit.

À Cuba, en 1960, la campagne d'alphabétisation est également conçue et envisagée en tant que mouvement révolutionnaire à grande échelle. Quelque 268 000 jeunes volontaires, ouvriers, étudiants et instituteurs, alphabétisent plus de 700 000 hommes et femmes en l'espace d'un an. Ils disposent d'un manuel intitulé *Alfabeticemos* qui, après l'introduction, expose vingt-quatre thèmes portant sur la révolution, la terre, l'économie, l'impérialisme et la démocratie, parallèles à ceux du premier livre Venceremos. Les quinze leçons de ce dernier traitent aussi des problèmes de la révolution, illustrés par des photographies qui aident les lecteurs à appréhender l'esprit et l'importance des leçons. Le travail sur le terrain est soutenu par la propagande dont les trois objectifs principaux sont: motiver les analphabètes en utilisant tous les moyens possibles, tels que les médias, les festivités, les manifestations et l'attribution des diplômes; créer un courant d'opinion de façon à encourager le plus grand nombre possible de personnes à s'enrôler en tant qu'enseignants volontaires; populariser les lignes directrices de la campagne. Les analphabètes ne sont pas les seuls à recevoir une instruction politique par le biais de l'apprentissage de la lecture et de l'écriture; leurs enseignants sont aussi formés. Comme ils viennent généralement des classes moyennes urbaines, ils acquièrent une connaissance plus proche et une meilleure compréhension des ouvriers et des paysans.

Après la chute du communisme en Europe (1989–1990), lorsque les pays qui avaient adopté ce système passent à l'économie de marché, les répercussions sur l'éducation se font rapidement sentir: le principe polytechnique (cohésion entre étude et travail productif), la gratuité de l'éducation et la planification sont abandonnés, à l'exclusion de la gratuité de l'enseignement primaire. Les écoles privées et confessionnelles se multiplient rapidement, des réformes touchent les structures mais aussi les programmes et les méthodes pédagogiques qui s'inspirent souvent des modèles des États-Unis et de l'Europe de l'Ouest.

En Iran, la révolution islamique affirme l'identité culturelle du pays, corrompue soi-disant par la politique d'occidentalisation des styles de vie du *shah*, par la croissance rapide qui avait profité principalement à une minorité de privilégiés. Elle s'efforce de restaurer la pureté de l'islam shi'ite dans l'interprétation qu'en donne l'ayatollah Khomeiny, le guide (*imam*) de la république. Tous les aspects de la vie sont redéfinis en conséquence et l'éducation des jeunes générations fait l'objet d'une attention particulière. Les contenus et les méthodes d'enseignement sont révisés, les enseignants,

en particulier dans les disciplines sociales (histoire, droit, économie, sociologie) et à l'université, font l'objet d'une surveillance et doivent prêter un serment de loyauté. Enfin, l'éducation mixte est interdite (dès lors, la scolarisation des filles chute dans les zones rurales, où les enseignantes sont rares). La réforme du système éducatif formel est soutenue par tout le poids de la propagande médiatique qui utilise la radio, la télévision, les films, les livres, les affiches et les peintures murales pour exacerber l'obéissance à la loi représentée par le gouvernement et assimiler toute dissension à une révolte contre la volonté de Dieu. La contre-révolution prend la direction opposée: puisque l'éducation est une institution stratégique, les structures existantes doivent être détruites pour être rendues conformes à la nouvelle idéologie.

Au Chili, le coup d'État militaire du 11 septembre 1973 marque la rupture avec le mouvement de démocratisation poursuivi sous le gouvernement chrétien-démocrate puis sous celui de l'Unité populaire et au cours duquel, l'éducation était caractérisée par la participation croissante des classes à revenus faibles et moyens qui donna lieu à une plus grande mobilité sociale. Les universités remplissaient alors une fonction essentielle qui dépassait le cadre de leurs attributions éducatives traditionnelles et l'éducation élémentaire avait été développée dans les zones périurbaines grâce notamment à l'action des syndicats. Le gouvernement militaire, qui bénéficie du soutien de la bourgeoisie, fait appel aux valeurs nationales et chrétiennes pour soutenir sa politique libérale. Les objectifs de l'éducation sont alors d'inculquer l'amour de la patrie et de la famille et de souscrire au concept d'unité de la nation et d'obéissance à l'État. Enseignants, étudiants, programmes et manuels suspectés de diffuser des idées subversives sont, par conséquent, «purgés»; l'école et l'université passent sous le strict contrôle des autorités militaires. L'État ne conserve de responsabilité que pour l'enseignement primaire où les enfants apprennent leurs devoirs civiques. Les autres formes d'éducation deviennent un privilège puisqu'il faut payer pour y accéder: en d'autres termes, l'enseignement est privatisé conformément aux lois du marché. Le résultat est une baisse très sensible des taux de croissance des inscriptions. La répression des activités syndicales fait pratiquement disparaître l'éducation de base «ouverte». Cette dernière perdure pourtant dans la clandestinité, de manière informelle, car la dictature ne parvient pas à étouffer l'amour de la liberté, d'autant que le néolibéralisme sonne le déclin de nombreuses industries et plonge les classes les moins privilégiées de la population dans le chômage et l'extrême pauvreté.

En Europe de l'Ouest, la Première Guerre mondiale a un impact profond sur les esprits. Les idées démocratiques progressent et mettent en question la coexistence d'une école pour le peuple et d'une autre pour les classes moyennes. Elles ne rencontrent pas le succès en raison de l'oppoL'éducation 1195

sition des forces conservatrices et des crises économiques des années 1920 et 1930. Ces dernières donnent lieu, dans plusieurs pays, à l'avènement de régimes autoritaires qui cherchent à les résoudre par le biais du totalitarisme. En Italie, à partir de 1923, le régime fasciste fait à nouveau de la religion catholique le socle de l'éducation primaire, accentue la sélectivité des écoles secondaires, abolit les transferts entre l'enseignement général et l'enseignement technique, soumet le système entier à un contrôle strict et oblige les jeunes gens à s'engager dans un entraînement paramilitaire. En Allemagne, le nazisme agit avec encore plus de systématisme. Pour la première fois dans l'histoire de ce pays, l'éducation est centralisée et les programmes révisés pour donner une place prépondérante à la «science de la race», les livres sont censurés et brûlés et les enseignants juifs ou ceux qui refusent de prêter serment sont chassés. Au Japon, le militarisme propage l'ultranationalisme dans les écoles en y instillant le «chemin du sujet», en d'autres termes la loyauté envers l'empereur, incarnation de la nation. La défaite devait cependant balayer ces régimes. Comme nous allons le voir, la croissance économique favorisa la démocratisation.

L'année 1945 marque le début de la prise d'indépendance des anciennes

L'année 1945 marque le début de la prise d'indépendance des anciennes colonies. Dans tous les cas de figure, l'éducation coloniale avait deux desseins: d'une part, former un personnel auxiliaire de catégorie intermédiaire pour les services de l'État et pour l'économie, et d'autre part, exalter la mission civilisatrice des puissances métropolitaines et dénigrer les cultures indigènes afin d'adoucir la subordination des autochtones. Toutefois, les propres mécanismes de la colonisation créèrent les éléments qui devaient s'opposer à elle. Tout d'abord, il lui fallut se contenter de la résistance, au mieux passive, mais plus souvent armée, des élites traditionnelles. L'administration coloniale et l'exploitation capitaliste se développèrent et formèrent des classes nouvelles ou des embryons de nouvelles classes: la classe moyenne commerciale, industrielle ou terrienne, le prolétariat des usines, des plantations et des mines, les employés de bureaux et les intellectuels. La Seconde Guerre mondiale fit que ces peuples réalisèrent qu'il leur fallait utiliser les propres moyens de l'Europe pour la combattre. De l'Asie à l'Afrique, l'indépendance fut acquise, entre 1945 et 1975 par des moyens pacifiques dans certains cas, par la force des armes dans d'autres.

L'indépendance eut partout la même conséquence: une progression spectaculaire de l'éducation, considérée comme une condition sine qua non de la satisfaction des aspirations des peuples, de la consolidation de l'indépendance et de l'accroissement du potentiel économique. Dans les pays d'Asie, dont la littérature écrite était pluriséculaire, les langues nationales (telles que le vietnamien et le bahasa indonesia) remplacèrent la langue étrangère, même si cette dernière fut partiellement conservée par certains pays comme l'Inde, les Philippines et la Malaisie dans l'enseignement

supérieur. En Afrique, il fut plus difficile d'accomplir ce type de changements en raison de l'absence de tradition écrite (les langues concernées furent progressivement romanisées), de l'abondance de groupes ethniques différents et, souvent, du nombre limité de locuteurs d'une langue. Tous ces facteurs augmentent les coûts de préparation et de production des manuels ainsi que ceux de formation des enseignants, sans parler du problème politique engendré par l'adoption d'une langue «nationale» dans un État multiethnique. C'est la raison pour laquelle les pays du sud du Sahara conservèrent la langue de leur ancienne puissance coloniale en tant que langue véhiculaire tout en «africanisant» plus ou moins l'enseignement de la littérature, de l'histoire et de la géographie. Les pays du Maghreb adoptèrent une approche similaire, bien que l'arabe y soit enseigné dès les premières années de scolarisation.

La démographie

La démographie influence les effectifs scolaires et universitaires par son taux de croissance et sa distribution par âge et par sexes. Cette influence doit être évaluée en tenant compte des politiques gouvernementales et des demandes des familles. À cet égard, il existe une différence fondamentale entre les pays industrialisés et les pays moins opulents.

En Europe la scolarisation universelle s'est imposée progressivement parallèlement à l'industrialisation et au développement urbain, dans une période où la croissance démographique n'excédait pas 0,5 % par an. Aux États-Unis, malgré les arrivées massives d'immigrants, elle s'imposa plus rapidement (sauf dans le cas des Noirs et des Indiens) en raison de la croissance économique. Dans la première moitié du XX^e siècle, la baisse du taux de natalité dans ces pays donna lieu à une stagnation et même à une régression des effectifs de l'enseignement primaire en dépit de l'extension de la scolarisation obligatoire. Après 1945, un boom démographique éphémère céda la place à un nouveau déclin du taux de natalité qui est actuellement inférieur à 12 ‰, de sorte que le taux de croissance naturelle fluctue aux alentours de 0,6 %. Ces populations sont «vieillissantes», c'est-à-dire que la proportion de personnes âgées (65 ans et plus), équivaut à 20 % de la population et dépasse celle des 6–14 ans scolarisés, qui culmine à 14 %.

Après la Seconde Guerre mondiale, la «démocratisation» est fortement d'actualité. La Déclaration universelle des droits de l'homme (1948) comme la Déclaration des droits de l'enfant (1959) affirment le droit à l'éducation. Tous les pays industrialisés s'attachent à donner effet à ce droit, au moins en termes quantitatifs. Ils sont aidés par la croissance économique

L'éducation 1197

sans précédent qui dure vingt-cinq ans (de 1945 à 1970). Cependant, au niveau préscolaire, tous les enfants ne disposent toujours pas de chances équitables. En 1990 tous les enfants âgés de 3 à 5 ans fréquentaient l'école maternelle en Belgique, au Danemark, en France et en Irlande; en revanche, ils n'étaient que 50 à 60% aux États-Unis, en Grande-Bretagne, au Japon, en Grèce, en Espagne, au Portugal et en Suisse; partout ailleurs les taux étaient encore plus bas.

En général, l'école devient obligatoire à six ans, parfois à cinq (comme aux Pays-Bas, en Grande-Bretagne, en Israël et en Nouvelle-Zélande) ou à sept ans (en Scandinavie et en Suisse). La scolarité primaire se termine à l'âge de onze ou douze ans. Elle est suivie d'un cycle d'observation puis de répartition par niveaux (France) ou alors, selon le schéma de la Suède, les écoliers fréquentent la même école pendant neuf ans en choisissant, à l'adolescence, leur orientation optionnelle Dans d'autres pays, la rupture arrive plus tôt, vers neuf ou dix ans. Tel est le cas en Allemagne où, après quatre ans d'école primaire, les élèves sont répartis par niveaux, en principe selon leurs capacités mais, en pratique, selon leur milieu social. Ils intègrent soit la *Gesamtschule* (puis le *Gymnasium* et l'université), soit la *Realschule* (ils occuperont des métiers intermédiaires), soit la *Hauptschule*, en d'autres termes l'enseignement professionnel. Les écoles intégrées sont rares.

Les demandes des familles et surtout la prise de conscience parmi la population d'origine modeste du fait que l'éducation est un facteur d'avancement social contribuèrent largement à la propagation de la scolarisation obligatoire et de l'enseignement secondaire et supérieur. Toutefois, les inégalités n'ont pas disparu, surtout celles qui affligent certaines minorités dont nous reparlerons plus loin.

Depuis 1970, la croissance a fait place à la récession et les crédits de l'enseignement public ont été grevés. Cette situation coïncide avec un déclin de la fertilité et de la croissance démographique. Si cette tendance se poursuit, les taux de natalité et de mortalité vont se rapprocher et la population n'augmentera plus à compter de 2025. Depuis 1976, les effectifs de l'enseignement primaire n'augmentent plus dans la plupart des pays industrialisés; ceux de l'enseignement secondaire sont en légère régression alors que ceux de l'enseignement supérieur sont en augmentation dus aux facteurs sociaux et démographiques.

La réduction des effectifs de l'enseignement obligatoire influe sur les besoins en enseignants. Certains pays seront tentés de réduire leur nombre et ainsi de faire des économies. D'autres, plutôt que de réduire leurs enseignants au chômage, préféreront améliorer la qualité de l'éducation en réduisant le ratio élèves/professeur. D'autres, enfin, pourront rediriger le «surplus» vers l'éducation informelle, principalement dans le cadre de l'éducation permanente.

L'augmentation du nombre de personnes âgées, la réduction du temps de travail, l'abaissement de l'âge de la retraite et, par conséquent, l'accroissement du temps libre impliquent que la demande de ce groupe en terme d'éducation culturelle et d'activités de loisir va augmenter. L'éducation des adultes a été développée pour palier ce besoin, mais aussi pour la mise à jour et le perfectionnement des connaissances des ouvriers, des gestionnaires et des jeunes gens dont le cursus éducatif n'a pas été approprié. Tous les pays ont pris des initiatives en ce domaine et particulièrement les États-Unis, où plus de 60 millions de personnes, soit un tiers de la population de plus de 17 ans, prennent part à différents programmes d'enseignement ou de formation mobilisant les écoles, les universités, les musées, les bibliothèques, les associations professionnelles et les syndicats.

À l'inverse, dans les pays moins développés, la croissance démographique reste élevée en raison du déclin du taux de mortalité, et du maintien du taux de natalité, toujours très haut. L'Afrique subsaharienne est non seulement la région la plus pauvre mais elle affiche également le plus fort taux de croissance démographique qui, depuis 1970, atteint 2,9% et qui, par ailleurs, sera le seul à ne pas décliner à court terme. Les autres régions vivent un processus de transition démographique; leur taux de natalité tend à décliner depuis vingt ans et la croissance démographique annuelle est passée de 3 à 2,5 % dans les États arabes, de 2,2 à 1,8 % en Amérique latine et aux Caraïbes et de 2 à 1,6 % en Asie (toutefois comme le continent asiatique abrite 60% de la population mondiale, les chiffres absolus de la croissance démographique restent considérables). Dans les pays développés, le taux a chuté de 0,7 à 0,4%. Le nombre de personnes en âge d'être scolarisées croît proportionnellement à la croissance de la population : dans les pays en développement, les groupes d'âge de 5 à 14 ans représentent 22 % de la population contre 14 % dans les pays développés. Ce groupe fait donc peser une charge plus lourde dans les pays en voie de développement car cette dernière doit être financée par une plus faible proportion de population active. Le groupe d'âge des 15-64 ans représente 61 % de la population dans les pays en développement et 66% dans les pays développés. En d'autres termes, 1 000 membres de la population active ont 360 enfants à charge dans les pays en développement contre 210 seulement dans les pays développés. L'influence du facteur démographique est aggravée par le faible niveau de revenu par habitant.

L'exode rural entraînera certainement des conséquences néfastes pour les pays en développement. Dans le cas des pays développés, l'urbanisation a accompagné la croissance économique alors que dans les pays en développement elle la précède et augmente deux fois plus vite que la population (de 5 à 6% par an). Ce phénomène est particulièrement grave dans la mesure où la scolarisation encourage l'exode. Les jeunes rejoignent

les villes pour continuer leurs études car ils ont de fortes ambitions et ne peuvent pas supporter les contraintes de l'environnement du village, qu'ils considèrent comme arriéré. Leur départ prive pourtant les zones rurales d'une bonne partie de leurs ressources productives puisque les personnes qui restent sont les femmes et les vieillards. Dans les villes, de nombreux jeunes gens ne trouvent pas de travail et sombrent dans le chômage et la délinquance.

Aujourd'hui, plus de 70 % de la population mondiale vit dans les villes. L'urbanisation est très rapide en Amérique latine suivie de l'Asie et, dans une moindre mesure, de l'Afrique. La prolifération des taudis et des bidonvilles (un tiers des urbains y vivent déjà) et la propagation des lotissements saperont la capacité des gouvernements à pourvoir à l'éducation des jeunes, à leur donner du travail et à leur procurer les activités sociales, culturelles et de loisirs qu'ils sont en droit d'attendre.

Tous ces facteurs ont sensibilisé au besoin d'éducation démographique. Dans son sens le plus large, elle vise à appréhender les facteurs démographiques afin de contribuer à améliorer la qualité de vie des individus et des communautés. Toutefois la perception de ces facteurs est susceptible de différer pour plusieurs raisons. Ils apparaissent moins urgents en Asie qu'en Afrique, malgré un taux de croissance bien plus élevé car les chiffres impliqués sont plus faibles et l'espace disponible semble plus vaste. La première chose à comprendre est que la démographie est à la fois un facteur de croissance économique et un handicap à celle-ci. Il est avéré que quand la population est trop nombreuse par rapport aux ressources disponibles ou lorsqu'elle croît trop rapidement, le revenu par habitant décroît, les frais de scolarisation augmentent, les opportunités d'emploi sont réduites, les problèmes urbains s'accentuent et l'environnement se détériore. Pourtant, la population est aussi une source de main-d'œuvre, de travail et de production. Les évolutions historiques en Europe, aux États-Unis et au Canada en témoignent. Actuellement en Afrique, l'économie stagne. Comme nous l'avons déjà mentionné, il n'y a pas assez de main-d'œuvre pour exploiter la terre puisque les jeunes, ayant fréquenté l'école, désertent les campagnes où ne restent que les femmes et les personnes âgées.

Les démarches peuvent varier. Pour des raisons culturelles ou religieuses, certains pays, refusent l'éducation sexuelle et l'idée de contrôle des naissances et s'emploient surtout à décrire les inconvénients de la croissance démographique pour la qualité de la vie. Les contenus varient également en fonction de l'audience selon que l'on s'adresse à des enfants, des jeunes, des adultes, des hommes, des femmes, originaires de zones rurales ou urbaines, et selon le mode d'éducation, formel ou informel.

Naturellement, l'éducation ne suffit pas à résoudre tous les problèmes. Elle doit être soutenue par des mesures dans d'autres domaines. Il est par exemple impossible d'apprendre à se laver s'il n'y a pas d'eau ou d'apprendre à respecter la forêt si la seule source d'énergie est le charbon de bois. Dans le premier cas, la réponse serait de construire des puits ou de convoyer l'eau depuis les zones montagneuses par un système de canalisation, tels que ceux utilisés en Iran, en Afghanistan et dans les autres pays de cette région du monde. Dans le deuxième cas la solution consisterait à utiliser l'énergie solaire si elle est moins onéreuse que les autres sources.

La destruction de l'environnement n'est pas tant due au nombre d'habitants (au Sud) qu'aux industries et à l'automobile (au Nord). De plus, dans le Nord, les Pays-Bas, dont la densité est de 350 habitants au kilomètre carré, souffrent moins de la pollution que les États-Unis qui n'ont qu'une densité de 22 habitants au kilomètre carré. Barry Commoner a réuni une série de statistiques intéressantes dans le journal *Population* (mai-juin 1972) sur l'accroissement de la production de polluants comparée à l'accroissement de la population. Entre 1946 et 1968 la production d'engrais chimique à base de nitrate, d'insecticides, de détergents enrichis en phosphate, de plomb tétraéthyle et d'oxydes d'azote (dans l'industrie automobile) et de bouteilles de bière en plastique a fait un bond prodigieux de 267 à 846 %, alors que la croissance démographique variait entre 30 et 42 %.

De nombreux économistes, du Nord comme du Sud, ont fait remarquer que les pays riches qui abritent un cinquième de la population mondiale consomment plus des deux tiers de ses ressources dont ils gaspillent une proportion. considérable Ce qu'ils consomment est issu de leurs propres pays mais aussi des pays du Sud. Voir par exemple les exportations de soja du Brésil pour nourrir les troupeaux européens, les exportations de viande du Guatemala et ainsi de suite, qui ont lieu au détriment de la terre des petits paysans et au bénéfice de la minorité locale de propriétaires terriens et des riches des pays occidentaux qui travaillent main dans la main par l'intermédiaire de corporations multinationales de l'industrie agroalimentaire. Ce sont donc les pauvres qui, dans ce cas, nourrissent les riches. Une éducation réellement internationale ou internationaliste devrait inciter l'opinion publique occidentale à comprendre qu'elle ne peut prêcher en faveur de la croissance économique dans le Sud sans modifier en conséquence son propre mode de vie. Elle aurait d'ailleurs tout à y gagner puisqu'une alimentation équilibrée est gage de bonne santé et qu'actuellement les Européens consomment cent kilogrammes de viande par an, alors qu'ils se sentiraient bien mieux en n'en consommant que trente.

Le dernier problème n'est pas moins important que les autres. Il s'agit de la coexistence, en raison de facteurs historiques et économiques, d'un grand nombre de groupes ethniques dans des pays où, depuis la longue phase de croissance industrielle ayant suivi la Seconde Guerre mondiale, les entreprises ont importé de la main-d'œuvre à bon marché en provenance

de pays moins développés. En Europe de l'Ouest, par exemple, les familles de travailleurs immigrés représentent maintenant quelque 15 millions d'individus, auxquels il faut ajouter les vagues de réfugiés politiques en provenance d'Asie et d'Afrique (qui ont également abordé aux États-Unis). La proportion de communautés étrangères dans la population totale varie de 3% (Norvège) à 15% (Suisse); l'Allemagne et la France occupent une position intermédiaire (de 6 à 7%). Que les minorités soient nationales ou issues de l'immigration, l'attitude de la majorité dominante, dont on voit un exemple dans les systèmes éducatifs, peut provoquer des réactions allant jusqu'à la révolte ouverte dans les cas où les minorités n'acceptent plus les inégalités et la discrimination. Il existe cependant également des exemples d'antagonisme entre les minorités pour des raisons politiques, économiques et religieuses. De plus, l'intégration de l'Europe accentue la mobilité des personnes dans cette région du monde et crée une société de plus en plus multiculturelle, à l'instar des États-Unis. Quelles que soient ses origines, le pluriculturalisme peut être une source d'enrichissement mais aussi de tensions, en raison des différences et des préjugés de nature ethnique, linguistique, culturelle, religieuse ou autre. Il devient vraiment urgent d'instaurer une vraie politique éducative interculturelle. Elle est cantonnée actuellement à l'éducation des enfants de travailleurs immigrés et a pour unique objectif de les assimiler.

L'économie

Le développement économique assure l'approvisionnement en ressources financières et physiques pour le développement de l'éducation. Consécutivement, l'enseignement pourvoit à la formation de gestionnaires et de travailleurs nécessaires aux différents secteurs économiques. À l'inverse, toute chose égale par ailleurs (comme par exemple l'absence d'aide étrangère pour les pays pauvres), la stagnation et la régression économiques sont des entraves à l'éducation.

Lors du quart de siècle qui suivit la Seconde Guerre mondiale, l'Ouest a bénéficié d'une croissance considérable; par conséquent, les dépenses pour l'éducation ont progressé plus rapidement que le produit national brut et les effectifs scolaires, à tous les niveaux, ont augmenté (le boom démographique explique également cette croissance). À l'Est comme à l'Ouest, cette période est marquée par la progression rapide de l'économie de l'éducation, de la planification et de la théorie du capital humain.

On redécouvre l'économiste soviétique Strumiline. Il est le premier, en 1924, à évaluer la rentabilité de l'éducation dans l'intention de guider les choix des planificateurs. En comparant les salaires et la productivité

de différentes catégories de travailleurs selon leur niveau d'instruction et en tenant compte de leur âge, expérience professionnelle, qualifications, etc., il arrive à la conclusion que l'éducation, même la plus élémentaire, est bien plus fructueuse qu'une longue période d'apprentissage en usine. En optimisant l'efficacité des travailleurs elle enrichit le produit national et les dépenses contractées sont largement récupérées. Un peu plus tard, à l'Ouest (1935), J. Walson revient au concept de capital, avancé par William Petty dès le XVII^e siècle, et l'applique aux individus dont la «valeur» est équivalente à la somme totale de leurs salaires au cours de leur vie professionnelle, salaires dérivés de leur niveau d'instruction.

Le lancement de *Spoutnik* en 1957 influença fortement l'éducation. Interprété comme le résultat des rapides progrès scientifiques et techniques réalisés par l'ancienne Union soviétique grâce aux efforts investis dans l'éducation et la recherche, il déclencha en Europe et aux États-Unis toute une série d'études sur le facteur humain dans le développement, ce terme rassemblant les notions d'éducation, de santé et d'organisation. La théorie du capital humain prit forme aux États-Unis. Selon cette dernière, l'éducation n'est pas seulement un objet de consommation, comme on l'avait considéré jusqu'alors, mais un investissement, dans la mesure où elle produit des bénéfices individuels supérieurs aux dépenses qu'elle fait encourir (ces coûts comprennent également le manque de salaire). Puisqu'un revenu proportionnel au niveau d'instruction reflète la productivité et que la société est une somme d'individus, l'augmentation du potentiel d'instruction stimule forcément la croissance économique et l'égalité sociale. Différents auteurs ont calculé la contribution de l'éducation à l'augmentation du PNB qui s'est avérée supérieure à celle du capital physique.

En conséquence, la théorie légitime l'augmentation des dépenses d'éducation et des inscriptions à tous les niveaux et plus particulièrement dans l'éducation secondaire et supérieure. Consécutivement, l'«explosion scolaire» fait progresser la planification à pas de géant. Auparavant confinée aux pays socialistes, après 1945 elle gagne l'Ouest qui doit, dans un premier temps, répondre aux besoins de reconstruction puis s'engager dans la modernisation et la concurrence internationale. Dans le domaine de l'éducation, la planification est imposée par l'augmentation des effectifs due à l'explosion démographique d'après-guerre, à l'allongement de la scolarité obligatoire et au fait que les familles ont de plus en plus conscience que l'éducation favorise l'avancement et la mobilité sociale. De plus, il est alors nécessaire de subvenir aux besoins en personnel qualifié. Les organisations internationales telles que l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques), les Nations Unies et l'UNESCO, en particulier, diffusèrent le concept de planification à l'Ouest et dans le monde en général. À l'inverse de la planification obligatoire des pays socialistes,

partout ailleurs, la planification n'est qu'indicative. Les deux types de planification s'accompagnaient de cartes montrant la répartition des écoles, dans le but de réduire les inégalités régionales. L'architecture scolaire est rénovée de façon à servir des méthodes d'enseignement qui ne sont plus imposées aux enfants mais dont ces derniers sont le centre. La planification se propagea de l'éducation scolaire formelle à la formation professionnelle, à l'éducation des adultes et à l'éducation non formelle.

Toutefois, l'augmentation des prix du pétrole en 1973 déclencha une crise aux conséquences durables. Elle donna lieu, partout, au déclin ou à la stagnation de la proportion des dépenses publiques allouée à l'éducation par rapport au PNB:

Tableau 12 Comparaison des pourcentages du PNB destinés à l'éducation dans les pays développés et en développement.

Région	1980	1991	1997
Pays en développement	3,9	4,1	3,9
Afrique subsaharienne	5,2	4,6	2,9
États arabes	4,5	5,5	5,4
Amérique latine et Caraïbes	4,1	4,2	4.6
Asie de l'Est/Océanie	2,8	3,4	2,3
Asie du Sud	4,1	4,1	3,3
Pays développés	5,4	5,3	5,1

Source: UNESCO, World Education Report, 2000, p. 118

Le phénomène le plus préoccupant est l'augmentation généralisée du chômage qui a affecté les femmes plus que les hommes, les jeunes plus que les adultes et ceux qui n'ont effectué que leur scolarité obligatoire plus que les autres. En moyenne, les taux d'embauche augmentent en corrélation avec le niveau d'éducation. En 2002, dans la plupart des pays de l'OCDE, le taux d'embauche de diplômés de l'enseignement tertiaire est sensiblement plus élevé (de 5 % environ) que celui des diplômés de l'enseignement secondaire (à l'exception du Mexique et de la Nouvelle Zélande). L'écart de taux d'embauche des hommes est particulièrement flagrant entre les candidats masculins diplômés de l'enseignement secondaire et les non-diplômés. Pour les femmes, la différence de taux d'embauche selon les niveaux d'enseignement accompli est encore plus prononcée. Le taux d'embauche des femmes ayant complété une éducation secondaire est particulièrement bas, représentant une moyennes de 49 % entre tous les pays de l'OCDE (OCDE, 2004). La crise a également généré un certain désenchantement à

l'encontre de la planification et a conduit à l'écroulement de la théorie du capital humain.

Dans le Sud, mis à part l'Afrique qui est la région la plus touchée puisqu'elle est lourdement endettée et que son économie ne décolle pas, la situation est plus favorable dans les pays nouvellement industrialisés d'Asie et d'Amérique, même si la recherche du profit peut amener à négliger quelque peu l'éducation qui est moins rentable que l'industrie ou le commerce. En Chine, par exemple, la part du PNB allouée à l'éducation est passée de 2,5 % en 1980 à 2,3 % en 1991 (le même qu'en 1996). À cause de la croissance démographique, le problème du chômage devient de plus en plus pressant. Le nombre de personnes au chômage ou sous-employées est actuellement estimé à 600 millions de par le monde. L'Organisation internationale du travail considère que, pour absorber le chômage, il faudrait créer 1 000 millions d'emplois, dont 880 millions dans les pays en développement. À cause du chômage, l'intérêt pour l'école faiblit (illustration 162). Dans de nombreux pays les parents retirent leurs enfants de l'école afin de les mettre au travail dans les champs, les ateliers, les petites entreprises ou les laissent dans la rue.

La crise a provoqué une série de réformes de l'éducation secondaire mais aussi et surtout de l'éducation supérieure. Ces réformes tendent à diversifier la répartition par niveau et les types d'écoles entre lesquels les transferts sont facilités de façon à prendre en compte les différentes capacités des élèves et à pourvoir aux différents besoins de l'économie et de la société. Des cycles courts d'enseignement supérieur sont créés dans le but de former à une profession spécialisée des techniciens, des ingénieurs de production et des enseignants du primaire ou du secondaire. Afin de permettre aux étudiants de combiner études et emplois, de nombreuses universités ont adopté des dispositions flexibles pour l'admission, l'assiduité aux cours et la dispense de diplômes, soit en établissant un système d'unités de valeur capitalisables soit en utilisant amplement les cours par correspondance, radiodiffusés ou télévisés (l'«université ouverte»).

Le déclin de la dépense publique a généralement été compensé par l'augmentation des droits d'inscriptions scolaires ou universitaires et par l'essor de l'enseignement privé, particulièrement répandu aux États-Unis, en Allemagne et au Japon. On incite également, les universités à obtenir de nouveaux financements en mettant en place des contrats de recherche avec l'industrie et des programmes spéciaux de formation. Des économies sont réalisées en débauchant ou en ne recrutant des enseignants qu'à mi-temps, au risque de faire baisser le ratio de surveillance (en France le ratio élèves/enseignant est passé de 20/1 en 1975 à presque 25/1 en 1991 et, en Autriche, de 8,6/1 à 15/1). On renforce l'efficacité en améliorant la gestion grâce à l'analyse des coûts unitaires pour chaque niveau et

type d'éducation, en utilisant pleinement les locaux et les équipements, en planifiant leur maintenance préventive avant leur totale détérioration, en utilisant des matériaux et des techniques d'origine locale de façon à réduire les coûts d'aménagement et d'équipement et à faire participer la communauté; enfin en diversifiant les financements, par exemple en taxant les entreprises et en supprimant partiellement ou totalement l'enseignement gratuit et les bourses d'études, etc. Dans les anciens pays socialistes, seul l'enseignement primaire et obligatoire est toujours gratuit, l'enseignement secondaire et supérieur étant payants. Ainsi va l'économie de marché.

Mis à part la crise, les pays en développement et les pays développés partagent une autre préoccupation: l'environnement ou plutôt l'écosystème, en d'autres termes la relation entre les hommes et leur environnement. La perception des nuisances industrielles et urbaines n'est pas récente mais il a fallu attendre les années 1970 pour les pays développés, et encore plus longtemps pour les pays en voie de développement, avant qu'émerge une conscience écologique qui ne considère plus ces nuisances comme un effet accessoire de la croissance mais comme une conséquence inévitable qui pourrait détruire l'écosystème. Pourtant, la poursuite d'une croissance illimitée, axée sur l'exploitation incontrôlée de la nature, est indissociable d'une certaine conception du monde: celle de l'homme en tant que «maître et possesseur de la nature», qui la considère comme une machine qu'il peut manipuler par la puissance de son esprit. L'éducation contribue à cette attitude. Qu'elle soit formelle ou informelle, elle exalte la puissance de la raison et la prééminence de l'action comme les valeurs fondamentales d'une société assimilée à une organisation d'entreprise; elle propage la religion de la production et de la consommation en tant que critères de civilisation et de bien-être.

En 1972, la conférence de Stockholm proposa la notion d'éducation écologique pour tous, aux jeunes comme aux adultes, afin de les sensibiliser à leur responsabilité dans la protection de l'environnement. Cette notion ne fut pas envisagée comme une discipline mais plutôt comme un thème interdisciplinaire regroupant les aspects physiques et biologiques de l'environnement mais aussi ses aspects économiques et culturels, puisque les hommes font partie intégrante de l'écosystème. En conséquence, elle va plus loin que la traditionnelle «étude de l'environnement» qui, depuis Locke et Rousseau, s'est efforcée de tenir compte des enfants dans leur environnement en vue de forger leur personnalité. Par ailleurs, il faut également doter les enfants et les adultes d'une conscience à l'échelle de la planète et d'une attitude responsable envers la gestion de l'environnement qui est la source de toute vie terrestre. La conférence de Belgrade (1975) a déterminé en ce sens plusieurs objectifs éducatifs: instiller une conscience de l'environnement chez les individus et les groupes d'individus; les inciter à acquérir les comportements, le savoir-

faire et la capacité pour évaluer les mesures et les programmes éducatifs; et les impliquer dans les processus de résolution des problèmes. Il ne s'agit donc pas d'un nouveau «sujet» mais d'une «dimension de l'éducation et d'une de ses fonctions permanentes», comme l'a définie la conférence de Tbilissi (1977); le point de convergence de la biologie, de l'histoire, de la géographie, de l'économie et des sciences sociales, nécessitant des méthodes actives, un travail en groupe et sur le terrain.

La conférence de Rio (1992) adopta tous ces thèmes en insistant particulièrement sur l'action et sur le respect et la protection de l'environnement ainsi que sur la nécessité d'une éducation ininterrompue de «la maternelle à la faculté»; éducation associée à la notion de «développement durable». L'UNESCO et le PNUD (Programme des Nations Unies pour le développement) ont organisé plusieurs symposiums, publié la revue *Connections* et des guides pour la préparation et l'évaluation de programmes d'étude, lancé des projets pilotes ou expérimentaux et aidé à former des enseignants ou à leur proposer des cours de remise à niveau. Environ cent pays ont inclus l'éducation environnementale dans leurs programmes d'enseignement formel ou informel. Dans l'ensemble, les activités restent limitées, dans la mesure où ce type d'éducation n'est pas obligatoire et où l'interdisciplinarité est difficile à mettre en pratique. Actuellement, les écoles ont moins d'impact que les activités extrascolaires proposées par les associations, les parcs naturels, les communautés locales et les mouvements écologistes.

La science et la technologie

Le XX^e siècle est celui de la science et de la technologie, qui ont fait des progrès constants particulièrement depuis la Seconde Guerre mondiale, en dépit des fluctuations de l'économie. Science et technologie se soutiennent mutuellement puisque la seconde est l'application des découvertes de la première, laquelle est à son tour dépendante de la technologie des équipements dont elle dispose.

La science mondiale doit être comprise dans son acception la plus vaste: elle inclut donc, outre les sciences naturelles et exactes, les sciences humaines et sociales car ces dernières ont un impact direct sur l'éducation. Depuis la fin du XIX^e siècle, l'enseignement a évolué plus rapidement qu'il ne l'avait jamais fait auparavant, lorsqu'il était considéré comme un «art» et faisait l'objet de spéculations philosophiques plutôt que d'études objectives. La nouveauté c'est que la «science», au sens mesurable et expérimental du terme, tend à occuper une place de plus en plus importante dans l'enseignement. En raison de la complexité croissante des phénomènes, la recherche, jusqu'alors confinée aux écoles, a été élargie pour comprendre tout ce qui se passe en dehors

d'elles et qui exerce une action sur la formation de l'individu. C'est ainsi que sont nées les sciences de l'éducation: certaines traitent des facteurs généraux influençant l'éducation (philosophie, histoire, anthropologie, sociologie, démographie, administration et planification de l'éducation), cependant que d'autres se vouent à l'étude de ses processus inhérents (biologie, psychologie, linguistique, méthodes d'enseignement). L'éducation comparée n'est pas une discipline mais un champ d'étude qui s'intéresse aux conditions externes et aux fonctionnements internes et adopte une perspective particulière selon le sujet de recherche.

La psychopédagogie apparaît pour la première fois à la fin du XIX^e siècle avec William James (1842–1910) un philosophe pragmatique qui considérait les élèves comme des «machines mues par des associations» et porta l'accent sur l'intérêt en tant que force motrice de la progression. La méthode du test, inventée par Binet et Simon (1905) et perfectionnée par Terman et Thorndike, permet de guider les élèves au cours de leur scolarité obligatoire et, à l'issue de cette dernière, de sélectionner les individus et de leur donner soit une formation militaire soit une formation professionnelle. À la même période apparut le mouvement de l'«éducation nouvelle» en Europe, appelé aux États-Unis, mouvement de l'«éducation progressive». À l'inverse de la tradition intellectualiste et livresque, elle requiert de l'éducation de l'esprit qu'elle s'accompagne d'une formation du caractère, du goût et du corps, à la poursuite d'un objectif à la fois personnel et social. Les activités des enfants doivent être encouragées sous toutes leurs formes, de sorte qu'ils puissent participer à leur propre formation et que le «maître» cède la place à l'«éducateur»: ce dernier doit agir avec eux comme un guide respectant leurs personnalités, il doit être capable d'organiser le travail en groupe et individuel, de mettre l'accent sur la coopération plutôt que sur la compétition, sur le succès plus que sur l'échec, tout cela dans un environnement scolaire favorable et convenablement équipé. L'auteur le plus influent de cette première moitié de siècle fut John Dewey (1859–1952) bien connu pour son «apprendre en faisant». En fait, Dewey préconisait la combinaison du jeu et du travail manuel et intellectuel au cours d'expériences communes de sorte que l'école forme les enfants aux qualités d'initiative, de responsabilité et d'adaptabilité dont ils auront besoin dans leur vie future. Pour Dewey, l'école ne sert pas des objectifs individualistes mais des buts sociaux. Comme la société, elle doit être démocratique. Toutefois, les enfants n'étant pas des adultes, il est nécessaire d'encourager les intérêts de leur âge, leur « joie de vivre » dans la spontanéité et l'accomplissement spirituel et moral de leurs personnalités plutôt que de leur imposer des objectifs utilitaires. «L'éducation est un processus de vie et non une préparation à la vie » (Dewey, My Pedagogic Creed).

Dewey influence Ovide Decroly qui, désirant une «école pour la vie, par la vie», crée l'école de l'Hermitage, près de Bruxelles, en 1907. Cette dernière n'était pas conçue pour préparer les enfants à la vie adulte mais comme un environnement de vie donnant libre court à leurs facultés. Puisque Decroly abordait la réalité de façon globale, il préconisait une méthode globale de lecture, d'écriture et de formation psychologique. L'enseignement n'était pas structuré par sujets mais en fonction des centres d'intérêt qui groupaient et ordonnaient les connaissances susceptibles d'éveiller la curiosité des enfants. Chacun de ces centres d'intérêt était envisagé sous plusieurs angles: observation et mesure, association dans l'espace et le temps, expression sous toutes ses formes.

En 1907 également, Maria Montessori ouvrit la *Casa dei bambini* à Rome. Elle s'inspire de l'hypothèse sensualiste et des notions d'observation, de liberté et d'activité enfantines, pour créer des matières d'enseignement appropriées qui, par des exercices successifs exécutés dans le cadre de relations affectueuses avec l'éducateur, avaient pour objectif la formation motrice et sensorielle des enfants. Montessori ne laissait aucune place à la spontanéité enfantine et fermait la porte de la classe à toute intrusion de la vie extérieure.

Après 1950, l'influence de Freud (1856–1939) fut prépondérante. Sa conception de l'éducation était issue de sa théorie du développement psychologique de l'individu. Ce dernier est par-dessus tout gouverné par le développement émotionnel, lui-même régenté par des pulsions dont la principale est la pulsion sexuelle. Pourtant, le principe de plaisir qui nous régule est confronté au principe de réalité puisque la vie en société et la culture exigent une régulation des relations humaines. Les éducateurs doivent donc enseigner aux enfants à contrôler leurs instincts et donc trouver un optimum «entre le Scylla de l'inaction et le Charybde de l'interdiction».

Pour Piaget (1896–1980), l'éducation devait permettre l'adaptation des individus à leur environnement social en ne leur apprenant pas des vérités toutes faites mais en leur faisant comprendre et apprendre par l'action et l'expérimentation conformément aux lois de la croissance mentale (illustration 163). Piaget distinguait trois stades de croissance dont l'ordre de succession (mais non le moment auquel elles apparaissent) est constant: l'intelligence sensori-motrice au cours des deux premières années; les opérations concrètes entre 2 et 11 ou 12 ans; et les opérations formelles entre 11–12 ans et 16 ans. Le passage d'une étape à l'autre se fait par l'assimilation de nouveaux objets et par l'adaptation des actes à des conditions particulières jusqu'à ce que l'on atteigne un point d'équilibre. Les enseignants doivent guider et stimuler constamment l'activité des enfants qui seule peut conduire à «l'autonomie intellectuelle». L'axe central de la méthode Piaget est la motivation or sans intérêt il ne peut y

avoir de motivation. Deux éléments de cette théorie ont donné lieu à des débats.

Le premier porte sur le rôle du langage dans le développement cognitif. Selon Piaget, les enfants peuvent assimiler des mots sans nécessairement acquérir la logique. D'autre part, selon J. S. Bruner, ce n'est pas l'action mais le langage qui construit l'intelligence puisqu'il rend possible la communication mais aussi la prise en compte de l'expérience. L'étude génétique n'a pas permis de choisir entre l'une ou l'autre théorie. Une troisième hypothèse est possible, qui présuppose l'existence d'un facteur qui serait à l'origine du développement linguistique et du développement cognitif. Le second élément faisant débat concerne l'universalité des stades. Une

Le second élément faisant débat concerne l'universalité des stades. Une étude interculturelle de grande envergure a confirmé la séquence de Piaget tout en démontrant l'importance des facteurs culturels et économiques que Piaget, avait négligés dans sa théorie, tels que le développement urbain, l'intégration culturelle, la scolarisation et l'environnement intellectuel et physique. Par exemple, les nomades ont besoin de concepts spatiaux alors que les fermiers sédentaires donnent la préférence aux concepts liés à la conservation, à la quantité, au poids et au volume car ils ont besoin d'emmagasiner et de faire le commerce de leurs produits. Les Inuits acquièrent plus rapidement la notion d'horizontalité que les Ebrié, alors que l'inverse est valable pour la conservation, les Aborigènes australiens occupant une position intermédiaire.

Enfin, les performances des sujets testés ne reflètent pas forcément leurs capacités, à cause des conditions d'expérimentation et de la structure de leur pensée, puisque chaque culture place une valeur différente sur chaque concept. Piaget donnait la prééminence à l'intelligence formelle, qui est inextricablement liée à la rationalité scientifique et au capitalisme occidental mais qui ne s'appliquent pas aux autres cultures. Une application non critique de ces critères reviendrait à faire preuve d'ethnocentrisme.

Les écoles commencèrent à utiliser les photographies, les films, les enregistrements, les disques et la radio puis, après 1945, la télévision, les logiciels éducatifs et les ordinateurs. Les médias audiovisuels servirent tout d'abord de matériel didactique fournissant une documentation complémentaire et provoquant ou stimulant l'intérêt des élèves. Ils peuvent toucher une audience considérable (l'Université ouverte de Grande-Bretagne, qui ouvrit ses portes en 1971, a fait des émules dans de nombreux autres pays) ainsi que des individus isolés ou invalides (voir le cas de l'Australie). Selon l'étude visant à évaluer l'efficacité de ces techniques, les élèves apprennent plus avec les médias audiovisuels qu'ils ne le font lorsque l'audio et le visuel sont séparés, lorsque le visionnage d'un film s'accompagne d'activités complémentaires (la compilation de documents pour préparer la projection du film, la discussion après sa diffusion et les informations

additionnelles). Les restrictions imposées, à l'origine par les horaires et par le fait que la pellicule ne pouvait être interrompue, furent levées par les cassettes des magnétophones et des magnétoscopes qui ont amélioré l'apprentissage, en particulier dans le domaine des langues vivantes, de la musique et des formes d'expression orale. La vidéo joue un rôle important dans la formation des enseignants (microenseignement), l'enseignement médical (transmission des opérations chirurgicales) et dans la création (vidéoclips). L'audiovisuel fait également l'objet d'un enseignement puisque comme l'établit la Commission internationale sur l'étude des problèmes de communication, «l'information est facilement corrompue par la diffusion de demi-vérités et de mensonges, la persuasion par la manipulation et la propagande» (UNESCO, 1980). Le rôle des enseignants est de former le sens critique des élèves en leur apprenant que les images comme les mots ne sont jamais neutres.

Les matériels éducatifs furent introduits en même temps que l'éducation programmée (théoriquement, ce type d'enseignement peut remplacer les logiciels éducatifs par des «livres brouillés» mais les résultats ne sont pas si bons). Les logiciels éducatifs sont inspirés par le comportementalisme et leur principe directeur est le renforcement, en d'autres termes la récompense immédiate qui stimule l'activité et la motivation de l'apprenant. Les programmes «linéaires» ou «ramifiés», sont appliqués aux mathématiques, aux sciences, aux langues vivantes et à la formation professionnelle.

La dernière technologie à avoir fait son apparition est la technologie de l'information qui permet non seulement de s'engager dans la transmission à distance de la connaissance mais aussi de la traiter, de l'emmagasiner et de la distribuer et ainsi d'augmenter l'activité intellectuelle, notamment depuis l'arrivée du micro-ordinateur personnel. L'enseignement assisté par ordinateur (EAO) a particulièrement été utilisé comme outil pour l'enseignement et l'apprentissage. Les élèves les plus faibles semblent en tirer un meilleur profit mais, plus le niveau d'éducation est élevé (de l'éducation primaire à l'éducation supérieure), moins le bénéfice de l'EAO semble significatif. Les progrès enregistrés sont loin de correspondre aux attentes à cause d'une lacune en terme de théorie de l'enseignement, qui expliquerait dans quelle mesure les ordinateurs peuvent favoriser, ou non, l'acquisition de la connaissance. Ils ont déjà pour avantage d'adapter l'enseignement aux besoins de chaque élève, à leur rythme de travail, à leur niveau de connaissance et à leurs aptitudes culturelles. Certains pays expérimentent des logiciels éducatifs utilisant des processus d'intelligence artificielle capables d'interpréter, d'évaluer et de corriger les réponses des élèves et de mettre en place des stratégies personnalisées d'apprentissage.

La technologie de l'information comme sujet d'enseignement fut intro-

La technologie de l'information comme sujet d'enseignement fut introduite, selon les pays, il y a vingt ou trente ans dans les universités et les écoles

techniques supérieures et plus récemment dans l'enseignement secondaire général et même dans l'éducation primaire. On considère de plus en plus la technologie de l'information comme un des éléments des connaissances de base que les enfants doivent acquérir au cours de leur scolarité obligatoire, d'autant plus qu'ils sont encouragés à le faire grâce à son aspect ludique. De plus, il est nécessaire de leur apprendre à vivre et à travailler dans une société de plus en plus informatisée dont ils doivent appréhender et maîtriser les langages et les mécanismes. Il reste encore à adopter une approche intégrée vis-à-vis des techniques de traitement des données, qui demandent de la logique, et des médias audiovisuels, qui requièrent de l'imagination. Les deux systèmes sont combinés dans le vidéodisque interactif qui permet l'introduction de séquences illustrées dans un logiciel.

Par ailleurs, la technologie de l'information est de plus en plus utilisée comme outil de gestion. Au niveau des établissements éducatifs, on s'en sert pour tenir les comptes, pour enregistrer et suivre les dossiers et les notes des élèves, pour gérer les bibliothèques et les supports pédagogiques, etc. Au niveau central elle facilite l'administration du système dans son ensemble en traitant et en analysant les flux d'information dans le but de gérer le personnel, les finances, les bâtiments et les équipements et de formuler des projets.

Cette application de la technologie de l'information est la plus facile à adopter pour les pays en développement. Elle ne nécessite qu'un nombre très limité de personnel qualifié, qui en règle générale ne fait pas défaut, alors que s'il leur fallait embaucher du personnel peu qualifié en grande quantité, ils devraient faire face à des problèmes de stockage des archives (manque de place), à des erreurs dans l'enregistrement et dans le traitement des données, à la lenteur d'adoption des procédures. En terme de comptabilité, le bilan est positif (il en va autrement pour l'emploi).

Les autres applications de la technologie de l'information dans les pays en développement sont moins évidentes sauf dans le cas de la formation professionnelle supérieure. Leur problème principal est la pénurie de logiciels adaptés à leurs besoins qui fait écho à un problème plus général : leurs sociétés ne sont pas encore au stade de l'informatisation, à l'exception de certains secteurs strictement délimités. La demande d'une acculturation de la technologie de l'information n'a donc pas encore été exprimée. Les pays industrialisés ne doivent pas être imités à la légère sous prétexte que la révolution de la technologie de l'information est inéluctable. Pour la plupart des pays en développement, l'objectif est simplement de former le nombre de spécialistes nécessaires à certaines activités mais pas encore de rechercher la culture informatique.

Les pays développés et en voie de développement ont placé d'infinis espoirs dans la technologie, c'est-à-dire les médias audiovisuels et mainte-

nant l'informatique, pour démocratiser l'éducation et pour générer ou stimuler l'intérêt des apprenants et enfin pour développer leur imagination et leur créativité. Les études réalisées montrent que la technologie ne remplace pas l'enseignant mais doit être intégrée dans le processus d'apprentissage général au même titre que les livres. Les enseignants à distance donnent la possibilité d'entrer en contact avec des jeunes qui n'auraient autrement pas eu accès à l'école en raison de la dissémination de la population (Australie) ou pour d'autres raisons. La technologie permet aussi de proposer des cours d'alphabétisation pour les adultes (la *Telescuola* en Italie, la *Sutatenza* en Colombie, les radioécoles du Honduras). De même, les forums radio et les groupes de discussion en Inde, au Togo, au Niger et au Sénégal ont encouragé les activités locales de développement. Ailleurs, les systèmes multimédias ont amélioré la formation des enseignants. Dans tous les cas, les nouveaux moyens utilisés ont élargi le champ de l'enseignement et ont permis à leur public d'atteindre un niveau comparable à celui qu'ils auraient eu en suivant les cours des écoles conventionnelles. De plus, l'aspect ludique de la télévision et maintenant de l'ordinateur éveille l'intérêt et la motivation des élèves qui, en conséquence, apprennent mieux. Dans l'expérience de Télé-Niger, notamment en Côte-d'Ivoire, les effectifs ont augmenté et l'efficacité s'est améliorée : en Côte-d'Ivoire, de 1968–1969 à 1978–1979, le nombre d'enfants inscrits dans l'éducation primaire est passé de 322 700 à 746 710 et les redoublements ont baissé de 32,4% à 20,5%. Des problèmes se posent lorsque les enfants rejoignent le secondaire qui reste traditionnel et très sélectif car la télévision encourage l'expression orale plus que l'expression écrite. D'autre part, cette expérience n'a pas nivelé les inégalités sociales en raison de la croissance quantitative qui a marginalisé plus d'individus appartenant principalement aux classes défavorisées de la population. D'autres expériences en Europe et en Amérique du Nord confirment que la technologie n'a pas forcément pour conséquence la démocratisation. Aujourd'hui, les micro-ordinateurs sont susceptibles d'accentuer les différences sociales.

Même dans un grand pays comme l'Inde (où les coûts unitaires sont donc moins élevés que dans des petits pays), les programmes d'enseignement par télévision et par satellite (SITE, Satellite Instructional Television Equipment) ne se sont pas montrés à la hauteur des espoirs qu'ils avaient fait naître. Même s'ils ont apporté une amélioration de la qualité et une réduction des coûts, ils n'ont pas eu de répercussions notables sur l'égalisation des chances en matière d'éducation. Selon Asok Mitra (UNESCO, 1984), ils n'ont pas réussi à: «a) attirer l'attention sur différentes innovations agricoles et à en améliorer la connaissance et la pratique; b) amener des changements significatifs dans les attitudes ou les pratiques relatives au contrôle des naissances; c) provoquer des changements nécessaires dans le comportement social, la participation politique, les activités orga-

nisationnelles ou l'autorité; d) accroître substantiellement les capacités d'autonomie. ». Pourtant, le SITE a exalté les aspirations professionnelles et économiques des enfants téléspectateurs «aux limites de l'irréaliste».

Dans l'éducation formelle, la radio et la télévision ont contribué à accroître l'efficacité de l'enseignement des sciences (physique, chimie, biologie, mathématiques), particulièrement dans les zones rurales manquant d'enseignants qualifiés et d'équipement. Toujours selon Mitra (UNESCO, 1984), les inconvénients de ce système sont: «a) l'inflexibilité de la programmation; b) la présentation prédéterminée et immuable du message qui écarte la possibilité de réviser ou de corriger; c) le manque d'interaction simultanée entre la personne délivrant la leçon et l'apprenant; d) les leçons uniques et donc l'absence d'éclaircissement et d'élaboration; e) le manque fréquent de structuration par niveaux du plus simple au plus compliqué; f) les lacunes relatives à l'utilisation simultanée et optimale de différents médias, principalement les films d'instruction et de méthodologie, les leçons radio ou télédiffusées et les médias traditionnels comme le théâtre et les marionnettes: g) la désagrégation des audiences cibles en groupes d'âge homogènes. ». Ces difficultés se rencontrent ailleurs et on peut en résoudre certaines, mais en tout état de cause, il est impossible de se dispenser d'enseignants qualifiés, en particulier pour l'élaboration et l'évaluation des programmes.

Les médias ont bouleversé le rôle des enseignants. Traditionnellement ils étaient «ceux qui savent, enseignant aux enfants qui ne savent pas», l'enseignement était donc basé sur l'autorité. L'apprentissage de la démocratie à l'école passe par sa transformation par le biais d'un dialogue entre les enseignants et les apprenants, surtout lorsque ces derniers sont des jeunes ou des adultes qui ont leurs propres expériences et connaissances. Cette transformation est essentielle en particulier parce que les enseignants ne sont pas les seuls interlocuteurs des enfants à posséder la connaissance. Le flux d'informations véhiculé par les médias est tel que même dans les zones rurales, les enfants sont souvent mieux informés sur certains sujets que les enseignants. Ces derniers doivent maintenant être des organisateurs, des guides et des conseillers bien plus que des transmetteurs de savoir (qu'ils sont toujours cependant).

Les relations internationales

Il existe trois facteurs internationaux influençant l'évolution de l'éducation : les relations économiques qui régentent les capacités de développement des pays pauvres comme des pays riches ; les relations politiques en ce sens que le règlement des conflits, la dissipation des tensions et le désarmement libèrent des ressources pour l'éducation et les relations culturelles puisqu'elles encou-

ragent la mobilité des enseignants, des chercheurs et des étudiants, l'échange d'informations et d'expériences, la coopération entre les institutions pour les échanges d'enseignants et d'étudiants et la recherche en partenariat.

Les acteurs de la scène internationale sont les États, les organisations,

Les acteurs de la scène internationale sont les États, les organisations, les entreprises et les individus. Ils n'ont pas tous les mêmes possibilités, bien que leurs activités s'inscrivent toujours dans un contexte national et international particulier. Ils se soutiennent les uns les autres lorsque leurs intérêts coïncident et entrent en conflit dans le cas opposé. La politique d'un État peut renforcer celle d'une corporation multinationale lorsque les mutations visant la formation favorisent l'export, ou s'opposer à celle d'une organisation internationale qui privilégie l'éducation par rapport au profit. Le personnel de l'assistance technique peut suivre à la lettre les directives de son gouvernement ou diffuser des idées «subversives».

Dans son sens le plus large, l'éducation d'un pays est influencée par tous les produits tangibles ou non qui circulent dans le monde: les idées et le savoir, les livres et les périodiques, le cinéma et la télévision, bien sûr, mais aussi les biens véhiculant une certaine technologie, les biens de consommation qui éveillent le désir de possession et renforcent le modèle culturel dont ils sont issus, notamment parmi ceux qui sont familiarisés avec eux par le biais de l'école. Les médias jouent un rôle clé dans la propagation des idées des pays du Nord: leurs stations de radio occupent 90% des fréquences et leurs agences de presse (Associated Press, Reuters, United Press, les agences France-Presse et Tass) diffusent 80% de l'ensemble des dépêches.

Pendant soixante-dix ans, la scène internationale a été dominée par la concurrence entre les États communistes et capitalistes, qui cherchaient à rallier le plus grand nombre de partisans par tous les moyens possibles, dont les moindres n'étaient pas la propagande idéologique et la formation des ressources humaines. Ceci explique l'importance de leurs aides qui ont la même fonction, mais de façon plus subtile, que la colonisation. De fait, chaque puissance favorise ses anciennes colonies ou sa sphère d'influence.

Les entreprises transnationales ne s'occupent pas que d'économie, de finance et de commerce mais aussi des «industries culturelles» (livres, matériels didactiques, activités d'information et de loisir). Leurs activités impliquent la formation d'employés et de gestionnaires et, plus récemment, la production de matériel pédagogique audiovisuel et électronique. Ces deux éléments satisfont leurs propres intérêts et pas nécessairement ceux des pays où elles sont établies. En général, la technologie est importée sans être adaptée au contexte et, en conséquence, la formation est aussi copiée sur le modèle original. D'où la création d'une classe moyenne transnationale partageant l'idéologie de la libre entreprise, de la rationalité économique

et de la concurrence, du succès jaugé à l'aune de critères matériels et d'un mode de vie individualiste adapté à la consommation.

Parallèlement à ces entreprises, il existe des fondations, qui comme leur nom l'indique, en sont pour la plupart l'émanation (fondations Ford, Carnegie, Rockefeller, etc.). Nombre d'entre elles financent des projets pédagogiques, comme par exemple la série pédagogique Sesame Street (également soutenue par le gouvernement américain) qui fut diffusée dans près de quatre-vingt-dix pays dans les années 1970 (illustration 164). Ce programme s'est heurté à l'opposition de deux pays: la Grande-Bretagne, où la BBC considérait qu'il encourageait la passivité des enfants au lieu de stimuler leur imagination et leur intelligence; ce programme fut donc récupéré et diffusé par la chaîne concurrente, ITV. Au Pérou, il fut jugé incompatible avec la réforme de l'éducation alors en vigueur (1970), fondée sur le dialogue et la participation créative, alors que «Plaza Sésamo adopte un concept de participation dirigée et verticale».

Les organisations «internationales» sont extrêmement diverses. Elles peuvent être de nature intergouvernementale ou non gouvernementale et poursuivre plusieurs objectifs. Ces derniers sont intéressés ou désintéressés, temporels ou spirituels; ils sont établis dans des régions particulières ou à l'échelle de la planète et ils disposent de financements plus ou moins importants.

Les organisations intergouvernementales apportant leur soutien à l'éducation dans le monde sont: les agences des Nations Unies (UNESCO, Banque mondiale, FAO, OMS, UNICEF, etc.), les institutions de l'Europe de l'Ouest (Conseil de l'Europe, Union européenne), des pays industriels (OCDE) d'Europe, d'Amérique du Nord, d'Océanie et d'Asie (Japon), les banques de développement régional (banques africaines, arabes, asiatiques, interaméricaines, etc.).

L'institution la plus importante dans ce domaine est l'UNESCO. Elle fut créée en 1945 avec pour mission de contribuer à la paix mondiale grâce à l'éducation, la science et la culture et, depuis quelque temps, à la communication (illustration 165). Composée à l'origine de vingt États membres, elle en compte aujourd'hui cent soixante, dont vingt ont moins de 500 000 habitants. Son histoire peut être divisée en plusieurs périodes marquées par différents événements: la Déclaration universelle des droits de l'homme (incluant le droit à l'éducation) en 1948; l'émergence, en 1966, du terme «développement»; «la contribution de l'UNESCO à un ordre économique mondial» de 1974; la crise relative à l'établissement d'un «nouvel ordre mondial de l'information» en 1980 qui entraîna le retrait des États-Unis (1984), de la Grande-Bretagne et de Singapour (1985) et à une réduction du budget de l'Organisation d'un tiers. Les États-Unis et la Grande-Bretagne l'ont réintégrée depuis. La Décennie mondiale du développement culturel

fut inaugurée en 1988 et, en 1990, une Conférence mondiale sur l'éducation pour tous fut organisée en collaboration avec les autres agences des Nations Unies à Jomtien (Thaïlande). Elle fut suivie en 1992 par la création de la Commission internationale pour l'éducation du XXIe siècle et de la Commission mondiale de la culture et du développement.

La Conférence mondiale sur l'éducation pour tous (EPT) à Jomtien en 1990, a fixé pour but d'atteindre les 100 % d'inscription en éducation primaire d'ici l'an 2000, un objectif qui est loin d'avoir été atteint. Le rapport mondial de l'UNESCO de l'an 2000 a annoncé qu'en 1997 (la dernière année pour laquelle nous possédons des statistiques mondiales) le pourcentage net d'inscrits atteignait en moyenne 71,5 % (80,6 % pour les hommes et 62,3 % pour les femmes) dans les pays et les régions les moins développés. Les régions de l'Amérique latine/Caraïbes, et de l'Asie de l'Est/Océanie ont des pourcentages nets d'inscrits qui dépassent même les 100 %, avec 113,6 % et 118 % respectivement (hommes et femmes).

Tableau 13 Pourcentage net d'inscrits par sexe en Afrique subsaharienne, dans les États arabes et en Asie du Sud

Région	Moyenne	Hommes	Femmes
Afrique subsaharienne	76,8	84,1	69,4
États arabes	84,7	92,1	76,9
Asie du Sud	95,4	106,8	83,3

Source: UNESCO, World Education Report, 2000, p. 115-116.

Le développement de l'éducation est également le sujet des activités d'autres agences des Nations Unies: l'UNICEF est dédiée aux enfants des familles les plus désavantagées en terme de santé, de nutrition et d'éducation; l'Organisation internationale du travail s'occupe de la formation technique, professionnelle et syndicale; l'OMS de la formation sanitaire, la FAO de la formation agricole, etc. L'université des Nations Unies à Tokyo n'est pas une université dans le sens conventionnel du terme avec des enseignants et des étudiants, mais le centre d'un réseau mondial de recherche et d'activités de formation ayant le développement pour objectif.

Il nous faut également mentionner ici la Banque mondiale qui, après avoir été créée pour veiller à la reconstruction après la Seconde Guerre mondiale, a commencé à s'impliquer dans le domaine de l'éducation en pourvoyant, dans un premier temps, aux bâtiments et aux équipements puis en promouvant des réformes afin d'améliorer l'efficacité de l'éducation. L'accent s'est déplacé de l'éducation secondaire et supérieure vers

l'éducation primaire dont la Banque mondiale a reconnu qu'elle est une condition préalable à l'accroissement de la productivité des segments les plus pauvres de la population.

Il existe maintenant plus de 3 000 organisations non-gouvernementales (ONG) dans le monde qui procurent de l'aide pour l'éducation et la formation. Elles sont extrêmement variées: dans certains cas, elles sont des exemples de l'«impérialisme culturel» et dans d'autres des modèles d'altruisme et de dévouement. Celles qui sont les plus chaleureusement accueillies sont les organisations qui, au lieu d'importer leurs propres idées, sont capables d'écouter la population; celles qui commencent par lui demander ce dont elle a besoin et qui conçoivent l'aide en conséquence. L'éducation comprend également l'information sur les droits des pauvres par rapport à leurs gouvernements et aux classes dirigeantes ainsi que les droits des femmes par rapport aux hommes.

droits des femmes par rapport aux hommes.

Parmi les ONG, les Églises (au sens large puisque le bouddhisme et l'islam n'ont pas d'églises identiques à celles de la chrétienté) ne doivent pas être oubliées. Le terme «Église» regroupe un ensemble qui n'est pas homogène. Certaines Églises sont conservatrices, d'autres sont progressistes et les personnalités y jouent parfois un rôle plus important que les structures, sans mentionner les influences exercées par les événements mondiaux. Les mots choisis par le pape Jean XXIII pour le concile Vatican II (1962–1965), «développement, le nouveau nom de la paix», donnèrent lieu à une progression rapide de la «théologie de la libération»; progression endiguée par la récession économique.

Selon le Rapport mondial sur l'éducation de l'UNESCO, cette aide

Selon le *Rapport mondial sur l'éducation* de l'UNESCO, cette aide a augmenté en dollars courants, passant de 2,02 milliards en 1975 à 6,04 milliards en 1990 et à 6,63 milliards en 1997. Les 2,02 milliards de 1975 correspondent, corrigés de l'inflation, à 4,99 milliards de 1990. En quinze ans, l'aide a donc progressé de 20,8%, soit un peu plus de 1% par an. La proportion de l'aide bilatérale a diminué passant de 70% du montant total en 1975 à 60% en 1990.

La Banque mondiale a acquis un rôle plus important: elle prodigue presque un quart de l'aide alors que la part de l'UNESCO a baissé entre 1975 et 1990, passant de 2,8 à 1,2 %. Outre les subventions et les prêts (que l'on ne saurait inclure dans l'aide si leurs taux excèdent 2 ou 3 %), l'aide comprend également le détachement de personnel (enseignants et experts) et d'équipement ainsi que l'attribution de bourses d'étude et de formation. Selon la même source, le nombre d'étudiants est passé de 915 900 en 1980 à 1 177 600 en 1990 (+ 28 %), dont 757 000 (64 %) viennent des pays industrialisés, 334 000 (28 %) des pays en développement, les 86 600 restants ayant une provenance indéterminée. On peut observer deux tendances: un déclin du pourcentage des étudiants des pays en développement, à l'excep-

tion de l'Asie de l'Est et une augmentation du pourcentage des étudiants provenant des pays développés qui suivent presque tous leur scolarité dans d'autres pays développés, notamment grâce à l'intégration européenne. Dans quelle mesure l'aide internationale bénéficie-t-elle aux pays en

Dans quelle mesure l'aide internationale bénéficie-t-elle aux pays en développement? Elle est tout d'abord motivée par des considérations financières, commerciales et stratégiques plus que par un humanisme désintéressé. Des calculs statistiques ont démontré, en outre, que dans le cas de la Banque mondiale ou d'un pays comme la France (mais l'exemple se vérifie dans d'autres pays), il existe d'importantes corrélations entre l'aide totale donnée (ou les prêts) et le PNB par habitant des pays bénéficiaires. Ce qui signifie que l'aide profite avant tout aux pays les moins défavorisés et tend donc à approfondir les disparités existant entre les pays du «Sud».

L'aide n'est, par surcroît, jamais gratuite. Excepté dans le cas de transferts directs (les bourses d'études par exemple), les frais encourus par les donneurs n'équivalent pas à la valeur perçue par les bénéficiaires. Il y a plusieurs raisons à cela, dont la première est la nature conditionnelle de l'aide fournie. Les dépenses d'investissement (par exemple pour la construction d'écoles) sont défrayées au bénéfice des entreprises du pays aidant qui produisent le projet, livrent et transportent le matériel et envoient leurs responsables sur le site. Seule une faible proportion de l'aide bénéficie à la main-d'œuvre et aux producteurs locaux. L'aide conditionnelle oblige le pays bénéficiaire à payer plus cher que les prix du marché et à rembourser les coûts de transport et d'assurance encourus par les entreprises du pays d'origine.

Les salaires des membres du personnel d'aide technique, qui représentent 70% de toute l'aide à l'éducation, ne sont pas entièrement dépensés localement. Pour au moins la moitié, voire les deux tiers, ils sont conservés dans le pays d'origine ou y sont rapatriés sous la forme d'épargne. De plus les dépenses de consommation finale se concentrent sur les produits manufacturés ou même alimentaires importés des pays industrialisés. Seule une faible proportion de ces salaires profite donc à l'économie locale (logement, services domestiques, denrées alimentaires de base).

De plus, la «valeur» des experts de l'assistance technique pour les pays bénéficiaires ne se mesure pas à l'aune de la rémunération qu'ils reçoivent des pays donneurs, mais à celle de leur coût de remplacement local. Par ailleurs, dans la plupart des cas, les frais accessoires dus à l'aide extérieure (logement, transport, etc.) peuvent égaler ou même dépasser ce que le pays bénéficiaire dépenserait pour employer ses propres habitants.

Le fait que l'aide internationale finance des dépenses d'investissement en devises étrangères tend à favoriser les entreprises étrangères plutôt que les entreprises nationales. Ceci a pour conséquence non seulement des coûts plus élevés, mais aussi des projets architecturaux somptueux et inadaptés car ils ont été conçus dans les pays développés. Comme on peut le constater

dans de nombreuses villes des pays en développement, ces bâtiments de prestige font une impression déplorable à côté des zones de bidonvilles adjacentes. La dilapidation des ressources est d'autant plus regrettable que les bâtiments ne sont pas utilisés à plein. Le PNUD (Programme des Nations Unies pour le développement) a découvert que leur taux d'utilisation est de 20% et celui des équipements de 12 à 15%. De nombreux bâtiments sont fermés quatre mois par an et à 6 heures le soir.

D'autres dangers découlent d'un enthousiasme naïf pour toutes les innovations qui ne prend pas en compte le contexte national. Avant que les projets proposés par l'aide bilatérale ou multilatérale soient appliqués ne serait-ce que de façon expérimentale, il faudrait les étudier minutieusement. Les expériences pilotes jouissent souvent d'avantages et de possibilités (en terme de fonds, de personnel et d'équipement) que le pays ne pourra assumer une fois que l'aide externe aura été retirée. Les technologies de pointe (programmes audiovisuels, ordinateurs, satellites, etc.) obligent à des dépenses considérables pour des pays pauvres manquant de sources d'énergie et impliquent des risques de dépendance financière, technologique ou idéologique envers les puissances fournissant les matériels informatiques et les logiciels.

L'analyse citée plus haut a montré certaines des raisons expliquant la faible rentabilité de l'aide à l'éducation. Dans les années 1960, la commission Pearson considérait déjà que pour cent dollars alloués à l'aide technique, seul l'équivalent de vingt dollars en devise étrangère était transféré au pays bénéficiaire.

La réduction ou la cessation de l'aide internationale, loin d'être une perte, représenterait peut-être une chance pour de nombreux pays qui auraient alors l'opportunité de repenser leurs problèmes, de chercher des solutions adaptées à leur contexte national plutôt que d'attendre de les recevoir toutes prêtes de l'extérieur. Ces solutions sont souvent simplement techniques alors que les problèmes des jeunes États sont surtout de nature politique et culturelle. Comme nous l'avons déjà écrit, «L'aide étrangère n'est jamais plus qu'une contribution complémentaire ou un point de départ. Seuls les efforts de la population peuvent établir et enraciner les bases de la croissance et garantir qu'elle durera.» (Lê Thành Khôi, 1967).

L'ÉDUCATION ET LE DÉVELOPPEMENT

Dans la première partie de cet article, nous avons considéré les facteurs mondiaux qui influencent l'éducation selon des tendances variant d'un pays à l'autre, les systèmes politiques, les rapports de force sociaux, et l'état des ressources humaines, financières, scientifiques et techniques.

Dans quelle mesure les politiques appliquées dans le domaine de l'éducation influencent-elles à leur tour le développement, qui est le leitmotiv de la seconde moitié du XX^e siècle? La dichotomie habituelle entre pays développés et en voie de développement est passablement artificielle, étant donné que le développement est l'objectif de tous les pays même si ces derniers ne disposent pas des mêmes moyens, ni des mêmes ressources pour l'atteindre. De plus, le concept se prête lui-même à plusieurs interprétations.

Pendant longtemps, on a réduit le concept de développement à celui de «croissance économique» et ce n'est que progressivement que l'usage du terme «croissance économique et sociale» s'est imposé. La «dimension culturelle», introduite plus récemment, est une conséquence de l'échec essuyé par la plupart des pays du Sud lors de leur tentative d'imiter les modèles «capitaliste» et «socialiste». Le modèle socialiste s'est en effet effondré et le modèle capitaliste s'avère incapable de résoudre ses propres problèmes tels le chômage, les inégalités, la violence, la destruction de l'environnement, etc.

De plus le «développement de l'éducation» ne se cantonne pas à celui de l'école privée ou de l'école publique mais s'étend à l'éducation «non formelle» organisée pour des groupes spécifiques, dans le but d'atteindre des objectifs déterminés (alphabétisation par exemple) et à l'éducation «informelle», celle qui se consacre à la vie elle-même par le biais du travail, des médias, des voyages, etc.

L'éducation, comme le développement, est un phénomène contradictoire en ce sens qu'elle présente des aspects multiples et variés qui sont à la fois positifs et négatifs. Mais à qui ces aspects profitent-ils et à qui sont-ils néfastes? Il est évident que les mêmes effets peuvent être positifs pour certains groupes et négatifs pour d'autres; que ce qui est négatif à un moment peut devenir positif par la suite. En tout état de cause, il existe une contradiction entre les différentes dimensions de l'éducation. Comme la croissance économique, elle peut exacerber les inégalités entre les villes et la campagne, entre les régions, les classes sociales et les groupes ethniques. La croissance nécessite la formation de spécialistes qualifiés et donc une sélection à l'entrée de l'enseignement supérieur. Or les meilleurs candidats, sauf exceptions, ne viennent pas des classes désavantagées mais de celles favorisées culturellement et économiquement. Ce dilemme se posait aux pays socialistes, qui ont fini par le résoudre en donnant la priorité au secteur économique sur l'égalitarisme social.

Il existe également une contradiction entre les sphères économique et culturelle; l'enseignement dans une langue étrangère largement parlée donne un meilleur accès à la littérature scientifique et technique. Il s'agit donc d'un facteur de développement. Mais il éloigne les jeunes de leurs

racines culturelles et contribue à alimenter la fuite des cerveaux. Les conséquences sont particulièrement graves quand cet enseignement est proposé par des universités étrangères établies dans le pays, comme par exemple les universités américaine et française de Beyrouth.

Au sein de l'éducation formelle elle-même il existe un paradoxe important car on attend qu'elle contribue dans le même temps à la pérennité et au changement : évolution scientifique et technique de façon à accroître les ressources physiques; changement social car partout les classes dirigeantes doivent se renouveler et intégrer les meilleurs éléments des autres classes, ne serait-ce que pour assurer leur propre légitimation. À la sélection-préservation basée sur l'appartenance à une classe sociale doit donc s'ajouter une sélection-mobilité fondée sur les capacités. Les écoles remplissent-elles mal cette seconde fonction? La réponse est oui si l'on considère que de nombreux enfants doués provenant de classes moins privilégiées doivent abandonner leurs études à cause d'un manque de ressources. À l'inverse on peut aussi répondre que les écoles remplissent bien cette fonction dans la mesure où le processus de sélection ne permet qu'à un petit nombre d'avancer. En d'autres termes, la déperdition scolaire est coûteuse en termes pédagogique et financier mais elle est « fonctionnelle » pour les classes privilégiées dans la mesure où elle œuvre à leur avantage. Par ailleurs, l'utilisation d'une langue étrangère est un facteur important de la sélection (voir l'exemple de l'Afrique).

Avant d'examiner dans le détail les rapports entre éducation et développement, il est nécessaire de proposer une vue d'ensemble statistique de la situation.

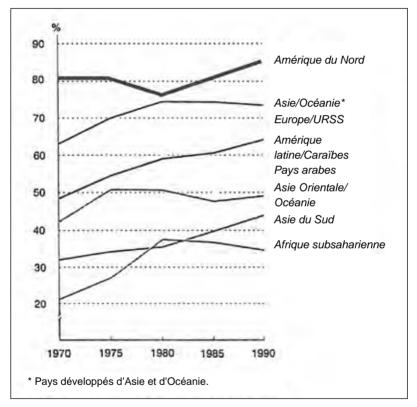
Vue d'ensemble statistique

Alors que la croissance des effectifs scolaires était lente dans la première moitié du siècle à cause des guerres, des dépressions économiques et du conservatisme ambiant, elle progressa rapidement à tous les niveaux jusqu'aux années 1970 et aux crises qui y sont associées. Puis les effectifs continuèrent à croître, mais plus lentement. Le nombre et le pourcentage d'analphabètes, qui augmentèrent jusque dans les années 1980, chutèrent par la suite. Pourtant, les inégalités persistent entre les pays et, au sein des pays, entre les hommes et les femmes, les zones rurales et les zones urbaines, les régions, les classes sociales et les groupes ethnolinguistiques.

Commençons par les inscriptions: les effectifs mondiaux passèrent de 328 millions en 1960, à 618 millions en 1970, 843 millions en 1980 et 975 millions en 1990 (exception faite des inscriptions en maternelle). Toutefois, le taux de croissance s'est progressivement ralenti passant de 88%

en 1960–1970 à 36% en 1970–1980 puis à 16% en 1980–1990. Ce taux varie évidemment selon les pays, les régions et les niveaux d'enseignement. La figure 4 montre les tendances des taux nets de scolarisation pour le groupe d'âge des 6–23 ans, par région pour la période 1970–1990.

Figure 4 Évolution du pourcentage net d'inscrits pour le groupe compris entre les six et les vingt-trois ans (période 1970–1990)



Source: Adapté d'après UNESCO, World Education Report, 2000, p. 46-62.

Le taux brut de scolarisation est le rapport entre le nombre d'élèves à chaque niveau, indépendamment de leur âge, et la population du groupe d'âge correspondant. C'est la raison pour laquelle il peut être supérieur à 100% à cause des redoublants en dehors des limites d'âge du niveau. Le nombre d'inscriptions et le taux brut par niveaux sont précisés dans le tableau 14.

Tableau 14 Nombres d'inscriptions et taux de croissance (1990–1997)

	Primaire		Secondaire		Supérieur	
	Millions	Taux	Millions	Taux	Millions	Taux
Régions les plus développées						
1990	61,3	99,2	68,9	94,5	29,1	34,2
1997	62,9	103,5	75,8	108,0	34,2	61,1
Pays en transition						
1990	29,7	97,5	38,2	91,5	10,7	36,1
1997	27,4	96,7	41,1	87,0	11,0	34,0
Régions les moins développées						
1990	505,9	98,9	207,9	42,1	28,8	7,1
1997	578,2	101,7	281,3	51,6	43,0	10,3
Pays les moins développés						
1990	53,8	65,8	12,1	17,2	1,2	2,5
1997	68,7	71,5	16,9	19,3	1,9	3,2

Source: UNESCO, World Education Report, 2000, p. 115-116.

Tableau 15 Taux bruts de scolarisation par niveaux et par sexe en 1997

	Primaire		Secondaire		Supérieur	
	М	F	М	F	М	F
Pays les moins développés	107,6	95,5	107,0	109,2	12,0	8,5
Afrique subsaharienne	84,1	69,4	29,1	23,3	12,0	2,8
États arabes	92,1	76,9	61,2	52,3	17,3	12,4
Amérique latine et Caraïbes	116,9	110,2	59,2	65,3	20,1	18,7
Asie de l'Est et Océanie	118,3	117,6	69,3	63,1	12,5	9,0
dont la Chine	122,5	123,0	73,7	66,2	7,8	4,2
Asie du Sud	106,8	83,3	54,1	35,8	9,1	5,1
dont l'Inde	108,8	89,5	59,1	38,2	8,8	5,5
Pays plus développés	103,6	103,4	107,0	109,2	56,8	65,8

Source: UNESCO, World Education Report, 2000, p. 115-116.

Dans les pays développés, les inscriptions dans l'éducation primaire ont chuté depuis 1970 en raison d'un déclin démographique. Ces pays abritent 20% de la population mondiale et représentent 18% des inscriptions dans le primaire, 30% dans le secondaire et 55% dans le supérieur. Pour 1 000 élèves inscrits dans le primaire, il y en avait 802 dans le secondaire et 315 dans le supérieur. Les chiffres correspondant pour les pays en développement sont de 420 et 57.

Ces chiffres témoignent de la déperdition scolaire qui frappe beaucoup de pays en développement, notamment en Afrique où le vecteur de l'enseignement est une langue étrangère. Les pays anglophones, qui utilisent les langues locales à plus grande échelle dans l'éducation primaire, sont moins affectés que les pays francophones ou lusophones. En outre, on estime à plusieurs millions le nombre d'enfants, principalement des filles et des jeunes des zones rurales, qui ne sont pas inscrits du tout.

Tableau 16 Pourcentage de la promotion 1985-1986 ayant atteint chacun des quatre niveaux d'enseignement

	1	2	3	4
Pays en développement	100	82	76	71
Afrique	100	85	82	77
États arabes	100	95	92	88
Pays francophones	100	68	68	59
Pays anglophones	100	92	89	84
Pays lusophones	100	71	54	42
Amérique latine et Caraïbes	100	73	66	60
Asie et Océanie	100	96	94	91
États arabes	100	98	97	95
Autres pays	100	96	94	91
Océanie	100	96	94	94
Europe	100	99	98	98

Source: UNESCO, ED/BIE/CONFINTED 41/Ref.1, Paris, octobre 1988, p. 35.

L'augmentation du taux d'inscription des filles est un point positif. Il est supérieur à celui des garçons dans le secondaire et le supérieur dans les pays développés et est en passe de le rattraper dans les pays en développement (il est d'ores et déjà supérieur dans le secondaire en Amérique latine et dans les Caraïbes).

L'augmentation des inscriptions explique la baisse de l'analphabétisme. Généralement, après que le nombre d'analphabètes âgés de 15 ans

Tableau 17 Personnel et dépenses affectées à la recherche et au développement (pourcentages par région)

Dánian	19	80	1990		
Région	Personnel	Dépenses	Personnel	Dépenses	
Amérique du Nord	17,6	32,1	17,8	42,8	
Europe	57,8	49,4	53,3	35,5	
Asie/Océanie	20,3	14,5	23,6	20,2	
Afrique subsaharienne	0,8	0,4	0,7	0,2	
États arabes	1,3	1,8	1,5	0,7	
Amérique latine et Caraïbes	2,2	1,8	3,1	0,6	
Total monde (%)	100	100	100	100	
Total en \$ US	\$3,9 millions	\$20,8 milliards	\$5,2 millions	\$453 milliards	

Source: UNESCO, World Education Report, 1993.

et plus ait augmenté entre 1950 et 1980 (ils étaient 700 millions en 1950, 742 millions en 1970 et 946 millions en 1980), il est revenu à 882 millions en 1997 et devrait atteindre 857 millions en 2005. En raison de l'ampleur de sa population (plus de la moitié des habitants de la planète), l'Asie du Sud et de l'Est compte le plus d'analphabètes: ils étaient 430 millions en 1997. Les pays développés comptaient encore 14,2 millions d'analphabètes en 1997, dont 9,8 millions étaient des femmes.

Le taux d'analphabétisme est passé de 44% de la population adulte en 1950 à 32,8% en 1980 et à 22% en 1997. Cette baisse est due à l'amélioration du taux de scolarisation des jeunes mais aussi au déclin de la croissance démographique. Les taux d'acroissement de la population les plus élevés se trouvent en Asie du Sud (54%), en Afrique subsaharienne (53%) et dans les États arabes (49%). Dans les pays développés ce taux est de 3,3%.

L'analphabétisme affecte toujours les femmes plus que les hommes (28 % contre 16 % en 1997) et les ruraux plus que les urbains (environ trois fois plus). Même les pays industriels ont découvert ou redécouvert l'analphabétisme parmi leurs habitants, pas seulement chez les travailleurs immigrés mais aussi dans des catégories sociales où les individus lisent et écrivent peu et redeviennent progressivement analphabètes.

On constate à nouveau un écart entre le Nord et le Sud au niveau financier. En général, les dépenses publiques pour l'éducation ont moins progressé dans le Nord que dans le Sud en dollars américains constants:

dans les pays en développement elles sont passées de 48,5 milliards de dollars en 1980 à 242,4 milliards de dollars en 1997, une croissance de près de 2 fois; dans les pays développés elles sont passées de 476,1 milliards de dollars en 1980 à 951,1 milliards de dollars, soit une augmentation de près de 5 fois. Le pourcentage par rapport au PNB a peu varié entre 1980 et 1997. Il est d'environ 5,1% ou plus dans les pays développés mais a progressé de 3,8 à 3,9% dans les pays moins développés.

Même si ces pourcentages sont presque équivalents, l'écart entre les chiffres absolus ne doit pas être sous-estimé: 84% du total mondial des dépenses publiques pour l'éducation sont allouées à 26% des effectifs mondiaux (au Nord), les 16% restant étant partagés par le reste des effectifs (au Sud). Il y a évidemment des disparités qualitatives et quantitatives en terme de niveau puisque la qualité est étroitement liée au coût. En 1997, les pays développés dépensaient environ 5 360 dollars par élève contre 194 dollars pour les pays en développement. Au sein de ces derniers il existe des variations considérables d'une région à l'autre: en 1990, la dépense moyenne par élève s'élevait à 252 dollars en Afrique subsaharienne et à 465 dollars en Amérique latine et aux Caraïbes. Elle était de 182 dollars en Asie de l'Est/Océanie contre 164 dollars en Asie du Sud et 584 dollars dans les États arabes. Les dépenses varient aussi considérablement selon le niveau d'enseignement. L'enseignement supérieur est particulièrement cher en Afrique si on le compare au PNB par habitant: il y coûte 1 611 dollars par étudiant contre 305 dollars en Asie du Sud, 817 dollars en Asie de l'Est/ Océanie, 1 726 dollars dans les États arabes et 1 169 dollars en Amérique latine et aux Caraïbes. Les mêmes différentiels peuvent être observés dans le domaine du potentiel technologique et scientifique.

La proportion des dépenses assumées par l'Europe a baissé sensiblement en raison des difficultés économiques consécutives à la chute du communisme en Europe de l'Est. La part de l'Asie/Océanie a progressé de façon spectaculaire à la suite de l'accroissement de leur potentiel humain. Cette région comprend des pays qui sont déjà développés (Japon, Australie et Nouvelle-Zélande) ou sont en face d'industrialisation rapide (Taiwan, Hong Kong, Singapour et plus récemment la Chine, la Thaïlande, la Malaisie, l'Indonésie et l'Inde). Des centres de haute technologie y sont implantés comme par exemple à Bangalore, la «Silicon Valley» indienne.

L'éducation et le développement économique

Le développement économique est habituellement défini par l'accroissement durable du PNB, ou mieux encore, par le PNB par habitant, un indicateur qui fait l'objet de nombreuses études. Jusqu'à la fin des années 1960, la

contribution de l'éducation à la croissance était, en général, à l'honneur mais depuis, des facteurs tels que son inadaptation et la pérennisation des inégalités et de la dépendance occupent le devant de la scène. L'analyse a été approfondie. Partant d'un point de vue « externe », considérant l'éducation comme une activité économique et un agrégat statistique lié au concept de produit national brut, on a tenté d'en apprendre plus sur ses fonctionnements internes et sur l'interaction de ses structures, de ses méthodes et de ses contenus avec l'économie. On s'est en particulier intéressé à la relation entre la formation et l'emploi, entre l'apprentissage et le travail.

En termes généraux et théoriques, on peut dire que l'éducation est un facteur de croissance car elle contribue à:

- La propagation de la connaissance et d'attitudes favorisant la production, la rationalité économique, les compétences techniques, l'esprit d'entreprise, etc. Ce n'est naturellement pas suffisant. La connaissance doit être appliquée à la production et aux attitudes réalisées dans les schémas comportementaux;
- L'amélioration de la qualification de la main-d'œuvre et donc de la productivité. Dans les pays industriels, elle se mesure souvent en termes de salaires. Il n'existe pourtant pas de lien direct entre éducation, qualifications et salaires. Ce lien est biaisé par un nombre de facteurs plus importants dans les pays en développement comme en Afrique, par exemple, où il n'est pas rare d'accorder des entretiens en se fondant sur l'ethnie. Il serait toutefois possible d'appliquer l'analyse coûtavantage à la production (en évaluant les coûts de formation et en examinant comment elle implique une augmentation de la production);
- La formation des différentes catégories de responsables (administratifs, techniques, économiques et sociaux) et d'employés (agricoles, industriels, semi-qualifiés et qualifiés);
- L'éducation des consommateurs, afin qu'ils puissent choisir de façon rationnelle entre les différentes sources d'approvisionnement, avec pour objectif d'assurer la distribution efficace des ressources par l'économie;
- Subvenir à la formation dans le domaine de la recherche et de l'innovation afin de mieux résoudre les problèmes de développement.

Pourtant, l'éducation peut aussi s'avérer un frein à la croissance en raison des facteurs suivants :

- La transmission d'attitudes défavorables à la production (mépris pour le travail manuel, agricole, etc.);
- La diffusion d'une connaissance théorique sans rapport avec la réalité, impossible à utiliser à des fins de développement et qui peut donc aboutir à la formation de «chômeurs diplômés»;

 L'éventuelle pénurie de personnel qualifié si trop d'individus poursuivent des études et si le système éducatif emploie trop de personnes qui pourraient être utilisées par le secteur de la production;

- Le coût excessif de l'éducation qui peut réduire les possibilités d'investissement;
- L'aide internationale qui transmet des modèles culturels inadaptés, impose des charges récurrentes élevées et contribue à la fuite des cerveaux.

On peut observer ces facteurs surtout en Afrique, pour des raisons historiques principalement mais aussi en raison de son manque de ressources humaines et financières.

L'inadaptation de l'éducation à la production qui, entre autres choses, a pour conséquence le chômage, ne peut être imputée qu'au seul système éducatif. L'économie est aussi responsable si son taux de croissance est bien inférieur au taux d'inscription scolaire (dans ce cas, l'économie a une faible capacité d'absorption).

Pendant longtemps, les pays en développement, aidés des États et des organisations internationales, ont donné la priorité à l'éducation secondaire et supérieure produisant des responsables qualifiés censés stimuler la productivité et l'emploi de main-d'œuvre. C'était en tout cas ce que laissaient présager les études statistiques conduites dans les pays développés et la théorie du capital humain fut donc diffusée dans l'ensemble des pays. La priorité donnée à l'enseignement secondaire et supérieur correspondait à une stratégie mettant l'accent sur le secteur moderne et sur une industrialisation fondée sur des techniques importées, et qui n'a fourni des emplois qu'à un nombre très limité de managers de niveau supérieur et intermédiaire.

L'agriculture qui occupe entre 60 et 80 % de la population mondiale fut négligée et sa stagnation, ou sa faible croissance, a fini par influencer l'économie. Une proportion considérable du budget, pouvant aller dans certains cas jusqu'à 60 %, fut donc allouée à l'éducation secondaire et supérieure, alors que les effectifs concernés n'excédaient pas 20 % des effectifs totaux. Entre 1950 et 1970, les inscriptions triplèrent dans le primaire, furent multipliées par 5 dans le secondaire et par 6 dans le supérieur (ces taux impressionnants sont dus à la faiblesse des chiffres de départ). De 1970 à 1990, elles augmentèrent de 60,3 % dans le primaire, et furent multipliées par 2,6 dans le secondaire et par 3,9 dans le supérieur. La priorité pour le secondaire et le supérieur reste en vigueur alors que les effectifs postprimaires représentent maintenant un tiers du total.

La conception économique de l'éducation généra aussi le concept d'«alphabétisation fonctionnelle». Lancé par l'UNESCO, il fut adopté par le Congrès mondial sur l'éradication de l'analphabétisme à Téhéran

en 1965, et mis en application l'année suivante sous la forme du Programme expérimental mondial d'alphabétisation (PEMA) qui a bénéficié de l'aide du PNUD, de la FAO, de l'OIT et de l'OMS et qui a été mené dans quelque vingt pays jusqu'en 1973. L'idée était de faire de l'alphabétisation un élément des projets de développement (en réalité elle fut généralement réduite à sa dimension économique). Les principes de l'alphabétisation fonctionnelle étaient les suivants: sélectivité des activités qui couvraient certains secteurs de l'industrialisation et la modernisation de l'agriculture et impliquaient les individus les plus à même de profiter de ces activités et qui étaient donc les plus motivés; intensité de l'apprentissage des connaissances et des attitudes contribuant au développement; adaptation aux besoins de chaque catégorie de travailleurs avec comme conséquence la diversification des programmes; intégration de l'éducation dans la vie pratique, les activités professionnelles des travailleurs et dans les problèmes d'adaptation rencontrés par ces derniers.

Afin de concevoir un programme d'alphabétisation fonctionnel, on étudia préalablement l'environnement (agricole ou industriel) et les individus concernés, de façon à établir une liste des compétences faisant défaut et de mettre au point un organigramme des activités. Théoriquement, les analphabètes étaient entraînés à prendre en charge chacun des problèmes qui leur étaient soumis et à les étudier afin de les résoudre. En réalité, dans la plupart des cas, cette solution leur était fournie et le rôle de l'organisateur communautaire consistait simplement à les inciter à reconnaître les mérites de la solution et à l'appliquer (quant à la culture du riz, la récolte du coton, l'irrigation, la lutte contre les pathologies et les insectes, l'autogestion, la commercialisation, etc.).

C'est au fil de l'étude du problème que les travailleurs apprenaient à lire, à écrire et à calculer et que des efforts étaient déployés pour développer leurs capacités de raisonnement et de compréhension. La formation théorique (professionnelle, technique et scientifique, socio-économique, expression orale et écrite) était accompagnée d'une formation pratique sur les lieux de travail. Dès le début, l'apprentissage synchronisé de la lecture et de l'écriture visait à développer la faculté à percevoir simultanément les symboles et leur signification en fonction d'un schéma progressif:

$$phrase \rightarrow mot(s) \rightarrow syllabes \rightarrow lettres \rightarrow mot(s) \ syllabique(s) \rightarrow phrase$$

Quels furent les résultats du PEMA? En 1974–1975, le PNUD, la principale source de financement, et l'UNESCO, le principal organisme d'exécution, menèrent une évaluation. Celle-ci s'avéra complexe, comme l'entreprise elle-même, en raison de sa nouveauté et du manque d'expérience des agents nationaux d'exécution et des conseillers étrangers. En conséquence, les données collectées étaient souvent sommaires et

difficiles à comparer: les tests et les critères variaient considérablement en fonction du diplôme et du sujet (lecture, écriture, calcul, formation professionnelle), d'un projet à l'autre, et même, dans le même pays, d'une région à l'autre. En outre, le niveau de départ différait. Environ un million d'analphabètes étaient concernés mais seule une proportion variable d'entre eux passait les examens et un pourcentage encore plus faible les réussissait: 8 % au Soudan, 14 % en Iran, 21 % en République Unifiée de Tanzanie, 23 % en Équateur, 25 % en Éthiopie. Le niveau atteint par les nouveaux instruits est comparable à celui des élèves d'écoles primaires dans le pays. Les changements étaient considérés comme favorables dans la plupart des cas: les gens souhaitaient continuer à apprendre, chercher des informations pour répondre à leurs besoins, utiliser leurs acquis pour gérer leurs affaires et accroître leur productivité, élever leur niveau de vie plutôt qu'avoir un grand nombre d'enfants. Le coût du programme s'est avéré faramineux, atteignant pratiquement 32 millions de dollars américains sur six ans, auxquels les pays contribuèrent pour deux tiers. Les dépenses pour les projets individuels ont varié entre 600 000 et 6 millions de dollars, de sorte que le coût par individu inscrit et surtout le coût par participant ayant réussi l'examen final furent également très différents. Le dernier s'élevait à 212 dollars en Éthiopie, 269 dollars au Soudan, 300 dollars en Équateur, 332 dollars en Iran contre 32 dollars en Tanzanie. À part au Soudan, ce coût était plus faible que celui de l'enseignement primaire à un niveau équivalent. Il ne faut évidemment pas en conclure que l'alphabétisation des adultes doive remplacer l'éducation des enfants, qui remplit d'autres fonctions.

La Banque mondiale a, pour sa part, collecté des informations sur la relation unissant l'instruction et la productivité agricole et a conclu dans son rapport final de 1980 (Banque mondiale, 1980) que si les investissements supplémentaires nécessaires à l'adoption de techniques agricoles améliorées étaient entrepris, les fermiers ayant eu un enseignement primaire auraient un rendement annuel supérieur en moyenne de 13,2 % par rapport aux fermiers n'ayant pas fréquenté l'école. Les fermiers ayant été scolarisés mais ne bénéficiant pas d'investissements supplémentaires avaient un rendement moindre mais toujours considérablement plus élevé que celui des fermiers non scolarisés. Lorsque l'augmentation de la production imputable à la fréquentation de l'école est comparée au coût de la scolarisation, sa rentabilité soutient favorablement la comparaison avec celle des investissements alloués à d'autres secteurs.

Dans l'industrie, il est plus difficile d'évaluer la productivité issue du capital et du travail des responsables et des employés. On la mesure indirectement par les salaires. Toutefois, les salaires, particulièrement dans les pays en développement, ne dépendent pas directement du niveau d'ins-

truction mais de la qualification (découlant de l'âge et de l'expérience) et de facteurs sociaux et politiques (particulièrement dans le cas de la fonction publique). On ne peut toutefois nier qu'en règle générale, les salaires augmentent avec le niveau d'instruction, que ce dernier représente une condition nécessaire mais pas suffisante pour le développement industriel. Plusieurs pays ont des taux de croissance élevés en dépit d'un analphabétisme important; l'inverse se vérifiant pour d'autres pays. En Asie, par exemple, le Pakistan a un taux d'alphabétisation de 20% et a développé son industrie de 10% par an entre 1960 et 1970, alors que le Myanmar (Birmanie), avec un taux d'alphabétisation de 65% n'a progressé que de 2,8%. L'industrie requiert non seulement des compétences scientifiques et technologiques, mais aussi un esprit d'initiative et des capacités de gestion que l'on n'apprend pas dans les livres mais par l'expérience.

Il est donc nécessaire d'adopter un point de vue large des relations entre l'éducation et la croissance économique. À première vue, l'éducation élémentaire ne concerne pas le développement industriel autant que peut le faire l'éducation secondaire et supérieure. En réalité, elle contribue à l'acquisition de connaissances qui rendront possible la formation professionnelle et l'apprentissage, parallèlement aux attitudes favorisant le travail (discipline, émulation).

De même, l'éducation des femmes affiche un grand nombre d'avantages du point de vue de la santé, de l'alimentation et de l'instruction des enfants. Elle a également une influence sur leur fertilité en retardant l'âge auquel elles se marient et en les informant mieux.

Inutile de rappeler que l'éducation ne devrait pas être confinée à l'école mais devrait tirer profit de toutes les applications possibles, en particulier la formation continue sur le lieu de l'emploi. L'apprentissage est le principal moyen d'acquisition de qualifications dans le domaine des métiers. Dans l'industrie, plusieurs lignes de recherche suggèrent que la formation en cours d'emploi a probablement joué un rôle plus important que le système formel dans les avancées rapides réalisées par certains pays (Japon, Corée du Sud). Dans le cas de certaines techniques, la simple alphabétisation suffit à donner aux individus le même niveau de possibilités que l'instruction élémentaire.

Les pays en développement ont également testé une autre approche pour augmenter la productivité de l'éducation: l'association des études et du travail productif. Cette approche découle de l'idéal polytechnique formulé par Karl Marx qui le considérait non seulement comme une méthode de production sociale mais aussi comme l'unique méthode capable de produire des êtres humains complets (*Das Kapital*, livre 1). Tous les pays s'inspirant de sa pensée tâchèrent de la mettre en pratique, à commencer par l'Union soviétique et l'Europe centrale, puis dans les pays en développement. Cuba, la Chine et le Viêt Nam établirent tous des écoles où, à

temps égal, les enfants travaillaient et étudiaient, des écoles associées à des unités de production, sans tenir compte du temps passé au travail d'intérêt social (comme par exemple l'entretien des écoles ou, à partir d'un certain âge, le travail productif). À titre d'exemple, au Viêt Nam, l'école des jeunes travailleurs socialistes d'Hoa-Binh fut fondée en 1958 par la Jeunesse d'avant-garde de cette région. Cette école de type mi-travail, mi-étude, donnait une éducation complète de niveau primaire jusqu'au supérieur. Elle formait donc des hauts fonctionnaires pour la fonction publique, les services techniques (agronomes, ingénieurs) et les coopératives. Sur une surface de quatre cents hectares, les élèves cultivaient le manioc, le maïs, les patates douces et le riz. De plus ils élevaient du bétail, des cochons, des bœufs et de la volaille et manufacturaient de la farine de manioc, des liqueurs et de l'alcool, des vermicelles et des sauces. Il y avait également des ateliers pour les mécaniciens, les charpentiers et les forgerons. L'école n'était pas seulement totalement autonome grâce à ses revenus mais elle apportait aussi un revenu à l'État, ce qui n'empêchait pas ses élèves de réussir aux examens aussi bien que ceux des autres écoles. Malgré la valeur de l'expérience, elle ne put être appliquée à plus grande échelle en raison d'un grand nombre de difficultés: le manque de motivation de la part des professeurs, des élèves et des parents, la négligence des autorités, le prestige de l'éducation traditionnelle et le coût financier. Les tentatives de former des associations avec les entreprises avortèrent car ce type d'association entravait les opérations des entreprises.

Dans d'autres pays, l'introduction d'activités productives dans les écoles s'est souvent traduite par des échecs pour les raisons suivantes: objectifs trop ambitieux, ressources inadaptées ou insuffisantes, manque de préparation des professeurs, des élèves et des familles, absence de lien avec d'autres réformes de l'éducation, en particulier du système d'examen; si les examens restent de forme traditionnelle et continuent d'attacher plus de valeur au savoir livresque, sans tenir compte du travail productif, comment ce dernier peut-il impliquer les élèves et les professeurs?

Le problème majeur, que nous avons déjà mentionné et auquel tous les pays développés et en voie de développement doivent faire face est le chômage, c'est-à-dire du point de vue de l'éducation, la relation entre la formation et l'emploi. Il est vrai que le chômage est avant tout un problème économique. Si l'économie ne progresse pas, si elle utilise des techniques de production qui réduisent la main-d'œuvre, elle ne peut fournir suffisamment d'emplois pour les jeunes qui quittent l'école chaque année et entrent sur le marché du travail. Toutefois, même si les écoles ne sont pas les principales responsables du chômage, elles peuvent y contribuer en dépréciant le travail manuel, en transmettant un savoir livresque qui n'a pas de rapport avec la réalité, en coûtant trop cher et en absorbant ainsi les ressources qui

pourraient être dirigées vers des secteurs plus productifs. Sauf exceptions, ces défauts sont plus flagrants dans le Sud que dans le Nord; la plupart des pays en développement ayant adopté les systèmes des pays industrialisés sans réaliser les adaptations nécessaires à leurs propres besoins.

Tableau 18 Dépenses en éducation supérieure

Région	Coût par élève (% du PNB par habitant)
Afrique subsaharienne	68,3
États arabes	65,5
Amérique latine et Caraïbes	34,7
Asie de l'Est/Océanie	63,9
Asie du Sud	72,8
Régions les moins développées	68,0
Pays les moins développés	88,2
Régions les plus développées	52,7
Pays en transition	40,7

Source: UNESCO, World Education Report, 2000, p. 119.

Les nouveaux pays industriels de l'Asie de l'Est semblent avoir mieux adapté leurs systèmes d'éducation. Ce n'est pas une question de quantité. En 1996, par exemple, la Chine n'avait que 473 étudiants pour 100 000 habitants contre 1 767 en Mongolie, 1 895 en Égypte, et 3 117 en Argentine, etc. Ce qui importe surtout c'est le degré d'instruction et la qualification de la main-d'œuvre et des gestionnaires, leur dextérité, leur discipline et le dynamisme de la politique de l'État et des entreprises. Certains auteurs expliquent le succès des pays d'Asie de l'Est par un de leurs points communs: l'héritage du

confucianisme qui insiste sur l'importance de l'éducation et du travail, un style social plus «communautaire» qu'«individualiste» et une conception de l'État plus «fonctionnaliste» que «politique» (Lê Thành Khôi, 1991; Morishima, 1982).

Afin de lutter contre le chômage et la récession plusieurs tentatives ont été menées partout pour assurer une meilleure corrélation entre l'école, l'université et le monde du travail, dans certains cas par une alternance entre les deux mondes; dans d'autres cas par des échanges d'enseignants et de chercheurs ou des contrats pour un futur emploi. En termes de niveau et de contenus, les pays développés et certains pays en développement, surtout les nouveaux pays industriels d'Asie et d'Amérique latine, ont tendance à introduire des sujets techniques et professionnels dans l'instruction générale et à promouvoir l'éducation secondaire et supérieure professionnelle et technique. Dans ces pays il semble que cette forme d'éducation «produit» bien moins de chômeurs que l'éducation générale. La formation continue est développée pour proposer des formations de remise à niveau et de perfectionnement pour la main-d'œuvre et les managers.

En fait, la révolution technique et scientifique provoque des changements, à des degrés divers selon les secteurs, dans l'organisation du travail, la structure des qualifications et la productivité. Elle met une nouvelle fois en valeur l'importance des ressources humaines qui avait été quelque peu écartée suite à la désillusion née du piètre impact économique réel des considérables dépenses faites pour l'éducation entre 1950 et 1960. On ne pense plus qu'il existe une relation automatique de cause à effet entre ces deux facteurs, cependant, les comparaisons internationales montrent que les pavs les plus compétitifs sont ceux qui ont le mieux géré l'adaptation du système éducatif et la formation aux nouvelles donnes mondiales, et en particulier la diffusion des dernières technologies de l'information. D'une part, ces pays sont plus efficaces dans le remplacement d'une main-d'œuvre faiblement qualifiée pour de nombreuses tâches productives et administratives; d'autre part, ils ont besoin de nombreux employés qualifiés pour s'acquitter des missions de conception, direction, gestion et contrôle. Plus que les dépenses financières et les équipements, c'est le capital humain qui détermine la productivité, en termes d'instruction, mais aussi en termes de créativité et d'autonomie.

Tous les gouvernements sont concernés par l'amélioration de l'enseignement des mathématiques et des sciences qui sont à la base de la culture scientifique et technique actuelle. La recherche menée par l'IEA (Association internationale pour l'évaluation du rendement scolaire) montre que le niveau dans ces sujets a augmenté partout (sauf aux États-Unis) parmi les élèves de quatorze ans en science. Les effectifs féminins ont sensiblement augmenté (en Hongrie, ils dépassent même ceux des garçons, avec 63 % dans la classe de terminale en mathématiques en 1982); même si leur niveau reste généralement inférieur à celui des garçons, l'écart tend à se résorber. Le progrès réalisé par les pays en développement est également digne d'être mentionné. La Thaïlande, qui participa aux deux études sur l'enseignement de la science (1970–1971) et 1983–1984) a vu ses élèves de quatorze ans atteindre le même score que les élèves des États-Unis, soit 16,5, alors qu'en 1970 les résultats qu'ils avaient atteints étaient bien en deçà. Les autres pays en développement obtinrent les résultats suivants: la Corée du Sud, 18,1; Hong Kong, 16,4; les Philippines 11,5. Pour les élèves de classe terminale dans le secondaire, Hong Kong obtint les meilleurs résultats, suivi par l'Angleterre et Singapour en chimie et par l'Angleterre, la Hongrie, le Japon et Singapour en physique; Singapour obtint la première place en biologie, suivi par l'Angleterre. Ce progrès est indubitablement à la fois un facteur du progrès économique et un de ses effets.

L'éducation et le développement social

Le développement social se définit comme une augmentation du niveau de vie général, la satisfaction des besoins matériels croissants de la population, la réduction des inégalités et le soutien aux groupes défavorisés. Comme nous l'avons établi précédemment, l'expansion universelle de la scolarisation n'a pas fait disparaître, même dans les pays « développés », les inégalités entre les sexes, entre les zones rurales et urbaines, entre les régions géographiques, entre les classes sociales et entre la majorité et les minorités nationales ou immigrées.

Les principales causes de cet état de fait sont les différences dans le niveau économique, la discrimination politique et les groupes sociaux auxquels les individus appartiennent. Ce dernier facteur est le plus difficile à modifier dans la mesure où la structure sociale ne change qu'à long terme.

Le succès scolaire, dont on considère qu'il indique le niveau d'acquisition obtenu au cours d'une éducation suivie pendant une période obligatoire, implique non seulement l'accès à la scolarité mais aussi la survie scolaire et la réussite finale. Toutefois, ni l'accès, ni la survie ni a fortiori la réussite ne sont garantis dans les pays pauvres. Dans les autres pays, la survie scolaire peut s'accompagner de redoublements et d'une incapacité à se maintenir dans son groupe d'âge, de la même manière que l'on peut observer des différences dans les résultats obtenus à partir de l'école primaire. Les enfants des classes sociales les moins favorisées réussissent moins bien que les autres et cette disparité s'accentue au cours de la scolarisation. Lorsqu'ils réussissent aussi bien, leur chance de continuer leur scolarité au-delà de l'âge obligatoire n'est pas équivalente, dans la mesure où les jeunes venant de milieux familiaux modestes doivent commencer à travailler plus tôt afin de gagner leur vie. Les données concernant les pays de l'OCDE pour 1960–1970 montrent que la proportion d'enfants d'ouvriers dans l'éducation supérieure est toujours plus faible que la proportion de leurs pères dans la population active, alors que le taux de représentativité des enfants issus des classes supérieures va de 1,5 aux États-Unis à 11 en Espagne et au Portugal. Ces derniers ont deux fois plus de chance d'accéder à l'éducation supérieure que les premiers aux États-Unis et au Royaume-Uni, 3 fois plus en Grèce et 18 fois plus en France (OCDE, 1975). Toutefois, ces chiffres ne doivent pas faire sous-estimer le mouvement de démocratisation: la proportion d'enfants d'ouvriers dans l'éducation supérieure a triplé en ex-RFA dans la période 1952-1976, passant de 4 à 13%; en Suède, en 1969 ils avaient 10% de chance d'accéder à l'enseignement supérieur contre à peine 2% vingt-cinq ans plus tôt (Husén, 1987). Tous ne se dirigent pas vers les mêmes disciplines: les jeunes provenant de familles aisées se tournent vers les disciplines dont ils attendent qu'elles les maintiennent dans leur

environnement originel, avec un statut et des revenus élevés (par exemple la médecine, le droit et les sciences politiques). Les autres se contentent d'études moins «prestigieuses» qui leur permettent de travailler en même temps. Cette orientation freine la diminution des inégalités sociales.

Les anciens pays socialistes avaient considérablement démocratisé leur éducation, démocratisation qui avait eu lieu plus rapidement que dans les autres pays. Toutefois les disparités n'ont pas disparu. Les enfants de travailleurs manuels et de paysans accédaient à l'éducation supérieure, et surtout à l'enseignement à temps plein, dans une moindre mesure que ceux des cols blancs. En ex-Union soviétique, ils étaient 34,3 % et 23 % respectivement, comparés aux 70,4 % des individus quittant l'école secondaire, et 45,5 et 7,5 % comparés aux 47 % des étudiants (Chupronov *et al.*, 1981). En moyenne, les enfants des cols blancs avaient 2,8 fois plus de chance d'intégrer l'enseignement supérieur à temps plein que ceux des travailleurs manuels et 4,3 fois plus que ceux des travailleurs des kolkhozes. En Pologne, en 1984, les diplômés de l'éducation supérieure étaient constitués à 56 % d'enfants de cols blancs, à 32 % d'enfants de travailleurs manuels et à 11 % d'enfants de paysans; les pourcentages s'inversaient pour les classes du soir et atteignaient respectivement 36 %, 56 % et 6 % (Husén, 1987).

Le Sud est un groupe de pays hétérogènes et les données ne permettent pas de faire de généralisations. Il semble cependant que la corrélation est moins étroite que dans les pays industriels entre l'origine sociale, ou plutôt le niveau d'instruction du père, et le succès scolaire de l'enfant.

Par exemple, plus de la moitié des pères d'étudiants de Buenos Aires (1958) et de Cordoue (1961) n'avaient pas fait d'études ou n'avaient effectué que leur scolarité primaire. À l'inverse, leur grande majorité appartenait soit à la classe moyenne (travailleurs indépendants, cadres moyens, officiers et sous-officiers: 45 et 43 %, respectivement pour les deux villes) et aux classes supérieures (industriels, hommes d'affaires, hauts responsables et professions libérales: 39 et 44 %, respectivement). Les autres étudiants provenaient d'un environnement ouvrier (9,2 % à Buenos Aires et 4,5 % à Cordoue) ou d'environnements non déterminés (OCDE, 1967). La composition des universités est moins élitiste en Afrique où la stratification sociale est moins marquée (toutefois les universités sont plus élitistes en ce sens qu'elles admettent une plus faible proportion d'un groupe d'âge). Au Rwanda par exemple, les enfants de fermiers comptent pour 65 % des étudiants. Il est vrai qu'ils sont sous-représentés puisque leurs pères représentent 93 % de la population active mais cependant ne représentent pas un chiffre insignifiant comme en Amérique latine. Pour ce qui est des autres étudiants, leurs pères sont des hauts responsables et des membres des professions libérales pour 6 %, des responsables et des enseignants pour 17 %, des cols blancs pour 4 %, des artisans et des travailleurs manuels

pour 4%, ou des commerçants pour 4%. Toutefois, les étudiants représentent seulement 0,3% du groupe d'âge des 20-24 ans, (contre 30% en Argentine), les filles représentant 11,8% des effectifs et 9,8% des diplômés en 1981–1982. Le niveau d'instruction des parents n'est pas connu mais la majorité des paysans et des travailleurs manuels sont illettrés ou presque (Lê Thành Khôi).

Quels sont les facteurs de succès à l'école? On peut en distinguer trois groupes: les facteurs relatifs à la famille, à l'école et aux conditions dans le pays. Ces facteurs sont interdépendants dans la mesure où le succès est d'autant plus accessible lorsque la culture de la famille est plus proche de celle de l'école et que les revenus permettent aux jeunes gens de continuer leurs études; toutefois ils ne fonctionnent pas mécaniquement: l'échec n'est pas inévitable. Leur importance varie en fonction des sociétés. Il faut noter que dans de nombreux pays en développement, les pauvres et les riches partagent les mêmes attitudes vis-à-vis de l'école, qui est considérée comme le moyen essentiel, si ce n'est le seul moyen, pour l'avancement social, et ils encouragent donc leurs enfants à suivre la scolarité. Les proportions respectives des facteurs objectifs et subjectifs favorisant le succès ne sont pas connues précisément. Selon les études commanditées par l'IEA (Walker, 1975), il semble que l'influence de l'environnement social tend à décliner au fur et à mesure que le niveau d'instruction augmente, ce qui s'explique par la sursélection des enfants issus des classes défavorisées et le nivellement progressif du niveau culturel. Par ailleurs, l'influence relative de la maison et de l'école varie selon les disciplines. Par exemple le niveau atteint par les élèves de quatorze ans en français et en anglais (enseignés en tant que langues vivantes) dépend plus étroitement des différences entre les écoles (en d'autres mots de la qualité de l'enseignement), ce qui n'est pas le cas pour les sciences, la compréhension des textes dans la langue maternelle, la littérature et l'instruction civile (Postlethwaite, 1980).

Les inégalités ethniques existent dans tous les pays à des degrés variés. Dans les pays développés elles consistent en des inégalités entre la «majorité» et les minorités nationales ou immigrées. La communauté noire aux États-Unis est l'exemple le plus célèbre du premier cas. Le rapport Coleman *Sur l'égalité des chances scolaires* (Coleman *et al.*, 1966) notait que, en moyenne, cinq tests (non verbal, verbal, lecture, mathématique, culture générale) à la fin de la scolarité secondaire (grade 12) étaient réussis par 41,1% des Noirs et par 52% des Blancs. À la même période, 19% des Blancs et 5% des Noirs du groupe d'âge des 25–29 ans avaient obtenu un diplôme universitaire. Depuis cette date, l'inscription des Noirs a fait des progrès considérables et l'inégalité a décliné sans toutefois être éradiquée.

De même on a noté dans l'ancienne Union soviétique un certain nombre de différences dans le niveau d'instruction en fonction des républiques.

En 1989, il y avait en moyenne 812 individus ayant atteint un niveau secondaire ou supérieur pour 1 000 habitants de 15 ans et plus. Les chiffres variaient de 753 en Lituanie à 901 en Arménie, l'ex-République soviétique fédérative socialiste de Russie étant proche de la moyenne avec 806. Ces régions ont également fait des progrès, cela ressort particulièrement lorsque l'on compare ces chiffres du début de la révolution soviétique, à ceux lorsque les minorités nationales étaient quasiment analphabètes.

La ségrégation la plus dure est observée en Afrique du Sud où le

La ségrégation la plus dure est observée en Afrique du Sud où le régime de l'apartheid mit en place quatre systèmes scolaires distincts, pour les Blancs, les Asiatiques, les individus de couleur, et les Africains. Ces derniers sont massivement inscrits à l'école primaire, puisque l'industrie a besoin d'une main-d'œuvre éduquée mais se sont vus pratiquement spoliés de tout accès à l'enseignement supérieur, en d'autres termes aux postes à responsabilité, réservés aux Blancs. En Inde, le système des castes a été aboli officiellement par la Constitution mais il continue d'exister dans l'esprit des individus et dans les faits: la caste des intouchables et les tribus représentent 150 millions d'individus, soit plus d'un cinquième de la population, désavantangés en tous points.

Généralement cela se vérifie aussi pour les minorités des pays d'Afrique vivant à l'intérieur des terres ou dans les régions montagneuses. La réduction des inégalités y est lente même lorsque le gouvernement central prend des mesures en leur faveur. Ces inégalités sont héritées d'un long passé historique et découlent également de la diffusion inégale de l'économie moderne et de l'éducation qui y est associée, et parfois même d'un refus des peuples attachés à leurs traditions à s'ouvrir au monde extérieur.

En Amérique latine, ce sont les Indiens, dépouillés de leurs terres et repoussés vers les hauts plateaux depuis la conquête espagnole, qui souffrent de discrimination, encore accentuée par l'utilisation de l'espagnol. Pourtant, dans certains pays comme le Pérou, le Guatemala et la Bolivie, ils représentent plus de la moitié de la population.

Au début du XX^e siècle, Deustua, un conservateur péruvien, proclamait: «Pourquoi enseigner la lecture, l'écriture, la géographie, l'histoire et bien d'autres choses à ces indigènes qui ne sont pas encore des êtres humains?» Soixante-dix ans plus tard, la «déclaration générale» de la réforme entreprise par le gouvernement Velasco (1970) constata ce qui suit, et qui est aussi applicable aux autres pays d'Amérique latine:

«La majorité de la population, et plus particulièrement les paysans de la Sierra, a été exclue des circuits de l'information qui lui auraient permis de prendre part plus pleinement au système national; la nature hermétique des informations diffusées par ces circuits en espagnol, la seule langue nationale, a renforcé la marginalisation de ces groupes et représente maintenant un obstacle pratiquement insurmontable.»

Dans le *Courrier de l'UNESCO* de mars 1979, le socialiste argentin Hugo Ortega critiquait l'ethnocentrisme et le racisme diffusés par les livres publiés dans son pays. Tout y était présenté du point de vue exclusif blanc et occidental. L'Amérique a été «découverte», ce qui signifie «que le continent, ses peuples et ses richesses n'acquirent de la valeur que parce qu'ils avaient été découverts et reconnus par le centre du monde, en d'autres termes l'Europe. Il n'est pas surprenant dans ces conditions que la civilisation (les vêtements, les grands navires, les hommes blancs et la faculté de nommer les lieux et les individus) laisse l'Amérique de côté. Les premiers habitants du continent américain étaient décrits de façon péjorative comme des sauvages à moitié nus, féroces et frustres, portant des plumes sur la tête, irrationnels et inférieurs aux Blancs européens. Il s'agit de rien moins que d'un processus de négation et d'une sorte de génocide culturel».

La seule exception est le Mexique: la révolution de 1910 reconnaît l'héritage indien comme une composante de l'histoire nationale au même titre que la tradition hispanique. Les peintres muralistes Orozco, Rivera et Siqueiros s'adressaient au peuple en leur permettant de découvrir leur héritage culturel. Un département des Affaires indiennes est créé en 1938, suivi en 1948 par l'Institut national indien dont les objectifs sont d'étudier les problèmes des Indiens et de pourvoir à leurs besoins. Il organise des campagnes d'alphabétisation et d'éducation qui utilisent les langues indigènes avant d'employer l'espagnol et d'enseigner des éléments d'agriculture, d'hygiène et d'instruction civique. Toutefois son action est limitée par un budget serré et aboutit finalement à une acculturation/déculturation liées à l'évolution capitaliste plutôt qu'à un réel pluralisme culturel. Par rapport aux autres pays d'Amérique latine, le Mexique se distingue plus par son discours que par son action. De fait, on observe sur tout le continent des exemples de la protestation croissante des peuples indiens, qui demandent justice et réclament la reconnaissance de leurs existences et de leurs droits. En 1992, ils ont dénoncé la célébration du 500° anniversaire de la découverte de l'Amérique : «Notre histoire n'est pas la vôtre. C'est une histoire non officielle qui n'a pas commencé il y a cinq cents ans » déclara Rigoberta Menchú, une descendante des Mayas, qui reçut le prix Nobel de la paix cette même année.

En Afrique, l'Occident a pénétré le continent par les mers en direction de l'intérieur des terres, ce sont donc les peuples vivant le long des côtes qui furent les premiers à accéder à l'éducation moderne, même si les influences de nature sociologique (le degré de mobilité individuelle dans le système traditionnel) et religieuse (l'activité des missionnaires, la résistance de l'islam) eurent aussi un rôle à jouer. Prenons l'exemple du Ghana: en 1960, dans le sud du pays où habitait 47% de la population du pays, 64% des garçons et 77% des filles étaient dans le système éducatif secondaire alors que dans le centre (21% de la population) ils n'étaient que 28 et 20%

respectivement et que dans le nord (31% de la population) ils n'étaient que 6 et 2% respectivement (Foster, 1963). De même en Côte d'Ivoire, en 1963: les Agni du sud-est du pays étaient presque trois fois plus nombreux dans l'éducation secondaire qu'ils ne l'étaient proportionnellement dans la population, et pour les peuples lagunaires deux fois et demi; dans le centre, les Baoulé représentent 19% de la population et 16,6% des effectifs du secondaire; au nord les chiffres sont de 19% et 6,4% seulement pour les Senoufo (Clignet et Foster, 1966). Madagascar fait figure d'exception: les Mérina du plateau central, le berceau de l'ancien royaume malgache, qui ont eux-mêmes introduit les écoles et l'alphabet romain au début du XIX^e siècle et ont continué à occuper une position prépondérante, représentent un quart de la population pour 70% des effectifs du primaire et 60% de ceux du secondaire.

Paradoxalement, la politique d'intégration nationale, qui a été adoptée depuis l'indépendance, a eu pour effet d'aggraver les inégalités et les tensions. En fait, l'emploi dans les services publics est basé sur le «mérite». Toutefois le principal critère d'évaluation de ces mérites est le diplôme, ce qui avantage les groupes habitués à la scolarisation. Même si les taux d'inscription progressent plus rapidement à l'intérieur des terres et dans les zones rurales, les chiffres absolus augmentent plus dans les zones côtières urbanisées et plus avancées.

Les inégalités entre les zones urbaines et rurales auxquelles les inégalités sociales, régionales et ethniques sont partiellement liées, sont également plus marquées dans les pays en développement que dans les pays développés. Elles ont des origines multiples: historique, géographique (dissémination de la population), pédagogique (les enseignants qualifiés préfèrent les zones urbaines pour leur statut social, l'éducation de leurs enfants, les facilités et les activités de loisirs qu'elles proposent), et surtout sociale. La classe dirigeante vit dans les principaux centres urbains; souvent éduquée en Occident, elle en a adopté le modèle de croissance qui donne la préférence aux villes, symboles de modernité, au détriment de la campagne qui représente l'arriération. La priorité donnée aux services et aux infrastructures urbaines a en conséquence réduit les dépenses en faveur du développement rural. La croissance rapide des villes a ses corollaires : la croissance désordonnée des bidonvilles et une population marginalisée dont les jeunes sont désavantagés. Ces groupes sont les plus touchés par l'absentéisme et l'abandon scolaires et par le chômage et la délinquance. Les écoles rurales qui sont moins nombreuses et ne couvrent souvent pas tout le programme, ne peuvent accepter tous les enfants et ne permettent en général qu'une scolarisation de trois à quatre ans, parfois moins. Il s'agit là de l'une des causes du gaspillage dont les chiffres ont été donnés précédemment; gaspillage de potentiel intellectuel et d'argent puisque trois ou quatre années d'études ne sont pas suffisantes pour permettre à l'enfant d'acquérir une connaissance durable des mécanismes de la lecture, de l'écriture et du calcul. S'ils vivent dans un milieu pas très éduqué, ils retomberont rapidement dans l'analphabétisme.

Le dernier type d'inégalité, qui n'est pas des moindres, est celui entre les filles et les garçons. Si l'on ne considère que les chiffres, il a pratiquement disparu, semble-t-il, dans les pays développés, mais persiste partout ailleurs, la différence s'accentuant à mesure que le niveau augmente: les filles représentent 45 % des effectifs du primaire, 47 % du secondaire et 38 % du supérieur, ces moyennes masquent des disparités plus ou moins marquées selon les continents, les États et les régions des États.

Les préjugés, les stéréotypes, les attitudes et les comportements discriminatoires envers les femmes (en d'autres termes le sexisme) sont eux bien vivants et toujours universels. Ils les abaissent par rapport aux hommes et réduisent leur participation dans la famille, la vie professionnelle, sociale et publique. Les mouvements féministes furent les premiers à dénoncer cette situation. L'UNESCO a soutenu cette lutte en lançant un programme d'étude sur le sexisme dans les livres pour enfants et les livres scolaires afin d'adopter des actions appropriées, cependant que les Nations Unies mobilisaient l'opinion mondiale en organisant les Conférences mondiales sur les femmes à Copenhague (1980) et Beijing (1995) sous la triple bannière de l'action pour l'égalité, le développement et la paix.

Sept études nationales ont été conduites (Chine, France, Koweït, Norvège, Pérou, Ukraine et Zambie) et complétées par des guides régionaux préparés pour le monde arabe, l'Asie et le Pacifique, l'Amérique du Nord et l'Europe occidentale. Dans son rapport synoptique (1986), Andrée Michel établit un parallèle entre le racisme et le sexisme. Ils sont tous les deux consécutifs à des situations historiques et finalement, légitiment et perpétuent des pratiques de domination, d'oppression et d'exploitation d'un groupe ethnique ou d'un genre présumé inférieur. Les femmes représentent la moitié de la population de la planète, réalisent 66% des heures totales de travail (dont seulement la moitié sont rémunérées), ne reçoivent que 10% du revenu mondial et possèdent moins de 1% des propriétés. Elles ne sont qu'une infime minorité de dirigeantes à l'échelle nationale ou internationale.

Les stéréotypes agissent partout, dès la plus tendre enfance: dans les familles où les enfants perçoivent la division du travail entre leurs parents et où ces derniers ont une attitude différente envers eux en fonction de leur sexe (naissance, alimentation, jeux, éducation); dans les groupes d'âge qui encouragent également des activités différenciées; sur le marché du travail où les emplois considérés comme «féminins» sont moins prestigieux et moins bien payés (infirmières/docteurs, etc.) et où les postes élevés sont généralement réservés aux hommes; dans la vie politique où l'inégalité des rôles est diffusée et amplifiée par les médias. Parmi ces derniers, les livres pour enfants

et adolescents transmettent des idéologies sexistes par les images, la représentation des métiers, des ordres familiaux, sociaux et politiques hiérarchisés et la glorification des héros qui sont plus souvent des hommes que des femmes.

L'école, comme toutes les institutions sociales, est fatalement affectée

par les valeurs et les normes explicites et implicites de son environnement. Elle est en fait un de leurs vecteurs les plus efficaces. L'extériorisation des rôles masculins et féminins se produit en particulier sous l'influence des livres scolaires qui, comme les livres pour enfants, agissent par le biais des illustrations, des références et la façon d'aborder un sujet. Indépendamment de la discipline, qu'il s'agisse de sciences, de littérature, d'histoire, de religion ou de tout autre sujet et indépendamment du pays, ils comprennent plus d'images de garçons ou d'hommes que de filles et de femmes ainsi que plus de références masculines que féminines. Dans les manuels de sciences norvégiens et français, les hommes apparaissent plus actifs et sont plus souvent représentés dans leur lieu de travail ou en train de pratiquer un sport. Les femmes sont représentées lorsqu'il s'agit de présenter un sèchecheveux ou une balance. Les femmes y sont des épouses, des mères ou des femmes au foyer. Dans les manuels de l'école primaire au Pérou, les hommes sont décrits comme courageux, intelligents, patriotes et dotés d'un sens de la coopération et les femmes comme dévouées et obéissantes. La maison est leur lieu privilégié alors que le monde du travail est essentiellement dévolu aux hommes. De même, les manuels utilisés en Zambie dans les écoles primaires et secondaires affirment que les hommes sont «plus intelligents, plus créatifs, dotés d'une plus grande curiosité, plus inventifs et audacieux que les femmes. [...] Les hommes prennent les décisions et font la loi. Les femmes suivent et obéissent». Dans les six pays arabes étudiés — Liban, Égypte, Arabie saoudite, Yémen démocratique, Qatar et Koweït —, les femmes sont toujours représentées selon leur image traditionnelle, dépendantes des hommes pour leur bien-être économique et leur statut social. Faibles, sensibles, soumises, elles réalisent pleinement leur rôle en remplissant les fonctions attendues d'une mère, d'une femme au foyer, d'une épouse ayant des devoirs et d'une fille obéissante et dévouée. L'Ukraine socialiste est une exception dans la mesure où elle présente presque autant d'images féminines que masculines et leurs caractéristiques particulières sont soigneusement définies. Les femmes sont représentées plus souvent que les hommes sous un aspect positif. Pourtant les stéréoty-pes n'ont pas complètement disparu. Souvent, les traits distinctifs de chaque sexe sont exagérés pour représenter l'activité, l'efficacité, le courage, la raison, etc., d'une part, et la passivité, l'affectivité, la sollicitude, etc., d'autre part. Parfois les rôles traditionnels sont représentés, comme par exemple la femme à la maison ou se livrant à des activités secondaires, et l'homme en tant que chef de famille exerçant des responsabilités.

Tous ces stéréotypes transmis par la famille, l'école et la société ont pour effet de donner aux filles un sentiment profond d'infériorité, de les dissuader d'entreprendre des études scientifiques et techniques et de limiter leurs aspirations professionnelles. La société n'applique pas les principes d'égalité des chances mais se prive également d'un potentiel intellectuel considérable.

L'éducation et le développement culturel

On peut définir le développement culturel comme le développement du savoir, des valeurs et des attitudes qui autorisent l'épanouissement des personnalités et des capacités créatives des individus.

Ainsi défini, il n'est pas facile de distinguer le développement culturel du développement social comme l'a démontré l'exemple sur l'éducation des filles. Ce développement est à la fois individuel et social, dans la mesure où tous les individus sont des membres d'une société, où leur développement contribue à celui du groupe dans son ensemble, d'autant plus que toutes leurs dimensions sont impliquées: émotionnelle, intellectuelle, physique, morale et esthétique.

Historiquement, toute société, en fonction de son mode de vie et de communication (oral ou écrit), de sa religion ou de son idéologie, a insisté sur un aspect particulier. Actuellement, en raison de la prédominance des activités économiques, techniques et scientifiques, toutes les écoles ont tendance, à des degrés divers, à l'intellectualisme, à l'exception de quelques cas isolés. Elles donnent la priorité au développement cognitif et utilisent des méthodes autoritaires destinées à imposer leurs conceptions et donc à encourager la répétition plutôt que l'initiative et la critique. Le résultat est un déséquilibre des personnalités des enfants en faveur de l'aspect conceptuel et au détriment de l'imagination et de l'émotion. De plus, les écoles tendent à valoriser leur culture, à savoir celle de la classe dominante, et ne consacrent que peu d'espace à d'autres visions du monde et de la société: les écoles sont ethnocentriques.

L'Annuaire statistique (1995) de l'UNESCO comprend, sous le titre «culture et communication», les sujets suivants: titres des livres publiés, quotidiens, papier culturel (papier journal, papier d'imprimerie, papier à écrire), production de films de fiction, nombre de salles de cinéma et leur capacité (places), fréquentation des salles, émetteurs et récepteurs de radio et de télévision. Depuis 1995, tous ces indicateurs se sont développés dans les pays en développement et la part des pays développés a décru en conséquence, même si elle reste prépondérante. La tendance entre 1980 et 1990 est illustrée par le tableau 19 suivant:

Tableau 19 Indicateurs culturels 1980-1990

Indicateurs culturels	1980		1990	
	Pays en développement	Pays développés	Pays en développement	Pays développés
Nombre de récepteurs radio pour 1 000 habitants	98	879	177	954
Nombre de récepteurs télé pour 1 000 habitants	25	422	56	480
Diffusion de quotidiens pour 1 000 habitants	37	242	44	331
Publication de livres (titres) pour un million d'habitants	46	490	60	488
Consommation de papier culturel (sauf presse) par habitant (en kilogramme)	1,4	26,6	3,1	47,7
Bibliothèques publiques : nombre de volumes pour 1 000 habitants	80	2,930	170	3,850

Source: UNESCO, Statistical Yearbook, 1995, Bureau international d'éducation, Document statistique sur l'éducation et la culture, Paris.

Il est vrai qu'un annuaire statistique, par définition, ne donne que des données quantitatives pour lesquelles il convient de poser des questions sur leur contenu et leur pertinence: les médias peuvent désinformer tout aussi bien qu'ils informent. Toutefois la liste ci-dessus donne un juste apercu de la notion habituelle de développement culturel qu'elle considère comme une conséquence de la croissance économique. Cette dernière rend en effet possible l'accroissement des biens et des services dont la consommation augmente le niveau de vie. Les études menées au Canada (1973), en France (1974) et dans l'ex-Union soviétique montrent qu'ils ne concernent qu'une petite minorité de la population: 14% au Canada et 10% en France. Au Canada, par exemple, le théâtre draine 10% de la population, l'opéra moins de 2%, la danse 1%, les concerts de musique classique 6%, les musées, les monuments et les galeries d'art 8%. D'autre part, plus de la moitié de la population assiste à des concerts de musique pop et de jazz, des spectacles de variété et de cirque, des festivals, la projection de films et à des événements sportifs. La radio et la télévision mobilisent tout le monde (Fabrizio, dans UNESCO, 1980).

À cet égard, la situation est identique ailleurs. Toutefois, ces médias sont capables du meilleur comme du pire. Ils permettent de voir et d'entendre (grâce aux enregistrements) l'héritage historique, religieux, artistique, littéraire et musical sur lequel ils fournissent des informations; malheureusement la proportion de ces programmes est infime comparée à ce que l'on appelle la culture de masse qui s'assimile plus à une déculturation du public car elle est sujette aux impératifs de rentabilité (et de propagande, ouverte et insidieuse, pas seulement dans les régions où règne une dictature), elle propage des contenus de faible qualité, des demi-vérités, des publicités, des mensonges politiques, des mythes sur la démocratie, le pluralisme et sa propre neutralité, tout cela dans le but d'émousser le sens critique et de maintenir le *statu quo* social à l'avantage de ceux exerçant le pouvoir économique et/ou politique.

Le rôle de l'État dans les affaires culturelles varie en fonction du système politique (autoritaire ou libéral, centralisé ou décentralisé), l'importance des organisations privées, le niveau économique, le degré d'éducation de la population, et la reconnaissance, ou non, du droit à la culture inscrit dans la Déclaration universelle des droits de l'homme. La plupart des pays s'efforcent, avec plus ou moins de succès, de préserver et de protéger leur héritage, d'encourager la création artistique, les activités d'expression, les habitudes de lecture et l'appréciation des œuvres artistiques, littéraires et musicales à l'école et dans la société, avec l'aide d'associations et d'entreprises par le biais des médias, des musées, des bibliothèques, etc. Un nombre croissant d'écoles s'ouvre sur d'autres cultures.

L'éducation pour la compréhension mutuelle et la paix, qui est inscrite dans la Déclaration universelle des droits de l'homme fait depuis longtemps partie du programme de l'UNESCO. Depuis 1953, il a établi un réseau d'écoles associées dont le but est de mettre l'accent sur les problèmes mondiaux et sur le rôle des Nations Unies, des droits de l'homme, de la connaissance des autres pays et de leur culture, de leur population et de leur environnement. L'Organisation encourage le développement de nouveaux programmes d'enseignement, de supports pédagogiques et méthodes sur ces thèmes, la diffusion de l'information, et les contrats et échanges entre les institutions participantes auxquelles elle donne de la documentation de base. Elle aide aussi à l'organisation d'ateliers et de séminaires. De 33 écoles dans 15 États au départ, le réseau comptait en 1992 plus de 28 000 écoles de tous niveaux dans 114 pays.

En 1968, la Conférence internationale de l'instruction publique réunie à Genève adopta unanimement la recommandation suivante:

«L'éducation doit contribuer à mieux faire connaître aux jeunes le monde et ses habitants et à engendrer des attitudes qui développent chez eux vis-à-vis des autres cultures, des autres races et des autres modes de vie, un esprit d'appréciation et de respect mutuels. L'éducation doit mettre en lumière les relations entre le milieu et les modes et niveaux de vie. Tout en présentant de façon objective les différences qui existent, notamment en matière de systèmes politiques, économiques et sociaux, elle doit insister sur les valeurs, les aspirations et les besoins communs à l'existence et à la conscience des différents peuples.

L'éducation doit montrer que le progrès des connaissances humaines résulte des contributions des divers peuples du monde et que toutes les cultures nationales ont été enrichies par les apports d'autres cultures et continuent de l'être. »

Cette recommandation expose clairement les finalités de l'éducation pour la compréhension internationale. L'éducation sur les droits de l'homme et les droits des peuples y est liée puisqu'il n'est pas possible d'avoir pour objectif la compréhension internationale si ces droits ne sont pas reconnus: il est évidemment nécessaire de les définir, d'examiner leurs origines et leur évolution historique et de voir comment ils sont dépeints dans nos sociétés actuelles. Les droits de l'homme ont été définis par la Déclaration universelle des droits de l'homme mais les droits des peuples ne sont apparus que plus récemment suite aux luttes pour la libération nationale et aux luttes pour le développement économique, social et culturel. La compréhension internationale intègre celle des minorités d'immigrants dont la culture est

méprisée car elles sont souvent composées de travailleurs manuels dont les emplois sont eux-mêmes dévalorisés. La réticence à comprendre les cultures différentes, en particulier de la part de cultures qui se considèrent comme «supérieures», trouve son origine dans des facteurs que l'on nomme ethnocentrisme, idéologie, nationalisme et racisme que l'on retrouve pratiqués, dans certains pays, par le groupe ethnique dominant les autres.

Comment proposer une éducation pour la compréhension internationale, le respect des cultures, des droits de l'homme, des droits des peuples et de la démocratie? Il faut pour cela axer les efforts sur les adultes comme sur les enfants dans trois domaines principaux:

- La formation des enseignants et des instructeurs adultes, particulièrement ceux qui sont responsables de classes multiethniques. La culture étant un tout, l'idée est de ne pas séparer une caractéristique particulière, qui serait ensuite comparée avec une caractéristique correspondante de la culture d'un individu, mais de voir comment la culture en tant qu'entité fonctionne et comment ses différents éléments sont imbriqués.
- L'apprentissage de langues étrangères représente une introduction à des modes de vie et à des civilisations; de plus c'est un excellent exercice mental et une bonne adaptation aux besoins actuels en communication.
- La révision des programmes et des manuels scolaires pour inclure l'étude des œuvres de maîtres des littératures et des arts de l'humanité, éliminer les stéréotypes et les préjugés historiques qui empêchent d'avoir une vision objective des différences, de la tolérance mutuelle, de la conscience des valeurs universelles et du fait que les guerres et les tensions internationales sont moins importantes pour la vie et le développement des peuples que les emprunts culturels des uns aux autres.

En dépit des recommandations internationales, la question de l'éducation multiculturelle ne s'est posée que récemment dans les pays développés. Jusqu'aux années 1960–1970, la conception prévalente était l'unification de la culture et de l'éducation qui considérait que la réponse au problème reposait dans l'assimilation. Aux États-Unis, pays de l'immigration s'il en est, l'école commune est considérée comme un *melting-pot* dans lequel les différences ethniques, linguistiques et religieuses étaient censées fusionner afin de produire des citoyens américains. Ce qu'elle signifiait, en fait, était l'intégration dans la culture WASP dominante (*White Anglo-Saxon Protestants*). De même, dans l'ex-Union soviétique multinationale, qui reconnaissait le droit de chaque peuple à l'autonomie culturelle et dont la Constitution ne faisait aucune référence

à une langue nationale, l'unification, voire l'uniformisation, fut assurée par l'utilisation du russe dans l'enseignement, l'éducation communiste, le contrôle idéologique, et la répression du «nationalisme petit-bourgeois». En Europe de l'Ouest, le problème provient des travailleurs immigrés qu'elle fit venir du sud pendant la période d'expansion majeure après 1945. Que les minorités soient nationales ou issues de l'immigration (et une partie de ces dernières resteront ou deviendront «nationales»), les différences de langue, de religion et de coutumes sont des sources de tension et de conflit qui dégénèrent en violence, particulièrement dans les périodes de dépression et de chômage. La résurgence des sentiments nationaux et religieux fut un des facteurs du démantèlement de l'Union soviétique. Aux États-Unis (illustration 166), la persistance de la discrimination après l'adoption de la loi sur les droits civils (1964) entraîna la radicalisation des exigences: les Noirs, les Indiens, les Chicanos, les Irlandais et les juifs affirmèrent avec véhémence leur identité et dénoncèrent les injustices du système social. La population américaine est composée de Noirs, de Latinos, d'Asiatiques et d'Indiens pour un quart, une proportion qui devrait atteindre la moitié de la population d'ici 2050 car leur fertilité est plus élevée que celle des Blancs. Par ailleurs, ces derniers sont devenus plus sensibles à la communication et aux échanges interculturels et tendent à abandonner l'idéologie du melting-pot et à reconnaître que le pluralisme et la tolérance sont des éléments de la démocratie. Depuis 1968, la loi donne aux minorités le droit à l'enseignement bilingue : l'anglais reste prépondérant mais les langues maternelles bénéficient d'un soutien durable. Toutefois, certains groupes, principalement les Noirs, les Indiens et les Latinos demandent des écoles séparées ou, du moins, une modification des programmes afin qu'ils ne donnent plus la préférence à l'eurocentrisme mais accordent une place aussi importante aux autres cultures et à l'Afrique en particulier, et examinent les phénomènes d'oppression, d'exploitation et de racisme dans la société américaine.

En Europe, les évolutions sont moins avancées en raison des traditions nationales plus anciennes et plus ancrées, du mythe de la société monoculturelle et la nature récente des situations multiethniques. Dans ce cas, le terme d'«enseignement multiculturel» se réfère principalement à la scolarisation des enfants immigrés. Jusque dans les années 1970, alors que les immigrants étaient moins nombreux, dans une économie en expansion, la politique d'assimilation prévalait avec certaines mesures pour faciliter l'apprentissage de la langue. La crise mit un arrêt aux immigrations (ce qui fut compensé dans une certaine mesure par l'afflux de réfugiés politiques) mais n'empêcha pas l'augmentation du nombre d'élèves. En 1988, la proportion d'enfants immigrés dans les effectifs des écoles primaires allait de 5 % (Pays-Bas) à 40 % (Luxembourg) (France et Allemagne 12 %, Belgique 10 %, Suède 13 %).

Selon un rapport du Conseil de l'Europe (1989), les pays qui ont alloué le plus de fonds pour la scolarisation des enfants d'immigrants (le montant global reste modeste) sont la France, les Pays-Bas, le Royaume-Uni et la Suède. Les politiques sont toutefois très variées. La France, avec ses traditions séculaires et de centralisation, et sa conception de la République «une et indivisible», où le français joue un rôle politique majeur, se décharge des langages et des cultures des «autres» (y compris ceux de ses provinces) sur le secteur privé. Les écoles publiques acceptent tous les enfants et les considèrent sur un pied d'égalité sans discrimination et sans leur accorder de mesure spéciale selon leurs origines, à l'exception des nouveaux venus qui peuvent participer pendant un an à une classe introductive ou d'adaptation (principalement linguistique). Les centres de formation et d'information pour la scolarisation des enfants immigrés qui forment des enseignants pour ces classes, n'occupent qu'une place marginale dans le système général de formation des enseignants. Des cours sur la langue et les cultures des pays d'origine peuvent être dispensés après les heures de classe par des enseignants payés par les gouvernements de ces pays. Le principe d'égalité est formellement et strictement respecté mais considérant l'incapacité à prendre en compte les difficultés spécifiques des enfants, il ne respecte pas leur droit à la différence et contribue à leur échec scolaire et même à leur exclusion (voir l'interdiction du voile islamique dans les écoles). Les Pays-Bas sont le seul pays européen à avoir introduit l'enseignement interculturel en tant que sujet obligatoire dans la formation des enseignants.

Une nouvelle question a émergé avec la construction de l'Europe. Elle a donné la préférence aux sphères économiques et politiques comme base de son identité mais elle découvre maintenant l'importance de l'éducation, qui n'apparaît pas dans le traité de Rome (1957), dans la mesure où la Communauté économique européenne ne s'occupait que de formation. L'augmentation du chômage et la prise de conscience de la lenteur du progrès technologique, comparé aux États-Unis et au Japon, ont déclenché une nouvelle attitude. Le marché unique implique l'existence de ressources humaines qualifiées capables d'augmenter la productivité et à laquelle la mobilité des individus et des idées, en d'autres termes la connaissance partagée, doit contribuer. Les entreprises les plus dynamiques font pression pour cela. Un certain nombre de projets vont se concrétiser. Comett vise à accroître la formation aux hautes technologies en encourageant la coopération entre les universités et l'industrie, et Erasmus, depuis 1987, encourage les échanges d'enseignants et d'étudiants, avec la conséquence logique d'une reconnaissance des diplômes qui permet de s'établir professionnellement en toute liberté dans les divers pays européens. Lingua a pour but d'aider les entreprises à améliorer les compétences linguistiques

de leurs employés, à développer l'enseignement des langues sans privilégier aucune langue, en particulier par la formation continue des enseignants et d'intensifier les échanges entre les écoles. L'Acte unique européen signé à Maastricht en 1986, donne à la Communauté une compétence limitée dans le domaine de l'éducation générale. Malgré un nombre élevé de résolutions visant à développer la «dimension européenne» de l'éducation, de la formation des enseignants, des supports pédagogiques, et la création d'une Unité spéciale pour organiser des universités d'été, les échanges d'enseignants (TEX) et des réseaux de formateurs (RIF), le progrès reste lent. Les tendances nationalistes y sont opposées, mais même les partisans d'une Europe unifiée l'interprètent différemment.

Dans les pays en développement, il est important de noter la demande ou l'affirmation d'une «identité culturelle». Elles intervinrent après une période où la force du modèle de développement occidental incitait la majorité des élites à penser que les valeurs traditionnelles étaient dépassées et incapables de renouveler leurs sociétés et, qu'en l'occurrence, il était nécessaire d'adopter et d'imiter la culture occidentale de façon à se libérer de sa domination.

Le terme d'«identité culturelle» est cependant utilisé dans un sens très vague qui est plus politique que scientifique dans la mesure où, strictement parlant, il est possible de douter de l'existence d'une «identité culturelle» transcendant les classes, les régions et les groupes ethniques (dans les États multiethniques, c'est-à-dire, pratiquement tous). Le discours politique l'utilise pour désigner une certaine façon de penser, de sentir et d'agir, des valeurs, des attitudes et des comportements que les États veulent protéger du risque de les perdre face à l'uniformisation de la «culture de masse» diffusée par les médias à l'échelle mondiale. Pour eux, l'éducation doit renforcer la conscience d'appartenir à une communauté tout en s'ouvrant à l'extérieur. L'«identité culturelle» ne signifie pas le repli sur soi.

L'Afrique et les États arabes insistent particulièrement sur la notion d'identité culturelle, probablement parce que leur proximité avec l'Europe les rend plus sujets aux agressions de l'impérialisme européen: en outre, la tradition orale de l'Afrique fragilise sa civilisation plus que les autres. La réalité est cependant loin d'illustrer la théorie. Les langues africaines, qui sont un facteur essentiel de la culture, ne sont utilisées dans certains pays que lors des premières années de la scolarisation primaire ou pour les cours d'alphabétisation. Par la suite, lorsque ce n'est pas dès le départ, la langue véhiculaire est le français, l'anglais ou le portugais. Le langage n'est pas uniquement un moyen de communication ou d'expression, c'est aussi un système de symboles qui unit étroitement les individus à un groupe. La langue maternelle est donc le meilleur vecteur de l'éducation puisqu'elle permet aux individus d'apprendre mieux et plus rapidement que dans une

langue étrangère. Cette dernière coupe les enfants de leur environnement, les «élites » de la masse de la population et contribue à créer « deux nations » au sein d'un même pays.

Il est vrai qu'il existe des difficultés objectives: le grand nombre de groupes ethnolinguistiques, l'absence de littérature écrite, de manuels scolaires, d'enseignants, les coûts élevés, etc. De nombreuses personnalités politiques prétendent que le français, l'anglais et le portugais contribuent à l'unité nationale, ce qui est discutable et, en tout état de cause, en contradiction avec leurs déclarations en faveur de la régénération de la culture et de la personnalité du pays. Le problème est en réalité social et politique. L'éducation dans une langue étrangère favorise les sections de la population qui sont acculturées dans cette langue, en d'autres termes les sections favorisées socialement. Elles l'utilisent comme un instrument de sélection des individus venant d'autres classes et restreignent donc leur avancement (en Afrique subsaharienne, 10 à 30% des enfants passent de l'école primaire à l'école secondaire).

Selon de nombreux éducateurs, le problème de la démocratisation de l'éducation, et dans le même temps celui de sa pertinence et de son efficacité, peuvent être résolus par l'adoption du bilinguisme. L'éducation commencerait dans la langue maternelle. Une fois que les enfants auraient maîtrisé ses mécanismes, ils continueraient en anglais, français ou portugais, qui seraient d'abord enseignés comme des langues étrangères avant d'être utilisés comme vecteur dans des sujets pour lesquels la langue véhiculaire nationale ne peut pas être utilisée. Cette dernière continuerait à être utilisée pour expliquer la langue étrangère et pour lier les enfants à leur environnement. Certains pays n'ont pas de politique culturelle clairement définie et ne s'intéressent pas vraiment aux infrastructures culturelles, en particulier musées, archives et bibliothèques, ni à la préservation de leur héritage (en rassemblant les traditions), ou à la recherche et aux publications. Dans les écoles, la culture est avant tout incluse dans l'enseignement de l'histoire et de la géographie. L'art, la musique et le théâtre n'occupent qu'une toute petite place dans l'emploi du temps quand ils y figurent. Les enseignants qui s'occupent de ces sujets ne sont en général pas très qualifiés et n'ont eu aucune formation. Toutefois, certaines universités sont plus actives, la recherche et les publications constatées sont dues plus à leurs initiatives qu'à celles des gouvernements.

Dans les pays arabes, la langue ne semble pas, à première vue, poser de problème puisqu'elle a été écrite depuis quatorze siècles en tant que langue du Coran, la fondation de l'unité pour tous les musulmans et la langue d'une culture hautement développée. Le problème est que l'arabe classique est différent de la langue parlée et cela donne lieu à des difficultés pour les individus provenant de classes moins élevées et de zones rurales, mais également pour ceux qui ne parlent pas arabe (Berbères, Noirs, etc.),

qui représentent parfois une part non négligeable de la population (Maroc, Algérie, Mauritanie, Soudan). Toutefois, la politique d'intégration nationale poursuivie par les gouvernements depuis l'indépendance, en réaction au principe de « diviser pour régner » de la colonisation, a finalement l'effet de plus ou moins exclure les cultures des minorités ce qui déclenche l'agitation de ces peuples qui demandent que leur identité soit reconnue.

Un autre problème apparaît lorsqu'une langue étrangère, l'anglais ou le français, est utilisée comme véhicule dans l'éducation secondaire et supérieure, parfois même dès l'école primaire (Maghreb). D'un point de vue social, les conséquences (gaspillage) sont accentuées par le fait qu'elle est également une langue presque officielle dans les administrations et les activités économiques, ce qui désavantage les diplômés en arabe. Le dilemme est que l'anglais ou le français sont essentiels pour accéder aux sciences et à la technologie, en tant que partie intégrante de la culture moderne.

à la technologie, en tant que partie intégrante de la culture moderne.

La question de l'identité se pose également en Amérique latine à laquelle s'applique l'exclamation de Porfirio Díaz pour le Mexique: «Si loin de Dieu, si près des États-Unis!» Toutefois, cela n'explique qu'une partie des difficultés de ce continent où la violence politique et l'injustice sociale ont été plus marquées que partout ailleurs. Malgré un processus de démocratisation constitutionnelle depuis les années 1980, les inégalités ethniques et sociales (qui sont souvent indissociables) restent des problèmes cruciaux. Une minorité croissante de l'opinion publique a commencé à en prendre conscience, surtout après la victoire de Castro et la transformation socialiste de Cuba, notamment au sein de l'Église, qui a longtemps été associée à la conquête espagnole et à la domination et à l'exploitation des Indiens. Deux mouvements qui sont plus importants pour leur signification que pour leur diffusion doivent être remarqués: la prise de conscience par l'alphabétisation et la théologie de la libération.

La première est attachée au nom du philosophe brésilien Paulo Freire qui part de l'idée que la culture est le résultat du travail des hommes. Mais les analphabètes sont opprimés car ils n'ont pas le droit de vote. Si l'éducation doit être une forme de libération plutôt qu'une domestication, elle doit les rendre capables de montrer une conscience critique par rapport à leurs conditions de vie. Il faut donc qu'elle leur fasse découvrir, par la participation et le dialogue, qu'ils sont des sujets responsables et non des objets passifs et qu'ils ont un rôle actif à jouer dans leur environnement. Les analphabètes commencent alors de leur propre chef à ressentir le besoin d'apprendre à lire et à écrire pour agir de façon plus efficace et changer la réalité: l'alphabétisation peut alors commencer. Il s'agit d'un autoapprentissage progressant de l'intérieur vers l'extérieur par le biais des efforts des illettrés eux-mêmes, avec la collaboration de l'éducateur: le contenu et les méthodes se fondent en un seul processus.

Les écoles, considérées comme traditionnellement autoritaires sont remplacées par des cercles culturels où les individus en phase d'alphabétisation se regroupent autour d'un coordinateur qui les aide à établir un inventaire de leur univers verbal. C'est de cet univers et non de manuels élémentaires prédéterminés, qu'ils font appel à des mots clés qui, une fois divisés en deux syllabes, leur permettent différentes combinaisons d'éléments pour créer d'autres mots. Les mots ne sont pas seulement choisis pour leur richesse phonétique et leur complexité, mais aussi pour la charge de réalité qu'ils contiennent. Des mots tels que favela (bidonville), chuva (pluie) arado (charrue), etc., apparaissent dans des tableaux décrivant des situations pratiques et donnent lieu à des discussions qui encouragent le groupe à éveiller sa conscience et concomitamment à s'alphabétiser.

Prise de conscience et alphabétisation sont donc indissociables. C'est parce qu'ils sont devenus conscients de leur statut d'individu que les illettrés assimilent de façon critique le mécanisme de la formation des mots et qu'ils peuvent par la suite facilement élaborer leur système de signes graphiques. Paulo Freire raconte que, le premier soir d'un cours d'alphabétisation, un illettré brésilien émut toute assemblée en disant « Tu jà lê » l'équivalent portugais de «Tu lis déjà!».

Au même moment le «mouvement d'éducation de base» des évêques du Brésil (1961) mit en avant l'éducation à la source en tant qu'«instrument du progrès humain [...] sans objectifs évangéliques» qui procure une amélioration de la qualité de vie des populations rurales et «les préserve de la pénétration d'idéologies contraires aux principes chrétiens». Sous l'influence de groupes progressistes dans le clergé et la participation active du mouvement de la jeunesse de l'université catholique, le mouvement d'éducation de base adopta l'idée de «l'éducation chrétienne comme moyen de transformation sociale» et la vision de Paulo Freire relative à la «prise de conscience».

Un peu plus tard, après Vatican II et l'encyclique *Populorum progressio* (1967), la théologie de la libération apparut au Pérou. Le père Gustavo Guttiérez définit ses trois dimensions étroitement liées: libération politique des classes et des pays dominants; libération historique, et libération du péché qui n'est pas seulement individuel mais aussi collectif. Cependant que le Conseil œcuménique des églises protestantes condamne lui aussi «la violence structurelle issue du pouvoir établi», la conférence d'Accra (1977) marque un nouveau pas en avant: l'Association œcuménique des théologiens du tiers-monde affirma avec force que «la théologie africaine (asiatique, latino-américaine) doit rejeter les idées préfabriquées de la théologie nord-atlantique en se définissant en accord avec les luttes des peuples pour la résistance contre les structures de la domination».

C'est par rapport à ce contexte qu'il est nécessaire de situer certaines des expériences d'éducation non formelle organisées par ou avec des associations pour encourager la participation et la formation des populations rurales. Nous ne parlerons ici que du *Programa de difusión rural* au Chili qui est particulièrement intéressant car il a fonctionné pendant plusieurs années sous la dictature de 1977 à 1981. Les diffusions radiophoniques, les articles de presse, les *Cuadernos del Campesino* étaient centrés sur les problèmes du monde rural (production, santé, vie de famille) et avaient pour objectifs de «renforcer les valeurs de solidarité dans un environnement qui exacerbe l'individualisme, tout en montrant qu'une organisation de type coopératif permet aux classes relativement modestes de faire face au processus de production dans de meilleures conditions». Même s'il ne dura pas longtemps, le programme apporta aux paysans des informations jusqu'alors inaccessibles pour eux, encouragea la communication par la connaissance des problèmes des autres régions et développa un sens critique.

La théologie de la libération n'est pour le moment qu'un courant minoritaire et les autorités religieuses, en général, collaborent en restant en bons termes avec les autorités plutôt qu'en s'opposant à elles. Toutefois, la pression exercée par les revendications des Indiens a poussé certains gouvernements (Équateur, Bolivie, Pérou, Guatemala, Mexique) à développer l'éducation bilingue. Les évaluations des expériences montrent qu'elle a des effets positifs sur le niveau d'acquisition et que l'introduction dans les programmes d'éléments de la culture indigène augmente la motivation et donc réduit le gaspillage. Trois obstacles se présentent néanmoins: l'absence de normalisation des langues indiennes; leurs variations à travers le pays qui obligent à rechercher à délimiter leurs zones d'application; et par-dessus tout, la résistance contre la généralisation dans la dimension interculturelle. On considère cette dernière comme concernant uniquement les Indiens alors que les pays entiers devraient être impliqués afin d'encourager l'esprit de compréhension et de respect de l'autre. Isoler la dimension interculturelle du système de l'éducation «perpétue le cercle vicieux de la marginalisation qui affecte les populations indiennes» (Tedesco, 1992).

L'Asie est le continent qui a fait le plus de progrès économiquement parlant ces trente dernières années. En conséquence elle est aussi le continent où l'environnement s'est le plus sérieusement détérioré, et où les valeurs traditionnelles ont été confrontées le plus brutalement au matérialisme. Toutes les conférences internationales des ministres de l'Éducation ont répété leurs préoccupations à ce sujet et ont exprimé le désir de concevoir une politique visant à inculquer des valeurs éthiques, culturelles et morales. La question porte sur la façon de réconcilier la «tradition» avec la «modernisation» — c'est-à-dire le capitalisme, la recherche du profit, l'exaltation

de l'individu, etc. De plus, une fois les valeurs identifiées il faut déterminer comment les enseigner: directement, comme un «sujet» telles la littérature ou les mathématiques ou indirectement par l'analyse de situations, les études de cas ou les discussions? Par ailleurs, est-il possible d'enseigner les valeurs quand la réalité est en conflit avec elles (honnêteté/corruption, etc.)?

Le problème est plus facile à résoudre lorsqu'il s'agit de développer l'éducation scientifique et technique indispensable à la croissance économique. À des degrés divers, tous les pays cherchent à adapter les structures, les contenus et les méthodes de l'éducation aux changements rapides de la technologie afin d'accroître leur productivité et leur compétitivité internationale. On insiste sur la nature polyvalente de l'éducation, ses liens avec l'industrie, l'éducation récurrente et le développement de la recherche. Le Projet 2000+, a pour objectif de créer un cadre pour étendre les bénéfices de l'«alphabétisation scientifique» à l'ensemble de la population ou du moins à la population active, sans lequel les efforts des managers seraient inutiles. Le transfert de technologie n'est efficace que si l'on dispose sur place d'un personnel préparé à tout point de vue — connaissances, attitudes sociales et psychologiques, et habitudes de travail — en d'autres termes, des individus qui maîtrisent la technologie transférée. Toutefois, le transfert ne procure que des solutions à court ou moyen terme. Il concerne des connaissances et des méthodes élaborées à l'étranger dans un contexte étranger. Le transfert ne procure pas la capacité de produire de la connaissance. Et pourtant cette capacité est essentielle. Sans elle, les pays resteront perpétuellement dépendants de l'étranger avec tous les risques de domination politique et économique que cela implique.

NOTE

1. En 1977, les cols blancs (l'intelligentsia) représentaient 22,7 % de la population active, les travailleurs manuels 61,6 % et les travailleurs des kolkhozes 15,7 %.

BIBLIOGRAPHIE

- BOWEN J. 1975. A History of Western Education, vol. 3, The Modern West Europe, Europe and the New World, London, Methuen.
- Chupronov D., Avakov R., 1981. L'éducation en URSS: Planification et développement récent, Paris, UNESCO/IIEP.
- Chupronov D., Avakov R., Jilstov E. 1981. Enseignement supérieur, emploi et progrès technique en URSS, Paris, UNESCO/IIEP.

CLIGNET D., FOSTER P. 1966. *The Fortunate Few: A Study of Secondary Schools and Students in the Ivory Coast*, Evanston (Illinois), Northwestern University Press.

- COLEMAN J. S., CAMPBELL E. Q., HOBSON C. J., McPartland J., Mood A. M., Weinfeld F. D., York R. I. 1966. *Equality of Educational Opportunity*, Washington D.C., US Office of Education.
- COMMONER B. 1972. Statistiques. Dans: Population, mai-juin.
- CONSEIL DE L'EUROPE 1989. Intercultural Education, Concepts, Context and Programme, Strasbourg.
- FOSTER P. 1963. *Education and Social Change in Ghana*, Londres, Routledge/Kegan Paul.
- FREIRE P. 1971. *Education, the Practice of Freedom*, Londres, Writers and Readers Cooperative.
- HUSÉN T. 1987. Higher Education and Social Stratification: An International Comparative Study, Paris, UNESCO/IIEP.
- Postlethwaite T. N. (dir. publ.). 1994. *The International Encyclopaedia of Education*, Oxford (Royaume-Uni), Pergamon Press.
- Tuijman A. C., Halls W. D. (dir. publ.). 1992. Schooling in Modern European Society: A Report of the Academia Europaea, Oxford (Royaume-Uni), Pergamon Press.
- LÊ THÀNH KHÔI. 1967. L'industrie de l'enseignement, Paris, Minuit.
- 1978. Jeunesse exploitée, jeunesse perdue? Paris, PUF.
- 1991. L'éducation: Cultures et sociétés, Paris, Publications de la Sorbonne.
- 2001. Éducation et civilisations: Genèse du monde contemporain, UNESCO/Horizons du Monde, Paris, Bruno Leprince.
- MACBRIDE S. (dir. publ.) 1980. *Many Voices, One World*, Paris, UNESCO/Commission internationale pour l'étude des problèmes de communication.
- MORISHIMA M. 1982. Why Has Japan «Succeeded»? Western Technology and the Japanese Ethos, Cambridge (Royaume-Uni), Cambridge University Press.
- OCDE. 1967. Éducation, ressources humaines et développement en Argentine, Paris. OCDE.
- 1975. Education, Inequality and Life Chances (2 vols.), Paris. OCDE.
- 2004. Education at a Glance, Paris.
- PIAGET J. 1972. Où va l'éducation? Paris, Denoël-Gonthier.

- Postlethwaite T. N. 1980. Success and Failure in School. Dans: *Prospects*, vol. 10, n° 3, p. 249 *sq*.
- TEDESCO J. C. 1992. Education, Culture and Development: Co-ordinated Policies and Strategies. The Situation in Latin America and the Caribbean, Paris, UNESCO/OREALC.
- UNESCO 1980. Annual Statistical Yearbook, Paris
- 1981. Cultural Development: Some Regional Experiences, Paris, UNESCO.
- 1984. Reflections on the Future Development of Education, Paris, UNESCO.
- 1991, 1993, 1995, 2000. World Education Report, Paris, UNESCO.
- Walker D. A. 1975. The IEA Six-subject Survey: An Empirical Study of Education in Twenty-one Countries, Stockholm, Almqvist-Wicksell.

29

L'information et la communication

Rafael Roncagliolo (coordinateur)

29.1 Un nouvel ordre de l'information internationale

José Antonio Mayobré

L'INFORMATION ENTRE LES NATIONS

La collecte, le traitement, la possession et, idéalement, le partage de l'information constituent un fil d'Ariane qui permet aux hommes de s'organiser en communautés, de survivre, voire de prospérer. C'est ce même fil qui permet aux nations de se connaître, d'entretenir des échanges commerciaux et culturels, de collaborer et, parfois, d'éviter une guerre.

L'information est par nature au cœur de la communication; c'est sa *raison d'être*. La communication consiste en effet à transmettre l'information d'un être humain à un autre, et ce afin de leur permettre de partager cette information et d'en faire un savoir commun. Tout au long de l'histoire, les individus chargés de la collecte et du traitement de l'information ont été conscients du pouvoir que leur conférait la possession d'un savoir dont ne disposaient pas les autres.

Le phénomène est identique qu'il s'agisse d'individus isolés ou d'institutions et de nations. La maîtrise de l'information et de ses moyens de diffusion a toujours été synonyme d'un pouvoir auquel il est difficile de renoncer.

Selon le rapport MacBride (1980), «La communication entretient et anime la vie. Elle est à la fois le moteur et l'expression de la civilisation et de l'activité sociale. [...] La communication englobe savoir, organisation et pouvoir; c'est un fil qui relie en permanence la mémoire la plus ancienne de l'homme à ses plus nobles aspirations et qui témoigne de sa lutte constante pour une vie meilleure» (Macbride, 1980).

Selon une source plus reconnue, mais également controversée, «la communication est au cœur de toute relation sociale. Chaque fois que les hommes ont établi entre eux des relations régulières, ce sont les systèmes de communication qu'ils avaient créés qui, par leur nature, leur forme mais aussi leur degré d'efficacité, ont déterminé pour une large part le rapprochement voire l'union des communautés ainsi que l'apaisement des tensions et conflits».

M. Amadou Mahtar M'Bow, ancien directeur général de l'UNESCO, affirmait également que grâce à l'essor rapide des technologies de la communication, «chaque nation fait désormais partie de la réalité quotidienne de toutes les autres nations, [...] le monde est ainsi caractérisé par une interdépendance croissante. Cependant, cette interdépendance s'accompagne également de nombreux déséquilibres et donne parfois naissance à de graves inégalités. Elle est ainsi la source de l'incompréhension et des nombreux foyers de tensions qui contribuent à maintenir le monde en effervescence».

Tout au long de l'histoire, l'essor des moyens de distribution de l'information se déroula donc, tant techniquement que géographiquement, de façon unidirectionnelle et unilatérale. Envoyée des métropoles vers les colonies, l'information devait ainsi servir les intérêts de l'administration coloniale et des colons et apporter le «savoir» et la «culture» aux autochtones désireux de s'intégrer et d'assimiler la culture dominante.

De même, l'information diffusée depuis les colonies vers la métropole n'était destinée qu'à favoriser les intérêts politiques et commerciaux de cette dernière; elle ne rendait que rarement, voire jamais, compte des besoins et de la réalité des colonies, sauf si cela pouvait permettre au colonisateur de resserrer son emprise sur ces territoires.

Tous les chemins ne menaient effectivement qu'à Rome: avec l'essor des systèmes de télécommunications au cours de la seconde moitié du XIX^e siècle et du début du XX^e, tous les câbles, lignes et autres équipements convergèrent vers les centres du pouvoir politique et ne parvenaient aux nations de ce qui allait devenir le tiers-monde qu'en passant par ces métropoles.

Un premier avertissement quant aux dangers et aux risques d'inégalité inhérents à ce type de système fut lancé aux États-Unis lorsque l'agence *Associated Press* dénonça le fait que *Reuters*, *Havas* et *Wolff*¹ avaient mis en commun leurs ressources, fait des agences de presse les détenteurs exclusifs de l'information internationale et s'étaient octroyés le monopole de l'exploitation de l'information dans tous les pays du monde, ramenant ainsi sous leur contrôle le pouvoir de décision de ce que chaque population est autorisée à savoir des autres nations mais aussi de l'orientation de ces informations: «Des comportements à l'échelle internationale sont ainsi nés des impressions et des *a priori* donnés par les informations rapportées par les agences de presse» (Cooper, 1969).

Lors de l'essor rapide que connurent les technologies de la communication après la Seconde Guerre mondiale et surtout à partir des années 1960, les moyens de diffusion des flux d'information continuèrent à suivre les schémas définis auparavant. Ce n'est qu'avec la guerre froide et le face-à-face entre deux modèles idéologiques dominants, et diamétralement opposés, que fut soulevé le débat sur l'importance de la liberté de l'information et de sa libre circulation.

Cependant, comme nous l'avons vu, le problème n'était pas la libre circulation de l'information elle-même. En effet, dans la pratique, les infrastructures de diffusion existantes maintenaient le flux de l'information en sens unique et favorisaient les détenteurs des moyens technologiques et des médias. La situation dénoncée par Cooper dès les années 1940 était donc de fait entretenue et même aggravée.

L'avènement de la radio puis de la télévision vint remettre en cause la domination de l'information écrite et donc celle des agences. Cependant, ces nouveaux médias touchaient désormais un public de masse et plus seulement les élites politiques locales et permirent une fois encore aux pouvoirs centraux de renforcer leur domination.

C'est à cette même époque que les réalités économiques engagèrent les médias et l'industrie de l'information dans un processus de synergie: la concentration des entreprises devint la norme et permit aux médias de se constituer de vastes marchés et, ce faisant, de renforcer leur maîtrise des contenus de l'information. En outre, étant donné le caractère éminemment commercial de l'évolution du système dans les pays occidentaux, l'information fut de plus en plus largement considérée comme un « produit » marketing générateur de profits, et non comme un « bien commun », moins encore comme un droit de l'homme.

De fait, il fallut attendre la fin des années 1960 pour que l'on commence à considérer la communication comme un droit de l'homme. Ainsi, en 1969, le Français Jean d'Arcy écrivait: «La Déclaration universelle des droits de l'homme doit inclure un droit plus large que le simple droit de

l'individu à l'information; [...] ce droit est le droit qu'a tout individu à communiquer.» (D'Arcy, 1977).

Il devait en être de même pour les nations. Tandis qu'à partir des années 1960, les technologies de la communication ne cessaient de progresser, le monde connaissait une décolonisation rapide: en quelques années, un grand nombre de jeunes nations indépendantes apparurent et prirent rapidement conscience du rôle qui leur incombait sur la scène internationale.

La création du Mouvement des non-alignés et du Groupe des 77 inaugura une nouvelle configuration du monde dans laquelle les blocs occidental et soviétique allaient devoir composer avec un tiers-monde actif et revendicatif.

LES TENTATIVES D'INSTAURATION D'UN NOUVEL ORDRE MONDIAL DE L'INFORMATION

À l'été 1975, le débat sur le Nouvel ordre économique international (NOEI) battait son plein avec l'approbation, lors de la septième session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies, d'un «plan d'action» destiné à mettre en place ce «nouvel ordre». C'est à cette même époque que le dialogue Nord-Sud sur les enjeux de l'information et de la communication commença à s'approfondir.

Comme on l'a vu, ces points n'étaient pas inédits dans l'ordre du jour international. En effet, ainsi que l'a montré Nordenstreng, la communauté internationale s'était montrée attentive à ces questions dès les années 1950. En outre, il était aisé, avant même le milieu du siècle, de définir, par exemple, des critères précis sur les flux et infrastructures de communication car les conséquences des déséquilibres en la matière sur les différentes cultures étaient déjà patentes.

Les Nations Unies ainsi que l'UNESCO s'étaient ainsi saisies de la question de l'information au moyen de résolutions et avaient appelé à la mise en place d'«un programme et un plan d'action concrets en la matière». Le secrétariat de l'ONU publia en 1953 un rapport sur la «Liberté de l'information» tandis que l'UNESCO lançait un appel à l'« Encouragement et [au] développement d'entreprises d'information nationales indépendantes» (Gifreu, 1986).

Cependant, les nations du tiers-monde prenaient peu à peu conscience des limites qui leur étaient imposées par les structures internationales existantes en matière d'information et de médias. Il apparut ainsi que ce Nouvel ordre économique international ne pouvait être véritablement mis en place sans qu'en parallèle soit créé un nouvel ordre mondial de l'information.

Ainsi que l'explique un important théoricien et acteur de l'ensemble du processus, «au début des années 1970, les pays en développement avaient acquis, avec l'aide d'organisations comme le Mouvement des non-alignés ou l'OPEP, un large pouvoir politique et un potentiel économique important. [...] La décolonisation, tant comme programme politique que comme concept intellectuel, avait fait son chemin. Pourtant, cette notion n'avait jamais été appliquée de façon raisonnée et réfléchie aux domaines de l'information et de la culture. Il fallut attendre 1973 et le quatrième Sommet, à Alger, des chefs d'État et de gouvernement des pays non-alignés, pour que ce concept entre en action. [...] La déclaration politique émise par ce Sommet affirma que "l'impérialisme ne touchait pas les seuls champs économique et politique mais englobait également les domaines culturel et social". Les non-alignés demandèrent alors "une action concertée en matière de communication de masse" dans le cadre du Programme d'action pour la coopération économique.» (Nordenstreng, 1984).

De même, en 1975, au cours de la septième session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies, réunie pour définir le plan d'action du NOEI, un groupe de journalistes originaires de nations du tiers-monde fit une déclaration affirmant que « le nouvel ordre économique international exigeait une nouvelle structure mondiale de l'information et de la communication» (Mayobré, 1978).

Selon Nordenstreng, c'est en 1976, lors du Symposium sur l'information qui réunissait les non-alignés à Tunis, que l'expression « nouvel ordre international » fut pour la première fois appliquée à la question de l'information. Le rapport de la Commission I, rédigé par le Péruvien Germán Carnero Roque, affirmait ainsi que «l'information dans le monde étant sujette à des déséquilibres qui favorisent certains pays au détriment des autres, il est du devoir des pays non-alignés et des autres pays en développement de remédier à cette situation afin d'obtenir la décolonisation de l'information et d'instaurer un nouvel ordre international en la matière. » (Nordenstreng, 1984).

LE DÉBAT THÉORIQUE

Tout comme le débat politique, le débat théorique prit place dans l'agora internationale. Il opposa les différentes approches conceptuelles de la communication et de son rôle dans la société. Jusqu'aux années 1950 et au début des années 1960, les théoriciens de la communication se laissaient porter,

voire submerger, par la masse des travaux menés par l'école américaine de recherche en communication. Celle-ci avait développé une approche fonctionnaliste puis diffusionniste: l'essor des médias dans les pays en développement était ainsi à ses yeux à la fois un symptôme et un moyen de «progrès», «progrès» s'entendant bien sûr comme «sur la voie de l'*American way of life*».

D'ailleurs, jusque dans les années 1960, l'UNESCO elle aussi privilégiait de bien des manières cette approche diffusionniste, dont les chantres étaient alors Wilbur Schramm et Daniel Lerner. Mais la décennie avançant, l'influence de théoriciens plus critiques se fit de plus en plus sensible, notamment en ce qui concerne les liens entre la communication, le pouvoir et les réalités socio-économiques.

Des chercheurs du monde entier furent réunis par l'UNESCO afin d'échanger leurs points de vue. C'est ainsi que débuta l'une des périodes les plus fructueuses, les plus créatives et les plus profitables sur le plan intellectuel dans l'histoire des activités de l'UNESCO en matière de communication (voir notamment Alvarez, 1987; Gifreu, 1986; Murciano, 1992; Nordenstreng, 1984)

Les propositions inédites et les points de vue originaux émanèrent alors de toutes parts, de théoriciens isolés (Antonio Pasquali, James Dermot Halloran, C. J. Hamelink, H. I. Schiller, entre autres) comme d'organisations non gouvernementales liées à l'UNESCO telles que l'Association internationale des études et recherches sur l'information (AIERI) ou la Fédération internationale des éditeurs de journaux (FIEJ), mais aussi l'*International Communication Association* (ICA), l'*International Press Institute* (IPI), l'Organisation internationale des journalistes (OIJ) et bien d'autres encore. Les débats, confrontations et discussions furent passionnés et sortirent rapidement du cadre purement théorique pour s'insérer dans de plus vastes questions telles que les divergences Nord-Sud et même le conflit Est-Ouest.

JUSTICE ÉCONOMIQUE CONTRE NÉOCOLONIALISME DANS L'INFORMATION

Le combat ainsi lancé fut à l'origine conçu par certains comme la quête d'un système économique équitable contre le néocolonialisme en vigueur en matière d'information. Il allait pourtant bien au-delà: il s'agissait de lutter contre le pouvoir croissant des médias de masse issus essentiellement d'un petit nombre de pays industrialisés, mais aussi contre une forme nouvelle et insidieuse d'acculturation distillée dans l'information et au moyen de celle-ci.

Il fallait en outre ajouter à ces divergences celles qui opposaient le camp marxiste au camp capitaliste dans leurs visions respectives du rôle des médias dans la société. L'UNESCO devint, au cours des années suivantes, le théâtre et le témoin de batailles comme en témoignent les événements suivants.

LA DÉCLARATION SUR LES ORGANES D'INFORMATION

Comme nous l'avons vu, les médias et plus particulièrement leur rôle au sein des relations entre les individus et entre les nations constituent depuis longtemps un enjeu de premier plan. C'est dans cette véritable agora que sont les Nations Unies que se tinrent les débats et que l'on chercha les solutions aux divers problèmes posés.

L'une des plus importantes manifestations de cette quête eut lieu en 1972. Lors de la XVII^e session de la Conférence générale de l'UNESCO, le Bélarus et l'URSS présentèrent en effet une proposition suggérant la préparation d'un «projet de déclaration sur les principes fondamentaux régissant l'utilisation des organes d'information dans le but de favoriser la paix et la compréhension internationale et de combattre la propagande de guerre, le racisme et l'apartheid.»

Cette session fut également mise à profit pour aborder deux nouvelles questions. Ainsi, la promotion de «normes professionnelles» dans le domaine des médias de masse mais aussi l'encouragement à l'adoption de «codes de déontologie» allaient bientôt être intégrés aux débats. La question de la protection des journalistes s'y ajouta par la suite et donna lieu elle aussi à d'âpres discussions.

Il fallut pourtant attendre 1978 pour que la XXe session de la Conférence générale, au terme de débats houleux et de nombreuses négociations, approuve un texte de compromis proposé par le directeur général: la «Déclaration sur les principes fondamentaux concernant la contribution des organes d'information au renforcement de la paix et de la compréhension internationale, à la promotion des droits de l'homme et à la lutte contre le racisme, l'apartheid et l'incitation à la guerre».

Ce texte était le fruit d'un long et difficile processus de négociation qui avait duré plusieurs années et avait mis en péril l'unité même de l'UNESCO lors de sa Conférence de 1976 à Nairobi. Selon les termes du directeur général lui-même, il s'agissait d'un document si modéré que « personne ne pouvait espérer y trouver mot pour mot le projet qu'il eût souhaité voir adopter. À l'inverse, personne ne pouvait affirmer que ce

texte allait à l'encontre des principes auxquels chacun est profondément attaché.» (Nordenstreng, 1984).

À l'occasion de ce débat et des suivants, les observateurs furent nombreux à souligner l'importance du fossé qui séparait les pays socialistes de l'Est, les capitalistes occidentaux et enfin les pays du tiers-monde. Les points de vue présentés étaient de fait très nombreux, profondément divergents et, parfois, sources de divisions irrémédiables. On peut donc affirmer, avec moins d'indulgence que A. M. M'Bow, que les compromis établis ne satisfaisaient personne et ne résolvaient véritablement aucun problème.

La Commission et le rapport MacBride

Le débat avait été vigoureux et le climat de la XIX^e session de la Conférence générale réunie à Nairobi en 1976 avait rendu nécessaire la recherche d'un consensus. C'est pourquoi M. Amadou Mahtar M'Bow, alors directeur général de l'UNESCO, décida de mettre en place une Commission internationale d'étude des problèmes de la communication présidée par Sean MacBride, un intellectuel irlandais de renom.

La mission générale de cette Commission consistait à « passer en revue l'ensemble des problèmes de communication rencontrés par les sociétés contemporaines avec pour toile de fond les progrès technologiques et les évolutions récentes des relations internationales dans toute leur ampleur et toute leur complexité ».

Belgrade et la résolution 21/4.19

Quatre ans plus tard, c'est à Belgrade, où était réunie la XXI^e Conférence générale, que la Commission présenta son rapport intitulé *Voix multiples, un seul monde* au directeur général. Ce dernier était chargé de communiquer les conclusions et recommandations générales du rapport à la Conférence.

Dans la résolution 4/19 approuvée le 21 octobre 1980, la XXI^e Conférence générale se «félicit[a]» du rapport de A. M. M'Bow. Elle estima en outre «que ce nouvel ordre mondial de l'information et de la communication pourrait reposer, entre autres bases, sur [...]» onze critères énumérés à la section IV du texte et issus du long et difficile processus de négociation qui eut lieu au cours de la Conférence.

La XXI^e Conférence générale prit également en considération les recommandations faites par la Conférence internationale de coopération sur les activités, besoins et programmes relatifs au développement des communications, plus connue sous le nom de DevCom. Cette dernière s'était en

effet prononcée en faveur de la «mise en place, dans le cadre de l'UNESCO, d'un Programme international pour le développement des communications». C'est ainsi que fut approuvée la création du PIDC.

LE DÉBAT AUTOUR DES POLITIQUES DE COMMUNICATION

Il fut dès le départ évident que les objectifs recherchés par les États membres de l'UNESCO et encouragés par la majorité de la communauté intellectuelle, alors dominante, ne pouvaient être atteints sans que les gouvernements ne définissent des politiques de communication claires. Celles-ci devaient inclure non seulement les questions relatives à la pratique journalistique et à ses principes, mais aussi une réflexion nécessaire sur les télécommunications et les nouvelles technologies de la communication qui connaissaient alors un essor rapide.

Une première conférence intergouvernementale sur les politiques de communication fut réunie à l'échelon régional en Amérique latine, plus précisément à San José, au Costa Rica. Elle fut l'objet, sur le continent américain et dans le reste du monde, d'une vaste campagne de dénigrement de la part de certains représentants d'organes d'information privés, réunis dans l'Inter *American Press Association* (SIP/IAPA) (Gifreu, 1986).

Cette campagne contribua naturellement à tempérer l'enthousiasme de certains gouvernements de la région. Par ailleurs, elle eut des conséquences négatives sur les résultats et sur l'efficacité de la conférence réunie au Costa Rica mais aussi sur les suivantes, qui allaient se tenir au Cameroun et en Malaisie.

LES ÉTATS-UNIS ET LE ROYAUME-UNI OUITTENT L'UNESCO

En 1984 et 1985, au terme de ce que l'on peut aujourd'hui qualifier de stratégie concertée de représailles contre les positions exprimées par l'UNESCO en matière de communication au cours des dix précédentes années, les États-Unis, le Royaume-Uni et Singapour quittèrent l'organisation onusienne. Ce retrait eut pour conséquence d'aggraver la crise financière que traversait alors l'UNESCO; celle-ci dut alors réaliser d'importantes coupes budgétaires et des réductions de personnel.

Les activités liées à la communication, plus particulièrement la Division chargée de l'étude des politiques de la communication et de la libre circulation de l'information, furent d'ailleurs les premières victimes de cette crise financière.

Cependant, à la fin du XX^e siècle, la disparition de l'Union soviétique ainsi que les changements profonds survenus dans le domaine des technologies de la communication entraînèrent des bouleversements inimaginables quelques années auparavant.

Certes, un grand nombre des résolutions et principes adoptés par les États membres de l'UNESCO dans les années 1970 et au début des années 1980 restaient d'actualité, notamment en ce qui concerne l'éthique de la communication. En revanche, d'autres décisions, tout aussi nombreuses, avaient été rendues obsolètes par l'apparition d'une réalité totalement nouvelle. En réponse à ces changements et aux efforts de réforme de l'Organisation, le Royaume-Uni rejoignit à nouveau l'UNESCO en 1997, suivi par les États-Unis en 2003.

À l'aube du III^e millénaire, les spécialistes et théoriciens de la communication, les gouvernements et les organisations internationales comme l'UNESCO doivent faire face à un nouveau grand défi. Il s'agit désormais de définir les concepts et de déterminer le contexte dans lequel vont évoluer des technologies, des moyens de communication et des événements médiatiques aujourd'hui encore inconcevables.

Notes

- 1. Bien que caractérisée par une réelle indépendance, l'agence de presse britannique Reuters ne put éviter les ambivalences culturelles et politiques inhérentes à son origine nationale. Aussi, pendant la Seconde Guerre mondiale, les correspondants de Reuters jouaient-ils le rôle d'agents secrets pour le compte de leur pays et ce avec l'autorisation, du moins tacite, de leur hiérarchie. Les agences Havas, en France, et Wolff, en Allemagne, étaient quant à elles beaucoup plus ouvertement liées à leurs gouvernements respectifs et ne disposaient que d'une indépendance de façade.
- 2. La résolution 633 (VII) adoptée par l'Assemblée générale de l'ONU le 16 décembre 1952 affirme que «pour assurer comme il convient le développement de l'opinion publique dans les pays insuffisamment développés, il est indispensable de donner à des entreprises nationales d'information indépendantes des facilités et une assistance qui leur permettent de contribuer à la diffusion des informations, au développement de la culture nationale et à la compréhension internationale. [...] L'heure est venue d'élaborer un programme et un plan d'action concrets en la matière.» (Nordenstreng, 1984).

BIBLIOGRAPHIE

- ÁLVAREZ J. T. 1987. Historia y modelos de la comunicación en el siglo XX, Barcelone (Espagne), Ariel.
- BIELENSTEIN D. (dir. publ.). 1978. *Toward a New World Information:* Consequences for Development Policy, Bonn, Friedrich-Ebert-Stiftung.
- CENTRE INTERNATIONAL POUR LE DÉVELOPPEMENT 1975. Mass Media and North/South Economic Relations, Rapport de la Rencontre internationale sur l'information publique mondiale et la Charte des droits et des devoirs économiques des États, 13–15 octobre, Nice (France).
- COOPER R. 1969. *Barriers Down: The Story of the News Agency Epoch*, Port Washington (New York)/Londres, Kennikat Press.
- D'ARCY J. 1977. Direct broadcast satellites and the right to communicate. Dans: HARMS L. S. et al. (dir. publ.) *Right to Communicate: Collected Papers*, Manoa.
- FASCELL D. B. (dir. publ.). 1976. *International News: Freedom Under Attack*, Londres, Sage.
- GIFREU J. 1986. El debate internacional de la comunicación, Barcelone (Espagne), Ariel.
- HAMELINK C. (dir. publ.). 1977. The Corporate Village: The Role of Transnational Corporations in International Communication, Rome, IDOC International.
- HARLEY W. G. 1977. The Mass Media and Society: An American Viewpoint, Dans: *The UNESCO Courier* (avril), Paris. p. 28–31.
- Hedebro G. 1982. Communication and Social Change in Developing Nations: A Critical View, Ames (Iowa), Iowa State University Press.
- HORTON P. C. (dir. publ.). 1978. *The Third World and Press Freedom*, New York, Praeger.
- LAKSHMANA RAO Y. V. 1972. The Practice of Mass Communication: Some Lessons from Research, Series: Reports and Papers on Mass Communication, n° 65, Paris, UNESCO
- LOPEZ ESCOBAR E. 1978. Análisis del «nuevo orden» internacional de la información, Pampelune (Espagne), EUNSA.
- MACBRIDE S. 1980. Un sólo mundo, voces multiples: Comunicación e información en nuestro tiempo, Paris/Mexico, UNESCO/Fondo de Cultura Económica

- MANKEKAR D. R. 1981. Whose Freedom? Whose Order? A Plea for a New International Information Order by Third World, Delhi, Clarion Books.
- MATTELARD A., STOURDZE Y. 1982. *Technologie, culture et communication: Rapport au ministre de la Recherche et de l'Industrie*, Paris, La Documentation française.
- MAYOBRÉ J. A. 1978. *Información, dependencia y desarrollo*, Caracas (Venezuela), Monte Avila.
- MOWLANA H. 1985. La circulation internationale de l'information : Analyse et bilan, Paris, UNESCO.
- MURCIANO M. 1992. Estructura y dinámica de la comunicación international, Barcelone (Espagne), Bosch.
- NAJAR R. 1977. A Voice from the Third World: Towards a New World Order of Information. Dans: The UNESCO Courier (avril), Paris. p. 21–23.
- NORDENSTRENG K. 1984. *The Mass Media Declaration of UNESCO*, Norwood (New Jersey), Ablex Publishing Corporation.
- GONZALEZ MANET E., KLEINWATCHER W. 1986. New International Information and Communication Order Sourcebook, Prague (République Tchèque), Organisation internationale des journalistes.
- PAVLIC B, HAMELINK C. 1985. Le nouvel ordre économique international: Économie et communication, (Études et documents d'information, n° 98), Paris, UNESCO.
- RAGHAVAN C. 1976. A new world communication and information structure, Dans: Development Dialogue (Uppsala), vol. 2, p. 43–50.
- REYES MATTA F. 1981. A Model for Democratic Communication. Dans: *Development Dialogue* vol. 2, Uppsala (Suède). p. 79–97.
- RIGHTER R. 1978. Whose News? Politics, the Press and the Third World, New York, Times Books.
- Salinas Bascur R. 1984. Nuevas tecnologías de información y desequilibrios de poder mundial, Dans: *Communicacion y Cultura*, vol. 11, p. 33–66.
- Somavia J. 1976. The Transnational Power Structure and International Information. Dans: *Development Dialogue*, vol. 2, Uppsala (Suède), p. 15–28.
- TUNSTALL J. 1977. *The Media are American*, New York, Columbia University Press.

- UNESCO 1976. Informe final. Conferencia Intergubernamental sobre Políticas de Comunicación en América Latina y el Caribe, San José (Costa Rica), Paris, UNESCO.
- 1980. Déclaration sur les principes fondamentaux concernant la contribution des organes d'information au renforcement de la paix et de la compréhension internationale, à la promotion des droits de l'homme et à la lutte contre le racisme, l'apartheid et l'incitation à la guerre, Paris, UNESCO.
- VOYENNE B. 1992. Le droit à l'information, Paris, Flammarion.
- ZASURSKY Y. N, KASHLEV Y. I. 1977. The Mass Media and Society: A Soviet Viewpoint. Dans: The UNESCO Courier (avril), Paris, p. 24–27.

29.2 La presse et les médias de masse

Rafael Roncagliolo

Comme l'ont souligné de nombreux auteurs (Hobsbawm, 1994; Laulan, 1991), si le XIX^e siècle fut l'un des plus longs de l'histoire, le XX^e fut en revanche l'un des plus courts. En effet, le XIX^e siècle débuta en 1789 avec la Révolution française pour s'achever soit vers 1914, avec le début de la Première Guerre mondiale, soit en 1917, avec la révolution russe. Le XX^e siècle commença lui juste après la Première Guerre mondiale avec l'apparition d'un nouveau monde bipolaire, et c'est la désintégration de ce même système, mais aussi celle de tous les grands mouvements idéologiques, qui en sonna le glas, invalidant du même coup tout consensus sur les grands idéaux et autres théories infondées de la modernité. Le passage au XXI^e siècle fut marqué par des regains identitaires, de nouveaux mouvements sociaux (en faveur des femmes, de l'environnement ou d'actions communautaires), mais aussi par de nouveaux conflits et une grande détresse sociale, tous profondément ancrés dans des mouvements ethniques et fondamentalistes.

Mais le XX^e siècle fut aussi, du point de vue des médias de masse, le siècle des communications et de l'information par excellence. Ses premières décennies furent en effet marquées par le renforcement de la presse populaire, la première industrie culturelle s'adressant aux masses, et par l'essor du cinéma et de la radio. Il se termine avec l'apparition d'une culture nouvelle et un monde dominé par l'informatique, le multimédia, l'Internet et la télévision. C'est pour cela que Giovanni Sartori qualifie les hommes de la seconde moitié du XX^e siècle d'homo videns tandis que Nicholas Negroponte parle d'homo digitalis.

Dans l'étude de la presse et des médias de masse, le XX^e siècle peut en outre être divisé en deux périodes. La première de ces périodes est celle de la presse populaire, de la radio et du cinéma et s'étend de 1914 à 1945; la seconde, de 1945 à 1989, est l'ère de la télévision et de l'ordinateur, au seuil d'un monde globalisé qui marquera la fin de cette période et du siècle. Durant la première partie de ce siècle, le mode de vie rigoriste victorien était à son apogée et la vie de famille constituait un socle universel. Au cours

de la seconde partie du siècle, en revanche, les individus commencèrent à privilégier un mode de vie différent et complémentaire : l'individualisme.

1914–1945: LA PRESSE POPULAIRE, LE CINÉMA ET LA RADIO

Comme les écoles, la presse connut un essor notable au XIX^e siècle. De ce fait, dès l'aube du XX^e siècle, les deux composantes fondamentales de la culture de masse et des industries de la culture, soit la production en masse de l'information et la publicité comme mécanisme financier, étaient déjà en place.

P. Flichy nous rappelle que le passage du XIX^e au XX^e siècle fut caractérisé par une production industrielle désormais orientée vers les familles qui jusque-là s'approvisionnaient grâce à des producteurs non industriels. C'est dans ce contexte que les journaux purent toucher des centaines de milliers de lecteurs, la fabrication de pianos devenir une industrie et les phonographes (illustration 167) et les appareils photographiques faire l'objet d'une consommation de masse. Le piano, le phonographe, les photographies et le téléphone (aux États-Unis, en 1925, un foyer sur deux avait déjà un téléphone) devinrent ainsi des indispensables du foyer auxquels s'ajouteraient plus tard la radio, la télévision et l'ordinateur.

La production et la consommation de masse sont évidemment fondées sur une subordination croissante des industries de la culture à la publicité. Celle-ci naquit au milieu du XIX^e siècle et apparut notamment dans le journal parisien *La Presse*. Il est d'ailleurs étonnant de voir que le fondateur de cette publication, Émile de Girardin, exigeait de la publicité qu'elle soit «concise, simple et franche» et qu'elle «ne dissimule jamais rien». Pourtant, tout au long du XX^e siècle, les messages publicitaires fondés sur l'information furent progressivement remplacés par des messages reposant sur la séduction. Au terme de ce processus, la publicité est devenue une parole culturelle à laquelle se conforment les autres modes de communication.

LA PRESSE POPULAIRE

James Gordon Bennet, éditeur du *New York Herald*, affirmait en 1830 déjà que la presse était «l'organe majeur et le pivot du gouvernement, de la société, du commerce, de la finance, de la religion et de toute civilisation humaine» (Lubar, 1993). Cependant, ce n'est que dans les années 1830

que la presse, d'abord élitiste, commença à devenir un média de masse. Cette évolution fut rendue possible par l'apparition des «journaux à un penny» avec plus particulièrement la fondation en 1833 du *New York Sun*, qui privilégiait les articles sur les crimes et le sexe et atteignit rapidement un tirage quotidien de 10 000 exemplaires. En France, *La Presse* et *Le Siècle* firent leur apparition en 1836 au prix de dix centimes : en 1863, *Le Petit Journal* ne coûtait plus que cinq centimes et atteignit en 1869 les 350 000 exemplaires quotidiens.

À l'orée du XX^e siècle, l'industrialisation et les dépenses publicitaires croissantes dans la presse donnèrent naissance aux tout premiers magnats de la presse: Joseph Pulitzer, William Randolf Hearst et E. W. Scripps bâtirent des empires journalistiques qui firent d'eux des acteurs politiques de premier plan aux États-Unis. Un échange entre Hearst et Fredric Remington, son correspondant à Cuba en 1897, illustre bien le pouvoir dont jouissaient ces magnats. Hearst avait demandé à Remington des photographies de la guerre qui était censée opposer, à Cuba, les États-Unis à l'Espagne; ce dernier envoya à son supérieur un message lui indiquant qu'il n'y avait aucune guerre à photographier. Hearst répondit en ces termes: «Merci de rester à Cuba. Vous me fournissez les clichés, je fournirai la guerre.» (Lubar, 1993). De fait, les grands réseaux contrôlaient 10 % des journaux américains en 1910 et 40 % en 1935.

Au fil des années, comme nous le verrons plus loin, les caractéristiques de la presse, c'est-à-dire le rôle d'information et le financement par la publicité, s'étendirent d'abord à la radio, puis à la télévision et enfin, aujourd'hui, au journalisme électronique qui est récemment devenu totalement numérique. Au terme de ce processus, on peut constater que le nombre de lecteurs de la presse a sensiblement diminué et les rôles joués par les médias se sont clairement différenciés: pour un nombre croissant d'individus, la radio donne l'information, la télévision la confirme et la presse fournit son analyse.

Il faut toutefois rappeler que la radio et la télévision, qui allaient devenir les principaux moyens de communication audiovisuelle du XX° siècle, apparurent à la fin du XIX°, venant alors s'ajouter à la presse populaire. Ce sont les guerres qui, ensuite, nous ont permis de tester et de mettre au point de nouvelles inventions dans le domaine des transports (l'aviation) et des communications (la radio). Selon les théoriciens qui analysent l'histoire de l'humanité du point de vue de l'évolution des technologies de la communication nous avons pu ainsi, au cours du XX° siècle, passer de la maîtrise des océans à celle des airs, tout comme dans le passé, à l'âge de l'imprimerie, nous avions pu quitter le continent pour l'espace maritime.

Le cinéma

Le cinéma est le prolongement de deux inventions du XIX^e siècle, la photographie et le phonographe. C'est, selon les termes de Maximo Gorki, un système qui «donne vie aux images» et qui, pour l'un des créateurs du phonographe Thomas Edison, «accomplit pour l'œil ce que le phonographe fait pour l'oreille» (Lubar, 1993).

Bien que l'on puisse faire remonter l'invention de la photographie à 1824 avec les premières images réalisées par Joseph Nicéphore Niepce, les premiers daguerréotypes nés en 1837 de la collaboration entre J. N. Niepce et J.-M. Daguerre sont à l'origine de l'enthousiasme suscité par le premier appareil photographique. Ce dernier, de la marque Kodak, fut lancé par George Eastman en 1888 sous le slogan «Vous pressez le bouton, nous faisons le reste». De même, depuis l'introduction du Victrola par Johnson en 1906, le phonographe était devenu un objet produit et consommé en masse, vendu à 96 000 exemplaires en 1910. Cet appareil vint ainsi compléter, et parfois remplacer, le piano et le chant lors des réunions de famille. Plus tard, dans les années 1920, le phonographe fut rejoint par le Pianola et la radio qui rivalisaient pour la première place dans les salons de tous les foyers. C'est à cette époque que la musique devint une marchandise comme une autre et donna naissance à l'industrie musicale.

Le 28 décembre 1895, les frères Auguste et Louis Lumière mettaient au point un appareil qui réunissait les atouts de l'appareil photo et ceux du projecteur. En 1900, ils avaient déjà produit 1299 films courts. Au cours des premières années de ce siècle, les films s'allongèrent progressivement pour atteindre une durée de dix à quinze minutes et l'on put voir les premiers westerns et les premières comédies. En 1915, D. W. Griffith présentait son film de trois heures, *Naissance d'une nation*: en dépit de l'exaltation qu'il fait du Ku Klux Klan, ce film reste un fait marquant car il inaugura des procédés cinématographiques aujourd'hui devenus des classiques, tels que les gros plans, le *travelling* ou le montage parallèle. Les actualités filmées firent également leur apparition au début du XX^e siècle avant d'être détrônées par la télévision en 1967.

Le cinéma connut le même phénomène de concentration industrielle qui avait donné naissance aux magnats de la presse. En 1909, la création de la *Motion Picture Patent Company* par dix des plus importants producteurs de cinéma marquait la naissance d'Hollywood. Par ailleurs, deux avancées technologiques allaient permettre à cet art nouveau de renforcer sa popularité. En 1928 tout d'abord, la RCA et la *Western Electric* introduisirent un procédé sonore qui démoda subitement l'ensemble de la production muette. Ainsi, en 1930, la majorité des 5 000 films produits étaient désormais parlants (Lubar, 1993). Sept ans après cette invention, en 1935,

l'industrie cinématographique connut une deuxième avancée décisive avec la réalisation, grâce à un million de dollars investi dans la recherche et le matériel, du premier long-métrage entièrement en couleurs, *Betty Sharp*. À cette date, déjà, 40% des Américains adultes se rendaient au cinéma au moins une fois par semaine (Lubar, 1993). L'industrie cinématographique était à son apogée (illustration 168).

Cependant, dès la fin de la Seconde Guerre mondiale et donc bien avant l'avènement de la télévision, les cinémas virent leur fréquentation diminuer. Plus tard, la télévision mais aussi les cassettes et les jeux vidéo devinrent autant d'alternatives qui allaient faire du tort aux salles de cinéma. De fait, si un nombre toujours croissant de films sont produits, la majorité de ces productions ne sont pas vues dans les cinémas. Les grandes salles apparues avant l'âge de la télévision ont fait l'objet d'un nouveau découpage afin de proposer une plus grande diversité cinématographique à un nombre réduit de spectateurs. Par ailleurs, les salles de cinéma ne sont plus les seules à proposer des films; ceux-ci sont désormais diffusés sur les ondes grâce à la télévision hertzienne, câblée ou à la carte, à la vidéo et même aux compagnies aériennes qui proposent des films à leurs passagers. L'avènement du numérique a d'ailleurs largement contribué à cette évolution.

La radio

Dès sa naissance, la presse se voulait un espace public destiné à remplir deux grandes fonctions, fournir l'information et susciter le débat. Toutefois, le divertissement prit dès le XIX^e siècle sa place dans la presse populaire. La radio elle-même fit son apparition au début du XXe siècle avec pour but quasi exclusif de divertir ses auditeurs. Une retransmission sans fil de la voix humaine fut réalisée bien avant Marconi par Jesuit Anchietta, à Rio de Janeiro au Brésil. De même, un procédé de télévision colorisée fut inventé au Mexique avant même que des techniques similaires soient brevetées et mises sur le marché aux États-Unis. Cependant, la radio ne fut pas conçue à l'origine comme un prolongement de la presse; il s'agissait plutôt d'un nouvel appareil domestique destiné à divertir les familles, comme le faisaient le piano et le phonographe auparavant. «La radio était destinée à devenir un nouvel élément du confort domestique semblable au phonographe, qu'elle allait remplacer pendant près de vingt ans. À l'instar des disques plus tard, le poste de radio amenait dans les foyers de la musique pour danser. » (Flichy, 1991). La radio constituait alors une synthèse des progrès de la télégraphie et de la radiotéléphonie tout en jouant le rôle qui était autrefois celui du phonographe.

On ne peut raconter l'histoire de la radio et de la télévision sans évoquer le personnage de David Sarnoff, un autodidacte qui «un après-midi d'avril reçut un message l'informant du naufrage du Titanic. Il entra alors en contact avec autant de navires qu'il le pouvait et informa la presse. Pendant près de soixante-douze heures, il fut le seul lien entre les naufragés et l'Amérique saisie d'effroi. Ne peut-on pas affirmer qu'il accomplit ainsi, par hasard et de facon anticipée, ce qui allait devenir le travail d'un reporter radio?» (Flichy, 1991).

Inspecteur en chef pour la Marconi Wireless Telegraph Company of America, Sarnoff rédigea en 1915 un mémorandum adressé à ses supérieurs:

«J'ai en tête un projet de développement qui ferait de la radio un appareil domestique au même titre que le piano ou le phonographe. [...] L'idée est d'apporter la musique dans les foyers grâce aux systèmes sans fil. Le récepteur serait conçu pour capter différentes longueurs d'onde que l'on ferait varier au moyen d'une simple permutation d'un interrupteur. [...] Voilà qui intéresserait particulièrement les agriculteurs et tous ceux qui vivent dans des zones éloignées des villes. Grâce à la "Radio music box", ils pourraient ainsi écouter des concerts, des conférences, des récitals, de la musique, etc. comme s'ils allaient en ville.» (Lubar, 1993).

Les supérieurs de Sarnoff jugèrent inepte cette proposition pourtant prophétique.

À l'origine, la radio était réservée à quelques amateurs. En 1922, on comptait aux États-Unis quelque 15 000 émetteurs mais près de 250 000 auditeurs. Les amateurs avaient fait de leur passion pour la radio un véritable hobby et certains d'entre eux estimaient qu'elle devait devenir un service public. Cette idée persiste d'ailleurs aujourd'hui au sein des associations d'amateurs.

Après la Première Guerre mondiale, la radio commerciale prit le relais des amateurs. La première station de ce type, KDKA, fut créée aux États-Unis le 2 novembre 1920 par la société Westinghouse et se chargea de la diffusion des résultats des élections présidentielles. Westinghouse, grand fabricant de radios à usage militaire pendant la guerre, voulait en effet créer un marché civil pour ses appareils. Les origines de la radio diffèrent donc sensiblement de celles de la presse et sont marquées par deux phénomènes particuliers : d'une part, la radio fut créée à des fins de divertissement et non pour diffuser de l'information; d'autre part, elle est née d'une volonté de vendre des récepteurs (autrement dit, le matériel apparut avant le contenu).

De 30 stations aux États-Unis en 1922, on passa à 500 l'année suivante.

En 1922, 100 000 récepteurs de radio furent vendus à un prix unitaire avoi-

sinant les cinquante dollars. En 1929, le nombre d'appareils vendus était passé à 4 millions et leur prix unitaire atteignait cent dollars, soit le salaire mensuel moyen. Selon les données du recensement de 1930, plus de la moitié des foyers américains possédait un poste de radio et les Américains étaient près de 80% à écouter les programmes tous les jours.

La radio ne tarda pas à conquérir de nouveaux territoires, avec par exemple l'appareil à usage spécifique comme l'émetteur-récepteur de la police. De même, l'autoradio représentait une véritable niche commerciale. Si en 1931, seul 1 % des véhicules étaient équipés d'un récepteur, ce qui ne représentait que 100 000 autoradios et moins de 3 % des ventes annuelles de postes de radio, les ventes d'autoradios atteignirent 700 000 exemplaires en 1934 et 7,5 millions en 1940. À cette date, une voiture sur quatre était équipée. Cette proportion allait atteindre 75 % dans les années 1960.

À la différence de la presse également, qui put évoluer avec une liberté totale sur le marché, les radios commerciales devaient émettre sur des fréquences attribuées par le gouvernement; elles étaient en outre dans l'obligation de diffuser des programmes moralement acceptables et « conformes aux convenances, à l'intérêt et aux besoins du public » (*Communication Act* de 1934, dans Lubar, 1993).

L'apparition de ce nouveau moyen de communication souleva une question essentielle, à l'origine de débats houleux, même aux États-Unis: qui devait payer la radio? L'auditeur, l'émetteur, le publicitaire ou l'État? La réponse fut donnée par le marché et les intérêts commerciaux qui ne pouvaient d'ores et déjà plus se passer de ce média puissant: le premier message publicitaire radiodiffusé fit son apparition en 1924. En 1935 déjà, plus de cent millions de dollars étaient consacrés à la publicité à la radio.

Par ailleurs, les producteurs nationaux avaient besoin de publicité à l'échelle nationale et donc de grandes chaînes. La première d'entre elles fut NBC (*National Broadcasting Company*), apparue sur les ondes le 15 novembre 1926, avec 24 stations et 12 millions d'auditeurs. Ces grandes chaînes avaient par ailleurs grand besoin de la publicité car c'était là le seul moyen de financement dont elles disposaient pour entretenir des lignes téléphoniques devenues essentielles.

L'évolution des recettes illustre bien le poids publicitaire acquis par la radio aux États-Unis. De 4 millions de dollars en 1927, ces recettes passèrent à 50 millions en 1936 et atteignirent 300 millions en 1945. L'année 1936 fut, de fait, une année clé dans l'histoire des communications car marquée par trois événements: la première campagne électorale radiophonique, l'apparition des premiers sondages d'opinion (Gallup) et la naissance de la tradition behavioriste de recherche en communication de masse. Paul Lazarsfeld, premier sociologue de la radio et père de la recherche sur les communications de masse, affirma ainsi en 1940 que «la radiodiffusion n'existe aux États-

Unis que pour vendre des produits; la plupart des autres effets de la radio disparaissent donc dans un étrange phénomène social qui fait de l'impact commercial le mode d'expression suprême» (Lubar, 1993).

Il importe de signaler que, si nous évoquons principalement la radio commerciale telle qu'elle évolua aux États-Unis, il existait trois modèles distincts: le premier, le modèle américain, voit la radio comme un produit économique; le second, le modèle européen, consacre la radio de service public, c'est-à-dire un produit socioculturel (développé par Giuseppe Richeri); le troisième modèle, inauguré par la radio du Conseil des commissaires du peuple de la révolution russe, fait de la radio un produit politique dirigé par un parti de gouvernement.

L'essor de la radio se poursuivit après la Seconde Guerre mondiale essentiellement grâce à la baisse des prix et aux performances accrues des postes à modulation de fréquence (FM) et à transistors. La FM est née en 1936 avec l'attribution d'un petit nombre de fréquences à usage expérimental et s'étendit rapidement pour atteindre 600 stations après la guerre. Elle poursuivit son essor durant les années 1960, grâce aux radios locales et de rock'n'roll. Dans les années 1990, les trois-quarts de l'audience radio aux États-Unis se faisaient désormais sur la bande FM. Inventé par les laboratoires Bell en 1947, le transistor permit l'apparition des radios portables dites «à transistors» en 1954.

Toutefois, après la Seconde Guerre mondiale, la radio dut partager les faveurs des foyers avec la télévision. «Les gens n'écoutaient plus la radio en famille. [...] Le poste de télévision s'était imposé dans le salon et la radio avait été reléguée dans la chambre à coucher, dans la voiture, voire dans la poche.» (Lubar, 1993).

À la fin du XX^e siècle, la radio, à l'instar des autres médias, était intégrée aux grandes sociétés transnationales du multimédia, et entrait dans l'ère du numérique avec l'apparition du procédé DAB (*Digital Audio Broadcasting*).

1945-1989: LA TÉLÉVISION

La télévision fut imaginée dès l'invention du téléphone. En effet, si la voix pouvait être transmise par les ondes, pourquoi pas des images? Ainsi, en 1879 déjà, le dessinateur du magazine *Punch*, George du Maurier, avait imaginé un couple assis dans son salon suivant un match de badminton sur un écran (cité par Lubar, 1993).

C'est en 1926 que John Lodge Baird, au Royaume-Uni, mit au point le premier procédé de télévision au moyen d'un disque Nipkow, d'une cellule

photoélectrique, de tubes à vide destinés à amplifier le signal et d'un tube au néon jouant le rôle de récepteur. La *British Broadcasting Corporation* utilisa ce système primitif doté d'une piètre définition (30 lignes horizontales) de 1929 à 1937, année qui vit l'intégration des solutions électroniques. La France elle aussi se lança dans la télévision le 26 avril 1935 grâce à un procédé mécanique (180 lignes) inventé par René Barthélemy et qui fut utilisé jusqu'en 1938 (Flichy, 1991).

À la même époque, la télévision apparaissait également aux États-Unis grâce au tube cathodique et aux travaux de Philo T. Farnsworth et Vladimir Zworykin. En 1930, Zworykin quitta la société Westinghouse, peu enthousiasmée par ses travaux sur l'«iconoscope», et rejoignait la RCA, le principal fabricant de postes de radio. David Sarnoff, alors à la tête de la RCA, avait écrit en 1923: «Je pense que la télévision [...] finira par s'imposer.[...] Sans doute à l'avenir tout récepteur à usage domestique sera équipé d'une télévision; cet appareil permettra ainsi aux foyers à la fois de voir et d'entendre ce qui se passe dans les stations de diffusion.» (cité par Lubar, 1993).

La RCA diffusa les premières émissions de télévision expérimentale en 1935. Elle présenta ses travaux en 1939 lors de l'Exposition internationale qui se tint à New York et qui fut inaugurée par un discours du président Roosevelt. De fait, la télévision existait alors déjà dans plusieurs pays du monde et la Seconde Guerre mondiale n'allait qu'interrompre temporairement son essor.

L'après-guerre devint ainsi l'âge de la télévision. En 1946, seuls 8 000 foyers possédaient un poste de télévision aux États-Unis. Mais en 1949, ils étaient déjà un million, puis plus de dix millions en 1951 et 45 millions en 1960. À cette date donc, près de 90 % des foyers américains avaient la télévision. Cette croissance se poursuivit bien sûr après 1964, date à laquelle les émissions en couleur commencèrent à se généraliser.

Les mêmes orientations structurelles et financières adoptées dans tous les pays pour développer la radiodiffusion déterminèrent l'essor de la télévision. Aussi la télévision privée domina-t-elle aux États-Unis (et, plus tard, en Amérique latine) tandis que la télévision publique s'imposait en Europe et dans le reste du monde. Cette expansion fit tout d'abord du tort à la radio. En effet, la télévision avait dès 1945 commencé à attirer l'essentiel des investissements publicitaires ainsi que les plus importants *soap operas* auparavant diffusés à la radio. L'industrie cinématographique, également affectée, vit diminuer la fréquentation de ses salles. C'est pourquoi elle tenta immédiatement de s'associer à la télévision et se mit à produire certaines émissions et à vendre ses vieux films aux chaînes.

C'est dans les années 1950 qu'apparut la télévision couleur. Les trois normes de diffusion utilisées étaient d'une part le NTSC et d'autre part le

PAL et le SECAM qui, dotés d'un plus grand nombre de lignes, offraient une meilleure image. La plupart des pays choisirent les normes européennes qu'étaient le PAL et le SECAM; la norme américano-japonaise NTSC fut adoptée dans la majorité des pays latino-américains et dans une partie de l'Asie. On constate donc que les décisions prises par les États dans le domaine technologique n'ont fait que reproduire les grandes tendances de la dépendance économique et culturelle; elles contribuèrent à encourager certains échanges de produits culturels à l'échelle internationale tout en en freinant d'autres. Autrement dit, on créa du même coup la subordination et l'isolation.

À la fin des années 1960, le marché de la télévision des principaux pays du monde montra des signes de saturation. Cependant, les nouvelles inventions mises au point au cours de cette décennie (télévision câblée, télévision par satellite et magnétoscope) permirent d'accroître la demande. Le câble n'était en fait pas une technologie nouvelle puisque son utilisation remontait à 1948; en effet, l'isolement de certaines régions exigeait des antennes très chères et il était alors plus avantageux de n'investir que dans une seule antenne à partir de laquelle le signal était redistribué *via* des câbles. C'est ainsi que naquit la télévision par câble.

La télévision à la demande, avatar du câble, fit son apparition en 1972. Le câble prit l'avantage sur les satellites de communication, dont le premier fut lancé en 1964 et devint une véritable industrie car il fournissait un signal de meilleure qualité et suscitait une plus forte demande. Cette technologie n'atteignit son apogée que lorsque tous les câbles coaxiaux furent remplacés par la fibre optique. Le câble connut ainsi une expansion notable. Au début des années 1990, plus de soixante millions de foyers américains y étaient reliés grâce à plus d'un millier de sociétés de télévision câblée. En Argentine également, en 1997, deux foyers sur trois recevaient la télévision par câble. Ce secteur de l'économie bénéficia d'importantes réductions de coûts; des chaînes de télévision, équipées simplement d'une antenne satellite, d'un magnétoscope et éventuellement d'une caméra, purent ainsi éclore partout dans le monde.

John Lodge Baird fut également le premier à réaliser un enregistrement vidéo, en 1926, au moyen d'un disque 78 tours. À partir de cette date, les tentatives de réalisation de procédés d'enregistrement audiovisuel furent nombreuses, avec notamment le premier enregistreur Ampex lancé en 1957 au prix unitaire de 45 000 dollars américains. Au terme de nombreux essais commerciaux, la cassette vidéo s'imposa au détriment du disque et permit une réduction du prix et de l'encombrement des appareils. En 1975, Sony lança le système Beta, suivi en 1976 par JVC-Matsushita et son VHS. Ce dernier allait rapidement s'imposer au détriment de son concurrent. En 1978, 400 000 foyers américains possédaient déjà un magnétoscope. En

1983, 4,1 millions d'appareils étaient vendus, chiffre qui doubla l'année suivante pour atteindre 8 millions. C'est ainsi qu'en 1985, 20% des foyers aux États-Unis étaient équipés de magnétoscopes. Le tableau 20 montre les dix pays, qui selon l'UNESCO, étaient les mieux équipés en 1989.

Tableau 20 Pourcentage de foyers équipés d'un magnétoscope dans divers pays du monde

Pays	Pourcentage de foyers possédant un magnétoscope		
Japon	70		
Liban	65		
Hong Kong	64		
Bahreïn	64		
Australie	63		
Royaume-Uni	60		
États-Unis	59		
Canada	58		
Bermudes	55		
Arabie saoudite	52		

Source: UNESCO World Communication Report, 1989, pages 159-160.

C'est à cette époque que les ventes mondiales de magnétoscopes s'envolèrent et que les premiers vidéoclubs apparurent. Les cassettes vidéo contribuèrent en outre largement à la mondialisation des images (illustration 169) ainsi qu'à la fin de la censure des États sur la télévision. Dans l'Union soviétique également, on estime le nombre de magnétoscopes à 300 000 en 1986.

Les progrès ne cessèrent de se multiplier. Le début des années 1980 fut ainsi marqué par l'apparition du caméscope qui, associant la caméra à l'enregistreur, permit l'essor de la vidéo familiale. La nais-

sance des jeux vidéos fut un autre événement marquant pour l'industrie du loisir grâce à l'utilisation de l'écran de télévision. Aujourd'hui, ces jeux ont été totalement intégrés aux ordinateurs.

Pour la télévision, on peut affirmer que le XX^e siècle s'achève avec les projets de télévision haute définition (TVHD). Comme lors de l'adoption de la télévision couleur, les débats ont opposé une norme japonaise à une norme européenne. Quoi qu'il arrive, il apparaît clairement que la télévision sera bientôt totalement entrée dans l'ère numérique. Cependant, une question demeure: y aura-t-il assez de place pour toutes les images, pour toutes les voix lorsque les nouveaux canaux numériques auront été attribués? Y aura-t-il de la place, en plus des chaînes commerciales, pour celles, désormais nombreuses, qui complètent la vision mondialisée en offrant des points de vue locaux?

Force est de constater que la télévision a été le plus grand événement de la communication au XX^e siècle. Elle a modifié le paysage culturel, parfois encouragé l'unification linguistique d'un pays, comme en Italie, et donné sa forme au «village planétaire» évoqué par McLuhan. Personne ne

s'étonnera donc des nombreuses polémiques qu'elle a suscitées à la fin de ce siècle. Giovanni Sartori, l'un des politologues ayant analysé avec la plus grande précision les démocraties contemporaines, se montre ainsi particulièrement critique quant à cette rupture historique que marqua la télévision. «La télévision [...] modifie d'abord et avant tout la nature même de la communication, déplaçant le contexte du mot (imprimé ou prononcé à la radio) vers celui de l'image. [...] Pour cette raison, il est évident que la télévision ne peut être envisagée comme le simple prolongement des outils de communication qui l'ont précédée » (Sartori, 1997). Le politologue affirme également que « la télévision produit des images et sape les concepts; elle nous conduit ainsi à perdre nos capacités de concentration et de compréhension; [...] l'homo videns remplace l'homo sapiens. Le langage de la perception (concret) remplace le langage conceptuel (abstrait); or celui-là est infiniment plus pauvre, non seulement en termes quantitatifs (nombre de mots) mais surtout en termes de richesse sémantique, c'est-à-dire en ce qui concerne notre capacité à lire entre les lignes (compréhension de la connotation).»

La télévision exerce une influence majeure tant sur l'éducation des enfants que sur la démocratie. «La télévision est la première école de tout enfant, l'école amusante qui vient avant l'école ennuyeuse» (Sartori, 1997). De même, la télé-politique a fait son apparition et a éclipsé voire remplacé la politique de partis qui caractérisait la démocratie jusque dans les années 1980. De nombreux philosophes, parmi lesquels Bourdieu et Sartori lui-même, ont affirmé leur inquiétude face à cet aspect de la télévision.

Il est indéniable que, depuis la première campagne électorale télévisée (celle des élections américaines de 1952 qui opposèrent Eisenhower à Stevenson), le rôle de la télévision dans la politique n'a cessé de s'accroître. Aux États-Unis, «en 1980, trois cinquièmes des personnes interrogées admettaient que la télévision allait jouer un rôle significatif dans leur vote aux élections de cette année-là; elles n'étaient que deux cinquièmes en 1970.» (Lubar, 1993).

De fait, la nature même du langage télévisuel contraint les téléspectateurs à prêter attention aux candidats plus qu'à leur programme, aux images plus qu'aux discours, au *pathos* plus qu'au *logos*, à la séduction plus qu'à la persuasion. Par conséquent, il n'est plus nécessaire d'avoir un parti fort pour se lancer dans des élections, une structure «légère» suffit. Les équipes de campagnes ne servent plus à jouer les médiateurs entre le candidat et son électorat de base mais à entretenir de bonnes relations avec les médias, en particulier avec la télévision, afin d'obtenir le pouvoir politique décisif, sans aucune responsabilité politique ni contrôle social quels qu'ils soient.

LE DÉBUT DU III^e MILLÉNAIRE : UN MONDE GLOBALISÉ

Le paysage culturel tel qu'il apparaît à la fin du XX^e siècle est inédit. On comptait en 1989, 600 millions de postes de télévision dans le monde; aux États-Unis, 99 % des foyers en possédaient au moins un et on trouvait en moyenne dans chaque maison américaine cinq postes de radio (hors autoradios) et un ordinateur. Ces nouveaux moyens de communication se sont bien sûr substitués aux anciens. Le tableau 21 propose un panorama de ce paysage culturel en 1992, selon l'UNESCO.

On trouve dans le même annuaire statistique de l'UNESCO l'évolution de la consommation par média entre 1970 et 1990: presse (+ 1%); livres (+ 15%); places de cinémas (+ 20%); postes de radios (+ 116%); postes de télévision (+ 93%) (Roncagliolo, 1994). La nouvelle galaxie culturelle est donc caractérisée par le déclin de l'écrit (journaux et livres) et des spectacles de masse (cinéma) et par l'affirmation des médias électroniques (radio et télévision).

Le divertissement et l'information sont devenus des phénomènes planétaires. Le football est ainsi devenu à l'échelle mondiale le spectacle le plus prisé. La retransmission des conflits à la télévision s'est banalisée, depuis la guerre du Viêt Nam, qui inspira à McLuhan son «village planétaire», à la première guerre du Golfe, qui annonçait la «postmodernité» selon Baudrillard.

Par ailleurs, la mondialisation connaît aujourd'hui une numérisation progressive. Les produits culturels que sont la presse, la radio et la télévision n'ont plus besoin d'être stockés et transportés matériellement; ils voyagent désormais grâce aux bits et aux octets par satellite et dans les fibres optiques. De ce fait, le choix du moyen de communication à utiliser (presse, radio ou télévision) s'est, du point de vue technique, déplacé du point d'émission au point de réception.

Mieux, grâce à l'Internet, l'ordinateur personnel, pourtant apparu comme simple appareil de traitement des données, est aujourd'hui devenu un moyen de communication complexe, capable de remplacer le courrier, le téléphone et le fax et de donner naissance aux nouveaux échanges par visiophone.

D'un point de vue économique, la mondialisation est soutenue par la concentration. Les grandes sociétés comme *Time-Warner* ou *Havas*, ou les empires de Murdoch, de Maxwell ou de Berlusconi, détiennent une part croissante des grands ensembles multimédias (Bustamante, 1999). Cette expansion a créé un troisième type de censure, la censure commerciale, qui succède aux anciens modèles de contrôle qu'exerçaient l'Église et les États.

Tableau 21 La consommation de médias par région du monde

Régions	Journaux*	Livres**	Places de cinema*	Postes de radio*	Postes de television*
EUROPE	332	565	58	699	375
AMÉRIQUE DU NORD	248	392	40	2017	798
OCÉANIE	206	454	20	944	375
AMÉRIQUE LATINE et CARAÏBES	94	96	17	342	164
ASIE	64	74	7	182	64
ÉTATS ARABES	39	29	4	252	102
AFRIQUE SUBSAHARIENNE	17	21	3,1	148	22
Total MONDIAL	111	159	20	342	156

Source: UNESCO, Annuaire statistique de l'UNESCO 1992.

Le XX^e siècle fut donc par excellence le siècle de la presse et des médias de masse. De ce fait, ce fut aussi une période durant laquelle la pensée s'est essentiellement penchée sur l'information et les communications. C'est ainsi au cours de la première moitié du XX^e siècle que furent élaborées toutes les théories sur la culture de masse et les industries culturelles. Sa seconde moitié finit par accorder tout le monde sur l'idée que nous vivions une révolution de l'information et des communications qui prit diverses appellations: nouvelles technologies de l'information et de la communication, troisième révolution industrielle, village planétaire, autoroutes de l'information, télématique, communications, société de l'information, vidéosphère, post-fordisme, gatesisme (de Bill Gates), etc.

Ce siècle a vu les espaces publics se restreindre tandis que se multipliaient les tentatives partielles et sélectives de démocratiser l'accès au savoir et à la culture. L'industrie de la culture qui avait tant fasciné l'école de Francfort au milieu du XX° siècle est aujourd'hui devenue un secteur aux activités bien différentes. D'industrie de l'écrit, elle est devenue industrie de l'image; d'une liste finie de produits, elle est passée à un nombre infini de biens et de techniques interdépendants; elle a délaissé les objets transportables (le livre, le journal, le disque) pour les messages et la communication; de la production de loisirs et d'éducation, elle est passée à la satisfaction de la demande suscitée par les modes de vies et les activités économiques. L'industrie culturelle est devenue le pivot de la société et de l'économie.

BIBLIOGRAPHIE

BAUDRILLARD J. 1991. La guerre du golfe n'a pas eu lieu, Paris, Galilée.

BELL D. 1973. The Coming of Post-Industrial Society: A Venture in Social Forecasting, New York, Basic Books.

BOURDIEU P. 1996. Sur la télévision, Paris, Liber-Raisons d'Agir.

Bustamante E. 1999. *La televisión económica, financiación, estrategias y mercados*, Barcelone, Gedisa.

CASTELLS M. 1997. *La era de la información, economía, sociedad y cultura*, 3 vols., Madrid, Alianza.

CATHELAT B. 1976. Publicité et société, Paris, Payot.

DEBRAY R. 1991. Cours de médiologie générale, Paris, Gallimard.

FLICHY P. 1991. *Une histoire de la communication moderne. Espace public et vie privée*, Paris, La Découverte.

- GARCIA CANCLINI N. 1993. El consumo cultural en México, Mexico, Conaculta.
- GATES B. 1995. The Road Ahead, New York, Viking.
- HABERMAS J. 1989. The Structural Transformation of the Public Sphere: An Inquiry into a Category of Bourgeois Society, Cambridge, Polity.
- HOBSBAWM E. 1994. *The Age of Extremes. The short Twentieth Century* 1914–1991, Harmondsworth (Royaume-Uni) Penguin Publishing.
- HOWARD F. 1992. *Global Communication & International Relations*, Belmont (Californie), Wadsworth Publishing.
- LAULAN Y. M. 1991. La planète balkanisée, Paris, Economica.
- LUBAR S. 1993. Infoculture, the Smithsonian Book of Information Age Inventions, Boston (Massachusetts), Houghton-Mifflin.
- McLuhan M. 1962. *The Gutenberg Galaxy*, Toronto, University of Toronto Press.
- NEGROPONTE N. 1995. Being digital, New York, Alfred A. Knopf.
- RICHERI G. 1983. La televisión: Entre servicio público y negocio, estudios sobre la transformación televisiva en Europa Occidental, Barcelone, Gustavo Gili.
- RONCAGLIOLO R. 1994. Libertad de expresión y desafío tecnológico, Document présenté au cours du séminaire « Desarrollo de los Medios de Comunicación y la Democracia en América Latina y el Caribe », 2–6 mai 1994, Santiago du Chili, UNESCO/PNUD.
- 1997. Los espacios culturales y su onomástica. Dans: *Diálogos de la comunicación*, nº 50, FELAFACS, Lima.
- 1998. Las industrias culturales en la videoesfera latinoamericana, Document presenté au cours du séminaire «Integración económica e industrias culturales en América Latina y el Caribe», 30–31 juillet 1998, Buenos Aires, UNESCO/SELA, Andres Bello.
- SARTORI G. 1997. Homo videns: La sociedad teledirigida, Madrid, Taurus.
- SMITH A. 1980. Goodbye Gutenberg: The Newspaper Revolution of the 1980's, Oxford, Oxford University Press.
- Tehranian M., Tehranian K. 1996. Democracia y globalización. Dans: *Scienta et praxis*, Revista de Investigación de la Universidad de Lima, nº 20, janvier-juin.
- UNESCO 1989. World Communication Report, Paris, UNESCO.
- 1992. Statistical Yearbook, Paris, UNESCO.

29.3 Information et patrimoine national

29.3.1 LES ARCHIVES DANS LE MONDE

Michel Duchein

LA SITUATION DES ARCHIVES DANS LE MONDE EN 1914

En 1914, au moment où commençait la Première Guerre mondiale, presque tous les pays d'Europe et d'Amérique possédaient des Archives nationales organisées, dont certaines remontaient même au XVIIIe siècle, mais la plupart au XIXe siècle. Il y avait — au moins dans les pays les plus évolués du point de vue administratif — des embryons de législation et de réglementation des archives publiques. Mais il restait de nombreuses lacunes à combler, notamment en ce qui concernait les conditions matérielles de conservation (peu de bâtiments étaient vraiment adaptés) et surtout l'accès des chercheurs. Dans beaucoup de pays, même possédant une tradition archivistique ancienne, la consultation des documents restait soumise à des délais très longs et à des autorisations spéciales: en Autriche par exemple, en Prusse, en Russie, sans parler de la Turquie.

Hors d'Europe et d'Amérique, seules quelques colonies des pays européens possédaient des archives organisées, calquées sur le modèle des pays colonisateurs. Là plus qu'ailleurs, les conditions de conservation matérielle étaient généralement déplorables, aggravées par le climat tropical.

Cependant, une évolution se faisait déjà sentir. Les grands principes de l'archivistique scientifique, respect des fonds, principe de provenance, principe de structure, *metodo storico* des archivistes italiens, étaient connus et à peu près universellement acceptés (au moins en théorie). Le manuel

d'archivistique des archivistes néerlandais Muller, Feith et Fruin, datant de 1898, avait été traduit en allemand, en anglais, en français, en italien. Un premier congrès international, réuni à Bruxelles en 1910, avait jeté les bases, sinon d'une organisation archivistique internationale, du moins d'une collaboration régulière entre archivistes de nombreux pays, européens pour la plupart.

Surtout, la pression des historiens commençait à faire évoluer la notion d'ouverture des archives à la recherche, et dans plusieurs pays on cessait de considérer les archives comme le domaine exclusif des documents anciens pour organiser leur accroissement par des versements réguliers, notion peu courante au XIX^e siècle.

LA GUERRE DE 1914–1918 ET SES CONSÉQUENCES ARCHIVISTIQUES

La guerre de 1914–1918 provoqua d'importantes destructions d'archives, surtout en Belgique et dans le nord de la France; d'autres aussi, moins connues, dans l'ancien Empire ottoman et en Europe de l'Est. Mais surtout, les bouleversements de la carte politique de l'Europe entraînèrent des transferts massifs d'archives entre les empires disparus et leurs nouveaux pays héritiers.

C'est surtout le sort des archives d'Autriche-Hongrie qui retint l'attention des puissances victorieuses et des historiens. Les traités de Saint-Germain-en-Laye, Trianon, Sèvres (1919–1920) organisèrent ces transferts sur la base théorique du maintien de l'unité des fonds, non sans entraîner des répartitions par «pertinence territoriale» qui, dans certains cas, attribuaient aux nouveaux pays des documents provenant des anciennes administrations situées dans d'autres pays. Ces contentieux ne sont pas encore tous réglés aujourd'hui.

Dans tous les pays nés des traités de 1919–1920, des Archives nationales furent aussitôt créées, avec des lois fixant leur statut juridique et leurs conditions d'accès; plus que jamais, les archives furent considérées, dans les années 1930, comme un symbole national et un attribut de la souveraineté.

Une date importante est celle du 1^{er} juin 1918, lorsque Lénine signa le célèbre décret qui allait organiser jusqu'en 1991 les archives de la future Union soviétique. Le principe, révolutionnaire au double sens du mot, était que toutes les archives du pays constituaient un « fonds unique », propriété du peuple. De ce principe découlait une organisation extrêmement centralisée et réglementée dans ses moindres détails. Le même décret, inspiré de la

loi française de 1794, affirmait que tous les documents du « fonds unique » étaient librement consultables; l'avenir devait cependant prouver que, sous la dictature de Staline et de ses successeurs, cette libre accessibilité était une totale illusion, les archives soviétiques étant restées, jusqu'à la dissolution de l'URSS, parmi les plus fermées du monde.

L'ENTRE-DEUX-GUERRES

Les vingt ans de l'entre-deux-guerres sont surtout marqués, pour les archives, par la prise de conscience progressive des besoins de l'administration et des chercheurs en histoire moderne. L'archivistique du XIX^e siècle était essentiellement concernée par les archives anciennes; elle se préoccupait peu des problèmes de l'accroissement des fonds, du tri et du classement des documents récents. Dans la plupart des pays, c'est au cours des années 1930 que ces questions font pour la première fois l'objet d'études théoriques et d'applications pratiques. En particulier, la périodicité des versements d'archives récentes est à peu près partout réglementée, des règles sont élaborées pour le tri des documents à conserver. La création, en 1934, des Archives nationales des États-Unis est caractéristique de cette prise de conscience.

Conséquence de cette évolution, plusieurs manuels d'archivistique sont publiés, dont certains sont encore considérés comme des classiques aujourd'hui (Sir Hilary Jenkinson, 1922; Eugenio Casanova, 1928); et plusieurs pays se dotent de lois précisant le statut juridique des archives publiques, jusqu'alors pas toujours très clairement défini.

La science historique connaît aussi une évolution profonde dans les années précédant la Seconde Guerre mondiale. En partie sous l'influence de l'école marxiste, l'accent est mis de plus en plus sur l'étude des structures économiques et sociales, entraînant le recours à des catégories de documents jusqu'alors peu utilisés — documents comptables, archives fiscales, actes notariés, archives bancaires, industrielles et commerciales. Non sans peine, les archivistes doivent adapter leurs méthodes pour répondre à ces nouvelles demandes; le privilège quasi exclusif des archives anciennes est ébranlé, et les années d'après-guerre ne feront qu'amplifier le phénomène.

LA SECONDE GUERRE MONDIALE

Avant toute chose, la Seconde Guerre mondiale fut marquée par d'énormes destructions d'archives, non seulement en Europe (illustration 170) — Pologne, Belgique, Pays-Bas, France, Italie, Allemagne, Balkans, URSS, etc. — mais en Asie et dans le Pacifique. La perte des archives du royaume

de Naples, en 1942, a privé la moitié méridionale de l'Italie de sa mémoire historique depuis le Moyen Âge (à quoi il faudrait ajouter les destructions d'archives espagnoles pendant la guerre civile de 1936–1939, sorte de prologue à la guerre mondiale).

Mais, indépendamment de ces pertes, la guerre de 1939–1945 a eu des conséquences à très long terme sur le devenir des archives dans le monde. La principale découle de l'immense masse de documents de toute nature produite par les différents organismes — militaires, économiques, politiques —, dans tous les pays en guerre et dans les pays ayant subi l'occupation ennemie. Le caractère totalitaire de la guerre, mettant en œuvre des technologies de plus en plus complexes, a multiplié dans des proportions jusqu'alors inimaginables la production documentaire, dont la gestion posait des problèmes hors de proportion avec ce que l'on avait pu connaître jusqu'alors.

Deux pays, sans attendre la fin du conflit, prirent l'initiative d'une étude systématique de la question. En Grande-Bretagne, la Commission Grigg, aux États-Unis, la Commission Hoover, procédèrent à une évaluation des masses d'archives de guerre à prendre en charge. Leurs conclusions furent identiques: il fallait créer, pour traiter ces archives, des institutions spécifiques, «intermédiaires» entre les organismes producteurs de documents et les services d'archives. Ce sont ces institutions, dites «dépôts de préarchivage», créés dans beaucoup de pays à partir des années 1950, qui constituent aujourd'hui l'ossature des systèmes archivistiques modernes les plus avancés.

Des rapports Grigg et Hoover, l'archiviste américain Schellenberg a tiré en 1964 la théorie des «trois âges» des archives (archives courantes, archives intermédiaires, archives définitives ou historiques) qui a été universellement adoptée et fait partie désormais des principes de base de l'archivistique mondiale.

LES ARCHIVES AU NIVEAU MONDIAL

Un des phénomènes historiques fondamentaux de la seconde moitié du XX° siècle est la décolonisation, avec l'émergence de très nombreux États issus des anciens empires coloniaux. À de très rares exceptions près, ces nouveaux États se sont dotés d'Archives nationales et de lois d'archives. Aujourd'hui, on peut dire que les archives ont un statut légal dans tous les pays du monde, ce qui ne signifie pas, pour autant, que leur organisation soit partout parfaite.

La répartition des archives entre les nouveaux pays indépendants et les anciennes puissances colonisatrices a posé de difficiles problèmes. Les solutions ont été variables, selon le degré d'organisation des archives avant l'indépendance, et aussi selon les structures coloniales préexistantes. En règle générale (mais il y a des exceptions), sont restées dans les nouveaux pays les archives créées sur place par les administrations coloniales, tandis que les archives produites par les gouvernements des puissances colonisatrices sont restées dans les anciennes métropoles. Dans certains cas, notamment en Algérie, qui n'était pas juridiquement une colonie mais faisait partie de la métropole, la répartition des archives a soulevé des conflits, la plupart du temps réglés à l'amiable après l'indépendance. Une table ronde, réunie à Cagliari (Sardaigne) en 1977, a étudié ces problèmes et dégagé des principes qui sont aujourd'hui à peu près universellement admis.

Après le précédent avorté de Bruxelles en 1910, la création de l'UNESCO en 1946 a permis aux archivistes de tous les pays de se retrouver au sein d'une organisation commune, le Conseil international des Archives (ICA/CIA), créé en 1948, dont le siège est à Paris avec le statut d'ONG. L'ICA/CIA organise tous les quatre ans un congrès mondial (les deux derniers à Beijing, 1996, et à Séville, 2000), tous les ans une table ronde internationale (CITRA: la dernière à Budapest, 1999), dont les actes sont publiés. Il publie deux revues plurilingues: *Archivum* depuis 1951, *Janus* depuis 1985, ainsi que des manuels et des *Études*. Ses divers comités techniques couvrent la totalité des questions d'archivistique moderne. Il compte actuellement quelque 1 300 membres (institutions d'archives, associations d'archivistes, individuels) représentant plus de 160 pays.

Une autre initiative d'internationalisation des problèmes archivistiques est la série des *Études RAMP*, publiées depuis 1977 par l'UNESCO et l'ICA/CIA. Il faut aussi signaler au plan mondial, la grande collection des *Guides de l'histoire des nations*, couvrant l'ensemble des cinq continents, dont la publication par l'ICA/CIA a commencé en 1970.

Le fait qu'il existe des Archives nationales et des lois d'archives dans tous les pays du monde, à peu d'exceptions près, ne signifie pas pour autant que la gestion des archives et leur accessibilité soient identiques partout: loin s'en faut. L'organisation des archives est étroitement liée au système gouvernemental, administratif, juridique de chaque pays. (Par exemple, elles sont décentralisées dans les pays de type fédéral, centralisées dans les pays unitaires. L'autorité des Archives nationales sur les archives régionales et locales varie d'un pays à l'autre. De même, les règlements sur la gestion des archives courantes et intermédiaires sont plus ou moins contraignants selon les pays).

Il serait donc illusoire d'imaginer une organisation archivistique uniformisée à travers le monde. Les archives, héritage du passé et reflet du présent, ont leur personnalité propre. Du moins peut-on tenter d'uniformiser certaines méthodes: méthodes de classement, de description, de communication aux

chercheurs. L'ICA/CIA travaille en ce sens; la «norme» ISAD pour la description des archives, adoptée par un très grand nombre de pays depuis 1993, constitue un premier pas prometteur.

LES NOUVELLES TECHNOLOGIES ET LES ARCHIVES

Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'évolution technologique pose aux archives des problèmes d'année en année plus graves, au point de susciter des inquiétudes pour leur avenir.

Jusque vers 1960, la totalité des archives produites et conservées dans le monde était composée de documents sur papier (ou, exceptionnellement, sur parchemin). Leur conservation matérielle et leur utilisation étaient assurées moyennant des précautions adéquates. Mais aujourd'hui les documents sont établis, de plus en plus souvent, sur des supports nouveaux (films, supports magnétiques, supports électroniques, disques laser, etc.) dont non seulement la conservation, mais l'utilisation exige le recours à des machines (l'anglais les qualifie fort justement de *machine readable records*), qui évoluent avec une extrême rapidité; de sorte que les documents eux-mêmes risquent de disparaître à plus ou moins brève échéance par suite de la fragilité de leur support, mais surtout de devenir inutilisables par suite de la disparition des machines qui seules permettent de les lire.

Jusqu'à présent, la majorité des documents d'archives restent consultables sous forme papier, mais cela est de moins en moins vrai pour beaucoup de documents techniques, comptables, démographiques, etc., qui n'existent plus que sous forme électronique. Ces problèmes font l'objet d'études au niveau international (congrès, tables rondes, colloques, etc.). Ils sont loin d'être tous résolus, et au contraire ils sont de plus en plus préoccupants en raison de l'accélération des changements technologiques. Nul, aujourd'hui, ne peut prévoir avec certitude ce que seront les archives dans un siècle et même dans un demi-siècle.

Du moins les technologies modernes (en particulier la numérisation) permettent-elles d'assurer, dans de meilleures conditions qu'autrefois, la préservation et l'utilisation des archives traditionnelles, ce qui constitue un indéniable progrès. Les progrès techniques dans la construction et l'équipement des bâtiments d'archives, qui se sont multipliés au cours des cinquante dernières années, forment aussi un contraste frappant avec le demi-siècle précédent.

LA FORMATION PROFESSIONNELLE DES ARCHIVISTES

Pendant longtemps, jusqu'au milieu du XX^e siècle, la profession d'archiviste a été mal distinguée de la profession de bibliothécaire dans beaucoup de pays jeunes; la formation professionnelle était donc trop souvent dirigée vers la gestion des bibliothèques plus que vers celle des archives.

D'autre part, dans les pays de vieille tradition archivistique, tels que l'Allemagne, l'Espagne, la France, la Grande-Bretagne, l'Italie, la formation professionnelle des archivistes était presque toujours axée sur les sciences historiques, la paléographie, la diplomatique, l'histoire du droit, etc., avec un certain manque d'intérêt pour les archives modernes,

L'évolution depuis les années 1950, s'est donc faite dans un double sens: professionnalisation des archivistes, l'archivistique étant aujourd'hui reconnue partout comme une science *sui generis*, et modernisation de leur formation. Selon les pays, l'enseignement de l'archivistique se fait soit dans les universités, soit dans les institutions d'archives elles-mêmes, soit dans des écoles spécialisées. Les associations d'archivistes jouent, dans beaucoup de pays, un rôle essentiel dans l'organisation de cette formation, comme dans l'élaboration et la diffusion des normes professionnelles.

Tous les pays, malheureusement, ne disposent pas encore de formation archivistique de haut niveau. L'ICA/CIA s'efforce de coordonner les enseignements au plan international, mais il ne faut pas dissimuler que dans de nombreux pays émergents le manque d'archivistes compétents constitue un lourd handicap pour l'avenir des archives.

LES ARCHIVES AU SERVICE DES CITOYENS

Jusqu'après la Seconde Guerre mondiale, les archives ont servi presque exclusivement comme mémoire des administrations et comme matière de la recherche historique. Leur accès était, en principe, ouvert à tous les citoyens, mais en réalité seuls les historiens les consultaient, et dans tous les pays les documents n'étaient accessibles qu'après des délais assez longs (cinquante, soixante, voire cent ans).

Une véritable révolution psychologique s'est produite à partir des années 1960, liée à l'affirmation du droit démocratique à l'information et aussi à l'intérêt de plus en plus vif suscité par l'histoire contemporaine. Le Congrès international des archivistes de Washington, en 1966, a insisté sur la nécessité d'une ouverture plus libérale. Le *Freedom of Information Act* des États-Unis, en 1966, en proclamant le principe du libre accès des

citoyens aux documents administratifs (imité par la suite dans la plupart des pays démocratiques), a ouvert une nouvelle ère dans l'histoire des archives, qui cessent désormais d'être le «domaine clos» des historiens et autres chercheurs universitaires.

Cependant, pour la protection de la vie privée des personnes et des intérêts légitimes des États (sécurité publique, etc.) la communication de certaines catégories de documents reste soumise à des délais, qui sont aujourd'hui unifiés dans la majorité des pays à trente ans ou même à vingt ans, à quelques rares exceptions précisées dans les lois nationales.

PERSPECTIVES D'AVENIR

La nature juridique des archives est à peu près universellement reconnue, qu'il s'agisse des archives publiques (propriété des États et des collectivités publiques) ou des archives privées (propriété des particuliers, des entreprises et des organismes de droit privé). Il reste cependant beaucoup à faire, surtout dans les pays dépourvus de tradition archivistique ancienne, pour faire coïncider la réalité des institutions avec les principes énoncés dans les lois.

En particulier, de grands efforts de construction et d'aménagement de bâtiments adéquats sont nécessaires pour assurer partout la bonne conservation des documents et l'accueil du public.

La formation professionnelle des archivistes doit aussi être généralisée et adaptée aux contextes historique, administratif, juridique et climatique des différentes régions du monde.

Surtout, l'émergence accélérée des documents sur nouveaux supports, qui exigent le recours à des machines en perpétuelle évolution, pose des problèmes qui risquent de transformer radicalement la nature des archives dans le prochain demi-siècle.

C'est le sort de toute la mémoire historique des nations, des peuples et de l'humanité tout entière qui dépendra des réponses qui seront apportées à ces redoutables problèmes.

BIBLIOGRAPHIE

Il n'existe pas d'ouvrage d'ensemble sur le sujet traité dans le présent chapitre. En revanche, la plupart des pays disposent de manuels et de revues d'archivistique où l'évolution des archives depuis 1914 est étudiée.

Pour une orientation bibliographique générale, on peut se reporter aux publications du Conseil international des Archives (ICA/CIA, 60 rue des

Francs-Bourgeois, 75942 Paris Cedex 03), notamment les revues périodiques *Archivum* et *Janus* et la série des «Tables rondes internationales des Archives (CITRA)» depuis 1954.

Le volume XLIV d'Archivum (1999), intitulé Basic Archival Problems: Strategies for Development contient une bibliographie complète des Études RAMP, la liste des revues archivistiques dans le monde et des ressources bibliographiques archivistiques sur l'Internet.

L'ensemble des textes législatifs concernant les archives dans le monde jusqu'à 1994 a été publié en huit volumes par *Archivum* (vols. 11, 17, 19, 20, 21, 28, 40 et 41).

Enfin, une publication récente regroupe vingt-deux études essentielles (en anglais et en français) sur la culture archivistique, l'organisation internationale des archives et les principes juridiques des transferts d'archives entre pays, sous la plume de l'ancien secrétaire général de l'ICA/CIA: Charles Kecskemeti, *Sovereignty, Disputed Claims, Professional Culture: Essays on Archival Policies*, Bruxelles, Archives et Bibliothèques de Belgique, 4 boulevard de l'Empereur, B-1000 Bruxelles.

29.3.2 L'ÉVOLUTION DES BIBLIOTHÈQUES

Pamela Spence Richards

L'HÉRITAGE DU XIX^e SIÈCLE

À la fin de la Première Guerre mondiale, trois grandes tendances gouvernaient l'évolution des bibliothèques modernes. Ainsi, la tradition française, avec ses bibliothèques princières abritant des trésors culturels réservés à une élite triée sur le volet, remontait au XVIIe siècle. La tradition allemande, née des exigences de la culture des Lumières au XVIIIe siècle, était celle des bibliothèques de recherche universitaire. Enfin, la tradition anglo-américaine, elle, avait fait des bibliothèques des établissements publics financés par l'impôt et avait largement bénéficié de la philanthropie d'Andrew Carnegie (1835–1919). Chacune de ces traditions possédait bien sûr sa propre sphère d'influence : l'influence française était ainsi patente en Espagne et en Amérique latine tandis que les bibliothèques universitaires allemandes avaient constitué un modèle en Europe orientale ainsi que dans les milieux universitaires américains; de même, la tradition anglo-américaine avait été largement suivie en Scandinavie et avait inspiré l'essor des bibliothèques publiques en Europe du Nord et de l'Ouest. Par ailleurs, c'est également au XIX^e siècle que commencèrent à fleurir en Europe et sur le continent américain les premières bibliothèques nationales; ces établissements devaient symboliser l'identité culturelle nationale et en être d'importants vecteurs. Un grand nombre de ces bibliothèques nationales participèrent ainsi à des échanges internationaux d'ouvrages gouvernementaux et scientifiques. En parallèle, on assista à la création d'associations de bibliothécaires professionnels dont la première fut, en 1876, l'American Library Association. De même, les premières normes de classification des ouvrages et de catalogage firent leur apparition avec, pour le monde anglophone, la classification décimale de Melville Dewey (DDC) en 1876 et le code anglo-américain de classification en 1908, les instructions prussiennes en Allemagne en 1899 et le système de classification décimale universelle publié entre 1904 et 1907 par le Belge Paul Otlet. Un siècle après sa publication, le DDC, utilisé dans plus de 130 pays et traduit dans une trentaine de langues, était devenu le système le plus répandu dans le monde. En 1918, des normes nationales de bibliothéconomie s'étaient étendues dans les Empires britannique, français et espagnol, laissant une marque encore visible de nos jours. Les premières décennies du XX^e siècle virent la normalisation professionnelle du catalogage et de la classification s'étendre à l'ensemble des pays industrialisés, y compris au Japon, et ce grâce essentiellement aux systèmes de classification décimale.

LES ANNÉES 1920

Les conséquences économiques de la Première Guerre mondiale retardèrent énormément la reconstruction des réseaux universitaires et scientifiques internationaux, notamment en matière d'échanges interbibliothèques. De plus, un vigoureux boycott fut exercé à l'encontre de la science et de la recherche allemandes jusqu'en 1926, date à laquelle l'Allemagne fut admise dans la Société des Nations. Cependant, l'intérêt des gouvernements britannique, allemand et soviétique pour l'essor des bibliothèques scientifiques avait été aiguisé par l'important apport de la science à l'armement au cours de la Première Guerre mondiale; ces pays mirent donc en place des agences gouvernementales chargées d'acquérir et de diffuser les publications scientifiques étrangères dans leurs bibliothèques de recherche. C'est ainsi qu'apparurent le Department of Scientific and Industrial Research en Grande-Bretagne (1916), le Notgemeinschaft der deutschen Wissenschaft (1920) en Allemagne et le Biuro innostrannoi nauki i tekhnologii en Union soviétique (1920). En outre, la crise économique que traversa l'Allemagne conduisit ses bibliothèques à mettre en place un programme national commun d'acquisition placé sous l'autorité de la Notgemeinschaft ainsi qu'un système très performant de prêt interbibliothèques à l'échelle nationale (1924). L'introduction de normes de catalogage dans un grand nombre de pays permit par ailleurs l'apparition de catalogues généraux nationaux regroupant l'ensemble des collections des diverses bibliothèques de recherche nationales. L'un de ces premiers catalogues généraux fut créé sous la forme d'un catalogue sur fiches par la bibliothèque du Congrès des États-Unis dans les années 1930. Le premier pays à mettre en place un catalogue général national fut l'Allemagne, qui publia quatorze volumes avant 1939. L'apparition de ces catalogues généraux, mais aussi de catalogues commerciaux annuels, permit de faire progresser le contrôle des patrimoines bibliographiques nationaux englobant à la fois la production éditoriale de chaque pays et les possessions de ses bibliothèques.

La révolution russe de 1917 vint insuffler une énergie nouvelle dans un grand nombre de débats philosophiques autour de l'organisation des bibliothèques publiques. Pour la première fois, les lecteurs russes avaient accès aux millions d'ouvrages confisqués à l'ancienne aristocratie tsariste et à ses institutions. Le pouvoir soviétique donna naissance à une pratique

d'un genre nouveau qui se distinguait radicalement des modèles existants. Dans le monde anglo-américain, les bibliothèques financées par l'impôt telles qu'elles avaient évolué à la fin du XIX^e siècle avaient pour fonction de répondre à la demande des lecteurs locaux qui la finançaient. Les Soviétiques, face à une population majoritairement illettrée mais que le gouvernement central souhaitait politiser par la lecture, mirent au point le concept de «bibliothèque de parti». Le «bibliothécaire partisan» devait, au terme d'un travail intensif d'alphabétisation des masses, utiliser son catalogue pour faire naître la «conscience socialiste» des citoyens au moyen d'ouvrages sélectionnés avec soin. Dans ce cadre, on dénonçait l'approche «objective» en vigueur dans la pratique occidentale comme une méthode malhonnête cachant un programme idéologique bourgeois. De fait, les Soviétiques avaient pris conscience du rôle central que pouvait jouer la bibliothèque publique dans la formation de l'opinion publique et encourageaient leurs bibliothécaires à participer activement à la lutte en faveur du socialisme. C'est pour cette raison que les Soviétiques, encouragés et soutenus par l'épouse de Lénine, Nadejda Kroupskaïa, furent à l'origine de nombreuses innovations en matière d'organisation des bibliothèques publiques telles que l'essor des bibliothèques ouvrières et syndicales ou l'utilisation des bibliothèques comme centres de formation pour adultes en langues étrangères, technologie ou culture générale. L'étoffement des collections était contrôlé par une agence centrale à la culture, chargée d'écarter les ouvrages susceptibles de nuire aux orientations marxistes du régime et notamment à la politique officielle d'«athéisme scientifique». À partir de la fin des années 1920, les bibliothèques et leur organisation étaient devenues des rouages importants de la machine idéologique centralisée qu'était l'État soviétique, d'où l'extraordinaire dynamisme de l'alphabétisation et des bibliothèques dans l'URSS de l'entre-deux-guerres.

En Amérique du Nord en revanche, les bibliothèques poursuivaient leur essor sans grande intervention du gouvernement, exception faite de la Bibliothèque de médecine de l'armée américaine et d'une Bibliothèque nationale d'agriculture. Le mécanisme traditionnel de financement privé et local des bibliothèques universitaires et publiques avait généré un service dont la qualité variait beaucoup selon les régions et avait entraîné l'exclusion des Américains d'origine africaine de la plupart des établissements des États du Sud. À cette époque, les fondations Carnegie et Rockefeller représentaient le soutien le plus dynamique à l'essor des bibliothèques tant au niveau national qu'international. La Carnegie Corporation, fondée en 1911 par le magnat de l'acier Andrew Carnegie, avait ainsi financé, avant 1917, la construction de plus de 2 000 bibliothèques publiques et universitaires dans le monde anglophone. Après la guerre, elle concentra ses activités sur la formation et

finança notamment la scolarité d'étudiants étrangers dans des écoles de bibliothécaires américaines. La fondation Rockefeller, créée en 1913 par le grand industriel du pétrole John D. Rockefeller, œuvra surtout en faveur des sciences et contribua, après 1918, à la reconstruction et au réaménagement de nombreuses bibliothèques de recherche scientifique en Europe, notamment en Allemagne. En 1927, la création, à Londres, sous l'égide de la Société des Nations, de la Fédération internationale des associations de bibliothécaires (FIAB, IFLA en anglais) témoigna enfin du renouveau de la coopération internationale entre professionnels, en sommeil depuis 1914, dès début de la guerre.

LES ANNÉES 1930

La crise économique mondiale qui débuta en 1929 rendit impérieuse la recherche de techniques photographiques permettant de réduire les coûts d'acquisition, de stockage et de diffusion du matériel livresque. Inventé en 1929, le microfilm allait dominer la science bibliothéconomique pendant deux décennies. En effet, les bibliothèques de recherche, fréquentées par des scientifiques plus intéressés par les périodiques que par les ouvrages traditionnels, virent tout l'intérêt du microfilm tant dans les prêts interbibliothèques que pour acquérir une maîtrise complète du patrimoine éditorial en matière scientifique. La documentation, branche de la bibliothéconomie spécialisée dans les documents plus que dans les livres, fut à l'origine de l'essor des techniques photographiques de diffusion et de stockage. La Fédération internationale de documentation (FID), fondée en 1895 par le Belge Paul Otlet (1868–1944), devint le siège de cette réflexion et tint en 1937 à Paris une conférence au cours de laquelle furent présentées les dernières techniques de photoreproduction. Présent à cette conférence, l'écrivain H. G. Wells affirma aux documentalistes que leur travail rendait possible la concrétisation de son concept d'un world brain («cerveau universel») qui compilerait et donnerait accès à la totalité des documents réalisés par 1'humanité.

Mais l'ascension des nazis en Allemagne allait avoir des conséquences importantes sur l'essor des bibliothèques en Europe et dans le monde. En effet, une loi de 1933 imposa l'exclusion des juifs et des socialistes de tous les postes de fonctionnaires et entraîna une véritable diaspora de bibliothécaires allemands; ceux-ci allaient exercer une influence notable sur l'évolution des bibliothèques à l'étranger. Ce fut le cas en Turquie, dont le dirigeant Mustafa Kemal demanda l'aide de chercheurs allemands en exil pour mettre en place un système éducatif laïc moderne comprenant

des bibliothèques. De fait, toute activité d'édition avait été interdite par les Ottomans jusqu'en 1729, privant la Turquie de la grande tradition des bibliothèques du monde arabe. Cependant, les nazis, qui considéraient que les Allemands devaient apporter la culture au reste du monde, attachèrent une grande importance à leurs propres bibliothèques publiques et de recherche qui devaient symboliser et servir la culture dite aryenne. Conscients du rôle joué par les bibliothèques dans la diffusion et la conservation de la culture, ils s'attachèrent également à détruire ces établissements dans les pays qu'ils occupaient et dont ils méprisaient l'héritage culturel.

LES ANNÉES 1940

Les cinq premières années de cette décennie comptent parmi les plus sombres de l'histoire des bibliothèques car Allemands et Japonais menèrent une véritable politique de génocide culturel dans un grand nombre de pays qu'ils occupaient. Les pays slaves d'Europe de l'Est durent ainsi subir des pertes considérables. Les chiffres officiels donnés lors du procès de Nuremberg en 1945 attestent de cent millions de volumes détruits par les Allemands dans la seule Union soviétique. Le Bélarus vit 95 % de son patrimoine disparaître et la Bibliothèque nationale de Pologne brûla entièrement. Les pertes infligées par les Japonais aux Chinois sont tout aussi importantes, puisque des 5 000 bibliothèques existantes en Chine lors de l'invasion japonaise de 1937 il ne restait que 943 établissements en 1943. En outre, les bombardements aériens que connurent l'Allemagne et le Japon au cours des dernières années du conflit entraînèrent également la disparition de nombreuses bibliothèques dans ces pays.

L'une des conséquences les plus importantes de la guerre dans ce domaine fut la soviétisation des bibliothèques entreprise dans les pays d'Europe de l'Est qui, sous occupation soviétique après le conflit, allaient bientôt être dotés de gouvernements socialistes à parti unique. Dans ces pays, la «bibliothèque de parti» fit son apparition afin de soutenir le socialisme; quant aux bibliothèques publiques ou d'étude, elles furent placées sous la tutelle de ministères de la Culture régis par l'idéologie marxiste. En outre, le concept de «lectorat différencié», apparu en Union soviétique, fut utilisé afin de limiter l'accès du public aux documents susceptibles de nuire au socialisme. Après la victoire des communistes chinois en 1949, la Chine connut elle aussi un processus similaire.

Pour le monde entier, l'événement le plus important de la décennie fut la création en 1946 de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) dont les solides programmes en faveur

de l'essor des bibliothèques allaient aider à reconstruire des établissements dévastés par le conflit et à diffuser les techniques modernes de bibliothéconomie dans les nations émergentes. L'acte constitutif de l'UNESCO chargea cette institution d'assurer la sauvegarde et la protection du patrimoine livresque mondial en encourageant l'échange de publications et «en facilitant par des méthodes de coopération internationale appropriées l'accès de tous les peuples à ce que chacun d'eux publie.»

LES ANNÉES 1950 ET 1960

Dans les décennies qui suivirent la Seconde Guerre mondiale, alors que de nouvelles nations sortaient du colonialisme pour devenir souveraines, l'UNESCO devint le principal vecteur de diffusion des principes et pratiques de bibliothéconomie moderne dans le monde entier. Grâce à ses consultations, projets pilotes, publications et conférences, cette organisation contribua à la constitution de réseaux de bibliothèques et de systèmes d'archivage et d'information dès le début des années 1950. Pour l'UNESCO cependant, l'accent devait être mis sur l'essor des bibliothèques publiques et un cycle de séminaires régionaux sur le sujet se déroula de 1951 à 1962. D'importants projets pilotes furent lancés à Delhi en Inde (1951), à Medellin en Colombie (1954), à Enugu au Nigeria (1957) et enfin à Abidjan en Côte-d'Ivoire (1963). À partir de la fin des années 1960, l'UNESCO commença à donner la priorité à l'éducation et à la formation des bibliothécaires, en particulier dans les régions en développement. Les programmes en faveur de bibliothèques régionales et les campagnes d'éducation et d'information mis en place grâce à l'UNESCO au Sénégal et en Ouganda en 1963 furent rapidement intégrés aux universités. L'organisation onusienne contribua également à la création d'écoles supérieures en Indonésie, au Maroc, en Jamaïque, aux Philippines, en Chine, au Venezuela, en Éthiopie et au Nigeria. À cette époque, le British Council et la United States Information Agency (service d'information du gouvernement américain) apportaient eux aussi une aide internationale en faveur des bibliothèques grâce à leur vaste réseau de «bibliothèques témoins» disséminées dans le monde entier. En Chine, dans les années 1950 et au début des années 1960, le nouveau pouvoir communiste utilisa les méthodes soviétiques pour alphabétiser et étendre les activités des bibliothèques publiques, contribuant ainsi à élargir sensiblement l'accès du public à l'écrit. Cependant, en 1966, la révolution culturelle donna un terrible coup d'arrêt à ces progrès et conduisit à une destruction massive de l'héritage culturel chinois.

C'est à partir des années 1960 que la guerre froide, qui opposait le camp capitaliste aux pays socialistes satellites de l'Union soviétique,

commença à avoir des conséquences sur l'évolution des bibliothèques dans les deux camps, chacun cherchant à fournir une information sans cesse actualisée à ses scientifiques. En Union soviétique, les travaux du VINITI (Institut national d'information scientifique et technologique) en matière de collecte, de résumés et de diffusion de l'information scientifique publiée dans le monde constituèrent longtemps un modèle pour de nombreux pays souhaitant disposer à moindre coût de scientifiques bien informés. À l'Ouest, les bulletins d'analyse tels que Chemical Abstracts ou *Index Medicus* exercèrent de plus en plus souvent des fonctions d'information continue et d'archivage de certaines zones thématiques. De plus, le lancement en 1957 du satellite Spoutnik par l'Union soviétique conduisit le camp occidental à augmenter les dépenses allouées aux bibliothèques scientifiques et à la diffusion de l'information. L'Allemagne de l'Ouest ouvrit ainsi en 1959, à Hanovre, une Bibliothèque d'information technique et le Royaume-Uni créa en 1962, à Boston Spa, la National Lending Library for Science and Technology (Bibliothèque nationale de prêt en sciences et techniques), aujourd'hui devenue le Document Supply Centre (Centre de fourniture documentaire) de la British Library. Aux États-Unis, la National Library of Medecine (Bibliothèque nationale de médecine) fut à son tour établie en 1969 dans la banlieue de Washington. Par ailleurs, c'est pendant les années 1960 que les documentalistes commencèrent à se désintéresser de la reprographie par photographie (autrement dit, du microfilm) au profit d'une exploitation de l'information par ordinateur. À compter de cette époque, l'expression «sciences de l'information» fut utilisée pour évoquer la recherche dans un catalogue informatisé ainsi que le stockage et la diffusion de supports exploitables par machine. L'événement clé avait été l'élaboration au milieu de la décennie par la Bibliothèque du Congrès, aux États-Unis, du projet MARC (Machine Readable Cataloguing, catalogage lisible par ordinateur) destiné à la communication des données bibliographiques sous une forme exploitable par une machine. Cette forme nouvelle de conversion, de conservation et de distribution des informations bibliographiques devint rapidement le format standard de partage des données et autres matériels de recherche. En outre, son application à l'échelle mondiale était possible : en 1973, soit deux ans après être devenu la norme officielle aux États-Unis, le format MARC fut adopté comme norme internationale.

LES ANNÉES 1970 ET 1980

Il s'agit sans doute là des deux décennies les plus dynamiques en matière

d'évolution des bibliothèques au XXe siècle tant sur le plan de la normalisation et de la coopération internationale qu'au niveau technologique. L'UNESCO connut en effet une phase d'activités des plus intenses pendant les années 1970. À cette époque, sa priorité n'était plus l'encouragement aux bibliothèques publiques mais la planification globale au niveau national et la promotion dans les pays en développement. Une étude menée conjointement par l'UNESCO et le Conseil international des unions scientifiques (International Council of Scientific Unions, ICSU) conduisit à la mise en place en 1972 du programme UNISIST destiné à encourager la coopération en matière d'information scientifique et technologique. En 1974, une conférence intergouvernementale proposa la création de systèmes nationaux et coordonnés d'information scientifique et technique (NATIS) qui devaient servir de base à UNISIST. NATIS était fondé sur l'idée que la meilleure information écrite devait être fournie par les pays qui produisaient ces supports. En 1977, NATIS et UNISIST fusionnèrent pour donner naissance au Programme général d'information (PGI) de l'UNESCO. Afin d'aider à l'orientation des politiques et à la planification dans les pays en développement, ce programme proposa des lignes directrices et permit la réalisation de séminaires et d'évaluations nationales des sources d'information. L'UNESCO se pencha également sur l'éducation et la formation des métiers de l'information et travailla en collaboration avec la Fédération des associations de bibliothécaires (FIAB), la Fédération internationale de la documentation (FID) et le Conseil international des archives (CIA) afin de poursuivre la normalisation de la formation professionnelle, en particulier dans les régions en développement. L'organisation onusienne soutint également la formation continue des professionnels. Ainsi, entre 1977 et 1987, plus d'une centaine de cursus universitaires sous contrat avec diverses organisations et institutions, et financés en partie par l'UNESCO, furent offerts à 2 500 participants. Cependant, avec le retrait des États-Unis et du Royaume-Uni de l'UNESCO en 1984, de nombreux programmes du PGI en faveur des bibliothèques diminuèrent comme peau de chagrin.

L'essor des bibliothèques dans les années 1970 et 1980 doit beaucoup aux actions menées par l'Union soviétique en faveur de la planification et de la formation dans les pays les moins développés du bloc socialiste, notamment à Cuba et au Viêt Nam. Entre 1974 et 1991, des milliers d'étudiants originaires d'Amérique latine, d'Asie ou d'Afrique suivirent une formation en URSS dans les écoles de bibliothécaires et de sciences de l'information et purent rentrer dans leur pays dotés d'une bonne connaissance des normes internationales en la matière. L'Union soviétique s'appuya en outre dès le début des années 1970 sur son propre système international d'information scientifique et technologique (Mezhdunarodnyaia Sistema

Nauchno-tekhnicheskoi Informatsii, MSNTI) qui s'inspirait du NATIS de l'UNESCO. Le système international soviétique devait mettre en valeur les compétences de l'URSS en matière de centralisation de l'information mais aussi les travaux menés par les Soviétiques en collaboration avec d'autres nations dans le domaine des sciences de l'information. Enfin, le MSNTI devait compenser l'absence quasi totale des journaux occidentaux, trop chers pour ces pays socialistes.

Dans les pays occidentaux, quatre phénomènes marquèrent ces décennies: 1) l'adoption progressive mais massive des technologies électroniques dans les tâches quotidiennes du bibliothécaire comme la distribution et le catalogage; 2) le passage au format électronique de certains outils traditionnels d'indexation tels que l'*Index Medicus* qui devint en 1971 une base de données en ligne sous le nom de MEDLINE; 3) l'essor des sociétés commerciales d'hébergement, qui offrent une assistance en matière de logiciels et de télécommunications et qui donnent accès à des centaines de bases de données à des utilisateurs éloignés (le plus puissant de ces serveurs est DIALOG, créé en 1972 aux États-Unis); et 4) la mise en réseau des bibliothèques qui permit à chaque établissement de partager ses acquisitions et son catalogue et facilita le prêt interbibliothèque. L'Ohio College Librarv Center (OCLC), créé en 1967, fut un important réseau pionnier. En lançant ses activités en ligne en 1971, il offrit aux bibliothèques membres un accès au catalogue MARC de la Bibliothèque du Congrès ainsi qu'aux catalogues des autres établissements affiliés. En 1977, l'OCLC couvrait déjà la quasi-totalité des bibliothèques de la partie continentale des États-Unis; en 1990, le réseau s'était étendu à de nombreux établissements européens et asiatiques, fournissant un catalogue général transnational. Depuis, divers outils de gestion électronique des bibliothèques ont été mis au point sur le modèle de l'OCLC dans d'autres régions du globe. Le plus important de ces réseaux est le système PICA néerlandais qui regroupe les bibliothèques d'un grand nombre de pays d'Europe du Nord. À la fin des années 1980, l'attrait des technologies électroniques ainsi que leur accessibilité croissante par l'intermédiaire des ordinateurs personnels étaient devenus les facteurs clés de l'évolution des bibliothèques à l'échelle internationale. Cependant, le coût de ces technologies et leur grande dépendance à l'égard des infrastructures nationales existantes en matière de communications avaient creusé la fracture de l'information entre pays riches et pays pauvres.

LES ANNÉES 1990

Trois phénomènes ont marqué cette dernière décennie du XXe siècle en

matière de bibliothèques : 1) l'effondrement de l'Union soviétique en 1991 et, avec elle, de l'ensemble des programmes en faveur des bibliothèques qu'elle avait mis en place sur son territoire et à l'étranger; 2) l'accès mondial à l'Internet et au *World Wide Web*; et 3) l'essor des bibliothèques numérisées accessibles par ordinateur. La fin de la guerre froide signifia pour de nombreux pays émergents non seulement la disparition brutale des aides soviétiques en faveur des bibliothèques mais aussi celle des financements américains désormais adressés aux anciens satellites de l'URSS. Dans les pays industrialisés, le comportement des individus en matière de recherche d'information fut bouleversé par l'accès, depuis leur ordinateur personnel, aux vastes ressources de l'Internet, réseau de réseaux regroupant les données présentes sur des ordinateurs du monde entier. En 1997, l'Internet centralisait déjà 25 000 réseaux pour plus de 45 millions d'utilisateurs et poursuivait sa progression. Conçu à l'origine dans les années 1960 par le ministère américain de la Défense pour ses propres chercheurs, l'Internet connut une croissance impressionnante à partir de 1990 et attira par milliers les particuliers comme les entreprises. L'une des interfaces d'Internet les plus utilisées est le *World Wide Web* (WWW) dont le logiciel Mosaïc permet de consulter des documents sur des serveurs hébergés partout dans le monde. Le Web fut conçu par le CERN (Organisation européenne pour la recherche nucléaire) à partir d'une navigation hypermédia. Aujourd'hui, la facilité d'accès à Internet depuis n'importe quel ordinateur doté d'un modem place les cultures préservées, et les bibliothèques qui les ont soutenues, face à d'importants défis. De fait, à l'instar de la télévision par satellite, l'Internet s'est révélé extrêmement difficile à contrôler pour les gouvernements qui souhaitent limiter la pénétration de modes de vie différents qu'ils jugent menaçants pour leur propre culture.

Dès le milieu des années 1990, de nombreuses bibliothèques des pays industrialisés numérisaient leurs catalogues d'ouvrages écrits afin de les rendre accessibles sur l'Internet. La création et l'utilisation de ces bibliothèques numériques sont semblables à celles des bibliothèques publiques traditionnelles: comme ces dernières, les bibliothèques numériques renferment des informations collectées et organisées au nom d'une communauté d'usagers et pour satisfaire les besoins de celle-ci. De même, à l'instar des établissements conventionnels, elles regroupent des informations disponibles sur des formats et supports très divers et ont été mises sur pied par des entreprises, des institutions privées, des agences gouvernementales, des organisations non gouvernementales, des groupes de bénévoles, des organes politiques ou religieux, etc. La révolution à l'œuvre réside donc plutôt dans le fait que la bibliothèque numérique est un établissement virtuel qui peut, ainsi que les données qu'il contient, être accessible de n'importe quel point du monde. Les activités de la communauté concernée sont elles

aussi virtuelles et ne sont pas limitées par des frontières organisationnelles. De ce fait, la recherche, la fourniture et les activités de l'information ont quitté le monde des bibliothécaires pour envahir les bureaux, les chambres, les laboratoires, les salons et les espaces publics. Dans le monde entier, la profession a donc élaboré des méthodes afin d'appréhender le nouveau phénomène des bibliothèques numériques. Plusieurs arguments plaident en faveur du maintien de la bibliothèque comme espace physique, notamment le fait qu'une grande partie de l'information, pas encore numérisée, n'est disponible que sur support papier. Un autre argument consiste à dire que les données numériques sont par nature difficiles d'accès et que la présence d'une aide professionnelle, en la personne du bibliothécaire, reste indispensable. Aujourd'hui, l'idée la plus encouragée par les bibliothécaires, car avantageuse politiquement et financièrement, est la suivante : ce sont précisément les bienfaits des bibliothèques numériques qui rendent impérieux le maintien d'établissements financés par des fonds publics et donnant accès à tous à ce patrimoine extraordinaire. Cet argument fonde d'ailleurs la décision prise en 1994 par la Bibliothèque américaine du Congrès de numériser, par l'intermédiaire de sa National Digital Library (Bibliothèque numérique nationale), le patrimoine national tant imprimé que graphique. De nombreux autres écrins de la culture, comme la Bibliothèque du Vatican à Rome, ont également entrepris la numérisation de leurs précieuses collections pour les rendre accessibles au monde entier. Ainsi, à la fin des années 1990, les bibliothécaires des pays industrialisés revendiquaient la révolution de l'information comme issue de leur pratique et transformaient leurs établissements en zones de connexion vers les données numériques du monde entier. Le plus grand défi du nouveau millénaire sera donc d'étendre cette connexion aux bibliothèques des régions en développement.

BIBLIOGRAPHIE

- AIYEPEKU W. O. 1991. The Challenge of Implementing An African Programme in Information Science: TRARECON, Dans: Journal of Information Science, vol. 17, n° 5, p. 315–320.
- BORGMAN C. L. 1997. Now That We Have Digital Collections, Why Do We Need Libraries? Dans: *Proceedings of the 60th Meeting of the American Society for Information Science 1997*, Medford (New Jersey).
- GOODY J. (dir. publ.). 1968. *Literacy in Traditional Societies*, Cambridge (Royaume-Uni), Cambridge University Press.
- GORE A. L. 1994. Innovation Delayed is Innovation Denied. Dans: Com-

- puter, vol. 27, n° 12, p. 45-47.
- GROSS R. A., BORGMAN C. L. 1955. The Incredible Vanishing Library. Dans: *American Libraries*, vol. 26, p. 900–904.
- MACBRIDE S. et al. 1980. Many Voices, One World. Communication and Society, Today and Tomorrow. Report of the International Commission for the Study of Communication Problems, Paris, UNESCO.
- MCEVOY J. 1995. Third World Wonders about Information Highway, Londres, Reuters.
- MIKHAILOV O. A. 1988. Electronic Documents in Archives: Problems of Receiving Guarantee of Safety and Utilization (Analytic Survey of Foreign and Domestic Experience), Moscow, Moscow State University.
- Montviloff V. 1990. *National Information Policies: A Handbook on the Formulation, Approval, Implementation and Operation of a National Policy of Information*, Paris, UNESCO, PG1–90/WS/11.
- RICHARDS P. S. 1994. *Scientific Information in Wartime: The Allied-German Rivalry 1939–1945*, Westport (Connecticut), Greenwood Press.
- RUDOMINO M. I. 1993. Russian Librarianship during the Time of Perestroika (1987–1989), Moscou, Digest.
- TSENG G., POULTER A., HIOM D. 1999. *The Library and Information Professional's Guide to the Internet*, Londres, Library Association Publishing.

29.3.3 L'ÉVOLUTION DES MUSÉES

Sid Ahmed Baghli

1914-1945

En 1914, les musées avaient déjà acquis leurs titres de noblesse. Certains d'entre eux étaient de vénérables centenaires en Europe ou même en Amérique. Ces temples sacrés tels l'Ermitage de Saint-Pétersbourg, le British Museum de Londres, le Louvre de Paris, le Prado de Madrid ou le Musée national de Rio de Janeiro, possédaient un précieux héritage culturel jalousement protégé. Le musée était considéré comme une institution de sauvegarde des œuvres d'art, des collections archéologiques et des spécimens d'histoire naturelle (Capart, 1930).

Seul l'aspect conservation primait, il n'y avait que peu de collections techniques et scientifiques¹ et le rôle éducatif était encore ignoré. Pour avoir accès au British Museum il fallait faire une demande avec des titres à l'appui, attendre le résultat de l'enquête pour recevoir enfin une autorisation et attendre son tour encore quelques mois pour avoir le privilège de visiter le musée (*Mouseion*, 1930, vol. 12). Les atteintes dramatiques portées au monde des musées lors de la Première Guerre mondiale marqueront la stagnation des institutions de l'Europe de l'Ouest. La révolution d'Octobre de 1917 va cependant particulièrement influencer l'évolution des musées de cette région.

L'Union soviétique et les pays de l'Europe de l'Est

Lénine institue alors un «collège des musées et du patrimoine», pris en main par l'État, et dont les objectifs prioritaires sont la conservation du patrimoine culturel et la contribution à l'éducation scientifique et esthétique des musées.

Le nombre des musées était en 1917 d'environ 150 dans la nouvelle Union des républiques socialistes soviétiques (URSS), il passe à 400 en 1923 et à plus de 1 100 en 1970. Les musées d'histoire connaissent alors d'importantes mutations en ce qui concerne leur contenu, leur présentation et la visite du grand public. L'Union soviétique compte en 1977 près de 1 400 musées d'État soit neuf fois plus qu'en 1917. Les différents types de musées représentent alors l'art, l'archéologie, l'histoire et les sciences et

techniques. Le Musée polytechnique de Moscou est un exemple de grand musée pluridisciplinaire. Les musées accordent une grande place à la révolution d'Octobre et à la «lutte héroïque des peuples de l'Union soviétique pendant les guerres nationales».

Les autres démocraties populaires d'Europe ont également une politique d'encouragement en faveur du développement de leurs musées. Signalons l'essor des musées allemands et polonais en matière d'archéologie, ceux de plein air en Roumanie, et les musées d'usines en Yougoslavie.

Voici quelques chiffres concernant le nombre des musées dans les pays socialistes: URSS: 1 400 en 1977, 1 800 en 1985; République démocratique allemande: 700 en 1973, 748 en 1985; Pologne: 657 en 1974, 750 en 1985; Roumanie: 331 en 1973, 331 en 1985.

L'Europe de l'Ouest et les États-Unis

Ce n'est qu'avec un certain retard que le reste de l'Europe qui possède un nombre impressionnant de musées va, peu à peu, faire des réformes après les sévères critiques portées depuis des décennies contre les «greniers de luxe», les «cimetières de l'art» ou les asiles posthumes».²

Les musées hollandais et suédois sont parmi les premiers à expérimenter les méthodes d'animation des musées de plus en plus accessibles au public et notamment aux jeunes. C'est déjà la mise en application des programmes éducatifs. De 1945 à 1963 le Stedelijk Museum d'Amsterdam a donné une grande impulsion à la muséologie moderne et plus tard au «musée de plein air» qui deviendra un modèle suivi à travers le monde.

Si les systèmes d'exposition restent traditionnels notamment dans les musées d'art, d'archéologie et d'histoire, leur nombre varie. Les grands musées, tel le musée du Louvre de Paris, introduisent des innovations en matière d'éclairage et de présentation au grand public de certains chefs-d'œuvre.

Un nouveau type de musée interdisciplinaire voit le jour, c'est l'écomusée. «L'écomusée est un miroir qu'une société se donne à ellemême; un musée de l'espace, du temps et de l'homme tout entier» explique le muséologue Georges Henri Rivière. C'est une vision globale de l'homme dans son milieu naturel et socioculturel. Citons en exemple les écomusées français de la Grande-Lande et du Creusot-Montceaules-Mines.

LE NOMBRE DES MUSÉES

Les chiffres suivants donnent une idée de l'accroissement du nombre de musées entre 1970 et 1980. La République fédérale d'Allemagne avait 1 550 musées en 1975 et 2 415 en 1985; le Canada, 471 en 1976 et 1 515 en 1985; le Danemark, 300 en 1976 et 331 en 1985; les États-Unis, 4 988 en 1976 et 6 120 en 1985; la France, 1 250 en 1977 et 1 921 en 1985; le Japon, 407 en 1976 et 807 en 1985; la Norvège, 320 en 1976 et 359 en 1985; les Pays-Bas, 483 en 1976 et 793 en 1985.

Aux États-Unis apparaissent les musées «d'art primitif» en même temps que les musées «d'art moderne» et les musées «d'art contemporain». Le prestigieux architecte Frank Lloyd Wright réalise à la fin des années 1950 le Guggenheim Museum de New York, une gigantesque coquille d'escargot avec une spirale en béton armé constituant à l'intérieur une rampe d'exposition en pente douce sur une hauteur de six étages. Les musées de «géologie» et de «biologie» se développent notamment en Amérique du Nord.

L'Éurope reste « le maître » des musées dans le monde. Par leur nombre, leur richesse, leur variété et leur ancienneté, les collections sont d'autant plus importantes qu'elles représentent pratiquement tout le patrimoine universel. L'Allemagne, la France et le Royaume-Uni détiennent, à cet égard, la part du lion (illustration 171).³

Entre les musées du Nord et du Sud: un fossé béant

Le fossé de plus en plus grand qui sépare les pays riches des pays pauvres du tiers-monde est essentiellement dû au sous-développement qui a engendré un endettement colossal atteignant des milliers de milliards de dollars à la fin des années 1960.

Les cinq cents musées de l'ensemble du continent africain représentent alors à peine 2% des musées du monde et moins de la moitié du nombre des musées d'un seul pays d'Europe occidentale.

Malgré leurs richesses culturelles, les musées hérités de l'ère coloniale affichaient un cachet occidental loin des réalités et des aspirations nationales. Ce sont essentiellement des musées de type européen à caractère ethnographique créés souvent pour satisfaire l'aristocratie coloniale administrative et mercantile (*Museum*, 1973). Les modèles occidentaux de musée, périmés et inadaptés, doivent être «tués» et repensés dans l'Afrique d'aujourd'hui dira plus tard le président du

Mali Alpha Oumar Konaré. Heureusement des formules inédites et souvent ingénieuses ont été trouvées après l'indépendance pour concevoir des projets muséaux qui tiennent compte des moyens disponibles et des besoins locaux. Le Mexique, l'Inde ou le Niger ont, entre autres, réalisé des prouesses à cet égard. Une évolution lente mais profonde a permis peu à peu des mutations successives pour mettre le musée au service de la société.

Dès le début du siècle est édifié le Musée égyptien du Caire succédant au musée des Antiquités égyptiennes qui remonte à 1857. En 1959, le Musée de plein air de Niamey (Niger) est un véritable musée africain tenant compte des us et coutumes de la société. L'Association des musées d'Afrique tropicale (AMAT-MATA) qui avait été créée en 1959 regroupait trois ans plus tard 22 États africains (anglophones et francophones). Les musées des pays en voie de développement ne sont réellement connus à travers le monde que depuis les années 1960 grâce à l'UNESCO et à l'ICOM qui lancèrent des campagnes internationales pour les musées. L'Amérique latine et l'Asie ont commencé une politique de réorganisation des musées bien avant les pays d'Afrique qui souffrent encore des séquelles du colonialisme et des difficultés économiques.

L'Argentine, le Brésil, le Chili, Cuba, le Mexique et le Pérou sont parmi ceux qui ont activement animé leur politique muséale dans les domaines de la formation du personnel et des publications. Une étroite collaboration s'est établie entre l'UNESCO et l'ICOM pour la campagne internationale des musées de 1956 avec l'organisation de séminaires et de tables rondes.

C'est après la Seconde Guerre mondiale et la décolonisation que les musées d'Asie prennent de l'ampleur grâce à l'UNESCO et à l'Agence Asie-Pacifique créée par l'ICOM. Les musées d'art et d'archéologie sont les plus nombreux notamment en Inde et en Thaïlande. En 1966, l'Iraq crée son grand musée national à Bagdad équipé d'un laboratoire de restauration

L'essor des institutions au service de la société (1968–1990)

Dès 1960 et surtout depuis les événements de Mai-68, les musées ne cessent d'être remis en question par les professionnels eux-mêmes. Les artistes, les critiques d'art et les étudiants européens réclament la suppression des musées «embourgeoisés» et surannés. Il faudrait disperser les collections dans les lieux publics. «La *Joconde* au métro!» criait-on à Paris.

La Conférence générale de l'ICOM en 1971 accepte le principe de la démocratisation et celle de Copenhague en 1974 prend la résolution de tout faire pour encourager cette démocratisation du «musée au service de la société et de son développement».

Effectivement, l'univers muséal s'ouvre aux artistes, aux mouvements du cinéma, du théâtre, de la musique et surtout aux collectivités et aux jeunes. Pontus Hulten, historien d'art et conservateur du Moderna Museet de Stockholm, puis du Musée d'art moderne de Los Angeles et du Musée d'art moderne de Paris, ne cesse de se battre pour que le musée devienne le «lieu par excellence de la communication, de la rencontre, de la diffusion et un instrument de réflexion» (Hulten, 1971).

Cette orientation qui concerne l'ensemble des musées et tous les pays permet une démocratisation réelle de l'institution qui devient «un instrument dynamique d'une culture vivante». Malgré les graves problèmes socio-économiques qu'ils affrontent, les musées africains évoluent, se développent et changent au cours des années 1980 et 1990 avec la création des musées locaux, la constitution de collections, l'organisation des expositions et la mise en place d'un réseau professionnel de plus en plus compétent et actif.⁴ Tous les efforts de développement stratégique confirment le développement de nouveaux musées répondant aux besoins et aux réalités africaines.

La remarquable table ronde de Santiago du Chili en 1972 a souligné l'importance de la mission sociale des musées d'Amérique latine et l'utilité de la création d'un nouveau type de musée : le musée intégral qui est une sorte d'écomusée spécifique à la région.

Les années 1990 ont vu l'extraordinaire développement de superbes musées au Mexique. Une demi-douzaine de grandes institutions sont créées : d'art préhispanique, d'histoire de la ville de Mexico, d'anthropologie du Mexique, d'art moderne et d'histoire naturelle. Exprimant la richesse de l'identité culturelle, le Musée d'anthropologie est un chef-d'œuvre architecturale et muséologique. Par ailleurs au Brésil, le Musée d'art moderne de Rio de Janeiro est un autre exemple de réussite.

Les musées d'histoire naturelle sont nombreux mais, les plus en vogue, sont surtout les musées de sciences et de technologie avancée, ainsi que les planétariums, qui, à Calcutta, New Delhi, Bombay, Nagpur ou Lucknow, connaissent un développement exemplaire. En 1970 le Pakistan modernise son Musée national. En 1976 est créé le Musée national de Doha (Qatar).

En fait, les pays du Proche-Orient, l'Inde et la Chine, qui sont les berceaux des plus anciennes civilisations, voient leurs musées se développer de plus en plus dans les années 1980.

Les préoccupations écologiques, socioculturelles et scientifiques des muséologues en France, au Canada, en Afrique et en Amérique latine ont

créé un important mouvement international des écomusées au cours des années 1980. Citons par ailleurs le grand Musée de géologie de Londres qui, en 1972, commence «l'histoire de la Terre» par une vertigineuse représentation des galaxies (*Museum*, 1974).

Plus de 50% des musées des États-Unis d'Amérique sont des musées d'histoire, puis viennent les musées de sciences et de technologie et, au troisième rang, les musées d'art.

Un sondage réalisé en 1980 indiquait que 68% des Américains fréquentaient les musées. Avec ses 16 musées la Smithsonian Institution (Washington D.C.) attirait à elle seule 25 millions de visiteurs chaque année! Le Metropolitan Museum of Art de New York recevait en 1980 plus de 6 millions de visiteurs. À cette même époque il se crée un musée tous les trois jours aux États-Unis.

Le développement audacieux des musées fit naître de nouvelles institutions au Japon: ce sont les «musées de la Paix» comme ceux de Kyoto et de Kawasaki. Ils rappellent le lourd héritage de la bombe atomique de 1945, avec cependant une vision optimiste de l'avenir. La compréhension entre les peuples, la tolérance et la confiance expriment cette «culture de la paix» si chère à l'UNESCO. Cette même approche se retrouve au «musée de la Tolérance» à Los Angeles avec une présentation avant-gardiste stimulant les réactions gustatives, olfactives, tactiles, visuelles et auditives du visiteur.

Le Musée d'art moderne de Wakayama (Japon), édifié en 1994, ose allier une architecture moderne coiffée d'une toiture traditionnelle. Dans le même esprit que celui qui a prévalu à la construction du Musée des civilisations d'Ottawa au Canada en 1980, le Musée de Sydney, en Australie, et le musée Te Papa Tongarewa, en Nouvelle-Zélande, mettent en valeur un parcours historique en respectant les voix multiples des Aborigènes à côté de celles des Européens dans un dialogue de paix.

DE NOUVEAUX MUSÉES, DE NOUVELLES PERSPECTIVES DEPUIS 1991

La dernière décennie du millénaire est marquée par des bouleversements politiques, sociaux et économiques à l'échelle planétaire freinant l'évolution des musées en Europe orientale et dans certains pays en voie de développement.

L'année 1997 a vu la réouverture du Musée national de Beyrouth, au Liban, et l'inauguration du Musée de la Nubie à Assouan, en Égypte. Le nouveau Musée national de Riyad, en Arabie Saoudite, qui a vu le jour au début de l'année 1999 a été réalisé en collaboration avec les spécialistes du

Royal Ontario Museum afin de réaliser un vaste panorama de la tradition, de la culture et de l'histoire de ce pays.

La fondation Getty a fait appel aux nouvelles technologies en investissant un milliard de dollars pour édifier le centre de Los Angeles, ouvert en 1997, et pour présenter un musée des Beaux-Arts grandiose, aux allures d'Acropole surplombant la ville et l'océan.

Les nouvelles technologies de l'information offrent aux musées des possibilités prodigieuses de diffusion. C'est ainsi que chaque jour, plus de 4 000 visiteurs consultent le site Web, en japonais, du musée du Louvre, qui est devenue l'institution la plus recherchée sur Internet devant le Metropolitan Museum de New York et le British Museum de Londres.

L'Internet, en rendant le musée accessible aux visiteurs du monde entier ne risque t-il pas de faire déserter les musées? En fait, «loin d'éloigner des musées, le nouveau paysage des images en ligne ne fera qu'attiser la passion du public pour les œuvres originales».

L'ampleur de cet univers virtuel augmentera l'audience des musées, avec le seul «risque» de les voir logés à la même «enseigne visuelle» quels que soient leur situation géographique, leur importance, leur richesse ou leur prestige. Ces données virtuelles ne constitueront-elles pas d'excellents moyens de lutte contre les vols, les pillages et le trafic des œuvres des musées et des biens culturels?

NOTES

- 1. Le plus ancien musée de ce genre est le Deutsches Museum de Munich fondé en 1903.
- 2. Théophile Thoré avait dénoncé le siècle précédent les «temples pour initiés» et préconisait un « forum ouvert » au public.
- 3. Allemagne: 4 682 en 1992; Autriche: 712 en 1993; Espagne: 1 054 en 1994; France: 1 300 en 1992; Hollande: 732 en 1993; Grèce: 268 en 1993; Italie: 3 442 en 1992; Norvège: 475 en 1993; Russie: 1 478 en 1994; République tchèque: 254 en 1993; Roumanie: 404 en 1993; Royaume-Uni: 2 000 en 1996; Suède: 197 en 1993; Suisse: 776 en 1993; Ukraine: 297 en 1993 (source: Annuaire statistique de l'UNESCO paru en 1997. Il s'agit des musées proprement dits. Les parcs, les zoos, les jardins botaniques et les salles d'expositions ne sont pas compris. Les chiffres concernant le Royaume-Uni ont été rajoutés à la liste).
- 4. Les derniers «ateliers» de l'Afrique, au Mali, au Ghana, au Bénin, etc.

BIBLIOGRAPHIE

- ALDERSON W. T. (dir. publ.). 1992. *Mermaids, Mummies, and Mastodons: The Emergence of the American Museum*, Washington D.C., American Association of Museums.
- ALEXANDER E. P. 1979. Museums in Motion: An Introduction to the History of Museums, Nashville (Texas), American Association for State and Local History.
- AMBROSE T. (dir. publ.). 1987. Education in Museums: Museums in Education, Édimbourg, HMSO/Scottish Museums Council.
- PAINE C. 1993. Museum Basics, Londres/New York, ICOM/Rout-ledge.
- ANDERSON M. 1996. Directeur de la Art Gallery of Ontario. Dans: *Les nouvelles de l'ICOM* (Paris) numéro spécial 50° anniversaire, p. 22.
- ASSOCIATION DES AMIS DE GEORGES HENRI RIVIÈRE 1989. La muséologie selon Georges Henri Rivière. Dans: Cours de muséologie, textes et témoignages, Paris, Dunod.
- BARTZ B., OPITZ H., RICHTER E. 1992. *Museums of the World*, Handbook of International Documentation and Information, vol. 16, Munich, K. G. Saur Verlag.
- BAZIN G. 1967. Le Temps des musées, Liège/Bruxelles, Desoer.
- BOYLAN P. J. 1992. *Museums 2000: Politics, People, Professionals and Profit*, Londres/New York, Routledge.
- CADERNOS DE SOCIOMUSEOLOGIA 1996. nº 5, Lisbonne, Centro de Estudos de sociomuseologia/ULHT.
- CAMERON D. F. 1971. The Museum, a Temple or the Forum? Dans: *Curator*, vol. 14, n° 1, p. 11–24.
- CAPART J. 1930. Le rôle social des musées. Dans: Mouseion, vol. 12.
- DESVALLÉES A. 1994. Vagues, une anthologie de la nouvelle muséologie, 2 vols., Mâcon (France), MNES.
- ENCYCLOPAEDIA BRITANNICA 1974. Londres, p. 649–662.
- ENCYCLOPAEDIA UNIVERSALIS 1993 1994 et suppléments 1995 1996 1997 1998. Paris.
- GLASER J. R., ZENETOU A. 1996. *Museums: A Place to Work*, Londres/New York, Routledge.
- HULTEN P. 1971. Entretien. Dans: *Opus international*, Paris, n° 24–25, mai, p. 63.

- ICOM 1964. Les problèmes des musées dans les pays en voie de développement rapide, Colloque organisé par le Conseil international des musées, Neuchâtel, 17–25 juin 1962, Berne/Paris.
- Les Nouvelles de l'ICOM, revue trimestrielle du Conseil international des musées (depuis 1948), Paris.
- MORLEY G. 1981. *Museums Today*, (2° éd.), Baroda (Inde), Department of Museology, Faculty of Fine Arts.
- Mouseion. 1927-1946. Périodique de l'Office international des musées, Paris.
- MUSEUM 1973. Rôle des musées dans l'Amérique latine d'aujourd'hui, Paris, UNESCO, vol. 25. n° 3.
- 1974. Les musées de sciences exactes et naturelles, Paris, UNESCO, vol. 26.
- 1976. *Le musée africain à la recherche de son avenir*, Paris, UNESCO, vol. 28, n° 4, p. 181–215.
- PEARCE S. 1993. *Museums, Objects and Collections: A Cultural Study*, Washington D.C., Smithsonian Institution Press.
- RIPLEY D. 1969. *The Sacred Grove: Essays on Museums*, New York, Simon and Schuster.
- Sola T. 1997. Essays on Museums and their Theory: Towards a Cybernetic Museum, Helsinki, The Finnish Museums Association.

29.4 La révolution de l'information: technologie, methodologie et industrie

Michel Cartier

Introduction

Il est impossible de définir avec exactitude la révolution qui embrase actuellement les technologies de l'information et de la communication (TIC), tout comme il serait vain de vouloir décrire un train lancé à pleine vitesse. Tout au plus pourrions-nous parler de sa vitesse et de sa composition, de son éventuel chargement ou de sa destination supposée. Une représentation satisfaisante des nombreux phénomènes impliqués, et plus particulièrement de leurs relations, s'avère peu aisée. La première difficulté concerne la description du phénomène matériel. La liste des inventions dans le domaine informatique depuis 1945 est longue et relativement bien connue. Ces inventions convergent ensuite pour donner naissance à de nouveaux systèmes plus avancés quelques années plus tard (tableau 22). Il apparaît assez compliqué de détailler les mécanismes évolutifs à l'origine de leur fonctionnement et de leur convergence. De même, logiciels et contenus ont, jusqu'ici, fait l'objet d'une analyse insuffisante. La seconde difficulté se rapporte à la description de la révolution produite dans nos sociétés par de nouveaux dispositifs de communication, Internet et les cédéroms par exemple, et de leur impact sur toutes les sociétés.

Les concepts d'information et de technologies de l'information ont énormément évolué au cours des dernières décennies, à tel point qu'ils sont à présent le centre de gravité des systèmes socio-économiques des nations industrialisées et, finalement, de ceux des pays en développement.

L'information était synonyme d'acquisition de la connaissance avant les années 1940 et d'appareils de contrôle (cybernétique) dans les années 1950. Par la suite, cette notion désigna la collecte et le traitement des données pour désigner, récemment, le traitement numérique. Pendant ce temps, les technologies de l'information se sont transformées en moyens de communication de masse vers 1945, avec l'apparition d'un

courant parallèle d'ordinateurs centraux vers 1960 et d'ordinateurs personnels à partir de 1980. Aujourd'hui, les TIC émergent au travers de la convergence des médias et des technologies audiovisuelles avec l'informatique et les techniques de télécommunication, et particulièrement avec un nouvel élément responsable du bouleversement de l'ensemble de l'horizon des communications: l'interactivité. Depuis 1945, les mutations ont été extrêmement rapides à tous les niveaux comme le montre le bref résumé suivant.

- La nature de l'information: de l'acquisition du savoir au traitement des données numériques.
- La description de l'information: de l'analyse du réel aux situations simulées ou virtuelles.
- Le type d'information : du texte imprimé à l'affichage multimédia.
- Le volume d'information: de la désinformation à la surinformation.
- Le type d'utilisateur: de plusieurs centaines de spécialistes à des millions d'utilisateurs de l'Internet, de cédéroms ou de jeux vidéo.
- La nature des systèmes: des médias de masse sans interactivité aux systèmes permettant une navigation dans le cyberespace.

Le contexte de la discontinuité socio-économique auquel nous sommes pour l'heure confrontés est l'agent de tous ces changements. Ils reflètent les besoins de notre société en matière de nouveaux outils afin de l'aider à s'adapter à cette réalité. Voyons à présent un aperçu de quelques-uns de ces outils: l'information, les TIC, les autoroutes de l'information et l'industrie du contenu.

L'INFORMATION

L'un des problèmes nés de l'arrivée des TIC est la circulation d'une information n'ayant, le plus souvent, pas été triée ni synthétisée. Le défi de ces messages, d'origines et de destinations imprécises et très variées, est d'articuler des unités de connaissance au sein d'un système de référence dans le but d'offrir une organisation dont la structure permet le stockage, l'indexation et particulièrement l'extraction basée sur les interprétations de multiples utilisateurs. Les systèmes employés jusqu'à ce jour se chargeaient du traitement des données mais doivent maintenant s'appliquer à l'information. Il convient alors de redéfinir cette notion. Alors qu'une donnée ne comporte que deux dimensions, à savoir 0 et 1, l'information en compte quatre: son sujet, son objet (ou propriétés) ainsi que l'espace et le temps dans lesquels elle a cours. Son traitement nécessite donc une

Tableau 22 L'évolution des TIC

	Technologies	Information
À partir de 1900 et plus particulièrement depuis 1945	Impression Photographie Cinéma Téléphonie (première génération) Radio	Contenu: Traitement audiovisuel des données brutes Interface: Aucune
1960	Télévision Télévision par câble Audiovisuel Satellites Ordinateurs (centraux)	Contenu: Traitement analogique d'un grand nombre de données organisées Interface: Simple
1980	Ordinateurs personnels Microédition Photocopieurs et télécopieurs Jeux électroniques (première génération) Caméras vidéo et magnétoscopes	Contenu: Traitement mixte (moitié analogique, moitié numérique) des informations personnalisées Interface: Plus complexe
1990	Autoroutes de l'information Cédéroms Guichets bancaires automatiques Électronique grand public Chaînes thématiques Téléphonie cellulaire Cartes à puce Ordinateurs portables Boîtiers décodeurs/compteurs	Contenu: Traitement numérique et multimédia de l'information sur l'information Interface: Interactivité personnalisée, réelle, simulée ou virtuelle
2000	Environnements intelligents: domicile, bureau, voiture, etc.	Contenu: Micromarchés à valeur ajoutée Interface: Présente dans les objets quotidiens (donc avancée)

Note: L'évolution des TIC. Les dates mentionnées ci-dessus ne correspondent pas aux dates d'invention mais plutôt à l'éclosion d'une utilisation généralisée de ces technologies et donc à leur commercialisation.

approche multidisciplinaire s'appuyant sur la psychologie, la sociologie, l'informatique et, notamment dans le cas de la documentation, sur la cognition, etc.

Afin de survivre, les êtres humains sont contraints de communiquer sans relâche, c'est-à-dire d'échanger des informations avec une société composée de divers environnements à un instant et en un lieu donnés. Ils parviennent même à se figurer un modèle de cette société, cheminement que langues et cultures viennent refléter. Tant pour son artisan que pour son utilisateur, l'information représente davantage que la matière perçue dans un message. Il s'agit en fait de la substance qui aide à la construction de la société. L'information ne tient plus de la compétence d'un domaine spécialisé mais est devenue une ressource stratégique fondamentale pour la société dans son ensemble. Au sein de cette dernière, l'information est un phénomène révélant des caractéristiques simultanées; ainsi, il se révèle économique (informations en tant que produit commercialisable), technique (son contenu et sa forme changent selon la nature du véhicule), social (il s'adresse à des publics cibles), politique (il implique des relations de pouvoir) et culturel (il fait appel à un symbolisme social particulier). Toutes les évolutions majeures dépendent maintenant de l'accès à l'information et de son utilisation : pratiquement toutes les machines ont été concues dans le but de servir l'information ou la communication. Désormais, il nous faut donc analyser l'information comme un phénomène à la fois économique, technique, social, politique et culturel, et considérer la société d'information comme étant basée sur l'industrialisation de l'information

L'ère de la valeur ajoutée

Les produits de la nouvelle économie sont dits «à valeur ajoutée». Cette valeur est celle de la connaissance injectée en vue de transformer un produit ou une donnée. Elle comporte généralement des connotations culturelles: convivialité, facilité d'utilisation, adaptation culturelle ou linguistique, médiatisation du contenu, etc. Au sein d'une société de l'information, la valeur ajoutée est de plus en plus intégrée au contenu, c'est-à-dire à l'accès aux ressources: applications, services, programmes, logiciels et documentation en général.

La surinformation

Depuis 1945, l'essor des technologies de distribution a entraîné une croissance exponentielle du volume d'information.¹

Pour autant, nous ne sommes pas nécessairement mieux informés en raison de l'étendue de l'information disponible. Au contraire, cette augmentation peut engendrer une diminution de l'attention des citoyens, encourageant ainsi la «vision tunnel». Le renseignement recherché par quelqu'un est souvent difficile à identifier, puis à rechercher et à extraire de la masse d'information variée et enchevêtrée qui se trouve disponible. Ceci entraîne un phénomène d'«exformation», soit une accumulation d'informations non traitées faute de temps et de personnel compétent. De plus, ce flot n'atteint pas toujours sa destination. Les TIC et les autoroutes de l'information ne sont pas d'un grand secours puisqu'elles ont tendance à participer à la création du «mur de l'information».

La primauté nouvelle de l'information visuelle interactive

Au cours des derniers siècles, le passage de la lithographie à la photographie puis au cinéma, à la télévision et aux services électroniques interactifs a donné le jour à une culture visuelle interactive en Occident. Le grand et le petit écran avaient déjà mis l'image à l'avant-plan de la culture contemporaine mais dépendaient d'une diffusion en masse alors que les TIC fournissent aujourd'hui une communication visuelle interactive.

Autre transition majeure à noter: la photographie et le cinéma ont préservé la réalité physique des choses, offrant au spectateur l'apparence de l'immortalité. De nos jours, les TIC transforment la nature du contact qu'entretiennent les êtres humains avec la réalité en proposant des simulations et des «réalités virtuelles». Auparavant, le réel n'était jamais mis en doute; aujourd'hui, avec le recours aux images informatisées, le critère de réalité correspond à ce qui semble réel et non à ce qui l'est vraiment. La culture visuelle interactive est en train de devenir le royaume des apparences. Trois caractéristiques expliquent l'émergence de ce nouveau phénomène:

- La numérisation qui décompose les images et le son en microéléments, qui peuvent de nouveau être assemblés à volonté pour imiter la réalité ou créer de l'imaginaire;
- Le zapping qui permet la fragmentation de l'information démontrant que les scénarios sont de moins en moins contraints de suivre des chaînes de sens;
- L'interactivité qui, en rassemblant la technologie et la culture, place cette dernière au premier plan du développement des interfaces utilisateurs.

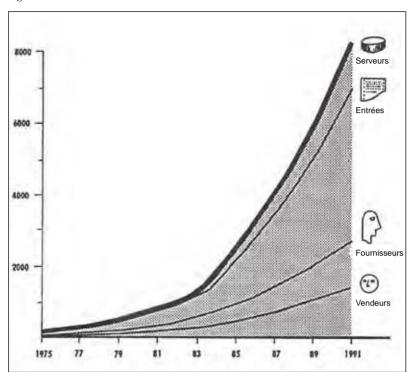


Figure 5 La surinformation ou le «mur de l'information»

En Amérique du Nord, entre 1975 et 1991, la masse critique d'informations traitées électroniquement a augmenté de manière spectaculaire:

- le nombre de serveurs est passé de 301 à 7 637 (24 fois);
- le nombre d'entrées est passé de 311 à 6 291 (20 fois);
- le nombre de fwournisseurs est passé de 200 à 2 372 (12 fois);
- le nombre de vendeurs est passé de 105 à 933 (8 fois), chacun vendant plus d'un service.

Une courbe exponentielle semblable se dessine pour le nombre d'utilisateurs des autoroutes de l'information. Celui-ci est ainsi passé de plusieurs centaines au début des années 1960 à plus de 30 millions en 1994.

Face à des volumes d'information croissants, il devient impossible de traiter celle-ci sans le recours à des accès plus évolués (interface, navigation, formatage, etc.). La transition d'une situation de désinformation à un contexte de surinformation transformera complètement les attentes des consommateurs.

LES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION (TIC)

Face à la soudaine apparition de projets s'intéressant aux autoroutes de l'information², les philosophes s'interrogent: Les autoroutes de l'information se développeront-elles dans un contexte de continuité ou de rupture? Cette question peut sembler théorique à certains. Néanmoins, si nous pensons que l'évolution de notre monde suit son cours normalement, nous devrions prendre certaines décisions (la déréglementation des télécommunications, par exemple). Si nous prévoyons, au contraire, que l'univers dans lequel nous évoluons sera totalement différent d'ici dix ans, des résolutions beaucoup plus fondamentales doivent être prises (la réforme de notre système scolaire, par exemple). Il s'avère difficile de gérer les forces de changement à l'œuvre, non seulement parce qu'elles sont nouvelles, mais encore parce qu'elles opèrent à l'échelle mondiale, et que leur dynamique de bouleversement est plus forte que ne le sont les perspectives de stabilité. La future transition promet une rupture avec le passé. Ses aspects positifs résident dans ses possibilités d'innovation. Cependant, les périodes transitoires sont délicates et les décideurs ne pourront se permettre aucune marge d'erreur ou faire preuve de naïveté.

Les TIC, et plus particulièrement les autoroutes de l'information, sont les véhicules de la transition à venir, tout comme l'alphabet et les presses à imprimer furent les agents d'importants changements dans le passé. Nous passons d'un monde à un autre dès lors que temps et espace sont l'objet d'une mutation telle que notre culture s'en trouve modifiée. C'est le cas également lorsque les nouveaux outils dont se dote notre société pour faciliter la transition bouleversent la façon de penser de ses membres. Contrairement à ce que l'on pense généralement, ces instruments ne sont pas responsables du changement social. En revanche, les transformations sociales et démographiques incitent les sociétés à créer de nouveaux outils leur permettant de mieux relever les défis nés des bouleversements majeurs et ressentis, dans un premier temps, dans les nations industrialisées et, finalement, dans tous les pays. Quels sont ces défis?

- L'arrivée dans la population active de millions de jeunes familiarisés avec les TIC;
- La pénétration massive d'ordinateurs personnels dans les foyers;
- La numérisation des technologies de l'information;
- La convergence des technologies avec l'image et l'interactivité, etc.

L'augmentation des grandes sociétés de divertissement et l'émergence des autoroutes de l'information affectent l'État. Il se peut que nous soyons confrontés à la déconstruction de l'État-nation comme expression interne et externe d'identité, tant au profit des sphères plus élevées (les grands marchés communs) que de celles à un niveau inférieur (nationalismes). L'un des défis du XXI^e siècle consistera à faire la synthèse entre l'unité des grandes formations et le foisonnement des minorités qui souhaitent affirmer leur identité. Les nations industrialisées ont récemment reconnu que les TIC et les autoroutes de l'information sont devenues des secteurs cruciaux garants de leur survie et de leur modernité. En fait, une des ruptures dans la structure de notre civilisation se situe dans la typologie de l'intelligence: la forte délocalisation du savoir et de l'intelligence rendue possible par la décentralisation. Celle-ci est facilitée par de nouveaux systèmes d'information et de communication auxquels ont recours les institutions pour se reconstruire.

De par le monde, la promesse d'un avenir plus souriant s'est évanouie. La société actuelle est fatiguée. Ses structures, à l'instar des pièces d'automobile d'occasion, sont incapables de produire les performances qu'on attend d'elles. L'explosion des TIC est le signe d'une phase décisive pour le monde, à une jonction où de nombreux facteurs interviennent: sociétal, politique, économique, technologique, etc. Les autoroutes de l'information, à la fois soutien et conséquence de la société qui les utilise, deviendront les «haut-parleurs» de ces mutations dont elles favorisent l'accélération et l'intensification pour le meilleur ou pour le pire. Elles caractérisent déjà un événement mondial et sont devenues un signe des choses à venir et, même dans les nations industrialisées, une affaire d'État, en raison de leur rôle dans le changement des équilibres stratégiques et donc des rapports de force.

Bien qu'ils les désignent différemment, plusieurs auteurs ont décrit trois grandes étapes dans l'évolution de l'histoire occidentale, chacune étant liée à des évolutions technologiques ou médiatiques (tableau 23).

étant liée à des évolutions technologiques ou médiatiques (tableau 23).

Chaque phase enregistre une avancée tant qualitative que quantitative en matière d'information, une médiamorphose.³ La transition d'une période à une autre est rendue possible grâce au développement de nouveaux outils médiatiques (ou conteneur): l'écriture, la presse à imprimer et les TIC qui comprennent les autoroutes de l'information. Ces nouveaux outils ont donné naissance à trois codes de communication, c'est-à-dire des moyens de médiatiser le contenu, qui ont changé notre façon de penser

Si Gutenberg a fait de chacun de nous des lecteurs et Xerox des rédacteurs, l'ordinateur personnel nous transforme en producteurs d'information et le média interactif nous place au rang de consommateurs.⁴

Tableau 23 Nouvelles technologies et médias en Occident : trois phases de développement

Auteur	1 ^{ère} phase	2ème phase	3 ^{ème} phase
Alvin Toffler	Première vague, celle de la révolution agraire, caractérisée par l'occupation du territoire	Deuxième vague, celle de la révolution industrielle, caractérisée par la production en série	Troisième vague caractérisée par l'information
Régis Debray	Logosphère	Graphosphère	Vidéosphère
Marshal McLuhan	Galaxie traditionnelle	Galaxie Gutenberg	Galaxie Marconi
Luc de Brabandère	Aqueduc, fondement de la société agraire	Oléoduc (pipeline), fondement d'une société basée sur l'énergie	Infoduc, fondement d'une société de l'information
Joël de Rosnay	Révolution agraire: énergie renouvelable	Révolution industrielle : énergie concentrée	Révolution informationnelle: info-énergies

Source: D'après UNESCO, Statistical Yearbook, 1992.

Certaines croyances sont très répandues dans le milieu, à tel point que les décideurs s'appuient souvent sur elles pour planifier notre avenir. Il est donc important d'analyser ces mythes qui résultent souvent d'un battage médiatique; en effet, elles sont en partie responsables de notre actuel engourdissement.

Les choses évoluent rapidement. Ceci s'avère plus faux que vrai. Il est exact que le matériel et les réseaux sont en proie à un changement rapide. Par contre, le domaine des logiciels subit un développement plus lent que prévu, tandis que les accords entourant les normes sont conclus à pas comptés. Quant à l'acceptation des systèmes sur le plan socioculturel, il serait plus approprié de parler de résistance.

Les coûts chutent rapidement. Le coût des circuits électroniques est véritablement bas actuellement et celui des ordinateurs personnels diminue considérablement d'année en année.⁵ En revanche, le coût de la médiatisation des contenus, qui doit être considéré sur la base des coûts réels totaux, fait rarement l'objet d'une analyse approfondie.

La société dans laquelle nous évoluons aujourd'hui produit et diffuse plus d'informations que l'ensemble des sociétés l'ayant précédée. Un véritable raz de marée d'informations submerge les médias et les autoroutes de l'information. Plusieurs raisons nous empêchent cependant de nous assurer que cette information atteint son public cible.

- Les réseaux ne sont non seulement pas accessibles dans le monde entier mais, lorsqu'ils le sont, ils sont souvent incompatibles comme cela a été le cas avec la téléphonie et la distribution par câble, par exemple.
- Les sources d'information actuelles ne sont pas fiables; les médias de masse, tout particulièrement, font souvent figure de marchands de rumeurs.
- La capacité de l'utilisateur à absorber et à interpréter l'information reste limitée, une situation aggravée par des interfaces rébarbatives.

L'introduction progressive de la société d'information suppose le respect d'un programme. De nombreux chercheurs ont identifié les diverses transitions (ou paradigmes) que nous traversons. Malheureusement, leurs réflexions n'accordent pas suffisamment de poids à l'immense résistance sociale ou à certains facteurs historiques. Par conséquent, les conditions de ces transitions et leur délai de réalisation ne sont pas analysés. Il nous faut préciser notre calendrier d'exécution pour rendre ces énormes investissements rentables, investissements qui excéderont ce que nous pouvons à présent imaginer. Ces transitions comportent certaines conditions à remplir au cours des deux années à venir (tableau 24).

LES AUTOROUTES DE L'INFORMATION

L'autoroute de l'information est une chose impalpable et immatérielle, un concept mobilisateur qui évoque de fortes images dans notre société, à tel point qu'il est en train de s'élever au statut de mythe⁶: les gens estiment qu'il représentera la première force du XXI^e siècle derrière le développement économique.⁷ L'autoroute de l'information est aujourd'hui une métaphore partagée pour l'unification d'industries qui, jusqu'à ces derniers temps, ne possédaient pas de langue commune: désormais, le langage numérique les unit. Ce terme désigne une notion unique qui fait référence à plusieurs groupes d'acteurs et à plusieurs types d'autoroute de l'information, chacun servant différents clients et marchés. À l'heure actuelle, nous assistons à de nombreux risques de collision, encombrements et sorties de route. Le développement des TIC et les débuts des autoroutes électroniques en particulier se sont apparentés à un véritable rodéo ou à une course d'obstacles.

L'autoroute de l'information est le résultat de l'intégration d'une famille de technologies appelée à devenir un nouveau véhicule pour les télétransactions commerciales et privées. Elle rassemble divers éléments traditionnellement séparés: données, signaux vocaux, images et figures. Elle génère ainsi d'importantes économies d'échelle du fait de la présence

Tableau 24 Agenda pour une affirmation progressive de la société de l'information

Anciens paradigmes	Nouveaux paradigmes	Conditions
Économie de production	Économie du savoir Marchés continentaux Société de l'information	Choix des niches
Structures institutionnelles	Structures en réseau	Réorganisation structurelle
Disparition des emplois permanents (secteurs primaire et secondaire)	Création de nouveaux types d'emplois (secteur tertiaire)	Formation continue pour l'acquisition de nouvelles compétences
Convergence technologique Conteneur Diffusion générale Utilisateurs de systèmes experts	Convergence des médias Contenu Diffusion ciblée Grand public novice	Interactivité conviviale (utilisateur)
Médias de masse Accès textuel Support papier Document statique	Paiement à la carte Accès multimédia Support électronique Document dynamique	Connaissances en TIC
Culture nationale (territoire géographique donné)	Culture d'affiliation (territoire virtuel)	Industrie culturelle et industrie de la langue

de nouvelles masses critiques d'utilisateurs et d'applications soutenues par une numérisation totale. Elle comprend trois éléments principaux qui sont, par ordre d'importance, le consommateur, l'information et les technologies.

L'autoroute de l'information incarne une nouvelle phase au cœur de l'essor de la société d'information naissante. Celle-ci peut être définie comme suit, selon les trois pôles tertiaires⁸:

- Définition technique: un réseau à haut débit, créé par la convergence des télécommunications, de l'ordinateur et des technologies audiovisuelles, reliant les anciens réseaux et en créant de nouveaux pour former, non pas une, mais plusieurs autoroutes.
- Définition économique: un marché international constitué de diverses sphères de distribution dans lesquelles la clientèle consomme du contenu ainsi que des services destinés aux entreprises et aux particuliers.

 Définition sociale: un nouveau circuit entre l'information et le fournisseur de services et le téléconsommateur, c'est-à-dire entre l'offre et la demande.

L'ère de l'autoroute de l'information a commencé dans les années 1970 avec l'électronique. Elle est organisée différemment des précédents cycles qui étaient fondés sur la matière et l'énergie, construisant une nouvelle structuration du temps et de l'espace. Les autoroutes de l'information sont des métaphores d'une organisation mondiale chargée du traitement et de l'échange d'informations. D'un point de vue fonctionnel, la mise en réseau assure une communication flexible (grâce à de multiples chemins d'accès), abordable et moins chère entre les consommateurs. Cela ne tombe pas du ciel: elle se base sur les infrastructures existantes (réseaux de données, satellites, etc.), sur les supports connus (fil de cuivre, fibre optique, etc.), sur le savoir (numérisation, compression, etc.) et sur les techniques en cours de développement (mode ATM, etc.). L'infrastructure est une véritable colonne vertébrale. Une fois mise en place, l'ensemble de l'économie suit. Le slogan de ses promoteurs semble être le suivant: «Plus rapide! Plus petite! Plus économique!».

Pratiquement tous les débats consacrés aux autoroutes de l'information s'ouvrent sur une description de la technologie. Malheureusement, la plupart d'entre eux ne poussent pas la réflexion plus loin. De plus, les rapports officiels reprennent essentiellement la même idéologie dominante:

- « Nous devons, dans un premier temps, construire les réseaux parce qu'ils produiront (par magie?) du contenu. » Il s'agit de l'idéologie de la primauté de l'infrastructure sur le contenu.
- « Nous devons agir rapidement parce que le monde entier accuse un retard par rapport aux États-Unis. » C'est l'idéologie de la primauté des projets à court terme sur une planification à long terme du type de société que nous souhaitons.

ARCHITECTURE DE BASE

Une autoroute de l'information est un réseau de réseaux qui communiquent entre eux par l'intermédiaire des lignes téléphoniques, d'un câble coaxial, des fibres optiques, de lignes spécialisées à haut débit, des émissions de radiodiffusion, des satellites, etc., et qui relient une variété d'éléments.

 Un réseau de base: réseaux centraux à haut débit appelés réseaux longue portée (WAN, Wide Area Networks), lignes à haute capacité, autoroutes de l'information satellitaires, téléports, stations dotées de grandes antennes paraboliques, etc.

- Réseaux locaux: routeurs, systèmes hôtes et serveurs locaux (RLE, RM), chacun ayant un nom et une adresse électroniques.
 Un dispositif de communication: ordinateur, modem, mémoire (magnétique, optique, carte PCMCIA, etc.), imprimante ou, dans certains cas, une télévision équipée d'un boîtier décodeur⁹, clavier, etc.
- Protocoles et logiciels destinés aux passerelles: télécommunications (TCP/IP par exemple), codage/décodage, tri, classification et recherche (Archie, Gopher, WWW, par exemple), accès, etc.
- Services de base (dans le mode client-serveur): connexion aux réseaux locaux, transfert de fichiers électroniques, courrier électronique, etc.
- Contenu: ressources, applications, documentation, logiciel et autres services

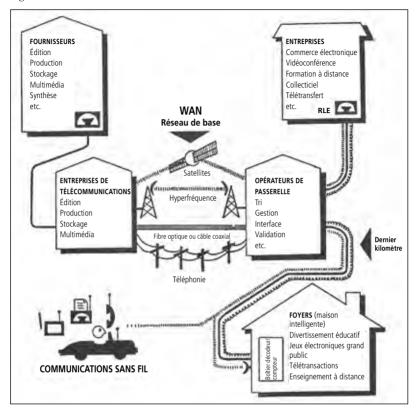
Les autoroutes de l'information comportent certaines caractéristiques:

- Normes ouvertes: leurs spécifications doivent être à la disposition de tous et, dans certains cas, être rendues publiques;
- Interopérabilité: elles doivent permettre la communication entre une variété de systèmes disparates;
- Accès normalisé: les livres peuvent facilement être trouvés dans les bibliothèques grâce à des critères de consultation normalisés. De même, les documents non normalisés présents sur les autoroutes de l'information vont compliquer la tâche des utilisateurs comme des systèmes.

Les documents transmis sur les autoroutes de l'information doivent également remplir certaines caractéristiques technologiques :

- Nous devons être à même de les numériser et de les stocker dans la mémoire de l'ordinateur;
- Nous devons pouvoir les modifier de différentes façons: ils doivent donc être plus flexibles que ceux disponibles en version papier;
- Ils doivent être numériques pour faciliter une redistribution rapide à moindre coût;
- Ils doivent être accompagnés d'instructions pour leur utilisation multimédia ou plurimédia, selon le cas.

Figure 6 La structure des autoroutes de l'information



La figure 6 illustre, entre les entreprises de télécommunications et les opérateurs réseau, le cœur ou la dorsale de l'autoroute de l'information qui utilise un grand choix de solutions techniques: satellites, fibre optique ou câble coaxial, téléphones. Selon qu'elles s'adressent aux particuliers, aux entreprises ou aux stations de communication sans fil, les autoroutes de l'information s'adaptent à différents environnements, marchés ou consommateurs. L'ensemble forme un nouveau support d'information particulièrement approprié aux télétransactions résidentielles ou professionnelles. C'est le champ de bataille des grandes entreprises de divertissement américaines

L'INDUSTRIE DU CONTENU¹⁰

Avant de prendre la forme d'une aventure technologique, les autoroutes de l'information provenaient d'un projet américain. L'objectif de celui-ci était de permettre aux acteurs de son industrie (grandes entreprises de divertissement) de prendre le contrôle de l'industrie du contenu à travers le monde à la fin du XX° siècle. Elles constituent les places de marché électroniques de la société d'information, une société immatérielle dans laquelle l'information et le savoir sont acheminés par le biais de flux de bits électroniques qui peuvent être copiés maintes et maintes fois. Ces bits forment la base économique de cette industrie et la colonne vertébrale de cette société.

Cette industrie se développe par vagues, chacune étant une forme hybride contenant ce qui a disparu auparavant. La phase qui s'amorce actuellement résulte d'une convergence entre la technologique (la numérisation et, plus particulièrement, la compression) et les médias (hypertexte et multimédia). Cette évolution entraîne la convergence de nombreuses activités au sein des autoroutes de l'information et occasionne de nouvelles formes de relations économiques:

- Nouvelles exportations nées de la continentalisation des marchés;
- Reconversion de la plupart des contenus précédemment transmis par le biais de technologies analogiques;
- Produits dérivés depuis l'existence de liens étroits entre les produits en ligne et hors ligne;
- Tourisme.

Ces activités ont également un impact direct sur certains éléments non commerciaux qui se révèlent néanmoins essentiels à la société, comme l'évolution de la langue et de la culture primordiale en vue de l'adaptation des façons de penser des gens aux mutations sociales et technologiques.

Cette industrie assure la conception, la production, la gestion et la distribution de l'information pour satisfaire aux besoins de la société de l'information
naissante. Elle se base sur la «matière grise» plutôt que sur les capitaux, les
matières premières ou l'énergie, et sa structure se montre plus complexe et plus
fluide que celle des industries traditionnelles. Elle est le symbole du succès du
libéralisme et du capitalisme, de la libéralisation du commerce en faisant abstraction des frontières nationales et de l'arrivée de nouveaux investissements
de capitaux par de nouveaux acteurs attirés par des bénéfices éventuels. Cette
industrie se développe par le biais d'une intégration économique, industrielle
et technologique simultanée provoquée par la création d'alliances entre les
principaux acteurs. Les autoroutes de l'information entraînent le passage
d'un marché de produits manufacturés traditionnels basé sur l'offre (poussée
technologique) à un marché fondé sur la demande d'informations (pression de

la demande) qui devient la monnaie de la nouvelle économie. Celle-ci est en train de s'affermir grâce à l'émergence des places de marché électroniques sur lesquelles on enregistre un nombre croissant d'échanges de toutes sortes. Ses caractéristiques sont les suivantes:

- Secteur quaternaire¹¹;
- Poussée de croissance soudaine et quasi phénoménale dans des niches particulières, restructuration profonde et rationalisation fréquentes;
- Accent mis sur la valeur ajoutée;
- Nouveau modèle socio-économique;
- Modes de paiement (tels que le boîtier décodeur et les compteurs) adaptés aux NTIC (authentification de la source, validation de la demande, etc.);
- Chiffrement des données;
- Activités en temps réel, etc.

Voici les caractéristiques de son contenu:

- Contenu interactif: ce contenu nécessite une présence humaine. En raison de l'interactivité, les messages constituent de moins en moins une chaîne de données et de plus en plus un processus ouvert et adaptable. Cette interactivité peut se révéler plus ou moins complexe. Autre nouveauté: l'écran devient un élément du message (icônes, multi-fenêtrage, etc.).
- Kits de contenu: le consommateur ne veut pas être submergé sous la multiplicité des réponses, mais recherche une information à comparer avec d'autres et à laquelle réagir. La nature du contenu est en pleine mutation. Les longues chaînes de captures d'écran ont disparu. Le contenu est fragmenté en une mosaïque d'éléments dont le sens est remodelé à volonté par l'utilisateur.
- Nouvelle réception technique: le contenu est transmis numériquement remplaçant les voies analogiques traditionnelles telles que le cinéma ou la télévision.
- Contenu multimédia: grâce à l'hypertexte, les textes, le son et les images sont en train de converger. Un espace mental artificiel est à la fois en cours de création et d'utilisation par la participation de concepteurs et de consommateurs/utilisateurs média.
- Contenu distribué: la valeur des produits est de plus en plus fonction du coût de leur distribution et de leur commercialisation: coût de la distribution par bit, prévisions du marché, publicité, etc.

Les promoteurs de cette industrie doivent maintenant maîtriser de nouvelles techniques :

- La compression qui, après l'échantillonnage, compresse des données inutiles ou moins significatives que les signaux originaux afin d'occuper le moins de place possible dans la mémoire de l'ordinateur ou sur la bande passante d'un support de transmission;
- La portabilité qui permet au contenu de s'adapter à diverses normes et ainsi de circuler au travers de différents systèmes;
- Le chiffrement qui code un message afin qu'il ne puisse être lu que par le récepteur cible;
- La bidirectionnalité permettant à un système télématique de transmettre l'information dans les deux directions, facilitant ainsi l'interactivité et la communication bilatérale.

Un marché mondial

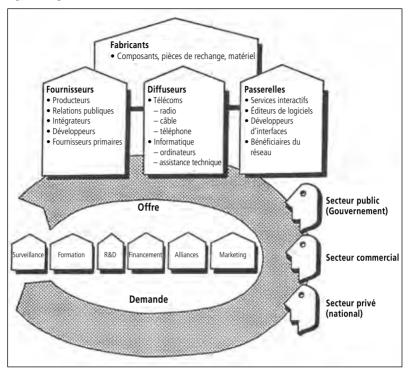
Vingt ans avant l'organisation du comité de campagne spécial Clinton-Gore qui lança l'« autoroute de l'information », de nombreux porte-parole de l'industrie ont essayé d'attirer l'attention des Américains sur le fait que leur industrie était le marché du siècle. Ces tentatives furent faites à grand renfort de publicité. « C'est sans aucun doute le marché le plus important et le pus lucratif du XXIº siècle ». ¹² En 1994, son revenu total était d'environ 400 milliards de dollars pour un total mondial de 900 milliards. Si les autoroutes de l'information arrivaient à s'emparer ne serait-ce que d'une petite part de ce marché dans un premier temps, l'effort n'aura pas été vain. Les revenus générés par cette méga-industrie au niveau mondial pourraient dépasser les trois mille milliards de dollars en 2001. ¹³

Les grandes entreprises ¹⁴ ont clairement identifié le marché du siècle : la vente d'information aux entreprises et aux foyers du monde industrialisé. «Pour tous, partout, tout le temps » telle est leur devise. Des alliances sont convenues afin de prendre le contrôle de l'industrie mondiale de l'information à la fin du XX^e siècle. «D'ici cinq ans, le monde entier sera organisé en deux ou trois camps, quatre au maximum ». ¹⁵

Une industrie qui changera notre société

Beaucoup d'encre a coulé sur les mutations causées par les NTIC dans nos sociétés. Pourtant, ce sont les transformations économiques rendues possibles par ces technologies qui modifieront notre société de la manière la plus radicale. Son développement sera non seulement plus coûteux que prévu mais il produira également des conséquences imprévues tant pour le citoyen/consommateur que pour l'État. Ceci s'explique en effet par le fait que l'espace et le temps dans lesquels l'État, le citoyen et les nouveaux marchés évoluent sont radicalement différents d'avant 1990.

Figure 7 Organisation de l'industrie du contenu



- Contenu et conteneur participent au développement de cette industrie hybride qui brille par sa complexité. Un nombre croissant d'acteurs autrefois isolés se manifestent dans une association de plus en plus étroite.
- Certains acteurs fournissent, transportent et livrent du contenu aux consommateurs. Tous travaillent en collaboration avec des fabricants de composants et d'équipement.
- L'industrie vise trois secteurs cibles: public ou gouvernemental, commercial et privé ou domestique.
- Cette industrie a besoin d'actions de soutien de la part de la société: la surveillance des développements et des stratégies technologiques, une main-d'œuvre suffisamment formée, R&D fondamentale et appliquée, le financement de ces activités, le développement d'alliances et un marketing dynamique.
- Toutes ces activités et investissements nécessiteront une intégration grandissante des acteurs, privés comme gouvernementaux, pour défier les grandes entreprises de divertissement.

Cette économie sera mondiale, à savoir qu'elle échappera à tout contrôle puisque les grandes entreprises n'ont pas à répondre de leurs actes. Celles-ci ne sont pas obligées de respecter les principes de légitimité qui s'appliquent aux relations entre le citoyen et l'État. «Partout, des champions nationaux deviennent des réseaux internationaux dépourvus de toute attache particulière à une nation». L'État ayant cédé une partie de sa juridiction, s'affaiblissant de la sorte, ces nouveaux maîtres du monde contrôlent les éléments clés de pouvoir dans leur domaine: accès aux financements, aux marchés et aux nouvelles technologies. Cette industrie se convertira en une nouvelle autorité anonyme et apatride. De plus, peu s'interrogent sur les conséquences d'un tel scénario bien que prévisibles: dilution de l'État menant à une diminution des services (santé, éducation, environnement, etc.), émergence d'une nouvelle classe d'«inforiches» et fin du libre-échange au profit des grandes entreprises de divertissement, etc.

NOTES

- 1. Dans une société industrielle, le volume d'information scientifique et technique enregistre une croissance annuelle de 13 %, tandis que ce taux s'élève à 40 % dans une société de l'information.
- 2. Autoroute de l'information, Internet, Web, Cyberespace, réseaux, frontière électronique, etc.
- 3. Expression avancée par Joël de Rosnay (1995).
- 4. D'après McLuhan.
- 5. Selon la loi de Joyce: «À puissance égale, le coût des ordinateurs chute de moitié tous les dix ans» bien que cet apparent allègement s'annule avec la nécessité d'ajouter de nouvelles «options» ainsi que de la mémoire afin de pouvoir utiliser des logiciels de plus en plus performants à l'achat d'un nouvel ordinateur.
- 6. Le mythe d'un cyberespace donnant aux utilisateurs l'impression d'être dans la même pièce que la personne avec laquelle ils communiquent. Ce mythe a été inspiré par le roman de William Gibson, *Neuromancien (Neuromancer)* publié en 1984. «Il y a une sorte d'espace réel derrière l'écran. Un endroit que l'on ne peut pas voir mais que l'on devine».
- 7. Chaque cycle économique se caractérise par l'émergence d'une activité qui soutient la croissance: les chemins de fer vers 1800, l'automobile vers 1900, les services dans les années 1980, etc. Se reporter aux recherches de Kenneth J. Arrow.
- 8. Une société tertiaire compte trois pôles: social, économique et technologique.
- 9. Boîtier décodeur qui calcule et facture à l'utilisation l'accès à une information ou à un service.
- 10. Également appelée industrie de l'information, industrie culturelle, industrie numérique, etc.

- 11. Toute activité économique peut être classée en trois secteurs. Le secteur tertiaire comprend les services et, plus généralement, toutes les activités ne pouvant entrer dans les deux autres catégories. Afin de clarifier ce secteur tertiaire « fourre-tout », nous avons nommé les services liés à la communication et à la transmission de l'information le « secteur quaternaire ».
- 12. Vice-président des États-Unis Al Gore, *Time*, 12 avril 1993.
- 13. Hypothèse avancée par John Sculley, ancien président d'Apple.
- 14. Les nouveaux maîtres du monde (voir le livre du même titre de 1995) sont Bill Gates chez Microsoft, Michael Eisner de Disney, Ted Turner pour CNN, Rupert Murdoch de News Corp., Barry Diller de QVC, Frank Biondi de Viacom, John Malone de TCI, Gerald Levin chez Time Warner ainsi que les présidents de Sony, AT&T, Matsushita, Bertelsmann, Conrad Black d'Hollinger, Steven Spielberg pour Dream Works, etc.
- 15. Craig McCaw, alors président de McCaw Cellular Communication, *The Wall Street Journal*, 10 mai 1993.
- 16. Robert Reich dans L'économie mondialisée (The Globalized Economy).

BIBLIOGRAPHIE

Aspects de société

- ENGELHARD P. 1996. L'homme mondial. Les sociétés humaines peuvent-elles survivre? Paris, Arléa.
- GARAND M. F. (dir. publ.). 1994. Inforoutes: Mythes et réalités. Dans: *Géopolitique*, n° 48, Paris, p. 2–112.
- KENNEDY P. 1994. Préparer le XXI^e siècle, Paris, Odile Jacob.
- LEROY C. (dir. publ.). 1994. Autoroutes de l'information, pour aller où et à quel prix? Dans: *Le Monde informatique* n° 567 (8 juillet), Paris.
- Nouvelles technologies et communication, des inforoutes pour aller où? Dans: *Le nouveau Politis* n° 18 (mai-juin). Paris, Politis.
- PARROCHIA D. 1993. Philosophie des réseaux, Paris, PUF.
- RAMONET I., HALIMI S. 1995. Médias et contrôle des esprits. Dans: *Manière de voir*, n° 27 (août), Paris.
- RENNEL J. 1984. Future of Paper in the Telematic World, Helsinki, Groupe Jaakoo Pöyry.
- ROSNAY J. (DE) 1995. L'homme symbiotique. Regards sur le III^e millénaire, Paris. Seuil.

Aspects économiques

- AMES P. 1993. Beyond Paper, Mountain View (Californie), Adobe Press.
- BSB Media Research, Technology Department 1993. *BSB projections:* 2002, Future Effects of New Consumers and Commercial Communications Technologies, New York, Backer, Spielvogel, Bates Inc.
- KARMITZ M. 1993. La création face aux systèmes de diffusion, Paris, La Documentation française.
- LA BAUME R. (DE), BERTOLUS J.-R. 1995. Les nouveaux maîtres du monde, Paris, Belford.
- MAYER R. 1994. Construire un marché européen de l'information. Dans : *Dossier de la journée « Impact II »*, Paris, 30 mai.
- SHEPARD S. B. 1994. 21st Century Capitalism. How Nations and Industries will Compete in the Emerging Global Economy. Dans: *Business Week*, Numéro spécial (janvier), New York, McGraw Hill.

Aspects technologiques

- ASSOCIATION CANADIENNE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS PAR CÂBLE 1994. *Une vision claire: Câble vision 2001*, Montréal, ACTC.
- Brand S. 1987. *The Media Lab: Inventing the Future at MIT*, New York, Viking.
- Browne S. 1994. *The Internet via Mosaic and World Wide Web*, Emeryville (Californie), Zipff-Davis Press.
- KROL E. 1995. Le monde Internet, guide et ressources, Paris, O'Reilly International Thomson.
- NEGROPONTE N. 1995. L'homme numérique, Paris, Robert Laffont.
- SHEPARD S. B. 1994. The Information Revolution. Dans: *Business Week*, Numéro thématique spécial (juillet), New York, McGraw Hill.
- SIROIS C., FORGET C. E. 1995. Le médium et les muses. La culture, les télécommunications et l'autoroute de l'information, Montréal, Institut de recherche en politiques publiques.
- TAPSCOTT D., CASTON C. 1993. Paradigm Shift: The New Promise of Information Technology, New York, McGraw-Hill.

Aspects politiques

COMMISSION EUROPÉENNE 1994. *Livre vert : Fin des monopoles*, Bruxelles, Commission européenne.

- CONSEIL EUROPÉEN 1994. Rapport Bangemann: Europe and the Global Information Society, Bruxelles, Conseil européen.
- GORE A. 1994. *The Global Information Infrastructure*, Discours prononcé pour l'Union internationale des télécommunications, 21 mars 1994, Buenos Aires.
- JOHNSTON D. 1995. Le défi de l'autoroute de l'information. Rapport final du Comité consultatif sur l'autoroute de l'information, Ottawa, Industrie Canada.
- THÉRY G. 1994. Les autoroutes de l'information, Paris, La documentation française.

29.5 L'évolution des langues internationales

David Dalby

INTRODUCTION

On entend ici par «langue internationale» toute langue ayant constitué, au cours du XX^e siècle, un important moyen de communication entre les populations et/ou les gouvernements de plusieurs pays ou États-nations.

En se déplaçant sur toute la planète, les peuples ont chaque fois emporté leur langue avec eux. Chacune des langues est entrée en contact avec un ou plusieurs autres idiomes, formant un système dans lequel les influences sont permanentes et les substitutions fréquentes. Les langues orales de l'humanité forment depuis toujours un système continu recouvrant l'ensemble des régions habitées; néanmoins, jusqu'à une période récente, ce système n'était constitué que de séquences longues de liens fragiles ne réunissant que des locuteurs bilingues autour d'un couple de langues déterminé. Ce système linguistique mondial, ou logosphère¹, s'est consolidé au cours des cinq derniers millénaires grâce à l'essor progressif des langues écrites, puis à l'explosion de l'imprimerie il y a cinq siècles et, enfin, au XX^e siècle, grâce à la révolution technologique de l'information.

La révolution de l'imprimerie, que l'on doit à Gutenberg, au XV^e siècle, stimula les rêves d'aventure et de découverte: avant la fin de ce siècle, Christophe Colomb et ses compagnons, en traversant l'Atlantique, avaient comblé la dernière brèche qui subsistait entre les extrémités occidentale et orientale de la logosphère. Cette découverte ouvrit la voie à l'expansion planétaire d'une poignée de langues européennes, mais aussi à l'apparition de langues créoles, en partie dérivées des premières et qui, par l'intermédiaire du colonialisme, allaient laisser leur empreinte linguistique dans le monde entier.

Lorsque l'on étudie l'histoire des langues au sein de la logosphère, il convient de veiller à ne pas confondre les idiomes avec les peuples ni même avec les cultures. Chaque langue est bien sûr porteuse d'un vocabulaire spécifique adapté aux intérêts, notamment culturels, de ses locuteurs, et issu en partie de sources écrites ou d'autres idiomes. Il est également

incontestable que chaque langue et chacune des variantes locales d'une langue jouent un rôle central dans l'identification sociale ou ethnique des locuteurs. Néanmoins, les langues sont avant tout des moyens de communication fonctionnels dont la neutralité est intrinsèque: une langue peut, selon la personne qui l'emploie, véhiculer aussi bien des idées nobles que vulgaires. De fait, les langues les plus répandues ont été utilisées pour mettre en place l'esclavagisme, un génocide ou des trafics d'armes et de stupéfiants, mais aussi pour promouvoir et diffuser de grands idéaux de liberté et de justice et apporter l'aide humanitaire. N'oublions pas non plus que les relations pacifiques entre différentes communautés s'accompagnent souvent de changements et d'échanges linguistiques progressifs, alors que la guerre et la violence conduisent souvent à la substitution pure et simple d'une ou plusieurs langues par une autre.

La logosphère a connu au XX^e siècle l'évolution la plus rapide de son histoire. On verra plus loin qu'il s'est agi durant cette période d'une expansion géographique des langages individuels, sans toutefois nous hasarder à spéculer sur le nombre d'individus parlant ou comprenant chacune de ces langues. Nous nous attacherons ici à déterminer quelles langues ont constitué des moyens de communication étendus entre divers groupes ethniques, États-nations et continents. Leur évolution au XX^e siècle s'articule autour de trois dates clés:

- 1914, qui marque la fin de l'expansion coloniale mondiale des grandes puissances européennes au cours de laquelle l'usage de leurs idiomes respectifs a pu s'étendre et se renforcer dans le monde entier;
- 1945, autrement dit le lendemain de deux guerres mondiales, et l'aube de la décolonisation et de la guerre froide;
- 1989, qui marque la fin de la guerre froide.

LA SITUATION EN 1914

L'usage des langues internationales tel qu'il existe en 1914 reflète l'étendue de onze empires qui, à eux tous, recouvrent alors de vastes régions d'Europe, d'Afrique, d'Asie et d'Océanie, après avoir jadis également occupé la totalité des Amériques. Tel était alors, en bref, le rôle linguistique de chacun de ces empires.

 L'Empire britannique a, dans son expansion, sorti l'anglais des îles britanniques pour le porter sur tous les continents. Cette langue, ainsi que les langues créoles qui en sont dérivées, est ainsi devenue l'idiome le plus répandu en Amérique du Nord, dans les Antilles et en Australasie. L'anglais est également présent, comme langue coloniale, dans certaines régions occidentales, orientales et méridionales du continent africain mais aussi dans de vastes zones de l'Asie du Sud et de l'Océanie, ainsi qu'à Hong Kong. Par ailleurs, le poids économique croissant des États-Unis d'Amérique, à l'origine une fédération des colonies britanniques d'Amérique du Nord, contribue déjà à renforcer le pouvoir planétaire de la langue anglaise. Malheureusement, dans certaines régions du globe, notamment en Amérique du Nord et en Australie, la diffusion de cette langue est allée de pair avec le déplacement et la dispersion, voire le génocide, de nombreuses communautés linguistiques de taille plus réduite.

- Les Empires français et belge ont, quant à eux, contribué à l'expansion du français hors d'Europe, vers l'Afrique centrale et occidentale, l'Asie du Sud-Est, l'Océanie, l'Amérique du Sud avec la Guyane française, etc. La langue est alors déjà en usage dans les anciennes colonies françaises d'Amérique du Nord telles que le Québec et, dans une moindre mesure, les provinces maritimes du Canada et la Louisiane. La diffusion mondiale du français est par ailleurs soutenue par son statut déjà ancien de langue internationale de la diplomatie et son usage dans l'élite culturelle européenne, comme les sociétés aristocratiques russe ou polonaise. Dans le peuple également, des formes créoles du français ont fait leur apparition dans des contrées aussi éloignées que les îles des Antilles ou de l'océan Indien. Enfin, en France même et sur les territoires voisins de la Belgique et de la Suisse, d'autres langues liées au français ou non, comme le provençal, le wallon, le breton ou le basque, tous regroupés sous le terme péjoratif de «patois», restent en usage. Pourtant, l'école obligatoire ainsi que la conscription militaire ont déjà beaucoup œuvré pour renforcer l'emploi du français sur l'ensemble du territoire et dans toutes les classes sociales.
- Les Empires allemand et austro-hongrois ont assuré, quant à eux, la prédominance de la langue allemande sur une grande partie de l'Europe, de l'Alsace et de la Lorraine à l'ouest jusqu'à la mer Baltique au nord, et des Carpates à l'est à l'Adriatique au sud. L'Empire allemand a également porté sa langue jusqu'en Afrique (Togo, Cameroun, Tanganyika, Rwanda, Burundi et Afrique du Sud-Ouest) et en Australasie (Nouvelle Guinée, certaines îles du Pacifique occidental), et des émigrés protestants ont créé des communautés germanophones dans le monde entier, en particulier en Asie russe et sur le continent américain.

- L'Empire japonais, le plus jeune de ces dix empires coloniaux, a déjà imposé l'usage du japonais dans l'administration sur l'archipel de Ryukyu, proche linguistiquement, mais aussi à Taiwan, en Corée et en Mandchourie et, au Sud, sur l'île de Sakhaline.
- L'empire maritime des Pays-Bas a quant à lui imposé l'usage du néerlandais dans ce que l'on appelle aujourd'hui l'Indonésie, autrefois les Indes néerlandaises, et dans certaines régions des Caraïbes (aux Antilles néerlandaises ainsi qu'au Suriname, colonie hollandaise en Amérique du Sud). En outre, des formes de flamand dérivées du néerlandais et issues de la Belgique actuelle ont été exportées par des émigrés vers l'Afrique du Sud, pour devenir la langue maternelle de leurs descendants, l'afrikaans, mais aussi celle de nombreux métis, notamment dans la province du Cap, où cette langue est également appelée kaaps.
- L'Empire portugais comprenait autrefois le Brésil, pays qui en 1914 comptait déjà un plus grand nombre de lusophones que le Portugal lui-même. L'Empire portugais possèdait alors encore des colonies en Afrique, comme l'ancienne Guinée portugaise, l'archipel du Cap-Vert ou les îles de Sao Tomé et Príncipe, où le portugais et les formes créoles dérivées sont langues maternelles depuis plusieurs siècles. Le portugais est également utilisé en Angola et au Mozambique par les colons et membres de l'administration, ainsi que dans le Pacifique, au Timor oriental et à Macao. On peut également trouver la trace de créoles portugais en Inde, à Ceylan et en Malaisie.
- L'Empire russe a exporté sa langue vers l'est, par l'intermédiaire de ses colons et de son administration, au-delà des frontières de l'Europe, en Asie centrale et du Nord-Est, mais aussi à l'ouest, vers la Pologne et la Finlande. En Amérique du Nord, le russe, brièvement présent en Alaska, a cédé la place à l'anglais après la vente de ce territoire par la Russie aux États-Unis en 1867. Depuis 1825 et le tsar Nicolas I^{er}, soit près d'un siècle avant la Première Guerre mondiale, une vaste région d'Eurasie dominée par la langue russe s'est trouvée isolée derrière un «cordon sanitaire» policier et douanier, et ce bien que le français ait été largement utilisé par l'aristocratie russe qui en avait fait la langue de l'élite du régime tsariste.
- Au XVe siècle, l'Empire ottoman a véhiculé la langue turque jusqu'au cœur de l'Europe, atteignant en 1529 les portes de Vienne, avant de décliner au cours des siècles suivants. Le retrait turc des Balkans était déjà bien avancé en 1914. Dans ce qu'il reste de l'ancien Empire ottoman en Asie du Sud-Ouest (autrement dit, au «Moyen-Orient») et dans les anciennes possessions des Ottomans en Afrique du Nord, l'arabe constitue désormais le principal lien linguistique.

Hormis quelques implantations au Nord-Est de l'Afrique et dans la partie équatoriale du continent, l'Empire espagnol a cessé d'exister bien avant 1914, mais il a fait de l'espagnol, ou plutôt du castillan, le premier moyen de communication dans une vaste région du globe qui s'étend des frontières septentrionales des États-Unis jusqu'à l'extrémité sud du Chili et de l'Argentine. À l'exception des trois Guyanes, c'est l'ensemble du continent sud-américain que dominent désormais deux langues très proches, l'espagnol et le portugais, et ce au prix, comme pour l'anglais, de fréquentes dispersions de communautés linguistiques plus petites, voire de leur génocide. Dans le Pacifique, la cession par l'Espagne des Philippines aux États-Unis en 1896 a déjà ouvert la voie au remplacement de l'espagnol par l'anglais, qui y devient la nouvelle langue étrangère de l'administration et de l'éducation à l'occidentale.

Deux des onze empires qui ont favorisé la diffusion de neuf langues internationales, les Empires espagnol et ottoman, sont déjà moribonds en 1914. Le déclin de la Sublime Porte accompagnera les guerres mondiales à partir de 1914 et entraînera, directement ou indirectement, d'autres puissances dans sa chute au cours des 75 années qui suivront. Les répercussions linguistiques de cet effondrement seront bien moindres que ses conséquences politiques : de fait, les langues que nous venons d'évoquer exercent encore toutes un rôle international de premier plan à la fin du XX^e siècle.

Les empires coloniaux ont laissé un héritage linguistique important dans le monde entier avec les langues créoles, qui tirent leur lexique des langues des métropoles européennes mais sont caractérisées par une syntaxe et une phonétique issues de langues africaines et non européennes. Les créoles français et anglais sont les plus répandus et ont gardé une envergure internationale tout au long du XX^e siècle dans la mesure où leurs variantes nationales sont souvent mutuellement compréhensibles. On trouve un premier groupe de créoles dérivés de l'anglais dans les Antilles et en Afrique de l'Ouest et un second en Océanie. Les créoles français sont parlés essentiellement aux Antilles et dans l'Océan Indien.

L'IMPACT GÉOLINGUISTIQUE DES DEUX GUERRES MONDIALES (1914–1945)

D'un point de vue linguistique, les deux guerres mondiales ont opposé une Europe germanophone à la majeure partie de l'Europe francophone, anglophone et russophone, la Suisse multilingue faisant office d'«îlot» de

neutralité. La généralisation planétaire du conflit a conduit à l'implication de la plupart des autres régions du monde et, avec elles, de la majorité des autres grandes langues. Les changements linguistiques survenus au cours de cette période ont touché les langues internationales suivantes.

- L'arabe, dans sa forme normalisée moderne, acquiert de l'importance à l'échelle internationale pendant l'entre-deux-guerres, grâce à l'accession à l'indépendance de plusieurs pays arabophones (l'Égypte en 1922, l'Iraq en 1932, la Syrie et le Liban en 1943–1945), tout d'abord vis-à-vis de l'Empire ottoman, puis au détriment des Britanniques et des Français. La Ligue arabe est fondée en 1944–1945, à la veille de la fin de la Seconde Guerre mondiale.
- À partir de la fin de la Première Guerre mondiale, l'anglais prend progressivement au français sa place de grande langue de la communication internationale et, pendant la Seconde Guerre mondiale, acquiert une importance nouvelle en Europe continentale, au lendemain des débarquements alliés en France et en Italie. En effet, si jusqu'en 1919, le français était la langue diplomatique communément acceptée pour les traités internationaux, le traité de Versailles signé cette année-là est un document bilingue, écrit en français et en anglais. L'empire colonial à administration anglophone a par ailleurs pu s'étendre grâce aux mandats délivrés par la Société des Nations après la Première Guerre mondiale et qui confièrent aux Britanniques, aux Sud-Africains, aux Australiens ou aux Américains nombre de colonies allemandes, telles que le Togo, le Cameroun occidental, le Tanganyika, l'Afrique du Sud-Ouest, la Nouvelle-Guinée orientale et certaines régions de Mélanésie. Divers pays arabophones auparavant ottomans, comme l'Iraq, la Palestine ou la Transjordanie, passent temporairement sous la tutelle britannique, de même que l'Égypte, qui devient, de 1914 à 1922, un protectorat du Royaume-Uni.
- Le français a lui aussi bénéficié des mandats de la fin de la Première Guerre mondiale: plusieurs colonies africaines de l'Allemagne furent confiées à la France et à la Belgique (la partie orientale du Togo, le Cameroun oriental, le Rwanda et le Burundi) tandis que deux colonies turques, le Liban et la Syrie, passaient sous mandat français. De plus, dès 1919, le français redevient la langue de la justice et de l'école en Alsace-Lorraine, région allemande depuis 1871.
- L'allemand a en revanche perdu son poids international à mesure que l'Allemagne perdait l'ensemble de ses colonies africaines et océaniennes, pendant et après la Première Guerre mondiale. Pendant

la Seconde Guerre mondiale, sous le III^e Reich, la langue germanique connaît un bref regain et domine la majeure partie de l'Europe. Mais à la fin de ce conflit, de violentes réactions de rejet conduisent à l'expulsion d'un grand nombre de communautés germanophones d'Europe de l'Est, dont certaines étaient pourtant établies depuis plusieurs siècles. Au même moment, le français redevient une seconde fois la langue de la justice et de l'éducation en Alsace et en Lorraine, qui avaient de nouveau été annexées par l'Allemagne de 1940 à 1944.

- L'italien, langue coloniale de la Somalie et de l'Érythrée depuis la fin du XIX^e siècle, poursuit son expansion en Afrique avec la conquête de la Libye, achevée en 1932, et celle de l'Éthiopie, qui prend fin en 1936. Sa diffusion fait néanmoins long feu, puisque les colonies italiennes sont occupées par les Alliés dès 1941 – 1942.
- Pendant et après la Première Guerre mondiale, le japonais remplace l'allemand dans l'administration des îles Marshall, Mariannes et Carolines. Avant et pendant la Seconde Guerre mondiale, la langue japonaise arrive grâce aux conquêtes en Mongolie intérieure et dans le nord-est de la Chine, dans l'île de Hainan et sur la côte sud de la Chine, dans l'Indochine française, en Thaïlande, en Birmanie, en Malaisie britannique, aux Indes néerlandaises, aux Philippines et dans le Pacifique occidental. Néanmoins, cet essor soudain ne dure pas et prend fin avec la chute de l'Empire japonais en 1945.

C'est à San Francisco, dans les derniers mois de la Seconde Guerre mondiale, plus précisément entre avril et juin 1945, que naît l'Organisation des Nations Unies, qui fait de six langues internationales ses langues officielles. Ce sont, dans l'ordre alphabétique, l'anglais, l'arabe, le chinois, l'espagnol, le français et le russe. Parmi celles-ci, l'anglais et le français deviennent les deux langues de travail de l'administration onusienne.

LES CONSÉQUENCES GÉOLINGUISTIQUES DE LA DÉCOLONISATION ET DE LA GUERRE FROIDE (1946–1989)

 L'arabe voit de nouveau s'affirmer son rôle international après la Seconde Guerre mondiale, car de nouveaux États totalement ou partiellement arabophones se libèrent des tutelles française, espagnole ou britannique et accèdent à l'indépendance: il s'agit notamment de

- la Libye en 1951, du Soudan, du Maroc et de la Tunisie en 1956, du Tchad et de la Mauritanie en 1960 et de l'Algérie en 1962.
- Le chinois (appelé mandarin ou putonghua), employé en Chine et à Taiwan, est la langue la plus parlée au monde. Elle est ainsi présente dans une grande partie de l'Asie, depuis l'Himalaya jusqu'aux confins de la Sibérie, et des frontières du Kazakhstan jusqu'à la côte Pacifique, y compris dans des régions non sinophones où cette langue a été apportée par les colons et l'administration, comme le Tibet, le Xinjiang et la Mongolie intérieure ainsi que certaines zones du Qinghai, du Sichuan, du Yunnan et du Guangxi. Le chinois (mandarin) est également langue officielle à Singapour. Le chinois a acquis en 1945 un statut international en devenant l'une des langues officielles de l'ONU et est utilisé par les représentants de la République populaire de Chine aux Nations Unies depuis 1972, date à laquelle le pays put reprendre le siège de la Chine dans l'organisation. Hors de Chine, la langue chinoise la plus parlée est le *yue* ou cantonais, dont la diffusion s'est d'ailleurs poursuivie avec les migrations de ses locuteurs vers le sud de la Chine, notamment Hong Kong, dans tout le Pacifique et l'Australasie et vers le sud du continent africain. l'Amérique du Nord et l'Europe occidentale.
- Le néerlandais, présent comme langue coloniale dans les Antilles et en Océanie depuis le XVII^e siècle, voit son poids international diminuer sensiblement avec la perte en 1949 des Indes néerlandaises, déjà occupées par le Japon de 1942 à 1945. Avec l'accession à l'indépendance de ce vaste archipel qui devient l'Indonésie, le néerlandais cède à l'indonésien la place de langue officielle tandis que l'anglais y devient la langue de communication avec le reste du monde. Le néerlandais classique reste néanmoins langue officielle aux Pays-Bas, en Belgique (avec le français et l'allemand), au Suriname et dans les Antilles néerlandaises, et l'usage de sa proche variante l'afrikaans est encore très répandu en Afrique du Sud et en Namibie.
- Alors que l'Empire britannique est peu à peu démantelé, l'anglais, qui jouissait déjà d'une présence mondiale supérieure à toutes les autres langues, voit paradoxalement son influence s'accroître davantage. Cette évolution débute avec l'indépendance de l'Inde, en 1947 : alors que le gouvernement indien se réjouit déjà de remplacer l'anglais par l'hindi, le multilinguisme du pays, auquel vient s'ajouter l'opposition à l'hindi exprimée par les locuteurs de nombreuses autres langues, notamment celles du groupe dravidien, permettra à l'anglais de rester la principale langue véhiculaire de cet État fédéral.

- Le français a, quant à lui, une place unique dans la logosphère, puisqu'il jouit d'une vaste diffusion planétaire, comme langue véhiculaire et administrative, sans proportion avec sa présence relativement réduite en tant que langue maternelle. Hormis une région d'Europe bordée par la Manche, la Méditerranée, les Pyrénées et les Alpes, ainsi qu'un deuxième territoire situé le long des rives du Saint-Laurent, en Amérique du Nord, le français est surtout présent dans le monde comme langue seconde. La fidélité linguistique des anciennes colonies françaises et belges en Afrique, encouragée par la politique d'aide économique mais aussi, si nécessaire, de soutien militaire mis en place par la France, a permis au français de rester la deuxième langue la plus utilisée dans les débats aux Nations Unies.
- La langue allemande, qui comprend l'allemand correct dit «haut allemand» et un large éventail de variantes régionales, reste la langue maternelle la plus répandue en Europe, hors Russie. L'allemand est aujourd'hui parlé, comme langue majoritaire ou non, dans de vastes régions de l'Europe de l'Ouest, dont l'Allemagne elle-même mais aussi l'Autriche, la Suisse, l'est de la Belgique, le Luxembourg, le nord de l'Italie, l'est de la France et, dans des proportions marginales, le sud du Danemark. Dans les minorités germanophones d'Europe orientale et d'Asie centrale, son usage a considérablement diminué, sans disparaître toutefois. Enfin, l'allemand reste employé par de nombreuses communautés religieuses protestantes ayant émigré d'Europe vers les Amériques et l'Australie au cours des derniers siècles.
- L'hindi et l'ourdou, associés aux religions hindouiste et musulmane, respectivement, ainsi qu'à leurs alphabets, sont en grande partie intercompréhensibles à l'oral. Leur poids s'est accru avec l'indépendance de l'Inde et du Pakistan, respectivement, mais leur diffusion à l'échelle du sous-continent s'est heurtée à l'opposition des locuteurs d'autres grandes langues régionales, notamment celles du groupe dravidien, dans le sud de l'Inde, et du bengali dans le Pakistan oriental, devenu aujourd'hui le Bangladesh. L'hindi a par ailleurs bénéficié du pouvoir culturel moderne d'une industrie cinématographique forte.
- Depuis l'indépendance de la Somalie en 1960, l'italien n'a plus qu'une présence sporadique en Afrique du Nord-Est mais reste un lien important entre l'Italie et la Suisse, dont il est, avec l'allemand et le français, l'une des trois langues officielles.
- Le japonais, malgré la chute de l'éphémère empire colonial nippon, a tiré parti de l'essor économique du Japon dans l'après-guerre et est

- aujourd'hui étudié comme langue étrangère dans de nombreuses régions du monde, particulièrement en Australasie et dans le Pacifique.
- Le malais et l'indonésien sont deux langues mutuellement compréhensibles. Elles résultent de la normalisation de la langue malaise véhiculaire, longtemps employée dans le commerce maritime et dont la diffusion dans de vastes régions multilingues de l'Asie du Sud-Est et de l'archipel indonésien a été encouragée par les Britanniques et les Hollandais. Avec l'indépendance de l'Indonésie, l'indonésien est venu remplacer le néerlandais et son usage, ainsi que celui du malais, s'étend désormais de la péninsule malaise jusqu'à l'Irian Jaya (Nouvelle-Guinée occidentale).
- Le portugais a poursuivi son déclin dans l'hémisphère oriental avec la perte des colonies portugaises du Timor oriental et la disparition progressive des créoles portugais. Cette langue reste employée dans l'administration et l'éducation dans les anciennes colonies africaines du Portugal, bien que l'anglais et le français y aient pris de l'importance dans les échanges avec le reste du monde, notamment les pays voisins. Le portugais demeure néanmoins une langue transatlantique, le Portugal et le Brésil l'ayant tous deux pour langue officielle.
- Le russe tire parti de la victoire alliée de la Seconde Guerre mondiale ainsi que de la guerre froide qui s'ouvre ensuite, avec l'extension de sa zone d'influence, de l'Union soviétique vers ses États satellites, particulièrement en Europe orientale où son apprentissage est généralement rendu obligatoire à l'école. La fermeture d'une grande région du monde sous domination russophone s'est perpétuée derrière ce que l'on a appelé le rideau de fer; cette barrière empêchant les communications internationales sera finalement ébranlée par la révolution des télécommunications.
- L'espagnol perd de son influence historique dans le Pacifique (Philippines) et en Afrique du Nord-Ouest (Maroc et Sahara oriental) et voit sa diffusion planétaire se réduire. Cette langue a néanmoins conforté sa place de langue la plus parlée sur le continent américain grâce à l'essor de la minorité hispanophone des États-Unis favorisée par l'immigration en provenance notamment du Mexique, de Cuba et de Porto Rico.
- Le swahili a vu son poids s'accroître depuis l'indépendance de l'Afrique coloniale et est la seule langue d'Afrique subsaharienne à jouir d'une telle diffusion internationale. Jadis encouragé comme langue véhiculaire par les administrations allemande et britannique en Afrique de l'Est, le swahili est aujourd'hui la langue officielle de la République unifiée de Tanzanie et est employé, dans une moindre

mesure et avec des variantes locales, au Kenya, en Ouganda, au Rwanda, au Burundi, dans l'est du Zaïre, le nord du Mozambique et dans l'archipel des Comores. Le swahili est une langue bantoue mais a été influencée par de nombreux emprunts à l'arabe, de la même façon que l'anglais, une autre langue internationale, doit beaucoup à ses emprunts au français.

LES RÉPERCUSSIONS GÉOLINGUISTIQUES DE LA FIN DE LA GUERRE FROIDE

De 1946 à 1989, le rideau de fer qui coupait l'Europe fut une véritable barrière à la communication et à la compréhension internationale. Il tombe symboliquement avec la chute du mur de Berlin en novembre 1989. On peut donc considérer que s'ouvre à partir de 1990 une nouvelle ère de la communication dans laquelle les individus peuvent désormais échanger librement et instantanément d'un point du globe à un autre. Voici donc un panorama de l'évolution de certaines langues internationales depuis la fin de la guerre froide.

- La diffusion internationale de l'anglais s'est vue renforcée par la chute de l'Union soviétique, et son étude et son usage comme langue étrangère ont connu un véritable essor dans l'ancien bloc soviétique.
 La rapide expansion des technologies de l'information (TIC) dans le monde, notamment celle de l'Internet, a par ailleurs conforté la place de l'anglais comme principale langue véhiculaire dans le monde.
- L'allemand a lui aussi pu s'affirmer et a vu son statut international mieux accepté grâce à la réunification de l'Allemagne et au regain qu'il a connu en tant que langue véhiculaire dans certaines régions d'Europe orientale.
- Le russe est encore largement employé, au-delà de la Russie ellemême, dans les anciens pays de l'Union soviétique et entre eux. Les contacts croissants entre la Russie et les pays occidentaux ont par ailleurs suscité un intérêt grandissant pour l'étude du russe comme langue étrangère. Cette langue a néanmoins, dans une large mesure, été bannie des systèmes éducatifs des anciens satellites soviétiques d'Europe orientale, plus particulièrement des États baltes.
- Le turc a, quant à lui, bénéficié de l'ouverture des frontières qui séparaient auparavant des peuples parlant différentes langues turques très proches et en grande partie mutuellement compréhensibles, en Turquie mais aussi en Azerbaïdjan, au Kazakhstan, au Turkménistan

et au Kirghizistan ainsi que dans certaines régions russes voisines et même dans le nord-ouest de la Chine.

C'est à partir de 1990 que s'est répandu à une vitesse croissante l'usage des technologies de l'information, avec notamment l'essor de l'Internet et du Web, et il ne fait aucun doute que les précurseurs de ces technologies (radio, télévision, téléphone, fax, vidéo, etc.) ont largement contribué à la révolution politique qu'ont connue l'Union soviétique et ses alliés. Depuis la mainmise exercée par Hitler sur les communications par radio dans les années 1930, il est devenu de plus en plus difficile pour les gouvernements de fermer leurs frontières aux flux d'information. L'évolution globale de la communication entre les hommes, mais aussi de la politique, a ainsi franchi une étape décisive et irréversible.

Il ne faut pas confondre les langues avec les peuples et les cultures, pas plus que les langues internationales avec leur pays d'origine. Ainsi, au tournant du millénaire, les langues internationales sont de fait à la disposition de quiconque souhaite dialoguer avec une autre région du monde.

Conclusion

Le monde a connu au XX^e siècle la diffusion rapide de la révolution des télécommunications, passant du cornet téléphonique au courrier électronique et intégrant dans des délais de plus en plus brefs tous les produits de cette révolution, qu'il s'agisse des communications à longue distance instantanées, de la gestion informatisée et du traitement de texte ou de l'enregistrement et de la transmission de sons et d'images. Pour la première fois, la voix humaine s'est libérée du carcan spatio-temporel et l'oral est désormais en mesure de rivaliser dans les communications internationales avec son dérivé écrit. Mais l'écriture a elle aussi connu une évolution décisive : le cadre rigide de la page a fait place à la fluidité de l'écran et l'imprimante s'est imposée dans les foyers comme dans les bureaux.

Si toutes les langues sont susceptibles de tirer parti des répercussions de cette révolution, il ne fait aucun doute que l'instauration de communications plus rapides et plus efficaces entre les peuples et nations du monde favorisera à nouveau l'expansion et l'usage de l'anglais ainsi que de certaines autres langues internationales, au détriment d'idiomes plus localisés. Une telle évolution suscite des craintes non seulement pour ces langues moins répandues, mais aussi pour certaines cultures ethniques et nationales qui, exposées aux flux de la communication internationale, risqueraient de se délayer ou de se perdre.

La domination planétaire exercée par les puissances coloniales européennes avant la Seconde Guerre mondiale se retrouve encore aujourd'hui dans la suprématie des langues originaires de ce continent en matière de communication internationale. Plus de la moitié des langues internationales étudiées plus haut appartiennent ainsi à la famille indo-européenne, parmi lesquelles huit idiomes européens et deux asiatiques, l'hindi et l'ourdou. De même, les six langues officielles de l'ONU comprennent pas moins de quatre langues européennes (anglais, français, russe et espagnol).

Les huit langues européennes ayant joué un rôle international au XX^e siècle sont toutes associées aux cultures issues de l'Europe et de l'Amérique moderne, sans toutefois se confondre avec celles-ci. Les cultures les plus fortes sont celles liées à l'anglais et au français, souvent utilisées pour représenter deux facettes d'une même culture « occidentale » internationalisée, la langue de Shakespeare véhiculant ses aspects les plus populaires (les sports, les *fast-foods* et la bière, la musique *pop*) tandis que celle de Molière est associée aux manifestations plus élitistes (la gastronomie, les vins millésimés et le champagne, la mode et la parfumerie). De fait, ces deux langues ont été les vecteurs de la culture politique à l'occidentale.

Il n'y a sans doute rien d'étonnant à ce que l'opposition la plus marquée à l'essor des langues internationales ait été le fait de locuteurs d'autres langues très répandues dont la place dans le monde se trouvait menacée par la domination de leurs concurrentes. La plus forte réaction à la diffusion planétaire de l'anglais est ainsi venue de la communauté francophone, en particulier de la France elle-même et du Québec. Ces deux pays se sont ainsi dotés de lois destinées à protéger la langue française de l'influence croissante de l'anglais sur leur propre territoire, dès 1975 pour la France (loi Bas-Lauriol) et dès 1977 pour le Québec (Charte de la langue française). En 1996, les autorités françaises ont également adopté une disposition législative fixant un quota de chansons francophones pour les radios émettant en France.

D'un point de vue purement pratique, le caractère multilingue du monde et la croissance toujours plus rapide des communications transnationales ont suscité le besoin manifeste d'une langue universelle. Si, au début du XX^e siècle, il s'agissait encore de savoir lequel du français ou de l'anglais, voire d'une langue artificielle comme l'espéranto, allait pouvoir jouer ce rôle, aujourd'hui seul l'anglais est suffisamment répandu pour prétendre à ce statut. L'anglais est en effet la première langue étrangère dans la plupart des systèmes éducatifs du monde et la plus largement adoptée dans les secteurs vitaux tels que le contrôle du trafic aérien. À une échelle plus modeste également, on constate par exemple que, lors des échanges linguistiques entre jeunes Français et Allemands, la conversation a plus souvent lieu en

anglais qu'en français ou en allemand, chacun ayant plus souvent étudié la langue de Shakespeare que celle de son voisin.

Les langues plus localisées restent néanmoins les moyens d'expression des identités ethniques ou culturelles et ont, pour certaines d'entre elles, fait preuve d'une incroyable résistance face aux puissantes langues internationales. L'exemple du gallois est particulièrement frappant, puisque cet idiome est resté la langue maternelle d'une population assez peu nombreuse (environ un demi-million d'individus dans les années 1990) enchâssée au beau milieu du territoire à partir duquel l'anglais s'est répandu dans le monde entier et à moins de 200 kilomètres du creuset de la langue anglaise, Stratford-on-Avon. De même, en France, en dépit d'une politique d'unité linguistique vieille de deux siècles, un large éventail de langues locales, mentionnées plus haut, a survécu aux assauts d'un système éducatif exclusivement francophone.

Parmi les pays non européens décolonisés après la Seconde Guerre mondiale, c'est des États multilingues que sont l'Inde (qui s'émancipe de la tutelle britannique en 1947), l'Indonésie (qui gagne son indépendance à l'égard des Pays-Bas en 1949) et la République unifiée de Tanzanie (indépendante de la Grande-Bretagne depuis 1961) que sont venues quelques-unes des plus fortes réactions contre les anciennes langues coloniales.

La première constitution de l'Inde indépendante envisageait de remplacer l'anglais par l'hindi pour en faire la seule langue officielle du pays, mais le projet fut abandonné en 1967 face à l'opposition des locuteurs d'autres langues. Aujourd'hui, l'anglais, s'il n'est parlé que par une frange minoritaire de la population indienne, reste la langue véhiculaire la plus employée dans tout le pays. La situation était différente pour l'indonésien et le swahili qui, déclarées langues officielles pour remplacer le néerlandais en Indonésie et l'anglais en Tanzanie, étaient certes des langues véhiculaires mais ne représentaient pas le groupe ethnique et culturel majoritaire dans leurs pays respectifs, contrairement à l'hindi en Inde. Ces deux langues nationales ont ainsi eu quelques difficultés à s'imposer après l'indépendance, mais sans que cela ne constitue un problème ethnique et culturel de la même ampleur qu'en Inde. Quoi qu'il en soit, l'anglais a gardé une place importante dans ces trois pays, en particulier dans les échanges avec le reste du monde.

Il était communément admis, tout au long du XX^e siècle, que la langue disposant du plus grand nombre de locuteurs dans le monde était le chinois (mandarin), se concentrant en Asie centrale et orientale. Or, étant donné l'essor de l'apprentissage et de l'usage de l'anglais comme langue seconde dans le monde, il est probable que le nombre total de locuteurs de la langue de Shakespeare a dépassé celui des sinophones (mandarin) au tournant du millénaire et qu'il atteindra bientôt le milliard d'individus.

Face à l'expansion de l'anglais et d'autres langues internationales au XX° siècle, nombre de productions écrites et audiovisuelles ont été réalisées sur les nombreuses langues minoritaires menacées d'extinction dans le monde entier. Il importe toutefois de ne pas laisser ce phénomène occulter la réalité, plus cruelle celle-ci, de la disparition de certains peuples, comme on l'a déjà vu au XX° siècle dans diverses régions du monde. Pour en revenir aux individus dont seule la langue est menacée, ce n'est que de l'intérieur des communautés elles-mêmes que peut venir la volonté de protéger leur idiome; sur tous les continents, de nombreuses communautés linguistiques de taille réduite sont ainsi parvenues à préserver leur patrimoine langagier. Ce sont là des initiatives encourageantes qui méritent tout le soutien nécessaire.

La révolution des télécommunications a donc modifié les rapports traditionnels entre les nations et les individus, mais elle a aussi permis à de nouvelles solidarités de se tisser sur toute la surface du globe. Aujourd'hui, si les langues internationales jouissent d'une diffusion planétaire, la vidéo et les médias audiovisuels locaux peuvent également rapprocher des communautés isolées parlant des langues éparses et, ainsi, se mettre au service des langues à la présence sporadique.

NOTE

1. Pour l'utilisation du terme *logosphere* en anglais voir le mot «langues» dans *Encyclopedia of the Future* (New York, Macmillan, 1995) et en français le mot «Francophonie» dans le *Livre de l'Année* (Paris, Larousse, 1995).

Remerciements

Je tiens à remercier mes confrères, le professeur Roland Breton (France) et le professeur Colin Williams (Pays de Galles), qui ont bien voulu lire le premier jet de ce travail et y apporter leurs précieux commentaires.

BIBLIOGRAPHIE

Atlas narodov mira [Atlas des peuples du monde], 1964. Moscou, Akademia Nauk. (Académie des sciences).

BRIGHT W. (dir. publ.). 1992. *International Encyclopedia of Linguistics*, Oxford/New York, Oxford University Press.

Breton R. 1991. *Geolinguistics: Language Dynamics and Ethnolinguistic Geography*, Ottawa, Ottawa University Press.

- COMRIE B. (dir. publ.). 1987. *The World's Major Languages*, Londres, Croom Helm.
- CRYSTAL D. 1987. *The Cambridge Encyclopedia of Language*, Cambridge/New Yok, Cambridge University Press.
- Dalby D. 1992. Le répertoire mondial des langues: Théorie et pratique. Dans: Blanchet P. (dir. publ.), *Diversité linguistique, idéologie et pluralisme démocratique*, (Cahiers de l'Institut linguistique de Louvain, vol. 18, n°1–2). Louvain-la-Neuve, p. 141–182.
- GRIMES B. F. (dir. publ.). 1992. *Ethnologue : Languages of the World*, Dallas (Texas), Summer Institute of Linguistics.
- KLOSS H., MCCONNELL G. D. 1974–1984. Linguistic Composition of the Nations of the World/Composition linguistique des nations du monde, (bilingue, 5 vols.), Québec, Presses de l'université de Laval.
- MOSELEY C., ASHER R. E. 1994. *Atlas of the World's Languages*, Londres, Routledge.
- WILLIAMS C. H. (dir. publ.). 1993. *The Political Geography of The New World Order*, Londres, Belhaven/Wiley.

29.6 La mobilité des hommes, échanges culturels et tourisme

Miquel de Moragas et Carles Tudurí

Introduction

Le tourisme, c'est-à-dire le déplacement volontaire des hommes à des fins culturelles, principalement de loisirs, est devenu l'un des phénomènes sociaux les plus représentatifs des transformations que connaît le monde à la fin du XX^e siècle et au début du siècle suivant. Rappelons simplement qu'en 1950, on estime que les déplacements internationaux concernaient quelque 25 millions de personnes; à la fin du siècle, ce chiffre était passé à 700 millions.

À la fin du XX^e siècle, l'Organisation mondiale du tourisme (OMT) évaluait à 3,5 % la part de la population mondiale concernée par le tourisme et estimait que cette proportion pourrait atteindre 10 % à l'horizon 2005.¹

En dépit de son ampleur, le phénomène n'a donc rien d'universel ni de généralisé. En effet, les voyageurs sont presque exclusivement issus des pays les plus riches et les plus développés de la planète. Il n'est d'ailleurs pas anodin de remarquer que cette répartition reflète, quasiment à l'identique, les projections sur l'implantation future de l'Internet dans le monde: on estime que seuls 5% de la population mondiale aura accès à cette technologie d'ici à 2005.

Les voyages et le tourisme sont soumis à divers facteurs sociaux : caractéristiques culturelles (identité, patrimoine, formation, communication), économiques (balance des paiements des pays, activités nouvelles, marché du travail, développement indirect de secteurs industriels), politiques (diplomatie, aides publiques, planification, coopération entre plusieurs secteurs). D'autres critères moins importants interviennent également, tels que les transports, les réseaux de communication ou la protection de l'environnement.

LA TYPOLOGIE DES VOYAGES ET DU TOURISME DANS LA SOCIÉTÉ CONTEMPORAINE

Si l'on exclut les antécédents historiques les plus lointains, qui pour l'Europe remonteraient aux premiers périples des Grecs et des Romains ou aux pèlerinages du haut Moyen Âge, on peut considérer que le tourisme de masse n'est pas apparu avant le XIX^e siècle, avec l'essor des communications modernes, et qu'il ne s'est généralisé qu'après la Seconde Guerre mondiale.

Depuis lors, les motifs à l'origine du déplacement à caractère touris-

Depuis lors, les motifs à l'origine du déplacement à caractère touristique se sont sensiblement modifiés. Les pratiques actuelles forment une typologie très diverse quant à la durée, la distance parcourue, les moyens de transport, les groupes sociaux et les objectifs sociaux et culturels du voyage. L'OMT distingue ainsi six motifs de visite: loisirs, détente et vacances; visites à des parents et amis; affaires et motifs professionnels; traitement médical; religion/pèlerinages; autres.

Cependant, en nous fondant, de façon plus stricte, sur le tourisme et les critères adoptés par les professionnels du secteur dans leurs offres, nous pouvons proposer la classification suivante, quelque peu plus détaillée, des différentes modalités de cette activité:

Le soleil et la plage: C'est le segment principal de l'activité touristique, à l'origine de la généralisation du tourisme de masse. En effet, grâce aux importants volumes de clientèle qu'il déplace, il a permis au secteur de faire des économies d'échelle, entraînant de ce fait des réductions de coûts et faisant du tourisme une activité de loisirs pour des couches sociales entières issues des pays développés.

L'écotourisme: Ce secteur en plein essor englobe la visite de zones naturelles de grande valeur, les voyages d'aventure, l'observation des animaux, etc. Il a lieu essentiellement en Amérique latine et en Afrique. On estime que les échanges liés à cette forme de tourisme s'élèvent à 335 millions de dollars américains par an, soit près de 10% du commerce touristique.² Cette catégorie inclut le tourisme dit rural.

Le tourisme culturel: Cette activité a de nombreuses variantes (art, musique, théâtre, ethnologie, archéologie, gastronomie, etc.). Elle vient souvent compléter une autre forme de tourisme, par exemple les catégories «soleil et plage» ou «congrès», et de nombreuses destinations tentent de l'inclure dans leur offre existante.

Les congrès, les conventions et les voyages de motivation: Ce secteur est en forte expansion. Bien qu'il figure souvent dans la catégorie «voyages d'affaires», ce type de tourisme, et plus particulièrement les voyages de motivation, comprend des visites et des activités plus strictement touristiques, qui peuvent entrer dans un voyage d'affaires.

Les voyages du troisième âge: La croissance de cette tranche d'âge dans les pays développés, ainsi que les changements survenus dans son mode de vie, ont permis l'essor d'un segment très avantageux pour le secteur, puisque ces personnes effectuent souvent leurs déplacements en basse saison. Dans certains pays européens, notamment en Espagne, il existe des programmes de financement partiel encourageant les personnes âgées à voyager à l'intérieur de leur pays.

Le tourisme sportif: L'objectif principal de ce type de voyage consiste à pratiquer une activité sportive déterminée, telle que la chasse et la pêche, le golf, le ski, le cyclisme, le tennis, les sports nautiques ou à risques, etc. Les voyageurs de ce type sont donc à la recherche des meilleures infrastructures et d'un climat propice à la pratique du sport concerné.

Les voyages religieux: Les grands pèlerinages vers Rome et Saint-Jacques de Compostelle, pour le christianisme, ou La Mecque, pour l'islam, constituent les mobilisations les plus importantes. On peut également inclure dans cette catégorie la visite d'autres lieux saints, comme la Terre sainte en Israël, ou de localités qui auraient été le théâtre de miracles, telles que Lourdes. Rome a reçu près de 20 millions de visiteurs pour le jubilé de l'an 2000.

Les croisières: Si elle est pratiquement née avec le tourisme, cette activité ne s'est néanmoins démocratisée que dans une période récente, grâce à la baisse des coûts et des prix. Les zones les plus fréquentées par les navires de croisière, qui peuvent accueillir jusqu'à 3 000 passagers, se situent sur une route qui part de l'Alaska vers les Caraïbes pour rejoindre ensuite la Méditerranée et le nord de l'Europe.

Les parcs à thèmes: Cette modalité du tourisme a connu une expansion notable à la fin du XX^e siècle et sa destination principale est la ville d'Orlando, aux États-Unis, qui offre à ses visiteurs plus de vingt grands parcs à thèmes, dont ceux de Disney et d'Universal. Outre les parcs traditionnels consacrés à des personnages du dessin, animé ou non (Disney World ou, en France, le parc Astérix), des structures ont été créées autour du monde de l'image et des technologies (le Futuroscope, en France), des animaux (Sea World) ou encore du cinéma (studios Universal). Les parcs d'attractions aux États-Unis ont accueilli, à eux seuls, en 1998, 300 millions de visiteurs.³ De même, Las Vegas, que l'on peut considérer comme un vaste parc à thème, a reçu la même année 30,6 millions de touristes, dont à peine 13 % d'étrangers.⁴

Les voyages festifs: Figurent dans cette catégorie tous les voyages effectués lors de grandes occasions comme le voyage de noces, les voyages scolaires ou ceux réalisés à l'occasion d'un anniversaire, et qui se comptent sur les doigts de la main dans une vie. Chacune des sous-catégories mentionnées ici a ses caractéristiques propres.

Les grands événements: Expositions universelles, jeux Olympiques, coupes du monde de football, ces grandes manifestations attirent non seulement de très nombreux visiteurs, mais elles sont aussi l'occasion de promouvoir les lieux où elles se tiennent pour en faire d'importantes destinations touristiques.

Autres variantes: Il existe de nombreuses variantes du tourisme plus difficiles à classifier. Le tourisme sexuel est ainsi une réalité aux répercussions bien tangibles dans certains pays du monde; il ne fait cependant l'objet d'aucune promotion en tant que tel et de nombreux mouvements œuvrent pour y mettre un terme. Il existe, à l'inverse, un tourisme solidaire, encouragé par certaines ONG qui organisent des séjours dans des pays du tiers-monde afin de promouvoir les échanges culturels. Plus étonnant, on peut trouver un Bureau d'encouragement au tourisme atomique⁵, qui cherche à promouvoir la visite de zones touchées par des explosions nucléaires, et même se laisser aller à l'anticipation pour entrevoir le tourisme «spatial». Certaines entreprises organisent également des reality tours au cours desquels on visite des lieux dégradés ou pollués, des prisons, etc.

Les grandes tendances: Le secteur touristique, comme le consommateur lui-même, a mûri et des changements importants interviennent dans le secteur. En effet, les motivations du visiteur ne s'excluent plus les unes les autres, car un attrait unique ne le satisfait pas. La première motivation d'un vacancier ayant acheté un voyage vers une région précise peut être l'aspect «soleil et plage», mais il est possible qu'il soit également intéressé par l'offre culturelle ou écotouristique que lui propose la destination. Cette tendance de la demande conduit à l'apparition d'une offre protéiforme. De ce fait, la diversification de l'offre constitue l'une des principales stratégies mises en œuvre par les destinations touristiques, tant pour attirer de nouveaux clients que pour fidéliser ceux dont elles disposent déjà.

Les destinations s'efforcent par ailleurs de prolonger la «saison touristique»: il s'agit de répartir les visiteurs de façon plus homogène sur l'ensemble de l'année pour optimiser les infrastructures. La fragmentation des vacances en plusieurs voyages plus courts constitue une autre tendance de fond. Ce phénomène favorise un certain type de tourisme, tel que la visite rapide d'une ville («escapade») ou les séjours courts consacrés à la pratique d'une activité (ski, golf, chasse, shopping, etc.). Signalons pour terminer qu'il est de plus en plus fréquent d'intégrer des activités de loisirs (art, sport, gastronomie) aux voyages d'affaires.

LE TOURISME À LA FIN DU XX^e SIÈCLE : DÉPLACEMENTS DE MASSE

À la fin du XX^e siècle, le tourisme constitue, en volume, le premier moteur de la mobilité des hommes, devant les migrations. On estimait ainsi en 1999 que le monde comptait 120 millions d'émigrants, soit plus de 2,5 % de la population mondiale et 4,5 % des habitants des pays développés. Entre 1990 et 1995, le solde migratoire net de ces derniers était de 10,9 millions d'individus. Sur cette même période, l'Europe accueillait 1,1 million d'immigrants par an et l'Amérique du Nord quelque 960 000; on estimait alors que la moyenne annuelle des immigrants accueillis entre 1995 et 2000 par ces deux continents serait de 989 000 et 930 000, respectivement.⁶ En 1998, 625 millions de déplacements touristiques ont été réalisés, le phénomène ayant enregistré une croissance annuelle de près de 5% sur la décennie précédente. Comme en témoigne le tableau 25, le secteur a connu une évolution véritablement spectaculaire sur les cinquante dernières années, puisque l'on est passé de 25,3 millions d'arrivées en 1950 à 625 millions en 1998, soit une augmentation de 2 470%, ce qui signifie que les arrivées ont été multipliées par vingt-quatre sur cette période.

Du point de vue économique, les recettes induites par ces déplacements ont connu une croissance plus forte encore, passant de 2,1 milliards de dollars en 1950 à 445 milliards en 1998, soit un bond de 21 190%. Ces chiffres ne tiennent par ailleurs pas compte du tourisme dit «interne» qui concerne les personnes voyageant dans leur propre pays, et que l'on estime 10 fois supérieur au tourisme international. En 1999, le *World Travel and Tourism Council* estimait que les bénéfices générés dans le monde entier par le tourisme et les activités liées au secteur s'élevaient à 3,5 milliards de dollars.

Au tournant du millénaire, le tourisme devait rester un secteur en expansion, bien que de façon plus modérée qu'au cours des décennies précédentes; il s'agit en effet d'une activité créatrice de richesses qui ne nécessite pas d'infrastructures importantes et qui bénéficie de l'augmentation du pouvoir d'achat et du temps libre de certaines catégories de personnes. Notons par ailleurs que le tourisme, qu'il soit émetteur ou récepteur, est en plein essor dans les régions dites du tiers-monde.

Les destinations et les pays émetteurs

En 1998, l'Europe a accueilli 372,5 millions de touristes, soit 59,6 % du total mondial. Le continent américain se classait alors deuxième, avec 120,2 millions (19,2 % du total), suivi de l'Asie de l'Est et du Pacifique,

avec 86,9 millions (13,9%). Les autres régions du monde sont bien loin derrière ce peloton: l'Afrique a reçu cette année-là 24,9 millions de touristes (4%), le Moyen-Orient 15,6 millions (2,5%) et l'Asie du Sud 5,1 millions (0,8%).

Tableau 25 Arrivées internationales et recettes mondiales 1950–1998 (en millions de visiteurs et en millions de dollars)

	(1950=100) (*)	Recettes	Index recettes (1950=100) (**)
25,3	100	2 100	100
69,3	274	6 867	327
165,7	656	17 900	800
286,2	1 132	105 198	5 009
459,2	1 816	264 714	10 398
561	2 218	380 693	18 128
625	2 470	445 000	21 190
	69,3 165,7 286,2 459,2 561	25,3 100 69,3 274 165,7 656 286,2 1 132 459,2 1 816 561 2 218	25,3 100 2 100 69,3 274 6 867 165,7 656 17 900 286,2 1 132 105 198 459,2 1 816 264 714 561 2 218 380 693

^{*} Hors visites d'une journée

Source: OMT.

Les pays développés constituent la majorité des grandes destinations touristiques. Les trois pays en tête témoignent néanmoins d'une offre très diverse qui illustre la variété du tourisme. Ainsi, l'offre touristique de la France repose essentiellement sur la culture et sur l'attrait de Paris, sa capitale, qui accueille chaque année quelque 14,2 millions de touristes étrangers et 10,2 millions de visiteurs français. En dépit des efforts déployés pour diversifier son offre notamment vers la culture et les sports, c'est, encore aujourd'hui, grâce à son important réseau d'infrastructures autour du produit «soleil et plage» que l'Espagne séduit la plupart des visiteurs : ainsi, en 1998, quelque 16 millions de touristes se sont rendus aux Baléares et aux Canaries, contre seulement 3 millions à Madrid, Les États-Unis doivent quant à eux leur succès à la diversité de leurs attraits, notamment à leurs villes: en 1997, New York a ainsi accueilli 33 millions de visiteurs, dont 6,1 millions d'étrangers et 26,9 millions d'Américains, tandis que Los Angeles recevait 23,5 millions de touristes, dont 5,8 millions d'étrangers; la Floride où se trouve Orlando, le berceau des parcs à thèmes, a accueilli la même année 37,2 millions de visiteurs, dont 3,5 millions d'étrangers.

En matière de tourisme émetteur (visiteurs issus d'un pays donné se rendant à l'étranger), ainsi que le montre le tableau 26, les sept premières places sont monopolisées par le G7, groupe qui rassemble les sept pays les

^{**} Hors frais de transport

plus riches du monde.⁷ En effet, 53,6% des dépenses mondiales générées par le tourisme sont issues de ces pays, qui attirent par ailleurs 41,8% des recettes touristiques. De ce fait, la balance des paiements des pays développés est déficitaire en matière de tourisme (58 millions de dollars américains en 1997), tandis que les pays moins riches bénéficient de larges excédents (62 156 milliards de dollars pour la même année). L'exemple du Mexique est l'un des plus parlants: en 1997, avec des recettes s'élevant à 7 593 milliards contre seulement 3 892 milliards de dépenses, le pays enregistrait un excédent de 3 701 milliards de dollars. La même année, Cuba engrangeait 1 354 milliard de dollars de bénéfices, soit un excédent quasiment équivalent, l'île ayant un très faible tourisme émetteur.⁸

Tableau 26 Dépenses en tourisme international par pays

Pays Dépenses* 1997		Évolution 1996- 1997 (en %)	Part du total 1997 (en %)	
États-Unis	51 220	5,6	13,6	
Allemagne	46 200	-9,4	12,2	
Japon	33 041	-10,8	8,7	
Royaume-Uni	27 710	9,5	7,3	
Italie	16 631	5,2	4,4	
France	16 576	-6,6	4,4	
Canada	11 304	1,9	3,0	
Autriche	10 992	-6,9	2,9	
Pays-Bas	10 232	-11,5	2,7	
Chine	10 166	127,2	2,7	
Féd. de Russie	10 113	-1,5	2,7	
Belgique	8 275	-11,3	2,2	
Suisse	6 904	-8,8	2,2	
Pologne	6 900	10,6	1,8	
Brésil	6 583	13,0	1,7	

^{*} en millions de dollars hors transport

Source: OMT.

On comprend bien l'importance du tourisme pour les pays pauvres, comme à Cuba, en République dominicaine ou à la Jamaïque, pays où il génère une grande partie des recettes. Le rôle du secteur s'affirme d'ailleurs de plus en plus, car il connaît un essor plus rapide dans les

régions peu développées (Afrique, Moyen-Orient, Asie) que dans les pays riches.

Ainsi, le nombre de visiteurs se rendant au Moyen-Orient, en Asie de l'Est et dans le Pacifique a crû à un rythme annuel de 6,9% sur la période 1989–1998, tandis que l'Afrique enregistrait 6,8% de progression annuelle et l'Asie du Sud 5,9%. En revanche, cette progression n'était que de 3,8% pour l'Europe et de 3,7% pour le continent américain.

Prévisions

Selon l'OMT, entre 1970 et 2010, la part de marché de l'Europe en matière d'arrivées internationales aura diminué de 17,3 points, passant de 68,1 % à 50,8 %, tandis que celle de l'Asie et du Pacifique aura augmenté d'autant, pour atteindre 20,3 % au lieu de 3 %. De son côté, l'Afrique représentera 3,8 % du marché, enregistrant une progression de 2,6 points.

L'OMT prévoit ainsi que la Chine sera la première destination mondiale en 2020, accueillant quelque 130 millions de visiteurs par an, Hong Kong occupant la cinquième place du classement, avec 56,5 millions de touristes. La France, les États-Unis et l'Espagne, grands pays d'accueil actuels, se trouveront alors aux deuxième, troisième et quatrième rangs.

On s'attend également à une augmentation notable de la contribution des pays pauvres aux flux internationaux du tourisme, même si celle-ci restera peu significative. Les principaux pays émetteurs en 2020 seront ainsi globalement identiques à ceux d'aujourd'hui, exception faite de la Chine et de la Russie, qui entreront respectivement aux 4e et 10e rangs. On prévoit de même une forte progression de la Thaïlande et de Singapour. En 1997 déjà, la Chine avait vu ses dépenses de tourisme faire un bond de 127%, passant en un an du 22e au 10e rang. Néanmoins, la progression de certains pays, notamment la Fédération de Russie, en raison des crises politiques internes qu'elle subit, est plus lente que ne l'avaient prévu les professionnels du secteur.

Si ces prévisions sont avérées, les pays en développement vont donc acquérir un poids croissant dans le secteur du tourisme, non seulement en matière de réception mais surtout comme territoires émetteurs.

LES ASPECTS ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX

Le tourisme moderne se caractérise par son poids économique et sa capacité à créer des emplois. L'OMT estime ainsi que le secteur emploie, dans le monde entier, près de 100 millions de personnes et représente quelque 10 %

du produit intérieur brut (PIB) mondial. De fait, la création d'emplois croît 1,5 fois plus vite dans le tourisme que dans tout autre secteur industriel. En 1997, les activités touristiques représentaient 8% des exportations totales dans le monde et 30% des exportations de services. Les chiffres du Conseil mondial des voyages et du tourisme (WTTC), qui réunit les plus grosses entreprises du secteur, sont encore plus encourageants: selon cet organisme, le tourisme serait responsable de 190 millions d'emplois dans le monde, soit 8% du total, et à l'origine de 11,7% du PIB. Des calculs indiquent par ailleurs qu'à l'horizon 2010, le secteur aura généré 5,5 millions d'emplois par an et contribué au PIB mondial à hauteur de 3 500 milliards de dollars. Le WTTC estime également que 698 millions de personnes se sont rendues dans un pays étranger en 2000, dépensant ainsi plus de 478 milliards de dollars. Les recettes du tourisme international, ajoutées aux coûts de transports des passagers, ont atteint 575 milliards de dollars, faisant du tourisme le secteur le plus lucratif en matière d'exportation, devançant même la filiale de l'automobile, les produits chimiques, les produits pétroliers et la nourriture.

Tableau 27 Répercussions économiques du tourisme

PIB	Part du total (en %)	Emplois	Part du total (en %)
1. Caraïbes	20,6	1. Océanie	16,0
2. Europe (hors UE)	15,4	2. Caraïbes	15,8
3. Océanie	14,7	3. Europe (hors UE)	15,6
4. Union europénne	14,1	4. Union europénne	14,5
5. Amérique du Nord	11,8	5. Amérique du Nord	11,9
6. Afrique subsaharienne	11,2	Europe centrale et orientale	11,7
7. Europe centrale et orientale	11,1	7. Afrique du Nord	7,4
8. Asie du Sud-Est	10,6	8. Afrique subsaharienne	7,4
9. Asie du Nord-Est	10,0	9. Asie du Sud-Est	7,3
10. Moyen-Orient	7,3	10. Asie du Nord-Est	7,1
11. Afrique du Nord	6,8	11. Moyen-Orient	6,1
12. Amérique latine	5,6	12. Amérique latine	6,0
13. Asie du Sud	5,3	13. Asie du Sud	5,4

Source: WTTC.

Dans la plupart des pays du monde, le développement du tourisme est confié à diverses agences gouvernementales, essentiellement aux autorités chargées de l'équipement, du patrimoine culturel et de l'environnement. Cependant, un nombre croissant d'acteurs publics comme privés sont concernés par l'activité touristique et prennent conscience de son importance et des atouts apportés par les politiques de promotion du tourisme.

C'est face au poids grandissant du tourisme dans le domaine socioéconomique que l'Organisation mondiale du tourisme débuta ses premières activtés en 1975. En 1999, cet organisme réunissait 138 pays et plus de 350 membres composés d'autorités locales, d'associations touristiques et d'entreprises du secteur. La mission de l'OMT, devenue en 1976 agent d'exécution du Programme de développement des Nations Unies, consiste à «stimuler, par le tourisme, la croissance économique et la création d'emplois, à inciter à la protection de l'environnement et du patrimoine culturel et à promouvoir la paix, la prospérité et le respect des droits de l'homme». C'est dans ce but qu'elle élabore des statistiques, organise des conférences, publie des études et contribue à la proposition de politiques concrètes dans le secteur du tourisme.

Les répercussions dans les pays développés

De nombreux pays, mais aussi des institutions supranationales, se sont donc efforcés de mettre en œuvre des politiques touristiques concrètes afin de stimuler le secteur et de bénéficier de ses retombées positives. Il n'existe pas, en dépit du poids du secteur dans l'économie communautaire, de direction spécifique au tourisme dans l'Union européenne, mais différents programmes ont été mis sur pied à la fin des années 1990: Philoxenia était ainsi un programme d'aide au tourisme européen, tandis que MINTOUR et Intourisme la vaient pour mission à favoriser la mise en place de réseaux de communications propres au secteur. Le tourisme a par ailleurs bénéficié de fonds structurels qui ont permis de financer la construction d'infrastructures de transport et des travaux d'amélioration de l'environnement.

De fait, le secteur est l'un des plus importants en Europe, puisque l'on estime qu'il emploie directement quelque neuf millions de personnes dans l'Union, soit 6% des travailleurs, proportion qui devrait atteindre 9% dans les prochaines années. Comme le montre le tableau 27, les chiffres du WTTC sont encore plus significatifs, puisque cet organisme attribue au tourisme 14,1% du PIB de l'Union européenne et 14,5% de ses emplois. 11

L'Espagne est le pays le plus dépendant de l'activité touristique dans l'Union, et le WTTC estime que le tourisme y génère 22,7% du PIB et 24,3% des emplois. Dans les régions extrêmement touristiques, comme

les Baléares, la part du secteur des services, qui repose largement sur le tourisme, atteint même 84 % du PIB. Ces activités ont permis à l'archipel de voir son revenu par habitant dépasser la moyenne européenne et de bénéficier d'un taux de chômage bien inférieur à la moyenne espagnole.

Le poids du tourisme est tout aussi significatif en Amérique du Nord, où il représente 11,8 % du PIB et 11,9 % des emplois. Ces proportions sont, dans le même ordre, de 12,1 % et 13,2 % aux États-Unis, soit légèrement inférieures à ce que produit le secteur au Canada, avec 13,6 % du PIB et 14,9 % des emplois.

Il en est de même en Océanie, continent qui doit 14,7% de son PIB et 16% de ses emplois au tourisme. L'Australie et la Nouvelle-Zélande, les deux plus grands pays de la région, sont ainsi de grands acteurs du secteur, qui y représente respectivement 13,8% et 16,9% de l'activité économique.

Les répercussions dans les pays en développement

Dans les régions moins favorisées, le tourisme est un moyen de stimuler l'activité économique et de créer de la richesse. La création d'emplois, la construction de nouvelles infrastructures et l'entrée de devises en sont les principaux atouts.

En effet, l'essor du tourisme s'accompagne de la construction d'infrastructures et d'équipements (aéroports, routes, systèmes d'évacuation des eaux usées) susceptibles d'améliorer les conditions de vie des habitants, même s'il n'est pas rare que ces derniers ne bénéficient absolument pas de ces améliorations. Les activités liées au tourisme sont également un moyen de tirer avantage des ressources culturelles et naturelles existantes et de générer les moyens financiers nécessaires à leur conservation et à leur restauration. Ainsi, c'est grâce à des programmes de rénovation de lieux d'intérêt historique ou naturel, tels que ceux désignés comme Patrimoine mondial de l'humanité par l'UNESCO, que certaines villes du tiers-monde ont pu retrouver une dynamique et bénéficier des apports financiers du tourisme.

Le poids du secteur est déterminant dans les Caraïbes, où il génère près de 20,6% du PIB et 15,8% des emplois. Sur les plus petites îles de la zone (Aruba, Bahamas, Barbade, îles Caïman, etc.), le tourisme représente même la moitié du PIB et presque autant des emplois. Le rôle de cette activité reste prégnant dans les territoires plus vastes: elle représente à Cuba 14,9% du PIB et 13,2% des emplois, 22,1% et 19% en République dominicaine et 35,7% et 28,2% en Jamaïque. 12

Il est beaucoup plus facile d'exploiter les ressources nécessaires au tourisme (plages, zones naturelles, hauts lieux de la culture, etc.) que de stimuler l'essor de l'industrie, d'où l'envolée du secteur dans le tiers-monde.

Néanmoins, les investissements touristiques restent souvent aux mains de capitaux étrangers en provenance des pays riches, notamment des grandes chaînes d'hôtels qui prennent en charge l'expansion touristique du tiersmonde. Les chaînes espagnoles jouent ainsi un rôle primordial dans les Caraïbes (République dominicaine, Cuba, et au Mexique, la Riviera maya) et investissent des sommes considérables dans la construction de complexes de luxe. Plus généralement, l'hôtellerie, qu'elle soit urbaine ou destinée aux vacanciers, doit beaucoup aux entreprises en provenance des États-Unis et d'autres pays développés. De fait, dans certains pays où l'essor du tourisme ne repose pas sur des initiatives des autorités ou des entreprises privées locales, les habitants bénéficient très peu des retombées du secteur.

Cette situation a donné naissance dans les régions pauvres à de véritables ghettos de touristes presque totalement fermés aux populations locales. Il en existe un grand nombre dans les trois pays mentionnés plus haut, ainsi que dans de nombreux autres États des Caraïbes et du tiers-monde: c'est le cas de Varadero, à Cuba, de Playa Bávaro et Puerto Plata en République dominicaine ou encore, au Mexique, de Playa del Carmen. Les complexes touristiques de ces régions proposent en outre des formules «tout compris» grâce auxquelles le visiteur peut ne pas quitter l'hôtel de tout son séjour ou n'en sortir que dans le cadre d'excursions organisées.

Les effets néfastes du tourisme

L'essor du tourisme a un coût. Cette activité peut en effet porter atteinte à l'environnement, et son expansion non maîtrisée est susceptible d'avoir des conséquences dommageables sur les territoires où elle a lieu, y provoquant des bouleversements écologiques et paysagers irréversibles.

Les côtes méditerranéennes ont fait les frais de ce type d'évolution, notamment les régions qui, comme la Côte d'Azur, les Baléares, la Costa Brava, la Costa del Sol ou la Riviera italienne, ont été les premières à accueillir des activités touristiques et ont vu des tonnes de béton défigurer leurs littoraux. Le continent américain, avec Acapulco, Miami ou Rio de Janeiro, n'a pas été épargné. Aujourd'hui, la Riviera maya, qui part de Cancun et s'étend quasiment jusqu'à Belize, fait l'objet de critiques virulentes de la part d'organisations écologistes, en raison des effets négatifs qu'a son expansion sur cette zone naturelle d'une grande richesse.

Il en est de même des visites de masse qui, en donnant à des millions de personnes accès à de hauts lieux naturels et culturels, ont parfois des répercussions néfastes sur les lieux concernés, bien loin des objectifs premiers de conservation et de restauration. Ainsi, au Mexique, les pyramides mayas et aztèques sont mises en péril par ce type de visites. De même,

certains écosystèmes sont déséquilibrés par les excursions organisées pour apercevoir dauphins et baleines ou observer la ponte des animaux.

C'est en réaction à ces retombées négatives qu'est né le concept de «tourisme durable», dont le but est de favoriser un essor harmonieux de cette activité. Action 21¹³ a ainsi fait du tourisme l'une de ses priorités, car ce secteur, s'il met en œuvre le concept de développement durable, est l'un des rares à pouvoir donner un intérêt financier à la protection de l'environnement.

LA COMMUNICATION ET L'INFORMATION TOURISTIQUES

L'activité touristique est indissociable de l'information et de la communication. Elle repose en effet sur les motivations psychologiques du voyage chez les individus, sur ce qui les pousse à aller voir ailleurs, sur ce qu'ils ont déjà imaginé depuis leur environnement habituel. Ces motivations sont suscitées par les informations disponibles, et déterminées par un certain nombre de facteurs culturels tels que l'école, les moyens de communication ou l'industrie touristique nationale, et que viennent relayer la publicité et les autres instruments de promotion.

Néanmoins, les liens entre tourisme, culture et communication n'ont jamais suscité un intérêt universitaire approfondi. Le lecteur trouvera ici quelques axes de réflexions sur ce sujet.

Les récits de voyage et les guides touristiques

Les voyages ont depuis longtemps retenu l'attention des écrivains. De nombreux auteurs, qu'il est impossible de tous citer ici, ont apporté à la littérature de voyage leurs plus beaux ouvrages. Les guides touristiques, qui n'apparaissent qu'avec la massification des voyages, vont progressivement l'emporter sur le genre du récit de voyage. En ce début de XXIe siècle, rares sont les voyageurs qui ne commencent pas leur visite avec un guide édité par une grande maison. Let's go, Michelin, Footprint et Lonely Planet sont quelques-uns de ces grands noms dont les ouvrages couvrent un grand nombre de destinations.

Il existe deux grandes différences entre le récit de voyage et le guide. D'une part, si le récit de voyage prétend apporter à son lecteur une re-création du voyage sous forme littéraire, le guide touristique a pour but, lui, de fournir au voyageur des informations utiles lors de son déplacement. D'autre part, le lecteur peut aborder le récit de voyage pour ses seules qualités littéraires

et sans la moindre intention de réaliser ledit voyage, tandis qu'à l'inverse, il n'achète généralement un guide qu'après avoir décidé de se rendre dans la région que celui-ci décrit.

Aujourd'hui, l'écrit n'est plus la seule forme du guide de voyage, puisque les grandes destinations disposent également de vidéo-guides. De même, en plus des émissions télévisées consacrées aux voyages, qui existent depuis longtemps, l'apparition du câble et de la télévision par satellite a donné naissance à des chaînes thématiques sur le sujet, comme *Travel*, en Grande-Bretagne ou *Viajar*, en Espagne. Ces chaînes diffusent des émissions qui, à l'instar de celles produites par *Lonely Planet*, se présentent comme des guides touristiques.

L'image publicitaire

Pour les professionnels, l'image d'un produit touristique équivaut en réalité à la perception globale qu'en a le visiteur potentiel au terme de divers circuits d'information.

De nombreux moyens de communication interviennent dans ces circuits: système éducatif, médias, dépliants publicitaires, vidéos, cédéroms publicitaires, télétexte, guides de voyage, réseaux de distribution planétaires, agences de voyages, publicités des voyagistes, visites de salons, contacts personnels, offices de tourisme, ambassades étrangères et, depuis peu, Internet. Ces sources peuvent par ailleurs être complétées sur place grâce aux bureaux d'information, médias, kiosques électroniques, dépliants, contacts personnels avec des guides, voyagistes et employés du tourisme local, etc.

Le poids économique du tourisme et les retombées qu'il induit ont incité les secteurs privés comme publics à réaliser de gros investissements publicitaires destinés à peser sur le processus de formation de l'image des produits touristiques. En 1997, les organismes nationaux de promotion du tourisme ont ainsi dépensé à eux seuls 1,08 milliard de dollars 14; ce chiffre exclut les dépenses réalisées par les autorités régionales qui, dans de nombreux pays comme l'Espagne ou les États-Unis, sont chargées de la promotion auprès du public.

Ce souci de l'image est en fait une conséquence directe de la spécificité du processus de prise de décision chez le touriste potentiel. En effet, le consommateur ne peut pas examiner le produit touristique comme il le fait avec d'autres marchandises, et ce produit est lui-même composé d'une série de services fournis par des entreprises qui, le plus souvent, sont disséminées dans plusieurs pays. L'image publicitaire entre par ailleurs en concurrence avec de nombreux autres canaux mieux implantés et plus crédibles, comme les contacts personnels du voyageur, les informations fournies par les médias ou encore le cinéma.

En outre, les messages sur les destinations touristiques, émis par un grand nombre d'acteurs situés à des degrés divers du processus d'information, manquent d'homogénéité. Le premier niveau d'information est celui des professionnels du tourisme et des organismes publics de promotion. Viennent ensuite les intermédiaires du secteur, agences de voyages et tour-opérateurs. Le troisième niveau, enfin, est occupé par les médias, qui relaient les informations fournies par les acteurs des échelons supérieurs.

Il est bien évident que l'image publicitaire fait exclusivement mention des aspects positifs de la destination. Il importe donc de se faire une image complète en s'informant sur les aspects les moins attirants, grâce à des relais d'information indépendants tels que les informations dans les médias, les films, les récits de voyage, les contacts personnels, etc.

Ainsi que l'ont montré plusieurs études, une destination touristique ne parvient que très lentement à modifier son image (Gartner et Hunt, 1987). Néanmoins, ces changements peuvent s'accélérer, notamment à la suite d'événements dramatiques ou violents, comme des attentats, des coups d'État ou des catastrophes naturelles, ou de grandes manifestations médiatisées dans le monde entier (jeux Olympiques, Mondial de football, Exposition universelle, etc.). LE Certaines destinations, comme la Floride et l'Égypte après des assassinats de touristes ou la Chine après les événements de la place Tienanmen (Gartner et Shen, 1992), ont mis des années à retrouver le même volume de fréquentation et ce, en dépit de l'importance des moyens qu'elles avaient mobilisés pour améliorer leur image auprès du public.

L'arrivée de l'Internet

L'information liée au tourisme a été fortement marquée par l'avènement et l'essor des nouvelles technologies de la communication. Les destinations touristiques et les entreprises du secteur ont vu là un nouveau moyen de toucher le client potentiel, à des coûts réduits, pour une plus grande efficacité et, surtout, de façon directe. C'est ce que l'on a appelé la « désintermédiation ».

Depuis lors, le secteur du tourisme a ajouté à ses moyens de communication traditionnels, comme les salons, de nouveaux médias, tels qu'Internet ou les réseaux télématiques propres au tourisme.

De même, le dépliant papier classique est sérieusement concurrencé par le cédérom multimédia dont les atouts (possibilité d'inclure des sons et des images en mouvement) rendent les contenus plus attrayants.

Comme on l'a vu plus haut, le câble et la télévision numérique par satellite ont donné naissance à des chaînes thématiques sur le tourisme et à

des voyagistes vendant leurs produits en exclusivité à la télévision, comme *TV Travel Shop* au Royaume-Uni. Dans certains pays, le télétexte est un autre instrument de vente décisif.

Nul doute que l'Internet est appelé à jouer un rôle de premier plan dans l'organisation du tourisme et l'information liée à ce secteur. Tous les moteurs de recherche (Yahoo, Infoseek, AOL, Olé, etc.) proposent d'ores et déjà une rubrique «tourisme et voyages» sur leur page d'accueil. Ainsi, le Web sera de plus en plus utilisé par le touriste pour choisir sa destination, mais aussi son moyen de transport, son hôtel, un restaurant et les activités qu'il souhaite pratiquer. Tous les acteurs du secteur devront donc s'efforcer d'adapter leurs moyens d'information actuels à la communication numérique nouvelle génération.

LA DIMENSION CULTURELLE DU TOURISME: LES DESTINATIONS INTERNATIONALES ET LES IMAGINAIRES LOCAUX

Les pratiques sociales du tourisme dans le monde moderne illustrent la dimension culturelle du phénomène. Quelles sont les motivations, les raisons qui poussent des individus à partir en voyage ou à réaliser un séjour touristique? Comment naissent ces motivations et d'où proviennent-elles?

Tels qu'on les pratique aujourd'hui, les voyages sont marqués par la communication et la culture de masse et n'ont guère de points communs avec les déplacements du passé, caractérisés par le risque, l'aventure ou le rituel. Les pèlerinages mystiques du Moyen Âge ou la grande aventure des découvertes de l'époque moderne n'ont rien à voir avec les pratiques touristiques d'aujourd'hui.

«Escapade», «évasion» ou «détente» sont quelques-uns des concepts utilisés par les campagnes publicitaires d'aujourd'hui. Ainsi, le déplacement à caractère touristique est de plus en plus mis en valeur comme une évasion hors du «monde propre au travail» (Ortiz, 1999), et de moins en moins comme un rituel d'échanges au cours duquel il s'agit de s'ouvrir à de nouvelles expériences culturelles. Le tourisme moderne est marqué par les notions de satisfaction et de plaisir liées aux périodes de vacances. Notons toutefois que, dans cette optique, les sports extrêmes sont l'exception qui confirme la règle.

La mondialisation (des conceptions, de la consommation, des symboles) a imposé aux quatre coins du monde le même confort, le même environnement adapté aux goûts et aux besoins du touriste occidental, et gommé quasiment toute représentation des différences locales.

Ces environnements, dans lesquels on a pu voir une «MacDonaldisation de la société» (Ritzer, 1993), sont particulièrement présents dans le cadre des déplacements «de travail», qui représentent près de 40% de la mobilité des voyageurs dans le monde. De fait, au cours des voyages d'affaires comme des voyages à vocation «soleil et plage», les touristes passent par des aéroports, des taxis, des hôtels, des restaurants, des bars, des salles de réunion, tous conçus selon des schémas de rentabilité et de confort identiques.

Ce phénomène, comme de nombreux éléments de la culture moderne, est régi par la nouvelle dialectique entre mondial et local.

Ainsi, la culture de la destination n'est pas nécessairement celle que trouvera le voyageur à son arrivée. Celui-ci peut en effet retrouver dans n'importe quelle région du globe la culture normalisée du touriste occidental, voire sa propre culture locale. Même les visites des «sites emblématiques» sont effectuées en marge de leur contexte d'origine. Au bout du compte, de nombreuses pratiques du tourisme actuel constituent un changement de «territoire physique» mais pas de «territoire culturel». Ce phénomène n'est pas seulement dû aux déplacements en avion, au cours desquels on peut effectivement perdre la notion des distances parcourues. Il est aussi induit par l'implantation, dans toutes les régions du monde, d'environnements normalisés à l'occidentale et tous identiques. Les aéroports, leurs galeries, les bars, les boutiques duty free, les centres commerciaux, les chaînes hôtelières sont quelques exemples de ce continuum cosmopolite qui a essaimé dans le monde entier.

L'essor des terrains de golfs, dont les *greens* s'étendent même dans des régions arides, est une illustration particulièrement parlante de cette normalisation et de la transposition, non seulement des repères symboliques, mais aussi des pratiques sociales occidentales. «*notre* environnement local» s'impose dans «*leur* environnement local».

La tendance à la mondialisation et, donc, à l'occultation des cultures locales, est accentuée par les nouvelles technologies de la communication, notamment le satellite: les touristes peuvent ainsi continuer à regarder leurs chaînes de télévision habituelles dans tous les hôtels du monde.

Cette « sémantisation » du tourisme est conditionnée par la convergence entre le secteur du tourisme et les multinationales de la communication. Les parcs à thème comme Disneyland symbolisent bien le phénomène et sont le lieu où la « fiction du cinéma » devient « réalité fictionnelle ».

Il est évident que Walt Disney n'est plus une simple multinationale de la communication. C'est aussi aujourd'hui une multinationale du tourisme: outre ses parcs à thème, le groupe possède des hôtels, des paquebots de croisière et même une île «thématique», dans les Bahamas, où sont accueillis les passagers des navires. De même, Universal possède ses propres parcs

d'attractions, notamment à Orlando, et Sony s'apprêterait à faire son entrée dans le secteur du tourisme.

Dans un tel contexte, le lieu de destination, l'hébergement et la culture locale perdent de leur importance au profit d'une thématisation préfabriquée, et des atouts environnemental et climatique de la région. Aujourd'hui, plus que les échanges individuels et la rencontre d'une culture, c'est le soleil et l'offre thématique qui déterminent la consommation de masse du tourisme.

C'est pourquoi l'on peut dire de certains touristes ayant fréquenté les hôtels et les plages de Varadero qu'ils sont allés à Cuba «sans passer par Cuba». C'est pourquoi un Britannique peut séjourner à Majorque mais prendre un petit-déjeuner composé de toasts et de haricots, se promener dans des rues où abondent les messages en anglais, aller voir un match Manchester-Liverpool au pub et danser sur les derniers tubes lancés par un DJ à l'accent londonien.

Le tourisme : les références locales et échanges culturels

Les analyses interculturelles (De Moragas et Rivenburgh, 1996) qui ont été menées révèlent l'importance des référents culturels de l'individu lorsqu'il s'agit d'interpréter les autres cultures. Or ce processus d'interprétation détermine également les comportements modernes du tourisme de masse. Par conséquent, ce n'est pas seulement la culture de la destination qui fait l'intérêt d'un voyage; c'est aussi, et surtout, la culture d'origine du voyageur.

Si la typologie du tourisme évoquée plus haut met en évidence les différences entre les objectifs recherchés par les voyageurs (tourisme du troisième âge, de la jeunesse, tourisme de détente, voyages d'affaires), tous ces objectifs entrent en fait dans un nombre plus limité de catégories.

Ainsi, l'envie de voyage naît d'un rêve déterminé par les dispositifs culturels de chaque société, à savoir l'école, la religion, les médias (cinéma, télévision, magazines *people*), les campagnes publicitaires, etc. Néanmoins, ces rêves sont de plus en plus modelés par les stratégies de promotion des grands circuits touristiques.

Les références historiques et artistiques jouent encore un rôle important dans les motivations du voyage, avec dans ces références une grande importance donnée aux «lieux». Impossible pour le touriste de quitter Rome sans «être passé» par la chapelle Sixtine, de laisser Barcelone derrière lui sans avoir vu les constructions de Gaudí, ni de séjourner à Paris sans visiter le Louvre.

«Être passé dans les hauts lieux de la planète», voilà une expérience (un rite?) chère aux touristes: fontaine de Trévise, Pain de Sucre, tour Eiffel,

Empire State Building, mur de Berlin, tour de Londres, Plaza de Mayo, pont des Soupirs, mausolée de Lénine, Sagrada Familia, pyramides égyptiennes, etc. Tous ces endroits sont très différents, certains sont artistiques ou historiques, d'autres urbains, tous d'une valeur artistique très inégale; c'est leur valeur symbolique qui les rapproche et fait d'eux des lieux exotiques et exceptionnels. La visite est rapide mais toujours suffisante pour qu'on en garde une photographie de famille, pour que l'on se constitue le souvenir d'«y être allé», souvenir qui pourra être entretenu par l'achat d'un bibelot quelconque, parfaite expression du kitsch.

Ces sites célèbres sont tous assortis de nombreuses étoiles dans les guides touristiques. Mais ils doivent aujourd'hui faire face à la concurrence d'autres références moins historiques, issues du cinéma, de la télévision, des magazines *people* ou de références littéraires récentes. Pour l'anecdote, il existe un bar à Madrid où il est signalé avec humour au visiteur qu'«Hemingway n'a jamais fréquenté cet établissement».

En raison de la programmation des voyages en période de vacances et de l'essor de nouveaux loisirs et du culte du corps dans les sociétés les plus riches, d'autres référents interviennent de plus en plus fréquemment dans la formation du rêve de voyage: il s'agit des contextes climatique et environnemental; on recherche le soleil, les plages, une culture chaleureuse et des habitants au teint mat. Certes ces facteurs ne font le plus souvent que s'ajouter aux attraits historiques ou artistiques de la destination, mais il est également courant qu'ils s'imposent comme la seule et unique valeur d'un tourisme qui, à des milliers de kilomètres du pays d'origine du voyageur, se déroule sans le moindre contact avec les habitants et leur culture.

Les images touristiques nationales

Tous ces facteurs conduisent à la création de symboles de plus en plus nombreux représentant les villes, les pays et les régions dans le cadre du tourisme mondial.

Les campagnes de promotion doivent ainsi séduire les touristes potentiels et toucher leur imaginaire sans pour autant trahir la réalité de la destination. Malgré tout, l'image touristique du pays est souvent en contradiction ou en décalage avec son image réelle, qu'il s'agisse du tempérament des habitants, des spécificités de son urbanisme ou de sa richesse naturelle.

C'est pourquoi la production et la sélection de symboles à des fins touristiques constituent, du fait de leurs possibles répercussions emblématiques et économiques, un axe important des politiques culturelles actuelles.

Le tourisme moderne détermine en effet l'image d'un pays et de son offre, ce qui contraint les États à modeler leurs caractéristiques identitaires

en fonction du marché et à mettre en valeur certains aspects au détriment d'autres. C'est le cas de l'Australie dans ses relations avec le Japon, celui de l'Union européenne et de la promotion qu'elle fait du tourisme interne ou encore celui du Mexique avec les touristes en provenance des États-Unis.

Le dialogue interculturel: perspectives et difficultés

Le tourisme constitue donc un vaste horizon de possibles et de risques et est aujourd'hui la cible privilégiée des politiques culturelles. Il importe désormais de mettre l'accent sur les intermédiaires culturels entre visiteurs et visités (employés du secteur des services, taxis, personnel hôtelier, commerçants, artistes, etc.), mais aussi de lutter contre les schémas touristiques dépourvus d'assises durables et contre les murs des nouveaux ghettos touristiques dont l'existence repose sur une exploitation des territoires qui ne profite pas à tous.

Car il est essentiel que ce phénomène de masse ait pour objectif de promouvoir les échanges culturels. Pour que cet objectif soit atteint, c'est le patrimoine culturel et tout son potentiel qui doivent être mis en valeur car c'est là, comme l'a souligné l'UNESCO (1997) à de multiples reprises, que le tourisme trouve sa dimension culturelle.

Il faut faire en sorte que le tourisme et les bénéfices qu'il engendre permettent aux pays les moins riches de mettre sur pied leurs propres politiques culturelles et de protéger leur patrimoine. Le processus de convergence entre la culture et le tourisme ne doit pas être laissé aux seules multinationales citées ici. Cette convergence doit être placée au centre des préoccupations des politiques culturelles d'aujourd'hui.

NOTES

- 1. OMT, Megatrends of Tourism Industry in Europe to the Year 2005 and Beyond. Données obtenues par les auteurs auprès de l'OMT.
- 2. Voir: «The Adventurous Journey Towards Sustainability», in: *The Green Money Journal*, Fall/Winter 1995.
- 3. International Association of Amusement Parks and Attractions, www.iaapa.org.
- 4. Las Vegas Convention and Visitors Authority, www.lasvegas24hours.com.
- 5. The Bureau of Atomic Tourism, www.oz.net.
- 6. Rapport du Secrétaire général, Commission de la population et du développement, Conseil économique et social, Nations Unies, mars 1999.
- 7. Le G7 comprend les États-Unis, l'Allemagne, le Japon, le Royaume-Uni, l'Italie, la France et le Canada.

- 8. Chiffres obtenus par les auteurs auprès de l'OMT.
- 9. L'OMT fut créée en 1970. Voir: http://www.world-tourism.org.
- 10. Le projet MINTOUR avait pour objectif de mettre en place un réseau multimédia d'information sur le tourisme européen, géré par les administrations publiques et à destination des entreprises privées et des touristes. Le projet Intourisme avait pour but d'aider, sous la houlette des directions générales XIII et XVI de l'Union européenne, les PME du tourisme à tirer profit des possibilités d'Internet pour accéder au marché mondial. Voir : http://europa.eu.int.
- 11. Les chiffres du WTTC tiennent compte des répercussions directes et indirectes du tourisme sur l'activité économique et, par exemple, de la construction d'hôtels.
- 12. Chiffres de la WTTC, voir http://wttc.org.
- 13. Action 21 est le programme d'action adopté lors du Sommet sur l'environement de Rio, en 1992, afin de promouvoir le développement durable.
- 14. Chiffres fournis par l'OMT.
- 15. Pour en savoir plus sur les conséquences des JO de Barcelone en 1992, voir De Moragas et Botella (1995).

BIBLIOGRAPHIE

- ASCHER F. 1985. Tourism: Transnational Corporations and Cultural Identities, Paris, UNESCO.
- ASHWORTH G., GOODALL B. (dir. publ.). 1990. *Marketing Tourism Places*, Londres/New York, Routledge.
- Britton R. A. 1978. The Image of the Third World in Tourism Marketing. Dans: *Annals of Tourism Research*, vol. 6, p. 318–329.
- COHEN E. 1993. The Study of Touristic Images of Native People: Mitigating the Stereotype of a Stereotype. Dans: Pearce D. G., Butler R. W. (dir. publ.) *Tourism Research: Critiques and Challenges*, Londres/New York, Routledge.
- CROMPTON J. L. 1979. An Assessment of the Image of Mexico as a Vacation Destination and the Influence of Geographical Location upon That Image. Dans: *Journal of Travel Research*, vol. 17, printemps, p. 18–23.
- EVANS-PRITCHARD D. 1989. How "They" See "Us": Native American Images of Tourists. Dans: *Annals of Tourism Research*, vol. 16, n° 16, p. 89–105.
- GARTNER W., HUNT J. D. 1987. An Analysis of State Image Change over a Twelve Year Period (1971–1983). Dans: *Journal of Travel Research*, vol. 26, n° 2, p. 15–19.
- Shen J. 1992. The Impact of Tiananmen Square on China's Tourism Image. Dans: *Journal of Travel Research*, vol. 30, n° 4, p. 47–52.

- GOLD J. R., WARD S. V. (dir. publ.). 1994. *Place Promotion: The Use of Publicity and Marketing to Sell Towns and Regions*, Chichester (Royaume-Uni), John Wiley.
- HUDMAN L. E., HAWKINS D. E. (dir. publ.). 1989. *Tourism in Contemporary Society: An Introductory Text*, Englewood (New Jersey), Prentice Hall.
- JAFARI J. 1985. The Tourism System: A Theoretical Approach to the Study of Tourism, thèse de doctorat, Twin Cities Campus (Minnesota), University of Minnesota.
- JOHNSON P., THOMAS B. (dir. publ.). 1992. Perspectives on Tourism Policy, Londres. Mansell.
- KINNAIRD V., HALL D. 1994. *Tourism: A Gender Analysis*, Chichester (Royaume-Uni), John Wiley.
- KOTLER P., HAIDER D. H., REIN I. 1993. Marketing Places: Attracting Investment, Industry, and Tourism to Cities, States and Nations, New York, The Free Press.
- Krippendorf J. 1987. *The Holiday Makers: Understanding the Impact of Leisure and Travel*, Oxford (Royaume-Uni), Heinemann Professional Publishing.
- LANFANT M.-F., ALLCOCK J. B., BRUNER E. M. (dir. publ.). 1995. *International Tourism Identity and Change*, Londres, Sage.
- LEONG W. T. 1989. The Culture and the State: Manufacturing Traditions for Tourism. Dans: *Critical Studies in Mass Communication*, vol. 6, n° 4, décembre, p. 355–375.
- LUGER K. 1990. Perfect Miscommunication: How Mass Media and Tourism Shape the Picture of the Third World. Dans: *Journal fur Entwicklung-spolitik*, vol. 6, n° 3, p. 5–23.
- McIntosh R. W., Goeldner C. R., Brent Ritchie J. R. 1995. *Tourism Principles, Practices, Philosophies*, New York, John Wiley.
- MORAGAS M. (DE), BOTELLA M. (dir. publ.). 1995. *The Keys To Success*, Barcelone, UAB.
- MORAGAS M. (DE), RIVENBURGH N. (dir. publ.). 1996. *Television in the Olympics*, Londres, John Libbey.
- ORTIZ R. 1999. Otro territorio, Bogota, Convenio Andrés Bello.
- ONU (COMMISSION POPULATION ET DÉVELOPPEMENT DU CES) 1999. Rapport du Secrétaire général, New York, ONU.
- PAGE S. 1995. Urban Tourism, Londres/New York, Routledge.
- PEARCE D. G. 1994. Tourist Development, Londres, Longman.

- BUTLER R. W. 1993. *Tourism Research: Critiques and Challenges*, Londres, Routledge.
- RITZER G. 1993. *The McDonaldization of Society*, Thousand Oaks (Californie), Pine Forge Press.
- ROJEK C., URRY J. (dir. publ.). 1997. *Touring Cultures: Transformations of Travel and Theory*, Londres/New York, Routledge.
- SHAW G., WILLIAMS A. M. 1994. *Critical Issues in Tourism: A Geographical Perspective*, Oxford (Royaume-Uni), Blackwell.
- SILVER I. 1993. Marketing Authenticity in Third World Countries. Dans: *Annals of Tourism Research*, vol. 20, n° 2, p. 302–318.
- SINCLAIR M. T., STABLER M. J. 1991. *The Tourism Industry: An International Analysis*, Wallingford (Royaume-Uni), CAB International.
- Tudurí i Borras C. 1996. *Turismo, imagen promocional y comunicación.* El caso particular de la imagen de Mallorca en la prensa britànica, thèse de doctorat, Barcelone, Universidad Autónoma de Barcelona, Bellaterra.
- UNESCO 1997. Round Table of Experts on Culture, Tourism, Development: Crucial Issues for the Twenty-First Century, Paris, UNESCO.
- WACKERMANN G. 1988. Le tourisme international, Paris, Armand Colin.

29.7 L'individu et les technologies de l'information

Jörg Becker

Introduction

Les démocraties des pays industrialisés du Nord ont fait de la dignité de l'individu le fondement des principes établis par les déclarations des droits de l'homme et les constitutions nationales. Cette dignité est à la fois la raison d'être et l'objet suprême de la théorie politique. D'un point de vue historique, la notion de l'individu naquit de l'émancipation de la bourgeoisie par rapport au système féodal et apparut durant la Renaissance en Italie, grâce à la Réforme protestante en Allemagne et à la révolution de 1789 en France. C'est au XVIII^e siècle que la philosophie politique découvrit le « moi », caractérisé par son autonomie, son unicité et précisément par sa dignité. Dans ce contexte, l'individu est conçu comme un être indépendant doué de raison et de volonté. À ce concept d'individu est étroitement lié celui de vie privée. Cette notion dérivée d'un mot latin apparaît pour la première fois en allemand au XVI^e siècle, à l'époque de Luther, et renvoie précisément à cette partie de la vie de l'individu bien dissociée de l'État. La protection de la sphère privée de l'individu contre toute intrusion de l'État est un principe fondamental des démocraties occidentales. C'est sur ce principe que se fonde le roman 1984 de George Orwell (1949), avec son personnage omniprésent de Big Brother, mais aussi les nombreuses lois sur la protection des données apparues depuis la fin des années 1970.

Les concepts d'individu et de vie privée connaissent actuellement un changement historique, comme le montre Philippe Ariès, historien de la culture français, dans son ouvrage *Histoire de la vie privée* (1985–1987): le terme «individualisme» n'est apparu en Europe qu'en 1850. Ainsi que l'ont montré les travaux du sociologue allemand Max Weber, la croissance historique de l'individualisme est allée de pair avec le processus de modernisation et l'évolution vers la civilisation. D'un côté de cette dichotomie entre tradition et rationalité, l'on trouve des concepts tels que la famille, la stabilité, une faible participation politique et le repli sur soi. Sur l'autre

versant, celui de la modernité, dominent les notions d'individu, de mobilité, de forte participation politique et d'ouverture sur le monde. En Europe, les représentants actuels de la théorie wébérienne de la modernisation sont le spécialiste anglais en sciences sociales Antony Giddens et le sociologue allemand Ulrich Beck.

Mais une philosophie politique qui place l'individu au centre de ses réflexions s'expose à diverses critiques: 1) tout d'abord, une même prémisse fonde l'ensemble des écoles contemporaines de sociologie: ce n'est que par l'intermédiaire de la société que l'individu, dans l'acception sociale du terme, peut donner forme à l'expression particulière de son potentiel génétique en tant qu'être social et en tant que personnalité; 2) ensuite, d'un point de vue empirique, le lien de conséquence entre modernisation croissante et individualisation croissante est lui-même discutable: on peut en effet concevoir que cette croissance de l'individualisation déterminée de façon empirique soit uniquement le fruit de la perception subjective et des prophéties autoréalisatrices des chercheurs; 3) enfin, toujours dans une perspective normative, on peut contester le fait qu'une croissance de l'individualisation soit souhaitable: un tel phénomène pourrait de fait conduire au fameux piège de l'hédonisme.

Mais la plus grave objection que l'on peut apporter est qu'une philosophie politique basée sur l'individu relève de facto, mais aussi d'un point de vue normatif, d'une perspective eurocentrée. L'individu n'a droit à une reconnaissance légale ni dans la Grèce antique, ni selon la loi islamique ou les philosophies cosmiques de l'Inde, pas plus que dans l'éthique japonaise ou chinoise. L'individu n'y est donc pas reconnu en tant qu'être autonome mais comme membre de la communauté; ce n'est qu'à ce titre qu'il peut jouir de droits politiques. C'est pour cette raison qu'en 1966, la Déclaration universelle des droits de l'homme (1948) fut augmentée du Pacte relatif aux droits civils et politiques et du Pacte relatif aux droits économiques, sociaux et culturels. La Conférence mondiale sur les droits de l'homme qui s'est tenue à Vienne en 1993 a également reconnu la coexistence des droits individuels et des droits sociaux.

Le philosophe et sociologue allemand Theodor W. Adorno insista sur le statut de la liberté individuelle comme étant le droit le plus noble et le plus digne d'être défendu. Pourtant, c'est avec la même vigueur qu'il affirma que le capitalisme entraînait, par son caractère consumériste, la destruction de toute individualité et n'autorisait pas le libre épanouissement du potentiel individuel.

C'est au regard de ce conflit entre l'individu, la société et l'État que doivent être envisagées les évolutions des technologies de l'information et des mass media.

LA VIE PRIVÉE

La protection des données personnelles soulève la question des conditions dans lesquelles le comportement de la société dans le domaine de l'information peut être acceptable aux yeux des membres de cette société. Cette question fut pour la première fois reconnue comme un enjeu social au XVIIIe siècle. Cependant, du point de vue historique, le secret médical ainsi que le devoir imposé au prêtre de garder le silence constituent les précédents les plus pertinents pour le débat actuel sur le traitement et la confidentialité des données électroniques. Dans le domaine médical, c'est le serment d'Hippocrate, du nom du médecin grec (460-377 av. J.-C.), qui inclut le précepte du secret médical. Dans l'histoire de l'Église, le secret de la confession s'imposa à mesure que l'Église commençait à recevoir en privé des confessions relatives à des péchés privés. Mais c'est un décret pris par Charlemagne au début du IX^e siècle qui marqua un véritable tournant historique. Le droit canonique inclut à son tour un règlement définitif lors du concile du Latran de 1215 en punissant d'emprisonnement à vie la violation du secret de la confession. Sous l'Inquisition, le débat fit rage entre théologiens et canonistes: il s'agissait alors de déterminer si le secret de la confession s'appliquait aussi aux hérétiques.

Dans ce conflit entre silence et parole, entre secret et transparence, entre confidentialité et publicité, les lois de protection ne constituent pas les seuls précédents historiques du débat actuel sur la protection des données : certains principes de base concernant la nature de l'information publique nous en proposent également. Il importe ainsi de mentionner la première loi suédoise sur la presse qui remonte à 1766 et qui, pour la première fois, reconnut l'existence d'un accès aux documents publics tout en le réglementant.

Il faut envisager les lois de protection des données apparues dans la plupart des pays industrialisés depuis le début des années 1970 comme une réaction contre la technologie et plus précisément contre le traitement des données électroniques. Ce ne fut pourtant pas le cas partout. Ainsi, en Hongrie, les lois sur la protection des données introduites au début des années 1980 n'avaient rien d'une réaction contre la technologie; il s'agissait de l'expression d'un combat politique visant à affirmer les droits juridiques et civiques contre un État centralisé et un parti unique. Cette situation a fait du droit hongrois une exception: les lois de protection des données ne s'y appliquent pas seulement aux personnes physiques et morales mais aussi aux organisations sans personnalité morale, autrement dit aux groupes d'action citoyens et, surtout, aux organisations de défense des droits de l'homme que ces lois visaient précisément à protéger.

La première loi sur la protection des données fut promulguée en 1971 par le Land de Hesse, en Allemagne. Comme son homologue à l'échelle fédérale, introduite en 1977, cette loi doit beaucoup au débat sur la vie privée qui avait alors lieu aux États-Unis. En effet, à l'instar du *Privacy Act* promulgué en 1974 aux États-Unis, la plupart des lois sur la protection des données se fondent sur les droits de l'individu. Ce type de loi doit être envisagé comme une matérialisation des principes constitutionnels nationaux du pays concerné car il précise ce que de nombreuses constitutions désignent simplement comme le libre développement de la personnalité ou la dignité de l'individu.

Quel que soit le secteur auquel elles s'appliquent en particulier, la plupart des lois de protection des données suivent les principes de base suivants:

- Ces lois ne régissent que la protection des données personnelles;
- Dans la majorité des cas, elles ne statuent pas sur l'exploitation des données en général mais sur les moyens permettant d'éviter leur utilisation malveillante;
- Elles font uniquement référence au traitement des données électroniques à l'exclusion des archives sur papier;
- Dans de nombreuses lois, le concept de protection n'est pas opposable.
 Cependant, les informations concernant l'état de santé, les comportements illégaux ainsi que les positions politiques ou religieuses font l'objet d'une protection particulière;
- Les lois régissent le traitement des données effectué par les autorités mais aussi par les personnes physiques et morales et ont de ce fait des répercussions sur un large éventail de rapports sociaux;
- Dans la plupart des lois sur la protection des données, la notion de données personnelles s'applique exclusivement aux personnes physiques. Certains pays l'étendent toutefois aux personnes morales.

En 1983, la Cour constitutionnelle de la République fédérale d'Allemagne rendit une décision de principe général quant à la place de la protection des données dans la constitution. Cette décision revêtit une importance exceptionnelle en ce qui concerne la place de l'individu par rapport à l'État et ce à deux égards. Tout d'abord, la Cour a, par sa décision, donné naissance au droit de tout citoyen à l'autodétermination en matière d'information. Selon cette décision, une société n'est démocratique que si chaque citoyen sait «qui sait quoi sur lui, quand et dans quelles circonstances.» En outre, cette décision opère une modification inédite de la charge de la preuve: il ne s'agit plus simplement d'établir la légitimité des autorités à traiter des données personnelles; il faut désormais prouver la légitimité qu'ont ces mêmes autorités à utiliser ces données sans l'autorisation des personnes concernées, voire contre leur gré.

Tout le débat sur la protection des données est avant tout, et pour une large part, un produit des années 1970 et du début des années 1980. Il est en outre essentiellement fondé sur la compréhension juridique et constitutionnelle que se donne l'Europe de l'Ouest de l'individu et de la dignité humaine. En Amérique du Nord, le débat sur la protection des données a donné naissance au *Privacy Act* américain de 1974 et au *Privacy Act* canadien de 1983. Cependant, il fut dès le départ moins valorisé qu'en Europe de l'Ouest. Ainsi, à la fin des années 1970, la Commission à la protection de la vie privée du Congrès des États-Unis (*Congressional Privacy Protection Study Commission*) estima que le *Privacy Act* était *de facto* sans effet. Kevin G. Wilson (1988) avança un point de vue semblable: pour des raisons d'efficacité et de contrôle, l'existence juridique du droit à la vie privée avait été éclipsée par les gouvernements, mais aussi par l'industrie privée de l'information et ses intérêts commerciaux. David Banisar (1998) alla même jusqu'à affirmer que la politique de protection de la vie privée du gouvernement des États-Unis était, depuis les années 1970, «dans le coma».

Le Parlement européen et le Conseil de l'Europe promulguèrent en 1995 une directive relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données. Cette directive contraint chacun des États membres à réglementer la collecte et le transfert des données personnelles non seulement sur son propre territoire mais également avec les autres membres de l'Union européenne. Elle donna immédiatement naissance à une polémique à l'échelle internationale. Les articles 25 et 26 statuant sur la transmission de données à des États tiers en constituaient la pierre d'achoppement. La directive était alors — et reste — d'une grande importance parce que son article 25 introduisit une réglementation tout à fait nouvelle du marché international de l'information. Elle mit en effet en place une limitation du transfert de données personnelles à l'échelle internationale lorsque le destinataire est un pays tiers ne disposant pas d'une politique «adéquate» en matière de droits à la vie privée, même si cette restriction va à l'encontre du commerce international. La position de l'Union européenne pouvait donc se résumer ainsi: «pas de protection de la confidentialité, pas d'échanges commerciaux». Cette prise de position entraîna une véritable levée de boucliers aux États-Unis et au Japon. Il ne faut toutefois pas voir derrière cette polémique un simple conflit entre droits de l'individu et intérêts commerciaux internationaux. Le problème découle plutôt de deux conceptions différentes de la vie privée: là où les Européens voient un droit de l'homme, les Américains ne voient qu'un droit civique.

La plupart des conceptions de la protection des données doivent être envisagées dans leur rapport à l'évolution des technologies. Elles sont plus précisément le reflet des concepts de droits naturels concernant la protection de l'individu contre un État «Big Brother», concepts apparus dans les

années 1970 face au phénomène de traitement des données électroniques à grande échelle, né dans les années 1950. En effet, si le droit dont dispose chaque individu à se protéger pouvait lui être utile contre quelques ordinateurs isolés, il perdit en revanche toute efficacité face à des réseaux interconnectés à l'échelle mondiale. Ces quelques exemples illustrent la complexité actuelle de la protection des données:

- Dans les pays industrialisés du Nord, la vidéosurveillance des lieux et espaces publics s'étend à un rythme toujours plus rapide. La Grande-Bretagne était sans doute à la fin des années 1990 le champion de la vidéosurveillance des villes, avec un total de 500 urbanisations dotées de systèmes de surveillance complets de leurs voies de circulation (illustration 172).
- À la fin des années 1990 également, plusieurs entreprises décidèrent en Allemagne de photographier l'ensemble des maisons d'un certain nombre de communes sélectionnées. Toutes ces photographies furent stockées en trois dimensions dans des bases de données électroniques.
- Les infrastructures et réseaux interactifs à l'échelle mondiale contribuent à renforcer le nouveau concept de marketing direct ainsi que le secteur des courtiers d'adresses. Il est désormais possible de comparer plusieurs types de données afin de classer les individus selon leur âge, revenus approximatifs, profession, loisirs et centres d'intérêt. Ce phénomène est par ailleurs facilité par l'expansion mondiale des cartes à puce personnelles. Le marché mondial des cartes à puce devait atteindre 4,2 milliards de dollars en 2002.
- Le stockage des «empreintes génétiques», c'est-à-dire des données obtenues par les analyses d'ADN, réalisé par la criminologie moderne avec l'aide des techniques médicales et informatiques, porte en lui le risque de voir les profils psychologiques et criminels utilisés pour créer un «individu transparent».
- Les caméras haute résolution des satellites de surveillance peuvent désormais atteindre une résolution d'un mètre sur un; ce qui signifie qu'une caméra peut depuis l'espace identifier des détails d'un mètre. Depuis la fin des années 1990, un particulier peut acquérir librement les clichés des satellites de surveillance. Depuis l'espace, on peut aussi bien observer le jardin de son voisin qu'une manifestation politique, des embouteillages ou encore une bataille d'infanterie dans le désert au cours d'une nouvelle guerre.

En Suède, transparence et secret entretiennent une relation dialectique complexe. En effet, aucun autre État du monde ne dispose d'un accès aussi large aux informations sur ses citoyens: un système de numéros d'iden-

tification personnelle y fut créé en 1964 et accompagne depuis lors les Suédois dans leurs relations avec l'administration tout au long de leur vie. Mais en contrepartie, la Suède fait également exception avec une véritable culture de la protection des données personnelles. De fait, cette exigence croissante tant en matière de transparence de l'information que de droit au secret est caractéristique d'un phénomène de prolifération de l'information et d'intensification de la communication et des échanges. Selon les termes de Philippe Ariès (1985), la Suède est une société «transparente». Protection et contrôle des données personnelles n'y font qu'un et sont l'expression d'une société profondément hédoniste.

Si la quasi-totalité des pays du monde font aujourd'hui mention dans leur constitution du droit à la vie privée, dans de nombreux cas ces apports juridiques relèvent plus d'une concession aux règles internationales que d'un véritable ancrage dans la culture locale.

LA CENSURE

Prise dans son acception générale de contrôle des opinions du peuple par la force, la censure n'est pas un phénomène nouveau. Si l'on prend, par exemple, cette forme particulière de censure *a posteriori* qu'est la mise au bûcher de livres, on constate que la première manifestation d'un acte de destruction de documents eut lieu sous le règne de l'empereur chinois Shi Huang-Ti en 213 av. J.-C. Cependant, les ouvrages sur l'agriculture et la médecine étaient épargnés et un exemplaire de chaque texte brûlé était conservé dans la bibliothèque officielle de l'empereur.

Par ailleurs, une proto-censure exista en Europe dès 1515 avec au sein de l'Église catholique un organe de contrôle destiné à interdire les publications indésirables et à veiller au respect de l'idéologie officielle dans les autres ouvrages. La censure d'État fit son apparition à la même époque dans l'ensemble des pays européens.

Mais lorsqu'aux XVIIIe et XIXe siècles la bourgeoisie fit sa révolution en Europe en s'affranchissant des structures féodales, la lutte contre la censure, pour la liberté d'expression et la liberté de la presse passa au premier plan. C'est la raison pour laquelle la Constitution des États-Unis fut dotée en 1791 de son Premier amendement. Aujourd'hui encore, à l'inverse de nombre de constitutions européennes, la vision américaine des impératifs constitutionnels fait passer la liberté d'expression avant, notamment, la dignité de l'individu. Cela explique également pourquoi la notion de liberté d'expression va beaucoup plus loin aux États-Unis que dans la plupart des autres pays: la publication d'ouvrages fascistes ou incitant à la haine raciale y est ainsi

protégée par le Premier amendement au même titre qu'il est prohibé de mettre feu au drapeau national en public.

La Grande-Bretagne abolit la censure de la presse dès 1694. En France, c'est la Révolution de 1789 qui s'en chargea, même si Napoléon mit ensuite en place un système de contrôle de la presse très semblable à la censure. En Allemagne et en Autriche, la censure fut supprimée en 1848, même si, pendant la période de restauration qui suivit, lui furent substitués des mécanismes équivalents tels que les autorisations préalables, le cautionnement ou les droits de timbre. Pendant la Première Guerre mondiale, la censure fut rétablie dans la plupart des pays belligérants. Des mesures de censure ont naturellement été prises en temps de guerre tout au long du XXe siècle et jusqu'à nos jours.

Le phénomène de la censure est le lieu d'un conflit entre droit individuel à l'information et responsabilité de la société, et fait depuis longtemps l'objet d'un âpre débat au sein de la philosophie politique. Les trois citations suivantes de philosophes classiques témoignent de cette controverse.

John Milton affirma ainsi dans son Areopagitica (Pour la liberté de la presse sans autorisation ni censure, 1644): «Mais tout n'est pas dit de ce que je me proposais de révéler: de cette perte et de ce dommage incroyables que nous inflige cette machination de censure: pires que ceux d'un ennemi faisant le blocus maritime de nos havres et de nos ports et de nos estuaires: elle entrave et retarde l'importation de notre plus précieuse Denrée, la Vérité [...]. Je ne veux pas dire tolérer le Papisme ou la superstition manifeste, qui, [...] devra donc lui-même être extirpé [...]. De plus, ce qui est impie ou mauvais, en conflit essentiel avec la foi ou les mœurs, aucune loi ne le saurait non plus permettre si elle n'entend pas se détruire elle-même.»

Plus de deux siècles plus tard, John Stuart Mill, dans son traité De la liberté (1859), exprime un point de vue tout aussi libéral: «Si tous les hommes moins un partageaient la même opinion, ils n'en auraient pas pour autant le droit d'imposer silence à cette personne, pas plus que celle-ci, d'imposer silence aux hommes si elle en avait le pouvoir. Si une opinion n'était qu'une possession personnelle, sans valeur pour d'autres que son possesseur; si d'être gêné dans la jouissance de cette possession n'était qu'un dommage privé, il y aurait une différence à ce que ce dommage fût infligé à peu ou à beaucoup de personnes. Mais ce qu'il y a de particulièrement néfaste à imposer silence à l'expression d'une opinion, c'est que cela revient à voler l'humanité: tant la postérité que la génération présente, les détracteurs de cette opinion davantage encore que ses détenteurs. Si l'opinion est juste, on les prive de l'occasion d'échanger l'erreur pour la vérité; si elle est fausse, ils perdent un bénéfice presque aussi considérable: une perception plus claire et une impression plus vive de la vérité que produit sa confrontation avec l'erreur.»

Cette attitude libérale à l'égard de la censure fut bien évidemment pourfendue par Karl Marx, qui fonda son opinion non sur la question de la liberté d'expression de l'individu mais sur les intérêts financiers des éditeurs de presse. Il n'est ainsi pas surprenant de le voir critiquer la presse française de son temps en ces termes:

«La presse française n'est pas trop libre; elle ne l'est pas assez. Si elle ne fait l'objet d'aucune censure intellectuelle, elle subit en revanche une censure d'ordre matériel, le dépôt obligatoire de fortes cautions. Elle est donc contrainte d'obéir à des lois matérialistes, précisément parce qu'on l'a sortie de sa propre sphère pour l'intégrer à la sphère de la spéculation à grande échelle.»

Les différentes perspectives constitutionnelles aujourd'hui en vigueur dans de nombreux pays quant à la censure de la presse et la liberté d'expression témoignent encore de cette opposition entre une approche libérale de la censure et une autre fondée sur la théorie de la responsabilité de la société. Ainsi, dans les pays autrefois membres du Conseil d'assistance économique mutuelle (CAEM) et dans la plupart des pays en développement, la théorie de la responsabilité sociale est bien plus répandue que celle fondée sur des principes libéraux.

Mais la censure n'est pas nécessairement organisée directement par l'État seul et peut exister *via* d'autres mécanismes: 1) l'autocensure consiste à ce qu'un communicant (journaliste, producteur de cinéma, éditeur de presse, etc.) prenne lui-même la décision de ne pas aborder certains thèmes ou de ne pas montrer certaines images; 2) la censure peut également émaner d'un groupe de pression défendant des intérêts moraux, politiques ou économiques et qui cherche à entraver ou à restreindre la diffusion de certaines informations; 3) il existe des organes de contrôle interne et volontaire, tels que les conseils de presse ou les codes de déontologie, établis par des associations d'éditeurs ou de journalistes — si ces organes disent n'exercer aucune censure, ils contribuent néanmoins à orienter la sélection des sujets et du contenu.

Le poids croissant qu'ont acquis les droits de l'homme dans la politique internationale au cours des dernières décennies du XXe siècle a permis de faire de la censure un enjeu important à l'échelle mondiale. Les organisations sont dans le monde de plus en plus nombreuses à recueillir et à publier des informations sur la censure et les journalistes victimes de persécution, tels l'International Press Institute, l'International PEN Club, la revue *Index on Censorship*, l'organisation française Reporters sans frontières et la World Association of Newspapers. Selon cette dernière, 28 journalistes furent assassinés dans le monde et 117 emprisonnés en 1998.

Il ne fait aucun doute que les mécanismes de la censure dépendent aussi largement des moyens technologiques. D'un point de vue général, les

réseaux numériques mondiaux facilitent et compliquent à la fois la censure. Tout individu se rendant sur un réseau électronique interactif y laisse en effet une empreinte numérique qui l'identifie et peut même être localisé et censuré. Mais le phénomène inverse est également avéré : la censure d'État n'est que rarement en mesure d'enrayer une « guérilla » organisée émanant des réseaux électroniques.

À la fin des années 1990, de nombreux pays s'efforcèrent à maintes reprises de limiter, d'interdire ou de censurer l'évocation de certains sujets sur l'Internet. L'Allemagne s'est ainsi dotée en 1997 de lois interdisant la pornographie et le racisme dans le cyberespace et l'Australie demande depuis 1996 aux fournisseurs d'accès de s'autocensurer. Au Japon, des lois introduites en 1996 punissent certaines infractions commises sur l'Internet tandis que, depuis la même année, la Chine impose aux abonnés à Internet de s'enregistrer auprès des autorités, et que Cuba exerce un contrôle sur l'accès des individus au réseau. La Malaisie, quant à elle, exerce un contrôle sur les contenus présents sur l'Internet (1996). Enfin, des mesures de censure appliquées à Internet ont été prises en 1996 par les Philippines et la République de Corée.

La numérisation des données permet en outre une manipulation des contenus à l'infini. La photographie numérique permet par exemple de créer une seule image à partir de 500 autres. De même, il est possible, pour diffuser en direct dans un pays islamique un événement sportif se tenant en Europe de l'Ouest, de masquer le décolleté d'une femme assise dans les tribunes. Ces deux exemples illustrant des pratiques courantes depuis la fin des années 1990 montrent que les frontières sont floues entre censure, manipulation, prise en compte de sensibilités culturelles, ou simplement ciblage optimal d'un public bien défini pour éviter sa dispersion et toute perte d'intensité.

LA PROPAGANDE

En 1621, le pape Grégoire XV mit en place pour l'Église catholique un comité appelé *Congregatio cardinalium de propaganda fide*, une congrégation chargée de la propagation de la foi chrétienne auprès des hérétiques et des païens. Mais l'histoire de l'acception actuelle du mot « propagande », issu du latin *propagare* (« propager », « diffuser »), ne commence qu'à l'époque de Bismarck, dans les dernières décennies du XIX^e siècle. La propagande est donc étroitement liée aux progrès technologiques enregistrés par l'histoire des médias. De fait, l'amplification et l'évolution des deux concepts de diffusion et d'efficacité de la propagande se sont faites au rythme du progrès, depuis les innovations en matière d'imprimerie et les débuts du cinéma au

XIX^e siècle, en passant par la naissance de la radio et de la télévision dans les années 1920 et 1930, jusqu'au monde du numérique et du multimédia apparu à la fin du XX^e siècle. Le XX^e siècle fut véritablement le siècle de la propagande.

La structure et l'histoire de la propagande grâce aux médias de masse sont étroitement liées aux guerres comme l'ont montré le fascisme allemand, l'Union soviétique de Staline ou encore la guerre froide. La propagande connut sa première période de prospérité au cours de la Première Guerre mondiale. En France comme en Allemagne, l'ensemble des publications de la guerre — journaux, cartes postales et surtout caricatures sous toutes leurs formes — donnèrent à voir des images de l'ennemi fondées sur le trucage de photographies et d'illustrations.

Les origines de la radio au début des années 1920 marquèrent la naissance de la retransmission à l'échelle internationale, phénomène qui fut dès le départ étroitement lié à la propagande politique. On peut ainsi diviser l'histoire de la retransmission mondiale en quatre phases: 1) retransmission coloniale (1927–1932); 2) retransmission en Europe de la guerre et propagande (1933–1948); 3) retransmission de la guerre froide (1949–1989); 4) radio commerciale, de la haine et de la crise (depuis 1989).

La radio coloniale est née avec les premières émissions de la radio *PCJJ* depuis Eindhoven, aux Pays-Bas, le 1^{er} juillet 1927. Vinrent ensuite en 1929 *Radio Moscou* et la radio allemande *Weltrundfunksende*, puis en 1931 la station française *Radio-Colonial* et *Radio Vaticana*, et enfin la BBC en 1932.

Le terme «propagande» a, dans la plupart des langues, une connotation péjorative et désigne la volonté inavouée voire secrète des communicants d'influencer l'opinion générale à l'insu des destinataires. Pourtant, en Allemagne, le régime fasciste employa ce terme de façon positive comme en témoigne le titre de ministre du Reich de l'information et de la propagande (*Reichsminister für Volksaufklärung und Propaganda*) donné à Joseph Goebbels à partir de 1933. La propagande des fascistes allemands consista en un alignement rigoureux de l'ensemble des médias. Cependant, contrairement à une idée répandue, la radio fut rarement utilisée comme instrument d'une politique de propagande explicite durant la période nazie (1933–1945). La radio et le cinéma furent essentiellement cantonnés au divertissement. C'est sur l'usage des médias à des fins politiques que faisait ce régime, que le célèbre théoricien du cinéma Siegfried Kracauer fonda sa théorie (1947) du «politique dans le non-politique».

Il n'y a rien d'accidentel, donc, à ce que les sciences de la communication, telles qu'on les nomme aujourd'hui, soient nées en pleine

Seconde Guerre mondiale aux États-Unis dans le cadre de la recherche sur la propagande. À la base de ces recherches se trouvait un simple schéma stimulus-réponse impliquant un émetteur et un récepteur; il fut élaboré et utilisé pour des campagnes publicitaires non seulement commerciales mais aussi politiques.

Quant à la guerre froide, il est impossible de la définir sans user du concept de propagande. À la différence d'une guerre «chaude», c'est-à-dire d'un conflit armé, la guerre froide fut en effet marquée par le concept de propagande politique, qui fut à la fois sa fin et son moyen. Les retransmissions internationales jouèrent un rôle majeur cette fois encore. Sur les seules années 1948 et 1949, les pays du CAEM multiplièrent le nombre de leurs retransmissions internationales par cinq tandis que les radios des États-Unis détrônaient la BBC du palmarès de la diffusion planétaire. Les radios américaines furent à leur tour évincées par leurs homologues soviétiques à la fin des années 1970. La guerre froide fut en outre un conflit par procuration pour les pays en développement du tiers-monde. Cette période vit ainsi fleurir dans ces pays un grand nombre de stations de radios diffusant des programmes internationaux, telles que *Radio Beijing*, *Radio Le Caire*, *Radio La Havane* et *Radio Tirana*.

Le dernier quart du XXe siècle fut lui aussi le théâtre d'une expansion inespérée de la propagande, avec l'essor d'un nouveau secteur de l'économie. Afin de manipuler la presse mondiale et de tromper l'opinion publique internationale, les gouvernements des pays en guerre louèrent les services d'agences de relations publiques. Le tableau 28 dresse une liste des plus importants contrats de ce type signés depuis la fin des années 1960. Le témoignage sur les violations des droits de l'homme commises par les Iraquiens au Koweït en août 1990, apporté par la jeune Iraquienne Nayirah devant le Congrès des États-Unis au printemps 1991, constitue l'un des exemples les plus frappants de ce type de propagande. La jeune fille affirmait ainsi avoir vu dans un hôpital koweïtien des soldats iraquiens sortir des bébés de leurs couveuses. S'il reste difficile de savoir si cette histoire de couveuse contribua à donner une légitimité à la politique des États-Unis lors de la guerre du Golfe, il ne fait en revanche aucun doute que ce témoignage était une mise en scène préparée de façon professionnelle par une agence de relations publiques payée dans ce but. Notons, par ailleurs, que Nayirah fut plus tard identifiée comme la fille de l'ambassadeur du Koweït aux États-Unis (Beham, 1996).

Tableau 28 Activités menées par des agences de relations publiques en temps de guerre, 1967-1993

Année	Client	Activité	Agence de relations publiques
1967	Gouvernement régional du Biafra	Campagne menée par des faiseurs d'opinion américains en faveur de l'indépendance du Biafra	Ruder Finn Global Public Affairs (États-Unis)
1968	Gouvernement central du Nigeria à Lagos	Amélioration de l'image de ce gouvernement dans la presse européenne face aux indépendantistes du Biafra	Galitzine & Partners (Grande Bretagne)
1985	Rebelles angolais de l'UNITA de Jonas Savimbi	Amélioration de l'image d'UNITA dans la presse américaine	Black & Manafort (États-Unis)
1986	Gouvernement marxiste de l'Angola	Amélioration de l'image du gouvernement marxiste angolais dans la presse américaine	Gray & Co (États-Unis)
1990	Gouvernement du Koweït	Campagne contre l'Iraq, instauration d'une image négative de l'Iraq dans la presse	Hill & Knowlton (Grande Bretagne)
1991 et 1992	Gouvernement croate	Campagne de relations publiques aux États-Unis auprès des hommes politiques, membres du gouvernement et autorités, conseil médias, organisations de voyages pour les hommes politiques, soutien des objectifs de guerre de la Croatie	Ruder Finn Global Public Affairs (États-Unis)
1991	Gouvernement de la province du Kosovo	Campagne pro-albanaise dans les médias internationaux	Ruder Finn Global Public Affairs (États-Unis)
1992	Gouvernement de Bosnie-Herzégovine	Contacts avec les médias, création du <i>Bosnia Crisis Communication Centre</i> (Centre de communication de crise pour la Bosnie), organisation de conférences de presse, correspondance internationale adressée par le gouvernement, articles de fond placés dans le <i>New York Times</i>	Ruder Finn Global Public Affairs (États-Unis)
1993	Gouvernement croate	Interventions d'hommes de médias américains en faveur de la politique de guerre croate	Ruder Finn Global Public Affairs (États-Unis)

LE CONTRÔLE

Selon la légende, Denys l'Ancien, tyran de Syracuse (404–367 av. J.-C.) aurait eu à sa disposition tout un éventail d'instruments de contrôle et de surveillance lui permettant de se tenir au fait des conversations. On dit ainsi qu'il pouvait écouter les échanges entre les prisonniers de ses cachots grâce à de longs passages souterrains menant à ses appartements et dotés de qualités acoustiques adéquates. Il aurait également conçu et fabriqué un grand nombre de mégaphones afin de transmettre ses ordres. Toujours selon la légende, des tuyaux acoustiques rapportant toutes les conversations à des agents auraient été aménagés dans les murs du palais du tyran, lui permettant d'être toujours informé des préoccupations de ses courtisans.

Aujourd'hui comme hier, les médias sont de toute évidence des instruments techniques à double tranchant: comme toutes les technologies, ils constituent toujours un moyen global de contrôle et de rationalisation. Les médias peuvent en effet servir la libération de la communication comme sa répression, avec des conséquences différentes dans un cas ou dans l'autre. Les propos d'Oliver Cromwell en 1657 pour justifier la mise en place du système postal d'État sont à cet égard exemplaires: «la poste constituera l'un des meilleurs instruments permettant de mettre au jour et d'éviter de répugnantes attaques pouvant mettre en péril le Commonwealth». Là encore, on voit qu'il existe un lien systématique entre la liberté de la communication et sa surveillance.

Cette affirmation d'Oliver Cromwell sur le système postal britannique de son temps est bien sûr restée valable pour les technologies de l'information ultérieures. Ainsi, le sénat des États-Unis apprit en 1920 que, sur ordre du ministère de la Marine en Grande-Bretagne, tous les télégrammes circulant entre les deux pays étaient lus par les autorités britanniques. Le fond de cette affaire était aussi simple qu'alarmant: le gouvernement britannique n'avait en effet autorisé la société américaine des télégraphes à mener ses activités qu'à condition que celle-ci acceptât le plan de surveillance des services secrets britanniques. Cet exemple de contrôle de l'information entre Américains et Britanniques est un précédent typique du projet Échelon tel qu'il exista à la fin des années 1990. En 1998, le programme STOA (Scientific and Technological Options Assessment, évaluation des options scientifiques et technologiques) du Parlement européen publia un rapport sur Échelon. Il s'agit en fait d'un système d'interception qui permet aux services secrets des États-Unis de surveiller et de contrôler les échanges quotidiens par fax, télex, e-mail et téléphone à l'échelle mondiale. Au sein d'Échelon, les États-Unis travaillent en collaboration avec la police et l'armée d'autres pays.

L'armée a en effet entretenu tout au long de l'histoire des liens très étroits avec la communication. Elle participa à la création d'un grand nombre de nouvelles technologies de l'information pour des médias toujours insatiables. En temps de paix, mais bien plus en temps de guerre, l'armée a toujours eu le contrôle de certaines infrastructures de communication civiles.

Il n'y a donc rien d'étonnant à ce que le ministère suédois de la Défense ait été le premier, en 1979, à attirer l'attention du monde sur la vulnérabilité croissante des réseaux informatiques modernes. Le phénomène de destruction volontaire de réseaux informatiques donna alors naissance à une «guerre de l'information» telle qu'on la désigne depuis la fin des années 1990. À l'avenir, les guerres ne consisteront plus tant à infliger des dommages matériels à l'ennemi qu'à détruire délibérément ses infrastructures de communication. Toute guerre sera essentiellement une guerre de l'information.

Après les attentats terroristes du 11 septembre 2001 contre le World Trade Center à New York et le Pentagone à Washington, de nombreux pays décidèrent de renforcer leurs mesures de surveillance et leur contrôle de l'information. Depuis cette date, le *Patriot Act* a considérablement restreint les libertés publiques aux États-Unis: cette loi autorise en effet l'État à intervenir dans de nombreux aspects des technologies de l'information en mettant en place des écoutes téléphoniques, en lisant les courriels ou encore en poursuivant les pirates informatiques en territoire américain, et à l'étranger. Ces mesures reviennent également de façon drastique sur les dispositions du *Freedom of Information Act* qui permettait jusque-là aux citoyens américains d'avoir accès aux documents du gouvernement. L'État allemand a lui aussi accru son contrôle de l'information. Entre 1995 et 2001, les écoutes téléphoniques officielles en Allemagne ont été multipliées par cinq avec, à l'heure actuelle, près de 22 000 dossiers de surveillance par an — tout cela, bien sûr, sans que le nombre de crimes effectivement résolus n'ait été lui aussi multiplié par cinq. Un tel phénomène a conduit le philosophe allemand Jürgen Habermas à parler d'une «restriction des droits constitutionnels infligée [par un État] à ses propres citoyens».

Le contrôle de l'information est par nature difficile à identifier lorsqu'il a lieu avec l'accord apparent des individus surveillés. C'est ce qu'illustre, dans les médias de masse, le programme télévisé «Big Brother», apparu aux Pays-Bas en 1999. Dans cette émission, 24 caméras filment 24 heures sur 24 la vie de «volontaires» dans un habitat clos. Régulièrement, grâce à un vote par téléphone ou par Internet, les téléspectateurs obligent l'un des participants à quitter ce lieu de vie et le jeu. Le jeu est-il contrôlé par les téléspectateurs? Quelle différence entre joueurs et spectateurs? Laquelle de ces deux parties est la plus cynique? Quoi qu'il en soit, les experts qualifièrent d'emblée ce type d'émission de «télé sensation», «télé du stress» ou «télé prison». Le programme fut exporté avec le succès que l'on sait.

Le contrôle exercé grâce aux technologies de l'information et aux médias de masse est le même quelle que soit l'instance détentrice du pouvoir, un gouvernement ou une industrie privée. Ce contrôle s'exerce avant tout sur la vie quotidienne de la population. De fait, à l'aube du XXI^e siècle dans les pays industrialisés, toute socialisation passe par les médias. En tant qu'agents de la socialisation, les médias de masse aident de façon significative les membres d'une société à se conformer à un certain nombre de règles et à jouer le rôle attribué à chacun, et ce parce qu'ils font partie des processus d'apprentissage social. On peut en effet difficilement distinguer le concept d'intégration de celui de socialisation. Les médias de masse sont les facteurs les plus importants de la communication sociale intégratrice, et ce plus particulièrement dans les jeunes États-nations n'ayant acquis leur indépendance qu'après les années 1960.

Force est de constater que le contrôle social grâce aux médias s'est révélé problématique à de nombreux égards. Tout d'abord, le risque d'aliénation est plus grand lorsque l'on passe d'un processus de socialisation direct à un processus indirect (par les médias). De plus, le contenu de l'offre médiatique est souvent contestable du point de vue éthique. C'est pourquoi Luis Ramiro Beltrán, le père de la théorie de la communication latino-américaine, a dressé dès les années 1970 cette liste des douze principes de base régissant le monde de la télévision: individualisme, élitisme, racisme, matérialisme, absence de scrupules, conservatisme, conformisme, défaitisme, croyance au destin, obsession de l'autorité, romantisme et agression. Les années 1980 virent ensuite une augmentation du nombre de chaînes de télévision qui, bien loin de favoriser le pluralisme, contribuèrent à renforcer ces douze principes fondamentaux des médias. Il est en effet bon de rappeler que la multiplication des chaînes n'a pas permis d'enrichir les contenus, mais a simplement reproduit une seule et même offre traditionnelle.

Si, jusque dans les années 1980, le contrôle social exercé grâce aux médias était de toute évidence le résultat, l'effet et la fonction d'une action politique délibérée de l'État et du gouvernement, la dérégulation des médias, mise en œuvre sous couvert de néolibéralisme, est en train de mettre fin à cet état de fait. En menant une stratégie de déréglementation, la politique cède aux marchés le contrôle des médias de masse.

L'ACCÈS

Deux remarques préliminaires s'imposent: d'une part, le droit d'accès à l'information est un phénomène ancien et d'autre part, il découle de deux traditions juridiques distinctes. La première de ces deux traditions est repré-

sentée par la loi suédoise sur la presse de 1766 qui reconnaissait l'existence légale d'un accès aux documents officiels; elle est celle d'un contrôle démocratique de l'attitude du gouvernement eu égard à l'information. La seconde tradition juridique se fonde sur la création de droits sociaux sous la forme de droits participatifs.

Dans l'Union européenne, il existe au niveau national un droit d'accès aux sources d'information publiques au Danemark, en France, en Grèce et aux Pays-Bas. Dans ce dernier cas, le droit d'accès est même garanti par la Constitution (article 110). Aux États-Unis, l'accès à certaines sources d'information est réglementé par le *Privacy Act* de 1974 et le *Freedom of Information Act* de 1977. La constitution sandiniste de 1986 au Nicaragua constitue également un exemple intéressant à cet égard : son article 30 fait de la liberté d'expression une liberté individuelle et les articles 66 et 67 réglementent le droit d'accès à l'information comme un droit social. Toutes ces législations et constitutions contribuent d'une façon ou d'une autre à réglementer le droit d'accès des citoyens aux documents gérés par le gouvernement ou les autorités publiques.

Le droit d'accès à l'information remplit les trois fonctions suivantes:

- Contrôle du gouvernement et de l'administration par le peuple;
- Transparence dans l'attitude de l'exécutif;
- Acquisition par les citoyens de compétences en matière d'information.

Le droit d'accès à l'information constitue, y compris du point de vue économique, un sujet à la fois fondamental et explosif, car dans de nombreux pays le gouvernement reste de loin le plus gros producteur d'information et de savoir, et ce sous les différentes formes suivantes:

- Système scolaire et universitaire public;
- Instituts de statistiques;
- Production d'information (et des publications correspondantes) dans tous les secteurs de l'administration publique;
- Financement public d'une grande variété d'activités de recherche et de développement;
- Activité gouvernementale en matière de brevets et de normes.

En outre, contrairement à l'idée la plus répandue, un droit d'accès approfondi à l'information et au savoir présentés dans les archives publiques présenterait des avantages considérables pour l'industrie privée:

 Il permettrait de stabiliser les liens juridiques instables et ambigus unissant le marché public de l'information à son équivalent dans le privé;

- Il contraindrait les autorités à évaluer de façon précise leurs informations et connaissances et contribuerait à rendre les pratiques commerciales plus efficaces;
- Une formulation claire des droits d'accès à l'information favoriserait une diminution du nombre de droits d'auteur détenus par les autorités publiques et donnerait à tous un même droit d'accès aux mêmes informations.

Par ailleurs, le droit d'accès à l'information peut entrer en conflit avec d'autres éléments juridiques tels que les droits de la personnalité et de protection des données, le secret industriel et les enjeux de sécurité. En matière de droits d'accès à l'information, comme dans bien d'autres domaines juridiques, il faut distinguer le droit *de facto* et le droit *de jure*. Des prix prohibitifs peuvent par exemple rendre certains droits d'accès inutilisables dans la pratique. En outre, le droit d'accès à l'information implique que la population soit bien informée et connaisse l'existence de ce type de législation. Ainsi, seule une classe sociale favorisée de «privilégiés de l'information» peut *de facto* prétendre faire valoir ces droits avec quelque chance de succès.

La question du droit d'accès à l'information s'insère, directement ou indirectement, dans l'ensemble des débats sur les droits sociaux. Comme l'affirma en 1978 un document des Nations Unies réalisé par l'expert africain en droit international Kébe M'Baye, aucun droit au développement ne peut exister sans que soit garanti l'accès à l'information. Une garantie juridique internationale du droit à l'information se fait en effet plus essentielle et, du point de vue des pays du Sud, plus logique, à mesure que se creuse le fossé entre les «défavorisés de l'information» (pays en développement, petits États, minorités nationales, franges déshéritées des pays industrialisés) et les «privilégiés de l'information» (les États-Unis, l'Union européenne, le Japon et certains pays d'Asie connaissant un développement rapide), autrement dit ceux ayant accès aux hautes technologies. C'est dans ce contexte que dans les années 1970, les juristes et experts en communication Jean D'Arcy, Desmond Fisher et L. S. Harms introduisirent le concept juridique du «droit à l'information» en tant que droit à la participation sociale, concept qui devint ensuite celui d'un «droit à la communication.» Dans le rapport MacBride adressé à l'UNESCO en 1980 et intitulé Many Voices, One World, Harms présenta ce type de droit de la façon suivante:

«Tout homme a le droit de communiquer. Ce vaste concept qui relève des droits de l'homme inclut les droits à la communication suivants, sans toutefois s'en contenter: a) droit de réunion, droit au débat, droit à la participation et autres droits d'association; b) droit de demander, de recevoir et de fournir des informations et autres droits à l'information; c) droit à la culture, droit au choix, droit à la vie privée et autres droits au

développement. La mise en place d'un droit à la communication exigerait une disponibilité des moyens correspondants afin de satisfaire les besoins humains en communication.»

Ces considérations ont conduit le rapport MacBride à la conclusion suivante :

« Cet appel à la démocratisation de la communication a des implications plus nombreuses qu'on ne le pense. Si elle implique évidemment de fournir des moyens plus nombreux et plus diversifiés à un plus grand nombre d'individus, la démocratisation ne peut toutefois être réduite à des aspects quantitatifs, à un simple accroissement des équipements. Il importe de donner au grand public un accès plus large aux médias existants, mais le processus de démocratisa-tion ne se limite pas non plus aux questions d'accès. Il s'agit éga-lement d'améliorer les possibilités d'échange d'information entre les différentes nations, forces politiques, communautés culturelles, instances économiques et groupes sociaux, et ce sur un pied d'égalité, sans qu'un partenaire plus faible ne se voie dominé et sans aucune discrimination. Il s'agit en d'autres termes d'un véritable changement d'attitude. Une information plus abondante fournie par une plus grande variété de sources est sans aucun doute nécessaire, mais si le mécanisme n'existe pas dans les deux sens, le processus de communication ne saurait être suffisamment démocratique. Sans un échange réciproque entre les participants au processus, sans l'existence de sources d'information multiples donnant un choix plus large, sans la possibilité pour chacun de décider en ayant une large connaissance des faits et des points de vue contradictoires, sans une plus grande participation des lecteurs, spectateurs et auditeurs aux processus de décision et de programmation dans les médias, aucune véritable démocratisation ne peut avoir lieu.»

Le droit d'accès à l'information constitue un enjeu polémique du conflit qui oppose le Nord et le Sud. En effet, si les pays en développement souhaitent faire valoir ces droits afin d'avoir accès au savoir détenu par les pays riches et industrialisés, ces derniers considèrent en revanche qu'une telle ouverture est contraire aux lois du marché et la leur refusent. Il est intéressant de remarquer à ce sujet que le concept juridique d'«accès aux données et aux informations» apparaît également dans la déclaration de l'OCDE sur les flux transfrontaliers de données de 1985. Cependant, les pays en développement n'étant pas représentés à l'OCDE, les droits d'accès à l'information ainsi garantis ont trait à des intérêts bien différents, puisque ce sont cette fois les Européens qui étaient soucieux de ne pas se voir refuser l'accès aux sources d'information américaines.

Dans le monde actuel des réseaux informatiques numériques, les enjeux de l'accès sont devenus plus complexes, et ce au moins à deux égards. D'une part, face à la croissance vertigineuse que connaît le secteur de l'information et des communications, la plupart des constitutions européennes doivent avoir pour priorité de définir précisément ce que sont d'une part les services de base et d'autre part les services de réseau à valeur ajoutée. Un accord général doit faire en sorte que les services de base soient confiés à des infrastructures publiques s'appuyant sur des principes constitutionnels. Tout citoyen doit avoir accès à ce type de services. D'autre part, un enjeu de nature économique et technologique vient s'ajouter à cette première question politique. La télévision numérique s'appuie en effet sur trois technologies, qui sont le multiplexage (numérisation des contenus), la navigation (aide au déplacement dans les programmes) et l'accès conditionnel (techniques de cryptage). Quiconque dispose d'un contrôle exclusif de ces technologies est donc en mesure de déterminer à quels programmes ont accès les spectateurs. En outre, toutes ces questions ont des conséquences sur la compétition commerciale dans le secteur de la télévision numérique.

Depuis la création du slogan *One system, one policy, universal service* («un système, une stratégie, des services universels») par l'opérateur américain de télécommunications AT&T en 1909, l'on n'a jamais clairement défini ce concept d'universalité. Signifie-t-il «partout» ou «pour tous»? Faut-il le voir dans une perspective empirique ou normative? Si sa visée est normative, il importe d'examiner avec attention si ce droit à la communication, en tant que droit fondamental de tout homme, ne cache pas simplement une volonté de créer des marchés en expansion perpétuelle.

CONCLUSION

Au cours du XX^e siècle, les technologies de l'information et les médias de masse ont profondément modifié les rapports entre l'individu et la société et surtout le rapport entre intimité et publicité. Ces changements furent décrits par les sociologues américains Richard Sennett et Christopher Lasch dans leurs ouvrages *The Fall of Public Man* (1977) et *Culture of Narcissism* (1979). En établissant grâce à la télévision une relation presque intime avec le public, les hommes politiques contribuèrent à la disparition de la notion de vie publique au profit d'une tyrannie de l'intimité.

Le XX^e siècle donna surtout naissance à de nouveaux services dans tous les domaines. L'État était alors l'agent le plus important en matière de collecte, de consultation et d'accès à des données spécifiques. Son pouvoir sur l'individu se fondait sur sa capacité à utiliser la méthodologie statisti-

que et les technologies de l'information pour recueillir, stocker et évaluer des informations sur toute une population, son vieillissement, sa vie, ses voyages ou son état de santé. La dérégulation qui a lieu depuis la fin du XX° siècle dans le secteur des technologies de l'information et des médias de masse a contribué, avec l'émergence de sociétés mondialisées, à rendre l'État et la logique qu'il incarnait moins efficaces. La mise en réseau de la société par l'intermédiaire de réseaux interconnectés, de nouvelles formes de communication non hiérarchisées et de médias interactifs, conduit à une multiplication, une individualisation et une décentralisation de «Big Brother». En matière de collecte, de consultation et d'accès à l'information, les autorités gouvernementales sont désormais en compétition avec des instances non gouvernementales telles que les groupes industriels, le crime organisé ou encore les organisations terroristes.

Le philosophe autrichien Günther Anders publia en 1956 un ouvrage en deux volumes intitulé *Die Antiquiertheit des Menschen* dans lequel il affirmait que le phénomène télévisuel engendrait des «ermites de masse». Il faisait ainsi référence à la tendance qu'a la télévision à créer une forme d'individualisme dépolitisé. Au terme de cinquante ans de «culture télé» de masse, cette théorie présentée par Anders avant l'ère de la télévision est devenue réalité. En isolant l'individu, la télévision a donné naissance à une nouvelle espèce faite d'ermites de masse incapables du moindre engagement politique. À la fin du XX° siècle, le sociologue américain Reg Withaker (1999) évoqua, non l'ermite de masse, mais la fin de la vie privée, et le politologue Volker Gransow (1985) affirma que la communication de masse est incapable de produire du dialogue car elle est devenue une forme d'autisme dans laquelle l'individu ne fait plus que communiquer avec lui-même.

BIBLIOGRAPHIE

- Anders G. 1956. Die Antiquiertheit des Menschen (The Outdatedness of Human Beings), 2 vols., Munich (Allemagne), C. H. Beck.
- ARIÈS P. 1985–1987. Histoire de la vie privée (5 vols.), Paris, Seuil.
- ASCHOFF V. 1984. Geschichte der Nachrichtentechnik, Berlin, Springer-Verlag.
- Banisar D. 1998. The Privacy Threat to Electronic Commerce. Dans: *Communications Week International*, 29 juin.
- BECKER J. 1996. Datenschutz und verwandte Rechtsgebiete. Dans: FLEISSNER P., CHOC M. (dir. publ.), *Datensicherheit und Datenschutz*, Innsbruck, Studien Verlag, p. 29–46.

- 1997. Kommunikation und Medien. Dans: HAUCHLER I., MESSNER D., NUSCHELER F. (dir. publ.), Globale Trends 1998, Francfort, Fischer Taschenbuch Verlag, p. 378–397.
- BECKER K. (dir. publ.). 2003. *Die Politik der Infosphäre. World-Information. Org*, Opladen (Allemagne), Leske & Budrich.
- BEHAM M. 1996. *Kriegstrommeln. Medien, Krieg und Politik*, Munich (Allemagne), Deutscher Taschenbuch Verlag.
- BELTRAN L. R., CARDONA E.F. DE 1980. Comunicación dominada estados unidos en los medios de America latina, Mexico, Nueva Imagen.
- CONNOR J. A. 1998. Privacy in international data flow. Dans: *Communication Research Trends*, vol. 18, n° 1, p. 3–22.
- DER BUNDESBEAUFTRAGTE FÜR DEN DATENSCHUTZ (dir. publ.). 2003. Tätigkeitsbericht 2001–2002, Bonn.
- EGGER E. 1990. *Datenschutz versus Informationsfreiheit*, Vienne, Oldenbourg.
- FISHER D., HARMS L. S. (dir. publ.). 1982. *The Right to Communicate: A New Human Right*, Dublin, Boole Press.
- GLASER A., SMITH S. 1999. Ces messieurs Afrique, Paris, Calmann-Lévy.
- GRANSOW V. 1985. *Der autistische Walkman. Elektronik: Öffentlichkeit und Privatheit*, Berlin, Verlag die Arbeitswelt.
- HAMELINK C. 1999. *ICTs and Social Development: The Global Policy Context*, Genève, Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social.
- HOLZNAGEL B. 1997. Zugangsprobleme beim digitalen Fernsehen, Bonn, Friedrich Ebert-Fondation.
- JOHNSTON D., HANDA S., MORGAN C. 1998. *Cyber Law: What You Need to Know About Doing Business Online*, Toronto, Stoddart.
- KING D. 1997. *The Commissar Vanishes: The Falsification of Photographs and Art in Stalin's Russia*, New York, Metropolitan Books.
- KIRSCHKE L. 1996. *Broadcasting Genocide: Censorship, Propaganda and State-Sponsored Violence in Rwanda*, (Article 19), Londres, International Centre against Censorship.
- KRACAUER S. 1947. From Caligari to Hitler: A Psychological History of the German Film, Princeton (New Jersey), Princeton University Press.
- KUNCZIK M. 1990. *Images of Nations and International Public Relations*, Bonn, Friedrich Ebert-Fondation.

- LASCH C. 1979. The Culture of Narcissism: American Life in an Age of Diminishing Expectations, New York, W. W. Norton & Co.
- MACBRIDE S. (dir. publ.). 1980. Many Voices, One World: Communication and Society, Today and Tomorrow. Report by the International Commission for the Study of Communication Problems, Paris, UNESCO.
- ORWELL G. 1949. Nineteen Eighty-Four, Londres, Penguin.
- Parlement Européen (dir. publ.). 2001. Bericht über die Existenz eines globalen Abhörsystems für private und wirtschaftliche Kommunikation, Strasbourg (Endgültig. A5–0264/2001).
- PRIVACY PROTECTION STUDY COMMISSION OF THE U.S. CONGRESS. 1977. Personal Privacy in an Information Society, Washington DC.
- RAFETSEDER H. 1988. Bücherverbrennungen. Die öffentliche Hinrichtung von Schriften im historischen Wandel, Vienne, Böhlau Verlag.
- REISCHL G. 2002. Unter Kontrolle. Die fatalen Folgen der staatlichen Überwachung für Wirtschaft und Gesellschaft, Vienne, Redline Wirtschaft bei Ueberreuter.
- SENNETT R. 1977. The Fall of Public Man, New York, Alfred A. Knopf.
- STEVENS J. D. 1982. *Shaping the First Amendment: The Development of Free Expression*, Beverly Hills (Californie), Sage Publications.
- WHITAKER R. 1999. *The End of Privacy: How Total Surveillance is Becoming a Reality*, New York, New Press.
- WILKE J. (dir. publ.). 1998. *Propaganda in the 20th Century: Contributions to its History*, Cresskill (New Jersey), Hampton Press.
- WILSON K. G. 1988. *Technologies of Control: The New Interactive Media for the Home*, Madison (Wisconsin), The University of Wisconsin Press.

C Section régionale

30

L'Europe de l'Ouest

Pascal Ory et Dominique Pestre

LES SCIENCES ET LES TECHNOLOGIES EN EUROPE DE L'OUEST DEPUIS 1914

Les pays de l'Europe occidentale sont des acteurs clés des sciences et des techniques tout au long du XXe siècle. Ils contribuent directement à la conception et à la fabrication des savoirs, à la définition et à la mise en œuvre des usages, au développement technique et à la mise en place des productions à haute teneur technoscientifique. Ces constatations n'impliquent pas que rien ne change au cours de ces années. Des transformations sont au contraire très sensibles au fil du temps, à la fois dans le poids relatif de l'Europe occidentale vis-à-vis des autres pays et régions de la planète, et dans la manière dont est organisée la production des savoirs, dans la manière dont ils sont insérés dans le politique et le social, l'économique et le droit, le culturel et le militaire. Le poids de l'Europe occidentale dans la production des savoirs scientifiques et techniques est essentiel, et souvent dominant avant 1940; il décroît très sensiblement dans l'immédiat après la Seconde Guerre mondiale, pour reprendre un rôle non négligeable, mais qui n'est plus hégémonique, par la suite. D'autre part, la production des savoirs connaît des mutations majeures au cours du siècle, tant dans ses modes d'organisation, de régulation et de validation que dans le domaine des produits de la technoscience. Sur ce point, et pour rester bref, on pourrait dire que les soixante-dix premières années du siècle sont caractérisées par un certain «régime d'existence et de production des savoirs de la technoscience» (nous reviendrons sur cette expression et le sens à lui attribuer), tandis qu'un autre «régime», assez différent, le remplace dans les trente dernières années. Le premier régime peut quant à lui être subdivisé en deux sous-périodes séparées par la Seconde Guerre mondiale.

La meilleure façon d'aborder la question qui nous occupe revient donc à procéder chronologiquement. Il faut d'abord dire ce qui oppose les deux

premiers tiers du siècle au dernier. Deux idées sont ici décisives: 1) la production des savoirs est, dans la première période, une affaire essentiellement nationale et étatique, dominée par la construction (et l'équilibre international) des États-nations dans leur double dimension d'États providence et d'États guerriers; elle est depuis trente ans, par contraste, une affaire « distribuée » entre des acteurs beaucoup plus nombreux opérant dans un univers politique et économique que les mots de globalisation et de libéralisation peuvent, provisoirement, définir; 2) la technoscience a changé profondément ses modes de travail entre ces deux moments (pensez au poids actuel des *start-up*); elle a aussi manifesté une grande capacité, via les sciences et technologies de l'information et les biotechnologies, à transformer le monde matériel, social et humain; et elle a donc généré l'ouverture de débats publics (par exemple le débat sur les OGM en Europe, très vif dans les années 1990), ce qui contraste avec le relatif consensus proscientifique (voire scientiste) qui caractérise la période précédente. L'opposition est donc assez tranchée entre les années 1910–1970 et 1970–2000, en termes de production des savoirs scientifiques et techniques, de la forme qu'ils ont pris, de la manière dont ils ont été accueillis par la société et de la façon dont ils ont transformé et influencé nos existences.

Il n'en reste pas moins que des différences sont très notables entre les quatre premières décennies du siècle et les trois décennies d'après-guerre. Ce qui change drastiquement entre ces deux moments est, dans la lignée de ce qu'inaugure la Seconde Guerre mondiale, le poids pris par le militaire dans la dynamique des (techno)sciences. Le fait que la guerre ne cesse pas, que l'on passe sans discontinuité de la guerre chaude à la guerre froide, cela implique une mobilisation maintenue du meilleur des establishments scientifiques, à l'Ouest comme à l'Est, que la science reste mobilisée pour la création de nouveaux dispositifs matériels mais aussi pour optimiser la gestion des hommes, des dispositifs et des systèmes (dans la lignée de la recherche opérationnelle) et que la gestion industrielle et des administrations soit transformée. De ce fait, les développements en matière d'électronique, mais aussi en matière nucléaire et de matériaux, conduisent à d'importantes transformations, dans l'industrie, l'art de la guerre et la vie quotidienne. La place des États devient prépondérante en matière sociale (l'État-providence atteint son apogée dans les années d'après-guerre) comme en matière économique (les politiques keynésiennes deviennent des normes).

Le chapitre sera donc structuré en trois grandes sections. Dans la première, la plus brève, nous reviendrons sur la notion de «régime d'existence et de production des savoirs technoscientifiques» au cours du temps. Il s'agira de remarques générales et de méthode. La seconde section traitera des années 1900–1970 environ. Après une caractérisation globale de ce moment historique pour l'Europe occidentale, deux sous-parties traiteront

successivement des années 1900–1940 et 1940–1970. La troisième section portera sur les trente dernières années du siècle.

PRODUCTION SCIENTIFIQUE ET RÉGULATION DANS LA SOCIÉTÉ

On parle souvent des sciences comme si elles étaient des savoirs purs élaborés dans le cadre privilégié des universités et pouvant éventuellement trouver des «applications» ailleurs. Cette image est problématique pour la science nouvelle inventée en Europe occidentale il y a quatre siècles environ, et tout particulièrement pour la technoscience qui se déploie depuis la fin du XIX^e siècle et qui domine sans partage le XX^e siècle. Depuis ce moment situé quelque part vers le XVIIe siècle, et qu'on a coutume d'appeler la «révolution scientifique », la fabrication des sciences est intrinsèquement, en Occident, une manière d'interagir avec le monde pour le maîtriser pratiquement. Ainsi, depuis la redéfinition de la façon dont la connaissance peut être acquise, et plus spécialement celle du rôle de l'expérimentation et des mathématiques formelles qui caractérise la « science moderne », les notions de découvertes, d'instrumentation et d'inventions sont étroitement liées. Non que l'opération de réforme et de création de cette science moderne soit un acte unitaire fait à partir d'un centre (la Royal Society par exemple) ou d'individus privilégiés (Galilée); ou qu'elle s'incarne dans un programme explicite, univoque ou délibéré (le «programme baconien» ou «la mathématisation du monde»). ou qu'elle ait une source unique (le renouveau platonicien), ou que l'on ait à faire à la mise en œuvre d'un projet cohérent conçu d'entrée de jeu. Elle est, au contraire, le fait de nombreux acteurs, d'acteurs aux intentions multiples visant des objectifs indépendants, et dont l'interaction produit un déplacement de l'économie d'ensemble de la production des savoirs, une transformation radicale des buts poursuivis et des moyens mis en œuvre, une transformation de l'être social et de ses potentialités, de ses capacités d'agir sur le monde et de l'utiliser.

Cette mutation globale est le fait des producteurs de savoirs d'une part — ceux-ci relèvent de l'université, certes, mais aussi de la Compagnie de Jésus et du monde de la fortification, de l'artillerie et des académies, des observatoires et de l'univers de l'architecture, de celui des naturalistes, des voyageurs et des agronomes — mais aussi des puissances temporelles et spirituelles qui poursuivent chacune leur but et s'adaptent et profitent de ce qui se modifie autour d'elles: cours princières ou royales, arsenaux et gens de guerre, compagnies de commerce et entrepreneurs, philosophes et théologiens, politiques et censeurs. Elle est le fait de la colonisation, de

la pénétration du champ classique et bien délimité de l'université et de sa manière de faire de «la philosophie naturelle» (mais aussi des collèges et de leur manière de pratiquer la *physique* ou la *scientia*), par des démarches et approches nouvelles — notamment celles qui relèvent de l'*ingenium*, des arts pratiques et des mathématiques mixtes. Ces colonisations conduisent à un bouleversement de la nature du travail «intellectuel», une transformation totale de ce qu'est «penser» et «comprendre» (des scolastiques à Galilée, Pascal ou Boyle), de la place des mathématiques dans l'«explication», du rapport à l'expérience en un mot, de l'expérience quotidienne de chacun toujours invoquée par les traités aristotéliciens à l'*experimentum* «artificiel» et privé, contraint par des dispositifs et des machines. Elles conduisent à un changement dans la nature du débat acceptable entre philosophes naturels (de la *disputatio* publique et réglée au témoignage baconien des «faits»), dans ce que sont les espaces où ce travail doit s'accomplir pour être légitime et «valide», dans la redéfinition de ce qu'est l'espace du laboratoire et du débat professionnel.

Ces points sont bien connus et ne sont ici qu'évoqués à grands traits. Reste en revanche à penser la cohérence des époques, si elles existent, à penser les grandes structures qui, probablement, organisent la production des savoirs à chaque moment historique pour chaque grande région du monde. En bref, décrire les divers modes d'existence des sciences dans la société, les divers arrangements, les divers régimes sous lesquels la connaissance existe, est produite et régulée.

L'idée de régime de production des savoirs scientifiques repose sur deux constats. D'abord sur le fait que ce que nous mettons sous le vocable de science n'est en rien un «objet» circonscrit et stable dans le temps qu'il s'agirait de simplement décrire (la science *serait* un système d'énoncés cohérents, la science serait une activité de connaissance pure, etc.) «La science» (ou doit-on dire: les sciences? Les pratiques de science?) est faite d'un ensemble de relations qui impliquent: 1) des perceptions et des enieux variables selon les individus et les groupes; 2) des productions de tous ordres — d'écrits, de résultats, de techniques; 3) des pratiques instrumentales, calculatoires, de simulation; 4) des valeurs et des normes — épistémologiques, morales, comportementales; 5) des réalités institutionnelles — laboratoires, écoles d'ingénieurs, «start-up»; 6) des modes d'insertion politique et de sociabilités — salons, groupes d'amateurs, sociétés professionnelles — et bien d'autres choses encore. Cette idée de régimes d'existence et de production des savoirs repose ensuite sur le fait que chaque moment historique voit une articulation particulière de ces éléments, et une articulation de ces éléments sur une forme de compromis social, de pratiques de production et de gestion politique. La science est toujours prise dans des formes sociales et politiques données, elle dépend

et contribue à modeler l'existence individuelle et collective des sociétés humaines (les productions biotechnologiques aujourd'hui comme le rapport à l'expertise), des formes d'organisation comme des valeurs sociales.

L'idée qu'il existe des «régimes» de production de savoirs renvoie donc à une structure légitime des savoirs, à une hiérarchie (disciplinaire: «la mécanique est la science achevée en 1900») et à un mode de vie. Elle renvoie à une régulation particulière (le système d'évaluation par les pairs distinct de la mise en place de «politiques scientifiques » par l'État) et à un style d'existence sociale (pensons au haut statut symbolique de «la science pure» et, par contraste, à la promotion du «scientifique entrepreneur» aujourd'hui). Elle renvoie aussi à une articulation de ce qui précède sur les réalités sociales, au fait que la régulation des univers scientifiques (l'univers des savoirs biotechnologiques est aujourd'hui régi par de nouvelles règles de propriété intellectuelle) ne se fait pas indépendamment des formes de régulation sociale ou économique. Une modification dans un registre (l'État et l'industrie sont d'importants entrepreneurs de science au XXe siècle) ouvre des possibles dans d'autres (la science doit se faire métrologie et cultiver la précision la plus extrême) et réciproquement (la mécanique de précision est la condition, par les machines qu'elle offre, de la seconde révolution industrielle, les biotechnologies affectent radicalement nos vies via les entreprises pharmaceutiques et l'agrobusiness). L'idée de régimes d'existence et de production des savoirs renvoie enfin aux normes qui, dans tous les registres, commandent la notion de ce qui est vrai ou faux (la science donne la norme première de vérité dans nos sociétés), mais aussi, dans une grande mesure, de ce qui est juste et injuste, bien et mal, désirable et indésirable, noble et bas (Lefort, 1986). Elle contribue directement à dire ce qui est légitime et bon, ce qui règle le rapport du savoir au non-savoir et des individus aux groupes. En bref, l'idée de régime postule l'interdépendance des activités humaines et l'existence d'effets systémiques qui saisissent toujours les sciences et les font advenir dans l'histoire.

La science et la technologie, l'industrie et les régulations gouvernementales dans le cadre de l'état nation: le régime de production des savoirs de 1914 aux années 1970

Cette période, qui est en continuité avec ce qui se met en place dans le dernier tiers du XIX^e siècle, voit une transformation profonde des sciences et des pratiques scientifiques, de ce qu'est «être scientifique» et «faire de la science». Se stabilise à cette époque une définition de la science comme institution sociale, un autre inventaire de ses espaces de production comme de ses modalités d'action au laboratoire et dans la théorie. Les universités

s'ouvrent aux techniques et à l'industrie (et la Première Guerre mondiale accentue le phénomène), la science devient un élément central des dispositifs d'innovation, un outil essentiel du dispositif productif de masse — et un moyen de la rationalisation bureaucratique. Comme dans le reste du corps social, le laboratoire devient un lieu plus organisé et hiérarchisé, et la division du travail, comme la spécialisation, y prévalent. La science est prise en charge par les États, elle est mobilisée pour la préparation de la guerre, et elle devient un moyen indispensable à la constitution des États-nations. En termes d'éducation, ce changement signifie, dans les sciences dures, la fin (ou la marginalisation) de l'idéal socratique de sagesse.

La transformation des sciences opère à la fois dans ses objets, ses outils et ses normes, comme dans l'ampleur numérique de l'entreprise (les laboratoires Bell emploient déjà plusieurs milliers de personnes dans les années 1920). On peut parler, dans cette période, de la domination d'une technoscience académique et industrielle de masse (elle est numériquement sans commune mesure avec ce qui existait précédemment), du surgissement d'un nouvel assemblage social et technique caractérisé par trois traits: 1) une efficacité accrue des savoirs scientifiques spécialisés de l'université dans les pratiques de maîtrise du monde, notamment industrielles et militaires; 2) un intérêt parallèle et soudainement plus soutenu des divers types de pouvoir pour les produits de la science et pour la démarche scientifique en général; 3) une multiplication et une diversification des lieux où sont produits du savoir et de l'innovation, ainsi que des dynamiques d'interaction entre tous les acteurs impliqués dans la mobilisation de la science.

Cette recomposition de la science, cette transformation des pratiques scientifiques, cette émergence d'un nouveau régime technoscientifique industriel et militaire, se fait en rapport étroit et organique avec une redéfinition du social, de l'économique et du politique, une redéfinition des critères de justice sociale comme des normes d'intégration et de participation au groupe, une redéfinition de ce qui fonde le collectif et le vivre ensemble. une redéfinition de ce qu'est et doit être l'État. Si l'on souhaite l'idée force qui est la nôtre ici, on pourrait dire que, dans le cadre d'États-nations en équilibre et préparant la guerre à venir (la Seconde Guerre mondiale ou l'échange nucléaire avec l'URSS selon les périodes), s'installent 1) un État scientifique préoccupé de science, de technique et d'innovation pour le bien supérieur du pays, 2) un État guerrier préparant la défense des intérêts économiques, politiques et impériaux et 3) un État social pensant la question des relations entre classes sociales et garantissant la paix intérieure. La mise en place de ces trois facettes de l'État se fait en parallèle, elles constituent les divers aspects d'une même ambition, les différents volets d'une même entreprise visible de Berlin à Paris et Londres (comme elle est visible de Moscou à New York).

Précisons ces idées générales en insistant sur cinq points:

Premiérement, les deux premiers tiers du XX° siècle voient d'abord des nations en compétition, nations se définissant par leur possibilité à tout mobiliser pour leur maintien ou expansion — dont la science et les techniques. L'État est la figure qui unit le groupe national, qui s'assure de sa mobilisation, qui le coordonne à l'intérieur comme pour ses actions à l'extérieur. Les appareils d'État s'allient à la science et à l'industrie pour préparer la guerre (économique et idéologique) et optimiser son déroulement une fois la guerre chaude entamée. Ils le font par la production d'armes pour le front, par la mobilisation des forces économiques, sociales et politiques à l'arrière. Dans certains cas, celui de la république de Weimar en Allemagne par exemple, le manque de confiance dans l'État peut conduire des acteurs particuliers, ici les industriels et les universitaires, à se substituer à lui pour incarner la nation et sa défense nécessaire (Felman, 1980).

Une violence de masse est théorisée et pratiquée dans cette période marquée par de nombreux conflits entre États et des États envers les sociétés civiles. Cette violence s'est manifestée dans l'holocauste, deux guerres totales et une guerre technoscientifique de plusieurs décennies (la guerre froide), dans des conflits coloniaux propices aux pires massacres (c'est pour réduire les révoltes des colonisés qu'a été inventé le bombardement aérien systématique des populations civiles, pratique devenue la norme durant la Seconde Guerre mondiale), dans l'existence de régimes politiques pratiquant des formes de domination quotidiennes brutales. La violence n'est pas propre au XX^e siècle, bien évidemment, mais elle a été dans ce siècle une violence particulièrement inhumaine, une violence scientifiquement organisée, techniquement rationalisée, avec l'aide étroite des élites du savoir (Lindqvist, 2001).

Deuxiémement, dans ces années, les appareils d'État occupent une place inconnue jusqu'alors dans l'économie générale de nos sociétés. Le credo libéral est certes toujours réaffirmé et le marché reste la forme dominante de régulation. L'État devient toutefois un acteur omniprésent dont il est de plus en plus légitime qu'il intervienne pour réguler la vie sociale (cela est acquis avant 1914) et économique (cela date des années 1930). Il draine une part croissante des produits nationaux via l'impôt (après 1914), devient un acteur clé de la vie industrielle comme des politiques de santé (surtout après 1940). La construction de formes d'État providence en Europe est acquise dès la fin du XIX^e siècle et consiste à associer des groupes sociaux à forte identité subjective à la gestion collective. Il s'agit par exemple de «la classe ouvrière» représentée par ses syndicats et partis, mais plus globalement des classes et catégories sociales et professionnelles «inventées» ou «solidifiées» par les sciences sociales et par l'appareil d'État qui les font exister intellectuellement (dans la sociologie scienti-

fique par exemple) et politiquement (par exemple dans la gestion du Plan ou à travers les conventions collectives en France dans les années 1950 et 1960). Pour l'État, garant de l'ordre social et de la puissance nationale, la stabilité sociale passe par un compromis entre classes, sous son hégémonie. En bref, l'État qui se développe devient l'arbitre du social et la démocratie délégative devient, au détriment de l'auto-organisation de la société civile, la forme par excellence de la légitimation du compromis entre groupes pour le bien supérieur de tous. Bien sûr, cet État-providence (*welfare state* disent les Américains) est le revers inséparable, et la condition du déploiement, de l'État-guerrier (*warfare state*) (Castel, 1995).

l'État-guerrier (warfare state) (Castel, 1995).

Troisiémement, au long de ces soixante ou soixante-dix ans, le monde de la production est renouvelé dans ses pratiques et structures, comme dans ses objectifs: la production de masse devient la norme, comme la standardisation des produits et des formes de travail. De nouvelles formes d'organisation scientifique du travail et de gestion de la production (le taylorisme, le fordisme), ainsi que de nouvelles formes de traitement des informations et des flux voient le jour dans les bureaux. Ce moment est celui des mégaorganisations, notamment des grandes structures industrielles reposant sur la technoscience pour établir leur pouvoir. Les premiers grands systèmes industriels voient certes le jour au XIX^e siècle (qu'on pense aux chemins de fer) mais les années 1900–1970 ont vu leur généralisation massive, elles les ont vus devenir la norme. Plus généralement, ces années voient la dominance des grands systèmes basés sur la science, elles voient l'apparition et la généralisation d'économies reposant sur des connaissances rationnellement mobilisées, au laboratoire, dans les bureaux d'études, sur les chaînes de production. Ce mouvement concerne les sciences physiques, mathématiques, chimiques, biologiques, sanitaires, agricoles, etc., mais aussi les sciences sociales et humaines, et les sciences économiques et du management (pour deux exemples industriels, voir Cohen, 2001; Ndiaye, 2001; pour l'agriculture, voir Jas, 2001).

Quatrièmement, la science, notamment via l'établissement des normes métrologiques, passe au cœur des échanges et de la production, de la rationalisation des mégaorganisations et de l'innovation de produits et de processus, nerf de la guerre économique et entre pays (produire des équipements toujours plus neufs, imaginer de nouveaux produits industriels ou militaires, optimiser les processus productifs — en bref scientifiser les activités). Un équilibre (ou un partage des tâches) voit le jour entre science ouverte et publique, dont le cœur reste l'université, et science privée installée dans les entreprises — la coordination se faisant par la circulation des universitaires de renom entre les deux mondes, et à travers les actions d'un État devenant lui-même entrepreneur de science. Un équilibre s'établit donc entre trois mondes au XXe siècle, la science en tant qu'entreprise «autonome» de savants installés dans les

universités et les instituts techniques, la socialisation de la recherche de base et les travaux de normalisation par les États et ses instituts, et la recherche menée dans l'univers industriel. Domine enfin la croyance dans la possibilité d'un point de vue rationnel supérieur pour dire *la* solution à tout problème, et l'expert scientifique incontestable est roi, dans un lien fort aux industriels et aux appareils d'État.

Cinquiémement, pour les savoirs proprement dits, quatre grandes tendances sont à l'œuvre durant ces années — à savoir : a) une tendance à un réductionnisme généralisé rendu possible et efficace par la maîtrise des microphénomènes au laboratoire et par de nouvelles pratiques théoriques. Cela est typique de la physique des électrons, des atomes, des noyaux et des particules élémentaires en physique, cela est vrai de la génétique et de la molécularisation du vivant par la suite; b) une attitude très souvent pragmatique, sous l'influence des laboratoires industriels et militaires, et qui mobilise tous les moyens disponibles au-delà des disciplines constituées de l'université. Présentes dans l'industrie dès la fin du siècle dernier, ces pratiques sont reprises par les États et les militaires après le second conflit mondial (pensons à la recherche opérationnelle par exemple ou à la gestion de grands programmes devant recomposer les champs disciplinaires, comme pour la science des matériaux dans les années 1950); c) un usage accru des mathématiques et des processus de formalisation en général, la généralisation de leur emprise dans toute la technoscience et sa gestion, et leur extension à la maîtrise du social. Les approches statistiques et calculatoires se généralisent pour l'appréhension du réel, notamment celles de modélisation puis de simulation; d) une fondamentalisation de la recherche appliquée et des études d'ingénieurs, une scientifisation et une formalisation accrue des «génies» (électrique ou agricole), ainsi qu'une action centrale et capitale des scientifiques et ingénieurs dans la mise en place d'une métrologie généralisée. Précisons ces thèses en développant plus précisément ces analyses pour deux souspériodes, l'une qui court des années 1900 aux années 1930 et l'autre qui va de la fin des années 1930 aux années 1970 et inclut la Seconde Guerre mondiale.

Des années 1910 aux années 1930 : États-nations, équilibre international et science¹

Pour comprendre les années d'entre-deux-guerres, il nous faut quelque peu remonter dans le temps. C'est en effet de la fin du XIX^e siècle que date un nouveau monde industriel gagé sur les derniers savoirs scientifiques — la télégraphie, la chimie, l'électricité, l'électrotechnologie — monde qui se

déploie ensuite vers la radio, la chimie agricole et bientôt la science des matériaux. Avec ce nouveau monde, on assiste à la création:

- de nouveaux lieux d'enseignement: les universités scientifiques sont alors profondément remaniées et le dispositif est complété par la création d'universités, d'écoles et d'instituts techniques de toutes sortes qui fleurissent à des centaines d'exemplaires à travers toute l'Europe;
- d'espaces et de lieux d'un nouveau genre: mentionnons les laboratoires de recherche en milieu industriel qui apparaissent dans les dernières décennies du XIX^e siècle et deviennent de règle après la Première Guerre mondiale dans beaucoup de pays d'Europe (mais aussi aux États-Unis: la majorité des physiciens américains travaillent dans de telles structures dès les années 1920); mentionnons aussi les centres de recherche et de diffusion des savoirs en matière agronomique ou les centres de standardisation comme le *Physikalish-Technische Reichsanstalt* en Allemagne ou le *National Laboratory* en Angleterre. Ces institutions de recherche sont capitales pour la nouvelle économie; elles sont chargées de développer les normes et standards indispensables à l'interconnexion des réseaux, à l'échange des produits, au bon fonctionnement des processus de production, et de façon générale à la maîtrise des marchés (définitions d'unités, d'étalons, de normes techniques, etc.);
- d'agences nationales de recherche financées par les États et parfois les industriels et qui visent à socialiser une part de la recherche et de ce que l'on a plus tard appelé le développement. C'est le cas du CNRS en France, une institution qui ne prendra sa forme définitive qu'après quatre décennies, à la fin des années 1930, avec l'imminence de la guerre et la mobilisation scientifique de 1938; c'est bien sûr aussi le cas de la Kaiser Wilhelm Gesellschaft en Allemagne, installée avec ses laboratoires dès avant la Première Guerre mondiale, mais qui se doubla de nombreuses autres fondations après la défaite de 1918; du Department of Scientific and Industrial Research en Angleterre, sousproduit de la mobilisation, installé en 1915, et devenu l'organisme central dans l'entre-deux-guerres pour coordonner les recherches tant civiles que militaires du Royaume; ou du Consiglio Nazionale delle Ricerche créé en Italie au sortir de la guerre, etc.
- de laboratoires nationaux, c'est-à-dire de laboratoires créés de toutes pièces par les États dans les champs neufs à fort potentiel technique (comme l'aéronautique après 1918) et dont on veut qu'ils servent de lien fertilisateur entre les mondes universitaires et industriels.

Pour sa part, le travail de laboratoire se transforme et ses produits, matériels comme humains, deviennent le résultat d'une professionnalisation et d'une organisation hiérarchisée. C'est notamment de ce moment que date la généralisation du laboratoire d'enseignement dans les universités, cet espace où est formé le nouvel acteur scientifique des technosciences et pour lequel savoir-faire et maîtrise des instruments sont les maîtres mots. Un seul exemple pris au tout début du siècle en France, celui des Curie, suffira — son intérêt résidant dans le fait que les Curie sont toujours donnés comme emblématiques des pratiques de la science «pure». Or, ce qu'il faut retenir, c'est que les Curie ont construit l'industrie du radium en France, de toutes pièces. Deux ans après la découverte de la radioactivité, ils ont recherché la collaboration de la Société centrale des produits chimiques. André Debierne, l'assistant des Curie, transforme alors les techniques de laboratoire en procédures industrielles, obtenant en retour une part des sels de radium extraits. Cinq ans plus tard, Marie Curie commence une collaboration avec un chimiste industriel, Armet de Lisle. Cette fois, c'est Jacques Danne, éditeur du journal *Le Radium*, qui organise la production. En 1907, Danne fonde son propre laboratoire pour fabriquer des instruments dérivés de ceux du laboratoire Curie, et en 1908, un autre chercheur part établir le service de mesure et de purification d'une compagnie fondée cette fois par Henry de Rothschild.

Ces comportements — qui n'ont rien d'exceptionnels dans le panorama français des sciences de laboratoire (comme dans le panorama européen) — s'expliquent par le fait que l'industrie peut seule offrir les moyens matériels d'une pratique systématique des sciences (elle fournit ici des éléments radioactifs de qualité) — mais aussi par le fait que le savant se doit à son pays et à son développement économique. Cette nécessité se marque dans les cours de Marie Curie, donnés largement à des ingénieurs, dans la conception d'instruments utiles à la prospection et aux activités industrielles, ainsi que dans une préoccupation continue pour les usages médicaux. Pierre Curie est le premier à s'intéresser aux effets biologiques du radium et à collaborer avec des médecins, tandis que Jacques Danne et d'autres ingénieurs formés à l'École de physique et chimie industrielle de la ville de Paris, (où Paul Langevin, Pierre puis Joliot Curie ont aussi étudiés) contribuent, dans les premières décennies du XX^e siècle, à la préparation de sources calibrées pour les traitements et à l'évaluation des dosages nécessaires aux activités médicales.

Dans cette période les sciences physiques adoptent une nouvelle approche fondamentale, une nouvelle manière de concevoir la quête scientifique et d'agir au laboratoire — et qui va dans le sens d'une réduction de la matière à ses entités sous-jacentes, à une descente vers les particules «élémentaires» dont la combinaison doit permettre d'expliquer le monde

sensible et macroscopique. Il ne s'agit plus de faire une science des phénomènes, de construire des systèmes d'équations reliant des paramètres macroscopiques — et d'avancer ainsi vers un corpus descriptif complet de lois (la loi de Joule qui relie travail, résistance électrique, intensité et durée d'un phénomène, par exemple). Il s'agit au contraire d'ouvrir une nouvelle boîte de Pandore et de regarder, grâce à des outils neufs, au tréfonds du monde, dans ce qu'il est à une autre échelle que la nôtre, et que pour cette raison la science rationnelle des siècles précédents n'avait pu aborder. Non pas de maîtriser les phénomènes grâce à une bonne étude des relations qui lient les divers macroéléments entre eux (champ et intensité en électricité par exemple) mais de donner un sens expérimentalement contrôlable aux vieilles notions d'atomes et de corpuscules, faire surgir l'infiniment petit dans les rets de l'expérience — et à son tour le domestiquer et le rendre utile.

Ce travail requiert de nouveaux outils théoriques (la mécanique quantique et son cortège de questions philosophiques, est bien sûr au cœur de cette réforme dans les années 1920, de Copenhague à Cambridge et de Paris à Göttingen) mais aussi une transformation profonde des techniques expérimentales et des normes qui définissent un travail bien fait. C'est ce qui s'est produit avec la microphysique des électrons inventée dans la dernière décennie du XIX^e siècle (elle apparaît à Cambridge, dans le laboratoire de J. J. Thomson et se répand à travers toute l'Europe au début du siècle), avec la découverte de la radioactivité (qui fait ses premiers pas à Paris), puis avec la physique des composants du noyau (à Cambridge à nouveau, autour de Rutherford, mais aussi à Paris chez Marie Curie, à Berlin chez Otto Hahn et Lise Meitner, à Vienne, etc.) et qui reste pendant près de trente ans (jusqu'à l'avènement d'une mécanique quantique opérationnelle) une physique plus qualitative et composite que la «physique classique» celle de l'optique et de l'électromagnétisme classiques. Pour emprunter le vocabulaire de Carlo Guinzburg, on pourrait dire qu'il s'agit plus d'une physique régie par un paradigme indiciaire que par une logique de la mesure précise et de l'exactitude.

Les années qui vont de la fin du XIX^e siècle aux années 1930 sont donc celles de la découverte des «particules» (elles deviendront un véritable «zoo» après-guerre) — mais elles sont surtout celles de leur maîtrise expérimentale, de leur maîtrise matérielle qui va conduire, au long des années 1910–1940, à l'électronique des tubes (diodes ou triodes, mais aussi magnétrons et klystrons, décisifs pour les radars de guerre) et au nucléaire. Ainsi les laboratoires recrutent-ils sciemment, dès les années 1900 et 1910, des spécialistes des «électrons» dans le but d'améliorer les télécommunications (Reich, 1985). Cette maîtrise va aussi conduire à la physico-chimie de l'atome (à partir du modèle de Bohr du cortège électronique et de la

physique des quanta) et à une nouvelle science des matériaux (l'exemple le plus parfait est celui des semi-conducteurs, qui sont au cœur de ces projets). Plus généralement, le mélange de haute théorie et de préoccupations pratiques envahit les laboratoires, la transdisciplinarité et de nouveaux liens entre métiers, industries et universités voient le jour — l'ensemble conduisant à de forts renouveaux scientifiques, techniques et industriels.

Cette pratique nouvelle de la physique qu'invente alors l'Europe occidentale est donc transversale (dans sa métaphysique, ses modes de travail et d'explication, ses techniques, ses normes de succès ou d'échec, etc.) par rapport à la physique phénoménologique des lois et à la physique de la précision qui domina les universités de la fin du XIXe siècle et fut à la base des révolutions industrielles du télégraphe, de l'électricité industrielle, de la radio (voir Bigg, 2001). Cette dernière ne disparaît pas, loin s'en faut; elle reste au contraire au cœur de la technoscience jusqu'aux années 1930, notamment dans ses fonctions de normalisation et de métrologie. Les techniques de l'astronomie et de l'optique physique continuent d'offrir les moyens les plus efficaces pour définir et maîtriser pratiquement les étalons indispensables aux arts mécaniques (je pense aux interféromètres de Fabry et Perrot comme outils de mesure et de calibration dans la micromécanique d'avant 1940), et l'industrie en dépend crucialement. Il n'en reste pas moins qu'une autre approche voit le jour, une approche initialement moins préoccupée de précision et de l'établissement de normes pour l'industrie, mais qui deviendra, à partir des années 1930 et durant la guerre, la ressource la plus puissante pour transformer le monde matériel — la microphysique théorique et expérimentale. Mieux encore, elle démultipliera alors les capacités humaines d'intervention et ouvrira, après-guerre, les portes à une nouvelle étape de l'histoire de l'humanité.

Dans le domaine des sciences du vivant, le phénomène est plus tardif et ne commence vraiment qu'après la Seconde Guerre mondiale. Le début du siècle est néanmoins le moment d'apparition de la génétique (celle de l'école de Morgan), du développement de la statistique en matière agronomique, et celui de la généralisation du modèle pasteurien qui lie étroitement étude des entités microscopiques (les microbes), pratiques de laboratoire et de production (sérums, vaccins), et nouvelles formes de pratiques sociales (réforme de l'hygiène par exemple).

Reste encore un point à préciser. Dans la période qui nous occupe ici, l'univers technoscientifique-industriel n'est pas la seule nouveauté ni le seul référent. Ce moment est aussi un moment clé d'affermissement de l'État-nation. Cette période n'est en effet pas seulement la période d'apparition de ce que nous aimons aujourd'hui appeler les «industries de la connaissance», elle est aussi le moment du déploiement de la nation, de sa fabrication par l'enseignement et le discours historique, de sa stabili-

sation à travers les législations du travail et la protection sociale — elle est celui de son enracinement matériel par l'investissement systématique des champs techniques et scientifiques. Dans ce monde, le savant n'est plus un «intellectuel» mais un professionnel spécialisé dédié à sa seule discipline et à la poursuite d'une connaissance de pointe. Le former n'implique plus d'en faire un héritier de la quête socratique du savoir et de la sagesse, elle suppose d'en faire un spécialiste qui a évacué tout ce qui n'est pas décisif pour le travail de recherche, pratique et finalisé, qui est devenu le sien. C'est d'ailleurs la question qui oppose Ernst Mach à Max Planck dans leur grand débat sur le futur des sciences, avant la Première Guerre mondiale.

On assiste donc à une «sécularisation profonde» des activités de la science, à leur insertion radicale dans le cadre, industriel et idéologique, de la construction nationale. Alors que les sciences sont largement des affaires privées et locales à la fin du XIX^e siècle (elles sont le fait d'universitaires et d'industries régionales, en France par exemple), elles deviennent, à partir de cette date, des affaires qui concernent le pays en tant que tel. C'est en ce sens que David Edgerton parle de «nationalisation» des sciences, un processus qui fait des sciences un enjeu majeur pour l'État, au même titre que la puissance militaire et la paix sociale, qui fait du développement scientifico-technique une préoccupation commune au personnel politique, aux industriels, aux militaires et aux grands barons des sciences. Des variations sont sensibles de pays à pays quant aux formes de développement de la technoscience (de l'Allemagne, où la collaboration est organique entre État fédéral, Länder et industriels, en France, où l'innovation repose encore largement, au sein des entreprises, sur les ingénieurs de production, et non sur des départements de recherche séparés) mais la mise en place d'une économie basée sur les connaissances devient un enjeu central pour la domination du monde (Edgerton, 1997).

Des années 1930 aux années 1970: la Seconde Guerre mondiale et la guerre froide

La mobilisation de 1938, la Seconde Guerre mondiale et la guerre froide qui lui fait suite sans discontinuité définissent un moment d'apogée dans l'intégration, engagée dans la période précédente, entre industrie, technoscience et État chargé de diriger la guerre, de maintenir l'unité du corps social et d'encadrer et soutenir une mobilisation de l'ensemble national. C'est le moment d'épanouissement du modèle de l'État-providence système de protection des plus faibles sous l'ombrelle active des États, pendant et revers organique de l'État-guerrier et qui est organisé sur les mêmes bases que lui.

Comme moteur des deux, comme aide à la gestion des deux : la science. C'est à cette triple caractéristique que je souhaite d'abord m'intéresser.

Au moment des années 1940–1970 se trouve une «culture de l'ur-

gence» et de la mobilisation permanentes. Animées d'une foi technologique sans faille, suscitée par les réussites de la Seconde Guerre mondiale, ces années n'imaginent pas que la technique alliée à la science puisse ne pas résoudre tous les problèmes. Cette foi, omniprésente dans les élites industrielles, politiques et scientifiques, se manifeste dans le fait que l'on croit souvent que la science est à l'origine de tout développement technique, lui-même à l'origine du progrès industriel, économique et social (ceci est théorisé par les économistes du changement technique à travers le modèle linéaire de développement, sur l'omniprésence de ce modèle; voir Kohlstedt et Rossiter. 1985). Le modèle est celui de Los Alamos et de l'énorme complexe industriel mis en place par la firme Du Pont de Nemours pour produire les matériaux fissiles nécessaires au programme nucléaire américain — et c'est ce qui motive les recherches développées pour la fusion nucléaire aux États-Unis, en Grande-Bretagne et en URSS jusqu'au milieu des années 1950. C'est ce modèle qui fonde les programmes de lutte contre le cancer ou de l'analyse des molécules produites en série par l'industrie pharmaceutique. C'est lui qui fonde les politiques de réforme du monde agricole vers toujours plus de «productivité». Dans tous les cas, la croyance est qu'une action technoscientifique coordonnée, si l'on y met les moyens, viendra à bout de n'importe quelle difficulté et conduira à la solution de tous les problèmes, y compris les problèmes sociaux. Ces croyances fortes mèneront à une technicisation croissante de l'action politique, économique et stratégique, à grands renforts de modèles et d'ordinateurs (sur l'omniprésence du modèle linéaire, voir Gaudillière, 2002).

Cette culture qui s'est épanouie pendant la guerre n'est pas qu'un culte des solutions inventées au laboratoire (dispositifs techniques, molécules révolutionnaires, semences nouvelles). Elle est au moins autant une culture du management, de l'action encadrée par la science, de l'expérimentation sur les populations (toujours perçue comme légitime et modernisatrice) — elle est une culture de l'analyse et de la planification à partir d'un centre dont l'État et les experts scientifiques et industriels sont les acteurs privilégiés car les plus savants. Durant la Deuxième Guerre mondiale et la guerre froide, les militaires et les industriels ont appris que, si l'on souhaite être rapidement efficace, les solutions doivent toujours être techniques et logistiques, doivent inclure la logistique et la gestion des hommes. De même pour la santé, où il convient d'organiser des essais thérapeutiques à grande échelle si l'on souhaite trier parmi les nouvelles molécules — et si l'on souhaite garantir publiquement la neutralité des essais. L'industrie a certes mis en place des procédures de ce type depuis le XIX^e siècle, mais le

changement d'échelle des activités (gérer les conflits à l'échelle planétaire, notamment entre l'Est et l'Ouest), le rôle nouveau et centralisateur joué par les appareils d'État (souvent en position de décision du fait du contexte de guerre), la mobilisation volontaire du meilleur du monde scientifique et mathématique comme la confiance inébranlable dans la légitimité des actions menées au nom de la science, ont conduit à un changement qualitatif des interventions (données fournies par Dahan et Pestre, 2004).

Les élites qui soutiennent ce mouvement ont en commun d'avoir contribué directement à l'effort de guerre. Il s'agit bien évidemment de militaires, notamment de ceux venant des échelons intermédiaires, qui ont été au contact direct des scientifiques et des ingénieurs, et qui ont eu à juger de leurs méthodes sur le champ de bataille ou dans la lutte contre la malaria. Il s'agit aussi de cadres industriels, de gestionnaires ou de capitaines d'industrie ayant servi dans des bureaux de recherche opérationnelle ou sur le terrain pendant le conflit (l'exemple par excellence est bien sûr celui de R. S. McNamara, voir McNamara, 1996; Shapley, 1993). Il s'agit encore d'ingénieurs-théoriciens, de concepteurs de systèmes, de techniciens formés au meilleur des sciences, de personnes qui travaillent dans le traitement du signal (Shannon chez Bell), sur de nouvelles machines à calculer (chez IBM), dans la chimie des polymères (chez DuPont), dans la R&D aéronautique et la conception de missiles (chez Douglas Aircraft), dans la pharmacie industrielle ou la chimie agricole. Il s'agit enfin de physiciens, de mathématiciens, de logiciens, d'économistes, de spécialistes de biologie humaine ou végétale, et autres psychologues ou anthropologues, immergés pour un temps dans l'univers de la guerre, dans l'univers des solutions à trouver et à mettre en œuvre dans l'urgence. La guerre leur a offert des possibilités quasi illimitées d'agir et d'innover, elle les a affranchis des contraintes financières — et ces hommes ont pu penser leurs nouveaux projets dans une grande démesure.

Ces personnes ont appris les vertus et l'efficacité des approches pragmatiques pour qui seul le résultat importe, qui mettent à profit toutes les ressources imaginables (de la psychologie et la propagande à la logique et aux techniques d'ingénieurs), et sans qu'une échelle de valeur surannée (la hiérarchie comtienne des savoirs par exemple) puisse être invoquée contre le seul critère qui vaille, celui de l'efficacité, ici et maintenant. Ils ont appris à définir eux-mêmes les problèmes et les solutions, solutions à mettre en œuvre rationnellement, y compris contre l'avis des populations concernées. Ils ont surtout appris l'intérêt du travail collectivement distribué, des séances de remue-méninges en amont (dans le cadre des groupes de réflexion et autres cours d'été), et l'importance, en aval, d'une organisation méticuleuse de l'action. Ce faisant, ils ont généralisé une démarche, un *modus operandi* qui consiste en: 1) définir précisément l'objectif, qui

doit être unique et dont on doit pouvoir suivre et mesurer la réalisation, 2) créer un groupe d'intervention décidé, regroupant toutes les expertises possibles pour attaquer le problème, aucun moyen n'étant *a priori* exclu (y compris en termes éthiques), 3) décortiquer la situation de toutes les façons possibles en combinant matériels et logiciels, sciences dures, sciences de l'ingénieur et sciences sociales, 4) trouver l'angle d'attaque pertinent et énoncer une procédure de résolution à mettre en œuvre, 5) agir en masse, de façon coordonnée, en mobilisant toutes les ressources disponibles, 6) évaluer à chaque moment le résultat, numériquement si possible, et passer à l'opération suivante. Dans les années 1940 et 1950, ce *modus operandi* propre à la guerre devient la norme de toute bonne action, qu'on fasse de la physique, qu'on organise des essais thérapeutiques ou qu'on réforme l'organisation sociale au centre ou dans les colonies.

L'existence d'un *pro-ministrative state* envahissant, pour reprendre l'expression maintenant classique de Brian Balogh (1991), c'est-à-dire d'une régulation politique reposant sur une association étroite entre un centre puissant et des experts qu'il aide à se constituer en groupes autonomes, n'est donc pas seulement attestée au cœur des systèmes d'innovation et de rénovation de la production, elle l'est tout autant dans la gestion et la réforme du social et de ses régulations — au cœur du pouvoir d'État. Cette nouvelle forme de définition et d'intervention étatique prend cette ampleur pour des raisons diverses: politiques (la montée des conflits, le besoin d'accroître et de rationaliser la gestion de systèmes industriels et politiques devenus gigantesques), pour des raisons économiques (la récession des années 1930, les politiques anticrises, le keynésianisme), pour des raisons idéologiques (la lutte contre le nazisme et le communisme), mais surtout du fait, à nouveau, de la guerre froide puisqu'il faut démontrer la supériorité d'un système social, politique et économique, celui du monde libre — et ainsi développer des formes d'État social qui puissent servir de modèle. Contre le discours officiel du libéralisme, il faut insister sur la généralité du fait: l'État absorbe et redistribue une part décisive des richesses nationales dans ces années, dans l'Europe de l'Ouest comme à l'Est.

Ce pro-ministrative state est décisif pour comprendre le type de compromis social qui se met alors en place. De façon schématique, on dira que ces années sont caractéristiques d'une société salariale industrielle en pleine croissance — ce qui autorise aussi bien une redistribution des revenus en faveur des salariés qu'une capacité de promotion pour les couches plus modestes et une extension de la protection et de l'intégration sociales (régimes de «sécurité sociale» ou de retraites, principes de gestion des conflits sociaux, etc.). L'avenir est radieux, l'horizon est celui du progrès, et les modèles de consommation, d'éducation, et de culture convergent. Le sort de la nouvelle classe ouvrière s'améliore — elle s'embourgeoise,

comme on dit. Les projets «égalitaristes» et démocratiques constituent alors l'une des principales *civitas* de justice dans le domaine public et une solidarité « anonyme » et automatique, organisée le plus souvent par les États, remplace progressivement les anciennes solidarités. Dans tous les États d'Europe occidentale, l'État a la légitimité pour intervenir massivement comme régulateur et redistributeur de biens et de services ; dans le cadre de relations codifiées et en partenariat avec des groupes sociaux organisés et représentés par des syndicats et partis (pensons aux conventions collectives en France, mais des systèmes de même nature existent dans tous les pays d'Europe), il promeut des régimes de défense des plus faibles et une idéologie de la réforme comme condition du progrès de tous. Cette dynamique sociale et politique profite de la croissance économique et du développement des échanges mondiaux, et une émancipation des individus se fait au détriment des solidarités anciennes (solidarités de parenté, de voisinage, religieuses, etc.). Si les marchés restent les sources premières de cette dynamique, l'État intervient de façon beaucoup plus directe que dans la phase précédente pour en corriger les effets perturbateurs, pour garantir la cohésion du corps social et le faire progresser vers la « modernité ».

Si les individus peuvent en partie s'émanciper des structures les plus traditionnelles de contrôle, ces sociétés n'en restent pas moins fortement structurées en groupes à forte conscience subjective (il n'est pas illégitime, en ce sens, de dire que ces sociétés sont encore de vraies sociétés de classes); elles sont aussi très hiérarchiques dans leurs fonctionnements et leurs valeurs. L'organisation du travail reste par exemple taylorienne et fordiste, séparant nettement conception et pouvoir d'une part, exécution et soumission de l'autre. Cette approche n'est pas vraie seulement dans l'entreprise: elle est inscrite dans la pensée même de l'État et de sa gestion du lien social. Cela est vrai des régimes de santé, gérés centralement par des professionnels et qui peuvent devenir très vite déresponsabilisants; elle est vraie du fonctionnement administratif (les usagers n'ont pas de droits reconnus) comme des modes de consommation, passifs et consuméristes — qu'il s'agisse de la consommation des biens matériels qui sont offerts en toujours plus grand nombre ou de services comme l'école. La contrepartie se trouve dans les avantages statutaires et sociaux qui garantissent protection sociale et contrôle de l'exclusion, contrôle de la fourchette des rémunérations et (relative) stabilité des emplois. Il ne faut toutefois pas forcer ce dernier trait. Il y a une réelle vivacité d'un mouvement associatif, mouvement parfois encadré par les représentants des groupes sociaux organisés (religions, syndicats, comités d'entreprise) et soutenu, pour ce qui est des infrastructures, par un État qui multiplie équipements collectifs et politiques d'aides aux plus défavorisés. Apparaissent ainsi, grâce à l'État,

une professionnalisation du travail social, une prise en charge et un encadrement fort de la société fonctionnant comme garant des solidarités. Il est donc une ambiguïté constitutive dans ces pratiques: elles sont en un sens « autoritaires » et commandées du centre (même si elles laissent de réelles possibilités d'action à tous les individus), mais elles offrent des avantages certains pour les plus démunis.

C'est que ces années sont aussi l'apogée d'une société qui se vit comme une composition de groupes en équilibre et en conflit, ce qui se traduit dans la pensée savante, sociologique par exemple. Les classes sociales des «Trente Glorieuses» existent massivement dans les consciences (par exemple dans la fierté ouvrière, dans ses organisations et associations), mais aussi dans les sciences sociales; elles sont source d'identités intensément vécues, elles sont au fondement de l'imaginaire social et politique, elles sous-tendent la vie des partis et s'incarnent dans les mœurs, l'habillement, les loisirs — mais elles existent aussi via les effets politiques et sociaux de la science administrative, elle-même gagée sur les constructions savantes des sociologues et politistes; elle se marque dans les discours statistiques (l'usage évident des catégories socioprofessionnelles), les modes de négociation sociales et la participation de ces groupes, représentés en tant que tels, à la gestion de l'État.

Hors des sciences sociales, le processus de fondamentalisation atteint un nouveau stade. Il signifie alors deux choses. D'une part, une capacité matérielle, développée au laboratoire, à manifester et manipuler un nombre fantastique d'entités élémentaires (en physique des particules) ou moléculaires (en chimie et biologie), une capacité à mesurer et purifier dans un premier temps, à recomposer et instrumentaliser ces entités élémentaires par la suite (on produit par exemple des «jets moléculaires», ou on séquence des gènes). Cette maîtrise pratique met en jeu de l'instrumental très raffiné, des savoir-faire nombreux (comme dans les biotechnologies actuelles) et des outils formels et de calcul très puissants. De l'autre, on a affaire à une élaboration théorique sophistiquée construite sur ces microentités, théories qui guident les pratiques de laboratoire et en démultiplient l'efficacité. Dans les sciences physiques, on manipule (pratiquement et théoriquement) des matériaux artificiels produits au laboratoire; en biologie, des macromolécules et des gènes — la transcription industrielle des techniques instrumentales et expérimentales étant présente dès le départ. On est donc en tension constante entre le très abstrait et le très matériel, on combine le théorique et le calculatoire (via les modèles par exemple), et l'expérimental est profondément lié au technique, on travaille en naviguant du papier aux ordinateurs et à la paillasse, on circule du laboratoire à la normalisation des techniques et à la mise en production, des savoirs les plus abstraits à l'instrumentalisation standardisée et au développement technique. On circule aussi constamment de l'univers universitaire aux univers industriel et militaire, administratif et politique.

Ces mouvements perpétuels d'un registre à l'autre sont en effet le fait d'institutions diverses et articulées les unes aux autres : la physique atomique est en continuité avec celle des laboratoires industriels développant des lasers; les outils technophysiciens se déplacent et recomposent la chimie et la biologie (usages de spectrographes et des techniques de RMN dans l'analyse chimique, emploi de la microscopie électronique et de l'électrophorèse en biologie fondamentale et industrielle); et la pensée du social est directement affectée (pensée stratégique, théorie des jeux, analyse des systèmes, psychologie). Les laboratoires de recherche de l'industrie et du complexe militaire sont au cœur du dispositif (en électronique, physique des matériaux, aéronautique, ordinateurs, chimie, modélisation, techniques de simulation et de reconnaissance des formes, mais aussi dans les sciences agricoles, les sciences économiques et sociales, la pensée de la ville). Apparaissent de nouveaux domaines (océanographie, mesures de longues distances, étude de la haute atmosphère et connaissance de l'espace grâce aux fusées) ainsi que de nouveaux modèles de management du social et de la production industrielle (gestion des programmes d'engins balistiques, formalisation du PERT puis du PPBS en gestion); finalement de nouvelles régions scientifico-techniques voient le jour, régions caractérisées par des liens denses entre universités et création d'entreprises basées sur la connaissance.

Cette mise en usage politique et économique des sciences pour le bien supérieur de la nation en guerre, et sous l'impulsion forte des États, reste toutefois une affaire menée d'abord par des entreprises privées — ce qui n'est contradictoire qu'en apparence et superficiellement. Au long du siècle en effet, et notamment durant la guerre froide, les grandes sociétés fonctionnent tout autant pour leurs intérêts financiers propres que pour le bien supérieur du pays. Le cas est évident en France puisque l'État a contribué lui-même à la création de ces géants industriels (souvent nationalisés) et qu'il prétend même se substituer à leurs volontés défaillantes (pensons au gaullisme triomphant); il l'est tout autant en Allemagne où ces compagnies agissent pour leur compte propre et pour la sécurité nationale — avec la bénédiction et le soutien financier et intellectuel d'un État fédéral interventionniste. Ce sont les politiques d'État qui expliquent la croissance de ces mastodontes, ou qui permettent de comprendre les changements alors rapides de systèmes techniques (c'est le cas des transistors rendus rentables financièrement seulement par une politique de perfusion financée par les militaires américains pendant une décennie entière). Aujourd'hui encore, d'ailleurs, dans les toutes puissantes technologies de l'information et de la communication, l'État et les militaires ne sont jamais très loin des compagnies privées et celles-ci de l'intérêt national, nous allons y revenir.

Je voudrais conclure cette section en insistant sur un dernier point. Si le modèle de l'État-nation tel qu'il est défini à partir du milieu du XVIIe siècle dans son double rapport à un territoire et à un système international d'équilibre entre puissances ne perd aucune pertinence — c'est globalement le régime qui se met en place avec la paix de Westphalie —, l'irruption (ou la généralisation) de la «démocratie» dans l'Europe du XIXe siècle conduit à une transformation très radicale et profonde de la place qu'occupe l'État dans l'univers social — y compris dans l'ordre symbolique. Cette irruption démocratique contribue bien sûr à l'émergence progressive de l'État social et à son implication croissante dans les systèmes d'enseignement, de santé ou de protection sociale — mais elle contribue aussi à faire de cet État une entité autonome et bientôt dominante, une réalité prenant « naturellement » place au « centre nerveux » de la société. À la limite, elle crée une identification entre société et État.

L'État devient certes un appareil gestionnaire, une institution bureaucratique rationnelle fondée sur la pensée scientifique et qui met en œuvre des «politiques» scientifiques ou d'innovation — mais il le fait en occupant un espace bientôt structurant pour l'ensemble de la société. L'État «modernise», anticipe le futur, arbitre entre les scénarios économiques, stratégiques et sociaux — et en ce sens devient l'incarnation du social qui réfléchit. Il est certes devenu responsable de l'avenir du pays, et il se doit d'être éclairé, mais il est plus que cela: il est la nation incarnée, le peuple qui se pense, le pays qui choisit et qui ne reste pas à la merci des forces occultes, qu'elles soient les forces du marché ou celles des pulsions irrationnelles qui motivent les hommes. L'État nouveau «englobe» ainsi la «société civile», il l'égale et l'absorbe à force de la gérer et de la conduire, il instaure une cité de justice qui, progressivement, se vit comme indépassable, éternelle, intangible. L'État est alors l'aboutissement du programme des Lumières, celui de la maîtrise parfaite de soi; il n'est plus un état (historiquement daté et apparu dans des circonstances particulières), il est l'«État», il est ce que l'État aurait touiours dû être, son existence a rejoint son essence.

C'est cette évidence et la cité de justice de bien public qu'elle porte qui se sont trouvées contestées dans les trois dernières décennies du siècle.

SCIENCE, TECHNIQUES ET LIBÉRALISME ÉCONOMIQUE: DE 1970 À 2000

Deux grands ensembles de choses ont changé dans les trois dernières décennies, la capacité de la technoscience (notamment biologique) à profondément modifier le monde naturel et humain d'une part — et cela a conduit à des

préoccupations sociales croissantes; le régime d'existence et de production des savoirs dans son rapport à l'économique et au politique de l'autre — avec son cortège de questions sur la nature de la mondialisation. Évoquons brièvement ce second aspect.

Pour commencer, il convient de revenir sur la «mondialisation libérale» qui s'est développée aux États-Unis et en Grande-Bretagne depuis trente ans, dans le reste du monde (et dans la Communauté européenne) par la suite. Ce mouvement s'est accompagné d'une redéfinition des rôles respectifs des États et des acteurs économiques et financiers, des règles du marché du travail et de la protection sociale, et de ce que les élites politiques et économiques demandent aux sciences (le développement de la science pure les intéresse moins, pour faire vite, que les transferts technologiques). Ce mouvement fait suite à un renversement idéologique dont le Président Reagan et Madame Thatcher ont été deux protagonistes essentiels.

On peut parler plus précisément d'une transformation des lieux de production de sciences (des universités aux entreprises) et de l'apparition de nouveaux prétendants, d'une imbrication plus organique entre eux et les marchés financiers, mais aussi d'un changement fondamental des règles du jeu, changement qu'on a fait délibérément advenir en assouplissant les règles séculaires de propriété industrielle. Les universités et les grands laboratoires industriels typiques des années 1900–1970 restent bien sûr importants, mais ils se sont métamorphosés dans leurs manières de travailler et de collaborer, ils sont maintenant complétés d'une myriade d'institutions pourvoyeuses de capital-risque, de structures de partenariat entre intérêts privés, fondations et laboratoires publics. On peut préciser cette modification du lien entre science, État et marché en soulignant six points:

La première transformation a trait à la propriété intellectuelle. Les conditions d'éligibilité pour le dépôt de brevets ont été élargies dans des proportions radicalement neuves dans les dernières années, des droits de propriété ont été accordés sur des recherches de plus en plus fondamentales et en amont de l'innovation proprement dite (domaines considérés jusqu'alors comme relevant des savoirs publics et de la publication dans les grandes revues scientifiques), — le résultat en étant une extension des possibilités de contrôles marchands sur les savoirs. Cela a commencé dans le domaine des biotechnologies (brevetage accepté d'une bactérie conçue en laboratoire en 1980, d'une souris génétiquement modifiée en 1988, et ce jusqu'au brevetage de séquences d'ADN à utilités potentielles très floues), mais s'est ensuite étendu à de nombreux domaines, des logiciels aux banques de données électroniques et aux méthodes de management. Cette modification de la législation des brevets a été décisive sur la définition du scientifique comme être social, sur ce que sont les relations entre producteurs de savoirs, marché et droit de propriété, sur la dynamique de

production des connaissances — en bref sur ce qu'est et doit être l'institution « Science » dans son rapport au collectif et à l'appropriation.²

De nombreux juristes parlent à ce propos d'un nouveau mouvement d'enclosure; ils veulent signifier par là que cette législation permet une privatisation du «bien commun des esprits» (la science publique) qui répond, à plusieurs siècles de distance, à celle du bien commun qu'était la possession de la terre dans l'Angleterre du début de l'époque moderne. Ce mouvement a conduit à une redistribution des richesses (il a produit des effets dévastateurs pour de larges segments de la population) mais a été justifié par l'expansion considérable des possibilités productives globales qu'il permettait. L'extension de la propriété a incité les nouveaux possédants à investir et a réduit la surexploitation chronique de la terre. Les questions sont alors de savoir si la même dynamique va se vérifier aujourd'hui et ce qu'en seront les coûts pour les perdants (Boyle, 2002).

Cette première modification des règles du jeu dans l'univers de la production des connaissances s'est doublée d'une seconde. Elle implique un nombre croissant d'universités qui deviennent des acteurs directs du développement industriel, qui abandonnent de plus en plus leur nature de pourvoyeuse de «science ouverte» (pour reprendre l'expression des économistes signifiant que les savoirs universitaires sont des biens publics) (voir notamment David *et al.*, 1998), et participent activement à la prise de brevets et à des accords de licence exclusive de leurs résultats avec les acteurs économiques qu'elles se choisissent. Aux États-Unis, la racine de ce mouvement est l'ensemble législatif dénommé communément Bayh Dole Act (en référence à une décision majeure prise en 1980), et qui autorise les universités à breveter leurs travaux et ceux produits à partir de fonds publics. Ce mouvement se développe dans la même période que la modification de la politique des brevets et repose sur les mêmes justifications et enthousiasmes «néolibéraux» (privatiser est censé être la garantie d'une meilleure efficacité). Il conduit à une dynamique très différente dans la production des savoirs (les avocats deviennent des personnages centraux des sciences et du personnel universitaire) et à des conflits d'intérêts, inconnus il y a trente ans, entre les différents participants de l'entreprise «science » (Einsenberg et Nelson, 2002).

Un troisième aspect, complémentaire du précédent et concernant aussi la transformation des universités, est la pénétration de nombre d'entre elles par de grands groupes industriels y investissant d'importantes sommes d'argent en échange de privilèges pour l'acquisition des savoirs et savoirfaire produits localement. D'assez nombreux industriels ont investi les laboratoires universitaires (ou en ont créé de tous nouveaux très bien dotés) depuis la fin des années 1980. Incitées à se rénover (entendez à se lier au monde des affaires, et notamment à accepter les offres et les contraintes de

partenariat qu'elles impliquent), beaucoup d'universités ont ainsi changé leurs règles d'action et, ce faisant, une grande part de leur nature.³

Quatriémement, et en conséquence de cela, les deux dernières décennies ont vu de nombreuses entreprises abandonner une part importante de leurs investissements internes en recherche fondamentale, la mettant en position de dépendance plus directe vis-à-vis de leurs secteurs du développement et en en réduisant l'autonomie exécutive. Le « modèle japonais », que l'on conceptualise dans les années 1980 en Europe comme centré sur l'innovation industrielle et non sur « la science » (une représentation qui a alors un gros pouvoir de conviction), comme la nécessité de rentabilités plus immédiates dans un contexte dominé de façon croissante par le capital financier, ont conduit à abandonner un modèle de développement antérieur moins contraint par le court terme. Parallèlement, les financements publics pour la R&D sont plutôt stationnaires ou en baisse dans les années 1980 et une partie des années 1990 — une tendance impulsée elle aussi par les élans militants du libéralisme, mais qui s'est largement inversée aujourd'hui (en temps de difficultés économiques, les États sont toujours appelés à la rescousse).

Cinquième élément à prendre en compte: un véritable marché de la sous-traitance pour les savoirs et la recherche s'est mis en place dans ces années, le nombre d'entreprises nouvelles créées à partir de la mise au point en laboratoire d'une technique, d'un procédé ou d'un type de produit à haute valeur scientifique, a crû considérablement (c'est notamment vrai dans les biotechnologies et l'électronique de connexion) et le nombre de consultants scientifiques intervenant ponctuellement comme solutionnistes ou proposant des services spécialisés aux autres acteurs économiques est en nette croissance. Fin de guerre froide et enthousiasme dérégulateur des politiques obligeant, tous les acteurs ont modifié, et parfois de façon radicale, leurs stratégies, leurs modes d'intervention et leurs alliances. En ce sens, on peut dire que «l'économie» de la recherche est en mutation importante. Elle occupe un espace plus grand, elle s'est transformée dans ses équilibres et elle a colonisé des espaces antérieurement moins dépendants d'elle (Dasgupta et David, 1994).

Dernier élément: il n'y a pas une onde du changement qui glisserait partout à la même allure, il n'y a pas un front d'évolution bien défini résumé par ce qui précède et qui s'appliquerait à tout l'univers des sciences et de l'industrie. Les différences sont grandes de domaine à domaine. Elles diffèrent aussi, nous le savons bien, de pays à pays (le phénomène est moins net en Europe continentale qu'au Royaume-Uni). Les innovations continuent par exemple à être essentiellement de nature incrémentale dans le secteur des biens d'équipement ou de l'aéronautique, alors que les industries pharmaceutiques ou celles liées aux technologies de l'information et de la

communication, qui emploient la plus forte proportion d'étudiants diplomés, et qui sont liées à la recherche académique par des canaux multiples, ont parfois développé d'importants secteurs de recherche fondamentale en interne (Pavitt, 1997).

Que conclure? Qu'un changement de régime de production est certainement en cours. Historiquement, la science «ouverte» (celle qui circule librement via les publications et qui est liée à l'idée de bien public) et la science «privée» (dont les résultats appartiennent à ses producteurs) se sont déployées en parallèle dans le cadre de l'État-nation — et c'est cet équilibre qui est actuellement remis en cause. Les savoirs scientifiques ont été mobilisés par l'industrie et les armées, mais la tendance à l'appropriation privée a été jusqu'à maintenant contrecarrée par le compromis social qui fait de la nation (et du bien public) des notions essentielles. La science universitaire, les savoirs techniques, les savoirs industriels ont leurs logiques propres mais ils ont été mobilisés par le grand Léviathan, chacun à leur place et en ordre de bataille. L'État a maintenu l'évidence de normes ne permettant pas une appropriation privée «excessive». Symboliquement, la science fait partie d'un univers protégé et a son cœur dans des institutions dont les produits ne sont pas susceptibles, sur un plan général, d'appropriation privée. Les grands laboratoires industriels produisent aussi des savoirs souvent très « fondamentaux», essentiels à leurs affaires, mais qu'ils distribuent très largement. De même, bien des scientifiques universitaires ont pris des brevets entre 1900 et 1970, mais nombre de leurs techniques et résultats ayant été publiés, ces brevets n'ont pas mené à la constitution de domaines entiers de recherche «réservés», comme c'est le cas aujourd'hui.

C'est au changement de cet équilibre que nous semblons assister depuis deux ou trois décennies. Sous l'influence de la révolution libérale et des transformations du corps social, le régime de production des savoirs, centré sur les institutions académiques et les valeurs de bien public qu'elles portent traditionnellement, s'est trouvé contesté et remis en cause au profit du seul régime de production privée des biens technoscientifiques. De moins en moins de moyens semblent disponibles pour s'opposer aux règles du marché, un mouvement facilité par la nature de la technoscience et de ce qu'elle produit comme biens, notamment dans les sciences du vivant; mais aussi du fait des transformations politiques et sociales, des systèmes de valeurs comme des formes légales encadrant la recherche et l'innovation. La législation sur les brevets a été ici décisive : en étendant le champ d'application du brevetable, elle a été le moyen privilégié par lequel l'univers marchand en est venu à changer les équilibres antérieurs et à faire prévaloir la norme de la marchandisation comme la seule qui soit efficace. Depuis les événements du 11 septembre 2001, l'ordre de la guerre est de retour aux États-Unis, ce qui n'implique pas que le basculement vers un ordre économique mondial reposant sur la science privée devra être remis en cause. Il s'appuiera toutefois plus fortement sur des soutiens publics.

En guise de conclusion : science, risques et démocratie aujourd'hui

C'est un fait qu'une forte préoccupation sociale caractérise l'Europe de l'Ouest de la fin du XX^e siècle quant à la technoscience,. Cette situation s'est développée pour trois raisons essentielles. La première est que la science, ou plus précisément l'univers techno-industriel auguel les savoirs scientifiques sont organiquement liés, a le pouvoir de modifier notre vie de façon radicale et irréversible. Je pense aux grands équilibres de la planète (effet de serre, trou de la couche d'ozone, évolutions climatiques, problèmes d'environnement de façon générale), au nucléaire et à la question des déchets qu'il produit, aux accidents industriels type Bophal, et surtout aux biotechnologies, à la reproduction humaine techniquement assistée, à l'introduction des organismes génétiquement modifiés (OGM) dans l'alimentation, aux possibilités de clonage humain, etc. Une caractéristique principale de cette industrie technoscientifique est qu'elle ne peut, avant d'avoir effectivement mis en œuvre ses savoirs, anticiper toutes les conséquences qui peuvent en découler. En d'autres termes que ce qu'elle modifie et déplace par ses interventions n'apparaît pleinement qu'après coup (Beck, 2001).

La seconde raison qu'il convient d'évoquer pour rendre compte de cette inquiétude est celle des crises et des affaires dont les pays européens et le monde ont été témoins depuis plusieurs décennies et qui ont altéré de façon durable la confiance dans les régulations sociales et politiques des technosciences (cas de l'épidémie de sida, affaire de la transfusion sanguine en France, effets cancérigènes de l'amiante, maladie dite de la vache folle, accident nucléaire de Tchernobyl, absence de transparence dans la mise sur le marché des OGM, pollutions atmosphériques, contamination par la dioxine), événements conduisant les victimes à ne plus se contenter de mesures d'indemnisations mais à demander un traitement «pénal» des questions. Ce changement d'attitude du public est largement lié aux changements sociaux qui marquent nos sociétés, notamment à l'émergence de groupes plus éduqués profitant de la nouvelle économie et concevant différemment la nature du lien social et la place des attitudes éthiques dans les régulations. Cette série d'événements, à fort retentissement affectif et médiatique, a conduit à une sensibilité accrue aux procédures et produits offerts par la technoscience industrielle, ainsi qu'à des demandes de moratoire et d'autres formes de gestion des risques.

Je mentionnerai comme troisième raison à ce désenchantement, le fait que l'emboîtement des responsabilités apparaît aujourd'hui moins clairement, que la délimitation des pouvoirs des différentes autorités qui garantissent le sérieux des contrôles est brouillée. Cela est dû, en Europe, au rôle croissant et à la nature du pouvoir exercé par la Commission Européenne (qui se surimposent à ceux des États), et à l'échelle mondiale, à la montée en puissance de corps non élus mais légiférant et réglementant de plus en plus la vie des individus et des nations (pensons à l'OMC). Cela est dû également au pouvoir croissant d'institutions judiciaires de toutes natures (et non élues elles non plus) et donc au fait que les pouvoirs de régulation des instances démocratiques ordinaires, celles de l'État-nation, se sont terriblement érodés.

Ces questions sont décisives et méritent approfondissement et débats — et ces débats ont lieu en Europe. Je ne doute pas que les experts et les scientifiques aient un rôle central à jouer dans ces débats, par définition pourrait-on dire, mais les enjeux sont tels qu'ils ne peuvent y être les seuls intervenants ni les seuls juges. La «technoscience», et le monde industriel qui s'y rattache, ont en effet la capacité de transformer si radicalement le monde naturel et le monde social que la question devient pleinement une question politique. Il ne s'agit pas ici d'une revendication anti-science, mais de volontés qui s'expriment dans des sociétés de plus en plus éduquées scientifiquement, de plus en plus désireuses de maîtriser leur destin — et qu'il est sage de respecter démocratiquement. Qu'on me permette d'insister: ce souhait — que l'ensemble du corps social «contrôle» les potentialités qu'offrent les technosciences — n'est pas négatif et ne relève pas d'un refus du rôle que la science peut jouer. Il est au contraire riche des plus grandes espérances, et nous devons tous apprendre à y intervenir avec justesse.

Nous devons pour cela prendre acte de trois choses: 1) que ces nouvelles questions surgissent de l'extérieur du champ bien contrôlé de la science, qu'elles sont donc très certainement sans solution univoque et simple, et que la science affronte là des problèmes dont elle ne peut avoir qu'une connaissance imparfaite (elle doit apprendre qu'il y a beaucoup de choses qu'elle ne sait pas); 2) que les problèmes ne sont pas «purs» intellectuellement, qu'ils sont organiquement pris dans des questions techniques, industrielles et financières, et qu'il faut donc admettre l'existence d'intérêts bien compris dans les choix qui sont faits (la science ne vit pas dans une tour d'ivoire isolée du monde); 3) que plusieurs voies peuvent être empruntées pour notre futur, qu'elles diffèrent selon les engagements citoyens de chacun (l'avenir qu'il souhaite pour lui et ses enfants) et les appréciations qu'il porte sur nos capacités, sociales et scientifiques, à les réaliser. Pour cela, la meilleure façon est encore de débattre, de façon la plus publique possible, sans faire comme

si les savoirs scientifiques pouvaient suffire seuls à trancher les questions. Une science modeste pourra alors parler utilement, contribuant à la définition des alternatives — et, on peut alors légitimement l'espérer, sans déclencher de rejet violent.

L'HISTOIRE DE L'EUROPE OCCIDENTALE DEPUIS 1914: LE DÉVELOPPEMENT CULTUREL

La guerre de 1914–1918, rebaptisée ultérieurement Première Guerre mondiale, reste, au regard des historiens, ce qu'elle fut à celui de ses contemporains et, d'abord, de ses survivants: la Grande Guerre. D'elle est sortie une culture bouleversée par le déchaînement de la violence individuelle et collective, l'appel aux masses et le recours systématique à la propagande (voir Audoin-Rouzeau, 1993; Mosse, 1999), une culture désormais hantée par le soupçon de la fragilité, de l'imposture ou de l'irréversible déclin des valeurs ascendantes à la veille du conflit, celle de l'Occident rationaliste, humaniste et libéral. Le XXe siècle, qu'on l'arrête au 9 novembre 1989 ou qu'on l'accompagne plus loin, en demeurera marqué.

De la Grande Guerre émerge une «Europe occidentale», clairement distincte pour trois-quarts de siècle, d'un autre univers culturel, intialement constitué que de la seule imposante Union soviétique, mais que la Seconde Guerre mondiale élargira à l'ensemble des «pays de l'Est». L'Europe occidentale conservera ses principales différences avec les choix culturels des États-Unis dominés depuis leur origine par une conception plus privatisée, plus économique et plus décentralisée. Mais cette situation géopolitique intermédiaire éclaire aussi le développement, au sein de cette Europe-là, d'expériences culturelles autonomes et profondément étrangères au libéralisme dominant, la plupart renvoyant à une tradition autoritaire plus ou moins modernisée, et pour les plus visibles à un choix fondamentalement neuf, pour lequel a été forgé le concept de totalitarisme.

Considéré de moins loin, le fonctionnement de la société culturelle ne peut cependant être ramené à une détermination exclusivement, voire même essentiellement politique. La conjoncture économique, alternant des phases de croissance et de dépression, par ses effets sociaux souvent massifs, ne peut manquer de colorer en profondeur les enjeux symboliques des collectivités en jeu, ce que montre bien le dernier quart du siècle: à l'aune des évolutions culturelles, la «chute du mur de Berlin» n'est pas une grande césure, et doit être replacée dans la continuité d'une longue *fin de siècle* définissable comme un vaste mouvement de remise en question, sinon en cause, des valeurs progressistes dominantes pendant la période

précédente. En y regardant de plus près encore, il apparaît cependant que c'est sans doute la conjoncture technique qui doit être examinée en premier, en ce sens que c'est elle qui donne, à chaque époque, un cadre spécifique aux pratiques et aux formes de représentation du monde, sans que pour autant, comme le voulurent jadis certaines thèses des sciences de la communication naissantes, elles en soient la simple transcription.

Du croisement de ces conjonctures naît une périodisation générale permettant de distinguer trois grands moments, chacun clairement identifiable, respectivement: une période de guerre mondiale qui intègre les deux guerres mondiales et les années de l'entre-deux-guerres, puis une ère de croissance homologique, les «Trente Glorieuses», baptisées ainsi en leur temps par le sociologue français Jean Fourastié (Fourastié, 1979), et enfin une *fin de siècle* à laquelle participe encore pleinement le monde qui aura à affronter les effets de l'événement historique du 11 septembre 2001.

LA PÉRIODE DE GUERRE MONDIALE

Dominée par la culture de guerre, la période qui s'étend de 1914 à 1945 est assurément celle d'une crise, qui dépasse les effets directs des deux conflits, mais elle est aussi celle que parcourt de bout en bout, en partie encouragée par cette conjoncture belliqueuse, une profonde commotion technique, dont les effets au total bénéfiques ne seront pas dans l'immédiat clairement perçus comme tels par la conscience collective.

«Reproductibilité technique»

La formule est lancée dans le débat intellectuel en 1936 par le philosophe allemand Walter Benjamin (voir Benjamin, 2003), amené à réfléchir, depuis son exil en France où l'a conduit l'antisémitisme nazi, sur le statut de l'œuvre d'art dans une société désormais régie, voire régentée, par cette capacité de la technologie culturelle à reproduire à l'infini la même œuvre, gage de diffusion et, à certains égards, de «démocratisation» en même temps que risque de perte de spécificité. Sans le théoriser avec autant de système et de force, d'autres esprits ont de même pris conscience du problème, en le considérant selon les cas d'une manière optimiste (Jean-Richard Bloch) ou pessimiste (Georges Duhamel). Assurément, le phénomène n'est pas nouveau. Sans remonter à l'invention de l'écriture ni même à celle de l'imprimerie, il ne fait pas de doute que le XIXe siècle, encadré par celle de la lithographie et celle du cinématographe, a été le lieu d'une nette accélération de la tendance. Il n'en reste pas moins que l'entre-deux-guerres a vu, avec

la mise au point définitive de la grande technique de diffusion culturelle de la période suivante — la télévision, rendue socialement opératoire en Angleterre à la fin des années 1920 —, la popularisation d'un trio permettant de parler du premier âge pleinement «audiovisuel», du moins au sens moderne de ce terme : le photojournalisme, la radiodiffusion et, couronnant le tout, le cinéma parlant.

Jusque-là confinée aux publications de luxe et à la marge des publications populaires, la photographie occupe désormais le devant de la scène et finit par structurer la maquette des quotidiens à grand tirage (*Paris-Soir*) comme des magazines illustrés, destinés au public adulte (*Berliner Illustrierte Zeitung*) (Unger, 1984) aussi bien qu'aux jeunes lecteurs (publications *Winckler* ou *Del Duca*, vouées aux traductions ou imitations des *comics* américains). Sous la forme du photomontage, elle devient un instrument de propagande jugé particulièrement efficace dans la mise en scène des expositions à grand spectacle, dont l'époque est friande (Exposition de la révolution fasciste, à Rome, 1932).⁴

La «TSF» (téléphonie sans fil) a prouvé pendant la guerre qu'elle pouvait remplir un office militaire non négligeable; le retour à la paix lui permet de se diffuser dans le public sous la forme de programmes cohérents, pris en charge suivant les pays et les époques par le secteur privé ou, de plus en plus, le secteur public, jusqu'à l'instauration, ici et là, du monopole de diffusion. Celui-ci n'a évidemment pas la même signification suivant que l'on a affaire à un pays de culture libérale, garantissant l'indépendance de l'office central (British Broadcasting Corporation, BBC)⁵, ou un régime totalitaire, soucieux de populariser un organe de mise en condition pénétrant, par capillarité, dans chaque foyer (fabrication intensive, à l'initiative de l'État hitlérien, d'un «appareil populaire» à prix très abordable). À la veille de la Seconde Guerre mondiale, qui verra tous ces moyens utilisés systématiquement par tous les belligérants, c'est par millions d'unités que se chiffrent, dans des pays comme le Royaume-Uni, l'Allemagne ou la France, aussi bien les récepteurs de ce qui est désormais la radio que les spectateurs des salles de cinéma, sonorisées à partir du début des années 1930.

Les crises

De même que l'essor du cinématographe muet avait porté un coup fatal à tout un théâtre populaire, souvent forain, de même celui, plus rapide encore, du cinéma parlant ébranle-t-il durablement le théâtre des classes moyennes, dit en France «de boulevard», dont les scénarios et les comédiens passent en masse au grand écran. À ce type de substitution culturelle de longue durée s'ajoutera l'effet direct de la crise économique dite de 1929 qui, en

appauvrissant sensiblement les commanditaires privés, frappe durement, outre les professionnels du spectacle vivant, ceux de l'architecture et des arts plastiques. Mais sans doute le vrai malaise tient-il moins au domaine de la création qu'à celui de la médiation.

Le décalage croissant entre les systèmes de formation mis en place au siècle précédent et la demande sociale d'un monde désormais dominé par l'industrie et les intérêts urbains met en effet sur le devant de la scène de nouveaux enjeux et de nouvelles insatisfactions. Sous la forme d'un enseignement élémentaire obligatoire et gratuit, la scolarisation de masse est achevée dans les pays d'Europe du Nord et bien avancée dans les autres, la France et quelques autres pays y ayant ajouté une dimension de modernité idéologique (la laïcité) qui finit par faire école. Cette solution n'est cependant pas adaptée aux nouveaux problèmes posés par l'autonomie, mais aussi la marginalisation, d'un enseignement proprement technique et par l'inaccessibilité, pour la plupart des élèves parvenus au terme du cycle élémentaire, à l'école moyenne et, *a fortiori*, à l'enseignement supérieur, l'un et l'autre encore généralement réservés aux privilégiés par l'argent et le statut social.

Les pédagogues attachés, soit à moderniser les méthodes d'apprentissage, dans un sens émancipateur (Maria Montessori, Célestin Freinet), soit à abaisser les barrières entre ordres scolaires, prêchent assez largement dans le désert, et les effectifs des cycles d'enseignement payants sont loin de progresser dans tous les pays sur l'ensemble de la période. Celle-ci s'ouvre, en revanche, à un scoutisme en plein essor au sein des classes moyennes et supérieures dès lors que ses méthodes, malgré leurs origines protestantes, ont pu rallier les laïcs et surtout les catholiques. Ces trois familles de pensée se retrouvent d'autre part réunies pour encadrer les loisirs, et par là les esprits, des enfants et adolescents d'origine populaire: la «jeunesse» est bien devenue une entité sociale autonome au travers de ces stratégies idéologiques et le marché va s'installer peu à peu dans son sillage.

Les pratiques qui sortiront de cette coïncidence d'un dynamisme et d'une inquiétude combineront, assez logiquement, une culture de masse sur le plan social, et une culture totalitaire sur le plan politique.

Culture de masse

Les moyens de communication de masse contribuent au renforcement de l'identité des États nationaux en accélérant la diffusion des formes centrales donc des valeurs spécifiques, de la langue unifiée à la mythologie historique. Mais la même technologie culturelle œuvre dans le même temps à

l'abaissement des frontières nationales, en favorisant l'enracinement dans les pays les plus ouverts, aux influences extérieures de genres de vie et de styles inventés outre-Atlantique. Ainsi la musique populaire est-elle à partir de l'arrivée, en 1917, des premiers *jazz-bands*, noirs ou blancs, désormais fortement soumise à l'influence des évolutions de la musique américaine. Le jazz puis les formes swing s'implantent dans l'univers du bal public avant de gagner, plus discrètement, celui de la chanson. Elles demeurent, en revanche, nettement séparées de celui de la musique savante qui ne s'intéresse à lui que de manière éphémère et superficielle, au début de la période, avant de s'éloigner vers d'autres horizons, et il faudra attendre l'immédiat avant-guerre pour que de petites minorités de jeunes amateurs posent les fondations d'un patrimoine nouveau, rejoignant le mouvement, encore groupusculaire lui aussi, des premiers cinéphiles, apparus dans les années 1920. Le même phénomène d'américanisation touche la presse pour la jeunesse des mêmes pays (France, Belgique, Italie, etc.), qui paraît vouée, à la veille de la guerre, à s'aligner sur les modèles graphiques et narratifs *made in the USA*.

Par-delà ces tendances susceptibles d'une lecture géopolitique, le mouvement général de ce que l'on commence à dénommer culture de masse pousse à uniformiser les usages collectifs du symbolique dans toutes les sociétés urbaines ou urbanisées, combinant dialectiquement des pratiques identiques par grands effectifs au culte de la «vedette» qui s'impose avec d'autant plus de force que, grâce à l'écran et au poste de radio, elle est désormais dotée d'ubiquité. Cette association de l'extrême de la quantité au suprême de la distinction caractérise ainsi aussi bien le monde du musichall ou celui du cinéma, l'un et l'autre à leur apogée, que celui du sport, encore au début d'une ascension vertigineuse.

Apparu chez les élites au siècle précédent, le sport conquiert petit à petit les classes populaires, au travers de quelques disciplines associant une utilité sociale à un exercice physique (le cyclisme) ou réunissant dans un stade les spectateurs d'une exhibition de force musculaire (athlétisme), souvent combinée à l'esprit d'équipe (football, rugby, etc.). De cette évolution témoignent les effectifs des clubs comme l'évolution du statut des jeux Olympiques, devenus insensiblement des enjeux politiques de première grandeur, pour les pays des champions en compétition et, surtout, pour le pays organisateur (Berlin, 1936).

Culture totalitaire

Produits, en partie, de cette massification des comportements sociaux, des régimes totalitaires de droite, dits fascistes, s'installeront en Italie à partir de 1922 et en Allemagne en 1933 tout en colorant aussi, plus ou moins

durablement, la vie politique et culturelle d'une bonne dizaine d'autres pays, depuis le Portugal de l'Estado novo salazariste jusqu'aux territoires soumis aux puissances de l'Axe pendant la Seconde Guerre mondiale, en passant par l'Espagne franquiste. Ils pousseront jusqu'à leurs conséquences extrêmes les possibilités uniformisatrices mais par-là même mobilisatrices de ces tendances. Prenant au sérieux l'enjeu culturel, qu'ils n'entendent pas laisser au libre jeu du marché ou des associations libres, ils inventent une administration de plus en plus ambitieuse dans le champ qu'elle entend couvrir et de plus en plus interventionniste dans ses méthodes. Ainsi en Italie passe-t-on en dix ans d'un simple bureau en charge du contrôle de la presse écrite à un vaste ministère de la Culture populaire, qui fait lui-même écho au département confié en 1933 par Hitler à Joseph Goebbels, voué officiellement à l'« endoctrinement » populaire (Volksaüfklarung).

Ce projet conduit à l'instrumentalisation systématique de toutes les expressions culturelles au seul service de l'État totalitaire, du parti unique et de leur chef suprême. L'architecture et les arts plastiques édifient des bâtiments et des allégories de taille colossale (stade olympique de Rome, chancellerie de Berlin), la musique, la danse ou la gymnastique mobilisent les corps uniformisés, le cinéma propose sublimité et sublimation par le spectacle, qu'il soit documentaire ou de fiction, la frontière entre les deux restant évidemment arbitraire (Leni Riefenstahl).

On ne doit cependant pas exagérer l'obsession propagandiste du totalitarisme, qui sait aussi faire sa place à un divertissement supposé pur, pour peu qu'il serve les intérêts du pouvoir en cultivant le nationalisme et le racisme, le culte de l'autorité et de l'héroïsme. L'essentiel reste de massifier les comportements et de justifier le dévouement au régime par la qualité du service public rendu, ce qu'entend démontrer, à tous les âges de la vie et dans toutes les classes sociales, l'activisme des mouvements de jeunesse et de loisirs (Dopolavoro, Kraft dürch Freunde).

Dans des conditions si contraignantes, on devine que les formes produites aient témoigné de la même tension entre les forces qui jouaient respectivement le jeu de l'ordre ou du désordre établis.

Révoltes et révolutions

On peut à juste titre voir dans le mouvement d'avant-garde le plus radical de l'immédiat après-guerre, qui s'est donné par provocation le nom de *Dada*, un produit direct de la guerre elle-même, à la fois parce que le mouvement est né au cœur de celle-ci et en pays neutre (la Suisse), en réaction affichée contre elle, et parce qu'au fond il transpose, dans son déni intransigeant des modes d'expression installés, la violence de guerre sur le terrain culturel. Mais Dada

se situe aussi en amont, dans le prolongement des méthodes provocatrices du futurisme, comme en aval car il va donner naissance, en la personne de ses principaux adeptes, à commencer par André Breton, rejoint à terme par le fondateur de Dada lui-même, Tristan Tzara, au surréalisme.

Le destin du surréalisme est exemplaire de toute l'époque : cristallisé au milieu des années 1920 au cœur d'une Europe occidentale qui retrouve les chemins de la prospérité et qui rêve de paix internationale avec la Société des Nations, tout en ne pouvant complètement guérir de ses blessures, le surréalisme se pose systèmatiquement comme une subversion organisée libérant les forces de l'imaginaire. On peut y voir une résurgence du romantisme mais cette fois profondément étrangère au sentiment national—ce qui en fera, en quelques années, une véritable internationale, aux effets perceptibles de Paris à Belgrade. Comme les postulats surréalistes ignorent aussi, du moins en théorie, les frontières et la hiérarchie entre les arts, les dits effets se feront sentir aussi bien dans le domaine littéraire que dans le domaine plastique, et ce bien au-delà des années 1930, qui voient le mouvement, en tant qu'organisation, se dissoudre dans les scissions.

La tentative obstinée du groupe Breton d'associer son combat à celui des avant-gardes léninistes — soviétique d'abord, trotskiste ensuite —, s'il est un échec politique, montre bien qu'il importe de raisonner de ces tendances comme d'un ensemble. C'est, au reste, bien ainsi que leurs adversaires les voient, ceux-là même qui vont rejeter comme kulturbolchevismus ou «art dégénéré» les autres mouvements de contestation de l'ordre culturel hérité du XIXe siècle, qu'il s'agisse du prolongement de révolutions esthétiques antérieures, comme l'abstraction, ou, plus neufs encore, des essais collectifs visant à fonder ici une esthétique musicale atonale (École de Vienne, autour d'Arnold Schöenberg), là une expression corporelle vitaliste (danse contemporaine allemande), là encore un environnement architectural et plastique fonctionnaliste (École du Bauhaus), toutes ces tendances ayant en commun de se vouloir libérées de toute référence patrimoniale. Elles aussi, comme le surréalisme, se révéleront particulièrement fécondes, mais avec retard et au prix, très cher payé, d'une persécution ouverte par les deux totalitarismes nazi et stalinien, portés, eux, par l'efficacité du mouvement symétrique et contemporain de retour à l'ordre.

Retour à l'ordre

Dès les lendemains de la Grande Guerre, des voix s'étaient élevées, au sein même de la jeunesse culturelle, pour prôner le retour à des valeurs de raison et de clarté qui prétendaient s'opposer à un certain décadentisme antérieur, plus ou moins associé au symbolisme, et qui se trouvaient, dans un cas

comme celui de la culture française, correspondre à certains stéréotypes de l'identité nationale (Jean Cocteau, *Le coq et l'arlequin*). La force en même temps que les limites d'une telle position tenaient à ce qu'elle produisait une esthétique qui demeurait neuve par son affectation de simplicité même, bien représentée en musique par le Groupe des Six. On pourrait en dire autant du succès qui accompagna l'émergence d'une littérature de témoignage politique, investissant ses auteurs d'une image et souvent d'un rôle de héros intellectuel, que leurs valeurs se situent plutôt à droite (Ernst Jünger, Ernst von Salomon), plutôt à gauche (Erich-Maria Remarque, André Malraux, Paul Nizan) ou oscillent d'un pôle à l'autre (Pierre Drieu La Rochelle, Curzio Malaparte).

Le temps passant, la crise économique s'installant avec la «montée des périls» internationaux, la tendance se fera de plus en plus nettement réactionnaire. Des individus et des groupes restés porteurs de valeurs traditionalistes, empreintes ou non de religion, seront ainsi rejoints par quelques ralliés venus soit d'une modernité tempérée dominante dans l'après-guerre soit des avant-gardes elles-mêmes, de Giorgio de Chirico à Igor Stravinsky, en passant par l'ancien surréaliste Louis Aragon, qui se fait en Europe occidentale le chantre du réalisme socialiste. En architecture, en sculpture, en peinture, en arts décoratifs, en musique, le néoclassicisme tient le haut du pavé, reçoit les commandes publiques et la faveur du grand public. Il prospère d'autant plus qu'en flanc-garde il est accompagné de toute une production littéraire et plastique se réclamant du terroir ou cultivant, avec les mêmes considérants conservateurs, un exotisme non étranger à l'apothéose coloniale dont l'entre-deux-guerres est le théâtre, juste avant la chute.

Ce grand retour au passé connaîtra son apparent triomphe dans l'Europe dominée par l'Axe du début des années 1940, du Portugal d'Antonio Ferro à l'Italie de Giuseppe Bottaï, où désormais la composante futuriste paraît décidément vaincue par la tendance académique. Il n'est même pas absent du choix volontiers cocardier et traditionaliste de toute une culture de la Résistance. Mais la suite allait montrer que la défaite de l'Axe aurait pour lui un effet totalement délégitimant, et pour toute une génération.

LES TRENTE GLORIEUSES

On va retrouver les potentialités techniques de la période précédente après 1945, mais leur sens va s'en trouver changé en profondeur par le vrai renversement de conjoncture, qui sera de nature économique.

Le nouveau couple audiovisuel

La période, au fond, aura peu innové en termes de technologie de la communication. Mais en ce domaine ce n'est pas la novation qui compte, c'est la diffusion, gage de l'appropriation collective de la technique. De même que ces années ne seront pas celles de l'invention de l'automobile mais celles de sa démocratisation, avec une génération de décalage par rapport aux États-Unis, de même assiste-t-on en matière de supports culturels moins à des basculements qualitatifs imprévisibles qu'à des amplifications quantitatives, mais souvent d'une ampleur si vertigineuse qu'on peut conclure à l'entrée dans un espace nouveau. Ainsi le disque devient-il un objet désormais accessible à tous grâce à la mise au point, à la fin des années 1940, de techniques de gravure et de duplication le rendant considérablement moins fragile et moins coûteux, ce qui va complètement transformer le mode de transmission de la nouveauté musicale populaire. De même, on n'aurait garde de l'oublier, qu'il va transformer le mode d'accession commun au patrimoine musical dit classique, jusque-là réservé au public des concerts.9

La situation faite à la radio sera du même ordre, dès lors qu'au cours des années 1960 se généralise, avec le recours au transistor, une miniaturisation du poste qui en rend l'écoute plus souple et l'usage plus répandu, ce qui n'est sans doute pas sans relation avec le changement de style des programmes, désormais dominés par la configuration *music and news*. Le changement de statut du média radiophonique tient cependant pour le moins autant à l'émergence d'un média concurrent qui, sans être destiné, comme certains le crurent d'abord, à l'éliminer — pas plus que le cinéma n'élimina le théâtre — en absorba certaines des fonctions: la télévision (de Bussière *et al.*, 1994; Hilliard et Keith, 1992; Roman, 1996).

La télévision avait été relancée dès après la guerre au Royaume-Uni, où elle était déjà devenue un média de masse une décennie plus tard, moyennant une qualité technique inférieure à celle du standard français. Par ce choix, essentiellement protectionniste, la France mettra une dizaine d'années de plus à s'équiper massivement, les pays d'Europe du Sud, quant à eux, devant attendre la fin de la période pour atteindre le même stade. Dès le milieu du siècle, cependant, le sens général de l'évolution était connu de tous les observateurs. On a discuté le rapport qui fut spontanément établi entre cet essor télévisuel et la baisse sensible de la fréquentation des salles de cinéma à partir des mêmes époques dans ces différents pays. Ce rapport n'est pas automatique, comme le prouvent un certain nombre de décalages nationaux (en Italie, par exemple); la généralisation de l'automobile et, corrélativement, de nouveaux modes de loisirs de fin de semaine y sont aussi pour beaucoup. Il n'en reste pas

moins que la multiplication spectaculaire de l'offre, et d'abord de l'offre filmique — films rediffusés et téléfilms — sur un petit écran de surcroît passé à la couleur allait finir par avoir des effets négatifs sur le spectacle en salle, comme le prouverait par la suite l'apparition du magnétoscope.

Sans doute cependant, et une fois de plus, faut-il plutôt considérer l'ensemble de l'équipement culturel d'une époque dans sa cohérence que se focaliser sur une seule médiation, proclamée dominante. À cet égard la nouvelle configuration audiovisuelle frappe surtout par la convergence de ses effets sous la forme d'un recentrage sur l'espace privé et la réception individuelle, à la condition cependant de tenir compte de l'essor simultané de nombreuses pratiques culturelles publiques et collectives sur d'autres terrains, preuve, s'il en était besoin, du caractère non univoque des déterminismes sociaux.

La croissance

Une bonne part de ces pratiques collectives ou du moins de leur développement est à rapporter au moteur principal de la période, qui est d'ordre économique. Le terme de croissance, y compris dans son caractère relativement flou, lui convient tout à fait. Il se définit au travers d'un ensemble d'indices de production, de productivité et d'échange économiques, générant, grâce à la généralisation d'une politique de welfare state («État de bien-être», improprement ou tendancieusement traduit en français par «État-providence»), une croissance continue, une trentaine d'années durant, des revenus de toutes les catégories sociales et, dans la plupart des pays, une réduction des inégalités de répartition de ces mêmes revenus, ainsi qu'une diminution de la durée, officielle et réelle, du travail, corrélée à une augmentation des congés payés. S'éloignant de la satisfaction des besoins élémentaires, les pratiques de consommation des Européens de l'Ouest font une place grandissante à la consommation, en argent et en temps, de biens culturels, comme commence à le confirmer une statistique culturelle naissante, contemporaine de la constitution d'une sociologie des loisirs.

La croissance est aussi celle de la ville. Les attaches personnelles des individus à une société rurale s'éloignent désormais d'autant plus vite que cette société se dévitalise, suscitant en fin de période un mouvement de nostalgie significatif, en même temps que de l'étendue des frustrations citadines, du caractère désormais largement imaginaire de ladite ruralité. La banlieue devient une réalité dominante des agglomérations, conduisant observateurs et associations à prendre en considération les besoins, réels ou supposés, de ses habitants. La rencontre entre l'urbanisation massive et l'emphase générale mise en Europe sur le volontarisme public génère

une théorie et une pratique de l'action culturelle qui multipliera les équipements de quartier, de la bibliothèque de lecture publique au centre culturel polyvalent.

L'extrapolation des courbes colore aussi durablement le contenu même de la culture véhiculée: les affrontements idéologiques, loin de s'atténuer, s'en trouvent simplement vécus sur un mode d'optimismes opposés, les contestations de la culture jugée dominante remettant de plus en plus en cause le «matérialisme» ambiant et l'insuffisante égalisation de l'accès aux ressources et à l'expression culturelles. Cette critique se cristallisera là aussi en fin de cycle dans le mouvement français de Mai-68 et ses analogues dans l'opinion publique des autres démocraties.

Le chaud et froid

Une partie de la force de ce mouvement de contestation vint de ce qu'il intégra de plus en plus, sous la surface de revendications politiques, une aspiration plus proprement culturelle à une conception moins autoritaire, voire franchement libertaire, des rapports de sexe et entre sexes et du fonctionnement de l'institution familiale.

La libération des mœurs

Si les médias parlent à partir du milieu des années 1960 de société permissive, en citant en exemple la Scandinavie ou le Royaume-Uni (sur l'Angleterre des sixties, voir Lemonnier, 1995), les statistiques montrent qu'en effet c'est aussi à partir de cette époque que s'amorce un grand mouvement démographique, traversant l'Europe du Nord au Sud, et qui voit en parallèle et, souvent, en corrélation, baisser les taux de nuptialité, de natalité et de fécondité, et augmenter ceux de divorcialité, de concubinage et de monoparentalité. Le retour à la démocratie libérale du Portugal, de la Grèce et de l'Espagne permettra à ces sociétés de rejoindre cette tendance générale qui prend partout les mêmes formes, institutionnelles ou symboliques, et pour laquelle le terme d'époque de «révolution culturelle» ne paraît pas excessif.

La production culturelle du temps, des sciences sociales aux formes d'art les plus populaires, voit ainsi, en cette fin de période, tomber un à un les tabous auxquels la modernité d'après-guerre, comme investie prioritairement dans une vaste entreprise collective de reconstruction puis d'expansion, n'avait, en termes massifs, guère touché, tabous touchant à une conception masculine, patriarcale, hétérosexuelle et matrimoniale de la sphère privée. Aux côtés de la littérature ou du cinéma, toute une musique

populaire, largement anglo-saxonne d'origine ou d'influence, du rock'n roll à la pop music, contribua à diffuser une conception du monde empreinte d'hédonisme et de plus en plus critique à l'égard des institutions établies.

La guerre froide

Ce que tout ce mouvement annonçait de la période qui allait suivre a fini par faire oublier combien sur le plan idéologique elle resta, jusqu'au bout et au-delà, comme surplombée par une profonde bipolarité, sensible non seulement sur le plan géopolitique mais aussi sur celui du débat intellectuel, donc de sa production. L'Europe occidentale appartenant, par définition, au monde atlantique a été d'abord et principalement le lieu de cristallisation d'une critique de la culture totalitaire qui s'exprimera dans des moments d'identité comme les Congrès pour la liberté de la culture, des revues comme Preuves (sur ce milieu, voir Grémion, 1995; sur le camp adverse, voir Verdès-Leroux, 1983), des œuvres comme celle d'un George Orwell ou d'un Raymond Aron. Mais tout se passe comme si l'influence marxiste, confinée à une présence minoritaire dans l'opinion générale, avait conservé jusqu'au bout de la période un rôle prédominant au sein de l'intelligentsia, à tout le moins celle des démocraties où ladite intelligentsia joue un rôle notable, telles l'Italie et la France (sur l'intelligentsia française, assez largement prototypique, voir Sirinelli, 1996).

Dans une conjoncture d'un bout à l'autre favorable à l'engagement, qui en quelque sorte prolonge la guerre mondiale par d'autres moyens, les objets de polémique et de prises de position ne manquèrent pas aux consciences occidentales. Les menaces que faisait peser sur l'avenir la nucléarisation des deux Grands susciteront un mouvement pacifiste, au départ très influencé par l'Union soviétique. Lui succédera insensiblement l'enjeu, plus rapproché, de la décolonisation qui touchera tout particulièrement le Royaume-Uni et, plus encore, la France, plus attachée que le premier à une conception intégratrice de la colonisation. Il sera pour finir transposé au cas vietnamien, où de larges pans de l'intelligentsia européenne se retrouvèrent dans une position critique à l'égard des États-Unis.

Dans un espace où l'influence philosophique allemande, jadis hégémonique, se trouvait comme annihilée par les effets du désastre de 1933, la France allait occuper pendant une génération une place de choix, avec des revues comme *Esprit* ou *Les Temps Modernes* et des figures typiques de l'engagement comme un Emmanuel Mounier, un Albert Camus ou un Jean-Paul Sartre. L'influence de ce dernier allait excéder les limites de ladite génération, par sa capacité à pouvoir être présent sur tous les enjeux de la suivante, en même temps que d'y être accompagné par Simone de

Beauvoir, dont *Le deuxième sexe* jouerait un rôle fondateur dans la prise de conscience féministe à travers le monde.

L'émergence au cœur du débat de ce qu'un démographe français, Albert Sauvy, proposa dans les années 1950 d'appeler le «tiers-monde» donnera pour quelque temps une visibilité particulière aux voix intervenant sur ce thème (Aimé Césaire, Frantz Fanon, Jean Rouch) (sur le «tiers-mondisme, voir Liauzu, 1987). Le plus souvent, cependant, c'est à des contentieux intellectuels internes aux cultures européennes que renverront les principales œuvres critiques émergentes de la fin de la période, qu'elles soient portées par une logique artistique comme celle des cinéastes de la contestation française ou italienne, de Jean-Luc Godard à Francesco Rosi en passant par Marco Bellochio, ou par une logique intellectuelle comme celle de philosophes et essayistes non conformistes aussi différents par ailleurs qu'un Ivan Illich, un Michel Foucault ou un Jürgen Habermas.

C'est souvent de perspectives critiques de cet ordre que se réclament les œuvres les plus représentatives de leur temps, que leurs auteurs comme leurs commentateurs situent à l'avant-garde de la production culturelle européenne.

L'avant-gardisme

Jamais cette métaphore militaire n'aura autant fleuri qu'à cette époque et, sur le fond, autant déterminé les pratiques non seulement des créateurs mais des médiateurs et des publics. L'après-guerre aura vu le retour en grâce et le triomphe critique et officiel des grandes innovations des générations précédentes, de la peinture et la sculpture abstraites à la musique atonale en passant par le Bauhaus (Ragon, 1991), revenu en Europe remodelée par le prisme américain, mais soudain jugé remarquablement adapté aux nouveaux enjeux urbains. Sans doute certains de ces maîtres de la nouvelle modernité demeurent-ils cantonnés à une réputation interne (Le Corbusier, Olivier Messiaen) mais d'autres finissent par devenir populaires (Pablo Picasso) et, surtout, influencent en profondeur les générations nouvelles.

Loin des feux de la rampe, de plus jeunes créateurs vont acculturer avec succès des formes socialement plus acceptables des audaces antérieures, par le biais, par exemple, des grands programmes d'urbanisme, en particulier en Europe du Nord, par celui d'une nouvelle conception, plus fonctionnaliste, de l'objet quotidien, le design, qui impose les références scandinaves et italiennes, ou encore par celui d'une musique électroacoustique qui élargit d'un coup considérablement la palette sonore disponible. Si le Nouveau roman passe assez vite de mode, tout en laissant de durables traces dans la théorie universitaire, la Nouvelle vague au cinéma séduit

un public plus large par une esthétique de la légèreté des moyens et des ambitions, non exclusives d'une grande sophistication des résultats. Son succès critique et commercial peut se lire sur les plans technique et économique: les choix formels de la Nouvelle vague correspondent exactement aux nouveaux instruments de tournage, en même temps qu'à l'intérêt des producteurs, dont ils allègent la charge.

Cette relation dialectique, plus ou moins subtile, entre la forme et la société éclaire le mouvement général de radicalisation qui résume assez bien l'ensemble de la période, bien perceptible dans un domaine comme celui des arts plastiques, où à la critique de la figuration s'ajoute celle du support, qui conduit à l'abandon du primat de la toile et du papier, puis à celui de la matérialité classique de l'objet, jusqu'aux manifestations plus ou moins éphémères du *happening* ou de l'art conceptuel.

La mort des beaux-arts

Ainsi, à l'issue de cette grande tendance progressiste trentenaire, les arts légitimés sont-ils parvenus, du *land art* à la chorégraphie minimaliste d'une Pina Bausch, à autant d'extrêmes formels et sans doute d'extrémités, difficilement dépassables. L'apparition, à la fin des années 1950, en terre britannique, du *pop'art* est cependant là pour montrer que l'une des voies du radicalisme est dans l'intégration du vernaculaire, à rapprocher de la respectabilisation croissante des arts dits mineurs.

L'ancien système esthétique, fondé sur une nette distinction entre arts majeurs et arts mineurs, beaux-arts et arts décoratifs, et plus généralement entre art et artisanat, avait en fait conservé sa cohérence et son élitisme jusqu'aux lendemains de la Seconde Guerre mondiale, comme en témoigne dans tous les pays d'Europe l'absence ou tout au plus la place marginale accordée aux premiers lieux de légitimation des formes d'expression stigmatisées, suivant les cas, comme populaires, utilitaires ou récentes. Ainsi la chanson, la musique improvisée, la mode vestimentaire, le mobilier, la photographie ou le cinéma restaient-ils souvent privés de lieux voués à la protection et à la mise en valeur de leur patrimoine, à la formation professionnelle de leurs praticiens, à la diffusion de leurs innovations, au débat théorique.

L'après-guerre verra se multiplier de tels lieux, souvent à l'initiative de petits groupes d'amateurs constituant peu à peu un réseau assez influent pour finir, plus ou moins tôt, par convaincre les pouvoirs publics de reconnaître leur démarche par une aide financière et une labellisation officielle. Objet de gros enjeux économiques, le cinéma sera l'un des premiers à bénéficier de cette tendance, qui le dotera de cinémathèques, publiques (British *Film Archive*) ou privées (Cinémathèque française), d'écoles de référence

(Centro Sperimentale, IDHEC), de réseaux d'excellence (ciné-clubs, salles spécialisées), de revues critiques (Les Cahiers du cinéma, Positif, Bianco e Nero). La chronologie de ce processus montre la convergence du temps où se construit cette nouvelle légitimité avec celui où se referme, à peu près, l'écart entre l'expression la plus innovante et sa reconnaissance par les institutions: en témoigne, en particulier, la politique publique de commande et d'acquisition. Quand s'imposera la crise en fin de siècle, cette double reconnaissance résistera à tous les retours en arrière.

La fin de siècle

À certains égards, la période ouverte par la crise, dite d'abord seulement «pétrolière» de 1973, aurait pu n'être que celle d'un retour à l'atmosphère de récession des années 1930. Mais le milieu de la décennie 1970 est aussi tout entier dans le rapprochement qu'on peut faire aujourd'hui entre la chute de Saigon, apogée de l'expansion léniniste, et la sortie en Occident de *L'Archipel du goulag*, premier signe spectaculaire de l'ébranlement qui en aura raison moins de quinze ans plus tard. Il suffit donc de considérer les indices culturels pour se convaincre qu'il y a bel et bien eu une «révolution de 1975», marquant l'entrée dans un univers nouveau où se trouveront associés un malaise économique, désormais constant, et une claire accélération de la libération des énergies individuelles, apparente contradiction qui ne manquera pas de produire des effets symboliques ambigus.

L'ordinateur personnel

Vu d'un peu loin, le temps semble dominé par l'hégémonie télévisuelle, que certains mesurent à l'augmentation du nombre de récepteurs, mais, plus encore, à celle de l'offre de programmes, considérablement élargie par la fin des monopoles publics et par l'apparition du câble puis du satellite. La généralisation du magnétoscope ouvre en revanche la voie à un usage nouveau du petit écran, en transformant insensiblement le téléspectateur en programmateur. Si l'on met ce nouvel équipement individuel en relation avec le remplacement de la caméra de cinéma d'amateur (8 mm, puis super-8) par la caméra vidéo, il apparaît alors nettement qu'après deux décennies de cette évolution, le terme de télévision ne convient plus à cette nouvelle figure : ce n'est plus seulement la diffusion simultanée à distance d'images et de sons qui caractérise l'appareillage et son usage, mais la convergence vers l'écran personnel de capacités de manipulation, en tout ou partie maîtrisables, par celui qui n'est plus un spectateur passif — à supposer qu'il l'ait jamais été — mais le coproducteur de sa propre médiation.

Cette relecture de la tendance est évidemment confirmée, amplifiée par la prise en considération de ce qui demeurera comme la grande révolution de cette époque et peut-être du siècle en matière de communication: l'informatisation de la société, et là, une fois de plus, moins dans ses principes, mis au point au long des années 1940 à 1960, que dans leur popularisation, au-delà de l'espace confiné des usages militaires et industriels. La révolution culturelle n'est pas dans l'ordinateur mais dans le fait qu'il puisse désormais être personnel (Breton, 1990; Habrias, 1997).

La crise économique

La période précédente avait fortifié les sociétés occidentales dans la conviction d'une courbe continue de prospérité, accompagnée d'une convergence progressive des modèles de société. La crise économique émergée du milieu des années 1970 va faire entrer ledit Occident dans une ère nouvelle, sans équivalent puisqu'elle combinera des retours périodiques à une certaine croissance localisée ou sectorisée avec une exclusion sociale maintenue à un niveau élevé et un écart augmenté et non plus diminuant entre revenus. Ce dernier trait tient en grande partie au repli du social, qui se traduit sur le plan culturel par un recul de la prise en charge publique des investissements culturels, phénomène très perceptible dans le Royaume-Uni du gouvernement Thatcher ou, vingt ans plus tard, dans l'Italie du gouvernement Berlusconi et que l'effondrement des régimes soviétisés étend à l'Europe de l'Est, où les institutions d'État baissent violemment leurs ambitions

La crise économique touchant une société culturelle dominée sur le plan politique par l'intervention publique, nationale ou locale, et sur le plan intellectuel par le progressisme, y compris esthétique, on verra ressurgir dans un premier temps des systèmes de valeurs prenant le contre-pied de cette configuration. Ainsi le nationalisme et le racisme retrouvent-ils une visibilité et une légitimité collectives qu'ils avaient perdues depuis la guerre, même si la restructuration intellectuelle de *Nouvelles droites* ne conduit pas à un véritable renversement d'hégémonie à leur profit. Prédominante déjà en Europe scandinave et anglo-saxonne, la culture libérale reprend en revanche nettement l'avantage sur la culture marxiste dans les classes intellectuelles du Sud, y compris celles qui se sont définies dans la lutte contre des dictatures de droite.

Poussée par le mouvement général des techniques et des marchés, la vie culturelle européenne paraît dès lors de plus en plus soumise aux seules lois du marché, celles-là même qui régissent déjà, depuis près d'un siècle, certains secteurs comme celui des arts plastiques. Plusieurs pays, dont la

France, continuent cependant à défendre une conception plus organisée de la vie culturelle, fondée sur la protection du droit d'auteur, la légitimité de la régulation et du financement publics. Comme le montre l'extension au-delà des frontières françaises d'une structure centrale comme un ministère de la Culture (formule reprise non seulement dans les pays du Sud mais aussi en Italie ou en Allemagne) ou d'une législation régulatrice comme «le prix unique du livre», il n'est pas certain que le sens ultérieur de la courbe soit à la dislocation complète des modes de régulation publique, et l'on notera que les institutions de l'Union européenne elles-mêmes, pourtant soucieuses de subsidiarité et de dérégulation, ont finalement décidé lors du traité de Maastricht d'inclure le domaine culturel dans leur nouveau champ de compétence.

La planète du loisir

Au contraire de ce qu'un certain déterminisme extrapolant à partir des temps anciens aurait pu laisser prévoir, les pratiques culturelles européennes ont continué à se développer de manière exponentielle dans l'espace géographique comme dans l'espace social, nonobstant la récession.

Loisirs

Les années d'après-guerre avaient vu le passage d'une pratique et donc d'une conception élitistes du loisir, attribut des classes dominantes, à une pratique et une conception à la fois populaires et massives. La nouveauté de la fin de siècle ne tiendra donc pas au phénomène même du tourisme ou du sport de masse mais à la poursuite du mouvement, malgré l'enracinement de la crise. Sans doute une minorité non négligeable des Européens continue-t-elle à vivre en dehors de l'accès à tout ou partie des équipements et des produits de loisir; mais les enquêtes des sciences sociales confirment que l'obstacle est désormais moins économique que culturel. La fréquentation et la consommation des lieux et objets culturels n'ont cessé de progresser tout au long de la période, avec de sensibles différences entre l'Europe du Nord et l'Europe du Sud, plus à la traîne, et il apparaît clairement que le budget des loisirs (budget-pécuniaire ou budget-temps), s'il subit une rétraction en cas de baisse de revenus, n'est pas pour autant systématiquement sacrifié. 11

Dans leur contenu même les loisirs des Européens vont d'ailleurs connaître une transformation significative. Il en est ainsi de la pratique artistique, où progresse l'amateurisme, comme de la pratique sportive, qui voit les sports de champ clos, tel l'athlétisme, reculer au profit des activités physiques d'environnement, telles les sports de montagne, les sports de mer

ou ce que l'on pourrait appeler les sports de campagne (randonnée, cyclotourisme, équitation, etc.). Le style des loisirs de cette époque est empreint d'au moins deux caractères homologiques des tendances intellectuelles du temps: le souci croissant de l'autonomie des individus et la préoccupation tout aussi croissante de la protection de l'environnement physique de l'espèce humaine. Mais le tout est restitué dans une perspective de plus en plus explicitement, et sans doute nécessairement, mondiale.

La mondialisation

L'acculturation, qu'elle se limite à des échanges locaux, bilatéraux et éphémères ou qu'elle se traduise, à la limite, par un quasi-ethnocide de la culture dominée par la culture dominante, est un phénomène constant tout au long de l'histoire de l'humanité. La nouveauté tient à l'accélération de la vitesse de circulation des formes et des valeurs et, surtout, au caractère désormais planétaire de ladite circulation, qui se déploie sans limites notables à cette échelle. Cette universalité est le résultat logique de la diffusion généralisée des techniques de communication et de duplication en même temps que de la fin de la guerre froide — les dernières barrières idéologiques, au reste déjà minées de toutes parts, étant tombées au début des années 1990. Il n'est pas jusqu'à l'édification de nouvelles barrières par les divers intégrismes religieux, à commencer par l'islamique, qui ne soit interprétable comme la preuve de la profondeur de cette pénétration, vécue comme insupportable par les cultures holistes.

La culture mondialisée à l'aube du XXIe siècle est assez largement une culture de la jeunesse (Levi et Schmitt, 1996). Elle met en avant l'expression musicale, issue de l'univers rock des années 1960 mais désormais éclatée en un nombre croissant d'esthétiques qui lui font découvrir en son sein la diversité, et la production audiovisuelle. Cette dernière ajoute à un cinéma, dont l'équilibre financier dépend de plus en plus du public adolescent, les feuilletons et les séries télévisuels, dont la diffusion devient massive au courant des années 1970, et les jeux vidéo, activité ludique prédominante des années 1990. Le passage de relais entre générations contribue évidemment à la croissante légitimation de telles formes.

L'interprétation du phénomène reste cependant complexe. Si la domination linguistique anglo-saxonne en sort renforcée, elle est loin d'être absolue et suscite en réaction la modernisation et la diffusion, là aussi à une échelle sans précédent, de musiques identitaires, du «folk» à la «world music». L'hypothèse d'une «américanisation» des cultures et des genres de vie a pu être confirmée en termes de marché des arts plastiques ou du

cinéma, mais elle est antérieure à cette époque — elle remonte à l'aprèsguerre pour les premiers, plus haut encore dans beaucoup de pays pour le second. En cette fin de siècle l'Europe occidentale s'est ouverte à d'autres influences, japonaise par exemple, en termes de marché (bande dessinée, jeux vidéo), ou plus généralement orientales en termes de références esthétiques et, surtout, philosophiques. L'Europe en question, désormais, et depuis la chute du mur de Berlin, en voie de dilatation à l'ensemble du continent, dispose au reste encore des moyens de développer une voie spécifique. Celle-ci est fondée sur la mise en valeur d'un patrimoine dans l'ensemble plus riche et/ou mieux protégé que celui des autres aires culturelles et sur un volontarisme public propre à limiter les risques de nivellement et d'uniformisation souvent dénoncés comme effets négatifs d'un phénomène qui, par ailleurs, élargit considérablement le champ des références et la capacité de diffusion.

Le grand retour

Appliqué à des situations limitées du domaine de l'idéologie politique (le marxisme, l'histoire de la shoah) le terme de «révisionnisme» conviendrait en fait assez bien à la tendance dominante de cette période qui se manifeste, sur le plan esthétique comme sur le plan intellectuel, par un double mouvement: «le retour sur...» et «le retour à...»

LES DÉSAVANT-GARDES

Le retour se veut critique sur les valeurs dominantes de la période antérieure quand il s'agit de remettre en cause le marxisme-léninisme, voire le marxisme dans son essence (groupe dit des Nouveaux philosophes, dans la France des années 1970 finissantes), mais il touche plus profondément encore au sens même de la «recherche» artistique quand il postule, à partir des mêmes années, la possibilité d'un projet postmoderne (sur la dimension architecturale, voir Jencks, 1985, et Portoghesi, 1981; sur la «transition culturelle» des sociétés postindustrielles, voir Inglehart, 1993). La formule, d'abord liée à l'architecture où elle qualifie certains choix anti-fonctionnalistes, au reste plus apparents que structurels (Riccardo Boffill), sera ensuite généralisée faisant du jeu avec les formes anciennes la dernière provocation possible dès lors que toutes les expériences radicales ont été tentées. Mais on pourrait l'étendre à toute une conception hédoniste et humoristique des rapports entre une société atomisée et mondialisée à la fois et une création ayant récusé toute hiérarchie entre arts, toute distinction *a priori* entre le «bon goût» et

ce qui s'y opposerait. Dans le domaine de la musique contemporaine, où le modernisme d'après-guerre résiste mieux, sans doute parce que le goût d'un plus large public peut dans le même temps se satisfaire, entre disques et concerts, d'une vaste relecture du patrimoine (voir, par exemple, le succès du mouvement «baroqueux»), le retour à des formes traditionnelles a fini par s'amorcer comme ailleurs, au travers d'évolutions minimalistes (Arvo Pärt) ou lyriques (Thomas Adès).

Sans aller jusqu'à ces positions extrêmes l'ensemble de la création contemporaine s'est signalé depuis une trentaine d'années par un retour de plus en plus affirmé à des formes que les générations de l'après-guerre avaient solennellement répudiées. La tendance est nette en littérature, où la fable, souvent narcissique, a réoccupé à peu près toute la place, loin des remises en cause modernistes du sujet et de l'intrigue. Elle ne l'est pas moins en arts plastiques, où la figuration est redevenue visible, sans que pour autant l'abstraction lui cède complètement la place: ici comme ailleurs on n'a pas assisté à une substitution d'hégémonie mais à la disparition de toute situation hégémonique, au profit d'un éclatement multipolaire où certains voient une liberté, d'autres une confusion.

Cette révision, suivant les cas déchirante ou joyeuse, des dogmes avant-gardistes antérieurs n'est pas sans lien avec la montée de l'individualisme; elle renvoie au scepticisme croissant à l'égard aussi bien des religions établies que des grandes idéologies politiques de substitution qui avaient fleuri depuis deux siècles. Elle éclaire le succès, assez largement symétrique, du tropisme patrimonial qui, lui, porte et parfois soulève les masses européennes vers les «lieux de mémoire».

Le patrimoine

Le mouvement de rétrospection culturelle, souvent empreint de nostalgie voire de dénigrement des temps modernes, remonte dialectiquement aux origines mêmes de la modernité, significativement dénommées Renaissance. Le XX^e siècle finissant a dans une large mesure clos le cycle, en ramenant dans le champ de la rétrospection les dernières époques et les dernières esthétiques qui avaient encore échappé à ce travail de remémoration collective, nourri de toute une glose critique et débouchant sur des initiatives concrètes, à caractère muséal et monumental, telles, outre la musique dite baroque, l'architecture vernaculaire du XIX^e siècle, la peinture et la sculpture académiques de la même époque, le style arts-déco, les années 1960 et l'architecture industrielle de tous les temps.

Au-delà de cette accumulation en quelque sorte finale, qui fait de la mémoire culturelle occidentale, et tout particulièrement européenne, un tré-

sor désormais à peu près sans exclusive, ce qu'aucune époque n'avait jamais connu avant celle-ci, le phénomène patrimonial se mesure, plus brutalement, à des chiffres: ceux des décisions de protection de monuments ou de sites, des ouvertures de nouveaux musées, ceux enfin de la fréquentation desdites institutions, qu'une série de mesures tendent à rendre plus accessibles à un public qui ne se limite plus aux héritiers de la culture légitime. Si l'on y ajoute la vigueur mise par les sociétés européennes à revisiter leurs grands récits identitaires à travers une démarche plus ou moins critique, l'un des traits distinctifs de la période restera, à n'en pas douter, cette mobilisation d'une masse considérable des énergies du contemporain autour de ce qui, précisément, ne l'est plus.

NOTES

- 1. Ce chapitre mobilise un vaste ensemble de sources bien connues. Sa contribution se limitera à une vue d'ensemble et les notes resteront sommaires, notamment en ce qui concerne les sciences. Je n'y indiquerai que quelques travaux.
- 2. Pour une introduction générale historique concernant l'évolution des questions de propriété intellectuelle jusqu'à nos jours, voir Kevles (2002), et Bugos et Kevles (1992).
- 3. Buderi, 2000. On peut suivre ce type d'évolution en lisant des revues comme *Technology Review*, *MIT's Magazine of Innovation*.
- 4. Sur ce type de média et, plus généralement, la propagande du régime fasciste italien, voir Gentile (1993).
- 5. Sur l'histoire de la radio britannique, voir Scannell et Cardiff (1991); sur celle de la radio française, voir Jeanneney (1999); sur celle de la radio allemande dans son rapport à la politique, voir Lerg et Steininger (1975).
- 6. Le cas français a été étudié par Antoine Prost (1982).
- 7. Sur les rapports entre sport et société, voir Mandell (1984) et Pociello (1995); sur l'«éducation physique», voir Arnaud (1992).
- 8. Sur les «avant-gardes», voir Kostelanetz (2000); sur le surréalisme en particulier, voir Passeron (1975).
- 9. Peu d'approches culturelles, et non seulement esthétiques, de la musique du XXe siècle, citons Dufourt et Fauquet (1996).
- 10. Prototype de la «philie» moderne, la cinéphilie a désormais son histoire, voir Gauthier (1999) et De Baecque, (2003).
- 11. Dès 1962, le sociologue Joffre Dumazedier prenait pour objet la «civilisation des loisirs», voir Dumazedier (1962, 1988).

BIBLIOGRAPHIE

- ARNAUD P. 1992. Les savoirs du corps : Éducation physique et éducation intellectuelle dans le système scolaire français, Lyon, Presses Universitaires de Lyon.
- AUDOIN-ROUZEAU S. 1993. La guerre des enfants 1914–1918: Essai d'histoire culturelle, Paris, Armand Colin.
- BALOGH B. 1991. Reorganizing the Organisational Synthesis: Federal-Professional Relations in Modern America. Dans: *Studies in American Political Development*, vol. 5, p. 119–172.
- BECK U. 2001. La société du risque, Paris, Alto Aubier.
- BENJAMIN W. 2003. L'œuvre d'art à l'époque de la reproductibilité technique, Paris, Allia.
- BIGG C. 2001. Behind the Lines: Spectroscopic Enterprises in Early Twentieth Century Europe, thèse de doctorat, Cambridge (Royaume-Uni), Cambridge University.
- Bonneuil C. 2000. Development as Experiment: Science and State Building in Late Colonial and Postcolonial Africa, 1930–1970. Dans: McLeod R. (dir. publ.), *Nature and Empire, Science and the Colonial Enterprise*, vol. 15, Ithaca, Cornell University.
- BOYLE J. 2002. Fencing off Ideas, Dans: *Daedalus*, (printemps), p. 13-25.
- Breton P. 1990. Une histoire de l'informatique, Paris, Seuil.
- BUDERI R. 2000. Engines of Tomorrow, New York, Simon and Schuster.
- Bugos G. E. 1996. *Engineering the F-4 Phantom II: Parts into Systems*, Annapolis (Maryland), Naval Institute Press.
- Kevles D. J. 1992. Plants as Intellectual Property: American Practice, Law, and Policy in World Context. Dans: Osiris, vol. 7, p. 75–104.
- Bussière M. (de), Mauriat C., Méadel C. (dir. publ.). 1994. *Histoire des publics à la radio et à la télévision*, Paris, CHR/CHTV/GERHA.
- CASTEL R. 1995. Les métamorphoses de la question sociale : Une chronique du salariat, Paris, Fayard.
- COHEN Y. 2001. Organiser à l'aube du taylorisme, la pratique d'Ernest Mattern chez Peugeot, 1906–1919, Besançon (France), Presses universitaires franc-comtoises.
- DAHAN A., PESTRE D. (dir. publ.). 2004. Les sciences dans et pour la guerre, Paris, Presses de l'EHESS.

- DASGUPTA P., DAVID P. 1994. Toward a New Economics of Science. Dans: *Research Policy*, vol. 23, n° 5, p. 487–521.
- DAVID P., FORAY D., STEINMUELLER W. E. 1998. The Research Network and the New Economics of Science: From Metaphors to Organizational Behaviours. Dans: GAMBARDELLA A., MALERBA F. (dir. publ.), 1999. *The Organization of Economic Innovation in Europe*, Cambridge (Royaume-Uni), Cambridge University Press.
- DE BAECQUE A. 2003. La cinéphilie: Invention d'un regard, histoire d'une culture, 1944–1968, Paris, Fayard.
- DUFOURT H., FAUQUET J.-M. (dir. publ.). 1996. *La musique depuis 1945 : Matériau, esthétique et perception*, Liège (Belgique), Mardaga.
- DUMAZEDIER J. 1962. Vers une civilisation du loisir? Paris, Seuil.
- 1988. Révolution culturelle du temps libre : 1968–1988, Paris, Méridiens Klincksieck.
- EDGERTON D. 1997. Science in the United Kingdom: A Study in the Nationalization of Science. Dans: KRIGE J., PESTRE D. (dir. pub), *Science in the Twentieth Century*, Amsterdam, Harwood Academic Publishers.
- EISENBERG R. S., NELSON R. R. 2002. Public vs. Proprietary Science: A Fruitful Tension? Dans: *Daedalus*, (printemps), p. 89–101.
- FELMAN G. 1980. Industria e scienza in Germania, 1918–1939. Dans: G. BATTIMELLI, M. DE MARIA, A. ROSSI (dir. publ.), *La ristrutturazione delle scienze tra le due guerre mondiali*, Rome, Editrice Universitaria La Goliarcida.
- FOURASTIÉ J. 1979. Les Trente glorieuses ou la Révolution invisible de 1946 à 1975, Paris, Fayard.
- GAUDILLIÈRE J.-P. 2002. Inventer la biomédecine : La France, l'Amérique et la production des savoirs du vivant, 1945–1965, Paris, La Découverte.
- GAUTHIER C. 1999. La passion du cinéma: Cinéphiles, ciné-clubs et salles spécialisées à Paris de 1920 à 1929, Paris, AFRHC/École des chartes.
- GENTILE E. 1993. Il culto del littorio: La saccralizzazione della politica nell'Italia fascista, Rome, Laterza.
- GRÉMION P. 1995. Intelligence de l'anticommunisme: Le Congrès pour la liberté de la culture à Paris, 1950–1975, Paris, Fayard.
- HABRIAS H. 1997. Dictionnaire encyclopédique du génie logiciel, Paris, Masson.
- HESSE C. 2002. Intellectual Property, 700 BC-AD 2000. Dans: $\it Daedalus$, vol. 131, $\it n^{\circ}$ 2, p. 26–45.

- HILLIARD R. L., KEITH M. C. 1992. *The Broadcast Century: A Biography of American Broadcasting*, Boston (Massachusetts), Focal Press.
- INGLEHART R. 1993. La transition culturelle dans les sociétés industrielles avancées, Paris, Economica.
- JAS N. 2001. Au carrefour de la chimie et de l'agriculture. Les sciences agronomiques en France et en Allemagne, 1840–1914, Paris, Éditions des Archives Contemporaines.
- JEANNENEY J.-N. (dir. publ.). 1999. L'écho du siècle: Dictionnaire historique de la radio et de la télévision en France, Paris, Hachette littérature/Arte éditions/La cinquième.
- JENCKS C. 1985. Le langage de l'architecture postmoderne, Paris, Denoël.
- KEVLES D. J. 2002. A History of Patenting Life in the United States with Comparative Attention to Europe and Canada: A Report to the European Group on Ethics in Science and New Technologies, Luxembourg, Office des publications des communautés européennes.
- KOHLSTEDT S. G., ROSSITER M. W. (dir. publ.). 1985. Historical Writing on American Science. Dans: *Osiris*, Seconde série, vol. 1.
- KOSTELANETZ R. 2000. A Dictionary of the Avant-Gardes, New York, Schirmer books.
- LEFORT C. 1986. Essais sur le politique, XIX^e-XX^e siècles, Paris, Seuil.
- LEMONNIER B. 1995. L'Angleterre des Beatles: Une histoire culturelle des années soixante, Paris, Kimé.
- LERG W. B., STEININGER R. 1975. Rundfunk und Politik, 1923 bis 1973: Beiträge zur Rundfunkforschung, Berlin, Seiten.
- LEVI G., SCHMITT J. C. (dir. publ.). 1996. *Histoire des jeunes en Occident*, vol. 2, *L'époque contemporaine*, Paris, Seuil.
- LIAUZU C. 1987. L'enjeu tiers-mondiste: Débats et combats, Paris, L'Harmattan.
- LINDQVIST S. 2001. A History of Bombing, Londres, Granta.
- MANDELL R. 1984. *Sport: A Cultural History*, New York, Columbia University Press.
- McNamara R. S. 1996. In Retrospect: The Tragedy and Lessons of Viet Nam, New York, Vintage Press.
- MOSSE G. L. 1999. De la Grande Guerre au totalitarisme : La brutalisation des sociétés européennes, Paris, Hachette littérature.
- NDIAYE P. 2001. Du nylon et des bombes: Du Pont de Nemours, le marché et l'État américain: 1900–1970, Paris, Belin.

- PASSERON R. 1975. Encyclopédie du surréalisme, Paris, Somogy.
- PAVITT K. 1997. Academic Research, Technical Change and Government Policy. Dans: KRIGE J., PESTRE D. (dir. pub), *Science in the Twentieth Century*, Amsterdam, Harwood Academic Publi.
- POCIELLO C. 1995. Les cultures sportives: Pratiques, représentations et mythes sportifs, Paris, PUF.
- PORTOGHESI P. 1981. Au-delà de l'architecture moderne, Paris, L'Équerre.
- PROST A. 1982. L'École et la famille dans une société en mutation. Dans : PARIAS L.-H. (dir. publ.). 1983. *Histoire générale de l'enseignement et de l'éducation en France*, vol. 4, Paris, INRP, Nouvelle Librairie de France.
- RAGON M. 1991. *Histoire de l'architecture et de l'urbanisme modernes*, vols. 2 et 3, Paris, Seuil.
- REICH L. S. 1985. *The Making of American Industrial Research: Science and Business at GE and Bell, 1876–1926*, Cambridge (Royaume-Uni), Cambridge University Press.
- ROMAN J. 1996. Love, Light and Dream: Television's Past, Present and Future, Westport (Connecticut), Praeger.
- SCANNELL P., CARDIFF D. 1991. A Social History of British Broadcasting, vol. 1, Serving the Nation, Oxford (Royaume-Uni), Basil Blackwell.
- SHAPLEY D. 1993. Promise and Power: The Life and Times of Robert McNamara, Boston (Massachusetts), Little Brown.
- SIRINELLI J. F. 1996. Les intellectuels en France de l'affaire Dreyfus à nos jours, Paris, Armand Colin.
- TOURNÈS L. 1999. New Orleans sur Seine: Histoire du jazz en France, Paris, Fayard.
- UNGER E.-M. 1984. *Illustrierte als Mittel zur Kriegsvorbereitung in Deutschland, 1933 bis 1939*, Cologne (Allemagne), Pahl Rugenstein Verl.
- VERDÈS-LEROUX J. 1983. Au service du Parti: 1944–1956, Paris, Fayard/Éditions de Minuit.

31

L'Europe de l'Est et l'Europe centrale

Sergei L. Tikhvinsky (coordinateur)

Introduction

Sergei L. Tikhvinsky

n février 1917, un an avant la fin de la Première Guerre mondiale, n tevrier 1917, un an avant la fin de la l'estate la Russie fut ébranlée par la revolution. Le système monarchique s'effondra et Nicolas II, dernier tsar de la dynastie des Romanov, abdiqua. Le gouvernement provisoire, qui se fit l'écho des intérêts de la riche bourgeoisie associée au capital étranger et des propriétaires terriens, ne parvint pas à faire sortir le pays d'une crise profondément ancrée. Le 25 octobre de cette même année (le 7 novembre du nouveau calendrier), ce régime fut renversé au cours de la révolution sociale et le pouvoir passa aux mains du congrès panrusse des députés ouvriers et soldats qui adopta, à l'unanimité, deux décrets historiques : le décret sur la paix mettant fin à la participation de la Russie à la guerre et le décret sur la terre confisquant les propriétés foncières. Ces ordonnances n'étaient que le reflet du désir d'une majorité de la population. Vladimir Ilyich Lénine, à la tête du parti social-démocrate russe (bolcheviks), prit la direction du gouvernement soviétique. Entre 1918 et 1922, la Russie devint le théâtre d'une guerre civile sanglante qui s'accompagna de l'intervention armée de quatorze États étrangers.

Au lendemain du conflit mondial, plusieurs États souverains firent leur apparition sur le territoire des anciens Empires austro-hongrois et russe: l'Autriche, la Hongrie, la Yougoslavie, la Tchécoslovaquie, la Roumanie, la Pologne, la Finlande, la Lituanie, la Lettonie et l'Estonie. Tous devinrent des républiques aux libertés démocratiques relatives. Des républiques soviétiques, menées par des communistes locaux, furent proclamées en 1919 en Hongrie et en Bavière et résistèrent quelque temps. Sous l'influence de l'Italie et de l'Allemagne fascistes et en conséquence des processus politiques internes, des régimes dictatoriaux furent établis dans un certain nombre d'États d'Europe de l'Est et d'Europe centrale dans les années 1930.

L'engagement russe dans la Première Guerre mondiale dura trois ans. Celle-ci et, plus particulièrement, la guerre civile et l'intervention étrangère laissèrent le pays dévasté. La production chuta pour ne plus représenter que 14% de celle d'avant-guerre, tandis que les combats, la famine et les épidémies firent environ vingt millions de victimes. En 1922, environ sept millions d'enfants n'avaient plus de foyer. Dans la région de la Volga, quelque huit millions de personnes moururent de faim en raison de la sécheresse des années 1921–1922. Le problème de la «résurrection» économique fut résolu par une «Nouvelle Politique économique» (NEP) proposée par Lénine, qui prévoyait un développement contenu des relations commerciales.

En décembre 1922, la nouvelle Russie avait donné naissance à l'Union des républiques socialistes soviétiques (URSS), avec l'Ukraine, le Bélarus et la Fédération transcaucasienne des Républiques socialistes (Géorgie, Arménie, Azerbaïdjan). Elle rassemblait également les républiques et les régions autonomes d'Asie centrale (Kirghizistan, Ouzbékistan, Turkménistan, Tadjikistan) ainsi que le Kazakhstan qui, en temps voulu, reçurent également le statut de républiques socialistes. Les trois républiques baltes (Estonie, Lettonie et Lituanie) et la Moldavie rejoignirent l'Union soviétique en 1940. Ainsi, lorsque l'Allemagne fasciste attaqua l'URSS en 1941, celle-ci comptait quinze républiques socialistes.

Si les soviets (conseils de députés ouvriers et paysans, plus tard conseils de députés ouvriers) étaient investis de jure de l'autorité suprême du pays, celle-ci était de facto concentrée entre les mains du Parti communiste (PCUS) au pouvoir, unique parti politique du pays. Plus tard, le rôle prépondérant de ce parti fut défini dans la Constitution. À la mort de Lénine en 1924, Josef Staline devint le dirigeant incontesté, aux pouvoirs illimités, du parti, après un conflit interne grave. Il conserva son poste de secrétaire général du parti jusqu'à son décès en 1953. Au début des années 1930, Staline instaura son autorité dictatoriale au sein du parti comme de l'État. Sous sa direction, le processus d'industrialisation et de création d'exploitations agricoles collectives (kolkhoze) et de fermes d'États (sovkhoze) fut accéléré. La croissance économique du pays était

basée sur le système de planification de l'État (plan quinquennal) émanant du plan d'électrification (GOELRO) proposé par Lénine en 1919. Seules les ressources internes, principalement au détriment des paysans, permirent au pays de s'industrialiser. Aucun prêt ni investissement étranger n'était disponible. Ce processus bénéficiait du soutien de la majorité de la population qui estimait que le retard accumulé ne pouvait être rattrapé que par cette voie. Dans les années 1930, des réalisations sociales de premier plan furent atteintes, à savoir la maîtrise de l'analphabétisme et du chômage.

Au milieu des années 1920, l'Union soviétique était déjà reconnue par la majorité des pays étrangers (à l'exception des États-Unis d'Amérique qui ne reconnurent l'Union soviétique qu'en 1933). Cependant, le pays ne recevait aucune aide financière ou économique du reste du monde. De plus, les puissances occidentales prononçaient souvent un embargo sur les exportations soviétiques, tandis que certains pays voisins tels que le Japon, la Pologne, la Roumanie ou la Turquie, ainsi que les seigneurs de la guerre du nord-est de la Chine, organisaient, de temps à autre, des provocations à la frontière soviétique. Le Pacte antikomintern, conclu entre l'Allemagne nazie et le Japon en 1936, visait ouvertement l'Union soviétique. Son gouvernement fut alors contraint de concentrer toute son attention sur le caractère urgent de la modernisation et du renforcement des forces armées et de la marine. Grâce à l'essor rapide des sciences, de l'éducation et de la culture dans les années 1930, ce dernier parvint à créer de nouvelles branches, entre autres, dans l'industrie aéronautique, automobile et agricole (tracteurs) et des télécommunications (ingénierie radio). Néanmoins, la vie sociale et l'activité intellectuelle étaient totalement soumises à un contrôle idéologique oppressant de la part du Parti communiste. Ainsi, la répression dont faisaient déjà l'objet les hétérodoxes lors de la guerre civile revêtit un caractère de masse en 1937. Plusieurs millions de personnes furent envoyées dans des camps de travail pour la construction de routes, de canaux et d'industries, ou ils périrent. Des centaines de milliers furent emprisonnés et executés.

La politique d'«apaisement face à la menace» conduite par les États occidentaux (accords de Munich de 1938, accords entre la Grande-Bretagne et le Japon en 1938–1939) obligea le gouvernement soviétique à signer, en août 1939, un pacte de non-agression avec et à l'initiative de l'Allemagne. Staline cherchait à gagner du temps afin de combattre la menace militaire allemande. L'agression de l'Allemagne contre l'Union soviétique qui ne s'était livrée à aucune provocation, le 22 juin 1941, entraîna la formation d'une coalition antifasciste d'États démocratiques rassemblant l'URSS, les États-Unis et la Grande-Bretagne. Tout au long des trois premières années de guerre, le front germano-soviétique fut le

principal théâtre des opérations militaires, où 507 divisions de la Wehrmacht et les alliés de l'Allemagne furent vaincus. Les troupes soviétiques chassèrent les envahisseurs du territoire de l'URSS, libérèrent la Pologne, l'Autriche, la Tchécoslovaquie, la Roumanie, la Bulgarie et la Hongrie, neutralisèrent la Finlande et s'emparèrent victorieusement de Berlin. Afin de remplir ses obligations en tant qu'alliée, l'Union soviétique entra dans la guerre contre les militaristes japonais et libéra les provinces du nord-est de la Chine (Mandchourie), la Corée du Nord, le sud de Sakhaline et les îles Kouriles.

La victoire sur le fascisme allemand, qui avait à sa disposition les ressources militaires et stratégiques des pays européens, fut remportée grâce aux avantages que présentait le système soviétique. En effet, celui-ci fournit une immense mobilisation sociale et industrielle et permit au pays d'accéder à un puissant dynamisme en termes d'essor culturel et éducatif au sein de la population et en termes de développement des sciences fondamentales et appliquées.

Le conflit infligea de lourdes pertes à l'Union soviétique, faisant 26,6 millions de victimes et détruisant 1 710 villes, plus de 32 000 usines, plus de 70 000 villages et environ 100 000 kolkhozes et sovkhozes. Au lendemain du conflit, l'Union soviétique dut mener à bien la reconstruction de son économie en ne comptant, une nouvelle fois, que sur ses propres ressources puisque celle-ci ne pouvait compter ni sur des investissements étrangers ni sur des prêts de l'Occident. La conjoncture internationale, cependant, ne fit qu'aggraver la situation. En 1949, au cœur de la guerre froide, fut formée l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN). Au même moment, les États-Unis déployaient un réseau de bases militaires encerclant l'Union soviétique et le Pentagone avait élaboré un plan prévoyant le bombardement atomique de villes soviétiques. Tout ceci força l'URSS à accorder une priorité absolue à la construction d'un bouclier antimissile nucléaire. Toutefois, à la fin des années 1950, l'Union soviétique avait rétabli son économie, était devenue membre du «club atomique» et avait conquis l'espace. Dans les années 1960, l'explosion scientifique et technique plaça l'Union soviétique en parité militaire et stratégique avec les États-Unis. Ces succès ne furent possibles qu'en rognant strictement la dépense publique consacrée à l'élévation du niveau de vie de la population, ce qui conduisit à aggraver le manque de logements, à baisser les salaires, à avoir une politique sanitaire insuffisante et à raréfier les biens de consommation. Les investissements en science et en éducation ne furent maintenus que s'ils avaient un lien avec la défense.

Après la libération des pays d'Europe de l'Est et d'Europe centrale par l'armée soviétique, des régimes socialistes furent instaurés. Les commu-

nistes jouissaient d'une grande popularité au sein de ces pays en raison de l'abnégation de leur engagement contre les occupants allemands et italiens. Les nouvelles autorités proclamèrent leur ferme intention de construire une société socialiste et imitèrent, dans une certaine mesure, le modèle soviétique. Ainsi elles s'inspirèrent à la fois des caractéristiques positives (protection sociale du peuple dans son ensemble, essor de l'éducation, de la science, de la culture, de la santé publique, absence de chômage) comme des aspects négatifs (conduite et contrôle administratif de l'économie, ingérence de l'État dans tous les domaines de la vie sociale, contrôle idéologique strict et persécution des hétérodoxes).

L'année 1949 fut marquée par la fondation du Conseil d'assistance économique mutuelle (CAEM) dont le but était d'améliorer la coopération entre les pays socialistes, de contribuer au développement de leur intégration économique et de stimuler leurs progrès scientifiques et techniques. L'Albanie, la Bulgarie, la Hongrie, la Pologne, la Roumanie, l'URSS, la Tchécoslovaquie et, plus tard, la RDA, la Mongolie, Cuba et le Viêt Nam composèrent cette structure. En 1955, en réponse aux activités de l'OTAN, l'Albanie, la Bulgarie, la Tchécoslovaquie, la Hongrie, la RDA, la Pologne, la Roumanie et l'URSS conclurent le traité d'Amitié de coopération et d'assistance mutuelle (pacte de Varsovie).

Au milieu des années 1950, après la mort de Staline, commença une brève période de libéralisation du strict contrôle idéologique qu'avaient exercé les partis communistes, en URSS comme en Europe orientale. Cette période est connue sous le nom de «dégel»

Sous l'administration de Nikita Khrouchtchev (1953–1964) puis de Léonid Brejnev (1964-1982), les branches militaires de l'économie soviétique connurent un développement beaucoup plus soutenu que celles du domaine civil en raison de l'interminable guerre froide. En conséquence, à l'époque du neuvième plan quinquennal (1971–1975), la croissance économique de l'Union soviétique stagnait, obligeant le pays à ne vivre que des bénéfices de l'exportation du pétrole. Le PCUS n'était pas capable de combiner économie planifiée, dont l'objectif principal était d'assurer une justice sociale, et relations commerciales aux stimuli concurrents. Les réformes économiques et démocratiques attendues ne pouvaient être entreprises dans le pays dans le cadre de l'autorité exclusive qu'exerçait, alors, le Parti communiste. Ses dirigeants, d'un certain âge, avaient perdu tout contact avec les membres ordinaires du parti, ainsi qu'avec le peuple, et tentaient par tous les moyens de préserver le *statu quo*. Toutes les formes de protestation contre le système furent écrasées par l'État avec la plus grande cruauté et de nombreux intellectuels de renom connurent la prison, l'asile psychiatrique ou l'exil, tels que Soljenitsyne, Brodsky, Medvedev.

Schiransky. Les tentatives d'introduction de réformes politiques et commerciales du président Gorbatchev en 1989-1991 furent condamnées à l'échec puisqu'il laissa intact l'ancien système politique ainsi que le système administratif de commandement de gestion de l'économie. En 1991, les dirigeants de plusieurs gouvernements de l'URSS (dont la Fédération de Russie sous le contrôle de Boris Eltsine) décidèrent de proclamer l'autodétermination et la souveraineté étatique de leurs républiques. Un référendum soumis au vote en mars 1991 montra que 76% de la population se prononçaient contre le morcellement de l'Union soviétique. Passant outre ce résultat, les présidents de la Fédération de Russie, du Bélarus et de l'Ukraine proclamèrent la création de la Communauté des États indépendants (CEI). Plus tard, le Kazakhstan, les républiques d'Asie centrale, du Caucase et la Moldavie participèrent à l'élargissement de la CEI, mais pas les républiques baltes. La nouvelle Constitution dont se dota la Fédération de Russie en 1993 mit un terme au monopole du Parti communiste en matière de gouvernance de l'État. La période soviétique de l'histoire russe était révolue. La dislocation de l'Union soviétique s'accompagna de l'adhésion à l'ONU des États indépendants nés du démembrement, tandis que la Russie succédait à l'URSS au siège de membre permanent du Conseil de sécurité.

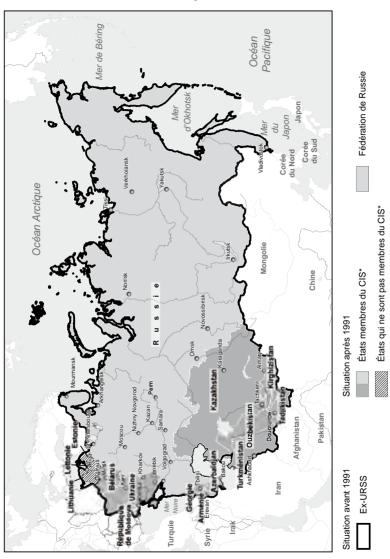
La crise prolongée du système soviétique était déjà nettement marquée dans les années 1950 et 1960 dans les anciens pays socialistes d'Europe centrale et d'Europe de l'Est. En 1956, déjà, la Hongrie avait tenté de se libérer du joug moscovite et d'entamer une démocratisation de la société et la réalisation de réformes tendant à une économie de marché. Une tentative similaire fut faite en Tchécoslovaquie en 1968. Chacune fut réprimée par l'ingérence militaire de l'Union soviétique et de quelques pays signataires du pacte de Varsovie. La dissolution de l'Union soviétique entraîna la rapide débâcle des régimes procommunistes dans ces pays.

L'effondrement, dans son intégralité, de l'espace commun économique, culturel et scientifique établi entre les différentes régions de l'ancienne Union soviétique au cours des siècles eut un impact désastreux sur l'économie, la science, l'éducation, la culture et la santé publique des États indépendants nouvellement constitués, se répercutant, à tous les niveaux, sur les réformes commerciales et politiques.

En Russie, les coupures budgétaires drastiques des fonds destinés à la science, qu'il s'agisse de recherche fondamentale ou appliquée, se sont traduites par une émigration massive des spécialistes et des chercheurs les plus brillants vers les États-Unis et l'Europe. Ce phénomène a acquis les dimensions d'une véritable fuite des cerveaux.

*Communauté d'États indépendants

Carte 10 L'effondrement de l'Union soviétique.



31.1 L'Union soviétique et la Fédération de Russie

Sergeï L. Tikhvinsky et Yuri S. Borissov

L'URSS, Union des républiques socialistes soviétiques (Union soviétique) exista, sous la forme d'un État multinational unifié, de décembre 1922 à décembre 1991. Ce chapitre aborde des sujets ayant trait à l'éducation, aux sciences, aux sciences sociales et humaines, à la littérature et à l'art, en relation avec les quinze républiques que comptait l'Union soviétique avant sa dissolution (Arménie, Azerbaïdjan, Bélarus, Estonie, Géorgie, Kazakhstan, Kirghizistan, Lettonie, Lituanie, Moldavie, Ouzbékistan, Russie, Ukraine, Turkménistan, Tadjikistan).

L'ÉDUCATION

Le gouvernement soviétique fraîchement formé en date du 25 octobre 1917 (selon l'ancien calendrier russe, mais le 7 novembre 1917 selon le nouveau calendrier) dut immédiatement œuvrer dans le but de s'affranchir du douloureux et alarmant héritage du passé, à savoir l'analphabétisme d'une écrasante majorité de la population. En effet, les deux tiers des adultes ne savaient ni lire ni écrire. Au lendemain de la révolution, Vladimir Lénine, à la tête du gouvernement, invita Anatoli Lounatcharsky, écrivain, dramaturge et philosophe majeur, et l'informa que le Comité central du Parti communiste le nommait commissaire du peuple à l'Éducation. Lénine s'adressa directement à lui en lui disant que sa tâche consistait à «triompher de l'analphabétisme en Russie». Deux jours plus tard, le Commissariat du peuple à l'Éducation publia un appel qui exposait ce qui suit: «Tout pouvoir démocratique réel dans un pays où l'analphabétisme et l'ignorance prévalent doit tout d'abord s'efforcer de combattre cette ombre au tableau. Il doit essayer de parvenir, en un temps limité, à donner à tous la capacité de lire et d'écrire grâce à l'organisation d'un réseau d'établissements scolaires aux méthodes pédagogiques modernes et grâce à l'introduction d'un enseignement universel, obligatoire et gratuit. [...] On ne peut limiter la lutte contre l'analphabétisme et l'ignorance au cadre de l'enseignement scolaire délivré aux enfants et aux plus jeunes. Les adultes, également, n'auront de cesse de vouloir échapper à la condition humiliante réservée aux personnes ne sachant ni lire ni écrire. Les écoles pour adultes doivent occuper une large place dans le plan général en faveur de l'enseignement du peuple». Nadejda Kroupskaïa, l'épouse de Lénine, enseignante de formation, devint responsable de l'instruction dans la section adulte du Commissariat du peuple à l'Éducation et, plus tard, commissaire adjoint à l'Éducation. Jusqu'à la fin de ses jours, elle travailla dans le domaine de l'éducation du peuple.

En octobre 1918, une réforme de l'orthographe russe fut introduite par décret du gouvernement afin de soutenir la campagne contre l'illettrisme. Le programme du Parti communiste russe, adopté en 1919, définissait les principes scolaires fondamentaux, à savoir l'enseignement dans la langue nationale, l'éducation mixte, l'enseignement laïc, et le maintien de la relation indissoluble entre l'enseignement et la main-d'œuvre directe publique. La progression du degré d'alphabétisation, la victoire sur le retard culturel dans les «banlieues» et l'introduction d'un enseignement général primaire et secondaire obligatoire étaient considérées comme étant à la base de la croissance culturelle du pays. Par ailleurs, on estimait qu'elles représentaient les conditions *sine qua non* en vue de l'expansion de l'économie nationale.

À la fin de la guerre civile et de l'intervention étrangère, la Russie comptait environ sept millions d'enfants orphelins errant dans les rues. Le gouvernement parvint à maîtriser la situation des enfants sans-abri et leur fournit un toit, des vêtements, de la nourriture et une instruction dans plusieurs orphelinats.

L'action contre l'analphabétisme fut également menée au sein de l'Armée rouge qui se composait principalement de paysans illettrés. Afin de relever le taux d'alphabétisation, des troupes de théâtre propagandistes furent spécialement créées, tandis que des journaux muraux et des affiches florissaient. Durant ces années, les *Windows of Satire of Russian Telegraph Agency* (Vitrines Rosta, du nom de l'agence télégraphique russe) étaient très populaires en raison de leurs dessins acerbes et plein d'esprit et de leurs textes poétiques. Ils exprimaient des critiques cinglantes sur le manque de culture, l'alcoolisme, la bureaucratie, la corruption et autres phénomènes antisociaux. En outre, ils livraient aux lecteurs, sur un ton très léger, des règles élémentaires sur les installations sanitaires et l'hygiène et les informaient sur des questions d'actualité en matière de politique intérieure et étrangère. Le poète Vladimir Maïakovsky, et des artistes comme M. Tcheremnykh et D. Moor, participèrent activement aux parutions de ces vitrines.

Les conditions mises en œuvre en vue de relever le niveau culturel et d'alphabétisation furent également fournies aux étrangers. Les Russes,

qui composaient la moitié de la population totale, côtoyaient plus d'une centaine de nationalités, plus ou moins représentées. Dans toutes les républiques et régions nationales, les langues maternelles furent introduites au même titre que le russe, langue officielle de l'Union. Les groupes ethniques ne disposant pas d'alphabet national à la veille de la révolution, bénéficièrent de la création de langages écrits. Les journaux, les magazines et les livres rédigés en langues nationales connurent une publication effrénée. Ainsi, en 1932, 90% des adultes savaient lire et écrire, pour atteindre 95,1% de la population totale au début de l'année 1939. L'enseignement primaire universel et obligatoire fut instauré en 1931. En septembre de la même année, une décision émanant du Comité central du Parti communiste supprimait toute forme d'expérience post-révolutionnaire d'extrême gauche en matière d'éducation. Durant l'année scolaire 1914–1915, 9,6 millions d'élèves étaient inscrits. Ils étaient déjà 11,5 millions pour la période 1927 – 1928 et 35,5 millions d'enfants se pressaient sur les bancs de l'école en 1940–1941. Lors de l'année scolaire 1956–1957, 30,1 millions d'élèves étaient formés dans les écoles d'enseignement général de l'Union soviétique. Parallèlement, des écoles secondaires professionnelles et des collèges techniques fonctionnaient également.

En ce qui concerne l'enseignement supérieur, le programme adopté en 1919 facilitait les conditions d'admission pour tous ceux qui souhaitaient s'instruire et notamment pour les ouvriers. Le recrutement des enseignants du supérieur devait s'opérer parmi tous les personnels disponibles. Par ailleurs, il fut décidé que toute forme de barrière artificielle entre les nouveaux cadres chercheurs et les anciens professeurs titulaires de chaire serait supprimée et que tout le matériel serait fourni aux étudiants en vue de donner aux ouvriers et aux paysans de réelles chances de pouvoir profiter de leur enseignement. Afin d'aider la population à se préparer pour l'entrée dans les établissements d'enseignement supérieur, un réseau de classes préparatoires pour ouvriers (rabfaks) fut déployé. En 1955–1956, plus de deux millions d'étudiants fréquentaient 765 établissements supérieurs en Union soviétique. L'éducation, par son large développement et sa gratuité pour le secondaire et le supérieur, constitue une des plus importantes réussites sociales du pays. Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, les portes de tous les établissements d'enseignement supérieur et de toutes les universités étaient également ouvertes aux étudiants étrangers et, plus particulièrement, à ceux en provenance des pays socialistes et des pays en développement d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine

Durant les années 1920 et le début des années 1930, l'évolution de la pédagogie fut fortement influencée par diverses théories d'extrême gauche dont les partisans rejetaient le rôle prépondérant de l'enseignant à l'école et recommandaient son remplacement par un système d'autoformation en

collectivités (brigades d'auto-enseignement). Ils propageaient, par ailleurs, des principes sociologiques communs de «prolétarisation» des méthodes d'enseignement et introduisirent un insigne décoratif militant pour l'accès des enfants prolétaires aux Lettres. Au cœur de l'opposition s'élevant face à de telles théories «gauchistes», des écoles pédagogiques réussirent à s'imposer: Aleksandrovich Soukhomlinsky prônait ainsi un enseignement combiné à un travail pratique de l'élève, tandis qu'Anton Makarenko se consacra à la rééducation de jeunes délinquants au sein de colonies combinant travail et enseignement.

En 1943 fut fondé le plus prestigieux établissement pédagogique, l'Académie des sciences pédagogiques. En 1987, elle comptait 45 académiciens titulaires, 84 correspondants, 15 instituts de recherche regroupés en quatre départements (théorie et histoire de la pédagogie, didactique et méthodes privées, psychologie et physiologie de l'âge, et pédagogie et psychologie de la formation professionnelle et technique). À la suite du démembrement de l'URSS, cette structure fut réorganisée et devint l'Académie russe de l'éducation.

Les bibliothèques contribuèrent largement à l'élévation du niveau d'instruction de la population. En 1914, la Russie n'en comptait que 12 800 pour un fonds rassemblant, au total, 8,9 millions de livres. En 1956, de tels édifices étaient au nombre de 391 952 pour 1,352 milliard d'ouvrages. Les plus célèbres étaient les suivantes: la bibliothèque d'État de Moscou, portant le nom de Lénine, aux 19 millions de livres; les bibliothèques de l'Académie des sciences de l'URSS (Moscou et Saint-Pétersbourg); la bibliothèque de l'université d'État de Moscou; et la bibliothèque de littérature étrangère de Moscou. Des bibliothèques se trouvaient dans les capitales des républiques de l'Union et dans différentes universités républicaines et de province.

LES MUSÉES

Les musées retenaient aussi l'attention de l'État. Parmi les plus grands, citons à Saint-Pétersbourg, l'Ermitage, le Cabinet des curiosités de l'Académie des sciences, le Musée russe, la forteresse de Petropavlovsk, Petrodvorets, le palais d'Hiver. À Moscou, on trouve le Musée historique, le musée du Kremlin, la galerie Tretiakov, le Musée des beaux-arts, les palais des anciens tsars (Kolomenskoe et Tsaritsyne) ainsi que les palais et les résidences principales de l'aristocratie et des commerçants et, à Kiev, d'anciens monastères et d'anciennes églises. Citons également Etchmiadzine en Arménie, Metekhi en Géorgie et les palais des émirs de Boukhara et de Khiva. L'aide de l'État

fut essentielle à l'organisation de musées spécialisés dans les traditions locales, l'histoire et l'économie dans l'ensemble du pays (Pskov, Krasnoïarsk, Irkoutsk, Ekaterinbourg), dans les villes dites de l'«Anneau d'or» (Iaroslav, Rostov, Serpoukhov, Souzdal) ainsi que de réserves naturelles et architecturales (Kizhi, le lac Baïkal, Prioksko-Terrasnyi et les réserves naturelles du Caucase et d'Askania-Nova). De nombreux musées étaient consacrés à certains scientifiques et artistes éminents, Konsantin Tsiolkovsky à Kalouga, les maisons-musées d'Aleksandr Pouchkine à Mikhaïlovskoïe, de Leo Tolstoï à Iasnaïa Poliana, d'Ivan Tourgueniev à Spasskoïé-Loutovinovo, d'Anton Tchekhov à Yalta, de Tarass Chevtchenko à Kiev, d'Ianka Koupala à Minsk, d'Ivan Aïvazovski (spécialiste de la peinture marine) à Feodosia, du peintre Vasili D. Polenov sur la rivière Oka, et du compositeur P. Tchaïkovski à Klin.

Les grandes organisations contribuèrent également à la progression du degré d'instruction et du niveau culturel grâce à un vaste réseau de divers projets tels que des clubs de sport, des parcs publics, des palais et des centres culturels. Ces derniers fonctionnaient sur la base de l'activité de talents amateurs et à l'initiative de la population locale. Ils proposaient de nombreuses disciplines (musique, théâtre, danse, échecs, sport) et des cercles ainsi que des conférences permanentes sur différents thèmes scientifiques, culturels et éducatifs. Un grand nombre de musiciens, de chanteurs, de peintres et de sportifs commencèrent leur carrière au sein de ces structures dirigées par des pédagogues très compétents. En 1947, l'Association pansoviétique pour les sciences et l'éducation appelée *Znanie* («savoir») fut créée avec des branches dans chaque république autonome ou composant l'Union. Là encore, cette structure participa à l'évolution du niveau de la population en matière d'instruction et de culture.

LES SCIENCES

Durant les années de guerre civile et de présence étrangère (1918–1924), alors que l'ensemble de la population mourait de faim, le gouvernement, à l'initiative du célèbre écrivain russe Maxime Gorki, forma une commission pour l'amélioration du mode de vie des scientifiques. Celle-ci assistait les scientifiques et les artistes dans le besoin. À cette époque, le gouvernement subventionnait également la création d'importants centres pour les sciences fondamentales et appliquées dirigés par de grands spécialistes en la matière tels que l'Institut d'optique (dirigé par Dimitri Rozhdestvensky), l'Institut d'aérodynamique (Nikolai Zukhovsky), l'Institut physico-technique (Abram Ioffe), l'Institut du radium (Vladimir Vernadsky), l'Institut de

chimie biologique (Alexei Bakh), ainsi que les Instituts de chimie, d'automobiles, d'électrotechnique et le laboratoire-radio de Nijni-Novgorod.

En 1925, l'Académie russe des sciences, fondée en 1724, fut rebaptisée «Académie des sciences de l'URSS». Elle devint le principal centre scientifique de coordination du pays. Quelques institutions scientifiques de première importance telles que l'Institut de physiologie (dirigé par Ivan Pavlov, prix Nobel en 1904), l'Institut physico-mathématique (Vladimir Steklov), l'Institut de recherche sur les sols portant le nom de Vasily Dokoutchaev et d'autres institutions anciennement autonomes et menées par des spécialistes furent intégrées dans l'Académie. En 1934, le présidium de l'Académie des sciences de l'URSS quitta Leningrad pour Moscou. De nouveaux centres et instituts de recherche scientifique furent créés au cœur du processus d'industrialisation du pays dans les années 1930. Parmi ceux-ci on compte l'Institut de physique (Sergei Vavilov), l'Institut de chimie organique (Aleksandr Favorsky et Nikolai Zelinsky), l'Institut des problèmes physiques (Pyotr Kapitsa) et l'Institut de géophysique théorique (Otto Shmidt). L'Académie commença à organiser ses branches et départements dans les capitales des républiques de l'Union, en Sibérie, dans les monts Oural et en Extrême-Orient. En 1919, Kiev accueillait déjà l'Académie des sciences de la République socialiste soviétique d'Ukraine, tandis que Minsk vit naître celle de la République socialiste soviétique de Bélarus en 1929. Entre 1941 et 1961, toutes les autres républiques de l'Union furent dotées de leur Académie des sciences avec l'aide de l'Académie des sciences de l'URSS.

Durant la guerre (1941-1945), la puissance scientifique de l'Union soviétique ne fut exploitée qu'en vue de la victoire. Les opérations militaires de l'armée allemande se soldèrent par la destruction de six cents établissements scientifiques, parmi lesquels les célèbres observatoires de Pulkovo et de Simeiz. L'évacuation, au moment opportun, des chercheurs et des institutions à caractère scientifique dans l'ouest de l'URSS permit de reconstruire de nouveaux centres dans l'arrière-pays, à savoir dans la région de la Volga, dans les monts Oural et en Sibérie. Ceux-ci accomplirent d'importantes tâches confiées par le comité d'État à la Défense. Ainsi, leur incombait-il, par exemple, de garantir la protection de la flotte contre les mines magnétiques et de définir des solutions aux nombreux problèmes d'ordre technique dans le domaine militaire et en matière d'hygiène médicale. Dans les zones arrière du pays, les géologues recherchaient les minéraux stratégiques nécessaires à l'exploitation restée ininterrompue de nombreux secteurs industriels bien que ces territoires fussent occupés par l'ennemi. Le présidium de l'Académie des sciences de l'URSS mit sur pied plusieurs commissions spéciales gérées par les plus grands scientifiques afin de résoudre les requêtes émanant du commandement suprême de l'armée soviétique. Parmi ces chercheurson Abram Ioffe, Igor Kourtchatov, Alexandre Alexandrov, Leon Orbeli, Vladimir Komarov et Alexaner Fersman. Une étroite coopération fut établie entre les spécialistes des sciences fondamentales et les scientifiques, ingénieurs et technologues évoluant dans diverses branches des sciences appliquées. La puissance militaire du pays en sortit renforcée. Ces années de guerre donnèrent naissance au char T34, engin reconnu comme étant le plus performant de la Seconde Guerre mondiale. Pour la première fois dans l'histoire du char, la tourelle fut réalisée par soudage électrique, une technique mise au point par Boris E. Paton, directeur de l'Institut de soudage électrique de l'Académie des sciences de l'Ukraine. Le meilleur avion d'attaque de toute la guerre, l'II-2 (construit par Sergei Iliouchine), les bombardiers Tu-2 (construit par A. Tupolev) et Pe-2 (de Vladimir Petlyakov) firent également leur apparition à cette époque. Enfin, la production en série du lanceur multitubes de roquettes, portant le doux nom de Katioucha, fut lancée, ainsi que celle du fusil-mitrailleur très efficace inventé par Mikhael Kalachnikov.

Au lendemain du conflit, l'un des événements phares ayant marqué l'essor de la science fut la décision du gouvernement de construire une «ville académique» à Novossibirsk (Sibérie). Aujourd'hui encore, quarante ans après sa fondation, elle reste un modèle remarquable de centre scientifique (le professeur Mikhael Lavrentiev, à l'origine de ce projet, était un éminent spécialiste en mathématiques et en mécanique). Plus tard, des centres scientifiques et technologiques de l'Académie des sciences furent fondés dans différentes villes de la région de Moscou: Pouchkino, Tchernogolovka, Serpoukhov, Troïsk, Doubna et Zelenograd.

Au début des années 1970, le personnel scientifique composant l'Académie des sciences soviétique était de l'ordre d'un million de personnes et les dépenses attribuées à la science avaient augmenté à douze reprises depuis 1950. Depuis cette décennie, des milliers de jeunes spécialistes originaires de pays socialistes et de nations en développement étaient diplômés d'instituts dépendants de l'Académie des sciences.

À la suite du démantèlement de l'Union soviétique, l'Académie des sciences de l'URSS reprit son nom initial, à savoir l'«Académie des sciences russe». Celle-ci comptait, en 1998, 458 titulaires et 677 correspondants. Ses 440 institutions de recherche étaient divisées en 18 départements (mathématiques; physique générale et astronomie; physique nucléaire; problèmes physico-techniques énergétiques; problèmes en matière d'ingénierie, de mécanique et de processus de gestion automatisée; informatique, techniques de calcul et automatisation; chimie générale et technique; physico-chimie et technologie des matières inorganiques; biochimie, biophysique et chimie des composants physiologiques actifs; physiologie; biologie générale; géologie, géochimie et sciences des mines; océanologie, physique de l'atmosphère et

géographie; histoire; philosophie, sociologie et droit; économie; relations internationales; littérature et langage). Ces différentes branches des sciences naturelles, des sciences sociales et des lettres seront brièvement évoquées plus bas.

La théorie des nombres, des fonctions, de l'équation différentielle et de l'analyse fonctionnelle, mathématique du contrôle optimal, de la probabilité ainsi que la topologie et la logique mathématique connurent de grandes avancées. Les nouveaux axes et approches entrepris dans ces domaines sont fortement liés aux noms de Ivan Vinogradov, Andrei Kolmogorov, Alexander Liapounov, Nikolai Bogoliubov et Lev Pontriaguine. Les travaux réalisés par Mikhail Lavrentiev sur l'hydrodynamique, sur la théorie du cumul, sur la physique de l'explosion et sur les processus d'impulsion étaient très célèbres dans le monde des mathématiques appliquées. Mstislav Keldych effectua de remarquables études sur la théorie des opérateurs non auto-adjoints, sur la prévention du flottement aéroélastique et sur le calcul des orbites cosmiques. Leonid Kantorovitch reçut le prix Nobel d'économie et de mathématiques en 1975. La contribution de Alexander Sergei Lebedev au développement de la base mathématique dans les moyens informatiques contemporains fut considérable.

Les travaux les plus conséquents dans le domaine de l'aérodynamique furent réalisés par Nikolai Zhukovsky et Sergei Tchapliguine. Leurs recherches donnèrent naissance à de nouvelles branches au sein de la mécanique: l'aérodynamique de la vitesse supersonique, la mécanique non linéaire, la théorie des vols spatiaux, la théorie mathématique de l'élasticité et la théorie de l'oscillation non linéaire. En 1913, le premier quadrimoteur de l'histoire fut construit par Igor Sikorsky qui, pendant la guerre civile, émigra aux États-Unis.

LA RECHERCHE SPATIALE

La recherche spatiale fut soutenue par les travaux théoriques de Konstantin Tsiolkovski (1857–1935) qui démontra, dès le début du XX^e siècle, la possibilité de surmonter la gravité de la Terre au moyen d'engins propulsés par des fusées et d'explorer les planètes du système solaire. Les travaux de Vadimir Vernadski sur la noosphère, c'est-à-dire la sphère de l'intellect, une nouvelle évolution de la biosphère lorsque l'activité sensible de l'être humain devient un facteur décisif de son développement, ainsi que les recherches de Alexandr Tchizhevski, un des fondateurs de l'héliobiologie, et de Vladimir Soukatchev, un des spécialistes à l'origine de la biogéocénologie, firent également référence.

En 1933, le premier ballon stratosphérique soviétique atteignit 19 000 mètres d'altitude. L'application de la recherche dans l'espace devint possible grâce à la création de prototypes mettant en œuvre la technique de la propulsion par fusée élaborée par Fridrich Tsander et grâce à l'approfondissement de ce procédé par Sergei Korolev, Vladimir Tchelomeï et Mikhail Yangel. Le premier satellite artificiel (*Spoutnik*) fut lancé le 4 octobre 1957. Le 12 avril 1961, le premier vol spatial habité fut accompli par Youri Gagarine. En juin 1963, Valentina Terechkova fut la première femme cosmonaute à entreprendre un voyage dans l'espace. Les vols humains furent précédés par une série d'études médico-biologiques s'intéressant à l'influence de l'apesanteur sur les chiens et autres êtres vivants (travaux menés par Vasily Parin, Norair Sissakian et Oleg Gazenko). Les ingénieurs construisirent plusieurs stations orbitales en vue de séjours et de missions de longue durée sur orbite circulaire autour de la Terre. La dernière du genre, la station MIR, d'un poids d'environ 40 tonnes, fut lancée le 20 février 1986 et continua de fonctionner jusqu'à sa «retraite» en 2001. Vingt-sept équipes de cosmonautes russes et de chercheurs en provenance de douze pays s'y succédèrent pour y mener leurs travaux.

La propulsion par fusée était étroitement liée à la défense nationale. Les missiles mobiles intercontinentaux *Topol* et *Pioneer* furent installés sur des rampes spéciales mises au point par l'ingénieur bélarusse Boris Chapochnikov.

Dans le domaine de la recherche spatiale, ainsi que dans de nombreuses branches de la science soviétique, il convient de mentionner l'esprit d'équipe unique dont faisaient preuve les scientifiques, les ingénieurs et les techniciens. Cette particularité s'explique par le système éducatif et était profondément ancrée dans la vie rurale traditionnelle (obchina) de la vieille Russie. Cet esprit collectiviste, prôné par le Parti communiste, avait été très présent durant la Seconde Guerre mondiale, connue en URSS sous le nom de «guerre patriotique contre l'Allemagne fasciste», et par la suite lorsqu'il avait fallu s'atteler à la reconstruction.

Le progrès enregistré en matière d'engins spatiaux permit d'installer des systèmes stables de radio-télécommunication, d'explorer la surface et les strates profondes de la Terre, et d'étudier l'atmosphère, l'espace proche, ainsi que les planètes et les comètes du système solaire. En 1966, la sonde *Luna-9* se posa avec succès sur la Lune. En 1970, *Luna-16* rapporta sur Terre quelques échantillons du sol lunaire et *Luna-10* fut lancée à partir d'une plateforme en orbite autour de la Terre et entra en orbite lunaire le 28 août 1966.

En 1975, les vaisseaux Venus et Vega commencèrent une étude complexe de la planète Vénus. Ils procédèrent au largage d'un module d'atterrissage sur la surface de la planète et de ballons dans son atmosphère. Vega poursuivit ensuite ses recherches sur la comète de Halley.

Les observatoires de Pulkovo et de Simeiz, détruits durant la guerre, furent complètement restaurés. Par ailleurs, un grand observatoire astrophysique fut construit près de Bakhtchisaraï en Crimée. Les observatoires de Crimée, de Bjurokan, de Shemaka, d'Estonie et de Lettonie reçurent de nouveaux équipements d'astronomie. En 1975, un autre observatoire, présentant un miroir réflecteur de six mètres de diamètre, fut bâti en Ciscaucasie où fut également créé un radiotélescope Ratan–600 au réflecteur circulaire de 600 mètres de diamètre. Des observations par radiolocalisation de la Lune, de Vénus, de Mercure, de Mars et de Jupiter furent menées sous la direction de Vladimir Kotelnikov. Des photos de la face cachée de la Lune furent obtenues grâce aux satellites artificiels.

Victor Ambartsoumian fut à l'origine de la théorie dictant une association céleste des étoiles et confirmant la continuité du processus de genèse des étoiles. Par ailleurs, Otto Schmidt et Vasili Fesenkov avancèrent des hypothèses sur l'origine des étoiles et des planètes, tandis que Michaël Molodensky élabora la théorie de la rotation de la Terre liée à l'existence d'un noyau liquide, thèse acceptée en 1979 comme la base d'un nouveau système de coefficients de mutation. La théorie de l'émission radioélectrique des résidus de supernova fut avancée dans les années 1950 par Vitali Guinsbourg et Yakov Zeldovitch. Andrei Severny étudia, quant à lui, les faibles champs magnétiques des étoiles. Enfin, l'histoire de l'évolution de la radioastronomie est étroitement liée au nom de l'astrophysicien Iosef Chklovski.

LA PHYSIQUE

Les physiciens théoriciens Igor Tamm et Lev Landau (respectivement prix Nobel 1958 et 1962), Leonid Mandelstam, Mikhail Leontovitch, Nikolai Bogoliubov, Ilya Frank (prix Nobel 1958) contribuèrent de façon significative aux progrès effectués dans les domaines de la physique statistique, de la théorie quantique du champ, de la théorie de la suprafluidité et de la supraconductivité et de celles du plasma, du noyau et de l'état solide.

Dans les années 1930, Abram Ioffe commença une étude systématique des transistors. Les années 1950 furent marquées par l'élaboration des principes de fabrication des transformateurs de courant des transistors de puissance. Dès les années 1930, les travaux ayant pour objet la synthèse du cristal furent initiés et aboutirent à la production industrielle de cristaux artificiels de quartz, de corindon, de saphir et de diamant. En 1951, Alexei Shoubnikov fut l'auteur de la théorie générale de la symétrie et de l'asymétrie des cristaux. En 1975, Alexander L. Verechtchaguine publia ses

recherches portant sur la transformation de l'hydrogène à l'état métallique lorsqu'il est soumis à une pression très élevée.

Dans les années 1920, des gerbes cosmiques furent découvertes par Dimitri Skobeltsine, tandis que Georgi Flerov et Konstantin Petrzak mirent à jour, en 1940, le phénomène de la division nucléaire spontanée et formulèrent quelques théories relatives au noyau. La guerre laissa percevoir l'apparition du rayonnement synchrotron qui donna naissance à la théorie définissant ce phénomène. Les principes d'action de l'accélérateur de particules chargées à énergie élevée furent révélés.

Dès 1939–1941, Yuli Khariton et Yakov Zeldovitch procédèrent au calcul de la fission nucléaire en chaîne. Le premier cyclotron soviétique et le premier réacteur nucléaire européen furent respectivement élaborés en 1939 et 1946 sous la direction de Igor Kurchatov. Ce dernier fut également à la tête du groupe à l'origine de la première bombe atomique soviétique (1949) puis, plus tard, de la bombe thermonucléaire (1953) à laquelle Andrei Sakharov (prix Nobel de la paix 1975) et Y. Khariton participèrent largement.

Le problème de la synthèse thermonucléaire guidée était alors à l'étude. Le système «Tokamak» fut mis au point et devint la base des recherches thermonucléaires internationales. D'autres méthodes furent suggérées afin de réaliser une réaction thermonucléaire contrôlée, grâce à l'élévation de la température du plasma à l'aide d'un rayon laser performant et d'un faisceau de rayons électroniques.

La recherche en matière de particules nucléaires et élémentaires de l'atome évolua avec la création de grands accélérateurs de particules chargées dans les années 1970–1980. De nouvelles particules élémentaires furent identifiées et d'importantes règles et normes relatives à l'interaction des particules soumises à une haute énergie furent définies au cours d'expériences réalisées sur l'accélérateur de protons à Serpoukhov (mis en service en 1967). Après le lancement des observatoires souterrains pour les neutrinos, les recherches sur la physique et l'astrophysique des particules à très haute énergie appliquées au neutrino progressèrent à grands pas.

Dans le domaine de l'optique, Serfei Vavilov et ses collègues Igor Tamm, Semen Shubin et Yuri Denisyuk, accomplirent des travaux fondamentaux sur la luminescence tels que la découverte de la radiation de l'électron se déplaçant à la vitesse de la lumière, mieux connue sous le nom de «radiation Vavilov-Tcherenkov» (prix Nobel 1958). En 1931, Tamm et Shubin mirent au point la théorie quantique de l'effet photoélectrique sur les métaux. Denisyuk fit une contribution de taille dans une nouvelle branche de l'optique à travers son travail sur l'holographie 3D à la fin des années 1960.

Dans les années 1950, l'électronique quantique fit son apparition. Alexandr Prokhorov et Nikolai Bassov (prix Nobel 1964) mirent au point des

générateurs de molécules (masers) et, plus tard, des générateurs quantiques dans le diapason optique des longueurs d'ondes (lasers). Après l'apparition de l'optique laser non linéaire, la spectroscopie laser et l'holographie couleur enregistrèrent des progrès. Les résultats obtenus en physique des basses et très basses températures sont à mettre au compte de Pyotr Kapitsa (prix Nobel 1978) qui découvrit la superfluidité de l'hélium liquide.

Les avancées enregistrées dans le domaine de l'acoustique marine furent obtenues par Leonid Brekhovskikh, tandis que l'acoustique musicale doit à Leonid Termen le premier instrument de musique électrique, «termenvocs», déjà créé dans les années 1920.

En radiophysique, la recherche se concentra sur la propagation des ondes radio de différentes fréquences, sur la radiophysique statistique et sur l'analyse de l'environnement naturel à l'aide de méthodes radiophysiques. En 1944, Evgeni Zavoisky introduisit le phénomène de résonance paramagnétique électronique qui déclencha le développement de plusieurs techniques de recherche sur la structure des solides, des liquides et des molécules.

Vladimir Zworykin, qui émigra aux États-Unis en 1919, fut plus tard l'auteur de l'iconoscope qu'il breveta en 1929, le premier tube à image permettant la reproduction des images de télévision.

LA CHIMIE

Dans les années 1920, de grands accomplissements furent réalisés par Lev Chugaev en chimie des composites, par Nikolai Zelinsky dans le domaine de la transformation des hydrocarbures et de la pétrochimie ainsi que par Nikolai Kurnakov sur les méthodes d'analyse physico-chimique.

La découverte de la qualité de la catalyse hétérogène et homogène comme des procédés catalytiques transitoires élaborés par Georgi Bores-kov entraîna l'introduction de nouveaux catalyseurs hautement efficaces et sélectifs. Vladimir Ipatiev, implanté aux États-Unis depuis 1930, fut l'un des fondateurs de la synthèse organique catalytique. Durant les années 1930, Sergei Lebedev élabora la méthode industrielle de production du caoutchouc synthétique, à la suite de quoi la chimie des polymères connut un fort essor.

Dans les années qui suivirent la guerre, la chimie des organo-éléments évolua fortement (Institut Alexander Nesmeyanov) et la régularité de création des composés organiques de la plupart des éléments chimiques composants le tableau périodique de Dimitri Mendeleïev était établie. L'école de Kazan, créée par Boris A. Arbuzov, participa largement à l'essor de la

chimie des composés phospho-organiques, l'une des branches d'avenir de la chimie des organo-éléments.

Nikolai Séménov fit une importante contribution en cinétique chimique et notamment grâce à l'élaboration de la théorie de l'enchaînement des réactions chimiques, de la combustion et de la théorie de la détonation (prix Nobel 1956). De nouvelles méthodes physiques de stimulation des réactions chimiques par radiation et faisceaux lumineux laser, ondes de choc et plasma furent mises au point.

Ivan Bardin et Alexandr Baykov ainsi que d'autres scientifiques appartenant à leurs écoles réussirent à améliorer l'efficacité de la métallurgie ferreuse et non ferreuse ainsi que la production d'alliages résistant à la chaleur et aux acides.

LA BIOLOGIE

Chacun connaît les noms d'Ivan Pavlov (1849–1936), un physiologiste réputé pour ses travaux sur le conditionnement du comportement des chiens, et de Nikolai Vavilov (1887–1943), un généticien spécialiste des plantes qui traça l'origine des plantes cultivées. Nikolai Koltsov, un brilliant généticien spécialiste de l'hérédité végétale, développa les conceptions de la structure génique des plantes. Andrei Belozersky démontra, quant à lui, l'unité existant entre le royaume végétal et le royaume animal. Vladimir Engelgard avança la conception biochimique de la contraction musculaire et Andrei Bakh fut à l'origine de la théorie relative à la composition chimique de la respiration. Des études fondamentales en agrochimie et sur la théorie de l'alimentation des plantes énoncées par Dimitri Prianichnikov et son école ont conservé, jusqu'à aujourd'hui, toute leur valeur, tout comme les travaux sur la parasitologie et sur l'helminthologie de K. Skriabine.

Dans les années 1920–1930, les activités de Nikolai Vavilov, Nikolai Koltsov, Sergei Tchetverikov et Alexandre Serebrovsky servirent favorablement la génétique. Cependant, au milieu des années 1930 et plus particulièrement après 1948, cette discipline soviétique fut gravement malmenée par Trophim Lyssenko, un reproducteur de plantes qui rejetait la théorie des chromosomes et soutenait la doctrine selon laquelle les caractéristiques acquises à travers des influences environnementales sont héréditaires (caractéristiques acquises). Les scientifiques exprimant leur opposition perdaient dès lors leur emploi, étaient envoyés en Sibérie ou étaient executés. La génétique, aussi bien fondamentale qu'appliquée, fut quasiment interrompue jusqu'en 1965.

LES SCIENCES DE LA TERRE

Les sciences de la Terre étaient étroitement liées à la planification de l'économie nationale. Les géologues réalisèrent une série de cartes en utilisant les indices et données théoriques recueillis lors d'expéditions de reconnaissance. Ces documents servirent de guides pour la recherche de minéraux ainsi que dans le cadre de l'étude de la structure et de l'évolution de la Terre, de l'activité volcanique et de la tectonique. De riches champs pétrolifères et gisements de gaz naturel furent trouvés en Sibérie orientale, au Turkménistan et dans la mer Caspienne. De même, des diamants furent découverts dans les régions de Yakoutie et d'Arkhangelsk et de l'or en Ouzbékistan.

Dimitri Chtcherbakov et Aleksandr Vinogradov remportèrent de grands succès dans le domaine de la géochimie. La croûte terrestre fut étudiée à l'aide d'ondes de choc très élevées et de profonds forages (atteignant dans la péninsule de Kola la cote record de douze kilomètres). Alexandre Peive participa de façon significative à l'étude de la structure de la croûte continentale et océanique et des déformations en profondeur de la croûte et du manteau. L'océan mondial fut examiné avec succès et les fonds sous-marins de l'Atlantique, du Pacifique et de l'Antarctique, les puissants contre-courants de l'Atlantique et de l'océan Indien ainsi que la formation des cyclones et des anticyclones dans les profondeurs de l'Atlantique furent ainsi analysés. En 1928, des pilotes et le brise-glace Krasin participèrent au sauvetage de l'expédition italienne d'Umberto Nobile qui ne parvint pas à atteindre le pôle Nord à bord du dirigeable *Italia*. En 1932, la traversée de la route maritime du Nord sur 5 600 km fut entreprise par Otto Schmidt sur le Sibiriakov en un seul voyage. En 1937, la première expédition arctique menée par Ivan Papanine atterrit sur un champ de glace à la dérive près du pôle Nord. Jusqu'en 1987, trente unités similaires de recherche sur bases dérivantes appelées *Pôle Nord* furent établies avec succès. En 1937, des pilotes soviétiques placés sous le commandement de Valeri Tchkalov et de Mikhail Gromov accomplirent des vols sans escale d'une distance record entre Moscou et les États-Unis en survolant le pôle Nord. Des constructeurs de navires soviétiques fabriquèrent le Lénine, le premier brise-glace atomique au monde. Aujourd'hui, neuf de ces engins peuvent assurer un service permanent sur la route maritime du Nord. Le fait de relier le pôle Nord grâce à ces véhicules est devenu une pratique habituelle.

Depuis 1957, les scientifiques soviétiques ont participé à des projets internationaux se consacrant à l'étude du continent antarctique et prirent part à quarante-quatre expéditions. Des unités de recherche permanentes furent instaurées et firent une découverte unique, celle d'un lac situé sous la glace de l'Antarctique, épaisse de trois kilomètres.

L'INGÉNIERIE ÉLECTRIQUE

Le plan d'électrification de la Russie (GOELRO) prévoyait la construction de centrales hydroélectriques, de centrales thermoélectriques fonctionnant avec le combustible local (tourbe), le développement des industries consommatrices d'électricité et l'amélioration de la navigation fluviale. Les centrales hydroélectriques du Volkhov (décembre 1926) et du Dniepr (mai 1932) furent donc construites sur la base de ce plan. En 1935, le plan GOELRO avait été appliqué au-delà des espérances et, en 1940, la production totale d'énergie électrique était six fois supérieure aux prévisions. En 1982, l'Union soviétique occupait la première place mondiale en termes de ressources énergétiques commerciales (dont le pétrole et le combustible solide, le gaz et l'énergie électrique). De nombreuses centrales hydroélectriques furent élevées sur la Volga et l'Angara, ainsi que sur de nombreux autres fleuves et rivières. Le très haut barrage d'Assouan ainsi qu'une centrale furent construits par des spécialistes soviétiques sur le Nil en Égypte dans les années 1960. En 1954, la première centrale nucléaire mondiale fut construite sur le site d'Obninsk. En 1987, cependant, après la catastrophe de Tchernobyl (26 avril 1986), davantage d'attention fut accordée à la sécurité humaine et environnementale à travers tout ce secteur de l'énergie.

L'ÉCONOMIE

Au début des années 1920, le gouvernement commença à formuler des plans pour le développement de l'économie nationale en s'entourant largement d'économistes, de spécialistes de l'ingénierie énergétique, de géologues et de nombreux autres scientifiques. Le premier fut le plan d'état quinquénal d'électrification de la Russie. Depuis 1929, l'économie nationale de l'Union soviétique avait progressé sur la base de tels plans d'une durée de cinq ans (douze jusqu'en 1990 entrecoupés par un de sept ans entre 1959 et 1965). Les principes centraux figurant dans les fondements de ces plans quinquennaux comprenaient le développement soutenu de l'industrie lourde, la construction de grands complexes industriels, l'application des technologies les plus avancées, la priorité à l'exploitation des matières premières et des ressources énergétiques locales, et le développement égal de l'industrie et de l'agriculture. Dans les années 1920, l'économiste Nikolai Kondratiev identifia un cycle des prix de 50 à 60 ans (la théorie des «cycles longs» de l'économie qui porte son nom) qui lui permit de prédire la crise des années 1930. Bien qu'il prit part au premier plan quinquénal, il fut emprisonné et mourut en Sibérie.

Dans les années 1950, les économistes appartenant à l'« école mathématique» (Leonid Kantorovitch, Vasili Nemtchinov, Viktor Novozhilov) concentrèrent leur attention sur la «planification optionnelle». Au début des années 1960, Evsei Liberman et Vladimir Nemchinov proposèrent des projets de réformes s'opposant à une stricte planification centralisée de l'État. Dix ans plus tard, des scientifiques de l'Institut central d'économie et de mathématiques de l'Académie des sciences de l'URSS (dirigé par Nikolai Fedorenko) démontrèrent que la conservation du système administratif de commandement de l'économie menait le pays dans une impasse et proposèrent un programme de réformes. Cependant, ces mesures, comme le projet suggéré par le premier ministre Alexei Kossyguine (1904–1980), furent rejetées par la direction conservatrice du Parti. Les résultats en science économique soviétique furent remis en question entraînant la stagnation de l'économie du pays.

LA PHILOSOPHIE

La violente lutte des classes durant la guerre civile et l'intervention étrangère (1918–1922) eut un impact sur la vie publique. La direction du Parti communiste proclama officiellement qu'il devenait nécessaire de s'élever contre toute idéologie hostile, contre les vestiges de la bourgeoisie ou de la petite bourgeoisie et contre les tendances et les coutumes. En 1922, un grand groupe de philosophes, de sociologues, d'historiens et d'écrivains en vue, qui avait rejeté la politique du nouveau régime, fut déporté de force hors du pays. Ils appartenaient à l'aile libérale de la pensée publique, formée avant la guerre. Les plus éminents représentants de la philosophie et de la sociologie libérales aux opinions idéalistes nationalistes étaient Petr Struve (métaphysique néokantienne), Nikolei Berdiaev et Sergei Boulgakov (école de la philosophie religieuse), Pavel Milioukov (adepte du positivisme) et Pitirim Sorokin (qui prônait le développement de la culture religieuse).

Dans les années 1920, les courants nationaux et religieux tels que le panislamisme et le panturquisme se propagèrent au sein de la population musulmane du pays. L'un des premiers décrets de l'administration soviétique édicta la séparation de l'Église et de l'État. Le gouvernement, pour soutenir la propagande de la philosophie matérialiste marxiste-léniniste, commença une vaste campagne antireligieuse menée par la Ligue des athées militants. Cette action entraîna la fermeture de nombreuses églises, mosquées et synagogues. De nombreux prêtres furent arrêtés en tant que complices des riches paysans (appelés les *koulaks*, ils employaient des travailleurs agricoles), ainsi que d'autres ennemis présumés du socialisme.

Au début des années 1930, de nombreux philosophes, historiens, écrivains et artistes se virent accusés d'appartenir à tel ou tel courant idéologique bourgeois ou religieux et furent sévèrement persécutés. Au fil du temps, la direction du Parti communiste commença à limiter les tendances d'extrême gauche anti-intellectuelles les plus excessives. Les représentants de ces idées de gauche insistèrent sur la «prolétarisation» de la philosophie, de l'histoire, de la littérature et de l'art. L'année 1938 connut la publication et la large distribution de l'Abrégé de l'histoire du Parti communiste par Staline. Un de ses chapitres, écrit par Staline lui-même, contenait une présentation schématique et dogmatique des points fondamentaux de la philosophie marxiste-léniniste en matière de matérialisme et de dialectique historiques. Cet ouvrage fut inscrit au programme dans les écoles et les établissements d'éducation supérieure, au travers du réseau de l'éducation du Parti. Sa parution fut dictée par le souhait de Staline d'unifier la pensée publique, ainsi que par ses tentatives visant à contrer toute forme de nonconformisme après avoir réussi à éradiquer l'opposition au sein du Parti. L'Abrégé laissait apparaître de sévères critiques à l'égard de plusieurs écoles de philosophie d'Europe occidentale et américaine et les lecteurs, ne pouvant se familiariser avec les œuvres originales d'auteurs étrangers, devaient accepter les yeux fermés l'appréciation donnée dans ce texte. Parallèlement, néanmoins, des travaux de Karl Marx, de Friedrich Engels et de Vladimir Lénine furent publiés en de nombreux exemplaires, donnant la possibilité aux lecteurs «actifs» de ne pas limiter leur réflexion à l'Abrégé mais de prendre connaissance, de façon approfondie, de la théorie marxiste-léniniste ainsi qu'avec le matérialisme historique et dialectique. Nombre d'intellectuels, d'artistes et de scientifiques majeurs, contemporains de cette époque, tels que N. Vavilov, S. Vavilov, V. Vernadski, A. Ioffe, V. Komarov, N. Kurnakov, I. Mitchourine, O. Schmidt et d'autres, s'approprièrent parfaitement la méthodologie marxiste et l'utilisation dont ils en firent porta ses fruits dans leur recherche quotidienne. Au lendemain de la guerre, la plus importante contribution en culturologie, en philosophie classique et en esthétique fut faite par Aleksandr Losev. Les travaux de Y. Lotman en culturologie et sémiotique acquirent également une grande reconnaissance.

Durant le conflit contre l'Allemagne nazie, la propagande antireligieuse fut stoppée par l'État, entraînant ainsi la réouverture des églises et des mosquées. Cependant, après la guerre, Staline se mit de nouveau à déformer la presse idéologique et donna naissance à l'opposition contre le «cosmopolitisme» et l'attitude servile à l'égard de l'Occident. Les biologistes subirent la répression, tandis que la génétique et la cybernétique furent proclamées «pseudosciences», ce qui porta un préjudice irrémédiable à l'essor de la science.

La révocation du culte stalinien par Nikita Khrouchtchev ne s'accompagna pas de nouvelles tendances philosophiques. Comme par le passé, la répression des non-conformistes (exil d'A. Sakharov, déportation des dissidents ou détention dans des hôpitaux psychiatriques) faisait rage et les dogmatiques s'opposaient dans leur idéologie aux réalistes. Par ailleurs, cette division passa du domaine de la politique nationale au niveau des relations internationales. Les défenseurs des doctrines dogmatiques insistaient sur le fait qu'il existait des contradictions absolues entre les systèmes socialiste et capitaliste. L'école réaliste s'appuyait sur la thèse léniniste exposant la possibilité d'une coexistence pacifique entre les États possédant des systèmes sociopolitiques distincts et ses représentants affirmaient qu'à la fin du XX^e siècle il était nécessaire de résoudre d'urgents problèmes mondiaux comme la sauvegarde de la paix, la protection de l'environnement, la lutte contre la pauvreté, la famine et les épidémies, dont l'issue ne pouvait provenir que d'un effort commun de l'ensemble des pays du monde. À la fin des années 1980, et particulièrement à la suite de la proclamation de la souveraineté de la Russie et de la dissolution de l'Union soviétique, les églises orthodoxes, musulmanes et bouddhistes stimulèrent leur activité sur le territoire de la Fédération de Russie, tandis que quelques philosophes russes se rallièrent au courant eurasien selon lequel la Russie serait un «pont» entre les civilisations occidentales et orientales. Ils estimaient que la Russie était le pays qui avait absorbé les cultures byzantines et d'Europe occidentale, ainsi que les éléments des tribus nomades tels que les Scythes, les Khazars et la horde d'Or.

L'HISTOIRE, L'ARCHÉOLOGIE, LES ÉTUDES ORIENTALES

La période soviétique connut une science historique fortement politisée dans le pays. Certains historiens marxistes faisaient preuve d'absolutisme dans leur approche de la lutte des classes et décrivaient de façon schématique le cours de l'histoire (école de Mikhail Pokrovsky). Il fallut attendre 1934 pour que l'histoire soit réintroduite dans les universités soviétiques. En 1936, l'Académie communiste, sous l'autorité de laquelle était concentré l'enseignement des disciplines historiques, fut mise en place. L'Institut d'histoire fut alors établi sur cette base dans le système de l'Académie des sciences de l'URSS.

Durant la guerre, l'intérêt pour l'histoire de la patrie augmenta radicalement. Les livres d'historiens professionnels glorifiant le patriotisme national (*Napoléon*, *La guerre de Crimée* d'Evgeni Tarle) ou de romanciers décrivant une intrigue historique (Chinghis-Khan, Batu de Vasili Yan) étaient hautement appréciés du lectorat. En temps de paix, Boris Rybakov publia plusieurs livres sur l'histoire et l'archéologie de l'ancienne Russie. Miliza Netchkina élabora une série d'ouvrages sur le mouvement démocratique des décembristes dans les années 1820, Mikhail Tikhomirov rassembla et étudia les manuscrits médiévaux russes et Nikolai Druzhinin se pencha sur les mouvements démocrates de Russie à la fin du XIXe siècle et au début du XX^e. La compilation des œuvres collectives historiques fut un travail considérable (Histoire mondiale en seize volumes, Encyclopédie historique en treize volumes, Histoire de la diplomatie en cinq volumes, Histoire des relations diplomatiques dans l'océan Pacifique en deux volumes publiés par Evgeni Zhukov et Aleksandr Guber). Par ailleurs, il parut également cinq éditions séparées comprenant le Dictionnaire diplomatique en trois volumes, l'Histoire de la Grande Guerre patriotique en six volumes, l'Histoire de la Seconde Guerre mondiale en seize volumes. et trois éditions de la volumineuse Grande encyclopédie soviétique publiée par Aleksandr Prokhorov. Des spécialistes de la Chine (Vasili Alekseïev). du Japon (Nikolai Konrad), de l'Inde (Fedor Scherbatskoï), de l'Arabie (Ifnat Kratchkovski), de l'Iran (Evgeni Bertels), de la Mongolie (Boris Vladimirtsov) et de l'Afrique (Ivan Potekhin), livrèrent des informations essentielles sur l'histoire de ces pays. Nicholas Roerich, peintre, philosophe et historien, ainsi que son épouse Hélène et leurs fils Youri et Sviatoslav, vivant principalement en Inde, contribuèrent à l'interaction des cultures orientale et occidentale.

Des archéologues découvrirent des sites et des ateliers paléolithiques et néolithiques sur le chemin emprunté par les populations migrant de Sibérie en Amérique (Aleksandr Okladnikov) par la péninsule de Chukot et le détroit de Béring. Ils mirent également à jour des emplacements de peuplement datant de l'ère néolithique dans le sud de l'Oural. Des archéologues (B. Rybakov), en association avec des experts de la linguistique et de la toponymie indo-européennes tels que Oleg Troubatchev, déterminèrent l'habitat des tribus protoslaves, tandis que Boris Piotrovski découvrait les restes d'une ancienne civilisation de l'Urartu, en Arménie. Lors d'excavations à Novgorod, Pskov, Staraya Russa et Tver, Artemy Artsikhovski et Valentin Yanin trouvèrent des textes de l'ancienne Russie sur de l'écorce de bouleau. Environ huit cents exemplaires de ces textes sont connus aujourd'hui. Les sépultures scythes conservées par les glaces du pergélisol furent découvertes dans la vallée de Pazyryk. Les archéologues soviétiques réalisèrent également des travaux lors d'expéditions dans le désert nubien (Boris Piotrovski), en Syrie et en Iraq (Rauf Mountchaev) où des implantations du VIIe millénaire avant Jésus-Christ furent trouvées. L'Asie centrale offrit d'exceptionnelles excavations telles que Nisa, ancienne capitale des

Parthes, et les fouilles révélèrent d'anciennes implantations néolithiques des VIII^e et VII^e millénaires avant Jésus-Christ découvertes par Vladimir Masson. L'*Archéologie de l'URSS*, imposante collection de vingt volumes, fut publiée sous la direction de B. Rybakov.

Dans les années 1980, avec l'ouverture aux chercheurs, l'activité de publication des archives nationales traditionnellement confidentielles connut une grande expansion. L'histoire de la politique intérieure et étrangère de l'URSS et de la Russie entra ainsi dans une nouvelle phase.

LA LITTÉRATURE

Au cours de la Première Guerre mondiale, plusieurs écoles décadentes et anarcho-nihilistes, formées dès le tournant du XX^e siècle, prédominaient dans la littérature russe. La plus importante était composée de poètes qui furent ensuite désignés comme les représentants de l'«âge d'argent» (Anna Akhmatova, Nikolai Goumilev, Boris Pasternak, Marina Tsvetaïeva et Konstantin Balmont). Quelques groupes, les futuristes par exemple, voulurent «jeter Pouchkine, Dostoïevski, Tolstoï, du paquebot de la modernité». De telles tendances destructrices subsistèrent également dans la littérature durant les premières années du pouvoir soviétique et, à ce propos, Vladimir Lénine dut affirmer que le marxisme n'avait absolument pas abandonné les plus précieuses réussites de l'époque bourgeoise mais, au contraire, qu'il avait assimilé et absorbé tout ce qu'il y avait eu de bon en un millénaire de développement de la pensée et de la culture. Lors d'un discours prononcé devant le Congrès des jeunesses communistes, Lénine souligna qu'un individu ne pouvait devenir communiste qu'une fois en possession de la connaissance de tous les trésors de l'humanité. Malgré tout, certains membres de la direction du Parti communiste (en particulier les partisans de Léon Trotski) continuèrent à adhérer à l'attitude nihiliste d'extrême gauche à l'égard de la littérature et de la culture du passé. En 1925, l'Association russe des écrivains prolétariens fut créée. Ses membres revendiquaient l'abandon de l'héritage culturel et demandaient l'instauration de l'«hégémonie du prolétariat» dans la littérature. Ils divisaient les écrivains en catégories selon la classe à laquelle ils appartenaient et critiquaient violemment les auteurs «bourgeois» ou «néobourgeois». De même, les activités d'extrême gauche éclaboussèrent les beaux-arts, le théâtre et le cinéma. Ce courant fut cependant rapidement condamné et contré. Une écrasante majorité d'intellectuels russes restait fidèle à la culture traditionnelle du pays. Ainsi, en 1932, l'Association russe des écrivains prolétariens fut dissoute.

Les poètes et écrivains russes Vladimir Maïakovski, Sergei Essenine, Aleksandr Blok, Valeri Brioussov, Fedor Gladkov, Konstantin Fédine,

Marietta Chaginian, Dmitri Fourmanov, Veniamin Kaverine, Nikolai Tikhonov, Lidia Seifoulina, ainsi que l'Ukrainien Pavel Tytchina et le Bélarus Ianka Koupala, furent les premiers à reconnaître la révolution. Leurs œuvres, telles que Mes universités (1923) et L'affaire Artamonov (1925) de Maxime Gorki, influencèrent la littérature au cours des années suivantes. Le romantisme de la guerre civile se refléta dans les ouvrages: Le train blindé n°14-69 (1923) de V. Ivanov, Tchapaïev (1923) de D. Fourmanov, Le torrent de fer (1924) d'A. Serafimovitch, Les blaireaux (1924) de L. Leonov, dans les écrits de I. Babel, dans Les cités et les années (1924) de K. Fédine et dans Le ciment (1925) de F. Gladkov. Il influença également des pièces de théâtre telles que Lioubov Yarovaya (1926) de C. Treniev, Tempête (1930) de V. Bill-Belotserkovski et La première armée de cavalerie (1930) de V. Vichvevski, ainsi que les romans La débâcle (1927) de A. Fadeïev et Le Don paisible (1928) de M. Cholokhov. Dans les années 1920-1930, des œuvres littéraires de grande qualité apparurent telles que La vie de Klim Samgin (1928-1937) par M. Gorki, Le dernier des Oudégués (1929-1936) de A. Fadeïev. Bruski (1928–1937) de A. Panferov, ainsi que Et l'acier fut trempé (1932–1934) de N. Ostrovski, un roman qui devint non seulement populaire en Russie mais également à l'étranger (Chine, Cuba et Viêt Nam). Le thème de l'industrialisation du pays fut dépeint dans La station hydroélectrique (1930–1931) de M. Chaginian, Ô temps en avant! (1932) de V. Kataïev et Énergie (1932-1938) de F. Gladkov.

Le sujet de la collectivisation dans le domaine agricole fut décrit de façon frappante dans le roman *Terres défrichées* (1932) de M. Cholokhov, dans la pièce de théâtre *Dans les pas de l'Ukraine* (1941) par le dramaturge ukrainien A. Korneitchouk ainsi que dans *Drygva* de l'auteur bélarusse I. Kolas.

Le patriotisme du peuple russe et son histoire furent représentés dans plusieurs romans, épopées et autres travaux de belles-lettres réalisés par des auteurs soviétiques tels que *Pierre I*^{er} (1925–1945) de A. Tolstoï, *Le labeur de Sébastopol* (1937–1939) de S. Sergeïev-Tsenski et *Tsoushima* (1932–1935) de A. Novikov-Priboi.

Andrei Platonov, dans son roman *Tchevengour*, Mikhail Boulgakov dans *Cœur de chien* et *Les œufs fatidiques*, et Mikhail Zochtchenko dans ses nouvelles mirent en œuvre un réalisme critique et se moquèrent sans ménagement des jugements philistins et d'extrême gauche.

En 1932, l'Union des écrivains soviétiques fut créée. Elle rassemblait des artistes de différents courants dans le domaine de la littérature avec, à sa tête, M. Gorki, écrivain éminent dont la popularité était déjà grande à la veille de la révolution et dont les opinions étaient très proches de celles des communistes.

Staline lança une vague de répression au milieu des années 1930 à la suite de l'assassinat de S. Kirov, membre du Comité central panrusse du Parti communiste. Elle fit de nombreuses victimes dans le milieu littéraire: le poète Osip Mandelstam, le dramaturge Sergei Tretiakov, l'écrivain Isaak Babel, des représentants de la «littérature paysanne» (Nikolai Kliouev, Sergei Klitchkov) et bien d'autres subirent une répression brutale.

Après l'invasion nazie, un quart des membres de l'Union des écrivains soviétiques rejoignit les forces armées. Les quatre années de conflit se soldèrent par deux cent quarante-deux victimes parmi les écrivains, plus de trois cents se virent remettre une décoration militaire et certains devinrent des héros de l'Union soviétique. Pendant cette période, des écrivains, journalistes et poètes russes, ukrainiens, bélarusses, arméniens, géorgiens, juifs, lettons, etc., de renom furent à l'origine d'écrits patriotiques majeurs. Moussa Dzhalil, poète tatare détenu dans une prison fasciste puis exécuté, écrivit une série de vers lyriques patriotiques qu'il parvint à diffuser depuis sa cellule. Poèmes et vers de Nikolai Tikhonov, de Vera Inber, d'Olga Bergolts et de Dzhambul (poète kazakh) étaient destinés à la défense héroïque de Leningrad.

À la suite du conflit, le thème de la guerre patriotique continua à être omniprésent dans les livres d'écrivains tels que Constantin Simonov, Oles Gontchar, Niktor Nekrassov, Vasili Grossman, Viktor Azhaev et Emanuil Kozakevitch. *Un homme véritable* de Boris Polevoï exerça une grande influence patriotique sur la jeunesse. Ce livre avait été écrit en hommage au pilote devenu héros, A Marasiev, qui fut blessé et perdit ses deux jambes et qui, grâce à des membres artificiels, combattit les nazis avec bravoure.

Le durcissement du régime et la croissance des courants conservateurs en matière d'idéologie après la guerre affectèrent gravement la littérature soviétique. En août 1947, une décision émanant du Comité central du Parti et concernant les magazines littéraires de Leningrad, Zvezda et Leningrad, fut publiée. Celle-ci visait l'hétérodoxie en tant que telle. Après le décès de Staline et la condamnation officielle de son culte en 1956, commença la courte période de «dégel» (appelée ainsi d'après le titre d'une œuvre d'Ilia Ehrenbourg). Une nouvelle littérature reflétant fidèlement, et non en y mettant les formes, la réalité soviétique apparut, profitant de la vague d'enthousiasme du public. La même année, une revue littéraire très connue, Novy Mir (Nouveau monde) dirigée par le poète Alexandre Tvardovski publia le roman L'homme ne vit pas seulement de pain de V. Doudintsev, visant le conservatisme et la bureaucratie soviétiques. En 1962, ce même magazine fit paraître Une journée d'Ivan Denissovitch d'Alexandre Soljenitsyne décrivant un système inhumain de camps de concentration, le goulag. Les écrits de Yuri Trifonov ou d'Andrei Platonov, précédemment interdits, furent également publiés dans cette revue. De nombreux journaux nationaux diffusèrent *Les héritiers de Staline* du poète Evgeni Evtouchenko dans lequel ce dernier levait le masque sur ceux qui s'efforçaient de raviver le culte du dictateur.

Parallèlement aux œuvres critiques de jeunes poètes (Robert Rozhdestvenski, Andrei Voznessenski et Bella Akhmadoulina), les années 1960–1970 furent marquées par l'émergence d'une volumineuse littérature clandestine. Celle-ci, appelée *samizdat*, consistait à reproduire illégalement des manuscrits non publiés ou des travaux critiques rejetés par les maisons d'édition publiques. Divers magazines illicites virent soudainement le jour et se firent connaître grâce à la publication de lettres ou d'articles du physicien Andrei Sakharov au sujet du retard du pays par rapport à l'Occident. Celui-ci préconisait la politique de convergence, c'est-à-dire l'emprunt des avantages que présentaient tant le capitalisme que le socialisme. L'historien Roy Medvedev critiqua durement les failles de la démocratie soviétique. Le pouvoir supprima sévèrement les activités des « dissidents », ceux qui réclamaient des réformes et la démocratisation de la société.

La littérature soviétique au XX^e siècle était multinationale et plurilingue. La technique littéraire dite du «réalisme social» prédominait dans l'art soviétique au cours de la période des années 1930–1980 et bénéficiait du soutien des représentants du gouvernement. La principale caractéristique de cette méthode était la suivante: réaliser une peinture réelle et fidèle de la réalité d'un point de vue historique à l'aide de techniques artistiques appelant des formes et des genres variés et correspondant aux exigences du caractère national, de l'esprit du Parti et de l'humanisme social.

Durant la période soviétique, de nombreuses œuvres littéraires très célèbres provenant de représentants de différentes nations de l'URSS pénétrèrent la vie culturelle de l'ensemble du pays grâce à leur traduction en russe. Cette littérature comprenait des écrits d'auteurs ukrainiens tels que Taras Chevtchenko, Ivan Franko, Lesia Ukrajinka, Mikhail Kotsioubinski, Pavel Tytchina, Maksim Rylski, des œuvres d'auteurs classiques tels que Nizami Gianjevi (XIIe siècle) et Muhammad Fizouli (XVe siècle), d'auteurs azerbaïjanis dont Mirza Akhoundov et Sabir Tairzade, ou de diverses autres origines tels que Alisher Navoi (Ouzbékistan), Abu Roudaki et Abulkasim Firdousi (Tadjikistan), Ovanes Toumanian, Mikhail Nalbandian et Gabriel Soundoukian (Arménie), Shota Roustavéli et son poème médiéval Le chevalier à la peau de tigre, D. Gouramichvili, I. Baratachvili, A. Tchavtchavadze, A. Tsereteli et Vazha-Pshaveli (Géorgie), Makhtoumkouli (Turkménistan), Abaï Kounanbaev (Kazakhstan), Y. Raïnis et A. Oupit (Lettonie), I. Donelaitis et Y. Zhemaite (Lituanie), I. Kringe (Moldavie), Y. Koupala, Y Kolas, M. Bogdanovitch et F. Bogouchevitch (Bélarus), K. Khetagourov (Ossétie) et les classiques de la littérature juive de Cholem-Aleikhem, parmi bien d'autres. De nombreuses nations au sein du pays ne disposant même pas de langages écrits avant la révolution développèrent leurs littératures nationales (Kirghiz, Bouriates, Mariis) tout comme ceux qui en furent dotés dans les années 1920–1930 (Tuvinian, Adyguéens, Nanai, peuples du Nord).

Les célébrations des anniversaires des auteurs classiques de la littérature nationale tels que Aleksandr Pouchkine, Shota Roustavéli, Nikolai Dobrolioubov, Nikolai Nekrassov, Mikhail Kotsioubinski, Ivan Franko, Lesia Ukrajinka, Kosta Khetagourov, etc., amplement organisées à Moscou et dans d'autres grandes villes, servirent à promouvoir les trésors littéraires des différentes nationalités au sein de l'Union soviétique.

À l'étranger, on trouve parmi les représentants de l'émigration postrévolutionnaire, un grand nombre d'écrivains et de poètes russes: Ivan Bounine et Vladimir Nabokov (respectivement prix Nobel de 1933 et de 1977), les auteurs « décadents » Dimitri Merejkovski, Zinaida Guippious et Marina Tsvetaïeva (qui rentra en URSS en 1939), entre autres. Soljenitsyne (prix Nobel de littérature de 1970) s'exila aux USA en 1974 et ne retourna sur le sol russe qu'en 1995. À la fin des années 1970, le poète Joseph Brodski (prix Nobel de 1987) dut quitter le pays pour les États-Unis.

LA MUSIQUE, LE BALLET, LES ENSEMBLES FOLKLORIQUES

Dans les années 1920, Nikolai Miaskovski écrivit ses nouvelles symphonies, tandis que Reingold Glier composa un poème musical historique, Zaporogues (Zaporozhians), et un ballet, Le pavot rouge. Dans le même temps, Alexandre Glazounov créa son quatuor à cordes et Mikhail Ippolitov-Ivanov ses suites orchestrales ainsi que ses poèmes symphoniques qui s'inscrivaient dans la continuité des traditions artistiques des grands compositeurs russes du XIXe siècle et du début du XXe (Mikhail Glinka, Alexandre Borodine, Modest Moussorgski, Nikolai Rimski-Korsakov et A. Skriabine). À cette même époque, l'art musical commença à prendre son essor en Ukraine (Symphonie n° 2 de Lev Revoutski, création du chœur «Dumka», composition d'œuvres pour chœur par Nikolai Leontovitch), en Géorgie (musiques de Zakhari Paliachvili et de Meliton Balantchivadze) et en Arménie (Aleksandr Spendiarian). Des collectifs de musiciens publics furent organisés: le Chœur folklorique russe conduit par Mitrofan Piatnitsky, l'Ensemble chant et danse de l'Armée rouge sous la direction d'Alexandre Alexandrov, ainsi que de nombreux ensembles de musique de chambre.

Prokofiev, de retour sur le sol soviétique en 1932, composa ses célèbres œuvres dans les années 1930: le ballet *Roméo et Juliette*, le conte symphonique *Pierre et le loup* et la cantate *Alexandre Nevski*. Ces années correspondirent à l'épanouissement créatif de Dimitri Chostakovitch avec l'apparition de sa *Symphonie n°* 5, d'un quintet pour piano et d'autres compositions. Plus tard, en 1936, des critiques sans fondement furent exprimées par les autorités au sujet du «formalisme» de sa musique. Le compositeur arménien Aram Khatchatourian écrivit son ballet *Gayaneh*, des symphonies et des concertos pour piano. Boris Assafiev composa, quant à lui, ses ballets *La fontaine de Bakhtchissaraï* et *Les flammes de Paris*. Nikolai Miaskovsky, enfin, poursuivit son cycle symphonique.

L'avant-guerre fut marquée par l'évolution artistique des symphonies, des opéras et des ballets dans les républiques soviétiques. Les noms des compositeurs Useir Gadzhibekov, Abdul Magomaïev (Azerbaïdjan), Armen Tigranian (Arménie), Anatoly Bogatirev, Evgeni Tikotski et Victor Kosenko (Ukraine) devinrent célèbres dans le pays.

Aux côtés des musiciens de l'ancienne génération, c'est-à-dire les fondateurs des illustres écoles de musique, les jeunes firent, alors, également preuve de talent: Konstantin Igoumnov, Aleksandr Goldenveizer, Genrich Neigauz, Vladimir Sofronitsky, David Oïstrakh, Marina Ioudina, Petr Stoliarski, Abram Yampolski, Semen Kozoloupov, Emil Gilels, Yakov Flier, Marina Kozolupova, Galina Barinova et Daniel Chafran. Les chanteurs d'opéra Leonid Sobinov, Valeria Barsova, Antonina Nejdanova, Dormidont Mikhailov, Ivan Kozlovski, Sergei Lemechev, Feodor Chaliapine et Pavel Andreïev étaient très populaires dans le pays.

Durant la guerre, les chants patriotiques et lyriques composés par Vasili Soloviev-Sedoi, Boris Mokroussov, Anatoly Novikov, Aleksandr Alexandrov, Matvey Blanter obtinrent un grand succès. Les années qui suivirent le conflit se caractérisèrent par une activité très productive de la part des compositeurs Rodion Chtchédrine et Boris Tchaïkovski (Russie), Kara Karaïev et Fikret Amirov (Azerbaïdjan), Otar Taktakichvili et Sulhan Tsintsadze (Géorgie), Arno Babadjanian (Arménie), Veli Moukhatov (Turkménistan), Aleksandr Svechnikov, Platon Maïboroda et Grigory Verevka (Ukraine), et Alfred Shnitke, Georgi Sviridov, Isaac Dounaïevski, N. Strelnikov et Y. Milioutine.

Les compositeurs et chefs d'orchestre des républiques baltes soviétiques continuèrent à développer leurs traditions nationales: A. Lepine, Adolf Skulte, Yanis Ivanov, Margers Zarinch, Y. Medinch, Alfred Kalninch, et Raymond Pauls. En Lituanie, Anastas Ratchiounas, Yuri Iouzeliounas, Yuri Tallat-Kyalpch, B. Dvarionas et S. Vaïniounas sont parmi les plus connus. En Estonie, on se doit de mentionner les compositeurs et chefs d'orchestre Gustav Ernesaks et Artur Kapp. Une pléiade de danseurs de ballet tels

que Ekaterina Geltser, Galina Oulanova, Olga Lepechinskaïa, Natalia Doudinskaïa, Marina Semenova, Vakhtang Tchaboukiani, Konstantin Sergueïev, Askold Makarov et de maîtres de ballet: Leonid Lavrovsky, Igor Moisseïev, Agrippina Vaganova, Yuri Grigorovitch et Kasian Goleïzovski, plein de talent, était très appréciée du public. De nombreux compositeurs et interprètes russes et soviétiques se produisirent à l'étranger avec beaucoup de succès. Ainsi, convient-il de mentionner les artistes émigrés : les compositeurs Sergei Rachmaninov et Igor Stravinski, le chanteur Feodor Chaliapine, la ballerine Anna Pavlova, les danseurs Vaslav Nijinski, Mikael Barychnikov et Rudolf Noureïev, les chorégraphes George Balanchine et Sergei Diaghilev (qui organisa la compagnie des Ballets russes à Paris), les musiciens Vladimir Horowitz, Yahudi Menuhin, Lev Oborine, Leonid Kogan, Mstislav Rostropovitch, Vladimir Sivakov et Sviatoslav Richter, les chanteurs Dimitri Khvorostovsky, Evgeni Nesternko et Elena Obraztsova, les ballerines Galina Oulanova et Maya Plissetskaïa, et les chefs d'orchestre Evgeni Svetlanov et Evgeni Mravinsky.

LE THÉÂTRE

Au lendemain de la révolution, le gouvernement prêta secours aux théâtres et spectacles musicaux à travers l'Union soviétique et partout où les représentations étaient données dans les langues nationales.

En plus de la préservation des traditions des théâtres russes, tels que le Théâtre d'art de Moscou, fondé en 1898 par Konstantin Stanislavski et V. Nemirovitch-Dantchenko, ou le théâtre Maly de Moscou ainsi que d'autres à Petrograd et Kiev, de nouveaux théâtres furent ouverts. En 1920–1921, les premiers théâtres professionnels pour enfants furent créés, parmi lesquels le Théâtre d'art dramatique pour enfants dirigé par A. Briantsev à Petrograd, un théâtre de spectacles musicaux pour enfants à Moscou (N. Sats) et, en 1931, le Théâtre national de marionnettes (S. Obraztsov).

Les représentations du théâtre Bolchoï de Moscou et du théâtre Marinsky de Saint-Pétersbourg, le Théâtre d'opéra et de ballet d'Ekaterinbourg, les théâtres d'art dramatique de Moscou (MHAT et Maly), le théâtre de la Taganka (I. Lioubimov), le théâtre Lenkom (M. Zakharov) et le théâtre Sovremennik (G. Voltchek), eurent un succès mondial.

L'Ensemble de danse folklorique Moisseïev et les chœurs de l'Armée rouge firent des tournées mondiales triomphantes, ainsi que de nombreux cirques.

LES BEAUX-ARTS

Des thèmes historiques et révolutionnaires furent abordés dans les peintures de Isaak Brodski, Mitrofan Grekov, Aleksandr Guerassimov, Boris Koustodiev, Konstantin Youon, Kuzma Petrov-Vodkin et d'autres peintres des années 1920. Les artistes chevronnés Petr Kontchalovski et Igor Grabar étaient, quant à eux, spécialisés dans le paysage. Les caricatures de journaux et magazines occupaient la place principale du dessin politique des années 1920–1930. Les œuvres de D. Moor, V. Deni, B. Efimov et L. Brodati furent les plus appréciées du public. Un groupe créatif de peintres satiriques fut formé sous le pseudonyme de Koukryniksy (Mikhail Kouprianov, Porfiry Krylov, Nikolai Sokolov). La technique du bois gravé est associée aux noms de V. Favorsky, d'A. Kravtchenko et de P. Pavlichev.

Au début des années 1920, les organisations artistiques d'extrême gauche, telles que l'Association russe des peintres prolétariens, apparurent dès lors que les formalistes détenaient un rôle de premier plan. Partisanes de l'art abstrait, elles plaidaient l'abandon de l'art appartenant au passé et se disaient innovatrices et créatrices de l'art nouveau. Elles firent cependant de graves erreurs sociologiques tant en théorie qu'en pratique et furent dissoutes en 1932. Dans les années 1930, les portraits de Mikhail Nesterov, d'Igor Grabar et d'Aleksandr Guerassimov furent largement salués. Martiros Sarian et Sedrak Arakelian évoluaient avec beaucoup de succès en Arménie, tandis qu'Aleksandr Chovkounenko et Nikolai Samokich travaillaient en Ukraine et Valentin Volkov en Bélarus. Demian Chmarinov, Evgeni Kibrik, Aleksandr Guerassimov et Aleksandr Kanevski s'illustrèrent dans le domaine de l'illustration de livres.

Durant la guerre, la tradition de la guerre civile fut renouvelée: les «vitrines TASS» se transformèrent de nouveau en support pour les affichistes tels que P. Sokolovski, N. Radlov, M. Savitski et Koukryniksy. Des œuvres d'une très grande valeur artistique furent réalisées par D. Chmarinov, *Ni oubli ni pardon*, A. Pakhomov, *Le siège de Leningrad*, et A. Kourdov, *Sur les sentiers de la guerre*.

À la fin du conflit, les artistes continuèrent à se consacrer à des thèmes militaires, réalisant le portrait des hommes de troupe et des généraux célèbres. L'atelier de M. Grekov, spécialisé dans la peinture de guerre, a connu une grande réussite. Dans le domaine du portrait, P. Korin, A. Chovkounenko, M. Bozhi et G. Stronka. R. Treuman (Estonie), I. Glazounov et A. Chilov demeurent des artistes réputés.

Dans le domaine des arts décoratifs on connaît surtout les boîtes laquées et les miniatures des petites villes de Palekh, Mstera, Fedoskino et Koloui. Les techniques de travail du verre, de la porcelaine, du bois,

de la mosaïque, du métal repoussé, du macramé et des tapis sont d'autres exemples des arts appliqués.

Plusieurs artistes russes majeurs ont réalisé leur discipline à l'étranger après la révolution, y compris Kasimir Malévitch et Vassili Kandinsky. Aleksandr Benoua et Marc Chagall acquirent également une réputation internationale.

Les monuments à la mémoire d'A. Hertsen et de N. Ogarev réalisés par N. Andreïev de façon très réaliste et érigés en face de l'université de Moscou figurent parmi les premières œuvres sculptées des années 1918–1920. I. Chadre sculpta différents bustes de modèles issus du peuple en 1922, une œuvre intitulée *Le pavé rond, outil du prolétariat* et un monument en l'honneur de Lénine en 1927. Plus tard, d'autres sculpteurs tels que Matvei Manizer, Sergei Mercourov, Nikolai Tomski et Lev Kerbel, consacrèrent leur activité à l'image de Lénine.

La sculpture *L'ouvrier et la kolkhozienne*, de Vladimir Moukhina, présentée en 1937 lors de l'Exposition internationale de Paris, devint mondialement connue. Parmi les sculpteurs contemporains, citons Ernst Neizvestny, auteur du mémorial érigé à Magadan en souvenir des martyrs de la terreur stalinienne.

L'ARCHITECTURE

En 1922, Vladimir Choukhov réalisa une station de radiodiffusion hyperbolique haute de 148 mètres, élevée à Moscou et aujourd'hui utilisée pour la retransmission de la télévision et de la radio. B. Iofan fut l'architecte du pavillon soviétique construit pour les Expositions internationales de Paris et de New York en 1939. Parmi les constructions des années 1930, il convient de mentionner le barrage hydroélectrique du Dniepr, les combinats métallurgiques de Magnitogorsk et de Kouznetsk, plusieurs usines de tracteurs et de roulements, ainsi que des usines chimiques, des logements publics et des installations sportives. En 1930, un mausolée en granit en mémoire de Lénine fut construit sur la place Rouge de Moscou conformément au projet d'A. Chtchoussev. Aux côtés de Chtchoussev, les grands architectes tels que Ivan Zholtovski, Ivan Fomine et Vladimir Gelfraigh travaillèrent sur divers projets d'urbanisation à Moscou, Leningrad et dans d'autres villes. De nouveaux ponts furent installés sur la rivière Moskova durant la période 1936–1938. Quelques stations du métro moscovite furent construites tout au long des années 1930 et 1940. En 1933, le canal Biélomor, long de 227 kilomètres et permettant de relier la mer Baltique, fut construit grâce au travail forcé.

La reconstruction des villes, villages et des entreprises industrielles dévastés par les troupes allemandes avait été menée à bien au lendemain du conflit. Celle-ci s'était accompagnée de l'élévation, sur plusieurs étages, d'édifices à Moscou qui, en 1967, accueillit une nouvelle tour de télévision, la tour Ostankino, la seconde plus haute tour du monde d'un poids total avoisinant les 55 000 tonnes.

Un mémorial à la mémoire des soldats soviétiques fut construit dans le parc de Treptov de Berlin. Il s'agit d'une statue en bronze de treize mètres de hauteur: le soldat soviétique tient dans ses bras une petite fille et, dans sa main droite le sabre par lequel il a vaincu la croix gammée nazie. Le monument fut conçu par E. Voutchetitch et un groupe d'architectes de Moscou et de Kiev. Voutchetitch fut également l'auteur de *La Mère-Patrie*, sculpture érigée à Volgograd sur le mont Mamaev.

À la fin des années 1950, villes et villages virent le nombre d'appartements croître. Un programme immobilier prévoyant la construction de bâtiments de cinq étages selon une conception simple permit d'atténuer la crise du logement pendant un certain temps. En 1995, un musée commémoratif dédié à la Grande guerre patriotique de 1941–1945 fut ouvert à Moscou sur le mont Poklonnaïa. Une église orthodoxe, une mosquée et une synagogue furent élevées à proximité en souvenir des victimes de la guerre. Achevée en 1997, la cathédrale du Christ-Sauveur fut reconstruite à l'identique, suite à sa destruction en 1934.

LE SPORT

En 1939, le gouvernement approuva l'initiative des organisations regroupant de jeunes gens pour l'introduction d'un complexe sportif pansoviétique. Unies autour de la devise «Toujours prêts pour le travail et la défense» (insigne GTO), elles se proposaient d'accomplir de grandes prouesses dans différentes disciplines sportives. En 1956, plus de quatre millions de Soviétiques remplirent les critères du GTO. Des athlètes ont ainsi pris part aux jeux Olympiques depuis 1952, obtenant de nombreuses récompenses grâce au soutien de l'État qui fournissait toutes les conditions nécessaires à leur éducation et à leur entraînement.

La notoriété de l'école d'échecs soviétique fit le tour du monde. Celle-ci créa plusieurs champions du monde tels que Aleksandr Alekhine, Mikhail Botvinnik, Mikhail Tahl, Vasili Smislov, Tigran Petrosian, Anatoly Karpov, Garry Kasparov, etc.

LE CINÉMA

L'essor du cinéma soviétique est à mettre en relation avec les noms de grands maîtres de cet art tels que Y. Protozanov et S. Youtkévitch. De nombreux films ont rejoint les trésors cinématographiques soviétiques: Le cuirassé Potemkine (1925), Octobre (1927), Alexandre Nevski (1938) et Ivan le Terrible (1945–1958) de S. Eisenstein, Le chemin de la vie (1931) de N. Ekk, Contre-plan (1932) de F. Ermler et S. Youtkévitch, Tchapaïev (1934) des frères Vassiliev, La mère (1926) de V. Poudovkine, L'arsenal (1923) et La terre (1930) d'A. Dovjenko, Fragment d'un empire (1929) de F. Ermler, La jeunesse de Maxime (1935) de G. Kozintsev et L. Trauberg, Nous de Kronstadt d'E. Dzigan, Lénine en octobre de M. Romm, et Les joyeux garçons, Le cirque et Volga-Volga de G. Alexandrov. S. Guerassimov et M. Donskoï obtinrent un grand succès avec l'adaptation à l'écran des œuvres de L. Tolstoï, A. Tchekhov et W. Shakespeare.

L'art de la cinématographie fut révolutionné par A. Tarkovski dans son film sur la vie du peintre d'icônes *Andrei Roublev*, considéré comme un chef d'œuvre cinématographique. S. Bondartchouk, également connu en tant qu'acteur, ancra son succès sur le tournage de grandes scènes de combats. Parmi les maîtres incontournables du cinéma documentaire, citons R. Karmen qui se pencha sur la guerre civile en Espagne, la guerre anti-japonaise menée en Chine et la guerre 1941–1945. De nombreux journalistes filmèrent des scènes historiques épiques lors des combats contre l'envahisseur fasciste.

Le cinéma soviétique connut des acteurs populaires tels que Boris Babotchkine, Boris Tchirkov, Boris Chtchoukine, Nikolai Okhlopkov, Kyubov Orlova, Vera Maretskaïa, Tamara Makarova, Nikolai Krioutchkov, Marina Ladynina, Nicolai Tcherkassov, Mikhail Jarov, Nikolai Mordvinov, Rostislav Plyatt, Evgeni Leonov, Anatoli Papanov, Yuri Nikoulin, Nikolai Simonov, Yulia Borisova et bien d'autres. Le cinéma s'épanouissait également en Ukraine (réalisateur A. Dovjenko), en Géorgie (N. Chenguelaïa, N. Tchiaoureli) et en Arménie (A. Bek-Nazarov). La musique des films fut réalisée par des compositeurs tels qu'Isaac Dounaïevski, Dimitri Kabalevski, Sergei Prokofiev, Aram Khatchatourian, Tikhon Khrennikov et Dimitri Chostakovitch.

L'après-guerre vit l'ouverture de studios de cinéma dans les républiques socialistes soviétiques de Lettonie, de Lituanie et d'Estonie qui ne possédaient pas leurs propres structures auparavant. Au milieu des années 1980, trente-trois studios étaient en activité au sein de l'Union soviétique. Depuis la fin des années 1940, le cinéma pour enfants, dont

l'industrie du dessin animé, s'est développé. Les films soviétiques ont été présentés dans de nombreux festivals internationaux de cinéma, à commencer par *Le cuirassé Potemkine*, primé lors du festival international de Paris, en 1927.

BIBLIOGRAPHIE

- *Action culturelle en RSFSR*: 1917–1927, vol. 1, parties 1 & 2, Documents, 1917–1921, Moscou, Nauka, 1983–1984.
- *Action culturelle en RSFSR*: 1928–1941, vol. 2, parties 1 & 2, Documents, 1928–1941, Moscou, Nauka, 1985–1986.
- Action culturelle en RSFSR: 1941–1945, vol. 3, Documents, 1941–1945, Moscou, Nauka, 1989.
- BOUKHARINE N. I. 1993. Révolution et culture: Articles et interventions. 1923–1936, Moscou.
- BOURNOV A. S. 1959. Articles et discours sur l'instruction publique, Moscou, RSFSR.
- Dictionnaire diplomatique. vols. 1-3, Moscou, Nauka, 1984-1986.
- *Encyclopédie historique soviétique*, vols. 1–16, Moscou, Encyclopédie Sovetskaya, 1961–1976.
- GORKI M. 1991. *Réflexions intempestives : Remarques sur la révolution et la culture*, Moscou, Sovremennik.
- GORSEN P., KNÖDLER-BUNTE E. 1974. *Proletkult*, Stuttgart, Frommann-Holzboog.
- GOUBAREV V. 1999. Fin du XX^e siècle: La science et les scientifiques en Russie, Moscou, Nauka/Interperiodica.
- 2001. À l'aube du XXI^e siècle, Moscou, Nauka.
- GRAHAM L. R. 1993. Science in Russia and the Soviet Union: A Short History, Cambridge (Massachusetts), Cambridge University Press.
- *Histoire de la Seconde Guerre mondiale, 1939–1945*, vols. 1–12, Moscou, Nauka, 1973–1982.
- Histoire universelle, vols. 8–13, Moscou, Nauka, 1961–1983.
- KELDYSH M. V. 2001. Portrait fondé sur les souvenirs des contemporains, Moscou, Nauka.
- KHRAMOV Y. A. 1983. Les physiciens: Guide biographique, Moscou, Nauka.

- KIM M. P. 1957. Quarante ans de culture soviétique, Moscou, Gospolitizdat.
- KOROLEVA N. 2001 2002. Le père (2 vols.), Moscou, Nauka.
- Koumanev V. A. 1967. Socialisme et instruction élémentaire universelle : La lutte contre l'analphabétisme en URSS, Moscou, Nauka.
- 1991. Le destin de l'intelligentsia nationale dans les années trente, Moscou, Nauka.
- KROUPSKAÏA N. K. 1957. Ouvrages pédagogiques choisis, Moscou, Uchpedgiz.
- La culture soviétique pendant la Grande Guerre patriotique, Moscou, Nauka, 1976.
- La culture soviétique pendant la période de reconstruction, 1928–1941, Moscou, Nauka, 1988.
- La science et les hommes. Guide international, Moscou, Znanie, 1962-1987.
- La science historique à l'aube du XXI^e siècle. Novossibirsk, Institut d'histoire, Presse d'archéologie et d'ethnologie, 2001.
- LÉNINE V. I. 1967. Sur la révolution culturelle, Moscou, Politizdat.
- LOUNATCHARSKI A. V. 1960. Lénine et l'instruction publique: Recueil d'articles et d'interventions, Moscou, Nauka.
- MATROSOV V. 1999. The New Paradigm of Russia's Development in the XXIth Century: Ideas and Results. Complex Investigation of Problems of Stable Development, Moscou, Academia.
- POLIAKOV Y. A. 1997. Les grands historiens nationaux: Souvenirs, Moscou, URAO.
- Potentiel spirituel de l'URSS à la veille de la Grande Guerre patriotique : Histoire de la culture soviétique, 1917–1941, Moscou, Institut d'histoire russe, 1985.
- RYABUSHKIN T. V. 1987. Soviet Demography During the Past 70 Years, Moscou, Nauka.
- RZHESHEVSKY O. A. Guerre et diplomatie: Documents, commentaires 1941–1942, Moscou, Nauka.
- Shtromos A., Kaplan M. A. (dir. publ.). 1982. *The Soviet Union and the Challenge of the Future. vol. III: Ideology, culture and nationality*, St Paul (Minnesota), Paragon House.
- SOBOLEV V. S. 1999. Pour l'avenir de la Russie : Action de l'Académie des sciences pour la sauvegarde du patrimoine culturel et scientifique

national. Années 1890-1930, Saint-Pétersbourg, Nauka.

THOMPSON T. L., SHELDON R. 1988. Soviet Society and Culture: Essays in Honor of V. S. Dunham, Boulder (Colorado), Westview Press.

Vie culturelle en URSS. 1917-1927. Chronique. Moscou, Nauka, 1975.

Vie culturelle en URSS. 1928-1941. Chronique. Moscou, Nauka, 1976.

Vie culturelle en URSS. 1941-1950. Chronique. Moscou, Nauka, 1977.

Vie culturelle en URSS. 1951-1965. Chronique. Moscou, Nauka, 1979.

Vie culturelle en URSS. 1966–1977. Chronique. Moscou, Nauka, 1981.

31.2 L'Europe centrale, de l'Est et du Sud-Est

Alexander S. Stykalin, Victor A. Khorev, František Svátek, L. Nagy, Nikolai Todorov et A. Chojnowski

La victoire de la Grande-Bretagne, de la France et des États-Unis à l'issue de la Première Guerre mondiale ainsi que les révolutions de 1917–1919 en Russie, en Allemagne et en Autriche-Hongrie débouchèrent sur l'élaboration, à Versailles, d'un nouveau système de relations internationales qui remodela l'Europe centrale et orientale. Les États indépendants d'Autriche, de Hongrie et de Tchécoslovaquie naquirent des cendres de l'Empire habsbourgeois. La Roumanie, y compris la Transylvanie, fut créée à sa frontière. L'union de la Serbie et du Monténégro indépendants avec des territoires de l'ex-Empire austro-hongrois aboutit à la création du royaume multinational des Serbes, Croates et Slovènes (qui devint la Yougoslavie en 1929) et l'État indépendant de Pologne, dépecé une centaine d'années plus tôt, fut restauré.

L'ÉDUCATION ET LA CULTURE

Les nations d'Europe centrale et orientale et des Balkans ont connu des systèmes éducatifs et de communication différents, ainsi que des disparités dans les évolutions des progrès scientifiques et de leur activité culturelle. Voici quelques illustrations de ces disparités: sur le territoire tchèque, qui était devenu, au XIX° siècle, la région la plus industrialisée de l'Empire habsbourgeois, les réformes menées à la fin du XVIII° siècle et au début du XIX° siècle mirent fin à l'analphabétisme qui, en revanche, touchait encore entre 40% et 50% de Roumains et de Yougoslaves et plus de 80% d'Albanais dans les années 1920 et 1930. Prague, Vienne et Cracovie furent, à partir du XIV° siècle, des pôles universitaires dont l'influence s'étendait au-delà des frontières nationales tandis que la première université bulgare ne fut créée que dans les années 1880. Quant aux premiers établissements d'enseignement supérieur albanais, ils n'ouvrirent leurs portes que dans les années 1945–1950. Si, en Pologne, le théâtre s'épanouit dès l'époque

baroque, aux XVIIe et XVIIIe siècles, en Bulgarie, la culture théâtrale nationale ne commença à se développer qu'au début du XXe siècle, époque à laquelle fut fondé le théâtre national de Sofia. De même, les Praguois avaient, depuis longtemps, la possibilité d'aller écouter Mozart et Beethoven quand Belgrade et Sofia instituèrent leur première compagnie d'opéra permanente, respectivement en 1920 et 1921. Durant l'entre-deux-guerres, le studio de cinéma tchèque Barrandov possédait un des équipements techniques les plus modernes d'Europe alors que, dans les pays balkaniques, le cinéma était encore à l'état embryonnaire à la même époque.

Il faut souligner que le développement culturel contrastait aussi nettement d'une région à l'autre, à l'intérieur même des États, notamment en Autriche-Hongrie qui fut disloquée en 1918. Si, pendant très longtemps, Prague a été le foyer de la culture tchèque ainsi que celui de la culture autrichienne et allemande, en Bosnie, en revanche, la création de l'infrastructure culturelle moderne ne débuta qu'après 1908, date de l'annexion du pays par l'Autriche-Hongrie.

Les profondes divergences historiques et culturelles qui existent entre les pays d'Europe centrale et orientale et des Balkans sont nées au début du Moyen Âge. L'identité culturelle des nations européennes diffère, en effet, selon qu'elles ont opté pour le catholicisme ou l'orthodoxie grecque (Rome ou Constantinople). L'exemple des Serbes et des Croates, qui parlent la même langue, montre comment des différences confessionnelles peuvent influer sur la formation des nations.

L'expansion turque dans les Balkans entre le XV^e et le XVII^e siècle a constitué un autre facteur important de divergence entre les deux régions. La frontière entre l'Empire ottoman et l'Empire austro-hongrois a délimité à partir du XVII^e siècle deux aires culturelles distinctes. En outre, les nations balkaniques ont en commun d'avoir résisté contre l'occupation turque jusqu'au XIX^e siècle et partagent donc une même expérience historique. De nos jours, dans les Balkans, en Bosnie et dans une partie de la Bulgarie, de vastes régions sont habitées par des musulmans.

Au XIX^e siècle, en Europe centrale, la formation des nations tchèque, slovaque, croate et slovène et des cultures nationales fut guidée par la volonté de s'affranchir de la tutelle allemande et surtout, dans le cas des Croates et des Slovaques, d'échapper à la politique hongroise d'assimilation linguistique. Le processus fut des plus concluants sur le territoire tchèque, où, dès 1918, les principales conditions étaient réunies non seulement pour créer un État mais aussi pour instaurer un des systèmes politiques les plus avancés de l'Europe de l'entre-deux-guerres.

Le problème de la spécificité historique de ce qu'on appelle l'Europe centrale et de la délimitation de ses frontières reste au cœur des débats

(alimentés notamment par Jenö Szücs et Milan Kundera). À ce sujet, on ne peut contester que l'Autriche appartienne à cette région, que la monarchie des Habsbourg y ait joué un rôle d'intégration et que Vienne serve, depuis des siècles, de pont avec l'Europe occidentale et constitue un foyer culturel attirant les représentants des cultures nationales de toute de la région (d'autres grandes villes comme Prague et Budapest ont, dans une certaine mesure, joué un rôle analogue). Il faut également mentionner ici, d'une part, l'influence ambivalente de la culture allemande qui a promu de grandes valeurs humanistes mais aussi l'idéologie nazie et, d'autre part, l'attitude ambiguë des nations de la région à l'égard de la culture germanique qui, selon les époques et les circonstances, a tantôt séduit, tantôt inspiré le dégoût. Il importe enfin de souligner le rôle de la culture juive. Les juifs d'Europe centrale ont, en effet, formé une communauté culturelle très créative dont l'influence s'est étendue bien au-delà des frontières régionales et nationales.

La culture autrichienne, qui s'était jusque-là développée en lien étroit avec les cultures hongroises et slaves, se démarqua progressivement de la culture allemande en affermissant ses spécificités. Celles-ci se manifestèrent dès la seconde moitié du XVIIIe siècle dans la musique de Franz Joseph Haydn et Wolfgang Amadeus Mozart ainsi que, dans la première moitié du XIXe siècle, dans la musique de Franz Schubert, le théâtre de Franz Grillparzer, de Ferdinand Raimund ou de Johann Nepomuk Nestroy et la poésie de Nikolaus Lenau. Il y avait parfois des contradictions entre l'idée nationale autrichienne, qui s'exprimait dans la philosophie et dans différents domaines d'activités créatrices, sa quête de vérité dans un monde matériel, et les efforts visant à apaiser les controverses suscitées par les expériences transcendantales de l'esprit (Geist) allemand. Le fait que l'Autriche ne soit pas devenue le centre de l'unification allemande et ait été évincée de ce processus par la Prusse dans les années 1860 et de la formation de l'Empire allemand en 1871 a accéléré la cristallisation de la conscience nationale autrichienne (bien que, jusqu'à la seconde moitié du XX^e siècle, la majorité de la population autrichienne se soit sentie plus allemande qu'autrichienne). La violence des antagonismes nationaux et sociaux en Autriche-Hongrie explique l'extraordinaire intensité de la quête intellectuelle dans la culture austro-allemande au tournant du siècle dernier. De nombreuses doctrines philosophiques européennes furent élaborées sur le sol autrichien: la psychanalyse de Sigmund Freud, la phénoménologie d'Edmund Husserl, la physiognomie de Rudolf Kassner, le judaïsme mystique de Martin Buber, la doctrine philosophique du sionisme de Theodor Herzl et la philosophie analytique de Ludwig Wittgenstein.

La littérature autrichienne connut une période florissante à partir des premières décennies du XX^e siècle. On trouve déjà l'empreinte du néoro-

mantisme et du symbolisme dans les œuvres de Hugo von Hofmannsthal et d'Arthur Schnitzler. Rainer Maria Rilke, un des plus grands poètes de langue allemande du XX° siècle, adhéra tour à tour à l'impressionnisme, au symbolisme philosophique et à la «nouvelle subjectivité». Les œuvres de Georg Trakl, Franz Werfel et Gustav Meyrink favorisèrent l'essor de l'expressionnisme. La prose de Franz Kafka élargit considérablement le champ d'exploration de la littérature du XX° siècle. La crise puis la chute de la monarchie des Habsbourg firent de l'Autriche un petit pays, ce qui fut vécu comme une tragédie dans la conscience nationale. Cette perception imprégna les œuvres mondialement connues de Robert Musil, Joseph Roth, Hermann Broch, Stefan Zweig et Heimito von Doderer ainsi que le théâtre de Odön von Horváth et de Franz Theodor Csokor. L'Autriche de l'entredeux-guerres est dépeinte avec talent dans l'œuvre d'Elias Canetti, prix Nobel en 1981, qui montra comment la nation se laissa progressivement séduire par le fascisme et l'*Anschluss*.

Au XX^e siècle, Vienne (la ville de Mozart, Beethoven, Brahms, Mahler et Strauss) resta l'un des principaux foyers mondiaux de la culture musicale. La nouvelle école de Vienne, dont les principales figures furent Arnold Schoenberg, Alban Berg et Anton Webern, réforma le langage musical en formulant les principes d'atonalité et de dodécaphonie. L'Autriche fournit, par ailleurs, quelques-uns des interprètes les plus célèbres du monde ainsi que l'un des plus grands chefs d'orchestre du XX^e siècle en la personne d'Herbert von Karajan.

Le mouvement autrichien appelé «Sécession», qui s'appliqua à l'architecture, aux arts appliqués et à la peinture (Gustav Klimt), connut un retentissement international à la fin du XX^e siècle. Toutefois, dès le début de la Première Guerre mondiale, l'architecture se tourna vers le rationalisme en réaction contre l'ornementation superflue et l'esthétique curviligne de l'art nouveau. C'est ainsi que naquit l'expressionnisme (Oskar Kokoschka), le courant qui influença le plus les peintres allemands et autrichiens.

Si, dans la conscience nationale autrichienne, l'issue de la Première Guerre mondiale fut associée au déclin du pays, pour les Tchèques et les Slovaques, la dissolution de la monarchie des Habsbourg fut un préalable à la formation d'un État tchécoslovaque. L'instauration d'un régime démocratique mais aussi la position du pays au confluent de différents courants culturels créèrent les conditions favorables au développement d'une vie intellectuelle intense dans la Tchécoslovaquie de l'entre-deux-guerres. Les liens culturels traditionnels l'unissant à l'Allemagne furent préservés. À la même époque, la Tchécoslovaquie du premier président, T. G. Masaryk, mena une politique francophile et assura la promotion des courants culturels qui se développaient en France, en particulier dans les beaux-arts. Prague devint un des principaux foyers culturels de l'émigration russe.

Les intellectuels russes Roman O. Jakobson, Nikolaï S. Troubetzkoy et P. G. Bogatyriov, ainsi que leurs homologues tchèques Jan Mukárovský et Vilem Mathesius, jouèrent un rôle de premier plan au sein du Cercle linguistique de Prague qui contribua au développement de la linguistique, de la phonologie et de la poésie structurales.

C'est durant l'entre-deux-guerres que la littérature tchèque connut son véritable âge d'or, en particulier grâce à la prose satirique de Jaroslav Hašek et l'œuvre sociale et fantastique de Karel Čapek. La poésie tchèque était particulièrement innovante. Les principes théoriques du poétisme et du surréalisme, qui donnaient la priorité aux approches associatives dans la pensée figurative, contrairement au didactisme et à la rationalité, furent exposés dans les essais mondialement connus de Karel Teige. Ces principes, qui renforcent la dimension métaphorique du langage poétique et en élargissent les capacités expressives, furent diversement interprétés par une pléiade de poètes talentueux tels que Vítězslav Nezval, Vladimír Holan, František Halas, Jaroslav Seifert, qui allait recevoir le prix Nobel en 1984, ou encore le poète slovaque Laco Novomeský, entre autres.

Les grands metteurs en scène de théâtre Jindrich Honzl et E. F. Burian

Les grands metteurs en scène de théâtre Jindrich Honzl et E. F. Burian cherchèrent de nouveaux modes d'expression scénique. Ils combinèrent la satire et le grotesque avec des effets de stylisation et de nouveaux rythmes musicaux.

Dans les années 1920–1930, la culture musicale tchèque, en développant l'héritage de Bedřich Smetana, Antonín Dvořák et Zdenek Fibich, assit un succès et consolida son excellente réputation internationale. C'est également à cette époque que, les grands compositeurs Leoš Janáček et Josef Bohuslav Foerster furent à leur apogée. Le compositeur mondialement connu Bohuslav Martinu, qui vécut à l'étranger, conserva des liens avec sa terre natale. Un des auteurs du système musical en quart de ton, Alois Hába, est aussi l'un des plus célèbres représentants de l'avant-garde musicale tchèque.

Dans les années 1920–1930, les beaux-arts cherchèrent l'originalité tout en s'appuyant sur les expérimentations du postimpressionnisme, de l'expressionnisme, du cubisme et du fauvisme ainsi que sur les motifs folkloriques. Les riches traditions de l'art nouveau d'Europe centrale, et notamment du mouvement sécessionniste viennois, restèrent vivaces dans les dessins de Max Švabinský, dans les chefs-d'œuvre d'Alfons Mucha, qui s'illustra dans de nombreuses disciplines artistiques, ainsi que dans les tableaux de chevalet et les fresques monumentales de Jan Preisler. Le peintre Emil Filla fut profondément influencé par l'expressionnisme puis le cubisme. Le sculpteur Jan Štursa domina l'art des sculpteurs français Aristide Maillol et Émile Antoine Bourdelle dans ses compositions expressives et dynamiques et enrichit ainsi son propre style néoclassique monumental.

L'œuvre sculpturale d'Otto Gutfreund porte, elle, l'empreinte de l'expressionnisme et du cubisme. Quant au grand maître de l'illustration Josef Lada et au peintre Václav Špala, ils manifestèrent un profond intérêt pour l'art populaire. Le peintre et dessinateur František Kupka fut un précurseur dont le style évolua progressivement du réalisme social à l'art abstrait et non figuratif. Dans les années 1930, tandis que la menace fasciste grandissait en Europe, les œuvres de nombreux grands artistes tchèques prirent des accents de plus en plus dramatiques. Le surréalisme devint l'un des styles les plus populaires (qu'on songe, par exemple, à la passion tragique des œuvres de J. Šíma).

L'architecture tchèque de l'entre-deux-guerres connut un retentissement dans toute l'Europe. Elle emprunta aux courants allemand, français et néerlandais et ses œuvres constructivistes et cubistes influencèrent, en retour, les architectes d'autres pays. Les principaux représentants de l'école architecturale tchèque du XX^e siècle furent notamment Jan Kotĕra, J. Gočár, Havliček, K. Honzik, J. B. Fuchs et J. Kroha. La Tchécoslovaquie, pays démocratique et industrialisé, offrait des conditions plus favorables à la réalisation de grandes opérations d'aménagement urbain que ses voisins d'Europe centrale et orientale, même si, en dépit de ce contexte, de nombreux projets audacieux ne purent y être mis en œuvre.

La fameuse définition qu'E. Hobsbawm a donnée du XXe siècle qualifié d'«âge des extrêmes» est particulièrement pertinente appliquée à la Tchécoslovaquie dont le champ culturel fut traversé par de puissants courants de gauche, notamment socialistes, et où de nombreux artistes célèbres (en particulier parmi les avant-gardistes) se sentirent attirés par le mouvement communiste. Beaucoup d'entre eux condamnèrent toutefois les procès de Moscou de 1937–1938, entraînant une scission dans les rangs de la gauche en Tchécoslovaquie comme dans d'autres pays. À ces artistes acquis aux idées communistes s'opposèrent des écrivains catholiques libéraux ou conservateurs tels que Jan Zahradiček et Jaroslav Durych. En Tchécoslovaquie, de même que dans le reste de l'Europe des années 1920–1930, les artistes étaient généralement profondément engagés et prirent part à des batailles idéologiques portant, par exemple, sur l'attitude à adopter à l'égard de l'expérience socialiste menée en URSS.

La Tchécoslovaquie de Masaryk fut le pays européen le plus en pointe non seulement dans les beaux-arts mais aussi dans l'éducation et les sciences. Elle compta de remarquables écoles de mathématiques, de chimie (école de Bohuslav Brauner), mais aussi de lettres et de sciences humaines, notamment de linguistique comparative et slave, d'études médiévales, d'histoire de l'art et d'ethnologie. Les travaux de Lubor Niederle sur l'origine des peuples slaves et dans le domaine de l'archéo-

logie sont connus dans le monde entier. Bedřich Hrozný déchiffra le hittite en écriture cunéiforme et démontra que cette langue appartenait à la famille indo-européenne.

En dépit du caractère très démocratique du régime politique tchécoslovaque, qui était la matérialisation des idées politiques de Tomáš Masaryk, il n'y avait pas de réelle égalité de droits entre les différentes nationalités. La Slovaquie et la Transcarpathie (partie occidentale de l'Ukraine) jouaient le rôle de satellites agricoles des régions tchèques hautement industrialisées. Les conditions de vie ainsi que les normes éducatives y étaient bien inférieures à celles du reste du pays. Les partisans du «tchécoslovaquisme», qui avait été érigé en doctrine d'État, considéraient que les Slovaques faisaient partie intégrante d'une seule nation tchécoslovaque. Cela eut naturellement des répercussions sur la politique culturelle. Il faut noter que jusque dans les années 1930, le répertoire du théâtre national slovaque (fondé à Bratislava en 1920) se composait principalement de pièces de dramaturges tchèques jouées en tchèque. Toutefois, les conditions d'expression de la culture nationale slovaque s'améliorèrent entre l'effondrement de l'Autriche-Hongrie et la création d'un État slovaque indépendant. Le Musée national slovaque et l'université slovaque nommée en l'honneur de Jan Amos Komenský, qui furent fondés à Bratislava, jouèrent un rôle considérable dans la vie culturelle. Les écoles nationales de musique et de peinture (notamment celle de Ludovit Fulla) furent créées. La littérature nationale s'épanouit (Janko Jesenský, Ivan Krasko, etc.).

La restauration de l'État polonais en 1918 créa des conditions propices à un épanouissement et à un renouveau de la culture. Il n'y eut toutefois pas de rupture avec les périodes antérieures. Durant les décennies où les Polonais furent privés d'État, la culture fut le principal facteur de préservation de l'identité nationale. Avec la renaissance du pays, les artistes n'eurent plus à assumer la tâche de défendre l'identité polonaise et purent à nouveau se consacrer pleinement à des expériences formelles. D'où le développement des différents mouvements d'avant-garde qui jouèrent un rôle considérable dans les années 1920-1930. Stanislaw Ignacy Witkiewicz, dramaturge, romancier et essayiste, qui devint célèbre après sa mort, s'opposa, dans l'ensemble de son œuvre, au nationalisme de la culture polonaise. Les artistes qui avaient joué un rôle dans le mouvement baptisé «Jeune Pologne » (1890–1918), parmi lesquels les écrivains réalistes Stefan Żeromski, Kazimierz Przerwa Tetmajer et Stanislaw Przybyszewski, les poètes Leopold Staff et Boleslaw Lesmian, et les peintres Leon Wyczólkowski, Olga Boznańska et Wojciech Weiss, poursuivirent leurs activités créatrices après que leur terre natale eut recouvré l'indépendance. En 1924, le prix Nobel fut décerné à l'écrivain Wladyslaw Stanislaw Reymont, après avoir été précédemment attribué à Sienkiewicz en 1905.

La ligne positiviste dans la culture polonaise, apparue dans les années 1860-1870, s'exprima à nouveau durant la période de l'entre-deuxguerres. L'école néopositiviste Lwów-Varsovie (Tadeusz Kotarbiński, Alfred Tarski, Jósef Ĺukaszewicz, Kazimierz Ajdukiewicz, etc.) a apporté sa contribution à différentes disciplines, à savoir la sémantique logique, l'épistémologie et la méthodologie des sciences déductives. En posant les bases de la logique mathématique, les représentants de l'école stimulèrent la recherche dans ce domaine. Les travaux de Waclaw Sierpiński, Zymund Janiszewski, Stefan Mazurkiewicz, Stefan Banach ou encore Hugo Steinhaus contribuèrent à développer l'analyse fonctionnelle moderne ainsi que la théorie des séries orthogonales et apportèrent des éléments nouveaux à la théorie des mesures et intégrales.

À la même époque, le nationalisme romantique restait vivace dans la culture polonaise et acquit de nouvelles caractéristiques. Le grand compositeur Karol Szymanowski combina l'héritage de Chopin avec des découvertes plus récentes dans le domaine du langage musical. Le grand prestige international dont jouissait la musique polonaise fut aussi conforté par des interprètes talentueux tels que le chef d'orchestre Gregory Fitelberg, les pianistes Ignacy Paderewski, Leopold Godowski et Jósef Hofman, le violoniste Pavel Kochański et les chanteurs Ewa Bandrowska-Turska et Jan Kiepura, qui se produisirent dans le monde entier. Les années 1930 virent les débuts de Witold Lutoslawski, l'un des plus grands compositeurs de la seconde moitié du XXe siècle. Le succès du ballet polonais fut tout aussi éclatant. Bronislava Niźinska, sœur du célèbre Vaslav Niźinsky, qui travailla à Varsovie dans les années 1930, développa la tradition du ballet russe, et tout particulièrement celle du ballet de Sergueï Diaghilev.

Dans la Pologne de l'entre-deux-guerres, la tradition du théâtre russe fut cultivée par Stanislawa Wysocka, Stefan Jaracz, Aleksander Zelwerowicz, Juliusz Osterwa, etc. Beaucoup d'entre eux avaient travaillé en Russie avant 1918 et connaissaient bien la technique du Théâtre d'art de Moscou. Le courant néoromantique de Stanislaw Wyspiański, figure de la culture polonaise à l'époque de la «Jeune Pologne», à son apogée entre 1890 et 1914, fut développé par le célèbre metteur en scène de théâtre Leon Schiller, qui cherchait à réaliser une synthèse de différents arts dans les représentations théâtrales.

Witold Gombrowicz, Bruno Schulz et Witkiewicz furent des précurseurs dans le domaine de la littérature. Leur prose est connue au-delà des frontières polonaises. Celle de Jaroslaw Iwaszkiewicz, Zofia Nalkowska et Maria Dabrowska fut plus traditionnelle, réaliste et psychologique. Quant à la poésie polonaise, elle était caractérisée par une pluralité de styles. Le groupe *Skamandr* (Julian Tuwim) développa les traditions classiques au sens large du terme, notamment l'esthétique néoromantique de la «Jeune

Pologne». À la veille de la Seconde Guerre mondiale, Konstantyn Idelfons Galczyński, Jósef Czechowicz et Meczyslaw Jastrun expriment, dans leur poésie lyrique et expressive, des pressentiments apocalyptiques. Dans les années 1930, le plus grand poète polonais de la seconde moitié du XX^e siècle et prix Nobel en 1980, Czeslaw Milosz, fit également ses débuts.

Différentes tendances, parfois opposées, coexistaient également dans les beaux-arts polonais. Comme en Tchécoslovaquie, ceux-ci furent soumis à une forte influence française qui fut associée à une recherche d'éléments nationaux. Le groupe des Formistes (Tytus Czyżewski notamment) suivit les principes du cubisme et s'inspira de l'expressionnisme. Certains de ses membres, tels que Zbigniew Pronaszko et Léon Chvistek, évoluèrent vers l'art abstrait. D'autres, comme Jan Cybis, recherchaient de nouveaux effets de couleur. Wladislaw Skoczylas fut le pionnier de la xylographie polonaise. Les peintures de Tadeusz Makowsky empruntaient à la fois au cubisme et à certaines tendances de l'art naïf. Felicyan Kowarski fit une interprétation originale de l'expérience expressionniste dans son œuvre monumentale à forte dimension sociale. La figure de proue de la sculpture polonaise entre les années 1910 et 1960 fut Ksavery Dunikowski, dont l'œuvre est empreinte d'un héroïsme sévère et d'une sagesse intérieure.

Avant 1918, chaque partie de la Pologne, alors partagée entre trois empires, était dotée d'un système d'enseignement et d'institutions culturelles qui leur étaient propres. Après la restauration de l'État polonais, l'uniformisation des systèmes demanda un travail considérable. Des établissements secondaires et d'enseignement supérieur ainsi que des universités furent créés. Les avancées scientifiques allèrent de pair avec les progrès accomplis dans l'enseignement supérieur. Les scientifiques polonais enregistrèrent des succès non seulement en mathématiques, mais aussi en chimie physique (école de Wojciech Swietoslawki), en physique expérimentale, en physique des basses températures, en thermodynamique, en optique, en électrochimie, en biochimie, en aérodynamique, en mécanique empirique, en astronomie et dans un certain nombre de disciplines médicales. Des progrès significatifs furent également accomplis en sciences économiques, en sciences sociales, en ethnologie et en archéologie. L'histoire jouant généralement un rôle important dans la genèse de la conscience nationale, les facultés d'histoire formèrent un grand nombre d'historiens talentueux. L'autre condition indispensable à l'émergence d'une conscience nationale a trait à la langue. La question de sa préservation suscita un débat très vif dans la Pologne morcelée, ce qui stimula la recherche en linguistique. Les travaux de Jan Baudouin de Courtenay furent d'une importance capitale en phonologie. Des avancées furent également réalisées en linguistique slave, en particulier dans le domaine de la dialectologie (Kazimierz Nitsh) et de l'étude comparative des langues indo-européennes.

L'université de Cracovie fut un important foyer de néothomisme. À la même époque, se développa, outre l'école néopositiviste polonaise, l'esthétique phénoménologique de Roman Ingarden. Floryan Witold Znaniecki devint l'un des fondateurs de la sociologie empirique. Janusz Korczak apporta sa contribution à la pédagogie. De nombreux universitaires polonais devinrent connus en travaillant à l'étranger: ce fut notamment le cas de la physicienne et chimiste Marie Curie (Maria Sklodowska-Curie), deux fois lauréate du prix Nobel en 1908 et 1911, de son collègue Kazimierz Fajans et de l'anthropologue Bronislaw Malinowski, remarqué pour sa théorie du fonctionnalisme.

Dans les années 1930, face à la menace grandissante du fascisme allemand, les intellectuels polonais prirent position en faveur du nationalisme, de la démocratie libérale ou du communisme. La bataille à laquelle se livrèrent les tenants de ces trois doctrines marqua le climat intellectuel de la Seconde République, en particulier durant les dernières années de son existence.

Parallèlement aux profonds antagonismes apparus au sein de la vie culturelle polonaise durant l'entre-deux-guerres, se creusait un fossé entre, d'un côté, une recherche scientifique de haut niveau, les écoles élitistes et la culture artistique, et de l'autre, le retard culturel des masses populaires. L'analphabétisme touchait ainsi 20% de la population adulte à la veille de la Seconde Guerre mondiale. Ce taux était encore plus élevé au sein des minorités (Ukrainiens, Bélarusses et Lituaniens) qui représentaient un tiers de la population de la Pologne d'avant-guerre. Les tensions entre le groupe ethnolinguistique au pouvoir et les minorités, qui s'exprimèrent dans la culture, caractérisaient également d'autres pays d'Europe centrale et orientale et des Balkans, à savoir la Tchécoslovaquie, la Yougoslavie, la Roumanie et, dans une certaine mesure, la Bulgarie. Elles persistèrent dans ces pays après la Seconde Guerre mondiale, tandis qu'elles disparurent en Pologne, qui devint un État multinational entre les deux guerres. Il faut toutefois souligner que les minorités ethniques ne furent pas uniquement une source de tensions: elles contribuèrent en effet à établir des contacts entre les cultures nationales en jouant un rôle de médiateur.

LA CULTURE DANS L'APRÈS-GUERRE

L'instauration d'un nouveau système de relations internationales en Europe eut des conséquences radicalement différentes en Hongrie, d'un côté, et en Tchécoslovaquie et en Pologne, de l'autre. En tant que partie constituante de la double monarchie habsbourgeoise, qui exerçait non seulement sa

souveraineté sur les affaires intérieures, mais influençait aussi la politique étrangère de l'Empire austro-hongrois, la Hongrie avait de bonnes raisons d'être considérée comme l'un des perdants de la Première Guerre mondiale. C'est la position qui prévalut à la conférence de Versailles lorsque les vainqueurs redéfinirent ses frontières en excluant un tiers de la population hongroise. La Hongrie, qui revendiquait jusque-là le rôle de chef de file de l'Europe centrale, se voyait amputée d'une partie de son territoire et entourée de voisins plus imposants. Le processus d'adaptation à cette nouvelle donne géopolitique fut extrêmement douloureux et marqua la vie intellectuelle hongroise durant l'entre-deux-guerres.

L'élite hongroise au pouvoir tenta de compenser en partie la perte de son influence dans la région des Carpates et du Danube en devenant le principal foyer culturel d'Europe centrale et orientale. Le programme du régime de Miklós Horthy en matière culturelle, qui ne fut que partiellement mis en œuvre en raison de difficultés économiques, prévoyait de créer une importante infrastructure pour la culture élitiste et de construire des universités, des établissements secondaires et d'enseignement supérieur, des musées et des bibliothèques. Cernée par les pays de la Petite Entente, la Hongrie mena une politique étrangère favorable à l'Italie de Mussolini, puis, dans les années 1930, à l'Allemagne nazie qui nourrissait, comme elle, un profond ressentiment à l'égard du « diktat » de Versailles.

Après l'échec de l'expérience socialiste de 1919, de nombreux intellectuels renommés animés de convictions progressistes durent émigrer de Hongrie. Ce fut notamment le cas de György Lukács, du jeune sociologue Karl Mannheim, de Béla Balázs, qui fut l'un des fondateurs de l'esthétique du cinéma et le chef de file de l'avant-garde hongroise, du poète et artiste Lajos Kassák, et des peintres et artistes graphiques Béla Uitz, László Moholy-Nagy et de Sándor Bortnyik. Certains d'entre eux retournèrent en Hongrie, d'autres ne revinrent jamais dans leur pays. En dépit de cette vague d'émigration, la vie culturelle hongroise resta très intense.

Béla Bartók est, à juste titre, considéré comme l'un des plus grands compositeurs du XX^e siècle. Il mêla avec succès des éléments empruntés à la musique folklorique avec l'apport de la nouvelle école viennoise de Schoenberg. Zoltán Kodály, compositeur, folkloriste et professeur de musique, fut également très célèbre. Les opérettes composées par Imre Kálmán et Ferenc Lehár, qui travaillèrent surtout à Vienne, sont, de même, connues dans le monde entier. À partir des années 1930, les chefs d'orchestre hongrois Antal Dórati, George Szell et Sir Georg Solty dirigèrent les meilleurs orchestres symphoniques du monde. L'école hongroise de pianistes et de violoncellistes jouit d'une excellente réputation. Les acteurs hongrois, tels que Béla Lugosi et Franziska Gaál, furent invités par les meilleurs studios

de cinéma et notamment par Hollywood. Les pièces du dramaturge Ferenc Molnár furent jouées dans de nombreux pays.

L'essor de la littérature et, plus généralement, de la culture nationale hongroise, prit fin à la veille de la Première Guerre mondiale. La figure la plus marquante de la littérature durant les premières décennies du XX^e siècle fut le poète Endre Ady qui mourut en 1919. Zsigmond Móriz, Mihály Babics, Dezsö Kosztolányi, Gyula Krúdy, Frigyes Karinthy et A. Tóth, qui appartenaient tous à la même génération, prirent une part active à la vie littéraire de l'entre-deux-guerres. Les années 1920 virent émerger une nouvelle génération avec le poète Attila József, les écrivains Tibor Déry et Sándor Márai, des écrivains du mouvement populiste comme le maître du roman psychologique László Németh, le poète et écrivain Gyula Illyés et l'écrivain Aron Tamási.

Dans les années 1900-1930, les beaux-arts hongrois suivirent une évolution semblable à celle observée dans d'autres pays, délaissant l'académisme traditionnel et l'historicisme de salon pour adopter les nouvelles tendances (impressionnisme, surréalisme et art abstrait). C'est dans ce contexte que s'épanouit le talent de la figure emblématique du mouvement sécessionniste hongrois József Rippl-Rónai, de l'expressionniste Károly Kernstock, du peintre fauve Béla Czóbel, du peintre József Egry, et de Tivadar Csontváry, auteur d'une œuvre profondément originale. Dans les années 1920, de nouveaux artistes se firent connaître comme le peintre postimpressionniste Aurél Bernáth ou l'expressionniste Gyula Derkovits. Il faut également citer le peintre Vilmos Aba-Novák qui excella dans le genre monumental. À la fin des années 1930, l'école surréaliste de Szentendre fut fondée par Lajos Vajda et Imre Ámos. Il y eut également, à cette époque, de nombreux sculpteurs talentueux qui, tout en s'inspirant des traditions néoclassiques académiques, cherchèrent de nouvelles voies d'expression artistique (Ferenc Medgyessy, Zsigmund Kisfaludi-Stróbl, Pál Pátzay, Béni Ferenczy, etc.). Le fondateur de l'«art optique», Victor Vasarely (Vásárhelyi), acquit sa notoriété en travaillant en France. En architecture où dominaient jusque-là le néobaroque et le néoclassicisme, on assista au développement de nouveaux courants comme le constructivisme et le fonctionnalisme, représenté notamment par Marcel (Lajos) Breuer qui émigra aux États-Unis, entre autres.

Petit pays encore peu développé, la Hongrie ne pouvait allouer des fonds importants à la recherche scientifique. De nombreux chercheurs de premier plan partirent donc travailler à l'étranger où ils purent apporter une précieuse contribution à la science du XX^e siècle. Nous n'en citerons que quelques-uns: le mathématicien et cybernéticien János Neumann, le père de la bombe à hydrogène américaine Edward Teller et ses collègues physiciens nucléaires Eugène (Jenõ Pál) Wigner et Leó Szilárd, le physi-

cien expérimentateur György Békésy, l'inventeur de l'holographie Dénes Gábor, le spécialiste de l'aérodynamique Theodor Kármán, le chimiste Richárd Zsigmondy, le biochimiste Albert Szent-Györgyi, le radiochimiste György József Hevesy, et enfin l'astrophysicien Zoltán Bay. Neuf scientifiques d'origine hongroise ont reçu le prix Nobel et, parmi eux, sept ont été récompensés après 1920. En 1937, seul Szent-Györgyi s'est vu décerner le prix avant d'émigrer en Occident.

Le régime de Miklós Horthy était de droite, autoritaire et non démocratique et sa politique culturelle ne parvint pas à réduire le fossé entre les masses populaires et la culture élitiste. C'est la raison pour laquelle le régime fut abondamment critiqué par les mouvements intellectuels d'opposition, notamment par les écrivains populistes. Toutefois, le manque d'infrastructures culturelles à tous les niveaux (il n'existait, par exemple, pas de réseau d'écoles pouvant accueillir l'ensemble des jeunes générations) était encore plus criant dans les pays des Balkans. Le problème de l'éradication de l'analphabétisme de masse ne fut partiellement résolu que dans les territoires naguère intégrés à l'Autriche-Hongrie, à savoir la Croatie et la Slovénie (Yougoslavie) et la Transylvanie (Roumanie). Si l'on ne peut nier que des progrès significatifs aient été accomplis dans les pays des Balkans pendant l'entre-deux-guerres, le problème était loin d'être réglé dans les années 1940.

Dans les années 1920–1930, les pays des Balkans développèrent les sciences et l'enseignement supérieur avec plus de succès. Comme c'est souvent le cas dans les pays sous-industrialisés, les sciences humaines avaient davantage le vent en poupe que les sciences naturelles dans les universités des Balkans. Des écoles nationales de sciences naturelles furent toutefois créées avant les années 1940. Un certain nombre de scientifiques et d'universitaires, comme le géographe serbe Jovan Cvijič, le microbiologiste roumain Victor Babes, le linguiste serbe Aleksandr Belić et le médiéviste bulgare V. Zlatarsky, furent membres de sociétés savantes. Des universitaires de nationalité ou d'origine bulgare apportèrent leur contribution à l'archéologie et aux études byzantines et ultérieurement à certaines branches de la linguistique. Une puissante école de médiévistes fut créée en Croatie.

La culture des pays des Balkans durant l'entre-deux-guerres est associée à une pléthore d'artistes de renommée internationale tels que l'écrivain croate Miroslav Krleža, son compatriote Ivan Mestrović, dont l'œuvre sculpturale est pétrie de passion héroïque et riche en éléments nationaux, et le violoncelliste et compositeur roumain George Enescu. L'écrivain serbe Ivo Andrić, un des maîtres du roman historique, reçut le prix Nobel de littérature (1961). Constantin Brancusi, qui fut l'un des premiers à introduire l'art abstrait dans la sculpture européenne, est né en Roumanie et vécut en

France, mais conserva toute sa vie des liens avec son pays natal. Certaines célèbres figures de la culture française comme le représentant du «théâtre de l'absurde», Eugène Ionesco (Ionescu), et le père de la littérature surréaliste, Tristan Tzara, sont également nés en Roumanie. Le Croate Anton Augustinčić et les Roumains Dimitre Paciurea, Ion Irimescu et Cornel Medrea furent des sculpteurs de renom. Le compositeur bulgare Pancho Vladigerov acquit sa notoriété en travaillant à Berlin dans les années 1920 en collaboration avec le grand metteur en scène de théâtre Max Reinhardt. Son remarquable homologue croate Branko Gavella dirigea des représentations non seulement en Yougoslavie mais aussi à l'étranger, à La Scala de Milan. Le grand auteur serbe de comédies, Bronislav Nušić, fut au sommet de son art dans les années 1920–1930.

La peinture slovène connut un âge d'or dans la première moitié du XX^e siècle. L'art naïf yougoslave et particulièrement croate, avec au premier chef les œuvres du groupe Zemlya (créé entre autres par K. Hegedušić, I. Generalić et F. Mraz), devint un phénomène culturel de portée internationale.

Le relatif retard de l'ingénierie du bâtiment dans les Balkans y entrava la mise en œuvre d'ambitieux projets architecturaux. Joze Plečnik fonda cependant une puissante école nationale d'architecture en Slovénie. Il y eut également de talentueux architectes en Croatie, tel que Viktor Kovačić, entre autres.

Des écoles de chant, qui allaient devenir réputées, furent créées en Roumanie et plus tard en Bulgarie. Après la Seconde Guerre mondiale, des chanteurs bulgares tels que Boris Khristov, Nikola Gyaurov et Nikola Gyuzelev travaillèrent dans les meilleures compagnies d'opéra du monde. La Roumanie produisit de célèbres violoncellistes, pianistes et chefs d'orchestre. Les compositeurs yougoslaves se distinguèrent, entre autres, par leur quête de variété stylistique. En Bulgarie et en Yougoslavie, les chorales étaient en plein essor.

La critique sociale fut un trait marquant de la littérature (Mihail Sadoveanu), de la peinture et de l'art graphique (Corneliu Baba) roumains. Les œuvres maîtresses de la littérature des Balkans furent signées par les poètes roumains Tudor Arghezi, Lucian Blaga et Octavian Goga, les écrivains bulgares Yelin-Pelin, Yordan Yovkov et Anton Srtashimirov, le poète serbe Desanka Maksimović, l'écrivain et poète Miloš Crnjanski et le poète croate T. Ujevič. Les beaux-arts bulgares doivent leur réputation aux peintres Vladimir Dimitrov-Maistora et Dechko Uzunov et au sculpteur Ivan Lazarov.

Le fossé séparant, dans les pays développés, la culture savante de la culture populaire, qui influence fortement les relations entre artistes, leur langage et la manière dont ils perçoivent leur mission, n'était pas aussi profond dans les pays des Balkans et d'Europe centrale. L'idée que les artistes

ont pour mission d'éduquer et d'«éveiller» était encore profondément ancrée dans l'esprit de ces derniers. Dans la première moitié du XX^e siècle, les concepts d'art pur et d'autonomie de l'activité créatrice s'établirent de plus en plus fermement dans la vie culturelle de la région.

La Seconde Guerre mondiale porta gravement préjudice aux cultures nationales de l'Europe centrale et orientale. Des musées, des bibliothèques, des établissements d'enseignement et des théâtres furent détruits à Varsovie, à Budapest et dans d'autres foyers culturels. De nombreux écrivains, artistes, scientifiques et universitaires renommés furent victimes de l'horreur nazie. Certains d'entre eux émigrèrent tandis que d'autres choisirent de s'engager dans les mouvements antifascistes de leur pays natal. Certaines universités polonaises continuèrent à fonctionner clandestinement. La résistance antifasciste devint le thème dominant dans les cultures d'Europe centrale et orientale. On retrouve ce thème dans le Reportage écrit sous la potence de Julius Fučik qui est l'une des œuvres les plus emblématiques de cette époque.

La victoire sur le fascisme offrait l'occasion d'effectuer un changement démocratique radical, mais cette opportunité ne fut pas saisie. Dans les années 1940, des régimes communistes de type stalinien furent mis en place dans la majeure partie des pays d'Europe centrale et orientale. La présence militaire soviétique et la pression politique exercée par l'URSS jouèrent, à cet égard, d'un poids décisif. Dans certains pays, la dictature de parti unique fut toutefois précédée, pendant une courte période de deux ou trois ans, par des gouvernements de coalition antifasciste qui s'illustrèrent par leur combat politique et leur relatif pluralisme. L'histoire récente fit l'objet d'une intense réflexion et devint le thème le plus exploré dans la culture d'après-guerre. L'expérience des gens qui avaient vécu des bouleversements sans précédent trouva son expression dans la prose psychologique polonaise de la seconde moitié des années 1940 (Tadeusz Borowski, Jerzi Andrzejewski, Stanislaw Dygat, Tadeusz Breza, etc.) qui fut profondément influencée par la philosophie existentialiste. Plus tard, dans les années 1955–1960, ce thème fut développé dans les œuvres cinématographiques les plus marquantes de Pologne, de Hongrie, de Yougoslavie et d'autres pays d'Europe centrale et orientale. Cela devint également un thème dominant dans d'autres champs culturels, notamment dans la prose «partisane» serbe dont les principaux représentants furent Branko Čopić et Oskar Davičo. Des chefs-d'œuvre monumentaux furent créés par les peintres et les sculpteurs yougoslaves, tchécoslovaques et polonais.

L'instauration de régimes communistes en Europe de l'Est et du contrôle idéologique total qui en est le corollaire modifia radicalement les relations entre le pouvoir et l'intelligentsia artistique. Il s'ensuivit une tentative d'assujettir les sciences humaines et la culture artistique et d'en

faire des instruments de lutte idéologique et propagandiste contre la population. Les artistes furent contraints de souscrire à la doctrine officielle du réalisme socialiste qui imposait un nombre limité de canons définissant tant le fond que la forme d'un «chef-d'œuvre». La plupart des pays d'Europe centrale et orientale réduisirent leurs contacts culturels avec l'Occident. La diversité des élans créatifs laissa place à une uniformité forcée et les chefsd'œuvre de la culture soviétique, réalisés conformément aux canons du réalisme socialiste, furent posés en modèles à imiter. Même les maîtres, qui acceptaient, au prix de quelques concessions, l'idée d'une réorganisation sociale fondée sur le principe du socialisme, tendaient à soumettre leur activité aux besoins de la propagande. Le conflit entre les artistes et les autorités s'intensifia graduellement pour aboutir, en Pologne et surtout en Hongrie, aux événements de 1956 dans lesquels les artistes et les intellectuels jouèrent un rôle important. Par la suite, lorsque d'autres tentatives de démocratisation du système furent entreprises (Tchécoslovaquie, 1968; Pologne, 1968, 1970, 1976, 1980–1981), les élites intellectuelles, artistes inclus, furent invariablement au cœur des événements. Ils agirent en tant que force politique alternative et s'exposèrent à la machine répressive (les intellectuels furent opprimés par les autorités notamment en Pologne en 1968 et en Tchécoslovaquie en 1969–1970). D'une manière générale, les mouvements d'opposition et les groupes «dissidents» dans les pays d'Europe centrale et orientale se composaient essentiellement d'intellectuels. Leur base sociale ne s'élargissait que lors des crises les plus aiguës du système, telles que celle de 1956 en Hongrie (et, dans une moindre mesure, en Pologne) et celle des années 1980 en Pologne, durant laquelle l'intelligentsia et les masses laborieuses formèrent un front remarquablement uni pour lutter contre le socialisme bureaucratique de parti.

Vers la fin des années 1950 et le début des années 1960, à la suite de changements politiques internes en Union soviétique, la politique répressive fut légèrement assouplie dans la plupart des pays d'Europe centrale et orientale. Ceci eut naturellement des répercussions sur le plan culturel. Les sciences, en particulier les sciences sociales, furent en grande partie libérées de l'emprise idéologique à laquelle elles étaient soumises. Parallèlement, dans le domaine artistique, le réalisme socialiste, qui avait jusque-là été strictement imposé, fut remplacé par un nouveau concept plus souple, autorisant dans certains pays une certaine variété de tendances formelles et stylistiques et laissant la possibilité, quoique limitée, de faire la critique des aspects négatifs de la réalité. Il est intéressant de noter que le thème de la terreur stalinienne intéressa de nombreux écrivains de cette époque.

La Hongrie, où le régime de János Kádár avait tiré les leçons des événements de 1956, chercha un modèle socialiste plus efficace, ce qui montre clairement que la résistance de l'intelligentsia au totalitarisme pou-

vait contraindre les autorités à faire des concessions parfois importantes et à modifier substantiellement les principes et les méthodes de la politique culturelle. À partir des années 1960, le caractère modéré du régime politique de Kádár se traduisit par une politique culturelle plus libérale que dans d'autres pays. Les autorités n'intervinrent dans la vie culturelle que lorsque des points de vue alternatifs ralliaient une proportion telle de la population qu'ils menaçaient la suprématie de la version officielle de l'idéologie marxiste. Ainsi, au début des années 1970, Kádár se trouva confronté à ce type de menace avec les philosophes de l'école lukácsienne (dont A. Heller fut l'un des représentants) qui réfléchissaient à la possibilité d'établir une synthèse entre la démocratie et le socialisme.

Cependant, en dépit des contraintes indéniables qui existaient en matière politique et idéologique, l'époque du régime de Kádár apporta une remarquable contribution au développement de la culture nationale et tout particulièrement à l'épanouissement du cinéma. Les œuvres de Miklós Jancsó et d'István Szabó connurent un retentissement international. Les films de Zoltán Fábri, Zoltán Huszárik, András Kovács, Marta Mészáros, Károly Makk, István Gaál et Pal Sándor remportèrent de nombreux prix dans les festivals internationaux de cinéma. György Kurtag ainsi que György Ligeti, qui vit en Allemagne, comptent parmi les compositeurs les plus illustres de la musique moderne européenne. La chorégraphie hongroise des années 1980 et 1990 est avant tout associée à la compagnie de ballet de Györ, dirigée par l'élève de Maurice Béjart, Ivan Markó, qui, avec le polonais Kazimierz Dziewecki, est la figure la plus intéressante du ballet moderne d'Europe centrale et orientale.

Dans les arts plastiques, ce sont les sculpteurs hongrois qui se montrèrent les plus brillants. Parmi eux, Jenõ Kerényi, Tibor Vilt, B. Megyeri, István Kiss, Imre Varga et E. Saár bénéficièrent d'une renommée internationale. La variété de genre des sculptures hongroises fut extrêmement large, allant des œuvres de petite dimension aux compositions de genre comportant des éléments théâtraux. Les dessins au crayon de Béla Kondor constituent l'une des oeuvres les plus marquantes de l'art hongrois des années 1960. Il faut également signaler que les artistes hongrois ont excellé dans le domaine de la peinture monumentale, de la tapisserie et de la céramique (Margit Kovács). L'architecte Imre Makovec, dont le style combine des éléments romantiques avec les dernières prouesses de l'ingénierie du bâtiment, mérite une reconnaissance universelle.

C'est dans l'après-guerre qu'apparurent d'éminentes figures de la littérature hongroise telles que les poètes Janos Pilinszki et Sándor Weöres ainsi que l'écrivain et dramaturge I. Erkeny. Les poètes Ferenc Juhász, Lászió Nagy et Sandor Csoóry devinrent célèbres dans les années 1950. Quant aux années 1970, elles virent s'épanouir le talent de nombreux

écrivains tels que Péter Esterházy et György Spiró. Il se doit également de nommer Imre Kertez, qui obtint le prix Nobel de littérature en 2002.

En Hongrie, le progrès scientifique vint avant tout des découvertes en physique théorique, en optique, en chimie organique, en biochimie, en psychologie et en microbiologie. Dans les années 1960–1980, les universitaires hongrois, en particulier les économistes et les sociologues, purent travailler dans des conditions plus favorables que les chercheurs d'autres pays d'Europe centrale et orientale. Les travaux de l'économiste János Kornai sur la théorie du déficit ont ainsi bénéficié d'une large publication et reçu un appui international.

En Tchécoslovaquie, des progrès significatifs furent accomplis dans les mêmes disciplines scientifiques, qui étaient déjà très développées dans le pays. Le chimiste Jaroslav Heyrovský reçut ainsi le prix Nobel en 1959 pour ses travaux sur la polarographie. La réforme scientifique fut entreprise au début des années 1950 en Tchécoslovaquie, comme dans d'autres pays, et améliora, dans une certaine mesure, les fondements institutionnels, matériels et techniques des disciplines scientifiques. Elle entraîna en revanche une réduction du potentiel scientifique des universités et creusa un fossé entre la recherche et l'enseignement supérieur. Les études en sciences humaines, notamment en sciences sociales, en souffrirent particulièrement. Après la révolution de février 1948, lorsque le Parti communiste arriva au pouvoir en Tchécoslovaquie, de nombreux chercheurs en sciences sociales furent démis de leurs fonctions. Au milieu des années 1960, on assista, parallèlement à une certaine libéralisation politique, à un regain d'activité dans le domaine des sciences sociales. Toutefois, après les changements intervenus en août 1968, de nombreux universitaires de renom furent de nouveau destitués ou contraints à l'exil. À la différence du régime tchécoslovaque, le régime communiste polonais ne parvint pas, durant ses quatre décennies au pouvoir, à priver les universités de leur autonomie. Certains éminents professeurs de philosophie adeptes du néothomisme et du néopositivisme conservèrent leur chaire et l'Académie des sciences fut présidée par Tadeusz Kotarbiński entre 1957 et 1962. Dans la seconde moitié des années 1960, la base sociale du régime communiste polonais commença à s'effriter. La répression de l'opposition idéologique aboutit à l'émigration du philosophe Leszek Kolakowski qui fut suivie un peu plus tard par celle d'autres figures célèbres de l'intelligentsia polonaise. L'influence du marxisme devint quasiment nulle dans les années 1980. Sa principale rivale était l'idéologie catholique propagée par l'Église (kościól) qui continua à exercer un ascendant considérable sur les croyants.

La culture artistique polonaise produisit des œuvres remarquables durant cette période. Au milieu des années 1950, une nouvelle école de cinéma vit le jour à la faveur du dégel des relations Est-Ouest. Elle connut

son âge d'or à la fin des années 1950 et au début des années 1960 et fut associée aux films d'Andrzej Wajda, d'Andrzej Munk, de Jerzy Kawalerowicz, d'Aleksander Ford, de Jerzy Passendorfer ou encore de Jerzy Hoffman, parmi d'autres. Plus tard, dans les années 1980, Wajda devint l'un des plus célèbres réalisateurs du monde. C'est également à cette époque qu'un autre cinéaste de renommée internationale, Krysztof Zanussi, débuta sa carrière cinématographique. Roman Polański, qui avait émigré aux États-Unis, devint l'un des metteurs en scène les plus brillants d'Hollywood. Une autre étoile du septième art, Krzysztof Kieślowski, apparut sur le devant de la scène à la fin des années 1980.

L'art scénique polonais fut tout aussi florissant. Parmi les metteurs en scène de théâtre les plus marquants de ces dernières décennies, il faut citer Konrad Swinarski, Kazimierz Dejmek, Ervin Axer et Adam Hanuszkiewicz. Mentionnons également Jerzy Grotowski, l'un des chefs de file du théâtre moderne d'avant-garde dont la renommée dépasse les frontières polonaises et qui travaille en Italie. Enfin, l'art scénique doit également beaucoup aux brillants peintres et metteurs en scène Tadeusz Kantor et Jósef Szajna, qui sont connus dans le monde entier.

La culture musicale polonaise s'est enrichie, ces dernières décennies, de l'œuvre des plus grands compositeurs de notre temps; Witold Lutos-lawski, Krzysztof Penderecki, Tomasz Bred, Kazimierz Serocki et Jan Krenc, également connu en tant que chef d'orchestre, appartiennent à cette même génération.

La littérature polonaise du milieu des années 1950 fut caractérisée par une grande variété de styles et produisit de nombreux écrivains talentueux. Stanislaw Lem devint connu pour ses romans de science-fiction. Slowomir Mrozek, dramaturge et représentant de l'une des branches du «théâtre de l'absurde», accéda également à une notoriété internationale. À mesure que le socialisme s'enfonçait dans une crise de plus en plus en profonde, le *samizdat* joua un rôle croissant dans la culture polonaise. Parmi les écrivains restés clandestinement au pays, beaucoup étaient en contact avec l'émigration polonaise qui servit de courroie de transmission avec les intellectuels occidentaux.

À partir de la seconde moitié des années 1950, les beaux-arts commencèrent à nouveau à s'épanouir. La vie artistique polonaise fut alors caractérisée par une grande diversité de recherches. Les œuvres du dessinateur et graveur Tadeusz Kulisiewicz, du sculpteur Wyadyslaw Hasior ou encore du peintre d'avant-garde Jerzy Duda-Gracz vinrent enrichir la culture nationale. Les affiches devinrent un genre artistique à part entière en Pologne, comme c'était déjà le cas en Hongrie depuis 1919.

Les architectes polonais remportèrent de nombreux prix dans tous les types de concours internationaux. Durant la Seconde Guerre mondiale,

Varsovie fut détruite à 80% et d'autres villes furent également durement touchées. Du fait de l'urgente nécessité de reconstruire et de la faiblesse des financements disponibles, les courants rationnels eurent le vent en poupe en architecture. Si, au début des années 1950, la Pologne, comme d'autres pays d'Europe centrale et orientale, subit l'influence des modèles soviétiques contemporains (bâtiments excessivement décorés dans un style éclectique et pompeux), elle s'en dégagea dès le milieu des années 1950. L'architecture polonaise évolua alors vers davantage de rationalité et de simplicité.

S'agissant du progrès scientifique, les chercheurs polonais firent des découvertes en physique théorique (Leopold Infeld), en électronique (Janusz Groszkowski), en mathématiques supérieures, en médecine et en agriculture. L'école polonaise de sociologie apporta une contribution significative aux sciences humaines.

La culture tchécoslovaque d'après-guerre connut un âge d'or dans les années 1960, décennie durant laquelle la société en général et l'intelligentsia en particulier croyaient à un «socialisme à visage humain». La vie théâtrale fut très intense et les metteurs en scène Otmar Krejča et Alfred Radok ainsi que l'école tchèque d'art scénique (Josef Svoboda entre autres) devinrent renommés dans le monde entier. Le cinéma tchèque rechercha des styles et des genres nouveaux dans le domaine de la fiction comme dans celui de l'animation. L'école tchèque de films d'animation (Jiři Trnka et Karel Zeman), qui développa une riche tradition de spectacles de marionnettes (J. Skula), est une des meilleures du monde. Le talent de nombreux auteurs dramatiques s'épanouit également à cette période. Quant à la musique slovaque, son succès est indéniable. Après août 1968, de nombreux artistes de renom durent émigrer (comme le célèbre metteur en scène Miloš Forman). D'autres, comme le dramaturge Václav Havel ou le metteur en scène Vera Chytilová, furent freinés dans leurs activités artistiques. Toutefois, le développement des systèmes de communication modernes et la multiplication des contacts directs, en particulier après Helsinki (1975), réduisirent à néant les efforts déployés par les autorités pour couper les canaux de communication avec l'Occident. Il n'y eut donc pas d'isolement sur le plan culturel malgré le rideau de fer et, dans les années 1970–1980, les nouveaux courants intellectuels reçurent un écho immédiat en Tchécoslovaquie, en Pologne et en Hongrie notamment grâce au samizdat. L'engagement de ces pays dans le processus d'intégration culturelle européenne débuta donc bien avant la chute du mur de Berlin.

Les pays des Balkans, où, après la Seconde Guerre mondiale, les problèmes liés à la lutte contre l'analphabétisme, à la construction d'établissements scolaires du premier et du second degré, et à la création d'une infrastructure culturelle moderne se posaient avec plus ou moins d'acuité,

parvinrent à améliorer le bagage culturel de la population et à démocratiser le système scolaire et les moyens d'information de masse. Les premières écoles nationales de sciences naturelles et de sciences humaines firent, par ailleurs, leur apparition.

La culture yougoslave se développa dans un contexte marqué par le conflit de 1948 et la rupture Tito-Staline. La politique culturelle n'incita donc pas les artistes à suivre les modèles soviétiques. À partir du début des années 1950, les autorités tentèrent, au contraire, de rompre l'isolement politique et culturel du pays, ce qui stimula les contacts avec l'Occident. De ce fait, les courants se multiplièrent plus précocement en Yougoslavie que dans d'autres pays socialistes. À partir du début des années 1950, les courants surréalistes, abstraits et postmodernes jouèrent un rôle important dans la peinture yougoslave. Des mouvements d'avant-garde apparurent dans le domaine de la musique, du théâtre et du cinéma et l'existentialisme exerça une forte influence sur la littérature. Parmi les phénomènes les plus intéressants de la culture yougoslave, on mentionnera l'école de films d'animation de Zagreb, les réalisations de l'architecte Bodgan Bogdanović, la sculpture monumentale yougoslave, ainsi que les romans et les films portant sur le mouvement de libération nationale pendant la Seconde Guerre mondiale. Il faut, par ailleurs, préciser que le libéralisme de la politique culturelle fut somme toute limité: qu'on songe à la répression dont fut victime Milovan Djilas pour son essai politique intitulé *La nouvelle classe* ou encore aux mesures d'interdiction qui frappèrent la revue *Praksis* publiée à Zagreb par un groupe de philosophes défendant un marxisme hétérodoxe.

Un des traits caractéristiques du modèle socialiste roumain sous Ceaucescu fut son caractère ouvertement nationaliste. Le régime eut beau mettre l'accent sur les traditions nationales et refuser ouvertement l'hégémonie soviétique, il n'en présenta pas moins de nombreuses similitudes typologiques avec ses homologues communistes. Qu'on en juge par sa politique culturelle qui se durcit, devint de plus en plus anti-libérale et promut le protochronisme. Les partisans les plus radicaux de cette théorie prétendaient que tous les courants dignes d'intérêt de la culture mondiale étaient nés en Roumanie et portaient aux nues Constantin Brancusi, Eugène Ionesco et Tristan Tzara. La théorie fit l'objet de critiques croissantes, ce qui nourrit l'hostilité du régime de Ceaucescu à l'égard des dissidents et de ceux qui refusaient que l'on impose aux artistes la tâche de glorifier le clan au pouvoir. En dépit de ce contexte peu favorable, la culture roumaine produisit, au cours des dernières décennies de véritables chefs-d'œuvre dans le domaine du théâtre (où s'illustrèrent le metteur en scène de théâtre et de cinéma, Liviu Coulei, l'acteur Radu Beligan et surtout, l'une des plus grandes figures du théâtre moderne européen Andrei Serban), ainsi que dans celui de l'animation (grâce au réalisateur Ion Popescu-Gopo), de l'interprétation musicale, de la sculpture et de la littérature (avec notamment Marin Sorescu, Dumitru Radu Popescu). Quant aux architectes roumains et bulgares, ils méritent une reconnaissance internationale pour leurs opérations d'aménagement de stations balnéaires sur les rivages de la mer Noire.

En Bulgarie, la politique culturelle amorça une libéralisation dans les années 1970 sous la houlette du ministre de la Culture, Lyudmila Zhivkova. Dans les années 1980, la confiance des masses populaires à l'égard de la classe dirigeante s'effrita. Dès lors, cette dernière s'appuya de plus en plus sur les traditions nationales, ce qui se traduisit par un soutien aux peintres qui puisaient leur inspiration dans l'histoire nationale et en particulier dans sa période médiévale. Parmi les réalisations bulgares les plus marquantes des années 1960–1980, on retiendra notamment la prose de Jovan Radichkov, de Yemiliyan Stanev et de Pavel Vezhinov, la poésie d'Elisaveta Bagryana et de Valeri Petrov et les toiles de Zlatyu Boyadzhiev. Les films documentaires bulgares remportèrent de nombreux prix dans les festivals internationaux. La production du théâtre, de l'opéra et du ballet bulgares fut également d'une grande qualité. Quant à la tradition des chorales, elle a été soigneusement cultivée et les chanteurs d'opéra bulgares jouissent d'une notoriété internationale.

L'Albanie obtint des résultats encourageants en matière de lutte contre l'analphabétisme de masse et développa de façon significative son infrastructure culturelle. La politique d'isolement lancée à la fin des années 1950 entraîna une réduction rapide des échanges culturels avec le reste du monde qui allait nuire à l'épanouissement de la culture nationale. Ce fut la génération de l'entre-deux-guerres qui vit l'apparition d'artistes albanais créatifs et érudits.

À la différence des autres pays des Balkans, la Grèce a échappé au socialisme et s'est beaucoup développée au cours des deux dernières décennies. Considérée, à juste titre, comme le berceau de la civilisation européenne, elle a continué à enrichir la culture mondiale au XX^e siècle grâce, entre autres, à la chanteuse Maria Kallas, aux poètes et lauréats du prix Nobel Georgos Séféris et Odysseus Elitis, au poète Janos Ritsos, à l'écrivain Nikos Kazandzakis, au sculpteur Georgeadis, au compositeur Mikos Teodorakis, aux réalisateurs Teos Angelopulos et Michael Cakoyannis et aux actrices Melina Mercuri et Irena Papas. Beaucoup ont acquis leur notoriété en travaillant à l'étranger.

La formation de groupes d'intellectuels indépendants joua un rôle important dans la préparation idéologique aux événements de 1989 et fut stimulée par la *perestroïka* de Gorbatchev. Il est trop tôt pour évaluer l'incidence des bouleversements politiques et économiques de 1989 sur les activités culturelles et la perception de la culture en Europe centrale et orientale. On ne peut formuler, à ce stade, que quelques remarques

préliminaires. Ces changements ont eu un certain nombre de conséquences bénéfiques. L'extension des libertés démocratiques a, en effet, contribué à diversifier les recherches conceptuelles et stylistiques dans les activités créatrices. D'autre part, on peut aussi considérer comme des points positifs l'ouverture des frontières, le fait que les jeunes partent étudier à l'étranger, l'élargissement de l'accès à l'information, les échanges et la coopération entre universités et le développement de tous les programmes culturels à l'échelle de l'Europe qui intègre de plus en plus étroitement l'Europe centrale et orientale.



Carte 11 L'Europe de l'Est, 1945–1990 (d'après: R. Crampton et B. Crampton, Atlas of Eastern Europe in the 20th Century, Londres, Routledge, 1996).



Carte 12 L'Europe de l'Est, début 1994 (d'après: R. Crampton et B. Crampton, Atlas of Eastern Europe in the 20th Century, Londres, Routledge, 1996).

LA SITUATION APRÈS 1989

Les changements intervenus après 1989 ont également eu d'autres incidences moins positives sur le plan culturel. Le régime communiste remplissait non seulement la fonction de gardien idéologique et de censeur mais aussi celle de mécène. À ce titre, il assurait aux artistes une protection matérielle et guidait leur inspiration. Les créateurs considéraient donc, à cette époque, que les autorités étaient le premier destinataire de leurs œuvres et qu'elles

primaient sur le public. Le désengagement de l'État de la sphère culturelle a affecté le statut de nombreux artistes ainsi que leur fonction sociale. Face à l'absence d'institutions démocratiques, ils avaient jusque-là souvent joué le rôle de leaders intellectuels de l'opposition. Avec la démocratisation politique, il n'est plus nécessaire qu'ils assument cette fonction. Ils peuvent désormais se consacrer à leur activité créatrice et laisser aux professionnels de la politique le soin de gérer les affaires publiques. Cela implique toutefois qu'ils renoncent à leur position de leader intellectuel.

L'Europe du Centre-Est et du Sud-Est est caractérisée par d'étroites interactions entre les différentes cultures, interactions dont la nature dépend de forces d'attraction ou de répulsion mutuelles alternant au gré des circonstances historiques. La dislocation des pays d'Europe centrale et orientale a pris des formes très diverses (Cartes 11 & 12). On ne peut comparer l'éclatement de la Tchécoslovaquie avec celui de la Yougoslavie. Dans les deux cas, ce processus a été le résultat d'un développement concomitant de tendances centrifuges et de différentes formes de nationalisme. Une autre tendance s'est manifestée à cette époque: l'aspiration à une intégration culturelle. Il est intéressant de noter que l'intelligentsia des pays nés de ces bouleversements s'est tournée vers différentes expériences spirituelles de portée internationale menées en Autriche-Hongrie. Les romans de Kafka, la poésie lyrique et philosophique de Rilke, la psychanalyse de Freud, la philosophie analytique de Wittgenstein, la révolution du langage musical opérée par la nouvelle école de Vienne, l'œuvre de Bartók et son approche originale de l'art folklorique, le mélange unique de satire et de fantastique dans les romans de Čapek, le caractère inimitable de l'architecture et des arts appliqués du mouvement sécessionniste, la volonté de Masaryk de combiner démocratie et socialisme en s'appuyant sur une solide base éthique et les tentatives vaines et désespérées de Lukács pour faire revivre le marxisme classique par la force de son intellect hors du commun sont autant d'apports fondamentaux sur lesquels les intellectuels d'Europe centrale et orientale s'appuient, dans différents contextes historiques, pour enrichir leur propre culture ainsi que la culture mondiale.

BIBLIOGRAPHIE

ACZEL T., MERAY T. 1960. The Revolt of the Mind: A Case History of Intellectual Resistance Behind the Iron Curtain, Londres, Thames & Hudson

BRUMBERG A. 1983. *Poland: Genesis of a Revolution*, New York, Vintage Books.

- *Cheshskoye iskusstvo I literatura XX veka* [Art et littérature tchèques au XX^e siècle], St. Petersbourg, Aleteya Publishing House, 2003.
- Commission nationale hongroise pour l'UNESCO. 1974. *Cultural Policy in Hungary*, Budapest.
- 1987. Outlines of the Hungarian Cultural Policy, Budapest.
- CZERWINSKI E. J. 1988. Contemporary Polish Theater and Drama (1956–1984), New York, Greenwood Press.
- DJILAS M. 1992. *Liczo Totalitarizma* [Le visage du totalitarisme], Moscou, Novosti.
- Europäische Kunst unter besonderer Berücksichtigung der Kunst in Osteuropäischen Ländern. Cologne, Generaldirektion der Museen, 1990.
- GILBERG T. 1990. Nationalism and Communism in Romania: The Rise and Fall of Ceaucescu's Personal Dictatorship, Boulder (Colorado), Westview Press.
- GOETZ-STANKIEWICZ M. 1979. The Silenced Theatre: Czech Playwrights Without a Stage, Toronto, University of Toronto Press.
- HARMAN C. 1974. Bureaucracy and Revolution in Eastern Europe, Londres, Pluto Press.
- KONRÁD G., SZELÉNYI I. 1979. The Intellectuals on the Road to Class Power, New York, Harcourt Brace Jovanovich.
- LEPAK K. J. 1938. Prelude to Solidarity: Poland and the Politics of the Gierek Regime, New York, Columbia University Press.
- LIEHM M., LIEHM A. J. 1977. *The Most Important Art: Eastern European Film after 1945*. Berkeley/Los Angeles, University of California Press.
- MICHALEK B., TURAJ F. 1988. *The Modem Cinema of Poland*, Bloomington (Indiana), Indiana University Press.
- MONTICONE R. C. 1986. The Catholic Church in Communist Poland, 1945–1985: 40 Years of Church-State Relations, Boulder (Colorado), Westview Press.
- Nelson D. N. 1988. *Elite-Mass Relations in Communist Systems*, Londres, Macmillan.
- Politicheskie krizisyi I konfliktyi 50-60-h godov v Vostochnoj Yevrope [Crises et conflits politiques dans les années 1950 et 1960 en Europe de l'Est], Moscou, Institut d'études slaves et baltes, Académie russe des sciences, 1993.
- POPOV K. 1981. Cultural Policy in Bulgaria, Paris, UNESCO.

- RAKOWSKI M. 1978. Towards an East European Marxism, Londres, St. Martin's Press.
- RAMET S. P. 1992. *Nationalism and Federalism in Yugoslavia, 1962–1991*, Bloomington (Indiana), Indiana University Press.
- RECHCIGL M. 1964. *The Czechoslovak Contribution to World Culture*, La Haye, Mouton & Co.
- ROTHSCHILD I. 1974. East Central Europe Between Two World Wars, Seattle (Washington), University of Washington Press.
- SHAWCROSS W. 1974. Crime and Compromise: Janos Kadar and the Politics of Hungary since Revolution, Londres, Weidenfeld & Nicolson.
- Sodaro M. J., Wolchik S. L. 1983. Foreign and Domestic Policy in Eastern Europe in the 1980s: Trends and Prospects, New York, St. Martin's Press.
- STANCHEVA M. 1989. *The Bulgarian Contribution to the World Cultural Heritage*, Sofia, Technika State Publishing House.
- TARAS R. 1984. *Ideology in a Socialist State: Poland, 1956–1983*, Cambridge, Cambridge University Press.
- TOLNAI M., VAS-ZOLTÁN P. (dir. publ.). 1989. *Guide to Research and Scholarship in Hungary*, Budapest/Bloomington (Indiana), Akademiai Kiado/Indiana University Press.
- *Vengerskoye iskusstvo I literatura XX veka* [Hungarian Art and Literature of the Twentieth Century], St. Petersbourg, Aleteya Publishing House, 2005.
- Vlasty i intelligentsia: Iz opyta poslevoennovo razvitiya stran Bostochnoj Evropy [Pouvoir et intelligentsia: Le développement d'après-guerre dans les pays d'Europe de l'Est], Moscou, Institut des études slaves et baltes, Académie russe des sciences, 1992–1999.

32

L'Amérique du Nord

Claude Fohlen

e XXe siècle a-t-il été le siècle américain, comme on le répète couramment? Si l'on plonge son regard sur le siècle écoulé, force est de constater l'irrésistible ascension du continent nord-américain, qui va de pair avec le déplacement du centre de gravité mondial de la vieille Europe vers le Nouveau Monde. L'irruption des États-Unis sur la scène internationale, qui remonte, bien sûr, à la guerre hispano-américaine de 1898, a été confirmée par leur rôle de médiateur entre la Russie et le Japon en 1905. Leur participation à la Grande Guerre, où, pour la première fois, des Américains étaient venus combattre sur le sol européen, ouvrit ainsi une nouvelle ère dans l'histoire: ils avaient sauvé la démocratie en Europe. En 1905, dans un article prophétique, l'historien français Henri Hauser écrivait: «Depuis dix ans, la petite démocratie constituée par Washington est devenue l'un des quatre ou cinq principaux facteurs de la politique universelle [...] Aucune des puissances de la vieille Europe, ni la France, ni l'Angleterre, ni la Russie, ni l'Allemagne, ne sauraient se désintéresser de cette nouveauté...» Et de conclure: «Ce n'est plus à l'Europe seule qu'appartiendra dorénavant le gouvernement du globe». En fait, l'Europe l'avait déjà perdu, puisque les Américains, forts de leur intervention militaire et de l'insistance de Wilson pour une «paix sans victoire» (un principe couché dans ses quatorze points), s'étaient imposés comme des arbitres incontournables dans les négociations de l'armistice du 11 novembre 1918, qui mit fin à la guerre en Europe, et dans le rejet du Traité de Versailles.

Cette intervention n'était que le signe avant-coureur de l'influence croissante des États-Unis dans les affaires internationales. S'ils ont pu donner un moment l'impression de se retirer, ce qui d'ailleurs ne correspond nullement à la réalité, leur rôle dans la Seconde Guerre mondiale en a fait une des deux superpuissances. C'est grâce à leur action que l'Europe a pu se relever et se reconstruire matériellement. Leur présence s'est manifestée sur tous les points chauds du globe, où ils se sont heurtés à l'autre grande puissance

sortie, elle aussi, victorieuse de la guerre, l'URSS. Le conflit entre les «deux Grands» a dominé la seconde moitié du XXº siècle, sous une forme nouvelle d'affrontement, la guerre froide, pour se terminer, en 1989, par l'écroulement de l'empire soviétique et une situation encore inédite, un ordre unipolaire. En deux siècles d'histoire, la «petite démocratie américaine» est devenue la première puissance mondiale.

Ce n'est pas seulement par leur puissance que les Américains imposent leur prépondérance, mais aussi par leurs institutions, cet idéal démocratique et libéral qu'ont proclamé successivement Wilson et Roosevelt et qu'ils tentent d'exporter dans le monde, en se réclamant des Pères Fondateurs. George Washington, Thomas Jefferson et Abraham Lincoln. S'ils sont ainsi devenus les chantres d'une forme de gouvernement censé apporter le bonheur à toute l'humanité, c'est aussi dans la vie matérielle que leur influence s'est faite dominante. Après les Français qui avaient imprimé leur marque sur le XVIII^e siècle, les Britanniques sur le XIX^e, à leur tour les Américains l'ont fait pour le XX^e. L'*American way of life* s'est implantée sur tous les continents, véhiculant une langue qui se réclame de l'anglais sans être l'anglais, une façon de vivre, de se nourrir, de se vêtir et de se distraire, très fortement marquée par ses origines et timbrée d'un néologisme, le mot «américanisation». La vision des films américains a modifié les comportements de millions d'individus à travers le monde, faisant de l'Amérique en même temps un repoussoir et un modèle, que la chute de l'empire soviétique a conforté, bien qu'il ait été remis en question par les attentats du 11 septembre 2001.

Au XX° siècle, l'histoire du Canada est inséparable de celle de son grand voisin méridional. Ce dominion britannique s'est de plus en plus éloigné de son ancienne métropole pour s'intégrer au continent nord-américain. En 1914, il s'était laissé entraîner dans le sillon de la mère patrie pour s'associer à la lutte contre les empires centraux, tandis qu'en 1939 il a fait cavalier seul en déclarant sa guerre une semaine après le Royaume-Uni et en n'hésitant pas à se placer ensuite délibérément dans l'orbite américaine. Au lendemain du conflit, les Canadiens établissent leur propre citoyenneté, avant de se doter du drapeau à feuille d'érable, qui se substitue à l'*Union Jack*. En 1994, la symbiose avec les États-Unis est scellée par le traité de libre-échange (ALENA/NAFTA) visant à intégrer l'économie continentale. Si, au plan économique, le Canada est devenu la base arrière des États-Unis (87 % de ses exportations sont absorbés par eux), il a su préserver son originalité politique: toujours membre du Commonwealth, il associe un régime typiquement britannique (institutions parlementaires, responsabilité ministérielle, élections au gré des circonstances) à une variante du fédéralisme, le tout couronné par le bilinguisme officiel. Tout en s'intégrant de plus en plus au continent, le Canada a réussi à maintenir et même à développer sa

personnalité propre, à l'ombre de son voisin, et parfois en opposition avec lui sur le plan international. Ses interventions humanitaires et pacifiques, qui ont valu à son ministre des Affaires extérieures, Lester Pearson, le prix Nobel de la paix, en 1957, en ont fait un membre actif et respecté de la communauté internationale.

IMMIGRATION, PEUPLEMENT, POPULATION

D'un siècle à l'autre, la configuration territoriale du continent nord-américain n'a guère varié, si ce n'est au prix de quelques ajustements. En 1949, la colonie britannique de Terre Neuve a décidé de rejoindre la confédération canadienne en devenant sa dixième province. Après de laborieuses négociations, un nouveau territoire s'est ajouté un demi-siècle plus tard, le *Nunavut*, patrie des Inuit. Quant aux Américains, ils ont dépassé, en 1959, leurs frontières continentales en admettant deux nouveaux États, Hawaï et l'Alaska, portant ainsi leur nombre à cinquante, tout en maintenant à Porto Rico un statut hybride de « commonwealth ».

Par contre, ce qui s'est radicalement modifié, ce sont le peuplement et la population. Alors que l'Europe vieillit en subissant de plein fouet le choc des deux conflits mondiaux, le continent nord-américain connaît une croissance démographique sans précédent. Quelques chiffres éclairent cette évolution. Au seuil du XX° siècle, les États-Unis comptaient 76 millions d'habitants, et le Canada, 5,3 millions. À la fin de ce même siècle, ces chiffres étaient respectivement de 285 millions et de 32 millions. En somme, la population des États-Unis a quadruplé, tandis que celle du Canada a sextuplé. De tels exemples, très rares, pour ne pas dire uniques, dans des pays développés, méritent quelques éclaircissements.

L'Amérique du Nord a donc conservé et même étendu son pouvoir attractif, démentant les craintes exprimées par certains à la fin du XIXe siècle à propos de la fermeture des frontières. L'American dream a continué à alimenter l'immigration, qui a cependant changé de nature, dans un pays comme dans l'autre. Contrairement à ce qui s'était passé jusque-là, l'immigration s'est déplacée de l'Europe du Nord, du Royaume-Uni, de l'Allemagne et de la Scandinavie, vers l'Europe méditerranéenne et orientale. Les plus gros flots d'immigrants, qui se déversent dans les deux premières décennies du siècle, sont essentiellement constitués d'Italiens (parmi lesquels les Siciliens), de Polonais, de Russes, d'Ukrainiens, de Roumains et de Juifs venus de toute l'Europe. Jamais les immigrants n'avaient été aussi nombreux que dans ces années, dépassant le million pour la première fois en 1905, et atteignant un sommet en 1907 et en

1914, avec 1,2 million. On parle alors d'une «nouvelle immigration», car ces nouveaux venus tranchent sur leurs prédécesseurs par leurs origines, leur analphabétisme, leur pauvreté et leur difficulté à s'intégrer dans leur pays d'accueil.

Leur intégration dans un milieu étranger crée des difficultés, qui appelèrent deux réponses différentes. Certains font confiance au meltingpot, ce concept popularisé en 1919 par une pièce à grand succès d'Israel Zangwill. Il s'agit, en réalité, d'un slogan, destiné à la fois à persuader les nouveaux venus qu'ils peuvent devenir de bons Canadiens ou de bons Américains, en masquant l'hétérogénéité de la population sous un label unitaire. En fait, ces nouveaux venus se regroupent dans des quartiers ethniques, les Juifs orientaux dans le Lower East Side, à New York, les Italiens dans le *Little Italy* à Boston ou le quartier italien de Toronto, les Porto Ricains dans les barrios, sans même parler des Chinois dans les deux grandes chinatowns du continent, à San Francisco et à Vancouver. Au sein de la population se marginalisent donc des groupes ethniques dont la présence inquiète la majorité anglo-saxonne, les WASP (White Anglo Saxon Protestants), travaillés par le ferment nationaliste et désireux de perpétuer les valeurs «caucasiennes» que le darwinisme social est assuré de transmettre.

Restrictions à l'immigration

D'où l'autre réponse, celle qui cherche à freiner et à restreindre cette immigration massive d'allogènes. L'idée remonte déjà au XIXe siècle, quand l'arrivée d'Irlandais avait suscité un rejet, marqué par des affrontements souvent violents. Le 18 février 1907, le Congrès approuva une modification à la législation de l'immigration, qui permettait au président Roosevelt d'émettre un ordre exécutif faisant cesser la migration des paysans japonais par Hawaï et le Mexique. À cela s'ajouta le Gentlemen's Agreement de 1908 — un accord signé avec le Japon afin de démotiver l'émigration à son origine. En 1921, le Congrès vota l'Emergency Quota Act, qui limitait l'immigration et introduisait dans le système d'immigration américain une considération ethnique différente à propos des Européens du Nord. Un des moyens imaginés pour arrêter cette marée a été un test d'alphabétisme, qui se heurta au veto de plusieurs présidents successifs, en particulier de Wilson. Le déclic se produisit avec la révolution bolchevique et les menaces anarchistes, qui entraînèrent la déportation de plusieurs centaines de suspects en Europe.

Les États-Unis ouvrirent la voie à l'application d'une politique restrictive, celle des quotas, initiée en 1921 et renforcée en 1924. Non

seulement le nombre total d'immigrants était limité à 150 000 par an, mais chaque nationalité se voyait attribuer un contingent, sur la base du recensement de 1890, à un moment où n'étaient pas encore présents les Européens du Sud et de l'Est. N'étaient pas concernés les Américains du reste du continent et certaines catégories comme les professeurs, les étudiants ou les ministres du culte. Par d'autres voies, le Canada se rangea à une pratique analogue. Les effets en furent drastiques: de 1911 à 1920, 5,7 millions d'immigrants étaient entrés aux États-Unis, contre 4,1 millions dans la décennie suivante, et 530 000 dans les années 1930. Il faut attendre les années 1970 pour que leur nombre dépasse à nouveau les 4 millions.

Cette ligne de conduite demeura en effet pratiquement inchangée pendant près d'un demi-siècle, en dépit des persécutions raciales, politiques et idéologiques qui frappèrent le monde. L'Amérique, alors en crise et minée par le chômage, ne pouvait ni ne voulait entrouvrir ses portes, ne fût-ce qu'au compte-gouttes, si ce n'est à quelques savants aussi prestigieux qu'Einstein, l'économique l'emportant de loin sur l'humanitaire. Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, bien que les guotas soient maintenus, des assouplissements ouvrirent un contingent spécial pour les displaced persons (personnes déplacées) et les orphelins, autorisant l'entrée aux États-Unis de dizaines de milliers de victimes européennes. Au gré des circonstances, ce type de mesures a été appliqué à d'autres populations estimées en danger, dont les Cubains après l'arrivée au pouvoir de Fidel Castro (250 000 dans les années 1970), ou les Vietnamiens (325 000 dans les années 1980). Sans être ainsi formalisée, la politique du Canada en matière d'immigration, qui avait elle aussi été restrictive avec la quasi exclusion des Chinois, affirmant sa volonté de favoriser les Britanniques (plus du tiers des nouveaux arrivants dans la première moitié du siècle), s'ouvre sur de nouvelles perspectives en définissant des catégories qui prennent en compte non plus des critères ethniques, mais humanitaires et professionnels.

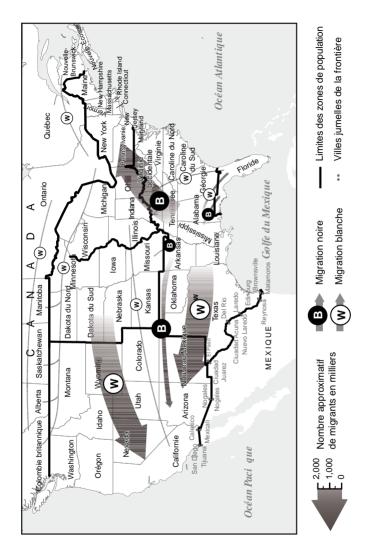
Une nouvelle approche de l'immigration

Ainsi, à partir des années 1960, les deux pays voient s'opérer un changement radical avec l'arrivée massive de nouveaux candidats à l'admission. Non seulement les quotas nationaux sont abandonnés au profit de contingents globaux pour chacun des continents, mais le Canada ouvre la voie en favorisant le regroupement familial et la qualité professionnelle, avec un système de points d'appréciation pour les spécialistes. Les résultats ne se font pas attendre, à la fois aux plans quantitatif et qualitatif.

L'afflux du début du siècle est dépassé par le déferlement de cette nouvelle immigration. Les États-Unis ont admis 4,5 millions d'immigrants dans la décennie 1970, 7,3 millions dans la décennie suivante, et 9 millions dans les années 1990. Au total, on dénombre 20,1 millions d'immigrants dans la première moitié du siècle, contre 26,6 milions dans la seconde. Rien n'a pu tarir le flot, qui atteint un pic absolu de 1,8 million en 1991. Encore ces chiffres officiels sous-estiment-ils l'ampleur du mouvement, car il faut tenir compte des entrées clandestines à travers des frontières poreuses. L'American dream exerce désormais sa fascination sur les populations pauvres du Sud. Au Canada, le nombre d'immigrants passe de 130 000 en 1981 à 230 000 dix ans plus tard. Dans la décennie 1980 entrent 1,3 million d'entre eux, dont la moitié relevant du regroupement familial. Malgré une baisse à la fin des années 1990, l'immigration continue à représenter encore un apport substantiel à la population nord-américaine, qu'elle a contribué à transformer aux dépens de ses racines européennes.

Cette arrivée massive d'Asiatiques et d'Hispaniques modifie profondément la structure ethnique. Aux États-Unis, dans la décennie 1960, on enregistre l'entrée de plus de 1,5 million d'immigrants d'origine sud ou centre-américaine, contre 1,2 million d'Européens. Par contre, en 1991, 7,5 % des nouveaux venus étaient d'origine européenne, 19,5 % asiatique, 51,5% mexicaine, et 4,3% sud-américaine. Ces proportions avaient été conservées dix ans plus tard: 132 000 Européens, 265 000 Asiatiques, 344 000 Nord-Américains (dont 173 000 Mexicains), 56 000 Sud-Américains. Au Canada, les immigrants d'Asie sont plus nombreux que ceux venus d'Europe et l'afflux de résidents de Hong-Kong qui s'installent en Colombie britannique est frappant. Les États-Unis assistent à l'entrée massive de Mexicains, qui usent de tous les subterfuges pour s'introduire dans l'eldorado du nord, en dépit de barrages électriques et du renforcement d'une surveillance de plus en plus tatillonne. Les syndicats ont beau se plaindre de la concurrence déloyale que leur fait le travail au noir de ces clandestins, rien ne les arrête, même si, pour tenter d'y mettre fin, le président Reagan a décrété une amnistie, qui ne suffit cependant pas à clarifier les choses ni à arrêter les vagues d'immigration clandestine.

La conséquence a été de faire des Hispaniques la première minorité, avec 36,9 millions d'individus, supplantant celle des Noirs, qui, talonnée de très près, est reléguée au second rang. Étant donné l'évolution en cours, on peut augurer de leur place croissante dans la vie du pays et de l'attention qui leur sera réservée en politique.



Carte 13 Les migrations régionales en Amérique du Nord, 1940–1960 (d'après: P. Davies et al., The History Atlas of North America, New York, MacMillan Continental History Atlases, 1998, p. 139).

Mouvements intérieurs

À l'intérieur du continent, les Nord-Américains ont continué et même accentué leur mouvement séculaire de l'est vers le sud-ouest (Carte 13). Malgré l'effondrement du mythe de la *Frontière*, sa dynamique persiste, comme le montre, à chaque recensement décennal, le déplacement du centre de gravité des États-Unis. Au début du XX^e siècle, celui-ci était situé au sud-est de l'Indiana. Un demi-siècle plus tard, il passait dans le sud de l'Illinois. En 1998, il était proche de Saint-Louis (Missouri) et en 2000 au cœur de cet État. Si cette construction est artificielle, elle a au moins l'avantage de bien traduire ce glissement de la population que corrobore la montée en puissance des États du Pacifique et du golfe du Mexique.

La croissance des trois États côtiers (Washington, Oregon et surtout la Californie) est en effet spectaculaire. La Californie, avec ses 34 millions d'habitants (23,6 millions en 1980), est devenue l'État le plus peuplé de l'Union, devançant facilement les vieux États de l'Est, reléguant même au troisième rang celui de New York (19 millions), dépassé lui-même par le Texas (20,6 millions). Sa population atteindra 50 millions en 2050. En conséquence, cette périphérie a acquis un poids considérable sur le plan politique, en élisant la plus nombreuse représentation au Congrès, à Washington D.C. À ce déplacement en quelque sorte traditionnel vers l'ouest, s'est ajouté, depuis la Seconde Guerre mondiale, une inflexion caractéristique vers le sud, qui s'explique par l'attrait du soleil (Sun belt), la richesse des ressources naturelles (pétrole, gaz naturel) ou dues à l'intervention humaine (barrages de la vallée du Tennessee), le bon marché de la main-d'œuvre et l'absence initiale de syndicalisation. Ces nouvelles localisations ont été favorisées par les bienfaits de la climatisation. C'est surtout le Texas qui en profité, tandis que la Floride (quatrième État de l'Union avec 16 millions d'habitants) tire sa prospérité actuelle de ses plages, de ses retraités et des émigrés cubains. La Californie, le Texas et la Floride, du fait de leur poids démographique et économique, se sont hissés en tête du palmarès politique au cours du dernier tiers du XXe siècle, en fournissant la quasi totalité des présidents Lyndon Johnson (Texas), Richard Nixon et Ronald Reagan (Californie) et Bush père et fils (Texas). Peuvent s'ajouter à cette liste Carter et Clinton, originaires respectivement de deux autres États sudistes, la Géorgie et l'Arkansas. Les migrations intérieures ont définitivement valorisé l'ouest et le sud, aux dépens des WASP et de l'Establishment de la côte atlantique.

Au Canada, où le peuplement s'est effectué selon un processus linéaire, parallèlement à la frontière, on observe un mouvement comparable, quoiqu'à une toute autre échelle. D'une part, Montréal a été supplanté par Toronto en tant que métropole économique, et, de l'autre, les provinces de l'ouest, l'Alberta et la Colombie britannique, jouent un rôle croissant

dans la confédération, faisant de Vancouver la capitale incontestée de tout l'ouest. Là aussi les conséquences politiques sont révélatrices d'un rejet de l'*Establishment* de l'est, puisque c'est dans l'Ouest que sont apparus tous les partis d'opposition, des créditistes au *Reform Party* de Preston Manning qui a fait une percée remarquée aux récentes élections en se rebellant contre la domination d'Ottawa.

L'urbanisation

Une autre évolution fondamentale, commune aux deux pays, est le phénomène de l'urbanisation, ou plutôt de peri-urbanisation. Ce qui avait motivé les immigrants jusqu'au XX^e siècle était la possession de terres et l'accession à la propriété. Pour des Européens encore soumis en grande partie à un régime seigneurial, la terre était un attrait majeur. Ce dernier a récemment disparu, engendrant un double mouvement inverse d'exode rural et de concentration dans les villes ou leurs banlieues. Au Canada, alors qu'au milieu du XIXe siècle, 13 % de la population vivait dans les villes, actuellement trois Canadiens sur quatre vivent dans une agglomération urbaine. Cette urbanisation est répartie inégalement à travers le pays, plus poussée en Colombie britannique, en Alberta, en Ontario et au Québec que dans les provinces maritimes et les territoires du Nord-Ouest. Ces transformations ont conduit à la création d'une nouvelle approche, scellée par l'apparition de Régions métropolitaines de recensement (RMR), qui regroupent dans un même ensemble les villes et leurs banlieues, aussi bien dans les grands centres urbains, tels que Montréal, Ottawa, Toronto et Vancouver, que dans les agglomérations plus modestes, comme Oshawa, non loin de Toronto.

Cette évolution a également affecté les États-Unis, ainsi qu'en témoigne l'adoption, depuis 1950, d'un nouveau mode de représentation de la population, les SMA (*Standard Metropolitan Areas*). Elles prennent en compte les noyaux strictement urbains (*central cities*) de plus de 50 000 habitants et la périphérie sur laquelle s'étendent leurs activités. Actuellement on dénombre plus de 300 de ces aires métropolitaines, qui regroupent près des 4/5 de la population totale, avec une taille très variable, des plus peuplées comme celles de New York (20 millions d'habitants), de Los Angeles (15 millions) et de Chicago (8,5 millions), aux plus modestes du Middle West ou des Rocheuses. La création de ces aires métropolitaines traduit une transformation en profondeur de la population américaine, l'érosion du monde rural, qui, en 1900 représentait 67 % du total, contre moins de 25 % en fin de siècle. L'attraction des centres urbains a eu l'effet d'un aimant, aussi bien pour les nouveaux venus que pour les Américains déjà installés.

Dans le même temps, la nature de la ville s'est modifiée. De lieu de résidence, elle s'est transformée en centre d'activités de type tertiaire. Au fur et à mesure du développement des moyens de transport, les ménages les plus aisés ont émigré vers les *suburbs* résidentiels (les banlieues vertes) et ont quitté les immeubles collectifs pour des maisons individuelles avec pelouses, jardins et piscines. De ce phénomène est né ce paysage typiquement américain: d'immenses banlieues, monotones par leurs constructions, mais bien entretenues et riches en végétation. Ce phénomène a débuté dès le début du siècle, avec la mise sur le marché d'automobiles accessibles à l'ensemble des classes moyennes, et non plus seulement aux plus fortunés. La tendance s'est accélérée au lendemain de la Seconde Guerre mondiale avec la standardisation de la construction. L'exemple fut donné par les levittowns, du nom de leur initiateur, William Levitt, qui lança en 1947 sa première expérience dans l'État de New York, en construisant en quatre ans, avec des matériaux préfabriqués qu'il produisait lui-même, à la cadence de 30 unités par jour, une communauté de 17 500 maisons destinées à abriter 75 000 personnes. Une nouvelle forme d'habitat était lancée, qui séduisit la classe moyenne au point que Levitt renouvela son expérience dans plusieurs autres États. Du coup l'exode s'accéléra vers le péri-urbain, accentuant le vide des centres villes.

Au fur et à mesure de la désertion de leurs occupants, ces quartiers étaient investis par de nouveaux venus, immigrants ou minorités ethniques. Certes, cette tendance s'était déjà manifestée à la fin du siècle précédent, mais elle s'accentua au XXe siècle avec l'attrait que représentaient ces nouvelles banlieues résidentielles, d'où une structure propre à l'Amérique du Nord et plus spécifiquement aux États-Unis, d'un cœur urbain dégradé et peu à peu conquis par les ghettos, contrastant avec une banlieue riante et prospère. En réaction contre cette désertion, mais spécialement dans l'est et dans les cités industrielles des Grands Lacs, un effort a été tenté pour réhabiliter le centre et y attirer des résidents aisés, mais il n'en reste pas moins que la ville a perdu son attractivité. On assiste ainsi à un double déplacement de l'espace rural et des centres villes vers le péri-urbain. Selon des documents officiels, 50 % des Américains changent de domicile d'un recensement à l'autre, autrement dit tous les dix ans. La tradition d'une population en mouvement («a population on the move»), s'est donc maintenue tout au long du XXe siècle, faisant des Américains une des populations les plus mobiles des nations industrialisées du monde.

DE PROSPÉRITÉ EN DÉPRESSION

Sortis victorieux du conflit et en position d'imposer leurs vues à leurs alliés, les Américains avaient pour objectif de rétablir le plus rapidement possible les conditions d'une vie normale, en ignorant le monde extérieur qui les avait momentanément éloignés de la ligne de conduite tracée en 1799 par leur fondateur, George Washington, et formalisée par le président Monroe et sa doctrine en 1823. Deux slogans caractérisent cette volonté: return to normalcy et business as usual. Dans ces deux domaines, pourtant, leurs espoirs furent cruellement déçus: les lendemains de guerre furent plus difficiles que prévus, avant que ne s'installe une ère de prospérité brusquement interrompue en 1929 par la dépression la plus longue et la plus brutale jamais traversée et donc la plus difficile à surmonter.

Dans l'immédiat, le retour à la normale se traduisit par une suite de déconvenues. Deux millions de *boys* se trouvaient en Europe et aspiraient à revenir rapidement chez eux. Faute de bateaux, ce retour fut plus lent que prévu et ne se termina qu'en 1920. Dans les camps de transit et les bases militaires eurent lieu des scènes de pillage, des actes d'indiscipline et des mutineries qui entachèrent l'image de l'armée américaine en Europe.

À peine revenus, dans l'ambiance d'une récession économique, ces hommes tardèrent à retrouver un emploi. Rien n'avait été prévu pour le passage à une économie de paix, d'autant plus que vinrent s'ajouter l'épidémie de grippe espagnole et une vague de grèves dans la métallurgie, les mines et les chantiers navals de la côte du Pacifique. Les postes de travail, laissés libres par l'enrôlement des hommes dans l'armée, avaient été occupés par des femmes qui entendaient d'autant moins les abandonner que le 19e amendement leur accordait désormais le droit de vote, consacrant ainsi leur entrée dans l'aire politique.

Dans cette atmosphère déjà lourde, surgirent d'autre facteurs d'inquiétude. La révolution bolchevique suscita la peur des Rouges, suspectés des actes terroristes qui culminèrent avec l'explosion d'une bombe devant la banque Morgan, à New York, faisant plusieurs dizaines de morts. Quels qu'en soient les auteurs, il s'ensuivit une sévère répression, caractérisée par le rapatriement en Russie des anarchistes suspectés, parmi lesquels Alexander Berkman et Emma Goldman, accusés d'une tentative d'assassinat contre l'industriel Frick, en 1892. Les Américains, hantés par la peur de la révolution, faisaient bon marché des droits individuels, comme ils le feraient au lendemain de la Seconde Guerre mondiale.

À tous ces motifs d'inquiétude s'ajoutèrent des affrontements raciaux, les plus graves ayant lieu à Chicago et se soldant par des centaines de victimes parmi les Afro-Américains. Certains crurent y déceler l'ombre du Ku Klux Klan qui venait de renaître de ses cendres, non plus dans le Sud, comme après la guerre de Sécession, mais dans l'Ohio. Ses membres défilaient ostensiblement à Washington, au pied du Capitole, englobant dans une même haine Noirs, juifs et catholiques. Défenseurs du nativisme et pourfendeurs de tout ce qui pouvait souiller la pureté de l'Amérique, ils imprimèrent leur marque sur la société, comme, plus tard, le maccarthysme. Cette inquiétude transparaît dans les films à succès de D. W. Griffith, *Birth of a Nation* (1915) et *Intolerance* (1919). Décidément, les lendemains de guerre étaient lourds de menaces, contribuant à expliquer le refus, au moins apparent, des États-Unis de participer aux affaires internationales et leur volonté de restreindre l'immigration.

La grande illusion

L'horizon s'éclaircit après 1920 et s'ouvre alors une des périodes les plus contrastées, les Roaring Twenties. Après les soucis et les sacrifices, apparaissent la joie de vivre et la jouissance du quotidien par la liberté des mœurs et l'enrichissement avec, en arrière-plan, le retour au pouvoir des Républicains, qu'on peut interpréter comme une lassitude du réformisme et un refus de l'engagement international. Pourtant cette décennie abonde en contradictions, car elle s'ouvre précisément sur un retour à la morale, avec le 18e amendement (suivi du Volstead Act de 1919), interdisant «la fabrication, la vente, le transport de liqueurs alcooliques, leur importation, ou leur exportation des États-Unis». Ainsi s'ouvrait l'ère de la Prohibition, supposée contribuer à réprimer un des fléaux de la société, l'alcoolisme et surtout la consommation de boissons alcolisées comme le whisky. Cette interdiction, loin d'être accidentelle, s'inscrit dans le fil d'un long combat, celui des sociétés de tempérance et des dénominations puritaines contre un mal dont seraient responsables les immigrants non anglo-saxons, irlandais, italiens, slaves et autres. Cette revanche de l'Amérique du Mayflower contre l'Amérique du melting-pot n'est pas un simple hasard au lendemain du conflit mondial.

Si la prohibition devait ouvrir la voie à une ère de moralisation, elle fit place à une décennie d'excès, de débauche et de violences. Les bars, restaurants, débits de boissons et pubs cessèrent, au moins officiellement, de servir de la bière, du vin et des alcools, mais tout un commerce clandestin fit son apparition, dans l'*underground*, avec les *speakeasies*, où se retrouvaient les habitués, grâce à un commerce illégal qui enrichit les *bootleggers*. Des particuliers se mirent à produire des alcools frelatés et, surtout, un trafic illicite s'instaura avec le Canada et les Antilles, tandis que se démocratisaient les croisières aux Bahamas et autres lieux où la consommation d'alcool était libre. La lutte pour le contrôle de ce trafic opposa des bandes rivales, les *gangsters*, qui établirent

leurs quartiers à Chicago, porte d'entrée idéale face au Canada et haut lieu du banditisme et de la violence. Les effets imprévus de la Prohibition furent tels que sa suppression devint un des enjeux de l'élection présidentielle de 1932 et que le 21e amendement abrogea le 18e amendement en 1933.

Ces excès et ces violences ne peuvent oblitérer la prospérité dont jouirent les Américains au cours de ces années, à la faveur des progrès techniques issus de l'utilisation du moteur à explosion et des applications pratiques de l'électricité. Si Ford a fondé son entreprise à Dearborn, dans le Michigan, dès 1903 et lancé dès 1909 son fameux modèle T, fabriqué à quinze millions d'unités, c'est après 1920 que l'automobile devient un outil populaire et non plus le privilège des plus fortunés. Son prix passa de 1500 dollars en 1913, à 760 dollars en 1920, puis à 600 dollars en 1929. Cette longévité lui fut fatale, car son principal concurrent, *General Motors*, réorganisé en 1920 selon des concepts plus modernes, s'adjugeait environ un tiers de la production, aux côtés de fabriquants plus modestes, comme Chrysler, Hudson ou Studebaker. Les États-Unis deviennent le chef de file mondial de l'automobile, avec une production, en 1929, de 4,5 millions d'unités, contre 1,9 million en 1920, suivie de près par les constructeurs européens. À eux seuls, les États-Unis possédaient plus d'autos que tout le reste du monde, avec une moyenne d'une voiture pour 5 habitants, contre une pour 43 en Grande-Bretagne et une pour 326 en Italie. La conséquence fut la nécessité de construire et d'améliorer les routes, en attendant, dans les années 1930, les premières autoroutes dans l'Est du pays. Du même coup, la suprématie des chemins de fer fut menacée, bien que ceux-ci aient joué un rôle moteur dans le développement du pays.

Toutes aussi innovantes furent les applications de l'électricité. Il fut construit autant de barrages dans les années 1920 que depuis l'invention de la houille blanche, si bien qu'en 1930 toute l'Amérique urbaine et périurbaine était équipée. L'Amérique rurale restait à la traîne, son isolement persistant en raison des coûts élevés d'installation, en particulier dans le sud, où les compagnies privées hésitaient à investir. De grandes corporations se développèrent à la fois pour la production de courant électrique et la fabrication du matériel, moteurs, éclairage, appareils et accessoires, avec, là aussi, une concentration très poussée au profit de firmes comme *General Electric* ou *Westinghouse*.

La voiture et l'électricité transformèrent la vie quotidienne, en favorisant la désertion des villes au profit des banlieues et en améliorant les conditions matérielles. L'Américain gagnait son lieu de travail avec sa Ford ou sa Chevrolet et retrouvait en fin de journée sa famille, en partie dégagée des tâches domestiques par l'utilisation des appareils ménagers devenus courants dans les classes moyennes. Un nouvel appareil, le frigidaire, laissa sa marque dans le vocabulaire. Une application qui eut encore plus d'impact sur la société fut la radio, dont la première émission commerciale

eut lieu à Pittsburg en 1920. Pour vendre leur produit, les fabricants de postes créèrent des stations, avant que celles-ci ne soient reprises dans des réseaux nationaux, dominés par des grands groupes de diffusion, comme NBC (National Broadcasting Company, 1926) ou CBS (Columbia Broadcasting System, 1927). Outre les informations et les variétés, la radio diffusait des émissions à caractère religieux, avant de devenir un instrument politique. Le premier concurrent du journal était né.

L'électricité fut à l'origine du succès du cinéma, qui devint le divertissement le plus populaire. Les années 1920 sont celles du triomphe du muet, dont les studios ont déserté la côte est pour s'implanter à Hollywood, sous le ciel limpide de la Californie. Là aussi de grandes entreprises, les *majors*, monopolisent la production, à l'image de *Paramount*, fondé en 1912, la *United Artists*, lancée en 1921 par D. W. Griffith, Charlie Chaplin et Douglas Fairbanks, *Warner Bross* (1923), ou la MGM (*Metro-Goldwin-Mayer*, 1924). Le *star system* se met alors en place, grâce à des vedettes telles que Greta Garbo, Gloria Swanson ou Mary Pickford aux côtés de Rudolph Valentino. L'apparition du cinéma parlant, en 1927 dans le *Chanteur de jazz*, révolutionna la production et fit surgir de nouvelles vedettes, tout en renforçant la prépondérance des studios américains qui, bon an mal an, sortaient 500 films, dans 23 000 salles obscures, devant environ 115 millions de spectateurs.

Toutes ces applications pratiques exigeaient des investissements qui assurèrent le succès de Wall Street. La prospérité semblait ne pas devoir s'interrompre, puisque d'une année à l'autre les profits s'accumulaient, d'où la vogue de la bourse, avec ses excès, la création de sociétés fantômes et l'exploitation de la crédulité du public par des escrocs. Ce stéréotype doit cependant être tempéré, car seule une minorité s'est laissée attirer par les mirages de l'argent facile. À côté de cette Amérique luxuriante et riche cohabite une Amérique traditionnelle bien dépeinte par Sainclair Lewis dans Main Street et Babbitt, qui font pénétrer dans le monde de la classe moyenne, celle des petites villes du Middle West, avec ses habitudes, son conformisme et ses préjugés de petit bourgeois. Le poids de la tradition est au cœur de plusieurs affaires de cette époque, dont, en 1925, celle d'un enseignant du Tennessee, John Scopes, condamné pour avoir exposé à ses élèves la doctrine évolutionniste de Darwin, contrairement aux instructions interdisant « d'enseigner la théorie qui nie l'histoire de la création divine de l'homme, telle qu'elle est relatée dans la Bible». Deux ans plus tard, prit fin, avec l'exécution de Sacco et Vanzetti, accusés, eux, d'avoir assassiné en 1920 le caissier d'une entreprise de Nouvelle-Angleterre, une «cause célèbre» qui avait mobilisé Américains et Européens. Ils avaient contre eux d'être à la fois des immigrants et des anarchistes. Aux élections présidentielles de 1928, le républicain Herbert Hoover l'emporta facilement sur le démocrate Alfred Smith, victime de son appartenance à l'église romaine. Cependant, la manifestation la plus durable de ce retour supposé aux valeurs traditionnelles fut la limitation drastique de l'immigration par l'instauration des quotas nationaux.

La prospérité avait aussi ses zones d'ombre pour plusieurs catégories de la population. Après avoir largement profité de la guerre et de l'aprèsguerre pour écouler leur production de céréales, de viande ou de coton, les fermiers finirent, dès 1925, par être confrontés à des excédents. Les stocks s'accumulaient, les débouchés se fermaient et les prix ne cessaient de baisser, créant un malaise dans les régions agricoles du Middle West. L'administration républicaine, fidèle au libéralisme à l'intérieur et au protectionnisme aux frontières, refusait de prendre en considération leurs doléances, au risque de s'aliéner leurs votes. D'autre part, un certain mécontentement se fit également jour dans le monde du travail. La prospérité favorisait la concurrence au profit des salariés peu qualifiés et donc moins bien payés, d'autant plus que, dans les grands bassins industriels, les Noirs, attirés par la pénurie de main-d'œuvre, occupaient nombre d'emplois jadis réservés aux immigrants. D'ailleurs la migration des Noirs était loin de se tarir, bien au contraire, créant des tensions sociales à l'intérieur des ghettos de Philadelphie, Boston, Chicago, ou Detroit. Le syndicalisme fut victime de ce malaise et perdit la moitié environ de ses adhérents. Il est vrai que l'organisation dominante, l'American Federation of Labor, de Samuel Gompers, recrutait parmi les ouvriers qualifiés, abandonnant à leur sort ou à des «syndicats maison» la majorité des travailleurs.

La crise

Les deux moteurs de la prospérité, la construction automobile et le bâtiment, se ralentirent dans les dernières années de la décennie, sans qu'il y fut prêté attention, car Wall Street continuait sur son emballement. Les raisons de ce ralentissement étaient la saturation du marché et la baisse des investissements. Mais malgré une baisse de 22 % de la production en 1927, l'euphorie persistait.

La chute spectaculaire de Wall Street, qui en trois semaines (octobre-novembre 1929) perdit plus de 30 milliards de dollars de sa valeur, déclencha la panique dans les milieux financiers et bancaires. En dépit d'interventions, la baisse se prolongea et même s'accentua dans les mois suivants, touchant son nadir en 1933. Le krach de Wall Street eut des effets ravageurs sur l'économie, parce qu'il survenait dans une conjoncture déjà anémiée et dans une atmosphère de spéculation. En entamant la confiance des Américains, il entraîna automatiquement une baisse de la consommation qui se répercuta sur la production dans tous les domaines.

En apparence, le premier touché fut le monde rural qui avait déjà subi la baisse des prix. Elle ne fit que s'accélérer, faisant des fermiers les victimes les plus spectaculaires de la crise. Toutes les branches de l'industrie durent réduire drastiquement leur production, à commencer par l'automobile, où Ford licencia 72 000 ouvriers en 1931 et, à son tour, le commerce se ralentit. L'effet le plus visible et le plus inquiétant fut la progression du chômage, augmentant de 4,5 millions de chômeurs en 1930 à 12 millions en 1931 et 16 millions en 1933 (encore, faute de statistiques fiables, ces chiffres sont-ils inférieurs à la réalité). La misère était visible dans les villes où des chômeurs tentaient de vendre des pommes au coin des rues et faisaient la queue devant les soupes populaires. Faute de pouvoir payer leur loyer, ils avaient été expulsés de leur logement pour se retrouver dans des bidonvilles, appelés ironiquement *hoovervilles*. Le sort des fermiers se trouva encore dramatiquement aggravé par la vague de sécheresse et les vents de sable qui ravagèrent certains États du Middle West, les obligeant à fuir vers l'Ouest, où ils espéraient trouver l'eldorado. Nul n'a mieux retracé le calvaire de ces *Okies* que John Steinbeck dans *Grapes of Wrath*.

La détresse engendra le mécontentement et des troubles sociaux. Dans l'attente de la prime promise, le *bonus*, des vétérans de la guerre de 1914 avaient installé leur campement sur les rives de l'Anacostia, aux portes de Washington, d'où le nom de «*Bonus Army*». Face au refus du Congrès de verser ce bonus, certains se dispersèrent, tandis que d'autres demeurèrent sur place. Pour rétablir l'ordre, le président Hoover fit appel aux troupes fédérales qui, sous le commandement du général Douglas MacArthur, eurent recours à la cavalerie et aux tanks pour disperser d'anciens combattants, quelques mois avant l'élection présidentielle de 1932.

La crise de 1929 a donné lieu à de nombreuses interprétations, dont aucune n'est totalement satisfaisante. Les contemporains y ont vu une conséquence logique du krach de Wall Street, mais aucun des krachs boursiers précédents (et ils ont été nombreux) n'avait eu d'effet aussi dévastateur. Pour John K. Galbraith, «si l'économie avait été fondamentalement saine en 1929, l'effet de la grande catastrophe aurait pu être minime [...] mais les affaires étaient fragiles, elles étaient vulnérables précisément au coup qu'elles reçurent de Wall Street». Pour Charles Kindleberger, la crise américaine traduit la ruine du système économique international, par suite du refus américain de jouer un rôle stabilisateur. Milton Friedman, lui, incrimine la politique monétariste de la Réserve fédérale, qui, en augmentant ses taux, a restreint la masse monétaire et supprimé toute élasticité qui aurait pu favoriser une reprise. En fait, la crise américaine a des causes multiples à la fois endogènes et exogènes, que les contemporains et les acteurs, en accordant à la spéculation boursière un rôle certainement démesuré, n'ont pu percevoir.

Contrairement à une légende tenace, l'administration ne demeura pas inactive face à la misère, tant au niveau local que fédéral. Dans l'État de New York, qui venait d'élire pour gouverneur Franklin D. Roosevelt, sa collaboratrice, Frances Perkins, s'activa pour secourir les chômeurs en leur versant des allocations, en ouvrant des soupes populaires et des abris pour ceux qui étaient expulsés de leur logement. Quant au gouverneur fédéral, il prit des mesures destinées à enrayer la chute des prix agricoles, à offrir des crédits aux entreprises en difficulté (*Reconstruction Finance Corporation*) et à venir en aide aux banques (*Glass-Steagall Act*). Mais rien n'y fit, la crise persistait.

Le New Deal

C'est dans cette morosité que se déroulèrent les élections présidentielles de 1932, qui portèrent au pouvoir, en un raz-de-marée, les démocrates et leur candidat. Franklin D. Roosevelt, opposé au président sortant, Herbert Hoover, l'emporta facilement avec près de 58 % des voix. Sur leur lancée, ils conquirent également les deux chambres du Congrès. Jamais encore les républicains n'avaient subi pareille défaite, en perdant 42 des 48 États et en ne résistant qu'en Nouvelle-Angleterre, en Pennsylvanie et dans le Delaware. Une ère nouvelle s'ouvrait, le *New Deal*, selon l'expression lancée par le nouveau président.

Pragmatisme et opportunisme caractérisent cette expérience qui se prolongea jusqu'en 1938. Roosevelt l'avait emporté par sa personnalité, sa force de persuasion, une bonne utilisation des médias, et, bien sûr, l'usure des républicains au pouvoir depuis douze ans, plus que par la présentation d'un programme, une notion tout à fait étrangère à sa personnalité. Tout juste âgé de 50 ans, il appartenait à une famille bien connue de New York, déjà illustrée par son parent, Théodore Roosevelt, président des États-Unis de 1901 à 1909. Franklin Roosevelt s'était fait connaître dès 1915 comme Secrétaire adjoint à la marine, puis en 1920 comme candidat malheureux à la vice-présidence. Frappé l'année suivante par une poliomyélite, il lutta toute sa vie contre la paralysie qui frappait ses membres inférieurs. Bien que demeurant invalide, il reprit goût à la vie politique et fut élu en 1928 gouverneur du New York, puis réélu en 1930. Président le plus populaire du XX° siècle, il accomplit l'exploit de se faire réélire trois fois (1936, 1940, 1944) en brisant un record qui remontait à George Washington.

La New Deal est marqué par une intervention poussée de l'État fédéral dans les domaines économique et social, assortie d'une entreprise croissante de l'administration. À côté du traditionnel Cabinet, très stable au cours de cette expérience, fonctionna un conseil privé, le brain trust, où se succédèrent, à un rythme rapide et en fonction des situations, économistes, universitaires, spécialistes de telle ou telle question, et hommes d'affaires. Le Cabinet

servait de façade à ce qui était le véritable moteur de l'action gouvernementale, transmise moins à travers les rouages traditionnels que par des agences de plus en plus nombreuses émanant directement de l'exécutif. Ainsi s'esquisse une «présidence impériale» qui accorde au président une stature jusque-là inconnue, sauf du temps de Lincoln, pendant la guerre civile. Et par-delà le Congrès, un contact chaleureux est assuré entre le président et les Américains à la faveur des «discussions au coin du feu» retransmises à la radio le samedi soir et des conférences de presse à la Maison Blanche. Un style nouveau de gouvernement est né, relayé par la radio, en attendant la télévision.

Le New Deal procéda par étapes qui répondaient, non à une vision globale, mais à la pression de la conjoncture, le principal objectif étant de rétablir la confiance et de remettre les Américains au travail. Les premières mesures, en 1933, furent d'ordre bancaire et économique, pour sauver les banques, restaurer le crédit, relancer la production agricole et industrielle, et soutenir les prix, pour aboutir, en janvier 1934, à une dévaluation du dollar dans le but d'assurer plus de souplesse à l'économie. En même temps étaient lancées des actions spécifiques destinées à réduire le chômage, en particulier dans les travaux publics, comme l'équipement de la vallée du Tennessee. Un second train de mesures, qui prélude au welfare state, fut lancé en 1935, comportant la création d'une sécurité sociale, chargée de verser des pensions aux retraités et des indemnités aux chômeurs. Enfin, un dernier train vit le jour en 1938, qui s'attaquait aux monopoles, rendus en partie responsables des dysfonctionnements de l'économie. En fait, il s'agissait de la reprise d'une politique spécifique au parti démocrate, déjà partiellement pratiquée auparavant par Wilson.

Ces mesures sortirent-elles les Américains de la crise? La réponse est mitigée, car elle comporte deux aspects. La reprise fut lente, inégale et décevante. Certes, des progrès avaient été accomplis mais, dans l'ensemble, en 1937, les États-Unis n'avaient pas encore retrouvé leur niveau de 1929, malgré la relance de la production industrielle, la remontée des prix de gros et, indice essentiel, la hausse du revenu national. Pourtant le chômage était loin d'avoir disparu, puisqu'on relevait encore 7,5 millions de sans emploi. Et, brusquement, le redressement s'arrêta et l'économie plongea à nouveau dans la récession, dont la sortie nécessita le recours aux méthodes keynésiennes, jusque-là rejetées, notamment la mise en déficit du budget, des crédits publics pour l'emploi et l'ouverture de nouveaux chantiers de travaux publics. À la fin de 1938, le président pouvait déclarer: «Nous sommes à nouveau sur le bon chemin». L'année suivante la production retrouvait celle de 1929, mais il subsistait deux points noirs: le chômage et le commerce.

L'aspect lugubre de cette période ne devrait pourtant pas laisser oublier une dimension plus noble qui émergea de la multiplication des activités culturelles. Contrairement à l'assertion de Tocqueville que les Américains

ne s'intéressaient pas à la culture, le romancier Sinclair Lewis reçut le prix Nobel de littérature en 1930, suivi par Eugene O'Neill, Pearl Buck et, plus tard, Faulkner, Hemingway et Steinbeck. La Renaissance de Harlem signa la naissance de la littérature afro-américaine, dont Langston Hughes, Arna Bontemps, William E. B. DuBois, entre autres, devinrent les grands noms. À la même époque, après ses débuts à la Nouvelle-Orléans et à Chicago, le jazz se propagea grâce à des interprètes tels que Louis Arnstrong, Count Basie, et Bennie Goodman. Le jazz se fondit également dans des œuvres plus classiques telles que les compositions de George Gershwin qui, inspiré par *Porgy* de DuBose Heyward, composa son *Porgy and Bess* écrit pour des artistes noirs. Un autre aspect encore plus surprenant de cette tendance culturelle américaine étaient ses productions populaires et ses comédies musicales qui triomphaient sur les planches de Broadway, sans oublier les westerns, rodéos et le tout-puissant cinéma dans lequel une nouvelle génération, sous les traits de Charles Laughton, Humphrey Bogart et Katherine Hepburn, faisait ses débuts, tandis que les dessins animés popularisaient Mickey Mouse, Donald Duck et bien d'autres personnages tout aussi légendaires.

Si le New Deal n'a pas été une réussite économique, il a créé un choc dans le pays. Certes, de violentes oppositions se sont manifestées contre Roosevelt, accusé tour à tour d'être soit fasciste, soit socialiste, et critiquant son interventionnisme. Mais son charisme lui a assuré une large popularité auprès des Américains, confirmée par leur participation croissante aux élections et symbolisée par sa réélection triomphale en 1936 dans tous les États sauf deux, le Vermont et le Maine. Roosevelt a réussi à galvaniser le peuple américain et à lui redonner confiance, même si les résultats restent médiocres. La machine fédérale a vu doubler le chômage. C'est surtout dans le monde du travail que les changements sont sensibles. Les revenus des fermiers ont fini par s'améliorer. Les ouvriers, suite à la reconnaissance officielle des syndicats, ont obtenu pignon sur rue et ont été associés désormais aux négociations avec le patronat. Le syndicalisme s'est démocratisé en s'ouvrant aux manœuvres et aux travailleurs non spécialisés dans la nouvelle centrale qu'était le CIO (Congress of Industrial Organizations), au terme d'une scission avec la plus traditionnelle AFL (American Federation of Labor).

DE L'ISOLATION À L'INTERVENTION

Après leur intervention décisive aux côtés des Alliés, les États-Unis revinrent à leur isolationnisme traditionnel, que confirment le rejet du traité de Versailles par le Sénat, la défaite des Démocrates aux élections de 1920 et la signature d'une paix séparée avec l'Allemagne.

En fait, il ne s'agit là que d'une apparence, car la réalité est plus complexe. La guerre ayant, en effet, entraîné le déplacement du centre économique du monde, de l'Europe vers l'Amérique, New York est devenu la plaque tournante des affaires, au détriment de Paris et surtout de Londres. L'économie mondiale s'en est trouvée bouleversée sans que les principaux acteurs en fussent vraiment conscients. De toute façon, les États-Unis, étant donnée leur position de créanciers, ne pouvaient en aucun cas rester étrangers à ce qui se passait outre-Atlantique.

Le paradoxe veut cependant que les Américains aient été plus présents, dans les relations internationales, sous les administrations républicaines que démocrates. Afin de conforter leur prépondérance sur les mers, dans la droite ligne d'Alfred Mahan, ils prirent l'initiative de réunir à Washington, en 1921, une conférence sur la limitation des armements navals, qui leur accorde la parité avec le Royaume-Uni, devant le Japon et, en troisième ligne, la France et l'Italie, sur la base de quotas respectifs de 5,3 et 1,75. En même temps fut proclamé un moratoire sur la construction des navires de ligne. S'ils restèrent étrangers à l'accord de Locarno sur le maintien de la paix, un rapprochement avec l'Europe s'esquissa en 1928 par la signature du Pacte de Paris ou accord Briand-Kellogg, qui réaffirmait les mêmes principes.

C'est surtout sur le plan économique que les États-Unis ont manifesté leur présence, dans la mesure où ils étaient directement concernés par la question des dettes de guerre, liée à celles des réparations. Face à l'insolvabilité de l'Allemagne et à la crise qui menaçait l'équilibre international, ils ont pris l'initiative de deux plans qui portent les noms de leurs promoteurs américains, le plan Dawes, qui proposait un échelonnement des paiements sous la supervision d'un agent général des réparations (lui aussi américain), et cinq ans plus tard, le plan Young. Bien avant le plan Marshall, la reconstruction de l'Europe était devenue une priorité outre-Atlantique. Mais la crise économique de 1929 mit fin à cette collaboration, le président Roosevelt ayant refusé les propositions de la conférence économique entre États. Le redressement intérieur reléguait à l'arrière-plan la situation internationale.

C'est ce qui donna naissance à l'impression dominante d'un retrait de la scène internationale, bien que l'isolationnisme n'ait jamais été total. Ainsi, après plus de dix ans de rupture, les États-Unis ont été la dernière grande puissance à rétablir des relations avec l'URSS, quoique sans grands résultats. Par contre, elles s'améliorent nettement avec les pays du continent américain, grâce au règlement d'un vieux contentieux avec le Mexique, la fin du protectorat sur Cuba et la participation régulière aux conférences pan-américaines. Dans le domaine commercial, les rigueurs du protectionnisme sont tempérées par la signature d'accords bilatéraux sur la double

base de la réciprocité et de la clause de la nation la plus favorisée. Mais le souci dominant demeure celui d'observer une stricte neutralité, qu'il s'agisse des initiatives japonaises en Mandchourie et en Chine, italiennes en Éthiopie, de la guerre civile espagnole ou des dérives du nazisme. À chaque coup de force le Congrès répond par un renforcement de la neutralité, alors que les portes du pays demeurent obstinément fermées aux victimes des persécutions.

La défaite de la France en 1940 et la solitude du Royaume-Uni conduisirent à un abandon graduel de la politique de neutralité. Les États-Unis se jugeaient désormais directement menacés, à la fois du côté du Pacifique par les Japonais et du côté de l'Atlantique par l'Allemagne. D'où l'initiative, sans aucun précédent, de Roosevelt de solliciter un troisième mandat aux élections présidentielles. Réélu, avec un score de 55 %, inférieur certes à celui de 1936 (60 %) mais toujours très confortable (il l'emportait dans 38 États et conservait la majorité au Congrès), il profita de cet état de grâce pour amorcer le réarmement du pays et offrir son soutien au Royaume-Uni. À contre-courant d'une opinion toujours hostile à une quelconque intervention, il prit l'initiative de la conduire et d'imposer ses vues au Congrès par des mesures telles que le prêt-bail. N'hésitant pas à s'afficher comme le défenseur du monde libre, il proclama les «Quatre Libertés» fondamentales dans un univers démocratique et dessina, dans la Charte de l'Atlantique, les contours du monde de l'avenir.

Il acheminait ainsi l'opinion vers la participation au conflit, quand, le 7 décembre 1941, l'attaque surprise contre la base de Pearl Harbor, détruisant une grande partie de la flotte et de l'aviation, déclencha l'entrée immédiate en guerre des États-Unis à la fois contre le Japon et l'Allemagne. Traumatisée par ce coup de force, l'opinion se rassembla derrière son président dans un sursaut patriotique et une union sacrée pour la victoire.

DE DÉFAITES EN VICTOIRES

Dans les six mois qui suivirent, les Japonais exploitèrent avec plein succès l'effet de surprise, expulsant les Américains de leurs positions avancées dans le Pacifique, Guam, Wake et les Philippines. Après avoir en outre éliminé de leurs positions coloniales les Britanniques, les Néerlandais et les Français, ils étaient devenus les maîtres de la situation. Malgré leurs défaites initiales, les États-Unis, désormais pivot de la coalition, s'organisaient et s'apprêtaient à rétablir la suprématie des Alliés en chassant les Japonais.

Un pays en guerre

Sans avoir prévu pareille situation, les Américains mobilisèrent très efficacement leur économie, selon les directives tracées par Roosevelt: «Nous devons être le grand arsenal de la démocratie [...] Les fabricants de montres, de matériel agricole, de linotypes, de caisses enregistreuses, de tondeuses à gazon et de locomotives fabriquent maintenant des détonateurs, des bombes, des supports de télescopes, des obus, des pistolets et des chars». Les objectifs assignés étaient ambitieux: 125 000 avions, 75 000 chars, 10 millions de tonnes de navires à l'horizon 1943. L'effort de production fut gigantesque: de nouvelles usines sortirent de terre en quelques semaines et des chantiers navals s'ouvrirent sur les deux côtes, pour répondre aux besoins des Alliés britanniques aussi bien que soviétiques.

Deux créations originales symbolisent cette reconversion et expliquent son succès final, dont la clé réside dans l'innovation et la standardisation. Les chantiers navals produisirent un type unique de navire de transport, le *liberty-ship*, monté à partir d'éléments préfabriqués assemblés par rivetage et non par soudure, par des équipes souvent féminines. De six mois au départ, la durée de montage tomba à 14 jours en fin de conflit. Ainsi, 56 millions de tonnes de navires furent construits en cinq ans. Dans l'industrie automobile, partiellement reconvertie dans les constructions aéronautiques, un véhicule nouveau s'imposa, la *jeep* (*general purpose*), qui devait répondre à toutes les utilisations. Grâce à la vigoureuse impulsion donnée par le *War Production Broad* (*WPB*) et en dépit de goulots d'étranglement (dont le plus sérieux fut celui du caoutchouc de Malaisie, remplacé par celui du Brésil), les objectifs fixés furent dans l'ensemble atteints dans tous les domaines, qu'il s'agisse de chars, d'avions ou d'armes.

L'organisation de la production reposait sur une structure bureaucratique inspirée du précédent de la Grande Guerre autour de ce *War Production Board*, qui opéra jusqu'à la fin de 1945, assisté d'un grand nombre d'agences. Leur fonctionnement fut assuré par le recrutement massif d'agents fédéraux, dont le nombre passa de 1 à 3,3 millions en trois ans. Ces organismes étaient chargés de veiller à la réalisation des programmes et de contrôler les prix afin d'éviter tout dérapage, profits illicites ou ententes illégales, aussi bien que de faire respecter l'égalité entre sexes et races dans l'embauche comme dans le travail.

Les implications sociales de cette mobilisation économique furent considérables. Le nombre des salariés passa de 32 à 41,5 millions dont 17 millions d'ouvriers, soit une augmentation de 30 %. Parmi cette maind'œuvre, les femmes ont tenu une place importante, puisqu'elles comptent pour 15 millions d'emplois, dont la plupart avaient jusque-là été détenus par des hommes, mais aussi en s'imposant dans de nouvelles fonctions du

secteur tertiaire. C'est ainsi qu'en 1943 le chômage avait complètement disparu pour laisser place enfin au plein emploi et même à une pénurie de main-d'œuvre, qui favorisa l'accession des minorité noires et hispaniques.

Plus encore que dans le précédent conflit en effet, les Noirs affluèrent en masse vers les bassins industriels et la Californie, pour s'y trouver exposés à des brimades, même à des violences, se voir offrir des salaires inférieurs, et surtout être exploités par les marchands de sommeil, en dépit de l'Ordre exécutif 8802 (1941): «il n'y aura pas de discrimination dans le travail des ouvriers de la défense nationale ou du gouvernement, en raison de la race, de la couleur, des croyances ou de l'origine nationale». Le nombre des salariés noirs doubla dans l'industrie, en particulier dans la métallurgie où ils occupaient le tiers des emplois, et dans la construction navale sur la côte du Pacifique. Leur présence croissante dans les entreprises aussi bien que dans les administrations engendra des tensions palpables, causant parfois des émeutes, comme à Detroit, Mobile et Harlem en 1943. Il en alla de même avec les Chicanos (Mexicains-Américains) à Los Angeles, où des affrontements les mirent aux prises avec des Blancs. Cependant, en dépit de ces troubles, la participation des minorités ethniques à l'effort de guerre eut un rôle décisif dans la mutation de la société américaine.

D'autres minorité eurent aussi leurs victimes. Alors que ni les Germano-Américains ni les Italo-Américains n'étaient inquiétés, Pearl Harbor déclencha une véritable hystérie contre les Japonais de première (*Isei*) ou seconde (*Nisei*) génération installés en Californie, où ils furent considérés comme un danger pour la sécurité publique. Plus de cent mille d'entre eux résidant dans les États du Pacifique furent arrêtés en juin 1942 et internés dans des camps improvisés dans des zones isolées au nord de la Californie et dans le Wyoming, où rien n'avait été prévu pour les accueillir. Quand ils furent enfin autorisés à retourner chez eux, au lendemain du conflit, ils trouvèrent bien souvent leurs biens confisqués et il leur fallut plusieurs décennies de litigations pour obtenir la réparation de leur préjudice.

Stratégie et tactique

La mobilisation militaire reposa sur la conscription, décrétée avant l'entrée en guerre pour tous les hommes de 18 à 35 ans, avant d'être étendue aux 18–38 ans. Mobilisés, les Noirs ne furent pourtant pas traités comme des citoyens de plein droit, car une rigoureuse ségrégation continua à être appliquée dans les trois armes, en particulier dans la marine. Sur les 20 millions d'Américains mobilisables, environ 15 millions furent effectivement enrôlés, dont deux tiers dans l'armée de terre. Si 200 divisions avaient été prévues à l'origine, seules 70 furent effectivement constituées. Après un entraînement rapide dans des camps, situés en grande partie dans les États du sud, qui

perpétuaient la tradition militaire de la guerre de Sécession, ils furent envoyés sur les différents théâtres d'opérations. Étant donné les impératifs de la lutte, un effort particulier porta sur la formation de troupes de choc en vue des débarquements, marines, parachutistes et bérets verts. L'armée américaine se singularisa par l'importance accordée aux services, qui absorbaient autant d'hommes ou de femmes que les seules unités combattantes.

Au plan stratégique, tout était à créer. Un état-major, le *Joint Chiefs of Staff*, avait été constitué dès 1939 autour du général George Marshall. Des plans avaient été élaborés avant l'entrée en guerre mais, suite à l'attaque de Pearl Harbor, un choix s'imposa. Comme il fallait en effet mener la lutte sur deux fronts, trois interrogations se posèrent: Auquel de ces fronts accorder la priorité? Comment assurer les lignes de communications entre l'Amérique et des théâtres éloignés? Fallait-il lancer des offensives frontales ou périphériques? Toutes ces questions furent discutées au plus haut niveau, en présence du président Roosevelt en sa qualité de chef des armées, d'abord dans des conférences avec les Britanniques et les Canadiens (Argentia en 1941, Arcadia en 1942, Trident et Quadrant en 1943, Québec en 1944), puis avec l'ensemble des Alliés, y compris les Soviétiques (Téhéran en 1943, Yalta en 1945). Outre les choix stratégiques, ces conférences portaient également sur les objectifs politiques. C'est ainsi qu'à Casablanca (1943) fut prise une décision lourde de conséquences, la reddition inconditionnelle de l'ennemi, et à Yalta, l'entrée en guerre de l'URSS contre le Japon.

Les options stratégiques donnèrent lieu à de violents affrontements qui s'expliquent par les conceptions divergentes des participants. Dès le début, malgré les pressions du général Douglas MacArthur, commandant des forces terrestres dans le Pacifique, la priorité fut accordée à la libération de l'Europe, aux dépens de celle des territoires conquis par les Japonais. La stratégie ne pouvait d'ailleurs être que différente, s'agissant du Japon ou de l'Europe. À l'égard du premier, s'opposaient les vues de l'armée de terre (MacArthur), qui accordait la priorité à la reconquête des Philippines, et celles de la marine (amiral Nimitz) qui préconisait la réoccupation des archipels par des opérations combinées selon la tactique des «sauts de puces». Un compromis s'établit qui laissa à Nimitz la responsabilité dans le Pacifique Centre, et à MacArthur celle du Sud. Dans ce secteur, les Américains avaient l'avantage d'être seuls maîtres des opérations, ce qui ne leur épargna pas pour autant des difficultés, dues à la fois à l'acharnement des Japonais et aux rigueurs du climat tropical. Ils avaient repris l'avantage dans le Pacifique central dès la bataille de Midway, en juin 1942, et, dans le sud, à celle de la mer de Corail. Malgré ces succès initiaux, la reconquête fut très lente, en partie parce que le haut commandement avait cru pouvoir compter sur une coopération avec la Chine, qui constituait un excellent tremplin pour des attaques contre le Japon. Cet espoir n'aboutit jamais, en raison de la corruption du gouvernement chinois et de la guerre civile qui sévissait dans le pays. Au terme de deux années d'une lutte impitoyable, les Américains n'en étaient qu'aux avants-postes de l'archipel nippon. MacArthur avait repris pied aux Philippines, en 1944, après la victoire navale de Leyte, pour y affronter une âpre résistance qui se manifestait aussi dans l'archipel des Bonin. Iwo Jima y devint le symbole de l'acharnement nippon face à l'héroïsme américain.

En Europe, jugée prioritaire, la situation était totalement différente du fait qu'il fallait compter avec les Britanniques et les Soviétiques. Dans le souci d'assurer leurs lignes de communication avec leurs alliés, les Américains, fidèles à leur stratégie des bases navales, s'assurèrent des points d'appui avancés, destinés à sécuriser les convois, dans les Caraïbes, à Terre-Neuve, en Islande et au Groënland. Les choix stratégiques portaient sur l'ouverture d'un second front, réclamé avec insistance par les Soviétiques à la conférence de Téhéran, mais dont la nature, la date et le lieu restaient à définir. Face à la puissance de l'armée allemande, une attaque massive s'imposait exigeant à la fois une force de frappe considérable et la proximité de plate-formes de réparation, proches des lieux de futurs débarquements. La tentative des Canadiens à Dieppe, en 1942, avait révélé les aléas d'une telle aventure, si bien que, malgré les pressions réitérées des Soviétiques, les Américains n'étaient pas prêts à s'y risquer avant une longue préparation, appuyée par le matériel adéquat. Sur ce point, ils étaient en désaccord avec les Britanniques qui préconisaient une stratégie périphérique consistant à attaquer le «ventre mou» de l'Europe, autrement dit les Balkans, puis l'Europe centrale. Finalement, ils décidèrent de procéder par étapes successives avec, en 1942, l'opération *Torch* en Afrique du Nord, puis en 1943 *Husky* en Sicile et *Avalanche* en Italie. La double offensive déclenchée en 1944 en Normandie (*Overlord*) et en Provence (Anvil) fut un succès des opérations combinées, mais un échec stratégique dans la mesure où l'armée allemande réussit à échapper à la tenaille et à se regrouper pour déclencher en plein hiver dans les Ardennes une offensive qui stoppa net l'avancée des Américains (Battle of the bulge).

La victoire était déjà en vue quand se réunit à Yalta la dernière conférence à laquelle assista le président Roosevelt. Elle devait dessiner les contours futurs de l'Europe et coordonner la lutte contre le Japon. Afin de gagner le soutien des Soviétiques contre le Japon, les États-Unis cédèrent à Staline des concessions dans l'Ouest américain, et celui-ci promit, en secret, d'entrer en guerre contre le Japon dans un délai de trois mois à partir de la reddition totale de l'Allemagne. Les États-Unis se trouvèrent en position de faiblesse, à la fois parce que les Soviétiques occupaient une grande partie du continent et qu'un Roosevelt exténué ne put opposer qu'une molle

résistance aux exigences de Staline concernant les frontières occidentales de l'URSS et son avancée en Europe centrale. Loin d'être une dérobade des Alliés occidentaux, Yalta fut la reconnaissance d'une situation de fait, la présence des armées soviétiques au cœur du continent. Que cela leur plaise ou non, les Américains ne pouvaient que se féliciter de la volonté de Staline de les aider à combattre le Japon. Quelques semaines plus tard, Roosevelt mourait sans avoir pu assister à la capitulation de l'Allemagne, le 8 mai 1945.

L'arme atomique

La guerre continuait dans le Pacifique, où s'écroulaient un par un les ultimes bastions de la défense japonaise. En avril 1945, les Américains débarquaient à Okinawa, le point le plus proche de l'archipel, sans être pour autant en mesure de l'attaquer. Le délai d'un an prévu entre la reddition de l'Allemagne et celle du Japon risquait d'entraîner des pertes humaines considérables, comme le prouvait un passé récent. Fallait-il donc hâter la fin des hostilités? L'explosion, le 16 juillet, à Alamogordo, dans le désert du Nouveau-Mexique, d'une bombe atomique montrait que les États-Unis possédaient l'arme absolue, mais fallait-il s'en servir? Le 6 août, l'*Enola Gay* lâcha une bombe sur Hiroshima, faisant des dizaines de milliers de victimes. Trois jours plus tard la ville de Nagasaki subit le même sort.

La mise au point de l'arme atomique marquait l'aboutissement d'un projet qui remontait à 1939, quand Einstein, réfugié aux États-Unis, attira l'attention de Roosevelt sur les nouveaux horizons qu'ouvrait la recherche sur la manipulation de l'atome : «Ce nouveau phénomène pourrait conduire à la fabrication de bombes dotées d'une puissance énorme». Roosevelt, intéressé par ce projet, réunit dès la fin de 1939 un comité à l'origine du projet lancé deux ans plus tard dans le plus grand secret sous le nom de code «Manhattan». Ce projet associa des physiciens de toutes origines amenés en Amérique par la «fuite des cerveaux», dont le Danois Niels Bohr, l'Italien Enrico Fermi, le Britannique Leo Szilard et le Hongrois Edward Teller. Le premier bombardement d'un noyau atomique fut réalisé dès 1941 dans un laboratoire de l'université de Chicago, à la suite de quoi les expériences furent confiées à trois centres d'essais sous responsabilité fédérale, Oak Ridge dans le Tennessee, Hanford dans le Washington et Los Alamos dans le Nouveau Mexique, où fut conçue la bombe sous la direction de Robert Oppenheimer. Le petit cercle d'initiés, redoutant que les États-Unis ne fussent devancés par l'Allemagne, poussa à la réalisation du projet dont Truman ne fut informé que tardivement pendant la conférence de Potsdam.

Il assuma l'entière responsabilité de cette décision cruciale qui accula le gouvernement japonais à la capitulation dès le lendemain de Nagasaki. Le 15 août 1945, la guerre prenait fin dans le Pacifique.

Passée l'euphorie de la victoire, le recours à la bombe atomique a suscité d'innombrables interrogations. Était-il légitime de recourir à une arme aussi terrifiante pour faire plier un adversaire certes coriace, quoique proche de la défaite? N'aurait-il pas fallu lui adresser un avertissement préalable, comme le suggérait des civils associés au projet? Tout porte à croire que le Japon n'était pas disposé à céder par les moyens ordinaires et que la lutte aurait encore été longue. Dans l'ambiance qui régnait alors, les Alliés étaient désireux d'en terminer rapidement avec un conflit qui durait depuis près de six ans et avait été aussi meurtrier pour les civils que pour les militaires. Moralement, l'emploi de l'arme atomique était objectivement très contestable, mais pour les contemporains, elle mettait fin à un cauchemar tout en en laissant présager un autre. Certains ont prêté aux Américains des arrière-pensées à la veille de l'entrée en guerre de l'URSS contre le Japon, en avançant qu'il s'agissait d'un avertissement à l'égard du grand rival. C'est sans doute prêter au président Truman un machiavélisme que contredit son comportement. En fait, on doit tenir compte de la haine accumulée chez les Américains depuis l'acte pirate de Pearl Harbor et la dureté de la lutte dans le Pacifique. Îl n'en reste pas moins que la possession de l'arme atomique assurait de façon indéniable la supériorité militaire et donc la suprématie politique des États-Unis dans un monde qui entrait dans l'ère de la pax americana.

L'ASCENSION DU CANADA

Le Canada, puissance internationale, tel est le titre donné par le sociologue André Siegfried à l'édition de 1947 d'un ouvrage paru d'abord en 1906 sous le titre Le Canada, les deux races. Ce changement souligne bien un aspect essentiel de l'évolution de ce pays, à savoir son entrée sur la scène internationale, tout en ne rendant compte que de l'un des aspects de sa mutation. Comme les États-Unis, il est en effet un nouveau venu dans le concert des nations, mais au terme d'un plus long cheminement. De dominion de l'empire britannique au statut de membre du Commonwealth, le Canada passa d'un stade semi-colonial à l'indépendance par étapes successives, accélérées grâce à sa participation active aux deux guerres mondiales.

La parenté avec les États-Unis ne se limite pas là. Sa formation, comme la leur, résulte de vagues successives d'immigrants en provenance d'Europe ayant quadruplé sa population au cours du XX^e siècle. Il en diffère cependant par le processus de peuplement et l'origine des fondateurs.

Le peuplement du Canada est en effet linéaire et non pas frontal. La partie habitée se réduit en effet à une bande étroite qui s'étire le long du 49e parallèle d'un océan à l'autre, laissant pratiquement vide la plus grande partie du pays, le second au monde par sa superficie. À la différence des États-Unis, le Canada n'a pas connu de «Frontière» et ce caractère s'est confirmé au XXe siècle.

Par contre, l'origine des fondateurs, Français pour le Bas-Canada (vallée du Saint-Laurent et Québec) et Britanniques dans le Haut-Canada (Ontario), a imposé la coexistence de deux cultures qui voisinent tout en s'ignorant. Loin de disparaître, cette dualité a été entretenue par des remous nationalistes qui font du Canada un État composite associant des ensembles régionaux très différenciés entre lesquels les communications sont pendant longtemps demeurées difficiles en égard aux distances: provinces maritimes, Québec et Ontario (les berceaux de la Confédération), prairies et provinces de l'ouest, auxquels il faut ajouter les territoires sub-arctiques peuplés des «Premières Nations» (Indiens et Esquimaux).

Entre ces ensembles très divers, l'unité est assurée par un régime politique original de confédération. Les neuf, puis dix provinces (depuis l'accession de Terre-Neuve en 1949), ont chacune leur propre gouvernement, avec leur parlement et leur Premier ministre, selon la tradition britannique, et un gouverneur général représentant la monarchie. Au niveau de la Confédération se retrouve à Ottawa une structure analogue: un gouverneur général qui désigne le premier ministre, responsable devant un parlement de deux chambres (Chambre des Communes élue, Sénat nommé). La constitution en vigueur est toujours encore le *British North America Act* de 1867, qui demeure du ressort exclusif du Parlement de Londres.

Le Canada et le monde

L'insertion du Canada au sein de la communauté internationale a été facilitée et accélérée par son rôle dans les deux guerres mondiales, auxquelles il a participé directement en fournissant une contribution humaine d'une ampleur considérable étant donné sa faible population. Ainsi, pour une population d'environ huit millions d'habitants en 1914, 600 000 hommes furent mobilisés, dont 420 000 combattirent outre-mer, en particulier sur le front français, dans la Somme et en Artois. Vingt-cinq ans plus tard, sur une population de douze millions, un million d'hommes et de femmes servirent dans les forces armées combattirent en Europe comme en Asie. Les Canadiens menèrent le raid meurtrier sur Dieppe en 1942, qui servit de test pour le débarquement deux ans plus tard, et jouèrent un rôle efficace dans la bataille de Normandie, puis lors de la libération de la France et des Pays-Bas. En outre, pendant la Seconde Guerre mondiale, le Canada s'est transformé en base arrière aussi

bien des États-Unis que du Royaume-Uni, produisant canons, chars, avions et autres matériels de guerre et servant de base d'entraînement pour toutes les unités aériennes britanniques. Les conflits ont hâté la transformation du pays, de fournisseur de denrées agricoles et de matières premières (*staple products*) en producteur de matériel industriel, et précipité la transformation de la société par un appel massif aux femmes dans les usines de guerre. Elles avaient reçu le droit de vote dès 1920, sauf au Québec, où elles ont dû attendre la fin du second conflit mondial.

La conséquence immédiate a été l'entrée du Canada dans la cour des Grands. Tandis que, pendant la Première Guerre mondiale, les Canadiens avaient combattu sous commandement britannique avant d'obtenir une brigade autonome, pendant la guerre de 1939–1945 ils ont eu leurs unités propres dans toutes les armes. En 1919, le Canada envoie sa propre délégation à la conférence de paix et occupe un siège à la Société des Nations et au Bureau international du travail. C'est la première étape sur la voie de la souveraineté que complète l'ouverture des premières légations à l'étranger, avant même la création d'un ministère des relations extérieures qui intervient seulement en 1946, alors que dès 1920 une légation est inaugurée à Washington, puis à Paris et Tokyo. Si cette indépendance est officialisée par le Statut de Westminster en 1931, il n'en reste pas moins que le souverain britannique continue à être représenté à Ottawa par un gouverneur général, lui-même toujours de nationalité britannique jusqu'en 1952, quand le Canadien Vincent Massey ouvre la voie à la «canadianisation» de cette fonction, devenue d'ailleurs de plus en plus honorifique. Une nouvelle étape de la souveraineté avait été marquée en 1949 par la création d'une nationalité canadienne, distincte de la britannique, et l'adoption en 1964 du drapeau à feuille d'érable, remplaçant l'Union Jack. En un demi-siècle, les Canadiens, tout en demeurant fidèles membres du Commonwealth, ont réussi à acquérir tous les attributs de la souveraineté, à l'exception de la maîtrise de leur constitution.

La vie politique

La vie politique est fondée sur le bipartisme, faisant alterner au pouvoir les conservateurs et les libéraux. Au début du siècle, sous la direction de Wilfrid Laurier, premier ministre francophone, ces derniers ont détenu le pouvoir pendant près de vingt ans. Le clivage entre ces deux partis est mobile, car ils n'ont ni idéologie ni implantation territoriale fixe, encore que l'Ontario soit, en général, plus conservateur. Les libéraux sont plus enclins aux réformes, plus distanciés par rapport à la métropole, partisans d'un libre-échange qui les rapprocherait de leur voisin du sud. Mais l'ouverture faite dans ce sens par Laurier avait échoué par suite du refus des conservateurs d'alléger les

liens traditionnels avec la mère-patrie. Au lendemain de la Première Guerre mondiale s'ouvre une longue période libérale dominée par la personnalité de Louis Mackenzie King, qui occupe le poste de premier ministre pendant plus de vingt ans et, sans interruption, de 1935 à 1948.

Le bi-partisme a cependant été remis en cause par l'irruption sur la scène politique des provinces de l'ouest, qui, ne trouvant de réponse à leurs aspirations spécifiques dans aucun des grands partis, manifestent leur différence par la création de partis régionaux. Les fermiers de l'ouest subissent en effet le coût élevé du prix des transports de leurs produits agricoles vers Montréal et Toronto. Pour contrer la toute puissance des compagnies de chemins de fer, ils ont créé des coopératives et des syndicats, dont les revendications sont reprises par un parti progressiste, qui, dès 1921, rompt l'équilibre traditionnel en faisant élire une soixantaine de députés au parlement d'Ottawa. La voie est ainsi ouverte à l'apparition de tiers partis régionaux qui sont désormais une constante de la vie politique canadienne. Aux éphémères progressistes succède le CCF (Commonwealth Cooperative Federation) qui, implanté dans les prairies, se présente en défenseur des fermiers et des ouvriers et réclame une intervention étatique plus poussée dans la gestion de l'économie et le domaine social. Parti socialiste, sans s'en donner l'étiquette, il inaugure une ligne sociale-démocrate présente dans la vie politique tout au long du siècle. Par contre le parti créditiste, fondé dans l'Alberta par un pasteur passé maître dans la manipulation des médias, le révérend William Aberhart, mêle habilement évangélisme et populisme pour dénoncer les financiers et capitalistes de l'est et revendiquer un «crédit social» qui devrait permettre à tous d'atteindre l'aisance. Ce discours ne peut que plaire et assurer le succès des créditistes dans l'Alberta et en Colombie britannique, encore que son éphémère ascension soit liée à la Grande Dépression. Ainsi, les provinces de l'ouest et des prairies imposent désormais leur marque dans la vie politique.

Cette vie dépend très largement de l'évolution de la conjoncture économique. Au lendemain de la Première Guerre mondiale s'ouvre une décennie de réelle prospérité caractérisée par une reprise de l'immigration (plus d'un million d'entrées), le retour des investisseurs, la hausse de la production agricole dans les prairies, le niveau élevé des exportations et l'amélioration générale du niveau de vie de la population. La guerre ayant épuisé la Grande-Bretagne, le Canada se tourne de plus en plus vers son voisin du sud, d'où viennent désormais les investissements, attirés moins par les institutions publiques que par l'extraction et la transformation des matières premières, comme la fabrication de la pâte à papier (le Canada est le principal fournisseur de papier journal à la presse américaine) ou la mécanique (la banlieue de Toronto devient une annexe des constructeurs automobiles de Detroit). En arrière-plan de cette industrialisation se

développe l'exploitation de l'énorme potentiel hydro-électrique, représenté par l'abondance des eaux. Cette évolution accentue le contraste entre les provinces agricoles de l'ouest et celles, industrialisées, du centre. Ainsi, en 1928, les deux provinces de l'Ontario et du Québec sont à elles seules responsables de plus des trois quarts de la production industrielle. Quant aux échanges commerciaux, la dépendance à l'égard des États-Unis ne cesse de s'accroître au détriment de la Grande-Bretagne.

La dépression

Cet État de choses plonge le Canada dans la dépression la plus grave jamais subie : les années 1930 sont des années de récession, de misère et d'explosion de la pauvreté. Exportateur de matières premières (grains, bois, métaux) et de produits semi-ouvrés (pâte à papier), le Canada est victime de la chute des cours mondiaux et de l'effondrement du commerce international, qui affectent en priorité les producteurs de blé et de viande des prairies. Après s'être endettés pour s'équiper, les fermiers voient leurs revenus tomber, ne leur laissant qu'une issue : abandonner leurs exploitations et aller encore plus à l'ouest dans l'espoir de trouver du travail. Le Canada a eu, lui aussi, ses Okies. Les États-Unis cessant leurs achats, c'est à l'industrie d'être affectée par l'accumulation de stocks, dévalués et invendables, et au tour du Québec, de l'Ontario et de la Colombie britannique d'être touchés. La baisse très sensible du niveau de vie efface les gains de la période précédente et favorise les succès des tiers partis, qui connaissent alors leur apogée. Mais les provinces sont trop pauvres pour réagir et le gouvernement fédéral demeure désarmé et impuissant pour affronter cette dépression. Les quelques mesures d'urgence classiques adoptées, comme les restrictions à l'immigration, l'augmentation du tarif douanier, l'établissement de la préférence impériale à l'intérieur du Commonwealth et l'ouverture de camps de travail, sont totalement insuffisantes. Un Little New Deal, directement inspiré de celui de Roosevelt, est alors lancé par le gouvernement, pourtant conservateur, de Richard B. Bennett, qui s'est résigné à intervenir par des mesures telles que la création de la Banque du Canada, mais certaines, jugées inconstitutionnelles par le Conseil privé de Londres, sont aussitôt invalidées.

Si la Grande Dépression a révélé les faiblesses de l'économie canadienne, trop dépendante de l'extérieur, elle a aussi mis à nu l'impotence du gouvernement fédéral. Revenu au pouvoir et très conscient de sa faiblesse, le premier ministre libéral, Mackenzie King, charge, en 1937, une commission royale d'enquête, dite Rowell-Sirois (du nom de ses présidents), d'élaborer des propositions pour rendre plus efficace le fonctionnement des institutions. Pour cette première révision du fédéralisme depuis l'Acte de 1867, la réponse, donnée en 1940, est claire: il faut transférer au gouvernement

d'Ottawa une partie des pouvoirs détenus par les provinces en matière sociale, économique et fiscale, en particulier lui donner le droit de lever des impôts directs, moyennant le versement de compensations. En dépit de l'opposition de certaines provinces (dont le Québec) à ce transfert de pouvoirs, la centralisation est mise en œuvre et la nature du fédéralisme ne va cesser de dominer la vie politique.

La guerre et ses conséquences

Cette réorientation coïncide avec l'entrée du Canada dans le conflit mondial, qui entraîne une profonde mutation du pays. Les besoins de guerre contribuent à remettre en marche tout l'appareil de production, dont la modernisation et le renforcement font entrer le Canada dans le petit groupe des puissances industrielles. La réalisation du plein emploi, l'embauche des femmes et l'accumulation d'une épargne forcée, consécutive à la limitation de la consommation par le rationnement, puis réinjectée dans la circulation dès le retour de la paix, améliorant la vie quotidienne des Canadiens. Les prairies ont retrouvé la prospérité grâce aux exportations alimentaires vers l'Europe. Sur le plan financier, le dominion, par ses prêts à la métropole, a passé de l'état de débiteur à celui de créancier. Enfin, avec le «Grand Voisin», le conflit a scellé collaboration stratégique, diplomatique, et même scientifique, qui a permis, entre autres, aux Canadiens de participer activement aux recherches des Alliés dans le domaine nucléaire.

En même temps, le pays s'est engagé délibérément dans la voie du *welfare state*. Ceci nécessita l'instauration d'une assurance-chômage, assortie d'allocations familiales, et l'amorce d'une audacieuse politique sociale, complétée au fur et à mesure des années par un système de couverture médicale et de pensions. Dans ce domaine, le Canada, à la différence des États-Unis, est devenu un des pays les plus avancés du monde. La conséquence en a été l'apparition, dans la capitale aussi bien que dans les provinces, d'une bureaucratie majoritairement anglophone qui voit s'affermir son rôle dans la confédération.

Malgré les compensations financières dont profitent désormais les provinces, ces orientations sont loin de faire l'unanimité, en particulier au Québec, très attaché à son autonomie. Vient s'y greffer un vieux démon, celui de la conscription. Bien que le gouvernement canadien se soit engagé dès 1939 à ne pas y recourir, afin de ne pas réveiller les vieux démons nationalistes qui s'étaient manifestés dans des conflits antérieurs, la durée inattendue du conflit et la lourdeur des pertes l'obligèrent à modifier sa politique. En 1942, selon une procédure exceptionnelle dans ce pays démocratique, un référendum est organisé sur le principe d'un recours à la conscription. Accepté par les deux tiers des Canadiens, il est repoussé par

71% des Québécois (dont 85% de francophones). Si, en fait, la conscription tarda à entrer en vigueur et que pratiquement aucun conscrit ne servît outremer, il n'en reste pas moins que, loin de l'avoir fait disparaître, la guerre a encore accentué le clivage entre anglophones et Franco-Canadiens, et ce clivage pèse lourdement sur l'avenir du pays.

La prospérité de l'après-guerre permet au Canada de tirer profit de la place acquise pendant les hostilités. De simple membre du Commonwealth, il devient une puissance moyenne, stimulée par l'augmentation de sa population, la proximité des États-Unis et la politique du gouvernement fédéral.

La croissance de la population est frappante, passant de 11,5 millions en 1941 à 17,8 millions vingt ans plus tard, soit une augmentation de près de 50%, sans précédent dans ce pays. Elle résulte à la fois de l'immigration et du *baby-boom*. Après des années de restrictions et de refus d'accueillir des immigrés, y compris les victimes des dictatures européennes, l'immigration atteint des niveaux inconnus depuis le début du XX° siècle, avec plus de 100 000 entrées par an à la fin des années 1950, soit un total de deux millions de 1946 à 1960. Une première vague, composée surtout de Britanniques, est suivie par un flot d'Allemands, de Grecs, de Slaves, et d'Italiens, ces derniers étant particulièrement nombreux. D'autre part, le taux de natalité élevé du *baby-boom* assure le rajeunissement de cette population et ouvre la voie à une nouvelle génération qui va stimuler l'activité économique et culturelle.

L'appareil industriel, orienté désormais vers les activités civiles, s'efforce de satisfaire le boom de la consommation. Le plein emploi est pratiquement assuré, le niveau de vie augmente, les besoins s'accroissent, les ménages s'équipent en automobiles, en appareils ménagers et en télévisions, en prenant exemple sur le modèle américain. Il en va de même dans l'urbanisation qui s'accélère. Malgré la prospérité du marché agricole, la rationalisation et la mécanisation des exploitations entraînent une diminution de la population rurale, qui se retrouve, avec les immigrants, dans des villes de plus en plus peuplées et étendue. Dans les vingt années qui suivent la guerre, la proportion de la population urbaine passe de 56 à 76% et, en 1961, la main-d'œuvre rurale ne compte plus que pour 10% des actifs. L'agglomération de Montréal dépasse les deux millions d'habitants, mais est désormais talonnée par celle de Toronto. Les banlieues rappellent celles des États-Unis, avec leurs bungalows, leurs jardins, bientôt leurs piscines et leur ennui. Dans les centres-villes s'opère la division caractéristique du continent en quartiers ethniques avec leurs lieux de culte, leurs écoles, la variété de leurs boutiques et la diversité de leurs enseignes en italien, yiddish, grec ou arménien. Le communautarisme fait son apparition dans toutes les grandes villes avec son pendant, le multiculturalisme.

Cette évolution a touché inégalement les diverses provinces. Les immigrants privilégient en effet les milieux anglophones et dynamiques, en tête desquels s'inscrivent l'Ontario, la province la plus industrialisée, et la Colombie britannique, qui tire profit du mirage du Pacifique et d'un environnement exceptionnel. L'Alberta, jusque-là quelque peu délaissé, est en plein essor suite à la découverte, en 1947, du pétrole, qui, compte tenu d'énormes réserves, joue un rôle attractif sur le peuplement. Par contre, les provinces maritimes ont perdu leurs atouts stratégiques et commerciaux, depuis que le fioul a remplacé le charbon, que Halifax est délaissé en tant qu'escale et que la pêche, activité fondamentale, traverse une phase délicate.

Quant au Québec, il est dans sa période de «grande noirceur», sous la coupe du gouvernement d'Union nationale de Maurice Duplessis, un mélange de conservatisme, d'affairisme, de clientélisme et de corruption. S'il favorise les investisseurs américains aux dépens des Britanniques, il maintient une chape de plomb en prenant appui sur un clergé catholique, toujours aussi puissant, riche et omniprésent, surtout dans l'éducation, où il exerce un monopole absolu, et la société. Montréal est encore et toujours la ville la plus peuplée du Canada et sa métropole économique, celle où une oligarchie anglophone domine le monde des affaires. On peut pourtant déceler des signes avant-coureurs du changement qui se prépare. C'est ainsi que la grève, déclenchée en 1949 par des syndicalistes chrétiens dans les mines d'amiante d'Asbestos, se termine par la victoire des grévistes, soutenus par des journalistes, par l'opinion publique et même par une partie du clergé avec l'archevêque de Montréal. Face au nationalisme traditionnel, des courants intellectuels se font jour, s'exprimant dans des revues comme *Cité Libre*, dont les collaborateurs critiquent ouvertement la sclérose du pouvoir, l'immobilisme du clergé et le conservatisme de la société, et souhaitent une ouverture du Québec sur le monde extérieur.

Pour sa part, le gouvernement fédéral se lance dans de nouveaux programmes sociaux qui consolident le *welfare state*. Ottawa n'hésite pas à intervenir dans des domaines jusque-là réservés aux provinces, en accroissant ses compétences fiscales, en attribuant des subventions aux universités ou en lançant le grand projet d'une route transcanadienne, de Terre-Neuve à l'île de Vancouver. Le renforcement du pouvoir fédéral est de plus en plus au cœur des débats constitutionnels.

Enfin, le Canada conforte sa présence sur la scène internationale en participant, en 1949, à la création de l'OTAN, qui présente pour lui l'avantage de maintenir ses liens avec l'ancienne métropole, tout en se rapprochant des États-Unis. À ce titre, des troupes canadiennes sont stationnées en Allemagne. Il joue un rôle très apprécié aux Nations Unies,

auxquelles il est associé dans plusieurs opérations du maintien de la paix, en Palestine, à la frontière indo-pakistanaise, ou encore en Corée. Tirant avantage de leur position d'ancienne colonie, dépourvue de toute ambition territoriale, les Canadiens fournissent des contingents de Casques bleus, en général bien accueillis. Surtout, la diplomatie canadienne prend l'initiative d'une médiation dans le conflit du canal de Suez en 1956, permettant aux Britanniques et aux Français une sortie honorable de ce guêpier. Désormais, il faut compter le Canada parmi les grands de ce monde.

PAX AMERICANA OU GUERRE FROIDE?

La victoire de 1945 assigne aux États-Unis une position dominante dans le monde de l'après-guerre et, contrairement à ce qui s'était passé après 1918, ils se sont donné les outils adéquats. C'est au cours des conférences tenues entre 1940 et 1945, de la Charte de l'Atlantique aux entretiens de Potsdam, qu'ont été esquissés les grands traits de ce monde qui doit beaucoup aux idées de leur principal inspirateur Franklin Delano Roosevelt. L'axe directeur était d'échapper aux erreurs de l'entre-deux-guerres et d'engager hardiment le maintien de la paix aux côtés de ses alliés, ce qui explique, compte-tenu de la faiblesse de l'Europe, des convulsions de l'Asie et de l'implosion des empires coloniaux, le rôle que tiennent désormais les relations extérieures dans la vie américaine. En 150 ans, les États-Unis sont devenus une puissance mondiale face à un unique rival, l'URSS.

Dans la logique de la capitulation sans conditions, aucune conférence de paix ne suivit la fin des hostilités. Les Américains occupent l'Allemagne avec leurs alliés et, seuls, le Japon, tous deux privés de gouvernement et soumis à l'autorité militaire. C'est une situation sans précédent, voulue par les Américains pour non seulement assurer la paix, mais aussi afin d'instaurer la démocratie dans les pays vaincus. Cette occupation s'installe de façon permanente pendant la seconde partie du siècle, assurant au vainqueur des bases sur tous les continents.

Les fondements du pouvoir

La *pax americana* reposait sur deux pivots, l'un politique, basé sur les Nations Unies et ses agences spécialisées, et l'autre économique incluant des institutions telles que le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale.

L'idée d'une organisation internationale, les Nations Unies, destinée à remplacer la SDN, tout en en corrigeant les faiblesses, apparaît dès la Charte de l'Atlantique et prend sa forme définitive en août 1944 aux conférences de Dumbarton Oaks et, au lendemain de la mort de Roosevelt, de San Francisco. Entre temps, elle avait été approuvée par les trois Grands à Yalta. La répartition des pouvoirs reflète l'influence de la constitution américaine, avec un exécutif représenté par le Conseil de Sécurité (onze membres, dont cinq permanents, les États-Unis, l'URSS, le Royaume-Uni, la Chine et la France), un législatif confié à une assemblée générale regroupant les représentants de tous les États membres et un judiciaire exercé par une Cour internationale de Justice). Symbolique de l'ordre international nouveau, le siège de l'organisation s'installa à New York.

Il appartenait aussi aux États-Unis d'empêcher le retour du désordre économique de l'entre-deux-guerres. La conférence internationale de Bretton-Woods (juillet 1944) décida de créer un système monétaire international, basé en fait sur le dollar, qui se substituait à la fois à l'étalon or et au *gold specie standard*. Cette option valait reconnaissance de la suprématie économique des États-Unis, principal détenteur de l'or mondial. Pour favoriser la stabilité monétaire, le FMI et son bras droit, la Banque mondiale, furent créés, tous deux installés à Washington au cœur de leur principal «actionnaire», les États-Unis. En même temps étaient lancées les bases d'une organisation du commerce international, fondé sur la libéralisation progressive des échanges, au sein du GATT (*General Agreements on Tariffs and Trade*) et de ses «Rounds» (Kennedy Round, Uruguay Round, Tokyo Round, etc.), ancêtre de l'Organisation internationale du travail (OIT).

Dans l'immédiat, les esprits étaient hantés par les périls d'une reconversion qui s'avérait plus difficile que celle ayant suivi la Grande Guerre. Il fallait en effet réintégrer dans la vie civile plus de douze millions de GI (General Issue) qui tous aspiraient à revenir rapidement chez eux. C'était oublier que les conditions avaient changé. Grâce au plein emploi, une épargne s'était accumulée, qui, n'ayant pu être utilisée en raison du rationnement et des mesures drastiques pour promouvoir l'outil militaire aux dépens des fabrications civiles, ne demandait qu'à l'être une fois la paix revenue. Enfin, dès 1944, un geste significatif avait transformé l'Office of War Production (Bureau en charge de la production de guerre) en Office of Mobilization and Reconversion (Bureau en charge de la mobilisation et de la reconversion). Et par-dessus tout, la possession de la bombe atomique assurait, aux yeux des dirigeants, une sécurité telle qu'elle autorisait un retour accéléré à des activités normales.

Vers la paix

La démobilisation fut d'autant plus rapide que des mutineries avaient éclaté en Allemagne et aux Philippines. En un an, les effectifs de l'ensemble des forces armées passèrent de 14,5 à 1,7 million, et ceux de la seule armée de terre, de 8 à 1 million. Le retour à la vie civile fut favorisé par des initiatives à longue portée comme, en 1944, le *G.I. Bill of Rights* qui permettait aux vétérans d'entreprendre des études dans les universités et d'obtenir des crédits pour l'achat d'une maison ou d'une ferme. Des dizaines de milliers de vétérans purent ainsi accéder aux études supérieures et contribuèrent à la démocratisation de la société.

La reconversion économique se fit à la fois sur fond de besoins et de revendications, mis en sourdine pendant le conflit. La fin du contrôle des prix et des salaires entraîna une course entre la hausse immédiate des premiers et celle, moindre, des seconds, avec des vagues de grèves dans des secteurs tels que le pétrole, l'automobile, la sidérurgie et les mines. Les effets de la politique sociale du New Deal s'étaient traduits par une syndicalisation sans précédent, le nombre des syndiqués ayant augmenté de 65% pendant la guerre, passant de 9 à 16 millions. Tirant parti de la conjoncture. Walter Reuther lança dans la lutte ses troupes de l'United Automobile Workers, suivi par John Lewis et ses mineurs qui cessèrent le travail pendant deux mois et enfin par les cheminots qui finirent par plier devant la menace d'une réquisition fédérale. Cette violente explosion sociale inquiéta l'opinion publique, qui réagit en envoyant, en 1946, une majorité républicaine au Congrès. Cette nouvelle majorité prit des mesures drastiques pour mettre fin à une situation estimée intolérable, en réglementant le droit de grève et en interdisant des pratiques courantes comme le closed shop (embauche exclusive d'ouvriers syndiqués). Aux yeux de certains, l'État providence était remis en cause.

Pourtant le président Truman s'affichait ouvertement fidèle à la tradition de son prédécesseur et lança à son tour un programme de réformes, le Fair Deal, résumé dans ses propos: «Toute fraction de notre population et tout individu a le droit d'attendre de son gouvernement une donne équitable». Un aspect mineur, bien que le plus prometteur de cette politique, était l'attitude novatrice à l'égard des minorités, en particulier des Noirs. Une commission pour l'étude des droits civiques, réunie à l'initiative du président, rédigea un rapport de paix intitulé Pour garantir ces droits qui, sans aller jusqu'à des propositions concrètes, recommandait une protection plus poussée des individus par l'élimination des discriminations raciales. Le 26 juillet 1948, le président tira argument de ces recommandations pour émettre l'Ordre exécutif 9981, amorçant un revirement inattendu dans la politique raciale en mettant fin à la ségrégation dans les forces armées.

Malgré l'avertissement du général Bradley que: «L'armée n'a pas à se lancer dans des réformes sociales. L'armée ne placera pas des hommes de races différentes dans les mêmes companies. Elle ne changera d'attitude que quand la nation fera de même», seule la marine résista. Dans l'armée de terre, l'amalgame fut peu à peu réalisé, facilité par les opérations en Corée, premier conflit auquel participèrent des unités intégrées.

Les débuts de la guerre froide

L'ambiance de la victoire fut pourtant entachée par la crainte née de l'attitude intransigeante de l'URSS. Dès 1946, Churchill avait lancé l'alarme dans son discours de Fulton en parlant d'un «rideau de fer» abaissé sur l'Europe. Les Américains assistaient, impuissants, à la mainmise des Soviétiques sur les États de l'est, le dernier à tomber étant la Tchécoslovaquie en 1948, tandis qu'en Chine, malgré tous leurs efforts, ils ne pouvaient que constater la dégradation du gouvernement de Chian Kai-Shek face au succès du communiste Mao-Tse-Tung. Le péril communiste obsédait les Américains.

Ces événements extérieurs ont lourdement pesé sur la situation domestique. Face à l'expansionnisme soviétique, un grand débat s'engagea parmi les dirigeants. Les progressistes, dont le porte-parole était l'ancien vice-président Henry Wallace, insistaient sur le maintien de relations confiantes par la recherche d'un accord à tout prix avec l'URSS. Les milieux conservateurs prônaient le recours à la force, le *roll-back*, qui ne pouvait qu'aggraver les tensions dans un contexte non très favorable aux États-Unis, sauf à recourir à l'arme atomique. Les réalistes défendaient l'endiguement, le *containment*, selon la ligne tracée par George Kennan dans un article de la revue *Foreign Affairs* en 1947. C'est la voie que choisit Truman: «Il me semble que la politique des États-Unis doit être d'aider les peuples libres qui résistent aux tentatives de subversion par des minorités armées ou des pressions extérieures». Cette ligne de conduite, permanente pendant la guerre froide, fut suivie aussi bien en économie qu'en politique.

Confrontés à la misère d'une Europe soumise en permanence à la pression soviétique et à la lenteur de sa reconstruction, les Américains décidèrent de lui apporter une aide directe. Dans un discours demeuré célèbre, à l'université Harvard, en 1947, le secrétaire d'État George Marshall déclarait: «Il est logique que les États-Unis fassent tout ce qui est en leur possible pour aider au retour d'une économie mondiale normale et forte sans laquelle il ne peut y avoir de stabilité politique ni de paix assurée. Notre politique ne se veut pas contre un pays ni une doctrine, mais contre la faim, la pauvreté, le désespoir et le chaos. Son but doit être de revitaliser et de remettre en marche l'économie mondiale afin de permettre l'émer-

gence des conditions politiques et sociales dans lesquelles des institutions libres peuvent exister». L'appel s'adressait, sans exclusive aucune, à tous les pays européens, mais le refus de l'URSS d'adhérer au plan Marshall entraîna immédiatement celui de tous ses satellites, si bien que le plan se limita à la seule Europe occidentale. Ce plan, comportant à la fois des dons et des prêts, était assorti de clauses politiques et de l'engagement des seize pays participants à s'acheminer vers leur union.

Un rapprochement défensif entre cinq États occidentaux (Grande-Bretagne, France, Belgique, Pays-Bas et Luxembourg) suivit effectivement en 1948. À l'initiative des États-Unis, cet accord fut élargi l'année suivante par le Traité de l'Atlantique Nord, signé à Washington entre les cinq et sept autres nations (Italie, Norvège, Danemark, Islande, Portugal, Canada et États-Unis) créant une communauté de défense, l'OTAN (Organisation du Traité de l'Atlantique Nord), avec une double structure, militaire et diplomatique. La porte restait ouverte à d'autres membres, comme l'Allemagne ou l'Espagne. Le Nouveau Monde se portait au secours de l'Ancien, ainsi que le manifesta son rôle prépondérant dans le pont aérien de 321 jours mis au point par les Américains pour soutenir les Berlinois coupés de l'extérieur par le blocus soviétique.

La défense et la sécurité sont désormais au cœur de l'appareil politique. La défense est concentrée dans un Secrétariat unique, le Pentagone, qui regroupe sous une même autorité l'état-major permanent des *Joint Chiefs of Staff* (chefs de cabinet) et toutes les forces armées. Un Conseil national de sécurité (NSC) est installé auprès de l'exécutif, assisté d'un service du renseignement extérieur, la *Central Intelligence Agency* (CIA). Cependant, l'explosion de la première bombe soviétique, en 1949, mit fin à l'illusion de sécurité et, sous l'impulsion du physicien Edward Teller, orienta les recherches vers la réalisation d'une bombe encore plus puissante, la bombe à hydrogène, dont la première explosion eut lieu en 1952.

Même la possession de l'arme atomique ne garantissait plus le maintien de la paix. Ainsi, le 25 juin 1950, les troupes de la République populaire de Corée du Nord envahirent leur voisin du sud. Les Américains réagirent avec rapidité et, avant même que l'ONU ne soit intervenue, confièrent au général à MacArthur le commandement des troupes. Cette agression relança la guerre froide et la lutte contre le communisme. Au lendemain du basculement de la Chine dans l'orbite soviétique, la Corée du Sud était considérée comme un maillon essentiel, un des «dominos» destinés à conquérir la poussée du bolchevisme dans l'Asie du Sud-Est.

De fait, la guerre en Corée fut une épreuve plus longue et douloureuse que prévue, marquée par des retournements inattendus: une retraite confuse au début, suivie d'un débarquement et d'une reconquête, puis une offensive qui conduisit les troupes alliées aux frontières de la Chine, avant un repli général sur un front qui se stabilisa pendant plus de deux ans au sud du 38° parallèle. Survenant au moment où les Américains croyaient la paix assurée, la guerre de Corée les a d'autant plus profondément marqués que son bilan fut très lourd (33 000 tués, plus de 100 000 blessés). Elle a également plombé l'administration démocrate, en lui faisant perdre les élections présidentielles de 1952 au profit des républicains, regroupés autour de la prestigieuse figure de la guerre en Europe, le général Dwight D. Einsenhower, dont un de ses premiers gestes fut de conclure un armistice qui renvoyait à la case départ, puisque le *statu quo* entérinait la partition de la Corée en deux États distincts.

Une guerre pour rien, tel fut le sentiment dominant, en tout cas une immense déception du fait que, malgré leur supériorité militaire, les Américains n'avaient pas réussi à l'emporter. Une des conséquences fut un renforcement des armements et la conclusion d'accords entraînant l'implantation de bases en Méditerranée et dans le Moyen-Orient, ainsi que l'entrée dans l'OTAN de nouveaux participants tels que l'Espagne, l'Allemagne et la Turquie.

Le maccarthysme

Mais c'est au sein même des États-Unis que les effets furent les plus inquiétants en relançant une «chasse aux sorcières», amorcée dès 1947 par un «serment de loyauté» pour tous les fonctionnaires fédéraux, excluant tous ceux suspectés de liens avec des organisations dites subversives. Si l'épuration fut très limitée, il n'en subsistait pas moins une suspicion, consistant à voir des agents du Kominform infiltrés dans les administrations, les médias, les syndicats ou les universités. Dans quelle mesure des Américains avaient-ils livré des secrets? Où se trouvaient les coupables?

Les premières cibles furent les cinéastes et producteurs d'Hollywood, et nombre d'acteurs préférèrent quitter le pays, comme Charlie Chaplin, Joseph Losey ou Jules Dassin. Une autre cible favorite fut le département d'État soupçonné d'héberger ou d'avoir hébergé des sympathisants du bolchevisme. Un des plus brillants «new dealers», Alger Hiss, qui avait accompagné Roosevelt à Yalta, fut accusé d'avoir transmis des informations secrètes aux Soviétiques, son passé d'ancien membre du parti communiste en faisant la victime idéale. En dépit de l'absence de preuves formelles, il fut cependant condamné, et son cas permis à un jeune représentant de Californie, Richard Nixon, de se faire connaître et d'amorcer ainsi une longue carrière politique. Plus troublant fut le cas des époux Rosenberg, accusés en 1950 d'espionnage atomique au profit des Soviétiques. D'origine étrangère et connus pour leur sympathie de gauche, ils furent tous deux condamnés à mort et exécutés, malgré la «cause célèbre» qu'ils suscitèrent. En Amérique, et plus encore en

Europe, des pétitions furent signées et des manifestations organisées en leur faveur. Un des pères de la bombe atomique, l'ancien directeur du laboratoire de recherche de Los Alamos, Robert Oppenheimer, fut mis en cause parce qu'il réclamait un contrôle international de l'énergie atomique et refusait de s'associer aux recherches sur la bombe à hydrogène.

Joseph McCarthy, jeune sénateur du Wisconsin, élu en 1946, a laissé son nom à un courant d'intolérance, fondé sur l'exploitation de la crédulité d'un public prêt à voir des complots partout. Par la ruse et le mensonge, il réussit à faire régner un climat de suspicion, sans jamais produire de preuve palpable de ce qu'il avançait. Par crainte des représailles, les médias le suivirent en diffusant ses auditions au Sénat. Une fois encore, la cible favorite était le département d'État, accusé d'avoir trahi les intérêts du pays au travers de ses membres les plus respectés, comme le général Marshall, ainsi que le parti démocrate, qui assumait l'héritage de Roosevelt, l'homme de Yalta et des relations cordiales avec Staline. Les bibliothèques furent purgées des ouvrages jugés dangereux, des équipes parcoururent les centres culturels à l'étranger pour censurer leurs activités, des particuliers mirent à l'abri les documents qui pouvaient les compromettre. Le contrôle de l'immigration fut renforcé par l'obligation de jurer n'avoir jamais appartenu au parti communiste ni adhéré à une «organisation subversive». Une véritable chape morale s'abattit sur le pays, sans que les autorités n'osent intervenir. Finalement, ce sont les excès même de McCarthy qui le perdirent : la retransmission à la télévision de ses auditions au Congrès révéla la grossièreté du personnage et l'inanité de ses preuves. Censuré par le Sénat, il finit par sombrer dans la boisson et l'obscurité, laissant toutefois un pesant héritage de craintes et de délations.

Des relents de cette période ont aussi affecté la culture, les producteurs devenant plus frileux pour éviter d'être visés. Quelques rares esprits eurent le courage de s'opposer au conformisme ambiant, comme Arthur Miller, dont la pièce à succès, sortie en 1953, *Les Sorcières de Salem*, tire argument d'un épisode historique célèbre, un procès en sorcellerie dans la puritaine Nouvelle-Angleterre du XVII^e siècle, pour dénoncer l'esprit d'intolérance que faisait régner le maccarthysme. Deux ans plus tard, *Vue du Pont* réitérait son refus du conformisme, thème que l'on retrouve également dans le film *Le Train sifflera trois fois*, de Fred Zinnemann.

D'autres ferments travaillaient cette société. Si la guerre de Corée avait montré la pertinence de la déségrégation dans les forces armées, elle restait profondément encrée dans le pays. En 1954, la Cour Suprême prit un arrêt de grande portée. Brown versus Board of Education of Topeka renversait l'arrêt de 1896, Plessy versus Ferguson, et la ségrégation était déclarée illégale dans les écoles publiques dans la mesure où elle

était un déni de l'égale protection des lois. Il était enjoint à ces mêmes écoles de «déségréguer» dans «les meilleurs délais». Cet arrêt donna le signal d'une agitation dans les États du Sud, qui refusèrent d'abandonner une habitude séculaire de stricte séparation des races. À Birmingham, au cœur de l'Alabama, une Noire, Rosa Parks, en refusant de céder son siège dans un autobus, amorça un mouvement irréversible, qui révéla la personnalité d'un jeune pasteur, Martin Luther King, disciple de Thoreau et de Gandhi, adepte de la non-violence. Trois ans plus tard débutait la «révolution noire», déclenchée par le refus d'admettre des enfants noirs dans un lycée de Little Rock, dans l'Arkansas, où un affrontement violent entre partisans et adversaires de la déségrégation ne prit fin que par l'intervention des troupes fédérales.

Ces troubles sont concomitants des inquiétudes nées des premiers succès des Soviétiques dans le domaine spatial. Le lancement, en 1957, du Spoutnik, suivi un mois plus tard de Spoutnik 2 qui emmenait dans l'espace le premier être vivant, un chien, révéla la supériorité technique et scientifique du grand rival. Comment avaient-ils pu réussir un tel exploit, alors que les Américains étaient convaincus de leur suprématie, confirmée par leur quasi-monopole des prix Nobel de physique? Les scientifiques américains avaient en effet été nommés 19 fois durant l'entre-deuxguerres, en particulier en physique (neuf fois), en médecine (sept fois) ainsi qu'en chimie (trois fois). Dans le demi-siècle qui suivi la fin de la Seconde Guerre mondiale, ils renforcèrent ce monopole virtuel par 29 nominations en physique, 37 en médecine, et 27 en chimie, contre trois seulement pour l'Union soviétique. Il est vrai, cependant, que nombre de ces prix Nobel étaient originaires de pays étrangers et, comme bien d'autres à l'étranger, avaient été attirés par les universités américaines et leurs laboratoires. Les États-Unis jouissaient d'une avance évidente dans le domaine de l'informatique et s'étaient nettement développés dans le domaine de la recherche et du développement (R&D), alors que les Soviétiques accordaient plus ample impotance aux sciences fondamentales.

Les Soviétiques, pourtant, les avaient précédés dans l'espace. Ce choc déclencha un double réflexe. Conscients des lacunes de leur système d'éducation (de nombreux savants étaient étrangers, comme l'avait révélé la mise au point de l'arme atomique), ils décidèrent d'encourager l'enseignement des sciences et des langues étrangères par des subventions et des bourses. Surtout ils réagirent en créant, sous contrôle civil et non plus militaire, une administration spécialisée, la NASA (*National Aeronautics and Space Administration*), chargée, avec des pouvoirs étendus et un budget considérable, de développer les recherches relatives à l'espace et de préparer le lancement de fusées. Mais il leur fallut encore de nombreuses années pour combler leur retard et débarquer, les premiers, sur la lune.

En 1959, l'arrivée au pouvoir de Fidel Castro, après sa victoire sur le dictateur Batista, représentait, à quelques encablures de la Floride, une menace différente. La démocratie avait d'abord semblé l'emporter dans l'île, car la nationalisation des installations pétrolières, assorties de prêts par l'URSS, provoqua la rupture. Le nouveau régime s'affirmait de plus en plus anti-américain et dirigiste à la soviétique, provoquant l'émigration de dizaines de milliers de réfugiés vers le continent. L'île de Cuba risquait de devenir une base avancée des Soviétiques à portée du continent nord-américain.

La pax americana a donc connu ses zones d'ombre dès la fin des années 1950. Celles-ci ne doivent pourtant pas pour autant cacher les progrès matériels réalisés pendant ces années de prospérité par les Américains, dont le niveau de vie n'a cessé de s'améliorer du fait d'une croissance continue qui ne connaît ses premiers ratés qu'à la fin de la période. La classe moyenne, épine dorsale de la société, en est sortie renforcée et élargie, portée par le développement de l'éducation et des activités tertiaires (cadres moyens et supérieurs), aux dépens de l'agriculture et des emplois industriels, concurrencés par le Japon dans les produits de haute technicité, et par les pays du tiers-monde dans le secteur primaire. Mais cette prospérité n'a profité ni aux couches les plus pauvres, dont la proportion stagne toujours autour de 22 %, ni aux minorités indiennes et noires. En réalité, l'opulence masque une société de plus en plus inégalitaire, au sein de laquelle une minorité possède près de la moitié des biens, davantage que la totalité de la classe moyenne. Les contrastes sociaux se sont donc accentués, laissant sans réponse le sort des plus défavorisés.

Une ère de protestation

Dans l'euphorie de l'après-guerre, des signes de changement profonds affectant aussi bien la scène domestique que les relations internationales étaient déjà perceptibles. Les débuts de la *révolution noire*, la découverte de la pauvreté, la concurrence spatiale avec l'URSS et la présence de Castro à Cuba, plonge les États-Unis dans une ère de turbulence.

Sur le plan extérieur, le spectre du communisme impose une politique active, qui, loin de se limiter à des questions territoriales, s'étend au contrôle des armements et de la prolifération nucléaire, double menace sur le fragile équilibre entre les deux Grands. Plus que jamais, la «théorie des dominos» est à l'ordre du jour, dans la crainte que la chute de l'un d'entre eux ne fasse s'écrouler tout l'édifice. D'où l'engagement des Américains au Vietnam, le coup de semonce à Cuba et l'ouverture de négociations avec l'URSS sur le contrôle du nucléaire.

Sur le plan intérieur, le déclenchement de la *révolution noire* n'est que le prodrome de convulsions qui affecte successivement minorités ethniques et groupes sociaux, Noirs, autochtones, Hispaniques, homosexuels, étudiants, femmes, etc. Leurs revendications, sur lesquelles se greffe le traitement nouveau de la pauvreté, remettent en cause des valeurs de la société américaine et sont à l'origine d'une vague réformiste, dont l'ampleur rappelle et même dépasse le *New Deal*.

Ces changements prennent place dans le contexte créé par le retour au pouvoir, en 1961, des démocrates, avec le président John F. Kennedy, jeune, brillant et dynamique, qui, entouré d'une équipe d'intellectuels et d'hommes d'action, lance le programme de la «nouvelle frontière» (New Frontier). Son discours d'inauguration rappelle celui de Roosevelt en 1933: «Le flambeau est désormais entre les mains d'une nouvelle génération d'Américains». Il en appelle à une «grande alliance mondiale contre les ennemis communs de l'Homme: la tyrannie, la pauvreté, la maladie et la guerre elle-même [...] L'énergie, la foi et le dévouement dont nous ferons preuve dans cette entreprise illumineront notre pays et tous ceux-ci qui le servent, et la lumière de ce feu resplendira sur le monde. Ainsi, mes chers compatriotes, ne demandez pas ce que votre pays peut faire pour vous, mais ce que vous pouvez faire pour votre pays». Les Américains étaient invités à agir et à étendre leur action au monde. Un mythe s'est ainsi créé autour de la personnalité de ce président, à la fois parce qu'il paraissait hors du commun par sa volonté d'innover et parce que son assassinat à Dallas en a fait le martyr d'une stratégie demeurée mystérieuse. Si on ne peut nier qu'il ait sorti le pays d'une certaine torpeur et qu'il lui ait ainsi imprimé le goût de l'action, son bilan demeure cependant maigre.

La lutte contre la pauvreté et le combat pour les droits civiques résume son engagement. La révélation de la pauvreté dans une société d'abondance doit beaucoup à l'écho rencontré par le livre de Michael Harrington, *The Other America*, paru en 1962. Il existait donc une autre Amérique, celle des vieillards qui avaient peine à survivre avec leur retraite, celle des déshérités, celle des zones sous-développées, celle des minorités et celle qui est révélée par le marqueur intitulé *seuil de pauvreté*, au-dessous duquel un Américain ne peut mener une vie décente. Mais les *lobbies* ont investi le Congrès, si bien que les réformes se réduisent finalement à des mesures limitées en faveur des fermiers, des personnes âgées, des régions frappées par la désindustrialisation et de l'éducation.

La lutte pour les droits civils

Le gouvernement américain répondit à la *révolution noire*, par une volonté de lutter contre la ségrégation raciale, en garantissant les droits civiques aux minorités. La ligne en avait été esquissée par des associations telles que la

NAACP (National Association for the Advancement of Colored People), fondée dès 1909, ou le CORE (Congress of Racial Equality), créé à Chicago en 1942 pour assurer l'intégration des Noirs attirés par la pénurie de maind'œuvre. Les premiers soubresauts des années 1950 ont affiné les formes d'action, qui vont du boycott aux sit-ins, dont l'exemple est donné en 1960 en Caroline du Nord, par des étudiants noirs s'asseyant dans un bar réservé à des Blancs. Ce précédent fait rapidement tache d'huile dans le Sud, où la ségrégation continue à être en vigueur dans les établissements publics, en particulier les restaurants. Suivent les freedom rides, ou marches de la liberté, qui s'en prennent de préférence à la ségrégation dans les transports. Une autre cible est représentée par les universités, qui demeurent un des bastions les plus tenaces de la ségrégation dans le Sud. Les incidents s'y multiplient, obligeant les Noirs, admis souvent sous garde policière, à renoncer devant l'accueil hostile qu'ils y rencontrent.

Cette agitation, encore disparate, culmine en 1963, date du centenaire de la proclamation d'émancipation par Lincoln. Au lendemain de violents incidents à Birmingham, en plein cœur du *Deep South*, un vaste rassemblement en faveur des droits civiques se déroule à Washington le 28 août, en présence de plus de 250 000 participants. Si Martin Luther King n'en est qu'un des organisateurs, il en devient la figure emblématique, en prononçant un discours pathétique: «J'ai pour rêve qu'un jour cette nation se soulèvera et se portera à la hauteur de son credo: "Nous tenons ces vérités comme évidentes en soi : que tous les hommes naissent égaux". J'ai pour rêve qu'un jour sur les collines rousses de Géorgie les fils des anciens esclaves et les fils des anciens propriétaires d'esclaves pourront s'asseoir ensemble à la table de la fraternité [...] J'ai pour rêve que mes quatre enfants vivront un jour dans une nation qui ne les jugera pas sur la couleur de leur peau mais par la nature de leur caractère. J'ai un rêve aujourd'hui [...] hommes noirs, hommes blancs, juifs et gentils, protestants et catholiques, pourront ensemble chanter l'ancien Negro Spiritual: "Enfin libres! Merci Dieu Tout Puissant, nous sommes enfin libres"» Cette vision prophétique déchaîna l'enthousiasme dans l'assistance et valut aux organisateurs d'être reçus à la Maison Blanche. Le mouvement de non-violence est alors à son apogée, de même que la popularité de Martin Luther King. Les lendemains sont pourtant décevants puisqu'ils ne sont assortis d'aucune avancée immédiate. Les affrontements, loin de se limiter au Sud, se multiplient sur l'ensemble du territoire. Les Noirs ne voient aucune amélioration dans leur sort quotidien, bien au contraire, car un raidissement se manifeste de part et d'autre, et les revendications s'amplifient. Dans ces étés chauds ce sont les ghettos des villes du nord qui s'embrasent à leur tour: en 1964 Harlem, l'année suivante Los Angeles et Chicago, en 1967 Newark (New Jersey) et surtout Detroit, en état de siège pendant plusieurs jours, puis à Chicago en 1968, pendant la convention du parti démocrate.

La répétition de ces violences traduit la radicalisation de la violence noire, qui finit par échapper à ses initiateurs pour être prise en main par des partisans de l'action directe. L'assassinat de Martin Luther King en 1968 à Memphis est significatif de ce tournant. Les mots d'ordre ont changé, le ralliement se fait maintenant autour du *Black Power* (pouvoir noir) et du slogan *Black is beautiful* (le noir est beau). Le mouvement se durcit sous l'influence des idées marxistes, qui attribuent tous les maux de la minorité noire aux méfaits du capitalisme. Au sein du berceau de la contestation qu'est la Californie, surgissent en 1966 les *Black Panthers* (les panthères noires), qui prônent la lutte violente et le séparatisme. Pour leur part, les *Black Muslims* (musulmans noirs) défendent une ligne strictement communautaire, qui consisterait à faire des Noirs une nation musulmane à l'intérieur de la Fédération. C'est de leurs rangs qu'émerge le seul leader charismatique en passe de succéder à Martin Luther King, Malcolm X, victime à son tour d'un assassinat.

Bien qu'en bonne place dans le programme de *New Frontier* de Kennedy, l'égalité des droits civiques se heurta à une vive résistance du Congrès, et il revint à Lyndon Johnson, le promoteur de la *Great Society* (grande société), de la faire passer. La ségrégation était désormais interdite dans les lieux publics et les employeurs devaient accorder un traitement égal à tous les salariés. Toute discrimination fut supprimée dans l'exercice du droit de vote, désormais placé sous contrôle fédéral. Dans la pratique, deux difficultés s'élevèrent. La première concernait l'admission dans les écoles, où la discrimination continuait à être appliquée illégalement. Il en résulta de nombreux conflits, souvent violents, dans le nord aussi bien que dans le sud, les parents considérant que l'admission des minorités abaissait le niveau de l'enseignement. La seconde avait trait au monopole des Blancs du sud sur les élections, grâce à leur contrôle des listes d'inscription. Là aussi, des conflits répétés s'accompagnèrent souvent de *freedom rides* destinés à garantir le droit de vote aux Noirs.

La révolution noire finit par s'essouffler, révélant l'hétérogénéité de la société noire. Une classe moyenne s'était en effet développée, composée de fonctionnaires, de commerçants, de membres des professions libérales et d'hommes d'affaires, qui se sont désolidarisés des violences et des excès pour se rapprocher de la majorité blanche. Au bas de l'échelle sociale, les couches les plus défavorisées ont vu leur sort s'aggraver du fait du chômage, de l'illettrisme (méfaits du *drop out*, ou renoncement aux études) et de la dissolution de la cellule familiale (les familles mono-parentales sont proportionnellement les plus nombreuses chez les Noirs). En dépit de tous les efforts, les ghettos, loin d'avoir disparu, demeurent au cœur de nombre de cas sociaux, voire de réseaux criminels.

Autres contestations

Au Black Power répond le Red Power (pouvoir rouge) des indiens d'Amérique qui nourrissent une autre contestation. Cette minorité oubliée, vivant en partie dans des réserves situées surtout dans l'ouest, en partie dans les villes, a failli être exterminée avant de connaître au XX^e siècle une remontée étonnante, puisque de 300 000 vers 1900, ils sont près de 3 millions cent ans après. S'ils ont obtenu en 1924 le droit de vote et donc la citoyenneté américaine, les «Indiens» sont toujours marginalisés dans la société, car placés sous la tutelle du Bureau des affaires indiennes (Bureau of Indian Affairs ou BIA), connu pour sa corruption et son inefficacité. Au début des années 1950, le gouvernement inaugure une nouvelle politique, dite de «termination», en accordants aux tribus une très large autonomie, difficile pour elles à assumer en raison de leur impréparation et de leur impécuniosité. Dans la seconde moitié du siècle se manifeste une renaissance de la culture indienne, dont le cinéma fournit la meilleure approche : de victime, l'Indien devient un héros, voire un modèle. Dans le même temps des revendications se font jour, qui donnent lieu à des actions spectaculaires telles que l'occupation en 1969 de l'îlot d'Alcatraz, dans la baie de San Francisco et du BIA, à Washington, en 1972, ou le siège de Wounded Knee en 1973, ce haut-lieu de la résistance indienne. Ce mouvement, alimenté par les ouvrages de Vine Deloria et Dee Brown, s'exprime à travers l'AIM (American Indian Movement), fondé en 1970, qui réclame en particulier la restitution aux Indiens des terres confisquées. Les recours se multiplient devant les tribunaux, avec un certain nombre de succès, comme dans le Maine ou en Californie. La société indienne se diversifie, les plus audacieux se lançant dans les affaires, spécialement le pétrole et l'exploitation de casinos sur leur propre sol, tandis que la grande majorité continue à croupir dans la misère et le désœuvrement.

Quant aux Mexicains-Américains ou *Chicanos*, ils entrèrent à leur tour dans une contestation localisée dans les États du sud-ouest, du Texas à la Californie. Le développement rapide de cette région, qu'il s'agisse de l'industrie (pétrole et dérivés) ou des plantations, attirent une main-d'œuvre à travers une frontière très poreuse. Les travailleurs agricoles ont trouvé un leader en Cesar Chavez, qui, de 1964 à 1969, dénonce les conditions de travail, organise des grèves et s'assure le soutien des consommateurs par le boycott des fruits et légumes de Californie. La contestation des Chicanos souligne la montée inexorable des hispanophones, dont la principale revendication porte sur la place de la langue dans l'enseignement.

Les femmes ont elles aussi joué un rôle actif dans cette vague. Si elles avaient obtenu dès 1920 le droit de vote aux élections fédérales, il n'en allait pas toujours de même au niveau des États ou des municipalités. Elles continuaient à être peu représentées dans la vie active, qu'il s'agisse de

la politique (une des rares exceptions étant Frances Perkins, secrétaire au Travail de 1933 à 1945) ou des affaires. Dans les classes moyennes, elles fréquentaient les clubs et animaient la vie paroissiale, mais exerçaient rarement un métier. Dans les classes laborieuses, après une participation très active pendant la guerre, elles avaient été renvoyées dans leurs foyers. Elles se plaignaient de la discrimination dont, faute de formation, elles étaient victimes dans la vie professionnelle, en même temps que de leur infériorité juridique. Les choses commencèrent à changer dans les années 1960 lorsqu'elles purent intégrer les collèges et universités en grands nombres et obtinrent des diplômes les qualifiant pour la vie professionnelle active dans les domaines de la médecine ou du droit, dans la recherche, l'enseignement universitaire ou les affaires. En même temps, la disponibilité d'une pillule contraceptive permettait aux femmes d'allier vie privée et vie professionnelle. Par conséquent, l'âge du marriage et de la première grossesse fut peu à peu repoussé, permettant aux femmes d'obtenir de meilleurs emplois, des salaires plus élevés et d'accroître leur indépendance.

Leurs frustrations s'exprimèrent dans le pamphlet de Betty Friedan, paru en 1963, *The Feminine Mystic*, suivi de la création de NOW (*National Organization of Women*), dont le slogan fut: «Lancer l'action pour amener la femme américaine à une participation entière dans la société américaine». Suivirent des défilés, souvent bruyants et colorés, pour réclamer l'égalité effective des droits, accompagnés de gestes tels que faire brûler des soutiens-gorge et le rejet public des sous-vêtements, symbole de la domination mâle.

La contestation féministe déboucha sur un relatif succès. La présence des femmes dans la vie professionnelle se renforça par leur accession progressive à des postes de responsabilité, comme avocates, médecins, universitaires et cadres. Une de leurs revendications majeures, le droit à l'avortement, fut satisfaite en 1973, par l'arrêt de la Cour suprême, Roe versus Wade. Mais, du même coup, il souleva la colère des milieux religieux et conservateurs qui considèrent toute atteinte à la vie comme un crime et organisèrent des expéditions punitives contre cliniques et médecins pratiquant l'arrêt de grossesse. Depuis, la question de l'avortement n'a cessé de diviser la société américaine. Par contre, bien qu'approuvée par le Congrès en 1972, le 27e amendement, accordant l'égalité des droits (ERA, Equal Rights Amendment), est repoussé en 1982, faute d'une ratification par les États dans les délais prévus, l'opposition venant surtout du sud, plus conservateur. Dans ce pays qui se veut une vitrine de la démocratie, la femme n'est pas encore l'égale de l'homme. Un signe fort est pourtant leur présence dans les unités non-combattantes de l'armée, où elles représentent près de 10% des effectifs en 1980, et près de 20% en 2003.

La cause des minorités mobilisa une partie de la jeunesse, en particulier celles des universités et engendra une agitation au sein des plus respectables d'entre elles. Auparavant confinée dans la sérénité des campus, souvent coupée du monde extérieur, la nouvelle génération, celle du *baby-boom* de l'après-guerre, réagit contre ce conformisme et trouva une réponse dans la contre-culture, qui puise ses sources à la fois dans l'idéologie de la *New Left* (nouvelle gauche) et d'un courant inspiré de freudisme.

La New Left est la rencontre du progressisme et du marxisme, diffusée par les ouvrages de C. Wright Mills, Letter to the New Left, ou de Paul Goodman, Growing up Absurd. En prônant le rejet de la société de consommation et des valeurs des classes moyennes, le culte de l'individualisme et la promotion des minorités, bref le droit à la différence, elle rejoint ainsi le courant philosophique qui se réclame lointainement de Freud, tout en devant davantage à l'interprétation donnée dans Eros and Civilization de Herbert Marcuse (1956), d'ailleurs plus souvent cité que lu. Ce qu'en retient la jeunesse d'alors, c'est le culte du corps pour atteindre un vrai bonheur, au prix du recours à des drogues douces comme la marijuana, ou même hallucinogènes comme le LSD, et le rejet de tous les tabous sexuels. D'où l'attractivité d'une vie communautaire, de préférence loin de toute forme de civilisation, aussi bien que dans les îlots urbains, Greenwich à New York, Venice West à Los Angeles, ou Haight-Ashbury à San Francisco.

La contestation universitaire s'incarna dans un mouvement, le SDS (Students for a Democratic Society), fondé en 1960 par deux anciens étudiants de l'université du Michigan, Al Haber et Tom Hayden, ce dernier auteur de la plate-forme, la Déclaration de Port-Huron, du nom de la ville où elle fut rédigée. La base en était la démocratie de participation, autrement dit l'intervention des étudiants dans la gestion des universités. Le SDS, très présent et bruyant sur les campus, même s'il ne rassemble qu'une minorité, a profité de la vague de la contre-culture pour s'en prendre à la hiérarchie universitaire. Sa cible favorite est cependant le ROTC (Reserve Officers Training Corps), accusé de former les cadres de la guerre du Vietnam. Il en résulte des affrontements violents, entre 1965 et 1970, en Californie, dans le Michigan et le Wisconsin, à Harvard et à Columbia (New York) où la police donne l'assaut à un bâtiment dans lequel s'étaient retranchés des étudiants, et enfin à Kent State (Ohio), où quatre étudiants sont tués dans un affrontement. Le cœur de la contestation demeure bien la Californie, en raison de la proximité avec les ports d'embarquement des troupes pour le Viêt Nam. Cette révolte de la jeunesse universitaire a eu des conséquences durables, comme la mixité des sexes, l'ouverture aux minorités, la création des ethnic studies (étude des ethnicités), et, plus généralement, une nouvelle étape dans la démocratisation de l'enseignement.

Les revendications des minorités ont trouvé une réponse partielle dans la Great Society. Outre la protection des droits civiques et électoraux, ont été réalisées la protection sociale des personnes âgées (Medicare) ou démunies (Medicaid) et la création d'une commission pour lutter contre la discrimination dans l'emploi (Equal Employment Opportunity Commission) non seulement sur des critères raciaux (Afro-Américains, Indiens, Hispaniques, Asiatiques), mais aussi de sexe (femmes), donnant à chacun un droit d'accès équivalent à l'emploi (travaux publiques, entreprises appartenant aux minorités) et à l'éducation. Ceci porta à l'apparition d'une nouvelle notion, l'affirmative action, donnant préférence aux membres des minorités pour l'emploi et les admissions à l'université. L'on ne jugea pas ceci contraire à la Constitution, étant donné qu'il n'existait pas de quotas rigides d'admission. Il en va de même pour le busing, qui doit permettre à des enfants défavorisés de suivre leur scolarité dans de meilleures écoles, même éloignées de leur domicile. Ces nouvelles orientations, très critiquées, ont lancé le débat sur le communautarisme et sa compatibilité avec la démocratie. En 1978, la Cour suprême légalisa cette nouvelle politique par l'arrêt de Bakke vs University of California, concernant un cas de «discrimination inversée» lorsqu'un candidat moins qualifié mais appartenant à une minorité fut admis à l'université de médecine aux dépens d'un candidat blanc plus qualifié.

Les ambitions réformistes et l'esprit contestataire se heurtèrent rapidement aux réalités internationales. Dès 1961, Kennedy se trouva impliqué dans le guêpier cubain après l'échec du débarquement dans la baie des cochons. L'année suivante, l'installation de missiles soviétiques dans l'île provoqua une grave crise qui faillit générer un conflit entre les deux Grands. Mais c'est au Viêt Nam que se joua la partie décisive.

La guerre du Viêt Nam

En fidèles adeptes de la théorie des dominos, les États-Unis s'étaient substitués aux Français dans cette zone sensible, menacée par l'expansion du communisme. «Je ne serai pas le président qui verra le Viêt Nam du Sud prendre la même voie que la Chine», avait déclaré Lyndon Johnson. Au début des années 1960, les Américains avaient envoyé des conseillers militaires pour aider les Sud-Vietnamiens à se doter d'une armée, quand une suite d'incidents les entraîna dans une nouvelle étape, contenir les infiltrations du Viêt-cong. Par un engrenage naturel, leur intervention devint de plus en plus massive, passant de 185 000 combattants en 1965 à 536 000 en 1968, la justification étant de faire front à la poussée communiste venant du nord. Malgré une participation directe aux opérations sur le terrain, des bombardements massifs sur les villes et l'utilisation de défoliants dans la jungle pour couper la

piste Ho Chi Minh, par laquelle les troupes communistes s'infiltraient par le Sud, la stratégie américaine d'attaque massive se révélait inopérante contre la guérilla de l'adversaire, qui causait des pertes considérables, les plus lourdes depuis la guerre de Sécession (près de 50 000 morts et 300 000 blessés). L'opinion réagit par des manifestations massives, nombreuses et violentes, qui réunissaient dans un même élan contestataires et pacifiques, en entravant, dans les ports de l'ouest, le départ des troupes et le chargement du matériel. Dès son élection à la présidence, Richard Nixon opta pour une nouvelle ligne, celle de la «vietnamisation» de la guerre, à savoir le transfert des responsabilités au gouvernement sud-vietnamien. La présence américaine se réduisit de 475 000 hommes en 1969 à 23 500 en 1972, année de la cessation effective des combats.

Dès 1968, les négociations ouvertes à Paris s'avérèrent d'autant plus délicates pour les Américains qu'ils ne disposaient d'aucun atout pour une porte de sortie honorable. En mai 1972, le Secrétaire d'État, Henry Kissinger, annonçait que la paix était enfin à portée de main, mais ce n'est qu'au début de 1973 qu'un accord fut signé, pratiquement sur la base du *statu quo*, puisqu'il confirmait le maintien de la division du Viêt Nam en deux États. Accord illusoire puisque, deux ans plus tard, la fragile république du Sud Viêt Nam s'effondrait.

La guerre du Vietnam a durablement marqué les États-Unis, dont c'était la première défaite (si l'on excepte la guerre de 1812). Ils subirent là une humiliation sans précédent qui brisa le consensus national et la confiance dans les institutions, humilia le parti démocrate rendu responsable du désastre, et entama leur crédulité auprès de leurs alliés. Les effets n'ont pas été moins délétères au plan économique: pour la première fois depuis le *New Deal*, le dollar, étalon monétaire international, dut être dévalué d'environ 25 %, remettant en cause tout le système Bretton Woods. Désormais, le monde évolue dans un système de changes flottants qui, combiné avec des chocs pétroliers à répétition, engendre instabilité économique et chômage.

L'affaire du Watergate

Au malaise international s'ajoute une crise domestique. Réélu triomphalement en 1972, le président Richard Nixon se trouve impliqué dans le scandale de Watergate, un imbroglio d'espionnage électoral aux dépens des démocrates. Cette affaire, qui va empoisonner pendant deux ans toute la vie politique, a été lancée par des journalistes un peu trop curieux. Bien que le président multiplie les manœuvres dilatoires, l'étau se resserre peu à peu et risque de déboucher sur une procédure d'*impeachment*. Plutôt que de prendre ce risque, il décide de démissionner le 8 août 1974.

Ainsi se dénoue une crise constitutionnelle sans précédent dans l'histoire américaine. Des présidents sont morts dans l'exercice de leur fonction (Harding en 1923, Roosevelt en 1945), d'autres ont été assassinés (de Lincoln à Kennedy en passant par McKinley), un seul (Andrew Johnson) avait affronté, avec succès, la procédure d'*impeachment*, mais aucun n'avait encore volontairement quitté le pouvoir pour échapper à des poursuites, d'ailleurs immédiatement stoppées par le pardon général accordé par son successeur, Gerald Ford. Cette démission mit fin à un demi-siècle de «présidence impériale» ou «république présidentielle». Désormais le Congrès prend sa revanche en renforçant son contrôle et en rétablissant ainsi l'équilibre, voulu par la constitution, entre pouvoir législatif et pouvoir exécutif. Si les institutions ont bien résisté, il n'empêche que la confiance des Américains a été fortement ébranlée par cette longue série d'épreuves.

Sur le plan politique, on assiste à une redistribution des cartes. Le parti démocrate a été ébranlé par son implication dans la guerre du Vietnam et son identification avec les droits civiques et, plus généralement, la politique réformiste. La coalition rooseveltienne, fondée sur l'alliance entre les démocrates, les minorités et les progressistes, a éclaté. Si, jusque-là, le parti démocrate avait trouvé un appui inébranlable dans le Sud, qui rendait responsable de ses malheurs le parti républicain, celui de Lincoln et de l'abolitionnisme a été perdu. Le Sud a rejoint le parti adverse, d'où les victoires des républicains dans les élections de la fin du XX^e siècle dans certains États sudistes, comme le Texas ou la Floride.

Ces années agitées sont cependant couronnées par un résultat éclatant : «on a marché sur la lune». Aiguillonné par les succès initiaux des Soviétiques, Kennedy avait relancé vigoureusement le programme spatial. La NASA y consacra 24 milliards de dollars, employant 300 000 techniciens dans un projet qui dépasse de loin le projet Manhattan. Trois programmes sont successivement lancés, *Mercury* de 1961 à 1964, puis *Gemini* et enfin *Apollo*, destiné à faire alunir l'homme. Le 16 juillet 1969, le vol *Apollo XI* décolle de Cap Kennedy, en Floride, avec une fusée *Saturne V* qui emmène trois cosmonautes, Armstrong, Aldrin et Collins, dans une capsule Columbia, avec leur module lunaire qui se détache à l'approche du satellite, se poser sur la mer de la Tranquillité, le 20 juillet. Cet exploit, auquel ont assisté des centaines de millions de téléspectateurs, déchaîne l'enthousiasme et paraît inaugurer une ère nouvelle pour l'humanité, celle des voyages dans l'espace.

Sur leur lancée, dans les années qui suivent, ils envoient six autres vols sur la Lune, avant de coordonner leurs expériences avec celles des Soviétiques. C'est ainsi qu'en 1975 deux fusées, l'américaine *Apollo* et la soviétique *Soyouz* se donnent rendez-vous dans l'espace en s'amarrant l'une à l'autre, avant de retrouver leur orbite et de se poser chacune de son

côté. Pour les scientifiques, les résultats sont très enrichissants, mais ces opérations sont coûteuses et l'intérêt finit par s'émousser. La NASA étudie donc d'autres techniques, notamment les stations orbitales servant de plate-formes pour l'étude de l'espace, et les navettes récupérables, *Orbiter*, *Challenger*, *Discovery*, *Atlantis* et *Columbia*, qui permettent le va-et-vient avec la Terre. Ces outils se révèlent performants, quoique dangereux, si bien qu'à la suite de plusieurs explosions de navettes avec leurs équipages et en raison du coût élevé des opérations, le programme spatial est remis en cause. Seuls ses aspects militaires demeurent exploités, et, dès lors, la maîtrise de l'espace devient un objectif stratégique, aussi essentiel pour l'avenir des États-Unis que la maîtrise des mers.

Fin de siècle

Les deux dernières décennies du siècle ont confronté les Américains à une série de défis avec une alternance de succès et d'échecs. Les Américains retrouvent leur confiance dans la présidence ragaillardie de Ronald Reagan et la chute du régime soviétique. La guerre froide n'est bientôt plus qu'un souvenir du passé et l'on voit désormais se profiler, selon le professeur et universtaire Francis Fukuyama, «la fin de l'histoire». Mais ne s'agit-il pas d'une illusion trompeuse?

L'absence de crise économique majeure stimule le progrès technique et ses applications pratiques. Certes, le pays a subi des récessions, la plus grave se situant en 1982–1984, aussitôt suivie de la plus longue et de la plus durable période d'expansion jamais connue. Le nombre d'emplois a plus que doublé, la consommation a explosé, les besoins se sont accrus et la population n'a cessé d'augmenter. L'innovation y a contribué pour une large part, avec le recours à l'énergie nucléaire pour la production d'électricité ou l'application du moteur à réaction à l'aviation civile. Une nouvelle industrie est née, l'industrie spatiale, dans laquelle les États-Unis ont imposé leur supériorité. Dans tous les cas, ce sont des recherches pour la défense qui ont conduit à des applications civiles, qui, à la différence de l'URSS, ont conduit à promouvoir le progrès technique et à en faire profiter les consommateurs.

L'innovation la plus prometteuse a été l'informatique, dont les premières réalisations remontent déjà au milieu du siècle. Dans les années 1960, on passe au stade de la production en série, avant la percée, dans les années 1980, des *personal computers* (PC) qui ont fait de l'ordinateur un instrument indispensable dans tous les foyers américains. Enfin, la création de l'internet a totalement transformé le monde de la communication au détriment de l'imprimé et des relations sociales. L'informatique est devenue le moteur de l'économie américaine, au même titre que l'électricité

et l'automobile dans les années 1920, la Silicon Valley et la route 128 ont supplanté Detroit, et Microsoft, General Electric. L'ordinateur a pris dans les besoins la même place que l'automobile, et internet que le téléphone. Tout un secteur industriel s'est développé, accompagné de son indispensable sous-traitance, qui a attiré un grand nombre d'entrepreneurs jeunes et dynamiques dans le *software*, dont les avancées conditionnent la bonne santé du marché. Le vent d'optimisme a été tel que des esprits sérieux sont allés jusqu'à prédire, un peu prématurément, la fin des cycles et des crises économiques. Les marchés financiers se sont emballés, pour le plus grand profit des *golden boys* et des *traders* qui ont alimenté la bulle spéculative et nourri l'illusion d'une expansion indéfinie. Des fortunes rapides se sont défaites aussi rapidement qu'elles s'étaient faites. C'est dans cette «nouvelle économie» fondée sur l'informatique que se sont concentrés la richesse et le risque inhérents à l'innovation.

La suprématie économique américaine s'est appuyée sur une vigoureuse politique commerciale, délibérément orientée vers une libéralisation des échanges, en s'appuyant sur l'Organisation internationale du travail, où les États-Unis s'opposent à la fois à l'Europe et aux pays en voie de développement. Ils favorisent en même temps un marché continental unifié. Ainsi, en 1988, au terme de longues négociations avec le Canada, un accord mit fin progressivement aux barrières douanières entre ces deux pays, avant d'être étendu à l'ensemble du continent nord-américain, par l'adhésion du Mexique (NAFTA ou *North American Free Trade Agreement*), et dans l'espoir d'un rapprochement avec les pays d'Amérique latine, dont certains se sont déjà rapprochés dans le *Mercosur*.

Sur le plan politique, démocrates et républicains ont alterné au pouvoir, à l'avantage de ces derniers. Qu'il s'agisse des libéraux ou des conservateurs, le *welfare state* est de plus en plus déconsidéré, au nom de la liberté de l'entreprise et d'un retour aux valeurs traditionnelles du pays. En bloc, on lui reproche de coûter cher, de grever de charges inutiles le budget, de freiner l'initiative individuelle et de contrarier l'économie de marché.

Comme le montre la diminution constante de la participation aux scrutins électoraux, les partis politiques perdent de leur influence sur les citoyens. Le Sud est devenu un bastion républicain, les minorités autres que les Africains-Américains balancent entre démocrates et républicains et les choix en politique extérieure (Israël, le Moyen-Orient...) entraînent des fluctuations. L'époque de la contestation est révolue, alors que de nouveaux courants de pensée ont fait leur percée.

La tradition libérale, jusque-là omniprésente sous ses nombreuses variantes, et la *New Left* des années 1960 sont éclipsées par la montée d'un néo-conservatisme, qui s'incarne dans une *nouvelle droite*. Au-delà de l'arrivée d'une nouvelle génération, il faut y voir la convergence d'un

renouveau religieux et d'un retour aux sources. Les *revivals* (renouveaux), récurrents dans le passé américain, font l'objet d'une nouvelle ferveur, Jerry Falwell remplaçant Billy Graham devant des foules aussi recueillies qu'enthousiastes, dont l'image est désormais relayée par la télévision et l'*electronic church* (église électronique). Les cibles favorites sont le divorce, et, dans l'air du temps, les homosexuels, l'avortement et les prières dans les écoles publiques. Cette nouvelle droite se ressource dans les *think tanks* qui se sont multipliés, à l'image du Brookings Institute, et répandent les idées d'Irving Kristol, Norman Podhoretz, Michael Novak sur la société et l'économie. La tutelle de l'État, qui ne sert que la *nouvelle classe* (intellectuels, bureaucrates, fonctionnaires, etc.) doit s'alléger au profit des énergies individuelles. La pensée économique est renouvelée par la théorie de l'offre: contrairement aux idées courantes depuis Adam Smith, ce n'est pas la demande qui génère la croissance, mais l'offre. Il faut donc libérer le consommateur des charges qu'il subit, en particulier de l'impôt, et, pour cela, réduire les dépenses de l'État. C'est la répudiation du keynésianisme, un courant qui avait pris naissance en Californie, où un referendum, organisé avec succès, avait limité le montant de l'impôt foncier. Désormais, les faveurs vont non plus aux déshérités, mais aux classes qui génèrent la prospérité.

Cette nouvelle approche, la dérégulation, est lancée, sous la présidence du démocrate Jimmy Carter, dans les domaines du transport et de la banque. Les premiers à être «dérégulés» sont les transports aériens, où des effets pervers se manifestent aussitôt par l'abandon des lignes les moins rentables. Le lutte tarifaire profite certes au consommateur et favorise l'ascension des compagnies low cost, au détriment des compagnies traditionnelles dont certaines des plus prestigieuses sombrent dans la tourmente. Seule exception à cette réglementation, le transport ferroviaire, en déficit permanent, est partiellement réorganisé par une nationalisation déguisée, qui donne naissance à une formule hybride, Amtrak. Dans la banque, la distinction, instaurée lors du New Deal, entre banques d'affaires et banques commerciales est abolie, avec pour conséquence une réorganisation de tout ce secteur, débouchant sur une concentration des établissements. En mettant fin au monopole de l'American Telephone & Telegraph (AT&T), la dérégularisation a surtout totalement bouleversé le secteur des télécommunications.

La principale divergence permanente entre les deux partis porte sur la généralisation de la couverture médicale, considérée comme l'un des moyens de lutte contre la pauvreté. Déjà au programme de la *Great Society* de Lyndon Johnson, qui avait partiellement réussi à l'étendre, elle est reprise par les deux présidents démocrates, Carter et surtout Clinton, qui luttèrent, en vain, pour une nouvelle avancée et échouèrent devant les

atermoiements du Congrès et l'obstruction du puissant lobby de l'*American Medical Association*.

Ronald Reagan a associé sa présidence à la *reaganomics*, une politique consistant à simplifier le système fiscal et à réduire l'impôt direct, au profit des plus fortunés, par un artifice comprimant les dépenses sociales en les rejetant sur les États. S'en suivirent une vigoureuse relance économique, une diminution du chômage qui, après un maximum de 10% en 1982, tomba à 6% en 1987, un taux de croissance atteignant 3% et la création de centaines de milliers d'emplois. Reagan fut ainsi crédité du succès d'une politique néo-libérale, qui exclut cependant le domaine agricole, soutenu à coup de subventions massives. Une ombre au tableau est l'aggravation du déficit commercial, devenu permanent depuis 1986 en raison d'une augmentation massive des importations de produits manufacturés, mais ce déficit était comblé par l'émission de bons de trésor, rendus attractifs par le cours du dollar, redevenu monnaie dominante recherchée dans le monde entier.

Du melting-pot au salad-bowl

Au-delà de ces contingences, l'évolution récente de la société américaine nourrit des perplexités, dans la mesure où le *melting-pot* est relégué au rang de mythe d'une autre époque au profit d'une nouvelle vision, qualifiée familièrement de *salad-bowl*, la diversité et le multiculturalisme au détriment de la fusion.

Dans un ouvrage paru en 1991, l'historien Arthur M. Schlesinger déplorait ce Disuniting of America (désunifiant l'Amérique) en critiquant la fuite en avant d'«un multiculturalisme mal contrôlé» et la dérive des écoles américaines qui ont abandonné leur mission de former une nation. Selon lui, le multiculturalisme met en danger l'avenir même de la démocratie en raison de la méconnaissance du passé et du rejet des valeurs traditionnelles. De son côté, un autre historien, David Hollinger, dans Postethnic America: Bevond Multiculturalism (1995), présente la société américaine comme un «pentagone ethno-racial», regroupant des Amérindiens, des Blancs, des Africains-Américains, des Asiatiques et des Hispaniques. Il reprenait là, sous une forme un peu différente, les catégories du recensement de 1990, dans lequel les Américains étaient invités à préciser la «race» dont ils se réclamaient, ce qui montre bien que cette notion était officiellement reconnue. Le recensement de 2000 va même plus loin, en y ajoutant une sixième race, celle des «Hawaïens», et en innovant par l'introduction d'une nouvelle catégorie, celle des origines multi-ethniques: plus de sept millions d'Américains s'en réclamaient. Même si cela représente à peine 3% de la population, la réponse est significative de la tendance à revendiquer sa différence.

Samuel P. Huntington a récemment relancé le débat sur le multiculturalisme par ses travaux sur le «choc des civilisations» dans le monde ainsi qu'aux États-Unis. À ses yeux la principale menace pesant sur ce pays est l'accroissement de la communauté hispanique, qui a récemment dépassé en nombre celle des Afro-américains (40 millions contre 36 millions). Puisque les Hispaniques possèdent leur propre culture et parlent une langue différente, Huntington craint une désunion du pays quand il déclare: «Les États-Unis demeureront-ils un pays avec une langue nationale unique et une culture centrale anglo-protestante? En ignorant cette question, les Américains acquiescent à leur transformation éventuelle en deux peuples avec deux cultures (anglaise et espagnole)». Et pourtant, la tendance montre que les Hispaniques s'intègrent aussi rapidement que les autres minorités et que la deuxième génération parle l'anglais plutôt que l'espagnol.

En réalité, si cette tendance n'est pas nouvelle, elle a longtemps été occultée par le désir de fusionner la nation. La devise *E pluribus unum*, qui, à l'origine, symbolisait l'unité dans la pluralité, fait l'objet d'une nouvelle interprétation dont on peut faire remonter l'expression au philosophe germano-américain Horace M. Kallen qui avait développé cette particularité de la société américaine dès 1924 dans son ouvrage, Culture and Democracy in the United States: Studies in the Group Psychology of the American Peoples. Dans le contexte xénophobe de l'époque (poussée du nativisme, renaissance du Ku Klux Klan, lois restrictives de l'immigration), il parlait déjà des «peuples américains», en défendant l'idée d'un «pluralisme culturel». L'objectif de Kallen était la défense des communautés d'immigrés, en référence à la Déclaration d'Indépendance, qui proclamait l'égalité de tous les êtres, y compris ceux qui se réclamaient d'une culture différente, comme les Noirs ou les Indiens. Les notions de double allégeance et de multiculturalisme sont donc déjà implicites dans son analyse, même si elles ne sont pas officiellement reconnues. La société américaine est passée de melting-pot au salad-bowl. Le thème de base des différences ethniques est réapparu plusieurs fois, en particulier dans le tumulte des années 1960, et a été repris par nombre d'observateurs, dont Michael Novak dans son The Rise of Unmeltable Ethnics (1971), qui est devenu un best-seller ainsi qu'un symbol.

En cette fin de siècle, la société américaine a effectivement changé sous l'effet de la diversification des immigrés, de la poussée des revendications ethniques ou catégorielles et de la montée de l'individualisme. La culture anglo-saxone, qui avait servi jusque-là de moule et de référence, est confrontée à d'autres cultures couronnées de succès: la culture africaine-américaine, qui a fait retrouver aux Noirs leur fierté, et celle des Mexicains-Américains, qui affirment leur singularité avant tout par leur langue. Plus généralement, les enfants de l'immigration européenne, qu'ils soient

irlandais, italiens, grecs, russes, juifs ou autres, demeurent fidèles à leurs propres traditions culturelles. Enfin, l'immigration récente d'Asiatiques, Vietnamiens, Cambodgiens, Philippins et Hong-Kongais, entre autres, a introduit une variante supplémentaire dans cet éventail culturel. Certes le 4 juillet continue à être célébré comme la fête nationale, sans exclure ni la Saint-Patrick, spécialement à Chicago, où la rivière est colorée en vert pour honorer la verte Erin, ni le *Chinese New Year* dans les chinatowns, ni le *Cinco de Mayo* pour les Mexicains-Américains, ni *Colombus Day* pour les Italo-Américains, ni, plus récemment, *Martin Luther King Day* pour les Africains-Américains.

La reconnaissance du multiculturalisme a été confrontée par l'affirmative action, qui a permis de mieux intégrer des représentants des minorités dans la société. Certes, une réaction a fini par se manifester dans les États sensibles comme la Californie et le Texas. Mais même si son application y a disparu légalement, l'affirmative action est entrée dans les mœurs, en particulier dans le recrutement des étudiants et encore davantage dans les entreprises qui ont fait de gros efforts pour diversifier leur personnel. La société américaine est passée au stade du multiculturalisme, ce dont témoigne la fierté d'être un hyphenated American.

La fin de la guerre froide

Les interventions extérieures ont quelque peu occulté cette évolution. À son arrivée, Reagan se devait d'effacer l'humiliation que les Américains venaient de subir en Iran, où, après la chute du shah, en 1979, des militants islamiques avaient envahi l'ambassade américaine dont ils avaient retenu les occupants en otages pendant plusieurs mois. Après le fiasco de Carter pour les libérer, les derniers d'entre eux n'avaient pu quitter Téhéran qu'au moment de l'entrée en fonction du nouveau président.

L'héritage échu à Reagan était pourtant loin d'être entièrement négatif. La détente, déjà entamée sous Nixon, s'était continuée sous Carter, qui avait signé avec l'URSS les accords SALT (*Strategic Arms Limitation Talks*), avait mis fin au vieux contentieux avec la République de Panama en lui restituant la zone du canal sous certaines conditions, et s'était impliqué personnellement dans le conflit du Moyen-Orient en parrainant les accords de Camp David entre l'Égyptien Sadate et l'Israélien Begin. Mais la détente, qui semblait enfin s'établir dans cette zone sensible, fut bientôt remise en cause par une résurgence de passions nationalistes.

D'autre part, l'intervention de l'URSS en Afghanistan, à la fin de 1979, avait réveillé le spectre de l'expansion soviétique au revers de ce Moyen-Orient instable et exportateur de pétrole, dont les plus gros consommateurs étaient les Américains. La guerre froide semblait rebondir, poussant Reagan

à en adopter immédiatement à la fois le style et le vocabulaire, en fustigeant l'« empire du mal ». En réalité, l'administration républicaine, obnubilée par des décennies de guerre froide, perçoit si peu l'affaiblissement de l'empire soviétique qu'elle ne cherche nullement à en tirer profit. Bien au contraire, elle renforce son potentiel militaire par une augmentation massive du budget de la défense, qui finit par dépasser celui de la guerre du Vietnam. Toutes les armes sont concernées: la marine, qui doit affronter sa rivale soviétique en pleine expansion, l'aviation, qui obtient le nouveau bombardier qu'elle réclamait en vain depuis longtemps, les troupes spéciales et les missiles Pershing, dont l'installation en Europe donne lieu à des confrontations au sein de l'OTAN. Mais la nouveauté est le lancement d'un projet controversé et très coûteux, de couverture du territoire américain par un bouclier nucléaire, qui relance une course aux armements ruineuse, d'une efficacité contestée, et, en fin de compte, fatale à l'URSS.

Pourtant l'arrivée au pouvoir de Gorbatchev et le sommet de Reykjavik en 1985 relancent le dialogue américano-soviétique. «C'est le point de départ de nouvelles relations» déclare de façon significative Reagan. Un accord se fait sur la reprise des conversations relatives à la limitation des armements conventionnels et nucléaires, et le renouvellement des relations culturelles. Lorsque les Soviétiques quittent l'Afghanistan, comme précédemment les Américains le Viêt Nam, l'anti-soviétisme de Reagan se tempère de réalisme et la rhétorique du mal disparaît du discours. En 1989, le mur de Berlin tombe et le Pacte de Varsovie est dissout. Ce retour de la détente se poursuit sous George Bush qui concrétise, en 1991, l'accord sur la limitation des armements, et la coopération spatiale se renforce.

L'effondrement de l'empire soviétique crée une situation inédite, en faisant des États-Unis la seule super-puissance dans un monde unipolaire dont la sécurité semblait durablement assurée. Or il s'agit d'une illusion, car l'invasion du Koweït par l'Iraq, en 1990, remet en cause le *statu quo*, appelant une réaction immédiate des États-Unis, qui, à la tête d'une coalition mandatée par les Nations Unies, entreprirent la libération de cet État, tout en renonçant à pousser jusqu'à Bagdad. Les États-Unis furent également impliqués dans le long conflit dans les Balkans, consécutif à la désagrégation de la Yougoslavie, et c'est grâce à leur médiation qu'un compromis fut signé à Dayton. La super-puissance se voit ainsi confier dans diverses parties du monde des missions de paix, qui l'entraînent, malgré elle, dans des conflits mal compris de son opinion publique. Pour les Américains, la chute du bolchevisme se traduit par une multiplication des interventions qui les transforment en pompiers de l'ordre international.

La persistance des menaces a entraîné une augmentation constante des dépenses militaires au détriment des dépenses sociales et le déploiement permanent de troupes américaines de par le globe. Environ 250 000 Amé-

ricains sont stationnés en permanence à travers l'Europe occidentale, les Balkans, l'Arabie, le Koweït, la Corée du Sud et le Japon, sans compter l'aide financière, à des fins militaires, accordée aux alliés du Moyen-Orient ou à la lutte contre la drogue en Amérique centrale. Un empire américain virtuel a fini par se créer.

Et des menaces d'un genre nouveau surgissent du côté des *rogue states*. Plusieurs attaques avaient déjà visé des cibles américaines à l'étranger: des touristes en croisière en Méditerranée avaient été agressés, une bombe avait éclaté dans un avion de la Pan Am qui s'était écrasé en Écosse, en 1996, un camion piégé avait tué des soldats américains en Arabie, en 1998, les ambassades américaines au Kenya et en Tanzanie avaient été bombardées en faisant des victimes. La source du mal s'est positionnée dans le terrorisme, issu de pays qui, pour une raison ou une autre, cultivent l'anti-américanisme.

Les États-Unis sont maintenant confrontés au terrorisme sur leur propre sol. En 1994, un premier attentat vise, à New York, le World Trade Center, symbole du capitalisme triomphant, sans en atteindre les structures, mais en faisant de nombreuses victimes. L'année suivante, c'est à Oklahoma City qu'une explosion détruit un bâtiment fédéral, et à nouveau l'on s'interroge sur les motivations de l'acte. Le sentiment d'insécurité, qui envahit les Américains, culmine avec les attentats du mardi 11 septembre 2001. Des Boeings, détournés par des terroristes, sèment la panique à New York en s'écrasant dans les deux tours du World Trade Center, qui s'effondrent dans un déluge de flammes et de cendres, engloutissant des milliers de vies humaines. Un autre appareil s'abat sur le Pentagone, dont il enflamme l'une des ailes, tandis qu'un quatrième, destiné sans doute à la Maison Blanche, s'écrase en Pennsylvanie. Pour les Américains, c'est une déclaration de guerre, dont l'effet immédiat est de les rassembler autour de leur président, George W. Bush, comme l'attaque japonaise contre Pearl Harbor l'avait fait autour de Franklin D. Roosevelt en 1941. Mais cette fois, l'ennemi est invisible, même si les soupçons se portent sur de petits groupes terroristes originaires du Moyen-Orient, dont la tête pensante, Oussama ben Laden, se cache en Afghanistan. Il fut immédiatement désigné comme la cible de la prochaine intervention américaine. Ce mardi noir signifie-t-il la fin d'une époque ou le début d'une nouvelle ère historique?

Où en est le peuple américain en cette fin de siècle, qui s'était ouvert sous le double signe de la non-ingérence dans les affaires internationales et du *melting-pot*? L'évolution mondiale a propulsé les États-Unis, bien malgré eux, dans une position de responsabilité, qu'ils n'ont jamais recherchée, pour devenir les gardiens d'un certain ordre international. Quant à la société américaine, elle a fait mentir Tocqueville qui, dans *La Démocratie en Amérique*, déplorait la «tyrannie de la majorité». Depuis lors, les minorités ont pris leur revanche.

LE CANADA À LA RECHERCHE D'UNE IDENTITÉ

Au Canada, la fin de siècle est assombrie par des turbulences où se joue l'avenir du pays. En effet, la nature de l'identité canadienne est remise en cause, sur le plan politique par la «révolution tranquille» au Québec et ses répercussions sur les relations fédérales, sur le plan économique par le voisinage des États-Unis, et sur le plan culturel par l'avancée du multiculturalisme.

La «révolution tranquille» et ses répercussions

Au Québec, au lendemain de la mort de Maurice Duplessis en 1959, les électeurs portent au pouvoir, à une faible majorité, le gouvernement libéral de Jean Lesage, qui se lance dans une vaste politique de réformes, la «révolution tranquille», selon l'expression d'un journaliste. Ce virage est symbolisé par un changement de vocabulaire. Désormais on ne parlera plus de «Franco-Canadiens», mais de «Québécois», et tous les domaines sont bouleversés par le changement.

Au niveau de l'administration, un État québécois est établi par la création d'une bureaucratie recrutée non plus selon les hasards du clientélisme, variante du spoils-system américain, mais à raison de la compétence et du mérite. Les ministères ont été multipliés et spécialisés (y compris pour les affaires extérieures), une bureaucratie a été mise en place et la «Chambre des Communes», d'une consonance trop britannique, a été remplacée par une «Assemblée nationale». En économie, la priorité a été accordée au développement des ressources naturelles et à leur exploitation par des cadres francophones. La création d'Hydro-Québec reflète l'ambition du Québec de tirer parti de ses immenses virtualités hydro-électriques (Manicouagan, Baie James, La Baleine, etc.) et de devenir exportateur d'électricité. Un authentique capitalisme québécois prend pied avec des firmes d'implantation internationale, telles que Bombardier dans l'aéronautique (de Havilland) et le ferroviaire (TGV), ou Cascades dans la fabrication du papier. Enfin, après l'éviction de l'église catholique de l'enseignement, un nouveau système éducatif est mis en place sous la supervision d'un ministère de l'éducation qui crée des collèges, les CEGEP (collège d'enseignement général et professionnel), et s'inspire du modèle californien pour mettre en place un réseau d'universités (UQUAM ou Université du Québec à Montréal) recouvrant l'ensemble de la province. L'influence du clergé recule partout, y compris dans l'immobilier où lieux de cultes et couvents sont vendus et transformés en établissements d'enseignement. En quelques années, le Québec a perdu son visage conservateur pour pénétrer de plain-pied dans la modernité.

Cette mutation s'ancre sur des sentiments nationalistes latents, attisés par l'éclosion d'une culture francophone attrayante par sa nouveauté, sa variété et sa simplicité. La popularité est d'abord venue des chansonniers comme Félix Leclerc, Robert Charlebois, Gilles Vigneault et Pauline Julie, qui ont fait connaître le Québec à travers le monde, de romanciers et romancières, comme Jacques Godbout, Marie-Claire Blais ou Antoine Maillet, chantre de l'épopée des Acadiens chassés par les Britanniques et revenus dans leur pays, des poètes comme Gaston Miron, des cinéastes comme Denys Arcand (*Le déclin de l'empire américain*), des peintres comme Riopelle, des gens de théâtre, etc. Cette floraison a redonné confiance et fierté aux francophones et a alimenté leur nationalisme.

Ce nationalisme, encouragé par le tonitruant «Vive le Québec libre» du général de Gaulle à Montréal, en 1967, s'est incarné dans diverses formations, dont le RIN (Rassemblement pour l'Indépendance Nationale), qui déclencha la vague terroriste de 1970, marquée par un double assassinat politique et accompagnée de la proclamation de l'état de siège au Québec. Un affrontement a opposé deux personnages emblématiques, d'un côté, René Lévesque, fondateur en 1968 puis chef du Parti québécois (PQ), par la suite premier ministre de la province de 1976 à 1985 et promoteur de la «souveraineté-association», formule ambiguë qui impliquait, selon les interprétations, l'indépendance ou l'autonomie, assortie d'une union économique avec le Canada, et, de l'autre côté, Pierre-Elliott Trudeau, chef du Parti libéral (PL), lui aussi Québécois, premier ministre fédéral de 1968 à 1984 (avec une brève interruption en 1979–1980), partisan convaincu d'un renforcement du pouvoir fédéral et seul capable d'assurer la cohésion du pays contre des revendications de sa province natale, à laquelle il déniait le droit à un traitement spécial, susceptible de mener à un «fédéralisme asymétrique».

Une première phase de l'affrontement eut pour objet l'usage de la langue. En 1969 Trudeau avait fait adopter la «Loi sur les langues officielles», consacrant le bilinguisme, en conférant au français et à l'anglais un statut identique dans la vie publique et devant les tribunaux. Le Canada a en outre accepté de réserver un contingent de postes administratifs de haut niveau aux francophones, qui firent ainsi une apparition remarquée dans la fonction publique, en particulier dans les affaires extérieures. Des centres culturels furent subventionnés là où les francophones étaient minoritaires, en Colombie britannique, au Nouveau Brunswick ou au Manitoba. Dès lors, le Canada s'impliqua activement dans l'organisation des sommets de la francophonie, dont il suivit régulièrement les travaux. Pour leur part, les Québécois réagirent vivement en faisant du français la seule langue officielle de la province, dans la vie publique, l'enseignement et l'affichage. Les immigrants y sont soumis à une immersion destinée à mieux les intégrer dans un milieu francophone.

Dans une seconde phase, Québec et Canada s'affrontèrent autour du débat constitutionnel. Dans son objectif de renforcer le pouvoir fédéral, Trudeau désirait «rapatrier» de Londres à Ottawa «l'acte britannique de l'Amérique du Nord» de 1867, pour mettre fin au statut colonial en dotant le pays d'une constitution. À quoi s'opposait le Québec, affirmant que ce rapatriement était une atteinte aux pouvoirs des provinces. Plusieurs conférences interprovinciales furent organisées qui ne parvinrent pas à trouver un accord. Finalement, le «rapatriement» fut effectué en 1981, puis une nouvelle constitution fut approuvée, incluant un droit d'amendement, comme aux États-Unis, et assortie d'une «Charte des droits et libertés», le tout contre la volonté du Québec, qui se trouva dès lors dans une position sans précédent, toujours inclus dans la Confédération, bien qu'en ayant refusé les statuts.

La dernière phase, la plus longue et la plus confuse, se joua autour de la place du Québec au sein de cette Confédération. Le PQ, tiraillé entre partisans de l'indépendance et défenseurs de la «souveraineté-association», avait organisé un premier référendum, en 1980, qui avait rejeté la proposition d'une association à une majorité de 55%. Le débat avait ensuite sommeillé, avant d'être repris dans un nouveau référendum quinze ans plus tard, lui aussi repoussé de justesse. Les Québécois ont donc rejeté par deux fois la tentation de se lancer dans l'inconnu, réflexe qui traduit à la fois un certain conservatisme de la société et l'attachement des milieux autres que francophones au *statu quo*. Le débat était cependant loin d'être clos, car, après le refus systématique de Trudeau de reconnaître la spécificité du Québec dans un ensemble majoritairement anglophone, le malaise persistait.

Dès son arrivée au pouvoir à Ottawa, le gouvernement conservateur de Brian Mulroney (1984–1993) s'efforça de sortir de cette impasse en proposant un compromis, basé sur la notion de «société distincte», formule qui avait l'avantage de préserver l'unité politique, tout en reconnaissant la spécificité du Québec. Plusieurs conférences inter-provinciales en discutèrent, mais la notion même de société distincte était si floue qu'elle se heurta d'emblée à l'hostilité des «premières nations» qui réclamaient à leur tour un statut spécial. Néanmoins, une plate-forme, d'ailleurs ambiguë, finit par être mise au point et fut soumise à l'approbation des provinces, qui la rejetèrent. Une autre tentative consista à recourir à un référendum national en 1992, qui se solda par un nouveau rejet.

L'union douanière

Le débat sur l'avenir constitutionnel du Canada est donc bloqué et risque de demeurer ainsi pour une longue période, le gouvernement libéral de Jean Chrétien, au pouvoir depuis 1993, refusant de rouvrir ce dossier

épineux. Entre temps, la poussée nationaliste du Québec est retombée, Trudeau s'est retiré de la politique, et aucun des successeurs de René Lévesque, décédé en 1987, n'a hérité de son charisme. Cependant, ce débat passionné a modifié les équilibres, aux dépens des partis traditionnels, libéraux aussi bien que conservateurs, qui y laissèrent leur crédibilité. Le débat constitutionnel a réveillé les vieux démons opposant l'Est à l'Ouest, les francophones aux anglophones, les fermiers aux citadins, le centre à la périphérie. Le bipartisme a de nouveau été remis en cause par l'effacement des partis traditionnels dans les provinces de l'Ouest. Le parti créditiste y a eu un lointain successeur dans le NDP (New Democratic Party), mené par Ed Broadbent, d'inspiration sociale-démocrate, qui a repris pied dans les prairies, et a même poussé une pointe éphémère dans l'Est, tandis qu'en Colombie britannique et en Alberta, une nouvelle formation est apparue, le Reform Party de Preston Manning, qui a exploité le ressentiment populaire contre le centralisme d'Ottawa et des hommes d'affaires de l'Est, si bien qu'au lendemain des élections de 1993, le parti libéral s'est retrouvé seul parti national, et, situation inédite, l'opposition officielle à la Chambre des communes a été représentée par un parti régional, le Bloc québécois, version fédérale du PO provincial.

Au lendemain de la prospérité économique de l'après-guerre, la croissance devient plus chaotique, rythmée par des phases d'expansion et de stagnation qui suivent le cours de la conjoncture américaine. La dévaluation du dollar américain en 1972 a eu des répercussions sur le dollar canadien qui s'en est détaché et les crises pétrolières ont été durement ressenties, tout en stimulant l'exploitation des puits de l'Alberta. Si le Canada demeure étroitement en phase avec son voisin, il se dégage pourtant une volonté de susciter un capitalisme domestique, dont l'épicentre est désormais Toronto. Les principaux bénéficiaires en sont les télécommunications, comme le montre le succès de *Northern Telecom*, la transformation des matières premières avec *Alcan* dans l'aluminium et les produits de consommation associés aux productions culturelles dans l'empire Bronfman, bâti sur le whisky. Le Canada a trouvé sa place parmi les grandes puissances économiques, ce qui lui vaut d'être admis en 1975, aux côtés des grands pouvoirs économiques, dans le cercle fermé du G7, réuni en 1981 aux environs d'Ottawa.

La production canadienne ne peut cependant rivaliser avec celle de son puissant voisin. Comment comparer un marché de seulement 30 millions de consommateurs à celui de plus de 300 millions? Les produits canadiens sont onéreux, en partie aussi en raison du poids de charges sociales inconnues au sud. S'il apporte la sécurité, le *welfare state* a un coût qui se répercute sur la production. Enfin l'économie, même si la satisfaction des besoins individuels joue un rôle croissant, continue à reposer en grande partie sur l'exploitation de matières premières et de l'énergie, qui impli-

quent une certaine complémentarité avec les États-Unis. La réussite du marché commun en Europe fournit un précédent et une référence pour ce que recherchent les Canadiens, à savoir un élargissement de leur espace économique, tout en préservant leurs spécificités.

L'idée n'en était pas nouvelle puisque Wilfrid Laurier en avait déjà rêvé près d'un siècle auparavant. Le paradoxe veut que ce soit un gouvernement conservateur, celui de Brian Mulroney, et non pas libéral, qui l'ait réalisé en 1988 après des discussions serrées. Les milieux économiques avaient une attitude ambivalente, souhaitant à la fois un élargissement du marché et redoutant la concurrence de leur voisin. Pour tous les Canadiens, la priorité était le maintien des acquis de leur couverture sociale et la défense de l'emploi. Quant aux anglophones, ce qu'ils craignaient le plus était l'invasion des médias américains, cinéma, musique, radio et surtout télévision, avec le risque de tuer la production locale. Parmi les plus farouches opposants se trouvaient aussi les fermiers de l'Ouest, qui s'estimaient défavorisés par rapport à leurs homologues américains par le coût plus élevé de leurs exploitations. Paradoxalement, les milieux francophones applaudirent à ce rapprochement, dans lequel ils voyaient un rempart de protection contre l'« impérialisme anglophone ». Les États-Unis étaient le débouché favori de certaines de leurs exportations, comme l'électricité et la pâte à papier.

L'accord, entré en vigueur en 1989 sous l'appellation de *Free Trade Agreement* (FTA), prévoyait l'abaissement progressif des tarifs douaniers entre les deux pays sur une période de dix ans et la libre circulation des personnes. Sous le nom de NAFTA (*North American Free Trade Agreement*), il a été étendu au Mexique, créant à terme une union douanière sur le continent américain. Il est cependant très différent du Marché commun, dans la mesure où, se limitant aux échanges, il n'implique ni politique commune ni institutions supra-nationales. La souveraineté du Canada est sortie indemne de cette mutation.

Une société ouverte

Comme les autres pays industrialisés, le Canada a connu des turbulences sociales, quoiqu'à un degré moindre que son voisin. La génération née du baby-boom a réagi vigoureusement contre la société traditionaliste dans laquelle elle s'est trouvée projetée à l'âge adulte. Elle s'est appuyée sur une expansion culturelle sans précédent qui s'émancipe complètement de ses racines, tant britanniques que françaises, tout en cherchant à s'affranchir de l'emprise américaine. Tous les champs de la culture ont profité de cette efflorescence pour demander plus d'ouverture et plus d'égalité.

Au premier rang de ces contestataires se trouvent les femmes, qui ont bénéficié du prestige d'une génération exceptionnelle de romancières, parmi lesquelles Margaret Atwood, Alice Munro, Mavis Gallant et Margaret Laurence. Certes, elles possédaient déjà le droit de vote, mais se trouvaient dans une position d'infériorité dans de nombreux domaines, à commencer par celui de l'emploi. En 1967, le gouvernement réunit une commission royale d'enquête sur la situation des femmes, qui remet son rapport trois ans plus tard. Ses conclusions recoupent les revendications des groupes féministes sur ces pratiques discriminatoires ou le harcèlement sexuel. Diverses mesures entendent y mettre fin, même si leurs effets sont à long terme. Les femmes sont plus nombreuses à être admises dans le secteur public, et parmi elles Jeanne Sauvé, la première à accéder au poste de Gouverneur général du Canada. De plus en plus, les salaires tendent à s'égaliser, et surtout les femmes occupent une place non négligeable dans le monde du travail.

Les syndicalistes, très actifs dans certains secteurs, ont représenté un autre pôle contestataire. Ils luttent pour s'affranchir à la fois de la tutelle des unions internationales, alors dominées par les tout-puissants syndicats américains, comme l'ALF, et, au Québec, de celle de l'église catholique. Une réaction voit le jour au travers de grèves et d'affrontements souvent très durs, pour «canadianiser» ces organisations, les laïciser et en faire des interlocuteurs responsables dans les conflits du travail qui demeurent nombreux et souvent rudes.

La contestation est aussi venue des «Indiens», appelés ici «Premières Nations». Comme aux États-Unis, ils ont connu une remontée spectaculaire au cours du siècle: on en dénombre officiellement environ 750 000, auxquels il faut ajouter 50 000 Inuit dans l'Extrême-Nord. Les trois quarts d'entre eux vivent dans des réserves, dans des conditions misérables où, faute d'emploi, ils sont minés par l'alcool et la drogue. L'attitude officielle, qui a été celle de l'assimilation, a échoué, entraînant leur marginalité dans la société. Là aussi un changement se produit dans les dernières décennies. Le détonateur a été l'affrontement meurtrier, à Oka, près de Montréal en 1980, entre la police et des Mohawks, au sujet de l'appropriation d'un bois sacré destiné à agrandir un terrain de golf. Plusieurs tribus (on dit ici «bandes») réclament la terre dont elles ont été frustrées, comme les Cris dépossédés par les travaux de la Baie James, dans le nord du Québec.

Un cas original est celui des Inuits (jadis appelés Esquimaux), représentants d'une ethnie localisée dans toute une zone péri-polaire et plus nombreuse d'ailleurs en Sibérie. Vivant essentiellement de la pêche et de la chasse au phoque et habitant des igloos, ils se sont bien insérés dans les médias. Habiles dans le jeu diplomatique, ils sont parvenus à faire

reconnaître leurs droits spécifiques et à obtenir l'autonomie, en 1999, sur un nouveau territoire du Grand Nord, le Nunavut, doté d'une capitale, d'un gouvernement et d'une administration, subventionnés à 90% par le gouvernement fédéral.

En dépit de la reprise de l'immigration au lendemain de la guerre, la société canadienne était demeurée traditionnelle dans ses fondements, en raison de la prépondérance des nouveaux venus d'origine européenne. D'après le recensement de 1961, 97% des habitants se déclaraient de souche européenne, tandis qu'en 1991, 31% déclaraient n'être d'origine ni britannique ni française. À partir des années 1960, la sélection des immigrants a été profondément modifiée: ce n'est plus l'origine qui détermine le choix, mais la qualification professionnelle (compétence, complémentarité, apport de capitaux...) et les liens familiaux (regroupement des individus). En outre, la sélection se fait avant le départ et non plus à l'entrée. Dès lors, la nature des immigrants a changé et la porte a ainsi été largement ouverte aux Asiatiques, Vietnamiens, Philippins, Malais, Sikhs, et aux autres Américains, Haïtiens, Colombiens, etc. Cette nouvelle immigration se dirige en priorité vers les provinces qui lui paraissent les plus attractives, notamment la Colombie britannique, l'Alberta ou l'Ontario, et vers les agglomérations urbaines. Ainsi, à Toronto, près de 40 % de la population est constituée d'immigrants, contre 20 % seulement à Montréal

Dans cette mosaïque, la notion des deux peuples fondateurs a perdu son sens, le communautarisme s'inscrit dans le paysage urbain, les nouveaux venus réclament la diversité culturelle. Le Canada s'est rallié officiellement au multiculturalisme, qui est depuis 1971 inscrit dans la législation fédérale, avec un ministère spécifique qui subventionne des groupes communautaires. La reconnaissance de cette diversité est considérée comme le principal moyen de maintenir la cohésion entre des cultures qui cohabitent sans se fondre. Des troupes de chants, de théâtres ou de danses célèbrent ainsi le Cambodge, la Malaisie, les Caraïbes ou le vaudou.

Au lendemain des soubresauts récents, le Canada recherche plus que jamais une identité qui demeure encore floue. Les Canadiens, y compris les Québécois, se perçoivent avant tout comme des Nord-Américains, qui ont réussi à créer un type original de société, fondé sur la diversité et la tolérance réciproque. Si le Canada est toujours à la recherche de son identité, il n'en reste pas moins que, moyennant le pragmatisme des parties en présence, il a réussi à sauvegarder et même à renforcer son unité, toujours fidèle à sa devise, *a mari usque ad mare*.

Au début du XXI^e siècle, l'Amérique du Nord est à la croisée des chemins.

BIBLIOGRAPHIE

- AHLSTROM S. E. 1972. *A Religious History of the American People*, New Haven (Connecticut), Yale University Press.
- AVRICH P. 1991. Sacco and Vanzetti: The Anarchist Background, Princeton (New Jersey), Princeton University Press.
- BODNAR J. 1985. *The Transplanted: A History of Immigration in Urban America*, Bloomington (Indinana), Indiana University Press.
- BRIMELOW P. 1987. *The Patriot Game: Canada and the Canadian Question Revisited*, Standford (Californie), Hoover Institution Press.
- Brock W. R. 1988. *Welfare, Democracy, and the New Deal*, Cambridge/New York, Cambridge University Press.
- BROOK TAYLOR M. 1994. Canadian History: A Reader's Guide. Vol. 2: Confederation to the Present, Toronto, University of Toronto Press.
- Brown C. (dir. publ.). *Histoire générale du Canada*, Montréal, Éditions du Boréal.
- BUMSTED J. M. (ed.). 1993. *Interpreting Canada's Past* (2 vols.), Toronto, University of Toronto Press.
- 1992. The Peoples of Canada: A Post-Confederation History, Toronto, University of Toronto Press.
- CHAFE W. H. 1986. *The Unfinished Journey: America Since World War II*, New York, Oxford University Press.
- CHANDLER A. 1972. The Visible Hand: The Managerial Revolution in American Business, Cambridge (Massachusetts), The Belknap Press.
- CODIGNOLA L. LIBERATI L. B. 1999. Storia del Canada: Dalle origini ai giorni nostri, Milan, Bompiani.
- COLE W. S. 1983. *Roosevelt and the Isolationnists*, 1932–1945, Lincoln (Nebraska), University of Nebraska Press.
- D'EMILIO J. FREEDMAN E. B. 1988. *Intimate Matters: A History of Sexuality in America*, New York, Harper & Row.
- DALLEK R. 1979. Franklin D. Roosevelt and American Foreign Policy, 1932–1945, New York, Oxford University Press.
- 1991. Lone Star Rising: Lyndon Johnson and His Times, 1908–1960, New York, Oxford University Press.
- DAVIS K. S. 1979. FDR, The New York Years, 1928–1933, New York, Random House.
- 1979. FDR, The New Deal Years, 1933–1937: A History, New York, Random House.

- Debenedetti C. (ed.). 1986. *Peace Heroes in the Twentieth-Century America*, Bloomington (Indiana), Indiana University Press.
- DEVLIN P. 1974. *Too Proud to Fight: Woodrow Wilson and Neutrality*, London, Oxford University Press.
- DICKASON O. P. 1993. Canada's First Nations: A History of Founding Peoples from Earliest Times, Toronto, McClelland and Stewart Inc.
- DICKINSON J. A., YOUNG B. 1993. *A Short History of Quebec*, Toronto, Copp Clark Ltd.
- FINKEL A., CONRAD M., STRONG-BOAG V. 1993. *History of the Canadian Peoples: 1867 to the Present*, Toronto, Copp Clark Pitman Ltd.
- FLANDERS R. E. 1961. Senator from Vermont, Boston (Massachusetts), Little, Brown and Co.
- FLYNN G. O. 1979. *The Mess in Washington: Manpower Mobilization in World War II*, Westport (Connecticut), Greenwood Press.
- Franklin J. H. 1967. From Slavery to Freedom: A History of Negro Americans, New York, Random House.
- Freidel F. 1990. Franklin D. Roosevelt: A Rendezvous with Destiny, Boston, Little, Brown and Co.
- FROMISANO R. P. 1991. *Boston against Busing: Race, Class, and Ethnicity in the 1960s and the 1970s*, Chapel Hill (Caroline du Nord), The University of North Carolina Press.
- GARRATY J. A. 1986. *The Great Depression*, New York, Harcourt Brace Jovanovich.
- GRAHAM D. W. 1987. Recent America: The United States since 1945, Arlington Heights (Illinois), Harlan Davidson.
- GRAHAM K. 1998. Personal History, New York, Vintage Books.
- GRAHAM O. L. 1976. *Toward a Planned Society: From Roosevelt to Nixon*, New York, Oxford University Press.
- GUTMAN H. G. 1976. *The Black Family in Slavery and Freedom, 1750–1925*, New York, Pantheon Books.
- HAIR W. I. 1991. The Kingfish and his Realm: The Life and Times of Huey P. Long, Baton Rouge (Louisiane), Louisiana State University Press.
- HIXSON W. L. 1989. *George F. Kennan: Cold War Iconoclast*, New York, Columbia University Press.
- HOLLINGER D. A. 1995. *Postethnic America: Beyond Multiculturalism*, New York, Basic Books.

- HOUNSHELL D. 1984. From the American System to Mass Production, 1800–1932: The Development of Manufacturieng Technology in the United States, Baltimore (Maryland), Johns Hopkins University Press.
- ISAACSON W. THOMAS E. 1986. The Wise Men, Six Friends and the World They Made: Acheson, Bohlen, Harriman, Kennan, Lovett, McCloy, New York, Simon & Schuster.
- Keller M. 1990. *Regulating a New Economy: Public Policy and Economic Change in America*, 1900–1930, Cambridge (Massachusetts), Harvard University Press.
- KERBER L. K., DE HART J. H. (dir. publ.). 1991. Women's America: Refocusing the Past, New York, Oxford University Press.
- KESSLER-HARRIS A. 1982. Out of Work: A History of Wage-earning Women in the United States, New York, Oxford University Press.
- KROCK A. 1968. *Memoirs: Sixty Years on the Firing Line*, New York, Funk and Wagnalls.
- LACORNE D. 2003. La crise de l'identité américaine, du melting-pot au multiculturalisme, Paris, Gallimard.
- LEACY F. H. (dir. publ.). 1983. *Statistiques historiques du Canada*, Ottawa, Statistique Canada.
- LEUCHTENBURG 1963. Franklin D. Roosevelt and the New Deal, 1932–1940, New York, Harper & Row.
- LEVINE L. W. 1977. Black Culture and Black Consciousness: Afro-American Folk Thought from Slavery to Freedom, New York, Oxford University Press.
- LIPSET S. M. 1990. Continental Divide: The Values and Institutions of the United States and Canada, New York/Londres, Routledge.
- LUEDTKE L. S. (ed.), 1987. Making America: The Society and Culture of the United States, New York, W. W. Norton & Co.
- MACGREGOR BURNS J. 1970. Roosevelt: The Soldier of Freedom, New York, Harcourt, Brace Jovanovich.
- MCJIMSEY G. 1987. Harry Hopkins: Ally of the Poor and Defender of Democracy, Cambridge (Massachusetts), Harvard University Press.
- MILNER C. A., O'CONNOR C. A., SANDWEISS M. A. (dir. publ.). 1994. *The Oxford History of the American West*, Oxford/New York, Oxford University Press.
- MINTZ S. KELLOGG S., 1988. Domestic Revolution: A Social History of American Family Life, London, Free Press.

- Montgomery D. 1987. *The Fall of the House of Labour: The Workplace, the State and American Labor Activism, 1865–1925*, New York, Cambridge University Press.
- MORGAN T. 1985. FDR, A Biography, New York, Simon and Shuster.
- NORTON W. L. 1996. Founding Mothers and Fathers: Gendered Power and the Forming of American Society, New York, Alfred A. Knopf.
- OWRAM D. 1994. Candian History: A Reader's Guide: Confederation to the Present, Toronto, University of Toronto Press.
- ROUILLARD J. (dir. publ.), 1991. Guide d'histoire du Québec du régime français à nos jours, Bibliographie commentée, Montréal, Éditions du Méridien.
- Schlesinger A. M. JR. 1973. *The Imperial Presidency*, Boston (Massachusetts), Houghton-Mifflin.
- 1986. *The Cycles of American History*, Boston (Massachusetts), Houghton-Mifflin.
- 1992. *The Disuniting of America*, New York, W. W. Norton & Co, (trad. française, *La Désunion de l'Amérique*, Paris, Liana Levi, 1993).
- 2000. A Life in the Twentieth Century: Innocent Beginnings, 1917–1950, Boston (Massachusetts), Houghton-Mifflin.
- Schulman B. J. 1991. From Cotton Belt to Sunbelt Federal Policy, Economic Development, and the Transformation of the South, 1938–1980, New York, Oxford University Press.
- Schulzinger R. D. 1989. *Henry Kissinger, Doctor of Diplomacy*, New York, Columbia University Press.
- STEARNS P. N. 1994. American Cool: Constructing a Twentieth-century Emotional Style, New York, University Press.
- TROTTER J. W. 1985. *Black Wilwaukee: The Making of an Industrial Proletariat*, 1915–1945, Urbana (Illinois), University of Illinois Press.
- UNITED STATES CENSUS BUREAU 2002. Statistical Abstract of the United States, Washington DC, US Government Printing Office.
- WALKER R. H. 1985. *Reform in America: The Constructing Frontier*, Lexington (Kentucky), The University Press of Kentucky.
- WILLIAMSON J. 1984. The Crucible of Race: Black/White Relations in the American South since Emancipation, New York, Oxford University Press.
- WOODCOCK G., AVAKUMOVIC I. 1968. *The Doukhobors*, Londres, Faber and Faber.

33

L'Amérique latine et les Caraïbes

Gregorio Weinberg (coordinateur)

33.1 L'Amérique centrale et du Sud

Gregorio Weinberg, Luis Alberto Romero et Germán Carrera Damas

APERÇU POLITIQUE, SOCIAL ET ÉCONOMIQUE

Si le terme «Amérique latine» est vague et trop général, il est néanmoins utile, car il nous permet de distinguer l'immense masse territoriale située dans le continent américain, au sud du Río Grande (frontière actuelle entre le Mexique et les États-Unis). Tout au long du XIX^e siècle, la zone au nord de ce fleuve s'est fermement engagée sur la voie du capitalisme et de la démocratie, tandis qu'au sud, le prétendu «héritage colonial» était à son apogée.

Sur le plan géographique, l'Amérique latine est une mosaïque de plaines fertiles, de plateaux inhospitaliers et de chaînes montagneuses entrecoupées d'agréables vallées et de jungle tropicale. Elle réunit également différents groupes ethniques: la base indigène, elle-même déjà très complexe, les contingents de Noirs d'Afrique, les groupes de colons blancs, provenant principalement de la péninsule Ibérique, même si les Anglais, les Français et les Hollandais sont également représentés, ainsi que les différents mélanges raciaux qui ont toujours eu lieu. L'Amérique

latine est aussi un patchwork politique qui rassemble plusieurs républiques de tailles variées, pour la plupart nées au début du XIX^e siècle, lorsque le lien solide qui les avait jusqu'alors liées à l'Espagne et au Portugal s'est rompu pour faire place à des relations plus subtiles mais tout aussi intenses avec la Grande-Bretagne. Une indépendance politique d'une telle ampleur, conquise si précocement dans le siècle, est particulièrement significative, notamment au regard du processus massif de colonisation mondiale qui a caractérisé le XIX^e siècle. Grâce au renforcement de ces liens, la région s'est peu à peu ancrée dans le monde du capitalisme et de l'impérialisme qui a atteint son apogée à la fin du XIX^e siècle.

C'est à cette époque que les grandes économies d'exportation ont vu le jour : céréales, laine et bœuf dans les plaines tempérées du sud, café au Brésil, en Colombie et au Costa Rica, sucre à Cuba et le long de la côte péruvienne, et pétrole au Venezuela. Les capitales des métropoles britannique, nord-américaine et, dans une moindre mesure, allemande et française, y ont toujours joué un rôle décisif. Elles ont financé la construction des chemins de fer et des ports, des silos et des usines de conditionnement de viande. Leur présence s'est fait sentir sur les systèmes commerciaux et financiers. Dans de nombreux cas, elles contrôlaient jusqu'au processus de production tel que les mines de cuivre au Pérou ou les mines d'étain en Bolivie, les plantations bananières en Amérique centrale ou les plantations sucrières à Cuba. Elles ont même porté main-forte à des États fragiles supposés eux-mêmes responsables du maintien de l'ordre.

Ces entreprises ont prospéré et se sont développées tant que les conditions commerciales étaient favorables, mais se sont effondrées de façon spectaculaire en cas de chute des marchés, notamment du marché du nitrate au Chili et de celui du caoutchouc amazonien au Brésil. Les effets désastreux se sont dans ces cas répercutés soit sur l'environnement naturel, alors dévasté, soit sur la main-d'œuvre, ces activités mobilisant de très nombreux travailleurs: immigrants italiens en Argentine et en Uruguay, espagnols à Cuba, et italiens et japonais au Brésil. Dans d'autres cas, tels que celui des mines péruviennes ou des plantations de café au Guatemala, la main-d'œuvre était issue des anciennes communautés indigènes et, parfois, de très nombreux travailleurs noirs étaient transportés depuis leur base antillaise afin de travailler dans les plantations bananières. Si l'esclavage a été entièrement éradiqué à la fin du XIX^e siècle, des formes plus subtiles de dépendance semi-servile ont perduré dans les exploitations de bétail et dans les plantations. En effet, même les derniers immigrés blancs ont été sujets à diverses formes de coercition. Dans les grandes villes, telles que Buenos Aires (Argentine), Santiago (Chili) et Mexico, un noyau de salariés actifs et organisés a progressivement été séduit par la demande des ports, par le développement des services et par les industries naissantes.

De manière cyclique et convulsive, sur un mode peut-être aussi destructeur que créateur, l'Amérique latine a généré une grande richesse dont l'essentiel est resté aux mains des partenaires étrangers, même si une proportion variable a été distribuée localement. La distribution de l'essentiel de cette richesse au niveau local a entraîné le changement, l'élargissement et la diversification de la société. Le fossé entre les oligarchies émergentes des travailleurs ruraux et urbains a progressivement été comblé par des commerçants, des fonctionnaires, des petits fabricants et des enseignants formant une classe moyenne.

Les sociétés les plus traditionnelles étaient gouvernées par leurs oligarchies, comme en Argentine. Au Brésil, les oligarchies étaient dûment fédérées au sein de la vieille république tandis qu'en Colombie, elles étaient divisées en factions rivales qui ont fait de la guerre civile un véritable mode de vie. Les oligarchies les plus faibles ont été remplacées par des dictatures autoritaires, voire progressivistes. Ce dernier type de régime a été incarné par Porfirio Díaz au Mexique. Cependant, dans les sociétés les plus diversifiées, les revendications croissantes des classes moyennes et des travailleurs ont créé les conditions idéales à l'adoption du schéma politique alors prédominant en Europe, à savoir une démocratie plurielle dans laquelle la volonté du peuple était réellement prise en compte. Parmi les exemples de gouvernement ayant bénéficié d'une solide adhésion populaire, on compte ceux d'Hipólito Yrigoyen en Argentine (1916–1922 et 1928–1930), de José Batlle y Ordóñez en Uruguay (1903–1907 et 1911–1915) et d'Arturo Alessandri au Chili (1920–1924 et 1925–1932). Ils ont tous profité de leur pouvoir pour distribuer plus largement les bénéfices à différents niveaux de la société, utilisant les ressources d'un État en passe de devenir un État-providence.

Au Mexique, des revendications comparables ont été associées à d'autres demandes plus explosives. Dans ce pays, comme dans beaucoup d'autres, les progrès de l'économie de marché ont affecté la classe traditionnelle des *campesinos* qui possède une culture indigène profondément ancrée et qui est surtout extrêmement attachée à la terre. Au Mexique, les *campesinos* ont fait entendre leurs voix et retentir leurs armes, transformant les revendications des simples opposants à la réélection de Porfirio Díaz en une vaste mobilisation des masses. La révolution a commencé en 1910 et s'est poursuivie, traversant diverses phases, jusqu'à son institutionnalisation à la fin des années 1930. Au cours de ces trente années, un million de personnes ont connu la mort. Un État fut formé sur les ruines de la tourmente révolutionnaire, qui a activement participé au processus de réorganisation de la société. Il a mis en œuvre un programme de réformes agraires de grande ampleur sous le président Lázaro Cárdenas (1934–1940), a structuré la classe des *campesinos*, transformant ces derniers en ses plus fervents défenseurs, a encouragé et contrôlé le mouvement syndicaliste et a rédigé la législation sociale moderne. Cet État

a aussi nationalisé l'industrie pétrolière et a défié les États-Unis, sans pour autant jamais en arriver au point de rupture des relations. Il a en outre fortement accéléré le développement capitaliste, dans les campagnes comme dans l'industrie, et a favorisé l'éducation de masse. Il a surtout établi un système politique incroyablement stable qui a permis de défendre la loi et l'ordre avec zèle, mais qui a aussi revendiqué jalousement sa légitimité populaire. L'État mexicain constituait une sorte de méritocratie exclusive où la règle de la cooptation et de la corruption généralisée était, il y a peu de temps encore, emprunte de légitimité sous couvert d'une solide tradition révolutionnaire jalousement cultivée.

Trois événements ont marqué l'histoire de l'Amérique latine au XX° siècle. La Première Guerre mondiale a interrompu ses relations économiques avec le monde et a provoqué des conflits sociaux, politiques et idéologiques internes. La crise économique de 1929 a porté un coup fatal aux économies d'exportation. En plus d'entraîner la chute des prix et de précipiter la fuite des capitaux, la crise a affecté les revenus de l'État, le traumatisme politique n'ayant presque jamais pu être évité. Pourtant, la crise a paradoxalement rassemblé les conditions propices à un bond en avant. La Seconde Guerre mondiale a permis de distinguer plus nettement la structure d'une société déjà transformée par la crise. Par ailleurs, si la période d'après-guerre a causé de graves problèmes économiques, notamment concernant l'approvisionnement en matières premières et la fourniture de machines, elle a aussi offert à la région des opportunités inattendues, entraînant des ripostes politiques originales.

Contrairement aux économies d'exportation, le secteur industriel préexistant a commencé à se développer, comblant le vide laissé par l'absence d'importation de biens de consommation. La pénurie de devises étrangères résultant de la crise a joué en défaveur des importations, contribuant à ce développement qui a bénéficié de l'équipement déjà en place, de l'offre de main-d'œuvre et d'un marché captif des mesures protectionnistes. La politique économique contrôlée par l'État, qui a cherché, autant que possible, à défendre sa part du vieux marché de l'exportation, a été acceptée sans susciter d'opposition. Cela signifie que le marché national est devenu le nouveau moteur de la croissance économique et que l'aspect général de la société a été modifié. En effet, la demande accrue en travailleurs de l'industrie a entraîné une augmentation des salaires qui, à son tour, a suscité une hausse de la demande. Le développement du secteur secondaire a ainsi compensé, dans une certaine mesure, la crise du secteur primaire. Les travailleurs de l'industrie, qui vivaient principalement dans les villes, ont commencé à se constituer en véritable force sociale.

Si la Seconde Guerre mondiale a favorisé ce processus d'industrialisation, dont le progrès a été spectaculaire, les limites de ce développement

sont devenues palpables dans les années 1950. L'équipement a commencé à vieillir, le carburant et l'énergie se sont raréfiés et la production est devenue trop coûteuse et inefficace pour être concurrentielle sur les marchés étrangers. Le secteur primaire traditionnel, source d'exportation, a généré des devises étrangères, de toute façon insuffisantes pour couvrir les coûts de la croissance industrielle et les salaires généreux sur lesquels reposait le marché national. On a alors cherché une solution pour faciliter l'investissement des sociétés étrangères afin de développer la production de carburants, d'acier, de papier, de produits pétrochimiques et des biens de consommation plus sophistiqués tels que les voitures, jouant sur l'attrait de marchés captifs protégés par des barrières tarifaires élevées. Des négociations ont conclu sur la nécessité d'un développement intégré. Cette position a été défendue par la Commission économique pour l'Amérique latine inspirée par Raúl Prebisch. Cette tendance au développement a coïncidé avec la proposition d'aide des États-Unis à travers l'Alliance pour le progrès mise en place par le président Kennedy en 1960. Les résultats de cette seconde période de croissance industrielle ont été inégaux. Bien que positifs au Brésil, où le centre industriel moderne a été renforcé, ils se sont révélés négatifs chez son voisin argentin.

Dans l'ensemble, d'importants changements ont eu lieu, entraînant néanmoins de nouveaux problèmes. Le plein-emploi a disparu avec l'introduction de technologies plus efficaces et le tissu productif et social a commencé à évoluer et à se polariser avec l'orientation de la production de manière à satisfaire la demande des classes à revenus élevés ou moyens (celles pouvant s'offrir des voitures). Cette seconde phase n'a notamment pas résolu les problèmes de balance des paiements, générant une nouvelle sorte de « dépendance », terme aux connotations politiques de plus en plus précises qui, dans les années 1970, a commencé à remplacer celui de « développement ».

La population, qui a connu une croissance modérée tout au long du XIX^e siècle, à l'exception des zones d'immigration massive, a augmenté de manière spectaculaire entre 1930 et 1940. La mortalité, traditionnellement élevée, a chuté en raison des effets combinés des antibiotiques, des insecticides et des programmes de vaccination qui ont éradiqué le paludisme ainsi que d'autres épidémies et maladies endémiques, achevant le travail entrepris au début du XX^e siècle dans les grandes villes avec l'installation des systèmes d'égout et d'eau courante. Le taux de fécondité, naturellement haut, s'est maintenu à un niveau plus élevé que prévu et, sauf pour les sociétés du cône sud, où la transition démographique avait déjà eu lieu, il n'a pas été affecté par l'évolution du niveau de vie ou par l'exode rural. Entre 1940 et 1970, la population d'Amérique latine est passée de 126 à 278 millions, soit le taux de croissance de plus élevé au monde, excédant même celui de l'Afrique subsaharienne. Ce n'est qu'au cours des années 1980 et 1990 que la croissance a légèrement ralenti. Les nombreux effets de l'explosion

démographique et notamment de l'existence d'importantes cohortes de jeunes sollicitant une éducation, un travail et des services, ont entraîné des conflits et des changements pour la plupart déjà latents dans le système latino-américain archaïque.

Dans les zones rurales plus traditionnelles, la pression démographique sur les terres cultivables, incapables de faire vivre ni même d'offrir un toit à ces nouveaux contingents, s'est fait sentir. Ce problème s'est aggravé lorsque les secteurs capitalistes, ou juste les grands propriétaires terriens, ont empiété sur la terre appartenant encore aux communautés indigènes. Cette situation a conduit à de violents conflits. Le monde indigène, jusqu'alors isolé et protégé, a commencé à subir toutes sortes d'agressions de la part de la société moderne (routes, moyens de communication, forces du marché, réglementation de l'État) fragilisant les vieux liens communautaires. Des revendications politiques ont également vu le jour. À l'instar du Mexique au début du XX^e siècle, les *campesinos* du Salvador, de la Bolivie et du Pérou se sont regroupés ou ont demandé à être pris en compte, devenant ainsi des acteurs politiques à part entière.

La proposition de réforme agraire a intégré toutes ces revendications dans un programme ambigu et contradictoire. Cette réforme a transformé le vieux monde agraire, affectant à la fois les communautés de *campesinos* et les propriétaires terriens peu productifs et patriarcaux qui incarnaient l'«héritage colonial». Cette transformation devait faire de l'environnement rural le grand moteur du développement économique (raison pour laquelle elle a été accueillie avec enthousiasme par l'Alliance pour le progrès) tout en répondant aux revendications traditionnelles des *campesinos* concernant la terre. En Bolivie, comme précédemment au Mexique, ces revendications ont été prises en compte, au sacrifice du développement, comme un bon moyen de contenir les *campesinos* mêmes dans une terre inappropriée. En revanche, au Salvador ou au Chili, sous Pinochet, la modernisation selon le modèle capitaliste a continué d'accélérer l'expulsion des *campesinos*.

La frontière agraire a évolué, empiétant sur de nouvelles terres, comme les terres amazoniennes, au Brésil, en Bolivie, au Pérou et en Colombie aux dépens de la survie de populations indigènes traditionnelles peu avancées. L'activité agricole la plus efficace et la plus productive a probablement été la culture de la feuille de coca et, plus récemment, celle du pavot, stimulée par le commerce de la drogue. Ces cultures ont d'ailleurs été en tête des exportations de la fin du XX^e siècle. Les bénéfices ont profité aux *campesinos*, au prix de conflits et de violences accrus, gérés par d'importantes organisations armées au sein desquelles les trafiquants ont été associés à d'anciens guérilleros.

La solution à ces conflits a souvent supposé un exode vers des villes qui se sont alors peuplées. À la fin du XX^e siècle, 40% de la population totale

vivait dans des villes de plus de 20 000 habitants. Au début, l'abandon des terres a été facilité par le désir de trouver du travail dans l'industrie, puis par la simple possibilité de survivre grâce à des emplois précaires ou en travaillant dans le vaste secteur de l'économie informelle. Toutefois, l'exode a été avant tout une réponse aux attentes accrues générées par la ville même. Aussi misérable qu'y soit la vie, la pauvreté urbaine, qui peut inclure un poste de télévision, était beaucoup plus attrayante que la perspective de la pauvreté rurale traditionnelle. Cette décision n'était pas purement individuelle. Au Pérou, des communautés montagnardes entières préparaient minutieusement leur transfert vers l'une des collines près de Lima. Dans d'autres cas, des membres d'une famille ou des voisins faisaient venir de nouveaux migrants et, ensemble, ils recouraient aux tactiques de leur ancienne culture de subsistance afin de survivre tant bien que mal en milieu urbain.

Dans des villes telles que São Paulo, Mexico, Santiago, Caracas et Buenos Aires, les quartiers pauvres et les bidonvilles se sont étendus à tel point que l'explosion démographique a entraîné des problèmes concrets. L'eau, l'électricité, les égouts et les services hospitaliers étaient inadaptés au nombre d'habitants de ces villes «jeunes», probablement qualifiées ainsi parce que la part des jeunes y était la caractéristique essentielle de l'explosion démographique. Il n'y avait pas non plus suffisamment d'emplois et le système éducatif ne pouvait pas répondre à la demande croissante. Ces populations pouvaient à juste titre être appelées masses urbaines: leurs très nombreuses organisations n'étaient pas vraiment visibles, à l'exception des groupes représentant les travailleurs de l'industrie traditionnelle.

La politique a subi un profond changement. La politique populiste de Getúlio Vargas au Brésil (1930–1945 et 1951–1954) et d'Eva Perón en Argentine (1946-1955) a reposé sur une implication des masses tout en maintenant une position dominante, cédant à certaines de leurs revendications, anticipant d'autres demandes, sans cesser de les contrôler ni de les contenir. Si leur exemple a été largement suivi, de différentes façons, il a été un moyen permanent d'impliquer les classes laborieuses en tant que citoyens et membres de la société. Cette politique a toujours été de pair avec le nationalisme. Le mot d'ordre général du nationalisme a été alimenté par l'anti-impérialisme traditionnel développé lors des périodes de l'entredeux-guerres et de l'après-guerre. Toutefois, il a essentiellement constitué une proposition d'intégration efficace à la vie nationale de différentes sociétés dissidentes, telles que celles qui ont permis aux communautés indigènes d'atteindre le XX^e siècle avec force et cohésion. Ces politiques nationalistes et populistes ont le plus souvent cherché à mobiliser et à intégrer les classes traditionnelles des *campesinos*, comme l'avait fait la révolution mexicaine. Tel fut l'objectif de Arbenz au Guatemala, du MNR en Bolivie, en 1952, et de la révolution péruvienne en 1968.



Carte 14 Les régimes militaires d'Amérique latine après 1945 (d'après: E. Baquedano et al., The History Atlas of South America, New York, MacMillan Continental History Atlases, p. 133).

Indépendamment de la combinaison de ces éléments, le rôle de l'État s'est avéré prépondérant. Ce dernier était chargé de l'organisation des travailleurs et des *campesinos* tout en les contrôlant, de la promotion des politiques sociales et de la redistribution des ressources lorsqu'elles étaient abondantes. Il tirait plus sa légitimité de formes démocratiques de plébiscite que de formes plus traditionnelles de constitutionnalisme libéral poussé à l'extrême puis rejeté, comme ce fut le cas pour l'Estado Novo de Vargas en 1937. Dans la plupart des cas, les forces armées ont joué le rôle de garants de ces expérimentations politiques et des dirigeants, qui se sont comportés plus en chefs qu'en représentants institutionnels. Ces derniers ont souvent été décrits comme des dictateurs, ce qui était sans doute le cas. Vers la fin des années 1950, nombre d'entre eux ont été renversés (Perón en Argentine, Rojas Pinilla en Colombie, Carlos Ibáñez del Campo au Chili et Pérez Jiménez au Venezuela) pour faire place au temps des grands partis civils: l'Action démocratique (Acción Democrática) au Venezuela, Libération nationale (Liberación Nacional) au Costa Rica et les Démocrates-chrétiens (Democracia Cristiana) au Chili. Ces partis se sont chargés d'orienter le développement et la réforme en fonction d'un modèle démocratique, tout en dressant un mur solide contre le communisme, l'opposition au communisme étant la principale exigence des États-Unis. Au Pérou, un autre grand parti (APRA), sous la direction de Víctor Raúl Haya de la Torre, a également cherché à satisfaire cette demande, mais a échoué. L'APRA est d'abord apparu comme un mouvement populaire, nationaliste et anti-impérialiste puis a tenté de s'adapter au climat prédominant en devenant le champion de la démocratie et de l'anticommunisme. Il n'est cependant pas parvenu à mettre un terme à l'hostilité que lui a toujours vouée l'autorité militaire.

La scène politique a considérablement changé avec la révolution cubaine menée par Fidel Castro en 1959. Peu après le triomphe de la révolution, la politique résolument hostile des États-Unis a propulsé Cuba dans le camp soviétique, précipitant par là-même l'adoption du modèle socialiste soviétique. Les résultats ont été, et sont toujours, sujets à interprétation. Les grandes réalisations dans les domaines de l'éducation et des soins de santé ou la démocratisation des relations sociales n'ont pas été très fructueuses en matière de croissance ni même de diversification de l'économie. Toutefois, pendant longtemps, Cuba et sa révolution ont exercé une très grande influence sur l'imaginaire politique de la région, offrant une alternative aux vieux régimes qui ont perduré dans de nombreux pays et aux propositions modérées de réforme. De plus, Cuba a offert une alternative pratique (guérilla rurale, cellule insurrectionnelle) extrêmement attractive à l'époque de la guerre du Viêt Nam et de la révolte étudiante de 1968 en France. Ce fut aussi le cas dans le contexte de l'après Vatican II qui a déclaré son

soutien envers les pauvres et qui a été interprété par de nombreux prêtres du tiers-monde, tels que le Colombien Camilo Torres, comme une invitation à adhérer à des luttes spécifiques. La guérilla rurale s'est développée dans de nombreux endroits (en Colombie, au Venezuela, au Pérou, et en divers lieux d'Amérique centrale) donnant une nouvelle dimension aux vieux conflits sociaux. La guérilla urbaine est apparue à Montevideo, à Buenos Aires et à São Paulo. En 1970, cette même tendance a inspiré la gauche démocratique chilienne sous le président Salvador Allende dans l'élaboration d'un projet de transition démocratique vers le socialisme. Le message cubain a été également présent quelque temps après dans le mouvement sandiniste qui a triomphé au Nicaragua en 1979, ainsi que dans les mouvements de guérilla du Salvador et du Guatemala. Dans les années 1970, ces derniers ont réussi à mobiliser les communautés de campesinos, leur attirant une répression militaire sévère dénoncée par Rigoberta Menchú, lauréate du prix Nobel de la paix en 1992. Les échos du message cubain transparaissent jusqu'au Pérou dans le mouvement du Sentier lumineux (Sendero Luminoso) qui n'a retenu que l'aspect purement violent et a rejeté les propositions humanistes plus générales à l'origine des idées de la révolution cubaine.

La région a connu une vague de mécontentement, probablement due à la désillusion provoquée par des promesses non tenues de développement, de réforme agraire ou de démocratie. Parallèlement, les forces armées se sont imposées comme les défenseurs de ce que l'on a nommé, sous l'influence des États-Unis, la «frontière idéologique», notion qui a permis d'isoler l'ennemi sur le territoire et de le traquer jusqu'à sa disparition. La mort, la torture et l'exil massif ont été les conséquences de la répression militaire au Brésil à partir de 1968, en Uruguay et au Chili en 1973 et en Argentine en 1976.

La crise

Tout au long des années 1970, l'Amérique latine a subi les conséquences du choc pétrolier, puis de la crise de l'endettement forcé dans lesquels les gouvernements se sont trouvés impliqués. Prisonniers d'une dette impossible à rembourser, les États, vulnérables et impuissants, ont dû se plier aux décisions de leurs créditeurs, coordonnées par le Fonds monétaire international, à une époque où la restructuration du monde capitaliste a forcé les économies nationales à lever leurs barrières tarifaires. Des secteurs productifs entiers n'ont pas survécu à cette situation, notamment le secteur industriel, tandis que les institutions, qui s'étaient développées dans le cadre de l'État-providence, ont été démantelées par l'État même, soit sous l'action des forces du marché, soit par des techniques d'intimidation.

Pendant que les différentes économies nationales se débattaient en vain, leurs sociétés respectives, renforcées par les vagues de transformation qui se sont succédé tout au long du XX^e siècle, ont commencé à péricliter. Ce déclin a créé de fortes inégalités au sein d'une société dans laquelle une faible part de la population, néanmoins non négligeable, a réussi à s'adapter aux nouvelles conditions, tandis que d'importantes portions de la société ont été marginalisées. Ce changement est particulièrement visible dans les grandes villes. Les grandes métropoles se sont développées de manière spectaculaire: peu de villes dans le monde atteignent la taille de Mexico. Le terme «métropole» ne suffit déjà plus à décrire cette nouvelle réalité d'une croissance urbaine absorbant l'espace entre les villes qui finissent par se rejoindre pour former une seule conurbation. C'est ce qui se passe le long de la côte argentine de Rosario à La Plata et, au Chili, entre Santiago et Valparaíso. Parallèlement, l'urbanisation accentue le fossé entre deux mondes. D'un côté le monde de ceux dont le haut pouvoir d'achat permet de suivre les principales tendances de la société mondiale et, de l'autre, le vaste univers de la pauvreté, du chômage, de la privation et de la vulnérabilité. En des temps plus prospères, l'éducation universelle, les systèmes de soins de santé et même la sécurité et la justice avaient contribué, quoique de manière incomplète et avec difficulté, à l'intégration sociale et au développement des classes moyennes. Ces services sont désormais performants pour les personnes capables de payer une clinique, une école ou une société de sécurité privées, alors que d'autres doivent se contenter des services que leur fournit un État toujours plus avare et de moins en moins soucieux du bien général. Le fait que cette division intervienne en même temps que le processus généralisé d'homogénéisation provoqué partout dans le monde par la dernière révolution technologique est paradoxal. Ainis, les habitants du quartier résidentiel le plus huppé et du taudis le plus misérable d'un bidonville peuvent au même moment regarder la diffusion des informations sur la chaîne CNN.

On connaît mal la façon dont les liens sociaux peuvent être renoués dans un monde de pauvreté où tant de choses, de la scolarisation à l'affiliation syndicale, sont désormais dépourvues de sens. Il se peut que les conditions adéquates au développement des schémas sociaux traditionnels et des mécanismes de survie issus d'une expérience rurale relativement récente soient réunies. Peut-être aussi de nouvelles formes de religiosité, du catholicisme traditionnel aux mouvements pentecôtistes ou à de nombreux autres rites, combleront-elles le vide laissé récemment par les organisations politiques. Ce qui est sûr, c'est que la confiance en des formes de liens politiques fondés sur le libéralisme et la démocratie se développera difficilement dans de telles sociétés.

Dans les années 1980, l'Amérique latine a connu un mouvement prodémocratique dynamique, notamment dans les pays ayant le plus souffert des

dictatures terroristes, tels que l'Argentine, l'Uruguay, le Chili et même le Paraguay. Parallèlement à cette tendance, nous avons très souvent observé que la société civile avait une fois encore réussi à reprendre l'initiative. Cette période de répit a cependant été de courte durée. Le dialogue a été interrompu et les régimes autoritaires ont trouvé un soutien massif au sein même de ces sociétés, comme au Pérou, tandis qu'ailleurs, la société s'est désintéressée des gouvernements qui, de leur côté, ont ouvertement affiché l'attitude corrompue précédemment adoptée à une échelle moindre ou avec une plus grande discrétion. Le manque d'intérêt suscité par la démocratie est en partie dû à un questionnement passif sur la légitimité de gouvernements tels que le parti révolutionnaire institutionnel au Mexique, incapable de trouver une solution au problème des *campesinos* du Chiapas. Pour la première fois, sa médiocrité a été affichée aux yeux de tous. Le mouvement armé se faisant l'écho des campesinos, incarné par Emiliano Zapata qui déclare ne pas aspirer au pouvoir (une obsession dans les années 1970), mais juste à la construction d'une nouvelle structure de liens politiques, est tout autant représentatif de cette nouvelle ère. Dans ce domaine, comme dans beaucoup d'autres, les incertitudes frappant l'Amérique latine à la fin du XX^e siècle ont largement prédominé et les perspectives se sont avérées plus empruntes d'angoisse que d'espoir.

LES SCIENCES ET LES TECHNIQUES

Sans revenir trop loin dans le temps mais suffisamment pour obtenir une perspective éclairant les évolutions constatées, l'intérêt pour les travaux scientifiques, leur signification et leurs résultats semble remonter aux premières décennies du XIX^e siècle. Ainsi, Simón Bolívar justifiait déjà l'émancipation des colonies en partie par le fait que la métropole ne « permet pas les activités scientifiques », thèse réitérée dans divers pays. Le retard accusé depuis les élans du siècle des Lumières s'explique en partie par les possibilités offertes à la suite des guerres civiles, avec l'instabilité politique et la pénurie des ressources qu'elles impliquent, ainsi que par les efforts de consolidation de l'État national. La présence de la science, bien que modeste, devient moins significative face aux processus d'organisation politique et à la structuration des universités. Certaines furent en effet reconstruites sur la base des établissements coloniaux, comme au Venezuela et au Chili, d'autres créées de toutes pièces, comme à Buenos Aires, et nombre d'entre elles furent fermées. L'activité scientifique se caractérise avant tout par ses efforts de modernisation et, dans une moindre mesure, par quelques apports originaux. Nous devons souligner un fait majeur: l'Amérique latine, en

dépit de quelques tentatives, n'a pas connu de phénomène équivalent à la révolution industrielle, qui transformait à l'époque le système productif européen. Ce n'est pas non plus un hasard si les défenseurs d'une politique industrialiste en Amérique latine, comme Sarmiento en Argentine et bien d'autres encore, réclamaient également une politique scientifique. Celle-ci devait reposer sur la modernisation des institutions existantes, la création de nouvelles structures ainsi que le recrutement de savants étrangers, en particulier des naturalistes.

Cela dit, la recherche scientifique fondamentale, presque toujours réduite à des efforts individuels ou concentrée dans des établissements fortunés ou mal gérés, fut négligée en raison des besoins en spécialistes. Ce phénomène modifia néanmoins le climat culturel et rendit l'activité scientifique davantage perméable et manifeste en lui conférant de plus en plus un certain prestige social. Les secteurs de la production et des services, pratiquement toujours aux mains de concessions étrangères, eurent en revanche une influence moindre. La transformation ou la création de musées, l'installation d'observatoires astronomiques, la fondation de jardins botaniques et de laboratoires, l'activité des naturalistes et la délimitation des frontières furent peut-être alors les principaux moteurs de la recherche scientifique. Les périodiques en langue espagnole étaient rares, tout comme la place de la science dans la presse en général était réduite. Cette léthargie fut ébranlée par la diffusion des idées positivistes liées à la modernisation, par l'introduction du chemin de fer, parfois considéré comme «la locomotive du progrès», ainsi que par l'ouverture de certaines exploitations minières et, dans une moindre mesure, de quelques usines de transformation des matières premières locales. Rappelons également que les polémiques soulevées par l'évolutionnisme, ou transformisme selon l'expression d'alors, touchèrent un public beaucoup plus large que celui habituellement concerné.

Il est également possible d'affirmer, de manière très générale, que la recherche scientifique fut mise de côté pendant les premières décennies du XX° siècle en raison de l'inflexion perceptible de l'orientation des universités. Celles-ci commencèrent en effet à se professionnaliser pour répondre aux besoins immédiats de la société et de l'État. En outre, et contrairement aux hypothèses généralement émises (et encore soutenues par certains), l'importation de machines et d'équipements d'une complexité croissante ne créa pas systématiquement les conditions nécessaires au développement scientifique et technologique local. Elle contribua, au contraire, dans de nombreux cas, à son affaiblissement ou à son retardement. De plus, la facilitation des importations au cours des années de prospérité et de calme apparent créa un cadre pragmatique et utilitaire, néfaste à long terme à la recherche scientifique. À l'inverse, certains facteurs furent favorables à un tel développement, comme les incitations des institutions étrangères.

Certes, elles n'étaient pas toujours désintéressées et répondaient parfois à une intention politique claire. Ce fut ainsi le cas de la participation de l'Allemagne, pendant l'entre-deux-guerres, à la création d'une grande école de physique au sein de l'université de La Plata (Argentine). Elle envoya d'éminents professeurs et attribua des bourses de troisième cycle. Les conclusions de ce cas d'école peuvent être appliquées à d'autres situations similaires afin de mieux les comprendre. Après la Seconde Guerre mondiale, les développementalistes, excessivement confiants dans leur vision économiste, supposèrent que les sciences et les techniques découleraient naturellement du développement.

La professionnalisation progressive d'une partie des enseignants universitaires joua également un rôle important et l'adoption du principe du travail à temps complet leur permit de se consacrer pleinement à la recherche scientifique. Le prestige croissant des sciences naturelles et les progrès de la médecine, offrant des horizons de recherche prometteurs, favorisèrent la création d'instituts hautement spécialisés, où exercèrent les trois prix Nobel scientifiques argentins: Bernardo A. Houssay (1887–1971), prix Nobel en 1947 pour ses études sur la fonction de l'hypophyse et ses relations avec le métabolisme des glucides, Luis Federico Leloir (1906–1987), en 1970, en chimie pour ses apports majeurs dans la connaissance du rôle des enzymes dans la synthèse des polysaccharides, et enfin César Milstein (1927–2002), en 1984, pour ses recherches sur les anticorps monoclonaux. Ces récompenses, ainsi que d'autres encore, indiquent que l'élite scientifique latino-américaine, sous certains aspects et dans certains secteurs, avait sa place sur la scène internationale.

Diverses institutions destinées à encourager les activités dans les sciences fondamentales apparurent progressivement en Amérique latine. Parmi elles figurent l'Asociación Argentina para el Progreso de la Ciencia (créée en 1934 et publiant depuis 1945 une revue importante, Ciencia e Investigación), la Sociedade Brasileira para o Progresso da Ciencia (1948) et l'Asociación Venezolana para el Avance de la Ciencia (ASOVAC, 1950). Si quelques scientifiques commencèrent à signaler la nécessité de renforcer leur activité, de l'organiser et de l'institutionnaliser dès les années 1920, ces organismes datent du milieu du XX^e siècle, comme le Conselho Nacional de Pesquisas (Brésil, 1951) et le Consejo Nacional de Investigaciones Científicas y Técnicas (Argentine, 1958). En outre, des instituts technologiques supérieurs menant notamment des recherches dans les secteurs de l'agriculture, du pétrole et de l'énergie atomique furent créés pendant les décennies suivantes et dans différents pays. L'essor de disciplines aussi dynamiques que la physique et la biologie ne fut pas étranger à ce phénomène.

La forte influence européenne et nord-américaine ne se faisait pas seulement sentir dans l'orientation des sciences physiques et naturelles,

par le biais d'aides financières et la définition de thèmes prioritaires, mais aussi dans les sciences sociales. Après la Seconde Guerre mondiale, ces dernières tentèrent de conquérir leur autonomie intellectuelle et de forger leur propre personnalité à côté des tendances philosophantes de l'Allemagne et du pragmatisme des États-Unis. Cette initiative fut motivée par des problèmes spécifiques ne se réduisant pas aux orientations et aux critères imposés par les grandes puissances. Ainsi, l'explosion démographique ou la nature de l'urbanisation enregistrée en Amérique latine réclamaient des explications que les postulats et les hypothèses énoncés jusqu'alors ne parvenaient pas à fournir.

Des savants étrangers, chassés du vieux continent suite à la Première Guerre mondiale, à la crise des années 1930, aux persécutions raciales ou politiques de l'entre-deux-guerres, à la guerre civile espagnole et à la Seconde Guerre mondiale, continuèrent d'arriver en Amérique latine jusqu'au lendemain de ce dernier conflit. Le processus s'inversa néanmoins à partir du milieu du XX^e siècle. La considérable fuite des cerveaux, désormais constante, coïncide avec la multiplication des dictatures militaires latino-américaines (et leur pouvoir d'expulsion reconnu), le redressement des grandes puissances, ainsi que les avancées spectaculaires réalisées dans diverses disciplines scientifiques et leurs applications.

En outre, l'affluence des technologies exogènes découragea fortement les investissements nationaux et privés en matière de recherche et développement. Dès lors, de grands débats furent lancés, certains encore inachevés, sur la signification économique et politique de ce phénomène. Leurs conclusions furent pratiquement toujours négligées par les entreprises, qui préféraient acquérir des technologies, des processus et des brevets étrangers.

Le chapitre consacré à l'Amérique latine dans la précieuse étude de l'UNESCO, Rapport mondial sur la science 1993, indique la situation actuelle de la région par rapport aux autres, signale les principaux problèmes, analyse les hypothèses et tente de quantifier la production scientifique ainsi que les obstacles majeurs. «Le progrès scientifique en Amérique latine est freiné par le manque de ressources humaines et économiques, l'isolement relatif des chercheurs dans certaines disciplines peu développées et l'insuffisance de la coopération régionale et internationale en matière d'activité scientifique» (UNESCO, 1993b). Le manque de moyens humains, poursuit-il, obéit fondamentalement à trois facteurs: les insuffisances du système éducatif, la rareté des bourses et la faiblesse des rémunérations.

La recherche scientifique et technologique, surtout fondamentale, a perdu, pour diverses raisons, le dynamisme qu'elle afficha pendant les vingt années qui suivirent la Seconde Guerre mondiale. L'orientation des politiques générales est, selon nous, la première en cause, l'objectif étant de réduire le rôle de l'État en la matière et de s'en remettre à l'initiative

privée. Tout indique que cette dernière fut pratiquement inexistante au XX^e siècle et rien ne laisse prévoir son augmentation en raison du climat d'investissement.

Deux facteurs clés soulignent l'importance préoccupante de cette question à l'heure actuelle: l'élargissement du fossé entre les pays développés et le reste du monde, ainsi que le rôle croissant de la science et de la technologie dans l'évolution de la société. Ces deux phénomènes ont suscité ces dernières années une abondante littérature évocatrice qui comprend en particulier des études nationales et régionales ainsi que des articles doctrinaires utiles pour définir les problèmes et esquisser des réponses. Néanmoins, pour des raisons évidentes, nous pouvons difficilement envisager une analyse critique des idées alléchantes qui y sont énoncées. Nous nous contenterons donc de rappeler, parmi d'autres travaux précurseurs, deux précieuses synthèses publiées sous l'égide de l'UNESCO et offrant un excellent point de départ théorique. Le premier ouvrage, La science et les facteurs de l'inégalité: Leçons du passé et espoirs de l'avenir, comprend un grand nombre d'études rassemblées sous la direction de Charles Morazé (1979). Le second, ¿ Dominar o compartir? Desarrollo endógeno y transferencia de conocimientos (Ribes, 1981) défend les principes de l'UNESCO et souligne que «la notion de développement endogène est l'axe principal de la réflexion sur le processus et la pluridisciplinarité du développement». Il poursuit ainsi : «Il doit en effet répondre aux aspirations de la population. Le développement ne peut être orienté en fonction d'un modèle extérieur puisqu'il doit suivre les objectifs et les voies librement choisies par chaque société en évitant que le transfert des connaissances dans les sciences sociales et humaines, ainsi que dans la technologie, n'entrave le développement endogène, mais favorise au contraire son dynamisme. L'échange de connaissances devrait prévaloir sur le simple transfert, qui pourrait impliquer une domination».

Les récents progrès réalisés notamment dans les communications, la génétique, la physique et surtout ceux liés à la préservation de l'environnement rendent cette question d'une actualité tragique: l'Amérique latine risque en effet une fois encore de manquer la nouvelle révolution profonde et pluridimensionnelle que nous vivons actuellement.

LA CULTURE ET LES ARTS

Très tôt au XIX^e siècle, et même avant, quelques penseurs, comme l'Argentin E. Echeverría ou le Vénézuélien Andrés Bello résidant au Chili, comprirent que l'émancipation politique ne conduisait pas systématiquement à celle des mentalités. Il fallait pour y parvenir non seulement rejeter les manifestations

du passé colonial, mais aussi redécouvrir le paysage et l'homme latinoaméricains dans leur spécificité et non dans leurs rapports avec l'Europe. Les critiques reposaient, rappelons-le, sur des concepts européens, qui rendaient difficile l'appréhension des traits caractéristiques ou originaux. Le principal défi consistait à prendre des angles de vue différents, à reconnaître la nécessité de forger de nouveaux instruments ou paradigmes, en bref, à trouver un langage approprié. José Luis Romero, éminent historien, soutenait que l'une des principales grandes difficultés consistait à étudier des phénomènes nouveaux à l'aide de catégories anciennes, d'autant plus lorsque les processus s'accéléraient. Il s'agissait donc d'appréhender un « nouveau monde », complexe et diversifié, avec tout ce que cela impliquait. À partir du siècle des Lumières, les penseurs, les artistes et les créateurs tentèrent, parfois inconsciemment, de percevoir l'originalité de cette société en construction et de prévoir son évolution. Il fallait pour cela justement renier la «tradition», à l'origine sous d'autres latitudes de la compréhension et de la consolidation du savoir. C'est ainsi qu'apparut un contrepoint entre cette découverte de la réalité et l'assimilation des courants européens. L'esprit critique ioue un rôle majeur, voire fondamental, lorsqu'il accompagne véritablement une analyse créatrice.

Sans prétendre inventorier les difficultés existantes, rappelons que la distance et les siècles avaient même modifié le langage. Celui-ci s'était formidablement enrichi et diversifié sur ce continent et ne respectait pas les règles académiques. Autre fait majeur, un fossé se creusait entre la langue utilisée dans les grandes villes, en particulier dans les chefs-lieux des viceroyautés et le parler populaire des masses rurales. Le castillan, comme le portugais, furent par ailleurs contaminés par des vocables, des tournures et des expressions d'origine aborigène (et africaine au Brésil). Ces pratiques ont perduré jusqu'à nos jours dans de vastes régions et peuvent difficilement être qualifiées d'îlots linguistiques en raison même de leur extension géographique ou du nombre élevé de leurs locuteurs. Aujourd'hui encore, cinquante ans après la rencontre entre ces deux mondes, certains rêvent de parler à nouveau le *quechua* ou le *guarani*, pour ne citer que ces deux langues. N'oublions pas pour autant l'existence d'une riche littérature populaire dans ces langues indigènes ou d'autres encore. La polémique sur ce point reste ouverte, voire s'amplifie, face à l'ampleur de l'exode rural et à l'impuissance de la culture, qui ne facilite pas encore l'intégration espérée.

Ce processus s'est en outre développé dans des conditions loin d'être satisfaisantes. La population, dispersée géographiquement, était frappée par de fortes inégalités sociales: les masses indigènes étaient marginalisées et les migrants mal intégrés. Ce phénomène se traduisait en premier lieu par des taux d'analphabétisme élevés et une prépondérance de la population

rurale. Ces éléments ne représentaient pas une simple opposition entre la campagne et la ville, mais une nouvelle tentative de rassemblement requérant une homogénéité et une densité culturelle accrues. En outre, la vision du monde et les sciences, tout d'abord naturelles, évoluaient elles aussi sous l'effet de la sécularisation et de la modernisation. Toutes ces mutations généraient de lourdes tensions que la culture était censée apaiser par le biais de politiques nationales fondées sur deux principes. L'intégration visait, d'une part, à réduire les écarts entre une classe dirigeante restreinte et les masses populaires urbaines et rurales et l'éducation devait, d'autre part, forger des citoyens, des producteurs et des consommateurs, les sauvant ainsi de la marginalité et de l'exclusion.

Les tentatives de périodisation d'un continent tel que l'Amérique latine se heurtent à son étendue, sa complexité et ses évolutions. Les périodes utilisées jusqu'à présent pour embrasser les aspects historiques, économiques ou politiques ne furent pas toutes pertinentes du point de vue culturel. C'est précisément pour aborder cet angle, sans négliger les autres dimensions, mais sans leur donner pour autant une priorité absolue, que nous avons esquissé depuis plusieurs années un découpage qui éclaire cette perspective. Ainsi, les étapes bien connues telles que la «période coloniale» ou celle de l'«indépendance» nous semblent relativement schématiques et peu pertinentes et conservent en outre une forte connotation traditionaliste archaïsante. Le développement de ces processus comporte, selon nous, trois étapes: la «culture imposée», la «culture acceptée ou admise» et, enfin, la «culture critiquée». La première correspond dans les grandes lignes à la période coloniale, mais dure plus longtemps et ne s'arrête pas à la limite historique généralement fixée aux premières décennies du XIX^e siècle. L'idée d'imposition est en effet valable jusqu'à l'émancipation politique. Celle-ci date de la fin du XIX^e siècle dans le cas de Cuba et du Brésil. Ce pays, dont les principaux modèles et valeurs venaient de l'étranger et dont les politiques étaient conçues pour la métropole, a connu un processus différent de celui des pays hispanophones. L'esclavage y fut aboli tardivement, en 1888, la monarchie disparut l'année suivante et la transition vers la république, pacifique, fut atypique. La période de la «culture acceptée ou admise» débute avec l'émancipation de la plupart des pays hispanophones. Cette étape, plus tard qualifiée par les économistes de «croissance vers l'extérieur», coïncide avec le resserrement des liens avec l'Europe de l'Ouest et les États-Unis. Leurs modèles, leurs valeurs et leurs modes étant généralement acceptés comme prestigieux, personne ne se soucia de les adapter à une réalité différente. Pendant la dernière étape, celle de la «culture critiquée» ou discutée, les valeurs formulées et accueillies au cours de la période précédente furent progressivement rejetées et l'idéologie de leurs adversaires de l'époque fut récupérée.

À partir du début du XXe siècle, les élites dites «modernisatrices» commencèrent progressivement à occuper le devant de la scène latinoaméricaine. Elles adoraient désormais des idoles inconnues au siècle précédent: le chemin de fer et surtout la locomotive, le bateau à vapeur, le télégraphe et le téléphone. Leur projet implicite était cependant plus humain, bien qu'abstrait, car l'objectif de «croissance vers l'extérieur» reposait sur l'intégration au marché international où étaient vénérés la livre sterling et l'étalon or. Ce système se traduisit par une relative stabilité économique qui provoqua parfois une croissance en termes quantitatifs, source de mouvements de capitaux et de personnes. Ces pays s'acheminèrent vers une sorte de normalité en adoptant le libéralisme économique, alors intimement lié à l'idée redécouverte de progrès. Ils tentèrent d'adapter cette idéologie à des attitudes paternalistes et oligarchiques, voire à des dérives dictatoriales ou autoritaires comme celles de Porfirio Díaz au Mexique ou d'Antonio Guzmán Blanco au Venezuela. Ces années de gouvernements forts furent pratiquement toujours marquées par la multiplication des prêts étrangers et des politiques de travaux publics tels que la construction de ponts et de routes, le forage de puits, des travaux d'assainissement, la création de gares ferroviaires et d'installations portuaires, de monuments et de parcs, l'acquisition d'œuvres d'art étrangères et l'édification de nouveaux quartiers urbains de fort mauvais goût. L'économie laissa une empreinte anglaise et française dans la culture. Elle se manifeste, dans le premier cas, par l'emploi récurrent des termes d'« efficacité » ou de « bénéfices » et par ceux de «mode» ou de «bon goût», dans le second.

À première vue, ces pays affichaient paix et prospérité. Le temps était après tout davantage à l'ordre qu'à la liberté, mais l'avenir paraissait prometteur. Une période faste semblait se profiler à l'horizon. Les classes dirigeantes s'étaient laissées gagner par le «vertige de la vitesse», selon l'expression d'alors. Certains de ses représentants feignirent de croire que «les Lumières sont le véritable moteur du progrès», comme le rappelaient constamment les lois sur l'éducation, rarement mises en œuvre. La modernisation, il ne pouvait en être autrement, influença la vie quotidienne en termes de logement, d'habillement et de loisirs. La population lisait également plus que jamais des livres et des revues, qui touchaient un public de plus en plus large. Certes, quelques personnes sensées dénonçaient tout bas «un tel luxe et si peu de bien-être social». Face à l'optimisme ingénu véhiculé par cette civilisation, des sonnettes d'alarme plus ou moins fortes furent tirées lors de la révolution mexicaine et de la réforme universitaire déclenchée à Córdoba (Argentine). Les critiques à l'égard du positivisme redoublèrent alors.

Ce mouvement eut une influence remarquable dans le renouveau de la poésie et de la prose hispanophones et introduisit des innovations tant

lexicales que syntaxiques. Si l'on doit mettre de côté ses précurseurs les plus connus, ses plus ardents défenseurs furent le Nicaraguayen Rubén Darío et l'Uruguayen José Enrique Rodó. Originaires de petits pays, ces deux hommes surent paradoxalement s'affranchir des limites continentales, peut-être d'une façon sans précédent dans notre histoire culturelle. Il ne faut cependant pas croire que le modernisme, qui, au bout de quelques décennies, s'essouffla dans les raffinements artificieux réclamés par les tenants de l'avant-garde, fut uniquement un courant littéraire. Il influença en effet d'autres formes artistiques comme la peinture et la musique. Certaines de ses représentations les plus intéressantes figurent toujours sur les exquises couvertures et pages de titres de nombreux ouvrages imprimés de part et d'autre de l'Atlantique. Elles conservent ce style, aujourd'hui mélancolique, dont les résidences, les meubles et les ornements qui survécurent aux spéculations municipales et aux ventes aux enchères portent toujours les traces.

Comme dans de nombreux autres domaines déjà mentionnés, l'essor culturel du Brésil et celui du reste de l'Amérique hispanique ne furent pas du tout simultanés. Ainsi, le vigoureux modernisme brésilien apparut plus tard, grâce à d'autres influences, lors de la désormais célèbre Semaine d'art moderne de São Paulo (1922). Cet événement, soucieux de rompre avec les conventionnalismes et les académismes régnants, inaugura une vie culturelle intense. Ses effets allaient se faire sentir aussi bien dans la littérature que dans la musique et les arts plastiques. Le terrain avait notamment été préparé par les traductions portugaises des grands textes avant-gardistes du vieux continent. Les principaux instigateurs du mouvement furent Oswald de Andrade, Manuel Bandeira et Carlos Drummond de Andrade, généralement considérés comme ses plus grands représentants. Ce courant démontre une attitude résolument antitraditionaliste et anticonformiste, rejetant le passé au nom d'un avenir qu'il annonce glorieux et abandonne l'européanisme artificieux, comme l'illustrent deux citations de Jean Franco. Contre la domination d'un conservatisme linguistique, c'est-à-dire en faveur d'un renouveau de la langue, M. Bandeira revendique: «Tous les mots surtout les barbarismes universels. Toutes les constructions surtout les syntaxes d'exception. Tous les rythmes surtout ceux qui échappent à la métrique. » O. de Andrade fait, quant à lui, l'observation suivante: «Que sommes-nous, peuple aux mille origines, arrivé sur mille bateaux différents, si ce n'est, par une force inéluctable, des futuristes?» Comme il le déclare avec efficacité et humour dans son *Mani*fiesto Antropófago (Manifeste anthropophage), «tupí or not tupí, that is the question». Ce courant se traduit, selon Ana Pizarro, dans les arts plastiques dans la célèbre toile de Tarsila do Amaral, *La negra*.

Il convient de remarquer que les continuateurs de ce modernisme national, qui rejetèrent le régionalisme littéraire, se montrèrent très

sensibles à l'influence croissante de la peinture naïve et à l'essor de la musique dansante, aux rythmes de l'existence et aux riches expressions de l'esprit brésilien. Dans nombre de ses ouvrages, l'illustre critique brésilien Antonio Candido attire l'attention sur la vie culturelle latino-américaine et analyse l'inflexion qu'elle a enregistrée depuis la formulation, très tôt, de conjectures optimistes. Celles-ci reposent sur l'idée qu'il s'agit de pays jeunes, c'est-à-dire des sociétés aux horizons porteurs d'espoir et capables de surmonter les difficultés et les rigidités entravant la généralisation d'un avenir fécond et prometteur. Candido observe à l'inverse une inquiétude pessimiste née depuis la prise de conscience, au milieu du XXe siècle, du fait que nous sommes des pays sous-développés ou, selon une expression plus compatissante, en voie de développement. Lors de la première étape culturelle, les défis étaient légion mais l'on estimait que, selon une perspective volontariste et optimiste, ils seraient surmontables. En revanche, la situation se révéla décourageante lors de la deuxième étape. Le succès relatif de certaines campagnes d'alphabétisation ne permit pas systématiquement l'accès à la culture écrite. Comme le souligne Candido de manière très convaincante, ces résultats furent presque immédiatement entamés par la téléphonie sans fil, la bande dessinée et la télévision. Dépourvues de valeurs traditionnelles comme de celles requises par la modernisation, ces campagnes se heurtèrent à des difficultés culturelles.

La littérature

Un témoignage en apparence anecdotique peut parfois être révélateur. Ainsi, Rosalba Campra mentionne dans America latina: l'identità e la maschera (2000), les raisons pour lesquelles Roger Caillois, en 1960, conseilla à l'éditeur Gallimard de mettre fin à la collection «La Croix du Sud» parce qu'elle avait été couronnée de succès, et qu'elle n'était plus nécessaire. Elle faisait désormais partie de la littérature mondiale et devait à ce titre être publiée dans la collection « Du Monde Entier » aux côtés des ouvrages allemands, italiens, japonais ou nord-américains. À en juger par ces considérations et en passant sur l'argument déterminant et suffisamment éloquent de son succès, cette littérature aux caractéristiques spécifiques avait réussi à prendre place sur la scène de la littérature universelle. En effet (et il convient ici de reconnaître l'œuvre pionnière de R. Caillois), cette observation reflète une profonde évolution de l'importance accordée à la production latino-américaine, qui était née et avait grandi grâce à l'une des langues savantes de l'époque. Elle attirait désormais des lecteurs sans qu'il soit nécessaire de recourir à des délimitations géographiques ou adjectives, ni de mettre en avant son exotisme. Autrement dit, elle dépassa les limites de son confinement. Pendant vingt ans, entre 1940 et 1960, divers auteurs prouvèrent, à travers leurs ouvrages, qu'ils égalaient les meilleurs représentants de n'importe quelle autre région, de sorte que leur ségrégation était non seulement inutile mais aussi nuisible. Le public et la critique les avaient d'ailleurs déjà consacrés.

Un phénomène similaire toucha également, avec un léger décalage, parfois plus tôt, parfois plus tard, les expressions plastiques et musicales. Plus simplement, à partir de la fin de la Première Guerre mondiale, le travail artistique et littéraire en Amérique latine connut un profond changement d'orientation. Toujours perméable aux influences européennes et nord-américaines, il affirma sa personnalité, qui se dessinait déjà depuis quelques décennies. Il convient néanmoins d'admettre que les diverses avant-gardes de ces continents jouèrent un rôle décisif, tant du point de vue critique que dans l'appropriation de nouveaux instruments. Ceux-ci permirent de se défaire des langages utilisés par les anciens académismes ou les régionalismes limitatifs et d'en adopter de nouveaux, plus originaux certes, mais aussi et surtout plus authentiques.

Loin de vouloir commettre une injustice impardonnable en omettant les précurseurs (chaque domaine eut les siens, déterminants et aux personnalités fortement indépendantes), une série de facteurs socio-économiques et culturels favorisèrent de toute évidence le changement de climat culturel. Il fut dans un premier temps encouragé par l'urbanisation intense, la réduction significative de l'analphabétisme et l'apparition de nouveaux publics et de moyens de communication ou de diffusion des ouvrages existant, ainsi que par l'enracinement du secteur de l'édition. Il fut ensuite soutenu par l'apparition de la radiophonie et de l'industrie discographique puis, plus récemment, par la diffusion du cinématographe et de la télévision. Les thèmes abordés furent plus nombreux et multiplièrent leurs perspectives. Il ne s'agissait plus de traiter des problèmes ruraux de telle ou telle région, ni des questions soulevées par les indigènes dans tel ou tel pays, ni de la formation de nouvelles catégories sociales, ni encore de manifestations politiques caractéristiques comme l'existence de dictateurs. Ce thème donna lieu, comme les précédents, à une vaste production bibliographique qui comprend des œuvres majeures et impérissables et qui ont obtenu grâce à leur élaboration esthétique, une universalité non recherchée et peut-être d'autant plus significative. Une sorte d'alchimie enrichissante était née grâce au levain artistique.

Il est également possible d'évaluer la portée de la littérature latinoaméricaine en énumérant les prix Nobel obtenus par ses auteurs : Gabriela Mistral (1945), Miguel Ángel Asturias (1967), Pablo Neruda (1971), Gabriel García Márquez (1982) et Octavio Paz (1990). Il est cependant peut-être plus utile de rappeler que Jorge Luis Borges, Pablo Neruda, Gabriel García Márquez et Octavio Paz écrivirent des œuvres très prestigieuses de la littérature universelle. Ils ont en effet été traduits dans de nombreuses langues (ce qui est déjà le cas pour un nombre élevé et croissant d'essayistes, de romanciers et de poètes), figurent dans les catalogues des grands éditeurs du monde entier et continuent à faire l'objet d'études académiques. Fait plus marquant encore, ils ont exercé, et exercent toujours, une influence indéniable dont témoigne leur imitation sur les autres continents. Jorge Luis Borges, pour ne citer que l'un d'entre eux et qui n'a pas reçu de prix Nobel, est la référence incontournable de tous les circuits littéraires et est considérablement imité au Japon comme en Allemagne.

Le propos n'est pas de retracer l'histoire, ni même de brosser un tableau rigoureux des manifestations les plus emblématiques de la littérature latinoaméricaine, tant par leur valeur intrinsèque que par leur intérêt universel. Un tel projet nécessiterait tout d'abord de classer de facon nuancée les divers courants parfois difficiles à distinguer. Il faudrait ensuite suivre, ne serait-ce que sommairement, le développement personnel des différents auteurs en les confrontant aux événements survenus dans chaque pays et à chaque époque. Enfin, il conviendrait de souligner les influences locales et extracontinenta-les, le rôle de la critique, l'existence de revues ou de maisons d'édition, ainsi que l'évolution du public en termes de nombre, de localisation géographique et de goûts. Par ailleurs, l'oubli ou la redécouverte de certains auteurs est parfois difficile à expliquer. C'est pourquoi nous ne mentionnerons qu'un nombre limité de figures clés. Leurs œuvres ne sont pas seulement connues par le biais de leurs multiples traductions (presque tous les titres cités dans cet article sont disponibles en français, en anglais ou en allemand, et un grand nombre d'entre eux sont traduits dans des dizaines de langues) mais aussi par les études qui leur sont consacrées. En outre, ces auteurs sont déjà sur la scène de la littérature mondiale et constituent des références incontournables pour toute étude consciencieuse de la réalité culturelle du XXe siècle. Nous choisissons donc une série d'ouvrages illustrant un courant dynamique qui traverse les pays, les époques et les domaines esthétiques, en ne citant que les dates indispensables et le titre, dans la plupart des cas, d'une seule œuvre, selon nous la plus représentative.

D'une part, il apparut presque simultanément une série de romans aujourd'hui considérés comme classiques tant par leur valeur impérissable que leurs nombreux apports extraordinaires pour la connaissance du paysage et de l'homme latino-américains dans toutes leurs dimensions. Ils levèrent en effet les obstacles qui entravaient la connaissance profonde de la vie dans les plateaux, la forêt, la savane et la pampa. Ils firent découvrir l'existence des Noirs, des Indiens, des immigrants ainsi que des travailleurs ruraux, des producteurs de caoutchouc, des mineurs, des pêcheurs et des bûcherons. Enfin, ces explorations attirèrent à nouveau l'attention sur une mosaïque bigarrée et permirent de mieux comprendre cette société.

Si certains de ces romans et contes furent considérés comme des œuvres de littérature sociale, régionale ou de mœurs, l'histoire semble indiquer que leurs contributions furent extrêmement précieuses pour l'intégration et la maturation culturelle du continent. C'est peut-être la raison pour laquelle des livres plus récents aux couleurs latino-américaines naviguent aujourd'hui allègrement dans la sphère de l'universalité.

Nous qualifions de classiques les romans du Vénézuélien Rómulo Gallegos (1884–1969; *Doña Bárbara*, 1926), du Colombien José Eustasio Rivera (1888–1928; *La vorágine*, 1924); de l'Argentin Ricardo Güiraldes (1886–1927; *Don Segundo Sombra*, 1926) et l'auteur uruguayen d'histoires courtes Horacio Quiroga (1878–1937; *Cuentos de amor, de locura y de muerte*, 1917, et les originaux *Cuentos de la selva para los niños*, 1918). Cette liste pourrait se poursuivre avec l'Équatorien Jorge Icaza (1906–1978; *Huasipungo*, 1934, classique dont l'élaboration artistique est moindre mais qui eut davantage de répercussions sur l'opinion publique), ainsi que le Péruvien José María Argüedas (1911–1969; *Los ríos profundos*, 1958, ouvrage construit très soigneusement sur le plan esthétique, offrant une argumentation structurée et un résultat transcendant).

Sans tenir compte de critères de génération ou d'école ni de classifications ennuyeuses en raison de leurs subtilités inutiles, il convient de mentionner certains noms très connus qui nous semblent avoir annoncé le boom littéraire (on entend par boom de la littérature latino-américaine la multiplication notable des traductions enregistrée à partir de l'année 1960 environ et qui eut d'incroyables répercussions sur le public et la critique européens et nord-américains). Il s'agit notamment de figures majeures comme le Guatémaltèque Miguel Ángel Asturias (1899–1974; El señor presidente, 1946, Hombres de Maíz, 1949, et son œuvre de jeunesse Leyendas de Guatemala qui lui valut une lettre mémorable et prémonitoire de Paul Valéry), le Cubain Alejo Carpentier, auteur de l'heureuse expression aujourd'hui largement diffusée de «réalisme magique» (1904–1980; El siglo de las luces, 1962), l'Uruguayen Juan Carlos Onetti (1909–1994; La vida breve, 1950, avec son réalisme exaspérant et Santa María, ville mythique et imaginaire) et enfin le Cubain José Lezama Lima (1910–1976; Paradiso, 1960), considéré par un critique faisant autorité comme une œuvre éblouissante.

Ces artistes et d'autres encore créèrent le climat dans lequel émergea ce qui fut appelé par la suite *boom* littéraire. Ses principaux représentants furent le Colombien Gabriel García Márquez (1928–; *Cien años de soledad*, 1967), peut-être l'un des romans clés du XX^e siècle, où il lie la magie au rêve et fait preuve, selon R. Xirau, d'«une capacité à raconter avec un réalisme si précis et parfois dépouillé qu'il transforme la réalité en légende sans que la légende perde sa réalité». On compte également l'Argentin Julio Cortázar (1914–1984) auteur de *Rayuela* (1963) qui se lance dans

l'aventure esthétique avec un esprit innovant; le Paraguayen Augusto Roa Bastos (1917–2005; *Yo, el supremo*, 1974); l'Argentin Ernesto Sábato (1911–; *Sobre héroes y tumbas*, 1962) et le Péruvien Mario Vargas Llosa (1936–; *La guerra del fin del mundo*, 1981). Ces grands romanciers furent également des conteurs non moins transcendants. Dans ce dernier genre, il convient aussi de mentionner deux grands auteurs mexicains, Juan Rulfo (1918–1986; *El llano en llamas*, 1953; et *Pedro Páramo*, 1955) et Juan José Arreola (1918–2001; *Confabulario*, 1952), ainsi que Carlos Fuentes (1928–), auteur de nombreux romans qui a également exploré avec succès la forme de l'essai.

Contrairement à l'opinion courante, la littérature latino-américaine ne fut pas seulement brillante dans le domaine de la fiction. Elle possède également des essayistes aussi renommés que le Mexicain José Vasconcelos (1882–1959), dont l'œuvre fut pléthorique et l'activité culturelle et éducative intense; le Dominicain Pedro Henríquez Ureña (1884–1946), humaniste influent et exceptionnel; le Brésilien Gilberto Freyre (1900–1987) dont l'ouvrage *Casa Grande e Senzala* (1933) est une remarquable «introduction à l'histoire de la société patriarcale au Brésil»; le singulier styliste brésilien Alfonso Reyes (1889–1959); le vigoureux et admirable Ezequiel Martínez Estrada (Argentin, 1895–1964) dont *Radiografia de la pampa* (1933) est une œuvre qui mêle les genres et utilise un langage fascinant; le remarquable Mariano Picón Salas (Vénézuélien, 1901–1965) et le prolifique Germán Arciniegas (Colombien, 1900–1999). La liste pourrait en comprendre bien d'autres encore.

La poésie fit son apparition à mesure que disparaissait l'influence du modernisme de Rubén Darío et de ses plus fervents adeptes, Leopoldo Lugones (Argentin, 1874–1938) et Julio Herrera y Reissig (Uruguayen, 1875–1910). Ce courant, symboliquement renié depuis un célèbre sonnet d'Enrique González Martínez (Mexicain, 1871-1952), réapparut renforcé sous l'influence vigoureuse des avant-gardistes. Survirent alors divers poètes au lyrisme profond et au pouvoir expressif insolite comme le Péruvien César Vallejo (1892–1938; *Trilce*, 1992); le Chilien Vicente Huidobro (1893-1948; Altazor, 1931); et le Chilien Pablo Neruda (1904-1973), dont le véritable nom est Neftalí Reyes, auteur de Residencia en la tierra, 1933-1937), œuvre d'une intensité et d'une émotion remarquables, alors que le poème Canto General (1950) atteint une dimension grandiose en exprimant la démesure du paysage, de l'homme et de l'histoire latinoaméricains. On pourrait également citer le très raffiné Ricardo Molinari (Argentin, 1898-1996) et Nicolás Guillén (Cubain, 1902-1989) qui redécouvrit les rythmes afro-américains. Les courants comme la poésie en prose, notamment de Nicanor Parra (Chilien, 1914-) et d'Ernesto Cardenal (Nicaraguayen, 1925-) eurent des répercussions considérables sur un vaste public. Parmi ces formidables poètes, il en ressort deux, qui sont également de grands prosateurs, bien qu'ils ne se soient jamais essayés au roman, et bénéficient d'un prestige international. Jorge Luis Borges (Argentin, 1899–1986) et Octavio Paz (Mexicain, 1914–1998) jouissent ainsi d'une influence considérable, comme nous l'avons déjà mentionné, ainsi que d'une reconnaissance inhabituelle par les lecteurs et sont imités dans le monde entier.

Les femmes furent peu présentes dans la littérature au cours des siècles précédents, Sor Juana Inés de la Cruz faisant véritablement figure d'exception. En revanche, le XXe siècle posséda un nombre appréciable d'auteurs féminins, en particulier de poétesses, comme María Eugenia Vaz Ferreira (Uruguayenne, 1875–1924); Delmira Agustini (Uruguayenne, 1886–1914); Alfonsina Storni (Argentine, 1892–1938); Gabriela Mistral (Chilienne, 1889–1957) peut-être la plus connue pour avoir obtenu le prix Nobel en 1945; Dulce María Loynaz (Cubaine); Cecília Meireles (Brésilienne, 1901–1964) et toutes les autres, notamment l'auteur de prose Teresa de la Parra (Vénézuélienne, 1891–1936). Appartenant à différents courants, elles jouissent d'une renommée et d'une reconnaissance semblables à celles dont bénéficient les générations les plus récentes. Les différences entre les sexes tendent en effet à disparaître de nos jours.

Le manque d'espace nous empêche d'accorder la place qu'elle mérite à une autre forme, le théâtre. Celui-ci bénéficie d'une profonde et ancienne tradition savante et populaire et ses représentations, d'une diversité frappante, remontent aux civilisations préhispaniques et coloniales. Ce moyen d'expression reposa au XX^e siècle, en Amérique latine, sur une multitude de tendances et de modalités surprenantes, du «théâtre du peuple», selon l'expression désignant dans certains pays les amateurs, aux créations avantgardistes plus audacieuses et aux mises en scène plus raffinées, du théâtre expérimental à celui des masses. Nous ne retiendrons que deux noms: Florencio Sánchez (Uruguayen, 1875–1910) et sa puissante *Barranca Abajo* (1905) et Rodolfo Usigli (Mexicain, 1905–1979), auteur de *El Gesticulador* (1937), *Corona de sombra* (1947) et *Corona de luz* (1965). La diffusion du cinéma attira de nombreux auteurs et acteurs, mais représenta, comme dans le reste du monde, un formidable défi pour le théâtre. Obligé de se redéfinir, celui-ci retrouve actuellement ses lettres de noblesse et en ressort rénové.

Le Brésil connut, quant à lui, un mouvement littéraire d'une intensité et d'un intérêt remarquables, semblable par certains aspects à celui enregistré en Amérique hispanophone. La Semaine d'art moderne déjà mentionnée, qui reniait le passé et souhaitait s'inspirer des mouvements d'avant-garde européens, constitua bel et bien un tournant dans le renouveau des lettres et de l'art en général. Néanmoins, ce processus reposa également sur certains

précurseurs notables, bien qu'appartenant à d'autres tendances esthétiques et idéologiques. Parmi eux figurent Euclides da Cunha (1861–1909), auteur d'un classique, *Os Sertões* (1902), décrit par Pedro Henríquez Ureña comme une «sombre histoire [...] puissante et brillamment contée», ainsi que José Pereira da Graça Aranha (1868–1931), auteur de *Cañao* (1902), qui apporta son soutien aux jeunes organisateurs de ladite semaine. Dans les travaux de Mário de Andrade (1893–1945), dont l'ouvrage *Macunaíma*, *o Héroi sem nenhum caracter* (1928) est essentiel, «le mouvement trouva son meilleur interprète, un créateur véritable et inspiré, d'une sensibilité aiguisée par des intérêts nationaux et populaires».

À partir des années 1930, les événements économiques et politiques qui survinrent au Brésil et les débats intenses qui secouèrent le pays offrirent de nouvelles perspectives à différents courants, favorisant notamment le retour de la dimension régionale, opposée en quelque sorte au modernisme, jugé trop cosmopolite. Ces nouvelles possibilités permirent l'apparition de grands créateurs qui réussirent à donner à leurs œuvres, d'un niveau esthétique élevé, un rayonnement national et international. Parmi ces principaux auteurs figure José Lins do Rego (1901–1957), dont le cycle romanesque de la canne à sucre, commencé en 1932, est considéré par Jean Franco comme l'une des grandes œuvres de ce siècle. Graciliano Ramos (1892–1953), auteur de *Vidas secas* (1938) et d'autres romans, conserve lui aussi un prestige particulier chez les critiques et dans le public en général. Il en va de même pour Rachel de Queirós (1910–2003) et Jorge Amado (1912–2001), dont la vaste production fut parfois affaiblie par les concessions réalisées au nom du culte du succès. Ce dernier jouit d'une énorme popularité, comme en témoigne le nombre élevé des traductions de ses œuvres et l'adaptation de certaines au cinéma.

João Guimarães Rosa (1908–1966) est l'auteur remarquable de *Grande Sertão : Veredas*. En dépit de ses difficultés, cette œuvre écrite dans «une langue d'une force incroyable et d'une expressivité subtile» fut traduite dans de nombreuses langues et fut l'ouvrage de prédilection des critiques en raison de la richesse de sa forme narrative et des perspectives qu'elle offre. Comparée à l'*Ulysses* de James Joyce, elle ressuscite, avec une grande sensibilité esthétique, le langage populaire et colloquial du *sertão* en le rendant universel grâce à une alchimie linguistique de génie.

Dans un subtil essai sur la littérature latino-américaine et l'industrie culturelle (*Literatura latinoamericana e industria cultural*), le Mexicain Carlos Monsivais observe que la littérature, depuis «la découverte du populaire», surtout depuis le choc provoqué par la révolution mexicaine, et jusqu'à Eustasio Rivera, Rómulo Gallegos, Jorge Icaza et bien d'autres, se rapproche de la société sous l'influence des classes moyennes émergentes. Il ajoute que le cinéma, la radio et les disques massifient certaines

formes culturelles méprisées par les élites. «Le public remplace le peuple », avec la banalisation que cela implique, alors que surgissent «les idoles du cinéma, les idoles de la radio, les idoles du disque, les idoles du concert ou des planches». Toutes reposent naturellement, selon nous, sur les intérêts des industries culturelles, capables de pénétrer l'esprit de la population et de créer de nouveaux héros tels que Batman et Superman. Monsivais poursuit ainsi: «Jusqu'à cette époque, l'« authentiquement populaire » était rural. Depuis, l'authentique peut également surgir de la relation entre la vie citadine et l'industrie culturelle». Ce phénomène est passé quasiment inaperçu pendant de nombreuses années tout comme, fait non moins éloquent, «l'augmentation simultanée du niveau d'instruction et du degré de désinformation». Ne négligeons pas non plus un élément majeur de cette évolution complexe, à savoir que si la littérature influença dans ses débuts le cinéma en lui apportant des scénarios, des situations et des personnages, la tendance s'inversa au bout de quelques années et le cinéma influença la littérature.

«Dans la société de masses, ce qui fut populaire va forcément devenir minoritaire», conclut Monsivais, non sans remarquer auparavant que «bien que cela semble évident, la littérature se tourne vers la culture populaire et crée des villes comme Macondo ou Comala, inventées par Gabriel García Márquez et Juan Rulo et qui enrichissent notre réalité».

L'activité éditoriale

L'art de la quantification n'est de toute évidence pas l'une des qualités premières du Latino-Américain au vu des difficultés constantes pour obtenir des statistiques fiables, comparables et pertinentes. Cet obstacle non négligeable entrave la constitution de bases de données portant sur de nombreuses années et indiquant le nombre de titres édités, les sujets abordés, le tirage effectué, le sort rencontré, ainsi que quelques autres éléments qui permettraient de mieux comprendre cette noble activité. Par ailleurs, cette carence est plus grave qu'au XIXe siècle. L'apport très méritoire des bibliographes peut d'une certaine façon combler ce manque d'information même si leurs objectifs sont tout autres. Nous ne pouvons pas non plus faire appel aux appréciations qualitatives, même si celles-ci facilitent peut-être l'établissement d'une certaine relation entre la prospérité et le développement culturel, à condition de ne pas établir de liens mécaniques simplifiant ce phénomène complexe.

L'essor de l'activité éditoriale doit traduire l'augmentation des taux de scolarisation, les innovations réalisées dans les systèmes éducatifs, le redressement progressif des indices de bien-être, ainsi que l'apparition d'une classe moyenne urbaine dans la quasi-totalité des pays. Ces facteurs

favorisent aussi la recherche d'autres publics sans négliger pour autant les couches sociales habituelles. Cela passe notamment par l'exploration de niches, comme par exemple les ouvrages de luxe pour les habitants à revenus élevés et les livres populaires destinés à créer de nouveaux lecteurs. Entre ces deux extrêmes, il convient de diversifier les techniques de vente et les thèmes abordés. Il faut enfin tenir compte des caractéristiques des autres marchés situés au-delà des frontières nationales.

De funestes événements, tels que les deux guerres mondiales et la guerre civile espagnole, favorisèrent l'essor de l'activité éditoriale latinoaméricaine, qui grandit et mûrit comme une industrie typique de substitution des importations. Les entreprises installées dans le nouveau monde se «nationalisèrent» très tôt en intégrant progressivement dans leurs catalogues des auteurs du pays où elles étaient implantées. Elles se «latinoaméricanisèrent» ensuite en enrichissant cette production d'auteurs et de thèmes des pays avec lesquels elles nouaient des relations commerciales. Ces liens furent alors renforcés par l'installation de succursales à l'étranger ou l'amélioration des services de distribution. Les meilleurs exemples de ce processus se trouvent en Argentine, au Chili, au Mexique et, plus récemment, au Venezuela. L'absence d'industrie graphique spécialisée et de personnel approprié, comme des traducteurs, des concepteurs de diagrammes et des correcteurs, est peu à peu comblée. Ce raisonnement légèrement abstrait peut être illustré par plusieurs exemples. Ainsi, l'évolution des différentes collections montre comment les traductions furent peu à peu remplacées par les ouvrages originaux en langue espagnole et comment les auteurs hispanophones classiques et modernes furent largement diffusés, contribuant ainsi à une remarquable intégration.

L'œuvre réalisée par le Fondo de Cultura Económica (Fonds de culture économique) au Mexique mérite à elle seule un paragraphe en raison de sa transcendance. Cet organisme soutint tout d'abord vigoureusement les travaux économiques, puis bientôt ceux d'autres disciplines comme la philosophie, l'anthropologie, la démographie, l'histoire et les classiques latino-américains. Son influence fut si profonde qu'elle donna même droit de cité à de nombreux termes appartenant aux jargons techniques de l'une ou l'autre de ces disciplines.

Parmi les directeurs des collections qui firent date et laissèrent des traces durables dans l'histoire de notre culture, figurent les principaux intellectuels vivant des deux côtés de l'océan. Mentionnons, parmi tant d'autres, José Gaos, José Medina Echaverría, Francisco Romero, Pedro Henríquez Ureña, Luis et Felipe Jiménez de Asúa, Lorenzo Luzuriaga, Guillermo de Torre, Francisco Ayala et Amado Alonso.

Depuis le milieu du XXe siècle, le nombre de sociétés d'édition et de

Depuis le milieu du XX^e siècle, le nombre de sociétés d'édition et de titres publiés se multiplie et les tirages augmentent. On assiste simulta-

nément à une spécialisation: littérature de jeunesse, dictionnaires, encyclopédies, atlas, textes, traités, sciences (en particulier médecine, droit et psychologie), arts, etc. Cette organisation suppose l'existence d'un éventail complexe d'activités, impossible à résumer ici et qui requiert une analyse minutieuse. Mentionnons tout de même, ne serait-ce que rapidement, deux faits marquants: l'apparition de la maison d'édition EUDEBA (*Editorial de la Universidad de Buenos Aires*) sur le marché latino-américain et, dans un domaine plus restreint, à peine national, le triomphe des livres de poche au Pérou. Alors que ce pays était pratiquement dépourvu de tradition graphique et éditoriale, des livres dont la première édition, publiée à 500 ou 1 000 exemplaires, n'était pas épuisée, furent tirés à des dizaines de milliers d'exemplaires lors de plusieurs festivals. Ce phénomène, certes de courte durée, mérite néanmoins d'être étudié.

Cette époque fut également marquée par l'envol au Brésil du désormais puissant secteur de l'édition. Ce phénomène est lié à l'urbanisation, l'industrialisation et l'alphabétisation soutenues et, fait significatif, à la véritable explosion de l'enseignement secondaire et supérieur. Ce pays vit lui aussi le nombre de traductions diminuer au profit des œuvres originales. Notons encore un élément non négligeable : les éditions courantes comme celles destinées aux bibliophiles exigeants présentent une qualité graphique remarquable.

La musique

Ce que l'on appelle, de façon imprécise, la musique latino-américaine dite «savante», n'a pas encore obtenu le même retentissement sur la scène internationale que la littérature de la région. Les manifestations folkloriques et populaires, liées pour ces dernières à la danse, au spectacle, aux festivals et aux plus récentes activités de l'industrie culturelle, analysées dans un autre chapitre du présent volume, connurent peut-être une meilleure fortune en la matière.

L'essor de la musique fut tout d'abord entravé par des obstacles compréhensibles. Le public, extrêmement réduit, était peu habitué, et il existait peu de salles de concert et d'orchestres permanents et organisés. Cet art souffrait, en un mot, d'un manque de professionnalisation. Il se heurta également à la prédominance des modes italianisantes (opéra), puis françaises (postromantisme surtout), ainsi qu'à la présence de concertistes ou de virtuoses étrangers dont la renommée limitait les possibilités de découverte de figures locales. En d'autres termes, si l'imprimerie et l'alphabétisation favorisèrent en quelque sorte l'habitude de la lecture et créèrent de nouveaux publics nombreux, la musique ne bénéficia pas d'une telle démo-

cratisation avant le milieu du XXe siècle. Par ailleurs, quand les nouveaux courants ne se heurtaient pas à l'incompréhension de la critique, les efforts pionniers, pratiquement toujours discontinus, n'étaient pas suffisamment encouragés par la publication et la distribution de partitions. Enfin, les écoles officielles, à quelques rares exceptions près, et les conservatoires de musique privés devinrent des bastions du traditionalisme tant folklorisant qu'italianisant.

Les années 1920 furent néanmoins marquées par l'affaiblissement progressif de l'académisme. Des courants porteurs d'un renouveau apparurent pour diverses raisons, dont certaines, comme l'arrivée d'immigrants et d'exilés européens, n'ont pas encore été complètement analysées. Ce fut ainsi le cas des avant-gardes et de la réaction que constitua le nationalisme culturel. Ce dernier mouvement favorisa, indirectement toutefois, l'autonomisation des artistes et l'apparition d'un nouveau climat. Ces éléments expliquent l'émergence, relativement tôt, d'auteurs et d'œuvres impérissables. Cette assertion est confirmée par leur maintien jusqu'à nos jours dans les programmes de concert et dans les catalogues discographiques publiés sur le vieux continent ainsi que par leur fréquence de diffusion sur les stations de radio réservant une partie de leurs plages à ce genre musical. Ce contexte révèle combien la méconnaissance de la musique latino-américaine, encore récemment, était injustifiée. C'est ce que souligne Luis Héctor Correa de Azevedo lorsqu'il observe que l'*Encyclopédie de la Pléiade*, consacrée à la musique et publiée en 1963, ne mentionne aucune manifestation musicale latino-américaine. Cet oubli impardonnable est d'autant plus grave que, comme il le rappelle, des artistes aussi connus qu'Heitor Villa-Lobos, Carlos Chávez, Silvestre Revueltas et bien d'autres encore, jouissaient à l'époque d'un prestige international. Leur nom figurait en effet déjà sur les programmes de concerts pratiquement toujours dirigés par des Européens qui avaient sélectionné leurs compositions.

Un folklore riche et original fut simultanément élaboré au fil des siècles. Ses racines ne sont pas seulement hispaniques, comme le soutiennent certains archaïsants égarés, mais aussi indéniablement indigènes. À ces sources s'ajoute l'apport très riche et considérable de la musique dite «nègre», héritage africain transmis par les millions d'esclaves arrachés à leur terre qui apportèrent souvent dans leurs misérables bagages leurs propres instruments de musique. La diversité de ces influences consolida et complexifia les formes du nationalisme musical. C'est ainsi que s'intensifia le contrepoint entre les prestigieuses représentations étrangères d'une part et, d'autre part, les nouvelles sources d'inspiration et les différentes formes d'expression locales. Une forte symbiose émergea également à ce moment-là. C'est ainsi qu'apparut notamment Heitor Villa-Lobos (1887–1959),

compositeur d'œuvres robustes, où se détachent une ligne mélodique inépuisable, un rythme caractéristique et une riche harmonie, tous créés à partir d'instruments qu'il connaissait et utilisait comme personne. Ses *Choros* et ses nombreuses autres pièces pour piano, guitare, ensemble vocal ou orchestre, très diffusés et exécutés jusqu'à nos jours, révèlent qu'il avait abandonné le nationalisme d'où il était issu afin de réaliser une synthèse très élaborée alliant ce mouvement aux influences avant-gardistes. Son inspiration remarquable lui permit d'affronter brillamment la rhétorique européenne en vogue mais déjà vieillissante. Si ce nationalisme perdura jusque dans l'œuvre de Mozart Camargo Guarnieri (1907–1993) et de celles de ses successeurs, il y eut quelques rares tentatives de mêler des éléments natifs aux ornements d'un genre aussi étranger que l'opéra italien, comme l'expérience de Carlos Gomes (1836–1896) dans *Il guarani*.

L'extraordinaire influence exercée par José Vasconcelos depuis son ministère de l'Éducation encouragea avec succès toutes les manifestations culturelles et artistiques chez les jeunes générations nées après la tonitruante révolution mexicaine. Ce phénomène se vérifie aussi bien dans la musique que dans le muralisme. Cet environnement créateur et dynamique favorisa l'émergence d'hommes tels que Carlos Chávez (1899–1978), très connu grâce à sa *Sinfonia India* (1936) et à son *Xochipilli-Macuilxóchitl* (1940), utilisant des instruments préhispaniques. Il composa un vaste répertoire traversant tous les genres et fut nommé chef d'orchestre de l'orchestre symphonique de Mexico (1928) puis directeur du conservatoire. Ce dernier poste lui conféra une position privilégiée dans le milieu, où il était considéré comme un artiste «cultivé et érudit». En outre, Silvestre Revueltas (1899–1941), plus proche de la tradition populaire, avec ses notes sociales et politiques, est notamment connu pour *Sensemayá* (1938). Mort prématurément, il fut à l'origine d'apports prodigieux au ballet. Ce fut également l'un des premiers à composer expressément des airs pour de nombreux films. Ces deux compositeurs furent applaudis pour leurs valeurs intrinsèques et non simplement pour leur exotisme frappant.

À l'autre extrémité de l'Amérique, Alberti Ginastera (1916–1983) est, selon José María Neves, «à l'Argentine ce que Villa-Lobos fut au Brésil». Le fait qu'il eut une brillante carrière de créateur ne doit pas éclipser son rôle décisif de maestro. Il fut notamment responsable du Centre latino-américain des hautes études musicales de l'*Instituto Di Tella*, qui privilégiait notamment la musique expérimentale et électronique. C'est dans cette institution que fut formée, grâce à des bourses et sous son influence, une grande partie de la nouvelle génération de compositeurs latino-américains aujourd'hui sur le devant de la scène.

L'Argentin Juan Carlos Paz (1901–1972), promoteur précoce, majeur et virulent des avant-gardes, fut, quant à lui, l'un des membres fondateurs

du *Grupo Renovación* (1930) et plus tard de l'*Agrupación Nueva Música* (1937). Il participa, en tant que compositeur studieux, à la diffusion du dodécaphonisme et du microtonalisme et s'intéressa à la musique concrète et électronique. Il laisse derrière lui une multitude d'articles et de livres attestant de son œuvre pionnière.

Au Chili, pour aborder un pays totalement différent, le mouvement musical, épuisé par le vérisme, connut comme dans d'autres pays un renouveau fondé sur l'apparition de certaines institutions. Citons notamment la Société Bach (1917), l'Orchestre symphonique (1926), le Conservatoire national de musique (1928), la Faculté des beaux-arts de l'université du Chili (1929) et plus tard le Ballet national et son chœur. Domingo Santa Cruz Wilson joua un rôle clé dans ces initiatives qui instaurèrent un climat très stimulant et aux effets multiplicateurs.

L'activité musicale, toujours plus intense, ne se réduit bien évidemment plus aux manifestations savantes dont nous avons mentionné quelques noms. Afin d'enrichir ce panorama diversifié, il convient d'indiquer l'émergence de festivals, de prix et de concours, ainsi que la multiplication des possibilités de diffusion offertes par la radio, les disques et la télévision. Il faut également rappeler la maturation d'interprètes majeurs, dont un grand nombre éblouirent l'Europe et dont la liste serait aujourd'hui beaucoup trop longue. Nous nous contenterons donc de mentionner à titre d'exemple le Chilien Claudio Arrau.

Il serait également nécessaire de consacrer un chapitre entier aux expressions de la musique populaire qui imprégna la musique savante, surtout au Brésil, et de la musique folklorique, qui s'urbanisa au fil de l'exode rural. Aujourd'hui connue à travers le monde, celle-ci fut parfois retravaillée, notamment par l'Argentin Atahualpa Yupanqui, la Chilienne Violeta Parra et les Brésiliens Vinicius de Morães et Chico Buarque de Holanda, qui lui donnèrent un niveau artistique admirable. Le cas du tango, danse qui finit par se propager avec succès jusqu'au Japon, est moins singulier qu'il n'y paraît à première vue. Ses innovations furent notamment le fruit d'un compositeur possédant une solide formation théorique, Astor Piazzolla. Après avoir souffert, dans ses débuts, de l'incompréhension, de la critique et du rejet par les deux tendances musicales, celui-ci réussit à s'imposer de manière définitive.

Les arts plastiques

À quelques exceptions près, nous pouvons affirmer que le renouveau artistique latino-américain du XX^e siècle fut inauguré dès les années 1920 par des manifestations majeures. Le langage plastique, en pleine ébullition et

diversifié, n'avait bien évidemment pas besoin d'être traduit, contrairement au castillan ou au portugais. Par ailleurs, les villes européennes, et Paris en particulier, attiraient les artistes grâce à la renommée de leurs multiples écoles et de leurs maîtres, de leurs marchands d'art et de leurs légendes. Ainsi, presque tous les futurs grands plasticiens y travaillèrent et nombre d'entre eux s'y installèrent définitivement. Contrairement au *boom* littéraire (commenté dans les pages précédentes), qui nécessita plus de cinquante ans de maturation et d'efforts pour devenir universel, la peinture y parvint très tôt. Un tel succès s'explique par les facteurs soulignés ci-dessus, ainsi que par les répercussions du muralisme mexicain, dont l'éclosion fut surprenante en raison de son originalité et de la rapidité de sa diffusion. Il nous faut une fois encore mentionner l'œuvre accomplie par José Vasconcelos au ministère mexicain de l'Éducation. En effet, celui-ci libéra des énergies créatrices dans son désir d'affirmation de la conscience nationale. Il pressentit que le bouleversement provoqué par la révolution mexicaine lui permettrait de s'affranchir de courants tels que l'académisme, l'hispanisme et la peinture de mœurs. Son objectif était de réaliser une synthèse ambitieuse de tout le passé, de laisser libre cours à de nouvelles audaces et d'explorer des horizons insoupçonnés où se mêleraient les divers héritages dépoussiérés par le vent du changement soulevé par les avant-gardes européennes. Dans le même temps, apparurent des appétences inédites, éveillées par les mouvements sociaux qui créèrent véritablement de nouveaux publics s'intéressant à un art moins individuel et confiné, c'est-à-dire plus populaire et accessible. Cette synthèse fut réalisée par de grands peintres, comparables en ce sens aux géants de la Renaissance. Ils illustrèrent sur de grandes surfaces des thèmes transcendants dont le message parvenait à ce vaste public. Ce ne fut pas non plus un hasard si ces artistes, s'identifiant fortement à leur pays, assimilèrent à Paris les courants avant-gardistes de l'époque. Leurs créations furent le fruit de nombreuses ruptures.

Le Mexicain José Diego María Rivera (1886–1957), connu dans l'histoire universelle de l'art sous le simple nom de Diego Rivera, rencontra très tôt Juan Gris et Picasso en Europe. Il parcourut des dizaines de musées et fut frappé par la peinture de certaines époques, en particulier par les fresques de Giotto, Uccello et Piero della Francesca. De retour au Mexique et après avoir visité les ruines mayas, il reçut en 1922 une commande pour réaliser les peintures murales de la *Escuela Nacional Preparatoria* (École nationale préparatoire), tâche qu'il exécuta tout en organisant le syndicat révolutionnaire des ouvriers, techniciens et plasticiens. Il rejeta la peinture élitiste de chevalet et défendit l'art public de grande envergure et portant sur tous les thèmes historiques et indigènes, comme manifestation première de l'expression artistique nationale. Il réalisa dès lors une œuvre gigantesque en peignant des fresques pour le secrétariat de l'Éducation publique à

Mexico (1923–1928) et le Palais national avant de poursuivre ses travaux aux États-Unis. Sa vie tumultueuse ne le détourna jamais de son activité artistique, étonnante par sa quantité et sa qualité, ainsi que par la profusion de ses peintures de chevalet, de sa production graphique et de ses écrits théoriques et polémiques.

David Alfaro Siqueiros (1896–1974), encore plus emphatique que Rivera, prit activement part à la vie politique lors de la révolution mexicaine et combattit pendant la guerre civile espagnole. Depuis sa jeunesse, il revendiquait « un art alliant des thèmes universels, des formes nouvelles et des matériaux modernes ». Emprisonné puis déporté, il se rendit en Amérique du Sud, où demeurent ses œuvres, ses enseignements et ses disciples. Il réalisa notamment des fresques dans l'école de Chillán (Chili), ainsi qu'à Buenos Aires et La Havane. Il légua à son pays et au monde de l'art une œuvre immense dont nous retiendrons, après de longues hésitations, *La marcha de la humanidad* (1964).

José Clemente Orozco (1893–1949), membre de ce courant comme ses deux compatriotes, réalisa des fresques pour le *Pomona College* en Californie, la *New School for Social Research* (toutes deux en 1930), la *Baker Library* (1934) et l'amphithéâtre de l'université de Guadalajara. Il apparut, lui aussi dès sa jeunesse, comme un dessinateur et un illustrateur remarquable et admiré. Tous trois, Rivera, Orozco et Siqueiros, reposent aujourd'hui dans le

Tous trois, Rivera, Orozco et Siqueiros, reposent aujourd'hui dans le panthéon de Mexico, la *Rotonda de los Hombres Ilustres*. La mort unit ces polémistes virulents et les réconcilia avec leurs compatriotes et l'histoire. L'importance de leur œuvre influença la quasi-totalité du globe et fit de nombreux disciples, qui cependant n'égalèrent jamais ce feu intérieur qui animait leurs maîtres. À ces trois artistes d'une importance intrinsèque pourrait s'ajouter Rufino Tamayo (1899–1991). Ce partisan d'une esthétique moins utilitaire et moins dionysiaque bien que manifestement influencée par l'art populaire et folklorique, si riche qu'il semble inévitable, déploya des efforts déterminés pour rendre son message esthétique universel. Une de ses fresques orne la salle de conférence de l'UNESCO à Paris. Juan O'Gorman (1905–1982) appartient également à ce courant, même s'il présente des différences notoires. Cet architecte, doué dès sa jeunesse, réalisa la très célèbre mosaïque murale de la bibliothèque centrale de l'université autonome de Mexico.

Personnage singulier, Frida Kahlo (1907–1954) fut l'épouse de Rivera. Sa très forte personnalité, son talent et sa force lui permirent d'éviter toutes les influences environnantes et de mêler celles du surréalisme à la peinture populaire, laissant libre cours à une imagination capable de concevoir des symboles impérissables et de formuler un message unique. Elle fit de sa vie héroïque une série d'autoportraits qui font aujourd'hui partie des toiles les plus prisées de la peinture latino-américaine. Sa renommée, en quelque sorte tardive, est aujourd'hui incontestable.

L'Argentin Emilio Pettoruti (1892–1972) étudia et travailla longtemps en Europe. Il est considéré comme l'une des figures emblématiques du cubisme. Son art, raffiné et sévère, tarda, il est vrai, à obtenir la reconnaissance dont il jouit désormais, car son œuvre pionnière suscita de vives polémiques. Ce collaborateur de la revue *Martín Fierro* (1924), où prévalait déjà l'esprit de Jorge Luis Borges, laissa une œuvre exemplaire, que les collectionneurs et les musées se disputent. Il nous a également légué un testament autobiographique: *Un pintor frente al espejo*. Cet ouvrage relate les péripéties de son aventure humaine et esthétique depuis ses années de jeunesse en Europe et ses liens pas toujours cordiaux avec les avant-gardes, mais révèle surtout les réactions de la critique et du public face aux nouveaux courants.

L'influence de l'Argentin Xul Solar (de son vrai nom Oscar Alejandro Schultz Solari, 1887–1963) fut plus tardive. Il demeure légèrement isolé dans le paysage latino-américain. Ses toiles, presque toujours de petite taille, possèdent une parenté spirituelle avec celles de Paul Klee, Wassily Kandinsky et Kasimir Malevitch. Selon le critique Damián Bayón, l'intérêt de ses tableaux repose sur le «lien subtil et inextricable qu'ils impliquent entre les éléments symboliques, humoristiques et surréalistes».

L'Uruguayen Joaquín Torres García (1874–1949) est indéniablement l'un des artistes les plus originaux qu'ait produit l'Amérique. Très jeune, il collabora ave Antonio Gaudí en Espagne, puis s'intéressa à l'art préhistorique, en particulier préhispanique, qui eut par la suite une influence durable sur toutes ses œuvres. Son style, connu sous le nom d'«universalisme constructif», titre d'un ouvrage volumineux et fortement original où il expose ses théories, repose sur une personnalité aussi remarquable qu'unique. Chaque fragment de son œuvre considérable, dont une partie fut malheureusement détruite lors d'un incendie au cours d'une exposition à São Paulo, exprime «une préoccupation autobiographique, mathématique, métaphysique et spirituelle».

D'autres peintres uruguayens méritent également d'être cités, comme Pedro Figari (1861–1936). Celui-ci développa une personnalité inimitable à travers ses patios ou marchés créoles, ses *candombes* (danse) et la présence de personnages anonymes comme les *gauchos* et les Noirs qui animent ses toiles. Il parvint à maîtriser une palette singulière et s'attira la sympathie de milliers d'admirateurs au fil des ans.

Divers artistes brésiliens remarquables enrichirent le vaste paysage de la peinture latino-américaine grâce à leurs précieux apports, comme Tarsilia do Amaral (1886–1973). Absente de la célèbre Semaine d'art moderne, car se trouvant à l'époque en Europe, elle subit néanmoins son influence comme l'indiquent ses efforts pour donner un caractère national au modernisme. Elle œuvra ainsi à la consolidation d'«une nouvelle esthétique tropicale brésilienne tirant sa force de la terre et célébrant le primitif».

De formation européenne, Lasar Segall (Lituanie 1891–Brésil 1957) fut formé en Europe mais émigra définitivement vers sa nouvelle patrie en 1923. Son œuvre chercha à refléter la douleur humaine des tragédies juives subies sur le vieux continent (persécutions et pogroms) et à peindre de façon émouvante la réalité de son pays d'adoption sans jamais se désintéresser toutefois du paysage qu'il porta à un degré d'abstraction remarquable.

Emiliano di Cavalcanti (1897–1976) participa activement au mouvement né de la Semaine d'art moderne et expérimenta par la suite une immersion prolongée et féconde dans l'avant-garde européenne. Son intéressante trajectoire spirituelle fut guidée par ses préoccupations politiques constantes.

Candido Torcuato Portinari (1903–1962) fut attiré très jeune par l'univers du muralisme mexicain. Il collabora ainsi en 1939 à la construction du ministère de l'Éducation de Rio de Janeiro conçu par Le Corbusier. Dès lors, il réalisa de nombreuses œuvres de grande envergure, parmi lesquelles nous ne mentionnerons que les fresques de la bibliothèque du Congrès à Washington (1941–1942) et du siège des Nations Unies (1959). Ses portraits et ses illustrations confirmèrent définitivement sa renommée.

Wifredo Lam (Cubain, 1902–1982), né d'un père chinois et d'une mère d'origine africaine, forgea ainsi «sa propre santeria», sa propre religion. Son caractère en fait l'un des plus grands peintres latino-américains de tous les temps. Doté d'une forte personnalité très originale, ce qui ne remet pas en cause l'influence de Picasso, il sut allier un paysage exubérant, la reconnaissance des origines africaines de la civilisation de son pays, son intérêt pour l'art primitif et sa sensibilité à la fois enthousiaste et logique. L'art du nouveau monde trouva peut-être ainsi dans La jungla (1943) l'une de ses expressions paradigmatiques. Cette toile s'inspire surtout, rappelons-le, de la sculpture africaine et des manifestations populaires de ce continent. Lam sut transposer «les sources formelles de l'art afro-antillais et l'évolution des croyances religieuses qui sont au cœur de l'énergie émotionnelle et spirituelle cubaine».

Mentionnons également, à une époque plus récente, Roberto Sebastián Antonio Matta Echaurren (simplement Matta pour la postérité, Chilien, 1911–2002). Doté d'une personnalité originale, il réalisa de grandes toiles présentant des êtres abstraits, monumentaux, «commettant des actes rituels et belliqueux» et exprimant une inquiétante vision du monde.

Le Vénézuélien Jesús Rafael Soto (1923–2005) réalisa des expériences intéressantes comme ses environnements «pénétrables» très applaudis, composés de tiges métalliques placées de telle sorte que le spectateur, en entrant, les mette en mouvement. Il peignit également en 1970 une fresque pour l'UNESCO.

Le Colombien Fernando Botero (1932–) développa très tôt une personnalité unique qui se renforça au fil des ans. Les personnages, surtout humains, les animaux et les objets de ses toiles et de ses sculptures semblent toujours gonflés, boursouflés. Ses œuvres, très appréciées du public, sont si populaires qu'elles atteignent des prix élevés sur le marché international.

L'Équatorien Oswaldo Guayasamin (1919–1999), auteur d'une œuvre pléthorique et admirée, reste surtout présent dans les esprits pour sa fresque composée de 250 toiles, *La edad de la ira* (*L'âge de la colère*, 1959–1962). L'Argentin Antonio Berni (1905–1981) réalisa deux séries de collages, *Juanito Laguna* et *Ramona Montiel*, qui constituent une critique sévère de la société qui émerge autour des grandes villes. Primées lors de la Biennale de Venise (1962), elles lui valurent une notoriété méritée.

Cet art est le fruit d'une densité et d'une maturité culturelles développées en l'Amérique latine, qui, à son tour, témoigne de son indépendance spirituelle. Il repose aussi indéniablement sur la diffusion des réunions, des galeries, des concours, des biennales, des expositions, des musées et des écoles, institutions complètement inconnues il y a un demi-siècle. Ces facteurs sont également à l'origine de la multiplication des collectionneurs et d'un phénomène plus intéressant, à savoir qu'en dépit de l'affaiblissement du soutien traditionnel de l'État dans tous les domaines, un nouveau public de classe moyenne est apparu aux côtés des acheteurs d'art fortunés.

L'architecture

L'architecture subit, en Amérique latine, les mêmes influences que les autres activités culturelles. Un esprit critique et de nouvelles orientations naquirent de l'épuisement d'une vision cosmopolite, liée à l'eurocentrisme libéral devenu peu à peu un simple académisme stérile, mais plus encore des suites des graves événements sociopolitiques déjà mentionnés. Ces évolutions méritent tout naturellement d'être examinées. Des courants d'inspiration hispaniste surgirent, récupérant l'esprit colonial ou les propositions indigénistes, voire les alliant. La tendance hispanico-indigène fut surtout marquée par deux architectes argentins : Ángel Guido (1896–1960) et Martín Noel (1888–1963). Ce mouvement culmina, selon Ramón Gutiérrez, dans le pavillon argentin réalisé pour l'Exposition ibéro-américaine de Séville (1929) et dans le Teatro Cervantes construit à Buenos Aires la même année. Par ailleurs, des tendances architecturales plus récentes nées dans les centres furent mises en œuvre de façon mécanique et ingénue, indépendamment de leur adaptation à leur nouveau milieu, comme ce fut le cas lors de la transposition automatique à des régions tropicales ou subtropicales de solutions utilisées dans d'autres zones climatiques. En un mot, les revues d'architecture et les congrès internationaux imposèrent leurs modèles qui furent rapidement appliqués, même de façon éphémère, mais qui ravagèrent souvent le caractère des villes latino-américaines. Ce phénomène fut renforcé par la présence d'architectes étrangers, souvent arrivés lors de vagues de migration considérables ou parfois invités à réaliser une œuvre unique, en général un bâtiment public. Ces évolutions reposent également sur la large diffusion d'ouvrages, principalement français et italiens, comportant des plans et des projets souvent copiés. Presque toutes les villes où ils furent mis en œuvre possèdent aujourd'hui encore des habitations qui témoignent de cette reproduction. La création tardive d'écoles ou de facultés d'architecture, presque toujours sous la tutelle d'institutions d'ingénierie ou inspirées de modèles ou d'orientations européens ou nord-américains, fut elle aussi déterminante. N'oublions pas non plus d'autres facteurs tels que le prestige incontesté, par exemple, de l'École des beaux-arts de Paris, l'importation de matériaux de construction comme le fer, le verre ou la céramique, ou encore le transport des matériaux locaux ou régionaux comme la noble brique, qui sera «redécouverte» quelques décennies plus tard.

Cette situation fut aggravée par la destruction, au nom de la modernité, de véritables joyaux du passé qui conféraient une personnalité bien particulière au milieu urbain. En un mot, les conditions nécessaires étaient réunies pour ouvrir un débat sur le visage que devait prendre une architecture nationale. Celle-ci finit par ne constituer bien souvent qu'un véritable assemblage éclectique créant une absence de style chaotique.

Dans son précieux ouvrage *Arquitectura urbana en Iberoamérica*, Ramón Gutiérrez indique diverses références illustrant cette naissance d'une conscience plus aiguë des problèmes, posés dans des termes latinoaméricains, ainsi que les propositions ou les réalisations qui marquèrent un tournant dans l'histoire de ce continent. Il affirme ainsi que le *Palacio de Bellas Artes* fut l'emblème de l'«art nouveau» du début du XX^e siècle, époque connue au Mexique sous le nom de *Porfiriato*. Commencé en 1900 suite à une adjudication et achevé en 1934 seulement, il fut conçu en grande partie par l'architecte italien Adamo Boari.

Nous brûlons des étapes et laissons de côté les différents styles et écoles mettant en avant les éléments ornementaux utilisés dans la construction privée de banques, de ministères, d'hôpitaux, de cinémas, d'hôtels et de cafés. Les rôles prioritaires de l'État furent redéfinis suite aux transformations socio-économiques et au rapprochement entre les gouvernements oligarchiques et militaires et les tendances fascisantes avides de monumentalité. Certes, des mouvements de renouveau étaient déjà apparus dans plusieurs pays, comme au Brésil par exemple. Il serait injuste d'omettre leurs précurseurs modernistes, Mário de Andrade et Gregori Warchavchick, ainsi

que ceux inspirés par le *Manifiesto regionalista* (1926) du penseur Gilberto Freyre. Le nouveau climat intellectuel joua lui aussi un rôle majeur.

Il ne faut pas non plus sous-estimer les apports des différents congrès panaméricains d'architectes. Le premier fut organisé à Montevideo en 1920, le deuxième à Santiago du Chili en 1924, le troisième à Buenos Aires en 1927 et le quatrième à Rio de Janeiro. Lors de ce dernier, il fut recommandé que «chaque nation américaine s'efforce de vivre sa tradition architectonique nationale». Un architecte joua, dans un certain sens en Amérique latine, un rôle décisif en favorisant l'évolution de l'esprit architectural ambiant. Le Corbusier se rendit en effet à Rio de Janeiro en 1929 et à Buenos Aires en 1936. Il conçut dans la première ville le désormais célèbre ministère de l'Éducation avec l'aide d'architectes brésiliens tels que les jeunes Lucio Costa et Oscar Niemeyer, appelés à jouer par la suite un rôle majeur. Dans la seconde, il élabora un programme de réglementation qui servit pendant de nombreuses années de référence aux futurs plans avortés. Dans les deux villes, ses conférences furent extrêmement fécondes et les rares œuvres réalisées pendant ses courts séjours exemplaires.

On oublie généralement qu'à l'époque où les gratte-ciel symbolisaient la modernité le palais Salvo (1922–1925) à Montevideo et l'immeuble Kavanagh (1933–1935) à Buenos Aires figuraient alors parmi les bâtiments les plus élevés du monde. Ils furent construits en ciment armé pour répondre à la crise qui rendait difficile l'approvisionnement en fer, matériau traditionnellement utilisé dans ce type de construction mais non produit en Amérique latine.

Face à la croissance enregistrée par les grandes villes, comme Caracas, Mexico, Rio de Janeiro, Buenos Aires et Bogota, et provoquée par les intenses flux migratoires, les programmes et projets immobiliers se multiplièrent dans les quartiers populaires. Les résultats ne furent cependant pratiquement jamais satisfaisants. En effet, même en faisant abstraction de leur lente mise en œuvre, ils furent marqués par les hésitations, l'inexpérience, la faible volonté politique, le manque d'organisation des quartiers populaires et leur faible pouvoir de pression, facteurs intrinsèquement liés à l'instabilité politique. Ce phénomène fut et reste l'un des grands problèmes et défis posés à la société latino-américaine.

L'œuvre mexicaine la plus transcendante fut peut-être le désormais célèbre musée d'Anthropologie et d'Histoire (1964), créé par Pedro Rámirez Vázquez. La cité universitaire de Caracas fut également un édifice public fondamental. Des panneaux de Calder ornent son principal amphithéâtre. Ce projet fut dessiné par le célèbre architecte Carlos Raúl Villanueva.

Nous pouvons affirmer sans risque que la ville de Brasilia est, par sa taille et sa réalisation, l'œuvre urbanistico-architectonique de grande envergure dont l'Amérique latine peut se vanter aujourd'hui. Sa conception

fut le fruit d'une longue histoire et comporte évidemment des implications politiques et géopolitiques. Ce projet répondit à la volonté d'édifier une nouvelle capitale qui soit éloignée de la côte et tournée vers l'intérieur du pays, en grande partie isolé, voire inexploré. Il visa simultanément l'intégration de ce vaste territoire s'étendant sur des millions de kilomètres carrés et dont d'immenses régions étaient condamnées à l'isolement par l'absence de système moderne de communication. L'objectif n'était certes pas d'accomplir un miracle, mais de lancer un défi mobilisant le pays au nom d'un mythe pour le faire devenir réalité. Lucio Costa, l'un de ses concepteurs, explique que «ce fut une prise de possession délibérée, un acte poussé par un esprit de conquête propre à la tradition culturelle». Au-delà des résultats, il convient de souligner la lucidité courageuse du président Juscelino Kubitchek lorsqu'il apporta son soutien à cette entreprise titanesque que les gouvernements suivants de tous bords furent forcés de poursuivre. Abstraction faite des polémiques, notamment sur le rôle clé attribué à l'automobile, Brasilia est aujourd'hui une ville de plus de deux millions d'habitants, créée selon un principe organique et totalisant par deux architectes de génie, Lucio Costa et Oscar Niemeyer. Le projet eut un tel retentissement mondial et ses auteurs une telle renommée qu'ils furent consultés et convoqués pour la conception de villes, d'universités et de bâtiments publics aux États-Unis, en Europe, en Afrique et en Asie. L'architecture latino-américaine fut ainsi intégrée à l'avant-garde mondiale et aucun traité d'urbanisme ne peut faire abstraction de son exemplarité.

L'ÉDUCATION

En dépit de tous les obstacles générés par les transformations économiques et les crises politiques, ainsi que du bouleversement consécutif de la bonne marche de la société, la seconde moitié du XX^e siècle fut marquée par une formidable expansion, et dans une moindre mesure une modernisation, de l'ensemble des systèmes éducatifs. En raison de son rythme, cette croissance remarquable peut véritablement être qualifiée d'explosion. Les taux bruts de scolarisation dans tous les niveaux et tous les types d'enseignement en Amérique latine dépassaient ainsi la moyenne mondiale en 1990 selon les données de l'UNESCO (1993a). Cette première approximation appelle bien évidemment une série de commentaires. Il convient tout d'abord de nuancer ces chiffres en fonction des niveaux d'enseignement, puis de souligner les principales différences entre les pays latino-américains et entre leurs régions. Cette analyse est particulièrement importante dans le cas du Brésil, dont la vaste étendue géographique provoque manifestement de profon-

des disparités internes. Il faut également tenir compte d'un autre élément essentiel, notamment la comparabilité et la fiabilité des statistiques. Cette expansion peut également être déduite de manière plus éloquente à partir des estimations de Pablo Latapie. Dans un document élaboré pour la Commission internationale sur l'éducation au XXI° siècle (Commission Delors), il analyse, conformément aux chiffres de l'UNESCO (*Annuaire statistique*), la hausse des inscriptions, en milliers d'élèves, et du taux de scolarisation entre 1960 et 1989. Ainsi, le nombre d'inscrits est passé de 983 à 10 017 (multiplié par 10,19) dans l'enseignement préscolaire, de 26 653 à 73 559 (multiplié par 2,75) dans le primaire, de 4 085 à 21 251 (multiplié par 5,2) dans le secondaire et de 573 à 7 257 (multiplié par 12,65) dans le supérieur.

Ce phénomène ne s'explique pas seulement par les facteurs démographiques, économiques et sociaux connus et étudiés. Ainsi, dans la tradition issue des Lumières, l'éducation est l'un des moteurs du progrès. Cette idée fut enracinée en Amérique latine par les discours de plusieurs grands politiques et éducateurs au XIXe siècle et au début du XXe siècle. Selon eux, l'éducation jouait un rôle clé dans divers domaines. Ainsi, l'intégration des pays passait par la formation des citoyens. De même, l'essor économique reposait sur la qualification des formateurs enseignant aux producteurs à utiliser de nouveaux procédés et techniques nés de la révolution agricole et industrielle qui changeait alors le visage des grandes puissances et encourageait la diversification de la production et une division internationale du travail précise. Enfin, l'éducation favorisait le progrès social, facteur d'ascension, moralisateur des us et coutumes ou civilisateur, comme l'on pensait alors. En un mot, elle revêtait nombre de qualités sources de changement et de paix. Cette conception, défendue par B. Juárez, D. F. Sarmiento, A. Bello, J. P. Valera et bien d'autres, créa une sorte de mystique qui s'enracina profondément dans toutes les classes sociales.

Certains pays, où se dessinait une classe moyenne qui allait être renforcée au fil des ans, construisirent des systèmes éducatifs si dynamiques que progressivement les taux d'analphabétisme furent réduits et le taux moyen de scolarisation amélioré. En revanche, d'autres contrées, où une majorité écrasante de la population était rurale, indigène et laissée pour compte, durent mettre de côté leurs aspirations jusqu'à l'apparition de propositions plus énergiques, comme celles de J. Vasconcelos lors de la révolution mexicaine des années 1920. Celles-ci requéraient une grande ouverture de la politique culturelle et éducative en faveur des secteurs ruraux marginalisés, avec la création notamment de missions culturelles et de maisons du peuple. Afin de parvenir à cet objectif, des campagnes vigoureuses et créatives furent lancées pour réduire l'analphabétisme parallèlement à d'autres activités aujourd'hui regroupées sous l'expression «éducation non formelle».

Au Pérou, José Carlos Mariátegui fit lui aussi, un peu plus tard, des propositions fécondes et parfois originales en matière d'éducation nationale, mais qui, contrairement à celles de Vasconcelos, restèrent théoriques. Ses conceptions reposaient sur un rejet des principes coloniaux exclusifs, désastreux pour les masses indigènes majoritaires. Il lança en outre un débat avec les porte-parole des courants pragmatiques nord-américains et humanistes européens afin de proposer, rappelons-le, une éducation nationale qui intègre tous les groupes ethniques et sociaux dans une école unique. Il projetait de récupérer la tradition préhispanique, pour la dépasser en la modernisant, et de modifier le régime de propriété foncière en vigueur. Ces deux éléments étaient selon lui la clé d'un nouveau modèle fondé sur l'intégration et réellement démocratique, car favorisant la participation des Péruviens alors laissés pour compte.

Les classes moyennes, émergentes à la fin du XIXe siècle et au début du XXe siècle, puis renforcées par l'urbanisation et l'industrialisation naissantes, considéraient, comme nous l'avons dit, l'éducation comme un moyen d'ascension sociale et de quête du prestige. Elles tentèrent donc elles aussi d'utiliser à bien et d'augmenter toutes les chances, certes minces, que le système leur offrait pour accéder à l'université, bastion des classes traditionnelles. Ce processus, plus compréhensible si l'on admet son étroite corrélation avec la progression des mouvements populaires, se manifesta dans le domaine de l'enseignement supérieur lors de la réforme universitaire lancée en 1918 à Córdoba (Argentine). Le succès de cette réforme se propagea avec une intensité et une rapidité variables dans presque toute l'Amérique latine. Elle reposait avant tout sur l'autonomie universitaire, la participation des professeurs et des étudiants à la gestion des maisons d'étudiants, la liberté académique, l'organisation de concours réguliers pour désigner le corps enseignant, le régime dit d'«enseignement libre» autorisant l'existence de cours parallèles, l'augmentation des admissions, la gratuité, la modernisation pédagogique et l'extension universitaire. Ces principes impliquaient une redéfinition profonde du rôle de l'université car ce projet lui attribuait une fonction bien plus large que la formation de spécialistes. Il encourageait également la recherche scientifique et affirmait la nécessité de contribuer à la démocratisation réelle de la société. Tous ces éléments indiquent la transcendance politique des idées de la réforme universitaire et expliquent sa diffusion précoce et rapide dans presque toute l'Amérique. Plusieurs générations de dirigeants, de Víctor Raúl Haya de la Torre à Fidel Castro, s'en inspirèrent. Bien qu'extrêmement différents du point de vue des théories formulées et des méthodes préconisées, presque tous reconnaissent expressément que leurs idées et leurs préoccupations viennent de la réforme. La défense, par les étudiants et la société, de ces acquis entamés par les gouvernements autoritaires et militaires est à

l'origine de presque tous les mouvements estudiantins qui ébranlèrent les établissements d'enseignement supérieur au cours du XX^e siècle (le mouvement mexicain lancé en 1968 fut l'un des plus graves par ses retombées politiques) et qui revendiquent toujours la démocratisation du système.

Face à l'impossibilité matérielle de suivre pas à pas, pays par pays, l'évolution des idées et des mesures en matière d'éducation, nous nous

Face à l'impossibilité matérielle de suivre pas à pas, pays par pays, l'évolution des idées et des mesures en matière d'éducation, nous nous permettons de faire un bond dans le temps pour rappeler une initiative très intéressante et primordiale. Il s'agit du Projet majeur pour l'extension et l'amélioration de l'enseignement primaire en Amérique latine, approuvé par la Conférence générale de l'UNESCO réunie à New Delhi en novembre et décembre 1956 et mis en œuvre dès l'année suivante. Ses résultats furent remarquables: le nombre d'élèves passa de quelque 21 millions à près de 32 millions en une décennie, soit une hausse des admissions de 5,1 % par an, alors que le rythme de la croissance démographique atteignait 2,8 %. Parallèlement, le nombre des enseignants, légèrement supérieur à 600 000, passa à près d'un million. Dans le même temps, les bâtiments scolaires furent multipliés, les budgets nationaux augmentés et la formation des enseignants accélérée (la grande majorité n'était alors pas suffisamment diplômée, ni expérimentée, ni encouragée). Au cours des conférences, réunions et séminaires suivants, les méthodes utilisées furent évaluées et perfectionnées et les objectifs précisés. Ils devinrent liés au développement économique et social, l'idée de planification fut introduite et les systèmes statistiques furent consolidés. L'on ne parvint pas à l'universalisation souhaitée de la scolarisation primaire, mais elle demeura un objectif fondamental confirmé par la Conférence de Mexico (1959), qui visait pour l'an 2000 de parvenir à scolariser tous les enfants pendant au moins dix ans.

Dès lors, les organismes internationaux tels que l'UNESCO, soutenus par les institutions régionales et les initiatives nationales, devinrent très influents. L'idée se propagea selon laquelle l'éducation, plus qu'un droit, est une nécessité ou bien représente un investissement. De même, les liens entre l'éducation et les autres variables au cœur de la notion de développement humain furent soulignés. Cette évolution fut ponctuée par de précieux documents et ouvrages. Nous citerons ainsi le projet «Développement et éducation en Amérique latine et dans les Caraïbes» dirigé par Germán Rama sous le patronage de l'UNESCO, de la CEPAL et du PNUD. Ses milliers de pages offrent des descriptions, des diagnostics et des propositions du plus haut intérêt.

Afin de ne pas trop nous étendre sur le sujet, nous avançons que les conclusions de la Conférence mondiale sur l'éducation pour tous (Jomtien, Thaïlande, 1990) constituent un tournant majeur dans l'histoire de l'éducation mondiale et sont primordiales pour l'Amérique latine. Lors de cet

événement, 155 pays s'engagèrent à offrir une éducation pour tous, enfants et adultes, et à réduire l'analphabétisme avant l'an 2000.

Rappelons que l'UNESCO a publié, à un quart de siècle d'intervalle, deux ouvrages importants et utilisables comme cadre de référence: Learning to Be (1972, connu sous le nom de rapport Faure) (Faure et al., 1972) et récemment Learning: The Treasure Wihin (dit rapport Delors) (Delors et al., 1996). Ce dernier signale les principales tendances constatées, soit l'évolution de la communauté locale vers la société mondiale, de la cohésion sociale vers la participation démocratique et de la croissance économique vers le développement humain. Il propose donc de faire reposer l'éducation sur les quatre piliers suivants: apprendre à connaître, apprendre à faire, apprendre à vivre ensemble et apprendre à être.

Revenons à présent quelque peu en arrière dans le temps et faisons un détour pour signaler d'autres faits significatifs qui révèlent la complexité des processus constatés. Les années 1960 et 1970 furent peut-être davantage marquées par les pédagogies dites de la libération et les diverses autres formes de déscolarisation que par les idées issues des courants développementalistes, qui bénéficièrent néanmoins d'un certain retentissement pendant quelques années. Cette influence, pratiquement disparue aujourd'hui, reposait sur leur efficacité pédagogique et leurs préoccupations pour la formation des ressources humaines.

Paulo Freire (Brésilien, 1900–1987), le «prophète de la pédagogie de la libération», laissa une empreinte remarquable sur toute l'Amérique latine ainsi qu'en Afrique, non seulement par le biais de son abondante littérature traduite dans de nombreuses langues, mais aussi, et surtout, par son travail personnel enthousiaste parfois poursuivi par des réactions autoritaires.

La déscolarisation, courant moins important que le précédent, fut peu actif dans la région où il encouragea néanmoins l'esprit critique et la réflexion sur de nombreux problèmes négligés ou ignorés. Si ses principaux représentants, comme Ivan Illich et Everett Reimer, ne furent pas latino-américains, c'est sur ce continent que leurs idées obtinrent le meilleur accueil, bien qu'éphémère. Leur caractère utopique, c'est-à-dire anhistorique, les priva de l'efficacité nécessaire pour agir sur le réel.

Face à l'abondante littérature et aux rares réalisations dans le domaine universitaire, il semble inéluctable de souligner la création de l'université de Brasilia, entreprise originale dont nous ne pouvons analyser ici les caractéristiques. Son concepteur, Darcy Ribeiro (1922–1997) est également l'auteur, entre autres, de *La universidad latinoamericana*, essai publié dans de multiples éditions et traductions et qui laissa des traces indéniables sur toute une génération d'éducateurs et de politiques. Rappelons également au passage qu'il fut invité à organiser d'autres universités dans des pays de divers continents.

Afin de mieux comprendre le processus latino-américain, il ne faut pas oublier les longues et sombres années où les dictatures civiles et militaires furent au pouvoir. En effet, elles mirent à mal la politique sociale et affectèrent, par voie de conséquence, les systèmes éducatifs de la grande majorité des pays latino-américains. Ces régimes reposaient sur des bases théoriques telles que l'existence d'un ordre naturel et éternel, de structures hiérarchiques et de traditionalismes. Ces principes furent parfois teintés, dans des proportions variables selon les pays et les circonstances, de technocratie, de libéralisme économique dénué de tout libéralisme politique et d'un individualisme parfois effréné et asocial. En outre, ces régimes, bien évidemment élitistes, s'opposaient à l'expansion du système éducatif en raison de son pouvoir de démocratisation, ainsi qu'à tout changement qualitatif, tout pluralisme et toute participation. Ainsi, la moindre tentative de modernisation était suspecte. Enfin, ils se méfiaient des recommandations des organisations internationales ou régionales, toujours empreintes selon eux d'un prétendu tiers-mondisme.

L'enseignement élémentaire était de toute évidence considéré comme suffisant et synonyme de populaire dans des pays comme ceux d'Amérique latine au début du XXe siècle, où le secteur primaire (agricole et minier) prédominait, une part écrasante de la population étant rurale et les évolutions lentes. Il faut préciser que ces termes, primaire, élémentaire, basique, commun et populaire, étaient pratiquement équivalents. Toutefois, de grands bouleversements surgirent, s'accompagnant de la croissance du secteur secondaire (industrie, activité manufacturière et construction) et surtout tertiaire (commerce et services) ainsi que d'extraordinaires mouvements de population, qui provoquèrent une urbanisation spontanée. Il apparut alors que l'enseignement élémentaire était insuffisant et, chose plus grave, qu'il n'avait pas concerné la totalité de la population. Ainsi, la demande sociale se reporta sur le deuxième niveau d'enseignement, qui subit lui aussi de profondes modifications. Expliquons-nous. Jusqu'à cette époque, le secondaire était considéré comme une voie d'accès à l'université, où était prétendument formée la classe dirigeante traditionnelle, essentiellement masculine, rappelons-le. Autrement dit, ce système dut faire face à un nouveau défi: l'incroyable hausse des admissions, provoquée notamment par l'arrivée massive des femmes et requérant, simultanément, la modification des modalités proposées. Il semblait nécessaire de créer des instituts de formation des maîtres (activité en cours de professionnalisation visant à remplacer les enseignants non diplômés), des écoles de commerce, des établissements techniques, industriels, agricoles, etc. Néanmoins, le système secondaire n'en finissant pas de s'adapter aux nouvelles conditions, l'explosion du nombre d'admis commença à se déplacer vers le troisième niveau d'enseignement, principalement universitaire, car le rythme de la

croissance des services était supérieur à celui de l'industrie. Par ailleurs, il apparut au cours des dernières années que ce dernier secteur ne créait pas autant d'emplois que prévu. Cet état de fait fut aggravé par l'intégration de technologies et d'équipements améliorant la production et la qualité tout en conservant ou en diminuant le temps de réalisation, provoquant chômage et frustrations chez les jeunes.

L'ensemble du système éducatif reste ainsi soumis à de fortes tensions internes, situation qui se complique avec le désengagement progressif de l'État, c'est-à-dire la diminution des ressources financières et la perte de vigueur des décisions politiques. La baisse des salaires et celle du prestige professionnel sont liées.

L'augmentation des admissions universitaires transforme à son tour l'université élitiste, comprenant peu d'étudiants et proposant peu de cours, presque toujours traditionnels, en une université de masse qui peut difficilement se contenter des anciennes structures enseignantes, administratives et politiques. Plus grave encore, l'université se professionnalise à vue d'œil et ne peut affronter le défi que représente la recherche scientifique et technologique qui commence à se déplacer lentement vers un quatrième niveau d'enseignement (doctoral). Les résultats, parfois insatisfaisants, proviennent surtout du manque de clarté des objectifs. En outre, les cours se multiplient de façon latente pour répondre non seulement à l'explosion des connaissances, l'une des caractéristiques de notre époque, mais aussi aux exigences toujours plus diversifiées de la société. L'État, quant à lui, abandonne son quasi-monopole sur l'enseignement universitaire dans la plupart des pays d'Amérique latine et donc son droit, encore récemment exclusif, d'attribuer des diplômes autorisant l'exercice d'une profession. Tous ces facteurs obligent l'université, en tant qu'institution, à repenser ses fonctions et à se redéfinir en ce début de XXIe siècle.

Réflexion finale

Ces diverses contributions, rédigées dans un esprit commun, ont été guidées par deux objectifs. Le premier consistait à souligner, même sommairement, les apports culturels au sens large de l'Amérique latine qui contribuèrent à la reconnaissance et à l'intégration même de ce continent en forgeant sa personnalité actuelle. Le second visait à exposer le sens et la portée de ces apports pour la culture universelle. Le but était donc d'explorer en profondeur l'identité propre de ces pays ainsi que leur rôle dans l'émergence d'une culture dotée d'une véritable dimension humaine et planétaire, qui ne néglige, n'omet ni ne nie les caractéristiques régionales, nationales ou locales, ni celles des minorités et qui, tout en s'intéressant aux cultures

savantes, n'oublie pas les cultures populaires. Autrement dit, nous sommes conscients qu'il faut rejeter toute culture qui exclut les manifestations locales ou les éléments internes marginaux ou hétérogènes, ainsi que celles qui tentent de se réfugier dans des visions cosmopolites appauvrissantes.

Les déductions réalisées à partir de statistiques sur le nombre de téléviseurs par millier d'habitant, le nombre de kilos de papier journal consommé par personne ou toute autre donnée équivalente utilisée dans différents secteurs sont à nos yeux des indicateurs insatisfaisants, car insuffisants, des véritables progrès culturels. Convenons en effet qu'une culture peut s'appauvrir ou se dénaturer en dépit de la forte croissance du nombre de postes de télévision par millier d'habitant ou de kilos de papier journal utilisé par personne. Les exemples en ce sens sont malheureusement légion.

La situation actuelle est également préoccupante. Il serait nécessaire de revoir la périodisation (culture imposée, culture acceptée ou admise et culture critiquée) que nous avons établie auparavant pour faciliter la compréhension des processus culturels à long terme et lui ajouter une quatrième étape, encore invisible à l'heure actuelle. Il semble indispensable et urgent de dépasser les étapes précédentes face aux profonds bouleversements constatés sur tous les continents et dans toute «l'épaisseur des civilisations», selon l'expression de l'historien Fernand Braudel. Nous constatons cependant un déclin préoccupant des attitudes correspondant à la troisième période de la culture, une perte de l'esprit critique et créateur et un appauvrissement de la vision du monde, ainsi que des replis vers la deuxième étape, celle de la culture acceptée, voire vers la première et la culture imposée. Ce retour en arrière résulte de phénomènes inéluctables provoqués par une multitude de facteurs. Nous ne mentionnerons que la diffusion des industries culturelles et des nouveaux moyens de communication, ainsi que les fortes tendances homogénéisatrices et hégémoniques qui imposent, grâce à d'incroyables moyens technologiques, économiques et parfois politiques, des modèles, des valeurs, des modes, des tendances et des orientations au détriment des avancées autonomes des cultures locales. dont parfois même les langues se trouvent menacées. Nous assistons donc à d'intenses processus d'«exclusion» qui passent pour des phénomènes d'«inclusion».

Si la culture doit être un facteur d'intégration des peuples, elle doit commencer par respecter leur personnalité et leurs caractéristiques afin de les incorporer à une nouvelle universalité réelle qui ne soit pas une simple variante des anciens modèles ethnocentriques, omnipotents et appauvrissants. Dans la conception hégélienne des idées, dépasser ne signifie pas nier, rejeter ou occulter mais, au contraire, réutiliser sur un autre plan ce qui a été nié pour l'élever à un niveau supérieur en lui donnant un sens nouveau.

L'AMÉRIQUE DANS LE MONDE

La présence de l'Amérique dans le monde se fit sentir dès que les Européens posèrent le pied sur ses côtes, à la fin du XV^e siècle. Depuis, la nature de cette présence a évolué et s'est développée pour devenir, dans la seconde moitié du XX^e siècle, véritablement universelle et décisive.

Deux grandes étapes ont marqué ce développement tout au long du XXe siècle: tout d'abord la Première Guerre mondiale, lorsque les États-Unis d'Amérique ont fait leur entrée sur la scène internationale en tant que puissance mondiale et ont parallèlement établi leur domination sur tout le continent américain, et ensuite, la Seconde Guerre mondiale et le scénario planétaire qui en a découlé, à savoir, l'affrontement de deux grands blocs, l'un ayant à sa tête les États-Unis et l'autre l'URSS. Le résultat de cette confrontation a été l'émergence d'un nouvel ordre mondial, où l'unique puissance dominante sont les États-Unis. Ainsi, on peut aisément considérer le XXe siècle comme la période au cours de laquelle l'Amérique a renforcé sa présence sur la scène mondiale.

Formes anciennes et nouvelles d'intégration économique et culturelle

Au début du XX^e siècle, trois événements cruciaux ont amené et favorisé l'intégration de l'Amérique dans le monde: les grandes vagues d'immigrants venus d'Europe, notamment à destination de l'Amérique du Nord, le développement de l'industrie pétrolière et l'industrialisation massive des biens de consommation et, enfin, l'ouverture du canal de Panama en 1914.

Avec la participation du Canada et des États-Unis à la Première Guerre mondiale, le centre de ce que l'on a nommé la civilisation atlantique s'est progressivement déplacé vers le continent américain. Les efforts du président Woodrow Wilson visant à promouvoir la Société des Nations ont néanmoins été suivis d'une période d'isolement au cours de laquelle les États-Unis se sont quelque peu retirés de la scène européenne. Pendant ce temps, les États-Unis ont consacré leur énergie à asseoir leur domination sur le continent américain. La présence impérialiste américaine remonte au début du XIX^e siècle sous l'égide de la doctrine Monroe (1823), établie afin de dissuader les projets de reconquête coloniale de l'Espagne, puis de freiner l'avancée coloniale alors entreprise par la France au Mexique. Lorsque l'Espagne a finalement perdu sa dernière possession coloniale en Amérique en 1898, les États-Unis en ont profité pour légitimer leurs multiples interventions à caractère impérialiste en Amérique centrale et dans les Caraïbes. La grande crise économique de 1929 a cependant révélé toute l'importance

du rôle de l'Amérique dans l'économie mondiale. L'ampleur croissante de la présence mondiale de l'Amérique a été facilitée, dans le domaine de la littérature, par l'apparition du nouveau roman nord-américain, dans les arts visuels, par le muralisme mexicain, en musique, par la naissance du jazz, et enfin, par l'essor du cinéma.

Le Canada et les États-Unis ont joué un rôle majeur dans la Seconde Guerre mondiale, alors que celui du Mexique et du Brésil a été de moindre importance. Cette participation a ouvert la voie à la présence décisive de l'Amérique dans le monde. Si l'Amérique du Nord a fourni une aide directe à l'effort de guerre du front démocratique allié contre le fascisme, un soutien indirect a été apporté par l'Amérique latine à travers la fourniture de matières premières stratégiques. Un appui a également été proposé au niveau politique. La Charte de l'Atlantique, signée en 1941 par Franklin Delano Roosevelt et Winston Churchill, a marqué le début de l'essor durable de la démocratie dans le monde qui, avec la tendance effrénée à la décolonisation d'après-guerre, caractérise le XX^e siècle. La création de l'Organisation des Nations Unies à San Francisco en 1945, la démocratisation du Japon et la campagne en faveur de la construction européenne à travers le plan Marshall (1948) ont consacré le rôle prédominant de l'Amérique sur la scène mondiale.

Le début de la confrontation entre les deux blocs, connue sous le nom de guerre froide, que Winston Churchill a qualifiée d'inévitable à Fulton, au Texas, en 1946, la mise en place des démocraties populaires en Europe centrale et orientale et le triomphe de la révolution chinoise sont autant d'éléments qui ont amené à la formation de deux grands ensembles, dont l'opposition a perduré pendant toute la seconde moitié du XX^e siècle. Ce conflit a entraîné une guerre mondiale longue, mortelle, complexe et universelle qui s'est caractérisée en Corée et au Viêt Nam par une série de guerres coloniales cruelles et par une longue activité de guérilla. L'Amérique a été impliquée dans tous les épisodes de cette confrontation, à travers l'action directe ou indirecte des États-Unis.

Pendant ce temps, la présence de l'Amérique latine sur la scène mondiale a reposé sur des événements politiques d'importance et de portée diverses. La révolution mexicaine a lancé un vaste débat idéologique, dont les résultats les plus significatifs ont été l'agrarianisme et l'industrialisation sans précédent de l'industrie pétrolière en 1938. Le triomphe de la révolution cubaine en 1959, suivi de mouvements de guérilla dans plusieurs pays d'Amérique latine, a transposé l'affrontement des deux grands blocs sur le sol américain.

L'échec du socialisme autocratique et l'ajustement sociopolitique qui en a découlé ont permis à l'Amérique de renforcer davantage son rôle sur la scène mondiale et de le rendre encore plus décisif, même si le processus d'unification européenne et de développement de centres de pouvoir économiques et politiques en Asie constitue un défi croissant. L'Amérique a créé de nouvelles sphères d'influences, d'ordre économique avec l'industrialisation massive de l'industrie du loisir et d'ordre technologique avec la navigation spatiale, la technologie de l'information, ainsi que le génie électronique et génétique. Dans le domaine culturel, cette influence se traduit par le développement des marchés de l'art sur le continent américain et par l'explosion de la création littéraire, des arts visuels et de la musique.

Organisations régionales et internationales

La création d'organisations régionales américaines repose essentiellement sur le besoin d'institutionnaliser la domination des États-Unis d'Amérique sur tout le continent, même si elle a également permis de trouver des moyens de coexistence pacifique entre les États américains et de créer d'importantes sphères de coopération sociale et culturelle. Sur le plan économique, le développement d'un ordre régional s'est néanmoins révélé lent et controversé.

L'Organisation des États américains (OEA), créée à Bogotá en 1948, permet aujourd'hui de concrétiser le désir d'unification initialement exprimé en 1826, quoique dans des termes différents, au Congrès de Panamá convoqué par Simón Bolívar. Constituée en 1889–1890, à travers la formation de congrès d'États américains qui ont donné naissance à l'Union panaméricaine, elle est la plus vieille organisation multiétatique. Même si l'OEA n'a pas toujours été compatible avec la consolidation de la souveraineté nationale ni avec l'essor de la démocratie dans les pays latino-américains, elle a joué un rôle politique important et s'est chargée de la promotion et de la coordination de programmes d'aide considérables dans les domaines social, sanitaire et culturel.

D'autres organisations, notamment celles créées et développées dans le cadre du programme intitulé Alliance pour le progrès, lancé en 1961, ont tenté de répondre, avec plus ou moins de succès, aux aspirations des nations latino-américaines en matière de développement social, économique et politique et d'établir des relations plus équitables entre les États-Unis d'Amérique et les autres États. L'Association latino-américaine de libre-échange (ALALE), la Banque interaméricaine de développement (BID) et le Système économique latino-américain (SELA) témoignent des efforts accomplis dans le domaine économique et commercial. Il est important de mentionner le Pacte andin, signé en 1969, la Communauté des Caraïbes (CARICOM), le Groupe de Río, le Mercosur et l'Accord de libre-échange nord-américain, qui ont une portée politique plus large ainsi que de grandes implications économiques. Il est essentiel de souligner que dans les

dernières décennies du XX^e siècle, les accords sous-régionaux expriment la volonté des pays latino-américains de réunir leurs forces afin de trouver une voix internationale juste et directe. À cet effet, de telles organisations ont dû négocier avec les organisations européennes ainsi qu'avec d'autres instances internationales.

Dans l'ordre mondial, il est important de mentionner l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) en raison de son large impact et de sa nature véritablement mondiale. En septembre 1960, le pacte de Bagdad a été rendu public à Caracas, donnant naissance à l'OPEP, dont l'idée a été avancée par le Venezuela lors du Congrès panarabe tenu au Caire au début de la même année. Les producteurs de café, de cacao et de bananes ont joué un rôle considérable dans la promotion des organisations mondiales afin de réglementer les échanges de ces produits.

Sur le plan politique et militaire, la principale expression de la présence américaine dans le monde est l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN), qui a été établie en 1949 et qui a été la clé du succès dans le conflit avec le pacte de Varsovie.

La place de l'Amérique latine dans le nouvel ordre mondial

La capacité de l'Amérique latine à jouer un rôle direct dans le nouvel ordre mondial est encore très limitée. Les pays qui tiennent un tel rôle le font en tant que membres d'organisations et de forums internationaux réguliers ou ponctuels. Toutefois, dans certains domaines, tels que les questions sociales, sanitaires et environnementales, la participation de l'Amérique latine a progressé de manière considérable, notamment lors de la conférence de Río sur l'environnement.

La survie en Amérique latine d'un gouvernement socialiste symbolise un genre de participation, somme toute marginale de par son ampleur, à un aspect du nouvel ordre mondial, celui de la fin du socialisme autoritaire. Le rétablissement, l'établissement dans certains cas et le développement dans d'autres, de la démocratie dans les pays d'Amérique latine constituent une contribution hautement significative à l'aspiration générale qui consiste à asseoir la démocratie partout dans le monde, notamment sur fond d'efforts visant la reconversion des régimes socialistes autoritaires.

Malheureusement, une nouvelle forme de crime international s'est établie en Amérique latine. Aujourd'hui, le trafic de drogue est une activité illicite lucrative à laquelle les économies les plus développées participent en offrant d'excellents marchés de consommation, en fournissant les apports initiaux et en bénéficiant des transactions financières issues de ce trafic.

Idéologies et conscience de soi : identité régionale et nationale

Dans l'ensemble, il est possible d'affirmer que le rôle principal de l'Amérique en termes d'idéologie a été de développer et de mettre en œuvre les grandes lignes de l'évolution sociopolitique fixées au XIX^e siècle, à savoir, la pratique du républicanisme et l'introduction de la démocratie, à la fois au niveau politique et social.

Le rôle du Canada et des États-Unis d'Amérique dans le maintien de ces valeurs partout dans le monde n'est plus à démontrer. Leur participation aux grands conflits mondiaux en dit assez long sur leur engagement. Cependant, l'Amérique latine a également apporté une contribution non négligeable à cette lutte à travers sa coopération mondiale, même s'il convient de préciser que cet engagement a été plus fort et plus significatif au niveau national.

La vocation démocratique des Latino-américains, tiraillée par l'antiimpérialisme et la dictature, n'a jamais cessé de chercher sa propre forme d'expression. La conscience d'eux-mêmes, qu'ils ont toujours souhaité renforcer, a dû faire face à l'impérialisme, souvent sous la forme d'invasions armées et sous couvert de nationalisme fascisant et de pseudo-internationalisme communiste. L'émergence de mouvements, tels que l'Alliance populaire révolutionnaire américaine (APRA) fondée par Víctor Raúl Haya de la Torre en 1924, le «justicialisme» de Juan Domingo et d'Evita Perón et la tentative d'américanisation du marxisme représentée par José Carlos Mariátegui, reflète les efforts accomplis par l'Amérique latine pour trouver sa propre voie.

Le ferme engagement de l'Amérique envers la promotion de la démocratie s'est accompagné, en Amérique latine, d'un effort permanent visant à renforcer l'identité régionale et nationale. En cette fin de XX° siècle, il est possible d'affirmer que, si la conscience d'une identité américaine existe bel et bien, elle repose désormais sur l'atteinte d'objectifs dans le domaine social, économique et culturel et non plus seulement sur l'acquisition et le maintien de l'indépendance, comme ce fut le cas au cours du XIX° siècle. Parallèlement, la conscience régionale de l'Amérique latine s'est renforcée avec le développement de la conscience nationale. Toutefois, seul un petit nombre d'États latino-américains a tenté d'établir un nouveau modèle conceptuel qui permettra la libre expression au sein des sociétés indigènes en termes sociaux, politiques et culturels. À en croire certains signes prometteurs, des progrès significatifs sont à attendre dans ce domaine au cours des premières décennies du XXI° siècle.

BIBLIOGRAPHIE

- CAMPRA R. 2000. América latina: L'identidad e la maschera, Rome.
- DELORS J. et al. 1996. Learning: The Treasure Within: Report to UNESCO of the International Commission on Education for the Twenty-First Century, Paris, Éditions UNESCO.
- FAURE E. et al. 1972. Learning To Be, Paris, Éditions UNESCO.
- MORAZÉ C. 1979. Science and the Factors of Inequality: Lessons of the Past and Hopes for the Future, Paris.
- RIBES B. 1981. Domination or Sharing: Endogenous Development and the Transfer of Knowledge, Paris.
- UNESCO 1993a. Rapport mondial sur l'éducation, Paris, Éditions UNESCO.
- 1993b. Rapport mondial sur la science 1993, Paris, Éditions UNESCO.

33.2 Les Caraïbes

Hilary McDonald Beckles

LES CARAÏBES ET LA MODERNITÉ

Dans ce que nous appelons la modernité occidentale, les Caraïbes ont été le lieu principal de confrontation idéologique. Les contradictions entre l'esclavage et la liberté, les privilèges et l'égalité ainsi que la domination raciale et la pluralité ethnique ne furent plus ardemment contestées ni ouvertement débattues dans nulle autre région de l'Occident. L'idéalisme et le rationalisme des Lumières y furent poursuivis avec détermination et profondément ancrés dans la dure réalité d'un quotidien agité.

Ce scénario aurait pu être écrit par les plus grands philosophes européens pour une scène dominée par des acteurs issus de leurs propres groupes ethniques et culturels. Les événements prirent cependant une tournure inattendue. Les vedettes du spectacle furent en effet les esclaves africains, les pauvres et les dépossédés travaillant dans les plantations, ainsi que les miséreux vivant sur ces terres violées. Ils s'approprièrent ce texte, dirigèrent l'action et jouèrent devant un public mondial la pièce la plus révolutionnaire alors représentée dans le monde moderne.

Cette pièce mêlant subversion et insurrection s'ouvrit sur la perpétration d'un crime contre l'humanité au XVe siècle, l'esclavage. L'intrigue évolua vers un dénouement des plus spectaculaires: les esclaves devinrent des sénateurs, les objets devinrent des citoyens et les biens échangeables devinrent des présidents élus. Aucun metteur en scène n'interpréta les Caraïbes comme le lieu où l'humanité apparut sous son meilleur jour. Cette région choisit son rôle et décida d'abolir l'infamie de l'esclavage et de promouvoir, sur son espace, une société fondée sur la liberté, l'égalité et la justice. Elle pardonna à ses descendants afin de rester fidèle à sa vision d'elle-même et tint sa promesse douloureuse et tourmentée. Elle poursuivit dans cette voie et reste un lieu où l'humanité s'efforce d'améliorer sa meilleure représentation.

Le paradigme James-Williams

L'ouvrage original de C. L. R. James, The Black Jacobins (Les Jacobins noirs, 1938), et le tour de force d'Eric Williams, Capitalism and Slavery (Capitalisme et esclavage, 1944), racontent cette marche des Caraïbes vers la justice. Ils ne représentent pas seulement les fondements de l'historiographie nationaliste des Antilles. Ces deux auteurs, nés dans la colonie de Trinidad, retracèrent l'histoire caribéenne dans son contexte atlantique contemporain en restant fidèles à la tradition idéaliste des Lumières et firent des apports considérables au discours sur les progrès de l'Occident. Ces réalistes critiques considéraient que l'historiographie populaire était indispensable à tout effort visant à identifier clairement les idéaux philosophiques dans la vie des communautés. Dans The Black Jacobins, James relate les luttes pour la liberté et la justice sociale des esclaves de Saint-Domingue, fleuron commercial du capitalisme colonial français dans les Antilles. Il détaille également l'évolution de cette rébellion antiesclavagiste réussie vers un événement bien plus complexe dans l'histoire occidentale : la création d'Haïti, premier État-nation caribéen. Dans Capitalism and Slavery, Williams développe le paradigme de l'asservissement de la main-d'œuvre africaine et de la libération du capital européen, souligné auparavant par James dans The Black Jacobins et qui devint le fondement de la réorganisation révolutionnaire de la productivité orientée vers le développement économique européen (James, 1938; Solow et Engerman, 1987; Williams, 1944).

Le paradigme de James et Williams fit couler beaucoup d'encre et eut de vastes répercussions sur la conception des liens entre l'esclavage, la modernité occidentale et le discours du développement. Dans les Caraïbes, leurs travaux furent à l'origine d'études sur l'historiographie de la décolonisation et favorisèrent l'émergence d'un discours privilégié, créole et nationaliste. Ils furent tous deux largement critiqués et acclamés et continuent, un demi-siècle plus tard, à stimuler les auteurs les plus prolifiques sur l'histoire occidentale. James cherchait explicitement à ancrer la politique caribéenne en faveur de la liberté des Noirs dans les philosophies européennes des Lumières. Williams souhaitait, quant à lui, illustrer la nature contradictoire et paradoxale de la rationalité moderniste telle qu'elle apparaissait dans les retombées économiques et idéologiques de l'application des principes de l'économie politique à la relation entre l'esclavagisme caribéen et l'industrialisme européen (Beckles, 1984; James, 1984; Lazarus, 1991).

Sur le plan conceptuel, *The Black Jacobins* et *Capitalism and Slavery* situent les Caraïbes au cœur d'une modernité atlantique plus vaste où se produisit l'interaction entre l'Europe, l'Afrique et les Amériques. Pour James, les esclaves se servirent de la volonté de rapprocher les idées des

Lumières de la réalité pour lutter contre les colonisateurs désireux de monopoliser les privilèges et le pouvoir. Au lendemain de l'aventure de Christophe Colomb, les Caraïbes possédaient, selon Williams, une culture unique. Si *Capitalism and Slavery* étudie les manifestations économiques de la modernité occidentale dans l'espace caribéen, *The Black Jacobins* constitue l'affirmation de sa contradiction explosive par des subalternes dont l'idéologie repose sur les paradigmes philosophiques hégémoniques de leurs oppresseurs (Buhle, 1989; Worcester, 1982).

Christophe Colomb n'avait pas menti, contrairement à ce qu'affirment souvent les culturalistes et les historiens caribéens. Il avait bel et bien découvert les Caraïbes. Cet événement était pour lui aussi réel que pouvait l'être toute construction intellectuelle dans une tradition culturelle donnée. Il crut avoir découvert cette région et pensait que les Européens y trouveraient un nouvel environnement différent où ils pourraient découvrir, ensemble, leur qualité d'individus et de citoyens libres. L'Europe fut libérée par cette expérience et ses sujets devinrent des citoyens, alors que les colonisés devinrent des indigènes. La conception et la construction des latifundia et des plantations comme principe organisateur de la vie socio-économique rapprocha ces deux mondes. Pour les Européens, elles symbolisèrent la rationalité économique, la modernité civilisatrice et la liberté d'entreprise de la Renaissance face à la pauvreté matérielle, obstacle déshumanisant. La mission coloniale fut donc un déclencheur qui lança le navire caribéen, ses commandants européens et sa cargaison africaine sur la voie de la modernité par le biais du système des plantations élevé sur les ruines nettoyées des structures indigènes.

La culture des plantations

La culture des plantations caribéennes symbolisait parfaitement cette époque. Au cours des XVIe et XVIIe siècles, l'économie politique capitaliste suscita la prolifération d'ouvrages d'inspiration mercantile sur le commerce, la finance et l'industrie manufacturière. Leurs auteurs prêchaient les vertus de la production à grande échelle, de la création de surplus et de l'accumulation de richesses grâce au commerce extérieur. L'engagement institutionnel face à ces principes se refléta dans l'essor des plantations, qui s'opposait à la production paysanne traditionnelle alors considérée comme rétrograde et ruineuse pour une nation moderne. La production de masse requérait la mobilisation de ressources considérables et la planification stratégique de l'activité. Le planteur caribéen devait donc penser et agir dans une perspective mondiale, car les ressources productives, non immédiatement disponibles, devaient être acquises sur des terres lointaines.

Les planteurs de canne à sucre caribéens du milieu du XVIIe siècle furent célébrés comme les entrepreneurs agricoles les plus brillants de la modernité. Leur modèle social fut également considéré comme tout à fait unique et sans précédent en raison de l'échelle mondiale de leurs activités. Ils devinrent le symbole de l'emprise économique européenne et les champions de la modernité atlantique. Leur entreprise reposait sur un réseau international véritablement impressionnant. Après avoir pacifié et parfois exterminé les indigènes leur opposant une résistance, ils décidèrent de faire venir de leurs terres natales une main-d'œuvre servile liée de facon synallagmatique, ainsi que des esclaves d'Afrique. Ils produisaient des cultures avec des capitaux et des crédits européens, importaient de la nourriture et des matériaux de construction des colonies continentales et exportaient leurs produits dans le monde entier. Avec l'appui d'un réseau transcontinental de courtiers, d'agents et de financiers, les planteurs de canne à sucre des Antilles soutenaient le monde connu de leur regard et s'enrichissaient avec le large éventail de biens produits. Profitant au maximum de leur succès économique, ils exercèrent des pressions et achetèrent leur place dans les parlements et les cours impériales de métropole, dans le but de protéger et de pérenniser l'univers qu'ils avaient construit (Dunn, 1972; Sheridan, 1974).

Les plantations caribéennes abritaient également d'autres phénomènes contradictoires de la modernité. Elles mettaient ainsi en œuvre les techniques industrielles les plus avancées dans les sucreries. Ces raffineries caribéennes, décrites comme des «usines en plein air», constituaient probablement le plus grand complexe industriel européen aux XVIe et XVIIe siècles. Elles déployaient des systèmes de production et des techniques énergétiques et chimiques à la pointe du progrès et bénéficiaient d'une main-d'œuvre disciplinée, ce qui leur conférait un caractère innovant et futuriste unique. Elles excellaient également sur le plan organisationnel grâce à l'intégration des processus agricoles et manufacturiers, soit des activités se déroulant dans les champs et les usines. Cette réussite se fit néanmoins au détriment de personnes réduites en esclavage et déshumanisées par des systèmes de travail tels que l'*encomienda*, le péonage, l'esclavage, l'asservissement par contrat synallagmatique et l'apprentissage. Les institutions décourageaient l'emploi de salariés libres, très rares, et envisageaient naturellement la solution de l'esclavage sous toutes ses formes. Les personnes classées comme indiennes et africaines ou les autres peuples colonisés étaient condamnés à subir ce fléau à vie.

Le discours européen des Lumières inventa ainsi les Caraïbes et promut le caractère progressiste et épanouissant de l'esclavage pour les deux parties de la relation de pouvoir. La modernité caribéenne commença par

le voyage de retour de Christophe Colomb, qui ramena quelques natifs de ces îles en Europe pour les vendre et les exhiber afin de rentabiliser son projet. Ce fait en dit long sur le lien entre la philosophie, l'économie et la morale et leur rôle dans la pensée pro-impérialiste. Il n'y avait donc rien de particulièrement étonnant à ce que John Locke, premier représentant des Lumières à défendre la liberté civile et humaine, possédât des esclaves et investît dans les plantations des Caraïbes (Bahamas).

Locke commença à investir dans le projet colonial lors de la création de la *Royal African Company* qui, sous la restauration britannique des Stuarts, obtint le privilège de fournir les esclaves africains aux plantations. L'objectif était de renforcer les avantages concurrentiels de l'État-nation britannique. Selon Locke, les Africains ne manifestaient aucun signe de modernité indiquant qu'il fût nécessaire de les inclure dans le discours sur les droits des individus. Au contraire, il les considérait comme des sauvages que les Européens devaient éclairer et civiliser. L'esclavage était donc, pour lui, une sorte de système d'apprentissage au sein duquel les Africains acquerraient un jour les bases leur permettant de faire partie de la société civile.

La nature raciste de l'idéologie esclavagiste, qui apparut lors de la diffusion de l'esclavage dans l'hémisphère, mit à mal la cohérence intellectuelle et morale de la philosophie des Lumières. Elle révéla que cette pensée était idéologiquement marquée et mise au service de ce que Edward Said décrit comme l'objectif supérieur de préparer culturellement les nations européennes, ou de la «race» blanche, à l'ère de l'impérialisme. Dans Capitalism and Slavery, Williams souligne les raisons économiques, ou rationnelles, de la prédilection des colonisateurs pour une main-d'œuvre d'esclaves. L'esclavage était cependant bien plus qu'un système de travail. Il participait d'une campagne politique visant à différencier culturellement les Européens du reste de l'humanité et à créer des représentations d'un ordre hiérarchique ethnique correspondant à ses propres intérêts et permettant d'appliquer la notion d'altérité aux peuples colonisés. La liberté et la justice ne pouvaient être des objectifs réels pour ces catégories de personnes, considérées hors de la portée des Lumières. Par ailleurs, après avoir schématisé les circuits financiers de l'accumulation des richesses et les flux monétaires assurant la viabilité de l'esclavage, Williams conclut que le sang des esclaves africains coulait dans les veines de l'industrialisme moderne de l'Europe occidentale (Said, 1978; 1983; 1989).

Face à ces éclairages, les Caribéens devraient avoir une conception ambivalente de la modernité occidentale. Les écrits des principaux théoriciens esclavagistes expliquent en quoi leur position reste justifiée. Le Jamaïcain Edward Long, auteur de la fin du XVIIIe siècle, considérait comme primordiale la réconciliation conceptuelle entre la réalité de

l'esclavage africain et l'idéalisme de la liberté européenne, la Jamaïque étant la plus riche colonie de l'Empire britannique. Selon lui, les Africains étaient plus libres comme esclaves dans les Caraïbes que comme sujets des monarques ou des chefs tyranniques de leur pays d'origine. Il considérait l'esclavage comme une institution au sein de laquelle les Africains progressaient réellement vers la liberté. Ils bénéficiaient de l'écho culturel et technique de l'Europe moderne. Ainsi, pour Long, l'esclavage, comme condition transitoire, offrait aux Africains des avantages mesurables à long terme, ce qui en faisait une institution modernisatrice et progressiste. Des opinions similaires furent formulées avec d'évidentes nuances stratégiques dans les autres empires, notamment par Moreau de Saint-Méry et Hilliard d'Auberteuil dans les Antilles françaises (d'Auberteuil, 1776–1777; Long, 1774; de Saint-Méry, 1779).

Dans *The Black Jacobins*, James ne remettait pas en question la construction interne des théories esclavagistes ni la validité de leurs fondements idéologiques, mais cherchait à établir des points communs en adoptant des universalismes. Il existait, selon lui, tout au plus un lien temporel entre la notion de Lumières et la culture européenne. Il reconnaissait néanmoins cet esprit et le considérait comme un processus de développement humain qui se propageait à travers plusieurs civilisations, y compris africaines. En ce sens, la phase européenne de ce mouvement n'était rien d'autre qu'une manifestation trop brève pour qu'une nation se l'approprie et que soient niés son passé et son caractère fondamentalement multiculturels. Ce phénomène traduisait, par ailleurs, l'ignorance de l'histoire et l'arrogance ethnique des empires européens qui cherchaient à démontrer que les nouvelles conditions sociales étaient culturellement liées à leur nation.

James admettait que les idéaux des Lumières se soient concrétisés sur le plan politique dans les pays d'Europe occidentale lors de l'aventure caribéenne. Ils furent alors néanmoins sérieusement entamés par les exigences culturelles du colonialisme qui affirmaient la nécessité de l'esclavage caribéen pour les empires. L'histoire voulait que les subalternes colonisés, en premier lieu les esclaves caribéens, réclament un droit d'accès juridique et social à cet idéalisme en s'opposant collectivement à l'autorité impériale. James expliquait que seule cette revendication pouvait résoudre les contradictions de la modernité et représenter au mieux le pouvoir de changement des Lumières en mouvement. Les subalternes ne comprenaient pas seulement les esclaves, ces jacobins noirs, mais aussi les femmes affranchies, les indigènes et les autres groupes marginaux auxquels les représentants de l'empire refusaient toute justice sociale. James pensait qu'une fois constituée, l'avant-garde de l'opposition finirait par implanter dans sa région les véritables valeurs des Lumières et rendrait obsolètes le racisme et le sexisme qui entravaient le progrès humain.

Les révolutions

La révolution haïtienne (1791–1804) était, selon James, le moyen discursif le mieux adapté pour démontrer la cohérence intellectuelle et la réalité sociale de son argumentation. Les esclaves noirs de Saint-Domingue et leurs alliés métis libres donnèrent naturellement à la révolte antiesclavagiste un caractère révolutionnaire en prenant le pouvoir et en déclarant l'indépendance nationale. À la fin du XVIIIe siècle, cette colonie était la plus peuplée et la plus rentable des Caraïbes. Le lien entre l'esclavage et le capitalisme, tel que concu par Williams, en avait fait l'emblème de la réussite coloniale. Dans le même temps, les esclaves noirs et les métis mécontents développèrent une conscience dialecticienne marxiste et antiesclavagiste aiguë, ainsi que de grandes capacités d'organisation. Les sentiments antiesclavagistes et révolutionnaires naissaient dans la colonie à un rythme qui confirmait sa réputation de premier producteur des Caraïbes dans presque tous les domaines. Toussaint Louverture, chef révolutionnaire et théoricien de la praxis des Lumières, apparut comme la conséquence logique et inévitable d'une société si fière de sa réussite économique.

Toutefois, l'analyse de James ne s'arrêtait pas là. Il expliquait ensuite que si l'esclavage était né de la rationalité de la Renaissance et que l'antiesclavagisme était la conséquence sociale de l'idéalisme moderniste, personne dans le monde atlantique ne représentait mieux, selon lui, l'activisme des Lumières que Toussaint Louverture. L'épopée de la quête de la modernité caribéenne repose sur la lutte, dans la colonie, pour la liberté humaine contre l'influence considérable du féodalisme rétrograde et des opinions réactionnaires. Les Américains, prétendument guidés par la soif de liberté, remportèrent la guerre contre les Britanniques et leur exploitation coloniale. L'idéalisme philosophique de leur combat fut toutefois entamé et trahi par la décision de conserver l'esclavage comme principal mode d'organisation sociale de leur nouvel État indépendant.

La révolution américaine fut ternie et discréditée par ce refus de déclarer la liberté de tous. Face à la maturation politique inévitable du projet dans lequel ils s'étaient engagés, les citoyens durent reprendre les armes un siècle plus tard pour régler cette question lors de ce qui fut l'une des guerres civiles les plus sanglantes de l'histoire de l'humanité. Les révolutionnaires français abolirent l'esclavage en 1794 mais le rétablirent quelques années plus tard parce qu'il servait au mieux les intérêts du pays. Les Noirs de Saint-Domingue furent donc les premiers à déclarer la liberté universelle, à l'inscrire dans la Constitution nationale d'Haïti et à créer un État éternellement opposé à l'esclavage. L'idéalisme des Lumières fut sauvé et légitimé historiquement par les esclaves caribéens qui n'étaient pas censés en bénéficier. S'il ne s'était pas incarné dans toute sa splendeur

à Haïti, il aurait été, selon James, rapidement discrédité et taxé de philosophie de classe dominante servant des intérêts personnels limités (Lewis, 1983; Vastey, 1814, 1819).

Si le propos de James était d'illustrer la transition philosophique contradictoire de l'Europe et des Caraïbes vers la modernité occidentale, celui de Williams consistait à expliquer l'évolution de la relation entre l'esclavage et la rationalité économique. Williams démontra que le capitalisme primitif avait provoqué la naissance de l'esclavage caribéen en tant que principal mécanisme occidental d'accumulation des richesses. En revanche, le capitalisme avancé, guidé par les technologies industrielles et scientifiques, le supprima à sa racine grâce aux lois votées par les parlementaires à une époque où il était devenu moralement et philosophiquement révoltant. Ce fut le triomphe du marché, expliquait Williams, et non le soutien tardif de l'idéalisme moral des Lumières, qui rendit les lois sur l'émancipation d'autant plus magnifiques et originales sur le plan historique. Selon lui, William Wilberforce, l'homme (blanc) alors en vogue, ne devrait pas ressortir diminué de cette interprétation matérialiste de l'histoire, mais il faudrait, au contraire, rappeler son véritable rôle et le considérer comme le représentant d'une stratégie «politique» qui aurait pu empêcher la naissance dans les Caraïbes de milliers de Toussaint Louverture. En 1883, Williams écrit, «l'alternative était claire: l'émancipation par le haut ou par le bas. Mais l'ÉMANCIPATION» (Williams, 1944).

Cependant, le mouvement pour l'émancipation et les lois votées par les parlements européens mirent près d'un siècle à supprimer l'esclavage dans toutes les colonies impériales de la région. Les Espagnols furent les premiers à instaurer l'esclavage et les derniers à y renoncer, fait qui, aux yeux de James, explique en grande partie l'arrivée spectaculaire du socialisme révolutionnaire à Cuba sous Fidel Castro. Selon Williams, la rationalisation économique capitaliste pourrait bien avoir été l'un des moteurs invisibles de la stratégie législative antiesclavagiste des parlements. Le capitalisme industriel et commercial de l'Empire espagnol était bel et bien entré dans sa phase de maturité, comme l'illustre parfaitement l'histoire économique de l'esclavage dans ses colonies antillaises. Cette pratique fut finalement abolie par une opposition majoritairement créole, politiquement complexe et principalement composée d'esclaves qui luttèrent avec acharnement, tout comme les révolutionnaires antiesclavagistes et anticoloniaux, pour conquérir leur liberté.

Si la modernité débuta par la libération des ordres «inférieurs», selon l'expression des révolutionnaires cromwelliens pour désigner les classes ouvrières, les esclaves caribéens, dans l'analyse de Williams, étaient en avance sur leur temps lorsqu'ils se libérèrent eux-mêmes. Ils prirent le pouvoir à Haïti et y forgèrent un État correspondant à leur propre praxis

idéologique. Pour James, l'une des conséquences pratiques du système des plantations fut la progression de la prolétarisation des ouvriers asservis. Abstraction faite de son statut juridique d'esclave, l'Africain était le prototype de l'ouvrier industriel moderne. Organisés par la division du travail en unités de production distinctes et très bien formés pour devenir des artisans qualifiés (personnel des sucreries en particulier) et des cadres moyens (conducteurs ou contremaîtres), les esclaves des plantations étaient partie intégrante d'un discours politique qui encourageait les valeurs démocratiques de justice sociale et d'égalité. Ils rendirent ainsi l'esclavage socialement inacceptable en raison de sa relation fasciste au pouvoir et ancrèrent le système de valeurs des Lumières dans la culture populaire.

Ce système de valeurs fut, selon James, pleinement mis en œuvre pour la première fois en 1804, et non en 1917. L'émergence de l'État haïtien et non de la république soviétique constitue la première fois dans l'histoire de la modernité que les personnes aliénées et dépossédées prirent leur destinée en main afin de devenir les sujets d'un nouvel ordre mondial. Haïti devint le miroir grâce auquel l'Europe se vit sous les traits de Janus, divisé jusque dans son âme, et prit conscience des contradictions de sa propre expérience impériale. La mission civilisatrice donna lieu à des milliers d'atrocités qui culminèrent dans le génocide des indigènes qui refusèrent de céder leurs terres, leurs libertés et leur vie. La proclamation de la nouvelle république d'Haïti par le président Dessalines en 1804, réaffirmant l'identité linguistique arawak de l'île, fut un acte héroïque d'abnégation qui plaça la lutte des Africains et des métis dans la lignée de celle menée par ceux qui accueillirent la mission de Christophe Colomb et disparurent ensuite sous ses assauts. L'année 1804 fit l'effet d'une bombe en inaugurant un nouvel ordre dans lequel il était prouvé que les droits de l'homme pouvaient être obtenus par la résistante souterraine des personnes asservies.

La littérature

Ces mouvements pour la liberté s'accompagnèrent d'une littérature à travers laquelle les esclaves répondaient et s'opposaient aux représentations idéologiques élaborées dans les textes des propriétaires d'esclaves et de leurs partisans ayant voix au chapitre. Les esclaves rédigèrent leurs mémoires et des lettres et racontèrent l'histoire de leur vie à ceux qui soutenaient leurs luttes antiesclavagistes. Cette littérature constitue le canon de la philosophie politique caribéenne. Les mémoires de Mary Prince, les autobiographies d'Esteban Montejo et d'Olaudah Equiano et les autres récits de ce type dévoilent l'univers des communautés d'esclaves et replacent ces individus au sein de la vaste et changeante avant-garde de la conscience et de la politique

antiesclavagistes. Prise en dehors de son contexte immédiat, cette littérature, qui donne la parole aux subalternes, éclaire leur attachement socialement intransigeant et intellectuellement honnête à l'idéalisme des Lumières. Une lecture comparative de Locke et de Mary Prince sur le thème de la liberté révélerait la vacuité des revendications européennes en termes de race et de classe face à l'autorité textuelle et confirmerait l'opinion de James selon laquelle les discours de Toussaint Louverture furent parmi les plus élaborés en la matière (Barnet, 1993; Edwards, 1967; Ferguson, 1987).

Cette littérature des esclaves n'illustre toutefois pas seulement son attachement stratégique à la philosophie des Lumières. Elle amorce un postcolonialisme dans lequel l'identité et l'ontologie africaines et afrocréoles constituent une opposition subversive à l'égard de l'impérialisme. Certes, aucune théorie postcoloniale ne peut naître sans s'éloigner de cette tradition textuelle qui remet en question et rejette certains aspects du canon philosophique européen. L'antiesclavagisme fut de toute évidence un mouvement atlantique, mais il reposa essentiellement sur les esclaves, comme le firent remarquer Williams et James. Se trouvant sur le terrain, ils opposèrent une résistance quotidienne et furent finalement les premiers, et les plus nombreux, à adopter une loi sur l'émancipation. En outre, cette tradition littéraire noire précoce rompt avec l'idéalisme des Lumières sur des points tels que l'individualisme, la famille, la sexualité, les relations entre les ethnies et les sexes, la religion et la spiritualité, la conception du matérialisme, la différence culturelle et l'existence d'universalismes.

Politiques identitaires

Ainsi, la tendance démographique et culturelle au métissage et à la créolisation, qui divisa et unifia à la fois les expériences sociales de tous les membres du système esclavagiste, représente finalement une opposition à l'idéologie de la suprématie des Blancs et une affirmation précoce de principes interculturels qui remettent aujourd'hui en cause les politiques identitaires dans le monde postcolonial. Les représentants masculins de l'Empire entretenaient des relations avec les femmes noires. Cette exploitation sexuelle caractéristique de la société coloniale entama la notion de pureté raciale, soulignant ainsi la fragilité publique, et l'ignorance dans la sphère privée, des théories racistes sous-jacentes à la pensée européenne des Lumières. Si le nombre élevé de métis ne peut raisonnablement être considéré comme un indicateur de l'ampleur de la sexualité interraciale, il témoigne, en revanche, de l'échec de la suppression de la vie privée par la sphère publique. L'évolution de la société caribéenne fut inévitablement mise en avant pour démontrer les mensonges du colonialisme. Le métissage était aussi subversif

que les autres caractéristiques de l'expérience contradictoire des Caraïbes avec la modernité et pourrait bien être un exemple négligé, voire nié, d'une «contre-attaque de l'Empire», bien qu'ironique, lancée sur ses propres forces (Ashcroft *et al.*, 1989; Tiffin et Lawson, 1994; Young, 1995).

Tous revendiquaient la liberté, mais les Noirs la définirent et l'appliquèrent dans la société d'une façon radicalement différente des attentes des activistes et des penseurs antiesclavagistes européens. Le mouvement d'émancipation britannique devint ainsi une expérience contestée, car elle ne laissait aux Noirs que peu d'espoir de croire en la fin de l'esclavage dans les plantations. Les sociétés postérieures à l'esclavagisme étaient chargées d'une tradition de protestation politique qui les rendit aussi instables que les sociétés antérieures à l'abolition. Ce fut notamment le cas à Haïti. Les esclaves révolutionnaires devinrent de petits paysans et des ouvriers misérables au sein de l'État-nation et remirent en question la définition de la liberté imposée par l'élite rassemblant les militaires et les propriétaires terriens. Ils votèrent avec leurs pieds, mirent à mal les capacités productives de l'économie et forcèrent l'État à mettre en œuvre le Code rural adopté en 1826, qui visait à les attacher à leur terre et pénalisait ceux qui préféraient choisir le chômage ou les taudis à flanc de colline.

Les Lumières et l'émancipation

Le discours des Lumières européen et africain prit alors des chemins à la fois similaires et différents. Les divergences furent accrues par les défis que posait la reconstruction nécessaire après la fin de l'esclavage. Si les Européens comprenaient, et parfois soutenaient, les revendications de liberté sociale des Noirs, ils n'admettaient pas que la justice sociale repose nécessairement sur une liberté fondée notamment sur la propriété foncière, le droit de vote en politique, l'accès à des professions respectables et la participation au commerce de masse. Les Noirs devaient être libres de travailler pour des Blancs, concluaient-ils, et être encouragés à le faire par la peur de la faim et un système judiciaire implacable contre les crimes. Les abolitionnistes européens pouvaient alors difficilement soutenir les demandes de libération économique et politique des Noirs, formulées par les chefs de leur communauté.

Aucune réforme agraire digne de ce nom n'était envisageable. La plantation devait rester le symbole et la représentation de la mondialisation économique et de la suprématie des Blancs et constituer une barrière contre l'autonomisation des paysans d'origine africaine. Les idées des Lumières se brisèrent donc sur les écueils de l'émancipation qu'elles avaient soutenue sur le plan théorique et fournirent une fois encore les bases philosophiques

d'une culture politique coloniale répressive et autoritaire. La défense de la plantation comme système civilisateur assurant la progression dans la voie de la modernité fut élaborée en réaction à une forte opposition des Noirs contre ce modèle, principale institution entravant leur libération sociale. Le déclin économique d'Haïti fut interprété par les Blancs comme le recul de la modernité. Les paysans regardaient vers le passé et restaient attachés à leur culture africaine. En revanche, le système des plantations était progressiste et les ouvrait à la culture européenne. L'haïtianisation symbolisa pour les Blancs la fin des Lumières. À l'inverse, les Noirs affirmaient qu'à Haïti ils avaient gagné leur autonomie et renversé le projet européen et qu'ils étaient libres en dépit de leur pauvreté matérielle grandissante. Ils ne regardaient pas vers le passé, mais ouvraient une nouvelle voie permettant le progrès de l'humanité.

Tous ces événements révèlent la principale caractéristique de la modernité caribéenne : l'accès du citoyen lambda au pouvoir institutionnel et culturel. Si l'expérience haïtienne est unique dans l'histoire mondiale, le processus général assurant désormais dans les Caraïbes le contrôle de l'appareil d'État aux descendants des esclaves est l'une des manifestations premières de la liberté sociale. Les préjugés raciaux des radicaux européens face aux premiers dirigeants haïtiens, tout comme le fait que des considérations de race nuisirent à la façon dont les radicaux européens perçurent, dans les premières années, les dirigeants haïtiens et le fait que les sociétés caribéennes sont aujourd'hui encore déchirées et torturées par des conflits ethniques, tout cela conduit à la thèse que les Caribéens, en renversant le monde, durent faire face à des questions postmodernistes alors qu'ils étaient toujours profondément ancrés dans le modernisme. Cette contradiction est notamment illustrée par la personnalité et les choix de James et de Williams, deux intellectuels occidentaux (à savoir britanniques), humanistes distingués, mais plongés dans une idéologie anticoloniale qui les força à avoir un discours déconstructiviste et postmoderniste à une époque où il n'était pas de mise.

James se justifiait par le fait que les Caraïbes ne se trouvaient pas seulement au cœur de l'Occident mais qu'elles l'inventèrent. Williams acquiesçait mais reconnaissait comme James que, les Caraïbes étant situées au sud de cet Occident, il était stratégiquement nécessaire de construire des systèmes de pensée différents. Le défi pour les intellectuels caribéens consista donc pendant longtemps à déstabiliser et déconstruire les notions hégémoniques de l'Occident afin de redéfinir les Caraïbes comme un projet occidental adapté au sud et possédant sa politique et son identité propres en termes d'opposition. Les positions stratégiques de ces intellectuels ne gagnaient pas toujours la faveur des radicaux. De nombreux Caribéens adoptèrent donc une approche stérile et condamnèrent la mission de

Christophe Colomb. Ils mirent en avant son aspect traumatisant et ses profondes répercussions morales rétrogrades sur le monde atlantique moderne, mais ne comprirent pas l'importance des cargaisons invisibles transportées par les caravelles, or c'est bien sur ce point que devait, selon Williams et James, se fonder toute analyse.

Ces navires véhiculaient, d'après Williams, diverses doctrines passées inaperçues: une idéologie économique qui n'avait pas encore de nom et n'était pas encore comprise mais qui le devint sous l'expression «capitalisme commercial», une idéologie raciste qui n'était pas encore clairement formulée mais qui s'ancra dans les Caraïbes, une idéologie sociale patriarcale qui affirmait la supériorité politique et intellectuelle des hommes sur les femmes, une idéologie chrétienne intolérante qui qualifiait les autres religions de croyances primitives, une conscience impérialiste expansionniste qui se concentrait sur l'acquisition d'un territoire complet, ainsi qu'une philosophie rationaliste qui faisait du matérialisme l'avenir de l'humanité. Toutes trahissaient les véritables enjeux du périple caribéen. Courageux navigateur, Christophe Colomb fut également un chef, l'émissaire d'une nouvelle ère et le porte-drapeau des forces de marché qui se propageaient dans la culture sociale européenne, ainsi que d'une civilisation qui commençait à se détacher de plusieurs siècles de décadence et de stagnation pour trouver son identité dans le cadre de l'expérience impérialiste tentée dans les Caraïbes.

Le capitalisme commercial marqua le début de l'intégration des continents de la planète dans un système économique unique. Ce fut dans les Caraïbes, au cœur du bassin Atlantique, que ce capitalisme international trouva très tôt son identité culturelle et sociale. Les historiens de part et d'autre de l'Atlantique ont rigoureusement répertorié les répercussions de la traite des esclaves et de l'esclavage sur le commerce international. Par exemple, ils savent désormais précisément comment ce système fit appel aux ressources africaines et les utilisa suite au génocide amérindien. Une grande partie des débats actuels sur l'identité culturelle, la race, la souveraineté et le morcellement de la construction de l'État dans les Caraïbes proviennent de cet héritage.

Il est primordial de revenir sur l'idéologie raciste. Avant la découverte des Caraïbes, il était rare de trouver dans la littérature européenne une théorie affirmant la supériorité systématique des Blancs sur les Noirs. L'esclavage existait bien évidemment avant le colonialisme atlantique, mais on ne diffusait pas l'idée d'infériorité des Noirs. En effet, avant le périple de Christophe Colomb, une grande partie des systèmes esclavagistes européens et méditerranéens reposaient sur une organisation du travail multiraciale. La plupart des ethnies étaient donc plus ou moins asservies les unes aux autres. Ainsi, les équipes d'ouvriers asservis travaillant dans les grandes

propriétés, les domaines viticoles et les mines d'Europe du Sud comptaient de nombreuses ethnies. Ce ne fut qu'après la mission caribéenne que l'esclavage prit une dimension spécifiquement raciale et que les idéologies opposées aux Noirs s'établirent culturellement en Europe. Au milieu du XVI^e siècle, nombre de textes européens avançaient que les Noirs pouvaient être subordonnés et asservis au sein d'un système colonial.

Le lien établi entre la diffusion du matérialisme et le progrès humain dans le discours des Lumières renforça l'adhésion à cette idéologie. Les colons blancs admettaient que la marche vers le développement économique requière l'asservissement systématique des Noirs. D'aucuns pensaient manifestement qu'il était nécessaire et moralement légitime non seulement d'asservir des êtres humains mais aussi d'exterminer les peuples conquis afin de leur confisquer leurs terres. Les plantations devaient être productives et il fallait explorer les mines plus en profondeur, objectifs qui nécessitaient des terres et une main-d'œuvre servile. Il était impossible de recourir à une main-d'œuvre libre dans les zones de conflit caribéennes. En outre, les Européens pensaient et avaient constaté que les frontières coloniales étaient mieux mises en place et restructurées par des esclaves. Les Caraïbes furent donc placées au cœur d'un nouvel ordre philosophique et économique. Elles furent le théâtre de l'élaboration et de la maturation d'une nouvelle pratique.

Le principe de politique économique selon lequel le commerce international était le meilleur moyen de parvenir à un développement économique autonome fut énoncé au XVII^e siècle par les partisans du colonialisme qui soulignèrent le rôle clé du système des plantations dans la création de richesses. Williams démontra que, sans la présence des Caraïbes dans le complexe colonial, la révolution industrielle britannique du XVIII^e siècle et la suprématie de l'Empire britannique du XIX^e siècle n'auraient pas eu lieu. James alla plus loin encore et expliqua que les Antillais possédaient désormais, grâce à leur histoire, une culture unique. De nouvelles mentalités et identités apparurent dans les Caraïbes et un nouveau peuple naquit, mêlant les héritages européens, africains, amérindiens et asiatiques. Des membres de la plupart des grandes civilisations du monde furent envoyés dans les Caraïbes afin d'assurer la croissance économique coloniale. Les Antillais sont donc des individus futuristes liés à toutes les grandes civilisations et sont les premiers produits du système mondial moderne.

Si l'on compare la définition de l'Antillais donnée par James à la thèse de Williams qui explique comment le système des plantations esclavagistes caribéennes produisait des richesses et créait des institutions financières dans le cadre d'un nouvel ordre économique mondial moderne, il apparaît nécessaire d'étudier le rôle culturel de la race et de la couleur dans les économies de marché contemporaines. Les Caribéens d'ascendance

européenne ont perdu leur pouvoir politique, mais possèdent toujours la plupart des ressources. En ce sens, les valeurs de Christophe Colomb existent toujours bel et bien. Le monde occidental blanc imposa à Cuba au XX^e siècle les mêmes sanctions que celles qui furent appliquées à Haïti au XIX^e siècle: blocus commercial international, refus d'aide financière et sabotage généralisé de l'économie. Aucune nation moderne ne peut aujourd'hui survivre sans entretenir des relations avec l'étranger. Afin de comprendre la défaite électorale du socialiste jamaïcain Michael Manley, la cannibalisation de la révolution qui se déroula à la Grenade ainsi que les tentatives visant à paralyser la révolution cubaine, il convient tout d'abord d'étudier l'histoire de la révolution haïtienne. La région avait en effet déjà connu de tels événements, ils ne constituaient en rien une nouveauté.

CONCLUSION

Les Caraïbes ont de fait une expérience troublée et divisée de la modernité occidentale. Des luttes de tous bords se sont appuyées sur le discours des Lumières, comme l'indiquent les travaux politiques, intellectuels et culturels réalisés dans la région. J. J. Thomas, également originaire de Trinidad, fut l'un des plus importants intellectuels au cœur de ces polémiques. Il fut, au cours des années 1860 et 1870, un auteur de l'opposition, un idéologue politique et un philosophe remarquable. Il passa des années à expliquer et réfuter les opinions racistes fondées sur les Lumières émises par des intellectuels britanniques du XIXe siècle, tels qu'Anthony Froude et Thomas Carlyle. Froude s'était rendu dans les Caraïbes après leur émancipation et avait écrit, à son retour en Angleterre, un ouvrage expliquant qu'une injustice avait été commise envers les Noirs lorsque l'émancipation leur avait été accordée. Selon lui, ils régressaient culturellement et passaient leurs journées à manger des citrouilles et à dormir sous les cocotiers. Ses opinions reçurent le soutien de Carlyle qui avança, dans un essai intitulé On the Nigger Question (Sur la question nègre), que l'émancipation était contraire au progrès et que l'avenir de la région s'annonçait peu glorieux. Thomas exposa les contradictions du discours européen des Lumières en termes de race, de classe et de sexe et défia ces théories en mettant en avant les caractéristiques spécifiques et uniques d'une modernité caribéenne hétérogène (Brereton, 1977; Campbell, 1965; Cohen, 1974; Froude, 1888; Thomas, 1889).

Les tensions et les luttes générées par la modernité caribéenne ne se limitèrent pas aux îles. Elles dépassèrent les frontières de la mer des Caraïbes et commencèrent un voyage destiné à insuffler une nouvelle énergie aux combats pour la libération menés dans les pays d'où venaient les ancêtres des Caribéens. Le garveyisme apparut comme un paradigme panafricain affirmant la nécessité de résister contre et de vaincre à tout prix la modernité européenne sous toutes ses formes, aussi bien dans les académies sur le plan philosophique, que dans les relations de marché au niveau économique, la culture et les arts. Les peuples opprimés relevèrent le défi et se mobilisèrent contre le racisme et l'impérialisme. Le garveyisme se répandit comme une traînée de poudre à travers le monde colonisé, dans plus de cinq cents communautés en Amérique du Nord et du Sud, en Afrique, ainsi que dans des centaines de communautés des Caraïbes. Après s'être établi dans cette région, il fut diffusé dans le monde entier, devenant ainsi le porte-parole des Africains et de tous les peuples racialement exploités. Les élites européennes et américaines tentèrent de freiner Garvey tout comme elles avaient essayé de contenir la menace représentée par Haïti. Il était absolument primordial, pour les prétendus héritiers de l'épopée de Christophe Colomb, que les navires de la *Black Star Liner* fondée par Marcus Garvey ne prennent pas la mer.

La modernité caribéenne poursuivit son combat. La révolution cubaine, qui consolida la configuration socialiste de la région, rattacha ses luttes personnelles à celles des peuples colonisés outre-Atlantique. De la même manière que George Padmor et C. L. R. James, originaires de Trinidad, furent des idéologues et des activistes essentiels pour la libération du Ghana, les troupes cubaines permirent le retrait de l'Angola des forces armées de l'Empire portugais et de l'Afrique du Sud raciste et contribuèrent ainsi par la suite à l'indépendance de la Namibie. Grâce à cette dialectique, la modernité caribéenne, bien que fragmentée, déchirée et torturée, participa à la libération politique du peuple africain (Cronin, 1955; Jacques-Garvey, 1986; Lewis et Bryan, 1988; Martin, 1996).

En dépit de la prolifération de ces luttes et des succès du mouvement indépendantiste de l'après-guerre, certains Caribéens restent prisonniers des relations coloniales. Ils sont impuissants car ils ne possèdent aucune ressource et leur seule activité économique ne peut leur garantir un niveau de vie suffisant. George Lamming rappelle néanmoins avec insistance un élément de taille: les États-nations constitutionnellement indépendants sont confrontés à un vide formel car leurs gouvernants ne dirigent pas leur pays. Les minorités ethniques arrivées récemment et les héritiers d'un mode de production esclavagiste restructuré contrôlent toujours fortement le destin économique de la région. Les forces historiques de continuité et de changement suggèrent que le recoupement entre la crise de la modernité et les discours postmodernistes propose dans la région de nouvelles frontières conceptuelles à l'analyse théorique. Certains citoyens commémorent l'anniversaire de la découverte, et d'autres celui de l'émancipation. Le passé continue ainsi à peser sur le présent et les troubles qui en résultent sont

une formidable source d'énergie qui définit et fait avancer la révolution culturelle, c'est-à-dire les Caraïbes (Depestre, 1973; Moya Pons, 1979; Pereira Salas, 1956).

BIBLIOGRAPHIE

- ASHCROFT B. et al. 1989. The Empire Writes Back: Theory and Practice in Post-colonial Literatures, Londres, Routledge.
- AUBERTEUIL H. (D') 1776–1777. Considérations sur l'état présent de la colonie française de Saint-Domingue (2 vols.), Paris.
- BARNET M. (dir. publ.). 1993. *The Autobiography of a Runaway Slave: Esteban Montejo*, Londres, Macmillan.
- BECKLES H. McD. 1984. Capitalism and Slavery: The Debate over Eric Williams. Dans: *Social and Economic Studies*, vol. 33, n° 4, p. 171–191.
- Brereton B. 1977. J. J. Thomas: An Estimate. Dans: *Journal of Caribbean History*, vol. 9.
- BUHLE P. 1989. C. L. R. James: The Artist in Revolutionary, Londres, Verso.
- CAMPBELL C. 1965. John Jacob Thomas of Trinidad. Dans: *African Studies Association of the West Indies Bulletin* (Kingston), n° 8, p. 26–42.
- COHEN W. 1974. Literature and Race: Nineteenth Century French Fiction: Blacks and Africa, 1800–1900. Dans: *Race and Class*, vol. 16, n° 2, p. 56–76.
- CRONIN E. D. 1955. *Blacks Moses: The Story of Marcus Garvey and the UNIA*, Madison (Wisconsin), Wisconsin University Press.
- DEPESTRE R. 1973. Problems of Identity for the Black Man in the Caribbean. Dans: *Caribbean Quarterly*, n° 3, p. 55.
- DUNN R. 1972. Sugar and Slaves: The Rise of the Planter Class in the English West Indies, 1624–1713, Chapel Hill (Caroline du Nord), University of North Carolina Press.
- EDWARDS P. (dir. publ.). 1967. Equiano's Travels: His Autobiography, Londres, Frank Cass.
- FERGUSON M. (dir. publ.). 1987. *The History of Mary Prince: A West Indian Slave, Related by Herself*, Londres, Pandora.
- FROUDE J. A. 1888. The English in the West Indies, Londres.
- JACQUES-GARVEY A. (dir. publ.). 1986. *Philosophy and Opinions of Marcus Garvey*, Dover (Massachusetts), Majority Press.

- JAMES C. L. R. 1938. *The Black Jacobins: Toussaint Louverture and the San Domingo Revolution*, London, Secker & Warburg.
- 1984. Presence of Blacks in the Caribbean and its Impact on Culture. Dans: *C. L. R. James: At the Rendezvous of Victory: Selected Writings*, Londres, Allison & Busby.
- LAZARUS N. 1991. Doubting the New World Order: Marxism, Realism and the Claims of Postmodernist Social Theory. Dans: *Differences: A Journal of Feminist Cultural Studies*, vol. 3, n° 3, p. 94–137.
- LEWIS G. K. 1983. *Main Currents in Caribbean Thought*, Baltimore (Maryland), John Hopkins University.
- LEWIS R., BRYAN P. 1988. *Garvey: His Works and Impact*, Mona (Jamaïque), University of the West Indies, Institute of Social and Economic Research.
- LONG E. 1774. History of Jamaica (3 vols.), Londres.
- MARTIN T. 1996. Race First: The Ideological and Organizational Struggles of Marcus Garvey and the UNIA, Dover (Massachusetts), Majority Press.
- MOYA PONS F. 1979. Is There a Caribbean Consciousness? Dans: *Americas*, vol. 31, n° 8, p. 72–76.
- Pereira Salas E. 1956. The Cultural Emancipation of America. Dans: UNESCO, *The Old and the New World: Their Cultural and Moral Relations*, Bâle, UNESCO.
- SAID E. W. 1978. *Orientalism: Western Representations of the Orient*, Londres, Routledge & Kegan Paul.
- 1983. *The World, the Text and the Critics*, Cambridge (Massachusetts), Harvard University Press.
- 1989. Representing the Colonised: Anthropology's Interlocutors. Dans: *Critical Inquiry*, vol. 15, n° 2, p. 205–225.
- SAINT-MÉRY M. (DE). 1779. Description topographique, physique, civile, politique et historique de la partie française de l'isle Saint-Domingue (3 vols.), Philadelphie.
- SHERIDAN R. 1974. Sugar and Slavery: An Economic History of the British West Indies, 1623–1775, Bridgetown (Barbade), Caribbean Universities Press.
- Solow B., Engerman S. (dir. publ.). 1987. *British Capitalism and Caribbean Slavery: The Legacy of Eric Williams*, New York, Cambridge University Press.
- THOMAS J. J. 1889. Froudacity, Port d'Espagne (Trinité-et-Tobago).

- TIFFIN C., LAWSON A. (dir. publ.). 1994. *Describing Empire: Post-colonialism and Textuality*, Londres, Routledge.
- VASTEY (BARON DE). 1814. Le système colonial dévoilé, Cap Henry (Haïti).
- 1819. Essai sur les causes de la révolution et des guerres civiles d'Hayti, Sans-Souci.
- WILLIAMS E. 1944. Capitalism and Slavery, Londres, André Deutsch.
- WORCESTER K. 1982. C. L. R. James and the Question of the Canon. Dans: Buhle P., Paget H. (dir. publ.), *C. L. R. James' Caribbean*, Durham (Caroline du Nord), Duke University Press.
- Young R. 1995. *Colonial Desire: Hybridity in Theory, Culture and Race*, Londres, Routledge.

34

L'Asie occidentale et le monde arabe

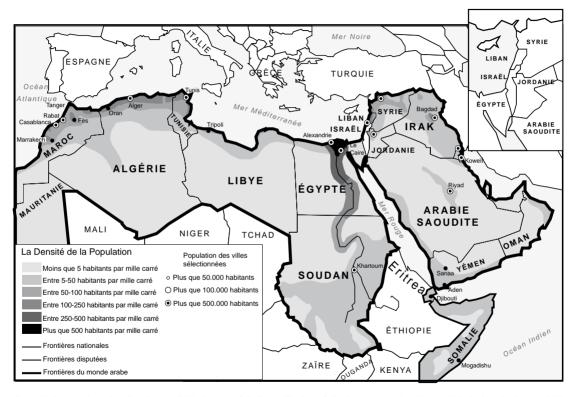
Anouar Abdel-Malek (coordinateur)

Introduction

Anouar Abdel-Malek

ans ce chapitre consacré à la société et à la culture de l'Asie occidentale et du monde arabe, nous nous efforçons d'étudier la réalité derrière le chaos des conflits. L'histoire de notre monde contemporain est émaillée d'incessants affrontements qui culminent avec les deux guerres mondiales du XX° siècle, la guerre froide et ses suites, la montée des mouvements indépendantistes face à l'impérialisme et, depuis 1991, l'essor du mondialisme et de l'hégémonisme. En parallèle, essentiellement dans l'est du Moyen-Orient, certaines zones stratégiques sont aujourd'hui le théâtre de renaissances qui ouvrent de nouvelles voies de développement (carte 15).

Cette région, où les trois religions monothéistes se côtoient depuis treize siècles et sont censées converger, est une terre de rencontres et de discordes. Elle constitue en outre l'objet d'invasions et de luttes entre deux de ces confessions. Jusqu'aux années 1990, la division du monde en deux grands systèmes économiques et politiques y entraîna une course aux alliances. Cet espace stratégique demeure à ce jour la cible de tentations colonialistes et impérialistes, les principales puissances européennes et, plus récemment, les États-Unis s'efforçant d'en prendre le contrôle.



Carte 15 Le monde arabe (d'après: M. C. Hudson, Arab Politics. The Search for Legitimacy, New Haven, Yale University Press, 1977).

Cela explique la tension qui empreint l'évolution des sociétés et des cultures contemporaines au Moyen-Orient, aujourd'hui engagées dans une mondialisation complexe dont les processus sont rendus encore plus délicats par les immenses réserves de pétrole et de gaz que possède la région. Dans ce contexte, de nombreux spécialistes reconnaissent les progrès importants, quoique inégaux, réalisés dans le domaine des infrastructures et de la production, attestant la détermination de toutes les sociétés étudiées dans ces pages à se concentrer sur les problèmes fondamentaux. Ces efforts considérables et constants témoignent de la vitalité et de la résistance dont font preuve les sociétés moyen-orientales en dépit de pressions et de menaces croissantes, souvent exacerbées par un manque de ressources adéquates.

Ces efforts et ces progrès ont bien souvent été calqués sur les institutions et les modèles des pays occidentaux avancés. Parmi les nombreux paradoxes qui caractérisent la région, se distingue un conflit entre deux types d'évolution. L'imitation des sociétés occidentales a longtemps été l'orientation dominante. Elle a pris des formes diverses, allant de la simple reproduction des institutions, des valeurs et des processus de l'Occident, amplifiée par l'influence des médias (notamment de la télévision), à l'appropriation des réalisations des sociétés les plus avancées. Le mimétisme a prévalu dans un premier temps, en particulier lorsque le déclin était considéré, à juste titre, comme une conséquence de l'hégémonie de l'Occident avancé sur les sociétés moyen-orientales. Il apparaissait comme le seul choix logique aux yeux des nouvelles élites, désireuses que leurs nations rejoignent les rangs des pays modernes en tant que disciples et partenaires juniors.

La seconde orientation adoptée par ces sociétés a résulté des contraintes et des échecs de la première dont les classes moyennes montantes, tiraillées entre la reconnaissance de leur culture nationale propre et les défis de la modernité, ont progressivement pris conscience. Des mécanismes endogènes ont alors fait leur apparition dans les processus de modernisation et de revitalisation. Quoiqu'il en soit, l'incidence croissante de la mondialisation et de l'hégémonisme ne pouvait que renforcer l'affirmation identitaire des peuples du Moyen-Orient. Ainsi est née une synthèse d'imitation et de créativité endogène au cœur des processus socioculturels de l'Asie occidentale et du monde arabe.

34.1 Iran (République islamique d')

Ali G. Dizboni

L'Iran vit actuellement une transition socioculturelle profonde voire unique dans le monde musulman. Le mouvement de réforme symbolisé par les élections présidentielles de 1997 n'est que l'aboutissement d'un long processus de transition entre la tradition et la modernité. En effet, le XX^e siècle a été témoin de grands tumultes politiques, de l'instauration de la monarchie nationaliste Pahlavi (1925–1979) à la fondation de la République islamique (1979). Cette dernière est, depuis quelques années, aux prises avec un puissant mouvement de réforme.

Historiquement, le développement culturel et scientifique de l'Iran s'est toujours déroulé en fonction de son évolution politique. Sous les deux régimes, monarchiste et islamique, le modèle de développement est caractérisé par une volonté étatique de changement radical de la société. Malgré la croissance quantitative des indicateurs du développement, la modernisation, comme l'islamisation, ont produit des effets contraires sans pourtant pouvoir remodeler la société ou remédier aux déchirures de la transition.

Comme le constate Boissel, pendant le règne du dernier chah pahlavi (1941–1979), la culture reste la chasse gardée du régime royal: «Tout ce qui touche à la conservation, la production et la diffusion des beaux-arts (musique, théâtre, film, peinture, artisanat et techniques audiovisuelles) a reçu le patronage gouvernemental sous la forme du très actif et important ministère des Arts et de la Culture, créé en 1964 et confié depuis lors à l'autorité d'un membre de la famille royale» (Boissel, 1975).

La gestion de la culture passe donc par des institutions nationales centralisées. En 1945, est d'abord créée la fondation de la Société pour le développement de la musique nationale, devenue plus tard le Conservatoire national de musique à Téhéran, puis dans années 1960, émergent la première École nationale des beaux-arts et l'Institut d'État des arts décoratifs et l'École supérieure de la télévision et du cinéma (Boissel, 1975).

L'industrie du film, qui remonte à la période située entre 1966–1977, est fortement influencée par l'importation des productions étrangères, en particulier hollywoodiennes. La production nationale n'était que de 76 films contre 500 films importés. À partir de 1972, on constate les premières productions

de classe internationale de genre réaliste, abordant souvent des thèmes socioéconomiques (Naficy dans Bonine et Kedie, 1981). Après quelques années de pause postrévolutionnaire, le véritable envol du cinéma iranien n'arrive qu'à la fin des années 1980 où il enregistre un succès remarquable et se taille une réputation du premier rang sur la scène internationale, battant le record de trois cents prix dans les festivals internationaux.¹

En ce qui concerne l'Iran des années 1990, ce dernier voit naître une libéralisation relative et fragile de l'espace culturel dont celle de la presse écrite. En effet, la fin de la guerre Iran-Iraq (1980–1988), l'embargo américain, les défis de la reconstruction économique ont, entre autres, fait surgir les signes de fatigue du régime religieux. Cela est vrai dans la mesure où l'on assiste à une lutte sans merci entre conservateurs et réformistes, qualifiés par certains de post-islamistes (Khosrokhavar et Roy, 1999). Cette lutte est due à l'écart entre, d'une part, la vision et la capacité du modèle politique islamiste et, d'autre part, les attentes d'une population dont 70% ont moins de trente ans. Sur le plan intellectuel, ce post-islamisme se définit par la révision profonde de l'idéologie khomeyniste et par la contestation du monopole des conservateurs. Le programme électoral des intellectuels religieux, dont le président Khatami, s'approprie le discours de la société civile, la souveraineté du peuple, la limitation des pouvoirs judiciaires et ceux du leader de la révolution et, finalement, la liberté d'expression.

Dans cette foulée, la presse a joué un rôle crucial aux élections présidentielles de 1997 pour mobiliser l'opinion publique autour du candidat réformiste Khatami. Le nombre de revues et journaux est passé de 830 en 1997 à 1 491 en 1998. Par contre, depuis 2000, qui marque le début de la grande répression de la presse, 80 d'entre eux ont été fermés pour des «crimes de presse». Sur les 50 publications périodiques fermées en 2001, il n'y a eu que deux permis de réouverture. De plus, durant l'été 1999, le campus de l'université de Téhéran a été la scène du *Tian An Men* iranien, durement réprimé par les milices prorégime. 3

En 1998, d'autres domaines de la production culturelle se voient libérés, du moins temporairement, de censure. Le nombre de titres de livres publiés atteint 20 642 et celui des bibliothèques publiques 1 304 (avec le nombre total de livres qui s'établit à 9 605 508 ouvrages). Le nombre de salles de théâtre est de 307, avec 2 068 performances théâtrales, et celui des salles de cinéma atteint 173 060, avec une projection annuelle de 60 films. Pourtant, l'offre est loin de satisfaire la demande. L'ouverture de plusieurs chaînes publiques de télévision ne couvre pas tout le pays et ne satisfait pas non plus la diversité des attentes. Les statistiques de l'UNESCO pour l'année 1996–1997 dénombrent, sur la base de mille habitants, 263 postes de radio et 71 téléviseurs. L'usage des antennes paraboliques devient donc très en vogue surtout dans les grandes villes. ⁵

Dans le domaine de l'éducation, le nombre d'analphabètes, qui était en 1962 de l'ordre de 80% (Boissel, 1975), tomba à 16% pour les hommes et à 26,5% pour les femmes en 2003, un succès remarquable si l'on tient compte du fait que la population atteint le seuil de 70 millions en 2003 contre 33 millions en 1979 (Khosrokhavar et Roy, 1999).

Sous le régime pahlavi, dans le cadre des réformes appelées la «révolution blanche» (1962), l'État avait instauré un système d'éducation nationale obligatoire, laïc et en langue persane, sans discrimination de sexe et gratuite aux deux niveaux pré-universitaire et universitaire. L'Armée du savoir, formée de 47 000 jeunes sortant des écoles pré-universitaires, devint le nouveau fer de lance pour alphabétiser les régions rurales. Ce programme a d'ailleurs été copié par le régime clérical dans les années 1980, sous le nom de *Djihad savad amouzi* (Le «djihad» de l'alphabétisation) qui comprenait environ 2 192 écoles d'éducation adulte.

Cependant, tolérées et parfois réprimées par le régime laïc du chah, les écoles religieuses, administrées par le clergé chitte, sont redevenues sous le règne des *mullahs* très prospères et répandues. Leurs diplômes sont reconnus, de plus en plus, par le ministère en charge de l'enseignement supérieur.

Durant les années 1980, le système d'éducation universitaire dut subir une grande purge due au déclenchement de la révolution culturelle

Durant les années 1980, le système d'éducation universitaire dut subir une grande purge due au déclenchement de la révolution culturelle (d'avril 1980 à l'automne 1983) supervisée par le Conseil suprême de la révolution culturelle. Le régime clérical décida alors de fermer les deux cents institutions d'enseignement supérieur afin de remodeler la structure académique et d'imposer un seul curriculum universitaire. La laïcisation cèda ainsi la place à l'islamisation en vue d'éliminer l'influence occidentale. Le port du *hidjab* (voile), la création des «Associations islamiques étudiantes» et le changement des manuels scolaires en sont des exemples flagrants. Le régime centralise aujourd'hui l'administration académique à travers le ministère de la Culture et de l'Enseignement supérieur (Rahnema et Sohrab, 1995). L'admission aux programmes universitaires obéit ainsi aux procédures de sélection «idéologique et morale».

Un développement important est l'émergence des universités privées (Danechgahe azade eslami). De moindre qualité, ces universités, fondées en 1981, tentent de combler le manque de places dans les universités publiques et à cette fin, elles se propagent partout dans le pays visant en particuler une clientèle jeune. En 1993–1994, on en retrouve dans 80 villes. Le nombre d'étudiants inscrits en 2001 représentait 40% du nombre total des 1,45 million d'inscriptions universitaires. Après la mise sur pied des universités privées, il y a eu l'ouverture de l'université par correspondance (Payame noor), fondée en 1987 par le Conseil suprême de la révolution culturelle et administrée par le ministère en charge de l'éducation supérieure. La clientèle de ces programmes est surtout constituée d'instructeurs et de fonctionnaires.

Calquée sur le système français, la structure de l'éducation pré-universitaire sur douze ans reste inchangée, mais les manuels scolaires sont refaits pour répondre aux exigences du régime islamique. L'enseignement de l'arabe comme seconde langue, *linga islamica*, devient privilégié. Pendant l'année académique 1993–1994, on compta 17 552 092 élèves inscrits dans les 96 474 écoles, dont 445 écoles techniques, 524 écoles d'études commerciales et professionnelles et 73 écoles d'agriculture. Le ministère de l'Éducation publie annuellement 747 manuels scolaires différents en 100 millions de copies.⁷

La fuite des cerveaux reste un problème chronique. Jusqu'en 1970, le peu de programmes de troisième cycle universitaire, surtout en ingénierie, forçait les étudiants à partir en Europe ou aux États-Unis. En 1976, le nombre d'étudiants à l'étranger était de 60 000 pour 154 000 au pays. Parmi eux, 70% étaient des hommes. Par ailleurs, en 1978, le nombre de médecins iraniens à l'étranger était de 10 000 (presque égal au nombre de ceux restés en Iran). L'Iran a besoin, au minimum, de 50 000 médecins pour fournir les services médicaux de base alors que le nombre d'étudiants diplômés en médecine n'était que de 750 entre 1980 et 1986 (Chapin Metz, 1989).

À partir de 1983, la politique scientifique et industrielle du régime a tenté de remédier à la situation en développant les programmes de troisième cycle par l'extension des universités publiques dans les provinces et l'ouverture des universités privées mentionnées plus haut (Hourcade *et al.*, 1998).

Les données statistiques précises sur l'état du développement scientifique et technologique en Iran sont particulièrement rares. Au temps du chah, le patronage royal favorisa les secteurs de la science et de l'industrie, surtout les productions stratégiques (pétrole et gaz). L'investissement étranger est alors permis et l'industrie de montage devient le modèle du développement technologique (Aubry, 1996). Surtout dans les domaines de la pétrochimie et du nucléaire, le grand boom pétrolier des années 1970 a donné lieu à de gigantesques projets qui restèrent inachevés après 1979 et la révolution islamique. D'après le magazine *The Economist*, 60 % de l'économie iranienne est contrôlée par le gouvernement islamique et 10 à 20 % dépendent des fondations (bonyad) semi-gouvernementales.8

La relance de l'industrie ne vint qu'après la guerre irako-iranienne dans les années 1990. Les secteurs énergétiques (exploration et recouvrement de la capacité de production) et militaire continuent d'occuper le sommet du palmarès des projets industriels. Le développement de l'industrie pétrochimique reste la meilleure alternative pour diversifier l'exportation et la Compagnie pétrochimique nationale coopère avec les firmes et les

investisseurs étrangers, atteignant ainsi, en 1998, une croissance de 25 % soit 10,5 millions de tonnes de production pétrochimique.

Selon les analystes (Hourcade et *al.*, 1998) l'Iran «dispose au total aujourd'hui d'un tissu industriel de qualité très diversifié (automobile, électroménager, chimie, textile, pharmacie et matériaux de construction), mais qui ne peut ni couvrir les besoins du pays ni exporter».

Le ministère de la Science, de la Recherche et de la Technologie, le dauphin du ministère de la Culture et de l'Enseignement supérieur, est officiellement en charge du secteur de R&D (Recherche et développement) avec ses deux institutions affiliées: Le Conseil national de la recherche (Shoraye Pajoohesh Keshvar) et l'Organisation des recherches scientifiques et industrielles (Sazamen Pajoohesh-haye Elmi va Sanati). En réalité, d'autres ministères (tel que celui de Défense ou celui de la Santé, de l'Hygiène et des Sciences médicales) ou autres fondations semi-gouvernementales ont leurs propres instituts de recherches scientifiques et technologiques. Ainsi peut-on trouver à côté des centres de recherches universitaires, d'autres instituts comme l'Institut Pasteur et le Réseau national bio-informatique. La fragmentation des centres de recherches, les dédoublements et le manque de coordination à l'intérieur d'une stratégie nationale du développement scientifique empêchent l'optimisation des ressources financières et humaines.

Malgré le fait que les sciences pures et le génie s'approprient 50 % des inscriptions aux universités publiques et privées, le ministre des Sciences, de la Recherche et de la Technologie déplorait récemment la situation de la recherche avancée. Parmi les points faibles, il a mis l'accent sur la condition de vie des professeurs, le manque de dynamisme dans les universités, la nécessité de l'optimisation de la technologie informatique et de la communication, l'augmentation de l'investissement dans le développement scientifique et l'absence du lien organique entre l'industrie, le secteur de la finance et du management avec les universités (dû, entre autres, au caractère très théorique des programmes universitaires). Le diagnostic a été confirmé, en 1996, par le rapport des Nations Unies dans lequel on lit que le pourcentage du nombre des scientifiques est de 0,7 pour 1 000 habitants, et que 0,48 du PIB est consacré à la R&D. Le diagnostic des la R&D.

Comme nous le constatons, il n'est ni prudent ni facile de faire un bilan définitif du développement culturel et scientifique de l'Iran. L'ambivalence de la situation politique et les paradoxes de la transition font qu'il y a lieu d'être méthodologiquement pessimiste. Par contre, la tendance positive, du moins sur le plan de la croissance quantitative de certains indicateurs culturels, nous appelle à un optimisme mesuré.

NOTES

- 1. http://www.pbs.org/visavis/BTVPages/Iranian_Cinema.html consulté le 20 mai 2003
- 2. http://www.freedomhouse.org/pfs2003/pfs2003, consulté le 20 mai 2003
- 3. http://web.amnesty.org/web/ar2002.nsf/mde/iran!Open, consulté le 20 mai 2003
- 4. http://www.farhang.gov.ir/iran-media/iri.htm#Culture, consulté le 20 mai 2003
- 5. http://portal.unesco.org/uis/TEMPLATE/html/CultAndCom/Table_IV_14_Asia. html. consulté le 20 mai 2003
- 6. http://www.farhang.gov.ir/iran-media/iri.htm#Culture, consulté le 20 mai 2003
- 7. http://www.farhang.gov.ir/iran-media/iri.htm#Culture, consulté le 20 mai 2003
- 8. http://www.economist.com/surveys/displayStory.cfm?story_id=1522056, consulté le 20 mai 2003
- 9. http://www.msrt.gov.ir/English/index.html, consulté le 20 mai 2003
- 10. http://www.iran-embassy.org.uk/stoppress/090702moin.htm, consulté le 20 mai 2003
- 11. http://portal.unesco.org/uis/TEMPLATE/html/SandTec/Table_III_1_Asia.html, consulté le 20 mai 2003

BIBLIOGRAPHIE

- AUBRY A. (dir. publ.). 1996. *Universalis*, Paris, Encyclopedia Universalis. BOISSEL J. 1975. *L'Iran moderne*, Paris, PUF.
- BONINE M. E., KEDIE N. R. (dir. publ.). 1981. *Modern Iran: The Dialectics of Continuity and Change*, Albany (New York), State University of New York Press.
- CHAPIN METZ H. 1989. *Iran: A Country Study*, Washington, U.S. Government Printing Office.
- DJALILI M.-R. (2001). *Iran: L'illusion réformiste*, Paris, Presses de Science Po.
- ECONOMIST INTELLIGENCE UNIT. 1999, Country Profile: Iran (1999–2000), Londres, EIU.
- HOURCADE B., MAZUREK H., MOHAMMED-HOSSEYN P.-Y., MAHMOUD T. (dir. publ.) 1998. *Atlas d'Iran*, Paris, La Documentation française.
- KHOSROKHAVAR F. et Roy O. 1999. *Iran: Comment sortir d'une révolution religieuse*, Paris, Éditions du Seuil.
- RAHNEMA S., SOHRAB B. (dir. publ.). 1995. *Iran after Revolution: Crisis of an Islamic State*, Londres, I.B.Tauris.
- WRIGHT R. 2001. The Last Great Revolution: Turmoil and Transformation in Iran, New York, Vintage Books.

34.2 La Turquie

34.2.1 TRANSFORMATIONS DANS LA PREMIÈRE MOITIÉ DU XX^e SIÈCLE

Sina Akşin

L'Empire ottoman, que les Européens ont appelé avec insistance « Turquie », était un régime solide et organisé, reposant sur le principe de la coexistence ethnique et religieuse. Son seul point faible, au fond, était son caractère féodal, laissant peu de place au capitalisme, avec une bourgeoisie quasi inexistante. La presse d'imprimerie ne fut adoptée que très tardivement, en 1729 seulement. Les écoles des mosquées, ainsi que les *medrese*, étaient archaïques et leur enseignement presque entièrement voué à la religion. Situé dans une large mesure sur le sol européen, l'Empire devait se moderniser s'il voulait continuer d'exister. Les graines de cette révolution nécessaire furent semées avec la fondation, sous le règne de Mahmud II (1808–1839), d'écoles modernes d'enseignement supérieur. L'École de Médicine et l'École Militaire virent respectivement le jour en 1827 et 1834. Les étudiants et les diplômés, de plus en plus nombreux, s'organisèrent secrètement pour constituer le comité Union et Progrès (CUP, 1889), composé de civils et d'officiers militaires.

La révolution constitutionnelle et sa contre-révolution

Grâce aux officiers diplômés de l'École Militaire, dont beaucoup étaient membres du CUP, cette organisation contraignit le sultan à appliquer la constitution et à décréter des élections (1908). Il convient de noter que la Russie, l'Iran et la Chine connurent des évènements et une évolution similaires. Après l'absolutisme d'Abdülhamid II (1876–1909), la révolution

généra un soulagement et un enthousiasme débordants. Le CUP avait de grandes ambitions. L'Empire devait être modernisé et, ce faisant, «l'homme malade de l'Europe» serait soigné. L'Europe parut accepter très favorablement la révolution dans un premier temps avant de développer, au fil des ans, une grande aversion contre le CUP.

Le CUP, jouissant d'un certain pouvoir jusqu'en 1918, fut le promoteur de changements radicaux. Ainsi, l'infrastructure légale — les lois et les réglementations — d'un état moderne fut créée. Avec l'abolition de la censure, un grand nombre de nouvelles publications — périodiques et livres — apparut. Grâce à la liberté d'expression et à la prédominance de l'intelligentsia, le contenu des programmes pédagogiques et des livres fut grandement amélioré. Les courants intellectuels et politiques tels que le nationalisme, l'occidentalisme, l'islamisme et le socialisme fleurirent. Puis, vivement encouragé par le CUP et rendu possible par la nouvelle législation, le capitalisme commença à se développer. Par ailleurs, les fonds alloués à l'éducation furent considérablement augmentés et permirent de réaliser d'importants avancements. Enfin, cette période marqua le début de l'émancipation des femmes musulmanes, jouissant de plus grandes libertés en matière d'éducation et de travail.

En 1914, le gouvernement du CUP entraîna le pays dans la guerre mondiale aux côtés de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie mais la défaite le discrédita. Les Unionistes abolirent leur organisation et les dirigeants quittèrent le pays. Mehmet VI, devenu sultan en 1918, pensa alors qu'avec la disparition du CUP il pourrait organiser une contre-révolution et restaurer l'absolutisme. Après avoir dissout le parlement, il chercha à gagner les faveurs de l'Angleterre victorieuse. Mais cette dernière, soutenue par la France et l'Italie, imposa le traité de Sèvres (1920) qui consacra le démembrement de l'Empire, ne faisant aucunement cas du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, poussant l'Empire ottoman vers sa fin. Un mouvement apparut en réaction, conduit par Mustafa Kemal, qui se transforma en une lutte pour l'indépendance et le constitutionalisme. Un constitutionalisme matérialisé sous la forme de la convocation à Angora (Ankara) de la Grande Assemblée nationale. Avec le consentement des puissances alliées, Mehmet VI initia une guerre civile contre les Kémalistes mais fut vaincu. Au même moment, l'armée grecque qui marchait sur Angora dut battre en retraite. Cette victoire militaire permit à la Turquie de signer à Lausanne, en 1923, un traité de paix très favorable à ses intérêts et donna à Mustafa Kemal Atatürk, président de la république nouvellement formée, le prestige et l'autorité nécessaires pour conduire la révolution kémaliste.

LA RÉVOLUTION KÉMALISTE

La révolution kémaliste fut le résultat du traité de Sèvres. Pour éviter à la Turquie de connaître de nouveau un tel «traumatisme», le peuple turc se devait de devenir l'égal des Européens, aussi bien sur le plan économique qu'en matière d'éducation, de culture et de sciences. Tout domaine pouvait donc faire l'objet de développement, qu'il s'agisse de musique, de production d'électricité, de football ou encore de chemins de fer. Ce concept d'essor intégral, renvoyant à la philosophie des Lumières, entendait mettre un terme aux pratiques et comportements moyenâgeux. La révolution kémaliste fut bien plus radicale que la révolution constitutionnelle, car républicaine et laïque (la République fut proclamée en 1923 et le principe de la laïcité inscrit dans la constitution en 1937).

Une des réformes les plus frappantes de la révolution kémaliste concerna l'alphabet (1928). La graphie arabe, en vigueur depuis la conversion des Turcs à l'islam en Asie centrale, fut remplacée par l'alphabet latin, auquel certaines modifications et ajouts furent apportés. Cette réforme put être mise en pratique grâce à l'augmentation considérable du taux d'alphabétisme, alors de 10,7% contre 5% en 1918. La langue turque fit également l'objet d'une réforme en profondeur. La langue écrite de l'Empire ottoman contenait tant de mots arabes et perses que les personnes sans instruction (en particulier les femmes) ne pouvaient la comprendre. Une campagne fut donc menée dans les années 1930 pour encourager l'usage d'équivalents turcs et la création de néologismes lorsque ces équivalents n'existaient pas. La turquification de la langue (passant notamment par la création d'équivalents aux termes occidentaux) est un processus constant. Le turc a tellement évolué que la langue écrite de l'Empire est désormais appelée « ottoman » pour la différencier du turc actuel.

Les maisons et salles du peuple furent une institution essentielle de la révolution. En 1931, Atatürk décida que la culture était le meilleur moyen de soigner l'obscurantisme et les mouvements réactionnaires. Les maisons du peuple étaient des centres culturels œuvrant dans neuf domaines, dont les arts, les sports, la littérature par le biais de bibliothèques, l'éducation par le biais de cours et conférences, et le travail social. En tout, 478 de ces centres et 4 322 salles du peuple, de portée plus limitée, furent créés. En 1933, l'université d'Istanbul fut également réformée, ce qui entraîna malheureusement l'exclusion de deux tiers environ des enseignants, jugés inaptes. À cette époque, le régime hitlérien écrémait lui aussi le corps enseignant de ses membres juifs ou autres personnes n'adhérant pas à l'idéologie nazie. Cent quarante deux de ces personnes furent accueillies par la Turquie, pour laquelle toutes ou presque travaillèrent jusqu'à la fin

de la Deuxième Guerre mondiale. Ces universitaires de valeur ont grandement contribué au niveau de développement que les universités turques ont aujourd'hui atteint.

En raison du dénuement financier, du manque de communication et de l'isolement de nombreux villages, l'éducation des paysans fut un problème majeur. Cependant une solution quasi miraculeuse fut trouvée avant la mort d'Atatürk (survenue en 1938). Des jeunes gens — filles et garçons — allaient être formés dans des instituts de village (au nombre de 21) comme instituteurs, techniciens et lettrés puis renvoyés dans leurs villages. Cette solution résolut le problème d'adaptation aux difficiles conditions de vie dans les villages et de communication avec les paysans. Elle s'avéra également très rentable, ces jeunes gens construisant leurs propres instituts et cultivant leurs propres subsistances. La révolution, contrairement aux idéologies fasciste ou fondamentaliste, attacha également une grande importance à l'égalité des sexes. Les premières femmes avocates, médecins, pilotes, diplomates ou députées furent grandement célébrées.

En 1945, le président İsmet İnönü (1884–1973), qui succéda à Atatürk, décida de mettre en place le multipartisme. En 1950, son parti perdit les élections et le nouveau gouvernement annula certaines des réformes introduites par son prédécesseur. Les maisons et salles du peuple furent ainsi fermées en 1951, suivies trois ans plus tard par les instituts de village. Cependant, ces changements n'eurent que des effets limités, n'affectant pas vraiment le développement économique ni le progrès.

34.2.2 ÉVOLUTIONS DANS LA SECONDE MOITIÉ DU XX^e SIÈCLE

Timour Muhidine

La situation géographique de la Turquie a décidé de son histoire et tout particulièrement de son histoire culturelle. C'est dans l'après-Seconde Guerre mondiale qu'elle prend une nouvelle configuration dans le paysage géopolitique. Alors que ses voisins arabes connaissent une mutation rapide en raison de la manne pétrolière et du courant panarabiste organisé autour de l'Egypte, une frontière commune avec les Balkans communistes crée une tension permanente. Mais, depuis les années 1980, la Turquie réaffirme sa vocation de carrefour, lieu de passage mais aussi d'échanges. Les conflits nombreux à l'intérieur (guérilla à l'est du pays) ou extérieurs (conflit en Tchétchénie, dans le Caucase et guerre du Golfe) pèsent lourd sur l'évolution politique du pays et stimulent à nouveau ses ambitions en matière de politique étrangère. Si l'on prend aussi en compte les questions d'exploitation du pétrole et de gaz, ainsi que les réserves d'eau du Sud anatolien, le schéma des alliances régionales se recompose. Le pôle Asie centrale (négligé jusqu'à l'avènement du Premier ministre Turgut Özal) devient ainsi essentiel, tandis que les accords avec Israël, allié stratégique, se mettent en place.

C'est dire que dans le «grand jeu» régional, la Turquie reprend une place essentielle où se confirme la rupture des années de la Première Guerre mondiale avec le monde arabe. L'essentiel des échanges économiques et culturels se fait désormais avec des pays non frontaliers.

Une identité distincte

Si le modèle turc a une particularité, c'est peut-être à travers deux aspects historiques et culturels qu'elle est la plus visible. En effet, la Turquie garde une conscience vive (et même «ravivée» depuis 1990) de son héritage impérial. Sa position d'État multiculturel et multiconfessionnel continue d'alimenter une nostalgie, mais nourrit également (voire contrebalance) le modèle d'État-nation laïque axé sur le modernisme tel qu'il a pu se maintenir jusqu'au milieu des années 1960.

Un second aspect qui a surtout attiré l'attention des sociologues, est la forte mobilité, autant au plan national qu'international (échanges commer-

ciaux et émigration, en Europe de l'Ouest en particulier). On pourrait ici parler de goût du «nomadisme» s'inscrivant aussi dans l'imaginaire d'une nation qui se voit comme l'héritière d'une «longue marche» vers l'ouest.

Après une période de réhabilitation (et dans plus d'un cas, de redécouverte) de la culture populaire orale, souvent liée aux ordres mystiques (les Bektachis en particulier), s'est engagée ce que l'on pourrait nommer une seconde étape de la vie culturelle républicaine, la relecture de la période ottomane, autant pendant son apogée (XVe et XVIIe siècles) que pendant son déclin (fin du XIX^e siècle), mais également riches en créativité et projets politiques et linguistiques. L'ouverture des archives ottomanes aux chercheurs fut sans doute l'un des éléments incitatifs, ainsi que le goût généralisé pour un passé plus «décoratif» et prestigieux que celui de la République. On passe du culte d'un système martial et recentré à l'est (autour de la nouvelle capitale, Ankara) à une acceptation des cultures multiples que tolérait l'Empire. D'où, sans doute, l'abondance de publications et de recherches sur les aspects sociaux, linguistiques, artistiques ou économiques de la période où les millets (communautés religieuses) cohabitaient. Ce même intérêt, audelà de son aspect de magasin d'antiquités, permet la mise en perspective, l'inscription dans une généalogie vécue comme une réconciliation.

Par ailleurs, l'opposition de plus en plus grande entre cultures urbaine et rurale s'est affirmée au cours des années 1970. En passant d'un pays essentiellement rural à une entité majoritairement urbaine, les habitudes, la langue se modifient et l'héritage rural en matière d'usages, de regard sur la santé ou l'alimentation, et la conception même de déplacement à l'intérieur du pays, subissent une complète refonte. Les aspects folkloriques de l'art se voient aussi sérieusement battus en brèche et l'on peut y lire un déclin du nationalisme qui condamnait le pays à l'isolement.

LES COURANTS INTELLECTUELS ET ARTISTIQUES

Les grands courants intellectuels mondiaux ont connu des échos importants en Turquie, le marxisme et l'existentialisme en premier chef. Néanmoins, la question de savoir ce que devrait être un intellectuel turc est surtout débattue au sein d'un courant dit «anatoliste». Il s'agit ici d'une thèse soutenant la continuité culturelle entre les terres d'Anatolie, considérées à travers leur héritage antique, et la Turquie d'aujourd'hui. Et l'intellectuel, Sabahattin Eyüboglu (1908–1973) par exemple, se définira dans son rapport avec la culture classique occidentale (les Humanités), ainsi que la production contemporaine plutôt que dans un quelconque rapport avec l'Orient, arabe ou persan.

La littérature reflète ces tendances avec une vigueur toute particulière. La production poétique n'aura décidément connu aucune baisse au cours de ce siècle et plusieurs noms continuent d'incarner la poésie contemporaine: Nazim Hikmet (1902–1963), Fazil Hüsnü Daglarca (1914–) et Melih Cevdet Anday (1915–2002). À travers le roman dont le phare reste Yasar Kemal (1922–), la prose turque aura réussi à représenter deux mouvements majeurs de son histoire, à savoir la mutation des campagnes puis l'exode rural et la naissance d'un nouvel individu urbain.

Du côté des arts, l'architecture et la musique occupent la première place. La peinture s'est souvent alignée sur les grands courants mondiaux et les tentatives de refonte des arts traditionnels (miniatures, gravures naïves) n'ont pas débouché sur de grandes réussites.

LES SCIENCES, LA TECHNOLOGIE ET L'ÉDUCATION

Ancrée dans une forte tradition d'enseignement de la médecine et de sciences de la Terre, la recherche scientifique n'a pu se développer largement que depuis le début des années 1980. Soumise à des plans quinquennaux de développement, la recherche a gagné en visibilité à travers les nombreux rapports et congrès présentés par le TÜBITAK (Fondation pour la recherche scientifique turque, fondée en 1963) qui indiquent les progrès et les aspirations d'un pays tributaire de sciences occidentales, mais bien décidé à organiser son développement national. L'apparition récente d'ouvrages de vulgarisation, ainsi que de plusieurs magazines scientifiques, constitue un signe important de changement dans la culture générale d'une population en général peu axée sur les sciences.

Dans le domaine des télécommunications, la Turquie a saisi l'enjeu des programmes de télévision. Elle diffuse largement à destination des voisins et jusqu'en Asie centrale. La même chose vaut pour l'enseignement: la Turquie exporte dans les pays turcophones un modèle scolaire (manuels, programmes radio et télévisuels) en revendiquant le rayonnement de son modèle républicain laïc mais en même temps inscrit dans une population musulmane.

Le domaine éducatif avait connu son apogée avec la création des Instituts villageois (1941), expérience malheureusement interrompue au milieu des années 1950. Depuis les années 1980, c'est la création de nombreuses universités d'état et privées (Bilkent, la première d'entre elles, date de 1984) qui constitue l'indice d'une forte mobilisation sur l'enseignement.

Parallèlement à l'extension du réseau universitaire, les sciences humaines ont également connu un essort important confirmé par les traductions et la recherche en histoire, sociologie et philosophie. Ce qui peut aussi être considéré comme un effet tardif de la vague structuraliste permet une créativité renouvelée dans le domaine de la pensée. Ainsi, une brillante école d'historiens travaillant sur les archives ottomanes tout en réfléchissant sur les concepts fondamentaux ou des philosophes acquis aux théories de la logique (Nusret Hizir) et de la phénoménologie husserlienne (Nermi Uygur) sont les emblèmes d'une culture vivante. On pourrait pour finir évoquer la naissance d'un courant psychanalytique à Istanbul et qui s'appuie autant sur les écoles psychanalytiques françaises que sur la pratique des hôpitaux psychiatriques établis en Turquie depuis le début du XXe siècle. Sans doute un indice significatif d'une nouvelle prise en compte de l'individu dans une société où le collectif fut longtemps une priorité.

BIBLIOGRAPHIE

- AKŞIN, S. 2007. Turkey: From Empire to Revolutionary Republic. Hurst, London.
- EYOBOGLU S. 1973. *Mavi ve Kara* [Blue and Black], Istanbul (Turquie), Cem Yay.
- 1981–1982. *Sanat Üzerine Denemeler ve Eletiriler (Cilt 1 et 2)* [Critical Essays on Art], Istanbul (Turquie), Cem Yay.
- GÜVENÇ B. 1993. *Türk Kimli* [Turkish Identity], Ankara (Turquie), Kültür Bakanli Yay.
- KUÇURADI I. 1993. Turquie. Dans: KLIBANSKY R., PEARS D. (dir. publ.). *La philosophie en Europe*. Paris, UNESCO/Gallimard.
- MUHIDINE T. (dir. publ.). 1998. Offrandes: Poèmes 1946–1989 de Melih Cevdet Anday, Paris, UNESCO/Publisud.
- PAZARKAYA Y. 1989. Rosen im Frost, Einblicke in die türkische Kultur [Roses in Frost: Aspects of Turkish Culture], Zürich (Suisse), Unionsverlag.
- YERASIMOS S. (dir. publ.) 1994. Les Turcs, Orient et Occident, islam et laïcité, Paris, Autrement.

34.3 L'Afghanistan

Roland Gilles

Enclavé entre l'Iran, l'Inde et les steppes de l'Asie centrale, sans débouché maritime, l'Afghanistan reste à la fin de la Première Guerre Mondiale un des pays les plus pauvres de la planète. Sur le plan international, il jouit cependant d'un certain prestige. Il n'a été ni occupé par l'Angleterre, ni annexé par la Russie. Soudés par leur foi et par leur refus de l'étranger, les Afghans partagent un fort sentiment d'identité historique, même s'ils sont loin de constituer une nation. Leur pays, indemne de tout colonialisme, fait figure de «Citadelle de l'islam», alors qu'au même moment l'Empire ottoman s'effondre, que les sultanats d'Asie centrale n'arrivent pas à se dégager de l'emprise de Moscou et que le Moyen-Orient arabe subit le protectorat des Alliés.

Cette indépendance est néanmoins à relativiser. Depuis la deuxième guerre anglo-afghane conclue à l'avantage des Britanniques (traité de Gandomak de 1879), l'Afghanistan n'est pas libre de mener sa politique étrangère. Ce sont les grandes puissances qui ont déterminé ses frontières pour en faire un État-tampon entre la Russie et l'Inde anglaise (ligne Mortimer-Durand, 1893). Ce changement a été amené par l'émir Abdour Rahman (1893–1901), qui a unifié le pays en abattant sa poigne sur les tribus afghanes, y compris les tribus pachtouns. Sans rompre avec l'Angleterre, il a jeté les bases d'une administration centralisée sur Kaboul. À ce titre, Abdour Rahman est le «père» de l'Afghanistan moderne.

Son fils Habiboullah Khan, qui lui succède en 1901, maintient les accords passés avec les Britanniques et amorce un développement économique. Le réseau routier est étendu, une ligne téléphonique relie Djellabad à Kaboul, un barrage hydroélectrique est construit à Djebal Seradj, à l'est de la capitale. Des techniciens étrangers travaillent à l'industrialisation du pays. Dans le domaine éducatif, des établissements d'enseignement supérieur sont créés pour former la future élite afghane. Le collège Habibiyyia est ouvert à Kaboul en 1903 et sera suivi d'une École normale et d'une École militaire. Des idées réformistes et nationalistes, défendues par Mohammad Beg Tarzi et son journal le Seradj ul-Akhbar-i Afghaniyya, (Le Flambeau des nouvelles afghanes), sont

bien accueillies par l'émir. Ce sont des idées largement inspirées de celles de *Djamāl al-dīn al-Afghānī* selon lesquelles les musulmans doivent puiser dans leur religion, puisqu'elle incite à la connaissance, et dans les principes et modalités d'une modernisation originale, distincte de celle de l'Occident, matérialiste et athée.

LE ROI AMANOULLAH, ET L'ÉCHEC DE L'ÉTAT-NATION

En février 1919, Habiboullah est mystérieusement assassiné. Un de ses fils, le prince Amanoullah prend le pouvoir. Il rompt les accords avec l'Angleterre et fait attaquer quelques postes-frontières indiens. La troisième guerre anglo-afghane commence. Elle sera brève. Les Britanniques, las de ces perpétuels conflits, signent le traité de Rāwalpindi qui donne aux Afghans toute liberté de conduire leur politique extérieure. L'indépendance complète sera obtenue en 1921. Deux ans plus tard, l'Afghanistan se dote de sa première Constitution où se perçoit l'influence de Mohammad Tarzi. Les Afghans, musulmans ou non, sont désormais égaux en droits et citoyens de l'État. En clair, il s'agit de remplacer par l'adhésion à la Constitution le vieux lien tribal et la *umma*, le lien communautaire religieux.

En 1926, Amanoullah, devenu roi, fait une grande tournée à l'étranger. De retour dans son royaume, il accélère le train des réformes, en particulier dans le domaine éducatif. L'instruction primaire est déclarée obligatoire pour les garçons comme pour les filles. Tout laisse à penser que l'Afghanistan va devenir une sorte d'État moderniste ou d'Étatnation, sur le modèle de la Turquie kémaliste ou de l'Iran de Reza Chah. Mais si la modernisation technique ne pose aucun problème à la société afghane, en revanche la modernité l'irrite. La paysannerie n'admet pas les réformes sociales imposées par le roi, notamment le rejet du voile pour les femmes et la scolarisation des filles. À la fin de 1928, la révolte éclate. Des insurgés, conduits par un Tadjik fanatique, le «Bacha Saqao» («le Fils du porteur d'eau»), s'emparent de Kaboul en janvier 1929. Amanoullah s'enfuit à Kandahar, puis abdique. Il meurt en exil en Italie, en 1961. Cet échec révèle les obstacles auxquels se heurtait ce concept d'État-nation qui s'adressait à une paysannerie conservatrice, divisée par la géographie, les origines et les langues.

LA PLURALITÉ DES ETHNIES ET DES LANGUES ET LES MOUVEMENTS MINORITAIRES

Sur ce territoire sont venues s'établir quelque dix-sept ethnies avec autant de langues. Cinq grands groupes se partagent le pays: les Pachtouns, les Tadjiks, les Turcs d'Asie (Turkmènes ou Turcomans, Ouzbeks et Kirghiz), les Hazaras et les Baloutches.

Les Pachtouns, sunnites, forment 39% de la population. Cultivateurs et guerriers, ils se répartissent de Djalalabad à Farah. Ils se considèrent comme les Afghans par excellence car l'État dynastique s'est constitué à partir d'un ancêtre pachtoun de la tribu des Abdali, Ahmad Chah Durrani, couronné roi à Kandahar, en 1747. Favorisés par le pouvoir, ils se sont répandus dans l'ouest, (Khorassan et Badghis) dans le centre et dans le nord.

Les Tadjiks, Persans d'Asie centrale, parlent le *dari* (la langue de cour), un *farsi* prononcé à l'afghane, qui est la langue de l'administration et du commerce. C'est par cette langue que les Afghans ont accès aux grands textes de la littérature iranienne, tels que les écrits de Rudaki, Firdusi et Hafez (que l'on consulte comme les romains lisaient Virgile) et les œuvres des grands écrivains nationaux, Ansari, Jami et Sanai. La classe dirigeante, même si elle est d'origine pachtoun, s'exprime de préférence en *dari* qui reste la langue de la culture. Les Tadjiks, qui sont le plus souvent de petits agriculteurs, se sont établis principalement dans l'ouest et le nord-est (le Badakhchān et la vallée du Pandjchir).

Les Hazaras, d'origine mongole, seraient arrivés en Afghanistan au XIIIe siècle, à la suite des conquêtes de Gengis Khan, puisque le mot *hazar*, («mille» en *farsi*), évoque une unité militaire. Ils prennent peu à peu la place des Aymaqs tadjiks dans la haute vallée du fleuve Helmand et la région de Bamiyan. Leur territoire est conquis par l'émir Abdour Rahman en 1893, sous prétexte qu'ils sont chiites duodécimains. Ils parlent le *dari* de leurs voisins tadjiks et forment une société tribale hiérarchisée, fort capable de s'organiser.

Venus du sultanat de Merv (Turkménistan), les Turkmènes (Turcomans) se sont implantés en masse dans le nord du pays, vers 1922, pour échapper au régime soviétique. Ce sont principalement des Turkmènes Ersari, qui vivent du revenu de leurs troupeaux. Mais on trouve aussi des familles Tékké, Yomoud et Chodor qui se marient dans leurs clans. Au cours du XX^e siècle, ces pasteurs nomades se sédentarisent en partie en s'installant dans les villes de Meymaneh, d'Andkhoy, d'Aqcheh et de Mazar-e-Sharif.

Les Ouzbeks qui avaient envahi le Khorassan au tout début du XVIe siècle, s'étaient établis dans de petits fiefs au nord du pays jusqu'à ce

que le terrible émir Abdour Rahman les réduise à merci. Nomades ou sédentaires, ils parlent une langue qui descend du *turc tchagataï*. Dans le nord, il existe encore des Ouzbeks éleveurs de moutons et de chevaux qui vivent sous la yourte et qu'on désigne sous le nom générique de «koutchi» (nomades). Parmi eux, les Lakaï se distinguent par la perfection de leurs tissages.

Les Kirghiz, également turcophones, vivent principalement dans le Pamir (province du Wakhan). Ils nomadisent à quelque 4 000 mètres d'altitude, dans des vallées seulement accessibles en été. Ils sont éleveurs de moutons et de yaks.

Les Baloutches, dont la langue appartient au groupe ouest-iranien, occupent l'extrême sud-ouest, du désert du Datch-e-Margo au sud des provinces de l'Helmand et de Kandahar. Le plus souvent nomades, ils se déplacent avec leurs troupeaux en quête des rares points d'eau dans ses régions que les dévastations mongoles ont rendues au désert. Des groupes importants de Baloutches se sont sédentarisés autour de Herat, ou dans le nord de l'Afghanistan en devenant paysans et petits éleveurs. Leurs femmes fabriquent de fort beaux tapis.

À ces grands ensembles persanophones et turcophones, il faut ajouter les Nouristanis, descendant d'une très ancienne migration aryenne et qui sont restés en dehors de l'islam jusqu'à la conquête de leur territoire par l'émir Abdour Rahman, les Kohistanis, qui vivent au sud du Nouristan, quelques Arabes, regroupés dans des villages du nord, et des Brahouis, bergers voisins des Baloutches qui parlent une langue dravidienne préaryenne. Enfin, de très anciennes familles juives, regroupées dans les beaux quartiers des villes, comme celui du Tchaharsouk à Herat, et qui émigreront pendant la guerre russo-afghane.

LA SOCIÉTÉ AFGHANE

Cette population, difficile à estimer à l'époque du roi Amanoullah, comptera quelque 15 millions d'individus à la fin des années 1970. Sa pluralité est en évidente contradiction avec la définition d'un État-nation. Surtout, il s'agit d'une population à 85 % rurale, attachée à ses terres comme à ses traditions et dont les facteurs de cohésion (l'islam, le lien de parenté, le lien communautaire, le lien tribal) se trouvent ailleurs que dans l'État.

L'islam est le fondement de toute autorité, le critère suprême pour juger d'un homme qui, sans la crainte de Dieu, ne serait qu'une poignée de terre $(kh\bar{a}k)$, dans l'immensité de la Création. Aussi la religion imprègne-t-elle tous les événements de la vie. Elle est présente dans la vie familiale, l'acte

de manger ou de boire, la politesse, le travail, le voyage et le combat. Tout se fait selon la volonté du Très-Haut *(Allahu-Akbar)*, et en invoquant Son Nom. C'est pour imiter le prophète Muhammad que les hommes portent le turban, se coupent les ongles ou se taillent la barbe d'une certaine façon.

Mais l'islam n'est pas seulement croyance, il est aussi source d'éducation, espace juridique et, dans une certaine mesure, projet politique. Les garçons d'un village apprennent auprès du mollah (qui est souvent le seul lettré du lieu) des prières, des passages du Coran et des *hadiths*, car même si l'arabe appartient à une autre famille linguistique que le *dari*, les deux langues s'écrivent dans le même alphabet. La charia, l'ensemble des lois tirées du Coran, est chez la plupart des paysans une juridiction respectée, qui vient se surajouter (ou se confondre) à des institutions plus anciennes telles que le conseil des barbes blanches, la réglementation des eaux, etc. Dans les zones non tribales, où ne s'applique pas le code d'honneur (pachtounwali), la charia fournit l'essentiel du droit pénal et du droit coutumier. Chez les Afghans sunnites, qui sont majoritaires, cette juridiction emprunte la voie du hanafisme. Enfin, sur un plan politique, l'islam a encouragé la pratique du consensus, de l'assentiment communautaire. Il s'agit, sous le règne d'Amanoullah, d'une forme d'islam traditionaliste quoique non dépourvue de transcendance, ce dont témoigne l'appartenance d'un grand nombre d'Afghans (classes moyennes et artisans, entre autres) aux confréries soufies telles que la Naqshbandīyya, la Qādirīyya et la Chistīyya. C'est cet islam alors pénétrant en Afghanistan et encore peu touché par les mouvements fondamentalistes, semblable à celui des Frères musulmans en Égypte pendant les années 1920 ou à la plus ancienne doctrine des Déobandis en Inde, qui servira de modèle aux talibans.

Il serait erroné d'opposer catégoriquement le tribalisme des Pachtouns à l'absence de tribalisme chez les Tadjiks. Il est vrai que chez les premiers la structure pyramidale de la société est plus marquée, allant de la cellule familiale (kawmi gergah) dirigée par le patriarche, à l'assemblée de toutes les tribus, la loya gergah. Mais c'est là une construction idéale, contredite par les perpétuels changements d'alliances qui surviennent entre groupes restreints et par la pratique généralisée de la vendetta. En revanche, au niveau du sol, les contraintes sociales et les aspirations sont les mêmes. Zan, zar, zamin: la femme, l'or, la terre, les trois préoccupations majeures du seigneur pachtoun sont aussi celles du propriétaire tadjik, sous d'autres noms.

Un conditionnement ancestral maintient la femme, *zan*, dans une réclusion presque totale. Dans les campagnes, les Afghanes vaquent à leurs travaux à visage découvert, tandis que dans les villes, elles n'oseraient sortir sans être dissimulées sous un tchadri (*burka*). Le mariage, arrangé par les familles, est l'objet de longues transactions. *Zar, zanim*: l'or et la terre.

La paysannerie qui arrache à une terre ingrate tout juste de quoi subsister, attend aussi des autorités locales une certaine redistribution des richesses.

Il s'agit donc d'une société discrètement hiérarchisée où l'individu se sent des obligations envers sa parenté, son environnement professionnel (kawm), le chef régional et le mollah. Tout un système de redevances mutuelles soustend cette société qui n'est pas féodale au sens médiéval du terme, car elle ne connaît ni serment d'allégeance, ni fiefs héréditaires indivisibles, mais qui fonctionne sur un vaste clientélisme admis par toutes les parties.

Face à cette paysannerie façonnée par l'islam et qui se considère déjà comme une société de droit, la marge de manœuvre des souverains pachtouns est étroite. Tout ce qui émane de la capitale est considéré comme superflu ou impie. Les dirigeants sont eux-mêmes gênés par un manque perpétuel de subsides qui entrave les projets de développement et qui discrédite la fonction publique. Comme l'Afghanistan est trop pauvre et trop rebelle à l'impôt et que le revenu des taxes douanières est insuffisant, il se tourne vers l'assistance étrangère et le financement extérieur. Cet endettement met en péril l'indépendance du pays et place son économie sous tutelle.

1929 - 1978

Nader Khan, l'ancien commandant en chef des armées, marche sur Kaboul et renverse Batcha Saqao. C'est un pachtoun grand teint, du clan royal des Mohammadzaï, de la tribu des Abdali. Il accède au trône en 1929, et fait aussitôt rédiger une nouvelle constitution. Celle-ci réaffirme la prééminence de l'islam et le respect des institutions traditionnelles.

En 1933, le roi Nader est victime d'une vendetta. Son fils, Mohammed Zahir est proclamé roi quelques heures après son assassinat. Il régnera quarante ans, jusqu'au coup d'État de 1973. Réservé, timide et cultivé, il n'a que vingt ans quand il accède au pouvoir. Pendant longtemps, il laissera ses oncles gouverner. Sous la régence de Hashem Khan (1933–1946), l'Afghanistan reste à l'écart de la Seconde Guerre mondiale en observant une stricte neutralité. En 1946, un autre oncle du roi, Chah Mahmud, assume la régence.

Daoud, Premier ministre (1953–1963): l'ouverture à l'URSS

En 1953, le prince Daoud, cousin et beau-frère du roi, devient à son tour Premier ministre. Il renforce, lui aussi, le rôle de l'État et de l'administration. Pour mettre en œuvre un premier plan quinquennal de développement, il fait appel à l'assistance des États-Unis et de l'URSS. Mais les États-Unis, pour prix de leur aide, demandent que l'Afghanistan adhère au traité de sécurité

de l'Asie du Sud-Est, l'OTASE, traité qui implique la reconnaissance du territoire pachtoun situé au Pakistan. Daoud qui revendique ce territoire, rejette ce marchandage et se tourne vers la Russie. La coopération avec l'URSS se met en place dès 1955. Elle sera dès lors très étroite, notamment dans le domaine technique et militaire. En 1961–1963, la crise afghano-pakistanaise s'intensifie. Les frontières sont fermées. Inquiet de cette situation, le roi Zahir exige de son cousin qu'il lui remette sa démission.

La monarchie constitutionnelle du roi Zahir (1963–1973)

La prise de pouvoir de Zahir s'accompagne d'un retour à la neutralité à l'égard des Russes comme des Américains. Mise en concurrence, l'assistance technique étrangère commence à sortir le pays du sous-développement. À Kaboul, dans les premières facultés mixtes, les étudiantes sont libres de rejeter le voile. Les querelles s'apaisent avec le Pakistan.

Une des premières mesures du roi Zahir sera d'octroyer à son pays une nouvelle constitution (c'est la troisième). Elle est importante. Largement inspirée des institutions françaises de la Ve République et de la Constitution américaine, elle sera soigneusement rédigée et servira de modèle en 2003, sous le gouvernement d'Hamid Karzaï. Le texte définit les principes d'une monarchie constitutionnelle, il garantit un parlement électif, une presse libre et écarte du pouvoir tout membre de la famille royale, à l'exception du roi. Il a le mérite d'établir clairement la séparation des pouvoirs : exécutif, judiciaire et législatif.

L'Assemblée nationale, élue en 1965, se composera de trois blocs politiques, avec un petit Parti communiste, un parti du centre majoritaire, enfin un important bloc conservateur. Les perpétuelles divisions du parti centriste bloquent le vote des textes législatifs et enrayent l'action du gouvernement. Six premiers ministres se succèdent, sans grand résultat, et le régime parlementaire se déconsidère peu à peu auprès de la population.

Le 17 juillet 1973, un coup d'État renverse cette monarchie constitutionnelle impuissante. L'armée, sous la conduite d'officiers républicains et communistes, prend le pouvoir et proclame la république. Daoud, cousin du roi, est placé à la tête du gouvernement.

La république de Daoud, 1973-1978

Quand le prince président revient aux affaires, la situation politique et sociale a sensiblement changé. Une classe moyenne formée dans les écoles de l'État a fait son apparition. Aigrie par les discriminations dont elle est victime (les postes importants dans l'administration continuant à être distribués à l'élite

pachtoun), elle se tourne de plus en plus vers un islam fondamentaliste, apparemment porteur d'un projet politique, ou vers le marxisme-léninisme dont les thèses se sont largement diffusées depuis que Moscou prodigue son assistance. Dans les années 1970, les deux partis communistes du pays, le *Parchām* (le drapeau), et le PDPA (Parti démocratique du peuple afghan), parti qui prendra ensuite le nom de *Khalq*, attirent de plus en plus d'adhérents, notamment parmi les cadres de l'armée et les enseignants. Quant aux islamistes qui n'admettent pas les tendances modernistes et laïques de Daoud, ils se soulèvent dans le Pandjchir, en 1975. L'insurrection sera durement réprimée.

Le développement économique pendant la présidence de Daoud

Malgré ce handicap politique, le prince-président s'attaque à un plan septennal ambitieux (1976–1983). Ce n'est pas la première fois qu'on lançait de tels programmes de développement. Auparavant, il y avait eu trois plans quinquennaux, plus ou moins réussis. Les deux premiers plans (1956–1961 et 1962-1967) s'étaient surtout employés à développer les infrastructures du pays. Pour les mener à bien, l'Afghanistan avait reçu 65 millions de dollars d'assistance extérieure, dont 50% de l'URSS et 30% des États-Unis. Le IIIe Plan (1967–1972), privilégiait l'agriculture et l'industrie et s'efforçait d'achever les projets en cours. Son succès avait été compromis par les faiblesses du gouvernement du roi Zahir et par la sécheresse qui s'était abattue sur le pays. Ces trois premiers plans n'étaient que des ensembles de projets émanant soit des ministères, dans le cadre de leurs compétences, soit d'agences étrangères. Plus rigoureux, le plan septennal s'appuie sur les données fournies par les ministères et dégage une politique de développement. Pour contrebalancer l'omniprésence de l'URSS, Daoud demande à l'Iran une aide de 2,4 milliards de dollars. Le chah en payera près de la moitié. S'inspirant des modèles soviétiques, le plan donne la priorité à l'industrie lourde et à l'exploitation des mines de fer et de cuivre. Le choix est contestable, pour un pays qui reste essentiellement agricole.

Daoud obtiendra néanmoins des résultats remarquables. Pendant les cinq années de son gouvernement (1973–1978), la balance du commerce extérieur, jusque-là déficitaire, va faire apparaître un solde positif. De grands projets agricoles sont lancés, les petites industries se multiplient avec succès et des ateliers sont créés, comme ces ateliers de mécanique où l'ingéniosité des Afghans accomplit des prouesses. S'il faut faire le bilan économique et culturel de l'Afghanistan avant la ruine qui va suivre, c'est bien sous la présidence de Daoud qu'il faut le dresser.

Agriculture, élevage et développement rural

Les Afghans ont toujours été fiers de pourvoir à leur autosuffisance alimentaire, alors que seulement 12 % du sol sont cultivables. Les terres se divisent en terres irriguées (ābi) et en terres de culture sèche (lalmi ou davma), ces dernières occupant les vallées ou le piémont des montagnes. La production céréalière est la plus importante. Au temps de Daoud, elle oscille entre 3 et 4 millions de tonnes. Le blé en représente les deux tiers, l'orge et le maïs constituant le reste. Les fruits occupent le second rang dans l'ordre des cultures vivrières et jouent un rôle majeur dans l'économie des Afghans, comme produit d'exportation ou comme aliment consommé frais ou séché. Les cultures à usage industriel ont évolué durant la même période. Entre 1972 et 1977, la production de sucre de betterave et de canne a augmenté de 31 %, l'huile végétale de 153 % et le coton égrené de 215 %. À Kunduz, la dynamique société Spinzar, fondée en 1935 par Abdoul Aziz «Londoni», récolte 164 000 tonnes de coton en 1975. L'assistance technique française et des travaux hydrauliques sur la rivière Kunduz permettent l'extension de cette culture cotonnière confiée aux Ouzbeks lakaïs.

Pour améliorer les rendements, de grands barrages de retenues sont réalisés, avec toutefois des succès mitigés, faute d'un système de drainage suffisant et de concertation avec les cultivateurs locaux. Les vallées des rivières Helmand et Arghandab sont fertilisées par des barrages construits en 1952 et 1953. Parallèlement à ces importantes réalisations une politique de développement qui prend davantage en considération des facteurs physiques et humains est introduite. La participation des autorités locales assure le succès de ces projets tournés vers la polyculture vivrière ou vers la création de fermes expérimentales. Un retour à la petite entreprise, gérée par les paysans eux-mêmes et adaptée aux réalités du terrain, voit le jour dans les années 1970.

Des projets peu onéreux, visant à améliorer l'agriculture et les infrastructures rurales (routes, barrages, canaux et ponts), sont alors lancés dans le Kounar, le Badakhchan, le Hazaradjat et la région de Balkh. De leur côté, les Afghans créent un Département du développement rural (DDR), dont le rôle sera de promouvoir l'économie villageoise, qu'elle soit à vocation agricole ou artisanale, en coordonnant l'action des ministères. Parallèlement, l'État et l'Agbank, sur les conseils de la FAO, encouragent l'extension du mouvement coopératif. En 1977, on passera de trois coopératives dans deux provinces, à plus de cent coopératives dans douze provinces. Ce mouvement sera appelé à se développer sous les communistes.

L'élevage, tout comme l'agriculture, est un atout économique majeur. L'une des richesses du pays réside dans ses quelque 24 millions d'ovins, en particulier dans la superbe race *karakul*. De même, l'artisanat représente une autre source importante de richesse. L'artisanat domestique permet aux femmes de contribuer à améliorer sensiblement le revenu de la famille (parfois jusqu'à 70%). En 1977, les exportations de tapis ont rapporté 24 millions de dollars à l'Afghanistan, soit 8% en valeur des exportations annuelles

Les voies de communications

À l'époque de Daoud, le réseau des routes est amélioré. Les routes en asphalte, qui totalisent alors 3 000 kilomètres, forment une ceinture autour du pays en contournant le plateau central et les hautes chaînes de l'Est. En 1964, le percement du tunnel du Salang, long de 2,7 kilomètres, effectué à 3 363 mètres d'altitude par des équipes afghano-russes, permet de relier Kaboul à l'URSS.

Le secteur industriel

L'activité industrielle a pris son essor dans les années 1930. La banque afghane *Bank-i-melli* a financé les projets industriels jusqu'à la Seconde Guerre mondiale. Une des plus anciennes réalisations est celle de la société textile Spinzar, qui exploite la culture cotonnière de la région de Kunduz. Fondée en 1935 à la suite d'une association entre le banquier Abdul Majid Zabuli et l'homme d'affaires Abdul Aziz «Londoni», cette société étend son activité à six autres villes du nord pendant les années 1970. Tout en produisant de l'huile, du savon et de la céramique, elle construit également des habitations et des écoles pour ses employés. À sa prise de pouvoir, Daoud nationalise les banques et contrôle en grande partie l'activité industrielle afghane, y compris la société Spinzar. Le secteur public fournit ainsi le ciment, le sucre, le coton égrené, les engrais chimiques et la plupart des textiles.

Mais l'objectif principal de Daoud était l'exploitation des réserves de fer, de cuivre et de gaz naturel, afin de doter le pays d'une industrie lourde. Les mines de fer de Hadjikak, au sud du massif du Ko-i-Baba se situent malheureusement à plus de 4 000 mètres d'altitude. L'extraction de ce fer, d'excellente qualité, nécessite des infrastructures coûteuses. L'exploitation du cuivre d'Ainak est, en revanche, plus aisée. On peut le transporter par camion au Pakistan et en Ouzbékistan et par chemin de fer jusqu'au port pakistanais de Karachi. La région de Chebergan, au nord-ouest, fournit du gaz naturel. Dès l'époque de Daoud, ce gaz est exporté par pipeline vers l'URSS. En 1975, l'usine d'engrais chimique et d'énergie thermale de Mazar-i-Charif a commencé à transformer cette énergie. Il existe des

réserves de charbon, particulièrement abondantes à Darra-i-Souf, que l'on estime à 400-500 millions de tonnes, mais elles ne sont pas encore pleinement exploitées.

Le patrimoine archéologique

La mise en valeur du patrimoine archéologique débute en 1922, sous le règne d'Amanoullah, après la signature d'une convention avec la France, et se poursuivra jusqu'en 1978. Les fouilles entreprises sont bientôt couronnées de succès: monastères bouddhistes et statues en stuc du site de Hadda, découverte du trésor de Bégram à Kapissa, inventaire du monastère bouddhiste du Fondukistan et dégagement d'un sanctuaire du feu sur la colline de Surkh Kotal. C'est la civilisation cosmopolite des rois kouchans, l'expansion du bouddhisme en Afghanistan et l'art du Gandhara qui sont éclairés par ces découvertes. Un passé plus ancien encore est révélé en 1964 par les vestiges d'Aï Khanoum, une ville gréco-bactrienne fondée sur les rives de l'Amou Darya, à la suite des conquêtes d'Alexandre. Les monuments islamiques des époques ghaznévides, ghorides (minaret de Djam) et timourides sont également étudiés et restaurés. Un musée national, installé près du palais de Dârulaman, abrite une grande partie des pièces exhumées. Entre-temps, la clause qui donnait à la France l'exclusivité des recherches est supprimée par le roi Zahir, en 1952. L'archéologie afghane s'ouvre largement aux missions scientifiques étrangères sous l'égide de l'ONU et de ses agences. Les Américains s'intéressent à la préhistoire, tandis que les Indiens, les Japonais et les Italiens restaurent les chapelles rupestres et les grands Bouddhas de Bamiyan. Dès 1974, l'UNESCO, inscrit au patrimoine mondial la ville de Herat où subsistent de nombreux monuments du XV^e siècle. Des archéologues afghans prennent la relève. En 1978, une mission afghano-soviétique met au jour une nécropole à Tillya Tepe (La Colline d'or), datant du Ier siècle av. J.-C., et dont les tombes recèlent d'innombrables parures d'or et de pièces d'orfèvrerie.

Le développement de l'éducation

Les premiers établissements d'enseignement secondaire sont apparus dans les années vingt à Kaboul, sous les règnes d'Habiboullah et d'Amanoullah, comme le lycée franco-afghan Esteqlāl, le lycée Nedjat (coopération allemande), ou le lycée Ghāzi (coopération anglaise). Des facultés sont créées à leur suite, notamment la faculté de médecine en 1931, la faculté de droit en 1938, la faculté des sciences en 1942, la faculté des lettres en 1944, la faculté d'économie en 1957, l'école d'ingéniorat en 1963 et une École

polytechnique en 1963 (coopération soviétique). La plupart de ces institutions bénéficient d'une assistance extérieure, la France pour le droit, la médecine et la pharmacie, les États-Unis pour l'agriculture et l'éducation, et l'URSS pour l'École polytechnique. Des étudiants afghans font des stages d'études à l'étranger. En 1972, l'université de Kaboul et le collège de médecine de Nangarhar, près de Djallalabad, comptaient 7 400 étudiants inscrits.

En quarante ans, de la monarchie de Nader Khan (1931), à la république de Daoud (1973), le nombre des écoles primaires passe de 22 à 3 800, le nombre des élèves de 135 à 760 400 et le nombre d'instituteurs de 105 à 21 920. Un rapport de l'UNESCO, datant de 1974, souligne ce développement continu appelé à se poursuivre sur la décennie. Malgré cet essor remarquable, les résultats restent modestes. Les statistiques de la *United States Agency for International Development* (USAID), font ressortir que 87% de la population restent illettrés. Seuls, 24% des enfants âgés de six à quatorze ans vont à l'école, en tenant compte que la proportion est plus forte en zone urbaine qu'en région rurale. Si les citadins envoient leurs enfants à l'école, les milieux villageois opposent une grande résistance aux écoles de l'État, notamment lorsqu'il s'agit de scolariser les filles. Cette hostilité ira grandissante après l'instauration du régime communiste.

Du régime communiste à l'éviction des talibans (1978–2001)

Le 27 avril 1978, un coup d'État organisé par les communistes renverse le régime présidentiel. Daoud et sa famille sont assassinés. La République démocratique d'Afghanistan, proclamée par les insurgés, est aussitôt reconnue par l'URSS. Le pouvoir est confié aux dirigeants des partis communistes et le leader du Khalq, Nour Mohammed Taraki, est élu président, tandis que celui du Parcham, Babrak Karmal, devient vice-président, et Hafizullah Amin (Khalq), second vice-président.

Dès les premiers jours, arrestations, tortures et exécutions se multiplient rapidement. Au sein de la classe dirigeante, la rivalité entre partisans du Khalq et partisans du Parcham est considérable. Babrak Karmal est chassé et Taraki, assassiné. Amin prend le pouvoir et intensifie la répression. Tandis que la confusion règne au sein du gouvernement, la révolte éclate dans les garnisons et dans les campagnes, où les réformes agraires ont été reçues avec hostilité. Le 25 décembre 1979, l'armée soviétique entre en Afghanistan sous prétexte de rétablir l'ordre. Amin est assassiné et Babrak Karmal reprend le pouvoir. L'occupation soviétique du territoire commence et avec elle naît le mouvement de résistance afghane, qui durera neuf ans.

Après une décennie sanglante, l'URSS constate son échec et retire définitivement ses troupes en février 1989, laissant à Kaboul un habile gouverneur, Najibullah, qui tente en vain de négocier avec les dirigeants de la résistance. La victoire militaire des Afghans ne sera pas suivie d'un règlement politique. Les *moudjahidins* («combattants»), plus que jamais rivaux, se feront la guerre pendant quatre ans. Kaboul, à peu près épargné pendant le conflit russo-afghan est alors réduit à l'état de ruines, palais et musée compris.

La population est lasse. Des groupes intégristes pachtouns entrent alors en scène et tirent les marrons du feu. Ce sont les talibans, des « séminaristes », formés dans des écoles coraniques pakistanaises de type déobandie, c'est-à-dire ultrarigoristes. Les talibans assurent la sécurité des routes et permettent au commerce de se rétablir. Mais c'est aussi la nuit qui s'abat sur l'Afghanistan. Les femmes n'ont plus la permission de travailler, les écoles de filles sont fermées, la charia est appliquée avec une rigueur absurde, les chiites du pays sont massacrés et les grands Bouddhas de la vallée de Bamiyan sont détruits. Sous les talibans et leur dirigeant Mohammad Omar, le pays devient un camp d'entraînement pour les organisations islamistes internationales, dont la plupart étaient déjà en place au moment de la guerre russo-afghane. Parmi celles-ci, le mouvement d'Oussama ben Laden se distingue par ses ressources financières, son armement, ses auxiliaires recrutés dans le monde entier et son messianisme apocalyptique.

Le 2 septembre 2001, le commandant Massoud, héros de la résistance qui s'était opposé au régime avec ses soldats tadjiks, est assassiné dans ses quartiers généraux du Panjshir. Deux jours après les attentats du 11 septembre 2001 à New York et Washington, attribués au réseau d'Oussama ben Laden, les Américains décident d'intervenir. Ils chassent les talibans avec l'aide des troupes de l'Alliance du Nord du défunt commandant Massoud. En décembre 2001, un gouvernement provisoire est formé sous la direction de Hamid Karzaï, un pachtoun libéral. Le roi Zahir revient dans son pays pour soutenir le nouveau régime.

Ce gouvernement de transition, composé de vingt-neuf ministres, s'efforce de mettre en œuvre un programme de reconstruction où les composantes régionales et ethniques sont prises en compte. Une constitution proche de celle de 1964 est élaborée. Toutefois, on peut se demander si le nouvel État afghan parviendra à faire reconnaître sa légitimité et à appliquer ses résolutions après vingt-deux années de conflits. Car ce n'est pas seulement un pays économiquement et culturellement ruiné qu'il s'agit de relever, c'est aussi un pays qui a été reconfiguré par la guerre civile, où le morcellement régional, les clivages ethniques et religieux se sont aggravés, où des économies autonomes fondées sur le trafic d'opium, la contrebande et la revente d'armes n'ont cessé de prospérer.

34.4 La Syrie, l'Iraq et le Liban

Mahmoud O Haddad

Au début du XX^e siècle, toutes les zones géographiques faisant l'objet du présent sous-chapitre étaient encore des provinces sous autorité ottomane. Le principal problème était alors la polarisation, autant culturelle que politique, qui existait entre deux politiques. La première émanait du centre de l'Empire, à Istanbul, et soutenait la centralisation, tandis que la seconde, qui provenait des différents centres régionaux arabes et plus particulièrement de Beyrouth, Damas et Bassora, encourageait la décentralisation et l'acceptation du nationalisme culturel arabe comme composant du patriotisme politique ottoman. Cependant, pendant la guerre, les autorités turques-ottomanes accusèrent plusieurs douzaines d'intellectuels et de militants arabes en Syrie et au Liban de comploter pour obtenir l'indépendance en se rangeant du côté des Alliés et les envoyèrent à la potence. Cet événement fut largement déploré par les poètes arabes au moyen de la poésie rythmique, qui chantait les louanges des martyrs.

En fait, la poésie rythmique fut la principale forme d'expression culturelle jusqu'au milieu du XX^e siècle. Au cours de cette période, elle fut utilisée pour exprimer des tendances politiques, sociales et romantiques. Pendant l'entre-deux-guerres, la poésie rythmique et l'essai journalistique dominèrent le champ culturel. Les principaux sujets de discussion étaient la nation, le romantisme et la société. La nouvelle, le roman et les autobiographies prirent parallèlement de l'ampleur (Makdisi, 1960).

LA FIN DE LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE

Si la fin de la Première Guerre mondiale a vu la disparition de l'Empire ottoman, le résultat n'en fut néanmoins pas la formation d'un État arabe centralisé ou même décentralisé tel que l'avaient imaginé les nationalistes arabes et leur littérature, mais la création d'un mandat britannique en Iraq et de deux mandats français distincts au Liban et en Syrie. Les anciennes frontières administratives ottomanes furent donc modifiées, particulièrement par les Français en Syrie et au Liban. Évidemment, le problème de l'identité politique et culturelle fut à nouveau au premier plan.

Divers intellectuels donnaient la primauté à différentes identités. Ceux qui acceptaient les nouvelles divisions britanniques et françaises définissaient les nouvelles identités des États-nations d'une manière compatible avec les valeurs culturelles et politiques coloniales européennes. Cependant, la position majoritaire donnait la primauté à la culture arabe et insistait sur le nationalisme arabe susceptible d'aboutir à une unification politique de la Syrie et de l'Iraq au moins.

Si le nationalisme arabe pensait qu'il était nécessaire d'emprunter certains éléments à la culture européenne, il ne l'acceptait cependant pas sans esprit critique et notait un désaccord de longue date, bien que parfois partiel, entre l'identité arabe et le colonialisme européen, désaccord exprimé dans de nombreux genres littéraires. Ce désaccord sortit au grand jour de manière visible après 1924, lorsque la Turquie abolit le califat islamique et se déclara État laïc, sur les pas de l'Occident. Le raisonnement justifiant cette démarche ainsi que d'autres mesures similaires vers l'occidentalisation était que la culture occidentale était la seule viable dans le monde moderne et qu'elle devait être acceptée et imitée sans réserve, c'est-à-dire avec ses bons et ses mauvais côtés. Ce type de raisonnement n'était pas acceptable dans la région arabe qui nous intéresse, car le facteur patrimoine (turath) et l'identité traditionnelle y avaient toujours de l'emprise. Il y eut différentes réponses arabes à cette position pro-occidentale. Une telle laïcisation revenait, d'après les réformistes ou les modernistes islamiques, à rejeter complètement la religion et l'identité islamiques. Ils percevaient la démarche turque comme un manquement total à l'islam et à l'identité islamique non seulement au niveau de l'État, mais également au niveau de la société en général. La meilleure expression de cette position, qui soutenait les valeurs arabes et islamiques tout en restant ouverte à la modernisation, était celle de Muhibb al-Din al-Khatib, un émigré syrien vivant en Égypte, qui écrivit : «Le renouvellement et la réforme ne sont pas de simples désirs ; ce sont des besoins de premier ordre pour préserver le dernier souffle de vie nationale et pour protéger les derniers vestiges de la grandeur nationale. Autrement, il en serait fini de nous. [...] Le renouvellement est nécessaire et inévitable à supposer que nous devions mener à bien ce que l'on nous a ordonné de faire face à l'ennemi, c'est-à-dire «préparer toute la force que nous sommes capables de rassembler». Et la réforme est inéluctable si nous avons l'intention de nous débarrasser du voile de l'obséquiosité. [...] Je n'hésite pas à déclarer fermement et clairement que l'ignorance est meilleure qu'un renouvellement par lequel des étrangers tentent de «coloniser» nos cœurs pour éviter d'avoir à coloniser nos terres. C'est parce que lorsque nous devenons leurs, l'esclave et ses possessions appartiennent à son maître. La jeunesse du glorieux Orient arabe accepterait-elle cette sorte de renouvellement?» (Al-Khatib, 1930–1931).

En nous lançant dans de telles controverses, qui ont commencé par une initiative nationale turque, nous devrions prêter attention au fait que les sous-régions culturelles dont nous parlons étaient reliées les unes aux autres et n'étaient pas indépendantes les unes des autres, particulièrement lorsqu'il s'agissait de l'islam et de la culture islamique. Cependant, tandis que les intellectuels du courant dominant de Syrie, d'Iraq et d'une partie du Liban insistaient sur le nationalisme arabe anti-Occident, exprimé soit dans des termes laïcs tels que la langue et l'histoire commune, soit dans des termes à la fois religieux et laïcs mélangeant le nationalisme arabe et l'islam, une troisième tendance existait au Mont Liban (qui fut élargi par les Français en 1920 pour créer l'État du Liban tel qu'il est actuellement délimité). Cette tendance exprimait un nationalisme libanais différent, amical envers l'Occident et plus particulièrement envers la France, et refusait le nationalisme politique arabe, même si elle reconnaissait la valeur de certains aspects de la culture arabe, en particulier la langue arabe.

Le Royaume-Uni se faisant plus discret dans les affaires culturelles de l'Iraq, la capitale du pays, Bagdad, devint le centre de diffusion de la culture nationaliste arabe officielle, particulièrement sous le roi Faysal I^{er} (1885–1933). Cela était plus flagrant dans le système d'enseignement supervisé par l'important nationaliste arabe Sati' al-Husri (1876–1968) et soutenu par l'élite dirigeante composée en partie d'officiers irakiens et syriens qui participèrent à la «révolte arabe» contre les Turcs ottomans pendant la Première Guerre mondiale. Mais Beyrouth et Damas restèrent en avance sur Bagdad dans la plupart des domaines culturels.

L'entre-deux-guerres vit un « réveil intellectuel et culturel » (Khalaf, 2001) dans la capitale libanaise, Beyrouth, qui conserva son rôle important dans la circulation des idées et resta le principal centre d'édition pour différents sujets politiques et non-politiques à cette époque. La musique, l'art et le théâtre commencèrent à créer leur public, « permirent aux individus et aux groupes de dépasser leur identité fermée et se mélangèrent dans une sous-culture cosmopolite commune » (Khalaf, 2001). Damas et Bagdad firent de même. La défaite arabe au cours du premier conflit arabo-israélien en 1948, à peine quelques années après l'indépendance de ces pays, fut imputée à l'élite dirigeante traditionnelle, perçue comme le faire-valoir de l'Occident haï. Le livre d'Oswald Spengler, Le déclin de l'Occident, fut traduit en arabe et connut une forte diffusion.

LE DÉVELOPPEMENT CULTUREL

En ce qui concerne le développement culturel du Liban, de la Syrie et de l'Iraq, le XX^e siècle peut être divisé en plusieurs périodes. Le premier tiers du siècle peut être considéré, en grande partie, comme la continuation du processus de ce qui est généralement désigné comme la renaissance littéraire arabe (al-nahda), qui a commencé au XIX^e siècle et avait la double caractéristique de faire renaître les travaux scientifiques et culturels arabes médiévaux ou classiques, de traduire les travaux occidentaux en arabe ainsi que d'adapter, au moyen de la traduction, de nouvelles formes de culture arabe aux normes occidentales et de commencer à accepter de nouveaux genres.

L'ancienne production culturelle arabe incluait généralement, dans le domaine de la littérature et jusqu'au début du XX^e siècle, des genres tels que différents types de poésie, la classique *maqama* (prose rythmique ranimée), et les *al-tarajim* et *al-siyar* (biographies). À partir du milieu du XIX^e siècle et sous l'influence directe et indirecte de l'Europe, une nouvelle vie culturelle arabe commença à avoir du succès. Même si quelques genres plus anciens survécurent, d'autres commencèrent à fléchir ou à s'éteindre. Certains, comme la *maqama*, furent relancés pour une courte période. Simultanément, d'autres genres occidentaux commencèrent à gagner du terrain. Ce fut le cas du roman (*al-riwaya*), de l'essai journalistique (*maqala*), de la nouvelle (*al-qissa*) et des pièces de théâtre (*al-masrah*) (Al-Khatib, 1990). Mais c'est après la troisième décennie du XX^e siècle que ces autres genres dominèrent la vie culturelle en Syrie, au Liban et en Iraq.

Immanguablement, cette interaction entre les cultures occidentales et les cultures locales ne s'est pas exprimée uniformément dans tous les pays arabes qui nous intéressent. Il est donc important de noter que l'Iraq, pratiquement enfermée dans les terres, plus orientée vers l'Iran et le golfe Persique, était généralement en retard par rapport à la Syrie et au Liban, plus exposés aux influences méditerranéennes et, dans un sens, plus avancés culturellement que leur voisin à l'est (Allen, 1995). De plus, à cause de l'immigration de nombreux intellectuels syriens et libanais en Égypte au XIX^e siècle et au début du XX^e siècle, il existait ce que nous pourrions appeler un axe culturel commun allant de l'Égypte au Liban, à la Syrie et à l'Iraq, même si celui-ci était à un degré moindre dans le cas de l'Iraq. En fait, il est possible de penser que ces pays appartiennent à une même sous-région culturelle, aujourd'hui encore. Cela est considérable car cela signifie que différentes cultures locales arabes ont non seulement interagi avec l'Occident, mais également entre elles, formant ainsi plusieurs souscultures arabes régionales ayant plusieurs caractéristiques communes.

Sciences et technologies

L'évolution scientifique dans les zones particulières que nous étudions (Syrie, Liban et Iraq) et dans le monde arabe en général au cours du XX° siècle fut malheureusement maigre. La recherche et les applications scientifiques et technologiques n'étaient pas correctement financées et si certains des habitants des pays concernés contribuèrent effectivement largement dans tel ou tel domaine scientifique, ils le firent généralement en tant qu'immigrants en Europe ou aux États-Unis. Au milieu du XX° siècle, une opinion fut exprimée, qui mettait l'accent sur le fait que même si le terme «science» était élargi et englobait les sciences sociales, la région serait tout de même mal classée (Malek, 1956).

L'éducation

Un indicateur important qui mérite d'être cité ici est le niveau de l'enseignement et de la recherche. Selon les dernières statistiques disponibles de 1995 (PNUD, 2002), le pourcentage brut du taux de scolarisation des enfants en âge d'être dans l'enseignement primaire qui fréquentaient l'école primaire était de 109 % au Liban et de 101 % en Syrie. Malheureusement, les statistiques pour l'Iraq ne sont pas disponibles. Ces pourcentages en disent encore plus long si on les compare avec ceux de la région arabe dans son ensemble (83,8%), de l'Europe (106,7%), et du monde (99,6%). En ce qui concerne l'enseignement secondaire, le pourcentage était de 24 % au Liban et de 17,9% en Syrie, contre 12,5% dans la région arabe, 47,8% en Europe, et 16,2% dans le monde. Pour l'enseignement postsecondaire, le pourcentage était de 27 % au Liban et de 17,9 % en Syrie, contre 12,5 % pour la région arabe, 47,8% en Europe et 16,2% dans le monde. Les sections de l'enseignement postsecondaire étaient réparties de la façon suivante : au Liban, 26% dans les lettres, 52% dans le droit et les sciences sociales, 17% dans les sciences naturelles (dont l'ingénierie et l'agriculture) et 3 % dans les sciences médicales. En Syrie, les pourcentages étaient respectivement de 21 %, 35 %, 29 % et 11 %. La production en matière de science et technologie, mesurée par le nombre d'articles publiés dans des revues internationales entre 1990 et 1995, était de 471 pour la Syrie, 500 pour le Liban et 931 pour l'Iraq.

Parmi les diverses situations, un développement uniforme eut lieu, caractérisé par un accroissement de la population, de l'urbanisation et de la rationalisation. De plus, la classe moyenne salariée a fini par jouer un rôle important dans les trois pays. Mais tandis que cette évolution a conduit à un changement social radical en Syrie tout d'abord, puis en Iraq, aux environs

du milieu du XX^e siècle, au moment où cette classe a pris le contrôle de l'État et déclaré son intention de mettre fin de manière significative à la décolonisation superficielle, le changement fut plus progressif au Liban et ne fut pas influencé par le système d'économie de marché. Naturellement, ces évolutions se sont reflétées sur le plan culturel. En Syrie et en Iraq, le théâtre prospéra sous les auspices de l'État. Au Liban, cela se fit au moyen d'initiatives privées. Mais dans les trois pays, le théâtre fut influencé par plusieurs écoles théâtrales occidentales telles que le théâtre impressionniste et le théâtre expérimental, pour n'en citer que deux exemples. Une ligne de développement similaire s'est exprimée sous diverses formes d'écoles occidentales de peinture.

Au cours de la même période, de nouveaux genres de littérature firent leur apparition, tel que le roman existentialiste et le roman féminin, qui mirent en avant les thèmes du destin de l'individu et de l'émancipation des femmes. Le Libanais Suhayl Idriss fut le premier à représenter le mouvement existentialiste et sa compatriote Leila Baalbaki la première romancière féministe.

Ce fut une période révolutionnaire qui s'exprima par l'intermédiaire du texte narratif ainsi que dans un nouveau genre de poésie arabe dont la valeur est toujours discutée aujourd'hui dans les cercles spécialisés. L'Iraq tint un rôle d'avant-garde en présentant une nouvelle forme de poésie moderne qui fut lancée par l'école de Badr Shakir al-Sayyab (1926–1964). Le plus impressionnant dans la poésie d'Al-Sayyab était qu'il mélangeait la modernité et le rythme. Un autre courant eut un succès éphémère au Liban, mais il mettait l'accent sur la poésie non rythmique et tenta de lancer sa propre école à travers la revue *Shi'r* (Poésie) au début des années 1960.

DE 1967 À AUJOURD'HUI

Le tableau culturel général dans ces pays a changé dans une large mesure après la seconde défaite arabe dans la guerre de 1967 contre Israël. La nouvelle classe dominante, mais aussi l'Occident politique, furent blâmés pour cette tournure des événements. Immédiatement après la guerre, la question, posée depuis deux siècles, de savoir ce qu'il faudrait emprunter à l'Occident en termes de culture et de pouvoir afin de préserver l'identité et l'indépendance propres de ces pays refit surface. Dit de manière plus éloquente, «[O]r pour que les Arabes [...] restent eux-mêmes en accédant au monde industriel, qui les assiège du dehors et les investit du dedans, il leur faudrait imprimer à tous leurs autres modes le même rythme qu'à leur promotion matérielle.» (Berque, 1978).

Dans ce contexte, une tendance plus gauchiste et plus radicale fit son apparition, mais il fallut peu de temps avant qu'elle ne produise sa plus puissante antithèse, c'est-à-dire une tendance de droite, qui fut incapable d'avoir une forte présence sur les différents terrains culturels tels que le théâtre, le roman et la poésie, par exemple, mais qui fut rendue populaire par un nombre important de journaux et de revues publiés à partir du début des années 1970 en revenant vers la partie conservatrice de la littérature religieuse classique.

Contrairement à la tendance islamique moderniste du début du XX^e siècle, elle révéla une orientation antimoderniste plus égocentrique dont la principale préoccupation était de préserver l'identité islamique sous diverses formes fondamentalistes. Cette tendance est toujours très active mais a perdu son énergie de départ. À l'heure actuelle, nous ne pouvons attirer l'attention sur aucune école de culture particulière qui délivrerait un message bien défini. Les pays qui nous intéressent, comme beaucoup d'autres pays arabes, traversent un dilemme culturel dont les résultats sont difficiles à prédire.

Pour conclure, il est particulièrement important de prêter attention au fait que le dernier quart du XXe siècle ne fut pas particulièrement heureux pour cette région. Le Liban connut une guerre civile (qui eut sa participation et sa dimension régionales) de 1975 à 1990. L'Iraq fut mêlée à une guerre sanglante contre l'Iran (appelée première guerre du Golfe) pendant près d'une décennie à partir de 1980. Ses différences économiques et politiques avec les États-Unis et son voisin, le Koweït, ont conduit l'Iraq à envahir ce dernier en 1990. En réponse, en 1991, la seconde guerre du Golfe, menée par une coalition internationale à la tête de laquelle se trouvaient les États-Unis et le Royaume-Uni, délogea l'Iraq du Koweït et imposa un régime strict de sanctions. Celui-ci était toujours valable en 2003, lorsque les États-Unis et quelques alliés lancèrent une importante attaque contre l'Iraq dans le but d'éliminer Saddam Hussein, sous prétexte qu'il stockait des armes de destruction massive. À l'heure actuelle, la situation de l'Iraq, dévasté par la guerre et occupé, est loin d'être réglée. Bien évidemment, le contexte politique et militaire du Liban et de l'Iraq a eu des conséquences négatives sur le plan culturel et scientifique.

Néanmoins, il est important de remarquer que quelques signes de renaissance ont commencé à apparaître à la fin du XX^e siècle dans les domaines artistiques. Au Liban et en Syrie, le roman s'est établi comme le genre d'expression culturelle le plus important. Le nouveau roman libanais, représenté par de nombreux intellectuels, s'est intéressé à l'expérience de la guerre civile tandis que le roman syrien, dont le représentant le plus marquant est Hanna Mina, a continué à s'intéresser aux affaires sociales.

BIBLIOGRAPHIE

- AKŞIN S. 2007. Turkey: from Empire to Revolutionary Republic, Londres, Hurst.
- AL-KHATIB M. K. 1990. *Takwin al-Riwaya al-'Arabiyya* [La formation du roman arabe], Damas (Syrie), Wizarat al-Thaqafa.
- AL-Khatib M. Al-Din. 1930–1931. Hamlat al-Tajdid wa'l Islah Wa Hal Laha Qadah Hukama' Wa Hal Rasamu Laha al-Khitat al-Hakima? [La campagne pour le renouveau et la réforme dispose-t-elle de dirigeants sages et ont-ils conçu des plans sages?]. Dans: *Al-Hadiqa*, vol. 5, Le Caire, Al-Matba'a al-Salafiyya, p. 190–206.
- AL-SA 'AFFIN I. 1980. *Tatawwur al-Riwayah al 'Arabiyya al-Haditha Fi Bilad al-Sham 1970–1967* [L'évolution du roman arabe moderne en Grande Syrie, 1870–1967], Bagdad (Iraq), Manshurat Wizaratal-Thaqafa Wa'l 'I'lam.
- ALLEN R. 1995. *The Arabic Novel: An Historical and Critical Introduction*, Syracuse (New York), Syracuse University Press.
- BADAWI M. M. 1985. Modern Arabic Literature and the West, New York, Ithaca Press.
- BERQUE J. 1978. *Cultural Expression in Arab Society Today*, Austin (Texas), University of Texas Press.
- BUHEIRY M. R. (dir. publ.). 1981. *Intellectual Life in the Arab East,* 1890–1939, Beyrouth (Liban), Université américaine de Beyrouth.
- HAFEZ S., COBBHAM C. (dir. publ.). 1988. A Reader of Modern Arabic Short Stories, Londres, Saqi Books.
- HOURANI A. 1962. *Arabic Thought in the Liberal Age 1789–1939*, Oxford, Oxford University Press.
- KHALAF S. 2001. Lebanon's Golden/Gilded Age 1943–1975. Dans: CHARTOUNI C. (dir. publ.), *Histoire, sociétés et pouvoir aux Proche et Moyen-Orient*, vol. I, Paris, Geuthner.
- MAKDISI A. K. 1960. *Al-Itijahat al-Adabiyya Fi al-'Alam al-'Arabi al-Hadith* [Les mouvements littéraires dans le monde arabe moderne], Beyrouth.
- MALEK C. 1956. Al-Bahth al 'Ilmi Fi al-Asr al-Hadir [La recherche scientifique aujourd'hui]. Dans: C. Malek *et al.*, *Al-Bhath al-'Imli Fi al-'Alm al 'Arabi* [La recherche scientifique dans le monde arabe], Beyrouth (Liban), Hay'at al-Dirasat al-'Arabiyya Fi al-Jami'a al-'Amerikiyya.
- PNUD. 2002. Statistical Annex. Dans: *Arab Human Development Report* 2002, New York, PNUD.

34.5 La Palestine et la Jordanie

Ali Mahafzah

La Palestine et la Jordanie ne connurent les sciences modernes, et plus particulièrement les sciences pures et appliquées, qu'à partir du XIX^e siècle. Avant cette date, dans les deux pays, l'enseignement se limitait aux *kuttab* (écoles primaires), qui étaient installées dans des mosquées, des églises et des écoles musulmanes, chrétiennes ou juives. Dès la seconde moitié du XIX^e siècle, l'enseignement moderne fut introduit par les missionnaires étrangers, puis par l'Empire ottoman.

À partir du début du mandat britannique en Palestine, deux systèmes d'éducation nationale basés sur la langue et les origines furent créés indépendamment des écoles missionnaires. Comme l'enseignement se concentrait surtout dans les villes, les zones rurales manquaient largement d'écoles modernes. Par ailleurs, l'éducation scolaire n'étant pas obligatoire, l'analphabétisme augmentait dans la population arabe. Il est important de noter que l'éducation arabe n'avait pas pour objectif de servir le développement économique et social et que la tendance envers l'enseignement professionnel était très limitée. En fait, l'enseignement général visait à produire des fonctionnaires complaisants pour les autorités mandataires. Les institutions scolaires supérieures arabes les plus importantes au cours du mandat ont été le Collège arabe gouvernemental (Institut de formation des enseignants), l'Institut de formation des enseignantes et l'école secondaire Rashidiyyah (appelée plus tard «collège») de Jérusalem, l'Institut rural de formation des enseignantes de Ramallah, l'École de commerce d'Haïfa et, enfin, l'École d'agriculture Kadouri de Tulkarem. Le système scolaire juif était dirigé par l'Agence juive, qui avait fixé ses propres programmes scolaires, lesquels répondaient aux aspirations du mouvement sioniste et n'étaient pas contrôlés par le gouvernement mandataire. Par conséquent, il faut remarquer que l'éducation proposée aux Arabes échouait dans sa mission de les préparer à la vie pratique.

En Jordanie, passée sous l'autorité du gouvernement arabe à Damas au cours des années 1918–1921, le nombre d'écoles gouvernementales passa à 20 écoles primaires et élémentaires. Ce nombre a continué à croître sous le régime arabe qui, pour sa part, devait rendre des comptes au mandataire britannique (1921–1946). En 1922–1923, il y avait 44 écoles gouverne-

mentales, tandis qu'à la fin du mandat britannique, en 1946–1947, il y en avait 77. Parallèlement, le nombre d'élèves pendant la même période n'augmenta que peu, passant de 3 316 à 10 729. De 33 écoles privées en 1925–1926, on est passé à 100 en 1938–1939. Il existe une seule école professionnelle en Jordanie, l'École des arts et métiers.

Après le premier conflit arabo-juif (1948–1949), la Cisjordanie est rattachée à la Jordanie, tandis que la bande de Gaza reste sous l'autorité militaire égyptienne. Pendant l'unité jordano-palestinienne (1950–1967), il y eut une croissance rapide du nombre d'écoles. En 1950–1951, il y avait 402 écoles, dont 319 pour les garçons et 83 pour les filles, avec un effectif total de 65 793 élèves, filles et garçons. En 1966–1967, on comptait 1 532 écoles, dont 900 pour les garçons et 632 pour les filles, avec un effectif total de 302 668 élèves.

L'une des conséquences de ce conflit fut qu'environ un demi-million de Palestiniens furent chassés des villes et des villages par les forces d'occupation israéliennes et se réfugièrent en Cisjordanie, dans la bande de Gaza, en Jordanie, au Liban et en Syrie. L'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine au Proche-Orient (l'UNRWA) fut créé par les Nations Unies le 8 décembre 1949 pour ces réfugiés. Au total, en 1950–1951, le nombre d'élèves recevant leur éducation dans des écoles de l'UNRWA était de 42 122. Ce nombre a augmenté régulièrement pour atteindre 181 347 lors de l'année scolaire 1965–1966. En Jordanie, le nombre d'élèves dans les écoles de l'UNRWA s'élevait à 106 268 pour la même année, soit deux tiers des élèves réfugiés. L'UNRWA a également créé un institut de formation d'enseignants à Shu'fat, dans la banlieue de Jérusalem, en 1956, et un institut de formation d'enseignantes à Naplouse. Trois instituts de formation professionnelle furent également construits en Cisjordanie et deux dans la bande de Gaza. Les écoles de l'UNRWA en Jordanie passèrent à 734 en 1967 et à 577 dans la bande de Gaza pour la même année.

L'enseignement professionnel, avec ses diverses écoles industrielles, a connu un fort accroissement sur les rives orientale et occidentale du Jourdain. L'effectif total d'élèves dans ces écoles est passé de 148 en 1960–1961 à 775 en 1966–1967. Le nombre d'élèves dans les centres de formation professionnels est passé de 37 en 1960–1961 à 262 en 1966–1967. Dans ce contexte, l'enseignement agricole en Jordanie a commencé plus tard qu'en Palestine. L'enseignement du commerce sur les deux rives du Jourdain a commencé en 1952 à Amman et à Naplouse. Les sections commerciales virent le jour dans les autres villes du royaume pendant les années 1950. Le nombre d'étudiants en commerce est monté en flèche, passant de 26 en 1952–1953 à 1 019 en 1966–1967. La première université du royaume de Jordanie fut fondée en 1962.

En 1967, toute la Palestine était sous l'occupation israélienne, alors qu'Israël ouvrait ses portes en grand à une main-d'œuvre non spécialisée payée très cher. Les jeunes Palestiniens se ruèrent par milliers vers ce marché du travail, en raison de la mauvaise situation économique qui régnait dans leur pays sous l'occupation israélienne. Cela a entraîné une perte de prestige de la recherche et de l'éducation aux yeux de la génération montante palestinienne, particulièrement pour les diplômés universitaires de diverses spécialités qui se sont trouvés confrontés à un véritable problème de chômage. Les étudiants commencèrent donc à abandonner l'école et l'université et à rejoindre le marché du travail israélien. Au même moment, les autorités occupantes imposèrent des lois et des règlements qui prévoyaient des droits d'inscription élevés et interdisaient l'utilisation de centaines de manuels scolaires arabes. Elles fermèrent un grand nombre d'écoles et d'universités et arrêtèrent de nombreux enseignants et de nombreux élèves.

Malgré cela, les écoles gouvernementales en Cisjordanie et dans la bande de Gaza étaient au nombre de 1 084 en 1994–1995, dont 15 écoles secondaires professionnelles. L'UNRWA, pour sa part, dirigeait 6 centres de formation professionnels. On trouvait également 18 collèges communautaires (ou collèges universitaires intermédiaires) dans chacun des territoires, qui comptaient 4 110 élèves, dont 2 643 recevant un enseignement technologique au sein de ces collèges. On dénombrait également huit universités et quatre collèges universitaires, avec un nombre total d'étudiants de 15 632 au niveau de l'équivalent de la licence et 945 étudiants faisant des études de troisième cycle au cours de l'année universitaire 1998–1999.

En Jordanie, après l'occupation de la Cisjordanie, le nombre d'étudiants pour l'année scolaire 1967–1968 était de 192 931. Celui-ci a augmenté au cours des décennies suivantes pour atteindre 982 429 pour l'année 1999–2000. Cette année-là, la Jordanie comptait 8 universités publiques et 11 privées. Le nombre total d'étudiants était de 105 813 dans le second cycle et de 6 670 dans le troisième cycle. Le nombre de collèges communautaires était de 51, dont 28 publics et 21 privés, ajoutés à deux collèges de l'UNRWA et trois écoles d'infirmières.

En ce qui concerne la culture, le nombre de presses d'imprimerie et de journaux a commencé à augmenter en Palestine au cours du XIX^e siècle avec, par exemple, l'imprimerie franciscaine, l'imprimerie du monastère orthodoxe, l'imprimerie arménienne et l'imprimerie de la société missionnaire anglaise. Ces presses d'imprimerie se sont multipliées pendant le mandat britannique. La communauté juive avait ses propres imprimeries hébraïques, tandis que les Arabes possédaient leurs propres imprimeries arabes, et l'administration britannique ses propres imprimeries anglaises. Pendant l'unité jordano-palestinienne, le nombre d'imprimeries arabes a

continué à croître et nombre d'entre elles ont continué sous l'occupation israélienne. Les imprimeries arabes étaient au nombre de 98 entre 1914 et 1984.

Le premier journal à être publié en Palestine fut l'officiel At Qudsal-Sharif, en 1876. C'était le porte-parole du mutasarifiyyah de Jérusalem. La même année, le journal Al-Ghazal fit son apparition. Entre 1908 et 1918, environ trente journaux virent le jour. En Jordanie, le journal Al-Sharq al-Arabi fut fondé en 1923 en tant que porte-parole gouvernemental et devint par la suite la Gazette officielle de l'émirat de Transjordanie; mais le premier quotidien jordanien fut publié en 1927 sous le nom d'Al-Urdun. Après cela, d'autres journaux apparurent successivement jusqu'à atteindre le nombre de dix en 2000. Cette même année, les journaux arabes atteignirent le même nombre en Cisjordanie et dans la bande de Gaza.

Les associations professionnelles et les unions culturelles s'étendirent en Palestine et en Jordanie. L'Union générale des étudiants palestiniens fut créée en Égypte en 1959 et fut suivie par l'Union générale des travailleurs palestiniens, fondée à Gaza en 1963, l'Union générale des femmes palestiniennes, inaugurée en 1971, l'Association générale des enseignants palestiniens à Damas en 1972 et la Fédération générale des ingénieurs palestiniens à Bagdad en 1973. En tout, vingt-huit associations littéraires et culturelles palestiniennes furent créées entre 1914 et 1984. Au cours de la même période, 163 clubs culturels et sportifs virent le jour en Palestine.

À la fin du XX^e siècle, on dénombrait neuf centres de recherches en Palestine: le Centre de recherches et de documentation de l'Université nationale al-Najah (1972), le Centre de documentation et de recherches de l'université de Bir-Zeit (1976), la Société arabe de colloques intellectuels à Jérusalem (1977), le Centre d'études rurales de l'Université nationale al-Najah (1981), le Centre de recherches de la Société des diplômés universitaires d'al-Khalil (Hébron) en 1982, le Centre de recherches islamiques à Jérusalem (1985), le Centre de recherches de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), la Fondation d'études palestiniennes (1963) et la Société d'études arabes à Jérusalem (1980).

De nombreux poètes et auteurs se firent connaître en Palestine pendant la période 1914–2000. Parmi les plus éminents figurent Ibrahim Touqan, Adbul-Karim al-Karmi, Youssuf al-Khatib, Ishaq Musa al-Husseini et Akram Zu'aytir. Ce fut également le cas de beaucoup d'historiens, tels que Bandali Jozy, Abdul-Latif Tibawi, Nabih Amin Faris, Nicola Ziyadeh, Irfan Shahid, Hisham Sharabi, Anis Sayegh, Mahmoud Zayid et Kamilal-Asali. Au cours du XX^e siècle, on construisit des bibliothèques publiques et privées sur une grande échelle. Alors qu'on dénombrait quarante-huit bibliothèques pendant le mandat britannique, pendant l'unité jordano-

palestinienne, cinq bibliothèques publiques furent ouvertes par les mairies des principales villes de Cisjordanie. Pendant l'occupation israélienne, en revanche, l'importation et la circulation de 5 410 livres furent interdites entre 1967 et 1985. Cela entraîna une chute du nombre de maisons d'édition en Cisjordanie de vingt-trois à seulement quatre.

Les arts appliqués firent également leur apparition dans les zones urbaines et rurales de la Palestine au cours du XX° siècle. Les artistes des villes s'illustrèrent dans la gravure, la décoration et la calligraphie tandis que ceux des campagnes s'intéressèrent davantage au tatouage, à la broderie et au tissage. La production de ces arts coïncida avec la production d'icônes orientales par les artistes palestiniens pour approvisionner les monastères locaux et les pèlerins étrangers. De nombreux artistes plastiques remarquables se firent connaître, tels qu'Ismail Shammut, Sophie Halabi, Naheel Bisharah, Paul Gerogsian, Abdullah Ni'wash, Fathi Ghaban, Jumanah al-Husseini et Naji al-Ali. En Palestine, la sculpture fut influencée par les mouvements artistiques arabes et étrangers. Parmi les sculpteurs éminents, citons Abdul-Hayy Musallam, Mustafa al-Hallaj, Muhammed Bushnaq et Nazik Ali Ammar.

En ce qui concerne les arts et les traditions folkloriques, les Palestiniens ont développé des croyances, des coutumes et des traditions liées aux fiançailles, au mariage, à la naissance et à l'éducation des enfants. L'héritage culturel palestinien comprend également un grand nombre de danses folkloriques, d'applaudissements rythmiques, de danses soufies (derviches) et de chants populaires interprétés par des femmes, en solo ou en groupe. Dès les années 1930 surgissent des groupes de musique palestiniens, qui emploient différents instruments à cordes (rebec, luth), à vent (clarinette, flûte double et autres types de flûtes) et à percussion (castagnettes, tambours, tambourins, timbales et tabors).

Les colonisateurs juifs réalisèrent les premiers films de propagande en Palestine en 1912, une production qui se poursuivit dans les années 1930 et 1940. Pendant le mandat britannique, de nouvelles sociétés de production de cinéma furent ouvertes pour les films cinématographiques commerciaux égyptiens. Pendant l'unité jordano-palestinienne, aucun film ne vit le jour. Les films documentaires sur la Palestine et la question palestinienne hors de la Palestine ont commencé à être produits en 1968 et l'on dénombre cinquante-trois films de ce type produits entre 1970 et 1984.

En Jordanie, le mouvement littéraire incluant la nouvelle, le roman, la poésie, l'article, la critique littéraire, la littérature enfantine, les études et les recherches s'est développé depuis la création de l'État en 1921. La résidence du fondateur de l'État, Abdullah ibn al-Hussein Ier, était le lieu de rencontre de poètes et d'hommes de lettres jordaniens et arabes. Parmi les grandes figures de la littérature on peut citer le roi Abdullah ibn al-Hussein

I^{er} lui-même, Mustafa Wahbeh al-Tal, Abdul-Munim al-Rifai, Abdul-Halim Abbas, Husni Fariz et Rashid Zayd al-Kelani.

Les mœurs et traditions populaires dans les zones rurales et urbaines de Jordanie ne diffèrent pas énormément de leurs équivalents palestiniens. Elles se ressemblent tellement qu'elles sont parfois quasiment identiques. Dans le domaine des arts plastiques, qui fit son apparition dans les années 1960, des personnes telles que Rafig al-Lahham, Mouhannaal-Durrah et la princesse Wijdan Ali devinrent célèbres. Le ministère de la Culture et des Beaux-Arts fut créé en 1966 pour soutenir le mouvement artistique dans le royaume. À la suite de cela furent créés la Fondation royale jordanienne des beaux-arts ainsi que l'Institut des beaux-arts. L'Union des artistes plastiques fut créée en 1978. Ses membres participaient à des expositions de leurs œuvres en Jordanie et à l'étranger. Dans le domaine de la sculpture, des personnes telles que Muna al-Saudi et Karram al-Nimri firent leur apparition. Khalid Khrays s'est distingué dans la peinture sur pierre tandis que Farouq Lambaz et Mazen Asfour s'illustrèrent dans le collage et Rabah al-Sghayyir, Jalal al-Refai, Mahmoud Sadiq et Emad Hajiai dans le domaine de la caricature.

Les chansons et la musique ont été héritées des ancêtres. Elles ont un caractère bédouin et rural. Cependant, lorsque la station émettrice jordanienne fut ouverte à Amman en 1959, les chansons populaires commencèrent à être interprétées au rythme des instruments à cordes, après avoir été interprétées au rythme de la shibbabeh (flûte), du mijwiz (flûte double), du tabor et du rebec. Avec la création de la télévision publique jordanienne (JTV) en 1968, la chanson jordanienne fit un pas en avant et agrandit son public. Les instruments occidentaux furent introduits. La Société des musiciens jordaniens fut créée en 1980 et le festival annuel de Jarash, de son côté, a contribué depuis sa première apparition en 1981 au progrès de la chanson jordanienne et à sa propagation à l'échelon arabe. Plusieurs festivals de la chanson jordanienne ont eu lieu depuis 1992 et le nombre de chanteurs jordaniens s'est élevé à 200, s'ajoutant à plus de trente musiciens jordaniens. Une faculté des beaux-arts a été fondée à l'université de Yarmouk au début des années 1980 et le Conservatoire national de musique, branche de la Fondation Noor al-Hussein, vit le jour. Par ailleurs, l'Académie jordanienne de musique fut créée en 1990. En 2000, on dénombrait 10 orchestres jordaniens, le plus connu étant certainement celui des forces armées jordaniennes, créé dès 1977, qui compte 120 musiciens.

Dans le domaine du cinéma, les sociétés de production cinématographiques d'Amman firent leur apparition dans les années 1930, puis s'étendirent aux autres villes jordaniennes au cours des deux décennies suivantes. Le premier film jordanien fut produit en 1948 et, en 1957, la société de production cinématographique jordanienne produisit le film intitulé *Sira'fi Jarash* (« Une bataille à Jarash »).

La création de la première association théâtrale du pays à Irbid en 1945 marque les premières tentatives d'encourager le théâtre jordanien. Néanmoins, ce ne sera qu'en 1962, avec la fondation de la «Famille du théâtre jordanien», que l'art théâtral jordanien commencera à fleurir.

Pendant les trois dernières décennies du siècle, l'activité culturelle a été intensifiée grâce aux efforts d'organisations telles que l'Union des écrivains jordaniens, la Ligue des écrivains jordaniens, l'Académie royale de recherches sur la civilisation islamique (Fondation Al-Bait, 1981), l'Académie de la langue arabe (1977), le Forum de la pensée arabe (1981), ainsi que quelques douzaines de forums culturels, de centres de recherches des universités, de nombreuses institutions et associations culturelles indépendantes et des initiatives privées.

BIBLIOGRAPHIE

- ABDUL-RAHMAN A. 1984. Ilam al-Lughah fi Falistin [La linguistique en Palestine]. Dans: *The Palestinian Encylopedia*, partie 2, vol. III, Damas (Syrie), The Palestinian Encyclopedia Foundation.
- ABU KHALAF N. 1997. Al-Ta'lim al-Technologi al-Ali fi Filastin [L'enseignement technologique supérieur en Palestine]. Dans: ABU LUGHUD I. (dir. publ.), Al-Ta'lim al Filastini Tarikhan, wa Waqi'an wa Dururat al-Mustaqbal [L'éducation en Palestine: Histoire, réalité et besoins futurs], Bir Zayt, Université de Bir Zayt.
- ABU LUGHUD I. (dir. publ.), Al-Ta'lim al Filastini Tarikhan, wa Waqi'an wa Dururat al-Mustaqbal [L'éducation en Palestine: Histoire, réalité et besoins futurs], Bir Zayt, Université de Bir Zayt.
- AMIR (AL) K. 1997. Waqi^c al-Ta^clim fi Madaris Filastin [Réalité de l'éducation à l'école palestinienne]. Dans: ABU LUGHUD I. (dir. publ.), Al-Ta^clim al Filastini Tarikhan, wa Waqi^can wa Dururat al-Mustaqbal [L'éducation en Palestine: Histoire, réalité et besoins futurs], Bir Zayt, Université de Bir Zayt.
- ASAD (AL), N.-E. 1957. Al-Ittijahat al-Adabiyah al-Haditha Fi Filistin Wal Urdun [Tendances actuelles en littérature en Palestine et en Jordanie], Le Caire, Centre pour les études supérieures arabes et la Ligue arabe.
- 1960. Muhadharat Fil Shi'r al-Hadith Fi Filistin wal-Urdun. [Enseignement de poésie moderne en Palestine et en Jordanie], Le Caire, Centre pour les études supérieures arabes.

- ASALI (AL) Kamil. 1984. Al-Maktabat al-Filastmiyyah [Les bibliothèques palestiniennes]. Dans: *The Palestinian Encylopedia*, partie 2, vol. IV, Damas (Syrie), The Palestinian Encyclopedia Foundation.
- BADRAN N. A. 1969. Al-Ta'lim Wal-Tahadith Fil Mujtama' Al-Arabi al-Filistini [L'éducation et la modernisation dans la société arabe palestinienne], Beyrouth (Liban), Centre de recherche de l'OLP.
- Bashshur Munir. 1984. Al-Tarbiyah wa al-Ta'lim fi Filastin ba'd al-Nahkbah 1948–1985 [L'éducation en Palestine après la catastrophe]. Dans: *The Palestinian Encylopedia*, partie 2, vol. III, Damas (Syrie), The Palestinian Encyclopedia Foundation.
- BULLATAH K. B. 1984. Al-Fann al-Tashkili al-Filastini Khilal Nisf Qarn [Les arts plastiques palestiniens pendant un demi-siècle]. Dans: *The Palestinian Encylopedia*, partie 2, vol. IV, Damas (Syrie), The Palestinian Encyclopedia Foundation.
- DAVYDKOV R. 1984. The Palestine Question, Moscou, Progress Publishers.
- HALLAJ M. 1984. Fann al-Naht al-Filastini [La sculpture palestinienne]. Dans: *The Palestinian Encylopedia*, partie 2, vol. IV, Damas (Syrie), The Palestinian Encyclopedia Foundation.
- HUSSEIN H. 1997. Qadaya al-Tarbiyah wa al-Talim fi al-Sahafah al-Filastiniyyah Khilal Fatrat al-Intidab al-Biritani [Problèmes d'éducation dans la presse palestinienne pendant la période du mandat britannique]. Dans: Abu Lughud I. (dir. publ.), *Al-Ta'lim al Filastini Tarikhan, wa Waqi'an wa Dururat al-Mustaqbal [L'éducation en Palestine: histoire, réalité et besoins futurs*], Bir Zayt, Université de Bir Zayt.
- Kraemer G. 2002. *Geschichte Palestinas*, Munich (Allemagne), Verlag C. H. Beck.
- LAMA P. 1982. *La musique populaire palestinienne*, Paris, Éditions du témoignage chrétien.
- MADANAT A. 1984. Al-Cinema al-Filastiniyyah [Le cinéma palestinien], Dans: *The Palestinian Encylopedia*, partie 2, vol. IV, Damas (Syrie), The Palestinian Encyclopedia Foundation.
- MAHAFZAH A. 1987. Al-Harakat al-Fikriyyah fi Asr al-Nahdah fi Filastin wa al-Urdun [Mouvements intellectuels pendant la renaissance palestinienne et jordanienne], Beyrouth (Liban), Al-Ahliyyah for Publication and Distribution
- 1989. Tarikh al-Urdun al-Mu^casir, A^chd al-Imarah 1921-1946 [Histoire contemporaine de la Jordanie: La période de l'émirat, 1921–1946], Amman (Jordanie), Jordanian Book Center.

- MASRI (AL) M. 1993. *Al-Ta'lim al-Mihni fi al-Urdun* [*L'enseignement professionnel en Jordanie*], Amman (Jordanie), Publications du Comité sur l'histoire de la Jordanie.
- Ministère de l'Enseignement supérieur de l'Autorité nationale palestinienne (ANP). 1999. *Statistical Guide of Higher Education Institutions* 1998–1999, Jérusalem, Ministère de l'Éducation supérieure.
- MUSLIH (AL) A. 1995. Malamih Ammah li al-Haya al-Thaqafiyyah fi al-Urdun 1953–1993 [Caractéristiques générales de la vie culturelle en Jordanie 1953–1993], Amman (Jordanie), Publications du Comité sur l'histoire de la Jordanie.
- NASHWAN Y. 1997. Al-Tadkhkhul al-Qanuni li al-Ihtilal al-Israeli wa Atharuhu ala al-Ta'lim al-Filastini [L'interférence juridique de l'occupation israélienne et ses conséquences sur l'éducation en Palestine]. Dans: ABU LUGHUD I. (dir. publ.), Al-Ta'lim al Filastini Tarikhan, wa Waqi'an wa Dururat al-Mustaqbal [L'éducation en Palestine: Histoire, réalité et besoins futurs], Bir Zayt, Université de Bir Zayt.
- Naval Intelligence Division. 1943. *Palestine and Transjordan* (Geographical Handbook Series), Londres, HMSO.
- SAHHAB E., SAHHAB S. 1984. Al-Musiqa wa al-Ghina fi Filastin [La musique et le chant en Palestine]. Dans: *The Palestinian Encylopedia*, partie 2, vol. IV, Damas (Syrie), The Palestinian Encyclopedia Foundation.
- SAHHAB V. 1984. Al-Hayah al-Shaʿbiyyah fi Filastin, al-Funun wa al-Taqalid al-Shaʿbiyyah wa al-Hiraf al-Yadwiyyah [La vie populaire en Palestine: Les arts, les coutumes folkloriques et l'artisanat]. Dans: *The Palestinian Encylopedia*, partie 2, vol. IV, Damas (Syrie), The Palestinian Encyclopedia Foundation.
- Salih A.-J. 1985. Al-Ihtilal al-Israeli wa Atharuhu 'Ala al-Mu'ssasat al-Thaqafiyah wal Tarbawiyah Fi Filistin al-Muhtallah [L'occupation israëlienne et ses effets sur les institutions culturelles et éducatives], Amman (Jordanie), Centre de Jérusalem pour les études en développement.
- SALIHIYYEH M. E. 1984. Al-Tarikh wa al-Mu'arrikhun fi Filastin [L'histoire et les historiens en Palestine]. Dans: *The Palestinian Encyclopedia*, partie 2, vol. III, Damas (Syrie), The Palestinian Encyclopedia Foundation.
- TAL (AL) A. 1992. *Al-Ta^clim al-Am fi al Urdun* [*L'éducation publique en Jordanie*], Amman (Jordanie), Publications du Comité sur l'histoire de la Jordanie.
- TIBAWI A. L. 1956. Arab Education in Mandatory Palestine: A Study of Three Decades of British Administration, Londres, Luzac.

- YAGHI A.-R. 1968. Hayat al-Adab al-Filistini Munthu al-Nahdhah Hattaal-Nakbah [La littérature palestinienne de la Renaissance à la catastrophe] Beyrouth (Liban), Al-Maktab al-Tijari.
- Yousef M. 1997. Muqaddimah fi Tarikh al-Ta'lim fi Filastin Munthu al-Fath al-Arabi Al-Islami Hatta al-Ihtilal al-Baritani [Introduction à l'histoire de l'éducation en Palestine de la conquête arabo-musulmane à l'occupation britannique]. Dans: Abu Lughud I. (dir. publ.), Al-Ta'lim al Filastini Tarikhan, wa Waqi'an wa Dururat al-Mustaqbal [L'éducation en Palestine: Histoire, réalité et besoins futurs], Bir Zayt, Université de Bir Zayt.
- ZAYID M. 1984. Al-ittihadat, wa al-Jam'iyyat, wa al-Rawabit wa al-Matabi' wa al-Andiyah wa Mu'assast al-Buhuth al-Filastmiyyah wa Marakizuha [Les syndicats, les associations, les sociétés, les maisons d'éditions, les clubs et les fondations de recherche en Palestine]. Dans: *The Palestinian Encylopedia*, partie 2, vol. III, Damas (Syrie), The Palestinian Encyclopedia Foundation.

34.6 Les pays du Conseil de coopération du Golfe: Arabie saoudite, Koweït, Bahreïn, Qatar, Émirats arabes unis, Oman

Mariam Lootah

Les six pays examinés dans ce chapitre sont les membres du Conseil de coopération du Golfe (CCG), organe fondé en 1981 devant plusieurs menaces extérieures (le renversement du shah d'Iran, l'invasion soviétique de l'Afghanistan et l'éclatement du conflit entre l'Iran et l'Irak) afin de garantir la sécurité et la stabilité de ses États-membres, pays producteurs de pétrole éminemment stratégiques. Selon les textes fondateurs de l'organisation, «si, d'un côté, le CCG garantit le maintien, l'évolution et l'institutionnalisation de réalités anciennes, il constitue également une réponse pratique aux défis liés à la sécurité et au développement économique de la région. Il satisfait en outre les aspirations de ses citoyens vers une unité régionale arabe.»

L'ARABIE SAOUDITE

L'alliance nouée entre les tribus saoudiennes et la secte islamique rigoriste des wahhabites, clef de voûte de l'histoire contemporaine de la péninsule Arabique, joua un rôle décisif dans la naissance et la pérennité du royaume. Le premier État saoudien fut fondé en 1726, bien que la région demeurât alors sous la tutelle officielle de l'Empire ottoman.

À la fin de la Première Guerre mondiale, qui vit le démantèlement de l'Empire ottoman, la carte géopolitique du monde arabe (ou Moyen-Orient) fut redessinée par les puissances coloniales. La Syrie et le Liban entrèrent dans la sphère d'influence française tandis que la Palestine, l'Irak et la péninsule arabique passaient sous domination britannique. Cependant, à l'issue du second conflit planétaire, les États-Unis renforcèrent rapidement

leur autorité en Arabie saoudite. Leurs compagnies pétrolières prirent le contrôle de la production nationale et le royaume devint, après l'Iran, leur plus proche allié dans la région.

La découverte du pétrole, dans les années 1930, stimula le développement économique du pays qui modernisa ses grandes agglomérations, mais la coalition saoudo-wahhabite au pouvoir mit un frein au progrès social et politique, en particulier quant au statut des femmes et aux libertés civiques fondamentales. Aujourd'hui encore, les activités culturelles sont en quasi-totalité soumises à des contraintes et la participation des femmes à la vie économique, culturelle et sociale est limitée. Au long du XX^e siècle, l'Arabie saoudite est demeurée une société « fermée ».

La guerre visant à libérer le Koweït de l'occupation irakienne (1990–1991) puis l'invasion anglo-américaine de l'Irak (mars 2003) ont ébranlé le *statu quo* qui régnait dans les États du Golfe, notamment en Arabie saoudite. La stagnation politique et culturelle de la société saoudienne a engendré un climat de mécontentement général dans le pays, terrain favorable à l'émergence d'organisations politiques clandestines. De plus, le renforcement de la présence militaire américaine a contribué à l'apparition de mouvements islamistes extrémistes tels qu'Al-Qaida. Dans le contexte actuel, même le proche avenir du royaume est difficile à prévoir. Il est toutefois quasi certain que l'absence de réelles réformes démocratiques provoquerait des troubles sociopolitiques et ouvrirait la voie à une instabilité générale.

LE KOWEÏT

Le Koweït s'affranchit de la souveraineté britannique en 1961. Parmi les facteurs qui contribuèrent à l'instabilité du pays au cours des quatre dernières décennies du XX° siècle, figurent des problèmes géopolitiques et territoriaux, la taille relativement modeste de sa population (750 000 habitants ou deux millions en comptant les expatriés), son manque d'identité nationale forte et ses importantes réserves de pétrole. En dépit de ces difficultés, le fossé traditionnel entre le peuple et ses gouvernants s'est progressivement comblé par l'instauration d'un certain dialogue national dans les processus politiques. Le premier conseil consultatif ou *majlis* vit le jour en 1921.

Lorsque le roi Ghazi prit les rênes du pouvoir en Irak, en 1938, il revendiqua l'appartenance du Koweït à la région de Basra, dans le sud de son pays. À la même époque, en 1938–1939, la découverte de gisements pétrolifères exploitables incita la Grande-Bretagne à tenter de préserver sa mainmise sur le territoire aux dépens de l'Irak. Le pouvoir des membres du Parlement fut reconnu en 1938 par le *majlis* fraîchement élu. En renforçant

la participation politique de son peuple, le Koweït devrait consolider son identité nationale et culturelle bien que son régime politique traditionnel, non constitutionnel, ne puisse sans doute être conservé en l'état.

BAHREÏN

L'émirat de Bahreïn occupe un archipel du golfe Persique habité depuis plus de six mille ans. L'histoire contemporaine du royaume et de sa capitale actuelle, Manāma, fut très tôt marquée par l'émergence de mouvements de réformes. Lancé en 1923, le premier d'entre eux mit l'accent sur deux points essentiels: la création d'un conseil de consultation, le *majlis shūra*, et la fin de l'emprise britannique sur le pays. Son adhésion à ces thèses valut au souverain de Bahreïn, Cheikh Issa Ben Ali al-Khalifa, d'être écarté du pouvoir.

Ce premier élan de modernisation fut suivi d'un deuxième, en 1938, puis d'une troisième vague, plus efficace, en 1945. Connu sous le nom de Comité d'union nationale, ce dernier mouvement donna naissance à des programmes plus élaborés qui soulignaient l'importance de l'unité nationale. Il fut conduit par Abdel Rahman al-Baker, avec l'appui d'Abdel Aziz al-Shamlan. Son succès tint au fait que, à l'inverse des deux premières tentatives réformatrices, il parvint à rallier les communautés shiite et sunnite de la société bahreïni.

L'indépendance du Bahreïn fut proclamée en 1971 sans réellement effacer la forte influence britannique. L'intronisation de Cheikh Hamad al-Khalifa, à la mort de son père, en 1999, annonça une nouvelle ère dans l'histoire du pays. En 2002, les Bahreïnis élurent les membres de la chambre basse du corps législatif bicaméral reconstitué, l'Assemblée nationale.

LE QATAR

Le Qatar, petit pays à l'histoire très récente, abrite une population d'environ 60 000 autochtones pour plus de 300 000 travailleurs expatriés. Son passé immédiat a vu l'accession au pouvoir de Cheikh Hamad bin Khalifa Al Thani au moyen d'un coup d'État perpétré en 1995 contre son père. Le programme de cet homme ambitieux prévoit des réformes politiques, la création d'un parlement national et la rédaction d'une constitution.

Quelques réformes sociales visant à renforcer la participation des femmes aux affaires de l'État ont été entreprises, comme en atteste l'accession de certaines d'entre elles à de hauts postes de l'administration publique. Néanmoins, afin d'obtenir le soutien des États-Unis, le souverain a été

contraint de les autoriser à installer une base militaire à Doha et à s'immiscer dans la politique intérieure et étrangère du pays.

LES ÉMIRATS ARABES UNIS

Les Émirats arabes unis (EAU) constituent une fédération de sept émirats: Abu Dhabi, Dubaï, Sharjah, Ajman, Umm al-Qaiwain, Ras al-Khaimah et Fujaïrah. Les Al-Qasimi, famille régnante de Ras al-Khaimah, disposaient autrefois d'une puissante flotte qui leur permit de résister aux assauts que livrèrent les Britanniques contre la région pendant plus d'un demi-siècle. En 1819, toutefois, ceux-ci parvinrent à envahir la capitale historique des souverains, à décimer leurs forces navales et à imposer, l'année suivante, un traité marquant le début officiel de la colonisation des émirats, anciennement appelés États de la Trêve. Ces accords proscrivirent d'abord toute activité maritime, y compris la pêche, avant de conduire à la destruction totale des navires.

Entre 1820 et les premières décennies du XX^e siècle, le temps sembla s'arrêter dans la région. En 1936, un mouvement réformateur vit le jour dans l'émirat de Dubaï et donna lieu à l'élection d'un *majlis* au sein de la communauté des notables. Quelques réformes administratives et éducatives furent alors entreprises, mais une intervention britannique mit un terme à cette initiative prometteuse au bout de six mois.

Dans les années 1960, on découvrit du pétrole à Abu Dhabi. La majeure partie des revenus tirés de son exploitation fut alors consacrée à la construction de grandes infrastructures. En 1971, les sept États s'unirent pour former la fédération actuelle, mais le développement du pays, mal planifié, s'accompagna de difficultés socioculturelles. Les Émirats souffrent aujourd'hui d'un immense déséquilibre démographique qui menace l'identité et la sécurité de la société. L'écrasante majorité (environ 85%) de la population est constituée de travailleurs expatriés dont la plupart de sont pas d'origine arabe. Ainsi, les trois défis auxquels le pays doit actuellement faire face sont la sécurité, la préservation de l'identité nationale et la démocratisation.

OMAN

Oman, l'une des plus grandes nations maritimes au monde, représentait une étape essentielle sur les routes de commerce qui reliaient la Mésopotamie (l'actuel Irak) à l'Inde et à la Chine. Au VIII^e siècle, l'école islamique ibādite y prit le pouvoir pour gouverner pendant plus d'un millénaire au sein d'un

système politique tout à fait original: l'*imamat*. À l'inverse des deux grandes familles de musulmans, les sunnites et les chiites, les ibadites rejetaient catégoriquement l'hérédité du pouvoir, adhéraient au principe de la consultation ou $sh\bar{u}r\bar{a}$ et élisaient librement leur imam, chef politique et religieux. Ce principe jeta les fondements théoriques de la démocratie dans la pensée politique islamique tout en consolidant la culture politique nationale.

À partir de la seconde moitié du XVIIIe siècle, la présence et l'influence britanniques se renforcèrent rapidement. La puissante flotte omani fut détruite en même temps que celle des États de la Trêve (les actuels Émirats arabes unis). Entre 1900 et le début du règne du sultan Qabous bin Saïd, en 1970, le pays disparut quasiment de la scène internationale. Néanmoins, les remarquables réformes politiques, économiques et culturelles entreprises par le nouveau souverain permirent à Oman de consolider ses riches traditions historiques et culturelles. Le sultanat joue depuis lors un rôle actif dans les affaires arabes et mondiales en mettant en œuvre une politique étrangère pragmatique.

CONCLUSION

Les principaux facteurs externes et internes qui marquèrent la région au fil de sa longue histoire sont les structures tribales, la religion, la colonisation britannique et la découverte du pétrole. Bien que tous ces États du Golfe ne se soient pas formés selon les mêmes orientations politiques en raison de contextes nationaux, régionaux et internationaux particuliers, de nombreuses similitudes apparaissent dans leurs genèses respectives. Il faut toutefois noter que leur développement socioéconomique ne s'est pas accompagné de réformes politiques et, avant tout, démocratiques.

BIBLIOGRAPHIE

- AL-KASSIMI S. B. M. 1989. *Taqsīm al-Imbarātūrīya al-ʿUthmanīya*, 1862—1856 [La division de l'Empire ottoman, 1862—1856], Dubaï, Al-Bayan Institute.
- AL-MOUSSILI M. 1999. *Al-Usra wa-d-Daula, Daur al-Kuwayt wa āl Sabah fī-l-Khalīj al-ʿArabī* [La famille et l'État: Le rôle de la famille Al-Sabah dans le golfe Arabique].
- AL-NAKEEB K. 1987. Al-Mujtama' wa-d-Daula fī-l-Khalīj wa-l-Jazīra al-'Arabīya [La société et l'État dans le golfe et la péninsule Arabiques], Beyrouth (Liban), Centre d'études sur l'unité arabe.

- 1996. Sirā^c al-Qabalīya wa-l-Dimuqrātīya: halat al-Kuwayt [Les conflits tribaux et la démocratie: Le Koweït], Beyrouth (Liban), Al Saki.
- AL-OKAIKI R. M. 1993. *Al-Khalīj al-ʿArabī fī-l-ʿUsūr al-Islāmīya* [*Le golfe Arabique aux ères islamiques*], Le Caire (Égypte), Al-Fikr Al-Arabi.
- AL-SAYED R. 1986. Al-Umma, wa-l-Jamā^ca wa-s-Sulta [L'État, le clan et le pouvoir], Beyrouth (Liban), Dar Ikra.
- DJABRAN M. N., AL-THANI R. 1998. *Dirāsāt fī Ta³rīkh al-Jazīra al-ʿArabīya* [*Études sur l'histoire de la péninsule Arabique*], Hamada, Hamada Institute for University Services.
- GHUBASH H. 1999. Al-Dimuqrātīya al-Islāmīya wa Taqālīd al-Imāma wa-t-Ta²rīkh as-Siyāsī al-Hadīth 1500–1970 [La tradition de l'imamat, histoire politique moderne 1500–1970], Beyrouth (Liban), Dar Al-Farabi.
- KASSIM Z. J. 1997. Ta²rīkh al-Khalīj al-^cArabī al-Hadīth wa-l-Mu^cāsir, al-Mujallad al-Awwal [Histoire moderne et contemporaine du golfe Arabique], vol. I, Le Caire (Égypte), Dar Al-Fikr Al-Arabi.
- OUBAIDAN M. Y. 1979. *Al-Mu²assasāt fī Daulat Qatar [Les institutions politiques du Qatar*], État du Qatar, Ministère de l'Information et de la Culture.
- SHARARAH O. 1981. Al-Ahl wa-l-Ghanīma, Muqawwimāt as-Siyāsa fī-l-Mamlaka al-ʿArabīya as-Suʿūdīya [La famille et la richesse: Facteurs politiques dans le royaume d'Arabie saoudite], Beyrouth (Liban), Dar Al-Taliaa.
- ZARNOUKA S. S. 1993. Anmāt al-Istīlā⁵ cala-s-Sulta fī-d-Duwal al-carabīya [La conquête du pouvoir dans les États arabes], Le Caire (Égypte), Madbouly Publishers.

34.7 L'Égypte

Anouar Abdel-Malek

La société et la culture égyptiennes contemporaines, ainsi que leur avenir, peuvent être comprises plus aisément en étant considérées comme le prolongement de dialectiques conflictuelles entre l'émergence de l'Égypte, sa renaissance après quatre siècles de marginalisation et de décadence grâce à la prévoyance et au rôle décisif de Mohamed 'Alī (Méhémet Ali) et une impitoyable pénétration des capitaux étrangers, prélude de l'occupation britannique (1882).

MÉHÉMET ALI

D'emblée, Mohamed 'Alī (Méhémet Ali) a défini le célèbre objectif: la formation en Égypte d'une société et d'un État modernisés, ouvrant la voie à la relance du cœur islamique. L'objectif de la modernisation était d'associer la création d'un État moderne, autour d'une armée et d'une base industrielle devenue monopole d'État, à un système d'éducation moderne inspiré par les réussites de l'Europe depuis la Renaissance jusqu'à l'époque des révolutions (scientifique, industrielle, politique), ainsi qu'à l'élaboration d'un sentiment de culture nationale. L'objectif a été atteint grâce à l'association de l'initiative ingénieuse d'Ibrahim Pacha et de Rifa 'a al-Tahtāwi (Rifaa el-Tahtāwī). soutenus par des experts européens dévoués, principalement des Français. En 1830, l'Égypte crée un secteur industriel de pointe, monopole d'État, servant de base à l'armée moderne la plus puissante hors d'Europe. De plus, grâce à la prévoyance de Tahtāwī, l'État et la société furent pourvus d'un réseau étendu d'experts hautement qualifiés dans l'ensemble des principaux domaines et l'éducation évolua rapidement, principalement sous Ali Moubarak. En commencant par une adoption sélective des réussites de la société française pendant et au lendemain de l'ère napoléonienne, Tahtāwī a résolument orienté la politique culturelle nationale vers l'unité nationale et le progrès social comme définis dans sa devise: «Que la patrie soit le lieu de notre commun bonheur que nous construirons par la liberté, la pensée et l'usine!».

Il fallut la coalition des principaux pays européens pour obliger Mohamed- c Alī à supprimer le bouclier économique protecteur. Ainsi, la

Convention de Londres (1840) a brisé l'essor de l'Égypte, déjà bien entamé, une expérience identique à celle que l'empereur Meiji a connue, un demisiècle plus tard, au début de la restauration de Meiji (1868).

Entre 1840 et 1881, l'intrusion financière européenne, sous prétexte de creuser le canal de Suez, a conduit à une hégémonie progressive des puissances étrangères sur l'économie égyptienne. La première assemblée consultative arabe élue coincida avec la formation d'un secteur capitaliste privé vigoureux sous Ismā'īl (Ismaïl) (1867–1879). Une seconde étape de la renaissance égyptienne prit alors forme, trouvant son expression dans la recrudescence du mouvement national et démocratique, inspiré par Nadīm, Baroūdī et l'armée autour de 'Arābī et 'Ebeid. La révolution de 1881 a servi de prétexte à l'agression britannique, entraînant l'occupation de l'Égypte en 1882. L'occupation britannique a fait faire un bond en arrière à l'Égypte dans tous les domaines, politique, économique et culturel, à l'exception de l'infrastructure des transports, adaptée pour l'exportation de coton. Tandis que le développement social n'a pas pu évoluer vers la formation d'une bourgeoisie nationale créatrice, l'éducation a dû supporter le plus gros de la politique restrictive brutale de Dunlop.

Face aux mesures oppressives de la puissance occupante, plusieurs secteurs significatifs se transformèrent rapidement. La richesse des couches supérieures de la société égyptienne dépendait de l'extension du capitalisme agraire. Sur le plan culturel, la presse, sous les efforts convergents des immigrés intellectuels arabes, qui trouvèrent refuge en Égypte à partir des années 1870, et des héritiers de Nadim (principalement du Parti national de Mustafā Kemal et Mohamed Farīd) a largement aidé à nourrir la recrudescence du mouvement national vers l'indépendance, le gouvernement constitutionnel et le progrès économique.

Depuis Mohamed-'Alī jusqu'à la révolution de 1919, la pensée égyptienne a dû faire face à une double interrogation: pourquoi la décadence et comment encourager la renaissance? Deux orientations majeures firent leur apparition. Tout d'abord, à partir de 1820, l'orientation moderniste libérale inspirée par Tahtāwī, selon laquelle l'assimilation critique et sélective de l'expérience européenne était la solution, dans le contexte de souveraineté nationale. Une seconde orientation fit son apparition plusieurs décennies plus tard, au moment de l'intrusion étrangère: l'orientation fondamentaliste islamique inspirée par Mohamed Abdoh (1849–1905), selon laquelle la décadence serait la conséquence de la prédominance d'interprétations de plus en plus dégressives, d'où la nécessité de revenir aux principes fondamentaux de l'islam: le monisme, accompagné de la justice.

L'ÉMERGENCE DE L'ÉGYPTE CONTEMPORAINE

Le décor était donc planté pour l'apparition de la société et de la culture égyptiennes contemporaines. La révolution de 1919 contenait les graines à la fois de l'option libérale nationale modérée et de l'option populaire radicale. L'équilibre général des forces, avec l'occupation britannique, a entraîné la mise en place de la première option: la Constitution de 1923 accordée au Wafd (Parti nationaliste égyptien) sous la contrainte définit l'Égypte comme un royaume indépendant dans la lignée de la dynastie Mohamed-'Alī, tandis que la réalité de l'occupation militaire nie de manière efficace la fin officielle du protectorat. L'option radicale, représentée par l'organisation secrète du Wafd (Abdel Rahmān Fahmy), a été démantelée au bénéfice du Wafd officiel dirigé par Sáad Zaghloūl (Sa'd Zaghlūl) et ses compagnons.

L'année 1923 marque le début d'une époque moderniste libérale, désormais rétablie, pendant laquelle les fondations et les institutions formatrices ont permis aux principales écoles de pensée et d'action de partager le même point de vue sur l'encouragement de la revitalisation de la société et de la culture égyptiennes, la première réelle étape importante du projet national égyptien dans le XX^e siècle.

La structure de base de l'économie, c'est-à-dire principalement l'économie capitaliste à prédominance agraire, est restée. Cependant, la recrudescence des classes moyennes urbaines (la «bourgeoisie nationale») a ouvert de nouvelles voies. Dès le départ, l'appel de Taláat Harb pour «une banque égyptienne pour tous les Égyptiens » a montré que les nouvelles classes émergentes étaient résolues à revendiquer leur rôle indépendant, par opposition à la pénétration des capitaux étrangers. La fondation de la banque Misr (1923) a ouvert la voie à la «Federation of Egyptian Industries» (Fédération des industries égyptiennes) et à l'important réseau d'institutions industrielles et commerciales du groupe Misr pendant les années 1930, du textile au transport aérien, en passant par le cinéma. Au milieu des années 1930, l'équilibre au sein de la classe capitaliste commença à changer, passant des propriétaires terriens agraires (le secteur «féodal») aux nouveaux groupes réellement modernisateurs mélangeant banque et industrie. De nouvelles forces politiques revendiquèrent leur place aux côtés du Wafd, tels que le Parti libéral-constitutionnel et le Parti saadiste, représentant respectivement les grands propriétaires terriens et les forces émergentes industrielles, et, du côté radical, les Partis communiste et socialiste, tandis que de nouvelles forces radicales rivalisaient avec les pouvoirs politiques établis traditionnels: la Jeune Égypte de Ahmed Hussein, le Nouveau parti national et les Frères musulmans. La voie était donc ouverte pour une nouvelle étape, en direction de la révolution nationale et sociale.

Parallèlement au rythme accéléré de l'évolution socio-économique, le domaine de la pensée et de la culture ne pouvait pas stagner. Si la période 1923-1952 peut être définie comme étant l'âge d'or du modernisme libéral, l'observation et l'étude attentives du domaine concerné ont rapidement révélé les transformations en profondeur de la superstructure. Les crises, les tensions et les contradictions économiques, sociales et politiques ont engendré une complexité croissante dans le domaine de la pensée et de la culture. Ainsi, chacune des deux principales tendances qui prirent forme au cours du XIX^e siècle connut une différenciation interne entre une direction conservatrice et une direction radicale. L'orientation moderniste libérale connut une différenciation entre une tendance conservatrice, rassemblant les partis et les formations minoritaires, soucieuses de la stabilité sociale et de l'imitation de l'Europe, et une tendance radicale, qui alliait l'objectif de libération nationale indépendantiste aux exigences des transformations économiques et sociales radicales revendiquées par les partis progressistes de gauche, le mouvement de la jeunesse et les nouveaux partis nationaux.

L'époque moderniste libérale vit la création du principal fondement institutionnel du progrès socio-économique et de la renaissance culturelle. Ainsi, l'université Fuād al-Awwal (actuelle université du Caire) fut fondée, au centre d'un réseau d'éminents regroupements de scientifiques et de spécialistes: l'Egyptian Geographical Society, la Société agricole égyptienne (ancienne Société agricole royale), l'Institut d'Égypte, l'Egyptian Society for Statistical and Juridical Sciences et la Société des amis de l'art, pour n'en citer que quelques-uns. Une myriade d'organisations connurent un essor rapide: la presse nationale égyptienne (Al-Ahram, Al-Mokattam, Al-Hilal, Sawt el-Umma, Al-Misrī, Al-Masawwar), le Misr Bank Group, la Federation of Egyptian Industries (Fédération des Industries Égyptiennes), les universités d'Alexandrie et Aïn Shams, des éditeurs (parmi lesquels Dar al-Máaref et Dār al-Hilāl), le Committee for Writing, la companie de traduction et d'édition Dār Nahdat Miçr, et les principaux périodiques novateurs autour de Al-Kāteb al-Miçrī, la Revue du Caire, Apollo et Al-Rissalāh al-Gadādah.

LES ARTS

L'étendue générale de la créativité dans la littérature, les arts, la philosophie, les sciences, ainsi que les sciences humaines et sociales fut surprenante. Les fondations générales positives de la vie économique, sociale et politique jouèrent un rôle capital dans le soutien et l'encoura-

gement de cette floraison de créativité. Ce fut l'époque de l'émergence du roman, exprimant l'ascension des centres urbains à la centralité dans une Égypte jusqu'alors principalement rurale. Ses principaux centres, Le Caire, Alexandrie, les villes du delta du Nil (par exemple Tanta), Port-Saïd, émergèrent ensemble comme des centres du roman égyptien (préoccupations et lieux) bien que toujours avec un goût rural persistant. Après Manfalūtī, Ibrahim al-Māznī et Tahā Hussein ouvrirent la voie, suivis par Yehia Haqqī et, plus encore, Nagīb Mahfūz, qui contribuèrent à l'épanouissement du roman. Les romanciers plus jeunes, à la tête desquels se trouvait Abdel Rahmān al-Sharqāwi, appartenaient principalement au secteur progressiste du mouvement de libération nationale, tandis que les romans de Ehsān Abdel Qoddoūs réconcilièrent l'approche romantique avec les exigences nationales radicales. La transition des formes modernisées du roman traditionnel à l'approche vraiment moderne, incisive et révélatrice, a été l'accomplissement de Yūsef Idrīs, souvent considéré comme le Tchekhov égyptien. À ce jour, son influence et celle de Mahfūz aident à l'émergence de nouvelles perspectives aussi bien pour le roman égyptien que pour la nouvelle égyptienne. Tous deux se situent aux années de jonction entre l'époque libérale et l'époque des transformations radicales inaugurée par la révolution de juillet 1952 et ses conséquences.

Des processus parallèles de modernisation eurent lieu dans les domaines de la poésie, autour de Salāh Abdel Sabboūr et Salāh Jahīne, et du théâtre, de Tawfīq al-Hakīm à No'man Ashūr. Il en fut de même dans le domaine de la musique, avec des noms tels que Sayed Darwīsh, Om Kolthoum et Mohammed Abdel Wahab. Ce fut l'époque au cours de laquelle l'industrie cinématographique occupa la seconde place dans l'économie nationale, après le textile. Ici encore, le groupe Misr donna le ton, encourageant une génération de réalisateurs autour de Barakat, qui allia avec succès l'approche romantique au réalisme social, ses acteurs principaux atteignant le niveau de Nagīb Rihānī, Yousef Wahbī et leurs disciples. D'autres artistes remarquables participèrent à ce mouvement innovateur, comme les sculpteurs Maḥmūd Mokhtār, célèbre pendant la Révolution de 1919, Gamal al Seginī et Adam Henein, ainsi que le peintre Hamed Abdallah. L'orientation islamique fondamentaliste a évolué dans deux directions. L'association des Frères musulmans, fondée par Hassan al-Banna en 1928, a expliqué les thèses traditionnelles à un nombre toujours plus important de personnes, particulièrement chez les paysans et dans les couches des classes moyennes urbaines et rurales, autour de la revue Al-Da'wa. Tandis que Sayed Qotb émergeait comme le théoricien de premier plan, Abdel Razzāq al Sanhouri a ouvert la voie à l'ancrage de la législation dans les fondations de la sharī'ah islamique.

LA RÉVOLUTION NATIONALE

L'approche populiste radicale évolua surtout sur le plan politique. Le mouvement nationaliste Misr al-Fatāt (Jeune Égypte), fondé par Ahmed 'Hussein, donna naissance au mouvement des Officiers libres, une organisation militaire secrète qui fut créée par Gamal Abdel Nasser en 1952 dans le but de renverser le roi Farouk I^{er} et de libérer l'Égypte de la Grande-Bretagne. Les Officiers libres tentèrent de revitaliser le mouvement national en poursuivant des objectifs politiques et sociaux, ce qui devint leur message six mois après les incendies du Caire du 26 janvier 1952. Le chaos qui s'en était suivi avait déclenché la loi martiale, et les Officiers libres prirent le pouvoir, circonvenant ainsi le front national uni.

Sous Nasser, l'Égypte connut les étapes jumelles successives de la révolution nationale (1952–1964) et de la révolution sociale (1964–1970). Les nationalisations de l'économie et de la Compagnie du Canal de Suez et les guerres de 1956 et de 1967, suivies par la guerre d'usure après 1967, ont préparé le terrain pour la guerre d'octobre 1973. Sous Sadāte, la nouvelle politique d'ouverture économique lancée en 1978 fit volte-face et le secteur public tout comme la croissance économique déclinèrent, au bénéfice d'une nouvelle catégorie d'hommes d'affaires, principalement des importateurs. La route vers le développement stratégique atteignit donc un goulot d'étranglement. Sous Moubarak, les tentatives pour limiter les effets de la mondialisation avancèrent avec de plus en plus de difficultés.

Le domaine culturel refléta obligatoirement ces profonds changements. Pendant les premières années (1952–1967) jusqu'en octobre 1973, l'orientation moderniste libérale connut la régression de son côté conservateur au bénéfice du radicalisme. Le nationalisme, l'anti-impérialisme, l'unité arabe, et pendant un temps le socialisme, furent au centre de la scène, tandis que l'orientation fondamentaliste islamique rassemblait ses forces. À partir de 1967, la différenciation entre ces deux orientations formatrices s'accentua. La défaite militaire de 1967 affaiblit le secteur national-progressiste dans l'orientation moderniste libérale. Simultanément, la culture populaire subit un profond changement vers l'orientation fondamentaliste islamique, soutenue par l'influence grandissante des principaux pays producteurs de pétrole.

La période post-1967

Ainsi, la période post – 1967 peut être définie comme étant l'ère du conservatisme socioculturel et de la croissance de la vague populiste islamique, virant parfois vers l'intégrisme, alliée à une croissance parallèle de la modernisation

axée vers l'Occident. Le centrisme fondé sur la convergence s'estompait en faveur d'une vague émergente d'affrontements, à laquelle la tragédie palestinienne et les interventions militaires parallèles apportèrent leur part de radicalisme, rapprochant cette fois, pas toujours complètement, les deux secteurs radicaux du modernisme libéral (nationalisme) et du fondamentalisme islamique (par opposition à l'intégrisme). Tandis que l'orientation moderniste libérale l'emportait dans le domaine de la culture, la nouvelle phase du roman, sous l'influence puissante de Nagīb Mahfūz, fut enrichie par Gamal Ghitānī, Son'allah Ibrāhīm et leurs pairs. De même, la poésie, alliant romantisme et réalisme social, avança rapidement autour de Ahmad Fuād Negm, Salāh Jāhīn, Fuad Haddād, Aḥmad Hegāzī et Abdel-Raḥmān al Abnūdī. Le théâtre et le cinéma, cependant, restèrent en arrière en raison de l'importante pénétration de la télévision. Fut alors créé le chef-d'œuvre cinématographique de Shadī Abdel Salām, La momie, tandis qu'Alfred Farag continuait la tradition réaliste sociale au théâtre. La peinture et la sculpture atteignirent leur maturité avec Hāmed Abdallāh et Gamal al Segīnī, tandis que le nouvel opéra du Caire offrait un forum raffiné pour la musique, l'opéra et le ballet.

Malgré un taux d'analphabétisme de 50%, le réseau scolaire et les quinze universités continuèrent de croître. La philosophie, la géographie, la géopolitique, l'histoire, la psychologie et la critique littéraire évoluèrent considérablement grâce à des érudits tels qu'Abdel-Rahmān Badawī, Lonis Awad, Mahmoud Mandour, Gamal Hamdān, Galal Amin' Tareq al-Bishri, Muḥammad Anīs, Youssef Maurad, Mustafā Soueif, Muḥammad Mandour, Ghali, Hakri et Ezzedhin Ismaïl. Les fondements de l'histoire culturelle et de la philosophie égyptiennes furent posés par les philosophies de Sobhi Wadidah et de Hussein Fawzī, tandis qu'Abdel-Rahman al-Rafe'i documentait la chronologie et l'histoire générale du mouvement national.

À partir de 1952, le rôle de l'État dans le domaine de la culture progressa dans les secteurs de l'éducation et des médias. L'État développa sa prédominance sur l'éducation, tandis que les institutions privées et étrangères en sollicitèrent une part plus importante, en particulier au niveau universitaire. Le ministère de la Culture, créé depuis peu, avait pour objectif de fournir à la fois une orientation générale à la vie culturelle et de mettre en place un réseau d'institutions et d'activités capables d'impliquer une grande majorité d'intellectuels prometteurs. L'important développement des médias, en particulier de la télévision, joua un rôle central dans la vie publique. Dans la presse, on observa une rapide augmentation de l'information et de la pensée créative. Après la période de réalisme social (1973–1985), les mélodrames proliférèrent à la télévision, et le cinéma égyptien, jadis important, déclina.

À partir de 1978, l'impact de la mondialisation s'est fait intensément ressentir dans les secteurs de l'économie, de la société et de la culture, sans parler de l'orientation politique générale. Le système de valeurs de la société égyptienne moderne, solidement ancré dans son ancienne et illustre civilisation, a souffert de ce processus. L'esprit communautaire traditionnel a progressivement laissé place à l'individualisme. L'économie de marché révèle une prédominance des importations et des revenus du pétrole, dont les effets, notamment l'introduction de modèles globaux étrangers, se sont d'abord fait ressentir dans les zones urbaines modernes, puis également dans les zones rurales.

Face à cet envahissement sans précédent, la société et la culture égyptiennes prirent le chemin du renouveau de la culture nationale, profondément lié au mouvement national et à sa renaissance, d'où une nouvelle confrontation, encore plus forte entre d'une part la pénétration étrangère (distincte des apports et influences) et d'autre part le profond attachement de la nation égyptienne à ses particularités. L'hégémonisme a donc provoqué le redémarrage à la fois de la volonté nationale et de la créativité dans le domaine socioculturel.

Le redémarrage de la dimension nationale dans le domaine de la société et de la culture ne pouvait pas manquer de mettre en évidence un niveau de contradiction jusqu'ici ignoré entre les deux principales orientations de la pensée dans l'Égypte contemporaine, c'est-à-dire le modernisme libéral et le fondamentalisme islamique. La première orientation, en rapprochant les écoles de pensée et d'action radicales nationales et progressistes, a senti qu'il était préférable de faire face à la pénétration de la mondialisation de manière moderne et contemporaine, tandis que le fondamentalisme islamique a considéré que ses profondes racines dans la culture populaire lui donnaient une élasticité maximale. La polarisation croissante entre les deux écoles de pensée et d'action a été encouragée par un réseau complexe d'influences régionales et internationales, étrangères à, ou ennemies de, la nature symbiotique centriste traditionnelle.

Plus récemment, le dialogue entre d'importants secteurs de ces deux orientations a évolué, un processus accéléré par la marée montante des agressions survenues à Suez et jusqu'en Palestine et en Irak. Inspirée par le socialisme innovant de Salamah Musa et Shohdi Attiyah, une nouvelle génération de penseurs et d'experts en politique nationale radicale s'organise autour d'Ahmad Bahā Eddine et Mahmad Heykal. Cette tendance s'observe également dans les écrits de politique islamique moderniste de Tareq al-Bishri, Ahmad Kamal Abul-Magd et Selim al-'Awwa. Ce renouveau a d'ailleurs été l'occasion de s'exprimer grâce à une nouvelle génération d'éditeurs et de journaux. Citons ici l'Organisation générale du livre égyptien et l'éditeur Dar al-Shorouk, qui collaborent avec la précédente génération

d'éditeurs et avec des journaux influents comme *Al-Taliah*, *Woghat Nazar* et *Al-Fousoul*. L'orientation nationale démocratique telle qu'elle a été définie dans les années 1940, notamment par le Comité national des travailleurs et étudiants, représente encore une source d'inspiration pour ses défenseurs.

Plus que jamais, la question de l'identité a été posée durant ces dernières années. La crise du projet de l'unité arabe a provoqué la recherche d'une identité égyptienne différente, à la fois pharaonique et islamique. L'hégémonie unipolaire lance une nouvelle interrogation à propos du futur culturel de l'Égypte: l'Égypte continuera-t-elle à suivre l'orientation pro-occidentale, ou se tournera-t-elle vers l'Orient, fidèle à son histoire et à son contexte géopolitique, comme l'exprimait le mouvement non aligné des années 1950?

BIBLIOGRAPHIE

- ABDEL-MALEK A. 1962. Égypte: Société militaire, Paris, Éditions du Seuil.
- 1969. *Idéologie et Renaissance nationale: Égypte moderne*, Paris, Éditions Anthropos.
- ABDEL NĀÇER G. 1954. Felsafat al-Thawrāh [La philosophie de la révolution], Le Caire (Égypte).
- ALEM M. A., ANIS A.-A. 1959. *Fi'l*-Thaqāfah al-Misriyyah [*De la culture égyptienne*], Beyrouth (Liban).
- AMIN G. 2000. Mādha Hadatha li'l Miçriyyīn? [Qu'est-il arrivé aux Égyptiens?], Le Caire (Égypte).
- BANNA (AL) H. 1930. Da'watonna [Notre appel], Le Caire (Égypte).
- BERQUE J. 1960. Les Arabes d'hier à demain, Paris, Éditions du Seuil.
- 1972. L'Égypte, impérialisme et révolution, Paris, Gallimard.
- BISHRI (AL) T. 1972. Al-Harakah al-Siyasiyyah fi Miçr (1945–1962) [Le mouvement politique en Égypte (1945–1962)], Le Caire (Égypte).
- FAWZĪ H. 1961. Sindbad Misri [Le Sindbad égyptien], Le Caire (Égypte).
- HAMDĀM G. 1970. Shakhciyyat Misr [Figures égyptiennes], Le Caire (Égypte).
- HEY KAL R. H. 1954. *Azmāt al-Mouthaqqafīn* [La crise intellectuelle], Le Caire (Égypte).
- HOURANI A. 1962. *Arabic Thought in the Liberal Age (1789–1939)*, Londres, Oxford University Press.

- HUSAYN T. 1938. Mostaqbal al-tha Kafah fi Misr [Le futur de la culture en Égypte], Le Caire (Égypte).
- KERR M. H. 1966. *Islamic Reform: The Political and Legal Theories of Muhammad Abduh and Rashid Rida*, Berkeley/Los Angeles, University of California Press.
- MANDOUR M. 1958. *Qadaya fi Adabinā al-Hadīth* [Nouveaux aspects de notre littérature moderne], Beyrouth (Liban).
- Moūssā S. 1948. *Tarbiyat Salamah Moussa* [*L'éducation de Salamah Moūssā*], Le Caire (Égypte).
- SHAFEI (EL) S. A., GIBEILI (AL) A. M. 1946. *Ahdāfouna al-Wataniyyah* [Nos objectifs nationaux], Le Caire (Égypte).
- Shukri G. 1965. Thawrat al-Fikr fi Adabinā al-Hadīth [La pensée révolutionnaire dans notre littérature moderne], Le Caire (Égypte).
- WAHIDAH A. W. Ç. 1950. Fi Oussoul al-Mas²alah al-Misriyyah [Les origines de la question égyptienne], Le Caire (Égypte).

34.8 Le Soudan

Saidou Kane

LE SOUDAN COLONIAL: LE CONDOMINIUM

À la veille de la Seconde Guerre mondiale, la région du Soudan offrait à l'occupant plusieurs atouts géostratégiques relatifs à son voisinage. Entourée du Tchad et de la République centrafricaine, à l'ouest, de la Libye et de l'Égypte, au nord, du Kenya, de l'Ouganda et de la République démocratique du Congo, au sud, ainsi que de l'Érythrée et de l'Éthiopie, à l'est, elle occupait une position centrale qui motiva la formation d'un condominium anglo-égyptien.

En 1914, le Soudan était constitué d'une mosaïque de peuples répartis, comme aujourd'hui, en entités géographiques distinctes. Le nord était entièrement musulman et, de fait, une composante du monde égypto-ottoman, tandis que le centre était davantage hétéroclite et dominé par des populations islamisées mais pas nécessairement arabisées. Dans le sud, où les religions africaines traditionnelles demeuraient solidement implantées, et dans les montagnes centrales, vivaient des peuples païens et chrétiens comme les Dinka (deux millions de personnes) et les Nuer (500 000 personnes), pasteurs nomadisants de la cuvette du haut Nil, ainsi que les Nuba (500 000 personnes), agriculteurs occupant les collines situées au cœur du pays. Si les Baggara, peuple noir d'éleveurs transhumants habitant les régions centrales, sont aujourd'hui arabisés (bien que leurs rangs comptent également des Fulani assimilés), ce n'est pas le cas des chameliers nomades beja (500 000 personnes) peuplant les montagnes de la mer Rouge.

Dans les diverses zones agroécologiques du pays, l'économie de subsistance reposait sur des structures sociales fondamentales caractérisées par l'endogamie. L'environnement humain s'organisait autour de villages de base permanents. Dans le nord, les savoir-faire traditionnels dans le domaine de la production de nourriture, de l'artisanat et de l'art monumental ont survécu. À leur arrivée dans la région, les colons européens découvrirent des techniques d'irrigation préfigurant celles qu'ils devaient utiliser pendant l'entre-deux-guerres pour développer la Gezireh (accord de concession de 1925). Le *shādūf* (vis d'Archimède), la *sāqiya* (roue à eau à traction animale) et l'irrigation par inondation des bassins du cours principal du Nil

sont des techniques ancestrales, tandis que l'irrigation pérenne fut introduite par les Britanniques. La tenure des terres était en grande partie privée (*mulk* dans la région du Nil Blanc). La propriété commune était usuelle, comme dans d'autres civilisations agricoles africaines qui n'autorisaient que l'usufruit, la terre elle-même étant inaliénable.

Pour éviter d'attiser le fanatisme musulman, l'administration britannique interdisait aux missionnaires chrétiens d'œuvrer dans le nord. Elle les autorisait en revanche à agir dans le sud où les Églises chrétiennes fondaient des écoles primaires utilisant les idiomes africains et l'anglais comme langues d'instruction.

Jusqu'en 1939, une politique d'administration indirecte (indirect rule) ou autochtone (native administration) permit aux autorités de prévenir les soulèvements populaires en figeant une richesse multiculturelle morcelée. Cette nouvelle approche nécessitait le recrutement d'intermédiaires dociles et apolitiques ainsi que l'éloge des cultures locales dans le dessein d'affaiblir l'élite urbaine, de contenir son anticolonialisme et d'empêcher son rapprochement avec les cercles indépendantistes égyptiens (1924). Le sud, où l'on employait l'anglais plutôt que l'arabe, fut préservé de l'influence du nord et vit la résurrection de tribus disparues grâce aux travaux d'anthropologues tels qu'Evans-Pritchard. Il demeura isolé jusqu'en 1946.

Au début de la Première Guerre mondiale, les Britanniques exploitèrent les antagonismes entre les différentes confréries en exacerbant la rivalité qui opposait Sayyid 'Abd al-Raḥmān al-Mahdī (descendant du Mahdī), chef de la *mahdiyya*, et Sayyid al-Mīrghanī, à la tête de la *khatmiyya*.

Cette situation contribua à radicaliser la lutte contre la présence britannique, organisée avec l'appui du mouvement nationaliste égyptien conduit par le Wafd de Sa'd Zaghlūl (1857–1927), parti qui entretenait des liens étroits avec certains membres de la nouvelle élite intellectuelle soudanaise. Une révolte fut réprimée dans l'armée et les soldats égyptiens furent expulsés.

La division du pays entre un nord où la culture était davantage respectée et un sud arraché à ses traditions religieuses et culturelles atteignit son paroxysme en août 1955, lorsqu'éclata une guerre civile qui devait durer dix-sept ans.

L'ère de l'État-nation

La création d'un État soudanais moderne et souverain était loin d'être acquise en égard à l'existence de courants de pensée contradictoires qui prônaient, d'un côté, l'union du Soudan à l'Égypte indépendante et, de l'autre, une identité nationale propre. La déclaration unilatérale par laquelle le monarque égyptien se proclama «roi du Soudan» en 1951 et accorda une certaine autonomie à la «province soudanaise» mit sérieusement à mal les relations entre Britanniques, Égyptiens et Soudanais. Cette décision fit l'unanimité contre l'unification des deux pays. Les Britanniques, en difficulté, dotèrent alors le Soudan d'institutions autonomes qui s'empressèrent de voter l'indépendance, proclamée en janvier 1956.

Depuis lors, les principaux problèmes du Soudan touchent à son unité (enjeu du Soudan méridional), à la nature de son pouvoir d'État (islamiste depuis 1989) et à la modernisation de ses structures politiques, socioéconomiques et culturelles. Le pays développe progressivement l'éducation, les arts, la science et la culture tout en renforçant le rôle des femmes et en accordant davantage d'attention à l'alphabétisation et à l'essor de la presse et des médias, même si ces moyens de communication sociale demeurent presque tous sous contrôle étatique. L'utilisation croissante de la langue arabe favorise également la communication et l'intégration. Des efforts restent néanmoins requis pour définir clairement le statut des autres cultures nationales.

Le développement de l'éducation et l'émancipation des femmes

L'administration britannique forma de nombreux auxiliaires. À Khartoum, elle fonda le Gordon Memorial College qui devint ensuite l'université de la ville. Le mot d'ordre était d'éviter de produire des « intellectuels » qui représentaient une « source de problèmes ». Une école de droit musulman, future université également, ouvrit ses portes à Omdurman pour enseigner une forme d'islam dépourvue de mahdisme. L'instruction moderne introduite par les Britanniques était théorique. Petit à petit, toutefois, elle s'est transformée en facteur de progrès social et en voie d'accès aux postes de l'administration. Depuis l'indépendance, de nombreux efforts ont été consentis pour accroître le nombre d'établissements scolaires et les enseignants tiennent souvent le rôle de chefs de communauté dans les villages.

L'éducation des femmes est d'origine plus récente. Une faculté privée fut créée à leur intention après l'indépendance et l'université de Khartoum commença à les accueillir en 1959–1960. Une université féminine a depuis vu le jour. Le rôle et la place des femmes soudanaises peuvent être mesurés à l'aune de leur degré d'intégration au système éducatif et au marché du travail. Leur présence est surtout manifeste dans

le domaine de l'éducation, de l'artisanat et de l'administration. Elles sont en outre représentées au sein du secteur de la santé et des professions libérales. Le droit musulman a la primauté dans les enseignements de l'université d'Omdurman qui recrute des étudiants issus des *khalwas*, les écoles coraniques traditionnelles. Deux autres établissements supérieurs ont récemment ouvert leurs portes, à Juba et dans la Gezireh, ce dernier ayant une vocation agricole. L'Institut technique de Khartoum propose une formation technologique de niveau universitaire. En 2001, le taux d'alphabétisation était de 78,1 % au Soudan, où l'éducation est gratuite. La guerre civile a toutefois entraîné l'effondrement du système scolaire dans le sud.

Un Institut d'études africaines et asiatiques, fondé après l'indépendance, a publié de nombreux ouvrages sur l'histoire, la sociologie et la vie quotidienne des peuples soudanais. Le Centre arabe pour l'éducation, la culture et la science, inauguré en 1977, se consacre quant à lui à l'étude de la langue et de la philologie arabes. Le Musée national soudanais de Khartoum recèle des collections relatives à la préhistoire de la région et aux royaumes de Napata, de Méroé et de Koush, contemporains de l'Égypte antique. La Maison Khalifa, à Omdurman, abrite un ensemble de reliques datant de la période mahdiste du XIX^e siècle. La capitale possède également des musées dédiés à l'histoire naturelle et à l'ethnographie. La bibliothèque de son université est renommée pour sa collection d'objets traditionnels soudanais et africains, tandis que la bibliothèque Flinders Petrie, baptisée ainsi d'après le célèbre égyptologue britannique, et le Bureau des archives nationales renferment un vaste corpus de documents historiques.

La vie littéraire et artistique

Les lettres soudanaises ont été façonnées par un double patrimoine, oral et écrit. Certaines chroniques antiques ont survécu, comme celles que rédigèrent les Funj au XVI^e siècle. La Tabaqāt de Sennar, qui relate la vie des saints musulmans du royaume, remonte au début du XIX^e siècle. La poésie soudanaise moderne fut fortement influencée par la littérature arabe classique mais aussi par le romantisme anglais. À la veille de la Première Guerre mondiale, la poésie joua un rôle majeur dans la quête d'une identité nationale, ainsi que l'illustre la littérature de Tambal: «la poésie composée par un poète soudanais, manifeste de toute une génération, devrait refléter la sensibilité et le paysage soudanais».

De 1932 à 1973, la revue littéraire *Al-Fajr* rassembla de jeunes poètes qui s'attachaient à promouvoir la littérature nationale, notamment l'ingé-

nieur, diplomate et écrivain Yusuf al-Tinni ainsi qu'Al-Tijani Yusuf Bashir qui, au long de ses vingt-sept années d'existence tourmentée, devint l'un des grands noms du romantisme soudanais. La génération suivante était constituée de tiers-mondistes et de panafricanistes, auteurs de la revue *Les tempêtes révoltées* qui comptait Muhyi al-Din Faris et Mubarak Hassan dans les rangs de ses rédacteurs. Ceux-ci ont rapidement été suivis d'Abdallah al-Tayeb et de Muhammad al-Mahdi al-Magzub qui ont brisé les rythmes traditionnels de la poésie folklorique. Parmi les plus éminents romanciers, se distingue Tayeb Salih qui choisit les villages soudanais comme décor pour des œuvres telles que *Saison de migration vers le nord*, dans laquelle l'arabe côtoie les langues du Darfour. Tayeb Salih, Rauf Mussad et Jamal Mahjub, aujourd'hui en exil, dominent la liste des grands écrivains contemporains.

La musique soudanaise, qui trouve son origine dans le *maqām*, genre traditionnel extrêmement riche, connaît actuellement un renouveau sous l'influence d'instruments modernes venus d'Égypte et d'Occident. L'art vocal, directement inspiré de la musique arabe, est connu pour son extrême complexité mélodique. Les genres musicaux traditionnels et classiques du pays sont aujourd'hui menacés par les médias et la mondialisation. La tradition orale demeure néanmoins l'une des principales sources de la musique soudanaise, particulièrement dans les régions méridionales où elle plonge de profondes racines.

L'essor des médias

Les médias, qui restent sous le contrôle de l'État, influent sur tous les aspects de la culture soudanaise. Apparue en 1938, la radio a largement concouru à moderniser le Soudan en s'adressant aux communautés traditionnelles, comme dans tous les pays arabophones d'Afrique. Ses programmes, diffusés sur l'ensemble du territoire, ont considérablement favorisé la propagation de l'arabe d'Omdurman.

Introduite dans les années 1960, la télévision est regardée dans les villages les plus reculés, en même temps qu'une pléthore de mélodrames égyptiens. Le Soudan demeure en effet très dépendant de l'Égypte dans le domaine du cinéma et d'autres secteurs médiatiques. La presse et l'édition se développent à mesure que la sphère culturelle s'élargit, les journaux les plus lus étant *Al-Ayam*, *Al-Sahafa* et le mensuel anglophone *Sudanow*

BIBLIOGRAPHIE

- ALI A. I. M. 1972. *The British, the Slave Trade and Slavery in the Sudan,* 1820–1881, Khartoum, Khartoum University Press.
- Anouar A.-M. 1967. *Anthologie de la littérature arabe contemporaine*, vol. II, Paris, Éditions du Seuil.
- BARBOUR K. M. 1961. *The Republic of the Sudan: A Regional Geography*, Londres, University of London Press.
- BESHIR R. M. O. 1970. *The Southern Sudan Background to Conflict*, Khartoum, Khartoum University Press.
- FAWZI-ROSSANO D. 2002. Le Soudan en question, Paris, La Table Ronde.
- HODGKIN T. 1971. Mahdism, Messianism and Marxism in the African Setting. Dans: YUSUF FADL HASAN (dir. publ.), *Sudan in Africa*, Khartoum, Khartoum University Press.
- HOURANI A. 1993. Histoire des peuples arabes, Paris, Éditions du Seuil.
- LAVERGNE M. 1989. Le Soudan contemporain, Paris, Karthala-Cermoc.

34.9 Le Maghreb: Libye, Tunisie, Algérie, Maroc, Mauritanie

Saidou Kane

LES SOCIÉTÉS MAGHRÉBINES (1914-1954)

Conscients des ambitions expansionnistes de l'Europe, le Maroc et les pays nord-africains de l'ancien Empire ottoman (Algérie, Tunisie, Libye et Égypte) expérimentèrent toutes les formes de modernisation à l'européenne (comme les réformes du Tanzimat en Égypte) afin d'empêcher la colonisation directe de leurs territoires, considérés comme «arriérés» et donc aptes à être assujettis. Ils s'efforcèrent ainsi d'intégrer, dans leurs coutumes et leurs institutions, les concepts spécifiquement européens de constitutionalisme, de libertés publiques, de justice laïque, de libre examen, d'éducation séculaire, etc. Les réformateurs reconnaissaient la supériorité occidentale dans le domaine technique mais également dans bien d'autres sphères, à l'exception de la religion (Ganiage, 1968).

La profonde libéralisation exigée par l'Europe provoqua l'anéantissement du système juridique islamique. La dimension communautaire du droit musulman (défense de la propriété collective, garantie d'un juste salaire et condamnation de l'usure) était considérée comme un obstacle aux nouvelles spéculations foncières et commerciales (Laroui, 1995). Ni les réformes, qui réduisaient l'autorité de l'État indépendant et enrichissaient les étrangers, ni le recouvrement des dettes contractées par les gouvernements locaux ne purent malgré tout entraver l'occupation progressive du Maghreb par les puissances coloniales qui prétendaient ainsi protéger plus efficacement les investissements européens dans la région. Les moyens économiques et juridiques qui furent employés pour vassaliser les pays maghrébins à la fin du XIX^e siècle et au début du siècle suivant préfigurent la violence militaire qui perdura jusqu'au milieu des années 1930. Depuis plus d'un siècle, le projet colonial était la clef de voûte de la stratégie déployée par les Européens pour se substituer aux Ottomans en Afrique du Nord et du Nord-Est (Laroui, 1995).

LE DÉMANTÈLEMENT DE LA SOCIÉTÉ TRADITIONNELLE

La colonisation entraîna la réorganisation de la région et bouleversa les conditions de vie de ses habitants ainsi que leur relation à leur environnement social et culturel. La politique de colonisation en Algérie, la création d'un protectorat en Tunisie et au Maroc et la mise sous tutelle plus ou moins directe de la Mauritanie et de la Libye s'accompagnèrent d'un développement et d'une industrialisation qui ouvrirent la voie aux expropriations et aux confiscations de terres, ainsi qu'à la dissolution d'aspects décisifs de la société et de la culture maghrébines.

La population de la région quadrupla en moins d'un siècle. Entre 1936 et 1947, les villes marocaines gagnèrent un million d'habitants. En Tunisie, le taux d'urbanisation passa de 23 à 32% entre 1921 et 1956, tandis qu'en Algérie, la population urbaine doubla entre 1936 et 1954 (Isnard, 1966).

L'évolution des modes de vie et de la culture

Les nouvelles structures urbaines ainsi que les infrastructures économiques, socioculturelles et éducatives de la société coloniale bouleversèrent rapidement la vie des citadins. Des villes bâties sur le modèle européen furent érigées à côté des quartiers existants qui en devinrent les « médinas » ou centres historiques. La ville moderne de Fès, construite en face de l'ancienne cité par le résident général français Lyautey, illustre au mieux cette tendance modernisatrice.

Diverses couches sociales étaient attirées par le nouveau mode de vie urbain qui brisait les rapports communautaires traditionnels. Les femmes jouissaient, par exemple, d'une plus grande liberté dans les villes, ce qui facilitait l'assouplissement des liens matrimoniaux imposés par le système lignager, clanique ou tribal en vigueur dans les campagnes. Formée au sein d'institutions éducatives modernes, l'élite urbaine prônait l'occidentalisation de la société ainsi qu'une nouvelle interprétation de l'islam, mieux adaptée aux exigences contemporaines. L'élite traditionnelle, formée d'*ʿulamā*, cristallisait les aspirations à une forme de modernisation libre de toute domination étrangère, selon les principes de la réforme araboislamique moderniste proposée par Djamāl al-dīn al-Afghānī (1839–1897) et Muhammad Abduh (1849–1905).

La remise en question du pouvoir colonial

Les frustrations engendrées par les dépossessions culturelles et économiques inhérentes au processus de colonisation servirent de levain au panislamisme entre les années 1920 et 1950. Certains mouvements et partis nationalistes, lointains échos des « Jeunes Tunisiens » et des « Jeunes Algériens » actifs au début du siècle, portèrent des coups sévères à l'impérialisme. Parmi les premières organisations indépendantistes, citons l'Entente pour la libération nationale, l'Association d'*Gulamā* de Ben Badis, l'Étoile nord-africaine de Messali al-Hajj et les Évolués de Ben Jelloun et de Ferhat Abbas en Algérie, le parti Neo Destour (Nouvelle constitution) et l'Union générale des travailleurs tunisiens en Tunisie et le parti Istiqlal au Maroc.

Le nouveau Maghreb: le développement scientifique et la renaissance culturelle

Le Maghreb est l'une des rares régions au monde où le colonialisme français chercha à mettre en place les structures nécessaires au développement d'une économie moderne. Cette politique échoua néanmoins à satisfaire aux exigences de développement endogène des États indépendants et paraît même avoir engendré des handicaps, comme en témoigne la vétusté des équipements hérités de la période coloniale.

La renaissance culturelle s'enrichit de l'osmose entre les traditions maghrébines et le patrimoine européen. Cette dualité était manifeste dans le domaine des arts, de la littérature et de l'architecture. Par le biais de cette dernière, le Maghreb s'efforça de renouer avec son histoire, interrompue depuis plus d'un demi-siècle, en redonnant vie aux *ksours* ou habitats traditionnels en terre (Matmata, Tataouine, Takrunah, Touggourt, Ouadane, Chinguetti, Ksar Hadada, etc.) et en redessinant l'architecture des villes du nord (Tlemcen, Fès, Alger, Tunis, Constantine).

Le Maghreb restaura d'autres aspects de son patrimoine culturel, notamment la confection de tapis et d'autres techniques de tissage tels que le *mergoum* et le *bakhnoug*. La Tunisie ressuscita ces traditions artisanales avec tant de succès qu'elle aida la Mauritanie à relancer sa production de tapisseries en lui accordant des aides à la formation. L'Algérie redécouvrit la musique berbère, en particulier kabyle, grâce au raï.

Apparu pendant l'entre-deux-guerres au Maghreb, le théâtre y connut un essor rapide. Mahmud Messadi, auteur du célèbre *Barrage* (1940) et ancien ministre tunisien de l'Éducation, ouvrit la voie à une littérature maghrébine affranchie des contraintes de l'influence étrangère.

Né en Égypte en 1917, le cinéma arabe produisit longtemps une majorité de mélodrames, de films musicaux et de comédies. L'arrivée du cinéma parlant stimula la création qui commença à s'intéresser aux idées anticolonialistes vers 1952. Le Maghreb imprima sa marque sur l'industrie en 1958 avec le film *Goha*, réalisé en Tunisie par Jacques Baratier d'après un scénario de Georges Schéhadé. Ce n'est toutefois qu'à l'indépendance que le cinéma régional s'empara des thèmes anticoloniaux et fit de la guerre d'Algérie l'un de ses sujets de prédilection. L'Algérien Lakhdar Hamina Mohamed posa un jalon dans la production nationale avec *Le vent des Aurès* (1965–1966). Dans Les mille et une mains (1972), le réalisateur marocain Souhayl Ben Barka mit en lumière le calvaire des teinturiers de Marrakech et apporta un éclairage nouveau sur la détérioration des conditions sociales. En 1975, Lakhdar Hamina revint sur les écrans avec *La chronique des* années de braise dans laquelle il évoqua les combats du peuple algérien. À la même époque, la xénophobie anti-immigration française fut explorée par les Mauritaniens Med Hondo (Les bicots, nègres, vos voisins) et Sidney Sokhna (Nationalité: émigré).

La littérature maghrébine du XXe siècle servit de catalyseur à la réflexion sur le devenir des sociétés dans ce vaste espace de synthèse entre Occident, monde arabe et Afrique subsaharienne. Dans ses commentaires sur la *nahda*, la renaissance arabe, l'intellectuel égyptien Anouar Abdel Malek met l'accent sur le développement très rapide d'une culture spécifiquement arabe reflétée par le vocabulaire conceptuel, le style d'expression et le rythme de la langue. Après la Première Guerre mondiale, les grands écrivains de l'ancienne génération, comme le poète tunisien Shabbi, continuèrent d'influencer la littérature maghrébine. Les auteurs des années 1960 (Abdellatif Laabi, Kheireddine et Tahar Ben Jelloun (Maroc), Mahmoud Messadi (Tunisie) et Jean Amrouche et Kateb Yacine (Algérie)) se firent les porte-parole des sans-voix. Le pain nu de Mohamed Choukri, autobiographie censurée pendant vingt-sept ans par les autorités islamiques en raison de sa dénonciation radicale de certains rapports familiaux, fut acclamé par les anticonformistes. Mohammed Dib, Malek Haddad, Kateb Yacine, Assia Djebar, Rachid Mimouni et Rachid Boudjedra, au nord, et Tène Youssouf Guève, Jémal Ould Hassan et Ahmedou Ould Abdel Kader, au sud, se firent l'écho des espoirs et des contradictions d'une société à la recherche de ses racines et de sa place dans le monde arabo-musulman, africain et moderne.

Vers la fin du XX^e siècle, les médias commencèrent à monopoliser la parole au Maghreb. Des ascètes aux troubadours, des politiciens aux personnalités culturelles, tous les acteurs majeurs de la société en vinrent à s'exprimer essentiellement par la voie de la presse, de la radio et de la télévision, toujours contrôlées d'une main de fer par l'État. Apparu dans les

années 1960, le transistor céda peu à peu la place à la télévision qui s'introduisit dans les moindres hameaux du Maghreb. Les médias devraient permettre à la région de mettre un terme à une situation de retard qui se perpétue depuis plusieurs siècles (Chelbi, 1993).

BIBLIOGRAPHIE

- AGERON C.-R. 1968. Les algériens musulmans et la France, 1870–1919 (2 vols.), Paris, PUF.
- AL-Fāsi A. 1948. *Al-Harakāt al-Istiqlāliya fī-l-Maghrib al-ʿArab*, Le Caire (Égypte).
- AL-MADANI A. T. 1931. Kitāb al-Jazā'ir, Alger (Algérie).
- ALBERTINI E., MARÇAIS G., YVER G. 1937. L'Afrique du Nord française dans l'histoire, Lyon/Paris, Archat.
- AMIN S. 1962. L'économie du Maghreb, Paris, Éditions de Minuit.
- ANOUAR A.-M. 1965. Anthologie de la littérature arabe contemporaine. Tome 2: Les essais, Paris, Éditions du Seuil.
- AYACHE A. 1956. Le Maroc: Bilan d'une colonisation, Paris, Éditions sociales.
- BEDJAOUI M. 1961. *La Révolution algérienne et le droit*, Bruxelles, Éditions de l'Association des juristes démocrates.
- BERQUE J. 1962. Le Maghreb entre deux guerres, Paris, Éditions du Seuil.
- Bourguiba H. 1954. La Tunisie et la France: 25 ans de lutte pour une coopération libre, Paris, Julliard.
- Braudel F. 1976. Le Temps du Monde, Paris, PUF.
- BRIGNON J., AMINE A. 1968. Histoire du Maroc, Paris, Hatier.
- Brulot J. 1982. La Civilisation islamique, Paris, Hachette.
- CHARNAY J.-P. 1991. La vie musulmane en Algérie d'après la jurisprudence de la première moitié du XX^e siècle, Paris, PUF.
- CHELBI M. 1993. *Culture et mémoire collective au Maghreb*, Paris, Académie européenne du livre.
- DE VISSHER C. H. 1967. Les Effectivités du droit international, Paris, Dalloz.
- GALLISSOT R. 1964. *Le Patronat européen au Maroc, 1931–1942*, Rabat, Éditions techniques.
- Ganiage J. 1968. L'Expansion coloniale de la France sous la III^e République, Paris, PUF.

- GSELL S. 1913-1928. Histoire ancienne de l'Afrique du Nord (8 vols.), Paris, Hachette.
- HOURANI A. 1993. Histoire des peuples arabes, Paris, Éditions du Seuil.
- ISNARD H. 1966. Le Maghreb, Paris, PUF.
- JULIEN C.-A. 1931. Histoire de l'Afrique du Nord: Tunisie, Algérie, Maroc (2 vols.), Paris, Payot.
- LACOSTE Y., PRENANT A., NOUSCHI A. 1960. *Algérie, passé et présent*, Paris, Éditions sociales.
- LAROUI A. 1995. *L'Histoire du Maghreb, un essai de synthèse*, Casablanca (Maroc), Centre culturel arabe.
- MARCHESIN P. 1986. Tribus, ethnies et pouvoir en Mauritanie, Paris, Éditions Karthala.
- NOUSCHI A. 1962. *La Naissance du nationalisme algérien, 1914–1954*, Paris, Éditions du Seuil.
- TERRASSE H. 1949–1951. *Histoire du Maroc* (2 vols.), Casablanca (Maroc), Éditions Atlantides.

34.10 Conclusions et orientations

Anouar Abdel-Malek

l est évident que toutes les régions du centre occidental non hégémoni-I lest évident que toutes les regions au centre declacions que, depuis le XVIe siècle jusqu'à la fin du XXe siècle, ont été soumises à la sujétion et à l'occupation et que, par conséquent, elles ont suivi une évolution déformée et ont été marginalisées. Le Moyen-Orient a pourtant connu, et connaît toujours dans une large mesure, des vagues prolongées d'agressions alliées à un isolement planifié, depuis les premières croisades jusqu'à l'hégémonisme contemporain en passant par des siècles de colonialisme et d'impérialisme. Ainsi, la vaste région du Moyen-Orient a vu l'affaiblissement progressif des cultures et des empires de ses anciennes civilisations, un processus qui a marqué l'ensemble de la région, avec cependant des niveaux d'intensité différents. Une étude sérieuse de la situation actuelle du Moyen-Orient ne peut donc se faire qu'en tenant compte des crises culturelles et sociales générales qu'ont provoquées des agressions et une dépendance prolongées. D'où la nature particulière du problème auquel doit faire face chacune des sociétés du Moyen-Orient et dont le cœur réside dans une double interrogation : quelle est la cause de la décadence et comment parvenir à une renaissance ou un renouveau?

Une première vague d'auto-interrogations a découlé, de manière assez naturelle, de la comparaison entre l'Occident, principalement l'Europe, et l'Orient, centré sur le Moyen-Orient, dans le sens que l'on donne depuis peu à ce terme. La modernité européenne, ou plutôt la préséance européenne, semblait résider dans la compréhension de l'environnement humain au moyen de la rationalité, dans la satisfaction des besoins des hommes et de la société et dans la convergence des révolutions scientifiques, industrielles et démocratiques bourgeoises. D'où le premier niveau de réponse: la décadence de l'Orient serait la conséquence directe de l'incapacité des sociétés orientales à comprendre et à bénéficier des processus et des réussites de la modernisation européenne. La décadence ne pourrait être vaincue que par l'imitation de la partie avancée du monde. Cette orientation moderniste a prédominé pendant la première moitié du XIX^e siècle.

Cependant, après les années 1840, l'Europe a inauguré son attaque sur le Moyen-Orient, particulièrement vers les littoraux du sud et de l'est de la Méditerranée. Les capitaux financiers soutenus par des interventions militaires directes ont montré les limites de l'orientation libérale-moderniste. Si l'imitation de l'Occident ne pouvait aider à conclure un partenariat, la quête se devait de continuer pour trouver une réponse plus convaincante à cette double problématique. Peu à peu, les penseurs et les activistes influents, soucieux de préserver les principales sociétés du Moyen-Orient, ont senti qu'une immersion dans leurs racines culturelles leur fournirait les réponses attendues. Depuis le VII^e siècle apr. J.-C., ces racines étaient principalement de nature islamique, mais les sociétés islamiques étaient désormais considérées comme décadentes.

Les siècles de décadence étaient dus à la tolérance de siècles de dogmatisme, de déformations et au poids mort des interprétations. D'où la voie vers la renaissance: le retour aux vérités originelles et aux fondements mêmes de l'islam ouvrirait la voie à une interaction authentique avec les temps modernes, mise en place en collaboration avec une utilisation consciencieuse et continuelle du bon sens. Tel était le chemin défini par les épigones du fondamentalisme islamique. Cependant, leur philosophie était solidement ancré dans leur conviction que l'orthodoxie était la seule idéologie acceptée comme étant conforme à la *Umah* ou la communauté de croyants islamiques dans son ensemble.

Au début du XX° siècle, le facteur des mouvements d'indépendance nationale contre la domination étrangère atteignit un autre niveau quand l'impérialisme occidental chercha à diviser l'Asie occidentale et les nations arabes, allant alors au-delà de la pénétration et de l'occupation. La Première Guerre mondiale fut accompagnée de, ou mena à, la déclaration Balfour en Palestine, l'accord Sykes-Picot qui partagea le Moyen-Orient entre l'Angleterre et la France, la désintégration de la Turquie, ainsi que le nouveau contrôle des ressources pétrolières par les États-Unis dans la péninsule Arabique et dans le Golfe, et le contrôle de l'Iran. Le Moyen-Orient supporta donc directement la plus grande partie de l'occupation et de l'autorité impérialistes. Il en résulta la différenciation de chacune des deux orientations en une tendance conservatrice et une tendance radicale, ouvrant ainsi la voie à un front national uni dédié à la libération, à la démocratie et à la justice sociale. Les sociétés orientales du Moyen-Orient, qui devinrent le centre de la tension croissante, durent prendre des mesures qui leur permettaient d'agir. De manière assez naturelle, ces mesures furent appliquées au niveau national.

Dans le monde arabe, la notion de nation à deux niveaux émergea peu à peu, particulièrement au moment de la montée du mouvement d'unité nationale arabe au milieu des années 1950. Le premier niveau, plus direct,

était défini comme le statut actuel des véritables sociétés nationales, les nations reconnues de la communauté mondiale, tandis que le second niveau a rapproché toutes les unités nationales dans le cercle plus large de leur contexte culturel commun. D'un autre côté, les cercles culturels et historiques plus larges de l'Iran et de la Turquie furent davantage perçus comme une zone socioculturelle que comme un regroupement des différentes unités nationales.

Ce fut le cas, et cela est toujours valable actuellement, des processus complexes en œuvre au cœur même des sociétés du Moyen-Orient au sens large. Cependant, il semble qu'il y ait un autre niveau de facteurs nécessaire à l'explication de la nature exceptionnellement précise des processus qui se déroulent actuellement au niveau socioculturel. Ce niveau peut être décrit comme la dialectique entre la montée vers la modernité et le redémarrage dans la zone géopolitique la plus complexe à l'heure actuelle, avec une tension maximale entre les spécificités et l'universalité.

Comment le positivisme historique pouvait-il être assuré et soutenu face à la pression impitoyable des facteurs négatifs externes? De façon assez naturelle, le niveau de la superstructure (idées, croyances, valeurs) se révéla davantage capable de fournir un débouché positif. L'éducation, de l'éradication de l'analphabétisme à la création de centres d'études universitaires et de recherche scientifique, était et reste la victoire la plus visible face aux siècles d'isolement et de régression. Les impératifs de défense et de sécurité nationales durent être comblés parallèlement aux exigences vitales du développement socio-économique et de la modernisation culturelle.

Ainsi, la voie de la modernisation de la société et de la culture nationales évolua, bien que lourdement gênée. Dès le départ, le développement des infrastructures au niveau national ressentit les impératifs de clarification du double niveau des contradictions présentes partout dans le Moyen-Orient: la dialectique de la spécificité et de l'universalité, concentrée sur la quête d'une vision claire de l'identité nationale dans toutes les sociétés de la région, bien qu'avec différents degrés d'urgence.

La quête d'une vision claire de l'identité nationale est apparue comme une conséquence directe des processus historiques qui ont précédé l'histoire moderne et contemporaine de la région. Le déclin et la fin du califat, dont le centre ottoman était en Turquie, furent le facteur principal dans l'émergence d'une série de formations de nouveaux États, principalement dans le Proche-Orient arabe et dans le nord de l'Afrique. Ce processus prit la forme d'un ensemble d'États nationaux qui avaient été dirigés comme autant de provinces de l'Empire ottoman jusqu'à ce que les guerres locales et les nouvelles cartes territoriales soient imposées à la région par les puissances victorieuses alliées. La Turquie émergea ainsi

de sa guerre d'indépendance comme un État national souverain dirigeant une étendue beaucoup plus restreinte de territoires, tandis qu'une série de nouveaux États furent créés, que ce soit par la restauration et la formalisation de formations historiques antérieures ou plus souvent par la création, littéralement, de nouvelles entités politiques, principalement de l'arrière-pays arabe du Proche-Orient au Golfe persique. D'où la quête d'un cercle plus large d'identités culturelles nationales: la nation arabe, dans la partie du monde arabe située au Proche-Orient, ainsi que l'orientation vers les zones géoculturelles historiques plus vastes de la Turquie et de l'Iran en Asie occidentale et centrale, le Maghreb dans l'Afrique du Nord arabe, et finalement, l'unité de la vallée du Nil.

Faire le point sur la situation actuelle du Moyen-Orient nous aide à considérer avec un certain réalisme et une certaine clairvoyance les interrogations que pose l'avenir. En premier lieu, la prospective soulève la question de sa faisabilité dans le nouvel environnement mondial. Il est certain que l'incorporation du Moyen-Orient dans les processus de mondialisation, avec certainement de grandes difficultés, peut renforcer au début cette vision de la prospective. Cependant, de nombreuses interrogations apparaissent dès que l'on aborde des processus concrets. Quel serait le modèle optimal de modernisation et de développement économiques? À l'évidence, le modèle libéral, ou néolibéral, peut échouer pour ce qui est d'aborder les processus et facteurs très différents qui sont à l'œuvre dans les sociétés en question. Cependant, puisque l'économie dirigée traditionnelle ne fournit pas la flexibilité nécessaire, des modèles de développement originaux, rapprochant les secteurs économiques privés et publics de différentes manières, dans des proportions différentes et avec des arrangements différents, sont nécessaires. Les penseurs et les activistes à l'œuvre dans le domaine économique voudront donner la priorité aux principales méthodes de développement accéléré et de transformation de la société en cours, désormais mis en place avec un succès sans précédent, principalement en Asie de l'Est et à différents endroits d'Amérique latine. Des évolutions semblables auront lieu dans le domaine de la culture. Aborder les interrogations et les besoins dans une prospective sérieuse va nécessiter la formation de nouveaux types de cadres, de penseurs et d'activistes, orientés bien évidemment vers l'avenir tout en ayant un véritable sentiment de vivre les traditions comme la modernité.

En second lieu, la dialectique de l'universalité et de la spécificité (ou des spécificités) se trouve au centre même de toute analyse sérieuse de sociétés concrètes. La plupart du temps, la différence entre le centre et les périphéries évoque la notion d'«exceptionalisme», comme si l'Orient, y compris le Moyen-Orient, ne pouvait être compris avec son «exotisme». Les difficultés sont les mêmes pour l'étude des sociétés occidentales. Une

première tentative de franchir le fossé existant entre les cultures occidentales et orientales nous a mené à étudier leurs différences. Depuis le début, cette étude des différences, tout en conduisant à une meilleure délimitation de celles-ci sur le plan quantitatif, a échoué dans son analyse des facteurs complexes qui expliquent l'immense diversité au sein de l'unité générale de l'humanité. Pour résumer, le comparatisme a tenté, dans les règles, de rapprocher les sociétés ayant été construites dans des conditions géohistoriques non identiques, parfois même extrêmement différentes, la principale différence entre les sociétés avancées et les sociétés en développement marginalisées étant déterminée par le fait que les sociétés développées peuvent se targuer de posséder une «valeur historique supplémentaire», tandis que le second groupe de sociétés n'avait pas, et cela est toujours vrai, accès à de telles conditions privilégiées.

Il en découle un besoin de trouver une manière plus judicieuse de comprendre les différences afin de définir les points de convergence. Cela explique la recherche urgente d'un nouveau modèle parmi les penseurs et les activistes innovateurs des sociétés en développement, notamment au Moyen-Orient et en Amérique latine. Cette quête a conduit à l'élaboration du concept de spécificité pendant les années 1960 et 1970.

Les dimensions formatrices, communes à toutes les sociétés, ont été définies comme étant la production de moyens de subsistance (l'économie), la continuité de la vie humaine (la reproduction), la puissance sociale (l'État) et la relation au temps (transcendance: philosophies, religions). Les sociétés qui se sont construites autour de ces quatre dimensions communes, comme autant de piliers, devaient être étudiées du point de vue de leur environnement géographique et géopolitique à travers le temps. À l'évidence, une formation sociale nomade vivant dans un lieu géopolitique non-central pendant un laps de temps historique relativement court ne pourrait être que profondément différente d'une société agricole stable construite autour de centres urbains et sociaux principaux et située dans une zone géographique et géopolitique sensible. La spécificité de toute société devrait donc être définie du point de vue de sa formation géohistorique et non par rapport à une caractéristique spirituelle posée comme principe. Il est donc important de reconnaïtre la spécificité des sociétés non-centrales en développement, ainsi que la spécificité de chaque société développée sans exception. Le pont a donc été construit pour donner un sens aux différences et aux tensions dialectiques au sein de notre monde, permettant à toutes les personnes concernées de chercher des zones de convergence tout en évitant les affrontements destructeurs.

Finalement, l'affirmation de la spécificité a entraîné une étude plus approfondie des valeurs et des objectifs des modèles avancés de développement. Les sociétés non-centrales ne pouvaient aspirer à rejoindre les

rangs des sociétés avancées dans un futur proche (tel est le cas dans la majeure partie du Moyen-Orient) peut-être parce que les valeurs et les aspirations des sociétés avancées, surtout en Occident, diffèrent de celles des pays du Moyen-Orient. En d'autres termes, peut-il y avoir différents modes de développement menant à des objectifs différents, malgré la nature universelle reconnue des valeurs fondamentalistes? Cette interrogation est apparue dans les sociétés présentant une longue histoire d'évolution, de progrès et de crises. Elles étaient liées mais pas déterminées de façon fondamentale aux sociétés les plus influentes de l'ère des découvertes maritimes, de la Renaissance et de l'époque des révolutions scientifiques. La plupart des sociétés du Moyen-Orient avaient un sens aigu de leur passé, d'où leur tendance à méditer sur le rôle de la civilisation et sur le fait d'appartenir à des cultures importantes à la base même de la zone occidentale centrale moderne. La quête pour d'autres objectifs, valeurs et projets est donc apparue comme le fondement même des futurs proches spécifiques pour l'Asie occidentale et les sociétés arabes et comme une autre solution que la simple reproduction des modèles socioculturels dominants. De façon assez naturelle, cette quête a donné de l'importance aux concepts d'idées et de valeurs, profondément ressentis, au-delà du niveau économique matériel plus restreint. La quête d'autres solutions était concentrée sur le plan de la civilisation.

Cette importante orientation a eu lieu au moment où l'atmosphère de «crise» et de spécificité semble envahir l'évolution contemporaine de la zone occidentale centrale. D'importantes guerres fratricides et mondiales et de nouvelles montées plus puissantes de racisme et d'intolérance, alliées aux caprices de la stabilité et du développement économiques, à l'auto-examination occidentale et à une tendance pour la divergence plutôt que la convergence, sont apparues comme constituant la structure même du XX^e siècle, au moment même où surgissent à nouveau un essor de l'affirmation de soi des sociétés orientales et une libération nationale menant à la renaissance.

L'orientation des sociétés du Moyen-Orient vers la civilisation a lieu au moment historique où la pensée sociale dans les principaux centres du monde approfondit l'orientation vers la civilisation des idées et des projets contemporains, au-delà des menaces nucléaires et écologiques, cherchant un monde de paix et d'harmonie. Dans ce contexte, les processus de développement en cours des sociétés arabes et de l'occident asiatique tentent continuellement de chercher la modernité en tant que zone de convergence des héritages vivants de la culture et de la civilisation et des exigences des évolutions contemporaines économiques, scientifiques et technologiques. Dans cette quête de la civilisation, le communautarisme et la convergence occupent une place centrale, par opposition aux affrontements, à l'indivi-

dualisme et à l'hégémonisme. Les valeurs humaines, l'approche normative, la religion et la philosophie prennent le pas sur les réussites matérielles.

Cette orientation «civilisationnelle» peut enrichir le processus de convergence entre les différentes civilisations et cultures. Pourtant, la mise en place d'un monde nouveau emprunte actuellement des chemins conflictuels dangereux. Le défi peut laisser la place à l'espérance, si les sociétés arabes et de l'Asie occidentale disposent d'un laps de temps optimal pour progresser tranquillement et pouvoir atteindre un niveau de modernité plus élevé reflétant la spécificité de leurs cultures.

Comme toujours, le temps est essentiel — « *Time : The Refreshing River* » (Joseph Needham).

35

L'Afrique subsaharienne

Iba Der Thiam (coordinateur) en collaboration avec J. F. Ade-Ajayi, Lameck K. H. Goma, Thierno Bah, Joseph-Roger de Benoist, Pierre Kipré, Elisée Coulibaly, Penda M'Bow, G. B. Ogunmola et Arlindo Gonçalo Chilundo

Introduction

Ce chapitre aborde les principales tendances que connut l'essor scientifique et culturel en Afrique subsaharienne au XXe siècle. Au début de ce siècle, l'Afrique fut sous la domination de puissances coloniales — Royaume-Uni, France, Portugal, Allemagne, Belgique, Italie et Espagne. L'empire britannique s'étendait sur le Nigeria, la Côte-de-l'Or (Ghana), la Sierra Leone et la Gambie en Afrique de l'Ouest, l'Ouganda et le Kenva en Afrique de l'Est, le Nyassaland (Malawi), la Rhodésie du Nord et la Rhodésie du Sud en Afrique centrale, les quatre colonies du Cap, du Natal, du Transvaal et de la province de l'État libre d'Orange, ainsi que le Basutoland, le Bechuanaland (Botswana) et le Swaziland en Afrique australe. La France contrôlait un vaste territoire appelé Afrique-Occidentale française, incluant le Sénégal, la Mauritanie, le Mali, la Guinée, la Côte d'Ivoire, le Dahomey, la Haute-Volta et le Niger; et la plus petite Afrique-Équatoriale française (le Tchad, le Gabon, le Moyen-Congo et l'Oubangui-Chari). Les Allemands disposèrent de l'Afrique-Orientale allemande, du Cameroun, du Togo et du Sud-Ouest africain. Léopold II, roi des Belges, et ses associés gérèrent l'État libre du Congo comme une société privée jusqu'à ce que les scandales sur leurs méthodes d'exploitation sans pitié ne contraignissent l'État belge à en prendre le contrôle en 1908 et à en faire le Congo belge. Les Portugais prirent possession de l'Angola, du Mozambique, du Cap-Vert, de São Tomé et Principe et d'une partie du littoral guinéen en Afrique occidentale. Les Italiens occupèrent l'Érythrée et partagèrent la Corne de l'Afrique avec les Britanniques et les Français. L'Espagne contrôla l'île de Fernando Po et le littoral environnant l'embouchure du Río Muni. Même l'Éthiopie et le Libéria, qui parvinrent à rester indépendants, subirent l'influence des puissances coloniales qui dominaient leurs voisins.

À la fin de la Première Guerre mondiale, les puissances alliées victorieuses décidèrent que les Allemands n'étaient plus dignes, moralement, de gouverner les Africains en conséquence des brutalités perpétrées lors de la répression de la révolte Maji-Maji en Afrique orientale et du massacre des Hereros dans le Sud-Ouest africain. Ils furent entre autres accusés de flagellation, de travail forcé, de répression sanglante de rébellions, de « destruction barbare de tribus » ou encore de fournir des armes aux Africains. Ces plaintes concernaient des événements survenus avant 1907, année de la création d'un Bureau colonial de surveillance chargé de mettre en œuvre des réformes (Crowder, 1968). Bien que les Alliés commissent des actes aussi atroces que ceux perpétrés par les Allemands, les vainqueurs entreprirent de se partager les colonies allemandes et de les occuper: le Togo et le Cameroun revinrent aux Britanniques et aux Français, l'Afrique-Orientale allemande fut scindée entre Britanniques, qui la baptisèrent Tanganyika, et Belges, qui contrôlèrent dès lors le Ruanda-Urundi; le Sud-Ouest africain passa sous le contrôle de l'Union d'Afrique du Sud. L'année 1918 marqua la fin du processus de conquête et de partage et inaugura les concepts de «tutelle» et de «mandat» supervisés par la Société des Nations, responsabilité qui incombera aux Nations Unies au sortir de la Deuxième Guerre mondiale. Malgré cela, la montée du fascisme en Europe consécutive à la crise économique intensifia le racisme en Afrique coloniale, provoquant une nouvelle vague d'immigration de «petits» Blancs en Angola, Mozambique et Érythrée, l'invasion et la conquête italienne de l'Éthiopie, et la doctrine de l'apartheid en Afrique du Sud. Mais cela conduisit également à une montée du nationalisme militant en Afrique et précipita la demande d'indépendance (Mazrui et Wondji, 1993). La domination coloniale perdura jusque dans les années 1960, soit pendant les deux tiers du XXe siècle, lorsque l'indépendance politique fut peu à peu accordée aux États créés par les puissances coloniales. Elle a laissé place à un héritage colonial qui est resté un facteur déterminant du développement de l'Afrique. Il nous paraît par conséquent nécessaire d'aborder le développement scientifique et culturel de l'Afrique en trois étapes pour parler: (i) des politiques et stratégies des puissances coloniales ; (ii) des aspirations des peuples africains susmentionnés dans leur combat pour la décolonisation et l'indépendance; et (iii) des politiques et programmes des États africains après leur indépendance.

Le développement, défini comme des changements apportés à la vie sociale, économique et politique se traduisant en une amélioration du

bien-être général de la société, est largement considéré comme l'objectif de toute gouvernance et vie sociale. Progrès scientifiques et culturels sont interdépendants dans la poursuite du développement général. La politique culturelle implique de définir les stratégies nécessaires à la promotion des ressources humaines et d'un mode de vie permettant d'améliorer le développement des compétences et des technologies nécessaires. Il est donc essentiel que sciences et technologies soient considérées comme parties intégrantes de la culture de sorte que, en promouvant la culture, les sciences et les technologies puissent être mises en valeur, et inversement. Chaque société et chaque culture possèdent un certain niveau scientifique et technologique qui les font vivre, en particulier dans les domaines de l'agriculture et de la production alimentaire — élevage, chasse et pêche inclus — ou encore de la santé. La science et la technologie sont également présentes dans diverses activités artisanales et économiques telles que la verrerie, le tissage, la poterie, l'orfèvrerie, le travail des métaux, etc. Sciences et technologies sont promues par le biais de l'éducation, de l'apprentissage, de la religion, du commerce et d'autres formes d'interactions et d'échanges sociaux. Il est vrai que des progrès considérables en sciences et technologies sont parfois faits en périodes de crise et d'urgence nationale mais elles prospèrent mieux dans une atmosphère de liberté où dignité humaine et identité culturelle sont encouragées, et ou l'esprit d'entreprise, l'initiative et l'innovation sont applaudis. Comme la domination coloniale, par définition, rejette une telle atmosphère de liberté et d'entreprise, cela sous-entend la négation même du développement. Pourtant, ce fut sous la domination coloniale que les Africains durent chercher leur épanouissement pendant la plupart du XX^e siècle.

Avant la période coloniale, la plupart des sociétés africaines avaient très bien accueilli les échanges commerciaux avec les Européens, les Arabes et les Indiens (en particulier en Afrique de l'Est). Grâce à ses relations commerciales avec l'Égypte, Axoum adopta la religion chrétienne orthodoxe copte au IVe siècle, s'en servant comme outil d'unification culturelle du plateau éthiopien. L'Église, sous le patronage de l'empereur, encouragea l'éducation, notamment du clergé et des classes dirigeantes. Cela inclut non seulement l'alphabétisation et des progrès en agriculture, mais également la réalisation de remarquables œuvres d'art et d'architecture, dont les églises creusées dans le roc, figurant aujourd'hui sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO. Les Arabes conquirent l'Afrique du Nord, Égypte et vallée du Nil incluses, et pénétrèrent progressivement au Soudan occidental grâce au commerce (essentiellement d'esclaves mais également d'or et d'ivoire). La culture islamique encouragea l'art, l'architecture et l'érudition. Elle redécouvrit

la science du monde antique, celle des Grecs et des Romains largement influencée par l'Égypte, que les universités islamiques développèrent et diffusèrent. L'épanouissement de la culture islamique dans la ceinture soudanaise au XIX^e siècle par une succession de croisades ou djihads, débutant par Sokoto, avant d'atteindre Macina et le Toucouleur, puis l'État mahdiste de Khartoum, ouvrit la voie au développement culturel du XX^e siècle. Les mouvements islamiques menacèrent continuellement l'état chrétien d'Éthiopie. Cette menace constante fit du développement culturel, scientifique et technologique une condition nécessaire à la survie de l'empire.

Les Européens venus en marchands à la fin du XVe siècle furent bien accueillis par les divers peuples d'Afrique occidentale et centrale. Puis rapidement, ils limitèrent leurs activités commerciales à la traite des esclaves afin de satisfaire la demande insatiable de main-d'œuvre des Amériques. Le commerce se transforma en exploitation par un échange inégal. Au cours du XIXe siècle, les Européens firent part de leur détermination à abolir le commerce des esclaves et à le remplacer par un commerce de produits agricoles, notamment huile de palme et d'arachide, mais aussi coton, ivoire, bois d'œuvre et chanvre de sisal. Ils entendaient ainsi faciliter les activités des missionnaires chrétiens, qui essayaient d'évangéliser les populations, d'étudier leurs langues, de traduire la Bible dans ces langues, et de promouvoir l'enseignement classique et professionnel. Ce ne fut pas sans une certaine résistance que les Africains accueillirent ces nouvelles politiques commerciales. Ils soutinrent néanmoins le travail des missionnaires pensant que par l'alphabétisation et l'éducation occidentale, leurs enfants acquerraient une partie de cette technologie qui permettait aux Européens de fabriquer de si gros navires et de si puissantes armes, ou encore des montres et autres objets fascinants. L'influence des missionnaires alla grandissante et fut particulièrement marquée dans les grands centres du littoral de l'Ouest africain, en Afrique australe et à Madagascar. À ce que l'on dit, la proportion d'enfants dans les écoles de type occidental de Freetown et d'Antananarivo entre 1850 et 1875 aurait été supérieure à celle de la plupart des campagnes d'Europe. La soif de l'Afrique pour l'éducation et les technologies occidentales, en quête de développement, était donc déjà bien installée, avant même la conquête européenne, le partage et la domination coloniale. Bien souvent, tandis que les chefs mobilisaient des armées pour s'opposer à la conquête, de nombreux Africains éveillés par les missionnaires à l'éducation occidentale acceptaient la domination européenne dans l'espoir — souvent déçu — qu'elle faciliterait l'accès à l'éducation et à la technologie de l'Ouest.

LE FACTEUR COLONIAL

Durant le colonialisme, la clé du développement culturel et scientifique fut de toute évidence la diffusion de l'éducation occidentale, vue comme l'aspect le plus essentiel de la «politique indigène». Dans la plupart de l'Afrique, les missionnaires diffusèrent l'éducation occidentale, s'en servant comme outil d'évangélisation. L'éducation occidentale fut donc étroitement liée à la diffusion du christianisme, avec d'évidentes conséquences pour l'identité culturelle. Pour les communautés musulmanes en particulier, se posait le problème d'acquérir une telle éducation occidentale sans perdre leur propre identité culturelle, notamment une éducation religieuse traditionnelle. Les attitudes ambiguës des dirigeants coloniaux à diffuser l'éducation illustrent bien le fossé qui exista entre pratique et théorie sous la domination coloniale.

Les Éthiopiens et les Italiens

Le rajeunissement démographique et l'expansion que connut l'Éthiopie sous Ménélik II à la fin du XIX^e siècle offrit le contexte nécessaire au développement scientifique et culturel que connurent l'Éthiopie et le pays de la Corne au XXe siècle. Cette démarche fut typique des tentatives de modernisation lancées en interne par plusieurs États africains: empires de Sokoto, Macina et Toucouleur en Afrique de l'Ouest, État mahdiste au Soudan, États nguni d'Afrique australe et centrale, et État d'Émirne à Madagascar notamment. Pour certains, cela passa par un réveil de la foi et de la culture islamiques, pour d'autres par la transformation des chefs culturels traditionnels en dirigeants puissants ou militaires. Tous accueillirent les marchands ou les missionnaires européens dans l'espoir d'acquérir de nouvelles armes et de nouvelles technologies, tout en s'opposant à aliénation culturelle et à l'empiètement territorial. Les Européens profitèrent de la moindre ouverture pour transformer les relations commerciales en conquête et domination coloniale. La lutte pour le développement en Afrique se traduisit par conséquent par un combat constant pour emprunter aux Européens leurs techniques modernes sans perdre son identité culturelle, et tout en défendant ou en essayant de recouvrer l'indépendance politique et économique. La situation fut bien souvent compliquée par la diversité ethnique et culturelle de peuples réunis arbitrairement par les Européens en états coloniaux, avec leurs luttes internes et leurs réponses diverses à la domination coloniale.

Le développement scientifique et culturel fut essentiel à la survie de l'empire éthiopien pris entre divisions internes et pressions des puissances

extérieures, européennes mais aussi égyptiennes et soudanaises. Dans sa conquête de l'Éthiopie méridionale, Ménélik se vit revendiquer des terres qui appartenaient autrefois à l'empire avant qu'Ahmed Gran n'eût au XVI^e siècle le désir d'élargir le règne de l'islam et ne précipitât l'immigration des Oromo, qu'ils fussent musulmans ou non. Il consolida sa conquête en établissant des avant-postes fortifiés gérés par des gouverneurs soigneusement choisis, chargés de superviser les travaux de construction des églises et des écoles, diffusant la langue et la culture amharique, pressant les chefs traditionnels d'adhérer à l'Église orthodoxe copte, et encourageant l'urbanisation. N'étant pas parvenu à reprendre Massaoua aux Égyptiens, Ménélik dut s'en remettre à la diplomatie pour conserver un accès au monde extérieur. Comme, selon lui, son autorité impériale était essentiellement menacée par les Britanniques et les Français, il se tourna du côté des Italiens pour obtenir la reconnaissance extérieure et les armes et munitions dont il avait besoin. Ce fut pour ces raisons qu'il accéda aux demandes des Italiens concernant le littoral et l'Érythrée. Lorsque les Italiens essayèrent d'en profiter pour faire de l'Éthiopie non plus un allié mais un protectorat, il résista et mit à mal les Italiens lors de la bataille d'Adoua. Malgré plusieurs traités internationaux, Ménélik ne fut pas autorisé à participer à la Conférence de Berlin de 1884–1885. Ses territoires, comme le reste de l'Afrique, furent traités comme une terra nullius, ou terre inhabitée au regard du droit international. L'Éthiopie survécut néanmoins comme seul régime africain traditionnel parvenu à fuir la domination coloniale. Aux yeux du reste de l'Afrique, l'Éthiopie devint le symbole, et l'éthiopianisme la devise, du christianisme assorti d'une identité africaine, une religion non-occidentale, et le vecteur de la nationalité africaine dans le monde moderne (Hastings, 1994).

Le processus de pacification italienne en Érythrée et au Somaliland était loin d'être achevé en 1918. La population somalienne partageait une langue et une culture communes mais était divisée en clans et régimes. Des soulèvements sporadiques se poursuivirent jusqu'à la fin des années 1920. Dans sa résistance contre les diverses puissances coloniales et contre l'Éthiopie, notamment avec l'appel pan-somalien à la guerre sainte de al-Sayyid Muhammed entre 1897 et 1920, la Somalie commença à prendre conscience d'une nationalité somalienne commune. Ce processus fut aidé par l'introduction de l'alphabet osmanya, inventé en 1920 par Uthman Yusuf Kenadid, qui se répandit peu à peu malgré l'hostilité des Italiens et des ecclésiastiques conservateurs préférant l'écriture arabe. Cela n'empêcha aucunement les Italiens, déterminés, d'exploiter les ressources des territoires, à moindre frais pour eux. Ils instaurèrent un cadre administratif et allouèrent de grandes terres agricoles à des administrateurs qui choisirent des chefs pour lever les impôts et recruter de la main-d'œuvre dans les

plantations, soit par la contrainte soit en imposant de lourdes taxes. En 1930, alors que la domination italienne était assise, et avec la montée du fascisme, l'exploitation coloniale devint un programme national. Les administrateurs furent progressivement éliminés, des projets furent minutieusement élaborés pour préparer l'immigration massive de colons italiens, et de conséquents investissements furent faits pour améliorer les infrastructures routières, l'irrigation ainsi que la recherche aussi bien sur le terrain que dans les instituts de métropole. La domination coloniale se fit plus autoritaire et la discrimination raciale devint systématique, interdisant par décret les unions inter-raciales ou ordonnant la dissolution de tels mariages précédemment célébrés — un avant-goût du système élaboré sud-africain de l'apartheid.

Avec le fascisme, le désir d'envahir et de conquérir l'Éthiopie pour venger la défaite de la bataille d'Adoua en 1896 devint un objectif prioritaire pour l'État italien. Après avoir conçu des plans savants, les forces italiennes envahirent par surprise l'Éthiopie par le nord en octobre 1935. Elles se déplacèrent très vite, occupant Adoua le 6 octobre. La Société des Nations condamna cette action mais n'imposa que des sanctions limitées à l'Italie. Elle ne voulait pas provoquer l'Italie et l'intérêt qu'elle accordait à l'indépendance éthiopienne ne justifiait aucunement des sanctions — par exemple, un blocus de l'approvisionnement pétrolier — susceptibles de la décourager. Trahie, l'Éthiopie se retrouva à combattre seule. Sa résistance reprit des forces et resta inébranlable jusqu'à ce que l'Italie recourût à l'utilisation de gaz toxique, lui permettant d'entrer dans Addis-Abeba le 6 mai 1936. La politique, déjà établie en Érythrée, d'expropriation des terres au bénéfice des colons italiens arrivés en masse, fut élargie à l'Éthiopie, tout comme avec l'apartheid.

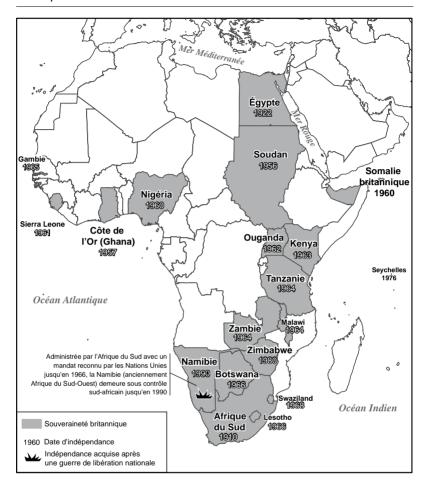
L'Italie décida d'affaiblir de manière systématique, pour ne pas dire éliminer, la montée de l'élite éthiopienne éduquée, en particulier les jeunes gens formés à l'étranger aux sciences et aux technologies. Les Italiens entendaient faire avancer l'Éthiopie grâce aux compétences des Italiens et au travail des Éthiopiens, de plus en plus miséreux, pour le profit des Italiens. Ils investirent des capitaux, construisirent un réseau routier ainsi que des unités de recherche sur le terrain. Cette attaque fasciste du plus ancien et du plus vénéré régime d'Afrique au sud de l'Égypte galvanisa l'opinion nationaliste, non seulement en Éthiopie et dans le pays de la Corne, mais également à travers toute l'Afrique. Cela stimula le mouvement panafricain au sein de la diaspora et remit en question la moralité de toute l'entreprise coloniale. L'armée britannique occupa l'Éthiopie en 1941 et remit l'empereur Hailé Sélassié sur le trône. Bien qu'ébranlé, le colonialisme ne s'avoua nullement vaincu en Afrique, même en Éthiopie.

Le Royaume-Uni

L'Afrique britannique commença avec des colonies de la couronne telles que Freetown, Barthust et Lagos, dont les institutions s'inspiraient des modèles métropolitains. L'étroite collaboration avec les missionnaires permit d'obtenir un taux élevé d'alphabétisation, notamment auprès des esclaves libérés. Au-delà de ces colonies, les vastes territoires obtenus lors de la «ruée» vers l'Afrique devinrent des protectorats. De grandes parties de ces terres furent placées sous le contrôle d'administrateurs privés ou de sociétés. Puis ces derniers furent progressivement remplacés par le système dit de l'*Indirect Rule*, par lequel les responsables coloniaux, lorsque cela était possible, laissaient en place les «autorités indigènes» et leur déléguaient des responsabilités locales. Ce système s'avérait plus économique et permettait de gouverner avec un minimum de personnel.

En règle générale, les Britanniques comprirent la nécessité de s'entourer d'un nombre limité d'Africains éduqués à l'occidentale pouvant servir de subalternes à la force de travail coloniale comme messagers, interprètes, employés de bureau, auxiliaires médicaux et vétérinaires, etc. Ils ne s'opposèrent pas à ce que divers organismes missionnaires chrétiens assurent la formation de ces personnes, laissant cependant ce soin, dans les régions musulmanes méfiantes à l'égard de l'éducation chrétienne, à quelques écoles publiques ouvertes aux enfants et aux protégés des dirigeants traditionnels. À partir des années 1880, les autorités britanniques mirent peu à peu en place un système de contrôle de la performance de ces écoles au moyen d'inspections. L'octroi ou le retrait d'approbation et de subventions furent utilisés pour assurer le respect des orientations et réglementations britanniques.

Finalement, en 1923, un comité consultatif fut mis sur pied au sein du Bureau colonial pour coordonner la politique et en superviser l'application dans toute l'Afrique anglophone. La nécessité d'un tel comité avait été confirmée dans un rapport de 1922 de la Commission américaine Phelps-Stokes, qui avait parcouru l'Afrique australe, centrale et orientale pour diffuser la philosophie du *Tuskegee Institute* prônant «une politique appropriée pour l'éducation des Noirs». Le comité avalisa les politiques recommandées par la Commission et sponsorisa une seconde visite et un second rapport de ladite commission dans ces mêmes régions africaines. Les membres du comité consultatif, puissants et qui possédaient une grande expertise, exercèrent une influence décisive sur la politique, reflétant les attitudes ambivalentes du Bureau colonial.



Carte 16 Les colonies britanniques d'Afrique

Pour certains, il fallait stimuler la demande d'une éducation occidentale comme vecteur d'évolution sociale capable à son tour de promouvoir le développement. D'autres préféraient mettre à profit les politiques éducatives pour préserver la vie et les valeurs traditionnelles afin de ralentir (et contrôler) l'évolution. La première déclaration d'importance du comité refléta cette ambiguïté:

l'éducation devait être adaptée à la mentalité, aux aptitudes, aux métiers et aux traditions des différents peuples, en conservant autant

que possible tous les éléments sains du tissu de leur vie sociale; en les adaptant si nécessaire aux nouvelles circonstances et idées progressistes comme un vecteur de croissance et d'évolution naturelles (Ade-Ajayi et al., 1996).

Les membres les plus progressistes souhaitaient une éducation adaptant les valeurs traditionnelles aux «nouvelles circonstances et idées progressistes» mais durent transiger et accepter la « croissance et l'évolution naturelle », et non le changement en tant que tel comme objectifs de l'éducation. Les conservateurs l'emportèrent et la politique coloniale émanant du comité consultatif demeura très restrictive jusqu'au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale. Cette politique rencontra plus de résistance en Afrique occidentale et australe qu'en Afrique centrale et orientale. Dans les deux premières régions, les missionnaires avaient encouragé de 1840 à 1880 la création d'établissements secondaires dont les anciens élèves avaient initié une dynamique que les politiques coloniales restrictives ultérieures ne purent pas entièrement réprimer. Cependant, les colons européens d'Afrique centrale, orientale, puis australe, ainsi qu'au sein du territoire sous mandat du Sud-Ouest africain, exercèrent une telle influence sur les administrations coloniales locales qu'ils transformèrent la politique restrictive du comité consultatif en un obstacle quasi infranchissable. Le même scénario se répétait donc encore et toujours en Afrique occidentale: les missionnaires fondaient une école technique (trade school) que la pression communautaire convertissait en école d'enseignement général (grammar school), mettant en avant l'éducation classique et religieuse. En règle générale, en dehors de l'hygiène et de quelques notions d'agriculture pratique, aucune science n'était enseignée. Au Nigeria, avec 30 écoles d'enseignement général subventionnées, il fallut attendre 1929 pour que les autorités britanniques inaugurent les deux premiers collèges nationaux abordant la science dans leurs programmes. La formation des charpentiers, maçons, mécaniciens, tailleurs, chauffeurs, etc., se faisait généralement par le biais de l'apprentissage dans de petits établissements privés. Les écoles d'enseignement général se concentrèrent donc sur leur mission d'alphabétisation, malgré de fréquents plaidoyers pour une éducation technique et technologique. En Afrique centrale et orientale, l'enseignement secondaire était inexistant ou, au mieux, ne dépassait pas le niveau des écoles techniques. Makerere, fondée en 1921, resta une école technique proposant un large éventail de cours — menuiserie, mécanique, paramédical, soins vétérinaires, arpentage, agriculture, secrétariat, et même formation des enseignants — jusqu'en 1933 lorsqu'elle devint une école secondaire à part entière. En Zambie (Rhodésie du Nord), la première école secondaire de premier cycle fut créée en 1939. Kenneth Kaunda fut

contraint de remarquer qu'en 1966, pour ce qui était de la politique éducative en Zambie, la Grande-Bretagne préférait «l'exploitation financière au développement humain» (Ade-Ajayi et al., 1996).

L'impact des politiques pédagogiques coloniales sur l'enseignement culturel et scientifique en Afrique anglophone fut un problème complexe. Les missionnaires avaient fait de considérables progrès en promouvant l'alphabétisation dans plusieurs langues africaines. Plusieurs de ces langues furent utilisées pour l'évangélisation et dans les écoles. Cela aida à stimuler la prise de conscience culturelle au niveau de l'école élémentaire. Mais le colonialisme fit que l'attention se concentra sur la culture des puissances coloniales. L'école primaire classique, promouvant la culture européenne et éloignant la jeune élite éduquée de sa culture traditionnelle, aliéna la perception des parents et les ambitions des enfants. Il fut alors plus question d'imitation culturelle que de développement culturel. Malgré les assauts occasionnels de réveil culturel dénonçant l'imitation systématique de la culture européenne, les noms, vêtements, aliments, œuvres littéraires et artistiques et sports européens continuèrent à être préférés à leurs équivalents africains, car jugés plus appropriés pour des personnes éduquées et civilisées. Cette imitation de la culture européenne était manifeste dans les célébrations de la fête de l'Empire (britannique), les écoles-concerts et autres occasions festives. La musique classique européenne fut le seul domaine auquel les Africains restèrent plus hermétiques, sans doute parce que les missionnaires, humbles pour la plupart, diffusèrent plus les cantiques que la musique classique.

La France

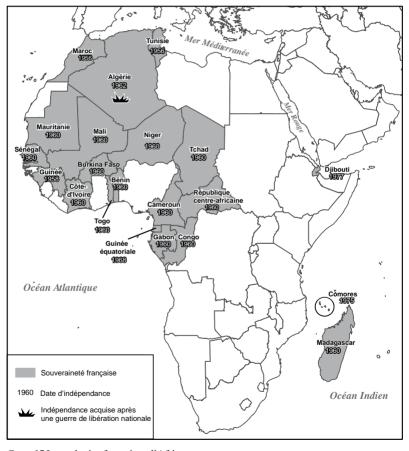
En l'absence de consensus sur la «politique indigène», aucune politique précise n'émergea en France en matière d'éducation coloniale, avant la fin de la Première Guerre mondiale. Les autorités françaises prirent clairement leurs distances du libéralisme du milieu du XIX^e siècle qui avait accordé des droits de citoyenneté aux Quatre Communes au Sénégal. Ces droits ne furent pas abrogés mais il ne fut nullement question de les étendre aux autres communautés. Au lieu d'adopter une politique d'assimilation, la politique officielle préféra encourager l'«association» des masses par la prédominance de la langue et de la culture françaises. De nombreux efforts furent déployés pour étudier l'islam afin d'encourager les musulmans à rester fidèles tout en épousant la langue française et certains aspects de la culture française, tant qu'ils restaient loin de l'islam international et des politiques radicales du Moyen-Orient. Quelques ministres et administrateurs coloniaux en prirent l'initiative, généralement dans un contexte d'anti-cléricalisme

nourrissant une certaine méfiance à l'égard des activités des missionnaires et une tendance à la centralisation qui encouragea les officiels à chercher des directives auprès de Paris.

En 1918, il fut soudainement pris conscience de l'énorme contribution de la main-d'œuvre et des ressources matérielles africaines apportées aux Français lors de l'effort de guerre, et du rôle potentiel des colonies dans la revitalisation de l'économie française. Tel fut le message du livre d'Albert Sarraut, alors ministre des Colonies, intitulé *La mise en valeur des colonies françaises*. Sarraut entendait rechercher «la croissance économique et le développement humain» des colonies, dans l'esprit de la nouvelle «tutelle» des forts protégeant les faibles. L'éducation resta l'outil le plus indispensable non seulement au développement humain mais également à la croissance économique. Diverses directives furent publiées dans diverses éditions du Bulletin de l'Éducation pour énoncer les objectifs pédagogiques français dans les colonies:

- étendre l'influence de la langue française afin d'établir la nationalité ou la culture [françaises] en Afrique;
- le devoir impérial et la nécessité politique imposent [...] la formation d'un personnel indigène destiné à devenir nos assistants dans tous les domaines et à garantir l'émergence d'une élite soigneusement choisie [...] et l'éducation des masses pour les rapprocher de nous et faire évoluer leur mode de vie.

En pratique, les administrations françaises firent peu pour éduquer la population. Le rôle de la langue et de la culture françaises pour engendrer respect, soutien et loyauté à l'égard des Français, comme moyen d'améliorer la productivité des masses, continua d'être mis en avant. Mais la promotion de la langue et de la culture françaises fut laissée aux conséquences indirectes de la présence française et aux activités des missionnaires dans les campagnes. Une plus grande attention fut accordée aux membres de l'élite méticuleusement choisie, qui allaient devenir non seulement les assistants mais également de grands admirateurs de la culture française et de loyaux défenseurs de la domination coloniale française. Ils allaient être sortis de la masse, pour servir essentiellement dans les zones urbaines, de préférence à Dakar, où persistaient les vestiges de l'ancienne politique d'assimilation, ou, mieux encore, à Paris. Selon les recommandations officielles, bien que les missionnaires fussent bienvenus, il fallait veiller à ce que le système éducatif fût tel que formulé et dominé par l'État. Le travail des missionnaires fut encouragé en grande partie dans les écoles élémentaires rurales, enseignant essentiellement, pendant deux ou trois ans, le français parlé et quelques formes d'art ou d'artisanat. Il était de la responsabilité de l'État de pourvoir les villes et les régions d'écoles élémentaires supérieures, et chaque colonie d'un collège classique/technique pour le moins. Ces écoles envoyaient leurs meilleurs étudiants dans les lycées nationaux (Lycée Faidherbe à Saint-Louis ou Lycée van Vollenhoven à Dakar) ou à l'école normale William Ponty. Ce fut d'ailleurs cette école qui encouragea quelque peu ses étudiants, lors des premières décennies du XX° siècle, à se replonger dans leur propre culture (Soyinka, 1985). Il y eut également l'école de médecine et de pharmacie de Dakar, l'école de construction navale de Gorée ou l'école vétérinaire de Bamako où des assistants étaient formés.



Carte 17 Les colonies françaises d'Afrique

L'initiative visant à stimuler la recherche dans les territoires coloniaux vint de quelques savants qui souhaitaient étendre les sujets de recherche de différentes institutions françaises aux colonies. Suivant les traces de Louis Archinard et du commandant Louis Desplagnes, quelques universitaires dont Maurice Delafosse, Marcel Griaule, Théodore Monod et Jean Cremer, essayèrent de prolonger le travail de diverses institutions basées à Paris jusque dans les territoires coloniaux. Furent ainsi impliqués le Muséum d'histoire naturelle, le Musée d'ethnographie du Trocadéro, l'Institut Pasteur, l'Ecole des langues orientales et la Société de géographie. Cela encouragea la création d'infrastructures de recherche locales. Dès 1902, Gallieni œuvra pour mettre sur pied l'Académie de Madagascar. En 1915, le gouverneur Clozel fonda le Comité des études historiques et scientifiques de l'A.-O.F. tandis que l'A.-E.F. établissait la Société des recherches congolaises. Chaque institution créa son propre journal ou bulletin de recherche: le revue Notes, reconnaissances et explorations; le Bulletin du Comité des études historiques et scientifiques de l'A.-O.F. et Le Bulletin de la Société des recherches congolaises de l'A.-E.F.

Parmi les centres d'intérêt de la nouvelle infrastructure scientifique coloniale figuraient l'ethnologie, l'archéologie, la santé, l'agriculture, la météorologie et la géologie. L'objectif des institutions à cette époque était de réunir des informations mais non de former ou d'instruire des scientifiques locaux. Le personnel professionnel des instituts, laboratoires, observatoires et réseaux de services météorologique et géologique était presque exclusivement français. Il y avait de grande chance pour que tout assistant africain prometteur fusse aidé pour être envoyé en France au lieu d'être encouragé à rester dans son pays. Au début des années 1920, plusieurs jardins botaniques expérimentaux furent créés, par exemple, à Dabou et Bingerville en Côte d'Ivoire, à Saria et Niangoloko dans ce qui est aujourd'hui le Burkina Faso, à Kati au Mali ou encore à Brazzaville au Congo. Certains se spécialisèrent, comme celui de Bambey (Sénégal) qui devint célèbre pour ses travaux sur l'arachide. Bien souvent, les chercheurs n'étaient pas hautement spécialisés. Par exemple, les stations expérimentales agricoles accueillaient fréquemment non pas des virologues mais des botanistes et des pathologistes généraux. Néanmoins, d'importantes avancées furent parfois réalisées. La chute vertigineuse du cours de l'arachide et d'autres produits coloniaux sur les marchés mondiaux lors de la Grande Dépression stoppa ces développements. Les cours de l'arachide remontèrent après 1934 et avec le Front Populaire débuta l'ère du développement planifié de 1936 à 1940. L'éducation fut élargie, l'Institut français d'Afrique noire (IFAN) fut fondé à Dakar et un souffle nouveau fut apporté à la recherche. Mais tout cela fut mis à mal par les politiques racistes du gouvernement de Vichy, qui abolit les droits de citoyenneté des Quatre Communes, la liberté

de la presse, la liberté de réunion, le droit de manifestation ainsi que la plupart des réformes sociales du Front Populaire.

Le Portugal

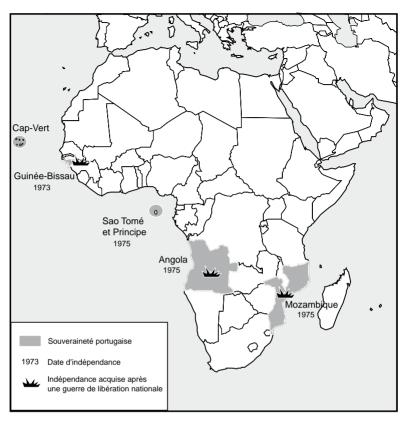
La longue histoire de la présence portugaise sur le littoral guinéen ainsi qu'en Angola et au Mozambique est à l'origine d'importantes communautés de *mesticos* ou descendants des colonisateurs, négociants et fonctionnaires portugais et d'Africains d'origine noire. Les Portugais se rencontraient principalement dans les villes côtières, la plus grande communauté ayant investi les îles du Cap-Vert. Un recensement en 1950 fit état de 103 000 mestiços au Cap-Vert, 4 500 en Guinée, 4 300 en São Tomé, 30 000 en Angola et 25 000 au Mozambique. Préservant les relations établies à l'époque de la traite des noirs et des caravanes, les *mestiços* conservèrent une certaine influence le long des routes commerciales ainsi que des contacts avec les royaumes centralisés de l'intérieur. Le Portugal resta en possession de vastes territoires sans possibilité d'établir une réelle occupation et, encore moins, de mener à bien un quelconque développement économique, culturel et technologique. Le gouvernement recourut alors à l'octroi de concessions à divers individus et sociétés d'administration privées. Avant même la période coloniale, quiconque souhaitait créer une plantation ou exploiter une richesse minérale bénéficiait d'une concession territoriale ou prazos. Des concessions pour construire des lignes de chemin de fer ou exercer d'autres activités économiques spécifiques furent également accordées. Les sociétés obtinrent des droits considérables et un degré élevé d'autonomie : elles étaient autorisées à lever des impôts, à frapper la monnaie et imprimer les billets, et à définir les politiques de développement de ces territoires. Toutes les concessions dépendaient de l'exploitation de la main-d'œuvre africaine. Ce système reposait sur la croyance que les Africains avaient une « obligation morale et légale de travailler», ce qui signifiait travailler sous les ordres et dans l'intérêt de la puissance dominante. L'accès à une main-d'œuvre bon marché était ce qui attiraient les Européens, à peine nantis, en quête d'une concession. Et parce que le Mozambique bloquait l'accès à la mer de plusieurs territoires britanniques — Malawi, Rhodésie du Nord et Rhodésie du Sud, Transvaal, Bechuanaland, Basutoland et Swaziland — ces chercheurs de concession avaient senti l'intérêt de contrôler cette colonie.

Avec plusieurs sociétés, agences et individus de nationalités différentes exerçant pouvoir et contrôle, le Portugal n'était pas en position de formuler ni de mettre en œuvre une politique indigène bien définie. En théorie, le Portugal appliquait une politique non discriminatoire et les *mestiços* tout comme les *civilizados* jouissaient de tous leurs droits de citoyens. Quoi que

non soumis à l'impôt africain ni au travail forcé, ils devaient s'acquitter des taxes européennes, bien plus lourdes et auxquelles il était bien plus difficile d'échapper. Ils durent renoncer aux «coutumes africaines», à leurs droits sur la terre commune africaine et à la possibilité de devenir chefs. Peu d'entre eux acquirent l'éducation nécessaire et ceux qui essayaient furent découragés par la longueur des procédures et les obstacles administratifs. La grande majorité des «indigènes» dut se soumettre à des orientations en matière de droit du travail, codifiées en 1929 en *Estatuto Politico Civil e Criminal dos Indigènas* (Statut politique, civil et criminel des indigènes).

L'éducation était entre les mains des missionnaires, rarement portugais: ils comptaient des baptistes anglais, des congrégationalistes américains et des pères français de la congrégation du Saint-Esprit. Après la chute de la monarchie en 1910, le régime républicain se montra ouvertement anticlérical, et les Jésuites portugais présents au Mozambique en furent expulsés en 1911. D'autres sociétés missionnaires, notamment en Angola, avaient un enracinement plus profond, remontant aux mouvements évangéliques et abolitionnistes du XIX^e siècle. Elles offraient aux enfants des zones rurales un enseignement élémentaire de quelques années, parfois un enseignement secondaire, essentiellement technique ou artisanal et artistique, et assuraient la formation des instituteurs de village et des instructeurs de catéchisme. Les missionnaires, en particulier protestants, furent souvent tourmentés pour avoir critiqué le gouvernement ou pris le parti d'Africains, victimes d'abus scandaleux, d'une administration déplorable et de répression. Une loi promulguée en 1921 rendit obligatoire pour tous les missionnaires d'être des ministres du culte ordonnés, à toutes les églises de dispenser les cours en portugais, et au clergé et ordres religieux catholiques de se soumettre à l'autorité épiscopale portugaise. Certains administrateurs ouvrirent des écoles pour y enseigner la lecture et l'artisanat. Aux fins de l'acculturation, les églises furent aussi influentes que les écoles, imposant la monogamie, le droit civil, l'usage des latrines à fosse et autres aspects de la vie sociale portugaise. L'enseignement culturel et technologique fut presque inexistant jusqu'au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale. En 1929, le Mozambique ne comptait que 30 600 élèves, pour la plupart dans les écoles de campagne et, en Angola, ce chiffre n'excédait pas 46 000.

Le régime républicain du Portugal (1910–1926) encouragea les classes les plus basses à chercher du travail dans les colonies. Cela se traduisit par une plus grande discrimination à l'égard des *mestiços*, dont l'influence déclina en conséquence. Suite à un accord avec le régime de Salazar en 1940, l'Église catholique reçut la mission, et les fonds, d'éduquer les populations indigènes, de leur inculquer les valeurs européennes et indirectement de soutenir la colonisation portugaise. Cela conduisit à une rapide augmentation du nombre d'élèves dans les écoles du Mozambique.



Carte 18 Les colonies portugaises d'Afrique

Mais ces mesures étaient en grande partie mises en œuvre dans l'intérêt du nombre croissant de colons portugais, encouragés à émigrer vers les colonies conformément à la politique du régime. Cette politique augmenta la discrimination à l'égard des Africains et des *mestiços*. Lors de la Grande Dépression, des milliers de travailleurs cap-verdiens émigrés aux États-Unis furent renvoyés chez eux pour œuvrer au «développement» des colonies. En 1940, l'Angola comptait 44 000 colons portugais, le Mozambique 27 000. Ces chiffres étaient respectivement passés en 1950 à 79 000 et 48 000. En 1960, ils étaient de 172 500 et 97 000, en 1970, de 290 000 et 150 000 et en 1973, de 335 000 et 200 000. Pour la plupart, ces nouveaux colons étaient des «petits Blancs», sans argent et peu de compétences. Ils auraient dû devenir des producteurs autonomes mais prirent rapidement

part au régime d'exploitation et d'oppression des Africains, sur la base d'une politique non déclarée d'apartheid. Les *liceus* et premiers balbutiements d'enseignement supérieur mis en place furent essentiellement en leur fayeur

La Belgique

La détermination du roi Léopold II à tirer le plus grand profit de l'État indépendant du Congo, qu'il avait obtenu comme bien privé, conduisit à des abus systématiques et déboucha sur un scandale international. Il loua la région à des administrateurs. Il déclara un monopole d'État sur l'ivoire et le caoutchouc sauvage. Entre autres abus, les Africains avaient parfois les mains coupées par les employés des sociétés commerciales, qui brûlaient également les villages si les habitants refusaient de payer les taxes et de produire le latex de caoutchouc. Les vives protestations de missionnaires suédois, américains et britanniques furent dans un premier temps ignorées. Puis, E. D. Morel, un jeune journaliste britannique, publia un livre sur l'«esclavagisme nouveau». Il forma la Congo Reform Association et porta l'affaire devant le parlement britannique. Ne pouvant plus ignorer la pression internationale, le gouvernement belge prit le contrôle et transforma l'État indépendant du Congo en Congo belge. L'État belge était déterminé à effectuer des réformes et à fermement contrôler l'administration. La politique indigène qui en résulta fut définie, à juste titre, comme paternaliste. Elle prit la forme d'une tutelle justifiant de traiter les Africains comme des enfants devant être guidés et contrôlés, parfois jusqu'à la conversion forcée. Après 1918, ce même système fut étendu au Ruanda-Urundi, malgré la persistance d'une domination allemande sous-jacente et de liens avec le Tanganyika et l'Ouganda.

Le bassin du Congo avait été une terre attrayante pour les missions des mouvements évangéliques et abolitionnistes du XIXe siècle, entre autres en raison du mouvement d'évangélisation et du commerce des esclaves pratiqué dans la région depuis le XVIe siècle. Cette région attira des baptistes britanniques et américains, des congrégationalistes britanniques et des ordres catholiques français, italiens et allemands. L'État belge conclut un pacte avec Rome pour soutenir et subventionner le travail des catholiques à la condition que tous les membres des ordres fussent belges. Seuls les missionnaires protestants qui étaient autorisés et agissaient strictement selon les réglementations de l'État furent tolérés. Ils géraient des écoles primaires, dont le programme sur deux ans était enseigné en langues africaines, des écoles secondaires en trois ans avec un enseignement en français, et quelques rares écoles techniques qui formaient des assistants dans les domaines de l'administration, de la santé, de l'enseignement et du travail mécanique.

Les futurs prêtres ne purent suivre un enseignement de niveau supérieur que dans des séminaires catholiques strictement surveillés.

Le contrôle sévère exercé par l'État autoritaire ne contribua guère aux progrès culturels et technologiques. Les écoles opérant entre administration autoritaire, grandes exploitations minières et fermes agricoles, et la mission catholique privilégiée, ne firent guère plus qu'enseigner la discipline et l'obéissance. Les prêtres catholiques utilisèrent la position privilégiée de l'Église pour obliger les enfants à aller à l'école, encourager les convertis à suivre des cours de catéchisme, et contraindre les Africains à suivre la morale dictée par la mission. Les fondements d'un enseignement élémentaire sain furent posés, système qui ne fut réformé qu'après la Deuxième Guerre mondiale. Il ne fut donc pas surprenant que l'alliance étroite entre l'église et l'État fusse menacée par le mouvement kimbanguiste. En 1921, un évangéliste à peine instruit, ancien baptiste, répondant à la vision persistante d'un appel divin, devint un prophète possédé. Il prêcha la doctrine baptiste orthodoxe, mais se fit également guérisseur, attirant des foules entières de toutes parts. Certains de ses adeptes auraient incité les Africains à refuser de payer les impôts et à utiliser une rhétorique anti-coloniale, telle que «le Congo pour les Congolais». Par-dessus tout, ils prônèrent une désobéissance totale des ordres belges, comme travailler pour les Blancs, envoyer les enfants à l'école, etc. Certains attaquèrent une église catholique qu'ils considéraient comme faisant partie du système qui les oppressait. Les missionnaires catholiques soutinrent les planteurs, qui perdaient la maîtrise de leur force de travail, dans leur demande de répression du mouvement. Kimbangu, et certains de ses disciples furent arrêtés. Il fut jugé et condamné à mort sans charge légitime à son encontre. Sa peine fut par la suite commuée en emprisonnement à vie. Il mourut en prison en 1951. Malgré cela, ou peut-être à cause de cela, l'Église kimbanguiste se diffusa rapidement et devint la plus grande église africaine du bassin du Congo. Comme les institutions religieuses éthiopiennes en d'autres lieux, elle fit plus que toute autre église dans la région pour servir d'intermédiaire entre le christianisme et les croyances des peuples africains. Ce mouvement fut un facteur clé de changement, avec de profondes conséquences culturelles.

Innovations technologiques

L'administration coloniale introduisit des innovations scientifiques et technologiques dans de nombreux secteurs d'activité, notamment agriculture, santé, transports et communications, énergie, exploitation minière et métallurgie. En règle générale, ces innovations furent importées et non mises au point localement. Tout comme la culture européenne, elles étaient recherchées mais ne furent que rarement intégrées dans la vie quotidienne des Africains. Tant que la science fut transmise par l'éducation et la culture occidentales, qui restaient étrangères à la vie des Africains, il ne put y avoir d'avancées. Il n'y eut de fait aucun transfert de technologie, si ce n'est dans les enclaves coloniales britanniques, françaises, portugaises et italiennes en Érythrée, et en Afrique australe, centrale et orientale. Aucun effort, par ailleurs, ne fut fait pour que des industries reposant sur ces innovations se développent. Au contraire, les politiques coloniales faisaient en sorte d'amoindrir les activités artisanales ou industrielles existantes ou de les remplacer par les technologies importées. Des assistants étaient parfois formés dans les écoles techniques ou dans les ateliers spécialisés pour assurer la maintenance mais non pour améliorer la qualité et la production.

Urbanisation

Les effets du colonialisme furent plus marqués dans les zones urbaines que rurales et les villes devinrent les vitrines de l'impact colonial sur le développement culturel et scientifique en Afrique. L'urbanisation avait été une caractéristique importante de nombreuses sociétés africaines précoloniales. Certaines, comme pour les Éthiopiens et les Yoruba, possédaient une culture urbaine. La plupart des Africains préféraient vivre en ville ou dans des villages groupés autour du palais du roi, de centres religieux et de marchés, n'hésitant pas à devoir se déplacer vers les zones plus rurales pour leurs activités de fermiers. Dans la plupart des sociétés, les capitales étaient urbanisées, notamment les capitales des royaumes et des empires, comme au Bénin, à San Salvador et Koumassi. Ces centres administratifs attiraient également les marchands au long cours et les résidents étrangers. D'autres villes, comme Tombouctou, Djenné et Kano, ou Massaoua, Lourenço Marques (Maputo) et Mombasa, situées soit au terme de routes commerciales, soit à un point de franchissement d'un fleuve, soit encore sur la côte, devinrent de grands marchés, attirant une activité artisanale et de fabrication ainsi qu'un grand nombre de résidents étrangers. L'islam eut un impact particulier sur de nombreuses zones urbaines, rendant les populations plus ouvertes aux étrangers en raison des marchands, des érudits et des religieux qu'elles attiraient. Au XIXe siècle, la plupart des capitales de l'Afrique musulmane entretenaient de nombreux administrateurs, juges, chefs militaires et religieux, ainsi que des érudits itinérants et des étudiants. Elles attirèrent également un grand nombre d'esclaves, venus de toutes parts pour servir de soldats et travailler à la production et au commerce de denrées dans les campagnes environnantes.

L'administration coloniale eut un impact encore plus spectaculaire sur la vie urbaine. Cela commença par des avant-postes commerciaux, des garnisons et des forts militaires puis des centres administratifs furent établis en périphérie des villes existantes ou sur de nouveaux sites. L'infrastructure de la domination coloniale, tels que tribunaux, trésoreries, casernes de police et militaire, furent les caractéristiques essentielles de ces villes. Cependant, le rôle premier des villes coloniales, souvent des ports, fut de servir de centres pour le commerce à l'importation et à l'exportation, fréquemment doublés de la fonction de capitales, terminus ferroviaires, ou encore points d'enlèvement des cultures marchandes. Dans un tel contexte, les banques, magasins, entrepôts de marchandises importées ou de conditionnement des cultures marchandes destinées à l'exportation prospérèrent. De même, ces centres abritaient souvent le siège de sociétés missionnaires, avec églises, écoles et collèges professionnels jouissant d'une importance locale et régionale relative. La population des campagnes affluait vers ces centres en quête de travail. En raison de la discrimination raciale, les colons, marchands, missionnaires, administrateurs et autres personnels qualifiés européens, ainsi que leurs familles, occupaient le centre des villes coloniales, les Africains résidant dans des banlieues spécifiquement érigées pour eux, avec des marchés, des magasins, des églises, des hôpitaux et même des cimetières distincts. Bien souvent, les Africains — même le personnel domestique des maisons européennes — n'étaient pas autorisés à rester dans les villes « européennes» après la tombée de la nuit. Les villes coloniales, contrairement aux villes traditionnelles, n'étaient pas autorisées à promouvoir ni vendre des objets d'artisanat et produits manufacturés africains.

Ces villes coloniales furent d'importants centres pour la diffusion de la culture urbaine européenne et augmentèrent grandement l'influence culturelle des missionnaires qui avait commencé à se répandre au XIXe siècle. Les villes européennes se développèrent selon les principes d'urbanisme des différents pays européens — les britanniques, avec leurs places circulaires; les françaises, avec leurs centres culturels et musées, etc. L'architecture fut également fonction des différents styles nationaux. Bien que l'Espagne et le Portugal eussent quelque peu fait l'expérience de l'architecture tropicale en Amérique latine, et les Britanniques dans le sud de l'Inde, l'influence de l'architecture métropolitaine des climats tempérés fut initialement prédominante. Par exemple, des cheminées furent souvent intégrées dans les maisons bourgeoises, même si elles n'étaient jamais utilisées. Les Africains aux moyens suffisants construisirent dans le style européen, abandonnant les styles ancestraux de leur architecture traditionnelle, pourtant mieux adaptée au climat. Les matériaux de construction européens, notamment ciment et tôle ondulée, furent largement adoptés. Le pain devint une denrée de base, les boulangeries proliférèrent et la cuisine européenne — pomme de terre

irlandaise et viande cuite au four et non en daube — fut parfois imitée. Les boissons européennes vinrent s'ajouter aux boissons africaines traditionnelles. Des bars et night-clubs de style européen virent le jour. Cependant, la musique populaire à la mode ne fut pas européenne mais latino-américaine, version urbanisée d'une musique originellement venue d'Afrique.

Les services municipaux apparurent: fourniture d'eau et d'électricité, traitement des ordures ménagères, etc. Initialement édifié pour les responsables et les colons européens, notamment dans les régions minières et industrielles, le réseau électrique fut élargi à quelques Africains privilégiés dans les zones urbaines, telles que Luabo, et dans les concessions sucrières de Sena au Mozambique. En 1924, un observateur signala que la société «ne se contentait plus de construire une usine; elle construisait une ville» avec des générateurs électriques, une ligne de chemin de fer, un hôpital, une installation de réfrigération, une boulangerie, un réseau téléphonique et des ateliers, tous bâtis par la société (Newit, 1981). Dans un premier temps, les ingénieurs électriciens en charge de la planification, distribution et maintenance du réseau électrique furent des expatriés. Puis des ateliers furent créés pour y former des assistants africains afin d'aider à l'entretien des fils haute tension et des générateurs. Il fallut attendre la fin de la Deuxième Guerre mondiale pour que des ingénieurs électriciens africains formés dans des universités étrangères fussent employés.

Agriculture

Les autorités coloniales introduisirent deux systèmes agricoles. Ne possédant aucune expérience de l'agriculture tropicale, elles installèrent des fermes européennes sur les meilleures terres des zones tempérées. Elles exproprièrent les Africains, offrant ainsi aux Européens des terres et une main-d'œuvre africaine bon marché. Elles facilitèrent également l'accès au crédit bancaire, grâce à l'hypothèque de ces propriétés. Les fermes furent protégées par diverses lois interdisant aux paysans africains de produire non seulement des cultures d'exportation telles que le thé et le café mais aussi des produits laitiers qui avaient été une spécialité de différentes communautés pastorales.

Dans les régions tropicales, les paysans africains furent encouragés (voire contraints sous peine de taxes) à produire des cultures d'exportation. Les autorités coloniales se désintéressèrent totalement des cultures vivrières. Elles imposèrent, pour les cultures commerciales, des méthodes de production reposant sur les techniques agricoles des climats tempérés — culture intensive, rotation des cultures, monoculture — qui dévalorisèrent, voire découragèrent, les considérables connaissances accumulées

et les techniques plus adaptées aux sols et aux conditions climatiques de l'agriculture tropicale. Ce savoir-faire reposait notamment sur :

- des techniques de production par rotation des cultures et méthodes de culture intercalaire anti-parasitaires;
- de grandes compétences en matière de conservation des récoltes, transformation et entreposage telles que la production d'alcool par fermentation du sucre ou la coagulation de la protéine du lait pour fabriquer du beurre et diverses sortes de fromage;
- une grande expérience de l'élevage ainsi que de la prévention et du traitement des maladies des animaux;
- une longue pratique en matière de chasse et pêche reposant sur une connaissance approfondie des espèces, des comportements et des habitats du gibier et des poissons.

L'agriculture coloniale eut des conséquences dramatiques. Elle provoqua une grave diminution de la fertilité des sols et des déséquilibres dans l'écosystème qui conduisirent notamment à la diffusion catastrophique de la trypanosomiase ou maladie du sommeil. Plus grave encore, elle dévalorisa les connaissances et les compétences scientifiques traditionnelles qui auraient pu limiter ces effets néfastes. L'exemple le plus frappant des conséquences dévastatrices de la science agricole occidentale, conjuguée à d'autres facteurs, fut sans doute ce qui se passa en Éthiopie, dont les pratiques agricoles étaient connues et documentées depuis plus de deux millénaires. Les récits de plusieurs voyageurs au long cours ont décrit par ailleurs, pendant quatre siècles, le plateau éthiopien comme «verdoyant» et «sain». «On ne rencontre nulle part ailleurs un pays aussi peuplé, ni aussi riche en céréales et troupeaux de vaches», relatait en 1520 le père Francisco Alvares, un jésuite portugais. Les hauts plateaux du nord de l'Éthiopie, pour Henry Salt, étaient en 1816, «si riches en eau et pâturages que les Européens pouvaient à peine en imaginer la beauté».

Ménélik II se rallia à la cause de la science agricole occidentale en 1907 lorsqu'il nomma un ministre de l'Agriculture «pour mettre en valeur la terre, produire plus de céréales et faire évoluer le travail agricole ... selon la méthode européenne». Ce fut en partie sa réponse à l'Institut de recherche agricole fondé par les Italiens à Asmara (Érythrée) en 1893. En 1938, l'Institut agricole pour l'Afrique italienne établi à Florence, avec sa bibliothèque et son centre de documentation, fut chargé de superviser l'agriculture éthiopienne. Pourtant, la productivité de l'agriculture éthiopienne continua de régulièrement baisser. Le programme d'assistance technique américain, qui conduisit l'Agricultural and Mechanical Arts College of Oklahoma (future université d'État de l'Oklahoma) à appliquer le système américain de concession des terres, semble avoir accéléré ce déclin. Des famines à

répétition, qui attirèrent l'attention des médias dans les années 1970, prouvèrent la gravité de la situation. Un observateur constata en 1985 :

Une culture se meurt en Éthiopie. Un mode de vie entier, pratiquement inchangé pendant près de 3 000 ans, est en train de disparaître. Le haut plateau abyssinien, connu des Grecs comme une «île céleste de fraîcheur» se transforme rapidement en poussière, se fondant avec lassitude dans les arides déserts de pierre qui l'entourent. Ce faisant, la population humaine qu'il accueillait depuis des siècles est également en train d'être emportée. Ayant abattu leur maigre bétail et mangé leurs céréales, les hommes quittent à jamais leurs champs et terrasses abîmés (Hancock, 1985).

Les cours d'agriculture dispensés dans les écoles furent peu efficaces, ne répondant pas aux pratiques locales. Ils étaient par ailleurs suivis par des jeunes gens considérant le système scolaire comme un moyen d'échapper à la vie rurale des fermes et de rejoindre la ville. Un certain nombre d'écoles spécialisées et de centres d'expérimentation furent créés afin de former des assistants et des agents de vulgarisation chargés de mettre en œuvre les politiques agricoles nationales. Mais eux aussi se concentrèrent sur les cultures d'exportation aux dépens des cultures vivrières. Finalement un Institut d'agriculture tropicale fut fondé à Trinidad, dans les Antilles. Il fallut attendre la décolonisation pour que certaines personnes formées dans cet institut commencent à relever le niveau et les compétences des écoles agricoles africaines et à coopérer avec les universités nouvellement créées afin de faire progresser l'agronomie locale. Pendant ce temps, les méthodes indigènes de transformation et de conservation des aliments furent ignorées. Des conserves de tomates, de fruits, de sardines et de bœuf furent importées sans que personne ne tente de les produire localement. En Afrique orientale et centrale, la farine de maïs, devenue un produit de base de l'alimentation africaine, était fabriquée dans des usines détenues par des Européens et vendue à prix d'or aux Africains. Alors que la machette et la houe traditionnelles demeuraient les principaux outils agricoles dans la plupart des zones tropicales, ce sont des modèles importés qui remplacèrent rapidement ceux fabriqués par les forgerons africains. Il est indéniable cependant que la recherche agricole coloniale fut à l'origine de certaines réalisations de valeur. Ainsi, la recherche en Afrique permit de mieux comprendre la complexité et la diversité des phénomènes naturels au niveau planétaire, par exemple en phytotechnie et physiologie végétale. Des travaux sur la mycologie menés à travers tout le continent permirent de rassembler un grand nombre de matériaux mycologiques locaux. De nombreux problèmes phytopathologiques des principales cultures, telles que le caoutchouc et le tabac, furent résolus. La recherche sur l'abondante flore des diverses régions d'Afrique

donna lieu à de nombreuses publications sur la biodiversité. Ces données sur la diversité écologique joueront un rôle majeur dans l'amélioration des méthodes agricoles africaines et de leur productivité grâce aux innovations technologiques.

Santé

Comme pour l'agriculture, les missionnaires et les autorités coloniales créèrent un système de santé parallèle qui se superposa à celui existant au lieu de chercher à l'améliorer. Essentiellement parce que les soins étaient liés à des rites religieux, la plupart des médecins africains passaient pour des charlatans et des imposteurs. Tout comme dans d'autres secteurs d'activité, la perte de la confiance dans le pouvoir des dieux traditionnels provoqua un désintérêt général de la culture traditionnelle, fondée et cimentée par la religion et la conception du monde traditionnelles. Les autorités coloniales manifestèrent néanmoins plus d'intérêt pour l'étude et le traitement des maladies tropicales que pour la résolution des problèmes posés par l'agriculture. En Afrique française, le réseau des Instituts Pasteur, fonctionnant selon un principe de recherche identique à celui suivi en France, fut de la plus haute importance. Le premier laboratoire de microbiologie fut ouvert à Saint-Louis (Sénégal) en 1896. Il fut transféré à Dakar en 1913 avant d'être intégré au réseau Pasteur en 1924. En 1910, un Institut Pasteur spécialisé dans l'étude de la maladie du sommeil fut établi à Brazzaville. En 1934, un institut de recherche sur la lèpre fut créé à Bamako. En 1940, le vaccin contre la fièvre jaune fut mis au point par l'Institut Pasteur de Dakar, tandis que l'Institut Pasteur de Madagascar élabora le vaccin contre la peste en 1945. Les écoles d'hygiène et de médecine tropicale de Londres et de Liverpool jetèrent les bases de la science médicale tropicale en Afrique britannique. Les missionnaires fondèrent quelques hôpitaux et cliniques remarquables tandis que les autorités coloniales mirent sur pied des hôpitaux et dispensaires européens et quelques hôpitaux africains. Ces établissements formèrent des infirmières et sages-femmes ainsi que d'autres professions paramédicales comme des préparateurs en pharmacie, des techniciens de laboratoire, etc. En Afrique de l'Ouest et du Sud, dès les années 1880, quelques Africains avaient suivi une formation de médecin à l'étranger mais, tout diplômés qu'ils fussent, ils n'étaient au mieux qu'assistants auprès de médecins européens. Un ou deux d'entre eux, comme le docteur Oguntolu Sapara à Lagos, s'intéressèrent à la médecine traditionnelle mais leurs travaux restèrent marginaux.

La médicine européenne permit principalement de maîtriser les maladies contagieuses telles que la variole, la tuberculose et, dans une certaine mesure, la lèpre. Les programmes de vaccination et d'immunisation ainsi que les autres campagnes de soins préventifs, en particulier dans les zones urbaines, furent largement appréciés. Il en fut de même pour la chirurgie, la stérilisation, l'utilisation d'antibiotiques et la prévention anti-bactérienne. Néanmoins, pour des raisons d'accessibilité et de coût, la médicine européenne ne soignait qu'une minorité de personnes. Les deux systèmes de santé restèrent séparés, les Africains formés à la médicine européenne étant souvent les plus méfiants à l'égard des méthodes traditionnelles, et les plus opposés à la recherche d'un compromis entre les deux voies. Aujourd'hui, des essais ont été faits pour identifier les points forts de la médecine traditionnelle et les utiliser au mieux dans le cadre de soins holistiques. Ces points forts sont notamment:

- le principe selon lequel santé et guérison ne font pas intervenir seulement le physique, mais également le mental, le spirituel et les relations sociales des patients;
- la psychiatrie, qui a fait des progrès considérables grâce à l'approche holistique de la guérison;
- les remèdes à base de plantes pour soigner les fièvres bénignes, les maux d'estomac, etc.;
- la chirurgie orthopédique et les pratiques de rebouteux (Sofowora, 1984; Last et Chavunduka, 1986).

Transport et communications

De toute évidence, la période coloniale fut très innovante en matière de développement des technologies de transports et de communications. Le bateau à vapeur fit tout d'abord son apparition, puis vint le chemin de fer, bientôt suivi par les bicyclettes, les camions et les voitures. Les technologies et les industries qui produisaient les navires à vapeur restèrent à l'étranger mais quelques écoles furent créées pour former des navigateurs et autres membres d'équipage. Des assistants furent également formés pour construire et entretenir les installations portuaires. Le chemin de fer joua un rôle prépondérant dans le développement des économies coloniales basées sur l'import-export. Plusieurs compagnies remportèrent des contrats ou des concessions pour lever les fonds nécessaires et construire les lignes au plus bas prix possible. Les Africains furent mis à contribution pour poser les rails et entretenir les voies, conduire les locomotives et assurer leur entretien. Des ateliers et des écoles de formation furent créés à cet effet. Le chemin de fer devait davantage servir les intérêts économiques et stratégiques des puissances coloniales que ceux des Africains. Il permit ainsi aux Européens de résoudre les problèmes de faible densité démographique et de dispersion des ressources. Comme cela a déjà été dit, les lignes servirent surtout à l'exportation des cultures commerciales et des minerais. Elles ne suivaient pas le réseau routier interne. Le réseau télégraphique, relié au réseau ferré, fut utilisé pour des besoins militaires et de sécurité interne et, lorsqu'il desservait des établissements commerciaux, il était réservé aux sociétés étrangères. La radiodiffusion fut introduite dans les années 1930, en même temps que furent posés les jalons d'un réseau de télécommunication grande distance.

Les camions eurent un impact encore plus grand, en particulier en Afrique occidentale, où les entreprises africaines jouèrent un rôle clé notamment dans les zones de production d'arachide, de cacao et d'huile de palme. Ils favorisèrent la construction et l'entretien de routes, ouvrant la voie à de nombreux projets du génie civil. L'assemblage de moteurs de camions devint une petite industrie et des mécaniciens compétents furent formés pour assurer l'entretien des véhicules. Le système ferroviaire étant peu flexible et nécessitant de nombreux capitaux, il resta sous le contrôle des autorités coloniales tandis que le transport par camions, plus souple, put plus facilement être confié aux Africains. Grâce à l'implication de ces derniers dans l'amélioration des transports, d'autres avancées telles que le transport de voyageurs et l'introduction de services postaux de qualité ne furent plus uniquement soumises aux politiques gouvernementales conservatrices. Le transport aérien vers l'Afrique du Nord commença peu après la Première Guerre mondiale et franchit le Sahara en 1924. Le transport civil de passagers ne débuta qu'en 1937 avec les vols de la compagnie Imperial Airways reliant Londres au Caire, Khartoum et Johannesburg, avec possibilité de rallier le Nigeria depuis Khartoum. Ce fut l'âge d'or des petites compagnies aériennes associées, des petits appareils et des petits aérodromes qui pallièrent tant bien que mal l'insuffisance des réseaux routier et ferroviaire.

Activités minière et métallurgique

L'exploitation minière et la métallurgie revêtirent un intérêt particulier pour les puissances coloniales prêtes à investir capitaux et technologies pour exploiter les ressources de l'Afrique. Ce furent également des domaines dans lesquels les mineurs africains possédaient de grandes compétences et de remarquables techniques. L'extraction du fer, de l'étain, du cuivre et de l'or se répandit dans toute l'Afrique de l'Est, de la ville du Cap à la Corne de l'Afrique, ainsi qu'en Afrique de l'Ouest. On trouvait des forgerons et des orfèvres d'un bout à l'autre du continent et ils étaient considérés avec tant de respect qu'ils formaient une sorte de caste professionnelle. Cependant, les puissances coloniales, grâce à leurs capitaux et leurs technologies, mirent à mal les techniques et les entreprises indigènes. Les relevés topographiques

ne servirent pas seulement à dresser des cartes et établir des frontières. Ils permirent également d'identifier de précieux gisements de minerais donnant lieu à une intense activité minière sur tout le continent: or en Côte-de-l'Or (actuel Ghana) et en Angola, étain et charbon au Nigeria, cuivre au Congo et en Rhodésie, et or et diamant en Afrique du Sud et Angola. Des licences de prospection et d'extraction minière furent octroyées à des sociétés européennes afin d'exclure les mineurs africains indigènes. Ces sociétés purent importer du matériel pour creuser plus profondément. Des lois furent promulguées pour protéger les importations de produits manufacturés européens, tels que les fusils, de toute concurrence locale. Les technologies indigènes demeurèrent sous-développées et les produits fabriqués localement durent rivaliser, généralement dans des conditions inégales, avec les outils et les équipements importés (Haaland et Shinnie, 1985). D'autres domaines de technologie indigène, comme la fabrication du verre et l'industrie du textile, connurent le même sort.

LA DÉCOLONISATION ET L'APARTHEID

La Deuxième Guerre mondiale éclata à la fin d'une décennie de dépression économique mondiale au cours de laquelle peu d'investissements furent orientés vers le développement, qu'il fusse économique, culturel ou scientifique. La fin de la guerre en 1945 fut donc naturellement marquée par une forte volonté de proclamer des réformes et un renouveau. Les Britanniques étaient convaincus que le Colonial and Welfare Act de 1940 serait plus efficace que la timide tentative d'aide au développement du Colonial Development Act de 1929. De même, les Français créèrent le Fonds d'investissement pour le développement économique et social (FIDES) et le dotèrent de structures et programmes spécifiques afin de le rendre productif. Au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, les Portugais essayèrent de développer l'économie coloniale par des transferts de capitaux et en introduisant de nouveaux plans de développement. À la fin des années 1950, les villes coloniales de Luanda et Lobito en Angola et Beira au Mozambique prospérèrent grâce à leurs industries alimentaire et textile. La communauté internationale fit pression pour orienter les réformes vers la décolonisation. Cependant, alors que l'euphorie provoquée par la Charte des Nations Unies et la Déclaration des droits de l'homme laissait place à la guerre froide, les peuples africains prirent conscience qu'ils allaient devoir lutter et, dans certains cas, partir en guerre pour gagner leur indépendance. Le soutien des puissances coloniales face à la décolonisation fut aussi ambivalent que celui apporté à l'amélioration de l'éducation. En liant la décolonisation à des politiques allant de la défense de l'adaptation culturelle teintée de racisme à un apartheid rigide, ils firent prendre une nouvelle tournure à ce mouvement.

Lors des années de dépression économique qui engendrèrent le fascisme en Europe, les régimes fascistes de droite cherchèrent à soulager les souffrances des pauvres européens en leur trouvant des débouchés dans les colonies aux dépens des Africains. Comme cela a déjà été dit, divers plans furent mis au point pour une colonisation de masse dans l'Angola et le Mozambique de Salazar ainsi que dans l'Érythrée et l'Éthiopie de Mussolini. Les Britanniques envoyèrent leurs «petits Blancs» en Afrique du Sud et en Rhodésie du Nord et Rhodésie du Sud. La France de Vichy jeta son dévolu sur l'Algérie et, autant que possible, sur les régions tropicales de l'Afrique. Le fascisme répudia la notion de territoire sous tutelle et institutionnalisa la doctrine de l'apartheid. En conséquence, cela fit naître un nationalisme militant et un programme panafricaniste encore plus actif voué à la décolonisation vit le jour en Afrique. Panafricanistes et nationalistes réunis lors d'un congrès à Manchester en 1945 invoquèrent la promesse au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes qui avait avancée pour mobiliser le soutien en faveur de l'effort de guerre allié. En dehors des ressources matérielles, il fut estimé qu'en 1944, trois quarts des troupes combattant du côté français étaient des Africains. Cependant, les puissances coloniales se rendirent compte, au vu de l'importance de ce soutien, de la contribution essentielle que l'Afrique pourrait apporter à la reconstruction de l'Europe au sortir de la guerre. Elles considérèrent donc les réformes et la décolonisation comme un moyen de lier les économies africaines plus étroitement aux intérêts européens. Pour entraver la décolonisation, le Portugal, par exemple, renforça les mesures de sécurité et de répression au travers de la PIDE (Police internationale de défense de l'État). L'entrée du Portugal au sein de l'OTAN en 1949 ne modifia en rien sa politique coloniale. Les Belges furent tout autant opposés à la décolonisation et, lorsqu'ils furent contraints de prendre des mesures en ce sens, firent en sorte de mener le processus à l'échec. Les Britanniques et les Français furent plus subtils, offrant l'indépendance politique aux Africains tout en renforçant leur dépendance économique, scientifique et culturelle.

Comme nous l'avons déjà dit précédemment, le comité consultatif britannique prôna l'adaptation de l'éducation «à la mentalité, aux aptitudes, aux métiers et aux traditions des différents peuples». Cette politique était liée au système de l'*Indirect Rule*, qui choisit d'administrer les peuples par le biais de «chefs tribaux» et non d'une élite éduquée à l'occidentale. En Afrique du Sud, où la majorité de la population africaine était, selon la loi, censée «équarrir du bois, puiser de l'eau et jouer les bêtes de somme» pour les Blancs, l'adaptation de l'éducation à la mentalité et aux traditions des peuples passa à terme par la promotion de «l'éducation bantoue», distincte et

extrêmement inégale. Dans de telles circonstances, la décolonisation représenta avant tout pour les chefs africains une lutte pour l'égalité raciale et l'indépendance politique. Ainsi, au lieu de rejeter la culture européenne et de chercher à retrouver leur passé pré-colonial, l'élite éduquée à l'occidentale se tourna vers les institutions coloniales créées par les Britanniques, pensant y trouver l'égalité raciale et l'indépendance politique. Elle avança que l'autocratie des chefs auxquels les Britanniques avaient confié l'administration de la population était très éloignée des constitutions démocratiques des États pré-coloniaux, qui autorisaient la participation généralisée des familles et des associations. Elle opta donc pour les modèles démocratiques européens, leurs cadres législatifs et leurs systèmes juridiques, reposant sur les modèles constitutionnels de Londres, Paris, Bruxelles ou Lisbonne, et la politique britannique d'une bureaucratie non partisane dans la fonction publique. Par ce choix, elle embrassa l'idée de concevoir un secteur de société moderne fondé principalement sur la culture, la science et la technologie du monde occidental, dominant et aliénant les cultures populaires traditionnelles. Le fossé entre culture coloniale et culture traditionnelle constitua un obstacle majeur à la croissance et au développement.

En termes de développement culturel et scientifique, le principal instrument des réformes et du renouveau qui suivirent la Deuxième Guerre mondiale fut l'essor de l'enseignement supérieur fondé sur les modèles britannique, français et belge et de fait dirigé par les institutions métropolitaines. Des institutions universitaires furent établies à Ibadan, Legon (Accra), Khartoum et Makerere (Kampala) comme collèges entretenant «des relations spéciales» avec l'université de Londres, qui décidait des programmes et décernait les diplômes. Un conseil inter-universitaire représentant le soutien collectif des autres universités britanniques supervisait les collèges universitaires en recrutant le personnel et en proposant ses conseils en matière de développement lors de visites quinquennales.

De même, un décret du ministère français de l'Éducation nationale autorisa la création d'universités françaises à l'étranger régies par les mêmes lois applicables aux universités françaises concernant l'admission, la qualité, l'autonomie et les droits et privilèges du personnel universitaire. Cela conduisit à la création de l'université de Dakar en 1957, de Tananarive en 1960 et d'Abidjan en 1964. Après l'indépendance, chaque pays négocia des accords avec la France en vue d'obtenir une assistance technique permettant aux universités de préparer au mieux leur transfert en établissements nationaux. De même, l'université catholique de Louvain en Belgique fonda Lovanium (petit Louvain) à Léopoldville (aujourd'hui Kinshasa) en 1954, tandis que les protestants créèrent l'université de Stanleyville (Kisangani), et les libéraux l'université d'Élizabethville (Lubumbashi) en 1956. Ces trois établissements furent par la suite regroupés en l'université

nationale du Zaïre. Longtemps encore après l'indépendance, le personnel de ces institutions comptait principalement des expatriés. Les Britanniques touchaient des allocations complémentaires du gouvernement de Londres largement supérieures aux traitements perçus par le personnel africain des collèges. Le nombre d'étudiants était limité et les disciplines abordées réduites. L'enseignement se concentrait sur la culture générale, les sciences humaines et les sciences fondamentales sans chercher à faire progresser les matières utiles au développement, telles que les sciences sociales, les sciences appliquées et les technologies. Ces établissements devaient avant tout former une main-d'œuvre expérimentée destinée à remplacer les expatriés au sein du système scolaire et de la fonction publique, et, très rarement, au sein des unités de production et de conception du secteur privé.

Les nouveaux collèges universitaires furent des centres d'évolution culturelle et ouvrirent la voie pour intégrer, à terme, des disciplines africaines dans leurs programmes culturels. Ils créèrent des départements de langues et de linguistique africaines et des centres ou instituts d'études africaines destinés à collecter et analyser la littérature orale, les conceptions religieuses, les philosophies, etc. Toutefois, comme en Grande-Bretagne, ces collèges placèrent la culture sur deux niveaux : une culture populaire, encore majoritairement orale et spontanée pour la majorité de la population, et une culture élitiste, fondée sur la littérature européenne écrite, à partir de laquelle une littérature africaine d'inspiration universitaire et rédigée en anglais, français et portugais évolua. La nouvelle littérature africaine émana donc des départements de langue et de littérature anglaises et des langues européennes modernes — à savoir, le français, l'espagnol, le portugais, l'allemand ou le russe — et non des départements de langues et de linguistique africaines. Nombre d'écrivains africains furent applaudis pour leur contribution à cette littérature africaine en langues européennes et l'un d'eux obtint même le prix Nobel de littérature (Wole Soyinka, écrivain nigérian, en 1986). Par ce choix, l'anglais, le français et le portugais se retrouvèrent parmi les langues africaines.

Il convient de noter que l'italien ne figure pas dans la liste des langues européennes/africaines, n'étant pas parvenu à supplanter l'amharique et le somali en tant que *lingua franca*. Cela eut une grande importance pour le développement culturel et scientifique dans les pays de la Corne de l'Afrique. La dualité présente ailleurs — culture élitiste en langues européennes/africaines contre culture populaire en langues africaines indigènes — pose le problème de l'avenir des langues indigènes et de leur rôle dans le développement. Il est à noter que certaines de ces langues africaines — haoussa, yoruba, igbo, peul/fulah, kiswahili, sotho — sont des langues importantes parlées par 10 à 20 millions d'individus, voire plus, à travers plusieurs pays. L'adoption des langues européennes comme langue véhiculaire crée

un problème d'identité culturelle mais résout par ailleurs le problème politique du choix de la langue indigène. Pour certains, conserver les langues européennes comme langue véhiculaire facilite les relations internationales et l'établissement d'une culture scientifique occidentale. D'autres, prenant le Japon en exemple, prétendent que l'éducation dans une langue étrangère favorise l'imitation et interdit la véritable créativité. Un langage scientifique doit être élaboré en langue indigène si la tension entre langue de travail et langue de réflexion du scientifique doit être supprimée et si le développement scientifique et technologique doit être assimilé.

En ce qui concerne les domaines de la culture et des médias, les diplômés des départements universitaires de langues européennes enseignèrent dans les écoles secondaires et commencèrent également à remplacer les expatriés dans les secteurs de la télédiffusion et du journalisme, de l'organisation d'événements culturels, des relations publiques et de la publicité. Les conseils des arts recrutèrent dans un premier temps des troupes de danse traditionnelle dans les campagnes pour animer des festivals nationaux. Puis ils commencèrent à mettre sur pied et à former leurs propres troupes afin d'encourager l'émergence d'un théâtre populaire en langues africaines dans les zones urbaines. La radio et la télévision furent très utiles pour propager la culture populaire urbaine, notamment la musique. Dans le même temps, quelques Africains, également encouragés par la radio et la télévision, apportèrent une grande contribution à la musique classique, tant au niveau de la composition que de l'exécution. Seul un grand écrivain kenyan, Ngugi, rejeta cette dualité culturelle et, après s'être fait connaître comme auteur de langue anglaise, commença à écrire et à produire des pièces en kikuyu. En Sierra Leone et au Nigeria, les départements universitaires d'arts dramatiques essayèrent de combler ce fossé en créant des œuvres en krio et en anglais pidgin, qui suscitèrent un intérêt bien plus vif et purent être jouées de façon ambulante devant un public plus nombreux sur des terrains de sport et dans des salles ouvertes. La situation provoquée par la doctrine de l'apartheid en Afrique australe, centrale et orientale ne favorisa pas cette division entre culture populaire et culture élitiste. Dans une grande mesure, le racisme obligea la littérature africaine — en langues africaines ou en anglais — à faire montre d'engagement politique. Son objectif premier fut de mobiliser et de motiver les masses, sauf dans le cas des auteurs en exil qui visaient davantage l'élite de la communauté internationale. Des auteurs africains tels qu'Amilcar Cabral et Agostinho Neto, qui firent leurs études au Caso do Império de Lisbonne et fondèrent le Centro de Estudos Africanos dans les années 1950, furent les pionniers du mouvement nationaliste dans les colonies portugaises, s'efforçant de diffuser une littérature créative fermement enracinée en Afrique. Cette implication directe de la littérature dans l'action politique fut au cœur de l'expérience de Ngugi et le força à l'exil.

La discrimination raciale fut un facteur de développement des sports et explique en partie l'attrait des Africains pour les sports européens. Plus ces derniers souffraient de l'oppression et de la discrimination européenne, plus ils considéraient le sport comme un élément clé de la culture européenne, nécessaire à la détente de tous ceux qui se prétendaient civilisés. Les écoles diffusèrent les sports européens. Les Africains instruits commencèrent à exceller dans de nombreuses disciplines européennes, comme le cricket, le football, l'athlétisme, le hockey, le handball, etc., négligeant voire méprisant leurs propres sports traditionnels tels que la lutte, l'escalade de palmiers et la réalisation de pyramides humaines.

Les universités offrirent de multiples opportunités au développement des sciences fondamentales. Un personnel qualifié, essentiellement des expatriés, fut chargé d'instruire les étudiants africains de second cycle ainsi que ceux de troisième cycle envisageant une carrière universitaire. Les laboratoires étaient suffisamment équipés pour mener des recherches fondamentales sur la chimie des matériaux locaux, la physique atmosphérique et la biologie de la faune et de la flore tropicales. Cette période fut marquée par la création, dans de nombreux pays, de multiples institutions nationales et régionales de recherche scientifique et technologique, où furent parfois menées des recherches internationales (ICIPE Foundation, 1991). Les scientifiques qui y travaillaient furent, dans un premier temps, essentiellement des Occidentaux, les diplômés des universités locales étant orientés vers l'enseignement et les instituts de recherche et laboratoires publics. Puis, des scientifiques africains formés à l'étranger mais aussi sur le continent firent de plus en plus de contributions majeures. Des progrès considérables furent réalisés en sciences fondamentales, notamment en sciences précliniques (Ogunmola, 1989). Des avancées importantes furent également enregistrées en sciences appliquées — agriculture, soins vétérinaires et médicine humaine — notamment dans l'étude des sols et la génétique végétale. Seul l'enseignement technologique souffrait d'un retard manifeste. La plupart des ingénieurs continuaient à être formés à l'étranger, davantage dans le génie civil que dans le génie électrique ou mécanique, et essentiellement pour la fonction publique. Le génie industriel se développa également lentement et les entreprises et industries du secteur privé eurent tendance à faire venir leurs propres spécialistes, encourageant peu le transfert ni le développement local de technologie.

L'exploitation des ressources minérales fut le seul moyen rapide pour certains pays africains de s'affranchir du lent et difficile processus de croissance économique fondé sur l'agriculture. L'Afrique possèderait près d'un septième des réserves mondiales de minerais et nombre de réserves minérales africaines se trouvent parmi les plus grandes au monde. De considérables travaux de prospection et d'exploitation minérales furent menés dans

de nombreux pays africains au cours de la décolonisation. Ils requéraient une bonne compréhension des principaux facteurs géologiques, structurels et environnementaux de la région. La recherche géologique fut difficile et coûteuse car de nombreuses zones étaient recouvertes de forêts, de sable ou de latérite. Les chances de découvrir des minéraux ont cependant progressé ces dernières années, les méthodes de prospection ayant été perfectionnées grâce à de nouvelles techniques géophysiques et géochimiques. Ces progrès ont par ailleurs stimulé la recherche dans les départements de géologie et physique des collèges universitaires.

Grâce à ses ressources minières, l'Afrique du Sud devint l'un des plus riches pays du monde et les sciences et technologies jouèrent de toute évidence un rôle majeur dans cette réussite. Cependant, peu d'avancées furent réalisées en Afrique avant la décolonisation et en Afrique du Sud avant l'instauration de l'apartheid. Ce fut alors que l'organisme de recherche de la Chamber of Mines décida de promouvoir la recherche locale afin d'améliorer les technologies minières. Il devint évident que le système d'extraction minière utilisé dans les mines d'or était dépassé. Comme aucune autre région minière ne présentait de conditions géologiques similaires à celles du bassin de Witwatersrand, les fabricants de matériel d'exploitation minière ne firent aucun effort pour concevoir des systèmes d'extraction adaptés à ces conditions (Salamon, 1986). Lorsque les directeurs de sociétés minières prirent conscience de la valeur ajoutée que pouvaient apporter les recherches des ingénieurs et des scientifiques, ils essayèrent de manière concertée de moderniser la technologie du secteur. Les études locales sur la mécanique des roches, les flux thermiques, l'abattage des roches et autres sujets connexes se multiplièrent. L'objectif ultime fut de maîtriser certains problèmes tels que la poussière de silice, fléau des mineurs, afin d'offrir de meilleures conditions de travail, plus sûres et gratifiantes, à des milliers d'hommes qui travaillaient chaque jour sous terre et d'améliorer en même temps la rentabilité. L'introduction de nouvelles technologies plus sophistiquées permit d'atteindre des profondeurs auparavant jugées dangereuses et ingérables. Néanmoins, comme pendant la période coloniale, la recherche et le développement technologique en Afrique du Sud restèrent aux mains des Blancs, les Noirs en étant exclus. Cependant, et cela n'est pas négligeable, des technologies plus avancées furent pour la première fois mises au point localement en Afrique, l'exclusion de la population noire ne pouvant en conséquence en être ni totale ni définitive.

Les mines de cuivre, comme en Zambie, rencontrèrent nombre de problèmes similaires à ceux du secteur aurifère. L'utilisation d'avancées scientifiques et technologiques étrangères permit d'enregistrer quelques progrès sans offrir la possibilité de les maîtriser ni de les réaliser de façon autonome. La Namibie, alors colonie du gouvernement blanc d'Afrique du

Sud, est l'un des premiers producteurs de diamants au monde. Grâce aux innovations majeures de conseillers en ingénierie et en géologie, essentiellement sud-africains, ses mines de diamants furent exploitées à grande échelle au lendemain de la Seconde Guerre mondiale au moyen de l'une des plus grandes opérations d'extraction continue au monde. Dans les années 1960, les riches ressources minières de l'Angola furent davantage exploitées lorsque la société Gulf Oil commença à prospecter puis à extraire du pétrole au Cabinda, et que des sommes considérables furent investies dans l'extraction aurifère à Cassinga.

Dans de nombreux pays africains, cette période fut également marquée par une augmentation de la demande en énergie électrique, à des fins domestiques et industrielles. Avec ses grands fleuves, le continent africain offre le plus grand potentiel hydroélectrique au monde qui, cependant, ne peut être exploité sans recours aux sciences ni aux technologies. Des installations hydroélectriques furent construites, comme le barrage de Kariba, le plus grand barrage artificiel africain situé sur le Zambèze entre la Zambie et le Zimbabwe. La technologie nécessaire à ces constructions fut, pour la plupart, importée de l'étranger, généralement par le biais de contrats prévoyant le recrutement et la formation d'agents de maintenance locaux. Ces projets encouragèrent également la recherche et la formation en hydraulique et génie hydraulique dans un certain nombre d'universités.

Les progrès réalisés à l'étranger en matière de télécommunications parvinrent inévitablement à s'implanter en Afrique. Ainsi, après la Seconde Guerre mondiale, les réseaux téléphoniques furent étendus et améliorés grâce au passage de la commutation manuelle à la commutation automatique et à l'installation de lignes de jonction entre les colonies. Enfin, le réseau télégraphique traditionnel fut considérablement modernisé par l'introduction du téléimprimeur et les premiers réseaux télex furent ébauchés.

LES PROGRÈS DANS L'AFRIQUE POST-COLONIALE

La décennie de l'indépendance (les années 1960) laissa espérer de grandes avancées culturelles et scientifiques à travers tout le continent. Un parfum d'optimisme flottait en Afrique et la communauté internationale, pleine de bonne volonté, promit d'apporter un soutien économique et technologique considérable aux jeunes pays indépendants. Or cette aide contribua à accroître le degré de dépendance de l'Afrique à l'égard de la communauté internationale. Lorsque la conjoncture économique mondiale se détériora et que la guerre froide atteignit des sommets, cette bonne volonté diminua et

les conséquences de la dépendance devinrent manifestes dans les très lourdes dettes nationales qui plaçaient les économies africaines sous le contrôle des «conseillers» des organismes internationaux. Le déclin économique fut dans l'ensemble rapide, allant parfois jusqu'à la faillite, et provoqua l'instabilité politique voire l'effondrement pur et simple des structures étatiques.

Les pays qui gagnèrent leur indépendance politique se rendirent compte de l'importance d'une prise de conscience culturelle et, dans une certaine mesure, de l'interaction entre culture et développement. Un renouveau culturel se manifesta alors dans l'utilisation des vêtements, des noms et des plats nationaux ainsi que dans les tentatives de concilier cultures traditionnelles et volonté d'innovation. En règle générale cependant, ces tentatives furent mal accueillies ou manquèrent d'efficacité. Dans les pays qui obtinrent difficilement leur indépendance et durent livrer des guerres de libération, la prise de conscience culturelle fut une arme clé de la lutte, en particulier pour mobiliser la population. Néanmoins, dès qu'il eut octroyé l'indépendance, l'ancien pouvoir colonial passa du statut d'ennemi à celui de premier partenaire commercial et fournisseur d'assistance technique. Au Zimbabwe, en Namibie et en Afrique du Sud, les véritables ennemis étaient les colons, non la Grande-Bretagne, et les liens culturels avec cette dernière demeurèrent un facteur clé du développement. Il devint ainsi rapidement manifeste, que l'indépendance fusse rapidement obtenue ou non, que la poursuite de la «modernisation» ou du «développement» dans un état de dépendance économique et technologique ne pouvait être entreprise sur la base de l'autonomie culturelle. Les technologies, les installations industrielles, les compétences managériales et tous les autres éléments empruntés à l'étranger avaient un coût non seulement économique mais aussi culturel. La culture occidentale continua sa percée via les médias de masse, en particulier la télévision, les manuels scolaires et universitaires, les manuels industriels et d'instruction, etc. Dans leurs travaux, les auteurs africains explorèrent la situation culturelle sous différents angles ainsi que les contradictions entre les valeurs de la culture de l'élite modernisatrice et des cultures traditionnelles populaires. Ils exagérèrent peut-être même la pression psychologique qui pesait sur les élites devant vivre et agir dans ces deux systèmes contradictoires. Après un certain temps, ils commencèrent à dépasser la notion de choc des cultures, devenant de plus en plus critiques face aux divisions, erreurs de gestion et violations des droits de l'homme rencontrées dans les nouveaux États.

Les pays africains essayèrent d'exceller dans les disciplines sportives et culturelles pour parvenir à l'unité nationale et continentale et obtenir reconnaissance et renommée internationales. Les pays francophones de l'Afrique de l'Ouest annoncèrent un «plan décennal» pour l'étude systématique des traditions orales et la promotion des langues africaines comme

vecteur de culture et outils d'éducation permanente. Ils sollicitèrent la coopération de l'UNESCO et de l'OUA (Organisation de l'unité africaine) pour créer à Niamey, au Niger, le CELHTO (Centre d'études linguistiques et historiques par tradition orale) chargé de collecter et publier les matériaux relatifs aux traditions orales et au folklore. Le Centre de linguistique appliquée fut ouvert à Dakar, travaillant avec les départements de linguistique et de littérature orale de l'Institut français d'Afrique noire (IFAN) et les branches locales de cet institut. Un autre organisme soutenant les traditions locales, le CIEPAT (Centre inter-États de Promotion de l'artisanat d'art et du tourisme culturel) fut créé à Abomey, ancienne capitale du royaume du Dahomey. Pendant quelques années, des foires artisanales furent organisées tous les deux ans à Ouagadougou afin de promouvoir l'artisanat, joaillerie, teinture et création de costumes notamment. La Biennale de Dakar devint le rendez-vous établi du marché de l'art africain tandis que le Festival panafricain du cinéma de Ouagadougou, autre événement bisannuel, attira de plus en plus l'attention internationale. Des projets similaires dans d'autres régions de l'Afrique permirent également de stimuler avec succès l'artisanat traditionnel et de moderniser sa technologie. Ce fut ainsi que quelques réalisations africaines, telles que les jupes portefeuille des femmes. le *dansiki* des hommes et le tissu *kente* se retrouvèrent sur le marché international. Grâce à la coopération régionale, le Festival mondial des Arts nègres put être organisé à Dakar en 1966. Cependant, par manque de fonds et en raison de problèmes de gestion, la croissance de ces institutions et initiatives culturelles fut souvent entravée.

Dans le cadre de sa *Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel* (2003), l'UNESCO a proclamé plusieurs traditions africaines chefs-d'œuvre du patrimoine oral et immatériel de l'humanité. Cela inclut le savoir-faire traditionnel du travail du bois de la communauté des Zafimaniry des hautes terres de Madagascar, l'espace culturel du Sosso-Bala en Guinée, le patrimoine oral Gèlèdé au Bénin et les chants polyphoniques des pygmées Aka d'Afrique centrale.

Le Nigeria a essayé de promouvoir une unité nationale au travers de festivals annuels d'arts et de culture, ainsi que de compétitions nationales de football et de championnats d'athlétisme. Se remettant d'une guerre civile et grâce au boom des prix du pétrole résultant du conflit israélo-arabe de 1973, le Nigeria a décidé de mettre sur pied le Festival mondial des Arts et de la Civilisation négro-africains (Festac) en 1977, pour donner suite au festival de Dakar de 1966. Ce festival, ainsi que plusieurs autres, tentèrent de lier développement et culture, essayant de tirer profit de la culture populaire pour établir les bases nécessaires à la modernisation et au développement, même dans les domaines de la science et des technologies. La sensibilisation de la communauté internationale à la qualité de l'art

africain traditionnel et de la littérature africaine contemporaine fut manifeste. De même, les athlètes africains, coureurs de fond notamment, ont été mondialement salués, et les équipes de football africaines ont également impressionné. Malgré cela, l'utilisation des sports et de la culture, et leur degré de réussite, dans la promotion de l'unité nationale ou continentale ou dans la mise en place d'une solide base culturelle propice à la modernisation, ne font pas l'unanimité.

Comme cela a déjà été dit, l'enseignement supérieur, et les universités en particulier, jouèrent un rôle clé dans l'essor culturel, scientifique et technologique et ce fut dans ces domaines que le soutien international fut le plus marqué pendant les années qui suivirent l'indépendance. Les universités consolidèrent les avancées réalisées pendant la décolonisation et les réutilisèrent pour répondre aux besoins de développement culturel, scientifique et technologique. L'expansion et la création d'institutions scientifiques et technologiques africaines — non seulement des universités mais aussi des instituts de recherche publics ainsi que des organismes et des programmes régionaux — fut une réussite pendant la période de prospérité relative qui suivit l'indépendance. De considérables progrès scientifiques et technologiques furent alors réalisés dans l'Afrique postcoloniale. Par exemple, dans le domaine de l'agriculture, l'attention se porta à nouveau sur les cultures vivrières. Un certain nombre d'instituts de recherche aux niveaux national, régional et international furent créés pour réaliser des études agronomiques fondamentales, mener des recherches sur de nouvelles variétés de plantes et céréales et améliorer la production grâce au génie génétique. Par exemple, l'Institut international d'agriculture tropicale (IITA) d'Ibadan, au Nigeria, fit plusieurs avancées majeures pour la production de denrées alimentaires africaines telles que le manioc, l'igname, le maïs et le dolique, le riz et le sorgho. D'autres institutions étudièrent les ressources en eau et leur exploitation pour augmenter la production agricole. D'autres axèrent leurs travaux sur les maladies animales et la production du bétail, ainsi que sur les systèmes agricoles africains en général.

L'Afrique post-coloniale exploita la lutte idéologique de la guerre froide en faisant parfois jouer un côté contre l'autre lorsque ses demandes d'aide technologique risquaient fortement d'être ignorées ou rejetées. Ainsi, les capitalistes occidentaux refusèrent de construire le barrage de la Volta au Ghana sous la présidence de Kwame Nkrumah jusqu'à ce qu'ils se rendissent compte que la Tchécoslovaquie était prête à le faire. Lorsqu'ils refusèrent de réaliser le barrage d'Assouan en Égypte, l'Union soviétique vint à l'aide de cette dernière. De même, lorsqu'ils s'opposèrent à la construction d'une ligne de chemin de fer entre la Tanzanie et la Zambie, l'État socialiste chinois intervint pour exprimer concrètement

sa solidarité avec les paysans et les ouvriers africains. Les deux plus grandes colonies portugaises, l'Angola et le Mozambique, adhérèrent au marxisme, en particulier dans les premières années de l'indépendance. Dans la longue guerre civile qui frappa l'Angola, le MPLA (*Movimento Popular de Libertaçao* de Angola) fut activement soutenu par l'Union soviétique et Cuba.

Les technologies importées fournies par des alliés non-africains jouèrent un rôle important au sein des communautés locales tandis que le niveau de l'enseignement scientifique progressait. Ce qui explique sans doute pourquoi les départements locaux d'études géologiques, parfois avec l'appui de conseillers étrangers, utilisent aujourd'hui les plus récentes techniques de prospection pour mieux connaître les diverses ressources minérales du continent. Les dernières avancées techniques en géophysique et géochimie ont permis de découvrir des réserves inconnues de métaux et de minerais rares qui trouvent des débouchés croissants dans les nouvelles applications industrielles .

Des progrès ont été réalisés en génie civil dans la construction de routes, voies ferrées, terrains d'aviation, chaussées, ponts, barrages, gratteciel, etc. Ces réalisations sont le résultat de recherche sur les problèmes posés par la construction des structures et les matériaux de construction ainsi que d'une bonne connaissance du terrain, de la teneur en humidité des sols, de la structure et de la nature des roches sous-jacentes et de la profondeur des roches saines souterraines, notamment pour les fondations des ponts. Ces problèmes hautement techniques nécessitent les efforts combinés d'un ingénieur, d'un géologue, d'un physicien, d'un chimiste, d'un géographe et d'un pédologue. Ils sous-entendent un recours aux sciences et aux technologies ainsi que la mise en œuvre des innovations constantes réalisées en météorologie et en aviation civile dans le monde entier.

La demande de services et d'équipements de télécommunications n'a, elle aussi, cessé de croître en Afrique. Des capitales nationales, avec leur propre vie politique, économique et culturelle, se sont élevées sur les anciennes capitales administratives coloniales «contrôlées à distance». Ces nouvelles capitales accueillent désormais des missions diplomatiques de tous les pays, qui ont besoin de systèmes de télécommunications efficaces. Les agences de presse et d'informations requièrent, elles aussi, davantage d'installations de télécommunications. L'émergence d'une nouvelle classe de cadres africains demandant de plus en plus d'équipements de télécommunications adaptés à leur nouveau mode de vie a également joué un rôle important. L'Afrique anglophone, comme le reste du continent, continue donc de bénéficier de l'accélération des progrès en matière de communication et utilise de plus en plus de nouveaux équipements de téléphonie à numérotation automatique, télégraphie, télex,

télécopie, messagerie électronique, satellite et Internet. De même, dans le domaine énergétique, le génie hydraulique destiné à maîtriser l'hydro-électricité s'est imposé tandis que le besoin de recourir davantage à l'énergie solaire ou au biogaz ou encore à la production de briquettes de charbon a ouvert de nouvelles voies prometteuses pour les progrès scientifiques et technologiques africains.

Des technologies locales, particulièrement bien adaptées, ont également été mises au point grâce à l'acquisition, l'amélioration et l'adaptation aux conditions locales de technologies importées. Certains transferts de technologie se font par l'acquisition de nouvelles machines et de nouveaux équipements, de services de maintenance et de formation interne. Outre l'Afrique anglophone, de nombreux autres pays africains ont investi ou ont été contraints d'investir des sommes considérables dans l'acquisition d'équipements scientifiques sophistiqués pour la recherche dans les établissements éducatifs, pour les activités agricoles et les services de santé. Ces équipements nécessitent des entretiens réguliers et des réparations. Malheureusement, dans de nombreuses régions d'Afrique, les structures assurant une bonne maintenance sont très insuffisantes. En conséquence, de nombreux appareils restent longtemps hors service, ce qui tend à remettre en question les investissements dans des instruments et équipements coûteux. Les instituts de recherche éprouvent des difficultés à organiser leurs travaux et les programmes et projets de recherche doivent souvent être modifiés ou abandonnés. Cet état de fait entrave directement la construction et la mise au point d'infrastructures scientifiques et technologiques saines dans ces pays.

Des crises ont parfois relancé le développement. Par exemple, les scientifiques et les ingénieurs obtinrent des résultats remarquables au Biafra durant la guerre civile nigériane (1967–1970). Dans le domaine de l'armement, les ingénieurs en électricité et les chimistes travaillant pour la PRODA, une agence de développement de produits, fabriquèrent des centaines d'obus de mortier, mines terrestres, roquettes antiaériennes d'une portée de 2 km, grenades à main comme les célèbres Ogbunigwe, et les véhicules blindés «Génocide», construits à Port Harcourt. Au premier plan se trouvaient les ingénieurs en génie civil, chargés de construire des pistes d'atterrissage. En quatre semaines seulement, la piste d'Uli fut achevée et dotée d'une tour de contrôle opérationnelle. Tandis que la guerre civile battait son plein, l'aérodrome enregistra le plus fort trafic aérien quotidien de toute l'Afrique, à l'exception peut-être de Johannesburg, avec plus de 90% du trafic réalisé de nuit. À partir de matériaux fabriqués entièrement sur place, une raffinerie de pétrole gigantesque fut construite, la technologie du raffinage y étant alors, mieux que partout ailleurs dans le monde, parfaitement maîtrisée. Pour ce faire, du ciment fut produit et des

tiges de bambous utilisées comme colonnes de fractionnement. Ces tâches apparemment impossibles furent accomplies avec promptitude, comme lorsque les ingénieurs civils durent travailler malgré des eaux en crue pour construire un pipeline de près de 5 km de long entre le champ pétrolifère d'Eghana et la périphérie d'Oguta. Malheureusement, ces efforts ne furent pas poursuivis à la fin de la guerre civile.

L'apartheid eut des répercussions similaires sur le développement scientifique et technologique en Afrique du Sud. Lorsqu'il fut isolé du reste du monde, ce pays dut réaliser des progrès scientifiques et technologiques majeurs dans certains domaines afin de garantir sa survie et son intégrité, sans toutefois impliquer la majorité noire de la population. Cet isolement favorisa les investissements directs destinés à accroître l'indépendance technologique dans plusieurs secteurs clés, en particulier l'automobile, le raffinage du pétrole et la pétrochimie, les télécommunications et l'informatique. L'Afrique du Sud ne possède aucune réserve connue de pétrole ni de gaz. Afin d'assurer son indépendance énergétique face à son isolement politique croissant, au début des années 1960, l'Afrique du Sud commença à prendre des mesures pour réduire sa dépendance au pétrole étranger et donc sa vulnérabilité à un éventuel embargo (Foreign Policy Study Foundation, 1981). L'une de ces mesures consista à produire des carburants de synthèse. Le pays réalisa des progrès incroyables dans la transformation du charbon en carburant liquide et en d'autres produits. Sa technique de conversion est peut-être plus éprouvée et avancée que celle de tous les autres pays où l'industrie pétrolière est restée prépondérante. Désormais un des géants mondiaux de la conception et application des technologies de conversion du charbon en carburant, l'Afrique du Sud possède l'un des rares programmes de gazéification du charbon performants de la planète. Elle est aussi un grand producteur d'uranium qui a su inventer et protéger une méthode d'enrichissement nucléaire, avec l'aide de ses alliés occidentaux d'antan. Le pays reste néanmoins dépendant des technologies occidentales pour continuer à faire progresser un grand nombre de ses industries stratégiques. Sa dépendance par rapport aux technologies étrangères est surtout manifeste dans les domaines de l'équipement électronique de pointe, l'instrumentation scientifique, l'informatique et l'énergie nucléaire. Cependant, le pays est également devenu un modeste exportateur de technologies. Les États-Unis se sont ainsi intéressés à sa méthode de gazéification du charbon, éprouvée mais coûteuse, ainsi qu'à sa technique de forage en profondeur. L'Afrique du Sud exporte également d'autres technologies plus anciennes dans les secteurs de l'agriculture, de l'exploitation minière et de l'industrie manufacturière vers les États du sud du continent africain.

PROBLÈMES, ÉCHECS ET PERSPECTIVES

Ce que l'on appelle généralement la crise africaine a surtout frappé le progrès culturel, scientifique et technologique. L'optimisme et les indicateurs de développement prometteurs manifestes dans la plupart des pays africains dans les années 1960 et 1970 ont fait place à la stagnation, voire à la régression et au déclin. Cela s'est traduit par une instabilité politique à travers tout le continent et l'effondrement structurel du système national, passant notamment par un déclin du système éducatif, des infrastructures disponibles, des industries, de la productivité et des bénéfices face à une inflation et un chômage en hausse. Les solutions apportées par la plupart des pays africains à ces problèmes (par exemple, parti unique, intervention militaire, ajustement structurel, privatisation et prétendue démocratisation) les ont aggravés au lieu de les apaiser.

Si l'on considère l'ensemble du continent africain, il est clair que la crise a produit un environnement social, économique, culturel et politique présentant de nombreux obstacles au bon développement des sciences et des technologies, notamment: (i) une compréhension superficielle généralisée et un manque d'engagement politique du leadership à l'égard de la science et des technologies (S&T); (ii) une marginalisation consécutive des communautés scientifiques et technologiques nationales ainsi que de leurs réalisations et compétences; (iii) une piètre sensibilisation du public quant à l'importance d'une solide expertise scientifique et technologique; et (iv) une demande aussi bien publique que privée insuffisante en S&T. Dans de nombreux pays africains, les scientifiques et technologues de haut niveau sont dans l'impossibilité d'entretenir des contacts, pourtant souhaitables, entre eux. Les institutions et les opportunités qui pourraient faciliter ces contacts sont soit inadaptées soit inexistantes. Lorsque les penseurs sont rares, dispersés et qu'ils ne peuvent se rencontrer ni se stimuler, ils se découragent.

Dans un certain nombre de pays africains, l'instabilité politique a provoqué des insurrections, des conflits ethniques et des guerres civiles au cours desquels les infrastructures des institutions intellectuelles, scientifiques et technologiques ont été détruites ou abandonnées. De tels événements ont empêché de nombreux spécialistes — universitaires, scientifiques, technologues, etc. — de poursuivre leur vocation professionnelle dans leur propre pays. Incapables de mener leurs travaux scientifiques, technologiques ou universitaires dans des conditions garantissant leur sécurité physique ou leur intégrité professionnelle, ils ont été forcés de trouver refuge ailleurs. Il faut y voir, avec l'insuffisance et l'incertitude des financements, les raisons de la diaspora des scientifiques et savants expatriés d'Afrique (DSSEA) chez les éminences grises africaines extrêmement formées et qualifiées. Les mêmes facteurs empêchent les institutions nationales de ces pays d'attirer de nouvelles recrues. Ce phénomène de diaspora, y compris la fuite des cerveaux généralisée, constitue un puissant frein au développement scientifique et technologique de l'Afrique anglophone et du reste du continent

Les systèmes de recherche nationaux mis en place avec le soutien de donateurs au cours des trente dernières années n'ont globalement pas réussi à obtenir de véritables résultats. Par ailleurs, ils se sont souvent concentrés sur des domaines précis, cherchant en priorité des solutions à court terme à des problèmes spécifiques et non à renforcer la capacité des Africains à résoudre des problèmes généraux. Dans certains cas, ils ont créé une recherche isolée sans véritable base de personnel formé et qualifié. De plus, ils n'ont pas permis à une culture scientifique de voir le jour ni d'assurer un transfert de technologie suffisamment adaptée des centres internationaux vers des paysans souhaitant en bénéficier. Contrairement à la recherche universitaire, leurs travaux ont rarement été soumis à un examen minutieux par leurs pairs et ont parfois pu donner de médiocres résultats. Les budgets ont généralement subi des coupes sévères en réponse à la baisse des recettes publiques et, bien qu'ils semblent suffisants en théorie, les fonds manquent souvent de fait pour acheter des équipements, publier dans des périodiques, mener des travaux de terrain ou régler toute dépense autre que les salaires, souvent versés en retard. Ces systèmes réussissent à conserver leur personnel hautement qualifié tant qu'aucune opportunité plus intéressante ne se présente ailleurs. L'ensemble du système de recherche national menace de s'effondrer chaque fois que le soutien des donateurs disparaît.

Dans les années 1970, de nombreux pays africains ont instauré des organisations dotées, du moins officiellement, de vastes responsabilités en matière de politique scientifique et technologique, pouvant prendre toutes les mesures gouvernementales nécessaires pour accroître les capacités scientifiques et technologiques nationales et les adapter au processus de développement économique et social. Cependant, la principale approche suivie lors de leur conception consista à imiter les organismes chargés, dans les pays développés, de la «politique scientifique» ou de la «politique scientifique et technologique». Naturellement, la mission des institutions reproduites dans les pays africains était bien souvent trop restreinte pour satisfaire leurs besoins, se limitant essentiellement à la répartition des fonds entre les différents secteurs de recherche et développement.

Outre les problèmes propres à chaque organisme, toute l'organisation des institutions scientifiques et technologiques chargées d'exploiter le potentiel scientifique et technologique en Afrique est généralement désarticulée et incohérente. «Par exemple, même lorsqu'elle obtient d'excellents résultats, la recherche scientifique semble trop peu souvent

liée au progrès technologique. À leur tour, la recherche et les progrès technologiques, que ce soit dans les universités ou dans des organismes de recherche spécialisés, sont généralement restés déconnectés, dans la pratique, de l'utilisation et de l'application des technologies dans la production agricole et industrielle» (Bell, 1991). Dans la plupart des pays, cela vaut surtout pour la production industrielle. Mais même en agriculture, la recherche a eu un impact très limité sur les technologies utilisées par les fermiers — sauf pour quelques cultures pratiquées dans des zones géographiques spécifiques. La recherche agricole est souvent menée sans grande collaboration directe avec les paysans, les institutions chargées de former les agriculteurs aux technologies agraires ne se préoccupant guère des utilisateurs de ces technologies.

Les difficultés rencontrées par l'Afrique pour mettre au point des structures institutionnelles cohérentes permettant d'exploiter les sciences et les technologies dans la production ne sont bien évidemment pas sans précédent. Des problèmes très similaires ont déjà été connus par d'autres sociétés, leurs expériences ayant plusieurs points communs avec la situation actuelle de l'Afrique. «Toutes cherchaient à accélérer la croissance industrielle et agricole mais disposaient, sans exception, d'une expertise scientifique et technologique limitée. Toutes durent créer de nouvelles structures institutionnelles et former de nouvelles ressources humaines pour exploiter ce potentiel scientifique et technologique. Toutes durent surmonter leurs faiblesses scientifiques et technologiques dans un contexte international où les autres sociétés exerçaient déjà une domination économique, technologique et scientifique». L'Afrique est semble-t-il confrontée à une tâche d'une ampleur sans précédent car aucun autre de ces pays plus développés n'eut à rattraper son retard scientifique et technologique dans le contexte scientifique et technologique actuel.

Les questions de mise en valeur du «capital humain» nécessaire au développement industriel n'ont bien évidemment pas été ignorées par les décideurs politiques et leurs conseillers. Mais elles ont suscité chez eux un intérêt quelque peu limité. Ils ont eu tendance à se concentrer sur l'attribution de ressources aux infrastructures d'enseignement et de formation, c'està-dire sur la création d'institutions productrices de ressources humaines pour l'industrie. Par ailleurs, ils se sont intéressés au développement de ressources humaines destinées à utiliser des technologies données avant de s'intéresser au développement de ressources nécessaires pour concevoir et gérer ces technologies. La formation et la capitalisation de ressources humaines capables de générer, d'assimiler et de gérer les évolutions techniques se sont enlisées dans le fossé de plus en plus large qui sépare la «politique scientifique et technologique» de la «politique économique» telles qu'actuellement conçues et mises en œuvres.

Plusieurs cas illustrent bien ce phénomène. Lorsque l'industrie minière du cuivre fut nationalisée en Zambie, peu d'efforts furent déployés pour former les Zambiens et leur permettre d'innover en ingénierie comme le faisaient les anciens administrateurs expatriés. De même, au Kenya, divers secteurs comme ceux de la sucrerie, du chemin de fer, de la cimenterie et de la métallurgie formèrent mal leurs ingénieurs africains en interne. À quelques rares exceptions près, même la formation destinée à l'utilisation, la maintenance et la gestion des systèmes de production existants était morcelée et déconnectée des tâches spécifiques ou des programmes d'acquisition de compétences. Quant à une éventuelle formation permettant aux ingénieurs africains d'améliorer et de modifier les technologies existantes, elle était pratiquement totalement absente. Dans de nombreux pays africains, la croissance d'une industrie textile relativement importante fut l'un des moteurs de l'essor industriel. Cependant, un certain nombre d'études a montré qu'en vingt ou trente ans, l'augmentation de la capacité de production du secteur ne s'est accompagnée que d'une croissance limitée, pour ne pas dire nulle, du savoir-faire technologique. Par exemple, en Tanzanie, aucune expertise de pointe ne fut acquise en matière de gestion, ni *a fortiori* dans des secteurs comme celui de la technologie des textiles et des fibres ou de la chimie textile.

Les perspectives d'avenir semblent encore plus moroses en raison des répercussions probables qu'auront certaines technologies en cours d'élaboration dans les pays industriellement avancés. Ainsi, la biotechnologie promet de mettre à mal la biodiversité africaine en proposant une production alternative d'espèces transgéniques par clonage et autres; de même, la technologie des biomatériaux nuira sûrement aux exportations de produits non-agricoles primordiaux pour un certain nombre de pays africains; la microélectronique va probablement amoindrir l'avantage concurrentiel que procurait la main-d'œuvre bon marché et qui avait par le passé incité les sociétés transnationales à installer leurs unités de production en Afrique et dans d'autres pays du tiers-monde. Enfin, les progrès en matière de technologies assistées par ordinateur modifient rapidement et radicalement les systèmes de communication et d'information, n'offrant véritablement de potentiel qu'aux pays en mesure d'en tirer profit. Ces évolutions confirment la nécessité de développer les compétences scientifiques et technologiques qui permettront aux pays africains de prendre part aux nouvelles technologies, d'en tirer profit et de ne plus en être victimes.

De nouvelles technologies, comme l'énergie solaire ou celle dérivée du biogaz, devraient certes avoir des répercussions bénéfiques sur les économies et les sociétés africaines à long terme mais pourraient être dommageables à court ou moyen terme, le temps que des compétences nationales pour une adaptation et une utilisation efficaces soient mises en place. La Commission

des Nations Unies sur la science et la technique au service du développement a soutenu un projet destiné à concevoir, installer et mettre à l'épreuve des systèmes d'alerte. L'objectif est d'indiquer rapidement aux décideurs politiques et aux planificateurs africains quelles avancées sont susceptibles d'avoir des répercussions négatives sur leurs pays ou celles qui, à condition d'être rapidement adaptées et exploitées, peuvent s'avérer bénéfiques. Aussi bien conçus que puissent être ces systèmes d'alerte, il va de soi que leur réussite repose avant tout sur la qualité et l'ampleur des capacités nationales de réaction, ainsi que de l'attention accordée à la durabilité environnementale face aux possibilités de développement. La qualité de ces réponses dépendra non seulement des autorités et de la fonction publique mais aussi des établissements d'enseignement supérieur, des organismes de recherche et développement et surtout des entrepreneurs locaux.

CONCLUSION

Nombre de personnes ne voient aucun lien entre la culture et le développement des sciences et des technologies. Pourtant, le développement implique une croissance saine de la société et la culture est la vie de la société. Le progrès scientifique et technologique ne peut être obtenu s'il est recherché comme une fin en soi. La science et la technologie importées de l'étranger restent artificielles tant qu'elles ne sont pas intégrées à la culture — c'est-à-dire à la vie de tous les jours — de la population. L'éducation permet cette intégration et stimule la croissance. La volonté politique nécessaire pour motiver et orienter le développement, ainsi que l'incitation économique, trouvent leurs racines dans la culture.

L'héritage colonial en Afrique a créé un secteur modernisateur de la société dépendant de la culture, de la science et de la technologie occidentales et éloigné de la culture et de la technologie traditionnelles populaires. Ce clivage dangereux entrave le progrès et a été pointé du doigt maintes fois, mais les choses ont peu changé, engluées dans un immobilisme verbeux. L'Afrique n'a jusqu'à présent pas réussi à se détacher de l'héritage colonial à l'origine de sa dépendance et de sa désorientation. Elle reste donc non seulement dépendante mais accuse également un certain retard, l'un et l'autre manifestes dans les domaines scientifiques et technologiques ainsi que dans le domaine du progrès culturel qui reste l'élément clé pour rattraper le retard technologique actuel et combler le fossé grandissant entre l'Afrique et le reste du monde. En comprenant mieux sa propre relation entre culture et développement, l'Afrique peut espérer inverser la tendance actuelle à l'imitation et rétablir les liens avec son esprit imaginatif et inventif et ainsi encourager l'innovation et la créativité.

Il n'existe aucune réponse simple au problème de clivage entre culture occidentale et traditionnelle. Tandis que la culture d'élite s'efforce de s'attaquer à la science pratique et à l'application du savoir scientifique en agriculture, médicine et technologie, la culture populaire demeure inondée de croyances en l'occulte, le surnaturel et le mythe. Quelques tentatives ont été faites pour codifier ces croyances et promouvoir la para-psychologie, l'occultisme, la magie voire la sorcellerie comme une «réalité de la nature africaine et de son mode de fonctionnement [...] susceptible de remplacer les sciences occidentales» (Ezeabasili, 1977). Toutefois, à l'instar de l'approche africaine de la médecine holistique de plus en plus acceptée en Occident, les études récentes sur la complexité, le chaos et l'instabilité, qui redéfinissent la nature des sciences occidentales mêmes, commencent à être admises.

Ces études font tomber les barrières entre sciences sociales et biologiques, entre religion et science ou encore entre sciences et lettres, à la manière des croyances africaines traditionnelles. D'autres études des schémas et connexions des pensées et croyances africaines, comme celles menées par Robin Horton et autres, pourraient offrir un cadre théorique à un système logique cohérent permettant d'unir philosophie, religion et sciences africaines. Les sciences et les technologies occidentales pourraient jouer un rôle dans une telle étude et aider à combler le fossé entre culture populaire et culture d'élite en Afrique. Cependant, en raison de l'héritage colonial, les gouvernements africains ont choisi la culture universitaire et les sciences et les technologies de l'Occident comme chemin vers la modernisation et le développement. Il faudrait suivre cette voie avec un plus grand engagement et professionnalisme, en impliquant la population, et chercher un équilibre entre «sciences africaines» et sciences et technologies occidentales susceptible de donner lieu à une renaissance africaine.

BIBLIOGRAPHIE

- ADE-AJAYI, J. F. 1963. The Development of Secondary Grammar School Education in Nigeria. Dans: *Journal of the Historical Society of Nigeria*, décembre, vol. 2, n° 4.
- 1995. History of the Nigerian Society of Engineers, Lagos (Nigéria), CSE.
- CROWDER, M. 1985. Historical Atlas of Africa, Cambridge, Cambridge University Press.
- GOMA, L. K. H. JOHNSON, G. A. 1996. *The African Experience with Higher Education*, Athens (Ohio), Ohio University Press.

- ADEGBOYEGA, R. A. 1982. Leaves and Roots in Our Rightful Medicines. Dans: *Report of a Workshop on Traditional African Medicine*, Ibadan (Nigéria), University of Ibadan.
- ADELOYE, A. 1977. *Nigerian Pioneers of Modern Medicine: Selected Writing*, Ibadan (Nigéria), Ibadan University Press.
- 1985. African Pioneers of Modern Medicine: Nigerian Doctors of the Nineteenth Century, Ibadan (Nigéria), Ibadan University Press.
- AGERON, C.-R. (dir. publ.). 1986. Les chemins de la décolonisation de «l'empire français », 1936–1956. Paris, Éditions du CNRS.
- AMATO, P. 1997. African Philosophy and Modernity. Dans: Eze, E. C. (dir. publ.). 1997. *Postcolonial African Philosophy: A Critical Reader*, Oxford, Basil Blackwell, p. 71–100.
- AWE, B. 1987. Modernization in an African Setting: The Nigerian Experience. Dans: OGUNMOLA, G. B. 1987. *Penn-Ibadan Lectures*, Ibadan (Nigéria), Ibadan University Press, p. 124–44.
- BANQUE MONDIALE. 1988. *Education in Sub-Saharan Africa*, Banque mondiale, Washington.
- BELL, R. M. 1991. The Development of Scientific and Technological Institutions in Africa: Some Past Patterns and Future Needs. Dans: *The New Challenge of Science and Technology for Development in Africa*, Nairobi (Kenya), ICIPE Science Press.
- BOAHEN, A. A. (dir. publ.). 1985. *Africa under Colonial Domination,* 1880–1935, UNESCO Histoire générale de l'Afrique, vol. 7, Paris/Ibadan, UNESCO/Heinemann.
- BONNEUIL, C. 1991. Des Savants pour l'Empire: La structuration des recherches scientifiques coloniales au temps de « La mise en valeur des colonies françaises » 1917–1945, Paris, Editions de l'ORSTOM.
- PETITJEAN, P. 1996. Recherche Scientifique et politique coloniale: Les chemins de la création de l'ORSTOM, du Front populaire à la libération en passant par Vichy, 1936–1945. Dans: WAAST, R. et GALL LARD, J. (dir. publ.). Les Sciences hors d'Occident au xx^e siècle, Vol. 2, Les Sciences coloniales, Figures et institutions, Paris, Editions ORSTOM, p. 113–61
- Brunschwig, H. 1986. De l'assimilation à la décolonisation. Dans : AGERON, C-R. 2000. Les chemins de la décolonisation de l'empire français 1936–1956, Paris, CNRS Editions,
- BUSIA, K. A. 1962. The Challenge of Africa, New York, Praeger.
- CAPELLE, J. 1990. L'éducation en Afrique noire à la veille des indépendances (1946–1958), Paris, Editions Karthala.

- COLOMBANI, O. 1991. Mémoires coloniales, la fin de l'empire français d'Afrique vue par les administrateurs coloniaux, Paris, Éditions La Découverte.
- COULIBALY, E. 1997. L'archéologie, science oubliée des études africanistes françaises. Dans: PIRIOU, A., SIBEUD, E. *Dossiers Africains*. Centre d'Études Africaines, Paris, EHESS, p. 89–109.
- CROWDER, M. 1968. West Africa under Colonial Rule, Londres, 1968
- DE BENOIST, J. R. 1982. L'Afrique occidentale française de 1944 à 1960, Dakar, Nouvelles Éditions Africaines.
- DOZON, J.-P. 1985. Quand les pastoriens traquaient la maladie du sommeil. Dans : *Sciences sociales et santé*, III, n° 3–4, p. 27–56.
- EKONG, D. 1973. Basic and Applied Sciences. Dans: ADE-AJAYI, J. F., TAMUNO, T. (dir. publ.). 1973. *The University of Ibadan, 1948–73: A History of the First Twenty-Five Years*, Ibadan (Nigéria), Ibadan University Press, p. 191–214.
- ELLIOT, H. 1986. Down Towards the Styx: An Account of the Development of Western Deep Levels. Dans: *Optima*, vol. 34, n° 2.
- ELZINGA, A. 1996. UNESCO and the Politics of International Cooperation in the Realm of Science, Paris, Éditions ORSTOM.
- EMEAGWALI, G. T., ABUBAKAR, N. 1994. Colonialism and African Indigenous Technology. Dans: *African Technology Forum*, vol. 7, n° 2.
- Eze, E. C. (dir. publ.). 1997. Postcolonial African Philosophy: A Critical Reader, Oxford, Basil Blackwell.
- EZEABASILI, N. 1977. African Science: Myth or Reality? New York, Vantage Press.
- FARGETTE, D., THRESH, J. M. et THOUVERNEL, J. C. 1996. La virologie des plantes en Afrique tropicale: les styles anglais et français. Dans: WAAST, R. et GAILLARD, J. (dir. publ.). Les Sciences hors d'occident au XX^e siècle, Vol. 2, Les Sciences coloniales, Figures et institutions, Paris, Éditions ORSTOM.
- FEDERAL MINISTRY OF SCIENCE AND TECHNOLOGY. 1987. *National Policy on Science and Technology for Nigeria*, Lagos (Nigéria), Federal Ministry of Science and Technology.
- FISCHER, D. A. V. 1992. *Stopping the Spread of Nuclear Weapons: The Past and the Prospects*, New York/Londres, Routledge.
- FOREIGN POLICY STUDY FOUNDATION, INC. 1981. South Africa: Time Running Out. The Report of the Study Commission on US Policy towards Southern Africa, Berkeley/Los Angeles, University of California Press.

- FORJE, J. W. 1989. *Science and Technology in Africa*, Harlow (Royaume-Uni), Longman.
- 1992. Two Decades of Science and Technology in Africa: What Has the Continent Reaped? Dans: IRELE, A. (dir. publ.). *African Education and Identity*, New York, Hanzell Publishers.
- GIDE, A. 1927 et 1928. *Voyage au Congo*; *Le retour du Tchad: Carnets de route*. Collection Folio, 1995, Paris, Éditions Gallimard.
- GINSBERG, M. 1953. The Idea of Progress, New York, Methuen.
- GOMA, L. K. H. 1967. The Biologist in Africa. Dans: *The 1967 Distinguished Guest Lecture*: *East African Academy*, Nairobi (Kenya), East African Publishing.
- 1972. SCIENCE AND TECHNOLOGY IN AFRICAN ECONOMIC DEVELOPMENT. Dans: ARKHURST, F. S. Arms and African Development: Proceedings of the First Pan-African Citizens' Conference, New York, Praeger Publishers.
- 1976. The Environment and the Scientific Development of Africa. Dans: *University of Zambia Journal of Science and Technology*, vol. 1, n° 1.
- 1991. The Hard Road to the Transformation of Africa, Aggrey-Fraser-Guggisberg Memorial Lectures 1991, Accra (Ghana), University of Ghana.
- 1993. *King Sobhuza II Memorial Lectures, Inaugural Lecture, September 1993*, Swaziland, University of Swaziland Kwaluseni.
- 1995. Some Reflections on the Environment for Scientific and Technological Development in Africa: Challenges and Opportunities. Paper presented at the Fifth Third World Academy of Sciences General Conference held at Abuja (Nigéria), septembre 1995.
- GRIFFITHS, A. P. 1967. *Knowledge and Belief*, Oxford, Oxford University Press.
- GYEKYE, K. 1997. Philosophy, Culture, and Technology in the Postcolonial Africa. Dans: EZE, E. C. (dir. publ.). *Postcolonial African Philosophy: A Critical Reader*, Londres, Blackwell, p. 25–44.
- HAALAND, R. et SHINNIE, P. (dir. publ.). 1985. *African Ironworking: Ancient and Traditional*, Oslo, Norwegian University Press.
- HANCOCK, G. 1985. *Ethiopia: The Challenge of Hunger*, Londres, Victor Gollancz.
- HARDING, S. 1997. Is Modern Science an Ethnoscience? Rethinking Epistemological Assumptions. Dans: EZE, E. C. (dir. publ.). *Postcolonial African Philosophy: A Critical Reader*, Londres, Blackwell, p. 45–70.

- HASSAN, M. H. A. 1993. Science and Technology for the Socio-Economic Development of Africa. Dans: *Resource Papers for the RANDFO-RUM Presidential Forum*, 31 octobre et 1 novembre, 1993, Gaborone (Botswana).
- HASSAN, Z. et LAI, C. H. 1984. *Ideals and Realities: Selected Essays of Abdul Salam*, Londres, World Scientific Publishers.
- HASTINGS, A. 1994. *The Church in Africa, 1450–1950*, Oxford, Clarendon Press.
- HORSFALL, D. 1976. A Prognosis for Coal in an Integrated Fuel Technology. Dans: *Optima*, vol. 26, n° 2.
- HORTON, R. 1993. Patterns of Thought in Africa and the West: Essays on Magic, Religion and Science, Cambridge, Cambridge University Press.
- ICIPE FOUNDATION. 1991. The New Challenge of Science and Technology for Development in Africa, Nairobi, ICIPE Science Press.
- JONES, R. 1966. The Importance of Research in Civil Engineering to the Development of East Africa. Dans: OWEN, D. F. (dir. publ.). *Research and Development in East Africa*, Nairobi, East African Publishing House.
- Keller, E. J. 1991. *Revolutionary Ethiopia: From Empire to People's Republic*, Bloomington (Indiana), Indiana University Press.
- KIPRE, P. 1993. Industrial Development and Urban Growth, 1935–1980. Dans: MAZRUI, A. A. et WONDJI, C. *General History of Africa, Vol. 8. Africa since 1935*, Londres/Paris, Heinemann/UNESCO, p. 357–92.
- LAST, M. et CHAVUNDUKA, G. (dir. publ.). 1986. *The Professionalization of Traditional Medicine*, Manchester/Londres, Manchester University Press/International African Institute.
- MABOGUNJE, A. L. 1989. *The Development Process: A Spatial Perspective*, Londres, Unwin.
- MAKHUBU, L. P. 1990. Universities and Institutions of Higher Education and Scientific and Technological Research. Dans: KWAPONG, A. A. et LESSER, B. (dir. publ.). *Capacity Building and Human Resources Development in Africa*, Nova Scotia (Canada), Dalhousie University.
- MARSEILLE, J. 1984. Empire colonial et capitalisme français, histoire d'un divorce, Paris, Albin Michel.
- 1986. Une approche économique et financière de la décolonisation: l'évolution des bilans des entreprises coloniales (1938–1945). Dans: AGERON, C.-R. 1986. Les chemins de la décolonisation de l'empire français 1936–1956, Paris, Presses du CNRS.

- MAZRUI, A. A. et WONDJI, C. (dir. publ.). 1993. *General History of Africa*, Vol. 8: *Africa since 1935*. UNESCO, Paris/Heinemann, Londres.
- MBOKOLO, E. 1985. L'Afrique au XX^e siècle: Le continent convoité, Paris, Editions du Seuil.
- McCann, J. C. 1995. *People of the Plow: An Agricultural History of Ethiopia*, 1800–1990, Madison (Wisconsin), University of Wisconsin Press.
- MILLER-CHAGAS, P. 1992. Le climat dans l'architecture des territoires français d'Afrique. Dans: CULOT, M. et THIVEAUD J.-M. (eds.). *Architectures françaises outre-mer*, Paris, Institut français d'architecture (IFA), p. 341–63.
- NADAU, T. 1992. Ville et industrie en Afrique. Dans: CULOT, M. et THIVEAUD, J.-M. (dir. publ.). *Architectures françaises outre-mer*, Paris, Institut français d'architecture (IFA).
- NEGASH, T. 1986. No Medicine for the Bite of a White Snake: Notes on Nationalism and Resistance in Eritrea, 1890–1940, Uppsala (Suède), Uppsalla University Press.
- 1987. *Italian Colonialism in Eritrea, 1882–1941: Policies, Praxis and Impact,* Uppsala (Suède), Uppsalla University Press.
- NEWIT, M. D. D. 1981. *Portugal in Africa: The Last Hundred Years*, Londres, Longman.
- ODHIAMBO, T. R. 1993. Africa. Dans: UNESCO. 1993. World Science Report 1993, Paris, UNESCO, p. 86–95.
- (dir. publ.). 1988. Hope Born Out of Despair, Kenya, Heinemann.
- OGUNMOLA, G. B. 1989. Science, Scientist and the New Technologies for Development. Dans: OGUNMOLA, G. B. et RUTMAN, R. J. (dir. publ.). *Ibadan-Penn Lectures*, Ibadan, University of Ibadan Press.
- 1997. Understanding Hemoglobins and Sickle Cell Disease in the Progress Toward Therapy in Science in Africa, Washington, American Association for the Advancement of Science.
- OKIGBO, B. N. 1987. Overview of the Technical Crisis in Subsistence Agriculture. Subsistence Agriculture in Africa: Problems and Prospects. Dans: AMOAKA-ATTA, B. (dir. publ.). *Proceedings of the 6th African Association of Insect Scientists (AAIS) Conference*, Monrovia/Dakar, African Bioscience Network/UNESCO, p. 57–92.
- OLADAPO, A. 1984. Technology Policy and Development in Nigeria. Dans: *Discourses of the Nigerian Academy of Science*, vol. 8, p. 83-90.

- OTOO, J. A., OSIRU, D. S. O., NG, S.Y. et HAHN, S. K. 1987. *Improved Technology for Seed Yam Production*, Ibadan (Nigéria), International Institute of Tropical Agriculture.
- OURSOU, D. 1996. L'Histoire en Afrique tropicale: Centres de recherche, hommes, idées. Dans: WAAST, R. et GAILLARD, J. (dir. publ.). Les Sciences hors d'occident au XX^e siècle, Vol. 2, Les Sciences coloniales, Figures et institutions, Paris, Éditions ORSTOM.
- Pankhurst, R. K. 1990. A Social History of Ethiopia: The Northern and Central Highlands from Early Medieval Times to the Rise of Emperor Téwodoros II, Addis Ababa, Institute of Ethiopian Studies, .
- PERUTZ, M. 1981. Why We Need Science. Dans: New Scientist, vol. 19.
- POPPER, K. R. 1975. *Objective Knowledge: An Evolutionary Approach*, Oxford, Claredon Press.
- PRIGOGINE, I. 1996. The Laws of Chaos. Dans: *Fernand Braudel Center Review*, vol. XIX, n° 1, p. 1–9.
- RANDFORUM. 1995. Distressed and Expatriate Scientists and Scholars from Africa (DESSA): Programme of Implementation of Brainpower Resource Mobilization and Utilization. Third Presidential Forum: A Brief Strategic Framework for Basic Food and Nutritional Security in Africa 1995–2005, 24–25 July 1995, Kampala, Uganda. RANDFORUM, Nairobi.
- RODNEY, W. 1972. *How Europe Underdeveloped Africa*, Londres/Dares-Salaam, Bogle-L'Ouverture Publications/Tanzania Publishing House.
- RUDEBECK, L. 1974. *Guinea-Bissau, A Study of Political Mobilization*, Uppsala (Suède), Scandinavian Institute of African Studies.
- Sabrie, M.-L. 1996. Histoire des principes de programmation scientifique à l'ORSTOM (1944–1994). Dans: Waast, R. et Gaillard, J. (dir. publ.). Les Sciences hors d'occident au XX^e siècle, Vol. 2, Les Sciences coloniales, Figures et institutions, Paris, Éditions ORSTOM.
- SAINT, W. S. 1992. *Universities in Africa: Strategies for Stabilization and Revitalization*, Washington, Banque mondiale.
- SALAMON, M. 1986. Research in South Africa's Gold Mining Industry. Dans: *Optima*, vol. 34, n° 2.
- SOFOWORA, A. 1984. *Medicinal Plants and Traditional Medicine in Africa*, Ibadan (Nigéria)/Chichester (Royaume-Uni), Spectrum Books/John Wiley.
- SOYINKA, W. 1985. The Arts in Africa during the Period of Colonial Rule. Dans: BOAHEN, A. A. (dir. publ.). *Africa under Colonial Domination*,

- 1880–1935. UNESCO General History of Africa, Vol. 7, Paris/Ibadan/Nairobi, UNESCO/Heinemann, p. 539–64.
- TEILHARD DE CHARDIN, P. 1959. *The Future of Man*, New York, Harper & Row.
- THOMAS, B. 1992. Science and Technology: Africa's Dilemma. Dans: *Network News*, vol. 3, n° 1, Nairobi, African Academy of Sciences.
- TINDIMUBONA, A. 1992. Introduction. Dans: *Inventions of African Scientists*. African Academy Press.
- UNESCO. 1988. Second Conference of Ministers Responsible for the Application of Science and Technology to Development in Africa. CASTAFRICA II. Arusha United Republic of Tanzania. 6–15 juillet, 1987, Paris, UNESCO.
- VANSINA, J. 1993. Arts and Society since 1935. Dans: MAZRUI, A. A. et WONDJI, C. (dir. publ.). *General History of Africa, Vol. 8, Africa since 1935*, Paris/Londres, UNESCO/Heinemann.
- WAAST, R. et GAILLARD, J. (dir. publ.). 1996. Les sciences hors d'occident au XX^e siècle, Vol. 2: Les sciences coloniales, figures et institutions, Paris, Editions ORSTOM.
- WARREN, W. M. et RUBIN, N. (dir. publ.). 1968. *Dams in Africa*, Londres, Frank Cass & Co.
- WILLIAMS, E. L. 1978. Diamond Harvest of the Namib Surf: The Story of CDM. Dans: *Optima*, vol. 27, n° 4.
- ZELEZA, P. T. 1993. A Modern Economic History of Africa, Vol. 1: The Nineteenth Century, Dakar, CODESRIA.

36

L'Asie du Sud et du Sud-Est

Dhruv Raina et Syed Irfan Habib (coordinateurs)

Introduction

Dhruv Raina et Syed Irfan Habib

la fin du XIX^e siècle, s'achevait la colonisation de l'Asie du Sud et du Sud-Est qui recouvrèrent leur autonomie une cinquantaine d'années plus tard (carte 19). Entre-temps, plusieurs puissances occidentales s'en étaient partagé le contrôle : la Grande-Bretagne régna sur le sous-continent indien et le Sri Lanka tandis que les Pays-Bas dominaient l'Indonésie et que les États-Unis mettaient les Philippines sous tutelle. La Thaïlande, seul pays demeuré souverain, avait dû imaginer d'ingénieuses stratégies pour préserver son indépendance. Le développement scientifique et technologique donna lieu à des expériences similaires dans ces deux régions mais les contextes historiques et culturels propres à chacun y conférèrent toutefois des formes distinctes à l'institutionnalisation de la science moderne. Après plusieurs décennies de lutte anticoloniale, leur chemin vers la modernisation fut jalonné de diverses complexités politiques et culturelles. Les structures modernes de production du savoir, comme les universités et les instituts scientifiques, qui avaient fleuri en Europe, étaient au cœur des projets de ces nouveaux États néanmoins marqués par leurs spécificités culturelles régionales.

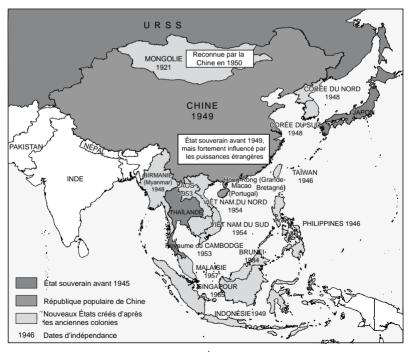
L'Inde fut dotée d'universités et d'instituts de recherche modernes au moins trois décennies avant le reste de l'Asie du Sud-Est. Lors de la partition des Indes britanniques, elle hérita de la plupart des établissements scientifiques du territoire, déjà relativement stables et efficaces. La dissolution officielle de la mainmise occidentale sur la région donna naissance à plusieurs États-nations modernes. Le processus de décolonisation se fondait sur un engagement souverain de développement sociétal et économique par le biais de politiques qui avaient souvent été conçues, débattues, affinées et révisées pendant la période de lutte anticoloniale avant de trouver leur expression dans des projets et des plans mis en place après l'indépendance. La modernisation par la science et l'industrialisation était la pierre angulaire de ces programmes. Des variations régionales et nationales affectaient cependant les priorités de la science et de la recherche, de même que l'importance qui leur était accordée. L'Inde paraît avoir récolté les fruits de l'action d'une classe dirigeante qui soutint le développement scientifique durant les deux premières décennies suivant le retrait des Britanniques. À Sri Lanka, en revanche, la relation entre les élites politiques et scientifiques ne jouissait pas d'un tel climat de confiance et les orientations données au système scientifique et technologique entraient souvent en contradiction avec les vues de la communauté scientifique.

La décolonisation intellectuelle se traduisit par un bouleversement des perspectives et des éclairages historiques dont l'incidence pesait encore sur les sciences sociales trois décennies plus tard. Dans sa récente peinture de la révolution historiographique dont furent témoins les dernières décennies du XX^e siècle, la sociologue américaine Sandra Harding soulignait les trois grands changements apportés par les études scientifiques postcoloniales. Tout d'abord, elles contribuèrent à modifier la perception de l'intégrité des disciplines européennes. Ensuite, elles clarifièrent la nature des liens entre les cultures européennes et non européennes. Enfin, elles disséquèrent les interactions entre les sciences européennes et non européennes en allant jusqu'à mettre en évidence la refonte de la science moderne grâce à sa rencontre avec des formes non occidentales de savoir. Les différentes parties de ce chapitre, confiées à certains des acteurs de cette évolution, reflètent ce nouvel esprit.

Ces pages s'efforcent de reconsidérer l'assimilation de la science moderne occidentale et de ses institutions dans la région. Au concept de mission civilisatrice se substitue l'idée que la diffusion des sciences européennes fut encouragée par les efforts combinés des bureaucrates impériaux, de leur entourage scientifique et des autochtones qui tenaient ce contact pour un facteur de revitalisation. Avec le recul, ce processus peut être vu comme une sorte de «zone d'échanges» entre les savoirs indigènes et les pratiques de la science moderne, dominée par la langue de cette dernière. Cette relation dynamique remodela constamment la science moderne dont l'essor demeura inextricablement lié à l'expansion européenne. Ce phénomène a naturellement soulevé un certain nombre de critiques postcoloniales, tant

de la science que de la modernité. Ce n'est toutefois pas le propos de ce chapitre, même si ces courants sous-jacents sont perceptibles dans certaines de ses parties tandis que d'autres, davantage optimistes, suggèrent que la science serait en mesure de favoriser le développement si la possibilité lui en était donnée. La politique de la science constitue la toile de fond de tout débat sur la science dans les anciennes colonies.

La décolonisation ne se limita pas à un effort culturel. Elle requit l'adaptation des institutions scientifiques aux projets politiques et économiques des nouveaux États-nations, rarement synonyme de destruction du legs britannique mais plutôt d'assimilation pragmatique des éléments compatibles avec les programmes postcoloniaux de développement. En Asie du Sud, cependant, les impératifs d'une souveraineté durement acquise et la nécessité de préserver l'autonomie économique renforcèrent la tentation d'une prompte intégration au système scientifique international, les atouts des pratiques traditionnelles s'effaçant devant les exigences d'une mondialisation rapide.



Carte 19 La décolonisation et les nouveaux États de l'Asie orientale après 1945 (d'après : Chaliand et al., Atlas de l'Asie orientale, histoire et stratégie, Paris, Seuil, 1997, p. 56).

Les principaux protagonistes des mouvements autonomistes, qui avaient prévu de mettre en place des infrastructures scientifiques et éducatives immédiatement après l'indépendance, participèrent à la création des nouvelles institutions du développement scientifique, technologique et industriel. De leur côté, fortement impliquées dans la lutte anticoloniale, les autorités scientifiques obtinrent des gouvernements un grand pouvoir de décision. La légitimité politique conférée à la science par l'État accéléra le tissage du réseau de recherche. En Inde et au Pakistan, un certain nombre de domaines stratégiques étaient protégés de toute intervention bureaucratique et politique, ce qui donnait l'illusion que la science était indépendante des institutions sociales auxquelles elle devait sa légitimité. En figeant cette apparence de liberté, la dualité des économies de la région entrava sans doute le plein épanouissement de la science.

Ainsi, lors des dernières décennies du XX° siècle, des facteurs politiques ou liés aux contraintes du rattrapage scientifique dirigèrent la recherche sud-asiatique vers des objectifs stratégiques ou dictés par les économies de marché des pays avancés. Les ambitions sociales de la science, esquissées au début du XIX° siècle, laissèrent donc la place à une idéologie néolibérale. Catalyseur de l'internationalisation de la science, cette tendance déconnecta aussi la recherche des besoins sociaux internes. L'UNESCO a récemment organisé une conférence pour se pencher sur ce phénomène, également observé dans d'autres régions du globe.

À l'indépendance, les nécessités de l'autonomie économique et de la sécurité nationale encouragèrent la construction d'infrastructures scientifiques et technologiques endogènes. Les différentes facettes de cette histoire sont examinées dans ce chapitre dont l'essentiel est consacré aux réponses culturelles, éducatives, institutionnelles et cognitives au développement de la science moderne et à l'industrialisation dans le contexte de la lutte anticoloniale. Dans les années 1960 et 1970, plusieurs crises géopolitiques et économiques jouèrent un rôle décisif dans la redéfinition des priorités de recherche, illustrée notamment par la «révolution verte». La multiplication des intérêts stratégiques et défensifs entraîna une augmentation des fonds destinés à la recherche ainsi qu'une réorientation limitée des programmes vers les hautes technologies. Ainsi, dans les années 1970, un nouveau contrat fut passé entre la société civile, les secteurs stratégiques et défensifs et le monde de la science. Au sein de domaines tels que la recherche sur les satellites, la région dut consentir de gros efforts pour se doter de moyens propres dans la mesure où le marché international de la science n'offrait pas de technologies d'importance stratégique. De même, la guerre froide contraignit les gouvernements à investir dans la défense et à confier leurs recherches à des institutions qui en profitèrent pour se pourvoir d'un potentiel scientifique et techno-

logique. L'apaisement international n'a toutefois pas encore permis la reconversion civile d'organes dédiés à la défense.

À l'aube du nouveau millénaire, combien de rêves réalisés pour combien d'espoirs envolés? Les institutions scientifiques souffrent de disparités régionales. Comme le relève l'un des auteurs, l'Inde possède le réseau de recherche le plus dense après celui de la Chine. Plusieurs parties de ce chapitre insistent néanmoins sur les limites de l'impact de la science dans la région, mesuré à l'aune du nombre de publications et de citations dans les grandes revues. Si l'analyse scientométrique peut faire l'objet de critiques d'ordre théorique, elle demeure un bon indicateur des infrastructures scientifiques. Parmi les pays engagés sur la voie du développement, l'Inde et le Pakistan peuvent se targuer d'avancées dans certains domaines de pointe tels que l'exploration spatiale, le nucléaire, les télécommunications et les sciences de l'information mais leurs problèmes de pauvreté et de famine persistent. L'explosion démographique, les crises environnementales et l'ensemble des questions morales et éthiques posées par les rapides progrès des biotechnologies feront apparaître de nouveaux enjeux auxquels les «sociétés du savoir» devront apporter une réponse politique. Les effets négatifs de la mondialisation semblent s'accumuler dans les économies en développement à mesure que l'État se désengage des secteurs de la santé, de l'éducation et des grandes infrastructures. Reste à savoir quelles seront les conséquences de cette situation sur les priorités de recherche et les institutions scientifiques de la région.

36.1 La pensée occidentale, l'enseignement et les sciences en Inde

Aparna Basu

Introduction

La décision d'introduire l'enseignement occidental en Inde, conséquence du célèbre mémoire de Macaulay et de la résolution de Lord Bentinck, constitua une disposition capitale à l'initiative du Raj britannique; l'année 1835 allait ainsi faire date dans l'histoire de l'Inde moderne. Au cours des derniers siècles, le processus de modernisation dans l'ensemble du monde non occidental s'est accéléré au contact et au travers des conflits avec l'Ouest. L'importation de l'éducation occidentale figura parmi une série de mesures qui allaient ouvrir les portes de l'Occident à l'Orient. L'impact de la pensée occidentale, bien que limité à l'intelligentsia urbaine, fut significatif puisque cette classe, bien que peu nombreuse, joua un rôle décisif dans l'orientation de l'histoire indienne moderne.

L'East India Company, durant les deux premières générations de son administration du Bengale, ne fut pas responsable de l'instauration du système éducatif occidental. Il s'agissait d'une société commerciale dont le principal intérêt était de faire du profit. Ses employés réagirent immédiatement en soutenant le système d'apprentissage en vigueur, ne voulant en aucune façon pervertir les institutions autochtones. Cependant, en Angleterre, évangélistes, libéraux et utilitaristes mirent rapidement en doute cette première politique consistant à encourager l'instruction orientale. Même si de nombreuses différences les séparaient, tous s'accordaient sur le fait que la société indienne devait faire l'objet d'une transformation radicale, et que l'éducation européenne était un des moyens d'y parvenir (Grant, 1813). Le projet de soutien des institutions orientales fut condamné par James Mill comme «originellement et fondamentalement erroné» (Stokes, 1959) puisque l'éducation se définissait comme la pro-

motion d'un apprentissage profitable plutôt que d'un «savoir obscur et stérile» (Sharpe, 1965).

Les missionnaires furent à l'origine des premiers efforts entrepris en vue de la mise en place d'une instruction officielle en dehors des structures indigènes. De riches citoyens de Calcutta, de Bombay et de Madras se proposèrent également de fonder des écoles anglaises en collaboration avec des administrateurs et hommes d'affaires européens. À Calcutta, Ram Mohun Roy ainsi que David Hare et bien d'autres ouvrirent l'*Hindu College* en 1817, établissant la première institution séculaire en Asie à délivrer un enseignement occidental au travers de l'anglais. Près de dix ans plus tard, l'*Elphinstone College* fut créé à Bombay. Écoles et collèges de ce type commencèrent à se multiplier, tandis que l'autorité britannique remplaçait progressivement le système éducatif indigène précolonial et imposait une nouvelle langue ainsi qu'un nouveau programme scolaire.

Les trois premières universités modernes de Calcutta, Bombay et Madras

furent fondées en 1857 sur le modèle de la London University. À l'instar de cet établissement, celles-ci n'étaient que de simples centres d'examens et structures affiliées qui ne se chargeaient ni d'enseignement, du ressort des collèges, ni de recherche. Les universités qui pratiquaient également le contrôle des connaissances en définissaient le programme. Les universités indiennes étaient appelées à être des instruments visant à renforcer la domination britannique d'un point de vue culturel et intellectuel. L'apprentissage européen constituait la base du programme scolaire, tandis que l'objectif fondamental était la diffusion des connaissances européennes supérieures dans le domaine «des arts, des sciences, de la philosophie et de la littérature». Pour atteindre ce but, on adapta la structure administrative, le programme scolaire et la langue d'instruction. À l'origine, vice-chanceliers, responsables du service des inscriptions et autres hauts fonctionnaires universitaires, ainsi que les principaux et le personnel des collèges gouvernementaux comme de nombreux établissements privés étaient recrutés en Grande-Bretagne. Enseignants et étudiants entretenaient une relation privilégiée. L'influence de Derozio sur ses élèves à l'*Hindu College* dans les années 1830 (Ahmed, 1975) et celle du professeur Patton sur les étudiants de l'*Elphinstone College*, à Bombay, au cours des années 1840 et 1850, sont restées célèbres (Ahmed, 1998; Dobin, 1972). L'emprise anglaise sur l'éducation supérieure indienne jusqu'à la Première Guerre mondiale fut très prononcée. Selon la conception de l'université indienne évoquée par Charles Wood, celle-ci avait deux fonctions principales: fournir un test d'admissibilité aux emplois gouvernementaux et transmettre une culture étrangère.

Le nouveau système, bien qu'importé, reçut un accueil enthousiaste, notamment dans les villes métropolitaines de Calcutta, Bombay et Madras puis, plus tard, de Lahore, Allahabad, Agra ainsi que dans d'autres localités

où les opportunités étaient plus grandes pour la population souhaitant trouver un emploi au sein du gouvernement ou dans des professions comme le droit, l'enseignement ou le journalisme. Les jeunes gens l'adoptaient également car il était source de nouvelles idées et visions. Selon Gopal Krishna Gokhale, il libérait l'esprit indien de «la servitude des idées de l'ancien monde».²

À partir de 1911, le modèle des universités affiliées suscita un désenchantement grandissant. La première à s'en éloigner fut la Benares Hindu University (BHU) établie en 1916, la même année que la Mysore University, premier établissement fondé dans un État princier. La BHU était une faculté d'enseignement unitaire sur le mode de l'internat. Ses caractéristiques, qui dictèrent par la suite la constitution d'autres universités, furent reprises dans les principales recommandations de la Commission sur l'Université de Calcutta, nommée en 1917, sous la présidence de Sir Michael Sadler. Bien que les trois premières universités aient toutes répondu au modèle londonien, ce fut l'exemple d'Oxbridge (Oxford-Cambridge) qui inspira Sadler et ses collègues. Parmi les établissements créés entre 1917 et 1929 à Aligarh (1920), Lucknow (1921), Dacca (1921, aujourd'hui au Bangladesh), Delhi (1922), Nagpur (1923), Andhra (1923), Agra (1927) et Annamalai (1929), seuls ceux des trois derniers sites n'étaient pas affiliés. Tous les autres étaient des internats à vocation d'enseignement. À l'exception de la Osmania University à Hyderabad, les cours étaient toujours dispensés en anglais. La dépression de 1929 stoppa la vague d'ouverture des universités. Ainsi, jusqu'à l'indépendance, seule une université fut fondée dans l'État princier de Travancore, et trois furent implantées en Inde britannique, à savoir à Utkal (1943), Saugar (1946) et Rajasthan (1947).

LA SCIENCE ET LA TECHNOLOGIE JUSQU'EN 1950

La fonction première des collèges et universités étant la diffusion de la culture occidentale, il était naturel de donner la priorité à l'enseignement de la langue et de la littérature anglaises. La composante indienne au sein du programme augmenta après 1921 mais l'éducation occidentale continuait à être mise en valeur. Le programme était non seulement trop occidentalisé mais avait également tendance à ignorer l'enseignement scientifique et technique. L'Hindu College avait été fondé afin d'initier à « la littérature et aux sciences européennes » et avec à l'origine un programme « comprenant non seulement la lecture mais également l'enseignement de l'histoire, de la géographie, de la chronologie, de l'astronomie, de la chimie et d'autres sciences » (Basu, 1991). En 1824, Ram Mohun Roy, dans sa célèbre lettre à Lord Amherst, plaida pour l'introduction de l'enseignement des sciences européennes (Basu,

1991). La *Native School Book Society*, créée à Calcutta en 1817, réalisait des livres de cours en bengali sur la géographie, l'astronomie et les sciences naturelles. Une association similaire fut organisée à Bombay. Les Indiens prirent tout d'abord connaissance des sciences occidentales au travers des publications de ces organisations. Science et technologie modernes furent introduites par les Britanniques en remplacement du système traditionnel d'apprentissage sanscrit et arabo-perse ainsi qu'en signe d'opposition.

d'apprentissage sanscrit et arabo-perse ainsi qu'en signe d'opposition.

La dépêche de Wood (Wood's Despatch) de 1854 faisait explicitement référence à la diffusion des sciences occidentales, tandis que les Commissions sur l'éducation indienne (Indian Education Commission, 1882) et sur l'université de Calcutta (Calcutta University Commission, 1917) suggéraient l'introduction des sciences naturelles et des matières à caractère professionnel et technique. Malgré tout, ces recommandations ne furent pas exécutées. La tendance était largement favorable à l'enseignement général ou libéral. Plutôt que de former des scientifiques, des technologues ou des agronomes, l'enseignement supérieur indien avait entrepris de produire des employés de bureau. En 1916–1917, près de 80% de l'effectif total des universités indiennes délivrait un l'enseignement général. Il n'existait alors que quatre collèges gouvernementaux d'ingénieurs proposant uniquement un cursus en ingénierie civile, cette spécialisation étant fortement demandée pour la construction et l'entretien des routes, des ponts, des canaux et des bâtiments. L'ingénierie électrique fut dispensée pour la première fois à l'Indian Institute of Science (Institut indien des sciences) de Bangalore. Les cours de premier cycle en ingénierie mécanique et électrique furent lancés à la BHU en 1917, tandis qu'il fallut attendre les années 1930 pour les collèges d'ingénierie de Sibpur, Poona et Guindy. Jusqu'en 1947, la *School of Mining* (École des mines) de Dhanbad (Bihar) fut le seul établissement spécialisé dans ce domaine. Il n'acceptait que dix étudiants par an. La BHU proposait également un cours supérieur dans cette discipline. Les établissements de formation médicale n'étaient que quatre jusqu'à la Première Guerre mondiale. Les postes à responsabilité des services d'ingénierie et médicaux étaient réservés aux Européens et la disponibilité des postes pour les Indiens techniquement qualifiés était très limitée.

La politique britannique à l'égard de la science et de la technologie en Inde jusqu'à la Seconde Guerre mondiale est celle d'une constante adaptation aux conditions locales. Durant ces années, les intérêts économiques du Raj et de l'empire, ainsi que leurs exigences militaires et politiques, furent les principaux facteurs qui influencèrent l'attitude officielle. Les besoins locaux et les revendications indigènes n'eurent qu'une incidence occasionnelle et rarement significative. Quelques scientifiques et personnes techniquement qualifiées étaient employés dans des services scientifiques gouvernementaux et étaient chargés de la recherche de base dans le domaine

des sciences de terrain. Alors que d'importants résultats ressortirent de ces efforts, les moyens étaient restreints, limitant ainsi les perspectives de la recherche scientifique. Par ailleurs, tandis que les politiques et la participation du gouvernement étranger dans le cadre de l'éducation scientifique et technique étaient, comme on pouvait s'y attendre, au service de leurs propres intérêts, quelques intellectuels et hommes visionnaires indiens, eux-mêmes produits d'une telle éducation, fournirent de nouvelles élites. Le dernier quart du XIX^e siècle et les premières décennies du siècle suivant révélèrent des personnalités telles que Mahendra Lal Sircar, Asutosh Mookerjee, Jagadish Chandra Bose et P. C. Ray qui contribuèrent à la pénétration de la science, de l'éducation et de la recherche occidentales en Inde. Sircar, diplômé du *Calcutta Medical College*, réalisa que pour développer des compétences dans le domaine de l'innovation scientifique, il était nécessaire d'institutionnaliser la recherche, de rémunérer les chercheurs et de mettre à leur disposition des installations appropriées en matière de laboratoire et de bibliothèque. Par ailleurs, des conférences et des débats spécialisés devaient être organisés et des moyens devaient être mis en œuvre pour faciliter la communication entre les chercheurs au travers de conventions, de séminaires et de publications (Palit, 1991).

L'éducation technique et scientifique introduite par le gouvernement était principalement destinée à satisfaire ses besoins et exigences. Si Curzon et ses successeurs étaient prêts à dépenser de l'argent et à faire des efforts pour les établissements scolaires techniques et industriels, l'enseignement scientifique ou technique supérieur n'était pas concerné. L'intelligentsia indienne ne se préoccupait pas des écoles industrielles qui formaient au tissage, à la menuiserie ou aux métiers du cuir. Elle attendait en revanche plus d'établissements polytechniques et de collèges d'ingénieurs. Rao Bahadur R. N. Mudholkar présenta une résolution au Conseil législatif impérial (Imperial Legislative Council) en 1910 en vue de la création d'un institut polytechnique. Il obtint notamment le soutien de Mohammad Ali Jinnah, plus tard premier gouverneur général du Pakistan. Néanmoins, de tels projets, soumis par des Indiens, étaient toujours rejetés par les administrateurs qui les jugeaient imprécis ou peu réalistes ou encore parce qu'ils témoignaient d'un manque d'appréciation des difficultés inhérentes au problème en question. Curzon les refusait estimant qu'il s'agissait de «revendications indigènes portant sur des choses à propos desquelles ils ignoraient tout». En outre, les administrateurs de Sir Minto, vice-roi de l'Inde, lui assurèrent que «de tels lieux communs inoffensifs» ne méritaient pas d'être sérieusement pris en considération (Basu, 1974). Il fallut près de treize ans pour que le projet de Jamshedji Tata prévoyant la fondation d'un institut de recherche scientifique fasse son chemin (Basu, 1974).

Depuis les années 1880, les Indiens cultivés faisaient pression pour une hausse des dépenses gouvernementales allouées à l'éducation technique et scientifique. Le Congrès national indien (*Indian National Congress*), lors des sessions annuelles, votait constamment une résolution insistant sur le besoin impératif d'un enseignement technique et scientifique et était soutenu par les journaux à tendance nationaliste. Les chefs de fil du mouvement swadeshi au Bengale ouvrirent un collège d'ingénierie et de technologie à Jadavpur en 1907, aujourd'hui l'un des centres majeurs d'éducation technique en Inde. Tandis que d'autres écoles et collèges nationaux déclinèrent honteusement, ce collège technique survécut, preuve de la demande pour un tel enseignement (Basu, 1991).

Curzon, en 1904, fut à l'origine d'une loi très contestée (*Indian Universities Act*) permettant aux établissements universitaires indiens de se charger de l'enseignement supérieur grâce à la nomination de «professeurs et conférenciers universitaires, de détenir et de gérer des attributions éducatives, de construire, d'équiper et d'entretenir des bibliothèques, laboratoires et musées universitaires [...] qui s'attachaient à la promotion de l'étude et de la recherche». Sir Asutosh Mookerjee (1864–1924), mathématicien renommé puis vice-chancelier de l'Université de Calcutta, profita de cet article pour convertir son établissement en une institution d'enseignement et de recherche (Sen, 1992). Le gouvernement de l'Inde n'était pas disposé à financer la création de chaires professorales ou de laboratoires, estimant que cette université révélait une tendance hautement politique et antibritannique. Cependant, grâce à l'insertion dans la loi d'une disposition prévoyant l'acceptation et la gestion d'attributions éducatives, et aux soutiens princiers de Taraknath Palit, avocat nationaliste, et de Rashbehari Ghosh, éminent juriste et érudit, Sir Asutosh fut à même de fonder le Collège universitaire de science et de technologie (*University College* of Science and Technology) (Basu, 1991). Ces attributions, ainsi que les suivantes, permirent bientôt la nomination de professeurs et de chercheurs à plein-temps. Selon les conditions spécifiées, les postes devaient être occupés par des Indiens. Les principales fonctions des titulaires consistaient à poursuivre les travaux de recherche dans le but de repousser les limites de la connaissance, de stimuler et de guider la recherche menée par des étudiants du supérieur et d'organiser l'enseignement des étudiants préparant la licence, la maîtrise et le doctorat en science. La recherche et la formation en science purent donc être proposées par l'Université de Calcutta malgré le refus du gouvernement indien d'y contribuer. Acharya Prafulla Chandra Ray, professeur distingué du *Presidency College* dont la renommée internationale pour ses travaux sur l'isolation du nitrite de mercure n'était alors plus à faire, fut le premier titulaire de la chaire de chimie de Palit, tandis que celle de physique fut attribuée à C. V. Raman (plus

tard lauréat du prix Nobel) en 1917. Ganesh Prasad ouvrit la voie dans le domaine des mathématiques appliquées et S. P. Agarkar fut titulaire de la chaire de Ghosh en botanique. Jnanendra Chandra Ghosh, Meghnad Saha, Satyendra Nath Bose et Sisir Kumar Mitra figurèrent parmi les quelques scientifiques distingués associés au Collège universitaire de science (*University College of Science*). Sir Asutosh essaya de recruter les meilleurs scientifiques du pays désireux qu'il était de transformer l'établissement en un collège panindien «accueillant des étudiants provenant des quatre coins de l'empire indien, attirés par la qualité de l'enseignement dispensé et par les moyens alloués à la recherche».

L'interaction était considérable entre le Collège universitaire de science et l'Association pour les sciences (*Science Association*). L'université possédait la chaire mais n'avait pas de laboratoires à l'époque, la situation étant inverse pour l'association. Les deux structures s'avéraient donc complémentaires. Les érudits nommés grâce aux fonds octroyés et qui souhaitaient travailler sous la direction de Raman disposaient d'un excellent laboratoire à l'association. De bons résultats furent bientôt obtenus en physique, en chimie et dans d'autres branches scientifiques grâce à la combinaison d'un guide de recherche à plein-temps, de chercheurs, de laboratoires bien équipés et de bibliothèques disposant des dernières publications.

La Première Guerre mondiale révéla le retard industriel de l'Inde ainsi que sa dépendance à l'égard d'autres nations dans plusieurs domaines tels que les machines et équipements ou encore en matière de compétence technique et scientifique. Les gouvernements indiens et anglais estimèrent ensemble que l'Inde, source importante de main-d'œuvre et de munitions, devait nécessairement atteindre une indépendance plus grande dans ces sphères. Une commission industrielle se réunit en 1916 pour étudier les étapes à entreprendre en vue de l'affranchissement de l'Inde à l'égard de la Grande-Bretagne. Présidée par Sir Thomas Holland et composée de plusieurs personnalités indiennes majeures telles que Jamshedji Tata Rajendranath Mukherji et Pandit Madan Mohan Malaviya, elle proposa que «le gouvernement joue, à l'avenir, un rôle actif dans le développement industriel du pays », ajoutant que cela n'était possible qu'avec l'apport d'un «conseil scientifique et technique fiable». La Commission identifia l'absence et la mauvaise conduite de l'enseignement technique et industriel comme l'une des causes significatives du sous-développement industriel du pays. Elle recommanda la mise en place d'un plan global pour l'enseignement technique et une plus grande proximité entre les chercheurs, les départements gouvernementaux, les universités, les institutions scientifiques et les industries ainsi qu'entre l'éducation industrielle et les industries locales. Elle préconisa également la création d'un service scientifique impérial spécialisé, dirigé par des Indiens, et invitait le gouvernement à encourager la formation de sociétés scientifiques. L'étendue des recommandations était vaste, s'attachant à de nombreux aspects de l'essor industriel, dont l'instauration de mécanismes pour le développement de l'enseignement scientifique.\(^3\) Néanmoins, peu d'entre elles furent réellement appliquées. La plupart des domaines touchant à la science et à la technologie tels que l'éducation, l'industrie, l'agriculture, la santé, etc. furent placés sous contrôle provincial en vertu des réformes Montagu-Chelmsford de 1919. L'opposition du Mahatma Gandhi à l'encontre de la technologie occidentale et de l'industrialisation à grande échelle atténua quelque peu la pression qu'exerçaient les nationalistes sur le gouvernement pour l'ouverture de nouvelles industries et pour un enseignement scientifique et technique supérieur.

Les besoins commerciaux des Britanniques les poussèrent à envisager l'agriculture indienne en termes scientifiques. Un premier pas avait été fait en matière d'enseignement agricole par la fondation, en 1905, d'un Institut impérial de recherche agricole (*Imperial Agriculture Research Institute*) à Pusa dans l'État de Bihar. En 1916, deux conférences furent organisées par le gouvernement de l'Inde, l'une à Pusa puis l'autre à Simla, afin de soumettre la question des progrès de l'agriculture. Cependant, en vertu des réformes de 1919, ce secteur devint un sujet «transféré», c'est-à-dire du ressort des provinces. Néanmoins, l'Indian Central Cotton Committee (Comité central indien du coton), mis en place en 1921, ainsi que l'Imperial Institute of Animal Husbandry and Dairying (Institut impérial d'élevage et de laiterie) de 1923 donnèrent respectivement une nouvelle orientation à la recherche dans le domaine des cultures et aux sciences animales. Le Cotton Committee, établi en vue de la promotion de la production et de l'exploitation du coton, ouvrit un laboratoire technique à Bombay (1924–1925) ainsi qu'un site expérimental à Bikaner (1930). Une Commission royale de l'agriculture (Royal Commission of Agriculture) fut fixée en 1926 sous la présidence de Lord Linlithgow afin d'examiner et d'établir un compte rendu sur la situation de l'agriculture et sur l'économie rurale de l'Inde plus particulièrement dans le cadre des mesures appliquées pour la promotion de la recherche agricole et vétérinaire. En conséquence des recommandations de la commission, l'Imperial Council of Agriculture Research (Conseil impérial de la recherche agricole) fut créé en 1929 avec pour mission la conduite et la coordination de la recherche et de l'éducation agricoles. Des Comités centraux de marchandises (Central Commodity Committees) ayant trait à la recherche sur des produits spécifiques, tels que le coton (1921), le jute (1936), la canne à sucre (1944), le tabac (1945), la noix de coco (1945), et les graines oléagineuses (1947), furent établis. Il s'agissait de structures semi-autonomes financées par des subventions octroyées par le gouvernement de l'Inde ou par les revenus de taxes parafiscales perçues en

vertu de lois spécifiques. La recherche agricole fut compartimentée selon les cultures et les institutions sans aucune coordination.

Aucune attention ne fut prêtée à l'enseignement agricole. En 1921–1922, on comptait six collèges agricoles comprenant 445 élèves. En 1947–1948, ils atteignaient le nombre de 29 avec un effectif de 5 000 étudiants. Les cours, cependant, étaient peu appropriés aux réalités de l'agriculture indienne. Il n'y avait presque pas d'instituts consacrés à la formation à l'industrie laitière, à l'aviculture, à l'horticulture ou à la science vétérinaire.

La recherche botanique fut stimulée par l'instauration de départements d'enseignement et de recherche au sein des universités à partir des années 1920. Les botanistes indiens, tels que B. Sahani (Lucknow), P. Maheshwari (Delhi), M. O. P. Iyenger (Madras), firent d'importantes contributions dans leurs domaines de recherche. On note également l'apparition de cursus en zoologie dans plusieurs établissements du pays au cours de cette décennie. La réalisation de l'étude zoologique de l'Inde (*Zoological Survey*) en 1916 entraîna le développement des études animales. Un laboratoire bactériologique, établi en 1889 à Pune, fut transféré à Mukteshwar en 1893, tandis qu'une branche, connue sous le nom de l'Institut vétérinaire impérial (*Imperial Veterinary Institute*), s'ouvrit à Izatnagar (Bareilly) en 1913.

En 1934, l'Industrial Intelligence and Research Bureau (Service des renseignements et de la recherche industriels) fut mis en place. Son service administratif fut implanté à Simla tandis que le département de recherche se trouvait à l'*Alipur Test House* à Calcutta. Son rôle était de «débuter et de poser les bases à partir desquelles une organisation de recherche répondant aux besoins du pays pourrait ultérieurement être créée». Un Conseil de recherche industrielle (*Industrial Research* Council) vit le jour à l'initiative du gouvernement afin d'apporter des conseils sur les mesures à adopter en vue de la coordination et du développement de la recherche industrielle. Le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale entraîna une nouvelle prise de conscience de la part des hauts responsables de Londres et de New Delhi qui réalisèrent la nécessité d'exploiter le potentiel de la science et de la technologie modernes pour la guerre. La décennie précédant l'indépendance, avec l'imminence du conflit, vit la science et les organisations scientifiques et de formation répondre à des besoins spécifiques. Durant cette période, le pays affichait quelque 20 universités, 500 collèges dédiés aux arts et aux sciences et 140 collèges d'enseignement professionnel et technique. Huit universités proposaient des cours de troisièmes cycles dans différentes branches de la science, et 38 institutions d'ingénieurs procédaient à la formation de près de 3 000 étudiants par an. Le nombre total de sociétés scientifiques était de l'ordre de soixante. La moyenne annuelle d'étudiants en science diplômés dans l'enseignement supérieur était de 900, et plus de 1 000 ingénieurs sortaient avec des qualifications. En 1947, neuf Indiens étaient membres de la *Royal Society of London* (Société royale de Londres), dont un lauréat du prix Nobel. Afin de faire progresser le savoir-faire et les compétences techniques des Indiens, l'on encourageait alors les formations et l'on mettait tout en œuvre pour organiser l'enseignement technique. Dans ce but, une association rassemblant les principaux instituts techniques (*Association of Principals of Technical Institutes*) fut fondée en 1941, suivie en 1945 par la création d'un Conseil panindien de l'enseignement technique (*All India Council of Technical Education*). Un Comité de terminologie scientifique (*Scientific Terminology Committee*) présenta son rapport la même année. Par ailleurs un Comité consultatif scientifique (*Scientific Advisory Committee*) dépendant du ministère de la Santé fut créé. Provinces et États princiers furent dotés de commissions et de comités de recherche similaires. Des conférences et des symposiums, officiels comme officieux, furent organisés afin de débattre des besoins du pays, tels que l'organisation de la recherche scientifique et industrielle d'après-guerre.

L'enseignement occidental dans l'Inde coloniale restait concentré dans les villes et leurs environs où les écoles et les collèges dispensant les cours en anglais étaient implantés. L'éducation anglaise était, en théorie, accessible à tous. Cependant, sa diffusion était fort inégale. Quelques régions étaient plus avancées que d'autres, des différences notables existaient même à l'intérieur d'une région, entre un district ou un groupe et un autre. Partout les hommes devançaient les femmes, les villes étaient mieux dotées que les villages, et la situation favorisait les castes supérieures. Il aurait été quasiment impossible de rencontrer une jeune fille appartenant à une caste inférieure dans ce genre d'école ou de collège avant 1947. Il y avait donc de graves injustices dans le système éducatif colonial.

L'étude de l'anglais provoqua une révolution intellectuelle. La majeure partie de l'organisation de l'État démocratique, son caractère séculaire, la structure de ses institutions et leurs principes sous-jacents sont tous dans une large mesure d'inspiration européenne. De même, les réformes sociales de la société indienne, les mouvements d'émancipation des femmes ou ceux qui militent contre le système des castes reflètent considérablement l'impact de l'Occident. L'intelligentsia formée par ce système assimila de nouvelles idées telles que la liberté de pensée et d'expression, la critique responsable et objective, le respect des opinions, le gouvernement par le débat et l'importance de l'individu. Ces idées, néanmoins, ne parvinrent pas aux masses. La société traditionnelle indienne se caractérisait par sa nature hiérarchique et l'enseignement supérieur dans l'Inde précoloniale

avait largement été le privilège des castes et classes supérieures. Ce sont justement ces groupes qui bénéficièrent tout d'abord de l'éducation occidentale, élargissant encore l'écart qui les séparait du peuple.

Les effets aliénants et négatifs de l'enseignement britannique sont assez évidents. Le système éducatif, en créant une élite scolaire et en négligeant l'enseignement populaire, permit la préservation et le renforcement de la barrière entre les classes supérieures et le peuple. L'usage de l'anglais accentua davantage la séparation classe/caste. Le faible taux d'alphabétisme, la méthode d'apprentissage, le mépris du travail manuel, l'accent mis sur l'enseignement littéraire au détriment de l'éducation technique et scientifique, tous ces points constituèrent de terribles obstacles sur la voie du développement. Le schéma précis d'«apprentissage par l'Occident» dépendait du degré d'indépendance politique. Au Japon, par exemple, des efforts de modernisation furent tout d'abord faits au sein de l'armée, de l'administration et de la vie économique. Cela pousse à réfléchir au genre d'apprentissage occidental dont l'Inde aurait hérité si elle avait eu la liberté de choix.

L'APRÈS-INDÉPENDANCE : L'ÈRE NEHRU (1947–1964)

L'Inde indépendante hérita d'un système éducatif qui avait été établi sous l'empire colonial. Celui-ci était non seulement limité d'un point de vue quantitatif mais également inadapté d'un point de vue qualitatif dans la perspective de la création d'une économie indépendante visant à la croissance d'une société tournée vers l'avenir. Une main-d'œuvre instruite apparaissait aussi essentielle dans ce contexte qu'une réserve adéquate de travailleurs hautement qualifiés. L'accent fut non seulement mis sur une rapide expansion de l'enseignement primaire mais également, et de façon simultanée, sur le renforcement de l'éducation supérieure en général et plus particulièrement de l'éducation technique et scientifique.

Le gouvernement de l'Inde prit donc diverses mesures pour promouvoir l'enseignement scientifique et technique. L'University Education Commission (Commission sur l'enseignement universitaire, 1948–1949) recommanda que «dans le cadre de l'enseignement général, chaque étape de l'enseignement, depuis l'école primaire à l'achèvement du cycle universitaire, comporte l'enseignement des sciences». La Secondary Education Commission (La Commission sur l'enseignement secondaire, 1953) suggéra un cours de science générale (General Science Course) pour les écoles. Le but n'était pas de produire des scientifiques mais de fournir une com-

préhension et une appréciation de base des phénomènes scientifiques. En mars 1958, Nehru proposa au Parlement la motion de politique scientifique (*Scientific Policy Resolution*). Les objectifs de cette politique étaient, entre autres, «de favoriser, de promouvoir et de soutenir, par tous les moyens appropriés, la culture de la science et de la recherche scientifique dans tous ses aspects, à savoir pure, appliquée et scolaire; d'assurer une présence adéquate, au sein du pays, de scientifiques de la plus grande qualité [...] de garantir au peuple tous les bénéfices découlant de l'acquisition et de l'application du savoir scientifique». Peu après sa nomination au poste de Premier ministre, Nehru créa un ministère de la Recherche scientifique et des Ressources naturelles.

Depuis l'indépendance, l'enseignement supérieur a connu un développement intense. En 1947, l'Inde comptait vingt universités. En 1964–1965, il y en avait soixante-deux. Durant la même période, le nombre de collèges d'ingénieurs et de médecine ainsi que d'instituts polytechniques augmenta également de manière substantielle. À la fin des années 1965–1966, l'enseignement technique enregistra près de 24 000 admissions pour le cursus universitaire et 50 000 pour le cycle professionnel. Une telle augmentation en quinze ans, avec une multiplication par six ou par huit, était remarquable. Il était cependant fort difficile pour ce grand nombre d'ingénieurs et techniciens diplômés de trouver un emploi. En conséquence, au lendemain des années 1970, les inscriptions dans les cursus scientifiques commencèrent à diminuer. Il fut également fâcheux de noter que les collèges vétérinaires et agricoles connaissaient la même tendance. Le Conseil de recherche scientifique et industrielle (Council of Scientific and Industrial Research, CSIR) fonda une chaîne de laboratoires nationaux dans une grande variété de domaines, à savoir la chimie, la physique, le verre et la céramique, l'aéronautique, etc. Il établit également six laboratoires régionaux. Le Conseil indien pour la recherche agricole (Indian Council of Agricultural Research) fut la première structure à s'engager dans la promotion et la coordination de la recherche agricole, à l'instar du Conseil indien de recherche médicale (Indian Council of Medical Research) pour la médecine. Le Tata Institute of Fundamental Research (Institut Tata de recherche fondamentale), à Mumbaï, ainsi que l'Indian Institute of Science (Institut indien des sciences) de Bangalore constituaient les institutions majeures pour la recherche scientifique.

Le Conseil panindien de l'enseignement technique (All India Council of Technical Education), créé en 1945 sur le conseil du Comité central de l'enseignement secondaire (Central Board of Secondary Education), avait préconisé la fondation d'un certain nombre d'Instituts supérieurs de technologie (Higher Institutes of Technology). Le premier Institut indien de technologie (Indian Institute of Technology, IIT) fut fondé à Kharagpur

dans le Bengale occidental (1951), puis fut suivi par ceux de Bombay (1957), Madras (1959), Kânpur (1960) et Delhi (1961). Ils se concentraient sur l'enseignement et la recherche de troisième cycle. Les IIT acquirent rapidement un prestige international considérable et un grand nombre de leurs meilleurs éléments partirent à l'étranger pour mener leurs travaux de recherche et y trouvèrent un emploi dans les universités ou instituts de recherche. L'établissement des IIT et des laboratoires nationaux provoqua la fuite des cerveaux des universités où la recherche scientifique commença à décliner.

Les plans quinquennaux insistaient sur des programmes pour le développement de l'enseignement technique et scientifique. Lors du second plan, un budget de 500 millions de roupies fut alloué à ce domaine, contre 230 millions lors du premier plan. D'autres collèges d'ingénieurs et instituts polytechniques furent créés, dont une grande part dans le secteur privé, faisant apparaître un nouveau phénomène. Plusieurs laboratoires et instituts, parmi les établissements récemment établis au niveau national comme régional, furent créés avec prodigalité pour ce qui concerne les bâtiments, et parfois l'équipement, mais sans se soucier du manque d'enseignants ou de chercheurs d'envergure, les établissements de formation diplômante étant en nombre insuffisant. En conséquence, si l'Inde se vante de posséder la septième plus importante réserve d'individus formés techniquement, le pays manque néanmoins de subalternes, le fort taux d'analphabétisme y contribuant notamment.

Pendant l'élaboration de la Constitution, beaucoup de temps et d'énergie furent consacrés à la question de la langue. Il fut naturellement revendiqué que l'anglais, de par son association avec l'autorité étrangère, ne puisse être retenu comme langue nationale. Par ailleurs, force fut de constater que l'hindi n'était ni suffisamment développé ni suffisamment répandu pour y prétendre. Un compromis fut donc trouvé: les principales langues indiennes, se voyant dotées du statut de «langue nationale», furent toutes placées sur un pied d'égalité. L'hindi devint «langue officielle» indienne pour toutes les circonstances intérieures cependant que l'anglais conserverait son statut officiel encore pendant quinze ans à compter de l'entrée en vigueur de la Constitution. La Commission sur la langue officielle (Official Language Commission) fut nommée en juin 1955 pour étudier les progrès réalisés jusqu'alors et pour recommander un calendrier en vue du passage à l'hindi dix ans plus tard. Celle-ci remarqua comment, sous l'Empire britannique, l'anglais avait progressivement remplacé les langues indiennes dans le monde du travail, dans les activités et dans les processus de pensée des strates supérieures de l'intelligentsia de toutes les régions linguistiques et comment, finalement, il était devenu l'unique moyen de communication au niveau national ou la lingua franca de toutes les personnes occupant des postes d'autorité ou à

responsabilité au sein de la vie publique. Avec une langue riche et développée comme l'anglais, la langue officielle de la gouvernance, le véhicule de l'instruction pour tous les enseignements supérieurs et également la langue des professions intellectuelles, les langues indiennes ne réussirent pas à développer un vocabulaire suffisamment riche et précis pour répondre aux exigences de la vie sociale moderne. Malgré tout, la Commission estima que l'anglais ne pouvait pas être la langue unificatrice puisque seulement 1% de la population environ était à même de la parler. Le Comité parlementaire (*Parliamentary Committee*), chargé d'examiner le rapport de la Commission sur la langue officielle, conseilla que le passage à l'hindi se fasse d'ici à 1965 mais ajouta que l'anglais devrait être conservé durant toute la période et à toutes fins jugées utiles par le Parlement.

La publication du rapport de la Commission sur la langue officielle en 1957 laissa apparaître de profondes différences sur la question de la langue, particulièrement dans les États du sud de l'Inde où les spécialistes de l'éducation, hommes de lettres et scientifiques exigeaient un engagement formel pour la conservation de l'anglais en tant que langue officielle. Les émeutes linguistiques et les manifestations populaires dans ces États contraignirent Jawaharlal Nehru à déclarer officiellement devant le Parlement en août 1959 que l'anglais continuerait à être une «langue officielle supplémentaire» tant qu'il serait réclamé par la population et que les individus ne parlant pas l'hindi ne seraient pas obligés d'adopter cette dernière langue. En vertu de la loi sur la langue officielle (*Official Language Act*) de 1963, l'anglais fut adopté en tant que langue officielle associée sans limitation dans le temps.

Depuis l'indépendance, le véhicule de l'instruction dans le primaire, le secondaire et dans l'enseignement postscolaire dans une majorité d'établissements est devenu la langue régionale ou l'hindi. Cela a naturellement conduit à une baisse du niveau d'anglais. Néanmoins, la popularité et la demande de l'anglais continuent de croître, cette connaissance ouvrant les portes d'institutions de qualité et permettant l'accès à l'emploi. Tous les collèges et établissements professionnels d'envergure nationale tels que les Indian Institutes of Technology, Indian Institutes of Management (Instituts indiens de gestion) et les All India Institutes of Medical Sciences (Instituts panindiens de sciences médicales), etc. maintiennent l'usage de l'anglais comme véhicule de l'instruction. Des établissements privés de qualité, généralement basés en zone urbaine, emploient l'anglais pendant les cours et les élèves se taillent la part du lion dans les prestigieux cursus d'ingénierie, de médecine et de gestion. Dans le monde des affaires, l'anglais est la langue employée quotidiennement dans les entreprises privées, dans les banques, dans les compagnies d'assurance et dans les multinationales comme dans les bureaux gouvernementaux.

Par conséquent, les populations instruites se divisent en deux classes en Inde, à savoir une ayant suivi un enseignement en anglais et une autre instruite par le biais de leur langue maternelle, de la langue régionale ou de l'hindi. La première constitue une classe privilégiée, plus proche de tous les postes décisionnaires, tandis que la seconde occupe une position subordonnée. Ce double système d'enseignement a perpétué et renforcé la position de l'élite anglophone. La part principale de la connaissance mondiale, notamment le savoir scientifique, est produite dans l'Occident et l'anglais est la principale langue de communication et de propagation de ce savoir. L'anglais continue donc de dominer la vie de l'intelligentsia. En ce sens, l'enseignement indien ne s'est pas libéré du joug colonial. L'influence de Macaulay perdure. Cependant, au lieu de déplorer cette réalité et de pleurer pour obtenir une restructuration radicale du système éducatif, il est essentiel de remanier le contenu des cours et des programmes scolaires à tous les niveaux, comme cela a déjà été le cas dans une large mesure, et de faire en sorte qu'ils soient plus centrés sur l'Inde et sur l'Asie. Les livres fondamentaux doivent être traduits en langues indiennes. Une trop grande insistance sur la pensée occidentale et sur la langue anglaise peut retarder une réflexion et un travail indépendants qui, s'ils sont trop limités, peuvent mener à un isolement intellectuel.

NOTES

- 1. Wood to Dalhousie, 8.6.1854. Mss. Europe, 7.78/L/B.V.
- 2. Proceedings of the Governor-General's Council, vol. XLII, 1903, p. 113.
- 3. Report of the Indian Industrial Commission, 1916–1918, p. 92–119.

BIBLIOGRAPHIE

- AHMED A. F. S. 1975. Rammohan Roy and His Contemporaries. Dans: Joshi V. C. (dir. publ.), *Rammohan Roy and the process of modernisation*, Delhi, Vikas.
- AHMED N. F. 1998. The Elphinstone College, Bombay, 1827–1890: A Case Study in 19th Century English Education. Dans: HASAN M. (dir. publ.), *Knowledge, Power and Politics*, New Delhi, Roli Books.
- BASU A. 1974. Growth of Education and Political Development in India, 1898–1920, New Delhi, Oxford University Press.

- 1991. The Indian Response to Scientific and Technical Education in the Colonial Era, 1820–1920. Dans: KUMAR D. (dir. publ.), Science and Empire, New Delhi, Anamika Prakashan.
- Dobin C. 1972. *Urban Leadership in Western India: Politics and Communities in Bombay city*, 1840–1855, Londres, Oxford University Press.
- GRANT C. 1813. Observations on the State of Society among the Asiatic Subjects of Great Britain, vol. 10, Londres, Parliamentary Papers.
- Palit C. 1991. Mahendra Lal Sircar, 1833–1904. Dans: D. Kumar (dir. publ.), *Science and Empire*, New Delhi, Anamika Prakashan.
- SEN S. N. 1992. Factors in the Development of Scientific Research in India between 1906 and 1930. Dans: *Indian Journal of History of Science*, vol. 42, n° 4.
- SHARPE H. (dir. publ.). 1965. *Selections from Educational Records*, partie 1, 1781–1839, New Delhi, Government of India Press.
- STOKES E. 1959. *The English Utilitarians and India*, Oxford, Clarendon Press.

36.2

Les pratiques scientifiques en Inde avant l'indépendance

Kapil Raj

Bien que les habitants du sous-continent indien aient eu leurs propres traditions scientifiques et technologiques depuis plus de deux millénaires, ils n'eurent aucune difficulté à faire partie des institutions scientifiques et technologiques internationales émergentes de la seconde moitié du XIX^e siècle. Ainsi, les Indiens représentent aujourd'hui la troisième plus grande communauté nationale de chercheurs. Cependant, déjà au cours des premières décennies du XX^e siècle, pendant les cinquante premières années de son existence en tant que communauté scientifique productive de la science internationale, la communauté indienne de chercheurs comptait parmi ses membres, en plus d'un prix Nobel de physique, de nombreuses personnalités remarquables au sein des sociétés scientifiques et technologiques internationales les plus prestigieuses. Dans les paragraphes suivants, nous allons voir ce que sont devenues les pratiques scientifiques traditionnelles au lendemain de cet énorme changement, de ce passage d'un contexte de production, de validation et de circulation du savoir scientifique à un autre. Néanmoins. avant cela, il convient de parler de la nature des sciences «traditionnelles» de l'Asie du Sud.

La première chose que l'on remarque est la façon dont on a cherché à hiérarchiser le savoir dans la tradition hindoue classique, le savoir contemplatif et les autres formes de savoir en liaison avec les pratiques rituelles (telles que la linguistique, l'astronomie, les mathématiques et, plus tard, l'astrologie) étant privilégiés par-dessus tout. Ces formes de savoir, réservées aux plus hautes castes, étaient considérées comme étant supérieures au savoir-faire pratique lié aux besoins matériels (par exemple la poterie, la menuiserie, le filage, le tissage, la métallurgie, l'alchimie, les techniques d'irrigation, etc.). Certaines des plus «hautes» formes de savoir — telles que la grammaire, la phonétique, l'étymologie, la métrique et les permutations et combinaisons mathématiques — sont apparues dans les écoles védiques comme des conditions nécessaires à l'enseignement, la communication et l'explication des Veda (avec toutes les œuvres brahmaniques les plus prestigieuses) composées sous une forme concise et

dans une métrique sticte, dans une langue conçue et méticuleusement créée pour la transmission orale — le sanskrit. Une récitation erronée du Veda était considérée non seulement comme une faute, mais surtout comme une catastrophe pour le rituel en question. D'autres formes de savoir, comme l'astronomie et certaines parties des mathématiques, semblent s'être développées pour fixer le moment et l'endroit des rituels, la forme des autels, etc. L'écriture, bien qu'elle ait existé dans le sous-continent indien depuis plus de deux millénaires, était considérée davantage comme un savoir-faire technique que comme un moyen de culture ou une caractéristique d'érudition (Malamoud, 1987). Ainsi, parallèlement aux disciplines susmentionnées fut développé un ensemble de mnémotechniques afin de mémoriser l'immense corpus védique. Les Veda étaient appris par cœur, non seulement dans leur continuité ou par fragments, mais également en isolant les mots, en regroupant les mots indépendamment de leur sens, en inversant l'ordre normal des mots, des vers, des groupes de vers, etc. Chacune de ces façons de diviser le texte dans le processus d'apprentissage est désignée par une expression particulière (Malamoud, 1984; Thibaut, 1875). Toutes ces sciences, la linguistique ainsi que les mathématiques, et les mnémotechniques liées, ont été élaborées en sanskrit et considérées traditionnellement comme des annexes des Veda, destinées à garantir leur conservation, leur transmission et leur utilisation. Cet immense corpus de connaissances était transmis au moyen d'une instruction rigoureuse et formalisée qui durait au moins douze ans (Das, 1930; Mookerji, 1944 et 1947).

Le savoir-faire pratique était généralement transmis oralement, mais dans des langues locales, des dialectes au sein de chacune des castes (inférieures), la plupart du temps au sein de la cellule familiale ou parfois au moyen des corporations professionnelles, plus centralisées. Cependant, comme le sanskrit était la langue des personnes cultivées — ce qui est justement ce que le terme «sanskrit» signifie — des castes brahmaniques principalement (mais pas uniquement), le savoir qu'il exprimait était le privilège hautement surveillé de ces castes (Kosambi, 1956). Bien entendu, cela ne signifie pas qu'une langue intellectuelle standardisée a imposé un savoir et des pratiques uniformes. Au contraire, des pratiques noétiques ont été mises au point dans le cadre d'une variété de traditions philosophiques et cosmologiques différentes d'une région et d'une époque à l'autre: comme les autres pratiques culturelles, celles en relation avec le savoir n'étaient pas fixées. Ces différences dépendaient des tendances religieuses et philosophiques des protecteurs — cours princières, familles puissantes, etc. — ou des spécificités des groupes de praticiens.

L'instauration de l'islam comme force religieuse et culturelle majeure dans l'Asie du Sud à partir du début du second millénaire a ajouté à la complexité de la base institutionnelle des pratiques scientifiques de la région,

en particulier en dérangeant la relation entre l'oralité et l'écriture. En effet, dès le milieu du XVIII^e siècle, les médias écrits étaient utilisés de manière complexe et créative pour compléter et renforcer la culture orale, à la fois dans les milieux hindous et islamiques. L'islam a également apporté avec lui un ensemble de pratiques culturelles dans des domaines aussi variés que les mathématiques, l'astronomie, la géographie, la cartographie, la topographie, la fabrication d'instruments et la médecine. Dans de nombreux cas, ces connaissances ont interagi avec celles du sous-continent, donnant naissance à des formes hybrides de pratiques spécialisées, comme l'utilisation par les indiens de l'astrolabe pour des calculs astronomiques dans l'astronomie et l'astrologie hindoues. Cependant, dans les zones non ou moins concernées par l'islam, les pratiques culturelles ont suivi d'autres modèles évolutionnistes, ne changeant par exemple qu'à cause de pressions endogènes. Gardant à l'esprit l'immensité du sous-continent et la diversité des histoires de ses régions, ce que nous pourrions appeler le savoir «traditionnel» en Inde, loin d'être de nature statique, a couvert de nombreux types de pratiques spécialisées avec leurs histoires particulières.

La mise en place de l'autorité britannique a apporté encore d'autres changements dans les pratiques scientifiques et techniques du sous-continent. Ainsi, à la fin du XVIIIe siècle, Sir W. Jones et d'autres employés de la Compagnie des Indes orientales avaient mis en évidence l'unité fondamentale entre d'une part les langues — le sanskrit classique, le grec, le latin — et d'autre part les cultures qui les parlaient; cette intuition est considérée comme l'origine de la linguistique scientifique et de la philologie comparée. Cette période « orientaliste » dans l'histoire intellectuelle britannique a eu comme conséquence importante, bien qu'involontaire, l'acquisition par les élites indiennes d'un nouveau sentiment de fierté à travers une conscience renforcée de leur passé (Halhed, 1778; Jones, 1788; Raj, 1997; Rocher, 1993). Par l'entremise de l'orientalisme, ce passé indien a été comparé par sa splendeur à la Grèce et à la Rome antiques, berceaux putatifs de la civilisation et des sciences européennes. Ce même orientalisme considérait que tout comme les civilisations grecque et romaine classiques, la civilisation indienne classique était elle aussi tombée en décadence.

Avec leur toute nouvelle conscience de leur propre image, les élites

Avec leur toute nouvelle conscience de leur propre image, les élites indiennes ont donc commencé avec obstination à rétablir leur long passé oublié en le revivifiant avec les résultats et les méthodes des sciences européennes contemporaines. En 1817, ils mirent en place le *Calcutta Hindu College* (actuel *Presidency College*) sans aucune aide du gouvernement afin d'enseigner la littérature britannique et les sciences européennes. Lorsque les Britanniques ouvrirent le *Sanskrit College* à Calcutta en 1824 pour enseigner aux enfants bengalis le sanskrit, la rhétorique, la littérature sacrée, le droit et la grammaire, les élites indiennes ont demandé que l'on

enseigne aussi les sciences européennes, obligeant l'enseignement à introduire dans son programme la mécanique, l'hydrostatique, l'optique, l'astronomie, les mathématiques, l'anatomie et la médecine — le tout en anglais. Le programme en résultant était une fusion entre les études sanskrites traditionnelles de rhétorique, de littérature sacrée, de droit et de grammaire, et les études de littérature et de sciences occidentales. Presque la moitié des étudiants choisirent ces dernières matières bien qu'elles n'aient pas été obligatoires (Raj, 1986). Parallèlement, la Calcutta School Book Society édita des manuels de mathématiques et de sciences qui s'appuyaient sur la pédagogie traditionnelle. 1 Cette tendance à l'hybridation continua pendant le XIX^e siècle et fut institutionnalisée par la fondation des trois premières universités à Calcutta, Bombay et Madras en 1857. Immédiatement après furent créés le Calcutta Journal of Medicine (1868) et l'Indian Association for the Cultivation of Science (1876), tous deux fondés par un médecin qui avait fait ses études à Calcutta, le docteur Mahendra Lal Sircar. À la fin du siècle, l'University College of Science, également à Calcutta, qui avait des chaires professorales, entre autres, pour la physique et la chimie réservées aux scientifiques indiens, fut fondé par Sir Asutosh Mookeriee. mathématicien amateur, juge à la cour suprême, membre actif de l'Asiatic Society of Bengal et plus tard vice-président de l'université de Calcutta. Ces universités et institutions, peu après leur création, se distinguèrent dans la science internationale en soutenant des pionniers tels que Jagadis Chandra Bose, Prafulla Chandra Ray, Chandrasekhara Venkata Rāman, Satyendranath Bose, Megnad Saha et Homi Jehangir Bhabha, pour n'en citer que quelques-uns. Même si de nombreux Indiens ont été intégrés dans le courant dominant des pratiques scientifiques et techniques internationales, un nombre appréciable d'entre eux a cherché à revaloriser l'apprentissage et les pratiques scientifiques indiennes traditionnelles. Leurs approches des problèmes, et leur façon d'exprimer les solutions, sont clairement structurées par cette tradition hybride. Mahendra Lal Sircar, par exemple, a soutenu que les pratiques et théories médicales européennes n'étaient en aucun cas supérieures à la médecine indienne traditionnelle. Ainsi, bien que le déclin des cours princières sous l'autorité coloniale britannique ait entraîné la disparition des institutions protégeant et authentifiant les sciences traditionnelles dans le sous-continent, et donc la disparition des sciences traditionnelles, la valorisation simultanée des deux cultures, l'indienne traditionnelle et l'européenne, par nombre de leurs fondateurs et de leurs membres, ainsi que le contexte de nationalisme émergent, ont fait que ces nouvelles institutions, tout en jouant un rôle important dans le développement des sciences modernes, en Inde, ont soutenu un discours traditionaliste sur la science. Ces mêmes institutions ont à la fois servi à introduire les sciences occidentales et à réinventer et à légitimer les

sciences traditionnelles (Hobsbawm et Ranger, 1988). De cette manière, l'apprentissage traditionnel est entré dans une phase de progrès — du moins, cette partie de l'apprentissage traditionnel qui cherchait à incorporer les pratiques et le savoir-faire intellectuels occidentaux dans le cadre général d'un indianisme en pleine recrudescence. Au contraire, la production de sciences traditionnelles qui a eu lieu en dehors de ce nouveau cadre institutionnel, qui sans aucun doute continue d'exister actuellement, est devenue invisible en raison du déclin des institutions traditionnelles qui garantissaient son authentification et sa diffusion.

Cette idée de fusion entre des «traditions paradigmatiques» autochtones et des pratiques matérielles et cognitives occidentales trouve une expression concrète dans la praxis de ces scientifiques qui, tout en étant capables de communiquer parfaitement avec leurs pairs et collègues occidentaux, utilisaient le savoir-faire et les cosmologies traditionnelles du sous-continent comme des ressources, à la fois dans le choix des problèmes et dans les façons d'aborder les moyens de les résoudre.² Dans la suite du présent chapitre, nous essaierons d'illustrer ce phénomène à travers un compte rendu des vies et des travaux de deux illustres scientifiques indiens, membres de la *Royal Society*: Jagadis Chandra Bose et Srinivasa Ramanujan.

Jagadis Chandra Bose, fils d'un juge adjoint, chef d'entreprise et physicien amateur, biologiste et ingénieur, est né en 1858 dans l'actuel Bangladesh. Sa famille, d'origine kayastha, s'était convertie au brahmanisme, bien que sa mère ait continué à adhérer au culte dominant de Shakti.³ Après avoir été tout d'abord scolarisé dans une école de village, Jagadis Chandra étudia le sanskrit, le latin et la physique avec le père Eugène Lafont, au *St. Xavier's College* de Calcutta. Après l'obtention de son diplôme en 1879, il se rendit en Angleterre, dans l'intention d'étudier la médecine mais grâce à une bourse et au soutien de Lord Rayleigh, il put s'inscrire à l'université de Cambridge et obtint un diplôme de sciences naturelles en 1884. Bose retourna en Inde et fut immédiatement nommé professeur de physique au *Presidency College* de Calcutta, poste qu'il occupa jusqu'à sa retraite en 1915. En tant que fabricant d'instruments très doué, sa réputation devint très rapidement internationale grâce à ses études sur la production, la réception et les propriétés optiques du rayonnement électromagnétique dans certaines longueurs d'ondes inexplorées. Quelques années plus tard, Jagadis Chandra anticipa les expériences de transmission sans fil commercialement exploitables de Marconi en démontrant pour la première fois la possibilité de la transmission sans fil de signaux électromagnétiques à Calcutta et à la Royal Institution de Londres. Il a également été reconnu pour avoir élaboré une théorie générale sur les propriétés des substances sensibles au contact dans le domaine qu'on appelle aujourd'hui la physique

du solide. En reconnaissance de son travail, l'université de Londres lui décerna, en 1896, un doctorat ès sciences. C'est, à partir de 1900 environ, que ses croyances religieuses et philosophiques le conduisirent à étudier les similitudes entre réactions absorptives des matières inorganiques et biologiques face aux ondes centimétriques et autres stimuli, étude qui l'occupa jusqu'à sa mort en 1937. Il publia au moins dix ouvrages dans ce domaine (Bose, 1902; 1927). «La vie prend forme, écrit-il, grâce à la lutte d'énergie entre l'intérieur et l'extérieur. À la source à la fois de l'intérieur et de l'extérieur se trouve le même *Mahashakti* qui actionne le non-vivant et le vivant, l'atome et l'univers» (Bose, 1958). Il n'est pas surprenant que cet aspect de son travail ne fut pas accepté par ses pairs et collègues : «En 1901 et 1904, écrit Charles Süsskind, ses travaux furent rejetés par la *Royal* Society, en partie à cause des termes philosophiques utilisés pour les exprimer» (Süsskind, 1975). Cependant, ses collègues continuèrent à admirer les appareils enregistreurs automatiques extrêmement sensibles qu'il avait mis au point pour mesurer la croissance des plantes. Il a été fait Chevalier en 1917 et élu membre de la Royal Society en 1920. Il ne fait aucun doute que Bose était conscient de l'exemple qu'il donnait en tant que leader dans la résurgence de la culture indienne, en particulier de la culture bengali. Lorsqu'il se retira du *Presidency College* en 1915, il fonda le *Bose Institute* afin d' «étudier davantage [...] les problèmes nombreux et toujours plus vastes des sciences naissantes qui incluent à la fois la vie et la non-vie» (Bose et al., 1971).

Srinivasa Ramanujan est né à Erode, dans l'État de Madras (actuel Tamil Nadu) en 1887, dans une famille vaishya brahmane.⁴ Il fut élevé à Kumbakonam où son père faisait vivoter la famille en exerçant le métier de comptable chez un marchand de tissu. La pauvreté de la famille ne l'empêcha cependant pas d'éduquer le jeune Ramanujan qui fut élevé dans la tradition tamil vaishya orthodoxe, et en fervente dévotion au culte de Vishnu et à la principale déesse de Kumbakonum, Lakshmi Namagiri. La mère de Ramanujan, adepte d'astrologie, de numérologie et de jeux de société traditionnels, lui transmit ses sensibilités paramathématiques. Il développa également un intérêt pour les paroles des saints, les Purana et autres classiques sanskrits, qu'il récitait souvent en style brahmane traditionnel. À l'âge de dix ans, Ramanujan réussit ses examens d'école primaire en anglais, en tamil, arithmétique et géographie, terminant premier de la région. Au lycée, à Kumbakonam, il était déjà fasciné par la notion de zéro, défiant ses professeurs, qu'il avait déjà surpassés en connaissances mathématiques, et aida rapidement ses camarades en mathématiques. Mais son réel enthousiasme pour les mathématiques vit le jour en 1903, juste avant qu'il ne quitte le lycée, lorsque quelques camarades de classe, proches de sa famille, lui offrirent un livre de révisions destiné à préparer les étudiants

pour le notoirement difficile tripos de Cambridge — le premier volume de A Synopsis of Elementary Results in Pure and Applied Mathematics, de G. S. Carr (Carr, 1880). Comme le titre le suggère, ce n'était pas un manuel scolaire de mathématiques, mais plutôt une compilation progressiste de quelque 5 000 équations, théorèmes, formules et figures géométriques, classés par thème. En plus de la sensation due à la découverte des relations entre les concepts et les équations suggérées par le livre, Ramanujan trouva le style particulièrement attrayant, qui correspondait à celui des textes sanskrits classiques: une structure très condensée, ou *shruti*, parfois accompagnée d'un commentaire ou *bhasya*, mais jamais de démonstration. À partir de ce moment, et aux dépens de sa carrière universitaire et professionnelle, il commença à calquer ses mathématiques sur ce livre, qui n'était en aucun cas un très bon livre, remplissant deux carnets d'une quantité de nouveaux théorèmes et commentaires de mathématiques pures, en partie inspirés par ce qu'il avait lu dans Carr, mais sans aucune démonstration dans le sens accepté par la communauté mathématique contemporaine. En effet, même si, dans les années qui suivirent, Ramanujan trouva un certain nombre d'oreilles compréhensives parmi les mathématiciens professionnels indiens, personne n'était capable d'évaluer son travail en raison de sa non-conformité. Godfrey Harold Hardy, un pur mathématicien de Cambridge, renommé mais excentrique, à qui Ramanujan avait écrit, suite à certains conseils lorsque toutes les autres évaluations de ses pairs avaient échoué, risqua un jugement positif sur le travail de Ramanujan et l'invita à passer quelques années à Cambridge. Une collaboration et une entente uniques se créèrent entre les deux hommes au cours des quatre années que Ramanujan passa à Cambridge. Pendant cette période, Hardy mit ce qu'il considérait comme étant les théorèmes les plus importants de Ramanujan dans un langage et des conventions compréhensibles par la communauté mathématique moderne, faisant donc de Ramanujan l'un des mathématiciens les plus prodigieux de son siècle. Bien que Ramanujan soit mort en 1920 de tuberculose, qu'il avait probablement contractée pendant son séjour en Angleterre, ses carnets constituent toujours une source d'inspiration pour les chercheurs dans des domaines aussi divers que la physique des particules, la métallurgie, la cristallographie, les télécommunications et la recherche contre le cancer. En raison de leur étrange caractère non conventionnel, ils continuent à être l'une des énigmes majeures de ce XXe siècle.

Les exemples précédents ont pour objectif de montrer la complexité qu'engendrent des questions apparemment simples concernant la diffusion des sciences modernes, questions qui considèrent comme allant de soi que l'introduction réussie d'idées ou de pratiques scientifiques implique nécessairement le reniement des pratiques plus anciennes, ou du moins leur relégation au domaine du traditionnel. En effet, de concert avec la théorie

de Khun sur le déplacement paradigmatique, on croit généralement que dans les pratiques en concurrence, il y a un vainqueur et un perdant, et que si les anciennes pratiques continuent d'exister, elles peuvent en théorie être placées dans un groupe que l'on peut parfaitement distinguer, différent de celui des praticiens de la science moderne. Si ce dernier groupe continue à croire en des anciennes formes de savoir, alors cela montre clairement un défaut dans leurs pratiques. Par opposition aux fils «purs» de pratiques scientifiques «métropolitaines», les pratiques scientifiques en Inde (et on pourrait dire dans le monde non occidental) ne peuvent être qu'«hybrides», souillées de pratiques anciennes et pleines de compromis avec les traditions locales en matière de savoir. Si un certain prestige peut être accordé à leurs praticiens, au sein de leurs propres sociétés, les pratiques scientifiques indiennes sont certainement considérées comme étant périphériques à la science internationale.

Contrairement à ce point de vue, j'ai tenté ici de montrer que les pratiques anciennes peuvent, et sont, fructueusement incorporées aux pratiques scientifiques contemporaines. De plus, les praticiens de cette science «hybride», loin d'être relégués à une périphérie insignifiante, sont considérés comme une partie importante du noyau scientifique. En plus d'attirer l'attention sur l'insuffisance des clivages habituels que les historiens cherchent à tracer entre une tradition intellectuelle occidentale dynamique, dont la science moderne est considérée comme étant le fer de lance, et les formes statiques de savoir pratiquées partout ailleurs dans le monde, cet écrit a pour but de brouiller les frontières entre la tradition et la modernité, tout comme entre le centre et la périphérie.

NOTES

1. Un exemple remarquable en est celui d'un manuel scolaire d'arithmétiques — le *Gonito* du Révérend May — qui était une tentative pour donner aux Indiens leur propre arithmétique sous forme imprimée. On a remarqué et accepté, chose curieuse pour les rationalistes contemporains, que les Indiens avaient un système d'arithmétique qui leur était propre. Parlant de cette époque dans son discours devant la Chambre des Lords, Horace Hayman Wilson, professeur de sanskrit à Oxford, et autrefois fonctionnaire à la Compagnie des Indes orientales en Inde, a exprimé cela de façon claire quand, en réponse à une question concernant l'utilisation du calcul mental par les Indiens, il répondit à ses interrogateurs que les Indiens, en effet, l'utilisaient «beaucoup; en fait, leur méthode est condamnable pour cette raison car bien qu'ils mettent par écrit les différentes opérations sur une ardoise, ils effacent le raisonnement et ne donnent que les résultats. [...] Ils ont une méthode, mais si vous leur demandez de vous montrer comment ils parviennent au résultat, il n'y a rien à voir, à part le résultat; ils ont effacé tout sauf le résultat, et vous n'avez devant

vous rien qui puisse vous donner leur façon de faire». (Evidence of H. H. Wilson, 1853, p. 261). On dit que le *Gonito* du révérend May a été largement préféré à un autre travail disponible et partout publié par la *Society* — l'*Arithmetic* de Harle — et qui s'appuyait sur le modèle «européen». L'ouvrage devint si populaire que les 500 premiers exemplaires furent épuisés en quelques mois et le secrétaire général de la *School Book Society* regretta que si peu d'ouvrages aient été imprimés, car «même si 5 000 exemplaires avaient été imprimés, tous auraient trouvé des points de vente disposés à les distribuer». (*Second Report of the Calcutta School Book Society*, 1821, cité dans Basak, 1959, p. 30–69. Voir également Fischer, 1833, p. 194–348).

- 2. L'expression «traditions paradigmatiques» a été empruntée à G. W. Stocking, Jr. (Stocking, 1992, p. 342–361).
- 3. Pour des informations biographiques plus complètes sur J. C. Bose, voir Geddes, 1920; Süsskind, 1975, p. 325.
- 4. On ne manque pas de matériel biographique concernant Ramanujan, l'une des personnalités les plus mythifiées de notre temps. Parmi les plus fiables, citons Hardy, 1940; Neville, 1920, p. 661–662; Ranganathan, 1967; Ramaseshan, 1987, p. 1–14; et Kanigel, 1991.

BIBLIOGRAPHIE

- BASAK N. L. 1959. Origin and Role of the Calcutta School Book Society in Promoting the Cause of Education in India, Especially Vernacular Education in Bengal (1817–1835). Dans: *Bengal: Past and Present*, vol. 78, (janvier).
- Bose D. M., Sen S. N., Subbarayappa B. V. (dir. publ.). 1971. *A Concise History of Science in India*, New Delhi, Indian National Science Academy.
- Bose J. C. 1902. Response in the Living and Non-Living, Londres.
- 1927. Plant Autographs and Their Revelations, Londres.
- 1958. Abyakto. Dans: SEN P. B. (dir. publ.), *J. C. Bose Birth Centenary Celebration Committee*, Calcutta.
- CARR G. S. 1880. A Synopsis of Elementary Results in Pure and Applied Mathematics, Londres, Francis Hodgson.
- DAS S. K. 1930. The Educational System of the Ancient Hindus, Calcutta.
- FISCHER T. 1833. Memoir on Education of Indians. Dans: Report from the Select Committee of the House of Lords on the Affairs of the East India Company on the Renewal of the Charter, 1831–32, annexe I, Londres; réimp. dans: Bengal: Past and Present, 1919, vol. 18, (janvier-juin).
- GEDDES P. 1920. *The Life and Work of Sir Jagadis C. Bose*, London, Longmans, Green & Co.

- HALHED N. B. 1778. *A Grammar of the Bengal Language*, Hooghly, East India Company Press.
- HARDY G. H. 1940. *Ramanujan: Twelve Lectures Suggested by his Life and Work*, Cambridge (UK), Cambridge University Press.
- HOBSBAWM R., RANGER T. (dir. publ.). 1988. *The Invention of Tradition*, Cambridge (UK), Cambridge University Press.
- JONES W. 1788. The Third Anniversary Discourse: On the Hindus. Dans: *Asitack Researches*, vol. 1.
- KANIGEL R. 1991. *The Man Who Knew Infinity*, New York, Charles Scribner's Sons.
- KOSAMBI D. D. 1956. *An introduction to the Study of Indian History*, Bombay, Popular Book Depot.
- MALAMOUD C. 1984. Hiérarchie et technique. Observations sur l'écrit et l'oral dans l'Inde brahmanique. Dans: ACHARD P., GREUNAIS M.-P., JAULIN D. (dir. publ.), *Histoire et linguistique*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme.
- 1987. Parole à voir et à entendre. Dans: Cahiers de littérature orale, vol. 21.
- MOOKERJI R. K. 1944. Glimpses of Education in Ancient India. Dans: *Annals of the Bhandarkar Institute*, vol. 25.
- 1947. Ancient India Education, Londres.
- NEVILLE E. H. 1920. The Late Srinivasa Ramanujan. Dans: *Nature*, vol. 106, p. 661–662.
- RAJ K. 1986. Hermeneutics and Cross-Cultural Communication in Science: The Reception of Western Science in 19th-century India. Dans: *Revue de Synthèse*, 4e série, vols. 1–2.
- 1997. La compagnie des Indes: Du commerce à la linguistique. Dans: *La Recherche*, n° 300, (juillet-août).
- Ramaseshan S. 1987. Srinivasa Ramanujan. Dans: Proceeding of the Ramanujan Centennial International Conference 15–18 December 1987, p. 1–14.
- RANGANATHAN S. R. 1967. *Ramanujan, the Man and the Mathematician*, Bombay, Asia Publishing House.
- ROCHER R. 1993. British Orientalism in the Eighteenth Century: The Dialectics of Knowledge and Government. Dans: BRECKENRIDGE C. A., VAN DER VEER P. (dir. publ.), *Orientalism and the Postcolonial Predicament*, Philadelphie (Pennsylvanie), University of Pennsylvania Press.

- SECOND REPORT OF THE CALCUTTA SCHOOL BOOK SOCIETY 1821. Annexe X, Calcutta. Dans: Basak N. L. 1959.
- STOCKING G. W. Jr. 1992. Paradigmatic Traditions in the History of Anthropology. Dans: *The Ethnographer's Magic and Other Essays in the History of Anthropology*, Madison (Wisconsin), The University of Wisconsin Press.
- SÜSSKIND C. 1975. Jagadis Chandra Bose. Dans: C. C. GILLIPSIE (dir. publ.), Dictionary of Scientific Biography, vol. 2, New York, Charles Scribner's Sons.
- THIBAUT G. 1875. On the Sulva-sutras. Dans: *Journal of the Asiatic Society of Bengal*, vol. 44; réimp. dans: D. CHATTOPADHYAYA, 1982, *Studies in the History of Science in India*, New Delhi, Editorial Enterprises.
- WILSON H. H. 1953. Evidence of H. H. Wilson before the Select Committee of the House of Lords, 5th July, 1853. Dans: *The Second Report from the Select Committee of the House of Lords, Appointed to Inquire into the Operation of the Act 3 & 4 Will. 4. C. 85. for the Better Government of Her Majesty's Indian Territories*; [...] Minutes of Evidence, Session 1852–1853, Londres.

36.3

Colonialisme, nationalisme et institutionnalisation de la science en Inde

Dhruv Raina et Syed Irfan Habib

MODÈLES DE TRANSMISSION

Pour dresser un tableau complet de l'institutionnalisation de la science moderne à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle dans l'Inde alors sous domination britannique, il faut connaître toute la diversité des multiples théories de la transmission appliquées jusqu'ici. La plus marquante, où l'on retrouve les traits distinctifs de la plupart des reconstructions contemporaines de cette période de l'histoire scientifique, est la théorie du centre et de la périphérie (Ben-David, 1984; Nakayama, 1991; Shils, 1991), en partie inspirée par son équivalent dans la théorie économique, bien que leurs points de départ soient radicalement différents. Ce modèle part du principe que la science est un universel culturel. Or, une des suites problématiques de cette affirmation est que la réception de la science à la périphérie, malgré le caractère social de la science, n'affaiblit pas les pratiques scientifiques ou les valeurs intrinsèques de la science au centre à partir duquel elle est diffusée (Raina, 1996).

Ce constat sert de point de départ à la présente étude de l'institutionnalisation de la science en Inde. Celle-ci pourrait être incarnée par les relations universitaires, la collaboration et l'apprentissage de certains scientifiques indiens de renom, chefs de file de l'institutionnalisation de la science en Inde, avec leurs collègues européens. Cette représentation fait toutefois ressortir certaines difficultés inhérentes au modèle du centre et de la périphérie. Dans l'histoire des sciences à la périphérie, le genre biographique a beaucoup en commun avec son équivalent occidental, puisque dans un cas comme dans l'autre, des scientifiques marquants et les techniques ou les théories qu'ils inventent sont auréolées du mythe de l'origine, à partir de laquelle l'histoire des sciences peut être élaborée. Dans le cas particulier du scientifique indien à la périphérie de la science de la fin du XIX^e siècle, l'absence ou l'insuffisance de collégialité ou de structures institutionnelles à la périphérie pousse les biographes à dépeindre ces scientifiques comme exilés entre deux mondes. Le scientifique de la périphérie, tel un homme sans patrie — les femmes scientifiques étant à l'époque très rares — est représenté comme entravé par l'étroitesse de vue de ses compatriotes, et considéré par les administrateurs coloniaux comme un spécimen exotique. De tels mythes originels confèrent à l'entreprise une origine sage et légitiment par là même la nature de la science (Raina, 1996).

Pour approfondir notre compréhension du processus d'institutionnalisation de la science en Inde, durant la période étudiée, nous délimiterons trois périmètres qui se recoupent partiellement. Tout d'abord, le processus le plus important en ce qui concerne la science, à savoir celui de sa mondialisation (Schott, 1993). Celui-ci est lié à son tour à la lutte des scientifiques indiens pour trouver une place dans la sphère scientifique, ainsi qu'aux contraintes et ouvertures posées par le pouvoir britannique sur la voie de la collégialité de la science, ou encore aux facultés scientifiques invisibles du centre. Enfin, la naissance du combat pour l'indépendance et l'élan qu'il a donné à l'institutionnalisation de la science en Inde parachèvent le contexte spécifique de l'expérience indienne.

À la fin du XIX^e siècle et durant les premières décennies du XX^e siècle, l'Inde se trouvait à la périphérie de la science moderne et aspirait, comme l'exigeait le programme nationaliste, à rattraper rapidement les centres qu'étaient l'Allemagne, la Grande-Bretagne et la France. Dans cet environnement cognitif, politique et épistémologique diversifié, des considérations politiques et culturelles limitaient souvent l'acceptation des prétentions scientifiques des praticiens de la science situés à la périphérie. Au niveau épistémologique, l'expérience a prouvé que les prétentions scientifiques émanant de la périphérie étaient moins problématiques lorsque les scientifiques de la périphérie avaient été acceptés dans les collèges d'influence du centre. Si les relations collégiales et interculturelles se formaient malgré les distances sociales et spatiales, les rencontres répétées d'un certain nombre de scientifiques sont encore plus révélatrices de la manière dont le cadre institutionnel contemporain mondial a déterminé leur participation commune à la science (Raina, 1996).

VERS UN CADRE INSTITUTIONNEL GLOBAL

Les débuts de la science moderne en Inde remontent à l'époque de son exploration, d'abord par des missionnaires et des voyageurs européens, puis par des scientifiques et des bureaucrates spécialisés employés par la Compagnie des Indes Orientales pour repérer les ressources minérales et végétales, ainsi que la topographie des colonies constituant ce vaste sous-continent (Kumar, 1995). C'est l'époque où les sciences «de terrain» avaient droit de cité dans les centres européens et c'est cette soif d'exploration, liée aux débuts du processus de colonisation, qui conduisit à la première institution-nalisation de la science en Inde. Durant cette phase d'exploration, de 1761 à 1903, aussi appelée l'ère des «grandes enquêtes», la totalité du territoire de l'Empire et de ses ressources fut cartographiée. Des sociétés telles que la Geological Survey of India (étude géologique de l'Inde), la Trigonometric Survey (étude trigonométrique), etc. furent fondées par les Britanniques pour étendre leur domination sur le pays (voir Edney, 1997). Cette période de l'histoire des sciences est l'objet de nombreuses controverses et interprétations divergentes, qui se fondent sur l'articulation de deux questions essentielles: d'une part, celle de la nature même du projet colonial, qui vise l'expropriation des autochtones, et d'autre part, celle de savoir si cette situation a préparé l'institutionnalisation de la science moderne en Inde. Ainsi, les institutions coloniales fondées par les Britanniques et les institutions éducatives mises en place par la suite ont été vues comme des vecteurs essentiels à la diffusion en Inde de la tradition scientifique moderne et de la recherche contemporaine. Toutefois, les historiens s'accordent sur le fait que l'institutionnalisation commencée par les Britanniques les a dotés des symboles du pouvoir impérial et d'outils pour exproprier les autochtones puis gérer et maîtriser leur empire.

L'absence de prise de décision souveraine distingue l'Inde de pays comme la Chine et le Japon d'une part, et des sociétés de peuplement comme en Australie et au Canada d'autre part. À la fin du XIX^e siècle, l'Inde victorienne était dotée de quelques «universités d'enseignement» et de formes sommaires d'instruction scientifique et technique dispensées sous contrôle. La recherche fondamentale ne figurait ni au programme des universités, ni à celui des instituts de recherche impériaux, sauf dans le domaine de l'astronomie (Raina et Jain, 1997). Jusqu'en 1890, la recherche, ou du moins ce qu'il en existait, était dans une large mesure assurée ou surveillée par des services gouvernementaux, et complétée par les enquêtes réalisées par les sociétés mentionnées ci-dessus et/ou des organisations militaires. Sans commettre l'erreur d'une génération précédente d'historiens de la science, qui ont vu dans ces enquêtes une forme subalterne d'activité scientifique validant le modèle du centre et de la périphérie, où le centre est conçu comme la source de la consolidation théorique de ces disciplines, nous pouvons dire que les enquêteurs étaient souvent polyvalents et ont contribué de manière significative à stabiliser l'image et la pratique d'une science baconienne. Ce qui reste vrai de cette ancienne conception est que les facteurs économiques déterminaient largement les domaines de

la recherche scientifique que l'État colonial considérait comme prioritaires. C'est ce qui a conduit S. N. Sen, historien des sciences, à se demander pourquoi les progrès de la science en Inde ont été aussi lents au XIXe siècle, période où l'expansion de la science et de l'impérialisme européens a été le plus rapide. Selon lui, cela a été dû au fait que le gouvernement impérial investissait davantage et en priorité dans les sciences « de terrain » comme la géologie, la botanique, l'astronomie et la cartographie, qui coïncidaient davantage avec les intérêts coloniaux (Sen, 1982). Cependant, n'oublions pas que les colonies servaient de laboratoire à une vaste expérience scientifique essentielle pour l'État capitaliste colonial. Ce dernier innovait en fondant des institutions officielles qui étaient reproduites en Grande-Bretagne, et le comptoir colonial nourrissait ainsi le développement technique de l'éducation en Angleterre (Baber, 1996; Dionne et Macleod, 1979). La colonie anglaise a donc proposé un modèle essentiel pour l'encadrement futur du système scientifique britannique d'État.

La seconde étape de l'institutionnalisation de la science dans l'Inde moderne a eu lieu trois quarts de siècle après la création de l'Asiatic Society. Elle fut marquée par la fondation d'universités, d'abord dans les capitales territoriales de Calcutta, Bombay et Madras en 1857, puis à Lahore (*Punjab University*, aujourd'hui au Pakistan) en 1882 et à Allahabad en 1887. En 1900, il existait 170 facultés, dont 4 de médecine, 4 d'ingénierie, 28 écoles de médecine et 12 écoles d'ingénieurs. Cet effort pédagogique considérable ne doit pas être vu comme un indice d'institutionnalisation de la science, mais ce sont ces universités, lieux de production du savoir, qui ont offert la scène sur laquelle maintes batailles ont été menées pour la science et le destin du système indien de recherche scientifique, avec en toile de fond, l'exemple de l'université allemande qui avait inspiré les États-Unis et nombre de pays européens. Les universités des capitales territoriales devinrent en 1857 des centres d'enseignement et d'examen, l'objectif étant, comme le prônait Macaulay, d'obtenir des Indiens «par la race et la couleur de peau» mais formés d'après le modèle occidental, et capables de gouverner efficacement l'Empire. L'enseignement et la recherche de troisième cycle n'étaient pas au programme de ces universités. Après cinquante ans de lutte de la communauté bhadralok de Calcutta, la loi sur la charte des universités (*University Charter Act*) de 1904, autorisant les universités à pratiquer l'enseignement et la recherche en troisième cycle, fut enfin adoptée (Raina et Jain, 1997).

Cet effort a été précédé par la création de l'*Indian Association for the Cultivation of Sciences* (Association pour le développement des sciences) de Calcutta en 1876, inspirée par la *British Association for the Advancement of Sciences* (Association britannique pour le progrès des sciences). L'IACS, comme on l'appela bientôt, était une société financée par les nota-

bles locaux et qui avait pour objectif d'organiser un système de recherche scientifique moderne géré par des autochtones dans une perspective nationale. Les premières années furent consacrées à l'organisation de conférences sur les sciences, à la promotion de la science, et progressivement, au financement de petits projets de recherche scientifique. Les laboratoires de l'IACS ont été l'espace institutionnel où beaucoup de ceux qui allaient devenir les scientifiques de l'Inde ont fait leurs débuts. La fondation de l'Indian Institute of Science de Bangalore, en revanche, ne fut pas le fait des efforts d'une classe moyenne active et instruite cherchant des fonds pour ses projets auprès des notables ruraux (propriétaires terriens) du Bengale, mais le résultat de l'idée d'un grand industriel indien, Jamsetji N. Tata. Tata, tout comme ses compatriotes bengalis, n'était pas satisfait de l'état des universités d'enseignement en Inde (euphémisme désignant des organismes d'examens), et proposa donc d'établir une véritable université, qu'il appela l'Institut de recherche scientifique (on la baptisa finalement *Indian Institute of Science*, c'est-à-dire Institut indien de la science). L'Institut fut créé avec sa participation financière et grâce à une dotation spéciale de l'État de Mysore, puis, après des années de conflit, avec le soutien financier ad hoc du gouvernement indien en 1905. Tata, qui avait auparavant joué un rôle clé dans l'établissement des premières usines textiles et sidérurgiques modernes en Inde, s'inspirait manifestement du modèle humboldtien de l'université fondée sur un idéal d'unité entre l'enseignement et la recherche. L'institut qu'il avait créé avait vocation à «revivifier l'apprentissage, la recherche et la critique, pour inspirer du respect et apporter de la force et de l'autonomie aux générations futures de l'Inde comme de la Grande-Bretagne».

Autant que par le modèle allemand, cet industriel était séduit par la *Johns Hopkins University* de Baltimore. B. V. Subbarayappa, historien des sciences, propose deux explications à cela. La première est liée au fait que cette université a été la première du monde à instituer un troisième cycle: or, c'est ce que l'*Indian Institute of Science* fondé par Tata a finalement été, et ce qu'il continue d'être aujourd'hui (Subbarayappa, 1992). Le fondateur de l'école de la chimie indienne moderne, P. C. Ray, rejetait la proposition de Tata, affirmant qu'un institut où seuls les scientifiques reconnus effectueraient leurs travaux de recherche n'avait pas sa place en Inde à la fin du XIX^e siècle, puisque les étudiants indiens avaient tout de même besoin d'être formés à la recherche dans des universités existantes. Il fallait donc selon lui donner des moyens à ces universités et élargir leur champ de compétences. Ray proposait donc de mettre en place des infrastructures de base tandis que Tata souhaitait sauter cette étape pour s'atteler à la construction de la nouvelle nation (Raina et Jain, 1997). Cela ne signifie pas que la proposition de Tata était purement opportuniste. Au contraire,

c'était une idée libérale. Mais, comme c'était le cas au *National Council* of *Education* du Bengale, tout le monde était d'accord pour que les matières scientifiques et techniques soient prioritaires, suivies par la recherche médicale — la philosophie et les humanités étant reléguées au dernier rang. Quoi qu'il en soit, l'industrialisation des programmes de recherche scientifique était présente à l'esprit de ceux qui préparaient l'avenir des institutions scientifiques de l'Inde. Dans le contexte de la révolte nationaliste, ces efforts dans l'enseignement universitaire étaient motivés par l'urgence d'acquérir la souveraineté économique.

LA CONSOLIDATION D'UN CADRE INSTITUTIONNEL SCIENTIFIQUE

L'institutionnalisation du système de recherche scientifique qui a débuté dans les années 1870 s'est avérée particulièrement fructueuse pour l'avenir de la physique moderne en Inde. La période 1890-1935 a été marquée par les contributions notables de J. C. Bose, C. V. Raman, M. N. Saha et S. N. Bose. En examinant les bibliographies, on constate que ces quatre physiciens y ont excellé par leurs publications et qu'autour d'eux se sont créés des écoles, des traditions et des réseaux de physiciens (Raina et al., 1995, p. 295-314). En outre, les données bibliométriques montrent l'émergence d'une communauté de physiciens en Inde et une institutionnalisation de la recherche en physique. On pourrait souligner en particulier que les décennies 1910 à 1930 ont posé les principaux jalons de l'institutionnalisation de la recherche en physique. Le domaine principal de recherche du siècle précédent avait été celui de la géophysique et du géomagnétisme. Ces travaux étaient menés à ce qu'on appelle aujourd'hui l'India Institute of Geomagnetism de Colaba, à Bombay, créé durant la première moitié du XIX^e siècle. Des sous-disciplines telles que la thermodynamique, le magnétisme, l'électromagnétisme, l'optique et l'étude des radiations, y ont connu un essor remarquable. La période d'avant 1900 a vu aboutir des efforts de recherche extraordinaires de personnalités comme J. C. Bose, dont l'article sur la polarisation des ondes électromagnétiques par double réfraction (On the Polarisation of Electromagnetic Waves by Double Refraction) parut en 1894. La querelle entre Marconi et Bose pour l'antériorité de la découverte des ondes radio est aujourd'hui considérée par certains chercheurs comme déplacée (Dasgupta, 1999). On doit à Bose la production d'ondes radio courtes, ainsi que des recherches sur les propriétés de contact de différentes substances. On lui doit aussi d'ingénieux procédés techniques. 1 L'institutionnalisation des recherches en physique est également marquée par la hausse exponentielle des publications entre les années 1900 et 1920.

Entre 1910 et 1920, le nombre de publications a doublé, et cette tendance s'est poursuivie jusqu'à l'aube de la Seconde Guerre mondiale (Raina et al., 1995). Cette envolée du nombre de publications a concerné toutes les disciplines mais plus spécialement celles qui avaient été institutionnalisées depuis plus d'un siècle. Ainsi, dans les années 1920, le nombre de chercheurs et leur production étaient au niveau requis pour assurer la création d'une école de physique à Calcutta dont le siège fut placé au Presidency College. C. V. Raman, tout en y étant professeur de physique, continua de réaliser ses expériences à l'Indian Association for the Cultivation of Science. C'est en 1917, que Raman transforma les actes de l'Association for the Cultivation of Science en une revue, l'Indian Journal of Physics. La décennie suivante s'avéra très fructueuse. Les travaux radicalement innovateurs de Raman portant sur la diffusion moléculaire ont débuté en 1925: Megh Nad Saha a alors écrit des articles influents qui ont joué un rôle-clé dans la formation de l'astrophysique théorique, et Satyendra Nath Bose a rédigé, en collaboration avec Einstein, l'un des articles qui allait clore la phase théorique de la physique quantique. En quelque sorte, la communauté des physiciens indiens faisait à présent partie de la communauté mondiale des physiciens, et le fossé entre le centre et la périphérie était en partie comblé. Les croisements d'idées réalisés à la périphérie allaient même jusqu'à nourrir l'évolution de la science du centre (Raina, 1996).

L'un des phénomènes remarquables de cette époque est la diminution progressive du délai entre le début des recherches d'une sous-discipline dans les métropoles de la science et leur avènement en Inde. Au cours des dernières décennies du XIX^e siècle, ce délai était de l'ordre de vingt ans, dans les années 1930 il avait été réduit à moins de cinq ans. C'est ainsi qu'au début du XX^e siècle, la formation de réseaux de recherche et l'institutionnalisation de la recherche en physique ont permis de réduire l'espacetemps séparant la métropole de la province (Raina et Gupta, 1998).

Au moment où la première génération de physiciens indiens faisait son entrée dans la discipline, l'âge d'or de la physique théorique contemporaine était annoncé par deux révolutions décisives: les théories de la relativité, restreinte et générale, et la révolution quantique. Malgré les contributions apportées par les physiciens indiens à la discipline, aucun poste de physique théorique n'a été créé au sein du système universitaire avant 1950. La plupart des enseignements de physique théorique étaient intégrés aux départements de mathématiques et de mathématiques appliquées, ou bien aux départements de physique. L'absence de souveraineté politique restreignait les choix, et les membres de la communauté scientifique avaient déjà des liens, parfois explicites, parfois plus officieux, avec les milieux nationalistes. Même dans l'État princier de Mysore, Raman — alors lauréat du prix Nobel — fut incapable de négocier l'affectation de Max Born, qui

projetait de quitter l'Allemagne, au département de physique de l'Indian Institute of Science. Ce revers a été l'un des nombreux facteurs qui l'ont poussé à quitter l'Indian Institute of Science deux ans avant la retraite. Il continua à mettre en place le Raman Research Institute grâce aux prix qu'il avait gagnés et aux autres soutiens qu'il avait sollicités (Venkataraman, 1988). L'Indian Association for the Cultivation of Science était relativement plus autonome dans ce domaine, mais même là aucun poste officiel ne fut créé avant les années 1950. Les physiciens indiens travaillant sur la relativité générale et la cosmologie, tels que V. V. Narlikar et P. C. Vaidya, effectuaient leurs recherches dans les départements de mathématiques et de mathématiques appliquées. Cinq ans après l'indépendance, Homi Bhabha avait créé à la fois le Tata Institute of Fundamental Research (Institut Tata de recherche fondamentale) et l'Atomic Energy Establishment (Institut de l'énergie atomique) de Trombay, qui allait devenir le BARC (Bhabha Atomic Research Centre), et la perspective d'une recherche en physique nucléaire fit faire un bond spectaculaire à la physique théorique et aux mathématiques (Anderson, 1975).

L'histoire des disciplines comme la physique théorique en Inde est symptomatique de l'émergence d'une discipline non appliquée en dehors de ce qui était considéré comme la science par l'Empire et pose le problème des modèles de transmission de la science moderne tel que celui des trois temps élaboré par Basalla. En fait, en cherchant les causes susceptibles d'expliquer la lenteur de l'institutionnalisation de cette discipline, on découvre le contexte dans lequel la science a été introduite dans une culture colonisée. On peut identifier à certains niveaux les obstacles qui ont empêché la diffusion de la physique théorique par l'intermédiaire de l'initiative «nationale», anti-impériale. Au premier chef ces obstacles étaient d'ordre institutionnel: il manquait les infrastructures et le réseau d'institutions nécessaires où la discipline aurait pu s'enraciner et par conséquent, d'éminents chercheurs en physique théorique ont dû s'occuper, à l'apogée de leur carrière, d'établir des institutions pour la recherche en physique. Sur le plan culturel, le courant modernisateur au sein de la lutte nationaliste attribuait le sous-développement de l'Inde à la distorsion entre la théorie et la pratique. Au cours des années de formation de la discipline en Inde, c'est-à-dire entre 1910 et 1935, il est probable que les membres de ce réseau n'étaient pas préparés à rétablir ce qu'ils ressentaient comme une division du travail scientifique pouvant s'avérer nuisible aux résultats de la recherche scientifique (Raina et Habib, 1993 et 1995). Troisièmement, il ne faut pas oublier le rôle joué par le caractère et la personnalité des individus, qui ont pu servir d'exemple aux générations suivantes de scientifiques. Ainsi, C. V. Raman était l'une de ces personnalités qui ont fasciné le monde de la physique indienne. Raman, expérimentaliste de grand mérite, a suscité les vocations de toute une génération d'expérimentalistes (voir aussi Sur, 1999). La controverse entre Born et Raman, qui annonçait la dégradation de sa relation avec Born, a peut-être influencé son attitude visà-vis des chercheurs en physique théorique.

Malgré la mondialisation de la science et la mise en réseau des scientifiques indiens avec leurs collègues de la communauté internationale, il subsistait des difficultés pour pratiquer la science à la périphérie. Celles-ci étaient à la fois institutionnelles, et dues au manque d'occasions lié au sous-développement dans les colonies. Pourtant, comme le souligne DeVorkin (1994), c'est l'œuvre de Saha qui a, en partie, donné naissance à l'astrophysique théorique. Mais ceci n'a pas pu être converti en une occasion de créer un centre qui dirigerait la discipline. Tandis que la liberté relative dont Saha jouissait en raison de son isolement le libérait de la pression de ses pairs et lui permettait d'explorer des voies entièrement nouvelles, sa situation périphérique l'a empêché d'exploiter le potentiel de sa théorie. D'ailleurs, il lui aurait manqué la vision panoramique de la discipline dont on dispose à partir du centre.

CONCLUSION

Nous avons ouvert ce tour d'horizon en présentant les modèles de transmission de l'histoire des sciences. Puis, nous avons évoqué les formes qu'a revêtues l'institutionnalisation de la science sous l'influence du colonialisme, puis de la résistance nationale au pouvoir colonial. Enfin, nous nous sommes tournés vers l'institutionnalisation de la recherche en physique en Inde afin d'illustrer les points abordés. Sur cette toile de fond locale, nous avons évoqué le processus plus large de la mondialisation des sciences et la formation d'une communauté scientifique internationale.

Pour résumer certains aspects évoqués plus haut, nous soulignerons que la période 1910–1930 a été cruciale à plus d'un titre pour la recherche indienne en physique. L'augmentation rapide du nombre de publications entre 1910 et 1920 a été une retombée de l'*University Charter Act* de 1904 qui permettait aux universités de mettre en place un enseignement et une recherche de troisième cycle. Durant cette première période, l'ensemble des recherches effectuées dans ces sous-disciplines émanait du travail de quelques individus doués, autour desquels des écoles se sont formées progressivement. Il s'agit là des contributions les plus célèbres d'une communauté plus large s'attaquant à un aspect de la connaissance récemment découvert. Les disciplines plus anciennes étaient extrêmement dépendantes des recherches effectuées par quelques individus et leurs équipes de recherche. Ce n'était pas le cas des

disciplines plus récentes, ce qui a contribué à leur diffusion rapide dans les universités et autres institutions de recherche.

Le désir de promouvoir de nouvelles pratiques scientifiques, telles que la communication des résultats des recherches, s'est traduit par les tentatives de scientifiques indiens éminents de publier leurs articles dans les revues indiennes afin d'encourager le développement de la recherche en sciences physiques en Inde. D'un certain côté, ce phénomène portait l'empreinte des préoccupations nationalistes émergentes. Mais il n'a pu apparaître qu'une fois reconnue la présence de ces chercheurs au sein de la communauté scientifique internationale. Les trois premières décennies constituent une étape essentielle de l'institutionnalisation de la recherche indienne en sciences physiques, où les travaux foisonnants de certains physiciens de première importance n'étaient que la partie émergée d'un processus plus étendu. Entre la fin 1920 et la fin 1930, le nombre d'auteurs a augmenté de 400%, pour s'accroître à nouveau de 250% entre 1930 et 1940. Une communauté importante de physiciens commençait à se constituer grâce à l'établissement de liens collégiaux et de réseaux de recherche, et à l'institutionnalisation de la recherche en physique qui étaient en bonne voie de combler le fossé existant entre métropoles et province.

Note

1. Bose, 1927. Les instruments utilisés par Bose existent encore à Calcutta, et les concepts élaborés dans ses publications en 1897 ont été exploités pour la fabrication récente d'un récepteur à faisceaux multiples de 1,3 millimètre intégré au télescope de 12 mètres du *National Radio Astronomy Observatory (IEE MTT-S International Microwave Symposium Digest*, 1997, p. 553–556).

BIBLIOGRAPHIE

- Anderson R. S. 1975. Building Scientific Institutions in India: Saha and Bhabha, Montréal, Mc-Gill University.
- BABER Z. 1996. The Science of Empire: Scientific Knowledge, Civilization and Colonial Rule in India, New York, State University of New York Press.
- BEN-DAVID J. 1984. *The Scientist's Role in Society: A Comparative Study*, Chicago (Illinois), Chicago University Press.
- Bose J. C. 1927. *Collected Physical Papers*, New York, Longmans, Greens & Co.

- DASGUPTA S. 1999. *Jagadis Chandra Bose and the Indian Response to Western Science*, New Delhi, Oxford University Press.
- DEVORKIN D. H. 1994. Quantum Physics and the Stars (IV): Meghnad Saha's Fate. Dans: *Journal for the History of Astronomy*, vol. 25.
- DIONNE R., MACLEOD R. 1979. Science and Policy in British India, 1858–1914: Perspectives on a Pressing Belief, Paris, CNRS.
- EDNEY M. 1997. Mapping the Empire, the Geographical Construction of British India, 1765–1843, Chicago (Illinois), Chicago University Press.
- KUMAR D. 1995. Science and the Raj, Delhi, Oxford University Press.
- NAKAYAMA S. 1991. The Shifting Centres of Science. Dans: *Interdisciplinary Science Reviews*, vol. 16, n° 1.
- RAINA D., 1996. Reconfiguring the Centre: The Structure of Scientific Exchanges between Colonial Europe and India. Dans: *Minerva*, vol. 34.
- GUPTA B. M. 1998. Four Aspects of the Institutionalization of Physics Research in India: Between Sociology and Bibliometrics. Dans: *Scientometrics*, vol. 42, n° 1.
- RAINA D., GUPTA B. M., KANDHARI R. 1995. Evolutionary Trends and Collaboration in Indian Physics: A Study of Four Disciplines and Four Physicists. Dans: *Scientometrics*, vol. 33, n° 3.
- RAINA D., HABIB S. I. 1993. The Unfolding of an Engagement: The Dawn on Science, Technical Education and Industrialisation. Dans: *Studies in History*, vol. 9, n° 1.
- 1995. Bhadralok Perceptions of Science, Technology and Cultural Nationalism. Dans: *Indian Economic and Social History Review*, vol. 32, n° 1.
- RAINA D., JAIN A. 1997. Big Science and the University in India. Dans: KRIGE J., PESTRE D. (dir. publ.), *Science in the Twentieth Century*, Amsterdam, Harwood Publishers.
- SCHOTT T. 1993. World Science: Globalization of Institutions and Participation. Dans: *Science, Technology and Human Values*, vol. 18, n° 2.
- SEN S. N. 1982. The character of the Introduction of Western Science in India during the Eighteenth and Nineteenth Centuries. Dans: *Indian Journal of History of Science*, vols. 1–2.
- SHILS E. 1991. Reflections on Tradition, Centre and Periphery and the Universal Validity of Science: The Significance of the Life of S. Ramanujan. Dans: *Minerva*, vol. 29, (hiver).

- SUBBARAYAPPA B. V. 1992. In Pursuit of Excellence: A History of the Indian Institute of Science, New Delhi, Tata McGraw-Hill.
- SUR A. 1999. Aesthetics, Authority and Control in an Indian Laboratory: The Raman-Born Controversy on Lattice Dynamics. Dans: *Isis*, vol. 90, n° 1.
- VENKATARAMAN G. 1988. Journey into Light: Life and Science of C. V. Raman, Bangalore, Indian Academy of Sciences.

36.4

Le mouvement national en Inde et la création d'un système de recherche scientifique et industrielle

Dhruv Raina et Syed Irfan Habib

Introduction

Comme l'explique le chapitre précédent, la transmission de la connaissance scientifique en Inde par le biais des cursus scolaires et universitaires remonte à la première moitié du XIX^e siècle. Du point de vue pédagogique, il existait une tension entre deux stratégies divergentes d'instruction. D'une part, la stratégie proposée par les orientalistes consistait à greffer la science moderne sur une base sanskrite (Sharpe, 1920). D'autre part, les anglicistes suggéraient que l'instruction suive des orientations entièrement occidentales (Kopf, 1969). Toutefois, le débat a été résolu par la mise en place du pouvoir britannique en Inde suite au soulèvement de 1857, et le mémoire Macaulay a plus ou moins éradiqué toute possibilité de dialogue entre la science moderne ou occidentale et les systèmes d'apprentissage traditionnels. Évidemment, les missionnaires chrétiens, qui avaient en tête un vaste programme d'évangélisation, se sont paradoxalement engagés sur la voie de la promotion de la science dans l'espoir qu'elle stimulerait l'érosion des formes et des pratiques traditionnelles de savoir et faciliterait leur mission évangélique. Cependant, en l'espace de trente ans, ils se sont apercus que la «population indigène» avait adopté la science sans abandonner ses propres croyances et pratiques religieuses (Gosling, 1976).

Dans le district de Calcutta, où ces expériences ont été menées très méthodiquement, un certain nombre de réactions se sont fait jour parmi la population bengali instruite. Ces réactions peuvent être classées en trois grands types. La première est le mouvement de reviviscence qui rejetait toute forme de dialogue avec les formes de savoir occidentales et proposait de se réfugier dans les traditions théologiques de l'Inde. La seconde, à l'autre extrémité, était le mouvement d'occidentalisation qui, nous l'avons

vu, envisageait une imitation du savoir et du modèle de développement occidental, et par conséquent l'abandon des formes et pratiques traditionnelles de savoir. La troisième, appelé «revitaliste», prônait l'assimilation sélective des évolutions de la science et des stratégies de développement occidentales, tout en examinant d'un œil critique les éléments de la tradition indienne n'ayant pas perdu leur utilité et présentant des aspects que l'on pouvait sauvegarder et revitaliser à la lumière des dernières évolutions scientifiques (Kopf, 1970; Raina et Habib, 1996). Il faut préciser que c'est autour de ce dernier courant que se sont cristallisées les tentatives d'établissement d'un système national de recherche scientifique. Sur le plan culturel, la dévalorisation des formes traditionnelles de savoir, qui était aussi bien un produit de l'eurocentrisme de l'époque qu'une arme pour légitimer le pouvoir colonial, a poussé la première génération de scientifiques indiens à entamer l'examen historique des sciences indiennes à la lumière de la science moderne. Cette démarche leur a été en partie inspirée par les tentatives des orientalistes britanniques qui les ont précédés (Raina, 1997a et 1997b).

Après trente ans de contrôle direct exercé par le gouvernement britannique sur les affaires d'État de l'Empire indien, les premiers signes de révolte nationaliste apparurent. La révolte fut précipitée par un certain nombre de doutes et de prises de conscience sur le pouvoir colonial. Les nouvelles professions créées sous le régime colonial ainsi que les aspirations d'ascension d'une nouvelle classe instruite ne pouvaient pas être satisfaites par le nouveau régime (Sarkar, 1975). Dans leur dialogue constant entre les systèmes traditionnels de connaissance et les avancées faites par l'Occident au cours des siècles précédents, ils reconnurent que deux évolutions importantes jouaient un rôle crucial dans leur situation. D'une part, ils étaient absolument convaincus que le modèle institutionnel allemand était le plus utile pour un système de recherche scientifique et technologique, la mise en place d'un tel modèle aurait été cohérente avec les processus de développement technologique et industriel. Mais d'autre part, ils se demandaient si le modèle occidental de développement et d'industrialisation était bien adapté à la culture, aux ressources et à l'environnement de la nation indienne? (Raina et Habib, 1993 et 1995). Telle était la question qui préoccupa la première génération de penseurs bengalis bhadralok qui firent partie des pionniers de l'institutionnalisation de la recherche scientifique en Inde. Toutefois, quoique convaincus de la nécessité d'une industrialisation conduisant au développement, ils étaient sceptiques face au modèle occidental et débattirent pendant longtemps pour trouver des modèles de développement industriel davantage adaptés à l'environnement industriel du pays. Cependant, même au sein de ce groupe, ceux issus des sciences de l'ingénieur et des disciplines techniques s'opposaient à ces conceptualisations alternatives, et faisaient pression pour une mise en place rapide de l'industrialisation, fût-ce sous contrôle national (Kumar Sarkar, 1946).

Sir Mokshagundam Visvesvaraya, ingénieur influent à son époque et l'une des figures de proue de l'industrialisation de la principauté de Mysore, défendait l'idée d'une industrialisation, avisant les Indiens qu'ils avaient beaucoup à apprendre de l'expérience du Japon, de la Suède et des États-Unis (Narayana Rao, 1971). Ces trois pays étaient exemplaires car ils étaient restés jusqu'à une époque récente loin derrière l'Occident industrialisé et avaient rattrapé leur retard rapidement, en quelques décennies. Pourtant, tandis que le discours était divisé entre ces diverses adaptations du modèle occidental d'industrialisation et la nécessité d'adapter le développement industriel pour qu'il fonctionne à un degré modéré n'impliquant pas de production de masse ou à la chaîne, l'idée unificatrice était que les tentatives engagées allaient aboutir à l'autosuffisance économique, et que celle-ci pouvait être assurée uniquement si elle se fondait sur des équipements scientifiques et technologiques adéquats (Chandra, 1969). Ainsi, la lutte nationaliste en germe refondit le discours sur la science, la technologie et le développement industriel pour ébaucher un portrait de la transformation sociale, et se présenta comme l'identité culturelle et politique du mouvement nationaliste. Cette vision de la transformation sociale devait servir un objectif double: celui de légitimer les processus de modernisation, tout en limitant l'érosion culturelle et la dévalorisation de la culture indienne qui avaient été entreprises par le pouvoir colonial. Ce fut l'une des tâches culturelles principales des partisans critiques de l'assimilation au sein du mouvement nationaliste (Raina et Habib, 1996).

PREMIÈRES TENTATIVES D'INSTITUTIONNALISATION DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Sur cette toile de fond, examinons brièvement l'émergence de quelques tentatives précoces d'institutionnalisation du système de recherche scientifique hors du cadre des institutions scientifiques établies sous forme de facultés par le gouvernement impérial. La lutte nationaliste émergente donna une forme concrète aux institutions scientifiques et techniques fondées à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle. En 1876, un médecin indien, Mahendra Lal Sircar, fonda l'*Indian Association for the Cultivation of Science* (IACS), l'Association indienne pour le développement de la science (voir IACS, 1976). L'association fut créée en réponse à une demande pressante émanant des Indiens instruits pour que l'université cesse d'être uniquement une instance d'examen. Pendant toute la seconde moitié du XIX^e siècle, les Bengalis

éduqués à l'occidentale avaient réclamé au gouvernement britannique un système de recherche scientifique abouti. Lorsque l'IACS fut créée, elle avait l'ambition de réunir à la fois les caractéristiques, les compétences et les objectifs de la *Royal Institution* de Londres et de la *British Association* for the Advancement of Science. Ainsi, comme l'a souligné M. L. Sircar, l'association avait pour objectif de «continuer le travail par nos propres efforts, sans l'aide du gouvernement» [...] et d'ajouter «Je veux que cette institution soit libre. Je veux qu'elle soit uniquement indigène et purement nationale». En dix ans, l'IACS était déjà devenue la source d'inspiration de tout une génération de scientifiques indiens entrant dans la profession (Raina et Habib, 1996). L'association, qui avait vu le jour grâce à des dons de propriétaires terriens nobles du Bengale, offrait des laboratoires aux chercheurs souhaitant poursuivre une carrière scientifique et ne pouvant trouver à l'université les équipements dont ils avaient besoin. En tant que société scientifique, elle offrait une couverture institutionnelle aux conférences scientifiques populaires et érudites. Au tournant du XIX^e siècle, elle finit par incarner les aspirations nationalistes au progrès scientifique. L'association s'épanouit lors de l'éveil de la lutte nationaliste en germe dans le pays, et plus l'administration impériale était réticente à satisfaire ses demandes, plus la communauté scientifique naissante était résolue à établir sur des bases stables ses efforts d'indépendance (Raina et Jain, 1997). Il faut préciser cependant que deux des scientifiques éminents de Calcutta à cette époque, les physiciens J. C. Bose et P. C. Ray, se faisaient en un sens l'écho de l'internationalisme pasteurien (Dubos, 1950), c'est-à-dire qu'ils étaient convaincus que le progrès de la science dépendait du fonctionnement d'une communauté internationale de chercheurs et de la collaboration qui les liait. D'autre part, ils reconnaissaient également que les progrès des sciences apportaient à la nation du prestige et des avantages économiques. Ray, sans doute plus que Bose, eu égard à sa position de chimiste praticien, était plus imprégné par la vision du millénaire de Marcellin Berthelot (Raina, 1997b).

La relation changeante entre la science et le colonialisme pendant les années de pouvoir colonial est illustrée par la fondation d'institutions sous l'appellation de mouvements d'éducation nationale, sous la houlette du *National Council of Education* (NCE). Il s'agit du *Bengal National College*, mis en place grâce à l'action du NCE, et du *Bengal Technical Institute* de Calcutta, créé par un groupe qui avait rompu avec le NCE pour fonder la *Society for the Promotion of Technical Education* (Société pour la promotion de l'instruction technique, SPTE). Plutôt que des luttes intestines entre factions du même groupe, cette division incarnait différentes visions de l'éducation scientifique et technique — la première mettant l'accent sur l'arrière-plan national et moral d'une éducation humaniste et la seconde répondant à l'urgence de cultiver les compétences technologiques (Raina

et Habib, 1995). Ces tentatives étaient stimulées par une vision utilitariste de la science et de la technologie modernes, une façon de voir qui s'était répandue dans la classe bengali des Bhadralok ainsi que dans d'autres parties de la communauté indienne éduquée à l'occidentale. Avant sa division, le NCE comptait parmi ses membres toute l'élite scientifique et culturelle du Bengale moderne. Il tentait d'étendre la convention de recherche de l'IACS au domaine de la pédagogie, et notamment à la création d'un système éducatif avec des «lignes directrices nationales» et sous «contrôle national». Tout en se détournant du cadre de l'occidentalisation mis en avant par les partisans de Macaulay, il proposait une assimilation critique d'éléments à la fois occidentaux et orientaux. À travers leur revue culturelle *The Dawn*, les membres du Conseil demandaient que soit institué l'examen critique de la tradition et de la modernité.

En termes culturels, cette élite instruite voyait la science comme devant ratifier de manière radicale un nouvel ordre du monde pour reprendre une expression de Thackray (1974). De plus, la science était aussi considérée comme un héraut de la prospérité économique et du bien-être matériel. Au sein de la classe relativement conservatrice des Bhadralok, elle pouvait remplir ce rôle car la science était intégrée à une économie morale qui la rendait moralement valable et économiquement profitable (Raina et Habib, 1996). La partition du Bengale en 1905 aviva l'ardeur du mouvement nationaliste et ébranla fortement le sentiment d'identité des Bengalis. L'atmosphère était en outre alourdie par le chômage grandissant dans le nouveau prolétariat intellectuel qui avait été créé mais ne pouvait plus trouver de travail ni dans l'industrie ni dans l'administration (Sumit Sarkar, 1975). C'est à cette époque que le NCE intervint en fondant sa propre université dont le programme d'études irait à contre-pied de celui de l'université de Calcutta, considérée comme entachée car sous administration britannique. Des scientifiques tels que Ray et Bose s'engagèrent clandestinement dans cette entreprise (Kumar Sarkar, 1946).

En 1906, le Conseil se scinda pour former le *National Council of Education* (NCE) et la *Society for the Promotion of Technical Education* (SPTE). La cause du différend, comme nous l'avons mentionné ci-dessus, semble avoir eu trait aux «lignes directrices nationales» à suivre par la pédagogie de l'instruction scientifique et technique. Les scientifiques et les ingénieurs étaient assez sceptiques quant à la tonalité humaniste donnée à l'instruction scientifique et technique et proposaient que la composante morale et culturelle, ou nationale, soit abandonnée, mettant en avant qu'il était bien plus important de cultiver une compétence technique plus poussée. Les chercheurs venant des humanités et des sciences humaines choisirent la direction opposée. Les deux institutions nées de l'ancien NCE continuèrent à exister séparément pendant cinq ans environ. L'imminence

de la lutte nationaliste, puisque les deux camps étaient partisans de l'autodétermination, ainsi que la demande croissante d'ingénieurs et de scientifiques professionnels pour fournir de la main-d'œuvre à l'industrie indienne en plein essor, conduisirent à la réconciliation des deux camps (Raina et Habib, 1995). L'élan nationaliste allait être mû par l'impératif du développement industriel et technologique — élément du contrat tacite entre l'État d'une part et la science et la technologie d'autre part.

En tout cas, Ray, qui à plus d'un titre était porteur de l'autorité culturelle du scientifique sage — on l'appelait même *acharya* — avait donné du crédit à l'idée que la prospérité naît dans les laboratoires (Chatterjee, 1986), comme en témoigne cet écrit de 1918 : «L'histoire de la suprématie moderne des Allemands dans le monde industriel est l'histoire des triomphes conquis par des générations de travailleurs silencieux et patients dans les laboratoires» (Ray, 1918). Chimiste éminent employé par l'université de Calcutta, Ray avait créé une entreprise industrielle à l'aide de fonds publics, la *Bengal Chemicals and Pharmaceuticals*, dont les produits allaient remplacer les importations exorbitantes venues d'Europe. La nouvelle forme et les nouvelles activités de la connaissance furent donc associées à la libératioin du joug britannique, mais l'une des conditions préalables à l'autodétermination (*swarajya*) était l'autonomie économique (*swadeshi*).

L'intérêt de cet épisode de l'histoire des institutions scientifiques modernes en Inde vient du fait que, phénomène typique de cette fin du XIXe siècle, deux idées se sont répandues de manière tangible: d'abord, l'idée que soutenir la science apporte du prestige à la nation, et en second lieu, que la voie de l'indépendance politique doit être préparée par l'autosuffisance économique, qui requiert elle-même un fondement scientifique et technologique adéquat. Ainsi, lorsque Asutosh Mukherjee accéda à la vice-chancellerie de l'université de Calcutta, il entreprit de mettre en œuvre ce que prévoyait l'*University Act* de 1904, ce qui permit pour la première fois de cumuler les fonctions d'enseignement et de recherche. Bien qu'associée de facon informelle au NCE et à ses efforts, l'université de Calcutta offrait une infrastructure d'enseignement bien plus vaste et comportait une population d'étudiants plus importante, et Mukherjee se mit à revoir les programmes sur le fond. Il était convaincu que nombre des changements exigés par le mouvement nationaliste pouvaient se faire dans le cadre des universités existantes (Mukherjee, 1948).

Alors que le mouvement nationaliste battait son plein, Asutosh Mukherjee entreprit de réformer l'université de Calcutta dans le cadre de la nouvelle loi. C'est à cette époque que Taraknath Palit, épuisé par ses efforts pour offrir une éducation technique sous la bannière nationaliste, remit les actifs du *Bengal Technical Institute* à l'université de Calcutta (Visvanathan,

1985). En octobre 1912, Mukherjee avait reçu deux dons qui lui permirent d'ouvrir deux chaires de physique, deux de chimie, une de botanique et une de mathématiques appliquées, à l'université de Calcutta. Les chaires Palit de chimie et de physique furent les premières chaires de science fondées en Inde. L'une des conditions imposées par les donateurs était que toutes les chaires créées grâce à leurs dons seraient occupées exclusivement par des Indiens (Visvanathan, 1985). En 1915, une école de recherche non négligeable dans le domaine de la physique et de la chimie avait vu le jour à l'université de Calcutta grâce aux programmes de recherche mis en place par Bose et Ray. Raman quitta l'IACS pour occuper la première chaire professorale Palit en physique à l'université de Calcutta. Le programme de recherche de l'université se voyait légitimé.

L'impulsion nationaliste de Ray et sa conviction que la recherche

scientifique devait être appliquée au développement industriel pour rendre la nation autosuffisante économiquement le conduisirent à fonder la Bengal Chemical and Pharmaceutical Works (BCPW) à Calcutta. Il fit sienne la conviction de Mahendra Lal Sircar selon laquelle «c'est le chimiste qui doit venir au secours des communautés menacées. C'est grâce aux laboratoires que la famine pourra finalement être transformée en abondance» (Sircar, cité dans Visvanathan, 1985). Comme nous l'avons exposé ci-dessus, le NCE comptait parmi ses membres tous ceux qui étaient mécontents du modèle de développement industriel de grande ampleur et envisageaient d'autres modèles d'industrialisation décentralisée plus en adéquation avec les ressources fondamentales de l'économie indienne rurale (Raina et Habib, 1993). À la fin des années 1920, Ray n'avait plus confiance dans le programme d'industrialisation de masse prôné par ses propres étudiants du département de l'université. Auparavant, il avait rejeté les idées de Gandhi sur l'industrialisation massive, mais dans les années 1920, était devenu l'un de ses avocats les plus dévoués. Il a raconté: «Lorsqu'en 1921, *Mahatmaji* (Gandhi) a pour la première fois fait du charkha (le rouet) le symbole du nouveau mouvement, moi-même, fervent partisan de la mécanisation, j'ai ri de cette survivance du Moyen Âge» (Ray, 1962). Cependant, c'est en participant à une série d'opérations de sauvetage suite à des inondations au Bengale que Ray commença à remettre en question son engagement en faveur de l'industrialisation de masse grâce à la science et trouva les idées de Gandhi plus séduisantes (Habib et Raina, 1989).

Ses idées ne paraissaient pas acceptables à ses étudiants, en particulier Meghnad Saha, qui était alors l'astrophysicien indien le plus illustre et prenait une part active à la politique émergente de l'*Indian National Congress*. Saha était largement influencé par les expériences en cours en Union soviétique. Saha était préoccupé par les ravages fréquents que les inondations provo-

quaient en Inde, ce qui l'amena à proposer la création d'une école de «physique des fleuves» (Venkataraman, 1995). Le Congrès national indien avait défendu un programme d'industrialisation lourde presque immédiatement après sa naissance. Ce soutien à l'industrialisation avait été mis en sourdine seulement durant la période où Gandhi avait dirigé le Parti, mais bien que sa mise en valeur des industries rurales et villageoises ait été incorporée dans le programme du Parti, ceux qui défendaient ce genre d'idées ne constituaient pas la faction dominante. Jawaharlâl Nehru formula la conception du parti en 1937 lorsqu'il affirma: «Le Congrès représente la science, et la science est l'esprit de l'époque et le facteur dominant dans le monde moderne. Plus encore que le présent, l'avenir appartient à la science et ceux qui apprivoisent la science et font appel à elle pour le progrès de l'humanité». Comme M. Saha, Nehru était profondément influencé par les évolutions en cours en Union soviétique. Il consacra l'année où il fut emprisonné à la prison de Naini à lire une grande partie des écrits de Bernal et des autres membres de la «gauche de Cambridge». En 1938, un comité national de planification (National Planning Committee, NPC) fut convoqué, avec à sa tête Nehru, et plusieurs industriels éminents tels que Meghnad Saha parmi ses membres. Le NPC produisit un rapport détaillé en vingt-sept tomes, avec un tome supplémentaire d'idées et de recommandations pour un plan national intégré. Dans le contexte historique, le NPC mit en place une plate-forme commune pour diriger le pays en matière politique, scientifique, technologique et industrielle (Sinha, 1995). Le plan d'action tracé dans ces documents traitait beaucoup de l'indépendance économique et de la liberté politique. Mais, ce qui est plus important encore, il contenait plus ou moins la trame de l'institutionnalisation du système de recherche scientifique et de l'industrialisation qui aurait lieu après l'indépendance.

En 1934, Saha, en compagnie d'un groupe d'éminents scientifiques indiens, avait fondé l'*Indian Science News Association* et un journal influent, *Science and Culture*. Cette association de scientifiques, qui devint célèbre sous le nom de «groupe *Science and Culture*», défendait l'utilisation de la connaissance scientifique pour l'industrialisation de masse. Impressionnés par les résultats de l'industrialisation planifiée en Union soviétique, Saha et son groupe critiquèrent vigoureusement le programme de Gandhi dans les pages de *Science and Culture*. Mais ce n'était pas la seule orientation idéologique qui trouva une résonance dans le mouvement national. Une autre vision était en train de prendre forme concrète dans l'État de Mysore, alors sous administration britannique indirecte, et ce à l'initiative de Visvesvaraya (Bawa, 1984; pour une étude d'une grande finesse sur l'économie politique de Mysore à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle, voir Hettne, 1978).

Ingénieur, Visvesvaraya avait en tête l'idée d'un développement autonome impliquant de poursuivre simultanément trois stratégies différentes, sans quoi les résultats finaux désirés ne seraient pas réalisés. Le premier effort avait trait à la mise en place d'un programme d'éducation scientifique et technique censé produire les ressources et les compétences nécessaires pour mettre en œuvre le programme d'industrialisation rurale et l'établissement d'une industrie lourde. Un plan d'industrialisation rurale fut mis au point, comprenant l'accroissement des surfaces irriguées et les grandes lignes d'une industrialisation censée apporter de la valeur ajoutée aux produits agricoles issus des régions rurales et les ancrer dans l'économie rurale. Il y avait également un vaste plan d'industrialisation censé réduire l'importance de l'agriculture dans l'économie du pays, comme c'est le cas dans les économies développées. Il réussit raisonnablement à assurer l'intégration de ces différentes stratégies au niveau local puisque l'État de Mysore, qui était soumis indirectement au pouvoir colonial, disposait à ce titre d'un certain degré de liberté et passait de ce fait pour l'un des États modèles de l'Inde administrée indirectement par le pouvoir britannique (Raina, 1999). Il convient également de noter que Visvesvaraya publia un livre sur la planification, bien que son modèle ne soit pas celui des Soviets mais celui d'un capitalisme d'État — le rôle de l'État étant de mettre en place des infrastructures qui fourniraient un espace pour que la libre entreprise prenne son essor. Cependant, d'après sa vision technocratique, le retard de l'Inde était attribué à l'illettrisme et à l'insuffisance de compétences et de capacité de travail qui en résultaient. L'industrialisation devint un outil de changement et fut illustrée par ce slogan: «industrialiser ou mourir». Même si Visvesvaraya est considéré comme le premier planificateur en Inde — ce que reflètent son livre de 1936 et son rôle dans le Plan de Bombay — son point de vue doit être considéré comme distinct de celui de P. C. Mahalanobis, d'inspiration soviétique.

LA RECHERCHE INDUSTRIELLE

Le système de recherche scientifique, considéré comme l'un des piliers de la société industrielle, et son histoire en Inde, correspondent plus ou moins à l'histoire du *Council of Scientific and Industrial Research* (CSIR), dont l'idée est née des délibérations du *National Planning Committee*, de la revue *Science and Culture*, et qui finalement prit forme suite à la visite en Inde du professeur A. V. Hill, biologiste et secrétaire de la *Royal Society* de Londres, en 1943. Il existe un corpus important de travaux traitant de l'émergence du CSIR et des institutions de recherche industrielle fondées par lui (Rajgopal et *al.*, 1985). Un fait est à retenir, c'est S. S. Bhatnagar qui devint le premier directeur du CSIR de l'Inde indépendante et c'est grâce à sa proximité d'avec Nehru qu'il fut en mesure de travailler à l'établissement d'un réseau de vingtdeux «laboratoires nationaux» sous l'égide du CSIR entre 1948 et 1958.

Lorsqu'on parle de planification, de mesures politiques, ou même dans le simple cadre de l'histoire politique, la période comprise entre 1948 et 1964 est appelée l'ère Nehru. Les questions importantes durant cette période peuvent être énumérées ainsi: (1) il fallait poursuivre la voie du développement socialiste; (2) dans le domaine de la politique internationale l'Inde avait choisi le non-alignement; (3) l'objectif culturel de cette période peut être considéré comme une sorte d'impérialisme scientiste (le centre de l'État serait organisé autour des «temples de la science» et l'esprit scientifique fut par la suite sacralisé dans la constitution indienne (Raina et Jain, 1997).

L'image de Nehru, homme d'État philosophe, et de Nehru pris au piège de la *realpolitik* s'est révélé l'obsession de la plupart des historiens. Ce qui est sûr, c'est qu'il avait en la science une foi quasi religieuse, fondée sur sa perception de la transformation du monde autour de lui. Historien méritant, auteur de Glimpses of World History et La découverte de l'Inde qui ont leur place dans les bibliothèques d'histoire aujourd'hui encore, il assista, comme ceux de son époque, à l'émergence de la science et de la technologie modernes et à leurs conséquences sur la vie et l'avenir des peuples du monde non occidental. Il était intimement convaincu qu'un engagement critique dans la science pouvait stimuler l'esprit du développement d'une nation nouvelle en stimulant l'esprit et la raison de la population. La science était pour lui l'instrument principal d'un changement rapide. En fait, pour lui, l'avenir de l'humanité était lié de facon inextricable et inexorable au progrès de la science. Un jour, il observa avec nostalgie: «Et bien que les circonstances m'aient séparé de la science, mes pensées se sont toujours tournées vers elle avec nostalgie. Ces dernières années, par des chemins détournés, je suis revenu à la science, lorsque je me suis aperçu que la science n'était pas seulement une distraction et une abstraction, mais qu'elle constituait la matière même de la vie, sans laquelle notre monde moderne partirait en fumée. La politique m'a conduit à l'économie, ce qui m'a conduit inévitablement à la science et à une approche scientifique de tous nos problèmes, et même de la vie» (Nehru, 1937).

Pour Nehru, la solution aux problèmes de l'Inde résidait dans une combinaison de socialisme et de science, de technologie et d'industrialisation lourde. Mais il ne faut pas supposer pour autant que Nehru était un optimiste dépourvu de sens critique en matière de science. Il avait parfaitement conscience que le monstre créé par la science était devenu fou, et cette image de la science annonçant l'âge d'or était ternie par le nuage obscur qui menaçait l'avenir de l'espèce humaine (Nehru, 1946). Cela ne le conduisit pas, ni lui ni les scientifiques de sa génération, à mettre la science de côté en la critiquant, car les différentes représentations de ce qui est usage ou abus continuèrent de disculper la science, et l'idéologie de la guerre froide renforça cette image de la science.

Au début des années 1960, dix bonnes années après la conquête de l'indépendance, les efforts des scientifiques d'avant l'indépendance se révélèrent fructueux puisque l'Inde pouvait proclamer qu'elle avait un système de recherche scientifique et technologique satisfaisant et qu'elle était en train de rejoindre rapidement la communauté internationale de la «Big Science». Durant les dernières décennies du XIXe siècle et les premières du XXe siècle, l'on avait tenté d'ancrer le système de recherche dans la recherche universitaire. Une fois l'indépendance acquise, d'importants facteurs stimulants tels que le besoin de rattraper l'Occident, la nécessité pour la nouvelle république de réaliser les promesses de développement, les exigences de la souveraineté et du prestige de la nation, ont conduit les figures emblématiques de la communauté scientifique, les hommes politiques et les décideurs vers une recherche orientée vers une mission. Par conséquent, durant la période postindépendance, les nécessités de la recherche industrielle et nucléaire ont fourni des structures pour l'institutionnalisation postérieure de la science. En tout cas, il est certain que l'établissement d'institutions à une si grande échelle, dans une nation où les ressources étaient limitées, a été possible parce que la communauté scientifique a pu se rallier le soutien des dirigeants politiques pour la réalisation de ses projets. Cela a été possible aussi parce qu'ils ont réussi à relier leurs objectifs aux objectifs de développement plus vastes de la république indépendante.

NOTE

1. J. D. Bernal a rapidement saisi l'essence du mouvement, puisqu'il a écrit: «Il est inévitable qu'en science, comme dans les autres aspects de la vie, les Indiens éprouvent un besoin d'affirmation nationale, mais cette attitude est toujours malaisée. [...] Pour libérer les immenses potentialités de développement scientifique que renferme le peuple indien, il faudrait les transformer en une communauté libre et autosuffisante. Aujourd'hui, les meilleurs artisans de la science indienne ne sont sans doute pas les scientifiques mais les agitateurs politiques qui luttent à cette fin» (Bernal, 1939, p. 207–208).

BIBLIOGRAPHIE

- BAWA V. K. 1984. The State and Industry in Mysore: The Role of Visvesvaraya. Dans: *State and Business in India: A Historical Perspective*, Ahmedabad, Indian Institute of Management.
- BERNAL J. D. 1939. *The Social Function of Science*, Londres, George Routledge & Son.

- CHANDRA B. 1969. *Rise and Growth of Economic Nationalism in India*, New Delhi, People's Publishing House.
- CHATTERJEE S. 1986. Acharya Prafulla Chandra Ray: The Growth and Decline of a Legend. Dans: CHATTERJEE S., SEN A. (dir. publ.), *Acharya Prafulla Chandra Ray: Some Aspects of his Life and Work*, Calcutta.
- DUBOS R. 1950. *Louis Pasteur: Free Lance of Science*, New York, Da Capo Paperback.
- GOSLING D. 1976. *Science and Religion in India*, Madras, Christian Institute for the Study of Religion and Society/Christian Literature Society.
- HABIB S. I., RAINA D. 1989. Copernicus, Columbus, Colonialism, and the Role of Science in Nineteenth Century India. Dans: *Social Scientist*, vol. 17, n° 3–4.
- HETTNE B. 1978. The Political Economy of Indirect Rule: Mysore 1881–1947, New Delhi.
- IACS 1976. A Century: Indian Association for the Cultivation of Science, Calcutta.
- KOPF D. 1969. *British Orientalism and the Bengal Renaissance*, Berkeley (Californie), University of California Press.
- 1970. The Brahmo Samaj Intelligentsia and the Bengali Renaissance: A Case Study of Revitalisation and Modernisation in Nineteenth Century Bengal. Dans: CRANE R. I. (dir. publ.), *Transition in South Asia*, Durham (Caroline du Nord), Duke University Press.
- KUMAR SARKAR B. K. 1946. Education for Industrialisation: An Analysis of Forty Years Work of Jadavpur College of Engineering and Technology (1905–1946), Calcutta.
- MUKHERJEE H. 1948. Satish Chandra Mukherjee: A Father of the Bengali Revolution (1865–1948), Calcutta.
- NARAYANA RAO V. S. 1971. M. Visvesvaraya: Builders of Modern India, Delhi
- NEHRU J. 1937. *Discours* prononcé le 26 décembre à l'Indian Science Congress, Calcutta.
- 1946. *The Discovery of India*, Calcutta.
- RAINA D. 1997a. Evolving Perspectives on Science and History: A Chronicle of Modern India's Scientific Enchantment and Disenchantment. Dans: *Social Epistemology*, vol. 11, n° 1.
- 1997b. The Young P. C. Ray and the Inauguration of the Social History of Science in India (1885–1907). Dans: *Science, Technology and Society*, vol. 2, n° 1.

- 1999. Visvesvaraya as Engineer-Sociologist and the Evolution of his Techno-Economic Vision, Discours prononcé le 7 janvier au National Institute of Advanced Studies.
- RAINA D., HABIB S. I. 1993. The Unfolding of an Engagement: The Dawn on Science, Technical Education and Industrialisation. Dans: *Studies in History*, vol. 9, n° 1.
- 1995. Bhadralok Perceptions of Science, Technology and Cultural Nationalism. Dans: *Indian Economic and Social History Review*, vol. 32, n° 1.
- 1996. The Moral Legitimation of Science: Bhadralok Reflections on the Theory of Evolution. Dans: *Social Studies of Science*, vol. 26.
- RAINA D., JAIN A. 1997. Big Science and the University in India. Dans: KRIGE J., PESTRE D. (dir. publ.), *Science in the Twentieth Century*, Amsterdam, Harwood Publishers.
- RAJGOPAL N. R., QURESHI M. A., SINGH B. 1985. *The CSIR Saga*, New Delhi, CSIR.
- RAY P. C. 1918. Essays and Discourses, Madras, G. A. Natesan & Co.
- 1962. Life and Experiences of a Bengali Chemist, Calcutta.
- SHARPE H. (dir. publ.). 1920. *Selections from Educational Records*, partie 1, 1781–1839, Government of India, Bureau of Education.
- SINHA J. N. 1995. Technology for National Reconstruction: The National Planning Committee, 1938–1949. Dans: MACLEOD R., KUMAR D. (dir. publ.), *Technology and the Raj, Western Technology and Technical Transfers to India, 1700–1947*, New Delhi, Sage Publications.
- SUMA SARKAR S. 1975. *The Swadeshi Movement in Bengal*, New Delhi, People's Publishing House.
- THACKRAY A. 1974. Natural Knowledge in Cultural Context. Dans: *American Historical Review*, vol. 79.
- VENKATARAMAN G. 1995. Saha and his Formula, Hyderabad, Hyderabad Universities Press Limited.
- VISVANATHAN S. 1985. Organising for Science, New Delhi, Oxford University Press.

36.5

L'évolution du système scientifique et technologique en Inde depuis l'indépendance

Vissid Siddharta

La proclamation d'indépendance de l'Inde, le 15 août 1947, marque la fin du régime colonial britannique. Ainsi que l'indiquaient Raina, Habib et Raj dans leurs chapitres respectifs, plusieurs chefs de file de la formation politique avant porté le mouvement de libération — le Congrès national indien — avaient déjà commencé bien avant cette date à penser les institutions chargées du développement industriel, technologique et scientifique de l'Inde postcoloniale. Leur principal initiateur fut Nehru, premier chef de gouvernement de l'Inde libre, dont les liens avec la communauté scientifique indienne étaient antérieurs à 1947. Pendant les années de lutte anticoloniale, Nehru avait fait part de ses propres idées à travers des discours et des écrits où il s'était en outre fait l'écho des attentes d'autres formations politiques anticoloniales, concernant le rôle de la science dans le développement de l'Inde et le bien-être de la population. Après l'indépendance, il le fit bien plus fréquemment, couvrant plus de domaines et y donnant une plus large publicité. Une fois Premier ministre, il se réserva, de jure, dans son cabinet, le portefeuille à l'énergie atomique, et *de facto* celui des sciences et des technologies industrielles.

Certains membres de la communauté scientifique indienne, alors modeste, s'engagèrent spontanément dans le mouvement de libération; le plus grand nombre s'y rallia par le biais d'accointances identifiables avec le parti du Congrès. Celui-ci, en contrepartie, accorda à Nehru une large latitude pour modeler les institutions scientifiques et technologiques de l'Inde indépendante, en étroite collaboration avec le monde scientifique. Pour Nehru, la tâche consistait à bâtir sur les acquis hérités de l'Empire britannique. Il n'examina malheureusement pas d'assez près si ces acquis pouvaient se prêter à la réalisation des tâches qu'allait se voir confier l'effort scientifique indien.

La taille de la communauté scientifique indienne resta modeste jusqu'à une date avancée des années 1950. Elle avait pour toute base une tradition

d'à peine cinquante ans en recherche universitaire. Une sommité telle que le prix Nobel de physique C. V. Raman (récompensé en 1930) pouvait refuser l'appui financier des pouvoirs publics. En revanche cette attitude était impossible pour le commun des scientifiques.

Le monde scientifique accueillit donc l'État à bras ouverts. Celui-ci composa prudemment une attitude effacée, en parfaite rupture avec le volontarisme plein d'aplomb affiché dans la Résolution de politique industrielle de 1956, qui proclamait sa volonté d'occuper les plus hautes commandes de l'économie industrielle. Le 13 mai 1958, dans une déclaration faite devant le Lok Sabha (chambre basse du bicamérisme indien), Nehru présenta le texte de la Résolution de politique scientifique de son gouvernement (Government of India, 1958), qu'il lut lui-même, «car nous considérons cette résolution importante, en ce qu'elle définit notre attitude générale envers les sciences et les technologies». Cette déclaration de bienveillance de la part du chef du gouvernement, faite à la plus haute tribune politique, donnait aux scientifiques indiens, qui formaient alors une toute jeune génération à peine constituée en communauté, la possibilité de bénéficier de fonds publics pour élaborer et mettre en œuvre des programmes presque de leur ressort exclusif. Ainsi mandatés, ils se mirent en tâche de doter rapidement l'Inde indépendante d'institutions scientifiques, pour former ce qui, à l'aube du XXI^e siècle, était devenu le tissu scientifique le plus étendu et le plus dense de l'ensemble des ex-colonies du monde, après la Chine.

La communauté scientifique ne saisit pourtant pas dans toute sa portée la contrepartie qu'impliquait la Résolution de politique scientifique, dont la mise en œuvre devait passer par «[...] la création de conditions d'exercice favorables, où les scientifiques se verraient accorder des postes d'honneur [...]». Ainsi, si les institutions scientifiques indiennes, organisées selon une politique de l'offre, reçurent de Nehru, dès leurs débuts, un soutien politique et une indispensable protection contre les déprédations d'hommes politiques et de bureaucrates hostiles, ce même appui les isola du public et des intervenants à qui elles auraient dû profiter. Les scientifiques des principaux centres et instituts travaillaient en «atmosphère close», n'ayant d'autres horizons que les objectifs des «plans» validés par un système politique censé faire remonter jusqu'à eux les besoins de la société. Cette retraite propice permettait aussi aux scientifiques de premier rang de satisfaire leur besoin de reconnaissance aux yeux de leurs confrères étrangers, quant à la qualité de leurs recherches. La mode déterminait les orientations poursuivies. Et c'était l'Occident qui dictait la mode: mais en s'alignant sur les standards internationaux, le monde scientifique indien finit aussi par s'aliéner la réalité du monde indien.³

Nehru entretenait une relation privilégiée avec deux des principaux promoteurs des institutions scientifiques de l'Inde postcoloniale :Homi J. Bha-

bha et Shanti Swaroop Bhatnagar. Bhabha était issu d'un milieu aristocratique et disposait de ressources personnelles. Ses ancêtres, des prédicateurs du zoroastrisme, originaires d'Iran, s'étaient installés en Inde des siècles plus tôt. Bhabha, qui chapeautait le programme indien de l'énergie atomique⁴, fut investi à sa demande de pouvoirs administratifs et financiers sur mesure, qui rompaient agréablement avec les lourdeurs entravant l'établissement de recherche dirigé par son homologue Bhatnagar, — le Conseil de la recherche scientifique et industrielle — hérité de l'époque britannique (Council of Scientific and Industrial Research, SCIR). Par la suite, Bhabha institutionnalisa ce style de gouvernance scientifique, qui a depuis été érigé en exemple par les autres agences post-coloniales de sciences et technologies plus spécialement en charge des «hautes technologies», à commencer par les agences supervisant les programmes liés à l'espace et à l'électronique.⁵ Jawaharlal Nehru meurt en mai 1964. En octobre 1964, l'imposant voisin chinois, à qui l'Inde avait dû remettre une partie de son territoire après la guerre de 1962, mena des essais nucléaires dans l'atmosphère. Deux ans plus tard, Homi Bhabha trouva la mort dans un accident d'avion en Suisse. Le départ de Nehru et Bhabha, coup sur coup, enraya la bonne marche de la gouvernance scientifique. En 1965, au moment de l'accession d'Indira Gandhi, fille de Nehru, au poste de Premier ministre (à la mort, non de son père, mais du Premier ministre Lal Bahadur Shastri). une guerre d'enlisement ayant opposé l'Inde au Pakistan avait déjà confirmé l'incapacité de l'appareil scientifique et technologique industriel du pays à soutenir les activités militaires. De même, au milieu des années 1960, le système agricole traditionnel de l'Inde avait montré des signes clairs de son impuissance à subvenir aux besoins d'une population en rapide expansion. De fait, en 1966–1967, l'Inde dut faire face à une crise alimentaire, qui agita le spectre de la famine et mit à bas l'orgueil national. Le pays dut importer auprès de ceux «qui avaient les moyens de donner mais ne le faisaient pas sans conditions». Les scientifiques, les hommes politiques et les commentateurs influents commencèrent à se demander à quoi rimait une telle science et à quoi bon posséder de telles technologies.

Voilà brossées les circonstances qui, en janvier 1970, préludèrent à la convocation, par Indira Gandhi, de la troisième conférence nationale historique des scientifiques, technologues et spécialistes de l'enseignement. Les recommandations approuvées lors de cette conférence donnèrent le jour au Comité national pour les sciences et technologies (CNST), chargé de planifier la prochaine étape du développement scientifique et technologique de l'Inde. Il s'exécuta, mais dans un contexte politique et économique désormais radicalement différent⁶ — notamment lié à l'expansion des dépenses publiques de recherche et développement scientifiques,⁷ ainsi qu'à celle des effectifs employés dans ce secteur et les activités contigües⁸

(multipliés respectivement par cinq et par quatre depuis la Résolution de politique scientifique de 1958). Cinq instituts de technologies indiens et une université de médecine orientée vers la recherche furent pleinement opérationnels, formant en langue anglaise des technologues et professionnels de la médecine d'envergure internationale — et d'une qualité telle que l'exode des cerveaux entamé au milieu des années 1960 à destination des pays riches (essentiellement les États-Unis), de simple fuite laissa présager une véritable hémorragie (qui dure encore).

En 1971, la guerre menée par le Pakistan contre l'Inde, qui en sortit victorieuse, aboutit à la constitution d'un nouvel état, le Bangladesh. Cet épisode valut aux technologies stratégiques un regain d'attention et de nouvelles dotations, mais cette fois à destination des seules technologies à «double emploi», c'est-à-dire dans lesquelles on investissait essentiellement à des fins de développement mais qui pouvaient se prêter à des fins militaires.

Lors du quatrième plan quinquennal, entre 1969–1970 et 1973–1974, les dépenses affectées aux sciences et technologies furent multipliées par quatre par rapport au troisième plan qui avait pris fin en 1966. Le ministère des Sciences et des Technologies et de l'Électronique fut créé en 1971, celui de l'Espace en 1972.

En 1974, Indira Gandhi autorisa les premiers essais nucléaires souterrains dans le désert d'un État frontalier de l'Ouest du pays, le Rajasthan, faisant ainsi la démonstration de la force de frappe nucléaire de l'Inde. L'Inde lança en 1980, avec sa propre fusée porteuse *SLV-3*, un satellite de conception et de fabrication indienne. Elle démontra ensuite la capacité du pays à construire des missiles balistiques à moyenne portée. Indira Gandhi poursuivit dans cette phase d'expansion institutionnelle scientifique et technologique axée sur une «politique de l'offre» avec la création, au début des années 1980, du ministère du Développement environnemental et océanique, dirigé par des scientifiques reconnus dans leur partie, triés sur le volet et nommés par ses soins («Mes scientifiques» disait-elle aux bureaucrates de carrière, qui se le tinrent pour dit).

Au milieu des années 1970, le prix du pétrole à l'importation devint quasiment prohibitif. De ce fait et en raison des atteintes à l'environnement causées par les grands projets hydroélectriques⁹ et les centrales alimentées au charbon, l'Inde se vit dans l'obligation de se tourner vers des sources d'énergies non conventionnelles. En 1982, Indira Gandhi créa le ministère des Energies non conventionnelles. Au milieu des années 1990, l'Inde était dotée de la quatrième capacité en énergie électrique d'origine éolienne installée en réseau.

La puissance nucléaire et balistique de l'Inde n'étant plus à démontrer, Indira Gandhi jugea que le pays pouvait ouvrir sans risque son système économique. L'attachement quasi religieux de la décennie 1970 à une autosuffisance proche de l'autarcie se fit moins impérieux. Corollaire inévitable, le modèle de sciences et technologies mis en place par Nehru et revisité par Indira Gandhi avait besoin d'être amendé. Ce remodelage fut intégré à la définition d'une politique technologique dont Indira Gandhi établit personnellement le contenu. Elle devait en informer en personne sa base — la communauté scientifique —, avant de mettre en œuvre les modifications imminentes. C'est ce qu'elle fit en janvier 1983, en prononçant devant le Congrès scientifique indien sa «déclaration de politique technologique». Mais ses projets furent contrariés par un soulèvement terroriste dans l'État frontalier du Pendjab et, avant que l'administration leur ait donné suite, ils succombèrent avec Indira Ghandi, assassinée en octobre 1984.

Le Parti du Congrès nomma immédiatement le fils d'Indira, Rajiv Gandhi, à la tête du Parti. Il remporta les élections peu après et devint Premier ministre de l'Inde. Rajiv Gandhi, incarna un exécutif d'un style différent, d'inspiration présidentielle. Ainsi, alors que jusqu'ici les deux piliers consultatifs secondant le gouvernement dans les questions de sciences et technologies avaient été des «comités consultatifs du cabinet», Rajiv Gandhi nomma un «Conseil consultatif scientifique du Premier ministre». Le Conseil se maintint de 1986 à 1990 en un corps compact d'une douzaine de membres, sans qu'aucun ne soit issu de la direction d'une agence scientifique («Je veux des scientifiques, pas des fonctionnaires»). Deux de ces membres, en provenance du secteur privé, et un troisième, spécialiste des télécommunications et «cerveau en fuite» aux États-Unis, étaient des amis personnels de Rajiv Gandhi. Face à ce mode de recrutement non orthodoxe, et se retrouvant exclus de la gestion des affaires du Conseil, les directeurs d'agence — seuls aux commandes à l'époque d'Indira Gandhi — ne lui reconnurent aucune légitimité «Qui sont ces types-là?». Présidé par un professeur tenu en haute estime par toute la communauté internationale (le directeur de l'Institut indien des sciences, à Bangalore), le Conseil livra un rapport en deux volumes intitulé Perspectives en sciences et technologies, qui fut publié par la suite (Government of India, 1990). Entre-temps, Rajiv Gandhi perdit les élections (avant d'être assassiné). Les directeurs d'agence archivèrent soigneusement les deux volumes sur une étagère, où ils demeurent.

Avec l'effondrement de l'URSS et son démembrement, l'Inde voyait se tarir une source d'approvisionnement relativement commode qui lui avait procuré à «prix d'amis» des munitions conventionnelles, des avions et navires de combat. Faute de quoi, seule la recherche publique à orientation militaire pouvait désormais subvenir aux besoins des forces armées indiennes. Celle-ci devint en peu de temps le premier poste au budget de recherche et développement de l'État, rang qu'elle conserve aujourd'hui encore.

Durant son mandat, Rajiv avait également donné son accord exprès à la militarisation du programme nucléaire indien et, en mai 1989, il permit le lancement expérimental du missile balistique à moyenne portée *Agni-I*. En mai 1998, le Premier ministre Atal Bihari Vajpayee mit à exécution l'un des engagements du manifeste signé par la coalition politique qui l'avait élu. Au mépris de la probable réprobation internationale, il autorisa une série de tests souterrains d'armes nucléaires, menés avec succès le même mois. En avril 1999, Vajpayee approuva le lancement expérimental de la version améliorée d'*Agni-I*, *Agni-II*, là encore couronné de succès.

Ainsi, cinquante ans après la naissance de la République indienne, les politiques mises en place après l'indépendance pour le développement des sciences et de la technologie semblaient, retrospectivement, avoir été induites par une quête continue de sécurité et de non-alignement, et offrir à l'Inde une certaine isolation par rapport aux structures néocoloniales mondiales de l'après-guerre mèlant pouvoirs stratégique, économique et technologique. Un élément central de l'effort scientifique et technologique indien fut d'atteindre l'autonomie alimentaire. L'Inde chercha également une parité géotechnologique en se déclarant détentrice de l'arme nucléaire, et en devenant une des cinq nations à posséder une industrie spatiale, avec une capacité de surveillance et de communication dans l'espace à la fois autonome et économiquement et technologiquement compétitive. Ces objectifs scientifiques et technologiques ont été atteints à un coût remarquablement bas qui n'a que très rarement excédé 1 % du PNB.

L'autonomie minimale en matière de développement industriel non lié à la sécurité fut atteinte grâce aux investissements publics issus de l'épargne nationale et non par une technologie née de la recherche et du développement national. Cet investissement a apporté une technologie sous les traits de biens capitaux importés, qui est rarement une technologie de pointe, mis à part lorsque ces biens ont été choisis par une décision nationale audacieuse (et donc rare) d'investissement public non liée à des conditions d'aide étrangère ou des prêts de banques étrangères.

Il ne convient pas de dire qu'il n'y a eu que la recherche scientifique et technologique nationale à la production industrielle de l'Inde a été moindre. En effet, on estime que la production industrielle indienne résulte, à hauteur de 100 milliards de roupies, de la commercialisation cumulée de la recherche et du développement industriel issus d'entreprises indiennes de science et de technologie aussi bien publiques que privées, dont bon nombre furent créées sous l'impulsion d'incitations fiscales, entre autres, introduites durant les années 1980. La valeur la plus significative ajoutée par la recherche scientifique et technologique nationale à la production industrielle civile et aux exports est sans doute dans le secteur des médicaments et produits pharmaceutiques. En 1970, Indira Gandhi obtint du Parlement que celui-ci

modifie la loi sur les brevets datant de l'époque coloniale. Le *Indian Patents Act* (Loi indienne des brevets) de 1970 abolit les brevets sur les médicaments. Cette mesure fut à l'origine de la conversion de l'Inde de l'état d'importateur de médicaments à des prix que ses millions ne pouvaient que difficilement assumer, à celui de vendeur à des corporations internationales de licences permettant la production de produits pharmaceutiques grâce à une technologie mise au point dans des laboratoires indiens.

Ainsi, à la vue de la longue et riche histoire de l'Inde, de son héritage colonial, et de ses préoccupations sécuritaires depuis son indépendance, l'on peut se demander, à l'aube de ce nouveau millénaire, si le développement scientifique et technologique de l'Inde au cours du dernier demi-siècle aurait pu s'orienter différemment? Il est peut-être trop tôt pour y répondre.

NOTES

- 1. Pour une sélection éclairée de ces communications, voir Singh, 1988.
- 2. L'ouvrage de Macleod et Kumar (1995) dresse un tableau utile de ces acquis.
- 3. Pour une analyse perspicace de ces questions et de leurs retombées, voir Mukherjee, 1963 (article publié avant la mort de Nehru).
- 4. Pour une histoire officielle du Programme indien à l'énergie atomique, voir Sundaram *et al.*, 1998.
- 5. Pour une étude comparative des deux modes de gouvernance scientifique, voir Anderson, 1975.
- 6. Pour une présentation des réalisations du CNST dans ce contexte politique et économique, voir Siddharta, 1978.
- 7. Dépenses qui n'ont cependant que très rarement dépassé 1 % du PNB, quelle que soit l'année considérée depuis l'indépendance.
- 8. L'idée tenace qui voudrait que le vivier du personnel scientifique de l'Inde soit le «troisième plus grand au monde» est dénuée de fondement. L'Inde se range en fait entre les dix et vingt premiers pays, selon les critères retenus.
- 9. À propos du projet de construction d'un barrage, au pied du versant occidental de l'Himalaya, Indira Gandhi déclara que : «Les promoteurs sont les seules personnes à qui ce barrage va profiter ».

BIBLIOGRAPHIE

Anderson R. S. 1975. *Building Scientific Institutions in India: Saha and Bhabha*, Montréal, Mc-Gill University, Centre for Developing Area Studies (Occasional Paper Series, n° 11).

GOVERNMENT OF INDIA 1958. Scientific Policy Resolution n° 131/CF/57, 4 mars.

- 1990. Perspectives in Science and Technology, New Delhi, Vikas Publishing House, Pvt. Ltd./Department of Science and Technology.
- MACLEOD R., KUMAR D. 1995. *Technology and the Raj: Western Technology and Technical Transfers to India, 1700–1947*, New Delhi, Sage.
- MUKHERJEE D. 1963. Indian Science: Policy, Organisation and Application. Dans: *Economic Times* (New Delhi), 19 et 20 novembre; et également dans *Minerva*, vol. 2, n° 3.
- SIDDHARTA V. 1978. Private Science and Public Policy. Dans: K. D. SHARMA, M. A. QURESHI (dir. publ.), Science, Technology and Development, Essays in Honour of Professor A. Rahman, New Delhi, Sterling Publishers.
- SINGH B. 1988. *Jawaharlal Nehru on Science and Society: A Collection of his Writings and Speeches*, New Delhi, Nehru Memorial Museum and Library.
- SUNDARAM V. et al. 1998. Atomic Energy in India, 50 Years, Mumbai (Inde), Department of Atomic Energy, Publication Division, août.

36.6 L'évolution de la recherche scientifique et industrielle nationale

36.6.1 SCIENCES ET TECHNOLOGIES AU PAKISTAN

Faheem Hussain

Introduction

Depuis l'indépendance proclamée en août 1947, le développement des sciences et des technologies au Pakistan est une suite d'avancées et de reculades, enregistrées au gré des gouvernements postcoloniaux nés de la chute des grands empires européens, dans le sillage de la Seconde Guerre mondiale. Leur histoire porte aussi la marque de tous les revers et des modestes succès d'un développement introduit par le haut, en l'absence de tout contact avec la société dans son ensemble et avec le secteur industriel en particulier. Bien que sur le papier le Pakistan compte de nombreux instituts de recherche scientifique, dans les faits, le niveau de la recherche y est au plus bas.

Le Pakistan n'a hérité d'aucun institut scientifique de l'époque de l'empire des Indes britanniques et était doté, au moment de son indépendance, en 1947, d'un piètre système éducatif. Le Pendjab comptait alors la seule université de l'actuel Pakistan. En 1946, toutefois, l'université du Sind reçut approbation et ouvrit ses portes en 1948. Le pays comptait en outre trois instituts professionnels: deux à Lahore, formant l'un des ingénieurs, le *Maclagan College of Engineering and Technology*, l'autre des médecins, le *King Edward Medical College*, et un institut agricole, à Lyallpur, le futur Faisalabad (Rahman, 1990). Autre handicap, selon la politique de Macaulay, les Britanniques concevaient les deux universités non pas comme des lieux d'élaboration du savoir mais comme de simples établissements d'enseignement, où l'on apprenait aux étudiants à devenir

de bons serviteurs de l'Empire britannique. Le Pakistan fit donc ses premiers pas dans l'histoire sans aucune tradition en recherche scientifique. Il fallut ainsi tout construire de zéro. Comme tous les pays ayant accédé depuis peu à l'indépendance, le Pakistan avait conscience de la nécessité de se constituer également des capacités scientifiques et technologiques propres. Il comptait alors quelques scientifiques, qui allaient jouer un rôle essentiel dans le développement du système éducatif et des sciences.

Étant donné le manque cruel de personnel qualifié, le premier effort porta sur le développement d'universités et d'instituts d'enseignement qui allaient former ce personnel, à la fois sur un plan général et plus particulièrement dans le secteur des sciences et technologies. Une commission à l'instruction fut mise en place en 1958 et une commission scientifique en 1959, qui procédèrent aux recommandations d'usage. Certaines de ces recommandations furent suivies, si bien que l'institut agricole de Faisalabad et l'institut d'ingénieurs de Lahore furent promus au rang d'universités. Depuis, le nombre d'universités s'accroît à un rythme régulier et l'on en recense aujourd'hui vingt-six publiques et dix privées, auxquelles s'ajoutent quatre instituts publics et six privés délivrant des diplômes de niveau universitaire (Atta-ur-Rahman, 1999). L'ouverture d'universités privées est autorisée depuis le début des années 1980, la première qui ait vu le jour étant l'université Aga Khan, en 1983.

C'est dans les années 1950 que le pays se mit sérieusement en tâche de créer des instituts de recherche scientifique et technologique. En l'absence d'assise scientifique de quelque envergure, les établissements fondés dans les premières années l'étaient généralement sur le modèle de leurs équivalents britanniques. Les grandes institutions gouvernementales, telles que le Conseil de recherche scientifique et industrielle du Pakistan (Pakistan Council of Scientific and Industrial Research — PCSIR), la Commission à l'énergie atomique du Pakistan (Pakistan Atomic Energy Commission — PAEC), le Conseil de la recherche médicale du Pakistan (Pakistan Medical Research Council), le Comité central du coton (Central Cotton Committee) et le Conseil pour l'alimentation et l'agriculture, rebaptisé par la suite Conseil de la recherche agricole du Pakistan (Pakistan Agricultural Research Council Food and Agriculture Council) virent le jour dans les années 1950. L'essentiel des progrès accomplis dans le domaine des sciences et technologies au Pakistan remonte au mandat du président Ayub Khan, qui fut le premier à s'engager politiquement en faveur de la science et de l'instruction. Il s'entoura de scientifiques pakistanais éminents et, en 1961, Abdus Salam, jeune physicien de physique théorique, dynamique et brillant, devint son conseiller scientifique. Pendant cette période, de 1962 à 1969, outre les infrastructures scientifiques qui virent le jour, d'importants

efforts furent déployés pour former du personnel. La PAEC fut modernisée, I. H. Usmani accédant à sa présidence et Abdus Salam en devenant membre actif. Usmani, administrateur et docteur en physique, vouait une passion au développement scientifique. C'est à cette époque que furent créés les établissements suivants: la Commission de recherche pour l'espace et la haute atmosphère (*Pakistan Space and Upper Atmospheric Research Commission* — SUPARCO), l'Institut pakistanais de sciences et technologies nucléaires (*Pakistan Institute for Nuclear Science and Technology* — PINSTECH) doté d'un réacteur de recherche de 5 MW, la centrale nucléaire près de Karachi (KANUPP), les centres de recherche agricole (Agricultural Research Centres) de Faisalabad et Tando Jam et les centres de médecine et de radiothérapie nucléaires (Nuclear Medecine and Radiotherapy Centres) des principaux hôpitaux, le Conseil national pour la science (National Science Council), ainsi que l'Organisation des sciences et technologies de la défense (Defense Science and Technology Organisation — DSTO). La PAEC lança un programme de formation de plus de cinq cents scientifiques en physique expérimentale et physique théorique, chimie nucléaire, radioprotection, génie et agronomie. Dans l'ensemble, ces hommes et ces femmes constituaient dans leurs disciplines le plus important vivier de personnel qualifié du pays. Les dirigeants pakistanais suivants apportèrent eux aussi leur soutien aux technologies nucléaires.

L'université Quaid-i-Azam (QAU), à Islamabad, est un autre exemple d'institut patronné par Ayub Khan. Celui-ci souhaitait la création d'une université de hautes études spécialisée dans la recherche, qui aurait proposé des deuxièmes et troisièmes cycles en sciences et technologies et dans les sciences sociales «dures». Il constata que le développement de l'université s'engageait bien et qu'elle recevait le soutien et le concours de la communauté internationale. Il usa de son influence personnelle pour obtenir deux donations essentielles pour l'université: l'une de la fondation Ford, qui fut utilisée pour promouvoir des échanges internationaux ponctuels, et l'autre du PNUD, qui servit principalement à développer les équipements d'expérimentation et à accueillir des professeurs invités sur une longue durée. Les résultats étaient encourageants et, d'après la communauté scientifique internationale, l'Institut de physique de l'université se distinguait sur la scène internationale par le dynamisme de son centre de recherche, au sein du champ hautement concurrentiel de la physique théorique des particules où, dès le début, il fut possible de former un groupe viable. C'était la première fois dans l'histoire du Pakistan qu'un deuxième cycle débouchant sur un doctorat fonctionnait de façon permanente. Les docteurs qui en étaient issus répondaient à des standards internationaux d'excel-

lence. C'est là une illustration exemplaire de l'importance que revêtent l'engagement politique et le patronage des plus hautes sphères dans la réussite d'une entreprise scientifique.¹

LA DIVISION DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNOLOGIQUE

Une Division de la recherche scientifique et technologique (Science and Technology Research Division — Division STR) fut créée 1964, spécialement chargée du développement d'infrastructures de recherche scientifique et technologique. La division STR était placée sous le contrôle administratif du président du Pakistan et chapeautait à son tour le PCSIR, la PAEC et le SUPARCO. Elle passa en 1969 sous le contrôle du ministère de l'Éducation, rebaptisé ministère de l'Éducation et de la Recherche scientifique. Toutefois, hormis les trois organismes mentionnés ci-dessus, les conseils de recherche sectoriels — le Conseil de la recherche médicale du Pakistan (Pakistan Medical Research Council, 1955), le Conseil de la recherche en irrigation (Irrigation Research Council, 1964) et le Conseil de la recherche en bâtiments et travaux publics (Council for Works and Housing Research, 1964) —, restèrent attachés à leurs ministères de tutelle. Par la suite, en 1972, un ministère autonome, organisé autour de la division STR, fut institué pour privilégier les sciences et technologies dans le développement national. Lors de cette réorganisation, en plus du PCSIR, de la PAEC et du SURPACO, d'autres conseils de recherche et organismes scientifiques quittèrent leurs ministères de tutelle pour passer sous le contrôle du ministère des Sciences et des Technologies. Il en fut ainsi du Conseil de recherche en ressources hydriques du Pakistan (Pakistan Council of Research in Water Resources), du Département d'études zoologiques (Zoological Survey Department) et de l'Institut géologique du Pakistan (Survey of Pakistan). L'organisation administrative des sciences et technologies a connu plusieurs réorganisations au fil des ans. Des instituts ont été créés dans les domaines de l'électronique, des technologies au silicium, de l'énergie et de l'océanographie, dans le cadre de la politique nationale des sciences et technologies, définie en 1984.

Le schéma ci-dessous retrace l'évolution du nombre d'instituts de recherche, établie par période de deux ans depuis l'indépendance (Khan, 1999). Il illustre clairement la relative rapidité de cette évolution dans les premières années du régime d'Ayub, de 1959 à 1964, et son rythme franchement elevé sous le régime populiste de Zulfikar Ali Bhutto entre 1971 et 1976.

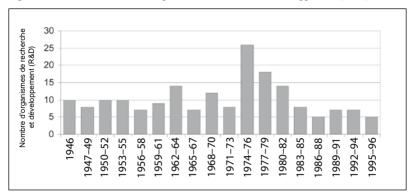


Figure 8 Évolution du nombre d'organismes de recherche et développement (R&D)

Source: K. M. Khan. 1999. Fifty Years of Science and Technology in Pakistan, Islamabad, Pakistan Science Foundation.

Le ministère des Sciences et des Technologies est le principal instrument du gouvernement fédéral en matière de développement des sciences et technologies. Les organismes actuellement placés sous sa tutelle sont les suivants. Le Conseil des technologies liées aux énergies renouvelables du Pakistan (Pakistan Council of Renewable Energy Technologies — PCRET) a été créé lors d'une récente refonte. Il englobe désormais l'ancien Conseil des technologies appropriées du Pakistan (Pakistan Council for Appropriate Technologies), l'Institut national de la technologie du silicium (National Institute of Silicone Technology) et le Conseil de la recherche en énergie solaire (Solar Energy Research Council). La Fondation scientifique du Pakistan (Pakistan Science Foundation — PSF) a été créée en 1973 dans le but de soutenir la recherche fondamentale menée par les universités et organismes de recherche sur des questions d'envergure nationale. Elle dirige également le Centre pakistanais d'information sur les sciences et technologies (Pakistan Scientific and Technology Information Centre, PASTIC) et le Musée d'histoire naturelle du Pakistan (Pakistan Museum of Natural History). Les principaux autres organismes de R&D, mentionnés précédemment, sont le Conseil de la recherche agricole du Pakistan (PARC), la Commission à l'énergie atomique du Pakistan (PAEC) et la Commission de recherche pour l'espace et la haute atmosphère (SUPARCO). Le PARC est rattaché au ministère de l'Alimentation et de l'Agriculture, tandis que la PAEC est du ressort direct du Premier ministre et que la SUPARCO est placée sous le contrôle administratif de la Division du cabinet. Les laboratoires de recherche Kahuta Research Laboratories, maillon essentiel du programme nucléaire du Pakistan, ont été créés en 1976 et prirent par

la suite le nom de Laboratoires A. Q. Khan en l'honneur de leur fondateur, le docteur Khan, métallurgiste appelé à jouer un rôle fondamental dans le projet pakistanais de bombe atomique. En 1967, la PAEC mit en place à PINSTECH une école consacrée à l'étude des réacteurs afin de former du personnel en sciences et technologies nucléaires. En 1976, elle prit le nom de *Centre for Nuclear Studies* (CNS, Centre d'études nucléaires). Y étaient dispensés des cours spécialisés en technologie, génie et médecine nucléaires, agréés par l'université Quaid-i-Azam pour l'obtention d'un master en sciences. Cette entité a récemment vu ses statuts élargis et a pris le nom de *Pakistan Institute of Engineering and Applied Sciences* (PIEAS, Institut pakistanais de génie et de sciences appliquées).

Les organismes chapeautés par le ministère des Sciences et des Technologies sont:

- 1. National Institute of Electronics (Institut national d'électronique)
- 2. National Institute of Oceanography (Intitut national d'océanographie)
- 3. Pakistan Council of Appropriate Technologies (Conseil des technologies appropriées du Pakistan)
- 4. Pakistan Council for Science and Technology (Conseil des sciences et technologies du Pakistan)
- 5. Pakistan Science Fondation (Fondation scientifique du Pakistan)
- 6. Pakistan Council of Research in Water Resources (Conseil de recherche en ressources hydriques du Pakistan)
- 7. *Pakistan Medical Research Council* (Conseil de la recherche médicale du Pakistan)
- 8. Council for Works and Housing Research (Conseil de la recherche en bâtiment et travaux publics)
- 9. Pakistan Council of Scientific and Industrial Research (Conseil de recherche scientifique et industrielle du Pakistan)
- 10. National University of Science and Technology (Université nationale des sciences et technologies)
- 11. Central Testing Laboratory (Laboratoire central d'analyses)

Bien entendu, le ministère des Sciences et des Technologies n'administre pas la totalité des instituts de recherche et développement, certains relevant de leurs ministères de tutelle, tandis que la PAEC et ses instituts sont rattachés au secrétariat du Premier ministre. Pour remédier à cet éparpillement, la Commission nationale des sciences et technologies (*National Commission for Science and Technology*, NSCT) a été instituée en 1988. Placée sous l'autorité du chef de l'exécutif, elle est chargée de coordonner l'activité des sciences et technologies à l'échelle nationale.

Or il est extrêmement significatif que cette commission ne se soit réunie qu'une seule fois depuis sa création, en 1989.

Dans une récente étude, le Pakistan Council for Science and Technology (PCST, 1999) dénombrait au Pakistan 151 organismes de recherche et développement, universités comprises. Ce chiffre élevé donnerait à penser que les sciences ont fait énormément de chemin depuis l'indépendance du pays mais il ne faut pas s'y tromper. Le drame du Pakistan, comme de bon nombre de pays ayant accédé depuis peu à l'indépendance, c'est que ses dirigeants n'ont jamais eu à cœur de promouvoir les sciences et l'instruction. Leurs discours sur le développement des sciences n'ont jamais été suivis d'actes et une analyse des derniers budgets montre que le Pakistan consacre seulement 0,279 % de son PIB aux sciences et technologies, une part qui couvre aussi bien les dépenses de développement que les autres. L'enveloppe affectée au développement — seulement 0,004 % du PIB — est donc encore plus réduite (Atta-ur-Rahman, 1999). Aucun fonds n'est disponible pour l'achat de livres, de revues ou d'équipements scientifiques modernes. La seule exception à cet état de fait est la libéralité dont jouissent la PAEC et les Laboratoires A. Q. Khan, en raison de leur implication dans le programme nucléaire pakistanais.

LES UNIVERSITÉS

En dépit du grand nombre d'universités, la plupart restent dans le sillage du modèle colonial: de simples instituts où se transmet le savoir, au lieu d'universités modernes, où, en plus d'être enseigné, le savoir s'élaborerait. Dans le monde entier, c'est dans les enceintes des universités qu'est menée la recherche fondamentale, tandis qu'au Pakistan aucune tradition de recherche n'y a pénétré. Pour y remédier, des « centres d'excellence », ont été mis en place à partir des années 1970, conçus comme des instituts de recherche hébergés par les universités. Sur le papier, le pays compte actuellement neuf instituts réputés « d'excellence », mais aucun d'eux n'a pu se montrer à la hauteur de ce nom. Le tableau 29 récapitule les différentes créations de ces centres, qui souffrent du manque de personnel qualifié, d'équipements et de bibliothèques adéquates.

Toutes les universités confondues consacrent seulement 2% de leur budget annuel à la recherche, bien qu'elles affichent la plus forte concentration de personnel qualifié, soit 65% des chercheurs du pays titulaires d'un doctorat. Pourtant, seuls 25% des professeurs d'université font état d'une activité de recherche, ne serait-ce qu'à temps partiel. Ramené à du

Tableau 29 Le développement des «centres d'excellence»

	Centre d'excellence	Université	Ville	Année de création
1	Chimie analytique	Université du Sind	Jamshoro	1974
2	Minéralogie	Université du Baloutchistan	Quetta	1974
3	Géologie	Université de Peshawar	Peshawar	1975
4	Biologie marine	Université de Karachi	Karachi	1975
5	Physique de l'état solide	Université du Pendjab	Lahore	1976
6	Génie hydro-économique	Université d'ingéniérie et de technologie	Lahore	1976
7	Psychologie	Université Quaid-i-Azam	Islamabad	1976
8	Chimie physique	Université de Peshawar	Peshawar	1978
9	Biologie moléculaire avancée	Université du Penjab	Lahore	1983

Source: K. M. Khan. 1999. Fifty Years of Science and Technology in Pakistan, Islamabad, Pakistan Science Foundation.

temps plein, cela équivaut à seulement quelques centaines de chercheurs. Que l'on compare ce chiffre aux 80 000 chercheurs universitaires du Royaume-Uni et aux 200 000 du Japon (Khan, 1999). Le Pakistan produit environ 5 docteurs par an dans les disciplines scientifiques et techniques, contre 3 500 en Inde et 5 000 au Royaume-Uni (Khan, 1999). Dans ce tableau désolant, seule l'université Quaid-i-Azam (QAU), à Islamabad, fait figure d'exception. Dans certains départements, comme la physique et les mathématiques, la fécondité de la QAU ne s'est pas démentie depuis sa création. À vrai dire, en matière de personnel spécialisé en physique, la QAU a été et continue d'être une pierre angulaire du programme d'énergie atomique et du secteur très porteur de la défense. Ses diplômés en physique sont très recherchés dans ces domaines mais ceci mis à part, l'activité de la recherche universitaire n'est le fait que d'une poignée d'individus.

LES AUTRES CENTRES DE RECHERCHE

Passons maintenant à un état des lieux des autres organisations. La plupart des organismes et centres de recherche au Pakistan n'en ont que le nom. L'activité scientifique effective, mesurée au nombre d'articles et de brevets produits, est dramatiquement faible. Pour citer Qurashi et Kazi (1997): «Certains centres de recherche mènent une activité de recherche fondamentale avec pour horizon son utilisation à des fins de recherche et développement appliqué, tandis que d'autres allouent parcimonieusement des fonds de recherche aux universités et instituts médicaux. Mais le résultat de l'essentiel de ces allocations semble sans applicabilité immédiate, hormis l'ouverture de locaux pour des troisièmes cycles courts, ou l'achat d'équipement.»

Ce commentaire est d'une grande sévérité mais il s'explique par la stérilité de la production qui a caractérisé les longues années d'existence du PCSIR et de la DSTO, pourtant parmi les plus anciens centres de recherche.

D'après le rapport précédemment cité du *Pakistan Council for Science and Technology*, l'ensemble des effectifs scientifiques et techniques, tous organismes confondus, s'élève à environ 15 000, mais y sont inclus les titulaires d'un troisième cycle court (type *masters* ou DEA). Sur ce total, 7 000 personnes sont des scientifiques et des ingénieurs, le reste des techniciens. La petitesse de ce chiffre, rapportée à une population de 140 millions d'habitants, est déjà alarmante en soi (ne serait-ce qu'en termes de personnel, la Turquie, l'Iran et bien entendu l'Inde font mieux que le Pakistan sur la période 1962–1975 puisque, d'après le *Rapport sur le développement humain* publié par le PNUD en 1999, le Pakistan compte 0,1 scientifique ou technicien pour 1 000 habitants, contre 0,3 en Inde, 0,7 en Iran et 0,3

en Turquie). Elle ne donne toutefois toute sa mesure qu'au vu du nombre incroyablement bas de titulaires de doctorat exerçant dans ces organismes, qui n'est que de 1932! Selon K. M. Khan, le Pakistan ne compte que 2 500 docteurs ès sciences et technologies. Même si les sciences exactes en rassemblent environ la moitié, leurs chiffres restent extrêmement bas: 110 en mathématiques, 225 en physique, 388 en biologie, 482 en chimie. Les plus gros effectifs vont à l'agriculture, avec un total de 668 qui reflète l'importance du secteur dans l'économie du pays. Pourtant, même à l'intérieur de ce groupe, très rares sont les chercheurs qui mènent de fait une activité de quelque importance. Une récente étude menée par S. T. K. Naim du *Pakistan Council for Science and Technology*, sur la base de facteurs d'impact des publications scientifiques, ne recense que quelques rares auteurs productifs (Attar-ur-Rahman, 1999). On y trouve par exemple un seul département de physique d'un quelconque impact, qui n'est autre que le département de l'université Quaid-i-Azam. De même, pour la chimie, le seul département recensé est le *HEJ Research Institute of Chemistry* (Institut de recherche HEJ de chimie) de l'université de Karachi. Il ressort de l'analyse de cette enquête que seuls 90 scientifiques environ ont atteint un facteur d'impact cumulé de 20 ou plus: en termes de production scientifique, le Pakistan a reculé de la deuxième ou troisième place à la sixième place, même dans le monde musulman (Qurashi et Kazi, 1997)!

Avec les années, les pouvoirs publics ont pris conscience du manque de main-d'œuvre hautement qualifiée et ont déployé des moyens, parfois de mauvaise grâce ou à mauvais escient, pour mettre en place des programmes de formation à l'étranger. L'exemple de réussite le plus probant aura été la formation à l'étranger d'experts en sciences nucléaires (physique des réacteurs, production d'isotopes, sûreté nucléaire, etc.) menée sous les auspices de I. H. Usmani, à la charnière des années 1950 et 1960. Le Pakistan est maintenant en mesure de former de façon autonome du personnel dans ces domaines. D'autres projets du même ordre ont en revanche été plus contrastés. En 1964, le gouvernement du Pakistan a ainsi lancé le *Central Oversea Training Scholarship Scheme*, programme de bourses à l'étranger à l'intention des professeurs d'universités et d'établissements de l'enseignement supérieur, également alimenté en bourses par certains pays amis. Or ce dispositif a pâti et pâtit encore de graves insuffisances. Premièrement, il offre un nombre très limité de bourses au regard de l'ampleur des besoins, soit un total de 65 en 1997, dont 42 à destination des professeurs d'université et 22 des professeurs d'autres établissements supérieurs (Khan, 1999). Deuxièmement, ces bourses ont souvent été attribuées non pas au mérite mais sur passe-droits, obtenus par ancienneté ou par favoritisme. Troisièmement, la carrière dans l'enseignement supérieur n'est souvent qu'un pis-aller pour nombre de personnes privées d'alternative. Enfin,

les bourses ont rarement profité aux plus jeunes générations mais à des professeurs déjà en poste depuis un certain temps. La plupart d'entre eux briguaient ainsi un diplôme plus élevé non par goût du savoir mais juste par souci d'avancement financier et hiérarchique. De retour au Pakistan, la plupart n'ont pas entrepris de recherches nouvelles. Même les quelques personnes bien disposées se sont heurtées, une fois regagné leur établissement d'origine, à la mauvaise volonté de leurs collègues et à une série d'insuffisances comme le manque d'émulation, de groupes de recherche de taille critique, de bibliothèques, d'équipements, etc. Le gouvernement dispose d'un nombre limité de bourses de mérite, telle que la bourse Quaidi-Azam, destinée aux étudiants sortis majors de leur troisième cycle court et leur permettant de partir en thèse à l'étranger. Mais, une fois encore, ces bourses sont très rares.

Prenant la mesure du problème, le ministère des Sciences et des Technologies a lancé en 1984 le Programme de développement des ressources humaines (*Human Resources Development Programme*, HRD). C'est le programme public de formation en recherche et développement le plus ambitieux qui ait été lancé. Il prévoyait l'attribution en dix ans de 1 600 bourses d'études de troisième cycle à l'étranger, menant à un doctorat dans les disciplines scientifiques et technologiques les plus récentes. Les dix premières années, environ 1 100 scientifiques, docteurs et ingénieurs ont été envoyés à l'étranger poursuivre leurs études, essentiellement aux États-Unis et au Royaume-Uni (Qurashi et Kazi, 1997; Khan, 1999). D'après Qurashi et Kasi (1997), en juin 1996, 535 d'entre eux étaient rentrés et occupaient un poste en conséquence, et d'après Khan (1999), en 1997, sur 1 000 personnes concernées, 800 avaient achevé leurs études et 200 étaient portées «manquantes». Ce programme a été suspendu en 1996 pour cause de contraintes budgétaires. Son taux de réussite, sans être très élevé, reste raisonnable. Il a néanmoins souffert certains dysfonctionnements qu'il faudra corriger s'il revient à l'ordre du jour. Faute de rigueur, les méthodes de sélection ont en effet échoué à retenir les meilleurs candidats. Certains allocataires, incapables de s'aligner sur les standards des pays développés, ont renoncé en cours de route. De même les sujets de recherche n'ont-ils pas été choisis avec suffisamment de soin, si bien qu'à leur retour, certains universitaires n'ont pas trouvé leur place dans le paysage scientifique pakistanais et, faute de recherches menées dans leur discipline, sont repartis à l'étranger ou sont restés sans emploi. En effet cinq à six cents places ne représentent qu'un très faible effectif au regard des besoins du pays.

Le nombre de diplômes de second et troisième cycles délivrés au

Le nombre de diplômes de second et troisième cycles délivrés au Pakistan au fil des années est un autre indicateur de l'état de délabrement des sciences. Qurashi et Kazi (1997) notent dans leur étude une période de fort décollage entre 1949 et le milieu des années 1960, suivie d'un plafon-

nement et même, après 1974, d'un léger repli. Leur étude s'arrête en 1980 mais le sentiment général est que cette stagnation s'est vérifiée tout au long des années 1990. Le nombre total de diplômes de troisièmes cycles délivrés est extrêmement réduit. Selon la même étude, toutes les écoles doctorales réunies produisent à peine dix à vingt docteurs par an dans les disciplines scientifiques, agriculture comprise. En comparaison, l'Inde en produit environ neuf cents chaque année, toujours en sciences (PCST, 1999). Le Pakistan, lui, a produit environ cinq cents docteurs sur toute la durée de ses cinquante ans d'existence! Un autre indicateur nous est fourni par le pourcentage des 17–23 ans inscrits dans l'enseignement supérieur. En 1996, il était de 2,6% contre 6% en 1990 en Inde. Le Pakistan arrive de même loin derrière des pays tels que les Philippines, la République de Corée, Singapour, Hong Kong, l'Indonésie, l'Iran et la Turquie, pour ne pas mentionner les pays les plus industrialisés (Atta-ur-Rahman, 1999).

CONCLUSION

Face à ce tableau désolant, on serait tenter de se demander si la puissance nucléaire qu'est le Pakistan mène une quelconque activité scientifique. La réponse est mitigée. Il existe quelques groupes fédérés autour d'individus qui mènent une recherche de qualité. Le programme de bombes atomiques, auquel d'importants fonds ont été alloués, en est l'un des fleurons notoires. Le Pakistan a bien sûr le savoir-faire scientifique et technologique pour fabriquer des bombes, mais il ne s'ensuit pas que la physique s'y porte bien. En effet, la bombe atomique est une technologie vieille de soixante ans et à la portée de tout pays, pour peu qu'il y consacre les moyens nécessaires. Néanmoins, ce projet (qui impose notamment de pouvoir purifier et enrichir de l'uranium, utiliser des métaux et alliages, contrôler et acquérir rapidement des données en temps réel), ainsi que les nécessités du développement de roquettes et d'autres moyens de défense ont permis de grandes avancées dans certains domaines, tels que la géologie, l'optique laser, l'électronique, la chimie, la science des matériaux, la physique du plasma et les technologies de l'information. De façon générale, la PAEC a vu son programme de formation du personnel couronné de succès et a également donné le jour à une série d'instituts de recherche satisfaisants, spécialisés dans l'énergie nucléaire appliquée à l'agriculture, à la médecine et à l'industrie. De pair avec les Laboratoires A. Q. Khan, la PAEC a également fait davantage pour le secteur de la défense, fabrication de la bombe exceptée, que l'organisme ad hoc qu'est la DESTO.

Dans les autres domaines de la recherche fondamentale, la situation est en revanche réellement alarmante. Déjà extrêmement bas, le niveau de

la recherche fondamentale dans les sciences exactes que sont la chimie, la physique, les mathématiques et la biologie, continue à se dégrader. Encore une fois, il existe un seul institut de physiques digne de ce nom, et le même constat vaut pour la chimie. L'agriculture, qui a bénéficié pendant cinquante ans d'une part importante du budget scientifique public, est l'un des seuls domaines où la recherche ait payé. Plusieurs variétés de blé, de coton et de légumineux ont ainsi vu le jour. Les facteurs d'impact n'en rendent toute-fois pas compte car les agronomes publient pour la plupart dans des revues locales. Comme établi précédemment, la plupart des instituts de recherche n'en ont que le nom. La situation est à ce point dramatique qu'à l'heure actuelle le déblocage immédiat de fonds supplémentaires serait vain, faute de scientifiques à même d'en tirer parti. De fait, depuis quelques années, à défaut de projets de recherche de qualité à financer, certains fonds de la *Pakistan Science Foundation* restent sans affectation.

La stérilité de cette pléthore d'instituts a plusieurs origines. En premier lieu, ces entités ont été instituées par des organes centralisés, qui n'ont pas tenu compte de la disponibilité en main-d'œuvre. Les bons instituts se construisent soit autour de personnalités marquantes, soit moyennant l'assurance qu'une masse critique de scientifiques spécialisés puisse l'animer. Autrement, l'institut sera voué à l'échec, à moins d'une mobilisation immédiate pour former très rapidement un nombre suffisant de scienti-fiques. Les quelques instituts réellement opérationnels du Pakistan en sont la preuve vivante. L'institut de recherche HEJ de chimie (*HEJ Research* Institute for Chemistry) a été fondé par Salimuzzaman Siddiqui, chimiste renommé, qui a réussi à mettre sur pied un excellent institut menant une activité de haut niveau, formant des docteurs de valeur et à même d'attirer d'autres jeunes scientifiques. Le même constat vaut pour le département de physique de QAU, fondé par le physicien de réputation mondiale, Riazuddin. À l'époque, la présence à l'étranger d'un vivier de jeunes physiciens théoriques talentueux et désireux de rentrer au Pakistan joua en sa faveur. Le prix Nobel Abdus Salam joua également un rôle intéressant. Même si son prix ne lui fut décerné que plus tard, Abdus Salam avait acquis à la fin des années 1950 une renommée mondiale suffisante pour attirer à l'Imperial College un grand nombre d'étudiants pakistanais. Riazzudin lui-même fut l'élève de Salam. Ce sont semblables jeunes hommes qui, à la charnière des années 1960 et 1970, ont formé le noyau dur du jeune département de physiques de QAU. Ils ont contribué à ancrer au Pakistan une tradition de recherche jusque-là inexistante et qui perdure aujourd'hui encore. De la même façon, lors de la création de la PAEC, dans les années 1950, les physiciens nucléaires faisaient presque totalement défaut. Là encore, Salam eut un rôle déterminant. Il persuada le président de l'époque, I. H. Úsmani, d'envoyer un important contingent étudier la physique à l'étranger, qui

serait assuré de trouver au retour un poste à la PAEC. Cette stratégie paya. En second lieu, les instituts ont surtout existé à travers leur image de façade: des bâtiments, un directeur, une administration et un cortège de fonctionnaires chercheurs. La vraie recherche et ses besoins en équipements, produits chimiques et bibliothèques ont bénéficié de dotations fort modestes. En troisième lieu, l'échec programmé de la plupart des instituts de recherche au Pakistan s'enracine dans le modèle de développement suivi après l'indépendance. Les nouvelles institutions étaient dénuées de liens forts avec le développement industriel du pays. À la différence de l'Inde, qui tint à développer un tissu industriel local, protégeant les entreprises du pays, le Pakistan suivit les conseils de la Banque mondiale et du FMI en ouvrant son marché aux produits manufacturés du monde développé. Hormis le secteur du textile et une manufacture de petite échelle, le pays ne tenta pas de s'industrialiser. Il n'a encore en propre qu'une seule aciérie. Les industriels ont été incités à acheter à l'étranger des projets clés en main, sans lien avec la base scientifique et technologique du pays. En quatrième lieu, les dirigeants politiques du pays ne se sont jamais convaincus de l'importance des sciences, lesquelles, de pair avec l'instruction, n'ont jamais eu la priorité. À l'inverse du régime éclairé de Nehru et du Parti du Congrès en Inde, qui croyaient fermement au pouvoir transformateur des sciences, la classe politique pakistanaise, composée essentiellement de propriétaires fonciers, reléguait les sciences et les technologies dans le domaine du luxe. Sauf brièvement, sous la dictature de Field-Marshal Ayub Khan, le développement scientifique et technologique ne s'est vu attribuer que de maigres ressources. Sous Bhutto, la prolifération d'institutions de recherche et développement procédait davantage de ses idées populistes que d'un engagement réel en faveur des sciences. Les décideurs n'envisagent pas les sciences comme un investissement à long terme pour le futur du pays mais comme un coût à court terme.

En dernier lieu, c'est un facteur culturel qui a fait échec à l'épanouissement des sciences au Pakistan. À l'heure de l'indépendance, le pays souffrait d'un double manque: carence de chercheurs et absence d'une culture de la recherche et de l'investigation. Si la première bataille se gagne en envoyant des étudiants se former à l'étranger, la seconde dépend d'un terreau très délicat qu'il faut savoir ameublir. On enseigne les sciences dans les écoles et les établissements supérieurs comme des mémentos à retenir par cœur. Les universités sont encore conçues comme des lieux où le savoir se transmet plutôt qu'il ne s'élabore. La condition d'un développement rapide réside dans un climat de recherche propice, offert à des chercheurs affranchis de tout souci financier, à même de fréquenter les conférences et instituts étrangers et dotés de bonnes bibliothèques et d'équipements de qualité, autant de commodités qui font depuis toujours défaut au Pakistan. Les pouvoirs publics ne sont bien sûr pas les seuls fautifs. Les scientifiques endossent eux aussi une lourde responsabilité qui trahit une mentalité assez caractéristique. Faute de culture scientifique, d'émulation et d'échanges critiques avec une communauté scientifique, beaucoup considèrent la thèse comme l'antichambre de la retraite. Assurés d'avoir un poste permanent, de nombreux docteurs n'ont pas ressenti l'impératif de poursuivre leurs recherches ni de se mesurer sur la scène internationale et ont choisi la facilité, en tirant prétexte du manque de ressources, même lorsqu'il n'est pas avéré.

Au vu de cet historique et à moins d'un profond sursaut, les perspectives scientifiques au Pakistan s'annoncent particulièrement sombres. Le secteur des sciences informatiques, et en particulier de la conception de logiciels, est le seul domaine qui monte rapidement en puissance. Son rapide envol profite de la facilitation de l'accès à Internet, de l'allègement des taxes douanières sur les composants informatiques et du grand nombre d'instituts de formation patronnés par l'État ou le secteur privé. C'est l'un des secteurs dans lesquels le Pakistan pourrait se révéler réellement compétitif et qui laisse espérer un décollage. Les autres domaines favorables au développement des sciences sont corrélés à la défense et à l'énergie nucléaire, qui reçoivent de généreuses enveloppes. Depuis le succès des essais atomiques, en mai 1998, le Pakistan a mobilisé encore davantage de ressources destinées à la défense et notamment au développement des roquettes. L'essentiel de son budget scientifique se cache parmi les postes affectés à la défense. C'est la promesse d'avancées significatives en matière de roquettes et de bombes atomiques, notamment. Mais de par sa nature même, ce genre de recherche est difficile à apprécier, aussi bien qualitativement que quantitativement. Il est vrai que durant les quarante dernières années, le secteur de la défense a été l'un des principaux aiguillons du développement industriel et technologique des pays les plus développés. Cette dynamique a joué à plein aux États-Unis, où les dotations massives affectées aux sciences dans l'après-guerre répondaient à des visées directement défensives. Reste à savoir si ce schéma prévaudra au Pakistan et si la recherche menée dans les secteurs liés à la défense aura un effet d'entraînement sur le développement général des sciences.

NOTE

1. L'essentiel de ce paragraphe est tiré de l'article de Riazuddin, *Fifty Years of Science and Technology in Pakistan in Socio-Economic Context* et à qui nous témoignons notre reconnaissance pour nous avoir permis d'utiliser ses travaux.

BIBLIOGRAPHIE

- ATTA-UR-RAHMAN. 1999. *Higher Education, Science and Technology in Pakistan*, présentation du pays à la Conférence mondiale sur la science, Budapest (26 juin 1^{er} juillet).
- KHAN K. M. 1999. Fifty Years of Science and Technology in Pakistan, Islamabad, Pakistan Science Foundation.
- PCST 1999. Basic Data on Science and Technology in Pakistan, Islamabad, Pakistan Council for Science and Technology.
- QURASHI M. M., KAZI A. N. 1997. Fifty Years of Research and Development in Pakistan, Islamabad, Pakistan Council for Science and Technology.
- RAHMAN A. (dir. publ.). 1990. Science and Technology in India, Pakistan, Bangladesh et Sri Lanka, Longman.

36.6.2 SCIENCES ET TECHNOLOGIES AU SRI LANKA

Susantha Goonatilake

Introduction

Le Sri Lanka a fait son entrée dans le XX^e siècle sur fond d'événements scientifiques et techniques tout autant que politiques. En politique, la domination britannique était sortie renforcée, en 1815, de la chute du royaume de Kandi, alors que les forces de la résistance continuaient leur lutte. Le domaine des sciences et technologies porta en partie la marque de ces tensions, qui se jouèrent en termes de civilisations.

À l'époque, le Royaume-Uni avait déjà accompli sa révolution industrielle et scientifique qui lui avait légué un important vivier de savoirs, enrichi au cours des deux derniers siècles de façon exponentielle. Le Sri Lanka, dans sa conceptualisation du monde physique, avait alors beaucoup en commun avec le reste du sous-continent. Une part de ce savoir avait conservé une bonne avance sur l'Occident jusqu'à une époque avancée du XX^e siècle. Certaines, comme les connaissances botaniques, avaient servi et furent intégrées aux approches classificatoires modernes de savants comme Garcia d'Orta et Linné, auxquels le Sri Lanka avait fourni une partie de leur matériel d'étude. Au tournant du XIX^e siècle, une physique moderne était en train de se constituer et exigeait de nouvelles approches du réel. La rencontre entre les idées de philosophes occidentaux comme David Hume et Ernst Mach (qui influenceraient Einstein et Schrödinger de façon déterminante) et les sources philosophiques d'Asie du Sud, récemment redécouvertes, en préparèrent la voie (Goonatilake, 2000).

L'appropriation des sciences et technologies modernes fut donc le fruit d'une interaction entre les intérêts occidentaux et ceux des réformateurs locaux. L'un de leurs chefs de file était Angarika Dharmapala, père du bouddhisme international, favorable à la création d'écoles industrielles et à l'appropriation des sciences et technologies modernes mais opposé à un développement par imitation. Il recommandait notamment de tirer profit des expériences indiennes, japonaises et américaines.

L'introduction des sciences occidentales au Sri Lanka au XIX^e siècle fut essentiellement le fait de quelques institutions. La création du *Survey Department*, à l'orée du siècle, s'inscrivit dans ce mouvement. Le Musée de Colombo, fondé en 1877, comprenait des sections consacrées à l'histoire, à la biologie, à la géologie et aux sciences minérales. Peradeniya accueillit

les *Royal Botanic Gardens* (Jardins botaniques royaux), créés, avec d'autres, dans le sillage des *Kew Gardens* de Londres. Le *Bacteriological Institute* (Institut bactériologique) fut fondé en 1900, progressivement transformé, il deviendra le *Medical Research Institute*, en 1945. Le *Mineral Survey* vit le jour en 1903, sous la houlette d'Ananda Coomaraswamy, qui fut, aux côtés de Dharmapala, une autre figure importante des débats panasiatiques mais qui, contrairement à lui, rejetait les technologies modernes, faisant écho au scepticisme de Gandhi en la matière.

Les grandes universités de moines bouddhistes de l'époque préchrétienne avaient aussi été le lieu de transmission d'un savoir séculier, la dernière du genre datait du XVI^e siècle. Lors du renouveau bouddhiste du XIX^e siècle, plusieurs rouvrirent leurs portes, en particulier autour des dates charnières de 1873 et 1875. Certains moines réformistes du XIX^e siècle étaient en contact avec les esprits les plus brillants du monde occidental de l'époque. Malgré cela, les cursus proposés restaient fortement tributaires d'approches traditionnelles. *A contrario*, l'antenne cinghalaise du *Royal Asiatic Society* (Société royale d'Asie), fondée par les Britanniques en 1844, devint une sorte de plaque tournante du savoir issu des deux civilisations.

Les Occidentaux introduisirent et étudièrent de nouvelles plantes au début des années 1820. Ce fut le début de la recherche agronomique, qui s'intéressa, dans la seconde moitié du XIX^e siècle, aux effets provoqués sur les récoltes par les insectes, les maladies, le sol et le climat. C'est en 1901 que la recherche agronomique débuta formellement, avec l'ouverture d'une station expérimentale à Peradeniya, suivie en 1903 par la création d'une station de recherche en milieu aride, à Maha Illupallama. La fondation, en 1905, de la *Ceylon Agricultural Society* (Société agricole de Ceylan) conduisit en 1912 à la formation d'un ministère de l'Agriculture. Dès la seconde moitié du XIX^e siècle, les plantations de thé, de caoutchouc et de cocotiers introduits par les Britanniques étaient aux mains de Sri-Lankais. Les instituts de recherche consacrés à ces cultures furent créés respectivement en 1910, 1918 et 1928.

CENTRES DE RECHERCHE ET POLITIQUE SCIENTIFIQUE

L'année 1870 marqua la fondation d'une école de médecine occidentale et 1893 celle d'une école technique formant des cadres techniques subalternes. Un collège d'enseignement supérieur (*University College*) préparant à l'examen d'entrée de l'université de Londres vit le jour et devint une université à part entière en 1942 : ce fut l'université de Ceylan. Le système universitaire connut à partir de là un développement rapide. Un deuxième campus ouvrit en 1949. Les établissements fondés au XIXe siècle sur le modèle des anciennes universités monastiques furent convertis en universités d'inspiration occidentale et perdirent dans la foulée leur héritage monastique. Fin 1996, l'on recensait douze universités nationales proposant toutes des cursus scientifiques; quelques facultés de médecine (occidentale) et/ou de génie étaient rattachées à certaines d'entre elles. Il existait également quelques formations doctorales dans les domaines de l'agriculture, de la médecine et des sciences. Au tournant du millénaire (en 1994), ces instituts produisaient chaque année 2 346 titulaires de second cycle en médecine et 840 ingénieurs. À la même époque (en 1995), les formations doctorales scientifiques rassemblaient 1 730 étudiants, un chiffre en hausse. La médecine en comptait environ moitié moins et l'agronomie le quart (source : National Science Foundation). Mais la progression des dépenses de recherche et développement n'a pas été proportionnée au développement de l'enseignement supérieur et de la recherche, puisque ces dépenses s'élevaient en 1996 à 1 410 millions de roupies (environ 31 millions de dollars américains), rapportées au PIB total du Sri Lanka, elles ont donc dégringolé de 0,3 % en 1966 à 0,19 % en 1997, selon la *National Science Foundation*.

Bien que la Royal Asiatic Society et d'autres instituts aient existé depuis le début du XIX^e siècle, les sciences naturelles n'ont véritablement décollé qu'en 1941, avec la création de la Chemical Society of Ceylon (Société de chimie de Ceylan — futur Sri Lanka). Ses membres fondèrent ensuite, en 1944, la Ceylon Association for the Advancement of Science (Association de Ceylan pour la promotion des sciences). Rebaptisée Sri Lanka Association for the Advancement of Science (SLAAS), cette structure devint un important forum d'échanges pour les scientifiques et un haut lieu de la divulgation des résultats de recherches menées dans la plupart des disciplines scientifiques. La SLAAS fut aussi un important bastion du militantisme en matière de politique scientifique, donnant par exemple lieu, en 1968, à la formation de l'actuelle National Science Foundation (Fondation scientifique nationale). Il existe également aujourd'hui des associations professionnelles indépendantes d'ingénieurs, de médecins, de biologistes, de physiciens, d'architectes et de topographes (ainsi que plusieurs associations représentant des sous-branches de ces disciplines).

Le souhait de la communauté scientifique de participer à la conception et à la mise en œuvre d'une authentique politique scientifique est resté lettre morte. C'est en grande partie faute d'avoir bénéficié d'un appui politique en haut lieu. Le président J. R. Jayawardene, en 1984, est la personnalité qui aura le plus œuvré pour une politique scientifique digne de ce nom. Mais son projet avorta, lorsque son conseiller scientifique, un chimiste

en activité justifiant d'une belle carrière aux États-Unis mais peu rompu aux questions de politique scientifique et aux spécificités de la communauté scientifique locale, perdit son crédit. Les scientifiques finirent par rejeter son plan. Le système a ainsi traversé bien des péripéties, faute d'une politique scientifique solide. Après une mise en route tardive, ces velléités avaient fait espérer en la définition de grandes orientations. Or l'ouverture du marché sri-lankais, en 1979, introduisit d'autres inconnues qui provoquèrent de nouvelles transformations du paysage scientifique et technologique. Le passage d'une économie de substitution protectionniste à une économie de marché ne fut pas conduit comme, par exemple, en Inde ou en République de Corée.

Les réalisations antérieures, vouées à la construction de capacités de production locales et donc à l'essor d'un système de recherche et développement industriel, furent démantelées. Il était en effet devenu meilleur marché et plus commode d'importer des technologies que de se doter sur place de telles capacités. Pareillement, les gouvernements ultérieurs introduisirent diverses transformations contre l'avis de la communauté scientifique locale: adoption du *Science and Technology Development Act* (loi pour le développement des sciences et technologies), en 1994, et la création du *National Research Council* (Conseil national de la recherche), en 1997. En revanche, la création d'un ministère des Sciences et des Technologies, en fonction depuis 1994, a constitué un précédent.

Il est difficile d'apprécier les réalisations accomplies dans les sciences et technologies au Sri Lanka. Étant donné la petite taille de la communauté scientifique, beaucoup de sous-disciplines ne sont pas représentées dans le paysage scientifique et technologique du pays. Dans certains domaines, qui ne font pas appel à un équipement sophistiqué, comme les mathématiques, les chercheurs sont trop peu nombreux pour que le système soit viable. Il en va autrement des disciplines comme l'agronomie, où les résultats scientifiques sont parfois directement mis en pratique. Les cultures du thé, du caoutchouc et des cocotiers sont financées par un impôt sur ces cultures, qui couple ainsi directement la mise de fonds nécessaire à la recherche avec la contribution de celle-ci à la production agricole. Les instituts locaux sont également parties prenantes d'un solide réseau de plus grande échelle.

En revanche, la contribution au développement industriel d'organismes tels que le *Ceylon Institute of Scientific and Industrial Research* (Institut de recherche scientifique et industrielle de Ceylan, ou CISIR) et le *National Engineering Research and Development Centre* (Centre national de recherche et développement en génie, ou NERDC), créés respectivement en 1958 et en 1974, a été négligeable. C'est en partie le résultat d'une industrialisation accomplie au moyen de transferts technologiques, sans apport endogène. Depuis, le CISIR a transféré certaines technologies à des

activités de petite transformation, notamment agroalimentaire (produisant par exemple crème de coco, noix de cajou, chutney, confiture, dentifrice aux herbes et moutarde). Mais à ces exceptions près, le CISIR se cantonne à une activité de contrôle de qualité, de mise à l'essai et de diagnostic de pannes. Les liens inadéquats tissés avec les milieux économique et universitaire ont également desservi le CISIR et le NERDC (Amaradasa et De Silva, à paraître).

L'efficacité de la recherche scientifique peut aussi se mesurer à l'écho que reçoivent les articles scientifiques, publiés dans des périodiques internationaux et référencés par le Science Citation Index (SCI) ou lors des rencontres annuelles de la SLAAS, après contrôle par la communauté scientifique locale. Aucune revue existant au Sri Lanka n'est référencée par le SCI. Quant aux articles cités, leur nombre a oscillé dans les vingt dernières années entre 100 et 200. Le Bangladesh en compte à peu près le double. Parmi les articles sri-lankais référencés, 35% environ sont consacrés à la physique-chimie, 25% à la médecine, 25% à la biologie, 10% à l'agriculture et 5% au génie (Dahanayake, 2000; Ileperuma, 2000). Le SCI n'est pas la seule voie d'achèvement: c'est une simple mesure de la reconnaissance de la valeur d'un travail par la communauté scientifique internationale (autant dire, essentiellement occidentale) et le cas du mathématicien indien Ramanujan a suffisamment montré que l'excellence scientifique peut rester longtemps dans l'ombre. La physique et la chimie fournissent l'essentiel des publications sri-lankaises. La recherche sur les plantes médicinales a véritablement commencé dans les années 1930 et certains travaux de physique dans les années 1940. Il s'agit généralement de la continuation de thèses menées à l'étranger par des universitaires ensuite rentrés au pays. La chimie des produits naturels, appuyée sur une ressource stratégique — les plantes — constitue l'un des principaux champs d'investigation, qui occasionne le plus grand nombre de publications nationales et internationales. À ses côtés prennent place la chimie analytique, la chimie physique et la chimie environnementale. Synthèse organique, chimie organométallique, chimie théorique et chimie pharmaceutique sont en revanche quasiment désertées. Les recherches en physique manquent quant à elles singulièrement d'éclat, en dépit du physicien C. Tennekon, spécialisé en photocatalyse et en cellules solaires, et auteur de plus de trois cents articles publiés dans de prestigieuses revues internationales (Ileperuma, 2000).

Les principaux sujets de recherche en médecine sont le paludisme, la cardiopathie, les pathologies de l'intestin, l'empoisonnement aux produits agrochimiques, l'obstétrique et la santé de l'enfant, les infections virales, le stress lié aux conflits armés, la nutrition, la filariose, la santé génésique et la cardite rhumatismale. Les épidémies de paludisme qui sévissent au Sri Lanka ont conduit à la création d'un important centre de recherche, à l'uni-

versité de Colombo, dirigé avec allant par le chercheur Kamini Mendis. Le centre a conclu un partenariat stratégique avec l'Organisation mondiale de la santé et ses membres sont en relation avec d'autres instituts similaires de par le monde. Les recherches y sont particulièrement fécondes, faisant du centre l'un des avant-postes mondiaux de la recherche sur le paludisme, aux coûts modestes comparés aux critères internationaux (Arseculeratne, 2000).

Un grand nombre d'organisations, plus de dix ministères et plusieurs établissements agréés, sont parties prenantes de la recherche agronomique. La création du *Postgraduate Institute of Agriculture* (Institut de formation doctorale en agriculture), en 1975, a marqué une étape importante. En l'an 2000, l'institut chapeautait plus de deux cents projets. Les cultures étudiées en agronomie sont au nombre de cinquante-cinq environ. Hormis les plus grandes (riz, thé, caoutchouc et noix de coco), on compte aussi des cultures horticoles, les fleurs coupées, les plantes vertes et légumes. Le personnel technique est réparti entre différents instituts, qui se partagent aussi des infrastructures, modestes, si bien qu'il est difficile de mettre en œuvre un grand nombre de projets de recherche qui soient rentables. Dans le domaine des cultures de plantation, recherche et extension agricole ont été menées en étroite concertation et ont rapidement donné des résultats scientifiques, porteurs d'une hausse de productivité. À la fin des années 1990, le lien entre la recherche agronomique des universités et celle des ministères de l'Agriculture et des Exportations agricoles a été formalisé, dans l'objectif de promouvoir la recherche et d'accélérer l'introduction de nouvelles technologies (Gunasena, 2000).

La Banque de développement asiatique a mis en place un important plan quinquennal de formation d'un personnel local dans une sélection de domaines-clés, qui aura pour finalité la création, au sein de certaines institutions, de centres d'excellence de niveau international. Le projet suppose qu'un personnel sélectionné soit formé à l'étranger pour mener des recherches doctorales et que les lenteurs bureaucratiques entravant les programmes de formation des scientifiques soient levées. Le ministère des Sciences et des Technologies a récemment mis en place une unité de transfert de technologies qui gère un fonds en faveur de projets pilotes novateurs, promeut la création de clubs d'innovation dans les écoles et les universités, ainsi que l'établissement de parcs technologiques dans les universités et organismes de recherche industrielle, et qui songe maintenant à la création d'entreprises universitaires (Indraratna, 2000; Vitharana, 2000).

À mesure que le Sri Lanka se fait une place dans l'économie asiatique, différents pans de ses systèmes de connaissance traditionnels, indigènes ou non, sont mis en lumière. Les connaissances traditionnelles en botanique et en herboristerie sont maintenant exploitées par la recherche en chimie

sur les produits naturels. On tente de jeter des passerelles entre la science moderne et divers pans de l'héritage classique du Sri Lanka. La psychologie bouddhiste a été étudiée sous différentes facettes dans les laboratoires occidentaux et l'on a montré ce qu'elle pouvait apporter aux pratiques contemporaines. Mais cette entreprise de rapprochement ne va pas sans incidents de parcours. Différents instituts ont lancé des programmes de recherche peu rigoureux. Granville Dharmawardene, ainsi que d'autres personnalités de la Commission de divulgation scientifique de la SLAAS, ont propagé l'idée que des réminiscences obtenues par hypnose démontraient la réalité de la métempsychose — ceci après des décennies de démentis scientifiques apportés par l'Occident. Dans la même veine, Chandana Jayaratne, membre de ladite Commission de divulgation, a cautionné la croyance locale qui attribue la paternité des *stupas* bouddhiques antiques d'Anuradhapura (les plus grands monuments de brique au monde) à des extraterrestres. La carte scientifique du Sri Lanka reste donc contrastée.

Au milieu du XX^e siècle, le Sri Lanka a apporté une manière de réponse au problème de l'accès à l'enseignement primaire. Son exemple tranche avec celui de l'Inde, qui préféra renoncer à la démocratisation de l'alphabétisation pour bâtir une communauté et un système scientifiques et technologiques viables. Reste que la population instruite y jouit d'un accès relativement bon et efficace aux débats nationaux et internationaux consacrés au savoir scientifique transmis au public et aux scientifiques et techniciens. La place faite, dans les journaux indiens, aux débats complexes animant les sciences et techniques ainsi qu'à leur contexte social l'atteste. La situation est tout autre au Sri Lanka. Le tissu scolaire et universitaire a servi localement de relais de transmission aux sciences, quoique parfois de façon inégale. L'adoption des langues vernaculaires à l'université est en partie fautive, car une traduction adéquate du matériel pédagogique lui a fait défaut.

Les médias lançant des débats publics sur les questions scientifiques et techniques sont souvent mal renseignés. Les premiers incriminés sont les journaux nationaux, dont le *Sunday Observer* sri-lankais est un bon exemple. Les conflits ethniques, qui durent maintenant depuis des décennies, ont occasionné la plus grande crise de la vie publique sri-lankaise. Or les médias ont publié des reportages qui distordent les acquis des sciences sociales pour les plier à l'idéologie en place. Mais les choses évoluent et c'est l'un des bénéfices dont on peut créditer la mondialisation. Les émissions «Discovery» sont par exemple directement diffusées dans les foyers sri-lankais par les chaînes nationales, en cinghalais et en tamoul. Il s'agit sans doute d'émissions eurocentriques qui ignorent le monde non occidental et en particulier les intérêts sri-lankais, mais elles aident à faire tomber certaines œillères.

CONCLUSION

Le Sri Lanka est relativement bien pourvu en sciences et technologies dans des domaines comme la recherche agronomique ou le génie appliqué et la médecine. Ailleurs, les résultats sont contrastés. Les enveloppes allouées aux sciences physiques et chimiques ont augmenté avec les années. Mais les initiatives et projets de qualité y font cruellement défaut si bien que, souvent, ce sont les mauvais projets qui passent la rampe (Ileperuma, 2000). Financements insuffisants, débats nationaux et internationaux mal relayés au niveau local et manque d'équipes de taille viable capables de se pérenniser et de produire en continu de nouvelles connaissances sont le lot de nombreux autres champs (Goonatilake, 1990). Certains universitaires chevronnés en viennent aussi à cesser toute recherche une fois gravi le dernier échelon sur le tableau d'avancement de l'un des grands instituts du pays (Ileperuma, 2000). Malgré tous ces points noirs, pour un pays en développement de niveau moven, le Sri Lanka semble avoir un bon niveau en sciences et technologies. Mais c'est encore trop peu au regard de la science et des besoins du pays. Après tout, le Sri Lanka affiche une espérance de vie comparable à celle des pays développés et arrive en bonne place selon différents indicateurs sociaux et de qualité de vie.

BIBLIOGRAPHIE

- AMARADASA R. M. W., DE SILVA M. A. T. (à paraître). The Evolution and Structure of Science and Technology in Sri Lanka. Dans: *Science, Technology and Society*.
- ARSECULERATNE S. N. 2000. Current Trends in Medical and Health Research in Sri Lanka: Priorities to Health and Medical Research. Dans: *Science 2000*, vol. 1, n° 3, Colombo, SLAAS.
- DAHANAYAKE K. 2000. Research Funding and Outputs. Dans: *Science* 2000, vol. 1, n° 3, Colombo, SLAAS.
- GOONATILAKE S. 1990. The Science System in Sri Lanka. Dans: A. RAHMAN (dir. publ.), *Science and Technology in the Indian Subcontinent*, Londres, Longman.
- 2000. Many Paths to Enlightenment: Modern Physics Bears the Imprint of Western and Asian Philosophies. Dans: *Nature*, vol. 405, n° 6785.
- GUNASENA H. P. M. 2000. Research Trends in Agricultural Sciences. Dans: *Science 2000*, vol. 1, n° 3, Colombo, SLAAS.

- ILEPERUMA O. A. 2000. Research Trends in Physical and Chemical Sciences. Dans: *Science* 2000, vol. 1, n° 3, Colombo, SLAAS.
- INDRARATNA A. D. V. DE S. 2000. *Research and University*, document présenté au Séminaire thématique de la session annuelle 2000 du SLAAS sur les *Research Priorities for the Current Decade*.
- VITHARANA T. 2000. Development of Infrastructure and Support Services for Research. Dans: *Science* 2000, vol. 1, n° 3, Colombo, SLAAS.

36.6.3 SCIENCES ET TECHNOLOGIES EN ASIE DU SUD-EST

Suzanne Moon

Introduction

À l'aube du XX^e siècle, le Sud-Est asiatique vit les bureaucraties étatiques devenir des acteurs décisifs dans la diffusion de la science au travers de la région. Les dirigeants des États coloniaux et non coloniaux de cette zone suivirent ainsi l'exemple d'autres gouvernements de par le monde qui envisageaient la science comme la solution en vue d'une gouvernance plus efficace et de la transformation matérielle et sociale de leurs sociétés.¹ Les autorités créèrent des bureaucraties scientifiques afin que la politique publique puisse être informée dans des domaines tels que l'agriculture, la sylviculture et la santé. Pour l'État, les méthodes scientifiques permettaient d'appréhender la population et les ressources de facon simplifiée, c'est-àdire en se concentrant uniquement sur les aspects intéressant les objectifs de l'État, rendant gérable la complexité du monde réel (Scott, 1998). Par exemple, les gardes forestiers scientifiques évaluaient les forêts en termes d'unités de cubage de différents bois et estimaient les rendements dans le temps, définissant et gérant ainsi les «ressources forestières» (Scott, 1998). En Asie du Sud-Est, la science offrit un moven pertinent de gestion des ressources, but essentiel étant donné que la région dépendait fortement de la production de matières premières pour remplir les caisses de l'État. Les gouvernements firent également appel à la science dans le cadre de la gestion des populations. Des études anthropologiques sur les communautés ethniques suggéraient des divisions exploitables par l'État pour organiser et contrôler leurs populations et qui, à leur tour, renforceraient les divisions sociales restées précédemment floues (Anderson, 1991).

Dans le Sud-Est asiatique, les bureaucraties scientifiques commencèrent à émerger à la fin du XIX^e siècle. Le ministère des Travaux publics des Indes orientales néerlandaises était totalement conduit par des experts techniques dès 1885, tandis qu'un ministère scientifique de l'Agriculture fut créé en 1905. La Malaisie, à l'heure de l'Empire colonial britannique, possédait des ministères de la Santé et de la Chimie à la fin des années 1890 ainsi qu'un ministère de l'Agriculture en 1905. Les Philippines américaines lancèrent un Bureau pour la science (*Bureau of Science*) en 1912. La

Thaïlande, avec l'aide de la Fondation Rockefeller, ouvrit une école de formation professionnelle en médecine en 1917 (Donaldson, 1976). De telles institutions fournirent non seulement un lieu dédié à la science mais aussi des questions locales à lui soumettre. En Europe, ce rôle était rempli par les universités, établissements peu nombreux en Asie du Sud-Est avant 1900. La science dans cette région avait jusqu'alors été généralement pratiquée dans des enclaves et réservée aux Européens, pour leurs milieux d'affaires, ou pour servir les carrières scientifiques européennes. Des organisations de planteurs privés, telles que l'industrie du sucre de l'île de Java et l'industrie du caoutchouc de Malaisie, subventionnèrent des stations de recherche. Autrement, des scientifiques occidentaux se rendaient dans la région afin de mener des études sur le terrain dans des domaines aussi divers que la géophysique, l'astronomie, l'anthropologie et la botanique (Headrick, 1988; Pyenson, 1989). Ces institutions pénétraient rarement les sociétés locales. Leur but n'était ni de former massivement la population autochtone ni d'intégrer la science à la vie indigène.

Par contraste, les institutions scientifiques patronnées par l'État s'immiscèrent plus profondément dans la vie des sociétés de l'Asie du Sud-Est qui, comme la science elle-même, en furent modifiées. Ce fut particulièrement le cas dans le cadre de la pratique de la science au service du «développement». Ce terme opaque désignait cependant souvent l'amélioration de la vie économique du peuple qui, aux yeux des autorités, manquait de moyens ou de motivation pour optimiser sa situation économique.² Celles-ci identifièrent également des groupes de personnes qui semblaient être en marge de la société, contrairement aux attentes de l'État, soit parce qu'ils menaient des existences précaires en termes économiques et matériels ou bien parce qu'ils rejetaient les buts définis par l'État. Des programmes de développement pourraient, par exemple, réorienter les producteurs pratiquant une agriculture de subsistance vers des économies monétaires, leur fournissant (en théorie, bien que rarement dans la pratique) plus de revenus et assurant donc plus de recettes fiscales pour l'État. Les projets de ce type représentaient, à l'instar des bureaucraties scientifiques, un phénomène mondial. Aux États-Unis, par exemple, les partisans du *Country Life Movement* (1908) firent entrer les technologies modernes au sein de la campagne américaine afin d'endiguer une migration inquiétante vers les villes. La jeune nation soviétique entreprit des projets de motorisation et d'électrification au début des années 1920 afin de venir à bout d'un retard dont elle avait conscience.³ Aux yeux des autorités (bien que le public ne partageât pas toujours leur opinion) de tels plans étaient salutaires, permettant la promotion de l'exploitation rationnelle des populations et des sites et la légitimation du pouvoir gouvernemental. Dans le Sud-Est asiatique, les pouvoirs coloniaux envisagèrent les projets de développement scientifique

comme inhérents aux «missions civilisatrices» visant à démontrer matériellement la sagesse de l'autorité coloniale (Adas, 1989). La Thaïlande embrassa la science et la technologie sous le règne de Chulalongkorn, afin de renforcer l'État thaï dans sa confrontation avec les pouvoirs coloniaux (Hodges, 1998).

Les bureaucraties dédiées au développement furent créées dans le but de résoudre les problèmes locaux. Pour cette raison, et sous leur influence, la science se fit plus présente dans la vie de l'Asie du Sud-Est que lorsque les institutions scientifiques n'étaient encore que des enclaves européennes. Les projets de développement laissaient souvent présager certaines formes de carrières scientifiques à la population autochtone. Les laboratoires ainsi que les stations d'expérimentation employaient des indigènes pour des postes de techniciens, rendant la science dépendante de la main-d'œuvre locale. La population de formation supérieure devint essentielle au succès de l'entreprise, utilisant ses compétences scientifiques et sa familiarité avec les cultures locales pour servir d'intermédiaires entre les laborantins et les employés. La participation à la science conféra une vision mondiale aux jeunes élites qui les distinguait de leurs homologues plus âgés, et leur inculqua la croyance que la science pouvait aider à résoudre les problèmes sociaux.⁴ Ces médiateurs présentèrent à leur tour des idées et des méthodologies scientifiques aux gens du peuple au travers de programmes éducatifs. Le nombre de personnes pouvant prétendre à une formation scientifique était très limité, tandis que le poids de leurs travaux dans la société quotidienne variait. Néanmoins, la tâche de ces médiateurs imposa la science de façon notable dans la vie de l'Asie du Sud-Est du XXe siècle, ouvrant la voie, même de façon limitée, à la science de type occidental dans la société indigène. Le passage d'une pratique enclavée de la science à son intégration dans la société de l'Asie du Sud-Est est visible dans le cas de l'Indonésie, où la transformation de l'enclave des Jardins botaniques royaux (Royal Botanical Gardens) de Buitenzorg (rebaptisés Bogor) au sein du ministère de l'Agriculture des Indes orientales néerlandaises ouvrit un espace institutionnel stable permettant à la population autochtone de pratiquer la science dans une perspective centrée sur les besoins de la société locale.

LA SCIENCE DANS LES INDES NÉERLANDAISES: LA TRANSFORMATION D'UNE ENCLAVE

En 1900, les Jardins botaniques royaux de Buitenzorg sur l'île de Java constituèrent une première en matière d'institution scientifique dans l'Asie du Sud-Est.⁵ Caractéristique typique des jardins botaniques dans les tropiques, ceux

de Buitenzorg étaient gérés comme une enclave de la science européenne. La transformation de celle-ci intervint dans une large mesure dans le but d'obtenir un lieu plus sûr pour la science au sein de la bureaucratie coloniale. Bien qu'il se consacra à la botanique, ce lieu ne fut jamais uniquement dirigé comme une entreprise « bénéficiaire », grâce à laquelle l'État espérait faire du profit. Ouverts à l'origine en 1817, les Jardins étaient administrés au gré du roi. Il fallut attendre 1843 pour voir leur incorporation dans la bureaucratie du gouvernement des Indes orientales néerlandaises. Durant ces années, les Jardins accumulèrent des plantes tropicales et échangèrent du matériel végétal avec les universités hollandaises, conservant ainsi un profil scientifique modeste en vue de la stimulation de la connaissance botanique (Goss, 2002). Les Jardins botaniques étaient sans cesse soumis à des réductions budgétaires, leur activité n'étant pas liée au commerce de la colonie.

Cette situation évolua avec l'arrivée de Melchior Treub au poste de directeur en 1880 (Goss, 2002). Celui-ci chercha à accroître le prestige international de l'institution et lui fournit une bonne assise au sein de l'administration coloniale. De la sorte, il agit prudemment en maintenant l'indépendance scientifique des Jardins et en fournissant une science salutaire à la colonie. Avant la nomination de Treub, les Jardins avaient connu un succès notable avec la culture de quinquinas, source de quinine, unique traitement prophylactique connu contre le paludisme. Quelques pragmatistes insistaient sur le fait que les Jardins auraient dû être utilisés en vue de la découverte et de la culture de nouvelles plantes pour l'agriculture d'exportation. Treub, quant à lui, avait une tout autre vision de la place de la science dans l'administration coloniale. Il créa des laboratoires et des champs spécialement conçus pour la phytotechnie expérimentale comportant des sciences telles que la physiologie de la plante ainsi que la pathologie, l'entomologie et la chimie du sol, contrastant nettement avec l'ancienne tradition consistant à rassembler des collections de plantes tropicales. Par la mise en place de nouvelles installations expérimentales dans de nouveaux domaines de recherche. Treub fit des Jardins un lieu depuis lequel les scientifiques pouvaient bâtir une carrière honorable en dehors de l'Europe, ce qui était alors rare. 6 Alors que les régions tropicales étaient considérées depuis longtemps comme des réserves de richesses botaniques, les scientifiques rassemblaient généralement plutôt qu'ils n'analysaient les données recoltées sur ces sites. Scientifiquement, les équipements fournis par Treub accompagnaient les scientifiques de stature internationale dans leurs recherches, ajoutant au prestige des Indes. D'un point de vue institutionnel, les Jardins de Treub devinrent un lieu de soutien continu des recherches de pointe dans le domaine de la science dans la colonie.8

Le prestige des Jardins permit de leur garantir une place au sein de la bureaucratie coloniale mais n'élimina pas leur vulnérabilité. Treub y remédia grâce à la présence de scientifiques travaillant bénévolement (mais pas exclusivement) sur les problèmes affectant les produits agricoles d'exportation. Plus spectaculaires encore furent leurs contributions qui conduisirent à la compréhension de la maladie du Sereh, touchant la canne à sucre, et à l'origine de la quasi-paralysie de l'industrie sucrière de l'île de Java dans les années 1880. Dans le même temps, Treub garantit l'indépendance scientifique des Jardins en investissant le directeur (lui-même, donc) de tous les pouvoirs concernant les questions scientifiques, libérant la science de toute influence administrative pouvant émaner de ses supérieurs bureaucratiques du ministère de l'Éducation, de la Religion et de l'Industrie. Il conféra ainsi un caractère bénéfique à cette discipline sans pour autant compromettre les actions indépendantes des chercheurs.

Treub réorganisa les Jardins comme une institution scientifique de premier ordre dont le programme était organisé en interne mais qui demeurait une enclave européenne. La population autochtone n'occupait que les rôles mineurs de l'institut, prenant en charge les tâches de subalternes dans les champs ou les laboratoires expérimentaux. L'introduction de la science auprès de la population colonisée, et même de l'élite, ne correspondait pas à la vision que se faisait Treub de la science coloniale. Pour les membres instruits de la société autochtone, la science n'était pas une carrière caractéristique. Les postes les plus prometteurs se trouvaient au sein de la branche autochtone de la fonction publique, tandis que le droit constituait la formation de prédilection (Sutherland, 1979). L'évolution se fit cependant sentir, conséquence indirecte d'une série de réformes administratives qu'on allait désigner sous le nom de «politiques éthiques». Lorsque le gouvernement appela à une plus grande préoccupation du bien-être de la population indigène, ou de ce qu'on qualifiait de «développement de la population native », la possibilité de faire appel à la science dans ce dessein devint une idée populaire. La perspective de carrières scientifiques pour la population autochtone apparut donc grâce à l'expansion de ce développement scientifique.

Cet horizon ne se manifesta pas immédiatement. Tandis que les politiques éthiques les plus ambitieuses sur le plan social visaient à accroître le rôle politique de la population indigène, à introduire les libertés de la presse et à encourager l'enseignement occidental au profit de la jeunesse autochtone, le développement natif comprenait également des projets visant à améliorer le bien-être matériel ou économique de la population. Treub affirmait que l'approche scientifique qui avait fonctionné pour l'agriculture d'exportation pourrait être appliquée à l'agriculture indigène. Selon lui, une telle tâche pourrait être menée par un ministère de l'Agriculture

polyvalent qui deviendrait l'unique autorité scientifique pour l'ensemble de l'agriculture de la colonie (Treub, 1902). Treub basa en partie son projet sur le ministère de l'Agriculture des États-Unis et sur le Jardin botanique existant qui serait inclus au sein du nouveau ministère. Le plan de Treub plaça la science au service de l'agriculture autochtone et lui garantit également une place sur le long terme dans la colonie puisque le ministère se dotait d'un rôle de conseil dans ce domaine, premier commerce de la colonie. Celui-ci affirmait que les produits agricoles d'exportation, en proie à une concurrence internationale acharnée, comme les récoltes indigènes qui approvisionnaient de façon substantielle la colonie, nécessitaient le genre de science expérimentale qu'il avait développé à Buitenzorg afin d'obtenir une productivité et une rentabilité optimales de la production que ce soit pour la consommation ou pour l'exportation.

Le débat sur le bien-fondé de la constitution d'un ministère de l'Agriculture tourna autour de la question de l'utilité d'une telle structure pour la population indigène et pour le développement natif. Quelques représentants de l'administration estimaient que les scientifiques serviraient toujours deux maîtres à la fois : leurs carrières scientifiques et les agriculteurs autochtones. Dans quelle mesure était-il possible de croire que les scientifiques ne décideraient pas de privilégier leurs propres carrières et les travaux scientifiques «intéressants» au détriment des besoins des populations natives? (Van Braam, 1903). Dans une critique connexe, certains affirmèrent que, tandis que la fonction publique avait un contact régulier avec la population, ce n'était pas le cas des scientifiques. Comment pouvaient-ils donc servir les meilleurs intérêts des agriculteurs sans même les connaître? (Van Braam, 1903). Les Jardins de Treub avaient toujours été une enclave européenne. Son projet restait donc évasif quant aux moyens dont disposaient les agriculteurs pour accéder à la connaissance scientifique que devait délivrer, selon lui, son ministère. Le soutien dont bénéficia le ministère l'emporta néanmoins sur les critiques et, en 1905, le ministre des Colonies aux Pays-Bas approuva la création du ministère de l'Agriculture avec Melchior Treub comme premier administrateur. Celui-ci réussit à créer un lieu sécurisé du point de vue bureaucratique pour la pratique de la science dans la colonie. Cependant, la question du développement natif valut au ministère d'être soumis à un examen public plus minutieux que ce que les Jardins avaient pu connaître précédemment. Les interrogations soulevées par les premières critiques quant à la méthode de dialogue du ministère avec les autochtones devinrent un sujet central déterminant la facon d'exercer la science et le choix des privilégiés appelés à la pratiquer dans les Indes orientales.

LE «CONTACT DIRECT»: LES DÉBATS SUR LA SCIENCE ET LE DÉVELOPPEMENT AUTOCHTONE

Treub organisa le nouveau ministère, y compris le département de recherches sur l'agriculture autochtone, et s'y investit davantage que pour les Jardins botaniques. L'accent était porté sur l'expérimentation scientifique et le rassemblement de données. Par exemple, une de ses premières actions consista à rassembler des échantillons de toutes les différentes sortes de riz cultivées sur l'île de Java et à nommer un observateur chargé de cataloguer les variétés uniques. Il s'agissait alors de sélectionner les variétés à plus haut rendement en vue de la distribution aux agriculteurs. ¹⁰ Pourtant, le projet du développement natif posa un problème de dissémination auquel Treub n'avait jamais été confronté auparavant. Lorsqu'il traitait avec les planteurs européens, Treub côtoyait un public instruit et restreint qui suivait spontanement les résultats des travaux scientifiques entrepris. Il en allait tout autrement des agriculteurs autochtones. Ceux-ci étaient non seulement en nombre supérieur — puisque l'agriculture constituait le moyen d'existence de plus de 90 % de la population indigène — mais ils ne possédaient, par ailleurs, ni une foi culturellement insuflée en la science, ni les moyens d'en suivre facilement les débats. Les projets de modernisation de l'agriculture organisés par des fonctionnaires au XIXe siècle s'étaient généralement révélés au mieux inefficaces, au pire désastreux, puisque ceux-ci tentèrent d'imposer la participation à des projets contestables d'un point de vue scientifique. Les agriculteurs avaient donc peu de raison de croire en la crédibilité des représentants du gouvernement. Treub, quant à lui, s'opposa à l'usage de la contrainte, trouvant cette solution injuste, inefficace et inutile dans le cadre de son entreprise. ¹¹ Il possédait par ailleurs une double approche permettant de résoudre les problèmes de crédibilité. Dans un premier temps, il s'assurait que les travaux expérimentaux, et tout ce qui pourrait conduire à des interprétations incorrectes de la part de personnes non expertes, soient menés dans des lieux proches des agriculteurs. Les démonstrations publiques ne concernaient que les technologies ayant fait leurs preuves. Dans un second temps, il prévoyait des démonstrations non pas pour les agriculteurs mais pour les membres de la hiérarchie dirigeante autochtone. Treub estimait que les agriculteurs seraient plus volontiers à l'écoute de leurs chefs de file que des Européens. Il utilisait donc les meneurs indigènes comme intermédiaires entre les paysans néerlandais et indiens, à l'image de l'attitude du gouvernement colonial néerlandais pendant des années. ¹² Les méthodes de Treub, parce qu'elles reposaient sur les traditions coloniales, avaient néanmoins leurs détracteurs parmi les réformateurs éthiques.

Ces derniers se plaignaient surtout du modèle de dissémination de Treub. Ils réclamaient un changement rapide, voire révolutionnaire, de

l'agriculture indigène englobant plus entièrement les campagnes, révélant ainsi l'insuffisance des neuf champs de démonstration établis par Treub. Une étude remarqua que l'île de Java aurait besoin de près de 8 000 champs de la sorte pour proportionnellement atteindre les chiffres des Pays-Bas. Le problème ne concernait pas uniquement la quantité mais la méthode. Les réformateurs éthiques poursuivaient un idéal dans lequel les colonisateurs tenaient le rôle de tuteurs au service des colonisés, faisant la promotion du «contact direct» entre le peuple néerlandais et la population indigène qui, selon eux, produirait de meilleures relations sociales au sein de la colonie. Le système de Treub en faveur du contact indirect ne satisfaisait pas ces idéaux.

En raison de sa mauvaise santé, Treub démissionna en 1909 et fut remplacé par Herman Lovink, dont les priorités correspondaient davantage à celles des réformateurs éthiques qu'à celles de son prédécesseur. Bureaucrate néerlandais extérieur à la communauté scientifique, il avait été à la tête du ministère de l'Agriculture aux Pays-Bas et avait soutenu avec enthousiasme la création d'un service de vulgarisation agricole dans les Indes orientales en 1911. Le Du temps de Lovink, le ministère dirigea plus de sites de démonstration et brouilla la distinction entre l'expérimentation et la démonstration. Ces deux pratiques étaient menées sur des terrains ouverts au public, produisant le «contact direct» souhaité entre les représentants du ministère de l'Agriculture et les agriculteurs javanais.

L'initiative de Lovink joua un rôle considérable dans la transformation du fonctionnement enclavé du ministère de l'Agriculture en une institution soutenant la formation scientifique et l'embauche de la population autochtone. Les spécialistes indigènes de la vulgarisation formés localement devinrent la clef de la mise en œuvre des démonstrations réalisées sur Java. Lovink ne comptait pas uniquement sur les spécialistes néerlandais pour deux raisons. D'une manière pragmatique, il aurait été coûteux d'employer le nombre d'Européens nécessaires à la tâche que Lovink prévoyait. Plus important encore, ces spécialistes néerlandais de la vulgarisation, de formation scientifique principalement, étaient bien moins aptes que les autochtones instruits à franchir la barrière culturelle et linguistique entre les scientifiques coloniaux et les agriculteurs indigènes. Ainsi, les spécialistes autochtones devinrent d'indispensables médiateurs entre ces deux groupes. Baignés dans la science occidentale mais élevés au cœur de la société indigène, ceux-ci pouvaient traduire de manière effective la langue comme les intentions de la science occidentale à la population indigène. ¹⁵ Les spécialistes de la vulgarisation dirigeaient des écoles destinées aux enfants des fermes, organisaient occasionnellement des démonstrations, supervisaient les terrains dédiés à cette activité et prenaient en charge la plupart du «contact direct», c'est-à-dire la communication avec les agriculteurs

visant à les encourager à adopter les techniques et le matériel modernes recommandés par le ministère. Même s'ils n'occupaient pas le sommet de la hiérarchie scientifique, les spécialistes indigènes devinrent malgré tout un rouage essentiel du projet de développement autochtone.

La multiplication de médiateurs scientifiques indigènes eut un effet notable sur la diffusion de l'agriculture scientifique en incitant aux changements de pratiques et en favorisant la familiarisation des agriculteurs avec l'approche scientifique. Les spécialistes de la vulgarisation en charge des terrains de démonstration établirent des relations avec les agriculteurs, dont ils exploitaient beaucoup les terres, et expliquaient les intentions et les méthodes de ces démonstrations. Ils travaillaient également dans les établissements scolaires agricoles, qui réalisaient souvent de petites démonstrations, offrant ainsi à quelques étudiants ruraux une introduction à l'agriculture scientifique. Le caractère «scientifique» de cet enseignement évolua dans le temps. Tandis que dans les années 1910, l'accent était principalement mis sur l'apport d'une compréhension théorique de la biologie des plantes, dans les années 1920, les représentants du ministère revirent la formation, pour s'orienter vers plus de «pragmatisme», en se concentrant sur l'application d'expériences, et en excluant l'étude des théories biologiques de base (Lekkerkerker, 1920). Ce changement limita une diffusion plus large de l'enseignement scientifique, même si les étudiants purent s'exercer aux méthodes scientifiques. Il est avéré que dans les années 1920 la société autochtone avait commencé à comprendre la promesse de la science. Les dirigeants des principautés royales de Yogyakarta et de Surakarta organisèrent leurs propres terrains de démonstration, tandis que certains villages demandaient une aide pour organiser de telles manifestations. Dans les années 1920, un paysan anonyme affirmait que les agriculteurs fortunés devaient envoyer leurs enfants en Europe pour y recevoir un enseignement agricole afin de ramener les méthodes les plus modernes (Perdata, 15 juin 1926).

Le «contact direct» ainsi que les spécialistes indigènes de la vulgarisation ne se contentèrent pas de répandre une réflexion scientifique mais furent également à l'origine d'une certaine forme de production du savoir. Comme le service de vulgarisation commençait à produire des démonstrations au travers de l'île de Java, ils acquirent une vue détaillée des différences climatiques, du sol, de l'eau et des pratiques agricoles au travers de l'île. Alors que certaines « démonstrations » visaient à prouver la supériorité de variétés de semences à haut rendement, les agents de vulgarisation découvrirent souvent cependant dans quelle proportion les variations régionales pouvaient affecter le rendement de ces variétés. Le qui avait commencé comme une recherche de variétés de riz à haut rendement se transforma alors en un effort pour découvrir quelles variétés pousseraient mieux selon les zones. En conséquence, les démonstrations prirent un

caractère expérimental, explorant de façon comparative les résultats des régimes de variétés de semences, des engrais, des méthodes d'irrigation et des rotations pour des lieux spécifiques. Plus tard, avec l'apparition de l'économie agricole, les spécialistes de la vulgarisation étendirent leurs études à la vie économique des villages, s'efforçant d'obtenir une compréhension systémique de l'agriculture depuis la composition du sol jusqu'aux détails du comportement économique. Cette vision scientifique détaillée du paysage agricole de Java aurait été impossible sans le corps de spécialistes de la vulgarisation indigènes et européens.

Les démonstrations/expériences réalisées au titre du développement natif fournirent un moyen, certes modeste mais significatif, pour que les opinions des agriculteurs influencent également les projets. Alors que les spécialistes de la vulgarisation réalisaient des tests comparatifs sur le riz et d'autres cultures, ils découvrirent que les agriculteurs indigènes accordaient plus d'importance à l'arôme, à la rapidité de maturation et à la facilité de la récolte qu'au rendement ou encore qu'à l'apparence. Tandis que le ministère lui-même continua à faire sienne la philosophie selon laquelle l'amélioration du rendement constituait le premier objectif, les spécialistes de la vulgarisation devaient modifier ce but sur le terrain afin de satisfaire aux attentes et aux habitudes des agriculteurs. Les buts du développement natif restèrent identiques mais les résultats effectifs furent façonnés par la contribution des agriculteurs au processus.

Les activistes politiques des Indes orientales, d'origine urbaine pour la plupart, furent sensibles au travail scientifique du ministère, qui pourtant ne s'adressait pas à eux. De nombreux activistes indonésiens crurent en la promesse de la science (et certains, dont Sukarno, l'ingénieur qui allait devenir le premier président de l'Indonésie, étaient formés dans les domaines techniques). Les activistes se demandaient cependant si la science était réellement utilisée dans le meilleur intérêt de la population indonésienne. Un critique nommé Darsono critiqua ouvertement le service de vulgarisation agricole affirmant qu'il fournissait des conseils qui ne se révélaient utiles que pour les agriculteurs nantis (Darsono, 1918). Celui-ci renvoya les agriculteurs qui écoutaient les spécialistes de la vulgarisation néerlandais comme des «lèche-bottes». Dans le même temps, cependant, il approuva la loyauté des travailleurs natifs de la vulgarisation. Selon lui, le problème ne provenait pas de la science mais des motivations de ceux qui la répandaient. Un même constat fut fait par un critique qui se considérait uniquement comme un «politique réaliste» dans une tribune publiée dans le journal *Daulat Ra'jat*. Il affirma que les Néerlandais manipuleraient tout changement pour, qu'en fin de compte, il ne profite pas au peuple mais uniquement à leurs compatriotes. ¹⁷ Néanmoins, lui et son adversaire s'accordaient sur l'utilité de la science et estimaient, cependant, que cela n'arriverait pas avant la révolution

et tant que la science se trouverait uniquement aux mains des Néerlandais. Les révolutionnaires, généralement parlant, voyaient la science comme un outil utile s'il se révélait indépendant du contrôle colonial.

L'HÉRITAGE DU MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE DES INDES ORIENTALES NÉERLANDAISES

Les projets de développement menés dans les Indes orientales néerlandaises, comme dans la majeure partie du reste du monde colonial, n'aboutirent pas à une transformation profonde de la vie économique autochtone. 18 Néanmoins, les actions mises en œuvre insufflèrent la force de transformer les institutions scientifiques de type enclavé en institutions bureaucratiques plus proches de la société indigène. Dans les Indes, l'enseignement scientifique fut accessible à un plus grand nombre d'autochtones et quelques-uns furent à même d'embrasser des carrières scientifiques sans avoir à se rendre en Europe, ce qui aurait été impensable au XIXe siècle. La plupart des Indonésiens, comme la majorité des Néerlandais, commencèrent à accepter la promesse de la science comme un agent du changement social, même lorsqu'ils ne s'entendaient pas sur le genre de changement souhaitable. Lorsque la République d'Indonésie commença à construire son gouvernement indépendant en 1945, elle organisa certains ministères, comme celui de l'Agriculture, sur la structure existante et les pourvut en personnel majoritairement formé durant l'époque coloniale. Par cette démarche, les membres du gouvernement donnèrent la priorité au maintien de l'infrastructure de la science pour le développement. S'il envoyait de nombreux étudiants à l'étranger et accueillait l'aide et les conseils d'agences telles que la United States Technical Cooperation Administration (plus tard l'US Agency for International Development, l'Agence américaine pour le développement international), le nouveau ministère de l'Agriculture indonésien s'inspira largement les traditions scientifiques de son prédécesseur colonial, l'Indonésie indépendante ayant notamment maintenu ses liens avec les Pays-Bas grâce à l'échange scientifique.

En Asie du Sud-Est, la science fut à même de jouer un rôle plus profond dans les sociétés grâce à l'acquisition d'une place stable dans la structure de l'État. Ces dernières offrirent des carrières scientifiques et, parfois, encouragèrent la croissance d'institutions d'enseignement telles que l'université technique de Bandung en Indonésie (*Technical University of Bandung*) et l'université Chulalongkorn en Thaïlande (*Chulalongkorn University*). Même si cette forme de soutien a permis à un plus grand nombre de personnes de suivre un enseignement scientifique qu'au début du XX^e siècle,

il existe encore d'importants obstacles à la poursuite de professions scientifiques en Asie du Sud-Est. En Indonésie, par exemple, l'enseignement supérieur est coûteux et hors de portée de la grande majorité de la population. Les cursus scientifiques les plus prestigieux sont souvent proposés par les universités étrangères, mettant de nouveau une barrière au travers de la route des étudiants les plus motivés. Ceci étant dit, la mise en place d'institutions nationales mit fin à une science uniquement marquée par une pratique étrangère et réalisée dans le cadre d'une enclave occidentale. La science en Asie du Sud-Est a entretenu ses racines indigènes et continue d'informer et de transformer la tradition scientifique occidentale.

NOTES

- 1. Pour ne donner que quelques exemples, les États-Unis avaient établi leur ministère de l'Agriculture en 1862. Celui-ci se composait, entre autres, d'un département de chimie pour la recherche de la sécurité alimentaire et médicale. C'est à la fin du XVIII^e siècle que la sylviculture scientifique apparut comme un outil aux yeux des gouvernements saxons et prussiens. Pour approfondir la question de l'importance de telles bureaucraties scientifiques pour les sociétés démocratiques, consulter Ezrahi (1990).
- 2. Pour un aperçu général sur les définitions coloniales du développement relatives aux missions civilisatrices, voir Adas (1989); voir aussi Scott (1998).
- 3. Pour un aperçu rapide sur la motorisation russe et sur la réorientation des producteurs pratiquant une agriculture de subsistance vers une monoculture de la culture de rapport, voir Scott (1998). Sur le *Country Life Movement*, voir Kline (2000). Concernant l'électrification soviétique, lire Coopersmith (1992).
- 4. Pour plus d'informations sur la signification des jeunes élites dans l'émergence des mouvements nationalistes, voir Anderson (1991).
- 5. Headrick (1988). Bien que quelque peu hagiographique, voir Zeijlstra (1959), qui fournit des renseignements utiles sur la réalisation des Jardins botaniques sous la direction de Melchior Treub. Pour un ouvrage historique général sur cette période en Indonésie, voir Ricklefs (1993).
- 6. Goss (2002); consulter également Pyenson (1989) concernant les problèmes des scientifiques travaillant en dehors des centres scientifiques européens.
- 7. Un des exemples les plus célèbres est celui d'Alfred Russel Wallace qui passa beaucoup de temps à rassembler des spécimens dans l'archipel malais pour son propre usage et en vue de la vente auprès d'autres scientifiques et collectionneurs.
- 8. Merci à Andrew Goss pour sa perspicacité.
- 9. Pour une analyse contemporaine concernant la recherche sur la maladie du Sereh, voir Benecke (1892–1893).
- 10. Voir les rapports dans Van der Stok (1910) ainsi qu'une référence aux premiers efforts plus concise dans *Jaarboek van het Departement van Landbouw in Nederlandsch-Indië*, Batavia (Djakarta), 1907 (p. 102–103) et 1908 (p. 342–344).
- 11. C. J. Hasselman cite Treub à ce sujet dans Hasselman (1904) p. 65.

- 12. Pour plus d'informations sur la «règle indirecte» voir Furnivall (1944).
- 13. Voir: Onderzoek Naar de Mindere Welvaart der Inlandsche Bevolking op Java en Madoera, 1905, vol. 5a, p. 311.
- 14. Concernant les opinions de Lovink sur l'importance du « contact direct », Lovink (1909).
- 15. Sur l'île de Java, les langues maternelles sont le javanais, le soundanais et le madurese. Le bahasa melayu est une seconde langue commune (qui devint plus tard le bahasa indonesia, aujourd'hui langue nationale de la République d'Indonésie). Alors que les scientifiques, comme d'autres expatriés, tiraient généralement des connaissances d'une ou de plusieurs de ces langues sur le terrain, ils recevaient rarement une formation officielle. Pour une vision passionnante sur la culture et les traditions javanaises, lire Kartodirdjo (1988).
- 16. Pour consulter des exemples de tels travaux voir les rapports du district de Madiun/Kediri dans *Verslag Landbouwvoorlichtingsdienst*, 1912–1914.
- 17. Voir le débat à ce sujet dans le journal *Daulat Ra'jat* (30 mars-10 avril 1933). Ce document ayant été publié par Mohammed Hatta, qui devint le vice-président d'Indonésie, il est tout à fait probable que celui-ci fut lui-même un «politique réaliste».
- 18. Pour plus d'informations sur les complexités du changement économique en Indonésie, voir Boomgaard (1989) et Booth (1998).

BIBLIOGRAPHIE

- ADAS M. 1989. Machines as the Measure of Men: Science, Technology and Ideologies of Western Dominance, Ithaca (New York), Cornell University Press.
- And Anderson B. 1991. *Imagined Communities: Reflections on the Origin and Spread of Nationalism*, Londres, Verso.
- BENECKE F. 1892–1893. Sereh: Onderzoekingen en Beschouwingen over Oorzaken en Middelen, [Sereh: Recherches et observations sur les causes et les traitements], Semarang (Java-Centre), La Haye, GCT van Dorp.
- BOOMGAARD P. 1989. Children of the Colonial State: Population Growth and Economic Development in Java, 1795–1880, Amsterdam, Free University Press.
- BOOTH A. 1998. The Indonesian Economy in the Nineteenth and Twentieth Centuries: A History of Missed Opportunities, Londres/New York, Palgrave Macmillan.
- COOPERSMITH J. 1992. *The Electrification of Russia*, 1880–1926, Ithaca (New York), Cornell University Press.
- DARSONO. N. R. 1918. Giftige Waarheidspijlen: Landbouw en Veetelt [Les flèches empoisonnées de la vérité: L'agriculture et l'élevage], Dans: *Sinar Hindia*, 15 mai.

- DAULAT RA'JAT 1933. Articles, Realpolitiker, Sekedar Tentang Soal Tani [Realpolitiker, concernant le problème de l'agriculteur], du 30 mars et Djawaban dari Realpolitiker [Réponse au Realpolitiker] du 10 avril.
- DONALDSON P. 1976. Foreign Intervention in Medical Education: A Case Study of the Rockefeller Foundation's Involvement in a Thai Medical School, Dans: *International Journal of Health Services*, vol. 6. n° 2.
- EZRAHI Y. 1990. The Descent of Icarus: Science and the Transformation of Contemporary Democracy, Cambridge (Massachusetts), Harvard University Press.
- FURNIVALL J. S. 1944. *Netherlands India: A Study of a Plural Economy*, New York, The University Press/Macmillan.
- Goss A. 2002. *Desk Science: Managing Biology in the Netherlands East Indies, 1880–1910*, présenté à la réunion annuelle de la History of Science Society, Milwaukee (Wisconsin).
- HASSELMAN C. J. 1904. Varia. Dans: Het Tijdschrift voor het Binnenlands Bestuur, Batavia (Djakarta), Indonésie.
- HEADRICK D. R. 1988. The Tentacles of Progress: Technology Transfer in the Age of Imperialism, 1850–1940, Oxford (UK), Oxford University Press.
- HODGES I. 1998. Western Science in Siam: A Tale of Two Kings, Dans: M. F. HEADRICK (dir. pub.) *Beyond Joseph Needham: Science, Technology and Medicine in East and South East Asia*, Chicago (Illinois), University of Chicago Press.
- Kartodirdjo S. 1988. *Modern Indonesia: Tradition and Transformation*, Yogyakarta, Gadjah Mada University Press.
- KLINE R. 2000. Consumers in the Country: Technology and Social Change in Rural America, Baltimore (Maryland), Johns Hopkins University Press.
- Lekkerker T. J. 1920. *Jaarboek van het Landbouw, Nijverheid, en Handel* [Rapport annuel sur l'agriculture, l'industrie et le commerce]. Weltevreden.
- LOVINK H. J. 1909. *Nota from Director-General of the Ministry of Agriculture to Minister of the Colonies*, verbaal 29 juillet 1909, n° 12, La Haye, Algemeen Rijksarchief.
- ONDERZOEK NAAR DE MINDERE WELVAART DER INLANDSCHE BEVOLKING OP JAVA EN MADOERA [Enquête sur le déclin du sort des peuples autochtones de Java et de Madura]. 1905. vol. 5a, Batavia (Djakarta), GCT van Dorp/Kolff.

- PERDATA 1926. 15 juin, p. 47-49.
- Pyenson L. 1989. Empire of Reason: Exact Sciences in Indonesia, 1840–1940, New York, Brill.
- RICKLEFS M. C. 1993. *A history of Modern Indonesia since c. 1300*, Palo Alto (Californie), Stanford University Press.
- Scott J. 1998. Seeing Like a State: How Certain Schemes to Improve the Human Condition Have Failed, New Haven (Connecticut), Yale University Press.
- SUTHERLAND H. 1979. The Making of a Bureaucratic Elite: The Colonial Transformation of the Javanese Priyayi, Singapour, Heinemann.
- Treur M. 1902. Schematische Nota over de Oprichting van een Agricultuur-Departement in Nederlandsch-Indië, [Mémorandum schématique sur la création d'un ministère de l'Agriculture aux Indes néerlandaises], Batavia (Djakarta), (Indonésie), Van Dorp/Kolff.
- VAN BRAAM J. S. 1903. *Een Landbouwdepartement in Indië* [Un ministère de l'Agriculture aux Indes], Batavia (Djakarta).
- Van der Stok J. E. 1910. Onderzoekingen omtrent Rijst en Tweede Gewassen, [Recherches sur le riz et les cultures secondaires], Dans: *Mededeelingen uitgaande van het Departement van Landbouw* [Rapports du ministère de l'Agriculture], n° 12, Batavia (Djakarta), Indonésie.
- VERSLAG LANDBOUWVOORLICHTINGSDIENST [Rapport sur le Service d'expansion de l'agriculture]. 1912–1914. Weltevreden.
- ZEIJLSTRA H. H. 1959. Melchior Treub: Pioneer of a New Era in the History of the Malay Archipelago, Amsterdam, Koninklijk Instituut voor de Tropen.

36.7 Asie du Sud et du Sud-ESt Conclusion

Dhruv Raina et Syed Irfan Habib

Vers le milieu du XX° siècle, la plupart des régions de l'Asie du Sud et du Sud-Est étaient pourvues d'institutions de recherche scientifique et technologique dont les chercheurs avaient rejoint une communauté scientifique mondiale tissée de liens socio-intellectuels à longue distance. Dès lors, quelques décennies plus tard, il est devenu pertinent de comparer le fonctionnement de ces institutions à celui des structures du monde développé. Quels bénéfices les sociétés de ces régions ont-elles tirés de la science ? En d'autres termes, dans quelle mesure ses promesses rhétoriques se sont-elles traduites en bien public ? Enfin, quelle a été l'incidence de la recherche régionale sur la science mondiale ?

Comme le montrent les chapitres précédents, il apparaît que, dans certains domaines de la science, les institutions de recherche implantées dans différentes nations de l'Asie du Sud et du Sud-Est ont exercé une influence notable dans le monde scientifique. En outre, en fonction des ressources disponibles, un certain niveau de spécialisation a été atteint par la voie d'institutions consacrées à la recherche de pointe et de liens noués avec les réseaux industriels stratégiques de la région. Si l'Inde paraît avoir le réseau d'institutions le plus dense, elle semble avoir encore un long chemin à parcourir avant d'influencer les indicateurs d'incidence de manière significative.

Une étude de Thomas Schott sur la nature des liens existant entre les centres scientifiques des États-Unis et ceux du reste du monde avance quelques idées intéressantes (Schott, 1998). Elle suggère que la mondialisation de la science n'est pas un processus d'égalisation. Les sociologues de la science se demandent si celle-ci respecte sa promesse d'être un bien public et, le cas échéant, pour qui elle l'est (Callon, 1994). Elle devient un bien public lorsque les infrastructures, les réseaux de formation ainsi que les structures culturelles et matérielles nécessaires sont simultanément disponibles afin de permettre à l'ensemble du système de faire jeu égal avec les autres partenaires de la génération de savoir scientifique. Malgré la

disponibilité de ressources pour la recherche scientifique et technologique dans ces deux régions, leur faible densité a limité l'apparition d'instituts d'excellence capables de suivre le rythme des avancées sur le «front international de la recherche» ou de la «recherche de pointe», «de classe mondiale» (Elzinga, 1995). Hormis ces quelques îlots d'excellence, et déjà comme à l'époque coloniale, le système scientifique mondial demeure caractérisé par une formation de type centre-périphérie. Ainsi, tandis que la périphérie fournit le personnel des centres de recherche scientifique, les idées elles-mêmes se déplacent du centre vers la périphérie où elles influencent la recherche et ses priorités (Schott, 1998).

Dans le cas explicite de l'Asie du Sud, aucun chercheur n'a reçu de prix Nobel scientifique après 1933. Pendant la période postcoloniale, trois scientifiques qui avaient commencé leur instruction dans la région avant de poursuivre leur carrière en Occident ont été lauréats du prix Nobel — deux en physique et un en médecine. Cet exemple met en relief les difficultés rencontrées pour mener des recherches scientifiques dans les aires périphériques et les contraintes posées par la politisation de la *Big Science*. Nous souhaiterions mentionner ici deux importantes découvertes révélées par l'enquête de Schott. L'étude de la collaboration entre les différentes régions du monde a indiqué que la coopération entre les institutions d'un même pays ne progresse pas aussi rapidement que la coopération internationale, phénomène qui se vérifie particulièrement dans les régions en développement. En conséquence, il apparaît que les liens se tissent bien plus vite à longue distance qu'entre chercheurs de pays voisins (Schott, 1998).

La concentration des ressources de recherche dans des institutions spécialement dédiées à la recherche est illustrée par l'abandon progressif de l'université comme lieu principal de production de savoir. Des études scientométriques entreprises en Inde révèlent que, dans les branches les plus avancées de la recherche scientifique et technologique, les plus grandes contributions sont issues des instituts de recherche (Basu et Nagpaul, 1998). Les universités parviennent toutefois à préserver leur domination dans quelques domaines traditionnels de la recherche. Cette rupture du modèle universitaire humboldtien dans la région a des conséquences dont l'incidence reste à déterminer. Simultanément, les gouvernements enjoignent les ministères et les agences scientifiques et technologiques à se restructurer et à reformuler leurs priorités de recherche. Ces décisions ont de nombreuses implications pour les pratiques, les budgets et les axes de recherche.

Si ces évolutions et ces pressions sont manifestes dans la plupart des régions du monde, elles revêtent une importance fondamentale là où les systèmes de recherche n'ont que récemment acquis une certaine

stabilité et là où ils sont déficients. Néanmoins, cette crise structurelle a avant tout provoqué une marginalisation des ambitions sociales de la science dans les discours politiques. La crise de fonctionnement du système de recherche scientifique et technologique au cours des années 1970 a donné lieu à un véritable débat sur la «recherche pertinente» au sein de la communauté scientifique (Raina, 1993). Aujourd'hui, la rhétorique de la légitimation et l'environnement politique de la science mettent en évidence des différences axiomatiques dans le contrat social de la science. De plus, la transformation du contexte géopolitique de la région a entraîné une redistribution des budgets en faveur de la recherche en matière de sécurité et de défense. En d'autres termes, davantage de ressources sont disponibles pour la recherche relevant de la défense. Cette évolution grève les ressources affectées au développement en Asie du Sud. L'Inde et le Pakistan ont démontré leur expertise nucléaire, accentuant ainsi la prolifération des armes et la menace d'une guerre atomique dans la région. N'oublions pas toutefois que, de part et d'autre de la frontière, de vastes mouvements scientifiques et citoyens militent pour le désarmement nucléaire.

Malgré ces limites, la mondialisation a ouvert de nouvelles perspectives dans les secteurs de l'information et de la biotechnologie. La région est en mesure de fournir suffisamment d'étudiants diplômés pour répondre à la demande de ces secteurs industriels en Occident. Ce potentiel a entraîné une forte émigration d'ingénieurs et de scientifiques qualifiés d'Asie du Sud vers les pays occidentaux. En outre, depuis quelques années, plusieurs géants américains des technologies de l'information ont commencé à délocaliser leurs structures de recherche et développement, notamment en Inde. Bien que ce phénomène mette en évidence le rythme et l'échelle de la mondialisation, il est encore trop tôt pour savoir lequel de ces deux processus — relocalisation de structures de recherche et développement ou émigration de techniciens qualifiés — prévaut. En Inde, les principaux instituts de recherche scientifique et technologique ont passé des accords avec des universités et des écoles européennes afin d'organiser des échanges et des envois de doctorants à l'étranger. Ainsi, sont alimentés les établissements occidentaux qui manquent de sang neuf. Ces coopérations devraient conduire au développement d'infrastructures et de réseaux de «recherche de pointe» dans la région sud-asiatique et les décennies futures montrer si ils ont réussi à pénétrer la sphère de la science mondiale en tant que partenaires à part entière.

BIBLIOGRAPHIE

- BASU, A., NAGPAUL, P. S. 1998. National Mapping of Science: A Bibliometric of India's Scientific Publications Based on Citations Index (1990 and 1994), Nistads Report Rep. 248/98.
- CALLON, M. 1994. Is Science a Public Good? Dans: Science, Technology and Human Values, vol. 19, n° 4.
- ELZINGA, A. 1995. Traces of Eurocentrism in Current Representations of Science. Dans: VEST, vol. 8, n° 4.
- RAINA, D. 1993. The Technological Determinism Embodied in a Development Research Programme: Or Doing Appropriate Technology in a Big-Science/High-Tech-Environment. Dans: *Journal of Scientific and Industrial Research*, vol. 52 (juillet).
- SCHOTT, T. H. 1998. Ties Between Centre and Periphery in the Scientific World-System: Accumulation of Rewards, Dominance and Self-Reliance in the Centre. Dans: *Journal of World-Systems Research*, vol. 4, n° 2 (automne).

37 L'Asie de l'Est

Tao Wenzhao (coordinateur) en collaboration avec Yang Tianshi, Shigeru Nakayama, Gao Zengjie, Cheng Chongde, Yao Kecheng, Shen Yilin et Bahodor Iskandorovich Iskandarov

Introduction

L'entrée de l'Asie de l'Est dans le XXe siècle se fit au son des canons avec, tout d'abord, la première guerre sino-japonaise (1894-1895) puis la guerre russo-japonaise (1904–1905), deux conflits qui, bien que liés, eurent des portées et des conséquences différentes. Pendant la période prémoderne, la Chine fut la puissance prépondérante en Asie de l'Est, la politique régionale étant dictée par la dynastie des Qing, dernière dynastie impériale mandchoue régnante (1644–1911). Ce régime établi était cependant isolé, entretenant peu de contacts avec les systèmes internationaux des autres régions. Les guerres de l'opium au XIX^e siècle entre la Chine et la Grande-Bretagne (1839–1842 et 1856–1860) furent les premières réelles attaques du capitalisme occidental à son encontre. La première guerre sino-japonaise marqua l'effondrement total de ce système, la Corée, dernier état tributaire de la Chine, rompant ses relations pour rejoindre la sphère d'influence nippone. Le pouvoir militaire japonais, qui s'était développé depuis la restauration Meiji en 1878, étendait désormais sa domination sur l'ensemble du continent asiatique. Bien qu'ayant fait plier le gouvernement Qing corrompu et décadent, le Japon n'était toujours pas reconnu comme acteur prépondérant de la scène internationale par les puissances occidentales. La guerre russojaponaise fut une guerre de suprématie en Asie de l'Est et la défaite de la Russie permit au Japon de se poser en égal des puissances occidentales. La Grande-Bretagne, la France et l'Allemagne, qui jouissaient de leurs propres zones d'influence sur ce continent, n'avaient qu'une faible autorité en Asie du Nord-Est. Malgré la doctrine de la Porte ouverte avancée par le secrétaire

L'Asie de l'Est

d'État américain John Hay en 1899, les États-Unis ne furent pas en mesure de rivaliser avec le Japon dans la région, préférant consolider leur position aux Philippines. Ils firent ainsi concession sur concession au Japon lors des vingt premières années du XX^e siècle, permettant tout d'abord au pays du Soleil levant de faire de la Corée son protectorat, avant de l'annexer officiellement en 1910, pour un demi-siècle de domination coloniale.

La révolte des Boxers en Chine à la toute fin du XIX^e siècle fut la dernière confrontation majeure entre la Chine de la fin de l'ère Qing et les puissances occidentales et accéléra la chute du régime féodal. Sun Yat-sen mena avec succès la révolution de 1911 en Chine méridionale et créa la République de Chine. Mais la situation était loin d'être stable. Avec l'aide des puissances étrangères, le général Yuan Shikai, jadis au service des Qing, usurpa le pouvoir. Rêvant de restaurer le régime impérial, il fit son possible pour obtenir une aide étrangère. Le Japon, souhaitant faire de la Chine un protectorat, saisit cette opportunité pour présenter les tristement célèbres Vingt-et-une demandes au gouvernement de Yuan. L'envie éhontée d'empire de Yuan et les Vingt-et-une demandes du Japon soulevèrent l'indignation générale dans toute la Chine, et le rêve de Yuan s'effondra. Il mourut en 1916.

À la mort de Yuan, personne ne put contrôler les seigneurs de la guerre du Nord et la Chine entra dans une période de guerres intestines, compliquées par les rivalités des puissances étrangères, voulant asseoir leur influence en soutenant différents seigneurs de la guerre: le Japon encourageait les seigneurs du Nord-Est et de l'Anhui, l'Amérique et la Grande-Bretagne appuyaient les seigneurs de l'Hebei.

Lors de la Première Guerre mondiale, les puissances occidentales, occupées en Europe, ne purent guère s'intéresser à la Chine. Profitant de ce fait, le Japon envoya des troupes occuper le territoire à bail allemand à Jiaozhou (Qingdao) et la ligne de chemin de fer Jiaozhou-Jinan. Lors de la conférence de paix de Versailles en 1919, les délégués chinois demandèrent la restitution des droits et intérêts saisis par le Japon lors de la Première Guerre mondiale dans la province de Shandong. Les puissances occidentales, pour différentes raisons, soutinrent les réclamations japonaises. L'indignation du peuple chinois éclata violemment et les étudiants de Pékin et du reste du pays manifestèrent, suivis par les ouvriers. Ce fut le mouvement du 4 mai, qui eut un retentissement majeur dans l'histoire chinoise moderne. Soutenus par le peuple, les délégués chinois à la conférence de paix de Versailles refusèrent de signer le traité avec l'Allemagne et, pour la première fois, s'opposèrent ouvertement aux puissances étrangères.

La conférence pour la paix de Versailles ne résolut aucunement les problèmes en suspens entre la Chine et le Japon et la situation en Asie de l'Est resta inquiétante. Au sortir de la Première Guerre mondiale, les puissances

occidentales, impatientes de retourner en Asie, ne tolérèrent plus l'expansion du Japon dans la région. En 1922, lors de la conférence de Washington sur le désarmement, le Traité des neuf puissances fut conclu et l'agression du Japon à l'encontre de la Chine sanctionnée. La Chine put à nouveau partager sa prédominance avec les puissances étrangères.

La Première Guerre mondiale rendit l'intelligentsia chinoise méfiante à l'égard du capitalisme et le marxisme, en tant que nouvelle théorie et nouvelle perspective sur le monde, se répandit rapidement. Le Parti communiste chinois (PCC) fut fondé en 1921.

Sun Yat-sen établit ses quartiers révolutionnaires en Chine méridionale et s'opposa avec ténacité aux seigneurs de guerre du Nord, essuyant cependant revers sur revers. Cette expérience amère l'amena à penser que sans le soutien ni la coopération de l'Union soviétique et du PCC, il ne pouvait l'emporter. Il prôna «de s'unir avec le PCC, de s'unir avec l'Union soviétique et de soutenir les ouvriers et les paysans.» Ayant consacré toute sa sagesse et toute son énergie à la cause de la révolution chinoise, il mourut en 1925.

La coopération entre le Guomindang (KMT) et le PCC changea la nature de la révolution chinoise et en accéléra grandement le processus. En 1926 et 1927, la révolution remporta une importante victoire dans sa lutte contre les seigneurs du Nord. En avril 1927, Tchang Kaï-chek, qui détenait le pouvoir militaire, lança un coup d'État, chassa les communistes et jugula le mouvement paysan et ouvrier. En 1927, il fonda le gouvernement nationaliste à Nankin. Entre 1927 et 1937, avant que n'éclatât la guerre de résistance contre le Japon, ou seconde guerre sino-japonaise, le gouvernement nationaliste parvint avec un certain succès à promouvoir le redressement et le développement économique de la Chine.

En opposition, le PCC organisa la révolte de Nanchang en août 1927 et établit son siège dans les monts Jinggang Shan. Ce fut ainsi que débuta la guerre civile entre le KMT et le PCC, qui dura dix ans. Encerclé par le KMT, le PCC effectua un grandiose transfert stratégique, se concrétisant en la Longue Marche de 1935–1936. La base révolutionnaire partit pour la province septentrionale de Shanxi.

Le Japon, mécontent de l'accord obtenu lors de la conférence de Washington et profitant des crises économiques qui secouèrent le monde à la fin des années 1920 et début des années 1930, fomenta en 1931 une attaque contre les Chinois lors de ce qui fut connu comme l'incident mandchou (ou incident du 18 septembre). La politique de non-résistance du gouvernement nationaliste et le manque de réponse des puissances occidentales enhardirent les agresseurs nippons qui occupèrent rapidement tout le Nord-Est de la Chine. Le secrétaire d'État américain Henry Stimson adressa une note au Japon lui annonçant que les États-Unis ne reconnaîtraient pas la

L'Asie de l'Est

légitimité de ce changement de situation ni aucun traité et accord entre le Japon et la Chine allant à l'encontre de la doctrine de la Porte ouverte.

Ne se satisfaisant toujours pas de son succès, le Japon déclencha l'incident du pont Marco Polo (ou incident de Lugougiao) en juillet 1937 qui eut pour conséquence l'entrée en guerre du Japon contre la Chine. Menacés par un assujettissement national, le KMT et le PCC se rendirent compte de la nécessité de coopérer et entamèrent alors une guerre de résistance contre le Japon.

L'objectif du Japon était de dominer toute l'Asie de l'Est et de supprimer toute influence occidentale de la région. Le 7 décembre 1941, le Japon lança une attaque éclair sur la base navale américaine de Pearl Harbor à Hawaii et sur les colonies britanniques en Asie. Les États-Unis déclarèrent la guerre au Japon et la bataille du Pacifique commença. En novembre 1943, les dirigeants américains, britanniques et chinois se rencontrèrent au Caire pour évoquer la guerre contre le Japon. La Déclaration du Caire, prononcée le 1^{er} décembre, annonça solennellement que tous les territoires volés à la Chine par le Japon, dont Taïwan et le Nord-Est, seraient restitués à la Chine après la victoire des forces alliées sur le Japon. En février 1945, les dirigeants américains, britanniques et soviétiques se réunirent à nouveau, à Yalta cette fois, et conclurent plusieurs accords concernant l'Extrême-Orient. L'Union soviétique entrerait en guerre contre le Japon peu après sa victoire sur l'Allemagne à la condition que tous les droits et privilèges cédés au Japon lors de la guerre russo-japonaise fussent restitués à l'Union soviétique. En fait, les États-Unis et l'Union soviétique répartirent leurs zones d'influence en Chine, en prenant la Grande Muraille comme ligne de démarcation: le sud appartenait aux États-Unis, le nord à l'Union soviétique. En août 1945, les États-Unis lâchèrent deux bombes nucléaires sur le Japon à Hiroshima et Nagasaki. Le 15 août 1945, l'empereur japonais annonça la capitulation sans condition. Le 3 septembre 1945, le général MacArthur accepta la reddition des Japonais sur le pont du navire de guerre Missouri à Tokyo, mettant ainsi un terme à la Deuxième Guerre mondiale dans la région.

Avec la fin de la guerre, la lutte entre le KMT et le PCC pour le droit d'accepter la reddition japonaise s'intensifia. Afin d'éviter la guerre civile en Chine et une implication américaine dans ce conflit, le président américain Harry S. Truman envoya le général George C. Marshall en Chine pour modérer les hostilités entre nationalistes et communistes. La haine entre les partis était toutefois si profondément enracinée que la médiation échoua, laissant éclater la guerre civile durant l'été 1946. Malgré le soutien apporté par les Américains au KMT lors du conflit, ce dernier connut de désastreux revers et, en octobre 1949, la République populaire de Chine fut proclamée. Tchang Kaï-chek et ses troupes défaites s'enfuirent à Taïwan.

Au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, la Corée fut libérée du joug japonais. Selon l'arrangement conclu entre les États-Unis et l'Union soviétique, la Corée fut divisée en deux au niveau du 38º parallèle. Après la victoire du PCC, Kim Il-sung se montra impatient de consolider la révolution et de réunir les deux Corées. Le 25 juin 1950, la guerre civile éclata. Non préparés et désavantagés en termes de matériel militaire, les Sud-Coréens battirent en retraite. Cependant, les troupes des Nations unies, sous la houlette du général américain Douglas MacArthur, intervinrent et parvinrent à prendre possession de Inchon à la mi-septembre. Les Nord-Coréens, contraints d'adopter une position défensive, commencèrent à se disperser. En dépit des avertissements répétés de la Chine de ne pas franchir le 38º parallèle sous peine de représailles, MacArthur passa outre et franchit cette ligne de démarcation en octobre. Le 26 octobre 1950, l'armée des «volontaires» chinois traversa la rivière Yalu et arrêta l'offensive des Nations unies. Au terme de trois années de négociations dures et intenses, les quatre parties (Corée du Nord, Corée du Sud, Chine et États-Unis) signèrent un armistice. Peu après, les volontaires chinois se retirèrent de Corée du Nord tandis que les troupes des Nations unies se maintinrent. Depuis le sommet Nord-Sud de juin 2000, après 50 années d'immobilisme tendu, une nouvelle «Sunshine policy» ou politique de la main tendue a apporté une certaine détente dans les relations entre les deux pays, relations que le temps aura probablement soin de normaliser.

La guerre civile en Chine influença sérieusement la politique américaine à l'égard du Japon. Les stratèges américains avaient conçu une politique asiatique basée sur une étroite coopération avec le gouvernement nationaliste. Mais la défaite du KMT lors de la guerre civile en Chine invalida cette solution. Aussi fin 1948 la politique américaine à l'égard du Japon connutelle une mutation majeure, passant de la destruction d'un pays hostile à la reconstruction d'un allié. En 1947, un article fut ajouté à la constitution japonaise, bannissant toute force armée. En août 1951, une conférence pour la Paix se réunit à San Francisco et les États-Unis conclurent un traité de paix avec le Japon sans la participation de l'Union soviétique ni de la République populaire de Chine. En parallèle, les deux pays signèrent également un traité de sécurité, le Japon devenant le principal allié des États-Unis en Asie de l'Est. Le gouvernement nippon profita de cette alliance mettant en œuvre une politique de confiance à l'égard des États-Unis, en termes de sécurité, pour se concentrer sur la reprise économique. Cette politique porta de remarquables fruits puisque, dans les années 1960 et 1970, le Japon devint la deuxième plus grande puissance économique au monde. La République de Corée connut également un développement économique remarquable, et certaines entreprises telles que Samsung et Hyundai, acquirent une reconnaissance internationale.

L'Asie de l'Est 1919

La Chine réussit relativement bien sa reconstruction économique et la mise en œuvre de son premier plan quinquennal de 1953 à 1957. Mais, peu inspiré par le modèle de développement soviétique, Mao Zedong essaya d'accélérer le mouvement. Il lança ce qui fut appelé le «Grand Bond en avant» et mit en place la notion de collectivisation agricole. Ce programme fut un échec total et l'économie du pays en souffrit grandement. Aggravé par des catastrophes naturelles, il provoqua une terrible famine dans tout le pays au début des années 1960, notamment dans les campagnes.

Bien qu'alliées au début des années 1950, la Chine et l'Union soviétique commencèrent à voir poindre des divergences qui, peu après la mort de Staline en 1953, prirent de l'ampleur et se soldèrent par un désaccord manifeste entre les deux géants communistes. Mao Zedong lança la «grande Révolution culturelle prolétaire» en 1966. Lin Biao, son compagnon d'armes de toujours, et Jiang Qing, son épouse, en profitèrent pour semer trouble et chaos à travers le pays, paralysant l'économie de la nation. Son Premier ministre Zhou Enlai, dans une situation très délicate, fit de son mieux pour sauver l'économie et éviter que le pays ne se défit.

La détérioration des relations sino-soviétiques atteignit un paroxysme à la fin des années 1960 lorsque la Chine considéra l'Union soviétique

La détérioration des relations sino-soviétiques atteignit un paroxysme à la fin des années 1960 lorsque la Chine considéra l'Union soviétique comme une menace majeure pour sa sécurité. Dans le même temps, les États-Unis ressentaient l'expansion soviétique comme un sérieux défi à leur position dans le tiers- monde. Les États-Unis ressentirent également l'urgente nécessité de se retirer de la guerre du Vietnam, qui occasionnait de lourdes pertes humaines et matérielles et suscitait de nombreuses manifestations anti-guerre dans le pays. En février 1972, le président Nixon visita la Chine, brisant ainsi le gel des relations bilatérales et changeant à jamais le paysage géopolitique de la guerre froide. Dans la mouvance de la visite de Nixon, la Chine et le Japon établirent des relations diplomatiques en 1974. L'accord ouvrit une ère nouvelle dans l'histoire des relations bilatérales mais ne parvint pas totalement à effacer les griefs historiques entre les deux pays.

En 1976, Zhou Enlai, Zhu De et Mao Zedong moururent, l'un après l'autre. Le secrétaire du Parti, Hua Guofeng, avec de soutien des vétérans, put écarter la «Bande des Quatre» et mettre un terme à la Révolution culturelle, qui avait duré dix ans et plongé le pays dans le chaos. Quelques vétérans dont Deng Xiaoping, évincés lors de la Révolution culturelle, furent réhabilités.

Avec sa profonde vision stratégique et son courage, Deng Xiaoping lança une réforme. Il préconisa l'ouverture à la fin des années 1970 et normalisa les relations diplomatiques avec les États-Unis. Ce ne fut pas une coïncidence si ces deux événements majeurs eurent lieu en même temps.

Ils étaient révélateurs d'un changement profond de l'objectif national de la Chine. La Chine avait été un pays révolutionnaire; son intention, dans les années 1960 et 1970, avait été de lancer la révolution mondiale. Au terme de la 3e session plénière du XIe Congrès du Parti, fin 1978, la Chine décida d'évoluer en un pays moderne et d'améliorer les conditions de vie de son peuple. Sur le plan diplomatique, elle mit en place une politique étrangère indépendante basée sur la paix et l'élaboration de relations amicales avec tous les pays quels que fussent leurs systèmes social et idéologique. À partir de 1979, la Chine suivit la voie du Japon sur le chemin de la croissance économique et est aujourd'hui devenue l'un des moteurs économiques de la région.

Au terme de délicates négociations, la Chine et la Grande-Bretagne parvinrent à s'entendre en 1984 sur la restitution de Hong Kong à la Chine. Le 1^{er} juillet 1997, la Chine recouvra son droit sur ce bout de territoire. Suivant cet exemple, Macao fut également rendu à la Chine en décembre 1999. Hong Kong et Macao sont des zones administratives spéciales, régies selon le concept de «un pays, deux systèmes». Depuis leur restitution à la Chine, Hong Kong et Macao ont su préserver leur stabilité et prospérité avec le soutien du gouvernement central.

Depuis la fin des années 1970, la situation dans le détroit de Formose s'est grandement détendue. Le gouvernement chinois a suivi une politique de réunification paisible et promu les échanges économiques, culturels et personnels entre les deux rives du détroit. Cependant à Taïwan, des forces séparatistes sont apparues et, avec la fondation du Parti progressiste démocratique en 1986, la réunification de la Chine y a sérieusement été défiée.

À l'effondrement de la Russie tsariste en 1917, toutes les nationalités d'Asie centrale s'étaient soulevèes dans l'espoir de supprimer la discrimination et l'oppression ethniques. Après la révolution d'Octobre, des régimes soviétiques furent établis dans toute la région formant l'Union soviétique. Le gouvernement de l'Union soviétique aida les différentes nationalités d'Asie centrale à se développer, en échange de leur participation à la prospérité du pays. Seulement, l'Union soviétique fit en sorte que chaque république eût une économie basée sur un produit unique afin de pouvoir en contrôler le système économique et les plans d'action. Une politique de «russification» fut également mise en œuvre. Malgré cela, l'Asie centrale tira son épingle du jeu lors de l'ère soviétique et rattrapa son retard économique et culturel. À l'effondrement de l'Union soviétique en 1991, de nouveaux pays indépendants virent le jour dans la région. Ce sont toujours de nouveaux pays, sujets à une transformation sociale parfois difficile.

LA CHINE

La Chine, qui se glorifiait de sa culture et de ses découvertes scientifiques, fut reléguée au second plan, au XVIIe siècle, supplantée par l'Occident. Après la première guerre de l'opium, de 1840 à 1842, l'intelligentsia chinoise se tourna vers l'Occident pour sauver la nation, dans le cadre d'un mouvement dit d'occidentalisation. Cette même intelligentsia vécut la défaite de la Chine contre l'armée nippone en 1894 comme une honte nationale et finit par comprendre que seule l'introduction de réformes pourrait empêcher la perte de la nation. Elle créa alors des sociétés et démocratisa le savoir, accélérant ainsi le processus d'assimilation du système social et de la culture d'origine occidentale. Yan Fu traduisit en chinois Évolution et éthique ainsi que d'autres essais de Thomas Henry Huxley, Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations d'Adam Smith et Système de philosophie synthétique de Herbert Spencer. Les travaux de Huxley eurent un impact considérable sur la communauté des penseurs chinois. En 1898, Kang Youwei, Liang Qichao et Tan Sitong lancèrent la Réforme, mouvement qui se solda par un échec. Néanmoins, lors des dix dernières années de son exercice, le gouvernement des Qing reprit à son compte certains points de leur programme dans sa politique de modernisation.

L'éducation traditionnelle chinoise reposait principalement sur les classiques confucéens et avait pour finalité l'examen impérial donnant accès aux postes administratifs. En 1901, la cour des Qing mit un terme aux examens impériaux et décida de créer en 1905 une administration nationale de l'éducation. Cela eut pour conséquence la multiplication de nouveaux établissements dédiés à l'enseignement des sciences et des technologies modernes tandis qu'un nombre croissant de jeunes gens partit étudier au Japon, en Europe et aux États-Unis. La classe intellectuelle évolua vers une élite aux idées politiques et aux connaissances scientifiques évoluées, révélant de nouveaux leaders révolutionnaires. Le docteur Sun Yat-sen fonda une organisation révolutionnaire du nom de Tungmenghui et proposa les «trois principes du peuple» (nationalisme, démocratie et bien-être du peuple) en 1905. Ses partisans déclenchèrent la révolution de 1911 et renversèrent la dynastie des Qing, scellant ainsi la fin de deux millénaires d'un régime impérial autocratique en Chine. Avec les Qing disparut la natte tressée que portaient les hommes en signe de soumission à l'empereur. Dans le même temps, de cruelles coutumes, comme celle consistant à bander les pieds des femmes, furent officiellement interdites.

Le mouvement du 4 mai

Après la révolution de 1911, Yuan Shikai, un seigneur de guerre, usurpa le pouvoir et préconisa le respect du confucianisme ainsi que le rétablissement des anciennes pratiques. Mais la cohorte de nouveaux intellectuels formés à l'éducation moderne, grandissant en nombre et en force, propagea de manière inéluctable ses idées et une culture nouvelles. En 1915, Chen Duxiu fonda, avec quelques amis, le journal Nouvelle Jeunesse. Cette publication, inscrite sous la bannière de « science et démocratie», critiqua de facon radicale les aspects rétrogrades de la culture chinoise traditionnelle, recommandant par ailleurs les écrits et la littérature en langue vernaculaire. Cet imprimé devint ainsi l'étendard de la révolution culturelle naissante. En 1919, le mouvement du 4 mai se déclencha, éveillant une nouvelle fois les intellectuels chinois dans la plus grande vague d'émancipation des esprits que la Chine moderne ait connue. En conséquence de cette immense protestation, les idées occidentales affluèrent en Chine avec une intensité encore plus grande. Une partie de l'intelligentsia libérale, dont Hu Shi fut le chef de file, ne jurait que par les idées de John Dewey et Bertrand Russell, tandis qu'un autre groupe d'intellectuels radicaux, mené par Chen Duxiu, Li Dazhao et Mao Zedong, influencés par la révolution russe d'Octobre, adhérait au marxisme. Ce dernier, aidé de l'Internationale communiste, fonda le Parti communiste chinois (PCC) en 1921; quant au groupe conduit par Hu Shi, il fut la cible d'attaques à la fois du Guomindang (Kuomintang) et des communistes et ne réussit jamais à compter parmi les courants idéologiques dominants de l'époque.

Ce nouveau mouvement culturel porta rapidement de remarquables fruits. Lu Xun publia Le journal d'un fou en 1918, premier récit de l'histoire de la nouvelle littérature chinoise rédigé en langue vernaculaire. Il écrivit ensuite Kong Yiji, Le remède et Le sacrifice du nouvel an. Personnage principal de La véritable histoire d'Ah Q, le paysan éponyme qui, bien qu'humilié, tente de se réconforter de façon spirituelle, devint un modèle artistique immortel. Vers la fin de sa vie, Lu Xun écrivit essentiellement des essais dénonçant les maux de son époque; avec perspicacité et humour, il poignarda la «vieille société» en plein cœur. À l'instar de Lu Xun, le talentueux Guo Moruo fut un autre géant de l'invention littéraire. Sa contribution profita principalement à la poésie moderne. Il publia en 1921 Déesses, recueil de poèmes en quête de l'émancipation de la personnalité et célébrant la jeunesse et la force avec une ferveur poétique sans limites. Aucun autre ouvrage ne pourrait, d'ailleurs, mieux incarner l'esprit du mouvement du 4 mai 1919. Il eut pour contemporains les poètes et écrivains Wen Yiduo, Xu Zhimo et Ai Qing.

Shen Yanbing (Mao Dun), Ye Shengtao et Zheng Zhenduo fondèrent, en janvier 1921, la Société de recherches littéraires, louant le réalisme. En juillet de la même année, Guo Moruo et Yu Dafu créèrent la société Création axée sur le romantisme, suivis par Wen Yiduo et Xu Zhimuo, fondateurs de l'école de la Nouvelle Lune, puis par Lu Xun, Zhou Zuoren et Lin Yutang à l'origine de la Société Yusi. Un mouvement littéraire prolétaire fit son apparition, en 1928, dans les zones administrées par le Guomindang. Au mois de mars 1930, la Chine se dota d'une Ligue des écrivains de gauche comptant parmi ses membres le grand romancier Mao Dun. Son livre Minuit, qui dépeint les contradictions et luttes complexes agitant la société chinoise dans les années 1930, est une œuvre incontournable dans l'histoire de la littérature chinoise. Parmi l'œuvre des écrivains de l'opposition, Le pousse-pousse de Lao She, fut le récit le plus révélateur de la vie du peuple de Pékin. Dans *La famille*, Ba Jin, avec une prière artistique saisissante, accusa la famille traditionnelle de causer la perte des jeunes. Au temps de la République de Chine, le pays compta également parmi ses auteurs célèbres, Ye Shengtao, Shen Congwen et Qian Zhongshu.

Le cinéma et le théâtre furent des formes d'art nouvelles importées

Le cinéma et le théâtre furent des formes d'art nouvelles importées d'Occident. La Chine tourna son premier long métrage en 1913. Ouyang Yuqian, Hong Shen, Cao Yu et Chen Baichen furent les auteurs les plus en vue de l'époque. Le plus grand succès revint à Cao Yu pour ses tragédies, L'orage et Le lever du soleil. Alors que les pièces de théâtre et les films se multipliaient, l'opéra chinois traditionnel se développa sur la base d'un riche patrimoine dramatique. Ainsi furent révélés des maîtres tels que Mei Lanfang, Zhou Xinfang et Cheng Yanqiu. Mei Lanfang développa l'art du chant et de l'interprétation dans les rôles féminins, formant une école établie à l'Opéra de Pékin, à la qualité devenue légendaire.

Cette période fut également riche dans les domaines de la musique et de la peinture. La marche des Volontaires, composée par Nie Er, avec des paroles de Tian Han, reflète la volonté tenace du peuple chinois d'obtenir le salut et la survie de la nation. Elle devint l'hymne national de la République populaire de Chine après sa création en 1949. Le concerto du fleuve Jaune du compositeur Xian Xinghai, avec des paroles de Guang Weiran, ainsi que Le chant des guérillas de He Luding, louant la détermination de fer des Chinois et leur confiance en une victoire finale, furent des airs célèbres lors de la guerre de résistance contre l'agression nippone. Wang Luobin partit dans le Nord-Ouest de la Chine et collecta, ou composa, des chansons telles que Dans cette contrée lointaine, empreintes d'une saveur nationale locale. Xu Beihong et Liu Haisu introduisirent en Chine les techniques picturales occidentales et bouleversèrent la peinture traditionnelle. Xu Beihong fut particulièrement réputé pour ses représentations de chevaux. Liu Haisu excella pour sa part dans l'art du paysage et reçut le surnom de «Lion de l'Est». En

peinture traditionnelle, ce fut dans cette dernière disciple que s'illustrèrent Huang Binhong et Zhang Daqian, tout comme Qi Baishi qui fut également un virtuose du portrait ainsi que de la représentation des fleurs et des oiseaux. La similitude avec les objets réels, sans pour autant prétendre à l'exactitude, tel était son credo. En quelques grands traits, il était à même de merveilleusement donner vie à un crabe ou à des crevettes.

Au lendemain du mouvement du 4 mai 1919, le marxisme se répandit dans toute la Chine. Éléments de Sociologie (1936) de Li Da exposait les assertions fondamentales du matérialisme dialectique et historique. Mao Zedong proposa l'intégration du marxisme à la pratique révolutionnaire en Chine. À Yanan, en 1937, il acheva la rédaction de deux ouvrages De la pratique et De la contradiction, décrivant les relations entre la connaissance humaine et la pratique et la loi de l'unité des contraires dans le monde objectif. Ces écrits devinrent le fondement philosophique de la pensée de Mao Zedong.

La déclaration de la guerre de résistance contre l'agression japonaise s'accompagna du départ de nombreux intellectuels pour Yanan. En 1942, Mao Zedong organisa un forum sur la littérature et l'art, mettant l'accent sur leur utilité pour les travailleurs, les paysans et les soldats. Il y délivra un discours qui allait exercer une grande influence sur l'épanouissement de la culture chinoise moderne. L'impact produit entraîna la réalisation d'œuvres au style audacieux comme l'opéra La fille aux cheveux blancs, l'épopée de Wang Gui et Li Xiangxiang et les romans L'ouragan et Le soleil brille sur le Sanggan.

Après la constitution du gouvernement nationaliste à Nankin en 1927, l'éducation enregistra quelques progrès. Outre l'enseignement ordinaire, Huang Yanpei créa la Société pour la scolarité et l'enseignement professionnel en Chine. Tao Xingzhi se fit l'avocat de l'apprentissage continu et mit en place des groupes d'étude du travail, tandis que Yan Yangchu se prononça en faveur d'une éducation populaire et établit, avec succès, une zone expérimentale à Dingxian, dans la province de Hebei, pour mettre ses idées à l'épreuve.

L'évolution des idées et de la culture de la Chine moderne se manifesta également dans la transformation du système éducatif. Dans les dernières heures du règne des Qing, le système scolaire était un calque du modèle japonais, lui-même inspiré des systèmes français et allemand. En 1922, le ministère de l'Éducation élabora un projet pour l'adoption de la réforme de l'appareil éducatif, instituant le système américain. Celui-ci prévoyait six années pour le primaire, trois années pour le collège comme pour le lycée et quatre années pour l'université. Trois catégories d'écoles furent créées — écoles d'enseignement général, écoles normales et écoles professionnelles.

Les missionnaires furent les tout premiers propagateurs des sciences naturelles modernes en Chine. Pendant le mouvement d'occidentalisation, Li Shanlan et quelques autres érudits chinois se chargèrent de la traduction de dizaines de travaux scientifiques et techniques occidentaux. Leurs compatriotes Ren Hongjuan, Yang Quan, Zhao Yuanren et Bing Zhi, étudiants à l'université de Cornell, lancèrent la Société chinoise des sciences en juin 1914. Le mois de janvier de l'année suivante, ils publièrent la revue *Science* à Shanghai. L'implantation de la Société en Chine en 1918 eut pour effet la naissance de sociétés d'ingénierie, de chimie, d'ingénierie chimique, de physique, de biologie, de botanique et de zoologie. Le gouvernement nationaliste basé à Nankin établit l'*Academia Sinica* et l'Académie de Pékin en tant qu'instituts nationaux de recherche, respectivement en 1928 et 1929.

Durant cette période, les meilleurs résultats furent obtenus en géologie. Ding Wenjiang, Weng Wenhao et Li Siguang furent parmi les géologues les plus remarquables. Ding Wenjiang apporta une contribution exceptionnelle à cette science par ses études des structures géologiques et des minérais dans les provinces de Yunnan et de Guizhou. Weng Wenhao proposa pour la première fois la théorie selon laquelle une orogenèse de grande ampleur se serait produite pendant le jurassique et le crétacé de l'ère mésozoïque. Li Siguang fut honoré pour ses études de paléontologie, des glaciers quaternaires et des structures géologiques de l'Asie de l'Est. Il publia à Londres en 1939 *La géologie chinoise* qui fut largement salué au niveau international.

La biologie fut une autre matière scientifique couronnée de succès. L'Institut de biologie de la Société chinoise des sciences fut fondé à Nankin en 1922. Le botaniste Hu Xiansu s'attela à un travail de longue haleine en rassemblant puis en répertoriant les espèces végétales de la Chine. L'Atlas de la flore chinoise, dont il fut le co-auteur, devint une référence pour la discipline.

Cette époque recueillit également les contributions, en physique ou en mathématiques, de scientifiques tels que Ye Qisun, Wu Youxun, Zhou Peiyuan, Chen Jiangong, Hua Luogeng et Su Buqing. Zhou Peiyuan travailla selon les conseils d'Einstein et contribua à l'élaboration de la théorie de la relativité et de la gravitation ainsi qu'à celle de la théorie du cosmos. Chen Jiangong se distingua dans la théorie des séries trigonométriques, Hua Luogeng dans la théorie des nombres et Su Buqing en géométrie. Zhu Kezhen obtint des résultats satisfaisants en météorologie, Zhan Tianyou en ingénierie des chemins de fer, Hou Depang dans la fabrication du carbonate de sodium et Mao Yisheng en ingénierie des ponts.

Les premières fouilles archéologiques furent le fait de savants et universitaires étrangers. En 1906, M. A. Stein, d'origine britannique, mit au

jour des tiges de bambou de la dynastie des Han datant de 200 av. J.-C. dans la province de Xinjiang. L'année suivante, un grand nombre de rouleaux portant les écrits des membres de la dynastie Tang (618–907) fut trouvé dans les grottes de Mogao, à Dunhuang. Des recherches spéciales furent alors entreprises sur la base de ces deux découvertes. En 1921, Johan Gunnar Andersson, conseiller suédois auprès de l'Institut de géologie de Pékin, découvrit la culture néolithique de la poterie peinte du village de Yangshao, dans la province de Henan. À Zhoukoudian, près de Pékin, Pei Wenzhong mit au jour en 1929 le squelette d'un sinanthrope, l'«homme de Pékin», qui vécut quelque 400 000 à 500 000 ans plus tôt. En 1928, une campagne de fouilles de grande envergure fut entamée sur les vestiges de la dynastie des Shang (XVI^e–XI^e siècles av. J.-C.) à Anyang, dans la province de Henan. En 1937, le chantier avait livré de multiples vestiges recouverts d'inscriptions comme des os ou des carapaces de tortues. Ces écritures permirent à Wang Guowei, à Dong Zuobing et à Guo Moruo d'étudier l'histoire de la Chine ancienne avec beaucoup de succès.

La République populaire de Chine

La fondation de la République populaire de Chine en octobre 1949 marqua le début d'une toute nouvelle ère dans l'histoire du pays. La science, l'éducation et la culture affichèrent de nouveaux progrès. Il y eut cependant de nombreux rebondissements, les années 1950 s'accompagnant de mouvements récurrents de condamnation idéologique et culturelle. Mao Zedong rédigea en 1951 un éditorial du Quotidien du peuple, critiquant La vie de Wu Xun, dans lequel un éducateur était contrait de mendier pour se procurer de l'argent. En 1954, il apporta son soutien à deux jeunes critiques décriant Yu Pingbo, auteur du roman classique chinois Le rêve dans le pavillon rouge, ce qui finit par susciter une réprobation massive des idées de Hu Shi. En 1955, l'hostilité contre les idées contre-révolutionnaires de Hu Feng en matière d'art et de littérature s'intensifia au point de provoquer l'arrestation des membres de son association. En février 1957, Mao Zedong énonça une formule présentant une politique propice à l'épanouissement de l'art et des sciences : «Que cent fleurs s'épanouissent, que cent écoles rivalisent». Cependant, la même année, elle devint quasiment lettre morte à la suite de la campagne «anti-droitière». Après 1962, la critique, jusqu'alors axée sur l'art et la littérature, s'intéressa à la philosophie, l'économie, la recherche historique et les sciences de l'éducation. La grande Révolution culturelle fut lancée en 1966, l'opposition autour de La destitution de Hai Rui, de Wu Han, en ayant été l'instigatrice. Le désir extrême de tout nier et de tout éliminer s'intensifia. Les cours furent suspendus dans la majorité des écoles et la

plupart des établissements culturels paralysés. De nombreux personnages culturels influents furent mis au ban de la société.

Peu après l'instauration de la République populaire, le gouvernement fit campagne pour réformer le système éducatif qui, sur cette base, fit des progrès. Toutefois, la Révolution culturelle eut des retombées dévastatrices sur cette institution. Après la chute de la «Bande des quatre», la progression de l'éducation reprit son cours. En 1977, le gouvernement décida de rétablir l'examen d'entrée à l'université. Un système de diplômes fut institué en 1981. La loi sur l'enseignement obligatoire fut promulguée en 1986, prévoyant la mise en place, de façon planifiée, d'une scolarité obligatoire pour une durée de neuf ans. Le gouvernement chinois, en charge de la plus importante «machine» éducative au monde, a cependant vu ses ressources s'épuiser dangereusement. Ces dernières années, afin d'aider les enfants quittant l'école dans les régions frappées de pauvreté, le «Projet Espoir» a été lancé dans le but de rallier la société dans son ensemble à la cause de l'enseignement.

La science a fortement progressé sous la République populaire. L'Académie chinoise des sciences, divisée en 22 instituts, fut fondée en 1949. Depuis 1985, grâce à la théorie de Deng Xiaoping selon laquelle «science et technologie constituent la première force productive», le gouvernement a pris une série de décisions visant à réformer le système de gestion scientifique et technologique. La Chine dispose, à présent, d'un appareil assez complet dans ce domaine. Ses scientifiques ont obtenu des résultats substantiels en mathématiques théoriques, en physique de la haute énergie, en chimie structurelle, en sciences de la Terre et en biologie. Dans le même temps, les industries pétrolière, sidérurgique, électronique, nucléaire et aérospatiale ont connu une croissance rapide.

En 1955, la Chine décida de développer une industrie nucléaire. D'éminents scientifiques tels que Qian Sanqiang, Zhao Zhongyao, Wang Ganchang et Deng Jiaxian mirent leurs talents au service de cette cause. La Chine procéda avec succès à l'explosion de sa première bombe atomique le 16 octobre 1964 puis à celle de sa première bombe à hydrogène le 17 juin 1967. Particulièrement attentif à l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire, le gouvernement chinois a par la suite construit des centrales nucléaires dans les provinces de Zhejiang et de Guangdong.

En 1963, la Chine fit figure de pionnière en microchirurgie et demeure aujourd'hui encore parmi les meilleures. L'année suivante, les scientifiques chinois, dont les travaux étaient encore à leurs balbutiements, parvinrent à synthétiser artificiellement l'insuline bovine puis l'acide ribonucléique de transfert de l'alanine. En 1983, la Chine fabriqua un super-ordinateur, capable de réaliser plus de 100 millions d'opérations à la seconde.

La Chine mit sur orbite son premier satellite artificiel le 24 avril 1970 et lança une fusée porteuse longue-portée en mai 1980. En 1994, elle lança sa fusée dernière génération Chang Zheng No. 3A, pouvant porter une charge de 2,5 tonnes. La Chine totalisait, en août de la même année, 42 lancements de satellites artificiels polyvalents. Elle a atteint un degré d'expertise conséquent dans la technique de récupération des satellites, dans le déploiement de plusieurs satellites par lanceur ainsi que dans la surveillance et le contrôle par satellites. En 1994, les scientifiques chinois prouvèrent que leur pays figurait parmi les meilleurs en matière de technologie nanométrique.

La science et la technologie ont joué un rôle capital dans la croissance économique de la Chine. À la veille de la constitution de la République populaire en 1949, la Chine ne produisait que 120 000 tonnes de pétrole brut. Depuis 1959, sur la base de nouvelles théories, de nombreux gisements pétrolifères tels que ceux de Daqing, Shengli et Dagang ont été découverts, permettant d'atteindre une production annuelle de 146 millions de tonnes en 1994. La Chine est ainsi devenue un producteur de pétrole non négligeable.

Mettant l'accent sur la recherche en sciences naturelles, le gouvernement chinois a établi un fonds national pour ce domaine et créé un prix national en sciences naturelles, un prix national pour les innovations scientifiques et technologiques ainsi qu'un prix national pour les inventions scientifiques et technologiques. L'Académie d'ingénierie de Chine fut fondée en juin 1994. Qian Xuesen, Huang Jiqing, Wang Ganchang et Wang Daheng se virent attribuer un prix par le Fonds He Liang-He Li à Pékin en janvier 1995. Qian Xuesen développa des travaux précurseurs dans les domaines de l'aérodynamique, de l'ingénierie aéronautique, de la propulsion par réaction, de la théorie de l'automatique et de la physico-mécanique. Il eut également un poids considérable dans le développement de l'industrie aérospatiale chinoise. Huang Jiqing fut un pionnier de la géologie sous la République populaire. Son approche de la théorie de la tectonique des plaques permit à la Chine de faire des découvertes capitales et de mettre la main sur des réserves pétrolières en observant les dépôts sédimentaires des faciès continentaux. Wang Ganchang fut un pionnier et un fondateur de la physique nucléaire chinoise. Wang Daheng contribua largement à l'élaboration et au développement de l'optique, de l'ingénierie optique, des appareils optiques de précision, de l'optique spatiale, de la science du laser et de la science métrologique. Parmi les 20 scientifiques distingués, Wang Yuan est l'un des mathématiciens phares de la Chine à s'être illustré dans la théorie des nombres; Chen Jingrun s'est rendu célèbre pour avoir vérifié la conjecture de Goldbach tandis que Wang Zhenyi, éminent chercheur, s'est distingué dans le traitement de la leucémie. Il a reçu le prix Catherine Hadot, une des

récompenses majeures au niveau international pour la recherche contre le cancer; Wu Mengchao est l'un des pères fondateurs de la chirurgie du foie en Chine tandis que Yuan Longping est le «père du riz hybride» tel que l'a surnommé la communauté scientifique internationale.

La politique d'ouverture et de réforme de la nouvelle phase d'expansion fournit aux sciences sociales et humaines de grandes chances de se développer. L'Académie chinoise des sciences sociales fut établie en 1977 sur la base de l'ancien Département de philosophie et de sciences sociales de l'Académie chinoise des sciences. En 1978, le gouvernement décida d'élaborer l'*Encyclopédie chinoise*. La publication des 74 volumes de l'*Encyclopédie* avec 80 000 entrées réparties en 69 disciplines de connaissance et totalisant 125 millions de caractères chinois fut achevée en 1993. Il s'agit de la plus grande édition de ces dernières années. *L'œuvre complète des arts chinois*, l'*Atlas des cartes historiques de la Chine*, l'*Intégrale des études sur les inscriptions apparaissant sur les carapaces de tortues* et les ouvrages de la série *La Chine moderne* figurent parmi les autres parutions d'importance.

Ûn travail de taille a été réalisé dans les fouilles archéologiques et dans la protection des reliques culturelles. Des recherches ont été menées sur le site de Hemudu (7000–5000 av. J.-C.), dans le mausolée de Qin Shi Huang où avaient été enterrées les figurines en terre cuite représentant des guerriers et leurs chevaux, dans les tombes de la dynastie des Han à Mancheng (IIe siècle av. J.-C.) et Mawangdui, ainsi que dans le tombeau du roi de Nanyue (IIe siècle av. J.-C.). Des fossiles de l'homme de Lantian et de celui de Yuanmou, des vêtements ornés d'or et de jade, des collections de cloches musicales, des peintures et des travaux de calligraphie réalisés sur de la soie ainsi que des tiges de bambou écrites ont été déterrés. Depuis 1961, le gouvernement chinois a placé 242 sites d'intérêt historique ou culturel sous la protection de l'État. Pékin, Xian et plusieurs autres villes figurent parmi les villes historiques et culturelles célèbres. La Cité interdite, la Grande Muraille, Zhoukoudian, le mausolée de Qin Shi Huang et les grottes de Dunhuang sont inscrits sur la liste du patrimoine mondial de l'humanité de l'UNESCO.

Des écrivains tels que Guo Moruo, Lao She, Tian Han, Ba Jin, Zhao Shuli et Yao Xueyin, dont la renommée n'était plus à faire, continuèrent à déployer leur créativité au lendemain de 1949. La pièce de théâtre La maison du thé, écrite par Lao She, reflète les changements sociaux intervenus sous la République de Chine. Des romans tels que Sous la bannière rouge et Le rocher rouge tentent de donner une vision approfondie d'ouvrages artistiques et historiques d'envergure. He Jingzhi, Guo Xiaochuan et Wen Jie explorèrent quant à eux la composition de la poésie moderne.

Pendant la Révolution culturelle, tout sombra à l'exception des opéras modernes de Pékin tels que *Sha Jia Bang, La lanterne rouge* et *La prise du mont Wei Hu*, le ballet *Le détachement féminin rouge* et quatre autres opéras dits «modèles». Au lendemain de la Révolution culturelle, la «littérature de cicatrices» décrivant la tourmente et les tensions de cette période tragique devint à la mode. Depuis lors, toutes sortes d'écoles d'art créatif aux styles différents se sont développées en une structure pluraliste.

La République populaire a enfanté un grand nombre de musiciens de talent. Fu Cong et de nombreux autres pianistes et vocalistes reçurent des prix internationaux. Les amants papillons, un concerto pour violon et orchestre de Liang Shanbo et Zhu Yingtai, décrit l'idylle tragique d'un couple sur des rythmes émouvants. L'ensemble instrumental La lune se reflète dans la rivière printanière, adaptation de l'œuvre éponyme de Hua Yanjun, un artiste populaire, émut le public autant que s'il avait écouté une histoire tragique. Pluie de fleurs sur la route de la soie et Poisson Beauté sont, respectivement, des œuvres représentatives de la danse et du ballet en Chine. Les acrobaties traditionnelles chinoises, après avoir été revues et corrigées, ont reçu de nombreuses récompenses internationales.

Bien qu'utilisés depuis des millénaires, les caractères chinois sont très complexes. Le Comité pour la réforme des caractères chinois fut établi en 1954. Il promulgua une liste générale des idéogrammes aux traits simplifiés en 1964. En 1958, le gouvernement chinois décida de populariser le mandarin, basé sur le dialecte de Pékin. Il annonça le projet pour la transcription *pinyin* (latinisée sur la base de la prononciation des mots chinois) du langage chinois en 1958 comme moyen complémentaire à l'étude du chinois. Aujourd'hui, le mandarin est devenu la principale langue de communication dans l'ensemble du pays. Depuis 1983, grâce à l'apparition d'une série de modes de saisie informatique telle que la méthode des cinq traits, le chinois a été appliqué avec succès au traitement informatique.

La Chine compte plus de cinquante nationalités. Son gouvernement pratique l'autonomie nationale et la liberté de croyance religieuse. Des écrivains chinois ont rassemblé et confronté, de façon planifiée, les œuvres populaires transmises oralement parmi les minorités ethniques. La légende de Jiange'er, poème épique qui parle de la fraternité, du mariage et de la guerre et compte près de 100 000 vers est un trésor de la littérature mongole. L'histoire du roi Gesaer, poème tibétain, loue l'héroïsme de ce roi et exprime l'aspiration du peuple tibétain à la stabilité politique, à la prospérité et à l'amélioration de ses conditions de travail. Le gouvernement chinois a également conçu des langages écrits pour les nationalités telles que les Yi, les Dong, les Lahu, les Jingpo, les Zhuang, les Bouyei (Puyi), les Li, les Xibo et les Wa, qui n'avaient que des langues orales.

Le niveau sportif sous la République de Chine fut très bas. Il s'améliora cependant considérablement après 1949, grâce à des efforts importants. La Chine a ainsi dominé les tournois de tennis de table pendant longtemps. Les équipes féminines de volley-ball ont remporté à cinq reprises consécutives les championnats du monde dans les années 1980. En gymnastique masculine, la Chine a décroché plusieurs fois le titre de championne du monde par équipe. En 1948, alors qu'elle réintégrait la famille olympique lors des jeux de Los Angeles, le tireur d'élite Xu Haifeng a remporté la première médaille d'or de sa carrière. Au cours des dernières années, la Chine a accumulé les distinctions en haltérophilie, en plongée, en basketball féminin, natation féminine et course de fond et demi-fond féminins. En 1993, les sportifs chinois ont gagné 103 championnats du monde tandis que 38 athlètes et 7 équipes ont établi des records mondiaux dans 57 épreuves sur 124 occasions. L'année suivante, ils se sont emparés de 79 championnats du monde et ont établi 41 records mondiaux. La même année, lors des jeux Asiatiques d'Hiroshima, engrangeant plus de médailles d'or que la République de Corée et le Japon, la Chine est devenue la première puissance sportive d'Asie. Seul l'athlétisme et le football masculin pèchent encore mais la volonté est là

La Chine est le pays le plus peuplé au monde. En 1953, le gouvernement chinois approuva un ensemble de «règles sur la contraception et l'avortement», appelant explicitement à la régulation des naissances. Ma Yinchu, alors président de l'université de Pékin, publia sa *Nouvelle théorie sur la population* en juillet 1957, proposant un contrôle de la population dans le but d'améliorer sa condition. Ses idées furent malheureusement critiquées à tort. Depuis les années 1970, le gouvernement s'est efforcé de contrôler l'augmentation de la population, le taux de natalité étant ramené de 33,43 pour mille en 1970 à 18,09 pour mille en 1993. Ces vingt dernières années, la Chine est parvenue à réduire le nombre de naissances de 300 millions. Néanmoins, les chiffres initiaux étaient tels que la population chinoise atteignit la barre d'un milliard deux cents millions en février 1995.

La médicine traditionnelle chinoise est l'une des plus grandes contributions de ce pays à l'humanité. Le gouvernement encourage l'intégration de la médecine occidentale à la médecine traditionnelle chinoise et la confrontation de l'héritage médical traditionnel chinois aux méthodes scientifiques. L'art séculaire de soins par acupuncture et exercices de respiration a été remis au goût du jour et l'anesthésie par acupuncture mise en pratique. Ces dernières années, les chercheurs chinois ont essayé de faire appel à la médecine traditionnelle dans le traitement du cancer et du sida et bon nombre de ces composantes traditionnelles ont désormais été validées.

L'extraordinaire développement de la science et de la culture après 1949 est manifeste dans les chiffres suivants. Fin 1994, la Chine

comptait 20 516 instituts de recherche scientifique, 1,53 million de scientifiques et ingénieurs, 1,88 million de médecins et chirurgiens, 128 000 étudiants de 3e cycle, 2,8 millions d'étudiants, 58,26 millions de collégiens et lycéens en école d'enseignement général et polyvalent et 130 millions d'élèves de primaire. Elle recensait par ailleurs 2 681 troupes de spectacle, 2 875 centres culturels, 2 579 bibliothèques publiques, 1 140 musées, 3 585 centres d'archives, 1 108 stations de radio et 764 chaînes de télévision. La couverture radiophonique et télévisuelle embrassait plus de 80 % de la population. Elle avait produit 148 films, imprimé 18,67 milliards de journaux et 2,25 milliards de revues et publié 5,93 milliards de livres dans l'année (hors Taïwan, Hong Kong et Macao). Malgré tout, la Chine est une grande nation qui a longtemps souffert de la pauvreté. Elle est toujours un pays en voie de développement connaissant toutes sortes de difficultés et problèmes. En 1994, elle se plaçait au 65e rang sur 130 nations en termes d'espérance de vie, d'après l'Indice du développement humain établi par le PNUD. Cette même année, elle comptait 180 millions d'illettrés de plus de 15 ans, la durée nationale moyenne de scolarisation n'étant que de 5,4 ans. En 2002, le rapport sur le développement humain du PNUD montrait les évolutions suivantes : l'espérance de vie à la naissance était en moyenne de 70,9 ans, les adultes de 15 ans et plus savaient lire et écrire à 90,9% et les inscriptions scolaires en primaire, secondaire et supérieur avaient atteint 68 %.

Taïwan

Vaincu lors de la guerre civile, Tchang Kaï-chek se réfugia à Taïwan en 1949. Après une période initiale de chaos, l'économie de Taïwan commença à décoller entre 1964 et 1973, les sciences et la culture faisant en conséquence de sérieux progrès.

Les autorités taïwanaises firent de 1954 l'année de la science. L'île se dota d'un Comité pour la science et l'éducation en juillet de la même année, qui élabora le «Programme à long terme pour le développement de la science» et constitua le Comité pour le développement de la science à long terme en 1959. L'*Academia Sinica* taïwanaise obtint un soutien financier des États-Unis et créa des centres de mathématiques, de physique, de chimie, de biologie et de science de l'ingénierie en 1964. Le Comité pour la promotion des sciences dirigé par Wu Dayou fut fondé en 1967. Le gouvernement taïwanais développa le Comité pour le développement de la science et créa le Comité national pour la science du Yuan exécutif en 1969. Depuis lors, les subventions affectées à la recherche scientifique

et technologique et le nombre de chercheurs ont rapidement augmenté. En effet le budget alloué à la recherche scientifique et technologique a pratiquement été multiplié par cinq et le personnel a augmenté de 100% en 1981 par rapport à 1978. Cependant, la recherche scientifique à Taïwan œuvre principalement dans le domaine des sciences appliquées, négligeant la recherche fondamentale.

Peu de temps après son arrivée, Tchang Kaï-chek scanda le slogan suivant: «priorité à l'éducation, priorité aux enseignants». À partir de 1968, la scolarité devint obligatoire pendant neuf ans. Les autorités taïwanaises promulguèrent en 1979 la loi sur l'éducation nationale puis les règles sur l'éducation obligatoire en 1982, stipulant que tout enfant âgé de 6 à 15 ans devait être scolarisé, sous peine de se voir condamné à une amende. En 1982, le taux d'assiduité dans les collèges atteignit 98%. Pour stimuler l'enseignement professionnel et technique, Taïwan créa le Collège industriel et technique en 1974, ouvert aux diplômés de l'enseignement secondaire professionnel et qui avait pour mission de faire le lien entre les établissements professionnels, les écoles d'enseignement secondaire polyvalent, les lycées techniques et les employeurs.

L'industrie cinématographique taïwanaise a connu une expansion fulgurante. Elle était récemment au troisième rang mondial en termes de production de longs métrages, derrière le Japon et l'Inde. Cependant, cette production élevée n'a pas toujours été suivie de qualité. En littérature, une nouvelle vague d'idées afflue tous les huit ou dix ans, l'école de littérature indigène et celles du modernisme alternant en règle générale. Chen Yingzhen et Bai Xianyong en sont les représentants respectifs.

LE JAPON

Cette section est divisée en deux périodes : l'entre-deux-guerres et le développement de l'après-guerre.

Si les Japonais furent moins prompts que les Chinois à reconnaître la supériorité de l'astronomie occidentale au XVII^e siècle et la puissance de la technologie militaire étrangère au milieu du XIX^e siècle, ils saisirent rapidement à quel point était cruciale l'infrastructure industrielle soutenant cette technologie militaire et l'impact qu'avaient les institutions politiques occidentales telles que l'impérialisme. Au tournant du siècle, alors qu'il rattrapait son retard militaire, le Japon franchit le pas et se lança dans une politique d'expansion impériale en envahissant ses voisins asiatiques.

Les années de l'entre-deux-guerres

La Première Guerre mondiale n'apporta pas d'avancée majeure aux sciences ni à la culture nippones. Bien que le conflit fut essentiellement confiné à l'Europe, le Japon sut néanmoins en tirer avantage et connut un véritable boom économique, profitant de l'absence passagère de concurrence occidentale sur les marchés asiatiques.

Sur le plan idéologique, comme partout ailleurs dans le monde, les intellectuels et scientifiques japonais furent fascinés par le succès de la révolution russe de 1917. Les années qui suivirent le premier puis le deuxième conflit mondial, bien que de contextes politiques différents, présentent certaines similitudes, notamment par les vagues de démocratisation qu'elles connurent. On parle dans le premier cas de démocratie Taisho (du nom de l'ère correspondante) et pour la seconde de démocratie «sengo» (après-guerre). Comme l'indique ce nom, «guerre» pour les Japonais fait référence à la Deuxième Guerre mondiale, non à la Première.

L'essor économique qui suivit la Première Guerre mondiale s'accompagna d'un développement de l'enseignement supérieur. Jusqu'alors, le gouvernement n'accordait le statut d'université qu'à des instituts gouvernementaux où corps enseignant et étudiants étaient, conformément à la constitution, censés servir l'intérêt national. Parallèlement à l'émergence de la démocratie Taisho et à la vague de privatisation, le gouvernement prit en 1914 des mesures visant à réformer le système universitaire. Elles entrèrent en vigueur en 1918, lors de la parution d'une loi conférant le statut d'université à des instituts aussi bien privés que préfectoraux. Par ailleurs, la recherche fut adjointe au service officiel des universités, outre l'éducation. En conséquence, de nombreux instituts d'enseignement supérieur furent créés au lendemain de la Première Guerre mondiale. Cependant, lorsque les étudiants admis au sein de ce système élargi d'enseignement supérieur obtinrent leur diplôme, ils furent accueillis par la crise économique de 1928-1929. Le Japon connut alors un taux d'inactivité très élevé

Ce fut, cependant, grâce aux leçons tirées de la Première Guerre mondiale que la recherche scientifique, dans le domaine de la chimie notamment, fut reconnue pour la première fois comme composante indispensable d'un État-nation moderne. Les approvisionnements ayant été perturbés par le conflit en Europe, les industries japonaises misèrent alors sur le développement de technologies de substitution et suivirent le chemin de l'ingénierie inverse. Tel fut le contexte qui favorisa la création d'instituts de recherche privés et publics.

Jusqu'alors, les scientifiques s'étaient occupés de mettre en place l'enseignement universitaire, dans le cadre de la création d'institutions

lors des premières années de la phase de modernisation de l'ère Meiji. Les générations d'après-guerre échappèrent à ces tâches et cherchèrent plutôt à défier la frontière érigée en Europe en matière de recherche. La communauté scientifique japonaise était désormais mûre et en mesure de donner des chercheurs-enseignants d'envergure internationale.

L'internationalisme prévalant au sein de la communauté scientifique, des sommités telles qu'Albert Einstein, Margaret Sanger et H. G. Wells furent invitées au Japon et reçues avec enthousiasme par les intellectuels et scientifiques japonais.

La plus importante, pour ne pas dire la seule fenêtre sur l'Occident, les universités publiques permirent aux nouvelles tendances scientifiques et culturelles de pénétrer au Japon. Elles jouissaient par ailleurs d'un statut supérieur à celui des laboratoires et instituts publics et privés.

Les instituts de recherche affiliés aux universités firent leur apparition juste après la Première Guerre mondiale. Le premier institut de ce type fut l'Institut de recherche aéronautique, affilié à l'université impériale de Tokyo, inauguré en 1918. Il fut suivi par l'Observatoire astronomique de Tokyo, également de l'université impériale de Tokyo (1921), de l'Institut de recherche des métaux de l'université impériale de Tohoku (1922) et d'autres encore. Dans ces instituts, professeurs et assistants étaient nommés pour se consacrer à un travail de recherche uniquement, jouissant d'un poste à vie.

Après un demi-siècle passé à transférer la culture, la science et la technologie occidentales, tout d'abord de l'Occident vers le secteur public japonais puis du secteur public vers le secteur privé, ce dernier finit par acquérir une certaine renommée.

La famille Toyoda est un exemple type du développement de la science dans le secteur privé au Japon. Sakichi Toyoda, fondateur de la société Toyota, était à l'origine charpentier. Il sut cependant profiter du système de brevet national et commença à copier des machines importées. Il créa *Toyoda Loom Works* en 1906. Son fils Kiichiro, diplômé de la faculté d'ingénierie de l'université impériale de Tokyo, initia une approche systématique de la recherche et favorisa l'entrée de la famille dans l'industrie automobile à la fin des années 1930.

Sans fort marché national, l'industrie automobile japonaise dépendit à l'origine de subventions militaires. Plutôt que la production de voitures de tourisme, l'objectif était de développer la production intérieure de camions et de chars, indispensables à la sécurité nationale. La technologie aéronautique nippone et son développement dépendirent tout autant du soutien militaire pendant cette même période. La privatisation ne fut donc que partielle, restant largement subordonnée au soutien militaire et aux aides du gouvernement.

Cependant, un autre type de développement scientifique et technologique fit son apparition dans les années qui suivirent la Première Guerre mondiale. Au vu des développements effectués à travers le monde lors des années de conflit, un nombre croissant d'hommes d'affaires, d'universitaires et de fonctionnaires furent convaincus que le Japon avait besoin d'un vaste institut de recherche centralisé. Ils essayèrent d'imiter la *Kaiser Wilhelm Gesellschaft*, récemment fondée en Allemagne en 1911, et créèrent en 1917 le *Rikagaku Kenkyusho* (l'Institut de recherche en physique et chimie, plus connu sous le nom de Riken). En 1937, ils promurent la *kagakushugi kogyo* (l'industrie scientifique) plutôt que «l'industrie capitaliste», reflet de leur position technocratique.

L'idée d'une science non contaminée par le capitalisme ne donna pas directement naissance à un mouvement scientifique, le système étant trop radicalement différent du reste du monde. Cependant, après le grand séisme de Tokyo en 1923, des étudiants en médecine de l'université impériale de Tokyo fondèrent un mouvement d'aide aux plus démunis. Ces étudiants furent suspectés par la police d'être des dissidents politiques.

Senji Yamamoto, biologiste novateur de gauche, revendiqua activement la démocratie au sein des laboratoires et se fit le défenseur de la «science du prolétariat». Il prit part au mouvement travailliste et popularisa les idées de régularisation des naissances de Margaret Sanger. Il fut assassiné par un partisan d'extrême droite en 1929.

Dès 1930, la disqualification gouvernementale de la pensée gauchiste devint si sévère que de nombreux scientifiques se tournèrent vers l'histoire de la science et vers les débats philosophiques sur la science et la technologie. Le matérialisme historique défendu par Boris Hessen lors de la seconde Conférence internationale sur l'histoire de la science en 1931 fut étudié avec enthousiasme et deux traductions de son travail furent publiées au Japon.

Kinnosuke Ogura et d'autres scientifiques et philosophes fondèrent en 1932 le *Yuibutsuron Kenkyukai* (groupe d'étude sur le matérialisme) en 1932 et publièrent le mensuel *Yuibutsuron Kenkyu*. La plupart de ses membres furent arrêtés et emprisonnés. En 1941, année du bombardement de Pearl Harbor, la Société japonaise de l'histoire de la science fut fondée, offrant sa protection aux nombreux scientifiques libéraux et de gauche qui y avaient adhéré. En remplaçant les termes «marxisme» ou «matérialisme» par le mot «science», ils purent aisément échapper à la censure.

En 1931, le gouvernement essaya de faire face à la crise économique en abrégeant la durée de l'enseignement universitaire et en professionnalisant le secteur de l'enseignement supérieur. Mesures condamnées à l'échec, étant donné l'opposition qu'elles rencontrèrent auprès des universitaires. Puis survint en septembre de la même année l'incident mandchou. Dans

le contexte de boom économique qu'engendra la production d'armes, il ne fut plus nécessaire de rationaliser l'enseignement du troisième degré. La reprise du Japon fut donc plus rapide que celle des États-Unis lors du *New Deal*.

Ce fut dans ce contexte de reprise économique motivée par la production militaire que fut créée, fin 1932, la Société japonaise pour la promotion de la science. Cette société encouragea la recherche de groupe et non individuelle et invita également non seulement les scientifiques universitaires mais également les scientifiques privés, gouvernementaux et militaires à coopérer à des projets d'équipe.

Pendant la guerre, le Japon fut isolé du monde occidental, sa principale source d'informations scientifiques et culturelles. Seules quelques revues scientifiques en nombre limité furent importées par sous-marins de l'Allemagne nazie.

L'ironie de la chose, cependant, fut que cette période fut heureuse pour les scientifiques et ingénieurs japonais qui, pour la première fois, furent reconnus comme indispensables à l'effort de guerre. Ce fut également à cette époque qu'ils affirmèrent leur indépendance à l'égard de l'influence occidentale.

Les efforts japonais furent soutenus par la création d'une nouvelle Agence de technologie visant à renforcer le contrôle de l'État sur la science et la technologie. Malheureusement pour cette agence, d'autres départements gouvernementaux refusèrent de coopérer et les tentatives de mettre la science au service de la guerre restèrent médiocres. Les étudiants en science ne furent pas mobilisés pendant la guerre. Le rapport entre étudiants en lettres et étudiants en sciences, généralement de 6 pour 4, fut inversé par la politique gouvernementale, dans l'idée d'accroître le nombre de scientifiques et technologues. À la fin de la guerre en 1945, les étudiants en lettres avaient quasiment disparu, mobilisés avant même d'être diplômés.

Au cours des 30 premières années du XX^e siècle, une nouvelle culture basée sur la société populaire prit forme, ainsi que le montre l'émergence du roman comme principale forme de littérature. Ce fut dans ce contexte que Toson Shimazaki écrivit *La transgression*, description de la prise de conscience des couches pauvres de la jeunesse nippone. *Futon*, une nouvelle de Katai Tayama, décrivit de façon remarquable la relation amoureuse d'un intellectuel entre-deux âges et d'une étudiante. Ces œuvres reflétèrent le courant de pensée des nouvelles classes sociales japonaises au début du XX^e siècle.

Une forte opposition apparut entre les différentes approches de la culture. Un des courants idéologiques fut le *Minbonshugi* (démocratie japonaise). Tatsukichi Minobe, professeur à l'université impériale de Tokyo, en fut le plus grand porte-drapeau. Cette tendance appela un mouvement populaire

pour la démocratie et la liberté. Une autre tendance se rallia à l'opinion moderne internationale, prônant la réduction des armements et la paix pour le bien de la coopération internationale avec l'Europe et l'Amérique.

L'après-guerre

Après guerre, le Japon connut une vague de réformes de grande ampleur. La plus importante, la réforme foncière, affecta la très puissante classe des propriétaires terriens agriculteurs (89,1 % des paysans). D'autre part, la classe ouvrière devint de plus en plus puissante. En 1960, le Japon comptait dix millions de travailleurs, membres de divers syndicats et mouvements ouvriers. Sous la pression de la gauche et de la communauté des nations, le Japon promulgua une nouvelle Constitution en 1946, stipulant clairement la souveraineté du peuple. L'Article 9 de la Constitution spécifie que le Japon renonce à jamais à la guerre et bannit toute force armée. Parallèlement, le système prévoit l'existence de partis politiques et un Cabinet exécutif. En 1955, de nombreux conservateurs rejoignirent le Parti démocrate libéral. Ce parti, bénéficiant du plus grand nombre de sièges au Parlement, gouverna pendant près de 38 ans la politique du pays. L'opposition fut assurée par les partis socialiste et communiste ainsi que d'autres partis de gauche, soutenus par les ouvriers et la masse des citadins japonais. Le désir de paix étant prépondérant, le marxisme, l'existentialisme et la philosophie américaine furent chaleureusement accueillis par les Japonais.

Le phénomène de la démocratie Taisho qui avait fait suite à la Première Guerre mondiale fut ranimé après la Deuxième Guerre mondiale, sous le nom de démocratie «sengo». En dépit de leurs apparentes similitudes, ces deux mouvements démocratiques furent radicalement différents. Le premier fut essentiellement un exercice intellectuel importé d'Occident, tandis que le second fut adopté conformément à la politique d'occupation américaine. Bien qu'imposée par de tels principes, la démocratie fut accueillie à bras ouverts par les Japonais qui gardaient un souvenir amer des idéologies coercitives et ultra-nationalistes des gouvernements militaire et de guerre.

En janvier 1946, les intellectuels et scientifiques japonais fondèrent la Fédération des scientifiques démocratiques (*Minka*) dans l'espoir de reconstruire un Japon démocratique par le développement et la diffusion de la science. Bien qu'organisée par des marxistes de l'avant-guerre, cette nouvelle organisation était ouverte à toute personne active dans un quelconque domaine de l'éducation, scientifiques, universitaires, ingénieurs et docteurs en médecine notamment. Leur ennemi commun était le militarisme de guerre, jugé responsable du retard rencontré dans le développement de

la science et de la démocratie. Leur devise rappela celle du mouvement du 4 mai 1919 chinois, dans lequel science et démocratie firent partie de la campagne politique contre les traditions confucéennes féodales.

Les forces d'occupation cherchèrent à éradiquer tout élément militariste

Les forces d'occupation cherchèrent à éradiquer tout élément militariste de la société japonaise et encouragèrent la recherche et le développement essentiellement dans l'optique de la reprise économique. Elles mirent moins d'enthousiasme à promouvoir la science fondamentale, la considérant trop singulière dans un pays luttant pour ne pas mourir de faim.

À la fin de l'occupation, les Japonais passèrent d'une stratégie de

À la fin de l'occupation, les Japonais passèrent d'une stratégie de survie fondée sur la technologie militaire à une stratégie plus commerciale, liée aux attentes du marché. Depuis, cette dynamique «avancer ou périr» a caractérisé l'industrie japonaise.

Ce ne fut pas sans une certaine anxiété que les survivants des invasions japonaises en Asie virent la reprise de l'expansionnisme nippon. Mais le peuple japonais avait lui aussi été victime de sévères interdictions de pensée et d'expression pendant la guerre. Ceux qui avaient souffert alors devinrent des pacifistes endurcis et firent tout en définitive pour réorienter la science et l'industrie de guerre et la mettre au service du progrès économique.

Au sortir de la guerre, la science universitaire japonaise conserva ses lettres de noblesse sur le plan international, n'ayant besoin que «d'un crayon et d'un papier» pour avancer. Tel fut le cas du travail théorique de Hideki Yukawa, premier scientifique japonais récompensé d'un prix Nobel en 1949. Si à cette même époque, la science industrielle fut en crise en raison du marasme économique, la tendance s'inversa avec la reprise, et aujourd'hui, le secteur privé contribue pour plus de 80 % des dépenses du pays en recherche et développement.

Bien que le cœur des activités scientifiques passa de l'Allemagne aux États-Unis dans les années 1920 et 1930, la communauté scientifique japonaise resta attachée à une vieille pratique consistant à envoyer ses étudiants en Allemagne, comme avant la guerre. Lors de l'occupation, cependant, cela changea radicalement et la plupart des étudiants se rendirent en Amérique, profitant du programme Fulbright et autres bourses pour financer leur voyage. À leur retour, ils établirent de nouveaux modèles et s'imposèrent dans leurs disciplines.

Dans les années 1970, la situation s'inversa après la forte croissance économique des années 1960. En raison de sévères restrictions budgétaires décidées en 1968, les Américains ne purent plus embaucher d'universitaires japonais. Le secteur industriel nippon, de son côté, commença à envoyer ses employés vers les laboratoires américains qui avaient signé des contrats de recherche avec des entreprises japonaises. Au même moment, les scientifiques coréens et taïwanais travaillant aux États-Unis furent rappelés, leurs gouvernements ayant décidé d'endiguer la fuite des cerveaux.

Toujours dans les années 1970, certains scientifiques cessèrent leurs activités pour devenir des sortes d'«écologistes», reprochant à la science ses effets néfastes sur la société. Un critique littéraire, Junzo Karaki, écrivit un célèbre *Mémorandum sur la responsabilité sociale des scientifiques* remettant en cause le mode de pensée de Hideki Yukawa, prix Nobel japonais de physique et partisan actif de l'abolition de la bombe nucléaire. Karaki lui suggéra de s'intéresser plus à des sujets se rapportant à son activité qu'aux valeurs essentielles de l'existence humaine.

À cette époque, les historiens occidentaux de la science commencèrent à considérer la science traditionnelle de l'Asie de l'Est comme une «autre science possible». À la fin des années 1960, la Chine proclama une nouvelle méthode de recherche scientifique impliquant une participation de masse comme celle des «Médecins aux pieds nus». Ce mouvement fut interprété par les intellectuels radicaux japonais comme une expérience contre le professionnalisme, donnant au bon moment une leçon à la profession scientifique sur-spécialisée des pays avancés. Pour les pays en développement, ce mouvement préconisait l'objectif plus réaliste d'une technologie appropriée.

Le progressisme fut sérieusement contesté lors des manifestations étudiantes que la plupart des pays industrialisés d'Occident connurent vers la fin des années 1960. Le Japon n'y échappa pas, même si les causes politiques telles que la guerre du Vietnam n'y étaient pas d'actualité et même si la croissance économique était à son apogée.

Ces manifestations et les réformes universitaires qui suivirent entre 1968 et 1970 ainsi que les mouvements écologistes de 1972-1973 eurent un impact sur la science et la culture; cependant les statistiques ont montré que le choc pétrolier de l'automne 1973 eut une plus grande influence sur les citoyens ordinaires, encourageant un changement de comportement dans la consommation des ressources naturelles et énergétiques. Ce ne furent pas tant les émeutes étudiantes que le mouvement anti-pollution qui eut l'impact le plus fort sur l'industrie. Combiné au choc pétrolier de 1973, cela encouragea le gouvernement, en particulier le ministère de l'Industrie et du Commerce international, à concentrer sa politique industrielle non plus sur les produits manufacturés «lourds, épais, longs et larges» des industries lourdes et chimiques à forte demande énergétique mais sur des produits «légers, fins, courts et petits» fabriqués par des industries à fort besoin de connaissances telles que la micro-électronique et la biotechnologie. Malgré la transformation de sa structure industrielle et le traumatisme des deux chocs pétroliers, l'industrie japonaise continua dans son ensemble à se développer dans les années 1980.

Ce fut lors de cette même décennie que la haute technologie devint un aspect caractéristique de la culture japonaise, incitant l'Agence pour la

science et la technologie à promouvoir dans une sorte de techno-nationalisme le slogan *kagakugijutsu rikkoku* («construire la nation par la science et la technologie»), une connotation nationaliste pour faire de la technologie créatrice du Japon un instrument de négociation avec les États-Unis, l'Europe et les pays du tiers-monde n'entrant nullement dans le champ de vision des Japonais.

Depuis 1980, les États-Unis ont reconnu au Japon sa qualité de concurrent technologique et le FBI a commencé à enquêter sur les violations nippones de droits de propriété intellectuelle américains. L'espionnage industriel dont IBM fit l'objet en 1982 et qui entraîna l'arrestation d'employés japonais de la société par le FBI choqua le monde entier. Les Japonais, soucieux de l'animosité américaine, adoptèrent le slogan d'«internationalisation» au lieu de «techno-nationalisme». Ce changement terminologique fit glisser la stratégie internationale de la concurrence vers la coopération.

Ce changement fut par ailleurs officiellement reconnu par le Conseil de la science et de la technologie en 1984. Les entreprises incorporèrent différemment l'internationalisation dans leur politique mais la plupart des sociétés de micro-électronique telles que NEC, Toshiba et Mitsubishi prirent des mesures vers le milieu des années 1980 afin d'éviter d'entrer en conflit avec les États-Unis. L'internationalisation permit également de familiariser employés et homologues étrangers.

Certaines entreprises acquirent d'onéreux instituts de recherche aux États-Unis, dans l'espoir de promouvoir des synergies avec les entreprises américaines. Ce qui désengagea, par ailleurs, de plus en plus la recherche et le développement du contrôle du gouvernement japonais.

Dans le domaine de la culture, entre 1945 et les années 1960, au gré de la reprise économique et de la forte croissance, le Japon fit son entrée sur la scène internationale.

À la fin des années 1940 et durant les années 1950, de nombreux Japonais s'interrogèrent sur leur responsabilité dans le conflit et prônèrent le «repentir de cent millions de personnes». Une nouvelle école littéraire vit le jour, traitant essentiellement des raisons et des horreurs de la guerre. Les deuxième et troisième générations recentrèrent le débat sur le pacifisme. Yasushi Inoue en fut un des représentants, avec *La tuile de Tenbyo* et *Dunhuang*, louant l'amitié entre les peuples japonais et chinois.

Après les années 1950, du fait de la reprise économique, le Japon opta pour une société plus populaire. Le mode de vie changea également sous l'influence de la culture américaine. On vit fleurir toutes sortes de médias populaires. Des journaux tels que l'*Asahi Shinbun*, le *Mainichi Shinbun* et le *Yomiuri Shinbun* furent si populaires qu'ils atteignirent un tirage global de soixante millions d'exemplaires. La radio, la télévision et les magazines prirent une place importante dans la vie des gens. Des auteurs populaires tels

que Seicho Matsumoto, Seiichi Morimuro, Jiro Akagawa et Shinichi Hoshi vendirent des millions de livres. Ils décrivaient les joies, les peines, les colères et les bonheurs de l'homme ordinaire ou relataient d'obscures affaires politiques et financières. Contes de fées pour adultes, mystères et science-fiction devinrent également des tendances marquées de la culture populaire.

Puis la culture japonaise partit à la conquête du monde. Le judo devint un sport olympique pratiqué dans la plupart des pays. Le karaoké, divertissement musical très prisé au Japon, fut présenté au reste du monde. Yasunari Kawabata et Kenzaburo Oe reçurent le prix Nobel de littérature, le premier pour ses descriptions de la beauté traditionnelle japonaise, le second pour ses œuvres à caractère humaniste.

Après les années 1970, la culture japonaise connut un retour à la tradition. L'opéra traditionnel fut de nouveau très apprécié. Certains acteurs et actrices célèbres du kabuki reçurent le titre de trésors nationaux, un retour à la tradition s'expliquant par la position de géant de l'économie du Japon, une poussée du nationalisme et la valorisation de la spécificité culturelle japonaise.

Conclusion

Les transformations les plus remarquables de la période traitée ici sont résumées ci-après. La notion de progrès de survie fut la principale force directrice des Japonais, aussi bien lors de la période de préparation militaire de l'avant-guerre que durant la reprise économique de l'après-guerre. Cependant, cette ardeur fut également à l'origine de l'expansion colonialiste de l'avant-guerre et participa à la pollution environnementale à laquelle le Japon dut faire face dans l'après-guerre. La haute technologie fut et resta la principale caractéristique de la culture nippone d'après-guerre, se développant en l'absence de réel conflit de religion, de classe ou de race, à une époque où l'ultra-nationalisme avait en grande partie disparu. Le développement économique fut principalement le fait du secteur privé et de quelques aides officielles au tout début du transfert technologique. Des leçons furent tirées de l'expérience de l'avant-guerre mais au prix élevé de la défaite de la fin de la Deuxième Guerre mondiale.

LA PÉNINSULE CORÉENNE

À la fin du XIX^e siècle, l'adoption d'une politique d'ouverture des ports permit l'introduction, dans la péninsule coréenne, des sciences et technologies de l'Occident.

En 1898, la famille royale coréenne créa une co-entreprise entre la Seoul Electric Company (Hansong) et un Américain du nom de Colbran. En conséquence, le premier tramway apparut dans les rues de Séoul. En 1900, un système moderne d'éclairage électrique fut également mis en place à Séoul. Au début du XX^e siècle, deux lignes de chemin de fer, Séoul-Pusan et Séoul-Sinuiju, furent construites par les Japonais.

En 1904-1905, la Corée fut contrainte d'accepter la «protection» du Japon, ce qui fut à l'origine de la naissance du mouvement national d'indépendance bourgeois et du mouvement patriotique éclairé. Bien que distincts, ces deux mouvements formèrent l'environnement politique et culturel dominant. La Société du nouveau peuple, accompagnée d'autres organisations éclairées, prit la tête d'un mouvement culturel et éducatif nouveau. Avant 1910, année où le Japon finit par «annexer» la péninsule, il existait en Corée 3 000 écoles privées modernes. La culture et la pensée féodales étaient en train de céder la place à l'introduction des sciences modernes, l'histoire, la géographie, le droit et les mathématiques. Les théories d'Auguste Comte, Hegel, Bacon et d'autres philosophes modernes furent largement diffusées.

Ce mouvement culturel nouveau entendait éveiller la conscience du peuple et combattre les colonisateurs japonais. Repris par plusieurs journaux internationaux, des articles de deux précurseurs du mouvement, Chang Chivon et Huang Hyun, condamnant l'annexion par le Japon, attisèrent la colère des Coréens.

Après l'annexion de la Corée, le gouvernement général japonais publia une loi sur l'éducation soumettant les écoles à son contrôle strict. Les Coréens furent obligés de prendre des noms japonais et les jeunes Coréens furent tenus dans l'ignorance de leur propre culture. Entre 1910 et 1922, le nombre d'écoles privées en Corée chuta de 2 000 à 600.

En 1919, le mouvement d'indépendance nationale du 1er mars et la déclaration d'indépendance émise à Tokyo par 33 partisans indépendantistes encouragèrent le peuple coréen à résister à l'occupant et à se libérer. Après ce mouvement, le marxisme et le léninisme furent introduits en Corée. Des groupes marxistes, tels que la Fédération du Prolétariat, le Club de lecture et la Société de recherche en sciences sociales, apparurent à Séoul, Pyongyang, Pusan, Taegu, Hamhung, Wonsan, Inchon et dans d'autres centres industriels ainsi que dans certaines régions rurales. Des magazines tels que Nouvelle vie et Lumière de la Corée furent publiés et propagèrent le marxisme et le léninisme. Divers groupes de résistance ainsi que des partis et organisations politiques furent également fondés, dans l'optique d'expulser l'envahisseur japonais et de recouvrer l'indépendance.

Au début du XX^e siècle, les sciences et les technologies coréennes pro-

gressèrent peu, malgré la publication de L'histoire des sciences en Corée

de Hong Yi-sup, et le développement de la construction de ponts et de navires. En 1917, des écoles visant à former des spécialistes des sciences et des technologies virent le jour. Cependant, fin 1944, seuls 266 étudiants diplômés sortirent de ces établissements et à la fin de la Seconde Guerre mondiale, on ne comptait que 700 étudiants diplômés des écoles industrielles spécialisées de Kyongsong et de Daedong et de l'école minière de Kyongsong.

En 1931, la fondation de la Société pour l'étude de la langue coréenne fut à l'origine de la réforme des caractères coréens. Elle fut ainsi amenée à réaliser un *Dictionnaire coréen* et *un Principe d'harmonisation de l'orthographe de l'alphabet coréen*. Au-delà de leur nature académique, ces œuvres constituèrent un progrès pour l'ensemble du milieu lettré. En 1933, le nouveau système orthographique initié par la Société avait gagné tout le pays.

Les graines de la nouvelle littérature plantées au début du XX^e siècle commencèrent à germer et sortir de terre 20 ans plus tard. L'école de la nouvelle tendance (dite «pure») fut fondée en 1923 et prit rapidement de l'ampleur. La KAPF, de l'espéranto *Korea Artista proleta Federacio*, créée en 1925, porta la littérature «pure» à son apogée. Dans le même temps, la littérature anti-japonaise connut un réel essor. Les poètes Han Yong-un et Yi Yuk-sa et les écrivains Yi Sang-hwa, Sim Hun et Hyon Chin-gon furent les figures représentatives de l'époque. *Votre silence* de Han Yong-un, *Ce jour-là* de Sim Hun et *Pauvre épouse* de Hyon Chin-gon en sont de véritables chefs-d'œuvre.

La République populaire démocratique de Corée

Au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, la péninsule coréenne fut divisée en deux parties, Nord et Sud, qui établirent chacune leur propre gouvernement en 1948. La guerre entre les deux Corées dura de 1950 à 1953 et dévasta toute la péninsule.

Depuis plus d'un demi-siècle, les systèmes politiques de l'une et l'autre Corées les opposent. Le Nord suit un système socialiste strict, tandis que le Sud a adopté le parlementarisme.

Le *juche*, dogme fondateur de la République populaire démocratique de Corée (RPDC, Corée du Nord), et le parti des travailleurs de Corée sont particulièrement attachés aux principes de l'initiative à partir d'une vision politique propre, de l'indépendance économique et du développement autonome.

La RPDC est très attentive à l'éducation. Peu après la création du pays, l'analphabétisme fut éliminé et les 2,3 millions d'illettrés, qui représentaient alors 25 % de la population totale, apprirent à lire et à écrire. Dès

septembre 1972, un système éducatif de 11 années obligatoires fut mis en place et en septembre 1977, les grandes lignes d'une éducation socialiste furent formulées. Aujourd'hui en RPDC, les enfants sont scolarisés, de la garderie jusqu'au lycée. La république compte par ailleurs, outre l'université Kim Il-sung, 170 autres établissements d'enseignement supérieur et plus de 500 écoles d'enseignement secondaire spécialisé.

L'Académie coréenne des sciences fut fondée en décembre 1952, avant d'être scindée en Académie des sciences et Académie des sciences sociales en février 1964. Puis les Académies de médecine, de l'industrie légère, de l'éducation et de l'agriculture furent à leur tour créées. Les années 1970 virent la création d'un institut au sein de l'Académie des sciences sociales chargé d'étudier l'idéologie du *juche*. La Corée du Nord compte actuellement plus d'un million d'experts en science et technologie. En un demisiècle, elle a accompli de grands progrès dans ces domaines, notamment en matière de production de fertilisants à base de charbon épuré, de fabrication de vanilline à partir de carbonate de chaux et ou encore de fibres textiles à partir de roseaux. Dans les années 1980, les industries de la métallurgie et du moulage progressèrent également et des fibres et du caoutchouc synthétiques purent également être fabriqués dans le pays. Le développement de sa capacité nucléaire ces dernières années dénote également un niveau certain de compétences scientifiques.

Depuis les années 1970, les arts tout comme les sports ont considérablement évolué. La fédération générale d'arts et de littérature, rassemblant diverses associations d'écrivains, musiciens, artistes et cinéastes, a produit des œuvres littéraires et artistiques et présenté des divertissements conformes aux principes esthétiques du juche. L'opéra Océan indomptable, les romans L'année 1932 et Le temps de Pyongyang, le roman historique La guerre des paysans 1894–1895 et le film Quatorze hivers et quatorze printemps furent tous très bien accueillis par les critiques.

Dans le domaine sportif, les Coréens ont battu des records olympiques et mondiaux au tir. En tennis de table, les membres de son équipe féminine ont décroché l'or lors des 33^e et 34^e championnats du monde. Un rassemblement de la jeunesse s'est tenu à Pyongyang en juillet 1989, auquel des étudiants de 180 pays et régions, des représentants de plus de 60 organisations internationales et 470 hauts responsables de 90 pays ont pris part.

La République de Corée

La République de Corée (Corée du Sud), instituée le 15 août 1948, connut aussi de grandes réussites en matière d'éducation, de science, de technologie et de culture lors de ses cinquante premières années d'existence. Dans la

deuxième moitié des années 1980, son économie s'envola, et avec d'autres pays en développement dynamiques de la région, elle devint l'un des «tigres» de l'économie du continent asiatique.

La République de Corée adopta un système éducatif spécifique rendant l'école obligatoire durant le primaire. Au-delà, cependant, elle propose deux types d'éducation: l'éducation formelle, qui englobe les premier et second cycles, les lycées traditionnels et professionnels puis l'université et l'enseignement supérieur d'une part, et l'éducation parallèle, incluant l'école citoyenne, les cours par correspondance et radiodiffusés et la formation professionnelle, d'autre part. Les dépenses pour l'éducation représentent 22,8 % du budget global du gouvernement et 3,2 % à 3,4 % du PNB annuel. En conséquence, les structures éducatives se sont rapidement développées. Selon des chiffres de 1991, la Corée du Sud comptait 8 400 jardins d'enfants, 6 000 écoles primaires, 2 500 écoles secondaires de premier cycle et 580 établissements d'enseignement supérieur, accueillant 4,75 millions d'élèves de primaire, obligatoirement scolarisés et qui, à 99,5 %, poursuivent en secondaire, 2,23 millions de lycéens et 1,54 million d'étudiants.

En 1954, un an après la fin de la guerre de Corée, premier du genre, l'Institut des sciences du ministère de la Défense fut créé. En 1958, le Parlement vota une loi sur l'énergie atomique et un an plus tard, l'Institut à l'énergie atomique fut fondé.

Depuis 1962, la république de Corée promulgue des plans quinquennaux pour développer son économie et promouvoir ses sciences et ses technologies. Le 1^{er} avril 1967, au début du second plan quinquennal, le ministère des Sciences et des Technologies fut créé, un conseiller d'État en fut nommé responsable et le pays célébra sa première Journée des sciences et des technologies, marquant le début d'une impulsion nouvelle visant à développer sa capacité nationale en science et technologie. L'Institut de recherche scientifique et technologique de Corée et l'Académie coréenne des sciences furent respectivement fondés en 1968 et 1971. Un fonds pour la recherche fut également créé afin d'assurer aux universitaires les financements nécessaires à leurs travaux. Le pays put ainsi se doter d'une structure complète pour la recherche scientifique et technologique. En 1973, la Corée du Sud lança un mouvement scientifique national afin d'obtenir une reconnaissance internationale du savoir-faire technologique coréen et se fixa pour objectif de devenir l'une des 10 superpuissances mondiales en matière de sciences et technologies.

En 1978, un réacteur nucléaire fut construit pour produire de l'électricité à des fins commerciales. À la fin des années 1980, 12 centrales nucléaires avaient été construites et fin 1991, la puissance utile des centrales nucléaires était de 17 616 millions de kW, soit 47% de l'électricité totale générée dans le pays. Les industries navales se développèrent également rapidement. Des

années 1970 aux années 1990, la production automobile passa de 30 000 véhicules à 1,96 million par an, faisant de la République de Corée un des plus grands constructeurs au monde, bien que son territoire ne dépasse pas 100 000 kilomètres carrés. Dans les années 1960, la technologie électronique dans le pays se résumait au simple assemblage de semi-conducteurs et de radios; elle recouvre aujourd'hui la production d'appareils de haute technologie tels que des systèmes complets de transmission d'informations, des téléviseurs couleurs numériques géants et des lecteurs laser. La Corée duSud est désormais le second fabricant mondial de magnétoscopes, fours à microondes et télécopieurs. Elle se place aussi au troisième rang mondial pour la fabrication de téléviseurs couleurs et de téléphones.

Pour atteindre son objectif de superpuissance en science et technologie, le gouvernement coréen et les chercheurs ont œuvré pendant 20 ans à l'édification de la Cité des sciences de Taedok, un pôle scientifique et de recherche et développement achevé au début des années 1990. De nombreux instituts de recherche et industries s'y sont implantés et plus de 70 000 experts y travaillent pour l'Institut coréen des sciences fondamentales, l'Institut de recherche sur l'énergie atomique, l'Institut de recherche en électronique et télécommunication et l'université Chungnam. Une cité semblable est actuellement en construction dans la région de Kwangju. Les autorités locales de Pusan, Taegu, Jeonju et Kangnung ont également lancé des projets similaires en 1993.

Durant l'automne 1993, Taejon a accueilli l'EXPO 93, devenant ainsi la troisième ville, après Osaka et Tsukuba au Japon, à héberger une foire internationale des sciences et technologies. Officiellement baptisée *Daejeon International Exposition*, cet événement a été une sorte d'olympiade technologique couvrant les domaines de l'économie, des sciences, de la technologie et de la culture. À cette occasion, les scientifiques coréens ont fait la preuve de leurs avancées en utilisation des ressources, communication de l'information, exploration spatiale, sciences de la vie et protection environnementale.

La société coréenne d'après-guerre connut une évolution multiple. Durant 36 ans de domination coloniale et au terme de trois années de guerre au début des années 1950, le peuple connut les privations et n'eut plus aucune confiance en l'avenir. L'existentialisme occidental s'implanta et influença une nouvelle génération d'artistes et écrivains. Le *Recueil poétique de Jean* de Chang Yong-hack, et *La place*, un best-seller de Choe In-hoon, en sont représentatifs. Après les années 1970 et l'industrialisation de la République de Corée, le conflit social devint de plus en plus évident, les deux principaux courants idéologiques prônant soit la «participation» soit la «résistance». Le poème «Ozek», écrit par le poète et militant politique Kim Ji-ha, appela à la réflexion par sa critique de l'injustice sociale.

Malgré l'influence de la culture américaine, de nombreuses traditions chinoises perdurèrent. Les Sud-Coréens sont toujours fidèles au boud-dhisme et au taoïsme, notamment aux rites confucéens. Le contact avec la philosophie occidentale intensifia l'intérêt pour la culture et l'idéologie traditionnelles.

La Corée du Sud a impressionné le monde en matière de sports, notamment en jeux de balles, sports nautiques, lutte, boxe et *weiqi* (jeu de Go). En 1982, lors des jeux Asiatiques de New Delhi, la République de Corée termina troisième au classement général, puis seconde, quatre ans plus tard, lors des jeux Asiatiques de Séoul. À Los Angeles en 1984, elle remporta 19 médailles dont six d'or, six d'argent et sept de bronze. Les jeux Olympiques de Séoul de 1988 marquèrent l'histoire des sports coréens, la Corée du Sud étant le second pays d'Asie, après le Japon, et Séoul la deuxième capitale d'un pays en développement après Mexico, à accueillir les Jeux. Le centre olympique, le parc olympique, le village des athlètes et le centre de presse furent spécialement construits pour répondre aux besoins de l'événement. La Corée du Sud gagna le titre de grande puissance sportive en arrivant quatrième de la compétition avec 16 médailles d'or, 10 d'argent et 11 de bronze.

LA MONGOLIE

À l'aube du XX^e siècle, la Mongolie manifestait peu d'intérêt pour les sciences et la culture. Influencés par le soutien accordé par le gouvernement au bouddhisme lamaïste — la secte du « bonnet jaune » — de nombreux hommes se faisaient moines. Les chiffres indiquent qu'à la fin de la dynastie Qing, 747 temples accueillaient 105 577 moines en Mongolie-Extérieure, soit approximativement 44 % de la population masculine. Avant 1912, il n'existait aucun établissement d'enseignement laïc en Mongolie-Extérieure. En dépit de l'apparition des premiers signes de modernisation dans cette partie du pays — par exemple, on y trouvait en 1915 des centrales électriques, des ateliers de réparation d'armes à feu, de petites imprimeries, des compagnies de téléphone et des centres télégraphiques — ces activités «modernes» ne représentaient cependant qu'une part négligeable de l'économie nationale.

En juillet 1921, le gouvernement populaire de Mongolie, une monarchie constitutionnelle, fut instauré à Oulan-Bator avec l'aide de l'Armée rouge soviétique. En novembre 1924, le Grand Khoural, l'assemblée législative mongole, se réunit pour la première fois pour ratifier la constitution et entériner la création de la République populaire de Mongolie.

À partir de 1921, les sciences, les technologies et la culture mongoles connurent trois phases de développement, reflétant l'évolution de la situation politique et économique du pays.

1921-1940: essor d'une culture démocratique dans un système non-capitaliste

La première phase de l'essor d'une culture démocratique en Mongolie commença par une campagne visant à éradiquer l'analphabétisme. Cette campagne s'adressait non seulement au bas peuple mais aussi aux simples moines. De 1935 à 1937, plus de 20 000 jeunes moines apprirent à lire et à écrire le mongol. En 1940, 28,8 % des Mongols de plus de 8 ans savaient lire et écrire — l'une des principales réussites de la première phase de la révolution culturelle mongole. La première école primaire de Mongolie ouvrit ses portes en 1921 dans la capitale, Oulan-Bator, et à partir de 1922, des écoles accueillant des enfants de toutes conditions virent progressivement le jour dans chaque ligue et bannière (unités administratives socio-militaires), ainsi que dans les zones les plus habitées. Une école de gestion financière fut créée en 1925. L'année suivante, le pays se dota d'une école vétérinaire, d'une école des télécommunications et d'une école d'infirmières tandis que la première école normale vit le jour en 1928. En 1940, le pays comptait 319 écoles primaires, le nombre total d'élèves ne cessant d'augmenter rapidement: en tout, plus de 24 300 enfants fréquentaient écoles primaires et secondaires, soit 20% de la population d'âge scolaire à l'époque. De plus, la même année, sept établissements professionnels accueillaient 1 332 élèves, soit 1,8 % de la population. Outre l'enseignement dispensé dans ces établissements, plus de 3 000 personnes bénéficiaient par ailleurs d'une formation professionnelle.

Dans le domaine scientifique, la première institution de Mongolie, l'Institut d'économie, fut fondée en novembre 1921. Cet institut mena des recherches en langues, littérature, histoire et coutumes populaires. En décembre 1930, il fut agrandi et devint le Comité des sciences, auquel les départements de recherche sur l'agriculture et la géologie furent ajoutés. L'Institut mongol d'économie et son successeur, le Comité des sciences, contribuèrent grandement à faire avancer la recherche en littérature, histoire, géographie, géologie, botanique et zootechnie mongoles. Les diverses cartes que l'un et l'autre éditèrent furent d'une grande utilité lors du découpage administratif du pays ainsi que dans le cadre de l'exploitation de ses ressources naturelles et des prévisions en matière de répartition des industries sur son territoire. De plus, les études de l'Institut sur les pratiques traditionnelles d'élevage permirent d'améliorer la qualité des troupeaux mongols et d'en accroître la productivité.

Dans les années 1920 et 1930, la littérature mongole moderne s'épanouit. «Yin He Ma», «Hu Qin Hu», «Scène de campagne», «Larmes de la première lune», ainsi que le long poème «Ma Mère Patrie», tous signés D. Natsagdordj, ou le roman *La fille rejetée* et le poème «La mère aux

cheveux blancs» de T. Damdinsuren furent parmi les créations littéraires les plus célèbres de l'époque, par deux des pères fondateurs de la littérature mongole moderne.

Le rideau se leva sur les œuvres théâtrales mongoles lors de la représentation, en 1922, de la pièce *Le ministre de Sando. Les trois montagnes* de Natsagdordj, *La vérité* de S. Buyanemiikh, *À peine 18 ans* de S. Ayouxi et *La meute de loups* de D. Namudage furent parmi les pièces les plus célèbres des années 1920 et 1930.

Les arts visuels et la musique s'épanouirent également à cette époque. Les peintres Paledu Shalabu et D. Manebadar sont particulièrement connus, Manebadar, profondément imprégné des beaux-arts populaires mongols excellant dans l'utilisation des motifs décoratifs traditionnels. Le musicien de plus influent de l'époque fut M. Dugarzhabu, un des pères de la musique mongole moderne, dont les œuvres *Le drapeau rouge*, *Bienfaisante Mongolie* et *Petits vachers* sont encore jouées aujourd'hui.

La première salle de cinéma du pays, la Maison populaire du cinéma, ouvrit ses portes à Oulan-Bator en 1934. Le premier studio cinématographique mongol fut créé en 1936, le premier film à y être tourné étant *Homme mongol*. En 1931, avec l'aide de l'Union soviétique, la Mongolie construisit sa première station de radio, qui commença à émettre au mois de mai de la même année.

Le premier hôpital moderne de Mongolie ouvrit en octobre 1925 à Oulan-Bator, avec des médecins russes. En 1940, le pays comptait en tout 20 hôpitaux, dont dépendaient 177 annexes et cliniques et où exerçaient 923 médecins et infirmiers mongols.

Avant les années 1920, les activités sportives pratiquées en Mongolie étaient essentiellement des jeux traditionnels tels que la course équestre, la lutte et le tir à l'arc, réservés aux hommes. Puis dans les années 1920, les sports modernes commencèrent à se développer, faisant de plus en plus d'adeptes dans l'armée, les écoles et parmi les jeunes.

1941-1990 : délaisser le capitalisme pour élaborer et construire une culture socialiste

Le gouvernement mongol parvint à lutter efficacement contre l'analphabétisme. Selon les chiffres de 1971, 67% de la population âgée de 13 à 49 ans avaient atteint un niveau d'éducation égal ou supérieur à celui de l'enseignement primaire. En 1975, ce chiffre était passé à 74%. Dans le cadre de la lutte contre l'analphabétisme, les autorités mongoles décidèrent de réformer le système d'écriture, substituant le mongol moderne au mongol ancien, accélérant ainsi dans une certaine mesure la campagne d'alphabétisation. L'essor de l'enseignement classique et professionnel fut également rapide.

En 1960, la Mongolie atteignit son objectif de voir tous ses enfants en âge scolaire recevoir un enseignement primaire. En 1962, si on comptait 419 écoles classiques, ce chiffre passa à 570 en 1978. Par ailleurs, des écoles spécialisées furent créées pour les orphelins ou les handicapés physiques et mentaux. En 1965, le pays possédait 10 écoles professionnelles, formant 2 000 élèves; en 1980, il comptait 37 établissements de ce type accueillant 22 100 jeunes. Entre 1960 et 1980, le nombre d'élèves du secondaire fut plus que multiplié par trois, passant de 6 900 à 23 200.

L'Union soviétique et d'autres pays aidèrent également la Mongolie au développement de ses ressources humaines, formant plus de 2 200 experts dans leurs universités et instituts d'enseignement supérieur. Entre 1940 et 1960, plus de 90% des chercheurs scientifiques mongols obtirent leurs diplômes d'enseignement supérieur en Union soviétique. L'université nationale de Mongolie fut fondée en octobre 1942. De 1942 à 1991, plus de 27 300 étudiants en ressortirent diplômés, parmi lesquels 71 docteurs en science, 671 assistants de recherche, 26 professeurs, 65 maîtres de conférence, 30 membres de l'Académie des sciences, trois héros nationaux du travail et 29 personnes ayant reçu une distinction nationale. Aujourd'hui, l'université nationale de Mongolie comprend quatre instituts de recherche et d'enseignement scientifiques, deux collèges et centres de recherche affiliés, plus d'une douzaine de laboratoires, quatre départements, 40 unités de formation et de recherche, près de 400 personnels d'enseignement et de recherche et forme 2 390 étudiants de premier et deuxième cycles et plus de 60 étudiants de troisième cycle.

Avec l'expansion de l'effort scientifique en Mongolie, les institutions scientifiques du pays connurent plusieurs remaniements. En mai 1961, le Comité des sciences et le Comité de l'enseignement supérieur furent fusionnés pour former l'Académie mongole des sciences. Cependant, les bases de la science et des technologies mongoles restèrent d'un niveau relativement faible et les avancées très progressives. Quelques projets scientifiques aboutirent néanmoins à cette époque, notamment dans le domaine de l'élevage et de la médecine vétérinaire, donnant lieu à des publications universitaires de qualité telles que La chirurgie dans le traitement des vertiges chez le yak ou Les moutons du Gobi et de l'Altaï. Les pratiques d'élevage et les soins vétérinaires commencèrent à se moderniser et de nouvelles races furent introduites comme le mouton «Orhon» à la laine relativement fine et la chèvre Gurvan Saikhan de Gobi. En agriculture, un nouveau blé dit «Orhon» fut introduit et de nouvelles variétés d'arbres fruitiers furent testées. Les recherches en géologie et géographie se multiplièrent rapidement et la prospection de gisements de minérais obtint certains succès. L'exploration et l'exploitation minières dans la région d'Erdenet, où se trouvent les plus vastes gisements de cuivre et de molyb-

dène du pays, représentent, depuis plus de 20 ans, la plus belle réussite de l'histoire de l'exploitation minière mongole et de la coopération entre la Mongolie et l'Union soviétique. La production de cuivre et de molybdène de cette province a constitué la principale source de devises étrangères de la Mongolie et a été l'un des piliers de son économie. Depuis les années 1960, la Mongolie a exploré plus de cinq cents sites de gisements minéraux dont des gisements de surface, afin d'y trouver des métaux rares et précieux, des métaux ferreux, du charbon et des pierres précieuses. Les géologues mongols ont dessiné des cartes géologiques à diverses échelles et ont publié, en collaboration avec des géographes, un *Atlas de la République populaire de Mongolie*, s'organisant en deux grandes parties: «Conditions naturelles et ressources», et «Économie nationale». Composé de 144 pages, l'atlas contient 276 cartes et graphiques et s'emploie à analyser la géographie physique, économique et politique de la Mongolie.

Dans le domaine de l'exploration spatiale, le cosmonaute mongol Gurragcha participa avec succès à une mission menée sous l'égide de l'Union soviétique en 1981.

Dans le domaine des sciences sociales, les scientifiques mongols ont mené des recherches très poussées sur l'histoire, la langue, la littérature, la philosophie et l'économie de leur pays et ont publié de nombreux ouvrages, dont une Histoire générale de la République populaire de Mongolie, une Ethnologie de la République populaire de Mongolie, ou encore La langue mongole moderne, La grammaire et la structure phonétique du mongol moderne, une Encyclopédie de la jeunesse et un Dictionnaire complet des coutumes mongoles.

La littérature mongole s'est épanouie dans les années 1940, essentiellement autour d'ouvrages chantant les louanges du patriotisme du peuple mongol lors de la Deuxième Guerre mondiale et l'amitié entre la Mongolie et l'Union soviétique. Dans les années 1950, la publication des romans L'aurore et Dans l'Altaï marqua une nouvelle étape dans l'évolution de la littérature mongole. Dans les années 1960, les romans La claire Tamir, Des années troublées, Torrents de montagne, Les chaises mouvantes, Un grand destin et Le claquement des sabots furent publiés ainsi que des recueils de poésie de Gaitav, Yavuukhuulan et Puribudaorji. L'ouvrage qui fut le plus populaire fut *La claire Tamir* de Lodaidamba, évocation poignante de la vie et des coutumes de la société mongole dans les années 1920. À partir des années 1940, les œuvres théâtrales mongoles évoluèrent soudainement; de nombreuses pièces aux thèmes complexes et riches furent mises en scène, notamment les pièces historiques La sagesse de la reine de la mer Mandu, Arquirshana et Le Khan de la Shalai ou encore L'anniversaire et Frères, deux œuvres rappelant la lutte qui avait uni Mongols et Soviétiques contre l'armée japonaise lors de la Deuxième Guerre mondiale, et d'autres pièces

ayant pour thème la vie du peuple mongol après la guerre. Dans les années 1940, le cinéma mongol fit essentiellement l'éloge du patriotisme.

Les avancées de la Mongolie en termes de médecine et de soins furent, elles aussi, rapides. En 1960, le pays comptait 630 hôpitaux et cliniques, dotés de 8 303 lits. Ces données avaient considérablement augmenté en 1980, la Mongolie possédant alors 2 541 hôpitaux et cliniques et 16 503 lits, la santé publique ayant par ailleurs atteint un niveau relativement élevé.

Depuis 1991 : la crise économique et ses effets sur la science et la culture mongoles

Après l'effondrement du système socialiste et la désintégration de l'Union soviétique, les échanges commerciaux périclitèrent de 1989 à 1993. À partir de l'automne 1990, la situation économique de la Mongolie s'est continuellement dégradée. Par exemple, le produit national brut de 1991 baissa de 16,1 et 12,8% respectivement par rapport à 1989 et 1990; la production industrielle enregistra une baisse de 16,7 et 11,7% et la production agricole (élevage compris) baissa, pour sa part, de 6 et 2,4%. En 1992, l'économie mongole continuait sur le chemin du déclin.

Le déclin eut des répercussions sur la production culturelle, entraîna une réduction des fonds pour la recherche scientifique et une stagnation dans le domaine de l'éducation. Si l'on prend ce secteur en exemple, en 1991, quelque 20 100 élèves abandonnèrent l'école; seuls 11 % des constructions d'écoles prévues furent menées à bien et l'ouverture de 109 écoles retardée. Près de 45,5 % des bâtiments devant accueillir des crèches furent affectés à d'autres fins tandis que 22 % des bâtiments menaçaient de s'écrouler. Dans les zones rurales, il manquait plus de 430 enseignants dans les écoles et maternelles. Cependant, même si depuis 1994 l'économie tend à se redresser, affichant une croissance de 6,3 % cette année-là, le retard accumulé dans les domaines culturel et scientifique reste important.

L'ASIE CENTRALE

Entre les XVII^e et XIX^e siècles, la situation socio-économique de l'Asie centrale n'évolua guère. Le système féodal perdura en dépit de l'apparition, au sein de la société, de relations capitalistes. La société reposait bizarrement sur une économie essentiellement féodale, des relations sociales de type patriarcal et de nombreux modes de vie hérités d'un passé tribal. La notion tribale était en réalité une trouvaille juridique masquant la possession privée de la terre et du bétail. La propriété féodale côtoyait une structure étatique peu centralisée ni unifiée sur le plan intérieur. L'exploitation et le

pouvoir arbitraire se renforcèrent au fil des ans. La rente féodale devint de plus en plus ruineuse. Le système des terres allouées et des *waqfs* — terme islamique désignant des terres appartenant au clergé — permettait à la classe dirigeante de conserver sa richesse. La traite des esclaves existait depuis des temps anciens dans toute la région, en particulier à Boukhara et Khiva. Selon Arminius Vambery, voyageur érudit du XIX^e siècle, la ville de Boukhara comptait à elle seule 20 000 esclaves. Les différences de classe étaient relativement importantes. Les producteurs intermédiaires et les paysans, soumis à la *kharadj*, étaient exploités par l'État. À Boukhara, par exemple, de nombreuses taxes avaient été mises en place, dont un impôt de guerre extraordinaire. Les abus de la classe dirigeante provoquèrent un grand soulèvement chez les Kiptchaks en 1821.

À plusieurs reprises, lorsque le pouvoir arbitraire et la coercition devinrent intolérables, notamment de la part des autorités de Khiva et de Boukhara, des groupes de Turkmènes émigrèrent dans la région d'Astrabad tandis que les Tadjiks et Ouzbeks partirent en Afghanistan. Le nordest du khanat était peuplé de Karakalpaks, venus s'installer entre les bras du fleuve Amou-Daria au début du XIX^e siècle. Leur économie reposait sur l'agriculture et l'élevage de bétail. Ici les seigneurs féodaux ouzbeks tenaient sous leur domination les populations sans terre et jouaient un rôle important dans la vie sociale et politique du khanat de Khiva. Les conflits militaires entre les khans de Boukhara et de Khiva étaient fréquents. Une tribu turkmène, les Yomouts, fut la principale instigatrice de l'invasion de Khiva. Les Karakalpaks, privés du soutien militaire de l'émir de Boukhara, durent se soumettre à Khiva pendant la première décennie du XIX^e siècle. Le khan Mohammed Rakhim joua un rôle majeur dans le khanat de Khiva lors de la première moitié du XIX^e siècle. Il réussit à centraliser une grande partie de l'État et à renforcer le pouvoir central. Au terme de plusieurs guerres, il prit les régions proches de l'Aral. Il lança également plusieurs campagnes contre les Kazakhs. Merv, important centre turkmène, se soumit à Khiva en 1822 et vint élargir son territoire. Le nouvel état en formation était en grande partie dominé par le clergé, qui jouissait de certains privilèges. Ses forces armées étaient principalement représentées par des *noukers*, chargés de courir devant ou derrière les cavaliers. La moitié des terres cultivées appartenait au khan et à sa famille et étaient louées, aux termes de la loi, au clergé, aux marchands et à la population. Des taxes foncières étaient prélevées en espèces et en natures. Les Turkmènes, les Karakalpaks et les Kazakhs étaient les plus lourdement assujettis et le nombre d'esclaves était bien plus élevé que dans les états féodaux voisins. Le pouvoir arbitraire et la violence provoquèrent un soulèvement dirigé par Er Nazar, chef karakalpak dont l'héroïsme restera à jamais gravé dans l'histoire de son peuple.

Jusqu'à la fin du XIXe siècle, une certaine unification se profila entre les groupes de population hétérogènes de la vallée de Ferghana sous le khan Umar (1809–1822) et son successeur Madali (1822–1824). La ville de Kokand avait été fondée dans cette vallée, entourée de zones densément peuplées, dès le milieu du XVIII^e siècle. La noblesse, possédant de vastes propriétés terriennes, dominait la région et ses habitants. Au XIX^e siècle, la domination politique passa aux mains de *hodias* de Ferghana, qui conservèrent le pouvoir un certain temps. Le deuxième groupe de la classe dominante rassemblait les propriétaires terriens moyens, piliers du pouvoir de l'État à la tête des forces armées du khanat. Les plus hauts dignitaires religieux, représentés par les *cadis* ou juges, de Boukhara et Khiva, supervisaient toutes les activités du clergé. Selon Mohammed Khakim, historien local, la ville de Kokand aurait compté près de 40 000 officiels. Tout comme dans les États voisins, les propriétaires de waqfs bénéficiaient de grandes ressources financières. La *kharadj* était la principale taxe imposée à la plupart des paysans sans terres, également tenus de les louer en fermage. Les revenus qu'ils dégageaient des petites parcelles étaient dérisoires et ils devaient souvent s'astreindre à la corvée en échange de leurs taxes. Les paysans étaient légalement libres mais leurs dettes envers l'État ainsi que leur dépendance économique à l'égard des grands propriétaires les privaient de toute liberté en pratique. Les Kiptchaks conservèrent leur organisation patriarcale traditionnelle, avec de puissants chefs tribaux. Les peuples nomades, notamment les Kirghiz du khanat de Kokand, préservèrent les

chartes par lesquelles les khans leur avaient octroyé leurs terres.

En matière de culture et d'éducation, il existait deux types d'écoles dans cette partie de l'Orient islamique. Les maktabs, ou écoles primaires coraniques, accueillaient les enfants de 6 à 15 ans. À leur sortie de l'école, ils devaient maîtriser les devoirs fondamentaux d'un musulman et comprendre les dogmes religieux. Les cours étaient dispensés en arabe et en farsi. Dans les plus grandes villes, des écoles réservées aux filles leur enseignaient les rudiments. Les nomades kirghizes, kazakhs et turkmènes possédaient eux aussi des écoles de ce type. Les écoles musulmanes de niveau supérieur s'appelaient des madrasas. Elles étaient également confessionnelles, avec un programme reposant essentiellement sur la théologie scolastique, la charia ainsi que le canon musulman. Les établissements scolaires étaient financés grâce aux revenus des waqfs et d'autres biens. Maktabs et madrasas se trouvaient le plus souvent dans les grandes villes, notamment Boukhara, Samarkand et de nombreuses autres. L'éducation était entièrement entre les mains du clergé et le niveau des connaissances était généralement faible.

Néanmoins, les *madrasas* de Boukhara attiraient de nombreux élèves venus de toute l'Asie centrale mais également des régions de la Volga et

d'Orenbourg. Depuis l'Antiquité, Boukhara jouissait d'une réputation de ville sainte et était également un centre tourné vers les sciences et la formation.

De manière générale, les villes centrales, comme Boukhara et Samarkand, revêtent un intérêt historique et culturel majeur. Les *madrasas*, qui jouèrent un rôle important dans la vie de la région, donnèrent au monde de célèbres penseurs tels qu'Al-Biruni, Avicenne et Nasser Khosrô. Des monuments aussi splendides que le mausolée des Samanides (IX^e siècle) de Boukhara, la mosquée Kalyan et la *madrasa* Miri-Arab (XV^e siècle), la mosquée Baland et l'ensemble Khodja Zain-al-din (XVI^e siècle) et les grands mausolées de Shah-i-Zindah, Bibi-Khanum et Gour-Emir sont connus dans le monde entier.

Avec la théologie officielle, le soufisme et ses derviches, dont le plus important, Hodja Baha-ud-dîn, fut un contemporain de Tamerlan, jouèrent un rôle majeur dans la région. L'écrivain Sadriddin Aini fit un jour une remarque sur ces splendides monuments: « avec leurs façades magnifiques et luxueuses et leurs intérieurs exigus et inconfortables, ces bâtiments semblent refléter l'hypocrisie, l'hostilité et la splendeur extérieure de l'époque féodale ».

Vers la fin du XVIII^e siècle et au début du XIX^e siècle, les relations commerciales enregistrèrent certains progrès. Quelques individus possédaient à la fois les grandes propriétés foncières et les entreprises commerciales et artisanales. Mais le féodalisme constituait un frein à ces évolutions. Les frontières ainsi que les conflits intermittents et les guerres entre les trois grands khanats entravaient ou interdisaient les relations économiques entre la population et entre les villes.

Le khanat féodal était un État peu centralisé. L'exploitation et le pouvoir arbitraire féodal se renforcèrent au fil des ans. À Boukhara, un nouvel impôt sur les bazars, l'aminona, fut instauré et l'émir Nasrullah introduisit la yarga et la confiscation des biens. Cela conduisit en 1859 à une guerre civile, les Kazakhs, les Karakalpaks et les Turkmènes assiégeant la capitale de la dynastie de Koungrad. Lors de la seconde moitié du XIX^e siècle, l'impérialisme britannique devint plus agressif. En même temps, la politique du gouvernement tsariste dans la région était dictée par les ambitions coloniales des capitalistes russes, à la recherche de marchés étrangers, ainsi que par sa situation stratégique. La conquête se fit tantôt par la force, tantôt de manière plus pacifique.

En 1861, le gouverneur général d'Orenbourg projeta de prendre le Turkestan et Tachkent. Il dépêcha deux détachements, l'un commandé par le colonel Mikhail Tcherniaev, l'autre dirigé par le colonel Nikolai Aleksandrovich Veriovkin. En mai 1864, Tcherniaev assiégea et prit Aulie-Ata, et Veriovkin entra dans l'important centre culturel qu'était Tachkent. En

L'Asie de l'Est 1957

septembre 1864, Tcherniaev commença à assiéger Tchimkent, appartenant alors au khanat de Kokand, et prit la ville après plusieurs confrontations avec les troupes de Kokand. En octobre 1865, Tcherniaev atteignit la forteresse de Niezbek, où il vainquit les troupes de Boukhara, et prit Tachkent. Pour accélérer la conquête, le général Romanovski fut envoyé au Turkestan pour remplacer Tcherniaev et reprit son offensive contre Boukhara. Khodjent tomba aux mains des Russes, tout comme Ura-Tube, Samarkand et Kokand. Dans le même temps, l'émir Muzaffar proclama «la guerre sainte» contre les Russes. Mais il perdit la bataille de Diizzakh, ville proche de Samarkand, et les troupes russes poursuivirent leur offensive contre ses terres. Le gouvernement du Turkestan sous la direction du général Konstantin von Kaufman fut ainsi établi sur les terres conquises en 1847, avec Tachkent pour capitale. Au cours de l'été 1868, un traité de paix fut conclu entre la Russie et Boukhara, qui devint un vassal de la Russie tsariste. Au printemps 1870, les troupes russes occupèrent la vallée du Zeravchan et envahirent Khiva, sous le commandement de von Kaufman. Puis la Russie profita d'un soulèvement dans le khanat de Kokand pour le conquérir dans son intégralité en 1876. Elle pouvait désormais continuer à avancer en territoire turkmène, en particulier vers Kizyl-Arvat et l'ouest de l'oasis d'Akhal-Tekké. Une nouvelle expédition, dirigée par le général Mikhail Skobelev, fut organisée en 1881. Celui-ci déploya immédiatement ses soldats contre Geok-Tepe, et le 28 décembre tenta une escarmouche célèbre qui se termina par des combats au corps à corps. Le 12 avril 1881, la forteresse de Dengil-Tepe fut prise puis ce fut au tour d'Achkhabad de se rendre. Le sort des Turkmènes venait d'être décidé. Le 6 mai 1881, la province transcaspienne, rassemblant les nouvelles régions conquises, fut créée avec Achkhabad pour capitale. En 1887, une nouvelle frontière septentrionale fut dessinée entre la Russie et l'Afghanistan jusqu'à Zarkul. Khiva, comme Boukhara, devinrent des vassaux de la Russie tsariste.

Au terme de la conquête, les peuples de l'Asie centrale et du Kazakhstan avaient perdu leur indépendance et vécurent alors dans un état de désintégration politique.

Au lendemain de la révolution d'Octobre, une vague de ferveur révolutionnaire balaya tout le pays, y compris l'Asie centrale — Kazakhstan, Ouzbékistan, Kirghizistan, Tadjikistan et Turkménistan. Confrontés à de grands bouleversements, ces peuples liés par la tradition parvinrent à de grandes réalisations dans les domaines de l'industrie, de l'agriculture et de la culture au XX^e siècle. Ces réussites furent souvent le fruit de l'amitié entre peuples et de l'assistance mutuelle inhérente à la vie sociale du pays. Guidée par des principes de solidarité internationale, la communauté internationale joua également un rôle important dans le quotidien des peuples d'Asie centrale.

Après 1917, l'égalité entre nations et le droit au libre épanouissement de toutes les minorités nationales devinrent une réalité et de nombreux efforts furent faits pour améliorer leur niveau économique et culturel. L'égalité entre les sexes fut proclamée, la liberté de conscience reconnue et les vestiges de l'ancienne société supprimés. Le Commissariat du peuple aux affaires intérieures fut créé après le Vème congrès des soviets de toutes les Russies en 1918, dans le but de promouvoir toutes les mesures possibles pour le développement culturel et l'émergence de la conscience de classe.

En 1918, le congrès des soviets du Turkestan confirma la reconnaissance de la langue de la population locale comme langue nationale et décida de publier les œuvres dans toutes les langues locales. Des efforts conséquents furent faits pour étendre le réseau d'établissements d'enseignement général, enseigner la protection du patrimoine culturel et des monuments historiques, et créer une presse soviétique pouvant publier des œuvres de littérature en langues locales. Des commissions furent mises sur pied pour éradiquer l'analphabétisme, le plus grand frein au progrès économique et à la révolution culturelle. En 1924–1925, le taux d'alphabétisation du Turkménistan seul avait été multiplié par 4,7 par rapport à 1920. Des établissements d'enseignement général soviétique apparurent, destinés à tous les enfants sans distinction d'âge, de nationalité ni de religion. Des programmes intensifs furent organisés au Turkestan et au Kazakhstan pour former les enseignants des écoles primaires et nationales. Plus tard, des établissements similaires furent ouverts parmi les peuples nomades et semi-nomades. En 1920, 35 écoles turkmènes furent créées dans le district ou *ouezd* de Poltoratsk, regroupant 1 500 élèves, tous âges et sexes confondus. Pendant les trois premières années de la domination soviétique au Turkestan, le nombre d'écoles ouvertes par an fut en moyenne de 75, cinq fois plus que lors du demi-siècle de domination tsariste.

Parallèlement, l'éducation informelle prit de l'ampleur pour toutes les couches de la population. Par exemple, 17 écoles de ce type existaient dans l'ouezd de Prjevalsk en Kirghizie. Les peuples nomades ayant parfois du mal à être accueillis, par manque de place, des écoles furent installées dans des yourtes. En 1918, la réforme scolaire de Kirghizie fut achevée et des écoles ouvrières groupées remplacèrent les anciennes écoles privées. De nouvelles exigences et de nouvelles méthodes furent introduites pour les élèves russes et autochtones, en raison en partie de l'influence du I^{er} congrès sur l'éducation populaire au Turkestan, organisé en 1918. En septembre de la même année, un congrès similaire eut lieu en Horde intérieure ou Boukéi au Kazakhstan.

Le 21 avril 1918, l'université populaire du Turkestan vit le jour. En septembre 1920, l'université d'Asie Centrale fut fondée à Tachkent et de nombreux éminents scientifiques et universitaires russes vinrent y enseigner.

L'Asie de l'Est

L'information politique fut essentiellement apportée par des organes centraux tels que la *Pravda* et *Izvestia*. À Tachkent, le premier numéro de *Nasha gazeta* (Notre journal) sortit le 2 avril 1917. Vinrent ensuite des journaux républicains tels que *Izvestiia Tsik, I Sovnarkoma Turkestanskoi respubliki* (Nouvelles du Comité central exécutif et du Conseil des commissaires du peuple de la République du Turkestan), *Krasnoarmeets* (L'Armée rouge) et *Golos Krestianina* (La Voix du paysan). Le premier numéro d'un journal en langue ouzbek parut en juin 1918. Des journaux en tadjik et en d'autres langues des peuples d'Asie centrale suivirent, ainsi que des magazines locaux.

L'un des plus grands succès fut l'émancipation des femmes en Asie centrale, considérée comme partie intégrante du combat du prolétariat pour sa libération. Cette émancipation se heurta néanmoins à de nombreux obstacles, notamment vestiges des sociétés féodale et patriarcale, analphabétisme de la population, et coutumes traditionnelles telles que port obligatoire du *paranja* (voile) et mariages arrangés des jeunes filles. Ce fut à cette époque que la plupart des pratiques d'oppression des femmes prirent fin.

D'octobre 1917 à mars 1918, le pouvoir soviétique s'installa triomphalement en Asie centrale et au Kazakhstan. Le Turkestan rejoignit la République socialiste fédérative soviétique de Russie (RSFSR) en tant que république autonome. Elle incluait toutes les terres du Turkestan à l'intérieur de ses frontières à l'exception de Khiva et de Boukhara. La population était principalement composée d'Ouzbeks, de Kazakhs, de Kirghiz, de Tadjiks, de Turkmènes et de Karakalpaks. L'idée d'un pouvoir aux mains des ouvriers et des paysans pauvres fit souffler un vent révolutionnaire extrêmement fort chez les travailleurs de Khiva et Boukhara, où persistaient des régimes semi-féodaux. Mais les khanats de Boukhara et de Khiva, hostiles aux réformes entreprises par le Turkestan et le Kazakhstan soviétiques, s'y opposèrent.

En février 1920, un grand soulèvement contre le régime féodal du khan Junaid eut lieu à Khiva. Les intellectuels progressistes locaux sollicitèrent l'aide du gouvernement du Turkestan et de la commission du Turkestan. Les troupes révolutionnaires russes vainquirent les forces de Junaid et le pouvoir soviétique s'établit dans la ville.

En avril 1920, le premier *kurultai* (conseil) pankhiva des représentants du peuple fut réuni à Khiva. Il proclama la fin du khanat de Khiva et institua la République populaire soviétique du Khorezm (RPSKh). En 1921, les Soviets destituèrent le jeune gouvernement de la République populaire du Khorezm, le remplaçant par la suite par la République socialiste soviétique (RSS) du Khorezm, abolissant également l'intégration volontaire des différentes régions ethniques du Khorezm en RSS turkmène, RSS ouzbek et

province karakalpak (devenue République socialiste soviétique autonome karakalpak en 1932). Cependant, les velléités révolutionnaires grandirent à Boukhara. Le 6 septembre 1920, la révolution éclata et l'émir s'enfuit. Un an plus tard, jour pour jour, le *kurultai* panboukhara adopta la Constitution de la République populaire soviétique de Boukhara (RPSB). Ces révolutions populaires démocratiques du Khorezm et de Boukhara prouvèrent de façon éclatante qu'il était possible pour des peuples traditionnels de parvenir directement au socialisme, sans passer par la phase capitaliste. Le personnel compétent étant très limité, l'ancienne intelligentsia fut largement sollicitée. Elle ne fut que très peu et très lentement attirée du côté du pouvoir soviétique et des efforts conséquents furent déployés pour former les nouvelles équipes à cet esprit nouveau.

Les peuples d'Asie centrale avaient atteint des niveaux de développements différents. Certains jouissaient d'une intelligentsia bourgeoise et d'autres non. Les représentants d'autres groupes et nationalités, Russes, Tatars et juifs notamment, furent employés dans les grandes industries de l'économie nationale avec des représentants des nationalités indigènes. Dans les grandes villes, les établissements scolaires centralisés et spécialisés dans diverses disciplines scientifiques jouèrent un rôle majeur dans la formation de professionnels hautement qualifiés. Ces établissements, comme l'Institut des professeurs rouges et l'université communiste des peuples d'Orient entre autres, aidèrent à former les dirigeants des républiques nationales, tandis que d'autres, des *rabfaks* (facultés ouvrières) aux plus grands établissements de Moscou, de Petrograd et d'autres grandes villes, instruisirent le personnel qualifié des instituts locaux de formation des enseignants. Au début des années 1930, il existait des instituts et des facultés de formation des enseignants dans la plupart des républiques d'Asie centrale et du Kazakhstan, et des instituts médicaux, agricoles et vétérinaires spécialisés commençaient à fonctionner dans les capitales d'Asie centrale. De grands spécialistes d'autres républiques furent invités et aidèrent grandement au développement des capacités nationales. De grandes entreprises industrielles commencèrent à remplacer les échoppes artisanales antérieures à la révolution. Lors de la délimitation des frontières en 1924, le taux d'alphabétisation de l'Ouzbékistan seul avait plus que triplé. En 1926, ce territoire comptait déjà 913 établissements d'enseignement général regroupant plus de 77 000 élèves, et deux établissements d'enseignement supérieur à Tachkent et Samarkand. En 1938, on dénombrait 30 établissements d'enseignement supérieur en Ouzbékistan accueillant 15 600 étudiants. Vers la fin des années 1920 et au début des années 1930, il apparut nécessaire de centraliser la recherche, la gestion, l'éducation et la planification autour de pôles. Au Turkménistan, république autrefois peu puissante, un tel centre fut créé en 1927, réunissant L'Asie de l'Est 1961

toutes les branches de la science. En même temps, un programme de recherche commun fut lancé pour explorer le désert du Karakoum.

En octobre 1940, la branche turkmène de l'Académie des sciences de l'URSS fut créée. Une attention particulière fut portée à la rationalisation de l'utilisation des pâturages désertiques et de nouvelles plantes fourragères de la famille du coton à forte teneur en albumine furent introduites.

La première conférence consacrée aux problèmes du Tadjikistan en matière de ressources naturelles eut lieu à Tachkent en 1925. Elle entendait initier une vaste étude sur les ressources naturelles et le patrimoine culturel du peuple tadjik, en commençant par des recherches sur la géographie physique et l'économie du Tadjikistan. La même année, deux expéditions scientifiques réalisèrent des études géologiques et collectèrent des matériaux anthropologiques et linguistiques.

En 1928, une expédition dans le Pamir fut organisée conjointement avec des chercheurs allemands. Cette expédition permit la découverte de plusieurs glaciers et champs de névés dans le nord-ouest de la région. En 1930, l'Académie des sciences de l'URSS tint une conférence sur les travaux d'étude géologique et de prospection à Douchanbe. En 1931, un premier congrès sur les métaux rares et non ferreux eut lieu à Khodjent, et en 1933, l'Académie des sciences organisa une conférence à Leningrad sur les modes de production d'énergie et d'industrialisation au Tadjikistan.

Le Tadjikistan connut de grands bouleversements. S'il ne comptait que 60 entreprises industrielles en 1932, ce nombre était passé à 209 en 1937. Une industrie métallurgique fut créée et un centre de production et de réparation fut construit à Douchanbe. Outre les usines de nettoyage du coton, on trouvait des ateliers de traitement de la soie, de travail du cuir et de confection.

Fondée le 14 avril 1951, l'Académie des sciences du Tadjikistan joua un rôle essentiel dans le développement de la science et de la culture dans le Tadjikistan soviétique en favorisant la croissance de son économie ainsi que de meilleures conditions de gestion et d'utilisation de ses ressources naturelles. Entre le 1er janvier 1945 et janvier 1946, plus de 20 industries nouvelles devinrent opérationnelles. À partir des années 1960, les secteurs de la construction et des transports se développèrent fortement. D'autres entreprises dont une usine de traitement des huiles et des matières grasses, une manufacture de tapis, une usine de textile, une usine d'équipement électrique et une usine d'extraction minière à Adrasman virent le jour. L'industrie devint la base de l'économie de la République. Les biens fabriqués au Tadjikistan furent exportés vers de nombreux autres pays. Une attention particulière fut également accordée à la culture du coton dans la vallée du Vakhch, à la réalisation de canaux d'irrigation, à la mise en valeur des terres non cultivées, à la construction de centrales électriques et aux

progrès réalisés en sismologie et gastro-entérologie, l'objectif premier étant d'accélérer davantage le progrès technologique.

Ces succès n'auraient pu être obtenus sans le soutien ni l'aide de républiques de l'Union soviétique plus avancées. En 1924, la province autonome des Kara-Kirghiz fut constituée au sein de la RSFSR. Cet événement clé marqua d'obtention d'un premier état national pour les Kirghiz. En décembre 1936, elle devint une république de l'Union. En août 1954, l'Académie des sciences de la RSS kirghize fut fondée comme branche de l'Académie des sciences de l'URSS. Elle comprenait au départ les Instituts de géologie, de botanique, des ressources hydriques et des technologies énergétiques, de zoologie et de parasitologie, de médecine régionale, d'histoire, de langues et littérature. En 1956, les premiers travaux sur l'anthropologie du peuple kirghiz furent publiés ainsi qu'un ouvrage en deux volumes sur l'*Histoire de la Kirghizie*. Ces éleveurs des hautes terres des temps anciens avaient leurs poètes et leurs chanteurs, comme le célèbre Toktogul (1861–1933). Un vaste patrimoine spirituel avait été transmis de génération en génération sous la forme de l'épopée *Manas*, contenant plus d'un million de vers et vingt fois plus longue que l'Iliade et l'Odyssée réunies. Apparue plus de mille ans plus tôt, elle raconte la vie du légendaire héros kirghiz et l'histoire de son peuple. En 1958, des sous-divisions furent instaurées dans les domaines de la science des matériaux et de la philosophie, et plusieurs laboratoires furent créés au sein de l'Institut d'économie. De 1964 à 1979, de nouveaux départements de physique, mathématiques, chimie et sciences de la vie furent constitués au sein de l'Académie des sciences. Au début des années 1990, l'Académie comptait plus de 1 200 chercheurs jouant un rôle primordial dans le développement du pays. De grands progrès furent réalisés en sismologie, notamment en techniques de zonage sismique.

Les scientifiques et les ingénieurs de plusieurs instituts de recherche de l'Académie des sciences du Kirghizistan menèrent de vastes études géologiques, climatologiques, géographiques et sismologiques autour de la mer d'Aral et du lac Balkhach, et la construction de réservoirs d'eau artificiels fut planifiée. Les ingénieurs analysèrent et testèrent les meilleures méthodes de construction de barrage dans les montagnes de Kirghizie, du Tadjikistan, d'Arménie et de Géorgie. Les scientifiques kirghiz firent également d'importantes recherches sur l'élevage des moutons à laine fine (le pays en compte plus de 12 millions), ce qui attira de nombreux investissements.

Le solide et haut barrage de Toktogul est situé en territoire kirghiz tout comme celui de la centrale de Nourek, remarquable ouvrage d'ingénierie, situé dans les montagnes du sud. La construction de ces barrages prouva le grand potentiel du socialisme et de l'amitié entre les peuples. Le barrage de Nourek est également la première installation de ce type au monde

L'Asie de l'Est

construite dans une zone d'activité sismique de magnitude 9 sur l'échelle de Richter.

L'Académie des sciences de l'URSS joua un rôle considérable dans le développement scientifique et la création d'académies satellites dans toutes les républiques d'Asie centrale. À leur tour, ces académies occupèrent dans certains domaines une place déterminante dans le système de toute l'Union soviétique.

En août 1920, la République socialiste soviétique autonome (kazakh) kirghize fut constituée au sein de la RSFSR, avec Orenbourg pour capitale. La république comptait des régions essentiellement peuplées de Kazakhs autour de Semipalatinsk et Aktioubinsk. Par la suite, certains territoires furent cédés au Kazakhstan. Le regroupement des terres kazakhes sous une autorité unique permit de créer une république de l'Union ayant pour capitale Alma-Ata.

Les scientifiques du Kazakhstan firent progresser les sciences de la Terre et de la métallurgie, les connaissances minières, la biologie, la chimie moléculaire, l'astrophysique et les sciences sociales. Le pays devint un excellent exemple de l'importance de la recherche fondamentale. Grâce aux travaux en sciences sociales, de nombreux problèmes économiques, idéologiques, sociaux et juridiques furent résolus, notamment ceux liés à la culture spirituelle, à la langue, à la littérature et aux arts. Dans les années qui précédèrent la guerre, plus de 2 580 grandes entreprises industrielles étaient opérationnelles au Kazakhstan. À la même époque, des établissements d'enseignement secondaire et supérieur furent créés dans de nombreux domaines spécialisés comme la formation des enseignants, la médecine et les sciences vétérinaires.

Le Kazakhstan et l'Ouzbékistan différaient des autres républiques d'Asie centrale par leur importance démographique et géographique, ainsi que par la richesse de leurs ressources internes. Le Kazakhstan possédait un grand nombre de terres cultivées tandis que l'Ouzbékistan bénéficiait d'immenses champs de coton et d'une industrie cotonnière. Les récoltes de ces deux républiques alimentaient l'URSS mais étaient également exportées à l'étranger. La croissance économique et culturelle de ces deux républiques reposa autant sur l'assistance et le soutien apportés par l'Union soviétique que sur la présence de nombreux habitants d'origine russe, l'internationalisme ayant toujours été l'un des traits distinctifs de la population d'Asie centrale. Leur essor fut particulièrement considérable dans les années qui suivirent la Deuxième Guerre mondiale. L'université d'État du Kazakhstan de Alma-Ata fut une force institutionnelle majeure dans le développement de la région. Les scientifiques d'Asie centrale menèrent des études conjointes sur les ressources sociales et naturelles de la région. Ils préparèrent des cartes topographiques du sud du Tadjikistan et étudièrent parallèlement

la physique nucléaire et des rayonnements cosmiques. L'Académie des sciences de l'URSS coordonna et détermina les principaux axes de recherche des académies nationales. Jusque dans les années 1970, le Kazakhstan comptait plus de 11 300 scientifiques, dont près de 4 400 chercheurs. Outre les avancées scientifiques et industrielles, la république fit de grands progrès en agriculture. Les terres vierges commencèrent à être cultivées à cette période et de grandes quantités de céréales furent récoltées. Après la fondation de l'Académie des sciences du Turkménistan en 1951, le pays comptait 41 institutions scientifiques regroupant 656 docteurs en sciences.

La recherche scientifique et le développement culturel furent également promus par l'organisation de conférences autour de projets et perspectives économiques de grande envergure. La construction du canal turkmène sur l'Amou-Daria, projet monumental, fut un précieux vecteur de développement. Il permit en effet de mettre en valeur et de cultiver le désert du Karakoum, de construire de nouvelles villes densément peuplées et dotées de jardins, et d'initier la culture du coton dans cette région. Le Turkménistan est désormais un grand producteur de pétrole et de gaz, ainsi qu'un important centre industriel et cotonnier. La république possède des universités et des établissements de formation médicale, agricole, pédagogique et polytechnique, ainsi que des établissements d'enseignement secondaire et supérieur. Lors de la Grande Guerre patriotique (la Deuxième Guerre mondiale), Tachkent, Alma-Ata et d'autres villes accueillirent les entreprises évacuées de Russie, d'Ukraine et du Bélarus mais également les institutions scientifiques. L'arrivée des usines s'accompagna de celle de nombreux spécialistes, phénomène qui facilita la formation des cadres nationaux parmi les jeunes gens les plus doués. Les instituts de recherche locaux commencèrent à publier des ouvrages sur l'histoire de leur peuple avec l'aide des universitaires russes et ukrainiens, renforçant l'amitié entre les peuples et donnant un nouveau souffle à l'internationalisme. Avec l'aide de l'Académie des sciences de l'URSS, de nouvelles institutions scientifiques furent fondées dans les grandes villes. Les études des scientifiques ouzbeks, par exemple, sur la physique nucléaire, la physique des solides, la mécanique et la sismologie furent ainsi relativement reconnues. La recherche fondamentale fut particulièrement concluante et s'avéra de plus en plus utile à la mise au point de technologies nouvelles et de matériaux, instruments et équipements nouveaux. Pour la première fois, des scientifiques parvinrent à prédire un tremblement de terre dans la vallée de l'Alaï en 1979, à quelques heures près. Plus de 600 délégations scientifiques étrangères ont déjà visité l'Ouzbékistan qui a, par ailleurs, accueilli 39 symposiums internationaux.

Comme les autres républiques voisines, le Tadjikistan réalisa de remarquables avancées scientifiques, poursuivant les progrès établis entre 1959 et 1972 en astrophysique, sismologie, chimie organique, biologie, mathéma-

L'Asie de l'Est

tiques et physique. En matière de lettres et de sciences sociales, toutes les républiques d'Asie centrale avaient publié dès les années 1950 l'histoire de leurs peuples. Les contacts entre les divers centres et organisations scientifiques se multipliaient. Par exemple, l'Institut de chimie du Tadjikistan étudia les réserves de houille brune des républiques ouzbek et kirghize. L'Institut de biophysique et physiologie des plantes découvrit plusieurs espèces de fleurs. L'observatoire installé dans la vallée de Gissar mesura très précisément les coordonnées des stations spatiales *Mars 3*, *Luna 18* et *Luna 19*.

La prospérité croissante des peuples de l'URSS favorisa l'essor des médias; plus de 180 millions de lecteurs de toutes nationalités purent lire des ouvrages imprimés en 89 langues nationales différentes et 56 langues étrangères. En 1914, l'Ouzbékistan, le Tadjikistan, la Kirghizie, le Turkménistan et le Kazakhstan ne disposaient d'aucune bibliothèque publique. Ces pays en possèdent tous désormais, dotées de grandes collections. En 1972, le Kirghizistan comptait 1 398 bibliothèques publiques rassemblant plus de 12 millions de livres et magazines. En Ouzbékistan, le nombre de bibliothèques passa de 3 418 en 1960 à 5 909 en 1972, et leurs collections passèrent de 18,4 millions à 34 millions d'exemplaires; pour la RSS tadjike, le nombre de bibliothèques augmenta de 884 à 1 242 et celui des ouvrages détenus de 4,9 millions à 8 millions, tandis que pour la RSS turkmène, ces chiffres passèrent respectivement de 1 168 à 1 185 et de 560 000 à 6,9 millions.

La littérature ouzbeke, tadjike, turkmène et kazakhe atteignit des sommets incroyables. Les œuvres contemporaines d'avant-guerre avaient déjà percé sur la scène internationale et des écrivains et poètes tels que K. S. Aïni, M. Aïbek, Mirzo Tursunzade, G. Guliam, V. Kerbabaev, Tchinguiz Aïtmatov et d'autres encore devinrent très connus, y compris à l'étranger. Ces dernières années, de nombreux artistes de talent des anciennes républiques soviétiques ont reçu une certaine attention internationale.

Chaque république fut fière de sa culture et de ses réalisations et chaque nation et nationalité préserva ses traits particuliers, ses caractéristiques nationales, sa langue et ses traditions. La culture et la science soviétiques rassemblèrent ce qu'elles offraient de mieux, les œuvres littéraires et artistiques soviétiques traduisant constamment l'expression de l'unité des desseins nationaux et internationaux, notamment dans leur description des processus sociaux.

Chaque année, les contacts internationaux se renforcèrent et la recherche commune avec des institutions étrangères prit de l'ampleur, notamment avec celles de l'Europe de l'Est. Des jeunes de nombreux pays du Moyen-Orient, d'Afrique et d'Amérique latine vinrent étudier en Asie centrale. Des liens d'unité et de cohésion très intenses se tissèrent qui se traduisirent, lors de la Deuxième Guerre mondiale, par un grand sens de la solidarité. Pour ce qui est d'aujourd'hui, tous les pays ont vu leurs priorités en sciences fondamentales

et appliquées changer, l'économie de marché déterminant de plus en plus le rythme de la modernisation des technologies. Les conditions de marché étant désormais appliquées à la science, seuls les projets qui répondent à une rigoureuse sélection concurrentielle sont mis en œuvre.

Ces dernières années, le processus de réforme en marche dans les pays d'Asie centrale, membres de la Communauté des États indépendants (CEI), s'est progressivement élargi. Au Kazakhstan, par exemple, des réformes quantitatives et qualitatives sont en cours. La crise rencontrée par les industries chimique et énergétique s'est stabilisée et depuis 1994–1995, l'accent est essentiellement mis sur une meilleure gestion des ressources internes de la république, un budget équilibré et une diminution de la dépendance à l'égard de l'emprunt extérieur. Le rythme des réformes et des changements diffère d'un pays à l'autre mais est bel et bien en marche dans chaque pays.

BIBLIOGRAPHIE

- ABDULLAEV KH. M. 1956. *Razvitiie nauki v Uzbekistane* [Le développement des sciences en Ouzbékistan], Tachkent, Izdatel'stvo AN UZSSR.
- ACADÉMIE DES SCIENCES DE LA RDPC. 1961. The History of Modern Revolutionary Movements, Pyongyang, Academy of Science Publishing House.
- ANI S. 1960. Vospominania [Souvenirs], Moscou/Leningrad, Nauka.
- BAIK JONG-KEE. 1985. *Modern History Studies of the Republic of Korea*, Séoul, Barkyung Publishing House.
- Braginskii I. S., Radjabov S., Romodin V. A. 1953. K voprosu o znachenii prisoedineniia Srednei Azii k Rossii [Sur le problème de la signification de l'unification de l'Asie centrale et de la Russie]. Dans: *Voprosy istorii*, n° 8.
- *Brief Introduction to DPRK*. 1990. Pyongyang, RDPC, Foreign Literature Publishing House.
- *Brief Introduction to Pyongyang*. 1982. Pyongyang, RDPC, Foreign Literature Publishing House.
- *Encyclopedia of China*. 1978–1993. Beijing, The Encyclopedia of China Publishing House.
- China: Modern China Series, Beijing, The Publishing House of the Chinese Academy of Social Sciences.
- History of the Republic of Korea. 1988. Tamkoo Publishing Co., Ltd.

L'Asie de l'Est 1967

IVANOV P. P. 1958. *Ocherk po istorii Srednei Azii* [Brève histoire de l'Asie centrale], Moscou, Nauka-Vostochnaia Literatura.

- KANG MAN-GIL. 1993. History of Modern Korea. Séoul, Ch'angjak-kwa Pip'yongsa.
- KARAKEEV K. G. 1962. *Razvitiie nauki v Kirgizii* [Le développement de la science au Kirghizistan], Moscou, Nauka.
- KARYNIIAZOV N. 1955. Ocherk istorii kil'tury Sovetskogo Uzbekistana [Brève histoire de la culture de l'Ouzbékistan soviétique], Moscou, Izdatel'stvo AN SSSR.
- KIM KYUNG-TAI. 1986. *Cultural History of the Republic of Korea*, Séoul, Iwa University Publishing House.
- KOREAN OVERSEAS INFORMATION SERVICE. 1992. *Korean handbook*. Séoul, Korean Overseas Information Service.
- MASALSKY V. I. 1913. Turkestanskii krai [Le territoire du Turkestan]. Dans: *Rossia, Polnoe Geographiceskoe Opisanie Nasego Octecestia* [La Russie: Description géographique complète de notre terre natale], vol. XIX, Saint-Pétersbourg.
- Nauka Sovetskogo Kaakhstana [La science dans le Kazakhstan soviétique]. 1981. Alma-Ata.
- Nauka Sovetskogo Turkmenistana za 60 let (1924–1984) [La science dans le Turkménistan soviétique pendant soixante ans, 1924–1984]. 1984. Achkhabad.
- Nauka v Uzbekistance ot siezda k siezdu [La science en Ouzbékistan de congrès en congrès]. 1981. Tachkent.
- NAVRUZOV G. 1992. Formirovaniie nauchnogo tsentra v Tadzhikistane (1924–1950) [La formation du Centre de la science au Tadjikistan, 1924–1950], Douchanbe.
- PETROVETS V. K. 1962. *Nauchnyie issledovaniia v gody Velikoi Otechestvennoi voiny (1941–1945 gg)* [La recherche scientifique au temps de la Grande Guerre patriotique, 1941–1945], Frounze.
- POPOV A. 1940. Istoricheskie zapiski, Moscou, Nauka.
- STATE STATISTICAL BUREAU OF THE PEOPLE'S REPUBLIC OF CHINA. 1994. Bulletin of Statistics: National Economic and Social Development. Dans: *The China People's Daily*, 1er mars 1995.
- QIN XIAOYI (dir. publ.). 1981. *The History of Cultural Development of the Republic of China*, Taiwan, Modern China Publishing House.
- TERENTIEV M. A. 1905. *Istoriia zavoevaniia Sredeni Azii* [Histoire de la conquête de l'Asie centrale], vol. I, Saint-Pétersbourg.

Roy Macleod

Introduction

Le 6 août 1945, le B-29 américain Enola Gay s'envolait de Tinian, îlot des Mariannes-du-Nord, pour larguer la première bombe atomique sur le Japon. L'attaque d'Hiroshima puis, deux jours plus tard, celle de Nagasaki mirent un terme à la guerre du Pacifique. Une terrible crainte de la science et de la technologie occidentales avait donc concouru à abréger le conflit le plus coûteux de l'histoire. Cet événement aux retombées mondiales durables marqua également un jalon dans les annales régionales, épisode paroxysmal d'un long processus qui avait fait du Pacifique un laboratoire pour la science occidentale et ses expériences. Depuis le passage du Cap Horn par Magellan, en 1520, jusqu'au raid du bombardier américain, cet espace avait éveillé la convoitise des découvreurs et des explorateurs, des missionnaires et des colonisateurs, des naturalistes et des anthropologues. Apercue pour la première fois par des navigateurs indonésiens vers 20 000 av. J.-C. et peuplée vers 1000 apr. J.-C., l'actuelle Océanie se transforma, au XIX^e siècle, en un chapelet de colonies, une projection de l'image de l'Europe transposée à l'autre bout du monde. Ses lieux et ses peuples inspirèrent, quant à eux, l'art. la science, la littérature et le savoir occidentaux. En ce début de XXIe siècle. on ne peut imaginer l'avenir du Pacifique sans considérer son passé et les facteurs qui ont forgé son présent.

Ce dernier fait aujourd'hui l'objet d'une attention croissante. L'Australie, la Nouvelle-Zélande et les pays insulaires de l'Océanie ont une longue histoire d'emprise coloniale et d'assimilation de la culture occidentale — distincte, à de nombreux égards, de celle que connurent l'Asie et les civilisations riveraines du Pacifique. La seconde moitié du XX^e siècle a néanmoins vu naître un sentiment d'indépendance politique et culturelle contestant les relations historiques avec les superpuissances et les dogmes culturels de l'Occident. Ce fait seul a contraint le monde à s'intéresser

davantage à la région, à l'aube de ce qui est annoncé comme le «siècle du Pacifique» (pour un panorama de la région, voir Fairbaim *et al.*, 1991).

L'OCÉANIE ET SA PLACE DANS LE MONDE

Dans la collection de cartes de la Bibliothèque nationale d'Australie, la première à mentionner l'«Océanie» est la Maris Pacifici que dessina Abraham Ortelius en 1589. Ce terme désigne aujourd'hui les innombrables îles — entre vingt et trente mille, selon les géographes — disséminées sur une ligne de dix-sept mille kilomètres à travers le sud et le centre du Pacifique, océan qui couvre un quart de la planète. Certaines d'entre elles ont une superficie de plusieurs milliers de kilomètres carrés, tandis que d'autres sont de simples pics volcaniques à peine émergés. La région compte aujourd'hui huit millions et demi d'habitants répartis entre neuf États-nations dont le plus peuplé est la Papouasie-Nouvelle-Guinée, où se concentrent 70 % de la population (4 millions), et le plus petit est Niue (environ 2 500 habitants en 1991). On recense aussi trois territoires français d'outre-mer (Polynésie française, Nouvelle-Calédonie, Wallis et Futuna), et deux États indépendants (Niue et les îles Cook) en association libre avec la Nouvelle-Zélande. En 1994, la population insulaire était à 80 % autochtone et connaissait un taux de croissance élevé, à 2,2 %. Le terme d'«Océanie» fut popularisé dans les années 1840 par les géographes français après que leur célèbre compatriote explorateur, Jules Dumont d'Urville, en eut proposé une division en trois grands groupes: la Mélanésie (littéralement «îles noires») qui s'étend de la Nouvelle-Guinée, de Palau et des Mariannes à l'ouest, aux Fidji à l'est; la Micronésie («petites îles»), étroite bande située au nord de la Mélanésie et à l'ouest de la Polynésie; la Polynésie («îles nombreuses») qui va de Hawaï au nord, à la Nouvelle-Zélande et à l'île de Pâques au sud (Oliver, 1989). L'Australasie, mot désignant soit l'Australie (avec ou sans la Tasmanie), soit l'ensemble qu'elle forme avec la Nouvelle-Zélande, est considérée comme une entité géographique et culturelle distincte. ¹ Ces deux pays seront étudiés dans ce chapitre.

Des indices archéologiques témoignant de vagues successives de migration humaine vers l'est et le sud, de l'archipel indonésien à l'Australie et à la Nouvelle-Guinée depuis soixante mille ans et jusqu'aux îles du Pacifique depuis cinq mille ans, demeurent matière à de vifs débats scientifiques. Ces migrations introduisirent nombre de nouvelles espèces animales et végétales dans la région, amorçant ainsi l'utilisation du Pacifique comme «laboratoire» d'expérimentation. La famille austronésienne comprend de six cents à mille cinq cents langues parlées de la Malaisie aux Philippines,

auxquelles s'ajoutent plus de huit cents idiomes employés en Papouasie-Nouvelle-Guinée, ce qui fit de cette aire un terrain fertile pour la recherche anthropologique et linguistique européenne. La branche mélanésienne compte aujourd'hui environ mille langues et deux autres groupes en possèdent cent (pour les perspectives régionales, voir Bescher, 1991; Hoadley, 1992; CIA, 1993; *Macquarie World Atlas*, 1994). Cette diversité est liée à l'isolement et à la difficulté d'accès d'une grande part du territoire. Les zones montagneuses de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, qui décourageaient les explorateurs au XIX^e siècle, restent quasiment impénétrables pour les non-autochtones et maintes îles du Pacifique central n'ont pour visiteurs que des oiseaux migrateurs.

L'EXPLORATION ET LA COLONISATION EUROPÉENNES

La présence européenne dans le Pacifique commença avec la découverte de Núñez de Balboa, en 1513, et l'expédition de Magellan, en 1521. À l'est du Timor, l'Espagne consolida son empire dans le Pacifique Nord alors qu'au sud, les explorateurs portugais et hollandais tracèrent les contours de la Nouvelle-Hollande. II fallut toutefois attendre le XVIII^e siècle pour que les Européens entrent en contact avec les indigènes des «mers du Sud». Entre 1760 et 1810, les navigateurs français et anglais, parmi lesquels Louis Bougainville et James Cook, étudièrent et cartographièrent systématiquement le Pacifique Sud, la Nouvelle-Zélande et les rives orientales et méridionales de l'Australie. Rendus possibles par les applications nautiques de la science, ces voyages donnaient lieu à la collecte de données, d'artefacts et de spécimens animaux et végétaux, outils «impérialistes» qui permirent à l'Europe civilisée de dresser une carte du monde (pour une introduction utile sur le sujet, voir Spate, 1977; Smith, 1960).

Les savants européens tenaient le Pacifique pour un paradis de diversité naturelle. À la suite de l'expérience de Cook et de Sir Joseph Banks, de multiples expéditions privées, militaires ou gouvernementales furent organisées (Thomas, 1994; MacLeod et Rehbock, 1994). Si ce contact permit à la science occidentale de s'enrichir considérablement, les autochtones avaient déjà façonné leurs propres systèmes de savoir en étudiant l'histoire naturelle, en codifiant l'art et la sculpture, en inventant une architecture ingénieuse, une vannerie aux motifs géométriques ainsi que d'habiles techniques de tissage, et en observant les conditions météorologiques, les courants et les vents au cours de leurs traversées interinsulaires. Ils utilisaient des instruments de mesure du temps pour l'agriculture ou la pêche

et connaissaient bien les sols, la végétation, la faune, la topographie et les plantes médicinales. Les Polynésiens sont passés maîtres dans la sculpture du bois et de la pierre, les Mélanésiens sont célèbres pour leur art totémique élaboré, et les Micronésiens, pour leur usage fonctionnel des matériaux naturels. Les aborigènes australiens ont conçu des systèmes complexes de croyances et pratiquent une gestion intelligente de leur environnement. Au fil du XXe siècle, ces traditions sont devenues des sources d'inspiration culturelle et artistique, tant pour les Européens que pour les autochtones eux-mêmes.

La colonisation européenne introduisit de nouvelles langues en Océanie, en particulier l'anglais et le français, de même qu'un ensemble de coutumes et de pratiques de travail (et de maladies) inconnues. À partir du XIX^e siècle, le contact se traduisit fréquemment par une surmortalité, un dépeuplement et un bouleversement des traditions villageoises (Moorehead, 1966). Les expéditions privées et gouvernementales permettaient de découvrir les lieux et les peuples tandis que les administrateurs coloniaux répertoriaient la flore, la faune et les ressources minérales. Les Européens créèrent des villes comme Papeete, Suva et Vila qui attiraient la main-d'œuvre rurale et perturbaient les modes de vie communautaires. Les cultures villageoises traditionnelles perdirent ainsi leur «équilibre» (Scarr, 1967, 1979, 1990; Scarr et Davidson, 1970). À partir du XIXe siècle, l'éducation fut en grande partie confiée aux missionnaires et elle demeura très limitée jusqu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Le taux d'alphabétisation a progressé plus vite dans certains pays (notamment les Fidji) que dans d'autres, mais il reste dans l'ensemble insuffisant. Si deux universités ont été fondées en Papouasie-Nouvelle-Guinée avant l'indépendance, l'enseignement supérieur est toujours un luxe dans le reste de la région. L'Océanie insulaire a conservé un riche héritage culturel qui, bien qu'autrefois méprisé par les missionnaires et les représentants du pouvoir colonial, occupe aujourd'hui une place particulière dans le patrimoine commun de l'humanité.

L'engagement européen en Australie revêtit différentes formes. Ce pays est parfois considéré comme l'«inconscient géographique» du vieux continent, contrée de rêves et de mystères dont les aborigènes se montraient réticents à traiter avec les Européens et plongeaient leurs racines dans un lointain *Dreamtime* (voir l'excellent ouvrage de White, 1981; la thèse populaire mais controversée de Hughes, 1987). Qualifié de «terre de contrariétés» par Darwin, le continent en demeura ainsi. Si, à partir de 1788, la Nouvelle-Galles du Sud et la Tasmanie furent fondées à des fins pénitentiaires, les possessions britanniques des antipodes servaient en réalité un large éventail d'intérêts navals, stratégiques et commerciaux dans la région. L'immigration libre vers les États actuels de Victoria, d'Australie méridionale et d'Australie occidentale donna lieu à différents types de

colonisation. D'une manière générale, la présence européenne coïncida avec un âge d'or de la science où prévalaient la conduite et l'application diligentes de travaux scientifiques et technologiques, l'observation de la nature et le recensement des phénomènes naturels (MacLeod et Rehbock, 1988; Finney, 1993).

Comme les îles du Pacifique, l'Australie devait son intérêt scientifique à sa flore et à sa faune exotiques et insolites, qui attiraient les collectionneurs et alimentaient les musées, les zoos et les jardins botaniques métropolitains, ainsi qu'à sa position sur le globe qui permettait d'observer le ciel austral (Sheets-Pyenson, 1988; Bhathal et White, 1994). L'exploration systématique de la région conditionnait la résolution de controverses géographiques, géologiques et morphologiques qui faisaient rage depuis des siècles, de même que l'achèvement de la carte du monde accessible. Tout en exploitant abondamment les étonnantes richesses animales et végétales du Pacifique, la science européenne se tourna également vers ses habitants qui firent l'objet d'interprétations fondées sur les thèses du darwinisme social. Témoin la politique d'immigration de l'«Australie blanche» dont découlèrent, à la fin du XIX^e siècle et au siècle suivant, des mesures discriminatoires à l'égard des peuples non britanniques et non européens, notamment aborigènes (MacLeod et Rehbock, 1994).

En Australie comme en Nouvelle-Zélande, où les premières colonies blanches libres gouvernaient prudemment, la science émana d'une impulsion culturelle plutôt que politique. Malgré la «tyrannie de la distance», les discussions s'apparentaient aux débats qui enflammaient la Grande-Bretagne et l'Amérique du Nord (Chambers, 1988; Knight, 1988). Après l'instauration d'administrations autonomes, dans les années 1840, les corps législatifs commencèrent à allouer des ressources aux musées nationaux et à l'éducation publique et privée, tandis que les capitales coloniales se disputaient la primauté dans les expositions intercoloniales et internationales. Les chercheurs locaux, dont l'activité était similaire à celle auparavant pratiquée dans les colonies de peuplement d'Amérique du Nord et les institutions coloniales des Indes britanniques, procédaient à des échanges de spécimens et d'artefacts, à la création d'associations professionnelles et à la fondation de sociétés et de revues savantes tout en bénéficiant de systèmes de mécénat et de récompenses mis en place par les institutions britanniques (Newland, 1988; Home, 1988b).

L'univers culturel des capitales coloniales d'Australie et de Nouvelle-Zélande reproduisait, à plus petite échelle, le modèle des grandes villes provinciales de la métropole (MacLeod, 1988b). La première université australienne, fondée à Sydney en 1851, s'inspira délibérément des traditions anglaises. D'autres établissements ouvrirent ensuite leurs portes, notamment à Melbourne et dans le Queensland, pour atteindre le nombre

de quatre au début du XX^e siècle et de trente-cinq aujourd'hui. La collaboration scientifique resserra particulièrement les liens à l'intérieur du territoire néo-zélandais et des six colonies australiennes, mais aussi entre les deux rives de la mer de Tasman. La Nouvelle-Zélande inaugura sa première université en 1869, à Otago, et en compte aujourd'hui vingt, auxquelles s'ajoute un dense réseau d'instituts de recherche dont beaucoup jouissent d'une réputation mondiale.

Les sciences naturelles s'avéraient utiles tant aux yeux du colon qu'à ceux du colonisateur et trouvaient de nombreuses applications dans le domaine de l'astronomie, de la chimie analytique et des sciences «commerciales» comme la botanique, l'élevage, l'agriculture, la géologie et l'exploration minière. Les immigrants britanniques introduisaient les nouveautés théoriques, méthodologiques et techniques de la physique et de la biologie dans les écoles, les universités et les pratiques gouvernementales. Dans le cadre du «capitalisme de peuplement», cependant, l'attention se portait peu sur la recherche pure en sciences physiques et mathématiques. À en juger par les débats des sociétés savantes coloniales consignés entre les années 1840 et 1890, la théorie semblait souvent moins prisée que l'expérience. On rappelait couramment aux Australiens que des pionniers, aveuglés par des croyances européennes, avaient autrefois péri en cherchant des lacs intérieurs qui n'existaient pas et en se perdant dans des systèmes fluviaux différents de ceux dont ils avaient connaissance en Europe, en Afrique ou en Amérique (MacLeod, 1982; Home, 1988a).

Au début du XX° siècle, une vision du colonialisme parfois qualifiée

Au début du XX° siècle, une vision du colonialisme parfois qualifiée d'«idéalisme pratique» se mua en un puissant facteur d'innovation. L'assimilation des nouvelles technologies, principalement américaines, était communément acceptée, mais les Australiens et les Néo-Zélandais faisaient également preuve d'un sens de l'improvisation et de l'adaptation qui étaya une remarquable histoire technique propre. Des inventions locales, telles que l'emblématique charrue forestière, la cyanuration pour l'extraction de l'or et la réfrigération marine, incarnaient leur créativité pratique et répondaient aux attentes des communautés pastorales, minières et agricoles (Todd, 1995). À partir des ruées vers l'or des années 1850, voire auparavant, les trouvailles américaines facilitant la vie quotidienne en ville et dans la brousse s'imposèrent plus rapidement que les marchandises britanniques, mais on ne commença de reproduire les procédés industriels imaginés outre-Atlantique qu'au début du XX° siècle. L'Empire britannique utilisa longtemps ses dominions comme fournisseurs de matières premières pour ses industries et comme marchés pour ses biens manufacturés. L'Australie demeura ainsi dépendante des investissements extérieurs ainsi que de sa production de blé, de laine et de minéraux jusque bien après la Seconde

Guerre mondiale. Bien que beaucoup moins peuplée et industrialisée, la Nouvelle-Zélande connut une situation similaire. L'innovation y reposait sur une tradition d'importation et d'adaptation en vue d'un usage domestique, comme l'attestent les chemins de fer coloniaux, plutôt qu'à des fins d'exportation (MacLeod, 1988a).

Pendant les premières années du XX^e siècle, qui virent la création du Commonwealth d'Australie (1901), l'Australie et la Nouvelle-Zélande portèrent un intérêt croissant aux applications pratiques de la science dans l'agriculture (notamment en matière de prévisions météorologiques, d'irrigation et d'amélioration des cultures et des sols) et dans certaines étapes des procédés industriels. Le premier conflit mondial, au cours duquel des procedes industriels. Le premier conflit mondial, au cours duquel leurs soldats servirent aux côtés des forces impériales britanniques dans le Pacifique, en Europe et au Moyen-Orient, provoqua de graves problèmes économiques dans les deux pays. Comme la Grande-Bretagne, ils fondèrent de nouvelles agences gouvernementales — la DSIR en Nouvelle-Zélande et la CSIR en Australie — afin d'encourager la recherche scientifique et industrielle (pour la Grande-Bretagne, voir MacLeod et Andrews, 1970; pour l'Australie, voir Schedvin, 1987; pour la Nouvelle-Zélande, voir Galbreath, 1998). Durant l'entre-deux-guerres, ces organes s'associèrent aux universités pour asseoir les sciences de la Terre et les études agricoles sur des bases solides et élargir leurs retombées économiques. La science et, dans une certaine mesure, les inventions se dotèrent lentement d'une identité géographique permettant d'attribuer un caractère proprement « australien» ou «néo-zélandais» à un ensemble de techniques de laboratoire, de choix de problèmes, de stratégies de recherche et de modes de pensée. Néanmoins, les deux pays continuèrent de s'appuyer sur les traditions britanniques et d'envoyer leurs plus brillants éléments (dont Lord Rutherford est un exemple notable, quoique peu connu) étudier au sein de la «mère patrie» d'où la plupart ne devaient jamais revenir.

Entre les deux guerres mondiales, la science et la technologie bénéficiaient d'un large soutien populaire mais, étant donné l'exiguïté des marchés intérieurs, la préférence impériale et les barrières douanières décourageaient les innovations locales et les exportations. En témoigne l'industrie automobile australienne, incapable de rentabiliser une excellente machine sur un petit marché dont des importations à bas prix purent aisément s'emparer. Les conséquences des énormes pertes de main-d'œuvre qualifiée pendant la Grande Guerre, ajoutées à la dépendance vis-à-vis des capitaux britanniques et aux séquelles de la dépression, firent des années 1930 une ère de crise pour le développement industriel. Dans ce contexte, la création d'infrastructures de recherche fondamentale et d'innovation technologique fut longtemps différée.

LES CONSÉQUENCES DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE

En Océanie, en Australie et en Nouvelle-Zélande, la Seconde Guerre mondiale entraîna de nombreux changements dont beaucoup influèrent sur la vie culturelle et politique de l'après-guerre. À partir de septembre 1939, les lointains événements survenus en Europe eurent des répercussions immédiates sur ses colonies du Pacifique. Après la chute de la France, Nouméa et Papeete proclamèrent un gouvernement français libre, et des Polynésiens furent engagés dans le bataillon qui combattit au Moyen-Orient à partir de 1941. De leur côté, l'Australie et la Nouvelle-Zélande envoyèrent des hommes en Grande-Bretagne, tandis qu'une troupe maori servait en Grèce. À la fin de la Première Guerre mondiale, la Société des Nations avait accordé à l'Australie un mandat sur les anciennes possessions allemandes en Papouasie-Nouvelle-Guinée et le Japon s'était substitué à l'Allemagne en Micronésie. Les deux puissances s'empressèrent donc d'expédier des hommes pour défendre leurs colonies. Après Pearl Harbor et la prise de Singapour, la rapide progression des Japonais provoqua de violents combats terrestres et navals qui virent la défaite des Alliés sur une ligne allant de Papouasie aux Salomon, puis vers le Pacifique central.

Lorsque les Japonais se rendirent maîtres des îles à phosphate de Nauru et de Banaba ainsi que des îles Gilbert et Ellice, des conscrits indigènes furent envoyés sur le front où ils essuyèrent d'effroyables pertes. En Papouasie-Nouvelle-Guinée, les villageois enrôlés par les Australiens « portèrent la guerre sur leurs épaules », selon la formule d'un historien. Ailleurs, les évacuations démantelèrent ou détruisirent des communautés et des cultures entières. En se battant seuls contre un envahisseur puissant, abandonnés par les dirigeants européens, les insulaires acquirent un sentiment nouveau de détermination et de dignité, notamment en Papouasie-Nouvelle-Guinée, aux Fidji et aux Salomon, qui exclut un simple retour aux mentalités coloniales d'avant-guerre (Firth, 1997).

Si les territoires australien et néo-zélandais échappèrent à l'occupation japonaise, la ville de Darwin subit d'intenses bombardements. Les Australiens, sous le feu d'attaques sous-marines le long de leurs côtes, craignirent une invasion et rappelèrent d'Europe une grande partie de leurs troupes pour se préparer à un affrontement qui semblait inévitable. Toutefois, après les victoires alliées dans la mer de Corail et à Midway, la menace s'estompa et les armées purent prendre le chemin de la Papouasie-Nouvelle-Guinée. Au cours du conflit, l'indépendance économique et

industrielle, brièvement nécessaire pendant la Première Guerre mondiale, devint un enjeu majeur pour les Australiens et les Néo-Zélandais. Privés des importations britanniques traditionnelles, ils furent contraints de développer leurs propres industries, de la construction navale à la fabrication de moteurs d'avions. Après l'effondrement du pouvoir britannique à Singapour, en 1942, les deux dominions durent principalement compter sur les États-Unis pour leur défense. Entre 1941 et 1945, le transit de plus de trois millions de soldats américains et de leurs considérables moyens logistiques laissa une impression durable et attira l'Australie, en particulier, dans l'orbite stratégique de la superpuissance, phénomène dont les répercussions se firent longtemps sentir dans les politiques et les comportements de l'après-guerre.

L'irruption soudaine des forces américaines bouleversa également la vie de nombreuses îles du Pacifique qui servirent de points de relais pour les «sauts de puce» contre l'armée japonaise. En Nouvelle-Calédonie et dans les colonies insulaires britanniques, les Américains bâtirent un univers fait d'abris Quonset et de terrains d'aviation, de boîtes de conserve et de véhicules blindés, d'argent et de relations sociales qui, sur un plan symbolique et pratique, rappelaient les traditions locales de dons et d'échanges. En Nouvelle-Guinée, les cultes mélanésiens du cargo intégrèrent cette opulence miraculeuse à un cadre rituel religieux qui s'opposait aux enseignements des missioncadre rituel religieux qui s'opposait aux enseignements des mission-naires et des administrateurs. La guerre eut donc pour effet de conso-lider les traditions indigènes, d'ébranler les politiques impérialistes, d'introduire de nouvelles idées, de saper le mythe de la suprématie européenne (et japonaise) et d'établir un contact avec des étrangers. Un sentiment anticolonialiste se propagea à mesure que la pérennité et l'invulnérabilité de l'ordre colonial étaient remises en question. À la fin des hostilités, l'Australie endossa davantage de responsabilités dans la région, notamment en Papouasie-Nouvelle-Guinée, tandis que la présence britannique, française et américaine subsistait dans le Pacifique central. La guerre représenta un tournant dans l'histoire coloniale de cette partie du globe, mais ses conséquences n'y furent pas aussi soudaines, extrêmes et idéologiques qu'en Afrique, en Inde et en Asie du Sud-Est. Le *Pacific Way*, comme on devait l'appeler, indiquait apparemment un chemin différent vers l'indépendance et le développement.

En Australie et en Nouvelle-Zélande, la reconstruction favorisa l'essor des industries manufacturières ainsi que l'exploitation et le commerce des ressources naturelles. À la fin de la guerre, la population de ces deux pays était à 90 % d'origine britannique. Afin de rassembler la main-d'œuvre requise pour de grands projets tels que l'aménage-

ment hydroélectrique des Snowy Mountains, les quotas d'immigration furent relevés et, lorsque les vagues britanniques s'avérèrent insuffisantes, les Européens du Sud se mirent à affluer. L'Australie fit alors l'expérience du multiculturalisme à une échelle inédite depuis les ruées vers l'or du XIX^e siècle. Au milieu des années 1950, le gouvernement fédéral entreprit de rénover les infrastructures des universités appauvries et de renforcer les effectifs des centres de la CSIR. Au sein de l'Université nationale australienne, à Canberra, furent créés un Institut d'études avancées et des départements de recherche visant à encourager le retour des scientifiques expatriés et à améliorer la connaissance qu'avait l'Australie de ses voisins du Pacifique, notamment de la Papouasie-Nouvelle-Guinée dont elle venait d'acquérir la tutelle (Foster et Varghese, 1996).

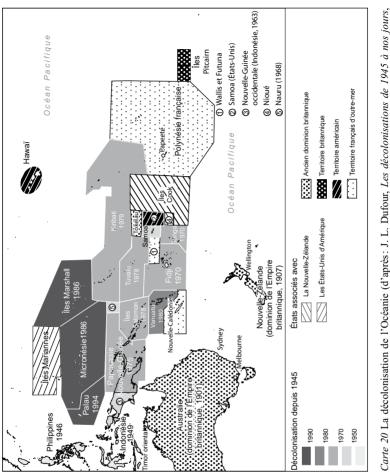
Au milieu du XX^e siècle, les progrès de la science des sols, de la génétique et des techniques d'irrigation, pour beaucoup d'origine australienne, permirent une expansion rapide des industries agricoles, tandis que le secteur de la laine s'efforçait de conquérir de nouveaux marchés. À la même époque, grâce à l'apparition de nouvelles technologies et à la multiplication des initiatives privées, le commerce des minéraux amorça un essor qui dura plus de vingt ans. Dans les années 1960 et au début de la décennie suivante, le niveau de vie s'éleva en Australie qui reçut le surnom quelque peu ironique de «pays de la chance»². Perpétuant une tradition d'exploration inaugurée par les expéditions britanniques et australiennes avant la Première Guerre mondiale, elle apporta une contribution substantielle à l'Année internationale de la géophysique, célébrée en 1957, et au régime instauré deux ans plus tard par le traité de l'Antarctique qui prévoyait l'étude des mers et du bloc continental austral. Le territoire antarctique australien, concédé par la Grande-Bretagne et administré à Canberra, comprend quasiment un tiers du «dernier continent», soit un territoire presque aussi vaste que celui de l'Australie elle-même. Depuis une trentaine d'années, la Nouvelle-Zélande joue également un rôle décisif dans les débats sur le traité de l'Antarctique, spécialement dans les concertations relatives à l'exploitation des ressources marines et minérales de la région. Les stations qu'y entretiennent les deux pays sont le lieu d'une coopération internationale exemplaire avec l'ex-URSS et les autres signataires des accords.

Dans les années 1950, à la suite des Britanniques, l'Australie et la Nouvelle-Zélande se prirent à rêver d'une énergie illimitée d'origine nucléaire. Lors de la décennie suivante, la première prit part, souvent au bénéfice d'intérêts américains, à certains des plus étranges projets imaginés dans le cadre des programmes «Atomes pour la paix» et

«Plowshare» du président Eisenhower. Les besoins énergétiques de la seconde étant couverts par d'autres biais, elle abandonna rapidement ses travaux. L'Australie construisit deux réacteurs de recherche et planifia l'installation d'une centrale sur la côte est, au sud de Sydney, avant que le coût élevé de l'électricité nucléaire, par comparaison avec les sources thermiques et hydrauliques, ne la conduise à renoncer à ses ambitions dans les années 1970. Après des atermoiements controversés, elle finit par signer et ratifier le traité de non-prolifération nucléaire (MacLeod, 1994a; 1994b). Dans les années 1980, elle soutint l'action de l'Agence internationale de l'énergie atomique, à Vienne, et fit fonction de modérateur dans les discussions qui entouraient l'utilisation croissante de l'énergie nucléaire dans la région Asie-Pacifique.

LE PRÉSENT POST-COLONIAL

L'historiographie reflète nécessairement les hypothèses de son temps. Au XXe siècle, l'Océanie et l'Australasie ont été étudiées sous divers angles. L'intérêt qui prévalait entre 1900 et 1939 pour les découvertes, les explorations et les rencontres coloniales a peu à peu fait place à des travaux introspectifs, comparatifs et respectueux des «voix» indigènes. Dans les années 1960 et 1970, la décolonisation porta l'attention sur le développement régional et sur le rôle du Pacifique dans les nouveaux rapports internationaux, au sein d'un monde toujours dominé par des superpuissances rivales (carte 20). Au recentrage sur les unités culturelles qui s'opéra lors de la décennie suivante s'est depuis substituée une reconnaissance des nombreuses « frontières » de la région. Imposées par des forces extérieures, les entités administratives et linguistiques ont masqué les répercussions du colonialisme sur la culture européenne (Howe et al., 1995). La déconstruction du «grand récit» colonial, fondement du découpage classique des ères, a engendré des récits locaux axés sur les peuples, les lieux et les identités culturelles. Les historiens, dont le regard était focalisé sur les rapports avec les puissances impériales, évoquent aujourd'hui des mécanismes bien plus complexes d'engagement et d'autodéfinition, ce qui les dispose à admettre que la transition de la région entre un passé colonial et un avenir post-colonial d'après-guerre est loin de s'être effectuée sans heurts. L'époque actuelle s'ouvrit sans doute par le coup d'État fidjien de 1987 (Howe et al., 1995, préface), premier nuage dans le ciel de contrées qui semblaient auparavant paradisiaques.



Sans connaître d'événements aussi spectaculaires, l'Australie vit ses relations constitutionnelles avec la Grande-Bretagne, traditionnellement étroites (particulièrement lors du long règne du Parti libéral et de sa coalition avec le *Country Party*, entre 1945 et 1972) se détériorer lorsque le gouvernement fraîchement élu fut contraint de démissionner par le représentant de la couronne, en 1975. Quand la Grande-Bretagne intégra le marché commun européen, l'Australie comme la Nouvelle-Zélande durent redéfinir leurs positions économiques et politiques, intimement associées à leurs pratiques

publiques et institutionnelles. Si les liens éducatifs, familiaux et commerciaux sont demeurés forts, l'attachement à la monarchie s'est récemment atténué, comme l'atteste la remise en cause du statut de chef d'État conservé par la reine d'Angleterre. La proclamation d'une république est envisagée, quoique dans le cadre du Commonwealth. En tout état de cause, les gouvernements successifs se sont employés à mettre en avant la continuité de leur rôle au sein de l'alliance occidentale. Après la guerre, la politique nationale de défense, depuis toujours fondée sur la participation de puissances amies, s'orienta de plus en plus vers des accords de coopération avec les États-Unis. Cette entente se concrétisa par le traité de l'ANZUS, en 1951, puis par la présence de l'armée australienne en Corée, au Viêt Nam (où elle fut seule à apporter un soutien militaire aux Américains) et pendant la guerre du Golfe, aux côtés des Britanniques. Bien que moins visiblement républicaine, la Nouvelle-Zélande a fermement affirmé son autonomie en menant une suite de politiques d'austérité économique et en refusant le droit d'escale aux navires nucléaires américains. Les deux pays, comme la majeure partie de l'Océanie, se sont ouvertement opposés à la poursuite des essais nucléaires français dont la dernière série, en 1995, a rappelé à ses habitants que la région servait toujours de laboratoire aux Européens.

Au fil des dernières décennies, les gouvernements australiens et néozélandais se sont attachés à accorder réparation aux peuples autochtones, maltraités et méprisés pendant des siècles. En 1967, les aborigènes australiens, qui représentent environ 1,5 % de la population du pays, se sont enfin vu octroyer les symboles et les privilèges de la citoyenneté, puis, dans les années 1980, une attention croissante — quoique insuffisante — a été donnée à leur situation sanitaire et sociale (pour une introduction sur la question aborigène, voir Reynolds, 1981; voir également d'autres œuvres plus anciennes comme Rowley, 1970; Reece, 1974; Ryan, 1981). En 1992, une décision historique de la Haute Cour d'Australie à permis de faire prévaloir des titres de propriété foncière traditionnelle et des négociations se poursuivent depuis lors, non sans bataille juridique, pour instaurer d'autres types de compensation. Auparavant, les préparatifs de la célébration du bicentenaire de la découverte (ou, selon le point de vue, de l'invasion) européenne, en 1988, avaient souligné l'évolution des identités culturelles et le rôle du pays dans la région Asie-Pacifique. En tissant d'étroits liens commerciaux avec le Japon et la Corée du Sud, l'Australie et la Nouvelle-Zélande ont modifié leurs rapports économiques, diplomatiques et militaires avec les États-Unis et le Royaume-Uni. Depuis une vingtaine d'années, la caractérisation d'une identité australienne dans une société toujours plus multiculturelle est un sujet récurrent de débat historique et populaire. L'apparition de processus d'autodéfinition a encouragé l'émergence d'une tolérance et d'un respect nouveaux envers les femmes et les minorités. En

Nouvelle-Zélande, où les traditions britanniques paraissent plus vivaces, le biculturalisme est néanmoins parvenu à déborder du cadre formel des traités pour s'immiscer dans la vie éducative et culturelle, comme devrait bientôt en témoigner l'apprentissage du maori par les écoliers *pakehas* (de souche européenne).

Les multiples peuples océaniens ne semblent aujourd'hui unis que par un désir d'identité politique et d'indépendance économique, ambition qui les conduit d'ailleurs sur des chemins divergents. Si elle a façonné son passé, l'histoire coloniale complexe de la région pèse également sur son présent. Les États-Unis et l'Europe, notamment la France, continuent de manifester un intérêt pour son avenir, mais un rôle grandissant devrait être joué par le Japon, partisan actif du concept de «communauté du Pacifique». De nombreuses îles sont toutefois dépourvues des systèmes politiques et éducatifs, des liens sociaux et des notions de propriété indispensables au déploiement d'activités scientifiques occidentales, bien que des efforts considérables soient consentis pour diversifier la base économique en améliorant l'agriculture et la production de ressources minérales destinées à l'exportation vers les autres pays du Pacifique.

L'avenir scientifique et économique de l'Océanie dépend de l'apaisement des tensions politiques, lesquelles reflètent les dissemblances traditionnelles entre les trois grands groupes culturels et leurs nombreuses divisions ethniques. En 1947, les cinq puissances coloniales alliées signèrent la Convention de Canberra qui instaura la Commission du Pacifique Sud afin de garantir la stabilité économique et sociale d'une région potentiellement turbulente. Entre les années 1960 et 1980, l'organisation, qui siège à Nouméa, accueillit progressivement vingt-deux nations et territoires insulaires où elle s'efforce aujourd'hui de mettre en œuvre des techniques agricoles et halieutiques adaptées tout en encourageant l'amélioration des conditions sanitaires, le développement rural, l'émancipation des femmes et l'éducation communautaire. Elle ne dispose néanmoins que d'un budget de 22 millions de dollars, bien trop faible pour atteindre ces objectifs.

Jusqu'en 1962, toutes les îles possédaient un statut colonial ou protégé

Jusqu'en 1962, toutes les îles possédaient un statut colonial ou protégé et disposaient d'administrations de type colonial, à l'exception de Tonga et des îles Samoa occidentales qui conservaient des gouvernements monarchiques et aristocratiques. Aujourd'hui, dix d'entre elles sont des États independants³, neuf sont des territoires sous tutelle⁴ et trois autres forment le *Trust Territory of the Pacific Islands*⁵, officiellement sous le contrôle des États-Unis mais gérées par les Nations Unies. Cinq de ces pays sont membres des Nations Unies et neuf d'entre eux font partie du Commonwealth issu de l'ancien Empire britannique. La Nouvelle-Calédonie, la Polynésie française ainsi que Wallis et Futuna aspirent à l'indépendance politique. Les Samoa américaines, Guam, les Mariannes-du-Nord et Palau

sont encore sous contrôle américain tandis que Niue, les îles Cook, les îles Marshall et les États fédérés de Micronésie ont passé des accords de «libre association» avec leurs anciens occupants respectifs (ces deux derniers avec les États-Unis).

Ces quatres derniers sont membres du Forum du Pacifique Sud, fondé en 1969 pour favoriser la coopération régionale, synonyme de prospérité et de poids collectif. Fort de quatorze pays océaniens, auxquels s'ajoutent l'Australie et la Nouvelle-Zélande, il fait fonction d'espace de discussion sur les enjeux locaux et internationaux. Son succès le plus retentissant est sans doute l'institutionnalisation de l'opposition aux essais nucléaires, au trafic d'armes atomiques et au déversement de déchets radioactifs au sein de la zone dénucléarisée du Pacifique Sud, créée en 1985 par le traité de Rarotonga. Il possède des organes régionaux comme l'Agence des pêches du Forum, la *Pacific Forum Line* (compagnie de navigation maritime) et le Programme régional pour l'environnement du Pacifique Sud qui ont établi une collaboration visant à réguler la pêche au filet et à étudier les effets du réchauffement climatique sur les atolls de faible altitude. Bien qu'utile, ce genre de mesures ne facilite pas nécessairement la compréhension populaire de la science qui, dans la région, a fait l'objet de nombreux programmes lancés notamment par des organisations comme l'UNESCO. La Papouasie-Nouvelle-Guinée s'est dotée d'institutions scientifiques gouvernementales depuis 1975, mais la science régionale demeure accaparée par les chercheurs des nations européennes et des pays riverains du Pacifique (Rehbock, 1991). La reconnaissance internationale de la science du Pacifique insulaire, englobant des pratiques locales mais aussi occidentales, ne s'est imposée que depuis peu (Morrison et al., 1994-1995).

S'il est difficile de généraliser, les îles peuvent généralement être assimilées à des pays du tiers-monde caractérisés par de fortes inégalités quant à leur richesse, à leur stabilité politique et à leur sécurité intérieure. Depuis les années 1970, la quasi-totalité d'entre elles a dû faire face à la pression grandissante de mouvements ethniques et démographiques. Le Vanuatu connaît une paix fragile, les îles Fidji ont récemment été le théâtre de coups d'État et d'affrontements ethniques et la Papouasie-Nouvelle-Guinée est sous la menace d'une rébellion. Les citadins sont nombreux en Micronésie, mais la plupart des insulaires océaniens appartiennent à des communautés rurales dont l'économie repose sur l'agriculture et les ressources marines. Dans ces treize îles, le revenu moyen par habitant varie entre la relative prospérité de Fidji, avec un PIB de 1 182 dollars, et Kiribati, dont le PIB n'est que de 271 dollars. Le volume du commerce interinsulaire est faible alors même que les cultures traditionnelles de plantation (sucre, café, copra, etc.) ne produisent quasiment plus de revenus. Certains se fondent sur les succès des îles de l'Océan Indien et des Caraïbes pour imaginer l'avenir

de ces petits États insulaires. D'autres, en revanche, sont moins optimistes (Banque mondiale, 1993).

La répartition des ressources naturelles est très inégale. Si certaines des zones d'exclusion économique créées le long des côtes dans les années 1970 (territoires qui pourraient s'avérer déterminants pour le développement régional) jouissent de réserves marines relativement abondantes, d'autres souffrent de graves pénuries (Dalrymple, 1985). La Papouasie-Nouvelle-Guinée et les Fidji sont riches en ressources terrestres, alors que les atolls de Kiribati et de Tuvalu en sont quasiment dépourvus. La Papouasie-Nouvelle-Guinée possède une industrie de transformation des ressources naturelles (comme le café, le thé, le bois, le copra et le cacao), de petites usines liées à la vie urbaine (réparation automobile, production de boissons gazeuses) et un secteur de services. L'industrie lourde, en revanche. y reste peu accessible aux entrepreneurs. En 1994, 70% de l'industrie secondaire nationale appartenaient à des sociétés étrangères (à 88% australiennes) tandis que les travailleurs expatriés, qui représentaient 10% de la main-d'œuvre, percevaient 50% des revenus industriels. Lorsque leur pleine exploitation sera commencée, les immenses gisements minéraux de Bougainville devraient être traités localement afin de produire de la valeur ajoutée avant l'exportation et de créer des industries secondaires rentables. La mise en place de ce processus, qui dura des années dans des mines australiennes technologiquement bien plus avancées, pourrait prendre encore davantage de temps en Papouasie-Nouvelle-Guinée.

Les applications scientifiques et technologiques, autrefois considérées comme autant de solutions-miracles aux problèmes du sous-développement, paraissent aujourd'hui poser des problèmes quant à leur possession et leur utilisation. Le rôle de la science et de la technologie dans la survie économique est tributaire de réformes politiques et d'un renforcement de la participation au commerce international (Asia-Pacific Economics Group, 1993a; 1993b). Les aspirations sont grandes mais les infrastructures sont instables. Dans les petites îles, l'exiguïté des marchés se combine à un volume élevé d'importations pour engendrer des déficits structurels. La viabilité de la plupart des économies insulaires repose sur la pêche, les accords internationaux, l'aide extérieure (l'Australie consacre un cinquième de son budget d'assistance à la Papouasie-Nouvelle-Guinée) et le tourisme. Dans un avenir proche, ce dernier est davantage susceptible de définir la politique, l'économie et la culture des îlots que le commerce, lequel paraît lui-même plus porteur que la recherche et le développement scientifiques. Les grandes îles ont vu les intérêts des compagnies minières internationales, souvent gourmandes en capitaux, devenir à la fois des sources de richesse et de ressentiment politique. L'émigration vers l'Amérique du Nord, l'Australie et d'autres cieux plus cléments (la Nouvelle-Zélande abrite trois fois plus de Niuéens que Niue elle-même) est lourde de conséquences, bien qu'il soit difficile de mettre en balance les envois d'argent des expatriés et la fuite des cerveaux (Thakur, 1991).

Dans ce contexte, la recherche occidentale est source de nombreux changements mais de peu de révolutions. Au sein d'une région presque entièrement constituée d'anciennes colonies, la science et la technologie jouent un rôle décisif dans la vie quotidienne tout en reposant sur des contributions financières et des savoir-faire externes. La préservation de la faune, de la flore et des ressources naturelles, la reconnaissance de la propriété communautaire et le contrôle de l'«écotourisme» requièrent un effort de concertation entre les îles et les agences régionales afin de ne pas nuire à l'environnement et à ses habitants. Les communications et les transports se sont modernisés, mais la pêche commerciale et les investissements occidentaux et japonais menacent autant qu'ils servent les intérêts des populations locales. Par ailleurs, des voix de plus en plus solidaires s'élèvent contre l'utilisation du Pacifique comme terrain d'expérimentation. Pendant des années, les îles où étaient testés les équipements nucléaires et les missiles américains et britanniques tirèrent des bénéfices économiques de cette collaboration. Depuis la fin des essais nucléaires, celles régies par les accords spéciaux des grandes puissances, notamment les îles Phœnix, doivent chercher d'autres solutions. Pour l'une d'entre elles, l'île Johnston, l'issue est claire puisqu'elle demeure l'un des six dépôts américains d'armes chimiques et se trouve au cœur d'un projet de destruction de cet arsenal. Dans l'ensemble de la région, la chute continue des prix des exportations agricoles incite les experts à recommander un recours à l'entreprise privée, inévitablement liée, comme toujours, à l'expertise internationale et aux investissements étrangers.

L'état de crise du Pacifique et de ses îles contraste vivement avec la prospérité de l'Australasie. Aujourd'hui, l'Australie (17 millions d'habitants) et la Nouvelle-Zélande ou Aotearoa (5 millions d'habitants) dominent la région et jouissent d'un rayonnement scientifique, artistique et littéraire mondial. Toutes deux entretiennent des relations étroites avec leurs voisins océaniens ainsi qu'avec l'Asie, l'Amérique et l'Europe, en même temps qu'elles rapprochent leurs économies et leurs politiques de défense. Elles sont pourvues d'infrastructures technologiques et scientifiques solides dont le financement est toutefois fréquemment mis en débat. L'Australie accueille 600 000 étudiants dans ses universités et alloue 1,6% de son PIB annuel (1992-1993) à la recherche et au développement. La contribution de ses savants à la littérature scientifique internationale s'élève à 2,1 %, soit une proportion plus élevée que celle des dépenses de recherche du pays. Celles-ci constituaient le deuxième poste du secteur public national en 1992. Le nombre de scientifiques et d'ingénieurs rapporté à la maind'œuvre totale est de 50 pour 10 000, soit plus que la moyenne mondiale

(45) et que le reste de la région Asie/Pacifique, mais bien moins qu'au Japon (75) et aux États-Unis (76) (Bureau of Industry Economics, 1996a; 1996b).

Dans les deux pays, la science n'est plus «coloniale» bien que dans une situation d'«interdépendance» vis-à-vis des grandes puissances, notamment les États-Unis et l'Union européenne, dans de nombreux domaines. Une récente tendance à canaliser les ressources vers un plus petit nombre de secteurs compétitifs a soulevé de vives discussions opposant la «concentration» et l'«équilibre» dans la recherche et les infrastructures. De part et d'autre de la mer de Tasman — via la réforme de la CSIR en Australie et le démembrement de la DSIR en Nouvelle-Zélande — des efforts considérables ont été déployés pour assigner à la recherche fondamentale des objectifs industriels, économiques et sociaux. La Nouvelle-Zélande a réorganisé son réseau scientifique en dix Instituts de recherche de la couronne (IRC) afin de produire un savoir pertinent pour l'industrie, mais aussi de protéger les intérêts maoris. Aujourd'hui, la communauté maori ne fournit pas de «chercheurs» au sens occidental du terme et contribue peu au fonds national de recherche (Public Good Science Fund), mais le renforcement de la collaboration entre les IRC et les Maoris ouvre la voie à une conciliation de la science et de la technologie avec les intérêts des peuples indigènes (Mutu, 1994).

Dans cette région profondément hétérogène, l'influence de la culture scientifique occidentale est très inégale. Pour la même raison, la place de la science dans l'éducation est difficile à apprécier. L'université du Pacifique Sud, fondée en 1968, possède plusieurs campus régionaux dans lesquels est enseignée la science, tandis que le monde francophone régional se dote actuellement de facultés spécialisées en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie. Dans l'Océanie insulaire, il est clair que la science et la technologie, quoique prometteuses pour le développement maritime, n'ont pas fait fonction de remèdes miraculeux. À l'inverse, comme partout où la science moderne est entrée en contact avec des systèmes indigènes, les transferts technologiques ont eu pour double effet de créer des emplois et d'élargir les horizons régionaux tout en portant atteinte aux valeurs traditionnelles et aux cultures préexistantes. Les moyens de base sont limités. Ainsi, les Tonga consacrent 13% de leur budget au secteur de la santé, ce qui ne représente que 28 dollars pour chacun de leurs 100 000 habitants. Cette somme devant couvrir l'éducation sanitaire autant que les soins médicaux, il est peu surprenant que les Tongans continuent par exemple de considérer le SIDA comme un problème moral plutôt que pathologique (Pacific Islands Monthly, 1989a et 1989b).

Les chercheurs recommandent régulièrement la mise en place de mesures sanitaires visant à lutter contre les maladies véhiculées par l'eau,

jusqu'ici inconnues en Occident (Prasad, 1992). Les carences nutritionnelles dues à la consommation d'aliments transformés concourent à la propagation de «maladies de l'opulence, sans l'opulence» (Schoeffel, 1992). En mettant en péril les îles et les récifs coralliens, les problèmes environnementaux planétaires nuisent à la santé des populations locales, dépendantes des produits de la mer, et éveillent l'inquiétude de la communauté internationale (Robie, 1990; Baines et Morrison, 1990; Grigg, 1992). Malgré la multiplication d'affirmations contradictoires sur les conséquences écologiques réelles des essais nucléaires français réalisés depuis 1966 dans l'atoll des Tuamotu, à Mururoa, à 1 250 kilomètres au sud de Tahiti, il est certain qu'ils ont non seulement alerté l'opinion publique mondiale et attisé le nationalisme insulaire, mais aussi découragé le tourisme dans lequel la France et la Polynésie avaient placé tant d'espérances (Galtung, 1989; Hayes *et al.*, 1987; Firth, 1987; pour l'histoire nucléaire du Pacifique depuis Nagasaki, voir Firth et von Strokirch, 1997).

Dans le même temps, les Samoa américaines semblent connaître un essor de la micro-informatique favorisant la constitution de réseaux et l'échange d'idées. Le forage sous-marin, de plus en plus rentable, accroît les possibilités technologiques des océans, mais on peut douter que les autochtones recueillent les fruits de ces activités. Les gisements de phosphate de Nauru sont presque épuisés, tout comme le milieu naturel de l'île, et les conséquences environnementales de l'exploitation minière intensive de Bougainville suscitent d'ardentes polémiques. Le développement durable est au cœur de la réflexion menée par le Forum du Pacifique Sud et les agences des Nations Unies concernées. L'Océanie est toutefois peu mentionnée dans les programmes de l'APEC, laquelle se focalise davantage sur la place de l'Australie dans le marché en expansion de la région Asie-Pacifique. Les politiques dont la région fait actuellement l'objet risquent de ne représenter qu'une nouvelle phase du «colonialisme de développement» qui caractérise son histoire (Henningham, 1994).

BILAN ET PERSPECTIVES

L'«Océanie» et le «Pacifique» sont des appellations données par les Européens à une région qu'ils ont découverte puis colonisée et sur laquelle ils exercent encore leur emprise. Au fil de trois grandes ères d'influence (deux siècles de règne espagnol, cent cinquante ans de tutelle britannique et française et cinquante ans de mainmise américaine) ses vastes espaces ont été circonscrits par des forces externes encore largement ignorantes de ses complexités (Crocombe, 1997). Le Pacifique n'est pas négligé par les savants,

bien au contraire. Il existe au moins douze grandes revues en anglais dédiées à ses enjeux politiques, économiques, géographiques, anthropologiques et scientifiques, tandis que de nombreux titres publient des études qui lui sont consacrées en Russie, en France, en Allemagne, en Corée du Sud ou au Japon. Les Européens ont codifié ses langues, ses arts, ses artisanats et ses produits naturels en «cultures de musée». Ses îles et ses mers ont servi de carrières, de plantations, de fermes, de terrains de conquête religieuse et de missions «civilisatrices». Malgré ses protestations, il reste un laboratoire dans lequel deux pays faisaient exploser des engins nucléaires et un autre poursuit ses essais. Jusqu'à récemment, trois nations y testaient des missiles. Son histoire a vu quatre siècles d'acceptation, d'assimilation, d'adaptation et de rejet de la science et de la culture occidentales. Si la science peut nous aider à comprendre la région, il est moins sûr qu'elle puisse la transformer.

Cette transformation peut, ou doit, venir des peuples indigènes euxmêmes. Les «étrangers» et les colons ont encore beaucoup à apprendre des cultures et des langues traditionnelles. Aujourd'hui, comme au XVIIIe siècle, les «experts» occidentaux peuvent mieux se documenter sur l'agriculture et la vie marine tropicales en s'entretenant avec des fermiers mélanésiens et des pêcheurs micronésiens qu'en participant à des séminaires scientifiques universitaires (Crocombe, 1997). Des savoirs naturels autrefois écartés et qualifiés d'«ethnosciences» se voient accorder une reconnaissance tardive (Thaman, 1994; Walter, 1994). L'intérêt croissant porté aux pratiques ancestrales de pêche et de culture, substituées ou associées aux techniques modernes, a mis en évidence leur capacité à améliorer la santé et la nutrition des insulaires, mises à mal par les régimes occidentaux. Le financement du développement individuel ou communautaire de techniques traditionnelles efficaces, plutôt que de simples importations technologiques, serait susceptible de donner un élan à l'innovation locale (Petaia, 1994). La contribution que cette forme d'initiatives pourrait apporter au développement durable prescrit par l'ONU et les conférences régionales doit être prise en compte dans les politiques du Pacifique post-colonial (Commission des Nations Unies pour l'environnement et le développement, 1987).

En cette période de réduction des budgets d'assistance extérieure,

En cette période de réduction des budgets d'assistance extérieure, l'aide régionale s'avère inégale. Peu d'universités australiennes cherchent à concevoir des techniques nouvelles pour faciliter le développement insulaire ou enrichir les stratégies médicales mises en œuvre dans les îles. En revanche, la plupart des grands musées publics du continent s'attachent les services de conservateurs et de spécialistes aborigènes. Les trois espaces thématiques du Musée national d'Australie, à Canberra, octroient une place centrale aux histoires, aux traditions orales et aux savoirs aborigènes. En Nouvelle-Zélande, le nouveau Musée national est axé sur l'histoire maori

et le biculturalisme. Il reste à voir si ce musée présentera également ses collections en langue maori.

L'assimilation de la culture et de la science occidentales demeure problématique. De l'Afrique du Sud à l'Inde, l'expérience des pays du tiers-monde a montré que la coexistence des technologies de pointe et des méthodes traditionnelles peut s'avérer utile. L'éducation primaire et secondaire doit s'appuyer sur les méthodes autochtones de transmission scientifique en privilégiant les connaissances non scolaires ainsi que les langues locales pour décrire les objets et les processus naturels (Williams, 1994). À partir d'un héritage occidental composite, les peuples océaniens ont forgé des «amalgames évolutifs», des cultures indigènes inédites capables d'exploiter le potentiel de la science et de la technologie tout en résistant à leur domination absolue (Crocombe, 1997). L'accès à la télévision par satellite, nouvelle source de savoir scientifique et culturel, se généralise dans la région, mais des interrogations subsistent quant à l'usage qui en sera fait et à la philosophie qui présidera à la programmation locale. De leur côté, ces sociétés insulaires qui enseignent à leurs jeunes générations la compréhension de la nature et le respect de l'écologie ont beaucoup à apporter à l'Occident (Pond, 1994). L'intégration de la science et de ses pratiques dans un système éthique, ainsi que dans une vision du monde et une quête de connaissances objectives et reproductibles reposant sur des lois universelles, figurerait parmi les plus précieux bénéfices à retirer d'une telle expérience.

À l'aube de ce nouveau millénaire, l'Australie et la Nouvelle-Zélande abritent de petites sociétés cosmopolites très développées qui se frayent un chemin vers les marchés asiatiques en expansion tout en conservant des liens culturels et communautaires avec l'Amérique et l'Europe. Parallèlement, toutes deux envisagent de jouer un rôle — que Gareth Evans, récent ministre australien des Affaires étrangères, qualifia d'« engagement constructif» — en Océanie où persistent des problèmes de sous-développement, d'instabilité politique et ethnique, d'analphabétisme et de dépendance économique (Marjoram, 1988; Bettrametti, 1987). Chacun est conscient de la complexité des remèdes à imaginer (Brookfield, 1989; Ward, 1993). Certains avancent que les Occidentaux doivent se garder de toute nouvelle intrusion, alors que d'autres cherchent des aménagements viables. L'introduction de la notion de propriété intellectuelle dans les systèmes «fermés» de savoir traditionnel apparaît comme un enjeu juridique international qui pourrait transformer les cultures et les économies insulaires. Ailleurs, d'importants réajustements structurels visant à accélérer les exportations vers la «nouvelle Asie» sont possibles, mais l'histoire témoigne des difficultés inhérentes à leur mise en œuvre (pour la région, voir Segal, 1990; pour les îles, voir Callick, 1993; Cole et

Tambunlertchai, 1993). La région a été audacieusement intégrée au scénario du «siècle du Pacifique» mais, dans un avenir prévisible, il semble improbable que l'Océanie, ou l'Australasie, joue davantage qu'un rôle secondaire sur une scène économique dominée par les superpuissances et les géants de l'Asie du Nord.

NOTES

- 1. L'Océanie ne comprend généralement pas les îles Ryukyu et Aléoutiennes, non tropicales, l'archipel japonais, l'Indonésie, les Philippines et Taïwan, apparentées à l'Asie continentale, et l'île Norfolk, territoire australien. Par le terme «Australasie» on comprenait autrefois également la Nouvelle-Zélande (c'est le cas dans ce chapitre), mais cet usage n'est plus politiquement correct. La Tasmanie est bien entendu un État australien.
- 2. Cette expression, à l'origine ironique, fut popularisée non inventée par Donald Horne (Horne, 1965).
- 3. Vanuatu, les îles Salomon, les îles Fidji, Samoa, Tonga, Tuvalu, l'île de Pâques, les îles Wake, Nauru et Kiribati
- 4. Polynésie française, Nouvelle-Calédonie, Wallis et Futuna (France); les îles Cook, Niue, Tokelau (Nouvelle-Zélande); Pitcairn (Royaume-Uni); Samoa américaines, Guam (États-Unis).
- 5. Les îles Marshall, les îles Caroline et les Mariannes-du-Nord.
- 6. Voici une sélection de revues accompagnées de leur date de fondation: Oceania (1930), Pacific Islands Monthly (1930), Pacific Science (1947), Pacific Viewpoint (1960), Archaeology and Physical Anthropology in Oceania (1966), The Journal of Pacific History (1967), Pacific Research (1969), Pacific Studies (1977), Pacific Report (1985), Pacific News Bulletin (1986), Pacific News from Manoa (1991) et Isla: Journal of Micronesian Studies (1992). L'une des plus récentes est The Contemporary Pacific: A Journal of Island Affairs, publiée par le Centre d'études sur le Pacifique insulaire de l'université de Hawaii (1989).

BIBLIOGRAPHIE

- Baines G. B. K., Morrison R. J. 1990. Marine Pollution from Landuse in the Pacific Islands Region. Dans: *Marine Pollution Bulletin*, vol. 21, n° 11, pp. 506–515.
- Banque mondiale. 1993. Pacific Island Economies: Toward Effective and Sustainable Growth, vol. I: Overview, Washington D.C., Banque mondiale.
- Bescher A. (dir. publ.). 1991. *The Pacific Rim Almanac*, New York, Harper.

- BETTRAMETTI E. (dir. publ.). 1987. *Local Cultures and Transfer of Technologies*, Gènes, International Centre of Culture for the Development of Peoples.
- BHATHAL R., WHITE G. 1994. *Under the Southern Cross: A Brief History of Astronomy in Australia*, Kenthurst (Nouvelle-Galles du Sud), Kangaroo Press
- BROOKFIELD H. 1989. Global Change and the Pacific: Problems for the Coming Half-Century. Dans: *The Contemporary Pacific*, vol. 1, n° 1–2, p. 1–17.
- Bureau of Industry Economics. 1996a. Australian Science: Performance from Published Papers, Canberra, Australian Government Publishing Service.
- 1996b. Science System: International Benchmarking, Canberra, Australian Government Publishing Service.
- CALLICK R. 1993. Pacific 2010: A Doomsday Scenario? Dans: COLE R. (dir. publ.), *Pacific 2010: Challenging the Future*, Canberra, National Centre for Development Studies.
- CHAMBERS D. W. 1988. Does Distance Tyrannize Science? Dans: HOME R. (dir. publ.), *Australian Science in the Making*, Sydney, Cambridge University Press.
- CIA. 1993. *The World Factbook*, Washington D.C., Central Intelligence Agency.
- CLARKE W. C., Learning from the Pacific: Traditional Knowledge and Sustainable Development. Dans: *The Contemporary Pacific*, vol. 2, n° 2, 1990, p. 233–253
- Cole R. (dir. publ.), *Pacific 2010: Challenging the Future*, Canberra, National Centre for Development Studies.
- Tambunlertchai S. (dir. publ.). 1993. *The Future of the Asia-Pacific Economies: Pacific Islands at the Crossroads*, Canberra.
- Commission des Nations Unies pour l'environnement et le développement. 1987. Our Common Future, New York, Organisation des Nations Unies.
- CROCOMBE R. 1997. Pacific Science in the 21st Century. Dans: MORRISON J. *et al.* (dir. publ.). 1994–1995. *Science of Pacific Island Peoples*, vol. 4, Suva, Institute of Pacific Studies.
- DALRYMPLE R. 1985. Partners, Friends and Allies: Australia and the Pacific. Dans: *Australian Foreign Affairs Records*, vol. 56, septembre, p. 820.
- FAIRBAIM T. U. et al. 1991. The Pacific Islands: Politics, Economics and International Relations, Honolulu, East-West Centre.

FINNEY C. 1993. *Paradise Revealed: Natural History in Nineteenth-Century Australia*, Melbourne, Museum of Victoria.

- FIRTH S. 1987. Nuclear Playground, Sydney, Allen and Unwin.
- 1997. The War in the Pacific. Dans: DENOON D. (dir. publ.), *The Cambridge History of the Pacific*, Cambridge University Press.
- FIRTH S., STROKIRCH K. (VON). 1997. A Nuclear Pacific. Dans: DENOON D. (dir. publ.), *The Cambridge History of the Pacific*, chap. 10, Cambridge University Press.
- FOSTER S. G., VARGHESE M. M. 1996. *The Making of the Australian National University*, 1946–1996, Sydney, Allen and Unwin.
- GALBREATH R. 1998. DSIR: Making Science Work for New Zealand, Wellington, Victoria University Press.
- Galtung J. 1989. The Pacific: A Poisoned Nuclear Lake. Dans: *The Contemporary Pacific*, vol. 1, n° 1–2, p. 174–180 (critique de B. Danielson, M.-T. Danielson, *Poisoned Reign: French Nuclear Colonialism in the Pacific*, Ringwood, Victoria Penguin Books, 1986).
- GRIGG R. W. 1992. Coral Reefs and Environmental Changes the Next 100 Years: A Synopsis and Abstracts of Papers Presented at a Symposium of the XVII Pacific Science Congress. Dans: *Pacific Science*, vol. 46, n° 3, pp. 374–382.
- HAYES P. et al. 1987. American Lake: Nuclear Peril in the Pacific, Ringwood, Victoria Penguin Books.
- HENNINGHAM S. 1994. The Region in Review: International Issues and Events, 1993. Dans: *The Contemporary Pacific*, vol. 6, n° 2, p. 430–437.
- HOADLEY S. (dir. publ.). 1992. *The South Pacific Foreign Affairs Handbook*, Sydney, Allen and Unwin.
- HOME R. (dir. publ.). 1988*a. Australian Science in the Making*, Sydney, Cambridge University Press.
- 1988b. A Worldwide Scientific Network and Patronage System: Australian and Other «Colonial» Fellows of the Royal Society of London.
 Dans: Home R. (dir. publ.), Australian Science in the Making, Sydney, Cambridge University Press.
- HORNE D. 1965. The Lucky Country, Sydney, Angus and Robertson.
- Howe K. R. et al. 1995. Tides of History: The Pacific Islands in the Twentieth Century, Sydney, Allen and Unwin.
- HUGHES R. 1987. The Fatal Shore, New York, Collins.
- KNIGHT D. 1988. Tyrannies of Distance in British Science. Dans: HOME

- R. (dir. publ.), *Australian Science in the Making*, Sydney, Cambridge University Press.
- MACLEOD R. 1982. On Visiting the «Moving Metropolis»: Reflections on the Architecture of Imperial Science. Dans: *Historical Records of Australian Science*, vol. 5, n° 3, p. 1–16; réimprimé dans: REINGOLD N., ROTHENBERG M. (dir. publ.), *Scientific Colonialism: A Cross-Cultural Comparison*, Washington D.C., Smithsonian Institution Press, 1987.
- (dir. publ.). 1988a. The Commonwealth of Science: ANZAAS and the Scientific Enterprise in Australasia, 1888–1988, Melbourne, Oxford University Press.
- (dir. publ.). 1988b. University and Community in Nineteenth Century Sydney: Professor John Smith and Science in the Colonial Metropolis, 1821–1885, Sydney, University of Sydney History Project.
- 1994a. Nuclear Knights vs. Nuclear Nightmares: Experts as Advocates and Emissaries in Australian Nuclear Affairs. Dans: CABRAL R. (dir. publ.), *Perspectives on Nuclear History*, Göteborg, University of Göteborg.
- 1994*b*. The Atom Comes to Australia: Reflections on Australian Nuclear History, 1953–1993. Dans: *History and Technology*, vol. 11, n° 3, p. 1–17.
- MACLEOD R., ANDREWS E. K. 1970. The Origins of the DSIR: Reflections on Ideas and Men, 1915–1916. Dans: *Public Administration*, vol. 18, n° 1, p. 23–48.
- MACLEOD R., REHBOCK P. F. (dir. publ.). 1988. *Nature in its Greatest Extent: Themes in the History of Western Science in the Pacific*, Honolulu, University of Hawaii Press.
- (dir. publ.). 1994. *Darwin's Laboratory: Evolutionary Theory and Natural History in the Pacific*, Honolulu, University of Hawaii Press.
- Macquarie World Atlas. 1994. Canberra.
- MARJORAM T. 1988. Technology and Development in the Small Island States of the South Pacific. Dans: *Technology for Rural Development 2nd Asian Conference, December 1985*, Singapour, World Scientific.
- MOOREHEAD A. 1966. The Fatal Impact, Londres, Hamish Hamilton.
- MORRISON J. et al. (dir. publ.). 1994–1995. Science of Pacific Island Peoples (4 vols.), Suva, Institute of Pacific Studies.
- MUTU M. 1994. Maori Science and the Crown Research Institutes of Aotearoa/ New Zealand. Dans: MORRISON J. *et al.* (dir. publ.). *Science of Pacific Island Peoples*, vol. 4, Suva, Institute of Pacific Studies.

L'Océanie 1993

NEWLAND E. D. 1988. Dr George Bennett and Sir Richard Owen: A Case Study of the Colonisation of Early Australian Science. Dans: Home R. (dir. publ.), *Australian Science in the Making*, Sydney, Cambridge University Press.

- OLIVER D. 1989. *Oceania: The Native Cultures of Australia and the Pacific*, vols. I et II, Honolulu, University of Hawaii Press.
- Pacific Islands Monthly. 1989a. AIDS Campaign Fights Taboos, vol. 59, février, p. 10.
- 1989b. The Healers of Tonga, vol. 59, n° 17, juin, p. 18.
- PETAIA N. 1994. Incorporating Traditional Knowledge in Development Activities: Western Samoa. Dans: MORRISON J. et al. (dir. publ.). Science of Pacific Island Peoples, vol. 4, Suva, Institute of Pacific Studies.
- POND W. 1994. Parameters of Oceanic Science. Dans: MORRISON J. *et al.* (dir. publ.). 1994–1995. *Science of Pacific Island Peoples*, vol. 3, Suva, Institute of Pacific Studies.
- Prasad U. K. 1992. Research Needs for Improving the Health of Micronesian Children. Dans: *Isla: A Journal of Micronesian Studies*, vol. 1, n° 2, p. 251–260.
- REECE B. 1974. Aborigines and Colonists: Aboriginals in Colonial New South Wales in the 1830s and 1840s.
- REHBOCK P. F. 1991. Organizing Pacific Science: Local and International Origins of the Pacific Science Association. Dans: *Pacific Science*, vol. 45, n° 2, p. 107–122.
- REYNOLDS H. 1981. The Other Side of the Frontier, Melbourne, Penguin.
- ROBIE D. 1990. Paradise in Peril. Dans: *Pacific Islands Monthly*, vol. 60, n° 7, juillet, p. 8–13.
- ROWLEY C. D. 1970. *The Destruction of Aboriginal Society*, Canberra, Australian National University Press.
- RYAN L. 1981. *The Aboriginal Tasmanians*, Brisbane, University of Queensland Press.
- SCARR D. 1967. Fragments of Empire: A History of the Western Pacific High Commission, 1877–1914, Canberra, Australian National University Press.
- 1979. *More Pacific Islands Portraits*, Canberra, Australian National University Press.
- 1990. The History of the Pacific Islands: Kingdoms of the Reefs, Melbourne, Macmillan.

- DAVIDSON J. W. 1970. Pacific Island Portraits, Canberra, Australian National University Press.
- Schedvin C. B. 1987. Shaping Science and Industry: A History of Australia's Council for Scientific and Industrial Research, 1926–1949, Sydney, Allen and Unwin.
- Schoeffel P. 1992. Food, Health and Development in the Pacific Islands: Policy Implications for Micronesia. Dans: *Isla: A Journal of Micronesian Studies*, vol. 1, n° 2, p. 223–250.
- SEGAL G. 1990. Rethinking the Pacific, Oxford, Clarendon Press.
- SHEETS-PYENSON S. 1988. Cathedrals of Science: The Development of Colonial Natural History Museums during the Late Nineteenth Century, Kingston/Montréal, McGill-Queen's University Press.
- SMITH B. W. 1960. European Vision and the South Pacific, 1768–1850: A Study in the History of Art and Ideas, Oxford, Clarendon Press.
- SPATE O. H. K. 1977. South Sea to Pacific Ocean: A Note on Nomenclature. Dans: *Journal of Pacific History*, vol. 12, n° 3–4, p. 205–211.
- THAKUR R. 1991. *The South Pacific: Problems, Issues and Prospects*, Londres, Macmillan/University of Otago.
- THAMAN R. R. 1994. Ethnobotany of Pacific Island Coastal Plants. Dans: MORRISON J. *et al.* (dir. publ.). *Science of Pacific Island Peoples*, vol. III, Suva, Institute of Pacific Studies.
- THOMAS N. 1994. Licensed Curiosity: Cook's Pacific Voyages. Dans: Elsner J., Cardinal R. (dir. publ.), *The Cultures of Collecting*, Melbourne, Melbourne University Press.
- TODD J. 1995. Colonial Technology: Science and the Transfer of Innovation to Australia, Melbourne, Cambridge University Press.
- Walter A. 1994. Knowledge for Survival: Traditional Tree Farming in Vanuatu. Dans: Morrison J. et al. (dir. publ.). Science of Pacific Island Peoples, vol. III, Suva, Institute of Pacific Studies.
- WARD R. G. 1993. South Pacific Island Futures: Paradise, Prosperity, or Pauperism. Dans: *The Contemporary Pacific*, vol. 5, n° 1, p. 1–21.
- WHITE R. 1981. *Inventing Australia: Images and Identity, 1688–1980*, Sydney, Allen and Unwin.
- WILLIAMS E. W. B. 1994. The Roles of Information and Communication in Development. Dans: MORRISON J. *et al.* (dir. publ.). *Science of Pacific Island Peoples*, vol. 4, Suva, Institute of Pacific Studies.

D Postface

39

Un monde interdépendant: la paix et le développement durable à travers la coopération internationale

Georges-Henri Dumont en collaboration avec Sergueï L. Tikhvinsky, Gregorio Weinberg et Tao Wenzhao

e XX^e siècle a légué au XXI^e siècle un héritage lourd de réalisations et lourd d'inquiétudes. Les processus d'interdépendance et de mondialisation ont été amorcés et se sont intensifiés dans tous les domaines et sur tous les continents mais au milieu d'inégalités criantes. Les progrès de la science et de la technologie se sont réalisés à un rythme jamais atteint au cours des siècles précédents. Ils touchent, dans leur vie quotidienne, les populations des nations qui y ont accès. L'exemple de la vitesse est, à cet égard, particulièrement frappant.

Avant la Seconde Guerre mondiale, la vitesse moyenne des trains rapides se situait entre 100 et 150 kilomètres à l'heure. À la fin du XX^e siècle, elle atteignait au moins 250 kilomètres à l'heure. Sur l'eau, les grands paquebots n'ont guère augmenté leur vitesse moyenne (29 à 30 nœuds) mais les techniques employées par les hydroptères et les aéroglisseurs permettent des vitesses doublées (65 nœuds, soit environ 110 kilomètres

à l'heure). Dans l'air, le développement de l'aviation est étroitement lié à son utilisation militaire: arme d'appoint en 1914, elle devient décisive en 1939–1945. Néanmoins, la vitesse des avions à hélice ne pouvait dépasser 650 kilomètres à l'heure, car la vitesse relative de l'air au bout des pales était alors proche de celle du son. La propulsion par réaction a effacé cette limite, tant dans l'aviation militaire que dans l'aviation civile. Dès 1976, le Concorde vole à près de 2 000 kilomètres à l'heure. Le grand obstacle à de nouveaux progrès réside dans les coûts d'investissement et d'exploitation. Tout porte à croire que la conquête de la vitesse sur terre, sur mer et dans les airs est aujourd'hui quasi terminée, mais qu'elle ne l'est pas dans l'espace.

L'accroissement de la vitesse est également l'objectif de l'informatique. À mesure que passent les années, les ordinateurs augmentent leurs capacités et diminuent de volume. Internet assure la transmission quasi immédiate d'informations de toutes natures. Dans l'industrie, des robots programmés pour les principales tâches de production dont ils accélèrent le rythme remplacent progressivement les ouvriers non qualifiés et allègent le travail des autres.

Au cours de cette évolution, certains ont tenté de s'opposer à la robotisation et à la bureautique. Ce n'est de toute évidence qu'un combat d'arrière-garde dans les pays industrialisés où il est, tout au plus, susceptible de faciliter les transitions et l'élaboration d'une nouvelle politique de l'emploi. Autre incidence de la technologie sur la vie quotidienne, le rôle déterminant des ingénieurs civils et des architectes dans la construction de ponts, le creusement de canaux et de tunnels ou l'édification d'immeubles.

La révolution de l'informatique est l'une des réalisations les plus remarquables du XX^e siècle. Elle a largement transformé le mode de vie de la population. L'emploi diffus de la technologie facilite énormément la circulation d'informations, les transactions commerciales et la communication entre habitants de pays et de continents différents.

Les biologistes savent désormais manipuler la vie. Depuis 1978, la fécondation *in vitro* est devenue courante; des êtres vivants inédits sont créés et des êtres vivants peuvent être modifiés. Les spécialistes de la vie attribuent 19 099 génomes à un ver de terre et 25 000 à une mauvaise herbe, mais ils ne savent pas pour autant ce qu'est la vie. Plus que jamais se posent des problèmes éthiques. Entre-temps, l'espérance de vie des hommes et des femmes n'a pas cessé d'augmenter, quoique seulement dans les pays développés.

Grâce aux médias, au développement des moyens de transport et de communication et à l'œuvre des conservateurs, des archéologues, des ethnographes et des traducteurs, se sont produits des échanges et des enrichissements interculturels. Pour la première fois, le patrimoine culturel des

pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine est devenu partie intégrante de celui développé par les Européens et les Nord-Américains. Le niveau d'éducation de la population s'est élevé et un effort systématique d'alphabétisation a été entrepris, même si, à la fin du XX^e siècle, environ 30 % de la population adulte de la planète ne savaient pas encore lire et écrire.

La décolonisation et la libération nationale, qui se généralisent à partir des années 1960, n'ont pas réduit le fossé entre riches et pauvres, et les pays qui reçoivent de l'aide humanitaire ont beaucoup de mal à gérer des mouvements de population de plus en plus étendus.

La pratique des sports et de l'éducation physique s'est généralisée. La renaissance du mouvement olympique, à l'initiative de Pierre de Coubertin, a donné lieu à des compétitions pacifiques entre les peuples du monde, bien que la chasse aux médailles et aux records se teinte souvent de couleurs nationalistes et se trouve parfois viciée par le recours au dopage, comme toutes les compétitions. De nouvelles activités ont fait leur apparition : deltaplane, planche à voile et montgolfière.

L'extraordinaire développement de la science et de la culture a considérablement changé nos vies en influençant profondément les conditions socioéconomiques de l'humanité. Néanmoins, la survie et le développement de cette dernière demeurent menacés par des conflits de civilisations qui creusent le fossé entre pays riches et pays pauvres et continuent de détériorer notre environnement.

Malgré la fin de la guerre froide, le monde reste en proie à des crises. Conflits régionaux, affrontements ethniques et guerres civiles éclatent les uns après les autres sur la planète. Avec la fin de la prééminence de l'idéologie dans les enjeux politiques mondiaux, les conflits entre les différentes civilisations se sont multipliés sur la base de divers facteurs tels que l'histoire, les langues, les cultures et les religions.

Le déséquilibre affectant le développement économique mondial a élargi la fracture entre les pays riches et les pays pauvres. Un cinquième de la population de la planète vit toujours dans un état déplorable de pauvreté et demeure isolé de la civilisation moderne par son ignorance et son retard. La pauvreté menace non seulement la survie des pays pauvres mais également le développement futur des pays riches. Notre monde restera divisé tant que ces criantes inégalités ne se seront pas résorbées.

Le développement économique se fonde souvent sur la poursuite de résultats et de profits immédiats au détriment de la protection des ressources et du milieu naturels. En conséquence, l'environnement se détériore rapidement. La forêt équatoriale recule à une vitesse inquiétante, les terres cultivables sont continûment englouties par le désert, l'air et l'eau sont de plus en plus pollués et la température du globe s'élève en raison de la surconsommation d'énergie. L'ensemble de ces problèmes constitue une

grave menace pour l'existence de la vie sur Terre, sans parler de la menace nucléaire.

Il est de notre devoir de stopper cette dangereuse course vers la catastrophe en faisant un usage raisonnable des nouvelles connaissances scientifiques et technologiques dont dispose aujourd'hui le monde moderne. Les avantages accumulés par les nations qui ont accès à des ressources scientifiques et technologiques hautement développées les ont rendues riches et indépendantes. Si, dans un esprit de solidarité, elles pouvaient partager cette richesse avec les autres nations, le monde serait sûrement meilleur pour tous.

L'une des plus importantes leçons que nous a données l'histoire du XX° siècle est que, quelles que soient la richesse et la puissance que ces nations ont atteintes par le biais de la conquête, de la soumission et de la colonisation de pays plus pauvres, l'histoire rendra probablement justice à ces derniers. Un esprit de réconciliation et de coopération devrait donc devenir le principe-guide lors de la résolution des conflits.

Le développement des transports, de la communication et des médias nous permet d'obtenir davantage d'information avec une rapidité inégalée jusqu'ici. Cependant, bien que les systèmes d'information employés dans le monde entier soient les mêmes, chaque peuple aura une réaction différente selon sa propre sensibilité culturelle. Il est donc indispensable d'encourager un dialogue rationnel et tolérant entre tous les peuples, de reconnaître la dignité de chaque être humain indépendamment de son sexe, sa race, sa couleur ou ses tendances politiques, et de garantir le respect universel et la protection des droits de l'homme.

L'une des caractéristiques du XX° siècle, en particulier de ses dernières décennies qui ont vu ce phénomène s'accentuer, est le déclin des grandes visions du monde. On a dit, à juste titre, qu'à la fin du XVIIIe siècle prédominait une vision du monde qui ordonnait et rationalisait, relevait des Lumières et des courants connexes de pensée (citons à cet égard l'*Encyclo-pédie* et notamment le *Discours préliminaire* de d'Alembert) et se voulait optimiste (notion de «progrès» en germe chez Condorcet). Le XIXe siècle et le début du XXe siècle ont vu naître une nouvelle vision du monde qui prétendait également ordonner et rationaliser (influence des idées philosophiques de Comte et de Spencer ainsi que des idées politiques du libéralisme et du socialisme émergent) et, en même temps, était optimiste (consolidation de théories issues du «progrès» et des théories plus récentes de l'«évolution»).

À l'inverse, nous nous trouvons aujourd'hui démunis face à la menace d'une sorte de tempête idéologique et axiologique qui explique en partie le climat actuel de crise. Nous ne souhaitons pas ici commettre l'anachronisme de rétablir les Lumières ou le positivisme dont nous reconnaissons les limites, les simplifications et l'approche mécaniste. Soulignons toutefois que nous manquons actuellement d'une vision du monde comparable et d'un ensemble de valeurs relativement satisfaisant et acceptable aux yeux de la majorité de la population mondiale. Considérons, par exemple, au fil du XX^e siècle, l'explosion de pensées irrationnelles et pessimistes, d'idées politiques comme l'autoritarisme et le fascisme et de tendances scientifiques reposant, de façon parfois illégitime, sur les principes du doute et de l'incertitude. Les deux guerres mondiales et leurs conséquences semblent étayer les thèses des pessimistes. Pour achever ce panorama très schématique, nous devrions ajouter qu'une grave crise a anéanti le marxisme, l'une des dernières visions du monde qui prétendait «organiser» la réalité et être «optimiste», sans parler des prétentions par lesquelles elle confinait dangereusement au dogmatisme.

De même, les Églises ont été sévèrement mises à mal par le sapement d'une grande partie de leurs doctrines et de leurs thèses, imputable tant aux critiques fondées sur l'évolutionnisme du XX^e siècle qu'aux cosmologies du XX^e siècle, sans oublier, bien entendu, les processus patents et complexes de sécularisation. Nombre d'entre elles ont, par conséquent, adopté une attitude défensive en cherchant à concilier la science et la religion. Les fondamentalistes fanatiques ont quant à eux pris l'offensive en embrassant des positions agressives et intolérantes, à l'instar des philosophes obscurantistes qui se sont toujours opposés au développement scientifique et technologique et, avant tout, à ses implications. À tous ces éléments devrait être ajoutée l'extrapolation fallacieuse des théories mathématiques et physiques du «chaos» aux sciences humaines et sociales ainsi que le «postmodernisme» qui a rendu encore plus délicate la tâche urgente de reformuler notre vision du monde. Pourtant, dans l'esprit de l'UNESCO, nous devrions soutenir tous les mouvements pluralistes qui contribuent à façonner une nouvelle vision du monde capable de nous offrir une compréhension plus structurée de la réalité et de nous aider à recouvrer une vue moins pessimiste de l'avenir (ou plus optimiste, selon l'angle choisi), essentiellement fondée sur des idées clés telles que la mise de la science et de la culture au service de l'humanité et de la société, et, naturellement, à accroître notre rationalité, laquelle se trouve sous le coup de multiples attaques dont certaines ont été brièvement mentionnées plus haut.

Un autre aspect, non sans lien avec le précédent, est la crise de l'idée d'«universalité», abusivement assimilée à celle d'«eurocentrisme». Ce dernier, qui s'inscrit dans une série d'ethnocentrismes apparus en tous temps et en tous lieux, a déformé l'image du monde et rendu sa compréhension plus difficile. Il s'est affaibli au cours du XXe siècle, notamment depuis la Seconde Guerre mondiale et le processus de décolonisation qui suivit. Ces événements ont permis la réintégration, dans l'histoire, des

grandes civilisations d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine, jusqu'alors marginalisées ou exclues par l'Occident qui les qualifiait de «classiques» ou n'y prêtait aucune attention (on parla même de «peuples sans histoire»). Nous devons désormais concevoir une nouvelle universalité, plus efficace et distincte d'un eurocentrisme élargi. Ce faisant, nous devons être conscients qu'elle demeurera à jamais inachevée et susceptible d'être enrichie, partant non définitive. Cette idée d'universalité, conforme à l'esprit de l'UNESCO, aidera peut-être à reconstituer la vision du monde dont nous venons de parler. Sa quête doit tenir compte de la «nécessité du dialogue des cultures et de la reconnaissance de l'égale dignité des êtres humains ». Il semble ici approprié de citer le grand romancier mexicain Carlos Fuentes: «Lorsque nous excluons, nous nous trahissons et nous nous appauvrissons. Lorsque nous incluons, nous nous enrichissons et nous nous trouvons.» La recherche des racines et des processus anciens nous montre que l'identité est polymorphe et en perpétuelle formation, qu'elle n'est jamais fixée une fois pour toutes.

En outre, il faut souligner que la culture n'est pas seulement passée ou présente, elle est également création et promesse, elle est avenir. La culture devrait inclure la science et la technologie et se distancier des médias qui s'éloignent dangereusement des valeurs culturelles que les sociétés ont créées quand ils ne créent pas leurs propres contre-valeurs dans certains cas. En nous fondant sur les thèses du sociologue suédois Peter Berger, nous pourrions dire que la culture représente essentiellement l'effort de donner un sens au monde qui nous entoure et que cette mission est fondamentale au milieu de l'agitation et des crises qui le secouent.

Dans le domaine de l'urbanisation et de l'industrialisation, notons que, dans la grande majorité des pays en développement, la première a été et demeure sans commune mesure avec la seconde. Ce phénomène, aussi complexe que spectaculaire, a introduit la pauvreté et la misère dans les villes: il y a quelques décennies encore, la pauvreté n'était principalement que rurale. Par ailleurs, dans les régions et les pays développés, la dernière phase d'industrialisation procédant de la nouvelle révolution scientifique et technologique ne crée pas d'emplois, contrairement aux premières. La pauvreté urbaine est donc de retour et, comme nous le voyons, prend une forme différente dans les régions développées ou en développement. Le résultat final est le même dans les deux cas: une montée du chômage et de la pauvreté dans les villes et, conséquence immédiate et directe, un déclin des conditions de vie (dégradation des services, pollution environnementale, détérioration des logements et du paysage urbain, progression de la délinquance et des trafics de stupéfiants, etc.). L'aggravation de la marginalité, d'une part, et les grands mouvements démographiques non maîtrisés, d'autre part, ont fait naître de nouveaux défis sur le marché du travail (manque de qualifications dans un environnement de travail qui évolue et accroît ses exigences en permanence) et dans le domaine de la culture (problèmes d'intégration dans un nouvel environnement sans perte d'identité en termes de coutumes, de traditions, de valeurs, etc.). Ces facteurs expliquent partiellement les manifestations de xénophobie et de racisme.

La construction d'un monde fondé sur la coopération, les droits de l'homme et le maintien de la paix requiert notamment l'adoption d'un concept élargi de culture. Plutôt que de se lancer dans des débats trop souvent stériles ou stérilisants quant à ce qui constitue la culture populaire ou nationale, il semble bien plus important de définir le concept de culture lui-même. À cette fin, il est nécessaire de le dépouiller de toute restriction adjectivale et de se concentrer principalement sur sa fonction intégrante, de plus en plus décisive dans une société où les êtres sont confrontés à des problèmes d'aliénation et de déracinement dont l'accélération de la perte de mémoire sociétale est l'une des tristes conséquences. Alain Touraine insiste précisément sur le rôle de la mémoire pour nous protéger des informations tendancieuses et trompeuses qui sont habituellement utilisées pour nous donner une vue déformée de la réalité.

Nous devons également mettre en évidence les limites conférées à la connaissance des processus historiques par des perspectives étroites ou minoritaires (l'histoire urbaine avant la révolution industrielle, alors que la population était majoritairement rurale; l'histoire eurocentrique; l'histoire axée sur les hommes au détriment des femmes, etc.). Notre objectif doit au moins consister en une contribution donnant à l'histoire l'«identité» recherchée par Braudel (1902–1985) ou, en d'autres termes, accordant une place à tous les protagonistes oubliés: les peuples indigènes, les ouvriers, les esclaves, les paysans, les exclus, sans oublier les régions et les pays qui étaient auparavant entièrement occultés. Cette entreprise nécessitera de nouvelles catégories d'analyses. Si cela doit être justifié, on peut citer les concepts de temps, d'espace et de causalité qui sont désormais indispensables à une bonne compréhension de la société contemporaine. La science et la technologie devraient également jouer un rôle capital dans la définition de ces nouvelles catégories.

Il convient en outre de commenter l'utilisation et l'évolution d'idées clés telles que le «progrès» et sa relation au passé et au «développement». Ce dernier s'est rapidement émancipé de sa signification économique initiale pour acquérir son sens moderne de développement humain, voire de développement tout court, pluridimensionnel et dynamique. Les idées de «changement» et de «croissance», bien que moins fréquemment utilisées, doivent également être abordées.

Il est également extrêmement important de souligner que les systèmes éducatifs se trouvent confrontés à deux défis, outre leurs objectifs tradition-

nels parmi lesquels se distingue la formation d'« individus » et pas seulement de producteurs, de consommateurs, de citoyens ou de spectateurs. L'un est posé par l'« explosion du savoir » et l'autre par les demandes croissantes, et de plus en plus diverses, que la société leur adresse.

Jusqu'à preuve du contraire, notre planète abrite un système de vie unique dans l'univers. Sa protection devrait être l'affaire de tous. Nos ressources ne sont pas inépuisables et nous faisons aujourd'hui face à une explosion démographique sans précédent. Nous devons exercer un contrôle efficace sur la croissance de la population mondiale tout en utilisant nos ressources de manière prudente et raisonnée. La réaction de la biosphère à l'invasion et aux malveillances humaines est planétaire, quelle que soit leur origine géographique. Le développement ne doit plus être poursuivi au détriment de l'environnement. Les avancées en matière de protection environnementale doivent être prétextes à une coopération internationale utile visant à relever divers défis touchant à la terre, à l'eau et à l'atmosphère tels que la protection de la couche d'ozone, la lutte contre l'effet de serre, la lutte contre la dégradation et la désertification des sols, la préservation de la biodiversité, la prévention des catastrophes naturelles et la réduction des pertes qu'elles entraînent. Ces objectifs ont été définis lors de la conférence de Kyoto en 1997, mais la mise en application du protocole résultant par les États responsables des plus importantes émissions de dioxyde de carbone laisse encore beaucoup à désirer.

Lors de la conférence sur le développement durable qui s'est tenue à Rio de Janeiro en 1992 (la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement), les représentants de quelque 180 pays ont discuté le programme pour le XXI^e siècle proposé par l'ancien Premier ministre norvégien Gro Harlem Brundtland. La conférence a adopté une déclaration sur les problèmes de l'environnement et du développement, et pris plusieurs décisions importantes concernant la protection de l'environnement.

Fidèle à son concept fondamental de culture de la paix, l'UNESCO n'a jamais cessé de travailler pour la préservation de la paix dans le monde. Cette mission a été réaffirmée lors du congrès international sur «La paix dans l'esprit des hommes», tenu en Côte d'Ivoire en 1989. Le concept de culture de la paix a été introduit dans le programme de l'UNESCO au cours de sa Conférence générale de 1994.

D'une certaine manière, la mondialisation s'insère dans le contexte de l'interdépendance mais sa tendance à tout ramener à des marchandises commercialisables, y compris les valeurs culturelles, et à négliger les aspects sociaux a dressé contre elle le monde intellectuel et artistique ainsi que les syndicats. La contestation antimondialiste s'est exprimée, souvent avec violence, lors de réunions de chefs d'État et de gouvernement. Néan-

moins, la mondialisation apparaissant comme inéluctable, on se dirige vers des orientations altermondialistes.

Parmi les plus grands défis qui se présentent aujourd'hui à l'humanité se trouvent les nombreuses menaces provenant du terrorisme international, de la prolifération des armes de destruction massive, des crises financières, des épidémies comme le sida, la fièvre aphteuse, l'ébola, la grippe aviaire et la maladie de la vache folle. Le terrorisme international menace sérieusement le droit de la population à une vie pacifique, et le Conseil de sécurité des Nations Unies a approuvé plusieurs résolutions afin de combattre ce fléau. Il est nécessaire d'arriver à une coopération plus étroite et efficace au sein de la communauté internationale pour faire face à ces menaces; et, dans ce contexte, le rôle des Nations Unies est essentiel.

Il est incontestable et inquiétant qu'à la fin du XXe siècle — et le phénomène se prolonge au début du XXIe siècle —, le droit des Nations Unies ait été mis à mal, en particulier l'article 53 de la charte: «Aucune action coercitive ne sera entreprise en vertu d'accords régionaux ou par des organismes régionaux sans l'autorisation du Conseil de sécurité. » À la différence de la guerre du Golfe, où l'action militaire a été engagée avec le mandat du Conseil de sécurité, l'intervention de l'OTAN au Kosovo l'a été sans ce mandat.

En réalité, les Nations Unies affrontent une crise résultant du décalage entre le droit écrit et la conscience du droit, crise qui peut être bénéfique si elle mène à une réforme du Conseil de sécurité et à une clarification du droit d'agir des membres de l'ONU, chacun en particulier ou collectivement. La mise en place de la Cour pénale internationale permanente, créée en 1998 pour juger des crimes de guerre, constitue une étape importante dans la bonne voie. Encore faudra-t-il qu'elle soit ratifiée d'une manière significative, ce qui n'est pas encore le cas.

Quoi qu'il en soit, le système des Nations Unies demeure la pièce maîtresse de l'héritage que le XX^e siècle a laissé au XXI^e siècle. Sa survie, après des aménagements imposés par les leçons à tirer de l'évolution des événements et des mentalités, est indispensable à l'équilibre et au développement de l'humanité, plus que jamais marquée par l'interdépendance.

Pour faire face aux défis qui se présentent au monde aujourd'hui, les Nations Unies ont besoin d'une réforme. Mais le but de la réforme doit être la consolidation de cette organisation, non pas son affaiblissement, de manière à ce qu'elle puisse continuer à jouer un rôle essentiel dans la stabilité et le développement d'un monde de plus en plus interdépendant.

Table chronologique

L'Afrique Subsaharienne	L'Europe	L'Asie de l'Est	L'Asie centrale, L'Asie du Sud et du Sud-Est et l'Océanie
1900 Première Conférence panafricaine à Londres.	1900 Le père de la psychanalyse, Sigmund Freud, publie Die Traumdeutung (L'interprétation des rêves). Mort d'Oscar Wilde. Exposition universelle de Paris. Le physicien allemand Max Planck fonde la théorie quantique. Le mathématicien allemand David Hilbert dresse une liste de vingt-trois problèmes mathématiques à résoudre. 1901 Première cérémonie de remise des prix Nobel à Stockholm. Le physicien italien Guglielmo Marconi établit les premières communications transatlantiques Tri sestry (Trois sœurs) de l'écrivain russe Anton Pavlovitch Tchékhov.	Chine et une alliance de huit pays après l'échec de la révolte des Boxers.	1901 Annexion des Philippines par les États-Unis au terme de la guerre philippino-américaine. L'émir Habibullah succède à son père, Abdur Rahman khan, sur le trône afghan. Création du Commonwealth d'Australie. Les Hollandais adoptent une «politique éthique» en Indonésie.

L'As le Mo	ie Occidentale, yen-Orient et la Maghreb	L	es Amériques		Événements nternationaux
1898	Incident de Fachoda.				
1900	Fondation du quotidien <i>Al-Liwaa'</i> par l'Égyptien Mustafa Kamil.	1900	Ouverture du laboratoire de recherche de la General Electric aux Etats-Unis.	1900	Premier Congrès mondial d'histoire à Paris.
	Inauguration du Musée égyptien au Caire.				
1901	L'Iran octroie des concessions pétrolières à des compagnies étrangères.				

L'Afrique Subsaharienne (suite)		ĽE	Europe (suite)	L'Asi	e de l'Est <i>(suite)</i>	du Suc	e centrale, L'Asie d et du Sud-Est et Océanie <i>(suite)</i>
1902	Fondation de l'Académie malgache par le gouvernement français.			1902	Conclusion de la première alliance anglo- japonaise.	1902	Une loi octroie aux Australiennes (à l'exception des femmes issues
	Fin de la guerre anglo-boer en Afrique du Sud.						de groupes ethniques non européens) le droit de vote
	Le gouvernement colonial portu- gais établit son administration au Mozambique.						aux élections fédérales (<i>Franchise Act</i>).
		1903	Inauguration du Deutsches Museum de Munich, établis- sement consacré à la science et à la technologie.				
1904	Construction de la ligne de chemin de fer entre Benguela et Huambo en Angola.	1904	Entente cordiale entre l'Angleterre et la France. Le physiologiste russe Ivan Petrovitch Pavlov reçoit le prix Nobel de médecine. Le bibliographe belge Paul Otlet conçoit le système de classification décimale universelle. L'ingénieur britannique John Fleming invente la diode.	1904	Éclatement de la guerre russo- japonaise.		

L'Asie Occidentale, le Moyen-Orient et la Maghreb <i>(suite)</i>	Les Amériques (suite)	Événements Internationaux (suite)
1904 Début d'une vague d'immigration israélienne en Palestine.	José Batlle y Ordóñez est élu président de l'Uruguay. Les inventeurs américains Wilbur et Orville Wright effectuent le premier vol piloté en avion propulsé.	

L'Afriq	ue Subsaharienne (suite)	ĽE	urope (suite)	L'Asi	ie de l'Est (suite)	du Suc	e centrale, L'Asie I et du Sud-Est et céanie <i>(suite)</i>
1905	Le Portugal achève ses campagnes mili- taires angolaises en écrasant les Humbe. Les Ovambo du	1905	Le physicien allemand Albert Einstein publie ses travaux sur la théorie de la relativité restreinte.	1905	Dingjun shan (Le mont Dingjun) de Ren Qingtai marque le début de la production cinématographi- que chinoise.	1905	Séisme de Kangra- Dharamsala en Inde.
	Cunene, dans le sud de l'Angola, tombent sous la domination des Portugais.		Naissance du fauvisme repré- senté par les peintres français Henri Matisse, André Derain et Paul Signac.		Le révolution- naire chinois Sun Yat-sen formule la doctrine des Trois principes du peuple (san min zhuyi).		
1906	Début de la construction de la Grande Mosquée de Djenné, au Mali.					1906	L'Australie prend le contrôle de la Papouasie- Nouvelle- Guinée.
1907	Le souverain éthiopien Ménélik se tourne vers l'agronomie occidentale.	1907	Développement de la radiotélé- phonie. Les demoiselles d'Avignon du			1907	Fondation d'une faculté d'ingénie- rie et de techno- logie à Jadavpur, en Inde. Élection de la
			peintre espagnol Pablo Picasso.				première assem- blée législative philippine.
1908	Sous la pression internationale, le roi des Belges, Léopold II, est contraint de céder le	1908	Les demoiselles d'Avignon du peintre espagnol Pablo Picasso			1908	Formation du Budi Utomo, premier mouvement indépendantiste indonésien.
	Congo à son gouvernement.						My Country (Mon pays) de la poétesse austra- lienne Dorothea Mackellar.

le M	sie Occidentale, oyen-Orient et la laghreb <i>(suite)</i>	Les A	Amériques (suite)		Événements nationaux (suite)
1905	Soulèvement nationaliste contre le shah d'Iran.	1905	Fondation de la Société américaine de sociologie.		
			Cantos de vida y esperanza (Chants de vie et d'espérance) du poète nicaraguayen Rubén Darío.		
1906	Le Maroc est placé sous contrôle français et espagnol.	1906	Un séisme ravage San Francisco aux Etats-Unis.	1906	Deuxième Convention de Genève.
1907	Fondation du parti Umma et de son quotidien <i>Al-Jarida</i> en Égypte.				
	Émergence du mouvement des Jeunes-Turcs.				
1908	Une trentaine de journaux sont publiés en Palestine. Répression britannique de la révolte menée par Abdel Kadir Wad Habbouba au Soudan.	1908	Création du code anglo-américain de catalogage. Mouvement de la «Country Life» («vie rurale») aux Etats-Unis.	1908	Création de l'Office interna- tional d'hygiène publique à Paris.
	Ouverture de l'université du Caire.				
	Création de l'Organisation des femmes arabes à Jaffa.				

L'Afriq	ue Subsaharienne (suite)	ĽE	Europe (suite)	L'As	ie de l'Est <i>(suite)</i>	du Sud	centrale, L'Asie et du Sud-Est et céanie <i>(suite)</i>
1909	Le Portugal conquiert Beafada en	1909	Fondation de la Société alleman- de de sociologie.				
	Guinée-Bissau.		Le poète italien Filippo Tommaso Marinetti publie le <i>Manifeste du</i> <i>futurisme</i> .				
			L'Espagnol Pablo Picasso et le Français Georges Braque inventent le cubisme .				
			L'imprésario Serge de Diaghilev fonde la troupe avant- gardiste des Ballets russes.				
1910	Modification de la frontière franco- allemande au Cameroun.	1910	Première aqua- relle abstraite du peintre russe Wassily Kandinsky.	1910	Le Japon annexe officiellement la Corée.	1910	Une loi de cen- sure est votée par les autorités britanniques en Inde (<i>Indian</i>
	Fondation de l'Institut Pasteur de Brazzaville, au Congo, con- sacré à l'étude de la maladie du sommeil.		Proclamation de la République portugaise.				Press Act).
	Conquête portugaise de Muhungo, de Cassange et des régions riveraines du Kwango.						
	Création de l'Union sud- africaine.						

L'Asie Occidentale, le Moyen-Orient et la Maghreb (suite)	Les A	mériques (suite)		vénements nationaux (suite)
	1909	Scandale du Putumayo, en Amazonie, où des milliers d'Indiens ont été exterminés par les producteurs de caoutchouc .		
1910 Fondation du premier kibboutz en Palestine.	1910	Le téléphone devient le principal moyen de communication en Amérique du Nord. Révolution mexicaine: insurrection paysanne contre la dictature de Porfirio Díaz.	1910	Lors de la première Conférence internationale des femmes socialistes, à Copenhague, le 8 mars est proclamé «Journée internationale des femmes» par l'Internationale socialiste.

L'Afric	L'Afrique Subsaharienne (suite)		urope <i>(suite)</i>	L'As	ie de l'Est <i>(suite)</i>	du Su	e centrale, L'Asie d et du Sud-Est et Océanie <i>(suite)</i>
1911	La nouvelle République portugaise chasse les jésuites du Mozambique.	1911	Le physicien britannique d'origine néo-zélandaise Ernest Ruther- ford découvre le noyau atomique.	1911	Chute de la dynastie des Qing et proclamation de la république de Chine.	1911	Premier recensement national en Australie.
			Fondation du groupe Der Blaue Reiter (Le Cavalier bleu) par des figures majeures de l'expressionnis- me allemand.				
			Une expédition norvégienne conduite par l'explorateur Roald Amundsen est la première à atteindre le pôle Sud .				
			Le Parlement britannique adopte une loi sur les secrets officiels (Official Secrets Act, amendé en 1920, en 1939 et en 1989).				
		1911— 1912	Wassily Kandinsky publie Ueber das Geistige in der Kunst, insbesondere in der Malerei (Du spirituel dans l'art et dans la peinture en particulier).				

L'Asie Occidentale, le Moyen-Orient et la Maghreb <i>(suite)</i>	Les Am	ériques <i>(suite)</i>	Événements Internationaux (suite)
1911 L'Italie envahit la Libye.		Inauguration du premier studio de cinéma à Hollywood.	
		Fondation de la Carnegie Corporation par l'industriel amé- ricain Andrew Carnegie.	
		«Redécouverte» de la cité inca du Machu Picchu au Pérou.	

L'Afrique Subsaharienne (suite)		ĽE	urope (suite)	L'As	ie de l'Est <i>(suite)</i>	du Suc	e centrale, L'Asie I et du Sud-Est et céanie <i>(suite)</i>
1912	Création du Congrès national africain en Afrique du Sud. Nomination de Norton de Matos au poste de gouverneur de l'Angola. Le premier labo- ratoire africain de microbiologie, créé à Saint-Louis (Sénégal) en 1896, est trans- féré à Dakar. Muhammad ibn Abubakar publie l'histoire de Liongo Fumo, épopée inspirée d'une ancienne tradition orale sud-africaine. Révolte popu-	1912	Le Royal Mail Steamer <i>Titanic</i> fait naufrage dans l'Atlantique Nord. Le scientifique allemand Alfred Wegener expose la théorie de la dérive des continents. Jeux olympiques de Stockholm. Apparition du chronométrage électronique. Campos de Castille) du poète espagnol Antonio Machado. Pierrot lunaire du compositeur viennois Arnold Schoenberg. Totem und Tabu (Totem et tabou) de Sigmund Freud. Création tumultueuse du <i>Sacre du printemps</i> d'Igor Stravinsky à Paris.	1912	Yoshihito, l'empereur Taisho, monte sur le trône du Japon.	1913	Projection de Raja Harishchandra (Le roi Harishchandra), premier film indien de fiction. Le poète indien Rabindranath Tagore est le premier lauréat asiatique du prix Nobel de littérature.

le Mo	e Occidentale, yen-Orient et la ghreb (suite)	Les A	mériques (suite)		vénements nationaux <i>(suite)</i>
1912	Les colons juifs de Palestine produisent les premiers films de propagande sioniste. Le traité de Fès instaure un protectorat français au Maroc.			1912	Convention internationale de l'opium.
1913	Ahmad al-Sharif proclame la formation d'un gouvernement senoussi après sa victoire sur l'armée italienne à Derna, en Libye.	1913	The Armory Show, exposition internationale d'art moderne organisée à New York. Création de la fondation Rockefeller par le magnat du pétrole John Davison Rockefeller.		

L'Afrique Subsaharienne (suite)	L'Europe (suite)		L'Asie de l'Est (suite)		L'Asie centrale, L'Asie du Sud et du Sud-Est et l'Océanie (suite)	
1915 Clozel, gouver-	1914	Assassinat de l'archiduc François- Ferdinand d'Autriche par un nationaliste serbe à Sarajevo. L'Allemagne et l'Autriche déclarent la guerre aux Alliés. Début de la Première Guerre mondiale.	1914	Le Japon déclare la guerre à l'Allemagne. Naissance de la Société chinoise des sciences.	4015	Loi renforcant
1915 Clozel, gouver- neur général de l'Afrique- Occidentale française, fonde le Comité d'étu- des historiques et scientifiques. Création de la Société congolaise de recherche. Le Portugal soumet les Balantes et les Mandingues dans le Nord- Ouest de la Guinée-Bissau.	1915	Die Verwandlung (La métamorpho- se) de l'écrivain tchèque Franz Kafka. Le pacifiste et écrivain fran- çais Romain Rolland reçoit le prix Nobel de littérature. L'artiste russe Kazimir Malevitch invente le suprématisme .	1915	résente ses «vingt-et-une demandes» au gouvernement chinois. Les herbes du chemin de l'auteur japonais Natsume Soseki. Premier nu- méro de la revue révolutionnaire chinoise Xin qingnian (La jeunesse). Premier numéro de la revue chinoise Science.	1915	Loi renforçant les pouvoirs de l'administration coloniale britannique en Inde (Defence o India Act).

le M	sie Occidentale, oyen-Orient et la laghreb <i>(suite)</i>	Les A	Amériques (suite)	Événements Internationaux (suite)
1914	L'Empire otto- man s'engage dans la Première Guerre mondiale aux côtés de l'Allemagne. Zaynab de l'auteur égyptien Muhammad Husayn Haykal. Instauration d'un protectorat britannique au Koweit et en Égypte.	1914	Fondation de l'organisation Universal Negro Improvement Association (UNIA) par Marcus Garvey en Jamaïque. Inauguration du canal de Panamá.	
		1915	La première communication radiotéléphonique à longue distance est opérée par AT&T. Première de Birth of a Nation (Naissance d'une nation) de David Wark Griffith. Los de abajo (Ceux d'en bas) du romancier mexicain Mariano Azuela. Spoon River Anthology (L'anthologie de Spoon River) de l'écrivain américain Edgar	
			Lee Masters.	

L'Afrique Subsaharienne (suite)	L'Europe (suite)	L'Asie de l'Est (suite)	L'Asie centrale, L'Asie du Sud et du Sud-Est et l'Océanie <i>(suite)</i>	
1916 Fin du commerce du caoutchouc en Angola. Début de l'exploitation des gisements diamantifères de Dramang, en Angola.	Albert Einstein formule la théorie de la relativité générale. Fondation de la Société russe de sociologie. Publication posthume des travaux du linguiste suisse Ferdinand de Saussure. Création du ministère de la Recherche scientifique et industrielle (DSIR) en Grande-Bretagne. Fondation de Dada par le poète roumain Tristan Tzara à Zurich. 1917 Révolutions russes — renversement du tsar par les bolcheviks. Début de l'épidémie de grippe espagnole en Europe occidentale. De jeunes artistes moscovites lancent la revue LEF (Levyj Front iskusstva, «Front gauche de l'art»).	1916 Shibue Chūsai de l'écrivain japonais Ogai Mori. 1917 Fondation de l'Institut de recherche physique et chimique (RIKEN) au Japon. Parution du manifeste littéraire de l'intellectuel chinois Hu Shi dans la revue Xin qingnian. Cruauté du romancier coréen Yi Kwang-su. Création des premières écoles coréennes consacrées à l'enseignement scientifique et technique.	1916 Le Congrès américain s'engage à reconnaître l'indépendance des Philippines (Philippine Autonomy Act). 1917 Publication du premier numéro de Nasha Gazeta (Notre journal) à Tachkent, en Ouzbékistan.	

le M	sie Occidentale, oyen-Orient et la aghreb <i>(suite</i>)	Les A	Amériques (suite)	Événements Internationaux <i>(suite)</i>
1916	Soulèvement arabe contre le pouvoir ottoman.	1916	Hipólito Yrigoyen est élu président de l'Argentine.	
	Fondation du parti Wafd en Égypte.		Publication des <i>Chigaco</i> <i>Poems (Poèmes</i>	
Signature de l'accord secret Sykes-Picot entre la France et la Grande- Bretagne.			de Chicago) du poète et biographe américain Carl Sandburg.	
1917	Avec l'aide de Thomas Edward Lawrence (Lawrence d'Arabie), les forces arabes chassent les Turcs d'Aqaba. La déclaration Balfour promet la création d'un foyer national juif en Palestine.	1917	Marcel Duchamp, artiste new- yorkais d'origine française, expose Fontaine, l'une des plus grandes œuvres d'art du siècle. Premier enregis- trement connu de samba au Brésil. Entrée des Etats- Unis dans la Première Guerre mondiale. Constitution mexicaine. Le mouvement Back to Africa («retour en Afrique») est lancé par Marcus Garvey à New York.	

L'Afrique Subsaharienne (suite)		L'Europe (suite)		L'As	L'Asie de l'Est (suite)		centrale, L'Asie l et du Sud-Est et céanie <i>(suite)</i>
1918	Répression d'un soulèvement populaire dans le Kwango, en Angola. L'Américain William Edward Burghardt Du- Bois organise le premier Congrès panafricain à Pari.	1918	Le philosophe anglais Bertrand Russell perd son poste d'enseignant à Cambridge et est incarcéré pour ses prises de position pacifistes. Traité de Brest-Litovsk. Le gouvernement soviétique lance une réforme de l'orthographe en vue de lutter contre l'anal-phabétisme. Fin de l'empire des Habsbourg. Les femmes obtiennent le droit de vote en Grande-Bretagne.	1918	Figures infernales du nouvelliste japonais Akutagawa Ryunosuke. Inauguration de l'Institut japonais de recherche aéronautique. Le journal d'un fou de l'auteur chinois Lu Xun.	1918	Création de l'Université populaire du Turkestan. Le congrès des soviets du Turkestan octroie à l'idiome local le statut de langue officielle.
		1919	Instauration de la république de Weimar.	1919	Mouvement du 4-mai en Chine.	1919	Massacre d'Amritsar en Inde.
	Benito Mussolini fonde le parti fasciste italien (Fasci italiani di combattimento). Réforme de l'enseignement supérieur en URSS.	Yók vair Aris Mo d'in du Cor	Les jours de Yôko de l'écri- vain japonais Arishima Takeo. Mouvement d'indépendance du 1er mars en Corée. Feux d'artifice du poète coréen		Loi conférant de plus grands pouvoirs aux autorités provin ciales indiennes (Government of India Act). Amanullah devient roi		
			Échec de l'expérience révolutionnaire communiste hongroise.		Chu Yo-han. Histoire de la science coréenne de Hong Yi-sup.		d'Afghanistan après l'assas- sinat de son père, l'émir Habibullah, et entreprend une série de réfor- mes instaurant notamment l'ins truction primaire obligatoire.

le Mo	ie Occidentale, yen-Orient et la ghreb (suite)	Les A	mériques (suite)	Événements Internationaux (suite)		
1918	Fin de la Pre- mière Guerre mondiale. La Grande- Bretagne prend possession de la Palestine et de l'Irak. Indépendance du Yémen du Nord.					
1919	Émeutes contre l'administration britannique en Égypte.	1919	Winesburg, Ohio (Winesburg- en-Ohio) de l'auteur améri- cain Sherwood Anderson. Les femmes américaines obtiennent le droit de vote.	1919	Le Traité de Versailles pose les fondements de la Société des Nations. Création de l'Organisation internationale du travail (OIT).	

L'Afrique Subsaharienne (suite)	L'Europe (suite)	L'Asie de l'Est (suite)	L'Asie centrale, L'Asie du Sud et du Sud-Est et l'Océanie (suite)
(suite)	1919 L'astronome britannique Arthur Stanley Eddington organise une expédition pour observer une éclipse solaire au niveau de l'équateur. Le français perd son statut privilégié de langue diplomatique internationale. Signature du traité de Versailles qui pose les fondements de la Société des Nations. Les femmes obtiennent le droit de vote en Allemagne. Walter Gropius fonde le Bauhaus à Weimar. L'artiste socialiste constructiviste Vladimir Tatline conçoit son projet de Monument pour la Ille Internationale. L'usage du français se substitue à celui de l'allemand dans l'éducation et la justice en Alsace-Lorraine.		

L'Asie Occidentale, le Moyen-Orient et la Maghreb <i>(suite)</i>	Les Amériques (suite)	Événements Internationaux <i>(suite)</i>

L'Afriqu	L'Afrique Subsaharienne (suite)		L'Europe (suite)		L'Asie de l'Est (suite)		centrale, L'Asie et du Sud-Est et céanie <i>(suite)</i>
1920	Invention de l'alphabet osmania par Osman Yusuf Kenadid (Somalie). Aménagement de divers jardins botaniques expérimentaux dans les colonies françaises (Côte-d'Ivoire, Mali et Congo).	1920	Pénuries alimentaires en Allemagne. Jeux olympiques d'Anvers en Belgique. Plan d'électrification de la Russie soviétique. L'artiste hollandais Piet Mondriaan publie Le néoplasticisme, manifeste du mouvement De Stijl.			1920	Le Mahatma Mohandas Karamchand Gandhi, à la tête du parti du Congrès national indien, entreprend une campagne de désobéissance civile contre le gouvernement colonial britan- nique. Création de l'université de l'Asie centrale à Tachkent, en Ouzbékistan.
1921	Fondation du collège technique de Makerere, en Ouganda, qui deviendra un établissement d'enseigement secondaire en 1933. Naissance du kimbanguisme, mouvement religieux et anticolonial conduit par Kimbangu au Congo belge. Création de l'East Africain Association. Création d'un conseil législatif à Luanda, en Angola. Formation du Parti communiste sud-africain.	1921	Fin du conflit anglo-irlandais et création de l'État libre d'Irlande. Publication du Tractatus logico-philosophicus du philosophe d'origine autrichienne Ludwig Wittgenstein. Women in Love (Femmes amoureuses) de l'auteur britannique David Herbert Lawrence. Albert Einstein reçoit le prix Nobel de physique. Celebes (L'éléphant Célèbes) de l'artiste d'origine allemande Max Ernst.	1921	Shen Yanbing, Ye Shengtao et Zheng Zhenduo créent la Société chinoise d'études littéraires (Wenxue yanjiu hui). Formation du «gouvernement du peuple mongol». Première école primaire en Mongolie. Fondation de la première organisation scientifique mongole, l'Institut d'économie. Déesses du poète chinois Guo Moruo. Naufrage de l'écrivain chinois Yu Dafu.	1921	Le Royaume- Uni reconnaît l'indépendance totale de l'Afghanistan. Adoption de la constitution de la République populaire de Boukhara.

le M	L'Asie Occidentale, le Moyen-Orient et la Maghreb <i>(suite)</i>		Amériques (suite)		Événements nationaux (suite)
1920	Instauration d'un protectorat français au Liban et en Syrie.	1920	Arturo Alessandri est élu président du Chili.	1920	Conférence financière internationale à Bruxelles.
	Émergence de mouvements nationalistes en Égypte, au Sou-		Premier Congrès panaméricain d'architectes à Montevideo.		
	dan, en Syrie, au Liban, en Tunisie et en Algérie.		La première sta- tion commerciale de radiophonie,		
la Transjor au manda britanniqu	Intégration de la Transjordanie au mandat britannique sur la Palestine.		KDKA, est inaugurée par la Westinghouse Corporation aux Etats-Unis.		
			Invention du klystron et du magnétron.		
1921	Les Britanniques reconnaissent l'autorité de l'émir Abdallah ibn Hussein en Transjordanie.	1921	Le ministre mexicain de l'Éducation, José Vasconcelos, lance une «croi- sade culturelle» destinée à pro- mouvoir le droit à l'éducation des populations indigènes.	1921	Création de la Cour perma- nente de justice internationale, organe judiciaire de la Société des Nations. La Société des Nations établit un Haut- Commissariat
			Le Congrès américain vote		aux réfugiés. Première Con-
			une loi pour limiter l'immigra- tion (Emergency Quota Act).		férence interna- tionale sur les communications et le transit à
			Les chercheurs canadiens Frederick Banting et Charles Best découvrent l'insuline.		Barcelone. Conférence internationale sur la traite des femmes et des enfants à Genève.

L'Afriqu	L'Afrique Subsaharienne (suite)		urope (suite)	L'Asi	L'Asie de l'Est (suite)		centrale, L'Asie et du Sud-Est et céanie <i>(suite)</i>
1921 (suite)	Le deuxième Congrès pan- africain est tenu à Londres, à Bruxelles et à Paris.			1921 (suite)	Création de l'Observatoire astronomique de Tokyo. Les cultures d'Orient et d'Occident et leurs philosophies du penseur chinois Liang Shuming. Fondation du Parti communiste chinois.		
					Création de l'Association culturelle de Taïwan.		
1922	Des membres de l'Institut Tuskegee, aux Etats-Unis, se rendent en Afrique pour proposer des «politiques appropriées pour l'éducation des Noirs».	1922	Benito Mussolini devient Premier ministre de l'Italie. Staline devient secrétaire général du Parti communiste soviétique. Création de l'Union des républiques socialistes soviétiques (URSS), premier État communiste au monde. Création du Bureau central de la censure en URSS. Déportation de nombreux intellectuels dissidents en URSS. Ulysses (Ulysse) de l'écrivain jirlandais James	1922	Le traité des Neuf Puissances, qui marque la limite des ambi- tions territoriales japonaises, est conclu lors de la conférence de Washington sur le désarmement. Création de l'Institut de biologie de Nanjing, en Chine. Barrières de l'auteur chinois Ye Shengtao.	1922	Abrogation de la loi de censure de 1910 en Inde. Le Mahatma Gandhi est condamné à six ans de prison pour sédition. Des fouilles sont entreprises en Afghanistan où la France obtient le monopole des recherches archéologiques. Création de l'université de Delhi.

L'Asie Occidentale, le Moyen-Orient et la Maghreb (suite)	Les Amériques (suite)	Événements Internationaux (suite)		
1922 Les Britanniques proclament l'indépendance de l'Égypte.	1922 Première Semaine d'art moderne à São Paulo, au Brésil. Trilce du poète péruvien César Vallejo. Babbit du romancier amé- ricain Sinclair Lewis.	Conférence du désarmement à Washington. La Société des Nations fonde la Commission internationale de coopération intellectuelle (CICI). Conférence sanitaire à Varsovie.		

L'Afrique Subsaharienne (suite)		ĽE	urope (suite)	L'Asi	e de l'Est <i>(suite)</i>	du Sud	centrale, L'Asie et du Sud-Est et céanie <i>(suite)</i>
		1922 (suite)	Siddharta de l'auteur alle- mand Hermann Hesse.				
			The Waste Land (La terre vaine) du poète britan- nique d'ori- gine américaine Thomas Stearns Eliot.				
			<i>Tristia</i> du poète russe Ossip Mandelstam.				
1923	Création d'un comité consul- tatif au sein du ministère britannique des Colonies pour coordonner	1923	Vers une architecture de l'architecte et urbaniste français Le Corbusier.	1923	Fondation de l'école de la «nouvelle ten- dance». Mouve- ment littéraire en Corée.	1923	Indian Philoso- phy (Philosophie indienne) de l'intellectuel indien Sarvepalli Radhakrishnan.
	les politiques éducatives en Afrique anglo- phone. Omar al- Mokhtar		Le général Primo de Rivera prend le pouvoir en Espagne avec l'appui du roi Alphonse XIII.		Le grand séisme du Kanto ravage Tokyo.		L'Afghanistan adopte sa pre- mière constitu- tion qui accorde la nationa- lité afghane
	conduit le mouvement de résistance contre l'occupation italienne en Libye. Construction		Geschichte und Klassenbewußt- sein (Histoire et conscience de classe) du philosophe hongrois György Lukács.				et l'égalité de droits à tous les habitants du pays.
	des lignes de chemin de fer de Moçâmedes et de Sá da Bandeira (Lubango) en Angola.		Die Rakete zu den Planetenräu- men (La fusée dans l'espace interplanétaire) du scientifique allemand Her- mann Oberth.				
			Le poète irlandais William Butler Yeats reçoit le prix Nobel de littérature.				

L'Asie Occidentale, le Moyen-Orient et la Maghreb (suite)	Les	Amériques (suite)		Événements nationaux (suite)
1923 The Prophet (Le prophète) du poète libanais Khalil Gibran. La proclamation de la République turque par Mustafa Kemal met fin à l'Empire ottoman. Abolition du califat. Omar al-Mokhtar mène la résistance libyenne contre l'occupation italienne. Création de la banque Misr en Égypte. L'Égypte devien une monarchie constitutionnelle jouissant d'une autonomie limitée. Fondation du journal Al-Sharq al-SArabī, organe officiel du gouvernement jordanien.		Création de la Walt Disney Company, géant californien des médias et de l'industrie du spectacle. Newfoundland Verse du poète canadien Edwin John Pratt.	1923	La Convention internationale pour la répression de la circulation et du trafic des publications obscènes est adoptée à Genève. Fondation de l'Organisation d'hygiène de la Société des Nations

L'Afriq	ue Subsaharienne (suite)	ĽE	Europe (suite)	L'As	ie de l'Est <i>(suite)</i>	du Suc	e centrale, L'Asie I et du Sud-Est et céanie <i>(suite)</i>
		1923 (suite)	Pro eto (De ceci) du poète sovié- tique Vladimir Maïakovski.				
			Sei Personaggi in cerca d'autore (Six personna- ges en quête d'auteur) du dramaturge italien Luigi Pirandello.				
1924	Le laboratoire de microbiologie	1924	Mort de Lénine.	1924	Création de	1924	Le Mahatma Gandhi sort
	de Microbiologie de Dakar est intégré au réseau de l'Institut Pasteur en Afrique		Les premiers Jeux olympiques d'hiver ont lieu à Chamonix en France.	la Société japonaise de sociologie. L'assemblée législative	sociologie. L'assemblée		de prison pour raisons de santé.
	française. Début du transport aérien transsaharien.		Der Zauberberg (La montagne magique) du romancier alle- mand Thomas Mann.				
			Corydon de l'écrivain français André Gide.				
			L'écrivain André Breton publie son <i>Manifeste</i> <i>du surréalisme</i> et le peintre André Masson expérimente l'automatisme.				
			A Passage to India (Route des Indes) de l'auteur britan- nique Edward Morgan Forster.				

le Me	L'Asie Occidentale, le Moyen-Orient et la		mériques <i>(suite)</i>	Événements Internationaux <i>(suite)</i>		
le Me		Les A	Rhapsody in Blue du compositeur américain George Gershwin. Deuxième Congrès panaméricain d'architectes à Santiago, au Chili. Première radiodifusion d'un message			
			publicitaire. La Vorágine de l'écrivain colombien José Eustasio Rivera. Une loi accorde la citoyenneté américaine et le droit de vote aux Amérindiens (Indian Citizenship Act).			

L'Afriq	L'Afrique Subsaharienne (suite)		L'Europe (suite)		L'Asie de l'Est (suite)		centrale, L'Asie et du Sud-Est et éanie <i>(suite)</i>
1925	Chaka du romancier du Lesotho Thomas Mofolo.	1925	Le Parti national fasciste devient parti unique dans l'Italie mussolinienne. Bronenosec Potemkin (Le cuirassé Potemkin (Le cuirassé Potemkine) du réalisateur soviétique Serge Mikhaïlovitch Eisenstein. Création de l'opéra Wozzeck du compositeur autrichien Alban Berg. Fondation de l'Association des écrivains prolétariens (RAPP) en URSS.	1925	Le vase du poète chinois Guo Moruo. Les azalées du poète coréen Kim so-wol. Fondation de la Fédération coréenne des artistes prolétariens.	1925	Le scientifique indien Chandrasekhara Venkata Raman entreprend ses travaux sur la diffusion moléculaire de la lumière. Le physicien indien Satyendranath Bose cosigne l'article d'Albert Einstein sur la théorie des quanta. Telegram (Télégramme) de l'auteur indonésien Putu Wijaya.
1926	São Tomé et le golfe de Guinée deviennent des territoires in- dépendants. Le conseil législatif est remplacé par un conseil consultatif.	1926	Le physicien d'origine allemande Max Born expose l'interprétation statistique de la fonction d'onde. L'ingénieur écossais John Logie Baird fait une démonstration publique de son système de télévision. Konarmija (Cavalerie rouge) de l'écrivain soviétique Isaac Babel. L'Allemagne entre à la Société des Nations.	1926	Intronisation de l'empereur Hirohito.		

le M	sie Occidentale, oyen-Orient et la laghreb <i>(suite)</i>	Les A	Amériques (suite)	Événements Internationaux <i>(suite)</i>		
1925	Reza shah Pahlavi fonde une nouvelle dynastie en Iran.	1925	Construction du Palacio Salvo à Montevideo.	1925	Premier Congrès international des associations officielles de	
Ouverture de l'Université hébraïque de Jérusalem. La province pétrolifère du Khouzistan est conquise par l'Iran		An American Tragedy (Une tra- gédie américaine) de l'auteur amé- ricain Theodore Dreiser.		trafic touristique à La Haye. Conférence de Genève sur le contrôle		
		Of Time and the River (Le temps et le fleuve) de l'écrivain amé- ricain Thomas Clayton Wolfe.		du commerce international des armes		
			<i>La raza cósmica</i> du Mexicain José Vasconselos.			
			Pau Brasil du poète brésillien Oswald de Andrade.			
Saoud de	Abdul Aziz ibn Saoud devient roi du Hedjaz.	1926	L'ingénieur américain Robert Hutchings Goddard met au point la première fusée à ergols liquides.	1926	Formation du Comité international de sciences histori- ques (CISH). Création de l'Institut	
			Création de la National Broadcasting Company (NBC) qui possède vingt-quatre stations aux Etats-Unis pour douze millions d'auditeurs.		international de coopération intellectuelle (IIIC) à Paris.	

L'Afrique Subsaharienne (suite)	L'Europe (suite)	L'Asie de l'Est (suite)	L'Asie centrale, L'Asie du Sud et du Sud-Est et l'Océanie (suite)
	1927 Le physicien allemand Karl Werner Heisenberg formule le principe d'incertitude. L'astronome belge Georges Lemaître expose la théorie du big bang. Sein und Zeit (Être et temps) du philosophe allemand Martin Heidegger. To the Lighthouse (La promenade au phare) de la romancière britannique Virginia Woolf. Publication du demier tome d'À la recherche du temps perdu de Marcel Proust. Metropolis du cinéaste allemand Fritz Lang.	1927 Jiang Jieshi (Tchang Kai- chek) organise un coup d'État et met sur pied un gouverne- ment nationa- liste à Nanjing. Début de la guerre civile chinoise. Les herbes sauvages de l'auteur chinois Lu Xun. Engrenages de l'écrivain japo- nais Akutagawa Ryunosuke.	1927 Murugan the tiller (Murugan le laboureur) de l'écrivain indien Kaveripatna Sidhanatha Venkataramani.

L'Asie Occidentale, le Moyen-Orient et la Maghreb <i>(suite)</i>	Les A	Amériques (suite)		Événements nationaux (suite)
1927 Lancement du premier quoti-dien jordanien, Al-Urdun.	1927	L'aviateur américain Charles Lindbergh effectue le premier vol transatlantique en solitaire et sans escale (New York-Paris). Troisième Congrès panaméricain d'architectes à Buenos Aires. Première cérémonie de remise des oscars à Hollywood. RCA et Western Electric introduisent le son au cinéma. The Jazz Singer (Le chanteur de jazz) est le premier long-métrage parlant. Exécution de Nicolas Sacco et de Bartolomeo Vanzetti au terme d'un procès controversé pour meurtre. L'ingénieur américain Harold Black met au point un système permettant de réduire les phénomènes de distorsion des ondes.	1927	Fondation de la Fédération internationale des associations de bibliothèques (IFLA) à Londres. Première Conférence économique internationale de la Société des Nations. Création de l'Institut international du cinématographe éducatif (IICE) à Rome. Conférence internationale d'experts de presse à Genève. La Société des Nations adopte l'Acte général pour le règlement pacifique des différends internationaux.

L'Afrique Subsaharienne (suite)	L'Europe (suite)	L'Asie de l'Est (suite)	L'Asie centrale, L'Asie du Sud et du Sud-Est et l'Océanie (suite)
	Le bactériologiste écossais sir Alexander Fleming découvre la pénicilline. The Well of Loneliness (Le puits de solitude) de la romancière britannique Marguerite Radclyffe Hall, qui évoque l'homosexualité féminine, est interdit de publication. Le physicien britannique Paul Dirac découvre l'équation relativiste de l'électron. Staline élabore le premier plan quinquennal. Aux Jeux olympiques d'Amsterdam, les femmes sont autorisées à concourir dans les épreuves de gymnastique et d'athlétisme. Lady Chatterley's Lover (L'amant de Lady Chatterley) de D. H. Lawrence est publié à titre privé en Italie et ne paraîtra que trois décennies plus tard en Angleterre et aux États-Unis.	1928 Le Guomindang (Parti nationaliste chinois) prend le pouvoir à Beijing et obtient une reconnaissance diplomatique internationale. Ni Houan-tche, l'instituteur de l'auteur chinois Ye Shengtao. Émergence d'un mouvement littéraire prolétarien dans les provinces chinoises soumises à l'autorité du Guomindang. Le gouvernement nationaliste de Nanjing fonde l'Academia Sinica. Grandes fouilles archéologiques dans les ruines de la dynastie des Shang, dans la province chinoise du Henan.	Révolte contre les réformes sociales du roi afghan Amanullah.

L'Asie Occidentale, le Moyen-Orient et la Maghreb (suite)	Les Amériques (suite)	Événements Internationaux <i>(suite)</i>
Dans un effort d'occidenta-lisation de la Turquie, Mustafa Kemal substitue l'alphabet latin aux caractères arabes. Fondation de l'Association des Frères musulmans en Égypte.	Réélection d'Hipolito Yrigoyen à la présidence de l'Argentine. Premier dessin animé de Mickey. The Sun Also Rises (Le soleil se lève aussi) de l'écrivain américain Ernest Hemingway.	1928 Pacte Kellogg- Briand (Pacte d Paris).

ĽAfriq	ue Subsaharienne (suite)	ĽÉ	urope (suite)	L'Asi	ie de l'Est <i>(suite)</i>	L'Asie centrale, L'Asie du Sud et du Sud-Est et l'Océanie (suite)	
		1928 (suite)	Romancero gitano (Com- plaintes gitanes) du poète espa- gnol Federico García Lorca.				
			Tikhij Don (Le Don paisible) de l'écrivain sovié- tique Mikhaïl Cholokhov.				
			Die Dreigrosche- noper (L'opéra de quat'sous) de l'auteur allemand Bertolt Brecht.				
			Don Juan de l'écrivain belge Michel de Ghelderode.				
			Le Corbusier conçoit la villa Savoye.				
			Publication d' <i>Archivistica</i> , manuel d'ar- chivistique de l'Italien Eugenio Casanova.				
1929	Le gouverne- ment colonial britannique du Nigeria fonde les deux premiè- res universités	1929	Le Royaume-Uni adopte une loi sur le dévelop- pement colonial (Colonial Develo- pment Act).	1929	Le gouverne- ment nationa- liste de Nanjing fonde l'acadé- mie de Beijing. Pei Wenzhong	1929	Sous la férule de Bacha Saqao, les insurgés s'emparent de Kaboul. Le roi Amunallah
	scientifiques d'État. Codification du droit du travail dans les colo- nies portugaises.		Fondation de l'École londonienne d'hygiène et de médecine tropicale.		découvre les ossements de l'«homme de Beijing». Le bateau- usine de l'auteur		abdique et laisse son trône à Nadir shah. Autobiographie ou Mes expé- rience de vérité
			Un chien anda- lou, film surréa- liste du cinéaste espagnol Luis Buñuel et de son compatriote Salvador Dalí.		japonais Takiji Kobayashi. Avant l'aube de l'écrivain japonais Toson Shimazaki.		du Mahatma Gandhi.

L'Asie Occidentale, le Moyen-Orient et la Maghreb <i>(suite)</i>	Les Amér	riques (suite)	Événements Internationaux (suite)
1929 Affrontements au pied du Mui des lamentation en Palestine.	St un mm Lc st. de lin du mm Ye ve lin de li	e krach de Wall creet déclenche ne crise nondiale. Di de Hubble ur l'éloignement es galaxies. Lauguration u musée d'Art noderne de New bork (MoMA). Doña Bárbara u romancier énézuélien ómulo allegos.	

L'Afrique Subsaharienne (suite)	L'Europe (suite)		L'Asie de l'Est (suite)	L'Asie centrale, L'Asie du Sud et du Sud-Est et l'Océanie (suite)
	1929 (suite)	Accords du Latran.		
		Exposition ibéro-américaine de Séville. Exposition internationale de Barcelone où le pavillon allemand est conçu par l'architecte Ludwig Mies van der Rohe.		
		Naissance de Radio Moscou.		
		Naissance de la station de radio allemande Weltrundfunk- sender.		
		Berlin Alexanderplatz du romancier d'origine allemande Alfred Döblin.		
		Thomas Mann reçoit le prix Nobel de littérature.		
		Gli indifferenti (Les indifférents) de l'écrivain italien Alberto Moravia.		

L'Afrique Subsaharienne (suite)	L'Europe (suite)	L'Asie de l'Est (suite)	L'Asie centrale, L'Asie du Sud et du Sud-Est et l'Océanie (suite)
Le ras Tafari Makonnen est couronné empereur d'Éthiopie sous le nom d'Hailé Sélassié. L'Italie renforce sa domination sur le Somaliland. Mhudi de l'auteur sud-africain Tshekisho Plaatje. Les diamants représentent 25 % des exportations angolaises.	1930 Le Parti national- socialiste d'Adolf Hitler obtient près de 20 % des voix aux élections du Reichstag, soit 107 sièges. Publication du premier tome de Der mann ohne Eigenschaften (L'homme sans qualités) du romancier autri- chien Robert Musil. Le chimiste russe Sergueï Vassilievitch Lebedev invente un procédé de fabrication de caoutchouc synthétique. Prédominance du réalisme social dans les arts soviétiques. Construction du mausolée de Lénine sur la place Rouge de Moscou. Zhizn Arsenyeva (La vie d'Arseniev) de l'auteur russe Ivan Alekseïevitch Bounine.	1930 Fondation de la Ligue chinoise des écrivains de gauche.	1930 The fortunes of Richard Mahony (Le destin de Richard Mahony, de la romancière australienne Ethel Richardson. Le scientifique indien Chandrasekhara Venkata Raman reçoit le prix Nobel de physique pour sa découverte de la diffusion inélastique de la lumière (effet Raman).

L'Asie Occidentale, le Moyen-Orient et l Maghreb (suite)	Les Amériques (suite)	Événements Internationaux (suite)
	1930 Getúlio Vargas s'empare du pouvoir au Brésil. Première Coupe du monde de football en Uruguay. Sinclair Lewis est le premier Américain à recevoir	

L'Afrique Subsaharienne (suite)	L'Europe (suite)	L'Asie de l'Est (suite)	L'Asie centrale, L'Asie du Sud et du Sud-Est et l'Océanie (suite)
1931 L'Union sud- africaine intègre le Commonwealth britannique.	1931 Persistancia de la memoria (Persistance de la memorie) du peintre espagnol Salvador Dalí. Proclamation de la République espagnole. Exil du roi Alphonse XIII. Instauration de l'enseignement primaire obligatoire en URSS. Création du Théâtre central de marionnettes à Moscou. Nuorena Nukkunut (Silja ou Une brève destinée) de l'auteur finlandais Frans Sillanpää. Invention du premier microscope électronique par les physiciens allemands Max Knoll et Ernst Ruska. Naissance du Poste colonial, station de radio destinée aux colonies françaises. Naissance de Radio Vatican.	1931 Le Japon envahit la Mandchourie. Fondation de la Société de linguistique coréenne. Sortie du premier film parlant japonais, Madamu to nyobo (Mon amie et épouse).	1931 Le Royaume-Uni octroie à Ceylan (Sri Lanka) une certaine autonomie interne et un régime représentatif fondé sur le suffrage universel. Loi indienne sur la presse (pouvoirs spéciaux) (Press [Emergency Powers] Act). Le roi afghan Nadir shah promulgue une nouvelle constitution.

L'Asie Occidentale, le Moyen-Orient et la Maghreb <i>(suite)</i>	Les Amériques (suite)	Événements Internationaux (suite)
1931 Ouverture du lycée agricole Kadouri en Palestine. Exécution d'Omar al-Mokhtar, chef de la résistance libyenne.	1931 Altazor du poète chilien Vincente Huidobro. Construction de l'Empire State Building à New York, plus haut gratte-ciel du monde jusqu'en 1972.	1931 Le Traité de Westminster instaure le Commonwealth britannique. La Société des Nations adopte la Convention générale en vue de développer les moyens de prévenir la guerre.

L'Afrique Subsaharienne (suite)	L'Europe (suite)	L'Asie de l'Est (suite)	L'Asie centrale, L'Asie du Sud et du Sud-Est et l'Océanie (suite)
	Le Parti national- socialiste d'Adolf Hitler obtient près de 40 % des voix aux élections du Reichstag, soit 230 sièges. Dissolution de l'Association des écrivains prolétariens (RAPP) et création de l'Union des écrivains soviétiques. Hindenburg remporte l'élection présidentielle en Allemagne. Le physicien britannique sir James Chadwick découvre le neutron. Exposition de la révolution fasciste à Rome. Naissance de la BBC en Grande- Bretagne. Le romancier britannique John Galsworthy reçoit le prix Nobel de littérature. Voyage au bout de la nuit de l'auteur français Louis-Ferdinand Céline. Brave New World (Le meilleur des mondes) de l'écrivain britan- nique Aldous Huxley.	Fondation de la Société japonaise pour l'étude du matérialisme. Fondation de la Société japonaise pour la promotion de la science (JSPS).	1932 Un coup d'État marque la fin de la monarchie absolue et l'avènement d'une monarchie constitutionnelle au Siam (Thaïlande).

L'Asie Occidentale, le Moyen-Orient et la Maghreb (suite)	Les Amériques (suite)	Événements Internationaux (suite)
Abdul ibn Saoud fonde le royaume d'Arabie saoudite. Découverte de gisements de pétrole à Bahrein. Indépendance de l'Irak.	1932 Début de la première présidence de Franklin Delano Roosevelt, père du New Deal. Découverte d'un bruit radio provenant du centre de la Voie lactée par les laboratoires Bell aux Etats-Unis. Le terme «style international» est mis en vogue dans les cercles d'architectes. Le physicien américain Carl Anderson découvre le positron. Jeux olympiques de Los Angeles. Publication de la première partie de la trilogie Studs Lonigan du romancier américain James Thomas Farrell.	1932 Conférence pour la réduction et la limitation des armements.

L'Afrique Subsaharienne (suite)	L'Europe (suite)		L'Asi	e de l'Est (suite)	L'Asie centrale, L'Asie du Sud et du Sud-Est et l'Océanie (suite)	
	1932 (suite)	Création de la Mostra lors de la biennale de Venise.				
	1933	La nomination d'Hitler au poste de chancelier marque le début du IIIe Reich. Incendie du Reichstag.	1933	Le Japon se re- tire de la Société des Nations. <i>Minuit</i> du romancier chi- nois Mao Dun. <i>L'orage</i> de	1933	Après l'assassinat du roi Nadir shah, l'Afghanistan passe aux mains de son fils, Mohammed Zaher shah, et
		Les États-Unis reconnaissent l'URSS.		l'auteur drama- tique chinois Cao Yu.		du Premier ministre Hashem khan.
		Le premier bal- lon stratosphé- rique soviétique s'élève à 19 000 mètres d'alti- tude.				Essor du mouvement littéraire <i>Pudjangga Baru</i> en Indonésie.
		La condition humaine de l'écrivain français André Malraux.				
		L'Allemagne quitte la Société des Nations.				
		Décret excluant les juifs et les communistes de l'administration allemande.				
		L'auteur russe en exil Ivan Alekseïevitch Bounine reçoit le prix Nobel de littérature.				
		Bödeln (Le bour- reau) de l'écri- vain suédois Pär Lagerkvist.				
		Les nazis ordon- nent la fermeture du Bauhaus et ouvrent les pre- miers camps de concentration.				

114 ' 6					
L'Asie Occ le Moyen-O Maghreb	rient et la	Les A	Les Amériques (suite)		Événements nationaux <i>(suite)</i>
1933 Pred du constant de la constant	orient et la o (suite) mier numéro quotidien nais An-	Les A	Levée de l'interdiction de publication frappant l'Ulysse de James Joyce aux Etats-Unis. Caetés de l'écrivain brésilien Graciliano Ramos. Sortie du classique hollywoodien King Kong. Fin de la pro- hibition aux Etats-Unis. Cacau (Cacao) du romancier brésilien Jorge Amado. Scandale provoqué par la présence d'un portrait de Lénine sur une peinture murale du Rockefeller Center réalisée par l'artiste mexicain Diego Rivera.		

L'Afrique Subsaharienne (suite)	L'Europe (suite) L'Asie de l'Est (suite) du Sud		L'Asie centrale, L'Asie du Sud et du Sud-Est et l'Océanie (suite)
1934 Découverte de l'ancêtre présumé de l'homme, l'Australopithèque, en Afrique du Sud. Création de l'Institut de léprologie de Bamako, en Afrique française. Formation du Syndicat des enseignants africains du Kenya (Kenya African Teachers' Union).	1934 La coalition de gauche au pouvoir perd les élections en Espagne. Le fondateur du Bauhaus, Walter Gropius, fuit l'Allemagne nazie et finira par s'installer aux États-Unis. Assassinat du chancelier autrichien Engelbert Dollfuss par les nazis. Le peintre George Grosz est contraint de quitter l'Allemagne. L'écrivain italien Luigi Pirandello reçoit le prix Nobel de littérature. Adoption de la théorie du réalisme socialiste qui contraint tous les artistes à servir la cause de la révolution prolétarienne soviétique.	1934 Inauguration du premier cinéma en Mongolie.	1934 L'astrophysicien et homme politique indien Meghnad Saha fonde une société scientifique, l'ISNA (Indian Science News Association), et publie l'influente revue Science and Culture. Spur of Morning de l'écrivain néo-zélandais Alan Mulgan.

L'Asie Occidentale, le Moyen-Orient et la Maghreb <i>(suite)</i>	Les Amériques (suite)	Événements Internationaux (suite)
Inauguration officielle de l'université de Téhéran. Ouverture des studios Misr en Égypte, principal centre de production cinématographique du monde arabe.	Lázaro Cárdenas est élu président du Mexique. Fondation de l'Association argentine pour le progrès de la science (AAPC). Construction du Palacio de Bellas Artes (palais des Beaux-Arts) à Mexico. Création des Archives nationales des Etats-Unis.	

L'Afrique Subsaharienne (suite)	L'Europe (suite)	L'Asie de l'Est (suite)	L'Asie centrale, L'Asie du Sud et du Sud-Est et l'Océanie <i>(suite)</i>
935 Traduit de la nuit de l'écrivain malgache Jean-Joseph Rabearivelo. Invasion et occupation de l'Éthiopie par les forces fascistes italiennes.	1935 VIIe Congrès de l'Internationale communiste. Les Français Irène et Frédéric Joliot-Curie reçoivent le prix Nobel de chimie pour leur découverte de la radioactivité artificielle. Le physicien britannique Sir Robert Watson-Watt assemble le premier radar. Première émission publique de télévision en Allemagne. Hitler viole le traité de Versailles en remilitarisant la Rhénanie. Mussolini attaque l'Éthiopie. Les juifs allemands sont privés de leur nationalité et de leurs droits civiques.	1935 La théorie de l'empereur comme organe de l'État, formulée par Minobe Tatsukichi, est officiellement interdite.	1935 Création du Commonwealth des Philippines dont Manuel Quezón devient le premier président. Untouchable (Intouchable) de l'auteur indien Mulk Raj Anand. Une nouvelle loi indienne décrète l' «autonomie provinciale» (Government of India Act).

L'Asie Occidentale, le Moyen-Orient et la Maghreb <i>(suite)</i>	Les /	Amériques (suite)		Événements nationaux (suite)
	1935	Historia universal de la infamia (Histoire univer- selle de l'infamie) de l'écrivain argentin Jorge Luis Borges.	1935	Septième Congrès de l'Internationale communiste.
		Construction de l'immeuble Kavanagh à Buenos Aires.		
		Le président brésilien Getúlio Vargas réprime un soulèvement communiste.		
		Sortie du premier film en Technicolor, Becky Sharp.		
		Le fabricant de postes de radio RCA commence à produire des programmes télévisés expéri- mentaux.		
		Le gouverne- ment américain lance le Federal Art Project, pro- gramme d'aide aux artistes.		
		Invention du nylon.		
		Achèvement de la Kaufmann House (Maison sur la cascade) de l'architecte américain Frank Lloyd Wright.		

L'Afrique Subsaharienne (suite)	L'Europe (suite)	L'Asie de l'Est (suite)	L'Asie centrale, L'Asie du Sud et du Sud-Est et l'Océanie (suite)
1936 L'Italie s'empare de la capitale éthiopienne, Addis-Abeba, en utilisant des gaz toxiques. Les Bijagós de Guinée-Bissau sont soumis à l'autorité des Portugais.	1936 Mussolini et Hitler annoncent la création de l'axe Rome-Berlin. Les Fronts populaires espagnol et français remportent les élections législatives. Signature du pacte anti-Komintern entre l'Allemagne et le Japon. Début de la guerre civile en Espagne. Federico García Lorca est fusillé par la garde franquiste espagnole. The General Theory of Employment, Interest and Money (Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie) de l'économiste britannique John Maynard Keynes. Jeux olympiques de Berlin.	1936 Signature d'un pacte anticommuniste entre le Japon et l'Allemagne. Éléments de sociologie de l'auteur chinois Li Da. Le pousse-pous- se de l'écrivain chinois Lao She.	An Autobiography (Autobiography) de l'homme d'État indien Jawaharlal Nehru. Godān (Le don d'une vache) du romancier indien Premchand. Contemporary Indian philosophy (Philosophie indiennecontemporaine) de l'intellectuel indien Sarvepalli Radhakrishnan.

L'Asie Occidentale, le Moyen-Orient et la Maghreb <i>(suite)</i>	Les Amériques (suite)	Événements Internationaux <i>(suite</i> ,
Découverte de gisements de pétrole au Koweït. Avènement du roi Farouk en Égypte. Début d'un mouvement de réforme dans l'émirat de Dubaï.	1936 La radio FM (modulation de fréquence) est lancée aux Etats-Unis. Le dramaturge américain Eugene O'Neill reçoit le prix Nobel de littérature.	

L'Afrique Subsaharienne (suite)	L'Europe (suite)	L'Asie de l'Est (suite)	L'Asie centrale, L'Asie du Sud et du Sud-Est et l'Océanie (suite)
Pigments du poète guyanais Léon Gontran Damas. Émergence du concept de censure officielle en Afrique du Sud. La compagnie Imperial Airways inaugure sa ligne Londres-Le Caire-Khartoum-Johannesburg, avec correspondance pour le Nigeria à partir de Khartoum.	1937 Staline instaure une dictature au sein du Parti et de l'État. La mission arctique soviétique d'Ivan Dimitrievitch Papanine installe une station dérivante au pôle Nord. Début des procès de Moscou. Une exposition d' «art dégénéré» (Entartete Kunst) est organisée par les nazis à Munich. Out of Africa (La ferme africaine) de la romancière danoise Karen Blixen (Isak Dinesen). Bombardement du village basque de Guernica par l'aviation allemande et italienne. Guernica de Pablo Picasso, commande du gouvernement républicain espagnol, est présenté à l'Exposition internationale de Paris. Ferdydurke de l'auteur polonais Witold Gombrowicz.	1937 Incident du pont Marco-Polo. Le débarquement japonais en Chine marque le début de la Seconde Guerre mondiale. Cheminement dans les ténèbres de l'écrivain japonais Naoya Shiga . De la pratique et De la contradiction, essais de Mao Zedong.	1937 Le pilipino (tagalog) devient la langue officielle des Philippines.

L'As	sie Occidentale,	Los Amériques (cuit-)	Événements
ie ivid	oyen-Orient et la aghreb (suite)	Les Amériques (suite)	Internationaux (suite)
1937	Création de la première station publique de radio au Liban.		
	Ouverture du premier lycée technique pales- tinien à Haïfa.		
	Yawmīyāt nāfib fi al-aryāf (Un substitut de cam- pagne en Égypte) du romancier égyptien Tawfiq al-Hakim.		

L'Afrique Subsaharienne (suite)		L'Europe (suite) L'Asie de l'Est (suite)	du Su	e centrale, L'Asie d et du Sud-Est et Océanie <i>(suite)</i>
1330	Création de l'Institut français d' Afrique noire (IFAN). Création de l'Institut agricole pour l'Afrique italienne en Éthiopie.	1938 Accords de Munich. L'économi Nicolaï Dimitrievit Kondratief fusillé sur de Staline. Diffusion couvrage de propagance stalinienne. Protamati l'histoire de Parti commente sovié Neville Che berlain et Édouard De dier autori démembre de la Tché vaquie. Proclamati l'Anschlus Découvert l'effet Möste bauer. Invention estylo à bill le journalis hongrois J László Biró Frank Whitofficier de Royal Air Finvente le moteur à réaction. Les Italien remporten la coupe de monde fér de footbal France.	ch if est ordre d'un e e de e e sur du mu- stique. aam- dala- sent le ement coslo- ion de s. e de e par ste ózsef ó. tttle, la Force, nes tt	1938	Capricornia du romancier australien Xavier Herbert Kanthapura de l'écrivain indie Raja Rao.

L'Asie Occidentale, le Moyen-Orient et la Maghreb (suite)	Les A	Amériques <i>(suite)</i>		Événements nationaux (suite)
1938 Mort du dirigeant turc Mustafa Kemal (Atatürk). Découverte de gisements de pétrole en Arabie saoudite.	1938	Autorretrato con monos (Autoportrait au singe) de l'artiste mexicaine Frida Kahlo.	1938	Conférence sanitaire internationale à Paris. Fondation de la IVe Internationale à Paris. Attribution du prix Nobel de la paix à l'Office international Nansen pour les réfugiés.

L'Afrique Subsaharienne (suite)	L'Europe <i>(suite)</i>	L'Asie de l'Est (suite)	L'Asie centrale, L'Asie du Sud et du Sud-Est et l'Océanie (suite)
1939 Cahier d'un retour au pays natal de l'auteur et homme politique martiniquais Aimé Césaire. La première école secondaire est fondée en Zambie (Rhodésie du Nord).	1939 L'URSS signe le pacte de nonagression avec l'Allemagne. Le degré d'alphabétisation de la population soviétique s'élève à 95,1%. Construction du premier cyclotron soviétique sous la houlette du physicien Igor Vassilievitch Kourtchatov. Chute de la République espagnole et triomphe de Franco. Mussolini envahit l'Albanie. Allemagne pénètre en Pologne. La France et l'Angleterre déclarent la guerre à l'Allemagne. Les physiciens allemands Otto Hahn et Fritz Strassmann découvrent la fission nucléaire. Premier festival international du film de Cannes. La règle du jeu du cinéaste français Jean Renoir. Finnegan's Wake de l'écrivain irlandais James Joyce.	1939 Géologie chinoise du scientifique chinois Li Siguang.	1939 Le Siam devient la Thaïlande.

L'Asie Occidentale, le Moyen-Orient et la Maghreb <i>(suite)</i>	Les Amériques (suite)	Événements Internationaux <i>(suite)</i>
1939 La Libye devient une province italienne.	Le physicien américain Hans Albrecht Bethe avance sa théorie relative à la production d'énergie dans les étoiles. L'ingénieur américain Grote Reber détecte des émissions radioélectriques galactiques.	

ĽAfriq	L'Afrique Subsaharienne (suite)		Europe (suite)	L'As	ie de l'Est <i>(suite)</i>	du Suc	e centrale, L'Asie I et du Sud-Est et céanie <i>(suite)</i>
		1939 (suite)	L'auteur fin- landais Frans Sillanpää reçoit le prix Nobel de littérature.				
1940	On recense 44 000 colons portugais en Angola et 27 000 au	1940	Les États baltes (Estonie, Letto- nie et Lituanie) et la Moldavie intègrent l'URSS.			1940	Une équipe scientifique dirigée par l'Australien Howard Florey
	Mozambique. Un vaccin contre la fièvre jaune est mis au point à l'Institut Pas- teur de Dakar.		Instauration de régimes com- munistes dans la plupart des pays de l'Europe de l'Est et des Balkans.				parvient à isoler la pénicilline.
			Hitler occupe la Norvège, le Danemark, les Pays-Bas, le Luxembourg, la Belgique et la France.				
			Le général Charles de Gaulle, chef de la France libre, lance son célèbre appel du 18 juin à la BBC.				
1941	L'armée britan- nique conquiert l'Éthiopie et ré-	1941	L'Allemagne pénètre en URSS.	1941	Discours de Mao Zedong à Yan'an.	1941	Hô Chi Minh fonde le Viêt- minh pour lutter
	tablit l'empereur Hailé Sélassié sur le trône.		Padenie Parizha (La chute de Paris) de la ro- mancière russe Ilia Grigorievitch Ehrenbourg.		L'attaque japo- naise de Pearl Harbor provoque l'entrée des États-Unis dans la Seconde Guerre mon- diale.		contre l'occupa- tion japonaise du Viêt-Nam.

le Mo	sie Occidentale, byen-Orient et la aghreb <i>(suite)</i>	Les A	Amériques (suite)		Événements nationaux (suite)
1940	Al-Azima (La vo- lonté) de Kamal Selim, premier grand film social égyptien.	1940	The Great Dictator (Le dictateur) du cinéaste américain d'origine britannique Charlie Chaplin.	1940	Le Japon, l'Allemagne et l'Italie signent le Pacte tripartite.
1941	Reza shah abdique en faveur de son fils Mohammed.	1941	Publication de Yawar fiesta du romancier et ethnologue péruvien José María Arguedas. Sortie de Citizen Kane du réalisa- teur américal Orson Welles. L'attaque japonaise de Pearl Harbor provoque l'entrée des Etats-Unis dans la Seconde Guerre mondiale.		

L'Afriq	ue Subsaharienne (suite)	ĽE	urope (suite)	L'As	ie de l'Est <i>(suite)</i>	du Su	e centrale, L'Asie d et du Sud-Est et Océanie <i>(suite)</i>
1942	Les contes d'Amadou Koumba de l'écrivain séné- galais Birago	1942	Obras com- pletas (Œuvres complètes) du poète portugais Fernando	1942	Fondation de l'Univer- sité nationale de Mongolie.	1942	Dipshikha de la poétesse indienne Maha- devi Varma. Le Japon favo-
	Diop.		Pessõa. L'étranger de l'écrivain français Albert Camus.				rise la révolte indonésienne contre les autorités hollandaises. L'armée d'occupation est vaincue et Sukarno accepte la formation d'un gouvernement japonais.
1943	Le Portugal encourage la culture du coton dans ses colonies africaines, notamment au Mozambique.	1943	Création de l'Académie soviétique de pédagogie. Défaite des Allemands à la bataille de Stalingrad. Le linguiste danois Louis Hjelmslev formule sa théorie glossématique. L'Être et le Néant de l'auteur français Jean-Paul Sartre. Insurrection du ghetto de Varsovie. Reddition de l'Italie. Das Glasperlenspiel (Le jeu des perles de verre) de l'auteur allemand Hermann Hesse.	1943	Conférence du Caire. Churchill, Roosevelt et Jiang Jieshi (Tchang Kai- chek) se réu- nissent afin de mettre en place la politique d'après-guerre en Extrême- Orient.	1943	Aku (Moi) du poète indo- nésien Chairil Anwar.

le M	sie Occidentale, loyen-Orient et la laghreb <i>(suite</i>)	Les	Amériques (suite)		Événements nationaux (suite)
1942	Opération Torch: les troupes anglo-améri- caines débar- quent en Afrique du Nord.	1942	Invention du microscope électronique à balayage (MEB). Le physicien d'origine italienne Enrico Fermi construit le premier réacteur nucléaire au monde et réalise la première réaction en chaîne.		
1943	Indépendance du Liban.	1943	Publication de l'Inventaire multiphasique de personnalité du Minnesota (MMPI). Coup d'État militaire conduit par Juan Domingo Perón en Argentine.	1943	Conférences de Moscou et de Téhéran.

1944 Début de la guerre civile en Grèce. Pablo Picasso adhère au Parti communiste français. Débarquement en Normandie et libération de Paris. L'Islande		1944 Création de l'Association de Ceylan (Sri Lanka) pour le progrès de la science.
proclame son indépendance vis-à-vis du Danemark. Notre-Damedes-Fleurs de l'écrivain français Jean Genêt. 1945 Chants d'ombre de l'auteur sénégalais Léopold Sédar Senghor. Un vaccin contre la peste est mis au point à l'Institut Pasteur de Madagascar. Lors du cinquième Congrès panafricain (conférence de Manchester), des panafricanistes et des nationalistes revendiquent le droit à l'autodétermination. proclame son indépendance vis-à-vis du Danemark. Notre-Damedes-Fleurs de l'écrivain français Jean Genêt. Libération du camp de concentration d'Auschwitz. Exécution de Mussolini. Suicide d'Hitler et reddition de l'Allemagne. Three Studies for Figures at the Base of a Crucifixion (Trois études pour des figures au pied d'une crucifixion) du peintre britannique Francis Bacon.	1945 Les États-Unis larguent les premières bombes atomiques sur Hiroshima et Nagasaki, au Japon. L'empereur japonais annonce la reddition sans condition de son pays où se met en place l'occupation alliée. Le chinois devient une langue officielle des Nations Unies. À la conférence de Yalta, les chefs d'État des puissances alliées décident	1945 Tentative de restauration de la souveraineté française en Indochine. Résistance du Viêt-minh et début de la première guerre d'Indochine. L'Indonésie proclame son indépendance vis-à-vis des Pays-Bas. Une loi promouvant les intérêts maoris est promulguée en Nouvelle-Zélande (Maori Social and Economic Advancement Act).

L'Asie Occidentale, le Moyen-Orient et la Maghreb <i>(suite)</i>	Les A	mériques (suite)		vénements ationaux <i>(suite)</i>
	1944	Gouverneurs de la rosée du poète haïtien Jacques Roumain'. Ficciones (Fictions) de l'écrivain argentin Jorge Luis Borges.	1944	Les Accords de Bretton Woods fondent la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (ancêtre de la Banque mondiale) et le Fonds monétaire international (FMI).
1945 Fondation de la Ligue des États arabes au Caire. Fondation de la Société pour le développement de la musique nationale à Téhéran. La Turquie et le Liban font leur entrée à l'ONU.	1945	Étincelles de l'écrivain haîtien René Depestre. Premier numéro de Ciencia e Investigacion, revue scientifique argentine. La poétesse chilienne Gabriela Mistral reçoit le prix Nobel de littérature. Black boy de l'auteur noir américain Richard Wright. Two Solitudes (Deux solitudes) de l'écrivain canadien Hugh MacLennan.	1945	Fin de la Seconde Guerre mondiale. Conférences de Yalta et de Potsdam. Adoption de la Charte des Nations Unies à San Francisco : création de l'ONU et de l'UNESCO. Création de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

L'Afrique Subsaharienne (suite)	ĽE	Europe (suite)	L'Asi	e de l'Est (suite)	du Sud	centrale, L'Asie et du Sud-Est et céanie <i>(suite)</i>
	1945 (suite)	Procès de Nuremberg intenté aux criminels de guerre nazis. Les enfants du paradis du réalisateur français Marcel Carné. Le pont sur la Drina du romancier bosniaque Ivo Andrić. Animal Farm (La ferme des animaux) de l'écrivain britannique George Orwell. Hermann Hesse reçoit le prix Nobel de littérature.	1946	La nouvelle Constitution japonaise pose le principe de la souveraineté du peuple. Création de l'Association des savants démo- crates (Minka) au Japon.	1946	La république démocratique du Viêt-Nam (Nord-Viêt-Nam) adopte sa première constitution. Les États-Unis reconnaissent l'indépendance des Philippines. Mahmoud khan devient Premier ministre de l'Afghanistan. The moving image de la romancière australienne Judith Wright.

L'Asie Occidentale, le Moyen-Orient et la Maghreb (suite)	Les Amériques (suite)	Événements Internationaux (suite)
1946 Indépendance de la Jordanie et de la Syrie.	1946 Juan Domingo Perón est élu à la présidence de l'Argentine.	1946 Trygve Lie (Norvège) devient le premier secrétaire général des Nations Unies. Inauguration de la Cour internationale de justice, organe judiciaire principal de l'ONU. Création du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF).

L'Afrique Subsaharienne (suite)	L'Europe (suite)	L'Asie de l'Est (suite)	L'Asie centrale, L'Asie du Sud et du Sud-Est et l'Océanie (suite)
Nkrumah fonde le Parti de la convention du peuple en Côte-de-l'Or (Ghana). Alioune Diop lance l'influente revue littéraire Présence africaine.	1947 Publication du Journal d'Anne Frank. Under the volcano (Audessous du volcan) du romancier anglais Malcolm Lowry. Création de l'Organisation européenne de coopération économique (OECE), ancêtre de l'OCDE.	1947 L'esprit de la philosophie chinoise de l'historien chinois Feng Youlan. Nuit glacée du romancier chinois Ba Jin.	Le vice-roi britannique quitte le sous-continent indien qui est partagé en un État musulman (le Pakistan) et un État hindou (l'Inde). Jawaharlal Nehru devient le Premier ministre du nouvel État indien.

L'Asie Occidentale, le Moyen-Orient et la Maghreb (suite)	Les Améri	ques (suite)		vénements nationaux (suite)
La résolution 181 des Nations Unies prévoit la création de deux États, l'un israélien, l'autre palestinien. Premier congrès du Parti socialiste de la renaissance arabe (Baas) à Damas. Épidémie de choléra en Égypte. Découverte des manuscrits de la mer Morte.	vis un pa pa tic A. A. A. A. A. A. A. A. A. A. A. A. A.	ctrine Truman ant à octroyer e aide aux ys menacés r une dominan étrangère. Streetcar Naed Desire (Un imway nommé sir) du dramarge américain nnessee illiams. Commission s activités ti-américaines UAC) dresse liste des «dix Hollywood», rsonnalités upçonnées sympathies mmunistes. Ebut du macrthysme. Ckson Pollock, n des princiux expressionstes abstraits néricains, zente l'action inting.	1947	Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT). Traités de paix de Paris.

L'Afrique Subsaharienne (suite)	L'Europe (suite)	L'Asie de l'Est (suite)	L'Asie centrale, L'Asie du Sud et du Sud-Est et l'Océanie (suite)
Publication de l'Anthologie de la poésie nègre et malgache compilée par Senghor. La coalition des nationalistes afrikaners prend le pouvoir en Afrique du Sud et impose l'apartheid. Cry, the Beloved Country (Pleure, ô pays bienaimé) du romancier sud-africain Alan Paton.	1948 Création de l'Organisation européenne de coopération économique (OECE), ancêtre de l'OCDE. Affaire Lyssenko. Les communistes prennent le pouvoir en Tchécoslovaquie. Ladri di biciclette (Le voleur de bicyclette), film néoréaliste du cinéaste italien Vittorio de Sica. Jeux olympiques de Londres. T. S. Eliot reçoit le prix Nobel de littérature. Vios kai politeia tou Alexi Zorba (Alexis Zorba) de l'écrivain grec Nikos Kazantzakis. L'artiste britannique Henry Moore reçoit le prix international de sculpture à la biennale de Venise. Le chimiste suisse Paul Hermann Müller reçoit le prix Nobel pour ses travaux sur le DDT. L'Europe exsangue commence à recevoir l'aide financière prévue par le plan Marshall.	1948 Création de deux États coréens pourvus de systèmes politiques, économiques et sociaux diamétralement opposés. Achèvement du récit Sasameyuki (Bruine de neige ou Quatre sœurs) de l'écrivain japonais Junichiro Tanizaki. Pays de neige du romancier japonais Yasunari Kawabata.	The Cunnin- ghams de l'écrivain néo- zélandais David Ballantyne. Indépendance de l'Union de Birmanie où U Nu devient Pre- mier mier ministre. Premier conflit indo-pakistanais au Cachemire. Indépendance de Ceylan (Sri Lanka). Assassinat du Mahatma Gandhi. Ouverture de l'université du Sind au Pakistan.

L'Asie Occidentale, le Moyen-Orient et la Maghreb (suite)	Les Amériques (suite)	Événements Internationaux <i>(suite)</i>
David ben Gourion procla- me la création de l'État d'Israël, ce qui déclenche le premier conflit israélo-arabe. Expulsion de milliers de Pa- lestiniens arabes par les forces israéliennes victorieuses.	Bertolt Brecht quitte les Etats-Unis après avoir été inquiété par la Commission des activités anti-américaines. Le plan Marshall est approuvé par le Congrès américain. Institution de l'Organisation des États américains (OEA). Guerre civile en Colombie. Les physiciens américains Bardeen, Brattain et Schockley inventent le transistor.	Création du Conseil international des archives. Création de l'Organisation mondiale de la santé (OMS). L'ONU adopte la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide. L'Assemblée générale de l'ONU adopte la Déclaration universelle des droits de l'homme.

L'Afrique Subsaharienne (suite)	L'Europe (suite)	L'Asie de l'Est (suite)	L'Asie centrale, L'Asie du Sud et du Sud-Est et l'Océanie (suite)
	1949 Création du Conseil d'assistance économique mutuelle (CAEM). Le deuxième sexe de l'intellectuelle française Simone de Beauvoir. Premier essai nucléaire soviétique. Fin du blocus soviétique de Berlin. 1984 de l'écrivain britannique George Orwell. Création du Conseil de l'Europe.	1949 Mao Zedong fonde la République populaire de Chine. Jiang Jieshi se réfugie à Taïwan et fait de Taipei la capitale de la république de Chine. Les plans du Parc et du Centre de la paix d'Hiroshima sont présentés par l'architecte japonais Tange Kenzo. Le physicien Hideki Yukawa est le premier japonais à recevoir un prix Nobel. Fondation de l'Académie chinoise des sciences.	Loi de sécurité nationale au Pakistan. La reine Juliana transfère la souveraineté de la Couronne sur les Indes néerlandaises au gouvernement fédéral. Sukarno devient le premier président indonésien. Adoption de la Constitution indienne. Le Laos accède à davantage d'autonomie au sein de l'Union française. L'Afghanistan refuse de reconnaître la frontière afghano-pakistanaise (ligne Durand). I Saw in My Dream de l'écrivain néozélandais Frank Sargeson.

L'Asie Occidentale, le Moyen-Orient et la Maghreb <i>(suite)</i>	Les Amériques (suite)	Événements Internationaux (suite)
1949 Fondation de l'Institut Weizmann des sciences en Israël. Al-mu'azzabūn fi-l ardh (Les damnés de la terre) de l'écrivain égyptien Taha Hussein.	1949 William Faulkner reçoit le prix Nobel de littérature. Death of a Salesman (Mort d'un commis voyageur) de l'auteur dramatique américain Arthur Miller.	Création de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN). Création du Conseil d'assistance économique mutuelle (CAEM). L'UNESCO publie les premières éditions de Study Abroad (Études à l'étranger) et d'Index Translationum. Création de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA). Fondation de l'Association internationale de sociologie.

L'Afriqu	ue Subsaharienne (suite)	ĽE	urope (suite)	L'Asi	e de l'Est (suite)	du Sud	centrale, L'Asie et du Sud-Est et éanie <i>(suite)</i>
1950	Loi anticommuniste en Afrique du Sud (Suppression of communism Act). Le nombre de colons portugais en Angola et au Mozambique s'élève respectivement à 79 000 et 48 000. Expansion du réseau ferroviaire au Mozambique.	1950	Convention européenne des droits de l'homme. La canta-trice chauve de l'auteur dramatique français Eugène lonesco.	1950	Éclatement de la guerre de Corée. Sortie de Rashōmon du cinéaste japonais Akira Kurosawa. Nationalisation de l'industrie cinématographique chinoise. Bataille du réservoir de Chosin en Corée.	1950	Perburuan (Le fugitif) du romancier indonésien Pramoedya Ananta Toer. Encarittiram (Mon histoire), autobiographie de l'auteur indien U. V. Swaminatha lyer.
1951	Kusadikika de l'écrivain tanza- nien Shaaban Robert. Le prophète Simon Kimbangu meurt dans une prison du Congo belge. Formation du Parti national en Afrique du Sud.	1951	Les mémoires d'Hadrien de la romancière fran- çaise Marguerite Yourcenar. L'écrivain suédois Pär Lagerkvist reçoit le prix Nobel de littérature.	1951	Par le traité de San Francisco, le Japon renonce à sa souveraineté sur Taïwan. Invasion chinoise du Tibet. Traité de sécurité nippo- américain.	1951	Première d'Awara (Le wagabond) de l'acteur et réa- lisateur indien Raj Kapoor. Fondation de l'Académie des sciences du Tadjikistan. Signature du pacte de l'AN- ZUS, accord de défense entre l'Australie, la Nouvelle- Zélande et les États-Unis.

le Mo	ie Occidentale, yen-Orient et la ghreb <i>(suite)</i>	Les A	Amériques (suite)		Événements nationaux (suite)
1950	Le royaume hachémite de Jordanie annexe la Cisjordanie.	1950	Canto general (Chant général) du poète chilien Pablo Neruda.	1950	Création du Haut-Commissa- riat des Nations Unies pour les
			Rétrospective des œuvres de l'artiste brési- lienne Tarsila do Amaral à São Paulo.		réfugiés (HCR).
			The Old Man and the Sea (Le vieil homme et la mer) de l'écrivain américain Ernest Hemingway.		
			El laberinto de la soledad (Le labyrinthe de la solitude) de l'auteur mexicain Octavio Paz.		
			Utilisation de l'insémination artificielle pour l'élevage		
1951	La Libye devient une monarchie indépendante. La nationa- lisation de l'Anglo-Iranian Oil Company débouche sur la crise d'Abadan.	1951	Création du Conselho Nacional de Desenvolvimento Cientifico e Tec- nologico (CNPq), institut national de recherche du Brésil.		
	cise d'Abadaii.		Catcher in the Rye (L'attrape- cœur) du roman- cier américain Jerome David Salinger.		

L'Afriq	ue Subsaharienne (suite)	ĽE	Europe (suite)	L'As	ie de l'Est (suite)	du Suc	e centrale, L'Asie d et du Sud-Est et Océanie <i>(suite)</i>
						1951 (suite)	Ouverture du premier institut technologique indien à Khara- gpur.
							The Autobio- graphy of an Unknown Indian (Autobiographie d'un Indien inconnu) de Nirad Chandra Chaudhuri.
1952	Palm-Wine Drinkard (L'ivrogne dans la brousse) de l'auteur nigérian Amos Tutuola.	1952	Philosophische Untersuchungen (Investigations philosophiques) de Ludwig Wittgenstein.	1952	Création de l'Académie nord-coréenne des sciences.	1952	Construction de barrages dans les vallées de l'Helmand et de l'Arghandab en Afghanistan.
			Construction de l'Unité d'ha- bitation (Cité radieuse) de Marseille par Le Corbusier.				Mouvement pour le réta- blissement de l'usage du bengali.
			Élisabeth Il monte sur le trône				Time to Change du poète indien Nissim Ezekiel. Le Corbusier,
			d'Angleterre. Jeux olympiques d'Helsinki auxquels l'URSS participe pour la première fois. Entrée en				architecte fran- çais d'origine suisse, érige plusieurs bâti- ments publics pour la ville de Chandigarh, en
			vigueur du traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA).				Inde. Dast-e-Saba du poète pakista- nais Faiz Ahmed Faiz.

le Moyen-O	L'Asie Occidentale, le Moyen-Orient et la Maghreb <i>(suite</i>)		mériques (suite)		vénements nationaux (suite)
1952 Les libar obtitic droir La se la ce char nais Le re renvecoup litain Abd Déb rura béde Arat La T rejoi Publ gran pren de la du realgée la	femmes naises ennent le t de vote. ortie de nanson à cès Itab lance arrière de la nteuse liba- e Fairouz. oi Farouk est versé par le p d'État mi- re de Gamal el Nasser. ut de l'exode I massif des ouins en bie saoudite. turquie int l'OTAN. lication de La nde maison, mier tome a a trilogie omancier erien Mo- nmed Dib.	1952	Mort de l'épouse du président argentin, «Evita» Perón, qui jouissait d'une immense popularité . The Invisible Man (Homme invisible, pour qui chantes-tu?) de l'écrivain noir américain Ralph Ellison.	1952	L'UNESCO adopte la Convention universelle sur le droit d'auteur.

ĽAfriq	L'Afrique Subsaharienne (suite)		urope (suite)	L'Asi	L'Asie de l'Est (suite)		centrale, L'Asie et du Sud-Est et céanie <i>(suite)</i>
1953	L'enfant noir du romancier guinéen Camara Laye.	1953	Mort de Staline. Khrouchtchev devient secrétaire général du Parti communiste soviétique. La colmena (La ruche) de l'écrivain espagnol Camilo José Cela. L'URSS fait exploser sa première bombe à hydrogène. Les biophysiciens britanniques Francis Crick et James Watson découvrent la structure en double hélice de l'ADN. En attendant Godot du dramaturge irlandais Samuel Beckett.	1953	Signature de l'armistice coréen. Le gouvernement chinois encourage la contraception et l'avortement, premières mesures de la politique de contrôle des naissances.	1953	Le prince Ali Mohammed Daoud khan devient Premier ministre au Pakistan. Le Néo- Zélandais Edmund Hillary et le Népalais Tenzing Norgay sont les pre- miers hommes à atteindre le sommet de l'Everest. La France reconnaît l'indépendance du Cambodge et du Laos.
1954	L'Université catholique de Louvain (Bel- gique) fonde Louvanium (petite Louvain) à Leopoldville (l'actuelle Kinshasa).	1954	Juegos de manos (Jeux de mains) du romancier espagnol Juan Goytisolo. Lord of the Flies (Sa majesté des mouches) de l'écrivain britannique William Golding. L'Allemagne remporte la coupe du monde de football organisée en Suisse.	1954	Création du Comité de réforme de l'écriture chinoise. Fondation de l'Institut des sciences en Corée du Sud. Sortie du film fantastique Godzilla du Japonais Inoshiro Honda. Les autorités de Taïwan créent le Comité des sciences et de l'éducation.	1954	Les accords de Genève font du 17e parallèle une frontière provisoire entre le Nord-Viêt- Nam et le Sud-Viêt-Nam et confirment l'indépendance du Cambodge et du Laos. Création de l'Organisation du traité de l'Asie du Sud- Est (OTASE).

114	ala Ossidantala	1			
le M	sie Occidentale, oyen-Orient et la laghreb <i>(suite)</i>	Les A	Amériques (suite)		Événements nationaux <i>(suite)</i>
1953	Le roi Saoud monte sur le trône saoudien à la mort de son père, Abdul Aziz. Ouverture de l'Université libanaise. La statue de sel de l'écrivain juif tunisien Albert Memmi. Le Premier ministre iranien Mossadegh est déposé par Mohammed Reza Pahlavi. Tenue d'élections démocratiques au Soudan.	1953	Los pasos perdidos (Le partage des eaux) de l'auteur cubain Alejo Carpentier. Lancement de la télévision en couleurs aux Etats-Unis. Exécution de Julius et Ethel Rosenberg après un procès controversé pour espionnage. The Adventures of Augie March (Les aventures d'Augie March) du romancier américain Saul Bellow.	1953	Dag Hammars- kjöld (Suède) est nommé secré- taire général des Nations Unies.
1954	La Knesset adopte une loi encourageant la production cinématographique israélienne. Al-Ardh (La Terre) de l'écrivain égyptien Abdul Rahman al-Sharqawi. Tefoulat Nahd du poète syrien Nizar Qabbani. Gamal Abdel Nasser, partisan du socialisme arabe, prend le pouvoir en égypte.	1954	Le président américain Dwight D. Eisenhower refuse d'utiliser la bombe atomique en Indochine. Commercialisation des postes portatifs de radio aux Etats-Unis. Ernest Hemingway reçoit le prix Nobel de littérature. Mort de Frida Kahlo, figure féministe et artiste mexicaine.	1954	Création de l'Union latine. L'UNESCO adopte la Convention pour la protec- tion des biens culturels en cas de conflit armé (convention de La Haye).

L'Afriq	L'Afrique Subsaharienne (suite)		L'Europe (suite)		ie de l'Est <i>(suite)</i>	L'Asie centrale, L'Asie du Sud et du Sud-Est et l'Océanie <i>(suite)</i>	
		1954 (suite)	Mise en service de la première centrale nucléai- re dédiée à la production civile d'électricité à Obninsk, non loin de Moscou.				
1955	Amilcar Cabral fonde le Parti africain pour l'indépendance de la Guinée-Bissau et du Cap-Vert (PAIGC). Lutte armée des tribus nilotiques au Soudan. Sortie du film Afrique-sur-Seine de Paulin Soumanou Vieyra. Mauvais sang du poète brazzavillois Tchicaya U Tam'si.	1955	La république fédérale d'Allemagne entre à l'OTAN. Les forces alliées se retirent d'Autriche qui devient une république neutre. L'URSS et ses alliées d'Europe de l'Est signent le pacte de Varsovie en réponse à la création de l'OTAN. Le gouvernement britannique adopte une loi sur la protection des enfants (Children and Young Persons [Harmful Publications] Act). Moromeții de l'écrivain roumain Marin Preda. Première Documenta, exposition d'art contemporain de Kassel en	1955	Première exposition Gutai à Tokyo.	1955	L'Afghanistan amorce une coopération technique et militaire avec l'Union soviétique. Premières élections générales en Indonésie. Waiting for the Mahatma (En attendant le Mahatma) de l'écrivain indien Rasipuram Krishnaswamy Narayan.

L'Asie Occidentale, le Moyen-Orient et la Maghreb <i>(suite)</i>		Les	Les Amériques (suite)		Événements nationaux (suite)
1954 (suite)	Le passé simple de l'auteur marocain Driss Chraïbi (roman interdit au Maroc jusqu'en 1977). Le Front de libération nationale (FLN) lance la guerre d'indépendance en Algérie.	1955	Le médecin	1955	Naissance du
	(Mèmed le mince) de l'écrivain turc Yaşar Kemal. Déposé par les Français en 1923, le sultan marocain Mohammed V rentre d'exil.		américain Jonas Edward Salk met au point le vaccin contre la poliomyélite. Le physicien américain Owen Chamberlain découvre l'antiproton. Lolita de l'écrivain américain d'origine russe Vladimir Nabokov. Le président argentin Juan Domingo Perón est contraint à l'exil. Compère général soleil de l'auteur haïtien Jacques-Stephen Alexis. Pedro Párama du romancier mexicain Juan Rulfo.		mouvement des non-alignés (MNA) à la conférence de Bandung, en Indonésie. Création du Pacte de Varsovie.

L'Afrique Subsaharienne (suite)	L'Europe (suite)	L'Asie de l'Est (suite)	L'Asie centrale, L'Asie du Sud et du Sud-Est et l'Océanie <i>(suite)</i>		
Jugé pour trahison, Nelson Mandela est finalement acquitté. Le vieux nègre et la médaille et Le pauvre Christ de Bomba, œuvres respectives des auteurs camerounais Ferdinand Oyono et Mongo Beti. Ouverture de l'université d'Elizabethville (Lubumbashi) au Congo. Fondation du Mouvement populaire pour la libération de l'Angola (MPLA) à Luanda. Indépendance du Soudan.	Mise en service de la première grande centrale nucléaire commerciale à Calder Hall, au Royaume-Uni. L'insurrection hongroise est écrasée par les troupes soviétiques. Nicolaï Nicolaïevitch Semenov, spécialiste soviétique de la cinétique chimique, reçoit le prix Nobel de chimie. Der Besuch der alten Dame (La visite de la vieille dame) de l'auteur dramatique suisse Friedrich Dürrenmatt. Le poète espagnol Juan Ramón Jiménez reçoit le prix Nobel de littérature. Historias do Zaire de l'écrivain portugais Alexandre Cabral.	1956 Le pavillon d'or du romancier japonais Yukio Mishima. La «marche vers la science et la technologie» est annoncée en Chine.	1956 Le Pakistan adopte une nouvelle constitution et devien une république islamique. Publication d'une Histoire de la Kirghizie. Jeux olympiques d'été de Melbourne en Australie. Train to Pakistan (Train pour le Pakistan) de l'auteur indien Khushwant Singh.		

L'Asie Occidentale, le Moyen-Orient et la Maghreb (suite)	Les Amériques <i>(suite)</i>	Événements Internationaux (suite)
Nasser annonce la nationalisation du canal franco-britannique de Suez, casus belli de la crise de Suez. Indépendance du Maroc et de la Tunisie. Nedjma de l'écrivain algérien Kateb Yacine. Fondation de l'université de Tel-Aviv. Les États-Unis et la Grande-Bretagne refusent de financer la construction du haut barrage d'Assouan en Égypte.	Howl du poète beat américain Allen Ginsberg. A Long Day's Journey into the Night (Long voyage dans la nuit) du dramaturge américain Eugene O'Neill. Le prix Nobel de physique est attribué à John Bardeen, à Walter Brattain et à William Shockley pour leurs travaux sur le transistor.	Convention supplémentaire relative à l'abolition de l'esclavage, de la traite des esclaves et des institutions et pratiques analogues à l'esclavage.

L'Afrique Subsaharienne (suite)	L'Europe (suite)	L'Asie de l'Est (suite)	L'Asie centrale, L'Asie du Sud et du Sud-Est et l'Océanie (suite)
Création de la Coupe d'Afrique des nations (CAN), tournoi continental de football. Ouverture de l'université de Dakar. Émergence de mouvements indépendantistes dans plusieurs colonies portugaises. Indépendance du Ghana. L'UNESCO lance un projet de développement des bibliothèques publiques à Enugu, au Nigeria. L'écrivain ghanéen Kofi Awoonor entreprend de traduire des traditions orales africaines en anglais.	1957 Doktor Zhivago (Le docteur Jivago), du romancier soviétique Boris Leonidovitch Pasternak, est publié à l'Ouest. Le traité de Rome institue la Communauté économique européenne (CEE) et l'Euratom. Le premier satellite artificiel, Spoutnik-1, est lancé par l'URSS. L'écrivain français Albert Camus reçoit le prix Nobel de littérature. Peinture grise et verte de l'artiste espagnol Antoni Tàpies. Publication du premier tome du Dziennik (Journal) de l'écrivain polonais Witold Gombrowicz. Il Barone rampante (Le baron perché) de l'auteur italien Italo Calvino. Det sjunde inseglet (Le septième sceau) du cinéaste suédois Ingmar Bergman.	«Campagne des cent fleurs» de Mao Zedong. Nouvelle théorie de la population de Ma Yinchu, président de l'université de Beijing. Le physicien japonais Leo Esaki invente les premières diodes à effet tunnel.	1957 Voss du romancier australien Patrick White. The God Boy de l'écrivain néo-zélandais lan Cross. La fédération de Malaisie accède à l'indépendance.

L'Asie Occidentale, le Moyen-Orient et la Maghreb <i>(suite)</i>	Les Amériques (suite)	Événements Internationaux (suite)
Découverte de gisements de pétrole en Libye. Sortie de Sera' fee Jarash (Lutte à Jérash), premier long métrage de production jordanienne. Début des trente ans de règne du président tunisien Habib Bourguiba, partisan de la laïcité et des droits des femmes. Les troupes étrangères se retirent du territoire occupé du canal de Suez. Le roi Hussein décrète la loi martiale en Jordanie. Publication de la «trilogie du Caire» du romancier égyptien Naguib Mahfouz.	1957 On the road (Sur la route) de l'écrivain américain Jack Kerouac. Le linguiste américain Noam Chomsky invente le concept de grammaire générative dans son ouvrage Syntactic Structures (Structures syntaxiques). Premier magnétoscope Ampex.	1957 Création de l'Agence internationale de l'énergie atomique.

L'Afrique Subsaharienne (suite)	L'Europe (suite)	L'Asie de l'Est (suite)	L'Asie centrale, L'Asie du Sud et du Sud-Est et l'Océanie (suite)		
1958 Une résolution sur l'impérialisme et le colonialisme est adoptée lors de la Conférence des peuples africains à Accra. Things Fall Apart (Le monde s'effond'e) de l'auteur nigérian Chinua Achebe. Robert Sobukwe fonde le Congrès panafricaniste en Afrique du Sud.	1958 Le général Charles de Gaulle est rappelé pour former un gouvernement en France. Anthropologie structurale de l'anthropologue français Claude Lévi-Strauss. Lancement de Spoutnik-3 par l'URSS. Exposition du vide (galerie aux murs blancs) de l'artiste conceptuel français Yves Klein. Boris Pasternak reçoit le prix Nobel de littérature. Se questo è un uomo (Si c'est un homme), autobiographie de l'auteur italien Primo Levi. Début de la Nouvelle Vague, mouvement cinématographique français représenté par François Truffaut, Jean-Luc Godard et Claude Chabrol.	1958 La maison de thé de l'écrivain chinois Lao She. Mao Zedong lance le «Grand Bond en avant», programme destiné à accroître rapidement la production industrielle et agricole. Adoption du pinyin, alphabet phonétique chinois. Fin de la construction de la tour de Tokyo.	1958 Le gouvernement indien vote une loi sur la politique de la science (Scientific Policy Resolution).		

le M	sie Occidentale, oyen-Orient et la aghreb <i>(suite)</i>	Les A	Amériques (suite)	Événements Internationaux (suite)
1958	L'Égypte et la Syrie fusionnent pour donner naissance à	1958	La lézarde de l'écrivain marti- niquais Édouard Glissant.	
	la République arabe unie.		Fondation du Conseil national pour la recher- che scientifique et technique en Argentine.	
			Création de la National Aeronautics and Space Adminis- tration (NASA) et lancement du programme Mercury.	
			Explorer-1 est le premier satellite américain mis en orbite.	
			Le satellite Vanguard-1 est placé en orbite.	
			Le MoMA de New York organise l'expo- sition itinérante Nouvelle peinture américaine afin de présenter la nouvelle géné- ration d'artistes expressionnistes abstraits.	
			La Coupe du monde de football est remportée par le Brésil.	
			Le physicien américain Jack St. Clair Kilby invente le circuit intégré.	
			Première utilisation de photopiles solaires sur un satellite en orbite.	

ĽAfriq	ue Subsaharienne (suite)	ĽE	urope (suite)	L'Asi	e de l'Est (suite)	L'Asie centrale, L'Asie du Sud et du Sud-Est et l'Océanie (suite)		
1959	Grèves des dockers à Bissau sous la férule du Parti africain pour l'indépendance de la Guinée-Bissau et du Cap-Vert (PAIGC). Massacre de Bissau. Adoption de la loi sur les bantoustans (réserves) en Afrique du Sud. Achèvement du barrage hydroélectrique de Kariba, sur le Zambèze, au Zimbabwe. Lutte sanglante entre les ethnies tutsi et hutu au Rwanda. Création de l'Association des musées d'Afrique tropicale (AMAT-MATA).	1959	Adoption d'une loi sur les publications obscènes au Royaume-Uni (Obscene Publications Act). Création de la Cour européenne des droits de l'homme. Sondes soviétiques Luna-1, Luna-2 et Luna-3. Ouverture de la Bibliothèque d'information technique (TIB) de Hanovre en Allemagne de l'Ouest. Die Blechtrommel (Le tambour) du romancier allemand Günter Grass.	1959	Les autorités de Taïwan fondent le Comité de développement scientifique. Création de l'Institut de l'énergie atomique en Corée du Sud. Exil du dalaï- lama en Inde.	1959	Apur Sansar (Le monde d'Apu) du cinéaste indien Satyajit Ray. Le roi Mahendra, souverain du Népal, promulgue une nouvelle constitution et organise les premières élections législatives de l'histoire du pays. Promulgation d'une constitution qui accroît l'autonomie de Brunei . Le président indonésien Sukarno impose un régime autoritaire baptisé «démocratie dirigée» . Lee Kuan Yew devient le premier Premier ministre de Singapour.	
1960	Dix-sept pays africains obtiennent l'indépendance. Vers le milieu de la décennie, la plupart des pays du continent sont souverains. Les Britanniques renoncent au Somaliland qui s'unit à la Soma- lie italienne.	1960	La dolve vita du réalisateur italien Federico Fellini.	1960	Après le banquet du romancier japonais Yukio Mishima. Le traité de coopération mutuelle et de sécurité, qui autorise la présence militaire américaine sur le sol japonais, soulève de violents mouvements de protestation au Japon.	1960	Traité d'amitié sino-afghan. A Good Keen Man du romancier néo- zélandais Barry Crump.	

le M	sie Occidentale, oyen-Orient et la laghreb <i>(suite)</i>	Les A	Amériques (suite)		Événements nationaux (suite)
1959	Fondation de l'Union des étudiants palestiniens en Égypte. Lancement de la télévision publique libanaise (Compagnie libanaise de télévision). Lancement de la première station de radio en Jordanie (Radio Jordan).	1959	Révolution cubaine menée par Fidel Castro. Inauguration du musée Guggenheim de New York par l'architecte Frank Lloyd Wright. La sonde Pioneer-4 passe à 60 000 kilomètres de la Lune et se place en orbite solaire. L'écrivain Carl Sandburg se voit refuser un voyage en Russie par les autorités américaines. The Double Hook de la romancière canadienne Sheila Watson. Première génération d'ordinateurs centraux.	1959	Convocation du concile de Vatican II par le pape Jean XXIII. L'ONU adopte la Déclaration des droits de l'enfant. Traité sur l'Antarctique.
1960	Fondation de l'Organisation des pays ex- portateurs de pétrole (OPEP) à Bagdad. Découverte de gisements de pétrole aux Émirats arabes unis.	1960	L'écrivain américain Henry Miller publie Nexus, dernier tome de The Rosy Crucifixion (Crucifixion en rose). Le président américain Dwight D. Eisenhower réduit les quotas sucriers de Cuba.		

L'Afriq	ue Subsaharienne (suite)	L'Europe (suite)	L'Asie de l'Est (suite)	L'Asie centrale, L'Asie du Sud et du Sud-Est et l'Océanie <i>(suite)</i>
1960 (suite)	L'historien guinéen Djibril Tamsir Niane publie Sound- jata ou l'épopée mandingue.		1960 Rupture sino- (suite) soviétique.	
	Les bouts de bois de Dieu de l'écrivain et cinéaste séné- galais Sembene Ousmane.			
	Le nombre des colons portugais en Angola et au Mozambique s'élève respec- tivement à 172 500 et 97 000.			
	Ouverture de l'université de Tananarive à Madagascar.			
	L'Afrique du Sud prend des mesures pour réduire sa dépendance vis- à-vis du pétrole étranger.			
	Apogée des mouvements anticolonialistes dans les colo- nies portugaises.			
	Des petits partis nationa- listes exilés au Tanganyika et en Rhodésie œuvrent pour l'indépendance du Mozambique.			

L'Asie Occidentale, le Moyen-Orient et la Maghreb (suite)	Les Amériques (suite)	Événements Internationaux (suite)
1960 Fondation de la première École nationale des beaux-arts, de l'Institut national des arts décoratifs et de l'École supérieure de télévision et de cinéma en Iran. Début de la construction du haut barrage d'Assouan. L'UNESCO lance une campagne internationale pour préserver les monuments nubiens menacés par la montée des eaux du Nil. Entraînement de membres du Parti africain pour l'indépendance de la Guinée-Bissau et du Cap-Vert (PAIGC) en Algérie.	1960 Tiros-1, premier satellite de météorologie, est lancé par la NASA . Lancement de Discoverer-14, premier satellite espion américain équipé d'une caméra. Création de l'Association latino-américaine de libre-échange (ALALE). La bibliothèque du Congrès américain crée le format de catalogage MARC (machine readable cataloging). Le ministère américain de la Défense invente Internet à des fins d'usage interne. Campagne d'al-phabétisation à Cuba.	

L'Afriqu	e Subsaharienne (suite)	L'Europe (suite)	L'Asie de l'Est (suite)	L'Asie centrale, L'Asie du Sud et du Sud-Est et l'Océanie (suite)
1960 (suite)	Des mani- festations de protestation dans le nord du Mozambique aboutissent au massacre de Mueda, dans la province de Cabo Delgado.			
	Manifestations populaires en faveur des idéaux défendus par l'intellectuel militant Agos- tinho Neto en Angola.			
	Léopold Sédar Senghor, homme politique et poète, devient président du Sénégal.			
	Massacre de Sharpeville en Afrique du Sud.			
	Robert Sobukwe, fondateur du Congrès panafricaniste, conçoit l'idée de la «conscience noire».			
	Indépendance du Tchad, de la Mauritanie, du Congo belge et de la Somalie.			
	Débats sur l'indépendance des peuples colonisés.			
	Africain de l'écrivain sierra- léonais William Conton.			

L'Asie Occidentale, le Moyen-Orient et la Maghreb (suite)	Les Amériques (suite)	Événements Internationaux <i>(suite)</i>

L'Afrique Subsaharienne (suite)		ĽE	urope (suite)	L'As	ie de l'Est <i>(suite)</i>	du Suc	L'Asie centrale, L'Asie du Sud et du Sud-Est et l'Océanie (suite)		
1960 (suite)	Patrice Lu- mumba, premier Premier ministre de la république indépendante du Congo, est renversé par un coup d'État avant d'être assassiné.								
1961	Indépendance de la Sierra Leone et du Tanganyika (Tanzanie continentale). Nocturnes de Léopold Sédar Senghor. La première Conférence des organisations nationalistes des colonies portugaises (CONCP) est tenue à Alger en vue d'engager la lutte contre l'occupation portugaise . La guerre anticoloniale éclate en Angola.	1961	Érection du mur de Berlin. Incarcération de Bertrand Russell, lauréat du prix Nobel de littérature, pour ses prises de position antinucléaires. Le Royaume-Uni, le Danemark et l'Irlande sont candidats à l'entrée dans la CEE. Le cosmonaute soviétique louri Alekseïevitch Gagarine est le premier homme à voyager dans l'espace à bord du vaisseau Vostok-1. Mise en évidence du lien de cause à effet entre la thalidomide et les malformations morphologiques des nouveau-nés. Piero Manzoni fabrique sa série de boîtes de conserve contenant de la «merde d'ar-	1961	Première représentation de La destitution de Hai Rui de l'historien et dramaturge chinois Wu Han.	1961	Envoi de con- seillers militaires américains au Sud-Viêt-Nam. L'Inde envahit et annexe la colonie portu- gaise de Goa. Korupsi (Corrup- tion) de l'écri- vain indonésien Pramoedya Ananta Toer. Sunlight on a Broken Column de la roman- cière indienne Attia Hosain.		

L'Asie Occidentale, le Moyen-Orient et la Maghreb (suite)	Les Amériques <i>(suite)</i>	Événements Internationaux <i>(suite)</i>
1961 La sécession de la Syrie marque la disparition de la République arabe unie. Indépendance du Koweït. Agani Mihyār al-Dimašqi (Les chants de Mihyār le Damascène) du poète libanosyrien Adonis. Révolte kurde dans le nord de l'Irak. Hassan II devier roi du Maroc. Entraînement de troupes du Mouvement populaire pour la libération de l'Angola (MPLA en Algérie.	Kennedy propose l'Alliance pour le progrès en Amérique latine. Les Etats-Unis rompent leurs relations diplomatiques avec Cuba et imposent un embargo politique et économique sur l'île. Invasion de la baie des Cochons : épaulés par le gouvernement américain, des exilés cubains anticastristes tentent vainement de	1961 Création d'Amnesty International. Convention unique sur les stupéfiants. U Thant (Birmanie) est nommé secrétaire général des Nations Unies. Création du Fonds mondial pour la nature (WWF). Création de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Premier sommet du mouvement des non-alignés (MNA) à Belgrade.

ĽAfriq	L'Afrique Subsaharienne (suite)		urope (suite)	L'As	ie de l'Est (suite)	L'Asie centrale, L'Asie du Sud et du Sud-Est et l'Océanie (suite)	
		1961 (suite)	Le romancier bosniaque Ivo Andrić reçoit le prix Nobel de littérature. Andorra du dra- maturge suisse				
1962	Début des trente années d'in- carcération de Nelson Mandela en Afrique du Sud. Indépendance du Rwanda et de l'Ouganda.	1962	Max Frisch. Der Philosiphie Glaube angesichts der Offenbarung (La foi philosophique face à la Révélation) du philosophe allemand Karl Jaspers. La CEE met en place la politique agricole commune (PAC). La pensée sauvage de l'anthropologue français Claude Lévi-Strauss. Odin den' Ivana Denisovitcha (Une journée d'Ivan Denissovitch) d'Alexandre Issaievitch Soljenitsyne.	1962	La femme des sables de l'auteur japonais Kobo Abe.	1962	Les aborigènes d'Australie obtiennent le droit de vote. Un coup d'État militaire orchestré par le général Ne Win met fin à la démocratie dans l'Union de Birmanie. Le roi népalais Mahendra promulgue une nouvelle constitution qui instaure une monarchie absolue. Des enjeux frontaliers provoquent une guerre sino-indienne.

le Mo	L'Asie Occidentale, le Moyen-Orient et la Maghreb (<i>suite</i>)		Amériques (suite)	Événements Internationaux (suite)
1962	Haèsh vehaétsim (Le feu et le bois) de l'auteur israélien Samuel Joseph Agnon. Le shah d'Iran lance la révolution blanche, mouvement de réformes qui se solde par un échec. Ouverture de la première université du royaume de Jordanie. Le Front de libération nationale (FLN) algérien adopte le programme de Tripoli. Le président français Charles de Gaulle signe les accords d'Évian. La France reconnaît l'indépendance de l'Algérie dont Ahmed ben Bella devient le président. Des forces révolutionnaires soutenues par l'Égypte s'emparent de Sanaa et fondent la république arabe du Yémen.	1962	Silent Spring (Le printemps silencieux) de la biologiste amé- ricaine Rachel Carson. In a Green Night du poète antillais Derek Walcott. L'artiste pop américain Andy Warhol expose ses images de boîte de soupe Campbell. À bord de Friendship-7, le spationaute américain John H. Glenn Jr. accomplit trois révolutions orbitales. Mariner-2 s'approche de Vénus. Le musicien brésilien Antonio Carlos Jobin compose la chanson La fille d'Ipanema qui popularise la bossa-nova à travers le monde.	

L'Afrique Subsaharienne (suite)	L'Europe (suite)	L'Asie de l'Est (suite)	L'Asie centrale, L'Asie du Sud et du Sud-Est et l'Océanie <i>(suite)</i>
1963 Loi de censure en Afrique du Sud (Publications and Entertainments Act). Indépendance de Zanzibar et du Kenya. La guerre anticoloniale éclate en Guinée-Bissau et au Cap-Vert. Création de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) à Addis-Abeba. Avec le soutien de l'UNESCO, des programmes régionaux en faveur des bibliothèques et de l'éducation sont lancés au Sénégal et en Ouganda.	1963 La Soviétique Valentina Vladimorovna Terechkova est la première femme dans l'espace. L'auteur grec Giórgos Seféris reçoit le prix Nobel de littérature. Is-slottet (Palais de glace) de l'écrivain norvégien Tarjei Vesaas.	1963 Sacrifice du peintre japonais Kazuo Shigara. Astro Boy, série animée d'Osamu Tesuka, est diffusé pour la première fois à la télévision.	Fusion de la fédération de Malaisie, de Singapour, du Nord-Bornéo et de Sarawak. L'anglais devient l'une des langues officielles de l'Inde (Official Language Act). Coal Flat de l'écrivain néozélandais Bill Pearson.

le Mo	sie Occidentale, byen-Orient et la aghreb <i>(suite)</i>	Les A	Amériques (suite)		Événements nationaux (suite)
		1962 (suite)	Le Chili orga- nise la Coupe du monde de football qui est remportée par le Brésil.		
			La muerte de Artemio Cruz (La mort d'Artemio Cruz) de l'écri- vain mexicain Carlos Fuentes.		
			Mort de Marilyn Monroe, icône d'Hollywood.		
			Crise des missi- les de Cuba.		
1963	Riğāl fi al-šams (Des hommes dans le soleil) de l'écrivain palestinien Ghassan Kanafani. Création de la fondation turque de recherche scientifique TÜBITAK. Publication d'Al-Islām wa mushkilāt al-hadarah (L'islam et les problèmes de la civilisation) de l'intellectuel égyptien Sayyid Qutb. Fondation de l'Union nationale des travailleurs palestiniens à Gaza. Création de la Fondation des études palestinienses.	1963	les de Cuba. L'auteur-compo- siteur Bob Dylan écrit Blowin' in the Wind, hymne du mouvement de la protest song. The Femi- nine Mystique (La femme mystifiée) de la féministe américaine Betty Friedan. Martin Luther King pro- nonce son célèbre discours I have a dream à Washington. Assassinat du président américain John Fitzgerald Ken- nedy à Dallas, au Texas. Rayuela (Ma- relle) de l'auteur argentin Julio Cortázar.	1963	L'UNESCO publie la première édition de son Annuaire statistique. Traité d'interdic- tion partielle des essais nucléai- res. L'ONU crée le Programme alimentaire mondial (PAM).

	Subsaharienne świte)	ĽE	urope (suite)	L'As	ie de l'Est (suite)	du Sud	centrale, L'Asie let du Sud-Est et céanie <i>(suite)</i>
July no no no no no no no no no no no no no	laissance du Malawi et de la ambie. ulius Nye- ere devient résident de la anzanie, fruit le l'union entre anzibar et le anganyika. ugé pour aute trahison, lelson Mandela rrononce une mouvante laidoirie vant d'être ondamné à la rrison à vie . Duverture de université l'Abidjan. a guerre anti- oloniale s'étend u Mozambique.	1964	Leonid Ilitch Brejnev succède à Khrouchtchev au poste de se- crétaire du Parti communiste soviétique. Les Soviétiques Alexandre Mikhaïlovitch Prokhorov et Nicolaï Guenna- dievitch Bassov reçoivent le prix Nobel de phy- sique pour leur contribution au développement du maser. Le poète russe Joseph Brodsky est arrêté pour parasitisme social. Le psychanalyste français Jacques Lacan crée l'Éco- le freudienne de Paris.	1964	La Chine fait exploser sa première bombe atomique. Création de l'Académie des sciences sociales en Corée du Nord. Premiers Jeux olympiques asiatiques à Tokyo. Inauguration de la Tokaido Shinkansen, première ligne ferroviaire interurbaine à grande vitesse, entre Tokyo et Osaka. La synthèse de l'insuline bovine est réalisée par des scientifiques chinois. La Chine adopte une écriture simplifiée afin de favoriser l'alphabétisation. L'Academia Sinica de Taïwan ouvre des centres de recherche en mathématiques, en physique, en chimie, en biologie et en ingénierie.	1964	Inauguration du tunnel de Salang entre le nord et le sud de l'Afghanistan. Ratification d'une nouvelle Constitution afghane.

le Mo	ie Occidentale, oyen-Orient et la aghreb (suite)	Les A	Amériques (suite)		Événements nationaux (suite)
1963 (suite)	Entraînement de troupes du Front de libération du Mozambique (Frelimo) en Algérie.				
1964	L'achèvement de l'aqueduc national israélien rend possible la production électrique et l'irrigation à grande échelle. Début du règne du roi Fayçal en Arabie saoudite. Création du ministère des Arts et de la Culture en Iran. Premier congrès du FLN en Algérie. Deuxième sommet du mouvement des non-alignés au Caire. Création de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP). L'Iran, la Turquie et le Pakistan fondent la Coopération régionale pour le développement (RCD).	1964	Le musée national d'Anthropologie est inauguré à Mexico. La sonde américaine Ranger-7 transmet les premières vues rapprochées de la Lune. Le président américain Lyndon Johnson signe une loi sur les droits civils (Civil Rights Act). Mise au point du langage de programmation BASIC. L'artiste américain Robert Rauschenberg reçoit le grand prix de la biennale de Venise. La Cour suprême américaine lève l'interdiction de publication qui pesait sur le Tropique du Cancer (1934) d'Henry Miller, autrefois qualifié de pornographique. Coup d'État militaire au Brésil.	1964	Formation du groupe des 77 lors de la première Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED).

L'Afrique Subsaharienne (suite)	L'Europe (suite)	L'Asie de l'Est (suite)	L'Asie centrale, L'Asie du Sud et du Sud-Est et l'Océanie (suite)
1965 Les premiers Jeux pan- africains ont lieu à Brazzaville, au Congo.	Le cosmonaute soviétique Alexeï Arkhipovitch Leonov quitte Voskhod-2 pour effectuer la première sortie dans l'espace. Les légendaires Beatles sont décorés de l'Ordre de l'Empire britannique par la reine Élisabeth II. Comment expliquer la peinture à un lièvre mort, performance de l'artiste allemand Joseph Beuys.		

le M	sie Occidentale, oyen-Orient et la laghreb <i>(suite)</i>	Les A	Amériques (suite)		Événements nationaux (suite)		
		1964 (suite)	Herzog du romancier américain Saul Bellow.				
			Lancement du premier satellite de télécommu- nications par les Etats-Unis.				
			Arno Penzias et Robert W. Wil- son découvrent le rayonnement du fond diffus cosmologique.				
1965	Inauguration du musée d'Israël à Jérusalem. Le colonel	1965	Gemini-3, pre- mier vol habité du programme américain Gemini.	1965	L'ONU adopte la Convention internationale sur l'éliminatio de toutes les		
	Houari Boume- diene dépose le président algé- rien Ahmed ben Bella.				La sonde améri- caine <i>Mariner-4</i> transmet les premières vues rapprochées de Mars.		formes de discrimination raciale. Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance
			La censure préalable d'un film est déclarée anticonstitu- tionnelle par les tribunaux américains.		(UNICEF) reçoi le prix Nobel d la paix		
			Une saison dans la vie d'Em- manuel de la femme de lettres canadienne Marie-Claire Blais.				

L'Afriq	ue Subsaharienne (suite)	Ľ	Europe <i>(suite)</i>	L'Asi	ie de l'Est <i>(suite)</i>	du Suc	e centrale, L'Asie I et du Sud-Est et céanie <i>(suite)</i>
1966	Le premier Festival mondial des arts nègres (FESMAN) est organisé à Dakar.	1966	Les mots et les choses du philosophe français Michel Foucault.	1966	Lancement de la Grande Révo- lution culturelle prolétarienne en Chine.	1966	Déclaration de Tachkent, traité de paix entre l'Inde et le Pakistan. Indira Gandhi.
	La compagnie Gulf Oil com- mence l'extrac- tion de pétrole brut à Cabinda, en Angola.		Luna-9 est la première sonde à réussir un alunissage en douceur. Luna- 10 est le premier satellite lunaire.		Citations du président Mao Zedong ou Petit livre rouge.		fille de Nehru, est la première femme Premier ministre de l'Inde.
	Efuru de la Nigériane Flora Nwapa, figure émergente de la littérature afri- caine féminine.						
	Cent millions de dollars américains sont alloués à l'exploitation des mines d'or de Cassinga, en Angola.						
	Julius Nye- rere traduit le Jules César de Shakespeare en swahili.						
	Le président Kwame Nkru- mah, défenseur du panafricanis- me, est renversé par un coup d'État militaire au Ghana.						
	Création de l'Union douanière et économique de l'Afrique centrale (UDEAC).						

L'Asie Occidentale, le Moyen-Orient et la Maghreb <i>(suite)</i>	Les Amériques (suite)	Événements Internationaux <i>(suite)</i>
J'écrivain israélien Samuel Joseph Agnon reçoit le prix Nobel de littérature. Création du ministère de la Culture et des Beaux-Arts en Jordanie. Inauguration du Musée national d'Irak à Bagdad.	1966 L'Association internationale pour la conscience de Krishna (ISKCON) est fondée à New York. Surveyor-1 est la première sonde américaine à réussir un alunissage en douceur. Le satellite américain Lunar Orbiter-1 entre dans l'orbite lunaire et prend le premier cliché de la Terre vue depuis la Lune . Création de l'Organisation nationale pour les femmes (NOW) aux Etats-Unis. Loi américaine sur la liberté de l'information (Freedom of Information Act).	L'ONU adopte le Pacte international sur les droits civils et politiques et le Pacte international sur les droits économiques, sociaux et culturels. Création du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Premier Festival mondial des arts nègres à Dakar (Sénégal).

L'Asie de l'Est (suite)	L'Asie centrale, L'Asie du Sud et du Sud-Est et l'Océanie (suite)		
1967 La Chine fait exploser sa première bombe à hydrogène. Le jeu du siècle de l'écrivain japonais Kenzaburo Oe. Création du Comité pour la promotion de la science à Taïwan.	du Sud et du Sud-Est et		
s A	exploser sa première bombe à hydrogène. Le jeu du siècle de l'écrivain japonais Kenzaburo Oe. Création du Comité pour la promotion de la science à Taïwan.		

L'Asie Occidentale, le Moyen-Orient et la Maghreb (suite)	Les Amériques (suite)	Événements Internationaux <i>(suite)</i>
Guerre des Six-Jours: Israël lance une offensive préventive en Égypte, en Syrie et en Jordanie. La Palestine est occupée par Israël. L'importation et la circulation des livres sont interdites dans les territoires palestiniens occupés par Israël. Les forces arabes sont vaincues par l'armée israélienne. Les alouettes naïves de la romancière algérienne Assia Djebar. Le Conseil de sécurité de l'ONU vote la résolution 242 qui enjoint Israël à se retirer des territoires occupés.	Renouveau charismatique aux États-Unis. L'auteur guaté-maltèque Miguel Àngel Asturias reçoit le prix Nobel de littérature. Formulation de la théorie électrofaible par les physiciens américains Sheldon Lee Glashow, Steven Weinberg et Abdus Salam. Le révolutionnaire Che Guevara est abattu par l'armée bolivienne. Exposition universelle de Montréal. Le nez qui voque de l'écrivain québécois Réjean Ducharme. Summer of Love («été de l'amour») à San Francisco. Cien años de soledad (Cent ans de solitude) de l'écrivain colombien Gabriel García Márquez.	La première Journée interna- tionale de l'alphabétisation est célébrée le 8 septembre.

L'Afrique Subsaharienne (suite)	L'Europe (suite)	L'Asie de l'Est (suite)	L'Asie centrale, L'Asie du Sud et du Sud-Est et l'Océanie (suite)
Soleil des indépendances de l'écrivain ivoirien Ahmadou Kourouma. The Beautiful Ones Are Not Yet Born (L'âge d'or n'est pas pour demain) du romancier ghanéen Ayi Kwei Armah. Le devoir de violence de l'auteur malien Yambo Ouologuem. Ngugi wa Thiong'o et d'autres auteurs africains demandent que le département d'anglais de l'université de Nairobi soit remplacé par un département de langue et de littérature africaines. Fondation de l'Organisation des étudiants sud-africains (SASO).	Les forces du pacte de Varsovie entrent en Tchécoslovaquie pour mettre fin aux réformes du Printemps de Prague. Émergence de revendications démocratiques en Pologne. Persécution des intellectuels polonais. L'engin soviétique Zond-5 est le premier vaisseau à se placer en orbite lunaire. Mouvement étudiant de Mai-68 en France.	Achèvement du premier gratte-ciel japonais, la tour Kasumi-gaseki. Création de l'Institut de recherche scientifique et technologique en Corée du Sud. Kawabata Yasunari est le premier Japonais et le deuxième Asiatique à recevoir le prix Nobel de littérature.	1968 Le Nord-Viêt- Nam lance l'offensive du Têt, tournant de la guerre du Viêt-Nam.

L'Asie Occidentale, le Moyen-Orient et la Maghreb <i>(suite)</i>	Les Amériques (suite)	Événements Internationaux (suite)
Premiers documentaires sur la question palestinienne. Achèvement des opérations de sauvetage des temples nubiens d'Abou Simbel. Mika'el šelî (Mon Michaël) de l'écrivain israélien Amos Oz. Lancement de la télévision publique jordanienne (ITV).	1968 La Conférence des évêques latino-américains de Medellín, en Colombie, dénonce la «violence institutionnelle» et met en avant l' «option préferentielle pour les pauvres». Lancement d'Apollo-7, première mission Apollo habitée. Assassinat de Martin Luther King. Coup d'État d'une junte militaire péruvienne conduite par le général Alvarado. Jeux olympiques de Mexico. Massacre d'étudiants de Tlatelolco. 2001: A Space Odyssey (2001: odyssée de l'espace) du réalisateur américain Stanley Kubrick. Lost in the Funhouse (Perdu dans le labyrinte) du romancier américain John Barth.	1968 Le Traité de non-prolifération nucléaire est signé par l'URSS, les Etats-Unis et le Royaume-Uni.

L'Afriq	ue Subsaharienne (suite)	Ľ	Europe (suite)	L'As	ie de l'Est <i>(suite)</i>	du Suc	e centrale, L'Asie I et du Sud-Est et céanie <i>(suite)</i>
L'Afriq		1969	Persécution des intellectuels en Tchécoslovaquie. Inauguration d'Art Basel, foire internationale d'art contemporain de Bâle. Soyouz-4 et Soyouz-5 réussissent le premier amarrage de deux vaisseaux habités. Samuel Becket reçoit le prix	L'As	La chambre noire de l'auteur japonais Junnosuke Yoshiyuki. Mouvements protestataires estudiantins au Japon. Inauguration du premier système de transports publics souterrains à Beijing.	du Suc	l et du Sud-Est et
			Nobel de littérature.				

L'Asie Occidentale, le Moyen-Orient et la Maghreb (suite)	Les Amériques (suite)	Événements Internationaux (suite)
Al-Ayn wa al-layl (L'œil et la nuit) du poète marocain Abdellatif Laabi. L'Australien Michael Dennis Rohan met le feu à la mosquée Al-Aqsa. Fondation de l'Organisation de la conférence islamique (OCI) à Rabat, au Maroc. Le scorpion de l'écrivain juif tunisien Albert Memmi. Al-Ard (La terre) du cinéaste égyptien Youssef Chahine. Idris, roi de Libye, est déposé par le colonel Kadhafi. Yasser Arafat prend le contrôle de l'OLP. Le général Jaafar al-Nimeyri fomente un coup d'État militaire au Soudan.	Les astronautes américains Neil Armstrong et Edwin Aldrin Jr., membres de la mission Apollo-11, sont les premiers hommes à marcher sur la Lune. La sonde américaine Mariner-6 transmet les premières images de Mars à haute résolution. Les émeutes de Stonewall, à New York, marquent la naissance du mouvement homosexuel américain. Création du Gay Liberation Front. Le festival de Woodstock, dans l'État de New York, devient le symbole de la génération hippie. La «guerre du football» oppose le Salvador et le Honduras pendant quatre jours. L'accord de Carthagène, en Colombie, prévoit la fondation de la Communauté andine (CAN).	Adoption de la Convention de Vienne sur le droit des traités. L'Organisation internationale du travail (OIT) reçoit le prix Nobel de la paix.

L'Afriq	ue Subsaharienne (suite)	L'Europe (suite)	L'Asie de l'Est (suite)	L'Asie centrale, L'Asie du Sud et du Sud-Est et l'Océanie (suite)
1970	Le nombre des colons portugais en Angola et au Mozambique s'élève respectivement à 290 000 et 150 000. Série de famines en Éthiopie. Après trois ans de guerre civile, le Biafra capitule et est réintégré au Nigeria. No Sweetness Here de l'écrivain Ama Ata Aidoo, Ghanéenne explorant la question des femmes dans l'Afrique moderne. De nombreux pays africains créent des organisations chargées de définit des politiques scientifiques et technologiques. Montée de la violence dans les colonies portugaises où se poursuit la lutte pour l'indépendance politique.	1970 Alexandre Soljenitsyne reçoit le prix Nobel de littérature. La sonde soviétique Luna-16 prélève des échantillons de sol lunaire. Luna-17 se pose sur la Lune pour y déposer le premier véhicule télécommandé. La sonde soviétique Venera-7 réussit à se poser sur Vénus. L'URSS fonde le Centre international d'information scientifique et technique (MSNTI).	1970 Lancement du premier satellite chinois. Exposition universelle d'Osaka, au Japon, où sont présentées des constructions de Kenzo Tange et de Tara Okamoto.	

	sie Occidentale,				Événements
	oyen-Orient et la aghreb <i>(suite)</i>	Les A	Amériques (suite)		nationaux (suite)
1970	Essor du chiisme en Iran. Septembre noir : attaques de l'armée jordanienne dans les camps de réfugiés palestiniens. L'OLP est expulsée d'Amman et trouve refuge à Beyrouth. Hafez al-Assad devient président de la Syrie. Anouar al-Sadate devient président de l'Égypte à la mort de Nasser.	1969 (suite)	Conversación en la Catedral (Conversation à la cathédrale) de l'écrivain péruvien Mario Vargas Llosa. Le candidat socialiste Salvador Allende remporte les élections présidentielles chiliennes. L'Argentin Luis Federico Leloir reçoit le prix Nobel de chimie. La première gay pride américaine a lieu à New York. Fifth Business de l'auteur canadien Robertson Davies.	1970	L'UNESCO adopte la Convention concernant les mesures à prendre pour interdire et empêcher l'importation, l'exportation et le transfert de propriété illicites des biens culturels. Création de l'Organisation internationale de la francophonie (OIF). L'URSS fonde le Centre interna- tional d'informa- tion scientifique et technique (MSNTI).

L'Afrique Subsaharienne (suite)	L'Europe (suite)	L'Asie de l'Est (suite)	L'Asie centrale, L'Asie du Sud et du Sud-Est et l'Océanie <i>(suite)</i>
1971 Le chef militaire Idi Amin Dada s'empare du pouvoir en Ouganda.	1971 L'URSS met sur orbite la station spatiale Saliout-1. L'Allemagne est le premier pays au monde à adopter une loi sur la protection des données personnelles. Création de l'Open University au Royaume-Uni.	1971 Le siège chinois aux Nations Unies, auparavant occupé par Taïwan, est octroyé à la République populaire de Chine. Fondation de l'Académie des sciences en Corée du Sud.	L'armée pakistanaise se livre à des massacres massifs parmi les civils bengalis dont plus de dix millions fuient vers l'Inde voisine. Troisième conflit indo-pakistanais. Reddition de l'armée pakistanaise et création du Bangladesh. Traité d'amitié sino-soviétique. Création du Forum du Pacifique Sud. Bye-Bye Blackbird de la romancière indienne Anita Desai.

L'Asie Occidentale, le Moyen-Orient et la Maghreb (suite)	Les A	Amériques (suite)		Événements nationaux (suite)
Indépendance du Qatar. Naissance de la fédération des Émirats arabes unis. Le président algérien Houari Boumediene lance une réforme agraire et nationalise le pétrole. Création de l'Union générale des femmes palestiniennes.	1971	Pablo Neruda re- çoit le prix Nobel de littérature. A Theory of Justice (Théorie de la justice) du philosophe américain John Rawls. Lancement de Mariner-9, première sonde à photographier Mars depuis son orbite. Le format MARC devient une norme officielle aux Etats-Unis.	1971	Création du Forum économique mondial (FEM). Naissance de l'Université des Nations Unies à Tokyo. Création de Greenpeace, organisation écologique internationale. L'UNESCO crée le Programme sur l'homme et la biosphère (MAB). Convention sur les substances psychotropes. Révision de la Convention universelle sur le droit d'auteur de 1952.

L'Afrique Subsaharienne (suite)	L'Europe (suite)	L'Asie de l'Est (suite)	L'Asie centrale, L'Asie du Sud et du Sud-Est et l'Océanie (suite)
1972 Publication du recueil de poèmes intitulé Beware, Soul Brother du Nigérian Chinua Achebe. Génocide faisant suite à des affrontements ethniques au Burundi.	Massacre d'athlètes israéliens par des terroristes palestiniens aux Jeux olympiques de Munich. Le poète russe Joseph Brodsky émigre aux États-Unis. L'auteur alle- mand Heinrich Böll reçoit le prix Nobel de littérature.	de Shanghai, publié pendant la visite du président Richard Nixon en Chine, amorce la normalisation des relations sino-américaines. Un système d'enseignement obligatoire d'une durée de onze ans est instauré en Corée du Nord. Affaire d'Asama Sanso au Japon. Les États-Unis restituent l'île d'Okinawa au Japon.	1972 L'UNESCO lance une campagne de restauration du temple de Borobudur, en Indonésie. Création du ministère indien de l'Espace. Le président Marcos décrète la loi martiale aux Philippines. Ceylan devient Sri Lanka et adopte une nouvelle constitution républicaine.

L'Asie Occidentale, le Moyen-Orient et la Maghreb <i>(suit</i> e)	Les Amériques (suite)	Événements Internationaux <i>(suite)</i>
Fondation du Syndicat général des enseignants palestiniens à Damas. Création du centre de recherche et de documentation de l'Université nationale Al-Na-jah en Palestine. Apogée de la production cinématographique iranienne.	1972 Pioneer-10 est la première sonde à survoler Jupiter. The Godfather (Le parrain) du cinéaste américain Francis Ford Coppola. Learning from Las Vegas de l'architecte post-moderne américain Robert Venturi.	L'UNESCO adopte la Convention pour la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel. Le premier accord sur la limitation des armes stratégiques (SALT l) est signé par les Etats-Unis et l'URSS. Kurt Waldheim (Autriche) est nommé secrétaire général des Nations Unies. Le Traité antimissiles balistiques (ABM) est signé par les Etats-Unis et l'URSS. La première Conférence des Nations Unies sur l'environnement, à Stockholm, aboutit à la création du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE). La Convention sur les armes biologiques est signée par les Etats-Unis, le Royaume-Uni et l'URSS.

ĽAfriq	ue Subsaharienne (suite)	ĽE	Europe (suite)	L'Asi	e de l'Est <i>(suite)</i>	du Suc	e centrale, L'Asie I et du Sud-Est et céanie <i>(suite)</i>
				1972 (suite)	Kitsune wo haramu de la romancière japonaise Yûko Tsushima.		
					Émergence de mouvements écologiques au Japon.		
1973	Le militant noir Steve Biko est interdit de parole et assi- gné à résidence en Afrique du Sud.	1973	Entrée du Danemark, de l'Irlande et du Royaume- Uni dans la Communauté européenne. Création de l'Agence spa- tiale européenne (ESA).	1973	Lancement d'un programme scientifique national en Corée du Sud.	1973	L'ancien Premier ministre Daoud met fin à la monarchie constitutionnelle et proclame la république en Afghanistan. Inauguration de l'opéra de Sidney. Création des «oscars» indiens (National Film Awards). Création de la Fondation pakistanaise pour la science (Pakistan Science Foundation). Les accords de paix de Paris reconnaissent la souveraineté du Nord-Viêt-Nam et prévoient le retrait des troupes américaines. L'écrivain australien Patrick White reçoit le prix Nobel de littérature.

le M	sie Occidentale, oyen-Orient et la laghreb <i>(suite)</i>	Les A	Amériques <i>(suite)</i>		Événements nationaux (suite)
		1972 (suite)	Une déclaration contre la censure est publiée par l'Association des bibliothèques américaines et l'Association des éditeurs américains (Freedom to Read Statement).		
1973	Un Conseil national est élu à Bahreïn dans un effort de démocratisation (aboli en 1975).	1973	La Cour suprême des Etats-Unis reconnaît le droit à l'avortement dans l'arrêt Roe contre Wade.	1973	Les accords de paix de Paris mettent fin à la guerre du Vietnam.
	L'Égyptien Taha Hussein reçoit le prix des Nations Unies pour la		Lancement du module améri- cain Skylab.		
	cause des droits de l'homme.		Lancement de Mariner-10, sonde destinée		
	Guerre du Kippour. Choc pétrolier		à photographier Vénus et Mercure.		
	dû à la décision de l'OPEP d'augmenter le prix du brut et		Coup d'État militaire en Uruguay.		
	d'en réduire la production. Le colonel		Création de la Communauté des Caraïbes		
	Kadhafi expose sa «troisième		(CARICOM). Le format MARC		
	théorie univer- selle» en faveur du socialisme,		devient une norme interna- tionale.		
	de la démocratie populaire, de l'unité arabe et d'un islam progressiste.		Le président chilien Salvador Allende est déposé et assassiné lors		
	Conflit israélo- arabe.		d'un coup d'État orchestré par le		
	Fondation du Syndicat général des ingénieurs palestiniens à Bagdad.		général Pinochet.		

L'Afrique Subsaharienne (suite)	L'Europe (suite)	L'Asie de l'Est (suite)	L'Asie centrale, L'Asie du Sud et du Sud-Est et l'Océanie (<i>suite</i>)
1974 No Longer At Ease (Le ma- laise) de Chinua Achebe. L'empereur éthiopien Hailé Sélassié est renversé par un soulèvement militaire. Indépendance politique de la Guinée-Bissau. Déclaration d'indépendance de São Tomé. Signature d'un accord entre le Front de libération du Mozambique (Frelimo) et le Portugal.	1974 Le romancier russe Alexandre Soljenitsyne est contraint à l'exil. La première station spatiale militaire soviétique, Saliout-3, est placée en orbite. La révolution des œillets conduite par le général Spinola renverse la dictature salazariste de Caetano au Portugal.	Découverte de l'armée de terre cuite protégeant la sépulture du premier empereur des Qin en Chine. Création d'une faculté de l'industrie et des techniques à Taïwan. Mise en place de relations diplomatiques entre la Chine et le Japon.	1974 L'Inde procède à son premier essai nucléaire The Fat Man in History du nouvelliste australien Pete Carey. Achèvement de l'Institut indien de gestion à Ahmedabad, en Inde, sur un plan de l'architecte américair Louis Kahn.

le Mo	L'Asie Occidentale, le Moyen-Orient et la Maghreb (suite)		Amériques <i>(suite)</i>		Événements nationaux (suite)
1973 (suite)	Le quatrième sommet du mouvement des non-alignés, à Alger, adopte la déclaration et le programme du Nouvel ordre économique international. Al-Waqāi al- agibah fī ihtitāf Sacīd Abī al-	1973 (suite)	Juan Domingo Perón rentre en Argentine où il est réélu à la présidence. L'armée américaine se retire du Viêt-Nam. La NASA lance le premier satellite géosynchrone	1974	L'Assemblée générale de l'ONU adopte la
	Nahs al-mutasāil (Les aventures extraordinaires de Sa'īd le peptimiste) de l'auteur palestinien Émile Habibi. Yasser Arafat prononce un discours devant l'Assemblée générale de l'ONU qui reconnaît l'OLP.		de météorologie (SMS). Démission du président américain Richard Nixon à la suite du scandale du Watergate. Achèvement de la Sears Tower de Chicago, le plus haut gratte-ciel des Etats-Unis. Loi américaine sur la protection de la confidentialité (<i>Privacy Act</i>). Mort du président argentin Juan Domingo Perón auquel succède son épouse Isabel.		Déclaration et le Programme d'action con-cernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international. Création de l'Institut Worldwatch .

L'Afrique Subsaharienne (suite)	L'Europe (suite)	L'Asie de l'Est (suite)	L'Asie centrale, L'Asie du Sud et du Sud-Est et l'Océanie <i>(suite)</i>
1975 Dunya Uwanja wa Fujo de l'auteur tanzanien Euphrase Kezilahabi. Death and the King's Horseman (La mort et l'écuyer du roi) de l'écrivain nigérian Wole Soyinka. Indépendance du Cap-Vert, du Mozambique et de l'Angola. Éclatement de la guerre civile en Angola. Création de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).	1975 Le Soviétique Leonid Vitalievitch Kantorovitch reçoit le prix Nobel d'économie. Naissance du courant punk qui traverse la musique et la mode au Royaume-Uni. Ouverture de la fondation Joan Miró à Barcelone. Le dissident soviétique Andreï Dmitrievitch Sakharov reçoit le prix Nobel de la paix. Le roi Juan Carlos monte sur le trône d'Espagne à la mort de Franco.	1975 Sortie de Dersu Uzala (Dersou Ouzala) du cinéaste japonais Akira Kurosawa. Le chorégraphe japonais Ushio Amagatsu fonde la troupe de théâtre Sankai Juku.	Des islamistes afghans fomentent un soulèvement contre Daoud qui réprime brutalement la rébellion. Indépendance de la Papouasie-Nouvelle-Guinée. Les Khmers rouges s'emparent de la capitale du Cambodge qu'ils rebaptisent Kampuchéa démocratique. Pol Pot instaure un régime rural totalitaire dans le but d'établir une société sans classe. Première de Maynila: sa mga kuko ng liwanag (Manille) du réalisateur philippin Lino Brocka. Le royaume du Laos devient la République démocratique populaire lao après le renversement du roi Savang Vatthana par le mouvement communiste Pathet Lao. Les Portugais se retirent du Timor oriental qui est envahi par l'Indonésie. Azadi de l'auteur indien Chaman Lal Nahal.

L'Asie Occidentale, le Moyen-Orient et la Maghreb (suite)	Les Amériques (suite)	Événements Internationaux <i>(suite)</i>
Début de la guerre civile au Liban. Après l'assassinat du roi saoudien Fayçal par un membre de la famille royale, son frère Khaled monte sur le trône . Le chemin des ordalies de l'écrivain marocain Abdellatif Laabi. L'accord d'Alger règle les différends frontaliers entre l'Iran et l'Iran et	1975 Fondation de Microsoft Corporation, première société mondiale d'édition de logiciels. Les enfants du sabbat de la poétesse québécoise Anne Hébert.	1975 L'UNESCO lance le Programme hydrologique international (PHI). Déclaration des Nations Unies sur les droits des personnes handicapées. Première Conférence internationale sur les femmes à Mexico. Proclamation de la Décennie des Nations Unies pour les femmes.

neutes de weto en rique du Sud. dix-neu-me session la conférence nérale de NESCO est nue à Nairobi. éation d'une mmission ernatio-le chargée étudier les litiques de mmunication. eack and nite in Color oirs et Blancs couleur)			1976	Deng Xiaoping prend le pouvoir en Chine après la mort de Mao Zedong. JVC (Japan Victor Com- pany) invente le système VHS.	1976	Azadi de l'auteur indien Chaman Lal Nahal. Ouverture des laboratoires de recherche de Kahuta au Pakistan. Le Viêt-Nam est officiellement réunifié sous l'autorité du gouvernement
me session la conférence nérale de NESCO est une à Nairobi. éation d'une mmission ernatio- le chargée étudier les litiques de mmunication. ack and nite in Color oirs et Blancs				Zedong. JVC (Japan Victor Com- pany) invente le		Ouverture des laboratoires de recherche de Kahuta au Pakistan. Le Viêt-Nam est officiellement réunifié sous l'autorité du gouvernement
mmission ernatio- le chargée étudier les litiques de mmunication. ack and nite in Color oirs et Blancs						officiellement réunifié sous l'autorité du gouvernement
nite in Color oirs et Blancs						nord-vietnamien et rebap-
ôte-d'Ivoire) tient l'oscar meilleur film ranger.						tisé république socialiste du Viêt-Nam.
e African Ori- n of Civilization l'essayiste négalais eikh Anta op.						
eve Biko cède de ions céré- ales dans une son d'Afrique sud.	1977	L'écrivain es- pagnol Vicente Aleixandre reçoit le prix Nobel de littérature.	1977	Fondation de l'Académie chinoise des sciences sociales.	1977	Monkey Grip de la romancière australienne Helen Garner.
éation de république dépendante de bouti.		Centre Georges Pompidou, com- plexe culturel parisien ima-				
ens de la role de uteur guinéen ry Camara.		giné par Renzo Piano et Richard Rogers.				
e <i>Ozidi Saga</i> l'écrivain gérian John pper Clark.						
tia en incomo cina si é ridit en run	ient l'oscar meilleur film anger. African Ori- of Civilization l'essayiste égalais eikh Anta p. ve Biko ède de ons céré- les dans une son d'Afrique sud. aution de épublique épendante de bouti. Ins de la ole de uteur guinéen y Camara. E Ozidi Saga l'écrivain érian John	ient l'oscar meilleur film and	ient l'oscar meilleur film anger. African Oriof Civilization of Civilization	ient l'oscar meilleur film anger. African Oriori Civilization l'essayiste égalais eikh Anta p. Ve Biko ede de ons céréles dans une on d'Afrique sud. aution de épublique épendante de bouti. Inauguration du centre Georges Pompidou, complexe culturel parisien imaginé par Renzo Piano et Richard Rogers. Ve Camara. Ve Camara. Ve Cavidi Saga l'écrivain érian John	ient l'oscar meilleur film anger. African Oriof Civilization l'essayiste égalais eikh Anta p. Ve Biko eède de ons céré-les dans une on d'Afrique sud. aution de épublique épendante de bouti. Insuguration du Centre Georges Pompidou, complexe culturel parisien imaginé par Renzo Piano et Richard Rogers. Ve Camara. Ve Czidi Saga l'écrivain érian John	ient l'oscar meilleur film anger. African Oriof Civilization l'essayiste égalais eikh Anta p. ve Biko vè de de ons céré-les dans une on d'Afrique sud. aution de februblique ependante de bouti. Inauguration du Centre Georges Pompidou, complexe culturel parisien imaginé par Renzo Piano et Richard Rogers. ve Ozidi Saga l'écrivain érian John

le M	sie Occidentale, oyen-Orient et la laghreb <i>(suite)</i>	Les A	Amériques <i>(suite)</i>		Événements nationaux <i>(suite)</i>
1976	Création du centre de documentation et de recherche de l'université Bir Zeit en Palestine. Adoption de la Charte nationale algérienne. L'armée syrienne envahit le Liban. Inauguration du Musée national de Doha au Qatar.	1976	Les sondes Viking-1 et Viking-2 se posent à la surface de Mars. Jeux olympiques de Montréal. Première d'Einstein on the Beach, opéra composé par l'Américain Philip Glass. Saul Bellow reçoit le prix Nobel de littérature. La présidente de l'Argentine, Isabel Perón, est destituée par la junte militaire du général Videla.	1976	L'Organisation mondiale du tourisme (ex-Union internationale des organismes officiels de tourisme ou UIOOT) devient agent d'exécution du Programme des Nations Unies pour le développement.
1977	L'armée jorda- nienne crée son propre orchestre composé de cent vingt musiciens. Création de l'Académie de la langue arabe en Jordanie. La visite offi- cielle d'Anouar al-Sadate en Israël conduit la Ligue arabe à exclure l'Égypte.	1977	Accords de Camp David. Voyager-1 et Voyager-2 partent respectivement à destination de Jupiter et de Saturne. Loi américaine sur la liberté de l'information (Freedom of Information Act). Le Québec se dote d'une législation accordant la primauté absolue au français.	1977	Déclaration de Tbilissi sur l'éducation à l'environnement.

L'Afrique Subsaharienne (suite)		נו	L'Europe (suite)		L'Asie de l'Est (suite)		L'Asie centrale, L'Asie du Sud et du Sud-Est et l'Océanie (suite)	
1977 (suite)		1978	L'archevêque polonais Karol Wojtyla est élu pape sous le nom de Jean-Paul II. Conception du premier «bébé éprouvette» par les scientifiques britanniques Robert Edwards et Patrick Steptoe.	1978	Construction d'un réacteur nucléaire à vocation com- merciale en Corée du Sud. L'empire de la passion du réalisateur japonais Nagisa Oshima. Deng Xiao- ping lance un mouvement de réformes économiques et de libéralisation politique (prin-		Assassinat de Daoud en Afghanistan. Proclamation de la républiqu d'Afghanistan avec l'appui de Soviétiques. Le Viêt-Nam envahit le Cambodge et chasse les Khmers rouges vers la frontière thaïlandaise. Guerre civile entre le gou-	
					temps de Beijing et mur de la démocratie). Le gouvernement chinois décide de compiler une Encyclopédie chinoise.		vernement de Phnom Penh, soutenu par les Vietnamiens, et les Khmers rouges. Une mission afghano-soviétique met au jour la nécropo le Tillya-tepi vestige du Ier siècle av. JC Poems from Aboriginal Australia du poète et dramaturge australien Jack Davis.	

le Me	sie Occidentale, oyen-Orient et la aghreb <i>(suite)</i>	Les A	Les Amériques (suite)		Événements nationaux <i>(suite)</i>
		1977 (suite)	Apparition des ordinateurs personnels dans les foyers américains.		
			The Wars (Guer- res) de l'auteur canadien Timo- thy Findley.		
1978	Orientalism (L'orientalisme: l'Orient créé par l'Occident) de l'intellectuel palestino-amé- ricain Edward	1978	L'observatoire américain Eins- tein est lancé pour une mission de trente jours. Pioneer-Venus-1	1978	L'UNESCO adopte la Décla- ration sur la race et les préjugés raciaux.
	Wadie Said. Les présidents Jimmy Carter et Anouar al-		et <i>Pioneer-Venus-2</i> pénètrent dans l'atmosphère de Vénus.		
	Sadate ainsi que le Premier mi- nistre Menahem Begin signent les accords de Camp David. Ces deux der- niers reçoivent le prix Nobel de la paix.		La nouvelle Constitution péruvienne mar- que le retour de la démocratie.		

ĽAfriq	ue Subsaharienne (suite)	ĽE	urope (suite)	L'Asi	e de l'Est (suite)	du Sud	centrale, L'Asie et du Sud-Est et céanie (suite)
1979	Idi Amin Dada est contraint de fuir l'Ouganda après huit années d'une terrible dictature. La ruine presque cocasse d'un Camerounais Mongo Beti.	1979	Premières élections au suffrage universel du Parlement européen. La storia de la romancière italienne Elsa Morante. Le poète grec Odysseus Elytis reçoit le prix Nobel de littérature.	1979	Vote de la loi sur l'éducation nationale à Taïwan. Invention du baladeur Sony par Akio Morita, Masaru Ibuka et Kozo Ohsone. Officialisation des relations diplomatiques sino-américaines. La Chine adopte la politique de l'«enfant unique». Les «quatre principes fondamentaux» de Deng Xiaoping.	1979	Début de l'occupation soviétique de l'Afghanistan. Kullark du poète et dramaturge australien Jack Davis. La religieuse catholique Mère Teresa reçoit le prix Nobel de la paix pour son action humanitaire en Inde.
1980	Waiting for the Barbarians (En attendant les barbares) du romancier sud-africain John Michael Coetzee. Mise en place d'un gouver- nement noir au Zimbabwe autour du Premier ministre Robert Mugabe.	1980	Naissance du syndicat polonais Solidarno ść conduit par Lech Walesa. Betrayal (Trahisons) de l'auteur dramatique britannique Harold Pinter.	1980	Chroniques du vent fou de l'auteur japonais Jun Ishikawa. Ouverture du parc scientifique de Hsinchu. La femme qui court dans la montagne de la romancière japonaise Yuko Tsushima. Lancement de la première fusée porteuse chinoise à longue portée.	1980	L'Inde lance son premier satellite artificiel. Le roi népalais Birendra lance des réformes démocratiques.

le M	sie Occidentale, oyen-Orient et la laghreb <i>(suite</i>)	Les A	Amériques (suite)		Événements nationaux <i>(suite)</i>
1979	Exil du shah d'Iran. Création de la République islamique d'Iran par l'ayatollah Khomeiny. Crise des otages à Téhéran. Saddam Hussein devient président de l'Irak. Traité de paix israélo-égyptien. Restitution du Sinaï à l'Égypte. Prise de la Grande Mosquée de La Mecque par des fondamentalistes musulmans.	1979	Le Front sandiniste de libération nationale (FSLN) met fin au régime de Somoza au Nicaragua. Pioneer-11 prend les premières vues rapprochées de Saturne. L'écrivain américain Isaac Bashevis Singer reçoit le prix Nobel de littérature. Buried Child (L'enfant enfoui) du dramaturge américain Sam Shepard. El beso de la mujer araña (Le baiser de la femme-araignée) de l'auteur	1979	L'ONU adopte la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. Second Accord sur la limitation des armes stratégiques (SALT II).
1980	Guerre entre l'Iran et l'Irak. Fondation de la Société des arabes à Jérusalem. Création du département des beaux-arts de l'université de Yarmouk, en Jordanie. Violente répression des manifestations du «printemps berbère» qui revendiquaient la reconnaissance officielle du tamazight.	1980	argentin Manuel Puig. Assassinat de l'archevêque Oscar Arnulfo Romero à San Salvador. Mise au point des détecteurs infrarouges. Inauguration du Musée canadien des civilisations à proximité d'Ottawa, au Canada. La question du «politiquement correct» est débattue dans les universités américaines.	1980	L'Organisation mondiale de la santé (OMS) proclame solennellement l'éradication de la variole.

L'Afriq	ue Subsaharienne (suite)	L'Europe (suite)	L'Asie de l'Est (suite)	L'Asie centrale, L'Asie du Sud et du Sud-Est et l'Océanie (suite)
1980 (suite)	Création de la Conférence pour la coordination du dévelop- pement de l'Afrique australe (SADCC). Épidémie de paludisme à Madagascar.		1980 Procès de la «bande des Quatre» en Chine. Sortie de Kagemusha du réalisateur japonais Akira Kurosawa.	
1981	July's People (Ceux de July) de la romancière sud-africaine Nadine Gordi- mer, lauréate du prix Nobel de littérature. The Unbroken Song de l'écrivain sud-africain Eze- kiel Mphahlele.	L'Agence spatiale européenne lance la troisième fusée Ariane. La toile Guernica de Picasso est exposée en Espagne. Il nome della rosa (Le nom de la rose) de l'écrivain italien Umberto Eco. Ura me tri harqe (Le pont aux trois arches) du romancier albanais Ismail Kadaré. La Grèce adhère à la Communauté européenne. Le socialiste François Mitterrand est élu président de la République française.		1981 Le président philippin Ferdinand Marcos lève officiellement la loi martiale avant la visite du pape Jean-Paul II. Bliss (Le chemin du paradis) de l'écrivain australien Peter Carey. The Day of the Dog de l'auteur australien Archie Weller.

L'Asie Occidentale, le Moyen-Orient et la Maghreb <i>(suite)</i>		Les A	Les Amériques (suite)		Événements Internationaux <i>(suite)</i>	
		1980 (suite)	Ronald Reagan est élu président des Etats-Unis.			
			L'ancien membre des Beatles John Lennon est assassiné devant son domicile new-yorkais.			
			L'Association latino-américai- ne d'intégration (ALADI) rem- place l'ALALE.			
1981	Assassinat du président Anouar al- Sadate par des	1981	Lancement de la première navette spatiale <i>Columbia</i> .	1981	L'ONU adopte la Déclaration sur l'élimination de toutes les	
	extrémistes islamistes. Hosni Moubarak lui succède.		Tar Baby de la romancière noire américaine Toni Morrison.		formes d'into- lérance et de discrimination fondées sur la	
	Fondation du centre d'études rurales de l'Université nationale Al-Najah en Palestine.		Monison.		religion ou la conviction.	
	Création de la Jordanian Company for Television, Radio and Cinema Production, so- ciété jordanien- ne de production audiovisuelle.					
	Fondation de l'Académie royale de la civilisation islamique en Jordanie.					
	Création du Conseil de coopération des États arabes du Golfe.					

L'Afrique Subsaharienne (suite)	L'Europe (suite)	L'Asie de l'Est (suite)	L'Asie centrale, L'Asie du Sud et du Sud-Est et l'Océanie <i>(suite)</i>	
Le gouvernement sud-africain adopte une loi qui l'autorise à interdire des organisations et à censurer des individus (Internal Security Act). Les deux mères de Guillaume Ismaël Dzewatama de Mongo Beti. Ngaahika Ndeenda, pièce écrite en gikuyu par Ngugi wa Thiong'o, est censurée par les autorités kenyanes. Indépendance du Sahara occidental.	1982 Mort de Leonid Brejnev. Publication posthume du Livro do desassossego (Livre de l'intranquillité) de Fernando Pessõa. Die Meistersinger [Les maîtres chanteurs] du peintre néo-expressionniste allemand Anselm Kiefer. Commercialisation du disque compact (CD) par Philips et Sony.	Affaire d'espionnage industriel visant IBM au Japon. Les autorités taïwanaises rendent obligatoire l'éducation des enfants de six à quinze ans.	Création du ministère des Sources d'énergie non conventionnelles (MNES) en Inde Inauguration du Jatiyo Sangshad Bhaban, siège de l'assemblée nationale du Bangladesh à Dhaka, considéré comme le chef-d'œuvre de l'architecte américain Louis Kahn.	

le Mo	sie Occidentale, byen-Orient et la aghreb <i>(suite)</i>	Les	Amériques (suite)		Événements nationaux (suite)
1982	Massacres de Sabra et de Chatila au Liban.	1982	Gabriel García Márquez reçoit le prix Nobel de	1982	Javier Pérez de Cuéllar (Pérou) est nommé se-
	Assassinat du président libanais Béchir Gemayel.		littérature.		crétaire général des Nations Unies.
	Fondation du Hezbollah, parti politique chiite libanais.				
	Pô we-šam be eres-Yiśra'el be-stav (Les voix d'Israël) de l'écrivain israé- lien Amos Oz.				
	Le fleuve détour- né du romancier algérien Rachid Mimouni.				
	Yasser Arafat et l'OLP quittent Beyrouth pour s'installer à Tunis.				
	Création du centre de recherche de l'Association des diplômés de l'université d'Al- Khalil (Hébron) en Palestine.				
	Israël envahit le Liban.				

L'Afrique Subsaharienne (suite)	L'Europe (suite)	L'Asie de l'Est (suite)	L'Asie centrale, L'Asie du Sud et du Sud-Est et l'Océanie (suite)
1983 Léopold Sédar Senghor est le premier écrivain africain à être élu à la prestigieuse Académie française. Thomas Sankara est nommé Premier ministre de la Haute-Volta qui prendra le nom de Burkina Faso en 1984. Le premier marché professionnel du film et de la télévision est organisé dans le cadre du Festival panafricain du film (FESPACO).	1983 Le virus de l'immunodéficience humaine (VIH) est isolé pour la première fois par des chercheurs de l'Institut Pasteur de Paris. Les sondes soviétiques Venera-13 et Venera-14 se posent sur Vénus dont elles transmettent des photographies en couleurs.	1983 Sortie de La ballade de Narayama du cinéaste japonais Shohei Imamura.	Indira Gandhi prononce une déclaration de politique technologique lors d'un congrès scientifique (Technology Policy Statement). Escalade des tensions entre la majorité cinghalaise et la minorité tamoule à Sri Lanka. Début du conflit ethnique. Inauguration de l'université Aga Khan, premier établissement supérieur privé au Pakistan. Doctor Wooreddy's Prescription for Enduring the Ending of the World de l'écrivain australien Colin Johnson. The Bone People (The bone people ou les hommes du long nuage blanc) de la romancière néo-zélandaise Keri Hulme.

le M	sie Occidentale, oyen-Orient et la laghreb <i>(suite)</i>	Les Amériques (suite)	Événements Internationaux (suite)
1983	Hiyywk hagdy (Le sourire de l'agneau) de l'auteur israélien David Grossman.	1983 La navette spatiale <i>Chal-</i> <i>lenger</i> décolle pour sa première mission.	

L'Afrique Subsaharienne (suite)	L'Europe (suite)	L'Asie de l'Est (suite)	L'Asie centrale, L'Asie du Sud et du Sud-Est et l'Océanie <i>(suite)</i>
	L'Europe (suite) 1984 Le poète tchèque Jaroslav Seifert reçoit le prix Nobel de littérature. L'insoutenable légèreté de l'être du romancier tchèque Milan Kundera.	L'Asie de l'Est (suite) Sur les ailes du soleil de l'écrivain japonais Kenji Nakagami. Le Japon se lance dans l'internationalisation au nom du «technonationalisme». Entrée en vigueur du code taïwanais du travail. Accord entre la Chine et le Royaume-Uni sur la rétrocession de Hong Kong. Fondation de l'Association japonaise d'art contemporain (JCCA).	

L'Asie Occidentale, le Moyen-Orient et la Maghreb <i>(suite)</i>	Les A	Amériques <i>(suite)</i>		Événements nationaux (suite)
Ouverture de l'université privée Bilkent à Ankara, en Turquie. Adoption du code algérien de la famille, fondé sur le droit musulman traditionnel.	1984	L'Argentin César Milstein reçoit le prix Nobel de médecine. Katherine Sullivan, membre de l'équipage de Challenger, est la première femme à «marcher» dans l'espace. L'immeuble d'AT&T, érigé à New York par l'architecte Philip C. Johnson, est considéré comme le premier gratteciel postmoderne. Bruce Mc Candless est le premier homme à effectuer une sortie extravéhiculaire sans câble au cours de la mission Challenger STS-41-B. Jeux olympiques de Los Angeles. Glengarry Glen Ross de l'auteur dramatique américain David Mamet. Rétablissement de la démocratie en Uruguay.	1984	L'ONU adopte la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. Les Etats-Unis se retirent de l'UNESCO.

L'Afrique Subsaharienne (suite)	L'Europe (suite)	L'Asie de l'Est (suite)	L'Asie centrale, L'Asie du Sud et du Sud-Est et l'Océanie (<i>suite</i>)
1985 Les sept solitudes de Lorsa Lopez de l'auteur braz-zavillois Sony Labou Tansi. African Short Stories est publié sous la direction de Chinua Achebe et de Catherine Lynette Innes. West African Film Corporation (WAFCO) est fondée par le Sénégalais Ousmane Sembene, le Malien Souleymane Cissé et d'autres intellectuels africains. Julius Nyerere quitte volontairement la présidence de la Tanzanie.	1985 Artisan de la perestroïka et de la glasnost, Mikhaïl Sergueïevitch Gorbatchev accède au pouvoir en URSS. Lancement de Spacelab-D1, première mission conjointe de l'Allemagne et de l'ESA.	Réforme du système éducatif chinois. Lancement de Sakigake, première sonde spatiale japonaise. Amère volupté de la romancière japonaise Eimi Yamada.	1985 Le traité de Rarotonga instaure une région dénucléarisée dans le Pacifique Sud. Rich like us de la romancière indienne Nayantara Sahgal.

Création du Centre d'études islamiques de Jérusalem. Bombardement du quartier général tunisien de l'OLP par l'armée de l'air israélienne. Ombre sultane de la romancière algérienne Assia Djebar. Officiellement interdite, la musique raï connaît un	1985	Naissance de la publication assistée par ordinateur (PAO) aux Etats-Unis. <i>Gringo viejo (Le</i> <i>vieux gringo)</i> de l'écrivain mexicain Carlos Fuentes.	1985	Le Royaume-Uni et Singapour se retirent de l'UNESCO. Troisième Conférence mondiale sur les femmes à Nairobi. Adoption de la Convention de Vienne pour la protection de la
du quartier général tunisien de l'OLP par l'armée de l'air israélienne. Ombre sultane de la romancière algérienne Assia Djebar. Officiellement interdite, la musique raï		Gringo viejo (Le vieux gringo) de l'écrivain mexicain Carlos		Conférence mondiale sur les femmes à Nairobi. Adoption de la Convention de Vienne pour la protection de la
Ombre sultane de la romancière algérienne Assia Djebar. Officiellement interdite, la musique raï		Fuentes.		Convention de Vienne pour la protection de la
interdite, la musique raï				couche d'ozone.
succès populaire				Première Conférence in- ternationale sur le sida à Atlanta (Etats-Unis).
Le Maroc se retire de l'Or- ganisation de l'unité africaine (OUA) à la suite de l'adhésion du Sahara occiden- tal (1982).				Déclaration de l'OCDE sur les flux transfrontiè- res de données.
La Turquie, l'Iran et le Pakistan instaurent l'Organisation de coopération économique afin de promouvoir un développementsocioéconomique durable.				
	en Algérie. Le Maroc se retire de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) à la suite de l'adhésion du Sahara occidental (1982). La Turquie, l'Iran et le Pakistan instaurent l'Organisation de coopération économique afin de promouvoir un développementsocioécono-	en Algérie. Le Maroc se retire de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) à la suite de l'adhésion du Sahara occidental (1982). La Turquie, l'Iran et le Pakistan instaurent l'Organisation de coopération économique afin de promouvoir un développementsocioécono-	en Algérie. Le Maroc se retire de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) à la suite de l'adhésion du Sahara occidental (1982). La Turquie, l'Iran et le Pakistan instaurent l'Organisation de coopération économique afin de promouvoir un développementsocioécono-	en Algérie. Le Maroc se retire de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) à la suite de l'adhésion du Sahara occidental (1982). La Turquie, l'Iran et le Pakistan instaurent l'Organisation de coopération économique afin de promouvoir un développementsocioécono-

L'Afriqu	L'Afrique Subsaharienne (suite)		urope (suite)	L'Asi	e de l'Est (suite)	du Sud	centrale, L'Asie et du Sud-Est et céanie <i>(suite)</i>
1986	Masimba Avanhu de l'écrivain zimba- bwéen Chenjerai Hove.	1986	La sonde spatiale euro- péenne Giotto photographie la comète de Halley. Entrée de l'Espagne et du Portugal dans la Communauté européenne. Lancement du module central de la station spatiale soviétique Mir. Élie Wiesel, auteur américain d'origine roumaine, reçoit le prix Nobel de la paix.	1986	Promulgation de la loi sur l'éducation obligatoire en Chine. Le physicien taïwanais Yuan Tseh Lee reçoit le prix Nobel de chimie.	1986	Ferdinand Marcos est contraint à l'exil. Corazón Aquino devient présidente des Philippines. Kulaputra (Le fils) de la romancière bengali Mahasveta Devi.
1987	Anthills of the Savannah (Les termitières de la savane) de Chinua Achebe. Robert Mugabe devient le premier président du Zimbabwe. Sozaboy de Ken Saro-Wiva, défenseur nigérian des droits de l'homme.	1987	Accident nucléaire de Tchernobyl en Ukraine. Le poète Joseph Brodsky reçoit le prix Nobel de littérature. Le cosmonaute louri Viktoro- vitch Roma- nenko quitte la station spatiale Mir.	1987	Levée de la loi martiale à Taïwan. L'architecte japonais Tange Kenzo reçoit le prix Pritzker.	1987	Le maori devient une langue officielle en Nouvelle- Zélande. Adoption d'une nouvelle constitution aux Philippines.

le M	L'Asie Occidentale, le Moyen-Orient et la Maghreb <i>(suite)</i>		Amériques <i>(suite)</i>		Événements nationaux (suite)
1986	'Ayen 'erek 'ahabah (Voir ci- dessous, amour) de l'auteur israélien David	1986	La sonde américaine Voyager-2 survole Uranus. Challenger explose quelques		
	Grossman. La sexualité en Islam du socio- logue tunisien Abdelwahab Bouhdiba.		secondes après son décollage, tuant les sept astronautes qui se trouvaient à son bord.		
	Naissance à l'aube, dernier roman de la trilogie ber- bère de l'auteur marocain Driss Chraïbi.				
	Ouverture de l'université du sultan Qabous à Oman.				
	Raid israélien lors d'une foire palestinienne du livre.				
1987	<i>Miramar</i> du romancier égyptien Naguib Mahfouz.	1987	Le gouverne- ment sandiniste du Nicaragua adopte une	1987	L'ONU adopte le protocole de Montréal relatif à des substances
	La nuit sacrée de l'écrivain maro- cain Tahar ben Jelloun, premier lauréat arabe du prestigieux prix Goncourt.		nouvelle consti- tution.		qui appauvris- sent la couche d'ozone.
	Début de la pre- mière intifada.				
	L'université iranienne d'en- seignement à distance Payame Noor est créée par le Conseil suprême de la révolution culturelle.				

L'Afrique Subsaharienne (suite)	L'Europe (suite)	L'Asie de l'Est (suite)	L'Asie centrale, L'Asie du Sud et du Sud-Est et l'Océanie (suite)
1988 Bones (Ossuaire) du Zimbabwéen Chenjerai Hove.		1988 La Chine lève l'interdiction de publier des journaux. Jeux olympiques de Séoul.	1988 The Chessmaster and His Moves de l'écrivain indien Raja Rao.
	1989 Chute du mur de Berlin. L'écrivain espagnol Camilo José Cela reçoit le prix Nobel de littérature. L'oublié de l'auteur américain d'expression française Élie Wiesel. Le dictateur communiste roumain Nicolae Ceausescu est fusillé à la suite d'une insurrection populaire.	1989 Manifestations sur la place Tiananmen à Beijing. Première Foire internationale d'art contemporain (NICAF) à Tokyo. Akihito devient empereur du Japon à la mort de son père, Hirohito. Rassemblement de jeunes gens à Pyongyang, en Corée du Nord.	L'Union so- viétique re- tire ses troupes d'Afghanistan dont elle confie les rênes à Mohammed Najibullah. L'Union de Birmanie est rebaptisée Union de Myanmar par le gouvernement militaire en place. Sortie de la comédie musi- cale romantique Maine Pyar Kiya, l'un des plus grands succès de Bollywood. The Great Indian Novel (Le grand roman indien) de l'auteur indien Shashi Tharoor.

				I	
le M	sie Occidentale, oyen-Orient et la laghreb <i>(suit</i> e)	Les A	Amériques (suite)	1	Événements nationaux (suite)
1988	Qwpsah šḥwrah (La boîte noire) de l'écrivain israélien Amos Oz.			1988	L'UNESCO lance la Décennie mondiale pour le développement culturel.
	Naguib Mahfouz est le premier écrivain d'expression arabe à recevoir le prix Nobel de littérature.				L'ONU adopte la Convention contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes.
	Après avoir sévèrement ré- primé plusieurs révoltes popu- laires, le gouver- nement algérien accroît la liberté				Le prix Nobel de la paix est attribué aux opérations de maintien de la paix des Nations Unies.
	d'expression et encourage ainsi la floraison des publications et des partis politiques.				L'OMS proclame la première Jour- née mondiale contre le sida.
1989	L'ayatollah Kho- meiny lance une fatwa (condam- nation à mort) contre Salman Rushdie, auteur	1989	La NASA lance le satellite COBE pour étudier le rayonnement du fond diffus cosmologique.	1989	Adoption de la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant.
	des Versets sataniques. Ali Akbar Hachemi Rafsandjani est élu président de l'Iran à la mort		La navette spatiale <i>Atlantis</i> lance les sondes Magellan et Galileo.		
	de Khomeiny.		Le général Manuel Noriega est évincé du pouvoir après l'invasion américaine du Panamá.		
			Chroniques du plateau Mont- Royal de l'écri- vain québécois Michel Tremblay.		

L'Afrique Subsaharienne (suite)	L'Europe (suite)	L'Asie de l'Est (suite)	L'Asie centrale, L'Asie du Sud et du Sud-Est et l'Océanie (suite)
Libération de Nelson Mandela et abolition de l'apartheid en Afrique du Sud. Monné, outrages et défis de l'Ivoirien Ahmadou Kourouma. Consécration du plus vaste lieu de culte d'Afrique, la basilique Notre-Damede-la-Paix de Yamoussoukro, en Côte-d'Ivoire. Indépendance de la Namibie.	Alexis II est élu patriarche de l'Église orthodoxe russe. Réunification de l'Allemagne. L'architecte italien Aldo Rossi reçoit le prix Pritzker.	1990 Le cinéaste japonais Akira Kurosawa reçoit un oscar d'honneur. Le couturier japonais Issey Miyake lance sa marque Pleats Please.	1990 Des élections libres sont tenues au Myanmar (Birmanie) pour la première fois depuis près de trente ans. La victoire de la Ligue nationale pour la démocratie, conduite par Aung San Suu Kyi, est invalidée par la junte militaire. La Conférence mondiale sur l'éducation pour tous a lieu à Jomtien, en Thaïlande. Bombay Duck de l'écrivain indien Farrukh Dhondy

L'Asie Occidentale, le Moyen-Orient et la Maghreb (suite)	Les Amériques (suite)	Événements Internationaux <i>(suite)</i>
1990 Molkô (L'année des cinq saisons) et Mar Mani (Monsieur Mani) de l'auteur israélien Avraham Yehoshua. Jour de silence à Tanger de l'écrivain marocain Tahar ben Jelloun. Le Yémen du Nord et le Yémen du Nord et le Yémen du Sud s'unissent pour former la république du Yémen. Kara kitap (Le livre noir) du romancier turc Orhan Pamuk. Publication de l'Encyclopédie de l'Holocauste en Israël. Victoire du Front islamique du salut en Algérie. L'invasion irakienne du Koweït déclenche la première guerre du Golfe. L'accord de Taëf marque la fin de la guerre civile libanaise.	1990 Agosto du romancier mexicain Rubem Fonseca. La navette Discovery met sur orbite le télescope spatial Hubble. La sonde Magellan atteint Vénus. Les sandinistes perdent les élections au Nicaragua. Violeta Chamorro accède à la présidence. Ouverture de plusieurs musées mexicains consacrés à l'histoire, à la culture et aux arts préhispanique et moderne. Le gouvernement américain lance le projet Génome humain. Le poète mexicain Octavio Paz reçoit le prix Nobel de littérature.	1990 L'UNICEF organise le premier Sommet mondial pour les enfants. L'UNESCO lance le programme Mémoire du monde. Conférence mondiale sur l'éducation pour tous en Thaïlande.

L'Afrique Subsaharienne (suite)	L'Europe (suite)	L'Asie de l'Est (suite)	L'Asie centrale, L'Asie du Sud et du Sud-Est et l'Océanie (suite)
1991 Amkoullel, l'enfant peul de l'auteur malien Amadou Hampâté Bâ. La romancière sud-africaine Nadine Gordimer reçoit le prix Nobel de littérature. L'Érythrée fait sécession et obtient son indépendance vis-à-vis de l'Égypte après un long conflit armé.	1991 O evangelho segundo Jesus Cristo (L'évangile selon Jésus-Christ) de l'auteur portugais José Saramago. The Physical Impossibility of Death in the Mind of Someone Living (L'impossibilité de la mort dans l'esprit d'un être vivant) de l'artiste britannique Damien Hirst, lauréat du prix Turner en 1995. Démission de Mikhaïl Gorbatchev. Dissolution de l'URSS et création de la Communauté des États indépendants (CEI). Indépendance des républiques soviétiques. Boris Eltsine devient le premier président démocratiquement élu de la fédération de Russie.	1991 Première Coupe du monde féminine de football en Chine.	1991 Les anciennes républiques soviétiques du Kazakhstan, du Tadjikistan, du Turkménistan e de l'Ouzbékistan accédent à l'indépendance Le Népal organise ses premières élections depuis près d'u demi-siècle. Éruption du mont Pinatubo aux Philippines. Assassinat de l'ancien Premie ministre indien Rajiv Gandhi. Aung San Suu Kyi, chef de l'opposition démocratique birmane, reçoit le prix Nobel de la paix.

L'Asie Occidentale, le Moyen-Orient et la Maghreb <i>(suite)</i>	Les Amériques (suite)	Événements Internationaux <i>(suite)</i>
1991 Chronique frontalière de la romancière tunisienne Emna Bel Haj Yahia. Lancement de l'opération Tempête du désert en Irak par une coalition internationale menée par les États-Unis et le Royaume-Uni.	1991 Création du marché commun sud-américain (MERCOSUR). La navette spatiale Atlantis place l'Observatoire à rayons gamma Compton (CGRO) en orbite. Pinocchio in Venice (Pinocchio à Venise) du romancier américain Robert Coover. Le terme «génération X» est inventé par l'écrivain américain Douglas Coupland.	1991 Premier Accord sur la réduction des armements stratégiques (START I).

ĽAfriq	ue Subsaharienne (suite)	ĽE	urope (suite)	L'Asi	ie de l'Est (suite)	du Sud	centrale, L'Asie et du Sud-Est et céanie (suite)
1992	Afrique, je te plumerai du cinéaste came- rounais Jean- Marie Teno.	1992	Traité de Maas- tricht. L'Union européenne décide de se doter d'une	1992	La cité scienti- fique de Taedok ouvre ses portes en Corée du Sud.	1992	Des extrémistes hindous détrui- sent la mosquée Babri Masjid en Inde.
			monnaie unique. Éclatement du conflit yougoslave.				Éclatement d'une guerre civile entre les moudjahiddin en Afghanistan.
			Jeux olympiques de Barcelone.				Suchinda Kra-
			Exposition universelle de Séville en Espagne.				prayoon, dernier dirigeant militaire de la Thaïlande, est contraint de présenter sa démission à la suite de grandes manifestations populaires. Le pays adopte un régime démocratique.
							Nôi buôn chiên tranh (Le chagrin de la guerre) de l'auteur vietna- mien Ninh Bao.
1993	Génocide au Burundi. Le prix Nobel de la paix est attribué à	1993	L'ONU crée le Tribunal pénal international pour l'ex- Yougoslavie	1993	Achèvement de l'Encyclopédie chinoise. L'artiste avant-gardiste Yayoi	1993	The Piano (La leçon de piano) de la cinéaste néo-zélandaise Jane Campion.
	Nelson Mandela et au président sud-africain Frederik De Klerk.		(TPIY). Ratification de la constitution de la fédération de Russie.		Kusama repré- sente le Japon à la biennale de Venise. Exposition universelle de Taejon, en Corée		L'ONU organise des élections générales au Cambodge. Le prince Norodom Sihanouk est rétabli sur le trône.
					du Sud.		L'UNESCO lance une campagne pour la préser- vation du site d'Angkor, au Cambodge, inscrit sur la liste du patri- moine mondial de l'humanité.

le Me	sie Occidentale, oyen-Orient et la aghreb <i>(suite)</i>	Les A	Amériques (suite)		Événements nationaux <i>(suite)</i>
1992	Le gouvernement algérien annule les élections législatives afin d'éviter la victoire des islamistes, ce qui entraîne une longue et violente guerre civile. Le diplomate égyptien Boutros Boutros-Ghait devient secrétaire général des Nations Unies.	1992	Le poète antillais Derek Walcott reçoit le prix Nobel de littérature. The English Patient (Le patient anglais) de l'écrivain canadien Mi- chael Ondaatje. Rigoberta Men- chú, militante guatémaltèque des droits de l'homme, reçoit le prix Nobel de la paix. Première mission de la navette spatiale Endea- vour. Bill Clinton rem- porte l'élection présidentielle américaine face à George Bush.	1992	Conférence des Nations Unies sur l'environ- nement et le développement (Sommet de la Terre) à Rio de Janeiro. Boutros Boutros-Ghali (Égypte) est nommé secré- taire général des Nations Unies. L'OMS retire l'homosexualité de sa classifi- cation inter- nationale des maladies.
1993	Fondation d'universités privées dans quatrevingt villes iraniennes. Signature des accords d'Oslo par Israël et l'OLP. Le rocher de Tanios de l'auteur libanais Amin Maalouf.	1993	Des terroristes islamistes posent une bombe au World Trade Center de New York, causant la mort de six personnes. Toni Morrison reçoit le prix Nobel de littérature.	1993	Conférence de Vienne sur les droits de l'homme. La Convention sur les armes chimiques est ouverte à la signature. Création du poste de Haut-commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme. L'UNESCO crée le Livre rouge des langues menacées de disparition.

L'Afriq	L'Afrique Subsaharienne (suite)		L'Europe (suite)		L'Asie de l'Est (suite)		e centrale, L'Asie I et du Sud-Est et céanie <i>(suite)</i>
1994	Nelson Mandela est élu président lors des premières élections multiraciales et démocratiques d'Afrique du Sud. Publication d'Un long chemin vers la liberté, son autobiographie. Le Conseil de sécurité de l'ONU crée le Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR) après le génocide des Tutsi par la majorité hutu.	1994	Le cosmonaute russe Sergueï Krikalev embarque à bord de STS-60, première mission spatiale russo-américaine. Le président russe Boris Eltsine envoie des troupes en Tchétchénie.	1994	Oe Kenzaburo reçoit le prix Nobel de littérature. La Chine lance un nouveau type de fusée, Chang Zheng 3A. Mise en place d'une assurance maladie universelle (NHI) à Taïwan. Inauguration du musée d'Art moderne de Wakayama, œuvre de l'architecte japonais Kisho Kurokawa.	1994	Loi sur le développement scientifique et technologique à Sri Lanka. Reef (Récifs) de l'écrivain sri-lankais en exil Romesh Gunesekera.
		1995	Adhésion de l'Autriche, de la Finlande et de la Suède à l'Union européenne qui compte désormais quinze membres. Entrée en vigueur des accords de Schengen. Retour d'Alexandre Soljenitsyne en Russie. La signature des accords de Dayton met fin au conflit yougoslave.	1995	Le Japon lance un télescope spatial infra- rouge (IRTS). Séisme de Hanshin près de la ville japonaise de Kobe. Attentat au gaz sarin dans le métro de Tokyo perpétré par la secte Aum shinrikyo. L'architecte japonais Tadao Ando reçoit le prix Pritzker.	1995	Nyanyi Sunyi Seorang Bisu (La chanson silencieuse d'un muet) du ro- mancier indoné- sien Pramoedya Ananta Toer. The Calcutta Chromosome (Le chromosome de Calcutta) de l'auteur indien Amitav Ghosh.

le M	sie Occidentale, oyen-Orient et la laghreb <i>(suite</i>)	Les A	Amériques (suite)	1	Événements nationaux (suite)
1994	Conférence internationale sur la population et le développement au Caire. Accord du Caire. Retour de Yasser Arafat en Palestine. Signature du traité de paix entre la Jordanie et Israël. Au dernier soir sur cette terre du poète palestinien Mahmud Darwish.	1994	Le cosmonaute russe Serguei Krikalev embarque à bord de la navette américaine Discovery. Création de l'Agence spatiale brésilienne (AEB). La bibliothèque du Congrès américain annonce la création d'une bibliothèque nationale (NDLP). L'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) est signé par les Etats-Unis, le Canada et le Mexique.	1994	Conférence internationale sur la population et le développement au Caire. Sommet mondial sur l'efficacité commerciale à Columbus (Etats-Unis).
1995	Limādā tarakt al-ḥiṣān waḥīdā (Pourquoi as-tu laissé le cheval à sa solitude?) du poète palestinien Mahmud Darwish. L'émir Cheikh Hamad ben Khalifa al-Thani prend le pouvoir au Qatar au moyen d'un coup d'État. Accords de Taba ou Oslo II. Assassinat du premier ministre israélien Itzhak Rabin par un extrémiste juif.	1995	L'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) est signé par les Etats-Unis, le Canada et le Mexique. La sonde <i>Galileo</i> atteint Jupiter.	1995	L'Organisation européenne pour la recherche nucléaire (CERN) lance le World Wide Web. Création de l'Organisation mondiale du commerce et entrée en vigueur de l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC). Création d'Oxfam International.

L'Afriq	ue Subsaharienne (suite)	ĽE	Europe (suite)	L'As	ie de l'Est <i>(suite)</i>	du Suc	e centrale, L'Asie I et du Sud-Est et céanie <i>(suite)</i>
		1995 (suite)	Le prix Nobel de la paix est décerné à Joseph Rotblat, physicien et militant antinucléaire britannique d'origine polonaise. Dogme 95, mouvement cinématographique conduit par le réalisateur danois Lars von Trier. L'Agence spatiale européenne lance son Observatoire spatial infrarouge (ISO) . L'artiste d'origine hongroise Christo «emballe» le Reichstag à Berlin.	1995 (suite)	Les prix de la fondation chinoise He Liang-He Li sont décernés à Qian Xuesen, à Huang Jiqing, à Wang Ganchang et à Wang Daheng. Commercialisation des premiers disques et lecteurs DVD au Japon. La Chine compte 1,2 milliard d'habitants. Xu Sanguan mai xue ji (Le vendeur de sang) de l'auteur chinois Yu Hua.		
1996	Les pays afri- cains de langue officielle portu- gaise (PALOP) intègrent la Communauté des pays de langue portu- gaise (CPLP).	1996	Naissance de la brebis Dolly, premier mammi- fère cloné. La poétesse po- lonaise Wislawa Szymborska reçoit le prix Nobel de littérature.	1996	Lee Teng-hui est le premier prési- dent de Taïwan élu au suffrage universel.	1996	Les Talibans prennent le pouvoir dans la majeure partie du territoire afghan et imposent un régime fondé sur la shari'a. The God of Small Things (Le dieu des petits riens) de la romancière indienne Arundhati Roy. Achèvement des tours Petronas de Kuala Lumpur, en Malaisie.

le Mo	ie Occidentale, byen-Orient et la aghreb (suite)	Les A	mériques (suite)	_	vénements nationaux <i>(suite)</i>
				1995 (suite)	Sommet mondial pour le développement social à Copenhague. L'ONU proclame le début de la Décennie internationale des populations autochtones. Quatrième Conférence mondiale sur les femmes à Beijing.
1996	Yasser Arafat est élu président de l'Autorité palestinienne. Peur et men- songe de la romancière algérienne Aïssa Khelladi.	1996	Le président américain Bill Clinton est élu pour un second mandat. Jeux olympiques d'Atlanta.	1996	L'ONU adopte le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (TICE). L'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) adopte le Traité sur le droit d'auteur. Création du Programme commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA (ONUSIDA). L'ONU lance le programme Pétrole contre nourriture.

L'Afrique Subs (suite		ĽE	urope (suite)	L'Asi	ie de l'Est <i>(suite)</i>	du Suc	e centrale, L'Asie I et du Sud-Est et Icéanie <i>(suite</i>)
						1996 (suite)	Le Parti commu- niste maoïste du Népal lance un mouvement de «guerre populaire» pour renverser la monarchie et mettre en place une république communiste.
le pre taire Natio origir pays	Annan est emier secré- général des nois Unies naire d'un de l'Afrique (Ghana).	1997	L'Allemagne légifère pour lutter contre la pornographie et le racisme dans le cyberespace. Polémique autour de l'exposition Sensation de la Royal Academy de Londres où sont présentées les œuvres de représentants du groupe Young British Artists comme Damien Hirst ou Rachel Whiteread. Traité d'Amsterdam. Inauguration du musée Guggenheim de Bilbao, œuvre de l'architecte Frank Gehry.	1997	Le long-métrage d'animation Princesse Mononoké du cinéaste japonais Hayao Miyazaki reçoit I'«oscar» japonais du meilleur film. Le Royaume-Uni rétrocède Hong Kong à la Chine. Hana-Bi (Feux d'artifice) du réalisateur japonais Takeshi Kitano.	1997	Début de la crise financière asiatique. Fondation du Conseil national de la recherche à Sri Lanka.

le M	L'Asie Occidentale, le Moyen-Orient et la Maghreb <i>(suite)</i>		Amériques (suite)		Événements nationaux (suite)
				1996 (suite)	Création de la Communauté des pays de lan- gue portugaise (CPLP).
1997	Fermé depuis 1975 à cause de la guerre, le Musée national de Beyrouth rouvre ses portes. Al-Nihāyāt (Fins) de l'auteur d'ori- gine jordanienne Abdul Rahman Mounif.	1997	Inauguration du Getty Center à Los Angeles.	1997	Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction. Protocole de Kyoto à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. L'UNESCO adopte la Déclaration universelle sur le génome humain et les droits de l'homme.

L'Afrique Subsaharienne (suite)	L'Europe (suite)	L'Asie de l'Est (suite)	L'Asie centrale, L'Asie du Sud et du Sud-Est et l'Océanie (suite)
	1998 Lancement Zarya, prem module de l Station spat internationa (ISS). L'auteur poi tugais José Saramago ri le prix Nobe littérature. L'accord de Belfast lanc processus di paix en Irlar du Nord. Inauguratio du pont Vas de Gama à Lisbonne.	ier a couvert à la circulation au Japon. Lancement de la sonde japonaise Nozomi vers et el de e un e ende nozo	1998 Le président indonésien Suharto démissionne sous la pression de manifestations populaires. Bacharuddin Jusuf Habibie devient le troisième président de l'Indonésie. L'Inde procède à une série d'essais nucléaires souterrains qui conduisent les États-Unis et le Japon à décréter des sanctions économiques.
1999 Thabo Mbeki est élu président de la république d'Afrique du Sud.	1999 La démissio président ru Boris Eltsine ouvre la voi l'élection de Vladimir Po tine. Second conflit tchét chène. Mein Jahrhu. dert (Mon si de l'écrivair allemand G Grass. La Pologne, la Républiqi tchèque et l Hongrie reji gnent l'OTA	vaisseau spatial chinois Shenzhou. Le séisme de Chi-Chi, à Taïwan, fait 2 400 morts. Le gouvernement portugais rétrocède Macao à la Chine. Le groupe japonais Sony lance le chien-robot AIBO.	1999 Lors d'une consultation populaire organisée par l'ONU, les Timorais de l'Est se prononcent massivement en faveur de l'indépendance. La gestion du territoire est confiée à l'Administration transitoire des Nations Unies au Timor oriental.

L'Asie Occidentale, le Moyen-Orient et la Maghreb <i>(suite)</i>		Les Amériques (suite)		Événements Internationaux (suite)		
1998	Si Diable veut du romancier algérien Mo- hammed Dib. Premier déploie- ment israélien de missiles anti- missiles Arrow, en grande partie financés par les États-Unis .	1998	The Love of a Good Woman (L'amour d'une honnête femme) de la nouvelliste canadienne Alice Munro. Lunar Prospector est la première mission lunaire de la NASA depuis vingt-cinq ans.	1998	Adoption du Statut de Rome de la Cour criminelle internationale.	
1999	Affrontement entre les étudiants et les forces de l'ordre sur le campus de l'université de Téhéran. Le président algérien Abdelaziz Bouteflika présente un plan de «concorde civile» pour mettre fin aux troubles intérieurs. Mort du roi Hussein de Jordanie. Bacheha Ye Aseman (Les enfants du ciel) du réalisateur iranien Majid Majidi est nommé pour l'oscar du meilleur film étranger.	1999	La NASA lance la sonde <i>Mars</i> <i>Polar Lander</i> à destination de la planète Mars mais la perte du contact avec l'appareil, le 3 décembre, annonce l'échec de la mission.	1999	Manifestations antimondialistes en marge de l'Assemblée générale de l'OMC à Seattle (Etats-Unis).	

(suite) L'Europe (suite) L'Asie de	L'Asie centrale, L'Asie du Sud et du Sud-Est et l'Océanie (suite)
à la constitution du Zimbabwe d'occupation autorise la permanente de le	ecrivain inois Gao ngjian obtient prix Nobel de érature.

L'Asie Occidentale, le Moyen-Orient et la Maghreb (suite)		Les Amériques (suite)		Événements Internationaux (suite)	
1999 (suite)	Adosh du cinéaste israé- lien Amos Gitai. Inauguration du Musée nubien d'Assouan en Égypte. Hamad al- Khalifa devient souverain de Bahrein. La visite d'Ariel Sharon sur l'esplanade des Mosquées de Jérusalem provoque de violents heurts dans tout le terrifoire palestinien. Mort du diri-	2000	La navette spatiale <i>Endeavour</i> emporte la mission de topographie radar SRTM cofinancée par la NASA et l'Agence nationale d'imagerie et de cartogra-	2000	Traité sur le droit des brevets. Second Accord sur la réduction des armements stratégiques (START II). Déclaration du
	geant syrien Hafez al-Assad.		phie (NIMA). La sonde NEAR (Near Earth Asteroid Rendezvous) se place en orbite autour de l'astéroïde 433 Éros dont elle transmet de re- marquables vues rapprochées. George W. Bush est élu président des Etats-Unis au cours d'une élection dis- putée.		Millénaire des Nations Unies.

L'Afrique Subsaharienne (suite)		L'Europe (suite)		L'Asie de l'Est (suite)		L'Asie centrale, L'Asie du Sud et du Sud-Est et l'Océanie <i>(suite)</i>	
2001	L'Organisation de l'unité africaine (OUA) est remplacée par l'Union africaine. Environ 70 % des 40 millions de personnes atteintes du vi- rus du sida dans	2001	Dennis Tito, premier «touriste de l'espace», verse vingt millions de dollars pour s'envoler vers l'ISS à bord d'un vaisseau Soyouz.	2001	La Chine adhère à l'Organisation mondiale du commerce (OMC).	2001	En dépit des protestations internationales, les antiques statues de Bouddha à Bamiyan sont détruites par les talibans qui les qualifient d'«idoles».
	le monde vivent en Afrique subsaharienne. Mort de Léopold Sédar Senghor.						Après les attentats terroristes du 11 septembre, une coalition menée par les États-Unis envahit l'Afghanistan dans le but de capturer le chef d'Al-Qaida, Oussama ben Laden. Les talibans sont renversés et un gouvernement provisoire est formé autour d'Hamid Karzaï. Signature d'un accord de cessez-le-feu à
							Sri Lanka, en proie à la guerre civile, grâce à la médiation de la Norvège.
2002	Assassinat de Jonas Malheiro Savimbi, fonda- teur de l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'An- gola (UNITA).	2002	Introduction de l'euro dans douze des quinze pays européens.	2002	Premier cas de syndrome respiratoire aigu sévère (SRAS) en Chine.	2002	Indépendance du Timor oriental.

L'Asie Occidentale, le Moyen-Orient et la Maghreb <i>(suite)</i>	Les	Amériques (suite)		Événements nationaux (suite)
	2001	Attaques terroristes contre les tours jumelles du World Trade Center, à New York, et contre le Pentagone, à Washington. Loi antiterroriste américaine (Patriot Act).	2001	Déclaration universelle de l'UNESCO sur la diversité culturelle. L'UNESCO adopte la Convention sur la protection du patrimoine culturel subaquatique. Premier Forum social mondial à Porto Alegre.
				gueur du statut de Rome de la Cour criminelle internationale.
			2003	L'UNESCO adopte la Con- vention pour la sauvegarde du patrimoine cultu- rel immatériel.

L'Afrique Subsaharienne (suite)	L'Europe (suite)	L'Asie centrale, L'Asie du Sud et du Sud-Est et l'Océanie <i>(suite)</i>		
	2004 Entrée de dix nouveaux pays dans l'Union européenne : Chypre, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Malte, Pologne, République tchèque, Slovaquie et Slovénie.		2004 Un séisme survenu au large de la côte occidentale de Sumatra provoque un tsunami qui fait plus de 200 000 morts dans la région.	

L'Asie Occidentale, le Moyen-Orient et la Maghreb (suite)	Les Amériques (suite)	Événements Internationaux (suite)
magnreo (<i>suite</i>)	La conquête de l'espace fait l'objet d'une chronologie plus détaillée à la fin du chapitre 18.5.	

Index

Index 2173

Α

Aba-Novák, Vilmos 1508 Abbas, Abdul-Halim 1711 Abbas, Khwaja Ahmad 1027 Abdallah, Hamed 1726, 1728 Abdel Qoddoūs, Ehsān 1726 Abdel Sabboūr, Salāh 1726 Abdel Salām, Shadī 1728 Abdel Wahāb, Mohammed 1726 Abdesselem, Rhadi Ben 1169 Abdoh, Mohamed 1723 Abdour Rahman, émir 1685, 1687-1688 Abduh, Muhammad 1739 Abdullah, roi jordanien 1710 Abe Kobo 1032 al Abnūdī, Abdel-Rahmān 1728 Abraham, Peter 138 Abul-Magd, Ahmad Kamal 1729 de Acevedo, Llambias 803 Achebe, Chinua, 584, 802, 1025 Adamov, Arthur 1000 Adams, Henry 618, 724 Adenauer, Konrad 124 Adès, Thomas 1451 Adler, Alfred 878 Adonis ('Alī Ahmad Sa'īd) 1022 Adorno, Theodor W. 925, 791, 925-27, 930-31, 967, 1380 Ady, Endre 1508 al-Afghānī, Djamāl al-dīn 1686, 1739 Afghanistan 815, 836, 939, 941, 1581-83, 1685-90, 1692, 1694-97 Afrique 3, 9, 11, 20-23, 34, 45-47, 51-53, 56, 59-60, 64-65, 77, 98, 105, 108-9, 113-15, 127-28, 130, 135-36, 138, 144, 152-54, 156, 158-65, 163, 169, 172-74,

179, 181, 187, 191-94, 199-202, 206-207, 209, 218-27, 234, 245, 247, 260-62, 264-67, 372-73, 377-78, 425, 432, 438, 446, 456, 459, 463-64, 472, 480, 493, 534, 567, 582-93, 604, 623-25, 629, 647, 658, 663, 728, 741, 801, 851, 883, 886, 930, 955, 1023, 1026, 1044, 1046, 1048-1050, 1062, 1065, 1071, 1080-82, 1088, 1110, 1139, 1167, 1169-70, 1180, 1183, 1196, 1204, 1215-16, 1221-22, 1224-29, 1249, 1251-52, 1254, 1299, 1304, 1311-13, 1341-1346, 1349, 1357, 1361-63, 1466, 1529, 1534, 1542, 1548, 1566, 1573, 1577, 1579-81, 1599, 1635, 1649-50, 1664, 1735-36,1741, 1751, 1752, 1760, 1764, 1767, 1778-91, 1965, 1973, 1988, 1999, 2002 Agarkar, S. P. 1816 Agassi, Joseph 395 Agnon, Samuel Joseph 1022 Agustini, Delmira 1620 Aïbek, M. 1965 Aïni, Sadriddin 1956, 1965 Aïtmatov, Tchinghuiz 1005, 1965 Aïvazovski, Ivan 1468 Ajayi, Ade 625 Ajdukiewicz, Kazimierz 1504 Akagawa, Jiro 1942 Akhmadoulina, Bella 1486 Akhmatova, Anna 939, 992, 1483 Akhoundov, Mirza 1486 Aldrin, Edwin 'Buzz', Jr. 33, 540, 549, 1575 Aleikhem-Cholem 1486

Aleixandre, Vicente 993 Alekhine, Aleksandr 1492 Aleksandrov, Aleksandre 1470, 1487-88 Aleksandrovich, Soukhoumlinski, Vasily 1467 Aleksandrovich Veriovkin, Nikolai 1956 Alekseïev, Vasili 1482 d'Alembert, Jean 363, 2000 Alessandri, Arturo 1597 Alexandre le Grand 1695 Alexandrov, Gennady 1493 Alexis, Jacques Stephen 1014 Ali, Amir 800 'Alī, Mohamed 1175 Ali, Méhémet 1722-24 al-Ali, Naji 1710 Ali, princesse Wijdan 1711 Algérie 11, 22, 24, 26, 34, 46, 94, 109-12, 114, 138, 163, 166, 213, 814, 1019, 1137, 1173, 1253, 1292, 1347, 1738, 1779 Allais, Maurice 692 Allemagne 6-8, 14, 16-7, 28-9, 32, 34, 37, 45, 53-4, 57-63, 65, 74-77, 79-81, 84-6, 88-99, 117, 120-124, 127, 129, 148, 169, 179, 187, 212, 222, 227, 237-8, 245, 334, 388, 425, 427-8, 430-4, 438, 445, 457, 496, 510, 538, 551-2, 612, 619-20, 626, 628, 632, 635, 676-7, 679, 713, 722-3, 725-7, 746-7, 749, 751, 758-9, 761, 764, 767, 773-4, 784, 791, 819, 848, 851, 864, 870, 882-3, 885, 909, 938-9, 952, 954-5, 958, 965, 987, 1003-4, 1061-63, 1065, 1067, 1069-71, 1075, 1078, 1081-85,

1125, 1138, 1156, 1158, 1160-61, 1163, 1167, 1171-2, 1174, 1177-8, 1195, 1197, 1201, 1204, 1249, 1290, 1294, 1297-9, 1300-01, 1303, 1311, 1345-46, 1348, 1350, 1379, 1382, 1384, 1386, 1388-89, 1393, 1411, 1414, 1418, 1424, 1434, 1436, 1448, 1458-60, 1472, 1480, 1497, 1500, 1507, 1513, 1524, 1526, 1542-44, 1548-49, 1557-58, 1560, 1562-63, 1608, 1617, 1678, 1752, 1838, 1844, 1914-15, 1917, 1936-37, 1939, 1975, 1987 Allende, Salvador 1604 Allen, Roy, G. D. 691 d'Almeida, Neville 1136 Alphonse XIII 91 Althusser, Louis 631, 648, 968 Altman, Dennis 852 Altrincham, Lord 946 Alvares, Francisco 1773 Amado, Alonso 1019, 1623 Amado, Jorge 1019, 1621 Amanoullah, roi 10, 1686, 1688-1689, 1695 do Amaral, Tarsila 1614, 1630 Ambartsoumian, Victor 1473 Amérique 48, 54, 62, 65, 74, 79, 85, 127, 135, 140, 151, 156, 159, 161-76, 179, 208-9, 219, 222-23, 225-26, 233-34, 246-250, 266, 373, 377, 428, 438, 442, 444, 456, 493, 508-10, 512, 531, 539, 567, 611-12, 621-32, 681, 685, 716, 719, 723-4, 736, 743, 750-53, 848, 852, 856-57, 864-65, 871, 873, 884-6, 907, 909-13, 916, 930, 945-46, 951,

Index 2175

985, 1008-15, 1132, 1170, 1183, Annan, Kofi 184, 590 1212, 1215, 1226, 1242, 1285, Anscombe, Elizabeth 853 1299, 1311, 1323, 1342-43, Antarctique 373, 1477 1347-48, 1360, 1364, 1366, Apollinaire, Guillaume 13, 996, 1383, 1524, 1526, 1533, 1586, 1080 1590, 1595-1600, 1604-27, Appadurai, Arjun 894 1629-41, 1643-48, 1650, 1664, Appert, Nicolas 492 1717, 1747-48, 1754, 1771-72, Apter, David E. 144 1915, 1938, 1940, 1965, al-Aggad, Abbas Mahmud 800 1972-73, 1983 Aguin, Thomas 714 Amherst, Lord 1812 Aguino, Corazón 227 Arabie Saoudite 1716-21 Amin, Hafizullah (Khalq) 1696 Ammar, Nazik Ali 1710 Arafat, Yasser 25, 27 Amoros, Francesco 1156 Aragon, Louis 12, 93, 999, 1439 Amos, Imre 1508 Aranha, José Pereira da Graça Amrouche, Jean 1019, 1741 1621 Anand, Mulk Raj 1027 Arbenz Guzman, Jacobo 1601 Arbuzov, Boris A. 1475 Ananta, Toer Pramoedya 1030 Anday, Melih Cevdet 1683 Arcand, Denys 1585 Anders, Günther 1399 Archinard, Louis 1764 Anderson, Sherwood 1009 Arciniegas, Germán 1619 Andersson, Johan Gunnar 662, d'Arcy, Jean 1261-2, 1396 1926 Arendt, Hannah 84 Andrade, Carlos Drummond de Argentine 85-6, 140, 161-63, 176, 178, 222, 490, 623, 802-3, 845, Andrade, Mário de 1019, 1621, 938, 1015, 1018, 1170, 1596-97, 1633 1599, 1601, 1603-8, 1610, 1613, Andrade, Oswald de 1019, 1614 1618-20, 1623, 1626-27, 1630, Andreïev, N. 1491 1632, 1637 Andreïev, Pavel 1488 Arghezi, Tudor 1510 Andrews, W. G. 720 Arguedas, José María 1018, 1618 Andrič, Ivo 999, 1509 Ariès, Philippe 1379, 1385 Andronov, Aleksandr A. 358 Aristote 714, 719 Andrzejewski, Jerzyi 1511 Arménie 56, 1239, 1458, 1465, Angell, James Rowland 866 1962 Angelopulos, Teos 1518 Armet de Lisle, E. 1415 Angola 22, 113, 161, 164, 493, Armstrong, Neil 33, 540, 549, 1169, 1343, 1664, 1751, 1765, 1575 1778-79, 1785, 1789 Arnold, Thomas 1157 Arnold, Valentin I. 359 Anīs, Muhammad 1728

Arnstrong, Louis 1542 Aron, Raymond 1443 Arp, Hans 1074 Arrau, Claudio 1627 Arreola, Juan José 1619 Arrow, Kenneth J. 692, 700 Artaud, Antonin 1000, 1006, 1011 Artin, Emil 350 Artsikhovski, Artemy 1482 al-Asali, Kamil 1709 Asan, Kumaran 1028 Asch, Solomon 869 Asfour, Mazen 1711 Ashūr, No'man 1726 Asie 3, 5, 7, 9, 18, 21, 23, 45-7, 52-3, 56, 58, 60, 69, 72, 76-7, 86, 88, 97-99, 105, 114-15, 118-19, 126-27, 135-36, 145, 156, 165, 169-73, 176, 178, 182, 218-21, 223-4, 227, 245-47, 249-50, 373, 377-78, 424, 431, 435, 441, 456, 463, 480, 482, 531, 534, 567, 600, 604, 624-25, 632, 660, 662-664, 723, 725, 728, 735, 738, 741, 743, 751, 753, 809, 819, 823, 831, 848, 857, 893, 898-900, 906, 909-913, 936-37, 977, 1027, 1102-03, 1105, 1114-21, 1139, 1143, 1159, 1184, 1190, 1195, 1198-99, 1201, 1204, 1215-16, 1218, 1226-27, 1232, 1234, 1239, 1242, 1249, 1254-55, 1281, 1290, 1304-5, 1312, 1341-43, 1347-49, 1352-1353, 1360-61, 1363, 1396, 1458, 1462, 1466, 1482, 1529, 1551, 1558, 1562, 1573, 1579, 1581, 1590, 1635, 1645, 1662, 1668, 1670, 1679, 1681, 1683, 1685,

1687, 1691, 1735, 1745, 1747, 1749-1750, 1805, 1807-08, 1811, 1824, 1826-27, 1840, 1886-88, 1891, 1895-97, 1905-6, 1910-1912, 1915-18, 1920, 1925, 1931, 1933-34, 1939, 1946, 1948, 1953, 1955, 1957-60, 1963, 1965-66, 1968, 1976, 1978, 1980, 1983-1989, 1999, 2002 Aśoka 247-8 Aspect, Alain 296 Assafiev, Boris 1488 Astafiev, Victor 1005 Asturias, Miguel Angel 1016-17, 1616 Atatürk, Mustafa Kemal 10 Attila, József 1508 Attiyah, Shohdi 1729 Atwood, Margaret 1589 Auden, W. H. 952, 990 Augé, Marc 921 Augustinčić, Anton 1510 Aum Shinrikyo, secte 824 Aung San Sou Kyi 226 Auric, Georges 13 Auschwitz 13, 212 Austin, John Langshaw 781 Australie 10, 20, 59, 187, 219, 373, 425, 445, 457, 599, 623, 660, 725-26, 735-36, 742, 747, 753, 852, 857-58, 883, 906, 951, 990, 1036, 1115, 1209, 1212, 1227, 1314, 1342, 1348, 1366, 1375, 1388, 1457, 1497-99, 1507, 1839, 1969-99, 1507, 1839, 1969-88 Autriche 1004, 1071, 1204, 1288, 1315, 1348, 1362, 1386, 1457-1460

Averoff, Georgios 1162 Avery, Oswald T. 335 Avicenne 1956 Awad, Lonis 1728 Axer, Ervin 1515 Ayala, Francisco 1623 Ayer, Alfred Jules 484, 781 Ayouxi, S. 1950 Ayub Khan 1871 Azaña, Manuel 91, 1093 Azhaev, Viktor 1485 Azuela, Mariano 1017

В

Bā, Amadou Hampaté 1024 Baalbaki, Leila 1703 Baargeld 1076, 1078, 1082 Baba, Corneliu 1510 Babadianian, Arno 1488 Babel, Isaac 991, 1484 Babes, Victor 1509 Babics, Mihály 1508 Babotchkine, Boris 1493 Bacon, Francis 794, 1407-8, 1839, 1943 Badawī, Abdel-Rahmān 800, 1728 Baez, Joan 37 Bagryana, Elisaveta 1518 Bahadur, Rao 1814 Bahadur, Shastri Lal 1864 Bahamas, archipel 1366, 1372, 1535, 1653 al-Bahi, Muhammad 800 Bahreïn 1282, 1718 Bailey, Fredrik George 651 Baird, John Lodge 1279 Bai Xianyong 1933 Ba Jin 1034, 1923, 1929 al-Baker, Abdel Rahman 1718 Baker, Alan 350

Bakewell, Robert 492 Bakh, Alexei 1469 Bakh, Andrei 1476 Bakhtine, Mikhaïl 1116 Bakounine, Mikhail 794 Balanchine, George 1489 Balandier, Georges 144 Balantchivadze, Meliton 1487 Balázs, Béla 1507 Baldwin, James Mark 866, 885, 1011 Balkans 29, 53, 56, 59, 425-6, 435, 1290, 1343, 1497, 1506, 1509-1510, 1516, 1518, 1582, 1681 Balla, Giacomo 1067 Ballantyne, David 1037 Bally, Charles 736 Balmont, Konstantin 1483 Balogh, Brian 1421 Balzac, Honoré de 951 Bamiyan, bouddhas de 1695 Banach, Stefan 1504 Bandaranaike, Sirimavo R. D. 227 Bandeira, Manuel 1614 Bandrowska-Turska, Ewa 1504 Bangladesh 20, 136, 154, 181, 212, 442, 856, 945, 959, 1348, 1812, 1830, 1865, 1890 Banisar, David 1383 Banks, Joseph 1970 al-Banna, Hassan 1726 Bao-Daï 20, 109 Barak, Ehud 27 Baratachvili, Nikoloz 1486 Baratier, Jacques 1741 Barbusse, Henri 986 Bardeen, John 527, 534 Bardin, Ivan 1476 Barinova, Galina 1488

Barka, Souhayl Ben 1741 Barlach, Ernest 954 Baroūdī 1723 Barrgeld, Johannes 1076 Barsova, Valeria 1488 Barthélemy, René 1280 Barth, Fredrik 651 Barth, John 1012 Barth, Karl 820 Barthou, Louis 92 Bartók, Béla 1507, 1521 Baruch, Bernard 118 Barychnikov, Mikael 1489 Baselitz, Georg 1101 Bashir, Al-Tijani Yusuf 1736 Basie, Count 1542 Bassani, Giorgio 997 Bassov, Nikolai 31, 1474 Bastian, Adolf 894 Bastos, Augusto Roa 1619 Basu, Dipanitta 930 Bataille, Georges 999, 1098 Batista, Fulgencio 142, 1566 Battling Siki 1179 Baudrillard, Jean 1284 Bausch, Pina 1445 Baxter, Walter 950 Baykov, Alexandr 1476 Bayón, Damián 1630 Bay, Zoltán 1509 Beard, Charles A. 620 Beatles 236, 966 de Beauvoir, Simone 1443-44 Beck, Aaron T. 880 Becker, G. S. 671 Beckett, Samuel 997, 1000 Beck, Ulrich 1380 Becquerel, Edmond 572, 581 Bedi, Rajindar Singh 1027

Beethoven, Ludwig von 1498, 1500 Begin, Menahem 25, 1581, 2133 Béjart, Maurice 1513 Békésy, György 1509 Bek-Nazarov, A. 1493 Bélarus 826, 1265, 1301, 1458, 1462, 1469, 1472, 1484-86, 1490, 1506, 1964 Belgique 9, 29, 53, 60, 74, 76, 98, 432, 438, 1000, 1158, 1164, 1173, 1197, 1249, 1289-90, 1296, 1342-43, 1345, 1347-48, 1436 1562, 1751, 1768 Bel Haj Yahia, Emma 34, 1021 Belić, Aleksandr 1509 Beligan, Radu 1517 Bell, Daniel 974, 1137 Bell, John S. 296 Bello, Andrés 1610, 1636 Bellochio, Marco 1444 Bellow, Saul 1011 Beloff, Max 627 Belov, Vasily 1005 Belozersky, Andrei 1476 Beltrán, Luis Ramiro 1394 Benedict, Paul K. 735 Benedict, Ruth 646, 879, 1110 Benes, Edvard 95 Benet, Stephen Vincent 952 Bénin 161, 164, 248, 442, 590, 1770, 1787 Benjamin, Walter 967, 1077, 1433 Ben Jelloun, Tahar 35, 1020, 1740 Ben Laden, Oussama 1583, 1697 Bennet, James Gordon 1273 Bennett, Richard B. 1554 Benn, Gottfried 987 Benoua, Aleksandr 1491 Bentham, Jeremy 847

Bentinck, Lord 1810 Bikila, Abebe 1169 Benveniste, Émile 813 Biko, Stephen 'Steve' 163, 955 Berdiaev, Nikolei 1479 Bill-Belotserkovski, V. 1484 Berend, Ivan 627 Binet, Alfred 871, 1207 Berg, Alban 1500 Binford, Lewis 661 Bergé, Pierre 360 Bing Zhi 1925 Berger, Peter 2002 Biondi, Frank 1337 Bergolts, Olga 1485 Birkhoff, George David 359 Bergson, Abram 692 Biro, Laszlo 487 Bergson, Henri 5, 680, 794-96, al-Biruni 1956 799, 803, 1052, 1066 Bisharah, Naheel 1710 Beria, Lavrenti 122 al-Bishri, Galal Amin' Tareg Berkeley, George 794 1728-1729 Berkman, Alexander 1534 Bismarck 430, 445, 626, 1488 Berlin, blocus de 169 Bjorkegren 930 Berlin, mur de 28, 124, 170, 173, Black, Conrad 1337 183, 206, 598, 626, 1004, 1350, Black, Harold 534 1374, 1432, 1450, 1516, 1582 Blaga, Lucian 1510 Berlusconi, Silvio 1284, 1447 Blais, Marie-Claire 34, 1014, Bernadotte, comte 23 1585 Bernal, John D. 380, 1856 Bland, Margot 950 Bernanos, Georges 12, 992 Blanter, Matvey 1488 Bernáth, Aurél 1508 Blixen, Karen 1007 Bernin, Gian Lorenzo 1067 Bloch, Bernard 738 Bertels, Evgeni 1482 Bloch, Jean-Richard 1433 Berthelot, Marcellin 1160, 1852 Bloch, Marc 621 Bessie, Alvah 953 Blok, Aleksandr 1483 Bethe, Hans 305, 323 Bloomfield, Leonard 738 Beti, Mongo 1024 Blum, Léon 8, 93, 1084, 1086 Bettati, Mario 194 Blumer, Herbert 650 Bhabha, Homi Jehangir 1829, Blyden, Edward W. 136 1844, 1864 Boari, Adamo 1633 Boas, Franz 738, 894, 1110 Bhagavad Gita 833 Bhatnagar, Shanti Swaroop 1857, Boccace 950 1864 Boccioni, Umberto 1066, 1069 Bhattacharya, Krishnachandra 792 Bodis, Jean-Pierre 1158 Bhutto, Benazir 227, 1883 Bodunrin, Peter O. 802 Bhutto, Zulfikar Ali 1873 Boffill, Riccardo 1450 Biberman, Herbert 953 Bogart, Humphrey 1542

Bibler, V. S. 422

Bogatirev, Anatoly 1488

Bogatyriov, Piotr G. 1501 Boucher, François 1098 Bogdanović, Bogdan 1517 Boudjedra, Rachid 1020, 1741 Bogdanovitch, M. 1486 Bouet, Michel 1155 Bogoliubov, Nikolai N. 359, 1471, Bougainville, Louis 1970 1473 Boukharine, Nikolai 82 Bogouchevitch, F. 1486 Boulgakov, Mikhaïl 990, 1484 Bohr, Aage 319 Boulganine, Nikolai 123 Bohr, Niels 287, 294-95, 301, 487, Boumediene, Houari 140, 193, 1416, 1549 196, 2109, 2121 Boissel, Jean 1671 Bounine, Ivan 992, 1487 Boissevain, Jeremy 651 Bourbaki Nicholas 354 Bourdelle, Émile Antoine 1501 Boissier, Gaston 629 Bourdieu, Pierre 651, 686, 1283 Bolívar, Simón 140, 1606, 1645 Bolivie 164, 1239, 1255, 1596, Bourgeois, Léon 3 1600 Bourguiba, Habib 110, 2091 Böll, Heinrich 1003 Boutmy, Émile, 723 Boltzmann, Ludwig 347 Boyadzhiev, Zlatyu 1518 Bondarev Iouri 1005 Boyle, Robert 1408 Bondartchouk, S. 1493 Bozhi, Mir 1490 Bontemps, Arna 1542 Boznańska, Olga 1503 Bony, Augusto Salazar 803 Bradford, Lisa B. 583 Bopp, Raul 1019 Bradley, Général 1561 Borel, Émile 347 Bragg, William Henry 302 Boreskov, Georgi 1475 Bragg, William Lawrence 302 Borges, Jorge Luis 1015, 1616-17, Brahé, Tycho 362, 536 1620, 1630 Brahms, Johannes 1500 Borisova, Yulia 1493 Braidwood, Robert J. 661 Borman, Frank 548 Brancusi, Constantin 1509, 1517 Born, Max 288, 487, 1843, 1845 Brandt, Willy 124 Braque, Georges 13, 1052, 1125 Borodine, Alexandre 1487 Borowski, Tadeusz 1511 Brattain, Walter 527, 534 Bortnyik, Sándor 1507 Braudel, Fernand 621, 1642, 2003 Bose, Jagadish Chandra 1814, Brauner, Bohuslav 1502 1834, 1829-31, 1842 Bréal, Michel 1162 Bose, Satyendra Nath 287, 1816, Brecht, Bertolt 12, 952, 954, 1829-30, 1842 1000, 1003 Bosch, Hieronymous 1000 Bred, Tomasz 1515 Botero, Fernando 1632 Brejnev, Léonid 27, 124, 127-28, Bottaï, Giuseppe 1439 1461 Botvinnik, Mikhail 1492 Brekhovskikh, Leonid 1475

Brésil 7, 35, 60, 85, 126, 140, 161-163, 176, 178-79, 181, 186, 221, 223, 274, 372, 442, 463, 621, 623, 747, 750, 802-3, 830, 884-85, 937, 994, 1018-19, 1135, 1159, 1170-71, 1184, 1200, 1254, 1276, 1312-13, 1343, 1349, 1362, 1545, 1596-97, 1599-1601, 1604, 1608, 1611-12, 1614, 1619-21, 1624, 1626-27, 1631, 1633, 1635, 1644 Breton, André 12, 988, 1074, 1098, 1106, 1438 Bretton, Henry L. 583 Breuer, Marcel (Lajos) 1508 Breza, Tadeusz 1511 Briantsev, A. 1490 Brigham, Carl C. 872 Brillouin, Léon 302 Brioussov, Valeri 1483 Brito, Farias 803 Broadbent, Ed 1587 Broch, Hermann 1500 Brodati, Lev 1490 Brodski, Isaak 1461, 1490 Brodski, Joseph 34, 992, 1461, 1487 de Broglie, Louis 11, 31, 287, 295, 487 Brohm, Jean-Marie 1149, 1172 Brooks, Van Wycke 952 Brossel, Jean 303 Broussilov, Alexei 60 Brout, Robert 319 Brown, Dee 1570 Brueghel, Pieter 1000, 1058 Brundage, Avery 1169 Brundtland, Gro Harlem 227, 2004

Bruner, J. S. 1209 Bruno, Giordano 401, 417 Buber, Martin 1499 Buck, Pearl 1542 Bughin, Philippe 1182 Bunge, Mario 803 Buñuel, Luis 12 Burgess, John W. 723 Burian, E. F. 1501 Burke, Edmund 1112 Burke, Peter 632 Burkina Faso 495, 1764 Burri, Alberto 1099, 1102, 1105, 1109 Burt, Cyril 871-74 Bush, George, Sr. 1531, 1583, 2155 Bush, George W. 27, 180, 1582 Bushnaq, Muhammed 1710 Buyanemiikh, S. 1950 Buzzati, Dino 998 Bykovski, Valery 33 Bykov, Vasily 33, 1005

C

Cabal, James 952
Cabral, Amilcar 1782
Cachin, Marcel 16
Caetano, Marcello 22
Cage, John 1113
Caillois, Roger 1150, 1615
Cain, James 952
Cairns-Smith, Graham 381
Cakoyannis, Michael 1518
Calder, Alexander 1086
Caldwell, Erskine 952
Caldwell, J. C. 671
Calvino, Italo 998
Camara, Sory 1024

Cameroun 46, 57, 1024, 1170, Caro, Antonio 1136 1267, 1342, 1345, 1751 Carnot, Sadi 1160 Carpentier, Alejo 1017, 1618 Campbell, Donald, 763,771 Campo, Ibáñez del 1603 Carpentier, Georges 1179 Campra, Rosalba 1615 Carrà, Carlo 1066-71 Camus, Albert 34, 995, 1443 Carrel, Alexis 426 Canada 10, 45, 59, 76, 180, 187, Carr, Emily 1013 425, 445-46, 512, 517-18, Carr, G. S. 1832 Carr Saunders, Alexander M. 668 623-4, 747, 753, 824, 856, 883, Carson, Rachel 855 1012-14, 1020, 1159, 1199, Cartan, Élie 348 1246, 1282, 1311, 1313-14, 1342, 1362, 1366, 1525-29, Carter, Jimmy 25, 1531, 1578, 1531-32, 1535-36, 1347-48, 1581 1350-58, 1562, 1577, 1584-90, Casanova, Eugenio 1290 1643-44, 1647, 1839 Casanova, Danielle 213 Candar, Krisan 1027 Caso, Antonio 803 Candido, Antonio 1615 Cassona, Carlo 997 Canetti, Elias 1004, 1500 Castelli, Leo 1122 Cannan, Edwin 668 Castro, Fidel 18-19, 124, 142, Cantor, Georg 344 1016, 1253, 1528, 1566, 1603, Cao Yu 1923 1637, 1656 Cavafis, Constantin P. 998 Čapek, Karel 996, 1501, 1521 Capote, Truman 952 Cavalcanti, Emiliano di 1631 Cap-Vert, îles 1751 Ceaucescu, Nicolae 28, 1517 Caraïbes 62, 76, 113, 127, 164, Cela, Camilo José 993 171, 224, 246-47, 604, 825, Céline, Louis-Ferdinand 994 1014-5, 1023, 1190, 1198,1203, Césaire, Aimé 159, 1014, 1024, 1216, 1222, 1224-27, 1234, 1444 1343, 1358, 1364, 1366-67, Cézanne, Paul 1044, 1054 1548, 1590, 1595, 1638, 1643, Chadre, Ivan 1491 1645, 1649-1656, 1659-65, 1982 Chadwick, James 308, 2050 Cardenal, Ernesto 1619 Chafran, Danil 1488 Chagall, Marc 1491 Cárdenas, Lázaro 85, 1597 Carey, Peter 1036 Chagnian, Marietta 1484 Carlyle, Thomas 1663 Chaliapine, Feodor 1488-89 Carmichael, Stokeley 160 Chamberlain, Lord Neville 8, 95, Carnap, Rudolf 388, 781 944 Carnegie, Andrew 1297, 1299 Chamberlain, Owen 318 Carnegie, Dale 952 Chamberlin, Edward H. 691 Carné, Marcel 14 Chandler, Alfred D. 630

Chand, Prem 1028	223-25, 233, 245, 378, 421,
Chandra, Bipan 625	451, 454, 483, 488, 507-8, 519,
Chandra, Harish 349	531, 576, 599-600, 618-25, 631,
Chang, Chiyon 1943	662-63, 743, 794-97, 813, 818,
Chang, Yong-hack 1947	823, 831, 837, 845, 850, 856,
Chánh, Hō Biēu 1930	860, 893, 896-97, 900, 906, 910,
Chapin, Daryl 573	937, 957, 1033-35, 1116, 1120,
Chaplin, Charlie 14, 939, 1537,	1126, 1139, 1159, 1170-73,
1563	1184, 1204, 1227, 1232, 1234,
Chapochnikov, Boris 1472	1242, 1301-2, 1313, 1346-47,
Charcot, Jean-Martin 877	1351, 1362-63, 1370, 1388,
Charlebois, Robert 1585	1459-60, 1482, 1484, 1493,
Charles XII 619	1544, 1547, 1559, 1561-1562,
Charpak, Georges 363	1573, 1677, 1719, 1809, 1839,
Char, René 999	1863, 1914-32, 1940
Chaudhury, Nirad 34, 1028	Chin-gon, Hyon 1944
Chávez, Carlos 1626	Chirico, Giorgio De 1076-77,
Chávez, Cesar 1570	1081, 1439
Chen, Baichen 1923	Chisholm, Brock 438
Chen, Duxiu 1922	Chissano, J. 161
Chenguelaïa N. 1493	Chklovski, Joseph 1473
Chen Jiangong 1925	Chklovski, Victor 1059
Chen Jingrun 1928	Chmarinov, Mikhaïl 990, 1848
Chen Nin Yang 319	Chomsky, Noam 739-40, 788,
Chen Yingzhen 1933	868, 2091
Cheng Yanqiu 1923	Chopin, Frédéric, 1504
Chevtchenka, Tarras 1468, 1486	Chostakivitch, Dmitri 1488, 1493
Chien Shiung Wu 319	Choukhov, Valdimir 1491
Childe Vere, Gordon 660	Choukri, Mohamed 1741
Chili 140, 162-64, 176, 623-24,	Chraïbi, Driss 1020
802, 1016, 1171, 1194, 1255,	Christaller, Walter 748, 750
1312-13, 1344, 1596-97, 1600,	christianisme 215, 419, 606, 817,
1603-06, 1610, 1623, 1627,	820-21, 825, 829, 831-34, 837,
1629, 1634	839, 900, 989, 1154, 1358,
Chilov, Alexander 1490	1755-1756, 1767
Chine 10, 16-18, 31, 46-48,	Chugaev, Lev 1475
51-52, 56, 58, 60, 62-63, 84,	Churchill, Winston 16, 100, 105-6,
86-89, 97-100, 111, 116-19,	117, 120, 1561, 1644
122, 124-25, 134, 136, 141, 168,	Chvistek, Léon 1505
172, 176, 178-79, 187, 214, 221,	Chytilová, Vera 1516

Cioran, Emile 995	Cook,
Clair, René 14	Coole
Clark, Grahame 658	Coom
Clark, John 1121, 1141	Coope
Clark, John Pepper 1024	Coove
Clark, Petula 946	Coper
Claudel, Paul 12, 989	Čopić,
Claus, Hugo 1006	Coqer
Clay, Cassius 1175	Corée
Cleland, John 950	119,
Clemenceau, Georges 1160	223,
Clinton, Bill 27, 1334, 1531, 1578	531,
Coale, A. J. 670	908,
Coase, R. 702	123:
Cocteau, Jean 12-13, 1439	156
Coetzee, J. M. 1026	1914
Cohen, Paul 346	198′
Cohn-Bendit, Daniel 38	Correa
Cole, Lester 953	Cortáz
Collins, Jim 930	Costa,
Collins, Michael 1575	Costa
Colombie 164-5, 830, 1013, 1016,	Côte d
1212, 1302, 1529, 1531-	124
1532, 1553-54, 1557, 1585,	Coube
1587, 1590, 1596,-97, 1600,	1165
1603-04	Coulei
Comeron, Manuel 1172	Courte
Commoner, Barry 1200	Cowar
Common, John R. 701	Cowar
Comte, Auguste 389, 677, 802,	Creme
894, 1943	Crick,
Congo 11, 22, 47, 54, 113,	Crick,
162, 629, 1024, 1026, 1048,	859
1169, 1173, 1732, 1751, 1764,	Crnjar
1768-69, 1778	Croce,
Congwen, Shen 1923	Cromb
Connolly, James 1163	Cromy
Conrad, Joseph 54, 115, 644, 1082	Cross,
Cook, îles 1969, 1982	Cruz,
Cook, James 893, 1970	Csoko

Thomas 1158 y, Charles Horton 678 araswamy, Ananda 1887 er, Gordon 33 er, Robert 1012 mic, Nicolas 393, 536, 876 . Branko 1511 ry-Vidrovich, Catherine 629 17-8, 47, 56-8, 62-3, 88, , 121-2, 136, 169, 178, 187, , 233, 245, 249, 490, 529, , 631, 823, 825, 831, 860, , 910, 1032-3, 1184, 1232, 5, 1343, 1388, 1460, 1558, 1-4, 1583, 1644, 1811, 1889, 4-5, 1918, 1943-8, 1980, 7 a, Luis Héctor 1625 zar, Julio 1018, 1618 Lucio 1634-35 Rica 466, 1267, 1596, 1603 d'Ivoire 1026, 1302, 1212, 1, 1751, 1764, 2004 ertin, Pierre de 1160-63, 5, 1169, 1179, 1999 i, Liviu 1517 enay, Jan Baudouin de 1505 n, Clyde L. 311 rd, Noel 946 er, Jean 1764 Bernard 727 Francis 305, 335, 368, 496, nski, Miloš 1510 e, Benedetto 675,803 bie, A. 395 well, Oliver 1392 . Ian 1037 Sor Juana Inés de la 1620 or, Franz Theodor 1500

Csontváry, Tivadar 1508 Darwin, Charles 275, 338, 340, 369-70, 378, 419, 659, 795, 866, Csoóry, Sandor 1513 Cuba 18-19, 48, 123-24, 142-3, 876, 1142, 1971 Darwish Mahmūd 1022 200, 225, 446, 466, 623, 802, Darwish, Sayed 1726 910, 1159, 1193, 1232, 1253, Daryl, Philippe 1161 1274, 1304, 1312, 1349, 1362, Dassin, Jules 1563 1366-67, 1373, 1388, 1461, Datong, Tienhsia 795 1484, 1543, 1566, 1596, 1603, Daunais, Jean 1014 1612, 1656, 1663, 1789 Davičo, Oskar 1511 Cummings, E. E. 952 Davidson, Donald 701, 782 Cunha, Euclides da 1621 Davies, Natalie Zemon 632 Cunningham, Walter 549 Davis, Jack 1036 Curie, Marie 5, 1415-16 Davis, Kingsley 671 Curie, Pierre 1415 Cviiič, Jovan 1509 Debierne, André 1415 Cybis, Jan 1505 Debord, Guy 1131 Czechowicz, Jósef 1505 Debreu 700 Czóbel, Béla 1508 Decroly, Ovide 1208 Czyżewski, Tytus 1505 Deere, John 493 De Forest, Lee 524, 534 D Dejmek, Kazimierz 1515 Delacroix, Eugène 1080 Dabrowska, Maria 1504 Delafosse, Maurice 1764 Dacey, George C. 527 Delanty, Gérard 585 Dafu, Yu 1034, 1923, 2028 Delbrück, Max 341 Dagerman, Stig 1006 del Campo, Ibanez 992 Daguerre, J.-M. 1275 Deleuze, Gilles 1131 Dahomey 1752, 1787 Delibes, Miguel 993 Daisne, Johan 1006 Deligne, Pierre 351 Daladier, Georges 8, 94 Deloria, Vine 1570 Dalí, Salvador 12 Delors, Jacques 127, 1636, 1639 Damas, Léon 1024 Demangeon, Albert 748

Débat, Alphonse Massambat 1169 Danne, Jacques 1415 Dempwolff, Otto 735 Daoud, prince Mohammed Deng Jiaxian 1927 1690-92 Deng Xiaoping 31, 125, 141, Dario, Rubén 1015, 1614, 1619 1919, 1927 Darnton, Robert 632 Denisyuk, Yuri 1474 Darsono, Raden 1904 Deni, Viktor 1490 Depang, Hou 1925 Dart, Raymond 663

Depestre, René 1015 Doderer, Heimito von 1500 Derain, André 13, 1048 Dokoutchaev, Vasily 1469 Derkovits, Gyula 1508 Domar, Evsey 702 Derozio, Henry Louis Vivian 1811 Domingo, Juan 1647 Derrida, Jacques 787, 969 Donelaitis, I. 1486 Déry, Tibor 997, 1508 Dong Zuobing 1926 Desai, Anita 34, 1029 Donleavy, J. P. 951 Descartes, René 393, 401, 597, Donskoï, Mark 1493 794 Doob, Joseph 347 Dórati, Antal 1507 Desgrange, Henri 1173, 1180 Desnos, Robert 988, 1024 Dorfman, Ariel 968 Desplagnes, Louis 1764 Dos Passos, John 12, 1009 Dessalines, Jean-Jacques 1657 Dostoïevski, Fiodor 990, 1483 Doudinskaïa, Natalia 1489 Devi, Mahasveta 1029 Deville-Danthu, Bernadette 1179 Doudintsev, V. 1485 Dewey, John 682, 782, 794-95, Douglas, Mary 648 Dounaïevski, Isaac 1488, 1493 866, 1207-8, 1922 Dewey, Melville 1297 Dovjenko, Alexander 1493 Dharmapala, Angarika 1886-87 Draper, John William 417 Dharmawardene, Granville 1892 Dreiser, Theodore 952, 1008-09 Diaghilev, Serguei 13, 1489, 1504 Drieu La Rochelle, Pierre 1439 Díaz, Porfirio 802, 1191, 1253, Druzhinin, Nikolai 1482 1597, 1613 Dubois, William Eduard Dib, Mohammed 1020, 1741, Burghardht 136, 1542, 2024 2163 Dubuffet, Jean 1099, 1102-03, Didon, Père 1161 1105, 1109 Dietrich, Marlene 14 Duchamp, Marcel 1064 Diller, Barry 1337 Ducharme, Réajean 1014 Duda-Gracz, Jerzy 1515 Dilthey, Wilhelm 678, 803 Dimitrov-Maistora, Vladimir 1510 Dugarzhabu, M. 1950 Ding, Wenjiang 1925 Duhamel, Georges 1433 Diop, Birago 1024 Duhem, Pierre 389-94, 401, 419 Dirac, Paul A. M. 287-88, 290, Dulles, John Foster 122 302, 309, 318-19 Dumas, Roland 1095 Dirks, Nicholas 894 Dumézil, Georges 813 Djebar, Assia 1020, 1741 Dumont, Arsène 669 Djilas, Milovan 1517 Dunikowski, Ksavery 1505 Dmytryk, Edward 953 Dunning, William A. 724 Döblin, Alfred 987 Duplessis, Maurice 1557, 1584 Duras, Marguerite 34, 1001 Dobrolioubov, Nikolai 1487

During, Bertrand 1153 Eiffel, tour 1057-58, 1084-85 Durkheim, Émile 612, 646-47, Eilenberg, Samuel 354 651, 675-76, 678-81, 731, 759, Eimi, Yamada 34, 1032 1151 Einstein, Albert 5, 11, 31, 275, Durrah-Mouhannaal 1711 277-83, 286-87, 295, 300, Dürrenmatt, Friedrich 1003, 2088 324-325, 487, 536-37, 853, 915, Durych, Jaroslav 1502 918, 1011, 1528, 1549, 1849, Dutschke, Rudi 37 1886, 1925, 1935 Dutt, Romesh Chandra 621 Eisele, Donn F. 549 Eisenhower, Dwight D. 19, 111, Dvarionas, Balys 1488 Dvořák, Antonín 1501 122-23, 1283, 1978 Dygat, Stanislaw 1511 Eisenstadt, S. (Shmuel) N. 144, Dylan, Bob 37, 2105 235 Dzhalil, Moussa 1485 Eisenstein, Sergeï 14, 351, 1493 Dzhambul 1485 Eisner, Michael 1337 Dziewecki, Kazimierz 1513 Ekböms, Tørsten 1007 Dzigan, Efim 1493 Ekk, N. 1493 Elias, Norbert 1155 E Eliot, T. S. 12, 952, 990 Eddine, Ahmad Bahā 1729 Ellington, Duke 13 Eddington, Arthur 302, 325 Ellis, Albert 880 Eden, Anthony 24, 111 Ellis, William Webb 1158 Edgerton, David 1418 Ellison, Ralph 1011 Edney, Matthew H. 1839 Elsschot, Willem 1006 Edwards, Robert 858 Eltsine, Boris 1462 Efimov, Boris 1490 Éluard, Paul 12, 988, 1074-78, Efremov, Ivan 1005 1080 Egerod, Soren 735 Elytis, Odysseus 998, 1518 Egry, József 1508 Enescu, George 1509 Égypte 11, 21, 24-26, 34, 46, Engelberg, Ernst 626

Engelgard, Vladimir 1456 49, 63-64, 71, 108, 138, 145, Engels, Friedrich 630, 663, 924 147-148, 186, 216, 221, 435, 623, 660, 663, 814-16, 856, Englert, François 319 1021-22, 1047, 1150, 1234, Enlai, Zhou 144 1243, 1314, 1345, 1370, 1478, Equiano, Olaudah 1657 1681, 1689, 1699, 1701, 1709, Erdmann, Karl Dietrich 623 1722-30, 1732-36, 1738, 1741, Erikson, Erik H. 235, 878 1753-54, 1757, 1788 Erkeny, I. 1513 Ehrenbourg, Ilia 34, 991, 1485 Ermler, Fridrikh 1493 Eiffel, Gustave 1057 Er Nazar 1954

Ernesaks, Gustav 1488 Er, Nie 1923 Ernst, Max 12, 1072-83, 1088, 1103, 1106 Erofeïev, Vénédict 1006 Espagne 8, 11-2, 30, 46, 53, 57, 73, 75, 79, 91-93, 95, 140, 212, 249, 251, 434, 445, 508, 510, 883, 910, 923, 992, 1009, 1016, 1046, 1050, 1065, 1084-89, 1094-95, 1100-1, 1111, 1139, 1141, 1171, 1197, 1236, 1274, 1294, 1297, 1315, 1344, 1358, 1361, 1363, 1365, 1369, 1442, 1493, 1562-1563, 1596, 1630, 1643, 1752, 1771, 1970 Essenine, Sergei 1483 Esterházy, Péter 1514 États-Unis d'Amérique 5, 9, 15, 17-8, 24-7, 29-30, 45-6, 48-9, 53-4, 57, 59, 62, 74-5, 77, 88-9, 93, 98-100, 106-7, 110-11, 116-119, 121-7, 129, 141-42, 146-48, 151-2, 163, 179, 187, 201-2, 245, 426, 431, 438, 473, 489, 510, 531, 538-39, 549-50, 576, 623, 631, 727, 730, 821, 823, 835, 837, 851, 872, 909-12, 952, 968, 1008, 1014, 1034, 1071, 1076, 1122, 1126, 1130, 1137, 1159, 1164, 1170, 1175, 1191, 1198, 1200, 1215, 1267-68, 1274, 1310-1, 1314, 1342, 1375, 1392, 1396, 1459-60, 1462, 1477, 1487, 1525-7, 1529, 1532, 1536, 1541-1544, 1548-50, 1554, 1558, 1559, 1561, 1565-6, 1573-74, 1576-77, 1580, 1582-83, 1588, 1595,

1598, 1612, 1643-5, 1647, 1668, 1690, 1696, 1704, 1716, 1745, 1791, 1805, 1840, 1865, 1906, 1915-1918, 1941, 1976, 1980-2, 1985 Éthiopie 8, 32, 52, 57, 153-54, 158-159, 161, 166, 433-34, 442, 603, 663, 1065, 1231, 1302, 1346, 1544, 1732, 1752, 1754-57, 1773-74, 1779 Euler, Leonhard 363 Europe 3, 5, 9, 16-18, 28-31, 38, 45-61, 63, 65, 69, 71-76, 81, 83-84, 86, 88-89, 94-100, 107, 110, 114, 116-117, 119-21, 125, 127-128, 135, 172-74, 179, 182, 189, 192, 202, 208-9, 212, 215-16, 218-22, 225-26, 234, 244-45, 247, 282, 373, 377-78, 387, 422, 425-26, 428, 431, 434-36, 443-444, 446-47, 454, 456, 473-74, 488, 525, 531, 599, 600, 611-12, 618-20, 624-26, 628, 631-32, 637, 660-64, 667-68, 677, 681-683, 685, 700, 703, 719-20, 722-730, 736, 746-48, 751, 753, 757-762, 764, 766, 769, 779-80, 783-784, 786-89, 792, 797, 801, 807, 809, 816, 819, 826, 829, 834, 837-38, 847-48, 852, 856-57, 871, 873, 884-86, 893, 898, 900, 906-10, 912-13, 935, 937, 962, 977, 984, 986-87, 1000, 1010, 1013, 1023, 1043-44, 1053, 1057, 1060-61, 1063, 1065-66, 1080-82, 1086, 1092-93, 1096, 1098-1102, 1106, 1111, 1122-23, 1126, 1130, 1151, 1154, 1156-59, 1170, 1173,

1175, 1180, 1183-85, 1190-91, Faïz, Faïz Ahmed 1028 1193-96, 1199, 1201-1203, Fajans, Kazimierz 1506 1207, 1212, 1215, 1225-1227, Falla, Manuel de 13 1232, 1240, 1242, 1249-1251, Falwell, Jerry 1578 1280, 1288, 1289-90, 1297, Fanon, Frantz 138, 648, 1131, 1444 1300-01, 1305, 1309-11, 1314, 1341-50, 1352, 1357-58, 1360, Farag, Alfred 1728 1363-65, 1379-80, 1383, 1385, Farah, Nurudin 1025 1388-89, 1405-07, 1411, 1414, Farès, Nabile 1020 1416-17, 1421-22, 1425, 1428, Farīd, Mohamed 1723 1430-32, 1435, 1438-45, Faris, Muhyi al-Din 1736 1447-1448, 1450-51, 1457-58, Faris, Nabih Amin 1709 1460-1462, 1480-81, 1497-99, Fariz, Husni 1711 1501-1502, 1506-07, 1510-14, Farnswoth, Philo T. 1280 Farouk I^{er} 24, 1727 1516, 1518-19, 1521, 1524, 1526-1527, 1529, 1534, 1543, Farrell, James T. 952, 1008 1547-51, 1555, 1558, 1561, al-Fatāt, Misr 1727 1562-64, 1577, 1582-83, Faulconer, John 1180 1588, 1597, 1611-12, 1627-28, Faulkner, William 12, 952, 1009, 1542 1630-31, 1635, 1643-1644, 1650-57, 1662, 1674, 1678, Fautrier, Jean 1097-99, 1101-02, 1682, 1701-02, 1722, 1725, 1129 1738, 1744-45, 1752, 1754, Favorsky, Aleksandr 1469 1779, 1805, 1854, 1896, 1898, Favorsky, Vladimir 1490 1903, 1905, 1915, 1921, Faysal I^{er} 1700 1934-35, 1938, 1941, 1965, Fazil Hüsnü Daglarca 1683 1968, 1970, 1973-1975, 1981, Febvre, Lucien 621 1984, 1988 Fédine, Constantin 991, 1483 Evans-Pritchard, Edward 1733 Fedorenko, Nikolai 1479 Everett, Hugh 296 Feigl, Herbert 781 Evgeni Tikotski 1488 Feininger, Lyonel 954 Ferenczy, Béni 1508 Eysenck, Hans J. 874, 880-81 Evtouchenko, Evgeni 1486 Ferguson, Adam 720 Eyüboglu, Sabahattin 1682 Fermi, Enrico 287, 302, 308, Ezekiel, Nissim 1028 310-311, 1549 Fernando Po 1752 Ferrarotti, Franco 686 Fábri, Zoltán 1513 Ferreira, Vaz 803 Fadeïev, Alexandre 991, 1484 Ferro, Antonio 1439

Fersman, Alexander 1470

F

Fairbanks, Douglas 1537

Fesenkov, Vasili 1473 Feuchtwanger, Leon 987 Feyerabend, Paul Karl 783 Feynman, Richard 313 Fibich, Zdenek 1501 Fichte, Johann Gottlieb 935 Fidji 1969, 1971, 1975, 1982-83 Figari, Pedro 1630 Fikret, Amirov 1488 Filla, Emil 1501 Findley, Timothy 1013 Firdousi, Abulkasim 1486 Firdusi 1687 Firth, John Rupert 737-38, 740 Firth, Raymond 648 Fischer, Leck 1007 Fisher, Desmond 1396 Fitelberg, Gregory 1504 Fitzgerald, Francis Scott 952, 1009 Fizouli, Muhammad 1486 Flack, Edwin 1163 Fleming, Alexander 430, 435 Flerov, Georgi 1474 Flichy, P. 1273 Focillon, Henri 5 Foerster, Josef Bohuslav 1501 Foley, William A. 735 Fomine, Ivan 1491 Fonseca, Rubem 1019 Fontaine, Just 1170 Fontana, Lucio 1099, 1102, 1104 Ford, Aleksander 1515 Ford, Gerald 1575 Ford, Henry 924 Foreman, George 1176 Forlanini, Carlo 429 Forman, Miloš 1516 Forman, P. 412 Foster, Edward Morgan 1028

Foucault, Michel 653, 788, 897, 947, 969, 1131, 1444 Fourastié, Jean 1433 Fourmanov, D. 1484 Fowles, John 1003 Fragonard 1098 France 7-9, 11-12, 17, 20-22, 24, 29-30, 32, 34, 38, 46, 54, 57-61, 63-65, 74-75, 78, 89-99, 108-14, 116, 120, 122, 129, 144, 146, 160, 168, 187, 212-13, 219, 222, 224, 226-27, 237, 239-40, 333-334, 424-33, 438, 445, 452, 471, 486, 489, 508, 603, 612, 618-19, 621, 628, 632, 662, 679, 727, 746-47, 759, 784, 820, 829, 845, 876, 882-83, 910, 936, 940, 950, 954, 985, 989, 992, 994-96, 999, 1020, 1024, 1044, 1047, 1050, 1061-62, 1075-76, 1078, 1082-1086, 1089, 1097, 1125, 1151, 1154, 1156-61, 1242, 1246, 1249, 1274, 1280, 1289-90, 1294, 1311, 1313, 1342, 1345, 1348, 1352-53, 1358, 1361, 1363, 1380, 1386, 1389, 1395, 1412, 1414-15, 1418, 1422, 1424, 1430, 1433-1436, 1440, 1443, 1448, 1450, 1497, 1500, 1508, 1510, 1524, 1543-44, 1551, 1559, 1562, 1603, 1678, 1695-96, 1700, 1745, 1751, 1761, 1764, 1775, 1779-80, 1838, 1914, 1975, 1981, 1986-87 Francesca, Piero della 1628 Franck Crick 305 Franck, André Gunder 621

Franco, Francisco 8, 93, 1016, G 1087-93, 1095, 1100-01 Gaal, Franziska 1507 Franco, Jean 1614, 1621 Gaál, István 1513 François-Ferdinand 59 Gabon 482, 1751 Frank, Ilya 1473 Gadamer, Hans-Georg 785 Franko, Ivan 1486 Gadzhibekov, Useir 1488 Frazer, James 644, 894, 1073, Gagarin, Yuri A. 33, 539, 547, 1110 1192, 1472 Frédéric le Grand 626 Gaidenko, Piama P. 422 Fredi, Pierre de 1160 Gaitav 1952 Frege, Gottlob 780 Galbraith, John K. 702, 1539 Freinet, Célestin 1435 Galczyński, Konstantyn Idelfons 1505 Freire, Paulo 1639 Freud, Sigmund 12, 680, 785-86, Galilée, Galileo 277, 281, 393, 788, 875, 877-79, 951, 987, 401, 409, 418-19, 536, 556, 1407 1010, 1073, 1078, 1110, 1208, Galland, Olivier 233 1499, 1521, 1572 Gallant, Mavis 1589 Freyre, Gilberto 1619, 1634 Gallegos, Rómulo 1016, 1618, Frick, Henry Clay 1534 1621 Friedan, Betty 852, 1571 Gallgher, John 49 Friedman, Alexander 325-26, Gallieni, Joseph 1764 697-698 Galsworthy, John 5, 989 Friedman, Milton 1539 Gamkrelidse, T. 735 Frisch, Max 1003, 2102 Gamow, George 325 Frisch, Otto 308 Gandhi, Indira 227, 1864-67 Fromm, Erich 878, 885 Gandhi, Mohandas Karamchand, Frost, Robert 952, 1010 Mahatma 10, 19, 70, 107, 144, Froude, Anthony 1663 214, 792-93, 832, 851, 1027-28, Fuchs, J. B. 1502 1565, 1817, 1855-56, 1887 Fučik, Julius 1511 Gandhi, Rajiv 1866 Fuentes, Carlos 1017, 1619, 2002 Ganga, Jean-Claude 1169 Fujita, Leonard Tsuguji 13 Gaos, José 1624 Fukuyama Francis 53, 1576 Garbo, Greta 14, 1537 Fuller, Calvin 581 Garcia Lorca, Federico 12, 992 Funk, Walther 1178 García Marquéz, Gabriel 1018, Furet, François 5 1616, 1618, 1622 Furner, Mary O. 720 Garciliano, Ramos 1019 Furtwängler, Wilhelm 954 Gardner, Erle Stanley 952 Fu Ssunien 622 Garner, Helen 1036

Garvey, Marcus 159, 1664 Gates, Bill 1337 Gath, William 1012 Gatti, Armand 1000 Gauguin, Paul 1047, 1072 de Gaulle 21-2, 30, 38, 105, 108, 112, 1585 Gavella, Branko 1510 Gazenko, Oleg 1472 Gee, Maurice 1037 Geertz, Clifford 649-50, 895, 975 Gelfond, A. O. 349 Gelfraigh, Vladimir 1491 Gell-Mann, Murray 319 Geltser, Ekaterina 1489 Gendron, Bernard 930 Generalić, I. 1510 Genet, Jean 950, 1000 Gengis Khan 1687 Genovese, Elizabeth Fox 631 Genovese, Eugene 631 George, Waldemar 1083 Géorgie 1458, 1464, 1467, 1486-1488, 1493, 1568, 1962 Gerogsian, Paul 1710 Gershwin, George 965, 1542 Ghaban, Fathi 1710 Ghalib, A. K. 1027 Ghali, Hakri 1728 Ghana 21, 113, 135, 801, 1240, 1664, 1751, 1778, 1789 Ghazi 1717 Ghelderode, Michel de 1000 Ghose, Aurobindo 792-93, 832 Ghosh, Amitav 1030 Ghosh, Jnanendra Chandra 1816 Ghosh, Rashbehari 1815 Giacometti, Alberto 1112 Giambiaggi, Juan Jose 313 Gianjevi, Nizami 1486

Gibbon, Edward 951 Gibrān Khalīl Gibrān 1022 Gibson, William 1336 Giddens, Anthony 686, 1380 Giffard, Pierre 1180 Gilbert, Joseph Henry 496 Gilels, Emil 1488 Ginastera, Alberti 1626 Ginsberg, Allen 952, 1010 Ginzburg, Carlo 632 Giotto 1628 Girardin, Émile de 1273 Gladkov, Fedor 1484 Gladstone, William 49 Glashow, Sheldon 314 Glazounov, Alexandre 1487 Glazounov, Ilya 1490 Gleason, A. 348 Glenn, John H., Jr. 539, 547 Glier, Reingold 1487 Glinka, Mikhail 1487 Glissant, Édouard 1015 Gluckman, Max 647 Gočár, J. 1502 Godard, Jean-Luc 1444 Godbout, Jacques 1585 Goddard, Robert 537-38 Gödel, Kurt 345-46, 781 Godowski, Leopold 1504 Goebbels, Joseph 1389, 1437 Goffman, Erving 650 Goga, Octavian 1510 Gogol, Nikolai 1033 Gokhale, Gopal Krishna 1812 Goldenveizer, Aleksandr 1488 Golding, William 1002 Goldman, Emma 1534 Goleïzovski, Kasian 1489 Goma, Paul 995 Gombrowicz, Witold 997, 1504

Gomes, Carlos 1626 1840-1, 1914-5, 1920, 1972, Gompers, Samuel 1538 1974-5, 1977, 1979 Gonchar, Oles 1485 Granet, Marcel 813 Goncharova, Natalia 1053 Gransow, Volker 1399 González Martínez, Enrique 1619 Grass, Günter 34, 1003, 2094, Goodman, Bennie 1542 2162 Goodman, Paul 1572 Graunt, John 667 Goody, Jack 651, 899 Greenberg, Clement 1109, Gorbatchev, Mikhaïl 27-8, 1462, 1113-14, 1124 Greenberg, Joseph H. 735, 1114 1518 Gordimer, Nadine 34, 1026 Greene, Graham 952 Göring Hermann 1090 Greer, Germaine 852 Gorki, Maxime 13, 990, 1275, Grégoire XV 1388 1469, 1484 Grekov, Mitrofan 1490 Gorky, Arshile 1108 Griaule, Marcel 644, 801, 1764 Grieg, Nordahl 1007 Gorostiza, José 1016 Gouldner, Alvin W. 686 Griffith, D. W. 1275, 1535, 1537 Gould, Stephen J. 1116, 1142 Griffith-Joyner, Florence 1174 Goumiley, Nikolai 1483 Grigorovich, Yuri 1489 Govaert, Serge 1172 Grillparzer, Franz 1499 Goytisolo, Juan 993 Gris, Juan 13, 1628 Grabar, Igor 1490 Gromov, Mikhail 1477 Graham, Billy 1578 Gropius, Walter 14, 954 Gramsci, Antonio 790 Grossman, David 1023 Gran, Ahmed 1756 Grossman, Vasili 1005, 1485 Grande-Bretagne 7-11, 21, 23-24, Grosz, George 954 29, 45-47, 50, 53-54, 57-60, Groszkowski, Janusz 1516 63-65, 69-70, 73-76, 88-90, Grothendieck, Alexandre 351 92-96, 98, 107-8, 113-14, Grotowski, Jerzy 1515 116-17, 122, 148, 333, 424-28, Grousset, Pascal 1161 432, 438, 445, 482, 550, 613, Grove, Frederick 1013 619, 625, 662, 720, 726-27, 747, Guarnieri, Mozart Camargo 1626 749-50, 758, 847, 893, 910, 940, Guatemala 111, 1200, 1239, 1255, 944-46, 951, 1066, 1156-58, 1596, 1601, 1604 1161, 1172, 1197, 1209, 1215, Guayasamin, Oswaldo 1632 1291, 1294, 1298, 1353, 1369, Guber, Aleksandr 1482 1384, 1386, 1392, 1419, 1426, Guerassimov, Aleksandr 1490 1459, 1497, 1536, 1553-4, 1562, Guerassimov, S. 1493 1596, 1717, 1727, 1761, 1781, Guerlac, G. 395 Guerre, Martin 632 1786, 1805, 1811, 1816, 1838,

Guève, Tène Youssouf 1742 Haddad, Fuad 1728 Guido, Ángel 1632 Hafez 1687 Guillén, Nicolás 1016, 1619 Hahn, Hans 781 Guinée 735, 741, 894, 896, 1071, Hahn, Otto 31, 308, 700, 703, 1169, 1342-3, 1345, 1349, 1751, 1416 1765, 1787, 1969-71, 1975-7, Hailé Sélassié 8, 91, 1757 1982-83 Hajjaj, Emad 1711 Hajnal, John 633 Guinsbourg, Vitali 1473 al-Hakīm, Tawfīq 1021, 1726 Guippious, Zinaida 1487 Güiraldes, Ricardo 1618 Halabi, Sophie 1710 Guliam, Gafur 1965 Halas, František 1501 Gunesekera, Romesh 1029 Halban, Hans 308 Guoyang, Du 797 Haldane, John 380 Gouramichvili, D. 1486 Hali, A.H. 1027 Gurevich, Aaron J. 632 al-Hallaj, Mustafa 1710 Gurragcha 1952 Hallen, Barry 802 Guston, Philip 1108 Hall, Granville Stanley 866 Halliday, M.A.K. 737, 740 Gutfreund, Otto 1502 Gutiérez, Gustavo 830, 1255 Halloran, James Dermot 1264 Gutiérrez, Robledo 246 Hall, R. 395-6 Gutiérrez, Ramón 1632-3 Hamdan, Gamal 1728 Gutsmuth, Johann 1156 Hamelink, C. J. 1264 Guttmann, Allen 1151-2 Hamina, Mohamed Lakhdar 1741 Guttmann, Ludwig 1166 Handke, Peter 1004 Gu, Wenda 1140 Hansen, A. B. 669 Guzmán Blanco, Antonio 1613 Hanuszkiewicz, Adam 1515 Haqqī, Yehia 1726 Gyaurov, Nikola 1510 Gyekye, Kwami 583, 802 Harada, Naojirô 1117 György, Spiró 1514 Harber, F. A. 670 Gyuzelev, Nikola 1510 Harb, Taláat 1724 Harcourt, Geoff C. 701 Н Harding, Sandra 1575, 1806 Haar, Alfred 348 Hardy, Godfrey Harold 1832 Hába, Alois 1501 Hare, David 1811 Habachi, René 800 Hare, R. M. 850 Haber, Al 1572 Harms, L. S. 1396 Habermas, Jürgen 686, 773, 791, Harrington, Michael 1567

> Harris, Marvin 648 Harris, Zellig 738

Harrod, Roy F. 669, 691, 702

850, 927, 1393, 1444

Habiboullah Khan 1685-6, 1695

Habibi, Emile 1022

Hart, Moss 952 Harvey, David 752, 929 Hašek, Jaroslav 1501 Haskell, Thomas 720 Hassan, Jémal Ould 1741 Hassan, Mubarak 1736 Hasse, Helmut 350-1 Hatta, Mohammed 112, 1907 Haug, Émile 374 Haugen, Einar 742 Hauser, Henri 1524 Hauser, Philip M. 671 Havas 1261, 1268, 1284 Havel, Václav 1516 Hay, John 1915 Haya de la Torre, Víctor Raúl 1603, 1637, 1647 Hayden, Tom 1572 Haydn, Joseph 1499 Hayek, Friedrich 692 Haykal, Muhammad Husayn 1021 Hazena, Česka 1159 Hearst, William Randolf 1274 Hebdige, Dick 930 Hébert, Anne 1014 Hecke, Erich 353 Hedāyat, Sādeq 1024 Hegāzī, Ahmad 1728 Hegedušić, Kristo 1510 Hegel, Georg Wilhelm Friedrich 193, 677, 796, 799, 847, 935, 937, 1642, 1943 Heidegger, Martin 784-5, 798, 803, 807, 848-9 Heisenberg, Werner 288-9, 294-5 Heitler, Walter 305 Hejāzi, Mohammed 1023 He Jingzhi 1929 Helander, Einar 255 Held, David 721, 731

He Lin 796 Heller, Agnes 1513 Hellman, Lillian 952 He Luding 1923 Hemingway, Ernest 12, 952, 1009, 1374, 1542 Hempel, Carl Gustav 388, 781 Henderson, Michael 1037 Hendrix, Jimi 1136 Hendy, Farrakhan 1029 Henein, Adam 1726 Henry VIII 944 Hepburn, Katherine 1542 Herbert, Alan 950 Herbert, Xavier 1036 Herder, Johann Gottfried von 1062 Hermite, Charles 349 Herrera y Reissig, Julio 1619 Herring, Pendelton 727 Herschel, William 362 Hertsen, Alexander 1491 Hesse, Herman 989 Hess, Harry 372 Hessen, Boris 1936 Hess, Victor 309 Hevesy, György József 1509 Heykal, Mahmad 1729 Heyrovsky, Jaroslav 1514 Heyward, DuBose 1542 Hezbollah 814 Hicks, John 691-2, 696, 700 Higgs, Peter 315, 319 Hikmet, Nazim 1023, 1683 Hilbert, David 289, 344-54 Hilferding, Rudolf 50 Hill, A. V. 1857 Hindemith, Paul 954 Hindenburg, Paul von 7, 80 Hippocrate 1381

Hirohito, Showa 87, 2036 Hiroshima 9, 97, 117, 168, 470, 853, 1549, 1917, 1931, 1968 Hirschman, Albert O. 703 Hiss, Alger 1563 Hitler, Adolf 6-9, 14, 80-1, 89-98, 488, 853, 938, 955, 1080, 1083, 1089, 1093, 1163, 1178, 1351, 1437 Hizir, Nusret 1684 Hjelmslev, Louis 736, 740 Hoberman, Perry 1139 Hobsbawm, Éric J. 3, 35, 631, 897, 1272, 1502, 1830 Hobson, John 49-50 Hô Chi Minh 20, 109, 1192, 1574 Höch, Hannah 1065 Hockett, Charles 738 Hoffman, Jerzy 1515 Hofman, Jósef 1504 Hofmann, Hans 1107 Hofmannsthal, Hugo von 1500 Hofstadter, Richard 618 Holan, Vladimir 1501 Holland, Thomas 1816 Holanda, Chico Buarque de 1627 Hollinger, David 1579 Hollywood 926, 939, 953-4, 1275, 1508, 1515, 1537, 1563 Holt, Kare 1007 Hondo, Med 1741 Honecker, Erich 28 Hong Kong 31, 88, 125, 245, 531, 823, 1143, 1227, 1235, 1342, 1347, 1529, 1881, 1920, 1932 Hongjuan, Ren 1925 Honzik, Karel 1502 Honzl, Jindrich 1501 Hoover, E. 670 Hoover, Herbert 1537

Hope, A. D. 1035 Horkheimer 791, 926-7, 931 Horkheimer, Max 925, 967 Horowitz, Vladimir 1489 Horney, Karen 878 Horton, Robin 1797 Horváth, Odön von 1500 Hosain, Attia 1029 Houtondji, Paulin 802 Houphouët-Boigny, Félix 22 Houssay, Bernardo A. 1608 Hove, Chenjerai 1026 Howells, William Dean 952 Hrabal, Bohumil 996 Hrozný, Bedřich 1503 Hua Guofeng 1919 Hua Luogeng 1925 Huang Binhong 1924 Huang Hyun 1943 Huang Jiqing 1928 Huang-Ti, Shi 1385 Huang Yanpei 1924 Hua Yu 1035 Hua Yanjun 1930 Hubbart, L. Ron 825 Hubble, Edwin 325-6, 328 Hu Feng 1926 Hughes, Langston 952, 1542 Huidobro, Vicente 1016, 1619 Huizinga, Johan 1150 Hulme, Keri 1037 Hulse, R. A. 282 Hulten, Pontus 1313 Humboldt, Alexander von 746 Hume, David 720, 780, 794, 1886 Hunt, G. 347 Huntington, Samuel P. 144, 727, 1580 Ḥusayn Haykal, Muḥammad 1021 Husayn, Tâhâ 34

Hu Shi 795, 1033, 1922, 1926 373-4, 425, 432, 451, 463, 466, al-Husri, Sati' 1700 470, 483, 488, 490, 563, 576, Hussein 10 621, 624-5, 629, 725-6, 792, Hussein, Abdallah 10 815, 825, 829, 831-2, 836-7, al-Hussein Ier, Abdullah ibn 1710 850-1, 856, 885, 894, 896-7, Hussein, Ahmed 1724, 1727 901, 906, 917, 937, 945, 951, Hussein, Fayçal 10 958-9, 1027-9, 1115-1117, 1120, Hussein, Fawzī 1728 1158-9, 1195, 1212, 1227, 1239, Hussein de Jordanie 24-5 1302, 1312-3, 1343, 1347-8, 1353, 1380, 1482, 1685, 1689, Hussein, Saddam 26, 1704 Hussein, Sharif 64 1719, 1771, 1805-6, 1808-Hussein, Tahā 1726 1810, 1812-24, 1828, 1830, al-Husseini, Ishaq Musa 1709 1833, 1837-46, 1849-50, 1854-9, al-Husseini, Jumanah 1710 1862-1868, 1878, 1881, 1883, Husserl, Edmund 783-4, 797, 803, 1889, 1892, 1910-2, 1933, 1976, 1499 1988 Huszárik, Zoltán 1513 Indonésie 16, 19-20, 71, 76-7, 111-113, 122, 136, 143-4, 152, Hu Xiansu 1925 Huxley, Aldous 952, 1002, 2050 165, 176, 179, 186, 224, 228, 483, 629, 814-815, 835-6, 910, Huxley, Thomas Henry 794, 1921 1030, 1072, 1081, 1227, 1302, ı 1343, 1347, 1349, 1353, 1805, Ibarruri, Dolores 1095 1881, 1897, 1904-7 Ibrāhīm, Sawnallāh 1022 Infeld, Leopold 1516 Ibsen, Henrik 1031, 1034 Ingarden, Roman 1506 Icaza, Jorge 1618 Ingres, Jean Auguste Dominique Idowu, Bolaji 584 1049 Idrīs, Yūsef 1726 Inhoon, Choe 1974 Idriss, Suhayl 1703 Inoue, Yasushi 1941 Igoumnov, Konstantin 1488 Iofan, Boris 1085 Iliouchine, Sergei 1470 Ioffe, Abram 1468, 1470, 1473, Illich, Ivan 1444 1480 Illyés, Gyula 1508 Ionesco, Eugène 996-7, 999-1000, Inber, Vera 1485 1003, 1510 Inde 10, 14, 19-20, 25, 34, 45, Ioudina, Marina 1488 49, 58-9, 63-5, 70-1, 73, 88, Ipatiev, Vladimir 1475 106-7, 111, 115, 122, 136, 144, Ippolitov-Ivanov, Mikhail 1487 152, 154, 158, 166, 169, 172, Igbal, Mohammad 799 178-9, 186-7, 189, 211, 219-21, Iran 10, 26, 52, 117, 134, 136, 223-225, 227, 245-9, 362, 146, 154, 165-6, 201, 228, 362,

493, 623, 814-5, 897, 939, 951, 1023, 1193, 1200, 1231, 1482, 1581, 1671-5, 1677, 1685, 1692, 1701, 1704, 1716-7, 1745-7, 1864, 1878, 1881 Iraq 10, 24-6, 64, 71, 108, 129, 136, 146, 154, 444, 493, 658, 1312, 1345, 1391, 1482, 1582, 1672, 1698-1704 islam 27, 140, 215, 799-801, 814-816, 820-1, 829, 832-3, 835-7, 906, 911, 942, 1175, 1193, 1217, 1240, 1358, 1671, 1679, 1685, 1688-90, 1692, 1699-1700, 1723, 1734, 1739, 1745, 1756, 1761, 1770, 1827-8 Ismaïl, Ezzedhine 1728 Ismā^cīl, Pasha 1723 Israël 23-7, 107, 122, 212, 227, 439, 445, 454, 829, 834-5, 957, 1022-3, 1197, 1358, 1527, 1577, 1681, 1703, 1708 Italie 6, 8-9, 12, 17, 29, 53, 57-9, 73-4, 79, 85-6, 90-3, 97-9, 120-121, 169, 189, 237-8, 258, 431-3, 470, 486, 675, 723, 747, 749, 830, 909, 940, 962, 990, 997, 1065-70, 1076, 1078, 1082-3, 1096, 1125, 1129, 1151, 1170-3, 1195, 1212, 1282, 1290-1, 1294, 1315, 1345, 1348, 1362, 1379, 1414, 1436-1437, 1439-40, 1443, 1447-7, 1458, 1507, 1515, 1536, 1543, 1548, 1562, 1678, 1686, 1751, 1757 Ivanov, Vjaceslav V. 735 Ivanov, Vsevolod 1484 Ivanov, Yanis 1488 Iwaszkiewicz, Jaroslaw 1504 Iyenger, M. O. P. 1818

Iyer, U. V. Swaminatha 1028 Iyer, Ullor S. Parameshwar 1028

J

Jabès, Edmond 1002 Jacob, François 338 Jacobi, Carl Gustav Jacob 351 Jahīne, Salāh 1726, 1728 Jahn, Friedrich Ludwig 1156-7 Jaki, S. 417, 419 Jakobson, Roman 736, 1501 Jamaïque 159, 444, 1302, 1362, 1366, 1654 Jamālzāde, Mohammed Ali 1023 James, C. L. R. 1650, 1654-8, 1660-2, 1664 James, Henry 1008 Jameson, Frederic 1137 James, William 678, 782, 1207 Janáček, Lzzeoš 13, 1501 Jancsó, Miklós 1513 Janet, Pierre 876 Janiszewski, Zymund 1504 Jansky, Karl 541 Japon 9, 14, 18, 34, 45-7, 49, 52-3, 57-8, 60, 62, 64, 72, 77, 84-9, 97-100, 118, 136, 169, 175, 179-80, 187, 222, 233, 244-5, 510, 531, 552, 554-5, 599-600, 612, 618-9, 622-4, 628, 675, 677, 725-6, 747, 749-50, 761, 774, 797-8, 823-5, 831-2, 860, 884, 908-10, 937, 1030-2, 1034, 1096, 1102, 1106, 1116-7, 1120, 1136, 1138, 1142, 1159, 1183-4, 1195, 1197, 1204, 1215, 1227, 1232, 1235, 1250, 1282, 1298, 1301, 1311, 1314, 1347-8, 1362, 1375, 1383, 1388, 1396, 1459, 1482, 1524, 1527,

1543-4, 1547-50, 1558, 1566, Jones, Harry 305 1583, 1617, 1627, 1644, 1782, 1820, 1839, 1851, 1878, 1914, Jones, W. 1828 1918-21, 1931, 1933-44, 1947-8, 1968, 1975, 1980-1, 1985, 1987 Jaracz, Stefan 1504 Jarov, Mikhail 1493 Jarry, Alfred 1050 1000, 1023, 1621 Jaruleski, Wojciech 28 Joy, H. 1036 Jaspers, Karl 784, 798, 803, 897 Jozy, Bandali 1709 Jastrun, Meczysław 1505 Juárez, B. 1636 Jayaratne, Chandana 1892 Jayawardene, J. R. 1888 Julie, Pauline 1585 Jean XXIII 837, 1217 Jean-Paul Ier 816 1107-8, 1110 Jean-Paul II 28, 816, 977, 2132, 2136 Jun Ishikawa 1032 Jefferson, Thomas 1525 Jenkinson, Hilary 1290 Jun Tosaka 798 Jensen, Joli 929 K Jesenský, Janko 1503 Jespersen, Otto 739 Kabalevski, Dimitri 1493 Jeu, Bernard 1150 Kadaré, Ismail 999 Jeyakantan, Tantapani 1028 Jiménez de Asúa, Luis et Felipe 1623 Jiménez, Juan Ramón 993 1521 Jinnah, Muhammad Ali 70, 107, Kahlo, Frida 1629 1814 Kahn, Richard 701 Joffre, Marshall Joseph 1067 Johns, Jasper 1124 Johnson, Andrew, président 1575 Johnson, Ben 1174 Johnson, Colin 1036 Kallas, Maria 1518 Johnson, Eldrige Reeves 1275 Johnson, Eyvind 1006 Kálmán, Imre 1507 Johnson, Lyndon 1531, 1569, 1573, 1578 Joliot-Curie, Frédéric et Irène 31, 308, 488

Jones, Lois Mailou 1048 Jordan, Michael 1159 Jordan, Pascual 288, 290 Jordanie 24-6, 148, 1706-12 Joyce, James 12, 951-2, 989, 997, Juhász, Ferenc 1513 Jung, Carl Gustav 785, 878, 1073, Jünger, Ernst 12, 1439 Junichiro Tanizaki 2076

Kadenyuk, Leonid 555 Kader, Ahmedou Ould Abdel 1741 Kafka, Franz 12, 987, 1006, 1500, Kalachnikov, Mikhael 1470 Kaldor, Nicholas 692, 701-3 Kalecki, Michal 691, 695-6, 701-2 Kalédine, Sergueï 1006 Kallen, Horace M. 1580 Kalninch, Alfred 1488 Kamin, Leon T. 873 Kanafānī, Ghassān 1022 Kanayama Akira 1103

Kandinsky, Wassily 954, 1062, 1101, 1106, 1111, 1491, 1630 Kane, Cheikh Hamidou 1025 Kanevsky, Aleksandr 1490 Kang Youwei 1921 Kano Hôgai 1117 Kant, Emmanuel 794, 797, 823, 850, 935, 937, Kantor, Tadeusz 1515 Kantorovitch, Leonid 1471, 1479 Kapferer, Bruce 650 Kapitsa, Pyotr 1469, 1475 Kapoor, Anish 1115 Kapp, Artur 1488 1723 Kaprow, Allan 1113 Kapur, Geeta 1120 Karaïev, Kara 1488 Karajan, Herbert von 1500 Karaki, Junzo 1940 Karam, Yusuf 800 Karinthy, Frigyes 1508 Karlgren, B. 735 Karmal, Babrak 1696 1795 Kármán, Theodor 1509 Karmen, Roman 1493 654 al-Karmi, Abdul-Karim 1709 Karpov, Anatoly 1490 Karzaï, Hamid 1691, 1697 Kasparov, Garry 1492 Kassák, Lajos 996, 1507 Kassner, Rudolf 1499 Kastler, Alfred 303 Kataïev, Valentin 1484 Kauffman, Stanley 950 Kaufman, général Konstantin von 1957 Kaunda, Kenneth 160, 584, 1760 Kaverine, Veniamin 1484 Kawabata, Yasunari 1031, 1942 Kawakami, Hajime 798

Kawalerowicz, Jerzy 1515 Kazakhstan 165, 460, 1347, 1350, 1458, 1462, 1464, 1957-60, 1963-6 Kazandzakis, Nikos 998, 1518 Kazi, Abdul O. 1878 Keita, Aoua 227 Keita, Lancinay 801 Keita, Modibo 160 al-Kelani Rashid Zayd 1711 Keldych, Mstislav 1471 Kelsen, Hans 725 Kemal, Mustafa 1300, 1678, Kemal, Yashar 1023, 1683 Kenadid, Uthman Yusuf 1756 Keniston, K. 237 Kennan, George 1561 Kennedy, John F. 1575 Kenya 11, 21, 72, 108, 153, 169, 213, 223, 270-1, 378, 482, 590-1, 1350, 1583, 1732, 1751, Kenyatta, Jomo 138, 161, 584, Kepler, Johannes 536 Kerbabaev, V. 1965 Kerbel, Lev 1491 Kerekou, Mathieu 161 Kerenski, Alexandre 61 Kerényi, Jenő 1513 Kern, Georg 1101 Kernstock, Károly 1508 Kertesz, Imre 1514 Keynes, John Maynard 668-9, 693-696, 698, 701-2 Keyserling, Herman 13 Kezilahabi, Euphrase 1025 al-Khalifa, Cheikh Hamad 1718

al-Khalifa, Cheikh Issa Ben Ali King, Martin Luther 152, 1565, 1718 1568, 1569, 1581 al-Kharrāt, Edouard 1022 Kinnosuke Ogura 1936 Khatami, Mohammad 1672 Kirghizistan 1458, 1464, 1497, Khatchatourian, Aram 1488 1687-8, 1955, 1957-9, 1962-3, 2088 Khaïkin, S. E. 359 Kirillov, A. 349 Khaïr-Eddine, Mohammed 1020 Kisfaludi-Stróbl, Zsigmund 1508 Khaketla, B. M. 1026 Kiss, István 1513 Khakim, Mohammed 1955 Kissinger, Henry 25, 125, 1574 Khan, A. Q. 1875-6 Kiyoshi Miki 798 Khane, Hamidou 974 Klee, Paul 954, 1630 Khan, K. M. 1879 Klein, Lawrence 697 Khan Umar 1955 Klein, Oskar 290 al-Khatib, Muhibb al-Din 1699 Klenker, J. 1159 al-Khatib, Youssuf 1709 Klimt, Gustav 1500 Khariton, Yuli 1474 Kline, Franz 1103, 1111, 1126, Kheireddine, Mohammed 1741 1129-30 Khelladi, Aïssa 34, 1020, 2159 Kliouev, Nikolai 1485 Khetagourov, Kosta 1486 Klitchkov, Sergei 1485 Khomeini, ayatollah 815, 951, Kluckhohn, Clyde 646, 649 1193 Kneser, M. 352 Khosrô, Nasser 1956 Knoll, Max 560 Khrays, Khalid 1711 Knorr-Cetina, K. 410-1 Khrennikov, Tikhon 1493 Kobayashi Takiji 1031 Khristov, Boris 1510 Kochański, Pavel 1504 Khrouchtchev, Nikita 122-4, 956, Koch, Robert 424 1461, 1481 Kodály, Zoltán 1507 Khvorostovsky, Dimitri 1489 Kogan, Leonid 1489 Kibrik, Evgeni 1490 Kokoku-shikan 622 Kiepura, Jan 1504 Kokoschka, Oskar 1500 Kierkegaard, Aabye Soren 784 Kolakowski, Leszek 1514 Kieślowski, Krzysztof 1515 Kolas, Yakub 1484, 1486 Kilby, Jack 534 Kollwitz, Käthe 954 Kimbangu, Simon 11, 162, 834, Kolmogoroff, Andrei N. 346, 353, 1769 359, 1471 Kim Il-Sung 17, 121, 1918, 1945 Kolthoūm, Om 1726 Kim Ji-ha 1947 Koltsov, Nikolai 1476 Kim Sung-dong 1033 Komarov, Vladimir M. 33, 548, Kindleberger, Charles 1539 1470, 1480

Kozakevitch, Emanuil 1485 Komenský, Jan Amos 1503 Konaré, Alpha Oumar 1312 Kozintsev, Grigori 1493 Kondor, Béla 1513 Kozlovski, Ivan 1488 Konrad, Nikolai 1482 Kozolupova, Marina 1488 Kontchalovski, Petr 1490 Kozoloupov, Semen 1488 de Kooning, Willem 1108, 1112 Kracauer, Siegfried 1389 Korczak, Janusz 1506 Kratchkovski, Ifnat 1482 Kornai, Janos 1514 Krasner, Lee 1108-9 Korn, Alejandro 803 Krassin, L. N. 5 Korneitchouk, A. 1484 Kravtchenko, A. 1490 Korobov, Nikolai Mikhailovich Krejča, Otmar 1516 350 Krenc, Jan 1515 Korolev, Sergei 539, 1472 Krentz, Egor 28 Kosambi, D. D. 625 Kress, Gunther 582 Kosenko, Victor 1488 Krikalev, Sergueï 553 Kossyguine, Alexei 1479 el-Krim, Abd 11 Kosztolányi, Dezsö 1508 Kringe, I. 1486 Kotarbiński, Tadeusz 1504, 1514 Kripke, Saul 782-3 Kotelnikov, Vladimir 1473 Krioutchkov, Nikolai 1493 Kotěra, Jan 1502 Kristol, Irving 1578 Kotsioubinski, Mikhail 1486 Krleža, Miroslav 1509 Kouchans, rois 1695 Kroeber, A. L. 901 Koukryniksy 1490 Kroha, Jiri 1502 Koupala, Ianka 1468, 1484, 1486 Kronecker, Leopold 352 Kouprianov, Mikhail 1490 Kropotkine, Pyotr 794 Kounanbaev, Abaï 1486 Kroupskaïa, Nadejda 1299, 1465 Kounellis, Jannis 1129 Krúdy, Gyula 1508 Krylov, N. S. 359 Kourdov, Valentin 1490 Kourouma, Ahmadou 1026 Krylov, Porfiry 1490 Kourtchatov, Igor 1470 Kubitchek, Juscelino 1635 Koustodiev, Boris 1490 Kuhn, Thomas Samual 406-10, Kovačić, Viktor 1510 414-5, 783 Kovács, András 1513 Kula, Witold 631 Kovács, Margit 1513 Kulisiewicz, Tadeusz 1515 Kowarski, Lev 308 Kumar, Jainendr 1028 Koweït 25-6, 146, 227, 246, Kummer, Ernst 351 Kundera, Milan 996, 1499 1242-1243, 1390, 1582-2, 1704, 1717-8 Kunert, Günter 1004 Koyré, Alexandre 395, 400-2, Kunczik, Michael 584 414-5Kupka, František 1502

Kurchatov, Igor 31, 1474 Kurnakov, Nikolai 1475, 1480 Kurtag, György 1513 Kuwaki, Genyoku 797

L Laābi, Abdellatif 1020, 1741 Lacan, Jacques 788, 883 Lada, Josef 1502 Ladynina, Marina 1493 Lafforgue, Laurent 353 Lafont, Eugène 1830 Lagache, Daniel 883 Lagerkvist, Pär 1006 Lagrange, Joseph Louis 363 Laguillaumie, P. 1151 al-Lahham, Rafiq 1711 Lakatos, Imre 407-9, 772 Lam, Alice 485 Lamb, Sydney M. 741 Lambaz, Faroug 1711 Lamming, George 1664 Lamprecht, Karl 632 Lam, Wilfredo 1109, 1631 Landau, Lev 1473 Landes, David 53 Landry, Adolphe 668, 670 Langevin, Paul 280 Lang, Fritz 14 Lange, Oskar 692 Langer, William 49 Langevin, Paul 280, 302, 1415 Langlands, Robert 352 Langmuir, Irving 305 Lao She 1034, 1923, 1929 Lardner, Ring, Jr. 953 Larionov, Mikhail 1053 Lasch, Christopher 1398 Laslett, Peter 633 Lasnier, Rina 34, 1013

Lasswell, Harold 757, 760-1, 769-771, 773 Latapie, Pablo 1636 Laue, Max von 302 Laughton, Charles 1542 Laulan, Yves 1272 Laurentie, Henri 108 Laurier, Wilfrid 1552, 1588 Lavisse, Ernest 619 Lavrentiev, Mikhael 1470 Lavrovsky, Leonid 1489 Lawes, John Bennet 496 Lawrence, David Herbert 12, 950, 952, 989 Lawrence, Ernest 31 Laurence, Margaret 1013, 1589 Lawson, John Howard 953 Laye, Camara 1025 Lazarov, Ivan 1510 Lazarsfeld, Paul F. 682-3, 1278 Leach, Edmund 648 Leakey, Louis et Mary 663 Lebedev, Alexander Sergueï 1471, 1475 Lebesgue, Henri 347 Lecky, W. E. H. 846 Leclerc, Félix 1585 Lee, Gerard 1036 Lee, Tsung Dao 319 Lefebvre, Georges 631 Lefebvre, Marcel 838 Lefèvre, Geo 1180 Le Goff, Jacques 632 Léger, Fernand 1094, 1106 Lehár, Ferenc 1507 Lehn, Jean-Marie 355 Leibenstein, Harvey 671 Leiris, Michel 999 Lejeune, Dominique 1155 Lektorsky, V. A. 422

Lewis, Sainclair 952, 1009, 1537, Leloir, Luis Federico 1608 Lemaître, Georges 325 1542 Lemechev, Sergei 1488 Lewis, W. A. 671 Lem, Stanislaw 1515 Lewontin, Richard C. 873 Lenau, Nikolaus 1499 Lhote, André 1085 Lengvel, József 997 Liang Qichao 621, 1921 Lénine, Vladimir Ilitch 5, 23, 50, Liang Shanbo 1930 61, 82, 141, 789, 848, 906, 951, Liang Suming 795 956, 1056, 1058, 1060, 1191, Liban 25-6, 64-5, 138, 148, 623, 814, 1022, 1243, 1314, 1345, 1289, 1299, 1309, 1374, 1457-9, 1698, 1700-4, 1707, 1716 1464-5, 1467, 1477, 1480, 1483, 1491, 1493 Libby, Willard 659 Léonov, Alexeï A. 33, 548 Liberman, Evsei 1479 Leonov, Evgeni 1493 Libye 57, 59, 201, 246, 623, 815, Leonov, Leonid 1484 1065, 1346-7, 1732, 1738-9 Leontief, Wassily 702 Li Da 1924 Leontiev, Alexei N. 884 Li Dazhao 795, 1922 Leontovich, Mikhail 1473 Lidman, Sara 1007 Leontovitch, Nikolai 1487 Lieber, Francis 724 Liebig, Justus von 495 Léopold II 47, 1751, 1768 Lepechinskaïa, Olga 1489 Liebknecht, Karl 6 Le Pichon, Xavier 372 Lifischtz, Salomon 359 Lepine, Anatoly 1488 Ligeti, György 1513 Leray, Jean 354 Li Ki-yong, 1033 Lermusiaux, Albin 1163 Li Koang-su 1032 Lerner, Daniel 586, 1264 Lilley, S. 395 Le Roy Ladurie, Emmanuel 632 Lima, José Lezama 1618 Lesage, Jean 1584 Lin Biao 1919 Lesmian, Boleslaw 1503 Lincoln, Abraham 1525, 1541, Lessing, Gotthold 1113 1568, 1575 Levi, Primo 997 Lindbergh, Charles 6 Levin, Gerald 1337 Lindemann, F. 349 Levi-Strauss, Claude 645, 647-9, Ling, Per Henrick 1156 654, 786-7, 897, 901, 914 Linlithgow, Lord 1817 Levitt, William 1533 Linna, Väinö 1007 Lévy-Bruhl, Lucien 646, 894, Linton, Ralph 646 1073 Lin Yutang 1923 Lewis, John 1560 Lioubimov, Yuri 1489 Liouville, Joseph 349 Lewis, Lennox 1176 Lipchitz, Jacques 1052 Lewis, Norman 1109

Lumumba, Patrice 22 Lippman, Walter 952 Li Shanlan 1925 Li Siguang 1925 Litvinov, Maxime 92, 96 Liu Haisu 1923 Li Xianting 1120 Locke, John 860, 1205, 1653 Lockwood, David G. 741 1471 Lodge, David 1003 London, Fritz 303 London, Jack 952 Lyssenko, Trophim 334 Long, Edward 1653 М Long, Huey 86 Longping, Yuan 1929 M'Baye, Kébe 1396 Lorentz, Hendryk A. 11, 278, 280, 283, 349 1260, 1266 Maar, Dora 1092 Lorenz, Edward 359 Losev, Aleksandr 1480 Losey, Joseph 1563 Lotka, A. J. 669 Lotman, Y. 1480 Louis, Joe 1175 Lounatcharsky, Anatoli 1464 Louys, Spiridon 1163 Lovell, James A., Jr. 548 Lovink, Herman 1902 Lowell, Robert 952 Machel, S. 161 Lowry, Malcolm 1013 Loynaz, Dulce Maria 1620 Lubitsch, Ernest 14 Luborski, Lester 881 Lucas, R. E., Jr. 699, 703 Ludendorff, Erich 60 Lu Dingyi 958 Lugones, Leopoldo 1619 Lugosi, Béla 1507 Lukács, György 631, 790-1, 1507 Lukas, Gerhard 1149 Madali 1955 Lukaszewicz, Jósef 1504 Lumière, Auguste et Louis 1275 Magellan 1968, 1970

Luschen, G. R. 1151 Lutoslawski, Witold 1504, 1515 Luxemburg, Rosa 6, 49 Lu Xun 1033, 1922, 2024 Luzuriaga, Lorenzo 1623 Lyapounov, Alexandre M. 358, Lyautey, Maréchal 1179, 1739 Lyotard, Jean-François 1131

M'Bow, M. Amadou Mahtar Macao 31, 1343, 1920, 1932 Mac Arthur, Douglas 18, 118-9, 1539, 1547-8, 1562, 1917-8 Macaulay 1810, 1824, 1840, 1849, 1853, 1870, 1897 MacBride, Sean 1266 Maccari, Mino 1070 Machado, Alcántara 1019 Machado, Antonio 992 Mach, Ernst 279, 389-90, 392, 678, 1418, 1886 Machiavel, Nicolas 951 MacIntyre, Alasdair 809 Macke, Auguste 1062 Mackenzie, Louis King 1553-4 MacKenzie, Dan 372 MacLane, Saunders 354 MacLeish, Archibald 15, 952 MacLennan, Hugh 1013 Madariaga, Salvator 5

Maghreb 11, 51, 114, 976, 1023, 1196, 1253, 1738-42, 1747 Magomaïev, Abdul 1488 Magritte, René 12 al-Magzub, Muhammad al-Mahdi 1736 Mahalanobis, P. C. 1857 Mahan, Alfred Thayer 51, 1543 al-Mahdī, Sayyid 'Abd al-Rahmān 1733 Maheshwari, Panchanan 1818 Mahfūz, Nagīb 1021, 1726 Mahjub, Jamal 1736 Mahler, Gustav 1500 Mahmud, Chah 1690 Maïakovski, Vladimir 13, 991, 1023, 1055-58, 1060-61, 1483 Maiboroda, Platon 1488 Maier, Charles S. 3, 9 Mailer, Norman 952 Maillet, Antonine 1585 Maillol, Aristide 1501 Makarov, Askold 1489 Makarova, Tamara 1493 Makhtoumkouli 1486 Makkai 741 Makk, Károly 1513 Makovec, Imre 1513 Makowsky, Tadeusz 1505 Maksimović, Desanka 1510 al-Malā'ika, Nāzik 1022 Malaisie 108, 113, 136, 152, 165, 176, 186, 531, 563, 836, 910, 1195, 1227, 1267, 1343, 1346, 1388, 1545, 1590, 1895-6, 1969 Malaparte, Curzio 1439 Malaviya, Pandit Madan Mohan 1816 Malawi 164, 603 Malek, Anouar Abdel 897, 1741

Malek, Haddad 1741 Malevitch, Kasimir 1055, 1491, 1630 Mali 22, 153, 164, 219, 227, 801, 1312, 1315, 1751, 1764 Malinowski, Bronislaw 644, 646, 650, 895-6, 1506 Mallarmé, Stéphane 12, 1068 Malmquist, G. 735 Malone, John 1337 Malraux, André 13, 994-5, 1009, 1111, 1439 Malthus, Thomas Robert 668, 855 Maltz, Albert 953 Mamardashvili, Merab K. 422 Mamet, David 1011 Mandela, Nelson Rolihlahla 22, 152, 955 Mandelstam, Leonid I. 359, 1473 Mandelstam, Ossip 991-2, 1485 Mandour, Mahmoud 1728 Manebadar, D. 1950 Manent, Pierre T. 687 Manfalūtī 1726 Manicas, Peter T. 720 Manizer, Matvei 1491 Manley, Michael 1663 Mann, Thomas 12, 952, 989 Mannheim, Karl 773, 1507 Manning, Preston 1532, 1587 Manzoni, Piero 1100 Mao Dun 1034-5, 1923 Mao Yisheng 1925 Mao Zedong 17, 85, 118-9, 123, 125, 141, 168, 957, 1035, 1119, 1919, 1922, 1924, 1926 Márai, Sándor 1508 Marasiev, A. 1485 Marcel, Gabriel 798

Marconi, Guglielmo 540, 1276, Maurad, Youssef 1728 1830, 1842, 2008 Mauro, Frédéric 621 Marcuse, Herbert 37, 238, 652, Mauritanie 22, 164, 221, 1253, 662, 791, 947, 968, 1752 1347, 1738-40, 1751 Maretskaïa, Vera 1493 Mauss, Marcel 646, 813 Mariátegui, José Carlos 1018, Maxwell, James Clerk 11, 279, 1637, 1647 282, 363, 545, 1284 Marinetti, Filippo Tommaso 997, al-Māznī, Ibrahim 1726 1062-9, 1071, 1078 Maynez, García 803 Mayor, Federico 182 Marisol 1126-7 Mazurkiewicz, Stefan 1504 Maritain, Jacques 971 Markó, Ivan 1513 Mbeki, Thabo 592 Marr. Nicholas 735 Mbiti, John S. 583 Marshall, général George C. 1547, Mbula, Judith 583, 586 1561, 1564, 1917 McCandless, Bruce 551 Marshall, T. H. 227 McCarthy, Joseph 119, 939, 1564 Martínez, Estrada Ezequiel 1619 McElhanon Keneth A. 735 Martinson, Harry 1006 McGraw Hugh 950 Martinu, Bohuslav 1501 McKinley, Président William 1575 Martonne, Emmanuel de 748 McKissick, Floyd B. 160 Marx, Karl 625, 630, 633, 647, McLuhan, Marshall 916, 1138, 663, 696, 702, 791, 794-5, 797, 1282, 1284, 847-9, 924, 951, 1028, 1232, McNamara, Robert S. 18, 1420 1987, 1480 Mead, George Herbert 650, 678, Masaryk, Tomas G. 1500, 1502-3, 679,682 1521 Mead, Margaret 237, 644, 646, Maslow, Abraham H. 879 Meade, James 697 Massey, Vincent 1552 Meadows, Dennis H. 670, 672 Masson, André 1106 Mechtchaninov, J. 735 Masson, Vladimir 1483 Medgyessy, Ferenc 1508 Massoud, commandant 1697 Medinch, Y. 1488 Masters, Edgar Lee 1008 Medras, Henri 649 Mathiez, Albert 631 Medrea, Cornel 1510 Mathesius, Vilem 1501 Medvedev, Roy 1461, 1486 Matisse, Henri 1046, 1048, 1098 Megyeri, Brana 1513 Matiyasevitch, Youri 346 Mei Lanfang 1923 Mattelart, Armand 968 Meillassoux, Claude 649 Matthews, Robin C.O 703 Meillet, Antoine 813 Maugham, Somerset 13 Meinecke, Friedrich 620 Maunick, Édouard 1024 Meir, Golda 227

Meireles, Cecília 1620	Miaskovsky, Nikolai 1488
Meireles, Cildo 1136	Michel, Andrée 1242
Meitner, Lise 31, 308, 1416	Michelson, Albert A. 11
Mélanésie 735, 896, 1345, 1969	Mikhailov, Dormidont 1488
Memmi, Albert 55, 1021	Mikulinsky, S. R. 422
Menchu, Rigoberta 226, 1240,	Milgram, Stanley 868
1604	Milhaud, Darius 13
Mendel, Gregor 332, 492	Milioukov, Pavel 1479
Mendeleïev, Dimitri 1475	Milioutine, Yuri 1488
Mendelsohn, Everett 412	Mill, James 1810
Mendis, Kamini 1891	Mill, John Stuart 847, 1386
Ménélik 1756	Millar, Jhon 720
Ménélik II 1755, 1773	Miller, Arthur 952, 1011, 1564
Menon, Vallathol Narayana 1028	Miller, Henry 35, 952, 1010
Menuhin, Yahudi 1489	Milner, Alfred 47
Merbold, Ulf 551	Milosevic, Slodoban 28, 29
Mercourov, Sergei 1491	Milosz, Czeslaw 1505
Mercuri, Melina 1518	Milstein, César 1608
Merejkovski, Dimitri 1487	Milton, John 944, 1386
Merriam, Charles 724, 727, 759,	Mimouni, Rachid 1020, 1741
761	Mina, Hanna 1704
Merton, Robert 236, 388, 395-96,	Minkowski, Hermann 11, 281,
410, 417-18, 683	283, 352
Merz, Mario 1129	Minobe, Tatsukichi 1973
Messadi, Mahmud 1740	Mira y López, Emilio 883
Messiaen, Olivier 1444	al-Mīrghanī, Sayyid 1733
Mestrović, Ivan 1509	Miron, Gaston 1585
Mestrović, Joze Plečnik 1510	Mises, Ludwig von 692
Mészáros, Marta 1513	Mishima, Yukio 35, 1032
Mexique 45, 85, 93, 134, 140-41,	Mistral, Gabriela 1016, 1620
163, 176, 181, 224, 380, 531,	Mitchell, Wesley 701
623, 662, 802-03, 885, 906, 965,	Mitford, Jessica 952
1013, 1017, 1171, 1191, 1203,	Mitra, Sisir Kumar 1213, 1816
1240, 1253, 1255, 1276, 1312,	Mittenzwei, Ingrid 626
1313, 1349, 1362, 1367, 1375,	Miyake, Goichi 798
1527, 1531, 1543, 1549, 1577,	Modigliani, Amedeo 13
1588, 1595, 1597, 1600, 1606,	Modigliani, Franco 696
1613, 1623, 1628, 1633, 1643,	Moens, Wies 1006
1644	Mofolo, Thomas 1026
Meyrink, Gustav 1500	Moholy-Nagy, László 1507

Moisseïev, Igor 1489 Mokhtār, Mahmūd 1726 Mokroussov, Boris 1488 Molinari, Ricardo 1619 Mollet, Guy 110, 111 Molnár, Ferenc 1508 Molodensky, Michaël 1473 2137 Mondrian, Piet 1106, 1111 Mongolie 88, 118-19, 136, 1234, 1346-47, 1461, 1482, 1948-53 Monod, Théodore 1764 Monroe, Marilyn 35, 1136, 1534 Monsivais, Carlos 1621 Montejo, Esteban 1657 Montelius, Oscar 660 Montessori, Maria 1208, 1435 Montgomery, Deane 348 Mookerjee, Asutosh 1814-1815, 1827, 1829 Moon, Sun Myung 825 Moor, Dimitri 1465, 1490 Moore, George Edward 781 Moore, Henry 952 Morães, Vinicius de 1627 Morand, Paul 13 Morandi, Giorgio 1070, 1083, 1129 Moravia, Alberto 997 Morazé, Charles 1610 Mordvinov, Nikolai 1493 Morel, E. D.(Edmund Dene) 1768 Morga, Thomas H. 368 Morgan, Lewis Henry 1159 Morgan, Jason W. 372 Morgan, William G. 1159 Mori, Ogai 1030 Morin, Edgar 237 Móriz, Zsigmond 1508 Morrison, Toni 1011 Morse, Marston 359

Moruo, Guo 1033, 1035, 1922-23, 1926, 1929 Mott, Nevill 305, 581 Mottelson, Ben Roy 319 Moubarak, Ali 1723 Moubarak, Hosni 814, 1727, Moukhatov, Veli 1488 Moukhina, Vera 1085 Moukhina, Vladimir 1491 Mounier, Emmanuel 1443 Mountbatten, Louis 19 Mountchaev, Rauf 1482 Moussorgski, Modest 1487 Moyen Orient 10, 23-26, 64, 69, 77, 106, 114, 127-128, 145, 148, 169, 182, 224, 567, 580, 893, 1167, 1343, 1361, 1363, 1364, 1563, 1577, 1581, 1583, 1668, 1670, 1685, 1716, 1744-49, 1761, 1965, 1974-75 Mozambique 22, 113, 158, 161, 164, 603, 1169, 1343, 1350, 1751-52, 1765, 1766-67, 1772, 1778-79, 1789 Mozart, Wolfgang Amadeus 1498-1499, 1500 Mphalele, Es'kia 1026 Mravinsky, Evgeni 1489 Mrozek, Slowomir 1515 Mucha, Alfons 1501 Mudholkar, R. N. 1814 Mühlhäusler, Peter 742 Muhmud, Zaki Nagib 800 Muggeridge, Malcolm 946 Muhammad, Elijah 160 Mukárovský, Jan 1501 Mukerji, Dhan Gopal 1027 Mukherji, Rajendranath 1816 Mulgan, Alan 1037

Mulgan, Jhon 1037 Napoléon 140, 1084, 1386, 1481 Narayan, R. K. 1029 Mulkay, Michael 412 Narlikar, V. V. 1844 Muller, Gerd 1170 Naroji, Dababhai 621 Mulroney, Brian 1586 Mumford, Lewis 952 Nash, Ogden 952 Munk, Andrzej 1515 Nasrullah, Emir 1956 Munro, Alice 1589 Nasser, Gamal Abdel 24, 25, 111, 122, 145-46, 1727 Murakami, Saburo 1103 Murdoch, Rupert 1284, 1337 Nacum, Nabīl 1022 Musa, Salamah 1729 Navoi, Alisher 1486 Needham, Joseph 395, 421, 1750 Musallam, Abdul-Hayy 1710 Musil, Robert 989, 1500 Needham, Rodney 648 Néel, Louis 302 Mussad, Rauf 1736 Mussolini, Benito 6, 8, 14, 79, 80, Negm, Ahmad Fuad 1728 81, 91-92, 938, 955, 1096, 1507, Negroponte, Nicholas 1272 1779 Neguib, Mohammed 24 Nehru, Jawaharlâl 21, 25, 71, 107, Muth, Jhon F. 699 144-45, 1027, 1029, 1820-1821, Muzaffar, Emir 1957 Myrdal, Gunnar 695, 702 1823, 1856-58, 1862-64, 1866, 1883 Ν Neigauz, Genrich 1488 Nabokov, Vladimir 35, 950, 992, Neizvestny, Ernst 1491 Nejdanova, Antonina 1488 1012, 1487 Nekrassov, Nikolai 1487 Nader, Khan 1690, 1696 Nadīm 1723 Nelson, Horatio 949 Nagasaki 9, 97, 168, 470, 853, Nemchinov, Vladimir 1479 Németh, László 1508 1549, 1550, 1917, 1969, 1986 Nagel, Ernest 388 Nemirovitch- Dantchenko, V. Nahal, Chaman 1029 1489 Naim, S. T. K 1879 Nemtchinov, Vasili 1479 Naismith, James 1159 Nernst, Walter 301, 304 Nakagami, Kenji 1032 Neruda, Pablo 12, 1016, 1616, Nakanishi Natsuyuki 1104 1619 Nalbandian, Mikhail 1486 Nesmeyanov, Alexander 1475 Nalkowska, Zofia 1504 Nesternko, Evgeni 1489 Namibie 46, 65, 135, 165, 1347, Nesterov, Mikhail 1490 1664, 1786 Nestroy, Johann Nepomuk 1499 Namudage, D. 1950 Netchkina, Miliza 1482 Nanjô, Fumio 1120 Neto, Agostinho 161, 1782 Naoya, Shiga 1031 Neumann, János 1508

Neves, José María 1626 Newman, Barnett 1111-12-13 Newton, Isaac 277, 363, 393, 418, 537 Nexo, Martin Andersen 1007 Nezval, Vítězslav 996, 1501 Ngugi wa Thiong'o 583-84, 802, 1025, 1782 Nhāt Linh 1030 Ni'wash, Abdullah 1710 Niane, Djibril Tamsir 1024 Nicaragua 1395, 1614 Nicéphore Niepce, Joseph 1275 Nicolas II 1458 Niederle, Lubor 1502 Niemeyer, Oscar 35, 1634-35 Nietzsche, Friedrich 678, 680, 784, 794, 803, 987, 1010, 1077 Niger 22, 47, 164, 219, 1212, 1312, 1391, 1751, 1787 Nigeria 47, 108, 113, 115, 153-154, 159, 166, 219, 221, 625-26, 647, 662, 845, 1169, 1306, 1391, 1752, 1760, 1777-78, 1782, 1787, 1788 Nijinski, Vaslav 1489, 1504 Nikoulin, Yuri 1493 Nin, Anaïs 952 Ninh Bao 1030 Nishida Kitaro 797 Nitsh, Kazimierz 1505 Nixon, Richard 25, 125-27, 1531, 1563, 1574, 1581, 1919 Nizan, Paul 1439 Niźinska, Bronislava 1504 Nkrumah, Kwame 21, 138, 160, 584, 801, 1788 Nobile, Umberto 1477 Noel, Martín 1632 Nolde, Emil 1063, 1072

Notestein, F. W. 670
Noureddine, Aba 1020
Noureïev, Rudolf 1489
Nouvelle-Zélande 753, 883, 1037, 1197, 1227, 1314, 1366, 1968, 1970-72, 1974-77, 1979-1985, 1987-89
Novak, Michael 1578, 1580
Novikov, Anatoly 1488
Novomeský, Laco 1501
Novozhilov, Viktor 1479
Nucaima, Mīkhāʾīl 1022
Nunelucio, Alvorado 1119
Nušić, Bronislav 1510
Nyerere, Julius 160, 584, 801

O

O'Gorman, Juan 1629 O'Hara, John 952 O'Nneill, Eugene 952, 1010, 1542 Oberth, Hermann 538 Oborine, Lev 1489 Obote, Milton 584 Obraztsov, Sergey 1489 Obraztsova, Elena 1489 Ogarev, Nikolai 1491 Oïstrakh, David 1488 Oiticica, Hélio 1131, 1134 Okhlopkov, Nikolai 1493 Okladnikov, Aleksandr 1482 Okoudjava, Boulat 991 Oman 1719-20 Omar, Mallah Omar, Mohammad 1697 Onís, Federigo de 1137

Onnes, Kammerlingh 306 Oparin, Alexander 379 Oppenheimer, Robert 1549, 1564 Orbeli, Leon 1470 Ôrkény, István 997

Paiva, Marcelo Rubens 1019 Pakhomov, Alexei 1490

Pakistan 19-20, 136, 144, 154,

165-6, 178, 181, 186, 219, 221, 223-5, 227, 442, 493, 815,

Orlova, Kyubov 1493 836, 945, 959, 1027, 1029, Orozco, José Clemente 1629 1232, 1313, 1348, 1691, 1694, d'Orta, Garcia, 1886 1808-1809, 1814, 1840, 1864-5, Ortega, v Gasset José 967 1870-1884, 1912 Ortega, Hugo 1240 Palestine 10, 16, 23, 25-26, 64, Ortelius, Abraham 1969 69, 71, 107, 122, 148, 158, 439, Ortner, Sherry 898 816, 835, 1345, 1558, 1706-10, Orwell, George 1002, 1379, 1443 1716, 1729, 1745 Osterwa, Juliusz 1504 Paley, Grace 952 Otlet, Paul 1297, 1300 Paliachvili, Zakhari 1487 Otto, August 577 Palit, Taraknath 1814-15, 1854-55 Otto, Neurath 781 Pamuk, Orhan 1023 Ouellette, Fernand, 1013 Panama 1581, 1643, 1645 Ousmane, Sembene 1024 Panferov, Fedor 1484 Overland, Arnuf 1007 Panza di Biumo, Giuseppe 1096, Owens, Jesse 1178 1122, 1128-30 Oz, Amos 1022 Papanine, Ivan 1477 Özal, Turgut 1681 Papanov, Anatoli 1493 Oyono, Ferdinand 1024 Papas, Irena 1518 Ostrovski, Nikolai 1484 Paraguay 163, 1606 Pareto, Vilfredo 678, 680-1, 691-2 Oruka, Henry Odera 802 Ornitz, Samuel 953 Parienté, Robert 1150 Parin, Vasily 1472 P Park, Robert 759 propagande 88, 107, 428, 826, Parker, Dorothy 952 950, 987, 1052, 1058, 1176, Parks, Rosa 1565 1178, 1193-94, 1210, 1214, Parra, Nicanor 1619 1246, 1265, 1388-89, 1390, Parra, Teresa de la 1620 Parra, Violeta 1627 1420, 1432, 1434, 1452, 1479, 1480, 1512, 1710 Parsons, Talcott 235, 647, 678, P'Bitek, Okot 584 682, 895 Pacha, Ibrahim 1722 Pärt, Arvo 1451 Paciurea, Dimitre 1510 Pascal 993, 1160-61, 1408 Paderewski, Ignacy 1504 Pasinetti, Luigi 701-2 Pais, Abraham 319 Pasolini, Pier Paolo 997

Pasquali, Antonio 1264

Passendorfer, Jerzy 1515

1160, 1675, 1764, 1775

Pasternak, Boris 956, 990, 1483 Pasteur 270, 304, 424, 432, 496,

Paton, Boris, E. 1470	Petrosian, Tigran 1492
Pátzay, Pál 1508	Petrov, Valeri 1518
Paul VI 837	Petrov-Vodkin, Kuzma 1490
Pauli, Wolfgang 288, 301-2,	Petrzak, Konstantin 1474
310-11	Pettoruti, Emilio 130
Pauling, Linus 305	Petty, William 1202
Pauls, Raymond 1488	Phách, Hoang Ngoc 1030
Pavlov, Ivan 867, 884, 1469, 1476	Pham Van Dong 144
Pavlova, Anna 1489	Philippines 48-49, 56-57, 88-89,
Paz, Juan Carlos 1626	98-99, 106, 136, 165, 224, 227,
Paz, Octavio 1017, 1616, 1620	741, 910, 1071, 1195, 1235,
Peano, Giuseppe 344	1302, 1344, 1346, 1349, 1388,
Pearl Harbor 98, 1544, 1546-47,	1544, 1547-48, 1560, 1805,
1550, 1583, 1917, 1936, 1975	1881, 1895, 1915, 1969, 1989
Pearl Raymond 669	Phillips, A. W. 697
Pearson Lester 1526	Phillips, courbe de 697
Pearson, Bill 1219	Piaget, Jean 787, 866, 874-75,
Pearson, F.A. 670	883, 1208-09
Pearson, Gerlad L. 527	Piatnitsky, Mitrofan 1487
Pechstein, Max 954	Piazzolla, Astor 1627
Pei, Wenzhong 1926	Picabia, Francis 1064
Peive, Alexander 1477	Picasso, Pablo 13, 945,
Penderecki, Krzysztof 1515	1043-1044, 1046-54, 1060,
Peng Zhen 958	1065, 1067, 1070, 1081, 1084,
Penone, Giuseppe 1129	1086-1095, 1098, 1100-01,
Penzias, Arno 325	1106, 1108-10, 1125, 1128,
Perec, Georges 1001	1444, 1628, 1631
Pérez, Jiménez, Marcos 1603	Pickford, Mary 1537
Perkins, Frances 1540, 1571	Picón Salas, Mariano 1619
Perón, Evita 1647	Pierce, Charles Sanders 678, 782
Perón, Juan 85, 161, 1603	Pietri, Dorando 1164
Pérou 162-4, 249, 463, 1018,	Pike, Kenneth L. 741
1215, 1239, 1242-43, 1254-55,	Pilinszki, Janos 1513
1312, 1596, 1600-01, 1603-04,	Pingbo, Yu 1926
1606, 1624, 1637	Pinilla, Rojas 1603
Perrin, Jean 300	Pinochet, Augusto 2125
Pessoa, Fernando 994	Pinter, Harold 1003
Pestalozzi, Johan Heinrich 1157	Piotrovski, Boris 1482
Petersen, Nis 1007	Pirandello, Luigi 997
Petlyakov, Vladimir 1470	Pizarro, Ana 1614

Planck, Max 11, 31, 286, 291, 304, 328, 487, 581, 1418 Platonov Andreï 991, 1484-85 Plekhanov, G.V. 789 Plissetskaïa, Maya 1489 Plyatt, Rostislav 1493 Pociello, Christian 1172 Podhoretz, Norman 1578 Poincaré, Henri 275, 278-79, 281, 358-59 Pokrovsky 631 Polański, Roman 1515 Polanyi, Michael 485 Polenov, Vasili D. 1468 Polevoï, Boris 1485 Pollock, Jackson 1105-09, 1111, 1113-14, 1126 Pologne 8-9, 16, 28, 30, 60, 95-96, 98-100, 117, 120-121, 127, 169, 173, 510, 679, 816-817, 997, 1237, 1290, 1301, 1310, 1343, 1362, 1458-61, 1497, 1503-1506, 1511-12, 1515-16 Polynésie 893, 1969, 1971, 1981, 1985-86, 1989 Pompidou, Georges 30 Ponting, Clive 951 Pontryagin, Lev 348 Popescu-Gopo, Ion 1517 Poppe, Nicholas 735 Popper, Karl Raimund 407-08, 763, 782 Porter, Cole 965 Portinari, Candido Torcuato 1631 Portugal 22, 30, 46, 60, 113, 140, 143, 910, 993, 1065, 1082, 1197, 1236, 1343, 1349, 1437, 1439, 1442, 1562, 1596, 1751, 1765, 1766, 1771, 1779 Potekhin, Ivan 1482

Pouchkine, Aleksandr 1487, 1468 Poudovkine, Vsevolod 1493 Poulenc, Francis 13 Poulin, Jacques 1014 Pound, Ezra 12, 952, 1010 Prasad, Ganesh 1816 Pratt, E. J. 1012 Preda, Marin 995 Preisler, Jan 1501 Presley, Elvis 236 Prévert, Jacques 12 Prianichnikov, Dimitri 1476 Prigogine, Ilya 356 Prince, Mary 1657 Prokhorov, Alexandr 1474, 1482 Prokofiev, Sergei 1488, 1493 Pronaszko, Zbigniew 1505 Protherough, Robert 931 Protozanov, Yakov 1493 Przybyszewski, Stanislaw 1503 Puccini, Giacomo 13 Puig, Manuel 1018, 2135 Pulitzer, Joseph 1274 Pulleyblank, Edwin 735 Puribudaorji 1952 Putnam, Hilary 783 Pye, Lucian W. 144

Q

Al-Qaida 129, 1717 Qasim, general 24 Qi Baishi 1924 Qian Sanqiang 1927 Qian Xuesen, 1928 Qian Zhongshu 1923 Qing, Ai 1922 Qing, Jiang 957, 1919 Qing, la dynastie de 1914-15, 1921, 1924, 1948 Qotb, Sayed 1726

Quartley, Ike 1169 Queirós, Rachel de 1621 Queneau, Raymond 1001 Quine, Willard van Orman 782 Quiroga, Horacio 1618 Qurashi, Mazhar M. 1878-80 Qutb, Sayyed 800

R

Rabearivelo, Jean-Joseph 1024 Rabi, Isidor 301 Rabin, Itzhak 27 Rabinow, Paul 653 Rachmaninov, Sergei 1489 Racine, Jean 1035 Radcliffe-Brown, A. Reginald 647, 895, 901 Radhakrishnan, Sarvepalli 792 Radichkov, Jovan 1518 Radlov, N. 1490 Radok, Alfred 1516 Radu Popescu, Dumitru 1518 al-Rafe'i, Abdel-Rahman 1728 Raimund, Ferdinand 1499 Raïnis, Janis Pliekans 1486 Rainwater, L. James 319 Raman, Chandrasekhara Venkata 1815, 1829, 1842-44, 1848 Ramanujan, Srinivasa 1830, 1831, 1890 Rámirez Vázquez, Pedro 1634 Ramos, Garciliano 1019, 1621 Ramsey, Frank Plumpton 781 Ranger, Terence 1830 Ranke, Leopold von 618 Ranki, György 627 Rao, Raja 1028 Rappaport, Roy A. 648 Raspoutine, Valentin 1005 Ratchiounas, Anastas 1488

Ratzel, Friedrich 747 Rauschenberg, Robert 1122-23, 1126, 1128-29, 1130-31, 1133 Rawls, John Bordley 807 Ray, Prafulla Chandra 1829, 1814-1815, 1825, 1841, 1852-55 Rayleigh, Lord 1830 Reagan, Ronald 27, 127, 774, 1426, 1529, 1531, 1576, 1579, 1581-82 Reber, Grote 541, 545 Rédei, K. 735 Redfield, Robert 589, 646, 896 Redon, Odilon 1097 Reed, John 952 Reed, Lowell J. 669 al-Refai, Jalal 1711 Rego, José Lins do 1621 Reich, Wilhelm 37 Reichenbach, Hans 781 Reimer, Everett 1639 Reines, Frederick 311 Reiter, Thomas 554 Remarque, Erich Maria 954, 1439 Remington, Fredric 1274 René, Bernard Xavier 1186 Renoir, Jean 14 Restrepo-Estrada, Sonia 585 Reuther, Walter 1560 Reverdy, Pierre 988 Revoutski, Lev 1487 Revueltas, Silvestre 1625 Reyes, Alfonso 1619 Reymont, Wladyslaw Stanislaw 1503 Reynold, Gonzague de 5 Reynolds, Quenton 952 Reynolds, D. C. 581 Reza Chah Pahlavi 1686

Rhee, Syngman 17, 1033

Rhodes, Cecil 46 Riazuddin, Fayyazuddin 1882 Ribeiro, Darcy 1639 Ricardo, David 701 Ricci, David M. 721 Richardson, Ethel (Henry Handel) 951, 1035 Richeri, Giuseppe 1279 Richter, Sviatoslav 1489 Richthofen, Freiherr von 1090 Ricœur, Paul 650, 786 Ride, Sally 552 Riefenstahl, Leni 1437 Riemann 282, 324, 350 Ronaldo 1170 al-Rifai, Abdul-Munim 1711 Rifbjerg, Klaus 1007 Rihānī, Nagīb 1726 Rilke, Rainer Maria 12, 1500, 1521 Rimski-Korsakov, Nikolai 1487 Rimzon, N. N. 1115, 1142 Riordan, James 1151 Ritsos, Janos 1518 Ritter, Carl 743 1644 Rivera, Diego 1191, 1240, 1628 Rivera, José Eustasio 1016, 1681, 1621 Rivera, Primo de 79, 2032 Rivers, W. H. R. 894 Rivière, Georges Henri 1310 Robbe-Grillet, Alain 34, 1001 Robbins, Lionel 690, 692 Robert, Shaaban 1025 Robinson, Joan 691, 701 Robinson, Julia 49, 346 Robinson, Ronald 49 Rockefeller, John D. 1300 Rodó, José Enrique 1614 Roerich, Hélène 1482 Roerich, Nicholas 1482

Roerich, Sviatoslav 1482 Roerich, Youri 1482 Rogers, Carl 879 Rohe, Mies van der 2044 Roig, Arturo 803 Rolland, Romain 986 Romanenko, Youri V. 552 Romanovski, Général 1957 Rome-Berlin, axe 8, 92, 2058 Romer, David 700, 703 Romero, Francisco 803, 1623 Romero, José Luis 830, 1611 Romm, Mikhail 1493 Röntgen, Wilhelm 430 Roo, Robert 1037 Roosevelt, Eleanor 216 Roosevelt, Franklin Delano 7, 9, 16, 54, 78, 94, 98, 106, 109, 116-19, 438, 759, 1280, 1525-1527, 1540-42, 1544-45, 1547-1549, 1554, 1558-59, 1562, 1564, 1567, 1575, 1583, Roosevelt, Theodore 1280 Roque, Germán Carnero 1263 Rorty, Richard McKay 783 Rosa, Jão Guimarães 1019, 1621 Rose, Steven 873 Rosenberg, Harold 1108 Rosenberg, Isaac 986 Rosenberg, Nathan 490 Rosi, Francesco 1444 Ross, Dorothy 720 Ross, Ian M. 528 Ross, John 506 Ross, Malcom D. 735 Rostropovitch, Mstislav 1489 Rotblat, Joseph 854 Roth, Joseph 1500

Roth, Kalus 349 Rothko, Mark 1113 Rothschild, Henry de 1415 Rouault, Georges 13 Rouch, Jean 1444 Roumain, Jacques 1014 Rousseau, Jean-Jacques 794, 1205, 1156 Rousset, Paul 1180 Roustavéli, Shota 1486 Rozhdestvensky, Dimitri 1468 Rozhdestvensk, Robert 1486 Ruanda-Urundi 1752, 1768 Rubin, William 1092 Rudaki, Abu 1687 Ruedenberg, Reinhold 487 Ruelle, David 349 Rugova, Ibrahim 29 Rulfo, Juan 1017, 1619 Rushdie, Salman 939, 951, 1029 Ruska, Ernst 560 Russel, Bertrand 780, 794-795, 853, 950, 1922 Russel, Bob 1180 Rutherford, Lord Ernest 30, 287, 301, 487, 1416, 1974 Rybakov, Boris 1482-83 Rylski, Maksim 1486 Ryunosuke Akutagawa 1031 S Saár, E. 1513 Sábato, Ernesto 1619

Saár, E. 1513 Sábato, Ernesto 1619 Sacco, Nicola 1537 Sadiq, Mahmoud 1711 Sadler, Michael 1812 Sadoveanu, Mihail 1510 Sadovsky, V. N. 422 Saghal, Nayantara 1029 Saha, Meghnad 1816, 1855-1856 Sahani, B. 1818 Said, Edward 652, 897, 901, 1653 Saint-Clair, Georges 1161 Saint-Exupéry, Antoine de 8 Sakharov, Andrei 1481, 1486 Salam, Abdus 314, 1871 Salan, Raoul 22 Salazar, Antonio de Oliveira 22, 85, 993, 1766, 1779, 2126 Salih, Tayeb 1736 Salinger, Jerome David 1012 Salomon, von Ernst 1439 Salt, Henry 1773 Samara, Noah 187 Samaranch, Juan Antonio 1179 Samokich, Nikolai 1490 Samuelson 696, 700-1 Sánchez, Florencio 1620 Sandburg, Carl 952, 1010 Sándor, Pal 1513 Sanger, Margaret 1936 al Sanhouri, Abdel Razzāg 1726 Sant'Elia, Antonio 1069 Santo, Luis Martín 993 Santos, José Eduardo dos 161 São Tomé 1765 Sapara, Oguntolu 1775 Sapir, Edward 738 Sagao, Batcha 1686, 1960 Saramago, José 994 Sardesai, Govind S. 621 Sargent, Thomas J. 699 Sargeson, Frank 1037 Sarian, Martiros 1490 Sarkar, Jadunath 621 Sarmiento, Dominigo F. 1607, 1636 Sarnoff, David 1277 Saro-Wiva, Ken 1762

Sarraut, Albert 1762

Sarraute, Nathalie 34, 1001, 1002 Schoenberg, Arnold 1438, 1500, Sars, Michaël 506 1507 Sartori, Giovanni 1272, 1283 Schopenhauer, Arthur 794, 803 Sartre, Jean-Paul 34, 784, 849, Schott, Thomas 1911 850, 951, 994-95, 1010, 1443 Schottky, Walter 527, 581 Satan 990, 992 Schouten, Frans F. J. 587 Satie, Éric 13 Schramm, Wilbur 586, 1264 Sato, Masayuki 619 Schrödinger, Erwin 288, 295, 305, Sats. Natalia 1489 487 Sauer, Carl 747 Schubert, Franz 1499 al-Saudi, Muna 1711 Schultz, Theodore W. 671 Saussure, Ferdinand de 786 Schulz, Bruno 1504 Sauvé, Jeanne 1589 Schwartz, Laurent 353 Sauvy, Albert 1444 Schwinger, Julian 313 Sauvy, Alfred 144 Scitovsky 692 Savitski, M. 1490 Scopes, John 1537 Sayegh, Anis 1709 Scott, Adrian 953 al-Sayyab, Badr Shakir 1703 Scripps, E. W. 1274 al-Sayyid, Muhammed 1756 Séchehaye, Albert 736 Scandinavie 722, 1197, 1298, Sedrak, Arakelian 1490 1442, 1526 Seeger, Peter 37 Schamberg, Morton 1064 Séféris, Georges 998, 1518 Schapiro, Meyer 1124 Segall, Lasar 1631 Schartau, Gustav 1161 al-Segīnī, Gamal 1726, 1728 Schéhadé, Georges 1741 Segall, Lasar 1631 Schellenberg, T. R. 1291 Seicho Matsumoto 1942 Scherbatskoï, Fedor 1482 Seifert, Jaroslav 996, 1501 Schiller, Herbert I. 968, 1264 Seifoulina, Lidia 1484 Schiller, Leon 1504 Seiichi Morimuro 1942 Schiransky, Natan 1462 Seiii, Ueda 798 Schirra, Walter M. Jr 549 Sékou Touré, Ahmed 160 Schlemmer, Oskar 954 Selberg, Atle 350 Schlick, Moritz 388, 781 Seligman, Charles G. 894 Schllenz, Karl 1160 Selim al-'Awwa 1729 Schmidt, Alfred 791 Semenova, Marina 1489 Schmidt, Otto 1469, 1477, 1473 Schneider, Jane 649 Sen, S. N. 1840 Sénégal 22, 35, 160, 163-64, Schneider, Peter 649 Schneider, Theodor 349 219, 590, 1183, 1212, 1302, Schnitzler, Arthur 952, 1500 1752,1761, 1764, 1775

Shinichi Hoshi 1942 Senghor, Léopold Sedar 22, 35, Shinohara, Ushio 1126-1127 159, 160-61, 584, 801, 1184, 1024 Shiraga, Kazuo 1103 Senji, Yamamoto 1936 Shnitke, Alfred 1488 Sennett, Richard 1398 Shockley, William B. 527, 534 Seppanen, Paavo 1151 Shoubnikov, Alexei 1473 Serapion, Brethren 990 Shubin, Semen 1474 Serban, Andrei 1517 Siddiqui, Salimuzzaman 1882 Serebrennikov, Boris A. 742 Sidgwick, Henry 847 Serebrovsky, Alexandre 1476 Siegel, Carl Ludwig 349, 350 Sergeïev-Tsenski, S. 1484 Siegfried, André 1550 Sergueïev, Konstantin 1489 Sienkiewicz, Henryk 1503 Serocki, Kazimierz 1515 Sierpiński, Waclaw 1504 Serre, Jean-Pierre 354 Sierra Leone 11, 1751, 1782 Sert, Josep Lluis 1087 Sihanouk, Norodom 144 Service, Elman R. 648 Sikorsky, Igor 1471 Severini, Gino 1067 Sillanpää, Frans 1007 Severny, Andrei 1473 Silva, Edward T. 720 al-Sghayyir, Rabah 1711 Sim Hun 1944 al-Shabbi, Abu al-Oasim 1741 Šíma, Josef 1502 Shackle, George 690 Simiand, François 679 Shahid, Irfan 1709 Simmel, Georg 678 Shakespeare, William 414, 1010, Simon, Claude 1001, 1160-61, 1080, 1352-1353, 1493 1207 Shalabu, Paledu 1950 Simonov, Nikolai 1493 Shammut, Ismail 1710 Simonov, Constantin 1005, 1485 Shanin, Teodor 649 Sinclair, Upton 952 Shapere, Dudley 783 Singapour 88, 136, 165, 185, 187, Sharabi, Hisham 1709 245, 490, 531, 599, 600, 823, Sharon, Ariel 26, 27, 2165 860, 910, 1138, 1215, 1227, Shaw, Bernard 12 1235, 1267, 1347, 1363, 1881 Shaw, Irwin 952 Singer, Isaac Bashevis 1012 Singh, Khushwant 1029 Shen, Hong 1923 Shepard, Alan B. 547 Siniavsky, André 1006 Shepard, Sam 1011, 2135 Siqueiros, David Alfaro 1191, Sherwood, Robert 952 1240, 1629 Sircar, Mahendra Lal 1814, 1829, Shikai, Yuan 1915, 1922 Shils, Edward 768, 144 1851, 1852, 1855 Shimazaki, Toson 1031, 1937 Šišakī, Adib 24 Sissakian, Norair 1472 Shimura, Goro 352

Sitong, Tan 1921 de Sitter, Willem 325 Sivakov, Vladimir 1498 Sklodowska-Curie, Maria 1506 Skobelev, Mikhail 1957 Skobeltsine, Dimitri 1474 Skoczylas, Wladislaw 1505 Skriabine, Alexander 1487 Skriabine, Georgii K. 1476 Skula, J. 1516 Skulte, Adolf 1488 Slater, John C. 305 Slaughter, Sheila A. 720 Slipher, Vesto M. 325 Smale, Stephen 359 Smetana, Bedřich 1501 Smirnov, Vladimir A. 422 Smislov, Vasili 1492 Smith, Adam 1578, 1921, 1970 Smith, Alfred 1537 Smith, Jan 22 Smithson, Robert 1131 Snow, Edgar 952 Sobinov, Leonid 1488 Sobolev, Sergei 353 Soboul, Albert 631 Sobukwe, Robert 163 Sodipo, J. Olubi 802 Sofronitsky, Vladimir 1488 Soka, Gakkai secte 832, 824 Sokhna, Sidney 1741 Sokolov, Nikolai 1490 Sokolovski, P. 1490 Soljenitsyne, Alexandre 956, 1004, 1461,1485, 1487 Solntsev, V. M. 742 Soloviev-Sedoi, Vasili 1488 Solow, Robert 701 Solty, Georg 1507

Somalie 21, 153, 166, 221, 441, 860, 1025, 1346, 1348, 1765, 1781 Sorescu, Marin 995, 1518 Sorokin, Pitirim 1497 Soseki, Natsume 1031 Soto, Jesús Rafael 1631 Soudan 21, 138, 153, 212, 603, 814-15, 1065, 1080, 1082, 1231, 1253, 1347, 1732, 1734-35, 1736, 1753, 1755 Soueif, Mustafā 1728 Soukatchev, Vladimir 1471 Soundoukian, Gabriel 1486 Soyinka, Wole 802, 1025, 1781 Spaak, Paul-Henry 30 Špala, Václav 1502 Spearman, Charles 871, 873 Speer, Albert 1085 Spencer, Herbert 389, 678, 794, 802, 894, 1921, 2000, Spender, Stephen 952 Spendiarian, Aleksandr 1487 Spengler, Joseph.J Spengler, Oswald 1700 Spielberg, Steven 1337 Spinoza, Brauch 794 Spiró, György 1514 Sraffa, Piero 691, 701 Sri Lanka 20, 136, 144, 227, 249, 466, 818, 831, 894, 900, 1029, 1806, 1887, 1889, 1890, 1891, 1892, 1893 Srivastava, Dhanpat Rai 1028 Srtashimirov, Anton 1510 St. Clair Kilby, Jack 528 St. Vincent Millay, Edna 952 Staff, Leopold 1503 Stafford, Thomas 548

Staline, Josef 6, 14, 16-17. 1164, 1171, 1175, 1197, 1236, 79, 82-83, 85, 91-92, 95-96, 1249-1250, 1315, 1384-85 100, 117, 118-121, 631, 789, Suess, Eduard 374 826, 848, 956, 1290, 1389, Suisse 14, 603, 774, 1003, 1074, 1485-1486, 1548-1549, 1564, 1158, 1165, 1171, 1182, 1197, 1919 1201, 1315, 1342-45, 1348, Stamp, Dudley 750 1362, 1437 Stanev, Yemiliyan 1518 Süsskind, Charles 1873 Stanislavski, Konstantin 1489 Sukarno, Ahmed 20, 112-113, Staudinger, Hermann 304 143-144,1904 Stein, M. Aure 1925 Sullivan, Harry Stack 878 Steinbeck, John 1539, 1542 Sullivan, Katherine 552 Steinhaus, Hugo 1504 Sun Yat-set 10, 84, 795, Steklov, Vladimir 1469 1915-1916, 1921 Stendhal 951 Sutton, David 585 Stephens, Jhon Lloyd 1133 Švabinský, Max 1501 Steptoe, Patrick 858 Svechnikov, Aleksandr 1488 Stevenson, Adlai 1283 Svetlanov, Evgeni 1489 Stewart, Dugald 720 Sviridov, Georgi 488 Stimson, Henry 1916 Svoboda, Josef 1516 Stoliarski, Petr 1488 Swahn, Oscar 1164 Stone, Richard 697 Swanson, Gloria 1537 Storni, Alfonsina 1620 Swaziland 165, 1751, 1765 Strassmann 31, 309 Swietoslawki, Wojciech 1505 Strauss, Richard 1500 Swift, Graham 1003 Stravinsky, Igor 954 Swinarski, Konrad 1515 Strawson, Peter Frederick 782 Sybel, Heinrich von 619 Strelnikov, N. 1488 Syrie 24-26, 64-65, 138, 143, 154, Strindberg, August 1000, 1010, 815, 1345, 1482, 1698-1704, 1031 1707, 1716 Stronka, G. 1490 Szabó, István 1513 Strougatski, Arkady et Boris 1005 Szajna, Jósef 1515 Strumiline, Stanislas 1201 Szell, George 1507 Struve, Petr 1479 Szent-Györgyi, Albert 1509 Štursa, Jan 1501 Szilárd, Leó 1508, 1549 Styopin, V. S. 422 Szücs, Jenö 1499 Su Buging 1925 Suède 30, 78, 175, 187, 219-20, Szymanowski, Karol 1504 Szymborska, Wislawa 997

436, 486, 620, 726-27, 764,

Т Tadjikistan 165, 1458, 1465, 1486, 1957, 1961-3, 1965 Tagore, Rabindranath 13, 792, 1027, 1121 Tahiti 1986 Tahl, Mikhail 1492 Tahtāwi 1722 al-Tahtāwi, Rifa ca 1723 Taisho, L'empereur 87, 797, 1030 Taïwan 18, 31, 47, 62, 119, 245, 454, 490, 531, 599, 600, 741, 823, 910, 1227, 1343, 1347, 1917, 1920, 1932-3, 1989 Takagi, T. 351-2 Takens, Floris 359 Takeo Arishima 1013 Taktakichvili, Otar 1488 talibans 225, 939, 941, 1689, 1696 al-Tal, Mustafa Wahbeh 1711 Tallat-Kyalpch, Yuri 1488 Tamagawa, T. 352 Tamási, Aron 1508 Tamayo, Rufino 1692 Tamm, Igor 1473, 1474 Tanabe, Hajime 798 Tanaka Atsuko 1103 Taniyama-Weil, conjecture 353 Tanizaki 1031 Tansi, S. L. 1026 Tanzanie 21, 46, 164, 186, 261, 493, 590, 658, 1025, 1231, 1349, 1353, 1583, 1788, 1795 Tao, Xingzhi 1924 Tapié, Michel 1097, 1105, 1109 Tàpies, Antoni 1100-2, 1104-5, 1107, 1111, 1129, 1142 Taraki, Nour Mohammed 1696 Tarde, Gabriel 967 Tarkovski, Andrei 1493

Tarle, Evgeni 1481 Tarski, Alfred 346, 781, 1504 Tarzi, Mohammad Beg 1685 Tata, Jamshedji 1814, 1816, 1841 Tate, Allen 952 Tate, F.V. 583 Tatline, Vladimir 1035-62, 1070-1, 1075, 1084, 1088, 1140 Tayama, Katai 1937 al-Tayeb, Abdallah 1736 Taylor, Frederick 1422 Taylor, Gordon Rattary 704 Taylor, Joseph H. 282 Tchaboukiani, Vakhtang 1489 Tchad 1347, 1732, 1751 Tchaïkovski, Boris 1488 Tchaïkovski, Piotr Ilyich 1468 Tchapliguine, Sergei 1471 Tchang Kaï-chek 11, 17, 118-19, 184-88, 1916-17, 1932-33 Tchavtchavadze, A. 1486 Tchécoslovaquie 1497, 1550-9, 1512, 1514, 1521, 1561, 1788, 2062, 2076 Tchekhov, Anton 1468, 1493 Tchelomeï, Vladimir 1472 Tcheremnykh, M. 1465 Tcherkassov, Nicolai 1493 Tcherniaev, Mikhail, colonel 1956 Tchernobyl 1478 Tchetverikov, Sergei 1476 Tchiaoureli, N. 1493 Tchirkov, Boris 1493 Tchizhevski, Alexandr 1471 Tchkalov, Valeri 1477 Teige, Karel 1501 Teilhard de Chardin, Pierre 808 Teller, Edward 1562, 1549, 1508 Temperley, Harold 624 Teodorakis, Mikos 1518

Terechkova, Valentina 540, 1472 Terman, Lewis M. 872 Termen, Leonid 1475 Tetmajer, Kazimierz Przerwa 1053 Tetsujiro Inoue 797 Thackray, Arnold 1853 Thaïlande 52, 136, 165, 176, 1216, 1227, 1235, 1312, 1346, 1363 1638, 1805, 1896-7, 1905 Thani, Cheikh Hamad bin Khalifa Al 1718 Thapar, Romila 625 Thatcher, Margaret 227, 767, 774, 1426, 1447 Theodorakis, Mikos 1518 Theodorakis, Taki 998 Thiaroyel, Massacre 169 Thomas, Jhon Jacob 1663 Thomas, Raymond 1151 Thompson, Edward Palmer 631 Thompson, Gertrude Caton 662 Thompson, Joseph 270 Thompson, Warren 668 Thomson, Joseph John 1416 Thomson-Kelvin, William 371 Thoreau, Henry David 1565 Thoré, Théophile 1315 Thorndike, Edward 874, 1207 Thue, Axel 349 Thuku, Harry 11 Thurstone, Louis Leon 873 Tian Han 1033, 1035, 1923, 1929 Tibawi, Abdul-Latif 1709 Tienanmen, place 119, 1370 Tigranian, Armen 1488 Tikhomirov, Mikhail 1482 Tikhonov, Nikolai 1484 Tinbergen, Jan 697 al-Tinni, Yusuf 1736 Tinbergen, Jan 697

Tisza, Laszlo 303 Titchener, Edward B. 865 Tito, Josep Brodz 120, 144, 557 Titov, Guerman 33 Tobin, James 696 Toer, Pramoedya Ananta 1030 Tomonaga, Shin Itiro 313 Tomski, Nikolai 1491 Töpffer, Rodolphe 1158 Torga, Miguel 993 Torre, Guillermo de 1623 Torres, Camilo 1604 Torres Garcíal, Joaquín 1630 Toumanian, Ovanes 1486 Tougan, Ibrahim 1709 Touraine, Alain 237, 686, 2003 Tourgueniev, Ivan 1468 Townes 32 Townsend, Charles 492 Toynbee, Arnold 1137 Toyoda, Sakichi 1935 Trager, George 738 Trakl, Georg 987, 1500 Trauberg, Leonid 1493 Treitschke, Heinrich von 619 Tremblay, Michel 1014 Tretiakov, Sergei 1485 Treub, Melchior 1898-99, 1900-02 Treuman, R. 1490 Trifonov, Yuri 1487 Trilling, Lionel 952 Trinidad 1650, 1663 Trnka, Jiři 1516 Troubatchev, Oleg 1482 Troubetzkoy, Nikolaï S. 1501 Trudeau, Pierre-Elliott 1585, 1587 Truman, Harry S. 17, 18, 107, 117, 119, 120, 853, 952, 1549-1550, 1560-61, 1917

Trumbo, Dalton 935 Tsander, Fridrich 1472 Tsintsadze, Sulhan 1488 Tsiolkovsky, Konsantin 537, 539, 1468 Tsirkas, Stratis 998 Tsushima, Yuko 1032 Tsvetaïeva, Marina 1487 Tuffere, Alexandre 1136 Tu-jin, Pak 1033 Tull, Jethro 494 Tung Meng Hui-Sun Yat-sen 1915 Tunisie 11, 22, 34, 35, 47, 110, 138, 454, 1021, 1347, 1738-1741 Tupolev, Andrei N. 1470 Turing, Alan 346 Turkestan 1956-59 Turkménistan 1350, 1458, 1464, 1477, 1486, 1488, 1687, 1957, 1958, 1960, 1964-65 Turner, Frederick Jackson 620 Turner, Ted 1181, 1337 Turner, Victor 684, 685 Turquie 10,17, 24, 59, 62, 64, 85,136, 154, 165, 169, 612, 623, 837, 937-938, 954, 1023, 1159, 1177, 1288, 1300-01, 1459, 1563, 1678-79, 1681-84, 1686, 1699, 1745-47, 1878-79, 1881 Tursunzade, Mirzo 1965 Tutuola, Amos 1025 Tuwim, Julian 1504 Tvardovski, Alexandre 1485 Twain, Mark 1008 Tylor, Edward Burnett 644-5, 652 Tyson, Mike 1176 Tytchina, Pavel 1484, 1486

Tzara, Tristan 987-8, 1438, 1510, 1517

U

U'Tamsi, Tchicaya 1024 Uccello, Paolo 1628 Uitz, Béla 1507 Ujevič, Tin 1510 Ukraine 5, 60, 82, 826, 1242-43, 1315, 1485, 1487-8, 1490,1493, 1503, 1964 Ukrajinka, Lesia 1486 Unamuno, Miguel de 993 Union soviétique 7, 10, 13, 79, 83-84, 88, 93, 95, 98-100, 116-117, 123, 125, 128, 146, 148, 246, 358, 422, 428, 431-432, 445, 460, 472, 481, 538-40, 612, 626-627, 631, 636, 663, 684-85, 751, 753, 762, 819, 857, 883, 909-11, 939, 956-957, 990-91, 1058, 1060, 1167, 1202, 1232, 1238, 1246, 1249, 1268, 1282, 1289, 1298, 1301-5, 1310, 1349-51, 1389, 1432, 1443, 1458-1459, 1460-2, 1464, 1466, 1469-1470, 1478, 1481, 1485, 1487, 1489, 1493, 1512, 1565, 1788-1789, 1855-56, 1916-20, 1950-1953, 1962-63 Updike, John 1012 Ureña, Pedro Henríquez 1071, 1619, 1621-23 Uruguay 162-63, 184, 802-803, 1170, 1559, 1596-7,1604,1606 Urwin, Derek 974 Usigli, Rodolfo 1620 Usmani, I. H. 1872, 1879, 1882 Uygur, Nermi 1684 Uzunov, Dechko 1510

V Vacaresco, Helen 5 Vafiadis, Markos 17 Vaganova, Agrippina 1489 Vaidya, P. C. 1844 Vaïniounas, Stasis 1488 Vajda, Lagos 1508 Vajpayee, Atal Bihari 1867 Valentino, Rudolph 1537 Valera, J. P. 1636 Valéry, Paul 5, 12, 988, 1618 Vallejo, César 12, 1016, 1619 Vambery, Arminius 1954 Van de Graaff 309 Van der Meer, Simon 363 Van Dongen, Kees 13 Van Ostaijen, Paul 1006 Vansina, Jan 629 Vanzetti, Bartolomeo 1537 Varga, Imre 1513 Vargas, Getúlio 76, 85, 1601 Vargas Llosa, Mario 1018, 1919 Varma, Mahadevi 1028 Vasarely, Victor 1508 Vasconcelos, José 803, 1017, 1191, 1626-8, 1636-7 Vasili Yan 1482 Vaudeville 963 Vavilov, Nikolai 1476, 1480 Vavilov, Sergei 1469, 1480 Vavilov-Tcherenkov, radiation 1474 Vaz Ferreira, María Eugenia 1620 Vazha-Pshaveli 1486 Veblen, Thorstein 50, 701 Venezuela 1309, 1596, 1603-6.	Verechtchaguine, Alexander L. 1473 Verevka, Grigory 1488 Vernadsky, Vladimir 1468 Verne, Jules 1160 Vesaas, Tarjei 1007 Vezhinov, Pavel 1518 Vidal de la Blache, Paul 747 Vidal, Gore 952 Videla, Général 222 Viêt Nam 37, 72, 77, 100-10, 125-127, 141-2, 158, 216, 237, 742, 762, 831, 953, 966, 1030, 1130, 1176, 1196, 1232-3, 1284, 1304, 1461, 1484, 1572-4, 1582, 1603, 1644, 1980 Vigneault, Gilles 1585 Vilakazi, B. W. 1026 Villa-Lobos, Heitor 1625 Villanueva, Carlos Raúl 1634 Vilt, Tibor 1513 Vincent, G. 237 Vinci, Léonard de 393 Vinogradov, Alekandr 1477 Vinogradov, Ivan 350, 1471 Virenque, Richard 1174 Visvesvaraya, Mokshagundam 1851, 1856 Vitt, A. A. 359 Vladigerov, Pancho 1510 Vladimirtsov, Boris 1482 Voet, Willy 1174 Volkov, Valentin 1490 Volkstonel, Vlaamse 1000 Von Neumann, John 348, 354,700 Voorhoeve 736 Voutchetitch, Evgeny 1492
Venezuela 1309, 1596, 1603-6, 1613, 1962	Voutchetitch, Evgeny 1492 Voznesensky, Andrei 991
Venkataramani, K. S. 1027	Vygotsky, Lev S. 884

W Wadidah, Sobhi 1728 Wahbī, Yousef 1726 Wailu, Hou 797 Waismann, Friedrich 781 Waitz 631 Wajda, Andrzej 1515 Walcott, Dereck 1015 Walesa, Lech 28 Wallace, Henry 1561 Wallerstein, Immanuel 649 Wallis 1969, 1979 Walras, Léon 700 Walschap, Gérard 1006 Walson, J. 1202 Wang Anyi 1035 Wang Daheng 1928 Wang Ganchang 1928 Wang Guangyi 1127 Wang Guowei 1926 Wang Luobin 1923 Wang Yangming 796, 798 Wang Yuan 1928 Wang Zhenyi 1928 Warchavchick, Gregori 1633 Warhol, Andy 1126 Washington 1524, 1525 Watergate 1574 Watson, James 305, 335, 368, 496, 661, 859 Watson, John B. 866 Watson, Sheila 1013 Watson-Watt, Robert 488 Watt, James 494 Weber, Eugen 898 Weber, Max 633, 649, 678-81, 731, 758-60, 823, 895-6 Webern, Anton 1500 Wegener, Alfred 32, 275, 372-4

Weigong, Tienhsia 795

Weil, André 350 Weill, Kurt 954 Weinberg, Steven 314 Weingartner, Félix 5 Weintraub, Sidney 701 Weiran, Guang 1923 Weiss, Pierre 302 Weiss, Woiciech 1503 Weizmann, Chaim 23 welfare state 1441, 1541, 1555-57, 1577, 1587 Weller, Archie 1036 Wells, H. G. 1935 Wenda Gu 1140 Weng Wenhao 1925 Wen Jie 1929 Weöres, Sándor 1513 Wen Yiduo 1922 Werbner, Pnina 930 Werfel, Franz 1500 West, Cornel 930 Weyl, Hermann 348, 354 White, Andrew Dickson 417 White, Edward II 548 White, Hayden 653 Whitehead, Alfred North 799 Whitehouse, Mary 945 Whitman, Walt 952, 994, 1022 Whittle, Franck 487 Wicksell 695 Wiese, Leopold von 676 Wiesel, Élie 1002 Wigner, Eugène (Jenő Pál) 290, 305, 349, 1508 Wijaya, Putu 1030 Wilberforce, William 1656 Wilder, Billy 14 Wilder, Thornton 952 Wiles, Andrew 353 Willett, John 12

William, Sylvester 136 Williams, Eric 1650-53, 1655-56, 1660-62 Williams, Tennessee 952, 1011 Willingham, Calder 953 Wilshire, Henry 49 Wilson, Bob 1011 Wilson, Charles T. R. 526, 581 Wilson, Domingo Santa Cruz 1627 Wilson, Edmund 952-53 Wilson, Horace Hayman 1833 Wilson, Kevin G. 1383 Wilson, Robert W. 325 Wilson, Tuzo J. 372 Wilson, Woodrow 4, 7, 10, 63, 433, 1643 Wiredu, Kwasi 802 Witkiewicz, Stanislaw Ignacy 1503-4Witten, Edgar 354 Wittgenstein, Ludwig 780-1, 848, 853, 1499, 1521 Wolf, Christa 1004 Wolf, Eric 649 Wolfe, Thomas 1009 Wolpe, Joseph 880 Wols (Wolfgang Schultz) 1099, 1102 Wood, Charles 1811 Woolf, Virginia 989 Wright Mill, C. 1572 Wright, Frank Lloyd 1311 Wright, Judith 1035 Wright, Richard 1011 Wright, Wilbur et Orville 488 Wu Dayou 1932 Wu Han 958, 1035, 1926 Wu Mengchao 1929

Wii Youxun 1925

Wu Zuguang 1035 Wundt, Wilhelm 864-65, 910-12 Wurm, Stephen A. 735 Wyczólkowski Leon, 1503 Wysocka, Stanislawa 1504 Wyspiański, Stanislaw 1504 Wyville Thomson 506

X

Xian Xinghai 1923 Xiong Shili 795-6 Xirau, Ramon 1618 Xu Beihong 1923 Xu Bing 1139 Xueyin, Yao 1929 Xu Zhimo 1922

Υ

Yacine, Kateb 1019-20, 1741 Yakov, Flier 1488 Yali-Manis, David 1026 Yamada, Eimi 1032 Yamamoto Senji 1936 Yampolski, Abram 1488 Yan Fu 1921 Yan Yangchu 1924 Yanbing, Shen (Mao Dun) 1923 Yang Quan 1925 Yangel, Mikhail 1472 Yanin, Valentin 1482 Yavuukhuulan 1952 Ye Qisun 1925 Ye Shengtao 1034, 1923 Yehoshua, Abraham B. 1022 Yelin-Pelin 1510 Yevtushenko, Yevgeny 991 Yfsuke, Nakahara 1120 Yi Sang-hwa 1944 Yi Yuk-sa 1944 Yinchu, Ma 1931

1760-1, 1784-5, 1795

Zanussi, Krzysztof 1515

Zapata, Emiliano 1606

Zangwill, Israel 1527

Ying-Shi Yü 621 Zappas, Evangelios 1161 Yisheng, Mao 1925 Zarinsh, Margers 1488 Yom Kippour 25 Zavoisky, Evgeni 1475 Zayid, Mahmoud 1709 Yom Sang-sôp 1032 Yong-un, Han 1944 Zeldovitch, Yakov 1473 Yoshihara, Jiro 1103, 1109 Zelinsky, Nikolai 1469, 1475 Yoshiyuki Junnosuke 1032 Zelwerowicz, Aleksander 1504 Yougoslavie 9, 16, 25, 28, 86, 92, Zeman, Karel 1516 99, 100, 109, 119, 144, 169, 173, Żeromski, Stefan 1503 212, 444, 1310, 1457, 1497, Zervos, Christian 1094 1506, 1509, 1510, 1511-17, 1521, Zhang, Daqian 1924 Zhang, Xiaogang 1118 1582 Zhang, Xinx 1035 Youlan, Feng 796 Youon, Konstantin 1490 Zhan, Tianyou 1925 Zhao, Shuli 1929 Yourcenar, Marguerite 34, 1002, 2080 Zhao, Yuanren 1925 Zhao, Zhongyao 1927 Youtkévitch, S. 1493 Yovkov, Yordan 1510 Zhemaite, Y. 1486 Yrigoyen, Hipólito 1597 Zheng, Zhenduo 1923, 2028 Yukawa, Hideki 309, 310, 1939, Zhivkova, Lyudmila 1518 1940, 2078 Zholtovski, Ivan 1491 Yupanqui, Atahualpa 1627 Zhou Enlai 1919 Yuqian, Ouyang 1923 Zhou Peiyuan 1925 Yutaka Taniyama 352 Zhou Xinfang 1923 Zhou Yang 958 Z Zhou Zuoren 1923 Zaghloūl, Sáad 1724 Zhu De 1919 Zaghlūl, Sa^cd 1733 Zhu Kezhen 1925 Zhu Xi 796 Zahir, Mohammed 1690, 1695, 1697 Zhu Yingtai 1930 Zhuang Zi 798 Zahir, Shah 1691 Zhukov, Evgeni 1482 Zahradiček, Jan 1502 Zhukovsky, Nikolai 1471 Zaïre 153, 162-6, 626, 834, 1173, 1350, 1781, 2088 Zilsel, Edgar 395 Zakharov, M. 1489 Zimbabwe 22, 135, 162-5, 499, Zambie 21, 162, 165, 1242-43, 662, 1026, 1785-6

Zinnemann, Fred 1564

Ziyadeh, Nicola 1709

Zlatarsky, Vladimir 1509

Zippin, Leo 348

Znaniecki, Floryan Witold 1506 Zochtchenko, Mikhail 990-92, 1484 Zola, Émile 951 Zorn, Fritz 1003 Zsigmondy, Richárd 1509 Zu'aytir, Akram 1709 Zuse, Karl 487 Zweig, George 319 Zweig, Stefan 1500 Zwelonke, D. M. 1026 Zworykine, Vladimir 1280, 1475 Zyklon B. 14



Illustration 1 Isaak Brodski, portrait de Lénine à l'Institut Smolny, Saint Pétersbourg (1930), conservé au Musée historique de Moscou. En 1917, le leader russe fit de ce bâtiment le quartier général bolchevik durant la révolution d'Octobre (photo DeA Picture Library).

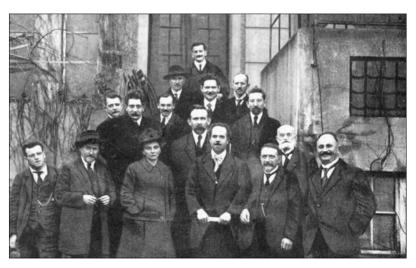


Illustration 2 Rosa Luxemburg, entourée des dirigeants du Parti social-démocrate indépendant allemand. Cet auteur et révolutionnaire germano-polonaise fonda, avec Karl Liebknecht, la Ligue spartakiste, qui devint par la suite le Parti communiste allemand (photo DeA Picture Library).



Illustration 3 Dans les rues de New York, un homme tente de vendre sa voiture après le krach de Wall Street en octobre 1929. L'effondrement de Wall Street ébranla l'économie mondiale à travers le globe (photo Bettmann/Corbis).

Illustration 4 Le 7 décembre 1941, les Japonais lancent une attaque surprise sur Pearl Harbor à Hawaï, le quartier général de la flotte américaine dans le Pacifique, tuant quelque 2 400 personnes et endommageant 21 navires et plus de 300 avions. Cet assaut signa l'entrée des États-Unis dans la Deuxième Guerre mondiale (photo Sipa Press).





Illustration 5 En 1921, le colonel cosaque Reza Khān (au centre) fomenta un coup d'État en Perse (aujourd'hui l'Iran) par lequel il se hissa au pouvoir. Il fut proclamé shah en 1925 mais fut contraint d'abdiquer durant la Seconde Guerre mondiale (photo Bettman/Corbis).



Illustration 6 L'artiste espagnol Pablo Ruiz Picasso dans son atelier à Vallauris, en France, où il vécut de 1948 à 1955 (photo DeA Picture Library).



Illustration 7 Le trompettiste noir-américain Dizzy Gillespie en 1986. Gillespie fut l'un des principaux défenseurs du be-bop, un style de musique au tempo rapide et aux techniques d'improvisations complexes qui se popularisa dans les années 1940 (photo William Coupon).



Illustration 8 Charlie Chaplin dans Les temps modernes (1936), un film critiquant les conditions de travail de son époque. Travaillant dans une usine, le désormais légendaire Charlot lutte pour survivre dans un monde industrialisé moderne (photo Bettmann/Corbis).

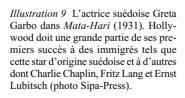






Illustration 10 Vue extérieure de la chapelle de Notre-Dame-du-Haut à Ronchamp, en France, conçue par Le Corbusier et construite en 1950. Le Corbusier fut l'un des principaux pionniers de l'architecture moderne (photo Archivo Iconografico, S.A./ Corbis).



Illustration 11 Le bâtiment du Secrétariat, haut de 39 étages, qui fait partie du siège des Nations Unies à New York, fut conçu par Wallace Harrison avec Le Corbusier, entre autres. Les Nations Unies, la plus importante et représentative organisation internationale du monde moderne, fut fondée à San Francisco en 1945 (photo DeA Picture Library).



Illustration 12 Une réunion des membres de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN), à Paris en décembre 1957. Cette organisation internationale, fondée le 4 avril 1949, fut conçue comme un système de défense contre l'URSS et ses alliés (photo Bettmann/Corbis).

Illustration 13 Patrice Lumumba devint le premier Premier ministre de la République démocratique du Congo, après l'accession de son pays à l'indépendance vis-à-vis de la Belgique en juin 1960. Il fut chassé du pouvoir suite au coup d'État de Sésé Sekoin Mobutu et assassiné en janvier 1961 (photo DeA Picture Library).





Illustration 14 L'activiste contre l'apartheid, Nelson Mandela, sortant de prison en 1990, après près de 28 ans d'incarcération. En 1993, il partagea le prix Nobel de la paix avec le président sud-africain F. W. De Klerk pour leur lutte pour l'égalité raciale. Mandela fut élu président de l'Afrique du Sud en 1994 (photo Kuus/Sipa-Press).



Illustration 15 Le président égyptien Anouar el-Sadate, le président américain Jimmy Carter et le premier ministre israélien Menachem Begin à Washington lors de la cérémonie de signature des accords de Camp David le 17 septembre 1978 (photo Wally McNamee).

Illustration 16 La première intifada (signifiant «soulèvement» en langue arabe) débuta en 1987 par un violent soulèvement civil en réaction à l'occupation par Israël de la Bande de Gaza et de la Cisjordanie. Photo ci-contre : affrontements à Bethléhem en 1988 (photo Tiktiner/Sipa-Press).





Illustration 17 Le 9 novembre 1989, le mur de Berlin, long de 49 kilomètres, construit en 1961 afin de prévenir le passage des résidents communistes de l'Allemagne de l'Est vers Berlin-Ouest, fut ouvert au libre transit. Ce vestige et symbole de la guerre froide fut démantelé peu après (photo Jacques Witt/Sipa-Press).

Illustration 18 En 1993, Wayne Knox, des laboratoires Bell, mit au point un système de fibre optique capable de transmettre un faisceau laser (photo Roger Ressmeyer).



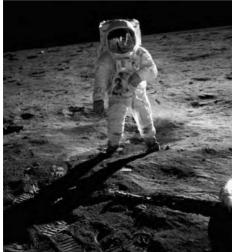


Illustration 19 L'astronaute américain Edwin «Buzz» Aldrin photographié sur la Lune par Neil Armstrong le 21 juillet 1969, au cours de la première sortie humaine sur la Lune, lors de la mission Apollo 11 (photo Neil Armstrong).

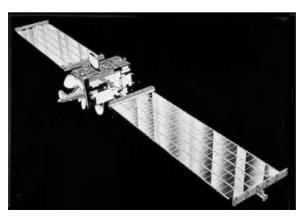


Illustration 20 Depuis le lancement de Spoutnik I en 1957, l'espace est devenu l'objectif et le but d'une avancée technologique de premier ordre. Les satellites en orbite sont le symbole de ce progrès (photo DeA Picture Library).



Illustration 21 L'un des premiers téléviseurs britanniques, en 1949. Bien que la première retransmission publique à grande distance ait eu lieu en 1927, la télévision ne connut sa grande popularité qu'à partir des années 1950 (photo DeA Picture Library).

Illustration 22 Une illustration italienne représentant l'assassinat à Sarajevo, le 28 juin 1914, par Gravilo Princip, un étudiant serbe, de l'archiduc François-Ferdinand, héritier de la couronne austrohongroise, qui précipita le début de la Première Guerre mondiale (photo DeA Picture Library).





Illustration 23 Le leader nationaliste indien Mohandas Karamchand Gandhi introduisit un nouveau type d'action politique basé sur la désobéissance civile non violente, ouvrant ainsi la voie à l'indépendance de l'Inde vis-à-vis de la Grande-Bretagne en 1947 (photo Bettmann/Corbis).



Illustration 24 La marche sur Rome, le 28 octobre 1922. À la tête de cette marche, Benito Mussolini (au centre), fondateur du mouvement fasciste italien, fut par la suite nommé au poste de Premier ministre. Peu après il s'autoproclama dictateur (photo DeA Picture Library).



Illustration 25 Prisonniers au travail forcé dans le camp de concentration d'Oranienburg, au nord de Berlin, durant la Seconde Guerre mondiale. Hitler ouvrit le premier camp seulement deux mois après son arrivée au pouvoir fin janvier 1933 (photo DeA Picture Library).



Illustration 26 Le nationalsocialisme, un mouvement politique allemand fondé sur le nationalisme, l'anticommunisme, la xénophobie et l'anti-sémitisme, installa Adolf Hitler au pouvoir en 1933. Durant la Seconde Guerre mondiale, la «solution finale» de Hitler prévoyait la déportation et l'extermination systématiques des juifs européens (photo DeA Picture Library).

Illustration 27 Soldats des troupes nationalistes chinoises de Tchang Kaï-chek. En 1928, il prit la tête de la République chinoise unifiée. Durant la guerre civile chinoise (1926-1949), il tenta en vain d'éradiquer l'opposition communiste et battit en retraite sur Taiwan (photo DeA Picture Library).





Illustration 28 L'empereur japonais Hirohito monta sur le trône en 1926 et régna jusqu'en 1989. Il porte ici le costume traditionnel impérial (photo Bettmann/ Corbis).



Illustration 29 Adolf Hitler à Dortmund, en Allemagne. En mars 1936, le dictateur viola le traité de Versailles qui avait mis fin à la Première Guerre mondiale et occupa à nouveau la zone démilitarisée de Rhénanie, près de Dortmund (photo Collection Hulton-Deutsch/Corbis).

Illustration 30 Le général et dictateur espagnol Francisco Franco durant la guerre civile espagnole (1936-1939), qu'il remporta grâce à l'aide de l'Allemagne nazie et de l'Italie fasciste. En 1947, il déclara l'Espagne une monarchie et s'en autoproclama régent, se maintenant ainsi au pouvoir jusqu'à sa mort en 1975 (photo DeA Picture Library).





Illustration 31 Troupes allemandes entrant dans Varsovie le 1^{er} septembre 1939. Deux jours après l'invasion nazie de la Pologne, la France et la Grande-Bretagne déclarèrent la guerre à l'Allemagne, marquant ainsi le début de la Deuxième Guerre mondiale (photo DeA Picture Library).



Illustration 32 Le président français nouvellement élu, Charles de Gaulle, visitant l'Algérie en 1958. De Gaulle sortit de sa retraite pour tenter de résoudre la crise autour du mouvement d'indépendance de cette colonie française qui se poursuivit jusqu'en 1962 (photo DeA Picture Library).

Illustration 33 Lors de la conférence de Yalta, en Crimée, en février 1945, Churchill. Roosevelt et Staline définirent le nouvel ordre européen en anticipation de la fin prochaine de la Seconde Guerre mondiale. Leurs décisions, y compris la division de l'Allemagne en quatre zones militarisées, furent à l'origine de la guerre froide (photo DeA Picture Library).

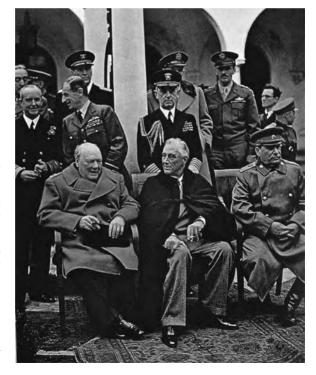




Illustration 34 Des membres du Freie Deutsche Jugend est-allemand (Jeunesse allemande libre), manifestant à Berlin-Est en 1950 contre le programme américain de reconstruction européenne, connu sous le nom de plan Marshall (photo Archives Hulton).

Illustration 35 Le président soviétique Nikita Khrouchtchev et son homologue américain John F. Kennedy à Vienne, en 1961. Deux mois plus tard, le mur de Berlin fut érigé divisant la ville jusqu'en 1989 (photo DeA Picture Library).





Illustration 36 Manifestation antisoviétique à Prague, en 1968. Sous Alexander Dubcek, alors premier secrétaire du Parti communiste, une vague de libéralisation politique balaya la capitale tchèque durant les premiers mois de 1968. Connue sous le nom de printemps de Prague, elle prit fin avec l'invasion soviétique (photo DeA Picture Library).

Illustration 37 En 1985, le dirigeant soviétique Mikhaïl Gorbatchev, père d'un programme radical de réformes économiques et sociales, s'appuyant sur la glastnost (ouverture) et la perestroika (restructuration). Il reçut le prix Nobel de la paix en 1990 (photo A.P.N./Sipa-Press).





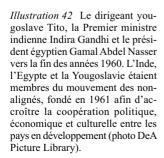
Illustration 38 Le président Samuel Nujoma lors de la cérémonie d'indépendance de la Namibie, en 1990. Président fondateur de l'Organisation du peuple du sudouest africain (SWAPO), il fut à la tête de la lutte contre le régime d'occupation sud-africain. En 1989 il fut élu premier président de la Namibie (photo Laif/Sipa-Press).

Illustration 39 Affiche de propagande figurant Mao Zedong, à Shanghai en 1967. Fondateur de la République populaire de Chine, il arriva au pouvoir en 1949 et initia la Révolution culturelle en 1966, durant laquelle les attitudes révolutionnaires furent encouragées, les cadres congédiés et tous les aspects de la culture détruits (photo DeA Picture Library).





Illustration 40 Le président indonésien Ahmed Sukarno fonda le Parti national indonésien en 1927 et mena la lutte nationale pour l'indépendance en 1949. Il fut renversé en 1965 lors d'un coup d'État militaire sanglant (photo DeA Picture Library).



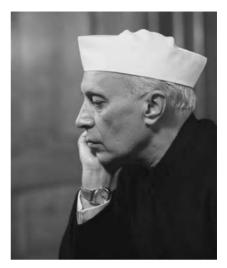


Illustration 41 Jawaharlâl Nehru, devint le premier Premier ministre de l'Inde en 1947, après l'accession de ce pays à l'indépendance vis-à-vis de la Grande-Bretagne (photo Baron).





Illustration 43 Le pasteur noir américain Martin Luther King, pendant la marche sur Washington de 1963, au cours de laquelle il délivra son célèbre discours «I Have a Dream». King promouvait les droits civiques par la protestation non violente. En 1964, il reçut le prix Nobel de la paix. Son assassinat en 1968 fut à l'origine d'agitations raciales à travers tout le pays (photo Bettmann/Corbis).

Illustration 44 L'apartheid, qui signifie séparation, était un système de ségrégation raciale institué par le gouvernement de la minorité blanche en Afrique du Sud, en 1948. Des panneaux tels que celui sur cette photo de 1956, étaient communs, jusqu'à ce que l'apartheid soit officiellement aboli en 1990 (photo Hulton Archive).





Illustration 45 Des enfantssoldats au Soudan, en 1971, durant la guerre civile (1956-1972). On estime que près de 15 000 enfants soldats ont pu prendre part au conflit (photo Hulton Archive).

Illustration 46 Bidonville sur le fleuve Saigon de Hô Chí Minh-Ville, au Viêt Nam. L'augmentation de la démographie dans les pays en développement a donné naissance à des quartiers urbains emprunts d'une très grande pauvreté, tels que celui-ci (photo Owen Franken).





Illustration 47 Immigrante pakistanaise arrivant à l'aéroport londonien de Gatwick. Les immigrants des anciennes colonies britanniques choisissent de préférence les pays anglo-saxons où la langue et les coutumes leurs sont quelque peu familières (photo Hulton Archive).



Illustration 48 Festivités autour de la conférence de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), au Sierra Leone, en 1980. Fondée en 1963, l'OUA promeut la solidarité entre les pays africains, soutient la décolonisation et encourage le développement économique (photo Corbis).

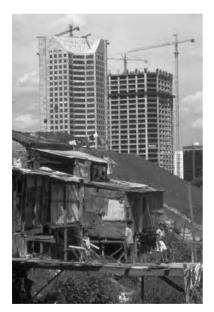


Illustration 49 Voisins mal à l'aise, luxe et misère noire dans une métropole moderne. L'augmentation démographique force les pays même les plus industrialisés, à faire cohabiter la misère urbaine extrême des uns et la prospérité économique des autres (photo Paulo Fridman).



Illustration 50 La naissance de la brebis Dolly, en 1996, le premier mammifère cloné à partir d'une cellule adulte, fut à l'origine à la fois d'une révolution scientifique et d'une polémique autour du clonage humain (photo Najlah Feanny-Hicks).



Illustration 51 Femmes pompiers combattant un feu après l'attaque de Pearl Harbor par les forces japonaises en 1941. Au cours de la Deuxième Guerre mondiale, les femmes américaines se sont montrées d'un soutien précieux aussi bien dans leur pays qu'à l'extérieur de celui-ci (photo Hulton Archive).



Illustration 52 Femmes afghanes portant la burqa, en 1997. Sous le régime des talibans, une secte sunnite qui dirigea le pays de 1996 à 2001, les femmes musulmanes devaient se couvrir entièrement en public (photo Christine Spengler/Sipa-Press).



Illustration 53 Alors assignée à résidence (1989-1995), Aung San Sou Kyi, à la tête de l'opposition birmane, reçut le prix Nobel de la paix en 1991 pour son engagement envers l'instauration d'une démocratie en Birmanie (aujourd'hui Myanmar). On la voit ici s'adresser à la foule après sa libération en 1995 (photo Manuel Ceneta/AFP).

Illustration 54 Suffragettes anglaises lors d'une manifestation à Londres, en 1911. Le droit de vote des femmes, instauré au Royaume-Uni en 1928, fut souvent le premier pas vers une égalité politique, juridique, socioculturelle et économique (photo Collection Hulton-Deutsch/ Corbis).





Illustration 55 Groupe de femmes érythréennes s'apprêtant à voter lors d'un référendum national, tenu en 1993, lorsque le pays devint indépendant de l'Éthiopie. Le vote mit fin à trente ans de guerre civile (photo Robert Papstein/Sipa-Press).



Illustration 56 Golda Meir, en 1948, préparant un discours durant les festivités marquant la création de l'État d'Israël. Elle devint la quatrième Premier ministre du pays (1969-1974) (photo Sipa-Press).

Illustration 57 Les Beatles, en 1965, montrant fièrement leurs médailles de l'Ordre de l'Empire britannique après que la reine Elisabeth II les leur eut remises. Ce célèbre groupe de rock britannique incarna la nouvelle culture de la jeunesse (photo Bettmann/Corbis).





Illustration 58 Rue Gay-Lussac à Paris, en mai 1968, après les manifestations estudiantines. Ces événements permirent la reconnaissance de la jeunesse moderne comme une force politique et culturelle (photo Bettmann/Corbis).



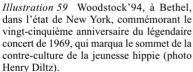




Illustration 60 Enfants dans une rue de Calcutta, en Inde. Les difficultés économiques des pays en développement ont accentué l'exploitation des enfants, un sujet de préoccupation pour les défenseurs des droits de l'homme (photo Nazima Kowall).



Illustration 61 Vieille femme chinoise portant son petit-fils. Dans la culture chinoise, les membres les plus âgés de la société sont très respectés pour leur sagesse et leur savoir (photo Paul A. Souders).



Illustration 62 Femme âgée coréenne habillant une jeune fille en préparation d'un rituel shamanique. Les anciens jouent un rôle primordial dans la perpétuation des coutumes sociales, culturelles et religieuses auprès des jeunes générations (photo Nevada Wier).

Illustration 63 Centre de rééducation sierraléonais financé par Médecins sans frontières et Handicap international, deux agences humanitaires françaises (photo Patrick Robert).





Illustration 64 La championne paralympique française Béatrice Hess. L'évolution des attitudes et des droits sociaux ont permis la présence de personnes handicapées dans de nombreux secteurs de la société (photo Pascal Le Segretain).



Illustration 65 Séchage de fibres de sisal en République-Unie de Tanzanie. Les méthodes agronomiques modernes permettent, de plus en plus, une agriculture respectueuse de l'environnement (photo Paul Almassy).



Illustration 66 Femmes au travail dans une coopérative rizicole mozambicaine. La recherche de modèles de développement durable, encourageant la préservation des ressources naturelles, a permis le retour aux coutumes traditionnelles (photo Adrian Arbib).



Illustration 67
Jeunes Masaï
parés de leurs plus
beaux atours au
cours d'une cérémonie traditionnelle en Afrique de
l'Est (photo Yann
Arthus-Bertrand).



Illustration 68 Les physiciens Max Planck et Albert Einstein durant une conférence à Berlin en 1930 (photo Bettmann/Corbis).



Illustration 69 Le physicien et mathématicien allemand, Max Born, reçut le prix Nobel de physique en 1954 pour ses recherches en mécanique quantique (photo Collection Hulton-Deutsch/Corbis).



Illustration 70 Le scientifique britannique Paul Dirac, père de la physique quantique, reçut le prix Nobel de physique en 1933 «pour sa découverte de nouvelles formes productives de théorie atomique» (photo Bettmann/Corbis).



Illustration 71 Accélérateur de particules nucléaires au Conseil européen pour la recherche nucléaire (Cern), près de Genève en Suisse. Cet appareil utilise les champs électriques pour propulser des particules chargées électriquement à de grandes vitesses et hauts niveaux d'énergie (photo Marc Garanger).

Illustration 72 L'on attribue à l'astronome américain Edwin Hubble la découverte du décalage vers le rouge (redshift) des galaxies, un effet produit par les variations des rayons de lumière. La loi de Hubble, un rapport entre la vitesse et la distance, donna naissance à la notion d'expansion de l'univers (photo Bettmann/Corbis).





Illustration 73 Le premier ordinateur central fut produit dans les années 1950 et ouvrit la voie vers la conception d'ordinateurs personnels et à la prolifération de la technologie de l'information, au début des années 1980 (photo Royalty-Free/Corbis).



Illustration 74 Le généticien américain Thomas Hunt Morgan reçut le prix Nobel de physiologie ou médecine en 1933 pour avoir prouvé que les chromosomes sont porteurs des gènes, levant ainsi le mystère de l'hérédité (photo Bettmann/Corbis).



Illustration 75 Le biologiste américain Craig Venter, est connu pour ses avancées scientifiques sur la modélisation du génome humain, qui requit le séquençage de trois milliards de bases d'ADN (photo Trippett/Sipa-Press).

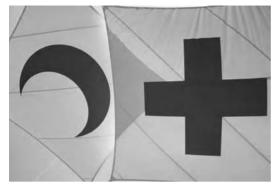


Illustration 76 Fondé en 1864, le Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, ou Croix-Rouge, est une des organisations internationales les plus importantes au monde. À son origine, seule la croix rouge était utilisée comme symbole. Certains pays musulmans protestèrent et le croissant rouge fut adopté (photo Barnabas Bosshart).

Illustration 77 Préparation de vaccins contre le choléra. Afin de combattre l'épidémie qui s'abattit sur l'Égypte en 1947, plus de 56 000 doses de vaccin furent commandées (photo Bettmann/Corbis).





Illustration 78 Le biologiste américain Jonas Salk, préparant des vaccins contre la poliomyélite au début des années 1950, une des premières tentatives fructueuses d'immunisation contre le virus. Des programmes à grande échelle de vaccination contre cette maladie débutèrent aux États-Unis en 1954 (photo Bettmann/Corbis).



Illustration 79 Préparation d'antibiotiques, en 1956. La production d'antibiotiques à des fins commerciales au début des années 1940 éradiqua de nombreuses maladies d'origine infectieuse, bien que les coûts élevés de production aient restreint l'accès à ces traitements aux pays riches (photo Collection Hulton-Deutsch/Corbis).



Illustration 80 Machine à laver personnelle, fin des années 1940. Après la Deuxième Guerre mondiale, l'arrivée des machines à laver dans les ménages permit une meilleure hygiène corporelle (photo Severn).



Illustration 81 Affiche de publicité pour le planning familial, en 1967. La facilité d'accès aux contraceptifs féminins dans les années 1960 fut à l'origine de débats moraux et politiques (photo Collection Hulton-Deutsch/Corbis).



Illustration 82 Médecin vaccinant une petite fille africaine, en 1979. L'Organisation mondiale de la santé (OMS), une agence des Nations Unies, fut fondée en 1948 afin de lutter contre les maladies endémiques dans les pays en développement (photo Hulton Archive).

Illustration 83 Modélisation en vue externe du virus d'immunodéficience humaine (VIH), le virus responsable du syndrome d'immunodéficience acquise (SIDA). À la fin du vingtième siècle, près de 70 % des 40 millions de personnes atteintes du SIDA vivaient en Afrique sub-saharienne (photo Michael Freeman).

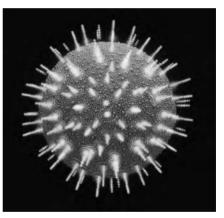




Illustration 84 Vieil homme pratiquant la médecine traditionnelle à Manali, en Inde. Malgré les avancées de la science occidentale, les anciens rituels et rites de guérison persistent et prospèrent à travers le monde (photo Lindsay Hebberd).

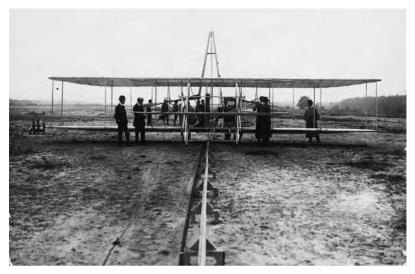


Illustration 85 Le 17 décembre 1903, Orville et Wilbur Wright signent le premier vol humain. En 1906, ils reçoivent un brevet pour la conception et la construction de leur avion, annonçant ainsi le début de l'aviation industrielle (photo DeA Picture Library).



Illustration 86 Au long du vingtième siècle, la chasse à la baleine a menacé l'espèce d'extinction et a mobilisé l'opinion publique à l'échelle mondiale (photo DeA Picture Library).



Illustration 87 Téléphone mural allemand conçu par Siemens et Halske, vers 1927. Le téléphone a révolutionné la communication, laissant présager la mondialisation à venir (photo DeA Picture Library).



Illustration 88 Le 12 avril 1961, le cosmonaute soviétique Youri A. Gagarine devint le premier homme à voyager dans l'espace, effectuant une orbite complète autour de la Terre à bord de *Vostok I* (photo DeA Picture Library).



Illustration 89 L'astronaute américain Bruce McCandless à l'extérieur de Challenger, en 1984, lors de la première sortie extravéhiculaire libre (photo reproduite avec l'aimable autorisation de la NASA).



Illustration 90 Le 6 février 1995, la navette spatiale américaine Discovery tenta de s'arrimer à la station russe Mir, marquant le début d'une nouvelle ère de coopération entre les États-Unis et la Russie dans l'exploration spatiale (photo ITAR TASS/Sipa-Press).



Illustration 91 Les tours jumelles Petronas (1988) de Kuala Lumpur, en Malaisie, hautes de 88 étages, ont été conçues par l'architecte italien Cesar Pelli. Des déchets et matériaux recyclés ont été utilisés pour leur construction (photo John Dakers).



Illustration 92 Centrale Solare Eurelios, une centrale électrique solaire située en périphérie d'Adrano, en Sicile. L'augmentation continue de la consommation en énergie fait de la recherche de nouvelles formes d'énergie renouvelables une priorité absolue (photo DeA Picture Library).



Illustration 93 Parc éolien à Hurghada, en Égypte. Tout comme l'énergie solaire, le vent est une source énergétique renouvelable et respectueuse de l'environnement (photo DeA Picture Library).

Illustration 94 Quai de chargement de pétrole au Koweït, pays membre de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP). Les onze nations membres de l'OPEP détiennent environ les deux-tiers des réserves pétrolières mondiales. Elles fournissent 40 % de la production mondiale de pétrole et représentent la moitié des exportations (photo DeA Picture Library).





Illustration 95 Centrale nucléaire de Didcot, en Grande-Bretagne. En 1956, le premier réacteur au monde conçu pour une exploitation commerciale à grande échelle d'électricité nucléaire entra en activité à Calder Hall au Royaume-Uni (photo DeA Picture Library).



Illustration 96 L'anthropologue britannique d'origine polonaise Bronislaw Malinowski, est devenu célèbre pour sa théorie de la réciprocité, s'appuyant sur une étude ethnographique de la Papouasie-Nouvelle-Guinée (photo Collection Hulton-Deutsch/Corbis).

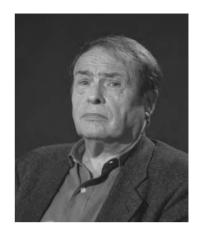


Illustration 97 Le sociologue et anthropologue français Pierre Bourdieu, dont le travail traite de l'organisation sociale du pouvoir et des comportements de l'individu et des groupes, est à l'origine de notions telles que celle du capital social et culturel (photo Alain Nogues).



Illustration 98 Le Français Émile Durkheim, pionnier de la sociologie moderne. Il préconisa l'utilisation des méthodes appliquées aux sciences naturelles pour l'étude de la société (photo Bettmann/Corbis).



Illustration 99 L'Allemand Max Weber, aidé de Durkheim, fonda la discipline de la sociologie moderne. Par son travail sur la religion, il s'efforça de démontrer que celle-ci pouvait en partie expliquer les différences entre les cultures orientales et occidentales (photo Bettmann/Corbis).



Illustration 100 L'économiste britannique John Maynard Keynes (au centre) lors d'une conférence à l'ONU. Son travail, qui devint une pierre angulaire de la macroéconomie, préconisait l'intervention du gouvernement pour relancer le marché de l'emploi et la prospérité économique (photo Hulton Archive).



Illustration 101 Prévenus allemands durant le procès de Nuremberg, un procès contre des nazis accusés d'avoir commis des crimes de guerre durant la Deuxième Guerre mondiale. Des juges des États-Unis, du Royaume-Uni, de la France et de l'Union soviétique présidèrent ces tribunaux militaires tenus à Nuremberg, en Allemagne, de 1945 à 1946 (photo Corbis).



Illustration 102 Le linguiste américain Noam Chomsky, qui prêta son nom à la «hiérarchie de Chomsky», un système de classification des langues conçu dans les années 1950 et qui révolutionna la linguistique moderne (photo Christopher Felver).



Illustration 103 Le philosophe et activiste politique anglais Bertrand Russell. Sa contribution à la philosophie porta sur les mathématiques et la logique. En libéral invétéré il préconisait le désarmement nucléaire et critiqua la guerre du Viêt Nam (photo Bettmann/ Corbis).



Illustration 104 Le philosophe et écrivain français Jean-Paul Sartre fut une des grandes figures de l'existentialisme, un mouvement philosophique mettant en avant l'individu et l'expérience individuelle (photo Geneviève Naylor).



Illustration 105 L'anthropoloque français Claude Lévi-Strauss utilisa le structuralisme, l'exploration des relations entre les hommes à travers lesquelles naît la signification, comme moyen de compréhension de la culture et de la société humaine (photo Sophie Bassouls).



Illustration 106 Le poète et philosophe indien Rabindranath Tagore reçut le prix Nobel de littérature en 1913, devenant ainsi le premier homme de lettre asiatique à recevoir cette récompense (photo E. O. Hoppe).



Illustration 107 Mausolée de l'ancien président chinois Sun Yat-sen. Sa philosophie politique, proclamée en 1905 sous le nom des «Trois principes du Peuple», incluait les notions de nationalisme, de démocratie et de prospérité (photo Keren Su).





Illustration 108 Le philosophe japonais Nishida Kitaro baptisa ce lieu, qu'il empruntait tous les jours, la Promenade des philosophes. Kitaro mariait les principes philosophiques européens avec l'expérience historique japonaise, travaillant sur des concepts tels que celui de l'espace (photo Mcduff Everton).

Illustration 109 Julius Nyerere, le premier président de la République-Unie de Tanzanie (1964-1985), adhérait à la philosophie nationaliste idéologique, soutenant qu'une indépendance réelle s'accompagnait de liberté idéologique et d'un retour à l'humanisme traditionnel africain (photo Liz Gilbert).



Illustration 110 L'écrivain, philosophe et homme politique mexicain José Vasconcelos, en 1929. Grand défenseur de la révolution de 1910, il créa et dirigea le ministère de l'Éducation publique de 1920 à 1925 (photo Bettmann/Corbis).



Illustration 111 Le Rainbow Warrior, navire de Greenpeace, coulé par les services secrets français en 1985. Greenpeace, une organisation internationale pour la protection de l'environnement créée en 1971, avait organisé des manifestations à grande échelle afin d'attirer l'attention du public sur les questions écologiques allant des essais nucléaires à la pêche à la baleine (photo Adrian Carroll).



Illustration 112 Femme musulmane couverte d'un tchador à Téhéran, en Iran, la tenue obligatoire des femmes sous la loi islamique fondamentaliste. Derrière elle, un portrait de l'ayatollah Khomeini, chef spirituel et politique de la révolution islamique de 1979 et défenseur du fondamentalisme (photo David Turnley).

Illustration 113 Adeptes coréens du néo-confucianisme durant une cérémonie commémorant la naissance de Confucius. Un retour aux croyances traditionnelles, rejetant l'adoption des valeurs occidentales, a accompagné la modernisation dans certaines cultures asiatiques (photo Nathan Benn).





Illustration 114 Jeune religieuse shintō. Le shintō («les manières des dieux») est la religion ancestrale au Japon. Nombre de Japonais ont adapté ses pratiques polythéistes anciennes à la vie urbaine moderne (photo Chris Rainier).



Illustration 115 Religieuses à San Salvador, où l'archevêque Óscar Romero fut assassiné en 1980. Sa défense des pauvres et des victimes de la guerre civile de son pays fit de lui une cible privilégiée des escouades de la mort paramilitaires d'extrême droite (photo Bettmann/Corbis).



Illustration 116 Jeunes moines bouddhistes en Birmanie (aujourd'hui Myanmar), où cette religion ancestrale vint à être associée aux mouvements nationalistes (photo Jeremy Horner).



Illustration 117 Moines novices dans le monastère de Ganden, à Oulan-Bator en Mongolie. Durant son association avec l'URSS, au cours d'une majeure partie du vingtième siècle, le gouvernement mongol tenta d'éradiquer les pratiques bouddhiques locales (photo Michel Setboum).



Illustration 118 Acharyas indiens priant sur le Gange. Des milliers de pèlerins hindous se purifient dans les eaux du fleuve à Kumb Mela, lieu d'un important festival religieux célébré tous les douze ans (photo Ludwig/ Sipa-Press).

Illustration 119 École juive du quartier ultra-orthodoxe de Mea Shearim, à Jérusalem. Le conflit israélo-palestinien a donné lieu à une augmentation des pratiques religieuses conservatrices chez certains juifs israéliens (photo Bojan Brecelii).





Illustration 120 Musulmans à la Coupole du Rocher, à Jérusalem, célébrant le ramadan, le neuvième mois du calendrier islamique, durant lequel les musulmans jeûnent. L'islam est devenu une composante fondamentale de nombreux mouvements sociaux dans certains pays musulmans (photo Richard T. Nowitz).



Illustration 121 Le pape Jean-Paul II bénissant la foule au Zaïre (aujourd'hui la République démocratique du Congo), en 1980. Bien que défenseur des droits de l'homme et de la justice sociale, il n'en demeurait pas moins profondément conservateur sur certaines questions, telles que la place des femmes dans l'Église, la contraception et les mœurs sexuelles (photo Vittoriano Rastelli).



Illustration 122 Commémoration du cinquantième anniversaire de l'attaque atomique américaine sur Hiroshima, le 6 août 1945, au Mémorial de la paix de Hiroshima (photo Qualyle-Orion/Sipa-Press).



Illustration 123 Échantillons de sperme pour fécondation in vitro. Cette technique controversée de fécondation d'un ovule à l'extérieur du corps de la femme, fut mise au point au Royaume-Uni, où le premier bébé *in vitro* naquit en 1978 (photo: droits réservés).

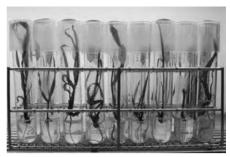


Illustration 124 Plants de maïs génétiquement modifiés cultivés dans un laboratoire à Palo Alto, en Californie. Malgré leur rôle prétendu dans la lutte contre la faim dans le monde, les animaux et plantes transgéniques continuent d'attiser les débats, en particulier au sujet de leurs effets secondaires possibles sur les humains (photo Lowell Georgia).



Illustration 125 Convoi de la Croix-Rouge internationale arrivant à Kigali, au Rwanda, en 1993, apportant de l'aide humanitaire aux réfugiés victimes des guerres ethniques dans la région (photo Patrick Robert).



Illustration 126 Le physiologiste russe Ivan Pavlov reçut le prix Nobel de physiologie ou médecine en 1904. Il fut particulièrement célèbre pour ses expériences sur les chiens qui prouvèrent qu'un réflexe automatique conditionné pouvait être induit de façon artificielle (photo Bettman/Corbis).



Illustration 127 Jeune femme inuit portant son enfant sur son dos, en 1903. Le travail de terrain anthropologique, entrepris au début du vingtième siècle, a permis d'endiguer les paradigmes populaires évolutionnistes alors utilisés pour classer les cultures dites «primitives» et les peuples indigènes (photo Michael Maslan).



Illustration 128 La ligne d'assemblage automobile, introduite par l'industriel américain Henry Ford en 1913, a révolutionné les techniques de travail et donné naissance à la production de masse (photo Bettmann/Corbis).



Illustration 129 Représentation d'une pièce de kabuki japonais, une forme théâtrale née au dix-septième siècle. Dans cet art populaire, mêlant un mime très stylisé au chant et à la danse, tous les rôles sont joués par des hommes.

Illustration 130 Un opérateur de linotype en 1970. Créé en 1886, le linotype, avec son clavier à 90 caractères, transforma l'industrie de l'imprimerie (photo Bettmann/Corbis).





Illustration 131 Le compositeur américain George Gershwin mêla des éléments de la musique populaire juive au jazz et à la musique classique. Avec son frère Ira, il composa plusieurs succès musicaux de Broadway (photo Bettmann/Corbis).



Illustration 132 Les poètes André Breton, Paul Eluard, Tristan Tzara et Benjamin Péret, en 1932. Durant la Première Guerre mondiale. Tzara lança le dadaïsme, un mouvement esthétique fondé sur l'anarchie et l'absurde. Du dadaïsme naquit le surréalisme, un mouvement s'appuyant sur les pouvoirs de l'inconscient, et dont Breton, Eluard et Péret devinrent les principaux représentants (photo Stefano Bianchetti).

Illustration 133 L'écrivain russe Ivan Bounine (assis à droite). En 1919, suite à la révolution russe, il émigra en France. Il devint le premier homme de lettres russe à recevoir le prix Nobel de littérature en 1933 (photo Michael Nicholson).





Illustration 134 L'écrivain et dramaturge irlandais Samuel Beckett s'installa à Paris, en 1938, où il passa la majeure partie de sa vie d'adulte. En 1969 il reçut le prix Nobel de littérature (photo Hulton Archive).



Illustration 135 L'auteur française Marguerite Yourcenar, renommée pour ses romans historiques, tels que Mémoires d'Hadrien (1951). En 1980, elle devint la première femme reçue à l'Académie française (photo JP Laffont).



Illustration 136 L'auteur sud-africaine Nadine Gordimer (au centre), entre l'écrivain indien né en Angleterre, Salman Rushdie (à gauche) et le romancier allemand Günter Grass (à droite), trois icônes de la littérature du vingtième siècle (photo Telepress/Corbis Sygma).



Illustration 137 L'auteur américain Francis Scott Fitzgerald avec sa femme Zelda et sa fille. Son travail, connu en particulier pour son roman *Gatsby le magnifique* (1925), met en scène la corruption sociale et morale des années 1920, «l'âge d'or du jazz» (photo Bettmann/Corbis).

Illustration 138 Le dramaturge américain Arthur Miller photographié en 1956 avec sa femme, l'actrice Marilyn Monroe. Les pièces de théâtre de Miller, notamment Mort d'un commis voyageur (1949) et Les Sorcières de Salem (1953), traitent de la notion de moralité et des pressions sociales et familiales (photo Corbis).





Illustration 139 L'écrivain noir américain Richard Wright. Dans Black Boy (1945) et d'autres romans, il décrit les horreurs de la ségrégation raciale et ses effets sur les Noirs américains (photo Bettmann/Corbis).



Illustration 140 Le poète et dramaturge antillais Derek Walcott est né à Sainte-Lucie. En 1992, il reçut le prix Nobel de littérature pour ses portraits subtils de l'histoire, de la géographie et de la vie quotidienne de la population multiraciale des Caraïbes (photo Brooks Kraft).

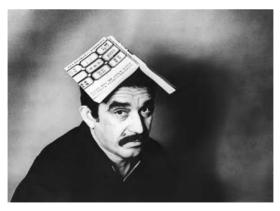


Illustration 141 L'écrivain colombien Gabriel García Márquez, coiffé d'un exemplaire de son célèbre roman *Cent ans de solitude* (1967). Il reçut le prix Nobel de littérature en 1982 (photo Colita/Corbis).



Illustration 142 L'auteur argentin Jorge Luis Borges, un des auteurs contemporains d'Amérique latine les plus renommés. Dans sa poésie et ses nouvelles, il explora les thèmes du temps, de la réalité et de l'identité (photo Sophie Bassouls).

Illustration 143 L'auteur nigérian Wole Soyinka (à gauche) entouré d'un groupe de journalistes. En 1986, il devint le premier homme de lettres africain à recevoir le prix Nobel de littérature (photo Jacques Langevin).





Illustration 144 L'écrivain et anthropologue indien Amitav Ghosh. Aujourd'hui l'un des auteurs indiens d'expression anglaise les plus réputés, il publia son premier roman Les Feux du Bengale en 1986 (photo Sophie Bassouls).



Illustration 145 Le romancier japonais Yasunari Kawabata. En 1968, il devint le premier auteur japonais à remporter le prix Nobel de littérature pour ses romans, dont *Pays de neige* (1947) et *Le maître ou le tournoi de go* (1956) (photo Bettmann/Corbis).

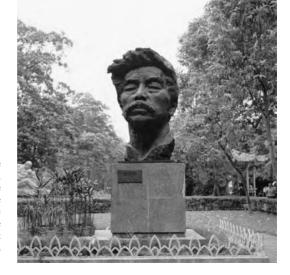


Illustration 146 Buste de l'écrivain chinois Lu Xun, considéré comme le père de la littérature chinoise moderne. Sa première œuvre Le journal d'un fou, inspiré des contes de Gogol, fut publiée en 1918 (photo John T. Young).



Illustration 147 Pablo Picasso, Les demoiselles d'Avignon, huile sur toile, 1907. Cette peinture, une représentation de prostituées dont les visages ont été inspirés de la sculpture africaine et ibérique, est annonciatrice du mouvement cubiste et demeure une des icônes du modernisme (photo Museum of Modern Art, New York, Lillie P. Bliss Bequest; Collection de Pablo Picasso, 2004 / Artists Rights Society [ARS] New York).



Illustration 148 Pablo Picasso, Guitare, collage de carton et ficelle, 1912. La sculpture en trois dimensions marqua la transition du cubisme analytique au cubisme synthétique. En représentant des espaces et volumes à l'aide de matériaux simples, Picasso prêtait voix à son dialogue incessant avec la sculpture africaine (photo Museum of Modern Art, New York, Lillie P. Bliss Bequest; Collection de Pablo Picasso, 2004 / Artists Rights Society [ARS] New York).

FEPETYILLIP

Illustration 149 Vladimir Tatline, Le Marin, huile sur toile, 1911-1912. De par sa composition et sa technique, ce premier portrait suggère, en partie, une inspiration issue des icônes orthodoxes d'Ukraine, le pays natal de l'artiste (photo reproduite avec l'aimable autorisation de SCALA/Art Resource, New York; Collection de Vladimir Tatline/VAGA New York).



Illustration 150 Vladimir Tatline, maquette du Monument à la Troisième Internationale, 1920, en bois, carton, métal, fil de fer et papier huilé. Tatline devint célèbre pour son travail visionnaire autour de l'architecture moderniste. Constituée de fer, de verre et d'acier, cette œuvre aurait supplanté la tour Eiffel si elle avait été construite (photo Collection de Vladimir Tatline/VAGA, New York).



Illustration 151 Carlo Carrà, Manifestation interventionniste, détrempe et collage sur carton, 1914. Carrà était une des figures de proue du futurisme, un mouvement avant-gardiste italien s'inspirant de la vitesse, de la technologie et de la violence (photo Artists Rights Society [ARS], New York/SIAE, Rome, 2004).



Illustration 152 Max Ernst, Célèbes (Élephant Célèbes), huile sur toile, 1921. Nommée d'après l'île indonésienne, que l'auteur n'a jamais visitée, cette peinture dépeint un monde imaginaire rêvé (photo Artists Rights Society [ARS], New York/ADAGP, Paris, 2004).



Illustration 153 Vue de l'Exposition internationale, Paris, 1937. Le pavillon allemand (à droite), dessiné par l'architecte de Hitler, Albert Speer, fait face au pavillon soviétique (à gauche), sur le toit duquel se tient une gigantesque statue représentant un homme et une femme brandissant triomphalement la faucille et le marteau (photo reproduite avec l'aimable autorisation du Getty Research Institute, Resource Collection: Exposition Postcard Collection Archive).



Illustration 154 Pablo Picasso, Guernica, huile sur toile, 1937. L'artiste s'inspira du bombardement du village basque de Guernica par les nazis en soutien du régime de Franco. Exposée à l'Exposition internationale de 1937, cette peinture murale demeure un symbole d'opposition contre le fascisme et la guerre (photo Collection de Pablo Picasso/Artists Rights Society [ARS], New York).



Illustration 155 Kazuo Shiraga, sans titre. Huile, aquarelle et encre sur papier monté sur toile, 1957. Cet artiste japonais appartenait à l'Association pour l'art gutaï («concret») qui travaillait en particulier sur l'action éphémère. Shiraga a peint cette œuvre monumentale en utilisant diverses parties de son corps au cours d'une de ses représentations (photo CNAC/MNAM/Réunion des Musées nationaux/avec l'aimable autorisation d'Art Resource, New York).

Illustration 156 Jackson Pollock, Numéro 1, huile sur toile, 1948. Dans cette peinture archétype abstraite, réalisée à partir de gouttes et de fils de peinture liquide, l'artiste a marqué sa présence par la trace d'une main dans le coin supérieur droit de la toile (photo Fondation Pollock-Krasner/ Artists Rights Society [ARS], New York).

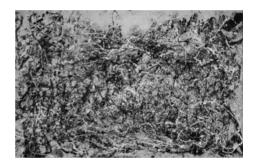




Illustration 157 Robert Rauschenberg, Coca-Cola Plan, matériaux divers, 1958. En mêlant divers objets récupérés, cette sculpture traite de l'importance et des interrelations croissantes entre culture populaire et culture de consommation aux États-Unis (photo Robert Rauschenberg/VAGA, New York).



Illustration 158 Robert Smithson, nº 7 des Déplacements de miroir dans le Yucatán, 1-9, 1969. Photographies autour de neuf miroirs disposés dans un cadre naturel. Par ses œuvres in situ, connues sous le nom de Land Art, Smithson travaille la relation entre l'œuvre et son environnement (photo Collection de Robert Smithson/VAGA, New York).



Illustration 159 Pierre de Coubertin, père des jeux Olympiques modernes. Les premiers jeux Olympiques se tinrent à Athènes en 1896, les Jeux ayant été créés en Grèce durant l'Antiquité (photo CIO, Musée olympique, Lausanne).

Illustration 160 Affiche dessinée par l'artiste français Auguste Matisse pour les premiers jeux Olympiques d'hiver tenus à Chamonix, en France, en 1924 (photo CIO, Musée olympique, Lausanne).





Illustration 161 Le champion olympique éthiopien Abebe Bikila remporta le marathon durant les jeux Olympiques d'été en 1960 et en 1964 (photo Bettmann/Corbis).



Illustration 162 Groupe de jeunes sans-emploi devant la porte de la Cité interdite, à Pékin. Nombre de pays ont tenté de contrer l'augmentation du taux de chômage chez les jeunes en réformant leurs systèmes éducatifs (photo Owen Franken).

Illustration 163 Fillette soumise à un test inspiré par les travaux du psychologue suisse Jean Piaget. Sa recherche sur les quatre étapes du développement cognitif chez l'enfant a influencé les politiques éducatives et les méthodes pédagogiques (photo Laura Dwight).





Illustration 164 Enfants regardant un épisode de Sesame Street dans une garderie, en 1970. La série, lancée en 1969, continue d'être diffusée à travers le monde (photo Bettmann/ Corbis).



Illustration 165 Siège de l'UNESCO à Paris. Dessiné et conçu par Marcel Breuer, Pier Luigi Nervi et Bernard Zehrfuss, il fut inauguré en 1958. En tant qu'agence spécialisée de l'ONU, l'UNESCO promeut la paix et la sécurité dans le monde à travers des collaborations internationales dans les domaines de l'éducation, des sciences et de la culture (photo Paul Almasy).

Illustration 166 Ségrégation raciale à l'université de l'Oklahoma, en 1948. Malgré une décision de la Cour suprême américaine en 1954 interdisant la ségrégation dans les lieux publics, de telles pratiques persistèrent jusque dans les années 1960 (photo Bettmann/Corbis).





Illustration 167 Affiche publicitaire américaine pour le phonographe « Triumph » de Thomas Edison. Inventé en 1877, le phonographe transforma la culture et les loisirs musicaux. Il demeura le médium le plus commun de lecture de musique enregistrée jusque dans les années 1980 (photo Bettmann/Corbis).



Illustration 168 Affiche de King Kong, film réalisé en 1933. L'énorme succès de l'industrie hollywoodienne du film donna naissance à une nouvelle forme de culture de masse, séduisant un public international (photo Swim Ink 2, LLC/Corbis).



Illustration 169 Paysans tarahumara, dans l'État mexicain de Chihuahua visionnant des cassettes vidéo, en 1991. La prolifération des magnétoscopes et des cassettes VHS dans les années 1980 contribua à la mondialisation audiovisuelle (photo Phil Schermeister).



Illustration 170 Ruines de la bibliothèque londonienne de Holland House (1605), après un bombardement allemand en 1940. Durant la Seconde Guerre mondiale, des trésors irremplaçables dans de nombreuses institutions culturelles en Europe, en Asie et dans le Pacifique, furent endommagés, volés ou à jamais détruits (photo Collection Hulton-Deutsch/Corbis).



Illustration 171 Vue extérieure du centre Georges Pompidou (1977), à Paris, concu par Renzo Piano, Richard Rogers et Gianfranco Franchini. Le bâtiment abrite le musée national d'Art moderne (photo DeA Picture Library).



une rue anglaise. À la fin des années 1990, plus de 500 municipalités avaient recours à ce type de technologie pour surveiller les espaces publics, hissant le Royaume-Uni au rang de leader mondial pour l'utilisation de la surveillance vidéo en milieu urbain (photo Steve McDonough).



L'Organisation internationale de la Francophonie

L'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) est une institution fondée sur le partage d'une langue, le français, et de valeurs communes. Elle compte à ce jour cinquante-cinq États et gouvernements membres et treize observateurs. Présente sur les cinq continents, elle représente près du tiers des États membres de l'Organisation des Nations unies.

L'OIF apporte à ses États membres un appui dans l'élaboration ou la consolidation de leurs politiques et mène des actions de coopération multilatérale, conformément aux grandes missions tracées par le Sommet de la Francophonie : promouvoir la langue française et la diversité culturelle et linguistique; promouvoir la paix, la démocratie et les droits de l'Homme; appuyer l'éducation, la formation, l'enseignement supérieur et la recherche; développer la coopération au service du développement durable et de la solidarité.

55 États et gouvernements membres :

Albanie, Principauté d'Andorre, Royaume de Belgique, Bénin, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Cambodge, Cameroun, Canada, Canada-Nouveau-Brunswick, Canada-Québec, Cap-Vert, République centrafricaine, Chypre, Communauté française de Belgique, Comores, Congo, République démocratique du Congo, Côte d'Ivoire, Djibouti, Dominique, Égypte, Ex-République yougoslave de Macédoine, France, Gabon, Ghana, Grèce, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Haïti, Laos, Liban, Luxembourg, Madagascar, Mali, Maroc, Maurice, Mauritanie, Moldavie, Principauté de Monaco, Niger, Roumanie, Rwanda, Sainte-Lucie, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Seychelles, Suisse, Tchad, Togo, Tunisie, Vanuatu, Vietnam.

13 observateurs:

Arménie, Autriche, Croatie, Géorgie, Hongrie, Lituanie, Mozambique, Pologne, République tchèque, Serbie, Slovaquie, Slovénie, Ukraine.

Volume VII

♦ Le xx^e siècle de 1914 à nos jours ♦

Ce septième et dernier volume de la collection de l'UNESCO sur l'Histoire de l'humanité éclaire les principales transformations dans presque toutes les sphères de l'activité humaine au cours du xxe siècle. De profondes modifications dans les modes de vie des êtres humains s'opèrent à la suite d'innovations scientifiques, technologiques, sociales, médicales et politiques. Des avancées majeures dans les transports et les communications permettent la multiplication des contacts entre les peuples, tout en accélérant et en approfondissant un phénomène d'interdépendance globale ou « mondialisation ». Si de nombreux mouvements nationaux de libération conduisent au démantèlement des empires coloniaux, à l'émergence d'États indépendants, et à de nouveaux regroupements étatiques, ce siècle est également témoin d'extrémismes dévastateurs et de confrontations militaires et idéologiques d'une ampleur sans précédent, notamment les deux guerres mondiales et la Guerre froide.

Ce dernier volume de la collection de l'UNESCO sur l'Histoire de l'humanité est le fruit d'une coopération internationale impliquant plus de quatre cent cinquante spécialistes du monde entier. L'UNESCO souhaite que le message porté par ce volume et par l'ensemble de l'œuvre contribue à jeter les fondations d'une culture de la paix, en soulignant l'interdépendance entre les peuples et leur contribution à un héritage commun.

Histoire de l'humanité

Volume I • De la préhistoire aux débuts de la civilisation

Volume II • De 3000 av. J.-C. à 700 av. J.-C.

Volume III • Du VII^e siècle av. J.-C. au VII^e siècle de l'ère chrétienne

Volume IV • 600 – 1492 Volume V • 1492 – 1789

Volume VI • 1789 - 1914

Volume VII • Le XX^e siècle de 1914 à nos jours

www.unesco.org/publishing



Secteur de la culture



